Code annoté de la Tunisie : Recueil de tous les documents composant la [...]

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Zeys, Paul (1871-1946). Code annoté de la Tunisie : Recueil de tous les documents composant la législation écrite de ce pays au 1er janvier 1901 / par Paul Zeys,... ; avec la collaboration de P. Pomonti,... préface de Maurice Bompard,.... 1901.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

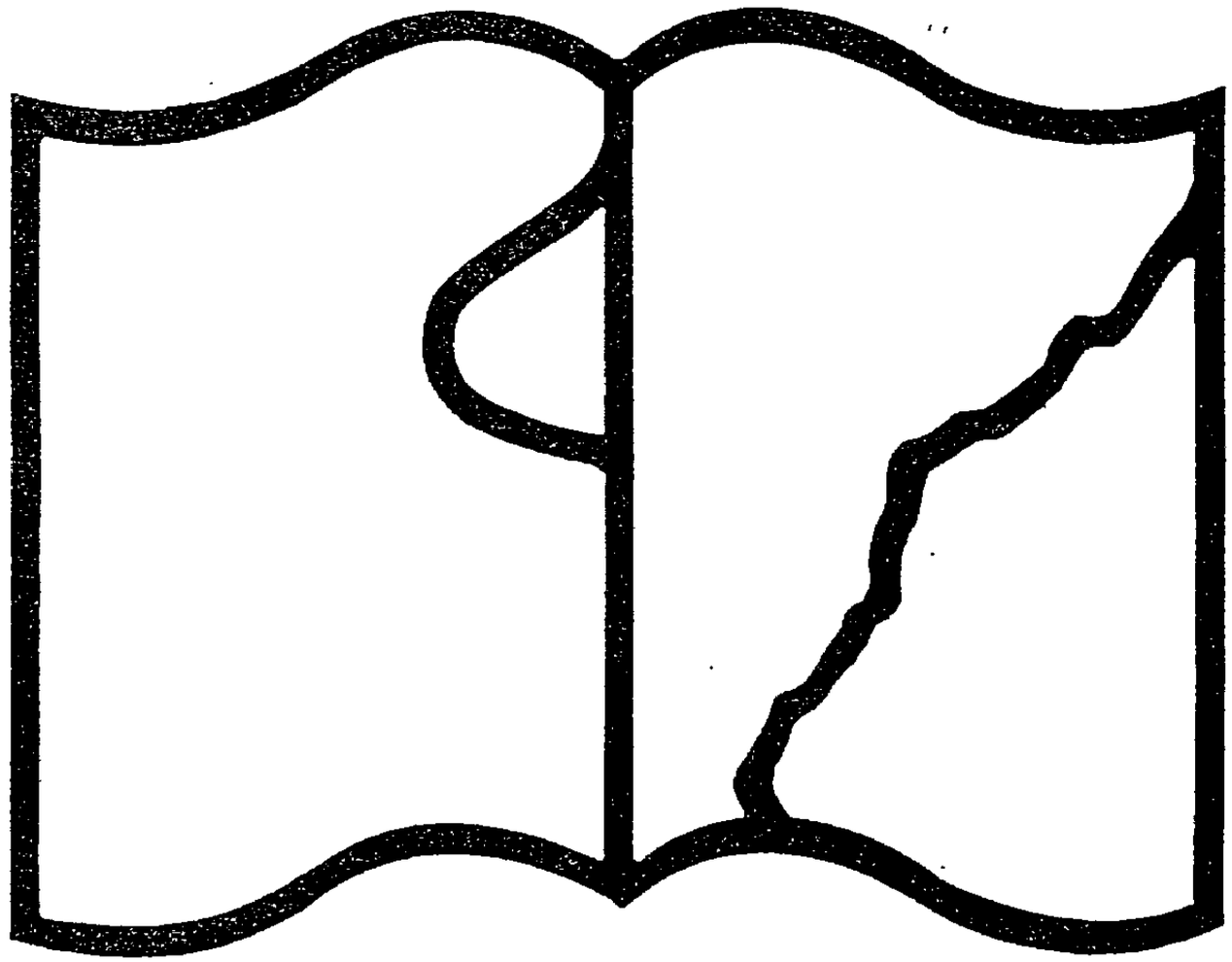
3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :
*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.



Texte détérioré — reliure défectueuse

NF Z 43-120-11

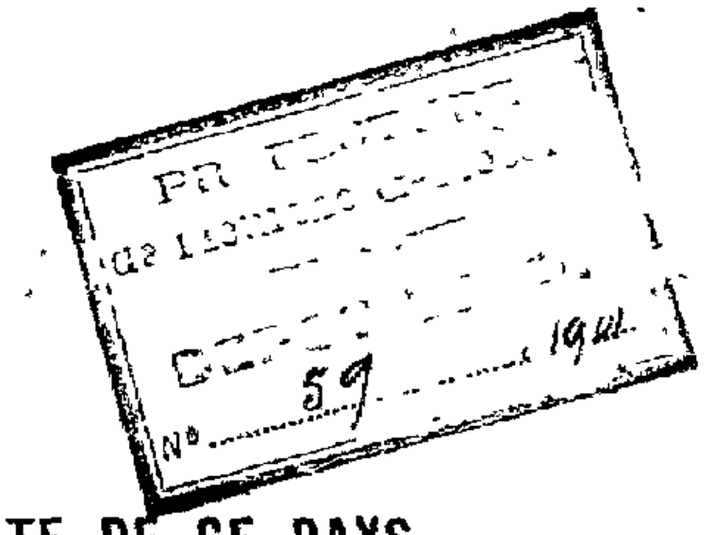
Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

59 - 79 Conserve la Couverture)

2107

CODE ANNOTÉ DE LA TUNISIE





RECUEIL

DE TOUS LES

DOCUMENTS COMPOSANT LA LÉGISLATION ÉCRITE DE CE PAYS

AU 1er JANVIER 1901

PAR

PAUL ZEYS

JUGE SUPPLÉANT AU TRIBUNAL DE TUNIS

JUGE AU TRIBUNAL MIXTE IMMOBILIER DE TUNISIE

Avec la collaboration de **P. POMONTI**, Contrôleur civil et Vice-Consul de France à Grombalia

Avec une Préface de

MAURICE BOMPARD

MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE

DIRECTEUR AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

TOME I

NANCY

IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT ET Cie

18, RUE DES GLACIS, 18

1901

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
IMPRIMÉS
R F

CODE ANNOTÉ DE LA TUNISIE

4° F
1108

Le second volume du Code annoté de la Tunisie, *contenant les Tables et actuellement sous presse, paraîtra incessamment. La pagination et le numérotage des décrets y sont continués de manière à former un seul tout des deux volumes.*

CODE ANNOTÉ DE LA TUNISIE

RECUEIL

DE TOUS LES

DOCUMENTS COMPOSANT LA LÉGISLATION ÉCRITE DE CE PAYS

AU 1er JANVIER 1901

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
R F
IMPRIMÉS

PAR

PAUL ZEYS

JUGE SUPPLÉANT AU TRIBUNAL DE TUNIS

JUGE AU TRIBUNAL MIXTE IMMOBILIER DE TUNISIE

Avec la collaboration de **P. POMONTI**, Contrôleur civil et Vice-Consul de France à Grombalia

Avec une Préface de

MAURICE BOMPARD

MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE

DIRECTEUR AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

TOME I

NANCY

IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT ET Cie

18, RUE DES GLACIS, 18

1901

PRÉFACE

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
R.F.
IMPRIMÉS

Le *Code annoté de la Tunisie* que son auteur, M. Paul Zeys, juge suppléant au Tribunal civil de Tunis, me demande de présenter au public, est destiné à remplacer le Recueil des lois, décrets et règlements en vigueur dans la Régence de Tunis au 1er janvier 1888, que j'ai publié cette même année sous le titre de *Législation de la Tunisie*. C'est ce fait sans doute et peut-être aussi ma collaboration à la fondation du Protectorat tunisien, sous l'administration de M. Cambon, qui me valent l'honneur que me fait aujourd'hui M. Paul Zeys.

Son ouvrage est attendu avec impatience, car, au cours des treize années qui se sont écoulées depuis la publication de mon Recueil, la législation tunisienne n'est pas restée stationnaire, comme bien on pense; elle s'est transformée et développée au fur et à mesure et en conformité des transformations et du développement de la colonie elle-même; aussi mon Recueil avait-il grand besoin d'être rajeuni. L'Administration et la Justice en Tunisie seront, comme je le suis moi-même, reconnaissantes à M. Paul Zeys et à M. Pomonti de l'avoir fait.

Ce que le *Code de la Tunisie* met tout d'abord en évidence, et par son existence même et par son contexte, c'est l'autonomie de notre colonie. La législation tunisienne ne se compose pas, en effet, ainsi qu'on peut s'en assurer d'un coup d'œil sur l'ouvrage de M. Paul Zeys, de lois votées par le Parlement ou de décrets du Président de la République, comme celle de nos autres possessions coloniales ; elle est faite en Tunisie, par la Tunisie et pour la Tunisie; et c'est là, j'ai hâte de l'ajouter, tout le secret du succès du Protectorat tunisien.

Ce succès, qui n'est plus guère contesté, a été attribué à bien des causes : quelquefois, au mérite des fondateurs et des administrateurs successifs du Protectorat, et il y aurait mauvaise grâce de ma part à y contredire; souvent à la vertu propre du régime du Protectorat qui comporte la conservation, à l'origine, des institutions locales, puis leur amélioration progressive et le maintien entre le maître étranger et les indigènes de chefs auxquels ils sont accoutumés d'obéir; et certes, cette façon d'exercer son autorité est à ce point rationnelle qu'on se demande comment on peut être

amené à en suivre une différente, alors même que la colonie est incorporée au territoire national. Mais c'est en vain que les Administrateurs coloniaux seraient excellents, s'ils doivent attendre pour agir l'impulsion du Gouvernement central, ou même son autorisation; en vain qu'on adopterait le régime du Protectorat, si celui-ci est exercé par les pouvoirs métropolitains. Les mêmes hommes et le même régime ne conduiraient pas dans ces conditions différentes aux mêmes résultats que le Protectorat tunisien. Le Protectorat n'a pas, en effet, en lui-même, de vertus particulières ; son principal mérite est de permettre l'autonomie coloniale qui serait, dans d'autres pays, mais qui n'est pas, en France, compatible avec un mode différent de domination. Le Protectorat, sans l'autonomie, ne présente pas d'avantages sensibles sur les régimes différents que nous appliquons dans d'autres colonies.

Lors de la conquête du Tonkin, le Protectorat tunisien était en pleine vogue; aussi s'est-on empressé d'ériger en Protectorats nos nouvelles possessions et maintenant encore, dans les actes publics, on qualifie le Tonkin, l'Annam et le Cambodge de Protectorats de l'Indo-Chine. Que ce soient, en effet, des Protectorats, je l'admets, car ce mot est assez élastique pour s'appliquer à des états bien dissemblables, mais ces Protectorats ont été conçus, sans que peut-être on s'en soit rendu compte exactement, dans un tout autre esprit que le Protectorat tunisien. D'un simple rapprochement entre un recueil des lois en vigueur en Indo-Chine et l'ouvrage de M. Paul Zeys, il ressortirait que les Protectorats de l'Indo-Chine et celui de la Tunisie n'ont de commun que le nom. Les premiers, en effet, ne jouissent pas de l'autonomie et cela les différencie essentiellement du second. Sans doute le Gouverneur général est investi d'une autorité presque souveraine; c'est un vice-roi; mais avec des délégations de pouvoirs, on peut faire de la décentralisation, on ne confère pas l'autonomie. Au surplus, le Tonkin, malgré sa richesse incomparable et l'absence de dette publique, a, dès le premier jour, pris place au budget métropolitain, et, comme de juste, il n'en est plus sorti. Tant que l'Indo-Chine figurera au budget français, tant que son propre budget sera discuté, voté et contrôlé d'après les mêmes méthodes et par les mêmes corps que celui de la Métropole, tant que les lois applicables dans nos Protectorats d'Extrême-Orient émaneront des mêmes pouvoirs que celles applicables en France, aussi longtemps en un mot qu'il n'existera pas dans l'Indo-Chine un *Code de l'Indo-Chine* composé, comme le *Code tunisien,* d'un ensemble complet de dispositions législatives et réglementaires, élaborées et rendues exécutoires sur place, réglant toutes les matières coloniales, qu'elles soient fiscales, budgétaires, administratives, foncières ou autres, le statut personnel des métropolitains étant seul

laissé sous l'empire de la législation métropolitaine, aussi longtemps, dis-je, qu'il en sera ainsi, l'autonomie Indo-chinoise n'existera pas, et on ne sera pas en droit d'exiger du régime du Protectorat dans nos possessions d'Extrême-Orient les bénéfices que le Protectorat tunisien a procurés.

Est-ce à dire qu'il faille, d'un trait de plume, doter toutes nos colonies de l'autonomie? Sans entrer ici dans des développements que ne comporte pas le sujet que je traite, qu'il me suffise de dire qu'une pareille réforme comporterait tout d'abord la suppression du budget colonial au budget métropolitain ; or, il ne semble pas qu'une pareille économie puisse être réalisée du jour au lendemain. Il va de soi qu'une colonie autonome ne saurait avoir la prétention d'être subventionnée par la Métropole : qu'on laisse, en effet, les colonies gérer elles-mêmes leur propre fortune comme le fait la Tunisie, rien de mieux, mais qu'elles aient la faculté de disposer de ressources qu'elles ne tireraient pas d'elles-mêmes, de faire librement des dépenses que la Métropole aurait à payer, ne fût-ce que pour partie, c'est évidemment inadmissible. Une colonie qui fait appel au budget métropolitain renonce, par là même, à son autonomie, et je veux croire que cela suffira à décider la Tunisie à ne jamais prétendre à aucune subvention. Par contre, je comprends moins la répugnance que la France éprouve à doter ses possessions lointaines d'une autonomie qui mettrait son budget à l'abri de leurs entreprises.

Cette répugnance est cependant indéniable, et pour comprendre qu'elle ait été surmontée en ce qui touche la Tunisie, il faut se reporter par la pensée à l'époque où fut institué le Protectorat tunisien.

En 1881, l'esprit public était aussi contraire aux entreprises lointaines qu'il y est aujourd'hui porté, et quand il a fallu décider l'expédition tunisienne, le Gouvernement a dû se préoccuper autant de convaincre l'opinion de sa nécessité qu'il lui faut aujourd'hui déployer d'énergie pour la retenir dans la voie de l'expansion coloniale. Nous, qui entendons encore résonner à notre oreille les critiques dont l'expédition de Madagascar a été l'objet, qui nous rappelons aussi celles qu'a suscitées l'expédition de Formose, c'est à peine si nous avons conservé le souvenir vague de celles auxquelles a donné lieu l'expédition de Tunisie. Elles ont cependant dépassé en violence tout ce qu'on a vu depuis. Ce n'était pas seulement alors la préparation et la conduite de l'expédition, mais son objet même et, d'une façon générale, la politique d'expansion coloniale qui étaient discutés âprement.

Le Gouvernement n'avait pas d'ailleurs à faire face en cette affaire uniquement à des difficultés intérieures, à des oppositions nationales; la question tunisienne était aussi d'ordre international, et les conflits de cet ordre qu'elle a soulevés viennent seulement d'être résolus, non sans avoir, pen-

dant vingt ans, pesé d'un grand poids sur la situation politique générale de l'Europe et sans y avoir laissé des traces qui ne sont pas encore toutes effacées.

Le Gouvernement avait donc à cœur de clore l'incident au plus vite. Il ne s'est pas montré exigeant et, ayant, par le traité du 12 mai 1881, sauvegardé l'avenir, il s'est contenté, dans le présent, d'un minimum de droits sur la Tunisie, d'un Protectorat purement diplomatique qui laissait à la Régence son individualité, non seulement au regard de la France, mais même des Puissances européennes dont les droits consacrés par les traités, les privilèges résultant d'usages souvent abusifs, et jusqu'aux prétentions basées sur les Capitulations de la Porte Ottomane, devaient être respectés. On ne songeait guère alors à contester au Gouvernement tunisien son autonomie ; qu'on n'eût plus à s'en occuper et l'on se déclarait satisfait. En fait, loin de porter atteinte à l'autonomie tunisienne dans l'administration intérieure de la Régence, on a poussé son respect jusqu'à l'exagération, puisque le traité du 12 mai 1881 n'y portait pas la plus légère atteinte, même au profit du Représentant de la France à Tunis. J'ai connu le temps où le Ministre-Résident de la République avait à négocier avec le Gouvernement beylical dans les mêmes conditions que les Représentants des autres Puissances à Tunis et où son influence sur la gestion des affaires intérieures ne s'exerçait que par la voie diplomatique. Il en a été ainsi jusqu'en 1883, date de l'institution du Secrétariat Général du Gouvernement tunisien, institution qui avait pour but et a eu pour effet la mainmise du Ministre-Résident sur l'Administration tunisienne. Prendre possession de la direction effective de cette Administration, non pour la transporter à Paris, mais pour l'exercer sur place, en vue d'adapter les services beylicaux aux besoins de la colonisation française, telle fut la mission que M. Cambon m'a confiée en me désignant au Bey pour les fonctions de Secrétaire général de son Gouvernement ; il ne m'appartient pas de décider si j'ai heureusement accompli la tâche qui m'était assignée.

Lorsque survint la conquête de Madagascar, le prestige du régime du Protectorat avait bien diminué; d'abord parce que, par la raison que je viens de donner, mais qui n'apparaissait pas clairement à l'opinion, le Protectorat n'avait donné au Tonkin aucun résultat qu'on n'eût aussi bien obtenu autrement, et ensuite, parce que l'on avait alors à surmonter en Tunisie des difficultés particulières qu'on attribuait en propre à ce régime.

On a vu plus haut que les droits de toutes sortes, les prétentions même des Puissances étrangères avaient été respectés en Tunisie au moment de l'établissement du Protectorat français; bien plus, par l'article 4 du traité du 12 mai 1881, le Gouvernement de la République s'était porté garant de

l'exécution des nombreux traités existant alors entre la Régence et les Puissances européennes. Cette disposition impérative, en conservant à la Tunisie son individualité au point de vue international, n'a certes pas peu contribué à en sauvegarder l'autonomie ; elle a, pendant quinze ans, opposé une barrière insurmontable à toutes les tentatives inspirées contre cette autonomie par l'esprit si puissant en France d'unification et d'uniformisation, donnant ainsi le temps au Gouvernement tunisien de faire ses preuves d'adaptation aux besoins de la colonisation et d'acquérir une vitalité qui, je l'espère, met définitivement sa personnalité indépendante à l'abri de nos préjugés unitaires. Mais, d'autre part, les traités par lesquels la Régence avait contracté des obligations très étroites, souvent excessives, parfois déraisonnables, et quelquefois sans échéance déterminée, avaient entravé bien des progrès, retardé bien des réformes, et les obstacles incessants auxquels se butaient de ce chef la colonie et la Métropole dans leurs aspirations très légitimes à une union plus intime en matière économique avaient exaspéré les esprits des deux côtés de la Méditerranée. Dirai-je en passant que, par une rare bonne fortune de carrière, dix ans après avoir quitté le service tunisien, mais toujours dévoué à une œuvre qui m'est chère comme un ami de jeunesse, il m'a été donné de négocier les dix-sept traités qui ont définitivement libéré la République des engagements internationaux conclus par elle avant l'institution du Protectorat français ? Toujours est-il que les embarras causés par ces traités, aussi bien à la France qu'à la Tunisie, étaient présents à tous les esprits en 1895 et que l'opinion attribuait au régime du Protectorat la difficulté que nous avions de nous en affranchir au moment même où venait de s'effectuer la conquête de Madagascar.

Alors que le maintien ou la suppression des traités particuliers d'un pays conquis dépend de mille circonstances de droit ou de fait, souvent indépendantes du régime qui suit la conquête, ces traités pouvant, suivant les cas, survivre à une annexion proclamée et disparaître au contraire par le seul fait de l'institution d'un Protectorat, l'opinion française, qui aime les solutions simples et d'apparence logique, s'était persuadé que l'annexion, par une sorte de vertu magique, faisait disparaître les traités préexistants tandis que le Protectorat les laissait nécessairement subsister, comme cela avait eu lieu en Tunisie. En vain lui représentait-on qu'annexion et protectorat sont simplement des moyens différents d'établir sa domination et que celle-ci peut être aussi effective sur un pays protégé que sur un pays annexé, elle se refusait à entrer dans des distinctions qu'elle considérait comme des subtilités imaginées d'ailleurs pour l'égarer ; pour elle, un pays conquis devait être annexé, le Protectorat étant réservé aux régions qu'on

ne possède pas pleinement, sur lesquelles on aurait, par exemple, une autorité contestée ou limitée ou simplement des prétentions.

Le Protectorat étant, à ses yeux, un mode inférieur de souveraineté, elle n'admettait pas qu'on pût s'en contenter après les sacrifices que la prise de Tananarive avait coûtés à la France ; elle exigeait comme prix de ces sacrifices que Madagascar disparût en tant qu'État distinct et qu'il fût réuni sans restriction ni réserve au domaine national. C'est ainsi que les efforts tentés pour instituer le régime du Protectorat à Madagascar où cependant, j'en parle à bon escient, il convenait particulièrement, ont complètement échoué, que le Gouvernement, se sentant impuissant à résister au courant, a renoncé à ce régime et pris son parti de l'annexion, que notre nouvelle colonie a ainsi perdu sa seule chance de jouir de l'autonomie, et le budget métropolitain, du même coup, la seule aussi qu'il eût d'échapper à des sollicitations auxquelles il devait nécessairement succomber. Puissent ces leçons successives mettre l'opinion en garde contre les attaques que des intérêts particuliers dirigeront peut-être un jour contre l'autonomie tunisienne en faisant appel, pour la combattre, aux idées de généralisation et d'assimilation qui sont chères à tous les esprits français !

Il ne saurait être question de passer ici en revue toutes les matières dans lesquelles la Tunisie a exercé heureusement son autonomie législative ; je limiterai mes remarques à l'une d'elles, qui est des plus importantes, il est vrai, car il s'agit de la propriété immobilière, mais encore n'en parlerai-je que succinctement.

La Tunisie possède un régime foncier qui lui est propre. Ce régime, organisé de toutes pièces par la loi du 18 ramadane 1302, correspondant au 1er juillet 1885, peut être rapidement analysé dans ses grandes lignes.

Les droits réels immobiliers que la loi du 1er juillet 1885 reconnaît sont, pour la plupart, les mêmes qu'en France : tels la propriété, l'usufruit, l'usage et l'habitation, l'emphytéose, les servitudes, l'antichrèse, les privilèges et les hypothèques. La définition de ces droits et les dispositions qui les régissent ont été purement et simplement empruntés au Code civil français, sauf des modifications de détail inutiles à signaler. A ce point de vue, le régime foncier tunisien ne revêt donc aucun caractère d'originalité ; on n'a même pas accepté en Tunisie la distinction entre la propriété Arch et la propriété Melk qui avait été admise en Algérie, où au surplus elle a été l'origine de nombreuses difficultés dont plusieurs ne sont pas encore surmontées. Deux droits réels immobiliers, inconnus au Code civil, ont été cependant introduits dans la législation tunisienne : ce sont la superficie et l'enzel. Ces deux droits mettent à la disposition de la colonisation les biens habous dont la pleine propriété ne peut être acquise.

Les droits réels immobiliers, considérés dans leur ensemble et à un point de vue abstrait, sont les divers rapports de droit pouvant exister, au regard de la loi, entre les immeubles et les personnes qui en jouissent ; c'est ainsi, par exemple, que la propriété est le rapport de droit existant entre un immeuble et son propriétaire, l'antichrèse et l'hypothèque, celui existant entre un immeuble et le créancier à la sûreté duquel il est affecté en nantissement ou en garantie. Or, le Code français, issu du droit romain, se borne comme lui à régir ces rapports, c'est-à-dire les divers modes de jouissance des immeubles, sans envisager les immeubles en eux-mêmes et pour eux-mêmes, indépendamment des droits auxquels ils donnent naissance. Sur ce point, la législation tunisienne s'écarte délibérément du droit latin.

Les immeubles sont investis, en Tunisie, par la loi du 1er juillet 1885, d'une véritable personnalité juridique, et cette personnalité est très nettement caractérisée : le domaine qui va naître à la vie juridique est aborné ; il en est fait une description comportant l'indication de ses tenants et aboutissants, de sa contenance, des plantations et des constructions qui s'y trouvent ; et du tout, il est dressé un plan rattaché au réseau trigonométrique général de la Régence. L'état civil des individualités ainsi créées est tenu par un fonctionnaire spécial, unique pour toute la Régence, le Conservateur de la propriété foncière, qui dresse le *Titre de propriété* de chaque immeuble au jour de sa naissance, y inscrit ou en radie tous les droits réels qui s'y rapportent au fur et à mesure que ces droits sont établis ou s'éteignent, et note au jour le jour les transformations que subit l'immeuble dans sa consistance matérielle ou dans son état juridique.

L'appellation de *Titre de propriété* exprime donc très imparfaitement la nature du document qu'elle désigne ; elle prête même à confusion, car on en pourrait induire, bien à tort, que le Titre dont il s'agit se rapporte uniquement à la propriété de l'immeuble. Il a bien fallu s'en contenter cependant, faute d'en rencontrer une meilleure dans notre langue juridique. Telle est en effet la conséquence du fait relaté plus haut, savoir que le droit français traite uniquement des droits immobiliers et non des immeubles eux-mêmes, que les mots manquent pour désigner ceux-ci indépendamment de ceux-là : une *propriété* signifie aussi bien le droit du propriétaire que le domaine qui en est l'objet.

Le *Titre de propriété* de la loi du 1er juillet 1885 est la représentation complète de l'immeuble auquel il se rapporte ; il ne fournit pas seulement l'indication du propriétaire, mais aussi, comme je viens de le rappeler, de la nature et de l'étendue de tous les droits réels immobiliers que cet immeuble supporte. Et c'est ici qu'apparaissent les avantages pratiques du régime foncier tunisien.

Tandis qu'en France les droits réels immobiliers sont pour la plupart occultes, et notamment le plus important d'entre eux, le droit de propriété, seules les hypothèques conventionnelles étant soumises à l'obligation de la publicité, en Tunisie, au contraire, où les immeubles sont représentés par un *Titre de propriété*, la loi du 1er juillet 1885 subordonne l'existence des droits réels immobiliers, quels qu'ils soient, à leur inscription sur le Titre. Cette disposition de la loi tunisienne est assurée par la sanction la plus énergique qu'il soit possible d'imaginer, puisque l'inscription d'un droit réel sur le *Titre de propriété*, fût-elle frauduleuse, suffit à mettre les tiers bénéficiaires de ce droit à l'abri de toute dépossession, et qu'au contraire un droit réel non inscrit, si bien établi qu'il fût par ailleurs, ne saurait être invoqué contre des tiers. On voit immédiatement quelles sont les conséquences de ces deux systèmes opposés : alors qu'en France les transactions immobilières nécessitent des enquêtes longues et minutieuses, pour établir la consistance matérielle et l'état juridique de l'immeuble, et qu'au surplus il est impossible de se garantir complètement contre des erreurs et par suite contre des revendications ultérieures; en Tunisie, au contraire, le droit de propriété et les autres droits réels immobiliers peuvent être transférés ou faire l'objet de toutes sortes de conventions avec une sécurité absolue et sur la seule inspection du *Titre de propriété*. C'est ce qu'on a appelé la mobilisation de la propriété immobilière.

Je ne m'étendrai pas davantage sur le côté juridique du régime foncier de la Tunisie ; aussi bien est-ce celui qui est le mieux connu, car ce sont généralement des jurisconsultes qui ont étudié ce régime et en ont écrit. Il sera plus dans mon rôle d'en mettre en lumière le côté politique, qui a été jusqu'ici quelque peu laissé dans l'ombre par les commentateurs.

Tous ceux qui se sont occupés, à quelque titre que ce soit, dans le domaine des idées ou dans celui des faits, des relations de l'Orient et de l'Occident européens, savent quelles difficultés on rencontre à faire vivre pacifiquement côte à côte des musulmans et des chrétiens; les deux races se sont rapprochées souvent, mais sans se jamais pénétrer ; elles se mêlent sur certains points du globe, mais nulle part elles ne se sont confondues ; il semblerait même qu'au contact leurs divergences s'accusent et s'exaspèrent. Cette scission irrémédiable entre les deux fractions de la population nord-africaine, entre celle qui a le pouvoir politique et est à la tête du mouvement économique, et celle qui possède le nombre et fournit la main-d'œuvre, constitue pour la colonisation en Algérie et en Tunisie un des problèmes les plus ardus qui se soient jamais posés. Si, encore, Européens et Arabes se donnaient carrière dans des sphères différentes; si, par exemple, les colons se maintenaient dans les villes pour y exercer le commerce et l'indus-

trie, tandis que les campagnes et l'agriculture demeureraient l'apanage des indigènes, peut-être réussirait-on à établir entre eux un *modus vivendi* sinon même une alliance d'intérêts; mais l'Algérie et la Tunisie sont des pays essentiellement et presque exclusivement agricoles et c'est seulement dans le domaine de l'agriculture que les colons comme les indigènes peuvent trouver l'emploi de leur activité. Sans doute les colons préfèrent les cultures plus savantes, s'exerçant sur un espace restreint, comme la viticulture, tandis que les indigènes se consacrent plus volontiers à l'élevage ou à la culture des céréales sur des étendues considérables et d'ailleurs par des procédés rudimentaires; malheureusement, il n'y a pas dans cette distinction, tout au contraire, une raison d'entente. L'indigène qui pousse devant lui ses bestiaux, et de tout temps l'a fait librement, s'irrite de rencontrer aujourd'hui les barrières ou plutôt les interdictions de passer dont le colon a entouré son domaine, et celui-ci s'irrite davantage encore quand le fruit de plusieurs années de travail lui est ravi en un instant par les dévastations causées dans ses plantations ou ses récoltes au passage d'un troupeau. Le colon supprime donc du mieux qu'il peut les accès à sa propriété, même les chemins publics qui la longent ou la traversent. Mais l'indigène ne s'arrête pas, quelquefois à bon droit, souvent malicieusement, devant les obstacles ou les prohibitions qui lui barrent la route. Qui n'a pas vécu dans ces pays ne saurait imaginer les discussions d'abord, les querelles ensuite, puis les crimes auxquels peuvent donner naissance un sentier, une barrière, une fontaine ou un abreuvoir.

Les relations entre voisins de races différentes ne sont guère plus faciles qu'entre colons et pasteurs. Les empiétements sur les limites et sur les droits les uns des autres que, entre gens si peu faits pour s'entendre, l'âpreté bien connue du cultivateur suffirait à provoquer, sont pour ainsi dire encouragés dans le nord de l'Afrique par l'imprécision du régime foncier que nous y avons trouvé; elle favorise en effet toutes les chicanes, et le mal a été, à cet égard, singulièrement empiré par les agents d'affaires dont le rôle a été néfaste en Algérie. Toujours à l'affût de litiges dont ils vivent, ils se mettent en travers des arrangements amiables qui couperaient court à leurs fructueuses procédures; ils savent au besoin susciter des procès en persuadant aux colons qu'ils ont des moyens de faire triompher leurs prétentions les moins fondées, et ils offrent aussi leurs services aux indigènes dont l'esprit chicanier est pour eux une mine inépuisable. Bien entendu, la paix publique souffre de toutes ces querelles et on peut attribuer en grande partie à l'imperfection du régime foncier de l'Algérie l'insécurité qui, si longtemps, y a sévi et entravé le développement de la colonisation.

Les tribunaux français, tenus à exercer leur juridiction en Algérie dans

les mêmes formes et suivant les mêmes règles qu'en France, se sont trouvés impuissants à mettre un terme à cet état de choses. Il est difficile d'imaginer deux conceptions plus différentes de la justice que celles qui ont prévalu en Europe et en Orient. Le principe, fondamental chez nous, de la séparation des pouvoirs, répugne au monde musulman qui ne conçoit pas la division de l'autorité ; le pouvoir est un à ses yeux, comme Allah dont il émane. Tandis que nous éloignons le plus possible le juge du monde extérieur, interposant entre lui et le dehors des officiers ministériels sur les conclusions desquels il doit statuer, sans tenir compte des données qu'il peut posséder par ailleurs ; le juge arabe entre, au contraire, en communication immédiate avec les parties, il converse avec elles plutôt qu'il ne les interroge, et il discute librement tous les point du litige sans être limité par aucune formalité de procédure. Nos tribunaux enfin prononcent des jugements qui tirent toute leur force de la loi et qui s'imposent aux parties ; le tribunal musulman, lui, n'est qu'un conciliateur dont le rôle consiste à terminer la contestation qui lui est soumise par une transaction et à en consigner la teneur dans un document authentique ; ce n'est donc pas à proprement parler une sentence qu'il rend ; car cette sentence ne devient définitive que par le consentement des parties, à telles enseignes que si, après avoir épuisé tous les degrés de juridiction, un plaideur obstiné se refuse à se laisser convaincre, il est astreint à acquiescer à l'arrêt par la contrainte par corps.

En un mot, les tribunaux français sont, d'une part, trop éloignés des indigènes par la procédure, par la différence du langage et par une conception dissemblable de la justice, et ils sont, d'autre part, trop désarmés contre la chicane, obligés qu'ils sont de suivre les plaideurs dans le maquis de la procédure, suivant l'expression aujourd'hui consacrée, pour que leur intervention entre colons et indigènes, dans leurs contestations immobilières, soit un élément de pacification et de concorde ; bien au contraire, quoi qu'ils fassent pour y échapper, ils leur servent le plus souvent de champ de bataille. C'est en vue d'éviter en Tunisie les mêmes effets résultant des mêmes causes qu'a été imaginée l'immatriculation des immeubles dont je veux ici dire quelques mots.

Au moment de l'établissement du Protectorat français, les étrangers jouissaient depuis une dizaine d'années déjà du droit de posséder des propriétés immobilières en Tunisie, mais sous la réserve expresse que tous les litiges relatifs à cette propriété seraient réservés à la compétence des juridictions tunisiennes, à l'exclusion des juridictions consulaires dont personnellement relèveraient les plaideurs. Il en est résulté que les tribunaux français, qui ont été substitués à l'ensemble des juridictions consulaires de

tous les pays, étaient incompétents comme celles-ci en matière immobilière. Il fut, en conséquence, décidé que cette règle de compétence serait maintenue en principe, mais que, en même temps, le propriétaire ou l'enzéliste d'un immeuble, et même les autres détenteurs de droits réels sur cet immeuble, avec l'assentiment du propriétaire ou de l'enzéliste suivant le cas, auraient la faculté de soustraire l'immeuble en question à la juridiction tunisienne pour le placer sous celle des tribunaux français, à charge de procéder préalablement à son immatriculation.

L'immatriculation consiste à donner à un immeuble la personnalité juridique dans les conditions et avec les conséquences que j'ai relatées plus haut. Cette opération ne pouvait s'effectuer que sous l'égide de la magistrature française, car seule, par son savoir et son caractère, elle possède la haute autorité requise à cet effet. Toutefois, elle n'intervient pas dans l'immatriculation comme juridiction française, car l'incompétence des tribunaux français en matière immobilière a été rigoureusement maintenue jusqu'au jour où l'immatriculation est accomplie ; mais, pour l'accomplir, il a été institué un tribunal spécial dit *Tribunal mixte* qui est composé de magistrats français assistés de quelques juristes indigènes. Il appartient à ce Tribunal spécial de réunir tous les éléments nécessaires à la rédaction du titre de propriété et, à cet effet, de procéder à toutes enquêtes pour déterminer la consistance matérielle de l'immeuble auquel il se rapporte et son état juridique au moment de l'immatriculation.

« Le Tribunal mixte, disais-je dans l'introduction que j'ai publiée en 1888 « en tête de la *Législation de la Tunisie*, n'opère pas suivant les formes de « la justice, mais les voisins, les tiers intéressés, tous ceux qui ont quelque « prétention à émettre étant réunis, il les questionne, leur explique la portée des interrogations faites, discute leurs réclamations, va au-devant, s'il « y a lieu, et s'applique à déjouer les entreprises des uns ou les chicanes « des autres. Les indigènes, devant produire à un jour donné et en une seule « fois toutes leurs revendications, sont obligés de renoncer aux manœuvres « compliquées qu'ils affectionnent ; les Européens, de leur côté, assurés « qu'une fois l'immatriculation terminée ils se trouveront complètement à « l'abri, ne redoutent pas que leurs concessions suscitent des revendications « ultérieures ; par suite, ils sont surtout frappés de la nécessité d'entretenir « de bonnes relations de voisinage avec les indigènes. Le Tribunal mixte, « profitant de ces dispositions réciproques, fait appel à l'esprit de conciliation, sanctionne les compromis, tranche les questions restées litigieuses, « et il arrive ainsi à une liquidation générale de toutes les difficultés, de « tous les conflits. Tandis que des débats judiciaires, longs et dispendieux, « auraient avivé le désaccord et provoqué, quelle qu'en fût l'issue, de vifs

« ressentiments, source de nouveaux procès, l'immatriculation, avec sa « procédure amiable et sommaire amène au contraire l'apaisement et laisse « derrière elle la bonne intelligence. » Si, en effet, colons et indigènes ont entretenu en Tunisie de meilleures relations qu'en Algérie, si la paix publique n'y a pas été troublée par des crimes individuels ou par des désordres plus étendus, il faut l'attribuer en grande partie à l'immatriculation qui établit, à l'origine, et au régime foncier qui assure, par la suite, les bons rapports de voisinage entre cultivateurs tunisiens et européens.

La loi du 1er juillet 1885, qui complétait l'organisation du Protectorat tunisien, a été une des dernières œuvres de l'administration de M. Cambon; elle n'est entrée en vigueur que le 15 juillet 1886, quelques mois à peine avant la nomination de M. Massicault comme Résident général de la République française à Tunis. Ce ne fut pas sans appréhensions qu'a été laissé à d'autres le soin de diriger les premiers pas et de veiller à la défense du nouveau régime foncier tunisien. Une législation immobilière complète, créée de toutes pièces, en une seule fois, et comportant d'ailleurs des innovations hardies, devait nécessairement révéler à la pratique des lacunes et même des erreurs; un nouvel administrateur se contenterait-il de combler ces lacunes et de réparer ces erreurs, au lieu de bouleverser l'œuvre de l'Administration précédente pour y substituer ses propres conceptions? Pour que cette législation portât ses fruits, il fallait, en outre, que les tribunaux français se crussent en droit de renoncer, malgré les sollicitations contraires dont ils seraient immanquablement l'objet, à la compétence en matière de droits réels assis sur des immeubles non immatriculés et que, par contre, ils reconnussent la pleine validité, quelle qu'en fût l'origine et quelles qu'en pussent être les conséquences de fait, des énonciations du *titre de propriété* établi pour les immeubles immatriculés. Enfin, le Tribunal mixte ne succomberait-il pas sous les critiques que son institution même devait provoquer chez les juristes plus épris de théorie que soucieux de la pratique, et à qui des tâtonnements dans l'exercice de ses attributions, peut-être inévitables au début, allaient donner beaucoup de force?

Il y avait là bien des écueils à éviter; mais il faut croire que le Protectorat tunisien est né sous une heureuse étoile, car, d'une part, le Tribunal mixte a résisté à tous les assauts, développant son organisme en proportion de l'accroissement de ses travaux et remplissant avec succès son office de conciliateur et de pacificateur; et si, d'autre part, les tribunaux français ont éprouvé tout d'abord quelques hésitations sur la jurisprudence à adopter, le Président de la République a, par son décret du 6 juillet 1888, levé les derniers scrupules en sanctionnant les principes fondamentaux et les diverses prescriptions de la loi immobilière tunisienne. Quant à M. Massi-

cault, obéissant à l'impulsion du Ministère des affaires étrangères où l'esprit de suite est de tradition, il n'a modifié la loi du 1er juillet 1885 que pour en améliorer les dispositions et en assurer le succès. En conséquence, le régime foncier de la Tunisie peut être considéré maintenant comme définitivement fondé et comme assez solidement établi pour traverser impunément toutes les vicissitudes par lesquelles le Protectorat français pourrait lui-même passer.

En parcourant l'ouvrage de M. Paul Zeys et en le comparant au Recueil que j'ai publié en 1888, on constatera que ce n'est pas seulement la législation immobilière, mais la législation tout entière de la Régence qui s'est sensiblement améliorée au cours des treize dernières années, sans que, cependant, l'esprit en ait été modifié. Toujours conçue dans un sens pratique, en dehors de tout système d'école, mais se fondant sur la connaissance approfondie des besoins du pays et de la colonisation, elle constitue une œuvre de transaction entre des intérêts, des aspirations et des préjugés divers et quelquefois contradictoires. On a dit du droit romain qu'il était la raison écrite ; l'Empire qui avait unifié le monde permettait au législateur de goûter les joies de la logique. Dans la Régence où, si petite soit-elle, des civilisations opposées et irréductibles sont en présence, ces joies sont refusées au Gouvernement tunisien ; mais si le *Code de la Tunisie* ne peut être invoqué comme représentant la raison même, il est, du moins, un monument de sagesse humaine, ce qui est bien quelque chose.

L'ouvrage de M. Paul Zeys et de M. A. Pomonti réalise en Tunisie un notable progrès dans l'art de mettre la connaissance des lois à la portée du public, ainsi qu'on peut s'en assurer en le rapprochant de mon Recueil de 1888. Par ses dispositions, ses notes, ses références à la jurisprudence et aux instructions des Services, et grâce aux tables chronologique et analytique qui le suivent, le *Code annoté de la Tunisie* fournit sans peine à qui veut bien le consulter des renseignements complets sur la législation tunisienne en toutes matières. A cet égard, je renvoie le lecteur à l'Avertissement publié ci-après dans lequel M. Paul Zeys donne, au point de vue de la composition et de l'utilisation du Code, toutes les explications désirables.

M. BOMPARD.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE IMPRIMÉS R F

AVERTISSEMENT

La clarté résultant d'un classement aussi méthodique que possible des matières contenues dans ce volume est la condition essentielle de son utilité pratique. Je n'ai rien épargné pour faciliter les recherches du lecteur, mais je lui dois compte de la méthode que j'ai suivie. C'est le but des explications qui suivent :

Disposition générale des textes. Tables. — J'ai cherché à grouper sous différentes dénominations toutes les lois, tous les décrets, toutes les dispositions législatives ou réglementaires intéressant la Régence comme l'avait fait M. Bompard. Ces rubriques sont disposées dans l'ordre alphabétique et les textes qu'elles renferment sont à leur tour disposés dans l'ordre chronologique. Chaque texte porte en marge, à côté de sa date grégorienne, un numéro qui facilite les recherches dans la table analytique. Il m'a paru nécessaire, en effet, de placer à la fin du deuxième volume, à côté d'une table chronologique et d'une table des rubriques de l'ouvrage, une troisième table, analytique, destinée à grouper autant que possible toutes les matières de même nature sous une dénomination unique. Les abréviations qui y sont employées sont des plus simples. Le premier numéro de la référence est celui que porte le décret, à côté de sa date grégorienne ; le deuxième numéro est celui de l'article de ce décret. J'ai adopté d'autres signes conventionnels pour ces renvois : ils sont tous indiqués sur la première page de la table analytique.

Notons que dans la table chronologique dont les renvois ont lieu exclusivement aux pages du Code, les décrets dont la date grégorienne est suivie d'un astérisque *, n'ont pas été reproduits in extenso ; leur titre seul figure dans l'ouvrage.

Choix des documents. — J'ai reproduit complètement toutes les dispositions législatives d'utilité générale et d'un intérêt pratique incontestable.

Ces dispositions comprennent :

Les lois, les décrets des Présidents de la République française, les traités, arrangements, conventions entre la France, la Tunisie et les Puissances étrangères ;

Les décrets et décisions des Beys de Tunis ;

Les arrêtés, circulaires des Ministres de la République française ; des Résidents généraux à Tunis ; des Premiers Ministres des Beys de Tunis ; des Secrétaires généraux du Gouvernement tunisien ;

Les décisions des Ministres de la guerre du Bey ;

Les arrêtés, circulaires, instructions des Directeurs des finances à Tunis, des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, de l'enseignement public, des services judiciaires tunisiens, des tribunaux de Tunis et de Sousse, et du tribunal mixte, du Directeur de la ghaba, etc...

Je n'ai réussi à éviter un véritable encombrement de textes qu'en me montrant très sévère dans le choix des décrets pour lesquels je me suis efforcé de rédiger un titre complet qui puisse donner au lecteur une sorte de synthèse du texte lui-même.

Je me suis borné à donner le titre des décrets de portée restreinte, d'application plus rare ou dont le contexte peut être résumé facilement. Exemple : Nos 20 et suivants du Code, 306 et suivants, 334 et suivants.

C'est ainsi également que les taxes locales perçues par chaque municipalité ont fait l'objet de décrets très nombreux, très longs, qui se sont modifiés les uns les autres ; pour ceux-ci, j'ai procédé d'une manière spéciale que j'indique en note sous le mot même « Municipalités », n° 982 du Code (1re page du 2e volume).

Tous ces textes comprennent la législation en vigueur du 1er novembre 1842 au 1er janvier 1901, y compris un bon nombre d'exposés des motifs des réglementations nouvelles et sans omettre les « considérants » des décrets qui expliquent souvent quelle a été la raison de légiférer.

Harmonisation des textes. — J'ai procédé de la manière suivante pour les modifications ou abrogations intervenues au cours de cette longue période législative : s'agit-il d'une abrogation expresse formellement énoncée dans un décret plus récent ? je me borne à enregistrer le texte nouveau, l'ancien demeurant sans intérêt. S'agit-il d'une abrogation tacite, résultant de la comparaison, de l'inconciliabilité de deux textes ? je procède de même, supprimant la partie abrogée, mais en indiquant toujours la modification par la mention : « *Abrogé par décret du* ..... » ou « *Ainsi modifié par décret du* ..... ». Je divise au besoin l'article partiellement abrogé en paragraphes pour faire ressortir la modification. Lorsqu'un texte ajoute une disposition quelconque à un autre texte d'ailleurs maintenu, je reproduis le passage ajouté, à sa place, avec la mention : « *Ainsi complété par décret du* ..... », en laissant intacte la partie de l'article qui n'a pas été modifiée. Exemple : Nos 259, articles 1, 2, 21, 22 ; 261, art. 1 et suivants ; 471, art. 70 ; 618, art. 2, 7, 15 ; 214, art. 4, 5.

Lorsqu'il s'agit d'une très légère modification à un texte ancien, j'intercale la modification nouvelle en italiques dans le texte ancien, mais en faisant précéder cette modification d'un léger pointillé. Exemple : N° 97, art. 3, 4 (note 3).

Ajoutons encore qu'une ligne de points avant le premier article d'un décret indique que les considérants m'ont paru inutiles et ont été supprimés. Exemple : Nos 361, 472.

Des pointillés dans le corps même d'un texte indiquent que le passage a été supprimé comme n'ayant pas une portée générale et n'intéressant que le service intérieur des administrations. Je n'ai procédé ainsi que pour les instructions ou circulaires du Résident général ou du Directeur des finances. Exemples : Nos 88 et 192. Il est de plus bon nombre de décrets puisés dans l'ouvrage de M. Bompard et que je me suis borné à copier en laissant subsister les pointillés. Ces textes traduits anciennement par des interprètes autorisés n'avaient pas à subir mon contrôle. Je les donne donc tels qu'ils ont été publiés une première fois. Exemple : Nos 96 (art. 27), 126 (art. 4 et 9).

Ouvrages où les textes ont été puisés. Références. — La plus grande partie des décrets beylicaux ont été puisés dans le *Journal officiel* tunisien depuis sa fondation (1883) ; ceux antérieurs à cette date ont été empruntés à l'ouvrage de M. Bompard qui a bien voulu m'en donner l'autorisation. Les lois, décrets de la République française ont été pris soit dans le *Bulletin français des Lois,* soit dans le *Journal officiel* français. Il est encore une catégorie de dispositions législatives

que j'ai extraites du *Bulletin officiel* du Ministère de la justice, de l'Enseignement public en Tunisie, du *Recueil des lois,* décrets, règlements concernant les travaux publics de la Régence, le service des finances; le *Journal des Tribunaux de la Tunisie,* la *Revue algérienne,* les Lois annotées de Sirey, le *Recueil périodique* de Dalloz, le *Bulletin officiel* des colonies, de la marine, etc. J'ai tenu à indiquer toujours la référence à ces Recueils pour permettre au lecteur de rechercher le texte originaire d'un décret partiellement modifié ou abrogé. Il est encore un certain nombre de circulaires, d'instructions inédites qui m'ont été remises par divers fonctionnaires tunisiens ; n'ayant jamais été publiés, je ne pouvais indiquer aucune source. Toutes ces dispositions législatives, y compris leurs annexes, quand il y a lieu, sont numérotées de 1 à 1640.

Jurisprudence. — Quoique les décisions rendues par les différents tribunaux et intéressant la Régence se rapportent toutes presque exclusivement à certains points de la législation tunisienne, j'ai groupé les décisions dans l'ordre qui m'a semblé le plus rationnel. On remarquera que la plus grande partie des documents législatifs que je reproduis n'ont pas été sujets encore à interprétation par les tribunaux, et que toute la jurisprudence se rapporte presque exclusivement à la loi foncière et aux différentes compétences. Je me suis efforcé de classer ces décisions, de leur donner des titres comme je le fais pour les décrets, de manière que le lecteur puisse les retrouver aussi facilement que possible. J'avais commencé à relever les décisions des tribunaux de Tunis dans les minutes des greffes de cette ville, mais j'ai dû me restreindre à celles qui ont été publiées dans le *Journal des Tribunaux de la Tunisie,* dans la *Revue algérienne* et dans le *Recueil périodique* de Dalloz. Disons à ce propos que je n'ai reproduit les jugements relatifs à l'application de la loi musulmane que pour les immeubles non immatriculés ; les autres étaient en dehors de mon cadre ; je me suis borné à relater ceux concernant la législation, œuvre des Chambres françaises, des Beys de Tunis ou des différents fonctionnaires de la Régence. La plus grande partie des décisions du *Journal des Tribunaux de la Tunisie* ont été reproduites dans la *Revue algérienne :* j'ai procédé à ce contrôle avec un soin minutieux et comme l'ouvrage s'adresse plus spécialement à la Tunisie, c'est au *Journal des Tribunaux de la Tunisie* que je renvoie de préférence; c'est ce qui explique pourquoi les références à la *Revue algérienne* sont rares. J'ai ainsi évité des répétitions inutiles, des doubles emplois qui m'auraient détourné de mon but. Il m'a paru utile, de plus, d'indiquer en premier lieu les décisions de la Cour de cassation, puis celles des Cours d'appel et enfin celles des tribunaux. En tête se trouvent les plus récentes, dernier état de la jurisprudence, pour descendre aux années antérieures jusqu'à la date de l'établissement du Protectorat.

Les décisions reproduites dans l'ouvrage émanent de la juridiction française (en France, en Algérie et en Tunisie), de la juridiction tunisienne et du tribunal mixte. Elles sont au nombre de 1440 et ont été relevées dans les Recueils cités plus haut jusqu'au 1er janvier 1901.

Disons en passant que les circulaires du parquet de Tunis que je reproduis ont fait l'objet la plupart du temps, par le parquet de Sousse, de circulaires identiques et que je n'ai donné celles de Tunis que pour éviter des répétitions.

Dates hégirienne et grégorienne. — Les dates hégiriennes des lois, décrets publiés par le *Journal officiel* tunisien étaient souvent inexactes. Je les ai rectifiées,

comme l'avait déjà fait M. Caudel, en me guidant sur les tables de concordance de M. Charles Bernoin, et de Si M'Hamed bel Khodja et aussi de la *Fortsetzung der Wustenfeld'schen Vergleichungs-Tabellen der Muhammedanischen und Christlichen Zeitrechnung, von Ed. Mahler* (Leipzig, 1887).

De plus, il arrive fréquemment que les dates hégiriennes sont seules employées dans les actes officiels, je les ai toujours fait suivre de la date grégorienne correspondante comme l'a fait M. Bompard : au surplus, les actes notariés et la correspondance officielle doivent toujours porter ces deux dates, comme l'ont prescrit deux circulaires du Premier Ministre adressées le 31 mai 1893 aux cadis et caïds de la Régence. J'ai cru pouvoir ainsi étendre ce principe à tous les textes reproduits dans ce Code.

Orthographe des noms arabes. — Que le lecteur ne s'étonne pas de retrouver certains noms arabes écrits avec des orthographes différentes. Il était impossible d'adopter une orthographe unique pour des noms empruntés à des documents de toute provenance, que je devais respecter aussi bien dans la forme que pour le fond.

Errata de l'Officiel tunisien. — L'*Officiel* tunisien a contenu à une certaine époque des errata nombreux : je les ai tous insérés avec soin dans le corps même des décrets qu'ils concernaient.

Promulgation et visa résidentiel des décrets beylicaux. — Les décrets beylicaux sont promulgués au *Journal officiel* tunisien pour avoir force exécutoire. La date de promulgation ne correspond pas toujours exactement avec la date du décret ; de plus, la mention de promulgation n'est pas toujours indiquée à la fin du décret dans l'*Officiel*. Comme les décrets non promulgués ne sont pas applicables aux justiciables des tribunaux français, on ne trouvera dans l'ouvrage la mention « promulgué le ..... » qu'à côté du titre des décrets pour lesquels la promulgation est expressément mentionnée à l'*Officiel*. Il est à noter encore qu'une série de décrets beylicaux remontant à des dates antérieures à la création du *Journal officiel* tunisien (1883) et énumérés limitativement dans un arrêté résidentiel du 15 décembre 1884, ont été approuvés en bloc par le Résident général dans cet arrêté. C'est ce que j'ai appelé le « visa résidentiel ». (Voir de plus la note sous cet arrêté, v° *Promulgation.*)

Annotations. — Le système choisi pour les annotations est des plus simples : je me suis efforcé de les rendre pertinentes et de ne pas les faire dépasser un nombre raisonnable. Expliquer le texte si besoin en est, renvoyer à un décret de la rubrique même par le système suivant : Conf. décret du ....., ou à un décret d'une rubrique différente : Conf. décret du ..... (v° .....) ; tel a été mon unique but, tout en cherchant à suggérer des rapprochements entre les textes, placés aux endroits les plus différents de l'ouvrage. J'ai, par mes notes, voulu expliquer, quand besoin en était, les irrégularités qu'entraînait forcément la combinaison des textes nouveaux avec les textes anciens.

Il arrive souvent que dans la même note je renvoie en même temps le lecteur à un décret de la rubrique et à un décret d'une rubrique différente : je procède dans ce cas de la manière suivante : Conf. décret du ..... et etiam décret du ..... (v° .....).

J'ai tenu aussi à distinguer les notes de législation des notes de jurisprudence.

Le système des renvois par (1), (2) ..... s'adresse aux premières, le système de renvois par (*a*), (*b*) ..... s'adresse aux secondes.

Pagination. — Malgré les inconvénients d'une pagination unique et continue pour les deux volumes, il était de beaucoup préférable, à mon avis, de continuer dans le deuxième volume la pagination et le numérotage des décrets adoptés dans le premier volume, à cause des renvois de la table analytique. **Le lecteur n'aura qu'à se rappeler que le deuxième volume commence à la page 625 avec le décret n° 982.** C'est pour livrer de suite au public le premier volume que j'ai procédé de cette manière, mais toute difficulté sera aplanie pour qui fera relier ensemble les deux volumes lorsque le deuxième, en ce moment sous presse, aura paru.

Addenda et corrigenda. — A la fin du deuxième volume se trouve placée une liste d'addenda et de corrigenda qui comprend :

A. *Deux documents* que je n'ai pu me procurer que lorsque la rubrique BIJOUTERIE était imprimée :

1° Décret du 28 décembre 1856 fixant les attributions et la rétribution du Directeur de la Monnaie en qualité de contrôleur des objets d'or et d'argent ;

2° Décision beylicale du 8 décembre 1888 confirmant l'usage du titre $\frac{18}{24}$ pour les bijoux présentés au poinçonnage.

B. *Trois décrets* parus en cours d'impression avant le 1er janvier 1901 et à un moment où je ne pouvais plus les insérer à leur place normale :

1° Décret du 10 décembre 1900 qui détermine les ports et bureaux par lesquels l'importation des vins peut s'effectuer ;

2° Décret du 22 décembre 1900 qui donne la liste des localités de 500 habitants et au-dessus dans lesquelles sont perçus les droits d'entrée ;

3° Décret du 28 décembre 1900 qui proroge au 16 mars le délai pour les déclarations de détaxe partielle de l'achour des céréales et réglemente ces déclarations.

C. *Les erreurs typographiques* découvertes après l'impression.

D. *Le relevé des références* devenues fausses par suite de la publication en cours d'impression des décrets énumérés ci-dessus et aussi du décret du 28 décembre 1900 qui a arrêté le budget général de l'État pour l'exercice 1901.

Supplément au Code. — Il est possible que dans un certain temps je publie un supplément à ce livre. J'ai voulu faciliter à l'avance sa conception par les numéros donnés à chaque décret du Code. Je pourrai indiquer plus facilement les décrets qui seront abrogés à ce moment ainsi que toutes les autres modifications à venir.

Une dette de reconnaissance. — L'idée de ce Code revient à un fonctionnaire de la Direction générale des finances qui a été mon collaborateur effectif au début et qui, pour des raisons personnelles, n'a pas voulu mener au bout le travail entrepris. Il m'a même défendu de faire figurer son nom ici, mais je rougirais de me « parer des plumes du paon » et de ne pas adresser ici mes remerciements et l'expression de ma très grande reconnaissance à celui qui ne m'a jamais ménagé ses conseils, a été pour moi, nouveau venu dans la Régence, un guide sûr et dévoué, pendant les trois ans que j'ai consacrés à ce long travail.

Il est un devoir que je dois remplir encore, c'est de remercier ici les différents fonctionnaires qui ont bien voulu contribuer à mon œuvre en mettant leur savoir

personnel à ma disposition, en me confiant même partie de leurs archives. La liste de ces personnes serait trop longue et je serais honteux d'en omettre un seul. Qu'ils me permettent de leur envoyer mes remerciements les plus sincères. C'est en les consultant, c'est en copiant les documents inédits dont ils étaient détenteurs que j'ai pu donner au lecteur une idée aussi exacte que possible de la législation de la Tunisie. Je ne veux donc donner ici le nom de personne.

Mais je n'ai pas la même réserve à garder à l'égard de M. Pomonti qui a mis le plus grand empressement à répondre à l'appel que je lui adressais au début de cette année. Il m'a fourni un concours précieux, auquel je me plais à rendre hommage; qu'il reçoive ici l'expression de toute ma gratitude; c'est pour lui en donner un témoignage public que j'ai tenu à honneur d'inscrire son nom, à la suite du mien, sur le titre de mon livre. Ainsi vivra le souvenir de ce qu'il a fait pour moi.

Je serais un ingrat si je ne remerciais pas ici aussi, et d'une manière plus spéciale peut-être, les deux jeunes gens qui, pendant le temps que j'ai consacré à ce livre, ont employé leurs loisirs professionnels à la besogne fastidieuse des copies, des recherches dans les Recueils et de toutes les vérifications qu'entraînaient forcément les annotations.

Paris, 31 décembre 1900.



P. ZEYS.

EXPLICATION DES PRINCIPALES ABRÉVIATIONS

OFFICIEL, *Officiel*, 1895, 349.	Journal officiel tunisien, année 1895, page 349.
OFF. FR., 27 avril 1898	Journal officiel français du 27 avril 1898.
BULL. DES LOIS, ... S., B. ...., n°	Bulletin des Lois, serie ...., bulletin, n° ....
D. J. G. 93, IV, 51.	Dalloz, Jurisprudence générale, année 1893, 4e partie, page 51.
Sir. L. Ann., ... S., 1897, p. 293.	Sirey, Lois annotées, ... série, année 1897, page 293.
Pand. 1887, III, 29	Pandectes françaises, année 1887, 3e partie, page 29.
Bull. Col. 1887, 291	Bulletin officiel des colonies, année 1887, page 291.
Bull. M. J. 1893, 129	Bulletin officiel du Ministère de la justice, année 1893, page 129.
Bull. Marine, 1899, I, 273.	Bulletin officiel de la Marine, année 1899, 1er semestre, page 273.
R. A. 85, III, 50	Revue algérienne et tunisienne, année 1885, 3e partie, page 50.
J. T. 96, 222.	Journal des Tribunaux de la Tunisie, annee 1896, page 222.
R. D. F. 1893, 71.	Recueil annuel des lois, décrets, arrêtés, instructions concernant le service des Finances de la Régence, année 1893, page 71.
R. T. P., I, 45.	Recueil des lois, décrets, règlements et circulaires concernant les travaux publics de la Régence, tome I, page 45.
Bull. E. P. 1887, 14	Bulletin officiel de l'Enseignement public en Tunisie, année 1887, page 14.
Cass.	Arrêt de la Cour de cassation.
Paris... Alger... Aix.	Arrêt de la Cour d'appel de Paris... d'Alger... d'Aix.
Seine... Tunis... Sousse	Jugement du Tribunal de la Seine... de Tunis... de Sousse.
Mixte	Jugement du Tribunal mixte de la Régence.
Tunis, guerre.	Décision du Conseil de guerre de Tunis.
Paris, revision	Décision du Conseil de revision de Paris.
Ouzara.	Jugement du Tribunal de l'Ouzara.
Chaâra, Tunis	Jugement du Tribunal du Chaâra de Tunis.
Kef, trib. indig.	Jugement du Tribunal indigene de province du Kef.
Paix, Tunis.... Paix, La Goulette.	Jugement du Juge de paix de Tunis.... de La Goulette.
Cons. d'État	Arrêt du Conseil d'État.
Conflits.	Decision du Tribunal des conflits.
Contrà.	Decision en sens contraire.
Décret	Décret beylical.
Conf., Confer... etiam	Reportez-vous à... aussi.
Art. ..., n°	Article ..., numéro.
P.... Fr...	Piastres..., Francs.
In fine	A la fin.
§	Paragraphe.
V°, verbo.	Rubrique.
Et seq... et sequentes	Et suivants.
C. civ.	Code civil.
C. Pr. civ.	Code de procédure civile.
C. Com.	Code de commerce.
C. pén.	Code penal.
C. I. C., C. Inst. crim.	Code d'instruction criminelle.

CODE ANNOTÉ DE LA TUNISIE

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
RF
IMPRIMÉS

ACHOUR (1)

1 — 4 novembre 1868

(18 redjeb 1285)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DÉCEMBRE 1884

Décret réglementant la dîme des céréales (a).

Tout agriculteur ne sera tenu qu'au paiement de la dîme sur la quantité des méchias ensemencées par lui, sans considération des différences dans la quantité de semailles que peut comporter la méchia par rapport aux localités et aux usages (2).

Lors de l'enregistrement des méchias, chaque agriculteur devra payer deux piastres par méchia de blé et d'orge, à titre d'indemnité aux personnes destinées aux opérations de mesurage des champs.

Il paiera aussi, à titre de dîme, cinq ouibas de blé et cinq ouibas d'orge par chaque méchia ensemencée de ces deux genres de céréales (1) au moyen de la ouiba poinçonnée en usage à la rabta (2) et connue sous la dénomination de ouiba d'achat et vente, d'après le mode en vigueur pour le mesurage.

Il paiera aussi deux piastres par méchia, à titre d'indemnité pour les mesureurs des céréales et pour les employés, ainsi qu'une piastre, prix du reçu délivré par chaque méchia dont le propriétaire aura payé la dîme en totalité (3).

On procédera proportionnellement à ce qui a été établi ci-dessus pour les quantités excédant la méchia, ou en moins.

Quiconque aura ensemencé une seule qualité (orge seul ou blé seul) n'aura à payer, sur ce qui a été établi ci-dessus, que ce qui est afférent à ce qu'il a ensemencé.....

Les frais de poursuites pour le versement des dîmes ne seront point supportés par les agriculteurs qui auront versé régulièrement leurs dîmes ni par ceux munis du bulletin partiel.....

Nous avons désigné des fonctionnaires et des secrétaires de confiance pour être présents à la rabta (2) les jours d'ouverture destinés à la perception des dîmes, blé et orge, afin de surveiller les différentes opérations, de garantir les contribuables contre tout abus. Nous avons confié à ces fonctionnaires et secrétaires les rôles des dîmes sanctionnés avec notre sceau, pour constater les quantités de méchias portées à la charge de chaque agriculteur et lui faire connaître, à sa réquisition, la quantité de dîmes due par lui. Ils ont également pour mission de vérifier les mesures (ouibas) poinçonnées et de

(1) Conf Instruction du 20 décembre 1899, nos 9 et seq (v° Caïds), et décret du 31 mai 1898, art 6 (v° Céréales). — Le montant de l achour perçu par caïdat est indiqué dans le tableau général reproduit à la rubrique *Caïds* — Conf. etiam décret du 13 juillet 1899 (instruction en note) [v° Finances].

(2) Conf décret du 4 octobre 1869, art 9 (v° Medjba) — Conf la valeur de la méchia, décret du 12 janvier 1895, art. 6 (v° Système metrique)

(a) Les Européens sont soumis, quant à la perception de l'achour sur les céréales, aux regles tracées par les décrets beyliceux du 4 novembre 1868, du 4 octobre 1869 et du 25 juin 1871. D'après ces textes, les rôles de l'achour sont établis tous les ans par des commissions qui visitent les propriétés rurales et constatent les ensemencements, ces rôles sont remis à la Direction des finances qui en vérifie la régularité et les soumet ensuite a la sanction de S. A. le Bey. Aucune autre condition n'est exigée pour leur regularite. Le cultivateur européen n'est pas fondé, notamment, a se plaindre de n'avoir pas été averti du passage des commissions alors que rien n'oblige l'administration a lui faire parvenir d'avertissement, ni de ce que la commission ne lui aurait pas remis quittance pour les droits de mesurage, aux termes de la circulaire du mois d'août 1871, cette circulaire ne contenant que des mesures d'ordre intérieur et administratif complètement independantes de la confection des rôles. Aucun décret spécial n'a déterminé la procédure à suivre pour réclamer contre une erreur ou une fausse application de l'achour sur les céréales, néanmoins il n'est pas douteux que les contribuables peuvent adresser leurs réclamations avant que les rôles aient été sanctionnés par S. A le Bey. En supposant qu'ils puissent le faire apres cette époque, ils doivent, tout au moins, former leur demande en décharge ou en réduction à un moment ou il est encore possible de contrôler matériellement les erreurs dont ils se plaignent. La preuve testimoniale, offerte postérieurement dans ce but, est madmissible. (Tunis, 25 juin 1892, *J. T.* 93, 50.)

Les rôles de l'achour sur les céréales font foi, à l'encontre du contribuable, jusqu'a preuve contraire, quand ils ont été dresses conformément au décret organique du 4 novembre 1868 et qu'ils ont été approuvés par décret beylical Aucune réclamation contre ces rôles n'est recevable si elle est presentée à une époque où il n'est plus possible pour l'administration de contrôler les erreurs dont se plaint le redevable. (Tunis, 26 juin 1893, *J. T.* 97, 230.)

Les énonciations contenues en l'a c tissement délivré au contribuable de l'achour sur les céréales, avant le commencement des poursuites, ne constituent pas une fin de non recevoir contre l'administration qui veut rectifier une erreur ou une omission commise à son préjudice. Les rôles régulièrement établis sont les seuls titres auxquels l'administration et les contribuables soient tenus de se conformer. Le contribuable, qui prétend que la somme qui lui est réclamée pour l'achour sur les céréales est calculee à un taux trop élevé pour chaque unité de contenance, a la charge d'établir l'exactitude de cette allégation et de démontrer l'exagération dont il prétend être la victime. (Tunis, 23 mai 1893, *J. T.* 98, 143.)

L'achour sur les céréales étant payable chaque année, à la fin des récoltes, tombe sous l'application de la prescription de l'article 2277 du Code civil français, lequel étant d'ordre public, est applicable en Tunisie (Tunis, 21 décembre 1891, *J. T.* 93, 361.)

(1) Conf. décret du 3 juillet 1895.

(2) Conf décret du 2 juillet 1894, art. 2.

(3) Conf. decret du 2 juillet 1894, art. 2, § 2, et Instruction du 20 décembre 1899, n° 9 (v° Caïds).

procéder à leur installation dans leur outillage, pour empêcher les abus.

Si une mesure ou un outillage présente des variations, le directeur de la rabta (1) devra le remplacer par un autre qui soit précis, sans perte de temps.

Les fonctionnaires et secrétaires ci-dessus désignés devront également surveiller le travail des mesureurs des céréales, et tout mesureur qui aura commis un abus sera irrévocablement renvoyé.

Ils auront soin que les céréales qui arrivent en paiement des dîmes, les jours d'ouverture de la rabta (1), soient reçues immédiatement et sans causer de retard aux contribuables.

Nous chargeons spécialement les secrétaires dont il s'agit de tenir un registre sur lequel ils consigneront jour par jour les quantités de céréales reçues en indiquant le nom de chaque contribuable et la quantité de blé et d'orge versée par lui et en faisant une marque spéciale à côté du nom du contribuable qui se sera intégralement acquitté de ses dîmes, pour le distinguer de celui qui ne sera pas libéré.

Des mesures identiques aux précédentes sont ordonnées dans les pays qui versent leurs dîmes en nature à leurs autorités respectives, afin que ces mesures soient d'une application générale et sans distinction.

---

2 — 2 novembre 1870

(7 châbane 1287)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DECEMBRE 1884

Arrêté du Premier Ministre sur la dîme des céréales dans le Djérid.

La lettre du 1er du mois courant (27 octobre 1870) de la Commission financière (2) posant la question de savoir si le montant des dîmes sur les céréales à exiger des habitants du Djérid doit suivre les conditions de la récolte ou s'il est fixé d'une façon invariable ;

S. A. le Bey a décidé que les chiffres (3) qui ont été communiqués par le ministère de la Commission financière (2) représentent la somme imposée aux habitants du Djérid (3) en remplacement de la dîme des céréales, et qu'elle ne doit point varier selon les circonstances.

---

3 — 20 juin 1871

(1er rebiâ ettani 1288)

Arrêté du Premier Ministre faisant remise des arriérés de la dîme des céréales aux insolvables, morts, présents ou absents, pourvu que l'insolvabilité soit établie par acte notarié.

(1) Conf. décret du 2 juillet 1894, art. 2
(2) Conf. décret du 2 octobre 1884, art 1er (v° FINANCES).
(3) Conf. tableau général (v° CAIDS)

4 — 25 juin 1871

(6 rebiâ ettani 1288)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DÉCEMBRE 1884

Décret spécifiant les cas de force majeure qui entraînent l'exonération de la dîme des céréales (1).

Par notre décret du 27 djoumadi-ettani 1286 (4 octobre 1869) portant réglementation de la dîme des céréales, nous avons disposé que les agriculteurs dont les champs n'ont pas donné de récolte, par suite de cas de force majeure ou d'incendie, seraient exonérés du paiement de la dîme.

Aujourd'hui, il nous a paru utile de spécifier les cas de force majeure en les limitant à cinq, savoir :

1° Si les semailles n'ont pas poussé ;

2° Si elles ont poussé sans produire d'épis ;

3° Si les récoltes ont été détruites par la grêle ;

4° Si elles ont été détruites par des pluies torrentielles ;

5° Si elles ont été détruites par les sauterelles.

En dehors de ces cas, l'agriculteur n'est pas admis à demander son exemption du versement de la dîme. Il est bien entendu que le cas d'incendie, prévu par notre décret précité, n'est pas modifié.

Pour régler la justification des réclamations de cette nature, nous disposons qu'en ce qui concerne les premier et deuxième cas ci-dessus, les réclamations de cette nature doivent être produites quinze jours avant l'époque où l'on coupe les orges et, quant aux trois autres cas, ainsi qu'en cas d'incendie, il faut que les réclamations soient produites, au plus tard, quinze jours après l'arrivée de l'accident.

L'agriculteur devra adresser, dans tous ces cas, sa réclamation à l'autorité de laquelle il dépend, dans les délais ci-dessus indiqués.

---

5 — .... août 1871

(.... djoumadi ettani 1288)

Instructions aux agents charges de l'établissement des rôles de la dîme des céréales (1).

Vérificateurs du mesurage. — A son arrivée à l'endroit où il doit faire ses opérations, le vérificateur demandera au caïd ou à son khalifa les listes de mesurage des propriétés de la caïderie. Muni de ces pièces, il se rendra sur les lieux accompagné d'un officier (1) envoyé par le caïd pour les lui désigner. Le vérificateur s'assurera de la régularité des opérations du mesurage en procédant lui-même au mesurage de certaines parties de la propriété. S'il trouve l'expérience faite par lui conforme aux indica-

(1) Conf Instruction du 20 decembre 1899, n° 11 (v° CAIDS).

tions des listes ou présentant une petite variations de 20 % en plus ou en moins, il en fera la remarque sur ses notes et passera à la vérification d'autres propriétés.

Dans le cas où la différence sera supérieure aux 20 % soit en plus, soit en moins, il fera venir les personnes qui auront procédé au mesurage la première fois et discutera avec elles les motifs de cette différence. Si, par suite de cette discussion, il est constaté que les premiers mesureurs ont été en faute, il en prendra note également et fera procéder à un nouveau mesurage en présence des premiers et passera à d'autres propriétés.

Le vérificateur ne devra pas s'en tenir aux seules déclarations du propriétaire sur la quantité des semailles faites; il emploiera au contraire tous les moyens qu'il croira utiles pour arriver à la connaissance de la vérité. Il aura à s'enquérir, sous main, dans chaque localité, de la manière d'agir des mesureurs, des moyens employés par eux dans leurs opérations, de la quantité de semailles employées ordinairement par méchia dans chaque localité et prendre d'autres renseignements de ce genre, afin que sa vérification soit complète.

Le vérificateur devra adresser un rapport écrit sur les opérations de sa vérification, dans lequel il indiquera surtout l'importance des différences constatées dans les localités où il a ordonné un nouveau mesurage, les renseignements qu'il a recueillis sur la conduite des mesureurs, etc., etc.

Officiers(1) *délégués à l'évaluation des semailles.* — Le devoir des officiers est de faciliter la mission des amins, de contrôler leurs actes et de servir d'arbitres équitables entre eux et les cultivateurs, de façon à ce que l'État ne subisse aucune perte sur ce qui lui est dû, et que la dette du cultivateur ne dépasse pas, en raison de sa semaille, le montant fixé par le décret de Son Altesse.

En vue de prévenir les vexations et les irrégularités d'évaluations, ils devront, dans la limite de leurs moyens, prendre toutes les mesures de nature à mettre la vérité au jour.

Ils pourront, à cet effet, prendre partout des informations auprès des habitants, des employés, des gens du voisinage, sur les propriétaires de la semaille, sur le montant de l'ensemencement, le nombre de méchias et sur tout ce qui peut faciliter l'exactitude des opérations.

Ils préviendront les cultivateurs et les receveurs, qu'en vertu du décret émané de Son Altesse, quiconque soustrait quelque chose à l'évaluation en paiera le double et subira une punition corporelle.

Pour plus de sûreté et d'information, des inspecteurs *ad hoc* seront au besoin délégués à l'effet de contrôler les actes des employés, de s'assurer de l'exactitude de leurs évaluations et les rectifier, de s'enquérir sur tout ce qui aurait été omis et de prendre toute autre mesure nécessaire de contrôle.

Amins et notaires. — Ils doivent ne rien négliger dans les opérations d'expertise et ne pas se contenter des informations du propriétaire du champ ou de toute autre personne pour s'épargner la peine de parcourir les lieux et de préciser leur contenance.

Au contraire, la précision est de rigueur; elle doit être établie par un examen attentif.

Il faudra donc ne négliger aucune des précautions possibles en vue de constater le véritable état des choses. En un mot, les amins ne doivent pas perdre de vue qu'ils sont responsables de leurs opérations aux yeux des cultivateurs aussi bien que de l'État.

Le devoir des notaires est d'inscrire exactement les données des amins et d'en donner copie à l'officier contrôleur. L'officier, de son côté, délivrera à chaque cultivateur un billet signé, pour les deux piastres fixées pour l'évaluation de chaque méchia.

Le billet portera le nom du cultivateur, de l'henchir et du montant semé, et, dans le cas où un cultivateur aurait plusieurs champs semés, un seul reçu lui sera donné pour le tout et le montant en sera ainsi passé sur le grand registre.

Ce registre portera, du commencement à la fin, un numéro d'ordre suivi en partant du nombre 1; et en face du nom de chaque individu, son numéro d'ordre devra être marqué. Les estimateurs ne pourront rien prendre en sus des deux piastres qui sont exigibles par méchia, et ce, en raison de la quantité semée dans la méchia selon l'usage de chaque localité et non en raison du labour du sol.

Un des devoirs de la commission d'évaluation est de tenir compte des semailles manquées à la suite d'accidents et de les inscrire après celles réussies. Or, les circonstances dans lesquelles il y a un cas de force majeure à prendre en considération sont prévues par le décret du 25 juin 1871 (6 rebiâ ettani 1288) et restreintes à cinq, savoir :

1° Si les semailles n'ont pas poussé; 2° si elles ont poussé sans produire d'épis; 3° si les récoltes ont été détruites par la grêle; 4° si elles ont été détruites par des pluies torrentielles; 5° si elles ont été détruites par les sauterelles.

Tels sont les cas dans lesquels la semaille peut être considérée comme manquée et entraine une exemption de dîme. Celles donc qui se trouveront dans une des circonstances précitées, seront inscrites telles à la fin du registre, avec constatation notariée.

A l'achèvement du registre, les semailles réussies et les manquées seront indiquées sous

(1) Ces fonctions sont actuellement remplies par des officiers beylicaux et par des fonctionnaires civils. (Instruction du 20 décembre 1899, n° 11 [v° Caïds])

les signatures de la commission d'expertise, des cheiks, des agents des caïds et de ces derniers.

Pour éviter tout malentendu, il faudra désigner les noms et les prénoms des cultivateurs et de l'endroit cultivé.....

---

6 — 27 juin 1874

(12 djoumadi el aouel 1291)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DÉCEMBRE 1884

Arrêté du Premier Ministre autorisant la mise sous séquestre des récoltes des débiteurs récalcitrants.

Le président de la Commission financière (1) nous ayant exposé, par lettre du 8 du mois courant (23 juin 1874), que dans le but de hâter le recouvrement des dîmes sur les céréales, le comité exécutif (1) était d'avis qu'il fût mis séquestre sur les récoltes de tout agriculteur, dans quelque partie que ce soit de la Régence, jusqu'à concurrence du montant de l'impôt dû, et que ce séquestre fût maintenu tant que le contribuable dont il s'agit n'aurait pas produit une quittance justifiant du versement de cet impôt entre les mains du caïd ou entre celles de l'agent de la rabta (2).

Cette proposition a été soumise à S. A. le Bey, qui a daigné l'approuver.

---

7 — 25 février 1875

(19 moharrem 1292)

Arrêté du Premier Ministre relatif à la rémunération des commissions d'évaluation en matière d'achour (3).

Le comité exécutif (1) estimant, ainsi qu'il résulte de la lettre nº 70 du président de la Commission financière (1) du mois courant (7 février 1875), qu'il convient de destiner exclusivement aux commissions d'évaluation les deux piastres par méchia qui étaient autrefois partagées entre les cheiks et ces commissions, attendu que les cheiks ont, dans la remise de 10 %, une rémunération suffisante;

Cette proposition a été soumise à S. A. le Bey, qui a bien voulu lui donner son approbation.

---

8 — 2 juillet 1894

(28 hidja 1311)

PROMULGUÉ LE 2 JUILLET 1894

Décret remplaçant dans les régions dites d'achour en nature l'impôt achour sur les céréales payable en nature par une taxe en argent et portant suppression de la rabta.

(OFFICIEL, 1894, 230)

Vu les décrets des 4 novembre 1868 (18 redjeb 1285) et 4 octobre 1869 (27 djoumadi ettani 1286) reglementant la dîme des céréales;

Vu le décret du 25 mai 1873 (27 rebiâ el aouel 1290);

Vu l'arrêté du 28 avril 1879 (6 djoumadi el aouel 1296);

Considérant que, depuis plusieurs années, il a été accordé aux redevables des pays d'achour en nature la faculté de se libérer en argent;

Considérant qu'il a été usé de cette faculté d'une manière générale et que le paiement en argent est devenu d'un usage constant;

Article 1er. — Dans les régions dites d'achour en nature, l'impôt achour sur les céréales, qui est de cinq ouibas de blé et cinq ouibas d'orge (1) par chaque méchia ensemencée de ces deux genres de céréales, sera désormais payé en argent à un taux de conversion fixé par nous chaque année (2).

Art. 2. — L'administration de la rabta est supprimée. Les taxes édictées au profit de cette administration par le décret du 18 redjeb 1285 (4 novembre 1868) seront comprises dans les recettes budgétaires.

Art. 3. — Les redevables qui n'ont pas encore acquitté l'achour afférent à l'exercice 1893 et aux exercices précédents seront tenus de se libérer en argent aux taux de conversion fixés pour chacun de ces exercices.

Art. 4. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

---

9 — 3 juillet 1895

(10 moharrem 1313)

PROMULGUÉ LE 3 JUILLET 1895

Décret fixant l'impôt achour sur les céréales à raison de quatre hectolitres par méchia complète blé ou orge (3).

(OFFICIEL, 1895, 224)

Vu le décret du 2 juillet 1894 (28 hidja 1311), édictant que l'impôt achour sur les céréales, dans les pays dits d'achour en nature, sera payé en argent à un taux de conversion fixé par nous chaque annee;

Vu le décret du 12 janvier 1895 (15 redjeb 1312), portant établissement dans la Régence du système métrique des poids et mesures;

Article 1er. — L'impôt achour sur les céréales qui est de cinq ouibas de blé et cinq ouibas d'orge par chaque méchia ensemencée de ces deux genres de céréales, sera désormais calculé à raison de quatre hectolitres par méchia complète blé ou orge (3).

Art. 2. — . . . . . .

---

(1) Conf. décret du 3 juillet 1895.

(2) Le taux de conversion de l'achour de 1900 dans la region d'achour en nature est fixé a 15 fr l'hectolitre de blé et a 7 fr. 50 c l'hectolitre d'orge (Decret du 13 juin 1900, *Officiel*, 1900, 555.)

3) Relevé des cultures de céréales soumises a l'achour (Conf. etiam tableau général [vº CAÏDS])

EXERCICE.	MÉCHIAS recensées	MÉCHIAS imposées
1286 (1870).	22,579 50	22,532 »
1299 (1881).	30,345 81	24,668 90
1893.	82,453 55	50,400 62
1894.	70,699 73	50,163 77
1895.	69,085 10	41,476 76
1896.	60,563 23	43,374 22
1897.	64,359 90	39,820 63
1898.	72,778 53	57,330 15
1899.	75,105 73	43,024 35
1900.	79,258 »	43,570

(1) Conf. décret du 2 octobre 1884, art 1er (vº FINANCES)

(2) Conf. décret du 2 juillet 1894, art. 2.

(3) Conf. Instruction du 20 decembre 1899, nº 11 (vº CAÏDS).

Art. 3. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

---

10 — 6 février 1899

(*25 ramadane 1316*)

PROMULGUÉ LE 6 FÉVRIER 1899

Décret prorogeant au 15 février le délai pour les déclarations de détaxe partielle de l'achour des céréales (1).

(OFFICIEL, 1899, 95)

Vu le décret du 31 mai 1898;

Considérant que pendant les hivers où les pluies sont tardives, les ensemencements de semailles peuvent ne pas être terminés dans le courant du mois de janvier;

Article 1er. — Les déclarations auxquelles sont tenus les agriculteurs qui sollicitent la détaxe partielle de l'achour des céréales pourront, à l'avenir, être admises jusqu'au 15 février inclusivement (1).

Ce délai est de rigueur.

Art. 2. — Notre Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

11 — 31 décembre 1865

(*12 châbane 1282*)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DECEMBRE 1884

Décret fixant le tarif des droits de chancellerie pour certaines nominations et sur divers actes administratifs et judiciaires (2).

	Montant du droit.
1° Nominations de :	—
Caïd de 1re classe	600 piastres.
Caïd de 2e classe	300 —
Administrateur d'un revenu public, soit comme agent de l'État, soit comme fermier de 1re classe	600 —
Administrateur d'un revenu public, soit comme agent de l'État, soit comme fermier de 2e classe	300 —
Amin de corporation de marchands, de fabricants de chéchias, etc.	300 —
Bach Mufti, Mufti, cadi de ville ou de tribu.	200 —
Khalifa ou cheik avec sceau	200 —
Amin des parfumeurs ou autres assimiles.	200 —
Amin des poids publics ou d'une industrie	150 —
Administrateur des biens de mosquée, chapelle, zaouia	100 —
Iman	100 —
Professeur	100 —
Cheik expert, de ville ou de tribu	100 —
Notaire special	100 —
Notaire public	75 —
Toutes autres nominations par décret	75 —
Hamba	50 —
Spahis	5 —
2° Actes administratifs :	
Permis de constitution d'enzel ou d'échange de biens habous	100 —
Permis de remplacement militaire	100 —
Permis de libération de biens habous	50 —
Autorisation d'ouvrir un cafe	50 —
Autorisation d'avoir un sceau officiel	50 —
Passeport	5 —
3° Actes judiciaires :	
Remise de la dia	100 —
Aman	100 —
Mandat d'arrêt confie à un hamba	5 —
Mandat d'arrêt confié à un spahis	2 50 —

Les cheiks du ministère percevront sur les quarante sortes de documents spécifiés ci-dessus le droit indiqué pour chacun d'eux.....

Tout individu qui sera chargé de l'administration soit en régie, soit par fermage, d'un revenu public, devra leur payer annuellement la somme fixée par le tarif ci-dessus.

Tout individu qui aura obtenu un des documents sujets aux droits de chancellerie devra leur en payer le montant conformément au tarif fixé par le présent décret.

---

12 — 4 février 1883

(*26 rebiâ el aouel 1300*)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DÉCEMBRE 1884

Décret instituant un Secrétariat général du Gouvernement et fixant ses attributions (a).

(OFFICIEL, 1883, 13)

Désirant relier entre eux les divers services de notre Gouvernement afin que les affaires administratives se poursuivent avec plus d'unité et de rapidité, nous avons jugé nécessaire, en présence du développement toujours croissant qu'elles ont pris, de rendre le décret suivant :

Article 1er. — Il est institué un Secrétariat général du gouvernement (2) [a].

Art. 2. — Ses attributions sont :

1° Direction du personnel des bureaux de l'administration centrale;

2° Garde des archives de l'État;

3° (*Abrogé par décret du 24 octobre 1888*);

4° Remise au Premier Ministre de la correspondance préparée par les divers services publics; son envoi aux destinataires;

5° Présentation et promulgation des lois, décrets et règlements.

Art. 3. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

(1) Conf. décret du 31 mai 1898, art 6 (v° CÉRÉALES).
(2) Conf. etiam décrets des 18 avril 1896, 7 août 1897, 28 novembre 1898 (v° JUSTICE TUNISIENNE).

(1) Conf. décret du 31 mai 1898, art 6 (v° CÉRÉALES)
(2) Par décret du 6 juin 1884 (*Officiel*, 1884, 321), il a été créé un poste de Secrétaire général adjoint. — Conf. décret du 12 août 1894.
(a) Le Gouvernement tunisien ne peut ester en justice, tant en demandant qu'en défendant, que par l'intermédiaire d'un des fonctionnaires habilités par la loi pour agir en son nom. (Alger, 1er mai 1893, *J. T.* 93, 382.)

13 24 octobre 1888

(*18 safar 1306*)

PROMULGUÉ LE 25 OCTOBRE 1888

Décret supprimant la centralisation au Secrétariat général de la correspondance adressée au Gouvernement.

(OFFICIEL, 1888, 309)

Vu le décret du 4 février 1883 (26 rebiâ el aouel 1300);

Considérant que les divers services publics de la Régence ont pris un tel accroissement qu'il n'est plus possible de centraliser la correspondance adressee au Gouvernement, et en vue de faciliter et d'accelerer le fonctionnement de ces services;

Article 1er. — Le paragraphe 3 de l'article 2 du décret du 4 février 1883 (26 rebiâ el aouel 1300) susvisé est abrogé.

Art. 2. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

14 12 août 1894

(*9 safar 1312*)

Décret sur le personnel administratif composant les bureaux de l'administration générale et du Secrétariat général.

Vu le décret du 4 février 1883 (26 rebiâ el aouel 1300) instituant un Secrétariat général de notre gouvernement et attribuant au Secrétaire général la direction du personnel des bureaux de l'administration générale;

Vu le décret du 14 février 1885 (28 rebiâ ettani 1302) portant règlement sur la composition des bureaux de l'administration générale et sur les conditions d'admission aux fonctions de cheiks et d'interpretes;

Sur la proposition du Secrétaire genéral de notre gouvernement;

Article 1er. — Le personnel des bureaux de l'administration générale et du Secrétariat général est placé sous le contrôle direct et immédiat du Secrétaire général de notre Gouvernement par nous délégué à cet effet.

Ces bureaux comprennent :

Les divers services du Secrétariat général (1) et les archives du Gouvernement;

Les bureaux de la comptabilité;

Le ministère d'État;

Le bureau des communes;

La section des affaires civiles (2);

La section des affaires pénales (2);

La section d'instruction pénale (2).

Art. 2. — Le personnel administratif se compose de chefs de section, de sous-chefs de section, de chefs de bureau, de rédacteurs, de cheiks, d'interprètes, de secrétaires, d'expéditionnaires, de surnuméraires rétribués et de surnuméraires non rétribués.

L'archiviste du Gouvernement tunisien, le chef du bureau des communes et le chef du service d'instruction pénale ont rang de chefs de section (auxquels ils sont assimilés).

La répartition de ce personnel dans les sections et bureaux est faite par le Secrétaire général.

Art. 3. — Les traitements et les classes du personnel sont fixés comme suit :

Chefs de section	Classe exceptionnelle	9,000 fr.
	1re classe	8,000
	2e classe	7,000
	3e classe	6,000
Sous-chefs de section	1re classe	6,000
	2e classe	5,500
	3e classe	5,000
Chefs de bureau et rédacteurs	1re classe	4,500
	2e classe	4,000
	3e classe	3,500
Cheiks ou interprètes	1re classe	3,000
	2e classe	2,700
	3e classe	2,400
	4e classe	2,100
Secrétaires ou expéditionnaires	1re classe	3,000
	2e classe	2,700
	3e classe	2,400
	4e classe	2,100
	5e classe	1,800
Surnuméraires rétribués		de 600 à 1,500

Art. 4. — La répartition des emplois et les avancements ne peuvent avoir lieu que dans les limites des crédits disponibles.

Les employés de tout grade qui pourraient prétendre à une élévation de classe ou de traitement, ne jouiront de l'augmentation y afférente que successivement et dans la mesure où la situation des crédits le permettra en commençant par les traitements les moins élevés.

Art. 5. — Les chefs de section ou assimilés, ainsi que les cheiks sont nommés par nous sur la proposition du Secrétaire général.

Tous les autres fonctionnaires et employés de l'administration générale sont nommés par arrêtés du Secrétaire général dans les conditions prévues aux articles suivants du présent décret.

Art. 6. — Tout aspirant à un emploi dans les bureaux doit être âgé de moins de 30 ans.

Cette limite d'âge sera reculée d'un temps égal à la durée des services antérieurs, civils ou militaires.

Ne pourront être nommés cheiks dans les sections judiciaires que les candidats âgés d'au moins 25 ans.

Art. 7. — Sous les réserves exprimées à l'article 6 et aux articles 8 et 9 ci-après, les emplois de rédacteurs, cheiks ou interprètes qui deviendraient vacants seront attribués aux secrétaires, expéditionnaires ou surnuméraires appartenant déjà aux bureaux de l'administration générale et qui auront subi avec succès les épreuves d'un concours dont le programme et les conditions seront arrêtés par le Secrétaire général.

Nul ne pourra se présenter plus de trois fois à ce concours.

Les emplois de secrétaires ou expéditionnaires seront attribués aux surnuméraires rétribués ou aux candidats étrangers à l'administration qui justifieront de connaissances suffisantes et des conditions d'âge indiquées à l'article 6 ci-dessus.

---

(1) Une direction de la Sûreté publique a été instituée près le Secrétariat général par decret du 17 avril 1897 (v° POLICE). — Conf etiam decret du 26 mai 1897 (v° HYGIÈNE PUBLIQUE) qui établit une direction de la santé, et décret du 31 juillet 1891 qui crée une inspection des services pénitentiaires (v° PRISONS)

(2) Les sections des affaires civiles et des affaires pénales ont été réunies (décret du 13 janvier 1896 et arrêté du 4 juillet 1896 [v° JUSTICE TUNISIENNE]) en un service dit « Direction des services judiciaires du Gouvernement tunisien ».

Art. 8. — Les secrétaires et expéditionnaires ne peuvent être définitivement titularisés qu'après un stage d'un an. L'année expirée, si leur aptitude, leur conduite et leur manière de servir le permettent, ils sont commissionnés et prennent rang dans la dernière classe de leur grade.

Les stagiaires non commissionnés cessent immédiatement leur service s'ils n'appartenaient pas auparavant à l'administration générale à un titre régulier.

Dans le cas contraire, ils reprennent leur ancienne situation.

Art. 9. — Peuvent être appelés aux emplois disponibles dans la limite du quart des vacances dans chaque emploi et sans concours des fonctionnaires et employés des services extérieurs de l'administration générale ou d'autres administrations publiques tunisiennes ou françaises.

Les fonctionnaires de l'administration générale et ceux d'autres administrations publiques peuvent être autorisés à permuter.

Les agents ainsi nommés ne sont pas assujettis au stage d'un an.

Art. 10. — Toute personne appelée à l'un des emplois prévus prend rang dans la dernière classe de cet emploi. Toutefois, les fonctionnaires nommés par application de l'article 9 pourront être placés dans la classe correspondant au traitement dont ils jouissaient.

Art. 11. — A partir du grade de chef de bureau inclusivement, l'avancement en grade a lieu au choix et d'un grade à un grade immédiatement supérieur.

Dans chaque grade, l'avancement en classe a lieu à l'ancienneté et au choix à raison de deux tours à l'ancienneté et un tour au choix et d'une classe à la classe immédiatement supérieure.

Nul ne peut être promu à une classe supérieure s'il ne compte au moins deux années de service dans la classe qu'il occupe.

La classe exceptionnelle des emplois de chefs de section est exclusivement donnée au choix. Elle ne peut être accordée qu'aux fonctionnaires de cet ordre comptant au moins dix ans de services dans l'administration dont trois dans la première classe de leur grade.

Art. 12. — Les peines disciplinaires sont :

1° La réprimande ; 2° la retenue du traitement n'excédant pas la moitié de ce traitement ni la durée de deux mois ; 3° la rétrogradation ; 4° la révocation.

Les peines des trois dernières catégories ne sont prononcées qu'après que l'agent a été entendu dans ses moyens de défense ou a été appelé.

La révocation des chefs de section ou assimilés ainsi que des cheiks rédacteurs est prononcée par décret.

Toutes les autres peines sont prononcées par arrêté motivé du Secrétaire général.

Art. 13. — Les fonctionnaires de tous grades employés actuellement dans les bureaux du Secrétariat général et de l'administration générale seront répartis entre les divers grades et classes par un arrêté du Secrétaire général.

Quelle que soit la classe qui leur sera affectée, ils continueront à jouir d'un traitement qui ne pourra être inférieur à celui qui leur est alloué jusqu'à ce jour.

Art. 14. — Le décret du 14 février 1885 (28 rebiâ ettani 1302) est abrogé.

Art. 15. — Le Secrétaire général de notre gouvernement est chargé de l'exécution du présent décret.

AGRICULTURE

15 — 13 avril 1874 (25 safar 1291)

Décret portant règlement agricole indigène (1) [a].

Considérant qu'il y a lieu de réunir en un seul recueil les regles relatives à l'agriculture, au contrat de khammès et autres questions s'y rattachant, et d'en faire un code régissant lesdites matieres ;

Article 1er. — Vu l'utilité d'étendre le délai qu'ont les agriculteurs pour se préparer à leurs travaux, l'année rurale commencera à partir du 1er septembre (1) au lieu du 1er octobre (1)[2].

Art. 2. — Toute personne capable pourra jouir et disposer de ses biens de la manière la plus absolue, les louer à qui elle voudra, pour le prix qu'elle voudra et pour quelque temps que ce soit. Mais, après la conclusion du contrat de louage, aucune enchère ne peut être reçue.

(1 Conf. décret du 15 décembre 1896 (v° POLICE RURALE).

(a) L'agriculteur qui engage un khammès demeuré débiteur d'un précédent patron, doit être contraint a désintéresser ce dernier (sauf son recours). Il doit en être ainsi surtout lorsqu'il en a pris l'engagement (Ouzara, 14 octobre 1887, *J. T.* 99, p. 290)

L'agriculteur qui laisse sortir de chez lui un khammès sans exiger de lui le remboursement de ses avances et qui le laisse s'engager chez un tiers pendant plusieurs années sans protester ni faire valoir ses droits, devient un simple créancier ordinaire et ne peut exiger que le khammès soit contraint à reprendre le travail chez lui. (Ouzara, 11 janvier 1899, *J. T.* 99, 292)

Est nulle la convention par laquelle un débiteur s'engage, en cas de non-paiement de sa dette à l'échéance, à servir comme khammès chez le créancier. En effet, il ne peut y avoir de khammessa ou colouage partiaire, sans exploitation agricole a laquelle ce contrat se rapporte. (Ouzara, 8 mars 1900, *J. T.* 900, 463)

Il en est de même en matière de prêt, tout au moins, lorsqu'il est constant en fait que le prêt n'a pas été fait en vue d'un contrat de khammessa et qu'il n'est pas demontré qu'il en existe un entre les parties. (Ouzara, 27 février 1899, *J. T.* 99, 294.)

La preuve qu'un tiers a consenti à garantir l'exécution par un khammès des obligations par lui prises, résulte suffisamment d'un acte regulier de notoriété publique (outika) dressé a l'encontre de celui qui se défend d'être garant. Celui qui a consenti à se faire garant dans de telles conditions doit représenter le khammès au propriétaire à toute réquisition, faute de quoi il est tenu sur ses biens au remboursement des avances faites au khammès en fuite. (Ouzara, 8 mars 1896, *J. T.* 96, 326.)

(1) Du calendrier julien

(2) Conf. 2e article additionnel et décret du 5 août 1885.

Art. 3. — Le tuteur de l'orphelin et l'administrateur du habous, ou à défaut de celui-ci, l'ayant droit au habous, ont le droit de donner à bail la terre de l'orphelin et du habous, à un prix qui ne sera pas inférieur au prix de location des terres similaires, et le bail variera de un à trois ans, sans pouvoir dépasser ce terme.

Quand la terre de l'orphelin ou du habous aura été louée avant le mois de septembre (1), à la condition que le preneur n'entrera en jouissance qu'à partir du 1er septembre (1), l'offre d'un prix de location supérieur pourra être acceptée. Mais s'il s'est écoulé tant soit peu dudit mois, on n'acceptera d'offre d'augmentation que si l'on prouve qu'il y a eu lésion.

Art. 4. — Quand la location a été faite à plusieurs locataires, elle vaut pour le premier, que l'objet de la location soit melk (libre) ou habous, mais, si l'offre d'augmentation se produit dans le cas où, conformément à l'article 3, on peut encore l'accueillir, l'époque de la jouissance n'étant pas encore arrivée, et si le bailleur en avise le premier locataire, le contrat le liant avec celui-ci se trouve annulé, même contre son assentiment, et on louera la propriété au second. Mais, si l'année rurale a commencé, sans que le bailleur ait résilié sa location avec le premier locataire, le contrat de ce locataire est seul valable.

Art. 5. — Quiconque loue un terrain pour l'ensemencer peut en jouir selon tous les modes de jouissance ne portant pas dommage au sol; quant à la jouissance qui lui est nuisible, elle est interdite.

Ainsi, dans l'Ifrikia (bassin de la Medjerda), l'usage veut, par exemple, que l'on ensemence de blé la moitié de la terre, en laissant l'autre moitié en jachère, et qu'on remette la terre nue à la fin du bail, le locataire est tenu de s'y conformer; dans le cas où il ensemencerait toute la terre durant la dernière année, il aura excédé ses droits et devra le loyer au propriétaire du sol.

Art. 6. — Si quelqu'un loue un terrain habous avant le commencement du mois de septembre et y fait quelque travail utile pour l'avenir, tel que labour de printemps, et si à la suite d'une offre d'augmentation, il se voit forcé d'abandonner sa location, il conserve son droit à la valeur du travail fait, et s'en fera payer le prix par le propriétaire et non par le locataire.

Art. 7. — Lorsque quelqu'un loue une terre pour un laps de temps, et qu'à la fin de son bail il pratique sur la terre des labours de printemps ou des ensemencements, si cette terre n'est pas irrigable et que l'on n'y puisse ensemencer du blé et de l'orge qu'à une seule époque de l'année, il a le droit de jouir de la terre jusqu'à la fin de la récolte, et, s'il a fait des labours de printemps, de s'en faire payer la valeur par le locataire qui lui succédera; mais s'il a fait d'autres ensemencements ou travaux, il est réputé comme ayant excédé ses pouvoirs, ainsi qu'il est dit à la fin de cet article. Si la terre est une terre irrigable qui peut être ensemencée en diverses saisons, le locataire a le droit d'en jouir jusqu'à la fin de l'année; mais, si, ce terme étant arrivé, il se trouve que le locataire y avait ensemencé des légumes ou des graines, sachant qu'ils n'arriveraient pas à maturité, il sera considéré comme ayant excédé ses pouvoirs, et le propriétaire de la terre aura le droit de la labourer et de détruire les ensemencements ou de maintenir le locataire, moyennant un prix égal ou supérieur au prix de location.

Si le locataire les a ensemencées croyant qu'ils arriveraient à maturité à la fin de l'année et que le terme ait été dépassé de quelques jours, comme un mois environ, il pourra exiger son maintien jusqu'à la récolte, moyennant le paiement d'un loyer calculé sur le loyer précédent.

Art. 8. — Le locataire annuel d'un henchir renfermant un puits mentionné dans le contrat, peut exiger du propriétaire qu'il le fasse réparer; s'il s'y refuse, le locataire peut dépenser en réparations la somme due pour le loyer de l'année; s'il dépense au delà, l'excédent restera à sa charge. Si le propriétaire a déjà encaissé le montant du loyer de l'année, il est obligé de payer sur ce loyer la somme dépensée par le locataire en frais de réparations. Si le bail est pour plus d'un an, le locataire peut dépenser jusqu'à concurrence du loyer entier.

Art. 9. — En cas de location d'un henchir renfermant de la paille, dont aurait besoin le locataire pour la nourriture de ses animaux de labour, si les contractants consentent à ce que cette paille serve à ces animaux, ils devront prélever sur le loyer une somme quelconque comme prix de ladite paille ou stipuler qu'elle est donnée au locataire à titre de prêt; mais, en cas de vente comme en cas de prêt, la paille devra faire l'objet d'un acte distinct du contrat, et sa valeur devra être indiquée, pour éviter toute contestation à l'avenir.

Ainsi, si une terre doit se louer approximativement mille piastres, on conviendra que neuf cent quatre-vingt-dix piastres représentent le loyer, et dix piastres le prix de la paille.

On rédigera ensuite, pour chaque objet, un acte spécial, et, dans ce cas, le locataire ne devra pas restituer la paille au propriétaire de la terre. S'ils conviennent d'un prêt, on mentionnera sur l'acte que le loyer de la terre est de mille piastres, et l'on fera un autre acte constatant le prêt. Le locataire, dans ce cas, sera forcé de restituer la paille, à l'expiration de son bail, telle qu'il l'aura prise. S'il l'a prise en meule, il devra la restituer ainsi; s'il ne retire pas de paille de sa récolte, il devra en acheter

(1) Du calendrier julien.

et la faire transporter sur l'henchir à l'endroit où il avait trouvé la paille ; s'il ne peut absolument s'en procurer, il devra en payer la valeur.

Art. 10. — Si quelqu'un qui a loué une terre sur laquelle se trouvait de la paille entassée en tas sur l'aire suivant la coutume, l'a prise à titre de prêt, comme il est dit ci-dessus, il devra, dans le cas où il s'en sera servi et aura installé une autre aire pour sa récolte, éloignée de la première, replacer la paille en tas à l'endroit où il l'a trouvée en entrant et de manière à ce qu'elle ne se gâte point.

Art. 11. — Celui qui aura loué un certain nombre de méchias indivises, sur un terrain déterminé, pourra partager ce terrain avec ses associés.

La méchia sera déterminée par la quantité de grains que les gens du pays y ensemencent (1). Si donc, la méchia qu'ensemencent les gens du pays contient un caffis et demi de blé et autant d'orge, il aura le droit de semer la même quantité.

Art. 12. — Dans le cas où, une terre ayant été louée et ensemencée, la semence ne pousserait que l'année suivante, la récolte appartiendra au locataire. Il devra, toutefois, un loyer égal à celui de la première année au propriétaire de la terre, et les khammès qui auront parfait les travaux dans la seconde année, auront droit au cinquième de la récolte. Sinon, ils ne seront payés qu'au prorata de ce qu'ils auront fait la première année. Mais si, la semence ayant poussé la première année, la grêle fait tomber à terre une partie des grains qui repousseraient l'année suivante, la récolte appartiendra au propriétaire du terrain et le locataire n'aura droit à rien.

Art. 13. — Quand deux personnes s'associent pour cultiver un henchir, si la terre appartient à l'un d'eux et les animaux de labour et de trait à l'autre, la semence et les frais incombant par parts égales à chacun et la récolte devant être partagée de la même façon, les frais de transport de l'été seront supportés par parts égales entre eux, à titre de frais accessoires.

Art. 14. — Si deux associés pour une exploitation agricole conviennent par contrat qu'ils loueront une terre à compte à demi, que l'un fournira la semence et l'autre les frais de labour et de main-d'œuvre, si le loyer de la terre équivaut à la valeur de la semence et des frais de labour et de main-d'œuvre, tous les frais d'hiver et d'été sont supportés également par eux deux, et ils se partagent la récolte par parts égales. Mais, s'il n'y a pas égalité entre la valeur de la semence et celle des frais de labour et de la main-d'œuvre, la récolte appartient à celui qui a fourni la semence, à charge de payer le loyer total.

(1) Conf. décret du 12 janvier 1895, art 6, note (v° Système métrique)

Art. 15. — Si deux associés conviennent de partager également la semence et les frais, l'un payant la main-d'œuvre et l'autre fournissant la terre, si celui qui doit fournir la main-d'œuvre n'ensemence pas toute la semence, ils partageront la récolte au prorata de la semence de chacun d'eux.

Art. 16. — Si deux personnes s'associent pour une exploitation agricole et que l'une d'elles sème une mâouna (partie réservée ou parcelle distincte de la généralité des ensemencements auxquels ont droit les khammès)[a] de sa semence, sans en aviser son associé, celui-ci a droit à ensemencer la même quantité, s'il a appris ce fait quand il est encore à temps pour semer. S'il ne l'apprend qu'après, il paiera la moitié de la semence de la mâouna et prendra la moitié de son produit.

Art. 17. — Lorsque deux personnes s'associent pour ensemencer une terre déterminée et que l'une d'elles reçoit de l'autre sa part de semence, sans rien ensemencer, elle doit payer en espèces la part du loyer due par son associé.

Art 18. — Quand deux associés conviennent, l'un de fournir la terre, l'autre de fournir les animaux, la semence devant être fournie par moitié par chacun d'eux, si celui qui fournit les animaux fait les premiers labours de printemps sur la terre entière, y sème la portion de semence fournie par son associé, sans qu'il ait pu trouver de semence pour lui-même, le fournisseur des animaux a droit au salaire de son travail, de ses bestiaux, et la récolte revient tout entière au propriétaire de la terre, à moins de renouveler le contrat en stipulant que, le fournisseur des animaux n'ayant pas trouvé sa part de semence, la terre et la semence seront à la charge de l'un d'eux et la main-d'œuvre et les animaux à la charge de l'autre ; la récolte se répartira alors entre eux, suivant ce qui aura été convenu, soit à raison du tiers, du cinquième, du sixième, ou de toute autre fraction, pour celui qui aura fourni la main-d'œuvre.

Art. 19. — Quand deux associés conviennent de cultiver un terrain dans la banlieue et stipulent que l'un fournira la terre et l'autre les animaux, les semences étant fournies par le propriétaire de la terre ou celui des bœufs, le propriétaire de la terre devra payer le salaire d'un journalier devant aider son associé dans les travaux d'été uniquement ; cet associé fournissant les animaux hiver comme été et n'ayant pas de droits de khammessa à réclamer, la récolte sera partagée suivant leurs accords, ainsi que

(a) La mâouna est une stipulation spéciale aux baux ruraux en Tunisie. Elle consiste dans une corvée de labour que le bailleur peut stipuler à la charge du preneur. Lorsque le bail n'a pas prévu l'époque précise à laquelle elle devait être exécutée, il est d'usage que le preneur la fasse quand il a fini de se servir de son matériel (mâouna) Mais il doit la faire en temps utile, par conséquent s'outiller en instruments aratoires, en bêtes de labour et en travailleurs, de manière à achever dans la saison propice, non seulement ses propres semailles, mais encore celles de la mâouna Il est donc irrecevable à s'excuser de son inexécution sur la force majeure, s'il n'établit pas qu'il avait pris toutes les dispositions nécessaires pour remplir ses obligations (Tunis, 5 août 1898, *J T* 96, 941.

les frais. Mais, si la semence est fournie par moitié par chacun d'eux, la récolte sera répartie également entre eux suivant leurs semences ; les frais et les animaux d'été seront à la charge des deux, par moitié, de même qu'ils bénéficieront, chacun par moitié, de la récolte.

Art. 20. — S'il est établi que quelqu'un a pris possession, par empiétement, du terrain d'autrui, et l'a ensemencé, le propriétaire du sol a le droit, quand la semence n'est pas arrivée au point où elle puisse servir, soit qu'elle ait déjà poussé ou non, de forcer le semeur à arracher la semence ou de la prendre gratuitement. Si la semence est déjà assez avancée pour qu'on en retire profit, même comme pâturage, et que l'on soit encore à temps pour semer dans ce terrain ce qu'on a l'habitude d'y semer, le propriétaire de la terre a le choix d'ordonner à l'envahisseur de déplanter sa semence ou de la prendre en lui en payant le prix qu'elle peut avoir après l'arrachement. S'il ne reste plus de temps pour semer, la récolte appartiendra au semeur, mais il devra payer le loyer de l'année. Telle est la législation en cas d'empiétement (a).

Quant à celui qui sème, se croyant véritable propriétaire ou locataire, avant que la contestation ait été tranchée entre lui et son adversaire, il est réputé s'être trompé de bonne foi si son adversaire obtient gain de cause. Il jure donc qu'il ne l'a ensemencée qu'avec la conviction que la terre était à lui, et la récolte lui appartient ; mais, par contre, il paie le loyer de la terre, soit que l'on se trouve encore à l'époque des semailles ou que cette époque soit déjà passée.

Art. 21. — Quiconque laisse ses animaux de somme ou ses bœufs entrer sur le terrain d'autrui pour y pâturer, s'expose, si ce terrain est ensemencé, à payer la valeur de ce qu'ils auront gâté, s'ils ne sont gardés par personne ou seulement par un enfant encore sans discernement. Quand ils sont gardés par un pâtre, c'est lui qui est responsable et doit payer les dégâts causés par sa négligence.

Des notaires et experts du pays détermineront la valeur des dégâts. Si ces dégâts portent sur des fourrages, il en est comme pour le blé. S'ils portent non sur des fourrages, mais sur une terre que le propriétaire ne réserve pas pour les fourrages et qu'il néglige d'ensemencer, non pour avoir des fourrages, mais pour la laisser reposer (1), il ne peut en prohiber l'entrée aux bestiaux.

Art. 22. — S'il s'élève des contestations relatives aux limites de deux héritages, à l'usage des eaux, à des dégâts faits dans un champ ensemencé ou dans une prairie artificielle, ou toute autre contestation dont le règlement appartient aux amins et aux notaires (2), ceux-ci prêteront leur ministère, et leurs honoraires seront à la charge de la partie déboutée.

Art. 23. — S'il n'y a pas eu mélange dans les semences des associés, c'est-à-dire si chacun a eu son lot distinct, au cas où la semence de l'un d'eux n'aurait pas levé à cause d'un défaut inhérent à sa nature même, celui-ci n'a pas droit à partager la récolte avec son associé.

Art. 24. — Si le cultivateur achète du blé ou de l'orge en prévenant que ce grain est destiné à l'ensemencement, si, après l'avoir semé, le grain ne pousse pas par suite d'une cause inhérente à sa nature, et s'il est prouvé que le vendeur a trompé l'acheteur, ce dernier aura son recours contre le vendeur pour la différence de valeur entre la graine livrée et celle qui aurait dû l'être. Néanmoins, il faut deux conditions pour que la fraude soit établie :

1° Que le vendeur sache pertinemment que la semence ne lèvera pas ;

2° Que l'acheteur pose pour condition qu'elle lèvera.

Si l'une de ces conditions manque ou toutes deux à la fois, il n'y a pas fraude et, partant, pas de recours, si ce n'est pour la valeur du grain vicié qui sera fixée au prix moyen entre le grain qui lève et celui qui ne lève pas. D'autre part, le recours de l'acheteur contre le vendeur du grain ne pourra avoir lieu que s'il peut prouver que la semence qu'il a achetée à ce vendeur a été mise en terre au moment opportun, dans une terre propre à la reproduction, et n'a pas levé. Le vendeur est tenu des vices cachés, mais quant à ceux qui sont apparents dans le grain, comme la maladie du ver, il échappe au recours formé contre lui, après que l'acheteur a vu la marchandise et l'a acceptée.

Art. 25. — Le khammès est un associé ayant droit au cinquième, en compensation de son travail (1). Il exerce son droit sur le produit de la récolte après défalcation de la dîme et de la nourriture des animaux nécessaires aux travaux de l'exploitation pendant l'été.

Quant à la nourriture des montures de l'agriculteur, elle est à la charge de celui-ci (2).

Art. 26. — Pour les animaux de trait ou de somme dont la nourriture est prélevée sur la récolte, si on les laisse durant le jour manger sur l'aire, on leur donnera trois saas la nuit. Quant à ceux qu'on ne laisse pas manger sur l'aire, on leur donnera quatre saas pendant l'époque du dépiquage, et durant l'époque du transport des épis en gerbe, on ne leur donnera que deux saas seulement.

Art. 27. — L'agriculteur et le khammès ont le choix de continuer la société ou de la dissoudre lorsque la récolte est rentrée et que les derniers travaux ont été faits avant l'entrée de septembre. Si l'on entre en septembre, avant

(1) Conf décret du 15 décembre 1898 (v° POLICE RURALE)
(2) Conf. décrets des 14 novembre 1876 et 23 novembre 1886 (v° NOTARIAT TUNISIEN).
(a) Ouzara, 11 février 1897, *J. T.* 97, 636.

(1) Conf. décret du 29 novembre 1875
(2) Conf. 1er article additionnel.

que la récolte ait été recueillie, ni le khammès, ni l'agriculteur n'ont le droit de dissoudre la société (1).

Art. 28. — Quand la récolte est rentrée, que les meules ont été entassées et protégées par un enduit de terre mouillée, avant l'entrée de septembre et que le khammès désire se retirer, il doit préparer l'argent qu'il doit et demander à l'agriculteur de prendre cet argent, et cela avant l'entrée de septembre.

Art. 29. — Si un khammès veut dissoudre son association avec l'agriculteur auquel il doit encore de l'argent, alors que la récolte n'est dépiquée qu'en partie, le reste se trouvant toujours sur l'aire, et si ce khammès demande à l'agriculteur de lui remettre son cinquième sans attendre la fin du dépiquage, ou lui propose de patienter jusqu'au moment où il sera terminé, offrant de le désintéresser quand il aura touché la part de khammessa lui revenant sur la récolte, il n'a droit qu'au cinquième du grain battu et il ne pourra prendre le restant qu'à la fin du dépiquage. Son contrat ne sera dissous que par la remise de l'argent dû à l'agriculteur avant l'entrée de septembre, et il devra achever les travaux nécessaires. Une fois que l'on est entré en septembre, il ne peut plus dissoudre son contrat, comme il est dit à l'article 27 (1).

Art. 30. — Si le khammès ne veut pas renouveler son contrat, conformément à l'article 28, et s'il a contracté vis-à-vis de l'agriculteur des dettes tirant leur origine de sa position de khammès ou de toute autre cause, ou de ces deux raisons à la fois, il est forcé de payer à l'agriculteur le montant de sa dette ou de lui donner une caution solvable agréée par son créancier. S'il ne trouve ni argent ni caution, il est obligé de continuer à servir comme khammès tant qu'il en est capable. S'il ne peut servir comme khammès, il est incarcéré (2), à moins qu'il ne soit connu comme indigent, qu'il n'exerce aucun métier et qu'il soit incapable de travailler comme journalier.

Art. 31. — Lorsque l'agriculteur veut dissoudre le contrat qui le lie avec le khammès, qu'il demande à ce dernier de lui rembourser ce qu'il lui doit, et que le khammès ne trouve personne qui l'aide ou l'emploie comme khammès, l'agriculteur a la faculté de faire avec le khammès un nouveau contrat l'obligeant à cultiver en un autre endroit pour lui fournir les moyens de se libérer ou de patienter jusqu'à ce qu'il trouve à s'employer comme khammès, et il ne pourra pas le faire emprisonner s'il est connu comme indigent (2).

Art. 32. — Le khammès ne peut abandonner son état qu'en devenant agriculteur lui-même, et s'il ne lui est pas possible de le devenir et qu'il quitte son état pour entreprendre un autre métier ou simplement pour rester oisif, etc., le caïd l'obligera à renouveler son contrat avec l'agriculteur chez lequel il servait ou à exercer son métier chez un autre (1).

Art. 33. — Quand le khammès renouvelle son engagement avec un agriculteur avant le mois de septembre, il n'a pas le droit de s'engager dans un autre contrat avec un autre agriculteur. S'il le fait, ce contrat reste nul, à moins qu'il n'ait été fait avant le renouvellement de l'engagement.

Art. 34. — Si un agriculteur paie de l'argent à un khammès, à titre d'avance de khammessa, et que l'on vienne à découvrir que ce khammès a touché de l'argent d'un autre agriculteur, après la signature de l'engagement et avant l'entrée de septembre, il devra servir chez le premier.

Art. 35. — Si un agriculteur fait avec un khammès un contrat de culture suivant l'habitude et s'il paie la dette que le khammès avait contractée vis-à-vis d'un autre agriculteur, si l'on vient ensuite à savoir qu'il doit également de l'argent à un troisième individu dont il avait été le khammès, ledit khammès devra exécuter ses engagements avec ce dernier agriculteur, si sa dette vis-à-vis de lui est la plus ancienne et si l'époque pour laquelle il a contracté avec lui est la même que celle pour laquelle il a contracté avec l'agriculteur qui a payé sa seconde dette. Mais si cette époque est déjà passée, il servira chez celui qui a payé pour lui et l'agriculteur avec lequel il avait contracté précédemment deviendra simplement un créancier qui attendra, pour être payé, jusqu'à la récolte, si le khammès est indigent. Si celui qui a payé réclame aussi son remboursement, ils partageront entre eux la part de la récolte du khammès.

Art. 36. — Si, un agriculteur et un khammès ayant fait un contrat pour l'exploitation d'un henchir déterminé, l'agriculteur ne peut pas parvenir à l'exploiter, le khammès ne sera tenu de travailler sur un autre henchir qu'en vertu d'un nouveau contrat, à moins, toutefois, qu'il n'en ait pris l'engagement dans le premier contrat.

Art. 37. — Il incombe à l'agriculteur d'aider son khammès et de lui prêter ses animaux pour le transport de ses effets, de sa famille et de ses provisions, si elles ne dépassent pas un quart de caffis de blé et autant d'orge, quelque éloigné que soit le trajet. Le khammès, de son côté, devra louer des animaux pour le transport, si ses provisions dépassent ladite quantité.

Art. 38. — Tout ouvrage laissant des traces et gardant son utilité après l'époque de l'ex-

(1) Conf. 2e article additionnel.
(2) Conf décrets des 4 avril 1884 et 10 janvier 1885 (Vo JUSTICE TUNISIENNE).

(1) Conf. 2e article additionnel.

ploitation, comme la construction d'un mur, la création de fossés, ne peut être, dans l'acte, l'objet d'une obligation pour le khammès. Il n'a pas à bâtir d'abri pour les choses ni les animaux(1); mais si l'agriculteur l'invite à garder des bestiaux, chevaux ou instruments servant à l'exploitation, le khammès doit veiller à leur garde de tout son possible. Quant à obliger le khammès à se bâtir un gourbi pour lui, afin de se protéger de la chaleur ou du froid, il appartient à l'autorité de le lui ordonner, de même que d'y attacher les bœufs de labour et les bêtes de somme de la méchia. Quand le chef de l'exploitation veut imposer au khammès des obligations de cette nature, telles que construction de gourbis, magasin à semences, enclos, clôture des mechta (gourbis), pâturage des bœufs, coupe de gros bois dans la forêt et leur transport jusqu'au lieu de la construction, etc., il devra les stipuler dans un acte indépendant du contrat de louage, moyennant une rétribution quelconque pour le khammès (1).

Art. 39. — Le khammès devra fabriquer les cordes, etc., en alfa, nécessaires à la méchia, etc., hiver et été. Celles toutes faites, que fournit l'agriculteur, sont à la charge de ce dernier.

Art. 40. — Le khammès doit veiller à la garde des bœufs et des bêtes attachés à la méchia (1). Il devra recevoir du maître une entrave en fer pour les attacher pendant la nuit, car ils se trouvent sous sa responsabilité. Il les fera boire au puits, nettoiera leur écurie et leur donnera à manger de la paille soir et matin. Il devra s'occuper de ces bêtes du jour où il entrera comme khammès jusqu'au jour où il terminera ses travaux, en entourant les meules d'épines et en les enduisant d'argile.

Art. 41. — Tout travail nécessaire aux ensemencements avant leur maturité et ayant pour but de les irriguer et conserver, ou d'en enlever les mauvaises herbes, de bêcher les champs de fèves, d'éloigner les passereaux et sauterelles en tant que possible, de visiter les endroits où les épis ont déjà poussé; enfin, tous les soins usuels, pouvant améliorer les cultures, incombent au khammès. Tous les travaux nécessaires après la maturité du grain et jusqu'au partage, tels que: récolte, arrachement des pieds de fèves, transport sur l'aire, dépiquage, vannage et mise en tas, concernent également le khammès. Après le partage, l'agriculteur et le khammès auront à contribuer, chacun pour leur part, aux soins ayant pour but de sauvegarder la récolte partagée. Le khammès n'a pas à creuser de silos (1), à y transporter la semence et la nourriture des bêtes, ni à les garder, ni à mettre la paille en meule, ni à l'entourer de haie d'épines, si ce n'est dans les conditions établies par l'article 38. Il devra, d'autre part, lors du renouvellement de la khammessa pour l'année suivante, garder les semences, l'alfa des animaux, les placer dans les silos et mettre la paille en tas, en la préservant avec des épines.

Art. 42. — Si la mauvaise herbe abonde au printemps dans les terres de la banlieue, au point que les khammès ne suffisent plus pour les arracher, l'agriculteur louera des journaliers pour les aider dans ce travail et le cinquième de leur salaire sera supporté par les khammès.

Art. 43. — (*Abrogé par décret du 1er juillet 1874*) [1].

Art. 44. — Le khammès n'est pas obligé de conduire paître les troupeaux de l'agriculteur dans un autre henchir, si ce n'est dans les conditions indiquées à l'article 38.

Art. 45. — Si le khammès entre quand les labours de printemps sont déjà faits, il sortira après les avoir faits lui-même, l'année suivante, sans avoir droit à aucune rétribution. S'il est entré avant, il ne sera pas tenu de les faire, mais il pourra être loué, à cet effet, ainsi qu'il est dit à l'article 38. Toutefois, si le bail est renouvelé, il n'aura droit au salaire que pour le travail de la première année.

Art. 46. — Si un agriculteur plante sur son henchir du mais jaune ou blanc, celui qui lui aura prêté sa main-d'œuvre, fût-il un khammès ou tout autre, aura droit à la moitié de la récolte; les frais de réparation des ustensiles, le coût de la semence, le salaire du gardien seront supportés par moitié.

Art. 47. — L'agriculteur a à sa charge les frais de réparation des instruments servant à l'exploitation, à moins qu'il ne soit évident que leur détérioration est intentionnelle de la part du khammès et, en ce cas, ce dernier en est responsable; s'il s'agit, au contraire, d'un accident qu'il ne pouvait prévoir ni éviter, l'agriculteur supporte ces frais.

Art. 48. — Le khammès n'est pas forcé de se transporter de l'endroit où il a convenu de cultiver en un autre endroit. Il ne le fait que de son plein gré ou si ce transport a été stipulé dans le contrat avec désignation du lieu, pour le cas où un obstacle quelconque empêcherait l'exploitation de la première propriété.

Art. 49. — L'agriculteur doit fournir pour ses méchias toute la semence qu'elles sont susceptibles de recevoir suivant les endroits, à moins que les animaux ne soient trop faibles pour supporter ces labours.

Art. 50. — Le khammès ne sera pas obligé de cultiver de mâouna pour l'agriculteur; s'il le fait, ce sera de son plein gré.

Art. 51. — L'agriculteur peut favoriser les khammès en leur permettant de faire cultiver une méchia supplémentaire après avoir terminé les premiers labours d'automne. Les khammès auront droit au cinquième de la méchia supplé-

(1) Conf. 1er article additionnel.

(1) Conf. 1er article additionnel.

mentaire et ils auront à leur charge le salaire et la nourriture de l'ouvrier qu'ils emploieront.

Art. 52. — Si l'agriculteur loue un gardien pour veiller à la sécurité de l'aire, il en supportera le salaire, mais les khammès feront la garde avec lui à tour de rôle.

Le khammès désigné pour la garde devra passer la nuit sur l'aire et prêter aide et assistance au ouakaf quand il en est requis.

Art. 53. — L'agriculteur n'est pas obligé, dans l'Ifrikia, de louer des gens de journée pour récolter l'orge et pour les autres cultures ; il n'est pas tenu d'employer plus d'un journalier avec chaque khammès. Il a le droit d'en employer même davantage pour la récolte, mais il n'est pas forcé de fournir le déjeuner des khammès, en temps de labour ni de récolte.

Art. 54. — Quand le khammès délaissera son travail, l'agriculteur aura le droit d'employer un journalier pour le remplacer. Il lui paiera directement son salaire (a), quitte à le retenir sur la part de récolte du khammès, à moins que celui-ci ne se soit absenté pour un motif excusable, tel que maladie; auquel cas, l'agriculteur ne prendra de remplaçant à gage qu'après trois jours d'absence du khammès.

Art. 55. — L'agriculteur ou son ouakaf sont crus sur parole pour la quotité du salaire du journalier, si la somme paraît raisonnable (a).

Art. 56. — Quand le khammès est contraint par la nécessité de demander à l'agriculteur ou à son ouakaf de le vêtir, de le nourrir ou de faire pour lui certains achats, le compte qu'ils en tiennent fait foi contre le khammès sous réserve de serment et à la condition que le prêt soit vraisemblable. L'agriculteur ajoutera le montant de ses débours à sa créance sur le khammès.

Art. 57. — Quand le khammès se trouve dans la nécessité de se procurer des vêtements et de la nourriture, l'agriculteur est tenu de les lui fournir et les lui compter au prix qu'ils avaient lors de la remise. Si l'agriculteur constate que le khammès est prodigue, il les lui remettra au fur et à mesure de ses besoins. Mais, quand le khammès a terminé les labours, qu'il a remis à l'agriculteur l'attelage et la bête de la méchia et que l'agriculteur l'autorise à partir pour faire un autre travail, il n'est plus forcé de le nourrir, jusqu'au jour où le khammès reviendra reprendre son travail.

Art. 58. — L'agriculteur pourra faire transporter chez lui l'excédent des semences et grains réservés pour l'exploitation. Le khammès devra accompagner ce transport à la résidence de l'agriculteur.

Art. 59. — L'agriculteur prendra du khammès un récépissé constatant que celui-ci a eu sa part de la récolte. On n'admettra aucune obligation du khammès tendant à faire croire qu'il n'a pas reçu sa part de l'année antérieure à celle pour laquelle l'agriculteur s'est fait délivrer ledit récépissé. Les honoraires des notaires (1) pour dresser le récépissé et l'acte constatant la dette du khammès seront, comme les frais du timbre, à la charge de l'agriculteur.

Art. 60. — Le khammès n'est pas tenu de payer la dîme (2) ni les frais de transport occasionnés par le versement de cet impôt.

Art. 61. — Dans le cas où un khammès se comporterait de manière à troubler la tranquillité de ses voisins et où ceux-ci recourraient de ce chef contre lui, en saisissant l'autorité de leur plainte, si cette autorité la considère comme fondée et ordonne, dans l'intérêt général, l'expulsion du khammès, ce khammès sera renvoyé et l'agriculteur aura le choix de faire un nouveau contrat de khammessa avec un autre ou de le remplacer par un homme à gages. Toutefois, le khammès renvoyé pourra choisir lui-même son remplaçant.

Art. 62. — Si l'agriculteur place un ouakaf à la tête de son exploitation, sans convenir avec lui du salaire qui lui sera alloué, l'ouakaf aura droit à recevoir de l'agriculteur seulement un caffis de blé et autant d'orge, si l'exploitation compte de trois à dix méchias.

Art. 63. — Si l'agriculteur installe un ouakaf spécialement pour l'exploitation d'été ou d'hiver, sans qu'ils conviennent de la rétribution à donner à l'ouakaf, celui-ci aura droit à un demi-caffis de blé et autant d'orge.

Art. 64. — L'ouakaf a droit, sur l'exploitation, à un caffis de blé et à autant d'orge, s'il demeure sur l'henchir exploité, et, s'il est marié, il a le droit, également, de semer une màouna de deux ouïbas de blé et autant d'orge.

Art. 65. — Si l'ouakaf est associé à l'exploitation, c'est-à-dire s'il a une méchia, tandis que le chef de l'exploitation en a de cinq à dix, il n'a droit à aucun salaire et le loyer de sa méchia et ses frais, été comme hiver, sont à la charge du chef de l'exploitation. Mais, si ce dernier a moins de cinq méchias, il est exempt de tous ces frais.

Art. 66. — L'ouakaf a la garde des semences des méchias placées sous sa surveillance, il préside à leur remise aux khammès, au mesurage, chaque matin; il surveille de près le travail des khammès à l'époque des semailles, à celle où ils suspendent les labours. Il contrôle s'ils gardent bien les animaux de la méchia, s'ils arrachent bien les mauvaises herbes, s'ils récoltent bien et glanent bien les épis échappés de la gerbe, s'ils battent enfin le blé comme il convient, et s'ils achèvent, enfin, de s'acquitter de toutes leurs obligations en enduisant de

(a) Il est bon de soumettre le chiffre demandé à l'appréciation de l'amin de l'agriculture (Ouzara, 28 février 97, J. T. 97, 366.)

(1) Conf. décret du 28 novembre 1886 (v° NOTARIAT TUNISIEN)
(2) Conf. decrets des 4 novembre 1868 (v° ACHOUR) et 4 octobre 1869 (v° MEDJBA)

terre les tas de paille et les entourant d'une haie d'épines.

Art. 67. — Si dans chaque méchia il n'a pas été semé la quantité de semence qu'elle doit contenir, l'ouakaf pourra en être rendu responsable, et s'il est établi qu'il a détourné à son profit une partie de la semence, soit en la gardant, soit en la partageant avec le khammès, il sera condamné à restituer la quantité détournée et à une peine que le juge déterminera, suivant les circonstances.

Art. 68. — L'ouakaf est responsable de ce qui se perd ou se détériore en fait d'instruments servant à l'exploitation, l'hiver et l'été, dans les cas où sa surveillance est en défaut. Mais, dans les cas où l'on ne peut éviter ces pertes, ou du moins où cela lui est très difficile, comme en temps de panique irrésistible ou d'attaque de maraudeurs supérieurs en nombre et tout autre cas identique, sa responsabilité se trouve dégagée.

Art. 69. — L'ouakaf est responsable avec les khammès de la perte des bœufs de l'agriculteur(1) ou des accidents qui les déprécient, si cela arrive à la suite d'une négligence de leur part. Les khammès sont chargés de les attacher et les détacher.

Art. 70. — L'ouakaf doit, en prenant livraison des grains qui étaient sur l'aire, les mesurer avec une mesure poinçonnée par l'État, les placer lui-même dans les silos, et l'on n'admettra de sa part aucune allégation au sujet de leur diminution, lorsqu'il les remettra à l'agriculteur ou lors des semailles.

Art. 71. — Lorsque l'agriculteur commet une personne à la garde des grains renfermés dans les silos et qu'ils ne s'entendent pas sur le chiffre de sa rétribution, le gardien a droit à quatre saas de blé par chaque caffis de blé, et à six saas d'orge par chaque caffis.

Art. 72. — Le gardien des silos est obligé de les creuser(1), de recevoir le grain de celui qui le lui apporte, de recouvrir les silos de manière à empêcher l'eau d'y pénétrer, de les inspecter constamment pour obvier aux détériorations qui peuvent y survenir par suite du passage d'animaux ou d'autres causes, de les garder nuit et jour, de déboucher les silos restés vides pour éviter que l'eau, s'y introduisant, ne vienne à s'infiltrer de là dans les autres. Il est responsable du grain se gâtant dans les silos par suite de sa négligence, et non d'autres dégâts, tels que ceux provenant de l'humidité naturelle de la terre.

Art. 73. — Le loueur d'animaux ayant traité pour le transport du grain d'un endroit à un autre, doit le recevoir après mesurage, d'après les mesures nouvelles et poinçonnées, et le livrer de même. Il est responsable du manque. . . . . .

(1) Conf. 1er article additionnel.

Premier article additionnel. — Les khammès devront entasser la paille en monticules, enduire d'argile les meules et les entourer d'une haie d'épines, et ils ne seront réputés avoir accompli leur travail qu'après s'être acquittés de ces devoirs. (*Ainsi complété par décret du 1er juillet 1874.*)

Le khammès devra également bâtir un gourbi pour remiser les bêtes de l'exploitation. Ce local sera distinct de celui où il habitera lui-même. Il devra également creuser les silos dont on se sert pour emmagasiner les semences, suivant les coutumes de la contrée. Il devra, en outre, faire paître une bête de somme ou de trait appartenant à l'agriculteur, durant le printemps. La nuit, il la pourvoira d'une quantité d'herbe suffisante à sa nourriture et il en a la garde, jour et nuit, sous sa responsabilité, indépendamment des bêtes de l'exploitation que, d'après l'usage, il doit également garder sous sa responsabilité. (*Ainsi complété par décret du 1er juillet 1874.*)

2e article additionnel. Article 1er. — L'article 1er du décret du 13 avril 1874 porte que la location des terres commencera au 1er septembre et l'article 27 que le khammès a jusqu'au 1er septembre pour faire connaître s'il veut continuer ou dissoudre l'association. La concidence de ces deux dates est de nature à mettre l'agriculteur dans l'embarras, c'est pourquoi nous avons jugé utile de maintenir la date indiquée par l'article 1er pour la location des terres, et à proroger jusqu'au 15 septembre le délai qu'aura le khammès pour se prononcer(1). [*Ainsi complété par décret du 29 novembre 1874.*]

Art. 2. — Quand le khammès a terminé ses travaux, suivant le décret du 13 avril et l'article additionnel du 1er juillet, avant le 15 septembre, le khammès a le choix de renouveler son contrat avec le même agriculteur ou de sortir. Rien ne l'empêche de sortir, soit que l'agriculteur ait eu connaissance de son projet ou non. Il n'a qu'à prouver qu'il s'est engagé avec un autre agriculteur ou qu'il peut devenir agriculteur lui-même, suivant l'article 32. Mais si la première quinzaine de septembre s'écoule avant qu'il ait terminé les travaux de khammessa auxquels il est tenu, d'après le décret et l'article additionnel précités, ne manquerait-il que la moindre des choses, il n'a plus le droit de sortir ni pour être khammès chez un autre agriculteur, ni pour cultiver pour son propre compte, dans le cas où il serait en mesure de le faire; et il est dès lors forcé de renouveler pour un an, conformément à l'article 27. De même, s'il a terminé les travaux indiqués dans lesdits décret et article additionnel et s'il veut sortir, s'il ne prouve pas en outre qu'il s'est engagé chez un autre agriculteur ou qu'il lui est possible de cultiver pour son compte, on lui appliquera les prescriptions

(1) Conf décret du 5 août 1885.

de l'article 32, soit qu'il ait avisé ou non l'agriculteur de son dessein de le quitter, soit qu'il ait préparé ou non l'argent dû à l'agriculteur. Telle sera la règle à appliquer à l'avenir. (*Ainsi complété par décret du 29 novembre 1874.*)

---

16 1er juillet 1874

(*16 djoumadi el aouel 1291*)

Décret relatif à certaines obligations des khammès.

L'article suivant sera ajouté au décret du 25 safar de cette année (13 avril 1874), relatif à l'agriculture, aux khammès et autres matieres se rattachant à ce sujet :

. . . . . .

(*Conf. 1er article additionnel du décret du 13 avril 1874.*)

Les dispositions contraires du décret du 13 avril 1874 (25 safar 1291) sont abrogées.

---

17 29 novembre 1874

(*19 chaoual 1291*)

Décret sur les obligations des khammès.

Les deux articles suivants seront ajoutés au décret du 13 avril 1874 (25 safar 1291) portant règlement agricole :

Article 1er et 2 . . . . . .

(*Conf. 2e article additionnel du décret du 13 avril 1874.*)

---

18 29 novembre 1875

(*1er kâda 1292*)

Décret sur les conditions du contrat de khammès.

S'il survient entre agriculteur et khammès une entente accordant à ce dernier une part plus forte que le cinquième, cette clause est nulle et le khammès n'aura droit qu'au cinquième, conformément à l'article 25 du décret du 13 avril 1874 (25 safar 1291).

Aucune société agricole ne sera constituée si les associés n'y contribuent pas par parts égales et si elle porte sur moins d'une méchia.

---

19 5 août 1885

(*23 chaoual 1302*)

Décret fixant la date de location des propriétés rurales.

(Officiel, 1885, 646)

Vu l'article 1er du décret du 29 novembre 1874 (19 chaoual 1291);

Vu l'article 1er du décret du 13 avril 1874 (25 safar 1291), prescrivant la mise en location des terrains à partir du 13 septembre ;

Considérant que, dans l'intérêt des agriculteurs, il convient d'avancer la date precitée;

Article unique. — Les terrains seront mis en location à partir du 13 août; mais les locataires n'entreront en jouissance que le 13 septembre suivant (a).

Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera annexé au décret du 13 avril 1874 (25 safar 1291).

---

20 12 octobre 1886

(*13 moharrem 1304*)

PROMULGUÉ LE 14 OCTOBRE 1886

Décret déférant à l'Ouzara les contestations en matière d'agriculture indigène et de contrat de khammessa.

(Officiel 1886, 241)

---

21 5 juin 1887

(*13 ramadane 1304*)

Décret créant à Tunis un laboratoire de chimie agricole et industrielle (1).

(Officiel, 1887, 213)

---

22 13 août 1887

(*23 kâda 1304*)

Décret créant un service de l'agriculture et de la viticulture (2).

(Officiel, 1887, 213)

---

23 14 août 1887

(*24 kâda 1304*)

Décret créant un service vétérinaire et de l'élevage (2).

(Officiel, 1887, 213)

---

24 13 novembre 1887

(*26 safar 1305*)

PROMULGUÉ LE 14 NOVEMBRE 1887

Décret réunissant les services de l'agriculture, de la viticulture et de service vétérinaire et de l'élevage en un seul service, sous le titre de Service de l'agriculture, de la viticulture et de l'élevage (1).

(Officiel, 1887, 309)

---

25 28 novembre 1887

(*12 rebiâ el aouel 1305*)

Arrêté du Premier Ministre déterminant les attributions du service de l'agriculture, de la viticulture et de l'elevage, et du laboratoire de chimie agricole et industrielle (3).

(Officiel, 1887, 309)

Vu les décrets du 13 août 1887 (23 kâda 1304) et

---

(1) Conf. décret et arrêté du 28 novembre 1887, et décrets des 3 novembre 1890 (art. 2) et 4 avril 1894.

(2) Conf. décret du 13 novembre 1887, arrêté du 28 novembre 1887 et décret du 3 novembre 1890 (art 2).

(3) Conf. décret du 28 novembre 1887.

(a) D'après l'usage suivi constamment en Tunisie, les baux consentis pour une campagne agricole commencent le 13 septembre pour finir le 12 septembre de l'année suivante ; le fermage est payable et exigible au milieu de l'été, soit du 12 au 15 juillet. Ces loyers agricoles s'acquièrent jour par jour. (Tunis, 2 novembre 1898, *J. T.* 99, 206.)

du 13 novembre 1887 (26 safar 1305) instituant un service de l'agriculture, de la viticulture et de l'élevage dans la Régence ;

Vu le décret du 5 juin 1887 (13 ramadane 1304) instituant un laboratoire de chimie agricole et industrielle ;

Article 1er. — Le service de l'agriculture, de la viticulture et de l'élevage a pour objet l'encouragement et l'assistance des intérêts qui se rattachent à la culture du sol, l'amélioration et l'élevage des animaux et spécialement des races locales, la police sanitaire et l'hygiène des animaux domestiques.

Le chef de ce service visite les centres de production de la Régence ; il met son enseignement et ses conseils à la disposition des populations indigènes et des colons pour la culture des céréales, de la vigne, de l'olivier, de l'oranger, les cultures industrielles : lin, coton, sériciculture, pour le perfectionnement de la race chevaline, le perfectionnement de la race ovine, au double point de vue de la production de la laine et de la viande.

Art. 2. — Le laboratoire de chimie agricole et industrielle (1) a pour principales attributions : l'analyse des terres, eaux, engrais et matières premières de l'industrie, les expertises chimiques, l'étude des procédés pour améliorer la vinification, la fabrication des huiles ; le contrôle des denrées alimentaires, des vins, des semences, etc. ; la vulgarisation des procédés chimiques utiles à l'agriculture et à l'industrie.

Art. 3. — Les chefs des services ci-dessus réunissent, chacun en ce qui le concerne, les renseignements propres à donner aux chambres de commerce et associations agricoles européennes, les indications nécessaires pour bien faire connaître la Tunisie et y favoriser l'installation de tous les établissements utiles ; ils fournissent des informations sur la situation agricole, commerciale, industrielle du pays ; sur ses besoins et les améliorations à effectuer ; ils préparent l'organisation de concours d'animaux, de produits agricoles, d'instruments aratoires, etc.

Art. 4. — Ces services sont rattachés au Secrétariat général du Gouvernement Tunisien pour la comptabilité et la correspondance avec les indigènes (2)

---

26 28 novembre 1887

(12 rebiâ el aouel 1305)

PROMULGUÉ LE 23 NOVEMBRE 1887

Décret réglementant le laboratoire de chimie agricole et industrielle.

(OFFICIEL, 1887, 309)

Vu le décret du 5 juin 1887 créant un laboratoire de chimie agricole et industrielle ;

Vu l'arrêté de notre Premier Ministre en date de ce jour, portant reglement des attributions de cet établissement ;

Article 1er. — Le laboratoire de chimie agricole et industrielle sera mis à la disposition du public pour l'analyse des terres, eaux, engrais et matières premières de l'industrie, expertises chimiques, études des procédés pour améliorer la vinification et la fabrication des huiles, contrôle des denrées alimentaires, des vins, des semences, etc.

Art. 2. — Les résultats des analyses faites pour le compte des particuliers ne pourront en aucun cas être produits en justice ; le directeur du laboratoire n'encourt aucune responsabilité à l'occasion des analyses.

Art. 3. — Le laboratoire aidera la justice quand il en sera requis(1).

Art. 4. — Les analyses confiées au laboratoire par le Gouvernement tunisien ou les services qui en dépendent seront faites gratuitement ; elles seront inscrites avec leurs résultats sur un registre spécial.

Les analyses confiées au laboratoire par le public donneront lieu au paiement des droits fixés par le tableau annexé au présent décret.

Art. 5. — Il est alloué au directeur du laboratoire, à titre d'indemnité, la moitié des sommes perçues pour les analyses ; l'autre moitié est acquise au Trésor.

Art. 6. — Toute demande d'analyse est inscrite par le directeur du laboratoire sur un registre à souche dont les talons et les bulletins volants portent la même série de numéros, qui est unique pour toute la durée de l'année budgétaire (. . . *du 1er janvier au 31 décembre*)[2]

Le talon et les bulletins à détacher spécifient :

1° La date de la demande ;

2° Le nom du requérant ;

3° La nature de l'opération ;

4° Le coût de l'opération.

La partie volante comprend une réquisition de versement signée par le directeur du laboratoire et un certificat de versement signé par le Receveur général des finances. Le certificat est transmis par l'intéressé au directeur du laboratoire.

Art. 7. — Aucune opération ne peut être exécutée par le laboratoire avant que le certificat de versement lui ait été transmis.

Art. 8. — Le Receveur général des finances se charge en consignation du montant des versements effectués à ce titre.

A la fin de chaque trimestre budgétaire, le directeur du laboratoire établit, dans l'ordre chronologique, le relevé détaillé : 1° des demandes de versements qui ont été reçues par lui dans le trimestre ; 2° des déclarations de versement qui lui ont été transmises ; 3° des analyses restant à exécuter.

Ce relevé est dressé en huit colonnes indiquant :

1° Le numéro d'ordre de la demande ;

2° La date de la demande ;

---

(1) Conf. decret du 28 novembre 1887.
(2) Conf. décret du 3 novembre 1890, art. 9.

(1) Conf. décret du 5 décembre 1860, art. 10 (v° JUSTICE FRANÇAISE).
(2) Ainsi modifié par décret du 18 décembre 1890 (v° BUDGET).

3° Le nom du requérant ;
4° La nature de l'opération ;
5° Le coût de l'opération ;
6° L'indication de la somme versée ;
7° L'indication des analyses en cours d'exécution ;
8° Le décompte exact de la somme à partager entre le Directeur du laboratoire et le Trésor.

Le relevé est communiqué au Receveur général des finances qui reconnaît, s'il y a lieu, que le montant des sommes à verser a été encaissé par lui et, le cas échéant, certifie que les autres demandes n'ont pas été suivies de versements effectués à sa caisse.

Le relevé est ensuite restitué au Directeur du laboratoire pour observations.

Art. 9. — Après liquidation finale des sommes définitivement acquises, le Directeur du laboratoire transmet le relevé au Directeur des finances, qui le vise et autorise le paiement au Directeur du laboratoire de la moitié des encaissements y mentionnés et fait porter l'autre moitié en recette définitive au compte du Trésor.

Art. 10. — Les demandes non suivies de versement au cours du trimestre pendant lequel elles se sont produites, celles pour lesquelles les opérations de l'analyse sont encore inachevées au moment de la production du relevé trimestriel, sont reprises en tête du relevé de celui du trimestre suivant pendant lequel le versement ou l'opération a été effectué.

Art. 11. — Sont définitivement acquis au Trésor, les versements dont les récépissés n'ont pas été rapportés au Directeur du laboratoire dans l'année, à compter du jour où ils ont été effectués.

Art. 12. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

27 Annexe au décret du 28 novembre 1887

Tarifs du Laboratoire de chimie agricole et industrielle de la Régence.

(Officiel, 1887, 310)

NATURE DES ENGRAIS.	DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉLÉMENTS A DÉTERMINER.	PIASTRES.
Engrais azotés	Sang, viande desséchée, corne broyée, déchets de laine et de drap	Azote organique	9
	Azotine		
	Nitrates de soude	Azote nitrique	9
	Sulfate d'ammoniaque	Azote ammoniacal	9
Engrais phosphates	Cendres d'os, phosphorites, coprolithes, phosphates des Ardennes, du Lot, etc.	Acide phophorique total	9
	Superphosphates d'os		
	Superphosphates de noir d'os	Acide phosphorique soluble dans l'eau	9
	Superphosphates minéraux	Acide phosphorique soluble dans l'eau et dans le citrate d'ammoniaque	13
	Phosphates précipités	Acide phosphorique insoluble (non attaqué)	9
Engrais potassiques	Chlorure de potassium	Potasse (soluble dans l'eau et exprimée en potasse anhydre)	13
	Sulfate de potasse		
	Salins		
	Carbonate de potasse		
Engrais complexes	Guanos, phospho-guanos	Azote total Acide phosphorique total	17
	Poudre d'os		
	Noir de raffinerie		
	Tourteaux divers		
	Cendres de bois, de tourbes, de houille	Acide phosphorique total Potasse	20
	Fumiers	Azote total	25
	Poudrettes	Acide phosphorique total	
	Engrais humains	Potasse	
	Engrais chimiques complets	Azote sous trois formes Acide phosphorique soluble dans l'eau et le citrate d'ammoniaque Acide phosphorique total Potasse	41
Amendements	Argiles	Eau, matières volatiles, carbonate de chaux, sable et argile	25
	Marne	Carbonate de chaux, acide phosphorique	17
	Calcaire	Carbonate de chaux Carbonate de magnésie	25
	Plâtre	Acide phosphorique Sulfate de chaux	9 9
	Chaux vive	Chaux caustique	9
	Schistes	Acide carbonique, chaux, magnésie, fer, manganèse, potasse, soude, pyrite, bitume	57
	Écume de défécation	Eau, chaux, acide phosphorique, potasse, azote	33
	Sulfo-carbonate	Sulfure de carbone, potasse	17

	GENRES D'ANALYSES.	ÉLÉMENTS A DÉTERMINER.	PIASTRES.
Terres	Analyse chimique.	Azote, acide phosphorique, chaux, potasse	33
	Analyse physico-chimique.	Sable, argile, calcaire, matière humique, matière organique.	33
	Analyse complète.	Sable, argile, calcaire, matière humique.	
		Matière organique, azote	
		Acide phosphorique, chaux.	90
		Magnésie, potasse, soude, silice, acide sulfurique, sesquioxyde de fer.	

	DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉLÉMENTS A DÉTERMINER.	PIASTRES.
Eaux	Eaux de rivières, sources, puits, etc.	Titre hydrométrique, essais qualificatifs	17
	Eaux de sources et médicinales	Acide carbonique, silice, sulfurique, sulfhydrique, azotique, azoteux, phosphorique.	
		Arsenic, chlore, alumine, sesquioxyde de fer, manganèse, chaux, magnésie, potasse, soude, lithine, ammoniaque, azote organique, etc.	160
	Eaux de drainage.	Azote, acide phosphorique, chaux, potasse	33
	Fourrages, graines	Eau, cellulose brute, matières grasses, matières azotées ou protéiques, extractif non azoté, cendres	41
	Farines, sons, pains, etc.	Eau, gluten, amidon, cendres, matières étrangères, falsification des farines par des farines étrangères	41
	Betteraves	Densite du jus, richesse en sucre cristallisable, quotient de pureté, coefficient salin obtenu par pesées	9
	Sucres bruts	Eau de sucre cristallisable, glucose, cendres.	9
	Lait	Densité, matières fixes, beurre, sucre de lait.	17
	Beurre	Point de fusion, eau, matières étrangères fixes, acides gras insolubles dans l'eau pour la détermination de la margarine	17
	Fromages.	Matières fixes, beurre, sucre de lait, matières azotées.	17
	Vins	Densité, alcool, acidité, extrait sec dans le vide, sulfate de potasse (plâtrage), matière colorante nuisible ou non nuisible, acide salicylique	17
	Bière, cidre.	Alcool, extrait sec, cendres, salicylate de soude, matiere colorante nuisible ou non nuisible	17
	Lies de vin	Acide tartrique, potasse.	17
	Vinaigre	Acide acétique, extrait sec, matières etrangères.	17
	Coton, chanvre, lin, jute, phormium tenax, ramie, alfa, sparte etc	Par l'examen microscopique, par l'analyse chimique.	17
	Laine.	Eau, suint, cendres	17
Écorces	Chêne	Tanin	9
	Quinquina	Quinine	17
	Extrait de tanin	Tanin	9
	Tabacs.	Nicotine	33
		Acides organiques	
		Cendres	
Alcalis	Soude	Soude, carbonate de soude	9
	Potasse.	Potasse, carbonate de potasse.	
Hypochlorite	Chlorure de chaux	Chlore	9
	Eau de Javel	Chlore	9
	Manganèse	Bioxyde de manganèse	33
	Soudes brutes	Soude, carbonate de soude	33
		Sulfure de sodium, sulfate de soude.	
	Sel marin.	Soude, potasse, magnésie	50
		Chaux, chlore, acide sulfurique	
	Poudre à tirer	Eau, soufre, charbon	41
		Nitrate de potasse (salpêtre).	
	De fer	Oxyde de fer, manganèse, soufre, phosphore, silice, chaux	41
Minerais	Fer chromé.	Chrome, fer	25
	Wolfram	Wolfram, fer.	25
	Pyrites	Soufre, fer, arsenic, or	50
		Antimoine, cuivre	
	Zinc	Zinc, manganèse, fer	41
		Chaux, magnésie	
Métaux	Fer, fonte, acier	Carbonate, graphite, silice, phosphore, soufre, fer, manganèse, chaque élement	9
		Chrome, Wolfram, chaque élement	17
	Bronzes	Cuivre, étain, zinc, plomb, chaque élément	9

28 4 février 1889

Arrêté du Résident général créant une commission chargée d'assurer l'établissement et le bon fonctionnement d'un service météorologique (1).

(Officiel, 1889, 42)

---

29 25 mars 1889

(23 redjeb 1306)

Arrêté du Premier Ministre établissant des champs d'essais et d'expériences agricoles.

(Officiel, 1889, 109)

Vu les rapports de l'Inspecteur de l'agriculture et de l'élevage et du Directeur du laboratoire de chimie agricole et industrielle, en date du 14 décembre 1888, sur l'utilité de créer des champs d'essais et d'expériences agricoles dans la Régence;

Vu le rapport de l'Inspecteur de l'agriculture en date du 4 mars 1889, signalant la convenance des terrains mis à la disposition du Gouvernement tunisien pour cette création;

Considérant que les propriétaires de ces terrains ont consenti à joindre à leurs offres de terrains, la surveillance et la main-d'œuvre nécessaires aux opérations agricoles;

Article 1er. — Des champs d'essais et d'expériences agricoles seront établis à :

L'Oued-Zarga, dans la propriété de	MM. Géry;
Bordj-Cedria	Paul Potin;
Haouïda (Utique)	Inversin et Grammont;
Bir-Kassa.	Savignon;
La Manouba.	Lasson;
La Manouba (près la gare) . .	Perrinet;
Sidi-Saad.	Reveyron;

et dans le jardin-pépinière de Tunis, de la Compagnie Bône-Guelma.

Art. 2. — L'Inspecteur de l'agriculture, de la viticulture et de l'élevage est chargé de l'organisation et de la direction des champs d'essais et d'expériences agricoles de la Régence.

Art. 3. — Le Directeur du laboratoire de chimie agricole et industrielle de la Régence donnera sa coopération pour toutes les analyses chimiques qui seraient utiles.

---

30 3 novembre 1890

(20 rebiâ el aouel 1308)

PROMULGUÉ LE 4 NOVEMBRE 1890

Décret instituant une Direction de l'agriculture et créant une Caisse d'agriculture.

(Officiel, 1890, 355)

Considérant que, pour mieux servir les intérêts agricoles dans la Régence, il y a lieu de développer les services qui s'y rapportent et d'en former une direction spéciale;

Article 1er. — Il est institué, près de notre Gouvernement une Direction de l'agriculture.

Art. 2. — Ses attributions comprennent : l'Inspection de l'agriculture, de la viticulture, du service vétérinaire et de l'élevage ; le Syndicat général obligatoire des viticulteurs ; le laboratoire de chimie agricole et industrielle ; les renseignements agricoles (1).

Art. 3. — Il est créé une caisse de l'agriculture. Cette caisse sera alimentée au moyen de ressources spéciales telles que les subventions, donations ou legs, produits et prix de vente d'immeubles qui lui seront attribués.

Les recettes et les dépenses de la caisse d'agriculture seront rattachées au budget de l'État, au chapitre des ressources spéciales au titre de : Caisse de l'agriculture.

Toutes les règles de la comptabilité actuellement suivies, notamment celles prévues par notre décret du 3 djoumadi el aouel 1300 (12 mars 1883), ou qui seront ultérieurement promulguées, lui seront applicables (2).

Le Directeur de l'agriculture est ordonnateur des crédits affectés aux dépenses de la caisse.

Le pouvoir, donné par le décret du 13 djoumadi el aouel 1303 (17 février 1886) au Directeur des finances (3) d'exercer les actions qui intéressent le domaine de l'État, est conféré au Directeur de l'agriculture pour les immeubles domaniaux dont la remise lui aura été faite et dont il sera administrateur.

Art. 4. — Un règlement d'administration déterminera les conditions du fonctionnement de la Direction de l'agriculture et la nature des dépenses auxquelles elle aura à satisfaire.

Art. 5. — Notre Premier Ministre et le Directeur des finances, sont chargés de l'exécution du présent décret.

---

31 7 mai 1891

(28 ramedane 1308)

PROMULGUE LE 7 MAI 1891

Décret prescrivant des mesures pour la destruction des sauterelles et des criquets (4).

(Officiel, 1891, 116)

Attendu que l'invasion des sauterelles constitue un danger public et qu'il n'est permis à personne de refuser son concours pour combattre ce fléau ;

Attendu qu'il y a lieu de mettre en harmonie la législation de la Régence avec les dispositions de l'article 475, nº 12, du Code pénal et de la loi française du 24 décembre 1888 sur la destruction des insectes nuisibles à l'agriculture ;

Article 1er. — Les propriétaires, fermiers,

---

(1) Conf. rapport du Directeur des travaux publics au Résident général (*Officiel*, 1889, 40)

Depuis le mois de décembre 1897, le service météorologique a été transféré de la Direction de l'enseignement public à la Direction de l'agriculture et du commerce

Les observations météorologiques sont actuellement recueillies par les soins de colons, de contrôleurs civils, d'agents des domaines, d'agents forestiers, de membres de l'enseignement et d'officiers du service de santé, dans quarante stations qui les font parvenir, à la fin de chaque mois, à la Direction de l'agriculture et du commerce, où les calculs sont vérifiés et les observations centralisées.

(1) La Direction de la Ghaba dépend aussi de la Direction de l'agriculture depuis 1890 — Conf. décret du 1er janvier 1897. — Conf. etiam arrêté du 8 février 1898 (vº Colonisation), décret du 13 janvier 1895 (vº Forêts), décret du 29 janvier 1892 (vº Viticulture) et décret du 14 février 1900 (vº Assistance publique).

(2) Conf. décret du 16 décembre 1890 (vº Budget).

(3) Conf. etiam décret du 25 avril 1898 (vº Domaine de l'État).

(4) Conf décret du 24 mai 1892 — Conf. etiam decret du 5 mai 1894 (vº Viticulture)

usufruitiers, usagers, sont tenus d'exécuter sur les immeubles qu'ils possèdent ou dont ils ont la jouissance et l'usage, les mesures prescrites pour la destruction des sauterelles et criquets.

Ils doivent ouvrir leurs propriétés pour permettre aux agents de l'administration de procéder à toutes les investigations et tous les travaux de destruction jugés nécessaires (1).

Art. 2. — Lesdits propriétaires, fermiers, etc., etc., seront tenus de prêter leur concours et d'exécuter les travaux dont ils auront été requis, même hors des immeubles qu'ils possèdent ou détiennent.

Art. 3. — Les réquisitions pourront être faites verbalement par les autorités locales et par les agents chargés du service de destruction des sauterelles et criquets.

Art. 4. — En cas d'inexécution des mesures prescrites, procès-verbal sera dressé contre les contrevenants. Il pourra être procédé d'office et à leurs frais, par les soins de l'autorité locale, à l'opération non exécutée.

Les contrevenants seront en outre passibles d'une amende de 10 à 25 piastres et en cas de récidive, du double de l'amende et d'un emprisonnement de 5 jours.

Art. 5. — L'article 463 du Code pénal français est applicable aux pénalités prononcées par ladite loi.

---

32 8 février 1892

(9 redjeb 1309)

PROMULGUÉ LE 9 FÉVRIER 1892

Décret fixant le mode de régularisation des occupations anciennes des terres sialines de Sfax (2) et déterminant les conditions auxquelles seront soumises les concessions nouvelles (3).

(OFFICIEL, 1892, 33)

Vu les décrets du 1er moharrem 1288 (23 mars 1871), du 7 redjeb 1288 (22 septembre 1871), du 20 kâda 1292 (18 décembre 1875) et du 20 rebiâ el aouel 1308 (3 novembre 1890);

Considérant que les terres dites sialines ont été occupées dans la région de Sfax, dans le but d'être complantées en oliviers; que la plupart des occupants n'ont pas effectué les formalités nécessaires pour obtenir la délivrance des titres de propriété; qu'il y a lieu de régulariser cette situation;

Considérant l'intérêt qu'il y a à développer par des mesures spéciales, la culture de l'olivier et des arbres fruitiers dans cette contrée;

TITRE Ier

Régularisation des occupations anciennes (3).

Article 1er. — Les personnes qui, depuis le décret du 23 mars 1871 (1er moharrem 1288), ont occupé des terres sialines dans la région de Sfax (1) et auxquelles l'État n'a pas délivré de titres de propriété, devront en faire la déclaration, avec demande de délivrance de titre, au Caïd, qui la transmettra à la Direction de l'agriculture.

Les personnes qui occupent une surface supérieure à celle faisant l'objet de leur titre, sont considérées comme n'ayant pas de titre pour l'excédent, et devront également faire régulariser leur situation pour cet excédent.

Art. 2. — Afin de faciliter aux personnes désignées dans l'article précédent l'obtention d'un titre de propriété, le prix de concession, anciennement fixé à 3 piastres 1/4 par mardja (21 fr. 50 c. environ par hectare), est abaissé à..... *10 francs* (2) par hectare.

Art. 3. — Les demandes visées par l'article 1er seront agréées, quand il y aura lieu, par le Directeur de l'agriculture, et notification en sera faite par l'agent local du Domaine.

Le prix prévu à l'article précédent sera payé entre les mains dudit agent, moitié au moment de cette notification et moitié quatre ans après, avec faculté d'anticipation.

Le titre de propriété sera délivré, comme il est dit à l'article 9, après libération totale, et lorsque les conditions prévues à l'article 6 auront été remplies.

Art. 4. — Les formalités prescrites par l'article 1er du présent décret devront être remplies dans le délai d'un an à compter de sa promulgation, faute de quoi l'Etat rentrera en possession de son bien.

TITRE II

Concessions nouvelles.

Art. 5. — Quiconque voudra désormais complanter les terres sialines de la région de Sfax (1) remettra au Caïd une demande spécifiant l'emplacement, l'étendue et les limites du terrain dont il désire la concession.

Cette demande sera instruite et agréée, s'il y a lieu, par le Directeur de l'agriculture.

Art. 6. — Aucune demande ne sera agréée que sous engagement, par le pétitionnaire, d'effectuer la complantation totale du terrain accordé, en vignes, oliviers ou arbres fruitiers, conformément aux usages du pays, et dans un délai de quatre années à partir de la notification d'acceptation de ladite demande.

A l'expiration de ce délai, une Commission composée de deux amins ou experts désignés, l'un par le Directeur de l'agriculture, l'autre par le demandeur, et d'un délégué de l'Administration, constatera l'état de complantation du terrain.

---

(1) Une circulaire du Directeur des travaux publics du 29 avril 1891 (*R. T. P.*, I, 86) prescrit aux ingénieurs, chefs de service, de prêter aux Contrôleurs civils le concours de tous leurs agents et préposés, conducteurs, gardes, surveillants, cantonniers, dans la plus large mesure compatible avec les besoins du service.

(2) Conf. décret du 2 janvier 1895 — Conf. etiam décret du 18 décembre 1875 (v° DOMAINE DE L'ÉTAT).

(3) Conf. circulaire du 17 août 1893. — Conf. etiam décret du 5 août 1899 (*Officiel*, 1899, 566) qui homologue les procès-verbaux et plans de reconnaissance de terrains domaniaux situés dans le contrôle civil de Gafsa.

(1) Conf. décret du 2 janvier 1895 — Conf. etiam décret du 18 décembre 1875 (v° DOMAINE DE L'ÉTAT)

(2) Ainsi modifié par décret du 10 mai 1893

Sur le rapport de cette commission, le Directeur de l'agriculture décidera s'il y a lieu de faire la concession.

Dans le cas de l'affirmative, et lorsque le prix aura été payé, la vente sera conclue et un titre de propriété sera remis au demandeur comme il est dit dans l'article 9 ci-dessous. Dans le cas de la négative, l'État reprendra possession du terrain sans qu'aucune indemnité puisse être réclamée par le demandeur.

Art. 7. — Le prix de concession (1) est fixé uniformément à 10 fr. par hectare.

Au moment où leur demande sera agréée, les demandeurs verseront, à titre de dépôt de garantie de remboursement des frais de mesurage et d'indemnité de jouissance pendant la période qui leur est accordée pour la complantation, une somme de 5 fr. par hectare.

Lorsque les demandeurs auront rempli les conditions de complantation et qu'ils auront été avisés par le Directeur de l'agriculture qu'il y a lieu de leur accorder la concession, la vente sera réalisée dans le délai d'un mois à dater de cet avis.

Il leur sera tenu compte de la somme de 5 fr. par hectare qu'ils auront versée lors de l'agrément de leur demande, et elle viendra en déduction du prix de 10 fr. fixé par le paragraphe 1er du présent article.

En cas de non-exécution des conditions imposées, cette somme restera acquise à l'État.

Art. 8. — Tout demandeur qui n'aura pas rempli les conditions imposées ne pourra plus refaire de demande de concession pour le même terrain.

Art. 9. — Le titre prévu aux articles 3 et 6 sera délivré par la Direction de l'agriculture avec un plan dressé par le service topographique.

Ce titre pourra être, à la volonté du demandeur, ou un titre notarié arabe ou un titre foncier d'immatriculation.

Dans ce dernier cas, les frais d'immatriculation seront supportés par l'État.

Art. 10. — Le droit de complantation résultant de l'acceptation des demandes prévues par l'article 5 est personnel.

Toute cession de ce droit faite sans l'agrément exprès du Directeur de l'agriculture entraînera le retrait immédiat de l'autorisation, sans indemnité.

Art. 11. — Les dispositions du titre II ci-dessus sont applicables aux terres domaniales situées entre les oasis d'El-Oudiane et de Tozeur.

Art. 12. — Est expressément abrogée toute disposition contraire au présent décret.

Notre Premier Ministre et le Directeur de l'agriculture sont chargés d'en assurer l'exécution.

(1) Conf. decret du 10 mai 1893.

33 — 24 mai 1892

(*26 chaoual 1309*)

PROMULGUÉ LE 24 MAI 1892

Décret rendant obligatoire la destruction des nids de moineaux(1).

(OFFICIEL, 1892, 151)

Considérant la nécessité de protéger les récoltes contre les invasions de moineaux ;

Sur le rapport de notre Premier Ministre ;

Article 1er. — Tous propriétaires, fermiers, locataires, gérants ou autres faisant valoir leurs propriétés ou celles d'autrui, seront tenus, du 1er avril au 30 juin de chaque année, de détruire dans ces propriétés les nids de moineaux au fur et à mesure qu'ils se construiront (1).

Art. 2. — Les contraventions aux dispositions ci-dessus seront punies d'une amende de 16 à 50 fr.

Art. 3. — Pendant la période indiquée à l'article 1er, les autorités locales pourront, par une sommation écrite, mettre les propriétaires, fermiers, locataires, gérants et autres, en demeure d'effectuer la destruction prescrite par le présent décret.

Les contrevenants qui n'auront pas obéi à cette sommation dans le délai qu'elle aura indiqué, et qui ne pourra être moindre de quarante-huit heures, seront punis d'une amende de 16 à 200 fr., sans préjudice des pénalités encourues par l'application de l'article 2.

En outre, les autorités locales auront le droit de procéder d'office, aux frais desdits contrevenants et avant toute décision judiciaire, à la destruction négligée.

Le recouvrement des dépenses ainsi faites aura lieu sur simple exécutoire délivré par le tribunal compétent.

Art. 4. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

34 — 10 mai 1893

(*23 chaoual 1310*)

PROMULGUÉ LE 10 MAI 1893

Décret fixant le prix des terres dites sialines situées dans la région de Sfax(2).

(OFFICIEL, 1893, 145)

Vu le décret du 8 février 1892 (9 redjeb 1309), prenant en considération le vœu émis par la municipalité de Sfax dans sa réunion du 13 février 1893, pour que la régularisation des occupations anciennes des terres dites « sialines » soit faite au même prix que les concessions nouvelles ;

Sur la proposition de notre Directeur de l'agriculture ;

Article 1er. — Les délivrances de titre pour les parcelles des terres dites « sialines » situées dans la région de Sfax (2) seront faites au prix unique de 10 fr. l'hectare, qu'il s'agisse des

(1) Conf. décret du 8 août 1900, art. 5, § 1, *in fine* (v° CHASSE).
(2) Conf. decret du 2 janvier 1895.

terres complantées antérieurement ou de terres nues.

Art. 2. — Est expressément abrogée toute disposition contraire au présent décret.

Art. 3. — Notre Premier Ministre et le Directeur de l'agriculture sont chargés d'en assurer l'exécution.

---

35 17 août 1893 (1)

(4 safar 1311)

Circulaire du Premier Ministre au Gouverneur de Sfax, en exécution du décret du 8 février 1892, relatif à la régularisation des occupations anciennes et aux concessions nouvelles de terres sialines.

(Officiel, 1893, 266)

Mon attention vient d'être appelée sur certaines erreurs qui se sont glissées dans ma lettre du 20 mars 1892 (20 châbane 1309), par laquelle j'ai eu l'honneur de vous transmettre le texte du décret du 8 février 1892 (9 redjeb 1309), relatif aux terres dites sialines et de vous donner les instructions necessaires en vue de l'application de ce décret dans votre circonscription.

Ces erreurs pouvant donner lieu à des interprétations erronées, je crois devoir rétablir comme suit le texte de ma lettre précitée :

TITRE Ier

Régularisation des occupations anciennes.

En vertu de l'article 1er, vous êtes chargé de recevoir les demandes des personnes qui, ayant occupé des terres sialines et n'ayant pas de titres de propriété, doivent faire régulariser leur situation.

Le Gouvernement désire éviter que les occupants, n'ayant pas eu connaissance du décret, ne tombent à leur insu sous le coup de l'article 4, ce qui les exposerait à perdre tout droit sur le terrain qu'ils ont occupé. Dans ce but, un agent du Service topographique, accompagné d'un amin, sera chargé de tracer le périmètre des terrains qui ont éte plantés depuis le 23 mars 1871 (1er moharrem 1288). Si l'agent du Service topographique et l'amin rencontraient quelques difficultés dans cette opération, vous aurez soin de les aplanir.

Vous inviterez toutes les personnes qui occuperont un terrain dans ce périmètre à produire leurs titres. Celles qui en posséderont devront vous les présenter, et, après que vous aurez constaté qu'elles sont en règle, il ne leur sera rien réclamé. Celles qui ont un titre, mais qui occupent une surface supérieure à celle qui fait l'objet de ce titre, doivent, conformément au paragraphe 2 de l'article 1er, vous adresser une demande de délivrance de titre pour l'excédent du terrain qu'elles occupent. Enfin, celles qui n'auront point de titres devront, conformément au paragraphe 1er du même article, vous adresser une demande de délivrance de titre pour la totalité du terrain qu'elles occupent.

Dès qu'une demande de délivrance de titre vous parviendra, vous en remettrez une copie au contrôle civil. Vous vous entendrez ensuite avec le géomètre chargé par le Service topographique de lever les plans, pour fixer le jour où il sera procédé au bornage du terrain pour lequel le titre est demandé. Vous porterez cette date, au moins un mois à l'avance, à la connaissance du public par des affiches apposées à la porte du contrôle civil et du caïdat, par des publications dans les marchés du territoire et par tous les autres moyens en usage dans le pays, en invitant les personnes qui croiraient avoir des réclamations à formuler, à les présenter sur les lieux le jour du bornage. Vous constaterez par un certificat que ces formalités d'affichage et de publication ont été accomplies.

Le géomètre dressera un procès-verbal du bornage, où il mentionnera toutes les réclamations qui auront pu se produire. Vous ferez faire de ce document une traduction en arabe que vous communiquerez dans vos bureaux aux intéressés qui en feront la demande, et vous transmettrez le texte français au Directeur de l'agriculture avec la demande de délivrance du titre.

Dans le cas où un territoire complanté serait revendiqué par deux ou plusieurs personnes, vous vous efforceriez d'établir un accord entre les réclamants. Dans le cas où vous n'y parviendrez pas, vous joindrez les revendications au procès-verbal et vous les transmettrez au Directeur de l'agriculture qui prendra les mesures nécessaires.

Les demandes agréées par le Directeur de l'agriculture vous seront retournées par lui. Aussitôt leur réception, vous notifierez cet agrément aux intéressés en les invitant à verser entre vos mains la somme due en vertu du paragraphe 2 de l'article 3.

TITRE II

Concessions nouvelles.

En vertu de l'article 5 vous êtes chargé de recevoir les demandes de concession des personnes qui voudraient vivifier par complantation des terrains sialins.

Ces demandes devront spécifier l'emplacement, l'étendue et les limites du terrain demandé. Elles devront en outre indiquer si, conformément à la faculté qui lui est laissée par l'article 9, le demandeur désire un titre foncier d'immatriculation ou un titre notarié arabe. Si cette indication était omise, vous inviterez le demandeur à réparer l'omission.

Dès qu'une de ces demandes complètement en règle sera en votre possession, vous la transmettrez au Directeur de l'agriculture après en avoir remis une copie au Contrôleur civil.

1° Cas où il sera demandé un titre foncier d'immatriculation.

Si le demandeur désire un titre foncier d'im-

(1) Date de publication à l'*Officiel*.

matriculation, le Directeur de l'agriculture déposera une demande en immatriculation au nom de l'État pour le terrain demandé, afin de pouvoir, quand le délai de complantation sera écoulé, faire, s'il y a lieu, une cession régulière au demandeur.

Au cours de la procédure d'immatriculation, vous devrez assister ou vous faire représenter à l'opération du bornage. Vous n'avez pas à vous occuper des oppositions faites par des personnes prétendant avoir des titres leur conférant la propriété du terrain demandé. Ce sera affaire au tribunal mixte à apprécier la valeur de ces titres. Mais si des oppositions sont faites par des personnes qui, sans prétendre à la propriété, invoqueront l'habitude d'ensemencer sur cette partie du domaine beylical, vous avez à les examiner avec une attention particulière.

Vous inviterez ces réclamants à faire la preuve qu'ils ensemencent tout ou partie du terrain demandé depuis dix ans au moins.

S'ils ne peuvent pas faire cette preuve, vous rejetterez leurs réclamations.

S'ils peuvent faire cette preuve, le Gouvernement, dans sa sollicitude pour la population locale, est décidé à leur accorder la propriété pour la complantation des parties de terrain qu'ils ont l'habitude d'ensemencer.

Deux cas peuvent alors se présenter.

Dans le premier cas, les réclamants, disposeront des ressources nécessaires pour l'acquisition du terrain. Ils devront alors vous adresser une demande de concession rédigée conformément au décret du 8 février 1892.

Dans le second cas, ces personnes n'auront par les moyens de faire les frais de l'acquisition du terrain. Vous les invitez alors à accepter un contrat de megharsa avec la personne qui aura demandé la concession de ce terrain. En vertu de ce contrat, ils pourront devenir propriétaires de la moitié du terrain au moment du partage de la plantation.

Si les réclamants ne veulent ni acquérir le terrain domanial et le planter pour leur compte, ni accepter un contrat de megharsa avec la personne qui aura demandé la concession de ce terrain pour le planter, et qu'ils n'en prétendent pas moins continuer à jouir du terrain, vous rejetterez leurs réclamations.

L'intention formelle du Gouvernement est en effet, de favoriser la culture de l'olivier. Entre plusieurs demandeurs, c'est donc celui qui voudra planter qui devra toujours avoir la préférence.

Le géomètre chargé de l'opération du bornage dressera un procès-verbal où vous ferez consigner toutes les réclamations que vous aurez reçues et la suite qu'après enquête elles vous paraîtront devoir comporter. Vous ferez faire de ce document une traduction arabe que vous tiendrez dans vos bureaux à la disposition des intéressés qui vous en feront la demande et vous transmettrez l'original au Directeur de l'agriculture.

2° Cas où il sera demandé un titre notarié arabe.

Si le demandeur désire un titre notarié arabe, le Directeur de l'agriculture, d'accord avec l'Ingénieur chef du Service topographique, désignera le jour où vous procéderez, avec le concours d'un géomètre du Service, au bornage du terrain demandé.

Un mois à l'avance, vous porterez cette date à la connaissance du public par des affiches apposées à la porte du Contrôle civil et du Caïdat, des publications sur les marchés et par tous les autres moyens en usage dans le pays, en invitant les personnes qui auraient des prétentions à émettre sur le terrain demandé à les présenter sur les lieux le jour du bornage. Vous constaterez par un certificat que ces formalités d'affichage et de publication ont été accomplies.

Si des personnes, sans posséder de titre de propriété, prétendent cependant avoir des droits sur le terrain demandé, parce qu'elles ont l'habitude d'y ensemencer, vous examinerez leurs réclamations, et vous agirez comme il est dit ci-dessus, c'est-à-dire que vous rejetterez les réclamations de celles qui ne pourront pas prouver qu'elles ensemencent depuis dix ans, que vous offrirez la priorité pour la complantation à celles qui ensemencent depuis dix ans, que vous offrirez de passer un contrat megharsa à celles qui ensemencent depuis dix ans et qui ne peuvent pas acheter le terrain, et que vous rejetterez les réclamations de celles qui ne voudront ni planter à leur compte, ni planter à megharsa.

Le géomètre dressera un procès-verbal où il consignera toutes les réclamations. Vous le transmettrez au Directeur de l'agriculture après en avoir fait faire une traduction en arabe que vous tiendrez dans vos bureaux à la disposition du public.

Les demandes de concession agréés par le Directeur de l'agriculture vous seront retournées par lui. Aussitôt leur réception, vous notifierez cet agrément aux intéressés, en les invitant à verser entre vos mains la somme due en vertu du paragraphe 2 de l'article 7 du décret.

Les sommes que vous percevrez soit pour la régularisation des occupations anciennes, soit pour les concessions nouvelles, seront perçues par vous comme vos recettes ordinaires. Des instructions vous seront données par le Service des Finances pour le classement de ces recettes dans vos documents de comptabilité, pour le versement des produits et pour toutes les opérations auxquelles elles peuvent donner lieu.

Vous êtes autorisé à prélever personnellement 10 % sur les encaissements pour vous couvrir de vos propres frais.

36 18 décembre 1893

(9 djoumadi ettani 1311)

PROMULGUÉ LE 18 DECEMBRE 1893

Décret établissant un régime de faveur pour les plants, arbustes et autres destinés aux plantations.

(OFFICIEL, 1893, 411)

Considérant l'intérêt que présente, au point de vue agricole, l'établissement d'un régime de faveur pour les plants, boutures, arbres et arbustes destinés aux plantations, trop délaissées en Tunisie, et que nous voulons encourager;

Article 1er. — A partir du 1er janvier 1894, les plants, boutures, arbres et arbustes destinés aux plantations pourront circuler librement dans toute la Régence, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des villes et villages.

A compter de la même date, ceux de ces produits qui seront volontairement apportés sur les marchés n'y supporteront qu'un droit de stationnement de 0 fr. 10 c. par mètre carré et par jour.

Tous autres droits actuellement exigibles seront supprimés.

Art. 2. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

---

37 4 avril 1894

(28 ramadane 1311)

PROMULGUE LE 4 AVRIL 1894

Décret convertissant le laboratoire de vinification en laboratoire de vinification et de bactériologie, et lui annexant un institut antirabique.

(OFFICIEL, 1894, 137)

Sur la proposition de notre Premier Ministre;

Article 1er. — Le laboratoire de vinification créé par notre décret du 7 septembre 1893 (1), est converti en laboratoire de vinification et de bactériologie.

Art. 2. — Est annexé au laboratoire de vinification et de bactériologie un institut pour le traitement antirabique (2).

Art. 3. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

38 2 janvier 1895

(5 redjeb 1312)

PROMULGUÉ LE 2 JANVIER 1895

Décret limitant les conditions et tarif de vente des terres sialines à Sfax.

(OFFICIEL, 1895, 2)

Vu les décrets du 8 février 1892 (9 redjeb 1309) et du 10 mai 1893 (23 chaoual 1310) regissant la vente des terres sialines à complanter en vignes, oliviers ou arbres fruitiers;

Sur le rapport du Directeur de l'agriculture;

Article 1er. — Les conditions et le tarif édictés par les décrets du 8 février 1892 (9 redjeb 1309) et du 10 mai 1893 (23 chaoual 1310), pour la vente des terres sialines, ne sont pas applicables :

1° Aux terrains domaniaux qui s'étendent autour de la ville de Sfax entre la mer et le commencement de la forêt d'oliviers;

2° Aux terrains situés sur tout autre point de terres sialines et qui auront été réservés par le Domaine, en exécution de décisions de notre conseil des Ministres et chefs de service.

Art. 2. — Le Directeur de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent décret.

---

39 30 novembre 1896

Arrêté du Résident général instituant une commission chargée d'étudier l'organisation d'un crédit agricole en Tunisie, ainsi que les combinaisons financières qui s'y rattachent.

(OFFICIEL, 1896, 621)

---

40 1er janvier 1897

(27 redjeb 1314)

PROMULGUÉ LE 1ER JANVIER 1897

Décret rattachant les services des poids et mesures, de la protection de la propriété industrielle et de la protection de la propriété littéraire et artistique à la Direction de l'agriculture et du commerce.

(OFFICIEL, 1897, 53)

Vu les decrets des 12 janvier 1895 (15 redjeb 1312), 14 février 1895 (18 châbane 1312) et 27 novembre 1895 (9 djoumadi ettani 1313), organisant le service des poids et mesures;

Vu la loi du 26 décembre 1888 (22 rebiâ ettani 1306); les décrets des 3 juin 1889 (4 chaoual 1306), 8 juillet 1889 (10 kâda 1306), 22 septembre 1892 (29 safar 1310), 22 octobre 1892 (30 rebiâ el aouel 1310), 25 octobre 1892 (3 rebiâ ettani 1310), organisant le Service de la protection de la propriété industrielle et la convention internationale du 20 mars 1883, ainsi que les arrangements des 14 et 15 avril 1891 relatifs à la même protection et ratifiés par nous;

Vu la loi du 15 juin 1889, sur la protection de la propriété littéraire et artistique et la convention internationale du 9 septembre 1886 relative à cette protection;

Article 1er. — A partir du 1er janvier 1897, les Services des poids et mesures, de la protection de la propriété industrielle et de la protection de la propriété littéraire et artistique, institués auprès de notre Administration générale, sont rattachés à notre Direction de l'agriculture et du commerce.

Art. 2. — Les fonctions de comptable conférées par les articles 5 et 7 du décret du 8 juillet 1889 et par l'article 3, § 3, du décret du 25 octobre 1892, au chef du bureau de la propriété industrielle, seront désormais remplies par le Service de la Comptabilité de la Direction de l'agriculture et du commerce.

---

(1) *Officiel*, 1893, 299 — Conf. décret du 13 novembre 1887.
(2) Conf décret du 14 février 1900 (v° ASSISTANCE PUBLIQUE).

41 14 juin 1897

(13 moharrem 1315)

PROMULGUÉ LE 14 JUIN 1897

Décret déterminant les caïdats de la Régence où existe l'usage de la vaine pâture(1).

(OFFICIEL, 1897, 321)

Vu le décret du 15 décembre 1896 (10 redjeb 1314) en son article 6;

Sur la proposition de notre Premier Ministre;

Article 1er. — L'usage de la vaine pâture tel qu'il est déterminé par l'article 6 du décret du 15 décembre 1896 (10 redjeb 1314) existe dans les caïdats suivants :

Ounifa-Guebala, Ouertan(2), Madjer, Oulad-Ayar-Dahara(3), Oulad-Ayar-Guebala(3), Mehdia, Zlas, Hammama-el-Dahara(4), Hammama-Guebala(4), Gafsa, Sfax, Arad, Tozeur, Nefta, Nefzaoua.

Art. 2. — Dans tous les autres caïdats l'exercice de ce même usage est subordonné à l'autorisation préalable du propriétaire ou de ses ayants droit.

Art. 3. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

42 27 décembre 1897

(2 châbane 1315)

PROMULGUE LE 27 DECEMBRE 1897

Décret relatif aux avances de céréales pour semences.

(OFFICIEL, 1897, 727)

Sur la proposition de notre Premier Ministre;

Article 1er. — Il est interdit à toute personne ayant bénéficié d'avances de céréales pour semences consenties par le Gouvernement sous la garantie des caïds, des cheiks et des notables, de détourner ces grains de leur destination. Il leur est interdit de vendre ces grains pour en tirer de l'argent, de les employer à l'extinction d'une dette, ou de les engager pour obtenir des avances en argent.

Art. 2. — Seront considérés comme complices des infractions à l'article 1er : 1° ceux qui par dons, promesses, menaces, abus d'autorité, auront provoqué l'infraction ou aidé à la commettre; 2° ceux qui auront sciemment recélé, acheté ou reçu en gage tout ou partie des grains avancés par le Gouvernement pour être ensemencés.

Art. 3. — En cas d'infraction à l'article 1er, les délinquants seront punis d'un emprisonnement de quinze jours à deux mois et d'une amende de 16 à 500 fr.

Leurs complices seront punis de la même peine.

Art. 4. — L'article 463 du Code pénal français relatif aux circonstances atténuantes pourra être appliqué.

Art. 5. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

43 28 décembre 1897

Arrêté du Directeur de l'agriculture établissant un garde des domaines au jardin d'essais et à la ferme d'expériences de Tunis(1).

(OFFICIEL, 1898, 27)

Vu le decret du 6 septembre 1897 (8 rebiâ ettani 1315); sur la proposition du chef du service des Domaines;

Article 1er. — Un garde des domaines est établi au jardin d'essais et à la ferme d'expériences de Tunis(1).

Le territoire soumis à sa surveillance comprend tous les terrains domaniaux du jardin d'essais, de la ferme et de leurs dépendances.

Art. 2. — Ce garde sera considéré comme placé en service détaché et mis à la disposition du Service de l'agriculture et des recherches.

---

44 5 août 1899

(27 rebiâ el aouel 1317)

(PROMULGUE LE 5 AOUT 1899)

Décret accordant la personnalité civile à l'École coloniale d'agriculture de Tunis, ainsi qu'à la ferme d'expériences et au jardin d'essais de cette ville(1).

(OFFICIEL, 1899, 565)

Vu le décret du 27 décembre 1897 (2 châbane 1315), conférant la personnalité civile à la ferme d'expériences de Tunis et ses annexes et au jardin d'essais;

Considérant que, depuis la date de ce décret, l'organisation de l'École coloniale d'agriculture de Tunis sur une partie des terrains du jardin et de la ferme a amené dans le fonctionnement de ces divers établissements des modifications qui entraînent la revision du décret précité du 27 décembre 1897;

Article 1er. — L'École coloniale d'agriculture de Tunis, avec la ferme d'expériences, d'une part, le jardin d'essais, de Tunis, d'autre part, constituent deux établissements publics distincts, respectivement dotés de la personnalité civile(3).

Art. 2. — Ces deux établissements sont administrés sous la direction et le contrôle supérieur du Directeur de l'agriculture et du commerce, qui détermine, le cas échéant, par arrêté, les annexes de chacun d'eux.

Art. 3. — Les recettes de l'École coloniale d'agriculture et de la ferme d'expériences sont

---

(1) Conf. décret du 6 septembre 1897, art. 2 (v° DOMAINE DE L'ÉTAT).

(2) Ce caïdat n'existe plus. Son territoire fait partie actuellement du caïdat d'Ounifa-Guebala.

(3) Les territoires des deux anciens caïdats des Oulad-Ayar-Dahara et des Oulad-Ayar-Guebala forment actuellement le caïdat des Oulad-Ayar.

(4) Les deux anciens caïdats des Hammama-el-Dahara et des Hammama-Guebala sont réunis actuellement sous le nom de caïdat des Hammama-el-Dahara.

(1) Conf. décret du 5 août 1899.

(2) Conf. arrêté du 28 décembre 1897.

(3) Conf. decret du 29 juin 1900 (v° FINANCES).

liquidées et leurs dépenses mandatées par le Directeur de l'école.

Celles du jardin d'essais sont liquidées et mandatées par le chef du bureau de la Direction de l'agriculture et du commerce auquel ressortit cet établissement. Les unes et les autres sont effectuées, pour chaque établissement, par un économe-comptable responsable, soumis aux règles de la comptabilité publique et aux vérifications des inspecteurs de la Direction générale des finances, et justiciable de la Cour des Comptes (1).

Art. 4. — Aucun acte des économes-comptables n'est valable et ne peut être opposé à l'établissement dont chacun d'eux relève s'il n'a été préalablement approuvé par l'un ou par l'autre des fonctionnaires désignés à l'article 3, suivant le cas.

Chacun de ceux-ci adresse tous les ans un tableau des prévisions des recettes et des dépenses ordinaires et extraordinaires de l'établissement qu'il dirige. Ces tableaux nous sont soumis en même temps que le budget général de l'État, embrassent les mêmes périodes et délais d'exécution des services et sont réglés aux mêmes époques.

Les recettes ordinaires se composent notamment :

1° Des subventions de l'État;

2° Des produits de l'exploitation des établissements ;

3° Des revenus de valeurs provenant de dons et legs.

Les recettes extraordinaires comprennent les dons et legs. L'acceptation de toutes libéralités de l'espèce demeurent expressément subordonnée à notre acceptation.

Les dépenses ordinaires comprennent les frais d'entretien et d'exploitation de chacun des établissements constitués en personnes civiles. Les dépenses extraordinaires sont celles revêtant un caractère exceptionnel ou qui constituent une charge de la recette extraordinaire correspondante.

Art. 5. — Les fonds excédant les besoins de chacun des deux établissements sont distinctement versés en compte courant à la Recette générale des finances ; ils ne sont pas productifs d'intérêts ; ils sont insaisissables. Les économes-comptables ne peuvent les retirer qu'au fur et à mesure des besoins, sur la production d'une quittance à souche revêtue du visa de l'un ou de l'autre des fonctionnaires respectivement désignés à l'article 3.

Art. 6. — L'État se réserve la propriété des biens meubles et immeubles acquis ou à acquérir sur le budget général et affectés à l'installation et à l'exploitation, soit de l'École coloniale d'agriculture et de la ferme d'expériences, soit du jardin d'essais et de leurs dépendances. Cette affectation est provisoirement concédée à titre gratuit.

Art. 7. — La personnalité civile pourra toujours être retirée aux établissements dont il s'agit. Cette éventualité se réalisant, leur patrimoine tout entier fera retour à l'État.

Art. 8. — La forme des comptes desdits établissements, le mode de fixation du cautionnement des économes-comptables, s'il est jugé utile de leur en imposer un, et, en général, les mesures d'exécution du présent décret seront déterminées par des règlements arrêtés de concert par le Directeur général des finances et le Directeur de l'agriculture et du commerce.

Art. 9. — La distinction des deux établissements rétroagira au 1er octobre 1898. Les ressources actuellement existantes à l'actif du compte courant ouvert à la Recette générale des finances en vertu du décret du 27 décembre 1897 seront réparties entre les deux nouvelles personnes civiles au prorata de leurs droits respectifs et transportées aux comptes courants à leur ouvrir.

Art. 10. — Le décret susvisé du 27 décembre 1897 est abrogé.

Art. 11. — Le Premier Ministre, le Directeur général des finances et le Directeur de l'agriculture et du commerce sont chargés de l'exécution du présent décret.

(1) Conf. instruction du 5 juillet 1899, § 2 (1° AMENDES)

---

45 — 19 août 1900

(*22 rebiâ ettani 1318*)

PROMULGUE LE 19 AOÛT 1900

Décret sur le crédit agricole.

(OFFICIEL, 1900, 658)

Article 1er. — Les récoltes, détachées ou non, les produits industriels résultant de l'exploitation agricole, tels que l'huile, le vin, l'alcool, peuvent faire l'objet d'un nantissement sans être mis en la possession du créancier ou d'un tiers.

Art. 2. — Ce gage ou nantissement ne peut comprendre que les objets dont l'emprunteur est propriétaire et ne peut être consenti que par celui qui est détenteur d'un fonds rural à titre de propriétaire, d'enzeliste, d'usufruitier, de fermier, de locataire ou de colon partiaire.

Il donnera au prêteur le droit de se faire payer par privilège sur les choses qui en sont l'objet après le propriétaire pour ses loyers, fermages et avances faites pour la culture et après tous autres créanciers privilégiés et par préférence seulement aux créanciers hypothécaires et chirographaires (1).

Au cas de saisie de l'immeuble portant les récoltes données en nantissement, les fruits recueillis ou le prix qui en proviendra ne seront

(1) Conf. decret du 13 juillet 1899, art. 5, § 2 (1° FINANCES).

pas immobilisés ; ils resteront le gage du créancier nanti.

Art. 3. — Le gage ou nantissement devra être constaté, même lorsqu'il s'agira d'une valeur inférieure à 150 fr., par un acte écrit, soit sous seings privés, soit passé devant un officier public.

Cet acte devra porter la mention que le contrat sera régi par les dispositions du présent décret. Il contiendra les nom, prénoms et qualités du prêteur et de l'emprunteur et leurs domiciles, le montant et la durée du prêt, le taux de l'intérêt convenu, la désignation, l'énumération et l'estimation des objets affectés au gage, l'indication du lieu où se trouvent ces objets, ainsi que la situation et l'étendue des surfaces portant les récoltes pendantes et la nature de celles-ci. L'emprunteur indiquera dans le même acte les sommes qu'il peut devoir à ses ouvriers et gens de service et aux vendeurs des animaux affectés au gage, et, s'il n'est pas propriétaire, les loyers, fermages et avances reçues pour la culture dont il serait encore débiteur.

Art. 4. — Le prêt ainsi constaté et garanti ne pourra être consenti pour plus d'un an. Les parties pourront, néanmoins, stipuler qu'il sera renouvelable en cas de mauvaises récoltes ou pertes imprévues.

Art. 5. — Tout contrat formé aux conditions du présent décret sera transcrit sur les registres du Bureau des finances du lieu où sont situés les objets affectés au gage, ce, sous peine de ne pas donner ouverture, à l'égard des tiers, au droit de préférence spécifié en l'article 2 du présent décret.

Extrait de ce registre pourra être délivré à l'emprunteur ou à toute personne porteur de sa réquisition.

Art. 6. — Il pourra être créé des billets à ordre ou des lettres de change, soit pour partie, soit pour la totalité de la somme empruntée ; mention de ces effets sera portée sur l'acte d'emprunt et, réciproquement, mention de l'acte d'emprunt sera portée sur les effets. L'échéance des effets ne devra pas être plus éloignée que celle du contrat.

Ces effets, quoique ne constituant pas des opérations commerciales, seront soumis à toutes les dispositions du Code de commerce français relativement à l'échéance, l'endossement, la solidarité, l'aval, le paiement par intervention, les droits et devoirs du porteur et le rechange.

Art. 7. — Toute action dérivant, soit de l'acte de prêt, soit des effets créés en exécution de cette convention, sera soumise à la procédure commerciale et aux mêmes règles de compétence que les matières commerciales, si le litige est de la compétence de la juridiction française. Elle sera soumise à toutes les règles contenues au décret du 18 mars 1896, si le litige est de la compétence de la juridiction tunisienne.

Art. 8. — Les parties pourront, conformément au droit commun, demander aux juges de paix, ou, dans les chefs-lieux d'arrondissement judiciaire, au président du tribunal, d'ordonner toutes mesures conservatoires utiles. Elles les demanderont au président du tribunal de province, si toutes les parties en cause sont tunisiennes.

Art. 9. — L'emprunteur est constitué gardien des objets donnés en nantissement, s'il ne peut les représenter à l'échéance et s'il ne justifie pas qu'ils ont disparu par cas fortuit ou force majeure, il est puni d'un emprisonnement de deux mois au moins et de deux ans au plus et d'une amende qui ne peut excéder le quart des restitutions et des dommages-intérêts dus aux parties lésées, ni être moindre de 25 fr.

Art. 10. — L'article 463 du Code pénal français et la loi française du 26 mars 1891 seront applicables aux pénalités prononcées en vertu du présent décret, soit par la justice française, soit par la justice tunisienne.

ALCOOL ET SUCRES

46 — 2 mai 1898

(10 hidja 1315)

PROMULGUÉ LE 2 MAI 1898

Décret établissant des droits de consommation sur le sucre et l'alcool (1) [a].

(OFFICIEL, 1898, 326)

Article 1er. — Des droits de consommation, dont la quotité est déterminée au tableau annexé au présent décret, sont établis sur les produits énumérés audit tableau.

Art. 2. — Des règlements spéciaux fixeront le mode de perception de ces droits (1), par l'Administration des Contributions diverses, sur les produits tunisiens qui y sont soumis. Les mêmes produits importés paieront lesdits droits, au moment de l'importation, à la diligence de l'Administration des Douanes.

Art. 3. — Dès la mise en vigueur du présent décret, tout fabricant ou producteur d'alcool (2), esprits, eaux-de-vie, liqueurs et autres produits

(1) Conf. décret du 2 mai 1898 (rapport en note) et instruction du Directeur des finances du 3 mai 1898 (v° DOUANES).

(a) Avant ce décret, il y avait exemption de droits, au profit du fermier, de certaines taxes sur la « boukha » (alcool de figues) ; c'est à tort que ce fermier prétendrait n'avoir pas été dans l'obligation de faire les déclarations prescrites par le décret du 2 mai 1898 en raison de cette exemption, car celle-ci ne porte certainement pas sur le nouveau droit de consommation sur l'alcool (Sousse, 9 décembre 1898, *J. T.* 900, 376.)

(1) Conf. arrêtés des 20 mai 1898 et 30 avril 1900 et décret du 29 août 1898, art. 7.

(2) Conf. décret du 29 août 1898 et note.

à base d'alcool sera tenu de faire, au bureau des Contributions diverses, une déclaration faisant connaître le lieu et la nature de sa fabrication, ainsi que des moyens de production dont il dispose.

Art. 4. — Tout fabricant, commerçant ou détenteur de produits désignés à l'article précédent sera tenu de déclarer, en même temps, l'espèce et la quantité de ceux existant en sa possession.

Lesdits fabricants, commerçants ou détenteurs seront assujettis aux vérifications des agents de l'Administration dans les conditions prévues par le décret du 8 juillet 1891 relatif à la fabrication du savon.

Art. 5. — Les quantités existantes de produits désignés à l'article 3 seront soumises aux droits de consommation (1).

Y seront soumises également, les quantités de sucre importées ou déclarées à la consommation à dater de ce jour.

Le paiement des droits exigibles aura lieu au comptant ou pourra être effectué à terme, au moyen d'obligations cautionnées.

Art. 6. — Les contraventions aux dispositions du présent décret et à celles des règlements spéciaux (1) qui interviendront pour son exécution seront punies d'une amende de 500 fr. à 5,000 fr., indépendamment de la confiscation des produits en fraude et du remboursement des droits fraudés.

Art. 7. — Notre Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

---

47 Annexe au décret du 2 mai 1898

Tableau des marchandises soumises à un droit de consommation.

(Officiel, 1898, 326)

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	UNITÉS de PERCEPTION	QUOTITÉ des DROITS.
Sucres bruts	les 100 kilos	6 »
Sucres raffinés, autres que candis	—	10 »
— candis	—	25 »
Alcools.		
Alcool pur contenu dans les eaux-de-vie et esprits en cercle, eaux-de-vie et esprits en bouteilles, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie	l'hectolitre d'alcool pur	50 »
Alcool pur contenu dans les vins de composition, les vins de raisins secs, les vins étendus d'eau et remontés après coup par le vinage, les vins de marcs, les vins mutés à l'alcool (1)		
Alcool pur excédant 15% contenu dans les vins naturels alcoolisés ou non alcoolisés		
Alcool pur contenu dans les eaux distillées alcooliques, les parfumeries alcooliques et vernis à l'alcool et tous autres produits retenant de l'alcool à l'état de mélange		
Alcool employé à la préparation des médicaments , etc (2)		
Les absinthes, eaux-de-vie et liqueurs en bouteilles seront considérées comme titrant 50°. Les bouteilles seront comptées pour un litre et les demi-bouteilles pour un demi-litre et les droits perçus en raison de ces contenances		

(1) Conf. decret du 29 août 1898 et note
(2) Ce paragraphe du tarif est abrogé par decret du 3 février 1899

48 20 mai 1898

Arrêté du Directeur des finances portant règlement du mode de perception des droits de consommation sur l'alcool (1).

(Officiel, 1898, 379)

Vu le décret du 2 mai 1898 (10 hidja 1315), établissant des droits de consommation sur les produits alcooliques ;

Vu notamment l'article 2 portant que des règlements spéciaux fixeront le mode de perception de ces droits ;

Art. 1er. — La perception des droits établis par le décret du 2 mai 1898 sur les produits alcooliques a lieu à la sortie des établissements producteurs, d'après les déclarations des fabricants.

Les alcools destinés à la préparation des boissons spiritueuses composées peuvent, toutefois, être expédiés en crédit du droit sur les entrepôts où ils doivent être employés.

---

(1) Conf. décret du 29 août 1898.
(a) Ce droit est perçu quelles que soient les origines et la provenance de ces alcools et sans tenir compte, pour ceux de provenance étrangère, de la date de leur importation en Tunisie. Les alcools provenant des pays ou possessions britanniques y sont donc assujettis, alors même qu'ils auraient été introduits en Tunisie avant la promulgation du decret du 2 mai 1898. On ne saurait invoquer, en sens contraire, le traité anglo-tunisien du 19 juillet 1875, abrogé aujourd'hui par la convention conclue entre l'Angleterre et la France le 18 septembre 1897 et promulguée en Tunisie Les importateurs d'alcool d'origine ou de provenance britannique ne peuvent invoquer aujourd'hui en Tunisie d'autre traitement que celui de la nation étrangère la plus favorisée (la France exceptée). Au point de vue du nouvel impôt de consommation établi par le décret du 2 mai 1898, ce traitement est celui stipulé dans la convention franco-italienne du 28 septembre 1896. (Alger, 17 janvier 1900, *J. T.* 900, 84.)

(1) Conf. arrêtés des 20 mai 1898 et 30 avril 1900 et décret du 29 août 1898, art. 7.

Les droits sont garantis par un acquit-à-caution délivré dans les conditions ci-après.

Les produits à base d'alcool autres que les boissons ne peuvent être préparés qu'avec des alcools libérés de la taxe.

Art. 2. — Les alcools et eaux-de-vie déclarés pour l'exportation sont affranchis de l'impôt. Lors de l'enlèvement, ils donnent lieu aux mêmes formalités que les expéditions en suspension de la taxe à l'intérieur.

Art. 3. — Nul ne peut se livrer à la fabrication des eaux-de-vie, esprits et alcools de toute nature ou préparer en vue de cette fabrication des macérations de grains, de matières farineuses amylacées, ou mettre en fermentation des matières sucrées, sans en avoir préalablement fait la déclaration au bureau des Contributions diverses de sa circonscription.

Art. 4. — Les producteurs d'alcool sont répartis dans les quatre catégories suivantes :

1° Distillateurs dans les établissements desquels l'Administration juge utile d'établir un service de surveillance permanente et qui rectifient soit des flegmes, soit des esprits imparfaits fabriqués dans d'autres établissements, ou qui, mettant en œuvre des matières autres que des produits de la vigne, cidres, poirés, lies, marcs et fruits, obtiennent, par des opérations de rectification ou par de simples distillations, des produits propres à être livrés directement à la consommation ;

2° Distillateurs qui, mettant en œuvre des matières autres que des produits de la vigne, cidres, poirés, lies, marcs et fruits, ne reçoivent aucune quantité de spiritueux du dehors et ne produisent que des flegmes expédiés en totalité chez les rectificateurs ;

3° Industriels, non bouilleurs de cru, qui distillent des vins, cidres, poirés, lies, marcs et fruits, ou qui, mettant en œuvre d'autres matières ou recevant des esprits du dehors, obtiennent, par de simples distillations ou par des opérations de rectification, des produits propres à être livrés directement à la consommation et dans les établissements desquels l'Administration ne juge pas utile d'établir un service de surveillance permanente, ou qui procèdent à des opérations de distillation au moyen d'alambics ambulants ;

4° Bouilleurs de cru distillant exclusivement les produits de la vigne.

Art. 5. — Les industriels des trois premières catégories prévues à l'article précédent sont respectivement soumis aux régimes déterminés par les règlements A, B et C annexés au présent arrêté(1).

Art. 6. — Sont considérés comme bouilleurs de cru les viticulteurs propriétaires ou fermiers qui distillent exclusivement les produits de la vigne.

Les bouilleurs de cru sont affranchis de toute déclaration de fabrication et de tout exercice pour les opérations effectuées dans l'intérieur de leurs propriétés ou fermes, sauf le cas où ils auraient demandé à se placer sous le régime de l'entrepôt fictif.

Art. 7. — Les fabricants de liqueurs, de vins de liqueurs, de vermouth, d'absinthe et d'autres spiritueux composés peuvent obtenir la faculté de l'entrepôt pour les alcools qu'ils emploient à la préparation des produits de leur industrie.

Ils sont tenus, pour jouir du bénéfice de l'entrepôt : 1° de prendre l'engagement d'avoir dans leur magasin et d'y représenter à toute réquisition du service une quantité minima de vingt hectolitres d'alcool pur ; 2° de faire agréer une caution solvable s'engageant, solidairement avec eux, au paiement des droits afférents aux quantités de spiritueux dont la sortie de l'entrepôt ne serait pas régulièrement justifiée.

Les cautions ont la faculté de retirer, à toute époque de l'année, leur engagement, de même que l'Administration a aussi le droit de rejeter, à toute époque et sans être tenue à aucune formalité, les cautions admises qui seraient reconnues ne plus offrir les garanties désirables.

Les alcools en entrepôt doivent être emmagasinés dans un local distinct.

Des envois de spiritueux d'entrepôt en entrepôt peuvent être effectués au moyen d'acquits-à-caution avec transfert du crédit des droits.

Art. 8. — Il est tenu compte aux entrepositaires des déchets de toute nature que les alcools et produits alcooliques peuvent subir pendant leur séjour en magasin. La déduction accordée de ce chef est liquidée au moment de chaque recensement ; elle ne peut en aucun cas dépasser les limites suivantes (*Ainsi modifié par arrêté du 30 avril 1900*) :

1° Pendant la période comprise entre le 1er avril et le 30 septembre de chaque année, 33 centimètres cubes par hectolitre d'alcool pur et par jour, soit 12 °/₀ par an environ (*Ainsi modifié par arrêté du 30 avril 1900*) ;

2° Pendant la période comprise entre le 1er octobre et le 31 mars de l'année suivante, 22 centimètres cubes par hectolitre d'alcool pur et par jour, soit 8 °/₀ environ. (*Ainsi modifié par arrêté du 30 avril 1900.*)

Les manquants non couverts par cette déduction sont passibles de la taxe, sans préjudice de l'application des pénalités édictées par l'article 6 du décret du 2 mai 1898. (*Ainsi modifié par arrêté du 30 avril 1900.*)

Les comptes des entrepositaires sont réglés chaque fois que l'Administration le juge utile. L'entrepôt durera aussi longtemps que l'administration ou l'entrepositaire n'aura pas fait connaître son intention de le faire cesser. (*Ainsi modifié par arrêté du 30 avril 1900.*)

Art. 9. — Aucun enlèvement ni transport d'alcool ou de produits à base d'alcool ne pourra

(1) Ils n'ont pas encore paru.

avoir lieu sans que le transporteur soit muni d'un titre de mouvement — congé, acquit-à-caution ou passavant — énonçant :

Le lieu de départ;

Le nombre, l'espèce et la marque des récipients;

L'espèce, la quantité et le titre alcoolique du produit;

La quantité d'alcool pur qu'il représente;

Le délai dans lequel le transport doit s'effectuer;

Le nom et la demeure des expéditeurs, voituriers, acheteurs ou destinataires.

Il porte, en outre, obligation de le représenter, en cours de transport, à toute réquisition des employés.

A l'importation, les titres de mouvement sont établis par le service des Douanes. Ils sont délivrés par le service des Contributions diverses pour les produits provenant de l'intérieur.

Art. 10. — Les acquits-à-caution délivrés pour les alcools à destination de l'étranger sont déchargés après constatation de la sortie du territoire ou de l'embarquement.

Les acquits-à-caution qui auront accompagné des spiritueux enlevés à destination d'un entrepôt ne seront déchargés qu'après la prise en charge des quantités y énoncées au compte du destinataire.

A défaut de décharge de l'acquit-à-caution dans le délai de huit jours après achèvement du transport, le soumissionnaire et sa caution seront passibles solidairement du paiement, en sus de la taxe, d'un second droit à titre d'amende.

Art. 11. — Des déductions pour coulage de route, des spiritueux circulant sous le lien de l'acquit-à-caution, pourront être accordées dans la limite de 3 °/₀ au maximum, à la condition que le trajet effectué représente un myriamètre au minimum. Elles sont réglées d'après les distances parcourues, les moyens employés pour le transport, sa durée, la saison dans laquelle il aura été effectué et les accidents dûment constatés.

Le taux maximum est réduit à 1 °/₀ pour les spiritueux expédiés dans des récipients métalliques.

Les décharges sont accordées jusqu'à concurrence des déficits constatés à l'arrivée à destination, sans pouvoir dépasser les limites ci-dessus indiquées.

Art. 12. — Par dérogation aux dispositions qui précèdent, les bouilleurs de cru sont admis à établir eux-mêmes, sur des formules qui leur seront remises par l'Administration, les titres de mouvement relatifs aux produits qui sortiront de leur établissement.

Ces titres consisteront en un acquit-à-caution pour les produits à destination d'une localité d'une population agglomérée de cinq cents habitants(1) et au-dessus et en un laissez-passer pour les produits ayant une autre destination. L'acquit-à-caution sera déchargé, soit dans les conditions ordinaires, soit au moyen d'un passe-debout apuré en ce qui concerne les produits qui ne feraient que traverser une agglomération.

Tout titre de mouvement qui ne serait pas établi dans les conditions légales, ou qui ne serait pas représenté en cours de transport, sera censé inexistant.

Les bouilleurs de cru sont tenus de représenter les souches des titres de mouvement à toute demande des agents.

Art. 13. — Tout fabricant ou marchand d'appareils distillatoires est tenu d'inscrire sur un registre spécial, qui devra être représenté aux agents de l'Administration à toute réquisition, les noms et demeures des personnes auxquelles il aura livré des appareils. Il doit, en outre, déclarer au bureau de la circonscription le nom et la demeure des personnes auxquelles les livraisons ont été faites.

Aucun appareil ne pourra être déplacé sans une autorisation de l'Administration.

Les appareils non déclarés ou déplacés sans autorisation seront confisqués.

(1) Conf. décret du 21 juillet 1896 (tableau annexé) [v° CHAUX ET BRIQUES].

---

49 — 29 août 1898

(11 rebiâ ettani 1316)

PROMULGUÉ LE 30 AOÛT 1898

Décret admettant à la détaxe du droit de consommation les alcools employés au vinage et au mutage des vins d'exportation(1).

(OFFICIEL, 1898, 599)

Vu le décret du 2 mai 1898 (10 hidja 1315) établissant un droit de consommation sur les produits alcooliques;

Vu l'arrêté pris le 20 du même mois par le Directeur des finances en vue de fixer le mode de perception de ces droits;

Dans le but de reglementer le régime fiscal des alcools employés aux operations du vinage et du mutage;

Article 1er. — Les alcools employés au vinage et au mutage (1) des vins d'exportation seront ad-

(1) Note du Directeur des finances à l'appui de ce decret (*Officiel*, 1898, 601)

Vinage et mutage des vins.

Les vins sont susceptibles de diverses opérations : vinage, mutage, mouillage, suralcoolisation ou survinage.

Le *vinage* a pour but de relever, par une addition d'alcool, la richesse naturelle du vin.

Le *mutage* consiste dans l'addition aux moûts de raisin, avant ou au cours de la fermentation, suivant les cas, d'une certaine quantité d'alcool dans le but d'obtenir des vins sucrés ou vins de liqueurs.

Le *mouillage* est simplement l'opération par laquelle on verse de l'eau sur le vin.

Enfin, la *suralcoolisation* ou *survinage* consiste à remonter, avec de l'alcool, des vins étendus d'eau (vins mouillés) ou de simples piquettes Les produits ainsi obtenus prennent le nom de dilutions alcooliques ou vins suralcoolises.

De ces quatre opérations, le mutage seul est autorisé en Tunisie. Le mouillage et la suralcoolisation sont prohibés, comme en France et en Algérie, par le décret du 27 janvier 1887 (v° DENRÉES ALIMENTAIRES)

Le vinage y est en outre interdit par le même décret, comme il l'est en France.

Vinage. — La prohibition qui atteint le vinage en Tunisie s'étend aux vins, qu'ils soient destinés à la consommation intérieure du pays ou à l'exportation en France Elle répond à un double but : conserver leur bonne réputation aux vins de la Régence et satisfaire aux exigences de la loi douanière de 1890, qui n'admet l'introduction

mis à la détaxe du droit de consommation, pourvu qu'ils soient parvenus aux lieux de ces opérations sous le lien d'un acquit-à-caution, qu'ils y aient été placés sous le régime de l'entrepôt et qu'ils y aient été employés dans les conditions ci-après et dans celles qui pourront être déterminées par arrêtés réglementaires.

Le régime de l'entrepôt ne sera toutefois obligatoire que pour les alcools destinés au mutage.

Art. 2. — Les producteurs seuls sont admis à viner, en franchise du droit sur l'alcool, les vins reconnus, au moyen de certificats d'origine réguliers, provenir de leur récolte et qu'ils destineront à être exportés dans tout autre pays que la France et l'Algérie.

Art. 3. — Le vinage ne pourra être opéré que dans des magasins agréés par l'Administration et situés dans l'un des ports d'embarquement désignés à cet effet.

Chaque opération sera précédée d'une déclaration faite par le producteur, au moins vingt-quatre heures à l'avance, au bureau des Contributions diverses du lieu où le vinage devra être fait. Elle sera effectuée au jour et à l'heure indiqués au permis délivré par la régie. Elle aura lieu en présence du producteur ou de son représentant et en présence des employés des Contributions diverses. Il en sera dressé un procès-verbal descriptif.

Art. 4. — A compter de la clôture de l'opération constatée par le procès-verbal, les vins vinés seront sous la main de la Douane, aux frais et risques du producteur, et ils devront être embarqués pour l'étranger dans les trois jours, au plus tard.

La décharge de l'acquit-à-caution ou du compte d'entrepôt ne sera obtenue que sur la production du procès-verbal et du certificat d'embarquement délivré par la Douane.

Art. 5. — La détaxe du droit sur l'alcool employé au mutage ne sera accordée que dans le cas où le titre des moûts aura été porté à 11° au minimum.

Toute personne qui voudra se livrer à la préparation des vins mutés avec le bénéfice de cette détaxe, devra en faire la déclaration quinze jours, au moins, avant toute fabrication et tenir un registre de ses opérations. Chaque opération devra, en outre, être précédée d'une déclaration faite quarante-huit heures, au moins, à l'avance. L'Administration se réserve d'y faire assister ses agents. Les déclarations seront reçues au bureau des Contributions diverses de la circonscription.

Art. 6. — Les exportateurs de vins mutés qui voudront bénéficier de la détaxe devront fournir au bureau des Contributions diverses du lieu de l'exportation, au moins vingt-quatre heures avant le jour de la sortie, une déclaration descriptive et détaillée des produits expédiés. Ces produits, accompagnés du laissez-passer conforme à la déclaration, ne pourront être dirigés que sur les points désignés par arrêté du Directeur des finances.

La reconnaissance sera constatée par un procès-verbal contradictoire, et les formalités prévues à l'article 4 ci-dessus seront observées.

Art. 7. — Toute contravention aux dispositions de l'arrêté réglementaire du 20 mai dernier, à celles du présent décret et à celles des arrêtés que pourra prendre le Directeur des finances pour son exécution, seront punies des pénalités prévues à l'article 6 du décret du 2 mai 1898.

---

en France de ces produits que sous le couvert d'un certificat d'origine attestant qu'ils sont naturels (*Conf. loi du 19 juillet 1890* [v° DOUANES].)

La prohibition du vinage des vins destinés à l'exportation à l'étranger et aux colonies ne répondait pas aux mêmes nécessités.

Le vinage offre même alors des avantages, notamment celui de permettre aux produits de supporter sans altération les aléas de longs transports.

Aussi, le décret publié au présent numéro du *Journal officiel* autorise-t-il le vinage, en franchise des droits sur l'alcool employé à cette manipulation, des vins destinés à l'exportation dans tout autre pays que la France et l'Algérie, pourvu que les exportateurs se soumettent à certaines formalités indispensables à la sauvegarde des droits du Trésor et des intérêts que le decret du 27 janvier 1897 a eu en vue de défendre. Ces formalités, réduites au strict nécessaire, sont réglées sur celles en vigueur en Algérie

Comme en Algérie, les producteurs seuls jouiront de cette faculté, pour les vins qu'ils justifieront, au moyen de certificats d'origine, provenir de leur récolte ; les vins de provenance étrangère, les vins artificiels sont formellement exclus des dispositions de faveur édictées au profit des vins indigènes.

Mutage. — La franchise doit être également accordée aux alcools employés au mutage des vins destines à l'exportation ; mais cette franchise est accordée même aux vins destinés à la France ou à l'Algérie, où ces produits sont frappés, à l'importation, des droits applicables à la quantité d'alcool pur qu'ils contiennent

En Algérie, les viticulteurs qui veulent se livrer a la préparation des vins mutés d'exportation peuvent demander l'entrepôt pour les alcools qu'ils emploient

Les alcools entreposes doivent être emmagasinés à part, sous la clé et sous le scellé de la Régie. Le mutage ne peut être effectué qu'en présence d'un agent du service des Contributions diverses qui se rend compte du degre alcoolique des moûts et constate les quantités d'alcool employées.

Enfin, la circulation des vins mutés, entre les lieux de production et leurs points de sortie de l'Algérie, donne lieu a la délivrance préalable d'un acquit-a caution par la Régie Ce titre de mouvement n'est déchargé que sur le vu des certificats delivrés par le service des Douanes et constatant la sortie des liquides.

Il a paru possible de se montrer moins rigoureux en Tunisie : la législation adoptee accorde des facilites aux redevables. Les propriétaires producteurs et les fabricants de vins mutés sont entrepositaires de droit des quantites d'alcool nécessaires à leur fabrication Ils sont soumis aux principales obligations résultant de cette qualité, mais ils jouissent aussi de tous les avantages qui en découlent, notamment du credit des droits sur les alcools entreposes

De plus, le proprietaire producteur et le fabricant tunisiens ont de plus grandes facilites en ce qui concerne l'emploi des alcools qu'ils destinent au mutage de leurs vins.

Le proprietaire producteur même au lieu d'être obligé, lorsqu'il voudra expédier ses vins mutes, de requerir aupres du service de l'établissement d'un acquit-à-caution, ce qui lui occasionnerait un déplacement, se bornera à adresser au bureau des Contributions diverses de sa circonscription une declaration descriptive des produits destinés à être exportés et il aura la faculté de se delivrer à lui-même un laissez-passer conforme à sa declaration et détaché du carnet à souche mis préalablement a sa disposition.

Quant aux formalites exigées des proprietaires et des fabricants au cours de leurs opérations, elles consistent simplement en :

1° Une declaration d'industrie, faite quinze jours avant toute fabrication, de manière à prévenir le service suffisamment à l'avance pour lui permettre de munir les interessés des imprimés qui leur sont nécessaires, et le mettre à même de preparer sa surveillance ;

2° Une declaration de fabrication, faite quarante huit heures à l'avance, afin que le service soit en mesure de se transporter, toutes les fois qu'il le jugera utile, sur les lieux de production ;

3° La tenue d'un registre de fabrication qui sera mis entre les mains des fabricants et qui sera destiné à faciliter le contrôle de l'Administration.

---

50 — 3 février 1899

(*22 ramadane 1316*)

PROMULGUE LE 3 FÉVRIER 1899

Décret affranchissant du droit de consommation les médicaments, produits chimiques et autres, obtenus par la dénaturation de l'alcool.

(OFFICIEL, 1899, 101)

Vu le décret du 2 mai 1898, établissant des droits de consommation sur les sucres et les alcools ;

Article 1er. — Sont affranchis du droit de consommation sur l'alcool employé à leur préparation, les médicaments, produits chimiques et autres produits obtenus au moyen de la dénaturation de l'alcool, importés dans la Régence.

Art. 2. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui entrera en vigueur immédiatement.

---

51 30 avril 1900

Arrêté du Directeur des finances modifiant l'arrêté du 20 mai 1898, en ce qui concerne les déchets des alcools en magasin.

(Officiel, 1900, 370)

Vu le décret du 2 mai 1898 (10 hidja 1315) établissant des droits de consommation sur les produits à base d'alcool;

Vu notamment l'article 2 du lit décret portant que des règlements spéciaux, fixeront le mode de perception de ces droits;

Vu l'article 8 de l'arrêté du 20 mai 1898 réglementant la perception de l'impôt sur l'alcool;

L'article 8 de l'arrêté du 20 mai 1898 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :..... (*Conf. cet arrêté.*)

ALFA ET DISS

52 11 octobre 1900

(*16 djoumadi ettani 1318*)

PROMULGUÉ LE 11 OCTOBRE 1900

Décret modifiant le régime fiscal de l'alfa et du diss.

(Officiel, 1900, 767)

Vu le tarif général des mahsoulats;

Vu le décret du 2 mai 1898 frappant l'alfa et le diss d'un droit de 0 fr. 50 c. par 100 kilogr. à leur sortie de la Régence;

Considérant que la simplification du régime fiscal applicable à ces produits ne peut qu'en favoriser le commerce;

Article 1er. — Sont supprimés :

a) Les droits d'exportation qui frappent l'alfa et le diss à la sortie de la Régence;

b) Les droits de mahsoulats établis sur les mêmes produits par le tarif général des mahsoulats, par les usages locaux ou par tous décrets particuliers.

Art. 2. — Il sera perçu à l'entrée des villes ou localités de 500 habitants et au-dessus(1), ainsi que dans les lieux désignés par arrêtés du Directeur général des finances, un droit unique de 0 fr. 50 c. par quintal métrique d'alfa ou de diss, brut ou travaillé, de sparterie ou d'articles similaires.

Aucune exportation d'alfa, de diss, de sparterie ou produits similaires ne pourra avoir lieu avant qu'il ait été justifié du paiement du droit intérieur, quel que soit le lieu choisi pour l'exportation.

Art. 3. — Le stationnement sur les marchés des alfas, diss, bruts ou ouvragés, sparteries ou produits similaires est soumis à un droit de 0 fr. 15 c. par mètre carré et par jour.

Ce droit est réduit à 0 fr. 05 c. par quintal d'alfa brut sur les marchés spéciaux consacrés à la vente de ce produit.

Le pesage donnera lieu à une rétribution de 0 fr. 05 c. par quintal ou fraction de quintal et par pesée. Il sera facultatif.

Art. 4. — Sont applicables au présent décret les dispositions des articles 3 et 8 du décret du 29 mai 1899.

Art. 5. — Le Directeur général des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui entrera en vigueur à compter du 1er janvier 1901.

Il prendra tous arrêtés réglementaires relatifs à sa mise à exécution.

AMENDES

53 24 janvier 1890

Décret du Président de la République française relatif au paiement et au recouvrement des frais de justice criminelle, correctionnelle et de simple police et des amendes prononcées par les tribunaux français en Tunisie(2).

(Officiel, 1890, 289)

Vu l'article 197 du Code d'instruction criminelle;

Vu l'arrêté du Ministre de la guerre en date du 20 septembre 1850, relatif au recouvrement des contributions diverses en Algérie;

Vu l'instruction ministérielle du 20 septembre 1875 sur le service des amendes et condamnations pécuniaires;

Vu le décret du 24 mars 1877 sur le service de la Trésorerie aux armées;

Vu la loi du 27 mars 1883, portant organisation de la juridiction française en Tunisie;

Vu la loi de finances du 30 décembre 1884, mettant les frais du personnel de la justice française en Tunisie à la charge du Gouvernement du Bey, et celle du 26 février 1887 laissant tous les frais de justice en général à la charge du Trésor beylical;

---

(1) Conf décret du 21 juillet 1896 (tableau annexé [v° Chaux et briques]).

(2) Conf. Instruction du 20 août 1898 (v° Justice française) — Conf etiam Instruction du 31 décembre 1897.

Sur le rapport du Ministre des finances;

Article 1er. — Le Payeur général(1) de la brigade d'occupation(2) de Tunisie *fait l'avance* pour le compte du Gouvernement beylical et à charge de restitution par ce dernier, savoir :

1° Des frais de justice auxquels donnent lieu les procédures en matière criminelle, correctionnelle ou de police exercées d'office ou suivies à la requête du ministère public;

2° Des frais des extraits délivrés par les greffiers aux agents de recouvrement pour les jugements rendus par les tribunaux français en Tunisie;

3° Des frais de poursuites exposés pour le recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires prononcées par les magistrats français dans la Régence;

Et 4° Des sommes allouées aux divers agents qui dressent les procès-verbaux sur lesquels sont rendus les jugements de condamnation.

Il recouvre pour le compte du même Gouvernement les amendes et condamnations pécuniaires prononcées par les tribunaux français en Tunisie.

Art. 2. *Paiement des avances.* — Le mode de paiement des frais de justice diffère suivant leur nature et leur urgence; il est réglé ainsi qu'il suit :

Les frais urgents, tels qu'ils sont déterminés à l'article 134 du décret du 18 juin 1811, sont acquittés sur simple taxe et mandat du juge. Les autres frais ne sont avancés que sur mémoires établis suivant les formes prescrites par le décret précité de 1811 et visés par le Résident général.

Le Payeur général(1), dans les premiers jours de chaque mois, établit un bordereau détaillé des frais avancés par lui et le fait parvenir, par l'intermédiaire du Ministre des finances (Direction générale de la comptabilité publique), au Ministre de la justice, avec les pièces justificatives à l'appui.

Le Ministre de la justice fait procéder à la vérification du bordereau qui lui a été adressé et le renvoie au Ministère des finances, après y avoir apposé son visa et y avoir mentionné, s'il y a lieu, ses observations.

Il délivre une ordonnance du montant du susdit bordereau au profit du Payeur général, le tout sans préjudice des restitutions qu'il pourrait y avoir lieu d'ordonner ultérieurement, conformément aux prescriptions des articles 169 et 172 du décret du 18 juin 1811.

Art. 3. — Les extraits de jugements ou d'arrêts en matière de police et de police correctionnelle et en matière criminelle, délivrés au Payeur général ou aux agents sous ses ordres pour le recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires et payés aux greffiers à raison de vingt-cinq centimes (0 fr. 25 c.) par article (décret du 7 avril 1813, art. 7), de même que les copies des extraits de liquidation des frais de procédure donnant lieu à une rémunération de cinq centimes (0 fr. 05 c.) par article (décret du 18 juin 1811, art. 51), sont avancés sur la présentation de mémoires dûment visés par le Résident général à Tunis.

Art. 4. — Lorsque les débiteurs n'ont pas obtempéré aux avertissements qui leur ont été adressés par les comptables, les poursuites ont lieu par voie de commandement, puis de saisie, de vente et enfin de contrainte par corps.

Les poursuites sont exercées au nom du Procureur de la République (Code d'instruction criminelle, art. 197); elles ont lieu à la requête des comptables et sous la direction du Payeur général. Elles sont faites, soit par les huissiers, suivant les formes ordinaires, soit par des porteurs de contraintes, suivant les prescriptions de l'arrêté du Ministre de la guerre du 20 septembre 1850.

Les huissiers sont rémunérés d'après leur tarif ordinaire; les porteurs de contraintes n'ont droit qu'aux allocations déterminées par l'arrêté du Ministre de la guerre du 20 septembre 1850.

Les frais dus aux huissiers ou aux porteurs de contraintes leur sont avancés par le Payeur général sur la production soit des états et pièces prescrits par l'arrêté précité du 20 septembre 1850, soit des mémoires des huissiers timbrés et dûment taxés, s'il y a lieu, le tout visé par le Résident général à Tunis.

Art. 5. — Les sommes dues aux agents, à titre de gratification, pour les procès-verbaux qu'ils dressent contre les contrevenants sont avancés par le Payeur général sur la production d'un mandat délivré par le Résident général. Ce mandat doit être appuyé des justifications prescrites par l'instruction ministérielle du 20 septembre 1875.

Art. 6. — Les avances effectuées par le Payeur général à titre de frais d'extraits, de frais de poursuites et de gratifications aux agents verbalisateurs sont remboursés annuellement par le Gouvernement beylical sur la production d'un bordereau détaillé de ces avances, certifié conforme par le Payeur général et visé par le Résident général.

Art. 7. *Recouvrement.* — Les amendes et condamnations pécuniaires prononcées par les tribunaux français en Tunisie sont recouvrées par les soins du Payeur général ou de ses agents, au profit du Trésor beylical, auquel elles sont versées annuellement sur un ordre de paiement du Résident général et sous déduction de cinq pour cent (5 °/₀) pour frais d'administration et de perception.

Art. 8. — Le Ministre des finances et les Ministres de la justice et des affaires étrangères sont, chacun en ce qui le concerne, chargés

(1) Conf décret du 29 décembre 1897 (v° Trésor français) qui emprunte le concours de l'Administration financière tunisienne pour l'exécution du service de Trésorerie.
(2) Conf. décision du 19 décembre 1894 (v° Armée française).

d'assurer l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et publié au *Bulletin des lois*.

---

54 31 décembre 1897

Extrait d'une instruction générale du Directeur des finances relative au service des amendes et condamnations pécuniaires prononcées par les tribunaux français en Tunisie(1).

(R. D. F., 1897, 593)

1. *Organisation actuelle du service des amendes et condamnations pécuniaires.* — Le recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires prononcées en vertu des lois pénales par les tribunaux français établis dans la Régence, a été assuré par la Trésorerie aux armées dès le fonctionnement de la juridiction française en Tunisie. Un décret du Président de la République du 24 janvier 1890 a consacré, en la réglementant, cette attribution de la Trésorerie aux armées ; il a, en outre, disposé que le produit des recouvrements serait attribué au budget tunisien comme une conséquence des lois françaises des 30 décembre 1884 et 26 février 1887 qui ont mis les frais du personnel et, en général, tous les frais de la justice française en Tunisie à la charge du Trésor beylical.

Le décret du 24 janvier 1890 n'a eu en vue que les condamnations prononcées par les juridictions ordinaires. Quant aux condamnations prononcées par les tribunaux d'exception, tels que les conseils de guerre, dont les frais sont supportés par le budget français, leur produit revient naturellement et n'a pas cessé d'appartenir à ce budget, et la Trésorerie aux armées n'a pas eu à faire compte au Trésor tunisien de ses recouvrements de l'espèce.

Les amendes et condamnations prononcées dans les affaires intéressant une régie financière tunisienne (Monopoles, Contributions diverses, Douanes) ou l'Office beylical des postes, ayant le caractère de réparations civiles plutôt que celui de peines, ne sont pas visées par le décret du 24 janvier 1890. Elles sont recouvrées, non par la Trésorerie aux armées, mais par l'Administration tunisienne à la requête de laquelle elles sont prononcées...

Les amendes et condamnations pécuniaires prononcées par les tribunaux de France et d'Algérie contre des individus domiciliés en Tunisie appartiennent au budget métropolitain et sont recouvrées par la Trésorerie aux armées, non en vertu des pouvoirs que lui a conférés le décret du 24 janvier 1890, mais en sa qualité de correspondante, en Tunisie, du Trésor français.

2. *Transfert à la Direction générale des finances, par suite de la suppression de la Trésorerie aux armées, du recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires.* — Ainsi que je l'ai expliqué dans mon Instruction générale du 30 décembre 1897, le Ministre des finances et l'Administration du protectorat ont admis que la suppression, à partir du 1er janvier 1898, de la Trésorerie aux armées, a pour résultat de replacer sous la main de la Direction générale des finances les services tunisiens dont la gestion a été assurée jusqu'ici par les payeurs de l'armée, notamment le recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires prononcées en vertu des lois pénales par les tribunaux français en Tunisie.

Comme la Trésorerie aux armées tient cette dernière attribution d'un décret du Président de la République, un nouveau décret devra vraisemblablement intervenir(1) pour consacrer son transfert à la Direction générale des finances ; mais, sans attendre la promulgation de cet acte législatif, il a été convenu que les agents des finances tunisiennes opéreront immédiatement le recouvrement des condamnations pécuniaires pour le compte direct des finances beylicales. L'agent comptable, maintenu par le Trésor français en Tunisie et dont la mission est limitée aux opérations intéressant le budget métropolitain, restera étranger à ce recouvrement.

Les comptables des services tunisiens continueront à recouvrer pour le compte de leurs régies respectives les amendes concernant ces régies. Ils se conformeront à cet effet à mes instructions antérieures, la procédure instituée par la présente instruction étant spéciale aux condamnations pécuniaires revêtant le caractère de peines.

Comme par le passé, le produit des condamnations prononcées par les conseils de guerre français établis en Tunisie et celui des condamnations prononcées par les tribunaux de France et d'Algérie contre des individus domiciliés dans la Régence, continueront à appartenir au Trésor français, et les comptables tunisiens qui pourront être chargés de les recouvrer n'effectueront ces perceptions que pour le compte de l'agent comptable, dans les conditions prévues par mon Instruction générale du 30 décembre 1897(1).

3. *Réglementation du nouveau service : renvoi à l'instruction ministérielle française du 5 juillet 1895.* — Le fonctionnement du service des amendes et condamnations pécuniaires est réglementé en France par une instruction du Ministre des finances du 5 juillet 1895. Les agents de la Direction générale des finances chargés de ce service... se conformeront à ses dispositions en tant qu'elles n'ont rien de contraire à l'organisation administrative, financière ou judiciaire de la Régence.

---

(1) Cette instruction a été complétée par une circulaire du Directeur des finances du 20 avril 1899 (*R. D. F.* 1899, 179) qui concerne les détails du recouvrement de ces amendes et condamnations

(1) Conf. décret du 29 décembre 1897 (v° TRÉSOR FRANÇAIS).

Je vais indiquer ci-après, en suivant l'ordre de ses divisions, les principaux amendements qu'elle comporte à ce point de vue.

4. *Centralisation des extraits de jugement ; agents de recouvrement.* — La centralisation des extraits de jugement, confiée en France aux Receveurs des finances et en Algérie aux Directeurs des Contributions diverses, sera assurée en Tunisie par ma Direction générale, d'abord parce que je compte associer au recouvrement les agents de toutes les régies financières indistinctement, et ensuite parce que la Direction générale centralise déjà les extraits des jugements rendus par le tribunal de l'Ouzara et les tribunaux régionaux indigènes.

Le recouvrement des extraits sera confié au receveur du domicile du condamné, à quelque régie que ce receveur appartienne. Lorsqu'il existera plusieurs comptables de deniers publics dans une même localité, le recouvrement incombera au Receveur des Contributions diverses, à l'exclusion des comptables des autres régies ; à Tunis, c'est le Receveur des Patentes qui en sera chargé.

5. *Éléments de condamnation.* — L'instruction française fait distinguer dans les écritures les divers éléments de condamnation. Pour le moment, cette distinction n'offre d'intérêt en Tunisie qu'en ce qui concerne le principal des amendes, qu'il peut être utile de distinguer des autres condamnations et des frais de justice, parce qu'elles sont soumises à des délais différents de prescription (Instruction française du 5 juillet 1895, nos 200 et suivants). Mais à l'égard des autres condamnations, il est sans objet de distinguer le montant des confiscations, restitutions ou dommages-intérêts des droits de poste ou des frais de justice proprement dits, attendu que toutes ces sommes doivent être encaissées parmi les produits budgétaires. De même, il y a lieu d'encaisser avec les mêmes sommes, et sans distinction, les frais d'extraits de jugement, attendu qu'ils ne seront pas imputés en Tunisie comme en France sur un fonds commun dont la création ne se justifierait pas pour le moment, mais qu'ils seront ordonnancés sur les crédits budgétaires de la Direction générale des finances et que leur recouvrement ultérieur devra par suite bénéficier à l'État.

En résumé, les constatations au titre des amendes et condamnations pécuniaires ne comprendront que trois colonnes affectées, l'une au principal des amendes (il n'est pas dû de décimes en Tunisie, aux termes d'une décision du Garde des Sceaux du 23 octobre 1886), la seconde au total des autres condamnations, des frais de justice et des frais d'extraits, et la troisième à la réunion des deux colonnes précédentes. En recette, le montant de la troisième colonne apparaîtra seul.

6. *Délivrance des extraits de jugement : extraits provisoires et extraits définitifs.* — Les extraits de jugement qui, en matière d'amendes et condamnations pécuniaires, forment en Tunisie comme en France le titre de perception des comptables, seront délivrés par les greffiers suivant les règles prévues à l'instruction française ; ils seront centralisés à la Direction générale des finances, comme je l'ai dit plus haut (n° 4)...

---

55 5 juillet 1899

Instruction du Directeur des finances sur le recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires prononcées au profit du Trésor par la justice tunisienne(1). [Extrait.]

(R. D. F., 1899, 258)

1. *Objet de la présente instruction.* — J'ai réglementé dans des instructions antérieures le mode de recouvrement des condamnations pécuniaires prononcées au profit du Trésor beylical par la justice française en Tunisie(2).

La présente instruction a pour objet de préciser les règles posées en principe par une lettre de la Direction générale des finances du 31 mai 1896 aux Directeurs des Monopoles, des Contributions diverses et des Douanes, pour le recouvrement des condamnations prononcées au profit du Trésor beylical par les tribunaux indigènes.

2. *Organisation des tribunaux indigènes.* — Les tribunaux indigènes appelés à prononcer des condamnations susceptibles d'être recouvrées par les comptables de la Direction générale des finances, sont, en dehors des tribunaux religieux dont je n'ai pas à m'occuper ici, la Cour des comptes, l'Ouzara et les tribunaux régionaux ou de province. Les Caïds ont, en matière de délits ruraux, des attributions judiciaires.

Cour des comptes. — La Cour des comptes fonctionne en Tunisie depuis une époque très reculée. Ses attributions, ainsi que la procédure qui lui est applicable, se trouvent relatées dans les décrets du 27 février 1860 (5 châbane 1276) et du 8 novembre 1870 (13 châbane 1287) portant règlement du service intérieur des sections du Ministère d'État (3).

---

(1) Conf. décret du 20 mai 1899 (v° Enregistrement)

(2) *Au civil*, le recouvrement des condamnations prononcées par les tribunaux français au profit du Trésor beylical s'effectue au vu de la grosse exécutoire du jugement de condamnation.

En matière pénale ou de répression, le recouvrement des amendes et condamnations s'effectue au vu d'extraits de jugements, suivant les indications de mon Instruction générale du 31 décembre 1897.

Il en est de même des *amendes prononcées par le Code civil le Code de commerce et le Code de procédure civile* qui peuvent être rangées dans la catégorie des amendes pénales proprement dites. Toutefois, il est fait exception pour les *amendes de consignation* dont l'encaissement n'exige pas un jugement de condamnation préalable et est accepté par le Receveur sur le simple versement de la partie qui annonce son intention de faire appel d'une décision judiciaire ou de se pourvoir en cassation ou en requête civile. (Instruct. gén. du 20 août 1898.)

Les *amendes de contraventions fiscales ou de répression et, s'il y a lieu, leurs accessoires*, sont, ou bien, comme en matière de timbre et d'enregistrement, perçues sans jugement préalable, au vu des actes ou écrits constatant la contravention, ou bien, comme en matière de monopoles, de contributions diverses et de douanes, recouvrées sur extraits de jugements ...

(3) Ces textes sont ainsi conçus :

Décret du 27 février 1860, art. 6 « Des affaires qui rentrent dans les attributions de la Cour des comptes.

« Cette Cour connaît de tous comptes, y compris ceux du Minis-

Elle constitue un véritable tribunal qui a longtemps formé une branche de la section d'État de l'Ouzara, mais qui, lors de la création de la Direction générale des finances (4 novembre 1882), a été rattaché à ce nouveau service avec la section du budget également distraite de l'Ouzara. Elle est composée, sous la présidence du Ministre de la Plume (Bach-Kateb), d'un cheik adjoint au Bach-Kateb et de cheiks secrétaires et archivistes. Les comptes des comptables indigènes lui sont tous soumis sans exception. Les comptables européens sont également justiciables de la Cour des comptes qui liquide, le cas échéant, les débets relevés à leur charge.

La Cour des comptes statue sans appel : ses décisions ou marouds qui, comme toutes les décisions de la justice tunisienne ne sont définitives que par l'approbation du souverain, sont présentées au sceau (tabé) de S. A. le Bey, sous la signature du cheik adjoint au Ministre de de la Plume et celle du Ministre de la Plume, par l'intermédiaire du Premier Ministre ; elles comprennent une formule ordonnant le recouvrement par tous les moyens légaux, notamment la vente des biens du débiteur et de ceux de ses garants, s'il en a, pour le cas où ce débiteur ou ses garants ne paieraient pas volontairement dans les dix jours, après un commandement.

La Cour des comptes ne statue que sur les faits de gestion des comptables : s'il est nécessaire de poursuivre criminellement les comptables prévaricateurs, ils doivent être déférés, suivant leur nationalité, soit aux tribunaux français, soit à la section d'État de l'Ouzara, qui est la seule autorité dépositaire des pouvoirs de juridiction disciplinaire sur les fonctionnaires indigènes.

Tribunaux de l'Ouzara. — L'Ouzara est présentement divisée en trois sections : la section d'État chargée du contentieux administratif et de la juridiction disciplinaire administrative, la section civile et la section pénale.

Les sections civile et pénale étaient naguère encore l'unique tribunal laïque de la Régence. Depuis la création de tribunaux régionaux, elles sont devenues juridictions d'appel et de cassation pour les affaires soumises aux tribunaux régionaux et ne sont plus chargées en première instance que des territoires non compris dans le ressort desdits tribunaux. Toutefois, aux termes de l'article 39 du décret du 18 mars 1896 (3 chaoual 1313) sur les tribunaux de province, le Premier Ministre peut évoquer devant l'Ouzara toute affaire en cours d'instance de la compétence de ces tribunaux.

Tribunaux régionaux ou de province. — Par décret du 18 mars 1896 (3 chaoual 1313), il a été institué des tribunaux régionaux ou de province à compétence civile ou pénale dont le nombre, d'abord fixé à trois (Sfax, Gafsa et Gabès), a été depuis porté à six par la création de trois nouveaux tribunaux à Sousse et à Kairouan (décret du 25 février 1897) [23 ramadane 1314] et au Kef (décret du 17 mai 1898) [25 hidja 1315].

Ces tribunaux ressortissent au tribunal de l'Ouzara (art. 2 du décret du 18 mars 1896). Leurs jugements, rendus en premier ou en dernier ressort suivant les distinctions tracées par le même décret (art. 11 à 19), peuvent être déférés soit en appel (art. 34), soit même en cassation (art. 39), au tribunal de l'Ouzara (art. 34).

Caïds. — Aux termes du paragraphe 2 de l'article 48 du décret du 15 décembre 1896 (10 redjeb 1314) sur la police rurale, les Caids ont, en matière de délits ruraux, pouvoir dans certains cas de prononcer des condamnations à des dommages-intérêts et à une amende.

3. *Exécution des jugements des tribunaux indigènes.* — L'exécution des arrêts de la Cour des comptes est suivie par la Direction générale des finances au vu d'extraits semblables à ceux prévus par l'article 6 du décret du 18 avril 1896 sur le fonctionnement des tribunaux régionaux et délivrés au vu de l'expédition de la sentence de la Cour des comptes revêtue de la formule exécutoire et du sceau de S. A. le Bey.

Les condamnations prononcées au profit du Trésor par la section d'État de l'Ouzara sont notifiées à la Direction générale des finances par lettres de S. E. le Premier Ministre. La question de savoir s'il ne conviendrait pas de remplacer ce mode de notification par la délivrance d'extraits semblables à ceux fournis par les condamnations prononcées par les autres sections de l'Ouzara est actuellement à l'étude.

Quant aux condamnations prononcées par les sections civile et pénale de l'Ouzara, le recouvrement au profit de l'État en a été suivi jusqu'en 1896, en matière ordinaire, au vu de lettres que le Premier Ministre adressait simultanément à la Direction générale des finances, aux Caids et aux Contrôleurs civils, et en matière fiscale (Monopoles, Contributions diverses et Douanes), en vertu de grosses délivrées, sur leur demande, aux représentants des régies financières compétentes. Mais, aux termes d'une décision du 31 mai 1896 concertée avec M. le Secrétaire général du Gouvernement (Direction des services judiciaires), j'ai admis que le recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires prononcées au profit du Trésor par le

---

tère d'État, des Ministères de la guerre et de la marine, dont le règlement est subordonné à notre sanction. Le Ministre ne signera aucun compte destiné à recevoir notre approbation qu'après l'avoir soumis à la Cour, qui le vérifiera et contrôlera les pièces qui l'appuient, selon les principes qui régissent la matière »

Décret du 8 novembre 1870, art. 3. « Le premier Mustéchar (Conseiller, Ministre de la Plume) est chargé de l'arrêté des comptes de tous les fonctionnaires, quelle que soit la catégorie à laquelle ils appartiennent. Ce travail sera effectué par le cheik adjoint au Ministre de la Plume et les secrétaires qui sont avec lui, sous la présidence du Ministre de la Plume, aucun compte ne pouvant être sanctionné qu'après avoir été signé par lui et sur sa propre présentation, car il est responsable de leur exactitude. .. Les cheiks procédant au travail de vérification engagent leur responsabilité »

Conf. etiam Instruction du 20 décembre 1899, n° 48 (v° Caids).

tribunal de l'Ouzara serait suivi, comme celui des condamnations prononcées par les tribunaux de province, au vu d'un simple extrait. Il n'est plus, depuis cette époque, expédié de lettres d'avis ni délivré de grosses. L'extrait en tient lieu et produit les mêmes effets. Il peut arriver que, dans certains cas, la Régie financière que l'affaire concerne ait intérêt à connaître le texte complet des motifs de la décision et à posséder dans ce but une copie du jugement. Le directeur compétent doit alors me mettre à même de réclamer cette copie à titre de document d'ordre intérieur et sans frais. Il doit s'abstenir de requérir la délivrance d'une grosse qui n'ajouterait rien comme force exécutoire à l'extrait de jugement et dont le coût aggraverait encore les frais de la procédure.

Les jugements des tribunaux de province, lorsqu'ils prononcent des condamnations au profit de l'État, sont exécutés au vu d'extraits de jugement délivrés par le greffier (art. 6 du décret du 18 avril 1896) et équivalant à la grosse exécutoire prévue par l'article 25 du décret du 18 mars 1896 pour l'exécution des jugements rendus entre particuliers. A la différence de ce qui se passe dans les tribunaux français, il est délivré un extrait par les tribunaux indigènes, même si la condamnation est prononcée en matière civile.

En ce qui concerne les condamnations prononcées par les Caïds, l'exécution est subordonnée à la délivrance préalable, par la Direction des services judiciaires, d'extraits semblables à ceux des jugements de l'Ouzara et des tribunaux de province.

4. *Forme des extraits de jugements.* — Les extraits sont établis sur formules imprimées de couleur jaune. Ils sont délivrés gratuitement à l'Administration des finances. Mais leur coût est à la charge du condamné, s'ajoute de plein droit au montant des condamnations et bénéficie au Trésor (art. 4 et 6 du décret du 18 avril 1896).

Le coût de chaque extrait est de 6 fr. pour le tribunal de l'Ouzara (décret du 16 décembre 1884 [27 safar 1302]). Pour les tribunaux de province, le coût, proportionnel au montant des condamnations, est de 1 fr. 50 c. °/₀ (avec minimum de 1 fr. 50 c.) pour les condamnations n'excédant pas 50 fr., et de 3 °/₀ (avec minimum de 3 fr.) pour les condamnations supérieures (art. 2, 3 et 6 du décret du 18 avril 1896; décret du 7 août 1897 [8 rebiâ el aouel 1315]).

Sauf motifs exceptionnels que je me réserve d'apprécier, il ne doit pas être demandé de duplicata de l'extrait, attendu qu'il remplace la grosse qui ne peut être délivrée en double.

5. *Centralisation et utilisation des extraits de jugements par la Direction générale des finances.* — Les extraits des jugements des tribunaux indigènes sont remis par le Secrétariat général du Gouvernement (Direction des services judiciaires) à la Direction générale des finances, qui notifie immédiatement leurs indications, au moyen d'une formule spéciale à volant, au service que l'affaire concerne (Recette générale, Monopoles, Contributions diverses, Douanes, Domaines). Au reçu de cette notification, le service compétent annote le dossier de l'affaire ou le registre mémorial du contentieux, et, dans un délai maximum de cinq jours, accuse réception de la notification sur le volant de la formule, en fournissant avec précision les indications qui, d'après les antécédents de l'affaire, lui paraissent de nature à pouvoir être utilement portées à la connaissance du comptable qui sera chargé du recouvrement. Il indique en même temps les frais de procédure exposés ou avancés jusqu'au jugement, de manière à permettre à la Direction générale d'en ajouter le montant à celui de la condamnation.

Au vu de ces renseignements, la Direction générale des finances dirige les extraits sur les Caïds du domicile des condamnés, quels que soient la nature de l'affaire et le service qu'elle concerne. Elle trace aux Caïds, d'après les indications du service intéressé, les instructions à suivre pour le recouvrement et leur indique la caisse à laquelle ils devront verser le montant des sommes recouvrées.....

Il a paru utile de confier uniformément aux Caïds le recouvrement des condamnations prononcées par les tribunaux tunisiens : d'une part, ces condamnations n'affectent que des indigènes sur lesquels les Caïds ont seuls une action efficace ; d'autre part, la procédure d'exécution des extraits, régie par la loi tunisienne, ne peut être utilement suivie que par ces fonctionnaires indigènes.....

ANIMAUX

56 — 29 mai 1899

(*18 moharrem 1317*)

PROMULGUÉ LE 29 MAI 1899

Décret remplaçant le droit de 6 fr. 25 °/₀ perçu sur les ventes d'animaux, par des taxes de consommation et de stationnement(1).

(OFFICIEL, 1899, 431)

(1) Conf. instruction du 22 juin 1899.

Vu le decret du 26 juin 1861 (17 hidja 1277);

Vu les decrets des 11 juin 1871 (22 rebiâ el aouel 1288); 17 septembre 1884 (26 kâda 1301); 29 février 1888 (16 djoumadi ettani 1305);

Considérant que le regime fiscal actuel sur le bétail a l'inconvénient, en frappant les animaux à chaque mutation, de restreindre les transactions, alors qu'il est d'une bonne économie rurale de les faciliter et de les multiplier;

Article 1er. — Le droit de 6,25 °/₀ auquel sont assujetties les ventes d'animaux est supprimé et remplacé par des taxes dites de consommation et de stationnement qui seront appliquées dans les conditions déterminées ci-après (1).

Art. 2. — Le droit de consommation est exigible à l'entrée des agglomérations de 500 habitants et au-dessus (2), sur les marchés ainsi que dans toutes agglomérations désignées par arrêtés de notre Directeur des finances (3). Il est perçu sur les viandes dénommées, de toute provenance, et suivant le tarif prévu au paragraphe 1er du tableau A annexé au présent décret.

Il est liquidé sur le poids déclaré par les parties.

Dans les localités pourvues d'abattoirs, la perception du droit sur la viande pourra être effectuée à l'introduction des animaux dans ces établissements, sur le montant de leur poids vif, et ce d'après le taux de conversion prévu pour chaque espèce au tableau B ci-après.

La quittance du droit acquitté à l'abattoir devra être représentée aux agents des Contributions diverses, qui ne permettront l'entrée en ville que des viandes estampillées.

Art. 3. — A l'entrée des localités sujettes, les viandes seront, pour la perception ou le contrôle de l'impôt, conduites au bureau de recettes désigné à cet effet, sous peine d'être considérées comme introduites en fraude.

En ce qui concerne les marchés extérieurs aux lieux sujets, le mode de perception du droit sera déterminé par voie administrative, suivant la situation et les circonstances locales.

L'interdiction de l'ouverture et de la tenue des marchés non reconnus par nous est maintenue.

Le stationnement des animaux et de la viande est prohibé dans un rayon de 1 kilomètre autour des marchés (4).

Art. 4. — Les dispositions de l'article 4 du décret du 29 janvier 1895 (2 châbane 1312), relatives au transit dans les lieux sujets, sont applicables à l'introduction des viandes ou animaux sur pied. Dans ce dernier cas, la somme à consigner ou à cautionner sera liquidée à forfait et comprendra : 1° la taxe de consommation proprement dite au taux fixé par le paragraphe 2 du tableau A ; 2° les droits exigibles sur la peau et sur la laine de l'animal d'après les distinctions et le tarif prévus au décret du 13 décembre 1894 (14 djoumadi ettani 1312).

Art. 5. — Quiconque voudra entretenir des animaux de boucherie dans le rayon de perception d'une localité sujette devra, au préalable, en obtenir l'autorisation.

Art. 6. — Dans les localités dépourvues d'abattoirs, le droit de consommation pourra, sur les viandes destinées aux boucheries, être converti en une taxe d'abonnement à la charge des bouchers.

Le prix et les conditions de l'abonnement feront l'objet d'un engagement unique qui devra être signé par tous les bouchers ou par leurs porte-fort, s'ils ne savent ou ne peuvent signer, et approuvé par le Directeur des finances.

L'abonnement sera d'un an et pourra être renouvelé.

Art. 7. — Le stationnement des animaux sur les marchés (a) est assujetti à un droit dont la quotité est déterminée par le paragraphe 3 du tableau A ci-annexé.

Le droit de stationnement sera perçu au double tarif, sur le marché de Tunis (b), les jours autres que le lundi.

Art. 8. — Les contraventions aux dispositions qui précèdent et à tous arrêtés réglementaires destinés à en assurer l'exécution seront punies d'une amende de 100 fr. à 500 fr. et de la confiscation des marchandises.

Seront applicables au présent décret les dispositions des articles 2, 4, 5, 6 et 7 du décret du 29 janvier 1895 (2 châbane 1312) relatives aux mesures d'exécution, à la réglementation des introductions et à la répression de la fraude.

Art. 9. — Toutes dispositions contraires à celles qui précèdent sont abrogées.

Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui entrera en vigueur le 1er juillet prochain, et il prendra tous arrêtés réglementaires à cet effet.

---

(1) Conf. instruction du 22 juin 1899.

(2) Conf décret du 21 juillet 1896 (tableau annexe) [v° CHAUX ET BRIQUES]

(3) Conf. arrêté du 23 juillet 1899.

(4) Ces dispositions n'ont pas seulement pour objet de garantir le recouvrement de l'impôt, elles ont aussi un but économique : il importe de favoriser la fréquentation des marchés reconnus, où l'affluence des vendeurs et des acheteurs assure aux premiers la concurrence et, par suite, un meilleur prix de leurs denrées, et aux seconds l'abondance de l'approvisionnement et un plus grand choix des objets. Les marchés reconnus sont les seuls où une surveillance puisse être exercée pour garantir la loyauté des transactions, empêcher que le vendeur ne soit trompé sur la quantité ou le poids, que l'acheteur ne soit exposé à prendre livraison, par exemple, d'animaux malades ou volés, etc. A ces divers points de vue, il importe que les agents de l'État concourent à la surveillance des marchés autorisés et à la découverte des marchés clandestins. Le stationnement des animaux et de la viande dans le rayon des marchés doit être particulièrement surveillé et réprimé. Il se pratique souvent, dans le périmètre prohibé, des transactions illicites, soit que les vendeurs se trouvent sollicités par des courtiers ou des acheteurs en quête de marchandages lucratifs, soit que les vendeurs eux-mêmes les recherchent. L'attention des agents est appelée sur ces pratiques. Ils devront les observer attentivement, ne pas hésiter à dresser des procès-verbaux contre les délinquants et à saisir les animaux ou la viande. S'il y a eu simple stationnement, des procès-verbaux seront dressés contre les détenteurs des animaux ou de la viande ; s'il y a eu vente, ils seront dressés aussi bien contre le vendeur que contre l'acheteur. Dans les deux cas, toute la marchandise sera saisie. Il conviendra de préciser avec soin dans les procès-verbaux les circonstances propres à caractériser nettement la contravention et à faire ressortir le degré de culpabilité des auteurs suivant leurs agissements. (*Circulaire du Directeur des finances du 15 octobre 1900* [*Officiel*, 1900, 794]. — Conf. etiam instruction du 22 juin 1899, § 14.)

(a) L'Administration des Contributions diverses n'a pas à veiller à la garde des animaux qui stationnent sur les marchés. Elle n'est donc pas responsable de la perte d'une bête de somme survenue sur un marché public, alors qu'il n'est nullement prouvé que ce fait ait eu pour cause, soit l'organisation défectueuse du marché, soit une autre faute imputable à l'Administration. (Tunis, 28 mars 1898, *J. T.* 98, 264.)

(b) La réglementation et la police du marché aux bestiaux de Tunis appartiennent au Directeur des finances du Gouvernement tunisien. Les agents et surveillants commissionnés et assermentés de la Direction des finances chargés de la police du marché peuvent en interdire l'accès à tous ceux dont la présence leur paraît être un danger pour la paix publique et une entrave à la liberté des transactions ou un obstacle à la perception régulière des impôts. Ces agents agissent dans l'exercice de leurs fonctions en expulsant du marché un individu qui y cause du tumulte et ne sauraient être passibles de dommages-intérêts qu'autant qu'il serait démontré qu'ils auraient agi arbitrairement et commis un abus d'autorité vis-à-vis de l'individu objet de l'expulsion. (Tunis, 30 décembre 1895, *J. T.* 96, 245.)

57 Tarifs annexés au décret du 29 mai 1899.

(Officiel., 1899, 431)

Tableau A.

§ 1. — *Droits de consommation.*	Les 100 kilos.
1° Viande fraîche	6f00
2° Charcuterie fabriquée, viandes salées ou fumées, graisses et lards préparés	7 00

§ 2. — *Tarifs des consignations applicables à la viande du bétail sur pied introduit en transit.*	Par tête.
1° Bœufs, vaches, taureaux	6f60
2° Bouvillons et génisses	4 20
3° Veaux	2 10
4° Moutons	0 90
5° Chèvres	0 55
6° Agneaux	0 55
7° Chevreaux	0 25
8° Porcs	3 90
(Indépendamment des droits sur la peau.)	

§ 3. — *Droits de stationnement sur les marchés.*	Par tête.
1° Bœufs, vaches, taureaux, génisses	0f25
2° Veaux	0 20
3° Moutons	0 07
4° Chèvres	0 07
5° Agneaux et chevreaux	0 07
6° Porcs	0 20
7° Chameaux	0 50
8° Chevaux	0 40
9° Mulets	0 40
10° Anes	0 10

Tableau B.

Taux de conversion du poids vif des animaux de boucherie en poids mort imposable.

Bœufs, vaches, taurillons, génisses, moutons, agneaux, chèvres, chevreaux et dromadaires	45 °/o
Veaux	50 —
Porcs	75 —

---

58 22 juin 1899

Instruction générale du Directeur des finances sur la réforme de la législation fiscale concernant les animaux. (Extrait.)

(R. D F. 1899, 226.)

1. Considérations générales sur la réforme. — Le *Journal officiel* du 21 juin dernier a publié un décret du 29 mai précédent (18 moharrem 1317), qui supprime les droits de mahsoulats dont sont frappées les ventes d'animaux, et qui remplace ces droits par des taxes de consommation sur la viande de boucherie et de charcuterie et par des droits de stationnement applicables aux animaux qui seront introduits sur les marchés.

Cette réforme, l'une des plus importantes qu'ait accomplie l'Administration du Protectorat depuis quinze ans, affranchit de toute entrave fiscale les transactions sur les animaux. Elle doit, dans les vues du Gouvernement, favoriser la production du bétail, l'une de nos principales richesses agricoles, sans grever sensiblement la consommation qui, en dernière analyse, supportait les droits de mahsoulats aujourd'hui supprimés.

Pour que le nouveau régime produise tous les bons effets qu'on en attend, il est nécessaire que le décret précité soit appliqué avec un large esprit de modération et que les formalités administratives soient réduites au strict indispensable. Les instructions suivantes ne renferment que les explications essentielles pour guider les agents vers une application uniforme.

. . . . . .

2. Délais de mise à exécution. — Le nouveau régime entrera en application dès le 1er juillet prochain dans toutes les circonscriptions de la Régence.

3. Indication des droits supprimés. — L'article 1er du décret ne supprime expressément que le droit de 6.25 °/o auquel sont assujetties les ventes d'animaux de toute espèce, vivants ou abattus, en vertu du tarif général des mahsoulats (décrets des 11 juin 1871, 17 septembre 1884 et 29 février 1888).

Mais, comme l'une des taxes de remplacement de ce droit est assise sur la consommation de la viande de boucherie, il convient de ne pas lui superposer le droit de patente de 3 fr. par mois qui, en vertu du tarif général des mahsoulats, frappe les bouchers indigènes vendant en boutique ou sur les marchés publics, partout ailleurs qu'à Tunis. Ainsi se trouvera établie l'égalité entre les bouchers des différentes nationalités et des divers lieux de la Régence. Cette mesure d'équité aidera à faire accepter la nouvelle législation en la rendant plus douce et elle enlèvera tout prétexte au renchérissement de la viande. Les agents ne manqueront pas de faire ressortir cet avantage aux yeux des intéressés. L'Administration se réserve de reprendre ce droit de patente, qui est seulement suspendu, si le produit des nouveaux droits n'atteignait pas l'évaluation qui en a été faite.

Aucune atteinte n'est portée au principe de la perception ni à la quotité des droits communaux d'abatage. Ces droits se cumuleront avec celui de consommation et continueront à appartenir aux municipalités.

Il en sera de même des taxes établies par les décrets en vigueur, notamment ceux des 5 juillet et 7 août 1888, 25 novembre 1889, 6 septembre 1890, 1er novembre et 30 décembre 1891, concernant la viande abattue suivant le rite israélite. Ces taxes continueront à être perçues pour le compte des caisses de bienfaisance de ce culte en sus de la taxe de consommation.

4. Indication des taxes de remplacement. — Ainsi que je l'ai dit plus haut, les taxes de remplacement consistent en un droit de consommation sur la viande et en un droit de stationnement sur les animaux.

Pour bien saisir l'économie de la réforme, il faut remarquer que, tandis que l'ancien droit de mahsoulats frappait tous les animaux sans exception, le droit de consommation ne grève que les animaux qui fournissent normalement de la viande de boucherie ou de charcuterie et qu'elle n'atteint les autres que s'ils sont livrés à l'alimentation.

5. Étendue du droit de consommation. — Le droit de consommation frappe toutes les viandes d'animaux abattus, quelles que soient leur nature, leur origine et leur provenance, de même que le droit de mahsoulats frappait la vente des animaux des races ovine, bovine, chevaline et, en général, celle des animaux de toute espèce.

Toutefois, les viandes d'importation, fraîches ou salées, étant frappées du droit de 8 °/₀ par l'article 15 du tableau A du tarif annexé au décret du 2 mai 1898, il n'y a pas lieu, pour le moment, de superposer au droit de douane la taxe de consommation. Mais, pour bénéficier de cette tolérance, les importateurs devront représenter la quittance des droits de douane.

Les viandes de chameaux ou dromadaires et celles de chevaux, d'ânes ou de mulets, lorsque la vente en est permise, sont soumises à la taxe.

Par contre, les viandes d'animaux sauvages et notamment de sanglier, gazelle, etc., qui sont déjà taxées comme gibier, tant par le tarif commun des mahsoulats que par celui des droits d'entrée, y échappent complètement.

6. Assiette du droit de consommation. — Le droit de consommation est en principe assis sur la viande dépecée.

Toutefois, le troisième alinéa de l'article 2 du décret du 29 mai 1899 permet de l'asseoir, dans les localités pourvues d'abattoirs, sur le montant du poids vif des animaux, d'après un taux de conversion fixé pour chaque espèce par le tableau B annexé au décret. Cette faculté demeure subordonnée à l'existence, dans les abattoirs, d'instruments de pesage permettant la détermination du poids.

Des abattoirs ou lieux d'abatage existent actuellement dans les vingt-six agglomérations ci-après : Aïn-Draham, Béja, Bizerte, Djerba, Gabès, La Goulette, Hammam-el-Lif, Kairouan, Le Kef, Mateur, Medenine, Medhia, Medjez-el-Bab, Monastir, Nabeul, Radès, Sfax, Sidi-bou-Said, Souk-el-Arba, Sousse, Tabarka, Tebourba, Tozeur, Tunis, Zaghouan et Zarzis.

Rien ne s'opposerait, d'ailleurs, à ce que, pour plus de commodité, et quand il sera possible de constater le poids vif d'un animal, la taxe soit assise sur le poids net, d'après le taux de conversion fixé par le décret, même dans les localités non pourvues d'abattoirs. Mais, dans tous les cas, l'Administration restera juge de la possibilité d'accorder les facilités prévues par le troisième alinéa de l'article 2 du décret. Le service local n'aura pas à prendre l'initiative de la perception au poids vif : il devra adresser ses propositions au Directeur des Contributions diverses qui me les soumettra.

7. Exigibilité du droit de consommation. — Le droit de consommation est exigible : 1° à l'entrée des agglomérations de 500 habitants (1) et au-dessus, ainsi que dans toutes les agglomérations qui seront désignées par les arrêtés que je suis autorisé à prendre (1) ; 2° sur les marchés (2).

8. Mode de perception du droit de consommation. Perception dans les agglomérations. — Le droit sera perçu d'après les distinctions prévues au n° 6 ci-dessus, savoir :

Si la taxe est basée sur le poids vif, avant l'abatage et d'après la pesée de l'animal sur pied ;

Si elle est exigible à l'entrée, sur le poids de la viande introduite et d'après la déclaration faite par les introducteurs.

Lorsque le droit sera perçu à l'entrée des animaux dans les abattoirs, il sera acquis par le seul fait de l'introduction de l'animal, quel que soit le lieu où il doive être consommé. L'abatage de l'animal justifie, en principe, la perception de la taxe. Mais il conviendra d'admettre en détaxe, sur un certificat des autorités locales, les animaux reconnus impropres à la consommation et, comme tels, confisqués ou détruits.

Les viandes reconnues saines seront estampillées, et cette estampille servira de contrôle lors de l'introduction.

Indépendamment de cette formalité de l'estampille, à défaut de laquelle les viandes devraient être saisies, l'article 2, dernier alinéa, du décret du 29 mai 1899 dispose que la quittance du droit acquitté à l'abattoir doit être représentée aux agents des Contributions diverses. Cette quittance sera, séance tenante, restituée aux introducteurs après avoir été revêtue de la date de l'introduction et du cachet du bureau de perception, de manière à empêcher de la représenter une seconde fois. Les récépissés n'émanant pas de l'abattoir local devront être écartés.

Toutes les vérifications utiles au contrôle seront faites à l'introduction. L'attention des agents est instamment appelée sur l'intérêt qui s'attache à exiger des parties une déclaration exacte de la nature et du poids des viandes introduites ; mais il faudra apporter aux vérifications une modération qui leur enlève tout caractère vexatoire.

9. Perception du droit de consommation par abonnement. — Il conviendra d'accepter, le plus possible, dans les localités ouvertes non pourvues d'abattoirs, l'abonnement que les bouchers demanderaient et que l'article 6 du décret donne la faculté d'établir.

L'abonnement sera consenti collectivement sur la base du produit de la dernière année. Il sera d'un an, au moins, sauf renouvellement, et soumis à mon approbation.

Le forfait d'abonnement ne couvrira pas les

(1) Conf. décret du 21 juillet 1896 (tableau annexé) [v° CHAUX ET BRIQUES].

(1) Conf. arrêté du 28 juillet 1899
(2) Conf. tableau général (v° MARCHÉS)

introductions faites par d'autres que les bouchers. Les agents ne manqueront pas, d'ailleurs, de provoquer l'établissement d'abattoirs publics partout où cette mesure paraîtra possible et utile. Leurs propositions motivées, après entente avec l'autorité locale, seront adressées au Directeur des Contributions diverses qui me les soumettra.

10. Fêtes religieuses. — Rien n'est changé aux usages d'après lesquels les musulmans et les israélites sont autorisés, à l'occasion de certaines fêtes et cérémonies, à introduire des animaux vivants sacrifiés ensuite à leur domicile.

Les agents percevront à cette occasion, non seulement le droit de consommation, mais encore les droits sur la peau et la laine des animaux, conformément au tarif en vigueur au moment de l'introduction, tarif qui est présentement celui déterminé par le décret du 13 décembre 1894 (14 djoumadi ettani 1312). Dans les localités où il sera intervenu une entente spéciale entre l'Administration des finances et l'autorité municipale, les agents percevront en outre la taxe communale d'abatage.

11. Mode de perception du droit de consommation sur les marchés. — Le droit de consommation est exigible non seulement sur les viandes introduites sur les marchés, mais aussi sur celles des animaux tués dans la partie des marchés reservée à cet effet.

Dans le but d'assurer la fréquentation des marchés et principalement d'éviter que les droits soient éludés au moyen de l'installation de boutiques volantes débitant de la marchandise non frappée de l'impôt, le stationnement des animaux et de la viande est prohibé dans un rayon de 1 kilomètre autour des marchés (art. 3).

Il importe que cette disposition, empruntée à la législation existante, ne soit pas détournée de son but; elle doit être appliquée avec beaucoup de discernement.

Tout d'abord elle ne concerne pas les marchés qui se tiennent à l'intérieur des lieux sujets, où la perception a été faite à l'introduction.

Il convient également de remarquer que, dans les marchés non quotidiens, cette restriction n'a sa raison d'être que le jour même du marché. Elle serait également sans application aux bouchers qui, ayant une boutique à proximité des marchés, consentiraient à contracter un abonnement dans les formes prévues par l'article 6 du décret.

12. Transit dans les lieux sujets. — L'impôt exigible sur la viande abattue nécessite une surveillance spéciale quant à l'introduction des animaux vivants.

L'article 4 consacre, en conséquence, le régime du transit, dont les règles sont connues.

Je recommande, toutefois, d'appliquer ces règles dans un sens très large. Ainsi, notamment, la délivrance de passe-debout pourra n'être pas imposée pour les bestiaux conduits sur les marchés qui sont situés à l'intérieur de lieux sujets, sauf, bien entendu, l'exercice du contrôle propre à prévenir les abatages clandestins.

De même, aucune formalité ne devra jamais être exigée pour l'introduction des animaux de selle, de trait ou de bât, dont la viande n'est consommée que tout à fait accidentellement.

Au cas de délivrance du passe-debout, l'article 4 fixe la somme à consigner ou à cautionner. Cette somme doit comprendre : 1° la taxe de consommation proprement dite ; 2° les droits exigibles sur la peau et sur la laine de l'animal d'après les distinctions et le tarif prévus par la législation en vigueur (actuellement le décret du 13 décembre 1894 [14 djoumadi ettani 1312]).

Dans les localités où il a été établi des taxes communales d'abatage et où une entente sera intervenue à cet effet avec l'administration municipale, les agents feront, en outre, consigner le montant de ces taxes.

Les passe-debout devront être apurés dans les conditions ordinaires. En cas de non-rentrée du passe-debout, le montant du droit de consommation et du droit sur les peaux et laines sera appliqué aux produits budgétaires, et la taxe d'abatage prise en recette aux opérations de trésorerie, « recouvrements pour les municipalités », en vue de son reversement ultérieur à la commune intéressée.

13. Bestiaux entretenus dans les lieux sujets. — L'article 5 du décret dispose que quiconque voudra entretenir des animaux de boucherie dans le rayon de perception d'une localité sujette, devra au préalable en obtenir l'autorisation.

Cette disposition a uniquement pour objet de prévenir les abatages clandestins. Comme dans les localités pourvues d'abattoirs municipaux, les municipalités sont, tout autant que l'Etat, intéressées à prévenir les consommations clandestines, il conviendra de se concerter avec elles pour la détermination des mesures spéciales qu'il pourra y avoir lieu de prendre. Les mesures ainsi concertées pour chacune de ces localités seront soumises à mon approbation, conformément à la phrase finale de l'article 9 du décret. Dans les autres localités, les agents avertiront les détenteurs de bestiaux que la liberté qu'on leur laisse n'est qu'une tolérance temporaire, qu'il leur est interdit de livrer des animaux à la boucherie sans autorisation, et qu'en cas d'infraction, ils tomberaient sous le coup des pénalités prévues par l'article 8 du décret.

Dans les localités non pourvues d'abattoirs, il est probable que les bouchers demanderont le bénéfice de l'abonnement. Lorsqu'il en sera ainsi, il sera inutile de réglementer la détention des bestiaux dans le périmètre rédimé.

Dans le cas contraire, comme il s'agira, dans

la plupart des cas, de localités rurales, il semble qu'il serait également prématuré de gêner les agriculteurs par une réglementation quelconque. Les propriétaires seront avertis de la tolérance qui leur est accordée. Les agents se concerteront à cet effet avec l'autorité locale, qui sera d'ailleurs appelée à concourir à la surveillance. Je suis persuadé que la bonne entente de tous les fonctionnaires locaux suffira pour prévenir tous abus. Les inspecteurs rendront compte de la manière dont le décret sera exécuté sur ce point en particulier.

14. Droit de stationnement(1). — Le stationnement des animaux sur les marchés est assujetti à des droits dont la quotité est déterminée par le § 3 du tableau A annexé au décret (art. 7). La seule introduction des animaux dans le périmètre du marché donne lieu à la perception du droit, sans qu'il y ait lieu de rechercher si l'animal a trouvé ou non acquéreur. Le stationnement des animaux en dehors des marchés est d'ailleurs interdit dans le rayon de 1 kilomètre (art. 3, 4e alinéa). Cette disposition ne doit pas être appliquée aux animaux de selle, de trait ou de bât, employés au transport des personnes ou des marchandises, et qui, manifestement, ne sont pas amenés en vue de la vente. Tels sont les animaux qui seraient introduits dans un fondouk. Il y aura lieu, d'ailleurs, toutes les fois qu'il sera possible, de réserver dans une partie du marché un enclos affecté aux animaux de cette catégorie. Nul ne sera admis dans cet enclos que les propriétaires des animaux.

Le mode de perception pourra varier suivant les dispositions locales, tous les marchés n'étant pas pourvus de clôture. Je laisse au service le soin de prendre, dans chaque cas particulier, de concert avec l'autorité locale, toute mesure propre à sauvegarder les droits du Trésor. Des propositions me seront faites en vue de l'aménagement progressif des divers marchés. Les plus importants seront les premiers pourvus des installations les plus indispensables.

Lorsque la perception aura lieu pendant la durée du stationnement, les agents auront soin d'exiger à la sortie la représentation des quittances, lesquelles seront annulées immédiatement.

Je ne saurais trop engager le personnel à se concerter avec les Caïds et les Cheiks pour que les indigènes qui auront à payer le droit de stationnement sans avoir toujours vendu leurs animaux, soient invités à se munir par avance du numéraire nécessaire. De fréquentes publications devront être faites dans les marchés, durant les premiers temps de la réforme, pour bien faire comprendre cette mesure par la population.

15. Perception d'un double droit de stationnement à Tunis. — Suivant la demande qui en a été faite par la colonie agricole, et dans le but de créer l'habitude d'un principal jour de marché à Tunis, le droit de stationnement sera perçu au double tarif sur ce marché, les jours autres que le lundi. Mais la taxe d'abatage, à l'exemple du droit de consommation, ne sera plus perçue qu'à l'abattoir : les dispositions contraires du décret du 27 janvier 1898 (*Officiel*, 1898, 80) sont implicitement abrogées par le décret du 29 mai 1899.

16. Contraventions. Répression de la fraude. — L'article 8 du décret est assez explicite pour que son application ne présente pas de difficultés.

Je recommande, toutefois, au service de n'user de la répression qu'avec tact et modération, surtout pendant la période de début. Il faut, avant tout, guider le public dans la voie des obligations nouvelles que la loi lui impose, et ne dresser procès-verbal qu'en cas de fraude intentionnelle avérée et si les droits frustrés atteignent un chiffre assez important, pourvu, bien entendu, que les droits simples soient immédiatement payés.

17. Comptabilité. — La taxe de consommation sur la viande et le droit de stationnement seront pris en recette dans la comptabilité parmi les droits de mahsoulats, sous deux rubriques distinctes intitulées, l'une « Taxe de consommation sur la viande », l'autre « Droit de stationnement sur les animaux ».

(1) Conf. décret du 29 mai 1899, art. 3, note.

---

59 23 juillet 1899

Arrêté du Directeur des finances relatif à la perception du droit de consommation sur la viande de boucherie dans certaines localités ou établissements militaires.

(Officiel, 1899, 552)

Vu le décret du 29 mai 1899 relatif au régime fiscal du bétail;

Article 1er. — Le droit de consommation sur la viande de boucherie sera perçu, dans toutes les localités situées dans le territoire du caïdat de la banlieue de Tunis, indistinctement, à Bizerte, dans l'enceinte des nouvelles fortifications, à Ferryville et Sidi-Abdallah, à Zarzis et, en général, dans les camps, forts, casernes, citadelles ou autres établissements militaires situés à l'extérieur des localités sujettes aux droits d'entrée.

Art. 2. — Le Directeur des Contributions diverses est chargé de l'exécution du présent arrêté.

ANTIQUITÉS

60 — 7 novembre 1882

(25 hidja 1299)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DÉCEMBRE 1884

Décret édictant des mesures conservatoires des monuments d'art et des documents historiques, établissant un musée à Tunis et réglementant le droit de fouilles (a).

(OFFICIEL, 1883, 5)

Article 1er. — Les objets d'art et d'antiquité, les ruines de constructions antiques, les statues, fragments de colonne, etc., les inscriptions historiques, sculptées, gravées ou écrites, sur n'importe quelle matière, sont placés sous la surveillance du Gouvernement beylical (1).

Art. 2. — Le Gouvernement beylical veille à la conservation des monuments d'art et des documents historiques. A cet effet, un musée est créé à Tunis où les principaux d'entre eux sont réunis.

Dès que le Gouvernement juge utile de les transporter, soit dans l'intérêt de leur conservation, soit dans un intérêt archéologique, il le fait sans qu'aucune indemnité puisse, dans ce cas, être réclamée par le propriétaire, ni pour son droit de propriété, ni pour les dommages éventuels que les travaux de déplacement lui ont causés.

Art. 3. — Il est absolument défendu de détruire, dégrader ou altérer les objets d'art ou d'antiquité et les inscriptions, alors même qu'ils se trouvent dans une propriété particulière.

Art. 4. — Les propriétaires de terrains dans lesquels sont découverts des monuments d'art et d'antiquité ne peuvent leur donner aucune destination susceptible d'endommager ou altérer lesdits monuments.

Ils ne doivent faire autour d'eux aucun travail qui mettrait en péril leur conservation ou qui empêcherait de venir les étudier.

Art. 5. — Il est et demeure absolument interdit d'emporter à l'étranger des objets d'art et d'antiquité, des collections de médailles, des inscriptions, sans l'autorisation du Gouvernement beylical (2).

Art. 6. — Quiconque a l'intention de faire des fouilles d'antiquité sur son propre fonds ou sur celui d'autrui, ne peut les entreprendre sans en avoir obtenu l'autorisation du Gouvernement beylical. Il doit, dans sa demande, indiquer très exactement l'endroit où il veut faire ses fouilles.

Art. 7. — Lorsque le Gouvernement beylical autorise une fouille, il est toujours libre d'en faire surveiller l'exécution de manière à prévenir les détériorations qu'un travail mal dirigé pourrait occasionner aux monuments découverts; il prend, en outre, les mesures nécessaires pour qu'aucun des objets trouvés ne soit enlevé sans autorisation.

Le Gouvernement beylical n'accorde en aucun cas, aux entrepreneurs de fouilles, plus de la moitié des objets découverts.

Art. 8. — Toutes dispositions, concessions et décisions antérieures contraires au présent décret sont annulées.

(1) Conf. decrets des 8 mars 1885, 7 mars 1886, 25 septembre 1890 et 2 août 1898

(2) Conf. instruction du 3 mai 1898 (v° DOUANES).

(a) Les décrets des 7 novembre 1882 et 7 mars 1886 n'ont pas eu pour effet d'enlever la propriété des antiquités et objets d'art aux propriétaires du sol et d'en faire la propriété de l'État. Ils ont simplement grevé les terrains ou ils se trouvent d'une servitude d'utilité publique consistant dans l'interdiction pour les propriétaires de détruire lesdits monuments sans une autorisation de l'Administration. Les propriétaires doivent recevoir une indemnité dans le cas ou l'Administration voudrait faire passer des monuments historiques dans le domaine de l'État. (Tunis, 25 avril 1892, J. T. 95, 595.)

61 — 8 mars 1885

(21 djoumadi el aouel 1302)

Décret instituant un service des antiquités, beaux-arts et monuments historiques en Tunisie.

(OFFICIEL, 1885, 527)

Vu notre décret du 7 novembre 1882;

Considérant qu'il importe de veiller à l'exécution de ce décret; d'assurer l'étude, le classement et la conservation des monuments et œuvres d'art ayant un caractere historique; d'etablir un musée où les travaux et les découvertes des savants soient réunis; enfin, d'une manière générale, de faciliter l'application de toutes les mesures prises ou à prendre en faveur des beaux-arts, des études historiques et de l'archéologie;

Apres nous être assuré de l'assentiment du Gouvernement français;

Article 1er. — Il est créé un service des antiquités, beaux-arts et monuments historiques.

Art. 2. — L'organisation de ce service et les mesures nécessaires pour assurer l'exécution du présent décret et du décret précité, feront l'objet de règlements pris par nous sur la proposition de notre Premier Ministre (1)

62 — 25 mars 1885

(8 djoumadi ettani 1302)

Décret établissant le musée Alaoui au Bardo.

(OFFICIEL, 1885, 535)

Vu notre décret du 7 novembre 1882 (25 hidja 1299) par lequel nous avons decidé qu'un musee serait créé à Tunis pour recevoir et conserver les œuvres artistiques et les antiquités et, d'une manière générale, toutes les collections utiles à l'étude des sciences et des arts;

Considérant que le Gouvernement de la République française a bien voulu mettre à notre disposition de nouvelles ressources scientifiques, et vu notre décret du 8 mars 1885 (21 djoumadi el aouel 1302) par le-

(1) Conf. decrets des 25 septembre 1890 et 2 août 1898.

quel nous avons créé un service des antiquités, beaux-arts et monuments historiques, il nous a paru opportun de procéder à l'établissement du musée et d'y affecter une partie du Bardo qui sera restauré dans ce but ;

Article 1er. — Il est créé au Bardo un musée qui portera le nom de Musée Alaoui. Ce musée sera installé dans les locaux du harem construit par Sidi-Mohammed-Bey, conformément au plan qui est annexé à ce décret.

Art. 2. — Le musée Alaoui comprendra toutes les sections qu'il y aura lieu d'y ouvrir pour que toutes les sciences y soient représentées.

La direction de cet établissement appartiendra au Directeur du service des antiquités, beaux-arts et monuments historiques.

Il sera pourvu aux détails de l'organisation du service du musée par des règlements rendus par nous sur la proposition de notre Premier Ministre (1).

---

63 28 novembre 1885

(20 safar 1303)

Circulaire du Premier Ministre aux Caïds relative à la constitution du musée du Bardo.

(Officiel, 1885, 721)

S. A. le Bey, qui avait annoncé dans un décret à la date du 8 mars 1885 (21 djoumadi el aouel 1302) qu'un musée serait créé à Tunis pour réunir les plus belles et les plus intéressantes des antiquités trouvées dans la Régence, a décidé depuis que ce musée porterait son nom. Désirant témoigner davantage son intérêt pour cette fondation et lui assurer un local convenable, Son Altesse y a affecté une partie importante de son palais du Bardo qui a été restauré à cet effet.

En conséquence, je vous invite à contribuer, autant qu'il vous sera possible, à l'enrichissement des collections qui vont y être réunies.

Le Gouvernement de Son Altesse sera particulièrement reconnaissant des dons qui pourraient être faits et des soins qui seront pris pour l'apport à Tunis des objets d'art et des antiquités qui pourront être expédiés.

Dès maintenant vous voudrez bien envoyer les objets de cette nature dont l'existence vous est connue dans votre circonscription, en prenant dans leur transport les soins nécessaires pour les faire parvenir en bon état.

Si, à défaut de moyens suffisants à votre disposition, le transport vous en paraissait difficile, je vous prie d'en informer le Ministre.

Il est bien entendu qu'il ne s'agit jamais de fragments qu'il faudrait arracher d'un édifice debout ou ruiné, et qu'au contraire vous mettrez tous vos soins à empêcher qu'aucune dégradation ne soit faite à des édifices de cette nature.

Sauf cette réserve, nous vous recommandons d'apporter le plus grand zèle à l'enrichissement des collections du musée Alaoui.

(1) Conf circulaire du 28 novembre 1885 et arrêté du 25 mars 1891.

---

64 7 mars 1886

(1er djoumadi ettani 1303)

PROMULGUÉ LE 8 MARS 1886

Décret relatif à la propriété et à la conservation des antiquités et objets d'art.

(Officiel, 1886, 41)

Considérant qu'il est nécessaire, dans l'intérêt de la science et de l'art, d'une part, et dans l'interêt des particuliers, de l'autre, de regler d'une maniere définitive les conditions de la proprieté s'appliquant aux antiquités, aux monuments, aux objets d'art découverts et à découvrir, dans notre royaume, de manière que ceux de ces objets qui doivent être conservés soient protegés sans que les droits legitimes de personne en souffrent et sans que des restes insignifiants du passé encombrent mal à propos la terre ;

Considérant qu'il importe d'assurer, par une sanction pénale, l'efficacité des mesures prises ou à prendre pour atteindre ce but ;

Vu notre décret du 7 novembre 1882, relatif à la conservation des monuments et objets mentionnés ci-dessus ;

Vu nos décrets des 8 mars 1885 et 12 janvier 1886, déterminant les attributions du service des antiquités et des arts ;

TITRE Ier

De la propriété des monuments, des objets d'art et d'antiquité.

Article 1er. — Le droit de propriété et les autres droits utiles, tels que les lois actuellement en vigueur dans le royaume de Tunis les établissent, sur les biens meubles et immeubles de toute nature, s'appliquent aux monuments, objets d'art et d'antiquité, aux conditions indiquées par les articles ci-après

TITRE II

Des immeubles et de leur classement.

Art. 2. — Les immeubles par nature ou par destination, dont la conservation au point de vue de l'histoire ou de l'art présente un intérêt sérieux, seront l'objet d'un classement.

Art. 3. — Le classement sera prononcé par décret rendu sur le rapport de notre Premier Ministre et après avis du Directeur du service des antiquités et des arts (1).

Quand l'immeuble n'appartient pas à l'État, le classement est précédé d'une enquête qui se fait dans la forme ci-après.

Art. 4. — L'enquête est ordonnée par arrêté de notre Premier Ministre.

Cet arrêté est publié au *Journal officiel tunisien* et notifié administrativement au propriétaire et, s'il y a lieu, au détenteur deux mois au moins avant le décret de classement. Tout

(1) Tous ces décrets sont reproduits dans cette rubrique ; les monuments y sont classés par caïdats. Les circonscriptions et le nombre des caïdats existant au moment des décrets de classement ont été modifiés depuis. Voir les noms et la liste actuelle des caïdats à la rubrique *Caïds* (tableau général).

intéressé peut présenter ses observations; elles doivent être adressées au Premier Ministre, qui les transmet, pour instruction, au Directeur du service des antiquités et des arts.

Art. 5. — La déclaration d'enquête a pour effet d'assimiler l'immeuble, pendant la durée de l'enquête, à un immeuble classé.

L'enquête doit être terminée et le décret de classement promulgué dans le délai d'un an à partir du jour de l'insertion au *Journal officiel*.

Passé ce délai, elle est réputée avoir abouti à un résultat négatif. Elle ne peut être recommencée que dans la forme prescrite par l'article 4, mais alors l'immeuble n'est plus présumé classé pendant sa durée.

Art. 6. — Le classement prononcé sera notifié administrativement aux intéressés. La notification sera accompagnée d'une description faite avec le détail nécessaire et complétée, s'il le faut, par des plans et dessins de l'immeuble.

Si un intéressé conteste l'exactitude de cette description, il y aura lieu à une vérification faite par deux experts, qui seront choisis, l'un par l'Administration, l'autre par l'intéressé.

Dans le cas où ces deux experts ne parviendraient pas à s'entendre, notre Premier Ministre en nommera un troisième pour les départager

Art. 7. — L'Administration devra faire apposer sur le monument classé une marque spéciale apparente.

Le classement n'aura son plein effet vis-à-vis des tiers qu'à dater de l'apposition de cette marque.

Art. 8. — L'immeuble classé ne peut être détruit, même partiellement, sans un décret rendu sur le rapport de notre Premier Ministre et après avis du Directeur du service des antiquités et des arts.

Il ne peut être l'objet d'un travail quelconque sans qu'une déclaration ait été faite préalablement au Directeur du service des antiquités et des arts, qui en donne récépissé.

L'Administration peut faire surveiller les travaux, elle peut les empêcher si elle les juge nuisibles à la conservation du monument ou capables d'en atténuer le caractère. Elle peut aussi, dans les mêmes conditions, faire exécuter d'office à ses frais, après en avoir donné avis au propriétaire, les travaux qu'elle juge nécessaires à la conservation du monument.

Dans le cas où le propriétaire ou ayant droit juge ces travaux nuisibles à ses intérêts, une expertise instituée dans les formes indiquées à l'article 6, décide s'il y a lieu à une indemnité et en fixe le montant. Ses décisions sont sans appel.

En aucun cas, le propriétaire ou ayant droit ne peut s'opposer à l'exécution des travaux, sans encourir les peines édictées par l'article 438 du Code pénal français.

Art. 9. — Les immeubles classés qui appartiennent à l'État, à une commune ou à un établissement public, sont inaliénables et imprescriptibles.

Art. 10. — L'expropriation pour cause d'utilité publique d'un immeuble classé ne peut être poursuivie qu'après que le Directeur du service des antiquités et des arts a été appelé à présenter ses observations.

Les servitudes d'alignement et autres entraînant la destruction partielle, la dégradation ou le remaniement des édifices, ne sont pas applicables aux immeubles classés.

Les effets de classement suivent l'immeuble classé en quelques mains qu'il passe.

Toutefois, s'il s'agit d'un immeuble immatriculé, l'arrêté ordonnant l'enquête et le décret de classement sont inscrits à la Conservation de la propriété foncière et ne produisent leurs effets qu'à dater du jour de cette inscription.

Art. 11. — Notre Premier Ministre peut, sur la proposition du Directeur du service des antiquités et des arts, en se conformant aux prescriptions de la loi sur les expropriations pour cause d'utilité publique(1), poursuivre l'expropriation des monuments classés ou qui seraient l'objet d'une proposition de classement.

Art. 12. — Quiconque aura détruit, abattu, mutilé, dégradé un immeuble classé, ou entrepris des travaux en violation de l'article 8 du présent décret, sera passible des peines édictées par l'article 257 du Code pénal français pour la destruction des monuments publics.

Les mêmes peines sont appliquées à quiconque se sera emparé des matériaux provenant de la destruction totale ou partielle d'un immeuble classé.

Dans les deux cas, les auteurs du délit pourront être, en outre ou de préférence, condamnés, soit à rétablir l'immeuble dans son état primitif, soit à payer à l'Administration des dommages-intérêts égaux à la somme des frais que ce rétablissement entraînerait.

Art. 13. — La destruction de la marque apposée par l'Administration sur un monument classé sera assimilée à une dégradation au monument lui-même et passible des mêmes peines.

Art. 14. — Le déclassement total ou partiel d'un immeuble classé peut être demandé à notre Premier Ministre qui prendra l'avis du Directeur du service des antiquités et des arts. Le déclassement sera prononcé par décret, dans les mêmes formes que le classement.

TITRE III

Des objets d'art ou d'antiquité mobiliers.

Art. 15. — La conservation des objets d'art ou d'antiquité mobiliers, découverts en Tunisie, étant d'intérêt général, au même titre que celle des immeubles et des constructions, il est interdit de détruire, dénaturer ou déplacer, sans

(1) Conf. décret du 30 août 1858 (v° MUNICIPALITÉS — TUNIS).

l'autorisation écrite de l'Administration, aucun objet de cette catégorie, en fût-on même propriétaire.

Art. 16. — Celui qui aura détruit ou dégradé volontairement, sans autorisation, un objet d'art ou d'antiquité découvert en Tunisie, pourra être frappé des peines édictées par l'article 12 du présent décret, sans préjudice de l'action civile à laquelle la destruction pourra donner lieu de la part des intéressés ou de l'Administration.

Art. 17. — Les objets d'art ou d'antiquité mobiliers découverts en Tunisie ne peuvent, sans une autorisation écrite, sortir de notre Royaume.

Cette autorisation doit être demandée au Directeur du service des antiquités et des arts qui en réfère à notre Premier Ministre. Un inventaire détaillé des objets doit accompagner cette demande. L'Administration peut faire exécuter toutes les vérifications qu'elle juge nécessaires.

Des droits pourront être établis par des règlements ultérieurs pour l'exportation autorisée de ces objets qui reste soumise, en attendant, aux règlements douaniers actuellement en vigueur.

Art. 18. — Il peut être accordé des autorisations d'exportation temporaire(1), notamment à l'occasion des expositions à l'étranger.

La demande d'autorisation doit, dans ce cas, comme dans celui visé par l'article précédent, être adressée au Directeur du service des antiquités et des arts. Elle doit être accompagnée d'un inventaire et d'une description des objets.

L'Administration a le droit de faire toutes les vérifications qu'elle juge utiles, et de prendre toutes les mesures nécessaires pour que l'identité des objets soit constatée de manière à empêcher toute fraude ou toute erreur.

L'Administration fixe les conditions auxquelles l'exportation, dans chaque cas, sera permise, et exige les garanties qui lui paraissent nécessaires.

Art. 19. — Toutes les pénalités édictées contre la contrebande par les lois françaises et tunisiennes, sont applicables à l'exportation non autorisée des objets d'art ou d'antiquité découverts en Tunisie.

TITRE IV

Des inscriptions.

Art. 20. — Les pierres écrites et inscriptions de toute espèce, à quelque époque qu'elles appartiennent, en quelque langue qu'elles soient rédigées, sont considérées comme monuments de l'histoire de notre Royaume et, comme telles, assimilées aux immeubles dont il est question au titre II.

Elles sont susceptibles d'être classées comme eux par la Direction du service des antiquités et des arts.

Art. 21. — Le classement des inscriptions se fera par un simple avis donné aux intéressés par la Direction du service des antiquités et des arts(1), et par l'apposition sur le monument même, en un lieu apparent, de la marque spéciale mentionnée à l'article 7.

Art. 22. — Les pénalités édictées par l'article 257 du Code pénal français sont applicables à la destruction des inscriptions classées.

Art. 23. — Les inscriptions non classées suivent le régime des objets mobiliers.

Art. 24. — Les dispositions contenues dans le paragraphe 2 de l'article 33 du présent décret, au sujet des objets mobiliers, ne seront applicables aux inscriptions, classées ou non, que si ces inscriptions sont gravées sur métal précieux ou sur pierres précieuses.

TITRE V

Des fouilles et découvertes. Des travaux dans les ruines classées.

Art. 25. — Nul ne peut faire de fouilles à l'effet de rechercher des antiquités, même sur son propre terrain, sans en avoir au préalable, et à des conditions débattues avec les intéressés, obtenu l'autorisation par écrit.

Cette autorisation doit être demandée au Directeur du service des antiquités et des arts, qui en réfère à notre Premier Ministre, et la demande doit être accompagnée des indications les plus précises. L'Administration a le droit de faire toutes les enquêtes et vérifications qu'elle juge convenables. Elle peut mettre à son autorisation les conditions qui lui paraissent devoir y être mises, notamment en ce qui concerne la propriété des objets à découvrir et la surveillance du travail.

Art. 26. — Si un travail d'art, une opération agricole, une fouille entreprise dans un but non archéologique met au jour des monuments, ruinés ou non, ou des objets d'art ou d'antiquité, l'auteur du travail doit immédiatement en donner avis à la Direction du service des antiquités et des arts, et prendre en même temps l'engagement de se conformer aux articles 14 et 16 du présent décret, faute de quoi la fouille est considérée comme faite en violation de l'article qui précède.

Par le fait même de l'envoi de cet avis accompagné de l'engagement ci-dessus, le travail se trouve assimilé provisoirement à une fouille archéologique autorisée aux conditions fixées par le décret du 7 novembre 1882 (25 hidja 1299), jusqu'au moment où des conditions définitives sont établies.

Art. 27. — Toute fouille entreprise ou continuée en violation des articles qui précèdent, devra être empêchée par l'autorité; les objets qu'elle aura produits seront saisis, et il y aura lieu à l'application des peines édictées par l'article 479 du Code pénal français.

(1) Conf. instruction du 3 mai 1898 (.° Douanes).

(1) Conf. notamment arrêté du 16 novembre 1891.

Art. 28. — Quiconque aura détruit les objets indiqués dans l'article 26 est passible des peines édictées par les articles 437 et 479 du Code pénal français, suivant le cas. Il peut, en outre ou de préférence, être condamné à des dommages et intérêts au profit de l'Administration.

Art. 29. — Les travaux de déblaiement, d'appropriation, de destruction exécutés dans les ruines d'édifices qui ne sont pas classés, l'enlèvement, le bris, l'emploi de pierres antiques éparses à la surface du sol, sont assimilés aux fouilles et soumis aux formalités prescrites dans l'article 25 du présent décret.

On doit annoncer à la Direction des antiquités et des arts l'intention où l'on est d'employer ou détruire les matériaux de cette nature, un mois au moins avant le commencement du travail. L'Administration est tenue de répondre dans un délai de trois mois; passé ce délai, elle sera présumée avoir répondu affirmativement.

Art. 30. — Si, au cours d'un travail de cette nature, des monuments, sculptures ou fragments, jusque-là cachés, se découvrent, les dispositions de l'article 26 du présent décret deviennent applicables.

Art. 31. — Les objets d'art ou d'antiquité découverts sans fouilles ni travaux spéciaux en un lieu appartenant à l'État, quel que soit l'auteur de la découverte, appartiennent à l'État.

Art. 32. — Les dispositions contenues dans les articles 27 et 28 du présent décret sont applicables aux cas visés par les deux articles qui précèdent.

Art. 33. — Les objets d'art ou d'antiquité mobiliers qui seront découverts à l'avenir dans des fouilles, pourront, à quelques conditions que la fouille ait été autorisée, devenir la propriété de l'État, si l'Administration les revendique pour lui dans un délai de six mois. Passé ce délai, la revendication ne pourra plus être exercée.

Dans tous les cas, le possesseur devra être indemnisé; et, en cas de contestation au sujet de l'indemnité à laquelle il aura droit, il y aura lieu à une expertise dans la forme prescrite aux articles 6 et 8 du présent décret.

Art. 34. — Des droits pourront être établis pour les autorisations dont il est fait mention dans les articles qui précèdent.

TITRE VI

Des musées privés.

Art. 35. — Les collections appartenant à des particuliers pourront recevoir de l'État une subvention.

Elles seront alors qualifiées Musées, et jouiront de tous les droits et avantages dont jouissent les établissements publics.

Les objets composant ces collections seront *ipso facto* considérés comme immeubles classés.

Art. 36. — Les conditions auxquelles le titre de musée et la subvention seront accordés s'établiront par une convention entre l'Administration et le propriétaire.

TITRE VII

De l'exécution du présent décret.

Art. 37. — Les décisions prises par la Direction du service des antiquités et des arts en vertu du présent décret sont exécutoires par provision. Elles peuvent être l'objet d'un recours devant le tribunal compétent en matière administrative.

Art. 38. — Les autorités locales sont tenues, non seulement de signaler les infractions aux dispositions du présent décret, mais encore de les empêcher par leur intervention directe.

Le décret du 25 hidja 1299 (7 novembre 1882) ayant attribué au Gouvernement beylical la garde des monuments de toute nature, les Caids, Gouverneurs et autres représentants de l'autorité publique, ainsi que les municipalités, peuvent être rendus civilement responsables de celles de ces infractions qui causent un dommage appréciable aux immeubles classés, aux inscriptions, aux objets d'art ou d'antiquité, toutes les fois que ces dommages auront été causés par leur négligence.

Art. 39. — Les infractions au présent décret seront constatées par tous nos fonctionnaires et agents, qui pourront également être requis pour les empêcher par le Directeur du service des antiquités et des arts ou par ses représentants.

Les actions y relatives seront intentées et suivies à la diligence du Directeur du service des antiquités et des arts, sans préjudice des poursuites exercées d'office par le Ministère public.

Art. 40. — Les articles du Code pénal français relatifs aux récidives et l'article 463 du même Code, relatif aux circonstances atténuantes, sont applicables aux délits et contraventions visés par le présent décret.

Art. 41. — Tous décrets, dispositions, concessions et dispositions antérieurs contraires aux articles ci-dessus sont rapportés.

Art. 42. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

65 19 février 1887

Circulaire du Directeur des travaux publics, aux ingénieurs, chefs de service, sur la conservation des restes antiques trouvés sur les chantiers de l'Administration (1)

(R. T. P. I, 37)

Il est arrivé, à diverses reprises, que des objets d'art ou des restes antiques, mis au jour par des entrepreneurs dans les travaux exécutés

(1) Une circulaire du Directeur des travaux publics du 12 juillet 1888 (*R. T. P.*, I, 48) interdit de désigner, dans les cahiers des charges, les ruines comme lieux d'extractions de matériaux.

pour le compte de l'Administration, ont été mutilés ou même détruits par les ouvriers. J'ai l'honneur d'appeler tout particulièrement votre attention sur ces faits regrettables et de vous prier de donner des ordres pour en éviter le renouvellement. Il vous suffira de rappeler à vos agents et à vos entrepreneurs qu'aux termes de l'article 24 des clauses et conditions générales(1), les objets de toute nature qui se trouvent dans les fouilles appartiennent à l'Administration, à charge par elle d'indemniser l'entrepreneur de ses soins particuliers.

Lorsqu'un déblai aura mis à découvert des restes antiques, les surveillants ou, à défaut, les entrepreneurs devront en aviser immédiatement les conducteurs sous les ordres desquels ils sont placés et ceux-ci, après avoir pris d'urgence les premières mesures nécessaires pour éviter la détérioration des constructions ou des objets découverts, vous en informeront par télégramme ainsi que moi.

---

66 25 septembre 1890

(*10 safar 1308*)

PROMULGUÉ LE 25 SEPTEMBRE 1890

Décret organisant le service des antiquités et des arts.

(OFFICIEL, 1890, 302)

Vu nos décrets en date des 8 mars 1885 (21 djoumadi el aouel 1302) et 12 janvier 1886 (6 rebia ettani 1303) établissant un service des antiquités et des arts dans la Régence et determinant son titre et ses attributions;

Vu notre déeret en date du 8 mars 1885 (21 djoumadi el aouel 1302) nommant Directeur du service M. de la Blanchère, délégué du Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts près la Résidence générale de la République française;

Vu l'arrêté de M. le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts en date du 20 mai 1890, confiant à ce fonctionnaire en Algérie la même mission qu'il remplit deja en Tunisie;

Article 1er. — (*Abrogé par décret du 2 août 1896.*)

Art. 2. — Le personnel de.... *la Direction* (2) est ainsi composé : un.... *Directeur* (2), chef de service, un attaché, un chaouche; Musée Alaoui, un conservateur et un gardien-surveillant.

Art. 3. — Le bibliothécaire de la bibliothèque française (3) continuera à remplir les fonctions de secrétaire du service jusqu'à la réorganisation de l'établissement qu'il dirige.

Art. 4. — Le service des antiquités et des arts sera placé sous le contrôle du délégué du Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts en Afrique (4).

Art. 5. — Les mesures ci-dessus auront leur effet à dater de l'ouverture de l'exercice 1308.

(1) Conf. arrêté du 15 mars 1894, art. 24 (v° TRAVAUX PUBLICS).
(2) Ainsi modifié par décret du 2 août 1896.
(3) Conf. décret du 8 mars 1885 (v° ENSEIGNEMENT PUBLIC).
(4) Ce contrôle n'existe plus. Le Directeur des antiquités est autonome et correspond directement avec le Ministre de l'instruction publique.

---

67 25 mars 1891

(*14 chaban 1308*)

Arrêté du Premier Ministre réglementant le musée Alaoui du Bardo.

(OFFICIEL, 1891, 76.)

Article 1er. — Le musée Alaoui, au Bardo, est ouvert au public tous les jours, les lundis exceptés, de neuf heures à onze heures du matin et le soir de une heure à cinq heures en hiver (du 15 octobre au 15 avril); de deux heures à six heures en été (du 15 avril au 15 octobre).

Art. 2. — Il est interdit de pénétrer dans le musée avec des paquets, outils, armes et instruments quelconques, ou accompagné de chiens; les gardiens devront refuser l'entrée à toute personne dont la tenue ne serait pas convenable.

Art. 3. — Il est défendu de fumer dans l'intérieur du musée, d'y rien faire qui puisse compromettre la propreté du local ou la conservation des collections, et de toucher aux objets exposés.

Art. 4. — Il ne peut être pris d'estampages, moulages, dessins, photographies ou reproductions quelconques des antiquités, sans une permission écrite qui devra être demandée à l'inspection des antiquités et des arts.

Art. 5. — Tout visiteur qui enfreindrait le présent règlement se rendrait coupable de dégradations, ou refuserait d'obtempérer aux injonctions des gardiens, serait expulsé, sans préjudice des poursuites auxquelles il pourrait être exposé.

---

68 8 juin 1891

(*1er kâda 1308*)

PROMULGUÉ LE 9 JUIN 1891

Décret classant des immeubles à titre de monuments historiques.

(OFFICIEL, 1891, 145.)

Vu le décret du 1er djoumadi ettani 1303 (7 mars 1886);

Vu l'arrêté du 16 djoumadi ettani 1307 inséré au *Journal officiel* du 3 juillet 1890;

Sur le rapport de notre Premier Ministre conforme à l'avis du service des antiquités et arts;

Article 1er. — Les immeubles ci-après désignés, sis :

1° Dans le Contrôle civil du Kef :

Teboursouk : la forteresse romaine et sa porte; la fontaine antique, sa voûte et son bassin;

Dougga : le temple aux six colonnes; le théâtre; l'arc de triomphe; l'aqueduc; la forteresse romaine; le grand mausolée;

Aïn Hedja : le château romain (fondouk);

Voie romaine : la chaussée entre Aïn Hedja et Enchir Mest;

Enchir Mest : les restes des deux portes triomphales dont les arcs sont écroulés;

Bordj Messaoudi : le mausolée de M. Cornelius Rufus;

Kef : l'église ancienne dite Ksar El Ghoula; l'église ancienne dite Dar El Kous; rempart de la citadelle romaine; édifice dit Dar El Djir; les citernes antiques; les thermes romains;

2° Dans le Contrôle civil de Sousse :

Henchir Harat : les thermes; le temple; l'église adossée à ce temple; une autre église dont il existe l'abside; une autre petite église en forme de croix;

3° Dans le Contrôle civil de Tunis :

Zaghouan : le nymphée d'El Aïn Kasba; la porte romaine;

4° Dans le Contrôle civil de Béja :

Béja : la porte romaine,

sont classés à titre de monuments historiques.

Art. 2. — Au présent décret sont annexées les descriptions des monuments classés.

Art. 3. — Le classement sera notifié aux propriétaires ou intéressés par l'entremise des Caïds.

Art. 4. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

69 16 novembre 1891

Arrêté du Directeur du Service des antiquités et des arts prononçant le classement des inscriptions suivantes et donnant avis de la mesure les concernant.

(Officiel, 1891, 285)

1° *Testour.* — Cippe à sculptures (guirlandes, un vase et un miroir), portant l'épitaphe d'une Cossiria Fuscula, qui se trouve dans la rue de Testour.

2° *Tozeur.* — Inscription mentionnant le consul Q. Fabius Barbarus Valerius Magnus Julianus et le castellum des Thigenses, découverte à Tarfaoui et transportée dans la maison forestière de Tozeur, où la pierre se trouve actuellement.

L'apposition sur ces monuments, en un lieu apparent, de la marque spéciale mentionnée aux articles 7 et 21 du décret se fera à la diligence des Caïds.

---

70 23 décembre 1891

(21 djoumadi el aouel 1309)

Décret classant des immeubles à titre de monuments historiques.

(Officiel, 1891, 326)

Vu le décret du 1er djoumadi ettani 1303 (7 mars 1886);

Vu l'arrêté du 24 juin 1891 inséré au *Journal officiel* du 2 juillet 1891;

Sur le rapport de notre Premier Ministre conforme à l'avis de l'Inspecteur des antiquités et des arts;

Article 1er. — Les immeubles ci-après désignés, sis dans le :

I. — Caïdat de Bizerte.

Bou-Chateur (Utica). — 1. Le théâtre.

2. L'amphithéâtre.

3. Les ruines du palais de l'Amirauté carthaginoise dans l'ancienne île.

II. — Caïdat de Teboursouk.

A. *Dougga (Thugga).* — 1. Les ruines du temple de Saturne, consacré en 195 pour le salut de Septime-Sévère, Albir et Julia Domna, sur la colline du Nord (colonnes, inscriptions, revêtements en plâtre orné)

2. Les restes présumés des thermes, près du village, au Sud.

3. Les deux principaux groupes de citernes, près du cirque et de Bab-er-Roumi.

4. Le monument à trois portes.

5. Le cirque présumé, sur la colline du Nord (vestiges de constructions demi-circulaires) — et les restes des mégalithes voisins.

6. Les restes d'un édifice romain dans le Dar Sidi Salah ben Lecheb.

7. La fontaine au S.-O.

8. Le grand monument demi-circulaire et le soubassement de l'édifice rectangulaire qui est au milieu de cette construction, à l'O.

9. Les montants de la porte de l'E., dont l'arc est écroulé, au bas du village, à 200 mètres environ du grand mausolée.

10. En face de Dougga, sur le coteau, à l'Ouest, les restes d'un monument funéraire à petites niches (columbarium).

B. *Maatria (Numidilitanum municipium).* — 1 Les ruines du temple consacré à Jupiter, Junon et Minerve (notamment les colonnes, fragments d'architecture, le soffite qui porte un olivier entouré de trophées d'armes).

2. L'église en forme de trèfle, autrefois pavée de mosaïques.

3. Les restes de la forteresse.

III. — Caïdat de Béja.

A. *Rhiria.* — 1. Les quatre citernes.

2. Les restes du mur en grand appareil.

3. La grande église.

B. *Smadaï.* — 1. La petite église.

2. Le baptistère.

C. *Fedj-Jeddour.* — La porte monumentale dégagée actuellement, à pilastres corinthiens (El Gouss Oulad Khelef).

IV. — Caïdat de Medjez-el-Bab.

A. *Slonghia (Chidibbia).* — Le mausolée.

B. *Aïn Tounga (Thignica).* — 1. La citadelle construite sous Justinien, et ses tours.

2. L'arc monumental qui a encore sa voûte, entre les temples.

3. Le grand arc dont il reste seulement les bases, près de la route.

4. L'édifice demi-circulaire dont il subsiste un mur extérieur assez élevé ainsi que le soubassement d'un édifice rectangulaire.

5. Le grand temple, dans le haut de la ville (peut-être un temple de Mercure construit en 169).

6. L'église, au sud du monument demi-circulaire.

V. — Caïdat de Zaghouan.

Sidi-Medien, aux environs de Zaghouan. — 1. Les mausolées (dont deux bien conservés) qui bordent une voie antique ;

2. La voûte de la prise d'eau,

sont classés à titre de monuments historiques de notre Royaume.

Art. 2. — Au présent décret sont annexées les descriptions des immeubles classés.

Art. 3. — Le classement des monuments ci-dessus énumérés sera notifié aux propriétaires ou intéressés par l'entremise des Caïds.

Art. 4. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

71 24 mars 1892

(*24 châbane 1309*)

Décret classant des immeubles à titre de monuments historiques.

(Officiel, 1892, 85)

Vu le décret du 7 mars 1886 (1er djoumadi ettani 1303);

Vu l'arrêté du 24 juin 1891 (17 kâda 1308), inséré au *Journal officiel* du 2 juillet 1891 ;

Sur le rapport de notre Premier Ministre, conforme à l'avis de l'Inspection des antiquités et des arts ;

Article 1er. — Les immeubles ci-après désignés, situés :

I. — Dans le caïdat de Béja.

A. *Béja-gare*. — Le pont romain sur l'Oued Béja, communément dit pont de Tibère, construit en 29 après Jésus-Christ par le proconsul C. Vibius Marsus, et refait en 76 par le légat propréteur de la 3e Légion, Q. Egnatius Catus. (L'inscription du proconsul est engagée dans le bandeau du plein cintre de l'arche orientale.)

B. *Béja* (*Vaga*). — 1. La grande salle voûtée de la Kasbah, et le pilier qui la supporte et dans la maçonnerie duquel sont engagés deux des fragments d'une inscription datée de 197 après Jésus-Christ et relative à la reconstruction du pronaos et de la cella du temple des deux Cérès.

2. La piscine (ou les thermes) aux deux rangs d'arcades superposées, appelée par les Arabes Aïn-el-Djehela.

3. La porte voisine de l'Aïn-el-Djehela, à savoir : (*a*) la porte au linteau monolithe et (*b*) la grande porte à deux arcades superposées.

4. Les murailles et tours de l'enceinte byzantine, construite sous Justinien par le comte Paulus et refaite postérieurement.

C. *Ksar el Hadid*. — La fontaine monumentale aux quatre arcades.

D. *Ksar Zaga*. — 1. Les chambres funéraires creusées à même le rocher.

2. Le fortin byzantin.

E. *Fedj-Yeddour*. — L'arc d'une porte monumentale qui est actuellement enterrée sous un fourré de cactus et n'a pas été dégagée comme la porte extérieurement classée.

F. *Ghéria*. — La citerne.

II. — Dans le caïdat de Zaghouan.

A. *Djougar* (*Zucchara*). — Le petit temple des eaux consacré, semble-t-il, sous Hadrien, à Isis ou à Junon Reine, réparé sous Gordien III, et transformé en fortin à l'époque byzantine.

B. *Henchir Karbat* (*Thuburbo Maius*). — 1. L'amphithéâtre (vestiges de).

2. Les thermes présumés.

3. Les pieds-droits de la porte minée du Nord.

4. Ceux de celle de l'Est.

5. Ceux de celle du Sud.

6. Ceux de celle du Sud-Ouest.

7. Les substructions d'un grand temple consacré sous Marc-Aurèle, probablement à Mercure,

sont classés à titre de monuments historiques de notre Royaume.

Art. 2. — Au présent décret sont annexées les descriptions des monuments classés.

Art. 3. — Le classement sera notifié aux propriétaires ou intéressés par l'entremise des Caïds.

Art. 4. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

72 25 mars 1892

(*25 châbane 1309*)

Décret classant des immeubles à titre de monuments historiques.

(Officiel, 1892, 127)

Vu le décret du 7 mars 1886 (1er djoumadi ettani 1309);

Vu l'arrêté du 20 juillet 1891 (13 hidja 1308) inséré au *Journal officiel* du 23 juillet 1891 ;

Sur la demande de l'Inspection des antiquités et des arts ;

Sur le rapport de notre Premier Ministre ;

Article 1er — Les immeubles ci-après désignés, situés dans le caïdat de la Rekba, à savoir :

A. *Sidi Ali bel Kassem* (*Thuburnica*). — 1. Le pont romain sur l'Oued el Endja, dont la clef de voûte de l'Ouest offre un niveau de maçon et une tête de taureau.

2. Le grand mausolée dont les pilastres angulaires cannelés sont surmontés de chapiteaux composites ; au N.-O. et au N.-E., l'image de deux des vents soufflant avec force ; au S.-E., les restes d'une tête de bélier ; sur la face S.-E.,

une fausse porte, encadrée de colonnes engagées, surmontée d'un fronton où est une tête à longs cheveux, et divisée en montants et traverses ; à l'étage supérieur il y avait une niche ; sur la plate-bande de la corniche courent des ornements dissymétriques.

3. Le petit mausolée à deux étages, près de l'Oued.

4. Les grandes citernes, creusées dans le rocher, à six compartiments dont cinq sont parallèles.

5. La curie de l'Ordo ; grande salle précédée d'une cour et complétée par un hémicycle à trois fenêtres cintrées ; les portes ont des linteaux monolithes.

6. L'arc monumental ; la clef de voûte du côté de la ville ancienne a le buste d'un personnage coiffé d'un modius et tenant une corne d'abondance ; deux des claveaux de l'arc ont de ce côté, chacun un poisson ; les pieds-droits de cette face ont chacun une niche ; la clef de voûte de l'autre côté présente un astre à sept rayons que flanquent deux poissons.

7. Les grandes ruines près du pont.

B. Sur l'*Oued el Aekar*, à l'endroit appelé « Endi-el-Henchir ». — Le pont de quatre niches entre Chemtou et Sidi Ali bel Kassem à l'entrée de la vallée qui mène au Djebel Bou-Krarzt Talmed, — où passait un aqueduc.

C. *Sidi Mohamed el Azreg*. — Le mausolée de Sallustius Silvanus et de Sentia Rogata.

D. *Chemtou* (*Simitthus*). — 1. Le théâtre.

2. Les citernes juxtaposées, sur un contrefort du Bou-Krazt Talmed.

3. Les thermes.

4. L'aqueduc qui relie les citernes et les thermes.

5. Le pont bâti en 112 par Trajan, à ses frais, avec le concours de la Légion, sur la Medjerda.

6. Les vestiges du vieux pont (d'époque numide ?), à une cinquantaine de mètres en amont du pont romain, sur la Medjerda.

7. Les restes du barrage (d'époque probablement byzantine), sur la Medjerda, à quelques mètres en aval du pont romain : des inscriptions y sont engagées.

8. L'amphithéâtre.

9. Le temple présumé de Jupiter, où était un bandeau orné de boucliers figurés, lesquels ont porté, croit-on, les signes du Zodiaque.

10. La grande basilique sur la rive gauche de l'Oued Melah.

11. La construction voisine de la basilique dont il reste le soubassement des murailles de l'abside.

12. La ruine sur le coteau, de laquelle il reste une abside,

sont classés à titre de monuments historiques de notre Royaume.

Art. 2. — Au présent décret sont annexées les descriptions des monuments classés.

Art. 3. — Le classement sera notifié aux propriétaires ou intéressés par l'entremise du Caïd de la Rekba.

Art. 4. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

73 — 7 décembre 1892

(*17 djoumadi el aouel 1310*)

PROMULGUÉ LE 7 DÉCEMBRE 1892

Décret classant des immeubles à titre de monuments historiques.

(OFFICIEL, 1892, 354)

Vu le décret du 7 mars 1886 (1er djoumadi ettani 1303) ;

Vu l'arrêté du 4 décembre 1891 (2 djoumadi el aouel 1309) inséré au *Journal officiel* du 10 décembre 1891 ;

Sur le rapport de notre Premier Ministre ;

Article 1er. — Les immeubles ci-après désignés sont classés à titre de monuments historiques de notre Royaume :

I. — Caïdat de Medjez-el-Bab.

Bou-Ftis (*Avitta Bibba*). — 1. L'arc triomphal dédié à Hadrien et à L. Aelius.

2. L'enceinte du Ksar où sont engagés les divers fragments de la dédicace de l'arc.

3. Le mausolée près de la Zaouia.

4. Le mausolée au bas de la nécropole.

5. Le cippe à quatre figures sculptées.

II. — Caïdat de la Kessera et des Ouled Yahia.

Aïn-Zakkar. — Les deux fortins.

Kessera (*Chusira*). — 1. Le rempart et la tour byzantine y attenant.

2. Les mégalithes.

Henchir El Djemel. — Les mégalithes.

III. — Caïdat des Ouled Ayar Dahara.

Henchir Meded (*Mededi*). — 1. Les mégalithes.

2. Le mausolée.

Ksar Medjedja. — Les mégalithes.

IV. — Caïdat des Ouled Ayar Guebala.

Maktar. — 1. L'aqueduc qui amenait les eaux de la source de Souk el Djemaâ.

2. Les mégalithes.

3. Le mausolée pyramidal.

V. — Caïdat de la banlieue de Tunis.

A. — *Oudena* (*Uebbina*). — 1. Les citernes.

2. Le pont à trois arches sur un affluent de l'Oued Miliane.

3. Le puits voisin de la ligne de l'aqueduc.

4. Les piliers de l'aqueduc.

B. — Entre la Manouba et la Djedeida. — Les arcades aujourd'hui inutilisées de l'aqueduc d'Hadrien.

C. — Au delà de la Mohammedia, entre les deux postes modernes de la conduite des eaux. — Arcades analogues.

Art. 2. — Au présent décret sont annexées les descriptions des monuments classés.

Art. 3. — Le classement sera notifié aux propriétaires ou intéressés par l'entremise des Caïds.

Art. 4. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

74 26 janvier 1893

(8 redjeb 1310)

PROMULGUÉ LE 26 JANVIER 1893

Décret classant des immeubles à titre de monuments historiques.

(OFFICIEL, 1893, 39)

Vu le décret du 7 mars 1886 (1er djoumadi ettani 1303);

Vu l'arrêté du 20 janvier 1892 (19 djoumadi ettani 1309), inséré au *Journal officiel* du 11 février 1892;

Sur le rapport de notre Premier Ministre;

Article 1er. — Les immeubles ci-après désignés sont classés à titre de monuments historiques de notre Royaume :

I. — Caïdat des Ouled et l'Oued Nadji.

A. *Haïdra* (*Ammædara*). — 1. Le grand arc triomphal dédié à Septime-Sévère en 195 par décret des décurions, enclavé dans une enceinte de l'époque byzantine.

2. Le petit arc triomphal sur la rive droite de l'Oued.

3. Les vestiges du théâtre et de ses portiques réparés sous Dioclétien et Maximien.

4. La grande citadelle reconstruite sous Justinien.

5. La citerne qui est dans la citadelle.

6. La petite église qui est à l'intérieur de la citadelle et dont l'abside subsiste encore, près de l'une des tours carrées à l'ouest.

7. Les ruines de la basilique proprement dite, placée au nord de la citadelle.

8. L'église placée auprès de la basilique, dont il subsiste des vestiges de la nef, des bas côtés et de l'abside.

9. L'église et le couvent placés à l'est des ruines et comprenant une nef, une abside, deux bas côtés, une cour longue à double escalier, deux chambres carrées, une cour carrée avec une citerne.

10. L'église sans abside, pavée de dalles funéraires à inscriptions, non loin du théâtre.

11. Le mausolée hexagonal, à deux étages, à l'ouest des ruines.

12. Le mausolée en forme de temple, à quatre colonnes corinthiennes sur un soubassement portant une inscription latine.

13. La grande colonne de dix mètres, faite de tambours superposés au nord-ouest de la citadelle.

B. *Thala*. — 1. Le grand mausolée à deux étages.

2. La porte antique cintrée, englobée dans les dépendances de la grande mosquée.

C. *Hr es Siouda*. — Le Ksar carré, dans un fourré de cactus.

II. — Caïdat des Oulad-Ouzzez.

A. *Hr el Karba*. — Les deux réservoirs circulaires.

B. *Hr Tamesmida*. — 1. La grande forteresse romaine à tours.

2. Les deux petits fortins à merlons, auprès des réservoirs.

3. Le grand réservoir circulaire.

C. *Ksar el Khima*. — Le Ksar carré qui a encore sa porte.

D. *Kassrin* (*Cillium*). — 1. La porte monumentale dédiée par Q. Manilius Félix à la Colonia Cillitana et réparée sous Constantin.

2. Le grand mausolée des Flavii, à trois étages; et celui des Petronii.

3. Le barrage citerne sur l'Oued Derb.

4. Les restes du théâtre.

5. La basilique.

E. *Hr Ktib*. — Le mausolée rectangulaire en grand appareil.

F. *Medinet el Kedima* (*Tliclepte*). — 1. Les gradins du théâtre, entre le Koudiat-es-Safra et l'Oued bou Haya.

2. La citadelle à tours de Ras-el-Aïn.

3. Les thermes au sud du Koudiat-es-Safra.

4. Les quatre colonnes corinthiennes, dites « El-Akhouat ».

G. *Hr Goubeul*. — Les ruines de l'église sur la rive droite de l'Oued.

H. *Hr en Naan*. — 1. Le mausolée.

2. Le réservoir rectangulaire à contreforts intérieurs.

I. *Hr es Zaâtli*. — Le mausolée de Postumia Matronilla.

J. *Hr Khamor*. — Le mausolée avec un escalier, un portique, et sur les angles des pilastres corinthiens.

K. *Hr Mechdoudj*. — Le mausolée à pilastres corinthiens.

L. *Hr Khima-mta-Drouaïa*. — 1. La porte monumentale.

2. L'église.

M. *Ksar-el-Foul*. — Le fortin rectangulaire.

N. *Medjez Sidi-Habben oum el Kçob*. — 1. La grande citerne rectangulaire.

2. L'aqueduc y attenant.

3. Le Ksar.

4. La citerne circulaire.

5. La petite citerne rectangulaire.

III. — Caïdat des Oulad-Embarek.

A. *Aux environs de l'Hr Harmoul*. — Le monument d'Urbanilla, dit Somâa el Hamra.

B. *Sidi Aïch* (*Gemellæ*). — 1. Le mausolée de Julius Rogatus.

2. Le mausolée de Junius Rogatus.

IV. — Caïdat des Oulad-Selama.

A. *Hr es Somâa, au bord du Garaat ed*

Douza. — Les restes d'un mausolée à pilastres corinthiens et à inscription latine.

B. *Hr Mezirâa.* — 1. Le Ksar.

2. Les deux citernes circulaires.

3. La citerne rectangulaire.

C. *Foum-es-Somâa.* — Le mausolée appelé l'Henchir es Segui, dans le Bled-Segui.

V. — Caïdat de Mahdia.

A. *El Djem.* — 1. L'amphithéâtre.

2. — Le grand chapiteau corinthien.

VI. — Caïdat des Madjer.

Bir el Hafei (*Nara?*). — 1. Le mausolée hexagonal.

2. Le mausolée à l'escalier, ruine.

3. Le mausolée à l'inscription latine.

Art. 2. — Au présent décret sont annexées les descriptions des monuments classés.

Art. 3. — Le classement sera notifié aux propriétaires ou intéressés par l'entremise des Caïds.

Art. 4. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

75 19 mars 1894

(*12 ramadane 1311*)

PROMULGUÉ LE 19 MARS 1894

Décret classant des immeubles à titre de monuments historiques.

(OFFICIEL, 1894, 109)

Vu le décret du 7 mars 1886 (1er djoumadi ettani 1303);

Vu l'arrêté du 30 mars 1893;

Sur le rapport de notre Premier Ministre;

Article 1er. — Les immeubles ci-après désignés sont classés à titre de monuments historiques de notre Royaume :

I. — Caïdat de Medjez el Bab.

A. *Medjez el Bab* (*Membressa*). — Les piles du pont romain qui traversait la Medjerda.

B. *Krich el Oued* (*Chisiduo*). — 1. Les ruines du pont sur l'Oued Hamar.

2. L'escalier et la porte près de la mosquée.

C. *Toukabeur* (*Thuccabor*). — 1. Les substructions du mausolée au sud du village.

2. Les dix grandes citernes.

3. L'arc triomphal de Sextilius Celsus.

4. Les ruines romaines dites « le Hammam ».

5. La porte aux trois monolithes et la porte à demi enfouie.

6. Le bassin fait de fragments d'inscriptions.

D. *Aïn Menzel* (*Sua*). — 1. L'arc triomphal.

2. Les constructions avoisinant l'arc de triomphe.

3. Le château d'eau.

E. *L'Oued Zarga.* — Le pont romain sur l'Oued Zarga.

F. *Takrouna.* — Le grand barrage sur la Medjerda.

G. *Béja Kedima.* — La tour de guet.

H. *Sidi Ali ben Ahmed* (dans le Djebel Erdous) — Le fortin.

I. *Choud el Batel.* — Le grand monument.

J. *Enchir Skira.* — Les bassins et la fontaine.

K. *Sidi Medien.* — 1. L'édifice à piliers.

2. Le grand monument sur la rive gauche de l'Oued Hamar.

3. Les citernes.

L. *Enchir Messaour.* — 1. Le fortin.

2. Le mausolée.

M. *Ksar Hellal.* — 1. L'église à trois absides.

2. L'édifice au sommet des ruines.

N. *Bjga* (Bisica). — L'édifice aux trois portes.

O. *Brighita* (Aradi). — Le mausolée à deux étages.

P. *Aïn Tarf ech Chena* (*Apisa Majus*). — Le mur d'enceinte et ses deux portes.

Q. *Glat Sebbag.* — Le monument construit en blocs cyclopéens.

R. *Bir el Houch* (*Sulul*). — 1. Les restes du pont sur l'Oued.

2. Le temple à colonnes corinthiennes.

S. *Aïn Tounza* (*Thignica*). — 1. Le petit temple près de la forteresse.

2. Les citernes à l'ouest de la basilique.

T. *Timbra.* — Les restes de la citadelle.

II. — Caïdat de Soliman.

A. *Tebournok* (*Tubernuc*). — Le grand monument byzantin à trois portes.

III. — Caïdat des Oulad Ayar Dahara.

A. *Hammam Zoukra* (*Thigibba*). — 1. La porte monumentale.

2. Les mégalithes.

IV. — Caïdat des Oulad Aoun.

A. *El Akakra.* — La forteresse crénelée.

B. *Ksour Abd Melek* (*Uzappa*). — 1. Le portique à arcades.

2. La porte triomphale du Nord.

3. La porte du Sud dédiée au « Génie de la Cité ».

C. *Djama* (*Zama Major*). — L'aqueduc.

D. *Toual Zouameul.* — Le mausolée.

E. *Enchir Bez* (Civitas Vazitana). — Le temple de Mercurius Sobrius.

V. — Caïdat des Oulad Ayar Guebala.

A. *Bit El Hadjar.* — Le mausolée.

B. *Maktar* (*Mactaris*). — 1. Le mausolée des Julii.

2. Le mausolée de C. Verrius Rogatus.

3. L'arc de triomphe de Trajan.

4. Les thermes.

5. La porte monumentale dite Aïn el Bab.

VI. — Caïdat des Ouartan.

A. *Medeina* (*Althiburus*). — 1. Les deux pilastres du portique corinthien.

2. Le temple dit « Gouss mta Medeina ».

3. Le théâtre.

4. La porte monumentale du Nord.

5. Le Ksar ben Announ (mausolée ou chapelle).

B. *Zanfour* (*Assuras*). — 1. La cella du temple.

2. Le théâtre.

3. L'arc de Caracalla et de Julia Domna.

4. Les pieds-droits de l'arc triomphal du S.-E.

5. L'arc triomphal du Nord.

VII. — Caïdat des Madjer.

A. *Sbeitla* (*Sufetula*). — 1. L'arc triomphal d'Antonin et de Marc-Aurèle devant les temples.

2, 3, 4. Les trois temples.

5. L'enceinte byzantine des trois temples.

6. L'arc de Dioclétien.

7. Le pont-aqueduc.

8. Les ruines du théâtre.

9. Les deux églises chrétiennes.

10. L'amphithéâtre.

11. Le temple isolé.

VIII. — Caïdat de Tabarka.

A. *Tabarka* (*Thabraca*). — 1. Le « Guesgués ».

2. L'aqueduc et les deux ponceaux.

3. La basilique chrétienne du Sud.

IX. — Caïdat de la banlieue de Tunis.

A. *La Manouba*. — Le pavillon mauresque à cinq coupoles.

B. *Bardo*. — L'aqueduc espagnol.

Art. 2. — Au présent décret sont annexées les descriptions des monuments classés.

Art. 3. — Le classement sera notifié aux propriétaires et intéressés par l'entremise des Caïds.

Art. 4. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

76 8 mai 1895

(*13 kâda 1312*)

PROMULGUÉ LE 8 MAI 1895

Décret classant des immeubles à titre de monuments historiques.

(OFFICIEL, 1895, 152)

Vu le décret du 7 mars 1886 (1er djoumadi ettani 1303);

Vu l'arrêté du 17 chaoual 1311 (23 avril 1894) inséré au *Journal officiel* du 18 mai 1895;

Sur le rapport de notre Premier Ministre;

Article 1er. — Les immeubles ci-après désignés sont classés à titre de monuments historiques de notre Régence :

I. — Dans le Caïdat de la banlieue de Tunis.

A. *A Carthage*. — 1. Les ruines du plateau Saint-Louis, notamment : les restes des remparts ; les soubassements du temple en grand appareil ; la maison byzantine ; les citernes ; les tombeaux puniques ; les tombeaux arabes découverts par le P. Delattre.

2. La basilique de Damous El-Karita, découverte par le P. Delattre.

3. La nécropole de Bordj-Djedid et les tombeaux récemment découverts.

B. *A Oudna* (*Uthina*). — 1. La citadelle et ses magasins.

2. L'amphithéâtre.

3. Le théâtre.

4. Le monument en bois de la citadelle, à l'ouest.

5. Les ruines de la grande basilique avec la crypte circulaire.

6. Les pieds-droits de l'arc de triomphe.

7. Le monument à trois travées, bien conservé, au nord de l'arc de triomphe.

8. La villa de Fructus, au nord de l'amphithéâtre.

9. La villa aux mosaïques, déblayée par le service des antiquités.

10. La villa d'Industrius, au nord de l'amphithéâtre.

11. La basilique chrétienne, à l'est des trois villas.

II. — Dans le Caïdat de Soliman.

A. *Aïn Tebournok* (*Tubernue*), *près de Grombalia*. — Le mausolée à un étage, à 1,500 mètres de la forteresse byzantine.

B. *Bordj-Foguerra, environs d'Aïn Tebournok*. — Le mausolée transformé en fortin à l'époque byzantine.

III. — Caïdat de Teboursouk.

A. *El-Bouira à 3 kilomètres à l'est de Dougga*. — Les ruines du temple.

IV. — Caïdat d'Aïn-Draham.

A. *Fernana* (*environs de*). — La basilique chrétienne d'Henchir Damous.

V. — Caïdat des Zlass-Dahara.

A. *Hr Sidi Amara ou Foum-el-Afrit*. — 1. Le mausolée de C. Marius-Romanus (Ksar-Khima).

2. La citadelle byzantine.

3. La porte monumentale.

4. La place aux colonnes (forum ?).

5. Le pont sur l'Oued Djilf.

6. Le fortin dit « temple de Junon ».

B. *Hr El-Tourki*. — Les dolmens.

C. *Mansoura*. — Le Ksar et Karrouba.

D. *Hr Gharbi*. — L'édifice carré.

E. *Ksar Ksiba*. — 1. Le fort byzantin.

2. Les dolmens de la nécropole.

F. *Sidi Amor Djedidi* (*Zama Regia*). — 1. Les remparts.

2. Le mausolée.

G. *Hr Mesmar sur l'Oued Marouf*. — Les deux mausolées.

H. Temda. — 1. L'aqueduc.

2. Les réservoirs.

3. Les ruines d'un temple.

I. *Lemsa*. — La grande forteresse byzantine.

J. *Sougda*. — Le temple de Junon.

K. *Ksar Gahfar, sur l'Oued Ksob.* — Le mausolée à deux étages.

L. *Kachnoun, au confluent de l'Oued Marouf et de l'Oued Ksob.* — 1. Le Ksar carré.

2. Le forum.

3. Les citernes.

4. Le temple.

M. *Hr El-Hammam, près du Teniet-es-Sil.* — Pont-aqueduc sur l'Oued Mabrouka.

N. *Hr Nebhane.* — Restes du pont sur l'Oued Nebhane.

O. *Aïn Djelloula.* — 1. L'enceinte des tours.

2. Les thermes.

P. *Sidi Serdoud.* — Le mausolée carré.

Q. *Hr Beldia.* — L'aqueduc en blocage.

R. *Ksar-el-Almar, près d'Aïn-Berka.* — Le mausolée.

S. *Hr El-Ksar.* — 1. Le mausolée.

2. Le monument adjacent au mausolée.

T. *Cherichira.* — Le pont-aqueduc sur l'Oued Cherichira et le réservoir voisin.

U. *Hadjeb-el-Aïoun.* — 1. Les ruines du monument près de la source.

2. La basilique chrétienne découverte par M. Hamezo.

VI. — Caïdat de Zlass-Guebala.

A. *Sidi Mohamed El-Djebioui.* — La basilique chrétienne transformée en Zaouia.

B. *Maizr'a.* — Le Ksar et le puits.

C. *Haouch Taâcha.* — 1. La nécropole et les mausolées.

2. Le réservoir.

D. *Fedj-el-Kebara.* — La fesguia.

E. *Ksour-el-Hadeb.* — Le mausolée.

VII. — Caïdat des Madjer.

A. *Hr Fendek-Debdeba.* — 1. Le grand réservoir.

2. Le Ksar.

3. La construction rectangulaire.

B. *Aïn-Hemaïma.* — Le Ksar-el-Adaouch.

C. *Ksar-el-Ahmar, à l'est de Djilma.* — 1. Les deux réservoirs circulaires.

2. Le mausolée en blocage.

D. *Djilma.* — 1. Le Ksar.

2. Les tombeaux de la nécropole de l'Oued Zourzour.

E. *Ksar-el-Ahmar.* — 1. Les ruines d'une église inachevée.

2. Le réservoir carré.

F. *Sbiba (Sufes).* — 1. La Djemaâ de Sidi Okba.

2. Enceintes rectangulaires A. B. C.

3. Le nymphée demi-circulaire.

G. *El Baroud.* — 1. Les citernes.

2. Le grand réservoir polygonal.

3. Les restes du moulin à huile.

Art. 2. — Au présent décret sont annexées les descriptions des monuments classés.

Art. 3. — Le classement sera notifié aux propriétaires ou intéressés par l'entremise des Caïds.

Art. 4. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

77 — 2 août 1896

(*22 safar 1314*)

PROMULGUÉ LE 2 AOUT 1896

Décret transformant l'Inspection des antiquités et des arts de la Régence en Direction (1).

(OFFICIEL, 1896, 388)

Vu les décrets du 25 hidja 1299 (7 novembre 1882) relatifs aux objets d'art et d'antiquité ;

Vu le décret du 21 djoumadi el aouel 1302 (8 mars 1885) créant le Service des antiquités et des arts ;

Vu le décret du 1er djoumadi ettani 1303 (7 mars 1886) réglant les conditions de la propriété s'appliquant aux antiquités, aux monuments et objets d'art ;

Sur la proposition de notre Premier Ministre ;

Article unique. — L'Inspection des antiquités et des arts de la Régence est transformée en Direction (1).

---

78 — 22 mars 1899

(*10 kâda 1316*)

PROMULGUÉ LE 22 MARS 1899

Décret classant des immeubles à titre de monuments historiques.

(OFFICIEL, 1899, 189)

Vu le décret du 7 mars 1886 (1er djoumadi ettani 1303) ;

Vu l'arrêté du 30 mars 1893 ;

Sur le rapport de notre Premier Ministre ;

Article 1er. — Les immeubles ci-après désignés sont classés à titre de monuments historiques de notre Royaume :

Caïdat de Sousse.

Sidi Khalifa. — 1. Porte triomphale.

2. Nymphée.

3. Temple.

Battaria (Béja). — 1. L'enceinte byzantine sur la colline.

2. Le grand édifice byzantin en grand appareil.

3. Le mausolée rectangulaire.

4. Les deux réservoirs.

Upenna (Henchir-Fragha). — Le fort byzantin flanqué de quatre bastions.

Aggersel (Sidi-Abderrhamane-el-Garci). — Bassin de captage et installation hydraulique de la source gazeuse.

Henchir-Faouera (près de Djeradou). — Le temple tétrastyle.

Aïn-el-Hallouf. — L'installation hydraulique et les bassins.

Caïdat de Mahdia.

Mahdia. — Les citernes romaines.

---

(1) Par décret du 12 janvier 1886 (*Officiel*, 1886, 10), le service était constitué en direction, et par décret du 25 septembre 1890, art. 1er, la direction était remplacée par une inspection.

Caïdat de Medjez-el-Bab.

Henchir-Messaoudine (Bordj-el-Ioudi). — La basilique chrétienne et le caveau funéraire avec la mosaïque de Daniel dans la fosse aux lions.

Caïdat de Kairouan.

Oued-Nebhane. — Pont romain.

Caïdat des Oulad-Aoun.

Henchir-Ghaïada. — Le mausolée.

Caïdat de Sfax.

Kerkenna. — 1. Pont.
2. Columbarium.
Ras-Capoudiah. — Citadelle byzantine.
Zaouïa-Sidi-Ahmed. — 1. Théâtre.
2. Forum.
3. Citernes.
4. Porte triomphale.
El-Alia (Acholla). — 1. Citerne.
2. Tombeaux de la nécropole punique.
3. La ville romaine aux mosaïques.
Henchir-Botria. — 1. Citernes.
2. Amphithéâtre.
3. Ksar-el-Felous.
4. Ksar-Erressass.
Inchilla. — Citernes.
Henchir-Rougga. — 1. Arc de triomphe.
2. Amphithéâtre.
3. Citernes.

Caïdat de l'Arad.

Gabès. — Citernes.
Henchir-Guermad. — Mur de défense. Enceinte rectangulaire.
Henchir-Grado. — Deux enceintes murées.
El-Hamma. — Piscines et thermes romains.
Henchir-Ksar-el-Gaitha. — Enceinte fortifiée.
Mareth. — Citernes.

Caïdat de Medenine.

Ksar-Demeur. — Château-borj.
Ksar-Kouti. — 1. Mausolée.
2. Thermes.
3. Maison au puits. Rangée de colonnes.
4. Barrages. Aqueducs. Bassins.
Henchir-Madjeni.

Caïdat des Nefzaoua.

Henchir-Bagneul. — 1. Tour romaine.
2. Ksar-Benia.
Borj et Bir-Zoumit. — Poste romain.
Bir-bou-Tenna ou Bir-Ghezen. — 1. Poste romain.
2. Puits.
Guedah-el-Oudah (entre Henchir-bou-Gorfah et Henchir-Osnam). — 1. Poste romain.
2. Enceinte rectangulaire.
Henchir-el-Hasnam. — Enceinte rectangulaire.
Oued-el-Hadj (Henchir-Ahmed). — 1. Poste romain.
2. Puits antique.

Caïdat des Matmata.

Matmata. — Postes fortifiés romains.

Art. 2. — Au présent décret sont annexées les descriptions des monuments classés.

Art 3. — Le classement sera notifié aux propriétaires et intéressés par l'entremise des Caïds.

Art. 4. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

ARMÉE FRANÇAISE

79 — 4 juin 1882

(*17 redjeb 1299*)

Décret relatif au partage des prises faites sur l'ennemi ou les rebelles.

(Officiel, 1883, 9)

Article 1er. — Les prises faites par un détachement de notre armée ou par un contingent des tribus fidèles appartiendront aux capteurs pour les quatre cinquièmes; le cinquième restant sera versé à notre Trésor.

Art. 2. — Les prises faites par un détachement de troupes françaises, agissant isolément et en vertu d'ordres positifs, lui sont acquises en totalité (a).

Art. 3. — Les prises faites par un corps ou une colonne expéditionnaire seront réparties par moitié entre les troupes et notre Trésor, alors même que l'objet de l'expédition serait le recouvrement de l'impôt.

Nos soldats qui auraient concouru à ces prises seront admis au partage de la moitié attribuée aux troupes et au prorata de leur effectif.

Art. 4. — Si parmi les prises faites sur l'ennemi, il se trouve des animaux ou objets ravis aux habitants paisibles, restitution leur en sera faite, pourvu qu'ils fournissent la preuve de leur propriété avant qu'il en ait été disposé. Après le partage des prises, aucune réclamation des propriétaires ne pourra être admise.

Art. 5. — Les denrées et les animaux, tels que chevaux et mulets, bœufs, moutons, etc., seront livrés à l'autorité militaire française, qui pourra les acheter au prix courant ou les vendre, avec les autres objets provenant des prises, aux enchères publiques. La répartition des produits

(a) Le recours par voie contentieuse devant le Conseil d'État n'est pas admissible contre une décision du Ministre de la guerre qui a rejeté une demande d'indemnité pour dommages éprouvés au cours d'opérations militaires conduites en territoire étranger, spécialement celles dirigées par l'armée française contre les tribus insoumises de la Tunisie. (Cons. d'Etat 26 février 1886, *J. T.* 95, 189.)

de ces ventes se fera conformément aux dispositions de ce décret.

Les armes et munitions de guerre seront livrées à l'autorité militaire française sans indemnité(1).

---

80 10 juin 1882

(*23 redjeb 1299*)

Décret conférant aux généraux et commandants militaires certains pouvoirs disciplinaires sur les indigènes, en territoire militaire (2).

Article 1er. — Le général commandant en chef les troupes françaises se trouvant dans la Régence de Tunis, s'il constate que quelqu'un fait de la résistance ou opposition aux pouvoirs dont il est investi, aura le droit de lui infliger une amende de 1,000 fr. au plus et six mois d'emprisonnement.

Art. 2. — Chacun des généraux ayant le commandement d'une des deux divisions(3) de la Régence, s'il constate le même fait, aura le droit d'infliger une amende de 300 fr. au plus et deux mois de prison.

Art. 3. — Chacun des généraux de brigade commandant une subdivision, sous les ordres de l'un de ces généraux de division précités(3), aura le droit, dans les mêmes cas, d'infliger une amende de 100 fr. au plus et un mois de prison.

Art. 4 — Tout commandant de cercle, placé sous les ordres d'un des généraux commandant une des subdivisions précitées(3), aura le droit, dans le même cas, d'infliger une amende de 50 fr. au plus et quinze jours de prison.

---

81 1er juillet 1882

Instructions du général commandant le corps d'occupation, relatives aux attributions des officiers de renseignements (1).

Le commandement des cercles de la Régence appartient à l'officier qui en est investi par décision du général commandant en chef le corps d'occupation et, en cas d'absence ou d'empêchement du titulaire, à l'officier le plus élevé en grade parmi ceux employés dans la circonscription.

La résidence officielle est au chef-lieu du cercle. Les cercles dont le chef-lieu est en même temps chef-lieu de subdivision sont commandés directement par l'officier général ou supérieur commandant la subdivision.

Les pouvoirs des commandants des circonscriptions sur les troupes qui y sont cantonnées ou de passage sont définis par les règlements militaires; il n'y est apporté aucune modification. . . . . .

L'administration du pays et l'exercice de la justice appartiennent au Gouvernement beylical; les commandants territoriaux français n'auront pas, par suite, d'autorité directe sur les fonctionnaires et magistrats tunisiens qui sont les agents du Bey et relèvent exclusivement de lui. Comme il leur incombe cependant d'assurer la sécurité du corps d'occupation, de faire respecter l'autorité du souverain, de prévoir et de réprimer au besoin toute cause ou tentative de désordre, ils doivent :

1° Se tenir au courant de toutes les nouvelles politiques circulant dans leur circonscription et les signaler sans délai à leur chef hiérarchique avec leur avis sur l'importance qu'il convient d'y attacher.

2° Étudier l'organisation politique et administrative des populations indigènes vivant dans leur cercle. . . . . .

3° Connaître les chefs indigènes en fonctions, leur caractère, leurs relations . . . . . .

Il entre dans les devoirs des commandants de nos postes de savoir si les chefs des tribus l'avoisinant ne se conduisent pas de façon à exaspérer leurs administrés au point de leur faire prendre les armes. Ce résultat ne peut être atteint qu'en se tenant en relations très fréquentes avec les habitants du pays, en causant avec eux pour connaître l'esprit public, les causes de malaise et de mécontentement des populations. Les commandants supérieurs devront toutefois n'accueillir qu'après les avoir bien contrôlés et vérifiés les bruits qui peuvent circuler sur le compte des chefs tunisiens.....

En ce qui concerne les fonctionnaires tunisiens, nos commandants supérieurs n'ont point à les blâmer, à les réprimander, à les punir, mais ils doivent rendre compte de leurs fautes au commandant de la subdivision à laquelle ils appartiennent et lui soumettre des propositions en vue de faire punir ou révoquer un chef indigène infidèle, incapable ou prévaricateur.

Dans les circonstances urgentes, et lorsque la sécurité publique lui paraîtra compromise par l'attitude d'un chef tunisien, le commandant du cercle pourra, sous sa responsabilité personnelle et à charge de rendre compte immédiatement au commandant de la subdivision des motifs pressants qui l'ont fait agir, prendre des mesures provisoires pour l'empêcher de nuire et s'emparer même de sa personne. Cela ne se produira toutefois qu'à titre exceptionnel et lorsque les moyens de communication et le temps manqueront pour provoquer les ordres de l'autorité supérieure.

---

(1) Conf décrets des 30 mai et 16 septembre 1885 (v° Magasins).
(2) Aux termes d'un décret du 12 mai 1885 (*Officiel*, 1885, 577), les articles 2, 3 et 4 du present decret cessent d'être applicables dans les contrôles de Sousse, Sfax et Le Kef et dans les anciens contrôles de La Goulette et Nabeul; du reste, par suite de l'organisation des contrôles civils, ces pouvoirs disciplinaires n'existent plus qu'en territoire militaire. — Conf. etiam circulaire du 11 juin 1884 et instruction du 20 décembre 1899, n° 20. *in fine* (v° Cadis), et instruction du 20 août 1898, § 4, note (v° Justice française)
(3) Conf. décision du 19 decembre 1884.
(4) Conf. decrets des 4 octobre 1884 (v° Contrôleurs civils) et 4 mai 1900 (v° Justice française).

4° Connaître les chefs des familles les plus importantes du pays. Désigner ceux que l'on pourrait investir à un moment donné du commandement des populations. . . . . .

5° Connaître les ordres religieux existant dans leur circonscription, leur importance, le nombre et les tendances de leurs adeptes, les zaouias qu'ils occupent. . . . . .

6° Réunir sur les tribus du cercle des documents historiques permettant de connaître leur origine, leurs relations, les contingents que chacune d'elles peut mettre sur pied..., le nombre de bêtes de somme dont elles disposent, l'importance de leurs approvisionnements en céréales, les emplacements des silos.

7° Réunir des renseignements géographiques et topographiques permettant de connaître exactement les principales voies de communication. . . . . .

Étudier s'il ne conviendrait pas d'ouvrir de nouveaux chemins ou de réparer ceux qui existent. . . . . .

8° Prendre, de concert avec les agents du Gouvernement tunisien, les mesures voulues pour assurer la police et la sécurité des routes et marchés, surveiller la contrebande de guerre. Faire connaître à leur chef direct leur appréciation sur les mesures prises par les agents tunisiens et sur les ordres qu'il conviendrait de leur faire donner par leur Gouvernement; rendre compte de l'exécution de ces ordres.

9° Procéder à l'arrestation des auteurs des crimes ou des délits commis contre la sécurité publique et le corps d'occupation, faire les premières informations et rendre compte immédiatement à leur chef hiérarchique, qui donnera ou provoquera les ordres voulus pour assurer la répression des coupables(1) . . . . . .

Afin de faciliter la mission des commandants de cercle et de leur donner les moyens de réprimer les actes d'insubordination et les infractions aux mesures d'ordre et de police . . . . . , le décret beylical du 10 juin 1882 (23 redjeb 1299[2]). . . . . délègue aux commandants territoriaux français le droit d'infliger aux sujets tunisiens des punitions d'amende et de prison dans les limites suivantes :

Général commandant le corps d'occupation : 1,000 fr., six mois de prison;

Généraux commandant les divisions (3) : 300 francs, deux mois de prison;

Commandants des subdivisions : 100 fr., un mois de prison;

Commandants des cercles et annexes : 50 fr., quinze jours de prison.

Les commandants territoriaux devront user avec modération des pouvoirs que je leur ai fait conférer, surtout pour leur donner auprès des populations indigènes le prestige et l'autorité morale qu'entraîne le droit de punir; en ce qui concerne les fonctionnaires tunisiens, les commandants supérieurs devront se conformer aux instructions qui précèdent.

Les relations entre les commandants français et les chefs tunisiens devront toujours être courtoises; les uns et les autres ne perdront jamais de vue que leur mission consiste à assurer la sécurité du territoire, le fonctionnement régulier de l'administration beylicale et l'exercice de la justice.

Ils doivent, à cet effet, se communiquer les renseignements pouvant faciliter à chacun l'accomplissement de sa mission, se concerter pour les mesures de police et autres à prendre à cet effet.

Les commandants territoriaux auront auprès d'eux pour assurer l'exécution des ordres spéciaux concernant la mission, objet des présentes instructions, préparer leur correspondance y relative et les pièces périodiques qui leur seront demandées, recueillir, classer et conserver les documents de toute nature qui y ont trait, un personnel d'officiers et d'agents dits officiers et agents du service des renseignements du corps d'occupation. Ce personnel, partout et à tous les degrés, dépendra du commandant militaire sous les ordres duquel il sert, dans des conditions analogues à celles des officiers du service d'état-major par rapport aux commandants des corps d'armée, divisions et subdivisions .....

(1) Conf. décret du 4 mai 1900 (v° JUSTICE FRANÇAISE).
(2) Conf. ce décret (note 2).
(3) Conf. décision du 19 décembre 1894.

---

82 20 mars 1884(1)

(*22 djoumadi el aouel 1301*)

Circulaire du Premier Ministre aux Gouverneurs et Caïds, leur prescrivant de subvenir aux besoins des officiers du service des renseignements en tournée (2).

(OFFICIEL, 1884, 254)

Le service des officiers français des bureaux de renseignements les oblige de parcourir continuellement le pays pour examiner la situation des tribus et vous n'ignorez pas qu'il leur est souvent fort difficile de se procurer les denrées nécessaires pour leur subsistance et le fourrage pour la nourriture de leurs chevaux. Pour faire cesser ces incommodités auxquelles ils sont continuellement exposés, Son Altesse a décidé que toutes les fois qu'un officier de renseignements visitera votre district, vous lui fournirez journellement 3 saas d'orge pour son cheval et deux fois par jour pour sa nourriture une poule, du couscoussou et quatre œufs préparés selon l'usage du pays. Ces frais seront exclusivement à votre charge et vous n'aurez à réclamer aucune indemnité aux cheiks, à la tribu ou au Gouvernement.

(1) Date de publication à l'*Officiel*
(2) Conf. circulaire du 20 octobre 1886.

83 7 mars 1885

(20 djoumadi el aouel 1302)

Décret soumettant les militaires tunisiens incorporés dans les troupes d'Afrique, au Code de justice militaire français pendant la durée de leur service(1)[a].

(Officiel, 1885, 528)

---

84 20 octobre 1886

(21 moharrem 1304)

Circulaire du Premier Ministre aux Caïds relative aux fournitures à faire aux militaires français voyageant dans la Régence.

(Officiel, 1886, 241)

J'ai été informé à plusieurs reprises que des militaires français voyageant isolément et en détachements dans l'intérieur de la Régence avaient rencontré de grandes difficultés pour se procurer les vivres nécessaires à leur subsistance.

Je vous invite, en conséquence, à porter à la connaissance de tous vos administrés qu'ils doivent, en toutes circonstances, appui aux militaires voyageant dans la Régence et qu'ils ne sauraient, à l'avenir, sans s'exposer à une répression sévère, leur refuser les denrées nécessaires à leur alimentation et à celle de leurs animaux. Ces denrées seront payées par eux d'après les tarifs ordinairement en usage dans la tribu.

Les fournitures pourront comprendre :

1° Le cantonnement pour les hommes et les animaux dans les locaux disponibles ;

2° Les vivres et du bois pour les hommes, l'orge et la paille pour les animaux ;

3° Les moyens de transport en animaux de selle, de trait et de bât ;

4° Les guides, les messagers.

Vous aurez soin de veiller à l'exécution des prescriptions précitées, en insistant tout particulièrement sur ce point, auprès de vos administrés, à savoir que toutes les fournitures leur seront intégralement payées.

Il est bien entendu que la circulaire qui vous a été adressée le 20 mars 1884 (22 djoumadi el aouel 1301), relativement à la diffa des officiers du service des renseignements, demeure en vigueur et que vous devez apporter tous vos soins à vous conformer, le cas échéant, à ses dispositions.

---

(1) Conf loi du 12 janvier 1892, art. 70 (v° Recrutement tunisien).

(a) Le Tunisien incorporé dans un régiment français jouit de la protection française, tout au moins pendant le temps qu'il passe sous les drapeaux. Il devient en conséquence justiciable de la juridiction française, même dans les procès qu'il peut avoir à soutenir contre des Tunisiens. Il serait d'ailleurs impossible de concilier légalement sur une foule de points les règles de la justice tunisienne avec celles de notre Code de justice militaire, notamment en matière d'emprisonnement pour dettes (Paix, Sfax, 23 avril 1889, *J. T.* 89, 69).

---

85 7 avril 1892

(9 ramadane 1309)

PROMULGUÉ LE 7 AVRIL 1892

Décret relatif aux indemnités à allouer pour les dégâts commis pendant les grandes manœuvres militaires.

(Officiel, 1892, 93)

Article 1er. — Il est institué une commission mixte, chargée de régler les indemnités à allouer pour les dégâts commis aux propriétés privées au cours des manœuvres annuelles exécutées par les troupes françaises stationnées dans la Régence de Tunis.

Art. 2. — Cette commission se compose d'un fonctionnaire de l'Intendance, président ; d'un officier désigné par l'autorité militaire, d'un délégué du Contrôle civil et d'un notable du pays.

Dans le cas où le réclamant serait indigène, le notable sera un amin désigné par le Premier Ministre. Dans le cas où le réclamant serait un Européen, le notable sera un colon français désigné par le Directeur de l'agriculture.

Art. 3. — L'époque et la durée des manœuvres seront portées à la connaissance des populations intéressées par les autorités compétentes et au moins quinze jours à l'avance.

Les réclamations doivent être adressées au président de la commission, sous peine de déchéance, dans les trois jours qui suivent le passage ou le départ des troupes.

Si une indemnité est allouée par la commission, les réclamants en reçoivent immédiatement le montant sur leur émargement.

Art. 4. — Dans le cas où les intéressés n'accepteraient pas les décisions de la commission, ils auront recours aux tribunaux compétents.

---

86 4 janvier 1894

Circulaire du Résident général aux Contrôleurs civils relative au bureau des réserves à Tunis.

..... J'ai l'honneur de vous faire connaître que, depuis le 20 décembre 1893, fonctionne à Tunis, auprès de l'État-major de la Division d'occupation, un bureau d'administration des réserves et de l'armée territoriale pour les hommes en résidence en Tunisie.

Les affaires concernant les hommes, qui étaient autrefois traitées par le bureau du recrutement de Constantine, seront donc désormais traitées par le nouveau bureau . . . . . .

---

87 19 décembre 1894

Décision ministérielle rétablissant la Division d'occupation de Tunisie(1).

---

(1) La Régence était divisée autrefois en deux divisions. Réunies en une seule par décret du 1er décembre 1883, elles ont été transformées en brigade d'occupation par un décret du 15 juin 1886 et font de nouveau l'objet actuellement d'une division d'occupation.

88 .... août 1896

Circulaire du Résident général relative aux appels des réservistes.

L'instruction ministérielle du 28 décembre 1895, sur l'administration des réserves, règle ainsi qu'il suit, dans son article 245, § 3, la marche à suivre dans la notification des ordres de route concernant les réservistes :

« L'ordre de route doit être notifié à l'intéressé en personne et, en cas d'absence de celui-ci de son domicile ou de sa résidence déclarée, au maire de la commune de son domicile. »

A défaut de maires en Tunisie, j'ai décidé que les Contrôleurs civils recevraient à l'avenir et conserveraient dans leurs archives les notifications que la gendarmerie n'aurait pu remettre directement aux destinataires absents de leur domicile. Le récépissé qui accompagne la notification devra recevoir les renseignements qui auront pu être recueillis sur les causes de l'absence des intéressés. . . . . .

---

89 18 août 1896

Circulaire du Ministre de la justice invitant les Procureurs généraux à adresser directement au Ministère de la guerre leurs demandes de renseignements concernant les militaires ayant appartenu au corps d'occupation de Tunisie, avant 1890, et libérés avant cette date.

(Bull M. J., 1896, 46)

---

90 21 septembre 1898

Circulaire du Ministre de la guerre français au Général commandant la division d'occupation de Tunisie et relative à l'application de l'article 81 de la loi du 15 juillet 1889 aux jeunes gens résidant en Tunisie au moment des opérations de formation de la classe.

.....En conformité des prescriptions contenues dans la circulaire ministérielle du 20 janvier 1898, les jeunes gens du contingent, établis en Tunisie au moment des opérations de formation de la classe et y occupant une situation régulière, pourront, dès qu'ils auront été avisés de la décision prise à leur égard par le conseil de revision, se mettre en instance auprès de M. le Résident général pour être admis au bénéfice de l'article 81 de la loi du 15 juillet 1889. Ceux dont la demande aura été accueillie seront incorporés par vos soins dans un des corps de troupe de la Division d'occupation pour y accomplir une année de service. Les autres rentreront en France pour y rejoindre le corps indiqué par leur ordre de route, à moins qu'ils n'expriment par écrit, dans les quinze jours qui suivront la notification du rejet de leur demande, le désir d'être autorisés à effectuer en Tunisie leur temps de service légal. La solution des demandes de cette nature, qu'il y aura toujours lieu d'admettre, vous sera réservée. . . . . .

Il me paraît utile d'ajouter que, d'après la jurisprudence constante de mon département, le droit à l'exemption partielle de service prévue à l'article 81 existe seulement pour le jeune homme venu dans la possession avec l'intention d'y faire un séjour prolongé et y exerçant une profession agricole, industrielle ou commerciale, ou pourvu, comme fonctionnaire, d'un emploi dans l'administration locale. Sont donc exclus du bénéfice dudit article 81, indépendamment des jeunes gens sans situation définie, les fonctionnaires du cadre métropolitain, temporairement détachés en Tunisie, mais susceptibles de rentrer en France après une période de durée variable de service colonial . . . . . .

---

91 15 février 1899

Décret du Président de la République française réglant les attributions du commandant de la marine en Tunisie.

(Bull. Marine, 1899, I, 273)

Vu le décret du 23 juin 1885, relatif aux attributions du Resident général en Tunisie;

Vu le decret du 4 octobre 1891, portant règlement sur le service dans les places de guerre;

Sur le rapport des Ministres des affaires etrangères, de la guerre et de la marine;

Article 1er. — L'officier supérieur de la marine commandant la division navale de Tunisie commande la marine dans la Régence et a sous son autorité tout le personnel appartenant au département de la marine affecté aux différents services maritimes.

Art. 2. — En temps de paix, il est placé, comme commandant de la marine, sous l'autorité du Résident général de France, dans les conditions prévues par le décret du 23 juin 1885.

Art. 3. — En temps de guerre, il relève de l'autorité du contre-amiral commandant la marine en Algérie pour tout ce qui concerne la défense maritime.

Art. 4. — En temps de paix comme en temps de guerre, il est adjoint au Gouverneur de la place de Bizerte.

Art. 5. — Les Ministres des affaires étrangères, de la guerre et de la marine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

ARMÉE TUNISIENNE (a)

92 — 20 septembre 1883

(*18 hâda 1300*)

Décret fixant les uniformes de l'armée tunisienne et la tenue des fonctionnaires civils tunisiens.
(OFFICIEL, 1883, 155)

ARMES (1)

93 — 18 janvier 1883

(*9 rebiâ el aouel 1300*)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DECEMBRE 1884

Décret réglementant (2) l'introduction des armes en Tunisie, leur détention et leur commerce (3).
(OFFICIEL, 1883, 14)

Article 1er. — L'introduction dans la Régence de toute arme de guerre d'un modèle ayant été ou étant encore usité dans les diverses armées existantes, est formellement interdite.

Art. 2. — Les armes de chasse ordinaires ou de luxe ne seront introduites en Tunisie qu'en vertu d'une autorisation spéciale délivrée par le Ministre Résident de la République française, pour les ports de Tunis et de La Goulette, et par les agents qu'il déléguera à cet effet, pour les ports de Bizerte, Sousse, Monastir, Medhia, Sfax, Gabès, Houmt-Souk et Djerba.

Art. 3. — L'introduction des susdites armes de chasse ordinaires ou de luxe, par tout autre point que ceux désignés dans l'article précédent, est interdite et sera réputée contrebande de guerre (4).

Art. 4. — Aucun indigène ne pourra acheter des armes de fabrication européenne s'il n'est muni d'une autorisation *ad hoc* délivrée par le Ministre Résident de la République française ou ses délégués, ou par MM. les Officiers généraux et supérieurs chargés de la surveillance du territoire de la Régence (5).

Les autorisations délivrées de ce chef seront inscrites sur un registre spécial.

Art. 5. — Tout négociant qui voudra se livrer au commerce des armes devra, pour obtenir l'autorisation d'introduire en Tunisie les objets de ce commerce, prendre préalablement l'engagement écrit de tenir un registre (1) mentionnant, pour chaque arme vendue, la description sommaire de l'arme, le nom et le domicile de l'acheteur, et les principales indications contenues sur le permis d'achat délivré à ce dernier.

Ledit registre devra, en outre, porter en tête l'autorisation délivrée au négociant et un duplicata de son acceptation des conditions qui lui seront imposées.

Art. 6. — Tous les trois mois au minimum, lesdits registres seront soumis, à Tunis, au visa de l'agent français délégué à la Sûreté publique, et, dans les autres villes, au visa de telle autorité civile ou militaire qui sera déléguée à cet effet (2).

Art. 7. — Toute infraction aux présentes dispositions entraînera *de facto*, pour le délinquant, le retrait de l'autorisation qui lui aura été accordée, et ce, sans préjudice des poursuites auxquelles il pourrait s'être exposé comme s'étant livré à la contrebande de guerre.

---

94 — 14 avril 1894

(*8 chaoual 1311*)

PROMULGUÉ LE 14 AVRIL 1894

Décret réglementant le commerce, la détention et le port des armes (3).
(OFFICIEL, 1894, 134)

I. — Commerce des armes.

Article 1er. — Le commerce des armes de toutes espèces, autres que les armes de guerre dont l'introduction en Tunisie est et demeure interdite, sera exercé dans la Régence dans les conditions indiquées par nos décrets des 18 janvier 1883 (9 rebiâ el aouel 1300) et 20 octobre 1885 (11 moharrem 1303) et les articles 2, 3 et 4 du présent décret.

Art. 2. — Tout armurier ou marchand d'armes dûment autorisé sera tenu d'adresser tous les trois mois au Contrôleur civil ou, en terri-

---

(1) Conf décret du 18 mars 1896, art 15, 2° (v° JUSTICE TUNISIENNE)
(2) Conf décrets des 20 octobre 1885, art. 13 et seq (v° MONOPOLES), 14 avril 1894 et 21 juillet 1896.
(3) Les contraventions aux articles 1, 2, 3, 4, 5 et 6 de ce decret sont indiquées dans l'article 16 du décret du 20 octobre 1885 (v° MONOPOLES) — Conf. etiam décret du 14 avril 1894, art. 5.
(4) Conf instruction du 8 mai 1898, § 7 (v° DOUANES)
(5) Conf. circulaire du 11 mai 1891 (v° CAIDS) et décret du 21 juillet 1896, art. 1er.
(a) Depuis l'établissement du protectorat, l'armée tunisienne est placée sous les ordres du Général commandant la division d'occupation et dépend de l'Administration militaire française. Toutefois, les fournitures faites pour l'ordinaire de la garde beylicale ne sauraient bénéficier de la dispense des droits de mahsoulats portée au cahier des charges du fermage pour les fournitures faites à l'Administration militaire française, si elles ne résultent pas de l'exécution de marchés passés avec l'Intendance. (Tunis, 8 mars 1897, *J. T.* 97, 627.)

(1) Conf. décret du 14 avril 1894, art 3.
(2) Ce visa est confié dans ces villes au Commissaire de police ou à l'Inspecteur.
(3) Conf décret du 15 décembre 1896, art. 24 (v° POLICE RURALE).

toire militaire, à l'officier chargé du bureau de renseignements, dans les circonscriptions duquel est situé le lieu de son domicile, un inventaire général et détaillé des armes existant dans ses ateliers, magasins ou boutiques.

Art. 3. — Le registre dont la tenue est ordonnée par l'article 5 du décret du 18 janvier 1883 (9 rebiâ el aouel 1300) devra porter jour par jour, sans aucune lacune, les noms, prénoms, qualités, domicile ou résidence habituelle des personnes auxquelles des armes auraient été vendues et la nature de ces marchandises.

Si l'acheteur est personnellement connu du vendeur, le registre en fera mention. Dans tous les autres cas, il indiquera les preuves d'identité qui auront été fournies, telles que l'attestation de deux témoins connus du vendeur, la production d'un certificat délivré par la police locale, etc., et si l'acheteur est tunisien, il reproduira les principales indications du permis d'achat prévu par l'article 5 du décret du 18 janvier 1883 (9 rebiâ el aouel 1300) et dont la production demeure obligatoire.

Art. 4. — Lorsque des armes seront comprises dans les objets mobiliers mis en vente soit volontairement, soit par autorité de justice, aux enchères publiques (1), soit par le ministère des commissaires-priseurs ou autres officiers ministériels, soit par crieurs publics, ces armes ne pourront être livrées qu'aux acheteurs qui justifieront, suivant le cas, soit de l'autorisation spéciale prévue par l'article 10 ci-après, soit de la déclaration prévue par l'article 11 ci-après du présent décret.

Art. 5. — Les infractions aux dispositions des articles précédents et des articles 5 et 6 du décret du 18 janvier 1883 (9 rebiâ el aouel 1300) seront punies d'une amende de 16 à 200 fr., sans préjudice du droit de l'Administration de retirer aux contrevenants l'autorisation de faire le commerce des armes (2).

II. — Détention d'armes.

Art. 6. — Tout dépôt d'armes quelconques chez les particuliers non autorisés à en faire le commerce est interdit.

Art. 7. — Les contrevenants aux dispositions de l'article précédent seront punis d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 50 à 300 fr.

III. — Port d'armes.

Art. 8. — Le port d'armes dangereuses, cachées ou secrètes est défendu.

Art. 9. — Tout individu qui sera surpris en contravention à la défense édictée à l'article précédent sera puni d'un emprisonnement de six jours à six mois et d'une amende de 16 à 200 fr.

Art. 10. — Par dérogation à l'article 8 du présent décret, des autorisations spéciales de porter des armes non apparentes pourront être délivrées par le Contrôleur civil ou, en territoire militaire, par l'officier chargé du bureau de renseignements, dans la circonscription duquel est situé le lieu du domicile ou de la résidence même temporaire de celui qui doit bénéficier de l'autorisation (1).

Art. 11. — A l'avenir, toute personne qui voudra porter des armes apparentes sera tenue d'en faire par écrit la déclaration (2) soit au Secrétariat général du Gouvernement tunisien, soit au Contrôleur civil ou, en territoire militaire, à l'officier chargé du bureau de renseignements dans la circonscription duquel est situé le lieu de son domicile ou de sa résidence.

Le déclarant indiquera ses noms, prénoms, date et lieu de naissance, profession et domicile.

Il lui sera donné récépissé de sa déclaration.

Art. 12. — Ce récépissé devra être présenté à toute réquisition des agents de l'autorité ayant qualité pour constater les délits et contraventions.

Art. 13. — Toute infraction à l'article précédent constituera une contravention punissable d'une amende de 1 à 15 fr.

Art. 14. — Par exception, le port d'armes apparentes est interdit : 1° aux individus condamnés pour crime de droit commun, ou pour vagabondage ou mendicité ; 2° à ceux condamnés à l'emprisonnement pour vol, escroquerie, abus de confiance, violences envers les personnes et rébellion.

Art. 15. — Cette incapacité sera perpétuelle à l'égard des condamnés pour crimes. Elle cessera cinq ans après l'expiration de leur peine à l'égard des condamnés pour délits.

Art. 16. — Des autorisations spéciales de port d'armes apparentes, permanentes ou temporaires, mais toujours révocables, pourront cependant être délivrées par le Secrétaire général du Gouvernement tunisien, aux personnes désignées à l'article 14 non privées des droits mentionnés en l'article 42 du Code pénal français.

Art. 17. — Le port d'armes quelconques est défendu aux interdits et aux mineurs de 15 ans.

Les mineurs de 21 ans qui voudront porter des armes apparentes devront faire approuver par les personnes sous l'autorité desquelles ils sont placés, la déclaration prescrite par l'article 11 du présent décret.

Art. 18. — Le port d'armes apparentes par tout individu auquel il est interdit, ou sans déclaration préalable par toute autre personne, sera puni d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 16 à 200 fr.

Dispositions générales.

Art. 19. — En cas de récidive, les peines édictées par le présent décret pourront être

(1) Conf. décret du 20 octobre 1885, art. 15 (v° Monopoles).
(2) Conf. etiam décret du 20 octobre 1885, art. 16 (v° Monopoles).

(1) Conf. décret du 21 juillet 1896, art. 1er.
(2) Conf. décret du 21 juillet 1896, art. 2.

portées jusqu'au double. Il y aura récidive si une infraction est commise dans les douze mois qui suivront une condamnation prononcée par application du présent décret.

Art. 20. — Les peines édictées par le présent décret seront prononcées sans préjudice de celles que les coupables auraient pu encourir comme auteurs ou complices de tous autres crimes ou délits connexes. Mais la peine la plus forte sera seule appliquée.

Art. 21. — Dans tous les cas, s'il existe des circonstances atténuantes, il sera fait application de l'article 463 du Code pénal français.

Art. 22. — Les armes détenues ou portées illégalement seront saisies et la confiscation pourra en être prononcée par les tribunaux compétents pour statuer sur le délit.

Art. 23. — Les dispositions des articles 2, 5, 7, 12 et 18 deviendront exécutoires à partir du 1er août 1894.

Art. 24. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

95 — 21 juillet 1896

(10 safar 1314)

PROMULGUÉ LE 21 JUILLET 1896

Décret concernant les autorisations spéciales sur le port d'armes

(OFFICIEL, 1896, 347)

Vu les décrets du 18 janvier 1883 (9 rebiâ el aouel 1300), du 20 octobre 1885 (11 moharrem 1303) et du 14 avril 1894 (8 chaoual 1311), sur le port d'armes;

Article 1er. — Les autorisations spéciales de porter des armes non apparentes, délivrées par application de l'article 10 du décret du 14 avril 1894 (8 chaoual 1311) et les autorisations de porter une arme de fabrication européenne délivrées aux sujets tunisiens, en exécution des dispositions du décret du 18 janvier 1883 (9 rebiâ el aouel 1300) ne pourront l'être à l'avenir que pour un temps déterminé par l'autorité administrative, et qui, en aucun cas, n'excédera une année.

Art. 2. — Les déclarations de port d'armes apparentes, qui seront faites en conformité des dispositions de l'article 11 du même décret, devront être renouvelées avant l'expiration de l'année grégorienne, à partir de la date portée sur le récépissé.

Art. 3. — Sont annulées les autorisations spéciales de port d'armes non apparentes, les autorisations aux sujets tunisiens de porter une arme de fabrication européenne, et les récépissés de déclaration de port d'armes apparentes qui auraient été donnés ou délivrés antérieurement au 1er août 1896, date de la mise en vigueur du présent décret.

Toutefois, il est accordé aux bénéficiaires un délai de trois mois, à partir du 1er août 1896, pour effectuer leurs nouvelles demandes ou déclarations.

Art. 4. — A l'expiration de ce délai, tout porteur d'armes qui ne pourra justifier d'un permis ou récépissé de déclaration postérieur au 1er août 1896 sera passible des peines édictées par les articles 9, 13, 18 et suivants du décret du 14 avril 1894 (8 chaoual 1311) et l'article 16 du décret du 20 octobre 1885 (11 moharrem 1303).

ASSISTANCE PUBLIQUE

96 — 20 janvier 1879

(26 moharrem 1296)

Décret établissant un hôpital arabe à Tunis (1).

Article 1er. — L'immeuble important appartenant au Gouvernement et sis aux Behamkias (souk des fabricants de sandales) est désigné pour devenir hôpital et il sera aménagé à cet effet.

Art. 2. — Ledit hôpital contiendra cent lits; chaque lit ne pourra recevoir plus d'une personne.

Art. 3. — Sur ces cent lits, dix-huit seront réservés aux femmes, le restant étant destiné aux hommes.

Art. 4. — Les lits des femmes seront placés dans une partie indépendante de l'immeuble et isolée de la partie affectée aux hommes. La porte d'entrée sera également distincte, de manière qu'il ne puisse s'établir aucune relation entre les deux sexes.

Art. 5. — L'hôpital ne recevra personne en outre du chiffre ci-dessus fixé.

Art. 6. — L'hôpital ne recevra que le malade indigent faisant exclusivement partie de nos sujets et dont le certificat d'indigence aura été visé par la municipalité. Ce certificat devra émaner des habitants du quartier où demeure le malade, du Cheik de sa tribu ou de sa localité. Il devra être visé par le médecin en chef. L'hôpital recevra également les gens victimes d'un accident inopiné, et dont l'état nécessitera leur admission d'urgence, soit qu'il s'agisse de blessures ou autre cause.

Art. 7. — L'hôpital recevra les personnes que leur enverra le châra ou l'autorité civile, si ces personnes tombent malades durant leur dé-

(1) La réglementation intérieure de cet hôpital a fait l'objet d'un décret du 13 décembre 1885, non inséré à l'*Officiel*, et dont les dispositions sont presque toutes tombées en désuétude.

tention. Leur maladie devra au préalable être constatée par le médecin en chef. On se conformera ensuite aux prescriptions de l'article 37, après leur guérison.

Art. 8. — Toute personne admise à l'hôpital quittera les vêtements qu'elle aura apportés et qui seront conservés soigneusement, et revêtira ceux de l'hôpital jusqu'au moment de sa guérison. Elle reprendra alors ses propres vêtements.

Art. 9. — On disposera les lits et les médicaments de la manière la plus commode pour les soins à donner au malade, en veillant à la propreté de l'établissement et en en éloignant toute cause d'infection.

Art. 10. — Toute personne entrant à l'hôpital sera tenue de suivre les recommandations du médecin et de se soumettre au régime qu'on lui prescrira.

Art. 11. — Toute personne faisant partie de nos sujets qui, bien que non indigente, désirerait se faire soigner à l'hôpital, pourra y entrer et s'y faire soigner, à condition de payer journellement une somme de cinq piastres, destinée à compenser le loyer de son séjour, les soins de la maison, les frais de médicaments et de médecin.

Art. 12. — Tout malade admis à l'hôpital sera pourvu de tout ce dont il a besoin comme médicaments, nourriture et habillement. Quant aux vètements accessoires, ils seront à sa charge.

Art. 13. — Un local séparé sera exclusivement affecté aux personnes visées dans l'article 11. Il renfermera dix lits.

Art. 14. — La personne admise à l'hôpital revêtira une chemise et une veste, le tout très propre ; son lit se composera d'un matelas, d'un oreiller et de draps en été, d'un sefsari en hiver, et l'on se conformera aux prescriptions du médecin en chef pour tout ce qui concerne ces aménagements, en veillant spécialement à la propreté du tout.

Art. 15. — Les malades reçus à l'hôpital seront internés par chambrée, suivant l'avis du médecin, en ce qui concerne le nombre de malades à soigner dans le même local, car c'est lui qui doit veiller à empêcher la contagion de se propager d'un malade à un autre.

Art. 16. — La nourriture des personnes résidant à l'hôpital se composera de pain de bonne qualité, de bouillon et autres mets analogues que pourra indiquer le médecin.

Art. 17. — Seront attachés à l'hôpital : un médecin en chef, un aide-médecin capable de diriger le service, un pharmacien ; et, d'autre part, un cuisinier, onze domestiques, un surveillant chargé de contrôler le service de chacun d'eux, un portier et une femme pour le nettoyage des effets.

Art. 18. — Au nombre desdits serviteurs seront deux femmes spécialement attachées à la section des femmes pour l'entretien des vêtements.

Art. 19. — Un des serviteurs visés par l'article 17 sera attaché spécialement au service des personnes visées par l'article 11.

Art. 20. — L'étage supérieur de l'hôpital sera spécialement affecté au logement des malades dont il est parlé à l'article précédent. Dans la partie du bas, on réservera une pièce ou salle d'attente pour ceux qui, désirant se faire admettre à l'hôpital, devront être visités par le médecin.

Art. 21. — Le médecin en chef visitera les malades dont il vient d'être parlé ci-dessus, à partir de onze heures du matin, mais si le médecin de l'hôpital constate la fièvre chez le malade qui se présentera, il le fera admettre à toute heure.

Art. 22. — Tous les médecins du pays seront tenus de se présenter à l'hôpital quand le médecin en chef les convoquera, soit isolément, soit collectivement, pour s'éclairer de leur avis en cas de besoin.

Art. 23. — On désignera une heure fixe pour toute personne qui désirera visiter l'hôpital, mais l'accès en demeure libre à toute heure pour ceux qui justifieront de leur titre de médecin.

Art. 24. — Si le malade est dans l'aisance et que, d'après l'avis du médecin en chef, son état ne nécessite pas son séjour à l'hôpital, mais dans le cas où néanmoins ce malade voudrait bénéficier du traitement du médecin de l'hôpital, il sera considéré comme ceux qui résident à l'hôpital d'après l'article 11 ; il viendra à l'heure qu'on lui aura fixée et payera chaque fois cinq piastres.

Art. 25. — L'hôpital sera pourvu en tant que possible de tous les instruments et médicaments nécessaires, désignés par le médecin en chef.

Art. 26. — Les revenus de l'hôpital étant actuellement trop faibles pour subvenir aux dépenses qu'entraîne cet établissement d'une utilité urgente, et les excédents des revenus des habous étant affectés à subvenir à des œuvres dont on ne peut entraver le cours, le habous de Tekia étant, d'autre part, le seul dont les revenus soient destinés au soulagement des pauvres et puissent, à ce titre, être ajoutés aux ressources de l'hôpital, puisqu'ainsi ils serviraient à soulager des gens qui, non seulement sont pauvres, mais encore sont malades pour ces raisons, les revenus de Dar-et-Tekia seront employés à soutenir cette institution éminemment utile et charitable (1).

Art. 27. — Toutefois, une partie du habous de Tekia devant subvenir à la nourriture de gens pauvres ou incapables de travailler, qu'il ne serait pas juste de laisser abandonnés alors qu'il se trouve un habous établi à leur intention, une partie de ces revenus sera affectée à nour-

(1) Conf. décret de novembre 1912 (v° Bit-el-Mal).

rir mensuellement les pauvres ou les personnes réellement incapables de gagner leur pain par elles-mêmes, parmi les habitants de Tunis. Leur état d'incapacité sera constaté par l'Administration des habous et portée à la connaissance du Gouvernement pour qu'il fasse constater lui-même leur indigence . . . . . .

Art. 36. — Si la nécessité s'impose au médecin de se faire aider, en certaines circonstances, par un collègue, le médecin en chef désignera un médecin et lui assignera des appointements provisoires.

Art. 37. — Tout malade, dès sa guérison, sera autorisé à sortir de l'hôpital ; mais, quant à ceux qui auraient été extraits de prison pour cause de maladie, ils seront renvoyés avec un avis à l'autorité ayant prononcé leur incarcération, pour qu'elle les fasse reprendre.

Art. 38. — On établira dans l'hôpital des bains de vapeur, des réservoirs d'eau chaude et froide et un appareil à douches.

Art. 39. — On donnera aux malades trois repas par jour, dans la proportion d'une demi-livre de viande et trois livres de pain pour chaque malade.

Art. 40. — Une pièce sera réservée dans l'hôpital pour y effectuer les cérémonies de la circoncision durant les jours de l'Achoura. L'opérateur sera l'amin des circonciseurs ou son délégué spécial ; ils prendront la somme qui leur est assignée à cet effet par le habous ou celle que voudront bien leur donner les particuliers et qui ne saurait être inférieure à la quotité fixée par le habous.

Art. 41. — L'exécution de ce décret est confiée aux soins de l'Administration des habous.

---

97 5 juillet 1888

(*25 chaoual 1305*)

PROMULGUÉ LE 6 JUILLET 1888

Décret établissant une taxe sur la viande kacher à Tunis et réglementant la perception de cette taxe (a).

(OFFICIEL, 1888, 189)

Vu le décret du 13 septembre 1876 (23 châbane 1293) qui organise la Caisse de bienfaisance des israélites à Tunis ;

Vu le décret du 28 mars 1878 (24 rebiâ el aouel 1295) qui autorise le paiement d'une taxe sur la viande de boucherie au profit de l'école de l'Alliance israélite de Tunis ;

Considérant qu'il y a lieu de supprimer le monopole de la boucherie, établi par d'anciens usages en faveur de la Caisse de bienfaisance, et de le remplacer par une taxe spéciale perçue au profit de l'école de l'Alliance israélite et des israélites indigents ;

TITRE Ier

Dispositions générales.

Article 1er. — Le monopole de la vente de la viande abattue suivant les rites du culte israélite, précédemment établi en faveur de la caisse de boucherie israélite, est supprimé à dater de ce jour.

Art. 2. — Il sera réservé, dans l'abattoir municipal de Tunis, un quartier pour l'abatage des animaux suivant les rites du culte israélite.

Les schoetims, qui auront seuls le droit d'abattre dans ledit quartier, seront munis d'une autorisation signée par le caïd des israélites et le grand rabbin. Cette autorisation sera valable pour un an. Les schoetims appliqueront sur la viande tuée un timbre spécial qui leur sera exclusivement attribué, et qui constatera que la viande a été abattue suivant les rites religieux.

Deux exemplaires du modèle de ce timbre seront déposés au greffe du tribunal civil de Tunis ; deux autres seront déposés au greffe du tribunal de l'Ouzara ; il sera dressé procès-verbal du dépôt.

Art. 3. — En outre des taxes perçues au profit de la municipalité (1), une taxe de 0 fr. 40 c. par kilogramme de viande de bœuf, vache ou veau, et de 0 fr. 30 c. par kilogramme de viande de mouton, agneau, chèvre ou chevreau (2) marqué du timbre des shoëtims sera perçue par le .... *Directeur* (3) de l'abattoir. Le montant de sa perception à effectuer sera liquidé sur un bulletin extrait d'un livre à souche et signé par le chef des schoëtims, indiquant la nature et le poids des viandes à imposer et le nom du propriétaire. (*Ainsi modifié par décret du 30 décembre 1891.*)

Les sommes perçues de ce chef formeront un compte spécial dans les écritures du ..... *Directeur* (3) de l'abattoir.

Tout quartier de viande sortant de l'abattoir et ayant été soumis à la taxe devra porter en des endroits apparents le timbre des schoëtims.

Art. 4. — Sur le montant des sommes perçues et après déduction des frais de perception, une somme calculée à raison de 0 fr. 08 c. par kilogramme de viande de toute nature sera prélevée par le ..... *Directeur* (3) de l'abattoir au profit de l'école de l'Alliance israélite. (*Ainsi modifié par décret du 30 décembre 1891.*)

Le reste des sommes sera attribué à la Caisse de bienfaisance israélite, à Tunis, et exclusivement affecté à secourir les indigents des diverses communautés israélites à Tunis.

(a) En Tunisie, les communautés israélites ont seules le droit de vendre à leurs membres la viande abattue conformement aux rites de la religion mosaique ; les bénefices réalisés sur la vente sont destinés à assister les indigents et a alimenter la caisse de ces communautés, lesquelles ne tolèrent pas de bouchers israelites exerçant pour leur propre compte. Elles ne sont toutefois fondées à se prévaloir de ce privilège immémorial qu'à l'égard des bouchers israélites indigènes et elles ne sauraient faire concurrence aux bouchers européens ou protégés d'une puissance européenne qui ne débitent egalement de la viande consacrée que par des moyens autorisés par le droit commun. En conséquence, les préposés ou délégués de ces communautes sont tenus de réparer pécuniairement le préjudice qu'ils ont occasionné à un boucher protégé italien en éloignant sa clientele israélite à l'aide de la violence ou d'une pression illicite. (Tunis, 12 février 1886, *R. A* 86, II, 391.)

(1) Conf. décrets des 14 décembre 1891 et 26 mars 1898, art. 3 (v° MUNICIPALITÉS — TUNIS).

(2) Conf décret du 1er novembre 1891 (perception d'une taxe supplementaire).

(3) Ainsi modifié par décret du 6 septembre 1890

Art. 5. — Les 13 et 28 de chaque mois adjémi, le ..... *Directeur* (1) de l'abattoir versera aux administrations intéressées le montant des sommes perçues.

Dans le cas où il serait nécessaire d'opérer des versements plus fréquents, le caïd des israélites ou l'administration de l'école devront adresser une demande par écrit au président de la municipalité.

Art. 6. — Le caïd des israélites et l'administration de l'école de l'Alliance donneront mandat à leur délégué (2) pour recevoir les sommes attribuées à leur administration respective. Le ..... *Directeur* (1) de l'abattoir remettra à leurs mandataires, contre quittance, un bulletin signé de lui, constatant le montant du versement.

Art. 7. — Il sera délivré, le 13 de chaque mois (3), deux états détaillés par journée indiquant les quantités et les natures de viande soumises à la taxe et les sommes perçues pour la Caisse de bienfaisance et pour l'école de l'Alliance. Ces états seront dressés en trois exemplaires dont l'un sera envoyé à notre Premier Ministre, le second au président de la municipalité, le troisième à l'administration de la caisse ou de l'école, suivant les cas (3).

Art. 8. — Une indemnité de caisse de 1 %, qui ne pourra jamais excéder la somme annuelle de 3,000 piastres, sera attribuée au ..... *Directeur* (1) de l'abattoir. Les instruments de pesage, les livres et imprimés nécessaires pour la perception de la taxe seront fournis par la Caisse de bienfaisance, qui répartira entre elle et l'administration de l'école les dépenses occasionnées à ce sujet.

TITRE II

Pénalités.

Art. 9. — Seront punis d'une amende de 50 piastres à 3,000 piastres et d'un emprisonnement de trois mois à trois ans ou de l'une de ces peines seulement :

1° Ceux qui auront contrefait le timbre des shoëtims ou feront usage d'un timbre contrefait ;

2° Ceux qui auront frauduleusement apposé ledit timbre sur des viandes non abattues suivant les rites ou sur des viandes qui n'ont pas supporté la taxe ;

3° Ceux qui auront sciemment vendu ou mis en vente un ou plusieurs produits revêtus d'un timbre contrefait ou frauduleusement apposé.

Art. 10. — Seront punis d'une amende de 50 piastres à 2,000 piastres et d'un emprisonnement d'un mois à un an ou de l'une de ces peines seulement :

1° Ceux qui, sans contrefaire le timbre, en auront fait une imitation frauduleuse de nature à tromper l'acheteur, ou auront fait usage d'un timbre frauduleusement imité ;

2° Ceux qui auront fait usage d'un timbre ou d'une marque portant des indications propres à tromper l'acheteur sur l'origine de la marchandise ;

3° Ceux qui auront sciemment vendu ou mis en vente un ou plusieurs produits revêtus d'un timbre frauduleusement imité, ou d'un timbre ou d'une marque portant des indications propres à tromper l'acheteur sur l'origine de la marchandise.

Art. 11. — Les peines établies par le présent décret ne peuvent être cumulées. La peine la plus forte est seule prononcée pour tous les faits antérieurs au premier acte de poursuite.

Art. 12. — Les peines portées aux articles 9 et 10 peuvent être élevées au double en cas de récidive. Il y a récidive lorsqu'il a été prononcé contre le prévenu, dans les cinq années antérieures, une condamnation pour un des délits prévus par le présent décret.

Art. 13. — L'article 463 du Code pénal français peut être appliqué aux délits prévus par le présent décret.

Art. 14. — La confiscation des produits dont la marque serait reconnue contraire aux dispositions des articles 9 et 10 peut, même en cas d'acquittement, être prononcée par le tribunal, ainsi que celle des instruments et ustensiles ayant servi à commettre le délit. Le tribunal peut ordonner que les produits confisqués soient remis à l'administration de la Caisse de bienfaisance, indépendamment de plus amples dommages-intérêts, s'il y a lieu. Il prescrit, dans tous les cas, la destruction des timbres et marques reconnus contraires aux dispositions des articles 9 et 10.

TITRE III

Juridictions.

Art. 15. — Les actions civiles relatives aux timbres et marques sont portées devant le tribunal civil français et jugées comme matières sommaires, ou, suivant les cas, devant les tribunaux tunisiens.

Art. 16. — Le caïd des israélites, agissant au nom de la société de bienfaisance, et l'administrateur de l'école de l'Alliance, en cette qualité, peuvent faire procéder, par tous huissiers, à la description détaillée, avec ou sans saisie, des produits qu'ils prétendent marqués à leur préjudice, en contravention aux dispositions du présent décret, en vertu d'une ordonnance du Président du tribunal civil de première instance. L'ordonnance est rendue sur simple requête et sur la présentation du procès-verbal constatant le dépôt du timbre.

Elle contient, s'il y a lieu, la nomination d'un expert pour aider l'huissier dans sa description.

Art. 17. — A défaut par le requérant de s'être pourvu soit par la voie civile, soit par la voie correctionnelle, dans le délai de quinzaine,

(1) Ainsi modifié par décret du 6 septembre 1890.
(2) Conf. décret du 11 juin 1899, art 19
(3) Conf. décret du 11 juin 1899, art. 24 et 25.

outre un jour par cinq myriamètres de distance entre le lieu où se trouvent les objets décrits et saisis et le domicile de la partie contre laquelle l'action doit être dirigée, la description ou saisie est nulle de plein droit, sans préjudice des dommages-intérêts qui peuvent être réclamés, s'il y a lieu.

Art. 18. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

98 7 août 1888

(29 kâda 1305)

PROMULGUÉ LE 8 AOUT 1888

Décret portant application à La Goulette, La Marsa et l'Ariane, de la taxe établie à Tunis sur la viande kacher(1).

(OFFICIEL, 1888, 279)

Vu le décret du 5 juillet 1888 (25 chaoual 1305) qui établit une taxe sur la viande kacher au profit de la Caisse de bienfaisance israélite de Tunis et de La Goulette et au profit des écoles de l'Alliance israélite et qui en réglemente la perception;

Vu le décret du 13 juillet 1888 (4 kâda 1305) organisant une Caisse générale de secours et de bienfaisance pour les israélites domiciliés dans les circonscriptions du Contrôle civil de Tunis et de La Goulette;

Article 1er. — La taxe établie à Tunis sur la viande kacher est applicable à la viande des animaux abattus, suivant les rites du culte israélite, à La Goulette, à La Marsa et à l'Ariane (1).

Art. 2. — Elle sera perçue à La Goulette par ..... *le Directeur* (2) de l'abattoir, conformément aux dispositions du décret du 5 juillet 1888 (25 chaoual 1305).

A La Marsa (3) et à l'Ariane, elle sera perçue par les soins de l'administration de la Caisse générale de secours et de bienfaisance israélite de Tunis.

Art. 3. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

99 21 mars 1889

(19 redjeb 1306)

PROMULGUÉ LE 21 MARS 1889

Décret relatif à la fabrication des pains azymes dans les circonscriptions de Tunis et de La Goulette.

(OFFICIEL, 1889, 93)

Considérant qu'il y a lieu de réglementer les usages existants en vue d'assurer la perception régulière de la taxe sur les pains azymes fabriqués à l'occasion des fêtes de Pâque, au profit de la Société de bienfaisance israélite des circonscriptions de Tunis et de La Goulette;

Vu les délibérations de ladite Société de bienfaisance en date des 10 et 13 redjeb 1306;

Vu le decret du 4 kâda 1305 (13 juillet 1888);

Article 1er. — Les pains azymes fabriqués pour la célébration de la Pâque israélite dans les circonscriptions de Tunis et de La Goulette sont soumis à une taxe de ..... *sept francs cinquante centimes par quintal métrique*(1).

Art. 2. — Cette taxe sera perçue par les soins et au profit de la Caisse de bienfaisance israélite.

Art. 3 et 4. — (*Abrogés par décret du 6 mars 1898.*)

Art. 5. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

100 25 novembre 1889

(1er rebiâ ettani 1307)

PROMULGUE LE 26 NOVEMBRE 1889

Décret chargeant le Directeur de l'abattoir de La Goulette de la perception de la taxe sur la viande kacher.

(OFFICIEL, 1889, 351)

Vu le décret du 25 chaoual 1305 (5 juillet 1888) établissant une taxe sur la viande kacher au profit de la Caisse de bienfaisance israélite de Tunis et de La Goulette et au profit des écoles de l'Alliance israelite et en réglementant la perception;

Vu le décret du 4 kâda 1305 (13 juillet 1888) organisant une Caisse générale de secours et de bienfaisance pour les israélités domiciliés dans les circonscriptions de Contrôle civil de Tunis et de La Goulette;

Vu le décret du 29 kâda 1305 (7 août 1888) portant application à La Goulette, à La Marsa et à l'Ariane de la taxe établie à Tunis sur la viande kacher;

Article 1er. — La taxe établie à La Goulette sur la viande kacher sera perçue à l'avenir par le Directeur de l'abattoir conformément aux dispositions du décret du 25 chaoual 1305 (5 juillet 1888).

Art. 2. — Les dispositions du décret du 29 kâda 1305 (7 août 1888) demeurent en vigueur en ce qui concerne la perception de cette taxe à La Marsa (2) et à l'Ariane.

Art. 3. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

101 6 septembre 1890

(21 moharrem 1308)

PROMULGUÉ LE 6 SEPTEMBRE 1890

Décret substituant le Directeur de l'abattoir de Tunis au Receveur, pour la perception de la taxe sur la viande kacher.

(OFFICIEL, 1890, 295)

Vu le décret du 25 chaoual 1305 (5 juillet 1888) établissant une taxe sur la viande kacher;

Vu le decret du 4 kâda 1305 (13 juillet 1888), organisant une Caisse générale de secours et de bienfaisance pour les israelites domiciliés dans les cir-

(1) Conf. décret du 30 décembre 1891, art 2, et etiam décret du 1er novembre 1891, art. 1er (taxe supplémentaire)
(2) Ainsi modifié par décret du 25 novembre 1889
(3) Conf. décret du 20 mars 1897.

(1) Ainsi modifié par décret du 6 mars 1898, art. 2.
(2) Conf. decret du 20 mars 1897.

conscriptions des Contrôles civils de Tunis et de La Goulette;

Attendu que l'emploi de Receveur des abattoirs municipaux de Tunis a été supprimé;

Sur la proposition de notre Premier Ministre;

Article unique. — Le Directeur de l'abattoir de Tunis est substitué au Receveur de l'abattoir pour la perception de la taxe sur la viande kacher dans les conditions prévues par les articles 3, 4, 5, 6, 7 et 8 du décret du 25 chaoual 1305 (5 juillet 1888).

---

102 1er novembre 1891

(28 rebiâ el aouel 1309)

PROMULGUÉ LE 2 NOVEMBRE 1891

Décret établissant une taxe supplémentaire sur les animaux abattus suivant les rites israélites dans les abattoirs de Tunis, La Goulette, La Marsa et l'Ariane.

(OFFICIEL, 1891, 278)

Vu le décret du 25 chaoual 1305 (5 juillet 1888) établissant une taxe sur la viande kacher et en réglementant la perception;

Vu le décret du 4 kâda 1305 (13 juillet 1888) sur l'organisation d'une Caisse de secours et de bienfaisance israélite;

Vu le décret du 29 kâda 1305 (7 août 1888) rendant applicable à La Goulette, à La Marsa et à l'Ariane la taxe établie à Tunis sur la viande kacher par le décret du 5 juillet 1888 (25 chaoual 1305);

Vu la demande formulée, le 7 juillet 1891, par le comité de la Caisse de secours et de bienfaisance israélite;

Sur la proposition de notre Premier Ministre;

Article 1er. — En outre des taxes déjà perçues au profit de la municipalité et des taxes spéciales établies par l'article 3 du décret du 25 chaoual 1305 (5 juillet 1888) et par le décret du 29 kâda 1305 (7 août 1888) ci-dessus visés, il sera perçu, à dater du 13 novembre 1891, dans les abattoirs de Tunis et de La Goulette, ainsi qu'à La Marsa et à l'Ariane, sur les animaux abattus suivant les rites israélites, par les schoëtims désignés par le comité de la Caisse de secours et de bienfaisance isréalite, une taxe supplémentaire d'une piastre (0 fr. 60 c.) par tête de gros bétail et de vingt-cinq centièmes de piastre (0 fr. 15 c.) par tête de mouton, agneau, chèvre ou autre petit bétail.

Art. 2. — Cette taxe sera perçue dans les mêmes formes que les taxes spéciales édictées par le décret du 25 chaoual 1305 (5 juillet 1888) et le produit en sera versé de la même manière au Comité de secours et de bienfaisance chargé du paiement des salaires des schoëtims désignés par lui, et pour subvenir au paiement desdits salaires.

Art. 3. — Notre Premier Ministre et les Receveurs des abattoirs de Tunis (1) et de La Goulette (2) sont chargés de l'exécution du présent décret.

(1) Conf. décret du 6 septembre 1890.
(2) Conf. décret du 25 novembre 1889.

103 30 décembre 1891

(28 djoumadi el aouel 1309)

PROMULGUÉ LE 30 DÉCEMBRE 1891

Décret modifiant le décret du 5 juillet 1888 sur la taxe de la viande kacher à Tunis.

(OFFICIEL, 1892, 2)

Vu le décret du 5 juillet 1888 établissant une taxe sur la viande kacher abattue à Tunis;

Vu le décret du 7 août 1888 appliquant la même taxe à la viande kacher abattue à La Goulette, à La Marsa et à l'Ariane;

Vu le décret du 1er juillet 1891 sur la réforme monetaire de la Régence;

Article 1er. — Les articles 3 et 4 du décret du 5 juillet 1888 sont modifiés comme suit :.... (*Conf. ce décret.*)

Art. 2. — Les dispositions de l'article précédent seront également appliquées à la taxe établie par le décret du 7 août 1888 sur la viande kacher abattue à La Goulette, à La Marsa et à l'Ariane.

Art. 3. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur à partir du 1er janvier 1892. — Art. 4. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

104 20 mars 1897

(16 chaoual 1314)

PROMULGUÉ LE 20 MARS 1897

Décret chargeant le Receveur vétérinaire de l'abattoir de Sidi-Bou-Saïd, de percevoir(1) la taxe établie sur la viande kacher à La Marsa.

(OFFICIEL, 1897, 166)

---

105 6 mars 1898

(12 chaoual 1315)

PROMULGUÉ LE 6 MARS 1898

Décret relatif à la fabrication des pains azymes dans les circonscriptions de Tunis et de La Goulette.

(OFFICIEL, 1898, 179)

Vu le décret du 21 mars 1889 (19 redjeb 1306), établissant une taxe sur les pains azymes fabriqués dans les circonscriptions de Tunis et de La Goulette;

Considérant qu'il y a lieu de mettre les prescriptions de ce texte en harmonie avec celles du décret du 1er juillet 1891 (24 kâda 1308) sur la réforme monétaire et d'assurer en même temps une répartition de la taxe plus équitable et plus générale que celle prévue par l'article 3 du décret du 21 mars 1889 (19 redjeb 1306);

Article 1er. — Toute personne qui voudra fabriquer des pains azymes pour la célébration de la Pâque israélite dans les circonscriptions de Tunis et de La Goulette, devra se munir au préalable d'une autorisation spéciale délivrée, suivant le cas, par le Cheik El Medina ou le Caïd de la banlieue, après avis conforme de la Société de bienfaisance.

(1) Conformément aux dispositions du décret du 5 juillet 1888.

Art. 2. — La taxe sur les pains azymes est fixée à 7 fr. 50 c. par quintal métrique.

Art. 3. — Sont abrogées les dispositions des articles 3 et 4 du décret du 21 mars 1889 (19 redjeb 1306).

Art. 4. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

106 11 juin 1899

(*1er safar 1317*)

PROMULGUÉ LE 11 JUIN 1899

Décret organisant la Caisse de secours et de bienfaisance israélite de Tunis.

(OFFICIEL, 1899, 407)

Vu le décret du 13 juillet 1888 (4 kâda 1305) organisant une Caisse générale de secours et de bienfaisance des israelites de Tunis et de La Goulette;

Sur la proposition du Premier Ministre;

TITRE Ier

Organisation et administration.

Article 1er. — La Caisse de secours et de bienfaisance constituée pour les israélites de tout rite, domiciliés dans la circonscription du Contrôle civil de Tunis, a pour mission la distribution de secours aux indigents et leur assistance à domicile en cas de maladie.

Art. 2. — Les ressources de la Caisse de bienfaisance israélite de Tunis se composent:

1° Du produit de la taxe sur la viande kacher, telle qu'elle est établie par les décrets des 5 juillet 1888 (25 chaoual 1305), 7 août 1888 (29 kâda 1305), 25 novembre 1889 (1er rebiâ-ettani 1307), 6 septembre 1890 (21 moharrem 1308), 1er novembre 1891 (28 rebiâ-el-aouel 1309) et 30 décembre 1891 (28 djoumadi-el-aouel 1309);

2° Du produit de la taxe sur les pains azymes telle qu'elle est établie par les décrets du 21 mars 1889 (19 redjeb 1306) et du 6 mars 1898 (12 chaoual 1315);

3° Du produit des dons et quêtes;

4° Des revenus des legs;

5° Des revenus du fonds de réserve;

6° Des ressources diverses, imprévues et accidentelles.

Art. 3. — L'administration de la caisse est confiée à un comité composé de neuf membres et d'un délégué du Gouvernement, nommés et révoqués par arrêté du Premier Ministre.

Le délégué du Gouvernement n'a que voix consultative. Les membres du comité sont renouvelables par tiers, tous les ans, et peuvent être indéfiniment renommés. Leurs fonctions sont gratuites. Celles du délégué du Gouvernement sont annuelles et peuvent comporter une indemnité.

Art. 4. — Les membres du comité choisissent chaque année parmi eux un président, à la première séance du mois de janvier. Nul ne peut exercer la présidence pendant plus de deux années de suite.

Art. 5. — Le comité se réunit obligatoirement une fois par mois; il fixe lui-même la date de ses réunions obligatoires.

Le président peut provoquer des réunions extraordinaires en dehors des réunions obligatoires.

Les convocations aux réunions extraordinaires doivent mentionner le motif de la convocation.

Art. 6. — Le comité est seul chargé de l'emploi des fonds de la Caisse de bienfaisance. Il statue par délibération sur les demandes de secours qui lui sont adressées, ainsi que sur toutes les autres dépenses à engager et revise tous les six mois et plus souvent, s'il y a lieu, la liste des indigents ou des personnes assistées à domicile.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents.

Aucune délibération ne peut être prise par le comité, s'il compte moins de quatre membres présents.

Art. 7. — En cas d'urgence, des secours pourront être attribués sur décision d'un membre du comité. Ces attributions de secours devront être ratifiées par le comité à sa première réunion.

Les membres du comité assurent individuellement et à tour de rôle, chacun pendant un mois, le service d'urgence.

Art. 8. — Il est tenu, sur un registre, procès-verbal des délibérations du comité. Copie de ce procès-verbal est adressée au Premier Ministre, en double exemplaire, dans les trois jours de chaque séance.

Toute délibération dont l'objet serait étranger à l'administration ou à la gestion de la caisse est nulle et de nul effet. Le Premier Ministre en ordonnera la radiation.

Art. 9. — Le délégué du Gouvernement est chargé:

1° De la convocation des réunions ordinaires et extraordinaires du comité;

2° De la signature de la correspondance du comité, tant avec le Gouvernement qu'avec les particuliers, et de la garde des archives;

3° De l'exécution de toutes les décisions du comité;

4° De la vérification du compte administratif et du contrôle de la comptabilité, dans les conditions indiquées au titre II ci-dessous.

Art. 10. — Le comité choisit, en dehors de son sein, un secrétaire chargé de la tenue des écritures et registres, et un trésorier.

Ces employés sont placés sous la direction du délégué du Gouvernement.

Une rémunération peut leur être allouée.

Les nominations et les traitements alloués aux titulaires doivent être soumis, au préalable, à l'approbation du Premier Ministre.

Art. 11. — En cas d'irrégularités commises

dans la gestion ou l'administration de la caisse, de même qu'au cas prévu par l'article 8, § 2, le Premier Ministre pourra suspendre le comité pendant deux mois au plus, ou nous proposer sa dissolution, qui sera prononcée par décret, sans préjudice des responsabilités de droit commun qui pourraient être encourues par les membres dudit comité.

TITRE II

Budget et comptabilité.

Art. 12. — Le comité dresse chaque année, dans le courant du mois d'octobre, un état de prévision des recettes et des dépenses de l'exercice suivant.

Art. 13. — Cet état est adressé, le 1cr novembre au plus tard, au Premier Ministre, qui en arrête définitivement les chiffres.

Art. 14. — Le cadre de cet état et les divers articles dont il se compose sont déterminés par arrêté du Premier Ministre.

Art. 15. — Il ne peut être effectué de paiements que pour les objets portés aux rubriques des divers articles de l'état de prévision et dans la limite des crédits arrêtés par le Premier Ministre, pour chaque article.

Art. 16. — En cas d'insuffisance du crédit d'un article, le chiffre de cet article pourra être modifié, sur la demande du comité, par décision du Premier Ministre.

Art. 17. — Il sera prélevé annuellement, sur l'ensemble des recettes du comité, telles qu'elles sont énumérées à l'article 2 ci-dessus, 5 °/o pour la constitution d'un fonds de réserve qui pourra également être alimenté par tout ou partie des excédents annuels de recettes.

Le fonds de réserve sera déposé à la Recette générale des finances. Il pourra être transformé en titres de la rente française ou tunisienne, ou en obligations d'emprunts municipaux français ou tunisiens.

Art. 18. — Il ne pourra être effectué de prélèvements sur le fonds de réserve qu'en vertu de délibérations du comité approuvées par le Premier Ministre.

Art. 19. — Le délégué du Gouvernement est chargé des fonctions prévues par l'article 6 du décret du 5 juillet 1888, pour la perception de la taxe sur la viande dite kacher.

Art. 20. — Le numéraire provenant des revenus de la caisse, des dons, aumônes, offrandes, etc., sera remis au trésorier de la caisse, qui devra en délivrer reçu extrait d'un carnet à souches.

Ce reçu devra porter le numéro de l'article de l'état de prévisions au titre duquel la recette aura été opérée.

Art. 21. — Les secours alloués et toutes dépenses quelconques de la caisse ne seront payés par le trésorier que sur la présentation de bons détachés d'un carnet à souches et signé du délégué du Gouvernement.

Chaque bon devra porter le numéro de l'article de l'état de prévisions au titre duquel la dépense est effectuée.

Art. 22. — Les offrandes en nature sont emmagasinées sous le contrôle du délégué du Gouvernement et par les soins du trésorier, qui en tiendra un compte par écrit sur un registre *ad hoc*. Les sorties de magasin sont également constatées et ne pourront avoir lieu que sur bons détachés d'un carnet à souches et établis dans la même forme que pour les paiements en argent.

Art. 23. — La réalisation en espèces des offrandes en nature est facultative pour le comité. Elle se fera par voie d'enchères publiques et les fonds en provenant seront déposés à la caisse du comité.

Art. 24. — Dans les cinq premiers jours de chaque mois, le trésorier dresse et le délégué du Gouvernement remet, après vérification, au comité, un état, article par article, des recettes et dépenses effectuées au cours du mois précédent. Copie de cet état sera adressée au Premier Ministre.

Art. 25. — Tous les ans, dans le courant du mois de janvier, il sera dressé par le trésorier un compte général administratif des opérations de la caisse effectuées pendant l'exercice précédent.

Ce compte devra présenter pour chaque article :

1° Les chiffres de l'état de prévision primitif;

2° Les crédits ouverts en cours d'exercice;

3° Les opérations effectivement réalisées pendant l'année;

4° Les reliquats non employés.

La balance récapitulative fera ressortir par la comparaison des recettes et des dépenses les résultats définitifs de la gestion de l'exercice.

Le compte général, vérifié par le délégué du Gouvernement après rapprochement avec les écritures du trésorier, sera arrêté par le comité et soumis, au plus tard le 15 février, avec toutes les pièces à l'appui, à l'approbation du Gouvernement, qui pourra confier aux inspecteurs de la Direction générale des finances toutes vérifications et inspections qui lui paraîtraient utiles tant dans les écritures de son délégué, du trésorier et du secrétaire que dans celles du comité lui-même.

Art. 26. — Si, à la clôture des opérations de l'année budgétaire, il se présente un excédent de recettes sur les dépenses constatées, cet excédent sera en tout ou en partie soit repris au compte de l'année suivante, soit attribué au fonds de réserve.

Art. 27. — Il est interdit aux membres du comité d'opérer personnellement des distributions d'argent ou d'objets provenant de dons. Toutes les offrandes en nature ou en espèces qui leur seraient remises pour être employées

en aumônes ou secours doivent être versées par eux entre les mains du trésorier, qui leur en délivrera reçu détaché du carnet à souches.

Art. 28. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret, et notamment le décret du 13 juillet 1888 (4 kâda 1305), organisant une Caisse générale de secours et de bienfaisance des israélites de Tunis et de La Goulette.

Art. 29. — Le Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

107 17 juillet 1899

(8 rebiâ el aouel 1317)

PROMULGUE LE 17 JUILLET 1899

Décret accordant la personnalité civile à l'hôpital civil français de Tunis (1) et réglementant son fonctionnement.

(OFFICIEL, 1899, 551)

Vu le décret du 15 septembre 1888 (9 moharrem 1306) sur les associations en Tunisie;

Vu le decret du 9 juin 1897 (8 moharrem 1315) creant un hôpital civil français à Tunis et en réglementant le fonctionnement;

Vu le decret modificatif du 5 février 1898 (13 ramadane 1315);

Considerant que l'expérience a prouvé la nécessité de doter l'hôpital civil français de la personnalité civile;

Article 1er. — L'hôpital civil français de Tunis constitue un établissement public ayant la personnalité civile(1). Il exerce tous les droits, prérogatives et actions attachés à ce titre.

Art. 2. — L'admission des malades à l'hôpital est gratuite et rétribuée. L'admission gratuite est limitée aux Français indigents. L'admission rétribuée s'exerce pour les malades, sans distinction de nationalité, à concurrence des places vacantes.

Art. 3. — L'hôpital a des ressources ordinaires, extraordinaires et spéciales :

Les recettes ordinaires se composent notamment :

1° Des subventions de l'État;

2° Du produit du remboursement du prix des journées de traitement des malades, du prix des vivres fournis à titre remboursable à certains agents de l'hôpital et du prix des médicaments fournis par la pharmacie de l'hôpital aux dispensaires extérieurs et municipaux ou autres services d'Etat;

3° Du prix de vente des objets réformés;

4° Des revenus des valeurs provenant des dons, legs, aumônes et collectes;

5° Des intérêts et revenus du fonds de réserve organisé par l'article 5.

En cas d'insuffisance des ressources du budget ordinaire, il y est pourvu par un prélèvement sur le capital du fonds de réserve.

Les recettes extraordinaires comprennent les legs et collectes, le produit des emprunts et, éventuellement, avec l'autorisation du Secrétaire général du Gouvernement, par des prélèvements sur le fonds de réserve. L'acceptation de toutes libéralités, la souscription de tout emprunt demeurent expressément subordonnées à notre approbation.

Les recettes spéciales sont celles qui ont une affectation spéciale, ne peuvent servir à payer des dépenses autres que celles pour lesquelles elles ont été réalisées et ne peuvent alimenter par suite le budget ordinaire ou extraordinaire de l'hôpital.

Art. 4. — Les dépenses ordinaires comprennent tous les frais du personnel et du matériel nécessaires au fonctionnement de l'établissement, la nourriture des malades et du personnel entretenu par l'hôpital, l'entretien des bâtiments, du matériel, du mobilier et de la lingerie, le blanchissage, le chauffage, l'éclairage, etc.

Les dépenses extraordinaires sont celles qui revêtent un caractère exceptionnel ou qui constituent une charge de la recette extraordinaire correspondante.

Les dépenses spéciales sont celles qui doivent être assurées avec les ressources spécialement et exclusivement réalisées à cet effet.

Art. 5. — Tous les ans, à l'époque fixée pour l'établissement du budget général de l'État, il est procédé, dans les formes qui seront ci-après indiquées, à l'établissement du budget des recettes et des dépenses ordinaires, extraordinaires et spéciales de l'hôpital.

Le budget est établi d'après les règles suivies pour l'établissement du budget général de l'État; il nous est soumis en même temps que le budget général de l'État; il peut être rectifié, s'il y a lieu, pendant le cours de l'exercice dans les formes suivies pour son établissement.

Le budget est réglé à la même époque et dans les mêmes formes que le budget général de l'État. L'excédent des recettes ordinaires, extraordinaires et spéciales sur les charges correspondantes est attribué à un fonds de réserve dont l'hôpital a la propriété.

Le fonds de réserve est pris en dépôt et géré par le Receveur général des finances sous la direction de la Commission administrative de surveillance et le contrôle du Secrétaire général du Gouvernement et du Directeur général des finances. Les sommes appartenant à ce fonds doivent être placées en valeurs de l'État français ou tunisien ou garanties par l'un ou l'autre État.

Art. 6. — L'État concède gratuitement à l'hôpital l'affectation des biens, meubles et immeubles, acquis ou à acquérir sur le budget général et affectés à l'hôpital ou à ses annexes, mais il s'en réserve expressément la propriété.

Art. 7. — L'hôpital est géré par un adminis-

---

(1) Conf décrets des 26 mai 1895 et 4 août 1896 (v° DOMAINE MILITAIRE) et 29 juin 1900 (v° FINANCES).

trateur responsable assisté du receveur-économe et du personnel administratif nécessaire et qui exerce ses fonctions sous la surveillance d'une commission administrative et l'autorité supérieure du Secrétaire général du Gouvernement.

Art. 8. — L'administrateur et le receveur-économe sont nommés par nous.

L'administrateur propose au Secrétaire général du Gouvernement, la Commission administrative entendue, la nomination du personnel administratif de l'hôpital autre que le receveur-économe. Il nomme et révoque les gens de service.

Le receveur-économe et tout le personnel administratif sont sous ses ordres et relèvent de son autorité.

Art. 9. — L'administrateur assure sous sa responsabilité le fonctionnement de tous les services administratifs de l'hôpital, à l'exclusion du service médical. Il se conforme au règlement intérieur de l'établissement établi par le Secrétaire général du Gouvernement et aux délibérations dûment approuvées de la Commission administrative.

Pour la gestion des biens et des droits de l'hôpital, la perception des revenus, les acquisitions, aliénations et échanges, les travaux de construction et de grosses réparations, les acquisitions et fournitures d'objets mobiliers, aliments et objets de consommation, il suit les règles en vigueur dans l'Administration des finances tunisiennes. Jusqu'à 300 fr., les objets pour lesquels la Commission de surveillance estime qu'il ne peut être fait ni adjudication ni marché sont achetés directement par le receveur-économe sur l'ordre de l'administrateur. L'administrateur prépare et soumet à la Commission administrative le projet du budget annuel de l'hôpital.

Il assure, avec le concours du receveur-économe, l'exécution des services du budget, tant en recette qu'en dépense. Il est liquidateur des dépenses, sauf en ce qui concerne l'ordonnancement, qui demeure assuré par le Secrétaire général du Gouvernement. Il soumet à la Commission administrative, avant de l'adresser au Secrétaire général du Gouvernement, mais après l'avoir vérifié et certifié, un bordereau mensuel des recettes et des dépenses de l'hôpital dressé par le receveur-économe. Il prépare les tableaux du règlement définitif du budget au vu du compte de gestion du receveur-économe et les soumet à la Commission administrative avant de les adresser au Secrétaire général du Gouvernement.

Art. 10. — Le receveur-économe a seul qualité pour recevoir et pour payer pour le compte de l'hôpital. Il opère sous sa responsabilité et à la requête et sous l'autorité et le contrôle immédiat de l'administrateur, le recouvrement des revenus et produits, tant ordinaires qu'extraordinaires ou spéciaux, qui alimentent le budget de l'hôpital ou se rattachent à son fonctionnement. Ce recouvrement s'effectue au vu d'états dressés par l'administrateur, visés par le président ou l'un des membres de la Commission administrative. Ces états sont exécutoires après avoir été arrêtés par le Secrétaire général du Gouvernement; l'exécution en est assurée par voie de commandement et de saisie, et ne peut être arrêtée que par des oppositions jugées comme affaires sommaires, suivant les prescriptions du décret du 1er avril 1885 (15 djoumadi-ettani 1302) sur les municipalités.

Le receveur-économe délivre obligatoirement quittance à souche de toutes les sommes versées à sa caisse. Il paie les dépenses de l'hôpital sur mandats de paiement du Secrétaire général du Gouvernement, en se conformant, à cet effet, aux dispositions du décret du 12 mars 1883 (3 djoumadi-el-aoual 1300) sur la comptabilité de l'État. Il ne peut être pratiqué de saisies-arrêts entre ses mains que dans les formes tracées par le décret du 1er août 1898 (13 rebiâ-el-aoual 1316).

Les fonds libres excédant les besoins immédiats du receveur-économe sont déposés par lui en compte courant à la Recette générale des finances et ne peuvent en être retirés, au fur et à mesure des besoins, qu'avec l'autorisation de l'administrateur, visée par le Président ou l'un des membres de la Commission administrative de surveillance. Les fonds ainsi déposés ne sont pas productifs d'intérêts; ils sont insaisissables et aucune opposition ne peut être pratiquée à leur encontre par les créanciers de l'hôpital.

Outre sa gestion et sa comptabilité de deniers, le receveur-économe est chargé de la gestion et de la comptabilité du mobilier et des matières de consommation de l'hôpital, dont il est personnellement responsable.

Des arrêtés du Secrétaire général du Gouvernement réglementeront, s'il y a lieu, la forme et les détails de production des comptes de deniers et de matières, mais le receveur-économe se conformera provisoirement aux règles en vigueur pour les comptables de la Direction générale des finances.

Le receveur-économe doit prêter serment devant le tribunal civil de Tunis. Il est assujetti pour la garantie de sa gestion à un cautionnement dont l'importance est déterminée par le décret du 2 janvier 1887 (6 rebiâ-ettani 1304), et qui doit être déposé à la Recette générale des finances du Gouvernement tunisien. Il ne peut en obtenir la restitution qu'après avoir été déchargé de sa gestion par la Commission administrative de surveillance, l'administrateur entendu, et avec l'autorisation du Secrétaire général du Gouvernement.

Le receveur-économe de l'hôpital est soumis aux règles de la comptabilité publique et aux vérifications des inspecteurs de la Direction

générale des finances(1); il est en outre justiciable de la Cour des comptes(2).

Art. 11. — Le service médical est distinct et indépendant du service administratif de l'hôpital : il est défini par le règlement intérieur de l'hôpital. Il s'effectue sous l'autorité et le contrôle de la Commission administrative de surveillance.

Art. 12. — Des médecins chefs de service, assistés chacun, en cas de besoin, d'un suppléant et d'internes sont attachés à l'hôpital pour l'Assistance médicale. Leur nombre et leurs attributions sont déterminés par le règlement intérieur de l'hôpital.

Les médecins chefs de service et les médecins suppléants sont choisis au concours et nommés par nous.

Les internes sont nommés sur l'avis de la Commission administrative, par arrêtés du Secrétaire général du Gouvernement.

La Commission administrative peut proposer la révocation des membres du service médical pour fautes graves et négligence dans le service.

Art. 13. — Un pharmacien peut être attaché, s'il y a lieu, à l'hôpital civil. Il est nommé et peut être révoqué, sur la proposition de la Commission administrative, par arrêté du Secrétaire général du Gouvernement.

Le pharmacien est tenu de se conformer au règlement intérieur de l'hôpital. Il répond des matières qui lui sont confiées et doit en rendre compte chaque année à l'administrateur et à la Commission administrative. Sa comptabilité est rattachée à celle du receveur-économe par des articles d'ordre qui indiquent les recettes, la somme payée par l'hôpital pour l'achat des matières et l'évaluation des produits consommés.

Il est soumis aux vérifications des inspecteurs de la Direction générale des finances.

Art. 14. — La Commission administrative de surveillance se compose de quatre membres, savoir :

Un des vice-présidents de la municipalité de Tunis ;

Un fonctionnaire du Secrétariat général du Gouvernement ;

Un fonctionnaire de la Direction générale des finances ;

Un fonctionnaire de la Direction générale des travaux publics.

Les membres de la Commission administrative sont nommés par décret, pour une période de deux ans.

La Commission peut, dans ses réunions, s'adjoindre le Directeur de la santé, qui prend alors part aux débats avec voix délibérative.

Les médecins chefs de service doivent être convoqués par la Commission administrative de surveillance et assistent à ses séances avec voix consultative lorsque celle-ci délibère sur un objet intéressant le service médical. Mention de leur présence doit être faite au procès-verbal transmis au Gouvernement.

Art. 15. — La Commission administrative de surveillance se réunit au moins une fois par mois.

Elle délibère sur tous les objets qui lui sont soumis soit par le Secrétariat général du Gouvernement, soit par celui de ses membres qui est de service, en vertu de l'article 17, soit par l'administrateur ou les médecins chefs de service.

Elle est obligatoirement consultée par l'administrateur sur les points suivants :

Comptabilité mensuelle et annuelle de l'hôpital ;

Préparation et règlement du budget de l'hôpital ;

Mode d'administration des biens et revenus de l'hôpital ;

Acquisitions, aliénations et échanges des biens mobiliers ou immobiliers ;

Travaux de construction et de grosses réparations ;

Mode et conditions des marchés pour fournitures et entretien. Ces marchés ne peuvent être passés pour une durée supérieure à trois ans ;

Acceptation des dons et legs ; quêtes et collectes ; emprunts ;

Actions judiciaires et transactions.

Tous vœux ou observations de l'administrateur ou du service médical de l'hôpital ne peuvent être transmis au Gouvernement que par l'intermédiaire de la Commission administrative.

Les délibérations de la Commission administrative ne sont exécutoires qu'après avoir été approuvées par le Secrétaire général du Gouvernement.

Art. 16. — Chaque année, et au plus tard avant le 1er juillet, la Commission administrative présente au Secrétariat général du Gouvernement, d'après les rapports qui lui sont fournis dans le cours du mois de mai par l'administrateur, par chacun des médecins chefs de service et par le pharmacien, le compte moral de la gestion de l'hôpital. Ce compte est divisé en deux parties : la première, reproduisant les éléments essentiels de la comptabilité de l'hôpital en recettes et en dépenses d'après les indications du compte du receveur-économe pour l'exercice réglé le 30 avril précédent ; la deuxième partie faisant connaître le mouvement de la population et la mortalité de l'hôpital, les résultats du fonctionnement du service médical, ceux de la régie des biens, l'état des bâtiments sous les rapports de la distribution, de la salubrité, de la facilité du service et des améliorations qu'ils exigent et un aperçu général des dépenses, de la consommation, du régime alimentaire et du prix des journées. Il est appuyé d'un relevé des approvisionnements restant à la fin de l'année.

Art. 17. — Chacun des membres de la Com-

(1) Conf décret du 29 juin 1900 (v° FINANCES)
(2) Conf. instruction du 5 juillet 1899, § 2 (v° AMENDES).

mission exerce à tour de rôle pendant un mois la surveillance de toutes les parties du service intérieur, administratif et médical de l'hôpital.

Art. 18. — La personnalité civile pourra toujours être retirée à l'hôpital. Cette éventualité se réalisant, son patrimoine tout entier fera de plein droit retour à l'État.

Art. 19. — Le Secrétaire général du Gouvernement tunisien est chargé de l'exécution du présent décret, qui abroge ceux des 9 juin 1897 (8 moharrem 1315) et 5 février 1898 (13 ramadane 1315), et pourra prendre à cet effet tous les arrêtés nécessaires.

---

108 14 février 1900

(13 chaoual 1317)

PROMULGUE LE 14 FEVRIER 1900

Décret accordant la personnalité civile à l'Institut Pasteur de Tunis(1).

(OFFICIEL, 1900, 159)

Vu le décret du 7 septembre 1893 (25 safar 1311) créant à Tunis un laboratoire de vinification;

Vu le décret du 4 avril 1894 (28 ramadane 1311), convertissant en laboratoire de vinification et de bactériologie le laboratoire de vinification créé par le décret du 7 septembre 1893 (25 safar 1311) et lui annexant un institut pour le traitement antirabique;

Article 1er. — Le laboratoire de vinification et de bactériologie, le centre vaccinogène et l'Institut antirabique et antidiphtérique constituent, sous le nom d'Institut Pasteur de Tunis, un établissement public doté de la personnalité civile(1).

Art. 2. — Cet établissement est administré sous la direction et le contrôle supérieur du Directeur de l'agriculture et du commerce.

Art. 3. — Les recettes de l'Institut Pasteur sont liquidées et ses dépenses mandatées par le Directeur de l'Institut Pasteur. Les unes et les autres sont effectuées par un économe-comptable responsable, soumis aux règles de la comptabilité publique et aux vérifications des inspecteurs de la Direction générale des finances(1) et justiciable de la Cour des comptes(2).

Art. 4. — Aucun acte de l'économe-comptable n'est valable et ne peut être opposé à l'établissement s'il n'a été approuvé préalablement par le Directeur de l'Institut Pasteur.

Ce dernier dresse tous les ans un tableau des prévisions des recettes et des dépenses ordinaires et extraordinaires de l'établissement. Ce tableau nous est soumis en même temps que le budget général de l'État, embrasse les mêmes périodes et délais d'exécution des services et est réglé aux mêmes époques.

Les recettes ordinaires se composent notamment :

1° De subventions de l'État;

2° Du produit des ventes de l'établissement : levures, virus, sérums, vaccins, liquides thérapeutiques stérilisés, etc.;

3° Des revenus des valeurs provenant des dons et legs.

Les recettes extraordinaires comprennent les dons et legs. L'acceptation de toutes libéralités de l'espèce demeure expressément subordonnée à notre acceptation.

Les dépenses ordinaires comprennent les frais d'entretien et d'exploitation de l'Institut Pasteur. Les dépenses extraordinaires sont celles qui revêtent un caractère exceptionnel ou qui constituent une charge de la recette extraordinaire correspondante.

Art. 5. — Les fonds excédant les besoins immédiats de l'économat sont versés en compte courant à la Recette générale des finances; ils ne sont pas productifs d'intérêts; ils sont insaisissables.

L'économe-comptable ne peut les retirer qu'au fur et à mesure des besoins, sur la production d'une quittance à souche revêtue du visa du Directeur de l'Institut Pasteur.

Art. 6. — L'État se réserve la propriété des biens meubles et immeubles acquis ou à acquérir sur le budget général et affectés à l'installation et à l'exploitation de l'Institut Pasteur. Cette affectation est provisoirement concédée à titre gratuit.

Art. 7. — La personnalité civile pourra toujours être retirée à l'Institut Pasteur. Cette éventualité se réalisant, son patrimoine tout entier fera retour à l'État.

Art. 8. — La forme des comptes dudit établissement, le mode de fixation du cautionnement de l'économe-comptable, s'il est jugé utile de lui en imposer un, et en général les mesures d'exécution du présent décret seront déterminés par des règlements arrêtés de concert par le Directeur général des finances et le Directeur de l'agriculture et du commerce.

Art. 9. — Le Premier Ministre, le Directeur général des finances et le Directeur de l'agriculture et du commerce sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent décret, dont l'effet rétroagira au 1er janvier 1900.

(1) Conf. décret du 29 juin 1900 (v° FINANCES).
(2) Conf. instruction du 5 juillet 1890, § 2 (v° AMENDES).

---

109 1er avril 1900

(30 kaada 1317)

PROMULGUE LE 1er AVRIL 1900

Décret sur l'Assistance publique.

(OFFICIEL, 1900, 287)

Dispositions générales.

Article 1er. — Il est ouvert au budget de l'État, tant en recettes qu'en dépenses, un article spécialement affecté à la dotation d'œuvres d'assistance publique.

Cet article est alimenté en recettes par les

ressources spéciales énumérées au titre III, article 13, du présent décret.

En dépenses, il fait l'objet d'une répartition entre des œuvres désignées par le Résident général de la République française (1). Cette répartition est effectuée par les soins d'un Comité supérieur de l'Assistance publique, suivant les formes édictées ci-dessous :

TITRE Ier.

Composition et fonctionnement du Comité supérieur d'Assistance publique.

Art. 2. — Le Comité supérieur de l'Assistance publique est composé ainsi qu'il suit, sous la présidence du Résident général de la République ou de son délégué :

Un fonctionnaire du Secrétariat général du Gouvernement tunisien ;

Le Directeur du Service de la santé ;

Un fonctionnaire de la Direction générale des finances ;

Un fonctionnaire de la Direction de l'enseignement ;

Un délégué de chacune des Chambres d'agriculture et du commerce du nord et des Chambres mixtes du centre et du sud ;

Un délégué du 3e Collège du nord, un délégué du 3e Collège de Sousse et Kairouan, un délégué du 3e Collège de Sfax et Gabès ;

Un des vice-présidents de la municipalité de Tunis ;

Un vice-président, élu par le Comité pour deux ans sera pris parmi les représentants des Chambres consultatives ou du 3e Collège.

Le fonctionnaire du Secrétariat général du Gouvernement tunisien remplira les fonctions d'archiviste-rapporteur.

Un fonctionnaire de la Résidence générale remplira les fonctions de secrétaire-rédacteur des procès-verbaux, sans voix délibérative.

Les mandats du Comité supérieur d'Assistance publique sont gratuits.

Les représentants des Corps consultatifs et des Services administratifs sont nommés pour deux ans ; leurs mandats sont indéfiniment renouvelables.

Les délibérations du Comité sont prises à la majorité des voix.

Art. 3. — Le Comité supérieur de l'Assistance publique a pour attributions :

1° De répartir les ressources de l'Assistance publique entre les diverses œuvres d'assistance visées à l'article 10 ci-dessous ;

2° De contrôler la gestion de ces œuvres.

Art. 4. — Le Comité supérieur de l'Assistance publique se réunit deux fois par an, sur convocation de son président, à l'époque des sessions de la Conférence consultative (2).

Art. 5. — Il est tenu sur un registre procès-verbal des délibérations du Comité. Copie de chaque délibération est soumise dans les huit jours à l'approbation du Résident général de la République française.

Art. 6. — Le Comité émet des vœux sur toutes questions relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Assistance publique.

Il donne son avis sur toutes les affaires de même nature qui lui sont soumises par le Gouvernement.

Art. 7. — Dans sa session de novembre, le Comité supérieur de l'Assistance publique dresse en recettes et en dépenses le programme des dépenses de l'Assistance publique pour l'année suivante. Ce programme est arrêté par décret.

Art. 8. — Dans sa session d'avril, le Comité dresse le tableau de ses opérations de l'année précédente et prend connaissance des rapports que chaque œuvre admise à participer aux ressources de l'Assistance publique doit fournir annuellement, conformément à l'article 11, pour justifier sa gestion.

Art. 9. — Le Comité rend compte des résultats de son examen et de ses propres travaux au Résident général de la République, sous forme d'un rapport auquel est annexé le tableau de ses opérations. Ce rapport est publié au *Journal officiel*.

TITRE II.

Des institutions qui peuvent bénéficier des ressources de l'Assistance publique.

Art. 10. — Peuvent être appelées à bénéficier des ressources de l'Assistance publique les œuvres qui se proposent l'assistance temporaire des indigents, des enfants abandonnés et des malades.

La liste nominative en est dressée annuellement, au mois d'octobre, par le Résident général, pour être communiquée au Comité supérieur à sa session de novembre.

Il ne peut être attribué de fonds d'assistance qu'aux œuvres portées sur cette liste.

Art. 11. — Les œuvres admises à bénéficier des ressources de l'Assistance publique sont tenues chacune de remettre avant le 1er mars à l'archiviste-rapporteur, pour être soumis au Comité supérieur à sa session d'avril, un rapport détaillé sur leur gestion de l'année précédente et leur situation administrative et financière.

Elles sont soumises aux vérifications des inspecteurs de la Direction générale des finances.

Art. 12. — Les délibérations emportant attribution au profit d'une œuvre d'une part des ressources de l'Assistance publique déterminent les époques d'ordonnancement de ladite attribution. Faute de cette indication, l'ordonnancement est fait mensuellement et à terme échu.

---

(1) Conf. décret du 6 octobre 1900 (*Officiel*, 1900, 748) qui approuve l'état de prévisions des recettes et dépenses de l'Assistance publique pour l'exercice 1900.

(2) Conf. arrêté du 22 février 1896, art. 2 (1° CONFÉRENCE CONSULTATIVE).

TITRE III

Définition et administration des ressources de l'Assistance publique.

Art. 13. — Les ressources qui alimentent l'article du budget relatif à l'Assistance publique se composent :

1° Des taxes diverses dont le produit est affecté à cet article par décrets spéciaux (1) ;

2° Des dons et legs des particuliers ;

3° Des revenus et intérêts du fonds de réserve prévu ci-après.

Art. 14. — Les dons et legs des particuliers sont, sauf stipulation contraire des donateurs ou légataires, portés en capital aux recettes de l'article de l'Assistance publique.

Si, au contraire, le donateur ou légataire stipule que les revenus seulement du don ou legs seront attribués à l'Assistance publique, le capital sera placé sous l'administration de la Direction générale des finances, qui en versera les revenus au crédit de l'article.

Art. 15. — Les dons et legs comprenant des immeubles, ou comportant une charge quelconque, ou faits en capital pour les revenus seulement être affectés à l'Assistance publique, ne peuvent être acceptés que par délibération régulièrement approuvée du Comité supérieur.

Art. 16. — L'ordonnancement au profit des institutions bénéficiaires des sommes qui leur sont attribuées sur l'article de l'Assistance publique, et, d'une manière générale, de toutes les dépenses afférentes à cet article, est effectué par le Secrétaire général du Gouvernement, conformément aux dispositions du programme de dépenses arrêté ainsi qu'il est dit à l'article 7 ci-dessus. Les ordonnances ainsi délivrées seront appuyées, s'il y a lieu, des extraits des délibérations dûment approuvées du Comité.

Art. 17. — Les écritures de l'article spécial de l'Assistance publique seront arrêtées, chaque année, au 31 décembre, et l'excédent de recettes reporté au crédit de l'année suivante. La situation ainsi établie, de concert avec la Direction générale des finances et l'ordonnateur, servira de base au tableau des opérations que doit dresser le Comité en vertu de l'article 8.

Art. 18. — Il sera prélevé chaque année sur les recettes de l'article de l'Assistance publique une part destinée à la constitution d'un fonds de réserve. Cette part, qui sera déterminée par le Comité, ne pourra être inférieure à 5 °/₀ des recettes totales effectuées pendant l'année.

Art. 19. — Il ne pourra être opéré de prélèvement sur le fonds de réserve que par délibération rendue à la majorité des quatre cinquièmes des membres du Comité présents, et régulièrement approuvée.

(1) Conf décrets des 16 janvier 1893, art. 17 et 19 (v° DÉCORATIONS), et 6 octobre 1900.

Art. 20. — Le fonds de réserve sera constitué en titres de l'État français ou de l'État tunisien, ou en obligations municipales françaises ou tunisiennes. Il sera déposé à la Recette générale des finances. Les revenus en seront portés au crédit de l'article de l'Assistance publique.

---

110 19 août 1900

(22 rebiâ ettani 1318)

PROMULGUÉ LE 19 AOUT 1900

Décret organisant une Caisse de secours et de bienfaisance israélite à Sousse.

(OFFICIEL, 1900, 670)

Considérant qu'il y a lieu d'organiser une Caisse de secours et de bienfaisance israélite à Sousse ;

TITRE Ier

Administration et organisation.

Article 1er. — Il est constitué une Caisse de secours et de bienfaisance pour les israélites de tout rite domiciliés à Sousse. Cette Caisse a pour mission la distribution de secours aux indigents et leur assistance à domicile en cas de maladie.

Art. 2. — Les ressources de la Caisse de bienfaisance israélite de Sousse se composent :

1° Du produit de la taxe de la viande kacher, telle qu'elle est établie par le décret du 19 août 1900 ;

2° Du produit des dons et quêtes ;

3° Des revenus des legs ;

4° Des revenus des fonds de réserve ;

5° Des ressources diverses, imprévues et accidentelles.

Art. 3. — L'administration de la Caisse est confiée à un Comité composé de sept à neuf membres et d'un délégué du Gouvernement, nommés et révoqués par arrêté du Premier Ministre.

Le délégué du Gouvernement n'a que voix consultative. Les membres du Comité sont renouvelables par tiers tous les ans et peuvent être indéfiniment renommés. Leurs fonctions sont gratuites ; celles du délégué du Gouvernement sont annuelles.

Art. 4 à 7. — ..... (1).

Art. 8. — Il est tenu sur un registre procès-verbal des délibérations du Comité. Copie de chaque procès-verbal avec extrait séparé pour chacune des questions traitées est adressée au Premier Ministre dans les quinze jours de la séance. Toute délibération dont l'objet serait étranger à l'administration ou à la gestion de la Caisse est interdite.

Art. 9. — ..... (1).

Art. 10. — Le Comité choisit parmi ses membres ou en dehors de son sein un secrétaire-trésorier qui peut être rétribué. Ce choix

(1) Ces articles reproduisent les articles correspondants du décret du 11 juin 1899.

est soumis à l'approbation préalable du Premier Ministre.

Art. 11 à 18. — ..... (1).

Art. 19 à 23. — ..... (2).

Art. 24. — Tous les ans, dans le courant du mois de janvier, il sera dressé par le trésorier un compte général administratif des opérations de la Caisse effectuées pendant l'exercice précédent. Ce compte devra présenter pour chaque article :

1° Les chiffres de l'état de prévisions primitif;

2° Les crédits ouverts en cours d'exercice ;

3° Les opérations effectivement réalisées pendant l'année ;

4° Les reliquats non employés.

La balance récapitulative fera ressortir par la comparaison des recettes et des dépenses les résultats définitifs de la gestion de l'exercice.

Le compte général, vérifié par le délégué du Gouvernement après rapprochement avec les écritures du trésorier, sera arrêté par le Comité et soumis, au plus tard le 18 février, avec toutes les pièces à l'appui, à l'approbation du Gouvernement, qui pourra confier aux inspecteurs de la Direction des finances toutes vérifications et inspections qui lui paraîtraient utiles, tant dans les écritures de son délégué, du trésorier et du secrétaire que dans celles du Comité lui-même.

Art. 25 et 26. — ..... (3).

Art. 27. — Le Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

111 — 19 août 1900

(22 rebiâ ettani 1318)

PROMULGUÉ LE 19 AOUT 1900

Décret établissant une taxe sur la viande kacher à Sousse et réglementant la perception de cette taxe

(OFFICIEL, 1900, 670)

Vu le décret du 19 août 1900 (22 rebiâ ettani 1318), qui organise la Caisse de bienfaisance des israélites de Sousse;

Article 1er. — Il est réservé dans l'abattoir municipal de Sousse un quartier pour l'abatage des animaux suivant les rites du culte israélite.

Ont seuls le droit d'abattre dans ledit quartier les schoëtims munis d'un diplôme de schoët délivré par le grand rabbin de Sousse et d'une autorisation signée par le délégué du Gouvernement près la Caisse de bienfaisance de cette ville. Cette autorisation devra être renouvelée annuellement. Les schoëtims appliqueront sur la viande tuée un timbre spécial qui leur sera exclusivement attribué et qui constatera que la viande a été abattue suivant les rites religieux et a supporté la taxe prévue à l'article 2 ci-dessous.

Deux exemplaires du modèle de ce timbre seront déposés au greffe du tribunal civil de Sousse ; deux autres seront déposés au greffe du tribunal régional de ladite ville ; il sera dressé procès-verbal du dépôt.

Art. 2. — En outre des taxes perçues au profit de la municipalité (1), une taxe de 0 fr. 50 c. par kilogramme de viande marquée du timbre des schoëtims sera perçue par le receveur de l'abattoir. Le montant de la perception à effectuer sera liquidé sur un bulletin extrait d'un livre à souches et signé par le chef des schoëtims indiquant la nature et le poids des viandes à imposer et le nom du propriétaire.

Les sommes perçues de ce chef formeront un compte spécial dans les écritures du receveur de l'abattoir.

Tout quartier de viande sortant de l'abattoir et ayant été soumis à la taxe devra porter en des endroits apparents le timbre des schoëtims.

Art. 3. — Sur le montant des sommes perçues et après déduction des frais d'abatage et de perception, une somme calculée à raison de 0 fr. 09 c. par kilogramme de viande de toute nature sera prélevée par le receveur de l'abattoir au profit des écoles de l'Alliance israélite de Sousse.

Le reste des sommes sera attribué à la communauté israélite de cette ville et exclusivement affecté à secourir les indigents.

Art. 4. — Les infractions aux dispositions du présent décret seront passibles des pénalités prévues par les articles 9 à 14 du décret du 5 juillet 1888 (25 chaoual 1305).

Art. 5. — Elles seront poursuivies soit d'office, soit à la requête des parties lésées, devant les tribunaux français ou tunisiens, suivant les règles ordinaires de la compétence.

Art. 6. — Le Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

112 — 6 octobre 1900

(11 djoumadi ettani 1318)

PROMULGUÉ LE 6 OCTOBRE 1900

Décret attribuant à l'Assistance publique le produit de diverses taxes et revenus publics.

(OFFICIEL, 1900, 748)

Vu l'article 1er du décret organique du 1er avril 1900 (30 kâda 1317) sur l'organisation de l'Assistance publique dans la Regence ;

Vu l'article 13 du même décret, aux termes duquel les ressources qui alimentent l'article du budget de l'État relatif à l'Assistance publique se composent, notamment, du produit des taxes diverses spécialement affecté a cet article par décrets spéciaux ;

Vu le decret du 9 juillet 1899 (29 safar 1317) sur les décorations du Nicham-Iftikhar, dont l'article 17 a établi au profit de l'Assistance publique, additionnel-

(1) Ces articles reproduisent les articles correspondants du decret du 11 juin 1899.

(2) Ces articles reproduisent les articles 20, 21, 22, 23, 24 du décret du 11 juin 1899.

(3) Ces articles reproduisent les articles 26 et 27 du décret du 11 juin 1899.

(1) Conf. decret du 11 février 1894 (v° MUNICIPALITÉS — SOUSSE

lement aux droits ordinaires de chancellerie, des droits supplémentaires spéciaux ;

Article 1er. — Est affecté à l'article du budget de l'État relatif à l'Assistance publique, en outre du produit des droits spéciaux du Nicham-Iftikhar créés par le décret susvisé du 9 juillet 1899, le produit, à partir du 1er janvier 1900, de la perception par les comptables de l'État, d'après la législation en vigueur, des taxes et revenus publics ci-après déterminés :

1° *Droits de timbre.* — Les droits de timbre auxquels sont assujettis, aux termes des articles 4, 5, 6 et 7 du décret du 20 juillet 1896 (9 safar 1314) les autorisations d'achat de poudre, les récépissés de déclaration et les permis de port d'armes ; les autorisations d'achat d'armes ;

2° Le principal net, après déduction des frais de perception et des sommes attribuées à des tiers par les décrets spéciaux, des amendes de condamnation en matières criminelle, correctionnelle et de simple police prononcées par les tribunaux français en Tunisie, à l'exclusion de celles intéressant les Régies financières, le Service des forêts, celui des poids et mesures et, en général, toutes administrations de l'État, et des amendes civiles et de procédure.

Art. 2. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

---

113 6 octobre 1900

(*11 djoumadi ettani 1318*)

PROMULGUÉ LE 6 OCTOBRE 1900

Décret attribuant à l'Assistance publique le produit d'une taxe perçue sur les débits de boissons.

(OFFICIEL, 1900, 748)

Vu le décret du 1er avril 1900 portant organisation de l'Assistance publique ;

Article 1er. — Il est établi, au profit de l'Assistance publique en Tunisie, un droit de 5 fr. sur toutes les autorisations d'ouverture ou de mutation de débits de boissons délivrées en exécution du décret du 13 janvier 1898 (19 châbane 1315).

Art. 2. — Le Premier Ministre et le Directeur général des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera appliqué aux autorisations délivrées à partir du 15 octobre 1900.

Un arrêté du Directeur général des finances inséré au *Journal officiel* réglera le mode de perception du droit établi (1).

---

114 6 octobre 1900

(*11 djoumadi ettani 1318*)

PROMULGUÉ LE 6 OCTOBRE 1900

Décret attribuant à l'Assistance publique le produit d'une taxe sur les droits de concessions dans les cimetières.

(OFFICIEL, 1900, 748)

Vu le décret du 1er avril 1900 (30 kâda 1317) sur l'Assistance publique ;

Sur le rapport du Premier Ministre ;

Article 1er. — Il sera affecté, chaque année, à partir du 1er janvier 1900, aux ressources de l'Assistance publique, une part de 50 °/₀ à prélever sur le produit des droits de concessions dans les cimetières, perçus par la municipalité de Tunis.

Art. 2. — Le Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

ASSOCIATIONS (1)

115 15 septembre 1888

(*9 moharrem 1306*)

PROMULGUÉ LE 16 SEPTEMBRE 1888

Décret réglementant les associations (2)

(OFFICIEL, 1888, 268)

Considérant que, dans un intérêt d'ordre public, il y a lieu de réglementer en Tunisie les associations ;

Et en conformité de l'article 1er de la Convention passée par Nous le 8 juin 1883 avec le Gouvernement de la République française ;

Article 1er. — Toutes personnes voulant former une association devront faire au Contrôleur civil et au Procureur de la République de l'arrondissement une déclaration énonçant :

1° L'objet et le nom de l'association ;

2° Les noms, âge, profession et domicile des fondateurs, et spécialement de ceux qui doivent représenter l'association, comme présidents, directeurs, administrateurs ou sous toute autre dénomination ;

3° Le siège de l'association.

Les statuts de l'association devront être, en outre, déposés.

Art. 2. — Nulle association ne peut se constituer qu'avec l'autorisation du Gouvernement, qui fera connaître sa décision dans le délai d'un mois. Cette autorisation est toujours révocable.

---

(1) Conf. décret du 18 mars 1896, art. 15, 5° (v° JUSTICE TUNISIENNE).

(2) Conf décrets des 20 janvier 1898 (v° RETRAITES), et 17 juillet 1899 (v° ASSISTANCE PUBLIQUE).

(1) Le droit de 5 fr. créé au profit de l'Assistance publique est, depuis le 15 octobre 1900, perçu en même temps que le droit de timbre de 1 fr. 20 c., exigible sur les arrêtés d'autorisation, en exécution du décret du 18 janvier 1898, au moyen du timbrage à l'extraordinaire à 6 fr. 20 c. des formules d'autorisation. (*Arrêté du 10 octobre 1900* [*Officiel*, 1900, 755].)

Art. 3. — Toute modification aux statuts d'une association, tout changement dans le personnel des administrateurs, doivent être déclarés et autorisés dans les mêmes formes que ci-dessus.

Art. 4. — Toute association qui se sera formée sans autorisation sera dissoute.

Les chefs, directeurs ou administrateurs de l'association seront, en outre, punis d'une amende de 16 fr. à 200 fr.

Les mêmes dispositions pourront être appliquées, en cas d'infraction aux statuts d'une association dûment autorisée.

Art. 5. — Si, par discours, exhortations, invocations ou prières, en quelque langue que ce soit, ou par lecture, affiche, publication ou distribution d'écrits quelconques(1), il a été fait, dans les réunions tenues par l'association, quelques provocations à des crimes ou à des délits, la peine sera de 100 fr. à 300 fr. d'amende, et de trois mois à deux ans d'emprisonnement contre les chefs, directeurs et administrateurs de ces associations, sans préjudice des peines plus fortes qui seraient portées par la loi contre les individus personnellement coupables de la provocation, lesquels, en aucun cas, ne pourront être punis d'une peine moindre que celle infligée aux chefs, directeurs et administrateurs de l'association.

Art. 6. — Tout individu qui, sans la permission du Contrôleur civil, aura accordé et consenti l'usage de sa maison ou de son appartement, en tout ou en partie, pour la réunion des membres d'une association non autorisée, sera puni d'une amende de 16 fr. à 200 fr.

Art. 7. — Aucun établissement d'enseignement privé, aucune association quelconque ne peut être reconnu d'utilité publique autrement que par un décret, qui déterminera la quotité des biens, meubles ou immeubles, que l'association ou l'établissement pourra posséder.

Toute acquisition dépassant cette quotité sera nulle de plein droit.

Le bénéfice de la reconnaissance d'utilité publique peut toujours être retiré par décret.

Les dispositions à titre gratuit, faites en faveur d'un établissement ou d'une association reconnue d'utilité publique, ne pourront avoir leur effet qu'après avoir été autorisées par un décret spécial.

Art. 8. — Toute acquisition à titre gratuit ou onéreux faite par une association simplement autorisée, soit directement, soit au moyen de personnes interposées, soit au moyen de l'adjonction d'une convention de société, soit par toute autre voie indirecte, est nulle de plein droit.

Toutes les acquisitions d'immeubles nécessaires aux réunions ou au fonctionnement de l'association peuvent être autorisées par décret.

Art. 9. — La nullité des dispositions ou acquisitions faites contrairement à la présente loi, et postérieurement à sa promulgation, peut être poursuivie devant les tribunaux civils par toute personne intéressée, même par les donateurs ou les vendeurs, et par le ministère public. Les biens faisant l'objet des actes annulés font retour aux ayants droit.

S'il s'agit de biens acquis à titre onéreux, ces biens ou leur valeur, si le vendeur en offre le remboursement, sont attribués à l'État, qui les consacrera à des œuvres d'assistance ou de prévoyance.

(1) Conf. décret du 14 octobre 1884, art. 28 du décret de promulgation (v° Presse).

---

116 1er février 1898

(9 ramadane 1315)

Arrêtés du Premier Ministre, appliquant aux sociétés ci-après la disposition troisième du protocole annexé à la convention consulaire et d'établissement relative à la Tunisie, conclue le 28 septembre 1896, entre les Gouvernements français et italien (1).

(Officiel, 1898, 121, 122)

Società di mutuo soccorso fra gli operai italiani in Gabès; Società musicale « Stella d'Italia »; Unione patriottica italiana; Società patriottica italiana di mutuo soccorso fra gli operai de Tunis; Società patriottica italiana militari in congedo; Camera italiana di commercio ed arti; Società italiana di ginnastica; Società patriottica italiana fra i garibaldini reduci delle patrie battaglie e militari in congedo; Società d'incoraggiamento per l'istruzione italiana « Dante Alighieri »; Juvenès Carthaginis; Società patriottica italiana di mutuo soccorso de La Goulette.

(1) Conf 3e décret du 1er février 1897 (v° Traités).

---

117 6 février 1898

(14 ramadane 1315)

promulgué le 6 février 1898

Décret décidant que les écoles italiennes qui étaient ouvertes en Tunisie le 26 septembre 1896 bénéficieront de la disposition troisième (§ 2) du protocole du 28 septembre 1896, annexé à la convention consulaire (1).

(Officiel, 1898, 110)

Vu la disposition troisième, paragraphe 2, du protocole annexe à la Convention consulaire d'établissement relative à la Tunisie, conclue le 28 septembre 1896 entre les Gouvernements français et italien et promulguée dans notre Régence par decret du 1er février 1897 (28 chàbane 1314);

Vu la loi du 15 septembre 1888 (9 moharrem 1306);

Vu la liste officiellement dressée des écoles italiennes qui étaient ouvertes en Tunisie à la date du 28 septembre 1896;

Article unique. — Bénéficieront de la disposition susvisée du protocole du 28 septembre 1896 les écoles dont la nomenclature suit :

1° R. Liceo Ginnasiale Vittorio Emanuele, à Tunis;

2° R. Scuola Tecnica commerciale Umberto I°, à Tunis;

3° R. Scuola elementare maschile Umberto I°, à Tunis;

4° R. Scuola elementare maschile Principe di Napoli, à Tunis;

5° R. Scuola elementare maschile Giovanni Meli, à Tunis;

6° R. Scuola femminile di perfezionamento Margherita di Savoïa, à Tunis;

7° R. Scuola femminile professionale Margherita di Savoia, à Tunis;

8° R. Scuola elementare femminile Margherita di Savoïa, à Tunis;

9° R. Scuola elementare femminile Giuseppina Turrisi Colonna, à Tunis;

10° R. Asilo infantile Giuseppe Garibaldi, à Tunis;

11° R. Asilo infantile Francesco Crispi, à Tunis;

12° Orfanotrofio Regina Margherita (dirigée par sœur Giuseppina Givalleni), à Tunis;

13° Convitto Nazionale Italiano, à Tunis;

14° R. Scuola elementare maschile, à Sousse;

15° R. Scuola elementare femminile, à Sousse;

16° R. Asilo infantile, à Sousse;

17° R. Scuola elementare maschile, à La Goulette;

18° R. Scuola elementare femminile, à La Goulette;

19° R. Asilo infantile, à La Goulette;

20° R. Scuola elementare maschile, à Sfax;

21° R. Scuola elementare femminile, à Sfax;

22° Scuola maschile Italiana (dirigée par M. Alberto Friscio), à Bizerte;

23° Instituto di Sant'Oliva (dirigée par Mlle Audiconi), au Kram.

---

118 8 octobre 1898

(22 djoumadi el aouel 1316)

PROMULGUE LE 8 OCTOBRE 1898

Décret reconnaissant d'utilité publique l'association dite « Union française de Sfax ».

(OFFICIEL, 1898, 675)

---

119 13 juillet 1899

(4 rebiâ el aouel 1317)

PROMULGUÉ LE 13 JUILLET 1899

Décret déclarant d'utilite publique l'association dite « Société française de bienfaisance de Sousse ».

(OFFICIEL, 1899, 503)

---

120 25 septembre 1899

(19 djoumadi el aouel 1317)

Arrêté du Premier Ministre autorisant l'établissement d'une Chambre de commerce britannique en Tunisie.

BEURRE

121 11 octobre 1900

(16 djoumadi ettani 1318)

PROMULGUÉ LE 11 OCTOBRE 1900

Décret modifiant le régime fiscal des beurres.

(OFFICIEL, 1900, 767)

Vu les décrets des 29 janvier et 11 mars 1895 et les tarifs annexés;

Vu le décret du 2 mai 1898 sur le régime douanier de la Tunisie; ensemble l'article 25 du tableau A annexé;

Article 1er. — Le beurre frais, fondu ou salé, est soumis uniformément, quelle que soit son origine, à un droit de consommation de 10 fr. par 100 kilogrammes.

Art. 2. — Ce droit sera perçu soit à l'entrée dans la Régence, soit à l'entrée des villes et localités de 500 habitants et au-dessus(1), ainsi qu'à l'entrée des marchés, par les services et suivant le mode déterminés par les arrêtés réglementaires qui seront pris à cet effet.

Art. 3. — Sont applicables au présent décret les dispositions des articles 2, § 1er, et 2, 3, § 1er, 3 et 4, et 4 du décret du 29 mai 1899.

Art. 4. — Les contraventions aux dispositions qui précèdent et à tous arrêtés réglementaires destinés à en assurer l'exécution seront punies d'une amende de 100 à 500 fr. et de la confiscation de la marchandise.

Art. 5. — Le beurre d'origine française ou algérienne est exempt de tout droit de douane à l'importation.

Art. 6. — Le Directeur général des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui entrera en vigueur à compter du 1er janvier 1901.

(1) Conf. décret du 21 juillet 1896, tableau annexé (1° CHAUX ET BRIQUES).

BIJOUTERIE (1) [a]

122 13 mars 1862

(*12 ramadane 1278*)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DÉCEMBRE 1884

Décret fixant les droits à payer sur différents ouvrages d'argent (2).

Article 1er. — La barre d'argent à tirer en fil paiera 100 piastres.

Art. 2. — La barre d'argent à tirer en fil tordu paiera 50 piastres.

Art. 3. — Le fabricant d'argent ouvré paiera 7 p. 50 par rotolo(3).

Art. 4. — La vente du vieil argent réouvré donnera lieu au paiement, par le vendeur, de 7 p. 50 par rotolo(4).

Art. 5. — La vente du vieil argent déposé au bureau de l'amin donnera lieu au paiement, par le vendeur, d'une taxe de 1.25 °/₀(4).

Art. 6. — La vente du vieil argent au souk turc donnera lieu au paiement, par le vendeur, d'une taxe de 1.25 °/₀(2).

Art. 7. — Le fabricant d'objets en argent laminé (orfèvrerie de table, d'ornementation, aspersoirs, cassolettes, etc.) et de traits d'argent tordus paiera une taxe de 6 piastres par rotolo d'argent.

Art. 8. — Les épingles vieilles réouvrées ne paieront ni taxe, ni droit de poinçonnage.

Nous autorisons le préposé aux droits sur les différents ouvrages en argent à percevoir les taxes édictées dans les huit articles ci-dessus sans plus ni moins, conformément à l'usage antérieur.

---

123 16 mars 1871

(*23 hidjà 1287*)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DÉCEMBRE 1884

Décret relatif au poinçonnage et à la dorure de l'argent.

L'argent à poinçonner à l'hôtel de la Monnaie n'y sera admis que sur production d'un permis du fermier du fil d'argent justifiant du paiement du droit y afférent.

Quiconque, industriel ou autre, voudra faire dorer à l'hôtel de la Monnaie de l'argent tiré en fil devra être muni d'un permis du fermier constatant l'acquittement des droits.

Le vieil argent acheté par les industriels pour la refonte ne leur sera poinçonné qu'après paiement d'une taxe de 1.25 °/₀.

---

124 1er octobre 1872

(*28 redjeb 1289*)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DECEMBRE 1884

Arrêté du Premier Ministre fixant les droits à payer au fermier du fil d'argent (1).

La barre d'argent du poids de quatre rotolos à tirer en fil paiera un droit de 100 piastres.

Le droit pour la barre d'argent du poids de deux rotolos à faire en fil tordu est de 50 piastres.

L'argent ouvré paiera par rotolo 7 p. 50(2).

Le même droit sera perçu pour l'argent vieux qui est ouvré et vendu pour neuf.

L'argent vieux vendu au bureau de l'amin paiera 1.25 °/₀.

L'argent laminé (orfèvrerie de table, d'ornementation, aspersoirs, cassolettes, etc.) et les traits d'argent tordus seront soumis au paiement, par le fabricant, d'un droit de 6 piastres par rotolo.

L'argent vendu au souk turc paiera 5 °/₀.

Les vieilles épingles refaites ne paieront ni taxe ni droit de poinçonnage.

La fabrication de l'argent au tour et en pièces à l'usage des selliers est un droit du fermier du fil d'argent.

Le fermier peut établir un bureau en face, mais en dehors du souk des bijoutiers. Ce bureau ne pourra être ouvert que le samedi et les jours fériés des Israélites. L'argent n'y sera pesé qu'en présence de l'amin; cette charge incombe ainsi aux fabricants, de sorte que le pesage ne pourra avoir lieu que par le soin de l'amin (3).

Conformément au rapport du 26 safar 1289 (5 mai 1872), signé par le Directeur de l'hôtel de la Monnaie, par les amins de la bijouterie et par le fermier du fil d'argent, les taxes afférentes à ce fermage sont, en vertu de l'usage, restreintes auxdits articles ci-dessus.

---

(1) Conf. tableau des équivalences des poids et mesures tunisiens avec ceux du système métrique, décret du 12 janvier 1895, annexe (v° SYSTÈME MÉTRIQUE). — Il est question de l'hôtel des Monnaies dans la plupart des décrets de cette rubrique. Cet hôtel du Bardo n'existe plus (Conf. décret du 1er juillet 1891, rapport en note, § 4 [v° MONNAIES]) — Le Directeur des monnaies existe toujours et le poinçonnage des matières d'or et d'argent a lieu sous la direction d'un « Contrôleur de la garantie des matières d'or et d'argent » qui a sous ses ordres des essayeurs ayant exercé auparavant la profession d'orfèvres. Cet agent relève de l'Administration générale. (Conf arrêté du 2 octobre 1884, art. 1er [v° FINANCES])

(2) Conf arrêté du 1er octobre 1872

(3) Conf. décret du 15 janvier 1873.

(4) Conf. décret du 10 mars 1878

(a) Le droit de mahsoulats établi sur les ventes des objets d'or ou d'argent est dû aussi bien sur les objets en métal vieux que sur ceux en metal neuf, sur ceux non ouvrés que sur ceux ouvrés. Mais il ne peut être perçu que sur les ventes faites avec publicité et par l'intermédiaire des crieurs publics, il n'est pas dû sur les ventes opérées par les commerçants dans leurs boutiques. C'est donc sans droit et par un abus de pouvoir qui donne ouverture contre lui à une action en dommages-intérêts qu'un fermier de mahsoulats a cru pouvoir apposer, à la porte de la boutique de bijoutiers, un gardien chargé de surveiller les ventes effectuées par eux. Ce droit de mahsoulats est absolument indépendant du droit de poinçonnage des bijoux et de celui institué au profit du fermage du fil d'argent. Ces deux dernières taxes sont dues lors de la fabrication et ne peuvent plus frapper les mêmes objets tant qu'ils n'ont pas été transformés et réouvrés (Tunis, 30 avril 1892, *J. T.* 94, 97)

(1) Conf. décret du 13 mars 1862.

(2) Conf. décret du 15 janvier 1873.

(3) Conf. décret du 10 décembre 1872, art. 7.

125 9 octobre 1872

(6 châbane 1289)

VISA RESIDENTIEL DU 15 DECEMBRE 1884

Décret prescrivant aux fabricants de matières d'argent de ne vendre ou de n'acheter que dans leurs boutiques.

Les fabricants de matières d'argent ne pourront faire que dans leurs boutiques les ventes et achats d'argent et il leur est interdit de faire hors de leurs boutiques des propositions aux vendeurs et acheteurs d'argent.

---

126 10 décembre 1872

(9 chaoual 1289)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DÉCEMBRE 1884

Décret fixant les droits à payer sur différents ouvrages d'or.

Article 1er. — L'or nouvellement ouvré sera soumis au paiement, par le propriétaire, d'une demi-piastre par mektal.

Art. 2. — L'or vieux, ouvré et vendu comme neuf, sera soumis au paiement, par le fabricant, d'une demi-piastre par mektal(1).

Art. 3. — Les fabricants qui achètent de l'or vieux paieront, par mektal qu'ils ouvreront, deux caroubes en compensation du droit de 1.25 °/₀; car il peut se faire que leur achat ait eu lieu clandestinement sans acquittement de droits.

Art. 4. — L'or vieux, poinçonné ou non, vendu au bureau des bijoux ou au souk aux bijoux sera soumis au paiement, par le vendeur, d'une taxe de 1.25 °/₀(2). . . . . .

Art. 6. — Toute opération de pesage ayant lieu au bureau de l'amin et connue sous le nom d'opération de mektal donnera lieu au paiement d'un droit de 1.25 °/₀, à la charge du vendeur(3).

Art. 7. — Le bureau des bijoux où se fait la vente de l'or ne s'ouvrant, surtout les jours fériés des Israélites, que trois heures par jour, ce qui pourrait causer des ventes clandestines sans paiement de droits et léser les intérêts des vendeurs, un bureau sera ouvert en face du souk aux bijoux pour les mêmes ventes(4).

Art. 8. — La perception des droits en question n'aura lieu qu'à l'hôtel de la Monnaie.

Art. 9. — Un préposé, sous la surveillance de l'hôtel de la Monnaie, sera commis au bureau de l'amin et au souk aux bijoux, pour le contrôle des objets d'or vieux ouvré et pour la perception des taxes qui sont à la charge des vendeurs. . . . . .

(1) Conf. décret du 20 septembre 1876.
(2) Conf. décrets des 20 juillet et 17 septembre 1880
(3) Conf. décret du 20 janvier 1873.
(4) Conf. arrêté du 1er octobre 1872.

---

127 15 janvier 1873

(16 kâda 1289)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DECEMBRE 1884

Décret élevant de deux piastres le droit à payer par rotolo d'argent neuf ouvré.

Il nous est exposé que les fabricants de matières d'argent se plaignent de l'exiguïté des bénéfices qu'ils réalisent actuellement sur l'argent neuf par eux ouvré.

C'est pourquoi nous jugeons à propos d'élever de deux piastres le droit à payer par rotolo d'argent neuf ouvré(1). Mais sur cette augmentation, les fabricants auront une piastre par rotolo et l'État, représenté par son agent, n'encaissera que l'autre piastre.

---

128 20 janvier 1873

(21 kâda 1289)

VISA RESIDENTIEL DU 15 DÉCEMBRE 1884

Décret sur le pesage de la bijouterie.

Nous apprenons que quelques personnes qui vendent de la bijouterie la pèsent dans les magasins de négociants et les boutiques de marchands.

Cette entente entre les parties étant de nature à léser les droits du fermage, nous interdisons absolument aux commerçants de faire ces pesages.

---

129 3 mars 1874

(14 moharrem 1291)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DECEMBRE 1884

Décret relatif à la fabrication des objets d'argent

Article 1er. — Le fabricant qui voudra faire du fil d'argent paiera 100 piastres par barre pesant quatre rotolos.

Art. 2. — Le fabricant qui voudra faire du fil d'argent tordu paiera 50 piastres par barre pesant deux rotolos.

Art. 3. — La dorure des deux articles précédents ne pourra avoir lieu qu'à l'hôtel de la Monnaie.

Art. 4. — Le fermier a seul le privilège de fabriquer le fil d'argent au tour d'argent et le fil d'argent tordu connu sous le nom de fil de Pologne.

Art. 5. — Le fermier ne pourra accorder d'ouvriers aux fabricants de fil d'argent qui sont en même temps boutiquiers, marchands de cet article, que parmi ceux qui sont inscrits dans la liste déposée à l'hôtel de la Monnaie.

Art. 6. — Les ouvriers israélites lamineurs, fileurs, épureurs et autres collaborateurs de l'atelier exerceront, comme d'usage, leurs diffé-

(1) Conf. décret du 13 mars 1862, art. 3, et arrêté du 1er octobre 1872

rents métiers en un même local sous la surveillance du fermier.

Ce dernier et les fabricants marchands seront responsables des altérations que ces ouvriers pourront commettre, quant au titre de la matière établi par l'hôtel de la Monnaie.

Art. 7. — Le fermier est libre de fabriquer du fil d'argent et les autres fabricants ne pourront l'en empêcher.

S'il demande leur coopération, ils ne pourront s'y refuser, pourvu que les conditions qui précèdent, relatives à la fabrication, soient observées.

---

130 20 septembre 1876

(*1er ramadane 1293*)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DECEMBRE 1884

Décret sur la vente aux enchères de l'or vieux poinçonné et vendu pour neuf.

L'article 5 de notre décret du 10 décembre 1872 (9 chaoual 1289) porte que l'or vieux poinçonné et vendu pour neuf sera, dans les ventes et achats, évalué comme neuf; que le vendeur en recevra le prix sans retard; que les fabricants devront l'accepter; et que, s'ils refusaient, le préposé l'acceptera tel sous la condition mentionnée dans ledit article.

Le préposé nous expose qu'un grand nombre de ces objets s'étant accumulés chez lui, il lui est difficile de les vendre faute d'amateurs. Nous jugeons, dès lors, à propos d'autoriser quiconque apporte des objets en or de ce genre de les remettre au crieur public pour être vendus aux enchères à qui désire les acheter, à charge du paiement de la taxe d'une demi-piastre par mektal qui, d'après l'article 2 du même décret, incombe à l'acheteur, marchand ou préposé.

---

131 10 mars 1878

(*6 rebiâ el aouel 1295*)

VISA RESIDENTIEL DU 15 DECEMBRE 1884

Décret interdisant la vente du vieil argent, s'il n'est pas brisé.

Le fermier du fil d'argent nous expose que les fabricants de matières d'argent vendent comme neuf l'argent vieux réouvré, ce qui est préjudiciable aux acheteurs et au fermier.

Pour faire cesser ces préjudices, nous interdisons auxdits fabricants de vendre le vieil argent s'il n'est brisé.

---

132 20 juillet 1880

(*12 châbane 1297*)

Décret réglementant le souk aux bijoux et la profession de crieur public à ce souk.

Article 1er. — Aucun crieur public ne pourra exercer cet emploi au souk aux bijoux, si ce n'est avec l'autorisation de l'amin. L'amin ne pourra la leur accorder que sur la caution de deux personnes pouvant chacune payer au moins cinq mille piastres, le cas échéant. L'acte de cautionnement sera passé par-devant notaires, sur le registre du bureau des bijoux. L'amin devra, chaque année, s'enquérir de la solvabilité des cautions et, si l'état de fortune de l'une d'elles s'est modifié, quand bien même ce serait dans la même année, il demandera au crieur cautionné une autre caution en remplacement de celle-ci. S'il n'en trouve pas, on lui retirera l'autorisation d'exercer et on le relatera sur le registre à la place même où est inscrit l'acte de cautionnement. On remettra à un autre crieur les bijoux qui lui avaient été confiés, en le constatant également sur le registre. Cette disposition est générale, elle concerne tant les crieurs qui exerceront à l'avenir que ceux exerçant actuellement au souk(1).

Art. 2. — Aucun crieur ne devra recevoir de qui que ce soit, quelque bijou que ce soit, que dans le bureau et par l'entremise de l'amin et des notaires du bureau. L'amin et les notaires sont chargés de les inscrire sur le registre avec le nom de la personne qui les a apportés, la date, la désignation, le poids et les observations portées sur l'altération ou bris du bijou déposé, ou toute autre particularité le signalant. Si le bijou a été l'objet d'un nantissement, on inscrira sa valeur d'après estimation, le montant du prêt si on peut le savoir au juste. Quand il sera remis au courtier, on le constatera sur le registre, et, lors de la vente, le bureau prendra ce qui lui revient sur la vente, conformément à ce qui a été établi pour chaque espèce de bijoux(2).....

Art. 3. — Si les circonstances exigent qu'un bijou soit donné en dehors du souk, pour être éprouvé, et que le propriétaire du bijou désire ensuite se le faire restituer par le bureau, cette restitution devra se faire par l'intermédiaire de l'amin et des notaires, qui le relateront sur le registre à l'article concernant ce bijou, et la responsabilité du déplacement du bijou incombera à l'amin. Mais, si le crieur donne le bijou à éprouver ou si le propriétaire se le fait rendre par le crieur de toute autre manière et qu'il en résulte soit la perte du bijou, soit la négation par le propriétaire d'en être rentré en possession, la responsabilité, dans ce cas, incombera uniquement au crieur, à l'exclusion de l'amin. Quand le bijou reviendra de l'épreuve au souk, le crieur ne devra l'accepter que par l'entremise de l'amin et des notaires, après mention faite sur le registre que le bijou a été rendu dans un état conforme à celui où il était quand on l'a envoyé à l'épreuve.

---

(1) Conf. décret du 20 juin 1885
(2) Cont. décret du 17 septembre 1880.

Art. 4. — Si le propriétaire du bijou à vendre au souk désire que son nom ne figure pas et consent à le remettre au crieur sans passer par le bureau, le crieur, en le recevant, est forcé de le faire enregistrer au bureau, avant de le mettre aux enchères. Il l'enregistrera sous son nom, s'il le veut, ou fera inscrire qu'il a été chargé de le vendre par son propriétaire. S'il ne l'inscrit pas au bureau, il sera révoqué comme crieur du souk. Si on l'accuse de l'avoir perdu, il en sera seul responsable, à l'exclusion de l'amin et des notaires. S'il a vendu le bijou clandestinement après l'avoir mis aux enchères, il paiera le double des droits dus au bureau.....

Art. 5. — Quand les crieurs, à la fermeture du souk, rapportent au bureau les bijoux, il appartient à l'amin et aux notaires de vérifier s'ils sont conformes au registre. Si un bijou a subi quelque déperdition, c'est le crieur au nom duquel il était inscrit qui en devient responsable.

Il faut également les vérifier lors de l'ouverture du souk avant de les remettre au crieur; s'ils ont subi dans ce cas quelque déperdition l'amin en est responsable.

Art. 6. — Il est interdit aux experts du bureau d'estimer un bijou neuf pour les ouvriers en bijoux ou autres, en dehors du bureau, et si ce n'est en présence de l'amin. Si l'on vient à découvrir qu'ils ont estimé quelque bijou nouveau en dehors du bureau, l'amin nous adressera un rapport à ce sujet, par l'entremise du Ministère, pour que cette infraction soit poursuivie.

Lors de la vente conclue, soit après estimation, soit après enchères, il sera délivré à l'acheteur un bulletin spécifiant les particularités du bijou acheté, son poids, son prix; l'amin et les experts le signeront, et il sera remis à l'acheteur en même temps que le bijou acheté(1).

Art. 7. — S'il se présente des contradictions entre les orfèvres et les experts sur la valeur d'un bijou et que les premiers demandent à en faire arbitrer la valeur par l'hôtel de la Monnaie, cela leur sera accordé. Dans ce cas, l'amin, les experts, les orfèvres en cause se réuniront à l'hôtel de la Monnaie, et on discutera le point en litige en présence du Contrôleur de la Monnaie et de ses ouvriers.

Art. 8. — Le préposé à l'hôtel de la Monnaie devra envoyer au bureau les objets en or nouveau, poinçonnés à l'hôtel de la Monnaie, avec un bordereau indiquant ces objets et le nom des orfèvres qui les ont façonnés, pour que le bureau soit mis au fait de cela et soit fixé sur le prix de ces objets.

Art. 9. — La clef du bureau demeurera aux mains de l'amin. Lui seul l'ouvrira ou celui qu'il aura délégué pour le remplacer.

Art. 10. — Les poinçons existant actuellement dans le bureau et servant à distinguer les objets neufs des objets vieux ne seront apposés sur les objets neufs qu'après la vente.

Art. 11. — L'amin devra surveiller les agissements des vendeurs au souk et s'efforcera de les empêcher d'employer des manœuvres pour déprécier ce qu'ils désirent acheter, ou tromper sur la valeur de ce qu'ils veulent vendre; il expulsera du souk quiconque se sera fait connaître comme employant ces manœuvres ou qu'il surprendra en flagrant délit. Il fera, en somme, son possible pour préserver le marché de toute atteinte à la bonne foi.

Art. 12. — Après la fermeture du bureau, la responsabilité en incombe aux gardiens. Ils feront la garde dans la pièce située au-dessus du bureau, et ce de nuit et de jour, et devant la porte après que le souk aura été fermé. Il en sera ainsi le samedi et les jours de fête. Il sera installé un coffre-fort en fer dans le bureau pour y déposer les bijoux et sa clef sera chez l'amin ou son délégué.

Art. 13. — Les boutiques contiguës au bureau des bijoux ne seront louées qu'après que l'amin aura été avisé du nom du locataire et elles ne seront jamais louées pour servir d'habitation à qui que ce soit, même si l'on présente des cautions.

Art. 14. — La responsabilité du bijou, s'il est perdu, incombera à celui qui en était chargé, suivant les articles de notre présent décret.

Art. 15. — La responsabilité de l'estimation des pierres et de la fixation du prix incombe à l'amin seul.

Art. 16. — Le Contrôleur de l'hôtel de la Monnaie surveillera l'application de ce règlement au souk aux bijoux, et il engagera sa responsabilité s'il ne nous signale pas les infractions qu'il pourrait avoir à constater.

(1) Conf. décret du 17 septembre 1880.

---

133 17 septembre 1880

(*12 chaoual 1297*)

Décret fixant les droits à revenir au bureau des bijoux(1).

Article 1er. — Tout ouvrier en pierres précieuses ou perles fines qui apportera au souk un bijou pour le faire estimer et le vendre, paiera au bureau des bijoux, lieu d'enregistrement des droits du souk des bijoux, 4.25 °/₀ de la valeur du bijou, non compris le droit revenant au fermier sur ce que le bijou pourra contenir d'or ou d'argent(1).

Il en sera de même si l'ouvrier le remet directement au crieur public et s'il est vendu.

Les bijoux ou articles d'orfèvrerie anciens sont, de tous points, assimilés aux nouveaux

(1) Conf. décret du 2 novembre 1880.

pour le paiement dudit droit, s'ils sont vendus sans qu'ils enchâssent des pierres.

Art. 2. — Toute personne qui vendra de l'or vieux, poinçonné ou non, paiera au bureau des bijoux 4.25 °/₀, les droits du fermier qui sont de 1.25 °/₀, suivant l'ancien usage, étant compris dans cette somme (1).

Art. 3. — Toute personne qui vendra de l'or neuf paiera 1.50 °/₀, revenant en propre au bureau des bijoux, suivant l'ancien usage, non compris les drois du fermier qui, dans ce cas, seront acquittés lors du poinçonnage à l'hôtel de la Monnaie (1).

Art. 4. — On ajoutera au prix du bulletin délivré à l'acheteur, lors de l'achat de bijoux, deux caroubes aux six caroubes payées antérieurement. Dans cette somme sera compris le prix du timbre qui est de quatre caroubes (2). On prendra sur les quatre caroubes restantes les honoraires des deux notaires employés au bureau des bijoux, s'élevant à 2 piastres par jour pour eux deux, comme cela est spécifié dans leur titre de nomination.

S'il reste un excédent, il sera pour le bureau, de même que le bureau parfera leurs honoraires, si la somme est insuffisante. Le tout si le prix de l'objet vendu est de 100 piastres ou d'une somme supérieure ; s'il est d'une somme inférieure, le coût du bulletin ne sera que de six caroubes, suivant l'ancien usage (3).

Art. 5. — Le bijou qui sera apporté au souk pour être vendu ou estimé et qui n'aura pas atteint un prix qui satisfasse son propriétaire, devra payer au bureau des bijoux 1 piastre en compensation de son enregistrement, de la mise aux enchères et de son dépôt, s'il est d'une valeur inférieure à 250 piastres. Si la valeur varie entre 250 et 500 piastres, il paiera 1 piastre et demie ; entre 500 et 1,000, 2 piastres et demie ; et si la valeur d'estimation dépasse 1,000 piastres, le propriétaire paiera 5 piastres.

Art. 6. — Ces dispositions seront appliquées durant quatre années après lesquelles le Gouvernement avisera (4).

---

134 2 novembre 1880

(29 hâda 1297)

Décret réglant la répartition entre les ayants droit des droits payés au bureau des bijoux (1).

L'article 1er de notre décret du 17 septembre 1880 (12 chaoual 1297), fixant les droits revenant au bureau des bijoux, autorisait cette administration à percevoir un droit de 4.25 °/₀ sur le produit de la vente des bijoux compris dans les trois classifications spécifiées ci-après, mais il ne réglait pas la manière dont ces sommes devaient être réparties entre les ayants droit. C'est pourquoi nous rendons le présent décret pour indiquer que cette répartition se fera de la manière suivante :

1er cas. — Si des gens du métier apportent des bijoux pour les faire estimer et vendre, le vendeur paiera un droit de 4.25 °/₀ réparti comme il suit :

A l'amin.	1 00 °/₀
Aux experts.	0.75 —
A la caisse.	2.50 —
	4,25 —

2e cas. — Si le propriétaire des bijoux les remet au crieur public et s'ils sont vendus, le propriétaire paiera le même droit, réparti comme suit :

A l'amin	0 625 °/₀
Au crieur public	0 750 —
Aux experts	0.375 —
A la caisse	2.500 —
	4.250 —

3e cas. — Pour les vieux bijoux, pierres précieuses, montées ou non, le propriétaire paiera le même droit, ainsi réparti :

A l'amin	0.50 °/₀
Au crieur public.	1.00 —
Aux experts.	0.25 —
A la caisse	2.50 —
	4.25 —

L'article 2 du même décret frappe d'un droit de 4.25 °/₀ le vieil or, y compris 1.25 °/₀ revenant au fermier. Les 3 °/₀ restants se répartiront comme suit :

A l'amin.	0 50 °/₀
Au crieur public.	1.00 —
A la caisse	1.25 —
A l'expert.	0.25 —
	3 00 —

L'article 3 frappe d'un droit de 1.50 °/₀ l'or nouveau. Il sera réparti comme suit :

A l'amin.	0.50 °/₀
A l'estimateur.	0.25 —
A la caisse	0,75 —
	1.50 —

---

135 20 juin 1885

(7 ramadane 1302)

Décret réglementant la vente des bijoux neufs enrichis de pierres précieuses aux enchères ou à dire d'expert (1).

(Officiel, 1885, 601)

A la suite des plaintes qui nous ont été soumises relativement à la vente des bijoux à Souk-el-Berka, selon les estimations des experts ;

Article 1er. — Il est loisible aux propriétaires de bijoux neufs enrichis de pierres précieuses

---

(1) Conf décrets des 10 décembre 1872, 2 novembre 1880 et 20 juin 1885

(2) Conf décret du 20 juillet 1896 (v° Timbre)

(3) Conf décrets des 20 juillet 1880 et 20 juin 1885

(4) Elles ne le sont plus actuellement, à la suite d'une décision du Premier Ministre du 22 juin 1884 qui a prescrit de supprimer la perception de la taxe en sus prévue par ce décret, parce que la valeur des bijoux qui avait motivé la création de cette surtaxe avait été acquittée. Cette suppression a commencé le dimanche 28 juin et il a été procédé depuis, pour les perceptions sur la vente des bijoux, conformement à l'usage antérieur suivi avant l'apparition du décret du 12 chaban 1297 (20 juillet 1880), c'est-à-dire que les droits ont été répartis entre les employés du bureau de La Berka.

(1) Conf. décrets des 20 juillet, 17 septembre et 2 novembre 1880.

de les vendre selon l'estimation des experts ou, par l'entremise du crieur, aux enchères. Ceux de ces bijoux qui seront vendus d'après l'estimation des experts paieront 1 1/2 %, suivant l'usage établi. Ceux qui seront vendus aux enchères seront considérés comme vieux, et les dispositions du règlement relatives à cette catégorie de bijoux leur seront appliquées. On n'y tiendra pas compte de la main-d'œuvre et ils paieront un droit de 3 % comme les vieux bijoux.

Art. 2. — Le produit des droits sur les première et deuxième catégories de bijoux, déduction faite des frais des enchères, fixés à 1 %, sera partagé en deux parts égales entre l'amin et les experts, après prélèvement du traitement du notaire du bureau, qui est de 90 piastres par mois et des frais de la garde du dépôt.

Art. 3. — Toute vieille pièce d'or non poinçonnée devra être éprouvée avant d'être mise en vente, afin de sauvegarder les intérêts de l'acheteur et du vendeur.

Art. 4. — Les crieurs du marché, qui sont actuellement au nombre de treize, ne seront pas augmentés.

---

136 30 septembre 1888

(24 moharrem 1306)

Décret interdisant toute opération commerciale sur les bijoux aux fonctionnaires attachés au marché de La Berka.

(Officiel, 1888, 301)

Sur le rapport de notre Premier Ministre ;

Article 1er. — Il est interdit à l'amin, aux notaires et aux estimateurs du marché de La Berka de se livrer au commerce des bijoux ou d'en entreprendre la fabrication, soit à l'intérieur du marché, soit ailleurs, et d'être intéressés, même indirectement, à ce commerce ou à cette fabrication.

Art. 2. — Toute infraction aux dispositions du présent décret sera punie de la révocation. Le coupable sera de plus condamné à des dommages-intérêts s'il y a lieu.

Art. 3. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

137 19 février 1892

(20 redjeb 1309)

Arrêté du Premier Ministre instituant une commission avec mandat d'élaborer une nouvelle réglementation de l'industrie et du commerce des matières d'or et d'argent.

(Officiel, 1892, 44)

BIT-EL-MAL

138 .... novembre 1842

(.... chaoual 1258)

Décret réglementant l'administration du Bit-el-Mal (1).

Le doyen des chérifs : 15 piastres par mois.

Le bach-mufti hanéfite : 100 piastres par mois ; le bach-mufti malékite : 100 piastres par mois ; le cadi hanéfite : 90 piastres par mois ; le cadi malékite : 90 piastres par mois ; tous les quatre en leur qualité d'inspecteurs de l'enseignement à la Grande Mosquée.

Les trente professeurs moitié hanéfites, moitié malékites, de la Grande Mosquée : 60 piastres par mois chacun.

Un payeur : 7 piastres 50 par mois.

Les deux bibliothécaires de la Grande Mosquée : 30 piastres par mois chacun.

L'agha du Bit-el-Mal : 50 piastres par mois.

Le premier notaire du Bit-el-Mal, hanéfite, cadi de la Frida : 30 piastres par mois.

Le deuxième notaire du Bit-el-Mal, malékite : 15 piastres par mois.

Nous affectons les revenus du Bit-el-Mal à l'encouragement de l'instruction. Leur emploi sera contrôlé por les deux bach-muftis hanéfite et malékite et les deux cadis de Tunis. En conséquence, l'agha du Bit-el-Mal leur présentera à la Grande Mosquée tous les six mois un compte détaillé des recettes et des dépenses qu'ils vérifieront et soumettront à notre approbation (2).

Aucune autre dépense que celles ci-dessus spécifiées ne sera supportée par le Bit-el-Mal, sauf toutefois les traitements des oukils et le salaire des garçons de bureau, ainsi que les frais d'enterrement des étrangers décédés à l'hôpital ou à l'hospice de La Tekia (2). Ces traitements et salaires seront fixés par les cheiks inspecteurs ; les frais d'enterrement continueront à être payés comme par le passé.

L'excédent des revenus sera employé à l'achat d'immeubles dont les produits serviront pendant cinq ans à augmenter les ressources du Bit-el-Mal et seront ensuite répartis conformément aux dispositions du décret organique de la Grande Mosquée (3) [a].

---

(1) Conf. décret du 1er novembre 1842 (v° Enseignement public).

(1) Conf. décret du 27 mai 1879.
(2) Conf. décret du 20 janvier 1879 (v° Assistance publique)
(3) Conf. décret du 1er novembre 1842 (v° Enseignement public)
(a) Les biens du Bit-el-Mal se composent uniquement : 1° des dons et legs qui lui sont faits ; 2° des successions en déshérence ; 3° des biens vacants et sans maître qui n'ont pas été vivifiés ou mis en valeur par des particuliers. Ils ne sauraient comprendre les immeubles dont les titres sont perdus ou n'existent pas pour une raison quelconque, alors même que cette absence de titre donnerait lieu à des contestations entre plusieurs personnes se prétendant également propriétaires des immeubles en question (Mixte, 26 mars 1896, *J T* 97, 661.)

139 24 mai 1871

(4 rebiâ el aouel 1288)

Décret déclarant imprescriptibles, à l'avenir, les droits immobiliers du Bit-el-Mal.

Il nous a été exposé que certaines personnes acquéraient uniquement par la prescription des droits immobiliers appartenant au Bit-el-Mal.

En conséquence, nous ordonnons qu'aucune prescription récente ne pourra être opposée au Bit-el-Mal. Quant aux prescriptions qui remontent à plus d'une génération, elles continueront à être régies par les lois du chaâra.

---

140 27 mai 1879

(5 djoumadi ettani 1296)

Décret relatif au contrôle, par des cheiks inspecteurs de la Grande Mosquée, de l'administration du Bit-el-Mal (1).

Les inspecteurs de l'enseignement à la Grande Mosquée enverront au Bit-el-Mal, au moins une fois par mois, un professeur de ladite mosquée pour contrôler les livres du Bit-el-Mal et vérifier la caisse.

Le professeur chargé de cette mission remettra à l'agha un procès-verbal constatant le résultat de la vérification et adressera à ce sujet un rapport aux cheiks inspecteurs. Ce rapport sera conservé au bureau de l'inspection.

Les professeurs à la Grande Mosquée ne pourront être chargés qu'à tour de rôle de la mission dont il s'agit.

---

141 11 février 1883

(3 rebiâ ettani 1300)

Décret confirmant le décret du 25 juin 1871 qui édicte que les épaves, rejetées par la mer et dont le propriétaire est et demeure inconnu dans la Régence, appartiennent exclusivement au Bit-el-Mal (1).

---

142 26 octobre 1886

(27 moharrem 1304)

Décret prescrivant aux adels du Bit-el-Mal de tenir un registre spécial pour le service de cette administration (2).

(OFFICIEL, 1886, 256)

---

143 19 janvier 1891

(8 djoumadi ettani 1308)

Décret relatif aux successions dans lesquelles le Bit-el-Mal prend part.

(OFFICIEL, 1891, 27)

La remise du 6 1/4 %, faite au profit des employés du Bit-el-Mal sur les successions dans lesquelles le Bit-el-Mal prend part, ne sera perçue, à Tunis et dans toutes les parties de la Régence, que sur la part afférente audit Bit-el-Mal.

BOIS ET CHARBONS

144 17 décembre 1889

(23 rebiâ ettani 1307)

PROMULGUE LE 18 DÉCEMBRE 1889

Décret réglementant le passage sans taxes, dans les villes de Tunis et de La Goulette, de bois et charbons destinés à l'embarquement, ainsi que le stationnement des animaux et objets de transport au marché au charbon de Tunis (2).

(OFFICIEL, 1889, 357)

Considérant que les bois et charbons qui ne font que traverser les villes de Tunis et de La Goulette pour se rendre aux quais d'embarquement ne doivent pas supporter les droits auxquels sont assujettis par les décrets en vigueur les bois et charbons introduits en ville pour la consommation locale ;

Considérant, d'autre part, qu'il convient de reglementer le stationnement des animaux et objets de transport au marché au charbon de Tunis ;

Article 1er. — Les bois et charbons destinés à l'exportation pourront traverser, sans être soumis à aucune taxe, les villes de Tunis et de La Goulette, lorsque les introducteurs se seront munis, à l'entrée de ces villes, d'un laissez-passer et qu'ils auront consigné, au moment de la remise de cette pièce, le montant des droits exigibles, ou fourni une caution acceptée par l'Administration.

Les bois et charbons ainsi introduits devront être conduits directement à l'embarquement, sans aucun déchargement ou prélèvement dans l'intérieur des villes.

La somme consignée sera remboursée ou la caution déchargée de son engagement, sur la production d'un certificat du service des Douanes constatant l'embarquement des bois et charbons exportés (3).

Art. 2. — Les animaux et charrettes employés au transport des charbons et bois à brûler pourront être admis, lorsque les agents de la Régie auront reconnu qu'il y a place suffisante, à séjourner dans l'intérieur du marché, aux conditions ci-après :

Le séjour sera gratuit jusqu'à midi, heure de

(1) Conf. décret du 1er novembre 1842 (v° ENSEIGNEMENT PUBLIC).
(2) Conf. décret du 26 janvier 1899, art. 5 (v° ENTREPÔTS).

(1) Conf. circulaire du 29 décembre 1887 (v° CAIDS)
(2) Il doit être tenu selon l'article 10 du décret du 8 janvier 1875 (v° NOTARIAT TUNISIEN) et conservé au bureau du Bit-el-Mal.
(3) Conf décret du 26 janvier 1899, art. 5 (v° ENTREPÔTS).

la clôture du marché, pour les animaux et charrettes arrivés le matin.

Lorsque le séjour des animaux et charrettes et de leurs chargements se prolongera au delà de midi, du consentement de l'Administration, sur la demande des parties, les redevances suivantes seront exigibles : . . . . .(1).

Le stationnement des bois et charbons, sans leurs moyens de transport, donnera lieu au paiement des mêmes redevances, dans les mêmes conditions et d'après les mêmes distinctions.

Ces redevances seront également applicables au séjour des animaux et charrettes et de leurs chargements arrivés dans l'après-midi et dont l'introduction au marché serait autorisée, sur la demande des parties.

Art. 3. — Les animaux et les bois et charbons admis à séjourner dans l'intérieur du marché y resteront sous la garde et la surveillance constante de leurs propriétaires.

L'Administration ne pourra être rendue responsable des pertes et dommages qui seraient la conséquence du défaut de garde et de surveillance ou de toute autre cause.

Art. 4. — Les marchands de figues de Barbarie qui seraient autorisés, sur leur demande, à stationner dans l'intérieur du marché au charbon, seront soumis à une redevance fixée comme suit :

Pour chaque journée ou fraction de journée de séjour :	
Par charrette	4 caroubes.
Par charge de chameau	2 —
Par charge d'autre animal	1 —

Art. 5. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret dont les dispositions seront appliquées à partir du 1er janvier 1890.

---

145 26 novembre 1891

(23 rebiâ ettani 1309)

PROMULGUE LE 27 NOVEMBRE 1891

Décret modifiant les redevances sur le stationnement des animaux et objets de transport au marché au charbon de Tunis.

(OFFICIEL. 1891, 301)

Vu notre décret du 23 rebiâ ettani 1307 (17 décembre 1889);

Considérant qu'une grande commodité résulte pour les négociants en bois et en charbon de la faculté de laisser stationner leurs animaux et leurs véhicules dans l'enceinte du marché au charbon; que, bien que l'État n'ait à cet égard aucune obligation, il y a lieu de maintenir cette faculté dans les limites compatibles avec les services du marché et d'en rendre l'exercice moins onéreux;

Article 1er. — Les redevances exigibles en vertu de l'article 2 du décret du 23 rebiâ ettani 1307 (17 décembre 1889) pour chaque journée ou fraction de journée de séjour, seront réduites, à partir du 1er janvier 1892.

Savoir :

De 1 piastre à 0 fr. 30 c. par charrette, avec ou sans charge;

De 8 caroubes à 0 fr. 15 c. par chameau, cheval ou mulet, avec ou sans charge;

De 4 caroubes à 0 fr. 10 c., pour tout autre animal, avec ou sans charge.

Art. 2. — Le décret précité du 23 rebiâ ettani 1307 (17 décembre 1889) est maintenu dans toutes ses autres dispositions.

Art. 3. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

(1) Conf. décret du 26 novembre 1891.

---

146 24 décembre 1893

(15 djoumadi ettani 1311)

PROMULGUE LE 24 DECEMBRE 1893

Décret fixant le mode de perception et le tarif des droits sur les charbons, bois, menus branchages et broussailles introduits à Tunis.

(OFFICIEL, 1893, 411)

Vu les décrets des 26 juin 1861 (17 hidjâ 1277), 23 mai 1872 (15 rebiâ el aouel 1289), 5 mars 1874 (16 moharrem 1291), 28 novembre 1883 (27 moharrem 1301);

Dans le but, d'une part, de réduire les frais de perception des droits sur le charbon et le bois introduits à Tunis; d'autre part, de donner des facilités nouvelles et une plus grande liberté à la vente de ces produits;

Article 1er. — A partir du 1er janvier 1894, les droits sur le charbon et le bois introduits à Tunis seront acquittés aux portes de la ville, lors de l'introduction.

Art. 2. — Ces droits sont fixés à :

0 fr. 50 c. par quintal métrique pour le charbon; 0 fr. 20 c. par quintal métrique pour le bois, et 0 fr. 15 c. par quintal métrique pour les broussailles et menus branchages.

Art. 3. — Dans le but de simplifier la perception, les droits seront liquidés à forfait sur chaque chargement arbitré ainsi qu'il suit :

	POIDS ARBITRÉ	MONTANT des DROITS.
1° Charbon.	Kilogr	Fr.
Charge d'âne	70	0,35
— de cheval ou de mulet. .	100	0,50
— de chameau	200	1,00
— de charrette	600	3,00
2° Bois.		
Charge d'âne	70	0,15
— de cheval ou de mulet. . . .	100	0,20
— de chameau.	200	0,40
— de charrette	600	1,20
3° Menus branchages et broussailles.		
Charge d'âne	70	0,10
— de cheval ou de mulet. . . .	100	0,15
— de chameau.	200	0,30
— de charrette	600	0,90

Il sera loisible aux particuliers de requérir et à l'Administration d'opérer d'office le pesage à l'effet d'asseoir la perception sur le poids réel.

Mais la taxation à la charge ne sera modifiée par le pesage qu'autant que cette opération aura fait ressortir, par rapport aux forfaits ci-dessus, une différence de plus d'un cinquième, tare des enveloppes et emballages non déduite.

Art. 4. — Après l'acquittement des droits aux portes, la circulation et la vente des bois et charbons dans l'intérieur de la ville seront entièrement libres, sous réserve de l'observation des lois et règlements de police.

Les charbons destinés à l'exportation continueront à être admis en transit aux conditions déterminées par l'article 1er du décret du 17 décembre 1889 (23 rebiâ ettani 1307).

Art. 5. — Toute introduction de bois ou de charbon qui n'aurait pas acquitté les droits exigibles à l'entrée de la ville entraînera la confiscation de la marchandise et des animaux ou véhicules servant au transport et sera, en outre, punie d'une amende de 50 à 500 fr.

Art. 6. — Sont expressément abrogées toutes dispositions contraires au présent décret, dont notre Directeur des finances est chargé d'assurer l'exécution.

---

147 — 24 août 1897

(*25 rebiâ el aouel 1315*)

PROMULGUÉ LE 24 AOUT 1897

Décret relatif à la vente publique des bois, charbons de bois et broussailles au marché municipal du charbon de Tunis.

(OFFICIEL, 1897, 461)

Vu le décret du 23 mai 1872 (15 rebiâ el aouel 1289) portant règlement du marché au charbon de Tunis;
Vu le décret du 1er avril 1885 (15 djoumadi ettani 1302) sur l'organisation des communes de la Régence;
Vu le décret du 24 décembre 1893 (15 djoumadi ettani 1311) au sujet de la perception aux portes de Tunis des droits sur le charbon et le bois;
Sur le rapport de notre Premier Ministre;

Article 1er. — Dans le périmètre municipal de Tunis, la vente publique, avec ou sans enchères, des bois, charbons de bois et broussailles aura lieu exclusivement sur le marché dit : « Marché municipal du charbon. » (*Ainsi modifié par décret du 14 septembre 1898.*)

Art. 2. — Il est expressément interdit aux notaires, amins, courtiers, crieurs publics, etc., de prêter, sans autorisation préalable de la municipalité, leur concours pour la vente aux enchères de ces produits sur un emplacement autre que celui du marché municipal de charbon.

L'autorisation ci-dessus ne sera pas nécessaire en ce qui concerne les ventes de ces produits faites par autorité de justice. Ces ventes continueront à être effectuées, comme par le passé, selon les usages établis.

Toute vente de ces produits faite aux enchères dans des conditions autres que celles ci-dessus spécifiées sera considérée comme vente en public prohibée et punie de la confiscation des matières mises en vente, sans préjudice des peines encourues pour contravention de police.

Art. 3. — Les taxes que la ville de Tunis est autorisée à percevoir sur les produits ci-dessus, destinés à la vente aux enchères effectuée audit marché, sont fixées ainsi qu'il suit:

Pour chaque jour de stationnement :

1° Pour une charrette chargée de charbon de bois.	0f30
2° Pour une charge de chameau :	
De charbon	0 20
De bois ou broussailles.	0 15
3° Pour une charge d'âne	
De charbon	0 10
De bois ou broussailles.	0 05
4° Pour un sac de charbon	0 05

Les droits seront liquidés à forfait sur chaque chargement arbitré au poids fixé par le décret précité du 24 décembre 1893 (art. 3). Il sera loisible aux particuliers de requérir l'Administration d'opérer d'office le pesage à l'effet d'asseoir la perception sur le poids réel. Mais la taxation à la charge ne sera modifiée que si le pesage a fait ressortir une différence de plus d'un cinquième sur le poids net arbitré.

Art. 4. — En dehors des taxes dont la perception est autorisée par l'article 3, des ventes de bois, charbons de bois et broussailles ne donneront ouverture à aucune autre taxe, à quelque titre que ce soit (1).

Art. 5. — Le paiement des taxes est à la charge du propriétaire de la marchandise, sans que les arrangements intervenus entre le vendeur et l'acheteur puissent, en aucun cas, être opposés à l'Administration municipale ou à ses ayants droit.

Art. 6. — A l'avenir aucun marché pour la vente publique, avec ou sans enchères, des bois, charbons de bois et broussailles ne pourra être créé sans notre autorisation spéciale, qui sera portée à la connaissance du public. (*Ainsi modifié par décret du 14 septembre 1898.*)

Toute introduction de bois ou charbon dans un marché non autorisé entraînera la confiscation de la marchandise y déposée; le tenancier de ce marché sera poursuivi par toutes les voies de droit devant la juridiction compétente et passible d'une amende de 5 fr. à 100 fr., sans préjudice des peines encourues pour contravention de police et de la confiscation du matériel d'exploitation.

Art. 7. — Les contraventions aux dispositions du présent décret seront constatées par des procès-verbaux.

Art. 8. — Sont expressément abrogées toutes dispositions contraires au présent décret dont notre Premier Ministre assurera l'exécution.

---

(1) Conf. cependant décrets des 17 décembre 1889 et 26 novembre 1891

148 14 septembre 1898

(27 rebiâ ettani 1316)

PROMULGUÉ LE 14 SEPTEMBRE 1898

Décret modifiant le décret du 24 août 1897 relatif à la vente, à Tunis, des bois, charbons de bois et broussailles.

(OFFICIEL, 1898, 629)

Vu le décret du 23 mai 1872 (15 rebiâ el aouel 1289) portant règlement du marché au charbon de Tunis;

Vu le decret du 1er avril 1885 (15 djoumadi ettani 1302) sur l'organisation des communes de la Régence;

Vu le décret du 24 décembre 1893 (15 djoumadi ettani 1311) au sujet de la perception aux portes de Tunis des droits sur le charbon et le bois;

Vu le décret du 24 août 1897 (25 rebiâ el aouel 1315) sur la vente à la criée au marché de Tunis dit « Marché municipal du charbon »;

Sur le rapport de notre Premier Ministre;

Article unique. — Sont modifiés ainsi qu'il suit les articles 1 et 6 du décret précité : . . .

(Conf. décret du 24 août 1897.)

BREVETS D'INVENTION (1)

149 26 décembre 1888

(22 rebiâ ettani 1306)

PROMULGUEE LE 27 DÉCEMBRE 1888

Loi sur les brevets d'invention (2).

(OFFICIEL, 1889, 81)

TITRE Ier

Dispositions générales.

Article 1er. — Toute nouvelle découverte ou invention dans tous les genres d'industrie confère à son auteur, sous les conditions et pour le temps ci-après déterminés, le droit exclusif d'exploiter à son profit ladite découverte ou invention. Ce droit est constaté par des titres délivrés par le Gouvernement tunisien (1) sous le nom de « brevets d'invention ».

Art. 2. — Seront considérées comme inventions ou découvertes nouvelles : l'invention de nouveaux produits industriels, l'invention de nouveaux moyens, ou l'application nouvelle de moyens connus pour l'obtention d'un résultat ou d'un produit industriel.

Art. 3. — Ne seront pas susceptibles d'être brevetés : les plans et combinaisons de crédit ou de finance, ainsi que les inventions dont la vulgarisation serait contraire aux lois ou aux bonnes mœurs.

Si l'invention se rapporte à des denrées alimentaires ou à des médicaments, le brevet ne pourra être délivré pour le produit même, mais exclusivement pour les procédés spéciaux relatifs à sa fabrication.

Art. 4. — La durée des brevets sera de 5, 10 ou 15 années. Chaque brevet donnera lieu au paiement d'une taxe qui est fixée ainsi qu'il suit, savoir : 500 piastres pour un brevet de cinq ans; 1,000 piastres pour un brevet de dix ans et 1,500 piastres pour un brevet de quinze ans. Cette taxe sera payée par annuités de 100 piastres sous peine de déchéance, si le brevete laisse écouler un terme sans l'acquitter (3).

(1) Le service de la protection de la propriété industrielle est rattaché a la Direction de l'agriculture et du commerce (Conf decret du 1er janvier 1897 [v° AGRICULTURE].)

(2) Conf. décret du 8 juillet 1889.

(3) Conf. décret du 22 septembre 1892.

TITRE II

Des formalités à remplir à la délivrance des brevets.

Art. 5. — Quiconque voudra prendre un brevet d'invention devra déposer en personne ou par mandataire ou adresser par la poste, sous cachet et sous pli recommandé, à notre Premier Ministre : 1° sa demande dans laquelle il devra faire élection de domicile dans la Régence s'il n'y est pas domicilié; 2° une description de la découverte, invention ou application faisant l'objet du brevet demandé; 3° les dessins ou échantillons qui seraient nécessaires pour l'intelligence de la description, et 4° un bordereau des pièces déposées.

Les demandes seront inscrites dans l'ordre de leur réception sur un registre d'arrivée, qui indiquera la date et l'heure de l'arrivée, le nom du déposant, l'objet de la demande et le numéro d'inscription.

Il pourra être demandé un récépissé de l'acte de dépôt qui sera délivré sans frais.

Art. 6. — La demande sera limitée à un seul objet principal avec les objets de détails qui le constituent et les applications qui auront été indiquées.

Elle mentionnera la durée que les demandeurs entendent assigner à leur brevet dans les limites fixées par l'article 4 et ne contiendra ni restrictions, ni conditions, ni réserves.

Elle indiquera un titre renfermant la désignation sommaire et précise de l'objet de l'invention.

La description ne pourra être écrite qu'en français. Elle devra être sans altérations ni surcharges. Les mots rayés comme nuls seront comptés et constatés, les pages et les renvois paraphés.

Les mesures et les poids seront donnés dans la description en signes du système métrique (1); les dessins seront tracés à l'encre d'après l'échelle métrique. Un duplicata de la description et des dessins sera joint à la demande. Toutes les pièces seront signées par le demandeur ou

(1) Conf decret du 12 janvier 1895 (v° SYSTÈME MÉTRIQUE).

par un mandataire dont le pouvoir restera annexé à la demande.

Art. 7. — Aucun dépôt ne sera reçu que sur la production d'un récépissé constatant le versement à la caisse du Receveur général du Gouvernement tunisien d'une somme de 100 piastres à valoir sur le montant de la taxe du brevet(1).

Le premier versement est définitivement acquis à l'État, alors même que la demande de brevet serait rejetée.

Art. 8. — Si les pièces jointes à la demande de brevet sont complètes, et qu'il n'y ait pas eu cause de rejeter ladite demande, conformément aux articles 3, 5 et 7, le Premier Ministre fera publier au *Journal officiel* l'avis de la demande avec l'indication sommaire de son contenu.

Dans le délai de deux mois à partir de la publication, il sera loisible à chacun de former opposition par écrit à la demande de brevet.

A l'issue de ce délai et si aucune opposition n'a été formulée, un arrêté du Premier Ministre ou de son délégué, constatant la régularité de la demande et l'absence d'opposition, sera délivré au demandeur et constituera le brevet d'invention. Cet acte sera également inscrit sur un registre dit registre des brevets, et avis en sera donné dans le *Journal officiel*. Dans le cas où la demande serait rejetée, la communication du rejet sera faite au demandeur ou à son mandataire.

Si des oppositions sont produites, le brevet ne sera délivré qu'après que le demandeur en aura obtenu mainlevée de la part des tribunaux compétents.

Art. 9. — Les brevets seront délivrés aux risques et périls des demandeurs et sans garantie soit de la réalité, de la nouveauté ou du mérite de l'invention, soit de la fidélité ou de l'exactitude de la description.

Art. 10. — Le breveté ou les ayants droit au brevet auront, pendant toute la durée du brevet, le droit d'apporter à l'invention des changements, perfectionnements ou additions, en remplissant, pour le dépôt de la demande, les formalités déterminées par les articles 5 et 6.

Ces changements, perfectionnements ou additions seront constatés par des certificats délivrés dans la même forme que le brevet principal et qui produiront, à partir de l'issue du délai d'opposition, les mêmes effets que ledit brevet principal avec lequel ils prendront fin. Chaque demande de certificat d'addition donnera lieu au paiement d'une taxe de 20 piastres dans la forme déterminée par l'article 7.

Les certificats d'addition pris par un des ayants droit profiteront à tous les autres.

Art. 11. — Tout breveté qui, pour un changement, perfectionnement ou addition, voudra prendre un brevet principal de 5, 10 ou 15 années au lieu d'un certificat d'addition expirant avec le brevet primitif, devra remplir les formalités prescrites par les articles 5, 6 et 7 et acquitter la taxe mentionnée à l'article 4.

Art. 12. — Nul autre que le breveté ou les ayants droit agissant comme il est dit ci-dessus, ne pourra, pendant une année, prendre valablement un brevet pour un changement, perfectionnement ou addition à l'invention qui fait l'objet du brevet primitif.

Néanmoins, toute personne qui voudra prendre un brevet pour changement, addition ou perfectionnement à une découverte déjà brevetée, pourra, dans le cours de ladite année, former une demande qui sera déposée sous cachet entre les mains du Premier Ministre. L'année expirée, le cachet sera brisé et le brevet délivré selon les formes déterminées par l'article 8. Toutefois, le breveté principal aura la préférence pour les changements, perfectionnements ou additions pour lesquels il aurait lui-même, pendant l'année, demandé un certificat d'addition ou un brevet.

Art. 13. — Quiconque aura pris un brevet pour une découverte, invention ou application se rattachant à l'objet d'un autre brevet, n'aura aucun droit d'exploiter l'invention déjà brevetée et, réciproquement, le titulaire du brevet primitif ne pourra exploiter l'invention, objet du nouveau brevet.

Art. 14. — Tout breveté pourra céder la totalité ou partie de la propriété de son brevet.

La cession totale ou partielle d'un brevet, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, ne pourra être faite que par acte notarié et après le paiement de la totalité de la taxe déterminée par l'article 4. Aucune cession ne sera valable à l'égard des tiers qu'après avoir été enregistrée sur le registre des brevets. Aussi longtemps que cette formalité n'aura pas été remplie, sera réputé propriétaire du brevet délivré, celui qui se trouvera le dernier inscrit, en cette qualité, au registre des brevets.

Art. 15. — Les cessionnaires d'un brevet et ceux qui auront acquis d'un breveté ou de ses ayants droit la faculté d'exploiter la découverte ou l'invention profiteront, de plein droit, des certificats d'addition qui seront ultérieurement délivrés au breveté ou ses ayants droit. Réciproquement, le breveté ou ses ayants droit profiteront des certificats d'addition qui seront ultérieurement délivrés aux cessionnaires. Tous ceux qui auront droit de profiter des certificats d'addition pourront en lever une expédition moyennant le versement d'un droit de 20 piastres.

Art. 16. — Les descriptions, dessins, échantillons et modèles des brevets délivrés seront communiqués sans frais, à toute réquisition. Toute personne pourra obtenir, à ses frais, copie desdites prescriptions et dessins.

Art. 17. — Il sera publié, au commence-

(1) Conf. décret du 22 septembre 1892.

ment de chaque année, dans l'*Officiel tunisien*, une liste contenant les titres des brevets délivrés dans le courant de l'année précédente.

TITRE III

Art. 18. — Tout Tunisien ou étranger auteur d'une découverte ou invention susceptible d'être brevetée, ou ses ayants droit, peuvent, s'ils sont admis dans une exposition publique autorisée par l'Administration, se faire délivrer par le Premier Ministre un certificat descriptif de l'objet déposé.

Art. 19. — Ce certificat assure à celui qui l'obtient les mêmes droits que lui conférerait un brevet d'invention à dater du jour de l'admission jusqu'à la fin du troisième mois qui suivra la clôture de l'exposition, sans préjudice du brevet que l'exposant peut prendre avant l'expiration de ce terme.

Art. 20. — La demande de ce certificat doit être faite dans le premier mois, au plus tard, de l'ouverture de l'exposition. Elle est adressée au Premier Ministre et accompagnée d'une description exacte de l'objet à garantir et, s'il y a lieu, d'un plan ou d'un dessin dudit objet. Les demandes ainsi que les décisions prises par le Premier Ministre sont inscrites sur un registre spécial qui sera communiqué à toute réquisition.

TITRE IV

Droits des Étrangers.

Art. 21. — Les étrangers pourront en Tunisie obtenir des brevets d'invention.

Art. 22. — Les formalités et conditions déterminées par la présente loi seront applicables aux brevets demandés ou délivrés en exécution de l'article précédent.

Art. 23. — L'auteur d'une invention ou découverte déjà brevetée à l'étranger pourra obtenir un brevet en Tunisie; mais la durée de ce brevet ne pourra excéder celle des brevets antérieurement pris à l'étranger.

Art. 24. — Sont nuls et de nul effet, les brevets délivrés dans les cas suivants : 1° si la découverte, invention ou application n'est pas nouvelle ; 2° si la découverte, invention ou application n'est pas, aux termes de l'article 3, susceptible d'être brevetée ; 3° si les brevets portent sur des principes, méthodes, systèmes, découvertes et conceptions théoriques ou purement scientifiques dont on n'a pas indiqué les applications industrielles ; 4° si la découverte, invention ou application est reconnue contraire à l'ordre, à la sûreté publique, aux lois du pays, sans préjudice, dans ce cas, des peines qui pourraient être encourues pour la fabrication ou le débit d'objets prohibés ; 5° si le titre sous lequel le brevet a été demandé indique frauduleusement un objet autre que le véritable objet de l'invention ; 6° si la description jointe au brevet n'est pas suffisante pour l'exécution de l'invention ou si elle n'indique pas d'une manière complète et loyale les véritables moyens de l'inventeur ; 7° si le brevet a été obtenu contrairement aux dispositions de l'article 12 ; seront également nuls et de nul effet, les certificats comprenant des changements, perfectionnements ou additions qui ne se rattacheraient pas au brevet principal.

Art. 25. — Ne sera pas réputée nouvelle, toute découverte, invention ou application qui, dans la Régence ou à l'étranger, et antérieurement à la date du dépôt de la demande, aura reçu une publicité suffisante pour pouvoir être exécutée.

Art. 26. — Sera déchu de tous ses droits : 1° le breveté qui n'aura pas acquitté son annuité avant le commencement de chacune des années de la durée de son brevet (1) ; 2° le breveté qui n'aura pas mis en exploitation sa découverte ou invention dans la Régence, dans le délai de deux ans à partir du jour de la signature du brevet, ou qui aura cessé de l'exploiter pendant deux années consécutives, à moins que, dans l'un ou l'autre cas, il ne justifie des causes de son inaction ; 3° le breveté qui aura introduit dans la Régence des objets fabriqués en pays étrangers et semblables à ceux qui sont garantis par son brevet.

Néanmoins pourra être autorisée l'introduction : 1° des modèles de machines ; 2° des objets fabriqués à l'étranger destinés à des expositions publiques ou à des essais faits avec l'assentiment du Gouvernement.

Art. 27. — Quiconque, dans des enseignes, annonces, prospectus, affiches, marques ou estampilles prendra la qualité de breveté sans posséder un brevet délivré conformément aux lois, ou après l'expiration d'un brevet antérieur, ou qui, étant breveté, mentionnera sa qualité de breveté ou son brevet sans y ajouter ces mots : « Sans garantie du Gouvernement tunisien », sera puni d'une amende de 50 à 1,000 piastres. En cas de récidive, l'amende pourra être portée au double.

Art. 28. — L'action en nullité et l'action en déchéance pourront être exercées par toute personne y ayant intérêt. Ces actions, ainsi que toutes les constatations relatives à la propriété des brevets, seront portées devant les tribunaux français de première instance (2) [a].

Art. 29. — Lorsque la déchéance ou la nullité d'un brevet aura été prononcée par jugement ou arrêt ayant acquis force de chose jugée, il en sera donné avis au Premier Ministre, et la nullité ou la déchéance sera publiée dans la forme déterminée par l'article 8 pour la proclamation des brevets.

---

(1) Conf. décret du 22 septembre 1892

(2) Conf. decret du 13 janvier 1898 (v° Justice française)

(a) Cet article doit être interprété en ce sens que c'est devant les tribunaux de 1re instance jugeant civilement que ce renvoi est ordonné, et non devant ces mêmes juridictions jugeant commercialement. (Tunis, 4 avril 1895, *J. T.* 95, 261)

Art. 30. — Si la demande est dirigée en même temps contre le titulaire du brevet et contre un ou plusieurs cessionnaires partiels, elle sera portée devant le tribunal du domicile du titulaire du brevet.

Art. 31. — L'affaire sera instruite et jugée dans la forme prescrite pour les matières sommaires, par les articles 405 et suivants du Code de procédure civile français. Elle sera communiquée au Procureur de la République.

Art. 32. — Dans une instance tendant à faire prononcer la nullité ou la déchéance d'un brevet, le ministère public pourra se rendre partie intervenante et prendre des réquisitions pour faire prononcer la nullité ou la déchéance absolue du brevet.

Il pourra même se pourvoir directement par action principale pour faire prononcer la nullité dans les cas prévus aux nos 2, 4 et 5 de l'article 24.

Art. 33. — Dans les cas prévus par l'article 29, tous les ayants droit au brevet et dont les titres auront été enregistrés au Gouvernement tunisien (1) devront être mis en cause.

TITRE V

Juridiction.

Art. 34. — Toute atteinte portée aux droits du breveté, soit par la fabrication de produits, soit par l'emploi des moyens faisant l'objet de son brevet, constitue le délit de contrefaçon.

Ce délit sera puni d'une amende de 100 à 2,000 piastres.

Art. 35. — Ceux qui auront sciemment recélé, vendu ou exposé en vente ou introduit sur le territoire de la Régence un ou plusieurs objets contrefaits seront punis des mêmes peines que les contrefacteurs.

Art. 36. — Les peines établies par le présent décret ne pourront être cumulées. La peine la plus forte sera seule prononcée pour tous les faits antérieurs au premier acte de poursuite.

Art. 37. — Dans le cas de récidive, il sera prononcé, outre l'amende portée aux articles précédents, un emprisonnement d'un mois à six mois. Il y a récidive lorsqu'il a été rendu contre le prévenu, dans les cinq années antérieures, une première condamnation pour des délits prévus par la présente loi. Un emprisonnement d'un mois à six mois pourra aussi être prononcé, si le contrefacteur est un ouvrier ou un employé ayant travaillé dans les ateliers ou dans l'établissement du breveté, ou si le contrefacteur, s'étant associé avec un ouvrier ou un employé du breveté, a eu connaissance par ce dernier des procédés décrits au brevet. Dans ce dernier cas, l'ouvrier ou l'employé pourra être poursuivi comme complice.

Art. 38. — L'article 463 du Code pénal français pourra être appliqué aux délits prévus par les dispositions qui précèdent.

Art. 39. — L'action correctionnelle pour l'application des peines ci-dessus ne pourra être exercée par le ministère public que sur la plainte de la partie lésée.

Art. 40. — Le tribunal correctionnel, saisi d'une action pour délit de contrefaçon, statuera sur les exceptions qui seraient tirées par le prévenu, soit de la nullité ou de la déchéance du brevet, soit des questions relatives à la propriété dudit brevet.

Art. 41. — Les propriétaires de brevet pourront, en vertu d'une ordonnance du Président du tribunal de première instance, faire procéder, par tous huissiers, à la désignation et description détaillées, avec ou sans saisie, des objets prétendus contrefaits.

L'ordonnance sera rendue sur simple requête et sur la représentation du brevet. Elle contiendra, s'il y a lieu, la nomination d'un expert pour aider l'huissier dans la description.

Lorsqu'il y aura lieu à la saisie, ladite ordonnance pourra imposer au requérant un cautionnement qu'il sera tenu de consigner avant d'y faire procéder.

Il sera laissé copie, au détenteur des objets décrits ou saisis, tant de l'ordonnance que de l'acte constatant le dépôt du cautionnement, le cas échéant, le tout à peine de nullité et de dommages-intérêts contre l'huissier.

Art. 42. — A défaut par le requérant de s'être pourvu, soit par la voie civile, soit par la voie correctionnelle, dans le délai de huitaine, outre un jour par trois myriamètres de distance, entre le lieu où se trouvent les objets saisis ou décrits, et le domicile du contrefacteur, receleur, introducteur ou débitant, la saisie ou description sera nulle de plein droit, sans préjudice des dommages-intérêts qui pourront être réclamés, s'il y a lieu, dans la forme prescrite dans l'article 28.

Art. 43. — La confiscation des objets reconnus contrefaits et, le cas échéant, celle des instruments ou ustensiles destinés spécialement à leur fabrication, seront, même en cas d'acquittement, prononcées contre le contrefacteur, le receleur, l'introducteur ou le débitant. Les objets confisqués seront remis au propriétaire du brevet, sans préjudice de plus amples dommages-intérêts et de l'affiche du jugement, s'il y a lieu.

Dispositions transitoires.

Art. 44. — Des ordonnances ministérielles portant règlements d'administration publique arrêteront les dispositions nécessaires pour l'exécution de la présente loi, qui n'aura d'effet que six mois après sa promulgation.

---

(1) Conf. article 1er (note).

150 8 juillet 1889

(*10 kâda 1306*)

PROMULGUÉ LE 10 JUILLET 1889

Décret portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi sur les brevets d'invention.

(OFFICIEL, 1889, 224)

Vu la loi du 22 rebiâ ettani 1306 (26 décembre 1888) sur les brevets d'invention ;

Considérant qu'il y a lieu de déterminer les mesures générales pour l'exécution de cette loi ;

Article 1er. — Quiconque voudra prendre un brevet d'invention devra, après avoir présenté le récépissé de la première annuité de la taxe, et déposé son pouvoir s'il agit pour une autre personne, remettre au bureau des brevets à Tunis un paquet cacheté renfermant : 1° une demande ; 2° une description en double exemplaire, dont l'un comme original et l'autre comme copie ; 3° un ou plusieurs dessins, si le demandeur les juge nécessaires pour l'intelligence de la description ; 4° un bordereau des pièces renfermées dans le paquet.

Demande. — La demande doit : 1° être limitée à un seul objet principal avec les objets de détail qui le constituent ; 2° mentionner la durée du brevet ; 3° indiquer sommairement et précisément l'objet de l'invention ; 4° être signée par le demandeur ou par son fondé de pouvoir.

Description. — L'original de la description doit être désignée par le mot « Original » écrit en tête, et la copie par le mot « Duplicata ». La description doit être écrite en langue française. L'original et la copie doivent : 1° ne renfermer ni grattage, ni surcharge, ni altération quelconque, ni mots interlignés ; 2° ne contenir aucunes dénominations de poids et mesures autres que celles du système métrique (1) ; 3° être signés par le demandeur ou par son fondé de pouvoir. Les mots nuls doivent être comptés, et constatés, les pages et les renvois paraphés.

Dessins. — Les deux exemplaires de chaque dessin doivent : 1° être exactement conformes ; 2° être tracés à l'encre ; 3° ne renfermer ni grattage, ni surcharge, ni altération quelconque ; 4° être signés par le demandeur ou son fondé de pouvoir.

Modèles ou échantillons. — Ceux qu'on juge à propos de déposer, comme nécessaires pour l'intelligence de la description ne doivent jamais être attachés ni fixés sur les descriptions ou dessins. Ils doivent être déposés en même temps que les pièces, mais en paquet séparé.

Art. 2. — Les règles qui précèdent sont également applicables aux certificats d'additions, mais dans ce cas la taxe appliquée n'est que de 20 piastres une fois payée.

Art. 3. — Les copies des descriptions et dessins qu'aux termes de l'article 16 de la loi susvisée toute personne peut obtenir à ses frais, donneront lieu au paiement des droits fixés par le tableau ci-dessous :

Copie d'une description relative à un brevet.	30 piastres.
Copie d'une description relative à un certificat d'addition	25 —
Copie de dessins (par vacation de 4 heures et sans que la perception puisse être inférieure à 10 piastres).	10 —

Art. 4. — Les sommes perçues pour les copies des descriptions ou des dessins seront attribuées aux expéditionnaires ou aux dessinateurs qui les auront faites.

Art. 5. — Toute demande de copie, de description ou de dessin est inscrite par le chef du bureau des brevets (1) sur un registre à souche dont les talons et les bulletins volants portent, spécifiés :

1° Le numéro d'ordre ;

2° Le nom du requérant ;

3° Le coût de la copie de la description ou du dessin.

La partie volante comprend une réquisition de versement signée par le chef du bureau des brevets (1) et un certificat de versement signé par le Receveur général des finances. Le certificat est transmis par l'intéressé au chef du bureau des brevets (1).

Art. 6. — Aucune copie ne peut être remise par le bureau des brevets (1) avant que le certificat de versement ne lui ait été transmis.

Art. 7. — Le Receveur général des finances se charge en consignation du montant des versements effectués à ce titre. A la fin de chaque trimestre budgétaire, le chef du bureau des brevets (1) établit dans l'ordre chronologique, le relevé détaillé : 1° des demandes qui ont été reçues par lui dans le trimestre ; 2° des déclarations de versement qui lui ont été transmises.

Ce relevé est dressé en sept colonnes indiquant :

1° Le numéro d'ordre de la demande ;

2° La date de la demande ;

3° Le nom du requérant ;

4° La nature de la copie (description ou dessin) ;

5° Le coût de la copie ;

6° L'indication de la somme versée ;

7° Le décompte exact de la somme à partager entre les expéditionnaires ou les dessinateurs.

Ce relevé est transmis au Directeur des finances qui le vise, et autorise le paiement aux intéressés des encaissements susmentionnés.

Art. 8. — Sont définitivement acquis au Trésor les versements dont les récépissés n'ont pas été rapportés au bureau des brevets dans l'année à compter du jour où ils ont été effectués.

(1) Conf. décret du 12 janvier 1895 (v° SYSTÈME MÉTRIQUE).

(1) Ces fonctions de comptable sont actuellement remplies par le service de la comptabilité de la Direction de l'agriculture. (Conf. décret du 1er janvier 1897, art 2 [v° AGRICULTURE].)

151 22 septembre 1892

(29 safar 1310)

PROMULGUÉ LE 22 SEPTEMBRE 1892

Décret déterminant la date d'échéance des annuités de la taxe prevue par la loi sur les brevets d'invention et fixant le point de départ de la protection accordée par ces brevets.

(OFFICIEL, 1892, 276)

Vu le décret du 22 rebiâ ettani 1306 (26 décembre 1888) sur les brevets d'invention et notamment les articles 4, 7 et 26 ;

Considérant qu'il importe de déterminer exactement la date d'échéance des annuités de la taxe prévue à l'article 4 du décret précité ainsi que la durée de la protection accordée au brevet ;

Article 1er. — La date d'échéance des annuités de la taxe prévue à l'article 4 du décret du 22 rebiâ ettani 1306 (26 décembre 1888) est fixée pour chacune des années grégoriennes qui comprend la période de protection accordée, à la date correspondante à celle de la délivrance du brevet.

Passé cette échéance, les versements d'annuités ne seront plus acceptés à notre Recette générale des finances.

Art. 2. — Nonobstant la stipulation de l'article 1er, la durée de la protection accordée au breveté compte du jour du dépôt de la demande du brevet au bureau des brevets (1).

Art. 3. — Notre Premier Ministre et notre Directeur des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

BUDGET

152 12 mars 1883

(3 djoumadi el aouel 1300)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DÉCEMBRE 1884

Décret relatif à l'établissement et au règlement du budget de l'État.

(OFFICIEL, 1883, 33)

Article 1er. — Les impôts, taxes et revenus de toute nature, créés ou à créer, soit comme produits généraux appartenant à l'État, soit comme produits formant des ressources spéciales, locales et municipales, ne pourront être établis, modifiés ou supprimés qu'en vertu des décrets scellés de notre sceau et promulgués au *Journal officiel*.

Art. 2. — Les revenus généraux de l'État sont divisés en deux catégories (1) :

1° Ceux qui ont été engagés aux créanciers de notre dette (1) ;

2° Ceux qui ont été réservés pour subvenir aux dépenses publiques (1).

Art. 3. — Les revenus de l'État de la première catégorie sont régis par des dispositions spéciales auxquelles il n'est pas dérogé par le présent décret (1).

Art. 4. — Les revenus de l'État de la deuxième catégorie sont soumis aux dispositions spéciales qui régissent chacun d'eux en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions générales dont la teneur suit (1) :

Du budget général de l'État.

Art. 5. — (*Abrogé par décret du 16 décembre 1890, art. 1er, § 1er.*)

Art. 6. — Chaque année, dans le courant du mois de juin au plus tard, les différents chefs des services publics préparent le budget de leur service respectif. Le délégué à la Direction des finances centralise ces budgets et y ajoute celui des recettes pour compléter le budget général de l'Etat.

Art. 7. — Ce budget est soumis aux délibérations des Ministres et des chefs de service sous la présidence du Ministre Résident et approuvé par nous, sans préjudice des dispositions édictées par l'arrangement du 23 mars 1870 (2).

Il est promulgué au *Journal officiel*.

Art. 8. — Le budget peut être rectifié, s'il y a lieu, pendant le cours de l'exercice, dans les formes suivies pour son établissement.

Art. 9. — § 1er. Les crédits ouverts pour les dépenses de chaque exercice ne peuvent être employés à l'acquittement des dépenses d'un autre exercice.

§ 2. (*Abrogé par décret du 16 décembre 1890, art. 1er, § 2.*)

Art. 10. — (*Abrogé par décret du 16 décembre 1890, art. 2.*)

Budget des recettes.

Art. 11. — Aucun impôt ne peut être établi ni perçu s'il n'a pas été proposé par le Conseil des chefs de services et sanctionné par nous.

Art. 12. — (*Abrogé par décret du 2 octobre 1884, art. 1er* [3].)

Art. 13. — Tout agent désigné pour la perception des revenus publics est constitué comptable par le seul fait de la réception desdits revenus.

Art. 14. — Toutes contributions directes ou indirectes autres que celles qui sont autorisées par le budget des recettes, à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites à peine, contre les autorités qui les ordonneraient et contre les

(1) Cette classification est abrogée par la convention passée le 8 juin 1883 (art. 2) entre la France et la Tunisie (v° TRAITÉS). — Conf. etiam décret du 2 octobre 1884 (v° FINANCES).

(1) Conf. décret du 1er janvier 1897, art. 2 (v° AGRICULTURE).
(2) Conf. décret du 2 octobre 1884, art 1er (v° FINANCES).
(3) Conf etiam convention du 8 juin 1883 (v° TRAITÉS).

employés qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires.

Art. 15. — Le budget des recettes est divisé en chapitres correspondants aux diverses sortes d'impôts ; chaque chapitre en sections et chaque section en articles, selon la nature de l'impôt auquel il s'applique.

Budget des dépenses.

Art. 16. — Aucune dépense ne pourra être faite ou engagée et ne sera acquittée par le Trésor public, si elle n'a été prévue au budget des dépenses.

Art. 17. — Les Ministres et chefs de service ne peuvent, sous leur responsabilité, dépenser au delà des crédits ouverts à chacun d'eux, ni engager aucune dépense nouvelle avant qu'il ait été pourvu au moyen de la payer par un supplément de crédit.

Art. 18. — Ils ne peuvent accroître, par aucune ressource particulière, le montant des crédits affectés aux dépenses de leurs services respectifs.

Art. 19. — Aucun marché, aucune convention pour travaux et fournitures ne doit stipuler d'acompte que pour un service fait. Les acomptes ne doivent pas excéder les 5/6 des droits constatés par pièces régulières présentant le décompte du service fait, à moins que des règlements spéciaux n'aient exceptionnellement déterminé une autre limite. (*Ainsi modifié par décret du 19 décembre 1883.*)

Art. 20. — Le budget des dépenses est divisé en chapitres correspondants aux divers services publics; chaque chapitre en sections et chaque section en articles, selon la nature des services auxquels il est affecté.

Un chapitre spécial, qui ne sera affecté à aucun service, sera ouvert pour les dépenses imprévues.

Les crédits qui figureront à ce chapitre seront répartis lors de l'admission des demandes de crédits supplémentaires présentées en conformité de l'article 41 ci-après.

Au fur et à mesure de leur répartition, ces crédits seront compris dans la comptabilité des chefs auxquels ils auront été alloués et cesseront jusqu'à due concurrence de figurer dans le chapitre spécial de dépenses imprévues. Un chapitre, sans allocation spéciale, sera également ouvert aux dépenses des exercices clos.

Recouvrement des impôts.

Art. 21. — La perception des deniers publics pour le compte du Trésor est confiée (1) a des receveurs et à des agents percepteurs qui sont, selon les cas, les chefs indigènes, les agents de l'administration de la Rabta (2), et les fermiers.

A l'exception des taxes perçues sur les marchés et autres lieux publics et des menues recettes qui, par leur nature, ne peuvent être soumises à cette formalité, aucun versement ne peut être fait sans qu'il en soit délivré, tant pour le principal que pour les remises et accessoires, récépissé par le percepteur (1), à peine pour celui-ci d'être poursuivi comme concussionnaire.

Les deniers du Trésor sont centralisés par le Receveur général des finances et placés sous la surveillance du comité exécutif de la Commission financière (2).

Art. 22. — Les rôles de contributions sont établis en conformité des décrets spéciaux qui régissent chacune d'elles. Ils ne peuvent être mis en recouvrement avant d'avoir été rendus exécutoires par nous.

Art. 23. — Les rôles doivent, aussitôt qu'ils ont été rendus exécutoires, être transmis aux agents chargés du recouvrement. Il leur est aussi adressé une expédition en forme de tous les arrêtés, baux, jugements, etc., concernant les revenus dont la perception leur est confiée. Tout agent financier, tout chef indigène, tout fermier procédant sans rôle ou sans titre à un recouvrement sera poursuivi comme concussionnaire.

Art. 24. — Tous les droits et produits constatés du 13 octobre au 12 octobre de l'année suivante (3), ainsi que les droits et produits payables au comptant dont le recouvrement est affectué dans le même intervalle, entrent dans l'exercice dont le millésime est celui de l'année à laquelle appartient le 13 octobre (3).

Art. 25. — (*Abrogé par décret du 16 décembre 1890, art. 3, § 1er.*)

Art. 26. — Les agents chargés du recouvrement des impôts sont tenus de faire connaître au Receveur général des finances, les 3, 13 et 23 de chaque mois, le montant des recouvrements qu'ils ont effectués dans la période précédente.

Des instructions particulières, selon les circonstances, seront adressées aux chefs indigènes pour déterminer leurs obligations à ce sujet (4).

Paiement des dépenses.

Art. 27. — § 1er. (*Abrogé par décret du 16 décembre 1890, art. 5.*)

§ 2. Ces demandes sont examinées par le conseil sur les propositions duquel sont rendues nos ordonnances de délégation, sans préjudice des dispositions de l'article 9 du décret du 25 rebiâ el aouel 1286 [5 juillet 1869] (5). [*Ainsi modifié par décret du 19 décembre 1883.*]

Art. 28. — Aucune dépense faite pour le

(1) Conf. instruction du 20 décembre 1899 (v° Caids).
(2) L'administration de la Rabta a été supprimée par décret du 2 juillet 1894 (v° Achour).

(1) Conf. circulaire du 1er février 1885 et instruction du 20 décembre 1899, n° 21 (v° Caids), et décret du 28 décembre 1891 (v° Finances).
(2) Conf. décret du 2 octobre 1884 qui supprime cette commission (v° Finances).
(3) Conf. décret du 16 décembre 1890, art. 1er.
(4) Conf. instruction du 20 décembre 1899 (v° Caids).
(5) Conf. décret du 2 octobre 1884, art. 1er (v° Finances.)

compte de l'État ne peut être acquittée si elle n'a pas été préalablement mandatée par le chef du service auquel elle incombe ou par son délégué. (*Ainsi modifié par décret du 19 décembre 1883.*)

L'ordonnateur doit se renfermer pour chaque nature de dépenses dans les limites des articles du budget qui est affecté à ces dépenses. (*Ainsi modifié par décret du 19 décembre 1883.*)

Art. 29. — Tout mandat, pour être admis par le Receveur général des finances, doit : 1° porter sur un crédit régulièrement ouvert ; 2° énoncer l'exercice, le chapitre et l'article sur lesquels il est imputable ; 3° se renfermer dans les limites des ordonnances de délégation. (*Ainsi modifié par décret du 19 décembre 1883.*)

Art. 30. — Les Ministres et chefs de service joignent à leurs mandats les pièces justificatives des créances ordonnancées sur le Trésor. Ces pièces sont fournies par les créanciers. (*Ainsi modifié par décret du 19 décembre 1883.*)

Ces pièces sont établies sur les bases suivantes : (*Ainsi modifié par décret du 19 décembre 1883.*)

Pour les dépenses du personnel :

Soldes, traitements, salaires, indemnités, vacations et secours.	États d'effectif ou états nominatifs énonçant : Le grade ou l'emploi ; La position de présence ou d'absence ; Le service fait ; La durée du service, La somme due en vertu des lois, décrets ou décisions.

Pour les dépenses du matériel :

Achats et loyers d'immeubles et d'effets mobiliers. Achats de denrées et matières. Travaux de construction, d'entretien et de réparation de bâtiments, de routes, de ponts, etc. Travaux de confection, d'entretien et de réparation d'effets mobiliers	1° Copies ou extraits dûment certifiés des décrets ou décisions, des contrats de vente, soumissions et procès-verbaux d'adjudication des baux, conventions ou marchés ; 2° Décompte de livraison, de règlement et de la liquidation énonçant le service fait et la somme due pour acompte ou pour solde.

Art. 31. — Ces pièces sont adressées avec les mandats au Receveur général des finances. Celui-ci conserve les pièces justificatives et retourne à l'ordonnateur le mandat revêtu de son visa. Il a pour ce faire un délai de quarante-huit heures pour les dépenses du personnel et de huit jours pour celles du matériel. (*Ainsi modifié par décret du 19 décembre 1883.*)

Art. 32. — Le Receveur général des finances poursuit, s'il y a lieu, dans le délai déterminé à l'article précédent, la régularisation des pièces ou du mandat lui-même. Dans le cas où la demande de régularisation ne paraîtrait pas justifiée à l'ordonnateur, celui-ci peut requérir par écrit et sous sa responsabilité qu'il soit passé outre au paiement. (*Ainsi modifié par décret du 19 décembre 1883.*)

Le Receveur des fianances avisera de cette réquisition le Directeur des finances et l'ordonnateur requérant en rendra compte au conseil dans sa première séance. (*Ainsi modifié par décret du 19 décembre 1883.*)

S'il se produisait des réquisitions qui auraient pour effet soit de faire acquitter une dépense sans qu'il y eût disponibilité du crédit délégué ou justification du service fait, soit de faire effectuer un paiement suspendu pour des motifs touchant à la validité de la quittance, le Receveur général ne sera pas tenu d'y obtempérer et le Directeur des finances en rendra compte au conseil dans sa première séance. (*Ainsi modifié par décret du 19 décembre 1883.*)

Art. 33. — Le Receveur général est tenu de payer sans délai et aux lieux déterminés par le mandat. Les localités où l'ordonnateur pourra faire payer les dépenses de son service seront fixées par un décret ultérieur. (*Ainsi modifié par décret du 19 décembre 1883.*)

Règlement définitif du budget.

Art. 34. — Le règlement définitif des budgets est l'objet d'un décret particulier, représentant les divisions par chapitre et par section et, autant que possible, par article du budget général de l'État (1). Le chapitre des dépenses imprévues n'y sera maintenu que pour le chiffre des crédits qui n'auront pas fait l'objet d'une allocation spéciale à titre de crédit supplémentaire.

Art. 35. — Dans le courant du mois de juillet (2) de l'année qui suit la clôture de l'exercice, le délégué à la Direction des finances nous présente un tableau des recettes portant, par nature de recettes :

1° Les évaluations admises au budget ;

2° La fixation définitive de la somme à recouvrer ;

3° Les recouvrements effectués ;

4° Les restes à recouvrer.

Art. 36. — Il nous présente également le tableau des dépenses formé des comptes particuliers des divers chefs de services et portant, par service :

1° Les crédits ouverts ;

2° Les droits acquis aux créanciers de l'État ;

3° Les paiements effectués ;

4° Les dépenses restant à payer.

Art. 37. — Ces tableaux sont soumis comme le budget au Conseil des chefs de services présidé par le Ministre Résident et présentés à notre approbation.

Art. 38. — (*Abrogé par décret du 16 décembre 1890, art. 3, § 2.*)

Art. 39. — Les paiements à effectuer pour solder les dépenses des exercices clos sont ordonnancés sur l'exercice courant.

---

(1) Conf., par exemple décret du 10 octobre 1883 (*Officiel*, 1883, 163) arrêtant le budget de l'État pour l'exercice 1300 (13 octobre 1883 au 12 octobre 1884), decret du 28 décembre 1899 (*Officiel*, 1899, 910) arrêtant le budget pour l'exercice 1900 (1er janvier au 31 décembre) que modifie le décret du 25 septembre 1900 (1re COLONISATION) et décret du 31 juillet 1900 (*Officiel*, 1900, 657) qui fixe définitivement le budget de l'exercice 1899.

(2) Conf. décret du 16 décembre 1890.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE IMPRIMÉS R.F.

Art. 40. — Le montant des ordonnances délivrées sur l'exercice courant, par rappel sur les exercices clos, doit se renfermer dans les limites des crédits par section qui ont été annulés pour les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.

Ces ordonnances sont imputées sur un chapitre distinct ouvert pour mémoire et pour ordre, sans allocation spéciale. Le montant des paiements effectués pendant le cours de chaque année pour des exercices clos est porté au crédit de ce chapitre et la dépense est sanctionnée par le règlement définitif du budget de l'exercice.

Art. 41. — Lorsque des créances dûment constatées sur un exercice clos n'ont pas fait partie des restes à payer arrêtés par le règlement définitif du budget de cet exercice, il ne peut y être pourvu qu'au moyen d'un crédit supplémentaire, suivant les formes établies par les articles 6, 7 et 20 du présent décret.

Art. 42. — Les comptes particuliers des divers chefs de services et le tableau général dressé par le délégué à la Direction des finances contiennent des comptes et un tableau spécial qui présente par chapitre de dépense pour chacun des exercices clos :

1° Les crédits annulés pour les dépenses restant à payer ;

2° Les crédits supplémentaires accordés pour faire face à des créances non constatées au moment du règlement définitif du budget ;

3° Les paiements effectués.

Art. 43. — Sont prescrites et definitivement éteintes au profit de l'État, sans préjudice des déchéances résultant des lois antérieures ou consenties par des marchés ou conventions, toutes les créances, quelles qu'elles soient, qui, n'ayant pas été acquittées avant la clôture de l'exercice auquel elles appartiennent, n'auraient pu, à défaut de justifications suffisantes, être liquidées, ordonnancées et payées dans un délai de cinq années à partir de l'ouverture de l'exercice pour les créanciers domiciliés en Tunisie et de six années pour les créanciers résidant hors du territoire tunisien (a).

Art. 44. — Les dispositions de l'article précédent ne sont pas applicables aux créances dont l'ordonnancement et le paiement n'ont pu être effectués dans les délais déterminés, par le fait de l'Administration ou par suite d'actions judiciaires.

Tout créancier a le droit de se faire délivrer, par le chef de service compétent, un bulletin énonçant la date de sa demande et les pièces produites à l'appui.

Art. 45. — Les dépenses à solder postérieurement aux délais ci-dessus déterminés de cinq ou six ans ne peuvent être ordonnancées qu'après que des crédits spéciaux ont été ouverts. Ces dépenses sont imputées sur le budget courant à un chapitre intitulé : « Dépenses des exercices périmés. »

Art. 46. — La déchéance de cinq et six ans instituée par les articles 43, 44 et 45 du présent décret commencera à courir, pour les créances antérieures à la clôture de l'exercice 1299, à dater de l'ouverture de l'exercice 1300.

(a) Ce délai court, non du moment où la créance est reconnue par justice, mais de celui où s'est passé le fait qui lui a donné naissance (Tunis, 20 mars 1893, *J. T.* 94, 489)

---

153 19 décembre 1883

(18 safar 1301)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DÉCEMBRE 1884

Décret modifiant le décret du 12 mars 1883 sur l'établissement et le règlement du budget de l'État (1).

(OFFICIEL, 1883, 205)

Article unique. — Les articles 19, 27, 28, 29, 30, 31, 32 et 33 du décret du 12 mars 1883 (3 djoumadi el aouel 1300) sont modifiés ainsi qu'il suit : . . . . . (*Conf. ce décret.*)

---

154 21 juillet 1886

(19 chaoual 1303)

Décret constituant un fonds de réserve en cas d'insuffisance des recettes budgétaires (2).

(OFFICIEL, 1886, 150)

Article 1er. — Il est institué un fonds de ré-

(1) Conf décret du 16 decembre 1890.

(2) Rapport fait, le 11 juillet 1886, par le Résident général au Bey, sur la constitution de ce fonds de réserve (*Officiel*, 1886, 149) :

Monseigneur,

. . . . . Une nécessite qui s'impose au Gouvernement de V A est la constitution d'un fonds de réserve. Les ressources les plus importantes du budget tunisien proviennent directement ou indirectement de l'agriculture; les rentrées du Trésor sont subordonnées au cours des saisons, et, d'une année a l'autre, par l'effet d'une mauvaise recolte, les recettes peuvent diminuer dans une proportion considerable. L'expérience commande de prévoir le retour des periodes de disette, de même que les anciens Égyptiens conservaient dans de vastes réservoirs pour les années de sécheresse le trop-plein des debordements du Nil, il nous faut mettre en réser e nos excedents afin de combler des deficits éventuels.

V A sait que le Gouvernement français n'entend donner aucune subvention à la Régence. Le premier principe du nouveau système de colonisation, inaugure par lui, est que les colonies doivent se suffire a elles-mêmes, se développer avec leurs propres fonds et en proportion de leurs ressources S'il a donné sa garantie pour des raisons particulieres, a l'emprunt emis par la Régence en 1884, il a eu bien soin de stipuler par l'article 5 de la convention du 8 juin 1883 que les sommes nécessaires pour assurer le service de l'emprunt garanti par la France seraient prélevees avant tout sur les revenus de la Regence, le surplus seulement pouvant être affecté aux depenses d'administration du pays. Si des precautions n'étaient prises et si les finances tunisiennes cessaient d'etre gerées avec l'economie et la rigueur dont s'inspire l'Administration actuelle, les services publics pourraient un jour cesser de fonctionner et la vie de l'État s'arrêter tout à coup.

Afin de parer a un semblable accident, votre Gouvernement croit bon de constituer un fonds de reserve dont le montant serait de trente millions de piastres (Conf décret du 25 avril 1890)

Cette somme représente le budget des dépenses, service de la dette compris, de tout un exercice Avec les fonds d'une année d'avance, le Gouvernement pourra envisager sans crainte les déficits partiels qui pourraient se produire.

J'ai l'honneur de soumettre ci-joint, a V. A., undécret constituant ce fonds de reserve Il lui est affecté une premiere dotation de dix huit millions deux cent soixante-dix mille trois cent cinquante et une piastres et douze centimes Il sera parfait par les interets de cette somme employée en valeurs des Etats français ou tunisien et, s'il y a lieu, par de nouvelles affectations sur les excédents de l'exercice courant et des exercices futurs

V A approuvera certainement les dispositions de l'article 7 du projet de décret qui ont pour effet de mettre le fonds de réserve à l'abri des entraînements de l'avenir Il ne pourra en effet en être disposé pour les dépenses connues en France sous le nom d'extraordinaires, mais seulement pour celles du service courant Le fonds de reserve doit uniquement assurer la marche normale des services publics dans les mauvaises années Il ne peut etre detourné de son but en subvenant aux frais de grandes entreprises dont tout gouvernement sage ne prend la charge que dans les époques de prosperité. L'observation de cette règle salutaire est mise sous la sauvegarde du Gouvernement français lui-même...

serve destiné à subvenir aux dépenses de l'État en cas d'insuffisance de recettes (1).

Art. 2. — (*Abrogé par décret du 6 novembre 1896, art. 2.*)

Art. 3. — Une première dotation de dix-huit millions de piastres est attribuée au fonds de réserve par le présent décret. Elle est formée des valeurs disponibles appartenant actuellement au Gouvernement.

Art. 4. — (*Abrogé par décret du 6 novembre 1896, art. 4.*)

Art. 5. — Les produits des valeurs du fonds de réserve lui appartiendront lorsque ce fonds n'atteindra pas le maximum fixé par l'article 2 ci-dessus (2).

Art. 6. — (*Abrogé par décret du 6 novembre 1896, art. 5.*)

Art. 7. — Il ne pourra être disposé du fonds de réserve qu'en cas d'insuffisance des recettes pour le paiement des dépenses du service courant et qu'en vertu d'une décision spéciale rendue par nous dans les formes prescrites pour l'établissement des budgets et avec l'autorisation du Gouvernement français (3).

Art. 8. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

---

155 16 décembre 1890

(*4 djoumadi el aouel 1308*)

PROMULGUÉ LE 17 DÉCEMBRE 1890

Décret modifiant le point de départ et la durée de l'exercice pour les recettes du Trésor ou pour les services à sa charge (4).

(OFFICIEL, 1890, 373)

Vu les décrets antérieurs des 3 djoumadi el aouel 1300 (12 mars 1883), 18 safar 1301 (19 decembre 1883) et 19 moharrem 1302 (8 novembre 1884) sur l'etablissement et le reglement du budget de l'Etat;

Considerant qu'en vue de mieux assurer à chaque exercice la réalisation des ressources qui lui sont propres et qui sont destinées à faire face aux charges qui lui incombent, il convient d'apporter certaines modifications aux principes qui regissent actuellement, dans la Regence, la perception des revenus publics et le service de la comptabilité de l'État;

Article 1er. — A partir du 1er janvier 1892, l'exercice pour les recettes du Trésor ou pour les services à sa charge, commencera le 1er janvier et finira le 31 décembre de l'année grégorienne qui lui donnera son nom.

Seront seuls considérés comme appartenant à l'exercice les droits acquis et les services faits dans cette période du 1er janvier au 31 décembre.

Art. 2. — Toutefois, les délais nécessaires, soit pour compléter le recouvrement des produits, ainsi que la liquidation, l'ordonnancement et le paiement des dépenses, seront déterminés de la manière suivante :

1° L'Administration pourra, dans la limite des crédits ouverts au budget de l'exercice et jusqu'au 31 janvier de l'année suivante, achever les services du matériel dont l'exécution commencée n'aura pu être terminée avant le 31 décembre pour des causes de force majeure ou d'intérêt public qui devront être énoncées dans une déclaration de l'ordonnateur ;

2° La période d'exécution des services du budget embrassera, outre l'année même à laquelle il s'applique, des délais complémentaires accordés, sur l'année suivante, savoir :

Jusqu'au 31 mars, pour la liquidation et l'ordonnancement des sommes dues aux créanciers ;

Jusqu'au 30 avril, pour le paiement des dépenses et le recouvrement des droits constatés pendant l'année de l'exercice.

Art. 3. — Le recouvrement des produits et droits constatés pour chaque exercice sera suivi pendant le cours de seize mois à partir de l'ouverture de l'exercice. En conséquence, les agents chargés du recouvrement qui ne l'auraient pas effectué à la date du 30 avril, devront en justifier l'impossibilité en se conformant aux prescriptions contenues à cet égard dans les décrets et instructions spéciales sur la matière.

Il sera fait application à l'exercice suivant des restes à recouvrer à la date du 30 avril. A partir du 1er mai, ils seront portés en recette au compte de ce dernier exercice.

Art. 4. — Les dispositions des articles 2 et 3 qui précèdent seront applicables à l'exercice 1308.

Art. 5. — A partir du 1er janvier 1892, les demandes mensuelles de fonds prévues par l'article 27 du décret du 3 djoumadi el aouel 1300 (12 mars 1883), complété par le décret du 18 safar 1301 (19 décembre 1883), seront transmises à la Direction des finances du 20 au 25 du mois qui précédera immédiatement celui pour lequel les crédits sont demandés.

Art. 6. — L'exercice en cours 1308 se continuera jusqu'au 31 décembre 1891.

En conformité des dispositions de l'article 8 du décret du 12 mars 1883 (3 djoumadi el aouel 1300), il sera dressé, pour la période du 13 octobre au 31 décembre 1891, un budget additionnel qui formera avec le budget déjà en cours d'exécution le budget unique de l'exercice 1308.

Art. 7. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

Art. 8. — Notre Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

---

(1) Conf. décrets des 6 novembre 1896, art. 2, § 2, et 25 avril 1900.
(2) Conf. décrets des 6 novembre 1896, art. 3, § 4, 29 janvier 1896, art. 1er, et 25 avril 1900.
(3) Conf. décret du 6 novembre 1896, art. 2, § 2.
(4) Conf. décret du 22 juin 1901 (v° MUNICIPALITÉS, D.

156 24 décembre 1891

(22 djoumadi el aouel 1309)

PROMULGUÉ LE 24 DÉCEMBRE 1891

Décret prescrivant l'usage de l'unité monétaire, ou franc, pour l'établissement et le règlement des budgets et de la comptabilité.

(OFFICIEL, 1891, 319)

Vu les décrets des 12 mars 1883 (3 djoumadi el aouel 1300) et 16 décembre 1890 (4 djoumadi el aouel 1308) sur l'établissement et le règlement du budget de l'État ;

Vu le décret du 1er juillet 1891 (24 kâda 1308) sur la réforme monétaire qui a substitué le franc à la piastre comme unité monétaire de la Régence ;

Article 1er. — Le budget de l'État pour l'exercice 1892, qui commencera le 1er janvier 1892, est arrêté en francs, conformément aux tableaux annexés au présent décret.

Art. 2. — A partir de cet exercice inclusivement, les documents de comptabilité de l'État seront établis et présentés en francs.

---

157 29 janvier 1896

(13 châbane 1313)

PROMULGUÉ LE 29 JANVIER 1896

Décret attribuant au budget de l'État (2e partie, Ressources exceptionnelles) une somme de 1,350,000 fr., provenant des revenus et intérêts du fonds de réserve et d'autres fonds spéciaux du Gouvernement tunisien, qui ne sont pas déjà affectés au budget ordinaire de l'État (1).

(OFFICIEL, 1896, 45)

Vu les décrets des 12 mars 1883 (3 djoumadi el aouel 1300), article 8, et 16 décembre 1890 (4 djoumadi el aouel 1308) sur l'établissement du budget de l'État ;

Vu les décrets des 21 juillet 1886 (19 chaoual 1303) et 11 janvier 1894 (4 redjeb 1311) sur la constitution et l'affectation du fonds de réserve ;

Après nous être assuré de l'assentiment du Gouvernement français ;

Article 1er. — Les revenus et intérêts du fonds de réserve créé par le décret du 21 juillet 1886 (19 chaoual 1303) [1], ceux des autres fonds spéciaux du Gouvernement tunisien qui ne sont pas déjà affectés au budget ordinaire de l'État, cesseront provisoirement d'accroître au capital de ces fonds et seront, en conséquence, depuis et y compris les échéances postérieures au 31 juillet 1895, temporairement attribués, jusqu'à concurrence d'une somme totale de treize cent cinquante mille francs, au budget de l'État (2e partie, Ressources exceptionnelles), où ils seront pris en recette sous un article nouveau qui recevra le titre de : « Revenus et intérêts du fonds de réserve et des autres fonds disponibles du Gouvernement tunisien. »

Art. 2. — Cette somme de treize cent cinquante mille francs est et demeure affectée à la dépense de construction de bâtiments civils dont l'utilité aura été reconnue par Nous, d'accord avec le Gouvernement français.

Des décrets spéciaux rendus en la forme du budget de l'État, au vu des récépissés du Receveur général des finances constatant l'encaissement au budget des revenus et intérêts spécifiés à l'article 1er, ouvriront, dans la limite de cette somme de treize cent cinquante mille francs, les crédits nécessaires à l'exécution des travaux de construction autorisés comme il vient d'être dit.

Art. 3. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

(1) Conf décrets des 6 novembre 1896 et 25 avril 1900

---

158 6 novembre 1896

(30 djoumadi el aouel 1314)

PROMULGUÉ LE 6 NOVEMBRE 1896

Décret relatif au fonds de réserve qui a pour objet de subvenir à l'insuffisance éventuelle des recettes destinées à assurer le paiement des dépenses ordinaires du budget, et créant un nouveau fonds dit des excédents disponibles (1).

(OFFICIEL, 1896, 543)

Vu le decret du 21 juillet 1886 (19 chaoual 1303) instituant un fonds de reserve destine à parer à l'insuffisance des recettes pour le paiement des depenses du service courant ;

Vu le decret du 7 juillet 1891 (30 kâda 1308) portant règlement du budget de l'exercice 1307, qui a prescrit l'ouverture, sous le titre : « Fonds constitue par les excedents budgétaires », d'un compte spécial destiné à être alimente par les excédents des budgets et à être employé, soit à pourvoir à l'insuffisance des ressources du budget ordinaire, soit au paiement de travaux extraordinaires ;

Vu le décret du 11 janvier 1894 (4 redjeb 1311) qui, tout en maintenant au fonds de réserve son affectation originaire, a autorisé, en outre, son emploi au paiement de la depense extraordinaire de construction des chemins de fer ;

Considérant que ce dernier décret n'a pas limité la somme jusqu'à concurrence de laquelle le fonds de réserve doit être affecté à la depense de construction des chemins de fer ; qu'il importe cependant de déterminer un chiffre au-dessous duquel le fonds de réserve, dont le maintien est nécessaire à la sûreté de nos finances, ne pourra en aucun cas descendre ; que l'expérience a prouvé que ce chiffre ne doit pas être inférieur à huit millions de francs ;

Considérant que, cette réserve une fois assurée, le surplus de l'actif du fonds de réserve et le fonds des excédents budgétaires demeurent libres pour la même destination, à savoir l'acquittement des dépenses de construction des chemins de fer et de tous autres travaux extraordinaires reconnus utiles ; qu'en présence de cette communauté d'affectation, il devient sans intérêt de distinguer ces deux fonds entre eux et qu'il paraît préferable de les fusionner ;

Article 1er. — Il est fait masse des capitaux du fonds de réserve créé par le décret du 21 juillet 1886, du fonds des excédents budgétaires créé par le décret du 7 juillet 1891, et, en général, de toutes les ressources disponibles du Trésor tunisien à la date du présent décret.

Art. 2. — Une somme de huit millions de

(1) Conf décret du 25 avril 1900 qui réduit cette somme.

francs (1) est prélevée sur la masse pour former un nouveau fonds de réserve ayant pour objet exclusif de subvenir à l'insuffisance éventuelle des recettes destinées à assurer le paiement des dépenses ordinaires du budget.

Il ne peut être disposé de ce fonds de réserve que pour cette affectation spéciale, en vertu de décisions spéciales rendues par Nous, dans les formes prescrites pour l'établissement des budgets, et avec l'autorisation du Gouvernement français.

Art. 3. — Après les huit millions de francs (1) affectés à la constitution du nouveau fonds de réserve, il sera encore prélevé, sur la masse prévue à l'article 1er, les sommes nécessaires aux dépenses des chemins de fer et de la colonisation (2) engagées d'accord avec le Gouvernement français.

L'excédent de la masse, après ces divers prélèvements, constituera un nouveau fonds, dit des excédents disponibles (1), affecté à l'exécution de travaux extraordinaires ou au paiement de dépenses exceptionnelles.

Il ne pourra en être disposé que dans les formes prévues à l'article 2 ci-dessus.

Ce fonds s'accroîtra annuellement de l'excédent, s'il en existe, de l'exercice réglé et des revenus et intérêts de ses propres valeurs et de celles du nouveau fonds de réserve.

Toutefois, à titre exceptionnel et transitoire, est maintenue, jusqu'à complète réalisation du crédit de 1,350,000 fr., l'affectation de ces revenus et intérêts à la dépense de construction de bâtiments civils, dans les termes où cette affectation a été autorisée par notre décret du 29 janvier 1896 (13 châbane 1313).

Art. 4. — Les sommes appartenant au nouveau fonds de réserve (1) et au nouveau fonds des excédents disponibles (1) seront placées en valeurs de l'État français ou de l'État tunisien, ou garanties par l'État français.

Art. 5. — Au cas de prélèvement effectué sur le fonds de réserve dans les conditions prévues à l'article 2, toutes les ressources libres du Trésor tunisien, y compris l'actif du fonds des excédents disponibles, seront employées à rétablir le fonds de réserve à son chiffre de huit millions de francs (1).

Art. 6. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

---

159 25 avril 1900

(24 hidjâ 1317)

PROMULGUÉ LE 25 AVRIL 1900

Décret réduisant le fonds de réserve du Trésor.

(OFFICIEL, 1900, 367)

Vu le décret du 6 novembre 1896 (30 djoumadi el aouel 1314) sur le classement, la fixation et l'administration des reserves du Trésor tunisien ;

Après nous être assuré de l'assentiment du Gouvernement français ;

Article 1er. — Le fonds de réserve est réduit de huit millions à cinq millions de francs.

Art. 2. — Les trois millions de francs provenant de la réduction du fonds de réserve sont attribués au fonds des excédents disponibles.

Art. 3. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

CAÏDS (3) [·] (KHALIFAS ET CHEIKS)

160 Tableau général

1° Des caïdats, khalifaliks et cheikhas par Contrôles civils et Postes militaires ;
2° Des bach-muphtis, muphtis, cadis et notaires ;
3° Du montant de certains impôts perçus par caïdats.

L'unité adoptée pour la Medjba est le nombre de cotes individuelles en 1899.
L'unite adoptée pour l'Achour est la moyenne des méchias (moyenne de 10 hectares) (4) de six annees (1893 à 1898).
L'unité adoptée pour les Kanouns, les Mradjas et les Khodors est le franc, d'après les rôles.
L'unité adoptée pour l'impôt sur les huiles est la moyenne (en francs) de six années (1893 à 1898)
Les numeros qui précèdent les noms des Contrôles ou des caïdats concordent avec ceux du tableau donné sous le décret du 4 octobre 1884 (v° CONTRÔLEURS CIVILS).

---

(1) Conf décret du 25 avril 1900.
(2) Conf décret du 25 septembre 1900 (v° COLONISATION)
(3) Conf. circulaire du 22 juillet 1887 (v° CONTRÔLEURS CIVILS).
(4) Conf décret du 12 janvier 1895, art. 6, note (v° SYSTÈME MÉTRIQUE). Conf. etiam décret du 3 juillet 1895 (art 1, note) [v° ACHOUR].
(a) Un caid est sans qualité pour représenter en justice le Gouvernement beylical. (Tunis, 16 décembre 1885, *J. T.* 91, 45)
Un caid est un citoyen chargé d'un ministère de service public et se trouve protégé, dans l'exercice de ses fonctions, même à l'encontre des Européens, par les articles 224 et suivants du Code pénal. (Alger, 27 juin 1885, *J. T.* 90, 27.)

CAÏDATS.	INDICATIONS DIVERSES.		KHALIFALIKS.	CHEIKHAS.

Chapitre Ier. — Territoire civil.

Nº I. — CONTRÔLE CIVIL DE GABÈS

Nº 1. *Arad*	Bach-Muphti	1	El Hamma	1 Bou chamma.	16 Sidi bou Lebala.
	Muphti	1		2 Es-chiyab.	17 Gharnouche.
	Cadi (à Gabès)	1		3 Anourine.	18 Chenenni nord.
	Notaires (2 israélites à Gabès)	56		4 El-Baghela.	19 Chenenni sud.
				5 Es Choob.	20 Menzel est.
				6 Matmate et fatnassa.	21 Menzel ouest.
				7 El Khardja.	22 Djara est.
				8 El Kasr.	23 Djara ouest.
				9 Edabdaba.	24 El Matouia.
	Medjba	9,619		10 Tebelbou.	25 Ouedref.
	Achour	673		11 Ketana.	26 Es-chelakhecha.
	Kanoun	47,574	Beni Zid	12 Ezzarat.	27 El Gharaira.
				13 Aram.	28 Oued Khebfa.
				14 Mareth.	29 Juifs d'El-Hamma.
				15 Od Ezzarkini.	

Nº II. — ANNEXE DE DJERBA

	Bach-Muphti	1	Djerba	1 Khoms Oualagh.	9 Khoms El Mahbouline.
	Muphti	1		2 — Tezdain.	10 — Ezzefafrach.
	Cadi (à Djerba)	1		3 — Beni Diss.	11 — Affar.
	Notaires (4 israélites à Djerba)	58		4 — Gallala.	12 — Sedeghiar.
				5 — Cedoukèche.	13 — El Maï.
				6 — Beni Magal.	14 — Taourit.
				7 — Arcou.	15 El Hara El Kebira.
	Medjba	6,077		8 — El Adjim	16 — Esghira.
	Achour : Khodors : Impôt sur les huiles :	116,000f(1)	—		

Nº III. — CONTRÔLE CIVIL DE SFAX.

Nº 2. *Sfax*	Bach-Muphti	1	Sfax	1 Od Kassem.	39 Msaleur.
	Muphti	2	Chabba	2 El Kiabine.	40 El Khacharma, oudinat et Thahra.
	Cadi	1	El-Mraaya	3 Od bou Ali.	41 El Ketatna
	Notaires (2 israelites)	110	Od Nedjm	4 El Mouamna.	42 Od Hassen.
				5 Od Yaneg et Abassia.	43 Od el Hadj.
				6 El Kraïb et Sartoute.	44 Od el Mabrouk.
	Medjba	13,510	El Btatha et od	7 El Ataya.	45 Od el Massekh et od
	Achour	3,948	Mrah	8 Melitta.	bous Mir.
	Kanoun	93,703	Karkenna	9 El Chorgui.	46 Od Djaballah et od Abdallah.
	Mradjas	9,668		10 El Ataate el Mouamna et Nouassar.	47 Od sidi hassen ben el hadj.
				11 El Bkakrab.	48 El Btatha, od Toumi, Ettejara et od Tahar
				12 Et-teraka et od Amiah	49 Errouadi et Hassinat.
				13 El Araba, Soualem et Zargan.	50 Et-tiacrà.
				14 Er-Rebahat.	51 El Djebarnah.
				15 Et-tonalbiah.	52 El Ajangah.
				16 Djebinana.	53 Od Hamed.
				17 Mahrés.	54 El Djemal.
				18 Khriba.	55 El Ghaïb.
				19 Hazeq.	56 El Hancha.
				20 Louza.	57 Od Khalifa.
				21 Od Fouda.	58 El Ouadna.
				22 Chabba (1re fraction).	59 Od Ghida.
				23 — (2e fraction).	60 El Halalfa.
				24 — (3e fraction).	61 Sfax (quartier Racca).
				25 — (4e fraction).	62 — (— El Kasr)
				26 Od Naceur.	63 — (— , El Hassar).
				27 Mellonlèche.	64 Sfax (quartier El Hamidija).
				28 Es-saadi et Es-cherarma.	65 El Djouaoueda.
				29 El Mahara.	66 El Khanbà et od Ahmed des Mraaya.
				30 El Bedarna.	67 El Achache.
				31 Ezzouaïd.	68 El Djraïa.
				32 El-Aouait, El-Mahadba et Seghar	69 Eschekhakhera, El Klaldjà, od Mjahed et od Youssef.
				33 Od Saada et Arfat.	
				34 El Ouabed.	
				35 Es-chématrou.	
				36 Od Ameur.	
				37 Msatma.	
				38 El Ghraba.	

Nº 3. *Skira*	(Ressort du cadi de Sfax.)			1 Od El Kelani.	10 El Krata, od el Hadj et od Sdira.
	Medjba	3,005		2 Eddekhaïlah.	11 El Hadara.
	Achour	456		3 Od Moussa.	12 Od Mohd el Coonor.
				4 El Lataïfa	13 El Ghraiba.
				5 Od el hadj Moussa.	14 El Ataïte.
				6 Od Escheik.	15 Aouine et Brabra.
				7 Errebaà et el Aouaëd.	16 Es-semaàla et Soudan.
				8 El Krarma et Chonkat.	
				9 El Haouamed et od Hamed.	

(1) Par décret du 30 mars 1900 (vº KHODORS), les impôts de l'achour, du khodor et des huiles, qui étaient de 4,000 fr., 60,000 fr., 56,000 fr, soit 120,000 fr., ont été revisés et unifiés à : 116,000 fr.

CAÏDATS.	INDICATIONS DIVERSES.		KHALIFALIKS.	CHEIKHAS.
			N° IV. — CONTRÔLE CIVIL DE SOUSSE.	
N° 4 Sousse	Bach-Mufti	1	Sousse	1 Et Njajra à Sousse. 2 El Quebliyne, Kramssa El Ouessaltia et El Mouantia à Sousse. 3 El Djedidyne. 4 El Djebliyne. 5 El Zaarna à Kalâa el Kebira. 6 El Djeraba et Od M'hammed.
	Mufti	1		
	Cadi	1		
	Notaires	159	M'saken	7 El Kalâa Es Seghira et od Casdalla. 8 El Hammam. 9 El Mhara et Djedid à Akkouda.
	Dont 16 pour les Od Saïd (13 notaires israélites).		El Kalâa el Kebira	10 Es Sebakha, El Akaïka et El Ghrissat (Ouerdanine). 11 Section sud et nord à Sahline. 12 Sidi Ameur. 13 Moimeur. 14 El Farbat. 15 El Messaouddine. 16 El Quessiba. 17 Ez Zaouia.
	Medjba	16,069		18 Beni Kaltoum. 19 El Meurdine. 20 Hergla. 21 Sidi bou ali. 22 Od sidi el Hani. 23 Et Trabelssia-Ziaïssa. 24 El Mehadbah. 25 Od Abderrahman et Od bou Saada, Djemiy et Chiyab. 26 Tiache Akkara. 27 El Djeraba. 28 Tiache Sousse. 29 Djeradou. 30 Takrouna. 31 Bou Ficha. 32 El Ghraïba. 33 El Menzel. 34 Saouaf. 35 Ez Zeriba. 36 Dar El Bey. 37 Kroussia. 38 El Menâama à M'saken 39 El Hodjaj et Od Harb à Akouda.
	Achour	4,970		
	Kanoun	286,088	Od Saïd (Nfida).	
N° 5. Djemmal	Cadi	1	Zramdine	1 El Kasr sud de Djemmal. 2 El Kasr est de Djemmal. 3 El Kasr nord de Djemmal 4 Kanaïs. 5 Beni Rehiy. 6 Menzel Kamel. 7 Beni Taïb. 8 Zaouiet Gountouch. 9 Section nord Beni Hassan. 10 Section sud Beni Hassan. 11 El Mrabtine à Zaramdine.
	Notaires	41		
	Medjba	5,233		
	Achour	1,291		
	Kanoun	129,848	Djemmal	12 El Baldia à Zaramdine. 13 El Baldia à Touza. 14 El Ouessaltia a Touza. 15 Damous. 16 Tiache El Trabelsia 17 El Massdour. 18 Menzel Harb. 19 Menzel Khir et bou Othman. 20 Tiache El arad. 21 El Bordjin 22 El Djenaïbia et El Ghraïbia à Amira. 23 Mesdjed Aïssa.
N° 6. Monastir	Muftis	3	Ksar-Hellal	1 Quartier sud à Moknine. 2 Quartier est à Moknine. 3 Quartier nord à Moknine 4 Quartier ouest à Moknine 5 Les juifs à Moknine. 6 El Mrabtine et El aricha à Ksar Hellal. 7 Ouayat et Dhammah. 8 Bou Hadjeur. 9 Sayada. 10 Lampta. 11 Quesibet el madiormi. 12 Bembla et Mnara. 13 Khniss.
	Cadi	1		
	Notaires	109		
	Medjba	7,884		
	Achour	871		
	Kanoun	135,280	Monastir	14 Benan. 15 Od Benour à Benan. 16 Boudeur. 17 Sidi Naïdja. 18 El Hadjaj à Amira. 19 Et Touazra à Amira. 20 Ez Zaratah à Amira. 21 Od Ameur à Melloul. 22 Djemai à Cherahil. 23 Chouachine à El Behair. 24 Barranias à Monastir. 25 Bab-el-Gharbi et Trabelssia.
N° 7. Souassi	(Ressort du Cadi de Djemmal).		Souassi	1 El Muadla. 2 El Mocâti. 3 Sidi Shil. 4 Es-Soummah. 5 Es-Chehda. 6 El Gradha. 7 Od Khiar Ed Dine. 8 Od Sidi Erreguig. 9 Od Sidi abd Ennebi. 10 Od Ben Aissa. 11 El Fradi. 12 Od Abdallah. 13 Es-Chehimat. 14 Od Es-Chemakh.
	Notaires	9		
	Medjba	6,667		
	Achour	2,778		15 El Kssassba d'Eloula. 16 El Gouasseur. 17 Od Bouhalal El aoula. 18 Od Amor. 19 El Ajlat. 20 El Matrah. 21 Od Sidi bou Zid. 22 El Kalbat. 23 El M'lichat. 24 El alalcha. 25 El Mharzah. 26 Od El Hannachi. 27 Od Sidi Naceur.
N° 8. Mahdia	Mufti	1	Bkhalta et Teboulba	1 Mahdia. 2 Banlieue de Mahdia. 3 Rjech. 4 El aïaycha à Teboulba. 5 Quartier de Souk à Teboulba. 6 Quartier Sidi Said à Bkhalta. 7 Quartier Elmandra à Bkhalta. 8 Quartier Sidi Messaoud à Bkhalta. 9 Quartier Bab El Kasr à Bkhalta. 10 Sidi Alouan. 11 Ez Zaouia et Souiquia à El Djem.
	Cadi	1		
	Notaires	53		
	Medjba	7,894	Ksour Essaf	
	Achour	3,561		
	Kanoun	129,462	Mahdia	12 Kasr el Mrabtine. 13 Kasr el Bekakra. 14 Sidi bou Merdas. 15 Oued Béjà. 16 El Bahira el alia. 17 Chiba. 18 Sidi Assaker. 19 Abiar Et Telalssa. 20 Karker. 21 Mrisse. 22 Od el Guallat. 23 Er Rouadi. 24 Kassas. 25 Ez-Zerarâa à Ksour-Essaf.

CAÏDATS.	INDICATIONS DIVERSES.	KHALIFALIKS.	CHEIKHAS.
	N° V. — CONTRÔLE CIVIL DE GROMBALIA.		
N° 9. Nabeul	Muphti. . . . . 1 Cadi. . . . . 1 Notaires. . . . . 117 (et 2 israelites). Medjba . . . . . 11,311 Achour . . . . . 1,553 Kanoun . . . . . 31,511 Mradjas 20,304	Menzel Temime. Nabeul.	1 Nabeul. 2 Hammamet. 3 Dar Chàban. 4 Zaouiet El Fehri. 5 Beni Khiar. 6 El Mâmoura. 7 Es-somâ. 8 Tazerka. 9 Corba. 10 Gallipia. 11 Mradah et Ferdjan el Khourfa. 12 Ed-dradreh et Habcha 13 Ziad et Aoume. 14 Zaouiet sidi bou ali. 15 El Medaissa d'Oulad Mohamed. 16 Akara el Oliat. 17 Es-saâfat. 18 Menzel Temime.
N° 10. Soliman	Muphti . . . . . 1 Cadi . . . . . 1 Notaires . . . . . 48 Medjba. . . . . 5,629 Achour. . . . . 996 Kanoun . . . . . 328 Mradjas . . . . . 9,378 Impôt sur les huiles (conf. Caïdat n° 13 [Zaghouan]).	Soliman	1 Soliman. 2 Trif. 3 Grombalia. 4 Belli. 5 Nianou. 6 Zaouiet el Djedidi. 7 Beni Khalled. 8 Menzel bou Zelfa. 9 Takelsa. 10 Zaouiet bou Krim 11 El Haouaria.
	N° VI. — CONTRÔLE CIVIL DE TUNIS.		
N° 11. Tebourba	Cadi. . . . . 1 Notaires. . . . . 28 Medjba . . . . . 4,304 Achour . . . . . 2,070 Kanoun . . . . . 520 Impôt sur les huiles (conf Caïdat n° 13 [Zaghouan]).	Tebourba. . . .	1 Tebourba. 2 Bordj Toumi. 3 Djebel el ansarine. 4 Tabaltèche. 5 El Djedida. 6 Gheriaz Es Sebbala. 7 Bordj El amri. 8 Es Sebala. 9 Aïn Ghellal. 10 Galaat el andlouz.
N° 12. Banlieue de Tunis et des Barranias de cette ville.	A Tunis : Cheik el Medina et 2 Cheiks des quartiers Bab-el Djezira et bab Souika). Cheik-ul-Islam ou Bach mufti Hanéfite . . . . . 1 Muftis hanéfites . . . 2 Bach-mufti malékite . 1 Muftis malékites. . . 3 Cadis (à Tunis). . . . 2 Cadi el Frida. . . . . 1 (magistrat chargé de déterminer les pensions des femmes et enfants en cas de desaccords conjugaux). Notaires . . . . . 264 (et 14 israélites). Medjba . . . . . 9,242 Achour . . . . . 1,820 Impôt sur les huiles (conf. Caïdat n° 13 [Zaghouan]).	Banlieue de Tunis Barranias. . . .	1 Ariana et Soukra. 2 El Melhassine. 3 Radès et Hammam El Lif. 4 El Mohammedia. 5 La Goulette (1). 6 El Mournaguia. 7 Sidi Saad. 8 Manouba. 9 Carthagena. 1 Barranias de Bab Souika et El Medina. 2 Barranias de Bab El Djezira. 3 El Djeraba. 4 El Douirat. 5 Ghoumracen. 6 Chemmi-Djebel. 7 El Haouamia. 8 Gourmassa. 9 El Ghraba. 10 El Fezazna. 11 Es-Soudanine (2).
N° 13. Zaghouan	Cadi . . . . . 1 Notaires. . . . . 19 Medjba . . . . . 5,789 Achour . . . . . 1,721 Kanoun . . . . . 11 Impôt sur les huiles : 193,106f 37 (3).	El Fahs.	1 Zaghouan. 2 Aïn Es Safsaf. 3 El Djebibina. 4 Semendja. 5 El ourazela. 6 El Fahs. 7 Bir El-Mecharga. 8 Ed-Drou.
	N° VII. — CONTRÔLE CIVIL DE BÉJA.		
N° 14. Béja.	Muphti . . . . . 1 Cadi . . . . . 1 Notaires . . . . . 43 (et 2 israelites). Medjba. . . . . 12,399 Achour. . . . . 4,028 Kanoun. 571	Béja . . . . . Nefza. . . . . Amdoun	1 Béja. 2 Quartier sud à Béja. 3 Quartier nord à Béja (Tiach-el-Aouaouda et El-Ouassaltia). 4 Zouagha et Oued Khader. 5 Azera. 6 Bou-Hezam. 7 Kedaa. 8 El Ghraba beni ahmed 9 El Ghraba beni Caid. 10 Ouechetata. 11 Zaouiet Medenine (Amdoun). 12 Gram et El Hamra. 13 Oᵈ Ghezaïa 14 Beni Malek. 15 Djaber el Maatekia. 16 Djaber el Fraïdjia. 17 El Mecetria et Ez-Zemamlia. 18 Oᵈ Salem. 19 El Hababa. 20 Oᵈ Houimel (1re partie). 21 Oᵈ Houimel (2e partie). 22 Beni Said. 23 El Menchar. 24 Arab Majour. 25 Fatnassa. 26 Oᵈ bou ali. 27 Et-Tebala. 28 Oᵈ Kassem de Nefza. 29 El aoubed de Nefza. 30 El messaid de Nefza. 31 Oᵈ Moussa et autres de Amdoun. 32 Erremadnia et Oᵈ Brahim (Amdoun)

(1) La Goulette et le reste du littoral jusques et y compris Sidi Bou Saïd ressortissent au Cadi de Djebel El Manar (Sidi bou Said) qui a 10 notaires sous son autorité; le reste de la banlieue (8 notaires) ressortit aux Cadis de Tunis.

(2) Ces onze cheiks sont uniquement chargés du recouvrement des impôts directs des indigènes de la province habitant Tunis

(3) Ce chiffre ne représente pas uniquement le montant de l'impôt sur les huiles dans le caïdat de Zaghouan, mais bien le total de toutes les sommes perçues dans les caïdats de Zaghouan, Soliman, Banlieue de Tunis, Tebourba et Bizerte, les seuls dans le quels cet impôt soit établi.

CAÏDATS.	INDICATIONS DIVERSES.	KHALIFALIKS.	CHEIKHAS.

N° VIII. — ANNEXE DE MEDJEZ-EL-BAB.

		A Medjez.	A Testour.			
N° 15. Medjez-el-bab.	Cadis . .	1	1	Bou-Arada . . .	1 Medjez-el-bab.	11 El Ouessaltia à Bou-Arada.
	Notaires.	17	21		2 El-tourchan.	12 El Menafikh.
					3 El Mouatis et El Guetriche.	13 El Messaid.
	Medjba .	5,871			4 Es-Semidia de Riah.	14 Od Menaâ.
	Achour .	2,263			5 Od Sidi abd Emour et Hidous.	15 Es-Selouguia et Ouerfela.
	Kanoun .	4,794		Testour.	6 Chouach, Toukabeur et Sidi Naceur.	16 Od Slama de El Hamamma
					7 Od Khazam.	17 Echabia.
					8 Od Akrim et beni Ahmed.	18 Beni Ouelhaz et od Marai.
					9 Od Belhil et El Akerma.	19 El Baldia et El Ouessaltia à Testour.
					10 Sabra, Guaraa et od Abdallah.	20 Od El amir et essaadi.

N° IX. — CONTRÔLE CIVIL DE BIZERTE.

		A Ras el Djebel.	A Bizerte.			
N° 16. Bizerte. . . .	Muphti .	»	1	Bizerte	1 Bizerte.	10 El alia.
	Cadis . .	1	1		2 Zouaoua de Bizerte.	11 Porto-Farina.
	Notaires.	29	43		3 Menzel abderrahmane	12 Raf-raf.
					4 Troud.	13 Ras-el-Djebel.
	Medjba .	9,375			5 Menzel Djemil	14 Ousdjà et Zouaouine.
	Achour .	2,341			6 Guabtena el aoula.	15 Metline.
	Kanoun .	2,550		Porto Farina . .	7 Ibichar.	16 Guabtena et-thania.
	Impôt sur les huiles (conf. caïdat no 13 [Zaghouan]).				8 Louata.	17 Et-trabelsia.
					9 Marnissa.	18 Akkare.

N° 17. Mateur. . . .	Cadi	1	Mateur	1 Mateur.	14 Beni abdelaziz.
	Notaires	30		2 Arabe Majour.	15 Beni Mezza.
				3 Trif et Od bou achir.	16 Tahente.
	Medjba.	10,183		4 Od el adouani et Od Dkhil.	17 El Maalia D'hara.
	Achour.	3,095		5 Od Issa.	18 El Kaoub D'hara.
	Kanoun.	2,197		6 El Hachachena.	19 El Kaoub El Guebala.
				7 Es-Schabnia.	20 El Douaouda el Guebala.
				8 Ed douaouda D'hara.	21 Ettouadjenia.
				9 Ezzaouia et El-Khatercha de Hedil.	22 El Ababsa.
				10 Od Ghanem.	23 Neffat.
				11 Beni Soliman.	24 Od El Mai.
				12 — Melika.	25 El Mechargua.
				13 — Sarmane.	26 Ech-Chenana de Hedil.

N° X. — CONTRÔLE CIVIL DE SOUK-EL-ARBA

N° 18. Djendouba. .	Cadi (à Souk-el-Arba) .	1	»	1 El Ayaida.	7 El Maarif.
	Notaires	15		2 Etterakbena.	8 Od bou Sliman (et les habitants du village de Souk-el-Arba).
				3 Erriahnia.	9 El Achache.
	Medjba.	4,341		4 El Hodjadj et El Amara.	10 El Haouamed.
	Achour.	2,225		5 Ettonahria.	11 El Ghraba.
	Kanoun.	47		6 En-Neghamecha.	

N° 19 Chihia et Od bou Salem	(Ressort du Cadi de Souk-el-Arba).		Od bou Salem. .	1 Od Hamed el Boussalmi.	7 El Aouaouda, El azaizia et Skakha.
	Notaires.	12		2 Od el Guattous.	8 Od M'hamed, Od Hamed et Od Khalifa.
				3 Balta.	9 El Meghanine, Debabsa, Themala et Daghoura.
	Medjba	4,224		4 Od el Abed.	
	Achour	1,706		5 Ezzemamza.	
	Kanoun	50		6 El Baldia, Ecl ouaoula et Od Saïdan (Chihia).	

N° 20. Raghba . . .	(Ressort du Cadi de Souk-el-Arba).		Raghba.	1 Eddekhaïlia et Od Ali et Klaâ.	6 Ouechetata.
	Notaires	17		2 El Khezara.	7 Od Soltana.
				3 Od el Khala.	8 El Foquera et Fezouaâ.
	Medjba	4,876		4 El Aouailia (et la 1re partie des Adada).	9 Od Ali Nefda.
	Achour	1,793			10 El Mrassen (1re partie).
					11 El Mrassen (2e partie).
				5 El Gouarech (et la 2e partie des Adada).	12 Od Sedira.
					13 Hakime.

N° XI. — ANNEXE DE TABARKA

N° 21. Aïn-Draham.	Cadi.	1	Tabarka . .	1 El Khemaïria et el Khraïcia.	7 Hedil et el Djoueouda.
	Notaires.	6		2 El Assema et Selloul.	8 Od Khemissa et Od Difallah.
				3 Od Hellal.	9 El Hazez.
	Medjba	5,847		4 Ouennifa.	10 Od Moulahoum et Makna.
	Achour	1,291		5 Od Sedra.	11 El-Achache.
				6 Od Messalem et el Mechargua.	12 Labid el ahrare.

CAÏDATS.	INDICATIONS DIVERSES.	KHALIFALIKS	CHEIKHAS.	
N° 21. Aïn-Draham. (Suite.)			13 El Lact. 14 El Khedairia (Tabarka). 15 Od Es-Seghir et el Haouatmia. 16 Od Amor et Zouaoua. 17 El Haouamdia. 18 Od Yahia et El Khedairia. 19 Et Touadjenia.	20 El Hassainia. 21 El Ouerahnia. 22 El ajarda, El Ghaouanem et el Hababcha. 23 Errekhaïssia. 24 El Homran. 25 El Atatfah. 26 El Couaïdia. 27 Ettebaïnia.

N° XII. — CONTRÔLE CIVIL DU KEF

N° 22. Kef	Bach-Mufti	1	Kef	1 Ech Charfine. 2 El Haouereth. 3 Beni-Amine. 4 Oued Es Souani. 5 Tharmeda. 6 El Arbès. 7 El Marr. 8 Mallala. 9 El Serra. 10 Od Ez-Zana. 11 Jradou. 12 Farchan. 13 Saquia. 14 Maïza. 15 El Bridâa. 16 El Mardja.	17 Es Sebaa Biar. 18 Aïoume el Aouafi. 19 Bou Ladiab. 20 El Ghourfa el Cablia. 21 Ed Dachera. 22 Bahra. 23 Sidi Amor. 24 Ez Zouarine. 25 Abba. 26 El Lass. 27 El Ghourfa el Djaoufia. 28 Et Touabâa. 29 Abida. 30 Daïret bou Shâa.
	Mufti	1			
	Cadi	1			
	Notaires	52			
	Medjba	10,295			
	Achour	5,231			
	Kanoun	6,471	Sers		
N° 23. Ouennifa Guebala	(Ressort du Cadi du Kef).		Ez-Zeghalma	1 Daïret Slata (oulad bou Ghanem) 2 El Falta. 3 Mezita. 4 Kalaat Senane. 5 El adjarda. 6 El Djardat. 7 Sidi abd el Bassette. 8 Tagerouil. 9 Quarne Halfâa 10 Kedhat Soltan. 11 Oued Er Remel. 12 Farna.	13 Sidi ahmed Es Salah. 14 Banou. 15 Bahiret Ez Zouarine. 16 Zaouiet el Ksour. 17 El Houd (Khemamsa). 18 El Massekhia. 19 Sebriana. 20 Aïn, el Quessiba. (Ouertan). 21 Sidi Matir. 22 Koudhat es Chaïr. 23 Sidi Barkat.
	Notaires	17			
	Medjba	8,065			
	Achour	2,516			
	Kanoun	48			

N° XIII. — ANNEXE DE TÉBOURSOUK

N° 24. Téboursouk	Cadi	1	Téboursouk	1 Quartier de Bab Bejà. 2 Quartier de El Djemâa. 3 El Hamamet El Zelallema. 4 Baïla. 5 El Klakh. 6 Ouled Bou Baker. 7 Ouled Sidi abd-rabah. 8 Ouled Yahia.	9 Ouled Manâa el Rehala. 10 Aïn-Fourna et En Nessirat. 11 El Djouaouda. 12 El Houachem. 13 Gaâfour El Gharbi. 14 Gâafour El Chargui. 15 Kouka.
	Notaires	32			
	Medjba	5,833			
	Achour	2,091			
	Kanoun	9,137			

N° XIV. — CONTRÔLE CIVIL DE MAKTAR

N° 25. Oulad Ayar.	Mufti	1	Oulad Ayar	1 Ouled Es Salah. 2 Ouled Sidi ahmed ben ali. 3 Ouled el M'rabet et Baz 4 Ouled Chaïb. 5 Ouled Saïd. 6 Ouled Khouzam, el atter et En-Nurat. 7 Od Mehallhel. 8 Od el Moulla. 9 Er-Rejaibia, Matboûa et Od Amor. 10 El Harrat. 11 El Maamria et Ez Ziaïta.	12 El Ouessaltia 13 El Maamria e Debabsa. 14 Es Soualem. 15 El Massahla. 16 El Meguadil. 17 Es Siyar et Od Sebâa. 18 Es-Seherna. 19 Louata. 20 El Hebabsa. 21 El Kraoua. 22 El Queria. 23 El Mansoura. 24 Kesra.
	Cadi	1			
	Notaires	45			
	Medjba	5,881			
	Achour	1,523			
	Kanoun	7,369	Kesra		
N° 26. Oula'l Aoun.	Cadi	1		1 El Alaouna, el amam et Decherat Djamâ. 2 El Zeriba. 3 Es Sefina. 4 El Ghar, Echourfa et Sidi Mettir. 5 Elkhalsa. 6 El Mouansia. 7 El arabe. 8 El Bahri et Madioula Bargo. 9 El Assakia et Od Slama 10 Er-Rehamma. 11 El-Assakra.	12 Od Bourouisse. 13 Od Yahia. 14 Od El Ouaâr. 15 Od Zenac. 16 Od Sidi abid Es Cheraga. 17 Od Es Samet. 18 Od Ayar (habitant Msouh). 19 Od Sidi Fradj. 20 Drid et Tekaka. 21 Sidi-Hamouda. 22 Madiouna.
	Notaires	21			
	Medjba	4,977			
	Achour	2,388			
	Kanoun	3,889			

CAIDATS.	INDICATIONS DIVERSES.		KHALIFALIKS	CHEIKHAS.	
N° XV. — CONTRÔLE CIVIL DE THALA					
N° 27. Fraichiche . .	Cadi.	1	Feriana.	1 Od Sidi Telil.	10 El Haouafed.
	(à Thala pour les Od Ali et les Od Nagi).			2 Od El Hadj.	11 Thala, Od Guida et el Hiachra.
	Notaires.	15		3 Od Moussa ben Nadji.	12 El Afiale.
	Cadi.	1		4 Od Mahfoud.	13 El Bâassa et El Hanandra.
	(à Feriana pour le reste des Fraichiche).			5 Od M'hammed, Od Zid, El Mraouna et El Ghraba (Od Ali).	14 Ez Zeâba.
	Notaires	8		6 El Haouadeth.	15 El Guessarnia et Od Moussa.
				7 El Harakhta.	
	Medjba	7,236		8 Guematta.	
	Achour	1,336	Od ali et Nagi. .	9 Es Semaâla et el Benana.	
N° 28. Madjeur. . .	Cadi.	1	Od Mehenni. . .	1 Od Es Cheik de Od Mehenni.	12 Od Faid et El Ghazelan.
	Notaires	13		2 Od Chaïb.	13 Od Ali de Od Sehil.
				3 Od Khelfa.	14 Od Abd Es-Semâ de Chaguetma.
	Medjba	7,012		4 Od Khan, Od Abbasset Saâdna.	15 Elhelithat.
	Achour	1,665		5 Od Marzoue et El Frafra.	16 Ed Debaha et Od Salah.
				6 Od Yaconb.	17 El Houachem et Od el Ghaoui.
				7 Od Trif.	18 El Khoualquia.
				8 Od Hadjaz.	19 Ed Dellail et El Hablata.
				9 Od Aquil.	20 El Oueli.ah.
				10 Od Aoun.	21 El Athamna.
				11 Od Khelaf.	
N° XVI. — CONTRÔLE CIVIL DE KAIROUAN					
N° 29. Kairouan . .	Bach-Mufti.	1	El Sebikha . . .	1 El Mkhalif.	13 El Hedadja, El Ghribat er Remadina et El Arafa.
	Mufti	1		2 Mejaïret Es Sebikha.	
	Cadi.	1		3 Mejaïret Abida.	
	(qui a egalement juridiction *sur une petite* partie de la Nfida avec autorite sur un notaire exerçant sur cette même partie).			4 Od Khalfallah et Od Klib.	14 El Gouassem.
				5 Od Moussa El Gramtia.	15 El Djouaouda, Ouerfellah et Gouazine.
				6 Od Ferjan.	16 Rebâbaa Nafat.
				7 Od el Khechine, El Ghabat et Kouadjah	17 El Brikat, Hammad-El-Bedarna et El Akarma.
	Notaires	77		8 Od Sendassen.	18 Ech Chouamath et Od Nchar.
				9 El Haouamed et El Khedar.	19 Haoumet El Djemâa.
	Medjba	6,912		10 Sabra et Fatnassa.	20 Haoumet El Acheraf
	Achour	2,341		11 El Aoualif.	21 Haoumet El Keblia.
	Kanoun	306	Kairouan	12 Echourfa.	22 Haoumet El Djeblia.
N° 30. Zlass	(Ressort du Cadi de Kairouan.)		Zlass-el-Guebala	1 El Hedâa et Od Ameur.	16 Echeraiftia.
	Notaires.	41	Djebel-Oueslat .	2 El Mehafid.	17 Od Chehib, Zonatenia et El Ouessaltia.
				3 El Djerirat et Od Ali Ben Khalfallah.	18 Od Cheik En Naguaz.
				4 Es Saânine, el Haouderia, Zaadnia et Od Yacoub.	19 Od Zaïd.
				5 Ez-Zarg, el Ayaïcha et Od Ali Ben Amor de Gouazine.	20 Od El Hadj et Od Tellil de Caoub.
				6 El Amda et Souidat.	21 Od El Montsar, El Djebanca, El Bhama, El Kessasba et Od Ameur (Caoub).
				7 El Brikat.	
	Medjba	11,350		8 El Mouaghir.	22 Od Sidi Khelif.
	Achour	2,658	Aïn-Kaâbi et Hajeb el aïoune .	9 Echouameckh.	23 Od M'barek (Methanine).
	Kanoun.	10,366		10 Edoubat.	24 El Messaïd.
				11 El Azaâza, Echettarba et Sidi Mansour.	25 Et-Toual, Fedoul et En-Neguaguera.
				12 El Belaghetba et Cheramettia.	26 En-Neguaguera et Od Sebâa.
				13 El Ouchbat de Methanine.	27 El-Azaâza et Cheramtia.
				14 El Djehinat.	
				15 El Mouissat et El Ouchibat.	
N° XVII. — CONTRÔLE CIVIL DE GAFSA					
N° 31. Gafsa	Bach-Mufti	1	Gafsa.	1 Gafsa.	11 Od Naceur.
	Mufti.	1		2 Jebargo et Od Yacoub (Gafsa).	12 Od Oucif.
	Cadi (à Gafsa) . . .	1			13 Od Ali Ben Issa.
	Cadi (au Djebel) . .	1		3 El Ajerain et El Haufix (Gafsa).	14 El-Henacheria.
	Notaires (à Gafsa). . (et 2 israélites).	22		4 El Khanancha et El Menarya.	15 El Khemailia.
	Notaires (au Djebel).	6		5 El Ksar.	16 Od Thelijane.
				6 El Guettar (partie sud).	17 Od Mabrouk de Od Bou Yahia.
	Medjba.	6,875		7 El Guettar (partie nord).	18 Od Mbarek de Od Bou Yahia.
	Achour.	568		8 Beni Amran.	19 Od Cheritte.
	Kanoun.	47,019		9 Lalia.	20 Od Yahia.
				10 Od Bel Hassen.	21 Send.

CAÏDATS.	INDICATIONS DIVERSES.		KHALIFALIKS.	CHEIKHAS.	
N° 32. Hammama El Dahara	Cadi	1	»	1 Ed Douali. 2 Ez-Zeafria. 3 El Akarma. 4 El Bedour. 5 Er Redaïdia de Od Aziz. 6 Ez-Zouarâa. 7 El Hezma. 8 Village de Majoura. 9 Od Sidi Bou Zid et El Ghenamdia. 10 Od Bou Allag. 11 Od Ahmed de Od Radouan. 12 Fatnassa et Od Moussa	13 Od Sidi khelifa Bou Chache. 14 Od Bel Hadi des Od Aziz. 15 Alime. 16 Od Ouhiba. 17 Od M'barek des Od Radouan. 18 Od Sidi ali ben Aoune. 19 Od El Hadj. 20 Od Abd El Krim. 21 Od M'hamed et Douaher. 22 Od Sidi Telil.
	Notaires	16			
	Medjba	10,537			
	Achour	990			

N° XVIII. — ANNEXE DE TOZEUR

N° 33. Tozeur	Mufti	1	Badeguache	1 Ez-Zebda. 2 Echourfa et Chabia. 3 Masghouna. 4 Bled El Hadar et Chourfa 5 Od amor de Degach. 6 Od Majed. 7 Od Triki et Od Sidi-Hamad Bou Kriz.	8 Sedada. 9 En-Nemlat, Elarg et Mechareb. 10 Bled Krize. 11 Bled El Hamma. 12 Od El Hadef et Od Bou Yakia. 13 El Messatra et od Hamida de Deggach.
	Cadi	1			
	Notaires	21			
	Medjba	4,268			
	Achour (par abonnement)	390			
	Kanoun	281,062	Tozeur		
N° 34. Nefta	Cadi	1	Nefta	1 Alkema. 2 Beni Zid. 3 El Mouada. 4 Chourfa. 5 Tameghza, Chebika et Midass.	6 Od Bou Baker. 7 Od Bou Salah. 8 Er-Rekarka.
	Notaires	14			
	Medjba	3,365			
	Achour (par abonnement).	153			
	Kanoun	144,001			
N° 35. Nefzaoua	Cadi	1	El Mrazig	1 Kebili. 2 Menchia. 3 El Goulia. 4 El Blidat. 5 Beni M'hamed. 6 El Galâa. 7 Tombar.	8 Telmina. 9 Fatnassa. 10 Jounna et Ksar. 11 Zaouit el Arth. 12 Od Yacoub. 13 Noul et Adaret.
	Notaires	14			
	Medjba	3,267			
	Achour (par abonnement)	750			
	Kanoun	38,799			

Chapitre II — Territoire militaire.

N° I. — POSTE MILITAIRE DE KEBILI

N° II. — POSTE MILITAIRE DE MÉDENINE

N° 36. Ouerghemma	A Zarzis :		Od Slim	1 Od Bou ali. 2 Ez Zaouia. 3 Od Saïd. 4 El Klaïfa. 5 El Mouansa.	26 Gattoufa et Beni Yakhyar. 27 Mohbal. 28 Djelidat (Medjba : 9,600). 29 (1) Od Khalifat.	Tribu des Touazine (Medjba. 29,520).
	Cadi	1				
	Notaires	10				
	A Médenine :					
	Mufti	1	Djebaliya	6 Od Youssef et Od Mohammed. 7 Od Abdallah et Chouachine.	30 Od Hamed. 31 El Melalcha. 32 Zeliten. 33 El Kraïnia.	
	Cadi	1				
	Notaires	26				
	A Djebel-Aliad (Ouderna).					
	Cadi	1	Zarzis	8 Od Belkassem. 9 Es-Chaâoua. 10 Es-Chaâoua. 11 El Jibat. 12 El Smalma.	34 El Djellalta. 35 Aounne. 36 El Ghedirat. 37 El Rebaya. 38 Medenine.	
	Notaires	35				
	Medjba :					
	Total des cotes	8,568				
	Sur lesquelles 2,630 payent par abonnement (à 24 fr). — Sur les 5,938 qui payent sur rôles, 2,212 paient à raison de 15 fr. la cote et 3,726 payent à raison de 20 fr. comme dans le reste de la Régence.		Djehdat	13 El Mahada. 14 El Djouamâa. 15 El Zemamra. 16 El Temara. 17 El Mecarza.	39 Od aoune Allah. 40 Mazloura. 41 Od Dhab. 42 Od Chéhida. 43 Dghaghra.	
	Achour (par abonnement dans la région de Zarzis seulement).	750	Touazine	18 El Mouassi Zouakhir et Od Mimoun 19 Hamdoun Od Slim et Hadadda.	44 El Krachoua. 45 El Amarna 46 El Ababsa. 47 El Hamidia.	Tribu des Ouderna (Medjba : 24,000).
	Kanoun	8,382	Khzour	20 Beni Barka. 21 Guermassa. 22 Ed Douirat. 23 Chenenni Douiret. 24 Sedra.	48 Od Mehiri. 49 Od Aoune ben Abid 50 Od Lazrag. 51 El Ajarda.	
			Oudarna	25 El Batranias de Medenine.	52 El Aouadid.	

(1) Dans les cheikhas compris entre les numéros 28 et 52, la medjba est payée par diriba (somme annuelle fixe que la tribu se répartit et paye au Trésor.

CAÏDATS.	INDICATIONS DIVERSES	KHALIFALIKS.	CHEIKHAS.

N° III. — POSTE MILITAIRE DE MATMATA

N° 37 *Matmata.* . .	Cadi . . . . . 1 Notaires . . . . . 23 Medjba . . . . . 2,908 Achour 216	»	1 Od Soliman. 2 El Achache. 3 Ez Zraoua et Taoujout. 4 Ed-Dhibat. 5 Zmarteun.	6 Beni Zaltan. 7 Beni Aïssa. 8 Tamezrat. 9 Tougeane.

161 — 15 mai 1870

(13 safar 1287)

Décret relatif à la responsabilité des fonctionnaires et habitants en cas d'incendie (1).

Les caïds réuniront les cheiks et fonctionnaires sous leurs ordres afin de les inviter à prendre les précautions nécessaires pour éviter les incendies même partiels, soit de maisons, soit de forêts ou broussailles, soit de toute autre chose.

Si un incendie venait à se produire, qu'il soit dû au hasard ou à la malveillance, les cheiks, les fonctionnaires et les habitants du lieu du sinistre seront responsables des pertes subies.

Les caïds redoubleront de vigilance pour écarter de pareils malheurs; ils publieront mes ordres à ce sujet dans les marchés et partout où il sera utile, afin que tous les habitants de leurs territoires en aient connaissance.

162 — 31 décembre 1871

(18 chaoual 1288)

VISA RESIDENTIEL DU 15 DECEMBRE 1884

Décret octroyant aux caïds et gouverneurs une taxe d'un demi pour cent sur certains de leurs recouvrements.

Le président de la Commission financière (2) nous a exposé que quelques caïds se sont plaints des différences qui se produisent souvent, à leur détriment, dans la perception des impôts. Pour obvier à cet inconvénient, nous croyons utile de disposer qu'une taxe d'un demi pour cent sera perçue par les caïds et gouverneurs sur tous les recouvrements qu'ils feront, à l'exception pourtant du kanoun sur les oliviers, afin de les couvrir des chances de pertes dont ils se sont plaints.

163 — 24 octobre 1872

(21 châbane 1289)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DÉCEMBRE 1884

Decret accordant aux caïds et cheiks une surtaxe de dix pour cent sur la perception des impôts directs (3).

Les caïds qui auront à procéder au recouvrement des droits revenant au Gouvernement, soit en argent, soit en huile, soit en céréales, percevront à leur profit, sur les contribuables, dix pour cent en plus de ce qui revient au Gouvernement, et cela en outre des autres frais dus par les contribuables, tels que la kebada (droit du receveur) et le droit du récépissé, que nous avons décrétés d'après l'usage établi. En dehors de cela, les contribuables n'auront plus rien à payer.

La somme qui sera formée par les dix pour cent ci-dessus décrétés sera partagée en deux parties égales : l'une reviendra au caïd, qui aura également à payer les émoluments de ses employés sur cette moitié ; l'autre sera exclusivement attribuée aux cheiks qui sont chargés de la perception de ces impôts, proportionnellement aux recettes qu'ils auront respectivement effectuées.

164 — 2 février 1875

(25 hidjâ 1291)

Arrêté du Premier Ministre relatif au mode de remplacement des cheiks collecteurs de la medjba.

Par lettre du 2 de ce mois, le président de la Commission financière (1) a transmis la proposition du comité exécutif (1) d'obliger le cheik collecteur de l'impôt medjba, dans le cas où il devrait être remplacé, à rendre compte de sa gestion en présence de son caïd d'abord, et de soumettre ensuite son compte au comité exécutif, le tout avant qu'il ne soit remplacé.

Le comité exécutif serait d'avis aussi qu'aucun cheik ne procédât au recouvrement de l'impôt, s'il n'est commissionné par S. A. le Bey.

Ces propositions ayant été soumises au Bey, Son Altesse a daigné leur donner son approbation, et des instructions dans ce sens sont adressées aux caïds de la Régence.

165 — 22 février 1875

(16 moharrem 1292)

Circulaire aux caïds relative aux modes de remplacement et de nomination des cheiks (2).

Son Altesse a appris que certains caïds ont

(1) Conf décret du 20 août 1886 (v° FORÊTS)
(2) Conf décret du 2 octobre 1884 (v° FINANCES)
(3) Conf Instruction du 20 décembre 1899 (n°s 1, 5, 9 et seq.).

(1) Conf. décret du 2 octobre 1884 (v° FINANCES).
(2) Conf arrêté du 12 janvier 1881

chargé du recouvrement de la medjba d'une fraction de leurs circonscriptions, d'autres que les cheiks nommés à ces fonctions, sans faire attention aux conséquences de cette irrégularité, et qu'ils ont ensuite fait des démarches pour obtenir le décret de leurs nominations comme cheiks de ces fractions. C'est pourquoi Son Altesse a prescrit que, chaque fois qu'il faut procéder au remplacement d'un cheik, le caïd sera tenu de présenter au Ministère la convention de la fraction relative à l'élection du nouveau cheik. Une fois le candidat nommé par décret, le caïd convoquera le cheik remplacé et les membres de sa fraction et réglera les comptes de sa gestion devant le notaire. Ce compte sera certifié par le caid, qui en remettra une copie légale au nouveau cheik, pour s'en servir en cas de besoin. Au cas où l'ancien cheik resterait reliquataire d'une certaine somme, le caid l'expédiera au Ministère, muni des documents de son compte.

Le nouveau cheik ne peut prendre son service qu'après l'exécution de ce qui précède.

Toute contravention aux prescriptions susmentionnées pouvant causer du préjudice à l'État, le caïd en subira les conséquences, et il sera responsable des sommes dont le cheik resterait redevable.

---

166 1er mai 1876

(6 rebiâ ettani 1293)

Décret prescrivant aux caïds la tenue d'un livre-journal (1).

Article 1er. — Le Ministère fera établir des registres composés de cent et deux cents feuilles, suivant le plus ou moins d'importance des caïdats (2). Ce registre contiendra, sur sa couverture, écrit en caractères apparents, le nom du caïdat auquel il est destiné. Chaque page sera numérotée. Chaque registre contiendra, en tête, le texte du présent règlement, qui sera exécutoire à partir du 13 octobre 1876. S'il ne reste plus sur le registre que peu de pages blanches, le gouverneur en demandera un autre en remplacement de celui-ci, et, une fois que le premier registre aura été rempli, le gouverneur le clôturera par une déclaration signée faisant connaître le nombre de pages qu'il renferme, et attestant qu'il ne reste plus de blanc. Il y ajoutera qu'en conséquence il a demandé un autre registre, devant porter tel titre, devant contenir tant de pages. Comme, d'autre part, certains caïds sont saisis d'un grand nombre d'affaires, il n'existe aucun inconvénient à multiplier le nombre de ces registres proportionnellement aux besoins du caïdat. Chaque registre sera, en ce cas, confié à un écrivain, qui recevra et inscrira les affaires, qui signera après avoir enregistré, et le caïd signera après lui, conformément à l'article 9 ci-après.

Art. 2. — Les registres précités, faisant partie des archives du caïdat, seront remis par l'ancien titulaire au caïd entrant en fonctions. Ils devront seulement être signés du titulaire sortant et contenir une déclaration de lui indiquant qu'au moment où ses pouvoirs ont cessé, le registre avait été rempli jusqu'à telle page, jusqu'à telle affaire.

Art. 3. — Seront enregistrées dans le registre en question les affaires portées devant le caïd, avec mention des noms du plaignant et du défendeur, de l'objet de la demande, de la pièce invoquée par le demandeur, de la réponse du défendeur, de la validité ou de la nullité de la pièce invoquée au point de vue du règlement de l'affaire, de la solution donnée à l'affaire, soit par jugement, soit par transaction amiable, en désignant également si le défendeur a mérité d'être emprisonné par ses atermoiements, ou si son bien a été vendu pour l'extinction de ses dettes, et cela sans prolixité ni intervalles; de même s'il est nécessaire de s'arrêter dans le cours de l'inscription, jusqu'à ce que l'affaire ait été portée devant le caïd, ou qu'il ait reçu l'ordre de la régler, on inscrira la date de cet ordre, et si, après avoir été soumise au caïd, elle est renvoyée au chaâra ou au Ministère, cela sera consigné. Quant aux affaires commerciales, elles continueront à être réglées suivant le mode qui leur est propre, à moins qu'il ne s'agisse d'emprisonnement pour le défendeur, ou qu'il ne s'élève quelque incident en matière de preuves à faire, comme, par exemple, la négation d'une dette ou une allégation de libération. Dans ce cas, l'affaire serait inscrite comme toutes les autres (1).

Art. 4. — La solution donnée à l'affaire sera écrite en substance au verso de la pièce produite, avec désignation de la page du registre où elle aura été inscrite, et le nom du caïdat, de façon que, si elle est reproduite en justice, l'on connaisse les précédents de cette affaire.

Art. 5. — En tête de chaque page contenant l'inscription de l'affaire, on aura soin de désigner le jour et le mois, sans laisser aucun blanc entre deux affaires, en tirant un trait, pour empêcher toute addition ultérieure, si la ligne n'est pas remplie On se gardera bien d'enlever des pages dudit registre, et, à plus forte raison, de l'égarer, et on s'abstiendra de ce qui pourrait faire naître des doutes ou ambiguïtés dans la rédaction. Toute rature devra être approuvée par l'auteur de l'écrit.

Art. 6. — S'il faut, dans le principe d'une affaire, amener le défendeur ou attendre la pro-

---

(1) Conf. circulaires des 22 septembre 1884 et 16 août 1886.

(2) Ce registre est exempté du droit et de la formalité du timbre. (Décret du 20 juillet 18.., art. 16 [v° TIMBRE].)

(1) Conf circulaire du 3 mai 1896 et décret du 23 mai 1900 (v° JUSTICE TUNISIENNE)

duction de pièces, il en sera fait mention dans l'inscription. Si la condition à laquelle était subordonné le jugement de l'affaire se réalise, on inscrira le jugement à la date du jour où elle se sera réalisée, et l'on aura soin d'y indiquer la page où a été d'abord inscrite la demande. Puis, à la page où la demande a été d'abord inscrite, on désignera par annotation la page contenant le jugement de l'affaire, de manière à faciliter toutes recherches (1).

Art. 7. — Si le caïd reçoit l'ordre de déférer une affaire au jugement du chaâra, on inscrira la teneur de l'ordre et sa date ; on mentionnera si l'affaire a été déférée sur une simple injonction, ou si elle l'a été avec envoi d'un agent de la force publique.

Art. 8. — Si le caïd reçoit l'ordre de donner des éclaircissements au sujet d'une affaire qui lui a été soumise, il devra s'inspirer, dans sa réponse, des éléments de son registre et indiquer la page où l'affaire se trouve inscrite.

Art. 9. — Le caïd ou son substitut devra signer tous les jours ce registre après avoir pris connaissance du contenu. S'il n'en a pas le temps, il pourra déléguer ce soin à un homme de confiance, quitte à signer après lui.

Art. 10. — Le caïd ou son représentant siégera au moins trois heures par jour dans le lieu officiel de l'administration de son caïdat, excepté le vendredi, les quatre jours fériés et le mouled. Si on lui présente une affaire ne comportant aucun délai, il la jugera sur-le-champ (1).

---

167 18 mars 1877

(3 rebiâ el aouel 1294)

VISA RESIDENTIEL DU 15 DECEMBRE 1884

Décret déterminant le mode de délivrance des quittances d'impôt, extraites d'un registre à souche (2).

Nous avons appris qu'il arrive souvent, au sujet des arriérés d'impôts restant à recouvrer après le remplacement d'un caïd, qu'on découvre l'existence de reçus délivrés par le caïd pour des sommes perçues sur le montant de l'impôt et qu'il prétend ne pas en avoir porté le montant dans ses comptes par suite d'un oubli. Quelquefois ces reçus apparaissent après la mort du caïd et il est difficile de se rendre compte si leur montant a été ou n'a pas été porté en compte. D'autres fois aussi, les reçus sont altérés par des corrections ou des subtitutions.

Cette situation étant préjudiciable aux intérêts du Trésor et, voulant sauvegarder et garantir ces intérêts, nous avons jugé à propos d'ordonner que les caïds tiendront des carnets à souches dont ils détacheront le récépissé qu'ils devront délivrer à la partie payante ; les carnets serviront de base pour la justification de la comptabilité des caïds.

Il est expressément défendu aux caïds d'employer d'autres récépissés que ceux dont l'emploi vient d'être ordonné, comme il est défendu également à la partie payante d'accepter des caïds un récépissé qui ne serait pas établi dans les formes prescrites plus haut. Tout reçu différemment établi qui serait présenté ne sera pas admis *comme titre justificatif de paiement* vis-à-vis du Trésor.

Le Premier Ministre est chargé de la notification des présentes dispositions aux différents caïds et de leur publication en vue de leur mise à exécution.

---

168 25 novembre 1878

(30 kâda 1295)

Arrêté du Premier Ministre édictant des pénalités contre les fonctionnaires prévaricateurs.

. . . . . Informé des exactions commises par les cheiks et d'autres agents locaux chargés des recouvrements des revenus de l'État.....

Le Bey a décidé..... que les fonctionnaires prévaricateurs seront condamnés à la restitution du double de ce qu'ils auraient indûment perçu et à une peine proportionnée à leur faute et que le gouverneur pourra être mis personnellement en cause.....

---

169 25 octobre 1880

(21 kâda 1297)

Décret concédant aux oudjaks et au Trésor les remises allouées aux caïds et aux cheiks, lorsque la perception de l'impôt est retardée par l'incurie de ces derniers fonctionnaires.

Toutes les fois que l'envoi d'un détachement de gendarmerie pour hâter la perception des impôts aura été causé par l'incurie du caïd et des cheiks placés sous ses ordres, ces agents perdront leur droit aux dix pour cent qui leur sont alloués sur les sommes perçues, et le montant de cette remise sera partagé par parts égales entre les gendarmes et le Trésor. Dans ce cas, aucune khedma ne pourra être réclamée aux contribuables.

---

170 12 janvier 1881

(10 safar 1298)

VISA RESIDENTIEL DU 15 DECEMBRE 1884

Arrête du Premier Ministre relatif aux formalités à remplir pour l'élection des cheiks (1).

Les caïds ont été informés par la circulaire

---

(1) Conf. circulaire du 3 mai 1896 et décret du 23 mai 1900 (v° JUSTICE TUNISIENNE)

(2) Conf. circulaire du 1er février 1885 et Instruction du 20 décembre 1899 (n° 35)

(1) Conf. circulaires des 22 février 1875 et 3 avril 1884

du 28 redjeb 1293 (19 août 1876) de la décision beylicale prescrivant que, les actes d'élection des cheiks doivent mentionner que leurs fractions se portent garantes de leur gestion financière et se tiennent responsables des reliquats dont ils pourraient rester redevables.

Or, il ressort de renseignements adressés à la Commission financière (1) que la plupart des actes d'élection ne mentionnent pas cette garantie et que même, sur la simple élection de leurs fractions non confirmée par décret, ou avec la seule investiture du ca d, plusieurs cheiks procèdent au recouvrement des impôts, commettant ainsi une irrégularité dont la responsabilité pèse sur tous ceux qui y participent.

C'est pourquoi S. A. le Bey, à laquelle ces infractions ont été soumises, a décidé que :

1° Elle ne ratifierait aucune élection de cheiks dont le procès-verbal ne mentionnerait pas la garantie de la fraction;

2° Il est expressément défendu à quiconque de procéder au recouvrement des impôts sans une commission de cheik délivrée par le Souverain;

3° Le caïd sera responsable des contraventions à ces dispositions et personnellement redevable des sommes dont le cheik irrégulièrement investi serait reliquataire;

4° Les comptes de gestion du caïd ne seront admis que s'ils sont accompagnés des commissions des cheiks.

---

171 12 mars 1884

(14 djoumadi el aouel 1301)

Circulaire aux caïds déterminant les moyens de contrainte mis à leur disposition contre les contribuables récalcitrants (2).

Le Gouvernement de Son Altesse s'est préoccupé de la situation des recouvrements qui laisse, en général, à désirer. Plusieurs caïds ont prétendu que les moyens d'action leur faisaient défaut; mais ce motif d'excuse n'a pas paru justifié.

En effet, dans le cas de résistance de la part des contribuables, l'appui de l'autorité militaire française vous est assuré. Il suffit que vous en fassiez la demande au commandant du cercle dans lequel est comprise la tribu que vous administrez.

Si, pour une cause qu'il n'est pas possible de prévoir, cet appui ne pouvait vous être accordé ou maintenu, le commandant vous en donnerait avis. Vous devriez alors poursuivre seul, par tous les moyens à votre disposition, le recouvrement des impôts.

J'ai tout lieu de croire que l'emploi des moyens d'action que je viens de vous signaler vous permettra de triompher de toutes les résistances.

Je dois dès à présent vous faire connaître que le Gouvernement n'admettra pas d'excuse de la part de quiconque n'aura pas répondu à son attente.

Je vous prie de donner connaissance de la présente lettre à tous les chefs collecteurs sous vos ordres.

(1) Conf décret du 2 octobre 1884 (v° Finances).
(2) Conf Instruction du 20 décembre 1899 (n°s 54 et seq.)

---

172 3 avril 1884

(6 djoumadi ettani 1301)

Circulaire du Premier Ministre aux Gouverneurs réglementant le mode de nomination des cheiks.

(Officiel, 1884, 266)

Par une précédente circulaire, le Ministère a transmis aux gouverneurs de la Régence les instructions suivantes :

Toutes les fois qu'il y a lieu de pourvoir au remplacement d'un cheik, sa fraction sera convoquée par-devant notaires, à l'effet de choisir un candidat au poste vacant et cautionner leur élu vis-à-vis du Trésor. Ce cautionnement et le choix devront être constatés dans un acte notarié (1) fait en trois expéditions dont l'une restera par devers le gouverneur et les deux autres seront envoyées au Ministère pour être conservées, l'une aux archives du Gouvernement et l'autre au bureau de la Commission financière (2).

Ces prescriptions ont été scrupuleusement observées, mais quelques gouverneurs ont tout récemment envoyé des actes de propositions où le cautionnement était omis et d'autres se sont contentés d'envoyer des actes en une seule expédition. Son Altesse, ayant eu connaissance de ces dérogations, m'a ordonné de vous réitérer les précédentes instructions et de vous faire savoir qu'aucune proposition tendant à la nomination d'un cheik ne sera acceptée au Ministère si elle n'est pas rédigée et expédiée dans les formes et selon les règles prescrites plus haut.

Je dois, à cette occasion, relever une autre irrégularité qu'on me signale et qui consiste en ce que quelques individus munis d'une simple commission des gouverneurs rempliraient les fonctions de cheiks et s'occuperaient notamment de la perception des impôts. Je crois devoir vous faire connaître que cette manière de faire constitue une usurpation des fonctions publiques contre laquelle je sévirai avec rigueur.

Personne en effet ne peut percevoir les impôts d'une fraction ni s'occuper de son administration sans être investi des pouvoirs de cheik par décret de S. A. le Bey. Il est en conséquence formellement interdit aux gouver-

(1) Une circulaire du 19 août 1876 prescrit la mention explicite du nom des cautions dans l'acte notarié Conf. etam arr tr du 12 janvier 1881
(2) Conf. décret du 2 octobre 1884 (v° Finances).

neurs de délivrer des commissions ou autres pièces en contradiction avec les dispositions de la présente circulaire.

---

173 11 mai 1884

(*15 redjeb 1301*)

Circulaire du Premier Ministre aux Gouverneurs et caïds, leur prescrivant de veiller à ce que les indigènes ne détiennent des armes de fabrication européenne qu'avec une autorisation expresse (1).

(Officiel, 1884, 297)

---

174 11 juin 1884

(*16 châbane 1301*)

Circulaire du Premier Ministre aux caïds leur interdisant d'infliger des amendes et d'imposer des corvées.

(Officiel, 1884, 326)

J'ai appris que quelques caids se croyaient autorisés à infliger des amendes à leurs administrés. Je crois donc nécessaire de vous rappeler que vous ne possédez ce droit en aucune façon. Seul le Gouvernement et l'autorité militaire française, dans les conditions spécifiées au décret du 23 redjeb 1299 (10 juin 1882), peuvent frapper d'une amende les individus dont ils ont reconnu la culpabilité. Dans le premier cas, je ne manque jamais de vous faire parvenir une lettre vous faisant connaître nominativement la personne à laquelle une amende est infligée et le taux auquel elle a été fixée; vous êtes tenu de montrer cette lettre à celui sur lequel vous recouvrez l'amende. Dans le second cas, le chef militaire français remet à la personne punie un ordre de payer signé de lui, portant les mêmes indications.

Toute amende infligée ou perçue en dehors de ces deux façons de procéder est illégale. Aucun de vos administrés n'est tenu de la payer. Si vous m'étiez signalé comme en ayant perçu, ou comme ayant été tenté de percevoir ou simplement comme en ayant imposé quelqu'une contrairement à ces règles, vous seriez l'objet des mesures de répression les plus sévères.

Quelques caids aussi croient pouvoir faire accomplir des travaux pour leur propre compte par leurs administrés. C'est là un abus non moins grave que le précédent et qui a été défendu à plusieurs reprises. Je crois devoir vous prévenir que je suis décidé à le réprimer très sévèrement.

Vous devrez donner lecture de cette circulaire à tous les cheiks de votre commandement, que vous convoquerez à cet effet, avec un ou deux notables de chaque fraction, et vous m'enverrez, dans le plus bref délai, un certificat des deux notaires contenant le nom des personnes présentes à cette lecture et en certifiant l'accomplissement en leur présence.

(1) Conf. décret du 18 janvier 1884, art. 4 (v° Armes).

---

175 22 septembre 1884

(*1er hidjâ 1301*)

Circulaire du Premier Ministre aux gouverneurs et caïds relative à leur compétence judiciaire et à la tenue du livre-journal.

(Officiel, 1884, 412)

J'ai l'honneur de vous transmettre les instructions suivantes que je reçois aujourd'hui de Son Altesse le Bey :

« Les commissions d'enquête que j'ai envoyées dans la Régence m'ont fait connaître qu'un grand nombre de caids ne se conformaient pas aux prescriptions édictées par Son Altesse Mohamed-es-Sadok dans son décret du 6 rebiâ ettani 1293 (1er mai 1876), et que notamment ils ne tenaient pas le registre dont l'ouverture est prescrite par l'article 1er de ce décret. »

Je crois donc nécessaire de vous rappeler à l'observation des règlements et de les prévenir que mon Gouvernement veillera à leur stricte exécution.

Les caïds qui n'ont pas le registre réglementaire sont invités à se le procurer.

Il est délivré au Ministère d'État, contre paiement de six piastres pour ceux de 400 pages et de quatre piastres pour ceux de 200 pages. Ceux qui n'en seraient pas pourvus le 4 moharrem prochain (24 octobre 1884) encourront une punition sévère.

Je me réserve de faire contrôler la bonne tenue de ce registre; il devra d'ailleurs être présenté à toute réquisition aux autorités françaises chargées de la surveillance du territoire. S'il m'était signalé quelques-uns d'entre vous qui fissent preuve de négligence ou d'irrégularité dans la tenue de ce registre, je ne manquerais pas de le frapper de peines disciplinaires.

Les commissions d'enquête m'ont également signalé l'oubli dans lequel sont tombées les instructions données aux caïds par amra du 6 djoumadi el aouel 1290 (2 juillet 1873). Je vous rappelle donc que la police du territoire appartient exclusivement au caïd du territoire (1). C'est à lui et à lui seul qu'incombe le devoir d'arrêter les coupables, d'exécuter les décisions judiciaires, de régler les affaires de police qui sont nées sur son territoire ou de les renvoyer au chaâra ou à l'ouzara, si elles dépassent sa compétence. Le caïd du défendeur n'a nullement à intervenir dans les affaires de police.

Dans les affaires civiles et commerciales, c'est le caïd du défendeur qui doit être saisi de la poursuite. Celui-ci statuera sur la demande ou

(1) Conf. circulaire du 22 juillet 1887 (v° Contrôleurs civils) et décrets des 1er mars 1899 (v° Police) et 31 décembre 1899 (v° Police rurale).

renverra le plaignant, s'il y a lieu, au chaâra ou à l'ouzara (1).

S'il y avait lieu à vente des biens d'un débiteur, ce qui ne saurait être fait sans notre ordre souverain, cette vente sera effectuée par les soins du caïd sur le territoire duquel se trouve le bien.

En matière de recouvrement d'impôts, c'est au caïd détenteur du rôle qu'il appartient de le poursuivre. Si un contribuable est inscrit, pour l'impôt medjba, sur le rôle du caïd du territoire et aussi sur celui du caïd de la tribu, il lui suffira de le payer une seule fois à l'un des deux caïds. Il remettra la quittance du caïd qui a recouvré l'impôt à celui qui ne l'aura pas perçu et qui le lui réclamera, et celui-ci lui en délivrera un récépissé reproduisant le texte entier de la quittance (2).

Il n'est fait à ces règles aucune exception, et celles qui étaient prévues par les instructions du 6 djoumadi el aouel 1290 (2 juillet 1873) sont supprimées.....

---

176 12 octobre 1884

(21 hidjà 1301)

Circulaire du Premier Ministre aux gouverneurs et caïds leur prescrivant de se conformer aux prescriptions des directeurs des finances, des contributions directes et des douanes (3).

(Officiel, 1884, 423)

Conformément au décret du 11 hidjà 1301 (2 octobre 1884) et à l'arrêté du Directeur des finances en date du même jour, insérés au *Journal officiel* du 4 octobre 1884. nº 91, MM. Depienne, Directeur des finances, J. Rousseau, Directeur des contributions directes, Leroy, Directeur des douanes, et Scemama, Receveur général des finances, vous adresseront directement des instructions pour la partie de leur service dont l'exécution vous est confiée. Vous devez vous y conformer, et non seulement répondre aux demandes qu'ils vous adresseront, mais encore les renseigner sur les affaires intéressant l'Administration financière qui se présenteraient dans votre commandement

Je vous invite à vous référer à l'arrêté précité du Directeur des finances, afin de distinguer les attributions respectives des fonctionnaires susdésignés et d'envoyer directement à chacun d'eux ce qui ressortit à son service.

---

177 1er février 1885

(15 rebiâ ettani 1302)

Circulaire du Premier Ministre aux caïds relative à l'obligation qui leur est imposée de délivrer aux contribuables libérés des quittances d'impôt (2).

(Officiel, 1885, 500)

M. le Directeur des finances m'a signalé que, malgré ses observations répétées, certains cheiks perçoivent les impôts sans en donner quittance aux contribuables. Ils contreviennent ainsi aux dispositions formelles de l'article 21 du décret du 3 djoumadi el aouel 1300 (12 mars 1883) Je vous invite à leur en rappeler les termes.

Des décrets spéciaux, notamment ceux des 5 redjeb 1288 (20 septembre 1871) et 3 rebiâ el aouel 1294 (18 mars 1877), déterminent le mode de délivrance des quittances d'impôts. Ils enjoignent au cheik, entre autres prescriptions, de remettre au contribuable qui s'est acquitté le reçu officiel détaché du registre à souche que vous envoie M. le Directeur des finances et, si le contribuable ne s'est libéré que partiellement, d'inscrire au dos de ce reçu le montant du versement effectué.

Je vous préviens que S. A. le Bey tient tout particulièrement à l'observation de ces règles et qu'elle est décidée à frapper de peines exemplaires les cheiks qui s'en départiraient. Je vous recommande de les en prévenir.

---

178 1er février 1885

(15 rebiâ ettani 1302)

Circulaire du Premier Ministre donnant aux caïds le droit d'emprisonner pour dettes tout débiteur récalcitrant, pendant un temps qui ne peut excéder quinze jours (1).

(Officiel, 1885, 500)

---

179 30 mai 1885

(15 châbane 1302)

Circulaire du Premier Ministre aux caïds spécifiant les expertises sur lesquelles ils sont autorisés à percevoir un droit.

(Officiel, 1885, 586)

Le décret du 26 hidjà 1293 (12 janvier 1877) autorise les gouverneurs à percevoir un droit de douze piastres et demie sur les expertises auxquelles il est procédé par leur intermédiaire.

Quelques gouverneurs ont cru que ce droit pourrait être exigé pour tous actes notariés dressés avec leur autorisation. C'est une fausse interprétation qui ne devra plus être suivie à l'avenir, sous peine de répression sévère.

Les seuls actes notariés qui donnent lieu à la perception, par les caïds, du droit de douze piastres et demie sont les expertises spécifiées par le décret du 26 chaoual 1293 (14 novembre 1876)

---

(1) Conf. circulaire du 3 mai 1896 et décret du 23 mai 1900 (vº Justice tunisienne).

(2) Conf Instruction du 20 décembre 1899 (nºs 21 et seq.). — Conf. etiam décret du 13 juillet 1359 (vº Finances)

(3) Conf circulaire du 21 octobre 1884 (vº Finances)

(1) Conf. circulaire du 27 novembre 1897 qui limite l'application de cette circulaire

180 10 avril 1886

(6 redjeb 1303)

Circulaire prescrivant aux caïds et khalifas d'appliquer aux infractions les peines qui y sont attachées et de ne pas laisser les faits délictueux sans répression(1).

Je suis informé que, souvent, les caïds et khalifas, saisis d'une affaire pénale, se contentent, quand il s'agit de vols, de faire restituer les objets volés, et qu'en cas de coups et blessures, ils exhortent les parties à l'arrangement, laissant ainsi sans répression le fait délictueux. Cet état de choses ayant pour conséquence inévitable d'encourager les malfaiteurs, S. A. le Bey a prescrit d'appliquer à toutes les infractions les peines qui y sont attachées. Ainsi, quand le fait constitue une simple contravention, vous infligerez au contrevenant un emprisonnement de un à quinze jours, suivant le cas. L'affaire et la condamnation seront inscrites sur votre registre et vous en aviserez le Ministère. Si l'infraction constitue un délit ou un crime, vous la renverrez à l'ouzara et mention de cet envoi sera faite sur le registre précité.

Il vous est interdit, dans tous les cas, d'infliger des amendes à vos administrés.

---

181 16 août 1886

(16 kâda 1303)

Circulaire du Premier Ministre aux gouverneurs et caïds, relative au mode d'inscription des affaires sur leur registre.

(Officiel, 1886, 181)

J'appelle votre attention sur le décret du 6 rebiâ ettani 1293 (1er mai 1876), ayant pour objet de réglementer la tenue des registres des gouverneurs, ainsi que sur les instructions complémentaires qui ont été adressées à cet effet par la circulaire du 6 redjeb 1303 (10 avril 1886). Je vous invite à vous conformer plus scrupuleusement aux dispositions des articles du décret précité, en ce qui concerne l'inscription des affaires.

Vous devrez donc enregistrer toutes les réclamations dont vous aurez été saisi, sans négliger d'inscrire en regard de chacune d'elles la solution que vous lui aurez donnée.

Je suis informé que le numérotage des affaires sur vos registres est fait par jour. Cette méthode ne me paraît pas rationnelle, et vous devrez employer à l'avenir une série unique de numéros pour chaque registre commençant à la première page et se continuant jusqu'à la dernière.

(1) Conf. circulaire du 3 mai 1896 et décret du 23 mai 1900 (v° Justice tunisienne)

---

182 7 septembre 1886

(8 hidjâ 1303)

Circulaire du Premier Ministre aux gouverneurs et caïds leur prescrivant de prendre certaines mesures d'information sur les crimes et délits commis sur leur territoire, avant l'envoi des prisonniers à l'ouzara(1).

(Officiel, 1886, 200)

Il m'a été permis de constater, à maintes reprises, que quelques caids ne tenaient point compte des instructions qui leur étaient données et commettaient sans cesse des écarts aux règlements établis.

C'est ainsi que quelques-uns, en dirigeant leurs prisonniers sur Tunis, n'envoient à l'ouzara aucun renseignement propre à établir le motif de leur arrestation ou l'étendue de leur culpabilité, négligence qui, en retardant la solution des poursuites, expose les prévenus à subir une prévention des plus longues.

Cette manière de faire ne saurait à l'avenir passer sans répression. Je vous invite donc à m'adresser, à l'avenir, en même temps que vos prisonniers, les documents de nature à indiquer les motifs de leur arrêt, la nature du délit ou du crime, le résultat de l'enquête à laquelle vous aurez procédé et tous papiers enfin propres à établir l'identité et les antécédents des prévenus.

Dans toutes les affaires de blessures ou de meurtre, vous vous efforcerez de retrouver l'instrument dont il aura été fait usage, de découvrir à qui il appartient et de rechercher si le prévenu a eu des complices. Vous aurez soin, également, d'examiner l'arme attentivement pour découvrir les taches de sang qu'elle pourrait porter.

L'inculpé et ses complices, s'il en a, devront être minutieusement visités et vous donnerez toutes les indications nécessaires, en vue d'expliquer l'origine des blessures ou contusions qu'ils auraient sur le corps.

Leurs vêtements, soumis à un examen des plus attentifs, leur seront retirés s'ils portent des taches de sang, en présence de deux notaires qui prendront note des explications fournies par les inculpés. Ils seront ensuite enveloppés et cachetés pour être envoyés à l'ouzara comme pièces à conviction.

J'appelle, en outre, toute votre attention sur le soin que vous devez apporter dans les perquisitions à faire chez les individus soupçonnés d'un crime ou d'un délit.

Un délai sera fixé par vous, à la partie civile, pour se présenter à l'ouzara et vous ne négligerez pas de mentionner sur le procès-verbal de l'instruction les arrangements qui seront intervenus entre les parties.

Pour les affaires qui ne comportent pas d'ar-

(1) Conf circulaire du 3 mai 1896 et décret du 23 mai 1900 (v° Justice tunisienne)

rangement, je vous renvoie à mes précédentes instructions.

---

183 29 décembre 1887 (1)

(13 rebiâ ettani 1305)

Circulaire du Premier Ministre à certains caïds, relative aux secours qu'ils doivent porter aux navires en détresse sur les côtes de leur circonscription.

(Officiel, 1887, 329)

S. E. le Premier Ministre a été informé que les équipages des navires naufragés sur les côtes de la Régence étaient laissés sans secours et obligés, faute d'aide, d'abandonner leurs bâtiments qui sont souvent mis au pillage par les barques étrangères ou même par les habitants du pays.

Le Gouvernement de S. A. le Bey ne saurait tolérer plus longtemps, de la part des autorités locales, une pareille négligence qui est contraire aux traités de commerce passés avec les puissances étrangères ainsi qu'aux lois en vigueur dans la Régence.

S. E. le Premier Ministre rappelle, en conséquence, aux caïds, khalifas ou cheiks qu'ils doivent se porter, avec leurs administrés, au secours des navires en détresse et faire tous leurs efforts pour aider au sauvetage de ces navires et des marins qui les montent. Si un bâtiment est jeté à la côte, ils devront subvenir aux premiers besoins de l'équipage et faire prévenir immédiatement l'officier de port le plus rapproché. Ils prêteront leur concours à cet officier, et fourniront aux naufragés, d'après ses indications, les vivres, les gardiens et les moyens de transport qui seront nécessaires.

Tous les frais de nourriture, de gardiennage, de transport, etc., seront payés entre les mains des cheiks, khalifas ou caïds par le capitaine du navire naufragé ou, à son défaut, par le consul qui représente dans le port voisin la puissance à laquelle appartient le bâtiment. Dans le cas où le capitaine ferait abandon légal du navire et de la cargaison, l'administration du Bit-el-Mal deviendrait propriétaire de l'épave et serait alors chargée d'acquitter toutes ces dépenses (2).

---

184 7 août 1888

(29 kâda 1305)

Circulaire du Premier Ministre aux caïds, relative à la vente des animaux errants (3).

(Officiel, 1888, 230)

Je suis informé qu'il se produit parfois certaines irrégularités dans la procédure employée lors de la vente des animaux errants. Le caïd du territoire sur lequel l'animal a été trouvé fait procéder à la vente et en envoie le montant à la Direction des finances; mais il résulte des procès-verbaux que la publication préalable est souvent omise.

Vous êtes invité à faire publier à l'avenir, pendant quinze jours, dans les souks de votre territoire, qu'un animal a été trouvé errant sur le territoire de votre commandement et qu'il sera mis en vente. Si, à l'expiration de ce délai, le propriétaire ne s'est pas présenté pour le réclamer, la vente aura lieu aux enchères publiques dans les souks, en présence de deux notaires, et le montant sera adressé à la Direction des finances après déduction des frais. A l'appui de cet envoi, vous joindrez le procès-verbal (hodja) de la vente et vous aurez soin de faire mentionner dans ce document que la vente a été faite aux enchères publiques et après les publications réglementaires.

---

185 28 novembre 1889

(4 rebiâ ettani 1307)

Décret portant réglementation des fonctions de khalifa.

(Officiel, 1889, 344)

Article 1er. — Les khalifas sont nommés par décret. Nul ne pourra exercer les fonctions de khalifa en vertu d'une commission du caïd.

Art. 2. — Il y a cinq classes de khalifa :

Le traitement du khalifa de 1re classe est fixé à			5,000	piastres.
—	de 2e classe	—	3,000	—
—	de 3e classe	—	2,400	—
—	de 4e classe	—	1,800	—
—	de 5e classe	—	1,000	—

Les khalifas sont rétribués directement et mensuellement par les caïds sur les remises qui leur sont accordées par l'État.

Art. 3. — En cas d'absence ou d'empêchement du caïd, il sera suppléé par le khalifa du lieu de sa résidence et, à défaut de celui-ci, par le khalifa du territoire le plus rapproché de sa résidence.

Si le caïdat ne compte qu'un seul khalifa, celui-ci sera chargé de l'intérim.

Sauf le cas où le caïd serait absent de son caïdat, en vertu d'un congé régulier, il restera personnellement responsable vis-à-vis de l'État de tous les actes de son khalifa.

Art. 4. — Les khalifas dans leurs territoires respectifs rechercheront les contraventions de simple police, les délits et les crimes, et veilleront à ce que les procès-verbaux que les notaires rédigent à ces effets énoncent la nature et les circonstances de ces contraventions, délits et crimes, le temps et le lieu où ils auront été commis, les preuves ou indices à la charge de ceux qui en seront présumés coupables.

Ils adresseront, sans délai, les procès-verbaux et autres actes par eux autorisés dans les cas

(1) Date de publication à l'*Officiel*
(2) Conf. décret du 11 février 1883 (v° Bit-el-Mal).
(3) Conf. Instruction du 20 décembre 1899 (n° 20).

de leur compétence au caïd du territoire, qui sera tenu d'examiner sans retard les procédures(1), de juger les contraventions et de transmettre les dossiers des délits et crimes à l'ouzara avec les réquisitions qu'il jugera convenables.

Ils sont chargés d'une manière générale de la police du territoire de leur circonscription.

Art. 5. — Hors le cas où il sera chargé de l'intérim du caïdat, le khalifa ne pourra prononcer aucun jugement.

Art. 6. — Les khalifas surveilleront, sous la responsabilité du caïd, les opérations de recensement des contribuables, prêteront leur concours aux commissions de mesurage d'achour et veilleront à ce que la perception des impôts s'opère promptement et régulièrement (2).

Art. 7. — Le khalifa du chef-lieu du caïdat pourra, par arrêté de notre Premier Ministre, pris sur la proposition du caïd, être chargé de missions spéciales s'étendant en dehors des limites de son khalifalik.

Art. 8. — Tout khalifa aura un registre sur lequel il transcrira sa correspondance avec le caïd et les ordres ou instructions qu'il adressera aux notaires et cheiks de sa circonscription.

Art. 9. — Les fonctions de khalifa et celles de cheik ne peuvent être cumulées. Mais il n'y a point incompatibilité entre les fonctions de khalifa et celles de secrétaire du caïd.

Art. 10. — Des décrets spéciaux rendus sur la proposition de notre Premier Ministre détermineront le nombre et les classes des khalifas dans chaque caïdat de la Régence(3).

Art. 11. — Toutes dispositions des décrets et règlements antérieurs contraires au présent décret sont et demeurent abrogées.

Art. 12. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

186 4 février 1892

(5 redjeb 1309)

Décret supprimant le droit perçu par les caïds à l'occasion de certaines autorisations qu'ils donnent aux notaires.

(Officiel, 1892, 39)

Vu le décret du 26 hidjà 1293 (12 janvier 1877), relatif aux actes d'expertise et au droit de douze piastres et demie perçu par les caïds pour chacun de ces actes ;

Article 1er. — A l'avenir, il ne sera perçu aucun droit au profit des caïds ou de leurs secrétaires à l'occasion des autorisations qu'ils auront à donner aux notaires, soit pour la constatation d'un crime ou d'un délit, soit pour l'établissement d'un acte notarié quelconque.

Art. 2. — Toute contravention à l'article précédent sera punie de cent francs d'amende. En cas de récidive, l'amende sera doublée.

Des peines disciplinaires pourront, dans les deux cas, être prononcées contre les fonctionnaires qui contreviendraient aux dispositions du présent décret.

Art. 3. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

(1) Conf. décret du 23 mai 1900 (v° Justice tunisienne).
(2) Conf. Instruction du 20 décembre 1899 (n° 55).
(3) Conf. tableau général (en tête de la rubrique).

---

187 - 21 juillet 1892 (1)

(25 hidjà 1309)

Circulaire du Premier Ministre aux caïds, relative aux chiens errants.

(Officiel, 1892, 212)

Plusieurs plaintes ont été adressées à l'ouzara contre les propriétaires de chiens qui laissent divaguer ces animaux sur les chemins publics et peuvent ainsi occasionner des accidents.

Je vous prie d'inviter les cheiks placés sous vos ordres à rappeler à leurs administrés qu'ils doivent attacher leurs chiens pendant la journée et ne les lâcher que la nuit.

La première contravention à ces prescriptions sera punie d'une amende de cinq francs ; en cas de récidive, l'amende sera doublée et le coupable emprisonné sans préjudice des dommages-intérêts auxquels il pourra être condamné.

La mort de tout chien tué en cas de légitime défense n'entraînera aucune responsabilité pour celui qui l'aura occasionnée et ne dégagera pas celle du propriétaire.....

---

188 4 août 1895

(12 safar 1313)

PROMULGUE LE 4 AOUT 1895

Décret autorisant les caïds à prendre des arrêtés de police en dehors des agglomérations municipales.

(Officiel, 1895, 252)

Considérant que les caïds sont chargés d'assurer le service de la police sur leur territoire ;

Qu'il importe de les autoriser à prendre à cet effet toutes mesures administratives nécessaires ;

Sur la proposition de notre Premier Ministre ;

Article 1er. — En dehors du périmètre communal des localités pourvues d'une organisation municipale, les caïds sont autorisés à prendre des arrêtés à l'effet de maintenir le bon ordre et d'assurer l'hygiène et la salubrité publiques.

Art. 2. — Ces arrêtés ne seront exécutoires qu'après approbation de notre Premier Ministre.

Art. 3. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

(1) Date de publication à l'*Officiel*.

189 27 novembre 1897

(2 redjeb 1315)

Circulaire du Premier Ministre aux caïds limitant leur droit d'emprisonner un débiteur récalcitrant.

Vous êtes au courant des dispositions de la circulaire du 1er février 1885 (15 rebiâ ettani 1302) portant que, si un de vos administrés est reconnu débiteur envers un particulier ou un des fermiers des revenus de l'État, ou envers l'État lui-même, vous avez le pouvoir de lui infliger quinze jours de prison pour qu'il s'acquitte de sa dette; si le débiteur ne se libère pas dans le délai précité, il doit être envoyé par-devant l'ouzara.

Il est évident que, par suite de la création des tribunaux régionaux, l'application des dispositions de cette circulaire n'est plus permise parce qu'elles sont en opposition avec les prescriptions du décret beylical du 18 mars 1896. Ceci vous a été indiqué dans la circulaire(1) par laquelle je vous expliquais vos devoirs, lors de la création des tribunaux de province.

L'application, maintenant, des dispositions de la circulaire du 15 rebiâ ettani 1302 (1er février 1885) produit un préjudice énorme au Trésor : l'État a édicté des taxes pour les affaires judiciaires, telles, par exemple, les taxes de timbre, d'enregistrement et autres que doivent acquitter les parties en cause. Il est hors de doute que ces dernières, en vous présentant les hodjas de leurs affaires civiles au lieu de les présenter aux tribunaux régionaux, causent au Trésor le préjudice en question ; d'autre part, avant l'établissement des tribunaux régionaux, c'est-à-dire à l'époque où les parties devaient se rendre à Tunis pour obtenir un jugement, il convenait d'aider tout détenteur d'un titre régulier à obtenir le paiement de son dû, afin de lui épargner les dommages que lui occasionnait l'éloignement du tribunal.

Actuellement, en raison de l'organisation nouvelle des tribunaux, ces inconvénients ont disparu. Enfin, il est notoire que certains plaideurs de mauvaise foi présentent des titres au tribunal et, si ce dernier les rejette, ils vous les présentent, d'où résulte avec le tribunal des conflits qu'il convient d'éviter.

En résumé, il a été établi pour les affaires dont il s'agit des règles de nature à résoudre tous les différends sans exception qui peuvent surgir entre créancier et débiteur, règles dont l'application normale serait entravée si des mesures coercitives étaient prises avant le prononcé du jugement.

En vertu de ce qui précède, vous n'accepterez plus les demandes que vous font les créanciers pour contraindre les débiteurs avant le prononcé du jugement par le tribunal compétent.

Par suite, vous considérerez désormais la circulaire du 1er février 1885 comme non avenue, sauf en ce qui concerne l'État, car il n'y a pas à craindre de la part de ce dernier les abus que peuvent commettre les particuliers en certaines circonstances. Vous n'aurez garde de contrevenir aux prescriptions de la présente circulaire dont vous m'accuserez réception.

---

190 25 décembre 1897

(30 redjeb 1315)

Circulaire du Premier Ministre aux caïds, relative à la sécurité dans leurs circonscriptions (1)

(Officiel, 1898. 427)

Je vous ai... déjà recommandé de veiller avec le plus grand soin au maintien de la tranquillité publique et de la sécurité dans votre caïdat. A cet effet, je vous ai indiqué une série de mesures en faisant appel à votre expérience et à votre initiative pour les compléter par celles que les circonstances rendraient utiles. Je constate néanmoins que les crimes et les délits sont encore fréquents.....

Parmi les devoirs de votre charge, le plus essentiel est d'assurer de la façon la plus complète le respect des personnes et des propriétés. . . . . .

Il importe au plus haut point que vos auxiliaires, les khalifas et les cheiks, offrent toutes les garanties désirables d'intelligence, de zèle et d'activité, qu'ils aient des moyens d'information suffisants pour se tenir au courant et pour vous informer de ce qui se passe dans leurs fractions et spécialement de tout ce qui intéresse la sécurité publique.

Vous devez vous créer des moyens propres d'information afin de contrôler leurs actes, de sorte qu'ils ne se relâchent pas de leur vigilance.....

... Je vous répète que vous ne devez pas considérer votre tâche comme terminée par le fait que vous avez donné des instructions à vos subordonnés. Vous devez vous assurer qu'elles ont été bien comprises et qu'elles sont bien exécutées, car vous êtes responsable de leur exécution.

Prenez donc vos dispositions de telle sorte que vous puissiez consacrer tout le temps nécessaire à cette partie essentielle de vos attributions qui est la police de votre caïdat.

La création de tribunaux régionaux, là où il en existe, a allégé votre tâche sans diminuer votre autorité(2). Néanmoins, votre service est encore très chargé. Je vous recommande expressément de prendre des secrétaires en nombre suffisant, afin que la tenue de vos écritures, la

---

(1) Conf. circulaire du 3 mai 1896 et décret du 23 mai 1900 (v° Justice tunisienne).

(1) Conf. décret du 23 mai 1900 (v° Justice tunisienne).
(2) Conf. circulaire du 27 novembre 1897 — Conf. aussi circulaire du 3 mai 1896 (v° Justice tunisienne).

rédaction de votre correspondance, le travail du bureau n'absorbent pas votre temps au détriment d'une tâche qui doit primer toutes les autres : je veux dire le maintien de la sécurité publique.

En ce qui concerne la police préventive, je vous confirme mes précédentes instructions. Elles vous laissent d'ailleurs, comme je l'ai dit plus haut, une large part d'initiative, à la seule condition de rendre compte des mesures prises par vous et commandées par les circonstances, telles, par exemple, qu'installation de douars-garde-route, rondes de nuit, etc., etc.

En matière de répression, le succès de toute instruction dépend de votre activité et de votre énergie.

Il peut se présenter deux cas :

1° L'affaire n'intéresse que des sujets tunisiens. Vous n'avez alors qu'à vous conformer aux instructions que vous possédez et qui restent en vigueur sans modification ni changement ;

2° Des Européens sont mêlés à une infraction commise, soit comme auteurs, soit comme complices, soit comme victimes. Vous procéderez alors ainsi qu'il suit :

Aussitôt que vous serez avisé de l'infraction, vous en aviserez simultanément par la voie la plus rapide :

Le Contrôleur civil ;
Le Juge de paix ;
Le Gouvernement tunisien ;
Le Procureur de la République.

Cela fait, s'il s'agit d'un crime ou d'un délit grave, vous vous transporterez de suite sur les lieux. En cas d'empêchement, vous y enverrez votre khalifa. Vous ou votre délégué, vous prendrez, en attendant l'arrivée du Juge de paix, toutes les mesures urgentes : arrestation provisoire des auteurs présumés, quelle que soit leur nationalité, garde des pièces à conviction, recherche de tous renseignements ou indices pouvant éclairer la justice.

Gardez-vous d'attendre, pour agir, des instructions du Contrôleur civil ou du Gouvernement. De votre célérité dépendra souvent le succès de l'information judiciaire.

Lorsque le Juge de paix arrivera sur les lieux, vous lui remettrez la direction de l'enquête. Il poursuivra seul officiellement, mais avec votre concours matériel et moral. Vous vous attacherez notamment à recueillir dans les milieux indigènes tous les indices qui auraient échappé aux premières investigations. Vous les communiquerez au Juge de paix.

Dans l'instruction d'un crime ou d'un délit, il correspondra directement avec vous. Vous correspondrez de même avec lui sans que, dans ce cas particulier, vos lettres empruntent aucun intermédiaire.

C'est ainsi qu'il vous adressera des commissions rogatoires que vous devrez exécuter.

Je vous recommande de prêter aide et assistance aux magistrats français en transport.

La justice française et la justice tunisienne poursuivent le même but. Elles ne doivent pas être étrangères l'une à l'autre.

C'est pourquoi vous devez tout votre concours aux magistrats français dans l'exercice de leurs fonctions.....

---

191 — 25 décembre 1897

(30 redjeb 1315)

Circulaire du Premier Ministre aux caïds, relative à la surveillance à exercer sur les malfaiteurs et repris de justice.

(Officiel, 1898, 428)

Vous avez reçu des instructions formelles et des recommandations pressantes à maintes reprises, au sujet de la surveillance à exercer sur les repris de justice et les gens mal famés ou dont les moyens d'existence sont inconnus. Entre autres circulaires, celles du 24 safar 1311 (6 septembre 1893), du 24 safar 1312 (27 août 1894), du 28 rebiâ ettani 1313 (18 octobre 1895) et du 20 kâda 1313 (3 mai 1896), vous autorisent à prendre toutes mesures propices à assurer la police préventive dans votre caïdat.....

En vue d'assurer la sécurité publique, le Gouvernement a décidé ce qui suit :

Vous devrez obliger les malfaiteurs et les repris de justice, ainsi que les individus suspects ou sans moyens d'existence avérés, à habiter constamment le douar du cheik, ou de l'un des notables de la fraction, ou du kebir de l'henchir où ils se trouvent, de telle sorte que ces derniers puissent surveiller tous leurs mouvements. Chaque fois que l'un d'eux s'absentera, surtout la nuit, ou recevra la visite d'un autre individu inconnu ou suspect, le chef du douar ou de l'henchir devra en informer le cheik du territoire, lequel vous transmettra à son tour, et immédiatement, cette information. Vous procéderez sans délai à une enquête minutieuse sur le fait à vous signalé, et vous ferez parvenir sans retard à l'ouzara un rapport circonstancié sur les résultats de votre enquête, et ce, après avoir pris soin de mettre en état d'arrestation l'individu qui vous aura été dénoncé, pour peu qu'il vous paraisse sujet à suspicion. Cela fait, vous attendrez mes instructions à son sujet.

Vous devrez, en outre, et dès à présent, procéder à un recensement très exact des repris de justice et des individus suspects de votre caïdat, cheikat par cheikat, et vous les répartirez entre les kebirs des douars ou des henchirs où ils se trouvent, en les obligeant à résider dans le voisinage de ces douars ou henchirs.

Vous exigerez ensuite du cheik de la fraction, ainsi que du kebir du douar ou de l'henchir, une hodja constatant l'obligation imposée

auxdits individus d'habiter sur le territoire et portant engagement de leur part de se conformer à vos ordres et instructions concernant la surveillance à exercer par eux sur ces individus.

Vous garderez cette hodja dans vos archives, afin de pouvoir la produire en cas de besoin, et vous enverrez à l'ouzara une liste nominative des individus à surveiller de chaque cheïkat, avec l'indication des douars assignés comme résidence à chacun d'eux.

Je ne saurais trop vous recommander, à vous ainsi qu'aux cheiks et aux kebirs (chefs) de douars et d'henchirs de votre caïdat, de vous conformer strictement à cette décision.....

---

192 20 décembre 1899

Instruction du Directeur des finances sur le recouvrement des impôts directs et sur les attributions financières des caïds et des cheiks. (Extrait.)

(R. D. F., 1899, 479)

Le *Journal officiel* tunisien du 26 juillet 1899, nº 59, a publié un décret du 13 juillet 1899 (4 rebiâ el aouel 1317) sur le recouvrement des impôts directs.

Ce décret s'inspire des règles jusqu'ici adoptées en matière de recouvrement d'impôts et de privilège du Trésor, les précise et les met en harmonie avec les principes administratifs aujourd'hui en vigueur dans la Régence. Il a pour objet de faciliter la rentrée des créances du Trésor en évitant les lenteurs et en diminuant les frais de poursuites onéreux aux contribuables. Il inaugure une ère nouvelle permettant l'apurement régulier et normal des rôles.

Il a paru utile à cette occasion... de rappeler en les réunissant... toutes les obligations des caïds et des cheiks, auxquels incombe principalement le recouvrement des impôts directs, des produits domaniaux, des condamnations pécuniaires prononcées au profit du Trésor par les tribunaux indigènes et de certains autres produits divers.....

TITRE Ier

Établissement des rôles.

CHAPITRE Ier. — MEDJBA.

1. *Nature et quotité de l'impôt.* — La medjba est un impôt personnel ou de capitation dû par tout Tunisien ou assimilé ayant atteint l'âge voulu. Sa quotité, qui était de 24 fr. en vertu du décret du 4 octobre 1869 (27 djoumadi ettani 1286), a été réduite à 20 fr. par un décret du 14 décembre 1892 (24 djoumadi el aouel 1310), qui a également supprimé le droit accessoire de 0,07 1/2 de rédaction de la quittance. Les accessoires de l'impôt recouvrés en sus du principal et encore existants sont :

La remise de 10 °/₀ aux caids et aux cheiks (décret du 24 octobre 1872 — 21 châbane 1289);

Les frais de Trésorerie fixés à 1 fr. 50 c. °/₀ (décret du 12 octobre 1860 — 26 rebiâ el aouel 1277, et du 31 décembre 1871 — 18 chaoual 1288);

Le droit de timbre, qui est de 0 fr. 20 c. (décret du 20 juillet 1896 — 9 safar 1314).

2. *Recensement et rôle annuels.* — Pendant les mois de septembre et d'octobre, période durant laquelle les agriculteurs et les khammès ont généralement fixé leur résidence tout au moins pour la campagne agricole suivante, le recensement des contribuables est établi et le rôle de l'année suivante dressé en double original, en présence du caïd, du cadi, de notaires, et, pour chaque cheikat, du cheik et des notables. (Décret du 4 août 1892 — 10 moharrem 1310.)

Le rôle se compose de deux chapitres : celui des imposés et celui des exonérés. Il est signé par toutes les personnes qui y ont collaboré. Il est soumis au visa du Contrôleur civil. (Instruction Résidentielle du 12 décembre 1896 [1].)

3. *Cas d'exonérations.* — Sont exonérés de la medjba :

§ 1er. — *A titre permanent :*

1º Les natifs des cinq villes de Tunis, Sousse, Monastir, Kairouan et Sfax, tant qu'ils n'ont pas transféré leur domicile dans une autre région de la Régence. Sont compris dans cette catégorie les indigènes de Tunis habitant Sidi-Bou-Said ;

2º Les caïds et les khalifas commissionnés, en fonctions ou hors fonctions, à moins que leur rétablissement au rôle n'ait été ordonné comme mesure disciplinaire ;

3º Les chérifs du Maroc, les Marocains natifs de Fez et ceux de passage se rendant à la Mecque ;

4º Les agrégés du grade de tatouiy (professeurs non rétribués de la grande mosquée de Tunis) et les étudiants ayant obtenu un amra d'exonération perpétuelle.....

(Les indigènes des quatre catégories qui précèdent ne doivent pas figurer au rôle de medjba, même au chapitre des exonérés.)

§ 2. — *Pour la durée des fonctions ou causes ci-après indiquées :*

5º Les cheiks ;

6º Les étudiants, s'ils ont assisté aux cours de toute l'année ;

7º Les Algériens, s'ils ont renouvelé leur certificat de nationalité.

Les contribuables des catégories 5º, 6º et 7º doivent toujours figurer au chapitre des imposés ;

8º Les inscrits par double emploi au même caïdat ou dans plus d'un caïdat ;

9º Les jeunes, inscrits par erreur ;

10º Les contribuables absents de la Régence. Ils doivent la cote de l'année pendant laquelle

---

(1) Conf. circulaire du 22 juillet 1887 (vº CONTRÔLEURS CIVILS)

ils se sont absentés, et ils sont repris au chapitre des imposables à partir de l'année qui suit celle de leur retour;

11° Les soldats et les *mokhaznis*.

(*Observation. — ... Employés des consulats.* Depuis les derniers traités, nul indigène n'est plus exonéré de la medjba au simple titre d'employé de consulat. Des listes ont été établies et promulguées donnant les noms des indigènes employés ou non aux consulats auxquels a été reconnue la protection étrangère(1) et qui, à ce titre, doivent être traités comme nationaux étrangers et par suite non compris dans les rôles de medjba);

12° Les khatibs (prédicateurs), amins des vivres et agents de la djemaïa.

(Les catégories 2 et 12 doivent figurer pour surveillance au chapitre des exonérés);

13° Les infirmes, dénués de ressources, admis en non-valeur par décision régulièrement notifiée au caïd. Ils doivent figurer au chapitre des exonérés pour surveillance;

14° Les imposés décédés sans laisser de ressources.

Les motifs d'exonération énumérés au présent paragraphe 2 doivent être acquis le 1er janvier. (Décret du 19 avril 1883 — 11 djoumadi ettani 1300[2].)

4. *De l'inscription des exonérés au chapitre du rôle qui leur est spécial.* — ... Nul ne peut passer du chapitre des imposés à celui des exonérés si son admission en non-valeur n'a déjà été prononcée par le Directeur général des finances.

Cependant, pour éviter de surcharger le rôle de cotes stériles, on autorise le caïd à transporter d'office du chapitre des imposés d'un rôle à celui des exonérés du rôle suivant les noms des contribuables : *a*) morts depuis le dernier recensement ; *b*) inscrits par double emploi ; *c*) émigrés à un autre caïdat. L'expérience permet d'étendre cette autorisation au cas où un contribuable porté sur deux rôles consécutifs se trouve, au moment du recensement, avoir été régulièrement exonéré de la cote portée au premier rôle pour cause d'absence ou d'infirmité accompagnée de manque de ressources, mais n'a pas encore pu être exonéré de la cote suivante.....

Chapitre II. — Kanoun.

5. *Nature et quotité de l'impôt. — Rôles actuels.* — Le kanoun est un impôt annuel fixe, qui frappe le dattier et l'olivier en remplacement de la dîme de la récolte. Il a été établi par différents décrets dont le plus ancien remonte au 4 juillet 1870 (4 djoumadi el aouel 1256[3].)

L'impôt actuel par arbre varie suivant les régions et les catégories des arbres : pour l'olivier de 0 fr. 09 c. à 0 fr. 45 c.; pour le dattier commun, de 0 fr. 22 c. à 0 fr. 67 c., et pour le dattier degla, de 0 fr. 90 c. à 1 fr. 40 c.

Les accessoires de l'impôt dus en sus du principal sont :

La remise (10 %) aux caïds et aux cheiks (décret du 24 octobre 1872 — 21 châbane 1289);

Les frais de Trésorerie 1.50 % (décrets du 12 octobre 1860 — 26 rebia el aouel 1277 et du 31 décembre 1871 — 18 chaoual 1288). Cet accessoire n'est pas perçu dans les caïdats de Gafsa, Tozeur et Nefta, où il est prélevé sur le principal de l'impôt (arrêté du 8 juillet 1873 — 12 djoumadi el aouel 1290);

Le droit de timbre de la quittance : néant pour les cotes inférieures à 1 fr.; 0 fr. 05 c. pour celles de 1 à 10 fr.; 0 fr. 20 c. pour celles supérieures à 10 fr. (décret du 20 juillet 1896 — 9 safar 1314, art. 7, 2°);

Le droit de rédaction de la quittance qui est de 1 %. (Décret du 6 janvier 1870 — 3 chaoual 1286.)

Les seules forêts d'oliviers non imposées au kanoun et continuant à payer la dîme sont celles de Djerba et des caïdats de Soliman, de la banlieue de Tunis, de Zaghouan, de Tébourba et de Bizerte, sauf toutefois quelques enclaves dans les trois derniers de ces caïdats, qui sont soumises au kanoun.

Un décret du 21 février 1899 (10 chaoual 1316) a prescrit le recensement des arbres dans les six circonscriptions précitées, en vue, s'il y a lieu, de la substitution à la dîme du kanoun ou de tout autre impôt jugé plus pratique.

6. *Nature et quotité de l'impôt. — Rôles en préparation.* — Le décret du 22 janvier 1894 (15 redjeb 1311) a prescrit un nouveau recensement des oliviers et dattiers des régions de kanoun. Il a porté de 15 à 20 ans la durée d'exonération des nouvelles plantations.

Le nouveau recensement entrepris depuis 1894 est très avancé, et les nouveaux rôles ne vont pas tarder à être arrêtés.

La quotité de l'impôt, en principal et accessoires, sera déterminée par Son Altesse lors de la sanction des rôles. On peut dès maintenant tenir pour acquit que la base de l'impôt sera le rendement moyen annuel des arbres évalué par les commissions de recensement.

Chapitre III. — Mradjas.

7. — *Nature et quotité de l'impôt.* — L'impôt mradja est une taxe annuelle, fixe, établie sur les jardins et cultures maraîchères des caïdats de Sfax, Nabeul et Soliman.

Les rôles des mradjas sont établis par mardja, surface de 48 mètres de côté.

La quotité de l'impôt est, par mardja, à Sfax de 0 fr. 30 c. (décret du 20 septembre 1877 — 12 ramadane 1294), à Nabeul et à Soliman, se-

(1) Conf. décrets des 1er septembre 1868, 29 avril et 7 décembre 1899 (v° Protections diplomatiques)

(2) Conf. etiam decret du 4 août 1892, art. 1er (v° Medjba).

(3) Conf. décret du 12 octobre 1860 (v° Kanoun).

lon la qualité du terrain, de 0 fr. 37 c., 0 fr. 67 c. et 1 fr. 35 c. (Décret du 6 novembre 1869 — 1er châbane 1286.)

Les accessoires de l'impôt sont les mêmes que pour le kanoun.

Chapitre IV. — Khodors(1).

8. — . . . . . Les accessoires de l'impôt sont les mêmes que pour le kanoun.

En vue d'une meilleure répartition de l'impôt, le décret du 21 février 1899 (10 chaoual 1316) a prescrit un nouveau recensement de la matière imposable(1).

Chapitre V. — Achour des céréales.

9. *Base et quotité de l'impôt.* — L'achour du blé et de l'orge est établi sur les ensemencements; la quantité semée au moyen d'une charrue et qui varie selon les régions représente une *méchia*.

La méchia complète en blé ou en orge doit au Trésor quatre hectolitres de l'espèce de céréales semées. (Décrets du 4 octobre 1869 — 27 djoumadi ettani 1286 et du 3 juillet 1895 — 10 moharrem 1313.)

L'impôt est payable en argent selon un taux de conversion annuel. (Décret du 2 juillet 1894 — 28 hidjà 1311.)

Les accessoires de l'impôt sont :

La remise de 10 °/₀ aux caïds et aux cheiks (décret du 24 octobre 1872 — 21 châbane 1289);

L'indemnité de la rabta qui est de 1 fr. 80 c. par méchia (décret du 4 novembre 1868 — 18 redjeb 1285); cette taxe a été incorporée aux recettes budgétaires à la suite de la suppression de la rabta (décret du 2 juillet 1894 — 28 hidjà 1311, art. 2);

Le droit de timbre qui, de même que pour le kanoun, varie suivant l'importance de la cote due.

10. *Exception au profit des pays dits d'achour en argent.* — Dans certaines circonscriptions éloignées des magasins de la rabta, la méchia calculée sur la base indiquée à l'article 9 qui précède a été, à titre exceptionnel, taxée à 30 fr. (Art. 8 du décret du 4 octobre 1869 — 27 djoumadi ettani 1286.)

Les accessoires perçus dans ces circonscriptions sont :

La remise de 10 °/₀ aux caïds et cheiks;

Les frais de Trésorerie de 1 fr. 50 c. °/₀;

Le droit de timbre de la quittance suivant les règles indiquées à l'occasion du kanoun;

Le droit de rédaction de la quittance qui est de 0 fr. 075. (Art. 10 du décret du 4 octobre 1869 — 27 djoumadi ettani 1286.)

11. *Constatation des ensemencements. — Établissement des rôles.* — Des commissions composées d'un officier ou d'un fonctionnaire civil comme président, d'un amin et d'un notaire évaluent annuellement les ensemencements effectués par chaque agriculteur et relèvent sur des rôles le nombre de méchias que ces ensemencements représentent selon l'usage de culture dans chaque région. Des vérificateurs *ad hoc* peuvent être chargés de reviser les opérations des commissions. (Instruction d'..... août 1871 —..... djoumadi ettani 1288.)

Les commissions de recensement ont droit à une indemnité de 1 fr. 20 c. par méchia; cette indemnité leur est payée directement par les cultivateurs. (Arrêté du 25 février 1875 — 19 moharrem 1292.)

12. *Cas d'exonérations.* — Le cultivateur est dégrevé de l'achour :

1° Si les semailles n'ont pas poussé;
2° Si elles ont poussé sans produire d'épi;
3° Si elles ont été détruites par la grêle;
4° Ou par des pluies torrentielles;
5° Ou par les sauterelles;
6° Ou par l'incendie.

A peine de nullité, les demandes de dégrèvement doivent être formulées, pour les deux premiers cas, dans la quinzaine qui précède la moisson et pour les quatre autres, dans la quinzaine qui suit l'accident. (Décret du 25 juin 1871 — 6 rebià ettani 1288.)

La commission de recensement ou de revision peut d'office constater les dégâts, si elle est encore en opération dans le caïdat; sinon, la constatation ne peut être faite que sur un ordre spécial du Directeur général des finances.

Chapitre VI. — Prestations.

13. *Nature de la taxe.* — Les prestations ont pour objet l'amélioration des chemins locaux. Elles sont régies par le décret du 12 avril 1897 (10 kàda 1314) et le règlement du 20 janvier 1898. Tout individu mâle, valide, âgée de 18 à 55 ans, doit, chaque année, quatre journées de prestations. Les voitures, charrettes, bêtes de somme, de trait ou de selle ne doivent que deux journées par an (art. 2 du décret). Le prestataire a toujours la faculté de racheter en argent sa prestation personnelle et celle de ses animaux, voitures et charrettes. Les conditions de ce rachat seront prochainement modifiées par un règlement en préparation qui établira une corrélation complète entre les taxes de rachat et l'impôt de la medjba.

A défaut de rachat en argent, le prestataire doit fournir la prestation en nature dès qu'il en est requis; sinon sa taxe est alors, à titre de sanction, définitivement et obligatoirement due en argent.

14. *Établissement des rôles.* — Les matrices, disposées de manière à pouvoir servir pendant cinq ans, et les rôles annuels, sont établis par les caïds sous la direction des Contrôleurs civils (art. 22, 24, 25 et 28 du règlement).

(1) Conf. décret du 30 mars 1900 (1° Khodors). — Conf. etiam tableau général (en tête de cette rubrique) Contrôle n° II (annexe de Djerba), note.

Les rôles sont approuvés par le Premier Ministre. Ils doivent être rendus publics au plus tard le 1er novembre par des affiches apposées à la porte des bureaux des Contrôles et des caïdats et par des criées dans les cheikats.

15. *Exonérations.* — Sont exemptés de la prestation :

Les membres de la famille beylicale;

Les ministres du culte;

Les soldats sous les drapeaux (art. 3 du règlement);

Le Gouvernement a ajouté à cette liste :

Les professeurs de la grande mosquée de Tunis;

Les étudiants durant leur années d'études.

D'après l'article 4 du règlement, sont exempts de la prestation :... (*Conf. règlement du 20 janvier 1898.*)

Les demandes de dégrèvement doivent être formulées dans le délai de deux mois à partir de la publication du rôle (article 19 du règlement).

Chapitre VII. — Taxe viticole.

16. Les décrets du 29 janvier 1892 (28 djoumadi ettani 1309) et du 3 mars 1892 (3 châbane 1309)[1] ont édicté un règlement et organisé un syndicat obligatoire général des viticulteurs tunisiens en vue de la protection du vignoble tunisien contre le phylloxéra.

Une taxe de 3 fr. par hectare de vigne, pouvant être portée éventuellement à 5 fr., a été créée pour faire face aux dépenses du syndicat.

En vertu du décret du 3 mars précité et de l'arrêté du Directeur général des finances du 31 août 1892, le service des finances est chargé du recouvrement de cette taxe au moyen des quittances établies par le syndicat sans que l'Administration des finances ait à prendre une part quelconque à l'établissement du rôle qui est préparé par la Direction de l'agriculture et le syndicat.

Chapitre VIII. — Produits domaniaux.

17. *Attributions de la Direction générale des finances en matière de domaine* (1). — Le domaine de l'État a été administré par la Direction générale des finances jusqu'à la fin de 1893. En mars 1894, l'administration du domaine rural a été attribuée à la Direction de l'agriculture et du commerce, en vue de son affectation au service de la colonisation. En 1898, cette même Direction a été également chargée de la gestion du domaine urbain.

Par suite, le service des finances ne gère plus que les immeubles affectés aux services publics, mais il continue à demeurer seul chargé du recouvrement et de l'apurement des rôles de location, ainsi que du prix de vente des fruits, des récoltes et des immeubles de tout le domaine, y compris celui administré par la Direction de l'agriculture et du commerce.

18. *Établissement des rôles des produits domaniaux.* —... Les rôles, baux, procès-verbaux de vente de fruits et toute pièce constatant un produit domanial tiré soit des récoltes, soit des locations temporaires ou des enzels, sont établis soit par la Direction de l'agriculture ou par ses agents, soit par les caïds, toutes les fois que cette Direction juge utile de les y faire concourir.....

..... Toutes les fois que les caïds traitent en matière domaniale avec un justiciable des tribunaux français, la pièce doit être signée par l'intéressé; si cette formalité est omise et si le Domaine ne peut, en raison de cette omission, recouvrer sa créance, le caid négligent est pécuniairement responsable de la perte occasionnée au Trésor.

Chapitre IX. — Produits divers.

19. *Produits divers recouvrés par les caïds.* — En outre des taxes et revenus énumérés aux huit chapitres précédents, les caïds sont chargés de recouvrer des produits d'origines différentes, dits « produits divers ».....

20. *Nomenclature des produits divers.* — Ces produits sont classés en deux catégories suivant leur origine :

Première catégorie. — *Produits des régies financieres payables à des bureaux autres que la Recette générale des finances.*

D'une manière générale, les caïds, comme les cheiks et les khalifas, doivent user de tous les moyens en leur pouvoir pour prévenir ou réprimer toute contravention aux lois fiscales concernant les monopoles, les contributions diverses et les douanes et dont l'exécution est plus spécialement confiée aux agents de ces services.

Ils doivent exécuter les instructions qui leur sont adressées par les Directeurs des monopoles, contributions diverses et douanes.....

..... Les caïds doivent le même concours pour assurer l'exécution de la loi interdisant l'usage de la chira (1), dont les produits (amendes et autres) sont classés parmi les produits des régies financières.....

..... Ils ont d'ailleurs des attributions spéciales..... Je rappelle notamment :

Le décret du 8 février 1897 (6 ramadane 1314), l'instruction du 25 mai 1897 (23 hidjà 1314)..... sur l'établissement par les caïds des déclarations des mutations immobilières par décès;

Le décret du 20 mai 1899 (9 moharrem 1317) sur la contrainte en matière de droits de mutation, d'enregistrement et de timbre. L'article 3 de ce décret invite le caïd à accepter l'oppo-

(1) Conf. décret du 25 avril 1898 (v° Domaine de l'État)

(1) Conf. décret du 7 juin 1900 (v° Douanes)

tion qui serait faite à la contrainte. J'ajoute que l'opposition doit être faite par écrit et adressée par le caid au président du tribunal régional et, à son défaut, au Directeur des services judiciaires;

Les circulaires..... sur la répression de la contrebande et..... de la chira. Les caids observeront que, dans le cas de saisie par eux-mêmes ou leurs auxiliaires d'objets en contrebande, ils doivent les remettre avec tous les animaux et véhicules de transport à l'agent de la régie intéressée. En outre, le receveur a seul, d'après l'article 116 du décret du 3 octobre 1884 (12 hidjà 1301) et sur autorisation du juge de paix ou du caïd, le pouvoir de vendre les animaux ou marchandises sujets à dépérissement. Les caids s'abstiendront donc de toute vente de l'espèce;

Les circulaires..... sur l'apposition par eux des timbres mobiles sur les quittances des produits domaniaux, de la taxe viticole et des produits divers et l'oblitération de ces timbres moyennant une griffe dont ils ont été pourvus;

L'obligation de surveiller les notaires pour qu'ils n'omettent pas de recouvrer les droits d'enregistrement sur les baux et procès-verbaux notariés concernant les revenus du Domaine;.....

L'obligation d'adresser mensuellement au Directeur général des finances les réquisitions de perquisitions délivrées par les agents des monopoles et au Directeur des contributions diverses les doubles des bulletins de mutations entre vifs et par décès.

Mais..... les caids ne peuvent constater dans leurs écritures aucune somme à titre d'amende ou autrement, revenant aux régies financières susnommées sans en avoir reçu du Directeur général des finances un bordereau de recouvrement.

Ces bordereaux indiqueront toujours la régie à laquelle appartiennent ces produits selon leur origine d'après les distinctions suivantes, ainsi que le bureau de recette auquel le produit doit être payé:

a) *Produits attribués aux monopoles:* Amendes et autres sommes au titre de frais de poursuites et à tout autre titre pour contrebande de tabac, de sel, de poudre, d'allumettes et de cartes à jouer, usage de la chira, etc.

b) *Produits attribués aux contributions diverses:* Prix de fermages, amendes et frais accessoires pour contraventions aux lois sur les droits de mahsoulats (céréales, huiles, bestiaux, fruits et légumes, peaux et laines, etc.); taxe sur les loyers; droits de mutation, de timbre et d'enregistrement dont le recouvrement peut être confié au caïd à la suite du mauvais vouloir des redevables.....

c) *Produits attribués aux douanes:* Amendes et accessoires pour contravention aux lois sur l'importation et l'exportation.

DEUXIÈME CATÉGORIE. — *Produits payables à la Recette générale des finances.*

Section Ire. — Produits dont les caïds peuvent prendre charge sans bordereau préalable du Directeur général des finances.

d) *Khedma des mokhaznis dans les caïdats où elle est attribuée au Trésor.* — La khedma ou vacation des mokhaznis délégués soit pour l'arrestation des auteurs de crimes et délits, soit pour la rentrée des créances du Trésor ou des particuliers, est prise en charge par le caïd au vu d'un bulletin de liquidation établi par le Contrôleur civil. Un état mensuel établi par le Contrôleur civil et transmis à ma Direction générale, me permet de vérifier et de régulariser les prises en charge du caïd (décrets du 3 mars 1895 — 6 ramadane 1312, pour le Contrôle de Tunis, et du 28 juillet 1897 — 27 safar 1315, pour le Contrôle de Béja)[1].

e) *Droits de chancellerie des tribunaux régionaux.* — Dans les caïdats où siège un tribunal régional, le greffier liquide sur un bulletin imprimé les droits de chancellerie et les droits proportionnels dus sur toute pièce ou jugement dont la copie ou la grosse est demandée par l'intéressé. Les bulletins de l'espèce servent au caïd de titre de recouvrement..... (décrets des 18 avril 1896 — 5 kàda 1313, et 7 août 1897 — 8 rebià el aouel 1315).....

f) *Vente d'animaux errants et d'objets sans maître.* — En vertu de la circulaire de Son Excellence le Premier Ministre du 7 août 1888 (29 kàda 1305)...., toutes les fois qu'un animal est trouvé sans maître, il est mis en fourrière pendant quinze jours; durant ce délai, des publications et criées en la forme d'usage sont faites dans les marchés et lieux publics; si, à l'expiration du délai, le propriétaire ne s'est pas révélé, l'animal est vendu par les soins du caïd.

Toutes les ventes de l'espèce, ainsi que celles prévues au paragraphe *g* ci-après, doivent être faites aux enchères sur les marchés. Il est toujours stipulé et recouvré 5 °/₀ en sus du prix de vente pour permettre de faire face aux frais; le montant du 5 °/₀ est ajouté au principal: sur le total réuni des deux sommes sont prélevés et payés les frais de fourrière et le coût de la hodja de vente; la hodja établit le décompte du prix et des prélèvements et paiements effectués; elle mentionne, en outre, le numéro du récépissé du moctata délivré par le caïd pour le prix net qu'il a encaissé; enfin, elle est adressée à la Direction générale dès que la vente est réalisée.

Si, au cours d'une année à dater de la vente, le prix de l'animal vendu est revendiqué, le caïd invite l'intéressé à faire valoir ses droits devant le cadi. Au vu du jugement rendu en faveur de l'intéressé, le Directeur général des finances ordonne la restitution du prix net.

(1) Conf. aussi décret du 3 mai 1900 (v° Outrages).

Aucune réclamation ne peut être reçue si elle est formulée après l'expiration d'une année à dater de la vente. Sont également vendus dans les mêmes conditions, à l'expiration du même délai, les objets trouvés sur l'animal ou tous autres objets trouvés sans maître.

Il y a lieu d'observer que le décret du 11 février 1883 (3 rebiâ ettani 1300) établit que les épaves rejetées par la mer et dont le propriétaire est et demeure inconnu dans la Régence, appartiennent exclusivement au Bit-el-Mal.

Les caïds n'ont donc pas à intervenir en quoi que ce soit en ce qui concerne ces épaves.

g) *Vente des chevaux des mokhaznis et autres objets mobiliers appartenant à l'État.*

I. — Pour éviter des retards préjudiciables, il a été admis que, sans attendre l'autorisation du Directeur des finances, le caïd, au vu d'un ordre du Premier Ministre adressé soit à lui, soit au bach-chaouch, peut vendre aux enchères, pour le compte du Trésor et dans les conditions prévues au 2e alinéa du paragraphe *f* précédent, les chevaux réformés des mokhaznis

II. — En dehors des fruits et produits du sol et des arbres domaniaux dont le prix est compris dans les revenus domaniaux proprement dits, le caïd peut être appelé :

1° Par le Directeur de l'agriculture, à vendre des objets mobiliers se trouvant sur les propriétés domaniales, tels que pierres, planches, bois mort, etc. ;

2° Par le Directeur des finances, à vendre soit des objets mobiliers existant sur le domaine affecté, soit tous autres objets quelconques désignés dans l'ordre de vente.

Dans ces divers cas, la vente doit être effectuée dans les conditions prévues au 2e alinéa du paragraphe *f* qui précède.

Les marchandises dont le transport au marché est trop coûteux sont vendues sur place après des criées faisant connaître au public le lieu et le jour de la vente.

h) *Taxes de vérification des poids et mesures.* — Le décret du 12 janvier 1895 (15 redjeb 1312) a ordonné l'emploi en Tunisie du système métrique. Celui du 25 janvier 1899 (13 ramadane 1316) a fixé les taxes de vérification dont le recouvrement a lieu :

1° Lors des tournées de vérification ;

2° Lors des vérifications à domicile ;

3° Par abonnement.

Partout où il n'y a pas d'agents français pouvant effectuer le recouvrement de ces taxes, les chefs indigènes sont chargés de ce soin.

Dans le cas des tournées de vérification, le Directeur des finances avise le caïd du jour où le vérificateur sera dans la localité, le caïd invite le cheik à assister le vérificateur pendant tous ses travaux.

Le cheik, s'en rapportant aux indications du vérificateur, libelle la quittance qu'il doit délivrer à l'intéressé et qui doit être extraite d'un carnet à souche détenu par le vérificateur. A la fin de l'opération, un état en double, établi contradictoirement par le vérificateur et le cheik, indique les recouvrements effectués en principal et timbre. Le cheik, en versant le produit de ses recouvrements au caïd, lui remet l'état que le caïd adresse lui-même au Receveur général à l'appui de son versement.

Dans les deux cas de vérification à domicile ou d'abonnement, le caïd recouvre directement la taxe sur l'imposé en conformité d'un bulletin établi au préalable par le vérificateur. Il joint le bulletin à son versement à la Recette générale.....

Section II. — Produits dont le caïd ne peut prendre charge qu'en vertu d'un bordereau de recouvrement émanant du Directeur général des finances.

i) Amendes et condamnations pécuniaires prononcées par l'ouzara et les tribunaux régionaux, au profit du Trésor, en matière pénale ou de répression. Les frais de chancellerie et les droits proportionnels sont ajoutés au principal de la condamnation avec lequel ils font un seul et même article dans toutes les écritures.

j) Amendes infligées par l'autorité militaire française en vertu du décret du 10 juin 1882 (23 redjeb 1299).

k) *Débets de comptables.* — Cette rubrique est spéciale :

1° Aux débets d'anciens caïds que des caïds en fonctions peuvent être appelés à recouvrer ; le coût du maroud, s'il y a lieu, est ajouté au principal du débet ;

2° A tous autres débets sur les anciens fermiers des mahsoulats, sur les collecteurs des zouaouas et hanéfites, etc., que le caïd recevrait l'ordre de recouvrer pour le compte de la Recette générale.

(Les débets de cheiks ne doivent pas être compris sous cette rubrique).....

Ne doit pas non plus figurer aux produits divers le débet d'un caïd en fonctions et concernant, soit la gestion du caïdat dont il est titulaire, soit celle d'un caïdat qu'il a quitté.

l) *Autres sommes recouvrées en vertu de condamnations judiciaires ou de transactions.* — Si l'État se trouve créancier, en vertu d'un jugement ou d'une transaction, d'une somme quelconque ne rentrant dans aucun des huit premiers chapitres du titre Ier de la présente instruction ni dans les rubriques de l'énumération qui précède, le caïd la constate sous la présente rubrique.

Sera compris notamment sous cette rubrique le coût des marouds rendus pour des créances comprises dans le total des constatations du caïdat, et ne faisant pas l'objet d'un article spécial de produits divers, tels, par exemple, les marouds rendus contre les cheiks ou contre des contribuables de Domaine, etc.

m) *Prix de ventes d'immeubles domaniaux;*

n) *Contribution des collectivités aux dépenses d'aménagement d'eaux;*

o) *Autres produits accidentels.* — Cette rubrique comprend tout revenu non indiqué dans les chapitres et paragraphes qui précèdent.....

TITRE II

Comptabilité.

Chapitre Ier. — Comptables. Principes généraux. Hierarchie.

21. *Des comptables chargés du recouvrement des impôts et revenus publics.* — Les caids et autres collecteurs indigènes sont comptables des impôts et produits énumérés aux chapitres I à IX du titre Ier toutes les fois que les redevables sont des indigènes tunisiens, algériens ou autres (article 21 du décret du 12 mars 1883 — 3 djoumadi el aouel 1300).

Les receveurs français sont comptables directs de ceux de ces produits qui peuvent être dus par des Européens, et, en outre, de tous les autres impôts et revenus publics de la Régence . . . . . .

31. *Tefkik ou registre des comptes ouverts.* — Chaque année il est ouvert un tefkik (registre des comptes ouverts) pour toutes les taxes de la même année énumérées aux chapitres I à VII du titre Ier de la présente instruction.

Ce registre est divisé en autant de parties distinctes qu'il y a de taxes en recouvrement dans le caïdat, et chaque partie est divisée en autant de sections qu'il y a de collecteurs dans le caïdat.

Au fur et à mesure de la distribution des quittances entre les collecteurs, le caïd constate au tefkik, à la charge de chacun d'eux sous le compte qui lui est ouvert, les numéros et le montant de celles qui lui sont remises.

....Les quittances de rachat de prestations seront désormais établies d'avance à la Direction générale des finances à la charge aussi bien des prestataires qui auront manifesté le désir de se libérer en argent, que des retardataires qui n'auront pas fourni les prestations en nature. Ces quittances seront constatées au tefkik comme toute quittance d'impôt.

Jusqu'à l'apurement total du compte, toutes les opérations concernant les taxes du même rôle : rôles supplémentaires, versements, rattachements, détachements, non-valeurs, sont relevées, chacune au moment où elle se produit, sur le même tefkik. Chaque opération doit être certifiée par la signature du caïd et du cheik à la place à ce réservée en marge du tefkik.

A chaque changement de collecteur, le compte est arrêté et les quittances impayées sont reprises à la charge du successeur à la suite du premier compte.

Au 30 avril de chaque année, et à tout changement de caïd, les comptes de tous les collecteurs sont établis et les restes sont repris, à la suite, pour la nouvelle gestion qui s'ouvre.

32. *Opérations spéciales aux versements. Débets de cheiks.* — A chaque versement que tout collecteur doit faire au moins une fois par mois, au jour qui lui a été fixé d'avance, le caïd inscrit les numéros des quittances libérées qui font l'objet du versement; il se fait représenter les quittances non recouvrées et, si cette vérification laisse le collecteur en déficit et que ce déficit ne soit pas payé sur-le-champ, le caïd fait séquestrer les biens du collecteur. Si ces biens sont insuffisants, il appose le séquestre sur ceux des garants du collecteur, à concurrence de la somme due. Il adresse à la Direction générale, avec la hodja du séquestre, la copie du compte du collecteur tel qu'il figure au tefkik et attend des instructions(1).....

Le compte doit être signé par le caïd et le cheik reliquataire. Si celui-ci ne peut ou ne veut signer, deux notaires constateront la conformité du compte avec le tefkik et relateront l'impossibilité ou le refus de signer, ainsi que toutes les objections présentées par le cheik et la réplique du caïd.

33. *Produits domaniaux.* — Le compte des produits domaniaux dont le caïd est le collecteur unique, est établi non sur le tefkik ordinaire, mais sur un registre de surveillance spécial à ces produits.....

34. *Produits divers.* — Deux tefkiks spéciaux sont tenus pour les produits divers dont le caïd est le collecteur unique; ils sont dressés en harmonie avec la nomenclature de ces produits (voir n° 20). L'un de ces tefkiks est spécial aux produits de la 1re catégorie (*a* à *c*) et à ceux de la 1re section de la 2e catégorie (*d* à *h*) et l'autre aux produits de la 2e section de la 2e catégorie (*i* à la fin)

35. *Carnet à souche.* — Les récépissés délivrés par le caïd (*a*) aux collecteurs pour le produit de leurs recouvrements et (*b*) directement aux redevables pour les produits divers et les produits domaniaux, sont extraits d'un carnet ayant une souche et deux volants, destinés l'un à la partie payante et l'autre à la Direction générale des finances (décret du 18 mars 1877 — 3 rebiâ el aouel 1294).....

Du 1er mai (ou du jour de l'entrée en fonctions du caïd) jusqu'au 30 avril suivant, les récépissés de chaque mois sont totalisés séparément; à la fin de chaque mois est reporté le total du ou des mois précédents.....

Chapitre III. — Service des caïds. Obligations envers la Recette générale des finances.

36. *Du registre mensuel.* — Au fur et à mesure de leur délivrance, les récépissés à souche (voir n° 35 ci-dessus) sont relevés sur un regis-

(1) Une circulaire du Premier Ministre du 26 septembre 1900 (*Officiel* 1900, 731) énumère les moyens d'action que les caïds ont à leur disposition pour astreindre les cheiks à verser régulièrement le montant des recouvrements dont ils sont chargés

tre dit mensuel permettant de les dépouiller par nature et par rôle d'impôt.

Les versements effectués sont aussi relevés sur le même registre.

Ce registre est divisé en douze parties correspondantes aux 12 mois de la gestion (du 1er mai au 30 avril suivant); il est totalisé à la fin de chaque mois et les totaux sont reportés de mois en mois.

Aucun report n'est fait du registre d'une gestion à celui de la gestion suivante.

Le versement fait après le 30 avril du montant de l'encaisse à cette date est relevé sur le registre, non dans le cadre réservé aux versements du mois où il a lieu, mais séparément, par une simple mention à la place à ce destinée.

37. *Du bordereau mensuel.* — Le premier jour de chaque mois, le caïd adresse au Receveur général des finances un bordereau de ses recettes et de ses versements. Ce bordereau est la récapitulation des totaux du registre mensuel. La mention concernant le versement de l'encaisse au 30 avril, dont il est question à l'alinéa final de l'article 36 qui précède, doit être transcrite à sa place sur le bordereau mensuel.

38. *Du versement par le caïd du montant de ses recettes.* — En principe, les caïds sont tenus d'assurer, à leurs risques et périls, le versement à la Recette générale du produit de leurs recettes. L'institution des caisses de réserve (1) a permis de les autoriser à faire leurs versements à ces caisses, mais à la charge de payer au Trésor une indemnité destinée à compenser en partie les frais de transport des fonds de la caisse de réserve à Tunis et qui varie, selon les distances, de 0 fr. 05 c. à 0 fr. 20 c.

Les caïds qui résident au siège d'une caisse de réserve doivent y faire trois versements : les 1er, 11 et 21 de chaque mois. Ceux qui ne résident pas au siège de la caisse de réserve doivent, le 1er de chaque mois et au plus tard le 2, y verser le total des recettes du mois précédent.

Le versement à la caisse de réserve est accompagné d'un bordereau spécial.

Dans les vingt-quatre heures de chaque versement, le caïd transmet le récépissé de la caisse de réserve au Receveur général avec un état indiquant la nature et l'origine des produits versés....

39. *Concours des caïds au paiement des dépenses publiques* (1). — Sous aucun prétexte les caïds ne peuvent garder les fonds de l'État par devers eux au delà des délais précités.

Avant l'institution des caisses de réserve, ils étaient tenus de retenir des fonds en prévision du paiement des mandats que le Receveur général des finances visait payables par eux. Aujourd'hui ce concours ne leur est plus demandé que très rarement et à titre tout à fait exceptionnel. En tout cas, ils ne doivent payer aucun mandat, même revêtu d'un visa de paiement sur leur caisse, si le Receveur général ne leur en a pas donné directement l'autorisation au moyen d'une formule spéciale énumérant individuellement les mandats à payer. Ils effectueront le paiement des mandats ainsi désignés sur leurs recettes courantes et les adresseront dûment acquittés au Receveur général au commencement du mois suivant, avec leur bordereau mensuel et le récépissé de la caisse de réserve.

Si, à titre exceptionnel, le Receveur général donne à un caïd l'autorisation de garder des fonds au delà du délai en vue du paiement de dépenses imminentes ou de verser une portion déterminée de leurs recettes à un caïd voisin appelé à acquitter des dépenses publiques, le caïd doit observer strictement les instructions reçues, lesquelles sont toujours limitées à un cas spécial et ne peuvent jamais être invoquées à titre de précédent par le caïd à qui il est formellement interdit d'en étendre d'office l'application à des cas analogues. . . . . .

Chapitre V. — De la Cour des comptes. Des pouvoirs disciplinaires de la section d'État de l'ouzara.

48. *De l'organisation de la Cour des comptes.* — Les décrets du 27 février 1860 (5 châbane 1276) et du 8 novembre 1870 (13 châbane 1287) règlent l'organisation de la Cour des comptes (1).

La Cour des comptes qui, comme tous les autres services publics, faisait partie de l'ouzara, est, depuis la réorganisation des services, un des rouages importants de l'organisation financière.

49. *Attributions de la Cour.* — La Cour des comptes est un tribunal qui a notamment dans ses attributions l'examen des comptes de tous les chefs indigènes, qui lui sont soumis par la Direction générale des finances.

Les comptes des cheiks (voir nº 32) lui sont soumis toutes les fois que ces collecteurs sont en déficit.

Les comptes des caïds lui sont tous déférés.

La Cour examine les comptes et les pièces présentées à l'appui, déclare le comptable en règle avec le Trésor ou arrête le débet constaté à sa charge.

Elle statue sur la responsabilité pécuniaire des comptables et les constitue débiteurs du Trésor pour toutes sommes dont le recouvrement n'a pas été effectué dans les délais ou a été compromis par leur négligence.

50. *Jugement de la Cour.* — Comme toutes les décisions des tribunaux de l'ouzara, celles de la Cour des comptes sont soumises à la haute approbation de Son Altesse, après avoir été signées par le chef des secrétaires ou cheik

1) Conf. arrêté du 20 septembre 1894 (vº Finances).

(1) Conf. Instruction du 5 juillet 1899, § 2 (vº Amendes).

adjoint au bach-kateb, par le bach-kateb et par le Premier Ministre.

La Cour sollicite Son Altesse d'ordonner que le débiteur payera dans les dix jours, sinon ses biens et, s'il y a lieu, ceux de ses garants seront vendus à concurrence de la somme due.

51. *Expédition remise au caïd.* — Une ampliation du compte, revêtue du sceau de Son Altesse, est délivrée au caïd par les soins de la Cour des comptes.

52. *De l'extrait des jugements de la Cour des comptes.* — Lorsque le jugement de la Cour porte condamnation au paiement de sommes d'argent et qu'il y a lieu à exécution forcée contre le débiteur, un extrait du jugement sur papier jaune et en la forme adoptée pour les jugements rendus au profit du Trésor par les tribunaux de l'ouzara et de province est délivré à la Direction générale des finances par le Secrétaire général du Gouvernement (Direction des services judiciaires) sur production d'une copie du jugement certifiée exacte par le Directeur des finances (article 6 du décret du 18 avril 1896 — 5 kâda 1313, et circulaires de Son Excellence le Premier Ministre du 3 mai 1896).

53. *Des attributions de la Section d'État de l'ouzara en cas de prévarication des comptables.* — En outre des condamnations pécuniaires qui peuvent être rendues contre eux par la Cour des comptes, les caïds et autres collecteurs coupables de faits de prévarication, concussion, détournement de deniers, sont déférés par le Directeur des finances à la Section d'État de l'ouzara.

La Section d'État a seule, en effet, juridiction sur les caïds et autres collecteurs pour la répression et la punition de tous crimes, délits et contraventions qu'ils commettent dans l'exercice de leurs fonctions.

TITRE III

Recouvrements.

CHAPITRE Ier. — PRINCIPES GÉNÉRAUX. — ÉCHÉANCE DES IMPÔTS ET PRODUITS. MISE EN RECOUVREMENT. BUREAUX DE PERCEPTION.

54. *De l'ordre de recouvrement.* — Le Directeur des finances a seul qualité pour délivrer aux comptables indigènes les ordres de recouvrement ou de non-recouvrement des revenus publics.....

55. *Des agents de recouvrement.* — Aucun agent indigène ne peut recouvrer de créances du Trésor s'il n'est commissionné par Son Altesse le Bey (arrêtés du 2 février 1875 — 25 hidjà 1291, et du 12 janvier 1881 — 10 safar 1298).

Les khalifas, quoique nommés par Son Altesse, ne peuvent percevoir des créances du Trésor (décret du 28 novembre 1889 — 4 rebiâ ettani 1307, art. 9).

56. *Échéances des produits.* — La medjba, le kanoun, les mradjas et les khodors sont exigibles dès le 1er janvier.

La Direction générale des finances adresse les quittances et autres imprimés nécessaires assez à temps pour que, dès le mois de janvier, le Trésor puisse recevoir les premiers versements des caïds.

Les autres produits (chapitres 5 à 9) sont exigibles dès la réception par le caïd du bordereau de recouvrement accompagné de tels rôles, titres et quittances qu'il y a lieu.

57. *Bureaux de perception.* — La medjba et les rachats de prestations sont payables au bureau du collecteur du lieu du domicile du contribuable.

Les produits domaniaux et les produits divers sont payables au caïd, au siège du caïdat.

Les autres produits sont payables au bureau du collecteur du lieu de situation des immeubles ou récoltes imposés.

58. *Pluralité des bureaux de perception dans la même circonscription.* — Dans tout cheikat il y a au moins un collecteur qui est le cheik.

Cependant, si l'importance du cheikat ou toute autre circonstance ne permet pas au cheik de recouvrer tous les impôts directs de sa circonscription, le recouvrement d'une partie des impôts tels que le kanoun, l'achour, etc., peut être confié à un autre collecteur commissionné par Son Altesse.

Toutes les fois qu'un caïd reconnaît l'opportunité de la création de bureaux supplémentaires de perception dans le même cheikat, il adresse ses propositions motivées au Directeur des finances qui avise à la situation, d'accord avec le Gouvernement tunisien.

59. *Du caïd, collecteur direct.* — Les cheiks étant chargés du recouvrement des impôts directs (voir nos 57 et 58 ci-dessus), le caïd ne saurait, en dehors des produits domaniaux et des produits divers, effectuer des recouvrements directs.

Toutefois, le bon fonctionnement du service autorise des exceptions limitées aux cas suivants :

1° Lorsqu'un cheik a été relevé de ses fonctions et constitué en débet, le recouvrement de ce débet, qui ne saurait être assuré par le cheik successeur, est suivi par le caïd qui, d'ailleurs, ne peut le plus souvent l'effectuer que par l'exécution forcée du reliquataire.....

2° En cas de vacance d'un cheikat, le caïd opère directement les recouvrements dans le cheikat vacant, après avoir pris charge, à la suite de l'arrêté du compte du cheik sorti de fonctions, des restes laissés par ce cheik.....

3° Dans des cas exceptionnels, il peut y avoir danger pour le Trésor à confier aux collecteurs le recouvrement de certaines cotes; elles sont alors recouvrées par le caïd. Mais le caïd ne peut prendre aucune initiative de ce chef. Lorsqu'il existe des raisons pour que le recouvrement direct lui soit confié, il les fait

valoir par un rapport spécial qu'il adresse au Directeur des finances au moins un mois avant la mise en recouvrement du rôle.....

60. *Répartition des quittances entre les collecteurs.* — Dès la réception des quittances, le caïd les répartit entre les collecteurs des différents cheikats désignés aux nos 57 à 59 ci-dessus, et dans les conditions édictées au no 31.

61. *Avertissements adressés aux débiteurs du Trésor.* — Aussitôt qu'il est en possession de l'ordre de recouvrement et sans même attendre la fin de la distribution des quittances, le caïd fait faire, au siège de son caïdat, sous sa surveillance directe, et, dans les autres circonscriptions, par les khalifas et les cheiks, dans les marchés et tous autres lieux publics, des avis collectifs par voie d'affiches ou de criées faisant connaître aux contribuables qu'ils aient à se libérer de leurs cotes.

Ces avis sont nécessaires pour tous les produits mentionnés aux chapitres I à VII du titre Ier.

L'avis peut sembler inutile pour les produits domaniaux, puisque les locataires savent d'avance l'échéance de leurs loyers. Il est bon cependant de rappeler cette échéance aux débiteurs quelques jours auparavant.

Pour les produits divers, l'avis consiste dans l'invitation faite au débiteur, dès la réception du bordereau de recouvrement, de se libérer dans les dix jours.

Chapitre II. — Recouvrement. Moyens amiables et ordinaires.

62. *De la perception des impôts et revenus. Ordre de priorité.* — L'article 2 du décret du 13 juillet 1899 porte que « les impôts directs « sont payables en un seul terme, dès la mise « en recouvrement des rôles, à la caisse du col- « lecteur désigné à cet effet ».

Aussitôt après l'accomplissement des formalités préliminaires expliquées au chapitre Ier qui précède, les cheiks procèdent au recouvrement.

Au moment même du recouvrement, le cheik doit remettre au contribuable sa quittance datée et signée.

Lorsqu'un contribuable se trouve débiteur d'impôts de différentes natures et que le versement qu'il effectue ne couvre pas toutes ses cotes, la libération doit avoir lieu dans l'ordre suivant :

A toute époque de l'année, la medjba doit être recouvrée avant tout autre produit ; vient ensuite le rachat des prestations ; le surplus du versement est appliqué à l'achour et, s'il y a un excédent, à n'importe quel autre impôt direct.

Pour chaque nature d'impôt et dans l'ordre qui vient d'être désigné, lorsque les fonds ne couvrent pas toutes les cotes du même impôt, les quittances sont libérées par ordre d'ancienneté.

Au cas où une quittance n'est libérée que partiellement, l'acompte s'impute d'abord sur le timbre, puis sur le principal et subsidiairement sur les accessoires.....

64. *Des délais de paiement.* — L'article 2 du décret du 13 juillet 1899 dispose dans sa dernière partie que : « Les collecteurs pourront, « sous leur responsabilité, recevoir des acomp- « tes dans le cas où les redevables ne seraient « pas débiteurs d'autres cotes que celles de « l'exercice en cours et pourvu que ces débi- « teurs présentent bonne et valable caution. »

Pour la concession des délais, les collecteurs désireux de ne pas engager leur responsabilité, doivent, en outre des deux conditions susénoncées, à savoir : l'inexistence d'arriérés et la présentation de garants, observer les règles suivantes :

Les débiteurs aisés et notoirement solvables ne peuvent, sous aucun prétexte et pour n'importe quel impôt ou produit, obtenir un délai quelconque.

Aucun délai ne peut non plus être accordé aux débiteurs d'achour, parce que la récolte, principal gage du Trésor, n'a qu'une durée très courte.

Il en sera de même pour la taxe viticole, parce que cette taxe est infime par rapport à la valeur de la récolte et du vignoble.

Les caids, collecteurs directs du Domaine et des produits divers, ne doivent pas oublier qu'aucun délai ne peut être accordé pour ces revenus, car les premiers sont dus par des locataires ou acheteurs temporaires qu'il est généralement difficile d'atteindre à l'expiration de leurs baux ou après l'enlèvement des fruits ; quant aux produits divers, ils représentent ou des prix de vente au comptant, ou des taxes très modérées, ou, ce qui est le cas le plus fréquent, des pénalités dont il importe à tous égards d'assurer l'exécution dans le plus bref délai.

Pour le kanoun, les mradjas et les khodors, il ne peut être accordé de délai que si la récolte de la terre ou des arbres, principal gage du Trésor, a fait défaut et si le débiteur n'a pas d'autres ressources lui permettant de se libérer. Il faut d'ailleurs observer que le débiteur du kanoun étant tenu de s'acquitter, non pas uniquement sur la récolte de l'arbre, mais bien sur l'ensemble de ses ressources, le délai ne doit pas, d'une manière générale, être accordé jusqu'à la récolte suivante ; il doit être autant que possible limité à la plus prochaine circonstance susceptible de procurer des ressources au débiteur, par exemple la tonte de la laine, la vente du bétail, la récolte des céréales, etc. De plus, le délai ne s'étend pas nécessairement à toute la cote due ; selon la situation de chaque débiteur, le collecteur doit s'efforcer de lui faire payer des acomptes.

Pour la medjba et le rachat des prestations,

les débiteurs de cet impôt peuvent être classés en trois catégories :

I. Les personnes notoirement solvables (propriétaires de bestiaux, fellahs, etc.). Ainsi qu'il a été déjà indiqué, elles doivent payer sans aucun délai;

II. Les personnes dont les ressources sont modestes et que le payement de la cote en un seul terme peut gêner; ce sont les ouvriers, les journaliers, les domestiques, les petits industriels et commerçants et tous ceux qui tirent leur existence d'un salaire ou d'un profit journalier, hebdomadaire ou mensuel. Ces débiteurs peuvent être admis à se libérer par acomptes en rapport avec leurs ressources et avec le temps probable qu'ils doivent passer au cheikat, de façon qu'au recensement suivant ils soient déjà libérés;

III. Les personnes qui se trouvent dans une gêne momentanée, mais qui peuvent à un moment donné payer la totalité de leur cote. Tels sont les petits agriculteurs qui n'ont en fait de bétail que le strict nécessaire, les bergers qui reçoivent leur rétribution annuelle à la tonte, les khammès qui ont une part dans la récolte, etc.; on peut surseoir aux poursuites contre eux jusqu'à la réalisation de leurs profits ou de leurs parts. Mais ce sursis ne peut être accordé qu'à la condition expresse que ces débiteurs ne possèdent pas d'autres ressources. En d'autres termes, nul, pas même le khammès ou le berger, ne peut obtenir un sursis pour la totalité de la cote, s'il a un moyen quelconque de se libérer totalement ou par acomptes.

Chapitre III. — Rattachements.

65. *Principe des rattachements en matière de medjba et de rachat de prestations.* — L'article 3 du décret du 4 août 1892 (10 moharrem 1310) ordonne le recensement des contribuables de la medjba au caidat de leur lieu de résidence. D'autre part, l'organisation administrative actuelle retire aux collecteurs toute action en dehors de leurs circonscriptions respectives.

Il s'ensuit que les quittances dues par les contribuables qui ont quitté le caïdat où ils sont inscrits avant d'avoir pu se libérer et sans qu'il y ait eu négligence de la part du cheik qui les avait inscrits, doivent être recouvrées au caidat de leur nouveau domicile.

66. *Opération de rattachement.* — Lors des règlements mensuels des comptes des cheiks, le caïd, qui a pour devoir de s'enquérir des motifs du non-recouvrement des quittances impayées, retire des mains des cheiks les quittances des redevables qui ont quitté le caïdat sans esprit de retour, et, à l'instant même, leur en donne décharge sur le tefkik.....

69. *Kanoun, mradjas, khodors, achour, taxe viticole, produits domaniaux.* — Ces produits, devant être payés à la caisse du collecteur du lieu de situation des immeubles ou récoltes qui forment le gage du Trésor (art. 57), ne peuvent être l'objet d'aucun rattachement. Si, toutefois, des raisons exceptionnelles, comme l'absence de récoltes au lieu sujet, alors que le débiteur a des ressources certaines au caïdat de son domicile, permettent d'espérer plus promptement le recouvrement par la voie du rattachement, on peut recourir à ce mode d'opérer. Mais tous les rattachements de l'espèce doivent être effectués par l'intermédiaire de la Direction générale des finances, qui n'y donne suite que si le caïd proposant donne les raisons exceptionnelles qui l'ont porté à user de ce moyen.

70. *Produits divers.* — Produits concernant les Régies financières. — Les produits attribués aux Monopoles, Douanes et Contributions diverses (*a*, *b*, *c*) doivent être recouvrés avec la plus grande diligence; si, à titre exceptionnel, le caïd doit user du rattachement, il ne peut le faire que par l'entremise de la Direction générale des finances, qui désigne au caïd destinataire le receveur à qui il doit payer et prévient la régie intéressée.

71. *Autres produits divers.* — Ceux de ces produits qui sont recouvrés en même temps qu'ils sont constatés ne sont pas susceptibles de rattachement : tels sont les produits *d*, *e*, *f*, *g*, *h*.

Enfin, les autres produits divers (*i*, *j*, *k*, *l*, *m*, *n*, *o*) peuvent, le cas échéant, être rattachés directement par le caïd à ses collègues dans le plus bref délai possible.

72. *Cotes dues par des justiciables des tribunaux français.* — Les caïds ne devant plus, depuis la promulgation du décret du 13 juillet 1899, procéder au recouvrement des produits dus par des Européens, les quittances dues par ces contribuables, seuls ou en commun avec des indigènes, seront toujours adressées par mon intermédiaire aux receveurs français.....

Mais, en outre des Européens, sont justiciables des tribunaux français :

1° Les indigènes auxquels le Gouvernement du Protectorat a reconnu la qualité de protégés de Puissances étrangères et dont les noms sont publiés au *Journal officiel*;.....

2° Les Algériens.

Lorsqu'un contribuable de l'une de ces deux catégories n'aura pas payé ses cotes dans le mois qui suivra l'échéance de l'impôt ou à l'expiration du délai que le collecteur lui aura donné sous sa responsabilité, sa quittance devra être immédiatement adressée au Directeur général des finances avec un état de rattachement en double, indiquant, à côté du nom et d'une manière très précise, le lieu de domicile et, s'il y a lieu, le délai accordé et les causes du non-paiement.

73. *Concours des chefs indigènes.* — Le recouvrement par les receveurs français des produits dus par des justiciables des tribunaux

français ne dispense nullement les chefs indigènes d'apporter aux receveurs français, surtout en ce qui concerne les Algériens et les protégés, tout le concours de leur expérience et de leur connaissance des choses du caïdat, notamment pour indiquer, s'il y a lieu, les récoltes, propriétés et autres ressources des débiteurs que les receveurs peuvent être appelés à faire saisir et vendre... .

---

193 20 février 1900

(19 chaoual 1317)

Circulaire du Premier Ministre aux caïds, relative à la repression des fraudes dans la vente des céréales sur les marchés.

(OFFICIEL, 1900, 196)

Je suis informé que les céréales qui se vendent sur les marchés de la Régence sont parfois mélangées de terre et de gravier. Les auteurs de ces fraudes sont tantôt les fellahs (cultivateurs), qui apportent leurs céréales sur le marché et qui effectuent ce mélange lors de la mise en sacs, tantôt les négociants, courtiers, etc. Vous n'ignorez pas que ces manœuvres constituent le double délit de tromperie sur la qualité et sur la quantité de la marchandise vendue, et qu'il importe conséquemment d'y mettre un terme.

Je vous invite donc à prévenir tous vos administrés en général, et les fallahs en particulier, qu'ils doivent se garder, sous peine d'une répression sévère, de mêler des matières étrangères, quelles qu'elles soient, aux grains qu'ils mettent en vente et à exercer une surveillance sérieuse sur les céréales que les indigènes apportent sur les marchés de votre caïdat.

Et, toutes les fois que vous trouverez une « partie » de céréales contenant une quantité anormale de matières étrangères et appartenant à un de vos administrés, cultivateur ou marchand, vous devrez la saisir, puis vous dresserez procès-verbal de la fraude et vous le transmettrez à la juridiction compétente, pour que telles poursuites que de droit soient exercées contre le délinquant.

Vous m'accuserez réception de cette circulaire.

CAROUBE

194 27 mai 1873

(29 rebiâ el aouel 1290)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DÉCEMBRE 1884

Décret établissant l'impôt de la caroube sur la valeur locative à Tunis, une partie de sa banlieue, Kairouan, Sousse, Monastir et Sfax(1).

Dans le but d'étendre l'impôt de la caroube, qui se payait autrefois sur la location des immeubles de Tunis, aux immeubles que les propriétaires utilisent autrement que par location ;

Article 1er. — L'impôt appelé caroube, spécial aux propriétés qui se louent dans l'intérieur de Tunis et des quatre autres villes, savoir : Kairouan, Sousse, Monastir et Sfax, est étendu également aux immeubles que les propriétaires utilisent autrement que par location et qui sont situés dans les villes ci-dessus indiquées(1), à l'exclusion des autres villes de la Régence(2).

Cette mesure est, en outre, étendue(1) aux immeubles situés tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de La Goulette(1), à ceux situés en dehors de la limite du marabout de Sidi-bou-Saïd(a), à ceux qui se trouvent entre ces derniers et La Goulette, ainsi qu'à ceux de La Marsa, Gammart, Soukra, Djafar, L'Ariane, Manouba, Hairia, Mohammedia, Mornag, Hammam el Lif, Radès et Sidi-Fathallah(1).

Quant aux immeubles qui sont dans l'enceinte de la limite du marabout de Sidi-bou-Saïd, ils sont exempts de cet impôt(1).

Art. 2. — La perception de ce droit annuel commencera le 18 février 1874 (1er moharrem 1291).

Art. 3. — Le droit est le même que celui de la caroube sur les loyers ; il n'en diffère pas quant à la quotité, qui est de 6.25 %, mais il en diffère en ce qu'il embrasse la valeur locative aussi bien que les loyers réels.

L'ancien droit n'était perçu que sur les loyers réels, tandis que le nouveau a pour condition d'être appliqué à tous les propriétaires sans distinction de catégories.

Art. 4. — (*Abrogé par décret du 8 novembre 1887, art. 1er.*)

Art. 5. — (*Abrogé par décret du 8 novembre 1887, art. 2.*)

Art. 6. — Quant à ceux qui n'ont pas les moyens de payer le droit sur les maisons où ils demeurent, on prendra en considération leur état dans l'évaluation du droit qu'on leur imposera. Dans le cas où l'on constaterait leur impuissance à payer, on les en dispensera après qu'ils auront justifié de leur pauvreté ou de

(1) Conf. décret du 7 juin 1882, art 1er, § 2
(2) Conf. décret du 7 juin 1882, art. 1er, § 1er.
(a) Paix, La Goulette, 2 octobre 1888, *J. T.* 90, 232

(1) Conf décret du 7 juin 1882, art. 1er § 1.

leur impuissance au conseil municipal qui, à son tour, soumettra son avis au comité exécutif(1).

Dans les villes autres que Tunis, cette constatation sera faite par le cadi, le gouverneur et les cheiks de la ville, qui en référeront au comité exécutif(1).

Art. 7. — Les immeubles à louer qui n'ont pas pu l'être et pour lesquels il n'y a pas lieu de soupçonner que le propriétaire a l'intention de les utiliser autrement, seront, après constatation de ces deux circonstances, par l'entremise des commissaires susindiqués, exemptés dudit droit pour la période pendant laquelle ils n'ont pas été utilisés. . . . . .

---

195 20 mai 1874

(3 rebiâ ettani 1291)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DECEMBRE 1884

Arrêté du Premier Ministre relatif à l'évaluation des loyers sur les magasins ayant des citernes à huile, à Sousse et Monastir, en vue du paiement de la caroube sur la valeur locative.

La lettre du président de la Commission financière(1) du 27 du mois écoulé n° 1820, au sujet de la difficulté qui se rencontre pour évaluer les magasins ayant des citernes appartenant à des individus de nationalité étrangère, situés à Sousse et Monastir et destinés à recevoir les huiles, expose que l'évaluation des loyers des immeubles a pour base le rapport constant de la propriété; or, les citernes dont il s'agit sont louées tantôt pour une année, tantôt pour quelques mois seulement de l'année, et quelquefois elles ne sont pas louées du tout.

Pour tous ces motifs, le conseil d'administration(1), dans le but d'éviter des difficultés et d'assurer la perception de l'impôt, propose d'évaluer le capital dépensé pour la construction des magasins et citernes et de leur fixer un revenu calculé au taux de 6 °/₀ l'an, ce qui est l'équivalent du rendement le plus bas, par rapport à la moyenne des années d'exploitation, ainsi que cela est expliqué dans votre lettre précitée.

Cette proposition a été soumise à S. A. le Bey qui a daigné l'approuver.

---

196 7 juin 1882

(20 redjeb 1299)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DÉCEMBRE 1884

Décret réglementant la perception de la caroube, maintenant l'impôt sur la valeur locative à Tunis et sa banlieue, Sousse, Monastir, Sfax et Kairouan, et établissant la caroube sur les loyers dans le reste de la Régence.

(OFFICIEL, 1883, 2)

Dans le but de réunir en un même décret les principes qui régissent les institutions et le recouvrement de l'impôt de la caroube sur les loyers, de compléter ces principes et d'en faire assurer l'exécution;

Article 1er. — L'impôt de 6.25 °/₀ établi par le décret du mois de janvier 1840 (kâda 1255), continuera à être perçu sur tous les loyers(1)[a] des propriétés immobilières autres que ceux des exploitations rurales (henchirs) dans toute l'étendue de la Régence(2)[b].

L'impôt de 6.25 °/₀ est perçu, en outre, en vertu des dispositions de notre décret du 29 rebiâ el aouel 1290 (27 mai 1873) dans les villes de Tunis, de Sousse, de Monastir, de Sfax, de Kairouan et dans certaines localités dépendantes de la banlieue de Tunis qui s'y trouvent désignées, sur la valeur locative de toutes les propriétés bâties et des constructions de toute nature, occupées par le propriétaire lui-même ou par d'autres, à quelque titre que ce soit, autre qu'un bail(3).

Cet impôt est à la charge des propriétaires, indigènes ou étrangers, sans distinction de sexe.

Toute stipulation qui aurait pour objet de le faire supporter par un autre que le propriétaire de l'immeuble ne pourra, en aucun cas, être opposée aux receveurs chargés du recouvrement.

Les jardins d'agrément et les dépendances de l'habitation, telles que cours, remises, écuries, etc., doivent entrer dans l'évaluation soit du loyer, soit de la valeur locative.

Art. 2. — Sont également soumis à l'impôt de la caroube les terrains urbains aliénés à titre d'enzel(c) ou emphytéose. Le paiement de l'impôt est à la charge du propriétaire de l'enzel(d) et doit être calculé sur le montant de l'enzel.

---

(1) Conf. décret du 2 octobre 1881, art. 1er (v° FINANCES)

(1) Conf. decret du 1er mars 1897, art. 3 (v° HABITATIONS A BON MARCHÉ)

(2) En ce qui concerne la caroube sur les loyers, conf : decret du 23 septembre 1884, relatif à Tunis, La Goulette, Sfax et Sousse (v° MUNICIPALITÉS, II); decret du 10 octobre 1886, relatif a Bizerte et au Kef (v° MUNICIPALITÉS, II); décret du 2 juin 1889, relatif a Mahdia (v° MUNICIPALITÉS, MAHDIA); décret du 23 décembre 1889, relatif a Tunis, immeubles extra-muros (v° MUNICIPALITÉS, TUNIS); décret du 19 decembre 1895, relatif à Kairouan (v° MUNICIPALITÉS KAIROUAN); decret du 22 décembre 1895, relatif a Beja (v° MUNICIPALITÉS, BÉJA).

(3) En ce qui concerne la caroube sur la valeur locative, conf decret du 8 janvier 1899, relatif à Mateur (v° MUNICIPALITÉS, MATEUR), décret du 11 mai 1899, relatif a Hammam el Lif (v° MUNICIPALITÉS, HAMMAM EL LIF); décret du 11 mai 1899, relatif a Mxoula-Radès (v° MUNICIPALITÉS, MAXULA-RADÈS); decret du 21 mai 1899, relatif à Nabeul (v° MUNICIPALITÉS, NABEUL); décret du 28 août 1899, relatif a Tozeur (v° MUNICIPALITÉS, TOZEUR), decret du 18 septembre 1899, relatif à Tabarka (v° MUNICIPALITÉS, TABARKA) décret du 1er janvier 1900, relatif à Monastir (v° MUNICIPALITÉS, MONASTIR)

(a) Un contribuable ne saurait se refuser à l'acquitter en se basant sur ce que cette taxe étant un droit de mahsoulat abrogé par desuétude : en effet, s'il est vrai que la perception de ce droit avait été remise dans certaines localités aux fermiers de mahsoulats, il ne résulte d'aucun texte que ce droit ait été abrogé (Tunis, 21 juin 1893, *J. T.* 900, 48)

Au cas où une location a été établie pour un prix déterminé et où il a été stipulé que le locataire supporterait la caroube sur les loyers, le taux de celle-ci doit être calculé, non sur le montant seul des loyers, mais sur ce montant augmenté de la charge accessoire de la caroube elle-même (Ouzara, 5 janvier 1899, *J. T.* 99, 466)

(b) Cette taxe est perceptible dans toute la Tunisie, sauf dans les villes où la caroube sur la valeur locative est perçue. On objecterait vainement, pour s'y soustraire, un usage contraire : d'abord on ne saurait admettre l'usage pour une ville de création récente, comme Souk-el-Arba. (Tunis, 16 juillet 1894, *J. T.* 94, 451.)

(c) La caroube locative est due également sur les terrains situés dans une localité non reconnue, spécialement dans la ville de Gabès (Paix, Gabès, 27 mars 1899, *J. T.* 99, 498)

(d) Il peut être dérogé à cette règle par des stipulations particulières. (Tunis, 15 octobre 1894, *J. T.* 94, 503)

Le débi-rentier qui a élevé des constructions sur l'immeuble dont

Toutefois, lorsque, dans les villes ou localités désignées au paragraphe 2 du précédent article, l'acquéreur à enzel aura élevé des constructions sur les terrains acquis, cet acquéreur devra payer l'impôt tel qu'il sera fixé pour l'immeuble entier, sauf à lui à retenir, lors du paiement de l'enzel, la part d'impôt incombant à cet enzel, calculé ainsi qu'il vient d'être dit (a).

Dans ce dernier cas, le propriétaire de l'enzel restera toujours responsable du paiement de l'impôt dû en raison de l'enzel, à défaut par l'acquéreur à enzel d'en acquitter le montant.

Art. 3. — (*Abrogé par décret du 8 novembre 1887, art. 1er.*)

Art. 4. — Les propriétaires indivis ou associés sont solidaires pour le paiement de cet impôt, sauf recours contre leurs codébiteurs pour les parts d'impôt qu'ils auraient payées à leur décharge. Ne sont pas considérés comme étant dans l'indivision les propriétaires qui possèdent, chacun séparément, une partie de la même maison.

Art. 5. — Dans les villes de Tunis, de Sousse, de Monastir, de Sfax et de Kairouan, et dans les localités dépendantes de la banlieue de Tunis, l'impôt de la caroube a pour base la valeur locative des immeubles telle qu'elle résulte des baux, consentis par actes notariés ou authentiques, en cours au moment du recensement, actes que les propriétaires sont tenus de représenter, sous la peine édictée au paragraphe 4 du présent article, à la commission qui sera chargée de l'établissement des rôles de l'impôt, ou telle qu'elle résultera d'estimations opérées dans les formes prescrites par l'article 5 de notre amra susmentionné du 29 rebiâ el aouel 1290 (27 mai 1873), lorsqu'il n'existera pas de baux ou lorsque les baux existants n'auront pas été consentis par actes notariés ou authentiques.

Le propriétaire ne peut demander l'estimation lorsqu'il existe des actes notariés ou authentiques constatant le prix de la location, et ce prix servira de base pour le calcul de l'impôt, quand bien même il serait reconnu que, par une contre-lettre, les parties ont entendu fixer un prix différent. Les charges prévues dans l'acte seront évaluées et leur valeur sera ajoutée au prix.

La commission de recensement, dont il va être ci-après parlé, pourra toujours procéder par voie d'estimation, même lorsqu'un acte notarié ou authentique établissant le prix de la location lui sera représenté, si elle a des raisons de penser que cet acte a été fait dans un but de fraude.

Si, en dehors de cette exception, il est reconnu, après que la commission de recensement aura arrêté les rôles, que la valeur locative d'un immeuble a été constatée par voie d'estimation, à défaut par le propriétaire d'avoir présenté l'acte notarié ou authentique constatant la location de cet immeuble à l'époque du recensement, ce propriétaire devra payer, à titre d'amende, une somme double de la différence qui existera entre le chiffre de l'impôt d'après l'estimation, et le chiffre auquel cet impôt aurait dû s'élever d'après le prix de location fixé par l'acte.

L'amende ainsi calculée sera payée, chaque année, pendant la période qui s'écoulera entre deux recensements, si la durée du bail dépasse cette période ou jusqu'à l'expiration du bail dans le cas contraire.

Le recouvrement en sera poursuivi en même temps ou après et dans la même forme que l'impôt lui-même (a).

Art. 6. — § 1er. Il sera procédé, tous les cinq ans (1)....., par une commission composée comme il est dit à l'article 5 du décret du 29 rebiâ el aouel 1290 (27 mai 1873), à un recensement complet (1) de la valeur locative de tous les immeubles assujettis au droit de la caroube.

§ 2. (*Abrogé par décret du 8 novembre 1887, art. 2* [2].)

§ 3. Les dispositions qui précèdent et celles qui vont suivre seront appliquées lors du recensement, auquel il sera procédé incessamment dans les cinq villes et localités prémentionnées.

§ 4. Des avis seront publiés suffisamment à l'avance, par les soins du Gouvernement et de la municipalité, pour faire connaître aux propriétaires l'époque à laquelle il sera procédé au recensement et les inviter à y assister, afin de faire entendre leurs observations et, s'il y a lieu, de produire leurs actes.

§§ 5, 6 et 7. (*Abrogés par décret du 8 novembre 1887, art. 2* [2].)

Art. 7. — La commission de recensement arrêtera les rôles (b) qui seront rendus exécutoires par nous. Le rôle sera dressé en double expédition : l'une de ces expéditions servira de titre de recouvrement ; la seconde sera déposée, suivant le cas, au siège de la municipalité ou entre les mains du gouverneur. (*Ainsi modifié par décret du 8 novembre 1887.*)

---

faire l'avance de cet impôt, mais peut en retenir le montant au moment du paiement de la rente. (Tunis, 10 janvier 1898, *J. T.* 98, 349.)

L'impôt sur la caroube est à la charge du propriétaire du terrain laissé à enzel jusqu'à concurrence des arrérages dudit enzel ; mais les municipalités ont le droit de réclamer à l'enzeliste lui-même, sauf le recours de celui-ci, le paiement de la caroube proportionnellement à la valeur locative des constructions nouvelles élevées par lui. Cette faculté doit être étendue à tous les cas de plus-value autres que celles résultant de constructions. (Paix, Sousse, 10 juillet 1888, *J. T.* 91, 215.)

(a) Tunis, 29 novembre 1899, *J. T.* 900, 55 — Tunis, 26 décembre 1885, *J. T.* 93, 86.

(1) Conf. décret du 8 novembre 1887.

(2) Conf. etiam décret du 2 octobre 1884, art. 1er (v° Finances).

(a) L'action en paiement du montant de plusieurs annuités de la caroube, intentée contre un contribuable en Tunisie, ne peut être écartée, en ce qui concerne les annuités dues depuis plus de cinq ans, par application de la prescription de l'article 2277 du Code civil. (Cass. 18 mars 1895, *D. J. G.* 95, I, 336 — Cass. 7 avril 1894, *J. T.* 94, 206.) — *Contra* Paix, Sousse, 23 juin 1896, *J. T.* 96, 542.

(b) Il résulte de l'esprit et des termes des décrets beylicaux du 7 juin 1882 et du 8 novembre 1887 que les rôles de perception dont ils prescrivent l'établissement, pour la caroube sur les loyers, concernent seulement les villes dans lesquelles l'impôt est perçu sur la valeur locative des immeubles. (Tunis, 16 juillet 1894, *J. T.* 94, 451.)

Les deux expéditions seront communiquées aux intéressés à toute réquisition, sans déplacement, pendant la période quinquennale. Avis du dépôt du rôle est donné au public par voie d'affiches et, au besoin, par annonces faites dans les marchés et lieux publics. L'exécution de cette prescription et la date de l'avis sont constatées par procès-verbal régulier du président de la municipalité ou du gouverneur. (*Ainsi modifié par décret du 8 novembre 1887.*)

Art. 8. — Tout contribuable européen, ou protégé d'une puissance européenne (1), qui se prétendra mal imposé aura le droit de se pourvoir en décharge ou réduction de cote devant le juge de paix du lieu de situation de l'immeuble ou devant le magistrat qui en remplit les fonctions. (*Ainsi modifié par décret du 8 novembre 1887.*)

Tout contribuable indigène qui se trouvera dans le même cas devra s'adresser à la section des affaires civiles (2) de l'ouzara. (*Ainsi modifié par décret du 8 novembre 1887.*)

Les demandes en décharge ou réduction de cote devront être introduites dans un délai de trois mois à compter de l'avis du dépôt du rôle (a) et être accompagnées de la quittance des termes échus. (*Ainsi modifié par décret du 8 novembre 1887.*)

Faute de l'accomplissement de ces deux conditions, la demande sera déclarée non recevable. Le juge de paix et le tribunal de l'ouzara statueront en dernier ressort et sans qu'il puisse y avoir lieu à appel ou à un pourvoi (b) devant un autre tribunal, sur les demandes en décharge ou en réduction qui leur seront soumises, ainsi que sur toutes les réclamations de quelque nature qu'elles soient, relatives au recouvrement de l'impôt de la caroube sur les loyers (c). Ils seront également compétents pour statuer, dans les mêmes conditions, sur les affaires de même nature qui pourront leur être présentées et qui seront relatives aux taxes non perçues résultant des rôles des années antérieures. (*Ainsi modifié par décret du 8 novembre 1887.*)

Les rôles seront rectifiés, s'il y a lieu, en conformité de la décision du tribunal. (*Ainsi modifié par décret du 8 novembre 1887.*)

Le juge de paix et la section des affaires civiles (2) de l'ouzara seront également compétents pour prononcer, en dernier ressort et sans appel ou pourvoi, l'amende prévue à l'article 5 du décret du 7 juin 1882 (20 redjeb 1299). [*Ainsi modifié par décret du 8 novembre 1887.*]

Art. 9. — Après l'expiration du délai de trois mois prévu par l'article 7, ou, en cas de réclamation, après décision de la commission de revision, dont il est parlé à l'article 8, le chiffre du loyer, ou la valeur locative, porté sur les rôles de recensement servira pendant cinq ans, sans modification, pour la liquidation de l'impôt, quand bien même pendant la durée de ces cinq années de nouvelles locations des immeubles recensés auraient été consenties moyennant de nouveaux prix.

Art. 10. — L'impôt de la caroube doit être intégralement payé pendant le cours du premier semestre de l'année à laquelle il s'applique.

Art. 11. — Dans le cas de mutations de propriété, autres que les mutations opérées à la suite de décès, l'impôt de la caroube continuera à être recouvré sur l'ancien propriétaire dont le nom aura été inscrit sur le rôle lors du recensement et sauf son recours, tant qu'il n'aura pas déclaré à l'agent chargé du recouvrement de l'impôt la date et la nature de l'acte notarié ou authentique constatant la mutation. Il lui sera délivré récépissé de sa déclaration (1).

Le défaut de déclaration ne fera pas obstacle au recouvrement direct de l'impôt contre le nouveau propriétaire, si la mutation est révélée à l'agent de perception par toute autre voie ou moyen. Le nouveau propriétaire sera, du reste, tenu, au moment de son acquisition, de s'assurer que son vendeur s'est libéré de l'impôt de la caroube, en ce qui concerne l'immeuble objet de la vente, et, s'il y a lieu, de retenir sur son prix le montant de la somme restant due, sous peine d'en devenir personnellement débiteur (2) [a]. Dans tous les cas, le Gouvernement aura privilège avant tout autre sur les revenus des propriétés imposées pour le paiement des taxes (b) et amendes dont il faudrait poursuivre le recouvrement (3).

Art. 12. — L'impôt de la caroube ne pourra pas être réclamé pour les immeubles bâtis ou les appartements formant une habitation distincte et séparée faisant partie de ces immeubles, qui seront reconnus inoccupés au moment du recensement et que le propriétaire aura déclaré ne pas être loués. Toutefois, il sera conservé un relevé de ces immeubles ou appartements qui permettra à une commission de

---

(1) Conf. décrets des 1er septembre 1898, 29 avril et 7 décembre 1899 (v° PROTECTIONS DIPLOMATIQUES)

(2) Conf décret du 13 janvier 1896 (v° JUSTICE TUNISIENNE).

(a) Tunis, 23 octobre 1893, *J. T.* 93, 368. — Paix, La Goulette, 25 août 1888, *J. T.* 91, 184

(b) Et cela malgré l'article 5 du décret du 27 novembre 1888 sur le contentieux administratif. (Tunis, 18 décembre 1893, *J. T.* 95, 219)

(c) Cet article ne concerne pas les actes de poursuites. Le juge de paix ne saurait être compétent pour connaître d'une opposition à un commandement fait par une municipalité pour paiement de taxes, surtout si les causes du commandement sont supérieures à 1,000 fr. Et cette incompétence est d'ordre public, comme tenant à l'ordre des juridictions. Le décret susvisé serait inapplicable à toute taxe municipale autre que la caroube sur les loyers. (Tunis, 27 février 1893, *J. T.* 93, 90.)

(1) Conf. décret du 4 avril 1885, art. 4 (v° NOTARIAT TUNISIEN).

(2) Conf décrets des 30 octobre 1878, 20 janvier, 4 avril 1885 et 8 octobre 1889 (v° NOTARIAT TUNISIEN)

(3) Conf. décret du 8 novembre 1887, art 5 — Conf. etiam decret du 13 juillet 1899 (Instruction en note) [v° FINANCES]

(a) Ces règles sont applicables à l'adjudicataire d'un immeuble situé à Tunis, et c'est à bon droit que la municipalité de cette ville le poursuit en paiement des taxes de caroube pour l'époque antérieure à son acquisition s'il a versé son prix sans s'assurer qu'elles avaient été payées, sauf son recours contre le créancier hypothécaire qui a touché le prix d'adjudication. (Tunis, 30 mai 1892, *J. T.* 96, 526. — Tunis, 30 janvier 1893, *J. T.* 93, 142.)

(b) Ce privilège ne saurait s'exercer sur les loyers qu'à condition qu'ils soient réellement dus. D'autre part, si le preneur est tenu de payer le prix du bail, le bailleur doit de son côté entretenir la chose en état de servir à l'usage pour lequel elle a été louée. Ces deux obligations sont corrélatives : dès lors, le propriétaire ne peut pas exiger le paiement de sa créance sans remplir envers le locataire ses propres engagements. (Tunis, 14 janvier 1895, *J. T.* 95, 95.)

recensement, composée de(1) ...., de vérifier chaque année si la situation est restée la même(1)..... Un rôle supplémentaire sera établi, s'il y a lieu, à la suite de ces vérifications annuelles. Ce rôle supplémentaire, après avoir été arrêté, rendu exécutoire et déposé dans les conditions prévues par l'article 7, produira tous les effets du rôle principal, dont il fera partie tant que ce rôle principal continuera à être suivi. Toutes les réclamations qui seront faites contre ce rôle supplémentaire, dans les délais et formes prescrits par les articles 7 et 8, seront instruites par le conseil d'administration(2) ou par le comité exécutif(2) ou son délégué(2), et jugées par la commission de revision.

Art. 13. — Ne sont point soumis à l'impôt de la caroube :

1° Les bâtiments affectés au culte ;

2° Nos palais et ceux des membres de notre famille jouissant d'une liste civile, à l'exception toutefois des propriétés de rapport pouvant leur appartenir et des maisons d'habitation appartenant aux maris des princesses ;

3° Tous les édifices affectés à l'installation des divers services publics et les bureaux des fonctionnaires et employés publics(a) ;

4° Les consulats ;

5° Les hôpitaux ;

6° Les parties des bâtiments qui servent aux élèves dans les maisons d'éducation et d'instruction ;

7° Les parties des gares qui ne sont pas affectées au logement du personnel et des employés.

L'impôt de la caroube sur les loyers étant à la charge des propriétaires, les exemptions ci-dessus spécifiées ne pourront être accordées qu'autant que les bâtiments affectés aux usages qu'elles prévoient ne seront pas loués ou appartiendront à l'État.

Art. 14. — Le propriétaire d'un immeuble affermé ou occupé au commencement d'une année doit l'impôt pour l'année entière.

Art. 15. — Lorsqu'un contribuable viendra à décéder dans le courant de l'année, les héritiers et usufruitiers seront tenus d'acquitter le montant de l'impôt.

Art. 16. — Le Gouvernement aura privilège pour le paiement de l'impôt de la caroube sur le prix de la vente du mobilier de ses débiteurs(3).

Art. 17. — Si une location ou une occupation vient à cesser dans le courant d'une année et si un nouveau rôle de recensement ne doit pas être mis en recouvrement conformément à l'article 7 du présent décret au commencement de l'année suivante, le propriétaire pourra se soustraire au paiement de la caroube pendant l'année suivante, en faisant, avant le commencement de cette année, entre les mains de l'agent de perception qui lui en délivrera récépissé, une déclaration de cessation de bail ou d'occupation.

A défaut de cette déclaration, l'impôt sera exigé pour toute cette année. Toutes les déclarations faites en conformité de cet article seront communiquées à la sous-commission chargée chaque année de vérifier les immeubles déclarés non loués ou inoccupés, qui décidera si les articles primitifs des rôles devront ou non être maintenus.

Art. 18. — Toute maison nouvelle, construite dans l'intervalle qui s'écoulera entre deux recensements, ne sera pas soumise à l'impôt de la caroube pendant deux ans. Le délai commencera à courir à partir de la mise en recouvrement de la taxe afférente à l'année qui suivra immédiatement l'achèvement de la construction. Il n'y aura pas à tenir compte de ce délai en cas de nouveau recensement, quand bien même le propriétaire en aurait déjà bénéficié en partie. La sous-commission dont il est parlé à l'article 12(1) est chargée de comprendre, le cas échéant, les constructions nouvelles sur le rôle supplémentaire de recensement, après l'expiration du délai de deux années.

Art. 19. — Il n'est rien innové en ce qui concerne le paiement de la taxe sur les cafés(2)[a] et le mode d'assiette de l'impôt sur les loyers dans les villes ou localités autres que celles soumises à un recensement par le présent décret.

Art. 20. — Toutes les dispositions de lois et décrets antérieurs qui ne sont pas contraires au présent décret continueront d'être en vigueur.

(1) Conf. décret du 8 novembre 1887, art. 4.
(2) Conf décret du 2 octobre 1884, art. 1er (v° FINANCES)
(3) Conf. décret du 8 novembre 1887, art. 5. — Conf etiam décret du 13 juillet 1899 (v° FINANCES)
(a) Cette exemption est établie seulement au profit de l'État et n'est pas applicable aux particuliers qui louent leurs immeubles aux administrations publiques (spécialement à la gendarmerie française). [Tunis, 16 juillet 1894, *J. T.* 94, 451]

---

197 8 novembre 1887

(21 safar 1305)

PROMULGUE LE 8 NOVEMBRE 1887

Décret réglementant l'établissement des rôles de la caroube sur la valeur locative.

(OFFICIEL, 1887, 285)

Vu les décrets de janvier 1840 (kâda 1255), 27 mai 1873 (29 rebiâ el aouel 1290) et 7 juin 1882 (20 redjeb 1299), regissant l'impôt de la caroube sur les loyers des immeubles dans la Régence ; ensemble les décrets des 30 octobre 1878 (4 kâda 1295), 20 janvier 1885 (3 rebiâ ettani 1302) et 4 avril 1885 (18 djoumadi ettani 1302) qui interdisent aux notaires de passer aucun acte de vente ou de bail relatif a un immeuble assujetti à la caroube sans s'être assures de l'acquittement de cet impôt ;

Vu les décrets des 23 septembre 1884 (2 hidjà 1301) et 10 octobre 1886 (11 moharrem 1304) qui concedent aux communes de Tunis, La Goulette, Sousse, Sfax,

(1) Conf. décret du 8 novembre 1887, art. 4.
(2) Cette taxe est de 25 % d'après le prix de location. — Conf. décret du 11 octobre 1900 (v° MUNICIPALITÉS, KAIROUAN).
(a) Ouzara, 18 juillet 1898, *J. T.* 900, 456

le Kef et Bizerte la caroube sur les loyers perçue sur leur territoire ;

Attendu qu'aux termes de l'article 6 du décret du 7 juin 1882 (20 redjeb 1299), il doit être procédé tous les cinq ans à un recensement complet de la valeur locative de tous les immeubles assujettis à cet impôt ; que le dernier recensement a servi de base durant la période quinquennale qui a pris fin le 18 septembre 1887 (29 hidjà 1304) et qu'il y a lieu de procéder à un nouveau recensement ;

Considérant que, depuis la promulgation du décret du 7 juin 1882 (20 redjeb 1299), diverses circonstances ont eu pour conséquence de rendre nécessaire la modification de certaines dispositions de ce décret ;

Article 1er. — L'impôt de la caroube est perçu pour le compte du Gouvernement ou pour le compte des communes auxquelles il a été ou sera concédé par décrets (1).

Art. 2. — La commission de recensement instituée par les articles 5 du décret du 27 mai 1873 (29 rebià el aouel 1290) et 6 du décret du 7 juin 1882 (20 redjeb 1299) sera composée ainsi qu'il suit, savoir :

1° Dans les localités érigées en communes.	
Du président de la municipalité ou du vice-président, délégué.	*Président.*
Du receveur municipal ou de son délégué	*Secrétaire.*
D'un conseiller municipal européen et d'un conseiller indigène désignés par le conseil municipal	*Membres.*
Du cheik du quartier de la ville soumis aux opérations du recensement.	
2° Dans la banlieue de Tunis, à Monastir et à Kairouan.	
Du gouverneur ou de son délégué . . .	*Président.*
D'un agent délégué par le directeur des contributions diverses	*Secrétaire.*
De deux notables désignés par notre Premier Ministre.	*Membres*
Du cheik du quartier ou du territoire recensé	

La commission de recensement pourra se partager en sous-commissions qui seront chargées des opérations dans un quartier ou section de quartier. Des membres adjoints aux sous-commissions pourront être nommés avec voix consultative par notre Premier Ministre. La commission pourra s'adjoindre également, si elle le juge convenable, un ou plusieurs experts estimateurs, un ou plusieurs notaires.

Les décisions de la commission seront prises à la majorité des voix des membres présents.

En cas de partage, la voix du président sera prépondérante.

Art. 3. — Les articles 7 et 8 du décret du 7 juin 1882 (20 redjeb 1299) sont modifiés de la manière suivante : . . . . (*Conf. ce décret.*)

Art. 4. — La commission de recensement, établie par l'article 2 du présent décret, sera chargée, au lieu et place de la sous-commission instituée par l'article 12 du décret du 7 juin 1882 (20 redjeb 1299), de l'établissement des rôles supplémentaires dans les conditions prévues par les articles 12 et 18 dudit décret. Les rôles supplémentaires seront établis, arrêtés, rendus exécutoires et déposés, et les réclamations, s'il y a lieu, seront jugées, en conformité des dispositions de l'article 3 ci-dessus.

Art. 5. — Les communes auront droit, pour le recouvrement de l'impôt de la caroube, à l'exercice du privilège accordé au Gouvernement par les articles 11 et 16 du décret du 7 juin 1882 (20 redjeb 1299) [1].

Art. 6. — Les décrets antérieurs sont abrogés en ce qu'ils ont de contraire aux dispositions du présent décret.

Art. 7. — Notre Premier Ministre et le Directeur des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

(1) Conf. décret du 13 juillet 1890 (v° Finances).

CARRIÈRES

198 1er novembre 1897

(5 djoumadi ettani 1315)

PROMULGUÉ LE 1er NOVEMBRE 1897

Décret réglementant l'exploitation des carrières dans la Régence.

(Officiel, 1897, 609)

Vu le décret du 10 mai 1893 sur les mines ;

Considérant qu'il y a lieu, dans l'intérêt du développement de la richesse et de la sécurité publiques, de réglementer l'exploitation des carrières dans la Régence ;

Sur la proposition de notre Directeur général des travaux publics ;

Article 1er. — Les carrières de toute nature ouvertes ou à ouvrir dans la Régence de Tunis sont soumises aux mesures d'ordre et de police ci-après déterminées :

TITRE Ier

Des déclarations.

Art. 2. — Tout propriétaire ou entrepreneur qui veut continuer ou entreprendre l'exploitation d'une carrière par galeries souterraines ou à ciel ouvert, est tenu d'en faire la déclaration au Directeur général des travaux publics.

Art. 3. — La même obligation est imposée à tout propriétaire ou entrepreneur qui reprend l'exploitation d'une carrière abandonnée, qui veut appliquer à une carrière à ciel ouvert le mode d'exploitation par galeries souterraines ou ouvrir un nouvel étage dans une carrière souterraine.

Art. 4. — La déclaration doit être faite dans les délais suivants :

1° Pour les carrières actuellement en activité

(1) Conf. décret du 1er avril 1885, art. 42 (v° Municipalités, I). — Conf. etiam décret du 7 juin 1882, art. 1er, §§ 1 et 2, notes

et qui n'ont pas encore été l'objet d'une déclaration, dans le délai de trois mois à partir de la promulgation du présent décret;

2° Pour les carrières à ouvrir et pour les carrières abandonnées dont l'exploitation est reprise, dans la quinzaine à partir du commencement des travaux.

Art. 5. — La déclaration est faite en deux exemplaires et conformément aux types numéros 1 et 2 annexés au présent décret (1).

Art. 6. — En cas d'exploitation par galeries souterraines, l'exploitant doit joindre à la déclaration un plan des lieux également en deux expéditions et à l'échelle de 2 millimètres par mètre.

Sur ce plan sont indiquées les désignations des lieux-dits et le périmètre du terrain sous lequel l'exploitant se propose d'établir des fouilles, ainsi que de ses tenants et aboutissants; les chemins, sources, édifices, canaux, rigoles et constructions quelconques existant sur ledit terrain ou dans son voisinage dans un rayon de 25 mètres au moins; l'emplacement des orifices des puits ou des galeries projetés.

Dans le cas où il existerait des travaux souterrains déjà exécutés, il en sera fait mention dans la déclaration.

Art. 7. — Les déclarations sont classées à la Direction générale des travaux publics.

Il en est donné un récépissé détaché d'un registre à souche.

TITRE II

Des règles de l'exploitation.

Section Ire. — Des carrières exploitées à ciel ouvert.

Art. 8. — Les bords des fouilles ou excavations sont établis et tenus à une distance horizontale de dix mètres, au moins, des bâtiments et constructions quelconques publics ou privés, des routes ou chemins, des sources, cours d'eau, canaux, rigoles, fossés, conduites d'eau, mares et abreuvoirs servant à l'usage public.

A l'égard des sources servant à l'alimentation publique, cette distance peut être augmentée par le Directeur général des travaux publics en raison des circonstances locales qui pourraient faire craindre la diminution ou la disparition de la source.

L'exploitation de la masse est arrêtée, à compter des bords de la fouille, à une distance horizontale réglée à 1 mètre par chaque mètre d'épaisseur des terres de recouvrement, s'il s'agit d'une masse solide, ou à 1 mètre pour chaque mètre de profondeur totale de la fouille, si cette masse, par sa cohésion, est analogue à ces terres de recouvrement.

Cette distance peut être augmentée ou diminuée par le Directeur général des travaux publics, en raison de la nature plus ou moins consistante des terres de recouvrement et de la masse exploitée.

Le tout sans préjudice des mesures spéciales prescrites ou à prescrire par la législation des chemins de fer.

Art. 9. — L'abord de toute carrière située dans un terrain non clos doit être garanti sur les points dangereux par un fossé creusé au pourtour et dont les déblais sont rejetés du côté des travaux pour y former une berge ou par tout autre moyen de clôture offrant des conditions suffisantes de sûreté et de solidité.

Les dispositions qui précèdent sont applicables aux carrières abandonnées. Les travaux de clôture sont, dans ce cas, à la charge du propriétaire du fonds dans lequel la carrière est située, sauf recours contre qui de droit.

Le tout sans préjudice du droit qui appartient à l'autorité locale de prendre les mesures nécessaires à la sûreté publique.

Art. 10. — Les procédés d'abatage de la masse exploitée ou des terres de recouvrement qui seraient reconnus dangereux pour les ouvriers peuvent être interdits par arrêtés du Directeur général des travaux publics.

Pour l'emploi des explosifs et pour tout ce qui concerne la conduite des travaux, l'exploitant se conformera à toutes les mesures de précautions et de sûreté qui lui seront prescrites par l'autorité.

Section II. — Des carrieres souterraines.

Art. 11. — Les puits ou galeries par lesquels on entre dans la carrière sont constamment maintenus en bon état. Leurs parois sont consolidées par des revêtements en bois ou en maçonnerie, quand il en est besoin.

Les treuils, câbles et tonnes d'extraction sont solidement établis et constamment entretenus en bon état.

Art. 12. — Aucune excavation souterraine ne peut être ouverte ou poursuivie que jusqu'à une distance horizontale de 10 mètres des bâtiments et constructions quelconques, publics ou privés, des routes ou chemins, des sources, cours d'eau, canaux, fossés, rigoles, conduites d'eau, mares et abreuvoirs servant à l'usage public.

A l'égard des sources servant à l'alimentation publique, cette distance de 10 mètres peut être augmentée suivant le mode indiqué à l'article 8 ci-dessus.

La distance prévue au paragraphe 1er du présent article peut être augmentée ou diminuée en raison de la nature plus ou moins consistante des terres de recouvrement et de la masse exploitée.

Art. 13. — Les dispositions de l'article 9 ci-dessus sont applicables aux orifices des puits verticaux ou inclinés donnant accès dans les carrières souterraines, à moins que l'abord n'en

(1) Conf. types de déclaration d'exploitation de carrière à ciel ouvert et souterraine (*Officiel*, 1897, 611).

soit suffisamment défendu par l'agglomération des déblais et l'élévation de leur plate-forme.

Art. 14. — Pour tout ce qui concerne la sûreté du personnel ouvrier et du public, notamment pour les moyens de consolidation des puits, galeries et autres excavations, la disposition et les dimensions des piliers de masse, les précautions à prendre pour prévenir les accidents dans l'emploi des explosifs, les exploitants se conformeront aux mesures qui leur seront prescrites par le Directeur général des travaux publics.

Art. 15. — Tout exploitant qui veut abandonner une carrière souterraine est tenu d'en faire la déclaration au Directeur général des travaux publics. Celui-ci fait reconnaître les lieux et prescrit les mesures qu'il juge nécessaires dans l'intérêt de la sûreté publique.

Art. 16. — Lorsque le Directeur général des travaux publics constatera la nécessité de faire dresser ou compléter le plan des travaux d'une carière souterraine, il pourra requérir l'exploitant de faire lever ou compléter ce plan.

Si l'exploitant refuse ou néglige d'obtempérer à cette réquisition dans le délai qui lui aura été fixé, le plan est dressé ou complété d'office à ses frais, à la diligence de l'Administration.

Section III. — Dispositions communes aux carrières souterraines et à ciel ouvert.

Art. 17. — Les prescriptions des articles 8, § 1er, et 11, § 1er, ne s'appliquent pas aux murs de clôture autres que ceux qui enceignent des cimetières ou des cours attenant à des habitations.

Le Directeur général des travaux publics peut, sur la demande de l'exploitant, réduire la distance de 10 mètres, fixée par lesdits paragraphes, sauf en ce qui concerne les propriétés privées. Il statue après avoir pris l'avis du président de la municipalité, si la carrière est comprise dans le périmètre communal.

En ce qui concerne les propriétés privées, la distance fixée par les mêmes paragraphes peut être réduite par le fait seul du consentement du propriétaire intéressé.

Art. 18. — L'exploitant se conformera, en tout ce qui concerne le travail du personnel ouvrier, aux dispositions des lois et règlements intervenus ou à intervenir.

TITRE III

De la surveillance.

Art. 19. — L'exploitation des carrières souterraines et à ciel ouvert est soumise à l'autorité du Directeur général des travaux publics et à la surveillance des agents de son administration.

Le territoire de la Régence sera divisé à cet effet en un certain nombre de circonscriptions d'ingénieurs, qui seront fixées par arrêté du Directeur général des travaux publics (1).

Art. 20. — Les ingénieurs et les agents sous leurs ordres visitent dans leurs tournées les carrières souterraines.

Ils visitent aussi, quand ils le jugent nécessaire, les carrières à ciel ouvert.

Ils dressent des procès-verbaux de ces visites. Ils laissent, s'il y a lieu, aux exploitants des instructions écrites pour la conduite des travaux au point de vue de la sécurité ou de la salubrité. Ils adressent copie de ces instructions au Directeur général des travaux publics.

Ils signalent au Directeur général des travaux publics les vices d'exploitation de nature à occasionner un danger ou les abus qu'ils auraient observés dans ces visites, et provoquent les mesures dont ils auront reconnu l'utilité.

Art. 21. — Dans le cas où, pour une cause quelconque, la sûreté des ouvriers, celle du sol ou des habitations se trouvent compromises, l'exploitant doit en donner immédiatement avis à l'ingénieur de la circonscription.

Art. 22. — L'ingénieur, dès qu'il est prévenu du danger, ou, à défaut, son délégué, se rend sur les lieux, dresse procès-verbal de leur état et indique les mesures qu'il juge convenables pour faire cesser le danger.

Le procès-verbal est envoyé au Directeur général des travaux publics qui ne statue, sauf le cas de péril imminent, qu'après avoir entendu l'exploitant.

Art. 23. — Si l'exploitant, sur la notification qui lui est faite de l'arrêté du Directeur général des travaux publics, ne se conforme pas aux mesures prescrites dans le délai qui aura été fixé, il y sera pourvu d'office, à ses frais, par les soins de l'Administration.

Art. 24. — En cas de péril imminent, reconnu par l'ingénieur, celui-ci fait, sous sa responsabilité, les réquisitions nécessaires aux autorités locales, pour qu'il y soit pourvu sur-le-champ.

Les autorités locales peuvent toujours, en l'absence de l'ingénieur, prendre les mesures que paraît commander l'intérêt de la sûreté publique.

Art. 25. — En cas d'accident qui aurait été suivi de mort ou de blessures, l'exploitant est tenu d'en donner immédiatement avis à l'ingénieur de la circonscription.

Celui-ci ou son délégué se rend sur les lieux dans le plus bref délai, visite la carrière, recherche les circonstances et les causes de l'accident et dresse du tout un procès-verbal qu'il transmet à l'autorité judiciaire compétente ; il en envoie copie au Directeur général des travaux publics.

Il est interdit aux exploitants de dénaturer

(1) Conf arrêté du 30 avril 1900 (v° TRAVAUX PUBLICS).

les lieux avant la clôture du procès-verbal de l'ingénieur.

Art. 26. — Les dispositions des articles 21, 22, 23 sont applicables, à toute époque, aux carrières abandonnées dont l'existence compromettrait la sûreté publique.

Les travaux prescrits sont, dans ce cas, à la charge du propriétaire du fonds sur lequel la carrière est située, sauf recours contre qui de droit.

Dans le cas où d'anciennes carrières serviraient normalement de lieu d'habitation, les visites prévues aux articles précédents devront être annoncées aux occupants au moins vingt-quatre heures à l'avance et effectuées en présence des autorités locales.

Art. 27. — Lorsque des travaux ont été exécutés ou des plans levés d'office, le montant des frais est réglé par le Directeur général des travaux publics.

Le recouvrement en est opéré contre qui de droit comme en matière d'impôt direct.

TITRE IV

De la constatation, de la poursuite, de la répression des contraventions.

Art. 28. — Sont spécialement chargés de constater les contraventions et les délits prévus par le présent décret les conducteurs et commis des ponts et chaussées, les contrôleurs des mines, les cantonniers chefs et autres employés du Service des travaux publics dûment commissionnés par le Directeur général des travaux publics et assermentés ; les gendarmes, les gardes champêtres (1), les agents des Forêts et des Douanes peuvent également constater les contraventions et les délits prévus par le présent décret, les commissaires et agents assermentés de police, les ingénieurs des ponts et chaussées et des mines, les officiers et les sous-officiers de gendarmerie et toute personne commissionnée par l'autorité pour la police ou la surveillance des carrières.

Les procès-verbaux dressés en vertu du présent article font foi jusqu'à preuve du contraire. Ils ne sont pas sujets à l'affirmation.

Art. 29. — Les procès-verbaux sont adressés dans les dix jours de leur date à la juridiction compétente par les présidents ou vice-présidents de municipalités, commissaires de police et commandants de gendarmerie, suivant que le fonctionnaire ou l'agent verbalisateur est un employé municipal, un agent de police, un gendarme ou un garde champêtre. Dans tous les autres cas, ils sont transmis par l'ingénieur de la circonscription. Une copie du procès-verbal est toujours envoyée sans délai au Directeur général des travaux publics.

Art. 30. — Toute contravention aux mesures prescrites par le présent décret ou par des arrêtés rendus en exécution du présent décret sera punie d'une amende de 16 à 300 fr.

En cas de récidive un emprisonnement pourra être prononcé sans que la durée de cette peine puisse être inférieure à six jours, ni supérieure à trois mois.

Le tout sans préjudice des peines de droit commun en cas de mort ou blessures par imprudence, négligence, inobservation des règlements, etc., sans préjudice également des dommages-intérêts des parties.

Art. 31. — Les dispositions de l'article 463 du Code pénal français sont applicables aux infractions prévues par le présent décret.

TITRE V

Dispositions générales.

Art. 32. — Toutes les dispositions contraires au présent décret sont et demeurent abrogées.

Art. 33. — Le présent décret sera inséré au *Journal officiel*, affiché dans tous les Contrôles civils de la Régence et publié dans tous les marchés à la diligence des caïds.

Art. 34. — Notre Premier Ministre et notre Directeur général des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

(1) Conf. décret du 31 décembre 1899 (v° POLICE RURALE)

CARTE DE LA RÉGENCE

199 20 septembre 1895

(3o rebia el aouel 1313)

PROMULGUE LE 20 SEPTEMBRE 1895

Décret fixant le montant des subventions annuelles allouees au Ministere de la guerre de la Republique française pour l'exécution de la carte de la Regence.

(OFFICIEL, 1895, 298)

Vu le décret du 10 janvier 1888 sur la triangulation de la Régence ;

Vu le décret du 27 décembre 1888 et du 20 juillet 1893 relatifs à l'exécution d'une carte régulière de la Regence ;

Vu la lettre de M. le Ministre de la guerre, en date du 20 août 1895, relative à l'achèvement de la carte de la Régence ;

Sur la proposition de notre Directeur général des travaux publics ;

Article 1er. — Les décrets susvisés du 10 janvier 1888, 27 décembre 1888 et 20 juillet 1893 sont et demeurent abrogés.

Art. 2. — Une subvention annuelle de 64,000 francs, pendant les exercices 1896 à 1906 inclusivement, et de 34,000 fr. pendant les exer-

cices 1907 et 1908, est allouée au Ministère de la guerre de la République française pour l'exécution de la carte régulière de la Régence, consistant en triangulation géodésique, levés sur le terrain et rédaction de la carte (1).

Art. 3. — Le montant total de la subvention sera ordonnancé au nom du comptable délégué à cet effet par le Gouvernement français, avant le 31 décembre de chaque année, comme paiement, à forfait, de la part acceptée par le Gouvernement tunisien dans les dépenses occasionnées par les travaux précités.

Art. 4. — L'établissement des différentes feuilles de la carte aura lieu aux échelles de 1/50,000e et de 1/100,000e, suivant les limites indiquées au tableau d'assemblage annexé au présent décret ; la production annuelle sera réglée par le Ministère de la guerre de façon que les levés sur le terrain suivant les limites précitées soient terminés, au plus tard, dans l'année 1908.

Art. 5. — Le présent décret entrera en vigueur le 1er janvier 1896. Notre Directeur général des travaux publics et notre Directeur des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

CÉRÉALES

200 31 mai 1898

(*10 moharrem 1316*)

PROMULGUÉ LE 31 MAI 1898

Décret portant : 1° suppression des droits de mahsoulats et autres taxes indirectes sur les céréales et légumes secs ; 2° remplacement de ces droits par une taxe unique de circulation ; 3° réduction provisoire de l'impôt achour sur les céréales dans les terres cultivées à la charrue française (2).

(OFFICIEL, 1898, 417)

Vu les décrets des 4 novembre 1868 (18 redjeb 1285), 19 mars 1874 (30 moharrem 1291), 4 mai 1874 (17 rebiâ el aouel 1291), 22 février 1875 (16 moharrem 1292), 15 janvier 1877 (29 hidjà 1293), 5 juillet 1885 (22 ramadane 1302), 9 août 1887 (19 kâda 1304), 15 février 1888 (2 djoumadi ettani 1305), 29 septembre 1888 (23 moharrem 1306), 31 mars 1889 (29 redjeb 1306), 30 avril 1891 (21 ramadane 1308), 17 mai 1892 (19 chaoual 1309), 19 avril 1894 (13 chaoual 1311), 29 mai 1894 (24 kâda 1311), 19 décembre 1895 (2 redjeb 1313), 2 mai 1898 (10 hidjâ 1315) ;

Article 1er. — La vente en public et le stationnement des céréales, légumes secs et autres grains ne pourront avoir lieu que dans les marchés ou emplacements désignés par Nous à cet effet.

Il sera perçu, pour l'introduction et le séjour de ces produits dans le périmètre d'un marché, un droit de stationnement de 0 fr. 05 c. par jour ou fraction de jour et par 100 kilogrammes ou par fraction de 100 kilogrammes.

Les municipalités pourront, par délibération dûment approuvée, élever le taux du droit de stationnement lorsque ce droit aura été concédé à leur profit (3).

Art. 2. — Les droits actuels de mahsoulats de 0 fr. 375 par hectolitre d'orge et de 0 fr. 5625 par hectolitre de céréales autres que l'orge et de légumes secs, ceux perçus aux portes sur les mêmes denrées dans les villes où cette perception est effectuée, ainsi que le droit de 0 fr. 15 c. par hectolitre que le récent tarif douanier (1) a substitué à l'ancien droit de 20 caroubes par caffis sur les céréales venant de l'étranger, sont supprimés et remplacés par un droit de circulation perçu au profit du Trésor. Une quote-part de ce droit pourra être attribuée aux municipalités par arrêtés de notre Premier Ministre et de notre Directeur des finances pris en Conseil des Ministres.

La quotité du droit de circulation est fixée, par quintal :

A 0 fr. 35 c. pour le blé, le sorgho, le lin, les fèves et les pois ;

A 0 fr. 25 c. pour l'orge et les céréales autres que l'avoine et pour les légumes secs autres que les graines énumérées au tarif annexé au décret du 29 janvier 1895 (2).

Le droit sera exigé à l'entrée dans le périmètre de perception des localités du littoral (3) ou, à défaut, à l'occasion du passage des denrées aux frontières (3). Il sera liquidé d'après la

---

(1) Conf. arrêté du 28 décembre 1899, art. 46 et seq. (v° SERVICE TOPOGRAPHIQUE)

(2) Conf. Instruction du 5 juin 1898

(3) Conf. décrets des 16 juillet et 13 août 1898. — Conf etiam décret du 5 septembre 1898 (v° CHÈQUE ET STATIONNEMENT)

(1) Conf. décret du 2 mai 1898 (tarif à l'entrée), nos 87 et seq. (v° DOUANES).

(2) Modifié par décret du 11 mars 1895 (v° FONDOUK ET GHAÏLA)

(3) De ce paragraphe ainsi que de son commentaire dans l'Instruction du 5 juin 1898, il résulte (Lettre du Directeur des contributions diverses du 4 août 1898) que le droit de circulation frappe : 1° toutes les céréales exportées ou importées, et 2° toutes les céréales introduites dans les localités du littoral d'une population agglomérée de 500 habitants au moins et ouvertes aux opérations du commerce extérieur. Une agglomération de 500 habitants située sur le bord de la mer n'est pas par le fait seul de sa situation sur le littoral soumise au droit de circulation ; pour qu'elle y soit assujettie, il faut encore qu'elle soit ouverte au commerce extérieur. C'est, en effet, par les avantages que tirent du commerce extérieur les habitants des localités qui y sont ouvertes que se justifie la perception du droit de circulation dont sont exonérées des villes beaucoup plus importantes situées à l'intérieur. Le tableau ci-joint présente : 1° les points ouverts au commerce extérieur avec la distinction des points qui sont ouverts à toutes les opérations du commerce et de ceux qui ne sont ouverts qu'à l'exportation et au cabotage ; 2° les villes de 500 habitants où le droit de circulation est exigible :

1° Points où le droit de circulation est exigible seulement sur les céréales traversant la frontière :

Littoral.	Importation, exportation, cabotage.	Soussa (n'existe plus comme localité, dépend de Sousse dont le périmètre communal englobe le bureau) ; Skirra ; Zarzis ; Adjim ; Aghir ; El Kantara.
	Exportation, cabotage.	Sidi-Daoud (non ouvert à l'importation)

Frontière de terre : Bureaux ouverts au commerce (Conf. décret du 3 octobre 1884, art. 10, § 2 [v° DOUANES]).

déclaration faite par le propriétaire des denrées ou en son nom. Les agents de perception vérifieront, toutes les fois qu'ils le jugeront utile, la sincérité des déclarations.

Art. 3. — Le passage des céréales à la frontière ne pourra avoir lieu que par les points de transit désignés à cet effet.

Toute tentative tendant à contourner ou à éviter les bureaux de perception établis sur ces points sera considérée comme circulation frauduleuse et passible des peines prévues à l'article 5 ci-après.

Art. 4. — Le pesage (1) et le mesurage des céréales et autres grains dans les marchés (2) est facultatif (3).

Sur les marchés de l'État, le tarif du droit de pesage est fixé à 0 fr. 05 c. par quintal ou fraction de quintal, et celui du droit de mesurage à 0 fr. 10 c. par hectolitre ou fraction d'hectolitre.

Art. 5. — Toute fausse déclaration, toute circulation en contrebande sera punie d'un droit en sus dont le minimum est fixé à 100 fr., sans préjudice de la confiscation des marchandises saisies et des moyens de transport.

Le stationnement des denrées sur un marché non reconnu sera puni d'une amende de 50 fr. et de la confiscation des marchandises saisies.

Les propriétaires des denrées seront responsables du fait de leurs agents, facteurs ou domestiques, en ce qui concerne les droits, amendes et dépens.

Les infractions seront constatées et la répression en sera poursuivie dans les formes prescrites par le décret du 3 octobre 1884 (12 hidjà 1301).

Sont communes au présent décret les dispositions des articles 5 et 6 du décret du 29 janvier 1895.

Art. 6. — L'impôt achour sur les céréales est transitoirement réduit à un dixième de sa quotité pour les cultures effectuées à la charrue française sur des terres entièrement défrichées.

Pour jouir de cette réduction qui ne s'applique pas aux accessoires de l'impôt, les agriculteurs devront faire, au commencement de chaque campagne agricole et au plus tard le 15 janvier de chaque année (4), au bureau du percepteur de l'achour, la déclaration des quantités emblavées dans les conditions prévues au paragraphe précédent.

Cette déclaration, établie en deux exemplaires dont l'un sur papier timbré, contiendra les nom, prénoms et domicile de l'agriculteur, l'indication de la propriété et du siège de l'exploitation.

Récépissé de cette déclaration sera donné au pied de l'un des doubles. L'autre double sera déposé à la Direction de l'agriculture et du commerce et vérifié dans le délai de deux mois. L'exonération ne sera acquise aux cultures ainsi déclarées que sur production d'un certificat délivré par le Directeur de ce service et constatant l'exactitude de la déclaration.

Les cultures des agriculteurs qui auraient fait une déclaration tardive ou qui auraient refusé de laisser vérifier sur place l'exactitude de leur déclaration ne seront pas admises au bénéfice de la détaxe.

Toute déclaration inexacte entraînera contre son auteur l'application de la taxe entière d'achour et d'un droit équivalent à titre de pénalité.

Art. 7. — A titre transitoire, les déclarations prévues à l'article précédent seront reçues jusqu'au 1er juillet 1898.

Art. 8. — Notre Premier Ministre, notre Directeur des finances et notre Directeur de l'agriculture et du commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

2° Localités où le droit de circulation est exigible à l'entrée dans le périmètre de perception

Tabarka ;	Monastir ,
Bizerte ;	Mehdia ;
Tunis ;	Sfax ;
La Goulette ;	Gabès ;
Kelibia ,	Houmt-Souk ;
Nabeul ;	Porto-Farina (non ouvert à l'importation)
Hammamet ,	
Sousse ;	

(1) Conf décret du 10 août 1886 (v° Pesage public).
(2) Conf tableau général (v° Marchés et foires).
(3) Conf. décret du 8 avril 1900, art. 1 et 2, § 1er (v° Statistique), qui rend le pesage obligatoire sur les marchés et le mesurage facultatif en dehors des marchés — Conf. etiam décret du 10 septembre 1899 pour Sousse
(4) Conf etiam decret du 6 février 1899 (v° Achour) qui proroge ce délai au 15 février — Conf etiam Instruction du 20 decembre 1899, n° 9 (v° Cadis).

201 5 juin 1898

Instruction générale du Directeur des finances pour l'application du décret du 31 mai 1898 établissant un droit de circulation sur les céréales et les légumes secs. (Extrait.)

(R. D. F., 1898, 213)

Le *Journal officiel* du 4 juin courant publie un décret du 31 mai dernier, qui, entre autres dispositions, supprime les droits de mahsoulats et autres taxes indirectes sur les céréales et les légumes secs, et leur substitue une taxe unique dite de circulation.

Cette taxe qui, en principe, n'a pas le caractère d'une taxe douanière, sera perçue au profit exclusif du Trésor par le service des contributions diverses ou par celui des douanes, d'après les distinctions et suivant les règles ci-après déterminées.

Délais de mise à exécution. — Le nouveau régime entrera en vigueur dans les délais déterminés par l'article 1er du décret du 12 décembre 1896, calculés de la date du *Journal officiel*, à savoir :

Le 8 juin, dans les Contrôles civils de Tunis, Bizerte, Béja, Souk-el-Arba, Grombalia et Sousse ;

Le 9 juin, dans les Contrôles civils du Kef, de Sfax et de Kairouan ;

Le 11 juin, dans les Contrôles civils de Gabès, Thala, Maktar, Gafsa et dans les territoires soumis à la surveillance de l'autorité militaire.

Taxes supprimées. — Les taxes supprimées par le décret du 31 mai sont :

1° Le droit de vente de 6 et 4 piastres par caffis, établi par le décret du 19 kâda 1304 (9 août 1887) ;

2° Les droits d'entrée actuellement exigibles dans les villes maritimes sur les céréales et leurs dérivés et sur les légumes secs, lesquels sont perçus, savoir : au profit des municipalités, à Bizerte, La Goulette, Sousse, Mehdia et Sfax ; au profit de l'État, à Monastir ;

3° Les droits de mesurage auxquels peuvent être assujettis les céréales et légumes secs au moment de leur exportation par Bizerte et Monastir ;

4° Les droits de stationnement et de mesurage perçus, au profit des municipalités, à Tunis, Sousse, Mehdia et Sfax ;

5° Le droit de 0 fr. 15 c. par hectolitre, que le récent tarif douanier avait substitué au droit de 20 caroubes par caffis sur les blés, orges et maïs en provenance de l'extérieur, ainsi que sur toutes céréales transportées d'un port à l'autre de la Régence après avoir acquitté le droit de port dans le lieu de leur provenance.

Taxes de remplacement. — Le décret du 31 mai a substitué aux taxes dont l'énumération précède :

1° Un droit de circulation ;

2° Un droit de stationnement sur les marchés ;

3° Un droit facultatif de pesage ou de mesurage.

Droit de circulation. — Le droit de circulation frappe :

1° Toutes les céréales, excepté l'avoine ;

2° La graine de lin ;

3° Les légumes secs (pois, fèves, féveroles, haricots, lentilles, etc), à l'exclusion des autres légumes secs et semences (ail, poivrons, etc.) assujettis à la tarification spéciale des décrets des 29 janvier et 11 mars 1895.

Tarif du droit de circulation. — Parmi les céréales imposées, les unes (le blé et le sorgho ou millet d'Afrique) sont soumises au droit de 0 fr. 35 c. par quintal, les autres (l'orge, le maïs, les millets autres que le sorgho, le seigle, etc.) doivent acquitter le droit de 0 fr. 25 c.

Une distinction est faite également au tarif en ce qui concerne les légumes secs. Les uns (les fèves et les pois) paieront 0 fr. 35 c. par quintal, toutes les autres variétés 0 fr. 25 c.

Le quintal de graine de lin est imposé à 0 fr. 35 c.

Exigibilité du droit de circulation. — D'après l'article 2 du décret, les produits sujets au droit de circulation sont imposables, quelle que soit d'ailleurs leur origine, savoir :

Ceux en provenance de l'extérieur, à leur entrée dans la Régence ;

Ceux de provenance tunisienne, soit à leur sortie du territoire, soit à leur introduction dans le périmètre de perception d'une localité du littoral ou de la frontière de terre ayant une population agglomérée d'au moins 500 habitants (1).

Cette disposition doit être combinée avec celles des règlements spéciaux au régime douanier, d'après lesquelles l'introduction ou la sortie des marchandises ne peut avoir lieu que par les bureaux ouverts aux opérations du commerce (1).

La circulation des produits à l'intérieur du territoire est libre et n'est pas passible du droit, à moins que les denrées n'empruntent en cours de transport le périmètre de perception d'une des localités sujettes du littoral ou de la frontière de terre.

Le droit de circulation est dû indépendamment du droit de douane lorsque celui-ci est lui-même exigible.

Il n'est applicable qu'aux grains circulant à l'état naturel. Il ne devrait pas être perçu, par exemple, sur l'orge germée (malt) ni sur l'orge grillée. Mais il serait dû sur les grains concassés, et sur les issues de boulangers dans lesquelles la proportion de farine n'atteindrait pas 10 %.

Lorsqu'au cours de leur transport d'un point à autre de la Régence, les produits traverseront deux fois la frontière, une fois dans chaque sens, la perception du droit de circulation à la sortie permettra la rentrée des produits en franchise, à condition que le conducteur se soit muni à la sortie d'un passavant qui devra, dans tous les cas, être délivré par le service des douanes.

Liquidation du droit de circulation. — Le droit de circulation est exigible sur le poids des grains, déduction faite du poids des gerbes, épis et cosses au cas où les denrées circuleraient avant l'opération du dépiquage ou de la décortication.

Toutefois, dans cette dernière hypothèse et quand il y aura lieu, il sera perçu, indépendamment du droit de circulation sur les céréales, la taxe sur la paille et autres fourrages exigible d'après la législation en vigueur.

Lorsque les produits n'auront pas subi l'opération du dépiquage ou de la décortication, il appartiendra à ceux qui les transporteront de déclarer le poids des grains sur lequel doit être assis l'impôt. Dans la métropole, l'Administration des douanes admet que le poids net des céréales représente les 80 % du poids brut en ce qui concerne le maïs en épis, et les 25 % de ce poids en ce qui concerne les autres céréales

(1) Conf décret du 31 mai 1898, art. 2, dernier paragraphe, note.

en gerbes. Cette indication n'est d'ailleurs pas donnée comme règle de liquidation, mais à titre de simple renseignement.

Perception du droit de circulation. — La perception du droit de circulation est assurée par le service des contributions diverses là où ce service a des agents de recouvrement, par le service des douanes partout ailleurs.

Dans les localités où l'Administration des contributions diverses est représentée, ce n'est qu'au vu de la quittance du droit de circulation délivrée par les agents de ce service, que la douane autorisera l'enlèvement des produits à leur arrivée, soit de l'étranger, soit d'un autre point des frontières de terre ou de mer.

Les produits venant de l'intérieur d'un périmètre de perception et présentés à la sortie seront présumés être libérés du droit de circulation.

La garantie des perceptions repose, d'une part, sur la déclaration qu'est tenu de faire le redevable; de l'autre, sur la responsabilité des agents appelés à recevoir et à vérifier cette déclaration.

Droit de stationnement. — Le droit de stationnement est exigible à l'occasion de l'introduction et du séjour des denrées sur les marchés publics.

Il est fixé par l'article 1er du décret à 0 fr. 05 c. par jour ou par fraction de journée et par quintal ou fraction de 100 kilogrammes.

L'exigibilité du droit courra du moment précis de l'introduction, même si celle-ci a lieu après la clôture des transactions commerciales sur le marché. Mais il ne sera perçu qu'à l'enlèvement des denrées.

La perception en sera faite d'après les résultats du pesage ou du mesurage ou, à défaut, d'après la déclaration des parties, déclaration dont les agents provoqueront la rectification en cas d'insuffisance.

La perception du droit de stationnement se fera, jusqu'à nouvel ordre, au moyen de quittances extraites d'un registre à souche.

L'article 1er défend la vente en public et le stationnement des grains en dehors des marchés publics ou outres emplacements désignés à cet effet.

Il convenait de rappeler cette prescription de la législation antérieure, afin de ne pas nuire à la fréquentation des marchés.

Il importe toutefois que le service n'attache pas à cette prohibition l'importance qu'elle avait sous l'empire du décret du 19 kâda 1304 (9 août 1887). Il suffira qu'il intervienne :

1° Pour empêcher l'exploitation des producteurs indigènes par les courtiers, sur les routes et pistes qui conduisent à des marchés publics ;

2° Au cas où il se formerait sur un point du territoire et dans un lieu public une réunion habituelle d'acheteurs et de vendeurs.

Droit de pesage ou de mesurage. — L'article 4 dispose que le pesage et le mesurage des céréales et autres grains dans les marchés est facultatif (1). Il fixe à 0 fr. 05 c. par quintal ou fraction de quintal le tarif du droit de pesage et à 0 fr. 10 c. par hectolitre ou fraction d'hectolitre celui du droit de mesurage.

Le service n'a d'autre initiative à prendre en la matière qu'à faire apprécier par les indigènes la modération du tarif du droit de pesage, afin de les amener progressivement, et suivant les vues du Gouvernement, à renoncer à l'habitude de vendre leurs grains à la mesure, ce qui occasionne souvent des fraudes à leur préjudice.

De même que pour les droits de stationnement, les quittances de droits de pesage ou de mesurage devront jusqu'à nouvel ordre être extraites de registre à souche. Le même registre sera utilisé pour la prise en charge des droits de stationnement, de pesage et de mesurage. Le montant des perceptions sera tiré hors ligne dans des colonnes spéciales, suivant la nature des taxes.

Les droits de pesage ou de mesurage, ainsi que ceux de stationnement, sont perçus par les agents des contributions diverses, sauf sur les marchés municipaux, où le recouvrement de ces taxes est opéré par les employés des municipalités.

Contraventions, pénalités. — L'article 5 fixe les pénalités et détermine les moyens de constater les contraventions.

Je n'ai aucune prescription à ajouter, à ce point de vue, à mes instructions antérieures relatives à la constatation et à la répression des infractions. . . . . .

---

202 16 juillet 1898

(26 safar 1316)

PROMULGUÉ LE 16 JUILLET 1898

Décret fixant le droit de stationnement des céréales sur les marchés municipaux de Tunis.

(OFFICIEL, 1898, 529)

Vu le décret du 31 mai 1898;
Vu la délibération du conseil municipal de Tunis en date du 21 juin 1898;
Sur le rapport de notre Premier Ministre;

Article 1er. — Le droit de stationnement des céréales sur les marchés municipaux de Tunis est fixé à 0 fr. 10 c. par 100 kilogrammes ou fraction de 100 kilogrammes et par jour ou fraction de jour.

Art. 2. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

(1) Conf. décret du 8 avril 1900, art 1 et 2, § 1er (1° SYSTÈME MÉTRIQUE).

203 13 août 1898

(25 rebiâ el aouel 1316)

PROMULGUÉ LE 13 AOUT 18,8

Décret concédant à la Commission de voirie de Zarzis les droits de stationnement, de pesage et de mesurage perçus sur les céréales apportées au marché de cette localité.

(OFFICIEL, 1898, 579)

Vu le décret organique du 1er avril 1885 ;
Vu le décret du 31 mai 1898 ;
Vu le rapport de M. le Directeur des finances ;
Sur la proposition de notre Premier Ministre ;

Article 1er. — Il est fait concession par l'État à la Commission de voirie de Zarzis, qui en opérera la perception à son profit, à dater du 1er septembre 1898, des droits de stationnement, de pesage et de mesurage perçus sur les céréales apportées au marché de cette localité.

Art. 2. — Ces droits sont ainsi fixés :

Stationnement : 0 fr. 05 c. par jour ou fraction de jour et par 100 kilogrammes ou fraction de 100 kilogrammes ;

Pesage : 0 fr. 05. par quintal ou fraction de quintal ;

Mesurage : 0 fr. 10 c. par hectolitre ou fraction d'hectolitre.

Ils seront à la charge du vendeur.

Art. 3. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

204 10 septembre 1899

(4 djoumadi el aouel 1317)

PROMULGUÉ LE 10 SEPTEMBRE 1899

Décret spécifiant que les céréales, légumes secs et autres graines amenés à la halle de Sousse seront exclusivement vendus au poids.

(OFFICIEL, 1899, 633)

Vu le décret du 1er avril 1885 (15 djoumadi ettani 1302) sur l'organisation des communes ;

Vu le décret du 31 mai 1898 réglementant les transactions sur les céréales et les légumes secs ;

Vu les délibérations du conseil municipal de Sousse en date des 28 juillet et 23 septembre 1898 ;

Vu la délibération de la chambre mixte d'agriculture et de commerce du centre ;

Sur le rapport du Premier Ministre ;

Article 1er. — A dater du 15 septembre 1899, les céréales, légumes secs et autres grains amenés à la halle de Sousse seront exclusivement vendus au poids par quintal métrique ou fraction de quintal métrique.

Art. 2. — Les opérations de mesurage, restées facultatives par application de l'article 4 du décret du 31 mai 1898, sont et demeurent interdites sur l'emplacement dudit marché aux grains (1).

Art. 3. — Le Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

CHAMBRE D'AGRICULTURE

205 19 novembre 1895

Arrêté du Résident général créant une Chambre d'agriculture pour le nord de la Régence (1).

(OFFICIEL, 1895, 349)

Vu les arrêtés résidentiels du 27 mai 1895 instituant une représentation spéciale pour les intérêts agricoles du sud de la Régence ;

Article 1er. — Il est créé une Chambre consultative d'agriculture pour le nord de la Régence (1) comprenant les Contrôles civils de Tunis, Bizerte, Béja, Souk-el-Arba, Le Kef, Maktar et Grombalia.

Cette chambre aura son siège à Tunis.

Elle se composera de 12 membres (2).

Art. 2. — Auront le droit de figurer sur les listes électorales les personnes suivantes :

1° Les propriétaires, usufruitiers ou usagers français d'un fonds rural (propriété exploitée en vue de la vente des produits) ou de propriétés forestières, possédant depuis six mois au moins lesdites exploitations, qu'ils soient ou non résidants en Tunisie. Lors que le fonds rural est la propriété d'une société en nom collectif, chacun des associés aura le droit d'être inscrit sur la liste électorale. Les sociétés en commandite ou par actions seront représentées, sur la liste électorale, par un mandataire et ne disposeront que d'un vote en dehors du personnel technique employé sur l'exploitation ;

2° Les agriculteurs, éleveurs, horticulteurs, pépiniéristes, jardiniers et maraîchers français qui depuis six mois sont établis en Tunisie comme directeurs, administrateurs délégués, régisseurs, locataires, fermiers ou colons partiaires ;

3° Les contremaîtres, maîtres de chaix et

(1) *Historique de l'organisation des Chambres d'agriculture, des Chambres de commerce et des Chambres mixtes* : un arrêté du Résident général du 23 juin 1885 crée une Chambre de commerce pour toute la Régence (dissoute) ; un arrêté du Résident général du 19 mars 1892 crée une Chambre de commerce pour le nord (subsiste avec les modifications de l'arrêté du 27 décembre 1899) ; un arrêté du Résident général du 19 mars 1892 crée une Chambre de commerce pour le sud (dissoute) ; un arrêté du Résident général du 19 mars 1892 crée une Chambre d'agriculture pour toute la Régence (dissoute) ; un arrêté du Résident général du 27 mai 1895 crée une Chambre mixte de commerce et d'agriculture pour le centre (modifié par arrêté du 20 novembre 1895) ; un arrêté du Résident général du 27 mai 1895 crée une Chambre mixte de commerce et d'agriculture pour le sud (modifié par arrêté du 20 novembre 1895) ; un arrêté du Résident général du 31 juillet 1895 modifie l'article 2 des arrêtés du 27 mai 1895 auxquels les arrêtés du 20 novembre 1895 se substituent intégralement ; un arrêté du Résident général du 19 novembre 1895 crée une Chambre d'agriculture pour le nord (subsiste avec les modifications de l'arrêté du 28 décembre 1899) ; un arrêté du Résident général du 20 novembre 1895 crée une Chambre mixte pour le centre (subsiste) ; un arrêté du Résident général du 20 novembre 1895 crée une Chambre mixte pour le sud (subsiste).

(1) Conf décret du 8 avril 1900, art 1 et 2, § 1er (v° SYSTÈME MÉTRIQUE)

(2) Conf arrêté du 28 décembre 1899 qui porte ce nombre à quatorze

chefs de culture français attachés depuis un an au moins à une exploitation agricole.

Les électeurs doivent être âgés de 25 ans au moins.

Ne peuvent être portés sur les listes électorales :

1° Les individus qui en France n'auraient pas la jouissance de leurs droits civils et politiques ;

2° Les individus condamnés pour contrebande, pour contraventions aux lois sur les loteries ou pour les délits prévus aux articles 413, 414, 419, 420, 421, 423 et 430 du Code pénal et aux articles 596 et 597 du Code de commerce ;

3° Les officiers ministériels destitués ;

4° Les faillis non réhabilités.

Art. 3. — Les électeurs possédant le droit électoral dans plusieurs circonscriptions ne peuvent exercer ce droit que dans une seule. Ils feront connaître, au moment de la confection des listes, dans quelle circonscription ils désirent voter, et, à défaut d'indication de leur part, il sera statué sur ce point par la commission chargée d'examiner les réclamations.

Art. 4. — La date de toutes élections nouvelles est fixée après la clôture des listes par un arrêté du Résident général publié vingt jours au moins à l'avance. La liste des électeurs est immédiatement dressée dans chaque Contrôle par le Contrôleur civil, assisté de l'un des vice-présidents et du premier conseiller municipal français de la municipalité ou commission municipale du chef-lieu, quand il en existe.

Art. 5. — La liste sera déposée dans les bureaux du Contrôle civil immédiatement après sa confection et publiée au *Journal officiel* tunisien. Des affiches apposées à la porte du Contrôle civil annonceront ce dépôt.

La liste sera communiquée sans frais à tout requérant, qui pourra en prendre ou en faire relever copie aux heures et dans les conditions déterminées par l'autorité locale.

Art. 6. — Pendant les quinze jours qui suivent le dépôt de la liste, tout électeur peut présenter ses réclamations, soit pour obtenir son inscription, soit pour demander celle d'un citoyen omis indûment ou la radiation d'un citoyen indûment inscrit.

Art. 7. — Les réclamations sont portées devant une commission siégeant à Tunis et composée :

1° Du plus ancien Juge de paix, président ;

2° Du Contrôleur civil, suppléant ;

3° Du Chancelier de la Résidence ;

4° De deux membres de la colonie française désignés par la Chambre d'agriculture.

Les réclamations sont faites par simple lettre au président de cette commission, et la commission statue sans frais ni forme de procédure dans les quinze jours qui suivent l'expiration du délai pendant lequel elles peuvent être présentées.

La commission pourra prononcer d'office la radiation des électeurs inscrits à tort.

Art. 8. — La décision de la commission n'est susceptible ni d'opposition, ni d'appel.

La décision sera immédiatement transmise au Contrôleur civil et notifiée par ses soins à l'intéressé.

La liste définitive sera publiée au *Journal officiel* tunisien.

Art. 9. — Sont éligibles tous les électeurs compris dans les catégories mentionnées à l'article 2 et âgés de 30 ans révolus, pourvu qu'ils aient établi leur domicile en Tunisie.

Toutefois, plusieurs associés en nom collectif ne peuvent faire en même temps partie de la Chambre. Les fonctionnaires ne sont pas éligibles.

Art. 10. — Les lieux de vote seront désignés par un arrêté du Résident général. Les opérations dans chaque section de vote seront présidées par le Contrôleur civil ou une personne déléguée par lui. Le président sera assisté par le plus âgé et le plus jeune des électeurs présents. Ce dernier fera fonction de secrétaire.

Le bureau statue sur toutes les questions qui peuvent s'élever au cours des opérations électorales.

Art. 11. — Afin d'assurer la représentation de toutes les parties du territoire, les membres de la Chambre consultative d'agriculture sont élus au scrutin de liste par circonscription administrative.

Les circonscriptions électorales sont fixées et les membres à élire sont répartis ainsi qu'il suit :

1re circonscription ; caïdat de la banlieue de Tunis, quatre membres (1) ;

2e circonscription ; caïdat de Zaghouan, un membre ;

3e circonscription ; caïdat de Téboursa, un membre ;

4e circonscription ; Contrôle civil de Grombalia, deux membres ;

5e circonscription ; Contrôle civil de Bizerte, un membre (1) :

6e circonscription ; Contrôle civil de Béja, un membre ;

7e circonscription ; Contrôle civil de Souk-el-Arba, un membre.

8e circonscription ; Contrôles civils du Kef et de Maktar, un membre.

Art. 12. — Les électeurs sont admis à voter par correspondance. S'ils veulent user de cette faculté, ils doivent adresser leur bulletin de vote au Contrôle civil dans une double enveloppe cachetée.

L'enveloppe intérieure devra contenir uniquement leur bulletin de vote.

L'enveloppe extérieure devra contenir la première enveloppe et la carte d'électeur qui leur

(1) Conf. arrêté du 28 décembre 1899 qui crée un nouveau siège.

sera envoyée par les soins du Contrôleur civil.

Les lettres devront être arrivées à destination le jour du scrutin avant midi.

Art. 13. — Au premier tour de scrutin, nul n'est élu s'il n'a réuni la moitié plus un des suffrages exprimés et un nombre égal au quart des électeurs inscrits.

Au deuxième tour, qui aura lieu quinze jours après, la majorité relative est suffisante.

Le scrutin est ouvert à 8 heures du matin et clos à midi. Le dépouillement a lieu immédiatement après la clôture du scrutin par les soins du bureau.

Dès que le dépouillement est achevé, un procès-verbal des opérations est dressé et transmis au Résident général et le résultat du scrutin est affiché à la porte du Contrôle civil.

Art. 14. — Tout électeur a le droit d'arguer de nullité les opérations électorales de la circonscription dans laquelle il est inscrit.

Les réclamations doivent, à peine de nullité, être déposées soit dans les bureaux du Contrôle civil dans la circonscription duquel réside le réclamant, soit à la Résidence générale, dans un délai de cinq jours après le scrutin. Il en sera donné récépissé.

Les réclamations reçues par les Contrôleurs civils seront immédiatement transmises par eux au Résident général.

Il est souverainement statué dans le délai d'un mois, à dater du jour de leur dépôt constaté par le récépissé, par la commission d'appel pour la confection des listes électorales.

Art. 15. — Si le Résident général estime que les conditions et les formes légalement prescrites n'ont pas été observées, il peut également, dans le délai de quinze jours à dater de la réception des procès-verbaux, déférer les opérations à la même commission.

Art. 16. — Dans le cas où l'annulation de tout ou partie des élections a été prononcée, les électeurs sont convoqués à nouveau dans un délai qui ne peut excéder trois mois.

Art. 17. — Les membres de la Chambre consultative d'agriculture sont élus pour six ans, renouvelés par tiers tous les deux ans et rééligibles.

Les élections pour le renouvellement partiel de la Chambre ont lieu dans le courant du mois de janvier.

Un tirage au sort effectué par les soins de la Chambre déterminera pour la première fois les membres qui devront faire partie des deux premières séries sortantes.

Il est pourvu aux vacances accidentelles dans les deux mois qui suivent la date où elles se produisent.

Tout membre qui se sera absenté sans excuse pendant trois mois sera considéré comme démissionnaire.

Art. 18. — La Chambre nomme tous les ans au mois de janvier parmi ses membres un président, un vice-président, un secrétaire et un trésorier.

Les nominations sont faites à la majorité absolue, c'est-à-dire que les candidats devront réunir au moins sept voix au premier tour de scrutin.

Au second tour, la majorité relative suffira, et, en cas de partage des voix, l'élection aura lieu au bénéfice de l'âge.

Art. 19. — La Chambre consultative d'agriculture a pour attributions :

1° De donner au Résident général les avis et renseignements qui lui sont demandés sur les faits et les intérêts agricoles ;

2° De présenter au Résident général ses vues sur toutes les questions qui intéressent l'agriculture dans sa circonscription.

Art. 20. — La Chambre consultative d'agriculture correspond avec le Résident général, auquel elle envoie régulièrement copie des procès-verbaux de ses séances.

Le Résident général fait parvenir ses avis et réclamations, selon le cas, soit au Gouvernement français, soit au Gouvernement tunisien.

Le Résident général et le Directeur de l'agriculture ont entrée aux séances et sont entendus chaque fois qu'ils le demandent.

Le Résident général est président de droit des séances auxquelles il assiste.

Art. 21. — La Chambre consultative d'agriculture peut, en qualité d'établissement reconnu d'utilité publique, acquérir, recevoir, posséder et aliéner après y avoir été autorisée par le Résident général.

Art. 22. — La Chambre peut se constituer une caisse :

1° Par des cotisations annuelles ;

2° Par des dons et subventions de toute nature.

Dans les dix premiers mois de l'année, elle adresse au Résident général le compte rendu des recettes et des dépenses de l'année précédente et le projet du budget des recettes et des dépenses de l'année suivante.

Ce dernier budget ne devient définitif qu'après avoir reçu le visa du Résident général.

---

206 7 février 1896

Arrêté du Résident général prononçant la dissolution de la Chambre d'agriculture instituée par arrêté du 19 mars 1892 (1)

(Officiel, 1896, 53)

(1) Conf arrêté du 19 novembre 1895, note 1 (historique).

207 28 décembre 1899

Arrêté du Résident général modifiant la composition de la Chambre d'agriculture du nord.

(Officiel, 1899, 914)

Vu l'arrêté résidentiel du 19 novembre 1895 instituant une Chambre d'agriculture pour la partie nord de la Tunisie ;

Prenant en considération le vœu émis par la Conférence consultative dans sa session d'avril 1898 et tendant à assurer, par le nombre de ses membres, une représentation plus complète des diverses régions intéressées ;

Article 1er. — Le nombre des membres de la Chambre d'agriculture du nord est porté de douze à quatorze.

Un nouveau siège est affecté à la 1re circonscription (caïdat de la banlieue de Tunis).

Un nouveau siège est affecté à la 5e circonscription (Contrôle civil de Bizerte).

Art. 2. — Sont maintenues les dispositions de l'arrêté du 19 novembre 1895 qui ne sont pas contraires à celles du présent arrêté.

CHAMBRE DE COMMERCE ET CHAMBRES MIXTES (1)

208 19 mars 1892

Arrêté du Résident général créant une Chambre de commerce pour le nord de la Régence (1).

(Officiel, 1892, 77)

Considérant qu'il importe de donner une représentation distincte aux intérêts commerciaux et industriels français dans la partie nord de la Tunisie ;

Article 1er. — Il est créé une Chambre de commerce pour la partie nord de la Tunisie (1) comprenant les Contrôles de Tunis, La Goulette (2), Bizerte, Béja, Souk-el-Arba, Le Kef, Nabeul (3), Maktar, et le territoire du commandement militaire d'Aïn-Draham (4).

Cette Chambre de commerce a son siège à Tunis.

Elle se compose de douze membres (5).

Art. 2. — La Chambre de commerce de Tunis est élue par un corps électoral composé des personnes suivantes :

Les commerçants, industriels, agents de change et banquiers français ;

Les directeurs fondés de pouvoirs français de maisons de commerce et de compagnies anonymes de finances et d'industrie françaises ;

Les capitaines au long cours et maîtres au cabotage français ayant commandé des bâtiments pendant cinq ans.

Les électeurs doivent être âgés de 25 ans au moins et domiciliés depuis six mois au moins dans la partie nord de la Tunisie.

Ne peuvent être portés sur la liste électorale :

1° Les individus qui, en France, n'auraient pas la jouissance de leurs droits civils et politiques ;

2° Les individus condamnés pour contrebande, pour contraventions aux lois sur les loteries ou pour les délits prévus aux articles 413, 414, 419, 420, 421, 423 et 430 du Code pénal et aux articles 596 et 597 du Code de commerce ;

3° Les officiers ministériels destitués ;

4° Les faillis non réhabilités.

Art. 3. — Les électeurs possédant le droit électoral dans plusieurs circonscriptions ne peuvent exercer ce droit que dans une seule.

Ils feront connaître, au moment de la confection des listes, dans quelle circonscription ils désirent voter et, à défaut d'indication de leur part, il sera statué sur ce point par la commission chargée d'examiner les réclamations.

Art. 4. — La liste des électeurs est dressée dans chaque Contrôle par une commission composée du Contrôleur civil, du premier vice-président et du premier conseiller municipal français de la municipalité ou commission municipale du chef-lieu.

Dans les territoires de Commandement militaire (1), la commission est composée du Commandant du cercle et de deux colons français désignés par le Résident général.

Il devra être procédé à une revision de la liste des électeurs six semaines au plus tard avant toute élection nouvelle.

Art. 5. — La liste sera déposée dans les bureaux du Contrôle civil ou du Commandement militaire (1) immédiatement après sa confection. Des affiches apposées à la porte du Contrôle civil ou du Commandement militaire (1) annonceront ce dépôt. La liste sera communiquée sans frais à tout requérant, qui pourra en prendre ou en faire relever copie aux heures et dans les conditions déterminées par l'autorité locale.

Art. 6. — Pendant le mois qui suit le dépôt de la liste, tout électeur peut présenter ses ré-

(1) Conf. arrêté du 19 novembre 1895, note 1 (historique) [v° Chambre d'agriculture], et arrêté du 27 décembre 1899, art 1er, §§ 3 et seq

(2) Le contrôle de La Goulette n'existe plus Cette ville fait partie actuellement du caïdat de la banlieue de Tunis

(3) Le contrôle de Nabeul n'existe plus Cette ville est maintenant le siège d'un des caïdats du Contrôle de Grombalia.

(4) Le commandement militaire d'Aïn-Draham est supprimé aujourd'hui ; il est remplacé par une annexe du Contrôle de Souk-el-Arba, siégeant à Tabarka.

(5) Conf arrêté du 27 décembre 1899, art 1er, qui porte ce nombre à quatorze

(1) Conf. article 1er (note 4).

clamations, soit pour obtenir son inscription, soit pour demander celle d'un citoyen omis indûment, ou la radiation d'un citoyen indûment inscrit.

Art. 7. — Les réclamations sont portées devant une commission siégeant à Tunis et composée :

1° Du Juge de paix le plus ancien de Tunis, président ;

2° Du Contrôleur civil, suppléant ;

3° De trois membres de la colonie française désignés par le Résident général et pris parmi les membres de la conférence consultative.

Les réclamations sont faites par simple lettre au président de cette commission, sans frais, et la commission statue sans frais ni forme de procédure dans les huit jours qui suivent l'expiration du délai pendant lequel les réclamations peuvent être produites.

La décision sera transmise au Contrôleur civil ou au Commandant de territoire militaire (1) et notifiée par leurs soins à l'intéressé.

Art. 8. — La décision de la commission n'est susceptible ni d'opposition ni d'appel.

Art. 9. — Sont éligibles tous les électeurs compris dans les catégories mentionnées à l'article 2 et âgés de 30 ans révolus.

Toutefois, plusieurs associés en nom collectif ne peuvent faire en même temps partie de la chambre.

Art. 10. — Le vote a lieu dans le local du Contrôle civil ou du Commandement militaire (1), sous la présidence du Contrôleur civil ou du Commandant militaire ou de leur délégué, assisté de deux électeurs, qui seront le plus âgé et le plus jeune des électeurs présents. Ce dernier fera fonction de secrétaire.

Le bureau statue sur toutes les questions qui peuvent s'élever dans le cours des opérations électorales.

Dans les Contrôles où il existe une annexe, les électeurs domiciliés dans l'annexe pourront voter dans le local de la suppléance du Contrôle civil, dans les mêmes conditions qu'au Contrôle civil même.

Art. 11. — Les membres de la Chambre de commerce sont élus au scrutin de liste (2).

Au premier tour de scrutin, nul n'est élu s'il n'a réuni la moitié plus un des suffrages exprimés, et un nombre égal au quart des électeurs inscrits.

Au deuxième tour, qui aura lieu huit jours après, la majorité relative est suffisante.

Le scrutin est ouvert à 8 heures du matin, et clos à 2 heures de l'après-midi. Le dépouillement a lieu immédiatement après la clôture du scrutin, par les soins du bureau.

Dès que le dépouillement est achevé, un procès-verbal des opérations est dressé et transmis au Résident général, et le résultat du scrutin est affiché à la porte du Contrôle civil ou du Commandement militaire (1) (a).

Art. 12. — Tout électeur a le droit d'arguer de nullité les opérations électorales de la circonscription dans laquelle il est inscrit.

Les réclamations doivent, à peine de nullité, être déposées, soit dans les bureaux du Contrôle civil ou du Commandement militaire (1) dans la circonscription duquel réside le réclamant, soit à la Résidence générale dans le délai de cinq jours après le scrutin. Il en sera donné récépissé.

Les réclamations reçues par les Contrôleurs civils seront immédiatement transmises par eux au Résident général. Les Commandants militaires (1) lui feront parvenir celles dont ils seront saisis, par l'intermédiaire du Général commandant le corps d'occupation.

Il est souverainement statué, dans le délai d'un mois à dater du jour de leur dépôt constaté par le récépissé, par la commission d'appel pour la confection des listes électorales.

Art. 13. — Si le Résident général estime que les conditions et les formes légalement prescrites n'ont pas été observées, il peut également, dans le délai de quinze jours, à dater de la réception des procès-verbaux, déférer les opérations à la même commission.

Art. 14. — Dans le cas où l'annulation de tout ou partie des élections a été prononcée, les électeurs sont convoqués à nouveau dans un délai qui ne peut excéder trois mois.

Art 15. — Les membres de la Chambre de commerce sont élus pour six ans. Ils sont renouvelés par tiers tous les deux ans et toujours rééligibles (2).

Les élections pour les renouvellements ont lieu dans le courant du mois de janvier et les électeurs sont convoqués au moins trois semaines à l'avance. Un tirage au sort, effectué par les soins de la Chambre, déterminera, pour la première fois, les membres qui devront faire partie des deux premières séries sortantes (2).

Il est pourvu aux vacances accidentelles à chaque élection pour le renouvellement par tiers. Les membres élus pour remplir ces vacances ne restent en charge que le temps pendant lequel les membres qu'ils remplacent devaient y rester.

La Chambre de commerce peut désigner, dans la partie nord de la Régence de Tunis, des membres correspondants dont le nombre ne devra pas dépasser six. Les membres correspondants peuvent assister aux délibérations de la

(1) Conf. article 1er (note 4).

(2) Conf. arrêté du 27 décembre 1899, qui établit le scrutin d'arrondissement.

(1) Conf. article 1er (note 4).

(2) Conf arrêté du 27 décembre 1899, art. 2.

(a) La Chambre de commerce de Tunis existe régulièrement du jour des élections qui la constituent C'est à cette date qu'expirent également les pouvoirs de l'ancienne Chambre de commerce La transmission des pouvoirs de l'ancienne Chambre à la nouvelle élue n'existe pas ; les nouveaux membres tiennent leurs pouvoirs de leurs électeurs et non de leurs prédécesseurs. (Tunis, 14 avril 1900, *J T* 990, 429)

Chambre, mais avec voix consultative seulement.

Art. 16. — La Chambre nomme tous les ans, au mois de janvier, parmi ses membres, un président, un vice-président, un secrétaire et un trésorier. Ces nominations seront faites à la majorité absolue.

Si des élections de renouvellement ont lieu, le bureau de la Chambre n'est nommé qu'après ces élections.

Art. 17. — La Chambre de commerce a pour attributions :

1° De donner au Gouvernement les avis et renseignements qui lui sont demandés sur les faits et les intérêts industriels et commerciaux;

2° De présenter ses vues sur les moyens d'accroître la prospérité de l'industrie et du commerce; sur les améliorations à introduire dans toutes les branches de la législation commerciale, y compris les tarifs des douanes et octrois; sur l'exécution des travaux et l'organisation des service publics qui peuvent intéresser le commerce ou l'industrie, tels que les travaux des ports, rivières, les postes, les chemins de fer, etc.

Art. 18. — L'avis de la Chambre de commerce est demandé spécialement sur les changements projetés dans la législation commerciale; sur les créations de bourses et les établissements d'agents de change ou de courtiers, sur les tarifs des douanes, sur les tarifs et règlements des services des transports et autres établis à l'usage du commerce; sur les usages commerciaux, les tarifs et règlements de courtage maritime et de courtage en matière d'assurance de marchandises, d'échanges et d'effets publics; sur les créations de tribunaux de commerce, sur les établissements de banques et de comptoirs d'escompte et de crédit foncier; sur les projets de travaux publics locaux relatifs au commerce, sur les projets de règlements locaux en matière de commerce ou d'industrie.

Art. 19. — Les établissements pour l'usage du commerce, comme les magasins de sauvetage, entrepôts, bureaux de cautionnement, cours publics pour la propagation des connaissances commerciales et industrielles, sont administrés par la Chambre de commerce, s'ils ont été formés au moyen de contributions spéciales sur les commerçants français. L'administration de ceux de ces établissements qui ont été formés par dons, legs ou autrement, peut lui être remise, d'après le vœu des souscripteurs ou donateurs Enfin cette administration peut lui être déléguée pour les établissements de même nature qui seraient créés par l'autorité(1).

Art. 20. — La Chambre de commerce correspond avec le Résident général auquel elle envoie régulièrement copie des procès-verbaux de ses séances.

(1) Conf décret du 31 mai 1899, art 2 (v° Entrepôts).

Le Résident général fait parvenir ces avis et réclamations, selon le cas, soit au Gouvernement français, soit au Gouvernement tunisien.

Le Résident général a entrée aux séances; il est président de droit des séances auxquelles il assiste.

Art. 21. — La Chambre de commerce peut, en qualité d'établissement reconnu d'utilité publique, acquérir, recevoir, posséder et aliéner, après y avoir été autorisée par le Résident général.

Art. 22. — La Chambre peut se constituer une caisse :

1° Par des cotisations annuelles;

2° Par des dons et subventions de toute nature.

Dans les dix premiers mois de l'année, elle adresse au Résident général le compte rendu des recettes et des dépenses de l'année précédente et le projet du budget des recettes et des dépenses de l'année suivante.

Ce dernier budget ne devient définitif qu'après avoir reçu le visa du Résident général.

Les dispositions du présent article sont applicables aux recettes et aux dépenses ordinaires provenant des contributions prélevées sur les nationaux français, comme aux recettes et dépenses spéciales des établissements à l'usage du commerce dont l'administration est confiée à la Chambre.

Art. 23. — Par exception aux dispositions de l'article 15, les premières élections auront lieu à une date qui sera ultérieurement fixée par un arrêté du Résident général de la République française.

---

209 20 novembre 1895

Arrêté du Résident général créant une Chambre mixte de commerce et d'agriculture pour le centre de la Régence(1).

(Officiel, 1895, 350)

Vu l'arrêté résidentiel du 27 mai 1895, instituant une Chambre mixte de commerce et d'agriculture à Sousse, modifié par l'arrêté du 31 juillet 1895;

Vu l'arrêté résidentiel du 19 novembre 1895, instituant une Chambre consultative d'agriculture pour la partie nord de la Régence;

Considérant qu'il y a lieu de mettre en harmonie les dispositions générales de ces deux arrêtés;

Article unique. — L'arrêté susvisé du 27 mai 1895(1) est modifié comme suit :

Article 1er — Il est créé une Chambre mixte de commerce et d'agriculture pour le centre de la Tunisie(1), comprenant les Contrôles de Sousse, Kairouan et Kasserine(2).

Cette Chambre aura son siège à Sousse.

Elle se composera de douze membres.

(1) L'arrêté du 20 novembre 1895 se substitue intégralement à celui du 27 mai 1895 — Conf arrêté du 19 novembre 1895, note 1 (historique) [v° Chambre d'agriculture].

(2) Ce contrôle a son siège à Thala actuellement.

Art. 2. — Auront le droit de figurer sur les listes électorales les personnes suivantes :

1° Les commerçants, industriels, agents de change et banquiers français, établis depuis six mois au moins en Tunisie ;

2° Les directeurs fondés de pouvoirs français de maisons de commerce et de compagnies anonymes de finances et d'industries françaises, établis depuis six mois au moins en Tunisie;

3° Les capitaines au long cours et maîtres au cabotage français ayant commandé des bâtiments pendant cinq ans et n'étant pas au service de l'État, établis depuis six mois au moins en Tunisie ;

4° Les propriétaires, usufruitiers ou usagers français d'un fonds rural (propriétés exploitées en vue de la vente des produits) ou de propriétés forestières, possédant depuis six mois au moins lesdites exploitations, qu'ils soient ou non résidants en Tunisie.

Lorsque le fonds rural est la propriété d'une société en nom collectif, chacun des associés aura le droit d'être inscrit sur la liste électorale, les sociétés en commandite ou par actions seront représentées sur la liste électorale par un mandataire et ne disposeront que d'une voix en dehors du personnel technique employé sur l'exploitation ;

5° Les agriculteurs, éleveurs, horticulteurs, pépiniéristes, jardiniers et maraîchers français, qui depuis six mois sont établis en Tunisie comme directeurs, administrateurs, régisseurs, locataires, fermiers ou colons partiaires ;

6° Les contremaîtres, maîtres de chaix et chefs de culture français, attachés depuis un an au moins à une exploitation agricole.

Les électeurs doivent être âgés de 25 ans au moins.

Ne peuvent être portés sur les listes électorales :

1° Les individus qui en France n'auraient pas la jouissance de leurs droits civils et politiques;

2° Les individus condamnés pour contrebande, pour contraventions aux lois sur les loteries ou pour les délits prévus aux articles 413, 414, 419, 420, 421, 423 et 430 du Code pénal et aux articles 596 et 597 du Code de commerce ;

3° Les officiers ministériels destitués ;

4° Les faillis non réhabilités.

Art. 3. — Les électeurs possédant le droit électoral dans plusieurs circonscriptions ne peuvent exercer ce droit que dans une seule. Ils feront connaître, au moment de la confection des listes, dans quelle circonscription ils désirent voter, et, à défaut d'indication de leur part, il sera statué sur ce point par la commission chargée d'examiner les réclamations.

Art. 4. — La date de toutes élections nouvelles est fixée, après la clôture des listes, par un arrêté du Résident général publié vingt jours au moins à l'avance.

La liste des électeurs est immédiatement dressée dans chaque Contrôle par le Contrôleur civil assisté de l'un des vice-présidents et du premier conseiller municipal français de la Municipalité ou commission municipale du chef-lieu quand il en existe.

Art. 5. — La liste sera déposée dans les bureaux du Contrôle civil immédiatement après sa confection et publiée au *Journal officiel* tunisien.

Des affiches apposées à la porte du Contrôle civil annonceront ce dépôt.

La liste sera communiquée, sans frais, à tout requérant, qui pourra en prendre ou en faire relever copie aux heures et dans les conditions déterminées par l'autorité locale.

Art. 6. — Pendant les quinze jours qui suivent le dépôt de la liste, tout électeur peut présenter ses réclamations soit pour obtenir son inscription, soit pour demander celle d'un citoyen omis indûment ou la radiation d'un citoyen indûment inscrit.

Art. 7. — Les réclamations sont portées devant une commission siégeant à Sousse et composée :

1° Du Juge de paix, président ;

2° Du Contrôleur civil, suppléant ;

3° De trois membres de la colonie française désignés par le Résident général.

Les réclamations sont faites par simple lettre au président de cette commission et la commission statue sans frais ni forme de procédure dans les quinze jours qui suivent l'expiration du délai dans lequel elles peuvent être présentées ; la commission pourra prononcer d'office la radiation des électeurs inscrits à tort.

Art. 8. — La décision de la commission n'est susceptible ni d'opposition ni d'appel.

La décision sera immédiatement transmise au Contrôleur civil et notifiée par ses soins à l'intéressé.

La liste définitive sera publiée au *Journal officiel* tunisien.

Art. 9. — Sont éligibles tous les électeurs compris dans les catégories mentionnées dans l'article 2 et âgés de trente ans révolus.

Toutefois, plusieurs associés en nom collectif ne peuvent faire en même temps partie de la Chambre.

Les fonctionnaires ne sont pas éligibles.

Art. 10. — Les lieux de vote seront désignés par un arrêté du Résident général. Les opérations dans chaque section de vote seront présidées par le Contrôleur civil ou une personne déléguée par lui. Le président sera assisté par le plus âgé et le plus jeune des électeurs présents. Ce dernier fera fonction de secrétaire.

Le bureau statue sur toutes les questions qui peuvent s'élever au cours des opérations électorales.

Art. 11. — Afin d'assurer la représentation sur toutes les parties du territoire, les membres

de la Chambre mixte d'agriculture et de commerce de Sousse sont élus au scrutin de liste par circonscription administrative.

Les circonscriptions électorales sont fixées et les membres à élire sont répartis ainsi qu'il suit :

1re circonscription. — Caïdats de Sousse, Monastir et Djemmal, huit membres ;

2e circonscription. — Caïdat des Oulad Saïd (1), un membre ;

3e circonscription. — Caïdats de Mahdia et des Souassi, un membre ;

4e circonscription. — Contrôles de Kairouan et de Kasserine(2), deux membres.

Art. 12. — Les électeurs sont admis à voter par correspondance. S'ils veulent user de cette faculté, ils doivent adresser leur bulletin de vote au Contrôleur civil dans une double enveloppe cachetée.

L'enveloppe intérieure devra contenir uniquement leur bulletin de vote. L'enveloppe extérieure devra contenir la première enveloppe et la carte d'électeur qui leur sera envoyée par les soins des Contrôleurs civils.

Les lettres devront être arrivées à destination le jour du scrutin avant midi.

Art. 13. — Au premier tour de scrutin, nul n'est élu s'il n'a réuni la moitié plus un des suffrages exprimés et un nombre égal au quart des électeurs inscrits.

Au deuxième tour, qui aura lieu quinze jours après, la majorité relative est suffisante.

Le scrutin est ouvert à 8 heures du matin et clos à midi. Le dépouillement a lieu immédiatement après la clôture du scrutin par les soins du bureau.

Dès que le dépouillement est achevé, un procès-verbal des opérations est dressé et transmis au Résident général et le résultat du scrutin est affiché à la porte du Contrôle civil.

Art. 14. — Tout électeur a le droit d'arguer de nullité les opérations électorales de la circonscription dans laquelle il est inscrit.

Les réclamations doivent, à peine de nullité, être déposées soit dans les bureaux du Contrôle civil dans la circonscription duquel réside le réclamant, soit à la Résidence générale, dans un délai de cinq jours après le scrutin. Il en sera donné récépissé.

Les réclamations reçues par les Contrôleurs civils seront immédiatement transmises par eux au Résident général.

Il est souverainement statué, dans le délai d'un mois à dater du jour de leur dépôt constaté par le récépissé, par la commission d'appel pour la réfection des listes électorales.

Art. 15. — Si le Résident général estime que les conditions et les formes légalement prescrites n'ont pas été observées, il peut également dans le délai de quinze jours à dater de la réception des procès-verbaux déférer les opérations à la même commission.

Art. 16. — Dans le cas où l'annulation de tout ou partie des élections aurait été prononcée, les électeurs sont convoqués à nouveau dans un délai qui ne peut excéder trois mois.

Art. 17. — Les membres de la Chambre mixte de commerce et d'agriculture de Sousse sont élus pour six ans et renouvelés par tiers tous les deux ans. Ils sont rééligibles.

Les élections pour le renouvellement partiel de la Chambre ont lieu dans le courant du mois de janvier.

Un tirage au sort effectué par les soins de la Chambre déterminera pour la première fois les membres qui devront faire partie des deux premières séries sortantes.

Il est pourvu aux vacances accidentelles dans les six mois qui suivent la date où elles se produisent.

Tout membre qui se sera absenté sans excuse pendant trois mois sera considéré comme démissionnaire.

Art. 18. — La Chambre nomme tous les ans, au mois de janvier, parmi ses membres, un président, un vice-président, un secrétaire et un trésorier.

Les nominations sont faites à la majorité absolue, c'est-à-dire que les candidats devront réunir au moins sept voix au premier tour de scrutin ; au second tour, la majorité relative suffira et en cas de partage des voix, l'élection aura lieu au bénéfice de l'âge.

Art. 19. — La Chambre mixte de commerce et d'agriculture a pour attributions :

1° De donner au Résident général les avis et renseignements qui lui sont demandés sur les faits et les intérêts commerciaux, industriels et agricoles ;

2° De présenter au Résident général ses vues sur toutes les questions qui intéressent le commerce, l'industrie, l'agriculture dans sa circonscription.

Art. 20. — La Chambre mixte de commerce et d'agriculture correspond avec le Résident général auquel elle envoie régulièrement copie des procès-verbaux de ses séances. Une seconde copie devra être également régulièrement envoyée au Contrôleur civil de Sousse.

Le Résident général fait parvenir ses avis et réclamations, selon le cas, soit au Gouvernement français, soit au Gouvernement tunisien.

Le Résident général, le Directeur de l'agriculture et le Contrôleur civil de Sousse ont entrée aux séances et sont entendus chaque fois qu'ils le demandent.

Le Résident général est président de droit des séances auxquelles il assiste.

Art. 21. — La Chambre mixte de commerce et d'agriculture peut, en qualité d'établissement reconnu d'utilité publique, acquérir, recevoir,

(1) Ce caïdat n'existe plus. Ce centre n'est plus que le siège d'un des khalifaliks du caïdat de Sousse.

(2) Le siège de ce contrôle est à Thala actuellement.

posséder et aliéner après y avoir été autorisée par le Résident général.

Art. 22. — La Chambre peut se constituer une caisse :

1° Par des cotisations annuelles ;

2° Par des dons et subventions de toute nature.

Dans les dix premiers mois de l'année, elle adresse au Résident général le compte rendu des recettes et des dépenses de l'année précédente et le projet de budget des recettes et des dépenses de l'année suivante.

Ce dernier budget ne devient définitif qu'après avoir reçu le visa du Résident général.

Les dispositions du présent article sont applicables aux recettes et aux dépenses ordinaires provenant de contributions prélevées sur les nationaux français, comme aux recettes et dépenses spéciales des établissements à l'usage du commerce dont l'administration peut être confiée à la Chambre.

---

210 20 novembre 1895

Arrêté du Résident général créant une Chambre mixte de commerce et d'agriculture pour le sud de la Régence (1).

(Officiel, 1895, 351)

Vu l'arrêté résidentiel du 27 mai 1895, instituant une Chambre mixte de commerce et d'agriculture à Sfax, modifié par l'arrêté du 31 juillet 1895 ;

Vu l'arrêté résidentiel du 19 novembre 1895, instituant une Chambre consultative d'agriculture pour la partie nord de la Régence ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre en harmonie les dispositions générales de ces deux arrêtés ;

Article unique. — L'arrêté susvisé du 27 mai 1895 (1) est modifié comme suit :

Article 1er. — Il est créé une Chambre mixte de commerce et d'agriculture pour le sud de la Tunisie (1), comprenant les Contrôles de Sfax, Gafsa, Gabès et les territoires de Commandement militaire.

Cette Chambre aura son siège à Sfax.

Elle se composera de douze membres.

Art. 2 à 10..... (2).

Art. 11. — Afin d'assurer la représentation sur toutes les parties du territoire, les membres de la Chambre mixte d'agriculture et de commerce de Sfax sont élus au scrutin de liste par circonscription administrative.

Les circonscriptions électorales sont fixées et les membres à élire sont répartis ainsi qu'il suit :

1re circonscription. — Contrôle civil de Sfax, sept membres.

2e circonscription. — Contrôle civil de Gabès et Commandement militaire, trois membres.

3e circonscription. — Annexe de Contrôle de Djerba, un membre.

4e circonscription. — Contrôle civil de Gafsa et annexe de Tozeur, un membre.

Art. 12 à 22. — ..... (1).

(1) L'arrêté du 20 novembre 1895 se substitue intégralement à celui du 27 mai 1895. — Conf. arrêté du 19 novembre 1895, note 1 (historique) [v° Chambre d'agriculture].

(2) Ces articles reproduisent exactement les articles correspondants de l'arrêté du 20 novembre 1895, relatif à la Chambre mixte du centre, sauf à substituer le nom de la ville de Sousse à celui de Sfax.

---

211 20 novembre 1895

Arrêté du Résident général prononçant la dissolution de la Chambre de commerce du sud, instituée par arrêté du 19 mars 1892 (1)

(Officiel, 1895, 352)

---

212 27 décembre 1899

Arrêté du Résident général modifiant la composition de la Chambre de commerce du nord et le mode d'élection de ses membres.

(Officiel, 1899, 914)

Vu l'arrêté résidentiel du 19 mars 1892, portant institution d'une Chambre de commerce pour la partie nord de la Tunisie ;

Prenant en considération le vœu émis par la Conférence consultative dans sa session d'avril 1898 et tendant : 1° à ce que l'organisation de la Chambre de commerce du nord soit mise en harmonie avec celle des autres corps consultatifs de la Regence ; 2° à assurer, par le nombre de ses membres, une représentation plus complète des diverses regions intercssées ;

Article 1er. — Le nombre des membres de la Chambre de commerce du nord est porté de douze à quatorze.

Ces membres seront élus au scrutin d'arrondissement et d'après la répartition suivante :

Tunis. — Huit membres, nommés par les électeurs de Tunis, La Goulette, Zaghouan et Grombalia.

Souk-el-Arba. — Un membre, nommé par les électeurs de Souk-el-Arba.

Le Kef. — Un membre, nommé par les électeurs du Kef et de Maktar.

Béja. — Un membre, nommé par les électeurs de Béja.

Ain-Draham. — Un membre, nommé par les électeurs d'Ain-Draham et de Tabarca.

Bizerte. — Deux membres, nommés par les électeurs de Bizerte.

Art. 2. — Les membres de la Chambre de commerce sont élus pour six ans. Ils sont renouvelés par fraction tous les deux ans et toujours rééligibles.

Un tirage au sort effectué par les soins de la Chambre déterminera, pour la première fois,

(1) Ces articles reproduisent exactement les articles correspondants de l'arrêté du 20 novembre 1895, relatif à la Chambre mixte du centre, sauf à substituer le nom de la ville de Sousse à celui de Sfax.

(2) Conf. arrêté du 19 novembre 1895, note 1 (historique) [v° Chambre d'agriculture]

les membres qui devront faire partie des deux premières fractions sortantes, composées chacune de cinq membres.

Art. 3. — Les électeurs consulaires de la partie nord de la Régence sont convoqués le dimanche 21 janvier 1900, à l'effet d'élire quatorze membres de la Chambre de commerce du nord.

Art. 4. — Les dispositions de l'arrêté résidentiel du 19 mars 1892 sont abrogées en ce qu'elles ont de contraire aux termes du présent arrêté.

CHASSE (1)

213 8 août 1900

(*11 rebiâ ettani 1318*)

PROMULGUE LE 8 AOUT 1900

Décret réglementant la chasse et la protection des oiseaux utiles à l'agriculture(a).

(OFFICIEL, 1900, 669)

Vu le décret du 12 mars 1884 (14 djoumadi el aouel 1301) sur la chasse des lievres et des perdrix ;

Vu le décret du 4 juillet 1888 (24 chaoual 1305) sur le même sujet ;

Vu le décret du 24 mai 1892 (26 chaoual 1309) sur la destruction des nids de moineaux ;

Considérant qu'il y a intérêt à éviter la destruction excessive du gibier et à protéger les oiseaux utiles à l'agriculture ;

Sur le rapport du Directeur de l'agriculture et du commerce ;

Article 1er. — La destruction, la chasse, la détention, la capture, la vente, l'achat, le colportage et l'exportation sont prohibés, du 15 février au premier dimanche de septembre, pour les lièvres, les perdrix, les mouflons et les antilopes.

Art. 2. — Sont prohibés en tout temps la destruction, la chasse, la détention, la capture, la vente, l'achat, le colportage et l'exportation : 1° des faons, biches et cerfs de Barbarie ; 2° des oiseaux mentionnés ci-après : les rapaces nocturnes (sauf le grand-duc) : hiboux, chouettes et chats-huants, les pics, les rolliers ou geais bleus, les grimpereaux, les gorges-bleues, les rouges-queues, les rouges-gorges, les coucous, les fauvettes, les engoulevents, les rossignols, les martinets, les roitelets, les gobe-mouches, les hirondelles, les lavandières et bergeronnettes, les mésanges, les cigognes, les ibis et les pigeons voyageurs.

La chasse et la destruction des guêpiers ou chasseurs d'Afrique ne sont autorisées qu'au voisinage des ruches.

Art. 3. — La recherche du gibier mentionné à l'article 1er et celle des oiseaux visés par l'article 2 pourra en tout temps être opérée à domicile dans les lieux ouverts au public et notamment chez les restaurateurs, les maîtres d'hôtel, les aubergistes, les marchands de comestibles et de gibier, ainsi que dans les cafés, les voitures publiques, les gares, leurs bureaux et dépendances et en général dans tous les lieux où ces animaux auront été déposés pour être livrés au commerce.

Art. 4. — Il est interdit en tout temps de détenir, de vendre, d'acheter, de colporter ou de détruire les œufs, les nids, les couvées et les petits des animaux mentionnés aux articles 1 et 2.

Art. 5. — On ne peut chasser qu'entre le lever et le coucher du soleil. Le fusil et la canardière sont les seuls engins dont l'usage soit autorisé pour la chasse. L'emploi de tous autres instruments : pièges, filets, gluaux, appeaux, lacets, collets, panneaux, rappels ou appelants, chantercelles, tiercelets apprivoisés ou fauconnets, etc., est rigoureusement prohibé. Le sanglier, le mouflon, le flamand, le canard sauvage et la bécasse peuvent être chassés même entre le coucher et le lever du soleil. L'emploi des lévriers est autorisé pour la chasse du sanglier, de la gazelle, du lièvre, et celui du faucon pour la chasse du lièvre, de la perdrix, de l'outarde et du pigeon ramier. L'emploi des pièges et des filets est autorisé pour la destruction des moineaux et la capture des oiseaux de cage ci-après : chardonnerets, tarins, serins, pinsons, verdiers et ortolans.

Dans un intérêt scientifique et de repeuplement, des exceptions aux dispositions des articles 1, 2, 4 et 5 peuvent être accordées par le Directeur de l'agriculture et du commerce.

Art. 6. — Toute infraction aux dispositions du présent décret sera punie d'une amende de 16 à 500 fr. et d'un emprisonnement de six jours à un mois ou de l'une de ces deux peines seulement.

La peine de l'emprisonnement sera toujours prononcée si le délinquant est en état de récidive ou s'il a pris un faux nom, s'il a usé de violence envers les personnes ou s'il a fait des menaces aux agents chargés de la constatation des délits prévus par le présent décret, sans préjudice, s'il y a lieu, de plus fortes peines prononcées par la loi pour faits connexes.

Il y a récidive lorsque, dans les douze mois qui ont précédé l'infraction, le délinquant a été condamné en vertu du présent décret.

Art. 7. — Tout jugement de condamnation pourra prononcer la confiscation des armes, filets, engins et autres instruments de chasse.

---

(1) Conf. décret du 18 mars 1896, art. 15, 1° (v° JUSTICE TUNISIENNE)

(a) Le décret sur la police de la chasse est obligatoire pour les justiciables des tribunaux français comme pour les sujets tunisiens (Alger, 21 mai 1885, *J.* T. 80, 222.)

La loi du 3 mai 1844 sur la police de la chasse n'est pas applicable en Tunisie. (Sousse, 11 septembre 1891, *J.* T. 92, 63.)

Il ordonnera en outre la destruction des engins de chasse prohibés. Si les armes, filets, engins et autres instruments de chasse n'ont pas été saisis, le délinquant sera condamné à les représenter ou à en payer la valeur suivant la fixation qui en sera faite par le jugement.

Les armes, engins ou autres instruments de chasse abandonnés par les délinquants restés inconnus seront saisis et déposés au greffe du tribunal compétent. La confiscation et, s'il y a lieu, la destruction en seront ordonnées, sur le vu du procès-verbal.

Art. 8. — En cas de récidive pour délits prévus par le présent décret, les tribunaux pourront priver le délinquant du droit de port d'arme pour un temps qui ne pourra excéder cinq années.

Art. 9. — Les père, mère, maîtres et commettants sont civilement responsables des délits visés par le présent décret commis par leurs enfants mineurs, pupilles demeurant avec eux, domestiques ou préposés, sauf tout recours de droit. Cette responsabilité ne s'applique qu'aux frais et ne peut donner lieu à l'exercice de la contrainte par corps.

Art. 10. — Les gendarmes, les agents et les préposés des forêts, les gardes des domaines de l'État, les agents des douanes, les employés d'octroi, les agents de police, les cheiks à l'égard des indigènes de leur cheikat et tous agents chargés de la police du territoire ont qualité pour constater, par des procès-verbaux établis dans les formes ordinaires, les infractions au présent décret. Les agents rédacteurs de ces procès-verbaux ont droit à une prime de 5 fr. par procès-verbal et par délinquant, lorsque le procès-verbal aura donné lieu à condamnation.

Art. 11. — Toute action relative aux délits prévus par le présent décret sera prescrite par le laps de temps d'une année à compter du jour du délit.

Art. 12. — Les dispositions de l'article 463 du Code pénal français visant les circonstances atténuantes sont applicables aux délits prévus par le présent décret.

Art. 13. — Le Premier Ministre, le Directeur de l'agriculture et du commerce et le Directeur des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

CHAUX ET BRIQUES

214 1er septembre 1884

(*10 kâda 1301*)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DECEMBRE 1884

Décret relatif au régime, modifié postérieusement, de la fabrication des chaux et briques à Tunis et dans sa banlieue et réglementant exclusivement, en vertu du décret du 21 juillet 1896 (art. 1er, § 1er) la fabrication à l'intérieur des lieux sujets.

(OFFICIEL, 1884, 377)

. . . . . .

Article 1er. — (*Abrogé par décret du 21 juillet 1896.*)

Art. 2. — Les établissements de fabrication (1) seront ouverts, à toute réquisition, aux agents de l'Administration ou à son représentant, appelés à y pénétrer pour l'exercice du contrôle et de la perception.

L'Administration ou son représentant aura en outre le droit, s'il lui paraît nécessaire, d'installer dans l'établissement un gardien à poste fixe.

Art. 3. — Tout fabricant ou producteur (2) sera tenu, avant d'allumer un four à chaux ou à briques, d'en faire la déclaration à l'employé chargé de la perception du droit, qui sera également avisé du jour et de l'heure fixés pour le défournement des briques, tuiles et carreaux. Ce dernier avis sera donné assez à temps pour que cet employé puisse se présenter ou se faire représenter à cette opération, afin d'établir, contradictoirement avec le fabricant, une situation qui servira de point de départ pour la constatation ultérieure de l'enlèvement des produits et pour l'acquittement des droits (1). . . . . .

Des récépissés détachés d'un registre à souche constateront l'accomplissement de ces déclarations. Ces récépissés seront représentés à toute réquisition.

Art. 4. — § 1er. Aucun produit ne pourra être enlevé du lieu de fabrication qu'après l'acquittement des droits. Le Trésor aura privilège sur l'intégralité de la marchandise fabriquée pour laquelle le droit sera dû.

§ 2 et 3. (*Abrogés par décret du 21 juillet 1896.*)

Art. 5. — § 1 et 2. (*Abrogés par décret du 21 juillet 1896.*)

§ 3. Toute contravention aux dispositions des articles 2, 3 et 4 sera punie d'une amende de 300 piastres. Le contrevenant sera en outre condamné au paiement des droits exigibles sans qu'il puisse être admis aucun motif d'excuse, et, dans le cas de fabrication clandestine ou d'enlèvement sans paiement des droits, les produits en contravention seront confisqués lorsqu'ils auront pu être saisis.

---

(1) Situés à l'intérieur des lieux sujets (Décret du 21 juillet 1896 art 1er, § 1er)

(2) D'un établissement situé à l'intérieur d'un lieu sujet (Decret du 21 juillet 1896, art. 1er, § 1er)

(1) Conf décret du 21 juillet 1896

Art. 6. — (*Abrogé par décret du 21 juillet 1896.*)

Art. 7. — § 1er. Les contraventions seront constatées par tout agent assermenté appartenant aux administrations de l'État et régie des monopoles ou à la régie spéciale de la chaux et des briques, les agents de police, les gendarmes et autres agents publics. Les procès-verbaux seront dressés dans les conditions prescrites par notre décret du 13 chaoual 1301 (6 août 1884).

§ 2. (*Abrogé par décret du 21 juillet 1896.*)

§ 3. En cas de refus du fabricant ou producteur de laisser pénétrer ou de laisser installer les agents de l'Administration dans son établissement ou dans l'endroit où il fabrique, ainsi qu'il est prévu par l'article 2 ci-dessus, ceux-ci devront requérir l'assistance du caid ou de son délégué, d'un officier municipal ou d'un officier de police judiciaire (1) qui constatera la contravention. En cas de récidive de la part du même fabricant dans le courant d'une année, la fermeture de l'établissement sera prononcée administrativement. Dans le cas de contravention au présent décret, si le contrevenant est Tunisien, il sera jugé par le tribunal de l'ouzara et la décision sera sans appel.

§ 4. Si le contrevenant est justiciable des tribunaux français, les contraventions seront du ressort du juge de paix ou du tribunal de police correctionnelle suivant l'étendue de leur compétence et sans appel.

---

215 21 juillet 1896

(*10 safar 1314*)

PROMULGUÉ LE 21 JUILLET 1896

Décret remplaçant les droits frappant les chaux, *briques, ciments et produits similaires*, par des droits perçus à l'entrée des localités et un droit de patente sur la fabrication (2).

(Officiel, 1896, 351)

Vu les décrets du 1er septembre 1884 (10 kâda 1301), 11 août 1887 (21 kâda 1304), 8 juillet 1891 (1er hidjâ 1308) et 25 mars 1891 (14 châbane 1308);

En vue de favoriser le développement de l'industrie des chaux, des briques et produits similaires;

---

(1) Cour décrets des 15 février 1898 et 4 mai 1900 (v° JUSTICE FRANÇAISE).

(2) Exposé des motifs de cette nouvelle réglementation (*R. D. F.* 1896, 258). La chaux et les briques figuraient dans les divers tarifs des mahsoulats parmi les articles imposés à une carouba par piastre (6 25 °/₀ *ad valorem*)

Dans ce régime qui a été maintenu partout ailleurs qu'à Tunis et dans sa banlieue jusqu'en 1891, le fait générateur de l'impôt était la vente sur les marchés.

Le 22 décembre 1873 (2 kâda 1290) intervint le premier décret modifiant le régime local des chaux et briques fabriqués à Tunis et dans sa banlieue, les chaux de toutes les qualités furent imposées au quart (25 °/₀) et les briques au tiers (33 °/₀) de leur prix en argent : la vente sur les marchés demeura obligatoire.

Cette obligation ne disparut que le 1er septembre 1884 (10 kâda 1301), époque à laquelle un décret proclama la liberté de la vente et substitua au droit assis sur le prix un droit de fabrication. Encore fut-il fait exception pour la chaux Keddel qui dut continuer à être apportée sur le marché

Spécial à Tunis et à sa banlieue, ce décret maintint à 25 °/₀ la quotité des droits sur les chaux, mais abaissa à 8 °/₀ le droit à percevoir sur les briques, tuiles, carreaux et produits similaires La réduction fut motivée par l'intérêt qu'il y avait de mettre l'industrie locale en mesure de lutter contre la concurrence étrangère

Les bases de perception du droit sur les chaux furent fixées pour une période de trois ans à compter du 14 octobre 1884 ; quant au droit *sur la fabrication des briques*, il dut être perçu sur la valeur déterminée par les actes de vente ou d'après le cours du jour certifié par l'amin autorisé

Les fabricants furent tenus de souscrire une déclaration de fabrication et assujettis à l'exercice des agents de l'Administration, qui put au besoin installer des gardiens dans les usines.

L'enlèvement des produits fabriqués ne put avoir lieu qu'après l'acquittement des droits.

La circulation à Tunis et dans sa banlieue des chaux et briques fabriquées dans les autres parties de la Régence ne fut permise que moyennant le paiement du droit de fabrication, sans déduction, le cas échéant, du droit de 6 fr. 25 c. °/₀ qui aurait pu être payé à l'agent des mahsoulats

Les décrets du 11 août 1887 (21 kâda 1304) et du 1er avril 1890 (10 chabane 1307) qui ont fixé à l'expiration des deux premières périodes triennales les nouvelles bases de perception du droit sur la fabrication de la chaux n'ont pas modifié autrement le régime en vigueur.

Les dispositions du décret du 25 mars 1891 (14 châbane 1308) furent un premier pas de fait dans la voie de l'établissement d'un régime uniforme. En même temps qu'il réduisit de 25 °/₀ à 8 °/₀ le *droit de fabrication sur les chaux*, ce décret substitua le même droit de 8 °/₀ au droit de vente de 6.25 °/₀ jusque-là exigible dans tout le reste de la Régence. De plus, les chaux exportées bénéficièrent de l'immunité fiscale.

Un second pas fut fait dans la même voie par le décret du 8 juillet 1891 (1er hidjâ 1308) qui étendit à toute la Régence le régime applicable aux briques et produits similaires fabriqués à Tunis et *dans sa banlieue*.

Moyennant le paiement de ce droit de fabrication, la circulation et la vente des chaux et briques sur tous les points du territoire ne purent donner lieu à la perception d'aucun autre impôt

L'uniformité du régime se trouva dès lors réalisée tant pour les chaux que pour les briques.

Depuis cette époque, un décret annuel a fixé le prix des différentes qualités de chaux d'après le cours des produits afin d'assurer, dans la mesure du possible, l'équitable application du tarif.

Ces améliorations successives n'ont pas donné une satisfaction complète aux vœux des fabricants Ils se sont élevés, d'une part, contre l'exercice auquel sont soumises leurs usines et, d'autre part, contre la fixation des prix servant de base à la perception.

Ils ont fait ressortir à ce double point de vue que le prix de vente comprend l'impôt acquitté par le produit et que, équitablement, cet impôt doit en être déduit

Soumise à la Chambre de commerce de Tunis, la question est venue une première fois devant la conférence consultative à sa session du mois de mai 1895

Cette assemblée préconisa la substitution aux droits de fabrication actuels d'une taxe perçue par abonnement et établie de manière à ne pas faire subir aux produits une imposition supérieure au 8 °/₀ de leur valeur.

L'administration allait profiter de cette indication lorsque les fabricants eux-mêmes intervinrent auprès d'elle pour signaler les difficultés d'application de ce régime qui *ne leur semblait pas* préférable à celui dont ils se plaignaient

S'inspirant de leurs vues, le Gouvernement prépara un nouveau projet et le présenta pendant la session de novembre à la Conférence consultative qui exprima l'avis :

1° De convertir l'impôt actuel grevant la fabrication des chaux et briques en un droit de 8 °/₀ *ad valorem* perçu aux portes des villes *et établi sur le prix de revient* de ces produits ;

2° De récupérer à forfait les droits auxquels échapperaient ainsi les chaux et briques vendues en dehors des villes, au moyen d'une patente imposée à chaque fabricant et qui pourrait être calculée sur le cinquième de la production annuelle de chaque manufacture ;

3° De faciliter aux fabricants le paiement du droit d'entrée en ville en les autorisant à l'acquitter par anticipation en échange de *tickets qui* serviraient de laissez-passer aux chargements ;

4° D'exempter de toutes charges pendant cinq ans au minimum la fabrication des ciments.

L'Administration a cru devoir s'écarter sur un point de ces indications. Elle a pensé qu'un droit de patente calculé sur le cinquième de la production annuelle de chaque manufacture serait d'une assiette difficile et occasionnerait inévitablement des inégalités de traitement Elle a par suite préféré n'imposer les fabricants qu'à un droit fixe et modéré de patente, sauf à faire supporter par toutes les agglomérations d'une population supérieure à 500 habitants des taxes auxquelles le projet primitif n'assujettissait que les villes d'une certaine importance.

L'équivalence du rendement peut être ainsi espérée sans qu'il soit nécessaire d'exiger des fabricants une taxe personnelle trop élevée.

Il a paru équitable de ne pas considérer comme imposables à la patente ceux qui peuvent occasionnellement produire en minimes quantités des chaux ou des briques Un droit de licence très réduit était cependant nécessaire pour éviter aux fabricants patentés une concurrence privilégiée.

La question ayant jusqu'ici fait doute de savoir si les matériaux de construction obtenus par d'autres procédés que la cuisson tombaient sous l'application de l'impôt qui frappe la fabrication des briques, on a jugé nécessaire de préciser ce point La généralisation de l'impôt devant supprimer tout privilège a paru devoir donner satisfaction aux fabricants de briques

C'est dans ces conditions qu'est intervenu, le 21 juillet 1896, le décret dont le texte est reproduit ci-après.

Il consacre en outre implicitement une innovation intéressante en donnant des facilités aux cultivateurs.

Un certain nombre de terres de culture en Tunisie manquent presque totalement de chaux, dans la région du Cap-Bon en particulier ; d'autres terres sont d'une compacité excessive, qui constitue un obstacle sérieux à la culture et présente de nombreux inconvénients à une bonne végétation : certaines terres de la région de Mateur, de la plaine du Mornag en particulier Jusqu'ici les colons n'avaient pu amender ces terres par le chaulage, à cause de la législation fiscale antérieure au décret du 21 juillet dernier, et d'après laquelle les chaux étaient soumises dans la Régence à une taxe de fabrication de 8 °/₀. L'impôt atteignant ainsi tous les produits, *qu'ils fussent destinés à la consommation* rurale ou à la consommation urbaine

Le décret du 21 juillet a remédié à cette situation D'une part, en effet, il décide que les chaux provenant de fabriques situées dans

Article 1er. — Les droits auxquels les chaux, briques et produits similaires sont assujettis à la fabrication sont remplacés dans toute la Régence par des droits perçus à l'entrée des localités d'une population agglomérée de 500 habitants et au-dessous, localités dont l'énumération figure au tableau annexé au présent décret (1).

Toutefois, ce régime ne sera pas applicable aux fabriques installées dans le périmètre des lieux sujets, lesquelles continueront à être soumises, au point de vue de la constatation et du recouvrement des droits, ainsi que pour la répression des contraventions, aux dispositions du décret du 1er septembre 1884 (10 kàda 1301); les produits de ces fabriques, quand ils seront destinés à la consommation extérieure seront admis à la détaxe et au bénéfice du transit dans les conditions qui seront déterminées par l'Administration.

Art. 2. — Les produits introduits dans les lieux sujets ou fabriqués à l'intérieur de leur périmètre seront respectivement assujettis aux taxes déterminées ci-après :

1° *Chaux et ciments.*

Chaux, dite Keddel, par tonne	3f »
Ciments	2 50
Chaux hydraulique	1 30
Chaux grasse, en pierre, dite Zaouan, par mètre cube	» 90
Chaux grasse, en poussière, dite Zaouech, blutée ou non blutée, par mètre cube	» 25

2° *Briques et produits similaires.*

Briques à trois trous, par mille	1 60
— à six trous	2 40
— pleines a 0m,05	2 40
— — à 0m,07	4 »
— indigènes de toutes sortes, par mille	1 60
Tuiles plates, par mille	5 »
Carreaux	4 »

Tous autres produits de briqueterie, de poterie (2) ou céramique destinés à la construction et non dénommés au présent tarif, tous moellons en mortier, ciment et autres matières paieront 8 % de leur valeur. En cas de désaccord entre le fabricant ou l'introducteur et l'Administration sur l'évaluation des produits non dénommés, l'estimation de l'Administration servira de base à la consignation des droits, mais les intéressés pourront réclamer une expertise contradictoire qui donnera lieu, suivant le cas, soit à la restitution de l'excédent de droits perçus, soit au versement du complément exigible.

Les frais de l'expertise seront à la charge de la partie qui succombera.

Les fabricants seront autorisés à acquitter, par anticipation et dans les conditions fixées par l'Administration, les droits exigibles à l'introduction des produits dans les lieux sujets.

Art. 3. — Tout fabricant de chaux et de ciment ou de briques et produits similaires sera tenu de faire, au bureau des contributions diverses de sa circonscription, une fois pour toutes si sa fabrication doit être permanente, et avant toute reprise de travail si sa fabrication n'est pas continue, une déclaration indiquant la situation de l'usine ou des fours et la nature des produits qu'il se propose de fabriquer. Il sera assujetti à une patente fixe annuelle de 60 fr. s'il ne fabrique que l'une des deux variétés de produits, de 120 fr. s'il fabrique les deux variétés.

La patente sera payable par semestre et d'avance.

Art. 4. — Des licences temporaires de fabrication pourront être accordées par le Directeur des contributions diverses ou l'agent qu'il aura désigné à cet effet, à ceux qui, en dehors des usines spécialement destinées à la production des chaux, briques et produits similaires, voudraient exceptionnellement fabriquer ces produits.

Les intéressés seront tenus dans ce cas de faire, au bureau des contributions diverses du lieu où ils se proposent de fabriquer, une déclaration indicative de la situation des fours ou fabriques provisoires et de la durée probable de la fabrication. Ils seront tenus d'acquitter au préalable un droit de 5 fr. par chaque mois de fabrication.

Art. 5. — Toute fabrication clandestine sera punie d'une amende de 50 à 200 fr.

Sera réputée clandestine la fabrication qui n'aura pas été précédée d'une des déclarations prévues aux deux articles précédents. Les établissements de fabrication seront ouverts à toute réquisition aux agents de l'Administration appelés à y pénétrer pour l'exercice du contrôle.

Les articles 2, 4, 5, 6 et 7 du décret du 29 janvier 1895 (2 châbane 1312) et l'article 3 du décret du 12 décembre 1895 (24 djoumadi ettani 1313), seront applicables à l'introduction des chaux, briques et produits similaires dans l'intérieur des lieux sujets et aux contraventions aux dispositions qui précèdent.

Art. 6. — Le rayon de perception des droits

---

le périmètre des agglomérations urbaines de plus de 500 habitants sont admises a la détaxe du droit de fabrication et au bénéfice du transit toutes les fois qu'elles sont destinées à la consommation extérieure, par exemple aux exploitations agricoles situées hors de ces périmetres. D'autre part, les chaux fabriquées en dehors de ces mêmes périmetres ne supportent plus le droit de fabrication ; elles ne sont désormais passibles que d'un droit d octroi lorsqu'elles sont introduites dans les limites des périmètres précités Les exploitations agricoles situées en dehors de ces limites n'ont donc à payer aucun droit sur ces chaux.

On voit par là que seules les chaux destinées aux exploitations établies dans les périmetres urbains demeureraient, à la rigueur, exclues du bienfait de ce dégrevement. Car, si elles proviennent d'usines comprises dans ces perimetres, elles n'ont pas droit a la détaxe et au bénéfice du transit, et si elles viennent du dehors, elles doivent acquitter le droit d'octroi. Le nombre des terres de culture qui se trouvent dans ces conditions doit être, il est vrai, bien peu considérable, si meme il en existe. Toutefois, désireux de favoriser la culture par tous les moyens possibles, le Gouvernement a prescrit des mesures qui auront pour effet de donner aux propriétaires de ces exploitations les mêmes facultés qu'aux autres colons Il suffit à ces propriétaires de signaler leur situation à la Direction des contributions diverses, qui, au vu de leur demande, prend note des quantités de chaux qu'ils se proposent de consacrer à l'amendement de leurs terres et les détaxe dès qu'elle a constaté le régulier emploi de ces chaux à l'objet indiqué

Le bénéfice de ces dispositions bienveillantes est aussi acquis aux chaux destinées aux autres usages agricoles, en particulier au chaulage des semences et au traitement des maladies des plantes

Il est a noter que le régime applicable aux chaux produites dans la Régence ne concerne pas celles qui proviennent de l'étranger. Ces dernières acquittent à l'importation un droit de douane, sans distinction entre celles destinées aux exploitations urbaines et celles que doit utiliser l'agriculture. La réforme réalisée a donc pour effet de favoriser à la fois l'agriculture et l'industrie locale des chaux.

Conf. décret du 26 janvier 1899, art 5 (v° Entrepôts).

(1) Conf. etiam décret du 25 octobre 1896.

(2) Conf. décret du 29 août 1891 (v° Poteries).

d'entrée reste fixé pour Tunis ainsi qu'il est indiqué à l'article 1er(1) de l'arrêté du Directeur des finances en date du 30 janvier 1895. Dans les autres localités énumérées dans le tableau annexé au présent décret, le rayon de perception pourra être administrativement fixé par arrêté du Directeur des finances (2).

Art. 7. — Toutes dispositions contraires à celles qui précèdent sont abrogées.

Notre Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui entrera en vigueur le 1er août 1896 en ce qui concerne les chaux, les briques et les produits similaires, et le 1er janvier 1901 en ce qui concerne les ciments.

---

216 Annexe au décret du 21 juillet 1896

(10 safar 1314)

Tableau des localités d'une population agglomérée supérieure à 500 habitants (3).

(Officiel, 1896, 352)

CONTROLES CIVILS.	CAÏDATS.	LOCALITES DE PLUS DE 500 HABITANTS.	Le périmètre de la perception des droits d'entrée (4) dans chacune de ces localités a été délimité (*Décret du 21 juillet 1896, art. 6*) par les arrêtés qui suivent : Conf. arrêtés du Directeur des finances :
Béja	Béja	Béja	Du 5 août 1900 (*Officiel*, 1900, 633).
		Zaouiet-Mediane	Du 26 avril 1900 (*Officiel*, 1900, 370).
Bizerte	Bizerte	Bizerte	»
		Menzel-Abderrahmane	»
		Menzel-Djemil	»
		El-Alia	»
		Mateline	»
		Ras-el-Djebel	»
		Raf-Raf	»
		Porto-Farina	»
		Aousdja	»
		Mateur	Du 3 novembre 1900 (*Officiel*, 1900, 812).
Djerba	Arad	Houmt-Souk	»
		Hara-Kebira	»
		Hara-Sghira	»
Gabès	Arad	Menzel	»
		Djarra	»
		Chenini	Du 27 août 1900 (*Officiel*, 1900, 672).
		Oudref	Du 27 aout 1900 (*Officiel*, 1900, 672).
		El-Methouïa	Du 27 août 1900 (*Officiel*, 1900, 672).
		El-Hamma	Du 27 aout 1900 (*Officiel*, 1900, 672).
Gafsa	Gafsa	Gafsa	Du 4 juin 1900 (*Officiel*, 1900, 536).
		Sidi-Mansour	Du 21 juin 1900 (*Officiel*, 1900, 601).
		El-Ksar	Du 10 mars 1900 (*Officiel*, 1900, 233).
		Lala	Du 21 juin 1900 (*Officiel*, 1900, 601).
		El-Guettar	»
		Bou-Amrane	Du 5 août 1900 (*Officiel*, 1900, 633).
Gafsa	Djebel (5)	El-Ayacha	Du 5 août 1900 (*Officiel*, 1900, 633)
		Saket	Du 5 août 1900 (*Officiel*, 1900, 633).
Grombalia	Soliman	Soliman	Du 21 juin 1900 (*Officiel*, 1900, 601).
		Grombalia	Du 21 juin 1900 (*Officiel*, 1900, 601).
		Menzel-bou-Zelfa	Du 27 août 1900 (*Officiel*, 1900, 672).
		Beni-Kalled	Du 21 juin 1900 (*Officiel*, 1900, 601).
		El-Haouaria	Du 21 juin 1900 (*Officiel*, 1900, 601).
Grombalia	Nabeul	Beni-Khiar	Du 21 juin 1900 (*Officiel*, 1900, 601).
		Dar-Chabane	Du 4 juin 1900 (*Officiel*, 1900, 536).
		Korba	Du 27 août 1900 (*Officiel*, 1900, 672).
		Menzel-Temime	Du 27 aout 1900 (*Officiel*, 1900, 672)
		Kelibia	Du 21 juin 1900 (*Officiel*, 1900, 601).
		Hammamet	Du 21 juin 1900 (*Officiel*, 1900, 601).
Kairouan	Kairouan	Kairouan	Du 17 avril 1900 (*Officiel*, 1900, 342).
Le Kef	Ouartane (5)	El-Ksour	Du 15 mai 1900 (*Officiel*, 1900, 411).
Le Kef	Le Kef	Le Kef	Du 17 avril 1900 (*Officiel*, 1900, 342).
Maktar	Maktar (5)	Kesra	»
Medjez-el-Bab	Medjez-el-Bab	Medjez-el-Bab	Du 7 mars 1900 (*Officiel*, 1900, 209).
		Testour	Du 10 mars 1900 (*Officiel*, 1900, 233)
Mehdia (4)	Mehdia	Mehdia	Du 17 avril 1900 (*Officiel*, 1900, 342).
		Hiboun	Du 5 novembre 1900 (*Officiel*, 1900, 812).
		Zoula	»
		Rejich	Du 4 juin 1900 (*Officiel*, 1900, 536).
		Ksour-Essaf	Du 4 juin 1900 (*Officiel*, 1900, 536).
		Teboulba	Du 4 juin 1900 (*Officiel*, 1900, 536).
		Bekalta	Du 4 juin 1900 (*Officiel*, 1900, 536).
		El-Djem	Du 4 juin 1900 (*Officiel*, 1900 536).
		Bou-Merdas	Du 5 novembre 1900 (*Officiel*, 1900, 812).

(1) Modifié par arrêté du 4 janvier 1899 (v° Fondouk-el-Ghalla)
(2) Conf. le tableau annexé dans lequel nous avons créé une quatrième colonne où figure la date de tous les arrêtés déjà parus.
(3) Conf. décret du 20 octobre 1896 qui ajoute Nabeul et Gabès à ce tableau.
(4) N'est plus le siège d'un contrôle actuellement.
(5) N'est plus le siège d'un caïdat actuellement (Conf. tableau général, v° Caïds).
(6) Ce périmètre n'est pas delimité pour les chaux et les briques seulement. Des droits d'entrée sont encore perçus sur d'autres marchandises ; en ce qui les concerne, voir le tableau des droits, en tête de la rubrique « Mahsoulats »

CONTROLES CIVILS.	CAÏDATS.	LOCALITES DE PLUS DE 500 HABITANTS.	Conf. arrêtés du Directeur des finances :
Sfax.	Sfax.	Sfax.	»
		Djebeliana.	»
		Chebba	Du 27 août 1900 (*Officiel*, 1900, 672).
		Harzeg	Du 19 mars 1900 (*Officiel*, 1900, 262).
		Mahrès	Du 7 mars 1900 (*Officiel*, 1900, 209).
Souk-el-Arba. .	Souk-el-Arba(2)	Souk-el-Arba	Du 8 mars 1900 (*Officiel*, 1900, 233).
Sousse. . . .	Sousse. . . .	Sousse.	Du 5 août 1900 (*Officiel*, 1900, 633).
		Messaken	Du 5 novembre 1900 (*Officiel*, 1900, 812).
		Kalaâ-Kebira	»
		Ouardenine	Du 5 novembre 1900 (*Officiel*, 1900, 812).
		Akouda	»
		Hammam-Sousse. . .	»
		Kalaâ-Sghira	»
		Sahaline.	Du 5 novembre 1900 (*Officiel*, 1900, 812).
		Ksibet-Soussa	»
		Zaouiet-Soussa. . . .	Du 5 novembre 1900 (*Officiel*, 1900, 812).
		Hergla	»
		Sidi-bou-Ali	Du 7 mai 1900 (*Officiel*, 1900, 383).
		Messaâdine	Du 5 novembre 1900 (*Officiel*, 1900, 812).
Sousse. . . .	Monastir. . .	Monastir.	Du 30 avril 1900 (*Officiel*, 1900, 370).
		Mokenine	Du 1er mai 1900 (*Officiel*, 1900, 370).
		Ksar-Ellal	Du 1er mai 1900 (*Officiel*, 1900, 370).
		Sahada.	Du 14 juin 1900 (*Officiel*, 1900, 557).
		Bou-Hadjar	»
Sousse. . . .	Monastir . .	Lemta.	Du 5 novembre 1900 (*Officiel*, 1900, 812).
		Ksibet-el-Mediouni . .	»
		Khenis	»
		Benbla	Du 5 novembre 1900 (*Officiel*, 1900, 812).
		Benane	Du 5 novembre 1900 (*Officiel*, 1900, 812).
Sousse. . . .	Djemmal . . .	Djemmal	Du 8 novembre 1900 (*Officiel*, 1900, 821).
		Knaïs	Du 8 novembre 1900 (*Officiel*, 1900, 821).
		Bordjine.	Du 8 novembre 1900 (*Officiel*, 1900, 821).
		Menzel-Kammel . . .	Du 8 novembre 1900 (*Officiel*, 1900, 821).
		Zaouiet-Kounteuch. . .	»
		Beni-Hassane	Du 8 novembre 1900 (*Officiel*, 1900, 821).
		Zaremdine.	»
		Touza	Du 8 novembre 1900 (*Officiel*, 1900, 821).
		Damous.	Du 8 novembre 1900 (*Officiel*, 1900, 821)
		Mesdour.	Du 8 novembre 1900 (*Officiel*, 1900, 821).
		Beni-Rebi	»
Sousse. . . .	Oulad-Saïd (2) .	Enfidaville	Du 5 août 1900 (*Officiel*, 1900, 633).
Tabarca. . .	. . . . .	Tabarca.	Du 17 avril 1900 (*Officiel*, 1900, 342).
Teboursouk . .	Teboursouk . .	Teboursouk	Du 7 mars 1900 (*Officiel*, 1900, 209).
		Dougga	»
Thala	Fraichiche. . .	Thala	»
		Feriana	Du 8 mars 1900 (*Officiel*, 1900, 233).
Tozeur.	Tozeur.	Tozeur	Du 30 avril 1900 (*Officiel*, 1900, 370).
		Chabbia	Du 5 aout 1900 (*Officiel*, 1900, 633).
Tozeur. . . .	Nefta	Nefta	Du 21 juin 1900 (*Officiel*, 1900, 601).
Tozeur. . . .	El-Oudiane( ) .	Deggach	Du 21 juin 1900 (*Officiel*, 1900, 601).
		Kris	Du 21 juin 1900 (*Officiel*, 1900, 601).
		Seddada.	Du 12 mai 1900 (*Officiel*, 1900, 400).
		Zaouiet-el-Arab . . .	Du 10 mai 1900 (*Officiel*, 1900, 400).
Tunis	Tunis (2). . . .	Tunis	Du 4 janvier 1898 (vo FONDOUK-EL-GHALLA).
		Ariana	Du 21 juin 1900 (*Officiel*, 1900, 601)
		Sidi-bou-Saïd	»
		Radès.	»
Tunis	Tebourba . . .	Tebourba	Du 30 avril 1900 (*Officiel*, 1900, 370).
Tunis	La Goulette (2)	La Goulette	Du 5 août 1900 (*Officiel*, 1900, 633).
Zaghouan (1). .	Zaghouan . . .	Zaghouan	Du 30 avril 1900 (*Officiel*, 1900, 370).

217 — 20 octobre 1896

(13 djo imadi el aouel 1314)

PROMULGUÉ LE 20 OCTOBRE 1896

Décret relatif à la perception des droits sur les sables et pierres à bâtir, les chaux, briques et produits similaires exigibles à leur entrée à Nabeul et à Gabès (3).

(OFFICIEL, 1896, 523)

Vu notre décret du 12 décembre 1895 (24 djoumadi ettani 1313) concernant le régime fiscal des chaux, briques et produits similaires ;

Vu le tableau annexé à ce dernier décret (1) ;

Considérant que les villes de Nabeul et de Gabès ont une population agglomérée de plus de 500 habitants ;

Article 1er. — Les droits sur les sables et pierres à bâtir, les chaux, briques et produits similaires exigibles à l'entrée des localités dont la population atteint ou dépasse 500 habitants, seront perçus à l'avenir à Nabeul (1) et à Gabès (2).

Art. 2. — Notre Premier Ministre et notre Directeur des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

(1) N'est plus le siege d'un contrôle actuellement.
(2) N'est plus le siège d'un caïdat actuellement (Conf tableau général, vo CAIDS).
(3) Conf. décret du 21 juillet 1896 (tableau annexe).

(1) Conf arrêté du Directeur des finances du 17 avril 1900 (*Officiel* 1900, 342) qui en fixe le périmètre de perception
(2) Conf. arrêté du Directeur des finances du 23 avril 1900 (*Officiel*, 1900, 353) qui en fixe le périmetre de perception.

CHEMINS DE FER

218 27 janvier 1878

(23 moharrem 1295)

Décret concédant à la Compagnie Bône-Guelma le prolongement jusqu'à Ghardimaou de la ligne du chemin de fer de Tunis à la Dakla-Djendouba [Souk-el-Arba] (1) [a].

---

219 29 décembre 1880

(26 moharrem 1298)

Décret concédant à la Compagnie Bône-Guelma la construction de la ligne de chemin de fer de Tunis à Hammam-el-Lif(2).

---

220 14 avril 1885

(28 djoumadi ettani 1302)

PROMULGUÉ LE 15 AVRIL 1885

Décret approuvant la Convention passée le 2 avril 1885(3) entre le Directeur des Travaux publics et la Compagnie Bône-Guelma et prolongements, relative à la concession d'un embranchement de chemin de fer de Béja-Gare à Beja-Ville.

(OFFICIEL, 1885, 557)

---

221 12 août 1894

Loi française approuvant la Convention du 3 juillet 1894 relative à la construction et à l'exploitation des chemins de fer tunisiens y désignés (4).

(OFFICIEL, 1894, 289)

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er. — Est approuvée la convention passée, le 3 juillet 1894, entre le Ministre des travaux publics agissant au nom de l'État, et la Compagnie des chemins de fer de Bône à Guelma et prolongements.

Art. 2. — L'enregistrement de la convention approuvée par la présente loi, ainsi que de ses annexes, ne donnera lieu qu'à la perception du droit fixe de trois francs (3 fr.).

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

---

222 10 septembre 1894

(9 rebiâ el aouel 1312)

PROMULGUÉ LE 10 SEPTEMBRE 1894

Décret approuvant les deux Conventions passées le 12 octobre 1892 entre le Directeur des travaux publics et la Compagnie du chemin de fer de Bône-Guelma et prolongements au sujet des chemins de fer tunisiens y désignés(1).

(OFFICIEL, 1894, 306)

Vu les conventions passées entre notre Directeur général des travaux publics et la Compagnie Bône-Guelma, le 12 octobre 1892, pour la construction et l'exploitation des lignes de chemins de fer ci-après :
Djedeida à Bizerte;
Tunis à Sousse, avec embranchement sur la plaine du Fhas ;
Sousse à Kairouan ;
Sousse à Moknine, avec prolongement éventuel sur Sfax ;
Embranchement sur Nabeul de la ligne de Tunis à Sousse ;
Prolongement de la ligne de Tunis à Hammam-el-Lif sur Menzel-bou-Zelfa, avec prolongement éventuel sur Kélibia ;
Vu la convention passée, le 3 juillet 1894, entre le Ministre des travaux publics du Gouvernement français et la Compagnie Bône-Guelma, approuvant les deux conventions précitées ;
Vu la loi du 12 août 1894 approuvant la convention du 3 juillet 1894 ;

Article 1er. — Sont approuvées les conventions passées le 12 octobre 1892 entre le Directeur général des travaux publics de la Régence et la Compagnie du chemin de fer de Bône-Guelma et prolongements, portant concession en faveur de la Compagnie des lignes de Djedeida à Bizerte ; Tunis à Sousse, avec embranchement sur la plaine du Fahs(2) ; Sousse à Kairouan(3) ; Sousse à Moknine avec prolongement éventuel sur Sfax ; embranchement sur Nabeul de la ligne de Tunis à Sousse ; prolongement de la ligne de Tunis à Hammam-el-Lif sur Menzel-bou-Zelfa, avec prolongement éventuel sur Kélibia.

Art. 2. — Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter en vertu de cette convention.

Art. 3. — Le Directeur général des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

---

(1) Cette première concession a été approuvée par décret du 6 mai 1876 (v° MINES)
(2) Les lignes de Djedeida à Bizerte et de Tunis au Sahel et au cap Bon ont été concédées en même temps à la même Compagnie La section d'Hammam-el Lif fut seule construite et, d'un commun accord, la convention intervenue à cette date fut, en ce qui concernait la partie du réseau restant à construire, abandonnée et remplacée par deux conventions nouvelles passées, le 12 octobre 1892, entre le Gouvernement tunisien et la Compagnie concessionnaire (Conf loi du 12 août 1894 ; arrêté du 4 septembre 1895 [considérants relatifs à ces conventions et à la garantie])
(3) *Officiel* 1885, 557.
(4) Conf exposé des motifs de cette loi et rapport fait par M. Waddington, sénateur, au nom de la Commission des chemins de fer (*Officiel* 1894, 360).
(a) La concession de la ligne d'Algérie à la Compagnie de chemins de fer Bône-Guelma comporte une emprise superficielle de 50 mètres de largeur, partout ailleurs que dans la traversée des fleuves, des forêts d'oliviers, des jardins et des villes ; il en est ainsi, aussi bien pour les parties souterraines de la voie que pour celles qui sont à ciel ouvert (Mixte, 15 décembre 1891, *J. T.* 93, 207)

(1) Conf. décret du 10 juillet 1898.
(2) Conf décret du 9 juillet 1900.
(3) L'exploitation de cette ligne avec un système Decauville avait été concédée provisoirement à la Compagnie Bône-Guelma et prolongements par décret du 6 juillet 1888 (*Officiel*, 1888, 188).

Convention du 3 juillet 1894

Par laquelle le Gouvernement français approuve les deux Conventions du 12 octobre 1892 pour la construction et l'exploitation des chemins de fer tunisiens y désignés.

(Officiel, 1894, 289)

Entre le Ministre des travaux publics, agissant au nom de l'État, et sous réserve de l'approbation des présentes par une loi, d'une part ;

Et la Société anonyme établie à Paris, sous la dénomination de Compagnie des chemins de fer de Bône-Guelma et prolongements, représentée par M. Paul Devès, président du conseil d'administration, en vertu d'une autorisation du conseil d'administration, en date du 28 juin 1894, et sous réserve de l'approbation des présentes par l'assemblée generale des actionnaires dans le délai d'un an, d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er. — Le Gouvernement français approuve les deux conventions passées entre la Compagnie et le Gouvernement tunisien, sous la date du 12 octobre 1892, pour la construction et l'exploitation des chemins de fer ci-après :

Djedeida à Bizerte ;

Tunis à Sousse, avec embranchement sur la plaine du Fahs ;

Sousse à Kairouan ;

Sousse à Moknine, avec prolongement éventuel sur Sfax ;

Embranchement sur Nabeul de la ligne de Tunis à Sousse ;

Prolongement de la ligne de Tunis à Hammam-el-Lif sur Menzel-bou-Zalfa, avec prolongement éventuel sur Kélibia.

Art. 2. — La Compagnie est autorisée à prélever sur son fonds de réserve les sommes nécessaires au paiement des insuffisances qui pourraient se produire dans l'exploitation du nouveau réseau tunisien, lesdites insuffisances calculées conformément à l'article 10 de la convention relative aux chemins de fer de Djedeida à Bizerte et à l'article 16 de la convention relative aux autres lignes du nouveau réseau tunisien. Quand, au contraire, des excédents se produiront sur ce réseau, ils seront versés intégralement au fonds de réserve jusqu'à concurrence des sommes nécessaires au remboursement des insuffisances antérieurement imputées sur ce fonds, avec intérêt simple au taux de 4.60 %.

Ce remboursement une fois effectué, les excédents seront versés au Gouvernement tunisien, ainsi qu'il est prévu par le paragraphe final des articles 10 et 16 susvisés, jusqu'à concurrence du montant de l'intérêt à 4.60 du capital de premier établissement, sans report sur les années précédentes ou suivantes.

Ces prélèvements faits, s'il reste encore un excédent, celui-ci sera partagé, par égales parts, entre le Gouvernement tunisien et la Compagnie.

Art. 3. — Dans le cas où des modifications seraient apportées, par suite d'accords entre la Compagnie et le Gouvernement tunisien, au tracé des lignes définies dans les conventions mentionnées à l'article 1er ci-dessus, les dispositions de l'article 2 ne seraient applicables aux lignes ainsi modifiées qu'autant que les modifications auraient été approuvées par le Gouvernement français et qu'elles ne comporteraient pas une augmentation de plus de 15 % dans la longueur totale du réseau défini par lesdites conventions.

1re Convention du 12 octobre 1892

Ligne de Djedeida à Bizerte.

(Officiel 1894, 289)

2e Convention du 12 octobre 1892

Ligne de Tunis au cap Bon et au Sahel, avec embranchements et prolongements (1).

(Officiel, 1894, 291)

---

223 — 25 juin 1895

(*2 moharrem 1313*)

PROMULGUÉ LE 25 JUIN 1895

Décret approuvant l'accord intervenu le 19 octobre 1894, entre le Directeur des travaux publics et la Compagnie Bône-Guelma et prolongements, pour régler les conditions d'exécution de la seconde Convention des chemins de fer du 12 octobre 1892 (2).

(Officiel, 1895, 210)

---

224 — 25 juin 1895

(*2 moharrem 1313*)

PROMULGUÉ LE 25 JUIN 1895

Décret approuvant la Convention primitive passée le 1er juin 1895 (3) **entre le Directeur des travaux publics et M. de Robert, pour la concession à ce dernier des phosphates de Gafsa et de la voie ferrée de Sfax à Gafsa et à l'oued Seldja** (4)

(Officiel, 1895, 211)

---

(1) Conf décret du 25 juin 1895

(2) Conf. décret du 10 juillet 1898

(3) *Officiel*, 1895, 211. — Dans cette convention, le Gouvernement tunisien autorisait M. de Robert à procéder, dans un certain délai, à des études préliminaires. Si de cet examen il résultait que les gisements pouvaient fournir 7,500,000 tonnes de phosphates, que leur richesse n'était pas inférieure à 58 %, et que le prix kilométrique moyen du chemin de fer ne dépassait pas 55,000 fr., y compris le matériel roulant, M. de Robert s'engageait à accepter les stipulations d'exploitation énumérées dans la convention du 1er juin 1895.

(4) Conf décret du 20 août 1896 qui approuve la convention de concession définitive du 15 août 1896 (v° Phosphates).

225 4 septembre 1895

Arrêté du Ministre des travaux publics de la République française, organisant le service du contrôle des chemins de fer en Tunisie (1).

(Officiel., 1895, 297)

Sur la proposition du Directeur du personnel et de la comptabilité ;

Vu les actes de concession du réseau de la Medjerdah, en date des 6 mai 1876, 27 janvier 1878 et 29 décem' re 1880, ainsi que le cahier des charges du 4 mars 1877, commun aux lignes de ce réseau ;

Vu la loi du 26 mars 1877, qui a, notamment, approuvé la convention du 8 mars 1877, garantissant à la Compagnie du chemin de fer de Bône à Guelma un minimum de revenu net pour le réseau de la Medjerdah ;

Vu le décret beylical du 22 mai 1894 ;

Vu la loi du 12 aout 1894, qui a approuvé la convention du 3 juillet 1894, relative à la construction et l'exploitation par la Compagnie du chemin de fer de Bone-Guelma et prolongements, d'un nouveau réseau en Tunisie et autorisant celle-ci à prelever, sur son fonds de réserve, les sommes nécessaires au paiement des insuffisances de ce nouveau réseau ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 1889 ;

Vu les propositions présentees de concert par M. l'Inspecteur general des ponts et chaussées, chargé du contrôle des chemins de fer algériens, et par M. l'Ingénieur en chef des ponts et chaussées, directeur général des travaux publics de la Tunisie ;

Vu la lettre de M. le Ministre des affaires étrangères en date du 27 juillet 1895 ;

Considérant qu'en raison de la connexité technique et financière qui existe entre les lignes garanties par le Gouvernement français et les lignes construites par le Gouvernement tunisien, il est indispensable d'assurer l'unité d'action dans le contrôle de l'ensemble du réseau ;

Article 1er. — Le contrôle des lignes tunisiennes, qu'elles jouissent ou non de la garantie du Gouvernement français, est assuré par un service unique, commercial et technique, placé sous l'autorité du Résident général et dirigé par le Directeur général des travaux publics de la Régence.

Ce contrôle se divise en contrôle commercial, contrôle technique et contrôle d'entretien.

Contrôle commercial

Art. 2. — Le contrôle commercial est exercé sous la direction du Directeur général des travaux publics, par l'inspecteur principal de l'exploitation commerciale des lignes algériennes, qui reçoit, à cet effet, une commission du Gouvernement tunisien, par un inspecteur particulier et par un ou plusieurs commissaires de surveillance administrative dépendant du Gouvernement tunisien.

Les fonctions et attributions de ce personnel sont celles du personnel similaire du contrôle algérien.

Art. 3. — La Compagnie de Bône-Guelma adresse un exemplaire de ses propositions de tarifs simultanément au Ministre des travaux publics, au Résident général, à l'inspecteur général des ponts et chaussées chargé du contrôle du réseau algérien et au Directeur du contrôle tunisien, qui procède aux enquêtes, dont la forme est fixée par l'Administration tunisienne. Il saisit en même temps l'inspecteur principal de l'exploitation commerciale qui adresse un exemplaire de son rapport à chacun des directeurs des contrôles algérien et tunisien.

Le Directeur du contrôle tunisien formule, à son tour, son avis et l'envoie au Directeur du contrôle algérien.

Art. 4. — Pour les lignes qui jouissent de la garantie de l'État français, il est statué sur les propositions de tarifs par le Ministre des travaux publics de France, sur les rapports des Directeurs du contrôle algérien et du contrôle tunisien.

Toutefois, le Résident général ou le Directeur général des travaux publics, par délégation, peut statuer sur les objets suivants :

Tarifs d'un caractère essentiellement temporaire, tels que tarifs pour trains de plaisir, trains spéciaux à l'occasion d'une fête locale, etc.

Traités de factage, de camionnage et de réexpédition.

Pour les lignes qui ne jouissent pas de la garantie de l'État français, il est statué, sur les propositions de tarif, par le Résident général si dans un délai de deux mois, à dater de la communication faite par la Compagnie de ses propositions au Directeur du contrôle algérien, le Ministre des travaux publics de France n'a pas formulé d'observations.

Dans le cas, toutefois, de tarifs communs aux deux réseaux, la décision appartient au Ministre des travaux publics.

Contrôle technique.

Art. 5. — Le contrôle technique est exercé sous la direction du Directeur général des travaux publics, par un ingénieur des ponts et chaussées ou des mines, assisté de contrôleurs des mines, de conducteurs des ponts et chaussées et de commissaires de surveillance administrative dépendant du Gouvernement tunisien.

Les fonctions et attributions de ce personnel sont celles du personnel similaire du contrôle algérien.

Art. 6. — Pour les lignes garanties et pour les lignes non garanties qui ont la même largeur de voie, il est statué sur les questions de construction du matériel, d'installation des appareils de sécurité (freins, sonneries, etc.) par le Ministre des travaux publics, sur les rapports des Directeurs du contrôle algérien et du contrôle tunisien.

Le Code des signaux rendu obligatoire en France par l'arrêté ministériel du 15 novembre 1885 est applicable sur ces lignes.

Art. 7. — Les horaires généraux sont examinés, en conférence, par le contrôle tunisien, lors de la revision annuelle prescrite par la circulaire ministérielle du 2 août 1894 pour les

(1) Conf. arrêté du 28 septembre 1895.

lignes algériennes et sont soumis au Ministre des travaux publics, qui statue sur le rapport du Directeur du contrôle algérien.

Le Résident général ou le Directeur général des travaux publics statue, par délégation, sur les affaires suivantes :

Modifications partielles de la marche des trains en cours de saison, trains spéciaux, trains de plaisir, etc. ;

Réglementation des passages à niveau ;

Police des cours des gares.

Art. 8. — Pour les lignes non garanties, les horaires des trains sont arrêtés par l'Administration tunisienne ; ceux de ces horaires qui peuvent intéresser la marche des trains sur les lignes garanties sont examinés dans les conférences mentionnées à l'article ci-dessus ; la décision appartient au Résident général ou au Directeur général des travaux publics, par délégation.

Art. 9. — Le contrôle tunisien communique au Directeur du contrôle algérien les rapports des ingénieurs sur les accidents, déraillements ou collisions de trains et sur les autres accidents ayant entraîné mort ou blessures graves.

Contrôle de l'entretien.

Art. 10. — Le contrôle de l'entretien de la voie et du matériel est exercé, sous la direction du Directeur général des travaux publics, par un ou plusieurs ingénieurs des ponts des chaussées assistés de conducteurs des ponts et chaussées et des commissaires de surveillance administrative au service de la Tunisie.

Les fonctions et attributions de ce personnel sont celles du personnel similaire du contrôle algérien.

Art. 11. — Pour les lignes garanties, le Directeur du contrôle algérien reçoit communication des rapports sur les modifications proposées à l'assiette actuelle des lignes et la decision est prise par le Ministre des travaux publics de France.

Les états trimestriels des tournées du personnel sont communiqués au Directeur du contrôle algérien.

Pour les lignes non garanties, toutes les questions concernant le contrôle d'entretien sont exclusivement du ressort du contrôle tunisien.

Art. 12. — Le Résident général peut consulter le Directeur du contrôle algérien sur toutes les questions concernant le contrôle sur lesquelles il lui appartient de statuer.

Art. 13. — Le présent arrêté annule et remplace ceux des 3 mai 1880 et 23 avril 1889, relatifs au contrôle des lignes de la Medjerdah.

---

226 23 septembre 1895

Arrêté du Résident général fixant la date de la mise en vigueur de l'arrêté ministériel relatif à l'organisation du contrôle des chemins de fer en Tunisie et créant un comité consultatif des chemins de fer tunisiens.

(Officiel, 1895. 298)

Vu le décret du Président de la République française, en date du 23 juin 1885 ;

Vu l'arrêté du Ministre des travaux publics, du 4 septembre 1895, organisant le contrôle des chemins de fer tunisiens ;

Considérant l'intérêt que présente la mise en vigueur immédiate de l'organisation du contrôle des lignes ferrées tunisiennes, telle qu'elle a été fixée, apres entente, entre les Ministres des affaires étrangeres et des travaux publics ;

Article 1er. — L'arrêté ministériel du 4 septembre 1895, relatif à l'organisation du contrôle des chemins de fer de la Tunisie, entrera en vigueur à la date du 1er octobre prochain.

Art. 2. — Conformément aux dispositions arrêtées d'un commun accord entre les Ministres des affaires étrangères et des travaux publics, le Résident général ou le Directeur général des travaux publics par délégation, statuera dans les affaires d'ordre exclusivement tunisien en vertu de pouvoirs analogues à ceux dont jouit à cet effet le Ministre des travaux publics pour les chemins de fer de la métropole.

Art. 3. — Un comité local, dit comité consultatif des chemins de fer tunisiens, pourra être appelé par le Résident général à l'assister dans l'examen de toutes les questions d'ordre général concernant les lignes ferrées de la Régence, telles que : créations de lignes nouvelles, modifications de l'assiette des lignes existantes, créations ou modifications des tarifs, horaires, etc.

Art. 4. — La composition du Comité consultatif est fixée comme suit :

Président : le Ministre Résident général ou son délégué.

Membres de droit : le Directeur général des travaux publics ; le Directeur des finances ; le Directeur de l'agriculture ; le Secrétaire général du Gouvernement.

Délégué de la guerre : un officier délégué par le Général commandant la division d'occupation.

Membres désignés par le Résident général : un ou deux délégués du commerce ou de l'industrie ; un ou deux délégués de l'agriculture.

Secrétaire : un ingénieur de la Direction générale des travaux publics.

Art. 5. — Un arrêté du Directeur général des travaux publics attribuera aux ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées et aux contrôleurs des mines, détachés au service de la Régence les fonctions qu'ils auront à remplir, chacun en ce qui le concerne, dans l'organisation du contrôle des chemins de fer tunisiens.

Art. 6. — Le Directeur général des travaux publics est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

---

227 1er avril 1896

Instruction du Directeur des travaux publics sur les acquisitions de terrains destinés à l'établissement des chemins de fer.

(R. T. P. I., 279)

---

228 16 octobre 1897

(19 djoumadi el aouel 1315)

PROMULGUÉ LE 16 OCTOBRE 1897

Décret sur la police des chemins de fer.

(Officiel, 1897, 545)

Considérant le développement pris par l'industrie des transports sur voies ferrées dans la Régence ;

Considérant qu'il importe de veiller à la sécurité et à la régularité des communications sur ces voies ;

TITRE Ier

Régime légal des chemins de fer et des propriétés riveraines.

Article 1er. — *Définitions.* — Les prescriptions du présent décret s'appliquent exclusivement aux voies ferrées classées sous le nom de « chemins de fer ».

Il peut être établi d'autres voies ferrées classées sous le nom de « tramways » et dont la législation fera l'objet d'un décret ultérieur.

Art. 2. — *Prescriptions de voirie.* — Sont applicables aux chemins de fer les lois et règlements intervenus ou à intervenir qui ont pour objet d'assurer la conservation des fossés, talus, levées et ouvrages d'art dépendant des routes, et d'interdire, sur toute leur étendue, le pacage des bestiaux et les dépôts de terre et autres objets quelconques.

Art. 3. — *Régime des propriétés riveraines.* — Sont applicables aux propriétés riveraines des chemins de fer les règlements de voirie intervenus ou à intervenir concernant : l'alignement, l'écoulement des eaux, l'occupation temporaire des terrains en cas de réparation, la distance à observer pour les plantations et l'élagage des arbres plantés, le mode d'exploitation des mines, minières et carrières dans une certaine zone.

A l'avenir, aucune construction autre qu'un mur de clôture ne pourra être établie à moins de 2 mètres d'un chemin de fer.

Cette distance sera mesurée soit de l'arête supérieure du déblai, soit de l'arête inférieure du talus du remblai, soit du bord extérieur des fossés du chemin, ou, à défaut, d'une ligne tracée à 1m,50 à partir des rails extérieurs de la voie de fer.

Art. 4. — *Régime des constructions existantes.* — Les constructions existantes au moment de la promulgation du présent décret, ou lors de l'établissement d'un nouveau chemin de fer, pourront être entretenues dans l'état où elles se trouveront à cette époque.

Un arrêté du Directeur général des travaux publics déterminera les formalités à remplir par les propriétaires pour faire constater l'état desdites constructions et fixera le délai dans lequel ces formalités devront être remplies.

Art. 5. — *Interdiction de pratiquer des excavations.* — Dans les localités où le chemin de fer se trouvera en remblai de plus de 3 mètres au-dessus du terrain naturel, il est interdit aux riverains de pratiquer, sans autorisation préalable du Directeur général des travaux publics, des excavations dans une zone de largeur égale à la hauteur verticale du remblai mesurée à partir du pied du talus.

Cette autorisation ne pourra être accordée sans que les concessionnaires ou fermiers de l'exploitation du chemin de fer aient été entendus ou dûment appelés.

Art. 6. — *Interdiction de dépôts de matières inflammables.* — Il est défendu d'établir à une distance de moins de 30 mètres d'un chemin de fer desservi par des machines à feu des couvertures en chaume, des meules de paille, de foin et aucun autre dépôt de matières inflammables.

Cette prohibition ne s'étend pas aux dépôts de récoltes fait [seulement pour le temps de la moisson.

Art. 7. — *Interdiction de dépôts de matières non inflammables.* — Dans une distance de moins de 5 mètres d'un chemin de fer, aucun dépôt de pierre ou objets non inflammables ne peut être établi sans l'autorisation préalable du Directeur général des travaux publics.

Cette autorisation sera toujours révocable.

L'autorisation n'est pas nécessaire :

1° Pour former dans les localités où le chemin de fer est en remblai les depôts de matières non inflammables dont la hauteur n'excède pas celle du remblai du chemin ;

2° Pour former des dépôts temporaires d'engrais et autres objets nécessaires à la culture des terres.

Toutefois, les dépôts de matières infectes ou insalubres ne pourront être établis qu'à une distance assez éloignée des habitations et des bâtiments dépendants du chemin de fer pour ne pas être une cause de gêne ou de danger pour les habitants.

Art. 8. — *Réduction éventuelle des distances imposées aux dépôts.* — Lorsque la sûreté publique, la conservation du chemin et la disposition des lieux le permettront, les distances déterminées par les articles précédents pourront être diminuées en vertu d'arrêtés du Directeur général des travaux publics, rendus après enquête.

Art. 9. — *Contraventions aux dispositions*

qui précèdent. — Les contraventions aux dispositions du présent titre seront punies d'une amende de 16 à 300 fr., sans préjudice, s'il y a lieu, des peines portées au Code pénal français et au titre XI du présent décret. Les contrevenants seront, en outre, condamnés à supprimer, dans le délai déterminé par le jugement du tribunal, les excavations, couvertures, meules ou dépôts faits contrairement aux dispositions précédentes. Le jugement portera qu'à défaut par eux de satisfaire à cette condamnation dans le délai fixé, la suppression aura lieu d'office.

Les frais qu'entraînera l'exécution de cette mesure seront liquidés par le Directeur général des travaux publics et le recouvrement en sera poursuivi par voie de contrainte décernée par lui, rendue exécutoire par l'un des juges de paix de Tunis et signifiée administrativement.

L'exécution de la contrainte ne pourra être interrompue que par une opposition formée par le redevable et motivée, avec assignation à jour fixe devant le tribunal civil de l'arrondissement. Dans ce cas, l'opposant sera tenu d'élire domicile au chef-lieu de l'arrondissement.

L'instruction se fera devant ce tribunal par simples mémoires respectivement signifiés. Le ministère des avocats défenseurs ou des avocats ne sera pas obligatoire pour les parties. Les jugements seront rendus sur le rapport d'un juge fait en audience publique et sur les conclusions du Procureur de la République.

TITRE II

Des concessionnaires ou fermiers des chemins de fer.

Art. 10. — *Constatation des contraventions aux cahiers des charges de la concession*. — Lorsque le concessionnaire ou le fermier de l'exploitation d'un chemin de fer contreviendra aux clauses du cahier des charges ou aux décisions rendues en exécution de ces clauses, en ce qui concerne le service de la navigation, la viabilité des routes ou le libre écoulement des eaux, procès-verbal sera dressé de la contravention, soit par les agents du service intéressé, soit par les agents de l'État préposés à la surveillance du chemin de fer, dûment assermentés.

Art. 11. — *Notification des procès-verbaux*. — Les procès-verbaux, dans les quinze jours de leur date, seront notifiés administrativement au domicile élu par le concessionnaire ou le fermier, à la diligence du Directeur général des travaux publics et transmis, dans le même délai, au tribunal compétent.

Art. 12. — *Pénalités*. — Les contraventions prévues à l'article 10 ci-dessus seront punies d'une amende de 300 à 3,000 fr.

Art. 13. — *Mesures provisoires*. — L'administration pourra, d'ailleurs, prendre immédiatement toutes mesures provisoires pour faire cesser le dommage.

Les frais qu'entraînera l'exécution de ces mesures seront liquidés et recouvrés, contre le concessionnaire ou fermier, comme il est dit au deuxième paragraphe de l'article 9 du présent décret.

Art. 14. — *Responsabilité des concessionnaires*. — Les concessionnaires ou fermiers d'un chemin de fer seront responsables, soit envers l'État, soit envers les particuliers, du dommage causé par les administrateurs, directeurs ou employés à un titre quelconque au service de l'exploitation du chemin de fer.

L'État sera soumis à la même responsabilité envers les particuliers, si le chemin de fer est exploité à ses frais et pour son compte.

TITRE III

De la surveillance et du contrôle des chemins de fer.

Art. 15. — *Surveillance et contrôle des chemins de fer*. — La surveillance des chemins de fer est assurée par un service de contrôle placé sous les ordres du Directeur général des travaux publics, qui exerce les fonctions de directeur du contrôle des chemins de fer.

Le Directeur du contrôle est assisté dans ses fonctions par des inspecteurs principaux et des inspecteurs particuliers de l'exploitation commerciale, par des ingénieurs des ponts et chaussées ou des mines, des conducteurs des ponts et chaussées et des contrôleurs des mines et par des commissaires de surveillance administrative.

Art. 16. — *Divisions du service du contrôle*. — Le service du contrôle de l'exploitation des chemins de fer se divise en contrôle commercial et contrôle technique.

Le contrôle technique se subdivise en contrôle technique proprement dit et contrôle de la voie et des bâtiments.

Les attributions des fonctionnaires et agents de chacune des catégories définies ci-dessus seront fixées par arrêtés du Directeur du contrôle.

Art. 17. — *Registres et documents des Compagnies*. — Les Compagnies seront tenues de représenter à toute réquisition, sans déplacement, au Directeur du contrôle ou à ses délégués, leurs registres et pièces de dépenses et de recettes, leurs circulaires et ordres de service et, en général, tous les documents nécessaires à l'exercice de la mission confiée au service du contrôle.

Art. 18. — *Bureaux des commissaires de surveillance*. — Les Compagnies sont tenues de fournir des locaux convenablement disposés et meublés pour les commissaires de surveillance administrative.

Art. 19. — *Accidents*. — Toutes les fois qu'il arrivera sur la voie ou dans les dépendances du chemin de fer un accident suivi de mort ou de blessure, ou de nature à apporter

un dérangement dans le service, il en sera fait immédiatement déclaration au commissaire de surveillance de la circonscription à la diligence du chef de train ou du chef de gare, si l'accident s'est produit dans une gare. En cas d'accident suivi de mort ou de blessure, la Compagnie avisera en outre, par la voie la plus rapide, le Résident général, le Directeur général des travaux publics, les deux ingénieurs du contrôle, le Contrôleur civil intéressé et le Procureur de la République du ressort.

Art. 20. — *Approbation des règlements de la Compagnie.* — Les Compagnies devront soumettre à l'approbation du Directeur général des travaux publics leurs règlements relatifs au service de l'exploitation des chemins de fer.

TITRE IV

Des stations et de la voie ferrée.

Art. 21. — *Police des cours et stations.* — L'entrée, le stationnement et la circulation des voitures publiques ou particulières destinées soit au transport des personnes, soit au transport des marchandises, dans les cours dépendant des stations des chemins de fer, et toutes les mesures de police destinées à assurer le bon ordre tant à l'intérieur des stations que dans leurs dépendances, seront réglés par des arrêtés du Directeur général des travaux publics, la Compagnie entendue (1).

Art. 22. — *Entretien de la voie ferrée.* — Le chemin de fer et les ouvrages qui en dépendent seront constamment entretenus en bon état (a).

La Compagnie devra faire connaître au Directeur général des travaux publics, dans la forme que celui-ci jugera convenable, les mesures qu'elle aura prises pour cet entretien. Dans le cas où ces mesures lui paraîtraient insuffisantes, le Directeur général des travaux publics, après avoir entendu la Compagnie, prescrira celles qu'il jugera nécessaires.

Art. 23. — *Personnel de la voie.* — Il sera placé, partout où besoin sera, des agents en nombre suffisant pour assurer la surveillance et la manœuvre des signaux, aiguilles et autres appareils de la voie (b); en cas d'insuffisance, le nombre de ces agents sera fixé par le Directeur général des travaux publics, la Compagnie entendue.

Art. 24. — *Passages à niveau.* — Partout où un chemin de fer est traversé à niveau, soit par une route à voitures, soit par un chemin destiné au passage des piétons, il sera établi des barrières (a) si l'Administration le juge utile, la Compagnie entendue. Le mode, la garde et les conditions de service des barrières seront réglés par le Directeur général des travaux publics, sur la proposition de la Compagnie.

Lorsque l'Administration autorisera la traversée du chemin de fer par un autre chemin de fer ou par un tramway, il arrêtera, après avoir entendu les deux concessionnaires, les dispositions à prendre pour l'établissement et l'exploitation de ces traversées.

Toute infraction aux dispositions du présent article ou aux règlements pris en exécution de ces dispositions sera réprimée comme il est dit à l'article 9 du présent décret.

Art. 25. — *Contre-rails.* — Si l'établissement de contre-rails est jugé nécessaire dans l'intérêt de la sûreté publique, la Compagnie sera tenue d'en placer sur les points qui seront désignés par le Directeur général des travaux publics.

Art. 26. — *Éclairage des stations et passages à niveau.* — Entre le coucher et le lever du soleil, les stations et leurs abords devront être éclairés pendant la durée du service. Il en sera de même des passages à niveau pour lesquels l'Administration jugera cette mesure nécessaire, la Compagnie entendue.

TITRE V

Du matériel employé à l'exploitation.

Art. 27. — *Matériel roulant.* — Les locomotives et les véhicules de toute espèce entrant dans la composition des trains seront construits, après autorisation du Directeur général des travaux publics, suivant les meilleurs modèles, avec des matériaux de première qualité. La Compagnie devra produire à l'appui de sa demande en autorisation les plans, dessins et tous les documents indiqués par l'Administration.

Le Directeur général des travaux publics pourra prescrire les conditions qui lui paraîtront nécessaires pour le choix des matériaux, notamment de ceux qui constituent les organes essentiels, tels que chaudières, essieux, roues, bandages, ressorts, etc.

---

(1) Conf arrêté du 29 avril 1898.

(a) Les crues subites des cours d'eau dans la région africaine sont des phénomènes en quelque sorte périodiques, dont la prudence la plus élémentaire commande de tenir compte dans la construction et l'exploitation d'une voie ferrée. Une crue subite de la Medjerdah survenant en octobre, c'est-à-dire à la période des premières pluies, ne peut être invoquée comme constituant un cas de force majeure mettant à l'abri la responsabilité de la Compagnie concessionnaire de la voie ferrée et de son exploitation (Alger, 4 avril 1891, *J. T.* 91, 141. — Tunis, 16 avril 1890, *J. T.* 90, 113.)

(b) Une Compagnie de chemins de fer est responsable civilement du meurtre d'un de ses agents, si ce meurtre est la conséquence d'une faute ou d'une négligence qui lui soit imputable. Il en est ainsi alors que la Compagnie n'a pris aucune mesure de précaution pour assurer une clôture suffisante aux habitations qu'elle fournit à ses agents, surtout s'il s'agit d'une gare isolée de toute habitation et située en Tunisie, dans une région peu sure où les agents de la Compagnie ont été à plusieurs reprises, depuis l'exploitation du réseau tunisien, victimes d'agressions analogues (Tunis, 12 mars 1891, *J. T.* 91, 175.)

(a) En Tunisie, les voies ferrées n'étant point closes par des barrières, c'est à leurs risques et périls que les particuliers les traversent, s'il est prouvé toutefois que la Compagnie a pris les précautions réglementaires. (Tunis, 8 décembre 1886, *J. T.* 95, 362.)

La Compagnie des chemins de fer de Bône à Guelma et prolongements est soumise, pour ses lignes de Tunisie, à une double réglementation : d'une part, le Gouvernement français, qui lui assure une garantie d'intérêts, peut exiger d'elle, en retour, certaines précautions dans l'intérêt de la sécurité publique ; d'autre part, le Gouvernement tunisien, qui a la police de son territoire, a le droit de lui imposer des garanties de même nature De cette double réglementation il résulte que la Compagnie de Bône-Guelma n'est obligée d'établir des barrières et des gardiens, aux passages à niveau de ses lignes tunisiennes, que lorsqu'elles coupent des chemins fréquentés par une moyenne de cinquante véhicules au moins par vingt-quatre heures On ne peut donc lui imputer à faute de n'avoir pas mis de barrières ni de gardien au passage à niveau d'un chemin peu fréquenté, même s'il est à proximité d'une courbe de la voie, alors que celle-ci a été examinée et reçue, avant d'avoir été livrée à la circulation, par une commission administrative régulièrement constituée (Tunis, 4 décembre 1893, *J. T.* 94, 239.)

Il déterminera les conditions auxquelles le matériel n'appartenant pas à la Compagnie exploitante pourra être admis à circuler.

Art. 28. — *Machines locomotives.* — Les machines locomotives ne pourront être mises en service qu'en vertu de l'autorisation de l'Administration et après avoir été soumises à toutes les épreuves prescrites par les règlements en vigueur.

Le Directeur général des travaux publics pourra faire retirer de la circulation les locomotives et autres véhicules qui ne paraîtront pas offrir des conditions suffisantes de sécurité.

Art. 29. — *État de service du matériel roulant.* — Il sera tenu des états de service pour toutes les locomotives. Ces états seront inscrits sur des registres qui devront être constamment à jour, et indiquer, à l'article de chaque machine, la date de sa mise en service, le travail qu'elle a accompli, les réparations ou modifications qu'elle a reçues et le renouvellement de ses diverses pièces.

Art. 30. — *Essieux du matériel roulant.* — Il sera tenu, en outre, pour les essieux de locomotives et tenders, des registres spéciaux sur lesquels, à côté du numéro d'ordre de chaque essieu, seront inscrits sa provenance, la date de sa mise en service, l'épreuve qu'il peut avoir subie, son travail, ses accidents et ses réparations.

Les registres mentionnés au présent article et à l'article précédent seront représentés, à toute réquisition, aux ingénieurs et agents du contrôle technique.

Les essieux des véhicules de toute espèce porteront une marque au poinçon faisant connaître la provenance et la date de la fourniture.

Art. 31. — *Appareils contre l'incendie pour les locomotives.* — Les locomotives devront être pourvues, dans les conditions indiquées par le Directeur général des travaux publics, d'appareils ayant pour objet d'arrêter les fragments de combustible tombant de la grille, et d'empêcher la sortie des flammèches par la cheminée.

Art. 32. — *Voitures à voyageurs.* — Les voitures destinées au transport des voyageurs devront être commodes et comporter les dispositions que l'Administration jugera nécessaires pour assurer la sécurité des voyageurs. Les dimensions de la place affectée à chaque voyageur devront être d'au moins $0^m,50$ en largeur, $0^m,65$ en profondeur et $1^m,70$ en hauteur.

Art. 33. — *Mise en service des voitures.* — Aucune voiture pour les voyageurs ne sera mise en service sans une autorisation administrative donnée sur le rapport des ingénieurs du contrôle constatant que la voiture satisfait aux conditions de l'article précédent.

Art. 34. — *Nombre des places.* — Toute voiture de voyageurs portera dans l'intérieur l'indication apparente du nombre de places.

Art. 35. — *Indications à placer sur le matériel roulant.* — Les locomotives, tenders et voitures de toute espèce devront porter : 1° le nom ou les initiales du chemin de fer auquel ils appartiennent ; 2° un numéro d'ordre. Ces diverses indications seront placées d'une manière apparente sur la caisse ou sur les côtés des châssis. Les voitures de voyageurs porteront, en outre, extérieurement, l'indication de la classe de chaque compartiment.

Art. 36. — *Entretien du matériel roulant.* — Les machines locomotives, tenders et voitures de toute espèce et tout le matériel d'exploitation seront constamment maintenus dans un bon état d'entretien. La Compagnie devra faire connaître au Directeur général des travaux publics les mesures adoptées par elle à cet égard ; et, en cas d'insuffisance, le Directeur général, après avoir entendu les observations de la Compagnie, prescrira les dispositions qu'il jugera nécessaires (1).

TITRE VI

De la composition des trains.

Art. 37. — *Matériel des trains.* — Tout train ordinaire de voyageurs devra contenir, en nombre suffisant, des voitures de chaque classe, à moins d'une autorisation spéciale du Directeur général des travaux publics.

Le nombre maximum des essieux que pourront comporter les trains de voyageurs sera déterminé, dans chaque cas particulier, par le Directeur général des travaux publics sur les propositions de la Compagnie.

Art. 38. — *Personnel des trains.* — Chaque train de voyageurs devra être accompagné : 1° d'un mécanicien et d'un chauffeur par machine en feu ; le chauffeur devra être capable d'arrêter la machine, de l'alimenter et de manœuvrer les freins ; 2° du nombre de conducteurs gardes-freins qui sera déterminé pour chaque ligne suivant les pentes, suivant le nombre des voitures, suivant les appareils d'arrêt, par le Directeur général des travaux publics, sur la proposition de la Compagnie.

Sur la dernière voiture de chaque train ou sur l'une des voitures placées à l'arrière, il y aura toujours un frein et un conducteur chargé de le manœuvrer.

Lorsqu'il y aura plusieurs conducteurs dans un convoi, l'un d'entre eux devra toujours avoir autorité sur les autres.

Art. 39. — *Trains mixtes, trains de marchandises, trains légers.* — Les dispositions des articles 37 et 38 ci-dessus sont applicables aux trains mixtes de voyageurs et de marchandises marchant à la vitesse des voyageurs.

Elles ne sont pas applicables aux trains de marchandises qui transportent également des

(1) Conf arrêté du 29 mars 1890

voyageurs, mais qui ne marchent pas à la vitesse des voyageurs.

Elles ne sont pas applicables aux trains dits « légers », c'est-à-dire à ceux dont les véhicules sont portés sur seize essieux au plus.

Les mesures spéciales de sûreté auxquelles devra être assujettie chacune de ces deux dernières catégories de trains seront déterminées par arrêtés du Directeur général des travaux publics, sur la proposition de la Compagnie.

Art. 40. — *Locomotives.* — Les locomotives devront être en tête des trains. Il ne pourra être dérogé à cette disposition que pour les manœuvres dans les stations et dans leur voisinage pour les trains de service ou pour le cas de secours. Dans ces cas spéciaux, la vitesse ne devra pas dépasser 25 kilomètres par heure.

Art. 41. — *Traction des trains.* — Les trains de voyageurs ne devront être remorqués que par une seule locomotive, sauf le cas où l'emploi d'une machine de renfort deviendrait nécessaire, soit par suite d'une affluence extraordinaire de voyageurs, de l'état de l'atmosphère, d'un accident ou d'un retard exigeant l'emploi de secours ou de tout autre cas, analogue ou spécial, préalablement déterminé par le Directeur général des travaux publics, soit pour la montée d'une rampe de forte inclinaison. Dans ce dernier cas, la machine de renfort pourra être placée en queue. Il est, dans tous les cas, interdit d'atteler simultanément plus de deux locomotives en feu à un train de voyageurs. La machine placée en tête devra régler la marche du train.

Sauf exceptions autorisées, il devra toujours y avoir en tête de chaque train, entre le tender et la première voiture de voyageurs, au moins un véhicule ne portant pas de voyageurs. Cette prescription ne s'applique pas aux trains légers.

Dans tous les cas où il sera attelé plus d'une locomotive en feu à un train, mention en sera faite sur un registre à ce destiné, avec l'indication du motif de la mesure, de la station où elle aura été jugée nécessaire et de l'heure à laquelle le train aura quitté cette station. Ce registre sera représenté à toute réquisition aux agents du contrôle.

Art. 42. — *Matières dangereuses.* — Il est défendu d'admettre, dans les trains qui portent des voyageurs, aucune matière pouvant dégager des odeurs incommodes ou donner lieu, soit à des explosions, soit à des incendies, sauf les exceptions autorisées par le Directeur général des travaux publics.

Le transport de ces matières par les trains de marchandises sera réglé par l'Administration.

Art. 43. — *Attelage des véhicules.* — Le Directeur général des travaux publics déterminera, la Compagnie entendue, les précautions à prendre dans la formation des trains, pour éviter, soit au départ ou à l'arrivée, soit pendant la marche, toute réaction dangereuse ou incommode entre les divers véhicules et, en général, tout ce qui pourrait nuire à la sécurité et à la commodité de la circulation.

Art. 44. — *Communication des agents du train.* — Les conducteurs gardes-freins seront mis en communication avec le mécanicien pour donner, en cas d'accident, le signal d'alarme, par tel moyen qui sera autorisé par le Directeur général des travaux publics, sur la proposition de la Compagnie.

Sauf les exceptions autorisées par le Directeur général des travaux publics, les compartiments des voitures à voyageurs seront tous mis en communication avec le mécanicien ou le conducteur chef de train par un signal d'alarme en bon état de fonctionnement.

Art. 45. — *Éclairage et chauffage des trains.* — Les trains devront être éclairés extérieurement pendant la nuit. En cas d'insuffisance du système d'éclairage, le Directeur général des travaux publics prescrira, la Compagnie entendue, les dispositions qu'il jugera nécessaires.

Les voitures fermées destinées aux voyageurs devront être éclairées intérieurement pendant la nuit et au passage des souterrains qui seront désignés par le Directeur du contrôle, la Compagnie entendue. Elles devront être chauffées pendant la saison froide dans les conditions approuvées par le Directeur du contrôle, la Compagnie entendue.

Tout train transportant des voyageurs sera muni d'une boîte de secours.

TITRE VII

Du départ, de la circulation et de l'arrivée des convois.

Art. 46. — *Réglementation du mouvement des trains.* — Pour chaque chemin de fer, le Directeur général des travaux publics déterminera, sur la proposition de la Compagnie, le sens du mouvement des trains et des machines isolés sur chaque voie, quand il y a plusieurs voies, ou les points de croisement, quand il n'y en a qu'une.

Il ne pourra être dérogé, sous aucun prétexte, aux dispositions qui auront été prescrites par le Directeur général des travaux publics, si ce n'est dans le cas où la voie serait interceptée; et, dans ce cas, le changement devra être fait avec les précautions indiquées à l'article 55 ci-après et par les règlements.

Art. 47. — *Précautions au moment du départ des trains.* — Avant le départ du train, le mécanicien s'assurera si toutes les parties de la locomotive et du tender sont en bon état.

La même vérification sera faite dans les conditions déterminées par le règlement de la Compagnie en ce qui concerne les voitures et les freins de ces voitures.

Le signal du départ ne sera donné que lorsque les portières donnant directement accès sur la voie seront fermées.

Le train ne devra être mis en marche qu'après le signal du départ.

Art. 48. — *Heures de départ, signaux.* — Aucun train ne pourra partir d'une station ni y arriver avant l'heure déterminée par le règlement de service.

Les mesures propres à maintenir entre les trains qui se suivent l'intervalle de temps ou d'espace nécessaire pour assurer la sécurité de la circulation seront déterminées par le Directeur général des travaux publics, la Compagnie entendue.

Des signaux seront placés à l'entrée des stations, dans les stations et sur la voie, partout où cela sera jugé utile pour faire connaître aux mécaniciens des trains s'ils doivent ralentir ou arrêter leur train.

En cas d'insuffisance des signaux établis par la Compagnie, le Directeur général des travaux publics prescrira, la Compagnie entendue, l'établissement de ceux qu'il jugera nécessaires.

Art. 49. — *Arrêts des trains.* — Sauf les cas de force majeure, tels que détresse de la machine, déraillement d'un wagon, réparation de la voie, etc., les trains ne pourront s'arrêter qu'aux gares ou lieux de stationnement autorisés. Les voies affectées à la circulation des trains doivent être couvertes par des signaux, ainsi qu'il est dit à l'article 53 ci-après, quand on est dans la nécessité absolue d'y faire accidentellement stationner des machines ou des véhicules.

Cette prescription n'est pas applicable aux trains de ballast ni aux trains autorisés à s'arrêter en pleine voie, entre deux gares entre lesquelles la voie sera bloquée jusqu'à leur sortie.

Art. 50. — *Réglementation de la circulation des trains.* — Le Directeur général des travaux publics déterminera, sur la proposition de la compagnie, les mesures spéciales de précaution relatives à la circulation des trains sur les fortes déclivités, dans les souterrains et sur la voie unique.

Il déterminera également, sur la proposition de la Compagnie, la vitesse maximum que les trains de toute nature pourront prendre sur les diverses parties de chaque ligne et la durée du trajet.

Art. 51. — *Trains extraordinaires.* — Le Directeur général des travaux publics prescrira, sur la proposition de la Compagnie, les mesures spéciales de précaution à prendre pour l'expédition et la marche des trains extraordinaires.

Dès que l'expédition d'un train extraordinaire aura été décidée, déclaration devra en être faite immédiatement au commissaire de surveillance, avec indication du motif de l'expédition du train et de l'heure du départ.

Art. 52. — *Personnel de la voie.* — Des agents chargés de l'entretien et de la surveillance de la voie seront placés sur la ligne en nombre suffisant pour assurer la libre circulation des trains.

Ces agents seront pourvus de signaux de jour et de nuit, à l'aide desquels ils annonceront si le mécanicien doit ralentir sa marche ou s'il doit arrêter immédiatement le train.

En cas d'insuffisance, le Directeur général des travaux publics réglera le nombre des agents de ces diverses catégories, la Compagnie entendue.

Art. 53. — *Arrêts accidentels en pleine voie.* — Dans le cas où soit un train, soit une machine isolée s'arrêterait accidentellement sur la voie, des signaux de protection seront faits dans les conditions indiquées par les règlements.

Les mécaniciens, les conducteurs-chefs et les conducteurs devront être munis, pendant leur service, des signaux indiqués par les règlements.

Art. 54. — *Signaux en cas de réparation de la voie.* — Lorsque les ateliers de réparation seront établis sur une voie, des signaux devront indiquer si l'état de la voie ne permet pas le passage des trains, ou s'il suffit de ralentir la marche de la machine.

Art. 55. — *Interruption momentanée d'une voie.* — Lorsque, sur les parties de ligne à double voie, par suite d'un accident, de réparation ou de toute autre cause, la circulation devra s'effectuer momentanément sur une seule voie, il devra être placé un garde auprès des aiguilles de chacun des changements de voie extrêmes. Les gardes ne laisseront les trains s'engager dans la voie unique réservée à la circulation qu'après s'être assurés qu'ils ne seront pas rencontrés par un train venant dans un sens opposé. Il sera donné connaissance au commissaire de surveillance des mesures prises pour assurer la circulation sur la voie unique.

Art. 56. — *Réglementation du système des signaux.* — Le Code des signaux, obligatoire en France, sera rendu applicable aux lignes de Tunisie par un arrêté du Directeur général des travaux publics La Compagnie sera tenue de faire connaître au Directeur général des travaux publics le système de signaux qu'elle a adopté ou se propose d'adopter pour les cas prévus au présent titre.

Le Directeur général des travaux publics prescrira les modifications qu'il jugera nécessaires.

Art. 57. — *Précautions prescrites au mécanicien.* — Le mécanicien devra porter constamment son attention sur l'état de la voie, arrêter ou ralentir la marche en cas d'obstacles, suivant les circonstances, et se conformer aux signaux qui lui seront transmis ; il surveillera toutes les parties de la machine, la tension de la vapeur et le niveau d'eau de la chaudière. Il veillera à ce que rien n'embarrasse la manœuvre des freins dont il a la disposition.

Art. 58. — *Précautions à l'arrivée aux embranchements et stations.* — Les mesures de précaution à observer par le mécanicien aux approches et au passage des bifurcations, em-

branchements ou traversées de voies seront fixées par des règlements approuvés par le Directeur général des travaux publics.

Aux points de bifurcation, des signaux devront indiquer le sens dans lequel les aiguilles seront placées.

A l'approche des stations où le train doit s'arrêter, le mécanicien devra prendre les dispositions convenables pour qu'il ne dépasse pas le point où les voyageurs doivent descendre.

Art. 59. — *Usage du sifflet à vapeur.* — Avant la mise en marche, à l'approche des stations, des passages à niveau en courbe, à l'entrée et à la sortie des tranchées en courbe et des souterrains, le mécanicien devra faire jouer le sifflet à vapeur pour avertir de l'approche du train.

Il se servira également du sifflet, comme moyen d'avertissement, toutes les fois que la voie ne lui paraîtra pas complètement libre.

Art. 60. — *Interdiction de monter sur les locomotives.* — Aucune personne autre que le mécanicien et le chauffeur ne pourra monter sur la locomotive ou sur le tender, à moins d'une permission spéciale et écrite du Directeur de l'exploitation du chemin de fer.

Sont exceptés de cette interdiction, le Directeur et les ingénieurs du contrôle et les commissaires de surveillance. Toutefois, ces derniers devront remettre au chef de la station ou au conducteur principal du train une réquisition écrite et motivée.

Art. 61. — *Machines de secours.* — Des machines dites « de secours » ou « de réserve » devront être entretenues constamment prêtes à partir ou prêtes à être allumées sur les points qui seront désignés par le Directeur général des travaux publics, la Compagnie entendue.

Les règles relatives au service de ces machines seront déterminées par le Directeur général des travaux publics, sur la proposition de la Compagnie.

Art. 62. — *Wagons de secours.* — Il y aura constamment, au lieu de dépôt des machines de réserve, un wagon chargé de tous les agrès et outils nécessaires en cas d'accident.

Chaque train devra d'ailleurs être muni des outils les plus indispensables.

Art. 63. — *Registres des retards de trains.* — Aux gares qui seront désignées par le Directeur général des travaux publics, il sera tenu des registres sur lesquels on mentionnera les retards de trains excédant des limites déterminées. Ces registres indiqueront la nature et la composition des trains, les points extrêmes de leurs parcours, le numéro des locomotives qui les ont remorqués, les heures de départ et d'arrivée, les causes et la durée du retard. Ces registres seront représentés, à toute réquisition, aux ingénieurs et agents du contrôle.

Art. 64. — *Marche des trains.* — A chaque changement de service d'été et d'hiver, les tableaux de marche des trains réguliers ou facultatifs seront communiqués, un mois au moins avant d'être mis en vigueur, au Directeur général des travaux publics qui pourra prescrire les modifications nécessaires pour la sécurité de la circulation ou pour les besoins du public.

La Compagnie communiquera au Directeur général des travaux publics, et au moins quinze jours à l'avance, les modifications de trains de voyageurs opérées en cours de saison.

Elle fera connaître au Directeur général des travaux publics la mise en marche des trains extraordinaires ou spéciaux contenant une ou plusieurs voitures à voyageurs et les modifications apportées à la marche des trains de marchandises, le tout dans les délais qui seront prescrits par l'Administration.

Des affiches placées dans les stations aux lieux les plus apparents feront connaître au public les heures de départ des trains transportant des voyageurs et les stations qu'ils doivent desservir.

TITRE VIII

De l'établissement et de la perception des taxes et des frais accessoires.

Art. 65. — *Homologation des taxes.* — Aucune taxe, de quelque nature qu'elle soit, ne peut être perçue par les entreprises de chemins de fer qu'en vertu d'une décision de l'autorité administrative.

Art. 66. — *Présentation des tarifs. — Affichage.* — La Compagnie devra dresser un tableau des prix et conditions qu'elle a l'intention de mettre en vigueur, dans la limite du maximum autorisé par le cahier des charges, pour le transport des voyageurs, des animaux, marchandises et objets divers, et le transmettre au Directeur général des travaux publics.

Elle devra, en même temps, procéder, dans toutes les gares, à l'affichage de ses propositions, lors même que celles-ci n'apporteraient aucun changement aux taxes fixées par le cahier des charges.

Art. 67. — *Tarif exceptionnel.* — La Compagnie devra, en outre, dans le plus court délai et dans les formes énoncées en l'article précédent, soumettre ses propositions au Directeur général des travaux publics pour les prix de transport non déterminés par le cahier des charges, et à l'égard desquels l'Administration est appelée à statuer. Les taxes à percevoir pour ces transports seront fixées par le Directeur général des travaux publics.

Art. 68. — *Frais accessoires.* — Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage, ainsi que les conditions dans lesquelles doivent être effectuées ces opérations, sont fixés annuellement par le Directeur général des travaux publics, le concessionnaire entendu.

Art. 69. — *Modifications aux prix autorisés.* — Toute modification apportée, soit aux taxes perçues dans les limites des maxima inscrits dans les cahiers des charges des concessions, soit aux conditions auxquelles est soumise l'application de ces taxes, est homologuée, s'ily a lieu, par le directeur général des travaux publics, sur la proposition du concessionnaire.

Lorsque la Compagnie voudra apporter quelque changement aux prix ou conditions autorisés, elle en donnera avis à l'Administration en joignant à sa proposition une notice justificative. Le public sera en même temps informé par des affiches des changements soumis à l'approbation du Directeur général des travaux publics.

A l'expiration du mois à partir de l'affichage dûment constaté, lesdites taxes ou conditions pourront être appliquées si dans cet intervalle elles ont été homologuées.

L'Administration aura d'ailleurs toujours le droit d'accorder d'urgence l'autorisation provisoire d'appliquer un tarif, sans attendre l'expiration du délai d'affichage, sous réserve de la décision à intervenir après instruction complète. Les homologations ou refus d'homologation seront portés à la connaissance du public.

Art. 70. — *Caractère des homologations.* — L'homologation accordée aux propositions des compagnies aura toujours un caractère provisoire.

L'homologation provisoire peut être retirée à toute époque, sous réserve de l'observation des délais fixés à l'article 72 ci-après et après accomplissement de formalités identiques à celles qui ont précédé l'homologation.

Art. 71. — *Délais d'application des taxes.* — Les tarifs ou conditions homologués sans modifications à la proposition de la Compagnie seront nécessairement applicables dans les délais suivants après la date de la notification à la Compagnie et sous réserve, bien entendu, de l'affichage préalable prévu à l'article 66 du présent décret :

Pour les tarifs intérieurs, quinze jours ;

Pour les tarifs communs, un mois.

Si l'homologation n'est accordée que sous réserve de modifications à la proposition de la Compagnie, ces délais ne courront qu'à partir du jour où la Compagnie aura accepté ces modifications.

Art. 72. — *Délais des relèvements des taxes.* — Lorsque les prix de transport ont été abaissés, avec ou sans condition, les taxes abaissées ne peuvent être relevées qu'après un délai de trois mois au moins.

Ce délai n'est pas applicable aux tarifs de transit, ni aux tarifs de saison.

Art. 73. — *Arrangements avec les autres entreprises de transport.* — Aucun arrangement ne peut être pris par les concessionnaires de chemins de fer pour accorder à une entreprise de transport par terre ou par eau, sous quelque forme ou dénomination que ce puisse être, des avantages qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant la même voie de communication, sans avoir été préalablement approuvé par le Directeur général des travaux publics.

Art. 74. — *Recueil des taxes.* — Le recueil des taxes de transport et des frais accessoires en vigueur sur chaque réseau, avec les conditions d'application, est constamment tenu à la disposition du public dans toutes les gares et stations du réseau.

Art. 75. — *Perception des taxes.* — La perception des taxes doit se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait eu pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs des exemptions ou des réductions sur les tarifs approuvés, ou des avantages ne résultant pas des conditions d'application, demeure formellement interdit.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et les compagnies dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions et remises accordées aux indigents, dans les conditions résultant de règlements approuvés par le Directeur général des travaux publics.

Art. 76. — *Enregistrement des expéditions.* — La Compagnie sera tenue d'effectuer avec soin, exactitude et célérité et sans tour de faveur le transport et la livraison des marchandises, bestiaux et objets de toute nature dont le transport n'est pas interdit. Au fur et à mesure que des colis, des animaux ou des objets quelconques arriveront au chemin de fer, enregistrement en sera fait immédiatement avec mention du prix total dû pour le transport.

Le transport s'effectuera, pour les mêmes destinations, dans l'ordre des inscriptions, à moins que le tarif demandé par l'expéditeur ne comporte des délais allongés, auquel cas la Compagnie ne sera tenue qu'à transporter dans les délais impartis, mais sans tour de faveur pour les expéditions de même nature sur la même destination et faites aux conditions du même tarif.

Il sera délivré à l'expéditeur un récépissé énonçant la nature et le poids des colis, les tarifs appliqués, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

Ce récépissé sera établi d'après les indications d'une déclaration d'expédition signée par l'expéditeur.

Un double de ce récépissé sera remis au destinataire.

Les demandes de matériel faites par les expéditeurs de marchandises seront inscrites, dans l'ordre où elles se produiront, sur un registre *ad hoc* où sera mentionnée la date où le maté-

riel aura été mis à la disposition des expéditeurs.

Les registres mentionnés au présent article seront représentés à toute réquisition des fonctionnaires et agents chargés de veiller à l'exécution du présent décret.

Art. 77. — *Fausses déclarations.* — Quiconque aura intentionnellement donné, dans une déclaration d'expédition, de fausses indications sur la nature et le poids des marchandises remises au chemin de fer, ou sur leur valeur, quand elle sert de base à leur taxation, en vue de payer un prix inférieur à celui qui résulte des tarifs légalement établis, sera puni d'une amende de 50 fr. au moins et de 6,000 fr. au plus et d'un emprisonnement d'un mois au moins et de trois ans au plus.

Seront, en cas de connivence dûment constatée, punis de la même peine les agents ou chefs de service des compagnies.

Art. 78. — *Tarif présumé.* — Tout expéditeur qui, dans sa déclaration d'expédition, inscrit les mots : « Tarif réduit, Tarif spécial », est présumé avoir demandé le bénéfice de celui des tarifs en vigueur qui donne le prix le plus bas et avoir accepté toutes les conditions que comporte l'application de ce tarif.

Art. 79. — *Itinéraire présumé.* — A moins d'indication contraire dans la déclaration d'expédition, tout expéditeur de marchandises est présumé avoir demandé l'itinéraire auquel correspond la taxe totale la plus réduite entre le point d'expédition et le point de destination.

Art. 80. — *Stations intermédiaires.* — Aucune taxe réduite ne pourra être établie pour le transport de certaines marchandises entre deux stations dénommées, qu'à la condition d'être également applicable au transport des mêmes marchandises, dans le même sens, entre l'une des stations dénommées et toute station intermédiaire, ou entre deux stations intermédiaires quelconques, dans tous les cas où le public aura intérêt à payer ainsi pour la totalité du parcours partiellement effectué.

Sont considérées comme intermédiaires, pour l'application de cette disposition, les stations situées sur l'itinéraire le plus court, soit entre les stations dénommées, si aucun point de transit n'est indiqué au tarif, soit entre les stations expéditrices ou destinataires, et les points de transit dénommés au tarif, s'il comporte une indication d'itinéraire.

Art. 81. — *Soudures des tarifs.* — Aucune taxe ne pourra être établie pour le transport de certaines marchandises entre deux stations qu'à la condition de pouvoir se souder avec les taxes applicables au transport des mêmes marchandises sur les lignes formant le prolongement des parcours en vue desquels sont établis les prix réduits, ou s'embranchant sur ces parcours.

TITRE IX

Des mesures concernant les voyageurs et les personnes étrangères au service du chemin de fer.

Art. 82. — *Interdictions diverses.* — Il est défendu à toute personne étrangère au service du chemin de fer :

1° De s'introduire, sans y être autorisée, sur la plate-forme du chemin de fer ou ses dépendances, d'y circuler ou stationner ;

2° D'y jeter, déposer ou laisser tomber aucuns matériaux ni objets quelconques, notamment des objets en ignition ;

3° D'y introduire ou de laisser s'y introduire des chevaux, bestiaux ou animaux d'aucune espèce ;

4° D'y faire circuler ou stationner aucuns véhicules ou machines étrangères au service ;

5° De toucher, dans quelque but que ce soit, aux appareils qui ne sont pas à la disposition du public, de les faire fonctionner ou d'en empêcher le fonctionnement ;

6° De dégrader les clôtures, barrières, talus, bâtiments et ouvrages d'art.

Art. 83. — *Exceptions en faveur de certains agents ou fonctionnaires.* — Sont exceptés de la défense portée au premier paragraphe de l'article précédent, les magistrats et tous officiers de police judiciaire, les présidents et vice-présidents des municipalités, les commissaires de police, les officiers de gendarmerie, les gendarmes et autres agents de la force publique, les préposés aux Douanes, aux Monopoles et aux Contributions diverses, les gardes champêtres (1) et forestiers, dans l'exercice de leurs fonctions et revêtus de leurs uniformes ou de leurs insignes.

Dans tous les cas, les fonctionnaires et les agents désignés au paragraphe précédent seront tenus de se conformer aux mesures spéciales de précaution qui auront été déterminées par le Directeur général des travaux publics, la Compagnie entendue.

Art. 84. — *Interdictions diverses.* — Il est défendu :

1° D'entrer dans les voitures sans avoir pris un billet, et de se placer dans une voiture d'une classe supérieure à celle qui est indiquée par le billet ;

2° D'entrer dans les voitures ou d'en sortir autrement que par la portière qui se trouve du côté où se fait le service du train ;

3° De passer d'une voiture dans une autre autrement que par les passages disposés à cet effet, de se pencher au dehors, d'occuper une place non destinée aux voyageurs ou de se placer indûment dans des compartiments ayant une destination spéciale ;

4° De se servir, sans motif plausible, du signal d'alarme mis à la disposition des voya-

(1) Conf. décret du 31 décembre 1899 (v° POLICE RURALE).

geurs pour faire appel aux agents de la Compagnie ;

5° De monter dans les voitures ou d'en descendre ailleurs que dans les stations et lorsque le train n'est pas complètement arrêté ou est déjà en marche.

Il est défendu de fumer dans les voitures et dans les salles d'attente des gares; toutefois, cette interdiction ne s'étend pas aux plates-formes et couloirs ouverts des voitures et aux compartiments qui portent l'inscription « Fumeurs ».

Les voyageurs seront tenus d'obtempérer aux injonctions des agents de la Compagnie pour l'observation des dispositions mentionnées aux paragraphes ci-dessus.

Art. 85. — *Limitation du nombre des voyageurs.* — Il est interdit d'admettre dans les voitures plus de voyageurs que ne le comporte le nombre de places indiqué, conformément à l'article 34 ci-dessus.

Art. 86. — *Interdiction relative à l'accès des voitures.* — L'entrée des voitures est interdite :

1° A toute personne en état d'ivresse ;

2° A tous individus porteurs d'armes à feu chargées ou d'objets qui, par leur nature, leur volume ou leur odeur, pourraient gêner ou incommoder les voyageurs.

Tout individu porteur d'une arme à feu devra, avant son admission sur les quais d'embarquement, faire constater que son arme n'est pas chargée.

Art. 87. — *Expédition des matières dangereuses.* — Les personnes qui voudront expédier des marchandises, mentionnées en l'article 42, devront en déclarer la nature au moment où elles les apporteront dans les stations du chemin de fer.

Art. 88. — *Animaux.* — Aucun chien ou autre animal ne sera admis dans les voitures servant au transport des voyageurs ; toutefois, la Compagnie pourra placer dans des compartiments spéciaux les voyageurs qui ne voudraient pas se séparer de leurs chiens, pourvu que ces animaux soient muselés, en quelque saison que ce soit.

En outre, des exceptions pourront être autorisées pour les animaux de petite taille convenablement enfermés.

Art. 89. — *Intervention des agents de la Compagnie.* — Les cantonniers, gardes-barrières et autres agents du chemin de fer devront faire sortir immédiatement toute personne qui se serait introduite sur la plate-forme du chemin, ou dans quelque portion que ce soit de ses dépendances où elle n'aurait pas le droit d'entrer.

En cas de résistance de la part des contrevenants, tout employé du chemin de fer pourra requérir l'assistance des agents de l'Administration et de la force publique.

Les animaux abandonnés qui seront trouvés sur la plate-forme du chemin de fer ou de ses dépendances seront saisis et remis à l'autorité locale indigène. Celle-ci sera chargée de poursuivre le versement à la Compagnie, soit par les propriétaires intéressés, s'ils peuvent être découverts, soit par le notaire chargé de la vente des animaux, dans le cas contraire, des frais et des dommages-intérêts.

TITRE X

Dispositions diverses.

Art. 90. — *Délais de présentation des propositions.* — Dans tous les cas où, conformément aux dispositions du présent règlement, l'Administration devra statuer sur la proposition d'une compagnie, la Compagnie sera tenue de soumettre cette proposition dans le délai déterminé par l'Administration, faute de quoi il pourra être statué directement.

Si l'Administration pense qu'il y a lieu de modifier la proposition de la Compagnie, elle devra, sauf le cas d'urgence, entendre la Compagnie avant de prescrire les modifications.

Art. 91. — *Vente à l'intérieur des gares.* — Aucun crieur, vendeur ou distributeur d'objets quelconques ne pourra être admis par les Compagnies à exercer sa profession dans les cours ou bâtiments des stations et dans les salles d'attente destinées aux voyageurs, qu'en vertu d'une autorisation spéciale du Directeur général des travaux publics.

Art. 92. — *Uniforme des agents de la Compagnie.* — Tout agent employé sur les chemins de fer sera revêtu d'un uniforme ou porteur d'un signe distinctif, et pourra être armé.

Art. 93. — *Mécaniciens.* — Nul ne pourra être employé en qualité de mécanicien-conducteur de train s'il ne produit des certificats de capacité délivrés dans les formes qui seront déterminées par le Directeur général des travaux publics.

Art. 94. — *Boîtes de secours.* — Aux stations désignées par le Directeur général des travaux publics, les Compagnies entretiendront les médicaments et moyens de secours nécessaires en cas d'accidents.

Art. 95. — *Registre des réclamations.* — Il sera tenu dans chaque station un registre destiné à recevoir les réclamations des voyageurs, expéditeurs ou destinataires qui auraient des plaintes à formuler soit contre la Compagnie, soit contre ses agents. Ce registre sera présenté à toute réquisition des voyageurs, expéditeurs ou destinataires et communiqué sur place aux agents du contrôle.

Dès qu'une plainte aura été inscrite sur le registre, le chef de station devra en aviser le commissaire de surveillance de la circonscription.

Art. 96. — *Visa des registres de la Compagnie.* — Les registres mentionnés aux articles 29, 30, 41, 63, 76 et 95 ci-dessus seront cotés et paraphés par le commissaire de surveillance administrative.

Art. 97. — *Affichage du présent règlement.* — Des exemplaires du présent règlement seront constamment affichés dans les gares, à la diligence des Compagnies.

Le conducteur principal du train en marche devra également être muni d'un exemplaire du règlement. Des extraits devront être délivrés, chacun pour ce qui le concerne, aux mécaniciens, chauffeurs, gardes-freins, cantonniers, gardes-barrières et autres agents employés sur le chemin de fer. Des extraits, en ce qui concerne les règles à observer par les voyageurs pendant le trajet, devront être placés dans chaque compartiment.

TITRE XI

Des mesures relatives à la sûreté de la circulation sur les chemins de fer.

Art. 98. — *Atteintes volontaires à la sûreté de la circulation.* — Quiconque aura volontairement détruit ou dérangé la voie de fer, placé sur la voie un objet faisant obstacle à la circulation ou employé un moyen quelconque pour entraver la marche des convois ou les faire sortir des rails, sera puni de la réclusion.

S'il y a eu homicides ou blessures, le coupable sera, dans le premier cas, puni de mort, et, dans le second, de la peine des travaux forcés à temps.

Art. 99. — *Cas de réunions séditieuses.* — Si le crime prévu par l'article 98 a été commis en réunion séditieuse, avec rébellion ou pillage, il sera imputable aux chefs, auteurs, instigateurs et provocateurs de ces réunions, qui seront punis comme coupables du crime et condamnés aux mêmes peines que ceux qui l'auront personnellement commis, lors même que la réunion séditieuse n'aurait pas eu pour but direct et principal la destruction de la voie de fer.

Toutefois, dans ce dernier cas, lorsque la peine de mort sera applicable aux auteurs du crime, elle sera remplacée, à l'égard des chefs, auteurs, instigateurs et provocateurs de ces réunions, par la peine des travaux forcés à perpétuité.

Art. 100. — *Menaces écrites.* — Quiconque aura menacé, par écrit anonyme ou signé, de commettre un des crimes prévus par l'article 98 sera puni d'un emprisonnement de trois à cinq ans, dans le cas où la menace aurait été faite avec ordre de déposer une somme d'argent dans un lieu indiqué, ou de remplir toute autre condition.

Si la menace n'a été accompagnée d'aucun ordre ou condition, la peine sera d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, et d'une amende de cent à cinq cents francs.

Si la menace avec ordre ou condition a été verbale, le coupable sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à six mois, et d'une amende de vingt-cinq à trois cents francs.

Dans tous les cas, le coupable pourra être frappé par le jugement d'une interdiction de séjour dont la durée ne pourra pas être moindre de deux ans ni excéder cinq ans.

Art. 101. — *Accidents par cause involontaire.* — Quiconque par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des lois ou règlements, aura involontairement causé sur un chemin de fer ou dans des gares et stations un accident qui aura occasionné des blessures, sera puni de huit jours à six mois d'emprisonnement et d'une amende de cinquante à cinq cents francs.

Si l'accident a occasionné la mort d'une ou plusieurs personnes, l'emprisonnement sera de six mois à cinq ans et l'amende de trois cents à trois mille francs.

Art. 102. — *Abandon de poste pendant la marche d'un train.* — Sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans tout mécanicien, conducteur ou garde-frein qui aura abandonné son poste pendant la marche du train.

Art. 103. — *Contraventions aux règlements et aux arrêtés pris en exécution des règlements.* — Toute contravention au présent décret et à tous les règlements sur la police, la sûreté et l'exploitation du chemin de fer, ainsi qu'aux arrêtés pris par le Directeur général des travaux publics pour l'exécution desdits règlements, sera puni d'une amende de seize à trois mille francs.

En cas de récidive dans l'année, l'amende sera portée au double, et le tribunal pourra, selon les circonstances, prononcer, en outre, un emprisonnement de trois jours à un mois.

Art. 104. — *Constatation des infractions au présent décret.* — Les crimes, délits ou contraventions prévus au présent décret pourront être constatés par des procès-verbaux dressés concurremment par les officiers de police judiciaire (1), les ingénieurs des ponts et chaussées, les contrôleurs des mines et tous agents de surveillance et gardes nommés ou agréés par l'Administration et dûment assermentés.

Les procès-verbaux des délits et contraventions feront foi jusqu'à preuve contraire.

Au moyen du serment prêté devant le tribunal de première instance de leur domicile, les agents de surveillance de l'Administration et des concessionnaires ou fermiers pourront verbaliser sur toute la ligne du chemin de fer auquel ils seront attachés.

Art. 105. — *Affirmation des procès-verbaux.* — Les procès-verbaux qui auront été dressés par des agents de surveillance et gardes assermentés seront dispensés de la formalité de l'affirmation.

Art. 106. — *Résistance aux agents du chemin de fer.* — Toute attaque, toute résistance avec violence et voies de fait envers les agents des chemins de fer dans l'exercice de leurs

(1) Conf. décrets des 15 février 1898 et 4 mai 1900 (v° Justice française).

fonctions sera punie des peines appliquées à la rébellion, suivant les distinctions faites par le Code pénal français.

Art. 107. — *Circonstances atténuantes.* — L'article 463 du Code pénal français est applicable aux condamnations qui seront prononcées en exécution du présent décret.

Art. 108. — *Cumul des peines.* — En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits prévus par le présent décret ou par le Code pénal français, la peine la plus forte sera seule prononcée.

Les peines encourues pour des faits postérieurs à la poursuite pourront être cumulées, sans préjudice des peines de la récidive.

Art. 109. — *Attribution de compétence.* — La juridiction française sera seule compétente dans tous les cas pour connaître des infractions au présent décret et des contestations auxquelles pourra donner lieu son application (1).

Art. 110. — *Lignes actuellement concédées.* — Les prescriptions du présent décret sont applicables aux lignes de chemins de fer actuellement concédées, en tant qu'elles n'ont rien de contraire aux stipulations des actes de concession et cahiers des charges desdites lignes.

Art. 111. — Notre Directeur général des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui entrera en vigueur à dater du 1er novembre 1897.

---

229 29 avril 1898

Arrêté du Directeur des travaux publics réglementant le stationnement des voitures, le chargement et le déchargement des bagages et des marchandises aux alentours et à l'intérieur des gares.

(Officiel, 1898, 340)

Vu le décret du 3 septembre 1882 qui a institué une Direction générale des travaux publics ;
Vu le décret du 16 octobre 1897 sur la police des chemins de fer ;
Vu l'article 21 dudit décret ;

TITRE Ier

Gares et stations de voyageurs.

Article 1er. — Partout où cela sera jugé nécessaire, les lieux de stationnement des différentes sortes de voitures, telles que diligences, voitures de messageries, omnibus, fiacres, voitures à volonté, voitures particulières, seront désignés par le chef de gare, de concert avec le commissaire de surveillance administrative ; à défaut de concert, il sera statué par le Directeur général des travaux publics.

Art. 2. — La mendicité et toute sollicitation importune pour l'indication d'hôtels, pour transport de bagages, pour offres de service, toute vente ou distribution d'objets quelconques non autorisés, etc., sont interdites dans les cours des gares et stations et, en général, dans toutes les dépendances des chemins de fer.

Ceux qui troubleront l'ordre par des cris, des injures, des rixes ou par des attroupements gênant la circulation seront poursuivis conformément aux lois.

Art. 3. — A l'exception des voyageurs et des personnes qui les servent ou qui les accompagnent, les préposés de la Compagnie et les agents des services de correspondance agréés par elle peuvent seuls prendre et porter les bagages, des voitures à l'intérieur de la station et de l'intérieur de la station aux voitures. Aucune rétribution ne devra être exigée pour ce service.

Art. 4. — Les voitures qui entrent dans les cours des gares et stations doivent y circuler avec prudence et n'y stationner que sur les emplacements indiqués. Quand plusieurs voitures arrivent ou partent en même temps, elles doivent prendre la file, sans essayer de se dépasser.

Il est interdit à tous charretiers, cochers ou postillons de voitures publiques ou particulières en stationnement dans ces cours :

1° De quitter leurs chevaux, à moins qu'ils ne soient solidement attachés ou tenus à la main, ou à moins que les roues de leurs voitures ne soient maintenues au moyen d'une chaîne ou d'une forte corde les reliant à la caisse ;

2° De débrider entièrement leurs chevaux pour leur donner à boire ou à manger ; ils peuvent seulement leur enlever le mors de la bouche et ils doivent alors se tenir à leur tête.

TITRE II

Gares de marchandises.

Art. 5. — L'entrée des gares de marchandises n'est permise qu'aux expéditeurs, destinataires et autres personnes venant pour affaires concernant le service du chemin de fer.

Ne seront admises, dans les cours de ces gares, que les voitures venant y prendre ou y laisser leur chargement et celles des personnes ci-dessus mentionnées.

Art. 6. — Pour le stationnement, le chargement et le déchargement, les voitures se placeront le long des quais ou des voies de débord, de la manière et sur les points qui seront indiqués par la Compagnie.

Art. 7. — Les animaux, à l'arrivée ou au départ, devront entrer ou sortir par la barrière désignée par le chef de gare.

L'entrée des gares, pour les animaux, ne peut être requise qu'une demi-heure au plus avant le moment où doit commencer le chargement.

Il est interdit d'introduire dans les gares des animaux vicieux, dangereux ou malades, qui pourraient compromettre la sécurité publique ou la santé des autres animaux à transporter par le chemin de fer.

(1) Conf. decret du 13 janvier 1898 (1° JUSTICE FRANÇAISE)

TITRE III

Dispositions générales.

Art. 8. — Après le coucher du soleil, toutes les voitures qui entreront dans les gares ou stations devront être éclairées.

Art. 9. — Toute infraction au présent arrêté sera réprimée conformément à l'article 103 du décret du 16 octobre 1897.

Art. 10. — Le présent arrêté sera constamment affiché, aux frais de la Compagnie, dans les salles d'attente, et dans les cours des gares et stations qui seront désignées par le Directeur général des travaux publics.

Art. 11. — Les commissaires de surveillance administrative, les agents assermentés de la Compagnie, la gendarmerie, les commissaires et agents de police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au directeur de la Compagnie et au commandant de la gendarmerie.

---

230 10 juillet 1898

(20 safar 1316)

PROMULGUÉ LE 10 JUILLET 1898

Décret approuvant l'avenant intervenu le 18 février 1898(1) entre le Directeur des travaux publics et la Compagnie Bône-Guelma, relatif au tracé de la ligne de Tunis à Zaghouan et de ses embranchements et aux conditions de construction et d'exploitation de l'embranchement de Crétéville.

(OFFICIEL, 1898, 540)

Vu le décret du 10 septembre 1894 approuvant les conventions passées, le 12 octobre 1892, entre le Directeur général des travaux publics de la Régence et la Compagnie des chemins de fer Bône-Guelma et prolongements ;

Vu l'accord intervenu le 19 octobre 1894 entre le Directeur général des travaux publics et la Compagnie Bône-Guelma pour régler les conditions d'exécution de la convention du 12 octobre 1892, relative aux lignes de Tunis au Cap Bon et au Sahel ;

Vu l'avenant à cet accord intervenu le 18 février 1898 pour définir le tracé de la ligne de Tunis à Zaghouan et de ses embranchements ;

Article unique. — Est approuvé l'avenant intervenu le 18 février 1898 (1) entre notre Directeur général des travaux publics et la Compagnie Bône-Guelma et prolongements pour définir le tracé de la ligne de Tunis à Zaghouan et de ses embranchements et régler les conditions de construction et d'exploitation de l'embranchement de Crétéville.

---

231 15 octobre 1898

(29 djoumadi el aouel 1316)

PROMULGUÉ LE 15 OCTOBRE 1898

Décret approuvant la cession faite à la Compagnie Bône-Guelma et prolongements, par la Société de navigation générale italienne des lignes de chemins de fer que cette société exploite en Tunisie.

(OFFICIEL, 1898, 679)

Vu les convention et décret en date des 23 août 1871 (6 djoumadi ettani 1288) et 1er avril 1872 (22 moharrem 1289) concédant à une Société anglaise la construction et l'exploitation des lignes d'un chemin de fer entre Tunis, La Goulette et Le Bardo, et du chemin de fer de La Goulette à La Marsa ;

Vu le décret en date du 28 février 1881 (28 rebiâ el aouel 1298) approuvant la cession faite par la Société anglaise, de sa concession, à MM. Rubattino et Cie, auxquels a été substituée la Société de navigation générale italienne ;

Vu le traité, en date du 29 juillet 1898, passé entre la Compagnie Bône-Guelma et la Société de navigation générale italienne, pour la cession à la Compagnie Bône-Guelma des lignes de chemins de fer que la Société de navigation générale italienne exploite en Tunisie ;

Vu la convention, en date du 22 mars 1898, passée entre notre Directeur général des travaux publics et la Compagnie Bône-Guelma, pour fixer les conditions auxquelles doit être approuvée cette cession ;

Vu le décret français, en date du 31 août 1898, qui approuve cette convention ;

Sur la proposition de notre Directeur général des travaux publics ;

Article 1er. — Est apppouvée la cession à la Compagnie Bône-Guelma et prolongements, par la Société de navigation générale italienne, des lignes de chemins de fer ci-après, que ladite Société exploite en Tunisie :

Ligne de Tunis à La Goulette avec embranchement de La Goulette à La Marsa et de l'Aouïna à La Marsa ;

Embranchement Tunis-Marine ;

Embranchement Goulette-Marine ;

Ligne de Tunis au Bardo (1).

Art. 2. — Cette approbation est donnée aux conditions et clauses de la convention, en date du 22 mars 1898 (2), passée entre notre Directeur général des travaux publics et la Compagnie Bône-Guelma et prolongements, qui est elle-même approuvée.

Une copie de cette convention, revêtue de notre sceau, restera annexée au présent décret.

Art. 3. — La cession des lignes sera réalisée et la convention du 22 mars 1898 entrera en vigueur dix jours après la date du présent décret, c'est-à-dire le 25 octobre 1898.

Art. 4. — Est autorisée, pour une somme de 7,500,000 fr., l'émission, par la Compagnie Bône-Guelma, d'obligations 3 % du même type que les obligations existantes de cette Compagnie.

Art. 5. — Le traité du 29 juillet 1898 et les actes relatifs à son exécution sont exempts de tous droits d'enregistrement et de timbre.

Art. 6. — Notre Directeur général des travaux publics et notre Directeur des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

---

(1) *Officiel*, 1898, 732.

(1) Conf. décret du 5 novembre 1895 (*Officiel*, 1895, 337) qui approuve une légère modification au tracé de cette ligne.

2) *Officiel* 898, 680. — Conf décret du 21 novembre 1900 (*Officiel*, 1900, 843) qui approuve un avenant à cette convention, relatif au retrait de la ligne de Tunis au Bardo du réseau exploité par la Compagnie Bône-Guelma.

232 28 décembre 1898

(14 châbane 1316)

PROMULGUÉ LE 28 DÉCEMBRE 1898

Décret réglementant le transport par chemin de fer des matières explosibles, inflammables, vénéneuses ou infectes (1).

(OFFICIEL, 1899, 1)

---

233 7 mars 1899

Arrêté du Directeur des travaux publics permettant à titre exceptionnel l'utilisation pour le débarquement ou l'embarquement des marchandises, à destination ou en provenance du réseau Tunis-Goulette-Marsa, du côté Est de l'ancien enclos de la Douane, à Tunis.

(OFFICIEL, 1899, 156)

---

234 29 mars 1899

Arrêté du Directeur des travaux publics prescrivant diverses mesures pour la désinfection du matériel ayant servi au transport d'animaux (2) sur les voies ferrées.

(OFFICIEL, 1899, 197)

---

235 14 juin 1899

(4 safar 1317)

PROMULGUÉ LE 14 JUIN 1899

Décret réglementant le fonctionnement et l'usage du pont transbordeur de Bizerte.

(OFFICIEL, 1899, 431)

Vu le décret du 24 septembre 1885 (14 hidjà 1302) sur le domaine public, et notamment l'article 1er, qui classe dans les dépendances du domaine public les bacs et les passages d'eau ;

Vu le décret du 16 octobre 1897 (19 djoumadi el aouel 1315) sur la police des chemins de fer ;

Considérant qu'en raison de son mode de fonctionnement, le transbordeur de Bizerte doit, pour offrir au public les mêmes garanties de sécurité que les chemins de fer, être l'objet de mesures de police analogues ;

Sur la proposition du Directeur général des travaux publics et la présentation du Premier Ministre ;

Article 1er. — Les prescriptions des articles 98, 99, 100, 101, 102 et 116 du décret du 16 octobre 1897 sur la police des chemins de fer sont applicables au transbordeur de Bizerte ; étant spécifié que, pour cette application, les parties fixes du transbordeur seront assimilées à la voie de fer visée aux articles précités, les parties mobiles aux convois et les agents chargés de la conduite ou de la surveillance des parties mobiles aux agents des chemins de fer.

Art. 2. — Est approuvé l'arrêté rendu à la date de ce jour (1) par le Directeur général des travaux publics pour réglementer l'usage et le fonctionnement du transbordeur.

Art. 3. — Le Premier Ministre et le Directeur général des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

---

236 16 janvier 1900

Arrêté du Directeur des travaux publics relatif aux mesures à prendre pour assurer la sécurité des voyageurs sur la partie, côtoyant la route, de la voie ferrée de Tunis à Crétéville-Haut-Mornag.

(OFFICIEL, 1900, 77)

Vu le décret du 3 septembre 1882 qui a constitué une Direction générale des travaux publics ;

Vu le decret, en date du 16 octobre 1897, sur la police des chemins de fer, et notamment l'article 82 de ce décret ;

Vu l'arrêté, en date du 31 juillet 1899, autorisant la circulation des trains sur la ligne des tramways de Tunis a Haut-Mornag-Créteville ;

Considérant que ce tramway, entre Bordj-Gourbel et Crétéville, est établi sur l'accotement gauche de la route n° 2, de Tunis à Mornag, et qu'il y a lieu de prendre des précautions spéciales pour assurer la sécurité des voyageurs ;

Sur la proposition de l'Ingénieur de l'arrondissement Tunis-Est ;

Article 1er. — Tout conducteur de voiture circulant sur la route n° 2 de Tunis à Mornag, entre Bordj-Gourbel et Crétéville, doit, à l'approche d'un train ou d'une voiture appartenant au service de la voie ferrée de Tunis à Crétéville-Haut-Mornag, se tenir à la tête de ses chevaux, prendre en mains les guides ou le cordeau de son équipage, de façon à se rendre maître de ses animaux, dégager immédiatement la voie ferrée et s'en écarter de manière à livrer toute la largeur nécessaire au passage du matériel de la voie ferrée.

Au croisement des routes et chemins de descente, il devra ralentir la marche de son véhi cule, de façon à éviter toute possibilité de collision.

Art. 2. — Tout conducteur de troupeau doit écarter les bestiaux de la voie ferrée à l'approche d'un train ou d'une voiture appartenant à la voie ferrée.

Art. 3. — Toute infraction au présent arrêté sera réprimée conformément à l'article 103 du décret du 16 octobre 1897.

Art. 4. — Les commissaires de surveillance administrative, les agents des ponts et chaussées, les agents assermentés de la Compagnie, la gendarmerie, les commissaires et agents de police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera remise au Directeur de la Compagnie, au Directeur de la Sûreté publique et au Commandant de gendarmerie.

---

(1) Par décret du 10 mars 1900 (*Officiel*, 1900, 239), le Directeur général des travaux publics a été autorisé à modifier par arrêtés la classification des matieres dangereuses et infectes contenue dans l'article 3 du décret du 28 décembre 1898 Il peut également modifier par arrêtés les dispositions dudit décret relatives au mode d'emballage de ces matieres Ces arrêtés doivent être publiés au *Journal officiel*

(2) Ce sont : les bêtes bovines et autres espèces de ruminants (moutons, chevres, etc.), les chevaux, ânes, mulets et porcs — Conf. decret du 16 octobre 1897, art. 36.

(1) *Officiel*, 1899, 432.

237. 9 juillet 1900

(11 rebiâ el aouel 1318)

PROMULGUÉ LE 9 JUILLET 1900

Décret approuvant la convention passée, le 9 juin 1900 (1), entre le Directeur des travaux publics et la Société de Construction des Batignolles et la Compagnie des Ports de Tunis, Sousse et Sfax, pour la concession de la construction et de l'exploitation du chemin de fer du Pont-du-Fahs à Kalaât-es-Senam, avec embranchement éventuel sur Le Kef.

(OFFICIEL, 1900, 593)

COLONISATION

238 8 février 1898

Arrêté du Résident général créant un service de la colonisation dépendant de la Direction de l'agriculture.

---

239 13 novembre 1898

(28 djoumadi ettani 1316)

PROMULGUÉ LE 13 NOVEMBRE 1898

Décret autorisant la Djemaïa des Habous à mettre à la disposition de la Direction de l'agriculture des terres habous publics pour la colonisation.

(OFFICIEL, 1898, 717)

Article 1er. — La Djemaïa des Habous pourra mettre à la disposition de la Direction de l'agriculture, en vue de faciliter la colonisation et le peuplement de la Régence, des terres habous publics dans les conditions suivantes :

Art. 2. — La Direction de l'agriculture et la Djemaïa détermineront d'accord, chaque année, un certain nombre de propriétés habous publics rurales, d'étendue suffisante et convenables pour des exploitations agricoles. La somme des contenances ainsi offertes pendant cette période ne pourra être inférieure à 2,000 hectares. La liste en sera arrêtée et approuvée par Nous le 1er novembre de chaque année (2).

Art. 3. — La valeur d'échange de ces terres sera fixée par deux experts délégués chacun par l'une des administrations (3). En cas de dissentiment, la question sera soumise au Conseil des Ministres et chefs de service qui se prononcera dans le délai d'un mois à dater de la réception de l'affaire. Chacune des administrations avancera et supportera les frais occasionnés par le transport de ses agents.

Art. 4. — Le Domaine de l'État aura un délai de dix-huit mois, à dater de la clôture de la liste visée à l'article 2, pour réaliser l'échange en argent de ces terrains sous réserve de son droit de substitution. Après ce délai, la Djemaïa pourra disposer des terres non échangées, à moins que l'État ne les réclame à nouveau.

Dans ce cas, et si la Djemaïa le demande, il y aura lieu à une nouvelle expertise (4).

Art. 5. — Notre Premier Ministre et notre Directeur de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

---

240 25 septembre 1900

(30 djoumadi el aouel 1318)

PROMULGUÉ LE 25 SEPTEMBRE 1900

Décret déterminant la classification et la dotation des dépenses de colonisation.

(OFFICIEL, 1900, 739)

Vu le décret du 6 novembre 1896 (30 djoumadi el aouel 1314), qui a, entre autres dispositions, affecté sur les réserves du Trésor des crédits pour la colonisation ;

Vu le décret organique du 1er décembre 1897 (6 redjeb 1315), sur les depenses de colonisation et de remploi domanial ;

Considérant que ce décret groupe sous un titre unique des depenses de diverses sortes que, pour la clarte des operations, il y a intérêt à présenter distinctement sous plusieurs articles du budget ; qu'il importe de déterminer cette classification nouvelle en la mettant en harmonie avec la nomenclature inaugurée par le budget detaillé de 1900 ;

Article 1er. — Les dépenses de colonisation sont inscrites à la IIIe partie du Budget (Dépenses sur ressources exceptionnelles).

Elles comprennent :

A. — Les prix d'achat et les dépenses de défrichement de terres par le Domaine.

B. — 1° Les frais de reconnaissance et d'immatriculation du Domaine de l'État et de lotissement de terres de colonisation ;

2° Ceux de publicité et de propagande.

C. — 1° L'aménagement des voies d'accès aux centres de colonisation ;

2° L'alimentation en eau potable des centres de colonisation ;

3° La construction des bâtiments publics des centres de colonisation.

Art. 2. — Il est affecté aux dépenses d'achats et de défrichement de terres prévus par le paragraphe A de l'article 1er, une dotation initiale de 1,500,000 fr., composée suivant les indications du tableau I ci-annexé (1) :

1° Du reliquat reporté à l'exercice 1900 des crédits affectés en 1899 aux dépenses de colonisation et de remploi domanial et non employés ;

---

(1) *Officiel*, 1900, 593 — Un délai de huit mois était accordé aux Sociétés pour faire connaître si elles acceptaient la concession des lignes dans les conditions prévues à cette convention ou si elles y renonçaient définitivement.

(2) Conf. décret du 13 decembre 1900 (*Officiel*, 1900, 917) pour l'année 1901

(3) Conf. premier décret du 31 janvier 1898 (v° HABOUS).

(4) Conf décret du 9 octobre 1900 (v° ENREGISTREMENT).

(1) *Officiel*, 1900, 740.

2° Du solde des ressources réservées par le décret du 6 novembre 1896 pour la colonisation ;

3° Du reliquat disponible au 31 décembre 1899 des prix de vente d'immeubles domaniaux encaissés et mis en réserve pour la colonisation en exécution des dispositions du décret du 1er décembre 1897 ;

4° Et, pour le surplus, d'un prélèvement sur le fonds des excédents disponibles.

Au fur et à mesure de son emploi aux dépenses prévues, cette dotation se reconstituera par l'attribution des prix des ventes du Domaine immobilier de l'État encaissés ou à encaisser postérieurement au 31 décembre 1899. Toutefois, les prix des immeubles domaniaux affectés à des services publics qui seraient déclassés et vendus seront exclus de ce fonds, à moins d'une décision spéciale du Gouvernement.

Art. 3. — Il sera fait face aux autres dépenses de colonisation inscrites sous les paragraphes B et C de l'article 1er, au moyen de prélèvements sur le fonds des excédents disponibles à autoriser par décrets.

Un prélèvement de 280,000 fr. est d'ores et déjà autorisé pour l'exécution des services de l'exercice 1900 et se répartira entre ces services conformément aux indications du tableau II ci-annexé (1). Il en sera fait recette au budget de 1900 sous la IIIe partie, chapitre II, article 3.

Art. 4. — Le Directeur des finances et le Directeur de l'agriculture et du commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui abroge : 1° le décret du 1er décembre 1897 ; 2° les dispositions contraires du décret du 28 décembre 1899 (2) portant promulgation du budget général de l'État pour l'exercice 1900, IIIe partie, Recettes, articles 1er, 3, 4 et 8 ; Dépenses, chapitre IV, article 1er.

COMMERCE

241 12 mars 1884

(14 djoumadi el aouel 1301)

Décret réglementant le fonctionnement et fixant la compétence du Tribunal de commerce tunisien.

(Officiel, 1884, 253)

Article 1er. — L'amin du commerce et les dix assesseurs qui lui sont adjoints sont tenus de statuer sur toutes les questions commerciales qui leur seront soumises.

Art. 2. — Dans le cas de vacance d'un siège d'assesseur, l'amin et les autres assesseurs lui éliront un successeur. Cette élection sera soumise sans délai à la ratification de S. A. le Bey.

Art. 3. — Toute affaire litigieuse entre commerçants sera portée devant l'amin, qui la jugera avec les assesseurs (a). La présence de huit assesseurs, au moins, est nécessaire pour la validité du jugement, qui sera rendu à la majorité des voix. En cas de partage, la voix de l'amin est prépondérante. L'amin en référera pour l'exécution du jugement, en cas de difficultés, au Ministère, en lui soumettant une expédition authentique dudit jugement.

Art. 4. — Les droits établis au profit du notaire du commerce lui reviendront en entier.

(a) Il y a lieu de renvoyer devant l'Orf (Conseil des Amins de la ville de Tunis) la contestation intervenue entre un patron tisserand en soie et son ouvrier au sujet du paiement des sommes dues à ce dernier à l'occasion de l'exercice de leur industrie. (Ouzara, 20 avril 1886, *J. T.* 98, 405.)

Le Tribunal de l'Orf est compétent pour liquider, sous réserve de l'homologation de l'Ouzara en cas de contestation, toute association commerciale contractée a Tunis, notamment une association pour l'achat et la vente de légumes. (Ouzara, 17 mars 1898, *J. T.* 900, 454.)

242 12 mars 1884

(14 djoumadi el aouel 1301)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DÉCEMBRE 1884 (3)

Décret réglementant la corporation des fabricants de chéchias.

(Officiel, 1884, 253)

Article 1er. — L'amin des chouachis et les dix assesseurs qui lui sont adjoints sont tenus de faire respecter les règlements qui régissent leur profession par tous les fabricants de chéchias sans exception.

Art. 2. — Dans le cas où le siège d'un des assesseurs deviendra vacant, l'amin et les autres assesseurs lui éliront un successeur. Cette élection sera soumise sans délai à la ratification de S. A. le Bey.

Art. 3. — Toute affaire litigieuse, entre chouachis, se rapportant à leur profession, sera portée devant l'amin qui la jugera avec les assesseurs ; la présence de huit assesseurs, au moins, est nécessaire pour la validité du jugement, qui sera rendu à la majorité des voix ; en cas de partage, la voix de l'amin est prépondérante.

En cas de difficultés dans l'exécution du jugement, l'amin en référera au Ministère, en lui soumettant une expédition authentique dudit jugement.

Art. 4. — La marque de fabrique, dite nicham, appliquée sur les chéchias tunisiennes, étant destinée à les distinguer des chéchias de fabrication étrangère, toutes les chéchias impor-

(1) *Officiel*, 1900, 740
(2) *Officiel*, 1899, 910
(3) Ce visa ne porte que sur les articles 4 à 7.

tées (1) sur lesquelles sera appliqué ledit nicham seront réputées contrefaites, et l'auteur de la fraude sera poursuivi pour contrefaçon.

Art. 5. — Les chéchias de fabrication étrangère, portant le nicham tunisien, seront saisies à la douane. Cette disposition entrera en vigueur à dater du 14 ramadane 1301 (8 juillet 1884).

Art. 6. — Les marchands de chéchias qui donneront frauduleusement le nom de chéchias tunisiennes aux produits de l'industrie étrangère, seront poursuivis comme il est dit à l'article 4.

Art. 7. — Les chouachis ne pourront se servir d'aucune marque de fabrique qu'autant qu'ils en auront eu l'autorisation de S. A. le Bey. Cette marque devra être déposée chez l'amin et ne sera appliquée que sur les chéchias tunisiennes.

---

243 2 novembre 1884

(13 moharrem 1302)

Décret fixant le tarif des protêts dressés par l'amin du commerce.

(Officiel, 1884, 434)

Nous avons examiné les plaintes qui nous ont été soumises par de nombreux commerçants de Tunis au sujet de l'élevation des frais de protêt, dressés par l'amin du commerce, entre creanciers et débiteurs tunisiens. Ces plaintes nous ont paru justifiées et nous nous sommes efforcé d'y porter remède sans supprimer toutefois les émoluments justement dus à ceux qui rédigent et notifient ces actes ;

Jusqu'ici, un tarif unique frappait indistinctement tous les effets de commerce quelle que fût leur valeur, tarif très lourd pour les petites sommes, insuffisant pour les sommes importantes ; il nous a paru équitable de dégrever d'une façon très sensible les petites sommes, et d'etablir des tarifs proportionnels qui augmenteraient avec l'importance des effets à recouvrer ;

Article unique. — L'amin percevra les droits suivants pour les protêts de lettres de change, billets, traites et en général tous effets de commerce, qu'il sera appelé à faire :

1° Cinq piastres pour les premières mille piastres ou fraction de mille piastres ;

2° Quatre caroubes supplémentaires par cent piastres ou fraction de cent piastres en sus, jusques et y compris onze mille piastres ;

3° Quatre caroubes supplémentaires par mille piastres ou fraction de mille piastres en sus, sans que le total des droits puisse s'élever au-dessus de cinquante piastres.

---

244 26 septembre 1885

(16 hidjâ 1302)

Arrêté du Premier Ministre fixant les attributions du Cheik médina de Tunis.

Le cheik médina est l'intermédiaire entre les habitants de Tunis et le Gouvernement ; il nomme les cheiks de quartier.

Les amins des arts et manufactures et de l'agriculture sont nommés sur sa proposition et sont placés sous son autorité.

Il exerce son contrôle sur les arts et manufactures.

Il juge en dernier ressort, conformément aux lois et usages du pays, tous les différends qui surgissent en matière d'art.

Il est chargé de la saisie et de la vente des biens des faillis et de la répartition entre leurs créanciers, quelle que soit leur nationalité.

Il procède, sur l'ordre de l'ouzara, aux ventes judiciaires des propriétés des Tunisiens hypothéquées, soit au profit d'Européens, soit au profit de Tunisiens ; il veille à l'accomplissement des formalités prescrites par les lois à cet effet.

Telles sont les attributions conférées par S. A. le Bey au cheik médina de Tunis.

---

245 29 septembre 1886

(30 hidjâ 1303)

Décret imposant aux Notaires la tenue d'un registre relatif aux affaires soumises à la juridiction du Cheik médina.

(Officiel, 1886, 227)

Article unique. — Les notaires appelés à instrumenter dans les affaires soumises à la juridiction du cheik médina, auront, outre leur répertoire, et tenu conformément aux dispositions de l'article 10 du règlement régissant le notariat, un registre spécial portant le nom du service auquel il est destiné.

Ce registre restera au bureau du cheik médina pour être consulté en cas de besoin.

---

246 15 mai 1897

Arrêté du Résident général instituant une commissoin chargée d'examiner les questions relatives à l'établissement d'un tribunal de commerce à Tunis (a).

(Officiel, 1897, 259)

---

247 4 juillet 1898

(14 safar 1316)

PROMULGUÉ LE 4 JUILLET 1898

Décret décidant que des bourses de commerce pourront être créées en Tunisie dans les villes où elles seront reconnues nécessaires.

(Officiel, 1898, 509)

---

(1) Conf tarif à l'importation annexé au décret du 2 mai 1898, art 537 (v° Douanes)

(a) Si, en Tunisie, l'institution de courtiers n'a été l'objet d'aucune réglementation, le fait de prendre une telle qualité dans les relations ou les contrats commerciaux ne saurait cependant rester dépourvu de toute conséquence et de tout effet légal ; néanmoins, à moins de stipulation expresse et contraire, celui qui, d'une façon explicite, agit comme courtier se soumet par là même virtuellement aux obligations qui sont la substance même de l'exercice de cette profession ; il lui est, en conséquence, rigoureusement interdit de faire personnellement le commerce et d'employer ainsi les sommes qu'il a touchées de ses mandants, à leur faire concurrence et à mettre en péril leurs affaires. (Alger, 2 novembre 1895, *D. J. G.* 98, II, 317.)

Considérant que, pour favoriser le commerce de la Régence, il peut y avoir avantage à réunir les commerçants d'une localité dans un même lieu où ils puissent facilement s'entretenir de leurs affaires, opérer entre eux toutes transactions et fixer les cours de toutes marchandises ;

Vu le rapport de notre Directeur de l'agriculture et du commerce ;

Sur la proposition de notre Premier Ministre ;

Article 1er. — Des Bourses de commerce seront instituées dans les villes où elles seront reconnues nécessaires, par décrets rendus sur la proposition de notre Directeur de l'agriculture et du commerce (1).

Art. 2. — Les Bourses de commerce seront soumises à des règlements intérieurs promulgués par arrêtés de notre Directeur de l'agriculture et du commerce.

Art. 3. — Notre Directeur de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

---

248 4 juillet 1898

(*14 safar 1316*)

PROMULGUÉ LE 4 JUILLET 1898

Décret instituant une Bourse de commerce à Tunis (2).

(OFFICIEL, 1898, 509)

---

249 19 juillet 1898 (3)

Arrêté du Directeur de l'agriculture et du commerce réglementant la Bourse de commerce de Tunis.

(OFFICIEL, 1898, 529)

Vu le décret du 4 juillet 1898 (14 safar 1316), autorisant l'ouverture d'une Bourse de commerce à Tunis ;

Article 1er. — La Bourse de commerce est ouverte au public aux jours et heures ci-après : les lundi, mercredi et vendredi, de sept heures à onze heures du matin.

La salle de lecture et de correspondance, établie à la Bourse de commerce, est ouverte tous les jours, de sept heures à onze heures et de deux heures à cinq heures.

Art. 2. — L'entrée de la Bourse est interdite :

1° Aux faillis non réhabilités ;

2° Aux individus en état d'ébriété ;

3° Aux individus ayant subi une peine afflictive ou infamante.

Art. 3. — Il est interdit de troubler l'ordre par cris, disputes ou autrement.

Tous jeux de hasard, de cartes, de dés ou autres, sont interdits dans l'intérieur de la Bourse.

Art. 4. — Toute opération sur fonds publics ou valeurs mobilières est interdite à la Bourse de commerce.

Art. 5. — Les journaux, livres ou revues mis à la disposition du public dans le local de la Bourse ne peuvent être emportés en aucun cas.

Art. 6. — Une cabine téléphonique en communication avec le réseau tunisien est mise gratuitement à la disposition du public.

Art. 7. — Des échantillons de produits, accompagnés du nom du vendeur, de la quantité de la marchandise à vendre et du prix demandé pour la vente, pourront être exposés dans le local de la Bourse.

Art. 8. — La police intérieure de la Bourse appartient au président de la Chambre de commerce de Tunis, assisté, s'il y a lieu, des agents de la police municipale.

Art. 9. — Toute personne qui se rendrait coupable d'infraction au présent règlement serait expulsée du local de la Bourse.

Art. 10. — Le siège provisoire de la Bourse de commerce sera établi avenue de la Marine, n° 51.

---

250 25 mars 1899 (1)

Règlement relatif aux indemnités à allouer aux syndics de faillite et liquidateurs judiciaires dans l'arrondissement de Tunis.

Les frais et indemnités dus aux liquidateurs judiciaires sont, dit l'article 15 de la loi du 4 mars 1889, taxés par le Juge-commissaire, et l'article 24 de la même loi rend cette disposition applicable aux syndics de faillite ;

Mais le législateur n'a pas déterminé le chiffre des indemnités auxquelles peut donner droit chacune des opérations multiples d'une faillite ou d'une liquidation judiciaire, et a laissé au Juge-commissaire le soin de le fixer lui-même ;

La taxe est ainsi sujette à varier suivant les appréciations des Juges-commissaires ;

Le Tribunal de Tunis a déjà remédié dans une certaine mesure à cet inconvénient en allouant aux syndics et liquidateurs : 1° un certain nombre de vacations à huit francs pour leurs diverses opérations ; 2° un droit fixe de 5 % sur le montant de l'actif réalisé par leurs soins ;

Ce mode de taxation a encore l'inconvenient de ne pas prévoir certaines formalités de minime importance, telles que les présentations de requête, pour lesquelles la vacation de huit francs constitue une indemnité exagérée et qui cependant devraient donner droit à une rémunération plus modeste ;

Les dispositions suivantes auront pour objet d'unifier les appreciations des Juges-commissaires et d'assurer aux syndics et liquidateurs la juste retribution de leurs diligences dans les affaires qui leur seront confiées ;

Article 1er. — Indépendamment de leurs débours justifiés, il sera alloué aux syndics liquidateurs comme indemnités fixes pour :

1° Dresser en double minute l'inventaire des valeurs mobilières et immobilières, déposer au greffe l'une des minutes, dépouiller les livres et papiers, établir la situation active et passive, par chaque vacation de trois heures du syndic liquidateur. . . . . 6 fr.

---

(1) Conf. second décret du 4 juillet 1898.
(2) Conf. arrêté du 19 juillet 1898.
(3) Date de publication à l'Officiel.

(1) Date d'approbation par délibération du Tribunal de Tunis.

2° Dresser le mémoire ou compte sommaire prescrit par l'article 482 du Code de commerce pour le Juge-commissaire et le Parquet sur l'état, les causes et les caractères de la faillite et fournir tous renseignements complémentaires aux magistrats. . . . . 12 fr.

3° Requérir l'inscription hypothécaire au profit de la masse ainsi qu'un état des inscriptions existantes . . . . . 6 fr.

4° Assistance à chaque assemblée des créanciers au Tribunal. . . . . 6 fr.

5° Vérification des créances, par chaque créance produite et vérifiée. . . . . 1 fr.

6° Établir le rapport à présenter aux créanciers lors de leur réunion pour le concordat, de de conformité à l'article 506 du Code de commerce sur les formalités remplies, les opérations faites et la consistance de l'actif et du passif. . . . . 12 fr.

7° Reddition du compte général des recettes et des dépenses . . . . . 12 fr.

8° Préparer des répartitions aux créanciers, faire les calculs, dresser l'état d'émargement, payer les dividendes lorsqu'ils y seront autorisés par le Juge-commissaire, faire enregistrer la procédure. . . . . 12 fr.

9° Chaque requête présentée au Tribunal ou au Juge-commissaire et suivie d'un jugement ou d'une ordonnance . . . . . 3 fr.

10° Assistance aux audiences de la Justice de paix ou du Tribunal pour chaque affaire intéressant la faillite ou la liquidation, ou leur présence aura été reconnue nécessaire. . 6 fr.

(Cette vacation comprendra la note de renseignements qui doit être adressée avant l'audience du Juge-commissaire.

Les comparutions des syndics comme témoins aux audiences du Tribunal correctionnel, du Tribunal criminel ou devant M. le Juge d'instruction, ne leur donneront droit à aucune vacation.)

11° Déposer des fonds à la Caisse des dépôts et consignations et les retirer ensuite . . 6 fr.

12° Surveillance, contrôle et comptabilité en cas de continuation de l'exploitation du commerce ou de l'industrie, dans le cas prévu par l'article 532 du Code de commerce, 3 fr. par jour.

Art. 2. — Il sera alloué en outre aux syndics liquidateurs les indemnités proportionnelles suivantes :

1° Sur le passif privilégié, hypothécaire et chirographaire un demi pour cent, soit 0 fr. 50 c. %;

(Sans que dans aucun cas l'indemnité puisse excéder la moitié des honoraires proportionnels alloués ci-dessous sur l'actif. Le chiffre du passif sur lequel portera l'allocation sera celui qui résultera de la vérification, sans qu'il soit tenu compte des créances non produites.)

2° Sur l'actif brut par eux réalisé et réparti aux créanciers privilégiés et chirographaires, savoir :

5 % sur les premiers	. . . . .	50,000 fr.
4 % sur le surplus jusqu'à	. . . . .	100,000 fr.
3 %	—	200,000 fr.
2 %	—	500,000 fr.
1 % sur tout le surplus.		

3° Sur le montant des dividendes promis par concordat, savoir :

a) 2 %, lorsque ces dividendes seront encaissés et distribués par les syndics liquidateurs ;

b) 1 %, lorsqu'ils seront payés sans leur intervention ;

4° Sur la partie du prix des immeubles absorbée par les créances hypothécaires, mais seulement lorsque la vente aura eu lieu par leurs soins, 0 fr. 50 c. % ;

5° Sur la partie du prix des marchandises ou autres valeurs grevées de nantissements spéciaux, absorbée par le créancier gagiste, lorsque la réalisation aura eu lieu par leurs soins, 0 fr. 50 %.

Art. 3. — Indépendamment des indemnités énumérées aux articles 1 et 2, le Juge-commissaire pourra allouer aux syndics liquidateurs des honoraires supplémentaires pour procès, difficultés, transactions, travaux, soins et résultats exceptionnels.

CONFÉRENCE CONSULTATIVE

251 22 février 1896

Arrêté du Résident général portant modification de la composition et des attributions de la Conférence consultative.

(OFFICIEL, 1896, 88)

Vu la lettre ministérielle du 24 octobre 1890 (1);

Vu la note en date du 10 février 1896 sur la com-

---

(1) ***Lettre du 24 octobre 1890*** du Ministre des affaires étrangères au Résident général (*Officiel*, 1890, 950).

Monsieur,

J'ai constaté avec satisfaction, au moment de la discussion du projet de la loi douanière devant les Chambres, que nos compatriotes habitant la Régence ont joint leurs efforts aux vôtres pour arriver à un but commun, et vous avez pensé, avec moi, qu'il serait désirable de voir se continuer, entre la Résidence générale et la colonie française, des relations qui ne peuvent que profiter à la bonne préparation et à la bonne solution des affaires.

Il me semblerait utile que le Résident général réunît, à des époques fixes, les représentants de la colonie pour prendre leur avis au sujet des questions touchant à leurs intérêts agricoles, industriels et commerciaux.

Il vous appartiendra naturellement de déterminer et de faire connaître à l'avance l'ordre du jour de ces réunions, qui auraient lieu deux fois par an, en janvier et en juillet. Vous pourriez, bien entendu, provoquer une réunion extraordinaire, toutes les fois que vous le jugeriez utile.

Vous convoqueriez à ces réunions : Le bureau de la Chambre de commerce, les quatre membres correspondants de cette chambre à Sousse et à Sfax, les vice-présidents de la municipalité de Tunis, le vice-président et les plus anciens conseillers français des municipalités de Sousse et de Sfax ; le président et le premier vice-pré-

position et les attributions de la Conférence consultative(1);

Vu l'approbation donnée par le Ministre des affaires étrangères;

---

sident du Syndicat des viticulteurs et de chacune des associations agricoles reconnues.

Les réunions seront présidées par vous ou, à votre défaut, par le délégué à la Résidence.

Les chefs de service et les agents de la Résidence pourront, avec votre autorisation, assister aux réunions et prendre part aux discussions.

Le secrétaire sera désigné par la réunion, à la majorité des suffrages.

Les délibérations ne seront pas publiques; elles n'auront qu'un caractère purement consultatif, et ne seront, par conséquent, suivies d'aucun vote emportant une décision. Mais les membres présents auront à émettre leur avis sur chacune des questions inscrites à l'ordre du jour, et cet avis sera mentionné au procès-verbal.

Les procès-verbaux exposant les détails de la délibération seront transmis, en copie, *in extenso*, au Ministère des affaires étrangères, par votre intermédiaire. Les originaux resteront dans les archives de la Résidence générale.

Je me plais à espérer que les avis émis, dans ces circonstances, par les membres les plus autorisés de la colonie, fourniront au Gouvernement du Protectorat, ainsi qu'aux administrations françaises compétentes d'utiles lumières, et que les mesures qui seront prises ainsi, après examen approfondi, et en tenant compte des vœux formulés par la colonie française, contribueront, de plus en plus, à la prospérité du pays

(1) ***Note adressée le 10 février 1896*** par le Résident général au Ministre des affaires étrangeres sur la composition et les attributions de la Conférence consultative (*Officiel*, 1896. 87).

Les origines de la Conférence consultative sont extrêmement modestes En 1890, le seul corps constitué qui eût qualité pour porter parole au nom de la colonie française, était une Chambre de commerce unique, héritière des anciens députés de la nation et fondée après l'établissement du Protectorat.

Cette chambre ne correspondait avec la Résidence que par écrit

D'autre part, elle reposait sur des bases électorales trop étroites pour parler au nom de la colonie tout entière.

Au moment de la réforme douanière (1890), M. Massicault eut l'occasion de nouer des relations plus directes avec plusieurs représentants de la colonie. Sur sa proposition, le Département consentit à instituer des conférences, « afin, dit la lettre ministérielle du 24 octobre 1890, de continuer entre la Résidence et la colonie française des relations qui ne peuvent que profiter à la bonne préparation des affaires ».

Le même document définit ainsi l'objet de ces réunions : prendre l'avis des représentants de la colonie sur les questions touchant à leurs intérêts agricoles, industriels et commerciaux.

Il détermine la composition de la Conférence avec la préoccupation manifeste de chercher un contrepoids à la Chambre de commerce dans d'autres groupes plus ou moins officiels : par exemple, les municipalités, le Syndicat des viticulteurs et les associations agricoles reconnues.

Il indique enfin que les délibérations ne seront pas publiques, qu'elles auront un caractère purement consultatif et que, par suite, elles ne seront suivies d'aucun vote comportant une décision

Ce document est le seul titre sur lequel repose la Conférence consultative Elle n'a même pas été organisée, par un arrêté résidentiel, comme les Chambres de commerce et d'agriculture, attendu qu'elle n'était pas, par elle-même, un corps constitué, mais une simple délégation des corps constitués de la Régence.

Les principales modifications qu'on lui ait fait subir depuis 1890 ont été motivées par la création de la Chambre d'agriculture et de la Chambre de commerce du sud, dont les bureaux ont été appelés à prendre part à ses délibérations D'autre part, la multiplication des syndicats agricoles reconnus ajoutait à cette représentation des éléments assez disparates, car il est difficile de contrôler le degré de vitalité de ces syndicats dont la répartition sur le territoire de la Régence est absolument arbitraire. L'institution d'une Chambre d'agriculture aurait dû les faire disparaître, puisque tous les intérêts agricoles se trouvaient dorénavant représentés par un corps spécial. Quelques associations, comme le Comice agricole, quoique à peu près dissoutes en fait, continuaient d'envoyer un ou deux membres à la Conférence

La Conférence, ainsi composée, n'était, en somme, qu'une assemblée de notables, désignés sans aucune règle fixe et délibérant sans attributions bien définies

Cependant, sous cette forme imparfaite, elle a rendu de grands services. Présidée par le Résident général auquel appartient la direction de ses travaux, mise en présence des chefs des diverses administrations, elle a pu discuter avec eux toutes les questions importantes qui intéressent la Tunisie, et elle a toujours été entendue sur les intérêts propres de la colonie française Ces explications verbales ont aplani bien des difficultés et évité bien des froissements Il y a toujours avantage à s'expliquer. Il convient d'ajouter que les discussions sont toujours empreintes d'une grande courtoisie et que les colons de Tunisie ont fait preuve, en mainte circonstance, d'une remarquable entente des affaires Le seul reproche qu'on puisse faire à la Conférence, sous sa forme actuelle, c'est qu'elle représente des intérets matériels un peu étroitement circonscrits, et que, sur les questions de finances particulièrement, elle s'est montrée trop négative, renvoyant toutes les réformes proposées « jusqu'à la refonte complete du régime fiscal de la Régence », ce qui équivaut à une fin de non-recevoir.

L'heure paraît venue de regulariser et d'étendre un système de représentation qui a donné de bons résultats Actuellement, il n'y a que 1,200 Français environ représentés à la Conférence, sous des formes diverses et à travers plusieurs corps constitués, tandis que près de 3,000 Français, âgés de 25 ans et jouissant de leurs droits civils et politiques, sont dépourvus de toute représentation Il est vrai que les 1,200 Français inscrits sur les listes électorales consulaires et agricoles représentent les plus gros intérêts de la colonie. Il convient de leur laisser la prépondérance, puisque l'avenir de la colonisation est entre leurs mains et que les mesures administratives les touchent plus directement Mais tous les Français fixés en Tunisie payent une certaine part des impôts Ils sont tous intéressés à la viabilité, à l'enseignement, à la salubrité, à la bonne gestion des finances. Par conséquent, il faut que leur voix puisse être entendue. Ce groupe important, négligé jusqu'ici, contient d'ailleurs d'excellents éléments : les hommes de loi, les médecins, les architectes, les comptables, les magistrats, les fonctionnaires, les ouvriers des divers corps de métiers, etc. On peut dire que la population flottante forme, dans notre colonie, une infime minorité. D'ailleurs, il est facile d'écarter les vagabonds par des conditions de domicile.

Ces considérations ont conduit à penser qu'on pourrait former une sorte de collège électoral avec les citoyens français établis en Tunisie qui ne figurent ni sur les listes consulaires, ni sur les listes agricoles, et qu'il était juste de leur attribuer une représentation dans la Conférence. Cette représentation serait appelée *délégation des électeurs français* (non agriculteurs ou commerçants).

En l'absence de listes régulièrement dressées, nous avons dû faire un premier recensement très rapide qui ne saurait être considéré que comme un simple aperçu et qui sera rectifié au moment de la confection des listes électorales. Tel quel, ce recensement fait ressortir une des difficultés de la question, la répartition très inégale de la population française dans le nord et le sud de la Régence. En effet, sur environ 3 000 Français majeurs résidant en Tunisie et non inscrits sur les listes consulaires, il y en aurait 2,375 pour le nord et 517 seulement pour le sud Le seul Contrôle de Tunis en comprendrait 1,830.

On a tenu compte, dans la mesure du possible, de cette proportionnalité, mais en tempérant le principe trop brutal du nombre par cette considération que chaque région importante doit être représentée.

Il a donc paru nécessaire, ainsi qu'on l'a fait pour les intérêts commerciaux et agricoles, de distinguer d'abord les deux grandes régions du nord et du sud, en suivant la division adoptée pour la circonscription des Chambres de commerce et d'agriculture du nord.

D'après ce principe, le collège du nord étant le plus nombreux, aurait à nommer 12 délégués, répartis de la manière suivante :

Contrôle	de Tunis	6 délégués.
—	de Bizerte	2 —
—	de Béja.	1 délégué.
—	de Souk-el-Arba . . .	1 —
—	du Kef et de Maktar .	1 —
—	de Grombalia.	1 —
		12 délégués.

Le college du sud nommerait sept délégués seulement, répartis de la maniere suivante :

Contrôle	de Sousse	3 délégués.
—	de Kairouan	
—	de Sfax	2 —
—	de Gafsa	
—	de Kasserine (Thala actuellement).	2 —
—	de Gabès	
Territoires militaires		
		7 délégués.

Cette répartition n'est pas d'une rigueur mathématique, mais elle paraît combiner dans une mesure convenable les considerations de lieu et de nombre. Ce n'est d'ailleurs qu'un cadre qui devra être ultérieurement modifié, selon le développement de la population française.

Les douze délégués du nord se réuniraient à Tunis et les sept delégués du sud à Sousse, chaque année, pour désigner, ceux du nord, quatre membres, ceux du sud, deux membres, qui siégeraient à la Conférence

La délégation totale des électeurs français serait donc représentee par six personnes dans le Conseil central de la colonie.

Les délégations du nord et du sud n'auraient d'autre rôle que de choisir ces six mandataires. Elles ne sauraient être saisies d'autres questions, ni prendre aucune delibération, ni former de corps constitués qui feraient double emploi avec les Chambres consultatives existantes.

Elles seraient, comme les Chambres consultatives, renouvelables par tiers tous les deux ans. Toutefois, en ce qui concerne la délégation du sud, le premier renouvellement porterait sur trois membres au lieu de deux

Aucun électeur déjà inscrit sur une des listes consulaire ou agricole ne devrait être ni electeur ni éligible dans ce nouveau collège électoral.

Les fonctionnaires seraient électeurs, attendu qu'ils jouissent de leurs droits politiques comme tous les Français, mais, pour des motifs de discipline faciles à comprendre, ils ne seraient pas éligibles. Le droit des fonctionnaires au vote, d'abord contesté, paraît aujourd'hui admis par tout le monde en Tunisie Quelques publicistes ont proposé, il est vrai, de leur attribuer une représentation spéciale, dans la crainte qu'ils n'exercent une action trop prépondérante. Mais ce serait au contraire augmenter leur importance, et, de plus, il faudrait alors les considérer comme éligibles Du reste, il n'est pas exact qu'ils forment la majorité du nouveau college électoral. D'après les données qu'il a été possible de recueillir, ils ne représenteraient guère plus du tiers des électeurs, et à Tunis, ou se trouve le groupe administratif le plus considérable, plus des deux cinquièmes

On peut dire, d'ailleurs, que l'ensemble des fonctionnaires est déjà représenté devant la Conference par les six chefs des grands services administratifs qui assistent à ses délibérations. Si, par analogie avec certains corps consultatifs de la métropole, on tient à les faire participer plus directement aux deliberations de la Conférence, il suffira de les autoriser à prendre part au vote Enfin, dans les affaires techniques qui offrent des difficultés plus grandes, et pour lesquelles on ne saurait trop multiplier les moyens d'information, le Résident pourrait, avec l'autorisation du Ministre, appeler à la Conférence tel des fonctionnaires spéciaux dont l'avis paraîtrait utile Ceux-ci seraient entendus, mais n'auraient pas voix délibérative.

Les officiers ministériels, ne recevant aucun traitement de l'État, ne sauraient être considérés comme fonctionnaires

Telles sont les lignes générales du projet d'extension du collège électoral. Il doit avoir pour conséquence d'éliminer de la Conférence tous les syndicats ou associations qui ne sont que des institutions privées et qui, d'ailleurs, sont largement représentés par quatre

Article 1er. — La Conférence consultative, instituée près la Résidence générale, comprendra (1) :

1° Les membres des bureaux de la Chambre de commerce et de la Chambre d'agriculture du nord, des Chambres mixtes du centre et du sud ;

2° Les membres élus par la délégation des électeurs français non commerçants et non agriculteurs, dans les conditions qui seront réglées par un arrêté résidentiel (2);

3° Les vice-présidents français des municipalités des villes érigées en communes (3);

4° Les six chefs de service français du Gouvernement tunisien (4).

Art. 2. — La Conférence est convoquée chaque année, au cours du second et du quatrième trimestre, par le Résident général, qui arrête l'ordre du jour de ses travaux.

En dehors de ces deux sessions, le Résident général peut la réunir en session extraordinaire.

Art. 3. — La Conférence est présidée par le Résident général ou par l'adjoint au Résident général, en qualité de vice-président.

La Conférence élit chaque année, parmi ses membres, un secrétaire.

Art. 4. — La Conférence donne son avis sur les questions touchant les intérêts agricoles, industriels et commerciaux de la colonie française au sujet desquelles le Gouvernement du Protectorat la consulte (4).

Elle est consultée, en matière financière, chaque fois qu'une mesure projetée peut avoir pour résultat d'introduire dans le budget de la Régence une charge nouvelle qui pèserait sur la colonie française (4).

Art. 5. — Les séances de la Conférence ne sont pas publiques. Les procès-verbaux sont rédigés avec l'assistance d'un fonctionnaire de la Résidence, désigné par le Résident général ; ils sont publiés, après chaque session, par les soins de la Résidence.

Art. 6. — Le Résident général peut appeler à prendre part aux délibérations de la Conférence : le président du Syndicat des viticulteurs (1) ainsi que les chefs de service (2) ou fonctionnaires français non compris dans l'énumération de l'article 1er, chaque fois que leur avis peut être utile. Les personnes admises dans ces conditions ne prendront pas part au vote (2).

Chambres consultatives d'agriculture et de commerce. En effet, on s'arrêterait-on dans cette voie ? Il existe, à Tunis seulement, une trentaine de sociétés françaises poursuivant des objets d'utilité publique, qui pourraient toutes avoir la prétention d'être représentées au même titre qu'un syndicat agricole.

Quant au Syndicat des viticulteurs, formé pour la défense contre le phylloxéra, son caractère obligatoire le place dans une situation particulière. Dans les limites de sa spécialité, il jouit d'une autorité incontestable. C'est grâce à sa vigilance que la Tunisie, plus heureuse que l'Algérie, est restée jusqu'ici indemne du fléau. Mais, d'autre part, il s'étend à tous les propriétaires de vignes, quelle que soit leur nationalité, et il paraît difficile de maintenir, dans une représentation toute française, un organe international avec voix délibérative. Tous les intérêts paraîtraient sauvegardés si le président du Syndicat était convoqué et entendu par la Conférence chaque fois que la question de la vigne est en jeu.

En comparant la composition actuelle et la composition future de la Conférence, on remarquera que le nouveau système est infiniment plus simple et que, sans modifier sensiblement le chiffre total de cette assemblée, il assure pour la première fois la représentation intégrale de la colonie française.

La réforme ne serait pas complète si on ne précisait mieux, sur un point important, les attributions de la Conférence. Des incidents récents ont montré combien il était désirable d'éviter tout malentendu à cet égard.

Après avoir dit que la Conférence serait appelée à donner son avis sur les questions agricoles, industrielles et commerciales, on pourrait ajouter qu'elle sera consultée en matière financière chaque fois qu'une mesure projetée aura pour résultat d'introduire dans le budget de la Régence une charge nouvelle pesant sur la colonie française.

Si les vues exposées dans cette note sont approuvées par le Ministre, il y aurait lieu de les appliquer par deux arrêtés résidentiels, dont l'un viserait la composition et les attributions de la Conférence, et l'autre organiserait la formation d'un nouveau collège électoral, la désignation des délégués et la représentation de ces délégués à la Conférence.

(1) Conf. arrêté du 2 novembre 1896.
(2) Conf. arrêté du 21 février 1896.
(3) Conf. arrêté du 27 avril 1896.
(4) Conf. arrêté du 24 mai 1898.

(1) Conf. arrêté du 2 novembre 1896.
(2) Conf. arrêté du 24 mai 1898.

(a) Cette disposition étant conçue en termes formels et n'indiquant aucune exception, doit être strictement interprétée. En conséquence, on ne saurait se prévaloir en Tunisie des prescriptions des lois françaises des 7 juillet 1874 et 5 avril 1884 qui apportent une exception à la règle générale en faveur des fonctionnaires et assimilés, en se basant sur ce qu'ils sont soumis à une résidence obligatoire, cette exception n'étant pas mentionnée au texte de l'arrêté ci-dessus. Le candidat dont l'élection serait contestée par le motif qu'il ne justifie pas de l'année de séjour exigée, ne saurait valablement invoquer, en faveur de la validité de son élection, le fait qu'il aurait été inscrit sur la liste définitive des électeurs et aurait ainsi acquis le droit de voter (art. 25). [Paix, Sousse, 23 avril 1898, *J. T.* 99, 245.]

252 — 23 février 1896

Arrêté du Résident général relatif à la représentation des électeurs français non inscrits sur les listes consulaires ou agricoles.

(Officiel, 1896, 88)

Vu l'arrêté résidentiel du 22 février 1896, portant modification de la composition et des attributions de la Conférence consultative ;

Article 1er. — Les membres de la Conférence consultative désignés à l'article 1er, § 3, de l'arrêté précité, sont nommés par deux délégations instituées à cet effet ; l'une, pour le nord de la Régence, comprenant les Contrôles civils de Tunis, Bizerte, Béja, Souk-el-Arba, Le Kef, Maktar et Grombalia ; l'autre, pour le sud. Ils sont choisis parmi les personnes qui composent ces délégations.

Art. 2. — La délégation du nord comprend douze délégués et nomme quatre membres de la Conférence consultative.

Celle du sud comprend sept délégués et nomme deux membres de la Conférence consultative.

Art. 3. — Les délégués sont nommés par un collège électoral spécial qui comprend, sauf les exceptions indiquées aux articles 6 et 7 du présent arrêté, tous les Français âgés de 25 ans au moins, jouissant de leurs droits civils et politiques, habitant en Tunisie depuis plus d'un an (a) et qui ne sont électeurs ni de la Chambre de commerce, ni de la Chambre d'agriculture.

Art. 4. — Une première liste en sera dressée par Contrôle, ou Cercle, à partir de la date fixée par un arrêté du Résident général. Elle comprendra, par ordre alphabétique, tous les électeurs habitant le Contrôle ou le Cercle, et les

personnes qui, n'ayant pas encore atteint les conditions d'âge et de résidence fixées par l'article précédent, devront les acquérir avant l'expiration du délai fixé pour la publication prévue à l'article 18 ci-après.

Art. 5. — Elle sera close, pour tous les Contrôles ou Cercles, à la date fixée par l'arrêté qui en aura prescrit l'établissement.

Art. 6. — Les militaires en activité de service ne sont pas électeurs.

Art. 7. — Ne devront pas figurer sur les listes, en raison de leurs antécédents judiciaires :

1° Les individus privés de leurs droits civils et politiques par suite de condamnation soit à des peines afflictives et infamantes, soit à des peines infamantes seulement ;

2° Ceux auxquels les tribunaux jugeant correctionnellement ont interdit le droit de vote et d'élection par application des lois qui autorisent cette interdiction ;

3° Les condamnés pour crimes à l'emprisonnement par application de l'article 463 du Code pénal ;

4° Les condamnés pour vol, escroquerie, abus de confiance, soustraction commise par les dépositaires de deniers publics, ou attentats aux mœurs prévus par les articles 330 et 334 du Code pénal, quelle que soit la durée de l'emprisonnement auquel ils ont été condamnés ;

5° Les condamnés pour vagabondage ou mendicité ;

6° Les interdits ;

7° Les faillis non réhabilités dont la faillite a été déclarée soit par les tribunaux français, soit par jugement rendu à l'étranger, mais exécutoire en France ;

8° Ceux qui ont été déclarés coupables par les tribunaux correctionnels d'infractions aux lois sur les jeux ou aux dispositions de l'article 400 du Code pénal, §§ 1 et 2 ;

9° Les condamnés aux travaux publics par application des lois militaires ;

10° Les individus condamnés à l'emprisonnement par application de l'article 2 de la loi du 27 mars 1851 sur les fraudes dans la vente des marchandises ;

11° Les individus condamnés à l'emprisonnement par application des articles 69, 70, 71 et 72 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée ;

12° Les condamnés à trois mois d'emprisonnement par application des articles 423, 439, 443, 444, 445, 446, 447 et 452 du Code pénal et 1er de la loi du 27 mars 1851 précitée.

Les condamnés à plus d'un mois d'emprisonnement pour rébellion, outrages et violences envers les dépositaires de l'autorité ou de la force publique, pour outrages publics envers un juré à raison de ses fonctions, ou envers un témoin à raison de sa déposition, pour délits prévus par la loi sur les attroupements, les lois sur les associations, et l'article 1er de la loi du 27 mars 1851, et pour infractions à la loi sur le colportage, ne pourront être inscrits sur la liste électorale pendant cinq ans, à dater de l'expiration de leur peine.

Art. 8. — La liste ainsi établie sera permanente, tenue au courant et revisée annuellement par le Contrôleur civil.

Art. 9. — Le second dimanche du mois de janvier de chaque année, la liste générale des électeurs sera publiée au *Journal officiel tunisien*.

Le même jour, elle sera affichée à la porte de chaque Contrôle ou des bureaux de l'autorité militaire.

Pendant un délai de quinze jours, elle sera communiquée sans frais à tout requérant français, qui pourra en prendre ou faire prendre copie aux heures et dans les conditions déterminées par l'autorité locale.

Art. 10. — Tout électeur omis pourra réclamer son inscription en s'adressant au Contrôleur civil de sa résidence.

La radiation d'un individu inscrit ne pourra être demandée que par lettre signée de trois, au moins, des électeurs inscrits.

Art. 11. — Il sera ouvert dans chaque Contrôle un registre sur lequel les réclamations seront inscrites par ordre de date. Le Contrôleur civil devra donner récépissé de chacune d'elles et en faire mention au registre.

L'électeur dont l'inscription sera contestée en sera immédiatement averti, sans frais, par le Contrôleur civil, et pourra, par lettre, présenter ses observations et fournir tous renseignements de nature à justifier son inscription. Il pourra demander à être entendu par la commission établie par l'article 12 ci-après.

Art. 12. — A l'expiration du délai fixé par l'article 9, aucune réclamation ne pourra plus être acceptée. Celles qui auront été reçues dans ce délai, et dans les formes prescrites, seront aussitôt soumises à une commission réunie au chef-lieu de chaque Contrôle ou Cercle, et composée :

1° Du Contrôleur civil ou du suppléant, président ;

2° Du plus ancien vice-président et du plus ancien conseiller français de la municipalité du chef-lieu, ou, à défaut, d'un ou de deux notables désignés par le Résident général.

Dans les territoires soumis à la surveillance de l'autorité militaire, la commission sera composée de l'officier commandant le Cercle, président, et de deux membres désignés par le Résident général.

Cette commission clôturera ses travaux le dixième jour qui suivra l'expiration du délai imparti par l'article 9, § 3, pour les réclamations.

Elle pourra prononcer d'office la radiation des personnes inscrites à tort, mais seulement

après avoir provoqué leurs explications, cinq jours au moins à l'avance.

Elle pourra demander, par voie administrative, tous renseignements utiles.

Elle statuera sans frais ni formes de procédure.

Art. 13. — Les décisions des commissions seront constatées par procès-verbaux signés. Elles seront notifiées dans les trois jours aux intéressés, qui en donneront récépissé, et pourront, dans les sept jours de la notification, en demander la réformation dans la forme indiquée à l'article 15 ci-après.

Art. 14. — Les appels seront portés devant une commission siégeant à Tunis, pour la partie nord de la Régence, à Sousse pour le sud, et composée :

1° Du plus ancien Juge de paix, président ;

2° Du Contrôleur civil ou de son suppléant ;

3° D'un membre désigné par le Résident général ;

4° De deux membres de la Conférence consultative désignés par le Résident général.

Art. 15. — Les appels devront être faits par lettre recommandée adressée au Juge de paix président de la commission.

Ils seront inscrits par lui, par ordre de réception, sur un registre spécial tenu à cet effet.

Art. 16. — La commission d'appel statuera dans les quinze jours, sans convocation des intéressés, à moins que ceux-ci, dans leur lettre d'appel, n'aient demandé à être entendus ou représentés.

Art. 17. — Ses décisions ne seront susceptibles d'aucun recours. Elles seront notifiées aux intéressés par voie administrative.

Art. 18. — Dans le délai de cinq jours après la clôture des opérations de la commission d'appel, avis de cette clôture sera publié au *Journal officiel*, et les électeurs portés sur la liste générale arrêtée, en conformité, par la Résidence générale, pourront seuls prendre part aux élections postérieures.

Art. 19. — La date des élections des délégués sera fixée par arrêté du Résident général, publié au *Journal officiel*, vingt jours au moins à l'avance.

Art. 20. — Une carte spéciale sera adressée aux électeurs par les soins des Contrôleurs civils.

Art. 21. — Les lieux de vote seront désignés par un arrêté du Résident général. Les opérations dans chaque section de vote seront présidées par le Contrôleur civil ou une personne déléguée par lui.

Le président sera assisté par le plus âgé et le plus jeune des électeurs présents. Ce dernier fera fonctions de secrétaire.

Le bureau statue sur toutes les questions qui peuvent s'élever au cours des opérations électorales.

Art. 22. — Les délégués seront élus au scrutin de liste, par circonscriptions administratives.

Les circonscriptions électorales sont fixées et les délégués à élire sont répartis ainsi qu'il suit :

I. — Nord de la Régence.

Contrôle de Tunis	6	délégués.
— de Bizerte	2	—
— de Béja	1	délégué.
— de Souk-el-Arba	1	—
— du Kef et de Maktar	1	—
— de Grombalia	1	—
Total	12	délégués.

II. — Sud de la Régence.

Contrôle de Sousse — de Kairouan	3	délégués.
— de Sfax	2	— (1)
— de Gafsa — de Kasserine (2) — de Gabès Territoires militaires	2	—
Total	7	délégués.

Art. 23. — Les électeurs devront présenter leur carte d'électeur lorsqu'ils remettront leur bulletin de vote.

Ils sont admis à voter par correspondance. S'ils veulent user de cette faculté, ils devront adresser leur bulletin de vote au Contrôleur civil dans une double enveloppe cachetée.

L'enveloppe intérieure devra contenir uniquement leur bulletin de vote.

L'enveloppe extérieure devra contenir la première enveloppe et la carte de l'électeur, revêtue de sa signature.

Les lettres devront être arrivées à destination le jour du scrutin, avant midi.

Art. 24. — Au premier tour de scrutin, nul n'est élu s'il n'a réuni la moitié plus un des suffrages exprimés et un nombre égal au quart des électeurs inscrits.

Au deuxième tour, qui aura lieu le septième jour suivant, la majorité relative est suffisante.

Le scrutin est ouvert à huit heures du matin et clos à midi.

Le dépouillement a lieu immédiatement après la clôture du scrutin, par les soins du bureau.

Dès que le dépouillement est achevé, un procès-verbal des opérations est dressé et transmis au Résident général, et le résultat du scrutin est affiché à la porte du Contrôle civil.

Art. 25. — Sont éligibles tous les électeurs inscrits sur la liste définitive, à l'exception des magistrats et de tous fonctionnaires recevant un traitement du Gouvernement ou des municipalités.

Ne sont pas considérées comme fonctionnaires les personnes appartenant aux professions libérales et qui, tout en les exerçant, reçoivent, pour un service déterminé, une subvention ou allocation du Gouvernement ou des municipalités.

---

(1) Conf. arrêté du 4 juin 1896.
(2) Ce Contrôle est actuellement à Thala.

Art. 26. — Nul ne peut être candidat dans plus d'une circonscription.

Tout citoyen qui se présente ou est présenté aux élections générales ou partielles doit, par une déclaration signée ou visée par lui, et dûment légalisée, faire connaître dans quelle circonscription il entend être candidat.

Cette déclaration est déposée, contre reçu provisoire, au Contrôle de la circonscription intéressée le dixième jour, au plus tard, avant le jour du scrutin. Il en est délivré récépissé définitif dans les vingt-quatre heures.

Art. 27. — Toute déclaration faite en violation de l'article 26 ci-dessus est nulle et irrecevable. Si des déclarations sont déposées par le même citoyen dans plus d'une circonscription, la première en date est seule valable; si elles portent la même date, toutes sont nulles.

Art. 28. — Il est interdit de signer ou d'apposer des affiches, d'envoyer ou de distribuer des bulletins, circulaires, dans l'intérêt d'un candidat qui ne s'est pas conformé aux prescriptions des articles 26 et 27.

Les affiches, placards, bulletins de vote apposés ou distribués pour appuyer une candidature dans une circonscription où elle ne peut légalement être produite, seront enlevés ou saisis par les soins de l'autorité locale.

Art. 29. — Les voix qui se seront portées sur un citoyen dont la candidature aura été posée en violation des articles précédents, seront annulées et n'entreront pas en compte dans le calcul des suffrages exprimés.

Art. 30. — Dans les territoires soumis à la surveillance de l'autorité militaire, les attributions données aux Contrôleurs civils par le présent arrêté seront exercées par les officiers commandants de Cercle, et les opérations et déclarations prescrites pour les Contrôles seront faites aux bureaux de ces officiers.

Art. 31. — Tout électeur a le droit d'arguer de nullité les opérations électorales de la circonscription dans laquelle il est inscrit. Les réclamations doivent, à peine de nullité, être adressées directement à la Résidence générale dans un délai de cinq jours, après le scrutin. Il en sera accusé réception.

Il est souverainement statué, par les commissions d'appel instituées par l'article 14 du présent arrêté, sur toutes réclamations, dans le délai d'un mois à dater du jour de leur dépôt, constaté par l'accusé de reception.

Art. 32. — Si le Résident général estime que les conditions et les formes légalement prescrites n'ont pas été observées, il peut également, dans le délai de quinze jours à dater de la réception des procès-verbaux, déférer les opérations aux mêmes commissions.

Art. 33. — Dans le cas où l'annulation de tout ou partie des élections a été prononcée, les électeurs sont convoqués à nouveau dans un délai qui ne peut excéder trois mois.

Art. 34. — Les délégations du nord et du sud de la Régence sont renouvelables par tiers tous les deux ans. Leurs membres sont rééligibles. Un tirage au sort effectué par leurs soins déterminera, pour la première fois, les membres qui devront faire partie des deux premières séries sortantes. Pour la délégation du sud, la première série comprendra trois membres.

Art. 35. — Il est pourvu aux vacances accidentelles en même temps qu'au renouvellement partiel suivant, à moins que les délégations ne soient réduites, celle de Tunis, à moins de huit membres, celle de Sousse, à moins de quatre. En ce cas, un arrêté du Résident général convoque les collèges électoraux intéressés pour compléter les délégations.

Art. 36. — Les délégations sont convoquées (1), à Tunis et à Sousse, par arrêté du Résident général, pour procéder, pour l'année courante, à la nomination des membres de la Conférence consultative, ou à leur remplacement, s'il y a lieu (2).

Le doyen d'âge préside au vote, qui a lieu au scrutin secret, à la majorité absolue aux premier et second tours et à la majorité relative au troisième tour, avec application du bénéfice de l'âge en cas d'égalité de voix (2).

Il transmet immédiatement au Résident général les résultats et le procès-verbal des élections.

Les délégations n'ont pas d'autres attributions. Elles n'émettent aucun vœu et ne prennent aucune délibération (2).

Dispositions transitoires.

Pour l'année 1896, les formalités prescrites par l'article 9 seront remplies exceptionnellement le 10 mars.

Cette date formera le point de départ des délais prévus par les articles 9 et suivants.

Les délégations seront convoquées dans la dernière quinzaine du mois de mai pour procéder à la nomination des membres de la Conférence consultative qui seront élus pour l'année courante.

---

253 — 21 mars 1896

Arrêté du Résident général accordant des frais de déplacement aux délégués du troisième collège électoral.

(Officiel, 1896, 153)

Article 1er. — Des frais de déplacement seront accordés aux délégués du troisième collège électoral se rendant à Sousse ou à Tunis pour élire les membres chargés de les représenter à la Conférence consultative, ainsi qu'aux membres de la Conférence consultative se rendant à Tunis pour assister aux sessions de la Conférence.

(1) Conf. arrêté du 21 mars 1896.
(2) Conf. arrêté du 31 janvier 1898.

Art. 2. — Ces indemnités comprendront le prix du voyage en première classe sur les chemins de fer, sur les bateaux des compagnies de navigation ou dans les voitures publiques. En outre, la partie du voyage qui, faute d'autres moyens de locomotion, devra être effectuée par voiture particulière, donnera droit à une indemnité de 20 fr. par jour.

---

254 27 avril 1896

Arrêté du Résident général relatif à la représentation des municipalités à la Conférence consultative.

(Officiel, 1896, 207)

Vu l'arrêté résidentiel du 22 février 1896, portant modification de la composition et des attributions de la Conférence consultative ;

Article unique. — Les municipalités des villes érigées en communes, dont les vice-présidents français font déjà partie à un autre titre de la Conférence consultative, seront représentées à cette Conférence par le plus ancien conseiller municipal français.

---

255 4 juin 1896

Arrêté du Résident général fixant à trois le nombre des membres de la Conférence consultative représentant la délégation du troisième collège pour la circonscription du sud.

(Officiel, 1896, 273)

Vu l'arrêté résidentiel du 23 février 1896, relatif à la representation des electeurs français non inscrits sur les listes consulaires ou agricoles ;

Considérant que le nombre des membres charges de représenter à la Conférence consultative la delégation de la circonscription du sud n'est pas suffisant pour assurer la representation equitable des centres européens de cette circonscription ;

Article unique. — La délégation du troisième Collège pour la circonscription du sud de la Régence sera représentée par trois membres à la Conférence consultative.

---

256 2 novembre 1896

Arrêté du Résident général relatif à la représentation du Syndicat des viticulteurs à la Conférence consultative.

(Officiel, 1896, 539)

Vu le décret, en date du 9 juillet 1889, créant un Syndicat des viticulteurs en Tunisie ;

Vu le décret, en date du 3 mars 1892, portant règlement d'administration publique au sujet des Syndicats des viticulteurs ;

Vu l'arrêté résidentiel, en date du 22 février 1896, fixant la composition et les attributions de la Conférence consultative ;

Vu l'autorisation du Ministre des affaires étrangères, en date du 30 octobre 1896, accordant au Syndicat des viticulteurs une representation officielle à la Conférence consultative ;

Article unique. — Le Syndicat des viticulteurs sera représenté à la Conférence consultative par son président et son vice-président, s'ils sont de nationalité française, ou, à leur défaut, par deux membres français du bureau, qui prendront part aux délibérations et aux votes dans les mêmes conditions que les autres membres de la Conférence.

---

257 31 janvier 1898

Arrêté du Résident général autorisant les délégués élus par les électeurs français non inscrits sur les listes agricoles ou consulaires à se réunir deux fois par an.

(Officiel, 1898, 93)

Vu l'arrêté du 23 février 1896 relatif à la représentation des electeurs français non inscrits sur les listes agricoles ou consulaires ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier les prescriptions de l'article 36 de l'arrêté précité pour permettre aux délégués de collaborer à la preparation de l'ordre du jour de la Conférence consultative ;

Article 1er. — Les délégués élus par les électeurs français non inscrits sur les listes agricoles ou consulaires sont autorisés à se réunir deux fois par an pour élaborer et transmettre à la Résidence générale le programme des questions qu'ils désirent voir porter à l'ordre du jour de la Conférence consultative.

Ces réunions auront lieu sur la convocation du Résident général adressée aux doyens d'âge des délégations du nord et du sud, trois semaines au moins avant la date fixée pour la Conférence consultative. Chaque réunion pourra durer trois jours au plus.

Art. 2. — Les délégués de la région nord se réuniront à Tunis et ceux de la région sud à Sousse.

Les convocations seront transmises aux intéressés par le doyen d'âge de chacune des deux délégations, aussitôt que l'avis de la Résidence lui sera parvenu.

Les séances seront présidées par le plus âgé des délégués présents. Il n'y aura pas d'élection de bureau.

Art. 3. — Les délégués ainsi réunis ne pourront délibérer que sur la préparation de l'ordre du jour de la prochaine session de la Conférence consultative et sans publicité. Les résultats de leurs délibérations devront être transmis directement au Résident général par le doyen d'âge, ou, à son défaut, par le président de la réunion.

---

258 24 mai 1898

Arrêté du Résident général fixant le nombre des membres de la Conférence consultative qui devront être présents pour qu'elle puisse émettre des vœux.

(Officiel, 1898, 413)

Vu l'arrêté residentiel du 22 février 1896, portant

modification de la composition et des attributions de la Conférence consultative ;

Vu l'avis émis par la Conférence consultative dans sa session d'avril-mai 1898 ;

Article unique. — La Conférence consultative ne pourra émettre de vœux si le nombre des membres présents est inférieur à la moitié plus un des membres qui la composent.

Les chefs de service étant autorisés à ne pas participer au vote ne seront pas comptés dans le calcul des membres actifs.

CONSERVATION FONCIÈRE

259 14 juin 1886

(*12 ramadane 1303*)

PROMULGUÉ LE 15 JUIN 1886

Décret relatif à l'organisation du service de la conservation de la propriété foncière.

(OFFICIEL, 1886, 113)

Vu l'article 21 de la loi du 1er juillet 1885 (18 ramadane 1302) ainsi conçu : .... (*conf. cette loi*) ;

Vu le décret du 12 châbane 1303 (16 mai 1886) ;

TITRE Ier

De la conservation de la propriété foncière.

CHAPITRE Ier — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 1er. — Le conservateur est nommé par nous, sur la proposition du Résident général de la République française (1). [*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*]

Art. 2. — Le bureau de la conservation sera ouvert aux heures fixées par arrêté (2) du Résident général (1), les dimanches et jours fériés exceptés. (*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*)

Les jours fériés sont :

Le 1er janvier de l'année grégorienne, le lundi qui suit les jours de Pâques et de la Pentecôte, l'Ascension, le 14 juillet, le 15 août (Assomption), le 1er novembre (Toussaint) et le 25 décembre (Noël). (*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*)

Art. 3. — Avant d'entrer en fonctions, le conservateur fera enregistrer sa commission au greffe du tribunal civil de Tunis, il prêtera devant le même tribunal le serment de remplir avec fidélité les fonctions qui lui sont confiées. (*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*)

En cas d'absence ou d'empêchement du conservateur, il sera suppléé par un employé désigné par le Résident général de la République française (1) sur la proposition du conservateur. Le préposé demeurera garant de sa gestion, sauf son recours contre ceux qui l'auront remplacé. (*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*)

L'indemnité de l'intérimaire sera fixée par le Résident général de la République française (1) sur la proposition du conservateur. (*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*)

S'il y a vacance du bureau, par mort ou autrement, le cas de démission excepté, il sera rempli, en attendant la nomination du nouveau titulaire, par un employé désigné par le Résident général de la République française (1). (*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*)

L'intérimaire demeurera responsable de sa gestion et il aura droit à la totalité des salaires. (*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*)

Le préposé démissionnaire ne pourra quitter ses fonctions avant l'installation de son successeur, à peine de répondre de tous dommages-intérêts auxquels la vacance momentanée du bureau pourrait donner lieu. (*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*)

CHAPITRE II. — DU CAUTIONNEMENT QUE DOIT FOURNIR LE CONSERVATEUR (2)

Art. 4. — Le conservateur fournira un cautionnement qui pourra être constitué, en tout ou en partie, soit en immeubles urbains bâtis, situés à Tunis et immatriculés conformément à la loi du 18 ramadane 1302 (1er juillet 1885), soit en obligations de la dette générale tunisienne 4 % (3), ou en rentes 3 % non amortissables sur l'État français.

Le cautionnement pourra être fait en valeurs de même nature appartenant à des tiers. Quels qu'en soient les propriétaires, les biens ou valeurs affectés ne doivent ni remplacer des constitutions dotales, ni provenir de constitutions de cette espèce, ni appartenir à des mineurs, à des interdits, à des absents, à des communes ou à des établissements publics ou religieux. Enfin, les titulaires doivent en avoir la libre disposition.

Art. 5. — Le cautionnement ci-dessus demeure spécialement et exclusivement affecté à la responsabilité du préposé à la conservation pour les erreurs et omissions (4) dont la loi le rend garant envers le public.

Art. 6. — L'acte de cautionnement contiendra affectation spéciale. Cette affectation subsistera pendant toute la durée des fonctions et

---

(1) Conf. décret du 28 février 1897, art. 1er, § 2.

(2) Conf. arrêté du 17 mars 1892 (*Officiel*, 1892, 61) qui fixe les heures d'ouverture du bureau de la conservation de la propriété foncière :

1° A partir du 1er octobre jusqu'au 30 juin inclusivement, de 8 heures du matin à midi et de 2 heures à 4 heures du soir ;

2° A partir du 1er juillet jusqu'au 30 septembre inclusivement, de 8 heures du matin à midi

(1) Conf décret du 28 février 1897, art 1er, § 2

(2) Conf. décrets des 2 janvier 1887, art. 18, dernier paragraphe, et 15 juillet 1888, art 6 (v° FINANCES).

(3) Ces obligations sont de 3 °/₀ depuis le décret du 9 juin 1892 (v° DETTE PUBLIQUE)

(4) En ce qui concerne les erreurs matérielles ou omissions consistant en une faute d'écriture, de chiffre ou de dessin, conf. deuxième décret du 25 février 1897 et décret du 19 mars 1897 (v° PROPRIÉTÉ FONCIÈRE) — Conf etiam loi du 1er juillet 1885, art. 377 et seq. (v° PROPRIÉTÉ FONCIÈRE).

dix ans après ; passé lequel délai, les biens servant de cautionnement seront affranchis de plein droit de toutes actions de recours qui n'auraient pas été intentées dans cet intervalle.

Le préposé à la conservation aura domicile dans le bureau où il remplira ses fonctions, pour les actions auxquelles sa responsabilité pourrait donner lieu. Ce domicile est de plein droit ; il durera aussi longtemps que la responsabilité du préposé ; toutes poursuites à cet égard pourront y être dirigées contre lui, quand même il serait sorti de place, ou contre ses ayants cause.

Art. 7. — Le conservateur qui aura constitué son cautionnement en immeubles aura la faculté de les remplacer, en tout ou en partie, par d'autres immeubles, par des obligations tunisiennes (1) ou par des rentes sur l'État français et réciproquement, pourvu que les valeurs substituées réunissent les conditions exigées par le présent décret, notamment par l'article 4, et que toutes les règles et conditions applicables à la constitution du cautionnement soient observées. (*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*)

L'affectation des immeubles obligations ou rentes remplacés cesse de plein droit du jour où le nouveau cautionnement est définitivement constitué. (*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*)

Lorsqu'il s'agira d'un des changements prévus par le présent acticle, et que le conservateur ne sera plus en exercice, l'acte ne contiendra affectation que pour le temps pendant lequel la responsabilité du conservateur envers les tiers pourra rester engagée. (*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*)

Art. 8. — Le cautionnement sera de trente mille francs (30,000 fr.). [*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*]

Les règles tracées pour les cautionnements des comptables du Trésor par l'article 2 du décret du 2 janvier 1887 sont applicables à ce cautionnement. Ces règles seront adoptées pour les cautionnements fournis jusqu'à ce jour, les prescriptions antérieures étant en tant que de besoin modifiées. (*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*)

Section Ire. — Du cautionnement en immeubles.

Art. 9. — Le cautionnement en immeubles sera reçu par le tribunal civil de Tunis, contradictoirement avec le Procureur de la République près le même tribunal. Le conservateur sera tenu d'en justifier au Résident général de la République française (2) au plus tard dans le mois de l'enregistrement de sa commission. (*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*)

L'inscription du cautionnement sera faite à la diligence et aux frais du préposé. (*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*)

Elle subsistera pendant toute la durée de sa responsabilité. (*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*)

L'inscription n'a lieu que jusqu'à concurrence du cautionnement fourni et sur les immeubles qui en sont l'objet. Elle est indéfinie. Elle ne peut être ni purgée, ni prescrite, même par les tiers détenteurs, tant que les immeubles sont affectés à la garantie de la gestion du conservateur. (*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*)

Section II. — Du cautionnement en obligations tunisiennes(1) et en rentes françaises (3 % perpétuel).

Art. 10. — Pour constituer son cautionnement en obligations ou en rentes, le conservateur sera tenu d'en faire la déclaration au Receveur général des finances. Il joindra à cette déclaration la lettre d'avis de sa nomination.

L'acte de cautionnement en obligations ou en rentes est fait entre le Receveur général des finances et les propriétaires des titres, en autant d'originaux qu'il y a de parties contractantes.

Il est fait, en outre, un original pour tenir lieu de l'expédition dudit acte dont le dépôt devra, dans ce cas, être fait au greffe par le conservateur avant sa prestation de serment. Les numéros des obligations, les séries et les numéros des rentes affectées y sont indiqués en toutes lettres.

Les titres sont déposés à la caisse du Receveur général des finances qui détache, au fur et à mesure des échéances, les coupons destinés à permettre le paiement des arrérages et les remet, contre décharge, aux propriétaires des titres.

Art. 11. — Les rentes françaises affectées à titre de cautionnement devront être capitalisées au denier vingt de manière à présenter, par le résultat de cette capitalisation, un chiffre égal à celui du cautionnement en immeubles dont lesdites rentes tiennent lieu. (*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*)

Section III. — De la libération du cautionnement.

Art. 12. — La libération du cautionnement est prononcée par le tribunal civil de Tunis, et par jugement rendu sur simple requête présentée par le propriétaire des immeubles, des obligations ou des rentes, ou par ses ayants droit, et le Procureur de la République entendu. (*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*)

Il est produit à l'appui de la requête :

1° Un certificat du Résident général de la République française (2) constatant la date à laquelle le conservateur a cessé ses fonctions ;

2° Un certificat du Receveur général des finances et du greffier près le tribunal de Tunis, constatant qu'il n'existe ni opposition, ni action en garantie ou responsabilité contre le conserva-

(1) Conf décret du 9 juin 1892 (v° Dette publique).
(2) Conf décret du 28 février 1897, art. 1er, § 2.

(1) Conf décret du 9 juin 1892 (v° Dette publique)
(2) Conf. décret du 28 février 1897, art. 1er, § 2.

teur. (*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*)

Art. 13. — Sur la remise d'une expédition du jugement prononçant la libération du cautionnement, le conservateur de la propriété foncière radie l'inscription prise sur les immeubles.

Sur la production de semblable expédition, le Receveur général des finances remet au propriétaire les titres affectés au cautionnement.

Si le propriétaire des titres est décédé, son ayant droit fournit, en outre, un certificat de propriété.

Il sera procédé de la même manière dans le cas de libération du cautionnement à la suite de substitution.

Art. 14. — Lorsque, à défaut par le conservateur d'avoir acquitté le montant des condamnations prononcées contre lui, et en exécution d'un jugement ou d'un arrêt ayant acquis force de chose jugée, il y a lieu de réaliser tout ou partie des titres affectés au cautionnement, le Receveur général provoque la vente et y fait procéder jusqu'à due concurrence, après notification à lui faite du jugement ou de l'arrêt, après remise à lui faite du certificat de l'avoué ou de l'avocat défenseur de la partie poursuivante, contenant la date de la signification du jugement faite au domicile de la partie condamnée et sur l'attestation du greffier qu'il n'existe contre le jugement ni opposition ni appel.

Le produit de la négociation est versé par l'agent qui a qualité pour procéder à la vente, à la caisse du Receveur général des finances, lequel reste chargé d'en opérer la remise à qui de droit, sur la production des justifications prescrites par les lois et règlements.

Art. 15. — Lorsque le cautionnement constitué soit en immeubles, soit en obligations ou en rentes, appartient partie à des tiers et partie au conservateur, et qu'il doit être réalisé par suite des condamnations encourues par ce dernier, il est procédé d'abord à la vente totale ou partielle des biens ou des titres appartenant au conservateur et, subsidiairement, à celle des biens ou des titres fournis par des tiers.

Si ces derniers biens ou titres sont la propriété de plusieurs intéressés, la vente en est faite, à défaut d'accord entre ces derniers, proportionnellement à l'importance de la somme pour laquelle chacun d'eux s'est engagé.

Art. 16. — Dans les quinze jours qui suivent la réalisation, le conservateur est tenu de remplacer ou de compléter le cautionnement dont tout ou partie a été vendu, en observant les formes et les conditions exigées pour le cautionnement primitif.

Chapitre III. — Du traitement du conservateur.

Art. 17. — Il sera payé au conservateur par les requérants, pour les copies qu'il délivrera, outre le papier timbré(1), les sommes énoncées au tarif faisant l'objet du tableau annexé au présent décret. (*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*)

Chapitre IV. — Des registres servant a recevoir les actes de la conservation.

Art. 18. — Les registres servant à recevoir les actes de la conservation seront cotés et paraphés conformément à l'article 349 de la loi du 18 ramadane 1302 (1er juillet 1885). Cette formalité sera remplie sans frais, dans les trois jours de la présentation des registres. (*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*)

Les actes seront datés et consignés de suite, sans blanc et jour par jour; ils seront numérotés suivant le rang qu'ils tiendront dans les registres et signés du préposé. (*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*)

Art. 19. — Le dépôt du double du registre dont la tenue est prescrite par l'article 345 de la loi du 18 ramadane 1302 (1er juillet 1885), est effectué par le conservateur dans le délai fixé par la loi. (*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*)

Le jour même de la réception du registre, le greffier dresse acte de la remise et il en fait parvenir le récépissé au conservateur. (*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*)

Le tout a lieu sans frais. (*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*)

Les doubles des registres sont gardés au greffe sous clef. Il est interdit au greffier d'en donner connaissance à toute autre personne qu'au Président du tribunal, au Procureur de la République, au conservateur de la propriété foncière et aux agents spécialement désignés par le Résident général de la République française(2). [*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*]

En cas de destruction des registres des dépôts, les doubles conservés au greffe sont immédiatement remis, contre récépissé, au conservateur de la propriété foncière qui procède à la reconstitution de ces registres, sans qu'il puisse en résulter aucune charge nouvelle pour les parties. Cette reconstitution aura lieu dans la même forme dans les cas de destruction des doubles gardés au greffe. (*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*)

Art. 20. — Tous les registres exclusivement consacrés à l'immatriculation ou à la rédaction des titres de propriété, toutes les copies de titres de propriété délivrées par le conservateur de la propriété foncière, tous les actes expressément exigés par la loi pour parvenir à l'immatriculation et qui ne sont pas soumis au timbre par la législation actuellement en vigueur(1) en seront exempts. Les reconnaissan-

(1) Conf. décret du 20 juillet 1896 (v° Timbre)
(2) Conf. décret du 28 février 1897, art 1er, § 2

ces de dépôts, états, certificats et copies d'actes déposés à la conservation, délivrés par le conservateur, seront sur papier timbré. (*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*)

Les droits de timbre sont fixés ainsi qu'il suit (1) : (*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*)

PRIX de chaque feuille.	DÉNOMINATION.	DIMENSION DE LA FEUILLE DÉPLOYÉE ET ROGNÉE.		
		Hauteur.	Largeur.	Superficie.
1f 20	Grand papier.	0.3536	0.5000	0.1768
0 90	Moyen papier (moitié du grand registre)	0.2973	0.4204	0.1250
0 60	Petit papier (moitié du grand papier)	0.2500	0.3536	0.0884
0 30	Demi-feuille (moitié du petit papier)	0.2500	0.1768	0.0442

TITRE II

De la perception des droits au profit du Trésor.

CHAPITRE Ier

ATTRIBUTIONS DU CONSERVATEUR RELATIVEMENT A LA PERCEPTION DES DROITS.

Art. 21 et 22. — (*Abrogés par décret du 16 mars 1892.*)

TITRE III

Des valeurs sur lesquelles le droit proportionnel est assis et de l'expertise.

Art. 23. — La valeur de la propriété, de l'usufruit et de la jouissance des immeubles et droits réels immobiliers est déterminée, pour la liquidation et le payement des salaires ainsi qu'il suit, savoir (*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892*) :

1° Pour l'immatriculation, par la déclaration estimative des parties ;

2° Pour les échanges, par une évaluation qui doit être faite en capital, d'après le revenu annuel multiplié par seize, sans distraction des charges ;

3° Pour les ventes, adjudications, cessions, rétrocessions, licitations et tous autres actes civils ou judiciaires portant constitution ou translation d'enzel, translation de propriété, de superficie, d'usage ou d'habitation, ou de servitude à titre onéreux par le prix exprimé en y ajoutant toutes les charges, en capital, ou par estimation d'expert, dans les cas autorisés par le présent décret ;

4° Pour les transmissions entre vifs à titre gratuit (*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892*) :

S'il s'agit de la propriété et de l'enzel, par l'évaluation qui sera faite et portée à seize fois le produit des biens ou le prix des baux courants (*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892*);

(1) Conf décrets des 20 juillet 1896, art. 4 (v° TIMBRE), et 2 novembre 1893, art 1er (v° ENREGISTREMENT).

S'il s'agit de l'usufruit, par l'évaluation qui en sera portée à huit fois le produit des biens ou le prix des baux courants. (*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*)

Art. 24. — Si les sommes ou valeurs ne sont pas déterminées dans un écrit ou dans un jugement donnant lieu au salaire proportionnel, les parties seront tenues d'y suppléer, avant l'inscription, par une déclaration estimative certifiée et signée au pied de l'acte ou écrit qui restera déposé au bureau de la conservation. Si les parties ne savent ou ne peuvent signer, leur déclaration sera reçue et signée sur l'acte par le conservateur avec les explications nécessaires. (*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*)

Art. 25. — Si la valeur en capital ou en revenu énoncée dans l'un des actes, écrits ou déclarations prévus par les articles 23 et 24 qui précèdent, paraît inférieure à la valeur réelle en capital ou en revenu au jour du dépôt de la réquisition d'immatriculation ou de la demande d'inscription, l'expertise pourra être requise par le conservateur, dans les six mois à compter de l'établissement du titre ou dans les deux années à compter de l'inscription. (*Ainsi modifié par décret du 6 décembre 1898.*)

Art. 26. — La demande en expertise (1) sera faite au juge de paix de la situation des biens, par une pétition portant nomination d'un expert, et qui sera notifiée à la partie, avec invitation de faire connaître, dans le délai de huitaine, si elle accepte l'expert du conservateur. En cas de désaccord, l'expert sera nommé par le juge de paix sur simple requête, dans les huit jours de la demande. (*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*)

Le procès-verbal d'expertise sera rapporté, au plus tard, dans le mois qui suivra la remise qui aura été faite à l'expert de l'ordonnance du juge de paix. (*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*)

Les frais de l'expertise seront à la charge de la partie qui succombera. (*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*)

La partie sera tenue, dans tous les cas, d'acquitter, sur le supplément d'estimation constaté par le rapport de l'expert, le salaire du conservateur et la taxe de remboursement au Trésor. (*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*)

Il sera, en outre, perçu au profit du Trésor, à titre d'amende, une somme égale au montant des taxes et salaires qui n'auront pas été perçus. (*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*)

Les tuteurs et curateurs supporteront personnellement les peines ci-dessus, lorsqu'ils auront fait des estimations insuffisantes. (*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*)

Le mari en sera tenu solidairement avec la

(1) Conf. decret du 2 novembre 1893, art. 5 (v° ENREGISTREMENT).

femme, toutes les fois que celle-ci, pour agir, aura besoin de l'autorisation maritale. (*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*)

Art. 27. — (*Abrogé par décret du 16 mars 1892.*)

TITRE IV

Du paiement des droits et de ceux qui doivent les acquitter.

Art. 28. — Les salaires seront payés par le requérant au moment de la réquisition de chaque formalité, sauf le cas où elle sera faite par le ministère public dans l'intérêt des incapables. (*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*)

Nul ne pourra différer le payement desdits salaires sous le prétexte de contestation sur la quotité ni pour quelque autre motif que ce soit, sauf à se pourvoir en restitution s'il y a lieu. (*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*)

Art. 29. — Le recouvrement des salaires qui, par suite d'erreur, omission ou pour toute autre cause, n'auraient pas été versés d'avance en tout ou en partie, sera suivi solidairement contre tous ceux qui auront concouru aux actes, conventions ou déclarations ou qui en profiteront. (*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*)

Art. 30. — (*Abrogé par décret du 16 mars 1892.*)

TITRE V

Des droits acquis et de la prescription.

Art. 31. — Les salaires régulièrement perçus ne pourront être restitués, quels que soient les événements ultérieurs. (*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*)

Art. 32. — (*Abrogé par décret du 16 mars 1892.*)

TITRE VI

Des poursuites et instances.

Art. 33. — La solution des difficultés qui pourront s'élever relativement à la perception des frais d'immatriculation avant l'introduction des instances appartiendra au conservateur(1). (*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*)

Art. 34. — Le recouvrement des frais d'immatriculation, ainsi que de tous suppléments exigibles, sera poursuivi par voie de contrainte(1). [*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*].

La contrainte sera décernée par le conservateur, visée et rendue exécutoire par le juge de paix et signifiée administrativement dans les conditions prévues par l'article 41 de la loi du 18 ramadane 1302 (1er juillet 1885). [*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*]

L'exécution de la contrainte ne pourra être interrompue que par une opposition formée par le redevable et motivée, avec assignation à jour fixe, devant le tribunal civil de Tunis. (*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*)

Dans ce cas, l'opposant sera tenu d'élire domicile à Tunis. (*Ainsi modifié par décret du 16 mars 1892.*)

Art. 35. — L'introduction et l'instruction des instances auront lieu devant le tribunal civil de Tunis.

L'instruction se fera par simples mémoires respectivement signifiés. Le ministère des avoués ou des avocats défenseurs ne sera pas obligatoire pour les parties.

Il n'y aura d'autres frais à supporter pour la partie qui succombera que ceux du papier timbré, des significations et des droits qui auront été perçus par le Trésor sur les divers actes de l'instance.

Les jugements seront rendus sur le rapport d'un juge fait en audience publique, et sur les conclusions du Procureur de la République.

Ils seront sans appel et ne pourront être attaqués que par voie de cassation.

TITRE VII

De l'administration du fonds d'assurance.

Art. 36 à 40. — (*Abrogés par décret du 16 mars 1892.*)

---

260 Tableau des salaires

dus au Conservateur de la propriété foncière en vertu du décret du 14 juin 1886.

(*Ainsi modifié par decret du 16 mars 1892.*)

(Officiel, 1892, 68)

FORMALITÉS POUR LESQUELLES IL EST DÛ DES SALAIRES AU CONSERVATEUR	MONTANT des salaires.
	Fr c
1° Pour toutes les formalités concernant une immatriculation, jusques et y compris l'établissement du titre de propriété, l'indemnité fixée par l'article 2 du décret du 16 mars 1892(1). Cette indemnité sera dans tous les cas acquise, quelle que soit l'issue de la demande d'immatriculation.	
2° Pour l'établissement de chaque titre de propriété, lors de la mutation, du morcellement ou de la division d'une propriété ou d'un enzel immatriculé.	18 00
3° Pour chaque copie du titre de propriété délivrée, soit au moment de l'établissement du titre soit ultérieurement, 1 fr. 20 c. par rôle de 30 lignes à la page et 15 syllabes à la ligne. Ce tarif sera applicable à toutes les copies collationnees et delivrées par le conservateur. Toute page commencée sera comptée pour un demi-rôle et rendra exigible un salaire de 0 fr. 60 c.	
4° Pour chaque mention faite postérieurement a l'établissement du titre de propriété, soit sur le titre même, soit sur chacune des copies	1 20
5° Pour l'enregistrement sur les deux registres et pour la reconnaissance des dépôts d'actes à mentionner.	0 60
6° Pour l'inscription que le conservateur doit faire a la suite du titre de chacun des droits reconnus par la décision ordonnant l'immatriculation . .	1 20

(1) Conf. décret du 2 novembre 1893, art. 8, et reglement du 25 novembre 1893 (v° Enregistrement)

(1) Conf. premier décret du 16 mars 1892 (v° Propriété foncière).

FORMALITÉS POUR LESQUELLES IL EST DÛ DES SALAIRES AU CONSERVATEUR.	MONTANT des salaires.
	Fr. c
Pour toute inscription ultérieure, soit d'office, soit sur la réquisition des parties, concernant l'un des faits et conventions prévus par l'article 343 de la loi du 1er juillet 1885 (18 ramadane 1302) un droit proportionnel de 1 pour 1,000 sur les adjudications, ventes, reventes, cessions, rétrocessions, échanges, donations entre vifs, et tous autres actes civils et judiciaires, translatifs de propriété ou d'usufruit de biens immeubles avec un minimum de.	1 20
Sur l'inscription de tous autres faits ou conventions un droit fixe de	1 20
7° Pour les certificats constatant simplement la conformité ou la non-conformité des copies du titre de propriété avec le titre même, par chaque copie sur laquelle il est certifié	1 20
8° Pour chaque certificat négatif : 1° D'inscription ; 2° De mention de saisies et dénonciation de saisies, 3° De mentions de résolution, nullité ou rescision d'actes inscrits, 1 fr. 20 c. par individu sur lequel il est certifié et par un immeuble faisant l'objet d'un titre distinct de propriété.	1 20
9° Pour les relevés sommaires délivrés en conformité de l'article 352, 2e alinéa, de la loi du 18 ramadane 1302 (1er juillet 1885) 1 fr. 20 c. par inscription comprise dans chaque relevé	1 20
10° Pour chaque duplicata de quittance	0 30
11° Pour la mention de chaque procès-verbal de saisie-immobilière et de chaque exploit de dénonciation de ce procès-verbal au saisi.	1 20
12° Pour la mention des notifications prescrites par les articles 691 et 692 du Code de procédure civile français (sommation au saisi, aux créanciers inscrits et aux incapables de prendre connaissance du cahier des charges)	1 20
13° Pour la radiation de la saisie-immobilière. . .	1 20
14° Pour la mention du jugement d'adjudication .	1 20
15° Pour la mention du jugement de conversion de saisie.	1 20
16° Pour chaque mention d'un jugement de résolution, nullité ou rescision, soit sur le titre, soit sur une copie et en général pour toute mention en dehors du registre des formalités préalables à l'immatriculation non spécialement tarifée . .	1 20
17° Pour l'acte constatant le refus du conservateur d'inscrire ou de mentionner dans les cas prévus par la loi	1 20
18° Pour la notification à chaque porteur d'une copie de titre non représentée, et pour toute autre notification faite à la diligence du conservateur, en sus des déboursés	1 20

261 16 mars 1892

(16 châbane 1309)

PROMULGUÉ LE 16 MARS 1892

Décret modifiant celui du 14 juin 1886, relatif à l'organisation du service de la Conservation foncière.

(OFFICIEL, 1892, 66)

Vu l'article 21 de la loi du 1er juillet 1885 (18 ramadane 1302);
Vu le décret du 16 mai 1886 (12 châbane 1303);
Vu le décret du 14 juin 1886 (12 ramadane 1303) sur l'organisation de la conservation foncière;
Vu la loi du 15 mars 1892 (15 châbane 1309);

Article 1er. — Les articles 1, 2 et 3 du décret sur l'organisation du service de la conservation foncière sont abrogés et remplacés par les dispositions ci-après . . . . . .

(Conf. décret du 14 juin 1886.)

Art. 2. — Les articles 7, 8, 9, 11 et 12 du décret ci-dessus visé sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes : . . . . . .

(Conf. ces articles.)

Art. 3. — L'article 17 du décret ci-dessus visé est abrogé et remplacé par les dispositions ci-après : . . . . . .

(Conf. cet article.)

Art. 4. — Les articles 18, 19 et 20 du décret ci-dessus visé sont abrogés et remplacés par les dispositions ci-après : . . . . . .

(Conf. ces articles.)

Art. 5. — Les articles 21 et 22 du décret ci-dessus visé sont abrogés.

Art. 6. — Les articles 23, 24, 25(1) et 26 du décret ci-dessus visé sont abrogés et remplacés par les dispositions ci-après : . . . . . .

(Conf. ces articles.)

Art. 7. — L'article 27 du décret ci-dessus visé est abrogé.

Art. 8. — Les articles 28 et 29 du décret ci-dessus visé sont abrogés et remplacés par les dispositions ci-après : . . . . . .

(Conf. ces articles.)

Art. 9. — L'article 30 du décret ci-dessus visé est abrogé.

Art. 10. — L'article 31 du décret ci-dessus visé est abrogé et remplacé par les dispositions ci-après : . . . . . .

(Conf. cet article.)

Art. 11. — L'article 32 du décret ci-dessus visé est abrogé.

Art. 12. — Les articles 33 et 34 du décret ci-dessus visé sont abrogés et remplacés par les dispositions ci-après : . . . . . .

(Conf. ces articles.)

Art. 13. — Les articles 36, 37, 38, 39 et 40 du décret ci-dessus visé sont abrogés.

Art. 14. — Le tableau annexé au décret ci-dessus visé est modifié et arrêté définitivement selon la rédaction ci-après : . . . . . .

(Conf. ce tableau annexé au décret du 14 juin 1886.)

262 28 février 1897

(26 ramadane 1314)

PROMULGUÉ LE 28 FÉVRIER 1897

Décret plaçant le service de la Conservation de la propriété foncière dans les attributions de la Direction générale des finances.

(OFFICIEL, 1897, 131)

Vu les décrets des 14 juin 1886 (12 ramadane 1303) et 16 mars 1892 (16 châbane 1309), portant règlement sur le service de la Conservation de la propriété foncière;

Article 1er. — La conservation de la propriété foncière est placée dans les attributions de la Direction générale des finances.

Les attributions dévolues au Résident général de la République Française, en vertu du décret

(1) Modifié lui-même par décret du 6 décembre 1898 (v° PROPRIÉTÉ FONCIÈRE).

susvisé du 16 mars 1892 (16 châbane 1309) seront exercées par le Directeur des finances.

Art. 2. — Le Conservateur de la propriété foncière, comptable du Trésor public, est, à ce titre, assujetti à la production de comptes périodiques dont la forme est déterminée par le Directeur des finances et soumise aux vérifications des inspecteurs de la Direction générale des finances.

Art. 3. — Les salaires payés au Conservateur par les requérants, pour les formalités, conformément aux tarifs en vigueur (1) seront affectés aux frais de service de la Conservation à concurrence des sommes fixées par arrêté de notre Directeur des finances. L'excédent, s'il y a lieu, sera réparti entre le Trésor public et le Conservateur.

CONTROLEURS CIVILS

263 4 octobre 1884

Décret du Président de la République française portant organisation d'un corps de Contrôleurs civils français en Tunisie (1).

(Officiel, 1884, 417)

Considérant que l'article 1er de la Convention franco-tunisienne du 8 juin 1883 donne au Gouvernement français la faculté de provoquer dans la Régence les réformes administratives nécessaires pour la bonne organisation du pays ;

Considérant que le fonctionnement de notre Protectorat comporte, d'une part, l'exercice, par l'autorité française, d'un contrôle permanent sur les actes de cette administration ;

Considérant qu'il y a lieu d'organiser d'une manière régulière le service du Contrôle ;

Vu l'article 1er de la loi du 9 avril 1884 ;

Article 1er. — Un corps de Contrôleurs civils français (2) est institué en Tunisie. Ils relèveront du Résident de la République française.

Art. 2. — Les Contrôleurs civils seront nommés par décret du Président de la République, sur la proposition du Ministre des affaires étrangères (a).

Des Contrôleurs suppléants pourront être nommés par le Résident du Gouvernement à Tunis.

Art. 3. — Le Président du Conseil, Ministre des affaires étrangères, est chargé de l'exécution du présent décret.

---

264 1er novembre 1884

Décret du Président de la République française créant des Vice-consulats de France et Contrôles civils à Sousse, Sfax, Le Kef.

(Officiel 1885, 561)

---

265 24 décembre 1886

Décret du Président de la République française créant des Vice-consulats de France et Contrôles civils à Béjà, Bizerte, Souk-el-Arba, Maktar et Kairouan.

(Officiel, 1887, 47)

(1) Un décret du Président de la République française du 16 octobre 1890 (*Officiel*, 1890, 327) avait institué en Tunisie un Directeur des renseignements et du contrôle. Ce fonctionnaire relevait directement du Résident général et avait sous son autorité le corps des Contrôleurs civils de la Régence. Cette direction ne fonctionne plus actuellement (une circulaire du Résident général du 25 février 1896 concerne cette suppression) Voir cependant sous ce décret le rapport adressé le 16 octobre 1890 au Président de la République par le Ministre des affaires étrangères, qui precise, dans ses cinq premiers paragraphes, certaines attributions des Contrôleurs civils.

(2) ***Tableau des contrôles civils et postes militaires et des Caïdats qui en dépendent.*** (Conf. etiam tableau général, v° Caïds)

Nota. — La lettre A à côté du nom de la localité indique une simple annexe relevant du Contrôle à la suite duquel elle est inscrite, gérée par un Contrôleur suppléant, mais à laquelle, toutefois, sont directement adressés les plis de service.

Territoire civil

Nos d'ordre.	NOM DES CONTRÔLES.	Nos d'ordre.	NOM DES CAIDATS.
I	Gabes	1	Arad.
II	Djerba (A)	»	Djerba (Khalifalik de)
III	Sfax	2	Sfax
		3	Skira
IV	Sousse	4	Sousse.
		5	Djemmal
		6	Monastir.
		7	Bouassi.
		8	Mahdia.
V	Grombalia	9	Nabeul
		10	Soliman.
		11	Tebourba.
VI	Tunis	12	Banlieue de Tunis et Barranias
		13	Zaghouan.
VII	Béja	14	Beja
VIII	Medjez-el-Bab (A)	15	Medjez-el-Bab.
		16	Bizerte.
IX	Bizerte	17	Mateur
		18	Djendouba
X	Souk-el-Arba	19	Chiba et O Bou-Salem.
		20	Raghba.
XI	Tabarka (A)	21	Ain-Draham.
XII	Kef	22	Kef.
		23	Onennifa-Guebala
XIII	Téboursouk (A)	24	Téboursouk.
XIV	Maktar	25	O. Ayar.
		26	O Aoun.
XV	Thala	27	Frathiche.
		28	Madjeur.
XVI	Kairouan	29	Kairouan.
		30	Zlass.
XVII	Gafsa	31	Gafsa.
		32	Hammama-el-Dahara
XVIII	Tozeur (A)	33	Tozeur.
		34	Nafta.

Territoire militaire

Nos d'ordre.	NOM DES POSTES	Nos d'ordre.	NOM DES CAIDATS
I	Kébili	35	Nefzaoua.
II	Médenine	36	Ouerghemma.
III	Matmata	37	Matmata

Le territoire des circonscriptions des Contrôles civils est fixé par les arrêtés du Résident général des 1er mai 1885 (*Officiel* 1885, 573) ; 1er février 1887 (*Officiel*, 1887, 47) ; 15 juillet 1887 (*Officiel* 1887, 107) ; 15 decembre 1890 (*Officiel*, 1890, 371) ; 12 decembre 1895 (*Officiel* 1895, 879) et 1er janvier 1898 (non inséré a l'*Officiel*) Un arrêté du 6 juillet 1897 (*Officiel*, 1897, 389) fixe les limites du Contrôle civil de Gabes et du territoire militaire Un arrêté du 30 septembre 1900 (*Officiel* 1900, 731) fixe la limite separative des Contrôles de Kairouan et de Maktar.

(1) Conf décret du 14 juin 1886 (tableau annexé) — Conf. etiam premier décret du 16 mars 1892 (v° Propriété foncière)

(a) Un agent nommé par décret Contrôleur civil en Tunisie, chargé des fonctions de Vice-Consul, est, en cette double qualité, agent du Ministere des affaires étrangeres. En conséquence, sa revocation ne peut être prononcée que par décret apres avis du Comité des services extérieurs et administratifs et apres avoir été entendu, s'il en fait la demande (Cons. d'Etat, 21 avril 1893, *D. J. G* 94, III, 41.)

266 28 janvier 1887

Décret du Président de la République française créant un Contrôle civil à Tunis (1).

(OFFICIEL, 1887, 47)

---

267 25 avril 1887

Circulaire du Résident général refusant aux Contrôleurs civils le bénéfice des immunités douanières, malgré leur qualité de Vice-Consul de France.

Monsieur,

Appelé à délibérer sur le point de savoir si les Contrôleurs civils doivent être admis, en leur qualité de Vice-Consul de France, à bénéficier des immunités douanières accordées en Tunisie à certains agents et représentants des puissances étrangères, le Conseil des Ministres et chefs de services a décidé, dans sa séance du 17 avril courant, que les immunités dont il s'agit ne devaient pas être étendues à ces fonctionnaires.

Le Conseil s'est inspiré des considérations suivantes :

Dans les pays d'Europe, en France notamment, les Ambassadeurs et autres membres du Corps diplomatique directement accrédités près le Chef de l'État sont seuls admis, à titre de réciprocité, à jouir de la franchise.

Le Gouvernement tunisien était, il est vrai, allé plus loin dans cette voie. Il avait consenti à accorder la même faveur aux Agents et Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls, et Agents consulaires des diverses puissances étrangères ; mais ces privilèges ne sauraient être encore étendus.

Les Contrôleurs civils ne peuvent d'ailleurs être regardés comme agents diplomatiques, car ils n'ont pas à obtenir l'exequatur pour remplir leur mission.

Si à leurs attributions principales ils joignent provisoirement, vis-à-vis de nos nationaux, certaines fonctions, telles que celles d'officiers de l'état civil et de notaires qui, dans les pays étrangers, sont remplies par les Chanceliers des consulats et si, pour ce motif, ils ont été désignés sous le titre de Vice-Consuls (a) en même temps que sous celui de Contrôleurs civils, il n'a pas paru au Conseil que ce fût une raison suffisante pour justifier, à leur bénéfice, un traitement différent de celui qui est appliqué, dans la Régence aux autres fonctionnaires français, agents des postes, magistrats même, quoique ces derniers aient remplacé les anciens juges consulaires, chanceliers et agents des chancelleries.

La décision du Conseil est notifiée au service de la Douane et sera appliquée à partir du 1er mai prochain.

(1) Conf décret du 25 novembre 1886

(a) En Tunisie, les Vice-Consuls de France font l'office des maires et adjoints en ce qui concerne la reception des actes d'huissiers. Sousse, 25 nov. 1897, *J. T.* 98, 474.)

---

268 22 juillet 1887

Circulaire adressée aux Contrôleurs civils sur leurs attributions (1).

Instructions générales.

Dans leur circonscription, les Contrôleurs civils sont les délégués du Résident général de la République française à Tunis vis-à-vis des services du Gouvernement tunisien.

Ils relèvent exclusivement du Résident général et ne correspondent qu'avec lui au chef-lieu du Gouvernement.

Ils renseignent le Résident général sur tout ce qui intéresse l'état du pays, l'organisation administrative et judiciaire, le personnel administratif indigène, la statistique générale, le rendement des impôts de toute nature, l'influence des principales personnalités de la circonscription, leur rôle passé et leur attitude actuelle, le personnel religieux et enseignant, les ordres religieux, les zaouias, leur importance, les revenus dont elles disposent, leur emploi, la viabilité, les voies de communication de toute nature, les conditions et produits de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, la santé publique.

Ils proposent les mesures qui ont pour but d'améliorer la situation administrative, politique et économique de la Régence.

Ils répondent aux demandes de renseignements qui peuvent leur être adressées au sujet d'affaires indigènes par les divers services du Gouvernement.

Ils doivent visiter le plus souvent possible toutes les parties de leur contrôle.

Indépendamment de la correspondance ordinaire, ils fournissent à la Résidence générale un rapport trimestriel concernant : la situation politique, l'administration générale, les finances, l'enseignement, les antiquités et arts, les travaux publics, l'agriculture, les forêts et le commerce, la justice, la police, etc.

Ce rapport indique les parties du Contrôle qui ont été visitées, les affaires en suspens et les demandes importantes restées sans solution.

Il doit être expédié du chef-lieu du Contrôle du 13 au 20 des mois de janvier, avril, juillet et octobre.

Rapports avec les diverses administrations.

Le Contrôleur civil n'administre pas.

Dans l'étendue de sa circonscription, il a seul qualité, en dehors du Gouvernement tunisien, pour surveiller l'administration des chefs indi-

(1) Ainsi complétée par circulaire du Resident général du 12 décembre 1896.

gènes, pour les mander et correspondre avec eux, pour leur donner des ordres.

La correspondance officielle des chefs indigènes de sa circonscription leur arrive par son intermédiaire, et il leur fait, s'il y a lieu, ses observations. Ils lui communiquent leur correspondance officielle de départ, qu'il a qualité pour annoter au besoin. Il fait en sorte que cette inspection n'amène pas de retard préjudiciable à l'expédition des affaires.

Il est consulté :

1° Sur la nomination des caïds et khalifas, des bach-muftis, des muftis, des cadis, des adouls, des imams, des amins ou des experts;

2° Sur la nomination des cheiks désignés au choix du Gouvernement par les contribuables;

3° Sur les modifications territoriales ou administratives intéressant sa circonscription.

Il tient les registres de l'état civil dans les conditions déterminées par le décret du 27 ramadane 1303 (29 juin 1886).

Municipalités. — Le Contrôleur civil est consulté :

Sur la fixation du territoire des communes, sur la formation des municipalités, des commissions municipales ou des commissions de voirie, sur la nomination des conseillers municipaux.

Le compte rendu analytique des délibérations des conseils municipaux ou commissions municipales lui est remis dans la huitaine.

Le Contrôleur civil adresse, s'il le juge convenable, au Résident général son avis sur les délibérations qui ont été prises, et notamment en ce qui concerne : les travaux communaux, les marchés de gré à gré et à long terme, les ventes, échanges, partages, acquisitions, transactions, les emprunts, les taxes, le règlement du budget.

Autorités militaires. — Le Contrôleur civil, s'il est d'avis que des circonstances exceptionnelles nécessitent la mise en mouvement de la gendarmerie ou de la troupe, en réfère au Résident général et prend ses instructions.

La correspondance entre l'autorité militaire locale et les chefs indigènes de la circonscription a lieu par l'intermédiaire et sous le couvert du Contrôleur civil.

En cas de déplacement de troupes, le Contrôleur civil, prévenu en temps utile par l'autorité militaire locale, prend les dispositions nécessaires pour assurer l'exécution de la circulaire ministérielle du 21 moharrem 1304 (20 octobre 1886), fixant dans cette circonstance les obligations des caïds et autres chefs indigènes.

Gendarmerie. — Les commandants d'arrondissement adressent tous les cinq jours au Contrôleur civil de leur résidence le tableau sommaire des délits et des arrestations dont la connaissance leur est parvenue par les rapports des brigades.

En dehors des chefs-lieux d'arrondissement, le même tableau est adressé par le commandant de chaque brigade au Contrôleur de sa circonscription.

En cas d'incidents, crimes ou délits d'une gravité particulière, avis est donné sans délai au Contrôleur civil qui peut, pour le même objet, mander auprès de lui, par écrit, le commandant de la gendarmerie de sa résidence.

Police. — Par délégation spéciale du Gouvernement tunisien, le Contrôleur civil a la haute police de sa circonscription. Tous les cavaliers de l'oudjak employés dans sa circonscription sont placés sous son autorité. Il exerce vis-à-vis d'eux, à charge d'en rendre compte, des droits d'arrêts ou de suspension.

Il répartit les cavaliers entre les divers services.

Le Contrôleur civil s'assure de la tranquillité générale et de la sécurité des routes.

Par délégation spéciale il délivre des permis de voyage pour l'Algérie, vise les passeports à l'étranger et les permis de circulation à l'intérieur émanant de l'autorité locale, donne les autorisations nécessaires au transport des corps d'Européens ou d'indigènes décédés dans sa circonscription.

En dehors du périmètre des villes érigées en municipalités, il délivre les permis d'inhumation des Européens décédés et les permis d'exhumation.

Il délivre les autorisations d'achat et de port d'armes et d'achat de poudre : — décrets du 9 rebiâ el aouel 1300 (18 janvier 1883), du 12 hidjâ 1301 (3 octobre 1884); circulaire ministérielle du 15 redjeb 1301 (11 mai 1884); décret du 8 chaoual 1311 (14 avril 1894).

Il signale aux autorités compétentes les faits de contrebande dont il a connaissance.

Le Contrôleur civil reçoit un rapport quotidien du service local de police de sa résidence. Il vise et transmet à la Résidence générale le rapport de police hebdomadaire.

Les autres commissaires de police de la circonscription correspondent avec le Contrôleur civil selon les instructions qu'il leur a données, et ils lui rendent compte immédiatement en cas d'événements graves.

Finances(1). — Le Contrôleur civil peut assister aux opérations des commissions de recensement de l'achour. Il présente ses observations, autant qu'il le juge utile, à la commission, et il en rend compte, s'il y a lieu, au Résident général.

Les inspecteurs de la Direction générale des finances ou des régies financières du Gouvernement tunisien, en opérations dans une localité où réside un Contrôleur civil ou un Chef d'an-

(1) Ce paragraphe est reproduit dans une instruction du Directeur des finances du 21 avril 1897 (*R. D. F.* 1897, 133), relative aux attributions des Contrôleurs civils en matière fiscale et à leurs rapports avec les fonctionnaires des régies financières.

nexe,..... demandent au Contrôleur civil les indications générales dont ils ont besoin.

En cas d'urgence, et quand des mesures conservatoires doivent être prises, ils en donnent avis au Contrôleur civil et lui demandent son concours pour la sauvegarde des droits de l'État.

Le Contrôleur civil est informé, quand il y a lieu, des observations des inspecteurs qui sont recommandées à son attention.

Le Contrôleur civil peut, en cas d'urgence, demander aux agents locaux et préposés des régies financières et des fermages, les renseignements de service qu'il n'a pas le temps matériel de réclamer par l'intermédiaire de la Résidence générale aux Chefs des services.

Il peut se faire rendre compte des opérations des agents locaux de l'Administration des Habous.

Il n'a pas d'action directe sur la marche de ces services. Il envoie au Résident général exclusivement les observations qu'elle lui suggère.

Il prend connaissance du travail des Caïds sur l'établissement des rôles de la medjba, indique aux Caïds les irrégularités et les omissions qu'il pourrait relever, et, s'il y a lieu, en rend compte au Résident général (1).

Il tient la main à ce que les Caïds de sa circonscription mettent la plus grande activité à faire leurs recouvrements et à verser sans retard au Trésor les recettes effectuées (1).

Il s'assure que les articles cotés comme irrécouvrables par les Caïds sont bien dans cette condition, et donne son avis sur toutes les demandes de dégrèvement.

Il vise à son gré le registre sur lequel chaque Caïd résume les affaires dont il est saisi.

Chaque trimestre, les Caïds chargés de la perception des rôles remettent au Contrôleur civil un état de situation de leurs recouvrements. Le Contrôleur civil adresse cet état à la Résidence, avec ses observations (1).

Le Contrôleur civil est chargé de la délivrance des certificats établissant l'origine tunisienne des produits destinés à être exportés en France sous le régime de la loi du 19 juillet 1890.

Il fournit tous les cinq jours à la Résidence générale le relevé des certificats qu'il a ainsi délivrés.

Comme délégué du Résident général près la caisse de réserve régionale établie au siège du Contrôle et comme détenteur de la deuxième clef, dite de contrôle, de cette caisse, le Contrôleur civil veille à la sûreté de la caisse et assiste ou se fait représenter à la reconnaissance des fonds à déposer à la réserve et de ceux à en retirer en vertu des autorisations du Receveur général des finances. Il prête son concours à l'organisation des convois d'évacuation de ces fonds sur Tunis ou telle autre localité désignée, et requiert les cavaliers dont l'escorte lui est demandée pour la sûreté desdits convois.

Le Contrôleur civil prête son concours pour la répression de la contrebande, en tenant la main à ce que les chefs indigènes exécutent les prescriptions du Gouvernement à cet égard, et notamment celles résultant de la circulaire du 30 novembre 1890 aux Caïds.

Postes et télégraphes. — Le Contrôleur civil peut être consulté pour les créations d'établissements de poste et de télégraphe.

Il peut demander au service local tous les renseignements qu'il a intérêt à connaître, sous la réserve de la foi due par le service au secret des correspondances.

Il prête son concours à la police des lignes télégraphiques et à l'exécution du service des courriers, le cas échéant.

Travaux publics. — Le Contrôleur civil peut être consulté pour les études et avant-projets de travaux neufs d'intérêt général, tels que tracés de routes principales, de chemins de fer, aménagements d'eau, etc.

Il est consulté par l'ingénieur d'arrondissement (1) sur les études et avant-projets de travaux d'intérêt local à exécuter dans sa circonscription ; il établit, d'accord avec ce fonctionnaire, le programme des travaux des campagnes de prestations.

Le Contrôleur civil surveille l'application des décrets sur la prestation, notamment en ce qui concerne l'établissement du rôle des prestataires et la conversion dans les délais réglementaires des journées de prestation en argent ; il tient la main à la présence sur les chantiers des contribuables qui ont déclaré vouloir se libérer en nature.

Le Contrôleur civil prête tout spécialement son concours aux agents des travaux publics pour les recherches et travaux relatifs à l'aménagement des eaux ; il transmet à l'ingénieur d'arrondissement les renseignements qu'il aurait pu recueillir par lui-même.

Le Contrôleur civil reçoit de l'ingénieur d'arrondissement, sur sa demande, les renseignements qu'il a intérêt à connaître.

Agriculture et Commerce. — Le Contrôleur civil assure l'exécution des prescriptions du décret du 19 juillet 1890, relatives aux produits tunisiens qui sont admis en France en franchise et délivre les certificats d'origine.

Il reçoit les déclarations des surfaces complantées en vignes faites par les propriétaires de vignobles. Le Contrôleur civil assiste la Commission du Stud-Book (2) et de primes à l'élevage (2) sur l'étendue de sa circonscription.

Il s'assure que les Caïds observent, en cas d'épizootie, les instructions qui leur ont été

(1) Conf. instruction du 20 décembre 1899, n° 2. (v° Caïds).

(1) Conf. arrêté du 30 avril 1900 (v° Travaux publics).
(2) Conf. décrets du 20 juin 1896 (v° Elevage).

données à ce sujet, et il signale lui-même d'urgence à la Résidence les maladies contagieuses qui feraient apparition dans leur circonscription.

Le Contrôleur civil indique, dans un bulletin mensuel, les principaux renseignements météorologiques agricoles et commerciaux relatifs au mois écoulé.

Il rênseigne le Résident sur les progrès de la colonisation dans sa circonscription.

Le Contrôleur civil prête son concours pour l'observation des règlements et la conservation des forêts ; il veille à ce que les chefs indigènes exécutent les ordres qu'ils ont reçus du Gouvernement à cet égard.

Enseignement public. — Les Contrôleurs civils ont la surveillance générale de tous les établissements scolaires, publics ou privés, européens ou indigènes, de leur ressort.

Ils s'assurent du bon foctionnement de ces établissements et se renseignent sur la conduite et la moralité du personnel enseignant.

Ils visitent les écoles publiques, conseillent les mesures nécessaires pour en assurer la fréquentation et la bonne tenue, et proposent la création d'écoles dans les localités où il juge utile d'en établir.

Les Contrôleurs civils sont présidents de droit des commissions scolaires et des commissions d'examen du certificat d'études primaires instituées dans leur Contrôle.

Ils reçoivent les déclarations d'ouverture d'écoles privées, et ils forment, s'il y a lieu, opposition à l'ouverture de ces écoles, conformément à la loi du 15 septembre 1888.

Antiquités et Beaux-Arts. — Les Contrôleurs civils veillent à l'observation des décrets relatifs à la propriété et à la conservation des antiquités et objets d'art, surtout en ce qui concerne l'entretien et la protection des monuments historiques ; ils rendent compte au Résident général de toutes les découvertes qui peuvent se produire, qu'elles soient dues à des recherches méthodiques ou au hasard, et assurent le respect des droits de l'État sur les trouvailles faites.

Justice française. — Le Contrôleur civil doit donner sur-le-champ avis au Juge de paix et au Procureur de la République du ressort de tous les crimes ou délits de la compétence de la justice française dont il a connaissance dans l'exercice de ses fonctions.

A cet effet, il doit veiller à ce que les Caïds et autres chefs indigènes le renseignent exactement, et dans le plus bref délai, sur les faits de cette nature qui se produiraient dans les territoires soumis à leur surveillance.

Il doit s'assurer que ces mêmes autorités tunisiennes facilitent aux agents de la justice française, magistrats, officiers ministériels et gendarmes, l'accomplissement de leurs fonctions, soit au cours des enquêtes judiciaires, soit pour la remise des actes et l'exécution des jugements.

Justice indigène. — Le Contrôleur civil s'assure de la vérification des registres-minutes des Adouls par les Cadis...

En cas d'affaire pénale ou criminelle intéressant la sécurité publique ou les intérêts politiques, il suit l'instruction dressée par l'autorité indigène et s'assure qu'aucune des formalités essentielles n'a été négligée.

Magistrats et fonctionnaires français. — Le Contrôleur civil entretient éventuellement avec les magistrats et fonctionnaires français, qui sont indépendants de l'action du Contrôle, les relations de service et de courtoisie qui peuvent faciliter leurs missions respectives.

Contrôleur suppléant.

Le Contrôleur suppléant exerce, sous les ordres du Contrôleur civil, les attributions qui lui sont déléguées par ce fonctionnaire.

En cas d'absence ou d'empêchement, le Contrôleur civil est suppléé dans ses fonctions et attributions par le Contrôleur suppléant, ou, à défaut, par le secrétaire dûment autorisé.

Tenue officielle des agents du Contrôle civil.

La tenue officielle des agents du Contrôle civil est la suivante :

1° Un képi en drap bleu de roi, avec bandeau orné sur tout le pourtour de feuilles de chêne et d'olivier brodées en argent, conformément au modèle adopté pour les Sous-Préfets en France ; le képi des Contrôleurs porte trois galons montants, et celui des suppléants en porte deux ;

2° Une pelisse de même couleur, conforme au modèle adopté dans l'armée pour la pelisse d'été ;

3° Un pantalon en drap bleu de roi, avec bande d'argent ;

4° Une épée à poignée argentée, conforme au modèle adopté pour les agents du Ministère des affaires étrangères.

En tournée, le pantalon à bande d'argent est remplacé par une culotte avec bande de laine noire, et la pelisse peut être remplacée par une veste avec boutons en argent portant les insignes du Ministère des affaires étrangères.

L'épée ne doit être portée que dans les cérémonies officielles, avec le pantalon à bande d'argent.

Pendant l'été, la tenue de service est le képi recouvert d'une coiffe blanche ou le casque blanc, la veste blanche avec boutons en argent portant les insignes du Ministère des affaires étrangères, et le pantalon blanc ou la culotte blanche.

Les secrétaires faisant fonctions de suppléants et les stagiaires sont autorisés à porter le même costume, avec képi à un seul galon montant.

Les Contrôleurs civils qui remplissent les

fonctions de Vice-Consuls de France sont autorisés à porter l'uniforme de Vice-Consul, mais ils doivent avoir également celui de Contrôleur civil.

---

269 8 octobre 1889

Décret du Président de la République française supprimant le Contrôle civil de Zaghouan.

(Officiel, 1889, 299)

Sur la proposition du Ministre des affaires étrangères ;

Article 1er. — Le Contrôle civil de Zaghouan est supprimé.

Art. 2. — La section de ce contrôle dont Zaghouan est le chef-lieu est rattachée au Contrôle civil de Tunis.

Art. 3. — La section de ce contrôle dont Medjez-el-Bab (1) est le chef-lieu est rattachée au Contrôle civil de Béja.

Art. 4. — Le Ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

---

270 25 novembre 1889

Décret du Président de la République française conférant les fonctions de Vice-Consul de France au Contrôleur civil de Tunis (2).

(Officiel, 1890, 13)

Sur la proposition du Ministre des affaires étrangères ;

Article 1er. — Le Contrôleur civil à Tunis (2) est chargé de remplir les fonctions de Vice-Consul de France à la même résidence, dans les conditions déterminées par les règlements consulaires français.

Art. 2. — Le Ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

---

271 31 décembre 1894

Décret du Président de la République française créant des Vice-Consulats de France (3) à Gafsa et à Gabès et supprimant ceux de La Goulette, Tozeur et Djerba.

---

272 17 mai 1895

Arrêté du Résident général créant des annexes de Contrôle civil à Djerba et Tozeur.

---

273 17 mai 1895

Arrêté du Résident général créant une annexe de Contrôle civil à Tabarka.

---

(1) Medjez-el-Bab est actuellement le siège d'une annexe de contrôle civil

(2) Conf. decret du 28 janvier 1887.

(3) Les fonctions de Vice-Consul de France et de Contrôleur civil sont intimement liées entre elles. La création d'un vice-consulat entraîne forcément la création d'un contrôle. Conf. circulaire du 25 avril 1887.

274 1er août 1895

Arrêté du Résident général créant une annexe de Contrôle civil à Téboursouk.

(Officiel, 1895, 243)

---

275 8 juillet 1896

Circulaire du Résident général relative à la délégation de certaines attributions des Contrôleurs civils et Vice-Consuls de France en cas d'absence ou d'empêchement de ceux-ci

En cas d'absence ou d'empêchement des Contrôleurs civils, les Contrôleurs suppléants ou les Secrétaires faisant fonctions de suppléant, sont régulièrement qualifiés pour remplir les fonctions de Contrôleur, mais il n'en est pas de même pour les fonctions d'officier de l'état civil français, de notaire, etc., qui sont de la compétence du Vice-Consul, l'article 46 de l'ordonnance du 20 août 1833 sur le personnel des Consulats interdisant aux Vice-Consuls de déléguer leurs pouvoirs, sous quelque titre que ce soit. Mon attention a été appelée sur les inconvénients que cette situation peut présenter dans certains cas spécialement urgents.

A l'avenir, lorsque les Contrôleurs suppléants ou les Secrétaires pourront être appelés, accidentellement ou pendant un certain temps, à remplir les fonctions de Vice-Consul de France, ils devront demander à cet effet une délégation du Résident général, qui a seul qualité pour la leur accorder . . . . . .

---

276 10 décembre 1896

Arrêté du Résident général concernant le mode de règlement des frais de voyage des agents du Contrôle civil en Tunisie (1).

(Officiel, 1896, 665)

Article 1er. — Les agents rétribués du Contrôle civil en Tunisie, dûment autorisés ou invités à se déplacer dans un intérêt de service en dehors de leur circonscription, auront droit au remboursement de leurs frais de voyage par la plus économique des voies directes de terre ou de mer. Les Contrôleurs civils et les Contrôleurs suppléants sont autorisés à voyager en 1re classe, les Secrétaires et les Interprètes en 2e classe, les Chaouchs en 3e classe.

Art. 2. — Le remboursement des frais de voyage comprendra le montant des tickets de chemins de fer, voitures publiques et paquebots, augmenté d'une majoration destinée à couvrir toutes les dépenses accessoires de bagages, hôtels.

Art. 3. — Ladite majoration, calculée sur le

---

(1) Conf. circulaire du 12 décembre 1896.

prix intégral du ticket de 1re, de 2e ou de 3e classe, suivant le grade, est fixée à :

50 °/₀ pour les Contrôleurs civils ;

40 °/₀ pour les Contrôleurs suppléants ;

30 °/₀ pour les Secrétaires et les Secrétaires-interprètes ;

20 °/₀ pour les Chaouchs.

Art. 4. — La majoration prévue à l'article précédent sera réduite d'un cinquième pour les parcours par voie maritime, lorsque le prix du ticket comprendra les frais de nourriture des passagers.

Art. 5. — Si l'agent se rend pour la première fois à sa résidence officielle ou la quitte définitivement, pour toute autre cause que sa démission ou sa révocation, il a droit au remboursement des frais de voyage :

1° Pour sa femme, ses descendants et ses ascendants qui vivent sous son toit, dans la classe qui lui est affectée à lui-même ;

2° En 3e classe, d'un domestique pour les Contrôleurs civils et les Contrôleurs suppléants. Ceux de ces agents qui auraient une famille nombreuse pourront demander l'autorisation de faire voyager avec eux deux domestiques. Les Contrôleurs voyageant avec des enfants en bas âge peuvent être autorisés, sur leur demande, à faire voyager un domestique en 2e classe.

Les frais de voyage de chaque membre de la famille de l'agent sont réglés de la même manière que ceux de l'agent lui-même. La majoration pour les domestiques est de 10 °/₀ du prix des tickets de la classe dans laquelle ils ont voyagé, sur tous les parcours.

Ces dispositions sont applicables aux agents appelés à remplir un intérim dans un autre poste.

Art. 6. — Dans les cas prévus par l'article précédent, l'agent sera remboursé des frais de transport de son mobilier, dont il devra justifier par lettres de voiture ou connaissements en règle.

Ce remboursement ne devra pas excéder les limites suivantes :

Pour l'agent se déplaçant seul, huit fois la majoration qui lui sera attribuée en vertu des articles 3 et 4 ci-dessus, selon les cas.

Pour l'agent se déplaçant avec sa famille, douze fois ladite majoration.

Art. 7. — Une indemnité extraordinaire pourra être allouée aux agents qui auraient été arrêtés, pendant leur voyage, par une circonstance de force majeure ou pour les besoins du service.

Cette indemnité est ainsi fixée :

10 fr. par jour pour les Contrôleurs civils ;

8 fr. par jour pour les Contrôleurs suppléants ;

6 fr. par jour pour les Secrétaires et Interprètes.

Dans cette fixation il n'est pas tenu compte du traitement dont jouit l'agent en cours de route.

Art. 8. — Les agents sont tenus de déclarer, dès leur arrivée à destination, le nombre et la qualité des personnes qu'ils ont emmenées avec eux, afin qu'il soit procédé au règlement définitif de leurs frais de voyage.

Art. 9. — Les agents qui, pendant leur séjour en France, où ils seraient allés à leurs propres frais, sont désignés pour un autre poste, ont droit au remboursement, avec transport de leur mobilier, entre leur ancienne et leur nouvelle résidence, dans les conditions ci-dessus déterminées.

Art. 10. — Les agents résidant en Tunisie, et qui n'auraient pas quitté leur poste depuis trois ans au moins, pourront obtenir une subvention pour aller en France avec leur famille, jusqu'au port de débarquement, lorsque la situation du budget le permettra.

Art. 11. — Les frais de retour en France de la famille d'un agent décédé sont réglés d'après l'allocation qu'il aurait obtenue pour lui et pour les siens, déduction faite des frais personnels dudit agent.

Art. 12. — Le Directeur général des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont les dispositions sont applicables à partir du 1er janvier 1897.

---

277 12 décembre 1896

Circulaire du Résident général relative au mode de règlement des frais de voyage des agents du Contrôle civil en Tunisie.

Monsieur,

L'arrêté du 10 décembre 1896 modifie, à partir du 1er janvier 1897, le mode de remboursement des dépenses de voyage des agents du Contrôle civil. Je crois devoir vous donner quelques explications sur la teneur de ce nouveau règlement et sur les obligations qu'il impose aux agents, en ce qui concerne la justification de leurs frais de voyage et les renseignements qu'ils auront à fournir à la Résidence générale, avant leur départ et après leur arrivée à destination. Je vous prie de porter les diverses dispositions qui vont suivre à la connaissance des divers agents qui sont placés sous vos ordres.

Mode de remboursement.

Vous remarquerez tout d'abord qu'un système uniforme est adopté pour tous les voyages, qu'ils aient lieu en chemin de fer ou par voie de mer.

Dans le cas où l'agent se rend pour la première fois à sa résidence officielle, ou la quitte définitivement pour toute autre cause que sa démission ou sa révocation, le remboursement comprend :

1° Le prix des places en 1re, 2e ou 3e classe de l'agent, de sa femme et de ceux de ses ascendants et descendants qui vivent sous son

toit, et en 3e ou 2e classe de un ou deux domestiques ;

2° Une majoration sur le prix des tickets, variable suivant le grade de l'agent et la nature du voyage ;

3° Le prix du transport du mobilier jusqu'à concurrence d'un maximum fixé.

Dans les autres circonstances où le voyage est à la charge de l'Administration (sauf le cas spécial prévu à l'article 10 du décret), l'agent n'aura droit qu'au remboursement d'une place et à la majoration sur le prix du ticket.

Majoration sur le prix du ticket.

La majoration est calculée sur le prix intégral du ticket, c'est-à-dire sur le prix exigé des voyageurs acquittant le plein tarif, sans tenir compte du rabais dont les agents du Contrôle peuvent bénéficier, ni des réductions que plusieurs entreprises de transport accordent pour des causes diverses. Au contraire, le remboursement du ticket ne comprend que la dépense effective supportée par l'agent.

La majoration est destinée à couvrir toutes les dépenses accessoires qui ne concernent pas le transport du mobilier proprement dit, c'est-à-dire : frais de voiture, d'hôtel et de nourriture, excédent des bagages, frais d'embarquement et de débarquement, de camionnage et de douane relatifs aux bagages, assurances des personnes et des bagages, donatives. Il ne devra donc pas être fait mention de ces divers chefs de dépenses dans les actes de réclamation dont il sera parlé plus loin.

En ce qui concerne les domestiques, la majoration est de 10 °/₀ sur le prix du ticket pour tous les parcours, c'est-à-dire qu'elle n'est pas soumise à la réduction du cinquième prévue par l'article 4 pour les voyages dont le prix comprend les frais de nourriture.

Transport du mobilier.

Quant au transport du mobilier, contrairement à ce qui aura lieu pour les frais personnels de déplacement, les frais de transport devront être justifiés par pièces probantes, que le transport ait lieu par chemins de fer, par voie de terre ou maritime. Il faudra donc que les agents s'assurent, avant leur départ, auprès des compagnies, entrepreneurs de voitures ou armateurs qu'ils chargeront du transport de leurs colis, les moyens de fournir lesdites pièces.

Les dépenses qui seront remboursées aux agents, jusqu'à concurrence du maximum fixé par l'article 6, sont les suivantes : frais d'emballage, de camionnage, frais de transport par petite vitesse, par arabas, bêtes de somme, ou par navigation maritime (l'agent doit choisir pour le transport de son mobilier la voie la plus économique), frais d'embarquement, de transbordement et de débarquement, frais d'assurances, droits de douane. Vous trouverez plus loin les pièces qui devront être produites à l'appui de ces dépenses.

Le maximum fixé pour le remboursement des frais ci-dessus énumérés est égal à huit fois la majoration prévue aux articles 3 et 4 lorsque l'agent se déplace seul, et à douze fois ladite majoration lorsque l'agent se déplace avec sa famille. Dans ce dernier cas, c'est sur la majoration afférente à l'agent lui-même et non pas sur le total des majorations attribuées pour lui et les siens, que le maximum sera calculé.

Réquisitions de passage.

Lorsque le voyage ou une partie du voyage devra s'effectuer à bord des paquebots-poste subventionnés par l'État, les agents se feront délivrer une réquisition d'embarquement. Ils adresseront à la Résidence générale, dix jours au moins avant leur départ, une demande de réquisition en indiquant la date de l'embarquement, ainsi que le nombre et la qualité des personnes qu'ils comptent emmener avec eux (cette formalité ne les exemptera pas de la déclaration d'arrivée dont il sera parlé plus loin).

Subventions pour voyages de congé.

J'appellerai votre attention sur l'article 10 du décret dont les dispositions indiquent les règles à appliquer. En principe, les frais de ces voyages seront encore laissés à la charge personnelle des agents. Mais en attendant qu'il soit possible d'attribuer à tous ceux qui seraient demeurés trois années consécutives en Tunisie droit à un congé, avec frais de voyage jusqu'au port de débarquement en France, pour eux et leur famille, il a été décidé qu'après un séjour non interrompu de trois années en Tunisie, les agents du Contrôle pourraient obtenir de l'Administration, si l'état des crédits le permet, une subvention pour aller en France avec leur famille. Vous apprécierez, je n'en doute pas, le sentiment de sollicitude qui a dicté cette réforme, dont l'effet pourra d'ailleurs être salutaire au point de vue du service.

En conséquence, les agents qui se trouvent dans la situation prévue par l'article 10 seront autorisés à m'adresser une demande de congé avec indemnité de voyage ; j'accueillerai favorablement ces requêtes à mesure que les disponibilités budgétaires me permettront d'y faire droit.

Frais de séjour.

En ce qui concerne l'application de l'article 7 du décret, il importe aux agents de prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter, dans tel ou tel lieu, des frais de séjour qui resteraient à leur charge. Ils doivent se procurer d'avance des informations exactes sur les moyens de transport qu'ils auront successivement à employer, ainsi que sur les jours et heures de

départ et d'arrivée. Les frais de séjour ne doivent pas figurer sur les déclarations ou états dont il est parlé plus loin. Ceux qui seraient causés par des raisons de force majeure devront faire l'objet d'une lettre contenant des explications détaillées. Ils ne seront remboursés, en tout ou partie, qu'autant que l'Administration, non seulement les aura reconnus inévitables, mais encore aura jugé qu'ils ne doivent pas rester à la charge du traitement de l'agent.

Pièces à produire.

Déclaration d'arrivée. — L'article 8 du décret impose aux agents l'obligation d'envoyer à la Résidence générale, dès qu'ils sont parvenus à destination, une déclaration d'arrivée.

Cette pièce, à défaut de laquelle le remboursement ne pourrait être ordonnancé, est nécessaire dans tous les cas, que l'agent voyage seul ou avec sa famille, qu'il s'agisse d'un voyage d'aller ou de retour, que le trajet se soit effectué en chemin de fer ou autrement. Elle devra être expédiée en double expédition et porter les indications suivantes :

1° L'indication exacte des dates de départ et d'arrivée ;

2° La dénomination des personnes emmenées par l'agent, leur qualité, leur degré de parenté avec l'agent, l'âge des enfants mineurs, le nombre des domestiques ;

3° La voie suivie, avec le détail des moyens de transport (l'agent doit choisir pour lui et les siens la plus économique des voies directes de terre ou de mer);

4° L'indication du prix des places. L'agent mentionnera d'abord le prix intégral des tickets d'après le tarif plein (c'est sur ce chiffre que sera calculée la majoration); puis le prix de ces mêmes tickets, déduction faite des rabais consentis par les compagnies ou entreprises de transports, c'est-à-dire le montant net de la dépense effective. Il devra indiquer également les réductions dont il aura bénéficié sur le prix du voyage des enfants mineurs.

Il ne sera fait, sur la déclaration, aucune mention des dépenses résultant d'un arrêt forcé en cours de voyage ; ces frais de séjour devront faire l'objet d'une lettre à part, comme il a été dit plus haut.

Dans le cas où l'agent n'aurait pas emmené avec lui sa famille et où celle-ci partirait ultérieurement pour le rejoindre, des déclarations distinctes devront être établies à l'arrivée de l'agent et à l'arrivée de la famille.

État de réclamation pour frais de transport. — Lorsque les agents dresseront leur déclaration d'arrivée, ils ne seront pas, dans la plupart des cas, en possession des pièces nécessaires pour réclamer le remboursement des frais de transport de leur mobilier. Pour les trajets en chemin de fer, par exemple, les colis devront être transportés en petite vitesse, et la lettre de voiture ne parviendra à l'agent que plusieurs jours après son arrivée. C'est pourquoi il a paru nécessaire d'exiger deux justifications distinctes : la première, qui permettra de régler les frais personnels de déplacement, consiste dans la déclaration d'arrivée ; la seconde, qui ne sera établie qu'au moment où l'agent pourra fournir toutes les pièces prescrites, aura pour objet le remboursement des frais de transport du mobilier.

On a indiqué la proportion dans laquelle les frais de transport seront remboursés. L'agent n'aura pas à mentionner ce maximum sur sa réclamation ; il devra seulement inscrire le détail de ses dépenses effectives.

Il ne sera fait sur l'état des frais de transport aucune mention des dépenses résultant d'un arrêt forcé en cours de voyage ; ces frais de séjour devront faire l'objet d'une lettre, comme il est dit plus haut.

Quant aux pièces justificatives dont l'état doit être accompagné, elles donnent lieu à plusieurs observations. En principe, l'agent doit retirer quittance de tous les paiements qu'il effectue ; ce n'est que dans les cas où il lui est impossible de se faire donner des reçus qu'il sera admis à produire des déclarations portant bordereau détaillé et mentionnant les raisons qui se sont opposées à la délivrance de notes acquittées. Pour les frais de transport proprement dits, les pièces exigées sont :

Les lettres de voiture, relativement aux transports par terre ;

Les connaissements, pour les transports par voie maritime.

Les connaissements doivent énoncer la nature et la quantité, ainsi que les espèces ou qualités des objets à transporter, les marques et numéros de ces mêmes objets, le lieu de départ et celui de la destination, le prix du fret. Les lettres de voiture doivent indiquer la nature et le poids ou le volume des objets à transporter, les marques et numéros de ces mêmes objets, le prix du transport.

Les pièces justificatives doivent être visées par l'agent.

L'état des frais de transport doit être dressé en double expédition : la même formalité n'est pas exigée pour les pièces justificatives, lesquelles sont jointes au primata. Les deux expéditions doivent être datées, signées par l'agent. L'état doit être certifié sincère et véritable, l'agent exprimera en toutes lettres le total de la dépense.

---

278 27 février 1897

Décret du Président de la République française transférant à Thala le Vice-Consulat de France et le Contrôle civil de Kasserine.

(Officiel, 1897, 171)

279 27 octobre 1897

Arrêté du Résident général fixant les conditions d'admission et d'avancement dans le personnel des Contrôles civils (1).

(OFFICIEL, 1897, 572)

Vu le décret du Président de la République française, en date du 4 octobre 1884, portant organisation d'un corps de Contrôleurs civils en Tunisie ;

Vu la décision ministérielle, en date du 8 février 1895, relative à la création du grade de stagiaire ;

Vu l'arrêté résidentiel du 8 janvier 1897 fixant les conditions d'admission et d'avancement dans le personnel des Contrôles civils ;

Vu le décret de S. A. le Bey, en date du 27 mars 1888, instituant des examens de langue arabe en Tunisie ;

Article 1er. — Les cadres du personnel français des Contrôles civils comprennent :

1° Des Contrôleurs civils ;
2° Des Contrôleurs civils suppléants ;
3° Des Stagiaires ;
4° Des Secrétaires ;
5° Des Commis-expéditionnaires.

Contrôleurs civils.

Art. 2. — Les Contrôleurs civils sont répartis en trois classes. Les appointements attribués à chacune de ces classes sont fixés comme suit :

Contrôleurs civils de 1re classe, 9,000 fr.
— 2e classe, 8,000 fr.
— 3e classe, 7,000 fr.

Contrôleurs suppléants.

Art. 3. — Les Contrôleurs civils suppléants sont répartis en trois classes. Les appointements attribués à chacune de ces classes sont fixés comme suit :

Contrôleurs suppléants de 1re classe, 5,500 fr.
— 2e classe, 5,000 fr.
— 3e classe, 4,500 fr.

Art. 4. — Nul ne pourra être nommé Contrôleur civil suppléant s'il n'est âgé de vingt-cinq ans au moins et de trente-cinq ans au plus, s'il n'est pourvu du certificat d'arabe parlé, délivré à Tunis en exécution du décret de S. A. le Bey, en date du 27 mars 1888 (1), et s'il n'a subi avec succès l'examen d'aptitudes administratives prévu à l'article 16 du présent arrêté.

Aucun agent ne pourra être admis à subir les épreuves de l'examen d'aptitudes adminis-

---

(1) *Rapport adressé le 25 octobre 1897 au Résident général de la République française par le Secrétaire d'ambassade, chargé du service des Contrôles.* (*Officiel*, 1897, 571)

Monsieur le Ministre,

Le Contrôle civil est un des rouages les plus importants de l'Administration tunisienne Les agents de ce service sont les représentants immédiats du Resident général auprès des populations. Ils veillent dans l'interieur du pays a la securité, au maintien de l'ordre, a la rentrée des impôts Par le contrôle actif qu'ils exercent à tous les degres sur la conduite des chefs indigenes, ils participent à la direction supérieure du Gouvernement, et le but constant de leur mission doit être de faire observer dans toute l'étendue du territoire les principes d'equité et de régularité administrative dont s'inspire notre action et qui sont les fondements durables du protectorat.

Le maintien et le bon fonctionnement du système administratif indigene dépendent ainsi, pour une grande part, des capacites et de la valeur professionnelle des Contrôleurs civils, et il vous a paru, des l'année dernière, que le moment etait venu de reglementer avec soin le recrutement d'une carriere qui doit se suffire a elle même et où l'avancement doit être obtenu apres avoir satisfait à des épreuves speciales et en suivant la voie d'une filière réguliere et hierarchique.

L'arrêté du 8 janvier 1897 a rendu obligatoire, pour les Contrôleurs civils suppléants et pour les secretaires de Contrôle, la connaissance de la langue arabe au premier degre ; il a exigé de ces agents, par l'institution d'examens d'aptitudes administratives, l'étude de la legislation tunisienne et des attributions des Contrôleurs civils

Mais, ces principes généraux une fois fixes, il entrait dans vos intentions de les completer par telles modifications de detail qui, a la suite d'une premiere experience, seraient reconnues nécessaires Ces modifications portent notamment sur l'institution des Contrôleurs stagiaires, sur la situation des Secretaires et sur l'admissibilité a cet emploi, sur les conditions d'avancement et sur le programme de l'examen administratif pour l'emploi de Contrôleur suppléant

En créant le grade de Contrôleur stagiaire au profit des candidats pourvus des diplômes de certaines écoles spéciales de la métropole, l'arrêté du 8 janvier 1897 avait prévu la possibilite d'un recrutement d'elite, pour les emplois de Contrôleurs civils suppléants, par le choix de jeunes gens deja préparés, par leurs aspirations personnelles et par leurs travaux antérieurs, a l'œuvre delicate du gouvernement indigene

Parmi les stagiaires dont l'admission a été prononcée, aucun ne s'est trouvé en mesure, par des conditions d'âge, de se présenter à la session d'examen administratif qui s'est ouverte au mois de juin dernier ; mais les services qu'ils ont rendus soit a la Residence generale, soit dans les postes de l'interieur, ont permis d'apprecier tout le concours qu'on peut leur demander en attendant leur titularisation définitive

Tout en maintenant dans ses grandes lignes le cadre constitutif des agents français du Contrôle civil et le système d'examens qui procedent de la reglementation actuelle, vous avez pensé que l'institution du stage, au lieu d'être étroitement réservée aux élèves diplômes de l'École des langues orientales, de l'École des sciences politiques et de l'École coloniale, pourrait être étendue avec profit a des candidats possedant d'autres titres universitaires ou qui paraîtraient propres par leurs etats de services anterieurs à s'initier rapidement aux obligations professionnelles du service des Contrôles civils

En effet, si la connaissance de l'arabe et des coutumes indigènes est indispensable pour former un Contrôleur civil expérimenté, les qualites qu'il est nécessaire de demander a ces agents, la vigueur physique, l'énergie, le tact et l'autorite morale ne résultent pas toujours avec certitude des renseignements que l'Administration peut se procurer sur leur passé, ni même des constatations satisfaisantes qui se produisent à la suite d'examens d'un caractère spécial et technique ; il serait fâcheux que l'Administration se trouvât engagée, en face des résultats d'un concours, vis-à-vis d'agents sur la valeur desquels elle n'aurait pas été completement edifiée par l'épreuve de l'experience pratique

Il y aurait donc des avantages à ouvrir plus largement le cadre des stagiaires et à mettre désormais au concours les emplois des Contrôleurs civils suppléants entre les stagiaires et les Secrétaires de contrôle dont la Résidence générale aurait pu également apprécier en service la conduite et les aptitudes générales

En ce qui concerne la nomination des Secretaires, il a été constaté que la disposition de l'arrêté du 8 janvier 1897 relative à la possession préalable du certificat d'arabe parle pouvait écarter de ces emplois des jeunes gens qui, ayant accompli leurs etudes en France, hésiteraient à se rendre en Tunisie pour y acquérir la connaissance de l'arabe exigée avant leur admission dans une carriere où il ne leur serait offert ni situation ni traitement de début

Pour remédier à cet inconvénient, il a paru opportun de substituer aux Secretaires de seconde classe des fonctionnaires admis à titre provisoire sous le nom de Secrétaires auxiliaires Un certain delai leur serait fixé pour se procurer le certificat d'arabe du premier degré et pour concourir à l'emploi de Secrétaires titulaires. Passé ce terme, ils seraient licenciés ou versés d'office dans le cadre des Commis expéditionnaires.

D'autre part, la situation faite aux Secretaires de contrôle, suffisante pour des débutants, deviendrait une impasse pour ceux de ces agents qui, se voyant fermer, par l'obligation de satisfaire au concours, l'accès aux emplois de Contrôleurs suppléants, continueront néanmoins a rendre de bons services dans les fonctions plus modestes de Secrétaires titulaires En tenant compte de cette considération, on pourrait décider que les Secrétaires titulaires, après un nombre déterminé d'années de service, pourraient recevoir des augmentations successives jusqu'au traitement de 4,000 fr.

Le projet d'arrêté qui vous est soumis a été rédigé dans le but d'étendre et de rendre plus judicieux le recrutement des futurs agents du Contrôle civil Il détermine avec plus de soin pour chaque categorie d'agents les classes et les traitements correspondants Il prévoit dans chaque cas d'une manière expresse les conditions d'âge, l'énumération des titres et des diplômes exigés pour l'admission au stage comme Contrôleur stagiaire et comme Secrétaire auxiliaire ; enfin, il règle à nouveau les conditions et le programme des examens nécessaires pour la nomination au grade de Contrôleur civil suppléant.

Pour caractériser cette dernière modification, il suffira de dire qu'on s'est efforcé d'élargir le cadre de l'examen, en faisant une place plus grande aux connaissances qui dénotent chez le candidat une culture générale, et qui ne sont pas moins nécessaires aux agents d'un ordre élevé que la connaissance des affaires tunisiennes.

D'autre part, le projet d'arrêté dispose que les avancements n'auront lieu désormais qu'au choix, après des délais plus étendus que ceux qui avaient été anciennement adoptés Il est admis toutefois que ces délais pourront jusqu'a un certain point être abrégés en faveur des contrôleurs civils ou suppléants qui se seront mis en mesure d'obtenir les brevets supérieur et moyen d'arabe délivrés à Tunis par la Direction de l'enseignement

Il vous appartient, Monsieur le Ministre, d'approuver ces dispositions et de les rendre exécutoires.

La carrière des Contrôles civils, en tant qu'elle relève de l'autorité résidentielle, se trouvera ainsi définitivement constituée suivant des règles de recrutement normal et d'avancement régulier, au moment où l'organisation spéciale qui doit permettre aux fonctionnaires tunisiens d'opérer des versements annuels pour la retraite est à la veille d'entrer en application. (Conf. decret du 20 janvier 1898 [v° RETRAITES])

(1) Modifié par décret du 28 mars 1899 (v° ENSEIGNEMENT PUBLIC).

tratives s'il n'est déjà en possession du certificat d'arabe parlé.

Aucun agent ne pourra se présenter plus de trois fois aux épreuves du certificat d'arabe parlé, ni à l'examen d'aptitudes administratives.

Art. 5. — Le certificat d'arabe parlé ne sera pas exigé des agents qui auraient satisfait avec succès aux examens institués pour l'admission aux emplois d'interprètes judiciaires ou d'interprètes militaires, ou qui seraient pourvus d'un des diplômes suivants :

1° Diplôme ou brevet d'arabe délivré par la Direction de l'enseignement public à Tunis ;

2° Diplôme ou brevet d'arabe délivré par l'École supérieure des lettres à Alger ;

3° Prime d'arabe de première ou de deuxième classe, délivrée en Algérie.

Stagiaires.

Art. 6. — Les candidats aux emplois de Stagiaires doivent justifier :

1° Qu'ils sont Français jouissant de leurs droits et qu'ils ont satisfait à la loi militaire ;

2° Qu'ils sont docteurs en droit ou licenciés ès lettres, ou qu'ils ont satisfait aux examens de sortie de l'École polytechnique, de l'École spéciale militaire ou de l'École navale, ou qu'étant bacheliers, ils possèdent un des titres suivants : 1° brevet d'officier des armées de terre ou de mer ; 2° diplôme de l'École des langues orientales vivantes, de l'École des sciences politiques, de l'École coloniale ou de l'Institut national agronomique ; 3° certificat d'admission aux emplois d'Interprète judiciaire ou d'Interprète militaire.

Le traitement de ces agents est fixé à 2,400 fr. par an. Ils ne peuvent être nommés Contrôleurs suppléants avant d'avoir rempli les conditions énumérées à l'article 4 du présent arrêté.

Secrétaires.

Art. 7. — Le personnel des Secrétaires de contrôle comprend des Secrétaires titulaires et Secrétaires auxiliaires.

Art. 8. — Les candidats à l'emploi de Secrétaire titulaire doivent justifier :

1° Qu'ils sont Français jouissant de leurs droits et qu'ils ont satisfait à la loi militaire ;

2° Qu'ils sont bacheliers ou pourvus du brevet supérieur de l'enseignement primaire ;

3° Qu'ils possèdent le certificat d'arabe parlé ;

4° Qu'ils ont subi avec succès un examen oral portant sur l'organisation du Contrôle civil, les attributions des Contrôleurs et les principes généraux de la législation tunisienne.

Aucun agent ne pourra se présenter, plus de trois fois, à chacun de ces deux derniers examens.

Le traitement de début de ces agents est fixé à 2,400 fr. ; il pourra être porté jusqu'à 4,000 fr. par des avancements successifs de 300 fr. au plus, dont chacun ne pourra être obtenu qu'après deux ans au moins de services.

Art. 9. — Les candidats à l'emploi de Secrétaire auxiliaire doivent justifier :

1° Qu'ils sont Français jouissant de leurs droits et qu'ils ont satisfait à la loi militaire ;

2° Qu'ils sont bacheliers ou pourvus du brevet supérieur de l'enseignement primaire ;

Le traitement de ces agents est fixé à 1,800 fr. par an.

Commis-expéditionnaires.

Art. 10. — Lorsque les besoins du service l'exigeront, il pourra être nommé dans les Contrôles civils des Commis-expéditionnaires qui seront rétribués suivant le travail dont ils seront chargés et d'après leur ancienneté.

Il ne sera pas exigé de diplôme spécial des candidats à l'emploi de Commis-expéditionnaire.

Conditions d'avancement.

Art. 11. — L'avancement a lieu exclusivement au choix et ne peut être accordé aux Contrôleurs qu'après trois années, au moins, et aux Contrôleurs suppléants qu'après deux années, au moins, de services accomplis.

Toutefois, ces délais pourront être abrégés en faveur des Contrôleurs civils ou des Contrôleurs suppléants pourvus du diplôme d'arabe délivré par la Direction de l'enseignement public à Tunis, ou en faveur des Contrôleurs suppléants pourvus du brevet d'arabe délivré par la même Direction.

Art. 12. — Les cadres du personnel du Contrôle civil ne comprennent que les agents employés au siège des circonscriptions de contrôle.

Le nombre des Contrôleurs civils de première classe faisant partie des cadres ne pourra être supérieur à six.

Le nombre des Contrôleurs civils suppléants de première classe faisant partie des cadres ne pourra être supérieur à cinq.

Art. 13. — Les Secrétaires titulaires pourront être admis, sans conditions d'ancienneté de service, à se présenter aux examens exigés des candidats à l'emploi de Contrôleur suppléant.

Art. 14. — Les Secrétaires auxiliaires qui seraient parvenus jusqu'à l'âge de vingt-huit ans sans avoir satisfait aux examens exigés pour le grade de Secrétaire titulaire seront licenciés de l'Administration ou nommés d'office Commis-expéditionnaires.

Frais de tournées.

Art. 15. — Les Contrôleurs civils et les Contrôleurs suppléants doivent prélever sur leur traitement les dépenses que peuvent leur occasionner les tournées de service qu'ils font dans leur circonscription.

Les Stagiaires et les Secrétaires faisant fonctions de suppléants recevront une indemnité spéciale de 500 fr. par an à titre de frais de tournées.

Examens administratifs.

Art. 16. — L'examen d'aptitudes administratives que les agents du service des Contrôles, stagiaires et secrétaires, devront subir avant d'être nommés Contrôleurs civils suppléants, se compose d'épreuves écrites et d'interrogations orales qui porteront sur les matières suivantes :

1° Notions d'histoire générale du bassin de la Méditerranée depuis l'époque du développement historique de Carthage (IIe siècle avant Jésus-Christ) jusqu'à nos jours. — Histoire de la Tunisie ;

2° Notions de géographie générale du bassin de la Méditerranée et de l'Afrique. — Géographie physique, économique et politique de la Tunisie ;

3° Législation tunisienne ; organisation et fonctionnement du protectorat ;

4° Attributions des Contrôleurs civils ;

5° Attributions des Vice-Consuls de France ;

6° Attributions des Juges de paix et des huissiers et greffiers de justice de paix.

L'examen écrit se compose de deux épreuves. La première de ces épreuves portera sur les deux premiers paragraphes du programme ci-dessus. La seconde épreuve sur les paragraphes 3 et 4. Il est accordé trois heures pour chacune de ces épreuves. Elles sont éliminatoires.

L'examen oral portera sur toutes les matières du programme.

Chaque interrogation orale donnera lieu à une note variant de 0 à 20.

Les notes relatives aux interrogations portant sur les paragraphes 1, 2, 3 et 4 du programme seront multipliées par 2.

Ne pourront être admis que les candidats ayant obtenu à l'examen un nombre de points supérieur à 120.

Le jury établira immédiatement la liste de classement par ordre de mérite des candidats admis.

Les emplois de suppléant vacants seront attribués exclusivement aux agents figurant sur la liste de classement, et dans l'ordre où ils figureront sur cette liste.

Art. 17. — Les épreuves de l'examen d'aptitudes administratives prévu à l'article précédent seront subies à Tunis toutes les fois que les besoins du service l'exigeront.

Chaque session sera annoncée au moins trois mois à l'avance par un avis inséré au *Journal officiel tunisien*.

Les candidats qui désireraient se présenter à cet examen devront adresser leur demande à la Résidence générale quinze jours au moins avant la date fixée pour les épreuves écrites.

Art. 18. — Le jury de l'examen se compose :

1° D'un Secrétaire d'ambassade ou d'un Consul délégué du Résident général, président ;

2° D'un délégué du Secrétaire général du Gouvernement tunisien ;

3° D'un délégué du Directeur de l'enseignement public ;

4° D'un délégué du Procureur de la République.

Art. 19. — Aux époques fixées pour les examens d'arabe institués par décret de S. A. le Bey en date du 27 mars 1888 (1), il sera procédé, à la Résidence générale, à l'examen oral prévu dans l'article 8 du présent arrêté.

Le jury de cet examen se composera d'un Secrétaire d'ambassade ou d'un Consul délégué du Résident général, président, et de deux autres membres désignés par le Résident général.

(1) Conf. décret du 21 juillet 1896, tableau annexé (v° Chaux et briques) Conf. aussi décret du 30 décembre 1897, art. 2 (v° Fondouk-el-Ghalla).

CRIÉE ET STATIONNEMENT

280 5 septembre 1898

(18 rebiâ ettani 1316)

PROMULGUE LE 5 SEPTEMBRE 1898

Décret autorisant l'attribution, sur leur demande, aux municipalités des droits de criée et de stationnement exigibles sur les marchés des localités d'une population agglomérée de 500 habitants et au-dessus (1).

(Officiel, 1898, 617)

Dans le but de constituer des ressources aux communes ;

Sur le rapport de notre Premier Ministre et de notre Directeur des finances ;

Article 1er. — Les droits de criée et de stationnement exigibles sur les marchés des localités d'une population agglomérée de cinq cents habitants et au-dessus (1), pourront être attribués à leurs municipalités au fur et à mesure que celles-ci en demanderont la concession.

Cette concession sera accordée par arrêtés concertés entre notre Premier Ministre et notre Directeur des finances (2)

Art. 2. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

281 5 septembre 1898

(18 rebiâ ettani 1316)

Arrêté du Premier Ministre concédant aux municipalités de Sousse et de Sfax certains droits de criée et de stationnement perçus sur les marchés de ces villes.

(Officiel, 1898, 617)

(1) Modifié par décret du 28 mars 1899 (v° Enseignement public).
(2) Conf. arrêtés des 5 septembre 1898, 10 avril, 17 mai et 17 août 1899.

Vu le décret du 5 septembre 1898 (18 rebiâ ettani 1316);
D'accord avec M. le Directeur des finances;

Article 1er. — Les droits de criée et de stationnement exigibles sur les poissons, les fruits et les légumes frais exposés en vente sur les marchés de Sousse et de Sfax sont concédés aux municipalités de ces villes.

Art. 2. — Les Présidents de ces municipalités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

---

282 — 10 avril 1899

(29 kâda 1316)

Arrêté du Premier Ministre concédant à la Commission de voirie de Gafsa certains droits de criée et de stationnement perçus sur le marché de cette ville.

(Officiel, 1899, 265)

Vu le décret du 5 septembre 1898 (18 rebiâ ettani 1316);
D'accord avec M. le Directeur des finances;

Article 1er. — Les droits exigibles au marché de Gafsa sur la criée des légumes et le stationnement des céréales et produits divers autres que les légumes sont concédés à la Commission locale de voirie.

Art. 2. — Le Président de cette Commission de voirie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

---

283 — 10 avril 1899

(29 kâda 1316)

Arrêté du Premier Ministre concédant à la Commission de voirie de Tabarka certains droits de criée et de stationnement perçus sur le marché de cette ville.

(Officiel, 1899, 265)

Vu le décret du 5 septembre 1898 (18 rebiâ ettani 1316);
D'accord avec M. le Directeur des finances;

Article 1er. — Les droits exigibles au marché de Tabarka sur la criée des fruits, des légumes et du poisson, et sur le stationnement des denrées autres que les légumes, sont concédés à la Commission locale de voirie.

Art. 2. — Le Président de cette Commission est chargé de l'exécution du présent arrêté.

---

284 — 17 mai 1899

(6 moharrem 1317)

Arrêté du Premier Ministre concédant à la Commission municipale de Monastir certains droits de stationnement perçus sur le marché de cette ville.

(Officiel, 1899, 329)

Vu le décret du 5 septembre 1898 (18 rebiâ ettani 1316);
Le Directeur général des finances entendu;

Article 1er. — Les droits exigibles, au marché de Monastir, sur le stationnement des céréales sont concédés à la Commission municipale.

Art. 2. — Le Président de cette Commission municipale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

---

285 — 17 août 1899

(9 rebiâ ettani 1317)

Arrêté du Premier Ministre concédant à la Commission de voirie de Zaghouan le droit de stationnement sur les céréales exigibles sur le marché de cette ville.

(Officiel, 1899, 585)

Vu le décret du 5 septembre 1898 (18 rebiâ ettani 1316);
Vu l'avis du Directeur général des finances;

Article 1er. — Le droit de stationnement sur les céréales exigible sur le marché de Zaghouan est concédé à la Commission de voirie de cette localité.

Art. 2. — Le Président de la Commission de voirie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

DÉBITS DE BOISSONS

286 — 13 janvier 1898

(19 châbane 1315)

PROMULGUÉ LE 13 JANVIER 1898

Décret réglementant l'exploitation des débits de boissons (1).

(Officiel, 1898, 31)

Sur la proposition de notre Premier Ministre;

Article 1er. — A l'avenir nul ne pourra ouvrir un café, cabaret ou autre débit de boissons à consommer sur place, sans en avoir obtenu préalablement l'autorisation de l'Administration générale (1).

La demande d'autorisation sera faite sur papier timbré (2) et remise ou adressée au Président de la municipalité, de la Commission municipale ou de la Commission de voirie de la localité où le débit devra être établi, ou au Contrôle civil dans les localités non érigées en communes.

---

1) Conf. décret du 7 juin 1909, art 4 (v° Douanes)

(1) Conf décret du 7 juin 1909, art 4 (v° Douanes)
(2) Conf second décret du 6 octobre 1900 (v° Assistance publique).

Elle indiquera :

1° Les nom, prénoms, date et lieu de naissance, profession et domicile du demandeur ;

2° La situation exacte du débit ;

3° A quel titre le demandeur doit le gérer et les nom, prénoms, profession et domicile du propriétaire, s'il y a lieu.

Elle sera accompagnée du dépôt par le demandeur d'un extrait de son casier judiciaire ou, s'il est indigène, d'un certificat constatant qu'il n'a subi aucune condamnation de l'espèce mentionnée à l'article 4 ci-après.

Art. 2. — Les gérants ou propriétaires de débits actuellement existants devront, dans un délai de deux mois, à partir du jour de la promulgation du présent décret, se mettre en instance d'autorisation dans les conditions prévues à l'article précédent.

A défaut d'autorisation, les débits existants devront être immédiatement fermés. Un second délai d'un mois pourra être accordé aux gérants ou propriétaires des débits non autorisés pour présenter à l'agrément de l'Administration générale un cessionnaire de leur fonds.

Art. 3. — L'autorisation est personnelle au demandeur. Aucune mutation dans la personne du propriétaire ou du gérant d'un débit ne pourra avoir lieu sans une nouvelle demande d'autorisation établie conformément aux dispositions et dans les formes édictées à l'article 1er.

Art. 4. — En aucun cas, l'autorisation d'ouvrir un débit de boissons ne pourra être accordée :

1° Aux individus condamnés pour crimes de droit commun ;

2° Aux individus condamnés à l'emprisonnement pour vol, recel, escroquerie, filouterie, abus de confiance, recel de malfaiteurs, outrage public à la pudeur, excitation de mineur à la débauche, tenue de maison de jeu de hasard, vente de marchandises falsifiées et nuisibles à la santé.

L'incapacité sera perpétuelle à l'égard de tous individus condamnés pour crimes. Elle cessera cinq ans après l'expiration de leur peine à l'égard des condamnés pour délits, si pendant ces cinq années ils n'ont encouru aucune condamnation correctionnelle à l'emprisonnement.

Art. 5. — Les mêmes condamnations, lorsqu'elles seront prononcées contre un débitant de boissons à consommer sur place, entraîneront de plein droit et pendant le même délai l'interdiction d'exploiter un débit à partir du jour où lesdites condamnations seront devenues définitives.

La même interdiction atteindra aussi tout débitant condamné à un emprisonnement de plus de trois jours pour ivresse publique(1).

Le débitant interdit ne pourra être employé à quelque titre que ce soit dans l'établissement qu'il exploitait, même comme attaché au service de celui auquel il aurait cédé, ou par qui il ferait gérer ledit établissement, ou dans l'établissement qui serait exploité par son conjoint, même séparé ou divorcé(1).

Art. 6. — L'autorisation d'ouvrir un débit de boissons ne pourra également être accordée aux mineurs non émancipés et aux interdits.

Art. 7. — Les Présidents de municipalités, de Commissions municipales ou de Commissions de voirie, ou les Caïds(a) pour les localités non érigées en communes, pourront prendre des arrêtés pour déterminer les heures d'ouverture et de fermeture des cafés et débits de boissons et, sans préjudice des droits acquis, les distances auxquelles les cafés et les débits de boissons ne pourront être établis autour des édifices consacrés à un culte quelconque, des cimetières, des hospices, des prisons, des casernes, des écoles primaires, collèges ou autres établissements d'instruction publique.

Art. 8. — Les individus qui, à l'occasion d'une fête publique, voudraient établir des cafés ou débits de boissons pour une durée qui n'excédera pas huit jours, ne seront pas tenus aux formalités de l'article 1er, mais ils devront au préalable obtenir l'autorisation du Président de la municipalité, de la Commission municipale ou de la Commission de voirie, ou du Caïd dans les localités non érigées en communes.

Art. 9. — Il est formellement interdit à tous débitants d'employer sans autorisation, dans les établissements qu'ils exploitent, des femmes ou filles.

Les débitants en instance d'autorisation doivent joindre à leur demande l'état civil des personnes, femmes ou filles, qu'ils veulent employer. L'autorisation mentionne nominativement celles de ces personnes qui sont admises à servir dans l'établissement. Les parentes ou alliées en ligne directe du débitant sont autorisées de droit.

Toute mutation dans le personnel doit faire, au préalable, l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

En aucun cas, l'autorisation ne pourra être accordée aux femmes ou filles mineures de vingt et un ans, autres que les parentes ou alliées en ligne directe du débitant.

Art. 10. — Il est formellement interdit à tout débitant de recevoir dans son établissement, sous quelque prétexte que ce soit, des femmes ou filles notoirement connues pour se livrer à la prostitution(b).

---

(1) Conf. article 11 (note).

(1) Conf. décret du 7 juin 1900 art. 4 (v° DOUANES).

(a) Est obligatoire l'arrêté d'un Caïd qui prescrit la fermeture des cafés, pour une localité non comprise dans un périmètre municipal, à partir d'une heure déterminée. (Ouzara, 24 juillet 1893, *J. T.* 99, 471.)

(b) Est légal et obligatoire le règlement de police aux termes duquel le président d'une administration municipale tunisienne, en vertu des pouvoirs que lui confère le décret du 1er avril 1885, interdit aux filles publiques d'entrer dans un débit de boissons à consommer sur place et à s'y mêler au public des consommateurs. (Cass. 7 août 1897, *J. T.* 99, 84.)

Art. 11. — Toute infraction aux dispositions des articles 1, 2 et 3 sera punie d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 16 à 200 fr.(1).

En cas de récidive, la peine pourra être élevée de un à trois mois et l'amende de 50 à 500 fr.

Art. 12. — Les contraventions aux articles 7, 8, 9 et 10 seront punies d'une amende de 11 à 15 fr. et d'un emprisonnement de un à cinq jours, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 13. — L'article 463 du Code pénal français sera applicable à tous les délits et contraventions prévus par le présent décret.

Art. 14. — Notre Premier Ministre pourra ordonner la fermeture immédiate de tout café ou débit de boissons dont le tenancier aura été condamné à l'emprisonnement pour infraction aux prescriptions du présent décret.

DÉCORATIONS

287 16 janvier 1860

(22 djoumadi ettani 1276)

Décret instituant et réglementant la décoration du Nicham-el-Ahed (insigne du Pacte).

Le nom de la décoration est Nicham-el-Ahed (insigne du Pacte).

Sa forme est une étoile à dix rayons. Elle est en émail vert et porte les armes du Gouvernement tunisien en or sur émail rouge. Au-dessus des armes se trouve l'attache et un cercle d'émeraudes, à l'intérieur duquel sont écrits en rond, en lettres d'or sur fond d'émail rouge, les mots: « L'honneur de l'homme est un dépôt. » Au milieu du cercle, le nom de Mohamed est écrit en émeraudes sur un fond d'or. En haut de la décoration se trouve un drapeau en émail vert supportant un sabre d'or. En bas de ce drapeau s'attache un ruban vert bordé de deux filets rouges.

Il se porte en sautoir avec un cordon pareil.

Aucun fonctionnaire de l'État n'obtient cette décoration s'il n'a le grade de Ministre ou de général de division, et encore, elle ne lui sera conférée que s'il a fait preuve de bons et loyaux services et s'est signalé par l'une des trois qualités suivantes: soit par des services utiles au Souverain, soit par des travaux utiles au Gouvernement et appréciables pour tous, soit par des services rendus au pays et à la Régence.

Elle peut être donnée aux militaires en temps de guerre, à ceux toutefois qui ont le grade de général de brigade et aux titulaires d'un grade supérieur, s'ils font une action d'éclat qui les distingue de leurs égaux. Le Souverain peut alors leur passer au cou cette décoration.

On ne conférera cet insigne qu'à sept personnes en tout dans la Régence, à moins qu'il ne s'agisse d'une action d'éclat telle que celle dont il est parlé ci-dessus. Le Souverain, dans ce cas, pourra dépasser le nombre ci-dessus fixé, mais en tout autre cas, il récompensera les services rendus en conférant toute autre décoration.

Quand le Souverain croira devoir décorer de l'Abed un serviteur de son Gouvernement, il fera réunir pour cette cérémonie les Ministres, les fonctionnaires de l'État, la personne ayant mérité la décoration. Il se lèvera et proclamera à haute voix que cette personne a mérité ces insignes pour tel et tel motif. Il les lui passera ensuite au cou de sa propre main, et aucune autre personne ne pourra en cela représenter le Souverain.

On mettra ensuite le titulaire en possession du décret relatant les motifs qui lui ont valu cette suprême distinction.

Le Souverain aura le droit de conférer également cette décoration aux étrangers de distinction, mais encore pour des motifs avérés et mentionnés dans le décret. Les décorations conférées de cette manière ne sont pas comprises dans le chiffre précité. . . . . .

Que chacun sache que nous avons institué un nouvel ordre de décoration appelé l' « Ahed », occupant une place en dehors de la classe des grands-croix et au-dessus de celle des grands-officiers du Nicham-Iftikhar et réglementé par les dispositions ci-dessus.

---

288 14 janvier 1883

(5 rebiâ el aouel 1300)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DECEMBRE 1884

Arrêté du Premier Ministre disposant que le brevet de la décoration du Nicham-Iftikhar ne sera délivré que sur la production de la quittance du paiement des droits.

---

289 6 juillet 1887

Décret du Président de la République française relatif aux médailles d'honneur à décerner dans les pays de Protectorat aux personnes ayant accompli des actes de dévouement ou de courage.

(BULL. DES LOIS, 12e S., B. 1165, N° 18181)

(1) Une circulaire du Parquet de Tunis du mois de février 1898 prescrit aux juges de paix de cet arrondissement de joindre à leurs rapports mensuels un état où doivent figurer : 1° Les condamnations à l'emprisonnement par eux prononcées pour infractions au présent décret, 2° les condamnations à plus de trois jours de prison pour ivresse publique prononcées contre un débitant de boissons. Ces états doivent servir à avertir l'autorité administrative et à lui permettre de prendre les mesures visées par ce décret

290 10 mars 1891

Décret du Président de la République française réglementant le port des décorations et médailles françaises et étrangères.

(BULL. DES LOIS, 12e S., B. 1432, N° 24172)

---

291 16 janvier 1898

(*22 châbane 1315*)

PROMULGUÉ LE 16 JANVIER 1898

Décret réglementant l'ordre du Nicham-Iftikhar.

(OFFICIEL 1898, 39)

Vu les décrets du 10 décembre 1882 (29 moharrem 1300) et du 21 août 1887 (1er hidjâ 1304);

Considérant qu'il importe de refondre et de coordonner les règlements de notre Ordre du Nicham-Iftikhar;

Sur les rapports de notre Premier Ministre et de notre Ministre des affaires étrangères;

Article 1er. — Le Nicham-Iftikhar du Royaume de Tunis se divise en six classes, savoir:

Classe majeure (grand-cordon), qui ne peut compter, en outre des membres de la famille beylicale, que vingt-quatre titulaires seulement;

Première classe (grand-officier), soixante titulaires;

Deuxième classe (commandeur), cent cinquante titulaires;

Troisième classe (officier), trois cent soixante-six titulaires;

Quatrième classe (chevalier de 1re classe), six cents titulaires;

Cinquième classe (chevalier de 2e classe), huit cents titulaires.

Art. 2. — Ne sont pas comprises dans les chiffres ci-dessus les décorations conférées au titre étranger.

Art. 3. — La décoration majeure (grand-cordon) est une plaque en argent ciselé à facettes, arrondie et renflée en son milieu, ayant la forme d'une étoile à dix rayons divergents reliés entre eux, en dessous et sans solution de continuité, par autant de faisceaux rayonnants à cinq pointes, l'une d'elles formant sommet au-dessous duquel les autres s'échelonnent deux par deux. Au centre de la plaque, sur fond en émail vert, le nom de S. A. le Bey se détache en lettres d'argent ciselé. Le revers de la plaque est muni de trois agrafes qui lui servent d'attaches.

Cette décoration se porte sur le côté gauche de la poitrine, au moyen d'un ruban en soie verte à double liseré rouge; ce ruban, de 85 millimètres de large, doit être passé en sautoir à l'épaule droite; aux extrémités du ruban un nœud aux mêmes couleurs supporte une plaque de commandeur.

Art. 4. — La plaque de grand-officier est la même que celle de grand-cordon, sauf qu'elle est un peu plus petite, qu'elle ne s'accompagne pas comme elle d'une plaque de commandeur et qu'elle se porte non sur le côté gauche, mais sur le côté droit de la poitrine.

Art. 5. — La décoration de commandeur, plus petite que la précédente, en diffère encore en ce que ses dix rayons sont émaillés alternativement de rouge et de vert et bordés d'un mince filet d'argent. Elle est munie dans sa partie supérieure d'une agrafe en argent en forme de nœud où s'attache un ruban vert de quatre centimètres de large bordé d'un double liseré rouge. Ces insignes se portent en cravate.

Art. 6. — La décoration d'officier, plus petite que celle de commandeur, est supportée par un ruban vert à double liseré rouge, avec rosette, qui s'épingle sur le côté gauche de la poitrine.

Art. 7. — Les rayons de la décoration de chevalier (1re et 2e classes) ne sont pas émaillés. Le ruban, de mêmes couleurs que celui des autres grades, s'épingle sur le côté gauche de la poitrine.

Art. 8. — La décoration du Nicham-Iftikhar est accordée sur la proposition de notre Premier Ministre pour nos sujets, et, dans tous les autres cas, sur la proposition de notre Ministre des affaires étrangères.

Ces propositions mentionneront les nom, prénoms, qualité, profession et domicile des candidats, le grade qu'ils occupent déjà dans notre Ordre, la date de leur dernière promotion et leurs titres à l'obtention de la distinction pour laquelle ils sont proposés.

Art. 9. — La décoration du Nicham-Iftikhar ne sera conférée qu'aux personnes ayant atteint leur majorité.

Art. 10. — Sauf pour récompenser des services ou des mérites exceptionnels, les classes du Nicham-Iftikhar seront conférées graduellement en commençant par la moins élevée, laquelle ne pourra être conférée aux officiers et assimilés qu'après deux ans, aux sous-officiers, caporaux et soldats qu'après quatre ans, et aux fonctionnaires civils qu'après trois ans de service en Tunisie (1).

Ils ne pourront être promus à la classe supérieure s'ils ne comptent trois ans d'ancienneté dans leur classe.

Art. 11. — La classe majeure pourra seule être conférée sans condition d'ancienneté.

Art. 12. — Toute personne nommée ou promue dans l'ordre du Nicham-Iftikhar reçoit un brevet revêtu de notre sceau. Ce brevet est accompagné des insignes du grade qu'il confère (2).

Ceux qui porteront les insignes d'un grade du Nicham sans être munis du brevet correspondant encourront un emprisonnement de six jours à six mois et une amende de 16 à 500 fr., ou l'une des deux peines seulement.

---

(1) Conf. décret du 27 janvier 1898.
(2) Conf. arrêté du 14 janvier 1883.

Art. 13. — Les insignes de grand-cordon et ceux de grand-officier seront remis aux titulaires en notre présence.

Art. 14. — Le Nicham appartient à son titulaire en toute propriété et sa vie durant. Il n'est pas transmissible héréditairement. Le titulaire ne peut en être dépouillé, à moins qu'il n'ait encouru condamnation à une peine d'emprisonnement pour vol, escroquerie, brigandage, meurtre ou attaque à main armée, ou pour tout attentat contre l'ordre public, les personnes ou les biens.

Art. 15. — Les droits de chancellerie du Nicham-Iftikhar sont ainsi fixés :

Classe majeure (grand-cordon)	375 fr.
1re classe (grand-officier)	175
2e classe (commandeur)	125
3e classe (officier)	65
4e classe (chevalier de 1re classe)	38
5e classe (chevalier de 2e classe)	15

(*Ainsi modifiés par décret du 9 juillet 1899.*)

Pour les décorations conférées :

a) A nos fonctionnaires et à nos officiers ;

b) Aux fonctionnaires et aux officiers des armées de terre et de mer de la République Française ;

c) Au personnel des Consulats des puissances étrangères en Tunisie,

Les droits seront les suivants :

Classe majeure (grand-cordon)	100 fr.
1re classe (grand-officier)	40
2e classe (commandeur)	30
3e classe (officier)	20
4e classe (chevalier de 1re classe)	10
5e classe (chevalier de 2e classe)	5

(*Ainsi modifiés par décret du 9 juillet 1899.*)

Art. 16. — Le droit est réduit à 5 fr. pour les sous-officiers et soldats de notre armée et des armées de terre et de mer de la République française. (*Ainsi modifié par décret du 9 juillet 1899.*)

Art. 17. — Outre les droits fixés ci-dessus, il sera perçu, au profit de l'Assistance publique, un droit ainsi gradué :

Grand-cordon	75 fr.
Grand-officier	50
Commandeur	25
Officier	10
Chevalier de 1re classe	7

(*Ainsi modifié par décret du 9 juillet 1899.*)

Art. 18. — En cas de perte d'un brevet, la délivrance du duplicata donnera lieu à la perception d'un droit égal à la moitié du droit perçu primitivement.

Art. 19. — Les droits de chancellerie, tels qu'ils sont fixés ci-dessus, ne pourront être ni supprimés, ni réduits, si ce n'est pour motifs spéciaux énoncés dans la proposition. En aucun cas, la réduction ou la suppression ne pourra porter sur le droit établi au profit de l'Assistance publique. (*Ainsi modifié par décret du 9 juillet 1899.*)

Art. 20. — Il sera tenu des registres de l'Ordre comprenant :

Les tableaux des titulaires de l'Ordre au titre tunisien ;

Les tableaux des titulaires de l'Ordre au titre étranger ;

Un répertoire général par ordre alphabétique des titulaires tunisiens et étrangers.

Les tableaux des titulaires de l'Ordre au titre tunisien comprennent un registre pour chaque classe ; sur ce registre sont inscrits successivement, dans l'ordre chronologique de leur nomination, tous les titulaires de chaque classe.

Les tableaux des titulaires au titre étranger sont tenus en la même forme.

Le répertoire général chronologique comporte l'inscription de tous les titulaires dans l'ordre chronologique de leur première nomination, avec les noms, grades successifs, titre à l'obtention de ces grades, etc.

Le répertoire général alphabétique renferme, par ordre alphabétique, les noms, qualités et grade de chaque membre de l'Ordre.

Art. 21. — Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent décret.

Art. 22. — Notre Premier Ministre et notre Ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

---

292 27 janvier 1898

(*4 ramadane 1315*)

PROMULGUÉ LE 27 JANVIER 1898

Décret réglementant les conditions requises pour l'obtention des divers grades dans l'ordre du Nicham-Iftikhar.

(OFFICIEL, 1898, 79)

Vu le décret du 16 janvier 1898 (22 châbane 1315) sur le Nicham-Iftikhar ;

Considérant qu'il y a lieu pour l'établissement des propositions de nominations ou de promotions dans notre Ordre du Nicham-Iftikhar d'établir une assimilation hierarchique entre les agents des divers services ;

Considérant que le traitement des fonctionnaires et des agents doit être pris pour base de cette assimilation ;

Article 1er. — Pourront nous être proposés :

Pour le grade de chevalier de 2e classe, nos soldats, les spahis des oudjaks, ainsi que les chaouchs et assimilés des différentes Administrations, après trois ans de services administratifs en Tunisie ;

Pour le grade de chevalier de 1re classe, après trois ans de services administratifs en Tunisie, les agents ayant un traitement inférieur à 2,400 fr. ;

Pour le grade d'officier, les agents recevant un traitement de 2,400 fr. et au-dessus, jusqu'à 8,000 fr., quand ils ont trois ans de grade de chevalier ou trois ans de services administratifs, soit en France, soit en Tunisie ;

Pour le grade de commandeur, les agents

recevant un traitement de 8,000 fr. et au-dessus, s'ils ont trois ans de grade d'officier ou six ans de services administratifs, soit en France, soit en Tunisie.

Art. 2. — Les indemnités et avantages divers qui sont attribués à certaines catégories de fonctionnaires, indépendamment de leurs appointements, entreront en ligne de compte pour l'évaluation de traitement.

Art. 3. — Il est néanmoins spécifié que le personnel subalterne, tel que les sous-agents des postes et télégraphes, les agents inférieurs et commis des travaux publics, ne pourront être proposés que pour la 4e classe de l'ordre (chevalier), alors même que leur traitement serait de 2,400 fr. ou au-dessus et qu'ils compteraient plus de six années de service.

Le temps de service exigé pour les divers grades est un minimum.

Art. 4. — Le temps d'ancienneté déterminé par les articles ci-dessus ne pourra être abrégé, conformément à l'article 10 de notre décret susvisé, qu'en cas de services exceptionnels dûment constatés.

Des propositions exceptionnelles pourront être faites en faveur des fonctionnaires qui quittent la Tunisie, après avoir rempli leurs fonctions avec zèle et fidélité.

Art. 5. — Notre Premier Ministre et notre Ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution des dispositions qui précèdent.

---

293 — 9 juillet 1899

(29 safar 1317)

PROMULGUÉ LE 9 JUILLET 1899

Décret modifiant la réglementation de l'ordre du Nicham-Iftikhar.

(OFFICIEL, 1899, 497)

Vu le décret du 16 janvier 1898 (22 châbane 1315);
Sur la proposition du Premier Ministre ;

Les articles 15, 16, 17 et 19 du décret du 16 janvier 1898 (22 châbane 1315), réglementant la décoration du Nicham-Iftikhar, sont modifiés de la manière suivante : . . . . . .

(*Conf. ce décret.*)

DENRÉES ALIMENTAIRES ET ENGRAIS

294 — 27 janvier 1897

(23 châbane 1314)

PROMULGUÉ LE 27 JANVIER 1897

Décret sur les fraudes et falsifications dans le commerce des denrées alimentaires (1)

(OFFICIEL, 1897, 57)

Article 1er. — 1° Ceux qui falsifieront des substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses, ou des boissons destinées à être vendues ; 2° ceux qui vendront ou mettront en vente des substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses, ou des boissons qu'ils sauront être falsifiées ou corrompues ; 3° ceux qui auront trompé l'acheteur sur la nature de toute marchandises — seront punis de l'emprisonnement pendant trois mois au moins, un an au plus, et d'une amende de 50 à 500 fr.

S'il s'agit d'une marchandise contenant des mixtions nuisibles à la santé, l'amende sera de 50 à 1,000 fr., et l'emprisonnement de trois mois à deux ans. La présente disposition sera applicable même dans le cas où la falsification serait connue de l'acheteur ou du consommateur.

Art. 2. — Seront punis d'une amende de 16 à 25 fr. et d'un emprisonnement de six à dix jours ou de l'une de ces deux peines seulement, ceux qui auront dans leurs magasins, boutiques, ateliers ou maisons de commerce, ou dans les halles, foires ou marchés, des substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses, ou des boissons falsifiées ou corrompues.

Si la substance falsifiée est nuisible à la santé, l'amende pourra être portée à 50 fr. et l'emprisonnement à quinze jours.

Art. 3. — Dans le cas prévu par l'article précédent, si les détenteurs établissent qu'ils ne connaissaient point les vices desdites substances alimentaires ou médicamenteuses ou boissons, ils ne seront punis que d'une amende de 16 à 25 fr. (a).

Art. 4. — Nul ne pourra expédier, vendre ou mettre en vente, sous la dénomination de vin, un produit autre que celui provenant de la fermentation de raisins frais (1).

Le produit de la fermentation des marcs de raisin frais avec de l'eau, qu'il y ait ou non addition de sucre, le mélange de ce produit avec le vin, dans quelque proportion que ce soit, ne pourra être expédié, vendu ou mis en vente que sous la dénomination de vin de marc ou de vin de sucre.

Le produit de la fermentation des raisins secs avec de l'eau ne pourra être expédié, vendu ou mis en vente, que sous la dénomination de vin de raisins secs (2). Il en sera de même du mélange de ce produit, quelles qu'en soient les proportions, avec du vin.

---

(1) Conf. décret du 11 décembre 1889 (v° JUSTICE FRANÇAISE).

(1) Conf. décret du 29 août 1898, et note (v° ALCOOL).
(2) Conf. décret du 23 septembre 1897.
(a) Par suite, le détenteur d'une denrée falsifiée ne saurait échapper à toute pénalité par cela seul qu'il démontrerait l'avoir achetée telle chez un autre négociant. (Ouzara, 24 juillet 1899, *J. T.* 900, 458.)

Les fûts ou récipients contenant des vins de sucre ou de raisins secs devront porter en gros caractères : « Vins de sucre » ou « Vins de raisins secs ».

Les livres, factures, lettres de voiture, connaissements devront contenir les mêmes indications suivant la nature du produit livré.

En cas de contravention aux dispositions ci-dessus, les délinquants seront punis d'une amende de 20 à 500 fr. et d'un emprisonnement de dix jours à trois mois, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 5. — Constitue la falsification de denrées alimentaires prévue et réprimée par l'article 1er du présent décret, toute addition au vin, ou vin de sucre ou de marc, ou vin de raisins secs, soit au moment de la fermentation, soit après :

1° De matières colorantes quelconques ;

2° D'acide sulfurique, nitrique, chlorhydrique, salicylique, borique ou d'autres acides analogues ;

3° De chlorure de sodium au-dessus de un gramme par litre ;

4° Du produit de la fermentation ou de la distillation des figues, caroubes, fleurs de mowra, clochettes, riz, orges et autres matières sucrées et de toute autre matière qui n'entreraient pas normalement dans la composition des vins.

Art. 6. — Il est défendu de mettre en vente, de vendre ou de livrer des vins plâtrés contenant plus de 2 grammes de sulfate de potasse ou de soude par litre.

Les délinquants seront punis d'une amende de 16 à 500 fr., et d'un emprisonnement de six jours à trois mois, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 7. — Si dans les cas prévus par les paragraphes 1 et 2 de l'article 1er, il s'agit de vin additionné d'eau, les pénalités édictées dans le premier alinéa dudit article seront applicables, même dans le cas où la falsification par addition d'eau serait connue de l'acheteur ou du consommateur. Cette disposition n'entrera toutefois en vigueur qu'un mois après la promulgation du présent décret.

Toutes les dispositions contenues dans l'alinéa précédent s'appliqueront, lorsqu'il s'agira d'un vin additionné d'alcool, à l'exception des vins de liqueurs.

Art. 8. — L'entrée dans la Régence de vins falsifiés, mouillés ou vinés en contravention des articles précédents est prohibée.

Art. 9. — L'eau, la levure, l'orge et le houblon doivent seuls entrer dans la composition de la bière. Toute bière qui renfermerait d'autres éléments serait considérée comme falsifiée.

Art. 10. — Si d'autres matières reconnues inoffensives sont employées pour la fabrication de la bière, ce produit ne pourra être expédié, vendu ou mis en vente que sous une dénomination spéciale, indiquant suffisamment la nature des produits ajoutés.

Les bières livrées à la consommation doivent contenir au minimum par litre :

Alcool, 2 °/₀ en volume ;

Extrait sec, 35 grammes par litre ;

Cendres, 1g,5 par litre.

Toute bière dont la composition serait au-dessous de ces limites sera considérée comme mouillée et ne pourra être expédiée, vendue ou mise en vente que sous le nom de petite bière. Les fûts ou récipients contenant de la petite bière fabriquée avec des éléments inoffensifs étrangers à la composition normale, devront porter en gros caractères une indication spéciale ; les livres, factures, lettres de voiture, connaissements devront porter la même indication.

Les contraventions aux dispositions de cet article seront punies des peines édictées à l'article 4 du présent décret.

Art. 11. — Tout lait mis en vente devra contenir pour cent parties, au maximum 88.5 °/₀ d'eau et donner un extrait sec minimum de 11.5 °/₀.

Les matières sèches seront réparties ainsi qu'il suit :

Beurre, 2.7 à 3 °/₀ en poids ;

Sucre de lait, 4.5 °/₀.

Caséine, albumine et cendres, 4.3 à 4 °/₀ en poids.

Le lait mis en vente qui contiendrait moins de onze parties et demie de matières sèches sera considéré comme lait falsifié, aussi bien que celui qui contiendrait des matières étrangères à sa composition normale.

Art. 12. — Le sucrage de tous produits alimentaires au moyen de glucose ou de saccharine est interdit. Il sera considéré comme falsification nuisible à la santé.

La coloration artificielle est considérée comme falsification nuisible à la santé, si elle est obtenue par l'emploi de matières autres que les suivantes : indigo, graine de Perse, safran, bleu d'outre-mer, curcuma, quercitron, carmin, bleu de Prusse ou de Berlin, fustet, orseille, cochenille, bois d'Inde, graine d'Avignon, laque carminée et du Brésil.

A titre exceptionnel, il est permis d'employer pour la coloration des bonbons, des pastillages, des sucreries, des glaces, des pâtes de fruits, et de certaines liqueurs qui ne sont pas naturellement colorées, telles que la menthe verte, les couleurs ci-après dérivées des goudrons de houille, en raison de leur emploi restreint et de la très minime quantité de substances colorantes que ces produits renferment :

Couleurs roses :

Éosine (tétrabromo-fluorescéine) ;

Érythrosine (dérivés méthylés et éthylés de l'éosine) ;

Rose Bengale, phloxine (dérivés iodés et bromés de la fluorescéine chlorée);

Rouges de Bordeaux, ponceau (résultant de l'action des dérivés sulfo-conjugués du naphtol sur les diazoxylènes), fuchsine acide (sans arsenic et préparée par le procédé Coupier).

Couleurs jaunes :

Jaunes acides, etc. (dérivés sulfo-conjugués du naphtol).

Couleurs bleues :

Bleu de Lyon, bleu lumière, bleu Coupier, etc. (dérivés de la rosaniline triphénylée ou de la diphénylamine).

Couleurs vertes :

Mélanges des bleus et des jaunes ci-dessus, vert malachite.

Couleurs violettes :

Violet de Paris ou de méthylaniline.

Art. 13. — En cas de contravention aux dispositions de l'article 4 de la présente loi, la peine de l'emprisonnement sera toujours prononcée s'il y a récidive.

Lorsque le prévenu, convaincu de contravention aux articles 1, 3, 5, 8 du présent décret, aura, dans les cinq années qui ont précédé le délit, été condamné déjà pour infraction à l'un de ces articles, la peine pourra être élevée jusqu'au double du maximum; l'amende prononcée par les alinéas 1 et 2 de l'article 1er du présent décret pourra même être portée jusqu'à 2,000 fr.

Art. 14. — Dans les cas prévus par les articles 1, 3, 5, 8 et 9, les objets dont la vente, usage ou possession constituent le délit seront confisqués, s'ils appartiennent encore au condamné, et en tous cas s'ils sont nuisibles à la santé. S'ils sont propres à un usage alimentaire ou médical, le Tribunal pourra les mettre à la disposition de l'Administration pour être attribués aux établissements de bienfaisance. S'ils sont impropres à cet usage ou nuisibles, ces objets seront détruits ou répandus aux frais du condamné. Le Tribunal pourra ordonner que la destruction ou effusion aura lieu devant l'établissement ou domicile du condamné.

Art. 15. — Dans les cas prévus par les articles 1, 3, 4, 5, 8 et 13 du présent décret, le Tribunal pourra ordonner l'affichage du jugement dans les lieux qu'il désignera et son insertion intégrale ou par extrait dans tous les journaux qu'il indiquera, le tout aux frais du condamné.

Art. 16. — Les infractions aux dispositions du présent décret sur les fraudes et falsifications commises dans le commerce des denrées alimentaires ou médicamenteuses et des boissons seront déférées aux tribunaux compétents, dans les termes du droit commun.

Art. 17. — L'article 463 du Code pénal français sera applicable aux infractions prévues par le présent décret.

Art. 18. — Les décrets du 26 octobre 1892 (4 rebiâ ettani 1310) et du 8 juin 1896 (26 hidjâ 1313), sur les falsifications ou altérations des denrées alimentaires et médicamenteuses et des boissons sont rapportés.

---

295 27 janvier 1897

(*23 châbane 1314*)

PROMULGUÉ LE 27 JANVIER 1897

Décret sur les fraudes et falsifications dans le commerce des engrais et amendements vendus ou mis en vente.

(OFFICIEL, 1897, 58)

Article 1er. — Seront punis d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 50 à 2,000 fr., ou de l'une de ces deux peines seulement, ceux qui, en vendant ou en mettant en vente des engrais ou amendements, auront trompé ou tenté de tromper l'acheteur, soit sur leur nature, leur composition ou le dosage des éléments utiles qu'ils contiennent, soit sur leur provenance, soit par l'emploi, pour les désigner ou qualifier, d'un nom qui, d'après l'usage, est donné à d'autres substances fertilisantes.

Art. 2. — En cas de récidive dans les trois ans qui ont suivi la dernière condamnation, la peine pourra être élevée à deux mois de prison et 4,000 fr. d'amende.

Art. 3. — Les tribunaux peuvent, en outre des peines ci-dessus portées, ordonner que les jugements de condamnation seront, par extrait ou intégralement, publiés dans les journaux qu'ils détermineront et affichés dans les lieux qu'ils désigneront, le tout aux frais du condamné.

En cas de récidive dans les cinq ans, ces publications et affichages seront toujours prescrits.

Art. 4. — Les infractions prévues et punies par le présent décret sur les fraudes et falsifications des engrais et amendements seront déférées aux tribunaux compétents dans les termes du droit commun.

Art. 5. — L'article 463 du Code pénal français sur les circonstances atténuantes sera applicable aux infractions prévues par le présent décret.

---

296 23 septembre 1897

(*25 rebiâ ettani 1315*)

PROMULGUÉ LE 23 SEPTEMBRE 1897

Décret interdisant la fabrication, la circulation et la mise en vente des vins de raisins secs, sur le territoire de la Régence.

(OFFICIEL, 1897, 517)

Vu la loi française du 6 avril 1897 sur le régime légal des vins de raisins secs;

Vu la loi française du 27 juillet 1890 sur les crédits d'exportation ;
Vu le décret du 27 janvier 1897 sur les falsifications des matières alimentaires ;
Sur le rapport de notre Directeur de l'agriculture et du commerce ;

Article 1er. — La fabrication, la circulation et la mise en vente des vins de raisins secs sont interdites sur le territoire de la Régence.

Les contraventions aux dispositions du présent article seront punies de la confiscation des boissons saisies et d'une amende de 50 à 1,000 francs.

Art. 2. — En cas de récidive dans les douze mois qui suivraient la première condamnation, le minimum de l'amende déterminée par l'article précédent ne pourra être inférieur à 100 fr. et le maximum pourra être porté à 2,000 fr. Un emprisonnement de six jours à trois mois pourra, en outre, être prononcé.

Art. 3. — L'article 463 du Code pénal français est applicable aux infractions prévues par le présent décret.

Art. 4. — Notre Directeur de l'agriculture et du commerce et notre Directeur général des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

---

297 6 février 1898

(14 ramadane 1315)

PROMULGUÉ LE 6 FÉVRIER 1898

Décret astreignant les marchands ou dépositaires de denrées alimentaires ou autres à délivrer des échantillons de leurs marchandises à première réquisition des autorités de police.

(Officiel, 1898, 109)

Vu nos décrets du 27 janvier 1897 (23 châbane 1314) relatifs à la répression des fraudes et des falsifications des boissons, des engrais et des amendements ;

Article 1er. — Tout fabricant, marchand, transporteur ou dépositaire de denrées alimentaires ou médicamenteuses, de boissons, d'engrais ou amendements, est tenu de remettre, à première réquisition, aux autorités de police, les échantillons dont la saisie sera jugée nécessaire pour assurer la recherche ou la constatation des contraventions à nos décrets susvisés.

Art. 2. — En cas d'opposition, il sera passé outre et l'opposant sera passible d'une amende de 1 à 15 fr., sans préjudice des poursuites qui pourraient être exercées contre lui pour infraction auxdits décrets ou à toutes autres lois pénales.

Art. 3. — En cas de récidive, la peine de l'emprisonnement pendant cinq jours sera prononcée, sauf application des dispositions de l'article 463 du Code pénal français. Il y aura récidive si, dans les douze mois précédents, le contrevenant a déjà encouru une condamnation définitive pour contravention au présent décret commise dans le ressort du même tribunal.

Art. 4. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

DETTE PUBLIQUE

298 9 juin 1892

(13 kâda 1309)

PROMULGUÉ LE 9 JUIN 1892

Décret portant conversion de la dette tunisienne 3 1/2 °/₀ et ordonnant l'émission de 396,386 obligations nouvelles 3 °/₀.

(Officiel, 1892, 187)

Considérant que le Gouvernement français, par application de l'article 2 de la convention conclue avec nous, le 8 juin 1883, a garanti l'emprunt 3 1/2 °/₀ autorisé par notre décret du 17 décembre 1888 ;
Considérant que par suite des heureux effets de cette garantie sur le crédit de la Régence, l'annuité affectée au paiement des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt 3 1/2 °/₀ est aujourd'hui suffisante pour gager, sans charge nouvelle, les intérêts et l'amortissement en 96 ans d'un emprunt 3 °/₀ ;
Considérant que la substitution de cet emprunt au précédent, sans accroître ni modifier la garantie du Gouvernement français, permettra de réaliser des ressources nouvelles à employer en travaux d'utilité publique, au commun avantage de la France et de la Régence ;

Article 1er. — L'emprunt réalisé en obligation 3 1/2 °/₀ amortissables en 99 ans, en exécution du décret du 17 décembre 1888(1), sera converti en un emprunt à réaliser au moyen de l'émission de 396,386 obligations de 500 fr. 3 °/₀, amortissables dans un délai maximum de 96 ans, conformément aux indications du tableau d'amortissement ci-joint (2).

Le Gouvernement beylical s'interdit la faculté de rembourser cet emprunt avant l'année 1902.

Art. 2. — L'annuité nécessaire pour assurer le service des 396,386 obligations nouvelles 3 °/₀ sera prélevée annuellement sur les revenus de la Régence.

Cette annuité, garantie par le Gouvernement français, sera affectée au paiement des intérêts et à l'amortissement semestriel des 396,386 obligations.

Art. 3. — Le tirage au sort des obligations

---

(1) *Officiel*, 1888, 360 — Voir : Loi française du 9 février 1889 approuvant ce décret (*Officiel*, 1889, 55), décret du 20 février 1889 relatif à l'émission des obligations 3 1/2 °/₀ (*Officiel*, 1889, 55), et aussi décret français du 28 mai 1884 (*Officiel*, 1884, 317) relatif à l'ancienne rente perpétuelle 4 °/₀.

(2) *Officiel*, 1892, 188.

à amortir aura lieu à Paris et sera effectué un mois avant l'échéance de chaque semestre.

La liste des obligations sorties à chacun des tirages sera publiée au *Journal officiel tunisien* et au *Journal officiel* de la République française.

Art. 4. — Les porteurs des obligations 3 1/2 °/₀ de la dette tunisienne émise en exécution du décret beylical en date du 17 décembre 1888 auront, pendant un délai, qui ne pourra être moindre de dix jours, la faculté de demander le remboursement de leurs titres, à raison de 500 fr. par obligation, et le paiement des arrérages courus jusqu'au jour fixé pour le remboursement.

Art. 5. — Les obligations 3 1/2 °/₀ dont le remboursement n'aura pas été demandé dans le délai qui sera fixé, en conformité des dispositions de l'article précédent, seront échangées contre les obligations nouvelles 3 °/₀. Le montant de la soulte à payer, s'il y a lieu, aux porteurs des obligations 3 1/2 °/₀ converties, ainsi que la date de l'opération seront ultérieurement déterminés.

Art. 6. — Les obligations nouvelles de 500 fr. 3 °/₀ seront émises au cours qui sera fixé au jour de la conversion à effectuer en exécution de l'article 1er du présent décret.

Chacune des obligations sera munie de coupons payables par trimestre, à raison de 3 fr. 75 par coupon, le 1er janvier, le 1er avril, le 1er juillet et le 1er octobre de chaque année.

La jouissance du premier coupon courra à partir du jour fixé pour le remboursement des obligations non converties.

Les coupons et le capital des titres amortis seront payables en Tunisie et en France aux caisses désignées par le Gouvernement beylical.

Les obligations désignées par la voie du sort pour être remboursées cesseront de produire intérêt à courir du jour fixé pour ce remboursement.

Art. 7. — Les obligations 3 °/₀ émises en exécution du présent décret seront libellées en arabe et en français et porteront le sceau beylical. Elles seront affranchies de tout impôt, taxe ou retenue, de quelque nature que ce soit, en Tunisie, tant dans le présent que dans l'avenir.

Les arrérages se prescriront par cinq ans à compter de leur échéance.

Art. 8. — Les dépositaires légaux ou contractuels d'obligations 3 1/2 °/₀ sont autorisés à effectuer la conversion des titres de cette nature dont les propriétaires ne leur auraient pas fait connaître, cinq jours au moins avant l'expiration du délai mentionné par l'article 4, qu'ils optent pour le remboursement.

Les obligations 3 1/2 °/₀ affectées à des cautionnements de comptables, pour garantie ed leur gestion envers le Gouvernement tunisien, les communes ou les établissements publics de la Régence, pourront être remplacées, titre pour titre, par des obligations nouvelles 3 °/₀.

Par dérogation aux dispositions de l'article 5 du présent décret, la soulte de conversion qui pourra être due aux ayants droit leur sera remise dans le délai d'un mois après la clôture du délai d'option.

Art. 9. — Le bénéfice net à provenir de la conversion sera acquis au Gouvernement tunisien et employé en travaux extraordinaires d'intérêt public concertés entre le Gouvernement tunisien et le Résident général de la République française.

Art. 10. — Les opérations d'émission, de conversion et de remboursement autorisées par le présent décret auront lieu :

En Tunisie, aux caisses publiques ou autres, désignées par le Gouvernement beylical ; en France, aux caisses des banquiers, sociétés ou établissements de crédit désignées par le même Gouvernement.

Art. 11. — Le présent décret n'aura d'effet qu'après que le Gouvernement français y aura donné son adhésion (1).

---

299 25 juin 1892

Loi française approuvant le décret beylical du 9 juin 1892 concernant la conversion de la dette tunisienne.

(Officiel, 1892, 189)

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté ;

Le Président de la République française promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er. — S. A. le Bey de Tunis est autorisé à convertir en un emprunt 3 °/₀, amortissable dans un délai maximum de quatre-vingt-seize ans, l'emprunt 3 1/2 °/₀ amortissable en quatre-vingt-dix-neuf ans, garanti par le Gouvernement de la République française, en vertu de la loi du 9 février 1889.

Art. 2. — Est approuvé le décret beylical en date du 9 juin 1892, relatif à la conversion des 347,541 obligations de la dette du Gouvernement tunisien.

A partir de la conversion exécutée en vertu de ce décret, la garantie accordée aux obligations 3 1/2 °/₀ de la dette du Gouvernement tunisien, en exécution de la loi du 9 février 1889, est transportée aux 396,386 obligations 3 °/₀ à réaliser dans les conditions visées par le décret beylical, en date du 9 juin 1892.

Art. 3. — La garantie du Gouvernement français s'exercera pendant quatre-vingt-seize ans, à courir de la conversion autorisée par la présente loi.

---

(1) Conf. loi du 25 juin 1892.

300 30 juin 1892

(4 hidjâ 1309)

PROMULGUÉ LE 30 JUIN 1892

Décret relatif à l'émission des 396,386 obligations de 500 fr. 3 %.

(OFFICIEL, 1892, 189)

Vu notre décret du 9 juin 1892 (13 kâda 1309);

Article 1er. — L'émission des 396,386 obligations 500 fr. 3 % s'effectuera le 12 juillet 1892, au taux de 476 fr. 25 c.

Art. 2. — Les détenteurs d'obligations 3 1/2 % de la dette tunisienne qui voudront être remboursés devront en faire la demande et effectuer, en même temps, le dépôt de leurs titres du 2 au 12 juillet 1892 inclusivement.

Art. 3. — Le remboursement des obligations déposées en exécution de l'article 2 du présent décret aura lieu à partir du 27 juillet 1892.

Art. 4. — Les intérêts courus à la date du 27 juillet 1892, assignée pour le remboursement des obligations 3 1/2 %, seront payés en même temps que le capital de ces obligations.

Le montant de tout coupon à échoir qui ne pourrait être représenté sera déduit du capital à rembourser.

Art. 5. — Les obligations de la dette tunisienne 3 1/2 % dont le remboursement n'aura pas été demandé dans les délais fixés par l'article 2 du présent décret seront échangées, titre pour titre, contre des obligations 3 % nouvelles portant jouissance du 27 juillet 1892.

Cet échange aura lieu à partir du 15 juillet 1892.

Au moment de l'échange des titres et indépendamment des intérêts à 3 1/2 % courus du 1er au 27 juillet 1892, il sera payé aux ayants droit une soulte de 23 fr. 75 c. par obligation 3 1/2 % présentée à l'échange.

Le montant de tout coupon à échoir qui ne pourrait être représenté sera déduit de la somme représentant la soulte à payer.

Il pourra être délivré aux ayants droit des titres provisoires.

La remise des titres définitifs devra s'effectuer au plus tard à partir du 2 novembre 1892.

Art. 6. — Les opérations à effectuer (1) en exécution du présent décret seront réalisées : en Tunisie, aux caisses publiques du Gouvernement beylical et à la Banque de Tunisie; en France, aux caisses dont la désignation sera portée à la connaissance du public par voie d'affiches.

L'expiration du délai pendant lequel les opérations pourront s'effectuer aux caisses autres que celles du Gouvernement tunisien sera ultérieurement fixée.

(1) Conf. décret du 17 janvier 1893.

---

301 17 janvier 1893

(28 djoumadi ettani 1310)

PROMULGUÉ LE 17 JANVIER 1893

Décret relatif aux opérations prescrites par le décret du 30 juin 1892, pour l'émission des obligations de 500 fr. 3 %

(OFFICIEL, 1893, 17)

Vu notre décret du 9 juin 1892 (13 kâda 1309);

Vu notre décret du 30 juin 1892 (4 hidjâ 1309) et notamment l'article 6 ainsi conçu : . . . . . (*Conf. ce décret.*)

Article 1er. — Les opérations prescrites par le décret du 30 juin 1892 (4 hidjà 1309) cesseront, le 28 février 1893 au soir, d'être effectuées par les caisses, autres que celles du Gouvernement tunisien, qui avaient été désignées pour y procéder.

Art. 2. — A partir du 1er mars 1893, ces opérations ne pourront plus être effectuées qu'à Tunis, à la Recette générale des finances du Gouvernement tunisien.

Art. 3. — Le paiement trimestriel des coupons des obligations de la dette tunisienne 3 % non atteints par la prescription, et le remboursement du capital des titres amortis, auront lieu, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné :

En France, aux caisses du Comptoir national d'escompte de Paris, dont le siège est à Paris, rue Bergère, 14;

A Tunis, à la Recette générale des finances du Gouvernement tunisien.

Le Comptoir national d'escompte est également désigné, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, pour payer, en France, les coupons non prescrits des anciennes dettes 4 % et 3 1/2 % et rembourser le capital des titres 3 1/2 % amortis, qui lui seront présentés.

Art. 4. — Le tirage des obligations de la dette tunisienne 3 % à amortir semestriellement par la voie du sort aura lieu dans les bureaux du Comptoir national d'escompte de Paris.

DISTANCES

302 **Tableau des distances qui séparent les diverses localités tunisiennes soit de leur chef-lieu de canton, soit de Tunis (1).**

NOMS DES LOCALITÉS.	CHEFS-LIEUX de CANTON.	DISTANCE au CHEF-LIEU de canton.	OBSERVATIONS.	DISTANCE à TUNIS.	OBSERVATIONS.
		Myr. Kil.		Myr. Kil.	
Abdelmeleck (Bordj)	Sousse.	17 »		19 »	
Abdelmeleck (Zaouïa)	Sousse.	16 »		16 »	
Abderrebou	Tunis.	12 5		12 5	
Aber Menzouba (Enchir el Guessar)	Bizerte.	8 5		15 2	Par Béja.
Adedi	Sfax.	20 5		49 7	Par Mareth.
Aquerba	Sfax.	22 2		51 5	Par Gabès.
Ahmed ben bou Baka	La Goulette.	9 2	Par Tunis.	7 8	
Aïn Babouch	Le Kef.	2 4		22 1	
Aïn Beïda	Sousse.	10 8		21 7	
Aïn Berda	Tunis.	16 »		16 »	
Aïn Chaalou	Bizerte.	9 7		13 8	Par Béja.
Aïn Cherchera	Le Kef.	9 9		21 2	
Aïn Djoudja	Sousse.	18 3		17 7	
Aïn Douar	Sfax.	47 6		73 1	
Aïn Draham	Le Kef.	9 »		19 8	
Aïn Cja	Le Kef.	5 6		10 4	
Aïn el Hallouf	Sousse.	7 5		11 5	
Aïn el Khraïb	Sousse.	10 »		20 9	
Aïn el Maghroun	Sfax.	17 9		47 1	Par Gabès.
Aïn Farès	Sfax.	21 1		50 3	Par Gabès.
Aïn Fourna	Tunis.	11 2		11 2	
Aïn Guersa	Tunis.	14 »		14 »	Par Téboursouk.
Aïn Hedja	Tunis	12 »		12 »	Par Téboursouk.
Aïn Kazeziah	Sousse.	4 7		17 8	
Aïn Maideur	Sfax.	21 9		51 1	
Aïn Medekeur	Sousse.	7 »		9 »	
Aïn Mezouaia	Sfax.	12 2		35 3	
Aïn Nemeka	Sfax.	20 4		49 7	Par Gabès.
Aïn Rhar Salah	Tunis.	12 7		12 7	
Aïn Rhel	Bizerte.	4 2		4 3	
Aïn Smara	Sfax.	22 5		51 7	
Aïn Tounga	Tunis.	8 8		8 8	
Aïn Turck	Bizerte.	12 4		13 3	
Akouda	Sousse.	1 2		18 6	
Allia	Bizerte.	2 1		4 6	
Aouïna (ou El Aouïna)	Tunis.	» 9		» 9	
Arioub el Caïd	Sfax.	27 8		57 »	Par Oglet Nefeta.
Batten Realia	Tunis.	14 »		14 »	Par Aïn Fourna.
Bechri	Sfax.	26 3		55 6	Par Gabès.
Béja (station)	Bizerte.	12 5		10 7	
Beja (ville)	Bizerte.	11 3		11 9	
Belvédère	Tunis.	» 3		» 3	
Bembla	Sousse.	2 1		19 5	
Beni Hassen	Sousse.	3 2		20 6	
Beni Keltoum	Sousse.	2 3		19 7	
Beni Khaleb	La Goulette.	5 9	Par Tunis.	4 5	
Beni Khiar	Tunis.	8 »		8 »	
Beni Metir	Le Kef.	9 1		20 4	
Beni Rhaï	Sousse.	2 3		19 7	
Bennem	Sousse.	2 5		19 9	
Berzig	Bizerte.	12 1		16 5	
Biada	Le Kef.	4 »		23 7	
Biar Abdallah	Sfax.	24 »		53 2	Par Gabès.
Biar Berada	Sfax.	20 9		50 2	Par Gabès.
Biar Khrebache	Sfax.	14 »		43 3	Par Ouderf.
Biar Louhamia	Sfax.	27 2		56 5	
Biar Zemmud	Sfax.	21 »		50 3	
Bir Attala	Bizerte.	2 2		4 1	
Bir Berazid	Sfax.	24 2		53 5	Par Gabès.
Bir bou Adjila	Sfax.	53 1		68 6	
Bir bou Beït	Tunis.	6 6		6 6	
Bir bou Chraïtia	Sousse.	12 7		23 6	

(1) Les taxes à témoins sont établies, en matière correctionnelle et criminelle, d'après ce tableau et conformément aux décrets du Président de la République française des 18 juin 1811 et 7 avril 1813.

Une circulaire du Parquet de Tunis, du 18 mars 1897, avise les juges de paix de cet arrondissement que le décret français du 22 juin 1895 (modifiant les décrets des 18 juin 1811 et 7 avril 1813), relatif aux indemnités dues aux témoins, n'est pas applicable à la Tunisie. (Dépêche du Garde des sceaux du 30 janvier 1897, décidant la non-applicabilité au ressort de la Cour d'Alger.)

Une circulaire du Parquet de Tunis, du 23 février 1888, permet de faire des avances aux témoins qui ne sont pas en état de subvenir à leur déplacement.

NOMS DES LOCALITÉS.	CHEFS-LIEUX de CANTON.	DISTANCE au CHEF-LIEU de canton.	OBSERVATIONS.	DISTANCE à TUNIS.	OBSERVATIONS.
		Myr. Kil.		Myr. Kil.	
Bir bou Kessib	Sfax.	38 1		63 6	
Bir bou Nab	Tunis.	6 1		6 1	Par Tébourba.
Bir Djedid	Sfax.	34 1		59 6	
Bir Draja	Sousse.	13 5		24 4	
Bir Eddouar	Sfax.	39 6		65 1	
Bir el Acham	Sfax.	30 2		59 9	Par Oglet bou Djemel.
Bir el Ahmar	Sfax.	26 4		55 7	Par Oglet bou Ahmed.
Bir el Bey	La Goulette.	3 7	Par Tunis.	2 3	
Bir el Bey	Sousse.	8 5	Par Kairouan.	14 7	
Bir el Hamra	Sfax.	18 1		47 4	Par Gabès.
Bir el Mengad	Sfax.	38 8		53 1	
Bir el Mengoub	Sfax.	50 6		66 1	
Bir el Meritil	Sfax.	44 6		70 1	
Bir es Sof	Sfax.	27 »		56 3	Par Kesser Moudenine.
Bir Hounis	Sousse.	8 3		19 2	
Birin	Tunis.	1 9		1 9	Par La Manouba.
Bir Keraret	Sousse.	8 7		13 3	
Bir Khranfès	Sfax.	36 6		62 1	
Bir Mecherga	Tunis.	4 5		4 5	Par La Manouba.
Bir Mechguig	Sfax.	42 6		68 1	
Bir Medkidès	Sfax.	25 5	Par Gafsa.	39 8	Par Gafsa.
Bir Mraboth	Sfax.	20 3	Par Gabès.	41 8	Par Gafsa.
Bir Rekeb	Sfax.	26 4		55 7	
Bir Rogda	Sfax.	37 »	—	51 3	
Bir Salah	Sfax.	4 8		24 4	
Bir Sidi Aïch	Sfax.	27 »		41 3	Par Gafsa.
Bir Soltan	Sfax.	36 3		50 6	Au delà du chott Djerid.
Bir Soltan	Sfax.	30 3		59 6	Par Kesser Moudenine.
Bir Soumra	Sousse.	9 4	Par Kairouan.	20 3	
Bir Taïeb	Sousse.	2 »		19 4	
Bir Tuedjeur	Sousse.	2 9		25 4	
Bir Zebouza	Sfax.	18 2		47 5	Par Ouderf
Bit el Assa	Sousse.	7 5		8 5	
Bizerte	Bizerte.	» »		6 3	
Bled Semendj	Sousse.	7 8		15 »	
Bled Tarfaoui	Sfax.	28 8		43 1	Par Gafsa.
Bokalta	Sousse.	4 7		22 5	
Bordj Abdelmelek	Sousse.	17 »		19 »	
Bordj Agfaït	Tunis.	5 3		5 3	
Bordj Baba Soun	Sousse.	6 5		12 »	
Bordj Djedid	Le Kef.	11 6		23 »	Par Souk-el-Arba.
Bordj el Abiod	La Goulette.	13 8	Par Tunis.	12 4	
Bordj el Hadid	Bizerte.	5 4		3 5	Par Djedeida.
Bordj el Hamri	Tunis.	2 8		2 8	
Bordj el Khedidja	Sfax.	7 2		29 7	Par El Djem.
Bordj Farroua	Bizerte.	1 6		8 1	Par Bizerte.
Bordj Sidi Mohamed ben Hassen	Tunis.	17 8		17 8	Par Souk-el-Arba.
Bordj Toumi	Tunis.	5 1		5 1	
Bou Chateur	Bizerte.	2 9		3 5	
Bou Djeliba	Tunis.	10 »		10 »	
Bou Gherta	Sousse.	5 9		28 3	
Bou Hamiane	Sfax.	22 »		41 8	Par Gafsa.
Bou Kerin	La Goulette.	10 8	Par Tunis.	9 4	
Bou Kharouf	Sfax.	35 6		61 1	
Bou Mendil	La Goulette.	5 2	Par Tunis.	3 8	
Bou Merdess	Sousse.	3 6		21 »	
Bourgine	Sousse.	2 4		19 8	
Bap Bon	La Goulette.	13 4	Par Tunis.	12 »	
Carthage	La Goulette.	» 6		1 6	
Chebika	Sfax.	34 »		48 3	Par Gafsa.
Chebika (Puits de)	Sousse.	7 6		18 5	Par Kairouan.
Chemtou	Le Kef.	7 »		18 5	
Choucha Fondouk	Tunis.	» 7		» 7	
Damouch	Sousse.	2 4		19 8	
Dar el Bey	Sousse.	6 »		12 »	
Dar el Remel	Bizerte.	2 2		8 5	
Dar Mehalla	Sousse.	7 »		17 2	
Dar Mehalla el Gaïa	Sousse.	13 2		9 1	
Dar Zarhouni	Tunis.	» 6		» 6	
Djama (Zama)	Tunis.	17 3		17 3	
Djammal	Sousse.	2 7		20 2	
Djebel bel Hanech	Le Kef.	7 4		27 7	Par Souk-el-Arba.
Djebeliana	Sfax.	3 5		26 »	
Djebel Ressas	La Goulette.	4 2	Par Tunis.	2 8	
Djebel Trif	La Goulette.	7 »	Par Tunis.	5 6	
Djebibina	Sousse.	11 8	Par Kairouan.	10 5	
Djedeida	Tunis.	2 5		2 5	
Djemma el Hachih	Sfax.	28 3		55 6	Par Gabès.

NOMS DES LOCALITÉS.	CHEFS-LIEUX de CANTON.	DISTANCE au CHEF-LIEU de canton.	OBSERVATIONS	DISTANCE à TUNIS.	OBSERVATIONS.
		Myr. Kil.		Myr. Kil.	
Djenaïn	Le Kef.	8 3		23 »	Par Ghardimaou.
Djenan Temachi	Bizerte.	12 7		13 6	Par Beja.
Djenia Sidi Mohamed ben Ali	Bizerte.	10 4		14 »	
Djerba (Ile de)	Sfax.	20 6		50 1	
Djouma Errechich	Sfax.	30 7		45 »	Par Gafsa.
Douar bel Kassem ben Zorari	Le Kef.	5 1		16 6	
Dougga	Tunis.	10 8		10 8	
Douirat	Sfax.	30 5		59 8	
Douz	Sfax.	30 1		57 4	
Ebba	Le Kef	2 »		21 7	
El Afsia	Tunis.	2 4		2 4	
El Aïchia	Sfax.	21 4		42 4	
El Aouaria	La Goulette.	12 5	Par Tunis.	10 2	Par Solman.
El Aouina (ou Aouina)	Tunis.	» 9		» 9	
El Aouja	Bizerte.	2 3		4 2	
El Ariana	Tunis.	» 8		» 8	
El Begrat	Sfax.	25 1		54 4	
El Bibane	Sfax.	28 1		57 4	
El Djem	Sousse.	6 2		23 7	Par Kairouan.
El Djerf	Sfax.	20 2		49 5	
El Faoura	Sfax.	34 1		59 6	
El Founi	Sfax.	8 4		31 5	
El Freyhatte	Sousse.	» 9		18 3	
El Golea	Bizerte.	14 »		10 1	Par Oued Zargua.
El Goléa	Tunis.	9 5		9 5	
El Guelaa	Sfax.	29 8		57 1	
El Gueriah	Bizerte.	13 1		14 »	Par Béja.
El Guettar	Sfax.	22 1		40 »	Par Gafsa.
El Hadj Nasser	Tunis.	2 3		2 3	
El Haïmma	Sfax.	31 2	Par Gabès.	45 5	Par Gafsa.
El Hamma	Sfax.	16 1		45 4	Par Oglet Chemchou.
El Hammam	Le Kef	9 7		20 5	
El Hanech	Sfax.	24 3		53 6	
El Kalaa	Sousse.	18 6	Par Kairouan.	19 5	
El Kantara	Sousse.	7 3		15 3	
El Kroud	Sfax.	12 9		36 »	
Ellez	Sousse.	19 1	Par Kairouan.	19 7	
El Loukanda	Tunis.	7 5		7 5	
El Meheriz	Sousse.	7 3		18 2	
El Melah	Bizerte.	12 »		7 5	Par Bizerte.
El Msassa	Tunis.	7 1		7 1	Par Pont du Fahs.
El Touati	Sfax.	21 3		50 6	
El Triki	Sousse.	» 8		18 2	
Emkada	Bizerte.	2 8		3 5	
Enchir Bagneul	Sfax.	19 8		49 1	Par Gabès.
Enchir Barberou	Sousse.	17 8		22 9	
Enchir Benia	Sfax.	20 1		49 1	
Enchir bou Arada	Tunis.	8 5		8 5	
Enchir Boucha	Tunis.	6 4		6 4	
Enchir bou Dabous	Sousse.	10 3		14 »	
Enchir bou Slana	Sousse.	7 3		18 2	
Enchir Djela	Sousse.	16 5		21 8	
Enchir Djeloula	Sousse.	8 8		19 7	
Enchir Djemia	Sousse.	3 2		19 5	
Enchir Domeur	Sfax.	25 7		55 »	Par Kesser Moudenine.
Enchir el Aïoun	Sousse.	7 6		18 5	
Enchir el Guessar (aber Menzouba)	Bizerte.	8 5		15 2	Par Béja.
Enchir el Mardja	Tunis.	17 5		17 5	
Enchir el Mehari	Sfax.	26 »		54 5	
Enchir el Merifeg	Bizerte.	5 »		10 9	Par Bizerte.
Enchir el Ouiba	Sousse.	7 1		18 »	
Enchir er Rouhia	Sousse.	18 »		28 9	Par Kairouan.
Enchir Ferrik	Le Kef.	6 »		15 7	
Enchir Habira	Sousse.	11 2		22 1	Par Kairouan.
Enchir Mardja	Le Kef.	6 1		17 6	Par Souk-el-Arba.
Enchir Meded	Sousse.	18 4		19 1	
Enchir Mehamela	Sfax.	16 1		45 4	
Enchir Mossla	Le Kef.	5 2		15 »	
Enchir Sebaa Biar	Sousse.	20 5		17 4	Par Sidi Djaber.
Enchir Sidi Smaïn	Tunis.	8 2		8 2	
Enchir Skira	Bizerte.	6 3		11 6	
Enchir Souellem	Sousse.	16 6		21 5	
Es Seballa	Tunis.	1 1		1 1	
Fahs (Pont du)	Tunis.	5 8		5 8	
Farka	Sousse.	15 1		16 2	
Fedj el Meridj	Le Kef.	8 9		19 3	

NOMS DES LOCALITÉS.	CHEFS-LIEUX de CANTON.	DISTANCE au CHEF-LIEU de canton.	OBSERVATIONS.	DISTANCE à TUNIS.	OBSERVATIONS.
		Myr. Kil.		Myr. Kil.	
Fedj Sottara	Le Kef.	10 7	Par le Kef et Tebessa.	22 8	
Feriana.	Le Kef.	24 »		43 7	
Fernana	Le Kef.	7 »		18 3	
Fondouk	Tunis.	2 3		2 3	
Fondouk el Messaoudi.	Tunis.	13 »		13 »	
Foum Afrit	Sousse.	12 6		19 3	Par Abdelmelek Zaouia
Fonni Teniat	Sfax.	22 7		52 »	Par Kesser Moudenine.
Gabès	Sfax.	13 5		42 7	
Gafsa	Sfax.	23 9		38 2	
Gdeida	Sousse.	17 7	Par Kairouan.	19 »	
Ghardimaou	Le Kef.	8 »	Par Souk-el-Arba.	18 9	
Gilma	Sfax.	18 8		25 5	
Graira	Sfax.	10 7		33 8	
Grombalia	La Goulette.	5 3	Par Tunis.	3 9	
Guemaïr	Le Kef.	10 2		21 1	
Guenouat.	Tunis.	10 »		10 »	
Guergour.	Sfax.	21 1		31 3	
Hadjeb el Aïoun	Sfax.	15 »		23 4	
Haïoud el Hajem	Le Kef.	9 »		29 5	
Hammam el Enf (ou Hammam El-hf).	La Goulette.	3 »		1 6	
Hammam el Guerra.	Tunis.	14 5		14 5	Par Téboursouk.
Hammamet.	Tunis.	6 9		6 9	
Hammam Sousse	Sousse.	» 9		18 3	
Hammam Zoughera.	Sousse.	9 1		19 7	
Hamsaf.	Le Kef.	5 8		20 5	
Haouch Khima	Sousse.	10 6		21 5	
Haouch Tascha	Sousse.	13 »		23 6	
Harara	Tunis.	12 5		12 5	
Hassi Cherif	Sfax.	22 1		51 4	
Hassi Fiffla	Tunis.	3 5		3 5	Par La Manouba.
Hassi Gherbi	Sfax.	18 7		48 »	
Hassi Sultan	Sfax.	23 »		52 3	
Hergla	Sousse.	3 6		21 »	Par Sousse.
Kaf Sgharin	Bizerte.	6 3		9 4	
Kairouan	Sousse.	5 8		16 7	
Kalaa Kebira	Sousse.	1 4		18 8	
Kalaa Sghira	Sousse.	» 9		18 3	
Kalaat es Senam	Le Kef.	6 3		26 »	
Kalaat es Skarna	Sousse.	18 8		23 5	
Kamarg	La Goulette.	1 2		2 »	
Kandil	Sfax.	15 9		45 1	
Kantara m'ta Ali Mendjel	Sousse.	3 5		10 8	
Kasba oum Zessar	Sfax.	19 3		48 6	
Kasserine	Le Kef.	21 »		40 7	
Kebilia el Medouen	La Goulette.	13 »	Par Tunis.	11 6	
Kebilli	Sfax.	26 8		54 1	Par Gabès.
Kef (Le)	Le Kef.	» »		19 7	Par Souk-el-Arba.
Kerker	Sousse.	4 1		21 5	Par Sousse (côte).
Kessera	Sousse.	14 5		19 6	
Kesser Belgass	Sfax.	31 8		61 1	Par Oglet bou Ahmed.
Kesser Degharaga	Sfax.	30 1		59 4	Par Oglet bou Ahmed.
Kesser el Hadid.	Tunis.	15 5		15 [illegible]	
Kesser el Madjerah	Sfax.	12 »		22 9	
Kesser Moudenine	Sfax.	21 1		50 4	
Kettena.	Sfax.	15 5		44 8	
Khranget el Slougui.	Le Kef.	17 5		37 5	
Knaïs	Sousse.	2 1		19 5	Par Sousse.
Kouba si Guenaou.	Sfax.	16 6		45 2	
Koudia el Halfa.	Sousse.	13 »		24 »	
Kouka	Bizerte.	13 5		12 5	
Kourba.	La Goulette.	8 7	Par Tunis.	7 3	
Kourbes	La Goulette.	7 1	Par Tunis.	5 7	
Koursia.	Tunis.	7 5		7 5	
Kredouma	Le Kef.	11 7		23 8	
Krombalia (ou Grombalia).	La Goulette.	5 3	Par Tunis.	3 9	
Kromerassen	Sfax.	26 3		55 6	
Kroussia	Sousse.	2 9		20 3	Par Sousse.
Ksar el Lal	Sousse.	4 2		21 6	Par Sousse.
Ksar Seket	Sfax.	21 9		42 2	
Ksibet Sousa	Sousse.	» 9		18 3	
Kscur	Le Kef.	4 5		24 3	
Ksour Sef.	Sousse.	6 7		24 1	
La Goulette.	La Goulette.	» »		1 4	
La Mohammedia	Tunis.	1 7		1 7	
Lemta	Sousse.	2 9		20 3	
Lorbes	Le Kef.	2 5		22 2	
Madjen Sidi Naoui	Sfax.	27 2		33 9	
Maghroun (Aïn el)	Sfax.	17 9		47 1	Par Gabès.

NOMS DES LOCALITÉS.	CHEFS-LIEUX de CANTON.	DISTANCE au CHEF-LIEU de canton.		OBSERVATIONS.	DISTANCE à TUNIS.		OBSERVATIONS.
		Myr	Kil		Myr.	Kil.	
Magroua	Sousse.	19	3		18	9	
Maharès	Sfax.	3	4		32	6	
Mahdia	Sousse.	6	1		22	5	
Maktar	Sousse.	17	9		20	1	
Manouba (La)	Tunis.	1	»		1	»	
Mareth	Sfax.	17	3		46	6	
Marsa (La)	La Goulette.	»	7		1	6	
Mateur	Bizerte.	3	3		6	4	
Matmeur	Sousse.	1	1		18	5	
Maxula Radès	La Goulette.	2	7	Par Tunis.	1	3	
Mdjoudja	Sousse.	18	»		18	»	Par Testour.
Medeina	Le Kef.	4	9		24	7	
Medjez el Bab	Tunis.	6	6		6	6	
Medjez es Sfa	Tunis.	12	»		12	»	
Medzdour	Sousse.	1	8		19	2	
Mekalta	Sousse.	4	9		22	3	
Mellouk	Sfax.	6	»		28	5	
Menara	Sousse.	2	8		20	2	
Menzel bou Zelfa	La Goulette.	5	7	Par Tunis.	4	3	
Menzel Djemil	Bizerte.	»	7		5	6	
Menzel ez Zid	Bizerte.	»	9		7	2	
Menzel Harb	Sousse.	1	6		19	»	
Menzel Kamel	Sousse.	2	7		20	1	
Menzel Kheir	Sousse.	1	8		19	2	
Menzel Temine	La Goulette.	9	9	Par Tunis.	8	5	
Messadim	Tunis.	3	»		3	»	
Messadine	Sousse.	»	9		18	3	
Metelin (côte)	Bizerte.	2	8		5	5	
Metelin (terre)	Bizerte.	22	1		6	2	
Meteritz	Sfax.	16	1		55	4	
Mezassen	Sfax.	7	5		46	8	Par Gabès.
Mezera el Bey	Sfax.	33	4		25	8	
Midès	Sfax.	2	5		46	8	Par Gabès.
Moghran	Tunis.	5	»		5	»	
Mohammedia (La)	Tunis.	1	7		1	7	
Mokenmine	Sousse.	4	3		21	7	
Monastir	Sousse.	2	1		19	6	Par la côte.
Mornag (Le)	La Goulette.	3	5	Par Tunis.	2	1	
Mornaguia	Tunis.	1	2		1	2	
Mouiat Ali	Sfax.	35	3		60	8	
Mourredin	Sousse.	1	1		18	5	Par la côte.
Mroudj	Le Kef.	7	2		21	9	
Mzaken	Sousse.	1	2		18	6	
Mzen en Nour	Sousse.	19	»		17	»	
Nakhala	La Goulette.	9	9	Par Tunis.	8	5	
Nasseria	Sfax.	16	8		44	»	Par Gafsa.
Nebeul (ou Nabeul)	La Goulette.	9	4	Par Tunis.	8	»	
Nebeur	Le Kef.	2	»		19	»	
Nefta	Sfax.	34	8		49	1	Par Gafsa.
Ogla	Sfax.	18	1		47	5	Par Ouderf.
Oglet ben Zallouk	Sfax.	11	1		23	»	
Oglet bou Ahmed	Sfax.	23	5		52	8	
Oglet bou Djemel	Sfax.	26	»		55	3	
Oglet Chemchou	Sfax.	15	1		44	4	Par Gabès.
Oglet Djida	Sfax.	20	1		49	4	
Oglet el Hadjela	Sfax.	7	6		25	5	
Oglet el Hammam	Sfax.	11	9		41	2	Par Oued Akaritt.
Oglet el Kessel	Sfax.	19	4		48	7	
Oglet el Khelcī	Sousse.	7	6		25	»	Par la côte.
Oglet el Merethba	Sfax.	29	2		35	9	
Oglet el Metouen	Sfax.	7	»		30	1	
Oglet el Ouata	Tunis.	4	8		4	8	Par Tébourba.
Oglet el Ouda	Tunis.	5	9		5	9	Par Tébourba.
Oglet el Oued Gourbaïa	Sfax.	26	7		41	»	Par Gafsa.
Oglet el Senem	Sfax.	22	3		51	6	
Oglet Hamelia	Sfax.	17	1		46	4	Par Ouderf.
Oglet Khodja	Sfax.	8	»		31	1	
Oglet Khrombalia (ou Oglet Grombalia)	Sfax.	13	2		30	3	
Oglet Meredba	Sfax.	28	8		58	1	Par Kesser Mondenine.
Oglet Merthba	Sfax.	16	6		45	9	Par Gabès.
Oglet Nefetta	Sfax.	24	8		54	1	
Oglet Saâd	Sfax.	19	5		48	8	Par Mareth.
Oglet Souamia	Sfax.	17	8		47	1	Par Gabès.
Ouderf	Sfax.	11	9		41	2	
Oudian el Khil	Bizerte.	13	5		11	8	
Oued Akaritt	Sfax.	10	3		39	6	
Oued Bajen	Bizerte.	5	4		8	5	
Oued Bargou	Sousse.	14	3		12	5	

NOMS DES LOCALITÉS.	CHEFS-LIEUX de CANTON.	DISTANCE au CHEF-LIEU de canton.	OBSERVATIONS.	DISTANCE à TUNIS.	OBSERVATIONS.
		Myr. Kil.		Myr. Kil.	
Oued bou Arada	Tunis.	9 2		9 2	Par le Pont du Fahs.
Oued Céhéla	Sfax.	25 »		31 »	
Oued Chérita	Sousse.	9 5		20 8	Par Kairouan.
Oued Djerrou	Bizerte.	8 3		11 »	
Oued el Fekka	Sfax.	22 7		29 4	
Oued el Houar	Sfax.	26 4		33 1	Par Kairouan.
Oued es Sahaline	Sfax.	21 3		50 6	Par Gabès.
Oued Hammam	Sousse.	7 5		7 2	
Oued Hammam	Sousse.	1 5		15 9	
Oued Kebirita	Sfax.	28 7		58 »	Par Gabès.
Oued Kelba	Sfax.	6 8		36 1	
Oued Laya	Sousse.	1 4		18 9	Par la côte.
Oued Mebhana	Sousse.	10 6		12 »	
Oued Melah	Sfax.	4 2		33 5	
Oued Meliz	Le Kef.	7 5	Par Souk-el-Arba.	17 9	
Oued Mellègue	Le Kef.	2 2		22 4	
Oued Merguellil	Sousse.	12 7		23 6	Par Kairouan.
Oued Merotha	Tunis.	8 3		8 3	
Oued Neban	Sousse.	12 5		11 9	
Oued Ouzapha	Sousse.	16 5		20 6	
Oued Rann	Sfax.	7 6		30 7	Par Thoual Cheik.
Oued Rezifa	Sfax.	14 8		44 1	Par Gabès.
Oued Saïdin	Sousse.	14 »	—	10 5	
Oued Sbiba	Sousse.	16 »		26 9	
Oued Serrat	Le Kef.	5 »		25 2	
Oued Zabbes	Sousse.	12 6		23 5	
Oued Zerga	Tunis.	8 6		8 6	
Oued Zerroud	Sfax.	18 1		23 »	
Ouerdenine	Sousse.	1 6		19 1	Par la côte.
Ouldjsouk	Le Kef.	11 7		23 8	
Ouled Salah	Sousse.	7 5		24 5	
Oum Aleg	Sfax.	19 »		41 8	
Oum Ali	Sfax.	25 »		42 8	Par Gafsa.
Oum Chia	Sfax.	19 1		49 1	Par Gabès.
Oum Doul	La Goulette.	9 5	Par Tunis.	8 1	
Oum Semah	Sfax.	25 5		54 8	Par Gabès.
Pont du Fahs	Tunis.	5 8		5 8	
Pont Romain	Le Kef.	2 »		21 7	
Porto Farina (Rhar el Melah)	Bizerte.	3 5		5 »	
Radès (Maxula Radès)	La Goulette.	2 7	Par Tunis.	1 3	
Rafraf	Bizerte.	3 9		5 3	
Ras el Ahmar	La Goulette.	13 9	Par Tunis.	12 5	
Ras el Aioun	Sfax.	28 3		42 6	
Ras el Djebel	Bizerte.	3 1		6 1	
Ras el Oued	Sfax.	14 5		43 7	
Ras Ouidan el Renem	Le Kef.	10 6		30 9	
Redir Mouita	Sfax.	22 9		52 2	
Redir Rissa	Sfax.	20 1		40 7	Par Gabès.
Redirs djebel Hamra	Sfax.	20 9		27 6	
Redirs el Hallouf	Sfax.	24 »		30 7	
Regaa	La Goulette.	13 7	Par Tunis.	12 3	
Rhar el Melah (Porto Farina)	Bizerte.	3 5		5 »	
Rhazouan	Le Kef.	5 6		19 4	
Ruines de Haydra	Le Kef.	11 »		31 4	
Sabalat el Atria	Sousse.	4 »		21 5	
Sahaline	Sousse.	1 4		18 8	
Saïga	Sfax.	23 1		52 4	
Sebala	Tunis.	1 1		1 1	
Sebebil Djemel	Tunis.	5 »		5 »	Par Tebourba.
Sebkra	Sousse.	6 6		24 1	
Seddada	Sfax.	31 3		48 7	Par Gafsa.
Seftimi	Sfax.	23 4		52 7	Par Gabès.
Serdj (Douars du)	Sousse.	12 3		17 »	
Settabiar	Sfax.	24 2		53 7	Par Kesser Moudenine.
Sfax	Sfax.	» »		29 2	
Si Ahmed	Sousse.	8 8		19 7	
Si Ahmed bou Hagla	Sousse.	8 5		19 5	
Sibt el Mediouni	Sousse.	3 5		21 »	
Sidi Abd el Goui	Sousse.	5 »		11 »	
Sidi Abd el Krim	Tunis.	8 »		8 »	
Sidi Ahmeur	Sousse.	1 4		18 8	
Sidi Ahmeur el Hadj	Sousse.	17 2		17 4	
Sidi Aïssa	Sousse.	1 3		18 7	
Sidi Ali ben Nattab	Tunis.	1 8		1 8	
Sidi Ali el Azereg	Sfax.	7 2		25 4	
Sidi Ali Fetallah	Bizerte.	5 2		8 3	
Sidi Athman el Hadid	Bizerte.	4 8		3 7	

NOMS DES LOCALITÉS.	CHEFS-LIEUX de CANTON.	DISTANCE au CHEF-LIEU de canton.	OBSERVATIONS.	DISTANCE à TUNIS.	OBSERVATIONS.
		Myr. Kil.		Myr. Kil.	
Sidi bou Ali	Sousse.	2 7		20 1	
Sidi bou Atmen	Sousse.	2 »		19 4	
Sidi bou Djerboua	Sfax.	3 »		29 2	
Sidi bou Farès	Bizerte.	3 »		3 7	
Sidi bou Gobrit	Sousse.	14 6		26 1	Par Kairouan.
Sidi bou Guerech	Le Kef.	2 5		22 »	
Sidi bou Hadjeba	Tunis.	3 3		3 3	
Sidi bou Hamed	Sfax.	27 2		56 5	
Sidi bou Hamida	Tunis.	5 9		5 9	
Sidi bou Rouïs	Le Kef.	5 »		24 7	
Sidi bou Saïd	La Goulette.	» 8		2 2	
Sidi bou Saïd	Sfax.	8 8		38 1	
Sidi bou Zid	Sfax.	16 6		27 5	
Sidi Brahim	Sfax.	11 4		34 5	
Sidi Dahar	La Goulette.	6 6	Par Tunis.	5 2	
Sidi Djaber	Tunis.	14 5		14 5	Par Testour.
Sidi Djabeur	Tunis.	7 5		7 5	
Sidi Djedidi	Tunis.	8 5		8 5	
Sidi Djoumi	Tunis.	» 4		» 4	
Sidi el Aguerba	Sfax.	1 4		30 6	
Sidi el Hafaï	Sfax.	13 4		24 3	
Sidi el Hani	Sousse.	3 6		18 5	Par Kairouan.
Sidi Ferradj	Tunis.	3 5		3 5	Par La Manouba.
Sidi Haoud el Oued	Bizerte.	10 9		15 5	
Sidi Haouidat	Tunis.	9 5		9 5	
Sidi Mecheref	Bizerte.	6 6		12 5	
Sidi Meheddeb	Sfax	11 1		34 2	
Sidi Meskine	Le Kef.	6 5		16 8	
Sidi Messaoud	Sousse.	8 4		25 9	Par la côte.
Sidi Mohammed ben Ali	Sousse.	11 3		22 2	Par Kairouan.
Sidi Mohammed Nogues	Sfax.	9 7		32 8	
Sidi Nadj	Tunis.	9 2		9 2	Par Testour.
Sidi Ordenni	Sousse.	1 2		18 7	
Sidi Oumecha	Sfax.	4 5		27 »	
Sidi Rached	Sousse.	22 2		20 8	
Sidi Rajah	Sousse.	1 6		19 »	
Sidi Salah	Sfax.	1 6		27 6	
Sidi Salah	Le Kef.	19 5		40 »	
Sidi Salah bou Guebrin	Bizerte.	2 6		8 9	
Sidi Salem bou Grarera	Sfax.	20 2		49 5	
Sidi Toumi	La Goulette.	6 5	Par Tunis.	5 1	
Sidi Youssef	Le Kef.	4 6		21 4	
Sidi Zehili (station)	Bizerte.	13 3		12 »	
Sidi Zeïd	Bizerte.	12 4		13 7	
Sidi Zid	Tunis.	10 »		10 »	
Slougnia	Tunis.	8 »		8 »	
Soliman	La Goulette.	4 9	Par Tunis.	3 5	
Souali el Hazari	Sousse.	2 3		15 1	
Souk el Arba	Le Kef.	5 »		15 6	
Souk el Djemaâ	Sousse.	13 2		23 2	Par Le Kef.
Souk el Khemis	Bizerte.	14 5		13 3	
Souk el Tnin	Le Kef.	10 9	Par Béja.	15 2	
Sousse	Sousse.	» »		17 4	Par la côte.
				22 5	Par Kairouan.
Stah	Sfax.	25 7		40 »	Par Gabès.
Tabarka	Le Kef.	13 »		23 5	
Takroun	Sousse.	6 1		10 2	
Tamerzed	Sfax.	19 7		49 »	Par Gabès.
Taoudjout	Sfax	19 2		48 5	Par Gabès.
Tebonlba	Sousse.	4 8		22 2	
Tebourba	Tunis.	3 4		3 4	
Teboursouk	Tunis.	11 »		11 »	
Tell Sahal	Tunis.	11 5		11 5	
Telmine	Sfax.	27 2		54 5	
Terfdjenna	Tunis.	9 5		9 5	
Testour	Tunis.	8 6		8 6	
Thala	Sfax.	25 5		54 8	
Toual Cheik	Sfax.	5 »		28 1	
Touat Zouameul	Sousse.	19 9		18 2	
Touireuf	Le Kef.	30 »		21 »	Par Oued Meliz.
Toumbeur	Sfax.	27 8		55 1	Par Gabès.
Tourki	La Goulette.	5 8	Par Tunis.	4 4	
Toza	Sousse.	2 6		20 »	
Tozengnerrane	La Goulette.	10 »	Par Tunis.	8 6	Par Oum Douil.
Tozeur	Sfax.	32 4		46 7	
Zaggaba	Sfax.	18 »		47 3	Par Mareth.
Zaghouan	Tunis.	5 6		5 6	
Zama (Djama)	Tunis.	17 3		17 3	
Zaouia	La Goulette.	6 »	Par Tunis.	4 6	

NOMS DES LOCALITÉS.	CHEFS-LIEUX de CANTON	DISTANCE au CHEF-LIEU de canton.	OBSERVATIONS.	DISTANCE à TUNIS.	OBSERVATIONS.
		Myr. Kil.		Myr. Kil.	
Zaouïa Abdelmelek	Sousse.	16 »		16 »	
Zaouïa Kontech.	Sousse.	2 7		20 1	
Zaouïa Seddaga.	Sfax.	21 2		27 9	Par Kairouan.
Zaouïa Sidi Abdelkader bel Hassem	Bizerte.	14 »		12 8	
Zaouïa Sidi Ali ben Habid.	Bizerte.	8 3		14 5	
Zaouïa Sidi Makhlouf . . .	Sfax.	20 1		49 4	
Zaouïa Sidi Saleur	Tunis.	7 5		7 5	Par Zaghouan.
Zaouiet el Limagues . . .	Sfax.	22 6		51 9	
Zaouiet Sousse	Sousse.	» 6		18 »	
Zarat.	Sfax.	17 »		46 3	
Zarhouani	Sousse.	3 2		20 7	
Zarzine.	Sfax.	29 3		56 6	
Zarzis	Sfax.	24 1		53 4	
Zembra (île de).	La Goulette.	13 »	Par Tunis.	14 4	
Zemil Babouch	Sfax.	15 2		38 3	
Zeraoua	Sfax.	18 7		48 »	Par Gabès.
Zergua.	Le Kef.	6 »		25 5	
Zeriba	Sousse.	6 1		23 5	
Zerig.	Sfax.	15 1		44 3	
Zouallig	Sfax.	18 4		47 7	Par Gabès.
Zrado	Sousse.	6 5		23 9	
Zramdine.	Sousse.	3 1		20 5	

DOMAINE DE L'ÉTAT (1)

303 19 avril 1871

(28 moharrem 1288)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DÉCEMBRE 1884

Arrêté du Premier Ministre déclarant que le Bey a prescrit que les actes de notoriété ne doivent pas être considérés comme un titre suffisant pour donner droit à la propriété d'un immeuble faisant partie du domaine de l'État (2) [a].

---

304 18 décembre 1875

(20 kâda 1292)

VISA RESIDENTIEL DU 15 DÉCEMBRE 1884

Décret relatif aux terres mortes de Sfax (3).

Nous avons, à la date du 1er moharrem 1288 (23 mars 1871), rendu un décret par lequel nous fixions les conditions moyennant lesquelles les gens de Sfax pouvaient prendre des terres mortes et les exploiter en y plantant des oliviers ou en y faisant d'autres cultures. Les individus qui voulaient profiter de cette disposition devaient demander la concession au Gouvernement, par l'intermédiaire du caïd, en indiquant la quantité de terrains qu'ils désiraient acquérir et s'engager à payer le prix sur le nombre de mardjas qui leur seraient concédés et dont la quantité serait constatée par une expertise de mesurage.

Par un autre décret du 7 redjeb de la même année (22 septembre 1871) [a], nous avons disposé que les actes de notoriété constatant la propriété d'un individu sur une partie de ces terres mortes, d'une date postérieure à celle de notre décret précité, ne seraient pas valables et que nous ne reconnaissions comme titre authentique de propriété que l'acte de mesurage du terrain concédé.

Or, nous venons d'apprendre que des individus, s'adressant au tribunal du chaâra, produisent des actes de notoriété pour faire valider leurs prétendus droits sur ces terrains.

C'est pourquoi nous invitons le chaâra à se conformer, en cette matière, aux dispositions de nos deux décrets précités, de sorte que ses membres refusent dorénavant l'autorisation d'établir des actes de notoriété de cette nature.

Les droits de propriété sur ces terres mortes ne peuvent être établis que par l'acte authentique de mesurage ou par un acte de notoriété dont la date serait antérieure à notre décret du 1er moharrem 1288 (23 mars 1871).

---

(1) Conf. Instruction du 20 décembre 1899, n° 17 (v° Cadis)

(2) Conf. décret du 18 janvier 1886.

(3) Conf. décret du 8 février 1892 (v° Agriculture).

(a) D'après les usages et les lois en vigueur dans la Régence, les forêts sont présumées appartenir à l'État jusqu'à preuve contraire. On ne saurait faire, à l'encontre de l'État, la preuve de la propriété d'une forêt au moyen d'un acte de notoriété. (Tunis, 12 décembre 1892, *J. T.* 96. 551)

(a) Les décrets des 22 septembre 1871 et 18 décembre 1875 sont applicables seulement aux terres mortes, c'est-à-dire non encore vivifiées par une culture de quelque nature qu'elle soit. (Mixte, 10 décembre 1893, *R. J.* 94, II, 42)

Quiconque détenait des terres salines lors du décret du 23 mars 1871, doit en être reconnu propriétaire régulier. Toutefois, il y a lieu de distinguer, en ce qui concerne la preuve de cette détention, entre les terres mortes et celles qui avaient été, à la date du décret, vivifiées par la culture, tandis que, pour ces dernières, la preuve peut être administrée par tous les moyens du droit commun, elle n'est admissible, pour les autres, que si elle résulte d'un acte de notoriété antérieur au décret du 23 mars 1871. (Mixte, 28 février 1893, *J. T.* 91, 46.)

305 1er décembre 1881

(9 moharrem 1299)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DÉCEMBRE 1884

Arrêté du Premier Ministre déclarant nulle toute aliénation faite par un particulier, de terrains, mines ou forêts faisant partie du domaine de l'État (1).

Le Gouvernement de Son Altesse a appris que des étrangers cherchent à disposer de terrains appartenant à l'État, ainsi que de mines et forêts, prétendant les avoir obtenus, par achat ou autrement, d'indigènes des tribus.

Le Gouvernement doit, en conséquence, faire connaître que les individus dont il s'agit n'ont aucun droit sur les biens domaniaux ni sur les mines et forêts, celles-ci étant la propriété de l'État et constituant une branche de ses revenus.

Pour ce motif, toute aliénation de cette nature est nulle et non avenue.

Cet avis sera publié et les notaires seront avisés qu'ils ne peuvent passer aucun acte de cette nature sans l'autorisation du Gouvernement.

---

306 25 février 1883

(17 rebiâ ettani 1300)

Décret déclassant le fort de La Goulette.

(OFFICIEL, 1883, 26)

---

307 14 janvier 1886

(8 rebiâ ettani 1303)

Décret déclassant les caravansérails de Sidi-Aïch et Gilma comme postes militaires.

(OFFICIEL, 1886, 13)

---

308 26 juin 1894

(22 hidjâ 1311)

PROMULGUÉ LE 26 JUIN 1894

Décret approuvant la rétrocession au Gouvernement tunisien d'une parcelle du domaine militaire français de Tabarka, constitué par décret du 19 juillet 1893.

(OFFICIEL, 1894, 230)

---

309 15 juillet 1894

(11 moharrem 1312)

PROMULGUÉ LE 15 JUILLET 1894

Décret approuvant la remise au Gouvernement tunisien de l'appontement militaire de Gabès et de la voie ferrée qui le parcourt.

(OFFICIEL, 1894, 242)

---

(1) Conf. circulaire du 15 avril 1895 et décret du 13 janvier 1896 (v° NOTARIAT TUNISIEN)

---

310 25 mars 1895

(28 ramadane 1312)

PROMULGUÉ LE 25 MARS 1895

Décret déclassant le poste de Ghardimaou et les camps de Ras-el-Oued et d'El-Ayacha.

(OFFICIEL, 1895, 105)

---

311 27 juillet 1895

(4 safar 1313)

PROMULGUÉ LE 27 JUILLET 1895

Décret approuvant la remise au Gouvernement tunisien de la piste de Béja-Gare à Téboursouk.

(OFFICIEL, 1895, 244)

---

312 13 janvier 1896

(27 redjeb 1313)

PROMULGUÉ LE 13 JANVIER 1896

Décret plaçant dans le domaine de l'État les immeubles reconnus vacants et sans maîtres ainsi que les « terres mortes » (1).

(OFFICIEL, 1896, 19)

Considérant qu'il importe, au point de vue de la sécurité des transactions et de l'intérêt du Gouvernement, de consacrer, dans un texte précis, les droits que la loi musulmane a de tout temps attribués au Domaine sur certaines categories d'immeubles non possédées privativement par les particuliers ;

Vu nos décisions du 19 avril 1871 (28 moharrem 1288) et du 1er décembre 1881 (9 moharrem 1299) ;

Vu le décret du 13 châbane 1307 (4 avril 1890) ;

Article 1er. — Font partie du Domaine de l'État et sont placés, comme tels, sous la surveillance du Service des Domaines :

1° Les immeubles reconnus vacants et sans maîtres autres que ceux provenant de successions en déshérence, lesquels sont régis par des dispositions spéciales ;

2° Les terres vaines et vagues, les montagnes incultivées, et généralement tous les immeubles que la loi musulmane comprend sous la désignation de terres mortes, sous réserve des droits de propriété et d'usage régulièrement acquis ou constatés avant la promulgation du présent.

Art. 2. — Le Directeur de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent décret.

---

313 12 juillet 1897

(11 safar 1315)

PROMULGUÉ LE 12 JUILLET 1897

Décret approuvant la remise au Gouvernement tunisien de terrains et immeubles constituant le domaine militaire de Ghardimaou.

(OFFICIEL, 1897, 389)

---

(1) Conf. décrets des 8 février 1892 (v° AGRICULTURE) et 4 avril 1890 (v° FORÊTS).

314 6 septembre 1897

(8 rebiâ ettani 1315)

PROMULGUÉ LE 6 SEPTEMBRE 1897

Décret concernant la garde et la conservation des territoires domaniaux.

(OFFICIEL, 1897, 475)

Article 1er. — Des préposés du Service des Domaines seront établis, sous la dénomination de gardes des Domaines de l'État, sur les territoires domaniaux où cette création aura été reconnue utile et y seront maintenus le temps nécessaire à la mise en valeur et à l'aliénation de ces territoires; des arrêtés du Directeur de l'agriculture et du commerce insérés au *Journal officiel* feront connaître chaque territoire domanial où cette mesure sera appliquée (1).

Art. 2. — Tout territoire domanial soumis à la surveillance des gardes est, par le fait, soustrait à l'exercice de la vaine pâture (2).

Art. 3. — Les gardes des Domaines de l'État sont nommés et révoqués par arrêté de notre Directeur de l'agriculture et du commerce sur la proposition du chef du Service des Domaines dont ils relèvent. Ils rendent compte de leurs opérations à l'agent des Domaines à la circonscription duquel ils sont rattachés.

Art. 4. — Ils sont chargés :

1° De maintenir l'intégrité du territoire domanial en s'opposant aux empiétements et usurpations qui seraient tentés; de mettre en possession les locataires, permissionnaires ou acquéreurs du Domaine et de tenir la main à l'exécution des contrats qui leur sont consentis;

2° De liquider et de constater exactement tous les revenus du territoire soumis à leur surveillance; ils tiennent à cet effet les registres qui leur sont prescrits par les instructions administratives et prêtent leur concours aux caïds pour le recouvrement de ces produits;

3° De veiller à l'amélioration des procédés culturaux en usage chez les locataires de l'État et à l'utilisation rationnelle des ressources agricoles du territoire;

4° D'assurer la police de la propriété domaniale pour tout ce qui se rapporte aux intérêts du Domaine et de ses ayants droit, et de dresser procès-verbal des délits ou contraventions qu'ils auront reconnus. Les agents et les préposés exercent à ce dernier point de vue, sur les propriétés de l'État soumises à leur surveillance, les attributions conférées aux gardes champêtres (3) par les articles 37, 41 à 44 et 50 du décret du 15 décembre 1896 (10 redjeb 1314). Dans ce cas, ils dressent leurs procès-verbaux en deux originaux, destinés l'un à leur administration, l'autre au Premier Ministre de notre Gouvernement.

Toute transaction en matière pénale relative aux infractions constatées par eux doit être ratifiée par notre Premier Ministre.

Art. 5. — Les gardes doivent être revêtus, dans l'exercice de leurs fonctions, d'un uniforme ou d'un signe distinctif qui est déterminé par arrêté du Directeur de l'agriculture et du commerce.

Art. 6. — Les agents et les préposés des Domaines qui peuvent être appelés à dresser des procès-verbaux prêtent le serment prévu pour les agents et préposés forestiers par le décret du 18 novembre 1885 (10 safar 1303).

Les dispositions des articles 57, 58, 59 et 124 du décret du 3 octobre 1884 (12 hidjà 1301) concernant le personnel des administrations financières leur sont également applicables.

(1) Conf arrêté du 15 septembre 1897 et etiam arrêté du 28 décembre 1897 (v° AGRICULTURE)
(2) Conf. décret du 14 juin 1897 (v° AGRICULTURE)
(3) Conf. décret du 31 décembre 1899 (v° POLICE RURALE).

---

315 15 septembre 1897

Arrêté du Directeur de l'agriculture créant des postes de gardes des Domaines de l'État (1).

(OFFICIEL, 1897, 496)

Vu le décret du 6 septembre 1897 (8 rebiâ ettani 1315) concernant la garde et la conservation des territoires domaniaux;

Sur la proposition du chef du service des Domaines;

Des gardes des Domaines de l'État seront établis à compter de l'année agricole 1897-1898 sur les territoires dont suit la désignation (1):

POSTES.	CAIDATS	CIRCONSCRIPTIONS domaniales.
Sbikka.	Kairouan	Kairouan.
El Hammam.	Kairouan.	—
Cherahil.	Zlass.	—
Ousseltia.	Zlass.	—
Gamouda.	Hammama el Dahara.	—
Bou-Thadi.	Sfax, Metellits (2) et Souassi.	Sfax.

Chacun de ces postes comprend l'étendue du territoire domanial du même nom.

(1) Conf etiam arrêté du 28 décembre 1897 (v° AGRICULTURE)
(2) Le territoire des Metellits formait autrefois un caïdat particulier. Il a été adjoint aux caïdats de Sfax et de Mahdia.

---

316 3 février 1898

(11 ramadane 1315)

PROMULGUÉ LE 3 FÉVRIER 1898

Décret déclassant l'arsenal d'artillerie de Bizerte comme poste militaire.

(OFFICIEL, 1898, 279)

---

317 13 mars 1898

(19 chaoual 1315)

PROMULGUÉ LE 13 MARS 1898

Décret approuvant la rétrocession par l'autorité militaire française de la Casba de Monastir au Gouvernement tunisien.

(OFFICIEL, 1898, 193)

318 25 avril 1898

(3 hidjâ 1315)

PROMULGUÉ LE 25 AVRIL 1898

Décret transférant au Directeur de l'agriculture et du commerce les attributions conférées au Directeur des finances en matière de représentation du domaine de l'État ou d'opérations concernant le domaine militaire (1).

(OFFICIEL, 1898, 299)

Vu les décrets du 3 novembre 1890 et du 17 février 1886 instituant la Direction de l'agriculture et du commerce ;

Attendu que le rattachement à cette Direction, en vertu de nos décisions antérieures, des services des Domaines et des Forêts a pour conséquence nécessaire la modification de certains textes législatifs ;

Article 1er. — Sont transférées au Directeur de l'agriculture et du commerce les attributions conférées au Directeur des finances par le paragraphe 1er du décret du 17 février 1886 (13 djoumadi el aouel 1303) et l'article 4 du décret du 2 septembre 1886 (3 hidjâ 1303) en matière de représentation du Domaine de l'État soit en justice, soit dans les opérations concernant le Domaine militaire (1).

Art. 2. — Demeurent interdites, dans les conditions prévues par l'article 2 du décret du 4 avril 1890, l'aliénation et la concession du sol forestier domanial de sa superficie et de ses suites. Les exceptions à cette règle ne peuvent résulter que de décrets rendus (2) sur la proposition motivée du Directeur de l'agriculture et du commerce dûment approuvée par une délibération du Conseil des Ministres et chefs de service.

Est modifié en ce sens l'article 2 du décret précité du 4 avril 1890.

---

319 27 avril 1898

(5 hidjâ 1315)

PROMULGUE LE 27 AVRIL 1898

Décret déclassant comme poste militaire le bordj de Mahdia.

(OFFICIEL, 1898, 300)

---

320 21 décembre 1898

(7 châbane 1316)

PROMULGUÉ LE 21 DECEMBRE 1898

Décret approuvant la remise au Gouvernement tunisien d'une parcelle de terrain sise au quartier de cavalerie de La Manouba.

(OFFICIEL, 1898, 854)

---

(1) Conf. Instruction du 20 décembre 1899, n° 17 (v° CAIDS)
(2) Cont., par exemple, décret du 16 août 1899 (*Officiel*, 1899, 585)

---

321 3 janvier 1899

(20 châbane 1316)

PROMULGUÉ LE 3 JANVIER 1899

Décret approuvant la rétrocession au Gouvernement tunisien du Dar Kouss-Koussi à Kairouan.

(OFFICIEL, 1899, 13)

---

322 18 janvier 1899

(6 ramadane 1316)

PROMULGUÉ LE 18 JANVIER 1899

Décret approuvant la remise de l'île de Tabarka par le Gouvernement français au Gouvernement tunisien.

(OFFICIEL, 1899, 61)

---

323 19 février 1899

(8 chaoual 1316)

PROMULGUÉ LE 19 FÉVRIER 1899

Décret approuvant la remise au Gouvernement tunisien de parcelles de terrain dépendant du domaine militaire d'Aïn-Draham.

(OFFICIEL, 1899, 121)

---

324 15 mai 1899

(4 moharrem 1317)

PROMULGUÉ LE 15 MAI 1899

Décret approuvant la remise au Gouvernement tunisien d'une parcelle du domaine militaire de la caserne de Forgemol à Tunis.

(OFFICIEL, 1899, 328)

---

325 15 mai 1899

(4 moharrem 1317)

PROMULGUÉ LE 15 MAI 1899

Décret approuvant la remise au Gouvernement tunisien de la caserne de Souk-el-Ouzar ou caserne des Moniquettes, à Tunis.

(OFFICIEL, 1899, 328)

---

326 28 juin 1899

(18 safar 1317)

PROMULGUE LE 28 JUIN 1899

Décret approuvant la remise au Gouvernement tunisien d'un terrain nécessaire à l'ouverture d'un chemin entre la chefferie du génie et l'ancienne batterie de la Quarantaine, à Sousse.

(OFFICIEL, 1899, 466)

---

327 28 août 1899

(20 rebiâ ettani 1317)

PROMULGUE LE 28 AOUT 1899

Décret approuvant la remise au Gouvernement tunisien du bordj Er-ras ou bordj El-Kebir de Mahdia.

(OFFICIEL, 1899, 607)

---

328 5 septembre 1899

(*28 rebiâ ettani 1317*)

PROMULGUÉ LE 5 SEPTEMBRE 1899

Décret approuvant la remise au Gouvernement tunisien de la partie de l'ancien Ministère de la marine tunisienne qui était restée occupée par le Cercle militaire des officiers.

(OFFICIEL, 1899, 621)

329 25 juillet 1900

(*27 rebiâ el aouel 1318*)

PROMULGUÉ LE 25 JUILLET 1900

Décret approuvant la remise par l'autorité militaire française au Gouvernement tunisien de parcelles de terrain du domaine militaire de Tabarka.

(OFFICIEL, 1900, 616)

DOMAINE MILITAIRE

330 10 décembre 1882

(*29 moharrem 1300*)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DECEMBRE 1884

Décret déterminant la zone des servitudes militaires autour des places de guerre et des forts détachés(1).

(OFFICIEL, 1883, 9)

Article 1er. — La zone des servitudes militaires établie autour des places de guerre et des forts détachés est réduite à 250 mètres, mesurés du revers extérieur des ouvrages(1) [a].

Art. 2. — Toute construction de nature à gêner le tir, tout travail pouvant en diminuer l'effet, sont interdits dans cette zone.

Art. 3. — Les dispositions contraires au présent décret, et notamment le décret du 25 hidjà 1299 (7 novembre 1882), sont et demeurent abrogées.

---

331 19 octobre 1883

(*17 hidjâ 1300*)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DÉCEMBRE 1884

Décret classant comme places de guerre et postes militaires plusieurs ouvrages et villes.

(OFFICIEL, 1883, 173)

Article unique. — Sont classés comme places de guerre et postes militaires les villes et ouvrages dont la nomenclature suit :

Tunis (b), Bizerte, Béja, Le Kef, camp de Souk-el-Djemàa, Sousse, Sfax..., redoute de Gabès, redoute de Ras-el-Oued....., caravansérail et blockhaus de El-Hafay, casba et camp de Gafsa, camp de Feriana, casba de Houmt-Souk.

---

332 12 décembre 1885

(*5 rebiâ el aouel 1303*)

Décret délimitant la zone des servitudes militaires de la place de Sousse.

(OFFICIEL, 1885, 729)

---

(1) Conf Décret du 2 septembre 1886, art 21.

(a) Fait nécessairement partie des remparts un local placé au-dessous d'un bordj ou fortin, limité de trois côtés par ces remparts et faisant corps avec eux. Il en est de même de la bande de terrain contigue nécessaire pour y avoir acces sur tous les points. (Tunis, 11 juin 1894, *J. T.* 94, 384.)

(b) Ses remparts sont classés également (Alger, 11 juin 1895, *J. T.* 96, 46. — Tunis, 11 juin 1894, *J. T.* 94, 384.)

333 2 septembre 1886

(*3 hidjâ 1303*)

PROMULGUÉ LE 2 SEPTEMBRE 1886

Décret réglementant le domaine et les servitudes militaires et les travaux mixtes.

(OFFICIEL, 1886, 191)

TITRE Ier.

Domaine militaire.

Article 1er. — Le Gouvernement tunisien fera procéder, dans le plus bref délai, à la reconnaissance des bâtiments, terrains et immeubles de toute nature occupés, à la date du 1er avril dernier, par les troupes et les services de la division d'occupation et tels qu'ils sont indiqués dans le chapitre Ier des états dressés par le service du génie.

Art. 2. — En attendant que cette opération soit effectuée, l'autorité militaire française continuera à occuper les immeubles domaniaux et religieux qu'elle détenait à la date précitée.

Art. 3. — Lorsque la reconnaissance mentionnée à l'article 1er sera terminée, il sera procédé à la remise régulière à l'autorité militaire française de tous ceux de ces immeubles qui auront été reconnus appartenir au domaine de l'État avec substitution pure et simple de l'autorité militaire française aux droits du Gouvernement tunisien.

Toutes les questions relatives aux immeubles ou parties d'immeubles que le Gouvernement tunisien jugerait lui être nécessaires, seront résolues d'un commun accord, dans les conférences prévues pour l'établissement des procès-verbaux de remise. En cas de désaccord, il sera statué par le Gouvernement français.

Dans le cas où l'autorité militaire française viendrait à reconnaître par la suite que certains des immeubles remis ont cessé de lui être utiles, il en sera fait remise au Gouvernement tunisien.

Les dispositions du présent article seront appliquées aux biens appartenant à l'Administration des biens habous.

Art. 4. — Les remises mentionnées à l'article 3 seront constatées, pour chaque place ou poste, par un procès-verbal, avec plan et état des lieux à l'appui, dressé par le chef du génie

représentant le Département de la guerre français et le Directeur..... *de l'agriculture et du commerce* (1) pour le domaine de l'État ou l'Inspecteur général des habous pour les biens religieux.

Ce procès-verbal, qui relatera, s'il y a lieu, les clauses et conditions particulières de la cession et, notamment, ce qui peut avoir trait au logement des troupes tunisiennes, à l'emmagasinement des poudres du Gouvernement tunisien, etc., etc., mentionnera également les parties des immeubles remis, actuellement occupées par les services tunisiens.

Après avoir été visé par le Résident général et le Général commandant la division d'occupation, il sera homologué par décret de S. A. le Bey, approuvé par le Gouvernement français.

Art. 5. — Les occupations actuelles du domaine public par l'autorité militaire française seront régularisées dans les conditions prévues aux articles précédents.

Le Gouvernement de S. A. le Bey sera représenté, pour cet objet, par le Directeur général des travaux publics.

Art. 6. — Après qu'il aura été procédé, comme il est indiqué à l'article 4, à la régularisation des occupations actuelles, des remises, à titre de concession de jouissance temporaire ou définitive, pourront être consenties par l'autorité militaire française en faveur des administrations tunisiennes.

Les concessions dont il s'agit feront l'objet de conférences aux divers degrés entre les services intéressés.

Art. 7. — Les remises complémentaires énumérées au chapitre II des états dressés par le Service du génie, ainsi que toutes celles que, dans l'avenir, l'autorité militaire française jugerait indispensables aux besoins des troupes d'occupation, feront l'objet d'une demande adressée au Gouvernement tunisien par l'intermédiaire du Résident général.

L'instruction de ces demandes donnera lieu à des conférences semblables à celles dont il est parlé à l'article 6.

En cas d'accord, la remise sera constatée par un procès-verbal dans la forme indiquée à l'article 4 pour la remise à l'autorité militaire française des immeubles qu'elle détient actuellement.

En cas de désaccord, la question sera réservée et soumise au Gouvernement français.

TITRE II.

Travaux mixtes.

Art. 8. — Le programme du réseau des routes d'intérêt général à construire sur toute l'étendue du territoire de la Régence est communiqué par le Résident général au Général commandant la division de Tunisie.

Si celui-ci déclare adhérer à l'avant-projet, se réduisant à la production d'une carte et d'une notice explicative, l'exécution des travaux suit son cours sans autre intervention de l'autorité militaire.

Dans le cas contraire, le Général commandant la division adresse, dans le délai de deux mois, ses avis, observations et réserves au Résident général, qui transmet le tout, avec son avis particulier, au Ministre des travaux publics et au Ministre de la guerre.

Art. 9. — Les avant-projets de chemins de fer à établir en Tunisie sont également communiqués par le Résident général au Général commandant la division qui déduit ses avis, observations et réserves dans le délai de deux mois.

Le dossier de l'affaire est ensuite transmis par le Résident général, avec son avis particulier, au Ministre des travaux publics et, s'il y a désaccord entre le Gouvernement tunisien et l'autorité militaire, au Ministre de la guerre.

Art. 10. — Sont exclusivement soumis à l'instruction mixte :

A. — Les travaux neufs concernant :

1° Sur tout le littoral de la Régence, les ports militaires et de commerce, havres, rades et mouillages ;

2° Dans un rayon de 1,000 mètres autour des places et postes classés, les chemins empierrés de toutes largeurs, le tracé des rues des quartiers neufs ou faubourgs extérieurs sur les terrains appartenant à l'Etat ou à des établissements publics, les ponts de plus de 6 mètres d'ouverture entre culées, les canaux, les conduites et réservoirs d'eau et, en général, tous les ouvrages d'intérêt général susceptibles de créer des couverts ou d'augmenter des couverts existants ;

3° Dans les fortifications des places ou postes classés, les alignements de la rue du Rempart, les passages de portes, les ouvrages d'intérêt général modifiant les formes ou reliefs de la fortification et les ouvrages militaires modifiant les routes ou autres ouvrages d'intérêt civil existants ;

B. — Dans les postes classés ou non, pourvus d'établissements militaires, les alignements de la partie des rues ou chemins qui bordent ou traversent ces établissements, ainsi que les modifications à apporter, dans un intérêt civil, auxdits établissements.

Art. 11. — L'instruction mixte comporte, en premier lieu, une conférence entre l'ingénieur ordinaire, le chef du génie et les représentants immédiats des autres services militaires et civils intéressés.

Après échange d'avis entre le Directeur général des travaux publics, le Directeur du génie et les directeurs des autres services militaires intéressés, le dossier militaire de la conférence,

(1) Ainsi modifié par décret du 25 avril 1888, art. 1er (v° Domaine de l'État). — Conf. etiam décret du 24 septembre 1885, art. 4 et 6 (v° Domaine public).

complété par l'avis du Général commandant la division, est adressé par ce dernier au Résident général, à qui le Directeur général des travaux publics fait parvenir, de son côté, le dossier civil.

Art. 12. — L'instruction mixte est terminée à Tunis lorsque le Résident général constate ou peut réaliser l'accord entre l'autorité militaire et le Gouvernement tunisien. Toutefois, l'accord entre le Directeur du génie et le Directeur des travaux publics est nécessaire pour les questions de ports et pour les questions particulières de chemins de fer et de routes, qui auraient été réservées à l'instruction mixte à la suite de l'instruction sommaire ci-dessus spécifiée au sujet des avant-projets.

Art. 13. — A défaut d'accord à Tunis, ainsi qu'il est dit aux articles précédents, le Résident général adresse, avec son avis particulier, les dossiers de l'affaire au Ministre des travaux publics et au Ministre de la guerre.

Art. 14. — Les dispositions ci-dessus sont applicables aux travaux de routes et de chemins de fer, ainsi qu'aux travaux maritimes qui seraient exécutés dans la Régence par l'autorité militaire.

Art. 15. — Une instruction ultérieure, arrêtée de concert entre le Résident général et le Général commandant les troupes d'occupation, déterminera la composition ainsi que le mode de convocation des conférences mixtes.

Art. 16. — Aucune partie du domaine public tunisien, tel qu'il est défini par le décret beylical du 24 septembre 1885, ne pourra à l'avenir être occupée par l'autorité militaire qu'en vertu d'une concession régulièrement consentie.

Les demandes de concession sur le domaine public faites par l'autorité militaire, sont soumises à l'instruction mixte, ainsi qu'il est dit ci-dessus.

Art. 17. — Les contraventions au présent règlement sont constatées par des procès-verbaux dressés, suivant le cas, par les adjoints du génie ou par les fonctionnaires civils désignés à cet effet.

Ces procès-verbaux sont immédiatement transmis au service intéressé et au Résident général, qui invite le Gouvernement tunisien ou l'autorité militaire à suspendre les travaux jusqu'à décision à intervenir.

Cette décision est prise dans les formes prévues ci-dessus, pour l'instruction des affaires mixtes.

Art. 18. — Sont exceptés des dispositions qui précedent :

1° Le réseau des routes ci-après, savoir :

Routes de la banlieue de Tunis dans un rayon de 25 kilomètres; route de Tunis à Zaghouan; route de Tunis à Nabeul, par Mornag et Grombalia; route de Medjez-el-Bab au Kef; routes de la banlieue de Sousse dans un rayon de 15 kilomètres; routes de la banlieue de Sfax dans un rayon de 15 kilomètres;

2° En général, tous les travaux publics mis en adjudication à la date de l'approbation du présent règlement;

3° Les travaux du port de Tunis et des autres ports ou chemins de fer pour les dispositions desquelles des conventions ont été déjà passées par le Gouvernement tunisien.

En ce qui concerne le port de Tunis, le plan d'ensemble sera communiqué au Directeur du génie, dont les observations ou réserves seront jointes au dossier.

Art. 19. — Pour les travaux de routes exécutés aux frais du Département de la guerre, il sera dressé entre le service du génie et le service des travaux publics de la Régence, représentés, le premier par le chef du génie compétent, le second, par l'ingénieur de la région (1), un procès-verbal de constat desdits travaux. Remise en sera faite au service des travaux publics, qui demeure seul chargé de les administrer.

Le Gouvernement tunisien s'engage à terminer aussitôt que possible ou au moins à maintenir dans un état équivalent à l'état actuel, les routes de La Calle à Tabarka et de La Calle à Aïn-Draham, Souk-el-Arba et Le Kef.

TITRE III.

Servitudes militaires.

Art. 20. — Aucune place de guerre ne pourra être classée ou déclassée qu'en vertu d'un décret rendu sur la proposition du Ministre de la guerre tunisien, avec l'assentiment du Gouvernement français (a).

Art. 21. — Les servitudes militaires portées par les ouvrages des places et postes classés sont limitées à la zone unique de 250 mètres, créée par le décret beylical du 10 décembre 1882.

Toutefois, lorsqu'il ne peut en résulter aucun préjudice pour la défense et que les intérêts locaux le réclament, la zone de servitude peut être réduite. De même, il peut être créé dans l'étendue de la zone, des polygones, à l'intérieur desquels sont admises certaines exceptions aux règles générales sur les servitudes.

Le tracé des zones de servitude et des polygones exceptionnels est arrêté par un décret rendu dans les formes prévues à l'article 20 (a).

Art. 22. — Les dispositions du titre II, section 4, du décret du 10 août 1853, relatif au bornage des zones de servitude et des polygones exceptionnels, sont applicables en Tunisie (b).

---

(1) Conf. arrêté du 30 avril 1900 (v° Travaux publics).

(a) Toute place classée porte servitudes défensives du jour de la promulgation de son décret de classement, en Tunisie, comme dans la métropole. Par suite, la publication du décret de classement suffit pour rendre ces servitudes obligatoires, sans qu'il y ait lieu d'attendre le decret d'homologation du proces-verbal de bornage (Alger, 12 mars 1896, *J. T.* 97, 257. — Alger, 6 novembre 1896, *J. T.* 96, 587. — Sousse, 25 mai 1899, *J. T.* 99, 200. — Sousse, 15 juin 1899, *J. T.* 99, 590. — Sousse, 30 octobre 1895, *J. T.* 96, 138.)

(b) Le décret du 2 septembre 1886, en déclarant l'autorité militaire française purement et simplement substituée aux droits du Gouvernement tunisien, n'a pas voulu dire que toutes les lois dont le génie militaire peut se prévaloir sur le territoire français seraient applicables en Tunisie, la preuve en est dans cet article 22 qui promulgue

Le fait même de l'établissement des servitudes militaires n'ouvre aux particuliers aucun droit à indemnité. Ils ne peuvent se pourvoir que contre l'opération matérielle du bornage.

Les attributions conférées par l'article 20 du décret du 10 août 1853 aux tribunaux administratifs sont dévolues aux tribunaux français (a).

Le décret d'homologation est rendu dans les formes prévues à l'article 20.

Art. 23. — Sont seules applicables à la zone unique, les prohibitions édictées par le décret du 10 août 1853 concernant les bâtisses, chemins, terrassements, exploitations de carrières, dépôts de matériaux, etc..., faits par des particuliers dans les zones, sous réserves des adoucissements ci-après :

1° Sont autorisés la construction, l'entretien et la restauration des puits, norias et réservoirs d'eau en déblai avec margelles ou murs de clôture d'un mètre de hauteur, des citernes, des caves, des fosses de latrines et autres excavations couvertes ne créant pas de couverts ou n'augmentant pas les couverts existants, des pierres tombales, des monuments funéraires et des koubas de petites dimensions.

2° Les constructions préexistantes peuvent être restaurées et reconstruites après déclaration de l'autorité militaire, sous la double restriction qu'il ne sera fait aucune augmentation aux dimensions extérieures, et que les matériaux de réparation et de reconstruction seront les mêmes que ceux précédemment mis en œuvre. Est déclarée préexistante et peut être librement entretenue, toute construction à qui ce caractère est reconnu, à la date du décret d'homologation, par un procès-verbal avec plan à l'appui, dressé par le chef du génie, l'ingénieur des ponts et chaussées (1) et un représentant de l'autorité locale.

Les autorisations ci-dessus ne sont valables qu'en ce qui concerne le service militaire, et ne dispensent pas de l'accomplissement des formalités à remplir vis-à-vis des administrations publiques et des tiers intéressés.

Art. 24. — La police de la zone est exercée par le service du génie. Les contraventions commises par des particuliers sont recherchées et constatées par les adjoints du génie assermentés.

Les procès-verbaux de contravention, affirmés devant le juge de paix du lieu où la contravention a été commise dans un délai de vingt-quatre heures, non compris le délai de distance prévu pour la promulgation des décrets en Tunisie (2), sont notifiés aux contrevenants ou à leurs agents ou ouvriers par les adjoints du génie, avec sommation de suspendre sur-le-champ les travaux et de rétablir l'état des lieux antérieur ou un état équivalent dans le délai que cette opération comporte.

Si le contrevenant ne s'exécute pas dans le délai prescrit, le chef du génie en rend compte au directeur en lui transmettant les procès-verbaux.

Le Général commandant les troupes d'occupation, sur le rapport du Directeur du génie, adresse ensuite le dossier de l'affaire au Résident général, qui saisit le tribunal français dans la huitaine (a). Le Général prescrit, en même temps, au commandant d'armes de s'opposer, même au besoin par l'emploi de la force, à ce que le contrevenant poursuive son infraction.

Le tribunal (b) statue après les vérifications qu'il peut juger nécessaires.

Le jugement de condamnation fixe le délai dans lequel le contrevenant est tenu de rétablir à ses frais l'ancien état des lieux.

Il est notifié aux parties intéressées par les adjoints du génie avec sommation d'exécuter.

A défaut d'exécution après l'expiration du délai, les travaux sont faits par l'autorité militaire, sous la direction d'un adjoint du génie, aux frais du contrevenant, en présence de la force armée, s'il y a lieu.

Le président de la municipalité ou son représentant est requis par le commandant d'assister à l'exécution. Il est dressé procès-verbal de l'opération.

Art. 25. — En dehors des travaux publics d'intérêt général soumis à l'instruction mixte, aucune construction d'intérêt public local ne peut être entreprise par les services publics ou par les particuliers dans la zone, qu'à charge de soumission de démolir sans indemnité en cas de guerre ou d'insurrection, et sur autorisation spéciale du Général commandant les troupes d'occupation.

Cette autorisation ne peut être donnée qu'après que le chef du génie, l'ingénieur des ponts et chaussées (1) et le président de la municipalité ont reconnu, de concert et par un procès-verbal, que l'emplacement de ladite construction est déterminé par quelque circonstance locale qui ne peut se rencontrer ailleurs.

Ladite autorisation n'est valable qu'en ce qui concerne le service militaire.

---

en Tunisie une partie du decret du 10 août 1853 Il s'ensuit qu'on ne peut poursuivre un particulier à raison d'une contravention commise en Tunisie à une disposition du decret de 1853 qui n'a pas été formellement promulguée par un décret beylical (Alger, 20 février 1897, *J. T.* 97, 168.)

Le titre III du décret du 10 août 1853 n'a pas été promulgué en Tunisie. (Tunis, 18 mai 1896, *J. T.* 96, 347.)

(1) Conf. arrêté du 30 avril 1900 (v° TRAVAUX PUBLICS).

(2) Conf. décret du 27 janvier 1883 (v° PROMULGATION).

(a) C'est le Tribunal correctionnel français qui doit statuer sur ces sortes d'actions (Sousse, 30 octobre 1895, *J. T.* 96, 138.)

(1) Conf. arrêté du 30 avril 1900 (v° TRAVAUX PUBLICS).

(a) N'est pas nulle la citation en justice donnée à la requête du Ministre de la guerre seul, parce que ladite citation ne mentionnerait pas l'autorisation et la délégation du Résident général. Au surplus, il ne résulterait de cette omission qu'une nullité facultative (art. 69 de l'ordonnance algérienne du 26 septembre 1842). [Sousse, 15 juin 1898, *J. T.* 99, 590.]

(b) Les interdictions de bâtir autour des places de guerre n'ont pour sanction que la démolition aux frais des contrevenants des ouvrages par eux indûment construits. La juridiction correctionnelle, uniquement saisie d'une infraction semblable, doit se déclarer incompétente. (Cass. 8 juillet 1897, *J. T.* 97, 587. — Sousse, 28 juillet 1897, *J. T.* 97, 604.)

C'est à la juridiction civile seule qu'il appartient d'ordonner, le cas échéant, des mesures coercitives et les réparations pécuniaires auxquelles il pourrait y avoir lieu. (Alger, 20 février 1897, *J. T.* 97, 168.)

Les contraventions commises par les services publics dans la zone des servitudes, sont constatées et réglées comme en matière de travaux mixtes.

---

334 17 décembre 1888

(13 rebiâ ettani 1306)

PROMULGUÉ LE 18 DÉCEMBRE 1888

Décret approuvant la remise à l'autorité militaire française des sources de Bulla-Régia près de Souk-el-Arba.

(OFFICIEL, 1888, 379)

---

335 3 mai 1890

(13 ramadane 1307)

Décret classant le camp d'Aïn-Draham comme poste militaire.

(OFFICIEL, 1890, 169)

---

336 13 septembre 1890

(28 moharrem 1308)

PROMULGUÉ LE 8 OCTOBRE 1890

Décret approuvant la remise au Gouvernement tunisien de l'immeuble où est installé le Cercle militaire de Sousse, et la remise au Génie du terrain destiné à la construction d'un nouveau cercle.

(OFFICIEL, 1890, 316)

---

337 3 décembre 1890

(20 rebiâ ettani 1308)

PROMULGUÉ LE 4 DÉCEMBRE 1890

Décret délimitant la zone de servitudes des places de Tunis, Le Kef et Bizerte et les polygones exceptionnels de Sidi-Abdallah, La Manouba et Les Andalous.

(OFFICIEL, 1890, 359)

---

338 21 octobre 1891

(17 rebiâ el aouel 1309)

PROMULGUÉ LE 22 OCTOBRE 1891

Décret approuvant la convention relative à la constitution du domaine militaire à La Goulette.

(OFFICIEL. 1891, 259)

---

339 5 décembre 1891

(3 djoumadi el aouel 1309)

PROMULGUÉ LE 6 DÉCEMBRE 1891

Décret délimitant la zone des servitudes militaires du polygone exceptionnel de la place de Gabès.

(OFFICIEL, 1892, 1)

---

340 18 juillet 1892

(22 hidjâ 1309)

PROMULGUÉ LE 18 JUILLET 1892

Décret classant la batterie de Radès comme poste militaire.

(OFFICIEL, 1892, 211)

---

341 6 octobre 1892

(14 rebiâ el aouel 1310)

PROMULGUÉ LE 6 OCTOBRE 1892

Décret délimitant la zone des servitudes militaires de la batterie de Radès.

(OFFICIEL, 1892, 297)

---

342 29 novembre 1892

(9 djoumadi el aouel 1310)

PROMULGUÉ LE 29 NOVEMBRE 1892

Décret classant la batterie de côte du Bordj Djedid comme poste militaire.

(OFFICIEL, 1892, 354)

---

343 17 janvier 1893

(28 djoumadi ettani 1310)

PROMULGUÉ LE 17 JANVIER 1893

Décret délimitant définitivement la zone des servitudes militaires et du polygone exceptionnel de la place de Gabès.

(OFFICIEL, 1893, 23)

---

344 21 janvier 1893

(3 redjeb 1310)

PROMULGUÉ LE 21 JANVIER 1893

Décret approuvant la remise à l'autorité militaire française du fort de Sidi-Belhassen et du terrain environnant.

(OFFICIEL, 1893, 31)

---

345 9 février 1893

(22 redjeb 1310)

PROMULGUÉ LE 9 FÉVRIER 1893

Décret approuvant la remise à l'autorité militaire française du terrain du cimetière de Kebili.

(OFFICIEL, 1893, 48)

---

346 2 mai 1893

(15 chaoual 1310)

PROMULGUÉ LE 2 MAI 1893

Décret approuvant la remise au Domaine militaire français des immeubles beylicaux de la place d'Aïn-Draham et de ses annexes.

(OFFICIEL, 1893, 137)

---

347 15 juillet 1893

(*1er moharrem 1311*)

PROMULGUÉ LE 15 JUILLET 1893

Décret approuvant la remise à l'autorité militaire française d'une parcelle du domaine public maritime destinée au champ de tir de la garnison de La Goulette.

(OFFICIEL, 1893, 255)

---

348 19 juillet 1893

(*5 moharrem 1311*)

PROMULGUÉ LE 19 JUILLET 1893

Décret approuvant la remise au Domaine militaire français des immeubles beylicaux de la place de Tabarka (1).

(OFFICIEL, 1893, 245)

---

349 2 août 1893

(*19 moharrem 1311*)

PROMULGUÉ LE 2 AOUT 1893

Décret approuvant la remise à l'autorité militaire française du fortin Bordj-Djedid et du terrain environnant.

(OFFICIEL, 1893, 266)

---

350 7 septembre 1893

(*25 safar 1311*)

PROMULGUÉ LE 7 SEPTEMBRE 1893

Décret délimitant définitivement la zone des servitudes militaires de la batterie de Radès.

(OFFICIEL, 1893, 299)

---

351 7 septembre 1893

(*25 safar 1311*)

PROMULGUÉ LE 7 SEPTEMBRE 1893

Décret approuvant la remise au domaine militaire français des cimetières militaires d'Hammamet et de Mateur et du monument d'El-Arbaïn.

(OFFICIEL, 1893, 299)

---

352 26 mars 1894

(*19 ramadane 1311*)

PROMULGUÉ LE 26 MARS 1894

Décret approuvant la remise au Domaine militaire français des terrains occupés par les postes-vigies de Sidi-bou-Saïd, Porto-Farina, Ras el Keran et Pointe-Galine.

(OFFICIEL, 1894, 114)

(1) Conf. décret du 26 juin 1894 (v° DOMAINE DE L'ÉTAT).

---

353 4 avril 1894

(*28 ramadane 1311*)

PROMULGUÉ LE 4 AVRIL 1894

Décret remettant à titre de jouissance temporaire au Gouvernement tunisien deux parcelles du domaine militaire sises dans l'emprise du boulevard de la Marine, à Sfax.

(OFFICIEL, 1894, 137)

---

354 22 juin 1894

(*18 hidjâ 1311*)

PROMULGUÉ LE 22 JUIN 1894

Décret classant la batterie du Dar Condia comme poste militaire.

(OFFICIEL, 1894, 218)

---

355 24 juillet 1894

(*20 moharrem 1312*)

PROMULGUÉ LE 24 JUILLET 1894

Décret approuvant la remise au Domaine militaire français du champ de manœuvres du Bardo et de la caserne de La Manouba.

(OFFICIEL, 1894, 263)

---

356 24 juillet 1894

(*20 moharrem 1312*)

PROMULGUÉ LE 24 JUILLET 1894

Décret approuvant la remise au Domaine militaire français des terrains affectés au nouveau champ de tir d'Aïn-Draham.

(OFFICIEL, 1894, 263)

---

357 7 août 1894

(*4 safar 1312*)

PROMULGUÉ LE 7 AOUT 1894

Décret approuvant la remise au Domaine militaire français des terrains du blockhaus de Djebel-Ferzig et de son chemin d'accès à Aïn-Draham.

(OFFICIEL, 1894, 309)

---

358 10 janvier 1895

(*13 redjeb 1312*)

PROMULGUÉ LE 10 JANVIER 1895

Décret délimitant la zone des servitudes militaires de la batterie du Dar-el-Condia.

(OFFICIEL, 1895, 17)

---

359 20 février 1895

(*24 châbane 1312*)

PROMULGUÉ LE 20 FÉVRIER 1895

Décret délimitant la zone des servitudes de la batterie de Bordj-Djedid.

(OFFICIEL, 1895, 74)

---

360 16 mars 1895

(19 ramadane 1312)

PROMULGUÉ LE 16 MARS 1895

Décret approuvant la remise de la caserne du 1er tunisien au Domaine militaire français.

(OFFICIEL, 1895, 105)

---

361 25 mars 1895

(28 ramadane 1312)

PROMULGUÉ LE 25 MARS 1895

Décret classant comme postes fortifiés des ouvrages militaires dans diverses villes de la Régence.

(OFFICIEL, 1895, 105)

. . . . . .

Article 1er. — Sont classés comme postes fortifiés les ouvrages suivants :

1° La batterie de Djebel Roumadia à Bizerte ;
2° Le poste optique du Dyr Kef ;
3° Le poste optique du Djebel Zaghouan ;
4° Le poste optique de Galaah es Souk (Souk el Djemaà);
5° Le poste-vigie de Nadour de Porto Farina;
6° Le poste-vigie de Ras Engela ;
7° Le poste-vigie de la pointe Galine ;
8° Le poste optique de Kef Naara ;
9° Le camp de hadjeb el Aïoun ;
10° Le camp de Médenine ;
11° Le camp de Foum Tatahouine ;
12° Le poste optique de Dissa ;
13° Le poste optique de l'Orbata ;
14° Le poste optique de Tadjerah ;
15° Le poste optique de Tlalet ;
16° Le poste-refuge de Fedjej, route de Gabès à Gafsa ;
17° Le poste-refuge de Bir Saad, route de Gabès à Gafsa ;
18° Le poste-refuge de Mareth, route de Gabès à Médenine ;
19° Le poste-refuge d'Aïn-Maïder, route de Médenine à Zarzis ;
20° Le poste-refuge de Bir el Ahmeur, route de Médenine à Foum Tatahouine. . . . . .

---

362 20 avril 1895

(24 chaoual 1312)

PROMULGUÉ LE 20 AVRIL 1895

Décret approuvant la remise au Domaine militaire français de la caserne des Moniquettes à Tunis, et du poste optique de Galaat Essouk à Souk el Djemaâ.

(OFFICIEL, 1895, 131)

---

363 26 mai 1895

(1er hidjâ 1312)

PROMULGUÉ LE 26 MAI 1895

Décret constituant en polygone exceptionnel l'emplacement de l'hôpital civil de Tunis.

(OFFICIEL, 1895, 167)

---

364 17 juillet 1895

(24 moharrem 1313)

PROMULGUÉ LE 17 JUILLET 1895

Décret délimitant la zone des servitudes de la batterie du Djebel Roumadia.

(OFFICIEL, 1895, 235)

---

365 6 octobre 1895

(16 rebiâ ettani 1313)

PROMULGUÉ LE 6 OCTOBRE 1895

Décret classant la Casba de Kairouan comme poste militaire.

(OFFICIEL, 1895, 311)

---

366 6 octobre 1895

(16 rebiâ ettani 1313)

PROMULGUÉ LE 6 OCTOBRE 1895

Décret délimitant définitivement la zone des servitudes de la batterie de Bordj Djedid.

(OFFICIEL, 1895, 311)

---

367 20 octobre 1895

(1er djoumadi el aouel 1313)

PROMULGUÉ LE 20 OCTOBRE 1895

Décret délimitant définitivement la zone des servitudes de la batterie du Dar-el-Condia.

(OFFICIEL, 1895, 325)

---

368 1er décembre 1895

(13 djoumadi ettani 1313)

PROMULGUÉ LE 1er DÉCEMBRE 1895

Décret approuvant la remise au Domaine militaire français de la caserne d'artillerie et du champ de manœuvres y attenant (place de Tunis).

(OFFICIEL, 1895, 367)

---

369 9 décembre 1895

(21 djoumadi ettani 1313)

PROMULGUÉ LE 9 DÉCEMBRE 1895

Décret approuvant la remise au Domaine militaire français de divers immeubles sis à La Goulette.

(OFFICIEL, 1895, 373)

. . . . . .

Article 1er. — Est homologué le procès-verbal du 10 mai 1895, par lequel les délégués du Gouvernement tunisien remettront au Domaine militaire français et tels qu'ils sont figurés sur le plan annexé audit procès-verbal, les immeubles désignés ci-dessous et situés à La Goulette :

1° L'ancien Harem ;
2° Le magasin J des vivres et du campement ;
3° Le magasin O du génie ;

4° L'arsenal ;
5° Le Dar Ouzara ;
6° Le parc à fourrage I . . . . . .

---

370 1er février 1896

(16 châbane 1313)

PROMULGUÉ LE 1er FÉVRIER 1896

Décret délimitant définitivement la zone des servitudes de la batterie du Djebel Roumadia.

(OFFICIEL, 1896, 51)

---

371 25 février 1896

(11 ramadane 1313)

PROMULGUÉ LE 25 FÉVRIER 1896

Décret approuvant la remise au Domaine militaire français du palais de l'Ouzara et d'un terrain l'avoisinant, à La Goulette.

(OFFICIEL, 1896, 131)

---

372 25 avril 1896

(12 kâda 1313)

PROMULGUÉ LE 25 AVRIL 1896

Décret approuvant la remise au Domaine militaire français du camp, du cimetière et du poste optique de la place de Zaghouan.

(OFFICIEL, 1896, 207)

---

373 7 juillet 1896

(26 moharrem 1314)

PROMULGUÉ LE 7 JUILLET 1896

Décret classant la batterie de côte de Sidi-bou-Saïd comme poste militaire.

(OFFICIEL, 1896, 355)

---

374 19 juillet 1896

(8 safar 1314)

PROMULGUÉ LE 19 JUILLET 1896

Décret délimitant la zone des servitudes de la batterie de Sidi-bou-Saïd et y créant un polygone exceptionnel.

(OFFICIEL, 1896, 355)

---

375 4 août 1896

(24 safar 1314)

PROMULGUÉ LE 4 AOUT 1896

Décret délimitant le polygone exceptionnel de l'hôpital civil de Tunis.

(OFFICIEL, 1896, 389)

---

376 10 décembre 1896

(5 redjeb 1314)

PROMULGUÉ LE 10 DÉCEMBRE 1896

Décret classant le poste-vigie de Sidi-bou-Saïd comme poste militaire.

(OFFICIEL, 1896, 666)

---

377 10 décembre 1896

(5 redjeb 1314)

PROMULGUÉ LE 10 DÉCEMBRE 1896

Décret délimitant la zone des servitudes du poste-vigie de Sidi-bou-Saïd.

(OFFICIEL, 1896, 666)

---

378 17 janvier 1897

(13 châbane 1314)

PROMULGUE LE 17 JANVIER 1897

Décret classant comme postes militaires la redoute n° 1 et l'hôpital militaire à Gafsa.

(OFFICIEL, 1897, 54)

---

379 17 janvier 1897

(13 châbane 1314)

PROMULGUÉ LE 17 JANVIER 1897

Décret délimitant la zone des servitudes des ouvrages classés de la place de Gafsa.

(OFFICIEL, 1897, 54)

---

380 23 février 1897

(21 ramadane 1314)

PROMULGUÉ LE 23 FÉVRIER 1897

Décret approuvant la remise au Domaine militaire français des terrains affectés à une partie du nouveau champ de tir de Tunis.

(OFFICIEL, 1897, 147)

---

381 23 mars 1897

(19 chaoual 1314)

PROMULGUÉ LE 23 MARS 1897

Décret approuvant la remise au Domaine militaire français du Cercle militaire et de ses dépendances, et des bâtiments des bains militaires de la place du Kef.

(OFFICIEL, 1897, 171)

---

382 16 mai 1897

(14 hadjâ 1314)

PROMULGUÉ LE 16 MAI 1897

Décret classant comme poste militaire le poste-refuge d'Aïn-Saïden.

(OFFICIEL, 1897, 259)

---

383 16 mai 1897

(14 hidjâ 1314)

PROMULGUÉ LE 16 MAI 1897

Décret délimitant la zone de servitudes du poste-refuge d'Aïn-Saïden.

(OFFICIEL, 1897, 259)

---

384 30 mai 1897

(28 hidjâ 1314)

PROMULGUÉ LE 30 MAI 1897

Décret approuvant la remise au Domaine militaire français de diverses parcelles de terrain attenantes au camp de Médenine.

(OFFICIEL, 1897, 287)

---

385 9 octobre 1897

(12 djoumadi el aouel 1315)

PROMULGUÉ LE 9 OCTOBRE 1897

Décret délimitant le polygone exceptionnel sur lequel est situé l'établissement des Petites Sœurs des Pauvres, à Tunis.

(OFFICIEL, 1897, 540)

---

386 13 décembre 1897

(18 redjeb 1315)

PROMULGUÉ LE 13 DÉCEMBRE 1897

Décret classant comme poste militaire la nouvelle enceinte de Bizerte et déclassant la vieille enceinte et La Krida.

(OFFICIEL, 1897, 683)

---

387 13 décembre 1897

(18 redjeb 1315)

PROMULGUÉ LE 13 DÉCEMBRE 1897

Décret délimitant la zone des servitudes de la place de Bizerte (1).

(OFFICIEL, 1897, 683)

---

388 3 avril 1898

(11 kâda 1315)

PROMULGUÉ LE 3 AVRIL 1898

Décret délimitant la zone des servitudes militaires de divers ouvrages.

(OFFICIEL, 1898, 253)

. . . . . .

Article 1er. — Les limites de la zone de servitude autour de chacun des ouvrages ci-après :

Caravansérail et blockhaus d'El-Haffey ;
Camp de Fériana ;
Casba d'Houmt-Souk ;
Poste optique du Dissa ;
Poste optique de l'Orbata ;
Poste optique du Tadjera ;
Poste optique du Thalet ;
Poste-refuge de Fredjedj ;
Poste-refuge de Bir-Saâd ;
Poste-refuge de Mareth ;
Poste-refuge d'Aïn-Maïder ;
Poste-refuge de Bir-el-Ahmeur,

Sont respectivement arrêtées aux lignes brisées teintées en carmin sur chacun des plans, au nombre de douze, annexés au présent rapport . . . . . .

---

389 12 avril 1898

(20 kâda 1315)

PROMULGUÉ LE 12 AVRIL 1898

Décret délimitant définitivement la zone des servitudes et le polygone exceptionnel de la place de Gafsa.

(OFFICIEL, 1898, 271)

---

390 17 avril 1898

(25 kâda 1315)

PROMULGUÉ LE 17 AVRIL 1898

Décret classant comme poste militaire un mur d'enceinte du Kef et en déclassant une partie.

(OFFICIEL, 1898, 279)

---

391 17 avril 1898

(25 kâda 1315)

PROMULGUÉ LE 17 AVRIL 1898

Décret délimitant la zone des servitudes militaires de la place du Kef.

(OFFICIEL, 1898, 279)

---

392 17 avril 1898

(25 kâda 1315)

PROMULGUÉ LE 17 AVRIL 1898

Décret délimitant la zone des servitudes militaires de la Casba de Kairouan.

(OFFICIEL, 1898, 280)

---

393 10 août 1898

(22 rebiâ el aouel 1316)

PROMULGUÉ LE 10 AOUT 1898

Décret approuvant la remise au Génie français d'une parcelle de terre servant d'accès à la batterie Saint-Jean, à Bizerte.

(OFFICIEL, 1898, 579)

---

(1) Ce décret maintient également le polygone exceptionnel du faubourg des Andalous, délimité par décret du 3 décembre 1890.

394 — 29 août 1898

(11 rebiâ ettani 1316)

PROMULGUÉ LE 30 AOUT 1898

Décret constituant en polygone exceptionnel le terrain sur lequel est situé l'établissement des Petites Sœurs des Pauvres, à Tunis (1).

(OFFICIEL, 1898, 599)

---

395 — 7 septembre 1898

(20 rebiâ ettani 1316)

PROMULGUÉ LE 7 SEPTEMBRE 1898

Décret classant comme postes militaires le camp et la Casba de Zarzis.

(OFFICIEL, 1898, 617)

---

396 — 7 septembre 1898

(20 rebiâ ettani 1316)

PROMULGUÉ LE 7 SEPTEMBRE 1898

Décret délimitant la zone de servitude du camp et de la Casba de Zarzis.

(OFFICIEL, 1898, 617)

---

397 — 17 décembre 1898

(3 châbane 1316)

PROMULGUÉ LE 17 DECEMBRE 1898

Décret délimitant définitivement la zone des servitudes militaires de la nouvelle enceinte de Bizerte.

(OFFICIEL, 1898, 839)

---

398 — 3 janvier 1899

(20 châbane 1316)

PROMULGUE LE 3 JANVIER 1899

Décret approuvant la remise au Domaine militaire français des parcelles de terrain habous constituant une partie de la nouvelle enceinte de Bizerte.

(OFFICIEL, 1899, 13)

---

399 — 22 janvier 1899

(10 ramadane 1316)

PROMULGUÉ LE 22 JANVIER 1899

Déoret délimitant définitivement le polygone exceptionnel sur lequel est situé l'établissement des Petites Sœurs des Pauvres, à Tunis.

(OFFICIEL, 1899, 69)

---

400 — 5 février 1899

(24 ramadane 1316)

PROMULGUÉ LE 5 FÉVRIER 1899

Décret délimitant définitivement la zone des servitudes de la Casba de Kairouan.

(OFFICIEL, 1899, 102)

---

(1) Ce polygone a été créé par décret du 9 novembre 1896 (*Officiel*, 1896, 555).

401 — 19 février 1899

(8 chaoual 1316)

PROMULGUÉ LE 19 FÉVRIER 1899

Décret délimitant définitivement la zone des servitudes du poste-vigie de Sidi-bou-Saïd.

(OFFICIEL, 1899, 121)

---

402 — 25 mars 1899

(13 kâda 1316)

PROMULGUÉ LE 25 MARS 1899

Décret délimitant définitivement la zone des servitudes du Kef.

(OFFICIEL, 1899, 197)

---

403 — 15 mai 1899

(4 moharrem 1317)

PROMULGUÉ LE 15 MAI 1899

Décret approuvant la remise au Gouvernement français des terrains et bâtiments de la caserne d'artillerie (aujourd'hui caserne Forgemol) à Tunis.

(OFFICIEL, 1899, 328)

---

404 — 15 mai 1899

(4 moharrem 1317)

PROMULGUÉ LE 15 MAI 1899

Déoret délimitant définitivement la zone des servitudes de la batterie de Sidi-bou-Saïd.

(OFFICIEL, 1899, 328)

---

405 — 13 juin 1899

(3 safar 1317)

PROMULGUÉ LE 13 JUIN 1899

Décret approuvant la remise à l'autorité militaire française d'un ancien poste douanier près de l'ancien fort de Sidi-Salem, à Bizerte.

(OFFICIEL, 1899, 432)

---

406 — 5 août 1899

(27 rebiâ el aouel 1317)

PROMULGUÉ LE 5 AOUT 1899

Décret approuvant la remise au Département de la guerre français de trois parcelles de terrain à Bizerte destinées à l'extension des casernements de cette place.

(OFFICIEL, 1899, 567)

---

407 — 5 août 1899

(27 rebiâ el aouel 1317)

PROMULGUÉ LE 5 AOUT 1899

Décret approuvant la remise au Département de la guerre français d'une parcelle de terrain à Bizerte destinée à l'installation d'un nouveau champ de tir pour la garnison de cette ville.

(OFFICIEL, 1899, 567)

---

408 20 septembre 1899

(14 djoumadi el aouel 1317)

PROMULGUÉ LE 20 SEPTEMBRE 1899

Décret approuvant la remise à l'autorité militaire française de parcelles de terrain destinées à créer l'hôpital militaire de Bizerte.

(OFFICIEL, 1899, 653)

---

409 23 octobre 1899

(17 djoumadi ettani 1317)

PROMULGUÉ LE 23 OCTOBRE 1899

Décret classant comme poste militaire l'enceinte à élever autour de l'arsenal maritime de Sidi Abdallah.

(OFFICIEL, 1899, 711)

---

410 23 octobre 1899

(17 djoumadi ettani 1317)

PROMULGUÉ LE 23 OCTOBRE 1899

Décret délimitant la zone des servitudes de l'arsenal maritime de Sidi Abdallah.

(OFFICIEL, 1899, 711)

---

411 14 novembre 1899

(10 redjeb 1317)

PROMULGUÉ LE 14 NOVEMBRE 1899

Décret classant comme postes militaires les ouvrages du Chrek-ben-Chabane, près de Bizerte.

(OFFICIEL, 1899, 769)

---

412 14 novembre 1899

(10 redjeb 1317)

PROMULGUÉ LE 14 NOVEMBRE 1899

Décret délimitant la zone des servitudes des ouvrages du Chrek-ben-Chabane, à Bizerte.

(OFFICIEL, 1899, 769)

---

413 14 novembre 1899

(10 redjeb 1317)

PROMULGUÉ LE 14 NOVEMBRE 1899

Décret classant comme poste militaire la batterie du Remel, près de Bizerte.

(OFFICIEL, 1899, 769)

---

414 14 novembre 1899

(10 redjeb 1317)

PROMULGUÉ LE 14 NOVEMBRE 1899

Décret délimitant la zone des servitudes de la batterie du Remel, à Bizerte.

(OFFICIEL, 1899, 769)

---

415 14 novembre 1899

(10 redjeb 1317)

PROMULGUÉ LE 14 NOVEMBRE 1899

Décret classant comme postes militaires les ouvrages d'Aïn-Roumi, près de Bizerte.

(OFFICIEL, 1899, 769)

---

416 14 novembre 1899

(10 redjeb 1317)

PROMULGUÉ LE 14 NOVEMBRE 1899

Décret délimitant la zone des servitudes des ouvrages d'Aïn-Roumi, à Bizerte.

(OFFICIEL, 1899, 770)

---

417 14 novembre 1899

(10 redjeb 1317)

PROMULGUÉ LE 14 NOVEMBRE 1899

Décret classant comme poste militaire la batterie Saint-Jean, près de Bizerte.

(OFFICIEL, 1899, 770)

---

418 14 novembre 1899

(10 redjeb 1317)

PROMULGUÉ LE 14 NOVEMBRE 1899

Décret délimitant la zone des servitudes de la batterie Saint-Jean, à Bizerte.

(OFFICIEL, 1899, 770)

---

419 17 décembre 1899

(13 châbane 1317)

PROMULGUE LE 17 DÉCEMBRE 1899

Décret approuvant la remise à l'autorité militaire française par le Gouvernement tunisien et au Gouvernement tunisien par l'autorité militaire française de divers terrains faisant partie du terre-plein du nouveau port de Sfax.

(OFFICIEL, 1899, 874)

---

420 23 décembre 1899

(19 châbane 1317)

PROMULGUÉ LE 23 DÉCEMBRE 1899

Décret approuvant la remise par le Gouvernement tunisien à l'autorité militaire française de l'ancien fort de Sidi-Salem, à Bizerte.

(OFFICIEL, 1899, 891)

---

421 5 août 1900

(8 rebiâ ettani 1318)

PROMULGUE LE 5 AOUT 1900

Décret classant comme postes militaires les neuf postes photo-électriques de la rade de Bizerte.

(OFFICIEL, 1900, 629)

. . . . . .

Article 1er. — Sont classés comme postes militaires les neuf postes photo-électriques de la rade de Bizerte désignés sous les noms suivants :

Feu du Ras ;
— de Douali ;
— de l'Oued ;
— de Bir-Kherba ;
— de Sidi-Salem ;
— de la Jetée ;
— de la Carrière ;
— des Dunes ;
— des Sables.

---

422 5 août 1900

(*8 rebiû ettani 1318*)

PROMULGUÉ LE 5 AOUT 1900

Décret délimitant la zone des servitudes des neuf postes photo-électriques de la rade de Bizerte désignés dans le décret du même jour.

(OFFICIEL, 1900, 629)

423 29 septembre 1900

(*4 djoumadi ettani 1318*)

PROMULGUÉ LE 29 SEPTEMBRE 1900

Décret approuvant la remise par le Gouvernement tunisien à l'autorité militaire française d'un terrain faisant partie du terre-plein du nouveau port de Sousse.

(OFFICIEL, 1900, 747)

---

424 25 octobre 1900

(*1er redjeb 1318*)

PROMULGUE LE 25 OCTOBRE 1900

Décret classant comme postes militaires les ouvrages du Djebel-Kebir.

(OFFICIEL, 1900, 791)

---

425 25 octobre 1900

(*1er redjeb 1318*)

PROMULGUÉ LE 25 OCTOBRE 1900

Décret délimitant la zone des servitudes des ouvrages du Djebel-Kebir.

(OFFICIEL, 1900, 791)

DOMAINE PUBLIC

426 24 septembre 1885

(*14 hidjâ 1302*)

PROMULGUE LE 25 SEPTEMBRE 1885

Décret relatif au domaine public en Tunisie (1).

(OFFICIEL, 1885, 673)

Article 1er. — Le domaine public comprend :

Le rivage de la mer (a) et les lacs jusqu'à la limite des plus hautes eaux ;

Les sebkhas (b) ;

Les rades, ports et leurs dépendances ;

Les phares, fanaux, balises et en général tous les ouvrages destinés à l'éclairage et au balisage des côtes ;

Les cours d'eau de toutes sortes (a) et les terrains compris dans leurs francs-bords (b).

Les terrains et ouvrages servant à l'exploitation des passages d'eau et les bacs destinés au service public ;

Les sources de toute nature ;

Les aqueducs, puits et abreuvoirs à l'usage du public ainsi que leurs dépendances ;

Les canaux de navigation, d'irrigation ou de desséchement exécutés dans un but d'utilité publique, les terrains qui sont compris dans leurs francs-bords et les autres dépendances de ces canaux.

Les routes, rues, chemins de fer (c), tramways publics et leurs dépendances ;

---

(1) Conf. décret et arrêté du 16 août 1897 (v° EAUX)

(*a*) Les terrains constituant le rivage de la mer font, en principe, partie du domaine public maritime et peuvent, comme tels, être repris sans indemnité, par l'effet d'un décret de délimitation, sur les particuliers qui les auraient occupés sans droit ; mais c'est à charge par l'État exerçant ce droit d'établir que les terrains dont il s'agit font bien partie du rivage de la mer et n'ont jamais cessé d'en faire partie. (Alger, 20 juin 1899, *J. T.* 99, 546)

Le rivage de la mer échappe par sa nature même à une appropriation privée ; le possesseur ne saurait en jouir que d'une façon intermittente, qui n'est pas propre à donner ouverture à une action possessoire. Doivent rentrer immédiatement dans le domaine public les portions de la mer et de ses rivages qui en avaient été arbitrairement distraites pour être concédées à des particuliers La mer territoriale fait partie du domaine public (Tunis, 18 février 1888, *J. T.* 93, 535)

Un établissement de bains de mer bâti sur pilotis, partie sur le rivage de la mer et partie sur la mer elle-même constitue un immeuble et peut être grevé d'un droit réel au profit d'un particulier Il est constant que, avant le décret ci-dessus, le Beylik avait concédé des droits réels à des particuliers sur les rivages de la mer aussi bien que sur les cours d'eau (Tunis, 24 juin 1890, *J. T.* 90, 277)

Les marais et dunes mobiles ne font pas partie du domaine public et sont susceptibles de propriété privée. (Tunis, 9 avril 1894, *J. T.* 94, 304.)

(*b*) Les lacs et sebkhas ne peuvent faire l'objet d'une action en complainte (Tunis, 18 juin 1894, *J. T.* 94, 417.)

Les terrains contenant du sel qui, pendant l'hiver, se trouvent submergés par les eaux de pluie, où les eaux ne sont pas courantes mais stagnantes, ne font pas partie du domaine public (Cass., 5 juillet 1899, *J. T.* 900, 21.)

(*a*) Ces expressions ne comportent aucune distinction ni réserve ; elles comprennent tous les cours d'eau, même ceux qui ne sont ni navigables, ni flottables. (Tunis, 12 juin 1896, *J. T.* 96, 436)

(*b*) Cette expression doit s'entendre d'une bande de terrain située le long d'un cours d'eau et qui sert à en permettre la surveillance, le curage et l'entretien. (Tunis, 18 mai 1896, *J. T.* 96, 366)

La juridiction française a qualité pour reconnaître jusqu'où vont les francs-bords d'un oued, même si un décret de délimitation a été rendu, et reste libre de contrôler les limites fixées par l'Administration et d'apprécier si des erreurs n'auraient pas été commises au détriment des riverains. S'il n'y a pas eu de décret de délimitation, la juridiction française est à plus forte raison compétente pour examiner quelles sont les véritables limites du domaine public Il importe peu que la demande tende à une attribution de propriété plutôt qu'à une allocation de dommages-intérêts. (Tunis, 19 février 1894, *J. T.* 94, 240)

(*c*) ***Routes.*** — On doit y faire rentrer, comme accessoire nécessaire des fortifications de la ville de Tunis, le chemin qui les suivait extérieurement. (Tunis, 1er juin 1896, *J. T.* 97, 359)

En raison de la rareté, en Tunisie et en pays arabe, des voies de communication classées, l'usage a imposé aux propriétaires l'obligation morale qui est devenue une obligation de fait, d'ouvrir au public ceux de leurs fonds de terre qui se trouvent dans la ligne allant d'une localité à une autre. C'est en vertu de cet usage que l'État revendique les sentiers et pistes ainsi tracés, pour les incorporer dans le domaine public en en déterminant la largeur et la direction. (Paix, Souk-el-Arba, 11 avril 1894, *J. T.* 95, 232)

Rues. — L'existence de la rue intérieure du rempart est, en Tunisie, consacrée par un usage constant et, d'après les coutumes, sa

Et, en général, toutes les parties du territoire et tous les ouvrages qui ne sont pas susceptibles de propriété privée (1).

Art. 2. — Néanmoins, sont reconnus et maintenus tels qu'ils existent les droits privés de propriété, d'usufruit ou d'usage légalement acquis sur les cours d'eau, les sources, abreuvoirs ou puits antérieurement à la promulgation du présent décret, et les tribunaux restent seuls juges des contestations qui peuvent s'élever sur ces droits (a).

Ils connaîtront également des contestations qui pourront s'élever relativement aux constructions actuellement existantes sur le rivage de la mer et détermineront à qui doivent incomber les dommages-intérêts qui pourraient résulter de leur suppression (b).

Art. 3. — Le domaine public est inaliénable et imprescriptible (c).

Art. 4. — Il est administré par le Directeur général des travaux publics (d) dans la limite des pouvoirs qui lui sont confiés, ou par les agents de l'État désignés à cet effet par décret (1).

Les actes d'administration du domaine public ne pourront, lorsqu'ils léseront les intérêts des tiers, se résoudre qu'en dommages-intérêts (e).

Art. 5. — Les limites du domaine public sont déterminées (2) quand il y a lieu, tous droits des tiers réservés, par décrets rendus (3), après enquête publique, sur la proposition du Directeur général des travaux publics.

Les droits des tiers ne pourront se résoudre qu'en dommages-intérêts.

Art. 6. — Les ouvrages de défense des places de guerre ou forteresses classées par décrets font également partie du domaine public (f). Ils sont administrés par le Ministre de la guerre, dans la limite de ses pouvoirs (1).

Art. 7. — Les contestations relatives au domaine public ressortiront aux tribunaux tunisiens ou aux juridictions françaises (g) selon la nationalité des contestants. Lorsque le différend existera entre les droits du domaine public et ceux d'un immeuble placé sous le régime de la loi du 18 ramadane 1302 (1er juillet 1885), la juridiction française sera seule compétente.

---

largeur varie d'après les localités et les besoins de la défense. (Tunis, 18 mai 1896, *J. T.* 96, 347.)

Les rues étant inaliénables et imprescriptibles ne peuvent faire l'objet d'une action possessoire (Tunis, 5 mai 1888, *R. A.* 88, II, 506.)

Chemins de fer — Ils doivent donc être exclus de l'immatriculation demandée par les particuliers, bien que le propriétaire exproprié ait continué à posséder une parcelle figurant au plan dressé pour l'établissement du chemin de fer et non utilisée par la compagnie. En effet, l'expropriation publique résulte suffisamment de la concession faite par le gouvernement tunisien, à une compagnie de chemins de fer, du droit d'établir une voie ferrée, avec engagement par le Gouvernement de fournir à la compagnie les terrains nécessaires et de l'approbation par le Gouvernement du plan des emprises. Cela suffit pour incorporer au domaine public les parcelles portées au plan des emprises et la prise de possession par la compagnie n'est pas subordonnée au paiement préalable d'une indemnité. (Mixte, 28 décembre 1887, *J. T.* 93, 207.)

Une action possessoire, et, spécialement, une action en complainte, ne peut être admise en ce qui concerne les chemins de fer. (Tunis, 12 juin 1893, *J. T.* 93, 229.)

(1) Conf. circulaire du 30 mai 1896 (v° PROPRIÉTÉ FONCIÈRE).

(a) Dans ces conditions, les riverains qui ne produisent pas un titre antérieur à ce décret et leur attribuant la propriété des eaux contestées, doivent mettre en cause l'État, administrateur du domaine public, dans tous les litiges relatifs au règlement des eaux d'une rivière ou cours d'eau quelconque. (Tunis, 15 juin 1889, *J. T.* 90, 274.)

C'est aux propriétaires des droits antérieurement acquis de justifier de l'existence de ces droits (Tunis, 18 mai 1896, *J. T.* 96, 366.)

Le tribunal a le pouvoir d'examiner si un particulier n'est pas fondé à faire décider qu'il a un droit de propriété antérieur à ce décret sur une partie des francs-bords d'un oued, dont il ne pourrait être ensuite dépossédé que par un décret d'expropriation pour cause d'utilité publique. (Tunis, 19 février 1894, *J. T.* 94, 240.)

(b) Il en résulte que le rivage de la mer n'a jamais pu faire l'objet que d'une concession essentiellement temporaire et toujours révocable sauf indemnité. (Tunis, 15 juin 1891, *J. T.* 92, 44.)

(c) Ce principe a pu ne pas exister dans la Régence avant l'établissement de cette législation (Alger, 20 juin 1899, *J. T.* 99, 546.)

Si cela est vrai sous le régime de ce décret, il en était de même antérieurement; en effet, à cette époque, les fortifications des villes, bien qu'ayant été parfois affectées à des services publics, n'ont jamais été distraites de leur destination militaire pour être vendues ou données par le Souverain. (Alger, 11 juin 1895, *J. T.* 96, 46.)

Avant ce décret, le Bey a pu conférer complète validité à la vente faite à un particulier, d'immeubles dépendant du domaine public de l'État tunisien. (Alger, 13 décembre 1897, *R. A.* 1898, II, 290.)

Avant l'occupation française les fortifications des villes de la Régence, étant affectées à une destination militaire, étaient insusceptibles d'appropriation privée. (Alger, 11 juin 1895, *R. A.* 95, II, 428.)

Sauf le cas, toutefois, où le Bey de Tunis aurait disposé, notamment par donation, au profit de particuliers, d'immeubles dépendant desdits ouvrages. L'action en revendication des biens dont il s'agit appartient au Ministre de la guerre de France (Cass., 18 juin 1897, *D. J. G.* 97, I, 378. — Tunis, 11 juin 1894, *J. T.* 94, 384. — Sousse, 1er mars 1895, *J. T.* 95, 495.)

La prescription acquisitive de la propriété d'un immeuble de cette nature ne pourrait courir utilement au profit de celui qui est pourvu de fonctions publiques lui permettant d'administrer cet immeuble pour le compte de l'État. (Tunis, 11 juin 1894, *J. T.* 94, 384.)

(d) Il ne saurait être cependant poursuivi en responsabilité par un particulier sous ce prétexte qu'il n'aurait pas entretenu en état de viabilité un chemin déterminé (Tunis, 18 janvier 1897, *J. T.* 98, 114.)

Est irrecevable une action en revendication d'un terrain faisant partie du domaine public, intentée par une compagnie de chemins de fer, même autorisée par le Directeur des travaux publics, ce dernier ayant seul le pouvoir de poursuivre une action au pétitoire relative audit domaine (Tunis, 26 juillet 1897, *J. T.* 97, 436.)

(1) Une circulaire du Parquet de Tunis du 22 avril 1890 charge les Juges de paix d'inviter les huissiers à ne pas assigner les Caïds, comme représentant le Gouvernement tunisien, à comparaître devant la justice française pour des affaires intéressant le domaine de l'État ou le domaine public. Les Caïds n'ont pas le droit de représenter l'État dans de semblables instances et les jugements rendus ne sont pas opposables au Domaine: ils ne sont que de simples agents d'exécution... . Le Directeur de l'agriculture seul peut exercer les actions du Domaine de l'État, le Directeur général des travaux publics, celles du Domaine public; le Ministre de la guerre, celles concernant les forteresses et ouvrages de défense des places (décret du 25 avril 1898, v° DOMAINE DE L'ÉTAT). De plus, l'État ne doit pas être assigné à bref délai en raison du caractère grave et délicat de ces sortes d'instances ...

(2) Conf. decret du 26 septembre 1887.

(3) Voir plus loin la liste des décrets parus à l'*Officiel*.

(a) Il n'y a pas de contravention punissable dans le fait d'un particulier d'avoir reconstruit un mur longeant le domaine public sans l'autorisation préalable du Directeur des travaux publics. Le décret ne paraît exiger cette autorisation que pour les occupations, prises de possession ou modifications quelconques du domaine public. (Pais, Sousse, 26 novembre 1895, *J. T.* 96, 62.)

(b) Alger, 11 juin 1895, *J. T.* 96, 46. — Tunis, 11 juin 1894, *J. T.* 94, 384.

La règle posée par cet article n'est subordonnée à aucune délimitation ou formalité autre que le décret de classement (Tunis, 18 mai 1896, *J. T.* 96, 347.)

Les ouvrages défensifs des villes, lorsqu'ils n'ont pas été l'objet d'une décision de classement, comme ceux de la ville de Monastir n'en font pas partie. (Alger, 14 mars 1892, *J. T.* 92, 159.)

Les murs d'enceinte et les ouvrages destinés à protéger les centres de population, même non classés, en font partie. L'administration des habous n'est nullement propriétaire de ces ouvrages: elle en a simplement l'entretien à titre de charge. (Sousse, 5 février 1891, *J. T.* 91, 31.)

Les magasins et autres locaux qui sont construits dans l'épaisseur des murs d'enceinte d'une place de guerre classée, en font partie intégrante (Sousse, 1er mars 1895, *J. T.* 95, 495.)

Ces ouvrages ont été remis au Ministère de la guerre, sans que la loi mentionne les réserves expresses relativement aux cours d'eau, sources, abreuvoirs et au rivage de la mer (Alger, 11 juin 1895, *R. A.* 95, II, 428.)

(c) Tunis, 1er avril 1895, *J. T.* 95, 278. — Tunis, 11 juin 1894, *J. T.* 94, 384.

L'Européen est irrecevable à décliner la compétence de cette juridiction, bien qu'il s'agisse d'un immeuble non immatriculé et qu'un Tunisien soit en cause. (Tunis, 23 mai 1892, *J. T.* 94, 238.)

427 26 septembre 1887

(*8 moharrem 1305*)

PROMULGUÉ LE 27 SEPTEMBRE 1887

Décret réglementant les procédés de délimitation du domaine public.

(OFFICIEL, 1887, 247)

Vu le décret du 24 septembre 1885 (14 hidjâ 1302)

concernant la constitution du domaine public et notamment les articles 1 et 5 de ce décret;

Considérant qu'il importe de regler la procédure de l'enquête prescrite par l'article 5 du décret susvisé pour la delimitation du domaine public;

Article 1er. — Aucune délimitation du domaine public ne pourra être entreprise sans avoir été préalablement prescrite par arrêté du Directeur général des travaux publics.

Art. 2. — Les opérations préparatoires de cette délimitation seront confiées à une commission spéciale, qui comprend :

1° L'ingénieur des ponts et chaussées de la région (1);

2° Le chef du service topographique;

3° Un membre de la municipalité sur le territoire de laquelle s'effectuera la délimitation ou un représentant de l'administration locale désigné par le Premier Ministre;

4° Un officier de la police des ports de commerce et de la navigation, lorsqu'il s'agira d'une délimitation du domaine public maritime.

La commission sera présidée par l'ingénieur des ponts et chaussées de la région, qui sera également chargé de la convoquer.

Art. 3. — La commission sera chargée d'effectuer la délimitation provisoire. Elle devra à cet effet se rendre sur les lieux, recevoir les observations des riverains, entendre les personnes qu'elle jugera aptes à lui fournir des indications propres à l'éclairer au point de vue de la constatation matérielle qu'elle doit effectuer.

Lorsqu'il s'agira d'une délimitation du rivage de la mer, la commission constatera la limite de la zone couverte par le plus grand flot d'hiver sans qu'il y ait lieu toutefois de confondre cette limite avec celle atteinte par le plus grand flot de tempête.

Art. 4. — Le président de la commission adressera aux caids des territoires et aux juges de paix des cantons dans lesquels se trouve la partie du domaine public à délimiter, une lettre d'avis fixant la date à laquelle la commission se rendra sur les lieux pour commencer les opérations relatives à la délimitation provisoire.

Les juges de paix afficheront cette pièce dans leur auditoire, les caids la feront publier dans les divers marches de leur territoire.

Le président de la commission fera insérer le même avis au *Journal officiel*, au moins dix jours avant le commencement des opérations.

Art. 5. — Après avoir reconnu les limites naturelles du domaine public, la commission fera placer en sa présence des bornes ou piquets sur le périmètre de cette limite et mentionnera ce fait dans son procès-verbal, qui devra définir aussi exactement que possible la position des piquets ou bornes, et sera signé par tous les membres de la commission. Un plan des lieux, en double expédition, sera joint au procès-verbal.

Les limites proposées y seront figurées avec les bornes, piquets, cotes et indications qui les définissent.

Le plan comme le procès-verbal devra être signé par tous les membres de la commission.

Art. 6. — La commission désignera un commissaire enquêteur chargée de tenir à la disposition du public une des expéditions du plan et le procès-verbal de la délimitation pendant un délai de dix jours.

Le commissaire enquêteur recevra les observations et réclamations des riverains et des tiers, qu'il consignera sur un registre coté et paraphé par le président de la commission.

Les observations et réclamations faites par écrit y seront annexées.

Le commencement ainsi que le local de l'enquête seront portés à la connaissance du public dans les conditions prescrites à l'article 4 du présent décret.

Le registre de l'enquête sera arrêté, à l'expiration du délai de dix jours, par le commissaire enquêteur, et rendu immédiatement au président de la commission.

Art. 7. — La commission prendra connaissance des observations et réclamations consignées au registre, se transportera de nouveau sur le terrain, si elle le juge utile, pour reconnaître le plan, examiner les observations produites et modifier, s'il y a lieu, la délimitation provisoire.

Les modifications seront reportées, autant que possible, séance tenante, sur les plans.

En cas d'adhésion des riverains à la délimitation ainsi effectuée, la commission annexera à son procès-verbal la déclaration, écrite par les intéressés, que la limite proposée n'empiète pas sur leurs propriétés.

Art. 8. — Tous les membres de la commission devront signer les deux expéditions du plan et les procès-verbaux des réunions, et viser le registre d'enquête.

Ces pièces seront ensuite transmises, avec le rapport et les propositions de la commission, au Directeur général des travaux publics pour qu'il soit statué conformément à l'article 5 du décret du 14 hidjà 1302 (24 septembre 1885).

Lorsque le domaine public à délimiter bordera un terrain faisant partie du domaine militaire, le décret de délimitation ne sera pris qu'après qu'il aura été procédé aux conférences prescrites par le décret du 2 septembre 1886 (3 hidjà 1303).

Art. 9. — Les dépenses nécessitées par les diverses opérations de la commission seront payées par les soins et sur le budget de la Direction générale des travaux publics.

Ces dépenses comprendront : les frais de transport de la commission sur le terrain, la fourniture et la mise en place des bornes et piquets, les frais de levé, vérification et rectification des plans et les frais de déplacement

(1) Conf. arrêté du 30 avril 1900 (v° TRAVAUX PUBLICS).

de chacun des membres de la commission calculés à raison de 21 piastres par journée de déplacement, ce chiffre pouvant être fractionné par tiers.

Art. 10. — Le Directeur général des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

---

428 16 avril 1888

Arrêté du Directeur des travaux publics interdisant de pratiquer des tranchées ou levées de terre au travers des routes et pistes.

(R. T. P., I, 45)

Il arrive fréquemment que les indigènes pratiquent des saignées à travers les routes ou pistes et établissent des levées de terre de façon à former des rigoles destinées à conduire les eaux pluviales dans leurs propriétés. Sur certains points, il a été constaté que ces levées atteignent 1 mètre de hauteur.

..... En conséquence, il a été pris un arrêté (1) afin de mettre un terme à ces pratiques abusives qui constituent des empiétements sur le domaine public et un sérieux obstacle pour la circulation des voitures, tout en ménageant pour les riverains la possibilité d'irriguer leurs terrains.

Je vous prie de donner aux caids et, au besoin, aux cheiks de votre circonscription, les instructions nécessaires pour qu'ils obligent les riverains des routes et pistes à se conformer aux dispositions de l'arrêté dont il s'agit. Il vous sera aisé de leur faire comprendre que cette mesure est motivée par l'intérêt général qui ne saurait être sacrifié aux intérêts privés si respectables qu'ils puissent être et qui peut d'ailleurs se concilier avec eux, car il sera facile aux indigènes de remplacer ce procédé trop primitif d'irrigation par la construction d'aqueducs qu'ils exécuteraient soit séparément, soit en se syndiquant pour répartir entre eux la dépense.....

---

429 22 janvier 1889

(20 djoumadi el aouel 1306)

PROMULGUÉ LE 24 AVRIL 1889

Décret fixant les limites du Domaine public maritime le long du lac de Tunis, au sud du canal de La Goulette (2).

(OFFICIEL, 1889, 129)

---

(1) Une circulaire du Résident général du 16 avril 1888 (*R. T. P.*, I, 44) concerne ces pratiques.

(2) Conf. décret du 14 juin 1883 (*Officiel*, 1883, 91) qui a prescrit la délimitation du lac de Tunis et des propriétés privées près de la Marine.

---

430 5 juillet 1889

(7 kâda 1306)

PROMULGUÉ LE 6 JUILLET 1889

Décret fixant les limites du chemin de Taklilet, depuis le fort de Sidi-Salem jusqu'aux environs de la carrière d'Aïn-Roumi.

(OFFICIEL, 1889, 206)

---

431 21 novembre 1889

(27 rebiâ el aouel 1307)

Décret fixant les limites du Domaine public le long du lac de Tunis, entre une ligne partant du centre de l'île Schikly et les fours à chaux, près de la route d'Hammam el Lif.

(OFFICIEL, 1889, 366)

---

432 21 mars 1890

(29 redjeb 1307)

PROMULGUÉ LE 22 MARS 1890

Décret fixant les limites du Domaine public maritime le long du rivage du lac de Bizerte, à partir du pont Bab Tounis et le long du rivage de la mer près de cette ville, à partir du fort de Sidi-Salem.

(OFFICIEL, 1890, 114)

---

433 23 mars 1890

(1er châbane 1307)

PROMULGUÉ LE 24 MARS 1890

Décret fixant les limites du Domaine public maritime le long du rivage de la mer à La Goulette, depuis le pont de bateaux de Rhadès jusqu'au lazaret de Carthage.

(OFFICIEL, 1890, 114)

---

434 29 avril 1890

(9 ramadane 1307)

PROMULGUÉ LE 30 AVRIL 1890

Décret fixant les limites du Domaine public le long des rives du lac Iskel.

(OFFICIEL, 1890, 143)

---

435 29 juin 1890

(11 kâda 1307)

(PROMULGUE LE 30 JUIN 1890)

Décret fixant les limites du Domaine public maritime entre le pied de la falaise au nord-ouest de Tabarka et l'épave de l'Auvergne à l'est de ce vilage (1).

(OFFICIEL, 1890, 220)

---

(1) Conf décret du 8 avril 1900.

436 9 février 1891

(*29 djoumadi ettani 1308*)

PROMULGUÉ LE 10 FÉVRIER 1891

Décret fixant les limites du Domaine public le long des rives du lac de Bizerte, entre les extrémités de la délimitation du décret du 21 mars 1890 et les pointes Ras-Sehara et Dakhlet el Kharrouba.

(OFFICIEL, 1891, 49)

---

437 1er mars 1892

(*1er châbane 1309*)

PROMULGUÉ LE 1er MARS 1892

Décret fixant les limites du Domaine public le long des rives de la Medjerdah, sur le territoire de Souk el Arba.

(OFFICIEL, 1892, 56)

---

438 20 avril 1892

(*22 ramadane 1309*)

PROMULGUÉ LE 20 AVRIL 1892

Décret fixant les limites du Domaine public sur le rivage de la mer à Gabès et sur les rives de l'Oued-Gabès (1).

(OFFICIEL, 1892, 108)

---

439 28 mai 1892

(*1er kâda 1309*)

PROMULGUÉ LE 28 MAI 1892

Décret fixant les limites du Domaine public sur le rivage du lac de Tunis et sur le rivage de la mer entre le pont de bateaux de La Goulette et Rhadès, et Hammam el Lif (2).

(OFFICIEL, 1892, 159)

---

440 20 mai 1893

(*4 kâda 1310*)

PROMULGUE LE 20 MAI 1893

Décret fixant les limites du Domaine public sur le rivage de la mer, à Nabeul.

(OFFICIEL, 1893, 187)

---

441 4 décembre 1893

(*25 djoumadi el aouel 1311*)

PROMULGUÉ LE 4 DÉCEMBRE 1893

Décret fixant les limites du Domaine public sur les rives du lac Sedjoumi.

(OFFICIEL, 1893, 393)

(1) Conf. décret du 17 mars 1900.
(2) Conf. décret du 12 octobre 1896

---

442 12 juin 1894

Arrêté du Directeur des travaux publics réglementant l'extraction des sables dans le lit et à l'embouchure de l'Oued Miliane.

(OFFICIEL, 1894, 209)

---

443 22 août 1894

(*19 safar 1312*)

PROMULGUÉ LE 22 AOUT 1894

Décret fixant les limites du Domaine public sur le rivage de la mer et des sebkhas à Zarzis.

(OFFICIEL, 1894, 293)

---

444 6 juillet 1895

(*13 moharrem 1313*)

PROMULGUÉ LE 6 JUILLET 1895

Décret précisant la limite du Domaine public, sur le rivage de la mer à Sousse, déjà déterminée par décret du 4 juin 1892 (1).

(OFFICIEL, 1895, 224)

---

445 15 avril 1896

(*2 kâda 1313*)

PROMULGUÉ LE 15 AVRIL 1896

Décret fixant les limites du Domaine public maritime, aux abords de la ville de Sfax.

(OFFICIEL, 1896, 197)

---

446 25 juin 1896

(*14 moharrem 1314*)

PROMULGUÉ LE 25 JUIN 1896

Décret fixant les limites du Domaine public sur le rivage de la mer à Monastir.

(OFFICIEL, 1896, 314)

---

447 12 octobre 1896

(*5 djoumadi el aouel 1314*)

PROMULGUÉ LE 12 OCTOBRE 1896

Décret fixant les limites du Domaine public le long du rivage de la mer entre l'Oued Bou-Khamsa à Hammam el Lif, et l'Oued Sidi-Soltane (2).

(OFFICIEL, 1896, 497)

---

448 19 octobre 1896

(*12 djoumadi el aouel 1314*)

PROMULGUÉ LE 19 OCTOBRE 1896

Décret fixant les limites du Domaine public, sur le rivage de la mer, aux abords d'Houmt-Souk (île de Djerba).

(OFFICIEL, 1896, 511)

(1) *Officiel*, 1892, 171.
(2) Conf. décret du 28 mai 1892 abrogé en ce qui a trait à la partie déjà délimitée.

449 4 novembre 1896

Arrêté du Directeur des travaux publics réglementant l'extraction du sable à Bizerte, pour la partie comprise entre le canal et la jetée Est.

(Officiel, 1896, 555)

---

450 21 janvier 1897

Arrêté du Directeur des travaux publics réglementant l'extraction du sable sur le rivage de la mer entre le cap Carthage et la jetée Nord du port de Tunis.

(Officiel, 1897, 69)

---

451 10 mars 1897

(6 chaoual 1314)

PROMULGUÉ LE 10 MARS 1897

Décret fixant les limites du Domaine public maritime à Bizerte, le long du rivage de la mer et des rives du lac.

(Officiel, 1897, 151)

---

452 10 mars 1897

(6 chaoual 1314)

PROMULGUÉ LE 10 MARS 1897

Décret fixant les limites du Domaine public sur les deux rives du nouveau canal de Bizerte.

(Officiel, 1897, 151)

---

453 13 avril 1897

(11 kâda 1314)

PROMULGUÉ LE 13 AVRIL 1897

Décret fixant les limites du Domaine public dans le voisinage du port de Tunis.

(Officiel, 1897, 209)

---

454 24 mai 1897

Arrêté du Directeur des travaux publics interdisant l'extraction du sable entre les bornes 38 et 40 du Domaine public maritime et entre la borne 60 et la jetée Nord du canal de Tunis.

(Officiel, 1897, 275)

---

455 25 juillet 1897

(24 safar 1315)

PROMULGUÉ LE 25 JUILLET 1897

Decret relatif aux contraventions aux règlements concernant la police et la conservation du domaine public (1).

(Officiel, 1897, 413)

Vu le décret du 24 septembre 1885 sur le domaine public ;

(1) Conf. décret et arrêté du 16 août 1897 (v° Eaux).

Considérant qu'il est nécessaire de fixer les conditions suivant lesquelles seront constatées, poursuivies et réprimées les contraventions aux règlements concernant la police et la conservation du domaine public ;

Article 1er. — Toute contravention aux mesures prescrites par des décrets ou des arrêtés rendus en exécution de ces décrets pour la police du domaine public (1), telle que jet ou dépôt de matériaux ou d'objets quelconques sur le domaine public ou ses dépendances, refus de réparer ou de démolir les édifices confrontant le domaine public et menaçant ruine (a), pacage de bestiaux ou bêtes de selle, de trait ou de somme sur le domaine public ou ses dépendances, infraction aux règlements régissant la circulation des animaux sur les voies publiques, sera punie d'une amende de 1 à 15 fr.

En cas de récidive, un emprisonnement pourra être prononcé sans que la durée de cette peine puisse être supérieure à cinq jours.

Dans tous les cas, la juridiction compétente ordonnera l'enlèvement des dépôts ou des installations illicites.

Art. 2. — Toute contravention aux mesures prescrites par des décrets ou des arrêtés rendus en exécution de ces décrets pour la conservation du domaine public, telle qu'usurpation, anticipation, extraction de matériaux sur le domaine public ou ses dépendances, détérioration commise sur le domaine public ou ses dépendances, sera punie d'une amende de 16 à 300 fr.

En cas de récidive, un emprisonnement pourra être prononcé sans que la durée de cette peine puisse être inférieure à six jours ni supérieure à trois mois.

Dans tous les cas, la juridiction compétente ordonnera l'enlèvement des travaux ou ouvrages illicites.

Art. 3. — Les dispositions de l'article 463 du Code pénal français sont applicables aux infractions prévues par le présent décret.

Art. 4. — Sont spécialement chargés de constater les contraventions et les délits prévus par le présent décret, les conducteurs et commis des ponts et chaussés, les contrôleurs des mines, les officiers et maîtres de port, les cantonniers-chefs et autres employés du service des travaux publics dûment commissionnés par le Directeur général des travaux publics et assermentés, les gendarmes, les gardes champêtres (2), les agents des forêts et des douanes.

Peuvent également constater les contraventions et les délits prévus par le présent décret les commissaires et agents assermentés de police, les ingénieurs des ponts et chaussées et des mines, les officiers et les sous-officiers de

(1) Conf décret et arrêté du 16 août 1897 (v° Eaux).
(2) Conf décret du 31 decembre 1899 (v° Police rurale).
(a) Un propriétaire peut, sans autorisation de l'Administration, percer une porte dans un immeuble qui ne menace pas ruine, situé sur le bord d'une route et dans une agglomération non constituée en municipalité. (Ouzara, 7 février 1899, *J. T.* 99, 293.)

gendarmerie et toute personne commissionnée par l'autorité pour la police ou la conservation du domaine public.

Les procès-verbaux dressés en vertu du présent article font foi jusqu'a preuve du contraire. Ils ne sont pas sujets à l'affirmation.

Art. 5. — Les procès-verbaux sont adressés dans les dix jours de leur date, à la juridiction compétente, par les présidents ou vice-présidents de municipalités, commissaires de police et commandants de gendarmerie, suivant que le fonctionnaire ou l'agent verbalisateur est un employé municipal, un agent de police, un gendarme ou un garde champêtre (1).

Dans tous les autres cas, ils sont transmis par l'ingénieur des ponts et chaussées de l'arrondissement (2) ou par l'ingénieur des mines.

En cas d'urgence, les procès-verbaux sont envoyés sans délai au Directeur général des travaux publics qui fait exécuter d'office tous travaux nécessaires pour remédier aux dommages. Ils sont adressés ensuite à la juridiction compétente qui prononce la condamnation des contrevenants aux peines encourues et le remboursement de la dépense des travaux exécutés d'office.

Art. 6. — Est abrogé le décret du 22 septembre 1888 relatif à la déperdition des eaux servant à l'alimentation publique.

---

456 19 août 1897

Arrêté du Directeur des travaux publics interdisant la circulation sur la plage du Kram, aux cyclistes, voitures et cavaliers, dans la partie comprise entre les bornes 19 et 21 du Domaine public maritime.

(Officiel, 1897, 457)

---

457 23 octobre 1897

(26 djoumadi el aouel 1315)

PROMULGUE LE 23 OCTOBRE 1897

Décret fixant les limites du Domaine public dans le voisinage du port de Sfax.

(Officiel, 1897, 567)

---

458 6 janvier 1898

(12 châbane 1315)

PROMULGUÉ LE 6 JANVIER 1898

Décret fixant les limites du Domaine public maritime le long du rivage du lac de Tunis, entre le passage à niveau n° 6 du chemin de fer de Tunis à Hammam el Lif, à Rhadès et la borne n° 1 près des carrières du Djebel-Djelloud (3).

(Officiel, 1898, 27)

---

(1) Conf décret du 21 décembre 1899 (v° Police rurale)
(2) Conf. arrêté du 30 avril 1900 (v° Travaux publics).
(3) Conf. décret du 5 mai 1900.

---

459 9 août 1898

(21 rebiâ el aouel 1316)

PROMULGUE LE 9 AOUT 1898

Décret fixant les limites du Domaine public maritime le long du rivage de la mer à Kelbia.

(Officiel, 1898, 572)

---

460 21 août 1898

(3 rebiâ ettani 1316)

PROMULGUÉ LE 21 AOUT 1898

Décret fixant les limites du Domaine public le long du rivage de la sebkha de la Princesse, sise à La Goulette.

(Officiel, 1898, 592)

---

461 12 janvier 1899

Arrêté du Directeur des travaux publics interdisant l'extraction du sable du cap Kamart au lazaret de Carthage.

(Officiel, 1899, 57)

---

462 15 février 1899

(4 chaoual 1316)

PROMULGUÉ LE 15 FÉVRIER 1899

Décret fixant les limites du Domaine public le long du rivage de la mer, à Hammamet, entre le marabout de Sidi-bou-Ali et l'Oued Faouara.

(Officiel, 1899, 111)

---

463 25 septembre 1899

(19 djoumadi el aouel 1317)

PROMULGUE LE 25 SEPTEMBRE 1899

Décret fixant les limites du Domaine public sur le rivage du lac de Bizerte entre la borne 17 à Sidi-Abdallah et les ruines romaines à l'enchir Fortouna.

(Officiel, 1899, 653)

---

464 17 octobre 1899

(11 djoumadi ettani 1317)

PROMULGUÉ LE 17 OCTOBRE 1899

Décret fixant les limites du Domaine public sur les rives de la sebkha de Sahaline.

(Officiel, 1899, 696)

---

465 7 février 1900

(6 chaoual 1317)

PROMULGUÉ LE 7 FÉVRIER 1900

Décret fixant les limites du Domaine public maritime sur le rivage de la mer, à Mahdia.

(Officiel, 1900, 149)

---

466 17 mars 1900

(15 kâda 1317)

PROMULGUÉ LE 17 MARS 1900

Déoret fixant les limites du domaine public maritime dans le voisinage du port de Gabès (bornes 203 et 215) [1].

(OFFICIEL, 1900, 249)

---

467 8 avril 1900

(7 hidjà 1317)

PROMULGUÉ LE 8 AVRIL 1900

Décret fixant les limites du Domaine public maritime sur la plage de Tabarka (bornes 4 et 15) [2].

(OFFICIEL, 1900, 309)

468 5 mai 1900

(5 moharrem 1318)

PROMULGUÉ LE 5 MAI 1900

Décret fixant les limites du Domaine public maritime sur le rivage du lac de Tunis, dans le voisinage de la station de Rhadès (bornes 345 et 349) [1].

(OFFICIEL, 1900, 375)

---

469 12 août 1900

(15 rebiâ ettani 1318)

PROMULGUÉ LE 12 AOUT 1900

Décret fixant les limites du Domaine public maritime entre l'angle sud-est du lazaret de Carthage et du cap Kamart.

(OFFICIEL, 1900, 639)

DOUANES

470 20 mars 1882

(29 rebiâ ettani 1299)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DECEMBRE 1884

Décret réglementant le magasinage des marchandises [3] **dans les dépôts de la douane** [1].

Article 1er. — Les marchandises qui n'auront pas été retirées par leurs destinataires dans les six jours qui suivent la date de leur entrée dans les dépôts de la Douane seront sujettes à un droit de magasinage réglé d'après le tarif suivant [2] :

MARCHANDISES.	POIDS par KILOGRAMME.	VOLUME par MÈTRE CUBE.	Le PREMIER MOIS	CHAQUE MOIS successif.
Un paquet échantillons sans valeur jusqu'à	10 kilogr.	»	» 1/2 P.	1 P.
Un sac farine, légumes, fruits, un panier comestibles, etc.	»	»	1 P.	2 P. 1/2
Un colis marchandises jusqu'à	250 kilogr.	1	2 P. 1/2	5 P.
	750 —	2	6 P	12 P.
— au delà des poids et volumes ci-dessus	»	»	12 P.	25 P.

Art. 2. — Le droit sera calculé d'après le nombre effectif de jours donnant lieu à la perception de la taxe de magasinage. Toute journée commencée sera comptée entière lors de la liquidation de la taxe.

Art. 3. — Les ballots, caisses, paquets, malles et tous autres objets déposés dans les magasins de la Douane et non réclamés dans le délai de six mois à compter du jour de leur dépôt, constaté par la date de l'inscription sur le registre des entrées, même lorsque le retrait n'aura pas eu lieu par suite de contestations entre l'expéditeur et le destinataire de la marchandise qui aurait négligé de faire nommer en temps utile, par autorité de justice, un tiers consignataire et de faire transférer cette marchandise chez ce tiers, pourront être vendus aux enchères à la diligence de l'Administration des Douanes. Cette vente sera autorisée sur simple requête par le président du tribunal de commerce.

Il sera, avant la vente, procédé par ce magistrat ou son délégué, de concert avec le délégué de l'Administration des Revenus Concédés [3] et avec l'assistance d'un notaire, à l'ouverture et à l'inventaire des ballots, malles, caisses et paquets. La vente aura lieu après apposition, un mois à l'avance, d'affiches annonçant le lieu, le jour et l'heure fixés pour la vente et contenant en outre les détails propres à ménager aux propriétaires la faculté de les réclamer [4].

Les objets contenus dans chacun des colis seront vendus séparément [4].

---

(1) Conf. décret du 20 avril 1892.
(2) Conf décret du 29 juin 1890
(3) Conf décrets des 5 janvier 1886 et 21 juillet 1895
(4) Le décret du 20 mars 1882 est applicable à toute la Régence (décret du 3 octobre 1884, art 184, § 3) Cependant
En ce qui concerne le port de Bizerte : conf décret du 16 juillet 1898 (art 21 du reglement) [v° PORTS]; décret du 27 mai 1900 (tarif n° 6), art. 12, *in fine* (v° PORTS);
En ce qui concerne le port de Tunis : conf. décret du 10 mars 1899 (tarifs), taxe n° 14, note (v° PORTS);
En ce qui concerne le port de Sfax : conf décret du 10 avril 1900 (tarifs), taxe n° 14, note (v° PORTS);
En ce qui concerne le port de Bousse : conf décret du 2 avril 1900 (tarifs), taxe n° 14, note (v° PORTS).

(1) Conf décret du 6 janvier 1898
(2) Conf note 4 de la colonne précédente
(3) Cette Administration n'existe plus Conf décret du 2 octobre 1884, art 1er (v° FINANCES)
(4) Conf. décret du 25 août 1898 et arrêté du 27 août 1898, art 16 § 4 (v° TABAC)

Les frais de toute nature avancés par l'Administration ou qui seront dus et notamment les dépenses nécessitées pour la conservation de l'objet avant la vente, les frais nécessités par l'inventaire, les frais de vente, les frais de magasinage et de garde, seront prélevés par privilège sur le prix. L'excédent, s'il en existe, sera restitué aux ayants droit qui en feront la demande dans un délai de trois ans à partir du jour de la vente. Passé ce délai, cet excédent appartiendra à l'État (1).

Tous les objets déposés depuis plus de six mois avant la notification du présent décret, qui n'auront pas été retirés dans les quatre mois à partir de cette dernière date, pourront être vendus immédiatement en se conformant aux dispositions du présent article qui s'applique aussi à l'attribution du prix.

Art. 4. — Les magasins de la Douane ne peuvent être assimilés à des magasins d'entrepôt ; les marchandises ne doivent pas y séjourner et les intéressés doivent prendre leurs mesures pour les faire enlever sans délai. Toute personne ayant la faculté de retirer, elle-même, des navires, sa marchandise et pouvant faire sa déclaration, acquitter les droits exigibles dans les conditions réglementaires à l'arrivée et éviter ainsi le dépôt de cette marchandise dans les magasins de la Douane, il est arrêté que par la perception du droit de magasinage l'Administration n'entend assumer aucune responsabilité pour les dommages pouvant résulter des vices propres aux marchandises, du bris et du coulage des liquides ou de toute autre cause. Elle ne répondra que du nombre des colis qui lui auront été livrés et ne sera tenue que d'exercer une bonne surveillance pour leur conservation. En outre, la Douane n'assumera aucune responsabilité dans le cas où des erreurs seraient commises lors de la livraison des objets, si la ressemblance des colis est telle entre les objets et d'autres objets existant en magasin qu'il n'est pas possible de les distinguer, soit que ni les uns ni les autres ne portent de marque, soit qu'ils portent une marque qui n'est pas apparente et intelligible.

Il ne sera délivré aucune marchandise si ce n'est contre remise d'un connaissement ou d'un bon à délivrer des agences des compagnies de navigation ou recommandataires des voiliers. Ce connaissement ou ce bon devra porter les indications suivantes : date de l'arrivée et nom du navire qui a apporté les marchandises, les marques, numéros, contenu et poids de ces dernières.

Art. 5. — La Douane ne répond et ne se charge pas de la garde des articles qui ne peuvent être logés dans ses entrepôts, ou qui ne sont pas assujettis au droit de magasinage, savoir les bois de constructionet de teinture, les marbres, les briques, les tuiles, les sacs de chaux et tous autres matériaux, les fers et autres métaux non ouvrés ou non contenus dans des caisses, barils ou autres récipients, les foins, la paille ainsi que les futailles d'huile provenant de la Régence (a).

Art. 6. — Les destinataires des articles désignés dans le paragraphe qui précède seront tenus de les enlever du quai dans les quarante-huit heures qui suivront leur débarquement à la Marine. L'Administration décline toute responsabilité, même pour les dommages qui pourraient survenir dans ce laps de temps au delà duquel, et à défaut par les destiuataires d'y pourvoir, elle prendra les dispositions qu'elle jugera nécessaires pour faire enlever les marchandises aux frais, risques et périls des intéressés.

Art. 7. — Pour toutes les marchandises qui peuvent rester exposées aux intempéries, à l'exception des matières inflammables, notamment pour celles dont il est fait mention dans les deux articles précédents, les propriétaires de ces marchandises qui jugeront convenable de les faire garder, le feront à leurs frais et sous leur responsabilité. Ils ne devront employer à cette surveillance que des gardiens préalablement agréés par le service des Douanes.

Art. 8. — L'Administration de la Douane se charge de garder les matières inflammables (à l'exception des fourrages) dans un magasin spécial en maçonnerie, aux conditions qui seront indiquées ci-après, et sans assumer aucune responsabilité envers les déposants pour tous dommages provenant de la nature même de la marchandise ou risques d'incendie ou de toute autre cause fortuite.

1° Le droit de magasinage sera perçu d'après le tarif appliqué aux autres marchandises. Il commencera à courir vingt-quatre heures après le débarquement ;

2° La durée du séjour est fixée à un mois ; elle pourra être prolongée jusqu'à trois mois, au plus, si le service de la Douane juge que les magasins à ce destinés seront suffisants. Dans le cas contraire, les destinataires seront immédiatement invités à retirer leurs marchandises suivant leur tour d'arrivée. Les allumettes, le pétrole et autres articles qui arriveront en parties de quelque importance, ne pourront séjourner sur le quai de la Marine au delà de vingt-quatre heures. Ils seront immédiatement retirés conformément aux règlements de la municipalité ;

3° Au delà des délais indiqués pour le retrait des matières inflammables, l'Administration procédera comme il a été dit pour les autres marchandises.

Le présent règlement annule les précédents.

(1) Conf. décret du 25 août 1898 et arrêté du 27 août 1898, art. 16, § 4 (v° Tabac).

(a) En conséquence, la responsabilité des pertes ou avaries survenues à des marchandises de cette catégorie incombe à la compagnie de transport ou au destinataire, selon que les pertes ou avaries sont survenues avant ou apres la livraison. (Paix, Tunis, 29 octobre 1896, *J. T.* 97, 128.)

471 3 octobre 1884

(12 *hidjâ* 1301)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DÉCEMBRE 1884

Décret réglementant les douanes et les monopoles de l'État (1) [a].

(OFFICIEL, 1884, 401)

Considérant que la législation qui régit actuellement la perception des droits et revenus de l'État, repose, dans un grand nombre de cas, sur des usages consacrés presque toujours, il est vrai, par une longue pratique, mais qui diffèrent fréquemment entre eux suivant les territoires ; qu'il importe de fixer cette législation d'une manière uniforme ; après nous être assuré de l'assentiment du Gouvernement français ;

Administration des Douanes.

CHAPITRE Ier. — DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX IMPORTATIONS PAR LES DEUX FRONTIÈRES.

Article 1er. — Tout propriétaire, consignataire ou conducteur de marchandises qui entreront dans la Régence, soit par la voie de mer, soit par celle des frontières de terre, devront faire à la Douane une déclaration en détail, dont le coût sera..... *de 5 centimes de franc* (2), énonçant la nature, l'espèce, la qualité, le poids, le nombre, la mesure et la valeur de leurs marchandises, ainsi que l'espèce, les marques et les numéros des colis. Les déclarations à faire à la Douane seront écrites en langue française.

Art. 2. — Dans le cas où, lors de la visite, on trouvera un excédent quant au nombre déclaré de colis de marchandises tarifées, cet excédent sera saisi, pour la confiscation en être prononcée, et le déclarant sera condamné à une amende de 150 piastres et aux dépens.

Art. 3. — Dans le cas où, lors de la visite, on trouvera moins de colis de marchandises tarifées qu'il n'en a été déclaré, le déclarant sera condamné à 500 piastres d'amende pour chaque colis manquant, avec retenue préventive des marchandises présentées, pour sûreté de l'amende.

Art. 4. — Si la déclaration a été reconnue fausse quant à l'espèce ou à la qualité des marchandises, le déclarant sera condamné à la confiscation des marchandises faussement déclarées et à une amende de 150 piastres et aux dépens.

Art. 5. — Si la différence portait sur la nature des marchandises, celles-ci seraient considérées comme n'ayant pas été déclarées et la contravention tomberait sous l'application des articles 7 et 8 ci-après et serait punie des peines prévues auxdits articles.

Art. 6. — Dans le cas où la déclaration serait reconnue fausse quant à la valeur déclarée des marchandises imposées sur cette base, la Douane pourra, soit prélever le droit en nature, soit retenir les marchandises reconnues mésestimées en payant au déclarant, dans les huit jours qui suivront la notification du procès-verbal de retenue, une somme égale à la valeur déclarée augmentée de 5 %, sans qu'il puisse être rien exigé de plus. La retenue ne sera soumise à aucune autre formalité qu'à celle de l'offre souscrite par le receveur du bureau ou par son suppléant et signifiée au déclarant dans les trois jours qui suivront celui de l'enregistrement de la déclaration ou celui de la vérification des marchandises si elles n'ont pu être vérifiées le jour de la déclaration. (*Ainsi modifié par décret du 15 janvier 1898.*)

Art. 7. — Toute introduction ou tentative d'introduction en contrebande de marchandises tarifées, commise soit par les frontières maritimes, soit par les frontières de terre de la Régence, sera punie de la confiscation des marchandises et des moyens de transport, avec amende de 150 piastres, ainsi qu'aux dépens (a).

Art. 8. — Si la marchandise est prohibée à quelque titre que ce soit, comme les armes et munitions de guerre (1), le sel, le kif, le chira (2), le hachich, les ceps de vigne ou sarments....., les légumes frais, les plants d'arbres et feuilles de vigne (3) ou autres marchandises dont la prohibition est ou pourrait être ultérieurement prononcée (4), le ou les prévenus qui ne justifieront pas d'une autorisation préalable dans les cas prévus par la loi, seront passibles, savoir :

1° Si l'introduction a été commise par une réunion de moins de trois individus, de la confiscation des marchandises et des moyens de transport, avec amende solidaire de 800 piastres, et d'un emprisonnement de trois jours à un mois ;

2° Si l'introduction a été commise par trois individus et plus, de la confiscation des marchandises et des moyens de transport, avec

---

(1) Conf. décrets des 10 février 1896 et 31 décembre 1899 (v° PORTS).

(2) Conf. décret du 12 décembre 1891 (*Officiel*, 1891, 319) dont l'article 2 dispose qu'à partir du 1er janvier 1892, le coût des formules delivrées par la Douane pour l'établissement des déclarations d'importation, de transport ou cabotage, d'exportation, de transit, sera de 5 centimes de franc.

(a) Ce décret est applicable aux sujets anglais comme il l'est aux Français. (Tunis, 13 mai 1887, *J. T.* 89, 308.)

(1) Conf. décret du 18 janvier 1883 (v° ARMES)

(2) Conf. decret du 7 juin 1900, relatif à la chira

(3) Conf loi du 29 janvier 1892 et décret du 11 juillet 1894 (v° VITICULTURE), relatifs aux sarments, arbustes, légumes, fruits et autres.

(4) Conf. décret du 3 février 1885, art 3, 4° (v° ÉLEVAGE), relatif aux animaux atteints de maladie contagieuse ; arrêté du 17 avril 1890, relatif à certains animaux de l'espece bovine et autres, decret du 15 décembre 1891 (v° MONNAIES), relatif a certaines monnaies étrangères décret du 7 septembre 1892, art. 4 (v° HYGIENE PUBLIQUE), relatif aux marchandises dites susceptibles, décret du 6 juin 1895 (v° MONOPOLES) relatif au tabac et au takrouri ; arrêtes des 5 et 26 novembre 1895, relatifs à certains animaux et matières provenant d'Afrique ; décret du 27 janvier 1897, art 8 (v° DENRÉES ALIMENTAIRES), relatif aux vins falsifiés, mouillés ou vinés decret du 19 décembre 1897, relatif aux abeilles : décret du 2 mai 1898 (tarif à l'entrée qui contient certaines prohibitions sous les n°s 179, 574) ; décrets des 12 juillet 1898, art 1er, relatifs aux allumettes et aux cartes à jouer (v° MONOPOLES) decret du 18 février 1899, relatif à la saccharine ; arrêté du 25 mars 1900 confirmant ceux des 17 avril 1890, 5 et 26 novembre 1896 décret du 7 juin 1900, relatif à la chira ; décret du 24 octobre 1900, art 3, relatif aux provenances des localités contaminées par la peste.

Les prohibitions à l'entrée ont été levées par : décret du 20 juin 1891, art 1er, pour le nitrate de soude, le soufre et le salpêtre, décret du 11 juillet 1894, art. 1er (v° VITICULTURE), pour les fruits. — Conf etiam instruction du 3 mai 1898, § 7.

(a) Tombe sous l'application de cet article celui qui ne déclare pas a la Douane l'existence de bijoux d'or ou d'argent qu'il introduit en Tunisie, ou qui fait, en ce qui les concerne, une déclaration négative fausse Il importe peu d'ailleurs que le delinquant sort en mesure d'établir que les objets dont il s'agit ont été fabriqués en Tunisie, cette circonstance n'étant pas de nature à faire disparaître le délit et l'offre de preuve formulée à ce sujet étant, par suite, irrecevable. (Ouzara, 22 juin 1897, *J. T.* 98, 512.)

amende solidaire de 800 piastres, et d'un emprisonnement de un mois à un an;

3° Si l'introduction a été commise par une réunion de trois individus et plus, avec port d'armes, de la confiscation des marchandises et des moyens de transport, avec amende solidaire de 1,500 piastres, et d'un emprisonnement de six mois à trois ans.

Art. 9. — Toute introduction ou tentative d'introduction de marchandises par un port ou un bureau des frontières de terre non spécialement désignés à l'article suivant, sera considérée comme une importation en contrebande, passible des peines édictées par les articles 7 et 8 ci-dessus.

Art. 10. — Les ports ouverts aux opérations de commerce sont : Tabarka, Bizerte, Tunis, La Goulette, Kelibia..., *Nabeul,* Hammamet, Sousse,... *Souissa,* Monastir, Mahdia, Sfax,... *La Skirra,* Gabès, Zarzis, et les quatre ports de Djerba, savoir : Houmt-Souk, Aghim, Aghir, El-Kantara (1).

Les bureaux des frontières de terre ouverts au commerce sont : Babouch, Bordj-Hammam, Ghardimaou (2), Sakiet-Sidi-Youssef..., *Djebel-Harraba,* Ouled-bou-Ganem, Haïdra, El-Oubira..., *Bou-Chebka,* Nefta..., *Bir-Oum-Ali, Oum-El-Ksob, Tamerza* (3).

Chapitre II. — Dispositions spéciales aux importations par mer.

Art. 11. — Tout capitaine de navire de commerce, venant de l'étranger ou d'un port quelconque de la Régence, sera tenu de déposer au bureau de la Douane une copie, signée par lui, de son manifeste général, à titre de déclaration du chargement, dans les vingt-quatre heures de son arrivée dans un port de la Régence. Il devra, en outre, en faisant ce dépôt, donner communication aux agents de la Douane de l'original du manifeste.

Art. 12. — Sont exemptés du dépôt du manifeste :

1° Les bâtiments de guerre ou frétés pour le compte d'une puissance;

2° Les canots appartenant à des particuliers qui s'en servent pour leur usage en s'abstenant de tout transport de marchandises;

3° Les embarcations employées à la pêche en vue des côtes;

4° Les yachts de plaisance, pourvu qu'ils ne se livrent à aucune opération commerciale.

Art. 13. — Le manifeste déposé à la Douane devra énoncer la nature de la cargaison avec les marques et numéros des caisses, balles, ballots, barriques, bocaux, etc.

Art. 14. — Les capitaines de tous bâtiments de commerce arrivés dans les deux myriamètres des côtes devront, lorsqu'ils en seront requis, présenter au visa des préposés des Douanes leur manifeste original et remettre auxdits préposés une copie certifiée et signée de ce document, à peine d'une amende de 1,000 fr. et d'une somme égale à la valeur du chargement. (*Ainsi modifié par décret du 20 mai 1899.*)

Les préposés des services des Douanes, de la Navigation et des Pêches pourront visiter tous bâtiments de commerce au-dessous de cent tonneaux étant à l'ancre ou louvoyant dans les deux myriamètres des côtes, hors le cas de force majeure. Si ces bâtiments ont à bord des marchandises inscrites ou non au manifeste, dont l'entrée ou la sortie est prohibée en Tunisie, ils seront confisqués, ainsi que les cargaisons, avec amende de 100 fr. contre les capitaines. (*Ainsi modifié par décret du 20 mai 1899.*)

Les préposés des Douanes pourront, soit avant, soit après la déclaration, aller à bord de tout bâtiment de commerce entrant dans les ports ou rades ou en sortant, montant ou descendant les rivières, y demeurer jusqu'au déchargement ou sortie, requérir l'ouverture des écoutilles, chambres, armoires, caisses, ballots, tonneaux et autres enveloppes, à l'effet d'y faire les visites nécessaires pour prévenir la fraude. Au refus des capitaines d'ouvrir les chambres, armoires, etc., les préposés demandent l'assistance d'un officier de police judiciaire (1) ou d'un officier municipal, pour être fait ouverture en sa présence, ce dont il sera dressé procès-verbal aux frais des capitaines, qui seront personnellement condamnés, pour refus, à une amende de 500 fr. Lorsque la visite à bord présentera des difficultés, les préposés pourront faire transporter, de jour, au bureau, pour y être vérifiés, les colis présumés contenir des marchandises prohibées ou non déclarées. (*Ainsi modifié par décret du 20 mai 1899.*)

Art. 15. — Tout capitaine de navire qui ne déposera pas la copie, certifiée et signée par lui, de son manifeste à la Douane et ne communiquera pas, en faisant ce dépôt, l'original du manifeste, dans le délai fixé à l'article 11, et établi conformément aux prescriptions de l'article 13, sera personnellement condamné au paiement d'une somme égale à la valeur des marchandises pour lesquelles il n'est pas produit de manifeste et à une amende de 1,500 piastres et aux dépens, avec retenue préventive du bâtiment et des marchandises, pour sûreté de l'amende.

Art. 16. — Si les marchandises pour lesquelles il n'est pas produit de manifeste sont prohibées à quelque titre que ce soit, ces marchandises ainsi que les moyens de transport

(1) Conf. décret du 10 février 1896 (tableau annexé) [v° Ports]. — De plus, les ports de Porto-Farina et de Sidi-Daoud sont ouverts seulement aux opérations de commerce, à l'exportation et aux opérations du cabotage Conf. decret du 21 novembre 1891.)

(2) Conf. décrets des 15 décembre 1899 et 11 février 1900.

(3) Ainsi modifié par décrets des 21 novembre 1891, 20 septembre 1892, 18 mars et 23 décembre 1895

(1) Conf. décrets des 15 février 1898 et 4 mai 1900 (v° Justice française).

seront confisqués, et le capitaine sera personnellement condamné à une amende de 800 piastres et aux dépens.

Art. 17. — Si quelques marchandises ne sont pas comprises au manifeste, ou s'il y a différence entre les marchandises représentées et celles inscrites au manifeste, le capitaine sera personnellement condamné au paiement d'une somme égale à la valeur des marchandises omises ou différentes, et à une amende de 1,500 piastres et aux dépens, avec retenue préventive du bâtiment, pour sûreté de l'amende.

Art. 18. — Si les marchandises omises ou différentes sont prohibées à quelque titre que ce soit, ces marchandises ainsi que les moyens de transport seront confisqués, et le capitaine sera personnellement condamné à une amende de 800 piastres et aux dépens.

Chapitre III. — Dispositions spéciales aux importations par terre.

Art. 19. — Toutes marchandises et denrées importées par terre devront être conduites directement à l'un des bureaux désignés à l'article 10, § 2, ci-dessus. Les marchands, voituriers et conducteurs seront tenus de combiner leur marche de manière à prendre la route directe du lieu où est situé le premier et le plus prochain bureau.

Toute tentative tendant à contourner ou à éviter les bureaux dont il vient d'être parlé, sera considérée comme une importation en contrebande et punie des peines édictées aux articles 7 et 8 ci-dessus.

Lesdites peines seront encourues même lorsque la contravention n'aura pu être constatée qu'après que les marchandises auront dépassé les bureaux.

Chapitre IV. — Dispositions spéciales au cabotage sur les côtes de la Régence.

Art. 20. — Les transports de marchandises d'un port à un autre port tunisien dénommés à l'article 10, § 1er, ci-dessus, pourront s'effectuer par navires portant un pavillon reconnu.

Art. 21. — Tout propriétaire, consignataire ou capitaine de navire qui voudront transporter par mer des marchandises, d'un port de la Régence à un autre, seront tenus d'en faire immédiatement la déclaration à la Douane dans les formes prescrites à l'article 1er ci-dessus, sous peine de la confiscation des marchandises, d'une amende de 150 piastres et aux dépens. Le coût de cette déclaration sera..... *de 5 centimes de franc* (1).

Art. 22. — Si la déclaration était reconnue fausse quant à l'espèce des marchandises, celles-ci seront confisquées et le déclarant sera condamné à une amende de 150 piastres et aux dépens.

Art. 23. — Les dispositions des articles 11 à 18 ci-dessus relatives aux manifestes seront applicables à la navigation de cabotage.

Art. 24. — Les marchandises étrangères..... (1) ayant acquitté les droits d'importation et n'ayant pas de similaires dans le pays, transportées par mer d'un port à un autre port de la Régence, devront être accompagnées d'un certificat délivré par la Douane attestant le paiement de ces droits, sous peine d'être assujetties au paiement d'un nouveau droit d'importation ou confisquées, si elles ne figuraient pas au manifeste.

Art. 25. — Le transport des produits naturels ou fabriqués de la Régence, d'un port à l'autre de la côte tunisienne, ne pourra s'effectuer qu'en consignant au bureau de départ contre quittance régulière, le montant des droits d'exportation afférents à ces marchandises (2) [1].

Cette consignation sera remboursée au consignataire au bureau où elle aura été effectuée au vu de la déclaration revêtue par la Douane de destination de la mention de l'arrivée de la marchandise et de la quittance constatant le dépôt des droits.

Les pièces justificatives de l'arrivée de la marchandise à destination devront être produites dans les trois mois de l'expédition de la marchandise; passé ce délai, la somme consignée deviendra la propriété de l'État.

Chapitre V. — Dispositions spéciales aux exportations par les deux frontières (b).

Art. 26. — Les marchands, négociants, conducteurs ou capitaines de navires qui voudront faire sortir de la Régence, soit par la voie de mer, soit par celle des frontières de terre, des marchandises à destination de l'étranger, seront tenus d'en faire immédiatement la déclaration à la Douane dans les formes prescrites par l'article 1er et de les faire conduire au bureau de la Douane pour y être vérifiées et, s'il y a lieu, y payer les droits, sous peine de la confiscation des marchandises et d'une amende de 150 piastres, outre les dépens.

Le coût de cette déclaration sera... *de 5 centimes de franc* (3).

Un règlement spécial fixera les conditions auxquelles les produits provenant de la concession de Sidi-Tabet pourront être admis à la sortie sans paiement des droits d'exportation dans les cas où cette franchise est accordée par les actes de concession.

Art. 27. — Toute tentative d'exportation en

---

(1) Conf article 1er (note).

(1) L'exception prévue à l'égard des vins et spiritueux est abrogée (Conf. décret du 2 mai 1898)

(2) Conf décret du 25 juin 1885 (*Officiel*, 1885, 637) qui supprime les droits sur les consignations (ou droits sur les dépôts)

(3) Conf. article 1er (note).

(a) Le chargeur ne saurait se soustraire à cette obligation sous le prétexte que les marchandises auraient été chargées dans un port non compris dans la liste des ports ouverts au commerce par l'article 10. (Paix, Sfax, 21 août 1868, *J T.* 39, 231)

(b) Les délits de contrebande prévus et réprimés par les articles 20 et seq. tombent sous l'application de la prescription de trois ans édictée par l'article 638, C instr. crim. Cette prescription entraîne celle de l'action civile, bien que portée devant les tribunaux civils, lorsqu'elle est fondée sur les conséquences dommageables du crime ou du délit. (Sousse, 1er juillet 1897, *J T.* 97, 574.)

contrebande, par voie de mer ou par celle des frontières de terre, de marchandises tarifées, sera punie de la confiscation des marchandises et des moyens de transport et d'une amende de 150 piastres, outre les frais (a).

Art. 28. — Si la marchandise est prohibée à quelque titre que ce soit, comme les femelles de tous les animaux (1) ou autres articles dont la prohibition est ou pourrait être prononcée ultérieurement (2), le ou les prévenus seront passibles des peines édictées à l'article 8, §§ 2, 3 et 4.

Art. 29. — Toute exportation de marchandises sans une autorisation spéciale du service des Douanes, par un port ou par un bureau des frontières de terre non spécialement désignés à l'article 10 ci-dessus, sera considérée comme une exportation en contrebande et punie des peines édictées aux articles 7 et 8 ci-dessus.

Art. 30. — Dans le cas où, lors de la visite, on trouverait un excédent quant au nombre déclaré de colis de marchandises tarifées, les colis trouvés en excédent seront confisqués, et le déclarant sera condamné à une amende de 150 piastres ainsi qu'aux dépens.

Art. 31. — Dans le cas où, lors de la visite, on trouvera moins de colis de marchandises tarifées qu'il n'en a été déclaré, le déclarant sera condamné à une amende de 500 piastres pour chaque colis manquant et aux dépens, avec une retenue préventive des colis présentés, pour sûreté de l'amende.

Art. 32. — Si la déclaration était reconnue fausse quant à l'espèce ou à la qualité des marchandises, celles-ci seront confisquées et le déclarant sera condamné à une amende de 150 piastres et aux frais.

Art. 33. — Si la différence portait sur la nature de la marchandise, celle-ci serait considérée comme n'ayant pas été déclarée, et la contravention tomberait sous l'application des articles 7 et 8 ci-dessus et serait punie des peines prévues auxdits articles.

Chapitre VI. — Dispositions spéciales aux exportations par mer.

Art. 34. — Tout capitaine de navire ne pourra sortir d'un port de la Régence sans un manifeste de chargement visé par la Douane, sous peine d'une amende de 800 piastres et aux dépens, avec retenue préventive du bâtiment, pour sûreté de l'amende.

Chapitre VII. — Dispositions spéciales aux exportations par les frontières de terre.

Art. 35. — Les marchands, négociants ou conducteurs qui voudront faire sortir des marchandises par les frontières de terre de la Régence, devront les faire conduire à l'un des bureaux désignés à l'article 10 ci-dessus, par le chemin le plus direct, pour y être déclarées, vérifiées, et, s'il y a lieu, y payer les droits.

Toute tentative tendant à contourner ou à éviter les bureaux dont il vient d'être parlé, sera considérée comme une exportation en contrebande et punie des peines édictées aux articles 7 et 8 ci-dessus.

Chapitre VIII. — Dispositions spéciales aux réexportations par mer.

Art. 36 et 37. — (*Abrogés par décret du 15 janvier 1898.*)

Chapitre IX. — Dispositions spéciales au régime de circulation par terre.

Art. 38. — Les marchandises étrangères ayant acquitté les droits d'entrée pourront circuler librement par terre d'une localité à une autre de la Régence (a).

Art. 39. — S'il est prouvé que les marchandises étrangères, circulant d'une localité à une autre de la Régence, ont été introduites en fraude, ou qu'il existe des dépôts frauduleux de marchandises étrangères sur un point quelconque du territoire, ces marchandises, ainsi que les moyens de transport, seront confisqués, et les contrevenants condamnés aux peines édictées par l'article 7 ci-dessus.

Art. 40. — La circulation des marchandises prohibées à l'importation à quelque titre que ce soit est interdite d'une manière absolue dans tout le territoire de la Régence.

Les contrevenants à cette disposition seront condamnés aux peines édictées à l'article 8 n° 1 ci-dessus.

Art. 41. — Il est fait exception, toutefois, à la disposition qui précède en ce qui concerne les transports de marchandises prohibées effectués par des particuliers qui justifieront avoir régulièrement acquitté les droits à la Régie, ainsi que pour ceux faits pour le compte du Gouvernement ou pour celui du Monopole des tabacs, du sel, de la poudre, etc., lorsqu'ils auront lieu dans les conditions prévues par les décrets et règlements.

Chapitre X. — Dispositions spéciales du transit (1).

Art. 42. — Les marchandises étrangères, autres que celles frappées de prohibition, arrivant à Tunis à destination de l'Algérie, ou à Ghardimaou (2) à destination de l'étranger, en passant par Tunis et La Goulette, seront admises au bénéfice du transit par la voie ferrée qui relie la Régence à l'Algérie sous les conditions et formalités ci-après (3).

---

(1) Conf décret du 15 avril 1891

(2) Conf instruction du 3 mai 1898 (art 10, § 2).

(a) Cette disposition s'applique spécialement aux huiles et la preuve de la contravention résulte suffisamment, en cette matière, d'un procès-verbal dressé régulièrement par des agents assermentés. (Ouzara, 23 mars 1896, *J. T.* 96, 578.)

(1) Conf décret du 7 mars 1895 qui institue un nouveau régime de transit sans visite ni consignation Conf etiam decrets des 12 décembre 1891 et 30 mars 1897.

(2) Conf. décrets des 15 décembre 1899 et 11 février 1900.

(3) Conf. decrets des 7 mars 1895 (art 1er, § 2), 30 mars 1897, qui, ouvrent de nouvelles lignes au transit

(a) Ce qui les dispense seulement des droits de porte établis dans certaines villes. (Tunis, 27 février 1893, *J. T.* 94, 124.)

Art. 43. — Ceux qui voudront jouir de ce transit seront tenus, avant le retrait des marchandises des magasins de la Douane ou de ceux agréés par elle, de déposer à la Douane de Tunis ou de Ghardimaou une déclaration établie conformément aux dispositions de l'article 1er et mentionnant, en outre, les marques, numéros et poids des colis contenant les marchandises.

Les fausses déclarations entraîneront, suivant leur espèce, l'application des peines édictées par les articles 2, 3, 4, 5 et 6 ci-dessus.

Art. 44. — Après vérification des marchandises par le service de la Douane, celui-ci revêtira chaque colis d'un plomb spécial dont le coût sera d'une piastre, et le déclarant consignera le montant des droits d'importation.

Art. 45. — La déclaration revêtue de la reconnaissance de la Douane sera remise à l'intéressé, qui devra la représenter avec la marchandise au bureau de la Douane de Ghardimaou, ou de Tunis (1).

Art. 46. — Après constatation de l'identité des marques, numéros et poids des colis, ainsi que de l'intégrité du plombage, le service de la Douane fera couper les plombs et accompagner les colis, à Ghardimaou, dans les wagons en partance pour l'Algérie ; à Tunis et La Goulette, dans les navires en partance pour l'étranger. Les colis seront surveillés jusqu'au départ (1).

Il revêtira ensuite la déclaration d'un certificat constatant le passage de la marchandise à l'étranger ou son arrivée à Tunis (1).

Cette déclaration, remise à l'intéressé ou à son représentant, devra être rapportée avec la quittance de consignation dans le délai de deux mois à la Douane de Tunis ou de Ghardimaou, suivant le cas, pour obtenir le remboursement de la somme consignée (1).

A défaut par l'intéressé ou son représentant de rapporter, dans le délai de deux mois, la déclaration revêtue du certificat dont il vient d'être parlé à l'alinéa précédent, la somme consignée sera définitivement acquise au Trésor comme s'appliquant à des marchandises importées dans la Régence.

Art. 47. — Le service du bureau de sortie pourra exiger l'ouverture des balles, caisses ou futailles, lorsque les plombs seront rompus ou altérés, ou qu'il existera quelques autres circonstances pouvant lui laisser soupçonner l'existence de la fraude.

Art. 48. — Si des soustractions ou des substitutions de marchandises ou de colis étaient reconnues au bureau de sortie, le service ne délivrerait pas le certificat dont il est question à l'article 46, § 2.

Les objets substitués seraient saisis et confisqués avec amende de 300 piastres.

Art. 49. — Les produits naturels ou fabriqués de la Régence, soumis à des droits de sortie et destinés à l'exportation, pourront être expédiés en transit par un des bureaux du littoral désignés à l'article 10 ci-dessus sur un autre de ces mêmes bureaux ou sur un des bureaux de la frontière de terre également désignés à l'article 10 ci-dessus, sous les conditions et formalités ci-après :

Art. 50. — Ceux qui voudront bénéficier de ce transit seront tenus de déposer au bureau de la Douane une déclaration établie conformément aux dispositions de l'article 1er, et mentionnant, en outre, les marques, numéros et poids des colis, contenant les marchandises.

Les fausses déclarations entraîneront, suivant leur espèce, l'application des peines édictées par les articles 31, 32 et 33 ci-dessus.

Art. 51. — Après vérification des marchandises, plombage des colis et paiement du prix fixé pour le plomb spécial, ainsi qu'il est dit à l'article 44 ci-dessus, le déclarant versera les droits d'exportation afférents aux marchandises expédiées.

La quittance qui sera délivrée et sur laquelle la Douane portera toutes les indications nécessaires, servira de laisser-passer dans la Régence et de titre justificatif du paiement des droits d'exportation.

Cette quittance sera remise au Receveur du bureau de sortie qui l'annulera et la gardera par devers lui.

Art. 52. — Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux marchandises en vrac.

Art. 53. — Si la quittance dont il est parlé ci-dessus n'était pas représentée au bureau de sortie, les droits d'exportation afférents aux marchandises présentées seraient exigibles une seconde fois et le premier droit ne sera restitué qu'autant que l'intéressé justifiera d'avoir réellement payé et en réclamera la restitution dans le délai de trois mois à partir de la date du paiement.

Art. 54. — Le service du bureau de sortie pourra exiger l'ouverture des ballots, caisses ou futailles, lorsque les plombs seront rompus ou altérés ou qu'il existera quelques autres circonstances pouvant lui laisser soupçonner l'existence de la fraude.

En cas d'excédent de poids au-dessus du 10e ou de substitution de marchandises, reconnus au bureau de sortie, l'excédent, ou la marchandise substituée, sera confisqué avec amende de 300 piastres et dépens.

Chapitre XI. — Des tarifs, du mode d'acquittement des droits.

Art. 55. — Jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, les droits d'importation, d'exportation et de colis continueront à être perçus conformément aux tarifs en vigueur dont un exemplaire restera annexé au présent décret (1)

(1) Conf. décrets des 15 décembre 1899 et 11 février 1900

(1) Conf. décret du 2 mai 1899.

Art. 56. — Les droits d'entrée et de sortie seront payés au comptant et sans délai au bureau où la liquidation aura été effectuée; ces droits seront liquidés et payés d'après la valeur de la marchandise au port de débarquement ou au bureau d'entrée, s'il s'agit d'importation.

Les marchandises ne pourront être retirées des douanes ou bureaux qu'après le paiement desdits droits.

CHAPITRE XII. — OPPOSITIONS, INJURES, VOIES DE FAIT ENVERS LES AGENTS DES ADMINISTRATIONS ET RÉGIES FINANCIÈRES.

Art. 57. — Les agents des administrations et régies financières sont sous la sauvegarde de la loi; il est défendu à toute personne de les injurier ou maltraiter et même de les troubler dans l'exercice de leurs fonctions, à peine d'une amende de 800 piastres et aux dépens, et, dans le cas où il y aurait voie de fait, d'un emprisonnement de quinze jours à six mois.

CHAPITRE XIII. — CONCUSSION, EXACTION, FAUX, CORRUPTION DES FONCTIONNAIRES.

Art. 58. — Tous fonctionnaires des administrations et régies financières qui auront reçu ou ordonné de recevoir d'autres ou de plus forts droits que ceux déterminés par les lois, décrets, règlements et usages;

Ceux qui, dans l'exercice de leurs fonctions, auront commis un faux soit par fausses signatures, soit par altération des actes, écritures ou signatures, soit par des écritures faites ou intercalées sur des registres ou d'autres actes publics;

Ceux qui auront agréé des offres ou promesses, ou reçu des dons ou présents pour faire un acte de leur emploi non sujet à salaire, ou se seront abstenus de faire cet acte qui rentrait dans l'ordre de leurs devoirs,

Seront déférés aux tribunaux compétents.

Art. 59. — Il en sera de même de quiconque corrompt ou tente de corrompre un fonctionnaire pour o' tenir un acte quelconque de son ministère.

CHAPITRE XIV. — DISPOSITIONS SPÉCIALES A CERTAINS MONOPOLES OU PRIVILÈGES DE L'ÉTAT (1).

Section Ire. — Monopole des Tabacs.

Art. 60. — L'achat, la fabrication et la vente des tabacs en feuilles et fabriqués sont exclusivement réservés au monopole dans toute l'étendue de la Régence (a).

(1) Conf. décrets des 12 juillet 1898, art. 7, pour les allumettes et cartes à jouer (v° MONOPOLES).

(a) Est insuffisante pour établir l'origine frauduleuse du tabac saisi sur un individu, l'énonciation du procès-verbal qui affirme purement et simplement que le tabac trouvé est du tabac de fraude, sans indiquer, ni qu'il ait été procédé à un examen, ni les circonstances et données matérielles qui ont conduit l'agent verbalisateur à la conviction qu'il exprime. Aucune condamnation ne peut donc intervenir contre l'inculpé, en vertu d'un tel procès-verbal, alors d'ailleurs que cet inculpé soutient que le tabac provenait de la Régie, que la pièce à conviction n'est point représentée et qu'elle a été détruite sans aucun examen par les ingénieurs des Monopoles. En effet, le prévenu se trouve ainsi privé du droit de faire la preuve contraire, d'autant plus admissible, en l'espèce, que la preuve du délit est, par elle-même, insuffisante. (Ouzara, 9 décembre 1897, *J. T.* 98, 335.)

La preuve du délit de contrebande n'est pas faite contre l'inculpé par le procès-verbal de la Direction des monopoles des tabacs qui constate la découverte de tabac en feuilles dans un jardin appartenant audit inculpé et situé à proximité de son habitation, si, d'ailleurs, il est constaté que ce jardin est sans clôture et qu'il est accessible au public. (Ouzara, 23 juillet 1896, *J. T.* 98, 580.)

La preuve du délit de contrebande ne saurait résulter du procès-verbal dressé par un agent des Monopoles et constatant que le délinquant aurait laissé tomber, dans une fouille à corps, une tabatière contenant du tabac de contrebande, alors que la pièce à conviction n'est pas représentée. (Ouzara, 10 mai 1897, *J. T.* 97, 367.)

Si les procès-verbaux dressés en matière de contrebande de tabac font foi jusqu'à preuve contraire, celle-ci doit pouvoir s'exercer librement: notamment, lorsque le prévenu affirme que le tabac trouvé chez lui n'était pas de provenance frauduleuse, il a droit à faire procéder à l'examen de ce tabac par une personne compétente; la nature frauduleuse du tabac ne résulte nullement, dans ces conditions, de la simple énonciation du procès-verbal, non accompagnée de description ou de l'affirmation d'une circonstance probante quelconque. (Ouzara, 18 novembre 97, *J. T.* 98, 410.)

(1) Conf. 3e décret du 16 décembre 1890, art. 5 (v° MONOPOLES), et art. 74, § 4, du présent décret.

(a) Il n'y a pas de preuve d'importation frauduleuse de tabac par navire, par cela seul qu'il existe une différence entre les provisions existant à l'arrivée et les indications portées au manifeste de sortie dont le manifeste d'entrée est la reproduction intégrale. En effet, cette différence peut être le résultat d'une consommation normale des hommes d'équipage en cours de route, et il n'en résulte aucune contravention, ni à l'article 18 du décret, parce que les provisions de bord ne font pas partie des marchandises obligatoirement accusées sur le manifeste, ni à l'article 8, parce que l'introduction n'est pas établie (Sousse, 26 janvier 1898, *J. T.* 98, 385). — (Cass., 21 juillet, 1899, *J. T.* 99, 584.)

Le fait par les agents du fisc de laisser introduire en Tunisie une petite quantité de tabac pour l'usage personnel de l'introducteur, ne constitue qu'une simple tolérance et ne peut créer aucun droit en faveur de celui-ci. (Tunis, 13 mai 1887, *J. T.* 89, 306.)

Le chef d'un train de chemin de fer est personnellement responsable du fait de contrebande résultant de l'introduction en Tunisie d'une certaine quantité de tabac caché dans la vigie d'un wagon dépendant du train, alors que cette vigie n'était occupée par aucun employé (Tunis, 5 août 1893, *J. T.* 96, 339.)

Art. 61. — Les tabacs fabriqués à l'étranger sont prohibés à l'entrée de la Régence, à moins qu'ils ne soient achetés pour le compte de la Régie (1).

Est autorisée toutefois l'introduction des tabacs de cantine destinés à l'usage exclusif de l'armée française, celle des cigares expédiés à des particuliers, mais sous les conditions prévues ou qui seront arrêtées par les lois et règlements (1).

Art. 62 à 69. — (*Abrogés par décret du 25 août 1898.*)

Art. 70. — § 1 et 2. (*Abrogés par décret du 25 août 1898, art. 18, § 4.*)

§ 3. Quiconque aura en sa possession des tabacs fabriqués autres que ceux mis en vente par l'Administration des monopoles sera puni de la confiscation des tabacs et d'une amende de 10 fr. par kilogramme ou fraction de kilogramme de tabac saisi, outre les dépens. Cette amende ne pourra, en aucun cas, être inférieure à 100 fr. (*Ainsi complété par décret du 6 juin 1895.*)

§ 4. Nul ne pourra avoir en sa possession plus de deux kilogrammes des tabacs mis en vente par la Régie, s'ils ne sont revêtus des marques et vignettes de celle-ci. Toute contravention à cette disposition sera punie de la confiscation des tabacs et d'une amende de 50 fr. avec dépens. (*Ainsi complété par décret du 6 juin 1895.*)

Art. 71. — Les tabacs en feuilles ne pourront circuler dans la Régence si ce n'est lorsqu'ils sont destinés à être livrés au Monopole, ce qui sera établi par un laisser-aller délivré par le caïd ou son délégué.

Toute contravention aux dispositions de cet article sera punie de la confiscation des tabacs et d'une amende de 100 piastres.

La confiscation des moyens de transport pourra également être prononcée.

Art. 72. — Les tabacs fabriqués ne pourront circuler dans la Régence toutes les fois que la quantité excédera un kilogramme, sans un laisser-passer délivré par la Régie, à moins qu'ils ne soient revêtus des marques et vignettes de la régie, à peine de la confiscation des quantités excédant un kilogramme, d'une amende de 100 piastres, des dépens, et, s'il y a lieu, de la confiscation des moyens de transport.

Art. 73. — Seront considérées et punies comme fabricants frauduleux les personnes chez lesquelles il sera trouvé des ustensiles, machines et mécaniques propres à la fabrication ou à la pulvérisation des tabacs en même temps que du tabac en feuilles (a), quelle qu'en soit la quantité, ou plus d'un kilogramme de tabac fabriqué non revêtu des marques et vignettes de la Régie.

Toute contravention de cette nature donnera lieu contre les contrevenants à la peine de la confiscation des tabacs, indépendamment d'une amende de 800 piastres, outre les dépens, et d'un emprisonnement de trois jours à un mois.

Art. 74. — Des débits de tabacs seront établis dans toutes les villes de la Régence où ils seront reconnus nécessaires (1).

Aucune personne ne pourra vendre du tabac si elle n'est munie d'un permis spécial, à peine d'une amende de 100 piastres et de la saisie et confiscation du tabac trouvé dans le débit.

Les permis de vente seront à l'avenir délivrés par le Directeur des finances ou par le fonctionnaire qu'il aura délégué à cet effet, qui entendra à ce sujet l'agent du Monopole (1).

Les débitants seront tenus de s'approvisionner au bureau du Monopole dans la circonscription duquel ils auront été admis à ouvrir un débit. Ils auront à se conformer aux règlements établis ou à établir. Ils ne pourront, en aucun cas, faire venir de l'étranger ni tabacs, ni cigares, ni cigarettes, et tous tabacs de cette provenance qui seraient trouvés dans leurs débits et qui ne leur auraient pas été livrés par la Régie, seront considérés comme tabacs de contrebande. Il leur sera fait, dans ce cas, application des peines prévues par l'article 75 ci-après (2).

La tolérance accordée aux débitants de faire venir directement des cigares de l'étranger, est abrogée (2). Les débitants qui auront dans leurs débits, à la date de la promulgation du présent décret, des cigares de cette provenance, pour lesquels ils justifieront du paiement des droits à la Régie, devront déclarer au Monopole les quantités qu'ils détiennent, dans un délai d'un mois à partir de cette promulgation. Il leur sera donné récépissé de cette déclaration.

A la suite de cette déclaration et après vérification, la Régie dressera, contradictoirement avec chaque débitant, un inventaire, par espèces, des cigares existants. A partir de ce moment, le débitant sera tenu de tenir les agents du Monopole au courant de la vente jusqu'à complet épuisement et de représenter les cigares restants à toute réquisition. A défaut de déclaration dans le délai d'un mois, les cigares de provenance étrangère qui seront trouvés dans le magasin du débitant seront saisis et confisqués (1).

La même peine sera prononcée contre le débitant qui refusera de tenir la Régie au courant des ventes successives de cigares inscrits sur l'inventaire.

Art. 75. — Tout débitant convaincu de tenir un dépôt de tabac ou de vendre du tabac de contrebande, encourra la confiscation du tabac et une amende de 800 piastres avec dépens, indépendamment d'un emprisonnement de trois jours à un mois.

Art. 76. — Toute vente de tabac par les débitants à des prix plus élevés que ceux du tarif (2) dont exemplaire sera affiché dans le magasin, entraînera la poursuite du débitant devant les tribunaux compétents, comme concussionnaire.

Art. 77. — Tout individu, non spécialement autorisé, qui sera trouvé vendant du tabac à son domicile, ou en colportant, qu'il soit ou non surpris à le vendre, sera condamné à une amende de 800 piastres, aux dépens et à un emprisonnement de trois jours à un... *mois* (3), indépendamment de la confiscation des tabacs et de celle des ustensiles servant à la vente, et, en cas de colportage, de celle des moyens de transport, qu'ils soient ou non sa propriété.

Art. 78. — Lorsque les employés des Administrations financières ou les agents du Monopole auront connaissance qu'il existe un dépôt frauduleux de tabac ou de moyens de fabrication ou de distribution clandestine dans une maison, boutique ou magasin, voitures, etc., les perquisitions ne pourront être faites, s'il s'agit de justiciables des tribunaux français, qu'en présence d'un officier municipal européen ou d'un officier de police judiciaire (4), ou d'un fonctionnaire qui sera désigné pour en remplir les fonctions; s'il s'agit de justiciables de tribunaux indigènes, les perquisitions ne pourront être faites qu'en présence de l'autorité tunisienne (5).

Dans le cas où cette autorité, l'officier municipal ou l'officier de police judiciaire (4) le reconnaîtraient nécessaire, les agents chargés de la perquisition seront précédés dans les do-

(1) Conf. 2e décret du 16 décembre 1890 (v° MONOPOLES).
(2) Conf. 3e décret du 16 décembre 1890 art. 5, qui autorise les consommateurs à faire ces commandes à l'étranger (v° MONOPOLES)
(a) La détention du tabac en feuilles est un délit réprimé quelle que soit la quantité trouvée chez le détenteur et indépendamment de toute intention coupable (Sousse, 3 novembre 1892 J. T. 92, 279)

(1) Conf. note 2 de la colonne précédente.
(2) Conf 3e décret du 16 decembre 1890, annexe (v° MONOPOLES).
(3 Ainsi modifié par décret du 6 juin 1895, art. 1er, § 5 (v° MONOPOLES).
(4) Conf décrets des 15 février 1898 et 4 mai 1900 (v° JUSTICE FRANÇAISE)
(5) Conf. décret du 19 mars 1892 (v° OUDJAKS).

miciles par une femme de confiance, et il sera pris les mesures nécessaires pour éviter toute plainte de manque d'égards ou de convenance (a).

Art. 79. — Quiconque aura participé sciemment à un fait de contrebande de tabac, sera solidairement responsable de l'amende prononcée contre le principal auteur et pourra même être condamné à un emprisonnement de trois jours à un mois.

Art. 80. — Les tabacs saisis ainsi que les outils, ustensiles et machines servant à la fabrication des tabacs, seront expertisés par l'agent du Monopole en présence des saisissants.

Dans le cas où les tabacs saisis seraient reconnus impropres à la consommation et qu'aucune valeur n'aura été attribuée aux machines, ces objets seront immédiatement détruits en présence des saisissants.

Section II. — Monopole du sel(1).

Art. 81. — L'achat, la fabrication et la vente du sel naturel ou artificiel sont exclusivement réservés au Monopole dans toute l'étendue de la Régence (b).

Art. 82. — Les sels naturels ou artificiels de provenance étrangère sont prohibés à l'entrée de la Régence, à moins qu'ils ne soient achetés pour le compte de la Régie.

Est autorisée toutefois l'introduction du sel destiné à la salaison des sardines, mais sous les conditions prévues par les lois et règlements.

Il en sera de même du sel nécessaire pour l'exploitation de la Thonara de Sidi-Daoud pendant la durée de cette concession (2).

L'exception prévue en faveur de l'industrie de la salaison des sardines cessera le jour où le Monopole sera à même de délivrer aux saleurs la quantité de sel artificiel qui leur sera nécessaire.

Art. 83. — § 1 et 2. (*Abrogés par décret du 11 novembre 1891.*)

§ 3. Nul ne pourra avoir en sa possession une quantité de sel supérieure à 15 kilogrammes, à moins qu'il n'en justifie la provenance.

Toute contravention au paragraphe précédent sera punie de la confiscation de la quantité du sel excédant 15 kilogrammes et d'une amende qui ne pourra être moindre de 10 piastres, outre les dépens.

Art. 84. — Toute personne qui voudra faire circuler des quantités de sel achetées dans un des dépôts de l'Administration, devra en faire la déclaration au Monopole et se conformer à tout règlement qui sera pris au sujet des transports de sel.

Toute contravention aux dispositions du présent article sera punie de la confiscation des sels et d'une amende de 50 piastres.

Art. 85. — Seront considérées et punies comme fabricants frauduleux les personnes chez lesquelles il sera trouvé des ustensiles, machines et mécaniques propres à la fabrication artificielle des sels en même temps qu'une quantité de sel supérieure à 15 kilogrammes.

Toute contravention de cette nature donnera lieu, contre les contrevenants, à la peine de la confiscation des sels et des ustensiles, indépendamment d'une amende de 800 piastres et aux dépens, et d'un emprisonnement de trois jours à un mois.

Art. 86. — Des débits de sel seront établis dans toutes les villes de la Régence où ils seront reconnus nécessaires.

Aucune personne ne pourra vendre du sel(a) si elle n'est munie d'un permis spécial, à peine d'une amende de 100 piastres et de la saisie et confiscation du sel trouvé dans le débit non autorisé.

Les permis de vente seront délivrés par le Directeur des finances ou par le fonctionnaire qu'il aura délégué à cet effet, qui entendra à ce sujet l'agent du Monopole.

Les débitants seront obligés de s'approvisionner au bureau du Monopole dans la circonscription duquel ils auront été admis à ouvrir leur débit. Ils devront se conformer aux prescriptions de tous règlements établis ou qui seront établis ultérieurement.

Tout débitant convaincu de tenir un dépôt de sel ou de vendre du sel de contrebande encourra la confiscation du sel et une amende de 800 piastres avec dépens, indépendamment d'un emprisonnement de trois jours à un mois.

Art. 87. — Toute vente de sel par le débitant à des prix plus élevés que ceux du tarif, dont un exemplaire sera affiché dans le magasin, entraînera la poursuite du contrevenant devant les tribunaux compétents comme concussionnaire(1).

Art. 88. — Tout individu, non spécialement autorisé, qui sera trouvé vendant du sel à son domicile, ou en colportant, qu'il soit ou non surpris à le vendre, sera condamné à une amende de 800 piastres, aux dépens et à un

(1) Conf. décrets des 23 décembre 1882 et 2 mars 1886 (v° Monopoles).

(2) Concédée en 1826, renouvelée à plusieurs reprises, elle ne doit expirer que le 31 juillet 1943.

(a) Il y a contravention à cette disposition lorsque les agents chargés de la répression de la contrebande du tabac perquisitionnent dans un lieu autre que celui pour lequel ils ont demandé son concours à l'autorité locale et pénètrent dans les locaux habités par des femmes sans l'assistance d'une femme de confiance. Ces circonstances entraînent la nullité de la poursuite. (Ouzara, 15 novembre 1887, *J. T.* 98, 408.)

Commet le délit de violation de domicile par fonctionnaire public l'agent de la ferme des tabacs et du sel qui s'introduit dans le domicile des citoyens contre leur gré, sans remplir les formalités prévues par le présent article, et qui procède notamment à des perquisitions sans le représentant de l'autorité compétente. (Sousse, 19 juin 1891, *J. T.* 92, 247.)

(b) L'existence du monopole de la fabrication du sel, réservé au Gouvernement tunisien, n'est pas un obstacle à la fabrication libre de la soude par des particuliers. (Tunis, 21 février 1898, *J. T.* 98, 187 *bis*.)

(1) Conf. décret du 3 février 1893 (v° Monopoles).

(a) Un commerçant ne tombe sous le coup de cette disposition que s'il vend aux particuliers le sel par lui acheté à la Régie, mais la simple détention de ce sel n'est pas punie par la loi. (Paix, La Goulette, 9 mars 1885, *J. T.* 90, 64.)

emprisonnement de trois jours à un mois, indépendamment de la confiscation du sel et de celle des ustensiles servant à la vente, et, en cas de colportage, de celle des moyens de transports, q u'ils soient ou non sa propriété.

Art. 89. — Lorsque les employés des Douanes ou les agents du Monopole auront connaissance qu'il existe un dépôt frauduleux de sel ou de moyens de fabrication ou de distribution clandestine dans une maison, boutique, magasin, voitures, etc., les perquisitions ne pourront être faites, s'il s'agit de justiciables des tribunaux français, qu'en présence d'un délégué de la municipalité ou d'un officier de police judiciaire (1) ou d'un fonctionnaire qui sera désigné pour en remplir les fonctions; s'il s'agit de justiciables des tribunaux indigènes, les perquisitions ne pourront être faites qu'en présence de l'autorité tunisienne (2).

Dans le cas où cette autorité, le délégué de la municipalité ou l'officier de police judiciaire (1) le reconnaîtraient nécessaire, les agents des Douanes ou du Monopole seront précédés dans les domiciles par une femme de confiance, et il sera pris les mesures nécessaires pour éviter toute plainte de manque d'égards ou de convenance.

Art. 90. — Quiconque aura participé sciemment à un fait de contrebande de sel, sera solidairement responsable de l'amende prononcée contre le principal auteur et pourra même être condamné à un emprisonnement de trois jours à un mois.

Art. 91. — Les sels saisis, ainsi que les outils, ustensiles et machines servant à la fabrication des sels, seront expertisés par l'agent du Monopole, en présence des saisissants.

Dans le cas où les sels saisis seraient reconnus impropres à la consommation et qu'aucune valeur n'aura été attribuée aux machines, ces objets seront immédiatement détruits en présence des saisissants.

Section III. — Monopole de la poudre.

Art. 92. — La fabrication, l'introduction, la circulation, la détention et la vente des poudres à feu de toute sorte, de la dynamite et de toutes autres matières assimilables, dans la Régence, sont réservées au Gouvernement et interdites à toutes personnes autres que celles qui seront spécialement désignées et autorisées (3).

Art. 93. — § 1er. Tout individu qui, sans y être légalement autorisé, fabriquera, débitera, distribuera, colportera de la poudre, de la dynamite ou toutes autres matières assimilables, ou sera détenteur d'une manière quelconque de poudre autre que celles mises en vente par l'Administration des monopoles, de poudres de guerre, de dynamites ou toutes autres matières assimilables, ou deplus de 2 kilogrammes de poudre de la Régie non revêtue des marques et vignettes de celle-ci, sera condamné à une amende de 500 fr., aux dépens et à un emprisonnement de trois mois à six mois, indépendamment de la confiscation des matières, des ustensiles servant à la fabrication ou à la vente et des moyens de transport en cas de colportage(a). [*Ainsi modifié par décret du 6 juin 1895, art. 1er, § 6.*]

§ 2. Les ouvriers employés à la fabrication seront détenus pendant trois mois pour la première fois, et pendant un an en cas de récidive.

Art. 94. — Toute tentative d'introduction en contrebande, dans la Régence, de poudres de toutes sortes, de salpêtre, de dynamite ou de toutes autres matières assimilables, soit par mer, soit par terre, sera punie des peines édictées par l'article 93 ci-dessus.

Art. 95. — Les employés des douanes, les gouverneurs de districts ou leurs délégués ou tous autres agents de la force publique, seront chargés de la recherche des poudres de contrebande et de celles fabriquées en fraude ou circulant en fraude (1).

Ils pourront faire, pour ce fait, des recherches chez les particuliers soupçonnés de détention illicite, en se conformant aux prescriptions des articles 78 et 89.

Art. 96. — Des débits de poudre de chasse seront établis dans toutes les villes de la Régence où ils seront reconnus nécessaires (2).

Aucune personne ne pourra vendre de la poudre si elle n'est munie d'un permis spécial, à peine d'une amende de 100 à 300 piastres et de la saisie et confiscation des marchandises trouvées dans le débit non autorisé.

L'autorisation de vendre du tabac ne justifiera pas la vente de la poudre par les mêmes débitants et réciproquement.

Les permis de vente seront délivrés par le Directeur des finances ou par le fonctionnaire qu'il aura délégué à cet effet (2).

Les débitants seront obligés de s'approvisionner au bureau du Monopole dans la circonscription duquel ils auront leur installation.

Art. 97. — Les entrepreneurs et débitants ne pourront vendre les poudres de chasse qu'au porteur d'une autorisation nominative délivrée par le Ministre ou son délégué (3).

Ces autorisations seront conservées par le débitant et présentées à toute réquisition de l'autorité.

---

(1) Conf décrets des 15 février 1893 et 4 mai 1900 (v° JUSTICE FRANÇAISE).
(2) Conf décret du 19 mars 1892 (v° OUDJAKS)
(3) Conf. décret du 20 octobre 1885 (v° MONOPOLES).

(1) Conf décret du 20 octobre 1885, art 6 (v° MONOPOLES).
(2) Conf 2e decret du 16 décembre 1890, art 1er (v° MONOPOLES)
(3) Conf décret du 20 octoere 1885, art 4, 15 et 16, § 2 (v° MONOPOLES).
(a) La confiscation des moyens de transport peut légalement s'appliquer au delit de distribution de poudre sans autorisation En effet, cet article punit le transport sans autorisation de la poudre dans les termes les plus généraux et place sur la même ligne la distribution et le colportage S'il prescrit la confiscation au cas de colportage sans rappeler la distribution, c'est qu'il emploie l'expression la plus compréhensive; mais il n'exclut point, par là, le delit de distribution non autorisée qui comporte les mêmes pénalités, accessoires comme principales, que le colportage. (Cass. 13 janvier 1898, *J.* 2. 98, 60)

Art. 98. — Tout entreposeur ou débitant convaincu de tenir un dépôt de poudre ou de vendre de la poudre de contrebande, encourra, outre la révocation, la confiscation de la poudre et une amende de 1,000 piastres, avec dépens, indépendamment d'un emprisonnement de trois jours à un mois.

Art. 99. — Toute vente de poudre par les entreposeurs ou débitants à des prix plus élevés que ceux du tarif(1), dont un exemplaire sera affiché dans le magasin, entraînera la révocation du contrevenant qui sera, en outre, poursuivi comme concussionnaire devant les tribunaux compétents.

Section IV. — Dar-el-Geld(2).

Art. 100. — Les dispositions en vigueur des décrets des 22 rebiâ el aouel 1288 (11 juin 1871)[3], 15 safar 1290 (14 avril 1873)[4], 27 safar 1291 (15 avril 1874)[5], 16 moharrem 1291 (5 mars 1874)[6], 25 djoumadi el aouel 1295 (27 mai 1878)[4] et 1er djoumadi el aouel 1301 (28 février 1884)[5] sont maintenues, sous réserve des modifications et des pénalités ci-après.

Art. 101. — (*Abrogé par décret du 23 avril 1892.*)

Art. 102. — Toute boutique ouverte sans une autorisation de l'Administration de Dar-el-Geld(2) donnée soit à la suite d'enchères, soit autrement, dans les conditions prévues par les décrets précités, pour la vente des divers produits ou l'exercice des diverses industries spécifiées dans ces décrets, sera fermée administrativement, sans formalité judiciaire, à la requête de l'Administration de Dar-el-Geld(2) ou de son représentant. Si la boutique ouverte en contravention n'est pas principalement affectée à la vente des produits ou à l'exercice des industries spécifiées aux décrets, la fermeture pourra être maintenue pendant quinze jours. En outre, le contrevenant sera puni d'une amende de 25 piastres au minimum, de la confiscation des produits dont la vente est prohibée, et, s'il y a lieu, de tous dépens et dommages et intérêts(7).

Tout individu vendant sur la voie publique les mêmes produits ou exerçant les mêmes industries sans l'autorisation de Dar-el-Geld(2) dans le cas où cette autorisation est exigée, sera puni de la confiscation de la marchandise en vente. En cas de récidive, les délinquants aux dispositions du présent article pourront être condamnés, en outre des peines prévues, à un emprisonnement de un à quinze jours(8).

Art. 103. — La fermeture des boutiques pourra également être prononcée administrativement et les autorisations données être retirées, si les vendeurs autorisés n'acquittent pas régulièrement les taxes mensuelles établies par les mêmes décrets. Dans ce cas, l'Administration de Dar-el-Geld(1) aura la faculté de disposer, en faveur d'un autre, sans paiement d'aucune indemnité, du droit dévolu, à quelque titre que ce soit, au détenteur de la boutique pour laquelle les taxes auront cessé d'être acquittées, et cela huit jours après une mise en demeure restée sans effet(2).

Art. 104 et 105. — (*Abrogés par décret du 13 décembre 1894.*)

Art. 106. — (*Abrogé par décret du 29 mai 1899.*)

Art. 107. — § 1er. (*Abrogé par décret du 29 mai 1899.*)

§ 2, 3, 4. (*Abrogés par décret du 13 décembre 1894.*)

Art. 108. — Tout musicien indigène qui sera reconnu ne pas avoir acquitté les droits dus à l'Administration de Dar-el-Geld(1) ou avoir fraudé ces droits, se verra interdire administrativement l'exercice de sa profession pendant un temps dont la durée ne pourra être moindre de quinze jours.

La perception des revenus confiés à Dar-el-Geld(1) lorsqu'elle est indiquée comme devant s'opérer à Tunis, s'étend à Tunis(3) et à sa banlieue telle qu'elle est déterminée par l'article 1er(4) du décret du 10 kâda 1301 (1er septembre 1884).

Section V. — Monnaie.

Art. 109. — Les dispositions des articles 132, 133, 134, 135, 138 et 475, n° 11, du Code pénal français seront appliquées, sans distinction de nationalité, à quiconque sera convaincu d'avoir contrefait ou altéré les monnaies tunisiennes ou étrangères dans la Régence de Tunis(5)[a].

Section VI. — Monopole du plâtre.

Art. 110, 111, 112. — (*Abrogés par décret du 2 mai 1895*[6].)

CHAPITRE XV. — DES PROCÈS-VERBAUX.

Art. 113. — Les préposés attachés aux différentes administrations et régies financières, les agents de police, la gendarmerie et autres

(1) Conf decret du 20 octobre 1885, art. 1er (v° MONOPOLES)
(2) La perception des droits revenant au Dar-el-Geld a cesse d'être mise en fermage.
(3) Conf. décret du 29 février 1888, art. 4, note (v° MAHSOULATS)
(4) Ce texte n'est plus en vigueur.
(5) Abrogé par decret du 29 mai 1899 (v° ANIMAUX)
(6) Abrogé par décret du 13 decembre 1894 (v° PEAUX ET LAINES)
(7) Conf décret du 29 février 1888, art 18, dernier paragraphe (v° MAHSOULATS)
(8) Conf decret du 29 février 1888, art 20, 21, 23, 24 (v° MAHSOULATS).

(1) La perception des droits revenant au Dar-el Geld a cessé d'être mise en fermage.
(2) Conf. décret du 29 février 1888, art. 20, 21, 23, 24 (v° MAHSOULATS).
(3) Conf. arrêté du 30 janvier 1895 (v° FONDOUK-EL-GHALLA).
(4) Abrogé par décret du 21 juillet 1896 (v° CHAUX ET BRIQUES)
(5) Conf. décret du 1er juillet 1891 (v° MONNAIES).
(6) Conf. etiam arrêté du 12 décembre 1895 (v° PLÂTRE)
(a) Les monnaies d'argent tunisiennes ont cours légal en Tunisie et au point de vue pénal sont assimilées aux monnaies françaises (art. 132, C. pén.). [Tunis, 8 février 1897, *J. T.* 97, 296.]
Les billets de la Banque d'Algérie n'ont pas cours forcé sur le territoire de la Tunisie. (Tunis, 4 août 1890, *J. T.* 90, 307.)

agents publics ayant le droit de verbaliser, pourront constater, par procès-verbaux, les infractions aux lois et règlements de la Régence relatives aux importations, exportations, colportage, circulation illégale, et généralement toutes les fraudes dont la répression appartient aux administrations et régies financières, procéder à la saisie des objets ou marchandises en contravention, des ustensiles et mécaniques prohibés, à celle des chevaux, voitures, etc., servant au transport.

Art. 114. — Lesdits agents feront conduire les marchandises et objets saisis, et, s'il y a lieu, les prévenus, soit au bureau d'une administration ou d'une régie financière, le plus voisin du lieu de l'arrestation, soit à la mairie, soit à la résidence du caïd de la circonscription ou de son délégué. Ils y rédigeront ou feront rédiger leur rapport dans les formes prescrites par le décret du 13 chaoual 1301 (6 août 1884).

Les procès-verbaux ainsi rédigés seront dispensés de la formalité de l'affirmation.

Art. 115. — Le procès-verbal énoncera la date et la cause de la saisie, la déclaration qui en a été faite au prévenu, les noms, qualités et demeures des saisissants et de celui qui sera chargé des poursuites, l'espèce, le poids, le nombre des objets saisis, la présence de la partie à leur description et à la rédaction du rapport ou la sommation qui lui a été faite d'y assister, le lieu de la rédaction du rapport et l'heure de sa clôture, et, lorsqu'il y aura lieu, les noms, qualités et domiciles de l'agent ou des notaires qui auront rédigé le procès-verbal, à défaut par le saisissant de savoir ou de pouvoir le faire, et les noms, professions et domiciles des témoins qui auront assisté à cette rédaction.

Le procès-verbal sera signé tant par le saisissant et les témoins, s'ils savent ou peuvent signer, que par l'agent ou les notaires rédacteurs.

Art. 116. — Les marchandises ainsi que les moyens de transport, lorsque la contravention en entraine la confiscation, seront déposés au bureau de l'agent ou du fonctionnaire où le procès-verbal aura été rédigé. L'agent ou le fonctionnaire en sera constitué dépositaire et signera en cette qualité le procès-verbal.

Toutefois, s'il s'agit d'animaux ou de marchandises sujettes à dépérissement, la vente par enchères pourra en être ordonnée immédiatement, à la requête du service que la contravention concernera, par le juge de paix ou le caïd du territoire, sans formalités judiciaires préalables. Cette vente sera faite par le receveur constitué dépositaire des objets ou par des notaires. Le produit de la vente sera déposé entre les mains du fonctionnaire ou du receveur qui aura pris charge du dépôt des objets saisis, pour en être disposé ainsi qu'il sera statué en définitive par le tribunal chargé de prononcer la saisie(1).

Art. 117. — Si la contravention n'entraîne à l'égard de la marchandise ou des moyens de transport que la retenue préventive pour garantie des réparations civiles ou de l'amende, il en sera offert mainlevée sous caution solvable ou en consignant la valeur, et cette offre ainsi que la réponse sera mentionnée dans le procès-verbal.

Si l'offre n'est pas acceptée, il sera procédé, à l'égard de la marchandise ou des moyens de transports, ainsi qu'il est dit à l'article précédent.

Le consignataire de la marchandise ou des moyens de transport saisis, ou de leur valeur, en délivrera au saisi un récépissé.

Art. 118. — Si la partie assiste à la rédaction du procès-verbal, il lui en sera fait lecture sur-le-champ et elle sera sommée de signer; en cas de refus de sa part ou de déclaration qu'elle ne sait pas signer, il en sera fait mention dans le procès-verbal. Une copie sera donnée, à l'instant où il sera clos, au prévenu justiciable des tribunaux français, et, si le prévenu est Tunisien, la copie sera remise au caïd.

Le même acte contiendra l'assignation à comparaître devant le tribunal compétent dans le délai de vingt-quatre heures augmenté à raison des distances.

Toutes les fois que la contravention aura été constatée par deux préposés, le prévenu tunisien présent à la rédaction du procès-verbal, ou qui aura été découvert postérieurement, sera dirigé, par les soins du caïd ou son délégué, sur la ville de Tunis pour y être jugé. Le caïd transmettra en même temps au ministère la copie du procès-verbal qui lui aura été remise. Toutefois, si le prévenu se trouve dans l'impossibilité de faire face aux frais nécessaires pour son envoi à Tunis, le caïd ne sera tenu de l'y faire conduire qu'après versement entre ses mains par l'administration ou la régie intéressée d'une somme suffisante pour couvrir ces frais. Le caïd donnera récépissé de la somme reçue dont il deviendra personnellement responsable.

Le prévenu ainsi conduit à Tunis y sera jugé dès son arrivée.

Art. 119. — Si la partie n'assiste pas à la rédaction du procès-verbal, il en sera fait mention dans cet acte dont une copie sera immédiatement affichée, suivant le cas, à la porte extérieure du bureau de l'administration ou de la régie, ou bien à la porte extérieure du bureau où le procès-verbal aura été rédigé et où les marchandises saisies auront été consignées.

Un certificat, délivré par le consignataire des marchandises saisies, constatera l'accomplissement de cette formalité.

---

(1) Conf instruction du 20 décembre 1899, n° 20 (v° Cains).

Ce certificat sera, autant que possible, donné au pied de l'original du procès-verbal.

Art. 120. — Aucune des formalités indiquées ci-dessus n'est prescrite à peine de nullité.

Les procès-verbaux constatant des contraventions aux dispositions du présent décret devront être dressés par deux agents ou sur la déclaration de deux agents, pour être admis à faire foi jusqu'à preuve contraire(a).

Art. 121. — L'original du procès-verbal sera toujours remis à l'employé de l'administration ou de la régie qui l'aura rédigé, quand bien même il aurait été établi sur la déclaration d'un agent appartenant à un autre service, du moment où le fait de contravention concernera cette administration ou cette régie.

Si le prévenu est justiciable des tribunaux français, cet employé en fera la remise au juge du ressort, soit directement, soit par l'intermédiaire du représentant de son administration ou de la régie, résidant au siège du tribunal compétent. Si le prévenu est Tunisien, il le transmettra au directeur de l'administration ou de la régie à Tunis, qui fera les diligences nécessaires pour en faire opérer le dépôt à l'ouzara.

L'original du procès-verbal intéressant une administration financière ou une régie, dressé hors la présence d'un employé de l'administration ou de cette régie, par un agent d'un autre service, sera transmis par le caïd ou le maire ou tout fonctionnaire consignataire des objets saisis, soit au juge, soit au directeur de l'administration ou de la régie à Tunis, en suivant la distinction établie au paragraphe précédent.

Cette transmission, lorsqu'elle sera faite par le caïd ou son délégué, n'empêchera pas celle de la copie du procès-verbal que ce chef indigène doit faire parvenir au Ministère de Tunis en conformité de l'article 118 ci-dessus.

Art. 122. — Les contraventions pourront d'ailleurs être prouvées par tous les moyens de droit commun(b).

Art. 123. — Les objets saisis pour fraude ou confisqués, non plus que le prix, qu'il soit consigné ou non, ne pourront être revendiqués par les propriétaires, sauf leur recours contre les auteurs de la fraude.

Art. 124. — Les agents des administrations financières et des monopoles régis directement par l'État pourront faire, pour ce qui concerne leur service, tous exploits et autres actes de justice qui dépendent du ministère des huissiers.

Ils seront libres, toutefois, de se servir de tel huissier que bon leur semblera; dans ce cas, sous les règles du droit commun.

Les mêmes agents et les agents des monopoles non régis directement par l'État auront la faculté de suivre, devant les tribunaux français, sans pouvoir spécial, les affaires contentieuses.

(a) ... et non jusqu'à inscription de faux. (Tunis, 24 février 1896, *J. T.* 96, 100.)

(b) Tunis, 29 décembre 1894, *J. T.* 95, 122.

Chapitre XVI. — De la compétence des tribunaux.

Art. 125. — Il est statué sur les infractions faisant l'objet du présent décret, savoir :

Par les tribunaux français, si le prévenu est justiciable de ces tribunaux(a);

Si le prévenu est Tunisien, définitivement et sans appel, par le tribunal de l'ouzara institué à Tunis près le Ministère.

Chapitre XVII. — De la procédure des jugements et de leur exécution.

Art. 126. — L'instruction, tant en première instance qu'en appel, se fera verbalement. Les parties ne seront pas obligées d'employer le ministère des avoués, et il n'y aura d'autres frais à supporter par la partie qui succombera que ceux du papier timbré, s'il y a lieu, et des significations, et des avances faites pour la conduite des prévenus à Tunis, dans le cas prévu par l'article 118.

Art. 127. — En se présentant à l'audience au jour et à l'heure fixés, le défenseur de l'administration ou de la régie intéressée devra conclure verbalement à l'application des peines qu'entraînent les constatations du procès-verbal et aux dépens.

Art. 128. — Pour les délinquants justiciables des tribunaux français, toute exécution de jugement devra être précédée de la signification de ce même jugement à la partie saisie.

L'exploit de signification pourra contenir le commandement de payer préalablement à l'exécution.

Si le délinquant est Tunisien et a comparu, le tribunal de l'ouzara notifiera le jugement rendu au caïd du lieu où le procès-verbal a été rédigé et où se trouvent déposés les objets saisis. Celui-ci, dès la réception de cette notification, ordonnera l'exécution immédiate du jugement, à la requête de la partie la plus diligente.

Si le délinquant tunisien n'a pas comparu et a été jugé par défaut, le caïd recevra également de l'ouzara un extrait du jugement qu'il fera afficher à la porte extérieure du bureau où le procès-verbal aura été dressé et les marchandises saisies déposées.

A défaut d'opposition au jugement dans les trois jours qui suivent celui de l'affichage, le caïd ou son délégué ordonnera l'exécution.

En cas d'opposition formée avant l'expiration du délai de trois jours, le caïd ou son délégué fera constater cette opposition par acte notarié et adressera immédiatement à Tunis deux copies de cette opposition, l'une au Minis-

(a) L'action pour l'application des peines appartient aux fonctionnaires auxquels elle est confiée par la loi; cette action appartient en Tunisie, en matière de douanes, à l'Administration des finances. (Cass. 25 mars 1899, *J. T.* 99, 264.)

tère pour être remise au tribunal de l'ouzara, l'autre au directeur de l'administration ou de la régie intéressée.

Le nouveau jugement qui sera rendu sur cette opposition sera exécuté dans les conditions prévues au paragraphe 3 du présent article pour les jugements contradictoires.

Le tribunal de l'ouzara délivrera, sans délai, aux administrations ou régies intéressées, des extraits de tous les jugements rendus par lui et concernant ces administrations ou ces régies. Ces extraits devront faire connaître, le cas échéant, la date de la notification du jugement au caïd.

Pareil extrait sera délivré au prévenu qui aura été acquitté, afin de lui permettre de réclamer la restitution des objets saisis ou de leur prix en cas de vente.

Art. 129. — Le recouvrement des condamnations de toute nature, prononcées en vertu du présent décret, est exclusivement confié à l'administration ou à la régie intéressée qui les a provoquées.

Le privilège existant dans la Régence, au profit du Trésor(1), pour le recouvrement de ses créances de toute nature, continuera à être admis(a).

Art. 130. — Les jugements prononçant des condamnations pécuniaires seront exécutés par toutes les voies de droit commun et, en outre, par la contrainte par corps.

La durée de la contrainte par corps sera fixée d'après les prescriptions de la loi française du 22 juillet 1867, article 9.

Les réquisitions en vue de la contrainte par corps seront délivrées par le Premier Ministre à Tunis si le condamné est Tunisien, ou par le Procureur de la République, s'il s'agit de l'exécution d'un jugement rendu par un tribunal français.

Chapitre XVIII. — Des transactions.

Art. 131. — Les administrations et régies financières auront le droit de transiger soit avant, soit après le jugement, sur les procès-verbaux relatifs aux infractions aux dispositions du présent décret, et de faire remise des peines de la fraude.

Cette faculté comprend les peines corporelles comme les condamnations pécuniaires.

Art. 132. — La transaction avant jugement définitif comprendra toutes les peines corporelles et pécuniaires qu'entraîne la contravention. Elle aura pour effet immédiat d'arrêter l'action publique aussi bien que l'action civile.

Après jugement définitif, elle ne comprendra que les condamnations purement pécuniaires.

Chapitre XIX. — De la répartition du produit des amendes et confiscations.

Art. 133. — Le produit net de la vente des marchandises et des moyens de transport, outils, ustensiles et machines saisis et acquis définitivement à l'État; celui des amendes et autres condamnations pécuniaires, ainsi que le montant net des transactions, seront, après recouvrement et sous la déduction des frais de toute nature, répartis entre ceux qui auront participé d'une manière quelconque à la répression de la contrebande ou du délit, de la manière suivante :

50 °/₀ à l'État ou à la Régie;

50 °/₀ aux saisissants à partager entre eux par parts égales.

Si la saisie est due à un indicateur, la répartition se fera de la manière suivante :

45 °/₀ à l'État ou à la Régie;

20 °/₀ aux saisissants;

35 °/₀ à l'indicateur.

La part revenant à l'indicateur sera de la moitié, et celle de l'État sera réduite à 30 °/₀ lorsqu'il s'agira d'une saisie de poudre.

Toute personne qui arrêtera ou concourra à faire arrêter les individus qui se livrent à

---

(1) Conf. décrets des 13 juillet 1899, art 5 (v° Finances), 20 juillet 1895, art 14 *in fine* (v° Timbre), loi du 1er juillet 1885, art 229 (v° Propriété foncière), décret du 2 novembre 1895, art. 6 *in fine* (v° Enregistrement) et arrêté du 31 août 1892, art. 5 (v° Viticulture).

(a) Le Trésor public doit être désintéressé sur les biens du débiteur avant tous les créanciers chirographaires de ce dernier. (Ouzara, 11 février 1884, *J. T.* 99, 285.)

L'État doit être payé sur les biens de son débiteur avant tous autres créanciers. Si donc il se présente dans une instance engagée entre son débiteur et un tiers qui réclame à ce dernier le paiement d'une dette, il y a lieu de recevoir son intervention et de décider que les sommes à provenir de la vente des biens du débiteur serviront d'abord à désintéresser l'État, jusqu'à due concurrence, et que le surplus sera attribué au créancier ordinaire (Ouzara, 24 mars 1887, *J. T.* 98, 407.)

D'après un usage ancien et constamment admis dans la Régence, le Trésor tunisien possède un privilège qui ne peut être primé que par les hypothèques constatées dans un acte authentique et ayant acquis date certaine avant la naissance des droits du Trésor. (Tunis, 13 février 1893, *J. T.* 93, 88.)

Les fermiers des mahsoulats étant subrogés aux droits du Trésor, peuvent se prévaloir de ce privilège. Toutefois, celui ci ne s'exerce sur les immeubles du débiteur qu'après les droits d'hypothèque ou de gage spécial ayant acquis date certaine avant la naissance des droits du fermier. (Tunis, 19 juin 1893, *J. T.* 94, 125.)

Cet article n'a pas établi une disposition nouvelle; il s'est borné à rappeler une législation déjà existante, qui résultait d'un usage ancien adopté d'une façon générale dans le pays. Par suite, a droit à un privilège la créance du Trésor tunisien antérieure à ce décret. A tort, voudrait-on prétendre que les usages antérieurs, bien que réunissant tous les caractères voulus pour avoir force légale à l'encontre des indigènes, ne peuvent pas produire le même résultat vis-à-vis des Européens. En effet, en matière immobilière, notamment, lorsqu'il s'agit de déterminer les droits réels ou les charges dont un immeuble est susceptible, la législation locale doit être seule appliquée à tous les intéressés, quelle que soit leur nationalité. Il en est ainsi, tout au moins, quand il s'agit d'une propriété non immatriculée et soumise, en conséquence à la loi tunisienne. Mais celle-ci décide que si un droit de préférence est accordé aux créances du Trésor, ce droit ne peut primer que les gages immobiliers qui n'avaient pas encore acquis date certaine au jour où elles sont nées Lorsqu'il a existé un compte courant entre l'État tunisien et un de ses préposés, c'est seulement à la fin des fonctions de ce dernier que ce compte a pu être réglé et que, par conséquent, une créance véritable et exigible est née en faveur de l'État. Cette créance ne peut donc être préférée à celle qui a été garantie par un droit de gage sur l'immeuble dont le prix est l'objet du litige. (Tunis, 19 novembre 1894, *J. T.* 98, 210.)

L'État tunisien, en vertu de cet article, a droit à un privilège pour le paiement des créances qu'il possède contre les comptables de deniers publics. (Sousse, *J. T.* 97, 695.)

En cas de conflit entre le privilège du Trésor tunisien sur les biens de ses comptables et celui du créancier gagiste, ce dernier n'a la priorité qu'à la condition formelle que la préexistence du gage soit clairement établie par un acte ayant acquis date certaine antérieurement à la naissance des droits du Trésor. (Sousse, 19 novembre 1897, *J. T.* 98, 304.)

Cette législation n'est pas la confirmation d'anciens usages; le sens de ces usages est précisé par le décret du 13 juillet 1899 qui dit que le privilège du Trésor s'exerce avant tous les droits réels, même antérieurement acquis. Mais cette disposition doit être interprétée en ce sens que le privilège du Trésor ne passe avant les droits réels antérieurement acquis qu'en matière d'impôts qui frappent l'immeuble ou la récolte grevée de ces droits et non en toute autre matière. (Tunis, 24 janvier 1900, *J. T.* 900, 288.)

la fabrication illicite des poudres à feu, de la dynamite et autres matières assimilables, qui en détiennent ou qui en colportent, qu'ils soient ou non surpris à vendre, sera considérée comme indicateur. La poudre et autres matières assimilables saisies seront estimées et acceptées, d'après le prix de vente, par les agents du monopole, pourvu toutefois que cette poudre et autres matières puissent être utilisées. A défaut, la poudre et autres matières saisies seront détruites en présence des saisissants et de l'indicateur.

Art. 134. — Les dispositions des lois antérieures sont abrogées en ce qu'elles auraient de contraire au présent décret.

Les décrets de notre prédécesseur du 20 mars 1882 (29 rebiâ ettani 1299) concernant le magasinage des marchandises à la douane de Tunis et de la Goulette, et du 24 châbane de la même année (11 juillet 1882) fixant le prix du transport des marchandises à la douane de Tunis sont maintenus(1).

Les dispositions du premier de ces décrets sont étendues à toute la Régence(2).

Les ventes seront autorisées en dehors de Tunis par les juges de paix, et, dans les localités où ne réside pas un juge de paix, par le gouverneur ou le caïd.

Annexe au décret du 3 octobre 1884

Tarif des droits d'importation et d'exportation.

(OFFICIEL, 1884, 409)

(*Abrogé par décret du 2 mai 1898.*)

---

472 5 janvier 1886

(*29 rebiâ el aouel 1303*)

PROMULGUÉ LE 6 JANVIER 1886

Décret relatif au magasinage des vins et spiritueux dans certains ports (3).

(OFFICIEL, 1886. 5)

. . . . . .

Art. 1 et 2. — (*Abrogés par décret du 2 mai 1898.*)

Art. 3. — Les dispositions du décret du 29 rebiâ ettani 1299 (20 mars 1882) relatives au règlement du magasinage à la douane, seront désormais applicables, dans leur entier, aux vins et spiritueux (3).

L'Administration pourra, notamment, se prévaloir, sans restriction, des stipulations de l'article 4 de ce décret, et elle n'assumera aucune responsabilité pour les dommages pouvant résulter des vices propres aux marchandises, du bris et du coulage des liquides et de toute autre cause.

Art. 4. — Tout colis, quelle qu'en soit la forme extérieure, d'un poids brut inférieur à 50 kilogr., rentrera dans la catégorie des marchandises comprises sous le n° 2 du tarif édicté par le décret précité du 29 rebiâ ettani 1299 (20 mars 1882), et supportera un droit de magasinage d'une piastre pour le premier mois, et deux piastres et demie pour chaque mois successif.

A l'égard des colis dont le poids brut dépassera 50 kilogr., il sera fait application pure et simple du tarif auquel sont soumises les marchandises ordinaires aux termes du même décret.

Art. 5. — § 1er.....(1);

§ 2. (*Abrogé par décret du 2 mai 1898.*)

Art. 6. — (*Abrogé par même décret.*)

Art. 7. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

---

473 17 avril 1890

(*26 châbane 1307*)

Arrêté du Premier Ministre prohibant l'importation et le transit en Tunisie de certains animaux de l'espèce bovine et autres (2).

(OFFICIEL, 1890, 126)

Vu le décret du 17 rebiâ ettani 1302 (3 février 1885) à l'effet de garantir des maladies contagieuses les troupeaux de la Régence;

Considérant qu'il y a lieu d'appliquer des mesures prohibitives en vue de prévenir l'invasion de la peste bovine en Tunisie;

Sur le rapport de l'Inspecteur de l'agriculture et de l'élevage, chef du service sanitaire vétérinaire;

Article 1er. — L'importation en Tunisie et le transit des animaux de l'espèce bovine de la race grise, dite « des steppes », sont interdits par les frontières de terre et de mer (2).

Les mêmes interdictions s'appliquent :

1° A tous les ruminants ainsi qu'à leur viandes fraîches, peaux fraîches et autres débris frais provenant de la Serbie, de la Bulgarie, de l'empire Ottoman, de la Grèce et de l'Égypte;

2° Aux animaux vivants de l'espèce bovine provenant de la Russie, du Monténégro et de la Roumanie, ainsi qu'à leurs peaux fraîches et à leurs débris autres que les viandes abattues.

Art. 2. — Les animaux vivants de l'espèce ovine provenant de la Russie, du Monténégro et de la Roumanie ne pourront être introduits en Tunisie qu'à la condition d'être immédiatement sacrifiés à l'abattoir du port de débarquement, ou, pour les arrivages par toute autre voie, dans un lieu désigné de la localité la plus voisine de la frontière, localité sur laquelle ils devront être dirigés avec toutes les précautions

---

(1) Conf décret du 21 juillet 1895 qui rend inapplicable celui du 11 juillet 1882.

(2) Conf l'article 10, § 1er, du présent décret qui donne la nomenclature des ports Conf. etiam décret du 20 mars 1882 (note) abrogé en ce qui concerne certains de ces ports.

(3) Conf. décret du 20 mars 1882 applicable à certains ports seulement.

(1) Conf. décret du 2 mai 1898.

(2) Conf. arrêtés des 5 et 26 novembre 1896 et 25 mars 1900. — Conf. etiam décrets des 14 février 1900 (v° ÉLEVAGE).

d'isolement nécessaires et après la visite faite à l'entrée en Tunisie.

Ils devront être accompagnés :

1° D'un certificat délivré par la localité de provenance, attestant qu'il n'existe et n'a existé, pendant les trois mois précédents, dans cette localité, aucune maladie contagieuse sur les animaux des espèces bovine et ovine ;

2° D'un certificat délivré par un vétérinaire commis à cet effet par le Gouvernement russe, monténégrin ou roumain, constatant qu'au port d'embarquement ou à la station de chemin de fer de laquelle le convoi a été expédié, les animaux ont été tous soumis à une visite sanitaire et ont tous été reconnus sains.

Ces pièces indiqueront le nombre et le signalement des animaux auxquels elles s'appliquent et devront avoir été visées et annotées par le Consul de France en résidence au port d'embarquement ou dans la gare la plus voisine de la gare d'expédition du convoi.

Elles ne seront valables que pour une période de trois semaines à dater du jour de leur délivrance et seront remises entre les mains des agents des douanes.

Les peaux et débris, autres que les viandes des animaux de l'espèce ovine ainsi introduits en Tunisie, devront être détruits ou désinfectés immédiatement après l'abatage.

Art. 3. — L'Inspecteur de l'agriculture et de l'élevage, chef du service sanitaire vétérinaire, et le Directeur des douanes de la Régence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui aura son effet à partir de la date du présent arrêté.

---

474 11 mai 1890

(21 ramadane 1307)

PROMULGUE LE 12 MAI 1890

Décret assimilant les topinambours aux pommes de terre, en ce qui concerne les importations dans la Régence

(OFFICIEL, 1890, 161)

Vu le décret du 13 djoumadi el aoucl 1303 (17 février 1886) ;

Considérant que le 6 juin 1889 un décret du Président de la République française, rendu sur le rapport du Ministre de l'agriculture, apres avis du Gouverneur général de l'Algérie et de la Commission superieure du phylloxéra, a assimilé les topinambours aux pommes de terre pour les importations en Algérie ;

Considérant que les avantages laissés aux agriculteurs algériens par la législation contre le phylloxéra doivent être assurés aux agriculteurs tunisiens ;

Article 1er. — Les topinambours sont, en ce qui concerne les importations dans la Régence, assimilés aux pommes de terre. Ils peuvent être admis après avoir été préalablement lavés et complètement dégarnis de terre (1)[a].

(1) Conf. n° 104 du tarif à l'importation du 2 mai 1898
(a) *Contra*. Tunis, 29 octobre 1895, *J. T.* 95, 575.

Art. 2. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

475 19 juillet 1890

Loi française modifiant le tarif général des douanes en faveur de certains produits originaires de la Tunisie (1).

(OFFICIEL, 1890, 239)

(1) *Exposé des motifs* (annexe au procès-verbal de la séance de la Chambre des députés du 13 mars 1890 (*Officiel*, 1890, 100)

Messieurs,

En soumettant à l'examen et au vote du Parlement un projet de loi qui a pour objet de modifier le tarif général des douanes en faveur de certains produits originaires de la Tunisie, le Gouvernement tient à vous exposer les raisons qui l'ont déterminé à vous saisir, dès le début de cette nouvelle législature, d'une question qui n'avait pu être résolue dans le cours de la session précédente et, en même temps, à vous signaler les importantes modifications qu'une nouvelle étude lui a permis d'apporter au projet de loi primitif.

L'établissement du protectorat de la France dans un pays rapproché de ses côtes, voisin de l'Algérie et célèbre depuis longtemps par sa fertilité, ne pouvait manquer d'éveiller de légitimes espérances au point de vue de la prompte mise en valeur des richesses de la Régence.

En effet, le nouveau régime politique était à peine institué que le progrès économique apparaissait : l'indigène retournait en toute sécurité à ses occupations traditionnelles de pasteur et d'agriculteur, les colons français venaient s'installer dans le pays, et, par une heureuse appréciation de la tâche qui leur incombait, consacraient des capitaux considérables à la culture de vastes espaces qui, depuis les Romains, avaient oublié leur légendaire fécondité.

La France, en prenant en main la direction des affaires de la Régence, s'était donné pour mission d'établir l'ordre, de relever le crédit et d'assurer à tous les conditions d'une vie sociale, paisible et prospère. Elle ne pouvait que se féliciter des premiers résultats si promptement obtenus et si pleins de promesses pour l'avenir. Il lui appartenait de seconder des efforts qui profitaient également à la Régence et à la Métropole.

Aussi le Gouvernement du Protectorat mit il toute son application à développer, par les moyens qui sont en son pouvoir, la production agricole de la Tunisie.

C'est à cette pensée qu'est dû un ensemble de mesures dont il suffira de mentionner ici les principales : loi du 1er juillet 1885 établissant l'immatriculation de la propriété, décret du 22 juin 1888 réglementant la mise à enzel des biens habous ; décret du 13 novembre 1887 créant un service d'inspection de l'agriculture, admission en franchise des instruments et machines agricoles et viticoles, des appareils de sondage et de forage des puits artésiens, décrets du 3 octobre 1886, du 17 janvier 1885, du 10 mars 1888, du 25 juin 1885, du 7 novembre 1885, du 9 janvier 1885, du 29 janvier 1888, du 10 janvier 1887, supprimant, au fur et à mesure des possibilités budgétaires, les droits d'exportation sur les céréales et légumes secs, sur les écorces à tan, sur les volailles et les œufs, sur les produits de la minoterie, sur la graine de lin, sur les amandes les citrons, les pistaches, le miel, les raisins secs et les figues sèches, diminuant considérablement ces mêmes droits sur les huiles, l'alfa et les bestiaux.

Ces mesures ne tardèrent pas à amener d'heureuses conséquences.

En 1871, sous le ministère de Khéredine, les mechias ensemencées étaient au nombre de 29,000. Jusqu'en 1877, ce nombre présentait des fluctuations ne dépassant pas 55,000 et s'arrêtant à 34,000 mechias. Aussitôt après l'établissement du Protectorat, en 1884, l'ensemble des mechias ensemencées dépasse 55,000 ; il atteint 62,000, 64,000, 75,000 et en 1888-1889 arrive encore au chiffre de 63,000, malgré les suites exceptionnellement fâcheuses d'une sécheresse excessive.

La colonie française prend, en même temps, un essor analogue.

Elle se distingue non seulement par le nombre de nos compatriotes allant s'établir dans la Régence, mais plus encore par l'importance des intérêts qu'ils y engagent. Le colon français en Tunisie a surtout le caractère d'un chef d'entreprise soit agricole, soit industrielle. Il arrive généralement accompagné de capitaux qui ne peuvent que hâter la mise en valeur rationnelle des richesses foncières qui l'attirent. C'est ainsi que les 6,000 Français actuellement domiciliés dans la Régence ne possèdent pas moins de 400,000 hectares de terre et on peut évaluer à près de 50 millions les sommes qu'ils ont déjà dépensées pour leurs premiers frais d'établissement. Disséminés sur un sol vaste et jusqu'ici presque inexploité, ils commencent à y créer de grandes fermes qu'on a comparées, non sans raison, aux haciendas de l'Amérique et qui sont les postes avancés de la civilisation européenne sur une terre prête à rémunérer largement les sacrifices qu'on fera pour elle.

Mais le progrès a été surtout sensible et vraiment admirable en ce qui concerne le vignoble. Au moment où le Protectorat fut établi, la vigne était à peine connue en Tunisie. Aujourd'hui, 5,300 hectares sont plantés, venant de donner 52,000 hectolitres. On estime que, d'ici à une dizaine d'années, cette production pourra être progressivement portée à 180,000 ou 200,000 hectolitres.

Ce résultat est encore de ceux dont la mère patrie ne peut que se réjouir. Grande productrice de vins, la France tend à devenir l'entrepôt universel de ce commerce. Non seulement elle vend, mais elle achète, elle achète beaucoup. Elle a donc tout avantage à grouper autour d'elle un certain nombre de pays viticoles placés dans sa sphère d'action et qui, devenant à ce point de vue ses satellites, étendent le champ de production nécessaire pour lui permettre de répondre aux besoins qui, de toutes parts, se tournent vers elle. Tel est, depuis quelques années, le caractère du vignoble algérien, tel doit être, toutes proportions gardées, l'avenir du vignoble tunisien.

Cet avenir si désirable, Messieurs, il dépend de vous d'en hâter

Article 1er. — Sont admis en franchise, à l'entrée en France, les produits d'origine et de provenance tunisiennes ci-après dénommés :

Les céréales en grains ;

Les huiles d'olives et de grignon et les grignons d'olives ;

---

l'avenement Les progrès dont nous venons de vous signaler l'intérêt et l'importance sont suspendus, en effet, à l'heure présente, par des questions de tarif que l'opinion publique a depuis longtemps signalées à l'attention du Gouvernement et que le projet de la loi ci-dessous a précisément pour objet de résoudre.

Vous n'ignorez pas, Messieurs, quel est le régime actuel des transactions commerciales entre la France et la Tunisie Apres neuf ans d'occupation, il est resté le même qu'avant l'établissement du Protectorat. Des récoltes que l'on doit être si heureux de voir, en Tunisie, dépasser les espérances de ceux qui les ont préparées, doivent payer a l'entrée dans nos ports les taxes du tarif général.

La Tunisie, soumise à l'influence française, se voit moins favorisée que les nations étrangères unies avec la France par des conventions commerciales Alors que nous travaillons à accroître sa prosperité, nous refusons à la Regence les moyens de profiter de sa fertilité. Nous encourageons et nous décourageons tout à la fois ses efforts, et ces produits, dont l'abondance est pour nous une cause de satisfaction nous les frappons de droits qui, souvent, équivalent à une prohibition.

Cet etat de choses, Messieurs, avait été supporté au début sans trop d'impatience par nos colons. Ils s'attendaient à y voir mettre fin d'un moment à l'autre. Le Gouvernement du Protectorat, ayant compris de bonne heure le péril d'une pareille situation, s'était preoccupé de trouver les moyens de l'améliorer. Plein de confiance dans sa cause, il entretenait autour de lui les espérances. Mais les promesses devinrent insuffisantes quand, les exploitations se développant, les agriculteurs durent prévoir que leurs recoltes s'entasseraient dans leurs greniers, ou qu'ils seraient contraints de les céder a des prix non rémunérateurs.

Alors, Messieurs, les doleances s'élevèrent de toutes parts. L'opinion publique, la presse, la Chambre de commerce de Tunis, témoignerent, par des reclamations sans cesse renouvelées, du malaise et des appréhensions qu'éprouvait un pays qui naguere avait pris son elan vers la prosperité Les Chambres de commerce françaises elles-mêmes firent appel au Gouvernement de la Republique, et, après de sérieuses enquêtes, il fallut bien reconnaître que des plaintes si générales et qui, parfois, prenaient une forme si excessive, n'etaient que trop fondees

Tandis que la part proportionnelle de la France dans les exportations de la Tunisie avaient atteint, en 1884, le chiffre de 81 °/₀, elle tombait, en 1885, à 38 °/₀ en 1886, à 13 °/₀ ; elle ne dépassait pas 10 °/₀ en 1887, malgre l'abondance exceptionnelle de la recolte, et, si une amélioration toute relative se présentait en 1888, c'est que, par suite de la modification profonde qui a eu lieu dans nos relations commerciales avec l'Italie, cette puissance n'a plus été en situation de servir d'intermediaire a l'exportation tunisienne

En effet, Messieurs, par un phenomene singulier et déplorable, des denrées originaires d'un pays que nous protégeons, la plupart cultivées et recoltées par des mains françaises, ont pront, pour pénétrer en France, les unes a passer par l'Italie, les autres par l'Algérie, et ces marchandises payent des frais de transport et de transit à des intermédiaires souvent étrangers

En 1885, par exemple, la Tunisie a exporte pour 5,600,000 fr de bles durs (cette nature de céréales convient particulierement au sol de la Régence). Sur ce chiffre, il en est allé pour 5 millions de francs en Italie, et en France pour 114,000 fr seulement. En 1886, l'exportation directe en France tombe à 61,380 fr ; en 1887, a 6,012 fr., et en 1888 presqu'a néant, et c'est un produit dont nous sommes tributaires a l'egard de l'etranger Nous achetons à l'Italie, sous forme de pâtes alimentaires, les bles durs que lui a vendus la Tunisie

Autre exemple : les huiles forment une part importante de la production tunisienne Le sol de la Régence compte 169,000 hectares plantés en oliviers La qualité est excellente, et c'est encore une marchandise dont nous sommes acheteurs Eh bien, les huiles tunisiennes paient 4 fr 50 c les 100 kilogrammes à l'entrée en France, tandis que les huiles etrangeres (traité de commerce avec l'Espagne) ne paient que 3 fr

A l'heure présente, l'exportation des vins est nulle ; mais quel que soit son avenir, elle ne saurait jamais inquiéter sérieusement le producteur français, car les quantités qui pourront être produites seront toujours bien faibles, en égard aux chiffres avec lesquels nous sommes habitues a compter en France Nous avons, plus haut, cité le rendement actuel qui est de 32,600 hectolitres et nous avons indiqué les espérances prochaines qui ne dépassent pas 200,000 hectolitres dans dix ans Qu'est-ce que cela en présence des 30 millions d'hectolitres que produisent la France l'année dernière et même des 2,800,000 hectolitres qu'a produits l'Algérie ? Et c'est contre cette faible proportion qui peut devenir, dans un avenir plus ou moins eloigné, celle de l'exportation tunisienne, que l'on s'obstinerait a maintenir un droit de 4 fr 50 c. par hectolitre, tandis que les 6,884,415 hectolitres importés d'Espagne (pour ne citer que cette puissance) ne paient que 2 fr. à leur entrée sur notre territoire !

Ainsi, Messieurs, de quelques points de vue que l'on examine nos tarifs douaniers à l'égard de la Tunisie, si leur maintien apparaît comme décisif en ce qui concerne l'avenir économique de la Régence et s'il peut faire retomber de lourdes responsabilités politiques et financieres sur la France elle-même qui est garante de la dette tunisienne, il est certain que leur abaissement ne présente, en ce qui concerne la production française, aucun inconvénient sérieux. Il s'agit de produits dont le marché français reste nécessairement importateur, et de sommes presque insignifiantes pour notre marché

C'est en s'inspirant de ces considérations, Messieurs, que le Gouvernement de la République vous propose de porter remede à un état de choses dont il vient de vous exposer les regrettables conséquences.

En raison des liens exceptionnels qui nous unissent à la Tunisie, il n'y avait pas lieu de conclure avec un Gouvernement placé sous notre protection une convention commerciale Faisant acte de souveraineté en sa faveur, nous vous proposons d'apporter à notre tarif général quelques modifications qui interesseront les produits originaires de la Tunisie

Nous n'allons pas non plus jusqu'à réclamer de part et d'autre la franchise absolue, c'est là un avantage qui pouvait être accordé à l'Algérie, terre française et qui n'a point d'obligations internationales. La Régence ne présentant pas les mêmes conditions, ne pouvait prétendre obtenir le même traitement. Mais nous vous demandons de lui appliquer un régime exceptionnel, moins favorable que la franchise absolue, plus doux que le tarif conventionnel, et qui lui permette de vivre, de prospérer, de nouer des relations de plus en plus fréquentes avec la Métropole

L'économie de ce nouveau système se résume ainsi :

Franchise pour les céréales en grain, les huiles, les animaux vivants, les volailles, le gibier, droit de 0 fr. 60 c. par hectolitre de vin et de 6 fr. par hectolitre d'eau-de-vie naturelle de vin.

Quant aux autres articles non denommés dans le projet de loi, ils paieront à leur entrée dans nos ports — pourvu bien entendu qu'ils soient d'origine tunisienne — les droits auxquels sont aujourd'hui assujettis, à leur importation en Tunisie, les articles similaires provenant de France

Ce système facilite l'entree en France de produits alimentaires ou de matière premières que nous sommes obligés d'acheter au dehors, il n'a jamais soulevé, à vrai dire, qu'une seule sorte d'objections.

On admettait la nécessité d'ouvrir le marché français aux produits tunisiens. Mais on craignait qu'a la faveur de cet avantage, les produits similaires étrangers ne prissent le chemin de la Régence, pour entrer en France sous le couvert d'une prétendue origine tunisienne.

C'est en vue de répondre à cette objection que le Gouvernement du Protectorat nous a proposé, et que nous vous soumettons tout un système de garanties qui constitue le caractere particulier du nouveau projet.

Les produits qui viendront invoquer dans nos ports le bénefice de la nouvelle loi devront justifier de leur origine tunisienne. Afin de rendre, à cet effet, le contrôle plus facile et plus efficace, ils devront être importés de Tunisie en France directement et sans escale Ils ne pourront être expédiés de Tunisie que par un certain nombre de ports dont voici la liste : Tunis, La Goulette, Bizerte, Sousse, Soussa, Monastir, Mehdia, Sfax, Gabes, et Djerba. Ils seront accompagnés d'un certificat d'origine, délivré par le Contrôleur civil de la circonscription (qui est de nationalité française) et visé, au départ du port d'expedition, par un receveur des douanes également de nationalite française.

Ce n'est pas tout. Le Gouvernement du Protectorat a organisé une administration qui est en mesure de le renseigner sur la production agricole annuelle de la Régence L'impôt avant en grande partie pour base cette production, les services financiers connaissent avec exactitude l'étendue des domaines ensemencés ou plantés en vignes, le nombre de dattiers, d'oliviers, de bêtes à cornes ou autres. Ces chiffres sont publiés chaque année Il est facile de les prendre pour base d'une statistique qui déterminerait la quantité maxima de produits tunisiens pouvant être importés sur nos marchés Un compte courant serait ainsi ouvert annuellement par le Gouvernement de la Métropole aux producteurs tunisiens, compte courant variable suivant l'abondance ou la pauvreté des récoltes et dont, en aucun cas, les limites ne sauraient être dépassées. De cette façon, la France serait assurée de ne jamais recevoir de la Tunisie plus que la Tunisie ne peut exporter.

Ce système de crédit limité ouvert à l'importation n'est pas nouveau en France. Il fonctionne régulierement, depuis plus de 30 ans, pour les communes des Aldudes et d'Urepel (Basses-Pyrénées), lesquelles sont autorisées à s'approvisionner en franchise de denrées de consommation espagnoles. Cette autorisation a été renouvelee par la loi du 6 janvier 1879.

Il s'applique également aux proprietaires des établissements ruraux ou industriels des pays de Gex et de la Savoie neutralisee qui peuvent introduire chaque annee leurs produits en franchise, moyennant un système de vérification préalable et par l'ouverture d'un credit annuel proportionnel à la production constatee.

Ce serait dans ces mêmes conditions que, tous les ans, un décret du Président de la Republique française, rendu sur la proposition du Ministre des affaires étrangères, des finances et du commerce, déterminerait, d'apres les statistiques dressées par la Direction française des finances tunisiennes, les quantites d'articles d'exportation, originaires de la Régence, auxquelles s'appliquerait le traitement de faveur que nous vous demandons de voter.

Ainsi, Messieurs, par ce système aussi simple qu'efficace qui laisse à la France le soin de fixer la mesure dans laquelle elle croira devoir importer les produits tunisiens, une réponse peremptoire est faite à ceux qui craignent que la Tunisie ne devienne l'entrepôt des marchandises étrangères cherchant à pénétrer en fraude sur notre territoire.

Nous ne voyons pas quelles autres objections pourraient être faites, de ce chef, au projet de loi qui vous est soumis.

Nous croyons avoir demontré, Messieurs, que l'avenir de la Régence dépend du vote de ce projet, et nous n'en voulons pour preuve que l'insistance avec laquelle les intérêts français, dont notre Résident général s'est fait l'interprète, nous sollicitent.

Nous croyons avoir demontré qu'il s'agit de quantités extrêmement faibles et ne pouvant affecter les productions similaires de la mère patrie.

D'autre part, si l'on rapproche le texte de notre projet de loi de celui des conventions commerciales qui lient la France à certaines puissances etrangeres, on se rend compte que, tel qu'il est rédigé, et notamment avec la clause de limitation, il ne peut modifier en rien l'etat de nos relations economiques avec ces puissances.

Enfin, Messieurs, nous sommes assurés que le mécanisme qui joint la nécessité du certificat d'origine à la fixation annuelle des quantités importables, ecarte toute possibilité de fraude.

Le Gouvernement croit avoir fait tout son devoir en répondant à l'appel des colons français et aux instances du Gouvernement du Protectorat par la préparation et la presentation du présent projet de loi. Il appartient maintenant au Parlement de décider, par la promptitude de son vote, d'une reforme urgente, trop longtemps retardee, et qui met en cause le sort d'une des œuvres les plus importantes et les plus fécondes qu'ait accomplies le Gouvernement de la République.

Les animaux d'espèce chevaline, asine, mulassière, bovine, ovine, caprine et porcine;

Les volailles mortes ou vivantes;

Le gibier mort ou vivant (1).

Art. 2. — Les vins de raisins frais, d'origine et de provenance tunisiennes, paieront à leur entrée en France un droit de 0 fr. 60 c. par hectolitre en tant que leur titre alcoolique ne dépassera pas 11°9; ceux dont le titre sera supérieur à 11°9 paieront une taxe supplémentaire de 0 fr. 70 c. par degré (2).

Art. 3. — Les autres articles d'origine et de provenance tunisiennes non dénommés ci-dessus paieront à l'entrée en France les droits les plus favorables perçus sur les produits similaires étrangers.

Art. 4. — Sont exceptés des dispositions qui précèdent :

1° Les produits qui sont frappés de prohibition à l'entrée en France par suite de monopole, de mesure sanitaire, etc.;

2° Les denrées désignées spécialement au tableau E de la loi du 7 mai 1881.

Art. 5. — Les traitements de faveur ci-dessus accordés aux produits tunisiens à leur entrée en France sont subordonnés aux conditions suivantes :

a) Les produits devront venir directement et sans escale de Tunisie en France;

b) Ils ne pourront être expédiés que des dix ports suivants de la Régence : Tunis, La Goulette, Bizerte, Sousse, Souïssa, Monastir, Mahdia, Sfax, Gabès et Djerba. Des décrets du Gouvernement de la République pourront, s'il y a lieu, modifier la liste de ces ports (3);

c) Les produits seront accompagnés d'un certificat d'origine délivré par le Contrôleur civil de la circonscription et visé au départ par un receveur des douanes de nationalité française (4).

L'exportation se fera à l'identique;

d) Chaque année (5), des décrets du Président de la République, rendus sur les propositions des Ministres des affaires étrangères, des finances, du commerce et de l'agriculture, détermineront d'après les statistiques officielles fournies par le Résident général les quantités auxquelles s'appliqueront les dispositions des articles 1, 2 et 3 de la présente loi.

Les produits tunisiens dénommés aux articles 1, 2 et 3 de la présente loi devront être importés par des navires français.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

(1) Conf. arrêté du 26 octobre 1897.
(2) Conf. arrêté du 1er octobre 1890 (v° Viticulture)
(3) Conf décret du 21 septembre 1892 qui ajoute Tabarka à cette liste
(4) Conf. décret du 26 novembre 1894.
(5) Les quantités admises en franchise à leur entrée en France, du 1er juillet 1900 au 30 juin 1901, ont été déterminées par décret du 29 juin 1900 (*Officiel*, 1900, 587).

476 — 15 avril 1891

(6 ramadane 1308)

PROMULGUÉ LE 19 AVRIL 1891

Décret autorisant l'exportation des animaux femelles dans les mêmes conditions que les animaux mâles (1).

(Officiel, 1891, 107)

Considérant qu'il y a lieu d'encourager l'élevage et le commerce du bétail tunisien en ouvrant aux productions des facilités de vente plus étendues;

Considérant que si des circonstances extraordinaires en imposaient la nécessité, l'exportation des animaux femelles pourrait toujours être temporairement interdite à nouveau;

Article unique. — L'exportation des animaux femelles est autorisée dans les mêmes conditions que les animaux mâles (1)

477 — 20 juin 1891

(13 kâda 1308)

PROMULGUÉ LE 24 JUIN 1891

Décret levant la prohibition qui frappe à leur entrée dans la Régence le nitrate de soude, le soufre et le salpêtre (2).

(Officiel, 1891, 157)

. . . . . .

Article 1er. — Est levée la prohibition qui frappe, à leur entrée dans la Régence, le nitrate de soude, le soufre et le salpêtre (2).

Art. 2. — (*Abrogé par les tarifs du 2 mai 1898.*)

Art. 3. — Le Premier Ministre et le Directeur des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

478 — 21 novembre 1891

(18 rebiâ ettani 1309)

PROMULGUÉ LE 22 NOVEMBRE 1891

Décret ouvrant les bureaux de douane de Bir-oum-Ali, de Porto-Farina et de Sidi-Daoud, le premier aux opérations de commerce à l'importation et à l'exportation, et les autres aux opérations de commerce à l'exportation et de cabotage (3).

(Officiel, 1891, 290)

479 — 12 décembre 1891

(10 djoumadi el aouel 1309)

PROMULGUÉ LE 13 DÉCEMBRE 1891

Décret réglant le transit des marchandises expédiées directement par terre d'un point à un autre de la Régence en empruntant le territoire algérien et la voie ferrée de Tunis à Ghardimaou et à Tébessa (1).

(Officiel, 1891, 314)

Vu le décret du 3 octobre 1884 (12 hidjà 1301) réglementant les Douanes et les Monopoles de l'État;

(1) Conf. décret du 3 octobre 1884, art 28
(2) Conf. loi du 29 janvier 1892, art 1er, *in fine* (v° Viticulture)
(3) Conf. décret du 3 octobre 1884, art. 9, 10 et 29.
(4) Conf. décrets des 7 mars 1895 et 3 octobre 1884, art. 42 et seq

En vue de faciliter les relations commerciales entre le nord de la Régence et le Djérid ;

Article 1er. — A compter du 1er janvier 1892, les marchandises expédiées directement par terre d'un lieu à un autre de la Régence, en empruntant le territoire algérien et la voie ferrée de Tunis à Ghardimaou(1) et à Tébessa, ne seront sujettes, en Tunisie, à aucun droit d'entrée ni de sortie, moyennant l'accomplissement des formalités ci-après :

Art. 2. — Les marchandises, qu'elles soient sujettes à des droits de sortie ou exemptes de ces droits, seront déclarées, vérifiées et expédiées par déclaration de sortie ou par passavant, portant engagement par le transporteur de les réimporter à un bureau nommément désigné de la frontière de terre, dans un délai qui ne pourra excéder vingt jours.

Les droits d'exportation, s'il y a lieu, seront consignés au bureau du départ.

Art. 3. — Les sommes consignées en conformité de l'article 2 ci-dessus seront remboursées sur la production :

1° De la déclaration de sortie ou du passavant délivré au moment de l'expédition ;

2° Du certificat de décharge du bureau désigné pour la rentrée des marchandises.

Toute demande de remboursement devra être introduite dans les trois mois qui suivront la date de la consignation ; faute de quoi, les sommes consignées seront définitivement acquises au Trésor.

Art. 4. — Il ne sera pas délivré de certificats de décharge pour les marchandises qui seront représentées au bureau de destination après le délai fixé par la déclaration de sortie ou par le passavant.

Ces marchandises acquitteront, au bureau où elles auront été présentées après le délai, les droits d'entrée comme si elles venaient de l'étranger.

Art. 5. — Dans le cas où, lors de la visite au bureau de rentrée, les marchandises mentionnées dans la déclaration de sortie ou le passavant se trouveraient différentes dans l'espèce ou la qualité, il sera fait application de l'article 7 du décret du 12 hidjà 1301 (3 octobre 1884) et les droits consignés seront acquis au Trésor.

Si la quantité est inférieure à celle portée dans la déclaration de sortie ou le passavant, le certificat de décharge ne s'appliquera qu'à la quantité représentée, et les droits consignés seront acquis au Trésor, en tant qu'ils se rapportent à la quantité non représentée.

S'il y a excédent, cet excédent sera considéré comme importé en contrebande et il sera fait application de l'article 7 du décret du 12 hidjà 1301 (3 octobre 1884).

Art. 6. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

(1) Conf. décrets des 15 décembre 1899 et 11 février 1900.

480 20 septembre 1892

(27 *safar* 1310)

PROMULGUÉ LE 20 SEPTEMBRE 1892

Décret supprimant les bureaux des douanes d'El Hamma, d'El Oudiane et de Gafsa et créant des bureaux à Tamerza et à Bou-Chebka (1).

(OFFICIEL, 1892, 269)

481 21 septembre 1892

Décret du Président de la République française ajoutant le port de Tabarka à la liste des ports tunisiens qui doivent bénéficier de la loi douanière française du 19 juillet 1890.

(OFFICIEL, 1892, 275)

482 26 novembre 1894

(27 *djoumadi el aoual* 1312)

PROMULGUE LE 26 NOVEMBRE 1894

Décret relatif à la falsification des certificats d'origine pour les produits tunisiens (2).

(OFFICIEL, 1894, 383)

Vu les conditions de faveur accordées aux produits tunisiens importés en France par la loi du 19 juillet 1890 ;

Considérant qu'il importe d'empêcher que des produits étrangers ne prennent faussement la qualification de produits tunisiens dans le but d'obtenir le bénéfice de ces conditions de faveur ;

Article 1er. — Quiconque fabriquera un faux certificat d'origine attribuant à des produits étrangers une origine tunisienne, falsifiera un certificat d'origine primitivement véritable, ou fera usage d'un certificat d'origine fabriqué ou falsifié, sera puni d'un emprisonnement de six mois au moins et de trois ans au plus (2).

Art. 2. — Quiconque fera, en vue d'obtenir un certificat d'origine tunisienne, une fausse déclaration à l'autorité compétente, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an.

Art. 3. — La peine indiquée à l'article précédent sera applicable à toute personne qui aura fait usage pour l'expédition en France de marchandises d'origine étrangère d'un certificat d'origine délivré en vue de marchandises d'origine tunisienne.

Art. 4. — Il sera prononcé contre les coupables une amende dont le minimum sera de cent francs et le maximum de trois mille francs ; l'amende pourra cependant être portée jusqu'au quart du bénéfice illégitime que le faux aura procuré ou était destiné à procurer aux auteurs de l'infraction, à leurs complices ou à ceux qui ont fait usage de la pièce fausse.

Art. 5. — La marchandise qui aura fait l'objet d'une fausse déclaration en vue de l'obtention d'un certificat d'origine, ou pour laquelle

(1) Conf décret du 3 octobre 1884, art. 10.
(2) Conf. 2e arrangement du 14 avril 1891 (v° PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE).

ou aura tenté d'employer un faux certificat d'origine. un certificat d'origine falsifié ou un certificat d'origine délivré pour d'autres marchandises, pourra être confisquée, si le tribunal l'ordonne.

Art. 6. — Les dispositions des articles 57 et 58 du Code pénal français relatives à la récidive et de l'article 463 du même Code sur les circonstances atténuantes seront applicables aux infractions prévues par le présent décret.

Art. 7. — Ces infractions seront jugées par les tribunaux français, quelle que soit la nationalité des inculpés(1).

---

483 7 mars 1895

(*10 ramadane 1312*)

PROMULGUÉ LE 7 MARS 1895

Décret réglementant le transit par chemin de fer sans visite ni consignation préalables(2).

(OFFICIEL, 1895, 82)

Vu le décret du 3 octobre 1884 (12 hidjà 1301) réglementant les Douanes ;

Pour donner au commerce de transit des facilités nouvelles ;

Article 1er. — Le transit institué par l'article 42 du décret du 3 octobre 1884 susvisé peut avoir lieu sans visite ni consignation préalables, à charge par la Compagnie du chemin de fer de se soumettre aux conditions et formalités déterminées par les articles suivants.

Le même régime est rendu applicable au transit par les voies ferrées de Bizerte à Tunis et de Bizerte à Ghardimaou(2).

Art. 2. — Les marchandises et bagages à l'égard desquels le bénéfice du transit est réclamé sont placés dans des wagons à coulisses ou sous bâches dûment fermés et plombés au plomb de la Douane. Ces wagons doivent satisfaire aux conditions déterminées par l'arrêté ministériel français du 31 mars 1887 relatif au conditionnement et au mode de fermeture des wagons expédiés sous le régime du transit international.

Tout colis pesant moins de 25 kilogr. ne peut être admis que dans un wagon à coulisses ou dans une caisse ou panier agréé par la Douane et mis sous plomb.

Les colis trop peu nombreux pour composer le chargement complet d'un wagon et trop volumineux pour entrer dans des paniers peuvent être plombés isolément et expédiés en wagons libres.

Le coût de chaque plomb est fixé à 0 fr. 60 c. ; le plombage des wagons ou paniers contenant exclusivement des colis postaux a lieu en franchise.

Les wagons plombés doivent, dans les convois, être réunis et former un seul groupe à la suite les uns des autres.

Le déchargement des wagons au lieu de destination s'effectue immédiatement après l'arrivée des convois : le transport des colis déchargés dans les magasins fermés prévus à l'article suivant est assuré par l'Administration du chemin de fer sous la surveillance de la Douane.

Art. 3. — La Compagnie du chemin de fer est tenue de fournir, tant à Tunis qu'à Bizerte et à Ghardimaou, un magasin spécial agréé par la Douane où les marchandises peuvent être provisoirement placées sous clef, en attendant leur mise en wagon plombé ou leur transbordement. La Compagnie est tenue de faire agréer, en outre, tous autres locaux nécessaires au service, notamment un bureau et un corps de garde.

Art. 4. — Chaque convoi peut être placé sous l'escorte non interrompue d'employés des douanes, sans autres frais pour l'Administration du chemin de fer que l'obligation de les placer, soit à l'aller, soit au retour, dans les convois, aussi près que possible des wagons renfermant les marchandises en transit. Les douaniers convoyeurs sont admis, le cas échéant, dans les voitures de 2e classe des convois de voyageurs ou dans les compartiments des gardes des convois de marchandises.

Art. 5. — La Compagnie du chemin de fer remet à la douane de départ une déclaration portant soumission de représenter les marchandises ou bagages à la douane de sortie ou de destination, ou d'encourir en cas de contraventions constatées, soit en cours de transport, soit à l'arrivée, les pénalités édictées par l'article 8 ci-après. Cette déclaration-soumission, dont le coût est de 0 fr. 75 c., sert d'acquit-à-caution ; elle est appuyée de déclarations de gros, indiquant, outre la nature et la valeur des marchandises, le poids brut et le nombre des colis, ainsi que leurs marques et numéros.

Chaque convoi est accompagné d'un double de la soumission-acquit-à-caution et d'une feuille de route, récapitulative et distincte par lieu de destination, que la Compagnie est tenue de faire viser par la Douane au lieu de chargement ; cette feuille relate le nombre et les numéros des wagons renfermant des marchandises en transit ; elle est appuyée des documents présentant toutes les indications prescrites pour les déclarations de douane en détail (factures, lettres de voiture ou connaissements) et nécessaires pour établir et liquider, éventuellement, les sommes dues au Trésor.

Les acquits-à-caution s'appliquant à des colis postaux sont affranchis du droit de timbre(1).

Art. 6. — Les marchandises et bagages arrivés à Tunis ou à Bizerte sous le régime du

(1) Conf. décret du 13 janvier 1898 (v° JUSTICE FRANÇAISE)
(2) Conf. décrets des 30 mars 1897, 15 décembre 1899, 11 février 1900.

(1) Conf. décret du 1er juillet 1897 (v° TIMBRE).

transit peuvent y être déclarés pour la consommation ou pour l'entrepôt ; les règlements généraux sur la mise en consommation et l'entrepôt leur deviennent alors applicables.

Art. 7. — L'Administration du chemin de fer obtient l'annulation de la soumission passée à la douane de départ en faisant constater l'intégrité des plombs au bureau de destination ou de sortie et en rapportant un certificat de passage à l'étranger ou un certificat de reconnaissance des marchandises, sauf l'application des pénalités établies, si des fraudes, substitutions ou contraventions quelconques ont été découvertes.

Art. 8. — En cas de déficit de colis ou de substitution de marchandises constatée au bureau de destination ou de sortie, la Compagnie du chemin de fer sera condamnée à 2,000 fr. d'amende pour chaque colis manquant ou reconnu contenir une marchandise différente ; les moyens de transport seront retenus préventivement pour sûreté de l'amende.

La substitution de marchandises sera suffisamment établie et la pénalité ci-dessus encourue, lorsque, le plombage n'étant pas intact, la douane de destination ou de sortie constatera, sur des colis, une différence de poids par rapport aux énonciations des documents annexés à la déclaration-acquit-à-caution.

Lorsqu'un déchargement de colis sera constaté en cours de transport, le colis déchargé sera saisi et confisqué, et la Compagnie du chemin de fer condamnée à une amende de 500 fr. par colis déchargé.

Dans le cas d'échange de colis constaté en cours de transport, les colis déchargés et les colis substitués seront saisis et confisqués et la Compagnie condamnée à une amende de 500 fr. par colis déchargé et par colis substitué.

L'échange de colis sera suffisamment établi et la pénalité ci-dessus encourue, lorsque, le plombage n'étant pas intact, la douane de destination ou de sortie constatera une différence dans l'espèce d'un colis.

Le plombage du wagon étant intact, si le bureau de destination ou de sortie reconnaît un excédent de colis, cet excédent sera saisi et la Compagnie du chemin de fer condamnée à une amende de 500 fr. par colis trouvé en plus.

La simple rupture du plombage pourra faire considérer le transit comme non accompli et donner ouverture à l'amende de 2,000 fr. édictée sous le paragraphe 1er du présent article.

Art. 9. — Il n'est dérogé en rien aux lois de douanes ni à celles qui ont prononcé des prohibitions ou des restrictions en matière d'importation, d'exportation ou de transit, et l'Administration reste libre de faire procéder à la vérification des marchandises et aux autres formalités, soit à l'entrée, soit à la sortie, s'il existait de graves soupçons de fraude.

Art. 10. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

484 — 18 mars 1895

(*21 ramadane 1312*)

PROMULGUÉ LE 18 MARS 1895

Décret ouvrant le bureau des Douanes de Djebel-Harraba aux opérations de commerce à l'importation et à l'exportation (1).

(OFFICIEL, 1895, 111)

---

485 — 27 mai 1895

(*2 hadjà 1312*)

PROMULGUÉ LE 27 MAI 1895

Décret admettant temporairement en franchise des droits d'importation les produits étrangers destinés à être fabriqués ou à recevoir dans la Régence un complément de main-d'œuvre (2).

(OFFICIEL, 1895, 168)

Vu le décret du 3 octobre 1884 (12 hidjà 1301) réglementant les Douanes ;

En vue de favoriser le développement de l'industrie dans la Régence ;

Article 1er. — Pourront être admis temporairement en franchise des droits d'importation les produits étrangers destinés à être fabriqués ou à recevoir dans la Régence un complément de main-d'œuvre, que l'on s'engagera à réexporter ou à constituer en entrepôt réel dans un délai maximum de six mois, en remplissant les conditions et formalités déterminées ou qui seront déterminées (2).

Ce régime ne sera applicable qu'aux seuls marchandises et produits pour lesquels il aura été établi par des décrets spéciaux (3).

Art. 2. — Les marchandises destinées à l'importation temporaire feront l'objet d'une déclaration détaillée, remise dans la même forme et sous les mêmes peines que s'il s'agissait de marchandises déclarées pour la consommation immédiate ; cette déclaration présentera, en outre, les indications spéciales exigées par les décrets qui auront permis l'application du régime.

Quand la visite des marchandises fera découvrir un excédent de poids, de nombre ou de mesure, par rapport à la déclaration, et que cet excédent sera de plus du vingtième pour les métaux et du dixième pour les autres marchandises, le déclarant sera immédiatement soumis, à titre d'amende, au paiement du droit d'entrée sur l'excédent, après quoi cet excédent, ainsi que les quantités déclarées seront admis au bénéfice de l'admission temporaire sous les mêmes conditions.

L'admission temporaire aura lieu sous la garantie d'une soumission cautionnée, en vertu de laquelle la douane délivrera un acquit-à-caution.

Art. 3. — Les produits fabriqués à l'aide de ceux importés temporairement ne pourront re-

---

(1) Conf. décret du 3 octobre 1884, art. 10, § 2.
(2) Conf. décret du 22 avril 1895 (v° ENTREPÔTS).
(3) Conf. décrets des 21 juin 1896 et 22 avril 1900.

cevoir d'autre destination que celle énoncée dans la soumission et en vue de laquelle aura eu lieu l'admission temporaire ; ces produits ne pourront, en conséquence, être livrés à la consommation qu'après avoir été constitués en entrepôt.

Il ne sera reçu aucune déclaration d'entrée en entrepôt ou de réexportation, concernant des produits admis temporairement, qu'à la condition par les intéressés de représenter l'acquit-à-caution délivré au moment de l'importation.

Art. 4. — Les produits fabriqués extraits de l'entrepôt réel pour la consommation seront soumis à la taxe applicable, au moment de la sortie d'entrepôt, à la matière première importée de l'étranger.

La réexportation par mer des produits fabriqués ne pourra avoir lieu que par des navires d'un tonnage minimum de 100 tonneaux, s'il s'agit de bâtiments à voiles, et de 50 tonneaux, s'ils sont à vapeur. Les produits compris dans un même acquit-à-caution pourront faire l'objet de réexportations partielles ou de constitutions partielles en entrepôt.

Art. 5. — Dans le cas où, sauf force majeure dûment établie, la réexportation ou la mise en entrepôt ne sera pas effectuée dans le délai et sous les conditions déterminées, le soumissionnaire sera tenu de payer, outre l'amende de 90 fr. édictée par l'article 7 du décret du 3 octobre 1884 susvisé, la valeur actuelle de la marchandise importée temporairement.

Tout négociant ou commissionnaire, convaincu d'avoir importé ou exporté des marchandises en fraude ou d'avoir à la faveur de l'entrepôt, du transit ou de l'admission temporaire, effectué des soustractions, substitutions ou versements dans l'intérieur, pourra, indépendamment des peines prononcées par les lois, être privé, par un arrêté spécial du Directeur des finances, de la faculté de l'entrepôt et de l'admission temporaire. Le négociant ou commissionnaire qui prêterait son nom pour soustraire aux effets de cette disposition ceux qui en auraient été atteints encourra les mêmes peines.

Art. 6. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

---

486 21 juillet 1895

(28 moharrem 1313)

PROMULGUÉ LE 21 JUILLET 1895

Décret relatif au transport en magasin des marchandises qui ne sont pas débarquées par la Douane (1).

(OFFICIEL, 1895, 235)

Vu le décret du 11 juillet 1882 (24 châbane 1299) fixant le prix du débarquement des marchandises, de leur transport dans les magasins de la Douane et des diverses manipulations qu'en nécessite la vérification ;

Vu l'article 134 du décret du 3 octobre 1884 réglementant les Douanes ;

Considérant que, dans l'état actuel des choses, les marchandises sont, pour la généralité, débarquées et mises à quai par les soins des destinataires ou de leurs représentants ; que le tarif établi par le décret susvisé devient ainsi inapplicable ;

Article 1er. — Le transport en magasin des marchandises qui ne sont pas débarquées par la Douane est à la charge des propriétaires ou conducteurs. Il en est de même de l'ouverture des colis, du déballage, du pesage et du remballage des marchandises, tant à l'importation qu'à l'exportation.

Les propriétaires ou conducteurs de marchandises peuvent employer en Douane tels ouvriers qu'ils jugent devoir choisir ; ces ouvriers, toutefois, quoique salariés par le commerce, doivent obtenir du Directeur des douanes un permis de travail révocable à sa volonté.

Art. 2. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret dont les dispositions seront appliquées dans toute la Régence à compter du 1er janvier 1896.

---

487 23 décembre 1895

(6 redjeb 1313)

PROMULGUE LE 23 DÉCEMBRE 1895

Décret ouvrant le bureau des douanes d'Oum-el-Ksob aux opérations du commerce à l'importation et à l'exportation et supprimant le bureau de Tozeur (1).

(OFFICIEL, 1895, 401)

---

488 21 juin 1896

(10 moharrem 1314)

PROMULGUÉ LE 21 JUIN 1896

Décret admettant temporairement en franchise de droits les tourteaux de colza importés dans la Régence.

(OFFICIEL, 1896, 317)

Vu le décret du 27 mai 1895 qui autorise, en principe, l'admission temporaire en franchise des produits étrangers destinés à être fabriqués ou recevoir dans la Régence un complément de main-d'œuvre ;

Article 1er. — Les tourteaux de colza, importés dans la Régence pour être traités par le sulfure de carbone, seront admis temporairement en franchise de droits, sous les conditions déterminées par le décret du 27 mai 1895 et sous les conditions particulières suivantes :

Art. 2. — Les importateurs s'engageront, par une soumission valablement cautionnée et sous les peines de droit, à réexporter, dans un délai maximum de quatre mois, l'huile de colza et les tourteaux épuisés provenant du traitement de la matière importée, et dont la quotité, par rapport à cette matière, sera dé-

(1) Conf. décret du 20 mars 1882.

(1) Conf. décret du 3 octobre 1884, art. 10, § 2.

terminée par arrêtés de notre Directeur des finances (1).

Les agents de l'Administration pourront pénétrer dans les usines pendant toute la durée de la fabrication, s'y faire représenter les livres, pièces de comptabilité et tous autres documents de fabrication, et y procéder à toutes constatations utiles.

L'importation des tourteaux et la réexportation des produits en provenant devront se faire par le même bureau de douane. Les bureaux de Bizerte, Tunis, Sousse, Souissa et Sfax seront seuls ouverts aux opérations de l'espèce.

Art. 3. — L'huile de colza extraite pourra être délivrée pour la consommation, à la condition du paiement, dans le délai fixé pour la réexportation, du droit d'entrée applicable à ce produit.

Art. 4. — Toute soustraction, toute substitution, tout abus constatés par le service des Douanes, donneront lieu à l'application des pénalités et interdictions prononcées par l'article 5 du décret du 27 mai 1895.

Art. 5. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

---

489 29 juin 1896

Arrêté du Directeur des finances fixant provisoirement les quantités d'huile de colza et de résidus de fabrication à représenter par les importateurs de tourteaux.

(Officiel, 1896, 326)

Vu l'article 2 du décret du 21 juin 1896, qui autorise l'admission temporaire en franchise des tourteaux employés à la production de l'huile de colza ;

Article unique. — Les quantités d'huile de colza et de résidus de fabrication, à représenter par les importateurs de tourteaux, sont provisoirement fixées, savoir :

10 kilogr. d'huile de colza par 100 kilogr. de produits soumissionnés ;

60 kilogr. de tourteaux épuisés par 100 kilogr. de produits soumissionnés.

---

490 5 novembre 1896

(29 djoumadi el aouel 1314)

Arrêté du Premier Ministre prohibant l'importation et le transit en Tunisie, de certains animaux vivants et de certaines matières provenant de l'Afrique, à l'exception de l'Algérie et des possessions françaises (2).

(Officiel, 1896, 544)

Vu le décret du 3 février 1883 (17 rebiâ-ettani 1302) relatif aux épizooties ;

Considérant les ravages produits sur plusieurs points du continent africain par la peste bovine ;

Sur la proposition du Directeur de l'agriculture ;

Article 1er. — Sont prohibés l'importation et le transit en Tunisie de tous les animaux vivants des espèces bovine, ovine, caprine, provenant de l'Afrique, à l'exception de l'Algérie et des possessions françaises.

Art. 2. — La même interdiction est étendue aux viandes fraîches... (1), et à tous autres objets de même provenance, tels que fumiers, litières, pailles, fourrages pouvant servir de véhicules à la contagion.

---

491 26 novembre 1896

(20 djoumadi ettani 1314)

Arrêté du Premier Ministre autorisant l'importation et le transit en Tunisie des poils, laines, peaux et autres débris de ruminants (2).

(Officiel, 1896, 610)

Sur la proposition du Directeur de l'agriculture et du commerce ;

Article 1er. — Par dérogation à notre arrêté du 5 novembre courant, l'importation en Tunisie et le transit des poils et laines, peaux sèches ou salées, des os, cornes, onglons desséchés, et autres débris de ruminants, visés dans l'arrêté précité du 5 novembre 1896, sont autorisés de nouveau.

Art. 2. — Le Directeur de l'agriculture et du commerce et le Directeur des finances sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

---

492 30 mars 1897

(26 chaoual 1314)

PROMULGUÉ LE 30 MARS 1897

Décret ouvrant la ligne du chemin de fer de Tunis à Sousse aux expéditions sous le régime du transit international (3).

(Officiel, 1897, 247)

Vu le décret du 7 mars 1895 sur le transit international ;

Article 1er. — La ligne de chemin de fer de Tunis à Sousse est ouverte aux expéditions sous le régime du transit international.

Les marchandises et bagages arrivés en transit à Sousse peuvent y être déclarés pour la consommation ou pour l'entrepôt.

Art. 2. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui entrera en vigueur le 15 mai prochain.

---

(1) Conf. arrêté du 29 juin 1896.
(2) Conf. arrêté du 25 mars 1900 et décret du 24 octobre 1900.

(1) Ainsi modifié par arrêté du 26 novembre 1896.
(2) Conf. décret du 7 septembre 1892, art. 4 (v° Hygiène publique).
(3) Conf. décret du 3 octobre 1884, art. 42 et seq.

493 5 juillet 1897

(*4 safar 1315*)

PROMULGUE LE 5 JUILLET 1897

Décret rendant le certificat d'origine obligatoire pour les lièges de reproduction destinés à la consommation locale ou à l'exportation.

(OFFICIEL, 1897, 373)

Vu le décret du 10 mars 1888 relatif à l'exportation des écorces à tan provenant de l'exploitation des chênes-lièges dans les forêts de l'État ;

Considérant que les lièges de reproduction récoltés dans les forêts de l'État qui sont exportés en France sous le bénéfice de la loi douanière du 19 juillet 1890 doivent être accompagnés d'un certificat d'origine ;

Que ceux de ces produits exportés dans d'autres pays ne sont pas soumis à cette formalité ;

Qu'il convient, dans l'intérêt de l'Administration et des adjudicataires, de rendre cette formalité obligatoire dans tous les cas ;

Sur la proposition du Directeur de l'agriculture et du commerce ;

Article 1er. — Les lièges de reproduction, qu'ils soient destinés à la consommation locale ou à l'exportation, ne pourront être colportés dans l'intérieur de la Régence ou exportés que munis d'un certificat d'origine délivré par le chef de la circonscription forestière et énonçant la provenance et le poids des lièges.

Ne seront pas soumis à cette formalité les lièges de reproduction qui, devant être exportés en France sous le bénéfice de lois douanières, seront déjà munis d'un certificat d'origine délivré par l'autorité compétente.

Art. 2. — Notre Directeur de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

---

494 26 octobre 1897

(*29 djoumadi el aouel 1315*)

Arrêté du Premier Ministre interdisant l'exportation hors des frontières de la Régence du gibier vivant ou mort (1).

(OFFICIEL, 1897, 568)

Vu l'arrêté du 27 novembre 1896 interdisant pendant un an l'exportation du gibier hors des frontieres de la Régence ;

Sur le rapport de notre Directeur de l'agriculture et du commerce ;

Article 1er. — L'exportation hors des frontières de la Régence du gibier vivant ou mort est interdite pendant une durée de deux années à partir du 5 décembre 1897 (1).

Art. 2. — Exception est faite pour le sanglier et pour les animaux de collections dont l'exportation pourra continuer comme par le passé.

Art. 3. — Le Directeur de l'agriculture et du commerce et le Directeur général des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

(1) Conf. arrêté du 25 novembre 1899 (*Officiel*, 1899, 790). — Conf. etiam décret du 5 décembre 1900 (*Officiel*, 1900, 879) relatif à la même interdiction, à partir du 8 décembre 1900, pour deux ans — Conf. loi du 19 juillet 1890, art 1er, *in fine*.

---

495 19 décembre 1897

(*24 redjeb 1315*)

PROMULGUÉ LE 19 DÉCEMBRE 1897

Décret interdisant l'importation des abeilles dans la Régence.

(OFFICIEL, 1897, 709)

Sur le rapport de notre Directeur de l'agriculture et du commerce ;

Considérant qu'il importe de favoriser le développement de l'apiculture en Tunisie et de mettre les ruches à l'abri de la maladie du couvain qui n'existe pas en Tunisie ;

Article 1er. — L'importation des abeilles dans la Régence est interdite quelle qu'en soit la provenance.

Art. 2. — Notre Directeur général des finances et notre Directeur de l'agriculture et du commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

---

496 15 janvier 1898

(*21 châbane 1315*)

PROMULGUÉ LE 15 JANVIER 1898

Décret modifiant le décret du 3 octobre 1884 sur les douanes et les monopoles.

(OFFICIEL, 1898, 79)

Vu le décret du 3 octobre 1884 sur les Douanes et les Monopoles ;

Article 1er. — L'article 6 du décret susvisé du 3 octobre 1884 sur les Douanes est remplacé par la disposition suivante . . . . . (*Conf. ce décret.*)

Art. 2. — Les dispositions qui font l'objet des articles 36 et 37 du décret du 3 octobre 1884 susvisé sont abrogées.

Art. 3. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

---

497 28 janvier 1898

(*5 ramadane 1315*)

PROMULGUÉ LE 28 JANVIER 1898

Décret relatif à l'entrée en franchise en Tunisie de certaines marchandises et objets.

(OFFICIEL, 1898, 153)

Vu le tarif des Douanes à l'importation annexé au décret du 3 octobre 1884 ;

Vu également le tarif annexé au décret du 28 septembre 1896 ;

Article 1er. — Sont admissibles en franchise des droits de douane :

1° Les effets des passagers et voyageurs, lorsqu'ils présentent des traces évidentes d'usage et que les quantités sont en rapport avec la position sociale des propriétaires ;

2° Les objets de toute nature (notamment : les objets d'ameublement, y compris les tapis et tapisseries de toute sorte, les habillements, le linge de corps, de lit, de table et de cuisine, la verrerie, la vaisselle, y compris les porce-

laines, les livres de bibliothèque particulière, les pianos et autres instruments de musique, l'argenterie, les ustensiles de ménage, etc..., à l'exclusion des provisions de ménage, voitures suspendues, chevaux et harnais), composant le mobilier des personnes qui viennent se fixer en Tunisie, quand, notoirement destinés à l'usage des importateurs et de leur famille, ces objets offrent des traces de service et sont reconnus en rapport, par leur nombre, leur nature et leur qualité, avec la position des importateurs ;

3° Dans les mêmes circonstances et sous les mêmes conditions : les outils, les instruments d'arts libéraux ou mécaniques, les matériels agricoles (1) [voitures à échelles, chariots, tombereaux, manches d'outils en bois, jougs, harnais, instruments aratoires, herses, charrues, moissonneuses, faucheuses et autres machines servant à l'agriculture] et les matériels industriels (à l'exclusion des machines proprement dites) ;

4° Les outils en cours d'usage apportés par les ouvriers qui viennent momentanément exercer leur industrie dans la Régence ;

5° Les trousseaux de mariage (linge et vêtements confectionnés) des personnes qui viennent habiter la Tunisie et les trousseaux des élèves étrangers envoyés en Tunisie, même dans le cas où il s'agit d'objets neufs, pourvu que ces objets paraissent en rapport avec la position des importateurs ;

6° Les objets destinés aux collections des musées, des bibliothèques publiques et établissements scientifiques.

Art. 2. — Sont également admis en franchise les échantillons de marchandises étrangères sans valeur marchande.

Les échantillons susceptibles d'être utilisés comme marchandises, autres que ceux prélevés sur les denrées de consommation et marchandises analogues, peuvent être importés temporairement en franchise moyennant la consignation des droits et sous condition de réexportation dans le délai de six mois. A défaut de réexportation dans ce délai, les droits consignés sont définitivement acquis au Trésor.

Art. 3. — Les chevaux et les voitures que conduisent les voyageurs et les rouliers peuvent entrer temporairement en Tunisie moyennant consignation des droits ou soumission cautionnée portant engagement de les réexporter dans le délai d'un an. A défaut de réexportation dans ce délai, les droits consignés sont définitivement acquis au Trésor, et l'Administration poursuit le recouvrement de ceux qui ont été simplement garantis par un engagement cautionné.

Sont dispensés de la formalité de la consignation des droits ou de l'acquit-à-caution :

1° Les voitures appartenant à des habitants de la frontière dont le domicile est connu du service des Douanes ;

2° Les diligences, fiacres et autres voitures affectés à un service public ou connus du service des Douanes pour traverser habituellement la frontière.

Les chevaux et voitures que l'on fait sortir temporairement de Tunisie donnent lieu à la délivrance d'un passavant descriptif au vu duquel ils sont à leur retour admis en franchise. Les voitures tunisiennes munies d'un passavant descriptif peuvent rentrer dans la Régence et en ressortir pendant toute la durée de la validité de cette expédition sans autre formalité que sa représentation. Les bicycles et tricycles qui accompagnent les touristes sont munis d'un plomb.

Art. 4. — Les marchandises de fabrication tunisienne, susceptibles d'être décrites au départ et reconnues au retour au moyen de marques de nationalité qui leur soient inhérentes, et pour lesquelles il est fait, à la sortie, des réserves de retour pour le cas où la vente ne pourrait s'en effectuer à l'étranger, sont réadmises en franchise par le bureau de sortie, dans le délai d'un an, au vu du passavant descriptif délivré au départ et sur la constatation de leur identité.

Sont également réadmis en franchise, dans le même délai, lorsqu'ils ont fait l'objet de réserves de retour et qu'il y a été apposé, s'il est nécessaire, une marque ou estampille propre à en faire reconnaître l'identité, les emballages vides (fûts, sacs, bâches, caisses, paniers, bidons, estagnons, bouteilles de verre ou de grès) ayant servi à l'exportation des produits du cru de la Régence. Il en est de même des instruments, ustensiles, machines ou meubles envoyés à l'étranger pour y être réparés.

Les marchandises de fabrique tunisienne restées invendues à l'étranger, qui ont été exportées sans réserves de retour et desquelles il est possible de reconnaître l'origine nationale, soit à des marques de fabrique, soit à des signes extérieurs ou caractères inhérents à cette origine, peuvent être réadmises en franchise, à la condition qu'elles soient réimportées par le bureau de sortie, dans le délai d'un an à dater de l'exportation, par les négociants ou fabricants pour le compte et au nom desquels elles ont été ex-

(1) Une instruction générale du Directeur des finances du 31 août 1898 (*R. D. F.* 1898, 358), précise ainsi le régime des machines agricoles :

« L'article 3 du décret du 2 mai 1898, sur les Douanes, a abrogé tous les tarifs en vigueur à cette date, à la seule exception des dispositions du décret du 28 janvier 1898. Ce texte doit être combiné avec les articles 642, 648 et 668 du tarif relatif à l'importation annexe au décret du 2 mai, lesquels affranchissent du droit de douane les objets suivants, savoir :

« 1° Art. 642. — Machines et mécaniques. Machines pour l'agriculture désignées dans les décrets spéciaux sur la matière (décrets du 9 septembre 1885 et autres postérieurs, c'est-à-dire ceux du 12 juillet 1888, du 5 janvier 1890, du 28 juin 1891 et du 30 mai 1895) ;

« 2° Art. 648. — Mécanique générale. Appareils non dénommés destinés à l'agriculture (il faut sous-entendre « désignés dans les décrets spéciaux ») ;

« 3° Art. 668. — Ouvrages divers en métaux. Outils emmanchés ou non pour l'agriculture, désignés dans les décrets spéciaux ».

Conf. décrets du 9 septembre 1885 (non inséré à l'*Officiel*) du 12 juillet 1888 (*Officiel*, 1888, 215), du 5 janvier 1890 (*Officiel*, 1890, 13) ; du 28 juin 1891 (*Officiel*, 1891, 158), du 30 mai 1895 (*Officiel*, 1895, 173).

portées et qu'il soit produit par les intéressés, à l'appui de leur déclaration, indépendamment des pièces ou extraits de correspondance propres à établir l'origine tunisienne de leurs marchandises, soit les expéditions ou un certificat de la Douane qui a constaté l'exportation, soit un extrait portant facture du registre de vente et d'envoi à l'étranger certifié conforme à ce registre par un magistrat ou officier public à qui le registre est représenté. Lesdites marchandises peuvent être retenues dans les Douanes jusqu'à production de la preuve de leur origine nationale.

Les fruits de la terre et autres produits naturels ou de consommation, les boissons de toute sorte, ainsi que les produits d'usine ou de laboratoire, qui sont ou peuvent être identiques partout, sont exclus du bénéfice du retour, à l'exception des vins et des huiles d'olive ou de grignon, lesquels sont réadmis dans les conditions ci-dessus, lorsqu'ils reviennent accompagnés de certificats des Douanes étrangères, visés par l'autorité consulaire française, constatant que, pendant leur séjour à l'étranger, ils sont restés sous la surveillance de la Douane et qu'ils n'ont été l'objet d'aucune manipulation.

Les marchandises tunisiennes, quelle qu'en soit la nature et alors même qu'elles ne porteraient pas de marques de fabrique, qui auraient été expédiées par erreur à l'étranger, peuvent être réadmises en franchise quand, d'une part, il est justifié de cette erreur et lorsque, d'autre part, il est constaté par un certificat authentique de la Douane étrangère qu'elles n'ont pas cessé d'être sous sa garde depuis leur entrée sur le territoire étranger jusqu'au moment où elles ont été réexpédiées en Tunisie.

Art. 5. — Les fûts destinés à l'exportation des vins, des huiles et du poisson peuvent être importés temporairement en franchise de l'étranger moyennant l'engagement cautionné de les réexporter dans un délai d'un an ou à défaut, de payer les droits dont auraient été passibles, à l'entrée, les fûts non réexportés.

L'admission temporaire est également applicable, sous les conditions indiquées ci-dessus, mais à charge de réexportation dans le délai de deux mois, aux fûts en fer ou en tôle contenant du sulfure de carbone ou du pétrole. (*Ainsi complété par décret du 16 avril 1899.*)

Art. 6. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

---

498 2 mai 1898

(*10 hidjà 1315*)

PROMULGUÉ LE 2 MAI 1898

Décret établissant le tarif des droits de douane à l'importation et à l'exportation (1).

(OFFICIEL, 1898, 307)

(1) ***Rapport du 2 mai 1898 du Résident général au Bey au sujet des tarifs de ce jour.*** (*Officiel*, 1898, 307.)

Monseigneur,

Depuis le 1er janvier dernier, la Régence n'a plus de régime défini des Douanes à l'importation des marchandises.

L'une des conventions commerciales qui ont mis fin aux anciens traités se borne à déterminer les limites en deçà desquelles les droits nouveaux devront demeurer, sans préjuger autrement ce qu'ils devront être.

En fait, notre tarif général du 28 septembre 1896 est appliqué dans sa rigueur aux marchandises de certains pays, comme la Turquie ou l'Égypte, la Syrie, l'Inde ou la Perse, les colonies anglaises ou néerlandaises, etc. L'arrangement anglo-français regle le régime des tissus de coton. Des décrets ont déterminé le tarif douanier applicable à certaines marchandises (huiles, graines et fruits oléagineux). Mais, pour le surplus, le droit de 8 °/₀ continue à être perçu sur la plupart des importations sans que, d'ailleurs, un nouveau titre légal en ait consacré la légitimité.

Le moment est donc venu de mettre fin à une situation qui ne saurait se prolonger sans nuire au commerce et entraver les transactions

Le sens dans lequel le régime nouveau doit être établi est nettement indiqué par les circonstances politiques et économiques qui le font naître.

D'une part, en effet, la France a droit, en Tunisie, à un régime privilégié. D'autre part, les recettes douanières sont indispensables à l'équilibre du budget de la Régence, dont elles représentent le cinquième. Enfin, la Tunisie n'est pas un pays nouveau ; elle commerce, de longue date, avec toutes les nations de l'Europe et elle s'est créé avec elles des relations d'où sont issus des intérêts locaux considérables qu'il importe de ne pas léser par de trop brusques et trop profonds changements.

Le projet que j'ai l'honneur de présenter à Votre Altesse a pour but de concilier, dans la mesure du possible, ces nécessités parfois divergentes.

Pour ce qui concerne la France, la franchise y est accordée à la majeure partie des produits de nos grandes industries nationales, celles des métaux, des fils, des tissus, des machines. Bien plus, comme cette franchise aurait pu ne pas constituer à elle seule une protection suffisante pour ces industries, nous proposons d'établir, sur les marchandises similaires d'origine étrangère, des droits calculés de manière à assurer la préférence à l'importation des produits français.

Enfin, le projet frappe de droits protecteurs pour l'industrie française les marchandises de grande consommation, le sucre et l'alcool, que la Métropole fournissait jusqu'ici en minime quantité et dont elle aura désormais, dans ce pays, la vente exclusive. (Conf. v° ALCOOL.)

La nécessité de compenser la perte qui résulte pour nos recettes des avantages consentis aux importations françaises amène, naturellement, à frapper d'autres marchandises. C'est aux produits de consommation que ce sacrifice est demandé : le sucre, le café et les autres denrées coloniales. Ces produits sont frappés dans tous les pays. Il n'y a pas de réforme fiscale qui puisse se passer d'en faire état. Comme ils sont d'une consommation universelle, la charge qui les frappe se répartit par minimes fractions, de manière à être moins appréciable pour chacun Ce qui importait, c'est de les frapper dans la limite où il ne peut en résulter un renchérissement trop grand des choses nécessaires à la vie et c'est ce que nous proposons

L'alcool était plus particulièrement désigné pour fournir un appoint important à notre équilibre financier. La taxe projetée a été mesurée, toutefois, en vue d'y habituer la consommation et d'éviter, pour le moment, une réglementation trop rigoureuse.

A la faveur du régime douanier qui prend fin, le commerce local s'est développé d'une manière continue et la prospérité de la Régence s'est affirmée avec évidence. Une modification subite et radicale dans les courants commerciaux risquerait d'atteindre gravement les droits acquis, entraînerait peut-être des pertes irréparables.

Après avoir fait le sacrifice nécessaire à la situation nouvelle, et que réclamaient légitimement l'opinion et l'industrie de la Métropole, après avoir ainsi reconnu le bienfait que nous tenons des faveurs ou des franchises concédées à quelques produits tunisiens par la loi du 19 juillet 1890, nous croyons qu'il convient de maintenir provisoirement et en partie le *statu quo* quant au surplus de nos importations.

Cependant, nous ne pouvions pas perdre de vue que la protection accordée aux importations françaises qui ne seront plus concurrencées par aucun produit similaire étranger, aura pour conséquence une majoration des prix au détriment de nos consommateurs. Prenant ce résultat en considération, le projet conserve toutes les franchises que les décrets antérieurs de Votre Altesse ont concédées aux habitants de la Régence. Enfin, il comporte le dégrèvement notable, en attendant leur disparition complète, des droits d'exportation qui surchargent la production.

Nous espérons avoir équilibré ainsi des charges que l'intérêt de la colonisation commande de ménager.

Votre Altesse peut voir, par l'exposé qui précède, dans quel sens nous resolvons le grave problème économique dont la solution ne pouvait pas être ajournée davantage.

Nous savons que cette solution n'est pas complète et il n'est pas dans notre pensée de lui attribuer un caractère définitif. Elle a, du moins, le mérite de donner à notre politique économique l'orientation qui convient, de ménager les intérêts locaux autant qu'il se pouvait, d'ouvrir, enfin, plus largement au pays protecteur un marché dont le développement lui importe au premier chef et dont il eût été imprudent de paralyser l'essor par l'application prématurée de théories absolues.

Si Votre Altesse veut bien approuver les considérations qui nous ont guidé, je La prie de vouloir bien revêtir de son sceau les décrets ci-joints.

Article 1er. — Le tarif des Douanes relatif à l'importation est établi conformément au tableau A, annexé au présent décret.

Art. 2. — Le tarif des Douanes relatif à l'exportation est établi conformément au tableau B, annexé au présent décret.

Art. 3. — Les tarifs à l'importation et à l'exportation actuellement en vigueur sont abrogés à l'exception des dispositions du décret du 28 janvier 1898 (5 ramadane 1315).

Art. 4. — Les produits dont les importateurs auront justifié, en due forme, dans les quinze jours qui suivront la promulgation du présent décret, qu'ils ont été embarqués pour un port tunisien, antérieurement à cette date, seront admis aux conditions de la législation en vigueur au jour de leur embarquement (1).

Art. 5. — Notre Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

---

499 Tableaux annexés au décret du 2 mai 1898

I. Tableau A. — Tarif d'entrée.

(OFFICIEL, 1898, 308)

Nos D'ORDRE.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	UNITÉS sur lesquelles portent LES DROITS.	DROITS.
	Animaux vivants.		
1	Chevaux et juments	Par tête	15 »
2	Poulains	—	10 »
3	Mules et mulets	—	5 »
4	Anes et ânesses	—	2 »
5	Bœufs, vaches, taureaux, bouvillons, taurillons et génisses	—	15 »
6	Veaux	—	4 »
7	Béliers, brebis et moutons	—	3 »
8	Agneaux	—	1 »
9	Boucs et chèvres	—	2 »
10	Chevreaux	—	1 »
11	Porcs	—	4 »
12	Gibier	100k B	10 »
13	Volaille	—	10 »
14	Animaux vivants non denommés	—	Exempts
	Produits et dépouilles d'animaux.		
15	Viandes de boucherie, fraiches ou salées	Valeur	8 o/o
16	Conserves de viande ou de gibier et pâtés de foie gras	—	8 o/o
17	Extraits de viande (*)	100k N	30 »
18	Gibier, volaille, pigeons et tortues morts	100k B	Exempts
19	Charcuterie fabriquee	Valeur	8 o/o
20	Œufs de volaille ou de gibier	—	8 o/o
21	Jaunes d'œufs impropres aux usages alimentaires	100k B	Exempts
22	Œufs de vers à soie	—	—
23	Lait naturel et lait concentre	Valeur	8 o/o
24	Fromages	—	8 o/o
25	Beurre frais, fondu ou salé(3)	100k B	6 »
26	Miel	Valeur	8 o/o
	Graisses animales autres que de poisson :		
27	Saindoux	—	8 o/o
28	Autres	100k B	Exemptes
28bis	Margarine, oléo-margarine, graisses alimentaires et substances similaires	Valeur	8 o/o
	Cire :		
29	brute, y compris la crasse de cire	100k B	8 »
30	Résidu de cire	—	Exempt
31	Peaux brutes, fraîches ou sèches	—	—
32	Pelleteries brutes	—	—
33	Dégras de peaux	Valeur	8 o/o
	Laines, y compris celles d'alpaga, de lama, de vigogne, de yack, de poil de chameau et de chèvre cachemire :		
34	en masses et en peaux et dechets de laine	100k B	Exemptes
35	en masses teintes et blousses teintes	100k N	25 »
36	peignées ou cardées	—	25 »
37	peignées ou cardées, teintes	—	27 50
	Crins :		
38	bruts	100k B	Exempts
39	prépares ou frisés	—	10 »

(1) Conf. arrêté du Directeur des finances du 14 mai 1898 (*Officiel*, 1898, 372), ainsi conçu : Le bénéfice de l'ancien tarif des Douanes à l'importation sera accordé aux importateurs qui justifieront, avant le 25 mai courant, par des documents ayant date certaine, avoir commandé des machines ou mécaniques avec délai de livraison postérieur au 2 mai. La même disposition est étendue aux fournisseurs d'une Administration publique dont les marchés sont antérieurs aux décrets précités, mais pour la partie de ces marchés restant à exécuter — Conf. etiam instruction du 3 mai 1898.

(2) Y compris le poids des récipients formant l'emballage intérieur.

(3) Conf. décret du 11 octobre 1900 (v° BEURRE).

N°s d'ordre.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	UNITÉS sur lesquelles portent LES DROITS.	DROITS.
	Poils :		
40	bruts, peignés ou cardés, de chèvre mohair	100k B	Exempts
41	peignés ou cardes, autres	—	10 »
42	en bottes	—	10 »
43	Poil de Messine	—	Exempt
	Plumes :		
44	de parure	—	—
45	à écrire	—	—
	Soies :		
46	grèges ou en cocons	—	—
47	en bourres et frisons	—	—
48	ouvrées ou moulinées, teintes	100k N	300 »
49	Guano et autres engrais, y compris le résidu de noir animal	100k B	Exempts
50	Sang desséché et engrais de cornes	—	—
51	Os calcinés à blanc pour engrais (résidus)	—	—
52	Noir d'os (noir animal)	Valeur	8 o/o
53	Oreillons	100k B	Exempts
54	Cheveux non ouvrés	—	—
55	Autres produits et dépouilles d'animaux, à l'état brut	—	—
	Pêches.		
56	Produits de pêche de la côte tunisienne	—	—
	Poissons frais d'eau douce :		
57	salmonidés	Valeur	8 o/o
58	autres	100k B	5 »
59	Poissons frais de mer	Valeur	8 o/o
60	Poissons secs, salés ou fumés	—	8 o/o
61	Poissons conservés ou marinés	—	8 o/o
	Huîtres fraîches :		
62	naissain	100k B	Exempt
63	autres	le millier en nombre	1 50
64	Huîtres marinées (1)	100k N	15 »
65	Moules et autres coquillages pleins	100k B	Exempts
	Blanc de baleine et de cachalot :		
66	brut	—	5 »
67	pressé	—	10 »
68	raffiné	100k N	15 »
69	Rogues de morue et de maquereau	100k B	» 60
70	Engrais de poisson	—	Exempt
71	Fanons de baleine bruts	—	—
72	Peaux de chiens de mer et de phoques, brutes	—	—
73	Corail brut	—	—
74	Perles fines	—	—
75	Vessies natatoires de poisson	—	—
76	Autres produits de pêche	Valeur	8 o/o
	Substances animales brutes propres à la médecine ou à la parfumerie.		
	Éponges :		
77	brutes	100k B	Exemptes
78	préparées	100k N	65 »
79	Musc	100k B	Exempt
80	Cantharides, civette, castoréum et ambre gris	—	—
81	Autres substances brutes	—	—
	Matières dures à tailler.		
82	Défenses d'éléphants entières ou en morceaux	100k B	Exemptes
83	Ivoire brut	—	—
84	Coquillages nacrés et autres	—	—
85	Cornes de bétail, brutes, preparées ou débitées en feuilles	—	—
86	Autres matières dures à tailler	—	—
	Farineux alimentaires.		
	Céréales, grains (2) :		
87	Froment	100k B	Exempt
88	Seigle	—	1 20
89	Maïs	—	Exempt
90	Orge	—	—
91	Avoine	—	1 20
92	Autres	Valeur	8 o/o
	Céréales, farines (2) :		
93	Froment	—	8 o/o
94	Seigle	—	8 o/o

(1) Y compris le poids des récipients formant l'emballage intérieur.
(2) Conf. décret du 31 mai 1898, art. 2 (v° CÉRÉALES).

N°s D'ORDRE.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	UNITÉS sur lesquelles portent LES DROITS.	DROITS.
	Céréales, farines (*suite*) :		
95	Maïs	Valeur	8 °/₀
96	Orge	—	8 °/₀
97	Avoines	—	8 °/₀
98	Autres	—	8 °/₀
99	Malt (Orge germée)	—	8 °/₀
100	Gruaux, semoules en gruau (grosse farine)	—	8 °/₀
101	Semoules en pâte et pâtes d'Italie	—	8 °/₀
	Riz :		
102	en paille	100ᵏ B	1 50
103	entier ou concassé ; farines et semoules	—	4 »
104	Pommes de terre (1)	—	» 40
	Legumes secs et leurs farines :		
105	Pois pointus	—	Exempts
106	Autres	Valeur	8 °/₀
107	Marrons, châtaignes	100ᵏ B	1 »
108	Farine de marrons et de châtaignes	—	2 »
109	Autres farineux alimentaires	Valeur	8 °/₀
	Fruits et graines.		
110	Raisins de table et de vendange ; marcs de raisins et moûts de vendange, en fûts ou autrement ; débris de vigne (2)	»	Prohibés
	Fruits de table frais :		
111	Pommes et poires	100ᵏ B	2 »
112	Autres	Valeur	8 °/₀
	Fruits de table secs ou tapés :		
113	Raisins	—	8 °/₀
114	Figues	—	8 °/₀
115	Noix	100ᵏ B	Exemptes
116	Amandes et noisettes en coques	—	3 »
117	— — sans coques	—	6 »
118	Pistaches	Valeur	8 °/₀
119	Autres	—	8 °/₀
	Fruits de table confits ou conservés :		
120	A l'eau-de-vie, au sucre ou au miel	—	8 °/₀
121	Autres	—	8 °/₀
	Fruits à distiller :		
122	Anis vert	—	8 °/₀
123	Baies de myrtille et figues de cactus	100ᵏ B	Exemptes
124	Autres	Valeur	8 °/₀
125	Raisins secs, figues et dattes destinés exclusivement à la distillerie ou à la fabication du vin	—	8 °/₀
126	Graines à ensemencer	100ᵏ B	Exemptes
127	Fruits et graines oléagineux	100ᵏ N	12 »
127bis	Fruits et graines autres	Valeur	8 °/₀
	Denrées coloniales de consommation.		
128	Kif, hachich (3) chira	»	Prohibes
	Tabacs (4) :		
129	en feuilles ou en côtes, pour la Régie	100ᵏ B	Exempts
130	en feuilles ou en côtes, pour compte particulier	»	Prohibés
131	fabriqués pour la Regie	100ᵏ B	Exempts
132	fabriques pour l'usage personnel des importateurs jusqu'à concurrence de 10 kilos par destinataire et par année (5) : cigares et cigarettes	100ᵏ N	3,600 »
133	fabriqués pour l'usage personnel des importateurs, jusqu'à concurrence de 10 kilos par destinataire et par annee (5) : tabac à mâcher ou à priser	100ᵏ N	1,500 »
134	fabriqués pour l'usage personnel des importateurs, jusqu'à concurrence de 10 kilos par destinataire et par annee (5) : tabac à fumer du Levant	—	2,500 »
135	fabriqués pour l'usage personnel des importateurs, jusqu'à concurrence de 10 kilos par destinataire et par année (5) : tabac à fumer de toute autre origine	—	1,500 »
136	Autres	»	Prohibés
137	Sauce de tabac (praiss)	»	—
	Sucres :		
138	en poudre	100ᵏ B	4 » Non compris le droit de consommation (6)
139	raffines, autres que candis	—	6 » Non compris le droit de consommation (6)

(1) Les pommes de terre ne sont admises qu'après avoir subi, avant toute introduction, un lavage complet, à moins qu'elles ne soient accompagnées d'un certificat d'origine attestant qu'elles proviennent d'une région non phylloxérée. — Conf. etiam décret du 11 mai 1890 pour les topinambours.
(2) Conf. loi du 29 janvier 1892, art. 1er (v° VITICULTURE).
(3) Conf. décret du 3 octobre 1884, art. 8.
(4) Conf décret du 6 juin 1895 (v° MONOPOLES).
(5) Avec interdiction de vente et sous réserve de l'autorisation de l'Administration et de la formalité de l'acquit-à-caution, garantissant, à défaut de décharge, le paiement, à titre d'amende, d'un second droit d'importation.
(6) Conf décret du 2 mai 1898 (v° ALCOOL)

N^os^ d'ordre.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	UNITÉS sur lesquelles portent LES DROITS.	DROITS.
	Sucres (*suite*) :		
140	raffinés, candis.	100^k^ N	15 » Non compris le droit de consommation (1)
141	Cafés en fèves et pellicules.	—	60 »
142	Cafe torrefié ou moulu.	—	65 »
143	Cacao en fèves et pellicules.	—	50 »
144	Cacao broyé (en pâte, en tablettes ou en poudre).	—	70 »
145	Cacao (beurre de).	—	70 »
146	Poivre	—	140 »
147	Piment.	—	100 »
148	Thé.	—	130 »
149	Girofle	—	140 »
150	Cannelle.	—	150 »
151	Cassia lignea.	—	150 »
152	Muscades en coques	—	200 »
153	Muscades sans coques.	—	260 »
154	Vanille.	—	310 »
155	Macis.	—	260 »
156	Amomes et cardamomes.	—	100 »
157	Autres denrées coloniales.	Valeur	8 °/°
	Huiles et sucs végétaux.		
	Huiles fixes :		
158	pures d'olives.	100^k^ N	20 »
159	— autres	—	35 »
160	aromatisées.	Valeur	8 °/°
	Huiles volatiles ou essences :		
161	de roses	100^k^ N	2,000 »
162	de géranium rosat.	Valeur	8 °/°
163	Autres	—	8 °/°
164	Cire végétale.	—	8 °/°
165	Gommes de toute sorte	100^k^ B	Exemptes
166	Gemmes et résines brutes, colophanes, poix, pains de résine, brais et autres produits résineux indigenes.	Valeur	8 °/°
167	Goudron, huile de résine, essence de térébentine	—	8 °/°
168	Resines et autres produits resineux exotiques, autres que de pin et de sapin.	100^k^ B	Exempts
169	Baumes	—	10 »
	Sucs d'espèces particulières :		
170	Camphre brut.	—	2 »
171	— raffiné.	—	6 »
172	Manne	—	8 »
173	Opium	100^k^ N	100 »
174	Aloès.	100^k^ B	3 20
175	Jus de réglisse	—	4 »
176	Caoutchouc et gutta-percha, bruts ou refondus en masse	—	Exempts
177	Glu.	—	—
178	Sarcocolle, kino et autres sucs végétaux desséchés	—	—
	Espèces médicinales.		
179	Racines de guimauve et autres, fraîches.	»	Prohibees
180	Herbes, fleurs et feuilles de guimauve et autres, fraîches.	»	—
181	Racines de guimauve et d'althéa, sèches	Valeur	8 °/°
182	Racines sèches, autres	100^k^ B	Exemptes
183	Fleurs de guimauve, de mauve, de bourrache, sèches, datura, rue, marjolaine, sauge, bouillon blanc, menthe mondée, menthe bouquet, mélisse mondée, mélisse bouquet, hysope mondée, hysope bouquet, fleurs de rose de Provins, de pensée, fleurs de camomille, de sureau, basilic, mélilot, sariette, saponaire.	Valeur	8 °/°
184	Fleurs, feuilles et herbes sèches, autres	100^k^ B	Exemptes
185	Ecorces :		
	de citrons, d'oranges et d'autres fruits de la même famille	Valeur	8 °/°
	Autres	100^k^ B	Exemptes
186	Lichens.	—	—
187	Fruits confits au sucre.	Valeur	8 °/°
188	Baies de sureau, de myrtille ou d'airelle.	—	8 °/°
189	Fruits et graines médicinaux autres	100^k^ B	Exempts
	Bois.		
190	Bois à brûler	100^k^ B	Exempt
191	Charbons de bois et de chènevottes	Valeur	8 °/°
	Bois communs :		
192	de chêne, bruts ou équarris : traverses pour chemins de fer	—	8 °/°
193	de chêne, bruts ou équarris : autres	—	8 °/°

(1) Conf. décret du 2 mai 1898 (v° ALCOOL).

N°s d'ordre.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	UNITÉS sur lesquelles portent les droits.	DROITS.
	Bois communs (*suite*) :		
194	de chêne, sciés	Valeur	8 °/₀
195	de noyer, bruts ou équarris	—	8 °/₀
196	de noyer, sciés	—	8 °/₀
	Autres, *bruts ou équarris* :		
197	Traverses pour chemins de fer	—	8 °/₀
198	Autres	—	8 °/₀
199	Autres bois sciés	—	8 °/₀
200	Mâts, mâtereaux, espars, pigouilles, manches de gaffe, avirons et rames	—	8 °/₀
201	Bois en éclisse	—	8 °/₀
202	Bois *feuillard*	—	Exempt
203	Merrains	—	—
204	Perches, échalas et autres bois communs	—	8 °/₀
205	Liège brut, râpé ou en planches	—	Exempts
206	Bois d'ébénisterie	—	—
207	Bois odorants	—	—
208	Bois de teinture *en bûches et moulus*	—	—
209	Échalas et tuteurs déjà employés (1)	»	Prohibés
	Filaments, tiges et fruits à ouvrer.		
210	Coton *en laine*	100k B	Exempt
211	— en feuilles cardées ou gommées (ouate)	Valeur	8 °/₀
212	Lin et jute, bruts, teillés, peignés ou en étoupes	100k B	Exempts
213	Chanvre en tiges, broyé, taillé et étoupé	—	—
214	— peigné	Valeur	8 °/₀
215	Joncs et roseaux bruts	100k B	Exempts
216	Osier *brut ou écorce ; joncs et roseaux, dits rotins de Chine, pour la vannerie.*	Valeur	8 °/₀
217	Tous autres filaments, tiges et fruits à ouvrer	100k B	Exempts
	Teintures et tannins.		
218	Garance *en racine moulue ou en paille*	100k B	Exempte
219	Curcuma en racine ou en poudre	—	—
220	Écorces à tan moulues ou non	—	1 »
221	Safran	—	Exempt
222	Noix de galle et avélanèdes	—	—
223	Autres racines, herbes, feuilles, fleurs, baies, graines et fruits propres à la *teinture et au tannage*	—	—
	Produits et déchets divers.		
224	Légumes salés, confits, conservés ou desséchés	Valeur	8 °/₀
225	Légumes frais (2)	»	Prohibés
226	Truffes fraîches	»	—
227	Betteraves fraîches	»	—
228	Racines et chicorée vertes	»	—
229	Tourbes et mottes à brûler	»	—
230	Plantes et arbustes de serre et de pépinière ; plans de toute nature (2)	»	—
231	Ceps de vigne, *sarments, crossettes, boutures avec ou sans racines*, marcottes, etc. ; feuilles de vigne, même employées comme enveloppe, couverture ou emballage, et tous les débris de vigne (2)	»	—
232	Engrais végétaux et fumiers (2)	»	—
233	Truffes sèches ou marinées	Valeur	8 °/₀
234	Paille de millet, à balai	100k B	3 »
235	— *autre*	—	» 40
236	Fourrages	—	» 40
237	Son de toutes sortes de grains	—	» 60
238	Levure de distillerie	Valeur	8 °/₀
239	— de bière	100k B	Exempte
240	Houblon	—	—
241	*Tourteaux de graines oléagineuses et drêches*	—	—
	Pâtes de cellulose :		
242	mécaniques sèches	—	1 »
243	mécaniques humides	—	» 50
244	chimiques	—	2 »
245	Poudres et liquides servant à combattre les maladies de la vigne	—	Exempts
246	*Produits et déchets végétaux non dénommés*	—	—
	Boissons.		
	Boissons fermentées :		
247 (3)	Vins provenant exclusivement de la fermentation des raisins frais, de 12 degrés et au-dessous	l'hectolitre de liquide	12 »

(1) Conf. loi du 29 janvier 1892, art. 1er (v° VITICULTURE).
(2) Conf. loi du 29 janvier 1892, art. 1 et 2 (v° VITICULTURE).
(3) Ainsi modifié par décret du 21 novembre 1898.

N°s d'ordre	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	UNITÉS sur lesquelles portent LES DROITS.	DROITS.
248 (1)	Boissons fermentées (*suite*) : Vins provenant exclusivement de la fermentation des raisins frais, de 12 degrés un dixième et au-dessus	l'hectolitre de liquide	Même droit pour les douze premiers degrés augmenté, pour les degrés en sus, de 0 fr. 15 par chaque dixième de degré jusqu'à 15 degrés et à partir de 15 degrés de 1 fr. 50 par degré. Toute fraction de degré entraînant la perception du droit afférent au degré supérieur.
249	Vinaigres autres que ceux de parfumerie	Valeur	8 °/₀
250	Cidres et poirés.	—	8 °/₀
251	Bieres	—	8 °/₀
252	Toutes autres boissons non dénommées	—	8 °/₀
	Boissons distillées :		
253 (1)	Eaux-de-vie, rhum et tafias, en bouteilles	l'hectolitre de liquide	20 » Non compris le droit de consommation (2)
254 (1)	Eaux-de-vie, autres.	l'hectolitre d'alcool pur	20 » Non compris le droit de consommation (2)
255 (1)	Esprits de toute sorte (alcool pur)	l'hectolitre d'alcool pur	20 » Non compris le droit de consommation (2)
256 (1)	Liqueurs	l'hectolitre de liquide	25 » Non compris le droit de consommation (2)
257	Eaux minérales (crachons compris)	100k B	Exemptes
258	Autres boissons.	Valeur	8 °/₀
	Marbres, pierres, terres, combustibles, minéraux, etc.		
	Marbres statuaires ou autres :		
259	bruts ou équarris	100k B	Exempts
260	sciés, ayant 16 centimètres ou plus d'épaisseur	—	—
261	scies, ayant moins de 16 centimètres d'épaisseur.	Valeur	8 °/₀
262	sculptés, polis, moulurés ou autrement ouvrés	—	8 °/₀
	Albâtre :		
263	brut ou équarri	100k B	Exempt
264	scié, ayant 16 centimètres ou plus d'épaisseur	—	—
265	scié, ayant moins de 16 centimètres d'épaisseur	—	2 50
266	sculpté ou autrement ouvré	Valeur	8 °/₀
	Agates et autres pierres de même espece :		
267	brutes	100k B	Exemptes
268	ouvrées.	100k N	15 »
269	Pierres ouvrées, y compris les pierres de constructions ouvrées : taillées ou sciées à surfaces planes et ayant d'épaisseur 16 centimètres ou plus	100k B	Exemptes
	taillées ou sciées à surface planes et ayant d'épaisseur 4 a 16 centimètres exclusivement	—	» 40
	taillées ou sciées a surfaces planes et ayant d'épaisseur moins de 4 centimètres	—	» 80
270	sculptées, moulurees ou polies : pierres lithographiques.	—	Exemptes
	sculptées, moulurées ou polies : toutes autres.	Valeur	8 °/₀
271	Meules.	100k B	Exemptes
272	Pierres à aiguiser autres que les meules	Valeur	8 °/₀
273	Pierres gemmes, brutes ou taillées	100k B	Exemptes
274	Cristal de roche, brut ou ouvré	—	—
275	Émeris pulvérisés et autres	Valeur	8 °/₀
276	Kaolin	100k B	» 35
277	Alunite brute.	—	» 50
278	Pierres et terres servant aux arts et métiers non dénommées	100k B	Exemptes
279	Ardoises pour construction, brutes, en moellons.	—	—
	Autres ardoises.	Valeur	8 °/₀
	Matériaux :		
280	Briques pleines et creuses, de toutes formes et dimensions, non vernissees ni émaillées, communes.	100k B	» 15
	Les mêmes briques, fines ou rabattues.	Valeur	8 °/₀
281	Tuiles non vernissées ni émaillées ; poteries communes de bâtiment, sans ornementation (3)	—	8 °/₀
282	Pavés en pierre naturelle	—	8 °/₀
283	Ciment, tuyaux et objets moulés, en ciment et en béton	—	8 °/₀
284	Carreaux en ciment comprimé.	—	8 °/₀

(1) Arrêt modifié par décret du 21 novembre 1898.
(2) Conf. décret du 2 mai 1866 (v° ALCOOL)
(3) Les tuiles en terre commune ou fine, vernissées ou émaillées, suivent le régime des autres poteries en terre commune vernissées ou émaillées (n° 446).

N°s D'ORDRE.	DESIGNATION DES MARCHANDISES.	UNITÉS sur lesquelles portent LES DROITS.	DROITS.
	Matériaux (*suite*) .		
285	Pierres de construction brutes ; plâtre.	100k B	Exempts
286	Chaux ordinaire	—	—
287	Chaux hydraulique.	Valeur	8 o/o
288	Autres	100k B	Exempts
289	Marnes, terres, terreaux et pouzzolanes (1)	»	Prohibés
290	Glace (eau congelée)	100k B	Exempte
291	Soufre	—	—
292	Houille crue ou carbonisée	—	» 12
293	Cendres de houille	1,000k B	» 12
294	Graphite ou plombagine ; bitumes ; goudron minéral provenant de la distillation de la houille	100k B	Exempts
295	Cire minérale ou ozokérite	Valeur	8 o/o
296	Jais ; succin	100k B	Exempts
297	Paraffine.	Valeur	8 o/o
298	Vaseline	—	8 o/o
	Huile de pétrole, de schiste et autres huiles minérales propres à l'éclairage :		
299	brutes	Valeur	8 o/o
300	raffinées et essences	—	8 o/o
301	Huiles lourdes et résidus de pétrole et d'autres huiles minérales	—	8 o/o
	Métaux.		
	Or et platine .		
302	bruts en masses, lingots, barres, poudres, objets détruits et minerais . . .	100k B	Exempts
303	Or battu en feuilles.	100k N	750 »
304	tirés, laminés ou filés : dégrossi, simplement laminé, en barres d'au moins 5 millimètres d'épaisseur, en bandes d'au moins 1 millimètre d'épaisseur, ou en fils d'au moins 2 millimètres de diamètre	—	10 »
	Autres	—	500 »
	Argent :		
305	brut en masses, lingots, barres, poudres, objets détruits et minerais . .	100k B	Exempt
306	battu en feuilles.	100k N	750 »
307	tiré, laminé ou filé : degrossi, simplement laminé, en barres d'au moins 5 millimètres d'épaisseur, en bandes d'au moins 1 millimètre d'épaisseur, ou en fils d'au moins 2 millimètres de diamètre.	—	10 »
	Autres	—	500 »
308	Cendres d'orfèvre	100k B	Exemptes
309	Aluminium.	Valeur	8 o/o
	Fer :		
310	Minerai.	100k B	Exempt
311	Fonte de toute sorte.	—	1 50
312	Fers bruts en massiaux, prismes ou barres.	—	4 50
313	Fer etiré en barres, fer d'angle et à T, essieux et bandages bruts de forge.	—	5 »
314	Fer ou acier machine	—	6 50
315	Feuillard en fer ou en acier en bandes de plus de 1 millimètre d'épaisseur.	—	Exempt
	Feuillard en fer ou en acier en bandes de 1 millimètre d'épaisseur ou moins.	—	—
316	Tôles laminées ou martelees planes de plus de 1 millimètre d'épaisseur, non découpées	—	7 »
	Tôles laminées ou martelees planes, de plus de 1 millimètre d'épaisseur, découpées d'une façon quelconque	—	7 50
317	Tôles minces et fers noirs en feuilles planes, de plus de 6/10es de millimètre jusqu'à 1 millimètre d'épaisseur, non découpées	—	9 »
	Tôles minces et fers noirs en feuilles planes de plus de 6/10es de millimètre jusqu'à 1 millimetre d'épaisseur, découpées d'une façon quelconque.	100k B	10 »
318	Tôles minces et fers noirs en feuilles planes, de 6/10es de millimètre d'épaisseur ou moins, non découpées	—	10 »
	Tôles minces et fers noirs en feuilles planes de 6/10es de millimètre d'épaisseur ou moins, découpées d'une façon quelconque	100k N	11 »
319	Fer étamé (fer-blanc), cuivre, plombé ou zingue, de plus de 6/10es de millimètre d'épaisseur.	—	12 »
	Fer etamé (fer-blanc), cuivré, plombé ou zingué, de 6/10es de millimètre d'épaisseur ou moins	—	13 »
320	Fils de fer ou d'acier, qu'ils soient ou non étamés, cuivrés, zingués ou galvanisés, de plus de 2 millimètres de diamètre.	100k B	7 »
	Fils de fer ou d'acier, qu'ils soient ou non étamés, cuivrés, zingués ou galvanisés, de plus de 1 millimètre de diamètre jusqu'à 2 millimètres de de diamètre inclusivement	—	10 »
	Fils de fer ou d'acier, qu'ils soient ou non étamés, cuivrés, zingués ou galvanisés, de 5/10es de millimètre à 1 millimètre de diamètre inclusivement.	100k N	12 »
	Fils de fer ou d'acier, qu'ils soient ou non étamés, cuivrés, zingués ou galvanisés, de moins de 5/10es de millimètre de diamètre	—	20 »
321	Paille de fer (copeaux de tréfilerie)	—	17 »
322	Rails de fer ou d'acier.	100k B	6 »
	Acier (2) :		
323	en barres.	—	5 »

(1) Conf. loi du 29 janvier 1892, art. 1er (5e VITICULTURE).
(2) Ces droits ne sont applicables qu'aux aciers qui prennent la trempe ; les autres aciers sont soumis aux mêmes droits que le fer, quelle que soit la quantité de scories qu'ils contiennent

N°s D'ORDRE.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	UNITES sur lesquelles portent LES DROITS.	DROITS.
	Acier (*suite*) :		
324	essieux et bandages de roues bruts de forge	100k B	8 »
325	fin, pour outils	100k N	15 »
326	Acier en tôles ou en bandes brunes, laminées à chaud	100k B	7 »
	Acier en tôles ou en bandes blanches, laminees à froid	100k N	15 »
327	Acier filé, blanchi ou non	—	30 »
328	Limailles ou battitures de fer, mâchefer et scories de forge	100k B	Exempts
329	Ferrailles, débris de vieux ouvrages de fonte	—	1 50
330	Ferrailles, débris de vieux ouvrages de fer ou d'acier	—	» 75
	Cuivre :		
331	Minerai, limailles et débris de vieux ouvrages	—	Exempts
332	pur ou allié de zinc ou d'étain, de 1re fusion, en masses, barres, saumons ou plaques	—	Exempt
	pur ou allié de zinc ou d'étain, laminé ou battu, en barres ou en planches	—	10 »
	pur ou allie de zinc ou d'etain, en fils	—	10 »
333	Bronze d'aluminium brut, ne contenant pas plus de 20 °/o d'aluminium	—	10 »
334	doré ou argenté, en masses ou lingots, battu, tiré, laminé ou filé sur fil ou sur soie	100k N	100 »
	Plomb :		
335	Minerai, mattes et scories de toute sorte, contenant 30 °/o de métal et au-dessous	100k B	Exempts
336	Minerai, mattes et scories de toute sorte, contenant plus de 30 °/o de métal	—	1 25
337	en masses brutes, saumons, barres ou plaques argentifères	—	2 50
338	en masses brutes, saumons, barres ou plaques non argentifères	—	3 50
339	allié d'antimoine, en masses	—	1 60
340	battu ou lamminé	—	2 25
341	Limailles et débris de vieux ouvrages	—	3 50
	Étain :		
342	Minerai, limailles et débris de vieux ouvrages	—	Exempts
343	en masses brutes, saumons, plaques ou barres	—	Exempt
344	allié d'antimoine (métal britannique), en lingots	—	5 »
345	pur ou allié, battu ou laminé	—	6 »
	Zinc :		
346	laminé	—	4 »
347	sous toute autre forme	—	Exempt
348	Autres métaux et autres minerais	—	Exempts
	Produits chimiques.		
	Acide :		
349	acétique	Valeur	5 °/o
350	gallique cristallisé	—	5 °/o
351	oxalique, phosphorique, stéarique	—	5 °/o
352	tannique, ou tannin sous toutes ses formes	—	5 °/o
353	sulfurique, arsénieux, borique, nitrique, oléique	100k B	Exempts
354	chlorhydrique	—	» 30
355	tartrique	—	10 »
356	citrite liquide (jus de citron, naturel ou concentré)	—	Exempt
	citrique cristallisé	Valeur	5 °/o
	Oxyde :		
357	de cuivre, d'etain, d'urane, de zinc	100k B	Exempts
358	de cobalt safre, oxyde siliceux, oxydes vitrifiés, smalt et azur	—	—
	de cobalt pur	Valeur	5 °/o
	de fer, de plomb, d'antimoine	—	5 °/o
359	Bioxyde de barium	—	5 °/o
360	Ammoniaque (alcali volatil)	100k B	Exempte
361	Potasse et carbonate de potasse	—	—
362	Cendres végétales, vives ou lessivées	—	—
363	Salin de betterave, soude de varech	—	—
364	Soude caustique	Valeur	5 °/o
365	Natron	—	5 °/o
366	Sel marin, sel de saline et sel gemme, pour compte particulier (1)	»	Prohibés
	Sel marin, sel de saline et sel gemme, pour la Régie	100k B	Exempts
367	Sels ammoniacaux :		
	Sulfate d'ammoniaque	—	—
	Autres	Valeur	5 °/o
368	Sels d'étain	100k B	10 »
369	Acétate :		
	de fer liquide	—	Exempt
	Tous autres	Valeur	5 °/o
370	Borax :		
	brut, natif ou artificiel	100k B	Exempt
	ni-raffiné ou raffiné	Valeur	5 °/o
	Chlorure :		
371	d'aluminium, de magnésium	—	5 °/o
372	double d'aluminium ou de sodium	100k N	18 50
373	de chaux	100k B	3 50
374	de potassium	—	Exempt

(1) Conf. décret du 9 octobre 1894, art. 8.

N°s d'ordre.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	UNITÉS sur lesquelles portent les droits.	DROITS.
	Chromate :		
375	de plomb	Valeur	5 o/o
376	de potasse et de soude	100 B	2 »
377	Collodion	100k N	30 »
378	Nitrate de soude et de potasse	100k B	Exempt
	Sulfate :		
379	de fer, de magnésie, de cuivre, de potasse	—	—
380	d'alumine	Valeur	5 o/o
381	double de fer et de cuivre	—	5 o/o
382	de soude, impur, cristallisé ou hydraté (sel de Glaubert)	100k B	1 10
	de soude, tous autres	Valeur	5 o/o
383	de zinc	100k B	1 60
384	Sulfures :		
	de mercure naturel (minerai de mercure)	—	Exempt
	Tous autres	Valeur	5 o/o
385	Tartrates de potasse, y compris le tartrate double de potasse et de soude	100k B	Exempts
386	Soude naturelle ou artificielle (carbonate de soude)	Valeur	5 o/o
387	Superphosphate de chaux	100k B	Exempt
388	Produits chimiques dérivés du goudron de houille :		
	Produits obtenus directement par la distillation du goudron de houille (huile de houille, essence de houille, benzine, benzol, toluène, xylène, huile lourde, naphtaline, anthracène, acide phénique, phénol, acide carbolique, etc.)	—	Exempts
	Produits chimiques dérivés des produits de la distillation de la houille (nitrobenzine, nitrotoluène, aniline, toluidine, xylidine, naphtol, naphtylamine et leurs combinaisons acides, salines ou alcooliques ; — acide sulfanilique, acide naphtionique, sulfanilate, naphtionate ; — sulfo-conjugues du naphtol et autres ; — dimethylaniline, éthyl et diéthyl, diphenylamine, acide phtalique, acide benzoïque, etc.)	Valeur	3 o/o
389	Engrais chimiques (mélange de produits chimiques servant à l'agriculture : amendement des terres et traitement des maladies de la vigne — phosphates et superphosphates ; plâtre phosphaté ; phosphates métallurgiques ; ammoniure de cuivre ; bouillie bordelaise, etc.)	100k B	Exempts
390	Produits chimiques non dénommés (1) :		
	A base d'alcool	Valeur	5 o/o Non compris le droit de consommation sur l'alcool (2)
	Autres	—	5 o/o
	Teintures préparées.		
391	Cochenille	100k B	Exempte
392	Indigo	—	—
393	Orseille préparée	Valeur	8 o/o
394	Extraits de bois de teinture et d'autres espèces tinctorales :		
	Garancine et autres extraits de garance	100k B	Exempts
	Autres	Valeur	8 o/o
395	Teintures dérivées du goudron de houille :		
	Acide picrique	100k N	20 »
	Autres matières colorantes	Valeur	8 o/o
396	Autres teintures préparées	100k B	Exemptes
	Couleurs.		
397	Carmins :		
	communs	100k N	25 »
	fins	Valeur	8 o/o
398	Vernis de toute sorte	—	8 o/o
399	Encre à écrire, à dessiner ou à imprimer	—	8 o/o
400	Mines pour crayons	—	8 o/o
401	Crayons :		
	simples en pierre	100k B	Exempts
	Autres	Valeur	8 o/o
402	Ocres broyées ou autrement préparées pour la peinture	100k B	0 25
403	Outremer naturel ou factice	Valeur	8 o/o
404	Bleu de Prusse	—	8 o/o
405	Charbons préparés pour l'éclairage électrique	—	8 o/o
406	Verts de Schweinfurt et verts métis ; cendres bleues ou vertes	—	8 o/o
407	Verts de Montagne, de Brunswick et autres	—	8 o/o
408	Verts résultant du mélange du chromate de plomb et du bleu de Prusse	—	8 o/o
409	Noir d'ivoire	100k B	5 »
410	Noir d'imprimeur en taille-douce	—	8 »
411	Noir d'Espagne et de fumée	—	1 20
412	Noir minéral naturel	—	Exempt
413	Terres de Cologne, de Cassel, d'Italie, de Sienne et d'Ombrie	—	0 50
414	Talc pulvérisé	—	0 25

(1) Conf. décret du 18 février 1899.
(2) Conf. décrets des 2 mai 1898 et 3 février 1899 (v° ALCOOL).

N°s D'ORDRE.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	UNITÉS sur lesquelles portent LES DROITS.	DROITS.
	Couleurs :		
415	broyées à l'huile	100k B	6 »
416	Carbonate de plomb ayant reçu la même préparation que les couleurs broyées à l'huile	Valeur	8 °/₀
417	en pâte, préparées à l'eau, pour papiers peints	100k B	7 50
418	non dénommées	Valeur	5 °/₀
	Compositions diverses.		
	Parfumerie :		
419	Savons autres que transparents	100k B	8 »
420	Savons transparents à base d'alcool ou de sucre	Valeur	8 °/₀ Y compris la taxe de consommation sur l'alcool (1).
	Autres	100k B	8 »
421	Autres parfumeries . alcooliques	100k N	12 » Non compris la taxe de consommation sur l'alcool (1).
	non alcooliques	—	12 »
422	Savons autres que ceux de parfumerie	100k B (2)	3 20 (2)
423	Épices préparées . moutardes, sauces et autres	Valeur	8 °/₀
424	Médicaments composés de toute sorte	—	8 °/₀
425	Parements au savon, au lichen, à la fécule et tous autres pouvant servir à l'encollage des fils et à l'apprêt des tissus	—	8 °/₀
426	Chicorée brûlée ou moulue	—	8 °/₀
427	Amidon proprement dit	—	8 °/₀
428	Fécules de pommes de terre, maïs et autres	—	8 °/₀
429	Tapioca indigène	—	8 °/₀
430	Dextrine et autres dérivés des fécules, des amidons ou d'autres amylacées non dénommées	—	8 °/₀
431	Cire à cacheter	—	8 °/₀
432	Bougies de toute sorte	—	8 °/₀
433	Cire et acide stéarique ouvrés	—	8 °/₀
434	Chandelles	—	8 °/₀
435	Colle de poisson, de tendons de baleines et autres similaires	100k N	40 »
436	Colle forte, gélatine, albumine, sucre de lait	100k B	Exempts
437	Pain d'épices	Valeur	8 °/₀
438	Cirage	—	8 °/₀
	Poteries.		
439	Poteries réfractaires en terre commune : Briques pleines en terre réfractaire, de moins de 2 décimètres cubes	100k B	» 50
	Autres briques et pierres en terre réfractaire, de toutes formes	—	» 75
440	Creusets, cornues à gaz et autres	—	1 50
441	Produits réfractaires à base de silice, magnésie, etc.	—	1 »
442	Creuset en graphite ou plombagine	—	6 »
443	Tuyaux de drainage (3)	—	» 40
444	Pots à fleurs en terre commune	—	» 80
445	Pipes de terre	—	Exemptes
446	Autres poteries en terre commune . non vernissées ni émaillées (4)	—	» 40
	vernissées ou émaillées (4)	—	1 50
447	Poteries cuites en grès : Ustensiles et appareils pour la fabrication des produits chimiques : non émaillées	—	2 »
	émaillées	—	4 »
	Tuyaux de toutes formes ; autres poteries communes de toutes sortes, appareils sanitaires, objets de ménage, bouteilles et autres, émaillés ou non	Valeur	8 °/₀
	Autres en pâtes fines avec ou sans décorations, reliefs ou émail	100k B	2 »
	Carreaux et pavés céramiques :		
448	en terre commune, non vernissés ni émaillés (5)	—	» 40
449	en terre fine, non vernissés ni émaillés (5)	—	1 »
450	cuits, en grès	—	2 »
451	Faïences stannifères et fines	Valeur	8 °/₀
452	Porcelaines de toutes sortes	—	8 °/₀
	Verres et Cristaux.		
453	Glaces et verres à vitres	—	8 °/₀

(1) Conf. décrets des 2 mai 1898 et 8 février 1899 (v° ALCOOL)
(2) Ainsi modifié par décret du 18 mai 1899, art. 2 (v° SAVONS).
(3) Les tuyaux en terre commune ou fine, vernissés ou émaillés, sont assimilés aux tuyaux en grès.
(4) Les tuiles en terre commune ou fine, vernissées ou émaillées, suivent le régime des autres poteries en terre commune vernissées ou émaillées ; non vernissées ni émaillées, elles appartiennent à la classe des matériaux (n° 281).
(5) Les carreaux en terre commune ou fine, vernissés ou émaillés, sont assimilés aux faïences stannifères.

Nos d'ordre.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	UNITÉS sur lesquelles portent les droits.	DROITS.
454	Verres de montres :		
	bruts, y compris les verres de fausses montres.	100k N	15 »
	Autres, et verres de pendules	Valeur	8 °/o
455	Verres de lunettes et d'optique :		
	plans ou bombés	100k N	15 »
	koylos ou verres à vitres taillés d'un côté.	—	15 »
	polis et taillés.	Valeur	8 »
456	Vitrifications :		
	Vitrifications et émail, en masses ou en tubes non coupés.	100k B	5 »
	Vitrifications et émail, en masses ou en tubes coupés, non recuits. . . .	—	6 »
	Autres	Valeur	8 °/o
457	Gobeleterie de verre et de cristal	—	8 °/o
458	Creusil ou verre cassé.	100k B	Exempt
459	Bouteilles.	Valeur	8 °/o
460	Objets en verre non dénommés	—	8 °/o
	Fils.		
	Fils de lin, de chanvre et de ramie, pur, non polis, mesurant au kilogramme, en fil simple :		
461	Simples, écrus, en écheveaux :		
	2,000 metres ou moins.	100k N	16 »
	Plus de 2,000 mètres, pas plus de 5,000.	—	18 »
	Plus de 5,000 metres, pas plus de 10,000	—	23 »
	Plus de 10,000 mètres, ...	—	33 »
	Simples, écrus en pelotes, en cartes ou tous autres :		
	2,000 mètres ou moins.	—	20 »
	Plus de 2,000 mètres, pas plus de 5,000.	—	22 50
	Plus de 5,000 mètres, pas plus de 10,000	—	28 75
	Plus de 10,000.	—	41 25
462	Simples, blanchis ou teints, en écheveaux :		
	2,000 mètres ou moins.	—	20 80
	Plus de 2,000 mètres, pas plus de 5,000.	—	23 40
	Plus de 5,000 metres, pas plus de 10,000	—	29 90
	Plus de 10,000 metres.	—	42 90
	Simples, blanchis ou teints en pelotes, en cartes ou tous autres :		
	2,000 mètres ou moins.	—	24 96
	Plus de 2,000 mètres, pas plus de 5,000	—	28 08
	Plus de 5,000 mètres, pas plus de 10,000	—	35 88
	Plus de 10,000 mètres.	—	51 48
463	Retors, écrus, en écheveaux .		
	2,000 mètres ou moins.	—	20 80
	Plus de 2,000 mètres, pas plus de 5,000	—	23 40
	Plus de 5,000 mètres, pas plus de 10,000	—	29 90
	Plus de 10,000 mètres	—	42 90
	Retors, écrus, en pelotes, en cartes ou tous autres :		
	2,000 mètres ou moins.	—	24 96
	Plus de 2,000 mètres, pas plus de 5,000	—	28 08
	Plus de 5,000 mètres, pas plus de 10,000	—	35 88
	Plus de 10,000 mètres.	—	51 48
464	Fils de lin, de chanvre et de ramie, non polis mesurant au kilogramme, en fil simple :		
	Purs, retors, blanchis ou teints en écheveaux :		
	30,000 mètres ou moins	—	67 60
	Plus de 30,000 mètres, pas plus de 40,000.	—	84 50
	Plus de 40,000 mètres pas plus de 60,000.	—	118 30
	Plus de 60,000 mètres.	—	170 »
	Purs, retors, blanchis ou teints, en pelotes, en cartes ou tous autres .		
	2,000 mètres ou moins.	—	32 46
	Plus de 2,000 mètres, pas plus de 5,000.	—	36 48
	Plus de 5,000 mètres, pas plus de 10,000	—	46 68
	Plus de 10,000 mètres, pas plus de 20,000.	—	66 90
	Plus de 20,000 mètres	—	81 12
465	Mélanges : le lin, le chanvre ou la ramie dominant en poids	»	Mêmes droits que pour les fils de lin, de chanvre et de ramie purs, selon l'espèce et la classe.
466	Fils de jute pur, non polis, mesurant au kilogramme, en fil simple :		
	Simples, écrus, en écheveaux .		
	Jusqu'à 2,000 mètres	100k B	6 75
	De 2,001 à 4,000 mètres	—	7 50
	Plus de 4,000 mètres	100k N	11 »
	Simples, écrus, en pelotes, cartes ou tous autres :		
	Jusqu'à 2,000 mètres.	100k B	8 10
	De 2,001 à 4,000 mètres.	—	9 »
	Plus de 4,000 mètres	100k N	13 20
467	Blanchis ou teints en écheveaux :		
	Jusqu'à 2,000 mètres	100k B	9 75
	Plus de 2,000 metres	100k N	10 50
	Blanchis ou teints, en pelotes, cartes ou tous autres :		
	Jusqu'à 2,000 mètres	—	11 70
	Plus de 2,000 mètres	—	12 60

N^os d'ordre.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	UNITÉS sur lesquelles portent les droits.	DROITS.
	Fils de jute non polis, mesurant au kilogramme, en fil simple :		
468	Purs, retors, écrus, en écheveaux :		
	Jusqu'à 2,000 mètres	100k B	8 77
	Plus de 2,000 mètres	—	9 75
	Purs, retors, écrus, en pelotes, cartes ou tous autres :		
	Jusqu'à 2,000 mètres	100k N	10 52
	Plus de 2,000 mètres	—	11 70
469	Purs, retors, blanchis ou teints, en écheveaux :		
	Jusqu'à 2,000 mètres	—	12 67
	Plus de 2,000 mètres	—	13 65
	Purs, retors, blanchis ou teints, en pelotes, cartes ou tous autres :		
	Jusqu'à 2,000 mètres	—	15 20
	Plus de 2,000 mètres	—	16 38
470	Mélangés, le jute dominant en poids	»	Mêmes droits que pour les fils de jute pur.
471	Fils de phormium tenax, d'abaca et d'autres végétaux filamenteux non dénommés, non polis, purs ou mélangés, le phormium, l'abaca, etc., dominant en poids :		
	Écrus	100k B	10 »
	Blanchis ou teints	100k N	13 »
	Fils polis, ficelles, cordages en chanvre, lin, jute, phormium tenax, abaca ou autres végétaux filamenteux non dénommés, purs ou mélangés :		
472	Ficelles ou fils polis, simples ou retors, à simple torsion, mesurant au kilogramme de longueur réelle, écrus, en écheveaux :		
	200 mètres ou moins	—	25 »
	Plus de 200 mètres pas plus de 500	—	30 »
	Plus de 500 mètres, pas plus de 1,000	—	35 »
	Plus de 1,000 mètres	—	40 »
	Ficelles ou fils polis, simples ou retors, à simple torsion, mesurant au kilogramme de longueur réelle, écrus, en pelotes :		
	200 mètres ou moins	—	30 »
	Plus de 200 mètres, pas plus de 500	—	36 »
	Plus de 500 mètres, pas plus de 1,000	—	42 »
	Plus de 1,000 mètres	—	48 »
473	Ficelles ou fils polis, simples ou retors, à simple torsion, mesurant au kilogramme de longueur reelle, blanchis ou teints, en écheveaux :		
	200 mètres ou moins	—	32 50
	Plus de 200 mètres, pas plus de 500	—	39 »
	Plus de 500 mètres, pas plus de 1,000	—	45 50
	Plus de 1,000 mètres	—	52 »
	Ficelles ou fils polis, simples ou retors, à simple torsion mesurant au kilogramme de longueur réelle, blanchis ou teints, en pelotes :		
	200 mètres ou moins	—	37 50
	Plus de 200 mètres, pas plus de 500	—	45 »
	Plus de 500 mètres, pas plus de 1,000	—	52 50
	Plus de 1,000 mètres	—	60 »
474	Cordages ou fils retors à double torsion et câblés, polis ou non polis, goudronnés ou non goudronnés, ayant de diamètre 10 millimètres ou moins. écrus, mesurant au kilogramme de longueur réelle :		
	200 mètres ou moins	—	33 75
	Plus de 200 mètres, pas plus de 500	—	40 50
	Plus de 500 mètres, pas plus de 1,000	—	47 25
	Plus de 1,000 mètres	—	54 »
	Cordages ou fils retors à double torsion et câblés; polis ou non polis, goudronnés ou non goudronnés, ayant de diamètre 10 millimètres ou moins, blanchis ou teints, mesurant au kilogramme de longueur réelle :		
	200 mètres ou moins	—	43 87
	Plus de 200 mètres, pas plus de 500	—	52 65
	Plus de 500 mètres, pas plus de 1,000	—	61 42
	Plus de 1,000 mètres	—	70 20
	Cordages ou fils retors a double torsion et câblés, polis ou non polis, goudronnés ou non goudronnés, ayant de diamètre plus de 10 millimètres :		
	Écrus	—	20 »
	Blanchis ou teints	—	26 »
	Fils de coton pur, mesurant au demi-kilogramme :		
475	Simples, écrus :		
	15,500 mètres ou moins	—	15 »
	Plus de 15,500 mètres, pas plus de 20,500	—	18 50
	Plus de 20,500 mètres, pas plus de 25,500	—	22 »
	Plus de 25,500 mètres, pas plus de 45,500	—	28 »
	Plus de 45,500 mètres	—	50 »
476	Simples, blanchis :		
	15,500 mètres ou moins	—	17 25
	Plus de 15,500 mètres, pas plus de 20,500	—	21 27
	Plus de 20,500 mètres, pas plus de 25,500	—	25 30
	Plus de 25,500 mètres, pas plus de 60,500	—	32 20
	Plus de 60,500 mètres	—	80 50
477	Teints ou chines	»	Droit du fil simple écru augmenté de » 30 par kilogr.
478	Glacés	»	Droit du fil simple blanchi ou teint, augmenté de. » 45 par kilogr.

N°s D'ORDRE.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	UNITÉS sur lesquelles portent LES DROITS.	DROITS.
	Fils de coton pur, mesurant au demi-kilogramme, en fil simple :		
479	Retors, en deux ou trois bouts, en écheveltes ordinaires, écrus :		
	15,500 mètres ou moins	100k N	19 50
	Plus de 15,500 mètres, pas plus de 20,500	—	24 05
	Plus de 20,500 mètres, pas plus de 25,500	—	28 60
	Plus de 25,500 mètres, pas plus de 40,500	—	36 40
	Plus de 40,500 mètres	—	58 50
480	Retors, en deux ou trois bouts, en écheveltes ordinaires, blanchis :		
	15,500 mètres ou moins	—	22 42
	Plus de 15,500 metres, pas plus de 20,500	—	27 65
	Plus de 20,500 mètres, pas plus de 25,500	—	32 89
	Plus de 25,500 mètres, pas plus de 40,500	—	41 86
	Plus de 40.500 mètres	—	67 27
	Retors, en deux ou trois bouts, en échevettes ordinaires :		
481	Teints ou chinés	»	Droit du fil retors écru augmenté de » 30 par kilogr.
482	Glacés	»	Droit du fil retors blanchi ou teint augmenté de » 45 par kilogr.
483	Retors, en échevettes ordinaires, à quatre bouts, ou plus, ecrus, blanchis ou teints :		
	à simple torsion	Mille mètres de longueur en fil simple.	» 015
	à double torsion et câblés	Mille mètres de longueur en fil simple.	» 02
	Retors, fabriqués, c'est-à-dire mis en pelotes, bobines, petits écheveaux, cartes ou autres formes de mercerie, quel que soit le nombre de bouts, écrus, blanchis ou teints :		
	à simple torsion	Mille mètres de longueur en fil simple.	» 02
	à double torsion et câblés	Mille mètres de longueur en fil simple.	» 025
484	Chaînes ourdies :		
	écrues	»	Droit des fils écrus dont elles se composent, augmenté de 30 o/o
	blanches	»	Droit des chaînes ourdies écrues, augmenté de 15 o/o
	teintes	»	» 30 par kilogr. en sus du droit des chaînes ourdies écrues.
485	Fils de coton mélangé, le coton dominant en poids	»	Mêmes droits que pour les fils de coton pur.
	Fils de laine pure, mesurant au kilogramme :		
486	Simples, blanchis ou non, peignés :		
	Pas plus de 40,500 mètres	100k N	28 »
	Plus de 40,500 mètres, pas plus de 70,500	—	36 »
	Plus de 70,500 metres	—	60 »
487	Simples, blanchis ou non, cardés :		
	10,000 mètres ou moins	—	15 »
	Plus de 10,000 mètres, pas plus de 30,500	—	22 »
	Plus de 30,500 metres	—	45 »
488	Simples, teints ou imprimés, peignés :		
	Pas plus de 40,500 mètres	—	53 »
	Plus de 40,500 mètres, pas plus de 60,500	—	61 »
	Plus de 60,500 metres	—	77 »
489	Simples, teints ou imprimés, cardés :		
	10,000 mètres ou moins	—	37 »
	Plus de 10,000 mètres, pas plus de 20,000	—	43 »
	Plus de 20,000 mètres	—	54 »
490	Retors pour tissage, teints ou imprimés, blanchis ou non, peignés :		
	40,500 mètres ou moins	—	34 »
	Plus de 40,500 mètres, pas plus de 60,500	—	44 »
	Plus de 60,500 mètres	—	63 »
491	Retors pour tissage, blanchis ou non, cardés :		
	10,000 mètres ou moins	—	18 »
	plus de 10,000 mètres, pas plus de 20,000	—	27 »
	Plus de 20,000 mètres	—	44 »
492	Retors pour tissage, teints ou imprimés, peignés :		
	40,500 mètres ou moins	—	59 »
	Plus de 40,500 mètres, pas plus de 60,500	—	68 »
	Plus de 60,500 mètres	—	87 »
493	Retors pour tissage, teints ou imprimés, cardés :		
	10,000 mètres ou moins	—	40 »
	Plus de 10,000 mètres, pas plus de 20,000	—	47 »
	Plus de 20,000 metres	—	60 »

N°s D'ORDRE.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	UNITÉS sur lesquelles portent LES DROITS.	DROITS.
	Fils de laine pure, mesurant au kilogramme (*suite*) :		
494	Retors pour tapisserie, peignés, blanchis ou non :		
	40,500 mètres ou moins	100k N	42 »
	Plus de 40,500 mètres, pas plus de 60,500	—	54 »
	Plus de 60,500 mètres	—	78 »
	Retors pour tapisserie, peignés, teints ou imprimés :		
	40,500 mètres ou moins	—	67 »
	Plus de 40,500 mètres, pas plus de 60,500	—	79 »
	Plus de 60,500 mètres	—	103 »
495	Mélangés de filaments autres que la laine d'alpaga, de lama, de vigogne, de yack et que le poil de chèvre cachemire ou de chameau, la laine dominant en poids	»	
496	Fils d'alpaga, de lama, de vigogne, de yack et de poils de chèvre cachemire ou de chameau :		
	Purs	»	Mêmes droits que pour les fils de laine pure.
	Mélangés de laine quelle que soit la proportion du mélange	»	
	Mélangés d'autres filaments, la laine, d'alpage, de lama, de vigogne, de yack, le poil de chèvre cachemire ou de chameau dominant en poids	»	
	Fils de poils :		
497	de chèvre mohair, purs ou mélangés, le poil de chèvre mohair dominant en poids	100k B	Exempts
498	autres que de chèvre cachemire ou mohair, ou de chameau	100k N	12 »
499	Fils de bourre de soie (fleuret) mesurant au kilogramme :		
	Ecrus, blanchis, azurés, simples :		
	80,500 mètres ou moins	—	75 »
	Plus de 80,500 mètres	—	120 »
	Écrus, blanchis, azurés, retors :		
	80,500 mètres ou moins en fil simple	—	85 »
	Plus de 80,500 mètres en fils imple	—	140 »
	Teints	»	Droit des fils ecrus blanchis, azurés, augmenté de 50 » par 100 kilogr.
500	Fils de soie à coudre, à broder, à passementerie, mercerie et autres :		
	Écrus	100k N	300 »
	Teints	—	300 »
501	Fils de bourette (fils de déchets de bourre de soie)		
	Simples	—	25 »
	Retors	—	30 »
502	Fils de soie artificielle, simples, retors, écrus ou teints :		
	Purs	»	Régime des produits chimiques non dénommés à base d'alcool (1).
	Mélangés	»	Regime de la partie la plus imposée entrant dans le mélange.
	Tissus.		
503	Tissus de lin, de chanvre ou de ramie purs, unis ou ouvrés :		
	Écrus, présentant en chaine et en trame, dans un carré de 5 millimètres de côté, après division du total par 2, ceux pesant (2) :		
	Au-dessus de 40 kilogr. les 100 mètres carrés :		
	6 fils et au-dessous	100k N	24 »
	7 et 8 fils	—	35 »
	9 et 10 fils	—	45 »
	11 et 12 fils	—	55 »
	Plus de 12 fils	—	70 »
	De 10 kilogr. à 40 kilogr. inclusivement les 100 mètres carrés :		
	6 fils et au dessous	—	45 »
	7 et 8 fils	—	65 »
	9 et 10 fils	—	80 »
	11 et 12 fils	—	100 »
	13 et 14 fils	—	125 »
	15, 16 et 17 fils	—	140 »
	18, 19 et 20 fils	—	220 »
	21, 22 et 13 fils	—	300 »
	Plus de 23 fils	—	400 »
	Au-dessous de 10 kilogr. les 100 mètres carrés :		
	14 fils et au-dessous	—	150 »
	15, 16 et 17 fils	—	180 »
	18, 19 et 20 fils	—	280 »
	21, 22 et 23 fils	—	400 »
	Plus de 23 fils	—	500 »
504	Blanchis, présentant en chaine et en trame, dans un carré de 5 millimètres de côte, après division du total par 2, ceux pesant (2) :		
	Au-dessus de 40 kilogr. les 100 mètres carrés :		
	6 fils et au-dessous	—	33 60

(1) Conf décrets des 2 mai 1898 et 3 février 1899 (v° ALCOOL).

(2) Dans le compte des fils de chaîne comme dans celui des fils de trame, les fractions de fil sont négligées, la somme des deux nombres est divisée par 2 ; si le quotient de la division est fractionnaire, la fraction de fil est comptée comme fil entier.

Nos d'ordre.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	UNITÉS sur lesquelles portent LES DROITS.	DROITS.
	Tissus de lin, de chanvre ou de ramie purs, unis ou ouvrés (*suite*) :		
	Au-dessus de 40 kilogr. les 100 mètres carrés (*suite*) :		
	7 et 8 fils	100k N	49 »
	9 et 10 fils	—	63 »
	11 et 12 fils	—	77 »
	Plus de 12 fils	—	98 »
	De 10 kilogr. à 40 kilogr. inclusivement, les 100 mètres carrés :		
	6 fils et au-dessous	—	63 »
	7 et 8 fils	—	91 »
	9 et 10 fils	—	112 »
	11 et 12 fils	—	140 »
	13 et 14 fils	—	175 »
	15, 16 et 17 fils	—	196 »
	18, 19 et 20 fils	—	308 »
	21, 22 et 23 fils	—	420 »
	Plus de 23 fils	—	560 »
	Au-dessous de 10 kilogr. les 100 mètres carrés :		
	14 fils et au-dessous	—	210 »
	15, 16 et 17 fils	—	252 »
	18, 19 et 20 fils	—	392 »
	21, 22 et 23 fils	—	560 »
	Plus de 23 fils	—	700 »
505	Imprimés, teints et ouvragés, présentant en chaîne et en trame, dans un carré de 5 millimètres de côté, après division du total par 2, ceux pesant (1) :		
	Au-dessus de 40 kilogr. les 100 mètres carrés :		
	6 fils et au-dessous	—	38 64
	7 et 8 fils	—	56 35
	9 et 10 fils	—	72 45
	11 et 12 fils	—	88 55
	Plus de 12 fils	—	112 70
	De 10 kilogr. à 40 kilogr. inclusivement les 100 mètres carrés :		
	6 fils et au-dessous	—	72 45
	7 et 8 fils	—	104 65
	9 et 10 fils	—	128 80
	11 et 12 fils	—	161 »
	13 et 14 fils	—	201 25
	15, 16 et 17 fils	—	225 40
	18, 19 et 20 fils	—	354 20
	21, 22 et 23 fils	—	483 »
	Plus de 23 fils	—	644 »
	Au-dessous de 10 kilogr. les 100 mètres carrés :		
	14 fils et au-dessous	—	241 50
	15, 16 et 17 fils	—	289 80
	18, 19 et 20 fils	—	450 80
	21, 22 et 23 fils	—	644 »
	Plus de 23 fils	—	805 »
	Tissus de lin, de chanvre ou de ramies purs :		
506	Toile cirée et linoléum (y compris le linoléum sur jute)	—	25 »
507	Toile préparée pour peinture	—	80 »
508	Toiles damassées, pour literie et ameublement :		
	Écrues	—	112 »
	Crémées, blanchies ou mélangées de fils blanc ou teints	—	156 80
509	Linge de table damassé, écru, présentant en chaîne, dans un carré de 5 millimètres de côté (2) :		
	12 fils ou moins	—	93 »
	13 et 14 fils	—	129 »
	15, 16 et 17 fils	—	165 »
	18, 19 et 20 fils	—	265 »
	21, 22 et 23 fils	—	395 »
	Plus de 23 fils	—	530 »
	Linge de table damassé, chiné, blanchi ou mélangé de fils blancs ou teints	—	Droit du linge écru augmenté de 40 °/o
510	Coutils écrus	—	120 »
	Coutils crémés, blancs ou mélangés de fils écrus et de fils blanchis ou teints	—	168 »
511	Passementerie, rubanerie et sangles en ficelle :		
	écrue, bise ou herbée	—	149 »
	crémée, blanche ou teinte	—	180 »
	Bonneterie :		
	Ganterie	—	800 »
512 (3)	Autres objets en tous genres. — Tissus en pièces	—	80 »
	Autres objets en tous genres. — Tous autres objets, y compris les vêtements ou parties de vêtements, ajustées ou non	—	300 »
	Tous les articles autres que la ganterie en mailles de bonneterie, brodés à la main ou à la machine, ou ornés de dentelles ou de passementeries	—	600 »

(1) Dans le compte des fils de chaîne comme dans celui des fils de trame, les fractions de fil sont négligées, la somme des deux nombres est divisée par 2; si le quotient de la division est fractionnaire, la fraction de fil est comptée comme fil entier.
(2) Dans le compte des fils de chaîne, les fractions de fils doivent être négligées.
(3) Ainsi modifié par décret du 21 novembre 1898.

N° d'ordre.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	UNITES sur lesquelles portent LES DROITS.	DROITS.
	Bonneterie (*suite*) :		
513 (1)	Dentelles à la mécanique : Tulles, bobinots ou guipures en bandes ou lanzes, blondes, tirettes, cordonnets, trimmings tattings et généralement tous articles de fantaisie autres que les tulles. Bobinots pour rideaux, couvre-lits et les tulles proprement dits . . . . . Écrus . . .	100k N	200 »
		Blanchis .	—	240 »
		Teints. . .	—	230 »
	Dentelles à la main. . écrues	—	350 »
	blanchies.	—	420 »
	teintes	—	402 50
514	Mouchoirs brodés et autres broderies sur tissus de lin, de chanvre ou de ramie.	»	Régime des broderies sur tissus de toute nature.
515	Velours et peluches de lin pour ameublement :		
	Écrus.	100k N	65 »
	Blanchis, teints ou imprimés	—	93 »
516	Tissus de lin, de chanvre ou de ramie mélangés, le lin, le chanvre ou la ramie dominant en poids	»	Régime des tissus de lin, de chanvre ou de ramie purs.
517	Tissus de jute pur :		
	Ecrus, présentant en chaine et en trame, dans un carré de 5 centimètres de côté, après division du total par 2 (2) .		
	Jusqu'à 15 fils, simples ou doubles, unis ou croisés.	100k N	12 »
	De 16 à 25 fils, simples ou doubles, unis ou croisés	—	15 »
	De 26 à 35 fils, simples ou doubles, unis ou croisés.	—	20 »
	Plus de 35 fils.	»	Regime des tissus de lin, selon l'espèce et la classe.
518	Blanchis ou teints, présentant en chaine et en trame, dans un carré de 5 centimètres de côté, après division du total par 2 (2) :		
	Jusqu'à 15 fils, simples ou doubles, unis ou croisés.	100k N	18 »
	De 16 à 25 fils, simples ou doubles, unis ou crosés	—	21 »
	De 26 à 35 fils, simples ou doubles, unis ou croisés	—	26 »
	Plus de 35 fils.	»	Régime des tissus de lin, blanchis ou teints, selon l'espèce et la classe.
519	Imprimés, présentant en chaine et en trame, dans un carré de 5 centimètres de côté, après division du total par 2 (2) :		
	Jusqu'à 15 fils, simples ou doubles, unis ou croisés	100k N	24 »
	De 16 à 25 fils, simples ou doubles, unis ou croises	—	27 »
	De 26 à 35 fils, simples ou doubles, unis ou croisés	—	32 »
	Plus de 35 fils.	»	Régime des tissus de lin, imprimés selon l'espèce et la classe
520	Tissus de jute mélangés, le jute dominant en poids.	»	Régime des tissus de jute pur.
521	Sacs neufs	»	Mêmes droits que pour les tissus qui les composent augmentés de 10 °/o
	Sacs ayant servi, importés vides, ...	»	Mêmes droits que pour les tissus qui les compssent augmentés de 10 °/o
522	Tresses en fil de jute, mesurant au kilogramme de longueur réelle :		
	Moins de 100 mètres.	100k N	16 50
	100 mètres et plus.	—	80 »
523	Semelles en fils de jute	—	20 »
524	Passementerie, rubanerie, lacets.	—	80 »
525	Tapis ras ou à poils :		
	Écrus.	—	20 »
	Blanchis ou teints.	—	26 »
	Imprimés.	—	32 »
526	Velours et peluches pour ameublement :		
	Écrus.	—	65 »
	Blanchis, teints ou imprimés.	—	80 »
527	Tissus de phormium tenax, d'abaca et d'autres végétaux filamenteux non dénommes	»	Mêmes droits que pour les tissus de jute.
528	Tissus de coton pur ou mélangé, le coton dominant en poids, y compris la bonneterie. la rubanerie, les toiles cirées, la passementerie, les broderies de coton sur tissus de coton à la mécanique, etc.	Valeur	5 °/o
529	Filets de pêche, en coton, lin, chanvre et autres végetaux filamenteux . .	»	Droits des fils qui les composent.
530	Tissus de coton : lames en fils retors pour tissage, non vernies	»	Droits des fils qui les composent.
	Tissus de laine pure :		
	Draps, casimirs et autres tissus foules, et tissus ras non foulés :		
531	Étoffes pour ameublement, pesant plus de 400 grammes au mètre carré. .	100k N	100 »
532	Moire.	—	50 »
533	Tissus pour habillement, draperie et autres : mousseline imprimée	—	135 »
	Autres, pesant au mètre carré (lisières comprises) .		
	250 grammes au plus..	—	140 »

(1) Ainsi modifié par décret du 21 novembre 1898.

(2) Dans le compte des fils de chaîne, comme dans celui des fils de trame, les fractions de fil sont négligées, la somme des deux nombres est divisée par 2 ; si le quotient de la division est fractionnaire, la fraction de fil est comptée comme fil entier.

N°s D'ORDRE.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	UNITÉS sur lesquelles portent LES DROITS.	DROITS.
	Tissus de laine pure (*suite*) :		
	Autres, pesant au mètre carre (lisières comprises) [*suite*] :		
	De 251 à 400 grammes inclusivement	100k N	220 »
	De 401 à 550 grammes inclusivement	—	180 »
	De 551 à 700 grammes inclusivement	—	140 »
	Plus de 700 grammes	—	110 »
534	Tapis persans, indiens, à point noué ou enroulé, et imitations	Valeur	8 °/₀
	Tapis turcs, pesant au mètre carré moins de 3 kilos, et imitations	—	8 °/₀
	Tapis turcs, pesant au mètre carre 3 kilos et plus	—	8 °/₀
	Tapis à la Jacquard, bouclés et veloutés	—	8 °/₀
	Tapis unis ou imprimés, bouclés	—	8 °/₀
	Tapis unis ou imprimés, veloutés	—	8 °/₀
	Tapis autres	—	8 °/₀
535	Bonneterie		
	Ganterie	100k N	500 »
	Autres objets en tous genres :		
	Tissus en pièces pesant au mètre carré :		
	Moins de 100 grammes	—	290 »
	De 100 a 150 grammes	—	260 »
	De 151 à 250 grammes	—	230 »
	De 251 à 400 grammes	—	200 »
	De 401 à 550 grammes	—	170 »
	De 551 à 700 grammes	—	140 »
	Plus de 700 grammes	—	110 »
	Tous autres objets, y compris les vêtements ou parties de vêtements ajustés ou non	—	300 »
	Tous articles, autres que la ganterie, en mailles de bonneterie, brodés à la main ou la machine, ou ornées de dentelles ou de passementerie (1)	—	600 »
536	Passementerie et rubanerie	100k N	200 »
537	Chéchias ou bonnets rouges	la pièce	» 35
538	Tapisseries	100k N	500 »
539	Châles brochés ou façonnés, autres que les cachemires de l'Inde et que la bonneterie	—	
540 (2)	Dentelles à la mécanique, tulles bobinots ou guipures, blondes, tirettes et généralement tous articles de fantaisie autres que les tulles bobinots pour rideaux, couvre-lits et les tulles proprement dits — Écrues	—	200 »
	— Blanchies	—	240 »
	— Teintes	—	230 »
541 (2)	Dentelles à la main — Écrues	—	350 »
	— Blanchies	—	420 »
	— Teintes	—	402 50
542	Toiles a blutoir sans couture	—	160 »
543	Couvertures	—	55 »
544	Chaussons de lisieres et chaussons fourrés dits de Strasbourg	—	87 »
545	Lisières de drap	100k B	Exemptes
546	Velours pour ameublement (3)	100k N	223 »
	Tissus de laine melangée :		
547	Serge de Berry (lasting), chaine laine, trame coton	—	150 »
548	Draps, casimirs et autres tissus foules, chaine coton, tissus ras non foulés, chaine coton, laine dominant en poids, pesant au metre carré :		
	200 grammes au plus	—	150 »
	De 201 à 300 grammes inclusivement	—	125 »
	De 301 à 400 grammes inclusivement	—	100 »
	De 401 à 550 grammes inclusivement	—	75 »
	De 551 à 700 grammes inclusivement	—	60 »
	Plus de 700 grammes	—	45 »
	Tissus contenant en chaine ou en trame plus de 10 °/₀ de fils de soie ou de bourre de soie, la laine dominant en poids	—	240 »
	Tissus chaine entièrement soie, bourre de soie, la laine dominant en poids	—	300 »
	Tapis de laine melangée d'autres matieres, quelle que soit la proportion du mélange	»	Régime des tapis de laine pure.
	Bonneterie, la laine dominant en poids	»	Régime de la bonneterie de laine pure.
	Autres, la laine dominant en poids	»	Régime des tissus de laine pure, selon l'espèce.
549	Tissus d'alpaga, de lama, de vigogne, de yack ou de poil de chameau :		
	Purs	»	Mêmes droits que pour les tissus de laine pure, selon l'espèce.
	Mélangés de laine, quelle que soit la proportion du mélange	»	Mêmes droits que pour les tissus de laine pure, selon l'espèce.
	Mélangés d'autres filaments, la laine d'alpaga, de lama, de vigogne, de yack ou le poil de chameau dominant en poids	»	Mêmes droits que pour les tissus de laine pure, selon l'espèce.

(1) Ne sont pas considérés comme brodés ou ornés de dentelles ou de passementeries les articles de bonneterie ayant un petit crochet, une petite garniture à la main, une petite dentelle ou un ruban servant d'attache, si ces additions constituent de simples accessoires augmentant de moins de 10 °/₀ le prix de l'objet.
(2) Ainsi modifié par décret du 21 novembre 1898.
(3) Sont compris sous cette dénomination les velours dits d'Utrecht en poil de chèvre mohair ou en laine pure ou mélangés, le poil de chèvre ou la laine dominant, avec ou sans mélange de soie dans une proportion inférieure à 10 °/₀.

Nos d'ordre.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	UNITÉS sur lesquelles portent les droits.	DROITS.
550	Tissus de poils de chèvre, purs ou mélangés, fabriqués dans les pays hors d'Europe, le poil de chèvre dominant en poids :		
	A la main :		
	Châles de cachemire longs	la pièce	30 »
	Châles de cachemire carrés	la pièce	20 »
	Écharpes, galeries, bordures, franges	100k N	1,000 »
	Tissus unis	—	1,000 »
	Au métier :		
	Châles unis, brodés ou brochés	—	1,000 »
	Tissus unis	—	1,000 »
	Tissus de poils de chèvre, purs ou mélangés, fabriqués dans un pays d'Europe	»	Régime des tissus de laine, selon l'espèce.
	Tissus de poils de chèvre mohair purs ou mélanges, chaîne et (ou) trame coton :		
	Astrakan et peluches, sealskin, karakul ou similaires	100k N	180 »
551	Autres tissus de poils purs ou mélangés d'autres filaments, le poil dominant en poids	—	30 »
552	Tissus de crin pur ou mélangé, le crin dominant en poids :		
	Tresses	—	100 »
	Passementerie et autres	—	300 »
553	Tissus de soie, de bourre de soie et tissus de toutes sortes en soie artificielle		
	Tissus et foulards de soie pure :		
	Écrus	—	400 »
	En couleur, autres que le noir	—	240 »
	Noir	—	200 »
554	Crêpes, tulle et passementerie de soie pure	—	400 »
555	Tissus pongées, corah et tussah ou tussor (1)	—	Exempts
556 (2)	Dentelles à la mécanique : écrues	—	200 »
	Dentelles à la mécanique : blanchies	—	240 »
	Dentelles à la mécanique : teintes	—	230 »
	Dentelles à la main : écrues	—	350 »
	Dentelles à la main : blanchies	—	420 »
	Dentelles à la main : teintes	—	402 50
557	Tissus et passementerie de bourre de soie pure, écrus, blanchis, teints ou imprimés	—	200 »
558	Tissus de bourrette pour ameublement, pesant plus de 250 gr. au mètre carré	—	150 »
559	Tissus de soie, melangée de bourre de soie, dans laquelle la bourre de soie excède la soie en poids	»	Mêmes droits que pour les tissus de bourre de soie pure.
560	Tissus de soie ou de bourre de soie melangée d'autres matières textiles, la soie ou la bourre de soie dominant en poids	100k N	300 »
561	Bonneterie :		
	Ganterie	—	1,200 »
	Autres objets en tous genres.		
	Tissus en pièces, pesant au mètre carré moins de 75 grammes	—	600 »
	Tissus en pièces, pesant au mètre carré 75 grammes et plus	—	400 »
	Tous autres objets, y compris les vêtements ou parties de vêtements ajustés ou non	—	400 »
	Tous articles, autres que la ganterie, en maille de bonneterie, brodés à la main ou à la machine, ou ornés de dentelle ou de passementerie (3)	—	800 »
562	Tissus, passementerie de soie ou de bourre de soie, avec or ou argent :		
	Fin	—	1,200 »
	Mi-fin ou faux	—	350 »
563	Rubans de soie ou de bourre de soie pure ou mélangée d'autres matières textiles, la soie ou la bourre de soie dominant en poids :		
	Velours	—	500 »
	Autres	—	400 »
564	Tissus de toutes sortes en soie artificielle :		
	purs	»	Régime des produits chimiques non dénommés, à base d'alcool (4).
	mélangés	»	Droit de la partie du mélange la plus imposée.
	Broderies et vêtements :		
565	Broderies sur tissus de toute nature ou sur tulles à la main	»	Droit du tissu augmenté de 800 » par 100 kilogr. sur le poids net total sans aucune déduction.
566	Broderies sur tissus de toute nature ou sur tulles, à la mécanique, tous autres qu'en fils de coton disposés sur tissus de coton	»	Droit du tissu augmenté de 800 » par 100 kilogr. sur le poids net total sans aucune déduction.

(1) Ne seront admis en exemption que les pongés, corah, tussah ou tussor d'origine extra-européenne, fabriqués avec de la soie écrue et n'ayant reçu l'apprêt ni de la teinture ni de l'impression.

(2) Ainsi modifié par décret du 21 novembre 1898

(3) Ne sont pas considérés comme brodés ou ornés de dentelles ou de passementeries les articles de bonneterie ayant un petit crochet, une petite garniture à la main, une petite dentelle ou un ruban servant d'attache, si ces additions constituent de simples accessoires augmentant de moins de 10 °/₀ le prix de l'objet.

(4) Conf. décrets des 2 mai 1898 et 3 février 1899 (v° ALCOOL).

N°s D'ORDRE.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	UNITÉS sur lesquelles portent LES DROITS.	DROITS.
567	Tissus de soie, de bourre de soie, etc. (*suite*) : Vêtements, pièces de lingerie et autres articles accessoires du vêtement en tissus, confectionnés en tout ou en partie.	»	Droit du tissu le plus imposé, augmenté de » 50 par kilogr., sans que cette augmentation puisse être inférieure à 4 fr. 40 par douzaine d'objets.
568	Cravates, cols-cravates de toute espèce de tissus et de toutes formes, confectionnés en tout ou en partie	»	Droit du tissu le plus imposé, augmenté de 2 » par kilogr. N.
569	Articles confectionnés autres	»	Droit du tissu le plus imposé, augmenté de 10 °/₀
	Papier et ses applications.		
570	Papier ou carte, de toutes sortes.	Valeur	8 °/₀
571	Carton; objets en carton ou en cellulose (1)	—	8 °/₀
572	Livres en langues française, étrangère ou morte.	100k B	Exempts
573	Journaux et publications périodiques, brochures	—	Exempts
574	Contrefaçons en librairie	»	Prohibées
575	Gravures, estampes, lithographies, chromos, étiquettes et dessins de toutes sortes, y compris les calendriers, annonces commerciales, intérieurs d'albums pour photographies en noir, en couleur ou en or	Valeur	8 °/₀
576	Photographies; cartes géographiques ou marines; musique gravée ou imprimée	100k B	Exemptes
577	Albums à images ou à dessins en noir ou en couleur.	Valeur	8 °/₀
578	Imprimés de tous genres autres que ceux ci-dessus spécifiés, en noir ou en couleur.	—	8 °/₀
579	Cartes à jouer	—	8 °/₀
580	Autres articles de papeterie.	—	8 °/₀
	Peaux et Pelleteries ouvrées.		
	Peaux préparées, seulement tannées ou mégissées :		
581	De chèvre, de chevreau, de mouton ou d'agneau.	100k B	10 »
582	Autres, y compris les peaux lissées entières.	100k N	25 »
	Croupons, dépouilles et croûtes	Valeur	8 °/₀
	Peaux préparées, corroyées :		
583	De veau cirées ou prêtes à l'être, mais n'ayant reçu aucun des compléments de main-d'œuvre mentionnés au paragraphe suivant.	100k N	25 »
584	De chèvre, de chevreau, de mouton, d'agneau, de veau, qu'elles soient de couleur naturelle, teintes ou noircies au bain ou à la brosse, lissées, grainées, quadrillées, maroquinées, lustrées ou mates	—	60 »
585	De vache ou autres grandes peaux teintes ou noircies au bain ou à la brosse, lissées, grainées, quadrillées, imprimées, maroquinées, lustrées ou mates.	—	50 »
586	Crouponnées pour sellerie fine, peaux de cochon, qu'elles soient de couleur naturelle, noires, brunes ou teintes.	—	40 »
587	De mouton préparées ou non en Europe avec des peaux brutes d'outre-mer, non drayées, teintes, mates ou lissées, pour doublures de chaussures, etc.	—	45 »
588	Peaux préparées vernies	Valeur	8 °/₀
589	Peaux préparées, chamoisées ou parchemmées, teintes ou non, mégissées teintes	—	8 °/₀
590	Peaux préparées autres, non dénommées, non teintes	—	8 °/₀
591	Cuir factice.	—	8 °/₀
592	Cuir torréfié	100k B	Exempt
	Ouvrages en peau ou en cuir :		
593	Semelles découpées et talons, tiges de bottes, de bottines, de bottillons, empeignes, claques, quartiers en veau, vache, cheval, chèvre ou chevreau, en cuir verni ou non, brides pour sabots	Valeur	8 °/₀
594	Bottes, bottines, souliers	—	8 °/₀
595	Gants d'agneau ou de veau	la douzaine de paires	0 50
	Gants de chevreau ou de chevrette	—	1 »
596	Selles et tous autres articles de sellerie fine	Valeur	8 °/₀
597	Malles en bois ou en carton, recouvertes en cuir	—	8 °/₀
598	Maroquinerie souple	100k N	200 »
	Maroquinerie dure	—	150 »
599	Couvertures d'albums pour photographies en peau, bois, étoffes, papier uni et décoré, et autres	Valeur	8 °/₀
600	Albums pour photographie, entiers	—	8 °/₀
601	Colliers articulés pour bœufs	100k B	Exempts
602	Jougs de bœufs et coussins pour jougs	—	—
603	Autres ouvrages en peaux ou en cuir	Valeur	8 °/₀

(1) Les cartonnages garnis de métal précieux acquittent séparément sur ces garnitures le droit de la bijouterie.

N°s D'ORDRE.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉS sur lesquelles portent LES DROITS.	DROITS.
604	Pelleteries préparées ou en morceaux cousus : Loups marins et loutres de mer ; phoques et blue-backs ; petits-gris et sacs de petits-gris ; hamsters et lapins blancs ; astrakans noirs et frisés, en peaux et en touloupes, lièvres blancs et sacs de lièvres blancs ; chèvres en peaux ou en nappes, moutons et mouflons du Caucase en peaux et en nappes	100k B	Exemptes
605	Pelleteries préparées ou en morceaux cousus, non dénommés	Valeur	8 o/o
606	Pelleteries ouvrées ou confectionnées, communes ou fines	—	8 o/o
	Ouvrages en métaux.		
607	Orfèvrerie d'or et d'argent	Valeur	8 o/o
608	Bijouterie d'or	—	1/2 o/o
609	Bijouterie d'argent	—	1 o/o
610	Orfèvrerie, bijouterie de platine	—	8 o/o
611	Bijouterie montée avec pierres précieuses (joaillerie)	—	1/4 o/o
612	Dorures fines au titre de 750 millièmes et au-dessus	—	3 o/o
613	Ouvrages dorés ou argentés par divers procédés	—	8 o/o
614	Bijouterie fausse	—	8 o/o
	Horlogerie petit volume.		
615	Mouvements de montres sans boîtes	—	1 o/o
616	Montres finies sans complication de système		
	Avec boîtes en or	—	1/2 o/o
	Avec boîtes en argent ou en toute autre matière non précieuse	—	1 o/o
617	Montres compliquées (répétitions), secondes indépendantes, quel que soit le genre de l'échappement, chronomètres de poche.		
	Avec boîtes en or	—	1/2 o/o
	Avec boîtes en argent ou en toute autre matière non précieuse	—	1 o/o
618	Chronomètres (quel que soit le genre d'échappement)		
	Avec boîtes en or	—	1/2 o/o
	Avec boîtes en argent ou en toute autre matière non précieuse	—	1 o/o
619	Compteurs de poche de tous genres (podomètres, etc.)	—	1 o/o
620	Boîtes de montres brutes ou finies :		
	En or	—	1/2 o/o
	En argent ou en toute matière non précieuse	—	1 o/o
	Horlogerie gros volume.		
621	Mouvements de pendules, d'horloges, de jouets mécaniques et, en général, tous les mouvements dits d'horlogerie autres que ceux des montres	—	1 o/o
622	Pendules et horloges de tous genres à poser ou à suspendre ; horloges d'édifices ; horloges en bois ; réveils de tous genres	—	1 o/o
623	Compteurs de tours d'électricité et, en général, tout compteur ou appareil de mesure dans lequel entre un mouvement d'horlogerie	—	1 o/o
624	Carillons, boîtes à musique et fournitures d'horlogerie	—	8 o/o
	Machines et mécaniques ; machines motrices à vapeur et autres :		
625	Machines à vapeur fixes et machines de navigation, toujours séparées des chaudières ; pompes à vapeur ; machines thermiques à gaz, à pétrole, à air chaud, à air comprimé, pesant 250 kilogr. et plus	100k N	12 »
	Machines à vapeur fixes et machines de navigation, toujours séparées des chaudières ; pompes à vapeur ; machines thermiques à gaz, à pétrole, à air chaud, à air comprimé, pesant moins de 250 kilogr.	—	20 »
626	Machines à vapeur demi-fixes ou locomobiles, y compris les chaudières	—	13 »
627	Machines à vapeur locomotives, machines à vapeur routières, à voie ordinaire	—	15 »
	Machines à vapeur locomotives, machines à vapeur routières, à voie étroite	—	18 »
628	Machines hydrauliques à roues, à piston, à turbines ; pompes (1) à l'exception des pompes à vin ; ventilateurs, sauf ceux destinés à l'agriculture, pesant plus de 3,000 kilogr. et renfermant au moins 50 o/o de fonte	—	8 »
	Machines hydrauliques à roues, à piston, à turbines ; pompes à l'exception des pompes à vin (1) ; ventilateurs, sauf ceux destinés à l'agriculture, pesant plus de 3,000 kilogr. et renfermant moins de 50 o/o de fonte	—	10 »
	Machines hydrauliques à roues, à piston, à turbines ; pompes à l'exception des pompes à vin, ventilateurs, sauf ceux destinés à l'agriculture, pesant de 250 à 3,000 kilogr	—	10 »
	Machines hydrauliques à roues, à piston, à turbines, pompes, à l'exception des pompes à vin ; ventilateurs, sauf ceux destinés à l'agriculture, pesant moins de 250 kilogr.	—	15 »
629-630	Pompes à vin à vapeur et leurs accessoires, et ventilateurs destinés à l'agriculture (1)	100k B	Exempts
631	Tenders de machines à vapeur locomotives, à voie ordinaire	100k N	10 »
	Tenders de machines à vapeur locomotives, à voie étroite	—	12 »
632	Machines à bouter les plaques et rubans de cardes	—	10 »
633	Cardes non garnies	—	12 »
634	Machines à nettoyer, à ouvrir et à préparer le lin, la laine, le coton et les autres matières textiles	—	12 »
635	Métiers continus, complets, à filer ou à retordre	—	12 »
636	Métiers à filer, autres, renvideurs, etc	—	9 »
637	Metiers à tisser	—	8 »

(1) Conf décret du 3 décembre 1898

N°s d'ordre	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉS sur lesquelles portent les droits.	DROITS.
	Machines et mécaniques, machines motrices à vapeur et autres (*suite*) :		
638	Métiers à tricots et à bonneterie.	100k N	27 »
639	Métiers à tulles, à dentelles, à guipures	—	5 »
640	Machines à fabriquer le papier	—	8 »
641	Machines à imprimer.	—	6 »
642	Machines pour l'agriculture, désignées dans les decrets spéciaux sur la matière (décrets des 9 septembre 1885 et autres postérieurs) (1).	—	Exemptes
643	Autres machines pour l'agriculture (moteurs non compris)	—	9 »
644	Machines à coudre : bâtis et transmissions	—	8 »
	Machines à coudre, têtes de machines.	—	35 »
645	Machines dynamo-électriques pesant 5,000 kilogr. et plus et renfermant au moins 50 °/o de fonte.	—	12 »
	Machines dynamo-électriques pesant 5,000 kilogr. et plus et renfermant moins de 50 °/o de fonte.	—	20 »
	Machines dynamo-électriques pesant de 2,000 kilogr. inclusivement à 5,000 kilogr. exclusivement et renfermant au moins 50 °/o de fonte . .	—	18 »
	Machines dynamo-électriques pesant de 2,000 kilogr. inclusivement à 5,000 kilogr. exclusivement et renfermant moins de 50 °/o de fonte. . .	—	20 »
	Machines dynamo-électriques pesant de 1,000 kilogr. inclusivement à 2 000 kilogr exclusivement.	—	20 »
	Machines dynamo-électriques pesant de 50 kilogr. inclusivement à 1 000 kilogr. exclusivement	—	30 »
	Machines dynamo-électriques pesant de 10 kilogr. inclusivement à 50 kilogr. exclusivement	—	80 »
	Machines-outils grosses, pesant plus de 1,000 kilogr.	—	10 »
	Machines-outils moyennes, pesant de 250 à 1,000 kilogr.	—	16 »
	Machines-outils petites et de precision, pesant moins de 250 kilogr	—	50 »
646	Appareils de sondage et forage de puits artesiens	—	Exempts
647	Mécanique générale : transmissions ; balances ; bascules, matériel fixe de chemins de fer ; signaux, presses, appareils de levage, etc. ; appareils non dénommés, actionnés par un moteur mécanique, sauf ceux destinés à l'agriculture	—	10 »
648	Appareils non dénommés, destinés à l'agriculture (1).	—	Exempts
649	Chaudières à vapeur, en tôle de fer ou d'acier, simples ou munies de bouilleurs, de rechauffeurs, de foyers intérieurs, ne comportant pas de tubes (2)	—	9 »
650	Chaudières à vapeur, en tôle de fer ou d'acier, tubulaires ou semi-tubulaires, c'est-à-dire comportant des tubes en fer, acier, cuivre ou laiton (2).	—	14 »
651	Éléments de chaudières multitubulaires composés en proportions prepondérantes de tubes de fer ou d'acier, assemblés ou non	—	18 »
652	Chaudières decouvertes; gazomètres ; récipients, poêles et calorifères en tôle de fer ou d'acier ou en fonte et tôle de fer ou d'acier.	—	8 »
653	Appareils à sucre, à chauffage pour brasseries, parfumeries, pharmacies, cuisines, où le cuivre et le bronze dominent en poids, pesant 250 kilogr. et plus.	—	20 »
	Appareils à sucre, à chauffage pour brasseries, parfumeries, pharmacies, cuisines, où le cuivre et le bronze dominent en poids, pesant moins de 250 kilogr.	—	40 »
654	Appareils à distiller.	—	Exempts
655	Appareils frigorifiques pesant 250 kilogr. et plus	—	14 »
	Appareils frigorifiques pesant moins de 250 kilogr	—	25 »
656	Pièces détachées et organes : plaques et rubans de cardes en cuir garnis de pointes de fer ou d'acier, ayant à la base au moins 1 millimètre de diamètre.	—	50 »
657	Pièces détachées et organes : plaques et rubans de cardes en fil de fer ou d'acier boutés sur tissus avec ou sans caoutchouc, bourrés ou non bourrés. Plaques et rubans de cardes en cuir, garnis de pointes de fer ou d'acier, ayant à la base moins de 1 millimètre de diamètre.	—	150 »
658	Dents de rots en fer et en cuivre	—	30 »
659	Rots, ferrures et peignes à tisser de fer ou de cuivre.	—	30 »
660	Pièces détachées et organes : pièces détachées en fonte, en fer et en acier, autres que les éléments de chaudieres à vapeur en fonte tournée, limée ou ajustee, pesant 1,000 kilogr. et plus.	—	12 »
	Pièces détachées et organes : pièces détachees en fonte, en fer et en acier, autres que les éléments de chaudières à vapeur en fonte tournée, limée ou ajustée, pesant de 200 à 1,000 kilogr	—	15 »
	Pièces détachees et organes : pièces détachées en fonte en fer et en acier, autres que les éléments de chaudières à vapeur en fonte tournee, limée ou ajustée, pesant moins de 200 kilogr.	—	20 »
661	Pièces detachées et organes : pièces détachées en fonte en fer et en acier, autres que les élements de chaudières à vapeur en fer forgé ou en acier forgé ou moulé, ayant reçu un travail d'alésage ou de tour, ou un travail de lime ou d'ajustage, pesant 300 kilogr. et plus	—	12 »
	Pièces detachees et organes : pièces détachees en fonte, en fer et en acier, autres que les éléments de chaudières à vapeur en fer forgé ou en acier forgé ou moule, ayant reçu un travail d'alesage ou de tour, ou un travail de lime ou d'ajustage, pesant de 100 à 300 kilogr.	—	15 »

(1) Conf décret du 28 janvier 1898, art. 1er, 3°.
(2) Les appareils de service ou de sûreté ne sont pas distraits des chaudières auxquelles ils sont joints et sont taxés comme elles. Les fontes de foyer sont taxées séparement aux droits du n° 692.

N°s D'ORDRE.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	UNITÉS sur lesquelles portent LES DROITS.	DROITS.
	Machines et mécaniques, machines motrices à vapeur et autres (*suite*) :		
	Pièces détachees et organes : pièces detachees en fonte, en fer et en acier, autres que les eléments de chaudieres à vapeur, en fer forgé ou en acier forgé ou moulé, ayant reçu un travail d'alésage ou de tour, ou un travail de lime ou d'ajustage, pesant moins de 100 et plus de 1 kilogr.	100k N	25 »
	Pièces détachées et organes : pièces détachées en fonte, en fer et en acier, autres que les élements de chaudières à vapeur en fer forge ou en acier forgé ou moulé, ayant reçu un travail d'alésage ou de tour, ou un travail de lime ou d'ajustage, pesant 1 kilogr. ou moins	—	35 »
662	Pièces détachées et organes : pièces détachées en fonte, en fer et en acier, autres que les éléments de chaudières à vapeur, ressorts en acier forge pour carrosserie, wagons et locomotives non polis	—	12 »
663	Pièces détachées et organes : pièces détachées, brutes ou travaillees, de cuivre pur ou allié à tous métaux, coulees en moule (coussinets, robinets, etc.), pesant 10 kilogr. et au-dessus, brutes	—	15 »
	Pièces détachées et organes: pièces détachées, brutes ou travaillées, de cuivre pur ou allié à tous métaux, coulées en moule (coussinets, robinets, etc.), pesant au-dessous de 10 kilogr., travaillées.	—	25 »
	Pièces détachées et organes . pièces détachées, brutes ou travaillees, de cuivre pur ou allié à tous metaux, coulées en moule (coussinets, robinets, etc.), pesant au-dessous de 10 kilogr., brutes.	—	15 »
	Pièces détachées et organes: pièces détachées brutes ou travaillées, de cuivre pur ou allié à tous metaux, coulees en moule (coussinets, robinets, etc.), pesant au-dessous de 10 kilogr., travaillees.	—	40 »
664	Pièces détachées et organes: pièces detachees de deux ou plusieurs métaux, tels que fer, fonte, acier, cuivre, pur ou allié de tous métaux (robinets, coussinets, etc.), pesant 300 kilogr. et plus.	—	15 »
	Pièces détachées et organes: pièces détachées de deux ou plus eurs métaux, tels que fer, fonte, acier, cuivre, pur ou allie de tous métaux (robinets, coussinets, etc.), pesant de 30 à 300 kilogr	—	20 »
	Pieces détachées et organes pièces détachees, de deux ou plusieurs métaux, tels que fer, fonte, acier, cuivre pur ou allié de tous metaux (robinets, coussinets, etc.), pesant moins de 30 kilogr.	—	30 »
665	Pieces détachees et organes induits de machines dynamo-électriques et pièces detachées telles que : bobines pleines ou vides en metal, entourees de cuivre isole, pièces travaillées en cuivre, pesant moins de 1 kilogr., numérotees et marquées, ajustées ensemble ou demontées, pour appareils électriques :		
	pesant par unité plus de 2,000 kilogr.	—	35 »
	pesant par unite de 1,000 kilogr. exclusivement à 2,000 kilogr. inclusivement.	—	40 »
	pesant par unité de 200 kilogr. exclusivement à 1,000 kilogr. inclusivement	—	45 »
	pesant par unité de 1 kilogr. exclusivement à 200 kilogr. inclusivement .	—	60 »
	pesant par unité moins de 1 kilogr.	—	75 »
666	Pièces détachees et organes : pièces detachees pour machines agricoles.	—	Exemptes
667	Lampes à arc, dites régulateurs	—	60 »
	Ouvrages divers en métaux :		
668	Outils emmanchés ou non, pour l'agriculture, désignés dans les décrets spéciaux (1).	—	Exempts
669	Outils emmanches ou non, en fer pur	—	12 »
	Outils emmanchés ou non, en acier ou fer recharge d'acier.	—	22 »
	Outils emmanchés ou non, en cuivre.	—	30 »
670	Caractères d'imprimerie, neufs	100k B	8 »
	Caractères d'imprimerie, vieux et hors d'usage.	—	3 »
671	Clichés avec ou sans dessins	—	Exempts
672	Planches et coins gravés pour impression sur papier.	—	—
673	Pompes à vin, à main ou à manège, et leurs accessoires	—	—
674	Toiles métalliques en fer ou en acier, en fils de plus de 2 millimètres de diamètre	—	8 »
	Toiles métalliques en fer ou en acier, en fils de plus de 1 millimètre de diamètre, jusqu'à 2 millimètres de diamètre	100k N	11 »
	Toiles métalliques en fer ou en acier, en fils de 5/10es de millimètre jusqu'à 1 millimètre de diamètre	—	13 »
	Toiles métalliques en fer ou en acier, en fils de moins de 5/10es de millimètre de diamètre.	—	21 »
675	Toiles métalliques en cuivre ou en laiton, ordinaires	—	20 »
	Toiles metalliques en cuivre ou en laiton, pour machines à papier, pour les toiles pesant au mètre carré plus de 500 grammes	—	40 »
	Toiles métalliques en cuivre ou en laiton, pour machines à papier, pour les toiles pesant au mètre carre 500 grammes et au-dessous.	—	100 »
676	Grillages en fer ou en acier à mailles de 25 millimètres de côté et au-dessus.	100k B	10 »
	Grillages en fer ou en acier, à mailles de moins de 25 millimètres de côte.	100k N	12 »
677	Tôles perforees en fer ou en acier, cuivre, laiton, zinc ou autres métaux, percées d'au moins 500 trous au mètre carré.	—	Droit de la tôle pleine du métal correspondant, augmenté de 10 » par 100 k logr.

(1) Conf décret du 28 janvier 1808, art. 1er, 3e.

N°s d'ordre.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	UNITES sur lesquelles portent LES DROITS.	DROITS.
	Ouvrages divers en métaux (*suite*) :		
678	Aiguilles à coudre, aiguilles pour machines à coudre ayant de longueur moins de 5 centimètres	100k N	250 »
679	Aiguilles à coudre, aiguilles pour machines à coudre ayant de longueur 5 centimètres et plus	—	150 »
680	Aiguilles façonnées et articulées pour métiers à tulle, à dentelles, à tricot, etc	—	300 »
681	Broches à tricoter (1) et autres objets analogues non dénommés, en acier fer ou cuivre	—	15 »
682	Tonneaux d'arrosage et à purin	100k B	Exempts
683	Crochets à deux ou à plusieurs dents pour l'agriculture	—	—
684	Crochets, poinçons à broder et tire-boutons	100k N	100 »
685	Épingles en laiton et en fer, étamées	—	50 »
686	Epingles en acier, avec ou sans tête	—	110 »
687	Agrafes pour robes, en fer, vernies ou étamées, en laiton, jaunes ou blanches	—	50 »
688	Hameçons	—	100 »
	Plumes en métal autre que l'or et l'argent	—	120 »
	Coutellerie commune.		
	Ciseaux de tailleur et sécateurs	—	20 »
	Couteaux de cuisine, de boucher	—	100 »
	Rasoirs communs	—	200 »
	Autres : couteaux fermant et cisaux ordinaires, etc	—	300 »
	Coutellerie fine.		
	Couteaux de table à manche d'ivoire ou de nacre	—	600 »
	Autre	—	480 »
689	Cylindres en cuivre ou laiton pour impression, gravés ou non gravés	—	15 »
690	Statues en métal, de grandeur naturelle au moins	»	Droit du métal employé.
691	Ouvrages en fonte moulée, non tournés ni polis : coussinets de chemins de fer, plaques ou pieces coulées à découvert	100k B	2 50
692	Ouvrages en fonte moulée, non tournés ni polis : tuyaux cylindriques droits, poutrelles et colonnes pleines ou creuses, cornues pour la fabrication du gaz, barreaux pleins et leurs assemblages, grilles et plaques de foyers et autres objets analogues d'un mouvement grossier	—	3 50
693	Ouvrages en fonte moulée, non tournés ni polis : fonte mécanique ou d'ornement pesant plus de 50 kilogr. par unité	—	4 »
	Ouvrages en fonte moulée, non tournés ni polis . fonte mécanique ou d'ornement pesant de 5 à 50 kilogr	—	5 »
	Ouvrages en fonte moulée, non tournés ni polis : fonte mécanique ou d'ornement pesant moins de 5 kilogr	—	6 »
694	Ouvrages en fonte moulée, non tournés ni polis · poteries, articles de poêlerie et autres objets ne rentrant pas dans les trois classes ci-dessus	—	4 »
695	Ouvrages en fonte moulee, non tournés ni polis : étamés, émaillés, vernissés ou rendus inoxydables	—	10 »
696	Objets bruts en fonte malléable, en fer et en acier coulé, pesant plus de 3 kilogr	—	8 »
	Objets bruts en fonte malleable, en fer et en acier coulé, pesant de 1 à 3 kilogr	100k N	15 »
	Objets bruts en fonte malléable, en fer et en acier coulé, pesant 1 kilogr. et au-dessous	—	18 »
	Ouvrages en fer ou en acier :		
	Ferronnerie·		
697	Constructions métalliques en fer ou en acier : pièces pour ponts fixes ou mobiles, pour charpentes de bâtiments ou autres, pour portes d'écluses, pour appareils de levage, pour chemins de fer portatifs et, en général, toutes pieces comprenant un ou plusieurs eléments percés ou ajustés, ou assemblés avec rivets ou boulons, chaque élément pesant au moins 5 kilogr le mètre courant	100k B	9 »
698	Parcs mobiles pour bestiaux	—	Exempts
699	Petits ouvrages non dénommés en fer ou en acier, pièces pour grilles, barrières de passages à niveau, pour marquises, serres, kiosques, vérandas, châssis fixes ou mobiles, fers à vitrages assemblés ou non en châssis, fermetures en tôle pour magasins et, en général, toutes pièces comprenant un ou plusieurs éléments percés ou ajustés, ou assemblés avec rivets ou boulons, chaque element pesant moins de 5 kilogr. le mètre courant	—	10 »
700	Ferrures de voitures et spécialement celles rentrant dans la construction du matériel roulant des chemins de fer	—	10 »
	Serrurerie :		
701	Serrures, cadenas, clefs, pènes en fer de toutes sortes, paumelles, fiches, charnières en fer ou en tôle, loquets, targettes et tous autres objets en fer brut, ebarbés ou non, tournés, limés ou polis, pour ferrures de meubles, portes, croisees	100k N	15 »
702	Les mêmes objets avec partie de cuivre ou de laiton, ou tout cuivre et laiton	—	20 »
703	Ancres, câbles et chaines ; dragués dans les ports et rades de Tunisie	100k B	» 25
704	Autres câbles en fils de fer et d'acier et ronces artificielles :		
	en fils de 5/10es de millimètre et plus de diamètre	100k N	11 »
	en fils de moins de 5/10es de millimètre de diamètre	—	21 »

(1) Les passe-lacets seront taxés au taux du n.° 678 relatif aux aiguilles de 5 centimetres et plus de longueur.

N°s D'ORDRE.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	UNITÉS sur lesquelles portent LES DROITS.	DROITS.
	Ouvrages divers en métaux (*suite*) :		
	Ouvrages en fer ou en acier (*suite*) :		
705	Ancres, tampons de choc, crochets de traction et chaines-câbles en fer ou en acier	100k B	8 »
706	Buses et ressorts pour toilette, en acier, polis, vernis non garnis	100k N	25 »
707	Montures de parapluies sans le manche et sans les garnitures	—	30 »
708	Clous à ferrer les animaux	—	15 »
	Autres clous pesant, gros, plus de 20 kilogr. le mille	100k B	6 »
	Autres clous pesant, moyens, plus de 5 kilogr., pas plus de 20 kilogr. le mille	—	9 »
709	Autres clous pesant, petits, de 200 gr. à 5 kilogr. le mille	100k N	14 »
	Autres clous pesant, très petits, au-dessous de 200 gr. le mille	—	30 »
710	Pointes en fil de fer ou d'acier fabriquées à la mécanique, qu'elles soient ou non étamées, cuivrées, zinguees, ou coaltarées :		
	de plus de 2 millimètres de diamètre	100k B	8 »
	de plus de 1 millimètre de diamètre jusqu'à 2 millimètres	100k N	11 »
	de 1 millimètre de diamètre et au-dessous	—	24 »
711	Vis, pitons, gonds, crochets de fer de tous diamètres, munis de pas de vis. Boulons, rivets et écrous en fer de tous diamètres, polis, tournés, vernis ou enduits d'un apprêt quelconque. Boulons, rivets et écrous en fer brut, ainsi que tous les articles de boulonnerie et de visserie non dénommés	—	14 »
712	Crochets en fer pour l'agriculture	100k B	Exempts
713	Bouchons mécaniques formés d'un bouton en porcelaine blanche ou de couleur, monté sur un dispositif en fil de fer ou d'acier, avec ou sans rondelle de caoutchouc	100k N	25 »
714	Tubes en fer ou en acier non soudés, d'un diamètre intérieur de 9 millimètres et plus	100k B	9 »
	Tubes en fer ou en acier non soudés, d'un diamètre interieur de moins de 9 millimètres	100k N	14 »
	Tubes en fer ou en acier soudés par simple rapprochement, d'un diamètre intérieur de 9 millimètres et plus	100k B	10 »
	Tubes en fer ou en acier, soudés par simple rapprochement, d'un diamètre intérieur de moins de 9 millimètres	100k N	18 »
	Tubes en fer ou en acier soudés par recouvrement ou doublés	—	18 »
	Tubes en fer ou en acier : raccords de toute espèce	—	18 »
715	Tubes en fer ou en acier, emboutis ou sans soudure, d'un diamètre intérieur de 10 millimètres et plus :		
	acier doux	—	40 »
	acier fondu ou trempant	—	80 »
	Tubes en fer ou en acier, emboutis ou sans soudure, en acier doux, fondu ou trempant, d'un diamètre intérieur de :		
	9 à 5 millimètres	—	200 »
	5 à 2 millimètres	—	450 »
	2 millimètres et moins	—	4,000 »
716	Articles de ménage et tous articles en fer, en acier ou en tôle noire, non dénommés :		
	non peints, non polis, non étamés	—	14 »
	peints, polis	—	16 »
	vernissés	—	18 »
	émaillés, unis, étamés	—	25 »
	émaillés avec filets et décors, avec ou sans filets d'or, imprimés en couleurs	—	35 »
717	Moulins à café avec boîtes en bois, en fonte ou en tôle. Articles d'économie domestique : presse-viande, hache-viande, presses à confitures, petites pompes de ménage	—	16 »
718	Appareils inodores à tirage ou à bascule. Réservoirs de chasse	—	13 »
719	Bouclerie pour sellerie, ferrures et accessoires de harnachement en fer, en fonte malléable et en acier coulé	—	20 »
	Ouvrages en cuivre pur ou allié de zinc ou d'étain :		
720	Chaudronnerie, y compris les broches en cuivre (autres qu'à tricoter) et les tubes en cuivre pur ou allié de tous autres métaux pour tous emplois	—	20 »
	Objets d'art et d'ornement :		
721	Émaux cloisonnés	—	40 »
	Bronzes	—	40 »
722	Articles de lampisterie et de ferblanterie ouvragés, formés de l'association de divers métaux avec le cuivre pur ou allié, brunis, polis, vernis	100k N	45 »
723	Autres objets non dénommés	—	40 »
724	Tuyaux et autres ouvrages en plomb de toute sorte	100k B	6 50
725	Accumulateurs electriques	100k N	16 50
726	Poteries et autres ouvrages en étain pur ou allié d'antimoine	—	30 »
727	Ouvrages en zinc de toute espèce :		
	ordinaires, unis ou estampés	100k B	8 »
	vernis, polis et nickelés, y compris ceux pour la lampisterie	100k N	20 »
	imprimés en couleurs, décores et dorés	—	40 »
728	Ouvrages en nickel allié au cuivre ou au zinc (maillechort) ou en métaux nickeles	—	100 »

N°s d'ordre.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	UNITÉS sur lesquelles portent LES DROITS.	DROITS.
	Armes, poudres (1) et munitions.		
729	Armes de guerre réglementaires portatives et armes de guerre en usage à l'étranger (fusils et carabines)	»	Prohibés
730	Armes d'affûts et affûts	»	—
	Armes de commerce :		
731	Armes blanches ou à feu	Valeur	8 °/₀
732	Canons de fusils et pièces d'armes brutes de forge	100ᵏ N	60 »
733	Groupes de pièces assemblées autres que brutes de forge, tels que canons basculés, platines, sous-gardes	Valeur	8 °/₀
	Pièces non assemblées autres que brutes de forge	—	8 °/₀
734	Dynamite	—	8 °/₀
	Poudre à tirer :		
735	pour la Régie	100ᵏ N	Exempte
	pour compte particulier	»	Prohibée
736	Capsules de poudre fulminante :		
	de guerre	»	Prohibées
	de chasse, y compris les amorces ou détonateurs de mines	100ᵏ N	75 »
737	Cartouches de guerre, pleines ou vides	»	Prohibées
738	Cartouches pour sociétés de tir	Valeur	8 °/₀
739	Cartouches de chasse, pleines	»	Prohibées
740	Cartouches de chasse, vides (enveloppes de cartouches amorcées ou non)	100ᵏ B	Exemptes
741	Bourres et douilles	—	—
742	Mèches de mineurs, de toutes sortes	Valeur	8 °/₀
743	Artifices pour divertissements	—	8 °/₀
	Meubles.		
744	Meubles de toutes sortes, garnis ou non garnis	Valeur	8 °/₀
745	Cadres, baguettes et moulures en bois bruts ou plâtrés, vernis, sculptés et ornementés	—	8 °/₀
	Ouvrages en bois.		
746	Manches de pelles, de pioches, de râteaux, de faulx et d'autres instruments agricoles	100ᵏ B	Exempts
749	Parcs mobiles en bois pour bestiaux	—	—
750	Brancards en bois pour charrues	—	—
751	Tonneaux d'arrosage et à purin	—	—
752	Cuves et foudres montés ou démontés	—	—
753	Autres futailles vides, en état de servir, montées ou démontées, cerclées en bois ou en fer	Valeur	8 °/₀
754	Balais de sorgho ou de cameline	—	8 °/₀
755	Balais communs, de bouleau et autres	100ᵏ B	Exempts
756	Pièces de charpente et de charronnage façonnées	Valeur	8 °/₀
757	Moules de boutons	100ᵏ N	13 »
758	Sabots garnis ou non	Valeur	8 °/₀
759	Bois rabotés, rainés et (ou) bouvetés, planches, frises ou lames de parquets rabotées, rainées et (ou) bouvetées	—	8 °/₀
760	Portes, fenêtres, lambris et pièces de menuiserie assemblées ou non	—	8 °/₀
761	Boissellerie	—	8 °/₀
762	Ouvrages de tournerie	—	8 °/₀
763	Bois equarris pour navettes, au-dessous de 500 grammes	—	8 °/₀
764	Navettes pour tissages de toutes sortes, finies ou non finies	—	8 °/₀
765	Pompes à cuves, exclusivement en bois	100ᵏ B	Exempts
766	Ages de charrues en bois	—	—
767	Robinetterie pour foudres (robinets, clapets, dégustateurs)	—	—
768	Autres ouvrages en bois	Valeur	8 °/₀
	Instruments de musique.		
	Instruments de musique :		
769	Pianos droits	la pièce	50 »
	Pianos à queue	—	75 »
770	Tous autres	—	Exempts
771	Accessoires et pièces détachées d'instruments de musique	100ᵏ B	—
	Ouvrages de sparterie et vannerie.		
772	Tresses, nattes ou bandes tissées de sparte : à 2 ou 3 bouts exclusivement destinés à la fabrication des cordages	—	» 50
	Autres	—	1 »
773	Tresses, nattes ou bandes tissées de paille, d'écorce, de bois blanc, grossières pour paillassons	—	1 »

(1) Conf. décret du 8 octobre 1884, art. 8, et 92 et seq.

N°s D'ORDRE.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	UNITÉS sur lesquelles portent LES DROITS.	DROITS.
774	Tresses, nattes ou bandes tissées de paille, d'écorce, de bois blanc, avec ou sans mélange de fils de divers textiles, pour l'usage de la chapellerie et autres de toute espèce.	100k B	2 »
775	Tapis en coco, en aloès, en sparte	Valeur	8 o/o
776	Nattes de Chine.	100k B	5 »
777	Moelles de joncs, rotins ou roseaux	—	5 »
778	Rotins filés.	100k N	15 »
779	Vannerie en végétaux bruts, en rubans de bois, fine d'osier, de paille ou d'autres fibres, de moelles de rotins	Valeur	8 o/o
780	Paniers à vendanges, comportes à vendanges et sceaux à vendanges	100k B	Exempts
781	Ruches à miel	—	—
782	Chapeaux d'écorce, de sparte, de fibres de palmier, de paille ou de toute autre matière, tressés d'une seule pièce, cousus, remmaillés, engrenés ou noués.	Valeur	8 o/o
783	Cordages de sparte, de tilleul et de jonc	—	8 o/o
	Ouvrages en matières diverses.		
	Carrosserie :		
784	Voitures pour voies non ferrées :		
	Carrosserie proprement dite voitures, vélocipèdes et pieces de vélocipèdes.	—	8 o/o
	Voitures de commerce, d'agriculture et de roulage, suspendues.	100k N	12 »
	Voitures de commerce, d'agriculture et de roulage, non suspendues	100k B	6 »
785	Voitures de voies ferrées, garnies ou non garnies, pour chemins à voies ordinaires :		
	pour chemins de fer : wagons de voyageurs, de marchandises ou de terrassement	Valeur	8 o/o
	Voitures de tramways,	100k N	16 »
	Voitures de voies ferrées, garnies ou non garnies, pour chemins à voies etroites : wagons pour chemins de fer et voitures de tramways	Valeur	8 o/o
	Caisses ou parties de caisses, de voitures ou de wagons pour chemins de fer ou tramways	—	8 o/o
786	Embarcations de toute sorte, en etat de service ou à dépecer	—	8 o/o
	Agrès et apparaux de navires non denommés :		
787	en métaux	—	Regime des ouvrages en métaux suivant la nature du métal.
788	en bois.	—	Régime des ouvrages en bois non dénommés.
789	en peau ou en cuir	—	Régime des ouvrages en peaux ou en cuir autres.
790	en tissus	—	Regime des articles confectionnés en tissus, selon l espèce.
	Ouvrages en caoutchouc et gutta-percha :		
791	feuilles en caoutchouc pur non vulcanisé et fils de caoutchouc vulcanisé	100k N	40 »
	autres ouvrages.	Valeur	8 o/o
792	Ouvrages en amiante filé, feutré, tissé ou moulé, avec ou sans mélange de matières textiles ou minérales	—	8 o/o
	Feutres :		
793	pour doublage et semelles ; pour tapis ; pour vêtements, ameublements, tentures et chaussures, en laine pure ou mélangée de coton ou d'autres matières végétales	—	8 o/o
794	Tissus feutrés pour papeterie	—	8 o/o
795	Draps feutrés pour machines et pour pianos	—	8 o/o
796	Autres en poils grossiers	100k N	25 »
	Autres, mélangés de laine et poils grossiers ; en laine pure ou mélangée de matières végétales	Valeur	8 o/o
797	Chapeaux de feutre de poils ou de laine	—	8 o/o
798	Chapeaux de soie ; chapeaux, casquettes, bonnets de drap, de crin ou tout autre tissu ; casquettes et bonnets de fourrures.	—	8 o/o
799	Corail taillé, non monté	100k B	Exempt.
800	Ouvrages en écume de mer veritable, montés ou non en ambre vrai ou faux ou en toute autre matière, avec ou sans garnitures en métal, avec ou sans étui.	100k N	300 »
801	Ouvrages en écume de mer fausse ou en copal, montés en ambre vrai ou faux, caoutchouc, celluloid, corne, os, avec ou sans garniture en métal, avec ou sans étui.	—	150 »
802	Ouvrages en écume de mer fausse ou en copal, sans aucune monture ou montés en verre, avec ou sans garniture en métal, avec ou sans étui.	—	100 »
803	Fanons de baleines coupés et apprêtés.	—	100 »
804	Baleines de corne.	—	12 »
	Liège ouvré :		
805	Bouchons d'une longueur de 50 millimètres et plus	—	27 »
	Bouchons d'une longueur inferieure à 50 millimètres,	—	20 »
806	Autres	100k B	5 »
807	Bésicles, lorgnons, loupes, lorgnettes et jumelles de théâtre	Valeur	8 o/o
	Instruments et appareils scientifiques :		
808	Instruments d'optique, de calcul, d'observation et de précision	100k B	Exempts
809	Instruments de chirurgie	—	—
810	Instruments de chimie pour laboratoires.	—	—

N°s d'ordre.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	UNITÉS sur lesquelles portent LES DROITS.	DROITS.
	Éventails et écrans à main :		
811	en bois et papier	100k N	300 »
	en bois et étoffes ou plumes, montés ou non montés	—	400 »
	en ivoire, nacre ou écaille, montés ou non montés	—	2,000 »
	Tabletterie d'ivoire, de nacre, d'écaille, d'ambre :		
812	Peignes, billes de billard	—	625 »
	Touches de piano, porte-cigares et autres objets	Valeur	8 °/₀
	Pipes et tuyaux en bois exotiques ou indigènes, montés en ambre, ivoire, écaille ou nacre	—	8 °/₀
	Tabletterie d'autres matieres :		
813	Pipes et tuyaux en bois exotiques ou indigènes, montés en toute autre matière qu'en ambre, ivoire, écaille ou nacre	100k N	60 »
	Tous autres objets	Valeur	8 °/₀
814	Pipes entièrement en bois	100k N	20 »
815	Brosserie commune ou fine	Valeur	8 °/₀
816	Boutons de toute sorte	—	8 °/₀
817	Bimbeloterie (jeux, jouets et autres)	—	8 °/₀
818	Buses et ressorts en acier pour corsets et autres accessoires de toilette, munis de leurs agrafes et boutons, recouverts en tissus, en peau ou en papier	—	8 °/₀
819	Corsets de toute sorte	—	8 °/₀
820	Allumettes chimiques et bois préparés pour allumettes	—	8 °/₀
821	Parapluies et parasols	—	8 °/₀
822	Cheveux ouvrés	100k B	Exempts
823	Ouvrages de mode	—	—
824	Fleurs artificielles	—	—
825	Objets de collection hors de commerce	—	—
826	Articles de fantaisie, d'origine orientale, dits de Souk	Valeur	8 °/₀
827	Produits composés de matières ou de substances diversement taxées, non spécialement tarifées dans cet état	—	Droit de la partie du mélange la plus imposée.

II. Tableau B. — Droits de sortie.

(OFFICIEL, 1898, 324)

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	UNITÉS sur lesquelles portent LES DROITS.	DROITS en FRANCS.
Animaux de l'espèce ovine, exportés par la frontière de terre du 1er février au 30 juin, revêtus de leur pleine laine (1)		
Chiffons	100 kilogr.	2 55
Eponges, non lavées	—	10 »
Eponges, lavées	—	20 »
Grignons (les grignons traités par le sulfure de carbone, entièrement secs, sont exemptes)	—	» 35
Alfa et diss (2)		
Huiles, d'olives	—	6 »
Huiles, de grignons	—	1 50
Laine en suint et déchets de laine (1)		
Olives fraîches	—	4 »
Peaux brutes, de bœufs, de vaches, de veaux, de chevaux, de chameaux, de mulets, d'ânes	—	4 »
Peaux brutes, de chèvres et chevreaux	—	6 »
Peaux brutes, de moutons et agneaux	—	5 »
Poissons frais, autres que le thon et la boutargue	—	2 »
Poulpes	—	12 »
Tissus de laine (1)		

500 — 2 mai 1898

(*10 hidjà 1315*)

PROMULGUÉ LE 2 MAI 1898

Décret admettant en franchise de tous droits de douane, certains produits français et algériens.

(OFFICIEL, 1898, 324)

Article 1er. — Les produits français et algériens, énumérés au tableau annexé au présent décret, seront admis en franchise de tous droits de douane (1).

Art. 2. — Notre Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

(1) Conf. décret du 11 octobre 1900.
(2) Conf. décret du 11 octobre 1900 (v° ALFA et DISS).

(1) Conf. décret du 11 octobre 1900, art. 5 (v° BEURRE).

501 Annexe au décret du 2 mai 1898

Tableau des marchandises françaises admises en franchise (autres que celles bénéficiant des exemptions résultant du tarif des Douanes).

(Officiel, 1898, 324)

Désignation des marchandises.

Animaux vivants.

Laines y compris celles d'alpaga, de lama, de vigogne, de yack, de poils de chameau et de chèvre, cachemire . . . . . { en masses teintes et blousses teintes. / peignées ou cardées. / peignées ou cardées teintes.

Soies ouvrées ou moulinées.

Sucres en poudre ou raffinés y compris les candis.

Huiles pures d'olive, de ricin et de lin.

Vins provenant exclusivement de la fermentation de raisins frais, qui seront soumis au paiement d'une taxe fiscale de 10 °/₀ de leur valeur.

Eaux-de-vie, alcool pur et liqueurs.

Fer. . . . . { Fontes de toutes sortes. / Fers bruts en massiaux, primes ou barres ; fer étiré en barres ; fer d'angle et à T ; essieux et bandages bruts de forge ; fer ou acier machine. / Feuillard en fer ou en acier. / Tôles et fers noirs. / Fer étamé (fer-blanc), cuivré, plombé ou zingué. / Fil de fer ou d'acier, qu'ils soient ou non étamés, cuivrés, zingués ou galvanisés. / Paille de fer (copeaux de tréfilerie). / Rails de fer ou d'acier. / Acier en barres ; essieux et bandages de roues, bruts de forge. / Acier en tôles ou bandes, brunes ou blanches. / Acier fin pour outils. / Acier filé, blanchi ou non. / Ferraille, débris de vieux ouvrages de fonte, de fer ou d'acier.

Cuivre . . . { Pur ou allié de zinc ou d'étain, de toute sorte. / Bronze d'aluminium brut, ne contenant pas plus de 20 °/₀ d'aluminium. / Doré ou argenté.

Plomb . . . { Minerai et scories de toutes sortes. Limailles et débris de vieux ouvrages. / En masses brutes, saumons, barres ou plaques, argentifères ou non. / Allié d'antimoine, en masses. / Battu ou laminé.

Étain sous toutes ses formes.

Zinc sous toutes ses formes.

Fils de lin, de chanvre ou de ramie . . . . . { Purs, non polis, simples ou retors, écrus, blanchis ou teints. / Mélangés

Fils de jute. . . . . { Purs, non polis, simples ou retors, écrus, blanchis ou teints. / Mélangés.

Fils de phormium tenax, d'abaca et d'autres végétaux filamenteux non denommés, non polis, purs ou mélangés.

Fils polis, ficelles, cordages en chanvre, lin, jute, phormium tenax, abaca ou autres végétaux filamenteux non dénommés, purs ou mélangés, de toute sorte, goudronnés ou non.

Fils de coton pur . . . . . { Simples ou retors, ecrus, blanchis, teints, chinés ou glacés. / Retors, en échevettes ordinaires ou fabriquées, c'est-à-dire mises en pelotes, bobines, etc. / Chaines ourdies, écrues, blanchies ou teintes.

Fil de coton mélangé.

Fils de laine . . . . . { Simples ou retors, blanchis ou non, teints ou imprimés, peignés ou cardés. / Mélangés de filaments autres que la laine d'alpaga, de lama, de vigogne, de yack, et que le poil de chevre cachemire ou de chameau.

Fils d'alpaga, de lama, de vigogne, de yack et de poils de chèvre cachemire ou de chameau, purs ou mélangés.

Fils de poils de chèvre mohair, de chameau et autres.

Fils de bourre de soie (fleuret) écrus, blanchis, azures ou teints, simples ou retors.

Fils de soie à coudre, à broder, à passementerie, mercerie et autres, écrus ou teints.

Fils de bourrette (fils de déchets de bourre de soie) simples ou retors.

Fils de soie artificielle, simples, retors, écrus ou teints, purs ou melangés.

Tissus de lin, de chanvre ou de ramie, purs, unis ou ouvres, écrus, blanchis, imprimés teints et ouvrages.

Tissus de lin, de chanvre ou de ramie purs . . . . . { Toile cirée et linoléum (y compris le linoléum sur jute), toile préparée pour peinture, toiles et linge de table damassés, de toute sorte ; coutils de toute sorte, passementerie, rubanerie et sangles en ficelle, de toutes nuances ; bonneterie, dentelles et guipures ; mouchoirs brodés et autres broderies sur tissus de lin, de chanvre ou de ramie ; velours et peluches de lin pour ameublement, de toutes nuances.

Tissus de lin, de chanvre ou de ramie mélangés.

Tissus de jute. . . . . { Purs, écrus, blanchis, teints ou imprimés. / Melangés, le jute dominant en poids. / Sacs ayant servi, importés vides, et sacs neufs.

Tissus de jute pur. . . . . { Tresses en fils de jute ; semelles en fils de jute ; passementerie, rubanerie, lacets, tapis ras ou à poils ; velours et peluches pour ameublement de toute sorte.

Tissus de phormium tenax, d'abaca et d'autres végétaux filamenteux non dénommés.

Tissus de coton pur, unis, croisés, et coutils écrus, blanchis, teints ou imprimés pour les impressions.

Tissus de coton pur. . . . . { Percaline enduite pour reliure, cartonnage, maroquinerie, teinte ou imprimée. / Velours lisses, dits « façon soie », et velours autres (à côtes, moleskines, etc.).

Tissus de coton pur ou mélangé. { Unis, croisés et coutils, fabriqués en tout ou en partie avec des fils blanchis, teints, écrus glacés, blanchis glacés, teints glacés. / Brillantés ou façonnés, fabriqués en tout ou en partie avec des fils blanchis, teints, écrus, glacés, blanchis glacés ou teints glacés.

Autres tissus de toute sorte en coton pur ou mélangé (piqué, couvertures et couvre-pieds en piqué et reps ; basins, damassés et linge de table ; tulles-bobinots ; couvertures ; dentelles et articles de fantaisie ; passementerie ; rubanerie ; tulles unis ; rideaux de mousseline brodée, de tulle-application, de grenadine, de tulle brodé ; mousselines brochées ou brodées au crochet pour ameublement ou pour vêtements) fabriqués en tout ou en partie avec des fils blanchis, teints ou glacés.

Tissus de coton pur	Brillantés ou façonnés, écrus, blanchis ou teints. Piqué, couvertures et couvre-pieds en piqué ou reps ; basins ; damassés et linge de table, tulles-bobinots pour rideaux, couvre-lits, couvre-édredons, voiles de fauteuil, etc., couvertures ; bonneterie de coton, fil perse, héraudine, purs ou mélangés ; dentelles à la mécanique ; tulles-bobinots ou guipures en bandes ou laizes, blondes, tirettes, cordonnets, trimmings, tatlings et généralement tous articles de fantaisie autres que les tulles-bobinots pour rideaux, couvre-lits ; dentelles à la main ; passementerie ; rubanerie ; tulles proprement dits ; plumetis et gazes façonnes ; rideaux de mousseline brodee ; rideaux de tulle-application, de grenadine, de tulle brodé, mousselines brochées ou brodées au crochet pour ameublements et vêtements. Blanchis, teints ou imprimés, non spécialement tarifés. Mèches de lampes et mèches tressées pour bougies. Lames en fils retors pour tissage, vernies ou non. Toles cirées de toute sorte.
Tissus de coton mélangé, notamment	La peluche de soie mélangée de coton ; les etoffes de soie ; bourre de soie et coton et autres ; la rubanerie mélangée de soie et autre ; la passementerie mélangée de soie et autre.
Tissus de coton : filets de pêche en coton, lin, chanvre, jute et autres végétaux filamenteux.	
Tissus de laine pure	Draps, casimirs et autres tissus foulés et tissus ras non foulés (etoffes pour ameublement ; moire ; tissus pour habillement, draperie et autres). Tapis persans, indiens, à point noué ou enroule et imitations ; tapis turcs ; tapis à la Jacquard, unis ou imprimés et tous autres. Bonneterie (ganterie et tous autres objets, y compris les vêtements ou parties de vêtements, ajustes ou non). Passementerie ; rubanerie, chéchias ou bonnets rouges, tapisseries ; dentelles et guipures ; châles brochés ou façonnés autres que les cachemires de l'Inde et que la bonneterie ; toiles à bluttoir sans couture, couvertures, chaussons de lisière et chaussons fourrés dits « de Strasbourg » ; lisières de drap ; velours pour ameublement.
Tissus de laine mélangée	Serge de Berry (lasting) chaine laine, trame coton. Draps, casimirs et autres tissus foulés, chaine coton, tissus ras non foulés, chaîne coton. De soie ou de toutes autres matières. Tapis de laine mélangee d'autres matières, quelle que soit la proportion du mélange. Bonneterie.
Tissus d'alpaga, de lama, de vigogne, de yack ou de poils de chameau, purs ou mélangés.	
Tissus de poils de chèvre purs ou mélangés, fabriques a la main ou au métier.	
Autres tissus de poils, purs ou mélangés d'autres filaments.	
Tissus de crin pur ou mélangé.	
Tissus de soie, de bourre de soie et tissus de toutes sortes en soie artificielle	Tissus et foulards de soie pure ; crêpes, tulle et passementerie de soie pure ; tissus pongés, corahs et tussahs ou tussor ; dentelles de soie ou de bourre de soie ; tissus et passementerie de bourre de soie pure ; tissus de bourrette pour ameublement, tissus de soie mélangée de bourre de soie ; tissus de soie ou de bourre de soie melangee d'autres matieres textiles, bonneterie, y compris les vêtements ou parties de vêtements ajustes ou non ; tissus et passementerie de soie ou de bourre de soie avec or ou argent vrai ou faux ; rubans de soie ou de bourre de soie pure ou melangée d'autres matières textiles. Tissus de toute sorte en soie artificielle, purs ou mélangés.
Broderies et vêtements	Broderies sur tissus de toute nature ou sur tulles, à la main ou à la mécanique. Vêtements, pièces de lingerie et autres articles accessoires du vêtement en tissus confectionnés en tout ou en partie. Cravates, cols-cravates de toute espèce de tissus et de toutes formes, confectionnés en tout ou en partie. Articles confectionnés autres.
Machines et mécaniques	Machines motrices à vapeur et autres, de toute sorte. Chaudieres à vapeur. Pièces détachées et organes, de toute sorte.
Ouvrages divers en métaux	Lampes à arcs, dits « régulateurs ». Outils, emmanchés ou non. Caractères d'imprimerie. Toiles metalliques ; grillages en fer ou en acier ; tôles perforées. Aiguilles ; broches à tricoter et autres objets analogues.
Ouvrages divers en métaux	Crochets, poinçons ; épingles ; agrafes ; hameçons, plumes, coutellerie. Cylindres pour impression. Statues en métal de grandeur naturelle au moins. Ouvrages en fonte moulée, objets bruts en fonte malléable, en fer ou en acier coulé, ferronnerie ; ferrures de voitures, serrurerie.
Ouvrages divers en métaux	Ancres, câbles et chaines. Busces et ressorts pour toilette ; montures de parapluies. Clous et pointes, vis, pitons, boulons, rivets et autres articles de boulonnerie et de visserie, bouchons mecaniques. Tubes en fer ou en acier. Articles de ménage et tous autres articles en fer, en acier ou tôle noire, non denommés. Moulins à cafe avec boîtes en bois, en fonte ou en tôle ; articles d'économie domestique presse-viande, hache-viande, presse à confitures, petites pompes de ménage.
Ouvrages divers en métaux	Appareils inodores à tirage ou à bascule, reservoirs de chasse. Boucleric pour sellerie, ferrures et accessoires de harnachement. Ouvrages en cuivre pur ou allié de zinc ou d'étain, et notamment la chaudronnerie, les objets d'art et d'ornement (émaux cloisonnés et bronzes), les articles de lampisterie et de ferblanterie ouvragés. Tuyaux et autres ouvrages en plomb de toute sorte. Accumulateurs electriques. Poteries et autres ouvrages en etain pur ou allié d'antimoine. Ouvrages en zinc de toute espèce. Ouvrages en nickel allié au cuivre ou au zinc (maillechort) ou en métaux nickelés.
Carrosserie	Voitures pour voies non ferrées de toute sorte. Voitures de voies ferrées, garnies ou non, pour chemins à voie étroite et pour chemins à voie ordinaire. Caisses ou parties de caisses de voitures ou de wagons pour chemins de fer et voitures de tramways.
Agrès et apparaux de navires	En metaux. En tissus.

502 3 mai 1898

Instruction générale du Directeur des finances pour l'application des décrets du 2 mai 1898 portant modification des tarifs des douanes et établissement de droits sur le sucre et l'alcool. (Extrait.)

(R. D. F., 1898, 188)

1. Le *Journal officiel* du 3 mai 1898 promulgue trois décrets du 2 du même mois, qui établissent :

Le premier, le tarif relatif à l'importation et le tarif relatif à l'exportation ;

Le second, les immunités applicables à certains produits d'origine française ou algérienne, sous réserve d'une taxe fiscale de 10 °/₀ *ad valorem* sur les vins ;

Le troisième, des droits de consommation sur les sucres et les alcools de toute origine.

2. *Délais de mise à exécution.* — Ces décrets, en ce qui concerne les droits de douane, la taxe fiscale sur les vins et les droits de consommation sur les alcools, seront exécutoires dans les délais déterminés par l'article 1er du décret du 12 décembre 1896, calculés de la date inscrite en tête du *Journal officiel*, savoir :

Le 7 mai, dans les Contrôles civils de Tunis, Bizerte, Béja, Souk-el-Arba, Grombalia et Sousse ;

Le 8 mai, dans les Contrôles civils du Kef, de Sfax et de Kairouan ;

Le 10 mai, dans les Contrôles civils de Gabès, Thala, Maktar, Gafsa et dans le territoire soumis à la surveillance de l'autorité militaire.

Mais quant aux droits de consommation sur les sucres, ils sont exigibles immédiatement.

3. *Arrêté des registres.* — Pour assurer la date des déclarations, les registres de déclaration et de recette seront arrêtés, dans chaque bureau, à la clôture de la séance de la veille du jour où les nouveaux tarifs d'entrée et de sortie deviendront applicables au siège du bureau. L'arrêté des registres sera visé à Tunis par l'inspecteur sédentaire ; dans les autres bureaux, l'employé le plus élevé en grade après le receveur, ou le chef du service actif si le receveur est seul, signera avec lui cet arrêté.

4. *Le tarif applicable est celui qui est en vigueur au moment où les marchandises sont déclarées pour l'acquittement des droits.* — Les droits d'entrée sont exigibles au moment du dépôt des déclarations. Le tarif applicable est, par conséquent, celui qui est exécutoire à ce moment.

Il n'y a aucune distinction à faire à cet égard entre les marchandises directement importées et celles qui sont d'abord placées en entrepôt : la taxe à percevoir sur ces dernières est celle qui est applicable au moment où les marchandises sont déclarées pour l'acquittement des droits et non celle du tarif existant au moment de l'entrée en entrepôt. Il en est de même à l'égard des marchandises déposées en douane et de celles qui, expédiées en transit, sont déclarées pour la consommation au bureau de destination. Les marchandises saisies ou abandonnées ainsi que les épaves vendues pour la consommation sont soumises au tarif en vigueur au moment de la vente pour la consommation.

5. *Exception à la règle ci-dessus.* — L'article 4 du décret modifiant le tarif relatif à l'importation prévoit, en faveur des marchandises en cours de route à la date de sa promulgation, une exception à la règle d'après laquelle le tarif en vigueur au moment de la déclaration doit être appliqué sans tenir compte de la date de l'expédition de la marchandise et des prévisions que les importateurs avaient pu fonder sur les tarifs existant au moment des expéditions et des marchés.

Cet article dispose que les produits étrangers dont les importateurs auront justifié en due forme, dans les quinze jours qui suivront la promulgation du décret, qu'ils ont été embarqués antérieurement à cette date pour un port tunisien, seront admis aux conditions de la législation en vigueur au jour de leur embarquement.

Par cette disposition, le législateur a voulu apporter un tempérament à la rigueur des principes et maintenir le bénéfice du tarif actuel aux opérations entreprises sur la foi de ce tarif. Elle doit donc s'interpréter en ce sens que « les augmentations de tarif » nouvellement édictées ne seront pas applicables aux marchandises en cours de route au moment de la promulgation ; si ces marchandises sont de celles que la nouvelle tarification traite plus favorablement que l'ancienne, si, par exemple, elles sont de celles qui tombaient sous l'application des droits du tarif général, elles seront admissibles aux conditions de la nouvelle tarification.

En ce qui concerne les marchandises déposées en douane ou en entrepôt, elles suivront le régime en vigueur au moment de la déclaration. Il dépendra donc des importateurs de s'attribuer l'avantage de la situation, en dédouanant leurs marchandises après la date de la mise à exécution du nouveau tarif ou avant cette date, suivant que les conditions de ce tarif sont ou non plus favorables.

6. *Conditions d'application de l'exception.* — L'expérience a fait reconnaître, en ce qui concerne les marchandises en cours de voyage au moment de la promulgation, que les importateurs ne sont pas, en général, à même d'établir, avant l'arrivée à destination, le point de fait auquel est subordonnée l'application de l'ancien tarif. Les importateurs qui sont dans le cas de bénéficier de la disposition de l'article 4, seront en conséquence admis, jusqu'au 18 mai au soir, à déclarer dans les douanes des ports de destination, la nature, la quantité, la provenance, ainsi que la date réelle ou présumée du chargement des marchandises en cours

de route : ces déclarations pourront être reçues sans justifications; elles seront enregistrées au registre à souche des droits et produits divers et donneront lieu à la délivrance d'un récépissé. Pour bénéficier des droits plus favorables de l'ancien tarif, les intéressés auront à représenter à l'appui de la déclaration en détail, outre le récépissé dont il s'agit, les pièces propres à justifier que les marchandises ont été embarquées à destination de la Régence avant la date de la promulgation du décret. La date de l'embarquement et la destination des marchandises pour un port tunisien seront suffisamment établies (à moins que le service n'ait lieu de contester soit la sincérité de quelqu'un des documents produits, soit l'identité des marchandises) par les connaissements contractés au port d'expédition et par les livres et papiers de bord.

Il demeure bien entendu que ces formalités n'auront à être remplies qu'à l'égard des marchandises embarquées avant la promulgation qui tomberaient sous le coup d'une augmentation de tarif.

A la clôture de la séance du 18 mai, la délivrance des récépissés sera suspendue, et le registre à souche des droits et produits divers arrêté dans les conditions précédemment indiquées.

7. *Unité du tarif à l'importation. Abrogation des dispositions tarifaires antérieures. Immunités des produits français et algériens.* — L'article 3 du décret du 2 mai abroge toutes les dispositions tarifaires antérieures, à la seule exception des dispositions du décret du 28 janvier 1898, qui sont expressément maintenues en vigueur; il met fin à la dualité des tarifs relatifs à l'importation et au régime des surtaxes et des certificats d'origine.

Le nouveau tarif relatif à l'importation devient ainsi le tarif commun applicable aux produits de toute origine, sous réserve :

1° Des immunités établies en faveur de certains produits de la France et de l'Algérie, immunités dont sont d'ailleurs exclus les produits des possessions françaises autres que l'Algérie;

2° Des prohibitions sanitaires ou de police édictées par la législation spéciale, notamment par les arrêtés du 17 avril 1890....., du 5 et du 26 novembre 1896, par les décrets du 30 janvier (1) et du 15 juin 1897 (1) [linges et animaux de provenances contaminées], par le décret du 18 janvier 1883 (armes et munitions de guerre), par la loi du 29 janvier 1892 et le décret du 11 juillet 1894 (phylloxéra), par le décret du 27 janvier 1897 (falsification, mouillage et vinage des vins), et par le décret du 19 décembre 1897, concernant les abeilles... (2). Certaines de ces prohibitions, d'ailleurs, ainsi que les prohibitions fiscales, sont rappelées et maintenues par le nouveau tarif.

En dehors des exemptions à titre général inscrites au nouveau tarif et de l'immunité spéciale dont sont appelés à jouir certains produits français et algériens, il n'y a lieu d'accorder désormais d'autres franchises que celles prévues par le décret du 28 janvier 1898 et celles concédées par voie de décisions administratives ou par contrats à certaines personnalités (S. A. le Bey, etc.), à certains corps (officiers et troupes de la Division d'occupation, Administration militaire française, etc.), à certaines entreprises (Compagnies de chemins de fer, etc.).

8. *Justifications d'origine.* — Les produits français et algériens bénéficiant de l'exemption seront dispensés jusqu'à nouvel ordre de la justification de l'origine; des pourparlers vont être engagés avec le Gouvernement métropolitain en vue d'obtenir que ces produits soient accompagnés de passavants de la Douane française ou algérienne. Le service s'attachera à reconnaître l'origine française d'après les caractères des marchandises et d'après les circonstances de la navigation. . . . . .

10. *Tarif relatif à l'exportation.* — A la sortie, les marchandises omises au tarif sont exemptes de droits. Sont maintenues les prohibitions d'exportation édictées par les arrêtés du 27 novembre 1896 et du 26 octobre 1897 (1), en ce qui concerne le gibier à l'exception du sanglier et des animaux de collection, et par l'article 5 du décret du 7 novembre 1882 et les articles 18 et 19 du décret du 7 mars 1886 concernant les objets d'art ou d'antiquité découverts en Tunisie (2).

11. *Droits de consommation sur les sucres et sur les alcools. Droits sur les vins.* — Les droits de consommation sur les sucres et sur les alcools sont applicables, à l'importation, aux produits de toute origine, aux produits français aussi bien qu'aux produits étrangers (3).

Les droits de consommation sur les sucres et les alcools et la taxe fiscale sur les vins français et algériens seront portés en recette au même quittancier que les droits d'importation; mais le libellé de l'article de recette et de la quittance spécifiera, le cas échéant, le droit de consommation ou la taxe fiscale perçue et en fera ressortir le montant séparé.

12. *Taxation au brut. Taxation au net.* — A l'importation, les marchandises imposées au poids sont taxées, les unes sur le poids brut, les autres sur le poids net.

Le poids brut est celui qui résulte de la pesée cumulée du contenu et du contenant. Il comprend, outre le poids des marchandises elles-mêmes, le poids des futailles, caisses, va-

(1) Abrogé par décret du 24 octobre 1900
(2) Conf. etiam décret du 3 octobre 1884, art. 8, note.

(1) Conf note sous ce second arrêté
(2) Conf. etiam decret du 8 août 1900 (v° CHASSE) relatif à l'exportation de certains animaux.
(3) Conf. decret du 2 mai 1898 (v° ALCOOL).

ses, etc... dans lesquels elles sont renfermées, ainsi que celui des toiles cirées, serpillières, nattes ou paillassons dont le tout peut être recouvert. Cependant, les doubles futailles ou les doubles emballages qu'exige le transport de certaines marchandises se déduisent du poids total et ne font pas partie du poids brut ; mais il n'y a lieu à cette déduction que lorsque l'emballage intérieur est complet et peut suffire pour le transport de la marchandise ; s'il en est autrement, la marchandise est réputée en simple emballage.

Le poids net s'entend du poids de la marchandise dépouillée de tous ses emballages extérieurs et intérieurs, y compris les objets servant, dans l'intérieur des colis, au pliage, à la séparation ou à l'arrangement des marchandises.

Les importateurs doivent, en ce qui concerne les marchandises taxées au net, déclarer le poids brut et le poids net. Pour établir le poids net, le service peut, lorsque les colis importés sont de même forme et que leur poids paraît à peu près pareil, se borner à en faire vider un certain nombre qu'il désigne spécialement à cet effet ; mais si le poids net qui résulte de cette vérification par épreuves n'est pas en rapport avec celui qui a été déclaré, il y a lieu d'exiger que la totalité des colis soit vidée. Le service doit toutefois se montrer tolérant dès que le poids déterminé par épreuve ne dépasse pas de plus d'un dixième le poids déclaré.

Lorsqu'un même colis renferme des marchandises d'espèces différentes mais toutes taxées au brut, le poids de l'emballage se répartit proportionnellement sur chacune des marchandises que contient le colis.

Si des marchandises tarifées au brut sont réunies à des marchandises taxées sur une autre unité, les droits ne sont perçus au brut que sur les premières de ces marchandises et en proportion de leur poids partiel.

Quand il s'agit de marchandises taxées au net, mais à des droits différents, le poids net effectif de chaque espèce doit être déclaré et vérifié ; le droit porte sur le résultat de la visite. Il en est de même pour les marchandises taxées au net qui sont réunies à des produits imposés sur une autre unité.

Les emballages extérieurs ou intérieurs (caisses, futailles, vases, sacs, etc.) qui n'ont pas par eux-mêmes de valeur marchande, sont remis en franchise lorsqu'ils contiennent des marchandises exemptes de droits ou taxées au net, à la valeur, au nombre ou à la mesure. Lorsque les marchandises qu'ils renferment sont taxées au brut, ils ne sont pas soumis à des droits indépendants de ceux qui portent sur les marchandises mêmes. Cette dernière règle est également applicable aux emballages ayant une valeur marchande, lorsqu'ils renferment des marchandises taxées au brut à un droit qui n'est pas notablement inférieur à celui que les emballages acquitteraient séparément. Hors ce cas, les emballages extérieurs ou intérieurs ayant une valeur marchande suivent séparément le régime qui leur est propre, qu'ils renferment soit des marchandises admises en franchise, soit des marchandises tarifées au net, au nombre, à la mesure ou à la valeur, soit des marchandises taxées au brut à un droit notablement inférieur à celui des emballages.

Lorsque des emballages intérieurs ayant une valeur marchande ne doivent pas, pour la vente au détail, être séparés de la marchandise et n'ont pas d'emploi après que celle-ci a été consommée, le contenu et le contenant supportent, s'ils sont taxés au poids, le droit applicable au contenu, bien que le contenant soit séparément passible d'un droit plus élevé. La tolérance s'applique aux objets taxés au brut et aux objets taxés au net.

Lorsque des marchandises taxées au net ont des emballages intérieurs séparément imposables à un droit inférieur à celui de ces marchandises, les intéressés peuvent, pour éviter la constatation distincte du poids du contenant, demander que le droit du contenu soit perçu sur le tout.

13. *Paiement des droits de consommation au moyen d'obligations cautionnées.* — Aux termes de l'article 5 du décret sur les droits de consommation, les redevables sont admis à présenter, pour le paiement des droits de consommation des alcools et des sucres, des obligations cautionnées.

En attendant que des mesures soient édictées en vue de réglementer la forme des obligations cautionnées, les receveurs ne devront admettre au bénéfice de la disposition de l'article 5 susvisé, et sous leur responsabilité pécuniaire, que les contribuables solidairement cautionnés, soit par deux personnes notoirement solvables, soit par une banque locale justifiant du pouvoir de fournir caution.

Il ne sera reçu de soumissions cautionnées que pour les droits excédant 500 fr. Le terme accordé pour le paiement ne pourra en aucun cas excéder un mois.

Il ne sera pas dû d'intérêts pour les obligations cautionnées relatives aux droits dus pour les quantités existantes au 3 mai 1898. Mais tous les autres droits dont le paiement sera différé seront passibles d'un intérêt annuel de 6 %.

L'engagement du débiteur et de sa caution solidaire sera constaté par un acte en triple original, sur papier timbré ; il sera signé par l'importateur, sa caution solidaire et le receveur.

L'un des originaux de l'engagement sera conservé par l'importateur, un autre par le receveur, et le troisième sera remis à la caution solidaire.

Au vu de l'acte ainsi établi, le receveur ouvrira à son sommier des droits constatés un

article pour le recouvrement du montant de l'obligation. Après paiement, il délivrera à la partie versante une quittance à souche de la somme versée, dont il fera recette à titre de droits de consommation.

---

503 21 novembre 1898

(*7 redjeb 1316*)

PROMULGUÉ LE 21 NOVEMBRE 1898

Décret modifiant certains articles du tableau A du tarif des Douanes à l'importation, du 2 mai 1898.

(OFFICIEL, 1898, 757)

Article 1er. — Les articles nos 247, 248, 253 à 256, 512, 513, 540, 541 et 556 du tableau A du tarif des Douanes relatif à l'importation annexé au décret du 2 mai 1898, sont modifiés ainsi qu'il suit : . . . . . (*Conf. tableau A annexé au décret du 2 mai 1898.*)

Art. 2. — Seront admis aux conditions actuelles les produits ci-dessus dénommés que les importateurs justifieront, en due forme, avoir été expédiés à destination d'un port tunisien avant la date de l'insertion au *Journal officiel* du présent décret et qui se trouveront encore en cours de route au jour de son entrée en vigueur. Il est fait exception en ce qui concerne les vins (art. 247 et 248) qui seront assujettis aux droits ci-dessus déterminés à partir du 22 novembre courant inclusivement.

Art. 3. — Notre Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

---

504 3 décembre 1898

(*19 redjeb 1316*)

PROMULGUÉ LE 3 DÉCEMBRE 1898

Décret affranchissant les pompes pour l'irrigation et les moulins à vent, destinés à les actionner, des droits de douane à l'importation.

(OFFICIEL, 1898, 802)

Vu l'article 628 du tarif relatif à l'importation du 2 mai 1898 ;

Article 1er. — Sont affranchis de droits de douane, à l'importation, sans distinction d'origine, les pompes pour l'irrigation, ainsi que les moulins à vent destinés à les actionner, lorsque les deux appareils sont importés en même temps.

Art. 2. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui entrera en vigueur immédiatement.

---

505 18 février 1899

(*7 chaoual 1316*)

PROMULGUÉ LE 18 FÉVRIER 1899

Décret prohibant l'importation de la saccharine sous toutes ses formes.

(OFFICIEL, 1899, 137)

Vu le tarif relatif à l'importation annexé au décret du 2 mai 1898 ;

Article 1er. — Sont prohibées à l'importation dans la Régence la saccharine sous toutes ses formes et les boissons ou substances alimentaires additionnées de saccharine.

Art. 2. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui entrera en vigueur immédiatement.

---

506 16 avril 1899

(*5 hidjri 1316*)

PROMULGUÉ LE 16 AVRIL 1899

Décret relatif à l'admission temporaire en franchise de l'étranger, des fûts en fer ou en tôle contenant du sulfure de carbone ou du pétrole.

(OFFICIEL, 1899, 265)

Vu le décret du 20 janvier 1898 (5 ramadane 1315) sur les Douanes ;

Article 1er. — L'article 5 du décret susvisé du 28 janvier 1898 (5 ramadane 1315) est ainsi complété : . . . . . (*Conf. ce décret.*)

Art. 2. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

---

507 20 mai 1899

(*9 moharrem 1317*)

PROMULGUÉ LE 20 MAI 1899

Décret édictant des mesures relatives à l'entrée dans la Régence, ou à la sortie de ce territoire, des marchandises prohibées.

(OFFICIEL, 1899, 333)

Vu les dispositions du décret du 3 octobre 1884 et des décrets postérieurs, en ce qui concerne les marchandises prohibées, soit à l'entrée, soit à la sortie de la Régence ;

Attendu que ces prohibitions intéressent non seulement le Trésor, mais encore, et à un plus haut degré, dans certains cas, l'agriculture, la santé et la sécurité publiques ; qu'à ces points de vue il importe d'en assurer la stricte observation ;

Attendu que les moyens dont l'Administration dispose, en l'état de législation, ont été reconnus insuffisants pour atteindre ce but ;

Article 1er. — L'article 14 du décret susvisé du 3 octobre 1884 sur les douanes est abrogé et remplacé par les dispositions ci-après :. . . (*Conf. ce décret.*)

Art. 2. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

---

508 15 décembre 1899

(*11 châbane 1317*)

PROMULGUÉ LE 15 DÉCEMBRE 1899

Décret réglementant le régime douanier de la gare mixte de Ghardimaou (1).

(OFFICIEL, 1899, 909)

Considérant qu'il importe de régulariser le fonctionnement du bureau des Douanes françaises établi à la gare de Ghardimaou, ainsi que la présence de ce bureau opérant sur notre territoire ;

Article 1er. — La gare établie à Ghardimaou par la Compagnie des chemins de fer de Bône-Guelma et prolongements est considérée comme gare mixte ouverte pour la Tunisie et l'Algérie à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises, ainsi qu'au transport des voyageurs s'effectuant entre les deux pays (1).

Art. 2. — La section de la voie ferrée comprise entre la gare de Ghardimaou et la frontière tunisienne sera également considérée comme route ouverte aux mêmes opérations que ci-dessus.

Les wagons plombés ou cadenassés et les douaniers français d'escorte pourront parcourir ladite section en tout temps, sans empêchement ni arrêt.

Art. 3. — Les agents de la Douane française pourront, sur ladite section de voie et dans la gare de Ghardimaou, constater les infractions aux lois de douane comme sur un terrain territoire français et, dans les cas prévus par ces lois, saisir les marchandises, objet de la fraude, celles servant à masquer la fraude, les moyens de transport, procéder à l'arrestation des délinquants.

La Douane française aura le droit de transiger sur ces infractions ou de les soumettre aux tribunaux français compétents, qui les jugeront d'après les lois de leur pays. Ces tribunaux seront désignés par le Gouvernement français.

La Douane aura également le droit de disposer, s'il y a lieu, de la marchandise saisie, en vertu soit de la transaction passée avec le prévenu qui en aura fait l'abandon à la Douane française, soit d'un jugement devenu définitif qui en aura prononcé la confiscation au profit de ladite Douane, de retenir les marchandises, bagages et moyens de transport en garantie des amendes, sauf à donner mainlevée moyennant caution.

Art. 4. — Les autorités compétentes tunisiennes se chargeront, à la requête des autorités françaises, et, le cas échéant, concurremment avec elles, d'entendre des témoins, de procéder à des recherches ou informations et de notifier le résultat de ces démarches aux autorités françaises.

Lorsque les assignations et significations à prévenus ou à témoins devront être faites en Tunisie, la pièce émanée des tribunaux français ou des autorités françaises sera transmise directement au Ministère public du lieu de la résidence et signifiée à personne, à sa requête, par les soins d'un officier compétent. Le Ministère public renverra au magistrat expéditeur l'original revêtu de son visa et constatant la notification, dont les effets seront les mêmes que si elle avait eu lieu conformément aux règles suivies en Algérie.

Art. 5. — Les jugements rendus en matière de Douane par les tribunaux français de la Tunisie ou par ceux de l'Algérie et de la Métropole seront exécutoires sur tout le territoire de la Régence.

Art. 6. — La fermeture et l'emploi des locaux affectés au service des Douanes françaises, ainsi que leur surveillance par les agents, seront réglés et ordonnés exclusivement par l'autorité française.

Art. 7. — Les agents des Douanes françaises ne relèveront que de l'autorité de leur Gouvernement pour le service et la discipline dans l'intérieur de la gare.

Ils seront porteurs de leur uniforme et de leurs armes dans l'escorte des trains et dans la gare, pour la garde des marchandises, de la caisse et pour les autres actes de leur service.

Art. 8. — Les agents français attachés au service de la gare mixte de Ghardimaou seront exemptés, dans la Régence, de l'impôt personnel direct et de toute contribution extraordinaire établie sur les personnes, ainsi que du service de toute espèce de milice.

Le matériel nécessaire au service de la Douane française dans la gare de Ghardimaou, aussi bien que les objets destinés à l'ameublement des employés et de leurs familles obligés de résider sur le territoire tunisien seront, à leur entrée dans la Régence, exemptés des taxes de douane, sauf aux propriétaires à remplir les formalités prescrites en pareil cas par les règlements de la Douane tunisienne.

Dans le cas où ce matériel et ces objets seraient détournés de la destination en vue de laquelle ils ont été importés, ils seront soumis aux taxes d'importation.

La formalité du passeport ne sera pas imposée à leur entrée en Tunisie aux employés français de la gare de Ghardimaou, non plus qu'aux agents supérieurs du Contrôle des Douanes françaises.

Il suffira qu'ils justifient de leur qualité.

Art. 9. — Les employés des Douanes tunisiennes prêteront, à titre de réciprocité, leur concours aux agents des Douanes françaises pour prévenir ou découvrir toute tentative de fraude ou de contrebande dans l'enceinte de la gare et sur la section de ladite voie entre Ghardimaou et la frontière tunisienne, et leur communiqueront tous les renseignements de nature à intéresser le service.

(1) Conf. décrets des 3 octobre 1884, art. 42 et seq, et 11 février 1900.

Les rapports des employés tunisiens avec les agents français auront lieu sur le pied de l'égalité et leurs relations de service, dans le cas de communications directes, seront les mêmes qu'entre employés d'égale position d'un même pays.

Art. 10. — Le bureau de la Douane tunisienne de Ghardimaou communiquera, toujours à titre de réciprocité, sans déplacement, en tout temps et sur première demande, aux agents supérieurs de contrôle de l'Administration française, les registres d'entrée et de sortie avec les pièces à l'appui.

Art. 11. — La vérification des marchandises à ladite gare de Ghardimaou sera faite premièrement par les employés du pays d'où elles sortent et ensuite par les employés du pays dans lequel elles doivent entrer.

Art. 12. — Dans le cas où un employé de la Douane française en résidence à Ghardimaou serait reconnu coupable de crime ou de délit, soit civil, soit politique, ou de simple contravention aux lois et règlements de la Régence, le Gouvernement français devrait, à la requête du Gouvernement tunisien, le remplacer immédiatement.

Art. 13. — Les crimes, délits et contraventions de droit commun commis dans la gare ou sur la section de la voie comprise entre Ghardimaou et la frontière tunisienne seront déférés aux juridictions établies dans la Régence, qui en connaîtront dans les limites de leur compétence.

Lorsque les poursuites seront dirigées contre un employé de la Douane française, le Ministère public en donnera avis à M. le Résident général, qui en informera le Gouvernement français.

Art. 14. — Les dépêches et correspondances échangées par les administrations postales seront exemptes de toute sorte de formalité de douane.

Les agents de l'Administration des Douanes surveilleront le déchargement et le rechargement des dépêches et des colis de la poste et les accompagneront du wagon d'arrivée au wagon de départ, mais ils ne pourront pas les ouvrir ou les visiter.

S'il y avait de graves soupçons d'infraction aux lois de douane, les agents susdits devraient accompagner les malles, les sacs et les paquets contenant les correspondances aux bureaux de poste, pour assister à leur ouverture, laquelle est toujours réservée aux employés de la Poste.

Art. 15. — Le Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

509 11 février 1900

Décret du Président de la République française établissant la gare de Ghardimaou comme gare mixte, ouverte pour la Tunisie et l'Algérie, à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises ainsi qu'au transport des voyageurs.

(Off. fr. 16 février 1900)

Vu le décret signé le 15 décembre 1899 par S. A. le Bey de Tunis ;

Sur la proposition du Ministre des affaires étrangères et du Ministre des finances ;

Article 1er. — La gare établie à Ghardimaou par la compagnie des chemins de fer de Bône-Guelma et prolongement sera considérée comme gare mixte ouverte pour la Tunisie et l'Algérie à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises, ainsi qu'au transport des voyageurs entre les deux pays.

Art. 2. — La section de la voie ferrée comprise entre la gare de Ghardimaou et la frontière tunisienne sera également considérée comme route ouverte aux mêmes opérations que ci-dessus.

Art. 3. — Les agents de la Douane française pourront, sur ladite section de voie et dans la gare de Ghardimaou, constater les infractions aux lois de douane comme sur un territoire français et, dans les cas prévus par ces lois, saisir les marchandises objets de la fraude, celles servant à masquer la fraude, les moyens de transport, procéder à l'arrestation des délinquants et donner aux affaires les suites qu'elles pourront comporter, le tout d'après les lois et règlements en vigueur en Algérie.

Art. 4. — La vérification des marchandises à la gare de Ghardimaou sera faite premièrement par les employés du pays d'où elles sortent et, ensuite, par les employés du pays dans lequel elles doivent entrer.

Art. 5. — Les affaires de douane seront jugées suivant leur nature par le juge de paix de Souk-Ahras et le tribunal correctionnel de Guelma.

Art. 6. — Ainsi qu'il a été réglé par l'article 4 du décret signé le 15 décembre 1899 par S. A. le Bey de Tunis, les autorités compétentes tunisiennes se chargeront, à la requête des autorités françaises et, le cas échéant, concurremment avec elles, d'entendre des témoins, de procéder à des recherches ou informations et de notifier le résultat de ces démarches aux autorités françaises.

Lorsque les assignations et significations devront être faites à prévenus ou à témoins résidant en Tunisie, la pièce émanée des tribunaux français ou des autorités françaises sera transmise directement au Ministère public du lieu de résidence et signifiée à personne, à sa requête, par les soins d'un officier compétent. Le Ministère public renverra au magistrat expéditeur l'original revêtu de son visa et constatant la notification, dont les effets seront les

mêmes que si elle avait eu lieu conformément aux règles suivies en Algérie.

Art. 7. — La fermeture et l'emploi des locaux affectés au service des Douanes françaises ainsi que leur surveillance par les agents seront réglés et ordonnés exclusivement par l'Administration française.

Art. 8. — Les agents des Douanes françaises ne relèveront que de l'autorité de leur Gouvernement pour le service et la discipline dans l'intérieur de la gare. Ils seront porteurs de leur uniforme et de leurs armes dans l'escorte des trains et dans la gare pour la garde des marchandises, de la caisse et pour les autres actes de leur service.

Art. 9. — Les employés des Douanes françaises prêteront, à titre de réciprocité, leur concours aux agents des Douanes tunisiennes pour réprimer ou découvrir toute tentative de fraude ou de contrebande dans l'enceinte de la gare et sur la section de la voie, entre Ghardimaou et la frontière française, et leur communiqueront tous les renseignements de nature à intéresser le service.

Les rapports des employés français avec les agents tunisiens auront lieu sur le pied de l'égalité, et leurs relations, dans le cas de communications directes, seront les mêmes qu'entre employés d'égale position d'un même pays.

Art. 10. — Le bureau de la Douane française de Ghardimaou communiquera, à titre de réciprocité, sans déplacement, en tout temps et sur première demande, aux agents supérieurs de contrôle de l'Administration tunisienne les registres d'entrée et de sortie, avec les pièces à l'appui.

Art. 11. — Les crimes, délits et contraventions de droit commun commis dans la gare ou sur la section de la voie comprise entre Ghardimaou et la frontière tunisienne seront déférés aux juridictions établies dans la Régence, qui en connaîtront dans les limites de leur compétence.

Lorsque les poursuites seront dirigées contre un employé de la Douane française, le Ministère public en donnera avis à M. le Résident général, qui en informera le Gouvernement français.

Art. 12. — Les dépêches et correspondances échangées par les administrations postales seront exemptes de toute formalité de douane.

Les agents de l'Administration des douanes surveilleront le déchargement et le rechargement des dépêches et des colis de la poste, et les accompagneront du wagon d'arrivée au wagon de départ; mais ils ne pourront pas les ouvrir ou les visiter.

S'il y avait de graves soupçons d'infraction aux lois de douane, les agents susdits devraient accompagner les malles, les sacs et les paquets contenant les correspondances aux bureaux de poste, pour assister à leur ouverture, laquelle est toujours réservée aux employés de la Poste.

Art. 13. — Les Ministres des affaires étrangères et des finances sont chargés de l'exécution du présent décret.

---

510 — 25 mars 1900

(23 kâda 1317)

Arrêté du Premier Ministre relatif aux mesures de protection contre l'invasion de la peste bovine en Tunisie.

(Officiel, 1900, 271)

Vu le décret du 3 février 1885 (17 rebiâ ettani 1302) relatif aux épizooties;

Vu le décret du 14 février 1900 (13 chaoual 1317) relatif aux mesures générales à observer pour l'importation du bétail dans la Régence;

Attendu que la question s'est posée de savoir si les mesures spéciales antérieurement prescrites contre les importations de certains pays continuent à être en vigueur sous le régime de ce décret;

Attendu que la situation sanitaire des pays visés par les arrêtés ministériels du 17 avril 1890, du 5 novembre 1896 et du 26 novembre 1896 ne s'est pas modifiée;

Vu l'amélioration survenue dans la situation du Royaume d'Italie, visés par les arrêtés ministériels du 5 mai 1892 et du 25 septembre 1892;

Article 1er. — Les arrêtés ministériels du 17 avril 1890, du 5 novembre 1896 et du 26 novembre 1896, concernant des mesures de protection contre l'invasion de la peste bovine en Tunisie sont maintenus en vigueur(1).

Art. 2. — Les arrêtés ministériels du 5 mai 1892 et du 25 septembre 1892 sont abrogés.

---

511 — 22 avril 1900

(21 hadjâ 1317)

PROMULGUÉ LE 22 AVRIL 1900

Décret admettant temporairement en franchise des droits, les graines de ricin destinées à être converties en huile.

(Officiel, 1900, 349)

Vu le décret du 27 mai 1895, qui autorise, en principe, l'admission temporaire en franchise des produits étrangers destinés à être fabriqués ou à recevoir dans la Régence un complément de main-d'œuvre;

Article 1er. — Les graines de ricin pourront être admises temporairement en franchise, pour être converties en huile, sous les conditions déterminées par le décret susvisé du 27 mai 1895.

Les importateurs s'engageront, par une soumission valablement cautionnée et sous les peines de droit, à réexporter, dans un délai de six mois, l'huile provenant de la trituration d'après le taux de rendement, fixé à 40 kilogr. d'huile de ricin pour 100 kilogr. de graines.

L'importation des graines et la réexportation

(1) Conf. décret du 24 octobre 1900.

de l'huile provenant de la mouture auront lieu par le même bureau de douane.

Les bureaux de Tunis, Bizerte, Sousse-Souïssa, Monastir, Mahdia et Sfax seront seuls ouverts aux opérations de l'espèce.

Art. 2. — En cas de doute sur l'identité ou la pureté, il sera prélevé, au moment de l'exportation de l'huile de ricin, un échantillon qui sera revêtu du cachet de la Douane et de celui du déclarant et soumis à l'examen du lal oratoire de chimie agricole(1). Le laboratoire sera seul compétent pour statuer sur les contestations; il décidera en dernier ressort.

Art. 3. — La trituration des graines de ricin, admise temporairement, ne pourra s'effectuer que dans les usines où la mise en œuvre des olives et des grignons d'olives aura pris fin. Les agents de l'Administration auront libre accès, à toute heure, dans ces usines, pendant la période de traitement des graines; ils pourront s'y faire représenter les livres, pièces de comptabilité et autres documents relatifs à la fabrication, suivre dans tous leurs détails les opérations de trituration et, en général, procéder à toutes constatations utiles.

Les huiles de ricin ne seront reçues à la décharge des comptes d'admission temporaire que si elles sont accompagnées d'une expédition délivrée par le préposé de surveillance dans les usines.

Les frais d'exercice seront à la charge des fabricants.

Art. 4. — Toute substitution, altération ou mélange, toute soustraction ou manquant, toute fraude ou abus constatés par les préposés de l'Administration, donneront lieu à l'application des pénalités et interdictions édictées par l'article 5 du décret du 27 mai 1895 susvisé.

Art. 5. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

(1) Conf. décret du 28 novembre 1887 (v° Agriculture).

---

512 — 7 juin 1900

(8 safar 1318)

PROMULGUÉ LE 7 JUIN 1900

Décret prohibant l'importation, la circulation, la vente, l'usage et la détention de la chira.

(Officiel, 1900, 541)

Vu le décret du 3 octobre 1884 (12 hidjâ 1301), ensemble la circulaire ministérielle du 1er avril 1881 (1er djoumadi el aouel 1298);

Considerant qu'il importe de mettre obstacle à la consommation de la chira, qui est nuisible à la santé publique;

Article 1er. — L'importation, la circulation, la vente, l'usage de la chira, et généralement la détention de ce produit, à quelque titre que ce soit, sont prohibés.

Art. 2. — Toute infraction à l'article précédent sera punie d'une amende de 50 à 500 fr., et d'un emprisonnement de huit jours à trois mois, ou de l'une de ces deux peines seulement, sans préjudice de la confiscation de la marchandise et des moyens ou ustensiles de consommation, de vente ou de transport.

Les co-auteurs ou complices seront personnellement passibles des mêmes peines que l'auteur principal.

Si l'un ou plusieurs des délinquants se trouvent en état de récidive, ils seront condamnés chacun à une peine d'emprisonnement de seize jours à six mois, et, en outre, à une amende de 100 à 1,000 fr., sans qu'aucune de ces deux peines puisse être inférieure au double de celle précédemment prononcée.

Il y aura récidive, si une nouvelle infraction est commise dans les cinq années grégoriennes qui suivront l'expiration de la peine d'emprisonnement ou la date de la condamnation à l'amende prononcée en vertu du présent décret.

Dans tous les cas, les auteurs principaux, co-auteurs et complices d'un même délit seront tenus solidairement des amendes et confiscations prononcées, même divisément, contre eux, et des dépens.

Art. 3. — Tout individu détenteur d'une pipe à chira dans un lieu public, sera présumé coupable du délit d'usage de chira.

Art. 4. — Tout débit de boissons dans lequel auront été découverts, soit de la chira, soit une ou plusieurs pipes à chira ou autres accessoires destinés spécialement à la consommation de cette substance, sera immédiatement fermé, à moins qu'il ne soit démontré que l'infraction a été commise par un consommateur ou un client, à l'insu du tenancier de l'établissement et de ses serviteurs(1).

Au cas où la fermeture du débit de boissons aura été ainsi encourue, le tenancier de cet établissement sera privé du droit d'en ouvrir un autre de même nature, ou d'y servir en qualité d'aide sous peine d'un emprisonnement de trois jours à un mois(1).

Art. 5. — Aucune transaction avant jugement définitif ne pourra intervenir sur les infractions au présent décret.

Art. 6. — Toutes les dispositions du décret du 3 octobre 1884 (12 hidjâ 1301), non contraires à celles qui précèdent, continueront à être appliquées en matière de contrebande de chira.

Art. 7. — Le Premier Ministre et le Directeur général des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

(1) Conf. décret du 13 janvier 1898 (v° Débits de boissons).

513 11 octobre 1900

(*16 djoumadi ettani 1318*)

PROMULGUÉ LE 11 OCTOBRE 1900

Décret supprimant les droits d'exportation sur les laines.

(OFFICIEL, 1900, 767)

Vu le tarif relatif à l'exportation annexé au décret du 2 mai 1898, tableau B ;

En vue d'encourager l'élevage du mouton et la fabrication des tissus de laine dans la Régence ;

Article 1er. — Sont supprimés les droits d'exportation établis sur :

1° Les animaux de l'espèce ovine revêtus de leur pleine laine ;

2° Les laines en suint et les déchets de laine ;

3° Les tissus de laine.

Art. 2. — Le Directeur général des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

---

514 24 octobre 1900

(*29 djoumadi ettani 1318*)

PROMULGUÉ LE 24 OCTOBRE 1900

Décret relatif aux provenances des localités contaminées par la peste.

(OFFICIEL, 1900, 783)

Vu les décrets des 30 janvier 1897, 24 mai, 9 juin et 17 juillet 1899, relatifs à l'entrée en Tunisie des navires ou marchandises en provenance de pays contaminés de peste ;

Attendu qu'il y a lieu de mettre en harmonie ces différents textes ;

Article 1er. — Les navires en provenance de points contaminés de peste ne peuvent être admis dans les ports tunisiens ni communiquer avec la terre que s'ils ont été préalablement admis en libre pratique dans un des ports de Marseille, Alger, Malte, Gênes et Naples.

Art. 2. — Les mêmes prescriptions sont applicables aux marchandises en provenance de localités contaminées de peste.

Ces marchandises ne peuvent, en conséquence, être importées dans la Régence qu'autant qu'elles auront été préalablement admises en libre pratique dans un des ports susvisés. Il devra être justifié de l'admission en libre pratique dans les ports français par un certificat de la Douane française, et dans les ports étrangers par un certificat de l'autorité consulaire française.

Art. 3. — Est prohibée, toutefois, l'entrée en Tunisie de tous colis provenant directement ou indirectement de localités contaminées de peste, lorsque ces colis contiennent du linge de corps ayant servi ou n'ayant pas servi, des objets de literie ayant servi ou n'ayant pas servi, des tapis vieux ou neufs, ou toutes marchandises consistant en drilles, chiffons, cuirs verts, peaux fraîches, débris frais d'animaux, onglons, sabots, céréales, coton brut, laines en suint (1).

Art. 4. — Les infractions aux dispositions du présent décret seront punies d'un emprisonnement de un mois à deux ans et d'une amende de 100 à 3,000 fr.

L'article 463 du Code pénal français leur sera applicable.

Art. 5. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

EAUX

515 10 juillet 1888

(*1er kâda 1305*)

PROMULGUÉ LE 11 JUILLET 1888

Décret relatif aux francs-bords des conduites ou aqueducs existants ou à établir pour l'alimentation hydraulique des villes de la Régence (1).

(OFFICIEL, 1888, 215)

Article 1er. — La largeur des francs-bords qui doivent être réservés de chaque côté sur toute la longueur des conduites ou aqueducs existants ou à établir pour l'alimentation hydraulique des villes de la Régence est fixée, dans chaque cas, par décret rendu sur la proposition du Directeur général des travaux publics (1).

Art. 2. — Cette largeur fixée, le Directeur général des travaux publics fera tracer, d'une manière apparente, sur chaque propriété que traversent les aqueducs ou conduites, la limite des francs-bords, afin que le propriétaire puisse connaître les obligations auxquelles il est soumis.

Art. 3. — L'accès des francs-bords sera toujours libre pour les agents du service des eaux porteurs de leur commission. En conséquence, ces agents auront le droit de requérir l'entrée des cours, jardins et autres lieux clos ; ils ne pourront, toutefois, introduire de véhicules sur les francs-bords que dans la traversée des propriétés non closes.

Art. 4. — Il est interdit à tout propriétaire, sans une autorisation spéciale, de faire aucune plantation entre les limites des francs-bords et, s'il s'agit de propriétés non closes, d'introduire aucune culture entre les mêmes limites.

(1) Conf. décret du 20 août 1889.

(1) En vertu d'un décret du 21 janvier 1897 (*Officiel*, 1897, 45) dont l'article 1er est abrogé par décret du 24 octobre 1900, le transit à travers la Tunisie des objets suivants est interdit : drilles, chiffons, linges de corps, hardes, vêtements portés et objets de literie ayant servi (non transportés comme bagages), cuirs verts, peaux fraîches, débris frais d'animaux, onglons, sabots, venant de Bombay ou de toute autre localité des Indes où la peste aurait été constatée. — Conf. aussi arrêté du 25 mars 1900

Art. 5. — Les arbres actuellement existants entre les limites des francs-bords seront abattus par les propriétaires, à la requête de l'Administration, qui pourra y faire procéder d'office si cette mise en demeure n'est pas suivie d'effet dans le délai d'un mois.

Art. 6. — Il est interdit à tout propriétaire d'élever aucune construction dans les limites des francs-bords; toutefois, les constructions préexistantes pourront être entretenues et réparées sous la double restriction qu'il ne sera fait aucune augmentation aux dimensions extérieures, et que les matériaux employés seront les mêmes que ceux précédemment mis en œuvre.

Art. 7. — Les indemnités qu'il pourrait y avoir lieu d'allouer aux riverains pour l'établissement de la servitude déterminée par les articles précédents seront fixées, à défaut d'accord amiable, par les tribunaux tunisiens ou français, selon la nationalité des intéressés. Toutefois, s'il s'agit d'un immeuble placé sous le régime de la loi du 1er juillet 1885 (18 ramadane 1302), la juridiction française sera seule compétente.

---

516 — 20 août 1889

(*23 hidjâ 1306*)

PROMULGUÉ LE 24 AOUT 1889

Décret relatif aux francs-bords des conduites ou aqueducs existants ou à établir pour l'alimentation hydraulique des établissements militaires de la Régence (1).

(OFFICIEL, 1889, 251)

Vu notre décret du 1er kâda 1305 (10 juillet 1888) relatif à la largeur des francs-bords des conduites et aqueducs existants ou à établir pour l'alimentation hydraulique des villes de la Régence;

Considérant l'intérêt que nous inspire le bien-être des troupes stationnées sur les différents points du territoire;

Article 1er. — La largeur des francs-bords qui doivent être réservés de chaque côté sur toute la longueur des conduites ou aqueducs existants ou à créer pour l'alimentation hydraulique des établissements militaires (1) existants ou à créer sur les différents points du territoire de la Régence, est fixée dans chaque cas par décret rendu sur la proposition du général commandant la brigade d'occupation (2).

Art. 2. — Cette largeur fixée, l'autorité militaire fera tracer d'une manière apparente, dans chaque propriété que traversent les aqueducs ou conduites, la limite des francs-bords afin que le propriétaire puisse connaître les obligations auxquelles il est soumis.

Art. 3. — L'accès des francs-bords sera toujours libre pour les officiers, employés ou agents militaires chargés de veiller à la conservation du domaine militaire, pourvu, toutefois, qu'ils soient en uniforme, ou munis d'un ordre de service régulier. En conséquence, ces officiers, employés ou agents auront le droit de requérir l'entrée des cours, jardins et autres lieux clos; ils ne pourront, toutefois, introduire de véhicules sur les francs-bords que dans la traversée des propriétés non closes.

Art. 4. — Il est interdit à tout propriétaire, sans une autorisation spéciale, de faire aucune plantation entre les francs-bords, et s'il s'agit de propriétés non closes, d'introduire aucune culture entre les mêmes limites.

Art. 5. — Les arbres actuellement existants entre les limites des francs-bords seront abattus par les propriétaires à la requête de l'Administration militaire, qui pourra y faire procéder d'office si cette mise en demeure n'est pas suivie d'effet dans le délai d'un mois.

Art. 6. — Il est interdit à tout propriétaire d'élever aucune construction dans les limites des francs-bords; toutefois, les constructions préexistantes pourront être entretenues et réparées sous la double restriction qu'il ne sera fait aucune augmentation aux dimensions extérieures et que les matériaux employés seront les mêmes que ceux précédemment mis en œuvre.

Art. 7. — Les indemnités qu'il pourrait y avoir lieu d'allouer aux riverains pour l'établissement de la servitude déterminée par les articles précédents seront fixées, à défaut d'accord amiable, par les tribunaux français.

(1) Un décret du 6 janvier 1895 (*Officiel*, 1895, 16) déclare les décrets des 10 juillet 1888 et 20 août 1889 applicables aux francs-bords existants ou à établir le long des conduites et égouts d'évacuation des eaux usées des établissements militaires et des villes de la Regence.

(2) Conf. décision du 10 décembre 1894 (v° ARMÉE FRANÇAISE).

---

517 — 1er juillet 1896

(*20 moharrem 1314*)

PROMULGUÉ LE 1er JUILLET 1896

Décret concédant aux propriétaires intéressés constitués en Syndicat, l'aménagement et l'exploitation, en vue de l'arrosage, des eaux provenant du puits artésien n° 1 de Zarzis, conformément au règlement constitutif du 28 décembre 1895 (1).

(OFFICIEL, 1896, 325)

Vu le règlement constitutif du Syndicat d'arrosage par les eaux du puits artésien n° 1, de Zarzis, ensemble le rôle de répartition de la subvention de 6,000 fr. due à l'État;

Considérant que ce règlement et ce rôle ont été acceptés par l'unanimité des propriétaires intéressés, à la date du 28 décembre 1895;

Vu le décret du 24 septembre 1885, sur le Domaine public;

Sur la proposition de notre Directeur général des travaux publics;

Article 1er. — L'aménagement des eaux provenant du puits artésien n° 1 de Zarzis, et leur exploitation en vue de l'arrosage, sont concédés aux propriétaires intéressés constitués en syn-

(1) C'est le premier qui ait été organisé dans la Régence. Nous nous bornons à donner plus loin le titre de ceux qui sont intervenus depuis et qui sont analogues en principe.

dicat, conformément aux statuts qui sont annexés au présent décret.

La concession est faite sous toute réserve des droits des tiers et à charge par le Syndicat de verser au Trésor une redevance annuelle de 1 fr. payable d'avance, à dater du 1er janvier 1897.

Art. 2. — Le droit à l'arrosage devient inhérent à la terre engagée dans l'association et ne peut en être séparé pendant toute la durée de la concession. Par suite, dans le cas de morcellement d'une parcelle irriguée, chaque lot recevra un volume d'eau proportionnel à sa surface.

Art. 3. — Le Syndicat s'oblige à verser dans un délai de six mois, à partir du 1er juin 1896, une somme de 6,000 fr. dans les caisses de l'État.

Art. 4. — Le Syndicat sera tenu :

1° D'entretenir en bon état le puits artésien, ses dépendances et toutes les installations faites en vue de l'arrosage ;

2° De rétablir et d'assurer d'une manière continue toutes les communications interceptées par les installations d'arrosage, ainsi que les écoulements d'eaux naturelles ou artificielles qui seraient détournés ou modifiés par les travaux ;

3° D'assurer le libre écoulement des eaux qui, après avoir servi à l'arrosage, pourraient séjourner dans les parties basses du territoire.

Il sera responsable des dommages qui pourraient résulter des travaux exécutés par ses soins ou à lui remis.

Faute par le Syndicat de se conformer à ces prescriptions, l'Administration pourra, après une mise en demeure restée sans effet, prendre, aux frais des associés, toutes les mesures nécessaires pour en assurer l'exécution.

Art. 5. — Les travaux nécessaires à l'aménagement et à l'exploitation des eaux sont déclarés d'utilité publique.

Les projets seront dressés par les agents des Travaux publics et exécutés sous leur surveillance. Ils seront approuvés par le Directeur général des travaux publics, après acceptation du Syndicat.

Art. 6. — Des arrêtés du Directeur général des travaux publics fixeront les dispositions de détail intéressant l'aménagement, la réglementation des eaux et leur répartition entre l'alimentation publique et l'arrosage.

Art. 7. — Si le syndicat ne se conforme pas soit aux lois et règlements en vigueur, soit aux arrêtés qui lui seront notifiés, sa déchéance pourra être prononcée, après une mise en demeure restée sans effet pendant quinze jours.

Dans ce cas, toutes les installations font immédiatement et sans indemnité retour à l'État, qui peut les faire enlever aux frais de l'association.

Art. 8. — Les statuts du Syndicat sont approuvés, en tant qu'ils n'offrent rien de contraire aux clauses et conditions du présent décret de concession, lequel, en cas de contestations, restera la seule loi des parties.

Le rôle de répartition entre les intéressés de la somme de 6,000 fr. à verser à l'État est approuvé.

Art. 9. — Les propriétaires auront la faculté de se libérer en deux versements égaux de la contribution qu'ils doivent acquitter. Le dernier versement devra être fait dans la seconde quinzaine du mois de novembre 1896.

Art. 10. — Notre Directeur général des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

---

518 Règlement du 28 décembre 1895

Constitutif du Syndicat d'arrosage par les eaux du puits artésien n° 1, de Zarzis (1).

(Officiel, 1896, 335)

TITRE Ier

Formation de l'association.

Article 1er. — Les propriétaires compris dans les listes de souscription closes le 25 décembre 1895 sont autorisés à se réunir en association syndicale sous le nom de *Syndicat d'arrosage du puits artésien n° 1 de Zarzis*, conformément aux clauses ci-après, dans le but d'utiliser en arrosage les eaux provenant du puits n° 1 de Zarzis, qui leur ont été concédées.

La superficie arrosable est fixée à 59 hectares 66 ares 34 centiares.

Art. 2. — L'association sera administrée par un syndicat composé de cinq membres.

Ces membres seront nommés ou révoqués par le Premier Ministre ; ils seront choisis, autant que possible, parmi les plus imposés, en raison des terrains arrosés.

Un des syndics sera désigné pour remplir les fonctions de directeur et un autre pour remplir les fonctions de directeur adjoint.

Le Syndicat sera renouvelé dans chaque période de trois ans, à raison de deux membres pendant chacune des deux premières années et d'un pendant la troisième. Lors des deux premiers renouvellements, les membres sortants seront désignés par le sort.

En cas de vacance, les pouvoirs du nouveau syndic nommé expirent à l'époque où auraient cessé ceux de son prédécesseur.

TITRE II

Fonctionnement du Syndicat.

Art. 3. — Le siège du Syndicat est fixé à Zarzis.

Art. 4. — Le Syndicat tiendra deux sessions ordinaires, qui s'ouvriront le lundi suivant le 1er mars et le lundi suivant le 1er novembre.

(1) Approuvé le 29 février 1896 par le Directeur des travaux publics.

Il se réunira en session extraordinaire sur la convocation du Premier Ministre ou du Directeur, ou bien sur la demande qui sera adressée au Directeur par trois membres au moins.

L'officier, chef du service des renseignements à Zarzis, et l'ingénieur de l'arrondissement (1) ou son délégué ont droit d'entrée à toutes les séances.

Art. 5. — Le Syndicat ne peut valablement délibérer que lorsque la majorité des membres en exercice assiste à la séance.

Quand, après deux convocations successives, à trois jours d'intervalle, et dûment constatées sur le registre des délibérations, le Syndicat n'est pas réuni en nombre suffisant, la délibération est valable, quel que soit le nombre des membres présents.

Art. 6. — Les débats sont dirigés par le Directeur. Les délibérations sont prises à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix du Directeur est prépondérante.

Les délibérations sont inscrites par ordre de date sur un registre coté et paraphé à la Direction générale des travaux publics; elles sont signées immédiatement par les membres présents.

Le texte des délibérations est en arabe au recto de chaque page et en français au verso de la page précédente.

Les délibérations sont transmises dans la huitaine à la Direction générale des travaux publics avec l'avis du service des renseignements, elles ne sont exécutables qu'après l'approbation du Premier Ministre.

TITRE III

Attributions du Syndicat et du Directeur.

Art. 7. — Le Syndicat pourvoit aux moyens d'assurer l'exécution, l'entretien et la conservation des travaux, ainsi que le fonctionnement normal des arrosages.

Dans le cas où le Syndicat ne remplirait pas les fonctions qui lui sont attribuées, le Premier Ministre, après une mise en demeure restée sans effet pendant quinze jours, et sur l'avis du Directeur général des travaux publics, pourra y suppléer en désignant tel agent de l'Administration qu'il jugera nécessaire.

Art. 8. — Le Directeur du Syndicat convoque et préside le Syndicat, surveille les intérêts généraux de l'association, vérifie l'exécution des travaux, concourt à la préparation des projets de budget, mandate les dépenses et nomme ou révoque les agents inférieurs dont les emplois ont été créés par le syndicat.

TITRE IV

Des travaux, de leur mode d'exécution et de leur paiement.

Art. 9. — Le Syndicat n'est tenu d'exécuter et d'entretenir à ses frais que les travaux destinés à mettre les eaux à la disposition de chaque propriétaire en tête de la propriété à desservir.

Il est installé par l'association une seule prise par propriété; toutes les autres que l'arrosant désirerait établir devront être demandées au Syndicat, qui pourra les installer, mais aux frais de l'arrosant.

Les rigoles d'irrigation, canaux de versure ou de colature, ainsi que tous autres ouvrages ou installations destinés à l'utilisation de l'eau dans chaque propriété sont exécutés par l'arrosant, sous sa responsabilité, à ses frais et sans aucune intervention de la part de l'association.

Art. 10. — Les travaux sont adjugés d'après le mode adopté pour les travaux publics (1) en présence du Directeur du Syndicat. Ils ne peuvent être mis à exécution par une autre voie qu'après l'approbation du Directeur général des travaux publics.

Les travaux sont exécutés sous la direction des agents des Travaux publics et sous la surveillance du Directeur du Syndicat.

En cas d'urgence, les travaux peuvent être entrepris immédiatement par ordre du Directeur, à charge par lui d'en prévenir, sans délai, l'officier, chef du service des renseignements à Zarzis et l'ingénieur de l'arrondissement (2). Le Directeur général des travaux publics peut, s'il le juge convenable, suspendre l'exécution des travaux.

En cas d'inertie du Syndicat, le Premier Ministre peut, après une mise en demeure préalable restée sans effet, et sur l'avis du Directeur général des travaux publics, faire exécuter tous travaux et prendre toutes mesures utiles pour le bon fonctionnement de l'association.

Art. 11. — Les paiements d'acomptes pour les travaux exécutés, sont effectués en vertu de mandats du Directeur, d'après les états de situation dressés par les agents chargés de la surveillance.

Au dernier acompte est joint un procès-verbal de réception définitive.

A défaut du Directeur, le Premier Ministre peut, après une mise en demeure préalable restée sans effet, et sur l'avis du Directeur général des travaux publics, faire délivrer par un agent, à ce délégué, les mandats nécessaires pour le paiement des dépenses exécutées conformément à ses ordres.

Art. 12. — Dans le courant des deux premiers mois de chaque année, le Directeur établit, de concert avec le receveur de l'association, le compte des travaux exécutés pendant l'année précédente.

Au mois de septembre ou d'octobre de chaque

(1) Conf. arrêté du 30 avril 1900 (v° Travaux publics).

(1) Conf. décret du 25 juillet 1888 (v° Travaux publics).
(2) Conf. arrêté du 30 avril 1900 (v° Travaux publics).

année, le Directeur établit, de concert avec le receveur de l'association, le projet de budget tant en recettes qu'en dépenses pour l'exercice suivant.

Ces pièces sont déposées pendant quinze jours au siège de l'association et tenues pendant ce temps à la disposition des intéressés, qui consignent leurs o' servations sur un registre. Elles sont ensuite soumises au Syndicat et transmises sans délai, avec les délibérations intervenues et l'avis de l'officier chargé du service des renseignements à Zarzis, à la Direction générale des travaux publics.

TITRE V

Obligation des arrosants et réglementation des eaux.

Art. 13. — Les arrosants sont tenus de livrer gratuitement le terrain nécessaire à l'exécution des travaux approuvés et de laisser réserver des francs-bords le long et de chaque côté des canaux du Syndicat ; ils doivent recevoir sur leur propriété les produits de curage des canaux.

Art. 14. — L'arrosage se continuera, sans interruption, de jour et de nuit. Il s'exécutera en donnant tous les six jours et six heures le débit entier du puits à chaque parcelle, à raison de quatre-vingt-dix secondes par are, conformément au tableau de répartition accepté par le Syndicat et arrêté par le Directeur général des travaux publics.

Un extrait de ce tableau sera remis à chaque arrosant.

Art. 15. — La surveillance et l'entretien courant des installations d'arrosage, ainsi que la police des eaux, seront assurés par un aiguadier. Cet aiguadier sera assermenté par-devant le juge de paix de Gabès ou son délégué ; dans l'exercice de ses fonctions, il devra porter au bras une plaque en cuivre portant l'inscription : « Service des eaux de Zarzis » ; il sera toujours muni d'une bonne montre ou d'un compteur à la seconde (sablier).

TITRE VI

Établissement et recouvrement des rôles.

Art. 16. — Toutes les ressources nécessaires au fonctionnement de l'association seront réunies dans la caisse d'un receveur désigné par le Premier Ministre, et qui remplira les fonctions de receveur syndical (1).

Ce receveur fournira un cautionnement dont le montant sera fixé par le Premier Ministre (1).

Il sera chargé de la conservation de tous les papiers et registres de l'association, de la préparation et du recouvrement des rôles, ainsi que du paiement des mandats régulièrement délivr

(1) Conf. arrêté du Premier Ministre du 19 septembre 1896 (*Officiel*, 1896, 445) qui confie les fonctions de receveur de ce Syndicat au Receveur des Douanes en résidence à Zarzis et fixe le montant de son cautionnement à 100 fr.

Il sera responsable du défaut de paiement des taxes, à moins qu'il ne justifie de toutes les poursuites utiles.

Il recevra une remise dont la quotité sera arrêtée par le Premier Ministre, sur la proposition du Syndicat.

Le Receveur rendra compte annuellement au Syndicat, dans la réunion de mars, des recettes et des dépenses de l'année précédente.

Art. 17. — Les rôles dressés par le Receveur, d'après les documents fournis par le Syndicat, seront déposés au siège de l'association pendant huit jours, du 15 au 23 novembre, et tenus pendant ce temps à la disposition des intéressés.

Ils seront ensuite revisés par le Directeur, approuvés et rendus exécutoires par le Premier Ministre.

Art. 18. — Le Directeur vérifie, quand il le juge convenable, la situation de la caisse du receveur, qui est tenu de lui communiquer toutes les pièces de la comptabilité.

TITRE VII

Dispositions générales.

Art. 19. — Les contestations auxquelles l'établissement des rôles ou l'interprétation des clauses du présent acte pourrait donner lieu sont déférées au Premier Ministre.

Elles sont ensuite, s'il y a lieu, portées devant la juridiction administrative de la Régence (1) dans un délai de trois mois, à partir de la réponse du Premier Ministre.

En ce qui concerne l'établissement des rôles, le délai de recours est d'un mois ; il court à partir du jour de la publication.

Les contraventions seront poursuivies comme en matière de simple police et, suivant la nationalité des prévenus, devant le juge de paix ou la juridiction tunisienne.

Art. 20. — L'officier, chef du service des renseignements à Zarzis, et l'ingénieur de l'arrondissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des clauses qui précèdent.

(Suivent les signatures des propriétaires au nombre de soixante-dix-neuf.)

---

519 — 23 janvier 1897

(19 châbane 1314)

PROMULGUÉ LE 23 JANVIER 1897

Décret réglant les conditions d'exécution des travaux d'aménagement de points d'eau le long des routes et pistes et d'alimentations rurales en eau potable, et déterminant la participation de l'État aux dépenses de ces travaux déclarés d'utilité publique.

(OFFICIEL, 1897, 54)

Considérant qu'il y a lieu d'aider les collectivités

(1) Conf. décret du 27 novembre 1888 (1re JUSTICE FRANÇAISE).

indigènes dans les travaux ayant pour but l'aménagement de points d'eau le long des routes et pistes de la Régence et l'établissement d'alimentations rurales en eau potable ;

Sur la proposition de notre Premier Ministre ;

Article 1er. — Les travaux d'aménagement de points d'eau sur les routes et pistes et d'établissement d'alimentations rurales en eau potable, qui seront déclarés d'utilité publique sur la demande des collectivités indigènes intéressées, pourront être subventionnés jusqu'à concurrence de 50 % des dépenses par le Gouvernement tunisien, qui assumera la charge de l'exécution.

Dans ces dépenses ne seront pas compris les frais d'appropriation des abords des installations.

Art. 2. — Le décret déclaratif d'utilité publique spécifiera quelles sont les collectivités indigènes intéressées aux travaux ; il fixera la proportion de la subvention de l'État dans le montant des dépenses et déterminera les conditions auxquelles cette subvention est accordée, notamment à l'époque à laquelle devra être fournie la part contributive des indigènes et la forme sous laquelle elle sera donnée.

Si cette part contributive comporte des prestations en nature, les intéressés pourront bénéficier, pour le rachat des journées, du tarif inséré au décret du 10 août 1896 (1).

Art. 3. — Notre Directeur des finances et notre Directeur général des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent décret.

---

520 30 janvier 1897

(26 châbane 1314)

PROMULGUÉ LE 30 JANVIER 1897

Décret concédant aux propriétaires intéressés, constitués en Syndicat, l'aménagement et l'exploitation, en vue de l'arrosage, des eaux provenant du puits artésien n° 2 de Zarzis, conformément au règlement constitutif du 1er janvier 1897 (2).

(OFFICIEL, 1897, 81)

---

521 16 août 1897

(17 rebiâ el aouel 1315)

PROMULGUÉ LE 16 AOUT 1897

Décret réglementant les concessions et l'aménagement des eaux du Domaine public.

(OFFICIEL, 1897, 479)

Considérant qu'il est nécessaire de connaître et de suivre les recherches d'eaux du Domaine public, afin de les faciliter et de les guider vers un but d'utilité publique ;

Considérant qu'il n'est pas moins nécessaire de réglementer les concessions d'eau du Domaine public, afin de tirer des ressources existantes tout le profit possible et d'éviter qu'il ne soit porté atteinte à des aménagements déjà réalisés ;

Considérant de plus qu'il y a lieu de déterminer les formes dans lesquelles doivent être délivrées les autorisations d'établir des ouvrages dans le lit des cours d'eau ou les joignant ;

Article 1er. — Tout propriétaire qui veut rechercher par sondages, fouilles ou par tout autre procédé des eaux appartenant au Domaine public, doit en demander l'autorisation au Directeur général des travaux publics.

Dans le délai de trois mois à partir du dépôt de cette demande pour les recherches par sondages et d'un mois et demi pour les recherches par tout autre procédé que les sondages, le Directeur général des travaux publics fera connaître à l'intéressé la suite dont sa demande est susceptible.

Après ce délai, s'il n'a reçu aucune réponse, le pétitionnaire pourra passer outre sans préjudice toutefois des droits des tiers et de l'Administration.

Pourront être exécutés sans autorisation les forages de puits sur les propriétés particulières si ces puits ne sont pas jaillissants.

Art. 2. — Tout propriétaire qui veut utiliser des eaux appartenant au Domaine public doit se pourvoir d'une concession qui doit être demandée au Directeur général des travaux publics.

Pourront être utilisées sans concession les eaux provenant des puits forés sur les propriétés particulières si ces puits ne sont pas jaillissants.

Art. 3. — Aucun barrage, aucune plantation, aucun ouvrage permanent ou temporaire de nature à modifier le régime des eaux ne peut être établi ou réparé sur un cours d'eau sans l'autorisation du Directeur général des travaux publics.

Art. 4. — Tout propriétaire qui veut opérer une construction ou une reconstruction au-dessus des cours d'eau ou les joignant doit soumettre au Directeur général des travaux publics les dispositions qu'il se propose d'adopter.

Dans les trois mois qui suivront le dépôt de cette communication, le Directeur général des travaux publics fera connaître au pétitionnaire si les ouvrages projetés paraissent devoir comporter des conséquences nuisibles et si, en conséquence, l'Administration s'oppose à leur exécution.

Après ce délai, s'il n'a reçu aucune réponse, le pétitionnaire pourra passer outre sans préjudice des droits des tiers et de l'Administration.

Art. 5. — Il est interdit de faire aucun dépôt dans le lit des cours d'eau et d'y laisser couler des eaux infectes ou nuisibles.

Art. 6. — Un arrêté du Directeur général des travaux publics déterminera (1) :

---

(1) Conf. décret du 12 avril 1897 qui l'abroge (v° PRESTATIONS).
(2) *Officiel*, 1897, 82.

(1) Conf. arrêté du 16 août 1897.

1° Les formes dans lesquelles les demandes devront être présentées ;

2° Les détails de l'instruction à laquelle les demandes seront soumises ;

3° Les conditions dans lesquelles l'Administration surveillera l'exécution des travaux et la jouissance des eaux concédées.

Art. 7. — Les contraventions au présent décret ou à l'arrêté prévu pour en assurer l'exécution seront constatées, poursuivies et réprimées conformément au décret du 25 juillet 1897 sur la police et la conservation du Domaine public.

---

522 16 août 1897

Arrêté du Directeur des travaux publics déterminant les formes suivant lesquelles seront demandées et accordées les concessions d'eau du Domaine public, et les conditions dans lesquelles la surveillance sera exercée par l'Administration.

(Officiel, 1897, 479)

Vu le décret du 16 août 1897 réglementant les recherches et concessions d'eau dépendant du Domaine public et les constructions sur ou joignant les cours d'eau et, notamment, l'article 6 prescrivant qu'un arrêté du Directeur général des travaux publics déterminera les formes des demandes, les conditions de l'instruction à laquelle elles seront soumises et de la surveillance qui sera exercée par l'Administration ;

Sur le rapport des ingénieurs d'arrondissement et de l'ingénieur des mines ;

Article 1er. — Toute demande ayant pour objet d'obtenir l'autorisation de rechercher ou d'utiliser des eaux du Domaine public, de faire des constructions temporaires ou permanentes dans le lit des cours d'eau ou les joignant, ou de former une entreprise quelconque de nature à intéresser le régime des eaux dépendant du Domaine public, doit être faite sur papier timbré et être adressée au Directeur général des travaux publics.

Elle est présentée par le propriétaire ou en son nom et contient l'indication exacte de ses nom, prénoms et domicile.

Elle désigne la commune et en dehors des communes le lieu et le caïdat où les travaux doivent être exécutés et spécifie de plus :

1° En cas de recherches, le périmètre sur lequel les travaux doivent porter et les méthodes qui seront employées tant pour la recherche que pour l'évacuation des eaux ;

2° En cas d'utilisation, le volume dont la concession est demandée, l'utilisation projetée, les procédés qui seront employés pour la prise et l'évacuation des eaux et le périmètre dans lequel les eaux devront être utilisées ;

3° En cas de construction sur ou joignant les cours d'eau ou d'entreprise quelconque de nature à intéresser le régime des eaux, l'emplacement exact, la nature, les dispositions et les dimensions principales des ouvrages projetés.

La demande doit spécifier si le pétitionnaire est propriétaire des terrains sur lesquels il veut soit rechercher ou utiliser des eaux, soit appuyer des ouvrages ou faire une entreprise quelconque, et dans le cas de la négative, elle doit être accompagnée du consentement écrit des propriétaires intéressés.

A la demande doit être annexé, s'il s'agit de recherches, un plan à l'échelle du 1/50,000e au plus donnant, avec un aperçu général de la configuration du terrain, le tracé exact du périmètre demandé, rapporté à des points fixes tels que : points géodésiques, constructions, marabouts, etc.

Il est délivré récépissé de la pétition, si l'intéressé le demande.

Sont exceptés des dispositions qui précèdent et peuvent être exécutés sans autorisation préalable, le forage de puits sur les propriétés particulières et l'utilisation de leurs eaux, si ces puits ne sont pas jaillissants.

Art. 2. — La demande est soumise, s'il y a lieu, à une enquête de vingt jours dans le ressort du Contrôle civil de l'établissement projeté.

Un arrêté du Directeur général des travaux publics, dont une ampliation est adressée au pétitionnaire, règle tous les détails de l'enquête et, notamment, les bureaux où sont déposés les dossiers d'enquête et où peuvent être recueillies les observations des intéressés, les dates d'ouverture et de clôture des enquêtes et les conditions des visites des lieux s'il en est prescrit.

Art. 3. — L'arrêté du Directeur général des travaux publics qui intervient, s'il y a lieu, à la suite de l'enquête, fixe les conditions spéciales auxquelles l'autorisation est accordée ; il détermine notamment :

1° En cas de recherches, le périmètre sur lequel les travaux doivent porter, les méthodes à employer tant pour la recherche que pour l'évacuation des eaux, les renseignements ou les échantillons que le permissionnaire devra fournir à l'Administration et les conditions de la surveillance qui sera exercée sur les travaux ;

2° En cas d'utilisation, le niveau réglementaire et les dispositions générales de la prise, le volume de la concession, les conditions imposées pour l'évacuation des eaux et les conditions de la surveillance qui sera exercée sur les travaux et sur l'exploitation des eaux ;

3° En cas de construction sur ou joignant les cours d'eau ou d'entreprise quelconque de nature à intéresser le régime des eaux, l'emplacement, la nature, les dispositions et dimensions principales des ouvrages autorisés, les conditions de la surveillance qui sera exercée sur la construction, l'entretien ou l'exploitation des ouvrages.

Art. 4. — Sauf stipulations contraires, toute autorisation dont il ne serait pas fait usage pendant un délai d'un an, compté à partir de

la date de l'arrêté du Directeur général des travaux publics, sera annulée de plein droit.

Art. 5. — Le Directeur général des travaux publics pourra, dans tous les cas, faire supprimer ou modifier tous travaux, ouvrages ou installations de quelque nature que ce soit, qui seraient reconnus porter atteinte à des droits déjà établis.

Art. 6. — Les contraventions au présent arrêté seront constatées, poursuivies et réprimées conformément au décret du 25 juillet 1897 sur la police et la conservation du Domaine public, sans préjudice des mesures spéciales prescrites par les règlements locaux.

Art. 7. — Sont et demeurent abrogées toutes les dispositions contraires à celles du présent arrêté.

---

523 15 septembre 1897

(17 rebiâ ettani 1315)

PROMULGUE LE 15 SEPTEMBRE 1897

Décret instituant un fonds pour dépenses de l'hydraulique agricole.

(OFFICIEL, 1897, 495)

Considérant l'importance que présente l'utilisation agricole des eaux disponibles ;

Considérant que cette utilisation recevra une vive impulsion si le Gouvernement peut encourager, quand il y aura lieu, l'initiative de l'ensemble des propriétaires intéressés à un travail d'hydraulique agricole en faisant établir les projets et exécuter, au besoin, les travaux de premier établissement au compte des intéressés préalablement réunis en association syndicale ;

Considérant que, pour faire face aux dépenses qu'entraîneront ces études et travaux, il y a lieu de créer un fonds spécial de l'hydraulique agricole qui sera alimenté par des avances de l'État et par les remboursements effectués par les associations syndicales ;

Considérant que d'après les prévisions de la Direction générale des travaux publics, les avances du Trésor, limitées à un maximum de 150,000 fr. par an et remboursables en 25 annuités au plus, ne peuvent excéder le total de 1,950,000 fr., l'opération devant, au delà de ce concours, se suffire et continuer par le simple jeu des remboursements ;

Vu les décrets du 12 mars 1883 (3 djoumadi el aouel 1300), article 8, et du 16 décembre 1890 (4 djoumadi el aouel 1308) sur l'établissement du budget de l'État ;

Vu le décret du 6 novembre 1896 (30 djoumadi el aouel 1314) qui a opéré la fusion du fonds de réserve et des autres disponibilités du Trésor tunisien ;

Après nous être assuré de l'assentiment du Gouvernement français ;

Article 1er. — Le Directeur général des travaux publics est autorisé à faire, pour le compte des propriétaires intéressés à une entreprise d'hydraulique agricole, les travaux de premier établissement nécessaires à l'utilisation des eaux ainsi que les avances que comporteront ces travaux, sous la condition que les propriétaires auront été préalablement réunis en association syndicale, approuvée par nous, après avis du Directeur de l'agriculture et du commerce, et que le Syndicat aura souscrit l'engagement cautionné de rembourser le montant des avances par annuités égales dans un délai maximum de vingt-cinq ans.

Art. 2. — Les avances du Trésor ne pourront excéder 150,000 fr. par an ni un total de 1,950,000 fr.

Il sera fait face à ces avances au moyen de prélèvements annuels sur le fonds des excédents disponibles créé par le décret du 6 novembre 1896.

Des décrets spéciaux, rendus en la forme du budget de l'État, ouvriront, à dater du 1er janvier 1898, dans les limites des disponibilités du fonds des excédents disponibles et sous un article spécial du budget extraordinaire intitulé : « Dépenses de l'hydraulique agricole », les crédits annuels, au maximum précité de 150,000 fr., nécessaires à l'exécution des avances.

Art. 3. — Le produit des remboursements des associations syndicales sera pris en recette au budget extraordinaire, sous un titre spécial. Au fur et à mesure de leur encaissement, des décrets, rendus en la forme du budget de l'État, ouvriront à la Direction générale des travaux publics la disposition de leur montant qui fera, à cet effet, l'objet de crédits d'importance égale à ouvrir sous l'article susvisé : « Dépenses de l'hydraulique agricole. »

Art. 4. — Au cas où les travaux de l'hydraulique agricole viendraient à être restreints ou arrêtés, les sommes encaissées et qui n'auraient pas d'emploi, ainsi que celles à provenir des remboursements d'avances restant à effectuer feront retour aux fonds des excédents disponibles.

Art. 5. — Notre Premier Ministre, le Directeur des finances, le Directeur général des travaux publics et le Directeur de l'agriculture et du commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

---

524 20 novembre 1898

(6 redjeb 1316)

PROMULGUÉ LE 20 NOVEMBRE 1898

Décret concédant aux propriétaires intéressés, constitués en Syndicat, l'aménagement et l'exploitation en vue de l'arrosage, des eaux provenant du puits artésien et de la source de Métouia, conformément au règlement constitutif du 9 octobre 1898 (1).

(OFFICIEL, 1898, 758)

(1) *Officiel*, 1898, 758.

525 23 août 1899

(*15 rebiâ ettani 1317*)

PROMULGUÉ LE 23 AOUT 1899

Décret concédant aux propriétaires intéressés, constitués en Syndicat, l'aménagement et l'exploitation, en vue de l'arrosage, des eaux provenant des deux puits artésiens et de la source d'Oudref, conformément au règlement constitutif du 22 juin 1899 (1)

(OFFICIEL, 1899, 596)

526 5 mars 1900

(*3 kâda 1317*)

PROMULGUÉ LE 5 MARS 1900

Décret concédant aux propriétaires intéressés, constitués en Syndicat, l'aménagement et l'exploitation, en vue de l'arrosage, d'une partie des eaux provenant du puits artésien d'Houmt-Souk, conformément au règlement constitutif annexé (1).

(OFFICIEL, 1900, 207)

ÉLECTRICITÉ

527 18 août 1897

(*19 rebiâ el aouel 1315*)

PROMULGUÉ LE 18 AOUT 1897

Décret réglementant l'établissement des conducteurs d'énergie électrique.

(OFFICIEL, 1897, 452)

Désirant réglementer l'établissement des conducteurs d'energie électrique autres que les conducteurs télégraphiques et téléphoniques ;

Article 1er. — En dehors des voies publiques et sauf le cas visé par l'article 2, les conducteurs électriques qui ne sont pas destinés à la transmission des signaux et de la parole, et auxquels le décret du 6 juillet 1889 (8 kàda 1306) n'est pas dès lors applicable, pourront être établis sans autorisation ni déclaration.

Art. 2. — Les conducteurs aériens ne pourront être établis dans une zone de dix mètres en projection horizontale de chaque côté d'une ligne télégraphique ou téléphonique sans entente préalable avec l'Office postal.

En conséquence, tout établissement de conducteurs dans les conditions du paragraphe précédent devra faire l'objet d'une déclaration préalable adressée au Directeur de l'Office postal.

Cette déclaration sera enregistrée à sa date et il en sera donné récépissé.

L'Office postal devra notifier, dans un délai de trois mois à partir de cette déclaration, l'acceptation du projet présenté ou les modifications qu'il réclame dans l'établissement des conducteurs.

En cas de non-entente, les conducteurs seront établis conformément à la décision du Directeur de l'Office pos'al.

En cas d'urgence, et en particulier dans le cas d'installation temporaire, le délai de trois mois prévu au troisième paragraphe du présent article pourra être abrégé.

Art. 3. — Aucun conducteur électrique ne peut être établi au-dessus ou au-dessous des voies publiques sans une autorisation du Directeur de l'Office postal obtenue dans les formes prescrites aux paragraphes 2 et 3 de l'article 2.

En dehors de cette autorisation technique, l'établissement des conducteurs susmentionnés reste soumis aux formalités exigées par les règlements de voirie.

Art. 4. — Les dispositions ci-dessus ne concernent pas les installations de conducteurs d'énergie électrique faites pour les besoins de leur exploitation par les administrations de l'État ou par les entreprises de services publics, soumises au contrôle de l'Administration.

Les projets de ces installations électriques ainsi que toutes les modifications qui y seront apportées devront, sauf lorsqu'ils concernent les chemins de fer et les voies navigables, être soumis à l'approbation du Directeur de l'Office postal, après examen en conférence par les services intéressés.

Art. 5. — Toute installation électrique devra être exploitée et entretenue de manière à n'apporter, par induction, dérivation ou autrement, aucun trouble dans les transmissions télégraphiques ou téléphoniques par les lignes préexistantes.

Lorsque l'installation exigera, dans ce but, le déplacement ou la modification des lignes télégraphiques ou téléphoniques, les frais nécessités par les déplacements ou modifications seront à la charge de l'exploitant.

Art. 6. — Quiconque aura contrevenu aux dispositions du présent décret sera, après avoir été mis en demeure non suivie d'effet, puni des pénalités portées à l'article 2 du décret du 6 juillet 1889 (8 kàda 1306).

Les contraventions seront constatées, poursuivies et réprimées dans les formes déterminées au titre IV dudit décret.

---

528 31 octobre 1897

(*4 djoumadi ettani 1315*)

PROMULGUE LE 31 OCTOBRE 1897

Décret autorisant l'Office des Postes et Télegraphes à charger les accumulateurs qui seront apportés à son usine de lumière.

(OFFICIEL, 1897, 584)

Considérant que des demandes d'achat d'électricité

(1) *Officiel*, 1899, 596.

(1) *Officiel*, 1900, 207. — Conf décret du 17 novembre 1900 (*Officiel*, 1900, 835) qui le modifie.

ont été adressées à l'Office des Postes et Télégraphes, aucune usine privée n'existant à Tunis pour y satisfaire ;

Article 1er. — L'Office des Postes et Télégraphes est autorisé à charger les accumulateurs qui seront apportés à son usine de lumière par les intéressés. La quantité d'électricité employée pour l'opération sera déterminée par l'Office et lui sera payée à raison de 2 fr. par kilowatt-heure.

L'autorisation ci-dessus sera rapportée aussitôt qu'une usine privée se chargera de fournir l'électricité au public.

Art. 2. — Le Directeur de l'Office des Postes et Télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret.

ÉLEVAGE (1)

529 3 février 1885

(17 rebiâ ettani 1302)

PROMULGUÉ LE 4 FÉVRIER 1885

Décret fixant les mesures à prendre pour garantir les troupeaux de la Régence des maladies contagieuses (2).

(OFFICIEL, 1885, 503)

A l'effet de garantir des maladies contagieuses les troupeaux qui constituent une des principales richesses de notre Royaume ;

Article 1er. — En cas de peste bovine, dans toutes les espèces de ruminants ; de péripneumonie contagieuse, dans l'espèce bovine ; de clavelée et de gale, dans les espèces ovine et caprine ; de fièvre aphteuse, dans les espèces bovine, ovine, caprine et porcine ; de morve, farcin et dourine, dans les espèces chevaline et asine ; de rage et de charbon, dans toutes les espèces, notre Premier Ministre ou les autorités administratives locales, avec son autorisation, prendront d'urgence les mesures qui leur paraîtront propres à arrêter les progrès de la contagion (a).

Les infractions aux dispositions qu'ils auront prises seront punies d'une amende de 25 à 600 piastres.

Sera en outre punie d'un emprisonnement de six jours à deux mois toute personne ayant, à quelque titre que ce soit, la charge des soins ou la garde d'un animal atteint ou soupçonné d'être atteint d'une maladie contagieuse qui n'en aura pas fait sur-le-champ la déclaration à l'autorité administrative du lieu où se trouve l'animal et quiconque s'opposera à l'abatage d'animaux ordonné par les personnes préposées à cette mission par les règlements spéciaux.

Art. 2. — Seront punis d'un emprisonnement de deux mois à six mois et d'une amende de 160 à 1,600 piastres :

1° Ceux qui, au mépris des défenses de l'Administration, auront laissé leurs animaux infectés communiquer avec d'autres ;

2° Ceux qui auront vendu ou mis en vente des animaux qu'ils savaient atteints ou soupçonnés d'être atteints de maladies contagieuses ;

3° Ceux qui, sans permission de l'autorité, auront déterré ou sciemment acheté des cadavres ou débris des animaux morts de maladies contagieuses, quelles qu'elles soient, ou abattus comme atteints de la peste bovine, du charbon, de la morve, du farcin et de la rage ;

4° Ceux qui, même avant l'arrêté d'interdiction, auront importé en Tunisie des animaux qu'ils savaient atteints de maladies contagieuses ou avoir été exposés à la contagion.

Art. 3. — Seront punis d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 160 à 3,000 piastres :

1° Ceux qui auront vendu ou mis en vente de la viande provenant d'animaux qu'ils savaient morts de maladies contagieuses, quelles qu'elles soient, ou abattus comme atteints de la peste bovine, du charbon, de la morve, du farcin et de la rage ;

2° Ceux qui se seront rendus coupables des délits prévus par les articles précédents, s'il est résulté de ces délits une contagion parmi les autres animaux.

Art. 4. — L'article 463 du Code pénal français est applicable dans tous les cas prévus par les articles du présent décret.

---

530 7 mars 1885

(20 djoumadi el aouel 1302)

Circulaire du Premier Ministre aux Caïds sur les mesures à prendre contre la propagation des maladies contagieuses sur les animaux.

(OFFICIEL, 1885, 528)

Par décret du 17 rebiâ ettani 1302 (3 février 1885), S. A. le Bey a édicté des mesures

---

(1) Conf décrets des 13 novembre 1887 et 3 novembre 1890, art. 2 (v° AGRICULTURE).

(2) Conf arrêtés des 17 avril 1890, 5 et 26 novembre 1896, 25 mars 1900 (v° DOUANES). — Conf etiam circulaire du 7 mars 1885, arrêté du 22 avril 1893 et décrets des 14 février 1900.

(a) Les personnes qui mettent sciemment en vente des animaux dans cette situation sont passibles de peines correctionnelles. Toutefois les dispositions de ce décret ne sont applicables que s'il est démontré que l'animal vendu était malade au moment de la vente et que le vendeur n'a pu l'ignorer. (Tunis, 16 juillet 1894, *J. T.* 94, 548.)

contre la propagation des maladies contagieuses sur les animaux; c'est à vous qu'il appartient de veiller à leur exécution. Vous tiendrez notamment la main à ce que les déclarations prescrites par l'article 1er de ce décret soient faites par vos administrés et par tous ceux qui demeurent sur le territoire de votre commandement, à leurs Cheiks ; ceux-ci devront immédiatement vous en aviser.

Dès que vous aurez été informés de l'apparition d'une maladie contagieuse, vous en ferez part sans délai non seulement au Ministère, mais encore à l'autorité française du lieu. Celle-ci aura seule le droit d'ordonner l'abatage d'animaux, mais lorsqu'un ordre pareil vous aura été donné par écrit, vous devrez le faire exécuter immédiatement.

---

531 19 mars 1893

(*1er ramadane 1310*)

PROMULGUÉ LE 19 MARS 1893

Décret mettant à la disposition des éleveurs, des béliers mérinos de la Crau, et des béliers et brebis de la race algérienne à queue fine.

(OFFICIEL, 1893, 99)

Sur le rapport de notre Directeur de l'agriculture ;

Article 1er. — La Direction de l'agriculture mettra à la disposition des éleveurs au prix coûtant des marchés de France et d'Algérie des béliers mérinos de la Crau et des béliers et des brebis de race algérienne à queue fine.

A titre d'encouragement à l'élevage du mouton dans la Régence (1), le Gouvernement prendra à sa charge les frais du transport de ces animaux et les pertes qui pourront être faites pendant le voyage.

Art. 2. — Les béliers mérinos de la Crau ne seront délivrés qu'aux propriétaires qui possèdent des abris pour leurs troupeaux et qui font des approvisionnements de fourrages pour les saisons où les pâturages sont insuffisants.

Les personnes qui feront l'acquisition de béliers de race algérienne ou mérinos devront s'engager à ne tolérer aucun bélier à grosse queue à côté d'eux dans le même troupeau.

Quant aux brebis de race algérienne à queue fine, chaque propriétaire pourra en demander autant qu'il croira pouvoir en nourrir, à condition de prendre un bélier mérinos ou algérien par chaque lot de vingt-cinq brebis, à moins qu'il ne justifie de la possession préalable de béliers de ces races.

Art. 3. — La faveur faite par le Gouvernement ayant pour but exclusif l'encouragement de l'élevage, les éleveurs auxquels seront délivrés des animaux devront s'engager à ne pas s'en défaire au moins pendant deux ans, à moins d'y être autorisés par la Direction de l'agriculture.

Faute par eux de se conformer à cet engagement, ils pourront être tenus de rembourser au Gouvernement les frais qu'il aura pris à sa charge.

Art. 4. — Les personnes qui désireront acquérir des animaux de ces races aux conditions ci-dessus, devront en faire la demande à la Direction de l'agriculture après avoir déposé à la Recette générale des finances, qui la prendra en recette en compte courant, une somme calculée à raison de 45 fr. pour chaque bélier mérinos de la Crau, de 25 fr. pour chaque bélier de race Algérienne à queue fine et de 18 fr. par chaque brebis de cette dernière race.

Les demandeurs spécifieront dans leurs demandes le nombre d'animaux qu'ils désirent acquérir et y joindront le récépissé du Receveur général.

Si la valeur des achats exécutés pour le demandeur n'atteignait pas le montant de son dépôt, le surplus lui serait remboursé par ordonnance de paiement sur la caisse du Receveur général des finances.

---

532 22 avril 1893

(*5 chaoual 1310*)

Arrêté du Premier Ministre édictant des mesures destinées à prévenir l'extension de la fièvre aphteuse.

(OFFICIEL, 1893, 125)

Vu le décret du 3 février 1885, relatif aux maladies contagieuses des animaux domestiques ;

Sur le rapport du Directeur de l'agriculture constatant que la fièvre aphteuse a fait son apparition sur divers points de la Régence ;

Article 1er. — Tout propriétaire ou personne ayant à quelque titre que ce soit la charge des soins ou la garde d'un animal atteint de fièvre aphteuse sera tenu d'en faire sur-le-champ la déclaration au Cheik de sa fraction s'il est indigène ou au Contrôleur civil s'il est Européen.

Art. 2. — Dès qu'une déclaration aura été faité au Cheik, celui-ci sera tenu d'en donner immédiatement connaissance au Caïd qui prendra, d'accord avec le Contrôleur civil, un arrêté portant déclaration d'infection.

Cette déclaration entraîne l'application des mesures suivantes :

1° Marque aux ciseaux de tous les animaux composant le troupeau dans lequel a été trouvée une bête atteinte de fièvre aphteuse, tous ces animaux étant considérés comme infectés;

2° Interdiction de laisser sortir ces animaux d'un périmètre qui leur sera désigné.

Art. 3. — Les Caïds pourront, d'accord avec les Contrôleurs, désigner dans les régions dé-

(1) Conf. arrêté du 6 décembre 1892, art. 3 (1° PATURAGES)

clarées d'infection, un emplacement provisoire extérieur au marché habituel où les animaux infectés pourront être vendus à l'effet exclusif de la boucherie.

Art. 4. — En aucun cas les animaux infectés ne pourront être autorisés à parcourir des régions non déclarées d'infection.

Art. 5. — Les Caïds veilleront à ce que les arrêtés d'infection soient levés dès que la maladie aura disparu dans les régions déclarées d'infection.

Art. 6. — Ceux qui ne se seront pas conformés aux prescriptions du présent arrêté seront passibles des peines portées à l'article 2 du décret du 3 février 1885.

---

533 21 août 1893

(8 safar 1311)

PROMULGUÉ LE 21 AOÛT 1893

Décret obligeant les propriétaires d'étalons rouleurs et de baudets étalons à présenter leurs animaux aux vétérinaires militaires une fois par mois et prescrivant certaines dispositions relatives à la saillie des juments par les étalons de l'État.

(OFFICIEL, 1893, 317)

Considérant qu'il importe de combattre la propagation des maladies et notamment de la dourine et d'améliorer la race chevaline dans notre pays ;

Considérant que certains éleveurs font saillir leurs juments dans le même temps par un étalon de l'État et par un baudet étalon et que c'est là une pratique qui contribue à propager la dourine et à diminuer la valeur des produits et qu'il importe de la faire cesser ;

Vu le décret du 17 rebiâ ettani 1302 (3 février 1885) ;

Sur le rapport de notre Directeur de l'agriculture ;

Article 1er. — Les propriétaires d'étalons rouleurs et de baudets étalons seront tenus de les présenter une fois par mois à la visite de l'un des vétérinaires militaires désignés à cet effet.

Le vétérinaire militaire leur délivrera un certificat constatant l'état de santé de l'animal et la date de la visite. Ils devront présenter ce certificat à toute réquisition des autorités.

Le vétérinaire refusera le certificat aux animaux atteints de maladies contagieuses ou héréditaires.

Art. 2. — Les chefs des stations de monte de l'État feront immédiatement après la saillie une remarque en raie avec des ciseaux sur la cuisse gauche de la jument qui vient de recevoir l'étalon.

Il est formellement interdit aux propriétaires d'étalons et de baudets étalons de permettre que les juments qui porteront cette marque soient saillies à nouveau par leurs animaux. Tant qu'une jument restera en chaleur, elle ne pourra être représentée qu'aux étalons de l'État.

Art. 3. — Les propriétaires d'étalons rouleurs et de baudets étalons devront, immédiatement après qu'elles auront été saillies par leurs animaux, faire une marque en raie avec des ciseaux sur la cuisse droite des juments qui auront reçu l'étalon.

Les juments ainsi marquées ne pourront plus être saillies dans l'année par les étalons de l'État.

Art. 4. — Seront punis d'une amende de 15 à 100 fr. :

Les propriétaires d'étalons rouleurs et de baudets étalons qui laisseraient saillir leurs animaux sans être pourvus du certificat du vétérinaire ;

Les propriétaires d'étalons rouleurs et de baudets étalons qui laisseraient leurs animaux saillir une jument portant sur la cuisse gauche la marque indiquant qu'elle a été déjà saillie par un étalon de l'État ;

Les propriétaires d'étalons rouleurs et de baudets étalons qui négligeraient de marquer d'une raie sur la cuisse droite les juments saillies par leurs animaux ;

Les propriétaires de juments qui refuseraient de laisser apposer cette marque.

En cas de récidive dans l'année, cette amende pourra être double.

---

534 20 juin 1896

(9 moharrem 1314)

PROMULGUÉ LE 20 JUIN 1896

Décret établissant des primes pour l'élevage des chevaux.

(OFFICIEL, 1896, 301)

Considérant la nécessité d'améliorer la race des chevaux du pays ;

Sur le rapport de notre Directeur de l'agriculture ;

Article 1er. — Il sera désormais décerné chaque année des primes aux poulains et aux pouliches de deux et trois ans, ainsi qu'aux poulinières suitées munies d'une carte de saillie par un étalon des stations de monte ou par un étalon barbe, arabe ou syrien, approuvé par la Direction de l'agriculture ou inscrit au Stud-Book tunisien (1), algérien ou français.

Art. 2. — Les animaux admis à concourir aux primes sont : 1° les poulains entiers ou castrés et les pouliches de race barbe âgés de 2 ou 3 ans aux herbes de l'année courante ; 2° les juments poulinières de même origine, âgées de cinq ans au moins, suitées de leur produit de l'année. Ces juments devront être en possession des éleveurs depuis plus de trois mois.

Art. 3. — Le crédit ouvert annuellement pour les primes sera partagé en deux moitiés : une moitié sera distribuée en primes de 100 fr., l'autre moitié en primes de 50 fr.

Les primes seront partagées moitié entre les poulains et pouliches, moitié entre les juments poulinières.

Dans chacune de ces deux catégories, la moi-

(1) Conf. second decret du 20 juin 1896.

tié des primes sera réservée aux poulains et pouliches inscrits au Stud-Book tunisien ou algérien, ou aux poulinières suitées dont les produits, provenant d'étalons inscrits au Stud-Book, auront droit à y être inscrits eux-mêmes d'office.

Toutefois, si les sujets manquaient pour cette moitié réservée, les primes pourront être distribuées à des animaux non inscrits au Stud-Book.

Art. 4. — Les primes seront réparties proportionnellement sur le territoire de la Régence par le Directeur de l'agriculture, sur les propositions de la Commission instituée par l'article 6.

Art. 5. — Les propriétaires devront : 1° pour tous les animaux, justifier de la durée de possession par un certificat du Caïd ou du Contrôleur civil. Toutefois, dans certains cas qu'appréciera la Commission de distribution des primes, la notoriété publique pourra tenir lieu de certificat; 2° pour les animaux provenant d'étalons des stations de monte ou d'étalons inscrits au Stud-Book, que ce soit des poulains ou pouliches de deux et trois ans ou des produits de l'année courante accompagnant les poulinières suitées, justifier de l'origine. La preuve de l'origine sera faite par la carte de saillie de la mère portant à la suite et dûment certifiée la déclaration de naissance du produit.

Par mesure transitoire, cette dernière déclaration ne pourra être exigée qu'un an au plus après la clôture des opérations pour la constitution du Stud-Book. Mais, à mérite égal, les primes seront accordées aux propriétaires qui justifieront de l'origine de leurs animaux.

Les propriétaires des pouliches de trois ans qui auront obtenu une prime de 100 fr. seront invités à les faire saillir par un étalon des stations de monte ou un étalon inscrit au Stud-Book. Si la saillie a lieu et si la pouliche n'a pas démérité, elle pourra par faveur exceptionnelle obtenir, l'année suivante, une autre prime de même valeur.

Le propriétaire qui produirait de faux certificats de possession ou de saillie sera exclu du concours pendant trois ans.

Art. 6. — La Commission chargée de distribuer les primes sera composée de la manière suivante :

1° Le Commandant du dépôt de remonte, président;

2° L'Inspecteur de l'élevage ou son délégué, remplaçant le président en cas d'absence;

3° Un vétérinaire militaire ou, à son défaut, un officier acheteur à titre temporaire;

4° Un notable français;

5° Un notable indigène qui pourra être le Caïd.

Les fonctions de commissaire sont gratuites.

Nul ne pourra faire partie d'une commission s'il présente un ou plusieurs animaux au concours.

Art. 7. — Pour que les décisions de la Commission soient valables, trois de ses membres au moins devront être présents.

Art. 8. — La Commission commencera à fonctionner à partir du mois d'octobre, en suivant un itinéraire qui sera arrêté d'accord entre le Service de la remonte et la Direction de l'agriculture et porté à la connaissance des populations intéressées un mois d'avance par les soins des autorités civiles et militaires.

Art. 9. — Le choix des animaux à primer sera fait par voie d'élimination. Les primes de 100 fr. seront attribuées à des animaux d'élite. Dans aucun cas elles ne pourront être scindées.

La Commission juge sans appel; elle ne devra primer que les animaux d'une valeur réelle, sans se croire obligée de distribuer toutes les primes attribuées à une circonscription. Si, faute de sujets méritants, les fonds accordés ne pouvaient trouver emploi dans un concours, ils seront mis en réserve pour être employés, à la fin des opérations :

1° A payer en tout ou en partie les primes de répétition prévues pour les pouliches de quatre ans à l'article 5;

2° A payer des gratifications de 20 fr. aux propriétaires d'animaux de choix auxquels il n'aurait pu être donné qu'un certificat de mention honorable en raison de la quantité limitée des primes accordées dans une même circonscription.

Art. 10. — Les primes seront payées publiquement et séance tenante par l'Inspecteur de l'élevage ou son délégué qui devra recueillir les pièces justificatives de paiement aux éleveurs. Les parties prenantes donneront dans ce but quittance sur un état d'émargement qui sera établi en double exemplaire.

Un certificat sera remis au propriétaire de l'animal primé.

Les certificats de primes seront établis d'après le modèle A, et les certificats de mention honorable d'après le modèle B, joints au présent décret.

La Commission préviendra les propriétaires qu'ils ont tout intérêt à conserver ces certificats, afin de les présenter au moment de la vente à la remonte, qui en tiendra grand compte dans l'appréciation de la valeur des animaux.

Art. 11. — Après chaque concours, les opérations de la Commission seront constatées par un procès-verbal rédigé séance tenante par les soins du président et indiquant le nombre des animaux présentés, par sexe et par catégorie, les appréciations sur l'ensemble de leurs qualités, de leur état d'entretien, et enfin les noms et résidences des propriétaires, les signalements et l'origine des animaux primés ou mentionnés. Il devra être signé par tous les membres de la Commission présents. Un rapport général sur

l'ensemble des opérations sera établi en fin de campagne par le président de la Commission. Ce rapport devra contenir les indications nécessaires pour la répartition des primes l'année suivante.

Une expédition de ces procès-verbaux et de ce rapport général sera envoyée à la Direction de l'agriculture.

---

535 — 20 juin 1896

(9 moharrem 1314)

PROMULGUÉ LE 20 JUIN 1896

Décret instituant un Stud-Book.

(OFFICIEL, 1896, 302)

Considérant que la race de chevaux appelée race barbe est indigène en Tunisie ; qu'il importe au plus haut point à la richesse agricole de conserver cette race qui possède de précieuses qualités de vitesse, de sobriété et de resistance aux fatigues ;

Considérant que la connaissance de la généalogie des géniteurs est eminemment utile aux éleveurs pour la conservation d'une race à l'état pur et son amélioration par la selection ;

Sur le rapport de notre Directeur de l'agriculture ;

Article 1er. — Il est établi à la Direction de l'agriculture un registre matricule dit Stud-Book, pour l'inscription des chevaux barbes existant en Tunisie.

Art. 2. — Tout propriétaire d'un cheval barbe en pourra obtenir l'inscription au registre matricule s'il est accepté par la Commission nommée à cet effet, laquelle décidera à la majorité des voix.

Art. 3. — Une Commission, composée de neuf membres sera chargée de l'examen des titres produits à l'appui des demandes. Les inscriptions seront faites par le Directeur de l'agriculture sur la proposition de la Commission.

Cette Commission sera ainsi composée :

Le Directeur des établissements hippiques de l'Algérie et de la Tunisie ;

L'Inspecteur de l'élevage (membre de droit et délégué du Gouvernement) ;

Le Contrôleur civil de la circonscription ;

Le Commandant du dépôt de remonte ;

Le Capitaine instructeur d'un régiment de cavalerie ;

Un Vétérinaire militaire ;

Un Caïd du contrôle ;

Un notable français désigné par la Chambre d'agriculture ;

Un notable indigène, membre nommé par arrêté de notre Premier Ministre ;

La Commission sera présidée par le Directeur des établissements hippiques et, en son absence, par l'Inspecteur de l'élevage.

---

536 — 14 août 1898

(26 rebiâ el aouel 1316)

PROMULGUÉ LE 14 AOÛT 1898

Décret instituant une Commission consultative hippique.

(OFFICIEL, 1898, 613)

Considérant qu'il est utile, dans l'intérêt de la richesse agricole de la Tunisie, de développer le plus possible la production chevaline du pays ;

Sur le rapport de notre Directeur de l'agriculture et du commerce ;

Article 1er. — Il est créé une Commission consultative hippique chargée de donner son avis sur les questions relatives à l'élevage du cheval et d'étudier les moyens d'améliorer et de développer la production chevaline en Tunisie.

Art. 2. — Cette Commission sera composée de la façon suivante :

Le Résident général, président ;

Le Directeur de l'agriculture et du commerce, vice-président ;

1° Le Colonel commandant le 4e chasseurs d'Afrique[1] ;

2° Le Directeur des établissements hippiques militaires de l'Algérie et de la Tunisie ;

3° L'Inspecteur de l'élevage ;

4° Deux notables français désignés par la Chambre d'agriculture de Tunis ;

5° Un notable français désigné par la Chambre d'agriculture et du commerce du Centre ;

6° Un notable français désigné par la Chambre d'agriculture et du commerce du Sud ;

7° Le Président de la Société des Courses de Tunis ;

8° Deux notables indigènes, membres, nommés par arrêté de notre Premier Ministre ;

Un fonctionnaire de la Résidence générale et un fonctionnaire de la Direction de l'agriculture et du commerce, secrétaires.

Art. 3. — Le Résident général, président de cette Commission, la convoquera chaque fois qu'il le jugera nécessaire.

---

537 — 14 février 1900

(13 chaoual 1317)

PROMULGUÉ LE 14 FEVRIER 1900

Décret relatif à l'importation en Tunisie des animaux des espèces chevaline, bovine, ovine, caprine et porcine (2).

(OFFICIEL, 1900, 179)

Vu le décret du 3 février 1885 (17 rebiâ ettani 1302), relatif aux épizooties ;

Dans le but de protéger le bétail de la Régence contre les épizooties ;

Vu le rapport du Directeur de l'agriculture et du commerce ;

Sur la proposition du Premier Ministre ;

Article 1er. — Les animaux des espèces che-

---

(1) Conf. décret du 29 décembre 1900 (*Officiel* 1901, 1) qui charge le commandant du dépôt de remonte de Tunis de le remplacer numériquement.

(2) Conf. arrêté du 25 mars 1900 (3e DOUANES)

valine, bovine, ovine, caprine et porcine ne seront admis à l'importation en Tunisie qu'accompagnés d'un certificat de santé et d'origine ayant au plus cinq jours de date (non compris, s'il y a lieu, le temps de la traversée par mer) et délivré au lieu de départ par un vétérinaire.

La signature de celui-ci devra être légalisée par l'autorité administrative du lieu de départ, qui certifiera que, dans la localité, il n'existe depuis six semaines au moins aucune maladie contagieuse sur les animaux de l'espèce.

Art. 2. — Le Premier Ministre, le Directeur de l'agriculture et du commerce et le Directeur général des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

---

538 14 février 1900

(13 chaoual 1317)

PROMULGUE LE 14 FÉVRIER 1900

Décret relatif aux mesures à prendre à l'égard des animaux des espèces bovine, ovine, caprine et porcine, importées en Tunisie et reconnues atteints de fièvre aphteuse.

(OFFICIEL, 1900, 159)

Vu les décrets du 3 février 1885 (17 rebiâ ettani 1302) et du 14 février 1900 (13 chaoual 1317) relatifs aux épizooties ;

Sur le rapport du Directeur de l'agriculture et du commerce ;

Sur la proposition du Premier Ministre ;

Article 1er. — Les animaux des espèces bovine, ovine, caprine et porcine, arrivant par mer ou par voie ferrée, qui seraient reconnus atteints de fièvre aphteuse ou auraient été exposés à la contagion seront repoussés après avoir été marqués ; ceux arrivés par terre et qui ne pourraient être repoussés sans danger pour les troupeaux voisins seront, suivant leur état, envoyés immédiatement à la boucherie sous réserve d'inspection des viandes ou mis en quarantaine pour une durée minima de quinze jours.

Art. 2. — Le Premier Ministre et le Directeur de l'agriculture et du commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

ENREGISTREMENT

539 2 novembre 1893

(22 rebiâ ettani 1311)

PROMULGUÉ LE 2 NOVEMBRE 1893

Décret réglementant la perception du droit de mutation(1) sur les transmissions de biens immeubles entre vifs ou par décès(2).

(OFFICIEL, 1893, 381)

Vu le tarif général des mahsoulats et nos décrets concernant le droit de mutation en cas de vente immobiliere et les droits de timbre ;

Vu notamment les décrets des 25 mai 1867 (21 moharrem 1284) ; 8 novembre 1871 (24 châbane 1288) ; 14 avril 1873 (15 safar 1290) ; 2 septembre 1875 (1er châbane 1292) ; 4 janvier 1882 (13 safar 1299) ; 17 avril 1886 (13 redjeb 1303) ; 8 janvier 1888 (23 rebiâ ettani 1305) ; 8 octobre 1889 (12 safar 1307) ; 15 janvier 1890 (23 djoumadi el aouel 1307) ;

Dans le but de faciliter les transactions immobilieres par une moderation des taxes dont elles sont frappées au profit du Trésor, et de donner ainsi un nouvel encouragement à l'agriculture ;

Considérant qu'il importe, pour assurer la perception de l'impôt, de préciser, en les completant, la portée des dispositions qui le régissent ;

Considérant que, l'impôt de mutation représentant rationnellement le prix de la sécurité garantie par l'État, il est juste qu'il soit payé par tous nouveaux possesseurs ;

Article 1er. — Le droit de mutation exigible à raison des transmissions d'immeubles est réduit de 6 fr. 25 c. à 4 fr. par 100 fr. (3).

Le droit proportionnel de timbre de 1 % établi par le décret susvisé du 8 novembre 1871 (24 châbane 1288) est supprimé en ce qui concerne les actes ou jugements portant transmission d'immeubles, et remplacé par un droit fixe d'après la dimension du papier suivant le tarif prévu par l'article 20 du décret du 14 juin 1886 (12 ramadane 1303) modifié par l'article 4 du décret du 16 mars 1892 (16 châbane 1309).

Ce droit sera dû pour chaque acte civil ou judiciaire translatif de biens immeubles, savoir : pour les actes sous signatures privées sur chaque original et pour les actes notariés et les jugements sur les expéditions.

Tout acte de cette nature écrit à la suite d'un autre acte devra être timbré ou visé pour timbre séparément, préalablement à sa clôture au droit invariable de 1 fr. 20 c.

Tout acte rédigé sur papier non timbré ou non visé pour timbre au droit ci-dessus établi sera passible d'une amende de 50 fr.

Art. 2. — Sont passibles du droit de mutation fixé par l'article précédent toutes les transmissions de biens immeubles(a) en propriété ou

---

(1) Conf. règlement du 25 novembre 1893.
(2) Conf. decret du 8 février 1897
(3) Conf. décret du 9 octobre 1900.

(a) L'exception qui pourrait être apportee à cette règle, tirée des lois françaises du 22 frimaire an VII (art 68, § 3, n° 7) et 27 ventôse an IX (art. 12), ne saurait s'appliquer à un jugement d'expédient donnant simplement acte de l'accord des parties qui se rétrocèdent un immeuble ; elle profite exclusivement aux résolutions prononcees par justice et dont les causes ont été formellement verifiées et appréciees par le juge compétent (Sousse, 15 juin 1899, *J. T.* 99, 533.)

Il y a mutation de propriété dans la retrocession d'une propriété immatriculée, faite par le bénéficiaire de l'immatriculation à un tiers, pour éviter le paiement de dommages-interets dus a ce dernier en raison du préjudice que lui avait causé l'immatriculation. L'Administration de l'enregistrement a une action solidaire, pour le recouvrement du droit de mutation, contre l'ancien et le nouveau possesseur ; mais si elle poursuit le nouveau possesseur, celui-ci ne peut appeler l'ancien en garantie pour le remboursement du droit : il doit agir contre lui par voie d'action principale (Tunis, 24 juillet 1899, *J. T.* 99, 526.)

en usufruit (1), soit à titre onéreux, soit à titre gratuit entre vifs ou par décès (2), autres que celles opérées au profit de l'État (3).

Les constitutions ou cessions d'enzel seront considérées, au regard de la loi fiscale, comme emportant translation de propriété (4).

Il en est de même des actes qui emportent translation sous condition résolutoire.

La quotité du droit de mutation est fixée à 0 fr. 20 c. pour 100 fr. pour les transmissions d'immeubles qui s'opèrent en ligne directe ou entre époux, soit entre vifs à titre gratuit, soit par décès. La perception du droit de mutation par décès n'aura lieu qu'à compter du 1er janvier 1895, d'après les règles qui seront édictées ultérieurement (2).

Art. 3. — La valeur de la propriété ou de l'usufruit est déterminée pour la liquidation et le paiement des droits (5) :

1° Pour les transmissions à titre onéreux, par le prix stipulé en y ajoutant toutes les charges en capital ;

2° Pour les échanges, par l'évaluation de la plus forte part ;

3° et 4° (*Abrogés par décret du 5 mai 1898, art. 2, § 1*) ;

5° Pour les transmissions entre vifs à titre gratuit, par l'évaluation de la valeur vénale (a).

Les évaluations devront faire l'objet d'une déclaration certifiée et signée par les parties.

Art. 4. — Toute dissimulation dans l'énonciation du prix sera punie d'une amende égale au quart de la somme dissimulée, lorsque cette dissimulation sera prouvée par des actes émanant des parties ou par des jugements, dans le délai de dix ans à partir du paiement des droits (5).

Passé ce délai, la prescription sera acquise aux redevables.

Art. 5. — Lorsque les prix ou évaluations ayant servi de base à la perception paraîtront inférieurs à la valeur réelle des biens à l'époque de la transmission, l'Administration pourra requérir l'expertise dans le délai de deux ans à compter du paiement des droits (5).

Cette expertise aura lieu dans les formes et conditions déterminées par l'article 26 du décret du 14 juin 1886 (12 ramadane 1303) modifié par l'article 6 du décret du 16 mars 1892.

Les attributions du Juge de paix seront dévolues aux tribunaux tunisiens lorsque les parties contractantes seront toutes de nationalité tunisienne.

Les parties seront tenues, dans tous les cas, d'acquitter les droits de mutation sur le supplément d'estimation.

Il sera, en outre, perçu au profit du Trésor, une somme égale à titre d'amende.

Art. 6. — Les droits exigibles en vertu du présent décret seront supportés par les nouveaux possesseurs, sans préjudice de l'action du Trésor contre les vendeurs, donateurs ou cédants, tenus solidairement (1) [a].

Ces droits seront payés dans les soixante jours de la mutation (1). Il sera produit à l'appui du paiement, s'il s'agit d'un acte notarié, un bulletin délivré par les notaires ; s'il s'agit d'un jugement, ou d'un acte public venant de l'étranger, une expédition ; s'il s'agit d'un acte sous signature privée, l'un des originaux.

A défaut d'acte, il y sera suppléé au moyen d'une déclaration signée par les parties.

Les pièces produites à l'appui du paiement devront être accompagnées d'une traduction française certifiée par un traducteur assermenté (2).

Le paiement des droits sera effectué, dans le cas de mutation constatée par acte public, au bureau dans le ressort duquel est établi le notaire ou le tribunal ; dans tout autre cas, au bureau choisi par les parties.

Lorsque le paiement des droits n'aura pas été effectué dans les délais fixés, l'ancien et le nouveau possesseur seront tenus, chacun personnellement et sans recours, nonobstant toute stipulation contraire, d'un droit en sus qui ne pourra être inférieur à 50 fr.

L'ancien possesseur pourra s'affranchir du droit en sus qui lui est personnellement imposé, ainsi que du versement immédiat du droit simple, en déposant au bureau, dans le délai ci-dessus fixé, l'acte soumis au droit ou une déclaration de la mutation.

Pour le recouvrement des droits et amendes, le Trésor jouira du privilège prévu par les articles 129 du décret du 3 octobre 1884 (12 hidjà 1301) et 229 de la loi du 1er juillet 1885, modifié par l'article 15 du décret du 15 mars 1892 (15 châbane 1309) [3].

Art. 7. — Il est défendu aux notaires de délivrer expédition ou copie d'un acte de mutation et d'instrumenter en vertu d'un acte de cette nature, sans s'être assurés du paiement des droits édictés par le présent décret, à peine d'en être personnellement tenus. Il sera fait mention de ce paiement dans l'acte par une transcription de la quittance délivrée par l'agent de perception.

La même défense est faite sous la même res-

---

(1) Conf. etiam décret du 5 mai 1898.
(2) Conf. décret du 8 février 1897
(3) Conf décret du 9 octobre 1900
(4) Conf. décrets des 5 mai 1898 et 9 octobre 1900.
(5) Conf règlement du 25 novembre 1893.
(a) Ces expressions n'impliquent pas qu'on doive déduire de cette valeur celle des charges, notamment d'une rente d'enzel, pour le calcul du droit de mutation. (Sousse, 6 mai 1897, *J. T.* 97, 304.)

(1) Conf. règlement du 25 novembre 1893.
(2) Une circulaire du Parquet de Tunis du 10 mars 1894 invite les interprètes judiciaires de cet arrondissement à prêter leur concours pour l'application de ce décret et à traduire toutes pièces, tous titres adressés à eux par l'Administration des finances, en indiquant la raison pour laquelle la traduction a été demandée. Leur rémunération est fixée dans la décision beylicale du 24 mai 1894.
(3) Conf. etiam décrets des 21 juillet 1896, art. 5, et 8 février 1897, art 6, § 2.
(a) Il échet de réserver à l'acquéreur, passible du double droit, tout recours utile contre les notaires rédacteurs de l'acte constatant, contrairement à la vérité, que la quittance du droit de mutation leur a été représentée. (Ouzara, 4 janvier 1900, *J. T* 900, 460.)

ponsabilité, à tous fonctionnaires ou officiers publics.

Aucun acte constatant ou révélant une mutation ne pourra être admis en justice sans que les droits exigibles sur la mutation aient été payés. Il en sera de même en ce qui concerne les actes non timbrés, ainsi qu'il est prescrit par nos décrets du 25 mai 1867 (21 moharrem 1284), 17 avril 1886 (13 redjeb 1303), art. 3, et 8 janvier 1888 (23 rebiâ ettani 1305)[1].

Les dépositaires des rôles des contributions et tous autres chargés des archives et dépôts de titres publics seront tenus de les communiquer sans déplacer aux préposés des régies financières accrédités à cet effet, à toute réquisition, et de leur laisser prendre, sans frais, les renseignements, extraits et copies qui leur seront nécessaires pour les intérêts du Trésor, à peine de 100 fr. d'amende pour refus constaté par procès-verbal du préposé.

Ces dispositions s'appliquent à tous officiers publics et ministériels et aux secrétaires d'administrations centrales et municipales, pour les actes dont ils sont dépositaires.

Les communications ci-dessus ne pourront être exigées les jours de repos, et les séances de chaque autre jour ne pourront durer plus de quatre heures de la part des préposés dans les dépôts où ils feront leurs recherches.

Les notaires seront tenus, sous les peines édictées ci-dessus, de produire leurs registres au bureau de perception toutes les fois qu'ils en seront requis (2).

Art. 8. — Le recouvrement des droits et amendes exigibles en vertu du présent décret sera poursuivi (2), en ce qui concerne les justiciables des tribunaux français, dans les formes prévues par les articles 33 et 34 du décret du 14 juin 1886 modifiés par l'article 12 du décret du 16 mars 1892, sur l'organisation du service de la conservation foncière.

Le tribunal compétent sera celui de la situation des biens.

Les attributions du conservateur seront dévolues au Receveur de l'impôt. La contrainte sera visée et rendue exécutoire par le Juge de paix du canton où le bureau est établi.

En ce qui concerne les justiciables des tribunaux tunisiens, la procédure sera celle en usage devant ces tribunaux (3).

Art. 9. — Il est accordé aux redevables un délai (4) de trois mois à compter de la promulgation du présent décret pour effectuer le paiement des droits exigibles sur les mutations opérées antérieurement par actes civils, par actes judiciaires ou par conventions verbales, et à raison desquelles ces droits n'auraient pas été acquittés (2).

(1) Ces décrets sont abrogés par décret du 20 juillet 1896 (1° TIMBRE) — Conf etiam reglement du 25 novembre 1893.
(2) Conf. reglement du 25 novembre 1893.
(3) Conf. décret du 20 mai 1899.
(4) Conf. décret du 12 décembre 1895, art. 1er, qui accorde un nouveau délai

Le droit dû sur lesdites mutations est abaissé pendant ce délai à 2 °/₀. Pendant le même délai, les actes ou expéditions établis sur papier non timbré seront admis au timbrage moyennant le paiement du droit fixe édicté par le deuxième alinéa de l'article 1er du présent décret (1).

Passé ce délai de faveur, les redevables qui n'en auraient pas profité seront déchus du bénéfice des dispositions du présent article et le paiement des droits sera poursuivi contre eux d'après le taux en vigueur à la date des actes ou des mutations sans préjudice des droits en sus exigibles.

Les détenteurs de quittances de la caroube sur les ventes immobilières antérieures au 13 octobre 1889 et qui n'ont pas été utilisées pour la passation d'un acte notarié seront tenus, dans les mêmes délais, de les soumettre au visa de l'Administration, à défaut de quoi ces quittances seront considérées comme nulles.

Art. 10. — Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent, notamment le décret du 15 janvier 1890 (23 djoumadi el aouel 1307).

Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui entrera en vigueur dans toute la Régence le 20 décembre 1893.

---

540 25 novembre 1893

(16 djoumadi el aouel 1311)

Règlement de S. A. le Bey relatif à l'application du décret du 2 novembre 1893 sur les mutations immobilières.

(R. D. F., 1893, 216)

Objet du décret du 2 novembre 1893 (22 rebiâ ettani 1311). — Notre décret du 2 novembre 1893 a pour objet notamment :

1° D'assujettir à l'impôt toutes les mutations immobilières en propriété ou en usufruit, de quelque manière qu'elles s'opèrent ; soit qu'elles résultent d'actes authentiques ou sous seing privé, ou qu'elles aient eu lieu par de prétendues conventions verbales ; soit qu'elles s'effectuent à titre onéreux, c'est-à-dire moyennant un prix (ventes simples, ventes sous condition résolutoire, échanges, dations en paiement, partages ayant effet translatif, constitutions et cessions d'enzel sous ses différentes formes, etc.) ; soit qu'elles s'effectuent entre vifs à titre gratuit, c'est-à-dire sans qu'il soit stipulé une compensation équivalente à la valeur des biens transmis (donations), soit enfin qu'elles s'effectuent, par suite de décès, au profit des héritiers ou des légataires du défunt (successions) ;

2° D'obliger les nouveaux possesseurs, s'il n'existe pas d'acte constatant la mutation, à y suppléer par des déclarations détaillées et estimatives ;

(1) Conf reglement du 25 novembre 1893.

3° D'imposer le paiement du droit dans un délai déterminé à compter du jour où la mutation est réalisée, sous la sanction d'un droit en sus en cas de retard ;

4° D'assujettir au timbre de dimension les actes translatifs d'immeubles en remplacement du timbre proportionnel actuellement exigible.

Point de départ de l'exigibilité des droits. — Les droits de mutation deviennent exigibles dès que la transmission est opérée entre les parties, et sans qu'il soit nécessaire que cette transmission soit constatée par un titre.

C'est le fait même du déplacement de la propriété qui donne naissance à la créance du Trésor.

Le délai accordé par la loi n'est qu'un terme de paiement.

Liquidation des droits. Charges à ajouter au prix. — La loi prescrit (art. 3), toutes les fois que la transmission s'opère moyennant un prix, de percevoir le droit sur le prix stipulé, en y ajoutant les charges en capital. Il faut entendre par là que le droit doit être liquidé au taux fixé, non seulement sur la somme d'argent que l'acquéreur tire de sa poche pour le faire entrer dans celle du vendeur, mais encore sur tous les avantages indirects que l'acheteur procure au vendeur, soit en payant des dettes pour lui, soit autrement.

Les notaires font, le cas échéant, évaluer ces charges en capital et constatent dans l'acte la déclaration des parties.

Si le prix consistait en toute autre chose que de l'argent, par exemple en une créance sur un tiers, en objets mobiliers, en une rente viagère, etc..., la valeur mobilière formant le prix devrait de même être évaluée en capital.

Dissimulation du prix. — Il résulte de l'article 4 que le Trésor est fondé, avant tout, à exiger l'impôt sur le prix convenu. Si le prix est entaché de dissimulation, en d'autres termes, si la somme portée dans l'acte est inférieure à celle qui a été réellement convenue entre les contractants, la fraude commise est punie d'une amende égale au quart de la somme dissimulée.

Insuffisance du prix. — D'après l'article 5, si le prix, bien que sincèrement exprimé, paraît cependant inférieur à la valeur réelle de l'immeuble vendu, l'Administration est autorisée à provoquer l'expertise afin que l'impôt soit en définitive acquitté sur la valeur.

Assiette de l'impôt pour les échanges et les donations. — Aux termes de l'article 3, l'impôt est assis, dans le cas d'un échange, sur la valeur vénale de la plus forte part, et dans le cas d'une donation, sur la valeur vénale des biens donnés.

Les notaires invitent, s'il y a lieu, les parties à fournir cette évaluation et constatent leur déclaration dans l'acte.

Débiteurs des droits. — L'article 6 dispose que les droits seront supportés par les acquéreurs ou nouveaux possesseurs. Mais toutes les parties en sont tenues indistinctement et au même titre envers l'Administration, qui peut, le cas échéant, poursuivre le paiement contre les anciens propriétaires.

Délai pour le paiement. — Le délai accordé pour le paiement des droits est de 60 jours, et il court de la date de la mutation, c'est-à-dire de la date de l'accord des parties. Le jour de la date de la mutation ne compte pas ; le jour qui clôt le délai de 60 jours peut être utilisé par les intéressés pour satisfaire à la loi.

Droits de timbre. — Les droits de timbre applicables aux actes portant transmission d'immeubles sont établis en raison de la dimension du papier employé (1).....

Obligations communes aux notaires, aux caïds et aux cadis. — L'ignorance des nouvelles dispositions peut exposer les contribuables à des pénalités relativement élevées.

Il importe d'éviter aux personnes de bonne foi de supporter les amendes ou les droits en sus que la loi établit.

Ce devoir de protection incombe aux caïds, aux cadis et aux notaires. Il leur appartient d'éclairer les parties qui ont recours à leur ministère ou à leurs conseils, de les instruire de leurs obligations vis-à-vis du Trésor, et de leur faire connaître les peines que la loi édicte dans les cas, notamment, où l'impôt n'est pas payé dans les délais fixés, où une partie du prix est dissimulée, et où les biens sont évalués à une somme inférieure à leur valeur réelle.

Les magistrats ou les chefs indigènes ne perdront pas de vue que leur indifférence à remplir ce devoir serait contraire aux intérêts des populations qu'il importe de protéger.

Il est donc indispensable que les caïds, les cadis et les notaires se livrent à une étude approfondie de la nouvelle législation.

Actes produits en justice. — Aux termes de l'article 7 du décret, aucun acte constatant ou révélant une mutation ne peut être admis en justice sans que les droits exigibles sur la mutation aient été payés ; il en est de même de tout acte soumis au timbre en vertu de la législation existante (2). En conséquence, les caïds et les cadis devant lesquels serait produit un acte de l'espèce devraient surseoir à statuer jusqu'à ce qu'il leur ait été justifié du paiement de l'impôt. Les agents de l'Administration qui ont accès dans les greffes et autres dépôts publics ont mission de s'assurer que cette disposition est observée.

Devoirs spéciaux des notaires. — Aux termes de l'article 7, il est défendu aux notaires de délivrer expédition d'un acte de mutation sans s'être assurés du paiement des droits, à peine d'en être personnellement tenus.

---

(1) Conf. art. 20, tableau, du décret du 14 juin 1915 (v° Conservation foncière).
(2) Conf. décret du 20 juillet 1896 (v° Timbre).

Bulletins à remettre aux parties (1). — Lors donc que les notaires ont rédigé un acte contenant des stipulations qui touchent à la condition juridique de biens immobiliers, qui apportent notamment un changement quelconque dans la propriété ou l'usufruit de ces biens, ils doivent, afin de dégager leur responsabilité propre, établir d'office le bulletin prévu par le règlement du mois d'octobre 1889, remettre ce bulletin aux parties et les inviter à se présenter, dans les soixante jours au plus tard de la date de la convention, au bureau des droits de mutation et contributions diverses de la circonscription pour y acquitter les droits exigibles. Les notaires avertissent en même temps les intéressés qu'ils auront à produire, à l'appui de ce bulletin, une traduction française faite par un interprète assermenté. Les interprètes judiciaires ont été autorisés à établir des traductions. Ils le feront gratuitement (1).

Bulletins destinés aux Receveurs. — Comme les parties pourraient ne pas se présenter au bureau de perception dans le délai fixé, il importe que le Receveur soit mis à même de réclamer et, au besoin, de poursuivre le paiement des droits exigibles, aussitôt après l'expiration du délai.

A cet effet, les notaires dressent un double du bulletin remis aux parties et l'envoient au caïd qui le fait immédiatement parvenir au Directeur des contributions diverses (2).

Paiement des droits. Justifications. — Après paiement des droits, le Receveur appose sur le bulletin qui lui a été remis par la partie l'empreinte d'une griffe spéciale portant en arabe : « Vu au bureau des droits de mutation et contributions diverses à..... Perçu (indiquer la somme en chiffres)..... »

Ce n'est que lorsque le bulletin leur est représenté revêtu de ladite mention et du cachet du bureau que les notaires peuvent délivrer l'expédition de l'acte. Les bulletins sont conservés par les notaires qui les annexent à leur registre, pour les représenter ultérieurement, avec ledit registre, à qui de droit.

D'après l'article 7, la mention mise sur le bulletin doit être reproduite par les notaires dans l'expédition.

Timbre de dimension. — L'expédition est rédigée sur papier timbré spécial, dit papier de dimension. Il peut être employé, à cet effet, une feuille à 1 fr. 20 c., à 0 fr. 90 c., à 0 fr. 60 c. ou à 0 fr. 30 c. indifféremment, ou plusieurs de ces feuilles, s'il est nécessaire.

Lorsque l'expédition doit être rédigée sur un titre de propriété à la suite d'un autre acte, le titre doit être préalablement timbré au droit de 1 fr. 20 c., à l'atelier du timbre à Tunis, ou visé pour timbre au même droit de 1 fr. 20 c. par un Receveur des droits de mutation et contributions diverses.

Toute expédition établie sur un papier non timbré serait passible d'une amende de 50 fr. due par les notaires personnellement.

Les expéditions des actes n'emportant pas transmission de propriété ou d'usufruit d'immeubles (notamment les baux) continueront à être établies sur papier timbré ordinaire, fixe ou proportionnel, suivant les cas.

Obligations fiscales et responsabilité des notaires. — L'article 7 interdit aux notaires, à peine d'être responsables des droits, d'instrumenter en vertu d'un acte translatif qui ne serait pas libéré de l'impôt. Les notaires ne pourraient, par exemple, constater à leur registre une convention par laquelle les contractants transféreraient, confirmeraient ou modifieraient les droits immobiliers résultant d'une autre convention, sans s'être assurés que l'impôt afférent à cette dernière convention a été acquitté.

Les notaires continueront d'ailleurs à exiger, conformément aux décrets antérieurs (1), la justification du paiement de tous les impôts (taxe sur les loyers, taxe sur la valeur locative, kanoun, etc...), frappant les immeubles transmis et afférents à l'époque antérieure à la vente.

Il n'est rien modifié au règlement du mois d'octobre 1889 (1) concernant les baux d'immeubles, sous la réserve que la taxe sur les loyers revenant au Trésor sera désormais encaissée par les Receveurs des droits de mutation et contributions diverses et les Receveurs des douanes, à l'exclusion des caïds.

Droit de communication des agents des finances. — Aux termes de l'article 7 du décret, les agents de l'Administration des finances peuvent demander aux notaires communication de leurs registres et des pièces y annexées, et prendre tels renseignements, extraits ou copies qui leur seraient nécessaires dans l'intérêt du Trésor. Ces agents peuvent, au besoin, requérir les notaires d'apporter leurs registres au bureau de perception. Les notaires sont tenus de déférer à cet égard aux réquisitions qui leur sont faites, à peine de 100 fr. d'amende.

Bureaux où les droits doivent être payés. — Les droits afférents aux actes de transmission passés devant les notaires doivent être acquittés au bureau dans la circonscription duquel résident les notaires rédacteurs.

Ceux-ci doivent indiquer aux parties quel est le bureau compétent.

Attributions et devoirs des caïds. — Les receveurs des droits de mutation et contributions diverses et les receveurs des douanes étant désormais exclusivement chargés de la perception des droits de mutation et de la taxe sur les loyers, les caïds n'ont plus à s'occuper de l'en-

(1) Conf décision du 24 mai 1894.
(2 Conf. décision du 25 mai 1897.

(1) Conf. décret du 8 octobre 1889 (v° NOTARIAT TUNISIEN)

caissement et de la prise en charge de ces produits.

Toutefois, les caïds sont tenus de prêter leur concours aux agents de perception afin d'assurer l'exécution de la loi. Ils se conforment à cet égard aux indications et aux instructions qui leur sont données par le Directeur des contributions diverses.

D'une manière générale, les caïds doivent fournir aux Receveurs les renseignements dont ils peuvent avoir besoin, les aider de leurs connaissances locales, et faciliter par tous les moyens en leur pouvoir non seulement la constatation, mais encore la rentrée intégrale des droits dus au Trésor.

Surveillance des mutations. — Ils doivent, en conséquence, surveiller avec soin les mutations de propriété par vente, échange, donation, etc., dans l'étendue de leur caïdat, et s'assurer que le droit a été acquitté. S'ils constatent que des propriétés ont changé de mains sans que l'impôt ait été payé, ils en donnent avis au Receveur et lui font connaître les noms et domiciles des parties, la nature et la situation de l'immeuble, etc., à l'égard des ventes par autorité de justice faites par leurs soins, ils veillent à ce que les notaires établissent et leur remettent le bulletin de l'adjudication. Ils instruisent également les Receveurs des locations qu'ils apprendraient n'avoir pas fait l'objet d'actes notariés, afin que ces agents soient en mesure de réclamer aux parties les droits revenant au Trésor.

Envoi aux receveurs des bulletins de mutation. — Aux termes du présent règlement, les notaires doivent remettre aux caïds un double du bulletin de mutation qu'ils délivrent aux parties.

Il est expressément recommandé aux caïds de faire parvenir ce double, sans retard, au Directeur des contributions diverses qui l'adresse, après traduction française, au Receveur chargé de la perception des droits.

Les caïds doivent, d'ailleurs, s'assurer que les doubles des bulletins de mutation leur sont adressés régulièrement par les notaires.

Poursuites. Contraintes. — Aux termes de l'article 8 du nouveau décret, le recouvrement des droits et amendes est poursuivi, en ce qui concerne les justiciables des tribunaux français, dans les formes prévues par les articles 33 et 34 du décret du 14 juin 1886 modifiés par l'article 12 du décret du 16 mars 1892, sur l'organisation de la conservation foncière.

Ce dernier article dispose que la contrainte sera signifiée administrativement dans les conditions prévues par l'article 41 de la loi du 1er juillet 1885, dont le paragraphe 8 est ainsi conçu : .... (*Conf. cette loi.*)

Il est recommandé aux caïds de se conformer strictement à cette disposition, le cas échéant, et surtout d'éviter tout retard dans les notifications.

Les caïds ne manqueront pas de porter à la connaissance de leurs administrés directement par l'entremise des khalifas et cheiks et par des publications dans les marchés, les dispositions transitoires qui font l'objet de l'article 9, afin que les intéressés se mettent en mesure d'en profiter dans le délai de trois mois (1) que la loi a imparti.

Obligations des cadis. — Les cadis tiennent la main à l'exécution par les notaires de toutes les obligations qui leur incombent.

Ils prennent à cet effet toutes les mesures nécessaires et signalent, s'il y a lieu, aux caïds, qui doivent les porter à la connaissance des receveurs, les infractions commises par les notaires.

---

541 — 24 mai 1894

(*19 kâda 1311*)

Décision de S. A. le Bey relative à la traduction des bulletins des mutations immobilières.

(Officiel, 1894, 190)

Sous la rubrique « Bulletins à remettre aux parties », le règlement du 25 novembre 1893 prescrit aux notaires d'avertir les redevables qu'ils ont à produire, à l'appui du bulletin de mutation, une traduction française faite par un interprète assermenté.

En vue de faciliter le fonctionnement du service dans la première période d'application du nouveau régime, l'Administration a consenti à prendre à sa charge, transitoirement, les frais de traduction de l'espèce. Mais il avait été admis, dès le principe, que les honoraires des interprètes incomberaient aux parties intéressées ; cette charge est d'ailleurs peu onéreuse, comparativement à l'important dégrèvement réalisé par le décret du 2 novembre 1893.

En conséquence, et par modification aux errements suivis, il est décidé que, à partir du 1er juillet 1894, les frais de traduction des bulletins seront supportés par les parties, qui devront en acquitter le montant directement aux mains des interprètes, d'après le tarif exceptionnellement réduit de 1 fr. par bulletin (2).

Il est ordonné aux notaires de donner connaissance de ces dispositions aux redevables qui auraient recours à leur ministère, dans l'avenir, pour l'établissement d'actes translatifs de biens immeubles.

---

542 — 12 décembre 1895

(*24 djoumadi ettani 1313*)

PROMULGUÉ LE 12 DÉCEMBRE 1895

Décret accordant un délai de faveur pour le paiement des droits de mutation et de timbre.

(Officiel, 1895, 374)

Vu l'article 9 du décret du 2 novembre 1893

---

(1) Conf. décret du 12 décembre 1895.

(2) Une circulaire du Parquet de Tunis du 7 juin 1894 porte cette décision à la connaissance des Interprètes de cet arrondissement.

(22 rebiâ ettani 1311) accordant un délai de trois mois pour acquitter, à un tarif de faveur, les droits exigibles sur les mutations opérées antérieurement ;

Attendu qu'un assez grand nombre de contribuables n'ont pu profiter de ce délai ;

Article 1er. — Il est accordé un nouveau et dernier délai de trois mois, à compter du 1er janvier 1896, pour effectuer, aux tarifs de faveur fixés par l'article 9 du décret du 2 novembre 1893, le paiement des droits de mutation et de timbre exigibles sur les mutations immobilières opérées antérieurement au 20 décembre 1893.

Art. 2. — Passé le 31 mars 1896, les mutations susvisées seront passibles des droits de timbre et de mutation ainsi que des pénalités édictées par les articles 1 et 6 du décret du 2 novembre 1893.

Art. 3. — Sont abrogées les dispositions contraires de l'article 9 du décret du 2 novembre 1893.

Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

---

543 20 juillet 1896

(9 safar 1314)

PROMULGUÉ LE 20 JUILLET 1896

Décret sur l'enregistrement (1).

(OFFICIEL, 1896, 349)

Vu les décrets des 11 mars 1895, 30 décembre 1895, 11 janvier, 25 février et 27 avril 1896 ;

Article 1er. — Toute personne qui voudra assurer la date ou conserver la trace d'un acte ou écrit quelconque pourra en requérir l'enregistrement ou la transcription dans l'un des bureaux des contributions diverses établis pour la perception des droits de mutation (a).

Art. 2. — Tout acte ou écrit à enregistrer ou à transcrire devra, s'il est rédigé dans une langue autre que la langue française, être accompagné d'une traduction entière en français, faite aux frais de la partie requérante et certifié par un interprète assermenté.

Par exception, les actes des notaires et les jugements des juridictions indigènes pourront être enregistrés sur le texte arabe ou au vu d'une traduction sommaire dans les conditions qui seront déterminées.

Art. 3. — La transcription consistera en une copie littérale de l'acte ou de l'écrit représenté ou de sa traduction.

Les surcharges, ratures et autres particularités que contiendra la pièce transcrite y seront indiquées.

La transcription donnera ouverture, en sus du droit d'enregistrement, à un salaire fixé à trente centimes par page de 33 lignes à 15 syllabes, compensation faite d'une page à l'autre.

Art. 4. — Aucune copie d'actes enregistrés ou transcrits ne pourra être délivrée, dans aucun cas, qu'aux parties contractantes ou à leurs ayants cause, à moins d'une ordonnance du juge rendue contradictoirement ou la partie dûment appelée, sauf les cas expressément prévus par la loi. Elles seront établies sur papier timbré dit moyen papier et donneront lieu à la perception d'un droit de 1 fr. au profit du Trésor et d'un salaire fixé à 0 fr. 30 c. par page de 30 lignes à 15 syllabes, complète ou commencée.

Art. 5. — L'enregistrement de tous les actes ou écrits quelconques autres que ceux dénommés ci-après est entièrement facultatif, à moins qu'il n'en soit fait usage en justice, ainsi qu'il sera dit à l'article 7.

Devront être enregistrés :

I. — Dans les trente jours de leur date, s'ils sont passés en Tunisie, et dans les soixante jours, s'ils sont passés hors du territoire de la Régence :

1° Les hypothèques volontaires, antichrèses, nantissements immobiliers, leurs constitutions, cessions, transports et mainlevées, lorsque l'immeuble grevé est situé en Tunisie ;

2° Les cessions, transports, rachats et amortissements de rentes d'enzel, ainsi que les constitutions, lorsque le constituant se réserve le domaine utile.

A défaut d'acte, il y est suppléé, dans les cas visés aux numéros 1 et 2 ci-dessus, par une déclaration signée des parties ;

3° Les baux écrits d'immeubles situés en Tunisie ;

4° Les actes des notaires musulmans ou israélites.

II. — Dans les vingt-cinq jours de leur date :

Les ordonnances de référé et les jugements rendus tant en premier qu'en dernier ressort, ou sur appel, en matière civile, administrative ou commerciale, les jugements préparatoires et interlocutoires exceptés (1).

III. — Dans les dix jours de leur date :

Les procès-verbaux des ventes publiques de meubles auxquelles il est procédé par les officiers publics à ce compétents.

Art. 6. — Lorsqu'un acte ou écrit non assujetti obligatoirement à l'enregistrement sera néanmoins présenté à la formalité dans les trente jours de sa date, il ne sera passible que d'un droit fixe de 1 fr., moyennant quoi il bénéficiera, dans les cas prévus à l'article 7, d'une réduction de moitié des droits exigibles.

Art. 7. — Aucun acte ou jugement suscepti-

---

(1) Conf. décret du 21 juillet 1896 et règlement du 18 août 1896.

(a) Le décret du 20 juillet 1896 ayant rendu, dans certains cas, obligatoire en Tunisie l'enregistrement des actes sous seings privés qui était facultatif antérieurement, a eu pour effet d'y rendre applicable l'article 1328 C. civ. Une simple légalisation de signature ou une traduction d'interprète ne sauraient donner date certaine, bien qu'il ait été jugé, avant l'établissement de l'enregistrement, qu'une légalisation de signature pouvait produire ce résultat. (Tunis, 8 mars 1897. *J. T.* 97, 202.)

(1) Conf. règlement du 18 août 1896. — Conf. aussi arrêté du 31 décembre 1895 (circulaire en note, *in fine*)[v° JUSTICE FRANÇAISE].

ble d'être enregistré ne pourra être admis en justice s'il n'a été enregistré. Le tribunal devant lequel sera produit l'acte non enregistré, en ordonnera, soit sur la réquisition du Ministère public, soit même d'office, le dépôt au greffe pour être immédiatement enregistré.

Art. 8. — Sont exempts de l'enregistrement (1), même dans les cas prévus à l'article 7 :

1° Les procès-verbaux et exploits des huissiers et autres ayant qualité pour verbaliser, y compris les protêts ;

2° Les actes d'avoué à avoué ;

3° Les actes des greffes (a) ;

4° Les contrats d'assurance ;

5° Les effets publics, actions, parts d'intérêts et obligations, l'émission et la circulation de ces titres ;

6° Les lettres missives, à moins qu'elles n'aient le caractère d'un contrat ;

7° Les jugements du tribunal mixte ;

8° Les jugements et ordonnances, tant en action qu'en défense, ayant pour objet le recouvrement des taxes dues à l'État ou aux communes (2).

Art. 9. — Les droits d'enregistrement sont fixes ou proportionnels et liquidés suivant le tarif ci-annexé.

Le droit proportionnel suit les sommes et valeurs de 100 fr. en 100 fr. inclusivement et sans fraction.

Art. 10. — Les décrets des 11 mars 1895 (14 ramadane 1312), sur l'enregistrement facultatif ; 30 décembre 1895 (13 redjeb 1313) ; 11 janvier 1896 (25 redjeb 1313) ; 25 février 1896 (11 ramadane 1313) ; 27 avril 1896 (14 kâda 1313), sur l'enregistrement sont abrogés.

Il n'est rien innové aux dispositions des décrets concernant le régime fiscal des mutations de biens immeubles situés en Tunisie (3).

Art. 11. — Les dispositions du présent décret ne sont pas applicables aux actes passés antérieurement à sa promulgation.

Art. 12. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui entrera en vigueur le 1er août 1896.

544

20 juillet 1896

(9 safar 1314)

Droits d'enregistrement (1).

Tarif annexé au décret du 20 juillet 1896.

(Officiel, 1896, 350)

NATURE DES ÉCRITS OU CONVENTIONS.	ASSIETTE DU DROIT.	TARIF.	OBSERVATIONS
§ Ier. — Droits proportionnels.			
1. Obligations pour prêts, ouvertures de crédits, arrêtes de comptes, reconnaissances de dettes, promesses de payer, etc. . . .	Capital exprimé	0.25 °/o	Enregistrement obligatoire dans les cas prévus à l'article 5.
2 Leurs cessions et transports . .	Prix augmenté des charges.		
3. Créations de rentes et pensions, à titre onéreux ou à titre gratuit ; leurs cessions, transports, rachats et amortissements . .	Capital exprimé ; à défaut, capital formé de seize fois la rente, en y ajoutant les charges		
4. Transmissions entre vifs :			
De biens meubles :			
à titre onéreux	Prix augmenté des charges.	0.50 °/o	Id.
à titre gratuit.	Valeur déclarée.		
De droits mobiliers incorporels, sommes et valeurs :			
à titre onéreux	Prix augmenté des charges.	0.25 °/o	Id.
à titre gratuit.	Valeur déclarée.		
		Le droit est réduit de moitié pour les ventes de biens meubles ou de droits mobiliers au cas de vente par autorité de justice.	
5. Quittances, actes libératoires, mainlevées pures et simples	Sommes dont le débiteur se trouve libéré	0.15 °/o	Id.
6. Baux écrits d'immeubles, sous baux, cessions, rétrocessions et subrogations de baux :			

(1) Conf. décret du 25 juillet 1896.
(2) Conf règlement du 18 août 1896.
(3) Conf décret du 2 novembre 1893.
(a) L'acte de dépôt de bilan et le bilan sont exempts également d'enregistrement (Tunis, 20 juillet 1898, *J. T.* 98, 597.)

NATURE DES ÉCRITS OU CONVENTIONS.	ASSIETTE DU DROIT.	TARIF.	OBSERVATIONS.
Lorsque le nombre des années à courir jusqu'à l'expiration du bail n'excède pas trente ans	Loyers et charges pour toute la durée du bail, en y ajoutant le prix du droit au bail.	0,20 °/o	Enregistrement obligatoire dans les cas prévus à l'article 5. Lorsque la durée du bail excède 3 ans, sans dépasser 30 ans, les parties ont la faculté de requérir le fractionnement de la perception par période de 3 ans.
S'il excède trente ans, sans atteindre quatre-vingt-dix-neuf ans	Capital formé de seize fois le loyer et les charges annuelles, en y ajoutant le prix du droit au bail . . .	2 °/o	Id. Même tarif sur les baux à vie, sans distinction de ceux faits sur une ou plusieurs têtes.
7. Baux de quatre-vingt-dix-neuf ans et au delà; baux à durée illimitée	Id.	4 °/o	Id.
§ II. — Droits fixes. (Erratum, *Officiel*, 1896, 455.)			
1. Ordonnances de référé	. . . . .	1f »	
2. Jugements en matière civile, commerciale et administrative (les jugements préparatoires et interlocutoires exceptés) [1] :			
Par les juges de paix et par les tribunaux indigènes de province :			
en dernier ressort. . . .	. . . . .	1 »	Le droit sera perçu sur les jugements par défaut, les jugements sur opposition seront enregistrés gratis.
en premier ressort . . .	. . . . .	2 »	
Par les tribunaux de première instance et par l'ouzara :			
en dernier ressort. . . .	. . . . .	3 »	Tous les jugements de l'ouzara sont en dernier ressort.
en premier ressort . . .	. . . . .	5 »	
3. Actes de notaires autres que ceux énumérés au § 1er.	. . . . .	1/4 des droits fixes légalement alloués aux notaires à titre d'honoraires.	
4. Actes sous seing privé et assimilés, autres que ceux énumérés au § 1er :			
Actes de formation et de prorogation de société	Montant des apports . . .	5 fr jusqu'à 20,000 fr.	Ces droits proportionnels ne sont exigibles, lorsqu'il s'agit d'un acte authentique venant de France ou de l'étranger, que sur les biens meubles ou immeubles situés en Tunisie.
Contrats de mariage	Id.	10 fr. jusqu'à 100,000 fr.	
Liquidations et partages de sociétés, indivisions, communautes, successions, etc.	Actif net partagé	50 fr. au-dessus de 100,000 fr.	
Délivrances de legs.	Sommes ou valeur des objets légués	Sans préjudice des droits proportionnels qui peuvent être exigibles en vertu du § 1er, et du droit de mutation immobilière, s'il y a lieu.	
Autres actes que ceux énumérés ci-dessus.	. . . . .	1f »	Un même acte peut donner ouverture à un droit fixe ou gradué et à un ou plusieurs droits proportionnels, mais non à plusieurs droits fixes.

545 21 juillet 1896

(10 safar 1314)

PROMULGUÉ LE 21 JUILLET 1896

Décret pour l'exécution du décret du 20 juillet 1896 sur l'enregistrement.

(OFFICIEL, 1896, 351)

Vu notre décret du 20 juillet 1896 sur l'enregistrement ;

Article 1er. — La peine contre les parties et contre les officiers publics ou ministériels qui auront négligé de soumettre à l'enregistrement, dans les délais de la loi, les actes et conventions qui y sont soumis, soit en raison de leur nature, soit en raison de leur production en justice, sera d'un droit en sus au minimum de 10 fr., dû solidairement par toutes les parties en cause.

Art. 2. — Le droit exigible sur les jugements, consigné entre les mains du greffier par la partie la plus diligente, est versé à la caisse du Receveur lors de la présentation à la formalité de la minute du jugement. Faute par les parties d'avoir consigné le droit en temps utile, le greffier est exonéré de toute responsabilité, à la

(1) Conf. règlement du 29 août 1896.

condition de délivrer au receveur, dans les dix jours de l'expiration du délai, un extrait certifié du jugement. En ce cas, les droits simples et en sus sont répétés contre la partie qui a triomphé, sauf son recours contre la partie condamnée (1).

Le droit exigible sur les ventes publiques de meubles sera perçu en sus du prix et remis par l'officier public, en même temps que le procès-verbal de vente, au bureau de l'enregistrement de sa circonscription.

Art. 3. — Les notaires et greffiers ne peuvent délivrer en brevet, copie ou expédition, aucun acte ou jugement soumis à l'enregistrement, les ordonnances de référé exceptées, avant qu'il ait été enregistré, quand bien même le délai ne serait pas expiré; la quittance des droits devra être transcrite sur chaque copie ou expédition, le tout à peine d'une amende de 10 fr. pour chaque contravention.

Art. 4. — Il y a prescription pour la demande des droits et amendes, savoir :

1° Après deux ans, s'il s'agit d'une perception insuffisamment faite; les parties ont le même délai pour se pourvoir en restitution des droits indûment perçus;

2° Après quinze ans, s'il s'agit d'une convention, d'un acte ou d'un jugement non enregistré dans les délais prescrits.

Art. 5. — Le privilège existant dans la Régence au profit du Trésor, pour le recouvrement de ses créances de toute nature (2) est expressément applicable en matière de droits et amendes d'enregistrement.

Art. 6. — Sont applicables en matière d'enregistrement les dispositions des articles 13, 17 et 20 du décret du 20 juillet 1896, sur le timbre (3).

Art. 7. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui entrera en vigueur le 1er août 1896.

---

546 — 25 juillet 1896

(14 safar 1314)

PROMULGUE LE 25 JUILLET 1896

Décret relatif à la restitution des droits de timbre et d'enregistrement perçus à l'occasion des ventes judiciaires d'immeubles poursuivies à la barre des tribunaux français et ne dépassant pas 2,000 fr.

(OFFICIEL., 1896, 359)

Vu nos décrets du 20 juillet 1896 sur le timbre et sur l'enregistrement;

Vu le Code de procédure civile, ensemble la loi française du 23 octobre 1884 sur les ventes judiciaires d'immeubles dont le prix principal d'adjudication ne dépasse pas 2,000 fr.;

Article unique. — Lorsque le prix principal d'adjudication d'un immeuble vendu à la barre des tribunaux français ne dépassera pas 2,000 fr., les sommes payées au Trésor pour droits de timbre et d'enregistrement applicables aux actes rédigés en exécution de la loi pour parvenir à l'adjudication seront restituées dans les cas et aux formes et conditions prévues par la loi française du 23 octobre 1884.

Les dispositions du présent décret seront appliquées, en ce qui concerne les actes postérieurs au 1er août 1896, aux ventes judiciaires d'immeubles dont la poursuite serait commencée avant ladite date.

(1) Conf. règlement du 18 août 1896.
(2) Conf. décret du 3 octobre 1884, art. 129 (v° DOUANES).
(3) Conf. décret du 20 mai 1899.

---

547 — 18 août 1896

(9 rebiâ el aouel 1314)

Règlement beylical sur le timbre et l'enregistrement des actes et des jugements des tribunaux indigènes (1).

(R. D. F., 1896, 251)

Nos décrets des 20 et 21 juillet 1896 contiennent, au sujet du timbre et de l'enregistrement des jugements des tribunaux indigènes de province et de l'Ouzara, un certain nombre de dispositions qui seront appliquées à compter du 1er septembre 1896 dans les conditions suivantes :

Article 1er. — Tous les jugements, sans exception, rendus par lesdites juridictions (1), même en matière pénale, devront être enregistrés dans les vingt-cinq jours de leur date, sur la minute, au vu d'une traduction marginale sommaire.

Art. 2. — Seront enregistrés gratis :

Les jugements préparatoires et interlocutoires;

Ceux qui seront rendus en matière pénale, sur les poursuites de l'Administration judiciaire ou d'une autre Administration publique, lorsqu'aucun particulier ne se portera partie civile (2);

Ceux enfin qui auront pour objet le règlement de contestations relatives au recouvrement de taxes dues à l'État ou aux communes.

Art. 3. — Les jugements rendus sur une demande civile ou de réparations civiles donneront ouverture aux droits ci-après :

JUGEMENTS DES TRIBUNAUX DE PROVINCE.	
1° en dernier ressort	1f »
2° en premier ressort	2 »
JUGEMENTS DE L'OUZARA.	
1° sur appel d'un jugement rendu par un tribunal de province	3 »

(1) Conf. Instruction du 5 juillet 1899, art. 2 (v° AMENDES).
(2) Aux termes d'une lettre du Directeur des finances du 24 août 1899, les jugements des tribunaux indigènes rendus en matière pénale ou correctionnelle, qui prononcent une condamnation pour obliger soit le demandeur soit le défendeur à régler les honoraires dus au médecin légiste qui a procédé aux constatations médico-légales, ne sont pas exclus du bénéfice de l'article 2 du présent règlement.
Aux termes d'une lettre du Directeur des finances du 22 février 1900, les jugements rendus par les tribunaux indigènes à la requête du service de la Ghaba et portant condamnation à des dommages-intérêts au profit des particuliers doivent bénéficier de l'article 2 du présent règlement. Toutes les fois qu'il s'agira d'affaires soumises aux tribunaux indigènes et comportant une condamnation pécuniaire au profit de propriétaires d'oliviers, l'Administration de la Ghaba, véritable auxiliaire de l'Administration judiciaire, exigera de ces derniers le versement des droits de timbre et d'enregistrement qui seront consignés par ses soins entre les mains du greffier de l'Ouzara.

2° de première instance :

(*a*) si l'affaire n'excède pas le taux du dernier ressort des tribunaux de province.	1f »
(*b*) si elle rentre dans le taux du premier ressort des mêmes tribunaux	2 »
(*c*) si elle excède ce taux sans que la valeur de la demande dépasse 3,000 fr.	3 »
(*d*) Si la valeur de la demande est indéterminable ou si elle dépasse 3,000 fr.	5 »

Art. 4. — Les droits de timbre exigibles en vertu du décret du 20 juillet 1896 :

1° Sur la demande en justice ;

2° Sur l'assignation et sur l'acte d'appel ;

3° Sur la minute des jugements préparatoires, interlocutoires ou définitifs ;

4° Sur la signification desdits jugements,

sont fixés à forfait, pour chaque affaire suivie devant les tribunaux de province et devant l'Ouzara, à la somme de 1 fr. 20 c. qui s'ajoutera au montant du droit d'enregistrement, moyennant quoi les pièces précitées continueront d'être écrites sur papier non timbré.

Il n'y a pas lieu à la perception de la taxe de 1 fr. 20 c. lorsque le jugement est enregistré gratis.

Art. 5. — Lors de l'enrôlement et en tous cas avant l'audience, le demandeur sera tenu de consigner entre les mains du greffier, qui lui en délivrera une quittance extraite d'un carnet à souche, le montant présumé du droit d'enregistrement et la taxe de 1 fr. 20 c. prévue à l'article 4 ci-dessus.

La quittance dont s'agit est exempte du timbre.

A défaut de consignation ou si la consignation se trouve insuffisante, il sera procédé ainsi qu'il est dit à l'article 2 du décret du 21 juillet 1896 (10 safar 1314).

Art. 6. — La partie qui requerra la délivrance d'une expédition assujettie au timbre remettra au greffier le papier timbré nécessaire.

Sont exemptes du timbre :

1° Les expéditions des jugements rendus sur des affaires qui rentrent dans le taux du dernier ressort des tribunaux de province ;

2° Les expéditions ou extraits délivrés à une administration publique ou aux agents de la force publique, lorsqu'il y est fait mention de cette destination.

Toutes les autres expéditions des jugements rendus en toutes matières par l'Ouzara et par les tribunaux de province ne peuvent être établies que sur papier timbré dit moyen papier.

Art. 7. — Il n'est rien innové aux dispositions des décrets en vigueur sur les droits de chancellerie(1)

---

548 12 novembre 1896

(6 djoumadi ettani 1314)

Décret prescrivant à la Djemaïa des Habous, en tant qu'administration publique, de suivre les mêmes errements que les autres services en matière de timbre et d'enregistrement.

(Officiel, 1896, 571)

(1) Conf décret du 13 avril 1896 (v° Justice tunisienne)

549 8 février 1897

(6 ramadane 1314)

PROMULGUÉ LE 8 FÉVRIER 1897

Décret réglementant la perception du droit de mutation sur les biens immeubles transmis par décès(1).

(Officiel, 1897, 109)

Vu le décret du 2 novembre 1893 (22 rebiâ ettani 1311) qui a assujetti au droit de mutation toutes les transmissions de biens immeubles en propriété ou en usufruit, soit à titre onereux, soit à titre gratuit entre vifs, ou par deces ;

Vu notamment les dispositions dudit décret desquelles il résulte que les mutations par décès sont tarifées : à 20 centimes par 100 fr. si elles s'opèrent en ligne directe ou entre époux, et à 4 fr. par 100 fr. si elles s'opèrent en ligne collatérale ou entre personnes non parentes ;

Vu le dernier alinéa de l'article 2 du même décret disposant que la perception du droit de mutation par déces aura lieu d'après les regles qui seront edictees ultérieurement ;

Article 1er. — Les héritiers ou légataires d'une personne décédée, leurs tuteurs ou curateurs, seront tenus de fournir une déclaration détaillée des biens immeubles à eux échus ou transmis par décès, et d'acquitter les droits exigibles à raison de cette transmission, en conformité du décret du 2 novembre 1893.

Les cohéritiers et les colégataires seront solidaires pour le paiement des droits.

Le droit sera perçu sur la valeur vénale des biens. Mais, en aucun cas, cette valeur ne pourra être inférieure à seize fois le revenu des biens ou le prix des baux courants, qu'il s'agisse de biens melk, de habous privés ou de biens grevés d'enzel.

La nue propriété ou l'usufruit s'évalue à la moitié de la valeur entière des biens. Cette règle n'est pas applicable à la transmission d'un habous privé.

Lorsque, dans les trois années à compter du décès, un acte quelconque ou un jugement assignera aux immeubles transmis une valeur supérieure à celle déclarée, un complément de droit sera exigible sur la différence entre la valeur assignée et la valeur déclarée, sans préjudice des peines encourues en cas de déclarations frauduleuses.

Le recouvrement des droits et amendes exigibles en vertu du présent décret sera poursuivi de la manière indiquée à l'article 8 du décret du 2 novembre 1893.

Art. 2. — Seront déduits des immeubles déclarés :

1° Les dettes hypothécaires grevant les biens, lorsque le titre aura acquis date certaine au moins trois mois avant l'ouverture de la succession.

Les dettes hypothécaires que le défunt aurait contractées envers ses héritiers ou légataires ne seront pas déduites ;

2° Les reprises matrimoniales s'exerçant sur

(1) Conf instruction du 20 décembre 1890, n° 20 (v° Cadi)

les immeubles lorsqu'il en sera justifié par un acte de liquidation en la forme authentique ;

3° Le capital des rentes d'enzel grevant les biens transmis, calculé transitoirement à seize fois la rente.

Art. 3. — Le délai pour passer la déclaration et acquitter les droits des transmissions immobilières effectuées par décès sera de trois mois à compter du jour du décès, s'il a eu lieu en Tunisie, et de six mois, s'il a eu lieu partout ailleurs.

En cas d'absence, le délai courra à partir du jour de l'envoi en possession provisoire ou à partir du jour de la prise de possession des biens par les héritiers, si elle est antérieure à l'envoi en possession.

Art. 4. — La déclaration sera reçue et les droits seront payés au bureau des droits de mutation du lieu du domicile du défunt, s'il est en Tunisie, et, dans le cas contraire, du lieu de la situation des biens.

La déclaration à fournir par les indigènes sera préparée avec le concours du caïd. A cet effet, les héritiers ou leurs mandataires remettront au caïd une ouafat scellée par le cadi ou le rabbin et indiquant, notamment, les noms du décédé, la date du décès, les noms et qualité de chaque héritier ou légataire et la part revenant à chacun. Ils fourniront, en outre, le détail des immeubles soumis aux droits. Le caïd relèvera toutes ces indications sur un bulletin signé par lui et par les déclarants ou des notaires.

Un duplicata de cette déclaration sera remis aux parties, qui auront à se présenter au bureau et à acquitter les droits avant l'expiration des délais prévus à l'article 3 précédent(1). Quant aux originaux, ils seront transmis, à la fin de chaque mois, au Directeur des contributions diverses.

Lorsque les intéressés n'auront pas satisfait aux prescriptions ci-dessus, les caïds devront, dans le mois qui suivra l'expiration du délai, établir la déclaration d'après les renseignements qu'ils auront recueillis, notamment auprès des cheiks, qui doivent tout leur concours à l'application de la loi et qui seront punis pour toute négligence.

Les deux formules de cette déclaration seront transmises, l'une immédiatement au Receveur des droits de mutation, et l'autre au Directeur des contributions diverses comme ci-dessus.

A défaut de s'être conformés à ces prescriptions, les caïds seront passibles d'une amende de 5 fr. pour chaque déclaration non fournie ; ils seront, en outre, responsables du paiement des droits.

Il sera payé aux caïds par les parties, pour la réception de la déclaration préparatoire, une rétribution fixée à 1 fr. pour les déclarations dont les droits revenant au Trésor ne dépasseront pas 20 fr., 2 fr. pour les déclarations dont les droits seront supérieurs à 20 fr., sans dépasser 100 fr., et 5 fr. pour les déclarations qui donneront au Trésor plus de 100 fr. de droits.

Art. 5. — A défaut de déclaration dans les délais fixés à l'article 3 ci-dessus, les héritiers ou légataires seront passibles, solidairement, savoir :

Pendant les trois premiers mois qui suivront l'expiration du délai, d'un demi-droit en sus qui ne pourra, en aucun cas, être inférieur à 1 % de la valeur soumise aux droits et, après les six premiers mois qui suivront l'expiration du délai, d'un droit en sus qui ne pourra, en aucun cas, être inférieur à 2 % de la valeur soumise aux droits.

Les mêmes peines seront encourues, dans les mêmes conditions, en cas d'omission, d'insuffisance d'estimation, de fausse indication d'hérédité, ou en cas d'attestation ou déclaration ayant indûment entraîné la déduction d'une dette.

Art. 6. — Les prescriptions et prohibitions édictées par l'article 7 du décret du 2 novembre 1893 sont applicables en matière de mutations par décès.

Le privilège existant dans la Régence au profit du Trésor(1) pour le recouvrement de ses créances de toute nature, est expressément maintenu. Il s'exercera sur les immeubles et sur leur produit en quelques mains qu'ils se trouvent. Les acquéreurs seront responsables de tous droits de mutation grevant les immeubles par eux acquis et qui n'auraient pas été payés.

Art. 7. — Il y aura prescription pour la demande des droits simples et en sus :

Après trois ans, à compter du jour de la déclaration, pour toute insuffisance d'estimation ;

Après quinze ans, à compter du jour du décès, pour les successions non déclarées ou pour les omissions qui auraient été faites.

Les insuffisances d'estimation seront constatées dans la forme tracée par l'article 5 du décret du 2 novembre 1893.

Tous droits régulièrement perçus en conformité du présent décret ne pourront être restitués, quels que soient les événements ultérieurs.

Art. 8. — Les mesures d'exécution nécessaires pour l'application du présent décret seront déterminées par des arrêtés du Directeur des finances.

Toute infraction à ces arrêtés sera passible d'une amende de 50 fr.

Art. 9. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui entrera en vigueur, dans toute la Régence, à compter du 1er avril 1897.

(1) Conf. règlement du 25 novembre 1893 et décision du 25 mai 1897.

(1) Conf. décret du 3 octobre 1884, art. 129 (1° DOUANES).

550 25 mai 1897

(23 hidjà 1314)

Décision de S. A. le Bey concernant la traduction en français des déclarations des mutations immobilières qui s'opèrent entre indigènes, par suite de décès.

(Officiel, 1897, 272)

Le décret du 8 février 1897 (6 ramadane 1314) qui a réglementé la perception du droit établi par le décret du 2 novembre 1893 (22 rebiâ ettani 1311) sur les mutations immobilières qui s'opèrent par décès, dispose, par son article 4, que les indigènes, après avoir souscrit leur déclaration devant le caïd, acquittent les droits au bureau des contributions diverses, au vu d'un duplicata de leur déclaration que le caïd remet à cet effet. Ce duplicata étant en arabe, le Receveur de l'enregistrement et des contributions diverses ne peut l'utiliser s'il n'est pas traduit en langue française.

Il est ordonné par les présentes que cette traduction aura lieu dans les bureaux des contributions diverses, moyennant un salaire fixe de 0 fr. 25 c. par bulletin, que les parties devront remettre directement entre les mains du Receveur, en même temps que les droits de mutation et dont il leur sera donné quittance. La traduction sera conservée au bureau.

Les caïds sont invités à donner connaissance de ces dispositions aux parties en leur remettant le duplicata précité de leur déclaration.

---

551 5 mai 1898

(13 hidjà 1315)

PROMULGUE LE 5 MAI 1898

Décret portant réglementation du droit de mutation sur les apports dans les sociétés et les partages de biens indivis, et déterminant la valeur de la propriété des mutations à charge d'enzel ou sous réserve d'usufruit.

(Officiel, 1898, 339)

Vu le décret du 2 novembre 1893 (22 rebiâ ettani 1311) sur les mutations immobilières ;

Considérant qu'il y a lieu, d'autre part, de favoriser, en les exemptant du droit de mutation, les apports d'immeubles en société, ainsi que les partages de biens indivis ;

D'autre part, de regler definitivement le régime applicable aux mutations consenties à charge d'enzel ou sous reserve d'usufruit ;

Sur le rapport du Directeur des finances et sur la présentation de notre Premier Ministre ;

Article 1er. — Sont exempts du droit de mutation :

1° Les apports purs et simples dans les sociétés civiles ou commerciales, sans équivalent à fournir ou à payer par la société ;

2° Les partages de biens indivis. En cas de soulte ou de retour, le droit de mutation est perçu sur la soulte ou le retour seulement.

Art. 2. — La valeur de la propriété est déterminée pour les constitutions et cessions d'enzels par le prix stipulé en capital augmenté de la somme fixée pour le rachat de la rente. A défaut de stipulation de rachat, le droit est liquidé tant sur le prix exprimé que sur le capital formé de seize fois la rente.

Cette disposition est applicable à partir du 1er juillet 1898, à tous les actes n'ayant pas acquis date certaine antérieurement à la promulgation du présent décret.

Art. 3. — Lorsque, en cas de mutation immobilière à titre onéreux ou à titre gratuit, l'usufruit est réservé par le vendeur ou par le donateur, cet usufruit doit être évalué à tout ce qui forme le prix du contrat ou à la valeur attribuée à la nue propriété donnée et le droit est perçu sur la totalité, mais il n'est dû aucun droit pour la réunion de l'usufruit à la nue propriété.

Art 4. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

---

552 20 mai 1899

(9 moharrem 1317)

PROMULGUÉ LE 20 MAI 1899

Décret réglant la procédure à suivre devant les juridictions tunisiennes pour le recouvrement des droits de timbre, de mutation, d'enregistrement et pour les amendes encourues en ces matières (1)

(Officiel, 1899, 327)

Vu l'article 6 du décret du 21 juillet 1896 (10 safar 1314) sur l'application du décret du 20 juillet 1896 (9 safar 1314) en matière d'enregistrement ;

Vu l'article 13 du décret du 20 juillet 1896 sur le timbre ;

Vu l'article 8 du décret organique du 2 novembre 1893 (22 rebiâ ettani 1311) sur les mutations immobilieres ;

Vu le décret du 18 mars 1896 (3 chaoual 1313) organisant les tribunaux de province ;

Attendu qu'il est nécessaire de régler la procédure à suivre devant les juridictions tunisiennes à l'égard des poursuites pour les droits de timbre, de mutation et d'enregistrement, et pour les amendes encourues en ces matieres, qu'il convient de préciser des usages qui servent de règles à la procedure tunisienne et d'assurer l'application des textes susvisés en ce qui concerne les justiciables indigènes ;

Article 1er. — La contrainte en paiement des droits de timbre, de mutation et d'enregistrement et des amendes encourues en ces matières sera visée et rendue exécutoire, en ce qui concerne les justiciables des juridictions tunisiennes, par le président du tribunal de province où est établi le bureau de l'enregistrement et des contributions diverses où les droits sont exigibles.

Art. 2. — La signification sera faite par le caid dans les trois jours de la réception de la contrainte, plus un jour par myriamètre de distance entre sa résidence et celle de la personne à laquelle est faite la signification.

---

(1) Conf. instruction du 20 décembre 1899, n° 20 (1° Cadis) et instruction du 5 juillet 1899 (1° Arbitres).

L'exécution sera assurée par le caïd dans les dix jours de la signification.

Art. 3. — Au cas où le redevable formera opposition à la contrainte, il en fera la déclaration au caïd, qui en avisera aussitôt tant le receveur qui aura décerné la contrainte que le président du tribunal.

Le président du tribunal fera alors inscrire l'affaire au rôle civil et nommera un juge rapporteur. Il impartira un délai aussi court que possible, mais suffisant à l'opposant pour la production du mémoire contenant l'exposé de ses moyens. Si l'opposant est illettré et n'est point assisté d'un oukil, le juge rapporteur prendra note des moyens qui lui seront indiqués verbalement en la forme des interrogatoires.

Le délai pour la production du mémoire de l'opposant étant écoulé, le dossier sera envoyé par le président du tribunal à la Direction des services judiciaires.

Le Directeur des services judiciaires communiquera le dossier à la Direction générale des finances, qui le lui retournera avec le mémoire de l'Administration, et l'affaire ainsi mise en état sera remise au tribunal de province où le juge rapporteur fera son rapport à la plus prochaine audience publique.

L'affaire sera alors jugée, sans plaidoiries, en la forme ordinaire. Le jugement ainsi rendu sera toujours en dernier ressort.

Art. 4. — Pour tous les territoires où il n'existe pas encore de tribunal de province(1), le Directeur des services judiciaires du Gouvernement tunisien est délégué pour viser et rendre exécutoire la contrainte et pour faire les opérations nécessaires pour la mise en état des litiges auxquels donneraient lieu les oppositions.

Le jugement sera préparé par la chambre civile de l'Ouzara et rendu dans les formes usitées pour les sentences élaborées par cette juridiction.

Art. 5. — Le Premier Ministre et le Directeur général des finances sont chargés de l'exécution du présent décret.

---

553 9 octobre 1900

(*14 djoumadi ettani 1318*)

PROMULGUÉ LE 9 OCTOBRE 1900

Décret réduisant le droit de mutation sur certaines ventes consenties dans un intérêt de colonisation.

(OFFICIEL, 1900, 748)

Vu le décret du 2 novembre 1893 qui assujettit au droit de 4 °/₀ toutes les mutations à titre onereux de biens immeubles ;

Dans le but de favoriser les ventes consenties dans un intérêt de colonisation ;

Sur la proposition du Directeur général des finances et du Directeur de l'agriculture et du commerce ;

Article 1er. — Est réduit de 4 à 2 °/₀ le droit de mutation immobilière exigible sur les aliénations et sur les constitutions et cessions à enzel des biens ruraux de colonisation consenties par le domaine de l'État.

La même réduction profite également aux échanges en argent de biens habous réalisés au profit de particuliers par substitution au domaine de l'État dans les conditions prévues par l'article 4 du décret du 13 novembre 1898.

Il n'est rien innové aux dispositions des décrets du 2 novembre 1893 et du 5 mai 1898 en ce qui concerne la liquidation du droit de mutation.

Art. 2. — Le Directeur général des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui entrera en vigueur le 1er janvier 1901.

ENSEIGNEMENT PUBLIC

554 1er novembre 1842

(*27 ramadane 1258*)

Décret réglementant l'Université de la Grande Mosquée et l'administration du Bit-el-Mal (2).

... Les revenus du Bit-el-Mal affectés à des services publics seront désormais employés à couvrir les dépenses d'instruction publique résultant des dispositions suivantes :

Quinze professeurs malékites et le même nombre de professeurs hanéfites seront choisis. Ils jouiront chacun d'un traitement (3) de deux piastres par jour, à la condition qu'ils enseigneront dans la Grande Mosquée, et deux fois par jour, la science qu'ils auront choisie, et ce, aux heures qui leur seront les plus commodes. Celui d'entre eux qui y aura manqué sans excuse valable perdra tout droit à ce traitement pendant la durée de son absence (1) Ils seront autorisés, toutefois, à suspendre les cours les jeudis, vendredis, pendant le mois de ramadane et l'époque des deux fêtes. Son Altesse confie le soin de contrôler leur exactitude aux deux cheiks-ul-islam hanéfite et malékite(2) qui, pour ce contrôle, recevront un traitement de cent piastres par mois ; il a désigné, pour les aider

(1) Conf. décret du 18 mars 1896, art. 1er (v° JUSTICE TUNISIENNE).
(2) Conf décret de ... novembre 1842 (v° BIT-EL-MAL).
(3 Conf décret du 27 septembre 1870.

(1) Conf. décret du 26 octobre 1870.
(2) Il n'y a pas à proprement parler de cheik-ul-islam malékite. Cette fonction est remplie par un bach-mufthi malékite.

dans cette mission, les deux cadis hanéfite et malékite, qui jouiront d'un traitement de trois piastres par jour, à la condition que l'un des quatre viendra chaque jour à la Mosquée pour stimuler les professeurs négligents et retrancher les honoraires de ceux qui se seront absentés sans excuses valables (1).

Son Altesse charge, en outre, ces quatre cheiks de contrôler l'Administration du Bit-el-Mal, d'en régler les ressources et les dépenses, de diriger le service de ses agents et de soumettre leurs projets à son approbation souveraine. Le Bit-el-Mal n'aura pas d'autres dépenses à supporter que le traitement desdits professeurs, celui des cheiks contrôleurs, de ses agents propres et les frais d'inhumation des étrangers.....

Tous les six mois, à partir de la date du présent décret, les administrateurs du Bit-el-Mal se réuniront dans la Mosquée, en présence des quatre cheiks, et ils rendront compte à ces derniers, article par article, de toutes leurs dépenses Ces comptes ainsi apurés seront présentés ensuite à la sanction du Bey

S'il reste entre les mains du Bit-el-Mal quelque excédent, après avoir subvenu à toutes les dépenses, on l'emploiera à l'achat d'un immeuble destiné à augmenter le domaine du Bit-el-Mal et cela pendant cinq ans; après la cinquième année, s'il reste entre les mains du Bit-el-Mal un excédent de revenus, y compris celui de l'immeuble acheté avec l'excédent, il sera réparti entre ceux qui se sont voués complètement à l'enseignement, entre lesdits cheiks et par portions égales entre eux. Les professeurs assidus à l'enseignement auront seuls droit à toucher une part de cette répartition qui se fera sous le contrôle des quatre cheiks.

En cas de vacance de l'emploi de l'un de ces trente professeurs (2), son remplaçant sera élu par les quatre cheiks susdits; ils choisiront le plus savant du pays et, à mérite égal, les cheiks leur feront subir un examen qui tranchera la question. Le nom du candidat choisi à l'examen sera porté à la connaissance de Son Altesse, qui lui fera délivrer le brevet lui donnant le droit de toucher son traitement.

---

555 27 septembre 1870

(*1er redjeb 1287*)

Décret fixant le traitement des professeurs de la Grande Mosquée (3)

... En vue de fournir aux professeurs de la Grande Mosquée un traitement qui stimule leur zèle et les oblige à faire preuve de l'assiduité indispensable pour les progrès de l'enseignement, nous avons distrait des ressources de l'État, à titre d'encouragement, pour les cheiks inspecteurs, une somme égale à celle qu'ils reçoivent individuellement du Bit-el-Mal, d'après le décret du 27 ramadane 1258 (1er novembre 1842), et assigné à chacun des professeurs de 1re classe un traitement de trois piastres par jour, en sus de ce qu'ils touchent du Bit-el-Mal en vertu dudit décret. Nous avons, en outre, assigné à chacun des professeurs de la 2e classe un traitement d'une piastre par jour en sus de ce qu'ils touchent du ha' ous affecté aux professeurs de 2e classe. Cette mesure bienveillante nous est dictée par notre désir de voir fonctionner leur service d'une manière ordonnée et régulière. Cette augmentation sera régie par le décret du 27 ramadane 1258 (1er novembre 1842) affiché dans la Grande Mosquée.

Il appartiendra aux cheiks inspecteurs de désigner à chaque classe de professeurs les sciences que chacun devra enseigner, en se basant, pour ce choix, sur la spécialité de chacun. Les professeurs, de leur côté, justifieront cette faveur en redoublant d'efforts pour inculquer leur science aux musulmans, et stimuler le zèle des étudiants, leur donner de bons conseils, et pratiquer enfin ce que leur impose la religion musulmane. C'est là le plus sûr moyen pour eux de conserver notre bienveillance et de s'attirer constamment nos faveurs.

Les bibliothécaires devront prendre une part active à la réalisation de nos vues, et faire connaître ceux des cheiks qui se seront présentés ou se seront absentés. Nous assignons également à chacun d'eux un traitement d'une piastre par jour sur les revenus de l'État, en dehors de ce qu'ils perçoivent actuellement, en raison de la responsabilité qu'ils assument de donner des renseignements précis sur l'assiduité des professeurs.

Nous recommandons aux cheiks inspecteurs de nous adresser un rapport mensuel, les prévenant que le Ministre ne mandatera l'augmentation de leur traitement qu'à cette condition.....

Un des hauts fonctionnaires de l'État sera chargé de contrôler la marche des études et la conduite des bibliothécaires, de vérifier si l'état général est conforme aux prescriptions des règlements (1). Ce fonctionnaire nous adressera à ce sujet un rapport mensuel distinct de celui que les cheiks inspecteurs devront adresser de leur côté (2)

---

556 26 octobre 1870

(*30 redjeb 1287*)

Décret réglant l'emploi des économies réalisées sur les traitements des professeurs de la Grande Mosquée.

(1) Conf. décret du 22 janvier 1876
(2) Conf décret du 26 décembre 1875 (art 42 et seq).
(3) Conf. décrets des 6 avril 1874 (v° JUSTICE TUNISIENNE) et 19 mars 1874, art 23 (v° HABOUS) Conf aussi décret du 20 février 1889 (art. 3 et 9).

(1) Conf décrets des 22 janvier 1876 et 26 décembre 1875 (art 49).
(2) Conf décret du 26 décembre 1875 (art. 45).

Les économies réalisées par l'État sur le traitement des professeurs titulaires de la Grande Mosquée, soit par voie de retenue, soit autrement, serviront à rétribuer les professeurs surnuméraires nommés par les inspecteurs (1).

---

557 13 janvier 1875

(5 hidjâ 1291)

Décret réglementant les études au collège Sadiki.

... Un collège sera institué dans notre capitale. Ce collège portera le nom de Medraça Sadikia et comprendra trois sections : dans la première, on apprendra le Coran, l'écriture et les ouvrages qui seront ci-après indiqués ; dans la seconde, on apprendra les sciences juridiques et ce qui s'y rattache ; dans la troisième, on apprendra les langues étrangères et les sciences de raisonnement qui peuvent être utiles aux musulmans tout en n'étant pas contraires à leur foi.

Le règlement qui suit est divisé en quatre chapitres, dont trois correspondent respectivement à chacune des sections ci-dessus, et le quatrième renferme des dispositions qui ne concernent pas l'enseignement lui-même.

Chapitre Ier. — Première section.

Article 1er. — Cette section comprend quatre classes d'une année chacune.

Art. 2. — L'élève commencera par apprendre, sous la direction du professeur, la forme des lettres et leur prononciation.....

Art. 3. — Lorsque les formes des lettres et leur prononciation se seront bien imprimées dans l'esprit de l'élève, on lui apprendra quelles sont celles qui peuvent se combiner et celles qui s'écrivent isolément.....

Art. 4. — ... On ne fera faire à l'élève aucun exercice supplémentaire, si ce n'est ce qui regarde l'apposition des points diacritiques et les autres notations nécessaires ; on lui fera, en même temps, apprendre par cœur l'Akida de l'imam Souyouthy... S'il a, en même temps, appris le Coran aussi bien que cela est compatible avec son âge et la durée de ses études, tout en ayant appris l'Akida de Souyouthy et acquis la facilité nécessaire dans l'écriture, il passera à la seconde classe, après un examen, ainsi qu'il sera dit à l'article 63.....

Art. 5. — Après que l'élève se sera parfaitement pénétré de ce qu'on lui enseigne dans la première classe..., on lui fera copier les Hadith authentiques, qui peuvent former le cœur et le caractère des élèves en leur offrant des préceptes moraux, comme les Hadith de Kodaï ; le professeur les expliquera en même temps ; il expliquera aussi l'Akida de Souyouthy, que les élèves ont déjà apprise dans la première classe... On fera apprendre aussi la Djuzria et l'Adjroumia, les règles de notation avec les explications nécessaires, les règles de lecture du Coran, et on exercera les élèves à la calligraphie. Les formes proposées pour modèle aux élèves devront être d'un type unique : il sera fait une collection de modèles d'écriture des calligraphes les plus célèbres, parmi lesquels on en choisira un que le professeur devra adopter. Lorsque l'élève aura appris le Coran autant qu'on le peut dans ce temps, les Hadith et tout ce qu'on lui aura donné à apprendre, ainsi que les autres exercices prescrits pour cette classe, il aura terminé le cours de la deuxième classe et passera à la troisième, après examen, comme il est dit à l'article 63.

Art. 6. — Dans la troisième classe, l'élève continuera à lire le Coran, en l'apprenant par cœur, à écrire les Hadith commencés dans la deuxième classe... On lui en expliquera le sens et on continuera l'explication de l'Akida ; on lui apprendra les règles plus avancées de la notation et de la lecture du Coran. A ces études, on ajoutera celle du texte d'Ibn-Acher, pour le maléki'e, du Mandoumal-el-Iman pour le hanéfite, la Rahbiya et la Râya, le texte du Sollam et l'étude des deux écritures Tholoty et Taâllok. Après qu'il aura appris la partie du Coran correspondant à ce temps d'études et les textes ci-dessus énumérés, qu'il les aura bien compris et bien étudiés, l'élève passera à la quatrième classe de cette section, qui est la première de la seconde, et ce après examen, comme il est dit à l'article 63.

Art. 7. — Après que l'élève aura accompli toutes les études de la troisième classe, il continuera à s'appliquer à tout ce qu'il y aura appris, mais avec une étendue et des développements plus grands. Les textes qu'il apprendra seront, au lieu de ceux de la troisième classe, ceux de l'Alfiya, du Tahdib Mantiky et des Akaid Nasafia. Il continuera toujours à apprendre le Coran, et après qu'il aura accompli tout ce qui lui est prescrit pour cette classe, qu'il aura appris le Coran et qu'il aura donné des preuves de ses progrès dans l'examen établi par l'article 63, il aura terminé les études de la première section, et ses travaux devront désormais être consacrés aux connaissances prescrites pour les autres sections.....

Art. 9. — Les maîtres devront réciter le Coran devant les élèves, suivant le mode de lecture appelé Tajouid, en le leur dictant ; en le faisant lire, ils suivront la méthode de Kaloun, mais en le lisant eux-mêmes, ils pourront suivre la méthode de Hafs et de Kaloun.

Art. 10. — Les professeurs pourront se faire aider, par leurs élèves les plus avancés, dans l'instruction de ceux qui ne le sont pas autant, pourvu que cela ne distraie par les élèves de leurs travaux particuliers.

(1) Conf. décrets des 1er novembre 1842 et 26 décembre 1875 art. 42)

Art. 11. — Les professeurs devront enseigner aux élèves la manière dont ils doivent accomplir les ablutions et les prières, en l'ordonnant aux élèves de sept ans, et en la faisant appliquer par ceux de dix ans et au-dessus.....

CHAPITRE II. — DEUXIÈME SECTION.

Art. 14. — Cette section comprend quatre classes, dont trois d'une année, et la quatrième de deux.

Art. 15. — L'élève commencera la première classe par l'explication de l'Akida de l'imam Souyouthy, que le professeur fera devant lui. On joindra a cette étude celle du texte de l'Adjroumia, et les quatre opérations de l'arithmétique... L'élève apprendra aussi les Hakaik. Tout en suivant les cours de la quatrième classe de la première section, il devra aussi suivre les cours de cette première classe, de telle façon qu'il termine en même temps les deux cours. Lorsqu'il se sera bien pénétré des matières dont la connaissance lui est prescrite, il passera, après examen, comme il est dit à l'article 63, à la deuxième classe de la deuxième section.

Art. 16. — L'élève suivra, dans la deuxième classe, quatre cours, savoir : un cours de grammaire, sur le commentaire de Makoudy sur l'Adjroumia ; un cours de lecture du Coran, sur le commentaire de Sidi Khaled à la Djuzria ; un cours de jurisprudence, sur le texte d'Ibn Acher pour le malékite, et celui du cheik Hassen, pour le hanéfite ; un cours de hadith sur le texte des Chemail et des hadith de Chohab Codhaï ; dans ce dernier cours, l'élève apprendra aussi les éléments de littérature par la lecture du poème Lamiat-el-Arab, avec le commentaire de Souyouthy, de l'ouvrage intitulé Akouam Elméselek et du Karamany. Le cours commencera par le hadith, ensuite on fera la littérature et puis l'histoire. Le professeur fera apprendre aux élèves l'un des anciens poèmes arabes comme les Moallakat et le Tarakib Elbolagha, afin de leur former le goût et de les préparer à acquérir une bonne rédaction. Lorsque les élèves auront bien appris les matières de cette classe, ils passeront à la troisième, après examen, comme il est dit à l'article 63.

Art. 17. — Lorsque l'élève se sera bien pénétré des matières de la deuxième classe, il devra suivre quatre cours : un de grammaire, avec le commentaire du Katr par son auteur ; un de jurisprudence, avec le commentaire d'Ibn Acher pour le malékite, et le commentaire du cheik Hassen pour le hanéfite ; un autre cours comprendra la Logique d'Isagougy avec le commentaire du cheik Beïram ; l'ouvrage sur les Tropes, intitulé Samarkandia, et le texte de la Risalet Elwadé... Les cours d'histoire, de littérature et de hadith, dont il a été parlé à l'article précédent, devront se continuer simultanément ; après que l'élève aura terminé les études de cette classe, il passera à la quatrième, après l'examen prescrit à l'article 63.

Art. 18. — Les cours que l'élève devra suivre, dans la quatrième classe, sont au nombre de quatre, savoir : un cours de jurisprudence, avec le texte de la Résala pour le malékite, et le texte du Kadoury pour le hanéfite ; un cours de grammaire, avec l'Alfiya ; un cours qui comprendra la Tahdib, logique, le commentaire de Mélewy sur la Samarkandia, et la Résala Adudia sur la méthode... Le quatrième cours comprendra le hadith, avec le Metn-el-Méwaheb, par exemple : les belles-lettres, avec les Makamat, la Oumda, le commentaire des Moallakat ; et l'histoire, avec le Kitab-el-Iber. Lorsque l'élève aura terminé ces différentes études, il aura accompli les cours de la deuxième section ; il pourra alors, à son choix ou au choix de son père ou de son tuteur, passer à la Grande Mosquée pour terminer le cours de droit, ou bien passer à la troisième section, ou bien suivre les deux cours simultanément. Dans le cas où il croirait devoir arrêter ici ses études, il sera libre de le faire. Il n'aura droit à opter entre ces différents partis qu'après son examen, comme il est dit à l'article 63.....

CHAPITRE III. — TROISIÈME SECTION.

Art. 23. — Les cours de cette section durent sept années, à partir de la deuxième année de la première section.....

Art. 24. — On apprendra successivement dans cette section, la langue turque, le français et l'italien, et autres langues qui seraient considérées nécessaires. L'enseignement de la lecture et de l'écriture, dans ces différents idiomes, se fera d'après leurs règles spéciales.....

Art. 25. — Les sciences qui seront enseignées dans cette section sont les suivantes : — Mathématiques, comme l'arithmétique et l'algèbre. — Géométrie, comprenant la géométrie descriptive, la mécanique et la géométrie industrielle. — La cosmographie, comprenant la géographie et la météorologie. — La physique, comprenant la médecine, la vétérinaire, la botanique, la zoologie, la minéralogie, l'agriculture et la chimie. — Politique et législation des différents pays.

On étudiera, parmi ces sciences, celles dont les musulmans ont besoin dans leur intérêt.....

CHAPITRE IV. — DES RÈGLES QUI NE REGARDENT PAS DIRECTEMENT LES ÉTUDES.

. . . . . .

Art. 31. — Il y a deux catégories d'élèves : les internes, qui... habitent le collège ; les externes, qui, tout en vivant dans leurs familles, viennent chaque jour suivre les cours. L'instruction que reçoivent ces deux catégories d'élèves est gratuite ; la première catégorie sera fournie de tout ce dont elle a besoin pour tout le temps des études (1).....

(1) Conf. decret du 2 janvier 1886 (art. 33 et seq).

Art. 33. — Les élèves sont égaux en droits; la seule distinction admise est celle que donne une bonne conduite ou l'intelligence.

Art. 34. — On recevra les élèves qui seront âgés de six ans, jusqu'à dix.....

Art. 39. — Il n'y aura suspension des études que pendant les trois jours du Mouled et Aid Elfatr, et les cinq jours de la fête des Sacrifices.

Art. 40. — On diminuera, pendant l'été, du 15 juillet au 15 septembre, le travail des élèves; cette réduction se fera, pour ceux qui apprennent le Coran, non sur les jours, mais sur la quantité qu'ils devront écrire, qui sera diminuée de moitié, avec la diminution de temps correspondante. Les autres sections jouiront d'une réduction de jours d'étude; les élèves viendront le samedi, le lundi et le mercredi pour faire des répétitions de ce qu'ils ont déjà appris; les études termineront à onze heures du matin.

Art. 41. — Pendant le mois de ramadane, ceux des élèves qui jeûneront, jouiront d'une réduction de moitié sur le temps d'études, de telle façon qu'à partir de midi ils pourront se reposer.....

Art. 44. — Chaque jeudi, on fera sortir les élèves dans l'après-midi, et on les enverra, sous la surveillance de l'un des gardiens, dans les lieux les plus agréables, et ce afin de les aider à continuer leurs études avec une plus grande ardeur. On pourra les exercer en même temps à tirer à la cible.

Art. 45. — Pendant les intervalles de repos, on devra occuper les élèves à des exercices gymnastiques et les exercer à l'usage des armes blanches.....

Art 63. — Au commencement de chaque année, il sera fait un examen public, en présence des professeurs, des élèves, du Directeur du collège; on y invitera aussi quelques notables et les parents des élèves. Cet examen se fera sur les matières que les élèves auront apprises dans la période correspondante. On donnera aux élèves dont les réponses auront été satisfaisantes sur les matières qu'ils apprennent dans leur classe, le signe distinctif de cette classe, et on les fera passer à la suivante. Celui qui se sera spécialement distingué recevra la médaille d'honneur de sa classe et aura sur les autres une supériorité..... Ceux dont les réponses n'auront été satisfaisantes que pour une partie des matières enseignées dans leur classe, passeront à celle qui la suit, en considération de ce qu'ils auront appris, tout en restant dans l'autre pour suivre les cours où ils n'ont pas réussi, et ce jusqu'à l'examen suivant.

Les élèves qui n'auront profité dans aucune des matières de leur cours, resteront dans la même classe jusqu'à l'examen suivant; si à ce second examen on voit qu'ils n'ont pas fait plus de progrès, il sera procédé à leur égard de la manière indiquée à l'article 65.

Art. 64. — S'il résulte de l'examen que le peu de progrès des élèves doit être attribué à l'insuffisance du professeur, on devra le changer; on procédera de même, que cette insuffisance soit constatée au premier examen privé ou aux suivants.

Art. 65. — S'il résulte de l'examen l'inaptitude de l'élève pour une branche d'études, on ne devra plus le forcer à la suivre et on l'appliquera aux matières pour lesquelles il a plus de facilité. En cas d'inaptitude absolue, de même qu'en cas de faute grave, l'élève sera exclu du collège.

Art 66. — Si l'élève, ayant terminé le cours de la deuxième section, désire compléter ses études légales à la Grande Mosquée, le directeur partagera ses heures de telle manière qu'il puisse en même temps suivre les cours de la Mosquée et du collège; il se rendra à la Mosquée et en reviendra sous la surveillance de la personne désignée par le Directeur. Si l'élève veut, au contraire, se consacrer entièrement aux études de la troisième section, il pourra le faire.

Art. 67. — L'élève qui aura terminé ses études dans une des sections, recevra, après l'examen annuel, un certificat à cet effet, signé par les professeurs de sa section et le Directeur du collège.

Art. 68. — Les élèves qui auront fait le cours complet d'études et auront reçu leur diplôme définitif seront préférés aux autres dans les choix pour les emplois.

Art. 69. — Les pères ou les tuteurs des externes pourront les retirer du collège après l'examen annuel; les internes, toutefois, ne pourront en sortir qu'après avoir terminé le cours complet.....

Art. 73. — Un médecin spécial sera attaché au collège; il soignera tous les élèves également, tant externes qu'internes....

---

558 18 mai 1875

(12 rebiâ ettani 1292)

Décret réglementant la bibliothèque de la Grande Mosquée (1).

Article 1er. — Il sera tenu un registre dans lequel seront catalogués tous les livres dont se compose la bibliothèque de la Grande Mosquée. Chaque catégorie sera inscrite séparément et un espace laissé en blanc pour ajouter les livres dont elle pourrait être augmentée.

Art. 2. — Afin de faciliter les recherches, chaque livre devra porter un numéro d'ordre qui sera reproduit sur le registre en regard de son titre.

Art. 3. — L'ouvrage qui compte plus d'un

(1) Conf. décrets des 26 décembre 1875 (art. 54 et seq.) et 24 mars 1880.

volume sera inscrit avec indication de tous les volumes dont il se compose.

Art. 4. — La bibliothèque sera ouverte tous les jours, une demi-heure après la prière du matin, et fermée au moment de la prière du soir. Du 1er juin au 30 septembre, elle sera fermée de midi à 2 heures.

Art. 5 — La bibliothèque étant composée de livres religieux, tous ceux auxquels l'entrée de la Mosquée est permise pourront y entrer aux heures ci-dessus indiquées, consulter les livres, les lire, les copier et rester aussi longtemps qu'ils voudront, sans que personne puisse s'y opposer.

Art. 6. — Les livres ne pourront être transportés hors de la bibliothèque.

Art. 7. — Les bibliothécaires sont tenus de mettre le catalogue à la disposition de tout visiteur qui voudrait le consulter, et de lui remettre sans retard tous les livres qu'il désirerait avoir, quand même il les demanderait séparément (1).

Art. 8. — Si un livre demandé se trouve en lecture, celui qui le demande devra attendre, pour l'avoir, qu'il soit rendu au bibliothécaire.

Art. 9. — Les livres seront rangés par catégorie, en suivant pour chacune d'elles l'ordre des numéros.

Art. 10. — Les livres dont le sujet est le plus noble occuperont les rayons les plus élevés.

Art. 11. — Le personnel de la bibliothèque comprendra deux bibliothécaires et un surveillant, chargés de l'exécution des dispositions qui précèdent et d'assurer la propreté des livres, leur conservation et leur rangement en ordre.

Art. 12. — Les deux bibliothécaires seront également chargés de la surveillance des lecteurs et de leur faire, en cas de besoin, les observations nécessaires au sujet de l'usage des livres.

Art. 13. — L'encre et les plumes nécessaires à la bibliothèque seront fournies par un délégué du Gouvernement, sur la demande qui lui en sera faite par le surveillant.

Art. 14. — Le surveillant signalera audit délégué les livres et les armoires qui auront besoin de réparations.

Art. 15. — Le surveillant se tiendra dans la chambre sise à l'entrée de la bibliothèque, pour observer les personnes qui y entrent et en sortent, et empêcher ainsi la soustraction des livres.

Art. 16. — Il est expressément défendu à qui que ce soit de retirer des rayons les livres qu'il désire consulter. Il devra se faire présenter ces livres par l'un des bibliothécaires, après avoir constaté qu'ils figurent sur le catalogue.

(1) Conf. décrets des 26 décembre 1875 (art. 54 et seq.) et 24 mars 1880.

559 26 décembre 1875

(28 kâda 1292)

Décret réglementant les études de la Grande Mosquée.

Nous avons décidé d'établir dans un règlement spécial les dispositions relatives à l'organisation des études à la Grande Mosquée. Ce règlement est composé des articles suivants :

CHAPITRE Ier. — ÉTUDES SUIVIES A LA GRANDE MOSQUEE ET OUVRAGES Y RELATIFS (1).

Article 1er. — Les études suivies à la Grande Mosquée comprennent :

Le Tafsir (interprétation du Coran) ; le Hadith (traditions) ; le Taouhid (théologie) ; le Kirat et le Tajouid (lecture et modulation du Coran) ; le Moustaleh ; les Asoul el Fokh (philosophie du droit divin) ; le Fokh (droit divin) ; les Fraïd (jurisprudence des successions) ; le Tesaouf (mysticisme) ; le Mikat (art de connaître les heures de la prière) ; le Nahou (grammaire) ; le Sarf (grammaire) ; le Méani et le Beïan (rhétorique) ; le Logha et l'Edeb (littérature et langue arabes) ; le Sir et le Tarikh (histoire et géographie) ; le Resm et le Khat (écriture et dessin linéaire) ; l'Aroud (prosodie) ; le Mantak (logique) ; l'Adab el Baht (topique) ; le Hsab (arithmétique) ; le Hendaça (géométrie architecturale) ; le Heya (astronomie) ; le Msaha (géodésie).

Art. 2. — Les ouvrages adoptés pour l'enseignement des matières ci-dessus sont de trois catégories : première, seconde et troisième.

Art. 3. — Les ouvrages adoptés pour l'enseignement supérieur (première catégorie) sont :

Pour le Tafsir : Israr Ettanzil de Bidaouy et Dou Djilalin.

Pour le Hadith : le Moatta, avec le commentaire de Zerkany ; le Sahih de Bokhary, avec le commentaire de Castellany ; le Sahih de Moslem Metena, avec le commentaire de El Aby ; le Chéfa, avec le commentaire de Chéhab ; le Mouaheb Loudnia, avec le commentaire de Zerkany.

Pour le Taouhid : le Traité de Seyid sur les Mouakef ; le Traité de Saad sur les Akaïd ; la Koubra du cheik Senoussi.

Pour le Moustaleh : les Prolé[illegible] de Castellany.

Pour les Asoul el Fokh : le Com[illegible]aire sur le Sadr es Chria ; Adad sur l'abrégé d'Ibn el Hageb ; Mohally, commentaire de Djamâ Djouami.

Pour le Fokh : le Tabia, commenté par Kenz ; le Dorar, commenté par Ghorar ; le Traité du cheik Abd el Baky sur le Moukhtasar ; le Traité du cheik Mohamed el Korchy sur le même.

Pour le Tesaouf : El-Ahia.

Pour le Méani et le Beïan : le Meftah, avec le commentaire d'Es-Seyid ; le Metaouel.

(1) Conf. décret du 8 juillet 1894.

Pour le Logha et l'Edeb : le Mouzhir ; Fokh el Logha ; Marzouky, commentaire de Harnaza.

Pour le Sîr et le Tarikh : la Syra Kilaia ; l'Histoire d'Ibn-Khaldoun.

Pour le Mantak : le Commentaire de Kotb sur la Chemsia.

Pour le Hsab : le Commentaire d'Ibn-Ghazy sur la Mounia ; le Talkhis, avec le Commentaire Mesraty.

Pour le Heya : le Traité d'Es-Seyid sur la Tedkera.

Pour le Hendaça : les Éléments d'Euclide, par Tousy.

Art. 4. — Les ouvrages de la deuxième catégorie (enseignement moyen) sont :

Pour le Hadith : le Commentaire de Lakany sur les quarante Naouyas ; le Chemail, avec le Commentaire de Manaouy.

Pour le Taouhid : la Ousta du cheik Senoussi ; le Commentaire de Sidi Abd-Es-Salam sur la Djohra.

Pour le Kirat : Précis de Chatbia, avec le commentaire d'Ibn-Casah.

Pour le Moustaleh : l'Alfiya de Araky, avec le commentaire d'El-Cadi.

Pour les Asoul el Fokh : le Commentaire du Minar, par Ibn-Malek ; le Commentaire du cheik Beiram sur le Moukhtasar-El-Menar ; le Commentaire du Tankih, par Korafy ; le Commentaire de Hattab sur El Ouarkat.

Pour le Fokh : Eddor-El-Moktar Bired El-Mihtar ; le Commentaire du Ouikaya, par Sadr-Es-Chria ; la Manzouma Mouhébia ; El-Moukhtasar, avec le Commentaire de Derdir ; Taoudy, sur l'Asmia ; Miaret sur Lamiat ez Zekah.

Pour les Fraid : Seyid sur les Sradjia ; Chenchoury, sur la Rahbiya ; le Commentaire du Dourra, par le cheik Ebn-Melouka.

Pour le Tesaouf : le Hokm, avec le Commentaire d'Ibn-Abad ; El-Tarikat El-Mohammedia.

Pour le Mikat : l'Épître d'Ibn-Ghanem ; le Traité de Sebt-El-Mardini.

Pour le Nahou : El-Achmouny, sur l'Alfiya ; Makoudy, sur l'Alfiya ; le Taoudih.

Pour le Sarf : Commentaire de Lamiat-El-Afal, par Ibn-en-Nazen ; Donkouz sur le Mirah ; la Chafia, avec commentaires ; Saad sur Zendjany.

Pour le Méani et le Beïan : le Talkhis, avec commentaire du Saad ; Aissam sur la Sarmarkandia ; Commentaire de Samarkandy sur l'Épître El-Ouadh.

Pour le Logha et l'Edeb : les Séances de Hariry ; la Oumda d'Ibn-Réchik ; le Commentaire d'Ibn-Hecham sur la Cassidé Ben Saad ; la Hamzia, avec le Commentaire de Djemel ; la Bourda, avec le Commentaire du cheik Ben-Achour ou de Jamy.

Pour le Sir et le Tarikh : El-Karamany.

Pour le Resm et le khat : El-Matali En Nesria ; Ibn-Acher sur El Kharaz.

Pour l'Aroud : le Cadi Ali-el-Khazerdjia.

Pour le Mantak : Commentaire de Khissi sur le Tahdib ; le Commentaire du Moukhtasar, par le cheik Senoussi.

Pour l'Adab el Baht : Moula-Hanéfy sur l'Adédia ; Messaoud-Er-Roumy sur la Samarkandia ; les Kouanin par Sedjkelly-Zada.

Pour le Hsab : la Marchada par Ibn-Elhaïm-Kelsady.

Pour le Hendeça : El-Cadi, sur la forme des bonnes fondations.

Pour l'Heya : El-Cadi, d'après Djahiminy.

Art. 5. — Les ouvrages de la troisième et dernière catégorie (instruction primaire) sont :

Pour le Kirat et le Tajouid : El-Cadi sur la Djuzria.

Pour le Taouhid : Soghra Es-Soghra ; le Commentaire de Bajoury sur la Djorha.

Pour le Moustaleh : le Sahih, avec commentaire.

Pour le Fokh : le Kenz ; le Kadoury ; le cheik Hassen-Es-Srir ; le poème du même, avec le commentaire ; le Commentaire d'Aby-El-Hassen sur la Résala ; Miyara-Srir sur Ibn-Acher ; Ibn-Tourky sur l'Aschmaouïa.

Pour les Fraid : la Rahbiya ; le Commentaire de la Dourra, par Es-Cheik.

Pour le Mikat : Es Soussy ; Es Seradj, par Akhdari ; Soulam Es Sada.

Pour le Nahou : l'Adjroumia, avec le Commentaire de Sidi Khaled ; le Commentaire du Katr, du même auteur ; l'Alfiya ; le Commentaire de la Moukadma, par Sidi Khaled.

Pour le Sarf : Lamiat El-Afal ; Ez-Zendjany.

Pour le Beïan : la Samarkandia ; le Commentaire de Demenhoury sur la Samarkandia ; le Commentaire de Méloui.

Pour l'Aroud : El Kafy, par Demenhoury.

Pour le Mantak : Isagougy ; Commentaire de Djerby sur le précédent ; Commentaire du cheik Be ram sur le même ; le Soullam ; le Commentaire de Cheik ; Commentaire de Meloui.

Pour le Hsab : En-Noukba El Hisabia.

Art. 6. — Les livres et les matières ci-dessus se succéderont en raison de leur importance et de leur valeur relative. Les inspecteurs des études veilleront à ce que ces règles soient observées dans l'enseignement, ainsi qu'on le verra à l'article 39.

Chapitre II. — Des professeurs.

Art. 7. — Nul ne pourra ouvrir de cours à la Grande Mosquée sans l'autorisation préalable des inspecteurs des études (1).

Art. 8. — Le professeur expliquera, en commençant son cours, la proposition préliminaire sur laquelle il se fonde, et passera ensuite graduellement aux autres en allant du plus facile au plus difficile ; il fera observer pendant son explication toutes les relations grammaticales

(1) Conf décret du 4 février 1880 (v° Notariat tunisien).

qui peuvent jeter de la lumière sur le sens de la proposition à expliquer; il citera, s'il y a lieu, les exemples qui lui sembleront les plus appropriés; si la proposition est complexe, il s'efforcera de la ramener sous une idée unique, et d'en classifier les parties en chefs distincts. Il suivra la même méthode pour les propositions suivantes, s'il explique un texte. Mais s'il s'aide aussi d'un commentaire, il expliquera d'abord le texte et lira ensuite le commentaire de la manière prescrite ci-dessus. Il ne passera d'une proposition à une autre qu'après s'être assuré que les élèves s'en sont bien pénétrés, de manière qu'ils puissent répondre avec compétence et sans hésiter sur chacun des points qui ont fait l'objet du cours. Le professeur doit éviter la concision excessive et la précipitation dans le débit, qui empêchent les élèves de comprendre ce qu'on leur enseigne.

Art. 9. — Les ouvrages adoptés pour l'enseignement sont : soit l'objet même du cours, soit des travaux accessoires à consulter. Pour les ouvrages de la dernière catégorie, et pour ceux à consulter de la deuxième, le professeur devra se borner à en expliquer l'objet et les propositions, et n'entrer dans les détails que pour préciser les endroits trop vagues, pour expliquer ce qui est obscur ou ambigu, pour rectifier ce qui est faible ou défectueux, ayant toujours en vue l'intelligence de la proposition qu'il s'agit d'étudier. Pour tous les ouvrages de la première catégorie sans exception, et pour ceux de la seconde qui forment l'objet même du cours, le professeur pourra s'étendre autant qu'il le croira nécessaire dans ses explications, en évitant la diffusion et la négligence.

Art. 10. — Le professeur devra s'assurer que ses élèves ont bien compris ce qu'il leur a dit, et répéter ses explications à ceux des élèves qui ne s'en seraient pas entièrement pénétrés. Il devra les exercer à appliquer les principes aux cas particuliers. Il ajoutera à ces exercices l'analyse grammaticale et logique du texte, dans le cours de grammaire. Il devra s'efforcer de réveiller l'émulation en montrant une attention particulière pour ceux dont il remarquera l'application et la bonne volonté, et se montrer affectueux envers ses enfants spirituels.

Art. 11. — Le professeur devra se mettre au niveau de ses auditeurs et adapter son langage et son exposition à leur intelligence et à leur degré d'instruction.

Art. 12. — Le professeur devra toujours avoir en vue le but et la méthode de la science qu'il enseigne, et insister sur les points qui rentrent plus spécialement dans son domaine. Ainsi il insistera sur la démonstration en expliquant les dogmes, sur l'élégance des constructions dans la rhétorique, sur l'analyse dans la grammaire.

Art. 13. — Le professeur doit s'attacher à bien comprendre et à bien rendre les matières qu'il enseigne, à ne pas se contenter de probabilités; s'il est tombé dans quelque erreur, il doit à sa religion et à sa dignité de la rectifier aussitôt.

Art. 14. — Le professeur ne doit pas parler trop vite, car un débit précipité empêcherait les élèves de le suivre et de bien comprendre ce qu'il dit. Il répétera autant de fois qu'il sera nécessaire ce qu'il a dit à ses auditeurs.

Art. 15. — Nul ne pourra se livrer à l'examen des principes que les savants se sont transmis d'âge en âge et qui sont acquis à la science. On ne devra pas s'empresser de relever les fautes des écrivains qu'on examine; on devra au contraire apporter dans cet examen un esprit large et impartial, s'efforcer de pénétrer ce qu'a voulu dire l'écrivain et ne renoncer à cette recherche qu'après mûr examen.

Art. 16. — Si le professeur s'aperçoit que les élèves sont fatigués, ils ne continuera pas sa leçon et la reprendra ensuite. Le temps de la leçon ne doit être ni trop long ni trop court; une leçon ne pourra pas durer moins de 45 minutes, ni plus d'une heure et demie.

Art. 17. — Le professeur doit élever la voix autant qu'il le faut pour être entendu des élèves, tout en conservant le ton et le maintien qu'il doit garder dans la maison de Dieu suprême et dans l'intérêt de sa dignité.

Art. 18. — Le professeur ne doit pas quitter un ouvrage qu'il ne l'ait terminé, à moins qu'il n'y soit autorisé par les inspecteurs des études pour une raison sérieuse.

Art. 19. — Le professeur ne fera pas étudier à la fois deux livres difficiles, exigeant une étude spéciale et prolongée.

Art. 20. — Le professeur pourra, s'il fait régulièrement les cours journaliers qui lui sont confiés, ouvrir d'autres cours supplémentaires, même pour les élèves plus jeunes et dans le cas prévu à l'article 29.

Art. 21. — Le professeur devra observer une rigoureuse ponctualité dans les heures de ses leçons, pour ne pas apporter la confusion dans les études des élèves.

Art. 22. — Le professeur ne devra pas laisser courir des intervalles trop longs dans la lecture d'un même livre, en dehors des vacances établies. Les inspecteurs des études veilleront à la régularité des cours.

Chapitre III. — Des élèves.

Art. 23. — Les élèves suivront, au commencement, quatre cours : un cours de taouhid sur le texte de Soghra Es-Soghra, d'une manière sommaire; un cours, également sommaire, de Fokh, sur le texte de l'Aschmaouia, pour le rite malékite, et de la Manzouma du cheik Hassen pour le hanéfite; un cours de Tajouid; un cours de Nahou, sur l'Adjroumia d'abord qu'on lira deux fois de suite, ensuite sur le commentaire de Sidi Khaled qu'on lira aussi deux fois, en-

suite sur le Katr qu'on lira deux ou plusieurs fois, et enfin l'Alfiya qu'on pourra étudier seule ou avec le commentaire de Makoudy. Après la première lecture du Katr, on pourra commencer à faire suivre d'autres cours aux élèves, en les graduant d'après l'intelligence et les progrès de ces derniers. Pour le Taouhid, le Fokh et le Tajouid, on lira successivement par ordre de progression tous les ouvrages qui s'y rapportent, et cela sans interruption. Les professeurs ne devront admettre un élève à lire un ouvrage qu'après s'être assurés qu'il y est préparé; d'ailleurs, les progrès de l'élève peuvent être constatés par le carnet dont il est pourvu aux termes de l'article 24. Les professeurs veilleront à la juste répartition et à la progression régulière des études, de manière à tenir constamment les élèves sur la bonne route (1).

Art. 24. — Le témoignage des professeurs étant un des aiguillons les plus efficaces pour stimuler les élèves, il sera établi pour chaque élève un carnet sur lequel les professeurs inscriront successivement la date de son admission à la lecture des différents ouvrages, leur opinion sur son assiduité et sur son intelligence, la date à laquelle il aura terminé les ouvrages à étudier par lui, et le nom de l'ouvrage qu'il est en état de commencer ensuite. Les certificats obtenus par l'élève aux examens seront inscrits dans ce même carnet.

Art. 25. — Tout élève pourvu du carnet mentionné à l'article 24 sera exempté de l'impôt personnel (2), du service militaire (3) et de toutes autres charges dues par les personnes de sa condition, pendant toute la durée de ses études à la Grande Mosquée. La même exemption s'étend à titre permanent aux élèves qui auront terminé l'étude des ouvrages de la 3e catégorie et auront étudié un nombre suffisant de ceux de la 2e, constaté par certificat de leurs professeurs (4).

Art. 26. — L'exercice de la mémoire étant d'une grande importance, les professeurs devront encourager leurs élèves à apprendre des textes par cœur; ils leur donneront un nombre de pages déterminé qu'ils devront apprendre dans la semaine et réciter au jour fixé. Si l'élève a déjà commencé à apprendre par cœur un livre sous un autre cheik, le professeur suivant lui fera continuer ce même livre jusqu'à ce qu'il soit terminé.

Art. 27. — Les textes qu'on doit apprendre par cœur sont la Djaouara, le poème du cheik Hassen Chérenbaly, Ibn Acher, la Djuzria, l'Adjroumia, l'Alfiya, la Dourra, la Tahdib. Ceux qui voudront se perfectionner dans la jurisprudence pourront aussi étudier le Kenz et le Moukhtassar.

Art. 28. — L'élève devra adresser ses questions au professeur avec la modestie et le respect qu'il doit à celui qui lui est supérieur en science et en dignité. Dans le cas où les questions de l'élève seraient déplacées, le professeur devra le lui faire observer sans brusquerie, avec douceur; si l'élève adresse une question au professeur au milieu d'une démonstration, dont la conclusion contient déjà la réponse à sa question, le professeur, en terminant, devra le lui faire observer.

Art. 29. — Les élèves devront observer la plus grande ponctualité à se rendre aux leçons et s'y trouver dès le commencement. Ils ne pourront manquer sans raison sérieuse.

Art. 30. — Les élèves devront garder pendant la leçon un maintien tranquille, ne pas se laisser distraire par des conversations frivoles, et prêter la plus grande attention aux paroles du professeur. Si un élève adresse une question au professeur, aucun de ses condisciples ne pourra lui répondre s'il n'y est expressément autorisé par le professeur.

Art. 31. — Les élèves qui auront terminé une partie des cours et se seront voués à l'enseignement pour leur compte avec la permission préalable des inspecteurs, ne devront pas pour cela négliger de se perfectionner dans les branches où leur instruction est encore insuffisante. Ceux qui s'efforceront ainsi d'étendre et de perfectionner leurs connaissances seront préférés dans les nominations à faire.

Art. 32. — Comme le temps est un des biens les plus précieux de l'homme et qu'on ne doit pas le perdre sans fruit, il est défendu aux élèves de se réunir à la Mosquée pour y causer ou pour s'occuper d'autre chose que de l'étude. Les inspecteurs sont chargés de les en empêcher, et, s'il le faut, même de les punir.

Chapitre IV. — Des inspecteurs des études.

Art. 33. — Aux termes du décret constitutif de l'Université de la Grande Mosquée, l'inspection des études et l'application du règlement sont confiées aux deux cheiks ul-Islam, avec le concours des deux cadis (1).

Art. 34. — Tous les inspecteurs des études devront, s'il plaît à Dieu, concourir à l'application du règlement et à la surveillance de l'enseignement; en cas d'empêchement de l'un d'eux, il se fera remplacer par un membre du chaâra. Les deux cheiks ul-Islam (1) seront remplacés par ceux qui exerceront leurs fonctions par intérim; les deux cadis par les deux derniers muftis. Les remplaçants pourront aussi se faire représenter, en cas d'empêchement, en suivant le même ordre hiérarchique, et de telle manière que les inspecteurs soient toujours en nombre. Les délibérations sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix du

(1) Conf décret du 22 janvier 1876 (art. 4).
(2) Conf décret du 24 août 1892 (v° Mejbat).
(3) Conf Loi du 12 janvier 1892 (art 36, 4°), et décret du 22 janvier 1896 (v° Recrutement tunisien).
(4) Conf. 1er décret du 12 novembre 1898 (art. 2).

(1) Conf. décret du 1er novembre 1842 (§ 2). — Conf. etiam décret du 6 avril 1874 (v° Justice tunisienne).

personnage le plus élevé en rang sera prépondérante.

Art. 35. — Les délibérations prises par les inspecteurs des études seront mises à exécution par le cheik ul-Islam.

Art. 36. — D'après les dispositions du décret constitutif, l'un des inspecteurs devra se rendre chaque jour à la Mosquée. Les inspecteurs se réuniront à la Mosquée le samedi de chaque semaine, à huit heures du matin, pour délibérer sur les mesures relatives à l'application du présent règlement. Nul ne pourra manquer de se rendre à ces réunions hebdomadaires, ni négliger l'inspection journalière; en cas d'empêchement, il devra se faire remplacer de la manière prescrite à l'article 34. Dans le cas où il serait nécessaire de tenir une séance extraordinaire, le cheik ul-Islam convoquera les autres inspecteurs (1).

Art. 37. — L'un des buts les plus importants de l'inspection journalière étant le contrôle de l'enseignement, l'inspecteur se mettra près des professeurs, afin de suivre les différentes leçons et d'apprécier les aptitudes et l'intelligence de chacun d'eux.

Art. 38. — Les inspecteurs des études tiendront un registre où seront inscrits les noms des professeurs et la date de leur nomination dans l'ordre de prééminence des cours qui leur sont confiés, les noms des professeurs volontaires qui sont autorisés à enseigner et la date de l'ouverture de leurs cours, les noms des élèves et la date de leur admission, les noms des ouvrages qui font l'objet des cours, la date où ils ont été commencés et celle où ils sont terminés; et ce, afin de pouvoir apprécier le temps employé à l'étude de chaque ouvrage. Dans ce registre seront inscrits également les ouvrages que chaque professeur aura lus pendant son année scolaire. Les résultats de chaque examen et les matières sur lesquelles il a porté seront inscrits dans ce même registre.

Art. 39. — Conformément à ce qui a été dit dans le décret du 1er redjeb 1287 (27 septembre 1870), les inspecteurs des études assigneront à chaque catégorie de professeurs les matières dont ils devront s'occuper, en tenant compte de la juste répartition du temps des élèves et de l'importance relative des différentes branches d'enseignement. Lorsque le professeur sera sur le point de terminer un ouvrage, il consultera les inspecteurs des études sur celui qu'il devra commencer ensuite, et les inspecteurs devront tenir compte, dans le choix de cet ouvrage, des mêmes conditions d'opportunité et d'importance relative dont il est parlé ci-dessus. Aucun professeur ne pourra commencer un ouvrage sans y avoir été autorisé au préalable par les inspecteurs. L'autorisation étant une fois donnée, on n'est pas tenu de l'obtenir une seconde fois pour les autres ouvrages qui se rapportent à la même catégorie d'études. Les inspecteurs pourront, pour la juste répartition des études, demander au professeur de changer l'ouvrage adopté par lui.

Art. 40. — Les ouvrages commencés avant la mise en vigueur du présent décret seront continués jusqu'à la fin.

Art. 41. — Le professeur pourra indiquer l'ouvrage sur lequel il croit utile de continuer ses leçons; il pourra même, si les inspecteurs sont d'un avis contraire au sien, exposer verbalement ou par écrit les raisons qui lui ont dicté son choix; si les inspecteurs persistent malgré cela dans leur opinion, le professeur devra s'y conformer sans observations ultérieures.

Art. 42. — Les inspecteurs des études, devant assister aux leçons afin de se rendre compte des aptitudes et de l'intelligence de ceux qui se destinent à l'enseignement, auxquels ils feront passer un examen annuel, toute vacance qui se produira dans le nombre des professeurs devra être comblée dans le mois même, par concours ou autrement (1).

Art. 43. — On n'aura recours à la discussion publique pour éprouver les candidats au professorat qu'en cas de doute sur leur mérite respectif et, lorsque après cette discussion il y aura partage entre les professeurs, il sera procédé de la manière prescrite à l'article 44 (1).

Art. 44. — Si, d'après l'épreuve publique, le doute subsiste toujours, on aura recours au tirage au sort (1).

Art. 45. — Conformément au décret du 1er redjeb 1287 (27 septembre 1870), les inspecteurs des études présenteront, à la fin de chaque mois, un rapport sur la marche générale des études, les noms des ouvrages commencés ou terminés pendant le mois; dans le cas où il y aurait eu discussion publique, les inspecteurs en rapporteront les résultats. Il sera rendu compte, dans ce rapport, des examens de fin d'année à leur époque respective.

Art. 46. — Les examens publics ayant pour effet d'éveiller l'émulation chez les étudiants, il y aura un examen annuel (2) sur les ouvrages lus dans l'année, en présence des inspecteurs des études, des principaux professeurs et d'un fonctionnaire désigné spécialement par le Gouvernement. Les inspecteurs des études choisiront les livres sur lesquels ils croiront utile de faire examiner les jeunes gens, sans distinction de catégorie, de manière qu'on puisse avoir une idée générale de l'état de l'enseignement et des progrès des élèves.

Art. 47. — Chacun des élèves devra expliquer un passage de moyenne difficulté qui lui sera désigné dans l'ouvrage qu'il étudie; un laps de temps suffisant lui sera assigné à cet effet.

(1) Conf. décret du 22 janvier 1876.

(1) Conf. décret du 13 juin 1892 pour le recrutement des professeurs de 1re et de 2e classe

(2) Conf. décret du 4 novembre 1884

Dans le cas où il s'en acquitterait d'une manière satisfaisante, il lui en sera donné acte par les inspecteurs des études, et il aura un avancement dans la classe à laquelle il appartient.

Art. 48. — L'examen aura lieu une fois par an, ... *le 13 juin* (1). Il aura lieu ... *au Dar el Bey* (2); la désignation du jour ou des jours où il aura lieu appartient aux inspecteurs des études, qui en donneront avis public quinze jours avant.

Art. 49. — Conformément au décret du 1er redjeb 1287 (27 septembre 1870), le Gouvernement désignera l'un de ces fonctionnaires pour surveiller la marche des études et l'exécution des règlements, et en rendre compte au Gouvernement (3).

Art. 50. — L'auteur d'un livre ou d'un essai sur un sujet scientifique ne pourra le liver à la publicité avant de l'avoir soumis aux inspecteurs des études. Si le sujet de l'ouvrage est tel que l'approbation des inspecteurs soit suffisante, et si deux des inspecteurs l'approuvent, la publicité est dès lors permise; toutefois, si le sujet est tel que l'approbation des inspecteurs n'est pas suffisante, l'ouvrage devra obtenir l'approbation du Gouvernement (4).

Art. 51. — Dans le cas où il serait reconnu nécessaire de modifier une ou plusieurs des dispositions du présent règlement, ou d'introduire dans l'enseignement des cours et des ouvrages qui n'y seraient pas mentionnés, le Gouvernement autorisera ces nouvelles mesures sur la proposition des inspecteurs des études, qui en feront l'objet d'un rapport spécial.

Art. 52. — Les modifications ci-dessus peuvent être proposées par toute personne compétente aux inspecteurs des études, et seront mises en vigueur de la manière ci-dessus prescrite, si elles sont approuvées par ces derniers.

Art. 53. — Les inspecteurs des études se feront aider dans l'exercice des attributions qui leur sont confiées, par les deux bibliothécaires qui devront leur prêter leur concours.

Chapitre V. — De la bibliothèque (5).

Art. 54. — Il sera créé des registres où seront portés tous les ouvrages sous des numéros d'ordre, et avec leur évaluation, de manière à déterminer la somme qu'on doit réclamer dans le cas où un ouvrage serait égaré.

Art. 55. — Chacun des bibliothécaires tiendra un registre où il inscrira les titres de tous les livres prêtés, leurs numéros d'ordre, leur valeur, le nom de l'emprunteur, la date du prêt, la mention et la date de la restitution.

Art. 56. — Aucun livre ne sera prêté que sur autorisation écrite de l'un des cheiks ul-Islam (1), l'emprunteur en recevant le livre en donnera reçu, avec mention du numéro et de la date au bas de la permission du cheik ul-Islam (1), qu'il laissera entre les mains du bibliothécaire; ces reçus seront restitués lorsque le livre sera rendu à la bibliothèque. On ne pourra pas donner de reçus collectifs pour plusieurs livres à la fois.

Art. 57. — Il ne sera pas donné aux étudiants plus de livres qu'il ne leur en faut. Si un étudiant se fait donner deux permissions différentes des deux cheiks ul-Islam (1) à la fois, le bibliothécaire devra en donner avis à l'un des deux cheiks (1).

Art. 58. — Si le bibliothécaire voit que l'emprunteur du livre n'est pas en état de s'en servir, ou s'il conçoit quelque défiance à son endroit, il en donnera avis au cheik ul-Islam (1) qui lui a délivré l'autorisation pour qu'il s'assure par l'inspection du carnet de l'élève, de l'état d'avancement de ses études.

Art. 59. — Le bibliothécaire devra remettre sans retard le livre qu'on lui demande; dans le cas où il aurait des observations à communiquer à l'un des cheiks (1), il devra le faire dans la journée même.

Art. 60. — Le bibliothécaire devra mettre à la disposition de ceux qui le lui demanderont, les ouvrages qu'ils désirent consulter dans la bibliothèque même; on pourra retenir le livre pour toute la journée, s'il le faut, pourvu qu'on ne sorte pas de la Mosquée.

Art. 61. — Les bibliothécaires réclameront les livres prêtés avant le mois de châbane de chaque année; quant aux ouvrages dont on peut avoir besoin pour les cours des professeurs, on s'occupera de les faire rentrer à la bibliothèque au commencement de châbane; les inspecteurs des études prêteront, à cet effet, le concours de leur autorité, s'il y a lieu, aux bibliothécaires.

Art. 62. — Les cheiks ul-Islam (1) et les imams de la Mosquée demanderont compte aux bibliothécaires (2), à partir de la première quinzaine du mois de châbane jusqu'au mois de ramadane, des livres confiés à leurs soins en prenant pour base le catalogue officiel. Tous les inspecteurs des études devront être présents, et en cas d'empêchement, devront se faire remplacer, conformément à l'article 34. Dans le cas où les ouvrages portés au catalogue existeraient en entier dans la bibliothèque, les inspecteurs des études en donneront décharge par écrit à chacun des bibliothécaires. Cette décharge sera soumise à Son Altesse le Bey, pour être munie de son cachet. Dans le cas où quelques-uns des livres portés au catalogue ne se retrouveraient pas, et qu'ils aient été prêtés à des tiers sur l'ordre écrit de l'un des cheiks ul-Islam (1), l'emprunteur continuera à

(1) Ainsi modifié par décret du 4 avril 1896
(2) Ainsi modifié par décret du 4 novembre 1884
(3) Conf. décret du 22 janvier 1876.
(4) Conf. décret de promulgation du 14 octobre 1884 (v° Presse).
(5) Conf. décrets des 18 mai 1875, 24 mars 1880 et 22 février 1885

(1) Conf. décret du 1er novembre 1842 (§ 2).
(2) Conf. décret du 22 février 1885.

en être responsable; mais si les ouvrages qui manquent ont été prêtés, sans autorisation par le bibliothécaire, on l'en tiendra responsable envers la bibliothèque, à moins qu'on ne juge préférable de faire retomber cette responsabilité sur l'emprunteur.

Art. 63. — Ceux qui rendront un livre pour le récolement avant de l'avoir terminé pourront en donner avis au bibliothécaire, qui en prendra acte et le leur rendra, s'ils le désirent, après le récolement.

Art. 64. — L'emprunteur d'un ouvrage devra faire connaître au cheik ul-Islam (1) l'usage qu'il entend en faire, et le cheik lui assignera un terme qui ne pourra excéder une année, excepté dans le cas où l'emprunt serait fait pour copier l'ouvrage ou s'en servir dans l'enseignement.

Art. 65. — Les bibliothécaires devront de temps en temps, et au moins quatre fois par an, faire nettoyer les bibliothèques et épousseter les livres; ils devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la conservation des livres, avec l'autorisation des inspecteurs des études.

Art. 66. — Un des bibliothécaires devra se trouver toute la journée à la Mosquée. Cependant, dans la saison des fortes chaleurs, soit de juin à la fin de septembre, ils pourront s'absenter trois heures par jour, de onze heures du matin à deux heures de l'après-midi. Pendant le reste de l'année, ils pourront s'absenter de onze heures et demie à une heure de l'après-midi. Ils ne pourront s'absenter tous que les jours de vacances; en cas d'empêchement de l'un d'eux, il pourra se faire remplacer dans son service.

Art. 67. — Les bibliothécaires devront surveiller le maintien des élèves et rapporter toutes les transgressions qu'ils commettraient aux inspecteurs des études.

Article additionnel. — Les professeurs de la Grande Mosquée de Tunis, chargés de cours au collège Sadiki, ne supporteront point de retenue sur leurs traitements pour leurs absences de la Grande Mosquée motivées par les examens qu'ils font passer au collège Sadiki (2).

---

560 22 janvier 1876

(25 hidjà 1292)

Décret relatif à la surveillance des règlements de la Grande Mosquée (3).

Notre décret du 28 kâda 1292 (26 décembre 1875) impose aux inspecteurs des études de veiller à tour de rôle à la stricte exécution des règlements de la Grande Mosquée, mais ces personnes sont retenues par les soins de leurs fonctions judiciaires dont l'importance est infiniment grande et ne peuvent prêter une attention constante à la surveillance dont ils sont chargés;

Les études, l'enseignement et la direction des bibliotheques ne pouvant s'accommoder d'un contrôle insuffisant, il a fallu forcément désigner des fonctionnaires chargés de veiller à tout moment à la stricte observation des dispositions du décret du 28 kâda 1292 (26 décembre 1875), et cela conformément aux clauses suivantes:

Article 1er. — L'effort d'un seul individu n'étant pas suffisant pour assurer le contrôle effectif sur une administration de cette importance, nous avons confié ce soin au Directeur de l'instruction à notre Ministère d'État et avons désigné pour l'assister et, au besoin, le remplacer, deux cheiks professeurs.

Art. 2. — Il est chargé d'assurer l'exécution des règlements édictés depuis le 27 ramadane 1258 (1er novembre 1842), date du décret organique, jusqu'à ce jour, et de rendre compte des infractions qui y porteraient atteinte.

Art. 3. — Les délégués du Directeur ou l'un d'eux vérifieront chaque jour si les professeurs se présentent ou non, et veilleront à l'application du règlement du 28 kâda de cette année (26 décembre 1875), dans le sens indiqué par le Directeur, auquel ils feront leur rapport journalier.

Art. 4. — Les délégués devront venir chaque jour de bonne heure à la Mosquée et y rester durant le temps assigné par l'article 66 du décret du 28 kâda précité (26 décembre 1875), afin de voir quels sont les professeurs venus exactement; s'enquérir du motif qui aurait empêché les autres de venir; indiquer la leçon du jour; veiller à l'application de l'article 23 du décret précité, relatif au cours que les étudiants sont autorisés à suivre; surveiller le service des bibliothécaires; savoir si les personnes qui demandent à consulter des livres sur place ou à les emporter chez elles, sont traités par les bibliothécaires suivant les prescriptions du décret susmentionné. Ils noteront enfin quotidiennement les faits devant servir au Directeur pour rédiger le rapport visé par l'article 7 ci-après.

Art. 5. — Les délégués se feront assister, pour contrôler la présence ou l'absence des professeurs, et connaître l'état des étudiants, par les bibliothécaires, ainsi que cela est d'usage.

Art. 6. — Le Directeur communiquera les renseignements qui lui seront fournis d'après l'article 3, aux inspecteurs des études, lors de leur réunion à la Mosquée visée par l'article 36 du décret du 28 kâda 1292 (26 décembre 1875), afin que chacun d'eux sache ce que le règlement lui prescrit de savoir. Si le Directeur est absent, le premier des délégués dont parle l'article 1er le remplacera en cela.

Le Directeur devra veiller spécialement à la stricte application des règlements prescrits sur la matière jusqu'à ce jour, et si l'un des mem-

(1) Conf. décret du 1er novembre 1842 (§ 2).
(2) Conf. décret du 13 février 1889.
(3) Conf. décrets des 27 septembre 1870 et 8 novembre 1894.

bres du personnel des professeurs, élèves ou agents chargés des livres venait à y manquer, le Directeur et les inspecteurs des études en aviseraient par écrit le Gouvernement.

Art. 7. — Le Directeur fera tous les six mois un rapport général sur son service et sur les matières traitées dans les divers règlements y relatifs, spécialement le décret du 28 kâda 1292 (26 décembre 1875); il le signera.

Art. 8. — A la fin de chaque mois, les inspecteurs des études établiront une liste portant les noms des professeurs des deux classes, avec indication de ceux qui se seront absentés en se faisant excuser, et de ceux qui n'auront donné aucun motif pour expliquer leur absence. Ils s'aideront pour ce travail de l'état de présence journalier que dresseront les deux délégués.

Art. 9. — Si l'un des professeurs se voit obligé de faire excuser son absence, il devra en faire avertir l'un des inspecteurs présents à la Mosquée, en l'avisant par une note concise.

Art. 10. — (*Abrogé par décret du 24 août 1892.*)

Art. 11. — Les inspecteurs des études continueront comme par le passé à correspondre avec le Gouvernement sur les matières ayant trait à leur contrôle.

Art. 12. — Si l'une des opérations prévues par le règlement n'est pas accomplie en son temps, le Directeur en avisera le Gouvernement.

---

561 12 juillet 1878

(*12 redjeb 1295*)

Décret relatif au traitement des étudiants diplômés de la Grande Mosquée.

Article unique. — Quiconque venu d'un point de l'intérieur pour étudier la science sacrée à la Grande Mosquée, y aura acquis l'instruction voulue et obtenu ses degrés avec le diplôme des inspecteurs des études, nous sera signalé avec indication des branches d'instruction qu'il est capable d'enseigner dans sa localité d'origine pour que nous le fassions jouir du traitement de ses égaux.

---

562 24 mars 1880

(*12 rebiâ ettani 1297*)

Décret réglementant la tenue et l'entrée de la bibliothèque de la Grande Mosquée (1).

Article 1er. — Il sera tenu à la bibliothèque un registre intitulé le registre des lecteurs. Tout individu qui voudra consulter, lire ou copier un ou plusieurs livres, y inscrira son nom, et le titre du livre qu'il demande. Ce livre lui sera remis par les bibliothécaires, auxquels il est tenu de le restituer en rayant ou faisant rayer les indications écrites par lui sur le registre. Si cette formalité était omise, et que le livre vînt à se perdre, il en sera rendu responsable.

Les bibliothécaires seront également responsables de l'inobservation des dispositions qui précèdent.

Art. 2. — L'entrée de la bibliothèque sera interdite à toute personne qui y aura dérobé quelque chose, sans préjudice des peines édictées par la loi.

(1) Conf. décrets des 26 décembre 1875 (art 54 et seq.) et 22 février 1885.

---

563 13 février 1883

(*5 rebiâ ettani 1300*)

Décret disposant que les professeurs de la Grande Mosquée de Tunis, ne supporteront pas de retenues de traitements(1) quand ils s'absenteront pour les examens du collège Sadiki auquel ils sont chargés de cours.

(Officiel, 1883, 21)

L'article additionnel suivant sera ajouté à notre décret du 28 kâda 1292 (26 décembre 1875);

Article unique. — ..... (*Conf. ce décret in fine.*)

---

564 6 mai 1883

(*28 djoumadi ettani 1300*)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DÉCEMBRE 1884

Décret créant la Direction de l'enseignement public et nommant le titulaire de cette fonction(2).

(Officiel, 1883, 71)

---

565 4 novembre 1884

(*15 moharrem 1302*)

Décret disposant que les examens des élèves de la Grande Mosquée seront passés au Dar-el-Bey de Tunis (3).

(Officiel, 1884, 437)

(1) Conf. décret du 1er novembre 1842.

(2) Un règlement d'avril 1898 (*Bull. E. P.*, 1898, 109) précise en ces termes les attributions du Directeur de l'Enseignement :

Assiste et, en cas d'empêchement, suppléé par l'Inspecteur de l'Enseignement secondaire, il a la direction supérieure de tous les services de l'instruction publique en Tunisie. Il conserve la signature, sauf en cas d'absence ou d'empêchement. Il s'occupe plus particulièrement des questions suivantes.

Budget de la Direction de l'Enseignement et ordonnancement des dépenses : budget des établissements scolaires ; marchés et adjudications ; examen de toutes les mesures susceptibles d'engager une dépense : constructions scolaires, locations ; promotions de classe et congés des fonctionnaires ; enseignement musulman : examens arabes ; administration des biens de la Sadikia ; nomination des boursiers et élèves subventionnés ; récompenses et distinctions honorifiques ; expositions et concours ; publications diverses ; enseignement privé : écoles françaises et étrangères. — Conf. aussi décret du 23 janvier 1898.

(3) Conf. décret du 26 décembre 1875 (art. 46 à 48).

566 22 février 1885

(*7 djoumadi el aouel 1302*)

Décret plaçant la bibliothèque Sadikia sous la surveillance des cheiks inspecteurs de la Grande Mosquée (1).

(Officiel, 1885, 523)

Vu le décret du 24 mars 1880 (12 rebiâ ettani 1297) ;

Considérant qu'il y a lieu d'appliquer à la bibliothèque Sadikia les dispositions dudit décret ;

Article 1er. — La bibliothèque Sadikia est mise sous la surveillance des cheiks inspecteurs de la Grande Mosquée(1).

Ils exerceront sur les livres dont elle se compose le même droit de contrôle et de vérification qu'ils exercent sur les autres livres habous de ladite Mosquée, conformément à l'article 62 du décret du 26 décembre 1875 (28 kâda 1292).

Art. 2. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution de notre présent décret.

---

567 8 mars 1885

(*21 djoumadi el aouel 1302*)

Décret créant une bibliothèque française à Tunis (2).

(Officiel, 1885, 527)

Le Gouvernement de la République française sachant que la culture des sciences et le développement des études ont été de tout temps l'objet de nos soins, a bien voulu nous offrir une collection considérable de livres, comprenant, avec d'autres ouvrages relatifs à toutes les sciences, les travaux des savants de l'Europe sur la géographie, l'histoire et les antiquités de l'Afrique et de la Tunisie ;

Nous avons jugé nécessaire de mettre ces instruments de travail à la disposition des etrangers studieux qui visitent notre Royaume de Tunis et de ceux de nos sujets qui voudront s'initier aux études supérieures. En conséquence, après nous être assuré de l'assentiment du Gouvernement français ;

Article 1er. — Il est créé à Tunis un établissement public, sous le nom de Bibliothèque française (2).

Art. 2. — La haute direction de cet établissement appartiendra au Directeur du service des Antiquités, Beaux-Arts et Monuments historiques de la Régence(3).

Il sera pourvu aux détails de l'organisation du service par les règlements rendus par nous, sur la proposition de notre Premier Ministre.

---

568 27 juin 1885

(*14 ramadane 1302*)

Décret instituant des commissions scolaires.

(Officiel, 1885, 631)

Sur le rapport du Directeur de l'enseignement public ;

Considérant l'importance que prend chaque jour l'enseignement en Tunisie et désirant assurer le bon fonctionnement de tous les établissements scolaires de la Régence ;

Article 1er. — Une commission scolaire est instituée dans les localités où il y a une ou plusieurs écoles.

Art. 2. — Cette commission se compose de six membres au moins et de huit membres au plus.

Art. 3. — En font partie de droit :

1° Le contrôleur civil(1), le consul ou l'agent consulaire de France;

2° Le gouverneur ou, à son défaut, le khalifa de la localité ;

3° Le président de la municipalité ;

4° Le premier adjoint européen.

Les autres membres sont nommés par notre Premier Ministre sur la proposition du Directeur de l'enseignement public. Leur mandat est de deux ans.

Art. 4. — Le contrôleur civil, le consul ou l'agent consulaire de France est de droit président de la commission scolaire

Dans les localités où il n'existe pas de fonctionnaires de cet ordre, la commission nomme elle-même son président.

Elle nomme en tous cas son secrétaire.

Art. 5. — Le Directeur de l'enseignement public est de droit président de toutes les commissions scolaires.

Art. 6. — Cette commission a pour but de surveiller et d'encourager le développement des établissements d'instruction(2).

Art. 7. — Elle cherche par tous les moyens en son pouvoir à assurer la fréquentation des écoles ; elle recueille des fonds pour améliorer le matériel scolaire et procurer des fournitures classiques aux élèves indigents.

Art. 8. — Elle reçoit les plaintes qui peuvent être formulées par les familles, et les transmet, s'il y a lieu, au Directeur de l'enseignement public.

Art. 9. — Elle peut, avec l'autorisation du Directeur de l'enseignement, désigner un de ses membres pour inspecter les écoles.

Art. 10. — La commission a aussi pour mission d'encourager les élèves à compléter leur instruction après leur sortie de l'école. Elle peut alors se transformer en comité de patronage chargé de diriger les jeunes gens dans le choix d'une carrière et principalement de leur faire apprendre des métiers capables de relever les industries locales.

Art. 11. — Tous les ans, dans les premiers jours du mois de juillet, elle adressera au Directeur de l'enseignement public un rapport sur ses travaux.

---

(1) Conf décret du 26 décembre 1875 (art 54 et seq)
(2) Conf. arrêté du 30 juin 1885.
(3) Conf. décret du 25 septembre 1890 (v° Antiquités).

(1) Conf. circulaire du 22 juillet 1887 (v° Contrôleurs civils).
(2) Une circulaire du 25 octobre 1888 précise que « ..les commissions scolaires n'ont pas à s'immiscer dans les questions d'instruction et de méthode Elles doivent éclairer l'Administration sur l'urgence de telle ou telle creation d'ecole, sur le developpement à donner aux établissements scolaires déjà existants, sur l'utilité de certaines modifications, sur la situation des locaux affectes aux classes, etc., etc.

Art. 12. — Le Directeur de l'enseignement public est chargé d'assurer l'exécution du présent décret.

---

569 30 juin 1885

Arrêté du Ministre de l'instruction publique de la République française réglementant la bibliothèque française de Tunis.

Article 1er. — Aux termes du décret beylical du 8 mars 1885 (21 djoumadi el aouel 1302), la Bibliothèque française de Tunis est établissement public beylical. Toutefois, les ouvrages qui y sont déposés par le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts ne cessent pas d'appartenir à l'État français.

Art. 2. — La Bibliothèque française de Tunis est placée sous la haute surveillance de M. le Ministre Résident général de la République française et sous la direction du délégué du Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts près la Résidence française(1). Une clef sera déposée à la Résidence, une autre dans les bureaux du délégué du Ministère.

---

570 2 janvier 1886

(26 rebiâ el aouel 1303)

Décret organisant le collège Sadiki (2).

(Officiel, 1886, 9)

Vu les décrets des 13 janvier 1875 (5 hidjà 1291) et 9 decembre 1882 (28 moharrem 1300);

Vu le rapport du Directeur de l'enseignement public;

Considerant qu'il importe à la prospérité du collège Sadiki de fixer les regles de son administration et les programmes de ses études;

Sur la proposition de notre Premier Ministre;

Article 1er. — Le collège Sadiki est destiné à former des employés pour les diverses administrations de la Régence, et à préparer des jeunes gens aux professions libérales.

Les élèves y reçoivent l'instruction primaire, secondaire et supérieure donnée par des professeurs arabes et européens.

Art. 2. — L'administration du collège est assurée par :

Un directeur,

Un conseil d'administration,

Un administrateur des rentes, comptable.

Art. 3. — L'instruction est donnée par des professeurs arabes et européens avec le concours d'un conseil de professeurs, d'un inspecteur des études européennes, d'un censeur des études européennes.

DU DIRECTEUR.

Art. 4. — Le directeur du collège Sadiki a la haute direction et la haute surveillance. Il veille à l'observation des règlements par les professeurs et les élèves. Il assure le service en cas d'absence ou d'empêchement d'un professeur. Il a la responsabilité de la discipline générale de l'établissement.

Art. 5. — Il assure l'exécution de nos décisions, de celles du Directeur de l'enseignement et du conseil d'administration.

Art. 6. — Il nomme et révoque les employés subalternes et les domestiques du collège.

Art. 7. — Il est particulièrement chargé de la direction des études arabes, avec le concours de l'inspecteur des études musulmanes.

Art. 8. — Il correspond avec les parents des élèves; il est l'intermédiaire de l'Administration du collège avec notre Gouvernement, par l'entremise de la Direction de l'enseignement.

Art. 9. — Il est nommé et révoqué par nous, sur la proposition du Directeur de l'enseignement public.

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Art. 10. — Le conseil d'administration se compose du directeur, président;

De l'inspecteur des études européennes, vice-président(1);

Du censeur des études européennes;

De l'administrateur des rentes;

De deux professeurs des études arabes et deux des études européennes, nommés annuellement par nous, sur la proposition du Directeur de l'enseignement public.

Le conseil pourra choisir un secrétaire en dehors de ses membres, pris dans le personnel enseignant du collège.

Art. 11. — Le Directeur de l'enseignement public préside le conseil d'administration lorsqu'il assiste aux séances.

Art. 12. — Le président pourra appeler le médecin du collège à siéger au conseil chaque fois qu'il le jugera utile ou que le conseil le demandera. Il aura voix consultative.

Art. 13. — Le conseil est réuni tous les mois au moins par le directeur, qui doit aviser le Directeur de l'enseignement de cette réunion et lui faire connaître l'ordre du jour.

Le directeur sera tenu de convoquer le conseil dans un délai de quarante-huit heures chaque fois que la demande lui en sera faite par écrit par quatre administrateurs.

Art. 14. — Le conseil pourra valablement délibérer si cinq administrateurs sont présents. Les décisions sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, celle du président est prépondérante.

---

(1) Conf décret du 25 septembre 1896, art. 4 (v° Antiquités).
(2) Conf. decret du 29 juin 1900 (v° Finances).

(1) Les seules dispositions qui soient encore en vigueur du décret du 9 decembre 1882 (28 moharrem 1300) [*Officiel*, 1883, 3], relatif au collège Sadiki, visent l'Inspecteur des etudes européennes.

Art. 14 de ce décret — L'Inspecteur des études européennes est nommé par nous, sur la proposition du Ministre Résident de France; il visite deux fois au moins par semaine les differentes classes européennes;

Art. 15 — Il soumet toutes ses observations et ses propositions au conseil d'administration. Il nous adresse à la fin de chaque année scolaire un rapport sur la marche des études européennes.

Les procès-verbaux des délibérations, avec l'indication des membres présents, sont consignés en français et en arabe sur un registre, et signés par tous les administrateurs qui ont assisté à la réunion.

Art. 15. — Le conseil vote, chaque année, le budget du collège pour la période courant du 13 octobre d'une année au 12 octobre de l'année suivante(1). L'exécution du budget sera subordonnée à l'approbation du Premier Ministre.

Aucune dépense ne pourra être payée si un crédit n'est, à cet effet, régulièrement ouvert. Il ne pourra être disposé des sommes inscrites pour les dépenses imprévues qu'avec l'assentiment écrit du Directeur de l'enseignement. Les crédits supplémentaires ne pourront être accordés que dans les formes suivies pour le vote du budget. Les ventes, échanges, achats et baux d'immeubles sont soumis à l'approbation du conseil d'administration ainsi que les ventes, échanges et achats de valeurs mobilières. Il détermine, sur la proposition de l'administrateur des rentes, l'emploi des capitaux disponibles, le tout sous la réserve de l'approbation de notre Premier Ministre, à moins de règlements spéciaux qui exigent notre sanction.

Art. 16. — Le conseil d'administration propose la création et la suppression des chaires de professeurs.

DE L'ADMINISTRATEUR DES RENTES.

Art. 17. — L'administrateur des rentes doit assurer la conservation et la mise en valeur des biens du collège.

Il le représente en justice, mais il ne peut intenter aucune action judiciaire sans l'assentiment du conseil d'administration.

Il est chargé de la perception des revenus du collège et du service de la caisse(2).

Art. 18. — Il ne peut recevoir aucune somme sans un titre de recette établi par le Directeur de l'enseignement public ou le conseil d'administration, selon les cas.

Art. 19. — Il ne paiera aucune somme que sur la remise d'un mandat dressé par le directeur du collège et visé par le Directeur de l'enseignement public ou son délégué; ce mandat devra être acquitté par la partie prenante.

Art. 20. — Les notaires du collège tiendront la comptabilité des mandats délivrés.

Art. 21. — Un règlement spécial sera soumis à l'approbation de notre Premier Ministre par le Directeur de l'enseignement public pour l'exécution des articles 17 à 20 du présent décret(3).

Art. 22. — L'administrateur des rentes est nomme et révoqué par nous, sur la proposition du conseil d'administration présidé par le Directeur de l'enseignement public.

Les propositions pour la nomination doivent comprendre trois candidats remplissant toutes les conditions nécessaires de capacité et d'honorabilité.

DES PROFESSEURS.

Art. 23. — Les professeurs sont responsables de la discipline intérieure de leurs classes.

Ils doivent se conformer aux règlements et aux programmes du collège.

Art. 24. — Ils sont nommés et révoqués par nous, sur la proposition du Directeur de l'enseignement public, qui est chargé spécialement d'en assurer le recrutement.

Art. 25. — Les professeurs français sont divisés en deux catégories renfermant chacune cinq classes :

PREMIÈRE CATÉGORIE :

(*Professeurs chargés des classes supérieures.*)

Ils devront être pourvus de l'un des titres suivants : 1° du brevet supérieur ou du baccalauréat, avec le diplôme d'arabe; 2° du certificat d'aptitude à l'enseignement dans les écoles normales; 3° de la licence ès lettres ou ès sciences.

1re classe.	7,500	piastres.
2e classe.	6,800	—
3e classe.	6,000	—
4e classe.	5,000	—
5e classe.	4,000	—

DEUXIÈME CATÉGORIE :

(*Professeurs chargés des classes élémentaires.*)

Ils devront être pourvus du brevet élémentaire au moins, avec le diplôme d'arabe.

1re classe.	6,000	piastres.
2e classe.	5,000	—
3e classe.	4,500	—
4e classe.	4,000	—
5e classe.	3,500	—

Art. 26. — Les professeurs indigènes sont également divisés en deux catégories renfermant chacune cinq classes :

PREMIÈRE CATÉGORIE :

(*Professeurs de grammaire, de droit et de littérature.*)

1re classe.	4,000	piastres.
2e classe.	3,500	—
3e classe.	3,000	—
4e classe.	2,500	—
5e classe.	2,000	—

DEUXIÈME CATÉGORIE :

(*Professeurs chargés de l'enseignement du Coran.*)

1re classe.	3,000	piastres.
2e classe.	2,500	—
3e classe.	1,800	—
4e classe.	1,500	—
5e classe.	1,200	—

Art. 27. — La promotion à une classe supérieure ne pourra avoir lieu qu'après trois ans au minimum. Elle n'aura jamais lieu qu'au commencement d'un exercice.

Art. 28. — Les professeurs ayant actuelle-

(1) Conf. décret du 15 décembre 1890 (v° Budget).
(2) Conf. etiam 1er décret du 31 janvier 1898, art. 28 (v° Habous), et 3e décret du 31 janvier 1903, art. 34 (v° Habous).
(3) Conf. 1er arrêté du 2 février 1886.

ment des appointements supérieurs à ceux de la classe la plus élevée continueront à jouir de ces appointements.

DU CONSEIL DES PROFESSEURS.

Art. 29. — Le conseil des professeurs est composé de tous les professeurs de l'établissement, européens et indigènes. Il se réunit une fois par mois sous la présidence du directeur.

Art. 30. — Il fait subir un examen d'entrée aux jeunes gens qui désirent être admis au collège.

Il décide de l'exclusion des élèves pour quelque cause que ce soit.

Il propose les réformes et les améliorations qu'il juge nécessaires pour le bien de l'enseignement.

DU CENSEUR DES ÉTUDES EUROPÉENNES.

Art. 31. — Le censeur prépare le tableau de l'emploi du temps pour chaque classe européenne et celui des compositions. Il l'adresse pour approbation au Directeur de l'enseignement public. Il veille à l'observation des règlements et des programmes des études françaises, et fait à cet effet aux professeurs les observations qu'il juge nécessaires.

Art. 32. — Le censeur est nommé par nous, sur la proposition du Directeur de l'enseignement public.

DES ÉLÈVES (1).

Art. 33. — Les élèves du collège Sadiki se divisent en deux catégories.

Art. 34. — Les internes sont nourris, habillés et blanchis aux frais de l'établissement.

Art. 35. — Les demi-pensionnaires prennent gratuitement le repas de midi dans l'établissement.

Art. 36. — Le collège Sadiki est autorisé à admettre des externes musulmans âgés de plus de dix ans, mais aucune fourniture ne leur sera faite gratuitement par le collège.

Art. 37. — A partir de la présente année, les élèves internes et demi-pensionnaires seront recrutés au concours parmi les meilleurs élèves des écoles annexes du collège Sadiki, du collège Alaoui et des écoles primaires, sur une liste de mérite présentée par chaque directeur.

Art. 38. — Les élèves du collège Sadiki seront exempts du service militaire tant qu'ils feront partie de l'établissement (2).

Art. 39. — Les élèves admis au collège Sadiki devront rester dans l'établissement jusqu'à la fin de leurs études. Les parents qui retireraient leurs enfants sans une raison majeure seront tenus de rembourser au collège leurs frais d'entretien (3).

(1) Conf. décret du 13 janvier 1875, art. 31 et seq.
(2) Conf loi du 12 janvier 1892, art. 36, 2° (v° RECRUTEMENT TUNISIEN).
(3) Conf. 2e arrêté du 2 février 1886.

Art. 40. — Chaque élève interne doit avoir à Tunis un correspondant.

Art. 41. — A la fin de chaque année scolaire, les élèves subiront un examen pour passer dans la classe supérieure.

Art. 42. — Le Directeur de l'enseignement public est chargé d'assurer par un règlement spécial les détails du service intérieur du collège.

Art. 43. — Sont abrogées, en ce quelles ont de contraire au présent décret, les dispositions des décrets du 5 hidjà 1291 (13 janvier 1875) et 28 moharrem 1300 (9 décembre 1882)[1].

---

571 2 février 1886

(27 rebiâ ettani 1303)

Arrêté du Premier Ministre réglementant l'administration des biens du collège Sadiki.

Vu l'article 21 du décret du 2 janvier 1886 (26 rebiâ el aouel 1303), ainsi conçu : ... (*Conf. ce décret*) ;
Vu le rapport du Directeur de l'enseignement public ;

. . . . . .

Art. 4. — Les immeubles du collège Sadiki seront, à moins d'autorisation spéciale de louer de gré à gré donnée par écrit par le Directeur de l'enseignement public, le conseil d'administration entendu, loués aux enchères qui auront lieu au collège en présence du directeur, de l'administrateur, de ses deux notaires, de deux membres du conseil d'administration choisis par leurs collègues et du secrétaire du conseil.

Art. 5. — ... L'administrateur sera tenu de donner des reçus pour toutes les sommes qu'il recevra, même pour celles provenant de la vente des olives, quelles que soient les personnes qui lui remettront ces sommes.

Art. 6. — Le budget du collège sera préparé chaque année au commencement du mois de septembre (2) par le directeur et l'administrateur réunis, qui le soumettront au conseil d'administration. Il sera ensuite transmis à l'approbation du Gouvernement par le Directeur de l'enseignement . . . . . .

Art. 9. — Les dépenses ne pourront être faites que dans les limites des crédits spéciaux inscrits à chaque article.

Le crédit voté pour les dépenses imprévues ne pourra être employé qu'avec l'assentiment du Directeur de l'enseignement.

En cas d'insuffisance du crédit, le directeur, après entente avec le Directeur de l'enseignement public, réunit le conseil d'administration pour voter un crédit supplémentaire ou un virement de crédit, sous réserve de l'approbation du Gouvernement.

Art. 10. — Les dépenses du collège ne se-

(1) Conf. article 10 du décret du 2 janvier 1886 (note).
(2) Conf. décret du 16 décembre 1890 (v° BUDGET)

ront soldées par l'administrateur que sur le vu d'une ordonnance de paiement signée par le directeur du collège, visée par l'administrateur et approuvée par le Directeur de l'enseignement public. Ces ordonnances devront mentionner l'exercice et l'article du budget sur lequel la dépense est imputable, et porter un numéro d'ordre qui se suivra sans interruption pendant tout le cours de l'exercice. Elles seront accompagnées des pièces justificatives exigées par les règlements de comptabilité de l'État.

Art. 11. — Pour les dépenses qui, par leur nature, doivent être payées comptant pour les besoins journaliers du collège, il sera ordonnancé au directeur une somme à titre d'avances, dont il devra justifier l'emploi avant d'en toucher une autre et dans le délai d'un mois au maximum. Cette justification sera faite à l'aide de feuilles journalières sur lesquelles seront inscrites en détail lesdites dépenses.

Art. 12. — Il pourra également être ordonnancé à l'administrateur une somme, à titre d'avances, pour les dépenses urgentes qu'il pourrait avoir à faire, dont la nature devra être clairement spécifiée dans le libellé de l'ordonnance. Il devra justifier de l'emploi de cette somme dans le délai d'un mois au maximum.....

Art. 15. — A la fin d'octobre(1), les comptes de l'année sont définitivement arrêtés.

Le Directeur de l'enseignement public nous adressera, dans le délai d'un mois après la clôture des comptes, un rapport spécial sur la gestion de l'administrateur. . . . . .

Art. 17. — Le Directeur de l'enseignement public est chargé de veiller à l'exécution du présent arrêté.

---

572 2 février 1886

(27 rebiâ ettani 1303)

Arrêté du Premier Ministre réglementant le remboursement des frais d'études au collège Sadiki.

Vu l'article 3 du décret du 26 rebiâ el aouel 1303 (2 janvier 1886), ainsi conçu :..... (*Conf. ce décret*);

Considérant qu'il y a lieu de réglementer l'application de cet article;

Sur le rapport du Directeur de l'enseignement public;

Article 1er. — Le directeur du collège Sadiki ne poursuivra pas le remboursement des frais d'entretien des élèves sortis avant la fin de leurs études :

1° Pour cause de maladie constatée par un médecin du collège;

2° Pour entrée à la Grande Mosquée constatée par la délivrance du livret d'étudiant, et sous réserve de leur assiduité aux cours de cette université;

Et 3° pour entrée dans un établissement d'instruction en France, afin d'y compléter leurs études.

Art. 2. — En dehors des cas spécifiés ci-dessus, les raisons majeures invoquées par des parents pour se soustraire à l'obligation de rembourser les frais d'entretien de leurs enfants sortis du collège Sadiki avant la fin de leurs études, seront soumises à l'appréciation du conseil d'administration du collège. Si celui-ci conclut à la dispense de remboursement, sa délibération ne sera exécutoire qu'avec notre approbation, sur l'avis du Directeur de l'enseignement public.

(1) Conf. décret du 16 décembre 1890 (v° BUDGET).

---

573 13 février 1886

Arrêté du Directeur de l'enseignement public relatif au personnel des écoles congréganistes.

Article 1er. — Les instituteurs et les institutrices publics congréganistes seront nommés par le Gouvernement tunisien. Le Directeur de l'enseignement public fixera le nombre des maîtres de chaque école.

Art. 2. — Les directeurs et les directrices des écoles congréganistes devront être pourvus du brevet de capacité.

Art. 3. — Les maîtres et les maîtresses non pourvus du brevet de capacité seront tenus de prendre ce titre dans le délai de trois ans à compter de la date du présent arrêté.

Art. 4. — Les instituteurs et les institutrices ayant quarante-cinq ans d'âge et quinze ans d'exercice en Tunisie, seront autorisés à continuer leurs fonctions.

Art. 5. — Les maîtres recevront, sur le budget du Gouvernement tunisien, les appointements suivants : 2,008 piastres s'ils ont le brevet supérieur; 1,608 piastres s'ils ont le brevet simple; 1,008 piastres s'ils n'ont aucun brevet.

Art. 6. — Les maîtresses recevront sur le même budget les appointements suivants : 1,500 piastres si elles ont le brevet supérieur; 1,008 piastres si elles ont le brevet simple, et 660 piastres si elles n'ont aucun brevet.

Pour l'année scolaire 1885-1886 seulement, les appointements de tous les maîtres, quels que soient leurs titres, seront de 1,608 piastres et ceux des maîtresses de 1,008 piastres.

Art. 7. — Les règlements scolaires et les programmes d'études seront arrêtés par le Directeur de l'enseignement public(1).

---

574 16 mars 1886

Décision du Ministre de l'instruction publique de la République française, relatif à l'organisation du collège Saint-Charles de Tunis.

. . . . . .

(1) Conf. arrêtés du 20 décembre 1886.

Art. 2. — Le collège Saint-Charles, qui était jusqu'ici un établissement libre, sera désormais soumis au régime de l'instruction publique et dépendra, comme tel, du Directeur de l'enseignement public de Tunisie, en tout ce qui concerne les programmes des études et l'inspection régulière de l'enseignement et des classes.

Art. 3. — Un délégué du Gouvernement français, nommé par le Résident général, fera partie du conseil d'administration du collège.

Art. 4. — Le directeur du collège sera nommé par le cardinal-archevêque de Carthage et agréé par le Ministre de l'instruction publique.

Les professeurs seront nommés et promus par le Ministre de l'instruction publique sur la proposition du conseil d'administration.

Art. 5. — Les professeurs agrégés recevront un traitement de 5,000 fr. et les professeurs pourvus de la licence ou du certificat d'aptitude à l'enseignement spécial ou à l'enseignement des langues vivantes, un traitement de 4,000 fr., non compris le quart colonial.

Ils conserveront leur rang comme membres de l'Université, verseront les retenues à la caisse des retraites et seront, à leur retour en France, appelés à servir dans les lycées avec la classe qui leur aura été attribuée.....

---

575 14 juin 1886

(12 ramadane 1303)

PROMULGUÉ LE 15 JUIN 1886

Décret réglant le mode de nomination des fonctionnaires de l'enseignement public (1).

(OFFICIEL, 1886, 119)

Vu le décret du 25 octobre 1885 (16 moharrem 1303);

Article 1er. — Tous les fonctionnaires de l'enseignement primaire et les maîtres élémentaires de l'enseignement secondaire seront nommés et révoqués par le Directeur de l'enseignement public (1).

Art. 2. — Les professeurs de l'enseignement secondaire (collège Sadiki, collège Alaoui) seront nommés et révoqués par notre Premier Ministre sur la proposition du Directeur de l'enseignement public.

Art. 3. — Les directeurs des établissements secondaires, les professeurs de l'enseignement supérieur seront nommés et révoqués par nous, sur la proposition du Directeur de l'enseignement public.

Art. 4. — Le décret du 16 moharrem 1303 (25 octobre 1885) est et demeure abrogé.

(1) Conf. décret du 4 février 1896, art 3.

---

576 20 décembre 1886

Arrêté du Directeur de l'enseignement public réglementant le fonctionnement des écoles publiques (1).

(BULL. E. P., 1887, 4)

Article 1er. — Les écoles publiques sont ouvertes aux enfants de toutes les nationalités et de tous les cultes.

Art. 2. — Pour être admis dans une école, les enfants doivent avoir plus de cinq ans et moins de dix-sept. En dehors de ces limites, ils ne pourront être admis sans l'autorisation spéciale de l'inspecteur primaire, ou, à son défaut, du président de la commission scolaire locale (2).

Dans les écoles de filles, les enfants des deux sexes pourront être admis dès l'âge de quatre ans; ils formeront une classe enfantine. Tout garçon, après l'âge de cinq ans, ne pourra être reçu dans une école de filles, à moins qu'il n'y ait pas dans la localité d'établissement spécial pour les garçons. Dans tous les cas, un garçon de plus de sept ans ne pourra être reçu dans une école de filles.

Art. 3. — L'enseignement donné dans les écoles publiques sera gratuit. Toutefois, certains cours facultatifs (musique instrumentale, dessin artistique, travaux à l'aiguille autres que ceux portés dans les programmes [3]) pourront être rétribués. La rétribution mensuelle demandée aux familles ne pourra être supérieure à 5 fr. pour toutes les matières facultatives et pour la garde des élèves en dehors des heures de classe.

Art. 4. — L'instituteur veillera à ce que tout enfant, qui fréquentera ou demandera à fréquenter l'école, ne soit atteint d'aucune maladie ou infirmité de nature à nuire à la santé des autres élèves; il devra user de son influence auprès des parents pour que ceux-ci fassent vacciner tous les enfants qu'ils envoient à l'école.

Art. 5. — La garde de l'école est commise à l'instituteur; il ne permettra pas qu'on la fasse servir à aucun usage étranger à sa destination sans une autorisation spéciale du Directeur de l'enseignement public, et, en cas d'urgence, du président de la commission scolaire (2), qui devra informer, dans le plus bref délai, le chef de l'enseignement du motif invoqué.

Art. 6. — Pendant la durée de la classe, l'instituteur ne pourra, sous aucun prétexte, être distrait de ses fonctions professionnelles, ni s'occuper d'un travail étranger à ses devoirs scolaires.

Art. 7. — Les enfants ne pourront, sous aucun prétexte, être détournés de leurs études pendant la durée des classes.

(1) Une circulaire du Directeur de l'enseignement du 1er février 1894 (*Bull. E. P.*, 1894, 743) précise l'application des articles 3, 9, 12 et 13, § 2, de cet arrêté.
(2) Conf. décret du 27 juin 1885
(3) Conf. 2e arrêté du 20 décembre 1886.

Art. 8. — Tout élève qui aura quitté une école et voudra se faire admettre dans une autre, devra se munir d'un certificat de bonne conduite délivré par son dernier maître.

Art. 9. — Aucune personne ne pourra être chargée d'un enseignement quelconque sans une délégation ou une autorisation spéciale du Directeur de l'enseignement.

Art. 10. — L'entrée de l'école est formellement interdite à toute personne autre que celles qui sont préposées à la surveillance de l'enseignement, à moins qu'elle ne soit munie d'une autorisation spéciale.

Art. 11. — Lorsque des parents auront manifesté formellement le désir de faire donner à leurs enfants un enseignement religieux, l'instituteur devra prendre les mesures nécessaires pour que la volonté des parents soit exécutée.

Art. 12. — L'instituteur n'établira aucune distinction entre ses élèves, à quelque nationalité qu'ils appartiennent, qu'ils paient ou non une rétribution quelconque pour cours supplémentaires. Les uns et les autres seront réunis dans les mêmes locaux et participeront à toutes les leçons faisant partie du programme obligatoire.

Art. 13. — Les classes dureront trois heures le matin et trois heures le soir. Celle du matin commencera à huit heures, et celle de l'après-midi à une heure; elles seront coupées par une récréation d'un quart d'heure. Suivant les besoins des localités, les heures d'entrée et de sortie pourront être modifiées par le Directeur de l'enseignement, sur la demande du directeur de l'école et l'avis de l'inspecteur primaire.

Les enfants qui ne retourneront pas dans leurs familles dans l'intervalle des classes demeureront, jusqu'à l'heure où ils quitteront définitivement la maison d'école, sous la surveillance de l'instituteur, qui pourra demander aux parents, pour ce service supplémentaire, une indemnité mensuelle de 3 fr. au maximum.

Art. 14. — Les enfants se présenteront à l'école dans un état de propreté convenable.

La visite de propreté sera faite par l'instituteur au commencement de chaque classe.

Art. 15. — Quand l'instituteur prendra la direction d'une école, il devra, de concert avec le président de la commission scolaire(1) ou son délégué, faire le récolement du mobilier scolaire, des livres de la bibliothèque, des archives scolaires et, s'il y a lieu, de son mobilier personnel et de celui de ses adjoints.

Le procès-verbal de cette opération, signé par les deux parties, constituera l'instituteur responsable des objets désignés à l'inventaire.

En cas de changement de résidence, l'instituteur provoquera, avant son départ, un nouveau récolement du mobilier.

(1) Conf. décret du 27 juin 1885.

Art. 16. — L'instituteur est autorisé à fournir aux élèves les livres dont l'emploi aura été permis par le Directeur de l'enseignement, ainsi que les fournitures classiques.

Un tableau portant le prix de tous les objets devra être affiché dans chaque salle de classe, après avoir été visé par l'inspecteur primaire.

Art. 17. — La classe sera tenue dans un état constant de propreté et de salubrité. A cet effet, elle sera balayée et arrosée tous les jours; l'air y sera fréquemment renouvelé; même en hiver, les fenêtres seront ouvertes pendant l'intervalle des classes.

Art. 18. — Aucun livre ni brochure, aucun imprimé ni manuscrit étranger à l'enseignement ne peuvent être introduits dans l'école; aucune pétition, quête, souscription ou loterie ne pourra y être faite sans l'autorisation du Directeur de l'enseignement.

Art. 19. — Les seules punitions dont l'instituteur puisse faire usage sont :

Les mauvais points;
La réprimande faite en particulier;
La réprimande faite en public;
La privation partielle de la récréation;
La retenue après la classe, sous la surveillance de l'instituteur;
L'exclusion temporaire.

Cette dernière peine ne pourra dépasser deux jours. Avis en sera donné immédiatement par l'instituteur aux parents de l'enfant, au président de la commission scolaire(1) et à l'inspecteur primaire. Une exclusion de plus longue durée ne pourra être prononcée que par le Directeur de l'enseignement.

Art. 20. — Il est absolument interdit à l'instituteur d'infliger aucun châtiment corporel(2).

Art. 21. — Les classes vaqueront deux fois par semaine, le dimanche et un autre jour (jeudi, vendredi ou samedi) suivant les cas; le choix de ce second jour sera déterminé par l'inspecteur primaire, sur la demande motivée du directeur de chaque école.

Art. 22. — Les jours de congés extraordinaires sont :

POUR LES ÉCOLES OÙ LA MAJORITÉ DES ÉLÈVES APPARTIENT AU CULTE CATHOLIQUE :

Trois jours à l'occasion du nouvel an;
Le matin du mercredi des cendres;
Une semaine à l'occasion des fêtes de Pâques;
Le jour de l'Ascension;
Le lundi de la Pentecôte;
Le 14 juillet;
Le jour et le lendemain de la Toussaint;
Le jour de Noël.

POUR LES ÉLÈVES MUSULMANS :

Le 1er jour de l'année musulmane;
Un jour à l'occasion de l'Achoura;

(1) Conf. décret du 27 juin 1885.
(2) Conf. loi du 15 septembre 1888, art. 17.

Trois jours à l'occasion du Mouled ;
Cinq jours à l'occasion de l'Aïd-Es-Srir ;
Cinq jours à l'occasion de l'Aïd-El-Kebir.

L'horaire pendant le mois de ramadane sera fixé chaque année par le Directeur de l'enseignement.

POUR LES ÉLÈVES ISRAÉLITES :

Un jour à l'occasion du nouvel an ;
Deux jours à l'occasion de la fête Kippour ;
Cinq jours à l'occasion de la fête Soucoth ;
(Deux au commencement et trois à la fin de la fête qui est célébrée pendant huit jours.)
Un jour à l'occasion de la fête Pourim ;
Cinq jours à l'occasion de la fête Pessah ;
(Même observation que pour la fête Soucoth.)
Deux jours à l'occasion de la fête Schebouoth.

Art. 23. — L'époque et la durée des vacances seront fixées chaque année par le Directeur de l'enseignement.

Art. 24. — L'instituteur ne pourra ni intervertir les jours de classe, ni s'absenter sans y avoir été autorisé par l'inspecteur primaire et sans avoir donné avis de cette autorisation au président de la commission scolaire (1).

Art. 25. — Le congé accordé par l'inspecteur primaire ne peut dépasser trois jours.

Un congé de plus longue durée ne peut être accordé que par le Directeur de l'enseignement.

Dans les circonstances graves et imprévues, l'instituteur pourra s'absenter sans autre condition que de donner immédiatement avis de son absence au président de la commission scolaire (1) et à l'inspecteur primaire.

Art. 26. — Les dispositions de ce règlement sont applicables aux écoles de filles.

(1) Conf. décret du 27 juin 1885.

577 20 décembre 1886

Arrêté du Directeur de l'enseignement public établissant le programme général de l'enseignement primaire (1).

(Bull. E. P., 1887, 11)

Article 1er. — L'enseignement primaire, dans les écoles publiques de la Tunisie, comprend les matières suivantes :

L'instruction morale, la lecture, l'écriture, la langue française ;

L'arithmétique, le système métrique, les éléments de la géométrie et de la comptabilité ;

La géographie, particulièrement celle du bassin de la Méditerranée ;

Les éléments de l'histoire de France et du nord de l'Afrique ; des récits sur les plus grands personnages de tous les temps ;

Les éléments des sciences naturelles et physiques ; leur application à l'agriculture, à l'hygiène, aux arts industriels ; travaux manuels et usage des principaux métiers ;

Les éléments du dessin ; les éléments de la musique ; la gymnastique (pour les garçons) ; les travaux à l'aiguille (pour les filles).

Art. 2. — L'arabe (2) et l'italien pourront être enseignés dans les écoles publiques.

Art. 3. — L'enseignement primaire est partagé en quatre cours :

1° Cours enfantin ; 2° cours élémentaire ; 3° cours moyen ; 4° cours supérieur.

Art. 4. — Les heures qui devront être consacrées à l'enseignement de chacune des matières du programme sont fixées de la manière suivante :

MATIÈRES du PROGRAMME.	ÉCOLE DE GARÇONS.				ÉCOLE DE FILLES.			
	COURS enfantin.	COURS élémentaire	COURS moyen.	COURS supérieur.	COURS enfantin.	COURS élémentaire.	COURS moyen.	COURS supérieur
Instruction morale	2 1/2	2 1/2	2	1	2 1/2	2 1/2	2	1
Lecture avec explications, exercices de langage et étude de morceaux choisis	7	6	2	2	7	5	4	2
Ecriture	5	4	1 1/2	1 1/2	4	4	1 1/2	1 1/2
Langue française (grammaire et rédaction)	»	2	6	6	»	1	5	6
Arithmétique, système métrique, éléments de géométrie et calcul oral	5 1/2	5 1/2	4	4	4	4	4	4
Géographie	1	2	3	3	1	1	2	3
Histoire	»	1	3	3	»	1	2	3
Leçons de choses et sciences physiques	4	2	2	3	3	2	1	2
Dessin	1	1	2	2	»	1	1	1
Musique et chant	1	1	1	1	1	1	1	1
Gymnastique	1/2	1/2	1	1	»	»	»	»
Travaux à l'aiguille	»	»	»	»	5	5	4	3
TOTAUX	27 1/2	27 1/2	27 1/2	27 1/2	27 1/2	27 1/2	27 1/2	27 1/2

Art. 5. — Le tableau général de l'emploi du temps, dressé par le directeur de chaque école, devra être soumis, au commencement de l'année scolaire, à l'approbation de l'inspecteur primaire. Cet emploi du temps devra être affiché dans la classe du directeur. L'emploi du temps particulier à chaque classe sera affiché dans la salle.

Art. 6. — Chaque élève sera pourvu d'un carnet de correspondance.

(1) L'application des articles 7, 8 et 9 de cet arrêté est précisée par une circulaire insérée au *Bulletin de l'enseignement public*, 1887, 14.

(2) Conf. décret du 27 mars 1888.

Art. 7. — Les registres dont la tenue est obligatoire sont :

1° Le registre matricule;

2° Le registre d'appel et des notes mensuelles;

3° Le journal de classe;

4° Le registre d'inventaire du mobilier et du matériel scolaire;

5° Le catalogue des livres de la bibliothèque.

Art. 8. — Chaque élève devra avoir un cahier de devoirs hebdomadaires.

Art. 9. — Les directeurs d'école devront adresser un rapport à l'inspecteur primaire à la fin de chaque mois.

---

578 27 mars 1888

(*14 redjeb 1305*)

PROMULGUÉ LE 28 MARS 1888

Décret instituant en Tunisie des examens de langue arabe donnant lieu à la délivrance de diplômes divisés en trois degrés (1).

(OFFICIEL, 1888, 86)

Considérant qu'il importe d'encourager les Européens qui viennent s'installer dans la Regence de Tunis à etudier la langue arabe;

Considérant qu'il est surtout utile que les fonctionnaires employés dans les différentes administrations connaissent cette langue;

Considérant qu'il est utile que cette connaissance soit constatée par des diplômes spéciaux;

Vu le rapport du Directeur de l'enseignement public;

Article 1er. — Il est institué en Tunisie des examens de langue arabe (1). Ces examens seront divisés en trois degrés et donneront droit à l'obtention :

1° D'un certificat de connaissance d'arabe parlé;

2° D'un brevet élémentaire d'arabe;

3° D'un diplôme d'arabe.

Art. 2. — Les examens consisteront, pour chaque degré, en épreuves écrites et en épreuves orales.

Art. 3. — Les épreuves du certificat de connaissance d'arabe parlé comprendront :

Pour l'examen écrit :

1°..... (2);

2° Un thème.

(La durée de chacune de ces épreuves (2) sera d'une heure.)

Pour l'examen oral :

1° Des interrogations sur les règles du langage (3);

2° Des exercices de conversation (4).

(La durée des épreuves orales sera de vingt minutes au minimum.)

Art. 4. — Les épreuves du brevet élémentaire d'arabe comprendront :

Pour l'examen écrit :

1° La traduction en français d'une lettre arabe d'un style simple (1) [une dizaine de lignes environ];

2° La traduction en arabe d'un texte français simple (une dizaine de lignes environ).

(La durée de chacune de ces épreuves sera de deux heures.)

Pour l'examen oral :

1° La lecture et la traduction d'un texte arabe d'un style simple et correct (1); l'analyse grammaticale du texte et des interrogations sur la grammaire arabe;

2° La lecture et la traduction d'une lettre arabe d'un style simple (1);

3° Une conversation avec un indigène et interprétation orale.

(La durée des épreuves orales sera de vingt minutes au minimum.)

Art. 5. — Les épreuves du diplôme d'arabe comprendront :

Pour l'examen écrit :

1° La traduction d'une lettre arabe de service d'un style assez difficile (d'une vingtaine de lignes au moins) [2];

2° La traduction en arabe d'un texte français d'une quinzaine de lignes (lettre de service, rapport administratif, ordre, etc.);

3° Une rédaction en arabe sur un sujet administratif ou la narration d'un fait.

(La durée de chacune des épreuves écrites sera de trois heures.)

Pour l'examen oral :

1° La lecture, la traduction et l'analyse grammaticale d'un passage d'un ouvrage de littérature (2); des interrogations en arabe sur la grammaire arabe (les auteurs sur lesquels portera l'examen seront indiqués tous les deux ans);

2° La lecture et la traduction en français d'une lettre manuscrite quelconque ou d'un acte (2);

3° Des interrogations sur les éléments du droit musulman et sur l'administration tunisienne.

(Le candidat devra répondre à ces interrogations en langue arabe.)

(La durée de chaque épreuve orale sera de quinze minutes au minimum.)

Art. 6. — Les examens auront lieu à Tunis deux fois par an, dans la dernière quinzaine des mois de juin et de décembre (3).

Art. 7. — Nul ne pourra subir les épreuves du diplôme d'arabe s'il n'a déjà obtenu le brevet.

L'obtention du certificat de connaissance d'arabe parlé n'est pas obligatoire pour se présenter aux examens du brevet d'arabe.

Art. 8. — Les candidats devront adresser

(1) Conf. décret du 28 mars 1899.
(2) Conf. décret du 28 mars 1899, art. 3, § 1er.
(3) Conf. décret du 28 mars 1899, art 3, § 2
(4) Conf. décret du 28 mars 1899, art. 3, §§ 2 et 3

(1) Conf décret du 28 mars 1899, art 4
(2) Conf decret du 28 mars 1899, art 5.
(3) Conf. décret du 28 mars 1899. art 1 et 2.

quinze jours au moins avant la date fixée pour l'examen une demande d'inscription au Directeur de l'enseignement public. Ils feront connaître, dans leur demande, s'ils désirent subir les épreuves du certificat, du brevet ou du diplôme. Ils indiqueront aussi les titres universitaires qu'ils pourront avoir et, s'il y a lieu, les emplois qu'ils occuperont.

Art. 9. — La commission chargée d'examiner les candidats sera composée des membres suivants :

1° Le Directeur de l'enseignement public ou son délégué, président ;

2° Le professeur à la chaire publique d'arabe, secrétaire ;

3° Un chef de section du Ministère tunisien ;

4° Un interprète désigné par le Ministre Résident ;

5° Un fonctionnaire désigné par le Ministre Résident.

Art. 10. — Le sujet des épreuves sera choisi par la commission cinq jours au moins avant l'ouverture de chaque session. L'un des membres sera chargé de préparer le nombre d'exemplaires nécessaires.

Art. 11. — La correction des épreuves sera faite en commun. Chaque membre donnera son appréciation sur la valeur des compositions ou des épreuves orales, en les notant de 0 à 10 (1). Les membres de la commission seront libres de refuser un candidat s'ils jugent insuffisantes ses connaissances en français.

Art. 12. — Pour être admis à subir les épreuves orales, les candidats devront obtenir au moins 10 points aux épreuves écrites pour l'examen des deux premiers degrés et 15 points pour celui du troisième degré (1).

Pour être reçu définitivement, les candidats devront obtenir aux épreuves écrites et orales un minimum de... *25 points* (2) pour le certificat ; 25 points pour le brevet et 30 points pour le diplôme (1).

Art. 13. — Les titres porteront les mentions suivantes : « passable », si le candidat a obtenu une moyenne de 5 sur l'ensemble des épreuves ; « bien », s'il a obtenu une moyenne de 7, et « très bien » s'il a obtenu une moyenne de 9.

Art. 14. — Le Directeur de l'enseignement public est chargé de l'exécution du présent décret.

(1) Conf. décret du 28 mars 1899, art. 9 (§ 3), 4 et 5.
(2) Ainsi modifié par décret du 28 mars 1899, art. 3, § 3.

---

579 15 septembre 1888

(*9 moharrem 1306*)

PROMULGUÉE LE 16 SEPTEMBRE 1888

Loi sur l'enseignement en Tunisie.

(OFFICIEL, 1888, 267)

Après un examen approfondi des lois qui régissent dans la République française les matières si importantes de l'enseignement ;

Considérant que, dans un intérêt d'ordre public, de moralité et de civilisation, il ne peut y avoir que les plus grands avantages à appliquer leurs principales dispositions dans notre pays, pour y développer l'instruction et l'entourer des garanties nécessaires ;

En conformité de l'article 1er de la convention du 8 juin 1883 passée par nous avec le Gouvernement de la République française ;

Avons promulgué et promulguons dans la Régence les articles ci-après, dont la teneur est empruntée aux lois françaises sur l'enseignement des 15 mars 1850 et 30 octobre 1886 :

CHAPITRE Ier. — DES ÉCOLES ET DE L'INSPECTION.

Section Ire. — Des écoles.

Article 1er. — La loi reconnaît deux espèces d'écoles primaires ou secondaires :

1° Les écoles fondées ou entretenues par les communes ou l'État et qui prennent le nom d'écoles publiques ;

2° Les écoles fondées ou entretenues par des particuliers ou des associations et qui prennent le nom d'écoles privées.

Dans toutes les écoles primaires ou secondaires, le français doit être enseigné.

Section II. — De l'inspection.

Art. 2. — L'inspection des établissements scolaires s'exerce par le Directeur de l'enseignement public de la Régence ou ses délégués. Celle des écoles privées porte sur la moralité, l'hygiène et la salubrité.

Elle vérifie si l'enseignement n'y est pas contraire à la morale et aux lois du pays, et si la langue française y est enseignée.

Art. 3. — Tout chef d'établissement primaire ou secondaire qui refusera de se soumettre à la surveillance de l'État, telle qu'elle est prescrite par l'article précédent, sera poursuivi et condamné à une amende de 100 à 1,000 fr. En cas de récidive, l'amende sera de 500 à 3,000 fr. Si le refus de se soumettre à la surveillance de l'État a donné lieu à deux condamnations dans l'année, la fermeture de l'établissement pourra être ordonnée par le jugement qui prononce la seconde condamnation.

Le procès-verbal des inspecteurs constatant le refus du chef d'établissement fera foi jusqu'à inscription de faux.

CHAPITRE II. — DES INSTITUTEURS.

Section Ire. — Des conditions d'exercice, de la profession d'instituteur primaire, public ou privé.

Art. 4. — Toute personne âgée de 21 ans peut exercer dans la Régence la profession d'instituteur primaire, public ou privé (1), si elle est munie d'un brevet de capacité régulièrement délivré, soit dans la Régence, soit dans une Université étrangère. Le Directeur de l'enseignement public est juge de la validité des brevets ; il peut accorder des dispenses d'âge.

Art. 5. — Sont incapables de tenir une école publique ou privée, ou d'y être employés, les

(1) Conf. décret du 4 février 1896, art. 1er et seq.

individus qui ont subi une condamnation pour crime ou pour délit contraire à la probité ou aux mœurs; les individus privés par jugement de tout ou partie des droits civiques, civils et de famille, et ceux qui auront été interdits en vertu de la présente loi.

Art. 6. — Tout instituteur qui veut ouvrir une école privée doit préalablement déclarer son intention au Contrôleur civil et au Procureur de la République de l'arrondissement où il veut s'établir, leur désigner le local, et leur donner l'indication des lieux où il a résidé et des professions qu'il a exercées pendant les dix années précédentes.

Cette déclaration demeurera affichée, par les soins du Contrôleur civil, à la porte du Contrôle, pendant un mois.

Art. 7. — Le Contrôleur civil et le Procureur de la République peuvent former opposition à l'ouverture de l'école, dans l'intérêt des mœurs publiques ou de la loi, ou par refus d'approbation du local, dans le mois qui suit la déclaration.

Il est statué sur cette opposition, la partie entendue ou dûment appelée, par le Conseil de l'instruction publique institué à l'article 13 de la présente loi.

A défaut d'opposition, l'école peut être ouverte à l'expiration du mois, sans autre formalité.

Si l'école doit être mixte, une autorisation spéciale du Directeur de l'enseignement public sera nécessaire.

Art. 8. — Quiconque aura ouvert ou dirigé une école en contravention aux articles précédents sera poursuivi et condamné à une amende de 50 à 400 fr. L'école sera fermée.

En cas de récidive, le délinquant sera condamné à un emprisonnement de six jours à un mois et à une amende de 100 à 1,000 fr.

Art. 9. — Tout instituteur privé, sur la plainte du Contrôleur civil ou du Procureur de la République, pourra être, pour cause de faute grave dans l'exercice de ses fonctions, d'inconduite ou d'immoralité, déféré au Conseil de l'instruction publique et être censuré, suspendu ou interdit de l'exercice de sa profession.

Section II. — Des établissements particuliers d'instruction secondaire.

Art. 10. — Toute personne, âgée de 25 ans au moins et n'ayant encouru aucune des incapacités prévues par la présente loi, peut fonder un établissement d'instruction secondaire, sous la condition de faire au Contrôleur civil et au Procureur de la République de l'arrondissement où elle se propose de s'établir, les déclarations prescrites par l'article 6 et, en outre, de déposer entre les mains du Contrôleur civil les pièces suivantes, dont il lui sera donné récépissé :

1° Un certificat de stage constatant qu'elle a rempli, pendant cinq ans au moins, les fonctions de professeur ou de surveillant dans un établissement secondaire, public ou privé;

2° Un diplôme de bachelier ou un équivalent; le Directeur de l'enseignement public sera juge de la validité des diplômes;

3° Le plan du local et l'indication de l'objet de l'enseignement.

Des dispenses d'âge peuvent être accordées par le Directeur de l'enseignement public.

Les articles 5, 7 et 8 ci-dessus sont applicables aux personnes voulant ouvrir des établissements secondaires.

Art. 11. — En cas de désordre grave dans le régime intérieur d'un établissement privé d'instruction secondaire, le chef de cet établissement peut être appelé devant le conseil de l'instruction publique et soumis à la réprimande, avec ou sans publicité.

Art. 12. — Tout chef d'établissement privé d'instruction secondaire, toute personne attachée à la surveillance d'une maison d'éducation peuvent, sur la plainte du Contrôleur civil ou du Ministère public, être traduits, pour cause d'inconduite et d'immoralité, devant le Conseil de l'instruction publique et être interdits de leur profession, à temps ou à toujours, sans préjudice des peines encourues pour crimes ou délits prévus par les lois.

CHAPITRE III. — CONSEIL DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Art. 13. — Il est établi dans la Régence un Conseil de l'instruction publique composé ainsi qu'il suit :

Le Directeur de l'enseignement public, président;

Un inspecteur des écoles primaires;

Le professeur à la chaire publique d'arabe;

L'inspecteur général des études arabes;

Le directeur du collège Sadiki;

Le directeur du collège Alaoui;

Un professeur de la Grande Mosquée, désigné par ses collègues;

Le directeur du collège Saint-Charles;

Un professeur dudit collège, nommé par ses collègues;

Le Contrôleur civil de Tunis;

Le Président et le Procureur de la République du tribunal de Tunis;

Trois directeurs d'écoles privées, désignés par le Directeur de l'enseignement public.

Art. 14. — Les membres du Conseil de l'instruction publique sont nommés pour trois ans.

Art. 15. — Le Conseil de l'instruction publique donne son avis :

Sur les réformes à introduire dans l'enseignement, la discipline et l'administration des écoles publiques;

Sur les budgets de ces écoles.

Il instruit les affaires disciplinaires relatives aux membres de l'enseignement.

Il prononce sur les affaires contentieuses rela-

tives à l'ouverture des écoles privées, aux droits des maîtres particuliers et à l'exercice du droit d'enseigner, sur les poursuites dirigées contre les membres de l'enseignement primaire ou secondaire, dans les cas déterminés par la présente loi.

CHAPITRE IV. — DISPOSITIONS DIVERSES.

Art. 16. — Les directeurs de chaque école devront tenir un registre sur lequel seront inscrits les noms des élèves, la date de leur naissance, l'époque de leur entrée à l'école, le nom et le domicile de leurs parents.

Art. 17. — Les châtiments corporels sont interdits (1).

---

580 1er février 1889

Circulaire confiant les fonctions de Receveur des Postes et Télégraphes aux instituteurs dans certaines localités (2).

(BULL. E. P., 1889, 299)

---

581 20 février 1889

(19 djoumadi ettani 1306)

Décret relatif à l'organisation des Medraças.

(OFFICIEL, 1889, 63)

Considérant que dans l'intérêt des études arabes faites à Tunis et dans les principales villes de la Regence, il est important qu'une surveillance effective soit exercée sur les étudiants musulmans qui habitent les medraças ;

Considérant qu'il importe également de réglementer l'organisation de ces medraças ;

Vu le rapport du Directeur de l'enseignement ;

Le Conseil de l'instruction publique entendu ;

CHAPITRE Ier. — DES MEDRAÇAS.

Article 1er. — Les medraças sont divisées en trois catégories correspondant au degré d'avancement des étudiants dans leurs études : les medraças de la 1re catégorie sont affectées aux étudiants du 1er degré, c'est-à-dire aux débutants ; celles de la 2e catégorie aux étudiants dont les études sont plus avancées, et celles de la 3e catégorie aux étudiants du degré supérieur et à ceux qui ont obtenu le certificat dit Tetoui (1).

Art. 2. — Les medraças (2) de la Régence de Tunis ne peuvent recevoir que les étudiants dûment autorisés à les habiter.

Art. 3. — Les revenus appartenant aux medraças seront employés conformément aux décisions du conseil d'administration, dont il sera parlé plus loin, lequel dressera chaque année le budget de ces établissements.

Les dépenses seront soldées par l'Administration des habous (3), sur le vu d'un état dressé par le Directeur de l'enseignement. Quant aux obligations relatives au culte, elles continueront à être observées comme précédemment.

CHAPITRE II. — DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DES MEDRAÇAS.

Art. 4. — Les medraças seront placées sous la surveillance d'un conseil d'administration composé :

Du Directeur de l'enseignement public, président ;

De l'inspecteur des études arabes, vice-président ;

Membres :
- Du président de l'Administration des habous (4) ;
- De deux professeurs de 1re classe de la Grande Mosquée, l'un hanéfite, l'autre malékite ;
- De deux professeurs de 2e classe de la Grande Mosquée, l'un hanéfite, l'autre malékite ;
- D'un directeur de medraça ;
- Du secrétaire arabe de la direction qui remplit les fonctions de secrétaire du conseil.

Les membres de ce conseil seront nommés tous les deux ans par notre Premier Ministre, sur la proposition du conseil d'administration. Leurs fonctions sont gratuites. Le conseil se réunit au commencement de chaque mois. Il peut, en outre, être convoqué chaque fois que le Résident le juge nécessaire.

Art. 5. — Le conseil a la direction générale des medraças ; il s'occupe de toutes les questions intéressant ces établissements et les étudiants qui les habitent.

Il prononce l'admission et l'exclusion temporaire ou définitive des étudiants.

Chaque membre du conseil aura le droit d'inspection dans les medraças, afin de vérifier si la surveillance y est bien faite et si les règlements y sont appliqués.

Art. 6. — Le secrétaire du conseil tiendra trois registres :

1° Un registre d'inscription des étudiants, donnant les indications suivantes : les nom et prénoms de l'étudiant ; les nom, prénoms et

---

(1) L'application rigoureuse de cet article a fait l'objet d'une circulaire du Directeur de l'enseignement du 1er mars 1893 (*Bull. E. P.*, 1893, 644).

(2) Elle contient les dispositions suivantes :

Les instituteurs ont été chargés dans différentes localités d'assurer le service postal et télégraphique. En leur confiant cette mission délicate, l'Administration a voulu être utile à la fois aux habitants de ces localités et aux instituteurs dont la situation se trouve ainsi sensiblement améliorée.

Il nous a paru toutefois utile de faire remarquer à MM. les instituteurs qu'ils doivent apporter la plus grande exactitude et le soin le plus scrupuleux dans l'exercice de leur double fonction. Si leurs obligations comme instituteurs doivent passer en premier lieu, il est hors de doute qu'ils n'ont pas le droit de négliger leurs devoirs comme receveurs des postes et des telegraphes.

Du reste, rien n'est plus facile que de concilier les exigences des deux services. Des heures spéciales ont été fixées pour l'ouverture des bureaux de poste par M. le Directeur de l'Office après entente avec le Directeur de l'enseignement. Les instituteurs n'ont donc qu'à se conformer exactement aux instructions qu'ils ont reçues de part et d'autre.

Il est inutile de faire remarquer à MM. les Directeurs d'école qu'ils ne peuvent, sous aucun prétexte, profiter de leurs fonctions de Receveur des postes et des télégraphes pour correspondre entre eux en franchise. . . . . .

(1) Conf. décret du 13 juin 1892, art. 6.

(2) Conf. décret du 8 novembre 1894.

(3) Conf. décret du 19 mars 1874, art. 23 (v° HABOUS).

(4) Conf. décret du 19 mars 1874, art. 1er (v° HABOUS).

domicile de ses parents ; le lieu de sa naissance ; son âge ; la medraça dans laquelle il sera placé ; le numéro de sa chambre ; la date de son entrée à la medraça ; la date de sa sortie ;

2° Un registre pour les demandes d'admission dans les medraças ;

3° Un registre des procès-verbaux des séances du conseil.

Chapitre III. — Des directeurs des medraças.

Art. 7. — Chaque medraça sera placée sous la direction d'un cheik.

Les directeurs des medraças seront choisis parmi les personnes pourvues du brevet dit Tetoui (1) qui seront reconnues aptes à remplir ces fonctions ; ils seront nommés par arrêté de notre Premier Ministre, sur la proposition du Directeur de l'enseignement.

Tout directeur de medraça nommé professeur à la Grande Mosquée, ou dans un autre établissement d'instruction, sera remplacé à la tête de la medraça qu'il administrait.

Art. 8. — Le directeur de chaque medraça tiendra lui-même deux registres cotés et parafés par un membre délégué du conseil des medraças.

L'un de ces registres servira à inscrire :

1° Les nom et prénoms de l'étudiant ;

2° Le lieu de sa naissance ;

3° Son âge ;

4° Les nom, prénoms et domicile de ses parents ;

5° La date de son entrée dans la medraça ;

6° Le numéro de la chambre occupée par lui ;

7° La date et les motifs de sa sortie de la medraça.

L'autre registre servira à consigner, à leur date, les événements qui pourraient survenir dans la medraça et les observations du directeur sur la conduite des étudiants, sur leur application, leur assiduité, leur tenue, leurs progrès dans leurs études, etc...

Art. 9. — Les traitements des directeurs et les sommes allouées aux étudiants seront pris sur les revenus des biens consacrés à cet effet, et seront répartis entre eux suivant les différentes catégories de medraças.

Chaque mois, le directeur de la medraça dressera un état nominatif de son traitement et des sommes allouées aux étudiants de sa medraça, en indiquant les retenues avec leurs motifs.

Cet état sera visé par l'inspecteur général des études arabes et ordonnancé par le président de l'Administration des habous (2).

Art. 10. — Le directeur de la medraça fera chaque mois un rapport détaillé sur la conduite des étudiants, leur application, leur assiduité, leur santé et sur le bon entretien des chambres occupées par eux ; il signalera également, dans son rapport, s'il y a lieu, ce qui aura pu survenir dans la medraça, avec dates à l'appui, d'après les observations consignées dans le registre dont il a été question ci-dessus. Il adressera ce rapport au conseil d'administration des medraças, deux jours au moins avant la réunion dudit conseil.

Dans le cas où un fait grave se produirait dans la medraça, il devra en aviser immédiatement la Direction de l'enseignement.

Chapitre IV. — Des étudiants.

Art. 11. — Tout étudiant qui désirera être admis dans une medraça devra adresser sa demande d'admission au vice-président du conseil d'administration, en donnant ses nom, prénoms, âge, origine et domicile.

Il sera statué sur sa demande après enquête sur la moralité, les antécédents et le degré d'instruction du postulant.

Art. 12. — La durée réglementaire du séjour de l'étudiant dans les medraças est de six années, dans l'intervalle desquelles il parcourra les différentes branches d'études professées à la Grande Mosquée. La durée maximum sera de neuf années.

Toutefois, le conseil d'administration pourra accorder une prolongation de séjour dans les medraças à l'étudiant qui voudrait perfectionner ses études, après s'être assuré qu'il y a un intérêt réel à lui accorder cette faveur.

Art. 13. — Tout étudiant dont l'absence se prolongera en dehors de l'époque des vacances réglementaires sera déchu de son droit de séjour dans les medraças, à moins qu'il n'ait avisé le conseil d'administration et qu'il n'ait obtenu l'autorisation de prolonger son absence.

L'époque et la durée des vacances seront fixées chaque année par arrêté du président du conseil d'administration, pris conformément aux décisions du conseil.

Art. 14. — Les étudiants des medraças devront se conduire avec soumission, déférence et respect devant leurs directeurs ; ils devront avoir une tenue réservée et digne, une conduite honorable et irréprochable, une application soutenue dans leurs études et suivre avec assiduité les leçons de leurs professeurs.

Il leur est interdit de se réunir plusieurs dans la même chambre ; par exception, deux frères pourront être autorisés à loger ensemble. Il sera permis toutefois aux étudiants de se réunir dans la mosquée de la medraça pour discuter entre eux sur les sujets de leurs études.

Art. 15. — Nulle personne étrangère à une medraça ne pourra y être introduite sans l'autorisation du directeur.

Pourront seuls être admis à visiter les medraças sans autorisation les hauts fonctionnaires de l'État et les magistrats musulmans.

Art. 16. — Tout étudiant qui commettra une infraction au règlement intérieur de chaque medraça sera réprimandé par le directeur. En

(1) Conf. décret du 13 juin 1892, art. 6.
(2) Conf. décret du 19 mars 1874, art. 23 (v° Habous).

cas de récidive, la réprimande sera prononcée par l'inspecteur des études arabes.

Si l'étudiant commet une faute grave ou si sa conduite lui a déjà valu plusieurs réprimandes, le directeur de la medraça saisira de l'affaire le conseil d'administration, qui décidera s'il y a lieu d'exclure l'étudiant.

Le directeur est tenu de prévenir sans délai le président du conseil de tout délit qui se commettrait dans la medraça, sous peine de révocation, et sans préjudice de la responsabilité qu'il pourrait encourir au point de vue pénal ou civil.

Art. 17. — Si un étudiant d'une medraça de Tunis tombe malade, le directeur de la medraça en avisera immédiatement le président du conseil d'administration, qui enverra de suite le médecin visiter le malade. Si la maladie est reconnue grave, le président du conseil d'administration ordonnera, sur le vu du certificat du médecin, l'admission gratuite de l'étudiant à l'hôpital Sadiki, et préviendra de suite sa famille.

Art. 18. — L'entrée de tout étudiant admis à habiter dans une medraça ne sera autorisée par le président du conseil d'administration qu'après que l'étudiant aura été soumis à une inspection médicale.

L'entrée lui sera refusée s'il est reconnu atteint d'une maladie contagieuse.

Art. 19. — Le Directeur de l'enseignement est chargé de l'exécution du présent décret ; il établira les règlements intérieurs qui seront reconnus nécessaires.

---

582 13 février 1890

(22 djoumadi ettani 1307)

Décret fixant les conditions d'admission des élèves au Lycée de Tunis, ainsi que le régime de cet établissement.

(Officiel, 1890, 55)

Considerent la nécessité qu'il y a de régler les conditions d'admission des élèves au Lycée de Tunis et de fixer le régime de cet établissement ;

Vu le rapport du Directeur de l'enseignement ;

Article 1er. — Les élèves du Lycée sont divisés en quatre catégories (1) :

1° Les pensionnaires ; 2° les demi-pensionnaires ; 3° les externes surveillés ; 4° les externes.

Art. 2. — Les pensionnaires habitent complètement au Lycée.

Les demi-pensionnaires habitent le Lycée pendant une partie de la journée, y prennent certains repas, mais n'y couchent point. Ils participent à tous les exercices auxquels assistent les pensionnaires.

Les externes surveillés sont admis, pendant l'intervalle des classes, dans les salles d'étude du Lycée pour y travailler sous la direction des répétiteurs de cours.

Les externes assistent seulement aux leçons des professeurs.

Les externes dont les parents le demandent sont admis au cours de l'enseignement religieux.

Art. 3. — Pour être admis au Lycée, les élèves doivent être âgés de six ans révolus pour être pensionnaires et de cinq ans pour être demi-pensionnaires ou externes.

Art. 4. — (*Abrogé par décret du 29 septembre 1893, art. 5.*)

Art. 5. — Aucun élève ne peut être admis à suivre les cours du Lycée sans avoir acquitté d'avance la rétribution ou le prix de pension de chaque terme.

Le 1er terme comprend les mois d'octobre, novembre et décembre ; le 2e comprend les mois de janvier, février, mars et avril ; le 3e les mois de mai, juin et juillet.

Tout terme commencé est dû en entier.

Art. 6. — Dans le prix de la pension se trouvent comprises les dépenses suivantes :

1° Les frais d'instruction ;

2° La nourriture ;

3° Les objets de literie (lit, sommier, matelas, traversin) ;

4° L'enseignement religieux ;

5° L'enseignement du dessin ;

6° L'enseignement de la musique vocale ;

7° La gymnastique et les exercices militaires.

Les mêmes avantages sont assurés aux demi-pensionnaires, mais ils n'ont droit qu'au déjeuner du matin, au dîner de midi et au goûter.

Les externes surveillés jouissent des mêmes avantages que les demi-pensionnaires, sauf la nourriture.

Les frais de blanchissage, fixés à 5 fr. par mois, et les frais de correspondance de l'Administration avec les parents et de bains fixés à 6 fr. par an ne sont pas compris dans le prix de la pension.

Les raccommodages d'entretien pour les pensionnaires sont seuls à la charge de l'établissement.

Art. 7. — Les élèves pensionnaires et demi-pensionnaires devront être pourvus de deux uniformes, l'un d'hiver, l'autre d'été.

L'uniforme d'hiver comprend :

Un dolman, Un gilet, Un pantalon, } en drap ;

Un képi ou une chéchia.

L'uniforme d'été comprend :

Une vareuse, Un gilet, Un pantalon, } en lainage ;

Une casquette avec couvre-nuque ou une chéchia.

Les élèves pensionnaires devront être pourvus en outre de trois paires de souliers et de vêtements d'intérieur.

Les uniformes seront commandés au tailleur

(1) Conf. décret du 29 septembre 1893, art. 4.

adjudicataire par les soins de l'économe du Lycée qui s'assurera de la bonne qualité des étoffes et de la bonne confection des vêtements.

Le trousseau des pensionnaires comprendra au minimum les objets suivants :

2 paires de draps de lit;
1 couverture de laine;
1 couverture de coton blanc;
6 chemises;
12 mouchoirs;
8 paires de chaussettes;
6 serviettes de table;
6 serviettes de toilette;
3 cravates noires;
1 sac de toile pour linge sale;
1 trousse de toilette (démêloir, peigne fin, brosse à habits, savonnette).

Art. 8. — Lorsque les élèves pensionnaires quittent le Lycée et qu'ils ont acquitté la totalité de ce dont ils peuvent être redevables, ils ont le droit d'emporter leur trousseau, excepté une paire de draps et six serviettes qui restent acquises à l'infirmerie.

Art. 9. — L'uniforme, obligatoire pour les pensionnaires et les demi-pensionnaires, est facultatif pour les externes.

Art. 10. — Un règlement spécial approuvé par le Directeur de l'enseignement assurera les détails concernant l'application du présent décret et ceux du service intérieur du Lycée.

---

583 13 juin 1892

(17 kâda 1309)

Décret déterminant le mode de recrutement des professeurs de 1re et de 2e classe de la Grande Mosquée de Tunis et les épreuves exigées pour l'obtention du brevet de Tatouïa.

(Officiel, 1892, 189)

Vu les lois et règlements concernant la Grande Mosquée;

Article 1er. — Lorsqu'une chaire de professeur de première classe deviendra vacante, il y sera pourvu à la suite d'un concours auquel les professeurs de deuxième classe pourront seuls prendre part (1).

Ce concours aura lieu à la Grande Mosquée devant les cheiks inspecteurs.

Le candidat déclaré admissible par le jury sera nommé à la chaire vacante.

Art. 2. — En cas de vacances, les chaires de professeurs de deuxième classe ne seront données qu'après concours (1).

Pourront seuls prendre part à ce concours, ceux qui auront obtenu le grade de « Mottaoua » à la Grande Mosquée et y auront fait des cours pendant deux années au moins.

Ces vacances seront annoncées par arrêté de notre Premier Ministre qui fixera la date et les conditions du concours ainsi que le local où il devra avoir lieu.

Cet arrêté devra être publié quinze jours au moins avant la date fixée pour l'ouverture du concours.

Art. 3. — Le concours pour la chaire de professeur de deuxième classe aura lieu devant les inspecteurs des études de la Grande Mosquée, conformément aux dispositions de l'article 1er ci-dessus.

L'admission des « Mottaoua », par voie de concours, aux chaires de professeur de deuxième classe, aura lieu seulement pendant cinq ans, à partir de la promulgation du présent décret. Passé ce délai, les candidats ne seront admis qu'à la suite des examens dont il sera parlé à l'article suivant.

Art. 4. — Les examens que les candidats à la chaire de professeur de deuxième classe auront à subir après le délai fixé par l'article précédent, consisteront en épreuves orales et en épreuves écrites sur les matières enseignées à la Grande Mosquée. Les candidats feront en outre une leçon sur ces matières.

Ces examens seront annoncés par arrêté de notre Premier Ministre qui fixera leur date et déterminera les matières sur lesquelles ils devront porter. Ils auront lieu au palais du Gouvernement à Tunis et dureront trois jours.

Ne seront admis à ces examen que les « Mottaoua » ayant au moins deux années d'enseignement à la Grande Mosquée.

Art. 5. — Dans aucun cas, on n'aura recours au tirage au sort entre les candidats à la chaire de professeur de première ou de deuxième classe.

Art. 6. — Le brevet de « Tatouia » à la Grande Mosquée ne sera donné aux étudiants de cette Université qu'après un examen spécial consistant en épreuves écrites et orales et en un cours donné sur des matières à désigner (1).

Cet examen sera annoncé par arrêté de notre Premier Ministre qui déterminera sa date, ses conditions et les matières sur lesquelles il devra porter. Il aura lieu au palais du Gouvernement à Tunis.

Art. 7. — Le professorat, en dehors de la Grande Mosquée, sera réglementé par un décret spécial.

Art. 8. — Les lois et règlements contraires au présent décret sont et demeurent abrogés.

(1) Conf. décret du 26 décembre 1875, art. 42

---

584 29 septembre 1893

(18 rebiâ el aouel 1311)

PROMULGUÉ LE 30 SEPTEMBRE 1893)

Décret créant, sous le nom de Lycée, un établissement d'enseignement secondaire à Tunis et réglementant son fonctionnement (2)

(Officiel, 1893, 337)

(1) Conf. décret du 20 février 1889, art. 1er et 7.
(2) Conf. décret du 25 juin 1894.

Considérant l'intérêt qu'il y a pour les habitants européens et indigènes de la Régence de pouvoir faire donner à leurs enfants l'enseignement secondaire ;

Considérant qu'il y a lieu de déterminer le régime de l'établissement dans lequel sera donné cet enseignement ainsi que les droits et les obligations du personnel qui y sera attaché ;

Vu le rapport de notre Directeur de l'enseignement public ;

Article 1er. — Il est créé à Tunis un établissement d'enseignement secondaire qui prendra le nom de Lycée (1).

Cette établissement aura la personnalité civile (2).

Art. 2. — L'enseignement donné au Lycée de Tunis comprendra :

a) L'enseignement secondaire classique ;

b) L'enseignement secondaire moderne ;

c) L'enseignement élémentaire ;

d) L'enseignement primaire.

Art. 3. — L'enseignement secondaire classique sera donné conformément aux programmes adoptés dans les lycées de France.

L'enseignement secondaire moderne sera donné conformément à des programmes élaborés par une commission nommée à cet effet. Ces programmes devront être appropriés aux besoins particuliers de la Régence.

L'enseignement élémentaire et l'enseignement primaire seront donnés conformément aux programmes adoptés dans les écoles primaires publiques de la Régence.

Art. 4. — Le régime du Lycée de Tunis sera l'internat, la demi-pension, l'externat surveillé et l'externat simple (3).

Art. 5. — Les rétributions annuelles ci-après désignées seront acquittées par les familles des élèves, savoir :

DIVISIONS.	Pensionnaires.	Demi-pensionnaires.	Externes surveillés.	Externes libres.
Supérieure	720f	420f	240f	180f
Grammaire.	660	405	165	105
Elémentaire.	600	345	120	72
Primaire	540	270	105	60

Art. 6. — Le personnel du Lycée de Tunis pourra comprendre ;

1° Des fonctionnaires mis à la disposition du Gouvernement tunisien par le Gouvernement français, et 2° des fonctionnaires non rattachés aux cadres de l'Administration métropolitaine.

Art. 7. — Les fonctionnaires appartenant aux cadres de l'Instruction publique de France recevront le traitement afférent à la classe dans laquelle ils seront rangés dans la métropole, majoré d'une indemnité supplémentaire. Cette indemnité sera de :

2,500 fr. pour le Proviseur ;
1,600 fr. pour le Censeur et l'Économe ;
1,600 fr. pour les Professeurs et Chargés de cours, mariés ;
1,300 fr. — — , célibataires ;
1,200 fr. pour les Professeurs des classes élémentaires, mariés ;
1,000 fr. pour les Professeurs des classes élementaires, célibataires.

Art. 8. — Les répétiteurs recevront les appointements suivants :

Répétiteurs de 1er ordre.	1re classe	2,400 fr.
	2e classe	2,100
	3e classe	1,800
	4e classe	1,500
	5e classe	1,200
Répétiteurs de 2e ordre .	1re classe.	1,700
	2e classe	1,400
	3e classe	1,100
	4e classe	900

Les répétiteurs de 1er ordre recevront une indemnité supplémentaire de 600 fr. ; ceux de 2e ordre une indemnité supplémentaire de 450 francs.

En principe, les répétiteurs seront soumis à l'internat ; ceux qui seront autorisés à être externes recevront une indemnité de logement et de nourriture de 900 fr.

Art. 9. — Le Proviseur du Lycée de Tunis sera nommé par nous sur la proposition du Directeur de l'enseignement public ;

Le Censeur, l'Économe, les Professeurs et les Chargés de cours seront nommés par notre Premier Ministre sur la proposition du Directeur de l'enseignement public.

Les répétiteurs seront nommés par le Directeur de l'enseignement public.

Ces fonctionnaires ne pourront être privés de leur emploi que dans les mêmes conditions.

Art. 10. — Des arrêtés de notre Directeur de l'enseignement détermineront la situation et les conditions d'avancement des fonctionnaires non rattachés aux cadres français, et de ceux non désignés dans le présent décret (1).

Art. 11. — Le maximum des heures de service exigible des professeurs est fixé comme il suit :

Maîtres des classes primaires	30 heures.
Maîtres des classes élémentaires pourvus du certificat d'aptitude.	24 —
Professeurs ou chargés de cours des classes de 6e, 5e, 4e, 3e et seconde	18 —
Professeurs ou chargés de cours en rhétorique, philosophie, histoire, mathématiques, physique.	16 —

Art. 12. — Les heures supplémentaires seront payées sur le taux de 180 fr. par heure et par an. Les professeurs ne pourront pas se refuser à faire les heures supplémentaires.

Artr 13. — Les congés extraordinaires sont fixés dela m a n i ère suivante:

1° Pour tous les élèves :

(1) Conf décret du 25 juin 1894.
(2) Conf décret du 15 février 1900.
(3) Conf. decret du 13 février 1890, art. 1er.

(1) Conf. arrêtés du Directeur de l'enseignement du 6 janvier 1895 (*Bull. E. P.*, 1895, 292) fixant la situation et les appointements des instituteurs chargés des fonctions de répétiteur des classes élémentaires et primaires du Lycée Carnot ; du 7 janvier 1895 (*Bull. E. P.*, 1895, 294) fixant la situation et les appointements des répétiteurs du Lycée Carnot pourvus d'un baccalauréat et non rattachés aux cadres français ; du 7 janvier 1895 (*Bull. E. P.*, 1895, 295) relatif aux commis d'économat de ce Lycée.

3 jours à l'occasion du jour de l'an ;
Le matin du mercredi des Cendres ;
Le lundi de Pâques ;
Le jour de l'Ascension ;
Le jour et le lendemain de la Toussaint ;
Le jour de Noël ;
2° Pour les élèves musulmans seulement :
1 jour à l'occasion de l'Achoura ;
1 jour à l'occasion du Mouled ;
2 jours à l'occasion de l'Aïd-Es-Serir ;
2 jours à l'occasion de l'Aïd-El-Kebir.

Art. 14. — Les grandes vacances dureront trois mois environ, du commencement du mois de juillet à la fin du mois de septembre.

Art. 15. — Des règlements spéciaux, établis par notre Directeur de l'enseignement, détermineront les détails du service intérieur du Lycée.

---

585 25 juin 1894

(*21 hidjà 1311*)

PROMULGUÉ LE 25 JUIN 1894

Décret donnant le nom de « Carnot » au Lycée de Tunis.

(OFFICIEL, 1894. 233)

Voulant perpétuer en Tunisie la mémoire de M. Carnot, Président de la République française, ami de notre pays ;

Considérant qu'il convient de rappeler à la jeunesse les grands exemples de devoir et de dévouement à la chose publique donnés par les Carnot ;

Article 1er. — Le Lycée de Tunis portera désormais le nom de Lycée Carnot.

Art. 2. — Le Directeur de l'enseignement est chargé de l'exécution du présent décret.

---

586 8 juillet 1894

(*4 moharrem 1312*)

Décret ordonnant l'adoption, à la Grande Mosquée de Tunis, du traité El Moula Meskine, sur la jurisprudence hanéfite (1)

(OFFICIEL, 1894, 242)

---

587 8 novembre 1894

(*9 djoumadi el aouel 1312*)

Décret affectant la medraça d'Ibn Asfour à une école normale coranique de Moueddeb et en réglementant le fonctionnement.

(OFFICIEL, 1894, 404)

Vu le règlement en date du 22 janvier 1876 (25 hidjà 1292) indiquant les conditions que doivent remplir les personnes qui désirent se consacrer à l'enseignement du Coran à Tunis et dans la Régence ;

Vu le rapport du Directeur de l'enseignement public faisant ressortir les avantages qu'il y aurait à fonder une medraça destinée à préparer les maîtres qui doivent donner cet enseignement ;

Vu le rapport de notre Premier Ministre signalant la nécessité d'établir le règlement de cette médraça et de préciser les études qui doivent y être faites ;

Article 1er. — La medraça d'Ibn Asfour, située à Tunis près du fondouk des parfumeurs, est affectée à une école normale de moueddeb qui prendra le nom de medraça Asfouria (1).

Art. 2. — Cette medraça (2) sera destinée à former des moueddeb qui n'obtiendront ce titre qu'à la suite d'un examen subi conformément aux articles 4, 5 et 9 ci-après.

Art. 3. — Le personnel de cette medraça comprendra un directeur et des professeurs qui seront choisis parmi les professeurs de la Grande Mosquée. Le nombre de professeurs variera suivant les besoins.

Le Directeur sera nommé par nous sur la proposition du Directeur de l'enseignement.

Les professeurs seront nommés par notre Premier Ministre sur la proposition du Directeur de l'enseignement.

Les professeurs de français et les maîtres chargés de faire répéter le Coran seront nommés par le Directeur de l'enseignement.

Art. 4. — La commission d'examen comprendra les membres suivants :

L'Inspecteur général des études arabes ;
Le Directeur de la medraça ;
Le cheik des lecteurs du Coran à la Grande Mosquée ;
Le premier ou le second professeur de Tedjouid à la Grande Mosquée ;
L'amin des moueddeb ;
Le professeur de français (pour la partie relative aux études de français).

Art. 5. — Les études faites dans cette medraça porteront sur les matières suivantes :

1° Revision du Coran ;
2° Tedjouid et orthographe du Coran ;
3° Éléments de Touhid ;
4° Éléments de droit ;
5° Grammaire arabe et éléments de littérature ;
6° Calligraphie arabe ;
7° Éducation et pédagogie ;
8° Langue française et éléments de calcul, de système métrique et de géographie.

Art. 6. — Le nombre des élèves à admettre à cette medraça variera suivant les crédits inscrits au budget de la Direction de l'enseignement. L'admission et le renvoi des élèves dépendront du Directeur de l'enseignement.

Art. 7. — Ne pourront être reçus dans cette medraça que les jeunes gens qui auront satisfait aux conditions spécifiées dans le règlement sur les moueddeb en date du 25 hidjà 1292 (22 janvier 1876), c'est-à-dire qui connaîtront parfaitement le texte du Coran et qui auront des notions de tedjouid et d'orthographe, ce qui sera constaté par un certificat délivré par les membres de la Commission désignée à l'arti-

(1) Conf. décret du 26 décembre 1875, art 1er et seq.

(1) Conf. 2e décret du 12 novembre 1898.
(2) Conf. décret du 20 février 1889

cle 4. Les candidats devront présenter en outre une pièce constatant leur âge et un certificat de bonne vie et mœurs délivré soit par les notaires, soit par le moueddeb, le cheik ou le gouverneur de leur localité.

Art. 8. — La durée des études sera de cinq années.

Tout élève qui interrompra ses études avant l'expiration de cinq années sans motifs valables, sera tenu, lui ou ses parents, de rembourser à l'État ses frais d'études et d'entretien pendant son séjour à l'école.

Art. 9. — Les candidats qui auront subi avec succès l'examen portant sur les matières indiquées à l'article 5 devant la commission composée comme il est dit à l'article 4, recevront le diplôme de moueddeb (1).

Art. 10. — Les maîtres pourvus de ce diplôme pourront exercer dans les écoles et les medraças (1). Ils pourront être soumis à des examens ultérieurs destinés à constater qu'ils n'ont pas oublié les matières qu'ils ont apprises à l'école.

Quant aux écoles dans lesquelles on n'enseigne que l'arabe, elles ne seront l'objet d'aucune modification. Toutefois, elles pourront être confiées aux moueddeb sortant de la medraça El-Asfouria si les habitants intéressés le demandent.

Art. 11. — Le Directeur de l'enseignement est chargé de l'exécution du présent décret ainsi que de la rédaction d'un règlement concernant l'organisation des cours mentionnés à l'article 5, et le service intérieur de la medraça. Ce règlement sera soumis à l'approbation de notre Premier Ministre.

---

588 28 novembre 1894

Arrêté du Directeur de l'enseignement instituant un conseil de perfectionnement au Lycée Carnot (2).

(Bull. E. P., 1895, 283)

---

589 20 janvier 1896

Arrêté du Directeur de l'enseignement instituant un diplôme d'études secondaires (enseignement moderne) [3].

(Bull. E. P., 1896, 451)

(1) Conf. 2e décret du 12 novembre 1898

(2) Il est composé du Proviseur, président, du Censeur et du Directeur des classes élémentaires et primaires, membres de droit, de trois Professeurs et d'un Répétiteur, élus respectivement par leurs collègues. Ce conseil, élu pour trois ans, est mis au courant de l'état moral du Lycée ; il communique ses remarques sur tout ce qui intéresse l'éducation, les études, le travail des élèves et la discipline ; il recherche les meilleurs moyens de développer la prospérité de l'établissement ; il donne son avis sur telles mesures proposées par le Proviseur pour assurer et maintenir cette prospérité.

Les élèves qui se seraient particulièrement distingués pourront être appelés devant le Conseil de perfectionnement pour recevoir ses félicitations. Ceux qui se seraient signalés par leur obstination dans la mauvaise conduite ou la paresse, ou ceux qui auraient commis quelque faute grave pourront aussi, dans certains cas, lui être déférés pour recevoir un avertissement solennel. . . . . .

(3) Ce diplôme est délivré, à la suite d'un examen, aux élèves qui ont suivi, pendant deux années au moins, les cours de 2e et de 1re de l'enseignement moderne au Lycée Carnot.

Ce diplôme porte la mention « Section commerciale » ou celle de « Section agricole », suivant que les élèves ont suivi les cours de l'une ou de l'autre de ces sections. . . . . .

(1) Conf. décret du 22 octobre 1896.

(2) Conf. loi du 15 septembre 1888, art. 4.

(3) Conf. décret du 14 juin 1886.

590 4 février 1896

(19 châbane 1313)

PROMULGUÉ LE 4 FÉVRIER 1896

Décret relatif au classement, au traitement et à l'avancement des instituteurs et institutrices en Tunisie (1).

(Officiel, 1896, 59)

Vu le rapport de notre Directeur de l'enseignement ;

Article 1er. — Nul ne peut être nommé instituteur ou institutrice, dans une école primaire publique de la Tunisie, s'il n'est Français ou Tunisien et pourvu au moins du brevet de capacité élémentaire (2).

Art. 2. — Le personnel des écoles primaires comprend :

Des directeurs et des directrices ;

Des instituteurs adjoints et des institutrices adjointes.

Art. 3. — Ces fonctionnaires sont nommés et révoqués par le Directeur de l'enseignement. Ils seront pris, autant que possible, parmi les élèves du Collège Alaoui, de l'École secondaire de jeunes filles de Tunis ou des élèves sortis d'une École normale de France (3).

Art. 4. — Des maîtres et des maîtresses peuvent être provisoirement délégués dans les fonctions d'instituteur ou d'institutrice, pendant un temps déterminé.

Dans le cas de nomination définitive ultérieure, le temps de la délégation compte dans le total des années de service pour le classement et l'avancement.

Art. 5. — Les instituteurs et les institutrices (directeurs et directrices, adjoints et adjointes) sont divisés en deux catégories :

1re catégorie : Maîtres et maîtresses pourvus du brevet supérieur ;

2e catégorie : Maîtres et maîtresses pourvus du brevet élémentaire.

Art. 6. — Le personnel de chaque catégorie est réparti en six classes, dont les traitements fixes sont :

	INSTITUTEURS.		INSTITUTRICES.	
	1re catégorie.	2e catégorie.	1re catégorie.	2e catégorie.
	fr.	fr.	fr.	fr.
6e classe	1,500	1,200	1,200	1,200
5e classe	1,800	1,500	1,500	1,300
4e classe	2,100	1,800	1,800	1,400
3e classe	2,400	2,000	2,000	1,600
2e classe	2,700	2,200	2,200	1,800
1re classe.	3,000	2,500	2,500	2,100

Art. 7. — Ces classes sont attachées à la personne et peuvent être attribuées sans déplacement.

Art. 8. — Tout fonctionnaire nommé pour la première fois dans l'enseignement en Tunisie débute dans la 6e classe. Toutefois, les maîtres et les maîtresses ayant déjà régulièrement exercé dans l'enseignement public en France ou dans les colonies pourront, au moment de leur première nomination en Tunisie, être placés dans une classe supérieure, d'après la durée de leurs services antérieurs, à raison de six années de service effectif pour chaque promotion de classe.

Art. 9. — L'avancement a lieu dans la limite des crédits inscrits au budget de la Direction de l'enseignement public.

Les promotions sont faites par le Directeur de l'enseignement, au 1er janvier de chaque année.

Art. 10. — Les promotions aux cinquième, quatrième et troisième classes sont possibles au choix après trois ans de service au moins dans la classe immédiatement inférieure.

Elles sont de droit après six ans de service (révolus au 1er janvier) dans la classe immédiatement inférieure.

Les promotions aux deuxième et première classes ont lieu exclusivement au choix après trois ans de service au moins dans la classe immédiatement inférieure.

Art. 11. — Un tableau d'avancement sera dressé à la Direction de l'enseignement : tous les instituteurs et toutes les institutrices y prendront rang par ordre d'ancienneté de promotion.

Chaque année, la liste des promotions sera établie, conformément aux articles 9, 10 et 11, et dans l'ordre suivant :

1° Maîtres et maîtresses ayant droit à l'avancement ;

2° Maîtres et maîtresses promus au choix.

Art. 12. — Les instituteurs et les institutrices, nommés définitivement, ou provisoirement délégués, ont droit au logement ou à une indemnité représentative de logement.

Art. 13. — Le logement en nature comprend au moins :

1° Pour les instituteurs mariés, ou veufs avec enfants, et pour les institutrices mariées ou veuves avec enfants : deux pièces, une cuisine et une cave ou un débarras pouvant servir de cellier et de bûcher ;

2° Pour les instituteurs et institutrices célibataires : une chambre et une cuisine.

Les directeurs et les directrices ont droit à une pièce en plus.

Un instituteur et une institutrice mariés ensemble et exerçant dans la même localité n'ont droit qu'à un logement.

Art. 14. — Dans les localités où le logement ne peut pas être donné en nature, l'indemnité représentative de logement est déterminée par le Directeur de l'enseignement, pour chacune des trois catégories suivantes du personnel :

1° Directeurs mariés ou veufs avec enfants, et directrices veuves avec enfants : indemnité la plus élevée ;

2° Directeurs célibataires, directrices, adjoints mariés ou veufs avec enfants, adjointes veuves avec enfants : indemnité moyenne ;

3° Adjoints célibataires et adjointes : indemnité la moins élevée.

Un instituteur et une institutrice mariés ensemble et exerçant dans la même localité ont droit ensemble à l'indemnité la plus élevée, majorée d'un tiers.

Art. 15. — Les maîtres et les maîtresses logés dans les locaux de l'Administration ont droit à un mobilier qui comprend au moins les objets suivants :

Un lit à deux places avec sommier ;
Une table de nuit ;
Une cuvette, un broc, un seau, une glace ;
Une armoire à linge ;
Un porte-manteau à baldaquin ;
Six chaises ;
Une table à manger avec tiroir ;
Une table de travail ;
Un buffet ou une armoire à provisions ;
Une table de cuisine à tiroir.

Art. 16. — Les directeurs et les directrices d'une école comprenant plus de deux classes reçoivent, s'ils sont pourvus du certificat d'aptitude pédagogique, une indemnité de direction calculée à raison de 50 fr. par classe, soit :

150 fr. pour trois classes ;
200 — quatre classes ;
250 — cinq classes, etc., etc.

Art. 17. — Dans les écoles comprenant une classe d'enseignement primaire supérieure dite cours complémentaire, le maître chargé de ce cours reçoit une indemnité de 200 fr.

Le cours complémentaire devra compter au moins douze élèves pourvus du certificat d'études primaires.

Art. 18. — Une indemnité de résidence est attribuée aux maîtres et aux maîtresses dans les localités désignées au tableau des indemnités de résidence, qui sera dressé par la Direction de l'enseignement, et d'après les conditions suivantes :

1° Indemnités totales : directeurs mariés ou veufs avec enfants et directrices veuves avec enfants ;

2° Deux tiers de l'indemnité totale : directeurs célibataires, directrices, adjoints mariés ou veufs avec enfants, adjointes veuves avec enfants ;

3° Un tiers de l'indemnité totale : adjoints célibataires et adjointes.

Art. 19. — Des primes sont accordées aux maîtres et aux maîtresses de nationalité française pour connaissance de la langue arabe (1), savoir :

50 fr. pour la possession du certificat de connaissance d'arabe parlé ;

(1) Conf. décrets des 27 mars 1888 et 28 mars 1899.

100 fr. pour la possession du brevet d'arabe;
300 fr. pour la possession du diplôme supérieur d'arabe;

Ces primes ne peuvent être cumulées.

Art. 20. — Les maîtres indigènes musulmans qui subiront avec succès les épreuves de l'examen pratique de langue française dont il est question à l'article suivant seront assimilés, quant aux avantages, aux maîtres français pourvus du certificat de connaissance d'arabe parlé;

Ceux qui subiront avec succès les épreuves du brevet d'arabe, complétées par l'épreuve orale de littérature française, dont il est question à l'article suivant, jouiront des avantages accordés aux maitres français pourvus du brevet d'arabe;

Ceux qui seront pourvus du diplôme supérieur d'arabe recevront la même indemnité que leurs collègues français pourvus de ce titre.

Art. 21. — L'examen pratique de français dont il est question au § 1er de l'article précédent comprend :

1° Une épreuve écrite : une composition française (deux heures);

2° Deux épreuves orales : *a*) exposé d'une leçon sur une des matières du programme des écoles primaires (une demi-heure de préparation); *b*) des interrogations sur la grammaire et la syntaxe.

Les épreuves sont jugées de 0 à 10. La note 5 devra être obtenue pour l'épreuve écrite. Le total de 15 points devra être obtenu pour l'ensemble des trois épreuves de l'examen.

L'épreuve de littérature complémentaire du brevet d'arabe, dont il est question à l'article précédent, portera sur une liste d'auteurs fixée tous les trois ans par le Directeur de l'enseignement. Des notions de littérature et d'histoire littéraire seront demandées aux candidats à l'occasion de cette lecture.

Pour être admis, le candidat devra obtenir au moins la note 5, le maximum étant 10.

Art. 22. — Tout instituteur ou toute institutrice de la deuxième catégorie qui subira avec succès les épreuves du brevet supérieur passera de droit, mais au commencement de l'exercice suivant seulement, dans la première catégorie, en conservant la classe à laquelle il appartient et son rang d'ancienneté sur le tableau d'avancement.

Art. 23. — Des moniteurs et des monitrices pourvus du certificat d'études primaires peuvent être provisoirement chargés d'un enseignement dans une école, dans des conditions déterminées pour chaque cas par le Directeur de l'enseignement.

Art. 24. — Dans les écoles mixtes dirigées par des instituteurs, une dame peut être chargée, soit de l'enseignement des travaux manuels aux filles, soit de la surveillance des jeunes enfants, dans des conditions déterminées, pour chaque cas, par le Directeur de l'enseignement.

Art. 25. — Les maîtres ayant déjà bénéficié d'une promotion de classe pour l'obtention du brevet d'arabe ne pourront jouir des avantages attachés par le présent décret à la possession de ce titre qu'à partir de la troisième année après la promulgation de ce décret.

Art. 26. — Les dispositions des décrets du 1er juillet 1885 et du 9 décembre 1889 sont abrogées.

Art. 27. — Notre Directeur de l'enseignement est chargé de l'exécution du présent décret, dont les dispositions seront appliquées progressivement, dans la limite des ressources budgétaires, et dans un délai de quatre années à dater du 1er janvier 1896.

---

591 — 4 avril 1896

(*20 chaoual 1313*)

PROMULGUÉ LE 4 AVRIL 1896

Décret modifiant la date de l'examen des étudiants de la Grande Mosquée.

(OFFICIEL, 1896, 179)

Vu l'article 48 du décret du 28 kâda 1292 (26 décembre 1875) réglementant les études de la Grande Mosquée, fixant la date des examens au 13 mai de chaque année;

Sur la demande des cheiks inspecteurs de l'Université de la Grande Mosquée;

Article unique. — L'examen des étudiants de la Grande Mosquée aura lieu le 13 juin de chaque année, au lieu du 13 mai.

---

592 — 22 octobre 1896

(*15 djoumadi el aouel 1314*)

PROMULGUÉ LE 22 OCTOBRE 1896

Décret disposant que des récompenses sous forme de primes annuelles seront décernées aux professeurs, instituteurs et institutrices qui se seront distingués dans l'enseignement professionnel.

(OFFICIEL, 1896, 523)

Considérant qu'il est utile d'encourager l'enseignement professionnel dans les établissements scolaires de la Régence;

Article 1er. — Des récompenses seront décernées aux professeurs, aux instituteurs et aux institutrices qui auront donné avec le plus de zèle et de succès l'enseignement des travaux manuels, l'enseignement professionnel et particulièrement l'enseignement agricole.

Art. 2. — Chaque année il pourra être distribué :

Un premier prix, avec prime de 120 fr.;
Deux deuxièmes prix, avec prime de 80 fr.;
Trois troisièmes prix, avec prime de 60 fr.;
Quatre mentions honorables, avec prime de 40 fr.

Art. 3. — Nul ne pourra obtenir la mention honorable s'il ne compte au moins deux ans de service en Tunisie. Nul ne pourra recevoir un prix s'il n'a obtenu la récompense du degré inférieur depuis deux ans au moins.

Art. 4. — Notre Premier Ministre et notre Directeur de l'enseignement sont chargés de l'exécution du présent décret.

---

593 23 janvier 1898

(*29 châbane 1315*)

Décret nommant un inspecteur de l'enseignement secondaire (1).

(Officiel, 1898, 82)

---

594 4 avril 1898

(*12 kâda 1315*)

PROMULGUÉ LE 4 AVRIL 1898

Décret créant à Tunis une école professionnelle des principaux métiers manuels.

(Officiel, 1898, 247)

Considérant l'intérêt qu'il y a à développer en Tunisie l'enseignement professionnel afin de faciliter aux jeunes gens l'apprentissage de différents métiers ;

Vu le rapport de notre Directeur de l'enseignement ;

Sur la proposition de notre Premier Ministre ;

Article 1er. — Il est créé à Tunis une école professionnelle dans laquelle seront enseignés les éléments des principaux métiers manuels.

Art. 2. — Cet établissement comprendra, dès le début, des ateliers pour le travail du bois et du fer, un atelier de reliure et une salle de dessin.

Art. 3. — Le régime de l'établissement sera l'externat.

Art. 4. — Pour chaque corps de métier, les élèves seront répartis en trois sections dont le programme d'études sera fixé par un arrêté du Directeur de l'enseignement.

Art. 5. — Les élèves des établissements scolaires publics de Tunis seront admis à suivre les cours dans des conditions qui seront déterminées par un règlement du Directeur de l'enseignement.

Art. 6. — L'établissement aura la personnalité civile(1). Il sera administré sous la surveillance et le contrôle de la Direction de l'enseignement. Les recettes et les dépenses, ordonnancées par le Directeur de l'enseignement, seront effectuées par un directeur-économe, responsable envers l'établissement et la Direction de l'enseignement, soumis aux règles de la comptabilité publique et aux vérifications des inspecteurs de la Direction des finances(2) et justiciable de la Cour des comptes(3).

Art. 7. — Dans le cas où la personnalité civile serait retirée à l'établissement, tout son outillage, son matériel et d'une façon générale tout ce qui en dépendra fera retour à l'État.

Art. 8. — Cet établissement sera pourvu d'un Conseil de perfectionnement qui sera consulté sur le programme d'enseignement et sur le budget. Ce Conseil sera présidé par le Directeur de l'enseignement et comprendra :

Un délégué du Secrétariat général du Gouvernement tunisien ;

Un délégué de la Direction de l'agriculture ;

Un délégué de la Direction des antiquités et arts ;

Un industriel français ;

Un industriel indigène ;

Le président et un vice-président de la municipalité de Tunis ;

Le directeur de l'école.

Art. 9. — Des arrêtés du Directeur de l'enseignement fixeront l'emploi du temps ainsi que le nombre des élèves et des maîtres pour chaque métier.

Art. 10. — Notre Premier Ministre et notre Directeur de l'enseignement sont chargés de l'exécution du présent décret.

---

595 12 novembre 1898

(*27 djoumada ettani 1316*)

PROMULGUE LE 12 NOVEMBRE 1898

Décret créant un diplôme de connaissances pratiques pour les candidats aux emplois des différentes administrations tunisiennes.

(Officiel, 1898, 747)

Considérant qu'il est nécessaire que les employés indigènes des différentes administrations tunisiennes aient, en dehors de l'instruction arabe, des connaissances générales sur l'arithmétique, l'histoire, la géographie ;

Sur le rapport de notre Directeur de l'enseignement ;

Sur la proposition de notre Premier Ministre ;

Article 1er. — Il est créé un diplôme de connaissances pratiques qui sera délivré à la suite d'un examen dont le programme comprendra les matières indiquées à l'article 3.

Art. 2. — Les titulaires de ce certificat

---

(1) Conf. décret du 6 mai 1883. — Les attributions de cet Inspecteur sont precisees dans un règlement d'avril 1898 (*Bull. E. P* 1898, 109) en ces ternes :

Ce fonctionnaire est adjoint au Directeur de l'enseignement pour la direction générale du service ; il signe la correspondance en l'absence du Directeur. Il a, en outre, plus spécialement dans ses attributions les services suivants :

Conférences et cours publics ; bibliothèques (bibliothèque française de Tunis, bibliothèques populaires, bibliothèque circulante) ; Lycée Carnot (administration et études) ; École secondaire (administration et études) ; College Alaoui (administration et études) ; College Sadiki (études)

Administration des écoles primaires, laïques et congréganistes.

Commissions scolaires ; service médical ; cantines scolaires ; retenues pour pensions civiles (caisse française des retraites et association tunisienne de prévoyance), société d'assistance mutuelle entre les fonctionnaires de l'enseignement ; surveillance des dispenses universitaires ; délivrance des certificats annuels d'exercice ; demandes d'emplois ; Bulletin officiel de l'Enseignement.

Distributions de prix ; examens (agrégation, certificats d'aptitude, baccalauréats, diplômes d'études secondaires, brevet supérieur, brevet élémentaire, certificat d'aptitude pédagogique, examen pratique de langue française).

Demandes de passage ; permis de voyage à demi-place sur les chemins de fer.

Statistique générale de l'enseignement.....

(1) Conf décret du 15 février 1900.

(2) Conf. décret du 20 juin 1900 (v° Finances)

(3) Conf. instruction du 5 juillet 1899, § 2 (v° Armées).

jouiront, à mérite égal, d'un droit de préférence sur tous autres candidats non pourvus d'autres brevets, certificats ou diplômes jugés équivalents par le Gouvernement et sans préjudice des examens techniques, pour les emplois suivants :

Khalifas ;

Employés des finances, des contributions diverses et de l'Administration des habous ;

Oukils ;

Magistrats des tribunaux régionaux.

En outre, les étudiants qui auront passé ledit examen avec la note : « très bien », jouiront des avantages prévus à l'article 25 du décret du 26 décembre 1875 (28 kâda 1292).

Art. 3. — Le programme des études comprendra les matières suivantes :

Arithmétique. — Les quatre opérations, fractions décimales, fractions ordinaires, règles de trois, de société, proportions, système métrique, mesures de surface et de volume.

Géométrie. — Notions élémentaires et pratiques, notions d'arpentage.

Géographie. — Géographie élémentaire des cinq parties du monde, géographie physique, politique et économique du bassin méditerranéen, géographie détaillée de la Tunisie et de l'Algérie.

Histoire. — Histoire du nord de l'Afrique et principalement de la Tunisie, histoire résumée de la civilisation européenne, histoire des Arabes.

Art. 4. — L'examen aura lieu chaque année au commencement du mois de juin. Le jury sera désigné par notre Premier Ministre, sur la proposition du Directeur de l'enseignement.

Art. 5. — Le Directeur de l'enseignement et le Premier Ministre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

---

596 12 novembre 1898

(27 djoumadi ettani 1316)

PROMULGUÉ LE 12 NOVEMBRE 1898

Décret réglementant l'ouverture et le fonctionnement des mekateb (écoles coraniques).

(OFFICIEL, 1898, 751)

Vu le décret du 8 novembre 1894 (9 djoumadi el aouel 1312) portant création d'une école normale de moueddebs ;

Considérant qu'il importe de ne plus employer à l'avenir que des moueddebs vraiment aptes à l'enseignement et de nommer un inspecteur chargé de contrôler leurs actes et leurs methodes d'enseignement ;

Sur la proposition de notre Premier Ministre ;

Article 1er. — Nul ne pourra à l'avenir ouvrir un mekteb (école coranique) en Tunisie, s'il n'est pas sujet tunisien, et s'il n'a justifié, après examen, des connaissances exigées par la loi pour exercer la profession de moueddeb.

Art. 2. — Les autorisations d'ouvrir de nouveaux mekateb seront délivrées par l'inspecteur.

Art. 3. — Les moueddebs actuellement en exercice seront maintenus.

Art. 4. — Il est créé à la Direction de l'enseignement public un inspecteur des écoles coraniques arabes chargé de contrôler l'enseignement, les actes et la conduite des moueddebs.

Art. 5. — L'inspecteur des écoles arabes sera nommé par nous sur la proposition du Directeur de l'enseignement public.

Art. 6. — Notre Premier Ministre et le Directeur de l'enseignement public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

---

597 28 mars 1899

(16 kâda 1316)

PROMULGUÉ LE 28 MARS 1899

Décret modifiant les programmes des examens de langue arabe.

(OFFICIEL, 1899, 215)

Vu notre décret, en date du 27 mars 1888 (14 redjeb 1305), instituant des examens de langue arabe en Tunisie ;

Vu le rapport de notre Directeur général de l'enseignement public ;

Sur la proposition de notre Premier Ministre ;

Article 1er. — L'examen pour l'obtention du brevet d'arabe et du diplôme supérieur d'arabe aura lieu une fois par an seulement, en décembre.

Art. 2. — Pour l'examen du certificat de connaissance d'arabe parlé, il y aura deux sessions par an, l'une en juin, l'autre en décembre.

Art. 3. — L'épreuve écrite du certificat ne comprendra plus qu'un thème d'une dizaine de lignes au plus.

Les épreuves orales comprendront :

1° Des exercices de conversation en arabe usuel ;

2° Des interrogatoires sur la grammaire de l'arabe parlé.

La première de ces épreuves orales sera notée avec le coefficient 3. Par suite, pour être reçu, le candidat devra obtenir un minimum de 25 points pour l'ensemble des épreuves, la notation ayant lieu de 1 à 10.

Art. 4. — Les épreuves du brevet d'arabe ne sont pas modifiées, mais il sera attribué le coefficient 2 à la version et à la deuxième des épreuves orales (lecture et traduction d'un texte manuscrit).

Art. 5. — Il sera attribué à l'épreuve de la version du diplôme d'arabe et à la deuxième épreuve orale (lecture et traduction d'un texte manuscrit) le coefficient 2.

Art. 6. — Sont maintenus les articles de notre décret, en date du 14 redjeb 1305 (27 mars 1888), qui ne sont pas modifiés par ceux du présent décret.

Art. 7. — Notre Premier Ministre et notre

Directeur général de l'enseignement public sont chargés de l'exécution du présent décret.

---

598 15 février 1900

(*14 chaoual 1317*)

PROMULGUÉ LE 15 FÉVRIER 1900

Décret conférant la personnalité civile au Lycée Carnot, au Collège Alaoui, à l'École secondaire de jeunes filles et à l'École professionnelle de Tunis (1)

(OFFICIEL, 1900, 183)

Vu le décret du 28 décembre 1899 (24 châbane 1317) portant fixation pour l'exercice 1900 des budgets des recettes et des dépenses du Lycée Carnot, du College Alaoui (École normale), de l'École secondaire de jeunes filles et de l'École professionnelle de Tunis ;

Attendu que les principes qui ont présidé à la confection de ces budgets et qui doivent également régir leur execution et leur règlement impliquent que les quatre etablissements susindiqués doivent être investis de la personnalité civile, déjà conférée d'ailleurs au Lycee Carnot par le décret du 29 septembre 1893 (18 rebiâ el aouel 1311) ;

Article 1er. — Le Lycée Carnot, le Collège Alaoui (École normale), l'École secondaire de jeunes filles et l'École professionnelle de Tunis constituent chacun un établissement public doté de la personnalité civile et autorisé à exercer tous les droits, prérogatives et actions attachés à ce titre (1).

Art. 2. — Chacun de ces établissements a des ressources ordinaires, extraordinaires et spéciales.

Les recettes ordinaires se composent notamment :

1° Des subventions de l'État ;

2° Des rétributions et abonnements scolaires ainsi que des bourses payées par l'État ou les municipalités ;

3° Du prix des repas fournis à titre remboursable par l'établissement ;

4° Du prix des objets réformés ou perdus et, pour l'École professionnelle, des produits des ateliers ;

5° Des revenus des valeurs provenant de dons et legs ;

6° Des intérêts et revenus du fonds de réserve organisé par l'article 4.

En cas d'insuffisance des ressources du budget ordinaire, il y est pourvu au moyen des excédents de recettes des exercices antérieurs ou par des prélèvements sur le fonds de réserve organisé par l'article 4.

Les recettes extraordinaires comprennent les dons et legs, le produit des emprunts, les excédents des exercices antérieurs et, éventuellement, si le budget l'autorise, des prélèvements sur le fonds de réserve.

L'acceptation de toutes libéralités, les souscriptions de tout emprunt demeurent expressément subordonnées à notre approbation.

Les recettes spéciales sont celles qui ont une affectation spéciale et qui, ne pouvant servir à payer des dépenses autres que celles pour lesquelles elles ont été réalisées, ne peuvent alimenter le budget ordinaire ou extraordinaire de l'établissement.

Art. 3. — Les dépenses ordinaires comprennent tous les frais du personnel administratif, enseignant ou d'exécution, tous les frais du matériel nécessaire au fonctionnement de l'établissement, la nourriture des élèves et du personnel entretenu, l'entretien des bâtiments, du matériel, de la lingerie, du mobilier et des bibliothèques, cabinets et laboratoires scientifiques, les fournitures classiques et d'études, le blanchissage, l'éclairage, le chauffage, etc.

Les dépenses extraordinaires sont celles qui revêtent un caractère exceptionnel ou qui constituent une charge de la recette extraordinaire correspondante.

Les dépenses spéciales sont celles qui doivent être assurées avec les ressources spécialement et exclusivement réalisées à cet effet.

Les dépenses d'exercices clos sont assurées dans les mêmes formes que les dépenses similaires du budget général de l'État.

Art. 4. — Tous les ans, à l'époque fixée pour l'établissement du budget général de l'État, il est procédé, dans les formes qui seront ci-après indiquées, à l'établissement du budget des recettes et des dépenses ordinaires, extraordinaires et spéciales de la personne civile.

Les budgets sont établis d'après les règles suivies pour l'établissement du budget général de l'État ; ils nous sont soumis en même temps que ce dernier budget ; ils peuvent être rectifiés, s'il y a lieu, pendant le cours de l'exercice, dans les formes suivies pour leur établissement.

Les budgets embrassent les mêmes périodes, comportent les mêmes délais d'exécution et sont réglés à la même époque et dans les mêmes formes que le budget général de l'État. L'excédent des recettes ordinaires et extraordinaires sur les charges correspondantes reste la propriété de la personne civile, et il est reporté d'exercice en exercice pour être attribué, le cas échéant, à un fonds de réserve au profit de l'établissement.

Le fonds de réserve est pris en dépôt et géré par le Receveur général des finances sous la direction et le contrôle du Directeur de l'enseignement public. Les sommes appartenant à ce fonds doivent être placées en valeurs de l'État français ou tunisien ou garanties par l'un ou l'autre État.

Art. 5. — L'État concède gratuitement aux établissements ci-dessus désignés la jouissance des biens meubles et immeubles, acquis ou à acquérir sur le budget général et affectés à ces établissements, mais il s'en réserve expressément la propriété.

(1) Conf. décret du 29 juin 1900 (v° FINANCES).

Art. 6. — Le Lycée est administré par son proviseur, le Collège Alaoui par son directeur, l'École secondaire par sa directrice et l'École professionnelle par son directeur.

L'administrateur, responsable de sa gestion, est assisté d'un économe et du personnel administratif nécessaire et exerce ses fonctions sous l'autorité supérieure et la surveillance du Directeur de l'enseignement.

Art. 7. — Tous les fonctionnaires de l'établissement sont soumis à l'autorité de l'administrateur et ne peuvent communiquer avec l'Administration supérieure que par son intermédiaire.

Art. 8. — L'administrateur assure sous sa responsabilité le fonctionnement de tous les services de l'établissement.

Pour la gestion des biens et des droits de l'établissement, la perception des revenus, les acquisitions, aliénations et échanges, les travaux de construction et les grosses réparations, les acquisitions et fournitures d'objets mobiliers, aliments et objets de consommation, il suit les règles en vigueur à la Direction de l'enseignement. Jusqu'à 300 fr., les objets pour lesquels le Directeur de l'enseignement estime qu'il ne peut être fait ni adjudication ni marché, ou qui doivent être payés au comptant sont achetés directement par l'économe sur l'ordre de l'administrateur.

L'administrateur prépare et soumet à la Direction de l'enseignement le projet du budget annuel de l'établissement.

Il assure, avec le concours de l'économe, l'exécution des services du budget tant en recette qu'en dépense. Il engage seul les dépenses et il en est ordonnateur. Il adresse mensuellement au Directeur de l'enseignement, après l'avoir vérifié et certifié, un bordereau des recettes et des dépenses de l'établissement dressé par l'économe.

Il prépare les tableaux du règlement définitif du budget au vu du compte de gestion de l'économe et les adresse au Directeur de l'enseignement.

Art. 9. — L'économe a seul qualité pour recevoir et pour payer pour le compte de l'établissement. Il opère sous sa responsabilité, mais à la requête et sous l'autorité et le contrôle immédiat de l'administrateur, le recouvrement des revenus et produits tant ordinaires qu'extraordinaires ou spéciaux qui alimentent le budget de l'établissement ou se rattachent à son fonctionnement. Ce recouvrement s'effectue au vu d'états dressés par l'administrateur. Ces états sont exécutoires après avoir été arrêtés par le Directeur de l'enseignement ; l'exécution en est assurée par voie de commandement et de saisie et ne peut être arrêtée que par des oppositions jugées comme affaires sommaires, suivant les prescriptions de l'article 2 du décret du 28 décembre 1899 (24 chàbane 1317) [1] portant fixation du budget de l'État pour l'exercice 1900.

L'économe délivre obligatoirement quittance à souche de toutes les sommes versées à sa caisse. Il paie les dépenses de l'établissement sur mandats de paiement de l'administrateur, en se conformant, à cet effet, aux dispositions du décret du 12 mars 1883 (3 djoumadi el aouel 1300) sur la comptabilité de l'État. Il ne peut être pratiqué de saisies-arrêts entre ses mains que dans les formes tracées par le décret du 1er août 1898 (13 rebiâ el aouel 1316).

Les fonds libres excédant les besoins immédiats de l'économe sont déposés par lui en compte courant à la Recette générale des finances après avis du Directeur de l'enseignement, et ne peuvent en être retirés, au fur et à mesure des besoins, qu'avec l'autorisation de l'administrateur et du Directeur de l'enseignement. Les fonds ainsi déposés ne sont pas productifs d'intérêts; ils sont insaisissables et aucune opposition ne peut être pratiquée à leur encontre par les créanciers de l'établissement.

Outre sa gestion et sa comptabilité de deniers, l'économe est chargé de la gestion et de la comptabilité du mobilier et des matières de consommation de l'établissement, dont il est personnellement responsable.

Des arrêtés concertés entre le Directeur général des finances et le Directeur de l'enseignement réglementeront, s'il y a lieu, la forme des comptes de deniers et de matière de l'économe.

L'économe est assujetti, pour la garantie de sa gestion, à un cautionnement dont l'importance et la composition sont déterminées par le décret du 2 janvier 1887 (6 rebiâ ettani 1304) et qui doit être déposé à la Recette générale des finances du Gouvernement tunisien. Il ne peut en obtenir la restitution qu'après avoir été déchargé de sa gestion, l'administrateur entendu, par le Directeur de l'enseignement.

L'économe est soumis aux règles de la comptabilité publique et aux vérifications des inspecteurs de la Direction générale des finances (2); il est en outre justiciable de la Cour des comptes (3).

Art. 10. — La personnalité civile pourra toujours être retirée aux établissements visés par le présent décret. Cette éventualité se réalisant, leur patrimoine tout entier fera de plein droit retour à l'État.

Art. 11. — Le Directeur général des finances et le Directeur de l'enseignement public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

---

(1) *Officiel*, 1899, 910. — Modifié par décret du 25 septembre 1900 (v° Colonisation).
(2) Couf décret du 29 juin 1900 (v° Finances).
(3) Conf. instruction du 5 juillet 1899, § 2 (v° Annexes).

ENTREPÔTS

599 24 décembre 1893

(15 djoumadi ettani 1311)

PROMULGUÉ LE 24 DÉCEMBRE 1893

Décret permettant de placer les houilles en entrepôt fictif, dans les ports ouverts aux opérations de commerce à l'importation.

(OFFICIEL, 1893, 412)

Vu le décret du 12 hidjà 1301 (3 octobre 1884) réglementant les Douanes ;

Considérant qu'il y a lieu de favoriser l'établissement de dépôts de houille sur le littoral, afin de donner sa isfaction, notamment aux besoins de la navigation à vapeur ;

Article 1er. — Dans tous les ports ouverts aux opérations de commerce à l'importation (1), les houilles pourront être placées en entrepôt fictif, sous la soumission cautionnée de les réexporter ou de payer les droits d'entrée au moment où elles sortiront de l'entrepôt pour la consommation.

La durée de l'entrepôt ne pourra excéder le terme d'une année.

Art. 2. — Ceux qui déclareront des houilles pour l'entrepôt fictif seront tenus de désigner au bureau des Douanes, avant la mise en entrepôt, les magasins où ces houilles seront renfermées ; ils devront souscrire, en même temps, l'engagement cautionné de représenter la marchandise en mêmes qualité et quantité, toutes les fois qu'ils en seront requis, avec défense à eux de la changer de magasin sans déclaration préalable et permis spécial de la Douane, à peine de payer immédiatement les droits en cas de mutation non autorisée ou le double droit dans le cas de soustraction absolue, indépendamment d'une amende qui pourra s'élever au double de la valeur de la marchandise soustraite.

Tout négociant convaincu d'avoir importé ou exporté des houilles en fraude, ou d'avoir, à la faveur de l'entrepôt, effectué des soustractions, substitutions ou versements dans l'intérieur, pourra, indépendamment des pénalités ordinaires, être privé, par un arrêté spécial du Directeur des finances, de la faculté de l'entrepôt.

Art 3. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

---

600 22 avril 1895

(26 chaoual 1312)

PROMULGUE LE 22 AVRIL 1895

Décret créant un entrepôt réel de marchandises étrangeres dans les ports de Tunis et Bizerte (2).

(OFFICIEL, 1895, 130)

Vu le décret du 3 octobre 1884 (12 hidjà 1301) réglementant les Douanes ;

En vue notamment de favoriser le développement du commerce extérieur de la Régence ;

Article 1er. — Il y aura un entrepôt réel de marchandises étrangères dans les ports de Tunis et de Bizerte. Ledit entrepôt aura lieu à charge de réexporter ou de payer les droits d'entrée à l'expiration du délai fixé à l'article 3 ci-après.

L'entrepôt réel ne sera ouvert qu'aux marchandises étrangères tarifées. En seront exclues les marchandises étrangères exemptes de droits d'entrée, les marchandises nationales ou nationalisées par le paiement des droits, ainsi que les marchandises prohibées.

Art. 2. — Les marchandises seront reçues en entrepôt sur une déclaration détaillée, remise dans la même forme et sous les mêmes peines que s'il s'agissait de marchandises déclarées pour la consommation immédiate.

Quand la visite, lors de la mise en entrepôt, fera découvrir un excédent de poids, de nombre ou de mesure par rapport à la déclaration, et que cet excédent sera de plus du vingtième pour les métaux et du dixième pour les autres marchandises, le declarant sera immédiatement soumis, à titre d'amende, au paiement du droit d'entrée sur l'excédent, après quoi cet excédent ainsi que les quantités déclarées seront reçus en entrepôt sous les mêmes conditions.

Les marchandises mises en entrepôt seront enregistrées par la Douane sur un sommier ou compte ouvert par entrée et par sortie.

Art. 3. — La durée de l'entrepôt sera de trois années, à compter du jour de l'importation des marchandises.

Les marchandises mises à la consommation dans ce délai seront assujetties au tarif en vigueur au moment de la déclaration pour la consommation ; en ce qui concerne les marchandises taxées *ad valorem*, la liquidation des droits aura lieu sur la base de la valeur actuelle. Cette disposition sera applicable aux échantillons prélevés sur les marchandises entreposées.

La réexpédition des marchandises d'entrepôt ne pourra être effectuée : par mer, que par des navires d'un tonnage minimum de cent tonneaux, s'il s'agit de bâtiments à voiles, et de cinquante tonneaux, s'ils sont à vapeur ; par terre, que sous les conditions et garanties du transit par chemin de fer.

Si, à l'expiration du délai de trois années, il n'a pas été satisfait à l'obligation d'acquitter les droits ou de réexporter, les droits seront liquidés d'office d'après le tarif applicable au moment où le délai d'entrepôt se sera trouvé périmé ; et si l'entrepositaire ne les a pas acquittés dans le mois de la sommation qui lui en sera

---

(1) Conf décret du 3 octobre 1884, art 10 (v° DOUANES)
(2) Conf. décret du 27 mai 1895 (v° DOUANES). — Conf etiam décrets des 31 mai 1899 et 22 février 1900.

faite par un huissier ou par deux préposés des Douanes, à son domicile s'il est présent, ou à la municipalité s'il est absent, les marchandises seront vendues à la diligence et par les soins de l'Administration des Douanes. Les droits d'importation, les frais nécessités par l'inventaire, les frais de vente, les frais de magasinage ou autres qui seront dus, seront prélevés dans cet ordre par privilège sur le prix. L'excédent, s'il en existe, sera restitué aux ayants droit qui en feront la demande dans un délai de trois ans à partir du jour de la vente. Passé ce délai, cet excédent appartiendra à l'État.

Pendant la durée du délai d'entrepôt, les marchandises pourront être expédiées d'un entrepôt sur l'autre, soit par mer, soit par terre, sous la garantie d'un acquit-à-caution ou moyennant la consignation des droits d'entrée.

Les mutations qui pourront être faites d'un entrepôt sur un autre ne donneront lieu à aucune prolongation de délai.

Art. 4. — Les marchandises entreposées devront être représentées en mêmes qualité et quantité à toute réquisition. Aucun déballage, tranvasement, mélange, bénéficiement, division ou réunion de colis ne pourra avoir lieu dans l'intérieur de l'entrepôt qu'avec l'autorisation du service des Douanes et en présence des agents de ce service.

Art. 5. — Le service des Douanes procédera, chaque année, à un recensement général des marchandises qui se trouveront en entrepôt réel, sans préjudice des recensements partiels qui pourront avoir lieu dans le courant de l'année.

Pour faciliter les recensements, les marchandises seront classées dans les magasins par espèces et par chacun des propriétaires ayant à la Douane un compte ouvert; des étiquettes indiqueront leur numéro d'inscription au sommier.

Les propriétaires de marchandises entreposées qui ne pourront pas représenter ces marchandises ni justifier qu'une cause indépendante de leur volonté les met dans l'impossibilité de les représenter, seront présumés en avoir disposé et condamnés à l'amende de 90 fr. édictée par l'article 7 du décret du 3 octobre 1884 susvisé, sans préjudice de la confiscation de la valeur des marchandises non représentées.

Art. 6. — Les entrepositaires demeureront obligés vis-à-vis de la Douane, en vertu de leurs déclarations, alors même qu'ils auraient cessé d'être propriétaires des marchandises entreposées; leur responsabilité ne cessera qu'après qu'ils auront déclaré qu'ils ont cédé leur propriété à un tiers, qu'ils auront fait intervenir ce tiers pour s'engager envers la Douane, et que l'engagement du cessionnaire aura été accepté et réalisé par celle-ci.

Art. 7. — Tout négociant ou commissionnaire convaincu d'avoir importé ou exporté des marchandises en fraude, ou d'avoir, à la faveur de l'entrepôt ou du transit, effectué des soustractions, substitutions ou versements dans l'intérieur, pourra, indépendamment des peines prononcées par les lois, être privé, par un arrêté spécial du Directeur des finances, de la faculté de l'entrepôt. Le négociant ou commissionnaire qui prêterait son nom pour soustraire aux effets de cette disposition ceux qui en auraient été atteints encourra les mêmes peines.

Art. 8. — Les magasins servant d'entrepôt réel seront fermés à deux clefs différentes, dont l'une restera entre les mains d'un préposé des Douanes, pour la garantie des intérêts du Trésor, et l'autre dans les mains du délégué du Commerce, pour la conservation et la garde de la marchandise.

Il ne sera admis dans l'entrepôt réel, pour la manutention des marchandises, que des ouvriers et employés agréés par l'Administration des Douanes.

Art. 9. — Les villes auxquelles l'entrepôt réel est accordé n'en jouiront qu'à la charge de fournir sur le port un bâtiment spécial, isolé et distribué intérieurement de manière à ce qu'on y puisse classer séparément les marchandises selon qu'il pourra être prescrit. Le même bâtiment devra offrir la distribution convenable pour l'installation des corps de garde des préposés des Douanes, ainsi que les logements et bureaux réservés à l'agent du Commerce et à celui des Douanes, dépositaires des clefs des magasins.

Les villes concessionnaires de la faculté d'entrepôt devront pourvoir à la dépense spéciale nécessitée par la création et le service de l'entrepôt, tant pour les bâtiments que pour les salaires des employés chargés des écritures, de la garde, de la surveillance, de la perception, de la manutention, et généralement à tous les frais quelconques occasionnés par l'entrepôt. Ces villes jouiront des droits de magasinage dans l'entrepôt, conformément aux tarifs qui seront concertés avec la Chambre de commerce et approuvés par le Gouvernement. Elles pourront faire concession temporaire de ces droits, avec concurrence et publicité, à des adjudicataires qui se chargeraient de la dépense du local, de la construction et de l'entretien des bâtiments, ainsi que de toutes les autres charges de l'entrepôt.

La Chambre de commerce française pourra, au refus du Conseil municipal, se charger de remplir les mêmes obligations au moyen d'une association d'actionnaires qui sera constituée en société anonyme.

Les dispositions du présent article ne préjudicient pas aux droits antérieurement concédés à la Compagnie du port de Bizerte.

Art. 10. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

601 26 janvier 1899

(14 ramadane 1316)

PROMULGUÉ LE 26 JANVIER 1899

Décret déterminant les conditions du transit et de l'entrepôt fictif de diverses catégories de marchandises dans les lieux sujets aux droits d'entrée (1).

(OFFICIEL, 1899, 89)

Vu l'article 4 du décret du 29 janvier 1895 (2 châbane 1312);

Attendu que le régime du passe-debout institué par l'article précité en ce qui concerne les objets tarifés qui traversent seulement les lieux sujets ou sont dans la nécessité d'y séjourner, ne donne pas au commerce des facilités suffisantes;

Article 1er. — Les conducteurs d'objets introduits sur passe-debout dans un lieu sujet à des droits d'entrée, pourront les y laisser séjourner au delà de vingt-quatre heures, à la condition de faire, dans ce délai et avant le déchargement, une déclaration de transit au bureau des Contributions diverses, avec indication du lieu où lesdits objets seront déposés, lesquels devront être représentés aux employés à toute réquisition.

La consignation ou le cautionnement du droit subsisteront pendant toute la durée du séjour.

La durée du transit sera fixée par l'autorisation.

A défaut de justification de sortie à l'expiration de ce délai, les sommes consignées seront appliquées aux droits et les droits cautionnés deviendront exigibles.

Art. 2. — Toute personne établie dans un lieu sujet, qui voudrait recevoir chez elle ou dans ses magasins, sans acquittement des droits, des objets compris au tarif, pourra demander à jouir des avantages de l'entrepôt fictif.

La demande, établie sur papier timbré, contiendra la description des locaux d'entrepôt et indiquera la nature des marchandises à entreposer. Elle contiendra l'engagement de se soumettre aux règlements de l'entrepôt fictif et de payer à l'Administration, à titre de remboursement des frais de surveillance, une contribution annuelle de 24 fr., qui pourra être fractionnée.

Art. 3. — La faculté d'entrepôt sera accordée sous la condition expresse de faire agréer une caution solvable s'engageant. solidairement avec l'entrepositaire, au paiement des droits devenus exigibles.

Art. 4. — L'Administration procédera, toutes les fois qu'elle le jugera utile, à la vérification et à la situation des entrepôts.

Les entrepositaires fourniront aux employés les hommes et le matériel nécessaires pour faciliter la reconnaissance des quantités.

Les droits reconnus exigibles d'après les situations seront payés dans les trois jours.

Art. 5. — La faculté d'entrepôt ci-dessus prévue s'appliquera provisoirement aux seules marchandises suivantes :

Peaux sèches ;
Laines ;
Plâtre, chaux, briques et produits similaires;
Paille et fourrages ;
Charbon de bois et bois ;
Dattes.

Elle ne concerne pas les alcools et les huiles (1), soumis à un régime spécial.

La nomenclature des objets admis à l'entrepôt pourra être étendue pur arrêté de notre Directeur des finances.

Art. 6. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

(1) Conf. arrêté du 1er avril 1897 (v° HUILES).

---

602 31 mai 1899

(20 moharrem 1317)

PROMULGUÉ LE 31 MAI 1899

Décret relatif à l'établissement d'un entrepôt réel et de magasins généraux à Tunis.

(OFFICIEL, 1899, 393)

Vu notre décret du 22 avril 1895 (26 chaoual 1312) portant création d'un entrepôt réel de marchandises dans les ports de Tunis et de Bizerte;

Considérant que le développement économique de la Régence doit être encouragé par la création d'institutions qui ont favorisé, dans d'autres pays, l'extension de la production et du commerce;

Article 1er. — Il pourra être établi à Tunis des magasins généraux destinés à opérer la garde et la conservation des matières premières, objets fabriqués, marchandises et denrées que les négociants, industriels ou agriculteurs voudront y déposer (2).

Les exploitants des magasins généraux auront la faculté de prêter sur nantissement des marchandises à eux déposées et de négocier les titres qui en représenteront la valeur.

Art. 2. — Il est fait concession à la Chambre de commerce de Tunis du droit exclusif d'ouvrir à Tunis des magasins généraux, aux charges de l'article 9 du décret du 22 avril 1895 (3).

Art. 3. — La Chambre de commerce et la Municipalité de Tunis pourront se concerter en vue de concéder temporairement, à frais, risques et bénéfices communs, l'entrepôt réel et les magasins généraux à une association privée. Cette concession sera expressément soumise à l'approbation du Gouvernement.

Art. 4. — Faute par la Chambre de commerce et par la Municipalité d'avoir, avant le 31 décembre 1900, pourvu à l'établissement de magasins généraux et de l'entrepôt réel des Douanes, l'État reprendra pour son compte la faculté de disposer de ces institutions.

Art. 5. — Le Directeur général des finances et le Directeur de l'agriculture et du commerce sont chargés de l'exécution du présent décret,

(1) Conf. arrêté du 1er avril 1897 (v° HUILES).
(2) Conf. arrêté du 31 mai 1899
(3) Conf. décret du 22 février 1900, art. 21.

et ils pourvoiront, chacun en ce qui le concerne, à tous arrêtés réglementaires qu'il y aurait lieu de prendre à cet effet.

---

603 31 mai 1899

Arrêté du Résident général instituant une Commission chargée d'examiner les moyens de réaliser la création de l'entrepôt réel et des Magasins généraux de Tunis.

(Officiel, 1899, 394)

Vu le décret du 22 avril 1895, portant création d'un entrepôt réel des Douanes à Tunis et à Bizerte;
Vu le decret du 31 mai 1899, portant concession de ces établissements à la Municipalité et à la Chambre de commerce de Tunis;
Dans le but de rechercher les moyens de réaliser cette création dans les meilleures conditions;

Article 1er. — Il est institué une Commission à l'effet de rechercher les moyens pratiques de créer, aux meilleures conditions, l'entrepôt réel et les Magasins généraux de Tunis.

Art. 2. — Cette Commission est composée comme il suit :

Le Directeur des finances, président ;

Le Directeur de l'agriculture et du commerce ;

Le Président de la Chambre de commerce de Tunis ou son délégué et un membre de cette Chambre ;

Le Président de la Chambre d'agriculture du Nord ou son délégué ;

Les Vice-Présidents de la Municipalité de Tunis ;

Le Directeur des douanes ;

Le Chef du Service du commerce à la Direction de l'agriculture et du commerce, secrétaire.

Art. 3. — La Commission déterminera les conditions générales auxquelles pourra être offerte à une association privée la concession de l'entrepôt et des Magasins généraux de Tunis, ainsi que le mode suivant lequel les demandeurs en concession seront mis en concurrence.

---

604 22 février 1900

(21 chaoual 1317)

PROMULGUÉ LE 22 FÉVRIER 1900

Décret réglementant l'exploitation des Magasins généraux.

(Officiel, 1900, 195)

Vu le décret du 31 mai 1899 (20 moharrem 1317) portant création de Magasins généraux à Tunis;

Article 1er. — Il pourra être établi dans les villes de la Régence désignées par des décrets spéciaux des Magasins généraux (1) destinés :

1° A opérer la garde, la conservation et la manutention des matières premières, objets fabriqués, marchandises et denrées que les négociants, industriels ou agriculteurs voudront y déposer ;

2° A favoriser la circulation des marchandises et le crédit basé sur leur nantissement par l'émission de récépissés et de warrants dans les conditions ci-dessous énoncées.

Art. 2. — Tous dépôts de marchandises dans les Magasins généraux seront constatés par des récépissés datés et signés qui seront extraits d'un registre à souches et délivrés aux déposants.

Ces récépissés énonceront les nom, profession et domicile du déposant ainsi que la nature de la marchandise déposée et, en général, toutes les indications propres à en établir l'identité et à en déterminer la valeur.

A chaque récépissé de marchandises est annexé, sous la dénomination de warrant, un bulletin de gage contenant les mêmes mentions que le récipissé.

Art. 3. — Les récépissés et les warrants peuvent être transférés, par voie d'endossement, ensemble ou séparément.

A toute réquisition du porteur du récépissé et du warrant réunis, la marchandise déposée doit être fractionnée en autant de lots qu'il lui conviendra et le titre primitif remplacé par autant de récépissés et de warrants qu'il y aura de lots.

Art. 4. — L'endossement du warrant séparé du récépissé vaut nantissement de la marchandise au profit du cessionnaire du warrant. L'endossement du récépissé transmet au cessionnaire le droit de disposer de la marchandise, à charge par lui, lorsque le warrant n'est pas transféré avec le récépissé, de payer la créance garantie par le warrant, ou d'en laisser payer le montant sur le prix de la vente de la marchandise.

Art. 5. — L'endossement du récépissé et du warrant transférés ensemble ou séparément doit être daté.

L'endossement du warrant séparé du récépissé doit, en outre, énoncer le montant intégral, en capital et intérêts, de la créance garantie, la date de son échéance et les nom, profession et domicile du créancier.

Art. 6. — Le premier cessionnaire du warrant doit immédiatement faire transcrire l'endossement sur les registres du magasin avec les énonciations dont il est accompagné. Il est fait mention de cette transcription sur le warrant.

Tout cessionnaire de récépissé et de warrant peut exiger la transcription, sur les registres à souches dont ils sont extraits, de l'endossement fait à son profit avec indication de son domicile.

Art. 7. — Le porteur du récépissé séparé du warrant peut même, avant l'échéance, payer la créance garantie par le warrant.

(1) Conf décret du 4 avril 1900.

Si le porteur du warrant n'est pas connu ou si, étant connu, il n'est pas d'accord avec le débiteur sur les conditions auxquelles aurait lieu l'anticipation de paiement, la somme due, y compris les intérêts jusqu'à l'échéance, est consignée à l'Administration du magasin général, qui en demeure responsable, et cette consignation libère la marchandise.

Art. 8. — Le warrant est payable au domicile du Magasin général, à moins que le premier endossement n'indique un autre domicile au même lieu. Dans ce dernier cas, le nom du domicile doit être écrit également sur le récépissé et sur les registres du Magasin général.

A défaut du paiement à l'échéance, le porteur du warrant séparé du récépissé peut, huit jours après le protêt, et sans aucune formalité de justice, faire procéder à la vente publique, aux enchères et en gros, de la marchandise engagée.

Sur la présentation du warrant protesté, l'Administration du magasin général est tenue de donner à l'officier public chargé de la vente toutes facilités pour y procéder.

Elle ne délivre la marchandise à l'acheteur que sur le vu du procès-verbal de la vente et moyennant :

1° La justification du paiement des droits et frais privilégiés, ainsi que du montant de la somme prêtée sur le warrant ;

2° La consignation de l'excédent, s'il en existe, revenant au porteur du récépissé dans le cas prévu par le dernier paragraphe de l'article suivant.

Dans le cas où le souscripteur primitif ou un endosseur quelconque du warrant l'a remboursé, il peut faire procéder à la vente de la marchandise, comme il est dit au premier paragraphe du présent article, contre le porteur du récépissé, huit jours après l'échéance et sans qu'il soit besoin d'aucune mise en demeure.

Art. 9. — Le créancier est payé de sa créance sur le prix, directement et sans formalité de justice, par privilège et préférence à tous créanciers, sans autres déductions que celles : 1° des droits de douane et autres taxes ou contributions dues par la marchandise ; 2° des frais de réception, de vente, de magasinage, de primes d'assurance et autres faits pour la conservation de la chose.

Si le porteur du récépissé ne se présente pas lors de la vente de la marchandise, la somme excédant celle qui est due au porteur du warrant est consignée à l'administration du Magasin général comme il est dit à l'article 6.

A toute époque l'Administration du Magasin général est tenue, sur la demande du porteur du récépissé ou du warrant, de liquider les dettes et les frais énumérés ci-dessus, dont le privilège prime celui de la créance garantie sur le warrant. Le bordereau de liquidation délivré par l'Administration du Magasin général relate les numéros du récépissé et du warrant auxquels il se réfère.

Art. 10. — Le porteur du warrant n'a de recours contre l'emprunteur et les endosseurs qu'après avoir exercé ses droits sur la marchandise et en cas d'insuffisance.

Les délais fixés par les articles 165 et suivants du Code de commerce français pour l'exercice du recours contre les endosseurs ne courent que du jour où la vente de la marchandise est réalisée.

Le porteur du warrant perd en tous cas ses recours contre les endosseurs s'il n'a pas fait procéder à la vente dans le mois qui suit la date du protêt.

Art. 11. — Les porteurs de récépissés et de warrants ont sur les indemnités d'assurances dues en cas de sinistres les mêmes droits et privilèges que sur la marchandise assurée.

Art. 12. — Par le seul fait de l'entrée des marchandises dans les Magasins généraux, les déposants font adhésion pure et simple aux règlements et tarifs. Ils sont responsables de tous dommages causés aux bâtiments ou à leur contenu par le vice propre de la marchandise déposée.

Art. 13. — D'une façon générale, les exploitants des Magasins généraux sont responsables de la garde et de la conservation des marchandises qui leur sont confiées, sauf les avaries et déchets naturels provenant de la nature et du conditionnement des marchandises ou de cas de force majeure dûment constaté. Les déchets et balayures sont la propriété des Magasins généraux quand ils ne peuvent pas être appliqués à une partie.

Notamment, les exploitants sont responsables des soustractions de marchandises qui auront lieu dans l'intérieur de l'établissement, des détériorations qu'éprouveront les marchandises du fait de leurs ouvriers ou du mauvais état des magasins ou du défaut de soins dans l'arrimage de ces marchandises.

Par contre, ils ne sont pas responsables de la nature, de la qualité ou de l'état des marchandises que les colis sont déclarés contenir. Mais ils sont responsables vis-à-vis des porteurs de titres des inexactitudes provenant de leur fait qui existeraient dans les indications concernant la nature ou la quantité de la marchandise. Ils ne sont responsables du poids que quand le pesage a été effectué. Ils ne sont pas tenus d'accepter non emballée la marchandise que le commerce est dans l'usage d'emballer. En cas de conditionnement défectueux ou d'avarie préexistante des marchandises, ils peuvent exiger du déposant une déclaration de leur état dont mention est faite sur le récépissé.

Ils sont tenus d'avoir des locaux appropriés et entièrement séparés du reste du magasin pour éviter tout danger, afin d'y recevoir les marchandises dangereuses ou simplement ha-

sardeuses, telles que les pétroles, les spiritueux, etc.

Art. 14. — Il est interdit aux exploitants de Magasins généraux de se livrer directement ou indirectement, pour leur propre compte ou pour le compte d'autrui, à aucun commerce ou spéculation ayant pour objet des marchandises de n'importe quelle sorte.

Ils peuvent cependant prêter sur nantissement des marchandises à eux déposées et négocier les warrants qui en représentent la valeur.

Ils peuvent se charger des opérations et formalités de douane et en général des formalités à remplir auprès des Administrations publiques.

Ils peuvent, moyennant commission, faire l'avance des frais qui grèvent la marchandise à son arrivée, tels que : lettre de voiture, contributions diverses et autres débours.

Ils peuvent se charger des règlements de frets et autres entre les capitaines, armateurs ou compagnies maritimes et les consignataires, sous réserve des règlements qui pourraient être édictés au sujet du courtage maritime : des opérations de factage, camionnage, acconage et gabarage extérieur.

Ils peuvent également se charger de faire assurer contre l'incendie les marchandises dont ils sont détenteurs au moyen soit de polices collectives dites polices flottantes, soit de polices spéciales, suivant les ordres des intéressés.

Ils pourvoient d'office à l'assurance des marchandises contre l'incendie, au mieux des intérêts du déposant, à moins que celui-ci n'ait fait connaître par une mention spéciale sur l'ordre d'entrée l'existence d'une police d'assurance contractée par lui.

Art. 15. — Ils ont seuls le droit de procéder à toutes les opérations relatives à la manutention de la marchandise à l'intérieur des Magasins généraux, telles qu'elles sont énoncées et définies au tarif et au règlement particulier.

Art. 16. — Les tarifs et le règlement particulier ne deviennent exécutoires qu'après homologation par le Gouvernement. Ils sont publiés au *Journal officiel* et affichés en langue française et en langue arabe aux portes d'accès et dans les endroits les plus apparents des Magasins généraux.

Tous changements apportés aux tarifs ou au règlement sont portés de la même façon à la connaissance du public. Ces publications doivent être faites huit jours avant l'entrée en vigueur des dispositions nouvelles et trois mois si les modifications ont pour effet de relever les tarifs.

Art. 17. — Les tarifs et le règlement, une fois régulièrement homologués, publiés et affichés, deviennent obligatoires pour tous les déposants sans exception. Il est interdit à l'Administration du Magasin général de consentir aucune dérogation. Les locaux doivent être mis à la disposition des déposants d'après le rang d'arrivée des ordres d'entrée, sans préférence ni faveur.

Art. 18. — Les Magasins généraux sont soumis aux mesures générales de police concernant les lieux publics, sans préjudice des droits du service des Douanes lorsqu'ils sont établis dans les locaux placés sous le régime de l'entrepôt réel ou lorsqu'ils contiennent des marchandises en entrepôt fictif, et des droits de tous autres services administratifs.

Art. 19. — Outre les livres ordinaires de commerce et le registre à souches des récépissés et warrants, l'Administration du Magasin général doit tenir un livre à souches destiné à constater les consignations qui peuvent lui être faites en vertu des articles 6 et 8 du présent décret. Tous ces livres seront cotés et paraphés, par première et dernière page, conformément à l'article 11 du Code de commerce français.

Art. 20. — Les livres et registres des Magasins généraux, ainsi que les extraits qui en seraient délivrés, sont exemptés des droits de timbre, même lorsqu'ils sont produits en justice.

Art. 21. — Les dispositions du présent décret s'appliquent aux Magasins généraux de Tunis déjà concédés à la Chambre de commerce de cette ville par décret du 31 mai 1899 (20 moharrem 1317).

Art. 22. — Le Directeur de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

---

605 — 4 avril 1900

(3 hidjà 1317)

PROMULGUE LE 4 AVRIL 1900

Décret instituant et réglementant des Magasins généraux à Sousse, Monastir et Mahdia.

(OFFICIEL, 1900, 307)

Vu l'article 1er du décret du 22 février 1900 (21 chaoual 1317) relatif au fonctionnement des Magasins généraux ;

Article 1er. — Il est institué des Magasins généraux à Sousse, Monastir et Mahdia.

Art. 2. — Est approuvée la convention passée, le 28 février dernier, pour leur exploitation, entre le Directeur de l'agriculture et du commerce et M. Guillemard (1).

---

(1) ***Contrat du 28 février 1900 portant concession des Magasins généraux de Sousse, Monastir et Mahdia à M. Guillemard, et contenant les charges, clauses et conditions générales imposées au concessionnaire.***

Entre les soussignés :

Le Directeur de l'agriculture et du commerce de la Regence de Tunis, agissant en cette qualité en vertu du décret du 22 février 1900 (21 chaoual 1317), au nom du Gouvernement tunisien et sous réserve de l'approbation de S. A. le Bey, d'une part ;

M. Guillemard (Antoine-Louis-Raoul-Robert), demeurant à Neuilly-sur-Seine, 8, boulevard Maillot, d'autre part :

Vu la décision du Conseil des Ministres et Chefs de service du 27 janvier 1900

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er. — Le Gouvernement tunisien concède à M. Guillemard, pour une période de vingt ans à compter de l'approbation

ÉPONGES ET POULPES

606 16 juin 1892

(*20 kâda 1309*)

PROMULGUÉ LE 16 JUIN 1892

Décret réglementant la pêche des éponges et poulpes sur toute l'étendue des bancs tunisiens.

(OFFICIEL, 1892, 171)

Considérant que la pêche des éponges et poulpes est grevée, sous forme de prélèvements en nature, de charges fiscales qui pèsent trop lourdement sur cette industrie ;

Dans le but de diminuer ces charges, de faire disparaître les prélèvements en nature et de substituer à la réglementation et aux usages actuels un régime mieux approprié aux intérêts de tous ;

Article 1er. — La pêche des éponges et poulpes est libre sur toute l'étendue des bancs tunisiens aux conditions et charges ci-après énoncées :

TITRE Ier

Régime applicable à la pêche dite blanche.

Art. 2. — Quiconque veut exercer la pêche blanche, c'est-à-dire la pêche des éponges qui, lavées et séchées par les soins des pêcheurs, sont apportées sur les marchés après cette préparation, doit au préalable se munir d'une patente qui sera délivrée moyennant le paiement des taxes ci-après :

Barquettes pêchant au trident dites « kamakis » : 100 fr. ;

Bateaux à voiles pêchant à la drague dite « gangave » : 300 fr. ;

Bateaux pêchant au scaphandre, par appareil : 1,000 fr. (*Ainsi modifié par décret du 28 août 1897.*)

Le paiement intégral de la taxe devra être fait au moment de la délivrance de la patente. (*Ainsi modifié par décret du 28 août 1897.*)

Art. 3. — L'emploi de la gangave et celui du scaphandre sont formellement interdits du 1er novembre au 31 décembre inclusivement. (*Ainsi modifié par décret du 28 août 1897.*)

La pêche des éponges au moyen de bateaux,

---

des présentes par S. A. le Bey, l'établissement et l'exploitation des Magasins généraux de Sousse, Monastir et Mahdia.

Art. 2. — Dans le cas où M. Guillemard voudrait rétrocéder ses droits à une tierce personne ou à une société, la rétrocession ne serait valable qu'autant que cette personne — ou la Société rétrocessionnaire — aura été préalablement agréée par la Direction de l'agriculture et du commerce. — [*Conf. decret du 8 juillet 1900* (Officiel, *1900, 588*), *par lequel la Compagnie des Magasins généraux du Centre tunisien, Guillemard, Lavergne et Cie (société en commandite par actions au capital de 250,000 fr., siège social à Sousse), a été substituée à M. Guillemard pour tous les droits et charges résultant de la convention du 28 février 1900.*]

Art. 3. — Les établissements affectés à l'exploitation de ces Magasins généraux seront édifiés sur des emplacements et d'après les plans annexés au présent contrat, savoir :

A Sousse : 1° Sur des terrains sis à proximité du port et de la voie ferrée figurés au plan ci-annexé ; le premier emplacement A ayant une superficie de 1,700 mètres carrés, et l'emplacement B une superficie de 1,083 mètres carrés :

2° Dans le local, d'une superficie de 220 mètres carrés, spécialement aménagé avec piles à huile pouvant contenir au minimum 500,000 kilogr. d'huile, sis rue de l'Église, immeuble Galéa

A Monastir : Dans un local, d'une superficie de 42m.25 carrés, spécialement aménagé avec piles à huile, sis rue de la Poste, n° 24.

A Mahdia : Dans un local, d'une superficie de 476 mètres carrés, spécialement aménagé avec piles à huile pouvant contenir au minimum 130,000 kilogr. d'huile, sis quai de la Marine et rue d'Autriche.

Les locaux ci-dessus désignés pourront d'ailleurs, sous réserve de l'approbation préalable du Gouvernement tunisien, être modifiés ou remplacés par d'autres, suivant les nécessités de l'exploitation.

Les bâtiments et le matériel seront assurés contre l'incendie.

Le dépôt des marchandises dangereuses ou insalubres n'est pas compris dans les surfaces ci-dessus. Dans le cas où un dépôt de cette nature viendrait à être autorisé, le concessionnaire aura un droit de préférence pour l'établir.

Art. 4. — Le concessionnaire sera tenu d'exécuter, dans les délais et aux conditions qui lui seront imposés, tous travaux d'agrandissement et d'amélioration que le Gouvernement tunisien croira devoir lui prescrire pour répondre aux besoins du commerce.

L'exécution de ces travaux et de ceux prévus à l'article précédent aura lieu sous le contrôle et la surveillance du Gouvernement tunisien, qui approuvera préalablement tous les plans, en surveillera l'exécution et procédera à la réception des travaux.

Art. 5. — Le concessionnaire devra garnir les établissements concédés, soit à l'origine, soit au cours de la concession, d'un outillage industriel en rapport avec les besoins du commerce et avec les perfectionnements de la science.

Il devra constamment tenir en parfait état d'entretien et de bon fonctionnement les magasins, hangars, bureaux, chemins de service, murs d'enceinte et de séparation, cours, voies ferrées et voies charretières de service intérieur et généralement toutes les constructions dépendant de l'établissement, ainsi que l'outillage industriel et le mobilier.

Faute par lui de ce faire, il y sera pourvu d'office et à ses frais, à la diligence du Gouvernement tunisien, après une sommation restée infructueuse.

Art. 6. — Il sera tenu de faire approuver par le Gouvernement tunisien tous règlements d'ordre intérieur nécessaires pour assurer le bon fonctionnement des établissements concédés.

Art. 7. — La liste des marchandises que les Magasins généraux devront obligatoirement recevoir, le tarif maximum des taxes à percevoir pour magasinage et manutentions diverses, sont annexés au présent contrat. Le concessionnaire soumettra à l'homologation du Gouvernement les tarifs qu'il se propose d'appliquer dans la limite du tarif maximum prévu. — [*Conf. decret du 14 novembre 1900* (Officiel, *1900, 869*) *qui approuve les tarifs et le règlement de ces magasins.*]

Il ne pourra être apporté aucune modification à ces documents qu'après l'homologation prévue à l'article 16 du décret du 22 février 1900.

Art. 8. — Toutes les opérations des Magasins généraux sont soumises au contrôle du Gouvernement tunisien

Tous les livres, documents et pièces comptables du concessionnaire seront constamment tenus à la disposition du Gouvernement tunisien, dont les agents auront libre accès en tout temps dans toutes les parties des Magasins généraux.

Art. 9. — En échange des avantages à lui concédés, le concessionnaire devra payer chaque année au Gouvernement tunisien une somme égale au cinquième des bénéfices nets résultant du compte d'exploitation.

Pour le calcul de ces bénéfices, on fera figurer audit compte :

En recette, les recettes brutes de toutes natures :

Et en dépense :

1° Les frais d'outillage et d'exploitation de toute nature ;

2° L'intérêt à 5 °/₀ du capital engagé dans l'entreprise ;

3° L'amortissement en vingt ans des constructions et du matériel fixe ;

4° Et, ultérieurement :

a) L'intérêt à 5 °/₀ des sommes dépensées en améliorations et agrandissements ;

b) L'amortissement au même taux des mêmes sommes pendant le temps restant à courir jusqu'à l'expiration de la concession

Si les dépenses dépassent les recettes, l'excédent sera porté en dépense l'année suivante avec intérêt simple à 5 °/₀.

Le prix d'acquisition des terrains sera remboursé à la cessation de la concession, à quelque moment et pour quelque cause qu'elle survienne.

Art. 10. — Le concessionnaire devra verser dans les deux mois de l'approbation du présent contrat, à la caisse du Receveur général des finances, un cautionnement de 20,000 fr. en numéraire ou en rente sur l'État français ou tunisien, lequel cautionnement sera affecté, par premier privilège, à la garantie de ses obligations de toute nature envers le Gouvernement tunisien.

Si le cautionnement est versé en numéraire, il ne sera pas productif d'intérêts.

Art. 11. — Comme condition de la concession, le concessionnaire devra justifier dans le délai d'un an, à compter de l'approbation des présentes, de l'emploi d'un capital de 200,000 fr. au fonctionnement de l'entreprise.

Art. 12. — Si la concession n'est pas renouvelée, à son expiration, les établissements concédés reviendront, en toute propriété, au Gouvernement tunisien, qui remboursera seulement le prix d'acquisition des terrains.

Art. 13. — Faute, par le concessionnaire, de se conformer à toutes les dispositions du présent contrat et des contrats additionnels qui pourront intervenir, il pourra être déchu du bénéfice de la concession.

Dans ce cas, les établissements concédés seront repris dans les conditions prévues à l'article 11, sauf compte à faire pour ce qui concerne la valeur non amortie des constructions et du matériel.

Art. 14. — Toutes les difficultés qui pourront naître de l'exécution des présentes seront jugées par le Tribunal de première instance de Sousse.

Art. 15. — Le présent contrat ne sera valable et définitif qu'après avoir été approuvé par S. A. le Bey.

engins ou procédés autres que ceux désignés par le présent décret est prohibée en tous temps (1). [*Ainsi modifié par décret du 28 août 1897.*]

Art. 4. — Tout bateau exerçant la pêche blanche devra porter en caractères très apparents, sur la voilure et sur chacun de ses bords arrière, l'indication du numéro de sa patente.

Les bateaux pêchant à la gangara devront en outre porter en tête du mât le plus élevé, une flamme de reconnaissance rouge à queue blanche, ayant au guindant une largeur minima de 0m,50.

TITRE II

Régime applicable à la pêche dite noire.

Art. 5. — Quiconque veut exercer la pêche noire, c'est-à-dire la pêche des éponges qu'on débarque à l'état brut, ou à la fois la pêche noire et la pêche des poulpes, doit, au préalable, se munir d'une patente qui sera délivrée moyennant le paiement de la taxe ci-après, payable par trimestre d'avance :

Par barque pêchant au trident : 40 fr. (*Ainsi modifié par décret du 28 août 1897.*)

Art. 6. — Dans aucun cas, les bateaux inscrits pour la pêche exclusive des poulpes ne pourront compter comme annexes de bateaux inscrits pour la pêche noire, et les bateaux de l'une ou l'autre de ces catégories ne pourront dans aucun cas compter comme annexes de bateaux inscrits pour la pêche blanche. (*Ainsi modifié par décret du 11 janvier 1895.*)

TITRE III

Régime applicable aux poulpes.

Art. 7. — Quiconque veut exercer la pêche des poulpes, avec ou sans embarcation, doit, au préalable, se munir d'une patente qui sera délivrée moyennant le paiement de la taxe ci-après :

Par barque : 30 fr.,

Payables 20 fr. au moment de la délivrance de la patente et le surplus dans les trois mois suivants ;

Par homme exerçant la pêche à pied : 10 fr.,

Payables en entier au moment de la délivrance de la patente. (*Ainsi modifié par decret du 28 août 1897.*)

TITRE IV

Des patentes.

Art. 8. — Les patentes seront délivrées dans les ports ouverts au commerce (2). Leur durée sera d'un an à partir du 1er janvier de chaque année, quelle que soit l'époque de la demande. (*Ainsi modifié par décret du 28 août 1897.*)

Le droit versé au Trésor n'est restituable dans aucun cas. (*Ainsi modifié par décret du 28 août 1897.*)

Art. 9. — Les demandes de patente devront être adressées au préposé à la police de la navigation et des pêches.

Elles mentionneront les nom, prénoms et qualités du demandeur, sa nationalité, le nom du bateau qui doit exercer la pêche, ainsi que l'indication de son port d'attache et de sa jauge officielle ; les nom, prénoms et qualités de l'armateur, de l'affréteur ou du consignataire, le nombre d'hommes d'équipage, le mode de pêche que le bateau compte employer, avec, pour les scaphandres, le nombre de ces appareils.

Toute demande sera accompagnée de papiers de bord qui resteront entre les mains du préposé à la police de la navigation et des pêches, jusqu'à l'expiration de la validité de la patente, sauf le cas où la restitution en serait demandée contre la remise provisoire ou définitive du permis.

TITRE V

De la vente des éponges et des poulpes.

Art. 10. — Les éponges blanches, les éponges noires et les poulpes secs ou frais devront être intégralement apportés dans l'un des ports ouverts au commerce (1). [*Ainsi modifié par décret du 11 janvier 1895.*]

Cette disposition n'est pas applicable aux poulpes pris par les pêcheurs à pied. (*Ainsi modifié par décret du 11 janvier 1895.*)

A leur débarquement, les éponges et les poulpes seront présentés au préposé à la police de la navigation et des pêches, qui enregistrera leur poids ou leur nombre. (*Ainsi modifié par décret du 11 janvier 1895.*)

Cette formalité accomplie, les pêcheurs disposeront à leur gré du produit de leur pêche, par vente ou autrement. (*Ainsi modifié par décret du 11 janvier 1895.*)

Art. 11. — La vente des éponges blanches, des éponges noires et des poulpes aux enchères publiques ne pourra avoir lieu que par le ministère du commissaire-priseur. En cas de refus de celui-ci, et dans les localités où il n'existe pas de commissaire-priseur, les ventes auront lieu par les soins d'un crieur public désigné par l'Administration.

Art. 12. — Le commissaire-priseur ou le crieur public prélèvera sur les prix de vente les droits de criée suivants, qui seront dans tous les cas payables par le vendeur :

Pour les éponges noires et les poulpes, 2 %;

Pour les éponges blanches, 1 %.

Art. 13. — Toute association secrète ou manœuvre entre les marchands d'éponges ou autres tendant à nuire aux enchères, à les troubler ou à obtenir les éponges et poulpes à plus bas prix, donnera lieu à l'application des peines portées par l'article 412 du Code pénal français, indépendamment de tous dommages-intérêts. (*Ainsi modifié par décret du 11 janvier 1895.*)

(1) Conf décret du 20 mai 1888 (v° Pêches).
(2) Conf. décret du 3 octobre 1884, art 10 (v° Douanes).

(1) Conf décret du 3 octobre 1884, art. 10 (v° Douanes).

TITRE VI

Dispositions générales et pénalités.

Art. 14. — Les navires et embarcations chargés de la surveillance de la pêche porteront en poupe le pavillon tunisien, et en tête du mât la flamme nationale.

Art. 15. — Tout pêcheur devra se soumettre aux réquisitions et vérifications ayant pour objet le contrôle de l'exercice de la pêche.

Il devra être porteur de sa patente, dont la présentation sera toujours exigible.

Après une sommation appuyée d'un coup de canon tiré à blanc, les bateaux opposant de la résistance seront pris à la remorque et conduits au port tunisien le plus proche du siège du tribunal compétent pour statuer sur les contraventions commises.

Ils seront saisis, s'il y a lieu, et les contrevenants poursuivis conformément aux dispositions des articles suivants.

Art. 16. — Sera puni d'une amende de 200 à 2,000 fr. et d'un emprisonnement de six jours à un mois ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque se livrera en barque à la pêche des éponges ou des poulpes sans être muni d'une patente délivrée dans les conditions indiquées aux articles 2, 5 et 7 du présent décret. (*Ainsi modifié par décret du 11 janvier 1895.*)

Si la pêche a eu lieu à la drague ou au scaphandre, le minimum de l'amende sera de 500 francs et il pourra être prononcé un emprisonnement de quinze jours à trois mois. (*Ainsi modifié par décret du 11 janvier 1895.*)

Quiconque se livrera à la pêche des poulpes à pied sans être muni de la patente spéciale à cette pêche sera puni d'une amende de 20 à 50 fr. et d'un emprisonnement de cinq à dix jours ou de l'une de ces deux peines seulement. (*Ainsi modifié par décret du 11 janvier 1895.*)

Art. 17. — Sera puni des peines prévues par l'article 16, § 1er, quiconque se livrera à la pêche des éponges en temps prohibé ou à l'aide de procédés, engins ou bateaux non autorisés par le présent décret.

Art. 18. — En cas de contravention aux articles 16 et 17 et alors même que les délinquants seraient restés inconnus, les instruments, les engins, le produit de la pêche, seront saisis, et la confiscation pourra en être prononcée par les tribunaux correctionnels qui ordonneront la destruction des engins prohibés.

Art. 19. — Sera puni d'une amende de 100 à 1.000 fr. :

1° Quiconque aura détourné ou tenté de détourner en mer pour l'expédier à l'étranger tout ou partie de la pêche d'un bateau ;

2° Tout pêcheur convaincu d'avoir débarqué ou vendu des éponges ou des poulpes ailleurs que dans un port ouvert au commerce.

Art. 20. — Sera puni d'une amende de 50 à 200 fr., sans préjudice des peines applicables en cas de crime ou délit de droit commun, quiconque aura refusé de présenter sa patente aux agents de l'État ayant qualité pour constater les contraventions, ou d'obtempérer aux réquisitions, ou de se soumettre aux vérifications prévues par l'article 15 précédent.

Art. 21. — Sera puni d'une amende de 100 à 500 fr. :

1° Tout pêcheur d'éponges noires qui sera convaincu d'avoir livré tout ou partie de sa pêche à un pêcheur exerçant la pêche blanche ;

2° Tout pêcheur qui, n'étant pas muni d'une patente pour la pêche blanche, aura à son bord des éponges lavées ;

3° Tout pêcheur exerçant la pêche blanche qui sera convaincu de s'être procuré tout ou partie des éponges recueillies par un pêcheur d'éponges noires.

Art. 22. — Sera punie d'une amende de 16 à 100 fr., toute autre contravention au présent décret.

Art. 23. — En cas de conviction de plusieurs contraventions au présent décret, la peine la plus forte sera seule appliquée.

Art. 24. — En cas de récidive, les peines édictées pourront être élevées jusqu'au double.

Il y aura récidive lorsque, dans les deux années précédentes à compter de la date du fait incriminé, il aura été rendu contre le délinquant un jugement passé en force de chose jugée, pour contravention au présent décret.

Art. 25. — Pourront être déclarés responsables des amendes prononcées :

1° Les armateurs, affréteurs, consignataires des bateaux de pêche à raison des faits des patrons et équipages ;

2° Les pères, tuteurs, maris et maîtres, à raison des faits des mineurs, femmes, préposés et domestiques, à moins qu'ils ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donnerait lieu à cette responsabilité.

TITRE VII

Procès-verbaux, saisies, poursuites, compétence.

Art. 26. — Les contraventions au présent décret seront constatées par procès-verbaux des officiers de marine ou maîtres, commandants des bâtiments et embarcations garde-pêche ; inspecteurs des pêches maritimes, agents du service de la navigation et des pêches, agents de la force publique, préposés attachés aux différentes administrations et régies financières, et tous agents spéciaux assermentés à cet effet.

Les procès-verbaux dressés feront foi jusqu'à preuve contraire. Ils seront dispensés de l'affirmation. A défaut de procès-verbaux ou en cas d'insuffisance de ces actes, les contraventions pourront être prouvées par les moyens de droit commun.

Art. 27. — Les objets saisis en vertu des articles 15 et 18 seront reçus en dépôt par l'Administration et conservés jusqu'au jugement.

Ceux sujets à dépérissement seront vendus à sa requête par les commissaires-priseurs ou crieurs publics, ainsi qu'il est dit à l'article 11, sur ordonnance du juge de paix ou du caïd, suivant la nationalité des délinquants, et le produit de la vente sera versé entre les mains du fonctionnaire qui aura pris charge du dépôt.

Art. 28. — Les poursuites auront lieu à la diligence de l'Administration des finances, comme en matière de Douanes et de Monopoles, en ce qui concerne les contraventions aux articles 16, 19, 21, et à la diligence de l'autorité ayant l'action publique en ce qui concerne les infractions aux articles 17, 20, 22, sans préjudice, dans ce dernier cas, du droit de l'Administration des finances de se porter partie civile.

Art. 29. — Si le délit a été commis hors d'un port, les poursuites seront exercées devant le tribunal du port auquel appartiendra le bateau ou à défaut devant celui du port le plus proche.

Art. 30. — Pour les infractions réprimées par les articles 16, 19 et 21, l'Administration aura le droit de transiger avec les délinquants.

La transaction intervenue et notifiée avant jugement, soit au parquet, soit à la juridiction tunisienne, selon la nationalité des prévenus, aura pour effet immédiat d'éteindre l'action publique.

Les amendes prononcées par application des articles 16, 19 et 21 seront attribuées comme en matières de Douanes et de Monopoles.

Dispositions transitoires (1).

Art. 31. — Le présent décret entrera en vigueur le 13 juillet 1892.

Le prix des patentes à courir de cette date au 1er juin 1893 est fixé ainsi qu'il suit :

Barquettes pêchant au trident dites « kamakis », n'ayant pas un équipage supérieur à 3 hommes par barquette.	110f »
Par homme d'équipage en sus de 3, droit supplementaire	20 »
Bateaux à voiles pêchant à la drague dite « Gangara » avec un equipage de 6 hommes au plus, par bateau	375 »
Par homme d'équipage en sus de 6.	25 »
Bateaux pêchant au scaphandre, par instrument.	1,250 »
Barques ou barquettes pêchant au trident, ne lavant pas les éponges et n'ayant pas un équipage de plus de 3 hommes	26 50
Par homme d'équipage en sus de 3	20 »

Art. 32. — Sont abrogés le décret du 24 avril 1885 (9 redjeb 1302) et toutes autres dispositions contraires au présent décret dont le Directeur général des travaux publics et le Directeur des finances sont chargés d'assurer l'exécution, chacun en ce qui le concerne.

---

607 11 janvier 1895

(*14 redjeb 1312*)

PROMULGUE LE 11 JANVIER 1895

Décret modifiant la réglementation de la pêche des éponges et des poulpes (2).

(OFFICIEL, 1895, 9)

Vu le décret du 16 juin 1892 en ce qui concerne, notamment, l'obligation imposee aux pêcheurs de transporter au marché, pour être vendus aux enchères, les éponges noires et les poulpes ;

Considérant qu'il paraît utile, dans l'intérêt des pêcheurs et du Trésor, d'apporter à l'état de choses existant les modifications que l'expérience a suggerées ;

Article 1er. — Les articles 5, 6, 7, 10, 13 et 16 du décret du 16 juin 1892 susvisé sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 5. — (*Abrogé par décret du 28 août 1897.*)

Art. 6. — . . . . . (*Conf. décret du 16 juin 1892.*)

Art. 7. — (*Abrogé par décret du 28 août 1897.*)

Art. 10. — . . . . . (*Conf. décret du 16 juin 1892.*)

Art. 13. — . . . . . (*Conf. décret du 16 juin 1892.*)

Art. 16. — . . . . . (*Conf. décret du 16 juin 1892.*)

Art. 2. — Le Directeur général des travaux publics et le Directeur des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent décret, qui entrera en vigueur à compter du 1er juin 1895.

---

608 28 août 1897

(*29 rebiâ el aouel 1315*)

PROMULGUE LE 28 AOUT 1897

Décret modifiant la réglementation de la pêche des éponges et des poulpes.

(OFFICIEL, 1897, 463)

Vu nos décrets des 16 juin 1892, 11 janvier 1895 et 23 mai 1897 réglementant la pêche des éponges et poulpes ;

Dans le but de favoriser l'accès des bancs et des ports tunisiens aux pêcheurs d'éponges ;

Considérant qu'il paraît établi que la reproduction de l'éponge n'aurait pas à souffrir du report au mois de novembre et de décembre de la période d'interdiction de la pêche au scaphandre et à la gangave ;

Article 1er. — Les articles 2 et 3 du décret du 16 juin 1892 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes : ... (*Conf. ce décret.*)

Art. 2. — Les articles 5, 7 et 8 du décret du 16 juin 1892 modifié par le décret du 11 janvier 1895 sont abrogés et remplacés par les suivants : . . . . (*Conf. décret du 16 juin 1892.*)

Art. 3. — Toutes dispositions contraires au présent décret, et notamment le décret du 23 mai 1897, sont abrogés.

Dispositions transitoires (1).

Art. 4. — La durée de validité des patentes de pêche délivrées pour la campagne 1897-1898 avant la promulgation du présent décret sera

(1) Conf. décret du 28 août 1897, art. 4.
(2) Conf. decret du 18 mars 1896, art. 15, 1° (1° JUSTICE TUNISIENNE)

(1) Conf décret du 16 juin 1892, art. 31.

prolongée jusqu'au 1er novembre 1898. Le second terme de celles de ces patentes dont les pêcheurs ont demandé le paiement en deux parties devra être acquitté dans les conditions prévues au décret du 23 mai 1897.

Les patentes délivrées pour la campagne de pêche 1897-1898, à partir de la promulgation du présent décret seront valables jusqu'au 1er juin 1898.

Les titulaires de ces dernières patentes pourront en prendre de nouvelles pour la période allant du 1er juin au 1er novembre 1898, moyennant le paiement des taxes réduites ci-après payables en entier au moment de la délivrance de la patente :

Pêche blanche :

Barquettes pêchant au trident dites « kamakis » : 50 fr. ;

Bateaux à voiles pêchant à la drague dite « Gangara » : 150 fr. ;

Bateaux pêchant au scaphandre (par appareil) : 500 fr.

Pêche noire :

Barquettes pêchant au trident : 15 fr.

Pêche à pied :

Par homme exerçant la pêche à pied : 5 fr.

L'article du présent décret interdisant la pêche pendant les mois de novembre et de décembre ne commencera à être applicable qu'à partir du 1er novembre 1898. Jusqu'à cette époque, il n'y aura aucune prohibition.

Art. 5. — Notre Directeur général des travaux publics et notre Directeur général des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

ESCLAVAGE

609 23 janvier 1846

(25 moharrem 1262)

Décret prescrivant l'affranchissement des esclaves et ordonnant des mesures pour ce faire (1) [a].

Nous avons acquis l'entière certitude que la plupart des habitants de la Régence abusent des droits de propriété qu'ils ont sur les nègres et qu'ils maltraitent ces créatures inoffensives. Vous n'ignorez pas cependant que nos savants jurisconsultes ne sont pas d'accord sur la question de savoir si l'esclavage, dans lequel les races nègres sont tombées, s'appuie sur un texte formel ; que la lumière de la religion a pénétré dans leur pays depuis longtemps ; que nous sommes très éloignés de l'époque où les maîtres se conformaient, dans la jouissance de leurs droits, aux prescriptions édictées par le plus éminent des Envoyés avant sa mort ; que notre loi sacrée affranchit, de droit, l'esclave maltraité par son maître ; et que la législation a une tendance marquée vers l'extension de la liberté.

En conséquence, nous avons décidé, dans l'intérêt actuel des esclaves et l'intérêt futur des maîtres, comme aussi dans le but d'empêcher les premiers de demander protection à des autorités étrangères, que des notaires seront institués à Sidi-Mahrez, à Sidi-Mansour et à la Zouia-Bekria pour délivrer à tout esclave, qui les demandera, des lettres d'affranchissement qui nous seront présentées pour être revêtues de notre sceau.

De leur côté les magistrats du Chaâra devront nous envoyer toutes les affaires d'esclavage dont ils seront saisis, et tous les esclaves qui s'adresseront à eux pour demander leur liberté. Ils ne permettront pas à leurs maîtres de les ramener, leur tribunal devant être un lieu de refuge inviolable pour les personnes qui fuient un esclavage dont la légalité est douteuse et contestent à leurs détenteurs des droits qu'il est impossible d'admettre dans notre Royaume ; car, si l'esclavage est licite, les conséquences qu'il entraîne sont contraires à la religion, et il importe de les éviter, d'autant plus qu'il s'attache à cette mesure un intérêt politique considérable.

(1) Conf. décret du 28 mai 1890.

(a) L'usage où seraient les indigènes musulmans d'infliger des corrections manuelles aux enfants qu'ils ont introduits dans leur intérieur comme esclaves et qui sont restés attachés à leur service depuis leur affranchissement, ne saurait être admis par la loi française, alors même que cet usage serait reconnu par la loi locale tunisienne ou sanctionné par une pratique plus ou moins générale. (Tunis, 26 janvier 1891, *J. T.* 91, 213.)

---

610 29 mars 1887

(4 redjeb 1304)

Circulaire du Premier Ministre aux Caïds et Gouverneurs sur l'abolition de l'esclavage.

(Officiel., 1888, 13)

Vous n'ignorez pas qu'il est interdit de vendre ou d'acheter des esclaves nègres ; cette interdiction a été prononcée par plusieurs décrets souverains, notamment par un décret rendu le 25 moharrem 1262 (23 janvier 1846).

Le Gouvernement n'a jamais hésité à empêcher le commerce des esclaves et à affranchir ceux dont l'existence lui était signalée, sans préjudice de la punition infligée aux propriétaires ou marchands d'esclaves.

Cependant mon attention a été appelé dernièrement sur ce fait que des négresses seraient

fréquemment vendues comme esclaves dans la Régence ; ces femmes, amenées dans le sud de la Tunisie par des caravanes du Soudan, seraient vendues, sans que les Caïds ou gouverneurs du territoire aient signalé le fait au Gouvernement.

Une négligence de cette nature engage votre responsabilité. Vous devez surveiller attentivement toutes caravanes venant du sud, constater si elles amènent en Tunisie des nègres ou des négresses esclaves ; les détenteurs de ces esclaves devront être immédiatement arrêtés par vos soins et déférés au tribunal de l'Ouzara.

Quant aux négresses saisies, vous aurez soin de les placer dans des maisons honorables, jusqu'à ce qu'elles aient trouvé des moyens d'existence ; les frais de leur subsistance seront à la charge de l'acheteur et du vendeur. Vous ne manquerez pas de me signaler exactement toutes les contraventions qui seront commises et de me faire connaître le nom et le signalement de toutes les esclaves saisies.

Quant aux nègres et négresses qui se trouveraient actuellement au service de vos administrés, vous devrez leur notifier leur affranchissement en présence du Cadi et ne les laisser chez leurs maîtres que de leur plein consentement. Les procès-verbaux des déclarations et notifications qui seront faites à cette occasion seront communiqués au Ministère, après avoir été revêtus de la signature des notaires et du Cadi. Les honoraires dus aux notaires pour la rédaction de ce procès-verbal seront à la charge des maîtres des esclaves.

Je vous invite à veiller exactement à l'exécution de ces instructions, dont l'inobservation serait sévèrement réprimée.

---

611 28 mai 1890

(8 chaoual 1307)

PROMULGUÉ LE 29 MAI 1890

Décret relatif à l'interdiction de l'esclavage dans la Régence.

(OFFICIEL, 1890, 183)

Vu le décret de notre glorieux prédécesseur Sidi Ahmed Bey, du 25 moharrem 1262 (23 janvier 1846), portant que, par les plus hautes considérations de religion, d'humanité et de politique, l'esclavage ne sera plus reconnu dans la Régence ;

Considérant que, depuis lors, d'expresses recommandations de nos prédécesseurs ont supprimé les marchés d'esclaves, ordonné que tous ceux qui étaient venus dans la Régence en cette qualité, y seraient affranchis et décidé que les Caïds devraient, sous les peines les plus sévères, signaler au Gouvernement les actes d'esclavage qui arriveraient à leur connaissance ;

Vu, notamment, la circulaire de notre Premier Ministre du 4 redjeb 1304 (29 mars 1887) adressée aux Caïds par notre ordre et renouvelant ces prescriptions ;

Considérant que nous tenons à honneur de nous associer aux nobles pensées qui ont inspiré le décret du 25 moharrem 1262 (23 janvier 1846) et qu'il ne peut être que profitable de réunir en une seule les diverses réglementations existantes qui interdisent et punissent l'esclavage dans nos États ;

Article 1er. — L'esclavage n'existe pas et est interdit dans la Régence ; toutes créatures humaines, sans distinction de nationalités ou de couleurs, y sont libres et peuvent également recourir, si elles se croient lésées, aux lois et aux magistrats.

Art. 2. — Dans un délai de trois mois à partir de la promulgation du présent décret, tous ceux qui emploieront en domesticité dans nos États des nègres ou des négresses, devront, s'ils ne l'ont déjà fait, remettre à chacun d'eux un acte notarié visé par le Cadi ou, à son défaut, par le Caïd ou son représentant, établi aux frais du maître et attestant que le serviteur ou la servante est en état de liberté (1).

Art. 3. — Les contraventions à l'article précédent seront punies par les tribunaux français ou indigènes, selon la nationalité du délinquant, d'une amende de 200 piastres à 2,000 piastres.

Art. 4. — Ceux qui seront convaincus d'avoir acheté, vendu ou retenu comme esclave une créature humaine seront punis d'un emprisonnement de trois mois à trois ans.

Art. 5. — L'article 463 du Code pénal français sera applicable aux délits et contraventions prévus par le présent décret. L'article 58 du même Code sera applicable en cas de récidive.

---

612 26 juin 1890 (2)

(8 kâda 1307)

Circulaires du Premier Ministre sur l'interdiction de l'esclavage dans la Régence.

1° **Aux Caïds de la Régence.**

(OFFICIEL, 1890, 212)

Le *Journal officiel* a publié, dans son numéro du 29 mai 1890, un decret de S. A. le Bey en date du 8 chaoual 1307 (28 mai 1890), dont l'article 1er prononce l'abolition et l'interdiction de l'esclavage dans la Régence.

L'article 2 porte que, dans un délai de trois mois à partir de la promulgation du décret, tous ceux qui auront en domesticité des nègres ou des négresses devront, s'ils ne l'ont déjà fait, remettre à chacun d'eux un acte notarié attestant qu'ils sont en état de liberté ; à défaut de quoi, ils seraient passibles de l'amende de 200 à 2,000 piastres édictée par l'article 3 du même décret.

L'article 4 porte que ceux qui auront acheté, vendu ou retenu comme esclave une créature humaine seront punis d'un emprisonnement de trois mois à trois ans.

Quant aux articles 463 et 58 du Code pénal

(1) Conf. circulaires des 26 juin 1890 et 23 avril 1891.
(2) Date de publication à l'*Officiel*.

français, visés par l'article 5 du décret, ils disposent, le 1er, que les tribunaux sont autorisés à réduire la peine prononcée contre le délinquant, s'il existe en sa faveur des circonstances atténuantes; le 2e, qu'en cas de récidive, le délinquant sera condamné au maximum de la peine portée par la loi, et que cette peine pourra même être élevée jusqu'au double.

Et, comme il importe que vos administrés connaissent toutes ces dispositions, auxquelles ils devront se conformer, je vous invite, dès que vous aurez reçu la présente circulaire, à faire publier le décret en question dans tous les marchés de votre district, et à distribuer les exemplaires ci-joints dudit décret à vos khalifas et à vos cheiks, en ayant soin de les faire accompagner de toutes les instructions nécessaires à eux et à leurs administrés, de telle sorte que les délinquants n'aient par la suite aucune excuse à invoquer à leur décharge.

Quant à l'acte notarié à remettre aux nègres et négresses, pour certifier qu'ils sont libres, conformément à l'article 2 du décret susvisé, il devra être conçu dans ces termes :

« Louanges à Dieu ! Sur l'autorisation de..... tel....., un tel s'est présenté devant les deux notaires soussignés et a déclare formellement que le nègre un tel (ou la négresse une telle), qui se trouve chez lui, le sert de son plein gré, et qu'il est libre et non esclave, et le présent acte a été remis par les notaires soussignés au susdit un tel, pour lui servir de certificat attestant son état de liberté. Fait le..... »

Cet acte, dont le coût sera à la charge du maître, devra être revêtu du cachet ou de la signature de celui sur l'autorisation duquel il aura été établi.

Je vous invite donc à employer tout votre zèle pour assurer la stricte exécution du décret en question.

Vous devrez signaler d'urgence à l'Ouzara toute infraction aux dispositions dudit décret qui pourra être commise dans votre commandement. Vous surveillerez surtout d'une façon toute spéciale les marchands d'esclaves qui viendraient de l'étranger pour exercer leur trafic dans la Régence. Vous mettrez immédiatement en état d'arrestation ceux que vous trouverez se livrant à ce genre de trafic, et vous les enverrez prisonniers à l'Ouzara, avec un document constatant le délit.....

2° Aux Cadis de la Régence (1).
(Officiel, 1890, 213)

3° Aux Magistrats du Chaâra à Tunis (1).
(Officiel, 1890, 213)

(1) Cette circulaire est conçue dans les mêmes termes que celle qui est adressée aux Caïds.

613 23 avril 1891

(*14 ramadane 1308*)

Circulaires du Premier Ministre sur la remise aux intéressés des actes attestant qu'ils sont en état de liberté.

1° Aux Caïds de la Régence.
(Officiel, 1891, 102)

Par ma circulaire insérée au *Journal officiel* de la Régence du 8 kâda 1307 (26 juin 1890), je vous ai donné des instructions pour l'exécution du décret de S. A. le Bey en date du 8 chaoual 1307 (28 mai 1890), proscrivant l'esclavage dans la Régence.

L'article 2 de ce décret ordonne que tous ceux qui ont en domesticité des nègres ou des négresses doivent délivrer à chacun d'eux un acte notarié attestant qu'ils sont en état de liberté.

J'ai été informé que des personnes ayant des nègres ou des négresses à leur service ont bien fait établir l'acte notarié exigé par le décret du 8 chaoual 1307 (28 mai 1890), mais n'ont pas remis ce document aux intéressés.

Pour mieux préciser les intentions du décret du 8 chaoual 1307 (28 mai 1890) et en assurer l'exécution et sur l'ordre de mon auguste Maître, j'ai décidé ce qui suit :

Les actes notariés prescrits par l'article 2 du décret devront être, aussitôt qu'ils auront été dressés, remis aux domestiques au nom desquels ils sont établis; ceux-ci devront conserver cette pièce en leur possession et seront tenus de la représenter à toute demande des autorités de la Régence.

Les notaires qui auront dressé le certificat de liberté attesteront par une note inscrite en marge de cet acte sur leurs registres répertoires que le certificat a été remis à l'intéressé, afin que si l'acte original était perdu par le serviteur, on pût quand même justifier de son existence.

Je vous prie de veiller à la stricte execution de ces instructions, dont vous aurez soin de m'accuser réception.

2° Aux Magistrats du Chaâra à Tunis (1).
(Officiel, 1891, 102)

3° Aux Cadis de la Régence (1).
(Officiel, 1891, 102)

(1) Cette circulaire est conçue dans les mêmes termes que celle qui est adressée aux Caïds.

ÉTABLISSEMENTS INSALUBRES

614 16 mai 1897

(*14 hidjà 1314*)

PROMULGUÉ LE 16 MAI 1897

Décret réglementant l'exploitation des manufactures ou ateliers insalubres, incommodes ou dangereux (1).

(OFFICIEL, 1897, 260)

Considérant qu'il y a lieu, dans l'intérêt public, de réglementer l'exploitation des manufactures et ateliers insalubres, incommodes ou dangereux ;

Article 1er. — A dater de la promulgation du présent décret, les manufactures et ateliers qui présentent une cause de dangers, d'insalubrité ou d'incommodité pour les ouvriers qui y sont employés ou pour les voisins, ne pourront être formés sans une permission de l'autorité administrative; ces établissements sont divisés en trois classes :

La première classe comprendra ceux qui doivent être éloignés des maisons particulières.

La seconde, les manufactures et ateliers dont l'éloignement des habitations n'est pas rigoureusement nécessaire, mais dont il importe néanmoins de ne permettre la formation qu'après avoir acquis la certitude que les opérations qu'on y pratique sont exécutées de manière à ne pas incommoder les propriétaires du voisinage ni à leur causer des dommages.

Dans la troisième classe seront placés les établissements qui peuvent rester sans inconvénient auprès des habitations, mais doivent rester soumis à la surveillance de la police.

Art. 2. — La permission nécessaire pour la formation des manufactures et ateliers compris dans la première et la deuxième classe sera accordée, après l'accomplissement des formalités ci-après, par un arrêté du Directeur général des travaux publics.

Les permissions pour l'exploitation des établissements placés dans la dernière classe seront délivrées par les Présidents de municipalités ou de commissions municipales dans les villes érigées en communes ou dotées d'une commission municipale et par décision de notre Premier Ministre dans les autres cas.

Art. 3. — La permission pour les manufactures et fabriques de première classe ne sera accordée qu'avec les formalités suivantes :

La demande en autorisation sera présentée au Directeur général des travaux publics qui en délivrera un récépissé. Elle spécifiera, d'une manière précise, la nature des opérations à faire et l'emplacement choisi. Les plans nécessaires devront être joints à la demande. Dans les dix jours qui suivront, le Directeur général des travaux publics enverra aux Contrôleurs civils et aux Caïds des territoires situés dans un rayon de cinq kilomètres du point où se trouvera l'établissement désigné, une copie en arabe et en français de la demande présentée par le requérant.

Dès la réception de cette pièce, les Contrôleurs civils et les Caïds en accuseront réception au Directeur général des travaux publics.

Dans les quarante-huit heures qui suivront, les Contrôleurs civils saisis l'afficheront dans leur Contrôle, où elle restera jusqu'à l'expiration des délais fixés par le paragraphe suivant du présent article ; les Caïds la feront publier dans les divers marchés de leur territoire.

Au reçu de l'accusé de réception des Contrôleurs civils et des Caïds, le Directeur général des travaux publics fera insérer au *Journal officiel*, arabe et français, un extrait de la déclaration remise entre ses mains par le requérant. Toutes les réclamations que les intéressés croiraient devoir présenter contre l'établissement proposé seront reçues par le Contrôleur civil, le Caïd ou le Directeur général des travaux publics pendant une période d'un mois à dater de cette insertion. A l'expiration de ce délai, le Contrôleur civil et le Caïd transmettent au Directeur général des travaux publics les réclamations qui leur ont été remises ou un certificat négatif.

Le Directeur général des travaux publics fait connaître sa décision dans un délai de quinze jours à dater de la réception de ces pièces.

Art. 4. — L'autorisation de former des manufactures et ateliers compris dans la deuxième classe ne sera accordée qu'après l'accomplissement des formalités prévues à l'article précédent et dans les mêmes délais. Mais les publications ne seront faites que dans les localités où l'établissement doit être construit.

Art. 5. — Les manufactures et ateliers ou établissements portés dans la troisième classe ne pourront se former que sur la permission de notre Premier Ministre dans les localités non érigées en communes ou sur celle des Présidents de municipalités ou commissions municipales dans les villes érigées en communes ou dotées d'une commission municipale.

Il sera statué dans le délai d'un mois à dater de la réception de la demande d'autorisation.

Toutefois, les établissements de cette caté-

(1) Conf. décret du 1er avril 1885, art. 31, *in fine* (v° MUNICIPALITÉS, 1).

gorie qui se trouveraient à plus de 200 mètres des lieux habités pourront être installés après une simple déclaration, soit au Président de la municipalité ou de la commission municipale, soit à notre Premier Ministre, suivant les cas, si, dans le délai d'un mois après la réception de cette déclaration, l'autorité saisie n'a pas déclaré faire opposition à la formation de l'établissement.

Art. 6. — La division en trois classes des établissements dangereux, insalubres ou incommodes aura lieu conformément au tableau annexé au présent décret (1). Elle servira de règle toutes les fois qu'il s'agira de prononcer sur les demandes en formation de ces établissements.

La nomenclature de ce tableau n'est pas limitative (1). Le Directeur général des travaux publics est autorisé à faire suspendre momentanément la formation d'un établissement nouveau qui, n'étant pas compris dans la nomenclature précitée, paraîtrait cependant de nature à y être placé. Si dans le délai d'un mois, à dater de cette suspension, la classification de l'établissement en cause n'a pas été réglée par un décret, il pourra être passé outre par l'intéressé.

Art. 7. — Les dispositions du présent décret n'auront pas d'effet rétroactif ; en conséquence, tous les établissements qui sont aujourd'hui en activité continueront à être exploités librement, sous réserve de la déclaration mentionnée au paragraphe suivant, sauf les dommages dont pourront être passibles les entrepreneurs de ceux qui préjudicient aux propriétés de leurs voisins ; les dommages seront arbitrés par les tribunaux.

Les propriétaires de ces établissements devront, dans le délai de trois mois à dater de la promulgation du présent décret, en faire la déclaration au Directeur général des travaux publics, à notre Premier Ministre ou au Président de la municipalité, suivant le cas. Passé ce délai, ils seront considérés comme non autorisés et leur fermeture pourra être ordonnée jusqu'à ce qu'ils aient obtenu une permission de l'autorité compétente après l'accomplissement des formalités prévues aux articles 3, 4 ou 5, suivant la classe de l'établissement.

Pour les établissements actuellement existants qui se trouvent dans le cas prévu par le deuxième paragraphe de l'article 5 et qui n'auraient pas fait l'objet de la déclaration prévue au paragraphe précédent du présent article, la fermeture n'en pourra être ordonnée que si, après instruction faite, leur maintien est considéré comme présentant des inconvénients pour la salubrité publique.

Art. 8. — Les établissements maintenus par l'article 7 cesseront de jouir de cet avantage dès qu'ils seront transférés dans un autre emplacement ou qu'il y aura une interruption de six mois dans leurs travaux. Dans l'un et l'autre cas, ils rentreront dans la catégorie des établissements à former et ils ne pourront être remis en activité qu'après avoir rempli les formalités prévues aux articles 3, 4 ou 5.

Art. 9. — Pour les industries dont l'importance et le développement exceptionnels motiveraient des mesures spéciales, des décrets ultérieurs pourront en permettre les établissements à la suite de simples déclarations et en se conformant aux prescriptions desdits décrets.

Art. 10. — Les contraventions au présent règlement seront punies d'une amende de 1 à 10 fr. et de un à trois jours de prison en cas de récidive.

Ces contraventions seront constatées par des procès-verbaux dressés, concurremment, par les officiers de police judiciaire (1) et les agents de l'Administration des travaux publics ou de la voirie municipale aptes à verbaliser.

Art. 11. — Sont abrogées toutes dispositions des lois et règlements contraires au présent décret.

Art. 12. — Notre Premier Ministre et le Directeur général des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

615

Annexe au décret du 16 mai 1897

Nomenclature (2) des établissements insalubres ou incommodes (a).

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	INCONVÉNIENTS.	CLASSES.
Abattoirs publics	Odeur, altération des eaux.	1re
Allumettes chimiques (Dépôt d')		
1° En quantités au-dessus de 25 mètres cubes.	Danger d'incendie	2e
2° De 5 à 25 mètres cubes	Danger d'incendie.	3e

(1) Conf. décret du 10 mars 1900.

(2) Conf. décret et arrêté du 10 mars 1900

(a) Le propriétaire d'un immeuble est en droit d'exiger en justice la cessation de l'atteinte à sa complète jouissance causée par l'établissement d'une industrie incommode par un voisin. Spécialement il en est ainsi pour l'incommodité causée par la fumée qui se dégage de la boutique d'un marchand de beignets : celui-ci doit être contraint de cesser son industrie si elle nuit à un voisin. (Ouzara, 27 mai 1897, *J. T.* 97, 392.)

Si la législation tunisienne n'interdit pas l'installation d'établissements insalubres, tels qu'une écurie de chevres, au milieu des habitations, il n'en résulte pas, au profit de ceux qui les exploitent ou de ceux qui leur donnent asile, une immunité complète relativement aux conséquences préjudiciables qui peuvent résulter, pour les tiers, de leur existence. Il échet d'appliquer à cette matière les règles du droit naturel dont on trouve l'expression dans les articles 1382 et seq. du Code civil français. (Tunis, 24 janvier 1894, *J. T.* 94, 441.)

(1) Conf. décrets des 15 février 1898 et 4 juin 1900 v° JUSTICE FRANÇAISE.

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	INCONVÉNIENTS.	CLASSES.
Appareils de réfrigération		
1° A ammoniaque	Odeur.	3e
2° A éther ou autres liquides volatils ou combustibles	Danger d'explosion ou d'incendie.	3e
Boues et immondices (Dépôt de)	Odeur.	1re
Chairs, cuirs verts, peaux fraîches, débris et issues provenant de l'abatage des animaux (Dépôt de)	Odeur et émanations nuisibles.	1re
Chiffons (Dépôt de)	Odeur et emanations nuisibles.	1re
Chaux, ciments et plâtre (Fours permanents à)	Fumée, poussières.	2e
Dynamite et explosifs (Dépôt de) — régime spécial réservé.		
Engrais (Fabrication et dépôts d') provenant de vidanges et de débris d'animaux	Odeur et émanations nuisibles.	1re
Éponges (Lavage et séchage d')	Odeur, altération des eaux.	3e
Équarrissage des animaux	Odeur et émanations nuisibles.	1re
Gaz d'éclairage et de chauffage (Fabrication de)	Odeur et danger d'incendie.	2e
Grignons (Traitement des) par le sulfure de carbone	Odeur et danger d'incendie.	1re
Huiles de pétrole, de schistes et de goudron, essences et autres hydrocarbures (Dépôt d') :		
1° Substances émettant des vapeurs susceptibles de prendre feu a une température de moins de 35° :		
a) Si les dépôts doivent contenir plus de 3,000 litres de liquide.	Odeur et danger d'incendie.	1re
b) S'ils doivent contenir de 1,500 à 3,000 litres	Odeur et danger d'incendie.	2e
c) S'ils doivent contenir plus de 300 et moins de 1,500 litres	Odeur et danger d'incendie	3e
2° Substances n'émettant pas de vapeurs susceptibles de ne prendre feu qu'à une température de 35° et au-dessus :		
a) S'ils doivent contenir plus de 15,000 litres	Odeur et danger d'incendie.	1re
b) S'ils doivent contenir de 7,500 à 15 000 litres	Odeur et danger d'incendie.	2e
c) S'ils doivent contenir plus de 1,500 et moins de 7,500 litres.	Odeur et danger d'incendie.	3e
Huileries ou moulins à huile	Odeur et danger d'incendie.	2e
Huiles (Épuration, mélange à chaux ou cuisson des)	Odeur et danger d'incendie.	2e
Laines (Battage, cardage et épuration des)	Odeur, poussieres.	3e
Peaux (Tannage, planage et séchage des)	Odeur.	2e
Porcheries.		
1° Lorsqu'elles ne sont pas l'accessoire d'un établissement agricole	Odeur et bruit.	2e
2° Lorsque, dépendant d'une exploitation agricole, elles sont situées dans une agglomération urbaine de 5,000 âmes et au-dessus	Odeur et bruit.	2e
Poteries de terre (Fabrication de) avec fours non fumivores	Fumée.	3e
Savonneries	Odeur.	3e
Salaisons et saurage des poissons (Atelier pour les)	Odeur.	2e
Tabacs (Manufacture de)	Odeur, poussières.	2e
Teintureries	Odeur, altération des eaux.	3e

616 10 mars 1900

(8 kâda 1317)

PROMULGUE LE 10 MARS 1900

Décret autorisant le Directeur des travaux publics à modifier la nomenclature des établissements insalubres, incommodes ou dangereux.

(Officiel, 1900, 239)

Vu le décret du 16 mai 1897 (14 hidjà 1314) réglementant l'exploitation des manufactures et ateliers insalubres, incommodes ou dangereux ;

Vu la nomenclature des établissements insalubres ou incommodes annexée audit décret ;

Considérant qu'en raison des progres de l'industrie il peut y avoir fréquemment heu de modifier cette nomenclature ;

Article unique. — Le Directeur général des travaux publics est autorisé à modifier par arrêtés (1) la nomenclature des établissements insalubres, incommodes ou dangereux, annexée au décret du 16 mai 1897 (14 hidjà 1314).

Ces arrêtés devront être publiés au *Journal officiel*.

(1) Conf. arrêté du 10 mars 1900.

617 10 mars 1900

Arrêté du Directeur des travaux publics modifiant la nomenclature des établissements insalubres.

(Officiel, 1900, 241)

Vu la nomenclature annexée au décret du 16 mai 1897 (14 hidjà 1314), sur les établissements insalubres, incommodes ou dangereux ;

Vu le décret du 10 mars 1900 (8 kâda 1317), autorisant le Directeur général des travaux publics à modifier, par arrêtés, ladite nomenclature ;

Considérant qu'il importe, au point de vue de la sécurité publique, de reglementer les dépôts d'alcool ;

Article unique. — La nomenclature annexée au décret du 16 mai 1897 est complétée ainsi qu'il suit :

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES	INCONVÉNIENTS.	CLASSES.
Alcool (Rectification de l')	Danger d'incendie	2e classe.
Alcool (Dépôt d') :		
1° Alcool rectifié au-dessus de 10 litres jusqu'à 50 litres	—	3e classe.
Au-dessus de 50 litres	—	2e classe.
2° Alcool ordinaire au-dessus de 50 litres jusqu'à 300 litres	—	3e classe.
Au-dessus de 300 litres	—	2e classe.

ÉTAT CIVIL

618 29 juin 1886

(*27 ramadane 1303*)

PROMULGUÉ LE 29 JUIN 1886

Décret instituant l'état civil dans la Régence(1)[a].

(OFFICIEL, 1886, 129)

Nous nous efforçons, sous l'inspiration de notre puissant Protecteur, le Gouvernement de la République française, de mettre les institutions de notre pays en harmonie avec celles des puissances amies, afin que leurs sujets établis sur notre territoire y trouvent au fur et à mesure des progrès que nous nous proposons d'accomplir, toutes les garanties qui leur sont offertes dans leurs patries respectives ;

Aujourd'hui nous jugeons que le moment est venu de créer dans notre Régence un état civil ou chacun, sans distinction de nationalité, pourra faire inscrire les actes de cet ordre qui le concernent ;

CHAPITRE Ier. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 1er. — Il est institué un état civil dans la Régence.

Art. 2. — Sont investis des fonctions d'officier de l'état civil les présidents des municipalités ou, si ces derniers ne sont pas Français, leurs adjoints de cette nationalité.

Peuvent être également investis par décrets spéciaux(2) des fonctions d'officier de l'état civil, les vice-présidents des commissions municipales. (*Ainsi complété par décret du 17 mai 1899.*)

Art. 3. — Dans les villes où il n'y a pas de municipalité constituée, les fonctions d'officier de l'état civil seront remplies par les Contrôleurs civils ou, en cas d'empêchement ou d'absence de ces derniers, par leurs adjoints ou, à défaut, par l'autorité militaire française désignée dans l'article 89 du Code civil français.

Art. 4. — Les actes de l'état civil seront écrits en français ; ils énonceront l'année, le jour et l'heure où ils seront reçus, les prénoms, noms, âge, professions, domiciles et nationalités de tous ceux qui y seront dénommés.

Art. 5. — Les officiers de l'état civil ne pourront rien insérer dans les actes qu'ils recevront, soit par note, soit par énonciation quelconque, que ce qui doit être déclaré par les comparants.

Art. 6. — Dans le cas où les parties intéressées ne seront point obligées de comparaître en personne, elles pourront se faire représenter par un fondé de procuration spéciale et authentique.

Art. 7. — Les témoins produits aux actes de l'état civil devront être âgés de vingt et un ans au moins, parents ou autres, sans distinction de sexe. Ils seront choisis par les personnes intéressées. Toutefois, le mari et la femme ne pourront être témoins ensemble dans le même acte. (*Ainsi modifié par décret du 6 avril 1898.*)

Art. 8. — L'officier de l'état civil donnera lecture des actes aux parties comparantes ou à leur fondé de procuration et aux témoins. Il y sera fait mention de l'accomplissement de cette formalité.

Art. 9. — Ces actes seront signés par l'officier de l'état civil, par les comparants et les témoins, ou mention sera faite de la cause qui empêchera les comparants et les témoins de signer.

Art. 10. — Les registres seront tenus doubles. Ils seront cotés par premier et dernier et paraphés sur chaque feuille par le Président du tribunal de première instance.

Art. 11. — Les actes seront inscrits sur les registres de suite sans aucun blanc. Les ratures et les renvois seront approuvés et signés de la même manière que le corps de l'acte. Il n'y sera rien écrit par abréviation, et aucune date ne sera mise en chiffres.

Art. 12. — Les registres seront clos et arrêtés par l'officier de l'état civil, à la fin de chaque année, et, dans le premier mois de l'année suivante, l'un des doubles sera déposé au greffe du tribunal de première instance.

Art. 13. — Les procurations et les autres pièces qui doivent demeurer annexées aux actes de l'état civil seront déposées, après qu'elles auront été paraphées par la personne qui les aura produites et par l'officier de l'état civil, au greffe du tribunal avec le double des registres dont le dépôt doit avoir lieu audit greffe.

Art. 14. — Toute personne pourra se faire délivrer, par les dépositaires des registres de l'état civil, des extraits de ces registres. Les extraits délivrés conformes aux registres, et légalisés par le Président du tribunal de première instance ou par le juge qui le remplacera(1), feront foi jusqu'à inscription de faux(2).

Art. 15. — Dans tous les cas où la mention d'un acte relatif à l'état civil devra avoir lieu en marge d'un acte déjà inscrit, elle sera faite d'office. (*Ainsi modifié par décret du 6 avril 1898.*)

---

(1) Conf. décrets des 20 février 1885, art. 106 et seq. (v° HYGIÈNE PUBLIQUE), 3 janvier 1889, art. 16 (v° PRISONS), et 19 juin 1899, art. 4 (v° LÉGALISATIONS).

(2) C'est ainsi que le vice-président de la Commission municipale de Monastir et, en son absence, le conseiller municipal français délégué à la vice-présidence de cette Commission, sont investis des fonctions d'officiers de l'état civil. (Décret du 16 juillet 1899, *Officiel*, 1899, 530.)

Il en est de même à Maxula-Radès (décret du 21 août 1899, *Officiel*, 1899, 597), à Nabeul (décret du 28 août 1900, *Officiel*, 1900, 671) et à Hammam-el-Lif (décret du 3 novembre 1900, *Officiel*, 1900, 805).

(a) Avant l'organisation de l'état civil dans la Régence de Tunis, les Français pouvaient valablement y faire célébrer leur mariage devant un ministre du culte auquel ils appartenaient. (Seine, 30 décembre 1892, *J. T.* 94, 433.)

(1) Conf. décret du 19 juin 1899, art. 4 (v° LÉGALISATIONS).

(2) Conf. décret du 15 février 1897, art. 2. — Conf. aussi décret du 20 juillet 1896, art. 16, § 10 (v° TIMBRE).

L'officier de l'état civil qui aura dressé ou transcrit l'acte donnant lieu à une mention, effectuera cette mention dans les trois jours sur les registres qu'il détient. (*Ainsi modifié par décret du 6 avril 1898.*)

Dans le même délai, il adressera un avis au Procureur de la République de l'arrondissement, pour permettre à celui-ci de veiller à ce que la mention soit faite d'une façon uniforme sur les deux registres. (*Ainsi modifié par décret du 6 avril 1898.*)

Art. 16. — Toute contravention aux articles précédents de la part des fonctionnaires y dénommés sera poursuivie devant le tribunal de première instance et punie d'une amende qui ne pourra excéder 100 fr.

Art. 17. — Tout dépositaire des registres sera civilement responsable des altérations qui y surviendront, sauf son recours, s'il y a lieu, contre les auteurs desdites altérations.

Art. 18. — Toute altération, tout faux dans les actes de l'état civil, toute inscription de ces actes faite sur une feuille volante et autrement que sur le registre à ce destiné, donneront lieu à dommages-intérêts envers les parties, sans préjudice des peines portées au Code pénal français.

Art. 19. — Le Procureur de la République près le tribunal de première instance sera tenu de vérifier l'état des registres lors du dépôt qui en sera fait au greffe; il dressera un procès-verbal sommaire de la vérification, dénoncera les contraventions ou délits commis par les officiers de l'état civil, et requerra contre eux la condamnation aux amendes.

Art. 20. — Les expéditions des actes de l'état civil seront payées conformément aux tarifs fixés par les lois, décrets et ordonnances en vigueur en Algérie (1).

Chapitre II. — Des actes de naissance.

Art. 21. — Les déclarations de naissance seront faites dans les trois jours de l'accouchement à l'officier de l'état civil du lieu. Ce délai sera augmenté d'un jour par myriamètre de distance entre le lieu de naissance et la résidence de l'officier de l'état civil.

Art. 22. — La naissance de l'enfant sera déclarée par le père, ou, à défaut du père, par les docteurs en médecine ou en chirurgie, sages-femmes, officiers de santé ou autres personnes qui auront assisté à l'accouchement, et, lorsque la mère sera accouchée hors de son domicile, s'il est possible, par la personne chez qui elle sera accouchée(2). L'acte de naissance sera rédigé de suite, en présence de deux témoins.

Art. 23. — L'acte de naissance énoncera le jour, l'heure et le lieu de la naissance, le sexe de l'enfant et les prénoms qui lui seront donnés, les prénoms, noms, professions, domiciles et nationalités des père et mère, les prénoms, noms, professions et domiciles et nationalités des témoins.

Art. 24. — L'acte de reconnaissance d'un enfant sera inscrit sur les registres, à sa date, et il en sera fait mention en marge de l'acte de naissance s'il en existe un (1).

Chapitre III. — Des actes de mariage.

Art. 25. — Avant le mariage, l'officier de l'état civil fera deux publications à huit jours d'intervalle, un jour de dimanche, devant la porte de la maison où est établie son administration.

Ces publications et l'acte qui en sera dressé énonceront les prénoms, noms, professions, domiciles et nationalités des futurs époux, leurs qualités de majeurs ou de mineurs; et les prénoms, noms, professions, domiciles et nationalités de leurs pères et mères. Cet acte énoncera, en outre, les jours, lieux et heures où les publications auront été faites; il sera inscrit sur un seul registre, qui sera coté et parafé comme il est dit en l'article 10 et déposé, à la fin de chaque année, au greffe du tribunal de première instance ou de la justice de paix suivant le cas.

Art. 26. — Un extrait de l'acte de publication sera et restera affiché à la porte de la maison de l'officier de l'état civil pendant les huit jours d'intervalle de l'une à l'autre publication. Le mariage ne pourra être contracté ni avant le troisième jour depuis et non compris celui de la seconde publication, ni après l'année à compter de l'expiration du délai des publications.

Art. 27. — Les actes d'opposition au mariage seront signés, sur l'original et sur la copie, par les opposants ou par leurs fondés de procuration spéciale et authentique; ils seront signifiés, avec la copie de la procuration, à la personne ou au domicile des parties et à l'officier de l'état civil qui mettra son visa sur l'original.

Art. 28. — L'officier de l'état civil fera, sans délai, une mention sommaire des oppositions sur le registre des publications; il fera aussi mention, en marge de l'inscription desdites oppositions, des jugements ou des actes de mainlevée dont l'expédition lui aura été remise.

Art. 29. — En cas d'opposition, l'officier de l'état civil ne dressera pas l'acte de mariage avant qu'on ne lui en ait remis la mainlevée, sous peine de 300 fr. d'amende et de tous dommages-intérêts.

Art. 30. — S'il n'y a point d'opposition, il en sera fait mention dans l'acte de mariage et, si les publications ont été faites par plusieurs officiers de l'état civil, les parties remettront à

---

(1) Conf. etiam décret du 13 octobre 1880.

(2) L'article 346 C. pén. est applicable en Tunisie à tout Français chargé par la loi de la déclaration de la naissance d'un enfant nouveau-né, lorsqu'il a omis de faire au consulat la déclaration prescrite par l'article 56 C. civ. et n'a pas davantage fait dresser acte de la naissance par la municipalité ou le Contrôleur civil compétents. (Sousse, 26 juin 1889, *J. T.* 89, 168.)

(1) Conf. décret du 6 avril 1898, art. 3.

celui qui doit dresser l'acte de mariage un certificat délivré par tous les autres, constatant qu'il n'existe point d'opposition.

Art. 31. — L'officier de l'état civil se fera remettre l'acte de naissance de chacun des futurs époux, s'ils sont de nationalité européenne. Celui des époux qui serait dans l'impossibilité de se le procurer pourra le suppléer, en rapportant un acte de notoriété délivré par le juge de paix du lieu de sa naissance, ou par celui de son domicile.

L'acte de naissance produit par chacun des époux ne devra pas avoir été délivré depuis plus de trois mois, s'il a été délivré en Tunisie ou en France, et depuis plus de six mois, s'il a été délivré dans un pays étranger. (*Ainsi complété par décret du 6 avril 1898.*)

Art. 32. — L'acte de notoriété contiendra la déclaration faite par sept témoins, de l'un ou de l'autre sexe, parents ou non parents, des prénoms, nom, profession et domicile du futur époux, et de ceux de ses père et mère, s'ils sont connus; le lieu, et, autant que possible, l'époque de sa naissance, et les causes qui empêchent d'en rapporter l'acte. Les témoins signeront l'acte de notoriété avec le juge de paix; et s'il en est qui ne puissent ou ne sachent signer, il en sera fait mention.

Art. 33. — L'acte de notoriété sera présenté au tribunal de première instance du lieu où doit se célébrer le mariage. Le tribunal, après avoir entendu le Procureur de la République, donnera ou refusera son homologation selon qu'il trouvera suffisantes ou insuffisantes les déclarations des témoins et les causes qui empêchent de rapporter l'acte de naissance.

Art. 34. — L'acte authentique, s'il est requis du consentement des père et mère, ou aïeuls ou aïeules, ou à leur défaut celui de la famille, contiendra les prénoms, noms, professions, nationalités et domiciles du futur époux et de tous ceux qui auront concouru à l'acte, ainsi que leur degré de parenté.

Lorsque le consentement sera requis des père et mère ou des aïeuls ou aïeules, l'acte pourra en être donné devant l'officier de l'état civil du domicile de l'ascendant. (*Ainsi modifié par décret du 15 février 1897.*)

Art. 35. — Dans le cas où, en raison de la législation des pays d'origine des futurs, l'accomplissement de certaines formalités prescrites par le présent décret préalablement à la célébration du mariage serait impossible, il sera suppléé à ces formalités par un certificat délivré par le consul de la nation desdits futurs et qui constatera qu'ils ont satisfait aux prescriptions de leur propre loi.

Ce certificat demeurera annexé à l'acte de mariage.

Art. 36. — L'acte de mariage sera dressé par l'officier de l'état civil du lieu où l'un des deux époux aura son domicile. Ce domicile, quant au mariage, s'établira par six mois d'habitation continue au même lieu.

Art. 37. — Le jour désigné par les parties, après les délais des publications, l'officier de l'état civil, dans la maison où est établie son administration, en présence de quatre témoins parents ou non parents, fera lecture aux parties des pièces ci-dessus mentionnées, relatives à leur état et aux formalités du mariage. Si les parties sont de nationalité française, il sera également fait lecture du chapitre VI du Code civil, titre du mariage, sur les états et les devoirs respectifs des époux.

L'officier de l'état civil interpellera les futurs époux ainsi que les personnes qui autorisent le mariage, si elles sont présentes, d'avoir à déclarer s'il a été fait un contrat de mariage, et, dans le cas de l'affirmative, la date de ce contrat, ainsi que le nom et le lieu de résidence de celui qui l'a reçu. Il recevra de chaque partie, l'une après l'autre la déclaration qu'elles veulent se prendre pour mari et pour femme, il prononcera au nom de la loi, qu'elles sont unies par le mariage, et il dressera l'acte de mariage sur-le-champ.

Art. 38. — On énoncera dans l'acte de mariage : 1° les prénoms, noms, professions, âge, lieux de naissance, domiciles et nationalités des époux; 2° s'ils sont majeurs ou mineurs; 3° les prénoms, noms, professions, domiciles et nationalités des pères et mères; 4° le consentement, s'il est requis, des pères et mères, aïeuls et aïeules, ou celui de la famille; 5° les actes respectueux, s'il en a été fait; 6° les publications dans les divers domiciles; 7° les oppositions, s'il y en a eu, leur mainlevée ou la mention qu'il n'y a point eu d'opposition; 8° la déclaration des contractants de se prendre pour époux, et le prononcé de leur union par l'officier public; 9° les prénoms, noms, âge, professions et domiciles des témoins et leur déclaration s'ils sont parents ou alliés des parties, de quel côté et à quel degré; 10° la déclaration faite, sur l'interpellation prescrite par l'article précédent, qu'il a été ou qu'il n'a pas été fait de contrat de mariage, et, autant que possible, de la date du contrat, s'il existe, ainsi que les noms et lieux de résidence de celui qui l'aura reçu; le tout à peine, contre l'officier de l'état civil, de l'amende fixée par l'article 16. Dans le cas où la déclaration aurait été omise ou serait erronée, la rectification de l'acte, en ce qui touche l'omission ou l'erreur, pourra être demandée par le Procureur de la République sans préjudice du droit des parties intéressées, conformément à l'article 43.

Il sera fait mention de la célébration du mariage en marge de l'acte de naissance des époux. (*Ainsi complété par décret du 6 avril 1898.*)

Art. 39. — Dans le cas prévu à l'article 35, l'acte de mariage mentionnera le certificat délivré par le consul de la nation des futurs avec

énonciation des formalités que ledit certificat est appelé à suppléer.

CHAPITRE IV. — DES ACTES DE DÉCÈS.

Art. 40. — L'acte de décès sera dressé par l'officier de l'état civil, sur la déclaration de deux témoins. Ces témoins seront, s'il est possible, les deux plus proches parents ou voisins, ou, lorsqu'une personne sera décédée hors de son domicile, la personne, si faire se peut, chez laquelle elle sera décédée et un parent ou autre.

Art. 41. — Les déclarations de décès seront faites, dans les trois jours du décès, à l'officier de l'état civil du lieu, sans préjudice des règlements de police.

Ce délai sera augmenté d'un jour par myriamètre de distance entre le lieu de décès et la résidence de l'officier de l'état civil.

Art. 42. — L'acte de décès contiendra les prénoms, nom, âge, profession, domicile et nationalité de la personne décédée; les prénoms et nom de l'autre époux, si la personne décédée était mariée ou veuve; les prénoms, noms, âges, professions et domiciles des déclarants, et, s'ils sont parents, leur degré de parenté.

Le même acte contiendra de plus, autant qu'on pourra le savoir, les prénoms, noms, professions et domiciles des père et mère du décédé et le lieu de sa naissance.

CHAPITRE V. — DE LA RECTIFICATION DES ACTES DE L'ÉTAT CIVIL.

Art. 43. — Lorsque la rectification d'un acte de l'état civil sera demandée, il y sera statué, s'il s'agit d'un Tunisien, par la juridiction du Ministère pour les actes de décès et par celle du chaâra pour ceux de naissance et de mariage; s'il s'agit d'un justiciable des tribunaux français, par le tribunal de première instance, sauf l'appel, au greffe duquel le double du registre de l'état civil a été ou doit être déposé, et sur les conclusions du Procureur de la République. Les parties intéressées seront appelées, s'il y a lieu.

Art. 44. — Le jugement de rectification ne pourra, dans aucun temps, être opposé aux parties intéressées qui ne l'auraient point requis, ou qui n'y auraient pas été appelées.

Art. 45. — Les jugements de rectification seront inscrits sur les registres par l'officier de l'état civil, aussitôt qu'ils lui auront été remis; et mention en sera faite en marge de l'acte réformé.

Art. 46. — Le présent décret sera exécutoire à partir du 1er octobre 1886 (2 moharrem 1304).

---

619 — 13 octobre 1886

(14 moharrem 1304)

PROMULGUÉ LE 14 OCTOBRE 1886

Décret fixant le tarif des expéditions des actes de l'état civil.

(OFFICIEL, 1886, 235)

Vu l'article 20 du décret du 29 juin 1886 (27 ramadane 1303);

Article unique. — Les expéditions des actes de l'état civil délivrées par les Contrôleurs civils, les présidents des municipalités et les greffiers des tribunaux de la Régence, seront payées conformément aux tarifs ci-après :

	PRÉSIDENTS des municipalités.	CONTRÔLEURS CIVILS, GREFFIERS des tribunaux.
	piastres.	fr.
Actes de naissance	2 »	1 »
Actes de décès	2 »	1 »
Actes de mariage.	2 75	1 50

Légalisation (1) par le Président du tribunal des signatures apposées sur les expéditions, 0 fr. 25 c.

---

620 — 15 février 1897

(13 ramadane 1314)

PROMULGUÉ LE 15 FÉVRIER 1897

Décret modifiant l'article 34 du décret du 29 juin 1886 sur l'état civil.

(OFFICIEL, 1897, 113)

Vu le décret du 29 juin 1886 (27 ramadane 1303) instituant l'état civil;

Vu le décret du 13 octobre 1886 (14 moharrem 1304) fixant le tarif des expéditions des actes de l'état civil;

Article 1er. — L'article 34 du décret du 29 juin 1886 (27 ramadane 1303) est modifié ainsi qu'il suit : . . . . . (*Conf. ce décret.*)

Art. 2. — Les extraits des registres de l'état civil dont la délivrance est sollicitée en vue d'un mariage, et les actes de consentement à mariage, seront délivrés ou dressés sur papier libre et sans frais pour les officiers de l'état civil (2).

---

621 — 6 avril 1898

(14 kâda 1315)

PROMULGUÉ LE 6 AVRIL 1898

Décret complétant le décret du 29 juin 1886 sur l'état civil.

(OFFICIEL, 1898, 271)

Vu nos décrets du 29 juin 1886 (27 ramadane 1303) et du 15 février 1897 (13 ramadane 1314) sur l'état civil;

Considérant qu'il y a avantage à compléter quelques-unes de leurs dispositions;

---

(1) Conf. décret du 19 juin 1899, art. 5 (v° LÉGALISATIONS).
(2) Conf. décret du 29 juin 1886, art. 14.

Article 1er. — L'article 15 du décret du 29 juin 1886 est modifié ainsi qu'il suit : . . . . (*Conf. ce décret.*)

Art. 2. — L'article 38 du décret précité est complété comme suit : . . . (*Conf. ce décret.*)

Art. 3. — Lorsque des enfants nés hors mariage autres que ceux nés d'un commerce incestueux ou adultérin auront été légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, il sera fait mention de la légitimation en marge de l'acte de naissance de l'enfant légitimé (1).

Art. 4. — L'article 31 du même décret est ainsi complété : . . . . . (*Conf. ce décret.*)

Art. 5. — L'article 7 du décret du 29 juin 1886 est ainsi modifié : . . . (*Conf. ce décret*)

622 17 mai 1899

(6 moharrem 1317)

PROMULGUÉ LE 17 MAI 1899

Décret complétant le décret du 29 juin 1886 sur l'état civil.

(OFFICIEL, 1899, 327)

Vu les décrets des 29 juin 1886 (27 ramadane 1303), 15 février 1897 (13 ramadane 1314) et 6 avril 1898 (14 kâda 1315) sur l'état civil ;

Vu le décret du 1er avril 1885 (15 djoumadi ettani 1302) sur l'organisation des communes ;

Sur le rapport du Premier Ministre ;

Article unique. — Le paragraphe 2 de notre décret du 29 juin 1886 est complété comme il suit : . . . . . (*Conf. art. 2 de ce décret.*)

ÉTRANGERS

623 13 avril 1898

(21 kâda 1315)

PROMULGUÉ LE 13 AVRIL 1898

Décret relatif au séjour des étrangers dans la Régence et réglementant la déclaration de résidence qui leur est imposée (2).

(OFFICIEL, 1898, 271)

Article 1er. — A partir du 1er mai 1898, tout étranger qui voudra établir sa résidence en Tunisie ou y exercer une profession, un commerce ou une industrie quelconque, devra, dans un délai de cinq jours à partir de son arrivée, faire devant l'autorité de police locale une déclaration de résidence en justifiant de son identité. S'il n'est pas porteur de pièces justificatives nécessaires, l'autorité de police du lieu pourra, avec l'approbation de notre Premier Ministre, lui accorder un délai pour se les procurer (2).

Art. 2. — La déclaration devra comporter les nom et prénoms du déclarant, ceux de ses père et mère, sa nationalité, le lieu et la date de sa naissance, le lieu de son dernier domicile, sa profession ou ses moyens d'existence.

Elle sera individuelle, même pour les membres d'une même famille, à l'exception des enfants mineurs (a) n'exerçant ni profession, ni commerce, ni industrie.

Il sera tenu, à cet effet, un registre d'immatriculation des étrangers suivant la forme déterminée par un arrêté de notre Premier Ministre. Un extrait de ce registre sera délivré au déclarant et devra être représenté par lui à toute réquisition des agents de l'autorité. Cet extrait sera frappé d'un droit de timbre de 90 centimes.

Art. 3. — Les déclarations seront faites à Tunis, au commissariat de la Sûreté. Dans les autres localités de la Régence, elles seront faites au commissaire de police ; à défaut du commissaire de police, au commandant de la brigade de gendarmerie ou au Contrôleur civil de la circonscription.

Les pièces justificatives seront laissées en dépôt au bureau de l'autorité de police du lieu qui en fera mention sur le récépissé de déclaration et les restituera à l'intéressé sur la déclaration de ce dernier qu'il quitte la localité.

Art. 4. — En cas de changement de résidence, l'intéressé devra faire viser son certificat d'immatriculation, dans les deux jours de son arrivée, par l'autorité de police de sa nouvelle résidence, et déposer à nouveau ses papiers, dans les conditions prévues par l'article précédent.

Art. 5. — Toute personne qui emploiera un étranger n'ayant pas satisfait aux prescriptions du présent décret sera punie d'une amende de 1 à 15 fr. inclusivement et d'un emprisonnement de un à cinq jours inclusivement, ou l'une de ces peines seulement. Ces peines pourront être portées jusqu'au double lorsqu'il aura été

(1) Conf. décret du 29 juin 1886, art 24.

(2) Une circulaire du Résident général du 24 avril 1898 précise que ce décret n'est pas applicable aux Musulmans non tunisiens, au personnel du corps consulaire accrédité auprès du Gouvernement local ; cette immunité ne s'étend pas aux serviteurs du consulat — Les expressions profession, commerce ou industrie doivent être envisagées dans un sens très large, mais il n'est pas douteux que le décret est applicable aux artisans, aux ouvriers industriels ou agricoles, domestiques, aux pêcheurs, artistes, venant chaque année exercer pendant un certain temps leur profession en Tunisie, et aux étrangers exerçant une profession libérale, tels que médecins, avocats, artistes, professeurs ; aux ministres des cultes, membres de confréries religieuses, etc.... Par contre, les touristes et hiverneurs ne sauraient être astreints à la déclaration. Cette circulaire détermine encore les pièces à produire par les déclarants pour établir leur identité : extraits de naissance ou de casier judiciaire, actes de mariage, livret de famille, livrets ou congés militaires. Les actes de catholicité, de baptême ou de mariage religieux suffisent pour les ressortissants de certains pays où l'état civil ne fonctionne pas. Les passeports, livrets ouvriers, certificats de toute nature ne peuvent être considérés comme pièces justificatives suffisantes.

(a) La loi espagnole fixe la majorité à l'âge de 25 ans. (Tunis, 12 juin 1896, *J. T.* 96, 377)

La loi maltaise, qui régit en Tunisie les Anglo-Maltais, fixe la majorité à 18 ans. (Alger, 5 mai 1896, *J. T.* 96, 330. — Tunis, 19 juin 1895, *J. T.* 95, 485)

Est mineur l'Italien qui n'a pas 21 ans accomplis. (Tunis, 19 octobre 1898, *R. A.* 99, II, 392)

rendu contre le contrevenant, dans les douze mois précédents, un jugement de condamnation pour la même contravention commise dans le ressort du même tribunal.

Art. 6. — Tout étranger qui n'aura pas fait, dans le délai déterminé, les déclarations réglementaires prescrites par les articles 1 à 6 ci-dessus, ou qui refusera de produire son certificat à la première réquisition, ou qui, en cas de changement de résidence, n'aura pas fait viser son certificat, sera passible d'une amende de 50 à 200 fr.

Celui qui aura fait sciemment une déclaration fausse ou inexacte sera puni d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 100 à 300 fr.

Dans les cas prévus par les paragraphes 1 et 2, le tribunal pourra, en outre, ordonner que le condamné sera transféré à la frontière et expulsé du territoire tunisien.

Art. 7. — Notre Premier Ministre pourra également, par mesure de police, enjoindre à tout étranger voyageant ou résidant dans la Régence, et dont la présence serait de nature à compromettre la sécurité publique, de sortir immédiatement du territoire tunisien.

L'arrêté d'expulsion devra toutefois être contresigné par le Ministre Résident général.

Art. 8. — Tout étranger qui se serait soustrait à l'application des mesures énoncées dans les articles 6 et 7, ou qui, après être sorti de la Régence, y serait rentré sans l'autorisation du Gouvernement, sera puni d'un emprisonnement de un mois au moins et de six mois au plus.

Après l'exécution de sa peine, il sera expulsé.

Art. 9. — L'article 463 du Code pénal français est applicable dans tous les cas prévus par le présent décret.

Art. 10. — Il sera accordé aux étrangers résidant actuellement dans la Régence un délai de deux mois à courir du 1er mai 1898 pour se conformer aux prescriptions qui précèdent.

Art. 11. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

EXHUMATIONS

624 26 novembre 1898

(12 redjeb 1316)

PROMULGUE LE 26 NOVEMBRE 1898

Décret sur la police des exhumations.

(OFFICIEL, 1898, 771)

Vu le décret du 16 juillet 1888 (7 kâda 1305) sur la police des exhumations;

Vu l'avis du Conseil central d'hygiène en date du 29 octobre 1898;

Sur le rapport de notre Premier Ministre;

Article 1er. — Le décret du 16 juillet 1888 (7 kâda 1305) est abrogé.

Art. 2. — Aucune exhumation ne peut avoir lieu en Tunisie sans autorisation préalable, sous peine d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de 15 à 200 fr.

Art. 3. — Les permis d'exhumer sont délivrés par les présidents des municipalités dans les villes érigées en municipalités, et, en dehors de ces villes, par les Contrôleurs civils.

Art. 4. — En principe, le permis d'exhumer pourra toujours être refusé si l'opération paraît offrir, pour une cause quelconque, des dangers pour la santé publique.

Art. 5. — Toute demande de permis d'exhumation devra être accompagnée d'un document constatant l'identité de la personne décédée et le lieu de sa sépulture et d'une pièce probante (extrait du registre des décès d'un hôpital ou certificat d'un médecin) constatant la date du décès et la nature de la maladie qui l'a amené.

Art. 6. — Les formalités nécessaires aux exhumations différeront, selon que l'exhumation et la nouvelle inhumation se passeront dans le même cimetière ou bien que l'inhumation définitive devra avoir lieu à distance.

Art. 7. — Dans le premier cas, le gardien du cimetière aura toute qualité pour, après réception du permis d'exhumation, surveiller l'exécution de cette exhumation et de la réinhumation en se conformant aux prescriptions suivantes :

L'exhumation d'une personne morte du choléra, diphtérie, fièvre typhoïde, tuberculose et scarlatine ne pourra avoir lieu avant six mois révolus à dater du jour du décès. Ce délai est porté à un an pour les décès causés par le tétanos, la peste, la fièvre jaune, le typhus et la variole, et à un an et demi pour ceux consécutifs au charbon.

Dans toutes les opérations d'exhumation, au fur et à mesure du creusement nécessaire pour arriver sur le corps, on arrosera la terre, enlevée par couche de 15 centimètres, d'une solution saturée de sulfate de fer (couperose verte) à raison de 500 grammes de solution par mètre cube de terre environ.

Si le cercueil est trouvé en entier et en bon état, il pourra être conservé; dans le cas contraire, il y aura lieu d'en placer les débris ainsi que ce qui reste de son contenu dans un autre cercueil neuf, contenant une couche d'au moins 2 centimètres d'un mélange à parties égales de sciure de bois desséchée et de sulfate de fer.

On comblera la fosse vide avec la terre qui aura été enlevée et arrosée de sulfate de fer en

ayant soin d'y mélanger, au fur et à mesure de l'opération, la valeur d'un kilogramme environ de chaux vive par mètre cube.

Art. 8. — Les exhumations qui devront être suivies d'un transport du corps à distance seront soumises aux formalités suivantes :

Le permis d'exhumer ne pourra être accordé que trois ans après les décès occasionnés par le choléra, la peste, la fièvre jaune, le typhus, la fièvre typhoïde, la variole, la scarlatine, la diphtérie, le charbon et le tétanos. Ce délai reste fixé à six mois pour la tuberculose.

Les précautions prescrites par l'article 7 pour le creusement et le comblement de la fosse sont de même rigoureusement exécutoires pour les transports à distance.

En outre, le cercueil ancien ou les débris et ce qui reste de son contenu seront placés dans un cercueil de plomb de 3 millimètres d'épaisseur au moins, ou de zinc, d'au moins un demi-millimètre d'épaisseur, renfermé dans une bière de chêne dont les parois auront au moins 27 millimètres d'épaisseur et seront fixées par des clous à vis et maintenues par trois frettes en fer serrées à écrous.

Cette bière contiendra un mélange à parties égales de sciure de bois desséchée et de sulfate de fer (1 hectolitre ou 17 kilogrammes).

Le commissaire de police de la localité ou, à son défaut, un mandataire spécial de l'autorité qui aura délivré le permis, assistera à l'exhumation et scellera le cercueil de son sceau. Il dressera un procès-verbal en double expédition, constatant que l'opération a été faite conformément aux prescriptions du présent décret.

Un exemplaire de ce procès-verbal, ainsi que le permis d'exhumation et les autres pièces indiquées à l'article 4, seront remis à l'intéressé pour être produits à l'autorité du lieu où devra se faire l'inhumation définitive.

Art. 9. — Notre Premier ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

EXPOSITIONS

625 13 avril 1891

Arrêté du Résident général instituant un comité permanent chargé de recueillir des renseignements sur les expositions ou concours qui peuvent avoir lieu.

(Officiel, 1891, 101)

Vu le vœu émis par la Conférence consultative dans la séance du 27 janvier 1891 ;

Article 1er. — Il est institué un comité permanent chargé de recueillir des renseignements sur les diverses expositions qui doivent avoir lieu, de donner son avis sur l'utilité qu'il y aurait pour la Tunisie à y participer officiellement, de stimuler et de grouper les efforts des producteurs de la Régence, de préparer les collections à exposer, et d'apporter son concours au Gouvernement pour l'organisation de la représentation des produits tunisiens dans ces expositions.

Art. 2. — Le comité aura les mêmes attributions pour les concours agricoles qui pourront se tenir tant en France qu'en Algérie et en Tunisie.

Art. 3. — Il sera composé de l'inspecteur d'agriculture ou de son délégué ; du président et d'un délégué des municipalités de Tunis, de Sousse et de Sfax, et d'un délégué des sociétés suivantes :

La Chambre de commerce de Tunis ;
Le Syndicat obligatoire des viticulteurs ;
Le Comice agricole ;
La Société d'agriculture ;
Le Syndicat des colons français de Tunisie ;
Le Syndicat franco-tunisien du Sahel.

Art. 4. — Dans sa première séance, le comité partagera en trois catégories les délégués nommés par les municipalités et par les sociétés, et il désignera, par voie de tirage au sort, une première catégorie dont les pouvoirs expireront au bout de deux ans, une seconde catégorie dont les pouvoirs expireront au bout de quatre ans, et une troisième catégorie dont les pouvoirs expireront au bout de six ans. Les nominations faites ultérieurement pour pourvoir au remplacement des membres dont les pouvoirs seront expirés auront lieu pour six ans.

Art. 5. — Le comité sera présidé par le Directeur de l'agriculture ou son délégué : il nommera son secrétaire.

FINANCES

626 4 novembre 1882

(*22 hidjà 1299*)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DÉCEMBRE 1884

Décret instituant une Direction des finances.

(OFFICIEL, 1883, 1)

Vu les amras de notre prédécesseur en date des 4 avril 1868 (11 hidjà 1284), 5 juillet 1869 (25 rebiâ el aouel 1286), 15 novembre 1869 (10 châbane 1286), 9 octobre 1880 (5 kâda 1297), 5 janvier 1882 (14 safar 1299), ensemble l'arrangement du 23 mars 1870 (20 hidjà 1286) sur les attributions de la Commission financiere et des comités dont elle se compose ;

Article 1er. — La direction de toutes les affaires concernant les finances de la Régence qui ne rentrent pas dans les attributions de la Commission financière (1) et des comités, est confiée à M. Depienne, vice-président de cette commission, qui est autorisé à prendre, dans l'intérêt de leur solution, sous réserve toutefois des cas où notre approbation souveraine est nécessaire, toutes les mesures et toutes les décisions qu'il jugera convenable.

Art. 2. — Tous les fonctionnaires chargés de l'instruction de ces affaires sont invités à exécuter les ordres qu'ils recevront de M. Depienne, dans les limites des attributions qui lui sont conférées par le présent décret.

Art. 3. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

627 2 octobre 1884

(*11 hidjà 1301*)

VISA RESIDENTIEL DU 15 DÉCEMBRE 1884

Décret portant suppression de la Commission financière et de l'Administration des Revenus concédés et organisant la Direction des finances.

(OFFICIEL, 1884, 397)

Vu le décret du 4 novembre 1882 (22 hidjà 1299) instituant la Direction des finances ;

Considerant que notre decret du 1er châbane 1301 (27 mai 1884) qui a autorisé la conversion ou le remboursement de la Dette generale tunisienne 5 % a été mis en exécution ; que l'opération de conversion est aujourd'hui terminée, et que l'opération de remboursement, commencée depuis le 1er octobre courant, se poursuit régulierement et est completement assurée ;

Considérant que, dans cette situation, les garanties accordees aux creanciers de cette dette n'ont plus de raison d'être, de même que les institutions crees par notre prédecesseur pour en assurer l'exécution ;

Apres nous être assuré de l'assentiment du Gouvernement français ;

Article 1er. — La Commission financière instituée par le décret du 5 juillet 1869, et le Conseil d'administration des Revenus concédés, créé par l'arrangement du 23 mars 1870, cesseront d'exister le 12 octobre 1884, sous la réserve prévue à l'article 4 ci-après.

En conséquence, le Conseil d'administration des Revenus concédés devra, le 12 octobre 1884 au soir, faire la remise de son service dans toutes les agences, soit à la Direction des douanes, soit à la Direction des contributions diverses, soit au Receveur général des finances.

Les valeurs en caisse autres que les papiers timbrés, de même que les cautionnements des agents et des fermiers, seront versés : à Tunis et à La Goulette, à la caisse du Receveur général des finances ; partout ailleurs, entre les mains des employés des douanes, qui prendront la gestion de l'agence.

Les papiers timbrés seront remis : à Tunis, au Receveur principal des contributions diverses ; dans les autres localités, aux agents des douanes, en même temps que les autres valeurs.

Art. 2. — En conséquence, les Revenus publics concédés aux créanciers par l'arrangement précité seront, à partir de cette époque, perçus pour le Trésor beylical, en tenant compte toutefois des dispositions insérées au paragraphe 3 de l'article 5 du décret du 1er châbane 1301 (27 mai 1884).

Art. 3. — Les décrets des 3 djoumadi el aouel 1300 (12 mars 1883) et 18 safar 1301 (19 décembre 1883 seront applicables à tous les revenus de l'État (1).

Art. 4. — Le Comité exécutif de la Commission financière sera chargé provisoirement, jusqu'à ce que de nouvelles mesures aient été ordonnées, de l'instruction de toutes les affaires rentrant dans les attributions de la Commission, et qui sont actuellement en cours, et de prendre, à leur sujet, telle décision qu'il jugera convenable.

Il sera également appelé à statuer sur toutes les réclamations et litiges qu'il a reçu pouvoir de résoudre avant la date du présent décret, et à présider à la liquidation des comptes à rendre par le Conseil d'administration des Revenus concédés.

Art. 5. — La Direction des finances percevra tous les revenus de la Régence. Les poursuites seront faites, s'il y a lieu, directement par le Directeur des finances, ou en son nom (2).

Art. 6. — Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par notre décret du 4 novembre 1882 (22 hidjà 1299), le Directeur des finances aura notamment sous son autorité (3)

---

1) Conf décret du 2 octobre 1884, art 1er.

(1) Cont etiam décret du 16 décembre 1890 (v° BUDGET).
(2) Conf décret du 19 juillet 1899
(3) Conf décret du 28 février 1897 (v° CONSERVATION FONCIÈRE) qui place cette conservation dans les attributions de la Direction générale des finances

un Directeur des contributions diverses et un Directeur des douanes (1). Il déterminera, par arrêté, les attributions de chacune des directions des contributions et des douanes (2).

Art. 7. — Les Directeurs des contributions et des douanes et le Receveur général des finances auront le pouvoir de poursuivre devant toute autorité judiciaire ou administrative, au nom du Directeur des finances, les instances intéressant leurs services, et de faire signifier tous actes de poursuites.

C'est à eux qu'il appartiendra de suivre, chacun dans les limites de ses attributions, l'instruction des affaires non terminées, engagées avant le 13 octobre 1884 auprès du Conseil d'administration des Revenus concédés, et d'adresser, s'il y a lieu, leur avis, proposition ou décision sur ces affaires au Comité exécutif, dans le cas où il sera appelé à statuer, en vertu des dispositions de l'article 4 du présent décret.

Art. 8. — Le Directeur des finances est nommé par nous sur la présentation du Ministre Résident de la République française à Tunis.

Seront nommés par décrets (3), sur la proposition du Directeur des finances :

Le Sous-Directeur des finances ;

Les Directeurs des contributions diverses et des douanes ;

Les chefs de division et de bureau de la Direction des finances ;

Les inspecteurs de la Direction des finances et des services financiers ;

Le Receveur général des finances ;

L'Interprète principal de la Direction des finances ;

Le Receveur principal des contributions diverses ;

Le Receveur principal des douanes ;

L'Administrateur des domaines..... (4) ;

Le Directeur de la Monnaie..... (4).

Art. 9. — Sont nommés par arrêtés du Directeur des finances tous les employés et agents des régies financières non désignés à l'article 8, quels que soient leur grade et leur traitement (5). Le Directeur des finances pourra déléguer, aux conditions qu'il avisera, le droit de nomination de certains agents aux directeurs placés sous son autorité. Dans l'un comme dans l'autre cas, aucune nomination ou changement de grade ne sera définitif qu'après le visa du Résident général. (*Ainsi modifié par décret du 14 août 1898.*)

Art. 10. — Aucun avancement ne pourra être accordé que par un arrêté du Directeur des finances, pris sur la proposition du Directeur de la régie, à laquelle appartiendra l'agent. (*Ainsi modifié par décret du 14 août 1898.*)

Art. 11. — Les mesures disciplinaires à prendre à l'égard des agents, ainsi que la révocation, seront prononcées par arrêtés du Directeur des finances. (*Ainsi modifié par décret du 14 août 1898.*)

Art. 12. — Les employés des fermes des revenus publics seront nommés par les fermiers. Cependant, les débitants de poudre, de tabac et de sel, et les agents qui pourront être appelés à constater des contraventions, seront nommés, sur la proposition du fermier, et révoqués par l'autorité à laquelle ce droit aura été ou sera conféré (1).

Art. 13. — Le Receveur général des finances à Tunis est désigné pour payer, à partir du 13 octobre 1884, en se conformant aux règles de la comptabilité publique, savoir :

1° Les coupons de la Dette générale..... 3 % (2) qui seront présentés en Tunisie ;

2° Tous les coupons ou fractions de coupons échus et non prescrits restant à payer de l'ancienne dette 5 %, étant observé toutefois qu'en ce qui concerne les fractions de coupons nos 17, 18, 19, 22 et 23 qui n'auront pas été présentées à la conversion autorisée par notre décret précité du 1er chàbane 1301 (27 mai 1884), le paiement ne pourra en être effectué par lui qu'à dater du 25 octobre 1884, date à partir de laquelle cesse l'engagement des souscripteurs de l'emprunt 4 % de faire procéder eux-mêmes à ce remboursement ;

3° Tous les certificats de coupons antérieurs à 1870 sortis aux différents tirages ;

4° Tous les titres de la Dette générale tunisienne 5 % qui, au 25 octobre courant, n'auront pas été remboursés par les souscripteurs de l'emprunt ; le paiement des certificats et des titres pourra être opéré tant que ces certificats ou titres ne seront pas atteints par la prescription édictée par l'article 43 de notre décret du 3 djoumadi el aouel 1300 (12 mars 1883) ;

5° Toutes les dépenses qui appartiendront au compte de liquidation qui sera ouvert au Conseil d'administration des Revenus concédés.

---

628 2 octobre 1884

Arrêté du Directeur des finances fixant les attributions des directions des douanes et des contributions diverses (1).

(Officiel, 1884. 396)

Vu le décret du 2 octobre 1884 (11 hidjà 1301) dont l'article 6 est ainsi conçu : . . . . . (*Conf. ce décret.*)

Article 1er. — La Direction des contributions

(1) Conf. 1er décret du 16 décembre 1890 qui crée une Direction des monopoles (v° Monopoles).
(2) Conf. arrêtés des 2 octobre 1884 et 15 novembre 1895.
(3) Conf. etiam 1er décret du 16 décembre 1890, art. 2 (v° Monopoles).
(4) Le Directeur de la Ghaba, compris autrefois dans cette liste, dépend actuellement de la Direction de l'agriculture. L'Administration de la Rabta, dont le Directeur faisait également partie de cette énumération, a été supprimée par décret du 2 juillet 1894 (v° Achour).
(5) Conf. etiam arrêté du 30 mai 1899.

(1) Conf. 1er décret du 16 décembre 1890 qui crée une Direction des monopoles (v° Monopoles).
(2) Ainsi modifié par decret du 9 juin 1892 (v° Dette publique).

diverses (1) régit au nom du Directeur des finances les monopoles et privilèges de l'État, tels que ceux relatifs à la culture, à la fabrication et à la vente du tabac (2), à l'extraction ou à la fabrication et à la vente du sel (2), à la fabrication et à la vente du plâtre (3), à la vente des poudres de mines et de chasse (2); l'établissement de Dar-el-Geld, lorsque la libre disposition en reviendra au Gouvernement (4).

La même Direction est chargée de la perception des produits de ces monopoles et privilèges et, en outre, de la régie et de la perception des impôts, produits et revenus suivants :

Droits de timbre, caroubes sur les ventes d'immeubles, caroubes sur les loyers revenant à l'État, droits sur les céréales aux portes et aux marchés, y compris ceux de mesurage (5); redevances pour concessions de mines, locations des places et magasins dans les marchés publics.....; location des silos dans les huileries domaniales non amodiées (6); poids publics (7); droits sur la fabrication et la vente de la chaux et des briques à Tunis (8); droits sur la fabrication et le poinçonnage des matières d'or et d'argent; droits sur les changeurs de monnaie; droits sur la fabrication du savon (9) et sur la distillation; marché aux charbons de Tunis (10); foulon de chéchias; droits sur la vente des laines non perçus par Dar-el-Geld (11); amendes et condamnations relatives au service des contributions; et en général tous les droits connus sous le nom de Mahsoulats et tous les droits et créances de diverses natures et origines ne se rattachant pas naturellement aux attributions d'un autre service (12).....

Les receveurs et collecteurs de cette Administration sont, en ce qui concerne la comptabilité, directement subordonnés au Receveur principal qui centralise les opérations en recette et en dépense, et qui est directement responsable envers le Trésor et justiciable de la Cour des comptes (13).

Dans les cinq premiers jours de chaque mois, le Receveur principal fournit à la Direction des finances, par l'intermédiaire du Directeur des contributions diverses qui le vise après vérification, le bordereau des recettes et des dépenses du mois précédent.

Dans les quinze premiers jours de chaque trimestre, il fournit dans les mêmes conditions un état détaillé de l'ensemble des produits budgétaires, présentant le montant, depuis le premier jour de l'exercice, des constatations des recettes et des restes à recouvrer.

La forme des comptes annuels est réglée par des instructions spéciales.

En cas de constatation ou de présomption grave d'infidélité, le Directeur des contributions diverses peut fermer provisoirement les mains à tout comptable sous ses ordres, à charge d'en rendre compte immédiatement au Directeur des finances.

Art. 2. — La Direction des douanes a dans ses attributions, sous l'autorité du Directeur des finances, la régie et la perception des impôts, produits et revenus suivants :

Droits de douane à l'importation et à l'exportation en principal et accessoires divers; droits sur les vins et spiritueux (1); droits de transports et de magasinage des marchandises embarquées et débarquées à la diligence de la Douane; produit de la vente des marchandises abandonnées dans les magasins de la Douane : droits de port; droits sanitaires; pêcheries et droits sur la vente du poisson; amendes et condamnations relatives au service de la Douane.

Jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, dans toutes les localités autres que Tunis, le Directeur des douanes percevra directement par des agents les impôts, produits et revenus attribués par le présent arrêté à la Direction des contributions diverses. Il n'est fait exception que pour le produit des affermages qui seraient stipulés payables à Tunis, à la caisse du Receveur principal des contributions diverses. En ces matières, la solution des difficultés et la suite des instances sont déférées par la Direction des douanes à celle des contributions diverses.

Pour ce qui concerne la comptabilité, les receveurs et collecteurs sont directement subordonnés du Receveur principal, qui centralise leurs opérations en recette et en dépense et qui est directement responsable envers le Trésor et justiciable de la Cour des comptes (2)

Dans les vingt premiers jours de chaque mois, le Receveur principal fournit à la Direction des finances, par l'intermédiaire du Directeur des douanes, qui le vise après vérification, le bordereau des recettes et des dépenses du mois précédent.

Dans les 25 premiers jours de chaque trimestre, il fournit dans les mêmes conditions un état détaillé de l'ensemble des produits budgétaires présentant le montant, depuis le premier

---

(1) Conf 1er décret du 15 décembre 1890 qui crée une Direction des monopoles (v° MONOPOLES)
(2) Cette regie rentre actuellement dans les attributions de la Direction des monopoles (Art 1er du 1er decret du 16 décembre 1890 [v° MONOPOLES].)
(3) Le monopole du plâtre est supprimé. (Conf. décret du 2 mai 1895, art 1er [v° PLÂTRE])
(4) La perception des droits revenant au Dar-el-Geld a cessé d'être mise en fermage.
(5) Conf. décret du 31 mai 1898 et instruction du 5 juin 1898 (v° CÉRÉALES) qui modifient ce regime
(6) Conf decret du 17 novembre 1897 (v° HUILES).
(7) Conf. decret du 10 août 1880, art 14 (v° PESAGE PUBLIC).
(8) Conf décret du 21 juillet 1896 qui modifie le regime des chaux (v° CHAUX ET BRIQUES).
(9) Conf décrets des 8 juillet 1891, 12 mai 1898 et 18 mai 1899 (v° SAVONS)
(10) Conf. décrets des 17 décembre 1889, 26 novembre 1891, 24 décembre 1893 et 24 août 1897 (v° BOIS ET CHARBONS).
(11) Conf décret du 13 décembre 1894 (v° PEAUX ET LAINES).
(12) Conf décret du 13 juillet 1899 (instruction du 20 décembre 1899 en note).
(13) Conf instruction du 20 decembre 1899, n° 48 (v° CAÏDS).

(1) Conf. décrets des 2 mai 1898, tarifs annexés (v° DOUANES ET ALCOOLS)
(2) Conf. instruction du 20 decembre 1899, n° 48 (v° CAÏDS).

jour de l'exercice, des constatations, des recettes et des restes à recouvrer.

La forme des comptes annuels est réglée par des instructions spéciales..... (1).

En cas de constatation ou de présomptions graves d'infidélité, le Directeur des douanes peut fermer provisoirement les mains à tout comptable sous ses ordres, à charge d'en rendre compte immédiatement au Directeur des finances.

Art. 3. — Le Directeur des contributions diverses et le Directeur des douanes sont ordonnateurs secondaires des dépenses de leurs services respectifs, dans les limites des crédits qui leur sont répartis et sous-délégués par le Directeur des finances.

Art. 4. — Tout droit ou toute créance du Trésor exigibles avant le 13 octobre courant et dont l'apurement ou le recouvrement est confié à l'Administration des Revenus concédés, sera régie par la Direction des contributions diverses ou celle des douanes, suivant qu'elle rentrera dans les attributions de l'une d'elles, telles qu'elles sont définies par les articles précédents.

Le Receveur général des finances demeure seul chargé d'apurer les reliquats des régies ou fermages des mahsoulats dont le recouvrement a été placé jusqu'à ce jour dans ses attributions et qui seront acquis antérieurement au 13 octobre courant.

Art. 5. — Indépendamment des contrôles, perceptions et encaissements directs qui lui ont été confiés jusqu'à ce jour, et que le présent arrêté ne distrait pas de ses attributions, le Receveur général des finances est chargé de tout le service de la Trésorerie.

Il reçoit les versements des sommes encaissées par les gouverneurs ou caïds (2), par les administrateurs des domaines de l'État (3), par la Direction de la Rabta (4) et par tous autres percepteurs ou collecteurs directs de la Direction des finances.

Il reçoit aussi les versements des produits encaissés par les Receveurs principaux des contributions diverses et des douanes pour l'ensemble de leurs directions respectives.

Le Receveur général centralise les opérations en recette et en dépense de tous les percepteurs directs de la Direction des finances. Il est, de plus, responsable de la gestion du Directeur de la Rabta (4).

Il établit et fournit à la Direction les mêmes bordereaux mensuels et états trimestriels de situation que les receveurs principaux des contributions diverses et des douanes

Art. 6. — Les comptables de la Direction des finances, de la Direction des contributions diverses et de la Direction des douanes verseront, pour la garantie de leurs gestions, un cautionnement (1) à déterminer ultérieurement.

Art. 7. — Les Directeurs des contributions diverses et des douanes et le Receveur général des finances correspondent directement avec les caïds et gouverneurs des divers territoires pour la suite des affaires comprises dans leurs attributions.

(1) Le paragraphe qui suit est abrogé par l'article 7 de l'arrêté du 15 novembre 1895

(2) Conf. instruction du 20 décembre 1890, nos 21 et seq. (v° Caïds)

(3) Conf. décret du 25 avril 1898 (v° Domaine de l'État)

(4) Supprimée par décret du 2 juillet 1894 (v° Achour)

---

629 20 octobre 1884

(*29 hidjà 1301*)

Décret fixant les remises allouées au Receveur général des finances sur les recettes par lui opérées pour le compte du Trésor.

Article 1er. — Il est alloué au Receveur général des finances, à titre de traitement, de frais de bureau et d'émoluments de toute nature, des remises sur le montant des recettes opérées par lui pour le compte du Trésor. Ces remises sont fixées conformément au tarif ci-après :

Sur les premiers six millions de piastres de la recette de l'année	1.50 %
Sur les recettes :	
De 6,000,001 à 11,000,000 . . .	0.75 —
De 11,000,001 à 16,000,000 . . .	0.50 —
De 16,000,001 à 21,000,000 . . .	0.25 —
De 21,000,001 et au-dessus . . .	0.10 —

Les recettes provenant des emprunts, des cautionnements, de sommes qui auront déjà supporté la remise, de retenues pour les comptes des pensions, des virements, des recouvrements ou régularisations d'avances, celles qui seront l'objet de restitutions et enfin toutes les recettes qui ne constituent aucun profit pour le Trésor, n'entreront pas dans le calcul de la liquidation des remises.

Art. 2. — Moyennant l'allocation de ces remises, le Receveur général devra faire face, sous sa responsabilité personnelle, à tous les frais, quels qu'ils soient, qu'exigera la Recette générale en y comprenant les frais de contrôle de l'Administration de la Rabta (2).

Le personnel de la Recette générale sera toujours en nombre suffisant pour répondre à tous les besoins et permettre l'accomplissement régulier et immédiat de toutes les formalités et la plus complète exactitude dans la tenue des écritures.

(1) Conf. décrets des 2 janvier 1887 et 15 juillet 1888. — Conf. dahir 1er décret du 16 décembre 1890, art. 6 (v° Mines) et décret du 14 juin 1886, art. 4 et seq. (v° Conservation foncière)

(2) Cette administration a été supprimée par décret du 2 juillet 1894 (v° Achour)

630 21 octobre 1884

(*1er moharrem 1302*)

Circulaire du Premier Ministre aux Gouverneurs et Caïds sur les attributions des inspecteurs de la Direction des finances.

(Officiel, 1884, 423)

Ma circulaire du 21 hidjà 1301 (12 octobre 1884) vous a déjà renseignés sur la nature des rapports qui doivent désormais exister entre vous et la Direction des finances.

Le Gouvernement de Son Altesse a institué auprès de la Direction des finances des inspecteurs chargés d'aller dans les divers districts, dans le vôtre notamment, vérifier l'exacte application des règlements et instructions relatifs à l'administration des biens de l'État, au recouvrement des impôts et revenus publics et à la comptabilité.

Ces inspecteurs et leur suite voyagent à leurs frais et paient tout ce qui leur est fourni.

Chaque fois qu'un de ces inspecteurs se présentera dans votre district, soit que vous en ayez été prévenus à l'avance, soit qu'il y arrive à l'improviste, vous lui prêterez tout le concours qu'il vous demandera pour l'accomplissement de sa mission. Vous mettrez à sa disposition tous les documents et renseignements dont il aura besoin ; vous lui communiquerez notamment, sur sa demande, les divers rôles et titres de recouvrement qui vous sont confiés, les divers registres dont la tenue vous est prescrite, les quittances restant entre vos mains ou celles des collecteurs, les pièces justificatives de vos dépenses ou versements, les instructions reçues du Comité exécutif(1) ou de la Direction des finances, enfin tout ce qui se rapporte à l'administration financière ou au service de la comptabilité (1). Les inspecteurs de la Direction des finances sont, en outre, autorisés à exiger de vous l'exhibition des sommes par vous recouvrées et non encore versées et prescrire tous versements reconnus en retard.

Vous devrez, chaque fois que l'inspecteur en exprimera le désir, convoquer les cheiks collecteurs dont il voudra vérifier les recouvrements au vu de leurs quittances.

L'inspecteur est d'ailleurs autorisé à convoquer lui-même ces cheiks ou à se rendre partout où bon lui semblera, dans les limites de votre circonscription, pour accomplir sa mission.

Vous devrez exécuter et faire exécuter les ordres qu'il donnera pour mettre le service au courant, s'il est en retard.

Vous pourrez, du reste, soumettre à son examen, afin qu'il en rende compte à la Direction des finances, telles mesures que vous paraîtra comporter l'intérêt de votre district en ce qui touche l'administration financière.

Le Gouvernement ne tolérera aucune entrave à l'exercice de la mission des inspecteurs ; il considérera comme refus d'obéissance et traitera comme tel tout témoignage d'inertie ou de mauvais vouloir de nature à rendre cette mission difficile ou à obliger un inspecteur à prolonger inutilement son séjour dans un district.

(1) Conf. décret et arrêté du 2 octobre 1884.

---

631 2 janvier 1887

(*6 rebiâ ettani 1304*)

PROMULGUÉ LE 3 JANVIER 1887

Décret relatif au cautionnement des comptables de la Direction des finances, des contributions diverses et des douanes (1).

(Officiel, 1887, 8)

Vu l'arrêté pris le 2 octobre 1884 par le Directeur des finances en exécution de notre décret du même jour (11 hidjâ 1301) et dont l'article 6 est ainsi conçu : . . . . . (*Conf. cet arrêté.*)

Article 1er. — A l'avenir, aucun préposé comptable ne pourra être installé dans l'emploi dont il aura été pourvu qu'après avoir justifié du versement du cautionnement auquel il est assujetti en raison de cet emploi.

Art. 2. — Les cautionnements des comptables de tout ordre, de la Direction des finances, de la Direction des contributions diverses et de la Direction des douanes (1) et généralement de tous les comptables de l'État assujettis à un cautionnement (2), sont déposés à la Recette générale des finances.

Ils sont constitués, au choix des comptables, en numéraire d'or ou en obligations de la dette générale Tunisienne ... 3 °/₀ (3) valeur au pair de 500 fr.

Les cautionnements constitués en numéraire ne rapportent pas d'intérêt. Ils peuvent, à la volonté des titulaires, être convertis en obligations ..... 3 °/₀ (3).

Art. 3. — Le cautionnement, en quelque valeur qu'il soit constitué, peut être fait en tout ou partie au moyen de numéraire ou d'obligations tunisiennes appartenant à des tiers ; il est affecté, par premier privilège, à la garantie de tous les faits résultant des diverses gestions dont le comptable pourra être chargé par la même administration, quel que soit le lieu où il exercera ou aura exercé ses fonctions ; cette affectation ne cesse que lorsque le comptable a reçu décharge définitive de toutes ses gestions ; par un second privilège ne pouvant s'exercer qu'après celui du Trésor public, au remboursement des fonds prêtés ou au retrait des obligations déposées par des tiers pour tout ou partie du cautionnement.

(1) Conf 1er décret du 18 décembre 1890, art 6, pour les comptables de la Direction des monopoles (v° Monopoles).

(2) Conf décret du 14 juin 1886, art 8 (v° Conservation foncière), en ce qui concerne le cautionnement du Conservateur de la propriété foncière.

(3) Ainsi modifié par décret du 9 juin 1892 (v° Dette publique).

Les droits et actions des tiers créanciers ordinaires ne produiront effet qu'à partir du jour où le comptable aura cessé les fonctions pour lesquelles il est assujetti au cautionnement et aura reçu sa décharge définitive, et seulement sur la partie du cautionnement qui restera disponible après l'exercice intégral du privilège du Trésor public.

Art. 4. — Les réclamants, aux termes de l'article précédent, seront admis à faire sur le cautionnement des oppositions motivées :

Sous peine de ne pouvoir être opposées au Trésor, ces oppositions seront faites par le ministère des huissiers à la Recette générale des finances où l'original en restera déposé pendant vingt-quatre heures pour y être visé.

Art. 5. — La constitution du cautionnement dans les formes établies par les articles 8 et 9 ci-après emporte opposition par le Trésor public aux fins de conservation de son privilège pour le rang et la durée réglés à l'article 3 (a).

A toute décision du Directeur des finances fixant le débet du comptable envers le Trésor et en ordonnant le prélèvement sur le cautionnement, sont attachés les effets du jugement en dernier ressort passé en force de chose jugée.

Art. 6. — La déclaration dans l'acte constitutif et de dépôt, prévu par l'article 9 ci-après, au profit des prêteurs des fonds ou propriétaires des valeurs du cautionnement, tiendra également lieu d'opposition pour leur assurer l'effet du privilège de second ordre admis par l'article 3.

Art. 7. — L'opposition signifiée par le ministère d'un huissier à la Recette générale, postérieurement à l'acte constitutif et de dépôt du cautionnement pour conservation du privilège de second ordre, ne sera valable à cette fin :

1° Que si les fonds ou valeurs affectés au cautionnement ne sont grevés d'aucune opposition autre que celle de plein droit mentionnée en l'article 5, ce qui sera suffisamment établi par le certificat du Receveur général inscrit en même temps que son visa sur l'original de l'exploit ; 2° que si elle est appuyée d'une déclaration conforme au modèle n° 1 annexé au présent décret (1), et passé, selon le cas, devant notaires ou devant l'autorité consulaire.

La déclaration, quand elle n'est pas établie en langue française, est appuyée d'une traduction intégrale en cette langue, dûment certifiée par un interprète juré près le tribunal français de première instance de Tunis, et dont la signature est légalisée par le Président de ce tribunal.

En outre de la déclaration qui précède et qui est retenue par le Receveur général, l'opposition est appuyée de l'original, remis au comptable, de l'acte constitutif et de dépôt du cautionnement ; cet original est restitué par le Receveur général après y avoir mentionné, quand il y a lieu, la déclaration du privilège de second ordre au moyen d'un certificat conforme au modèle n° 2 annexé au présent décret (1), lequel certificat est reproduit sur le double conservé dans ses archives.

Faute d'une des conditions mises à la validité de l'opposition conservatrice du privilège de second ordre, l'attributaire de ce privilège n'aura de recours contre le cautionnement que comme créancier ordinaire.

L'opposition, admise comme valable pour la conservation du privilège de second ordre, produit effet, sans renouvellement, pour toute la durée du cautionnement.

Art. 8. — L'acte constitutif et de dépôt du cautionnement est dressé contradictoirement entre le Receveur général des finances et le comptable ou le porteur de sa procuration en due forme.

Il est établi en deux originaux dont un, pour le Receveur général, est rédigé sur un registre coté et paraphé par le Directeur des finances, qui sera tenu à la Recette générale pour l'inscription successive de tous cautionnements y déposés. La procuration du comptable sera, le cas échéant, conservée par le Receveur général pour être représentée chaque fois qu'il sera nécessaire. Le second original remis au comptable porte la mention de sa destination.

L'acte contient élection de domicile par le comptable au bureau où il doit exercer ses fonctions, avec déclaration que ce domicile sera de plein droit transféré dans chacun des bureaux auxquels il sera nommé par la suite et que, lors de la cessation des fonctions, il demeurera fixé au bureau de la dernière gestion.

L'acte vise la lettre de service fixant le cautionnement du comptable et que celui-ci doit, à cet effet, représenter au Receveur général.

Il indique la nature des fonds en lesquels le cautionnement est constitué, et, en cas de constitution en obligations de la dette ... 3 % (2), il énonce en lettres les numéros des obligations déposées.

L'acte contient affectation spéciale des fonds et obligations en nantissement pour celles-ci, à la garantie par premier privilège de la gestion du comptable envers le Trésor public pour toute la durée des fonctions, quels que soient les bureaux ou emplois auxquels ledit comptable pourra être nommé par la suite. Il stipule d'ailleurs que l'affectation ne cessera que lorsque le comptable aura reçu sa décharge définitive.

---

(1) *Officiel*, 1887, 10.
(a) Tunis, 18 octobre 1887, *J. T.* 98, 455.

(1) *Officiel*, 1887, 10.
(2) Ainsi modifié par décret du 9 juin 1892 (v° DETTE PUBLIQUE)

Si le cautionnement est constitué en obligations de la dette ... 3 °/₀(1), l'acte confère au Receveur général le pouvoir spécial, irrévocable jusqu'à complet apurement des comptes, de vendre les obligations déposées et l'autorisation d'en imputer la valeur à due concurrence sur le montant de tout débet en principal, intérêts et frais, qui lui sera notifié par le Directeur des finances. Si le cautionnement est constitué en numéraire, pareil pouvoir est donné au Receveur général pour en imputer, le cas échéant, la valeur dans les mêmes conditions.

Art. 9. — Lorsque les fonds ou obligations affectés au cautionnement sont déposés par une personne autre que le comptable et qui, avec l'adhésion de celui-ci, s'en déclare propriétaire, il est fait mention dans l'acte de l'intervention, de la déclaration et de l'élection de domicile de ce tiers, qui prend personnellement les engagements exigés du comptable par l'article précédent. Cette mention confère audit tiers le privilège de second ordre institué par l'article 3 du présent décret; elle emporte, dans les termes de l'article 6, opposition pour toute la durée du cautionnement.

Si le tiers intervenant n'est déclaré propriétaire que d'une partie des fonds ou obligations déposés, l'acte le spécifie. Il désigne en outre, par leurs numéros, les obligations grevées du privilège de second ordre. Dans ce cas, si la réalisation prévue au dernier paragraphe de l'article précédent n'est que d'une partie du cautionnement, les obligations déposées par le comptable seront vendues les premières. Dans la même hypothèse, si le cautionnement est constitué en numéraire, les prélèvements s'imputeront de plein droit, en première ligne, sur la portion non affectée du privilège de second ordre.

Ce privilège ne peut être conféré à plusieurs personnes intervenant simultanément que quand elles se déclarent copropriétaires des fonds ou obligations déposés par elles. Elles doivent, en outre, prendre solidairement les engagements personnels exigés pour la garantie du Trésor et renoncer à toute division quant à l'imputation ultérieure des prélèvements de débets liquidés à la charge du comptable.

La disposition qui précède sera applicable aux attributaires du privilège de second ordre à reconnaître postérieurement dans les conditions de l'article 7 du présent décret.

Art. 10. — Il est procédé ainsi qu'il est prescrit aux articles précédents lorsque, en cas de mutation ou par suite de prélèvement d'un débet, le comptable est astreint au dépôt d'un cautionnement supplémentaire. L'acte de ce cautionnement se réfère, en outre, au précédent en marge duquel il en est fait mention sur le registre de la Recette générale. Le double original de ce nouvel acte, destiné au comptable ou à sa caution, est écrit à la suite de celui de la même destination, dressé pour la constatation du dépôt du cautionnement originaire.

Il sera procédé de même dans le cas de transformation prévu par l'article 2 du présent décret.

Art. 11. — Les actes de dépôt de cautionnement auquel le Receveur général a concouru dans les conditions des articles précédents, sont réputés authentiques et font foi, jusqu'à inscription de faux, de leur contenu, de leurs dates et de leurs signatures.

En cas de perte des originaux par eux retenus, les comptables ou leurs cautions qui voudront obtenir des duplicata conformes à ceux conservés à la Recette générale, devront en faire la demande par écrit au Receveur général.

Cette demande sera appuyée d'une déclaration de perte reçue par l'autorité administrative ou consulaire de la circonscription du déclarant. Tous duplicata ainsi délivrés par le Receveur général seront suivis de la mention des oppositions ou des privilèges de second ordre dont les cautionnements se trouvent grevés.

Mention de leur délivrance sera faite sur les originaux conservés à la Recette générale.

Art. 12. — Lorsque le cautionnement est constitué en obligations de la dette ... 3 °/₀(1), les coupons sont détachés aux échéances par le Receveur général des finances, qui les remet, contre décharge, au comptable ou, suivant le cas, au titulaire du privilège de second ordre ou au porteur de leur procuration en due forme.

Art. 13. — La demande en restitution du cautionnement, lorsque l'affectation a cessé, est présentée par écrit, soit par le comptable ou le titulaire du privilège de second ordre, soit par leurs ayants droit, au chef de l'administration à laquelle appartient le comptable.

La restitution, quand il y a lieu, est autorisée par le Directeur des finances, à la charge des oppositions dont le cautionnement peut être grevé, sur la production de l'original de l'acte de dépôt retenu par le comptable, ainsi, le cas échéant, que celui délivré à la caution.

Quand le titulaire, comptable ou caution, est décédé ou interdit, ses héritiers ou ayants droit produisent, en outre, un certificat ou un acte de notoriété contenant les noms, prénoms et domiciles des héritiers ou ayants droit, la qualité en laquelle ils procèdent ou possèdent, l'indication de leurs portions dans le caution-

(1) Ainsi modifié par décret du 9 juin 1892 (v° DETTE PUBLIQUE).

(1) Ainsi modifié par décret du 9 juin 1892 (v° DETTE PUBLIQUE).

nement à rembourser et l'époque de leur jouissance.

Ce certificat, quand le titulaire du cautionnement n'est pas de nationalité tunisienne, est délivré par le notaire ou chancelier de consulat détenteur de la minute lorsqu'il y a eu inventaire ou partage par acte public, ou transmission gratuite à titre entre vifs ou par testament. Il le sera par le juge de paix du domicile du décédé, sur l'attestation d'au moins deux témoins, lorsqu'il n'existera aucun desdits actes en forme authentique. Si la propriété est constatée par jugement, le greffier dépositaire de la minute délivrera le certificat.

Ces certificats, conformes aux modèles annexés sous le n° 3 du présent décret (1), sont légalisés, savoir : ceux des notaires ou chanceliers de consulat, par leurs consuls ; ceux du greffier, par le Président.

Les certificats établis en pays étrangers seront en forme authentique et visés, pour certification de leur authenticité, par le Consul, à Tunis, de la nation.

A l'égard des titulaires de nationalité tunisienne, la dévolution des cautionnements sera établie par jugement ou ordonnance du cadi, légalisée conformément au décret du 30 redjeb 1303 (4 mai 1886) [2].

Tout certificat non établi en langue française est appuyé d'une traduction intégrale en cette langue, dûment certifiée par un interprète juré près le tribunal français de première instance de Tunis, et dont la signature est légalisée par le Président de ce tribunal.

Art. 14. — Par dérogation à l'article 2 du présent décret, le cautionnement du Receveur général des finances est constitué (3), à l'exclusion du numéraire, en obligations de la Dette générale tunisienne... 3 % (4), valeur au pair de 500 fr., et déposé à la caisse centrale du Trésor public français, à Paris.

L'acte constitutif et de dépôt est dressé contradictoirement entre le Directeur des finances et le Receveur général et, s'il y a lieu, les tiers propriétaires des titres, dans les formes indiquées aux articles 8, 9 et 10 du présent décret. Il est fait en double original.

Une expédition authentique en est délivrée par le Directeur des finances pour être adressée à la caisse centrale du Trésor public français. Le récépissé de dépôt délivré par cette caisse demeure annexé à l'original de la Direction des finances.

Les dispositions de l'article 11 du présent décret sont applicables à l'acte ainsi reçu par le Directeur des finances ; les attributions que ce dernier article délègue au Receveur général pour la délivrance du duplicata sont, en ce cas, dévolues au Directeur des finances sous les mêmes conditions.

C'est également le Directeur des finances qui exerce, dans ce cas, les attributions dévolues au Receveur général, en vertu des articles précédents, pour la réception des oppositions et la reconnaissance du privilège de second ordre. Toute opposition ou signification concernant le cautionnement du Receveur général, faite à d'autres que le Directeur des finances, ou autrement que dans les formes prescrites par les articles précédents, sera sans effet à l'égard de notre Trésor public ou du dépositaire.

L'acte stipule l'affectation dans les termes des articles 3 et 5 du présent décret. Il confère, en outre, expressément au fonctionnaire préposé à la caisse centrale du Trésor public français les pouvoirs prévus au dernier paragraphe de l'article 8, quant à la réalisation du gage.

Tous les frais de dépôt, de garde ou autres sont à la charge du Receveur général, de même que les frais et risques de la transmission des fonds ou valeurs à la caisse centrale du Trésor public français.

Les conditions du détachement des coupons des obligations comprises dans le cautionnement sont réglées d'un commun accord entre le Receveur général, le Directeur des finances et le Trésor français.

Sont, au surplus, applicables au cautionnement du Receveur général les dispositions de ce décret auxquelles il n'est pas dérogé par le présent article.

Art. 15. — La quotité du cautionnement (1) a pour base la moyenne des recettes de toute nature des cinq années antérieures à la nomination, en déduisant la plus forte et la plus faible, et en prenant le tiers des autres. Elle est réglée à chaque mutation suivant les bases ci-après :

POUR UNE RECETTE MOYENNE DE :				Piastres ou francs.	
Piastres.					
—					
10,000	et au-dessous			850	500
10,001	à	50,000	piastres.	1,675	1,000
50,001	à	100,000	—	2,500	1,500
100,001	à	200,000	—	3,350	2,000
200,001	à	300,000	—	4,175	2,500
300,001	à	500,000	—	5,000	3,000
500,001	à	1,000,000	—	6,675	4,000
1,000,001	à	2,000,000	—	8,350	5,000
2,000,001	à	3,000,000	—	10,000	6,000
3,000,001	à	4,000,000	—	11,675	7,000
4,000,001	à	5,000,000	—	13,350	8,000
5,000,001	à	6,000,000	—	15,000	9,000
6,000,001	et au-dessus			16,675	10,000

Art. 16. — Transitoirement, et jusqu'à ce que, par l'expiration d'un délai de cinq années à compter du 13 octobre 1884, la quotité des cautionnements puisse être fixée conformément à l'article précédent, ces cautionnements seront fixés de la manière suivante :

Pour la première fois et pendant l'année

(1) *Officiel*, 1887, 10 et 11.
(2) Conf décret du 19 juin 1899 qui l'abroge (v° LÉGALISATIONS).
(3) Conf. décret du 15 juillet 1888, art. 1er et seq.
(4) Ainsi modifié par décret du 9 juin 1892 (v° DETTE PUBLIQUE).

(1) Pour les comptables des monopoles, conf. 1er décret du 16 décembre 1890, art. 6, §§ 2 et 3 (v° MONOPOLES).

financière commencée le 13 octobre 1886, sur la base des recettes des deux années précédentes;

Pendant les deux années suivantes, d'après la moyenne des recettes des trois ou quatre années précédentes, sans déduction d'aucune d'elles.

Il sera procédé de la même manière pour la fixation transitoire des cautionnements des titulaires d'emplois comptables qui pourront être créés par la suite. Pour la première fois, en attendant qu'il se soit écoulé une année de l'ouverture du bureau, la quotité du cautionnement sera fixée d'après l'évaluation du montant présumé des recettes d'une année.

Les cinq années de la période transitoire courront de la première date du 13 octobre pendant laquelle le bureau se sera trouvé ouvert.

Art. 17. — Les comptables actuellement en exercice devront justifier de la constitution de leurs cautionnements dans les deux mois de la notification des décisions qui en auront fixé les quotités.

Faute de cette justification dans le délai susindiqué, ils pourront être considérés comme démissionnaires.

Art. 18. — La base de fixation des cautionnements établie par les articles 15 et 16 n'est pas applicable, savoir :

Aux collecteurs des postes et des marchés pour chacun desquels le cautionnement sera invariablement de 100 fr.;

Au collecteur principal qui reçoit journellement dans une localité les versements des précédents à charge de reversement immédiat et dont le cautionnement est, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné, fixé à 300 fr.;

Au Receveur général des finances, dont le cautionnement, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné, est fixé à 180,000 fr.

Le cautionnement que le conservateur de la propriété foncière est appelé à fournir pour la garantie de sa gestion à l'égard des tiers, sera régi, quant à sa quotité, à sa constitution et à sa réalisation, par des dispositions spéciales (1).

Art. 19. — Les comptables actuellement en fonctions et qui appartenaient précédemment à l'ancienne administration des Revenus concédés sont admis à affecter à due concurrence aux cautionnements prévus par les articles précédents ceux qu'ils ont déjà fournis en leurs précédentes qualités, pourvu toutefois qu'ils aient été constitués en fonds ou valeurs des natures énoncées en l'article 2 du présent décret et qu'ils ne soient grevés d'aucune opposition. La nouvelle affectation a lieu dans les formes établies par les articles précédents.

Art. 20. — Les comptables détachés temporairement des administrations françaises sont admis à comprendre dans les cautionnements prévus aux articles précédents ceux qu'ils ont fournis au Trésor français. A la demande écrite de cette nouvelle affectation qu'ils présenteront au Directeur des finances, ils joindront :

1° Le certificat d'inscription du cautionnement;

2° En attendant le certificat de libération définitive de leur administration, lorsqu'il ne pourra leur être délivré immédiatement un certificat de ladite administration établissant que provisoirement le cautionnement n'est grevé d'aucun débet;

3° Un certificat de non-opposition délivré par le conservateur des oppositions au Ministère des finances de France;

4° Quand il y aura lieu, un certificat de non-opposition délivré par le greffier du tribunal civil de leur dernière résidence en France.

Ils auront, en outre, à justifier du consentement des bailleurs de fonds, lorsque les cautionnements seront grevés du privilège de second ordre.

Il est dérogé à l'article 4 du présent décret en ce que les oppositions pratiquées sur ces cautionnements ne seront valables qu'à la condition d'avoir été signifiées, au choix des intéressés, soit au Directeur des finances à Tunis, soit au conservateur des oppositions au Ministère des finances de France.

Sont, au surplus, applicables à ces cautionnements les dispositions de ce décret auxquelles il n'est pas dérogé par le présent article.

Art. 21. — Les comptables de l'État autres que le Receveur général opèrent ainsi qu'il suit le versement de leurs recettes :

Les collecteurs et collecteurs principaux mentionnés en l'article 18, à la fin de chaque journée;

Les autres comptables qui résident au lieu du versement, tous les cinq jours, et, en outre, chaque fois que l'encaisse atteint 5,000 piastres; toutefois, pour les receveurs principaux des contributions diverses et des douanes, un versement extraordinaire dans l'intervalle des cinq jours n'est obligatoire que lorsque l'encaisse atteint 20,000 piastres. Il est facultatif aux comptables, et, suivant les circonstances, les instructions du Directeur des finances peuvent leur prescrire, d'opérer leurs versements à des intervalles plus rapprochés que ceux susindiqués.

Les comptables ne résidant pas au lieu du versement sont tenus de verser le montant de leurs recettes une fois chaque mois et plus souvent si les instructions du Directeur des finances le prescrivent.

La prescription qui précède n'est pas applicable :

1° Aux Receveurs particuliers des douanes, pour les fonds que le receveur principal les a autorisés à conserver dans leur caisse pour le paiement des traites émises en conformité de

(1) Conf. décret du 14 juin 1886, art. 4 et seq. (v° Conservation foncière).

l'article 2 de l'arrêté susvisé du 2 octobre 1884(1);

2° Aux Receveurs particuliers des douanes résidant aux frontières de terre et dont les recettes sont collectées, au cours de ses tournées, par l'inspecteur, auquel il est enjoint d'en effectuer le versement sans délai chaque fois qu'il rentre à sa résidence.

Art. 22. — Les dispositions du présent décret ne sont pas applicables aux caïds et cheiks de fractions préposés au recouvrement des impôts directs.

Art. 23. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

---

632 15 juillet 1888

(6 kâda 1305)

PROMULGUÉ LE 15 JUILLET 1888

Décret relatif au cautionnement du Receveur général des finances.

(OFFICIEL, 1888, 200)

Vu le décret du 2 janvier 1887 (6 rebiâ ettani 1304) sur le cautionnement des comptables de l'État ;

Article 1er. — Par dérogation à l'article 14 du décret susvisé du 2 janvier 1887 (6 rebiâ ettani 1304), le cautionnement du Receveur général des finances peut être constitué, en tout ou en partie, soit en obligations de la Dette générale tunisienne... 3 %(2), valeur au pair de 500 fr., soit en immeubles urbains bâtis, situés à Tunis et immatriculés conformément à la loi du 18 ramadane 1302 (1er juillet 1885), soit en immeubles situés en France, ou en propriétés bâties dans les villes en Algérie.

Art. 2. — L'admission du cautionnement du Receveur général des finances, lorsqu'il est, en tout ou partie, constitué en immeubles, est précédée d'une estimation des immeubles faite par des experts désignés, à la diligence du Receveur général, par le Président du tribunal de la situation des biens.

Art. 3. — Tout immeuble bâti affecté au cautionnement du Receveur général doit être assuré contre l'incendie par une compagnie d'assurances à primes fixes.

L'acte d'affectation contient l'engagement, par le propriétaire de l'immeuble, de maintenir cette assurance et de justifier du paiement des primes aux échéances pendant toute la durée de l'affectation.

Le constituant doit, en outre, par le même acte, céder et transporter au Gouvernement tunisien, par préférence à lui-même, l'indemnité à laquelle il pourrait avoir droit en cas d'incendie et subroger ledit Gouvernement à tous ses droits.

Ces cessions, transport et subrogation sont signifiés à l'assureur à la diligence et aux frais du Receveur général.

Art. 4. — Le Receveur général qui use de la faculté de constituer, en tout ou en partie, son cautionnement en immeubles, doit consentir ou faire consentir par sa caution une hypothèque sur ces immeubles au profit du Gouvernement tunisien.

Sous réserve de la faculté de substituer d'autres valeurs au cautionnement et de faire ainsi cesser l'affectation, l'acte stipule que l'hypothèque ne peut être purgée tant que les immeubles sont affectés à la garantie de la gestion du Receveur général.

Mention est également faite, dans l'acte d'affectation, de la faculté de remplacement et de désaffectation.

L'inscription de l'hypothèque est requise, dans les formes légales, au profit du Gouvernement tunisien, à la diligence du Receveur général.

Art. 5. — Le Directeur des finances ou son délégué représentera le Gouvernement tunisien, toutes les fois qu'il sera nécessaire, dans tous les actes et pour l'accomplissement des formalités relatives à la constitution d'un cautionnement en immeubles, à son remplacement, à sa réception et, s'il y a lieu, à sa réalisation ou à sa mainlevée.

Tout immeuble non admis par la décision du Directeur des finances est remplacé par le Receveur général dans le délai de deux mois de la notification qui lui est faite de cette décision.

Les frais de toute nature de ces actes et formalités resteront exclusivement à la charge du Receveur général.

Art. 6. — Les dispositions des articles 4, paragraphe 2, et 7, paragraphes 1, 2 et 3, du décret du 12 ramadane 1303 (14 juin 1386)[1] sur le cautionnement du Conservateur de la propriété foncière, et de l'article 15 du même décret seront applicables au cautionnement en immeubles du Receveur général.

Art. 7. — Toutes les dispositions du décret du 6 rebiâ ettani 1304 (2 janvier 1887) auxquelles il n'est pas dérogé par le présent décret, sont expressément maintenues.

Art. 8. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

---

(1) Conf arrete du 15 novembre 1895, art 7
(2) Ainsi modifié par décret du 9 juin 1892 (v° DETTE PUBLIQUE)

(1) Modifié par décret du 16 mars 1892 (v° CONSERVATION FONCIÈRE).

633 26 décembre 1891

(24 djoumadi el aouel 1309)

PROMULGUÉ LE 27 DECEMBRE 1891

Décret ordonnant la délivrance d'un récépissé détaché d'un registre à souche, de tout versement effectué à la caisse du Receveur général des finances, et son visa par le contrôle de la Direction des finances.

(OFFICIEL, 1891, 327)

Vu l'article 21 du décret du 12 mars 1883 (3 djoumadi el aouel 1300) sur l'établissement du budget de l'État ;

Article 1er. — A partir du 1er janvier 1892, tout versement en numéraire ou autres valeurs, fait à la caisse du Receveur général des finances du Gouvernement tunisien, à quelque titre que ce soit, donnera lieu à la délivrance immédiate d'un récépissé détaché d'un registre à souche.

Ce récépissé sera libératoire et formera titre envers le Trésor public, à la charge toutefois par la partie versante de le faire viser, dans les vingt-quatre heures de sa date, au contrôle de la Direction des finances.

Les souches seront soumises au même visa de contrôle dans le même délai, à la diligence du Receveur général des finances.

Art. 2. — Le présent décret sera constamment affiché à la Recette générale.

Les formules des récépissés reproduiront le texte de l'article 1er.

Art. 3. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

---

634 20 septembre 1894

Arrêté du Directeur des finances relatif au paiement des dépenses publiques et à la création des caisses de réserve.

(R. D. F., 1894, 91)

Considérant qu'il y a lieu de réglementer les rapports des comptables des administrations financieres avec le Receveur general des finances pour le paiement des depenses publiques ;

Article 1er. — Sont désignés pour payer en tout temps les dépenses publiques sous la surveillance et la direction et pour le compte du Receveur général des finances :

1° Les Receveurs des droits de mutation et contributions diverses de Bizerte, Sousse, Sfax, Gabès, Djerba, Gafsa, Kairouan, Béja, Le Kef, Souk-el-Arba et Grombalia ;

2° Les Receveurs des douanes de Tabarka, Monastir et Tozeur.

Art. 2. — Il sera institué dans chacun de ces bureaux des caisses de réserve, destinées à assurer ce paiement (1).

(1) La première clef de ces caisses est détenue par le comptable et la deuxieme par le Contrôleur civil ou le Commandant d'armes. Des caisses de réserve fonctionnent actuellement à Zaghouan, Gabès, Kairouan, Sfax, Teboursouk, Zarzis, Grombalia, Tébourba, Souk-el-Arba, Tozeur, Foum-Tatahouine, Médenine, Gafsa, Sousse, Kebili, Le Kef, Tabarka, Mahdia, Monastir, Maktar, Bizerte, Thala, Djerba, La Goulette.

Art. 3. — Tous les autres receveurs des administrations financières doivent également leur concours au Receveur général des finances pour le paiement des dépenses publiques. Toutefois, le Receveur général prend soin de n'assigner de paiements sur leurs caisses que dans les limites de leurs disponibilités de fonds.

Art. 4. — Les comptables publics auxquels une ordonnance ou mandat est présenté ne peuvent en effectuer le paiement que si l'ordonnance ou le mandat est revêtu du « Vu bon à payer » émis sur leur caisse par le Receveur général, à moins qu'ils n'aient reçu par une autre voie son autorisation expresse de payer.

Le comptable qui a acquitté une ordonnance ou mandat de paiement pour le compte du Receveur général est tenu de le déclarer sur l'ordonnance ou mandat par une mention indiquant sa résidence et sa qualité.

Art. 5. — Le comptable chargé d'une dépense doit, aux termes du règlement sur la comptabilité publique en Tunisie, se conformer aux dispositions suivantes en ce qui concerne les quittances à fournir par les parties prenantes :

1° La quittance doit être donnée soit par le titulaire de l'ordonnance ou mandat, soit par ses ayants droit (mandataire, cessionnaire, délégataire, etc.) nommément désignés dans le visa du Receveur général, qui a seul qualité pour faire cette désignation au vu des justifications qu'il s'est fait préalablement fournir ;

2° La quittance est dans tous les cas apposée sur l'ordonnance ou mandat ; elle ne doit contenir ni restrictions ni réserves ;

3° Si la partie prenante est un comptable public, il doit produire, indépendamment de son acquit sur l'ordonnance ou mandat, la quittance à souches ou à talons de la recette qu'il doit faire du montant de l'ordonnance ou du mandat ;

4° Toute quittance doit être datée et signée par la partie prenante devant l'agent de la dépense au moment même du paiement ;

5° Si la partie prenante est illettrée ou dans l'impossibilité de signer, la déclaration en est faite au comptable chargé du paiement qui la transcrit sur l'ordonnance ou le mandat, la signe et la fait signer par deux témoins présents au paiement, pour toutes les créances qui n'excèdent pas 150 fr. Pour les paiements au-dessus de cette somme, il doit être exigé une quittance rédigée soit pas notaires indigènes, soit par le Consul de la nationalité de la partie prenante, soit par un magistrat de l'ordre administratif ou judiciaire.

Art. 6. — Le Receveur général des finances et les Directeurs des monopoles, des contributions diverses et des douanes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

635 15 novembre 1895

Arrêté du Directeur des finances autorisant le Receveur général des finances à émettre sur les caisses publiques beylicales des mandats de trésorerie.

(OFFICIEL, 1895, 392)

Vu l'article 6 du décret du 2 octobre 1884 (11 hidjâ 1301);

Vu l'arrêté réglementaire du même jour concernant les attributions de la Recette générale des finances, de la Direction des contributions diverses et de la Direction des douanes;

Article 1er. — Le Receveur général des finances est autorisé à émettre, pour les besoins du service ou même à la demande du commerce si rien ne s'y oppose, sur les caisses publiques beylicales relevant de la Direction générale des finances et qui présentent des disponibilités, des mandats de trésorerie dont le minimum demeure fixé, à moins d'autorisation spéciale du Directeur des finances, à 5,000 fr.

Ces mandats sont délivrés sans préférence ni privilège, dans l'ordre de priorité des demandes. Si plusieurs demandes de fonds sur une même caisse se produisent concurremment et si les disponibilités de cette caisse sont insuffisantes pour permettre de les accueillir toutes intégralement, il n'y est fait droit qu'au marc le franc, sans que d'ailleurs il puisse être délivré des mandats de moins de 5,000 fr.

La délivrance des mandats de trésorerie est subordonnée au paiement de leur contre-valeur en numéraire ou en effets ou chèques sur la France, et le cas échéant, d'une prime au profit du Trésor dont le taux est fixé par le Directeur des finances sur les propositions motivées du Receveur général.

Art. 2. — Le Receveur général des finances est autorisé, pour assurer le service des mandats de trésorerie, à accroître le chiffre des dotations des caisses de réserve qui demeurent désormais affectées au paiement de ces mandats en même temps qu'à celui des dépenses publiques, comme il a été disposé par l'article 2 de l'arrêté du 20 septembre 1894.

Art. 3. — Le mandat de trésorerie est à ordre. Il est payable à vue pendant un délai de vingt jours, non compris celui de sa date; passé ce délai, le paiement ne peut plus être fait qu'à Tunis, par le Receveur général des finances, au bénéficiaire du dernier endossement. (*Ainsi modifié par arrêté du Directeur des finances du 12 février 1898*)[1].

Il est daté et signé par le Receveur général. Il fait mention du versement préalable à la Recette générale de la contre-valeur de son montant. Il indique la caisse publique sur laquelle il est émis et porte en toutes lettres et en chiffres la somme à payer.

Les endossements sont datés et signés.

Le mandat de trésorerie est détaché d'un registre à souche et à talon. La souche et le talon reproduisent sommairement les indications essentielles du mandat. Le talon, qui porte avis d'émission et autorisation de paiement, est détaché de la souche en même temps que le mandat et transmis séance tenante par le Receveur général au Receveur du bureau sur la caisse duquel le mandat est émis. Le Receveur ne peut en aucun cas payer un mandat de trésorerie dont le talon ne lui est pas parvenu.

Art. 4. — Le Receveur sur la caisse duquel le mandat est émis a pour obligation essentielle de s'assurer de l'authenticité du mandat et de l'exactitude de la somme qui y est portée.

A cet effet, il doit, à présentation, le rapprocher du talon. Si le rapprochement révèle des différences dans les énonciations des deux documents ou inspire des doutes sur l'authenticité du mandat, le Receveur sursoit à payer jusqu'à réception d'une autorisation spéciale du Receveur général.

Le Receveur n'a pas à vérifier l'identité du tiers porteur avec le bénéficiaire désigné par le dernier endossement, et l'acquit qu'il retire du porteur est suffisant et libère valablement le Trésor, pourvu que le porteur ait signé du nom de ce bénéficiaire.

Art. 5. — L'État n'est tenu à aucune responsabilité du fait du retard ou du refus de paiement résultant soit de différences révélées par le rapprochement du talon et du mandat, soit de doutes sur l'authenticité du mandat, soit de l'insuffisance de fonds dans la caisse sur laquelle le mandat est émis. Le tiers porteur n'a aucune prétention à élever, et l'État n'a, en cas de non-paiement, d'autre obligation que de rembourser à Tunis à ce tiers porteur ou à la personne désignée par lui au moyen d'un nouvel endossement le montant du mandat, sans frais ni dommages-intérêts d'aucune sorte.

Art. 6. — En cas de perte d'un mandat de trésorerie, il n'en est pas délivré de duplicata. Mais le tiers porteur du mandat égaré peut en obtenir le remboursement par ordonnance du juge, en donnant caution, et après que le Receveur général a reçu du Receveur intéressé, à l'expiration du délai de dix jours, le talon-avis revêtu du certificat de non-paiement.

Art. 7. — Les dispositions de l'avant-dernier alinéa de l'article 2 de l'arrêté du 2 octobre 1884 qui charge le Receveur principal des douanes de l'émission de certaines traites sont abrogées.

(1) *R. D. F.* 1898, 112.

---

636 14 août 1898

(*26 rebid el aouel 1316*)

PROMULGUÉ LE 14 AOÛT 1898

Décret relatif à la nomination de certains employés et agents des régies financières.

(OFFICIEL, 1898, 613)

Vu notre décret du 2 octobre 1884 (11 hidjâ 1301)

organisant la Direction générale des finances et les Directions des contributions diverses et des douanes placées sous son autorité ;

Vu notre décret du 16 décembre 1890 (4 djoumadi el aouel 1308 instituant sous la même autorité la Direction des monopoles ;

Vu notre décret du 20 janvier 1898 (26 châbane 1315) autorisant la Société de prévoyance des Fonctionnaires et Employés tunisiens ;

Considérant que l'extension des services, notamment à la suite de la suppression des fermages, ne permet plus de maintenir les agents dans une spécialité et oblige à les faire concourir, à quelque régie qu'ils appartiennent, à toutes les opérations auxquelles la Direction générale doit faire face ;

Attendu que ce programme exige une unité de direction qui ne peut être obtenue que si le personnel a la même origine ;

Attendu que la désignation de ce personnel ne peut d'ailleurs appartenir qu'au membre du Gouvernement qui a la responsabilité de l'administration des revenus publics ;

Article 1er. — Les articles 9, 10 et 11 du décret susvisé du 2 octobre 1884 (11 hidjà 1301) sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes : . . . . . (*Conf. ce décret.*)

Art. 2. — Notre Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

---

637 30 mai 1899

Arrêté du Directeur des finances établissant et réglementant le surnumérariat dans l'Administration des finances.

(Officiel, 1899, 545)

Article 1er. — Le surnumérariat dans l'Administration des finances de la Régence a pour objet d'assurer, dans de meilleures conditions, le recrutement des agents des régies financières plus particulièrement aptes à s'élever dans les divers degrés de la hiérarchie.

L'attribution des emplois de surnuméraires aura lieu au concours.

Seront seuls admis à se faire inscrire pour concourir les jeunes gens de nationalité française ou tunisienne, âgés de dix-huit ans au moins et de vingt-cinq ans au plus à la date du concours et justifiant qu'ils sont pourvus d'un des diplômes de fin d'études secondaires (baccalauréat) ou de fin d'études primaires supérieures.

La possession de diplômes, de licences, ou les brevets délivrés par l'École supérieure de commerce, l'École coloniale, etc. ; la connaissance de la langue arabe, les services rendus au Gouvernement tunisien ou au Gouvernement français par les postulants ou leurs parents, notamment les services militaires, seront pris en considération pour le classement préalablement à toute épreuve.

Art. 2. — La date du concours pour le surnumérariat sera annoncée au *Journal officiel* trois mois à l'avance.

Les candidats devront présenter à l'un des directeurs des régies financières une demande écrite sur papier timbré et appuyée des pièces suivantes :

1° Acte ou certificat de naissance ;
2° Extrait du casier judiciaire ;
3° Attestation de moralité ;
4° Diplômes universitaires ou brevets ;
5° Indication des services du candidat et de ceux des membres de sa famille.

A l'époque fixée pour la clôture des inscriptions, la liste des candidats sera arrêtée par le Directeur général des finances.

Art. 3. — Les candidats admis à concourir seront soumis aux épreuves suivantes :

1° Une dictée ;
2° Une note sur un sujet se rattachant à l'organisation du Protectorat, à la géographie, à l'histoire ou à la législation de la Régence, ou bien sur une question d'administration, d'économie politique ou de finances (épreuve fermée, sans le concours d'aucun ouvrage) ;
3° Une autre note sur un sujet du même ordre (épreuve ouverte pouvant être faite à l'aide de tous ouvrages ou documents) ;
4° Opérations d'arithmétique usuelle ;
5° Un état de comptabilité ou de statistique dressé d'après les données indiquées.

Les épreuves seront subies en présence d'un employé supérieur d'une des administrations financières de la Régence et adressées à la Direction générale des finances, sous pli scellé, en présence des candidats, à l'issue de chacune des séances.

Ces épreuves, après avoir été examinées et cotées par un comité composé du sous-directeur, du chef du personnel et du chef du contentieux de la Direction générale des finances, seront définitivement jugées par le Directeur général des finances.

Art. 4. — La liste des candidats admis comme surnuméraires sera publiée au *Journal officiel*.

Les candidats éliminés pourront encore se présenter une fois, en vue d'un concours ultérieur, aux mêmes conditions qu'au concours précédent ; seront toutefois exclus ceux contre lesquels une fraude aurait été établie lors du premier concours.

Art. 5. — Les surnuméraires seront attachés à la Direction générale des finances et mis successivement à la disposition des Directeurs des régies financières pour être employés à tels travaux que ces Directeurs jugeront à propos de leur confier.

Ils recevront une indemnité annuelle de 1,200 fr.

Art. 6. — La durée du surnumérariat ne pourra pas être inférieure à deux ans. A l'expiration de ce délai, les surnuméraires pourront être nommés, suivant les vacances, à l'un des emplois prévus par l'arrêté de classification

du 20 décembre 1897 (1) au traitement de début de 2,200 fr.

---

638 13 juillet 1899

(4 rebiâ el aouel 1317)

PROMULGUÉ LE 13 JUILLET 1899

Décret réglant le mode de recouvrement des impôts directs (2).

(OFFICIEL, 1899, 545)

Considérant que les règles d'après d'après lesquelles s'opère le recouvrement des impôts directs font l'objet des dispositions anciennes qui ne sont plus en harmonie avec l'organisation administrative de la Régence ; qu'il convient de les préciser, tant dans l'intérêt des redevables que dans celui de la gestion de nos finances ;

Article 1er. — Le mode suivant lequel le rôle des impôts directs (2) est établi contradictoirement avec l'imposé, ainsi que les voies de recours et de réclamations, sont fixés par les décrets organiques de chacun de ces impôts.

Art. 2. — Les impôts directs (2) sont payables en un seul terme, dès la mise en recouvrement des rôles, à la caisse du collecteur délégué à cet effet (a).

Néanmoins, les collecteurs pourront, sous leur responsabilité, recevoir des acomptes dans le cas où les redevables ne seraient pas débiteurs d'autres cotes que celles de l'exercice en cours et pourvu que ces débiteurs présentent bonne et valable caution.

Art. 3. — Le débiteur est celui dont le nom figure au rôle.

Aucune poursuite ne peut être exercée qu'après un avertissement resté infructueux. L'avertissement résulte, s'il s'agit d'indigènes, d'un avis collectif publié dans les marchés ou autres lieux publics par voie d'affiche ou de criée, et, s'il s'agit d'Européens, de deux avis individuels, transmis, le premier, par voie de la poste, le deuxième, à défaut de paiement dans les dix jours, par lettre recommandée avec avis de réception.

Art. 4. — Faute de paiement après les avis prévus à l'article précédent et, en ce qui concerne les indigènes, après, s'il y a lieu, l'exercice de la contrainte par corps attribuée au caïd ou à la driba par l'article 1er du décret du 10 janvier 1885 (23 rebiâ el aouel 1302), le recouvrement est poursuivi en vertu d'un simple extrait du rôle certifié par le Directeur des

---

(1) Remplacé par un arrêté du Directeur des finances du 30 décembre 1899 (*R. D F.* 1899, 639).

(2) Conf instruction du 20 décembre 1899, nos 62 et seq (vo Caïds) Une instruction du Directeur des finances du 20 décembre 1899 (*R D. F.* 1899, 542) donne, entre autres choses et dans les termes suivants, la nomenclature des impôts directs auxquels s'applique le décret du 13 juillet 1899 :

« 2. *Le décret du 13 juillet 1899 ne s'applique ni aux taxes communales ni a la taxe phylloxérique.* — Le décret du 13 juillet 1899 vise seulement les impôts directs revenant à l'État, à l'exclusion des taxes communales, lors même que ces dernieres sont absolument semblables aux impôts d'État, dérivent de la même législation et sont perçues au même tarif Ainsi, la taxe sur la valeur locative des immeubles qui se perçoit dans certaines villes, au profit du budget municipal, à Monastir et dans les localités non érigees en communes de la banlieue de Tunis, au profit de l'État, les prestations et la taxe de routes qui constituent dans les périmetres communaux une taxe municipale et en dehors de ces périmètres une taxe d'État. sont soumises, lorsqu'elles sont recouvrées pour le compte du budget général, a la procédure et aux règles concernant le privilege, fixées par le decret du 13 juillet 1899, et lorsque le recouvrement en est suivi par les rereveurs municipaux, à la procédure et aux règles de privilège édictees pour les communes par le décret organique du 1er avril 1885 (15 djoumadi ettani 1302) ou les décrets spéciaux aux diverses natures de taxes. Ce point a été nettement mis en lumière lors de l'examen à Paris du projet devenu le décret du 13 juillet 1899.

Le décret du 13 juillet 1899 ne s'applique pas davantage a la taxe viticole créée par l'article 25 de la loi phylloxérique du 29 janvier 1892 (28 djoumadi ettani 1309) pour faire face aux frais de visite du vignoble tunisien. Il s'agit là, en effet, d'une taxe spéciale perçue pour le compte d'un établissement public, le syndicat général obligatoire des viticulteurs tunisiens, dont elle alimente le budget, et qui ne constitue à aucun titre un impôt, bien qu'elle se recouvre sur rôles et par l'intermédiaire des agents de l'État (arrêté du Directeur des finances du 31 août 1892) D'ailleurs, la procédure de recouvrement applicable à cette taxe a été expressément déterminée par le décret du 3 mars 1892 (3 châbane 1309) dont l'article 14, notamment, soumet aux dispositions du décret du 1er avril 1885 (15 djoumadi ettani 1302) la comptabilité financière du syndicat, la gestion du trésorier, le recouvrement de la taxe et le mode de poursuites

3. *Nomenclature des impôts directs de l'État tunisien.* — Les impôts directs de l'État tunisien grèvent, soit les personnes en elles-mêmes (medjba), soit les biens (kanoun des oliviers et dattiers, dîme [achour] des huiles et des céréales, mradjas et khodors sur les terrains maraîchers et les vergers, taxe sur les loyers ou sur la valeur locative des immeubles bâtis), soit à la fois les personnes et les biens (prestations et taxe de routes), soit les personnes considérées dans l'exercice de certains commerces ou de certaines industries (patentes).

La medjba ou impôt de capitation frappe tous les mâles musulmans, indigènes ou non indigenes, et les Tunisiens non musulmans, sauf les exceptions prévues par la loi.

Les impôts fonciers (kanoun, dîme des huiles, achour des céréales, mradjas, khodors et taxe locative ou sur les loyers) grevent les biens, abstraction faite de la nationalité de leurs propriétaires, qu'ils soient Tunisiens ou non-Tunisiens.

Les prestations ne grèvent que les indigènes, tandis que la taxe de routes ne frappe que les Européens et assimilés.

Les patentes atteignent certains commerces ou industries sans qu'il y ait lieu de rechercher s'ils sont exercés par des Tunisiens ou par des non-Tunisiens.

Le projet du budget pour 1900, dans le chapitre Ier des ressources ordinaires, ajoute à la nomenclature des impôts directs proprement dits, d'apres la classification admise par le budget métropolitain, les taxes assimilées qui, en Tunisie, sont :

Les redevances des mines ·

Les taxes de vérification des poids et mesures.

4. *Impôts d'État auxquels s'applique le décret du 13 juillet 1899.* — Le décret du 13 juillet vise exclusivement les impôts directs résultant de roles, c'est-à-dire de documents établis contradictoirement avec l'imposé et qu'il a été mis a même de discuter soit au moment de leur confection, soit ulterieurement, dans les délais légaux, par voie de recours ou de reclamation (art. 1er du décret).

Les impôts ainsi visés sont :

La medjba qui fait l'objet de rôles annuels établis d'après un recensement opéré en septembre et octobre (art 3 et 4 du décret du 4 août 1892) :

Le kanoun des oliviers et des dattiers, dû en vertu de rôles déjà anciens, mais dont la revision, ordonnée par un décret du 22 janvier 1894, s'opère contradictoirement avec les intéressés et sera incessamment terminée ;

L'achour ou dîme des céréales dont le rôle est annuellement établi avant la récolte au moyen d'un recensement des superficies cultivées qui s'opère en présence des cultivateurs ;

Les khodors et les mradjas qui résultent de rôles déjà anciens dont la revision a déjà été entreprise pour les khodors (decret du 30 mars 1900 [vo KHODORS]) et sera ultérieurement étendue aux mradjas ;

La taxe locative qui se perçoit en vertu de rôles quinquennaux dressés au vu de recensements opérés contradictoirement avec les intéressés en vertu du décret du 7 juin 1892 ;

Les prestations et la taxe de routes qui resultent de matrices quinquennales et de rôles annuels (décrets du 12 avril 1897 et du 20 janvier 1898).

Mais le décret du 13 juillet 1899 demeure sans application en ce qui concerne :

Les patentes dont l'exigibilité, résultant des déclarations des commerçants ou industriels visés par la loi fiscale (mets indigènes, décret du 29 février 1888 ; fabricants de chaux, ciments, briques, etc., décret du 21 juillet 1896 ; fabricants de plâtre, décret du 2 mai 1895), fait l'objet de simples constatations qui ne sauraient equivaloir à des rôles et qui demeurent ouvertes jusqu'à la cessation du commerce ou de l'industrie patenté ;

La dîme des huiles qui se perçoit à l'introduction des olives dans les villes ou agglomérations d'habitants, les moulins, les habitations et, en général, tous les lieux où ce fruit est susceptible d'etre consommé ou transformé en huile (décret du 17 novembre 1897) ;

La taxe sur les loyers subordonnée à l'existence d'une location et qui ne se liquide et ne se perçoit qu'au moment où la location parvient à la connaissance du représentant du Trésor ;

Les taxes de vérification des poids et mesures dont la liquidation et la perception sont motivées par le fait de la vérification d'ailleurs obligatoire ;

Les redevances des mines qui sont fixées par le contrat de concession en suivant autant que possible la législation française (art 38 et 39 de la loi française du 21 avril 1810).

Le recouvrement de ces cinq dernières taxes continue à être opéré, à defaut de paiement volontaire, d'après les regles du droit commun ....

(a) Les impôts ne pouvant être augmentés ni diminués que par un acte de l'autorité publique, un contribuable ne saurait être condamné à payer des interets moratoires pour le retard apporté dans le paiement de ses impôts ; et réciproquement le fisc ne saurait être condamné à payer des dommages-intérêts basés sur la perception indue d'une taxe (Tunis, 20 juillet 1898, *J. T.* 98, 597)

La prescription applicable en matiere d'impôts tunisiens est celle de la loi tunisienne et non la prescription de cinq ans du Code français. (Tunis, 23 mai 1898, *J. T.* 98, 299.)

finances ou par le receveur détenteur de ce rôle, sans aucune formalité judiciaire.

Le commandement et la saisie pourront être, à défaut de paiement immédiat, effectués par un seul et même acte. Les agents français de l'Administration, ayant serment en justice, ont qualité pour faire ou signifier tous actes de commandement, saisie ou vente.

Les frais de port de la lettre recommandée et de l'avis de réception, et le coût des actes de procédure, dont le tarif sera fixé par arrêté du Directeur des finances (1), s'ajoutent de plein droit au principal de l'impôt.

Art. 5. — Le privilège général du Trésor (2) sur les meubles et les immeubles des débiteurs, prend rang immédiatement après le privilège des frais de justice.

Les bâtiments, la terre et les arbres, leurs fruits, loyers et revenus constituent, en outre, par premier privilège, le gage spécial du Trésor pour le recouvrement des impôts qui frappent l'immeuble ou la récolte. Ce privilège spécial s'exerce avant tous autres et prime les droits réels, même antérieurement acquis à des tiers. Le détenteur de la récolte, à quelque titre que ce soit, est de plein droit tenu solidairement, avec le débiteur principal, du montant de l'impôt dont cette récolte est le gage (3).

Art. 6. — Les fermiers, locataires, gérants, receveurs, commissaires-priseurs, huissiers, notaires, séquestres et autres dépositaires ou débiteurs de deniers provenant du chef des redevables seront tenus de payer en l'acquit des contribuables, et jusqu'à concurrence des fonds qu'ils doivent ou qui sont entre leurs mains, toutes contributions dues par ces derniers en vertu de rôles, et ce, alors même qu'il existerait entre leurs mains des oppositions formées par d'autres créanciers des redevables. Les quittances des collecteurs leur seront, en ce cas, allouées en compte.

Art. 7. — Toutes dispositions antérieures non contraires au présent décret sont maintenues.

Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

(1) Conf arrêté du 28 décembre 1900
(2) Conf. décret du 3 octobre 1884, art. 129 (v° Douanes).
(3) Conf. décret du 19 août 1900 (v° Agriculture).

---

639 29 juin 1900

(1er rebiâ el aouel 1318)

PROMULGUÉ LE 29 JUIN 1900

Décret soumettant au contrôle permanent du Directeur des finances les actes de la gestion financière de certains établissements publics.

(Officiel, 1900, 588)

Considérant qu'il est utile de soumettre à un contrôle permanent les actes de la gestion financière des établissements publics dont les budgets sont publiés comme annexe du budget général de l'État;

Article 1er. — Le Directeur des finances exerce sur la gestion financière des établissements publics dont les budgets sont publiés comme annexes du budget général de l'État (1) la mission de surveillance et de contrôle qui lui est attribuée sur la gestion des communes par l'article 97 du décret du 1er avril 1885 (15 djoumadi ettani 1302) [2].

En conséquence, les receveurs de ces établissements sont, au point de vue financier, placés sous sa direction et son contrôle permanent, soumis aux vérifications de ses inspecteurs et assujettis, vis-à-vis de lui, à toutes les obligations imposées aux receveurs des communes par le décret du 28 juin 1900 (29 safar 1318).

Art. 2. — Les attributions respectives du Directeur des finances et du chef de service auquel appartient la surveillance administrative de l'établissement vérifié sont déterminées par celles des dispositions du même décret du 28 juin 1900 qui définissent les rapports du Directeur des finances avec le Premier Ministre au point de vue de la surveillance des receveurs des communes (2).

(1) La liste de ces établissements est la suivante d'après le décret du 28 décembre 1899 (*Officiel*, 1899, 910) qui fixe le budget de l'État pour 1900 :

Hôpital civil français de Tunis, conf. décret du 17 juillet 1899 (v° Assistance publique);

École coloniale d'agriculture et Ferme d'expériences de Tunis, conf. décret du 5 août 1899 (v° Agriculture);

Jardin d'essai, Station agronomique et Huilerie de Tunis, conf. décret du 5 août 1899 (v° Agriculture);

Lycée Carnot de Tunis, conf. décret du 15 février 1900 (v° Enseignement public);

Collège Alaoui (École normale) de Tunis, conf. décret du 15 février 1900 (v° Enseignement public);

École secondaire de jeunes filles de Tunis, conf. décret du 15 février 1900 (v° Enseignement public);

École professionnelle de Tunis, conf. décret du 15 février 1900 (v° Enseignement public);

Collège Sadiki, conf. décret du 2 janvier 1886 (v° Enseignement public).

Il y a lieu d'y ajouter l'Institut Pasteur de Tunis. [Conf. décret du 14 février 1900 (v° Assistance publique).]

(2) Pour répondre à cette nouvelle organisation, la première division de la Direction des finances a été scindée en deux sections, l'une dite du budget, de la comptabilité générale de l'État et de la centralisation du contrôle; l'autre dite de la centralisation des comptabilités des communes et établissements publics. (Arrêté du Directeur des finances du 25 juillet 1900 [*Officiel*, 1900, 633].)

---

640 28 décembre 1900

Arrêté du Directeur des finances fixant le tarif des actes de procédure pour le recouvrement des impôts directs.

(Officiel, 1900, 962)

Vu le décret du 13 juillet 1899 réglementant le mode de recouvrement des impôts directs;

Vu notamment le dernier alinéa de l'article 4 de ce décret ainsi conçu : . . . . . (*Conf. ce décret.*)

Article 1er. — Le coût, à payer aux agents de poursuites, des actes de la procédure en recouvrement des impôts directs, est fixé ainsi qu'il suit :

1. Commandement, quel que soit le montant de la créance.	Original.	2f »
	Copie.	» 50
2. Saisie, quels que soient le nombre et la valeur des objets saisis.	Original et copies quel qu'en soit le nombre, par vacation de trois heures, mais y compris les salaires des témoins :	
	La première vacation, ci	8 »
	Les autres vacations, l'une . . .	5 »
3. Commandement et saisie effectués par un même acte, en vertu de l'article 4 du décret du 13 juillet 1899, quels que soient le montant de la créance, le nombre et la valeur des objets saisis.	Comme à l'article 2 ci-dessus.	
4. Gardiennage (il est établi autant de gardiens qu'il est nécessaire)	Au gardien autre que le saisi, par jour.	A taxer.
5. Transport des objets saisis sur les lieux de vente, lorsqu'il y a lieu	»	A taxer.
6. Vente	Original, copies et publications .	Le tarif des huissiers par vacation de trois heures, plus le droit d'enregistrement dû au Trésor.
7. Crieur	Par vacation de trois heures. . .	A taxer.
8. Transport des agents ou notaires chargés de la procédure, à plus de 5 kilomètres de leur résidence ou, s'ils sont en opérations au dehors ou en tournée, du lieu de leurs opérations ou du tracé normal de leur itinéraire.	Le tarif des huissiers, au maximum, par jour, de	8 » à répartir entre les redevables poursuivis le même jour dans la même circonscription.
9. Tous autres actes, éléments et frais de procédure non prévus ci-dessus.	Le tarif de droit commun.	

FONDOUK EL GHALLA

641 29 janvier 1895
(*2 châbane 1312*)

PROMULGUE LE 29 JANVIER 1895)

Décret remplaçant les droits perçus à Tunis au Fondouk el Ghalla et au marché de la paille par des droits perçus à l'entrée (1).

(OFFICIEL, 1895, 29)

Vu les décrets qui règlent l'assiette, la quotité et le mode de perception des droits imposés à Tunis sur les légumes frais, herbages, fruits, semences, gibier, pailles et fourrages, etc., ensemble les usages qui ont modifié ces décrets ;

Considérant que le mode de perception en vigueur n'est plus en rapport avec les conditions économiques actuelles ;

En vue de faire disparaître les entraves qui résultent de ce régime pour la production et le commerce :

Article 1er. — Les droits auxquels sont assujettis à Tunis(1) les légumes, fruits(2) gibier, semences, pailles, fourrages(3) et, en général, tous produits et denrées qui payent une taxe au

(1) Conf. décret du 30 décembre 1897 qui étend à certaines villes le régime applicable aux produits autres que les légumes et les fruits.

(1) Conf. décret du 30 décembre 1897 qui étend à certaines villes le régime applicable aux produits autres que les légumes et les fruits.
(2) Conf. décret du 12 décembre 1895 (v° LÉGUMES ET FRUITS) qui concerne leur régime partout ailleurs qu'à Tunis.
(3) Conf. décret du 26 janvier 1899, art. 5 (v° ENTREPÔTS).

Fondouk el Ghalla ou au marché de la paille, sont remplacés par des droits d'entrée perçus à l'introduction, en conformité du tarif nº 1 (1) annexé au présent décret.

La perception s'applique à tous les objets soumis aux droits et à tous les introducteurs; ceux-ci disposent ensuite librement des produits libérés des droits d'entrée.

Art. 2. — Tout porteur ou conducteur d'objets imposables est tenu d'en déclarer au bureau de perception la nature, ainsi que le volume, le poids ou le nombre et d'acquitter les droits avant l'introduction.

Aucune introduction ne peut être faite que par les bureaux désignés à cet effet (2).

Les préposés peuvent faire toutes recherches, visites et vérifications nécessaires en vue de reconnaître l'exactitude des déclarations. Les conducteurs sont tenus de faciliter les opérations concernant ces vérifications.

Les voitures publiques et particulières et autres moyens de transport sont soumis, à l'entrée, aux visites des préposés.

Art. 3. — Les propriétaires ou locataires de terrains maraîchers situés dans le rayon de la perception sont tenus d'en déclarer la situation et la contenance en mètres carrés dans le délai d'un mois.

Pour tenir lieu de l'impôt exigible aux portes, ces terrains sont soumis à une taxe annuelle par mètre carré, due pour l'année entière et payable par trimestre et d'avance (3).

Art. 4. — Les conducteurs d'objets tarifés qui veulent traverser seulement la ville ou y séjourner moins de vingt-quatre heures sont tenus d'en faire la déclaration au bureau d'entrée et de se munir d'un permis de passe-debout, délivré moyennant la consignation ou le cautionnement des droits. La somme consignée n'est restituée, ou la caution libérée, qu'à la sortie des marchandises et après qu'il en a été justifié (4).

Lorsqu'il est possible de faire escorter les chargements, le conducteur est dispensé de consigner ou de faire cautionner les droits, à la condition de payer les frais d'escorte, fixés à un franc par convoi escorté.

La durée du passe-debout ne peut être prorogée qu'avec l'autorisation de l'Administration et aux conditions fixées par elle.

Art. 5. — Les compagnies et entrepreneurs de transport sont tenus de communiquer aux préposés, tant au siège de l'exploitation que dans les gares, stations ou succursales, les registres et documents de toute nature concernant le transport d'objets soumis aux droits.

Art. 6. — Les mesures d'exécution du présent décret (détermination du rayon de perception, des bureaux où les droits sont payés, des heures d'ouverture de ces bureaux, etc.) ainsi que la réglementation des marchés feront l'objet d'arrêtés du Directeur des finances (1).

Les droits de vente en gros aux enchères, de stationnement pour les ventes à l'amiable, les droits de resserre publique, etc., seront perçus d'après le tableau nº 2 annexé au présent décret.

Art. 7. — Toute contravention aux dispositions qui précèdent et à celles des arrêtés réglementaires rendus pour leur exécution sera punie d'une amende de 100 fr. à 500 fr., sans préjudice de la confiscation des marchandises saisies.

Les voitures, chevaux et autres objets servant au transport seront également saisis, mais seulement pour garantie du maximum de l'amende à défaut de caution solvable.

Les propriétaires des marchandises seront responsables du fait de leurs facteurs, agents ou domestiques en ce qui concerne les droits, amendes, confiscations et dépens.

Les infractions seront constatées et la répression en sera poursuivie dans les formes prévues par le décret du 3 octobre 1884 (12 hidjà 1301).

Les dispositions de ce décret régleront également l'attribution et la répartition du produit des amendes et confiscations, sauf que, dans le partage de la moitié de ce produit, les inspecteurs et contrôleurs auront droit à double part.

Art. 8. — Toutes dispositions contraires à celles qui précèdent sont abrogées.

Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

(1) Conf décret du 11 mars 1895.
(2) Conf arrêtés des 30 janvier 1895, art. 2, et 4 janvier 1898, art 2.
(3) Conf. décret du 9 mai 1900.
(4) Conf. décret du 26 janvier 1899 (vº ENTREPÔTS).

Annexes au décret du 29 janvier 1895

642

Tarif nº 1.

(*Ainsi modifié par décret du 11 mars 1895*)

Légumes.

1re catégorie, à 0 fr. 25 les 100 kilogr.

Cardons, choux-raves, carottes tunisiennes, oignons, courges, citrouilles et potirons, raiforts et radis arabes, bourraches, concombres indigènes, navets.

2e catégorie, à 0 fr. 40 les 100 kilogr.

Blettes, salades sauvages, choux, fenouil, betteraves, fèves, radis d'Europe, aubergines, pastèques et melons arabes, tomates, poivrons frais, pommes de terre.

3e catégorie, à 0 fr. 60 les 100 kilogr.

Salades cultivées et cresson, céleris, concombres d'Europe, cerfeuil, persil et similaires, asperges tunisiennes, menthe, choux-fleurs, carottes européennes.

4e catégorie, à 1 fr. les 100 kilogr.

Maïs en épis, poireaux, pourpier doré.

5e catégorie, à 2 fr. les 100 kilogr.

Salsifis et scorsonères, épinards, oseille et similaires.

(1) Conf. arrêtés des 30 janvier et 27 juin 1895, 4 janvier 1898 et 20 juillet 1900.

6e catégorie, à 3 fr. les 100 kilogr.

Petits pois en cosses, haricots verts, flageolets, truffes du pays, choux de Bruxelles, cornichons verts, gnaouas ou gombaux.

7e catégorie, les 100 kilogr.

Poivrons secs à	4f »
Artichauts à	4 »
Ail à	4 »
Échalotes à	3 »
Melons d'Europe à	3 »
Champignons à	5 »
Asperges d'Europe à	10 »

CULTURES MARAICHÈRES

ÉTABLIES DANS LE RAYON D'OCTROI.

(*Taxe annuelle.*)

Par mètre carré. . . . . of 04(1)

Fruits frais.

Mûres et figues : 0 fr. 40 ; amandes : 0 fr. 60 : grenades : 0 fr. 80 les 100 kilogr.

Poires, pommes, abricots, prunes, raisins, azeroles, jujubes, coings, arbouses : 1 fr. les 100 kilogr.

Pêches, brugnons, noix vertes, cerises, nèfles, noisettes fraiches : 2 fr. les 100 kilogr.

Fraises, bananes : 8 fr. les 100 kilogr.

Citrons de toutes les espèces : 0 fr. 80 ; bergamotes : 0 fr. 80 ; oranges : 1 fr. 60 ; mandarines : 2 fr. 50 ; cédrats : 3 fr. les 100 kilogr.

Pailles et fourrages.

Pailles, les 100 kilogr.	of 25
Fourrages, les 100 kilogr.	0 30
Fourrages, en vert, les 100 kilogr.	0 15

Semences.

Par 100 kilogr.

Poivrons pilés, khaskhas (pavot)	30f »
Meloukhia pilée	12 »
Attara, afifra, bezadoum	6 »
Zgougou, nounkha	6 »
Embègue, driou el ghaba, zater, arat, edara-zelzlan, tabel, habt-alouan, sinouz, karouie, bebechad, khardel, kamoun et toutes les semences de légumes	2 »

Olives (2).

Par 100 kilogr.

Olives vertes de toutes catégories (3)	4f »

. . . . . .

Beurres (4).

. . . . . .

Miel.

Par 100 kilogr.

Miel	5f »

Gibiers (5).

Par tête.

Perdrix, pluviers (melouki), pigeons sauvages, courlis, bécassines, poules d'eau, hérissons, tourterelles, vanneaux, sarcelles	of 05
Canards sauvages	0 10
Lièvres, bécasses, chacal, renard, porc-épic, lapin de garenne	0 15
Gazelles mortes ou vivantes	0 80

Par 100 kilogr.

Sangliers, cerfs, chevreuils, moufions et autres animaux de table n'entrant pas dans la catégorie des viandes de boucherie et de charcuterie	4f »

Les 10.

Étourneaux, bécassines de mer, alouettes mortes ou vivantes, bec-figues et tous les autres petits oiseaux de la taille au-dessous de la grive	of 10
Pluviers (kaïbi), grives, cailles mortes ou vivantes	0 20

(1) Ainsi modifié par décret du 9 mai 1900.
(2) Conf. décret du 11 mars 1895, art 2, 2°.
(3) Conf. décret du 17 novembre 1897. art. 1er (v° HUILES).
(4) Conf. décret du 11 octobre 1900 (v° BEURRE).
(5) Conf. décret du 11 mars 1895, art. 2, 1°.

Objets divers.

Par 100 kilogr.

Caroube (alfa) pour chevaux	of 25
Tan	0 40
Caroubes	0 60
Guemam (fleurs de myrthe)	1 50
Figues sèches	1 80
Fromages, fleurs d'oranger, roses, lilas (nesri), raisins secs, marjolaine (mordkous), hennè, foux (racine pour teinture), noix et amandes sèches	2 40
Sonak (écorce de noyer)	3 60
Kefta (confiture arabe)	4 80
Amandes (sans coques)	7 20
Pistaches	9 60
Aafs, glands de chêne	12 »

Volailles.

Pigeons, la paire	of 05
Poulets, par tête	0 05
Canards, —	0 10
Lapins, —	0 10
Pintades, —	0 15
Oies, —	0 15
Dindons, —	0 25
Paons —	0 25

Les objets non dénommés au présent tableau continueront à être taxés suivant les tarifs en vigueur.

643

Tarif n° 2.

(OFFICIEL, 1895, 30)

Tarif applicable à toutes les denrees alimentaires vendues en gros a la criee (1)

Un pour cent du prix de l'adjudication (1).

Tarif applicable aux denrées alimentaires vendues en gros a l'amiable.

Viande de boucherie et de charcuterie (2).	Droit d'abri de deux francs par cent kilogr. (3), plus cinq francs par jour et par mètre carré de terrain occupé.	(1) La fraction de 1 à 10 kilogr. sera considérée comme 10 kilogr.
Volaille, gibier, œufs, beurre (4), fromage.	Deux francs par cent kilogrammes (3).	
Fruits et légumes frais.	Un franc par mètre carré de terrain occupé (6).	(5) Les locations seront faites par place banale de deux mètres carrés de superficie. Le même propriétaire ne pourra occuper plus de deux places.

Tarif des droits de garde, de manutention et de resserre publique (3).

1° Viande de boucherie et de charcuterie (1) (2).	Vingt centimes (0 fr. 20) par 100 kilogrammes (1) (5).
2° Fruits, légumes frais, beurre (1), œufs, volailles, fromages et gibier (1).	Vingt-cinq centimes (0 fr. 25) par mètre carre occupé et par fraction de mètre carre (1) (6).
3° Colis vides (1), hottes, couffins, paniers (7).	Dix centimes (0 fr. 10) par mètre superficiel (1).

(1) Conf. décret du 16 juillet 1900 qui concerne seulement le Fondouk el Ghalla de Tunis.
(2) Conf. décret du 29 mai 1899, tarifs annexés (v° ANIMAUX).
(3) Le droit est exigible par journée courant de l'heure de l'expiration du marché à celle de l'expiration du marché suivant.
(4) Conf. décret du 11 octobre 1900 (v° BEURRE)
(5) Les fractions de 25 kilogr. seront taxées à raison de 0 fr. 05 c.
(6) Chaque occupation superficielle ne pourra excéder un metre carré.
(7) Les dépôts de colis vides ne seront admis que si les emplacements ne sont pas nécessaires pour le dépôt des denrées, auxquelles il y a lieu de donner la préférence.

644 30 janvier 1895

Arrêté du Directeur des finances, relatif à la perception des droits recouvrés à l'introduction dans Tunis, en conformité du décret du 29 janvier 1895.
(Officiel, 1895, 31)

Vu l'article 6 du décret du 29 janvier 1895 ;

Chapitre Ier. — De la perception de l'impôt aux portes de la ville de Tunis.

Article 1er. — Le rayon de la perception des droits d'entrée à Tunis comprendra la portion du territoire circonscrite dans les limites ci-après : ..... (1).

Les limites seront indiquées par des poteaux indicateurs.

Art. 2. — Les déclarations et la recette des droits se feront dans les bureaux ci-après désignés (2) ;

Le premier à la jonction de l'avenue de Carthage et de la route d'Hammam el Lif ;

Le second, à la porte Bab Aléoua ;

Le troisième, à la porte Bab el Felah ; les viandes dépecées provenant de l'abattoir pénétreront en ville exclusivement par cette porte ;

Le quatrième à la porte Bab Sidi Gassem ;

Le cinquième à la porte Bab el Allouch ;

Le sixième à la porte Bab Saadoun ;

Le septième à la porte Bab el Khadra ;

Le huitième au croisement de l'avenue de Londres et de l'avenue de Paris.

Ces bureaux seront indiqués par un tableau portant ces mots « bureau de perception des droits d'entrée ».

Ils seront ouverts tous les jours, savoir : pendant les mois de janvier, février, novembre et décembre, de six heures du matin à six heures du soir ;

Pendant les mois de mars, avril, septembre et octobre, de cinq heures du matin à sept heures du soir ;

Pendant les mois de mai, juin, juillet et août de quatre heures du matin à huit heures du soir.

Le tarif des droits à percevoir sera affiché à l'intérieur et à l'extérieur desdits bureaux.

Art. 3. — Pour jouir de l'exemption résultant du passe-debout, (art. 4 du décret), les conducteurs d'objets imposés au tarif seront tenus de faire les déclarations prescrites par le paragraphe 1er de l'article 2 du décret et d'indiquer, en outre, le lieu de la destination (3).

Lorsqu'il sera accordé une escorte, le produit du droit d'escorte sera perçu au départ et donnera toujours lieu à la délivrance d'une quittance spéciale. En cas de changement des moyens de transport, ayant pour effet de rendre plus difficile la reconnaissance à la sortie des objets introduits sur passe-debout, les employés devront être appelés (3).

Les bestiaux destinés à l'exportation seront seuls admis à traverser la ville sur passe-debout (1).

S'il n'était représenté à la sortie qu'une portion des objets introduits, les droits seraient acquis sur la différence (1).

Art. 4. — Les propriétaires de bestiaux entretenus dans le rayon de la perception devront se munir d'une autorisation indiquant le nombre et l'espèce de ces animaux.

Ils déclareront également toute diminution ou augmentation dans le nombre de leurs bestiaux. Ces déclarations seront vérifiées par les préposés.

Art. 5. — S'il s'élève une contestation sur l'application du tarif, ou sur la quotité du droit réclamé, le porteur ou conducteur sera tenu d'acquitter, avant tout, le droit exigé entre les mains du receveur, faute de quoi il ne pourra passer outre, ni introduire l'objet qui aura donné lieu à la contestation, sauf à lui à se pourvoir devant le tribunal compétent.

Chapitre II. — Réglementation du marché du Fondouk el Ghalla.

Art. 6 à 10. — (*Abrogés par arrêté du 20 juillet 1900.*)

Art. 11. — La vente au regrat est prohibée.

En conséquence, il est défendu de revendre, marché tenant, des denrées qui auraient été achetées sur le carreau.

Les ventes en détail sont formellement interdites en dehors des boutiques ou emplacements concédés à cet effet (2).

Toutefois, un certain nombre de marchands pourront être autorisés à vendre accidentellement en toute quantité, les menus produits, tels que les champignons, le cresson, les asperges sauvages, en dehors desdites boutiques, à la condition d'acquitter une redevance de cinquante centimes par mètre superficiel de terrain occupé et par jour.

Art. 12. — Les pommes de terre, non de primeurs, les aulx, échalotes et laurier ne pourront être reçus sur le marché. Toute personne vendant en gros pourra y introduire un sac d'échantillon de chaque espèce de ces denrées ne dépassant pas un poids de deux kilogrammes.

Il est également interdit d'introduire sur le marché des beurres artificiels.

Art. 13. — Le paiement du droit d'abri doit être effectué avant l'introduction des marchandises. Le bulletin constatant ce paiement doit être produit à toute réquisition.

Les producteurs ou marchands pourront être admis à occuper, au mois, des places fixes pour la vente en gros à l'amiable. Ils acquitteront, le cas échéant, le droit d'occupation par quinzaine et d'avance. Toute place dont le prix n'aura

(1) Conf arrêté du 4 janvier 1898, art. 1er
(2) Conf. arrêté du 4 janvier 1898, art. 2.
(3) Conf. décret du 26 janvier 1899 (vo Entrepôts)

(1) Conf. décret du 26 janvier 1899 (vo Entrepôts).
(2) Conf. arrêté du 20 juillet 1900, art. 6.

pas été payé dans les conditions ci-dessus déterminées sera déclarée vacante.

Art. 14. — (*Abrogé par arrêté du 20 juillet 1900.*)

Art. 15. — L'Administration recevra, dans les locaux affectés spécialement à cet usage, les marchandises qui n'auront pas été vendues et qui seront laissées en réserve pour être représentées au marché suivant (1).

Les réclamations de réserve seront faites par écrit ; elles énonceront le nom du propriétaire, le nombre des colis, la nature et le poids net de la marchandise. Ces déclarations seront vérifiées.

Il est interdit de mélanger les marchandises introduites dans l'intervalle des marchés avec celles laissées en réserve.

Les marchandises déposées en réserve seront remises en vente le lendemain, après celles du jour (1).

---

645 11 mars 1895

(*14 ramadane 1312*)

PROMULGUÉ LE 11 MARS 1895

Décret portant remplacement du tarif n° 1 annexé au décret du 19 janvier 1895, pour la perception de divers droits d'entrée à Tunis.

(OFFICIEL, 1895, 90)

Vu le décret du 29 janvier 1895 (2 châbane 1312) ;

En vue de compléter la reforme édictée par le décret susvisé ;

Attendu qu'un large dégrèvement d'impôt sur les legumes frais et les fruits est de nature à favoriser le développement de la production maraîchère et fruitière et aussi la culture des primeurs pour l'exportation ;

Considérant que cette mesure constituera en même temps un avantage important au point de vue de l'alimentation publique ;

Article 1er. — Le tarif n° 1 annexé au décret du 29 janvier 1895 (2 châbane 1312) est remplacé, pour la perception des droits d'entrée à Tunis, par le tarif suivant : . . . . . (*Conf. ce décret.*)

Art. 2. — Seront affranchis des droits d'entrée à Tunis :

1° Les moineaux, pourvus de leurs plumes, introduits dans ladite ville pour y être vendus ou consommés ;

2° Les olives employées à la fabrication de l'huile, à condition qu'elles soient conduites directement dans les moulins pour y être triturées (2).

Art. 3. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui entrera en vigueur le 1er avril prochain.

---

(1) Conf. arrêté du 20 juillet 1900, art. 3, § 7.
(2) Conf. décret du 17 novembre 1897, art. 1er (n° HUILES).

---

646 27 juin 1895

(*4 moharrem 1313*)

PROMULGUÉ LE 27 JUIN 1895

Décret autorisant la vente au détail par les producteurs des fruits et des légumes frais provenant de leur récolte, dans la cour principale du Fondouk el Ghalla.

(OFFICIEL, 1895, 201)

Vu le décret du 29 janvier 1895, ensemble le tarif n° 2 annexé audit décret ;

Dans le but de mettre le producteur plus directement en rapports avec le consommateur ;

Article unique. — La vente au détail par les producteurs des fruits et des légumes frais provenant de leur récolte pourra être autorisée dans la cour principale du Fondouk el Ghalla de Tunis, pendant une partie de la matinée, dans les emplacements laissés disponibles par le service de la criée.

Le droit de stationnement sur ces emplacements est fixé à 0 fr. 15 c. par mètre carré et par séance de vente (1).

Les heures et la durée des séances, l'étendue et les conditions de l'occupation et toutes les mesures accessoires seront déterminées par arrêtés du Directeur des finances qui est chargé d'assurer l'exécution du présent décret (2).

---

647 27 juin 1895

Arrêté du Directeur des finances, relatif à la vente au détail au Fondouk el Ghalla, autorisée par décret du même jour.

(OFFICIEL, 1895, 202)

Vu l'article 6 du décret du 29 janvier 1895 ;

Article 1er. — Les producteurs qui désireront vendre au détail leurs fruits et leurs légumes, sur les emplacements pouvant être affectés à cet usage, dans la cour principale du Fondouk el Ghalla de Tunis devront se munir d'un permis auprès du Directeur des contributions diverses.

Art. 2. — Ce permis, essentiellement temporaire, pourra être retiré à toute époque. Il indiquera les conditions auxquelles la permission est accordée.

Art. 3. — La désignation journalière des emplacements, le mode de perception des redevances, etc., seront réglés par le Directeur des contributions diverses.

Les transactions seront closes à huit heures du matin en été et à neuf heures en hiver. L'ouverture et la clôture des ventes en détail par les producteurs seront chaque jour annoncées à son de cloche.

Le paiement du droit de stationnement sera effectué avant l'introduction des marchandises.

---

(1) Conf. décret du 16 juillet 1900.
(2) Conf. arrêté du 27 juin 1895.

648 30 décembre 1897

(5 châbane 1315)

PROMULGUÉ LE 30 DÉCEMBRE 1897

Décret étendant aux principales villes de la Régence le régime fiscal auquel sont assujettis à leur entrée à Tunis les produits autres que les fruits et légumes frais.

(OFFICIEL, 1897, 741)

Vu les décrets qui règlent l'assiette, la quotité et le mode de perception des droits imposés sur les légumes frais, herbages, fruits, semences, gibier, pailles, fourrages, etc., ensemble les usages qui ont modifié ces décrets ;

Vu les décrets du 29 janvier et du 11 mars 1895 (2 châbane et 14 ramadane 1312) portant revision à Tunis des droits sur ces produits ;

Vu le decret du 12 décembre 1895 (24 djoumadi ettani 1313) et l'arrêté du Directeur général des finances en date du 17 juillet 1897, qui ont étendu aux principales villes de la Régence le regime applicable à Tunis aux fruits et aux légumes frais ;

Considérant que cette extension, faite à titre d'essai, a donné les résultats qu'on en attendait, qu'il y a lieu, par suite, de la faire porter sur les autres produits visés auxdits décrets du 29 janvier et du 11 mars 1895 ;

Vu le decret du 5 juillet 1885 (22 ramadane 1302) accordant, en cas d'exportation, le remboursement des droits sur les céréales dans les villes maritimes ;

Article 1er. — Le régime auquel les produits autres que les fruits et les légumes frais ont été assujettis à leur entrée à Tunis par les décrets susvisés des 29 janvier et 11 mars 1895, sera étendu, à partir du 1er janvier 1898, aux villes de La Goulette, Kairouan, Sousse, Sfax, Monastir, Mahdia, Bizerte, Le Kef et Béja, et à toutes autres localités qui seront désignées par arrêtés du Directeur général des finances.

Art. 2. — Les municipalités pourront, par délibérations dûment motivées prises à la majorité des membres composant le Conseil municipal, demander l'établissement à leur profit de droits de criée ou de stationnement autres que ceux prévus aux décrets susvisés (1).

Les délibérations devront, pour sortir à effet, être approuvées par notre Premier Ministre.

Art. 3. — (*Abrogé par décret du 31 mai 1898.*)

Art. 4. — Notre Directeur général des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

---

649 4 janvier 1898

Arrêté du Directeur des finances modifiant le périmètre de perception des droits d'entrée à Tunis (1) et ouvrant deux nouveaux bureaux.

(OFFICIEL, 1898, 1)

Vu l'article 6 du décret du 29 janvier 1895 ;
Vu les articles 1 et 2 de l'arrêté du 30 janvier 1895 ;

Article 1er. — Le périmètre de perception des droits d'entrée à Tunis(2) comprendra dorénavant la portion de territoire communal(3) ayant pour limite une ligne qui part de la porte Bab-el-Khadra, suit le talus intérieur de la route de l'Ariana jusqu'à l'avenue Carnot, longe cette avenue jusqu'au boulevard de Paris, se dirige de là vers le lac suivant une perpendiculaire à ce boulevard, côtoie le lac jusqu'au point de rencontre de la perpendiculaire abaissée de la route d'Hammam-el-Lif au point où est situé le bureau de perception du Djebel-Jeloud, suit cette perpendiculaire, longe le talus intérieur de la route d'Hammam-el-Lif jusqu'à la porte Bab-Aleoua et emprunte de là les remparts de la ville jusqu'à la porte Bab-el-Khadra.

Art. 2. — Deux nouveaux bureaux de perception seront ouverts, l'un au point de croisement de la route de La Goulette et du boulevard de Paris, l'autre près du point d'intersection de la route d'Hammam-el-Lif avec la ligne projetée du tramway du Mornag.

Art. 3. — Le Directeur des contributions diverses est chargé de l'exécution du présent arrêté.

(1) Conf decret du 5 septembre 1898 (v° CRIÉE ET STATIONNEMENT).
(2) Conf décret du 21 juillet 1896, art 6 (v° CHAUX ET BRIQUES).
(3) Conf décret du 14 avril 1889 (v° MUNICIPALITÉS, TUNIS).

---

650 9 mai 1900

(9 moharrem 1318)

PROMULGUÉ LE 9 MAI 1900

Décret réduisant la taxe sur les cultures maraîchères à Tunis.

(OFFICIEL, 1900, 399)

Vu les décrets du 29 janvier 1895 (2 châbane 1312) et du 11 mars 1895 (14 ramadane 1312) ;
Vu l'arrêté municipal du 6 mars 1900 qui prohibe, dans l'étendue du périmetre communal, l'arrosage de certains légumes au moyen des eaux d'égout ;

Article 1er. — La taxe annuelle de 0 fr. 08 c. par mètre carré à laquelle sont assujetties les cultures maraîchères établies dans le rayon de perception de Tunis est réduite à 0 fr. 04 c. par mètre carré.

Art. 2. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

---

651 16 juillet 1900

(18 rebiâ el aouel 1318)

PROMULGUÉ LE 16 JUILLET 1900

Décret modifiant le tarif n° 2 du 29 janvier 1895 et le décret du 17 juillet 1897 en ce qui concerne seulement le Fondouk el Ghalla de Tunis.

(OFFICIEL, 1900, 615)

Vu les décrets des 29 janvier 1895 et 17 juillet 1897, et l'arrêté du Directeur des finances du 14 décembre 1898, qui reglent la quotité et le mode de perception des droits de criee, de stationnement et d'abri auxquels sont assujettis au Fondouk el Ghalla de Tunis les légumes frais, herbages, fruits, semences, gibier, pailles et fourrages, poissons, etc. ;

Afin de modifier dans un sens favorable aux producteurs le tarif des droits dont il s'agit ;

Vu l'arrêté du Directeur des finances du 12 décembre 1895 instituant un Office de l'escompte au Fondouk el Ghalla ;

Article 1er. — Les dispositions du tarif nº 2 annexé au décret du 29 janvier 1895 (2 châbane 1312) et de l'article 2 du décret du 17 juillet 1897 (16 safar 1315) sont, en ce qui concerne le Fondouk el Ghalla de la ville de Tunis, modifiées comme il suit (1) :

Tarif applicable aux denrées alimentaires vendues en gros à la criée. — Fruits et légumes, poissons et autres produits, 2 °/o du prix de l'adjudication.

Moyennant l'acquittement de ce droit, l'Administration ou ses délégués devront garantir aux vendeurs le paiement comptant du prix de vente.

Les dispositions de l'arrêté du Directeur des finances en date du 12 décembre 1895, portant création de l'Office d'escompte, sont abrogées.

En sus du droit de 2 °/o exigible du vendeur, il sera perçu, à la charge de l'acheteur, un droit de 0 fr. 05 c. par lot acheté aux enchères.

Tarif des droits d'abri et de stationnement pour la revente au détail et pour la vente directe par les producteurs en gros ou en détail. — Viande, gibier, œufs, fromage, etc., 2 fr. par 100 kilogrammes, avec fractionnement de 10 en 10 kilogrammes ;

Légumes, fruits et poissons, 0 fr. 20 c. par mètre carré et par jour.

Tarif des droits de garde. — Viande, gibier, œufs, beurre(2), fromage, etc., 0 fr. 20 c. par 100 kilogrammes ;

Fruits et légumes, 0 fr. 20 c. par charretée et 0 fr. 10 c. par charge de bête de somme.

Colis vides. — 0 fr. 10 c. par mètre carré.

Tarif des droits de pesage sur la bascule installée dans la cour intérieure du fondouk. — 0 fr. 10 c. par pesée.

Art. 2. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui entrera en vigueur le 1er janvier 1901.

(1) Conf. arrêté du 20 juillet 1900.
(2) Conf. décret du 11 octobre 1900 (vº BEURRE).
(3) Conf. décret du 27 juin 1895.

---

652 20 juillet 1900

Arrêté du Directeur des finances modifiant l'arrêté du 30 janvier 1895 relatif au Fondouk el Ghalla.

(OFFICIEL, 1900, 616)

Les dispositions de l'arrêté du 30 janvier 1895, relatif à la réglementation du Fondouk el Ghalla de Tunis, sont modifiées comme il suit :

Article 1er. — Les ventes en gros des denrées alimentaires auront lieu au Fondouk el Ghalla de Tunis, à la criée ou à l'amiable, au gré des intéressés, dans les conditions déterminées ci-après :

Art. 2. — Il peut être procédé par toute personne à la vente à l'amiable en gros ou au détail(1).

Trois emplacements seront affectés à cette vente : le premier, à la vente des fruits et légumes verts ; le second, à la vente des viandes de boucherie et de charcuterie ; le troisième, à celle des autres denrées admises à la vente en gros à la criée.

Art. 3. — Les ventes aux enchères seront faites par un des agents du service de la criée assisté d'un crieur.

Cinq bureaux d'enchères au minimum seront affectés, dans la cour du marché, à la vente en gros à la criée. Les uns seront réservés à la vente des fruits, légumes verts et menus herbages ; les autres à la vente du gibier, des viandes de boucherie et de charcuterie, des œufs, de la volaille, du fromage, du beurre et de toutes autres denrées susceptibles d'être vendues à la criée ; un bureau spécial d'enchères sera affecté à la vente du poisson.

L'affectation des bureaux d'enchères pourra être modifiée suivant l'importance des ventes.

Le tour de vente des marchandises destinées aux enchères est déterminé de la manière suivante :

1º Pour celles arrivées la veille au marché, par un tirage au sort, auquel il sera procédé entre tous les intéressés et par les soins du bureau de criée, immédiatement avant l'ouverture des enchères ;

2º Pour celles arrivant le matin de la vente, par le numéro d'ordre d'arrivée.

Le propriétaire qui ne se présente pas à son tour de vente ne pourra plus soumettre ses marchandises aux enchères qu'après la vente de toutes celles déjà classées sur le même carreau de la criée.

L'agent qui préside le bureau d'enchères est tenu de recevoir lui-même les enchères et de prononcer l'adjudication. Il veille à la loyauté des ventes placées sous son contrôle. Les enchères seront faites en langue française ou arabe, au gré des parties.

Lorsqu'un lot mis aux enchères ne trouve pas acquéreur, il sera laissé en réserve sur le carreau et une deuxième tentative de vente aura lieu après adjudication de toutes les denrées exposées sur le même carreau. Si cette deuxième tentative n'aboutit pas, l'adjudication est ajournée à la fin du marché. En cas de nouvel insuccès, les marchandises peuvent être laissées en réserve sur les carreaux de la criée, sous la sauvegarde du personnel, pour être représentées au marché suivant(1).

A la demande des intéressées, une séance spéciale d'enchères aura lieu à huit heures et demie du matin, afin de vendre à la criée et sans déplacement les denrées installées sur les carreaux de stationnement en vue de la vente à l'amiable. L'ordre de vente sera fixé d'après celui des demandes.

(1) Conf. arrêté du 30 janvier 1895, art. 15.

Dans tous les cas, le droit d'enchères n'est exigible que lorsqu'il y a adjudication.

Il est expressément défendu aux employés du service de la criée de se faire adjuger directement ou indirectement aucun lot mis aux enchères.

Art. 4. — Le marché se tiendra tous les jours, sans exception.

Les ventes commenceront sur les carreaux, savoir :

A 6 heures du matin, pendant les mois de janvier, février, novembre et décembre ;

A 5 heures du matin, pendant les mois de mars, avril, septembre et octobre ;

A 4 heures du matin, pendant les mois de mai, juin, juillet et août.

Les ventes en gros à la criée seront closes à la fin des enchères ; celles à l'amiable à 11 heures du matin, du 30 avril au 30 septembre, et à midi, du 31 octobre au 31 mars.

L'ouverture et la clôture des ventes en gros à la criée et à l'amiable seront annoncées à son de cloche, les emplacements affectés à ces ventes devant être évacués une demi-heure après la clôture de celles-ci.

Il sera fait abandon au profit des établissements locaux de bienfaisance, des denrées délaissées par les producteurs au moment de la fermeture du marché.

Une affiche apposée chaque matin à la porte principale du marché fera connaître, par nature de denrée, les cours de vente en gros de la veille.

Art. 5. — Les poids et les quantités minima des lots installés pour la vente en gros sur le marché sont fixés de la manière suivante :

Légumes et fruits	10 kilogr.
Poissons	7 —
Viande de boucherie et de charcuterie	7 —
Beurre et fromage	6 —
Œufs	Par 100 unités.
Pigeons	8 —
Lapins	6 —
Canards	6 —
Perdreaux	6 —
Poulets	5 —
Oies	4 —
Lièvres	4 —
Dindes	3 —

Exception est faite pour le solde de l'approvisionnement, qui pourra être vendu en un seul lot, quel que soit le nombre de pièces dont il se compose.

En vue du pesage de leurs denrées, les parties pourront recourir à l'usage de la bascule, qui sera installée sur le carreau du marché.

Art. 6. — Il est expressément défendu de vendre, acheter ou colporter clandestinement aucune denrée dans la cour intérieure du marché, sous les peines de droit, et, s'il y a lieu, de l'expulsion du contrevenant(1).

Art. 7. — Toute charrette ou toute bête de somme déchargée devra être aussitôt conduite hors du marché.

Les fondoukiers seront tenus de stationner dans la cour du fondouk aux huiles et ne devront pénétrer dans la cour du Fondouk el Ghalla que si les intéressés requièrent leurs services.

Art. 8. — Est interdite toute coalition de vendeurs ou d'acheteurs ayant pour objet de surélever ou d'avilir le prix des denrées, d'empêcher, de retarder ou de troubler les ventes.

Indépendamment des poursuites correctionnelles dont ils pourront être l'objet, les contrevenants seront exclus du marché pour une durée de huit jours au moins et d'un mois au plus. Cette exclusion, prononcée par l'Administration du marché, sera assurée par ses soins.

Art. 9. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent règlement, qui entrera en vigueur le 1er janvier 1901.

FORÊTS

653 — 28 juin 1883

(*22 châbane 1300*)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DÉCEMBRE 1884

Décret instituant une Direction des forêts de la Régence.

(OFFICIEL, 1883, 725)

Les forêts de notre Royaume constituant une des richesses qui doivent attirer toute notre sollicitude ;

Article 1er. — La conservation et la mise en valeur des forêts de la Régence sont confiées à un service spécial, à la tête duquel est placé un Directeur des forêts.

Art. 2. — La Direction des forêts ressortira à la Direction générale des travaux publics (1) dans des conditions qui seront déterminées par un décret ultérieur (2).

(1) A la Direction de l'agriculture depuis le décret du 13 janvier 1895.

---

654 — 18 novembre 1885

(*10 safar 1303*)

PROMULGUÉ LE 19 NOVEMBRE 1885

Décret réglementant la prestation des serments des agents et préposés de l'Administration forestière (3).

(OFFICIEL, 1885, 711)

Vu le décret du 28 juin 1883 (22 châbane 1300), instituant une Direction des forêts de la Régence ;

(1) Conf. arrêté du 30 janvier 1895, art. 11, §§ 3 et 4.
(2) Conf. décret du 11 novembre 1886.
(3) Conf. décret du 6 septembre 1897, art. 6 (v° DOMAINE DE L'ÉTAT).

Article 1er. — Les agents et préposés de l'Administration forestière qui seront ou pourront être appelés à dresser des procès-verbaux destinés à être produits devant la justice française et à y faire foi ne pourront entrer en fonctions qu'après avoir prêté serment devant le tribunal français de première instance de leur résidence et avoir fait enregistrer leur commission et l'acte de prestation de leur serment au greffe des tribunaux dans le ressort desquels ils devront exercer leurs fonctions. Ce serment sera renouvelé chaque fois que les agents ou préposés changeront de qualité.

Art. 2. — Dans le cas où l'agent ou préposé de l'Administration forestière aurait prêté serment en sa qualité devant un tribunal français de première instance, autre que celui de sa résidence en Tunisie, il n'y aura pas lieu à une autre prestation de serment, mais sa commission et l'acte de prestation de son serment devront être enregistrés au greffe du tribunal dans le ressort duquel il exercera ses fonctions.

Art. 3. — Le serment des agents et préposés de l'Administration forestière de tous grades (1) est ainsi conçu :

« Je jure de remplir avec exactitude et probité les fonctions qui me sont confiées, et de dénoncer aux tribunaux les délits et contraventions qui viendraient à ma connaissance. »

---

655 20 août 1886

(*20 kâda 1303*)

PROMULGUÉ LE 21 AOÛT 1886

Décret indiquant les mesures à prendre pour prévenir les incendies dans les régions boisées (2)

(OFFICIEL, 1886, 185)

Article 1er. — Dans toute l'étendue du territoire de la Régence, pendant la période du 15 juin au 1er novembre de chaque année, nul ne pourra, hors des habitations, apporter ou allumer du feu dans l'intérieur ou à 200 mètres des bois et forêts, même pour la fabrication du charbon, l'extraction du goudron et la distillation de la résine. Cette interdiction est applicable même aux propriétaires des bois et forêts (3).

L'emploi du feu dans les gourbis et autres abris compris dans la même zone sera soumis aux règlements édictés à cet effet par le Premier Ministre.

Art. 2. — Toutefois, si, par suite de l'abondance des pluies, tout danger d'incendie a disparu, le directeur des forêts pourra, sur la proposition des agents forestiers, chefs de service, et sur avis conforme de l'autorité administrative locale, autoriser l'emploi du feu pendant la période comprise entre le 1er octobre et le 1er novembre.

Art. 3. — Tout Européen ou indigène requis pour un service de secours organisé contre l'incendie et qui aura refusé son concours, sans motifs légitimes, sera puni des peines portées en l'article 5 ci-après.

Art. 4. — Tout pâturage au profit des usagers est interdit d'une manière absolue, pendant six ans au moins, sur toute l'étendue des bois et forêts incendiés, sous les peines portées par l'article 199, paragraphe 2, du Code forestier français.

Art. 5. — Toutes contraventions aux prescriptions du présent décret et à celles des règlements et arrêtés rendus pour son exécution, seront punies d'une amende de 32 à 800 piastres et pourront l'être, en outre, d'un emprisonnement de six jours à six mois.

Art. 6. — Les préposés forestiers auront le droit de rechercher ou constater dans les bois et forêts des particuliers les délits et contraventions prévus par les lois et règlements forestiers applicables dans la Régence.

Art. 7. — Les procès-verbaux dressés par tous préposés forestiers sont dispensés de l'affirmation et feront foi jusqu'à preuve du contraire.

---

656 11 novembre 1886

(*13 safar 1304*)

PROMULGUÉ LE 13 NOVEMBRE 1886

Décret organisant la Direction des forêts.

(OFFICIEL, 1886, 255)

Vu notre décret du 28 juin 1883 (22 châbane 1300), et notamment son article 2 ainsi conçu : . . . (*Conf. ce décret.*)

Article 1er. — § 1er. La haute administration des forêts domaniales de la Régence est confiée, sous notre autorité, au ..... *Directeur de l'agriculture* (1).

§ 2. Il dirige et surveille toutes les opérations relatives au service.

§ 3. Il correspond seul avec les diverses autorités.

§ 4. Il donne et signe tous les ordres généraux de service.

§ 5. (*Abrogé par décret du 19 janvier 1897.*)

Art. 2. — Le ..... *Directeur de l'agriculture* (1) a sous ses ordres :

Le Directeur des forêts, les agents et préposés forestiers.

Art. 3. — Le Directeur des forêts et les agents forestiers sont nommés par décret rendu sur la proposition du ..... *Directeur de l'agriculture* (1).

Les préposés sont nommés par arrêté du ..... *Directeur de l'agriculture* (1).

---

(1) Conf. décret du 6 septembre 1897, art 6 (vo DOMAINE DE L'ÉTAT)
(2) Conf. décrets des 18 mars 1896, art. 15, 6° (vo JUSTICE TUNISIENNE) et 15 mai 1870 (vo CAÏDS). — Conf. etiam circulaire du 24 mai 1888 et decret du 24 juin 1888.
(3) Conf. décret du 15 juillet 1899, art. 13.

(1) Ainsi modifié par décret du 13 janvier 1895.

Les émoluments des agents et préposés sont déterminés et leur poste leur est désigné par arrêté du ..... *Directeur de l'agriculture* (1), rendu sur la proposition du Directeur des forêts.

Les agents et préposés ne peuvent être destitués que par l'autorité même à qui appartient le droit de les nommer.

Art. 4. — Le ..... *Directeur de l'agriculture* (1) soumet au Conseil des Ministres et chefs de service :

1° Le budget de l'Administration forestière ;

2° La division du territoire en circonscriptions forestières ;

3° La délimitation des forêts ;

4° La soumission au régime forestier et la distraction du régime forestier ;

5° Les droits d'usage ;

6° L'aménagement des forêts ;

7° Les coupes extraordinaires.

Art. 5. — Dans toutes les affaires autres que celles qui sont mentionnées à l'article précédent, et en dehors des exceptions prévues à l'article 7 ci-après, il est statué par le ..... *Directeur de l'agriculture* (1).

Art. 6. — Le Directeur des forêts est chargé de l'instruction des affaires, de la présentation des projets et de l'exécution des décisions prises.

Il ne peut engager aucune dépense sans l'autorisation formelle du ..... *Directeur de l'agriculture* (1).

Il a sous ses ordres immédiats les agents et préposés forestiers.

Art. 7. — Le Directeur des forêts peut autoriser directement la vente des menus produits jusqu'à concurrence de mille piastres.

Il approuve les projets de travaux neufs jusqu'à concurrence de la même somme.

Il approuve tous les projets de travaux d'entretien.

Art. 8. — La division territoriale de la Régence en circonscriptions forestières (2) est arrêtée par décret rendu sur la proposition du ..... *Directeur de l'agriculture* (1).

A la tête de chaque circonscription est placé un agent forestier chef de service.

Le ..... *Directeur de l'agriculture* (1) détermine, sur la proposition du Directeur des forêts, le nombre des agents, brigadiers et gardes de chaque circonscription, ainsi que les arrondissements et triages dans lesquels ils doivent exercer leurs fonctions.

Art. 9. — Chacun des agents forestiers fait les opérations, vérifications et tournées qui lui sont prescrites, surveille le service des agents et gardes qui lui sont subordonnés et transmet les ordres et instructions qu'il reçoit de ses supérieurs.

Les agents forestiers correspondent avec le chef de service sous les ordres duquel ils sont placés et lui rendent compte de leurs opérations.

Art. 10. — Les brigadiers et gardes sont spécialement chargés de faire des visites journalières dans les bois soumis à leur surveillance, et de dresser procès-verbal pour tous les délits ou contraventions qui y auront été commis.

Ils adressent leurs rapports à leur chef immédiat et lui remettent leurs procès-verbaux revêtus de toutes les formalités.

Art. 11. — Ils résident dans le voisinage des forêts ou triages confiés à leur surveillance ; le lieu de leur résidence est indiqué par le Directeur des forêts.

Art. 12. — L'uniforme des agents, brigadiers et gardes forestiers, détachés en Tunisie par l'Administration forestière française, est celui de cette administration.

L'uniforme des gardes indigènes sera déterminé par arrêté du Directeur de l'agriculture.

Art. 13. — Les brigadiers et gardes sont toujours revêtus de leur uniforme ou des marques distinctives de leur grade dans l'exercice de leurs fonctions.

Art. 14. — Le Directeur général des travaux publics (1) est chargé de l'exécution du présent décret.

---

657 24 mai 1888 (2)

(13 ramadane 1305)

Circulaire du Premier Ministre aux Caïds, rappelant les mesures à prendre pour éviter les incendies dans les forêts.

(Officiel, 1888, 139)

Plusieurs incendies se sont produits récemment dans les forêts de la Régence et ont causé des pertes sérieuses à l'État. Comme vous le savez, aux termes du décret du 20 août 1886 (20 kàda 1303), il est formellement interdit d'apporter ou d'allumer du feu dans les bois et forêts, quel qu'en soit le propriétaire, même pour la fabrication du charbon ou l'extraction du goudron.

Cependant, vos administrés ne paraissent pas avoir eu connaissance des dispositions du décret susvisé, et notamment de l'article 5 fixant les peines dont seront passibles les délinquants. En présence de la nécessité qui s'impose de prendre des mesures pour la conservation des bois et forêts, je vous invite à convoquer les fonctionnaires et les notables de votre circonscription pour leur donner connaissance de ce décret et leur recommander d'en assurer l'application, surtout en ce qui concerne l'interdiction d'allumer du feu pendant la période déterminée à l'article 1er.

---

(1) Ainsi modifié par décret du 13 janvier 1895

(2) Il existe actuellement six circonscriptions forestières : Tabarka, Ain-Draham, Tunis, El Feidja Grandprey, Gafsa, Le Kef.

(1) Conf. décret du 13 janvier 1895.

(2) Date de publication à l'*Officiel*.

En dehors de cette période, on ne pourra allumer ou apporter du feu dans les forêts que lorsque, par suite de pluies abondantes, tout danger d'incendie sera écarté. En outre, une autorisation des agents forestiers sera nécessaire.

Vous informerez également vos administrés que les délinquants pourront être l'objet de poursuites en réparation des dommages qu'ils auront causés, sans préjudice des peines portées à l'article 5.

Vous voudrez bien m'accuser réception de la présente circulaire, en m'adressant en même temps une hodja constatant qu'elle a été communiquée à vos administrés.

---

658 24 juin 1888

(*14 chaoual 1305*)

PROMULGUE LE 25 JUIN 1888

Décret édictant des pénalités contre les auteurs des incendies de forêts, bois, plantations, récoltes et produits forestiers.

(OFFICIEL, 1888. 179)

Article 1er. — Quiconque aura volontairement mis ou tenté de mettre le feu, directement ou par communication, aux forêts, bois, plantations, broussailles, herbes sèches, pailles, récoltes ou produits forestiers sur pied ou abattus et mis en tas, ou dans une zone d'un kilomètre autour des régions boisées telles qu'elles sont décrites ci-dessus, sera puni de mort si une ou plusieurs personnes ont péri dans l'incendie.

Dans le cas où il n'y aurait pas eu de mort d'homme, la peine sera des travaux forcés à perpétuité.

Art. 2. — Est réputé volontaire tout incendie commis par malveillance, vengeance ou intention de nuire, ou de créer des pâturages.

Art. 3. — Tout individu requis pour un service de secours contre l'incendie et qui aura refusé son secours sans motif légitime sera puni des peines portées à l'article 5 du décret du 20 kâda 1303 (20 août 1886).

Art. 4. — L'article 463 du Code pénal français sera applicable aux crimes et délits prévus par le présent décret.

---

659 14 septembre 1888

(*8 moharrem 1306*)

Circulaire du Premier Ministre aux Caïds relative aux mesures à prendre pour la conservation des forêts.

(OFFICIEL, 1888, 274)

Je vous ai fait connaître, à plusieurs reprises, toute l'importance que le Gouvernement attache à la conservation des forêts qui lui donnent des revenus importants, et dont la présence sur les montagnes augmente la quantité de pluie qui tombe chaque année, et assure, ainsi, la réussite des récoltes.

En affirmant la propriété de l'État sur les forêts de la Régence, je vous ai, par lettre du 28 novembre 1881 (5 moharrem 1299), prescrit de veiller à ce que les notaires ne vendissent aucun terrain boisé sans en avoir référé au Gouvernement, et les décrets du 15 mai 1870 (13 safar 1287) et 20 août 1886 (20 kâda 1303) ont assuré votre concours aux mesures destinées à prévenir et à combattre les incendies.

Vous devez, en outre, avertir les habitants de votre caïdat que le Gouvernement entend maintenir les droits d'usage existants sur les forêts de l'État, mais que, pour ne point compromettre l'avenir de ces forêts, il est interdit aux habitants de couper, d'écorcer ou d'ébranler aucun arbre sans l'autorisation de l'Administration des forêts ; qu'il leur est, à plus forte raison, interdit de détruire les forêts, sous quelque prétexte que ce soit.

Vous veillerez, en même temps, à ce que les propriétaires riverains n'empiètent pas sur le sol forestier, à ce que les bornes existantes, ou qui seront placées ultérieurement, ne soient pas enlevées, brisées ou déplacées.

Vous tiendrez la main à ce que tous les agents placés sous vos ordres, khalifa ou cheik, vous apportent leur concours pour l'exécution de mes prescriptions, et ne cessent de prévenir leurs administrés des défenses qui leur seront faites.

Lorsqu'une infraction à ces ordres aura été commise, le chef local vous en rendra compte. Vous vous empresserez de prévenir immédiatement l'agent ou le préposé forestier le plus voisin et le contrôleur civil, et ferez tous vos efforts pour aider l'agent forestier à découvrir le coupable. En cas d'incendie, le cheik devra aviser immédiatement, en même temps que le caïd et le contrôleur, l'agent ou le préposé forestier qui sera le plus proche du lieu de l'incendie.

Vous aurez, en outre, à prêter votre concours aux agents forestiers pour faciliter leurs tournées, en fournissant les renseignements qu'ils demanderont et en mettant à leur disposition les hommes nécessaires pour la garde de leur campement, les moyens de transport pour eux et leur campement, les vivres et la nourriture pour eux et leurs animaux.

Il est bien entendu que tout agent forestier devra payer les hommes, chevaux, voitures, bêtes de somme, vivres, et, en général, tout ce qui lui sera fourni.

A cet objet, vous ferez connaître à vos administrés qu'il leur sera loisible de contracter, de gré à gré, avec les agents forestiers, aux prix qui leur paraîtront avantageux.

Toutefois, en cas de contestations, de même qu'en cas de réquisition adressée par écrit par l'agent forestier, vous devrez appliquer le tarif qui vous sera remis par le contrôleur civil.

Vous devrez faire connaître aux cheiks et

agents placés sous vos ordres qu'ils sont tenus de déférer aux réquisitions écrites des agents ; mais si, à cette occasion, vous avez une réclamation à adresser, vous la ferez parvenir au Contrôleur civil, avec le bulletin que l'agent forestier aura remis pour la réquisition.

---

660 4 avril 1890

(*13 châbane 1307*)

PROMULGUÉ LE 5 AVRIL 1890

Décret réglementant les effets de la domanialité des bois et forêts de l'État et en réglementant l'immatriculation (1).

(OFFICIEL, 1890, 113)

Considérant que les forêts domaniales de la Régence sont déjà et deviendront, dans l'avenir, par suite des travaux importants de mise en valeur qui y ont été exécutés, une source de revenus pour l'État ;

Considérant que leur conservation est nécessaire à l'interêt général, tant au point de vue du climat qu'au point de vue de la régularisation du régime des eaux et de la conservation des sources ; qu'il importe, dès lors, de procéder à leur délimitation et qu'il y a lieu, dans ce but, de les faire passer sous le régime de la loi foncière de 1885 ;

Considerant qu'en raison de l'étendue considérable du domaine forestier et du caractère administratif que présente l'opération de la délimitation de ce domaine, il y a lieu d'apporter quelques modifications à la procédure suivie en matiere d'immatriculation, notamment en ce qui concerne les délais ; que ces modifications sont édictées dans l'intérêt même des parties en cause ;

Article 1er. — Le Domaine de l'État comprend les bois et forêts sous la réserve des droits de propriété et d'usage régulièrement acquis avant la promulgation de la présente loi.

Des décrets ultérieurs détermineront le mode d'exercice des droits d'usage.

Art. 2. — Est déclarée nulle et sans effet, toute aliénation du sol forestier domanial, de sa superficie ou de ses usages, qui n'aura pas été préalablement autorisée (2) par un décret rendu sur la proposition concertée du Directeur général des travaux publics (3) et du Directeur des finances.

Art. 3. — Par dérogation aux dispositions du décret du 13 djoumadi el aouel 1303 (17 février 1886)[2], le Directeur général des travaux publics (3) exercera, tant en demandant qu'en défendant, les actions intéressant le domaine forestier de l'État.

Toutefois, les instances actuellement engagées continueront à être suivies au nom de l'État par le Directeur des finances.

Art. 4. — Il sera procédé dans le plus bref délai possible à l'immatriculation du domaine forestier au nom de l'État, à la diligence et sur la réquisition du Directeur général des travaux publics (3).

Les formalités de l'immatriculation seront remplies conformément à la loi du 1er juillet 1885 sur la propriété foncière, sauf en ce qui concerne les dérogations spécifiées ci-après.

Art. 5. — Le bornage provisoire de chaque groupe forestier faisant l'objet d'une réquisition distincte aura lieu dans les trois mois qui suivront les publications de la réquisition relative à ce groupe. Le juge de paix ne fixera la date de cette opération (1) qu'après entente avec le chef de la circonscription forestière.

Dans le cas où diverses parties d'un groupe forestier d'un seul tenant se trouveraient comprises dans des circonscriptions de justice de paix différentes, les publications prévues par les articles 25 et 26 de la loi foncière seraient faites dans toutes les circonscriptions, mais le bornage serait exécuté par le juge de paix (1) dont la circonscription comprend la partie la plus étendue de la forêt à immatriculer.

Art. 6. — Par dérogation aux articles 27 et 29 de la loi du 1er juillet 1885, le délai imparti aux oppositions est porté à trois mois au lieu de deux.

Le délai de remise des plans à la conservation foncière sera fixé par le tribunal mixte sur l'avis du Directeur général des travaux publics (2).

Art. 7. — Par dérogation de l'article 41 de la loi du 1er juillet 1885, le greffier du tribunal mixte remettra au requérant, dans le mois qui suivra l'expiration des délais impartis aux opposants par le paragraphe 2 dudit article, un dossier comprenant copie authentique des pièces énumérées ci-après :

1° Procès-verbal de bornage provisoire ;

2° Procès-verbaux d'opposition ;

3° Requêtes introductives d'instance ;

4° Pièces produites à l'appui desdites requêtes.

Quatre mois après cette remise, le Président du tribunal mixte, après avoir entendu les observations du requérant, fixe le délai définitif de dépôt des conclusions de celui-ci.

---

661 26 juin 1890

Arrêté du Directeur des travaux publics déterminant les conditions requises des candidats aux emplois de gardes forestiers indigènes.

(OFFICIEL, 1890, 228)

Vu les décrets de S. A. le Bey en date des 19 chaoual 1299 (3 septembre 1882), 22 châbane 1300 (28 juin 1883), 10 safar 1303 (18 novembre 1885), 13 safar 1304 (11 novembre 1886) ;

Vu les arrêtés des 6 juin 1885 et 21 juillet 1886 ;

Sur la proposition du Directeur des forêts ;

Article 1er. — Les emplois de garde forestier

(1) Conf. décret du 13 janvier 1896 (v° DOMAINE DE L'ÉTAT)

(2) Conf. décret du 25 avril 1898, art. 1 et 2 (v° DOMAINE DE L'ÉTAT).

(3) Conf. décret du 13 janvier 1895.

(1) Conf. loi du 1er juillet 1885, art. 26 (v° PROPRIÉTÉ FONCIÈRE).

(2) Conf décret du 13 janvier 1895.

indigène dans la Régence seront accordés aux indigènes âgés de 25 ans au moins, de 35 ans au plus et de préférence aux fils de gardes indigènes ou aux anciens militaires.

Art. 2. — Les candidats devront justifier des connaissances suivantes :

Savoir lire et écrire l'arabe ;

Comprendre suffisamment le français pour servir d'interprète.

Art. 3. — Ils seront en outre tenus de justifier de la possession d'un cheval apte à faire un bon service et d'un harnachement indigène en bon état.

Art. 4. — Ils devront produire à l'appui de leur demande les pièces suivantes :

Acte de naissance ou acte de notoriété ;

Extrait du casier judiciaire ou certificat constatant qu'ils n'ont jamais subi aucune condamnation ;

Certificat de bonnes vie et mœurs ;

Certificat des services militaires ou autres rendus sous les ordres d'une autorité civile.

Art. 5. — Tous les nouveaux gardes indigènes admis dans les cadres devront, au moment de leur entrée en fonctions, fournir un certificat d'un médecin assermenté, constatant qu'ils ne sont atteints d'aucune infirmité et qu'ils sont suffisamment robustes pour résister aux fatigues d'un service pénible.

Art. 6. — A l'avenir, les gardes indigènes ne seront plus maintenus en fonctions au delà de 60 ans. Ils seront mis d'office à la réforme avant d'avoir atteint cet âge, aussitôt qu'ils ne seront plus en état de faire leur service d'une façon satisfaisante.

---

662 13 janvier 1895

(16 redjeb 1312)

PROMULGUÉ LE 13 JANVIER 1895

Décret rattachant la Direction des forêts à la Direction de l'agriculture.

(OFFICIEL, 1892, 18)

Vu le décret du 28 juin 1883 instituant une Direction des forêts ;

Vu le décret du 11 novembre 1886 relatif à l'organisation du service des forêts ;

Vu le décret du 4 avril 1890 sur la délimitation du domaine forestier de l'État ;

Sur les propositions du Directeur général des travaux publics et du Directeur de l'agriculture ;

Article 1er. — La Direction des forêts, qui était rattachée à la Direction générale des travaux publics par le décret du 11 novembre 1886, ressortira à la Direction de l'agriculture à partir du 15 janvier 1895.

Art. 2. — Le Directeur de l'agriculture est substitué au Directeur général des travaux publics dans l'exercice des pouvoirs conférés à ce dernier par les décrets des 11 novembre 1886 et 4 avril 1890.

Art. 3. — Notre Directeur général des travaux publics et notre Directeur de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

---

663 18 juin 1895

(24 hidjâ 1312)

PROMULGUÉ LE 18 JUIN 1895

Décret organisant et réglementant un service de surveillance pour prévenir les incendies dans les régions boisées du nord de la Régence.

(OFFICIEL, 1895, 192)

Vu les décrets des 20 août 1886 (20 kâda 1303), 11 novembre 1886 (13 safar 1304), 24 juin 1888 (14 chaoual 1305) et 13 janvier 1895 (16 redjeb 1312) ;

Considérant qu'il convient d'organiser un service de surveillance pour prévenir les incendies dans les régions boisées du nord de la Régence ;

Article 1er. — Le service des forêts est autorisé à organiser un service spécial et rétribué de postes-vigies dans les régions forestières du nord de la Régence (contrôles civils de Souk-el-Arba, de Béja et de Bizerte) pendant la période du 15 juillet au 31 octobre de chaque année.

Art. 2. — Le nombre et la répartition des postes-vigies sur les points les plus propres à assurer la sécurité seront déterminés par un arrêté de notre Premier Ministre, sur les propositions formulées par la Direction de l'agriculture(1).

Ces listes détermineront le nombre d'hommes dont chaque poste devra être composé et devront être dressées avant le 15 mai de chaque année.

Art. 3. — Les arrêtés pris en vertu de l'article précédent seront notifiés un mois avant le commencement de la période de surveillance, à la Direction des forêts et aux autorités chargées d'assurer le fonctionnement des postes-vigies.

Art. 4. — Les populations locales seront astreintes, moyennant une rétribution dont le montant sera fixé par un arrêté de notre Premier Ministre, à fournir les piétons et les cavaliers nécessaires pour assurer ce service.

Les listes de la medjba de l'année en cours serviront pour la désignation de ces gardiens. Le chef du douar ou de la fraction, sur les indications du cheik, désignera à tour de rôle les contribuables qui devront se rendre au jour et à l'heure dits aux postes qui leur seront attribués.

Les hommes désignés pourront se faire remplacer par des tiers parfaitement aptes au service de garde et qui devront être préalablement agréés par le cheik. Les hommes remplacés seront entièrement responsables de la conduite de leurs remplaçants.

Les indigènes appartenant à une même collectivité pourront s'entendre pour désigner des

(1) Conf. arrêté du 13 mai 1900 pour l'année 1900 (*Officiel*, 1900, 399)

gardiens permanents qui seront chargés de la garde sur leur territoire pendant toute la période des incendies. Dans ce cas, le douar ou la fraction sera responsable des hommes qui auront été choisis par eux.

Art. 5. — La garde sera faite le jour et la nuit. Le même contribuable ne pourra être astreint au service des postes-vigies pendant plus de trois jours et trois nuits chaque année. Cependant, dans aucun cas, les gardes ne pourront abandonner les postes avant d'avoir été relevés.

Art. 6. — Au premier indice d'incendie, les postes-vigies seront tenus de prévenir sur-le-champ les représentants de l'autorité administrative et du service forestier les plus rapprochés et de travailler sans retard à éteindre le feu.

Art. 7. — Les caïds, les cheiks, les agents et préposés forestiers, les gardes indigènes auxiliaires sont chargés de la surveillance des postes-vigies ; ils constateront ou feront constater les contraventions au présent décret par des procès-verbaux dispensés de l'affirmation qui seront transmis sans délai à la Direction de l'agriculture, chargée des poursuites devant la juridiction compétente.

Art. 8. — Les contribuables qui auront par mauvais vouloir ou par négligencee contrevenu aux dispositions du présent décret, seront punis d'une amende de 20 à 200 fr. et pourront l'être d'un emprisonnement de six jours à deux mois.

La peine sera double pour les cheiks et les chefs de douars.

Les dispositions de l'article 463 du Code pénal seront applicables à ces contraventions.

Art. 9. — Notre Premier Ministre et notre Directeur de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

---

664 19 janvier 1897

(15 châbane 1314)

PROMULGUE LE 19 JANVIER 1897

Décret conférant au Directeur des forêts la qualité d'ordonnateur secondaire des dépenses de son service.

(OFFICIEL, 1897, 54)

Vu les decrets des 11 novembre 1886 (13 safar 1304) organisant la Direction des forêts, 13 janvier 1895 (16 redjeb 1312) rattachant la Direction des forêts à la Direction de l'agriculture ;

Sur la proposition du Directeur de l'agriculture ;

Article 1er. — Le paragraphe 5 de l'article 1er du décret susvisé du 11 novembre 1886, est rapporté.

Art. 2. — Le Directeur des forêts est ordonnateur secondaire des dépenses du service des forêts dans les limites des crédits qui lui sont répartis et sous-délégués par le Directeur de l'agriculture.

Art. 3. — Les Directeurs de l'agriculture et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

---

665 1er juillet 1897

Arrêté du Résident général instituant une commission chargée d'étudier un projet de loi forestière spéciale à la Tunisie (a).

(OFFICIEL, 1897, 363)

---

666 15 juillet 1899

(6 rebiâ el aonel 1317)

PROMULGUÉ LE 15 JUILLET 1899

Décret réglementant les adjudications et les exploitations des bois régis par le service forestier.

(OFFICIEL, 1899, 513)

I. — Adjudications.

Art. 1er. — Aucune vente ordinaire ou extraordinaire ne pourra, à peine de nullité, avoir lieu dans les bois régis par le service forestier que par voie d'adjudication publique annoncée au moins quinze jours à l'avance par des affiches apposées dans la capitale de la Régence, dans le lieu de la vente, au siège du Contrôle civil ou du Cercle militaire de la situation des bois et dans les localités environnantes.

Art. 2. — Des cessions par voie de marché de gré à gré peuvent, toutefois, être autorisées dans les cas suivants :

1° S'il s'agit de produits dont la valeur n'excède pas 2,000 fr. ;

2° S'il y a lieu de pourvoir d'urgence à des besoins accidentels et imprévus ou à l'exécution de travaux publics dans la Régence ;

3° Lorsque des produits forestiers n'ont pu ou ne peuvent être vendus par voie d'adjudication publique.

Ces cessions sont autorisées par décision du Directeur des forêts, si le montant de la redevance n'excède pas 1,000 fr. ; par arrêté du Directeur de l'agriculture et du commerce, si le montant excède cette somme.

Art. 3. — Ne pourront prendre part aux ventes, ni par eux-mêmes, ni par personnes interposées, directement ou indirectement, soit comme parties principales, soit comme associés ou cautions :

1° Les agents et gardes forestiers dans toute la Régence, les fonctionnaires chargés de présider ou de concourir aux ventes, les receveurs du produit des coupes dans toute l'étendue du territoire où ils exercent leurs fonctions ;

2° Les parents et alliés en ligne directe, les

(a) Le Code forestier est applicable en Tunisie, sauf sur les points où il a été dérogé expressément par les lois spéciales à la Régence. Un agent forestier est sans droit pour poursuivre seul et en son nom la répression d'un délit forestier devant une justice de paix à compétence étendue ou devant tout autre tribunal. (Tunis, 2 juillet 1890, *J. T.* 90, 224.)

frères, beaux-frères, oncles et neveux des agents forestiers dans toute l'étendue de la Régence; les préposés forestiers dans toute l'étendue de la circonscription forestière où ils sont en fonctions.

En cas de contravention, ils seront punis d'une amende qui ne pourra être moindre du douzième du prix d'adjudication, ni en excéder la moitié, sans préjudice, s'il y a lieu, des peines prononcées par l'article 175 du Code pénal.

Toute adjudication faite en contravention des dispositions du présent article sera déclarée nulle.

Art. 4. — Toute association secrète ou manœuvre entre marchands de bois, lièges ou autres produits forestiers tendant à nuire aux enchères, à les troubler ou à obtenir les produits à plus bas prix donnera lieu à l'application des peines portées à l'article 412 du Code pénal, indépendamment de tous dommages-intérêts; et si l'adjudication a été faite au profit de l'association secrète ou des auteurs desdites manœuvres, elle sera déclarée nulle.

En outre, l'acquéreur ou l'adjudicataire sera condamné à restituer le bois déjà exploité ou à en payer la valeur sur le pied du prix de l'adjudication ou de la vente.

Art. 5. — Dans le cas où il y aura cautions, ces dernières seront solidairement responsables seulement du prix principal de l'adjudication ou du marché, des frais et accessoires afférents à ce prix ainsi que des charges énoncées au cahier des charges ou dans le procès-verbal d'adjudication.

II. — Exploitations.

Art. 6. — Après l'adjudication ou l'approbation du marché de gré à gré, il ne pourra être fait, sous quelque prétexte que ce soit, aucun changement à l'assiette des coupes, soit par contenance, soit par pieds d'arbres, ou à la quantité et à la qualité des produits vendus ou cédés, à peine contre l'adjudicataire d'une amende égale au triple de la valeur des bois ou des produits non compris dans l'adjudication ou dans le marché, sans préjudice de la restitution des bois ou de leur valeur.

Ces dispositions sont applicables aux lièges et aux écorces à tan.

Les agents et préposés forestiers qui auraient permis ou toléré ces additions ou changements seront punis de pareille amende et seront passibles, s'il y a lieu, des poursuites et peines pour malversation et concussion.

Art. 7. — Les adjudicataires ou les bénéficiaires des marchés de gré à gré ne pourront commencer l'exploitation ou l'enlèvement des produits de leur vente ou de leur marché qu'après en avoir obtenu l'autorisation écrite du Directeur des forêts, à peine d'être poursuivis comme délinquants, pour les produits qu'ils auraient exploités ou enlevés.

Art. 8. — Les peines encourues par les adjudicataires ou les bénéficiaires de marché de gré à gré pour coupe ou enlèvement d'arbres réservés ou de produits ne faisant pas partie de la vente ou du marché, seront les suivantes :

1° S'il s'agit de chênes, pins, frênes, ormes, aunes, peupliers, saules, oliviers, azeroliers, gommiers, caroubiers, châtaigniers, micocouliers, philarias, l'amende sera de 3 à 100 fr. par pied, si la circonférence de l'arbre prise rez de terre atteint ou dépasse 2 décimètres; de 10 centimes à 1 fr., si elle est inférieure à 2 décimètres;

2° Pour toutes les autres essences, l'amende sera de 1 à 10 fr. par pied si la circonférence mesurée comme il est dit ci-dessus atteint ou dépasse 4 décimètres. Au-dessous de cette dimension, l'amende sera, pour chaque charretée, de 3 à 5 fr. par bête attelée; de 1 à 3 fr. pour chaque charge de bête de somme; de 0 fr. 10 c. à 0 fr. 50 c. par fagot, fouée ou charge d'homme.

Dans l'un et l'autre cas, il pourra, en outre, être prononcé un emprisonnement de six mois au plus.

Il y aura toujours lieu à la restitution en nature, si les arbres peuvent être représentés et si le service forestier le requiert ou, dans le cas contraire, au paiement, à titre de restitution, d'une somme égale à l'amende encourue, sans préjudice des dommages-intérêts.

Les peines seront les mêmes que pour les arbres qui auraient été ébroupés, écorcés, mutilés ou dont une ou plusieurs branches principales auraient été coupées.

Art. 9. — L'enlèvement ou l'extraction du liège donnera lieu à une amende de 20 à 50 fr. par quintal ou fraction de quintal métrique, s'il s'agit de liège de reproduction, et à une amende de 1 à 5 fr., s'il s'agit de liège mâle, sans préjudice des peines portées à l'article 8, si l'arbre a été blessé. En outre, il y aura toujours lieu à la restitution des produits ou au paiement de leur valeur.

Art. 10. — Toute contravention aux clauses et conditions du cahier des charges, du procès-verbal d'adjudication ou du marché de gré à gré sera punie d'une amende de 50 à 500 fr., sans préjudice des dommages-intérêts.

Les produits de la vente ou de la cession de gré à gré pourront être saisis jusqu'à due concurrence et pour garantie de l'amende et des dommages-intérêts encourus.

En cas d'inexécution de l'exploitation et de la vidange des coupes dans les délais fixés par les adjudications ou les marchés de gré à gré ou les prorogations de délais accordées par le Directeur des forêts, le tribunal, sur la requête du service forestier, prononcera la confiscation des produits restant sur pied ou abattus, lesquels demeureront la propriété de l'État.

Art. 11. — Il est interdit à l'adjudicataire, à moins que le procès-verbal d'adjudication n'en

contienne l'autorisation expresse, de peler ou d'écorcer sur pied aucun des bois de sa vente, sous peine de 50 à 500 fr. d'amende. Les écorces et bois écorcés seront saisis comme garantie des dommages-intérêts, dont le montant ne pourra être inférieur à la valeur des arbres pelés ou écorcés.

Art. 12. — Les agents forestiers ou les préposés qu'ils désigneront à cet effet indiqueront, par écrit, à l'adjudicataire qui en aurait fait la demande, le lieu où il pourra être établi des installations (gourbis, baraques, cantines), des loges et ateliers d'ouvriers pour les besoins de son exploitation, des fosses, des fauldes, fours ou fourneaux pour la fabrication du charbon et l'incinération des produits de la coupe.

Il n'en pourra être placé ailleurs, sous peine d'une amende de 10 à 50 fr. pour chaque installation, loge, atelier, fosse, four ou fourneau.

Art. 13. — Pendant la période du 1er mai au 1er novembre, sauf autorisation spéciale, il est interdit aux adjudicataires ou aux bénéficiaires de marchés de gré à gré, à leurs ouvriers et employés d'allumer du feu dans l'intérieur ou à la distance de 200 mètres des bois et forêts, si ce n'est dans les conditions prescrites par le cahier des charges, sous les peines portées à l'article 5 du décret beylical du 20 août 1886 et à l'article 10 du présent décret.

Les adjudicataires ou bénéficiaires demeureront responsables de tous dommages causés à la forêt en cas d'incendie provenant de leur fait ou de celui de leurs ouvriers, même si les précautions prescrites par le cahier des charges avaient été prises.

Art. 14. — Dans tous les cas où il y aura lieu d'adjuger des dommages-intérêts, ils ne pourront être inférieurs à l'amende simple prononcée par le tribunal

Art. 15. — Si, dans le cours de l'exploitation ou de la vidange, il est dressé des procès-verbaux de délits ou vices d'exploitation, il pourra y être donné suite sans attendre l'époque du récolement.

Néanmoins, en cas d'insuffisance d'un premier procès-verbal sur lequel il n'est pas intervenu de jugement, les agents forestiers pourront, lors du récolement, constater par un nouveau procès-verbal les délits ou contraventions.

Art. 16. — Les adjudicataires ou bénéficiaires, à dater du permis d'exploiter jusqu'à leur libération définitive, sont responsables de tous les délits visés par le présent décret commis dans leur vente et dans une zone de 100 mètres de largeur en dehors de leur vente.

Cette responsabilité cessera s'ils n'ont pas profité directement ou indirectement du délit et s'ils l'ont dénoncé avant la constatation par le service forestier.

Ils sont, dans tous les cas, responsables du paiement des amendes et restitutions encourues pour délits et contraventions commis dans les mêmes conditions de lieu par leurs ouvriers, bûcherons, voituriers et tous autres employés.

L'adjudicataire responsable devra toujours être cité en même temps que l'auteur du délit.

III. — Récolements.

Art. 17. — Il sera procédé au récolement de chaque vente dans les trois mois qui suivront l'expiration des délais fixés pour la vidange des produits. Toutefois, si l'exploitation et la vidange de la vente sont terminés avant les délais fixés, le service forestier pourra être mis en demeure, par lettre recommandée et adressée au Directeur des forêts, de procéder au récolement.

L'adjudicataire ou le bénéficiaire du marché de gré à gré sera libéré s'il n'a pas été procédé à cette opération dans le délai de trois mois à dater soit de l'expiraton des délais fixés, soit de la reception de la lettre recommandée.

Art. 18. — L'adjudicataire ou le bénéficiaire seront prévenus, au moins quinze jours d'avance, du jour de l'opération. Faute par eux d'y assister, ou de s'y faire représenter, le procès-verbal de récolement sera réputé contradictoire et deviendra définitif dans le délai d'un mois après sa clôture, si le service forestier ou l'adjudicataire et le bénéficiaire du marché de gré à gré n'en ont pas requis, devant les tribunaux compétents, l'annulation pour défaut de forme ou pour fausse énonciation.

En cas d'annulation du procès-verbal, le service forestier pourra, dans le mois qui suivra le jugement définitif, y faire suppléer par un nouveau procès-verbal, faute de quoi l'adjudicataire ou le bénéficiaire seront définitivement libérés.

IV. — Transactions.

Art. 19. — L'Administration forestière est autorisée à transiger sur les délits, contraventions et infractions au cahier des charges prévus par le présent décret.

La transaction avant jugement définitif comprendra toutes les peines corporelles et pécuniaires qu'entraîne la contravention. Elle aura pour effet immédiat d'arrêter l'action publique aussi bien que l'action civile.

Après jugement définitif, elle ne comprendra que les condamnations purement pécuniaires.

Les transactions deviennent définitives par :

1° L'approbation du Directeur des forêts, lorsque les condamnations encourues ou prononcées, y compris les réparations civiles, ne s'élèvent pas au-dessus de 1,000 fr. ;

2° L'approbation du Directeur de l'agriculture quand les condamnations sont supérieures à 1,000 fr.

Art. 20. — L'article 463 du Code pénal ne sera pas applicable aux matières réglées par le présent décret, non plus que la loi du 26 mars 1891.

FOURRIÈRES

667 24 juin 1897

(23 moharrem 1315)

Arrêté du Premier Ministre réglementant la saisie et la mise en fourrière des animaux saisis par application du décret du 15 décembre 1896, sur la police rurale.

(OFFICIEL, 1897, 356)

Article 1er. — Les animaux saisis par application des dispositions du décret du 15 décembre 1896, sur la police rurale, seront mis en fourrière dans un local à ce désigné par le caïd, ou, s'il n'en existe pas dans la localité ou dans ses environs, confiés à une personne sûre qui ne les restituera qu'après accomplissement des formalités énumérées ci-après :

Art. 2. — Les animaux saisis pourront être restitués au propriétaire avant la mise comme pendant le séjour en fourrière, si le délinquant fournit caution solvable.

La caution devra se déclarer solidairement responsable avec le délinquant du paiement des frais, amendes, indemnités, dommages-intérêts, et généralement du montant de toutes les condamnations pécuniaires.

Art. 3. — Le séjour en fourrière donnera ouverture à un droit de garde et d'entretien qui sera fixé d'après les usages locaux.

Art. 4. — Les animaux mis en fourrière ne seront restitués au propriétaire qu'après jugement ou classement de l'affaire, ou sur l'ordre de la juridiction compétente, ou sur la demande de la partie lésée.

Art. 5. — Si l'affaire est classée sans suite ou si le ou les prévenus sont acquittés, les frais de fourrière sont à la charge de la partie qui aura requis la saisie des animaux.

Dans tous les autres cas, les frais seront supportés par le propriétaire, sans préjudice du droit qui appartient à la juridiction compétente de les mettre à la charge de toute autre personne désignée.

Art. 6. — Les bestiaux saisis ne seront restitués qu'après paiement du montant des frais de fourrière, si ces frais sont à sa charge.

Art. 7. — Si le propriétaire des bestiaux saisis encourt des condamnations pécuniaires au profit de la partie civile, les bestiaux ne lui seront restitués qu'après paiement desdites condamnations.

Art. 8. — Si dans les cinq jours qui auront suivi le prononcé du jugement ou l'expiration du délai d'appel, le propriétaire n'a pas acquitté le montant des condamnations qu'il a encourues, il sera procédé par le caïd à la vente aux enchères des bestiaux saisis. Le prix de vente servira à couvrir successivement :

Les droits de fourrière;

Le montant des condamnations prononcées au profit de la partie civile.

Art. 9. — Le caïd ne devra mettre en vente que le nombre strictement nécessaire au paiement de ces sommes. Le surplus sera incontinent restitué au propriétaire avec les fonds demeurés sans emploi et les reçus des sommes retenues par le caïd. Procès-verbal de la vente sera dressé et transmis à l'Ouzara. Ce procès-verbal devra mentionner les noms des parties, la date du procès-verbal de saisie, le montant des frais et des condamnations, le nombre des bêtes saisies et celui des bêtes vendues, le produit de la vente et l'affectation de ce produit.

FRONTIÈRES

668 25 octobre 1888

(19 safar 1306)

PROMULGUÉ LE 4 MARS 1889

Décret approuvant la délimitation de la frontière entre les tribus tunisiennes des Oulad Nedji, Ouazez, Sidi Abdelmelek, Sidi Tlil, Slama, Sidi Abid, Sidi Abid-el-Hemadi, Tamerza et Urdès et les tribus algériennes des Oulad Sidi Abid, Brarcha et Alouna, depuis le Khanguet-el-Mouhad jusqu'au Chott Borne.

(OFFICIEL, 1889, 73)

---

669 25 octobre 1888

(19 safar 1306)

PROMULGUÉ LE 4 MARS 1889

Décret approuvant la délimitation de la frontière entre les tribus tunisiennes des Oulad Ali et Nedji des Fraichiches et les tribus algériennes de la commune mixte de Tebessa depuis l'enchir Safsaf jusqu'au Khanguet-el-Mouhad.

(OFFICIEL, 1889, 73)

---

670 — 11 août 1890

(24 hidjâ 1307)

PROMULGUÉ LE 12 AOÛT 1890

Décret approuvant la délimitation de la frontière entre les Oulad Ali Achicha (Algérie) et les Oulad Ali Mefedda (Tunisie).

(OFFICIEL, 1890, 295)

---

671 — 20 septembre 1893

(9 rebiâ el aouel 1311)

PROMULGUE LE 20 SEPTEMBRE 1893

Décret approuvant la délimitation de la frontière entre les Oulad Joub (Algérie) et les Oulad Ali Mefedda (Tunisie).

(OFFICIEL, 1893, 308)

672 — 29 mars 1894

(22 ramadane 1311)

PROMULGUÉ LE 29 MARS 1894

Décret approuvant la délimitation de la frontière entre l'Algérie et la Tunisie depuis le bord de la mer jusqu'au Coudiat-el-Hammar du Djebel Taguia (1).

(OFFICIEL, 1894, 121)

---

673 — 21 janvier 1897

(17 châbane 1314)

PROMULGUÉ LE 21 JANVIER 1897

Décret approuvant la rectification apportée à la délimitation de la frontière tuniso-algérienne, entre le Coudiat-el-Hammar et le Kef Ezzeg (2).

(OFFICIEL, 1897, 57)

GHABA (1)

674 — 19 mai 1870

(17 safar 1287)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DECEMBRE 1884

Décret organisant l'Administration de la Ghaba.

Article 1er. — Le Directeur de la Ghaba a sous sa surveillance la forêt de la Marsa, Gammart, Djebel-el-Haoui et ses contenances, la Soukra, Choutrana et les jardins fruitiers qui s'y trouvent (2);

La forêt de Sidi-Omar, Djafar, Magbouba, Charckie, Jof-el-Ghala, Djebelie, Mornag, Kabaria, Rhadès;

La forêt d'Orja, Zaghouan, Tebourba, Bizerte, Porto-Farina, El-Alia, Aoussaja et Ras-el-Djebel (2).

Art. 2. — Il aura sous ses ordres les employés de la Ghaba, savoir : les amins, les notaires, les émondeurs, les laboureurs et autres (3).

Art. 3. — Il empêchera les gens de faire des ensemencements nuisibles à la forêt (a), d'exploiter des fours à chaux, d'extraire des pierres, d'enlever des troncs ou de la terre, d'élaguer, de couper les caroubiers et de faire tout acte pouvant y nuire dans le présent ou dans l'avenir (4).

Art. 4. — Il veillera à ce que les amins surveillent le labour, aient soin qu'il soit bon et fait deux fois au moins par an dans les propriétés, soit melk, soit habous. et assistent à l'émondage qui ne devra être ni précoce, ni tardif.

Art. 5. — Toute demande du laboureur en paiement de son salaire ne sera valable que sur certificat du notaire de la Ghaba, avec signature de l'amin et celle autographe du Directeur.

Art. 6. — Nul ne fera l'émondage s'il n'est expert. Comme la façon dont cela se fait jusqu'ici est nuisible aux arbres, le Directeur et les amins indiqueront aux émondeurs la manière convenable, et les obligeront à s'y conformer (3).

Personne ne fera d'émondage sans l'approbation écrite du Directeur, si la propriété est melk et que le propriétaire se charge de l'opération.

Quand il s'agira de habous ou de biens d'un interdit ou assimilé, le Directeur se chargera lui-même de l'émondage, qui se fera en présence d'un amin; il enverra ensuite le bois à l'ayant droit, vendra sous sa surveillance les déchets pour en affecter le prix à payer l'émondeur et le transport du bois; si le produit de la vente ne couvre pas ces frais, l'ayant droit à la propriété comblera le déficit. Le tout se fera avec l'assistance des notaires et amins de la Ghaba.

Art. 7. — Si le Directeur constate que les émondeurs ont nui aux oliviers en coupant ce qu'il ne faut pas ou en laissant ce qu'il faut couper, il leur fera payer les dommages, sur évaluation des amins, et leur infligera une peine en rapport avec le délit.

Art. 8. — Aucun des employés susvisés ne

---

(1) Conf exposé des motifs en note sous le décret du 17 novembre 1897 (v° HUTLES).
(2) Conf arrêté du 25 janvier 1899, art 1er.
(3) Conf. décrets des 7 décembre 1898 et circulaire du 8 mai 1899.
(4) Conf. 2e décret du 7 décembre 1898, art. 3.
(a) Il n'y a pas preuve de délit contre le propriétaire d'une olivette dans le procès-verbal d'un amin qui constate que l'olivette a été ensemencée, d'où préjudice pour les oliviers. On ne peut inquiéter le propriétaire que lorsqu'il est démontré que par des cultures intempestives et maladroites il a nui à la végétation des oliviers ou a occasionné la perte de tout ou partie de la récolte; le procès-verbal des amins doit contenir des éléments d'appréciation à cet égard. (Ouzara, 5 octobre 1896, J. T. 96, 582.)

(1) Conf. décret du 21 janvier 1897.
(2) Conf. décret du 29 mars 1894.
(3) Conf. arrêté du 12 janvier 1897.

pourra avoir un service de véhicules ou de bêtes pour le transport du bois chez les propriétaires. Ce transport ne pourra se faire que par les bêtes et charrettes des particuliers (1).

Art. 9. — Aucun des mêmes employés ne pourra avoir de bœufs pour le labourage des forêts qui ne pourra être fait que par les autres (1).

Art. 10. — Le Directeur empêchera les ouvriers de faire la cueillette en frappant avec des bâtons ou autres objets pouvant nuire à l'arbre.

Art. 11. — Il forcera les propriétaires à fournir aux ouvriers des récipients pour conserver les fruits et des échelles pour les empêcher de nuire aux arbres, ainsi qu'on l'a dit à l'article précédent. Quiconque aura occasionné des dommages sera traité en conformité des prescriptions de l'article 7.

Art. 12. — Le Directeur installera un nombre suffisant de gardes forestiers (2) et les forcera à exercer la surveillance voulue. Il se chargera de leur faire payer leur solde intégralement. Ces mesures seront adoptées en présence des amins, des notaires et des représentants des intendants de habous et des principaux propriétaires.

Art. 13. — Le Directeur ne maintiendra dans la forêt que celui dont la conduite inspire confiance pour la surveillance et la sauvegarde des biens.

Art. 14. — Il fera conduire les moutons à la forêt après la récolte.

Quiconque causera des détériorations aux oliviers sera traité selon l'article 7. Il est défendu au régisseur ou fermier de la Ghaba de faire payer de l'argent ou des moutons à titre de droit de pâturage.

Quiconque introduit son troupeau avant la fin de la récolte sera condamné aux peines d'usage.

Art. 15. — Le Directeur aura soin d'amener quiconque aura volé des olives pour être puni et répondre du prix du vol sur évaluation des amins. Les gardes forestiers reconnus coupables de manque de vigilance seront punis et pourront même être condamnés aux dommages-intérêts dans le cas où le voleur n'aurait pas été trouvé (3).

Art. 16. — Le Directeur apportera ses soins pour la sauvegarde des jardins de Gammart, la Soukra et Choutrana contre les dégâts des troupeaux.

Il y installera des gardes et forcera les propriétaires à opérer les travaux nécessaires pour le bon maintien des clôtures.

Art. 17. — § 1er. Il mettra, en temps opportun, les produits des caroubiers en vente aux enchères; il les vendra par les soins des notaires et amins (1).

§ 2. (*Abrogé par décret du 17 novembre 1897, art. 2, § 2.*)

Art. 18 et 19. — (*Abrogés par décret du 17 novembre 1897, art. 2, § 1er.*)

Art. 20. — Les notaires de la Ghaba tiendront trois registres pour inscrire séparément : .....(2)

(1) Conf. arrêté du 25 janvier 1899, art. 19.
(2) Conf. arrêté du 25 janvier 1899, art. 1er.
(3) Conf. arrêté du 25 janvier 1899, art. 18.

---

675 26 octobre 1896

(*19 djoumadi el aouel 1314*)

Décret autorisant les notaires des douze circonscriptions (1) de la Ghaba à se servir de registres pour l'inscription des procès-verbaux qu'ils auront à dresser dans l'exercice de leurs fonctions.

(Officiel, 1896, 527)

---

676 12 janvier 1897

Arrêté du Directeur de l'agriculture instituant à Tunis un concours pour la taille de l'olivier.

(Officiel, 1897, 35)

Vu l'article 6 du décret du 17 safar 1287 (19 mai 1870), organisant l'Administration de la Ghaba;

Considérant qu'il est utile, dans l'intérêt des propriétaires et de l'État, que la taille des oliviers placés sous la surveillance de cette Administration soit faite par des ouvriers remplissant toutes les conditions de savoir nécessaires;

Sur le rapport du Directeur de la Ghaba en date du 4 janvier 1897;

Article 1er. — Il est institué à Tunis un concours de taille donnant droit à l'obtention d'un brevet de tailleur.

Art. 2. — Ce concours comprendra une épreuve théorique et une épreuve pratique.

L'épreuve théorique consiste en une série de questions relatives aux principes de la taille de l'olivier auxquelles les candidats doivent répondre.

Les candidats qui auront subi avec succès l'épreuve théorique devront, en présence de la commission, tailler un certain nombre d'oliviers qui leur seront désignés par celle-ci.

Art. 3. — Le concours aura lieu chaque année.

Art. 4. — Les candidats doivent présenter, quinze jours au moins avant la date fixée pour le concours, une demande d'inscription au Directeur de la Ghaba. Ils feront connaître dans cette demande la localité dans laquelle ils exerceront leur métier.

(1) Conf circulaire du 28 novembre 1898.
(2) Les notaires de la Ghaba tiennent actuellement les registres suivants : 1° un registre de vente des olives (comprenant les mises à prix aux enchères provisoires et aux enchères définitives, les noms de l'olivette, de sa fondation, de l'acheteur, etc., etc.); 2° trois autres registres semblables au précédent pour les figues, caroubes, olives; 3° un registre de procès-verbaux ainsi qu'un quittancier à souche pour les frais des procès-verbaux 4° des registres à souche pour les labours, la taille, les quittances relatives aux droits de 2 °/₀ sur les ventes.
(3) Conf. arrêté du 25 janvier 1899, art. 1er.

Art. 5. — La commission chargée d'examiner les candidats sera composée des membres suivants :

Un Inspecteur d'agriculture ;

Le Directeur de la Ghaba ;

L'Inspecteur de la Ghaba ;

Trois amins de la Ghaba désignés par le Directeur de la Ghaba ;

Un interprète sera adjoint à la commission.

Art. 6. — La commission donnera son appréciation sur la valeur des réponses faites par les candidats, ainsi que sur leur habileté pratique, en les notant de 1 à 10.

Art. 7. — Pour être admis à subir l'épreuve pratique, les candidats devront obtenir à l'épreuve théorique la note 5 au minimum.

Art. 8. — La commission pourra délivrer des certificats d'aptitude aux candidats qui seront jugés dignes de se représenter l'année suivante.

Art. 9. — La liste des candidats définitivement admis sera déposée au service de la Ghaba.

Art. 10. — Une somme de 300 fr. est mise à la disposition du jury pour être distribuée en primes aux candidats les plus habiles.

Art. 11. — Aucune personne non munie du brevet de tailleur, délivré par la Direction de l'agriculture, ne pourra s'adonner à la taille de l'olivier dans les différentes forêts placées sous la surveillance du service de la Ghaba.

---

677 28 novembre 1898

(14 redjeb 1316)

Circulaire du Directeur de la Ghaba aux Naibs sur les moyens de parvenir à la vente des olives dans les forêts soumises à la surveillance de la Ghaba.

..... Conformément à l'article 2 du décret du 17 novembre 1897 (1), vous devez percevoir un droit de 2 % sur le montant de la vente réelle de la récolte des oliviers, caroubiers et figuiers (2) situés dans les forêts soumises à la surveillance de la Ghaba. Un des notaires de la Ghaba est chargé de la perception de ce droit. Ce notaire, dont le nom vous sera désigné chaque année, doit délivrer pour toute somme perçue une quittance détachée d'un registre à souche qui vous sera transmis par la Direction. Cette quittance doit porter un timbre de 5 centimes lorsqu'il s'agit d'une somme de 1 à 10 fr. et de 20 centimes pour une somme supérieure à 10 fr. La quittance est exempte de timbre quand il s'agit d'un droit inférieur à 1 fr. Tout timbre doit être oblitéré par la griffe qui vous a été déjà envoyée à cet effet.

A la fin de chaque vente définitive, le notaire vous remettra un état conforme au registre, portant le total des retenues perçues sur les ventes faites dans la semaine. Vous m'adresserez, dès le lendemain, cette somme par mandat-poste.

Si les ayants droit ou les propriétaires ne se présentaient pas le jour de la vente définitive pour le prix de la vente de leurs récoltes, un notaire désigné à cet effet encaisserait à leur lieu et place le montant de leur récolte. Cet agent devra vous remettre, après la dernière vente définitive, un bordereau de toutes les sommes qui n'ont pas été versées aux propriétaires ; ce bordereau indiquera les noms des olivettes, ceux des ayants droit et le prix des récoltes de ces olivettes. Dès que ces sommes vous auront été versées, vous me les enverrez le lendemain de la dernière vente définitive de la forêt, par mandat-poste.

Tous les ans, en temps opportun, l'Administration de la Ghaba doit mettre aux enchères la récolte sur pied : de toutes les olivettes habous public et privé ; des olivettes dont le produit est frappé d'une saisie régulière ; de celles qui sont l'objet d'un contrat de M'sakat ; de celles indivises ou dont l'un des copropriétaires est un enfant mineur, ou dont tous les copropriétaires ne se sont pas mis d'accord pour faire la récolte de leurs olivettes ; de celles appartenant à des incapables, à des veuves ou à des mineures ; de celles appartenant à un seul propriétaire, si ce dernier en fait la demande et de celles appartenant au Domaine.

Aucune récolte en dehors de celles des olivettes indiquées ci-dessus ne peut être mise en vente ni estimée.

La date à laquelle doit commencer la vente, dans chaque forêt, est portée à la connaissance du naib, qui doit la faire connaître aux intéressés par les moyens de publicité dont il dispose.

La vente est faite par les soins de l'amin de la forêt, assisté d'un notaire chargé d'inscrire sur une liste provisoire, les offres des acheteurs ; cette liste est versée ensuite dans un registre affecté à ces opérations par le service de la Ghaba.

La récolte de chaque olivette est mise aux enchères et adjugée séparément sur une mise à prix fixée séance tenante par l'amin de la forêt.

Les enchères qui ont lieu dans les forêts d'oliviers sont provisoires. La vente définitive a lieu un jour par semaine dans les localités

(1) Conf. etiam sous ce décret (v° Huiles) l'exposé des motifs en note (paragraphe intitulé : « Conséquences du nouveau régime au point de vue du fonctionnement de la Ghaba »).

(2) Aux termes d'une circulaire du Directeur de la Ghaba du 27 avril 1899, cette administration doit mettre en vente la récolte des caroubiers et des figuiers situés dans les forêts d'oliviers soumis à la dîme et appartenant aux habous publics ou privés et aux incapables. Les propriétaires de caroubiers et de figuiers melk qui veulent faire vendre leur récolte par l'intermédiaire du service de la Ghaba doivent en aviser les naïbs. Les ventes sont faites par une commission composée de l'amin de la forêt et d'un notaire ; elle parcourt toutes les olivettes et avise les acheteurs que la vente définitive doit avoir lieu le jour fixé par le service dans les locaux désignés à cet effet. Les propriétaires et les acheteurs ne peuvent récolter les figues et les caroubes que le lendemain de cette vente définitive et après s'être munis d'une autorisation du naïb.

désignées à cet effet par l'Administration de la Ghaba.

La vente d'olives définitive est faite sous la présidence du naïb de la Ghaba assisté de l'amin de la forêt et de deux notaires de la circonscription.

La récolte de chaque olivette adjugée en pleine forêt est de nouveau mise aux surenchères définitives et adjugée séparément.

Les surenchères sont reçues jusqu'à la clôture de la séance qui sera prononcée par le naïb de la Ghaba une fois la vente terminée.

Toutes les contestations qui n'auraient pas été tranchées par le naïb de la Ghaba ou dont la solution n'aurait pas satisfait une des parties intéressées, seront déférées au Directeur de la Ghaba qui statuera sans appel.

Le naïb est juge de la solvabilité des preneurs. En cas de doute, il appartient à cet agent d'exiger la présentation d'une caution ou d'un certificateur de caution solvables, domiciliés en Tunisie qui doivent immédiatement s'engager solidairement avec l'adjudicataire.

Au cas où l'adjudicataire dont la solvabilité est douteuse n'aurait pas fourni de caution avant la clôture de la séance, le naïb remettrait en vente le lot adjugé. La différence en moins provenant des folles enchères sera payée par le premier adjudicataire. Si ce dernier refusait d'acquitter la différence, l'affaire serait portée devant les tribunaux compétents et ferait l'objet d'un procès-verbal dont les frais seront supportés par le premier adjudicataire.

Il sera délivré aux propriétaires et aux acheteurs de récoltes un extrait des registres des opérations portant le nom des olivettes et le montant de la vente de la récolte de chacune d'elles; cet extrait sera délivré moyennant le versement de 0 fr. 30 pour frais de timbre et 0 fr. 05 pour frais de copie par olivette.

L'acheteur doit exiger du propriétaire, au moment où il lui verse le montant de sa récolte, de produire l'extrait du registre qui lui a été délivré et d'inscrire au regard du prix de l'olivette la mention « payée »; à défaut de cette formalité, le versement du prix de la récolte pourrait être exigé une seconde fois.

La cueillette doit se faire à la main, le gaulage étant formellement interdit, l'acheteur ne doit procéder à cette opération que le lendemain de la vente définitive; toute infraction à ces deux dispositions entraînera l'établissement d'un procès-verbal dont les frais seront payés par l'acheteur de la récolte, sous peine des préjudices causés au propriétaire.

Les mokaddems des habous privés, les ayants droit de ces habous, les oukils des fondations publiques, les propriétaires qui détiennent des olivettes à titre de M'sakat et les gérants des olivettes domaniales peuvent prendre part aux enchères des récoltes des olivettes qu'ils sont chargés d'administrer et ont le droit de rester adjudicataires de ces récoltes pour leur compte personnel. Les oukils des fondations publiques et les gérants des olivettes domaniales ne peuvent rester adjudicataires que pour le compte de l'Administration des habous et pour celui des Domaines.

La cueillette de chaque olivette doit être terminée dans un délai d'un mois à partir du lendemain de la vente définitive; à l'expiration de ce délai, l'Administration de la Ghaba aura le droit de faire procéder au labour et à la taille de l'olivette.

Les gardes de chaque quartier sont retirés huit jours après la vente définitive de ce quartier. Passé ce délai, l'Administration de la Ghaba se décharge de la surveillance des olivettes situées dans ce quartier.

---

678 7 décembre 1898

(*23 redjeb 1316*)

PROMULGUE LE 7 DÉCEMBRE 1898

Décret réglementant la nomination des notaires et des amins de la Ghaba(1).

(OFFICIEL, 1898, 801)

Vu le décret du 19 mai 1870 (17 safar 1287);

Sur le rapport de notre Directeur de l'agriculture et du commerce et sur la proposition de notre Premier Ministre;

Article 1er. — Les amins et les notaires (1) de la Ghaba sont nommés par nous, sur la proposition de notre Directeur de l'agriculture et du commerce et mis à sa disposition sur sa demande.

Art. 2. — Notre Premier Ministre et notre Directeur de l'agriculture et du commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

---

679 7 décembre 1898

(*23 redjeb 1316*)

PROMULGUE LE 7 DECEMBRE 1898

Décret organisant un corps de gardes indigènes commissionnés, pour surveiller les forêts d'oliviers dépendant du service de la Ghaba.

(OFFICIEL, 1898, 801)

Vu le décret du 19 mai 1870 (17 safar 1287);

---

(1) Aux termes d'un règlement du Directeur de la Ghaba du 18 mai 1899, les 28 notaires et les 27 amins (dont un principal à Tunis) ont les attributions suivantes :

1° Les notaires sont chargés de la tenue des registres de ventes, de la rédaction des procès-verbaux, des bulletins de labour et de tailles et des extraits de registres de ventes pour les propriétaires ou ayants droit et les acheteurs. Ils doivent prendre part aux expertises après autorisation du Directeur de la Ghaba ou de ses naïbs et aux ventes d'olives, de figues, caroubes, bois et branchages sous la responsabilité de l'amin;

2° Les amins sont chargés de tout ce qui concerne la culture et l'entretien des olivettes qui leur sont confiées; ils doivent connaître les limites de chaque olivette, le nom sous lequel elle est connue, le nom des propriétaires et le nom de la fondation publique ou privée à laquelle elle appartient. Ils doivent assister à tous les bornages exécutés dans leur forêt et doivent aviser le naïb de tout empiétement commis. Ils doivent prendre part à toutes les expertises relatives aux olivettes situées dans leur forêt. Ils doivent surveiller l'arrachage, procéder à la vente des olives, des caroubes et du bois. — Conf. etiam arrêtés des 25 janvier 1899, art. 10, et 25 novembre 1899.

Sur la proposition de notre Directeur de l'agriculture et du commerce et sur la proposition de notre Premier Ministre ;

Article 1er. — Les soldats mis chaque année par l'Administration centrale de l'armée tunisienne à la disposition de la Direction de l'agriculture et du commerce pour assurer la surveillance des forêts d'oliviers dépendant du service de la Ghaba, sont remplacés par un corps de gardes indigènes commissionnés (1).

Art. 2. — Les gardes de la Ghaba sont nommés et révoqués par arrêté du Directeur de l'agriculture et du commerce sur la proposition du Directeur de la Ghaba.

Art. 3. — Ils sont chargés d'assurer la garde, la conservation et la surveillance des forêts d'oliviers soumises à l'Administration de la Ghaba, en exécution des prescriptions du décret du 19 mai 1870.

Art. 4. — Les gardes doivent être revêtus, dans l'exercice de leurs fonctions, d'un uniforme qui sera déterminé par arrêté du Directeur de l'agriculture et du commerce (1).

Art. 5. — Des arrêtés du Directeur de l'agriculture et du commerce détermineront les conditions du recrutement des gardes (1).

Art. 6. — Notre Premier Ministre et notre Directeur de l'agriculture et du commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

---

680 25 janvier 1899

Arrêté du Directeur de l'agriculture relatif aux gardes de la Ghaba.

(Officiel, 1899, 95)

Vu le décret du 19 mai 1870 organisant le service de la Ghaba ;

Vu le décret du 7 décembre 1898 organisant un corps de gardes indigenes pour la surveillance des forêts de la Ghaba ;

Article 1er. — Les gardes indigènes chargés de la surveillance des forêts d'oliviers dépendant du service de la Ghaba sont répartis de la façon suivante dans les diverses circonscriptions (2) :

Tunis	8 gardes.
Tebourba	1 —
Zaghouan	1 —
Bizerte	2 —
Ras-el-Djebel	1 —
El-Alia	1 —
Soliman	1 —
Menzel	1 —
Belly	1 —
Grombalia	1 —
Nianou	1 —
Beni-Khalled	1 —

Art. 2. — Nul ne peut être nommé garde de la Ghaba s'il n'est âgé de vingt-cinq ans au moins et de quarante ans au plus, s'il ne sait lire et écrire l'arabe et comprendre suffisamment le français pour servir d'interprète.

En outre de leur acte de naissance ou d'un acte de notoriété et d'un certificat établi par un médecin assermenté constatant qu'ils sont propres à l'exercice de leurs fonctions, les postulants devront produire à l'appui de leur demande les pièces nécessaires pour établir qu'ils présentent les garanties de moralité exigibles.

Art. 3. — Les gardes sont divisés en quatre classes dont les émoluments sont fixés comme suit : 360 fr., 480 fr., 600 fr. et 720 fr. Ils sont logés, aux frais du service de la Ghaba, dans les forêts confiées à leur surveillance (1).

Le nombre des gardes de la 1re classe ne pourra être supérieur à deux, et celui des gardes de la seconde classe à quatre.

Art. 4. — Les gardes reçoivent à leur entrée en fonctions un uniforme composé comme il suit :

Un burnous en drap vert foncé avec un liseré rouge ;

Une veste, un gilet et un pantalon arabes en drap vert ;

Une ceinture en laine rouge ;

Un paire de bottes en cuir noir ;

Un sabre ;

Une plaque en cuivre.

Art. 5. — Les gardes ne deviennent propriétaires de leurs effets d'uniforme qu'après deux ans de service. En cas de cessation de service avant ce laps de temps, les effets composant l'uniforme doivent être reversés au service de la Ghaba. Le sabre reste en tout temps la propriété du service de la Ghaba.

Art. 6. — Les gardes reçoivent à leur entrée en fonction un harnachement complet qui reste la propriété du service de la Ghaba.

Art. 7. — Les gardes sont responsables des armes et des harnachements qui leur sont confiés : ils doivent les entretenir en bon état ; en cas de perte non justifiée, ils doivent en rembourser la valeur, faute de quoi des retenues seront opérées sur leur traitement, sans toutefois que ces retenues puissent excéder mensuellement le quart de leur traitement.

Art. 8. — Les gardes sont tenus, dans un délai d'un mois à dater de leur entrée en fonctions, de se pourvoir d'un cheval qui ne doit présenter aucun défaut ou tare le rendant impropre à supporter des marches prolongées.

Le garde qui ne se serait pas procuré un cheval dans ce délai subirait la retenue mensuelle du quart de son traitement jusqu'à concurrence du prix du cheval et l'achat de ce dernier aurait lieu d'office par les soins du service de la Ghaba, sans préjudice des peines disciplinaires s'il y avait lieu.

Art. 9. — Les gardes reçoivent une somme

(1) Conf. arrêté du 25 janvier 1899
(2) Conf circulaire du 8 mai 1899, § 1er

(1) Conf arrêté du 25 novembre 1899.

de 360 fr. par an pour la nourriture de leur cheval ; cette somme leur est versée à raison de 30 fr. par mois.

Art. 10. — Les gardes peuvent, en même temps que ces fonctions, remplir celles d'amin de la Ghaba de la circonscription.

Art. 11. — Les gardes ont pour chefs immédiats les naibs de la Ghaba des différentes circonscriptions (1).

Art. 12. — Ils doivent toujours, dans leurs tournées, être revêtus des insignes de leurs fonctions. Ils veillent jour et nuit à la surveillance des forêts d'oliviers qui leur sont confiées et ne peuvent quitter leur poste sans une autorisation du Directeur de la Ghaba, sauf dans les circonstances graves nécessitant un déplacement immédiat, et à charge d'en informer leur chef sans délai.

En cas de maladie, ils doivent en donner avis dans le plus bref délai au naïb de leur circonscription.

Art. 13. — Les gardes informent le naïb dont ils dépendent de l'apparition de gens suspects dans les forêts et de tout ce qui peut s'y passer de contraire à la sécurité publique. Ils lui signalent tous les délits et contraventions (2) se rapportant à la conservation des forêts d'oliviers et de celle de la récolte de ces arbres, et fournissent les renseignements nécessaires à la rédaction des procès-verbaux de constat, tels que le jour et l'heure du délit, les noms, prénoms et demeure du prévenu et, si l'auteur du délit ou de la contravention est un enfant mineur, un domestique ou une femme mariée, les noms, prénoms et demeure du père ou tuteur, du maître ou du mari.

Art. 14. — Les gardes saisissent les bestiaux trouvés en délit dans les forêts interdites au pâturage, ainsi que les voitures, attelages et animaux de transport des délinquants et les mettent sous séquestre.

Il en est fait de même des olives, caroubes et du bois provenant de vols, ainsi que de l'huile fabriquée clandestinement.

Art. 15. — Les objets, produits ou animaux saisis sont déposés provisoirement dans les locaux désignés à cet effet par le Directeur de la Ghaba.

Les objets saisis ne pourront être vendus qu'en vertu d'une autorisation écrite du Directeur de la Ghaba ou des ses naïbs.

Art. 16. — Les gardes arrêtent et conduisent devant le naïb tous les individus pris en flagrant délit dans les forêts d'oliviers.

Ils ont le droit de requérir l'assistance des autorités locales pour la répression des délits et contraventions commis dans les forêts d'oliviers.

Art. 17. — Ils ne doivent faire usage de leurs armes qu'au cas où ils sont attaqués par des délinquants armés.

Art. 18. — Les peines disciplinaires à infliger aux gardes sont (1) :

1° La réprimande ;

2° La retenue de traitement n'excédant pas quinze jours ;

3° Le passage d'une classe supérieure à l'une des classes inférieures ;

4° La révocation.

La réprimande est infligée par le Directeur de la Ghaba, les autres peines sont prononcées sur sa proposition par le Directeur de l'agriculture et du commerce.

Art. 19. — Il est interdit aux gardes de faire le commerce des olives directement ou indirectement, de prendre part aux adjudications de ces fruits, de faire le commerce du bois provenant de la taille des oliviers, de posséder des animaux pour exécuter les labours et de s'occuper d'affaires industrielles ou commerciales de quelque nature qu'elles soient.

Les gardes cessant leurs fonctions sont tenus de remettre au chef de leur circonscription tous les objets appartenant à l'Administration.

(1) Conf. circulaire du 8 mai 1899.
(2) Conf. etiam décret du 19 mai 1870, art. 15.

---

681 — 8 mai 1899

(*27 hidjâ 1316*)

Circulaire du Directeur de la Ghaba relative aux attributions des Naïbs.

Les forêts d'oliviers soumises à la surveillance de l'Administration de la Ghaba sont divisées en cinq circonscriptions dont les chefs-lieux sont : Tunis, Tébourba, Zaghouan, Bizerte et Soliman (2).

L'administration de chaque circonscription est confiée à un naïb placé sous les ordres du Directeur de la Ghaba, correspondant seul avec ce chef de service et transmettant ses instructions aux agents placés sous ses ordres.

Les naïbs de la Ghaba sont nommés et révoqués par arrêté du Directeur de l'agriculture, sur la proposition du Directeur de la Ghaba.

L'emploi de naïb est incompatible avec toute autre fonction administrative étrangère au service de la Ghaba.

Les émoluments des naïbs sont déterminés (3) et leurs postes leur sont désignés par arrêté du Directeur de l'agriculture, sur la proposition du Directeur de la Ghaba.

Les peines disciplinaires à infliger aux naïbs sont : le blâme, la retenue du traitement n'excédant pas quinze jours et la révocation.

Les amins, les notaires, les gardes réguliers et les gardes auxiliaires de chaque circonscription sont placés sous les ordres du naïb. Les

(1) Conf. etiam décret du 19 mai 1870, art. 15.
(2) Conf. tableau général (v° Caïds).
(3) Conf. arrêté du 25 novembre 1899

naïbs exercent sur ces agents une surveillance sur leur conduite administrative et privée. Ils peuvent, sous leur responsabilité, donner à ces agents tous les ordres motivés par l'intérêt du service.

Les naïbs sont personnellement responsables de toutes les irrégularités qu'il est de leur devoir de remarquer dans le service des agents placés sous leurs ordres et qu'ils n'auraient pas immédiatement signalées.

Il est interdit au naïb de faire le commerce des olives, du bois provenant de la taille.

Les naïbs ne peuvent quitter leur circonscription sans une autorisation du Directeur de la Ghaba, sauf dans les circonstances graves nécessitant une absence immédiate à charge d'en informer leur chef sans délai.

En cas de maladie, ils doivent en donner avis au Directeur de la Ghaba dans le plus bref délai, afin qu'ils soient suppléés dans leur service.

Les naïbs doivent faire constamment des tournées. A cet effet, ils reçoivent une indemnité de 200 fr. destinés à l'achat d'une monture. En cas de perte non justifiée de la bête, les naïbs sont tenus de la remplacer à leurs frais dans un délai de quinze jours.

Les naïbs sont chargés de correspondre avec le Directeur de la Ghaba ; à cet effet, ils sont tenus d'avoir deux registres dont l'un doit servir à l'enregistrement des lettres qu'ils reçoivent du service et l'autre à l'enregistrement des lettres qu'ils adressent au même service.

Ces registres sont numérotés et doivent être présentés à la fin de décembre de chaque année à la vérification du Directeur de la Ghaba. Toutes les lettres destinées à être envoyées au bureau central à Tunis doivent porter un numéro d'ordre.

Les naïbs de la Ghaba ne peuvent fournir à des tiers aucun renseignement officiel, ni communiquer aucune pièce administrative sans l'autorisation du service de la Ghaba.

Les naïbs de la Ghaba sont tenus d'avoir un registre spécial sur lequel ils doivent consigner toutes les réclamations qu'ils reçoivent du public et la nature des délits qu'ils ont fait constater par les agents placés sous leurs ordres.

En regard de chaque réclamation et de chaque affaire doivent figurer la date et un numéro d'ordre. Le premier de chaque mois, le naïb doit adresser au bureau central un état sur lequel il indiquera toutes les réclamations et affaires qui lui ont été soumises pendant le mois écoulé.

Tous les délits doivent faire l'objet d'un procès-verbal dressé par les agents de la Ghaba et transmis au bureau central dans les quatre jours qui suivent la constatation du délit.

Les naïbs doivent faire conduire par les gardes réguliers devant la gendarmerie ou le caïd, suivant la nationalité des prévenus, tout inconnu surpris en flagrant délit, lorsque le délit comporte la peine d'emprisonnement. Le naïb de Tunis doit renvoyer les délinquants à la Driba et à la gendarmerie.

Chaque procès-verbal transmis au bureau central doit être accompagné de l'avis du naïb sur la suite à donner à l'affaire dont ce procès-verbal fait l'objet.

Les naïbs sont tenus d'avoir toutes leurs archives dans le bureau du service de la Ghaba, au chef-lieu de circonscription. Ils ne peuvent recevoir les réclamations du public que dans le local destiné à cet effet.

---

682 25 novembre 1899

Arrêté du Directeur de l'agriculture relatif aux indemnités prélevées sur les frais des procès-verbaux en faveur des naïbs, gardes, notaires et amins de la Ghaba.

Vu le décret du 25 safar 1304 (23 novembre 1886) tarifant les honoraires des notaires ;
Sur le rapport du Directeur de la Ghaba ;

Article 1er. — Il sera alloué aux naïbs, à titre d'indemnité de déplacement, le 20 °/₀ sur le montant des frais des procès-verbaux dressés dans leur circonscription.

Art. 2. — Les gardes de chaque circonscription se partageront, à titre d'indemnité de route, le 10 °/₀ prélevé sur le total des frais des procès-verbaux établis dans la circonscription.

Art. 3. — Le solde des frais représentant le 70 °/₀, après les prélèvements effectués au profit des naïbs et des gardes, sera partagé par portion égale entre les notaires et les amins qui ont pris part à l'établissement et à la rédaction des procès-verbaux.

Art. 4. — Le partage aura lieu à la fin de chaque trimestre.

Art. 5. — Le produit mensuel des procès-verbaux sera versé, par les soins des notaires, au naïb de chaque circonscription qui devra le verser dans la caisse de la Ghaba. A l'appui de chaque versement, le naïb devra produire un extrait mensuel des registres des notaires.

HABITATIONS A BON MARCHÉ

683 1er mars 1897

(*27 ramadane 1314*)

PROMULGUÉ LE 1er MARS 1897

Décret relatif aux habitations à bon marché.

(OFFICIEL, 1897, 139)

Article 1er. — Les avantages concédés par le présent décret s'appliquent exclusivement aux maisons salubres et à bon marché, construites soit par des particuliers ou des sociétés, en vue de les louer ou de les vendre à échéance fixe ou par paiements fractionnés à des personnes n'étant propriétaires d'aucune maison, notamment à des ouvriers ou employés vivant principalement de leur travail ou de leur salaire.

Art. 2. — Les sociétés de construction de maisons à bon marché et les sociétés de crédit qui, ne construisant pas elles-mêmes, ont pour but de faciliter l'achat ou la construction de ces maisons, doivent, pour bénéficier des faveurs du présent décret, indiquer dans leurs statuts :

1° Qu'elles ont pour objet exclusif, soit de procurer l'acquisition d'habitations salubres et à bon marché à des personnes qui ne sont déjà propriétaires d'aucune maison, soit de mettre en location des habitations de cette nature, soit d'améliorer des habitations déjà existantes ;

2° Que les dividendes sont limités à 4 °/₀ au plus ;

3° Que les statuts, ainsi que toute modification qui y serait apportée, doivent être approuvés par le Résident général sur l'avis du Conseil supérieur des habitations à bon marché institué par le présent décret ;

4° Que dans les trois mois qui suivent la clôture de chaque exercice, le compte rendu de l'assemblée générale de la Société, accompagné du bilan, sera adressé au Conseil supérieur des habitations à bon marché ;

5° Que lors de l'expiration de la Société, ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale appelée à statuer sur la liquidation ne pourra attribuer l'actif qui resterait, après paiement du passif et remboursement du capital-actions versé, qu'à une société constituée conformément aux prescriptions du présent décret, la délibération dont il s'agit devant être approuvée par le Résident général, sur l'avis du Conseil supérieur.

Pour pouvoir bénéficier des mêmes faveurs, les immeubles construits par des particuliers devront remplir les conditions énoncées à l'article 1er du présent décret et ne pas dépasser un revenu net imposable de 220 fr.

Art. 3. — Sont affranchies de la caroube locative et autres taxes foncières qui viendraient à être appliquées dans la Régence les maisons individuelles ou collectives destinées à être louées ou vendues réunissant les conditions énoncées à l'article 1er.

Cette exemption sera annuelle et d'une durée de cinq années à partir de l'achèvement de la maison. Elle cesserait de plein droit si, par suite de transformations et d'agrandissements, l'immeuble perdait le caractère d'une habitation à bon marché et acquérait une valeur sensiblement supérieure.

Pour être admis à jouir du bénéfice de cette exemption, on devra produire une demande qui sera instruite par les soins du Conseil supérieur des habitations à bon marché.

L'inscription des immeubles ainsi dispensés sera effectuée dans les conditions prévues par l'article 4 du décret du 8 novembre 1887.

Art. 4. — Lorsqu'une maison individuelle, construite dans les conditions édictées par le présent décret, figure dans une succession, et que cette maison est occupée au moment du décès de l'acquéreur, par le défunt, son conjoint, ou l'un de ses enfants, il est procédé ainsi qu'il est dit ci-après :

1° Si le défunt laisse des descendants, l'indivision peut être maintenue, à la demande du conjoint ou de l'un de ses enfants, pendant cinq années à partir du décès.

Dans le cas où il se trouverait des mineurs parmi les descendants, l'indivision pourra être continuée pendant cinq années à partir de la majorité de l'aîné des mineurs sans que sa durée totale puisse, à moins d'un consentement unanime, excéder dix ans.

Si le défunt ne laisse pas de descendants, l'indivision pourra être maintenue pendant cinq ans, à compter du décès, à la demande et en faveur de l'époux survivant, s'il en est copropriétaire au moins pour moitié et s'il habite la maison au moment du décès.

Dans ces divers cas, le maintien de l'indivision est prononcé par le juge compétent, après avis du conseil de famille ou de la juridiction en tenant lieu.

2° Chacun des héritiers et le conjoint survivant, s'il a un droit de copropriété, a la faculté de reprendre la maison, sur estimation. Lorsque plusieurs de ces intéressés veulent user de cette faculté, la préférence est accordée d'abord à celui que le défunt a désigné, puis à l'époux s'il est copropriétaire pour moitié au moins. Toutes choses égales, la majorité des intéressés décide. A défaut de majorité, il est procédé par voie de tirage au sort. S'il y a contestation sur l'estimation de la maison, cette estimation est faite par le Conseil supérieur des habitations à bon marché et homologuée par le juge compé-

tent. Si l'attribution de la maison doit être faite par la majorité ou par le sort, les intéressés y procèdent sous la présidence du juge compétent, qui dresse procès-verbal des opérations.

Art. 5. — Les actes constatant la vente de maisons individuelles à bon marché, construites par les sociétés de construction ou de crédit ou pàr les particuliers, dans les conditions précitées, sont soumis aux droits de mutation établis par les décrets en vigueur.

Toutefois, lorsque ce prix aura été stipulé payable par annuités, la perception de ces droits pourra, sur la demande des parties, être effectuée en plusieurs fractions égales, sans que le nombre de ces fractions puisse excéder celui des annuités prévues au contrat ni être supérieur à cinq. Il sera justifié de la qualité de l'acquéreur par la municipalité de sa résidence et de la situation que l'immeuble a été reconnu exempt de l'impôt foncier par application de l'article 3, ou que, tout au moins, une demande d'exemption a été formulée dans les conditions prévues par cet article.

Le paiement de la première fraction du droit aura lieu au moment où le contrat sera enregistré ; les autres fractions seront exigibles d'année en année et seront acquittées dans le trimestre qui suivra l'échéance de chaque année.

Si la demande d'exemption d'impôt foncier qui a motivé le fonctionnement de la perception vient à être définitivement rejetée, les droits non encore acquittés seront immédiatement recouvrés.

Art. 6. — Les actes nécessaires à la constitution et à la dissolution des associations de construction ou de crédit qui se créeront en Tunisie, telles qu'elles sont définies par le présent décret, sont dispensés du timbre et enregistrés gratis ; les pouvoirs en vue de la représentation aux assemblées générales sont dispensés du timbre.

Ces sociétés ne seront admises au bénéfice de ces exonérations et des autres faveurs concédées par le décret qu'autant que leurs statuts, approuvés par le Résident général, sur l'avis du Conseil supérieur, limiteront leurs dividendes à un chiffre maximum de 4 °/₀.

Art. 7. — Il sera constitué, par arrêté du Résident général de la République française(1), un Conseil supérieur des habitations à bon marché auquel devront être soumis tous les règlements à faire en vertu du présent décret, et d'une façon générale toutes les questions concernant les logements économiques.

Les sociétés d'habitation lui adresseront chaque année un rapport détaillé sur leurs travaux. Le Conseil supérieur en donnera le résumé, avec ses observations, dans un rapport d'ensemble adressé au Résident général.

Le Conseil supérieur pourra faire des enquêtes, ouvrir des concours d'architecture, distribuer des prix d'ordre et de propreté, accorder des encouragements pécuniaires, suivant l'autorisation du Résident général, et plus généralement employer les moyens de nature à provoquer l'initiative en faveur de la construction et de l'amélioration des habitations à bon marché.

(1) Conf arrêté du 6 mars 1897 (*Officiel*, 1897, 147) qui nomme les membres de ce conseil (article 1er) et dont les articles 2 et 3 sont ainsi conçus :

« Art 2. — Le Conseil est placé sous la présidence du Résident général ou, en son absence, du délégué à la Residence. Le Résident général désignera un vice-président et un secrétaire parmi les membres.

« Art. 3. — Le Conseil tiendra au moins une session dans les trois premiers mois de chaque année Il s'occupera de toutes les questions déférées à sa compétence par l'article 7 du décret du 1er mars 1897 ; il prendra connaissance des rapports présentés par les sociétés des habitations à bon marché, émettra son avis sur les questions qu'ils soulèvent et en donnera le résumé avec ses observations dans un rapport d'ensemble adressé au Résident général. »

HABOUS (a)

684 — 19 mars 1874

(*3o moharrem 1291*)

Décret instituant une djemaïa chargée d'administrer les habous.

Article 1er. — Une commission (djemaia) est instituée pour administrer les habous. Elle sera

(a) **Conditions de validité d'un habous.** — Le caractère habous d'un immeuble ne saurait resulter que d'une constitution absolument valable et régulière en la forme et au fond. Un immeuble déjà habousé ne saurait faire l'objet d'une deuxième constitution de habous ; cette dernière serait nulle. Les jugements de la juridiction musulmane validant une constitution habous n'ont d'autre but en effet que de consacrer sa régularité en la forme. (Mixte, 6 janvier 1900, *J. T.* 900 525)

Le caractère habous doit, pour être reconnu, reposer sur des preuves certaines et non sur des présomptions ou preuves plus ou moins vagues. De ce qu'un individu aurait constitué habous la plupart de ses biens, on ne saurait induire que celui des immeubles qui ne serait pas nettement spécifié dans la constitution, serait cependant habousé, la détermination de l'immeuble habousé etant un element essentiel de la constitution habous On ne saurait non plus induire le caractère habous d'un immeuble, de ce que celui qui en réclame la propriété baserait son droit sur un acte de vente faux (Mixte, 18 mars 1898, *J. T.* 99, 280)

En droit musulman, aussi bien d'après le rite hanéfite que d'après le rite malekite qui sont d'accord sur ce point, la constitution habous faite pendant la maladie dont est mort le *de cujus* est valable, si cette maladie était chronique. On doit entendre par maladie chronique, une maladie ayant duré au moins pendant deux mois avant la mort Le tribunal religieux est seul compétent pour procéder à l'enquête afin d'établir la durée et le caractere de la maladie dont serait mort le constituant, le tribunal mixte doit surseoir à statuer jusqu'à solution de cette question. (Mixte, 21 novembre 1896, *J. T.* 96, 507)

La preuve de la constitution d'un immeuble en habous doit se faire par titre, et le titre invoqué doit permettre au juge d'apprécier si toutes les prescriptions de la loi ont été observées. A défaut de titre, ou en présence d'un titre incomplet, la production d'un acte de notoriété de date récente constatant qu'il est de notoriété publique que l'immeuble revendiqué est habousé, constitue un mode de preuve insuffisant De toute façon, d'ailleurs, les demandeurs en revendication doivent faire la preuve qu'ils sont réellement les descendants du bénéficiaire du habous (Tunis, 31 décembre 1890, *J. T* 91, 114.)

Un acte de notoriété n'indiquant pas dans quelles circonstances de temps et de lieu a été faite une constitution de habous ne saurait suffire à prouver l'existence de celui-ci, qui, alors même qu'il eût réellement existé, a pu se perdre par suite de la prescription admise dans cette matière par le droit musulman tunisien. (Tunis, 17 janvier 1900, *J. T.* 900, 326)

Une ontika de date récente est insuffisante pour justifier l'existence d'un habous, surtout si elle n'indique pas l'époque et les conditions dans lesquelles cette constitution aurait été faite. Il ne doit donc

composée d'un président (1), de deux membres et de deux secrétaires-notaires, chargés d'enregistrer les actes de la commission et d'inscrire les affaires qu'elle expédiera ou qui lui seront expédiées (2).

Art. 2. — La djemaïa aura des agents (naibs) qui auront pour mission de la renseigner sur la situation des habous et sur les actes de leurs oukils respectifs. Ils correspondront seuls avec la djemaïa qui leur adressera également ses instructions. Un seul naib pourra suffire pour plusieurs circonscriptions (1).

Art. 3. — La djemaïa a pour mission d'exercer la surveillance la plus complète sur la gestion de tous les oukils des habous en tant qu'elle se rapporte à ces biens, et cela conformément aux dispositions qui suivent.

Art. 4. — La djemaïa ouvrira autant de registres que l'exigeront les besoins du service (2). Ceux qui suivent sont obligatoires :

(1) Conf. décret du 20 février 1889, art. 4 (v° Enseignement public).

(2) Conf. décret du 2 juin 1874, art. 25. — Conf. etiam décret du 6 avril 1874 (v° Justice tunisienne).

(1) Conf. décret du 2 juin 1874, art 39.

(2) Conf. décret du 2 juin 1874, art 20 et 31

en être tenu compte alors surtout qu'il est produit dans la cause, à propos du même immeuble, un titre de propriété régulier sur lequel il n'est fait mention d'aucune constitution de habous. (Tunis, 21 février 1900. *J. T.* 900, 491.)

La nature habous de tout ou partie d'un immeuble ne saurait être suffisamment prouvée par un acte de notoriété, si le titre qui lui est opposé ne porte aucune mention de habous et que ce titre est appuyé d'une possession exclusive. (Mixte, 29 janvier 1896, *J. T.* 93, 159.)

La validité d'un habous n'est pas suffisamment établie par une fetoua émanant d'un cadi hanéfite, cette pièce n'ayant que la valeur d'une consultation juridique. (Sousse, 8 décembre 1898, *J. T.* 99, 531.)

Est nulle la constitution habous d'un objet indéterminé. En conséquence, est nulle la constitution habous d'un immeuble dont une partie indéterminée est exceptée du habous (Mixte, 28 décembre 1895, *J. T.* 98, 70.)

Est nul le habous constitué par un non-propriétaire du bien habousé. (Chaâra, 27 septembre 1892, *J. T.* 99, 281.)

En vertu des principes du rite malékite, la constitution d'un habous peut être annulée si le bénéficiaire du habous n'en a pas pris possession pendant la vie du constituant et n'a pas fait consacrer par le cadi la validité de l'acte constitutif du habous. (Tunis, 23 novembre 1891, *J. T.* 92, 109.)

La réserve stipulée par le constituant de jouir sa vie durant d'une parcelle de terre comprise dans le habous n'entraîne pas la nullité de la constitution, si cette réserve est inférieure au tiers de l'objet du habous (Chaâra, 7 mai 1883, *J. T.* 99, 460.)

Une constitution de habous n'est pas, à défaut d'inscription sur les titres de propriété, opposable au créancier nanti du titre. (Tunis, 20 juin 1891, *J. T.* 93, 87.)

Constitue une appréciation souveraine des faits, non susceptible de cassation, l'arrêt d'une Cour d'appel qui décide que des immeubles habousés sont devenus melks *erga omnes* conformément à une transaction validée par jugement (Cass., 31 mai 1897, *J. T.* 98, 143.)

Quand l'acte de habous porte que l'immeuble entier est constitué habous avec toutes ses utilités intérieures et extérieures, les gisements de phosphates qui s'y trouvent font partie de ces utilités. Le bail consenti pour l'exploitation de ces phosphates, lorsque la carrière n'était pas ouverte au moment de la constitution du habous, ne peut être régulièrement consenti qu'avec l'assentiment des dévolutaires actuels et futurs, et de la fondation pieuse bénéficiaire du habous. Cet assentiment est donné valablement par la majorité des dévolutaires maîtres de leurs droits et de leurs mokaddems. Ces mokaddems nommés pour défendre aussi bien les intérêts des dévolutaires actuels que ceux des dévolutaires futurs, et veiller à la stricte exécution des clauses de l'acte de habous, ont qualité, à ce titre, pour demander la nullité d'un acte qui dépouille les dévolutaires actuels au profit d'un dévolutaire dont les droits ne s'ouvriront qu'à l'extinction des descendants mâles du bénéficiaire du habous. (Alger, 9 mai 1898, *J. T.* 98, 522; Tunis, 24 mai 1897, *J. T.* 97, 319.)

Droits des dévolutaires. — Le dévolutaire d'un bien habousé en prend possession à la mort du dévolutaire précédent, non pas à titre d'héritier de ce dernier, mais en vertu d'un droit propre et personnel qu'il puise dans l'acte de constitution. En conséquence, si le dévolutaire du bien habousé peut être recherché pour les dettes de son père dévolutaire précédent, sur les biens de la succession de ce dernier, en tant qu'héritier et dans la mesure de sa part héréditaire, l'immeuble habousé ne faisant pas partie de la succession, les récoltes pendantes sur ledit immeuble ne sauraient être saisies pour une dette de la succession (Sousse, 4 mai 1899, *J. T.* 900, 298.)

Le dévolutaire a sur le habous un droit de jouissance viagère dont il peut disposer, en cédant valablement, par exemple, les arrérages d'une rente enzel qui grève l'immeuble à son profit (Tunis, 13 juin 1900, *J. T.* 900, 556.)

Le cadi n'a pas le droit de nommer un mokaddem chargé de représenter les intérêts des dévolutaires actuels d'un habous privé et ce mokaddem ne peut être nommé que par la majorité des dévolutaires qui, maîtres de leurs droits, ont seuls qualité pour déléguer tout ou partie de leurs pouvoirs à celui qu'ils désignent pour leur représentant. (Alger. 9 mai 1898, *J. T.* 98, 522.)

Les dévolutaires actuels d'un habous ne sont pas les propriétaires exclusifs des utilités dont ils ont la jouissance; elles appartiennent aussi aux dévolutaires intermédiaires futurs et à la fondation pieuse à laquelle le habous fera retour après l'extinction des dévolutaires intermédiaires. Les générations futures de dévolutaires intermédiaires ont pour représentant légal le cadi, qui a pour mission de défendre les intérêts des incapables et des absents, et la fondation pieuse a pour représentant, en Tunisie, une administration publique spéciale, la djemaïa. (Tunis, 24 mai 1897, *J. T.* 97, 319.)

Le dévolutaire d'un bien habousé qui le vend ou l'engage à un tiers, au moyen d'actes de notoriété obtenus frauduleusement, commet, au préjudice de ce tiers, un quasi-délit dont il lui doit réparation aux termes de l'article 1382, C. civ. français (Tunis, 19 décembre 1894, *J. T.* 96, 200.)

Le bénéficiaire d'un bien habousé tient ses droits de l'acte de constitution et non de la succession du précédent dévolutaire. En conséquence, s'il est l'héritier de ce dernier il n'est tenu de payer les dettes de la succession que sur l'actif de celle-ci et non sur les revenus du habous. (Tunis, 30 mai 1894, *J. T.* 94, 357.)

L'un des bénéficiaires d'une fondation pieuse peut régulièrement représenter en justice, de l'aveu et de l'agrément des autres bénéficiaires, les intérêts de la fondation (Tunis, 13 mars et 13 juin 1889, *R. A.* 89, II, 484; Alger, 11 avril 1891, *J. T.* 91, 207.)

Le dévolutaire d'un bien habousé en prend possession, non pas à titre d'héritier du dévolutaire précédent, et à charge du passif de l'hérédité, mais en vertu d'un droit propre et personnel qu'il puise dans l'acte de constitution. Il en est ainsi même au cas où le dernier dévolutaire a droit, en vertu de l'acte de constitution, qui n'a imposé le habous que pour un nombre limité de générations, à la propriété melk de l'immeuble, en effet, le dévolutaire précédent n'a pu créer au profit des tiers, sur cet immeuble, que des droits lui appartenant en propre. (Sousse, 7 novembre 1889, *J. T.* 96, 80.)

Si, d'après une règle du droit tunisien, un bien habousé ne peut être partagé au point de vue de la jouissance et seulement pour une durée limitée par l'existence des codévolutaires qui y ont consenti, ces principes ne sont pas applicables à l'immeuble qui n'a été constitué en habous que pour une part indivise. Il peut être procédé à un partage de cet immeuble pour déterminer la part qui en revient à titre melk à un des copropriétaires et la part divise qui restera seule frappée du habous. Cette opération ne constitue aucune violation de la règle précitée (Mixte, 13 février 1896, *J. T.* 96, 139.)

Effets de la constitution habous. — D'après la loi musulmane, une constitution habous a pour effet de rendre les biens habousés inaliénables et insaisissables. (Alger, 8 juin 1895, *R. A.* 96, II, 41.)

L'aliénation des biens habous n'est permise que sous certaines conditions déterminées et avec l'autorisation du cadi. Le Bey n'a pas le droit de faire donation de la propriété d'une fondation pieuse à un favori, qui ne puise dans cet acte aucun droit à l'encontre du propriétaire dépouillé sans motif. (Tunis, 25 novembre 1895, *J. T.* 96, 49.)

Ne saurait être opposable à un créancier hypothécaire un jugement du cadi confirmant le caractère habous d'un immeuble, alors que le jugement dont s'agit a été rendu postérieurement à la constitution de l'hypothèque et sans que le créancier hypothécaire ait été partie à l'instance. (Tunis, 17 janvier 1900, *J. T.* 900. 326.)

Est nulle la vente d'une carrière de pierres située dans un bien habousé. (Ouzara, 15 mars 1897, *J. T.* 97, 638.)

Les biens habousés, étant inaliénables, ne peuvent sortir du patrimoine des héritiers du constituant, et ne sauraient dès lors se trouver entre les mains des tiers qu'à titre précaire ou à titre d'enzel. La conséquence, une créance d'enzel, à défaut de titre constatant formellement son existence, est suffisamment établie par la production d'un titre duquel il résulte que l'immeuble grevé est habousé, et par la production de quittances d'arrérages payés aux bénéficiaires de la rente d'enzel par des personnes ayant été en possession dudit immeuble (Mixte, 25 juin 1896, *J. T.* 96, 442.)

Prescription applicable aux habous. — Les habous ne sont pas en Tunisie, à l'abri de la prescription; mais celle-ci ne peut s'effectuer que par une possession beaucoup plus prolongée que pour les immeubles ordinaires (Tunis, 25 novembre 1895, *J. T.* 96, 46.)

En ce qui concerne la prescription libératoire de ses créances, l'Administration des habous est soumise au droit commun, elle ne saurait prétendre que le privilège qui lui est accordé par la prescription acquisitive spéciale à ses immeubles s'étend à ses créances. D'après les coutumes tunisiennes, la prescription acquisitive en matière de biens habous est de trente-trois ans. (Tunis, 15 juin 1898, *J. T.* 98, 373, Tunis, 27 mai 1895, *J. T.* 95, 462.)

Une longue possession (en l'espèce, seize ans), quoique insuffisante pour prescrire un bien habousé, constitue une présomption grave que l'immeuble est melk, et un acte de notoriété de date récente ne saurait établir qu'il est habousé. (Mixte, 13 février 1896, *J. T.* 98, 119.)

La possession par les codévolutaires d'un habous est nécessairement entachée de précarité et ne peut servir de base à la prescription de trente-trois ans applicable aux biens habousés (Mixte, 5 janvier 1900, *J. T.* 900, 525.)

Décisions diverses sur les habous. — L'adjudication d'un bien frappé de habous ne confère aucun droit à l'adjudicataire : elle est sans effet à l'égard de l'Administration des habous (Alger, 12 mai 1899, *J. T.* 900, 395.) Est nulle l'adjudication, sur saisie, d'un immeuble habousé. (Alger, 8 juin 1895, *R. A.* 96, II, 41.)

L'usufruit d'un bien habousé passe aux dévolutaires successifs en vertu de l'acte de habous et non en vertu de leur qualité d'héritiers du constituant. La renonciation qu'ils font de la succession de ce dernier n'implique pas qu'ils aient renoncé aussi aux avantages du habous établi à leur profit (Tunis, 7 juillet 1898, *J. T.* 98, 471.)

Le droit d'usage et d'habitation d'un immeuble habousé établi par l'acte de constitution au profit des dévolutaires est un droit personnel analogue au droit d'usage et d'habitation autorisé par les articles 631 et 634 C. civ.; il ne saurait donc faire l'objet d'une cession ou d'une saisie (Tunis, 7 décembre 1898, *J. T.* 98, 600.)

La location d'un immeuble habousé par quelques-uns des dévolutaires seulement est nulle (Tunis, 2 novembre 1898, *J. T.* 900, 355.)

La location, même faite dans un but de spéculation et de sous-locations en détail, ne saurait être une opération commerciale (Sousse, 30 novembre 1899, *J. T.* 900, 574.)

1° Un registre pour l'inscription de toutes les propriétés habous avec l'indication de leur affectation spéciale. (A la suite de chaque énumération on laissera un blanc afin de pouvoir inscrire les habous dont l'omission sera constatée dans la suite ou qui pourraient revenir à l'Administration, après l'extinction de toute descendance usufruitière [1]);

2° Un registre pour consigner les actes de la djemaïa et les avis émis par ses membres. Sur la feuille droite, on inscrira l'exposé de l'affaire et les avis de la djemaïa; sur la feuille gauche on mentionnera le résultat de l'affaire et les suites qu'elle aura pu recevoir (1);

3° Un registre pour inscrire annuellement les règlements de compte des oukils (1). Ceux-ci seront tenus de présenter dans le plus bref délai tous les registres et toutes les pièces que pourrait réclamer la djemaïa.

Art. 5. — La djemaïa exercera un contrôle absolu sur tous les habous de la Régence (*a*), à l'exception de ceux de la Grande Mosquée, dont l'imam continuera à être chargé; toutefois, la djemaïa pourra demander à examiner les comptes de la Grande Mosquée pour donner quelques conseils dans le cas où elle les croirait nécessaires, lorsqu'il s'agira, par exemple, d'augmenter les revenus des habous. Le résultat de l'inspection des registres sera consigné sur les livres de la djemaïa (2).

Art. 6. — Les zaouïas qui auront des descendants avérés continueront à être administrées comme par le passé (*b*). Cependant la djemaïa aura le droit de s'assurer si les immeubles sont en bon état de conservation, si les volontés des fondateurs sont observées; elle pourra encore examiner les comptes des oukils de ces zaouïas, si elle le juge nécessaire.

Quant aux habous particuliers, c'est-à-dire personnels à telle ou telle famille, la djemaïa n'aura pas à s'en occuper avant qu'ils aient fait retour à l'œuvre dévolutaire (*c*), si ce n'est pour faire cesser des causes menaçant l'existence même des habous, par exemple un défaut d'entretien des immeubles (1).

Art. 7. — La djemaïa pourra conserver ceux des oukils actuellement en fonctions qu'elle jugera convenable, demander le changement de ceux qu'elle voudra changer et les remplacer par d'autres administrateurs.

En dehors de Tunis, les oukils seront, conformément à l'usage établi, élus dans chaque localité, en présence du magistrat et avec l'assentiment du gouverneur, par les différents notables qui devront s'entendre sur les aptitudes du candidat de leur choix (2).

Le procès-verbal de l'élection sera adressé au Ministère. Si les titres du candidat semblent suffisants, sa nomination sera signée; s'ils sont reconnus insuffisants pour une raison quelconque, la djemaïa sera autorisée à choisir un oukil, car toute la responsabilité lui incombe (2).

Art. 8. — La djemaïa est chargée d'examiner les comptes de tous les habous; les membres devront donc apporter le plus grand soin à ce travail (3). Dans certains cas, il pourra être convenable que la djemaïa confie le soin d'examiner les comptes aux membres du Chaâra ou au cadi, dans les localités où se trouvent ces magistrats. Les comptes devront être soumis à notre approbation par l'entremise de notre Ministère.

Art. 9. — Quelque temps avant l'époque de la location des terrains et des immeubles, et avant la vente des produits de la terre, de la récolte des olives, les oukils des habous seront tenus de faire connaître à la djemaïa les propriétés qui peuvent être louées (4) ou dont les produits doivent être vendus, pour que la djemaïa puisse informer le public de la nature de la propriété à louer et de l'endroit où les enchères auront lieu (5). Pour la vente des fruits, il pourra suffire de faire publier dans la ville par des crieurs publics que, le matin de tel jour, on procédera à la vente des fruits de tel habous.

Art. 10. — Aucun fonctionnaire, soit de l'ordre religieux, cadis ou muftis, ou de l'ordre civil, gouverneurs, khalifas, cheiks de localités, officiers de l'armée, mokhaznis, oukils ou notaires des habous, ne pourra acheter des fruits des habous ou louer des maisons ou des terrains que le jour de l'adjudication définitive. Il n'est pas permis à ces différents fonctionnaires d'enchérir avant ce moment (5).

---

(1) Conf. décret du 2 juin 1874, art. 20 et 31
(2) Conf décret du 1er décembre 1874, article additionnel
(*a*) Si les habous sont placés sous la haute surveillance d'un conseil dont le président représente en justice les intérêts de l'administration dont il est le chef supérieur, il n'en est pas moins vrai que certains groupes d'immeubles habousés sont placés sous la gérance particulière d'administrateurs spéciaux qui peuvent avoir des comptes à rendre de leur gestion au Conseil supérieur, ou à son président, mais qui n'en sont pas moins habiles à remplir tous les devoirs de leur charge, à intenter toutes actions relatives à leur administration et à se défendre contre les entreprises dont les biens confiés à leur garde peuvent être l'objet. On doit tout au moins reconnaître à ces administrateurs spéciaux les pouvoirs nécessaires pour intenter une action possessoire (Tunis, 26 décembre 1887, *J. T.* 95, 448)

Les administrateurs d'un habous ne peuvent exercer l'action possessoire qu'à la condition d'avoir, soit par eux-mêmes, soit par les personnes qu'ils représentent, la possession annale du terrain litigieux (Tunis, 24 mai 1897, *J. T.* 97, 361)

L'Administration des habous ne peut invoquer la qualité habous d'un immeuble qui, au moment où il a été saisi, était melk par suite d'un échange qui en avait rendu le saisi seul propriétaire, et ne serait redevenu habous que par l'annulation dudit échange et la rétrocession intervenue postérieurement à la saisie à l'insu du saisissant. (Sousse 11 novembre 1898, *J. T.* 99, 529)

L'État tunisien n'a aucun droit de propriété sur les immeubles habous publics ou privés, l'Administration des habous, bien que placée sous le contrôle du Gouvernement tunisien, a une personnalité distincte de la sienne (Tunis, 6 juillet 1898, *J. T.* 98, 378.)

L'Administration des habous a, en Tunisie, les caractères d'un établissement public; elle est donc, comme telle, dispensée du préliminaire de conciliation. (Tunis, 15 mai 1893, *J. T.* 93, 256)

(*b*) Le droit d'administration d'un bien habous d'une zaouïa appartient aux descendants du saint; la gérance d'un habous de cette nature ne revient à la djemaïa qu'après l'extinction de la descendance, lorsque le habous tombe dans le domaine des habous publics. (Chaâra, 1er juillet 1885, *J. T.* 900, 199)

(*c*) L'Administration des habous a un droit de propriété éventuel sur les habous privés, en qualité de dévolutaire final; en cette qualité, elle est recevable à demander la distraction d'un immeuble saisi. (Sousse, 20 janvier 1899, *J. T.* 99, 348.)

L'Administration des habous est fondée à intervenir dans tout litige concernant un habous particulier. (Tunis, 25 novembre 1895, *J. T.* 96, 49)

(1) Conf. 1er décret du 28 mars 1880, art 9 et 10
(2) Conf. décrets des 2 juin 1874, art. 33 et seq., et 17 février 1875.
(3) Conf. décret du 2 juin 1874, art. 19.
(4) Conf arrêté du 7 juin 1900.
(5) Conf. décrets des 11 août 1886 et 25 juillet 1897.

Art. 11. — Les oukils ne pourront consentir à aucune location de bien habous en dehors du prétoire judiciaire (1). Les enchères devront avoir lieu en présence du cadi (a) ou de son substitut, dans les localités de son ressort, et en présence du gouverneur ou de son remplaçant, du président de la djemaïa ou de son naïb (2). Cet état devra rester entre les mains de l'oukil pour lui servir de pièce de comptabilité dans le règlement de ses comptes.

Art. 12. — La vente des fruits sera faite chaque semaine sous le contrôle du naïb de la djemaïa, par des notaires désignés par le cadi de la localité.

Art. 13. — Après l'accomplissement des formalités locales relatives aux échanges (3) et aux enzels (4) des habous, il en sera délivré un certificat au cadi du territoire ou à son substitut pour mettre aux enchères publiques l'immeuble habous qui en fait l'objet et donner ainsi plus de force et d'autorité aux enchères faites par les soins de ce magistrat (5). A l'expiration du délai de ces nouvelles enchères, le certificat constatant l'accomplissement des formalités précitées, l'acte constatant le prix fixé par les experts et l'acte constatant l'offre faite par le dernier enchérisseur, seront adressés à la djemaia qui, selon l'usage, autorisera l'enzel ou l'échange par-devant le cadi (5), conformément aux prescriptions de notre décret du 22 safar 1287 (24 mai 1870)[6].

Art. 14. — La djemaïa devra rechercher les sommes provenant d'anciens échanges demeurées entre les mains des oukils ou d'autres personnes. Elle les fera restituer et achètera avec ces sommes des immeubles pouvant assurer des revenus en remplacement des propriétés échangées. L'achat ne sera définitif qu'après l'accomplissement des formalités légales et lorsque la djemaia aura déclaré que le nouvel immeuble est plus avantageux pour les habous parce qu'il donnera, par exemple, plus de revenus ou occasionnera moins de dépenses. La djemaia devra accomplir ces formalités dans le plus bref délai possible (7).

Art. 15. — Les oukils devront faire procéder rapidement aux réparations des immeubles habous (8), ainsi qu'aux travaux des champs aux époques voulues. Lorsque le gouverneur constatera quelque négligence sous ce rapport de la part des oukils, il devra en aviser le Ministère. De son côté, le naïb de la djemaia devra la prévenir de ce qu'il pourrait constater à cet égard.

Art. 16. — Pour les habous importants, les notaires sont restreints au nombre de deux, choisis parmi ceux qui en sont chargés actuellement. Si, dans certains cas, ces notaires sont insuffisants, l'oukil préviendra le cadi, qui désignera un des notaires de la localité pour aider momentanément ceux des habous. On procédera de même pour les habous de peu d'importance lorsqu'on aura besoin d'un notaire pour constater les recettes ou les dépenses, et il ne sera pas nécessaire, pour ces derniers habous, de donner des appointements fixes.

Art. 17. — Chacun des membres (1) et des secrétaires de la djemaïa recevra des appointements fixes déterminés par l'État; quant aux naïbs, aux oukils et aux notaires de la Régence attachés à l'Administration des habous, ils recevront soit des appointements fixes, soit un tant pour cent sur les revenus, suivant que le comportera la situation des habous, mais en se tenant toujours dans les limites d'une sage économie. La djemaïa est chargée de régler cette question et de nous soumettre ses projets par l'entremise du Ministère.

Art. 18. — Tout fonctionnaire des habous recevant des appointements fixes, verra ses appointements suspendus s'il ne fait pas son service, à moins qu'il ne présente une excuse valable.

Art. 19. — Lorsqu'il sera nécessaire de procéder à des réparations dans un immeuble appartenant aux habous (2), l'oukil ou le naïb de la djemaïa demandera au cadi de faire procéder à une expertise pour faire constater l'état des lieux et faire un devis des dépenses. Le procès-verbal de l'expertise sera envoyé à la djemaïa qui autorisera les travaux de réparation d'après le mode qui lui paraîtra le plus convenable. Elle pourra même, si elle le juge plus avantageux, confier le soin de ces réparations à tout autre individu que l'oukil.

Art. 20. — Les revenus des zaouïas et des mosquées qui, par suite de leur emplacement, ont été délaissées, seront employés à l'entretien d'autres édifices religieux, mais ce qui reste de leurs constructions devra continuer à être respecté.

Art. 21. — La djemaia devra faire tous ses efforts pour améliorer la situation des habous et en augmenter les revenus, sans se laisser arrêter par les critiques lorsqu'elle agira dans l'intérêt public.

Art. 22. — Si, dans la pratique, la djemaia reconnaît nécessaire d'ajouter certains articles au présent règlement, elle nous soumettra ses propositions (3).

Art. 23. — Les excédents des revenus des

---

(1) Conf. décrets des 11 août 1886 et 25 juillet 1897.
(2) Conf. 3e décret du 31 janvier 1898.
(3) Conf etiam 1er et 2e décrets du 31 janvier 1898.
(4) Conf. etiam décrets des 23 mai 1886, 22 juin 1888 et 4e décret du 31 janvier 1898.
(5) Conf. décret du 22 mai 1874.
(6) Abrogé par le 1er décret du 31 janvier 1898.
(7) Conf 1er décret du 31 janvier 1898, art 31.
(8) Conf. 1er décret du 28 mars 1880, art 9 et 10

(a) L'acte par lequel un cadi approuve la location d'un habous est un acte de juridiction gracieuse, qui peut être annulé dans le cas où il léserait les droits des dévolutaires actuels ou des autres bénéficiaires du habous; en effet, il n'est précédé d'aucun débat contentieux et n'est que l'exercice des droits de tutelle des incapables et de conservation des immeubles habous que la loi confère au cadi. (Tunis, 24 mai 1897, *J. T.* 97, 319.)

(1) Conf. décret du 6 avril 1874 (v° JUSTICE TUNISIENNE).
(2) Conf. 1er décret du 28 mars 1880, art. 9 et 10.
(3) Conf. décret du 2 juin 1874, art. 18 — Conf etiam décrets du 28 mars 1880.

habous publics qui pourraient exister, après avoir pourvu, conformément à la volonté du fondateur, à l'entretien des établissements bénéficiaires ainsi qu'aux dépenses nécessaires pour les réparations de leurs habous respectifs et pour le paiement des fonctionnaires et des employés chargés de les administrer serviront à payer le traitement des magistrats du Chaàra, conformément à notre décret en date du mois de châbane 1281 (janvier 1865)[1], en remplacement des revenus de certains habous qui étaient autrefois entre les mains de ces fonctionnaires. Le surplus servira ensuite à parfaire les appointements des professeurs de première classe, de l'imam de la Grande Mosquée et des employés des deux bibliothèques, conformément à notre décret du 1er redjeb 1287 (27 septembre 1870), de façon à ce que leurs appointements atteignent le chiffre indiqué dans ce décret, en remplacement des sommes qui leur étaient attribuées sur le budget de l'État (2).

Les dispositions de cet article ne seront pas applicables aux habous des deux villes saintes (La Mecque et Médine), de la Grande Mosquée et des Djama-Khrotba.

Art 24. — La djemaïa est chargée de payer les appointements des fonctionnaires mentionnés dans l'article précédent.

A la fin de chaque année elle devra nous adresser un compte détaillé de ses recettes et de ses dépenses (3).

---

685 22 mai 1874

(5 rebiâ ettani 1291)

Décret interdisant l'échange ou la constitution en enzel d'un bien habous sans un certificat de la djemaïa constatant l'accomplissement de toutes les formalités requises (1).

La djemaïa a l'administration souveraine des biens habous ; elle est, mieux que personne, au courant de tout ce qui les concerne, parce qu'elle les gère, soit directement, soit indirectement, soit par l'entremise de ses représentants. Il est donc de tout intérêt que les échanges (5) et les enzels (6) ne soient reconnus définitifs que lorsque la djemaïa aura elle-même avisé le cadi de l'accomplissement de toutes les formalités voulues et des formes mêmes dans lesquelles elles l'ont été ; tout cela, afin que les personnes chargées de remplir ces formalités ne s'exemptent de quelques-unes d'elles (4). La djemaïa des habous devra donner cet avis par écrit et mention en sera faite sur l'acte d'échange ou d'enzel. Ce qui précède n'est, du reste, que l'explication détaillée de l'article 13 de notre décret en date du 30 moharrem 1291 (19 mars 1874).

(1) Conf. décret du 6 avril 1874 (v° JUSTICE TUNISIENNE).
(2) Une décision ministérielle du 6 juillet 1878 dispose que la djemaïa doit restaurer à ses frais tous les établissements religieux, même ceux auxquels n'est affecté aucun habous spécial.
(3) Conf. décret du 2 juin 1874, art 8
(4) Conf. décret du 25 novembre 1874.
(5) Conf. 1er et 2e décrets du 31 janvier 1898.
(6) Conf. décrets des 28 mai 1880, 22 juin 1888 et 4e décret du 31 janvier 1898.

---

686 2 juin 1874

(16 rebiâ ettani 1291)

Décret portant règlement de la djemaïa des habous (1).

CHAPITRE Ier. — DES ACTES DE LA DJEMAÏA.

Article 1er. — Le siège officiel des travaux de la djemaïa sera le local qui lui a été désigné à Dar-el-Bey (Seraïet-el-Memleka [2]).

Art. 2. — Elle se réunira à 8 heures du matin, du samedi au mercredi, et, s'il est nécessaire de la réunir en dehors de ces jours, le président en informera les membres, en leur fixant l'heure de la réunion à laquelle ils devront assister.

Art. 3. — Pour le travail quotidien, il suffit de deux membres pour que la djemaïa soit constituée, et pour les cas dans lesquels il s'agit d'exprimer une opinion, il suffit qu'elle le soit par trois membres. En cas de désaccord entre les membres sur une question, l'avis de la majorité prévaudra et, s'il y a partage, la voix du président sera prépondérante.

Art. 4. — Le but que nous avons eu en vue en instituant la djemaïa étant d'aider à ce qui peut procurer des avantages aux habous publics et particuliers, conformément au décret du 30 moharrem 1291 (19 mars 1874), tant en ce qui concerne l'immeuble constitué habous qu'en ce qui concerne l'œuvre dévolutaire, il est obligatoire à la djemaïa de déployer son zèle dans le mandat qui lui a été confié ; de bien étudier ce qui pourra l'amener au résultat demandé ; de choisir avec soin ses agents, conformément à l'article 7 dudit décret (3) ; de surveiller leurs actes ; de connaître l'état des habous ; de parer aux erreurs qui leur seraient préjudiciables ; de conserver leur fortune ; de tâcher d'en accroître les revenus et d'en diminuer les frais, si les circonstances l'exigent ; d'envoyer un de ses membres se rendre compte de la situation des habous (4), soit qu'il s'agisse de travaux de labour, de réparations ou de location, etc. (5). La djemaïa s'entendra au sujet de la personne à envoyer, que ce soit un de ses membres ou tout autre jouissant de sa confiance.

Art. 5. — La conservation des sommes provenant des habous incombant à la djemaïa, celle-ci devra désigner une personne de confiance à laquelle ces sommes seront remises. Le nom de cet employé sera envoyé au Ministère pour qu'on prenne un arrêté le nommant.

(1) Conf décrets du 28 mars 1880.
(2) Conf. décret du 19 mars 1874.
(3) Conf. décret du 17 février 1875.
(4) Conf 2e décret du 28 mars 1880, art. 1er.
(5) Conf. 1er décret du 28 mars 1880, art. 9 et 10.

Il sera toujours sous le contrôle de la djemaïa et recevra des appointements prélevés sur les excédents de revenus des habous.

Art. 6. — Le président et les membres de la djemaïa s'appliqueront à observer dans leurs actes la teneur du décret du 30 moharrem 1291 (19 mars 1874). S'ils rencontrent un cas non prévu par ce décret, le président le soumettra au Ministère.

Art. 7. — A l'expiration de l'année, la djemaïa présentera au Ministère un résumé de la situation des habous au commencement de l'exercice, de même qu'à sa fin, avec un résumé des recettes et des dépenses, pour que le Ministère puisse s'en rendre un compte exact.

Art. 8. — A l'expiration de l'année, la djemaïa enverra au ministère un compte détaillé des recettes et des dépenses accompagné de ses pièces pour être approuvé conformément à l'article 24 du décret du 30 moharrem 1291 (19 mars 1874).

Art. 9. — Lorsque la djemaïa aura besoin d'assistance dans sa mission, elle la demandera au chef de la police pour les affaires de peu d'importance et au Ministère pour les autres, en ce qui concerne Tunis. Quant à ce qui se présentera dans l'intérieur, les agents de la djemaïa demanderont assistance aux gouverneurs en leur montrant les pouvoirs qu'ils détiennent de la djemaïa.

Chapitre II. — Du président.

Art. 10. — La signature des lettres adressées au Ministère ou aux agents sur des sujets approuvés par la djemaïa, appartient à son président et c'est à lui que ces autorités s'adresseront. C'est aussi lui qui correspondra avec le Ministere ou le chef de la police dans les affaires qui, comme le dit l'article précédent, sont du ressort de cette autorité.

Art. 11. — Toutes les affaires seront exposées dans un résumé très clair (1). Les importantes seront présentées les premières à la djemaïa et l'opinion émise sera inscrite et signée. Les lettres écrites seront conformes à l'opinion ainsi émise. Quant aux affaires peu importantes, le président préparera la lettre et la soumettra à la djemaïa avant de l'envoyer. S'il reçoit quelque communication n'intéressant nullement la djemaïa, il ne sera pas nécessaire d'en garder note. Le président se contentera d'informer l'intéressé que cette affaire n'est pas du ressort de la djemaïa (1).

Art. 12. — Le président recevra lui-même les agents de la djemaïa ou les personnes qui viendront en leur nom, par rang d'inscription, dès qu'ils demandent à le voir, à moins toutefois que la qualité de la personne n'autorise un privilège en sa faveur.

Le président procédera, pour le règlement des affaires qui lui seront ainsi soumises, comme il est dit dans l'article précédent.

Art. 13. — Tous les actes journaliers de la djemaïa seront constatés par écrit et signés par les membres, puis par le président. Les lettres à envoyer seront numérotées et cataloguées sur un bordereau reproduisant leurs numéros. Ce bordereau sera signé du premier secrétaire et du président. Ces deux membres signeront également la feuille journalière des recettes et des dépenses.

Art. 14. — Le président donnera ses ordres aux secrétaires, soit directement, soit par l'organe du premier secrétaire. C'est lui aussi qui répartira le travail entre les secrétaires, qui tiendra la main à ce qu'ils s'acquittent consciencieusement de leurs obligations d'employés en ne perdant pas de temps, et maintiendra le bon ordre dans les bureaux, l'urbanité dans la discussion et veillera à ce que tous les actes de la djemaïa se fassent dans le siège de l'Administration. Les membres et les secrétaires devront respecter ce règlement et se renfermer strictement dans ses termes (1).

Art. 15. — Afin de faciliter le travail, le président pourra désigner deux membres ou un membre et le premier secrétaire pour étudier une affaire et la soumettra à la djemaïa toute préparée.

Art. 16. — Le président fixera une heure pour recevoir au siège de l'Administration les personnes qui désireront le voir. Il déterminera également une heure pour prendre connaissance des registres et des affaires du service et une heure pour la signature. Si le temps fixé par l'article 2 ne lui suffit pas, il pourra revenir au siège de la djemaïa à un autre moment et les employés seront obligés de s'y trouver pour achever les travaux qui ne peuvent être différés sans inconvénient (1).

Chapitre III. — Des membres.

Art. 17. — En cas d'absence du président, le vice-président le remplace dans les soins relatés au précédent article et lui rend compte à son retour de ce qui s'est passé durant son absence. Si le vice-président est empêché, ces fonctions reviennent de droit au premier membre.

Art. 18. — Le membre qui aurait à exprimer un avis utile pour les habous, le fera devant la djemaïa réunie et, si elle l'adopte, le président en référera au Ministère suivant l'article 22 du décret du 30 moharrem 1291 (19 mars 1874).

Art. 19. — Les membres devront signer l'entête des registres, le compte rendu de leurs avis, les comptes présentés à leur signature, après les avoir soumis à un examen minutieux suivant l'article 8 du décret du 30 moharrem 1291 (19 mars 1874). Ils devront également si-

(1) Conf. 2e décret du 28 mars 1880, art. 2.

(1) Conf. 1er décret du 28 mars 1880, art. 1 et 2.

gner les pièces de comptabilité constatant journellement les recettes et les dépenses(1).

Chapitre IV. — Du tresorier.

Art. 20. — Le trésorier ouvrira un registre coté. Il en signera la première feuille; signeront aussi le premier secrétaire et la djemaïa. Le premier secrétaire inscrira sur ce registre ce que le trésorier encaissera journellement et ce, sur la page de droite. Il inscrira sur celle de gauche les paiements faits dans la même journée.

Art. 21. — Il sera mis à sa disposition un coffre-fort dans le siège officiel de l'Administration pour le dépôt de ces fonds. S'ils viennent à dépasser la somme de cinq mille piastres, cinq mille piastres seront versées dans un autre coffre-fort à trois clefs. Deux de ces clefs resteront aux mains du trésorier et l'autre aux mains du président.

Art. 22. — Tout employé qui versera dans la caisse une somme provenant des habous, recevra un récépissé de son versement, sur lequel seront indiqués la provenance du paiement, le nom de celui qui l'a touché et un numéro d'ordre. L'encaisseur devra signer ce récépissé pour ordre; la djemaïa le signera également, pour lui donner une valeur définitive. Tous ces récépissés seront portés sur un bordereau reproduisant leur somme, leur numéro d'ordre et leur date. Ce bordereau sera signé de l'encaisseur, du premier secrétaire et du président, et il sera présenté avec les récépissés eux-mêmes à la djemaïa, au moment de la signature. L'employé qui a fait le versement gardera son récépissé comme preuve de paiement à produire au moment du règlement des comptes. Le bordereau sera conservé par la djemaïa conformément à l'article 24(2).

L'encaisseur ne devra pas remettre de récépissé provisoire signé de lui ou d'un autre. Cela serait considéré comme une malversation. Il s'agit ici des sommes autres que celles provenant des échanges, car, en ce qui concerne ces dernières, elles seront inscrites, d'après le mode précité, sur l'acte même de la personne qui a fait le versement, suivant l'usage en vigueur à ce jour.

Art. 23. — Les formalités prescrites pour les récépissés d'encaissement sont également prescrites pour les pièces de dépenses sauf la signature sur le bordereau quotidien de celui qui est le dépositaire des fonds; cette signature n'est pas nécessaire. Il sera inscrit sur les pièces de dépenses que la somme y portée ne vaudra en compte pour celui qui la paiera que s'il y est joint la quittance de celui qui l'a reçue. C'est au dépositaire à ne payer que sur remise de pièces conformes à ce qui précède.

(1) Conf décret du 1er décembre 1874, article additionnel.
(2) Conf 1er décret du 28 mars 1880, art. 3 à 8.

Chapitre V. — Des secrétaires.

Art. 24. — Le premier secrétaire de la djemaïa devra consacrer surtout son attention aux résumés à faire, aux lettres qu'il écrira, de façon que ces résumés représentent fidèlement le sens de la lettre ou de l'affaire dont il s'agira et qu'ils soient assez lucides pour que la djemaïa puisse donner son avis en pleine connaissance de cause. Il remplira ce soin lui-même ou le déléguera à un secrétaire jouissant de sa confiance. C'est à lui à présenter les pièces importantes, à préparer ce qu'on lui demandera dans le plus bref délai, à faire prendre copie des lettres envoyées, des comptes, à tenir à jour le bordereau journalier des lettres, celui des rentrées, des dépenses et le registre journalier conformément aux prescriptions que porte à cet égard le présent règlement. Les comptes présentés à l'examen de la djemaïa devront être parfaitement en règle, c'est-à-dire accompagnés des pièces de comptabilité des dépenses et des recettes parfaitement établies. Les récépissés des paiements faits à la djemaïa seront conformes aux prescriptions des articles 22 et 23 susrelatés(1) et des articles 35, 36 et 37. Il aura soin de noter sur le bordereau le jour où ces pièces auront été portées en compte et d'oblitérer, sur les pièces, les rentrées, les dépenses et les paiements, quand il se sera convaincu qu'elles ont été portées en compte. Il devra conserver ces pièces dans une enveloppe sur laquelle il apposera un signe distinctif reproduit sur le bordereau du jour, en se gardant bien d'en déchirer aucune. S'il trouve une irrégularité ou lacune dans les titres ou les actes, il devra en informer le président de la djemaïa, sans s'adresser à celui qui a établi le compte. Il devra conserver avec soin les lettres, les pièces à l'appui des comptes, les bordereaux journaliers des encaissements, des paiements, le registre d'encaissement et de dépenses visé par l'article 20, tous les registres énumérés dans l'article 31, répartir le travail entre les secrétaires placés sous ses ordres, leur faire préparer les lettres et les écrits et n'en délivrer aucun aux destinataires qu'après les avoir soumis à toutes les formalités, c'est-à-dire les avoir fait copier, y avoir ajouté les pièces qui s'y rattachent, etc... Il consacrera une heure fixée à l'examen du travail des secrétaires. C'est lui qui présentera les pièces à la signature, conformément à ces articles, au moment où la djemaïa sera en séance, et dans son local officiel. Il devra signaler au président ce qu'il croira utile au bien du service.

Art. 25. — Le nombre des secrétaires est fixé à deux, conformément au décret du 30 moharrem 1291 (19 mars 1874). Si, cependant, les circonstances exigent qu'on l'augmente, le président choisira celui qui conviendra et il en

(1) Conf. 1er décret du 28 mars 1880, art. 3 à 8.

informera le Ministère, pour qu'il lui délivre le décret l'installant en fonctions. Si, à certains moments, il devient nécessaire d'employer un plus grand nombre de secrétaires, ils ne seront pris que provisoirement et rétribués journellement suivant l'importance de leur travail.

Art. 26. — Les secrétaires devront s'acquitter avec conscience de leurs devoirs et ils n'auront de relations de service qu'avec le premier secrétaire. S'ils reçoivent un ordre du président, ils l'exécuteront en en prévenant le premier secrétaire. Les secrétaires suivront la règle que leur tracera leur chef direct. Ils emploieront avec diligence les heures de travail et ne devront pas s'entretenir, pour quelque raison que ce soit, avec les personnes venant à la djemaïa, et ils ne s'absenteront que pour un motif excusable, avec l'autorisation du premier secrétaire quand leur absence se bornera à un seul jour, et avec celle du président si elle doit excéder ce temps(1).

Art. 27. — Le premier secrétaire ou tout autre ne recevront d'ordre que du président ou, en cas d'absence de ce dernier, de celui qui le remplacera (le vice-président ou le premier membre), conformément à l'article 17.

Art. 28. — Ils devront terminer le jour même les écritures qu'ils auront à faire et, si les heures réglementaires de travail ne leur suffisent pas pour cela, ce qui leur resterait à faire devra être achevé le lendemain avant tout autre travail, à moins que celui-ci ne soit plus pressé.

Art. 29. — Les bordereaux quotidiens porteront un numéro d'ordre se suivant. Ils demeureront entre les mains du premier secrétaire et ils seront à la fin de l'année reliés en un registre qui dispensera de les copier sur le registre-journal.

Art. 30. — Si quelqu'un perd le reçu d'une somme d'argent dont le paiement pourra être établi par les feuilles journalières, on pourra délivrer un duplicata de ce reçu, avec la mention que, si le premier est retrouvé, on n'en tiendra nul compte, et on consignera sur le journal que l'on en a délivré un duplicata portant la même date et la même somme (2).

Chapitre VI. — Des registres obligatoires (3).

Art. 31. — Il faut tout d'abord ouvrir un registre pour l'inscription des habous, suivant l'article 4 du décret du 30 moharrem 1291 (19 mars 1874); un registre de comptes, toujours suivant le même décret; un registre destiné à conserver trace des actes de la djemaïa et de ses délibérations, toujours d'après le même décret; un registre résumant sommairement les actes de gestion de chaque jour, le premier secrétaire devant signer ce registre, ainsi que la djemaïa; un registre de copie des lettres du Gouvernement sur lesquelles la djemaïa s'appuie dans sa gestion, registre sur lequel on inscrira les numéros des lettres, et sur chaque lettre on mettra en tête une note indiquant son objet; des registres suivant le nombre des circonscriptions dans lesquelles le président a à adresser des instructions, on inscrira sur la feuille de droite la copie des lettres envoyées, sur celle de gauche la réponse à ces lettres; un registre visé par l'article 20 du présent règlement; un registre indiquant les dépenses occasionnées par le paiement des employés de l'Administration; un registre de recettes divisé par sections, chaque section indiquant chaque spécialité de recettes; un registre pour les dépenses imprévues; un registre pour les recettes provenant des échanges et les sommes reversées à leurs propriétaires, à la page de droite s'inscriront les recettes, à celle de gauche les dépenses; un registre destiné à l'inscription des échanges(1) et des enzels(2) que la djemaïa a consentis avec indication de l'immeuble aliéné par échange, de celui acquis en échange, et du montant de l'enzel.

Art. 32. — Tous les registres désignés en l'article précédent porteront un titre des numéros d'ordre; on comptera ensuite le nombre des pages et on les cotera de la première à la dernière feuille; on mentionnera également en tête du registre un titre indiquant qu'il fait partie des registres de la djemaïa, désignant son nom, son numéro, le nombre de ses feuilles et son objet, après quoi, le premier secrétaire signera et après lui la djemaïa; on mentionnera les titres de ces registres, leur nombre et le nombre de leurs feuilles sur le registre-journal, le jour où on les ouvrira. On procédera de même pour le livre-journal. S'il est nécessaire d'ouvrir d'autres registres, l'on procédera comme il vient d'être expliqué. Si l'un des registres est rempli, on notera à la fin le nombre des pages écrites et celles qui pourraient rester en blanc; on ajoutera qu'on a ouvert un autre registre faisant suite à celui-ci, après quoi l'on datera et le premier secrétaire et la djemaïa le signeront pour clôture; on prendra un autre registre en tête duquel on inscrira la mention qu'il fait suite à celui commençant par..... et finissant par..... et on le notera sur le livre-journal; et ainsi de suite.

Chapitre VII. — Des naïbs, des oukils et de leurs notaires (3).

Art. 33. — Le naïb devra avoir des registres portant en tête son nom, le lieu où il exerce, le nombre des pages qu'ils contiennent, leur destination, tout cela constaté par le notaire du habous; et le naïb signera sur l'en-tête de cha-

(1) Conf. 1er décret du 28 mars 1880, art. 1 et 2.
(2) Conf. 1er décret du 28 mars 1880, art. 3 à 8.
(3) Conf. décret du 1er décembre 1874, article additionnel.

(1) Conf. 2e décret du 31 janvier 1898, art. 1 et 2, et décret du 11 avril 1898.
(2) Conf. décrets des 23 mai 1886, 22 juin 1888 et 4e décret du 31 janvier 1898.
(3) Conf. décret du 1er décembre 1874.

que registre. Sur un de ces registres on écrira tout d'abord la copie du décret du Bey indiquant les pouvoirs confiés au naïb et énumérant la liste des biens habous soumis à son contrôle. S'il y a lieu d'ajouter à cette liste quelque bien habous découvert dans la suite ou rentrant dans son contrôle, il sera inscrit à la suite de cette nomenclature.

Un autre registre sera affecté à l'enregistrement des sommes touchées provenant des habous, avec renvoi à la pièce justifiant l'encaissement ; des sommes dépensées par le habous, avec spécification du motif autorisant la dépense. Ces deux registres porteront l'attestation du notaire du habous. Un autre registre devra renfermer les instructions émanant de la djemaia, copiées sur la page de droite ; celle de gauche contiendra la teneur de ses communications à la djemaia. Le naib devra signer tous ces registres. Si l'un d'eux se trouve rempli, le notaire certifiera à la fin le nombre des pages écrites, disant qu'il a été nécessaire de le faire suivre d'un autre. Il inscrira en tête du second registre une mention indiquant qu'il fait suite au premier commençant par..... et finissant par.....

Art. 34. — Le registre désigné en l'article précédent, faisant partie des archives de l'emploi, le titulaire sortant devra le remettre au naïb entrant, ainsi que toutes les pièces notariées considérées comme archives.

Art. 35. — Il est obligatoire aux oukils de ne faire aucune dépense sans l'autorisation de la djemaia, à moins qu'il ne s'agisse de choses réglées d'avance, auxquelles un retard pourrait être nuisible ; et, en ce cas, l'oukil devra faire constater l'urgence par un acte notarié, mentionnant le devis des dépenses, et il avisera la djemaia, en même temps qu'il procédera aux travaux. Quant à ce qui n'aurait pas à souffrir d'un retard, il agira conformément à l'article 19 du décret du 30 moharrem 1291 (19 mars 1874) ; il résumera ses comptes en les présentant à la djemaia. Il choisira avec soin ses garçons de recette et la pièce qui constatera qu'ils ont payé sera le récépissé du versement.

Art. 36. — Chaque oukil devra avoir deux registres : l'un contenant copie de son décret d'investiture et les noms des habous auxquels il a été préposé, et à la suite de chaque habous, la désignation des biens dont les revenus sont attachés au habous ; et un autre registre destiné à noter les dépenses et les rentrées, jour par jour et mois par mois (1).

Art. 37. — La pièce dont il est parlé à l'article 35 ci-dessus ne suffira pas au moment de l'apurement des comptes, et, si elle est seule, elle n'aura aucune valeur ; il en est de même pour les dépenses réglées à l'avance. Il sera nécessaire d'y joindre une pièce notariée indiquant le détail des dépenses constatées « de visu » et une pièce émanant de la personne autorisée à toucher, certifiant qu'elle a touché la somme mandatée.

La gestion des oukils sera conforme à la teneur des articles 2, 9, 10, 11, 12, 15 et 19 du présent décret . . . . . .

Art. 39. — Le notaire du habous devra prêter une attention continue à la déclaration qu'il fera au sujet tant des encaissements que des dépenses, comme l'exige toute déclaration de faits constatés « de visu », s'abstenant de parler par généralité et vérifiant avec soin la pièce autorisant la dépense, conformément à l'article 35 ou à la lettre du président contenant l'autorisation de faire la dépense ; en constater « de visu » le détail ; inscrire sur le registre des dépenses ce que le naib dépensera journellement à sa connaissance, sans quoi la pièce présentée par le naïb ne sera pas reçue comme valable.

Art. 40. — Tout ce que l'oukil encaissera ou ce qu'encaissera le naib, sera constaté par un reçu de l'écriture du notaire et signé du recevant ; cette pièce suffira à libérer le payant. Le notaire en inscrira le contenu dans le registre visé par l'article 33.

Chapitre VIII.

Art. 41. — Aucun individu ne sera admis dans le local officiel de la djemaia et ses dépendances, que pour affaire l'y appelant. Celle-ci terminée, il ne devra pas y séjourner.

Art. 42. — Une fois que les employés auront terminé leur travail de la journée, le local sera fermé.

Art. 43. — On assignera à ce local un nombre suffisant de domestiques pour veiller à sa propreté, porter les plis. Ils seront sous les ordres du président.

(1) Conf. 1er décret du 28 mars 1885, art. 7

---

687 25 novembre 1874

(*15 chaoual 1291*)

Décret étendant aux habous particuliers les dispositions du décret du 22 mai 1874 relatives aux échanges et aux constitutions en enzel des habous.

Nous avons signé, à la date du 5 rebiâ ettani de l'année courante (22 mai 1874), un décret ordonnant que les échanges ou les enzels de habous ne pouvaient être définitifs que lorsque la djemaïa chargée de leur administration aurait informé le cadi par écrit que toutes les formalités voulues avaient été réellement observées conformément aux instructions contenues dans ledit décret.

Ce droit de se prononcer en dernier ressort mentionné dans notre décret ne concerne pas seulement les échanges (1) et les enzels (2) des

(1) Conf. 1er et 2e décrets du 31 janvier 1898
(2) Conf décrets des 23 mai 1886, 22 juin 1888 et 4e décret du 31 janvier 1898.

habous constitués dans un but d'utilité publique, mais aussi ceux qui sont constitués en faveur des descendants de leurs fondateurs, de telle sorte que les droits des dévolutaires puissent être sauvegardés et que la djemaa des habous sache bien à qui ces biens doivent revenir en dernier lieu.

Les échanges et les enzels ne pourront donc être définitifs que lorsqu'ils auront été signés par les membres de la djemaa, lesquels devront apposer leur signature sur les actes eux-mêmes, ce dont il sera fait mention dans les registres de l'Administration des habous, comme le prescrit le décret organique de ce service (1).

---

688 1er décembre 1874

(*21 chaoual 1291*)

Décret instituant des notaires censeurs pour les habous de Tunis.

Article 1er. — Deux des notaires des habous seront chargés de régler à tour de rôle le service des notaires et des oukils des habous de Tunis.

Art. 2. — Ces deux notaires censeurs surveilleront la régularité du travail des notaires des habous. Les notaires qui auront fait exactement leur service pendant la majeure partie du mois recevront intégralement leur traitement, sinon ils ne toucheront que les appointements leur revenant pour le nombre de jours pendant lesquels ils auront travaillé.

Art. 3. — Les deux notaires censeurs ont la responsabilité de la bonne tenue des registres conformément au règlement intérieur (2). La djemaïa s'en prendra à eux des irrégularités qu'elle pourrait constater et elle avisera le Gouvernement de leur conduite.

Art. 4. — Ces deux notaires devront se rendre chaque jour dans le local de l'Administration des habous, visiter les différents oukils et les obliger, soit directement, soit par l'entremise de leurs notaires à remplir tous les devoirs qui leur incombent (2).

Art. 5. — Ils devront s'occuper directement ou par l'entremise des notaires, comme il a été dit dans l'article précédent, de tous les détails de service qui pourront être réglés dans les bureaux mêmes de l'Administration des habous. Pour ce qui concerne les détails de service qui ne pourraient être réglés qu'au dehors, par exemple l'inspection de travaux de construction, ils délégueront d'autres notaires des habous, car leur présence à la djemaïa est indispensable.

Art. 6. — Les détails de service qui ne pourront être réglés qu'en dehors du local de la djemaïa le seront par les notaires respectifs des différents habous. Ils devront fournir une pièce établissant qu'ils ont constaté telle ou telle chose. Cette pièce sera transcrite sur le registre des deux notaires censeurs.

Art. 7. — Les différents oukils seront tenus d'avertir les notaires censeurs des travaux qu'ils se proposeront d'entreprendre et cela un jour à l'avance, afin qu'ils puissent aviser les notaires de ce qu'ils ont à faire.

Art. 8. — Lorsqu'un des notaires des habous, après avoir été avisé de faire tel ou tel travail, ne se sera pas présenté, les notaires censeurs désigneront pour exécuter ce travail un autre notaire qui recevra la moitié des appointements du notaire absent.

Art. 9. — Lorsque l'un des notaires censeurs ne viendra pas faire son service et n'aura pas présenté une excuse valable, la djemaïa devra aviser le Gouvernement de cette absence et demander le remplacement de ce notaire. Si l'absence est légitimée, le second censeur remplacera son collègue.

Art. 10. — Chaque jour le censeur de service devra faire connaître à la djemaïa le nom du censeur qui aura été de service la veille.

Article additionnel. — Les notaires censeurs seront tenus d'inspecter chaque jour les registres des différents notaires des habous, d'en faire un extrait après avoir examiné tous les détails de ces registres et de dresser un état faisant connaître les recettes et les dépenses et désignant les oukils et les notaires présents ou absents, état qui devra être remis à la djemaïa (1).

---

689 17 février 1875

(*11 moharrem 1292*)

Décret réglant le mode d'élection des oukils des habous.

Nous avons jugé utile de compléter par les dispositions suivantes l'article 7 de notre décret du 30 moharrem 1291 (19 mars 1874) fixant le mode d'élection des oukils des biens habous dans la Régence :

Toutes les fois qu'il y aura lieu de procéder à l'élection d'un oukil de biens habous, le caïd ou son khalifa, le tribunal ou, à défaut, le cadi, les cheiks et les notables de la localité se réuniront dans la maison du caïd et dresseront, à la majorité des voix, la liste des personnes aptes à remplir les fonctions d'oukil. Ces candidats devront être domiciliés dans le caïdat et les votes de l'assemblée ne pourront porter sur des étrangers.

Immédiatement après cette première opération, des bulletins portant le nom de chacun des candidats inscrits sur la liste d'éligibilité seront remis aux électeurs.

Chaque électeur déposera dans une urne le

(1) Conf. décret du 10 mars 1874
(2) Conf. décret du 2 juin 1874

(1) Conf. décret du 2 juin 1874, art. 19, 31 et 32.

bulletin portant le nom du candidat qu'en sa conscience il croit le plus digne.

Après la clôture du scrutin, il est procédé au dépouillement au milieu de l'assemblée. Le candidat qui réunit le plus grand nombre de suffrages est proclamé le plus apte à l'emploi.

Le procès-verbal des opérations est dressé par deux notaires; il est signé par eux et les représentants de l'autorité administrative et judiciaire.

---

690 28 mars 1880

(16 rebiâ ettani 1297)

Décret complétant le règlement du service de la djemaïa des habous.

Nous avons cru devoir, pour mieux assurer la régularité du fonctionnement de l'Administration des habous, décréter l'addition des onze articles suivants à notre decret du 16 rebiâ ettani 1291 (2 juin 1874):

Article 1er. — Du moment que le Gouvernement a assigné un local propre pour la direction des oukils et des notaires des habous, il est interdit à chacun d'eux d'emporter au dehors quoi que ce soit se rapportant au service. Aussi, il sera mis à la disposition de chaque oukil et de deux notaires, une armoire fermant à clef, dans laquelle ils devront renfermer leurs registres et papiers de service. Il est interdit aux oukils et aux notaires d'ouvrir d'autre armoire que celle qui leur est destinée.

Art. 2. — Le travail ne se fera que dans les bureaux officiels où les employés devront se trouver présents chaque jour, pour vaquer à leurs occupations. Il est interdit aux oukils ou aux notaires de s'absenter plus d'une semaine sans l'autorisation de la djemaïa. On n'acceptera aucun remplacement définitif ou à titre définitif ou pour une durée assez prolongée dans les fonctions dévolues à un employé, attendu que c'est lui qui est le titulaire de l'emploi et que la responsabilité du service n'incombe qu'à lui seul.

Art. 3. — Les reçus délivrés par l'Administration devant être détachés d'un registre à souche imprimé, on n'acceptera comme valable que tout reçu imprimé, écrit de la main du notaire des habous et signé par l'oukil (1).

Art. 4. — Tous les oukils des habous ou les garçons de recettes devront se pénétrer de l'idée qu'il leur est interdit de toucher quoi que ce soit des revenus des habous sans délivrer un reçu de la nature de ceux désignés à cet effet, si le payant s'est acquitté intégralement de la somme qu'il devait. S'il ne s'est acquitté qu'en partie de ce qu'il doit, on écrira une quittance de la somme versée au dos du reçu, en indiquant la date du versement. Si l'on constate qu'il a été touché quelque somme d'une manière différente, ce fait sera considéré comme une infraction au règlement.

Art. 5. — Toutes les souches qui restent étant la reproduction exacte des reçus qui ont été détachés du livre et formant la base des perceptions faites par l'oukil des revenus des habous, elles renfermeront les éléments exacts du compte, sans comprendre toutefois les rentrées éventuelles, telles que celles provenant des ventes dont le prix est touché sans avoir recours à ces reçus; et toute irrégularité portant sur ces souches sera considérée comme une erreur dans le compte lui-même.

Art. 6. — Tous les reçus relatifs à des propriétés habous pouvant, dans certaines circonstances, être considérés comme pièces notariées, la responsabilité de leur confection incombe aux notaires des habous. C'est donc eux qui se feront délivrer par la djemaïa des registres à souche imprimés, en lui en délivrant quittance. Ils les établiront au moment de la perception et les remettront à l'oukil pour qu'il procède à l'encaissement des sommes y inscrites, soit par lui-même, soit par les soins des garçons de recettes. L'oukil ou le percepteur devra se conformer aux prescriptions de l'article 4.

Art. 7. — L'article 36 du décret du 16 rebiâ ettani 1291 (2 juin 1874) voulant que les recettes et les dépenses soient inscrites journellement, il importe que l'oukil et le garçon de recettes ou l'un d'eux seulement soit journellement présent avec les notaires des habous pour établir le compte d'après les reçus remis à l'oukil. Les notaires inscriront les recettes de la journée dans le registre des recettes, le jour même, sans aucun retard. Les reçus des sommes qui ne doivent être payées qu'à temps déterminé pourront rester entre les mains de l'oukil qui les comprendra chaque jour parmi les quittances que lui remettront les notaires, ou rester avec les autres reçus entre les mains des notaires jusqu'à la date de l'échéance. La responsabilité des encaissements incombera aux oukils des habous; c'est pourquoi ils doivent choisir avec soin les percepteurs engageant leur responsabilité.

Art. 8. — Le notaire des habous devra avoir soin d'inscrire les revenus de l'année au commencement de chaque exercice, en séparant distinctement les biens urbains et ruraux, en spécifiant leur emplacement, leur numéro dans telle rue marchande, dans tel quartier, de manière à pouvoir les retrouver facilement, s'il était besoin d'aller les examiner. Il marquera en vedette le total de ces revenus. Il en fera de même tous les ans. Il énoncera aux recettes le numéro du reçu et au chapitre des dépenses le détail des dépenses avec l'autorisation qui les aura précédées. Il devra avoir soin de n'omettre l'inscription d'aucune dépense sur le bordereau des dépenses de chaque jour.

Art. 9. — Les dépenses de réparation d'im-

(1) Conf. décret du 12 novembre 1896 (v° ENREGISTREMENT). — Conf. ctiam décret du 2 juin 1874, art 22, 23 et 30.

meubles habous seront évaluées suivant devis par un expert en bâtiments et les notaires des habous. Ce devis sera soumis à la djemaïa et, après sa délibération sur cet objet, l'oukil fera procéder aux réparations. Les notaires des habous devront inscrire chaque jour le détail des dépenses dans le registre des dépenses, conformément à l'article précédent. A la fin des travaux, les notaires dresseront un état détaillé des frais occasionnés par la réparation et la djemaïa le signera, si elle n'y trouve pas d'objection. Cet état sera conservé parmi les pièces de comptabilité.

Art. 10. — Les réparations concernant les biens habous, à l'exception de celles qui se feront en dehors de Tunis et que l'on surveillera le mieux possible, auront lieu conformément aux indications suivantes : chaque matin, l'un des notaires des habous se transportera sur les lieux et inscrira en tête de la note qu'il aura à rédiger : 1° les noms de l'immeuble en réparation ; 2° le quantième du mois ; il indiquera ensuite le nombre des maçons et des manœuvres employés, ainsi que le matériel qui aura pu être pris en location, le tout après constatation « de visu ».

Il laissera cette note entre les mains du surveillant des travaux qui devra la montrer à toute personne qui se présentera au nom de la djemaïa pour constater l'état des réparations.

L'oukil ou son représentant devra présenter à la fin de chaque jour ladite note au notaire qui l'aura dressée le matin ou à son collègue, pour que les dépenses qui s'y trouvent mentionnées soient inscrites sur le registre conformément aux indications qu'elle contiendra. Les notes seront ensuite classées pour être présentées à la djemaia avec l'état des dépenses occasionnées par les réparations, état dont il est parlé dans l'article précédent.

Art. 11. — Les oukils n'ont pas le droit de faire des avances aux employés qui touchent des appointements fixes. S'ils le font, la djemaia n'en tiendra aucun compte. Bien plus, elle laissera à leur charge toutes les sommes versées et cela afin de connaître exactement la situation des comptes des oukils.

---

691 — 28 mars 1880

(16 rebiâ ettani 1297)

Décret modifiant le reglement du service de la djemaïa des habous.

L'article 4 de notre décret du 16 rebiâ ettani de l'année 1291 (2 juin 1874), concernant le règlement intérieur de l'Administration des habous, portait que la djemaia pourrait envoyer un de ses membres inspecter la situation des habous, mais il n'indiquait pas le traitement auquel aurait droit, pour cela, la personne envoyée qui, dans certaines circonstances, pouvait ne pas appartenir à l'Administration des habous. L'article 11 du même decret prescrivait de faire un resumé analytique des affaires avant de les soumettre à la djemaïa ; or, il y a certaines affaires de peu d'importance qui n'ont besoin ni d'être résumées, ni de figurer sur le registre-journal. C'est pourquoi nous avons cru devoir ajouter les deux articles suivants au décret précité :

Article 1er. — L'article 4 du décret précité comporte que, si les circonstances l'exigent, un membre de la djemaia ou tout autre individu pourra être envoyé pour reconnaître l'état réel des habous, etc., que la djemaïa devra s'entendre sur le choix de la personne à laquelle elle confie ce mandat. Or, nous avons décidé que la personne envoyée dans ces conditions sur un point quelconque de la Régence, recevra, si elle appartient à la djemaïa, une indemnité de déplacement de vingt-cinq piastres par jour et de dix piastres seulement si elle est étrangère à la djemaïa.

Dans cette somme sont compris les frais de transport et de séjour.

Art. 2. — L'article 11 du même décret comporte que toutes les affaires arrivant à la djemaia figureront sur le compte rendu journalier de ses actes. La pratique a démontré qu'il est certaines affaires qui ne méritent pas d'y figurer. C'est pourquoi, à l'avenir, le président ou son remplaçant devra prendre connaissance des affaires dont le premier secrétaire ou son remplaçant fera un résumé. Ces affaires seront ensuite soumises à la djemaia toutes les fois qu'elles auront trait aux droits des habous ou à ses charges ou qu'il s'agira de payer une somme d'argent. Quant aux affaires simples exemptes de ce caractère, telles que demandes d'instructions, etc., il y sera répondu de suite sans qu'elles figurent au procès-verbal du jour et sans qu'elles soient résumées.

---

692 — 7 juin 1880

(28 djoumadi ettani 1297)

Décret autorisant le transfert des enzels sans le consentement du propriétaire (1).

Considérant que le refus des notaires de dresser, sans le consentement du propriétaire, les actes relatifs au transfert des enzels, constitue un obstacle à la liberté des transactions ;

Les notaires dresseront les actes relatifs au transfert des enzels sans s'assurer du consentement du propriétaire ; ils seront seulement tenus de lui en donner avis (1)[a].

---

(1) Conf décret du 16 juin 1895.

(a) L'enzéliste peut céder sa jouissance a un tiers sans le consentement du crédit enzéliste, mais il doit en donner avis a ce dernier pour lui faire connaître les conditions dans lesquelles la cession a été consentie et pour le mettre à même d'établir, le cas échéant, les raisons qu'il pourrait avoir de refuser le cessionnaire comme débirentier. A défaut de ce faire par le cédant, il reste débiteur de la rente d'enzel, sauf son recours contre le cessionnaire. (Tunis, 20 mars 1893, *J. T.* 93, 104.)

En cas de refus injustifié du crédit rentier d'accepter la substitution du débiteur, pour les enzels à venir, la justice peut le contraindre à consentir à la substitution. Il en est ainsi surtout pour un immeuble immatriculé (art 89 de la loi de 1885) [Tunis, 13 mars 1893, *J. T.* 93, 128.]

S'il est admis que le détenteur du domaine utile d'un immeuble grevé d'enzel a la faculté de le céder à un tiers moyennant une rente perpétuelle, il est reconnu aussi que cette nouvelle rente a un

693 — 23 mai 1886

(19 châbane 1303)

PROMULGUÉ LE 24 MAI 1886

Décret autorisant la constitution des immeubles habous en enzel lorsqu'ils doivent en retirer un avantage.

(OFFICIEL, 1886, 131)

La location perpétuelle ou à longue durée des biens habous, qu'on appelle enzel, a fait l'objet d'une controverse entre les illustres jurisconsultes de notre religion. Les uns émettent l'opinion que la constitution d'un bien habous en enzel ne peut être tolérée par la loi ; d'autres estiment, au contraire, qu'elle peut être autorisée quand le bien habous en retire un avantage. La premiere de ces opinions a fini par prévaloir dans ces derniers temps ; la deuxieme a été préconisée dans plusieurs Fétouas par le savant Sidi Brahim Erriahi, qui fut autrefois bach-mufti ;

Considérant qu'il nous appartient, en vertu de notre loi sacrée, de decider, quand l'intérêt général est en jeu, l'opinion qui doit prévaloir dans la jurisprudence ;

Article 1er. — Les membres du medjless du Chaâra appartenant au rite malékite sont tenus à l'avenir d'autoriser la constitution des immeubles habous en enzel, lorsque le bien habous doit en retirer avantage (1).

Art. 2. — Ils devront se prêter un mutuel appui pour l'exécution du présent décret et des décrets du 18 août 1885 (7 kâda 1302) [2] et du 21 octobre 1885 (12 moharrem 1303)[2].

---

694 — 11 août 1886

(11 kâda 1303)

Décret attribuant compétence au tribunal de l'Ouzara en matière de location de biens habous.

(OFFICIEL, 1886, 215)

Considérant que certains locataires d'immeubles habous, dont l'administration est confiee à la djemaia, cherchent quelquefois, par des moyens désavoués, à se faire accorder des reductions sur les loyers desdits immeubles ;

Considérant que la location de ces immeubles se fait par voie d'enchères publiques et avec le consentement libre du locataire ;

Article unique. — Toute personne qui aura pris à bail (a) un terrain ou autre immeuble appartenant aux oukafs administrés par la djemaia et qui aura, en ce qui concerne le loyer, des réclamations à présenter contre l'oukil des oukafs auxquels appartient l'immeuble, devra porter ces réclamations devant le tribunal de l'Ouzara auquel nous attribuons une compétence exclusive pour en connaître (b).

---

caractère purement mobilier et ne confere à son bénéficiaire aucun droit sur l'immeuble C'est une conséquence de la regle du droit tunisien : « Enzel sur enzel ne vaut » La même solution s'applique, pour les mêmes raisons, à la rente qui aurait été constituée par le débit enzéliste au profit d'un tiers C'est à tort que le tiers auquel le débit enzéliste a consenti une rente au paiement de laquelle il a affecté l'immeuble grevé, prétend faire inscrire cette rente comme un droit reel portant sur cet immeuble, lorsqu'il est mis en vente, faute de paiement des arrerages d'enzel, par le crédit-enzéliste. (Tunis, 24 mai 1895, *J. T* 95 504)

Il n'est pas interdit de céder, moyennant une rente perpétuelle, un immeuble que l'on détient a enzel. Il peut en résulter seulement que la créance découlant pour le bailleur de ce contrat n'ait pas les caracteres de droit réel reconnus par la loi tunisienne au profit du premier crédit enzéliste Il est également permis de faire cette cession moyennant une rente supérieure à celle que le cédant s'etait lui-meme engagé a payer envers le proprietaire primitif. (Tunis, 15 mai 1893, *J T*. 93, 246.)

Le débit-enzéliste ne peut constituer sur le domaine utile un enzel s'ajoutant a celui qui le grevait déja (enzel sur enzel ne vaut); cette regle ne fait pas obstacle a ce que la cession du domaine utile soit faite moyennant une rente; toutefois, le cédant n'acquiert ainsi qu'un simple droit mobilier de créance. (Tunis, 3 novembre 1888, *J. T* 93, 103)

En vertu de la règle « enzel sur enzel ne vaut », cette rente n'a point alors le caractere immobilier qui s'attache à celle qui résulte de l'acte de constitution. (Tunis, 26 novembre 1894, *J. T* 95, 119)

Ces transferts sont applicables aux habous aussi bien qu'aux propriétés libres, et plus spécialement aux habous du college Sadiki Toutefois, il convient de décider que le bénéficiaire de la rente doit être avisé des transferts opérés par le débit-rentier. les parties ont l'obligation de faire parvenir cet avis, si la mutation a lieu par acte sous seings privés ; ce sont les notaires tunisiens qui en ont la charge, si on a recours à leur ministere (Mixte, 17 décembre 1895, *J T* 96, 81 ; mixte, 2 juillet 1895, *J T* 95, 518)

Le crédit-rentier peut refuser de reconnaître la cession lorsque ce refus est justifié par des motifs légitimes. Ces motifs existent lorsque le nouvel acquéreur est notoirement insolvable ; que la vente de l'enzel n'est pas sérieuse ; qu'elle a eu lieu a vil prix ; que le cedant a eu en réalité pour but de se soustraire au payement de la rente et que les constructions sur lesquelles portait l'enzel ont été demolies Dans ces circonstances, le cedant est tenu de payer l'enzel au crédit-rentier et peut etre condamné a la réparation du préjudice causé à ce dernier (Tunis, 9 avril 1894, *J T* 97, 370)

Le paiement des arrerages d'enzel ne peut être exigé du preneur que s'il a la possession paisible de tout l'immeuble cédé à enzel, le preneur est donc fondé à se refuser a ce paiement si, ayant voulu faire immatriculer son immeuble, il s'est vu en face d'oppositions accueillies par le tribunal mixte, si bien qu'un titre d'immatriculation ne lui a été delivré que pour une partie de ce qui lui a été vendu En effet, cette circonstance autorise de la part du preneur des craintes d'éviction definitive qui, si elles se réalisaient. lui donneraient le droit de demander une diminution proportionnelle de la rente (Tunis, 3 avril 1895, *J T*. 95, 260 . Tunis, 15 février 1892, *J. T*. 94, 265.)

Si la propriété a été morcelée entre plusieurs cessionnaires sans le consentement du bénéficiaire, il conserve son privilege pour le paiement de la rente sur l'immeuble entier. Au cas où le cessionnaire d'une parcelle en demande l'immatriculation, le bénéficiaire qui n'a pas consenti au morcellement est recevable a faire inscrire, sur le titre de propriété de cette parcelle, mention de son privilege pour la totalité de la rente qui lui est due, et la décision du tribunal mixte qui ordonne cette inscription est purement déclarative d'un droit préexistant (Tunis, 7 decembre 1893, *J T* 94, 101)

Le débit rentier est non recevable a demander en justice à son cessionnaire sous seings privés, qui s'est engagé a payer l'enzel a sa place, de le relever et garantir des condamnations pouvant intervenir contre lui pour le paiement des arriérages échus, et dont le crédit enzéliste réclame le paiement, tant que la propriété grevée n'a pas été vendue en execution de l'article 88 de la loi fonciere (Tunis, 21 juin 1893, *J T* 97, 96)

Lorsqu'un enzéliste cede sa jouissance a un tiers, le crédit-rentier possede une action directe contre le nouvel acquereur pour le paiement de la rente Il est même obligé, si la cession lui a été notifiée, de s'adresser au cessionnaire, quand il n'a pas de justes motifs pour le refuser comme débit enzéliste au lieu et place de l'ancien Il appartient donc au cessionnaire de ne pas payer au cédant le montant de la rente sans s'assurer que le crédit-rentier a été désintéressé, et, s'il paye à son cédant sans prendre cette precaution, il ne lui reste que le droit d'exercer la répétition de l'indû (Tunis, 19 juin 1893, *J T* 97, 228.)

Le crédit-enzéliste qui n'a pas consenti au fractionnement de l'immeuble et a sa cession partielle a un tiers est fondé a demander que la totalité de la rente qui lui est due soit inscrite sur le titre de propriété délivré a l'acquereur partiel qui en a obtenu l'immatriculation En effet, le morcellement ou cantonnement de l'enzel ne peut avoir lieu sans le consentement du bénéficiaire et s'il ne l'a pas donné, il a le droit de conserver son privilege pour le paiement de la rente sur la totalité de l'immeuble donné à enzel (Mixte, 13 juin 1893, *J. T* 94, 78. Tunis, 15 février 1892, *J T*. 93, 362, Tunis, 16 avril 1890, *J. T* 90, 117)

La cession de bail étant permise sans l'agrement du bailleur, celui qui vend un enzel n'est tenu que de faire comparaître le bailleur de la rente pour lui déléguer les droits qu'il a sur l'acheteur Par suite le crédit-enzéliste ne peut se refuser a accepter la cession de l'enzel (Alger, 4 janvier 1887, *J T* 93, 82.)

La transmission d'un enzel ne peut être faite valablement qu'avec la ratification du crédit enzéliste qui conserve a l'égard de toutes les transmissions successives de propriété d'un terrain soumis à enzel, le droit d'accepter ou de refuser tout nouvel acquéreur, et meme de faire résoudre la vente, après acceptation de la substitution, dans le cas de non paiement des redevances d'enzel pendant un certain nombre d'années (Tunis, 10 mars 1884, *J T* 93, 117)

(1) Conf décrets des 15 décembre 1886 et 22 juin 1888, et 4e décret du 31 janvier 1893

(2) Abrogé par décret du 22 juin 1888

(*a*) Le bail portant concession d'exploiter des phosphates pendant un certain nombre d'années ne confere au locataire qu'un droit personnel et mobilier. la juridiction française est compétente, en Tunisie, pour connaître de la validité de ce bail, bien que le bailleur soit Tunisien et que l'immeuble soit situé en Tunisie et non immatriculé. Aucune exception n'a été apportée à cette regle en ce qui concerne les locations de biens habousés par le décret du 11 août 1886. (Tunis, 24 mai 1897, *J T* 97, 319)

(*b*) Les tribunaux français sont compétents pour connaître des questions de habous, aucune loi n'excluant cette matiere de leur competence (Tunis, 17 janvier 1900, *J. T* 900, 326)

Ils sont compétents pour statuer sur la question préjudicielle de savoir si un immeuble litigieux est habousé (Cass. 9 novembre 1897, *J. T* 98, 21)

Ils sont compétents pour connaître d'une question de validité de habous, soulevée au cours d'une demande en nullité d'une adjudication s'agitant entre Européens et protégés et ne doivent pas renvoyer les parties devant les tribunaux musulmans à fin de faire statuer par

695 15 décembre 1886

(18 rebiâ el aouel 1304)

Décret autorisant la constitution en enzel des terrains habous complantés d'arbres fruitiers(1).

(Officiel, 1887, 19)

Vu le décret du 23 mai 1886 (19 châbane 1303), autorisant les membres du medjeless du Chaâra à constituer en enzel les terrains habous, conformément aux dispositions des décrets des 18 aout 1885 (7 kâda 1302) et 21 octobre 1885 (12 moharrem 1303);

Considérant qu'il s'est élevé des controverses sur le droit de constituer en enzel des terrains complantés d'arbres fruitiers; que, d'après l'opinion tres accréditée des savants jurisconsultes Ben-Assem et Ezzakkak, notre loi religieuse autorise la constitution de l'enzel de ces terrains moyennant certaines conditions; et, qu'il y a lieu de se ranger à l'opinion des auteurs precites;

Article unique. — Les terrains habous complantés d'arbres fruitiers pourront être constitués en enzel(1) toutes les fois que le produit annuel de ces arbres ne dépassera pas le tiers de la valeur locative du sol.

(1) Conf. décret du 22 juin 1888 et 4e décret du 31 janvier 1898.

ceux-ci sur cette question prejudicielle. (Cass. 6 juin 1899, *J. T.* 99, 417.)

Méconnaît les regles de la competence des tribunaux français l'arrêt qui, dans une demande a fin de nullité de l'adjudication d'un immeuble saisi dirigée par un Tunisien contre un Français, lequel a appelé en garantie un autre sujet français, a sursis a statuer sur ladite demande jusqu'a ce que le tribunal indigène musulman se fût prononcé sur une question de validite de habous qui avait eté soulevée au cours de ladite instance par l'Administration tunisienne des habous, intervenante (Cass 5 juillet 1899, *R. A.* 99, II, 432.)

Les tribunaux français sont seuls compétents pour connaître d'une demande en nullité de saisie immobilière et de l'adjudication qui en a été la suite, formée par un Tunisien qui se prétend bénéficiaire d'un habous constitué sur l'immeuble saisi. Mais ils doivent surseoir à statuer sur les questions préjudicielles qui echappent à leur competence (Tunis, 23 juin 1893, *J. T.* 93, 347; Tunis, 19 mai 1893, *J. T.* 93, 313: Alger, 29 janvier 1893. *J. T.* 93, 140.)

En matière de revendication d'immeubles saisis, s'il est allégué que l'existence d'une constitution de habous faisant obstacle a la saisie, mais que le titre qui établit ce habous a été detruit et remplacé par un acte de notoriete, et si l'on conclut au renvoi au Chaâra pour l'examen de ces prétentions, la juridiction française a le droit d'examiner si ce moyen n'est pas le résultat d'un concert frauduleux, et, au cas où il est démontré qu'il en est ainsi, de refuser de se dessaisir. (Alger, 22 novembre 1897, *J. T.* 98, 177.)

La justice française est compétente pour juger la contestation qui porte sur un bien habousé et dans laquelle figurent des Tunisiens, si le litige se présente sous la forme d'une demande d'exequatur d'un jugement du Chaara et constitue en même temps un incident relatif à l'execution d'un jugement d'adjudication rendu par la justice française. (Tunis, 9 decembre 1895, *J. T.* 96, 71.)

On ne peut voir, dans le caractere religieux des constitutions de habous, une cause d'incompétence absolue de la juridiction française pour en connaître, non seulement cette règle n'est écrite nulle part, mais encore elle est formellement écartée par l'ensemble et par l'esprit du décret du 31 juillet 1884. Les contestations relatives aux habous sont donc soumises aux mêmes principes que toutes les autres questions immobilières, relativement à la compétence (Tunis, 21 juillet 1893, *J. T.* 93, 348.)

Les contestations relatives a la validite d'une constitution de habous ne sont pas comprises dans les réserves de competence faites par le décret du 31 juillet 1884, au profit des juridictions indigènes. Les tribunaux français peuvent en connaître dans les mêmes conditions que de toute autre contestation immobiliere intéressant un Tunisien, et relative a un immeuble tunisien non immatriculé (Tunis, 23 juin 1893, *J. T.* 93, 347. Tunis, 19 mai 1893, *J. T.* 93, 313.)

Si une contestation touchant à la constitution d'un habous ou à sa dévolution peut engager des questions de statut personnel, il n'en resulte pas que toute question immobiliere relative aux oukafs échappe a la connaissance de la juridiction française, et qu'elle doive se déclarer incompétente, *ratione materiæ*, pour en connaître. En tous cas, cette incompétence ne saurait résulter du décret du 11 août 1886. (Sousse, 27 juin 1889, *J. T.* 93, 279.)

Le habous étant une forme de la constitution des biens reels en Tunisie, la juridiction française est incompétente pour connaître de sa validité ou de son existence, lorsqu'un Tunisien est en cause; cette incompétence est d'ordre public; elle doit être accueillie lorsqu'elle est proposée par un justiciable des tribunaux français (Sousse, 2 novembre 1893, *J. T.* 94, 254.)

La juridiction française est incompétente pour connaître de la question de validité des habous. Compétemment saisie d'une action, elle doit surseoir à statuer sur cette action, s'il naît une question préjudicielle touchant la validité du habous. (Alger, 3 novembre 1892, *D. J. G.* 93, II, 212.)

La juridiction française doit se déclarer incompétente pour connaître de la réclamation de part d'usufruit de bien habousé, introduite contre des défendeurs dont la plupart sont sujets tunisiens, et qui soulèvent le déclinatoire. (Tunis, 16 novembre 1891, *J. T.* 93, 226.)

Un juge de paix est incompétent pour statuer sur une question de servitude relative à un bien habousé, et cette incompétence, étant d'ordre public, doit être relevée d'office. (Sousse, 27 juin 1889, *J. T.* 93, 279.)

696 4 novembre 1887

(17 safar 1305)

PROMULGUE LE 5 NOVEMBRE 1887

Décret réglementant la police des audiences des enchères des enzels.

(Officiel, 1887, 286)

Vu l'article 22 du décret du 21 octobre 1885 (12 moharrem 1303), sur la constitution en enzel des immeubles habous;

Considerant que les audiences des enchères des enzels ont été, à diverses reprises, troublées par des manœuvres entravant la liberté des enchères;

Article 1er. — Le magistrat président des enchères des enzels a la police de l'audience; un agent sera mis à sa disposition à chacune des audiences par les soins du commissaire central de la ville de Tunis.

Art. 2. — Toute provocation, altercation, excitation entre les personnes présentes à l'audience des criées est absolument interdite. Le président veillera à ce que les enchères aient lieu dans le plus parfait silence et fera expulser de la salle, sans préjudice des poursuites pénales dont elle sera passible, toute personne qui, par gestes, paroles ou voies de fait, entraverait ou troublerait la liberté des enchères.

Art. 3. — Procès-verbal sera dressé contre ceux qui, par un moyen quelconque, tenteraient de causer du désordre à l'audience des enchères.

Ces derniers seront déférés aux tribunaux compétents et punis d'un emprisonnement de quinze jours au moins et de trois mois au plus, et d'une amende de 100 piastres au moins et de 5,000 piastres au plus.

Les mêmes peines seront appliquées à ceux qui, par dons ou promesses, auraient écarté les enchérisseurs et à ceux qui se seraient abstenus d'enchérir moyennant la remise d'une somme d'argent pour prix de leur abstention.

Art. 4. — Les dispositions de l'article 463 du Code pénal français seront appliquées à ceux en faveur desquels les juges auront admis des circonstances atténuantes.

Art. 5. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

697 22 juin 1888

(12 chaoual 1305)

PROMULGUE LE 23 JUIN 1888

Décret réglementant l'adjudication des enzels des immeubles habous publics et privés.

(Officiel, 1888, 192)

Vu les décrets des 7 kâda 1302 (18 août 1885),

(1) Conf. décret du 22 juin 1888 et 4e décret du 31 janvier 1898.

12 moharrem 1303 (21 octobre 1885), 17 djoumadi el aouel 1305 (31 janvier 1888), règlementant la constitution en enzel des immeubles habous ;

Considérant que les encheres provisoires qui interviennent avant la séance des encheres définitives ne donnent lieu à aucune offre de la part des interessés ; qu'il y a lieu en consequence de les supprimer, tout en édictant un autre mode de publicite ;

Considérant qu'il importe de fournir aux enchérisseurs les renseignements aussi précis que possible sur la situation et les limites des immeubles mis en adjudication ;

Considerant que l'immatriculation des enzels n'était requise, aux termes du cahier des charges de l'Administration des habous, que des acquereurs européens et qu'elle était laissee facultative pour les Tunisiens ; que la loi fonciere du 18 ramadane 1302 (1er juillet 1885) ayant pour effet de determiner d'une manière absolue les droits immatriculés, il y a lieu de supprimer toute inégalité de traitement entre les Européens et les indigenes et d'imposer à tous l'obligation de faire proceder à l'immatriculation des enzels à l'exception des immeubles urbains dont le revenu annuel serait inferieur à 200 piastres ; qu'il est nécessaire en outre de garantir la liberte et la sincérité des encheres ;

Considérant qu'il y a lieu de refondre complètement les décrets susvisés afin d'y inserer les dispositions nouvelles ;

Article 1er. — L'enzel des immeubles habous (1) ne peut être constitué que par voie d'enchères publiques (2).

S'il s'agit d'un habous particulier, la demande de mise aux enchères sera formée par écrit par le mokaddem de l'immeuble, avec le consentement écrit de tous les ayants droit (3). Dans le cas où le mokaddem ou les ayants droit ne sauraient écrire, sa demande ou leur consentement seront établis par acte authentique.

S'il s'agit d'un habous public, la demande sera formée par écrit par le président de la djemaïa des habous, pour les immeubles relevant de cette Administration et des oukafs de la Grande Mosquée ; par le directeur des oukafs des haramins, pour les habous des haramins ; par le directeur et l'administrateur des biens du collège Sadiki, pour les habous de cet établissement.

Art. 2. — Pour être recevable, la demande de constitution d'enzel devra être accompagnée de pièces et renseignements suivants :

1° Désignation de l'immeuble, indication du caidat et du district où il est situé, et indication sommaire des tenants et aboutissants ;

2° S'il s'agit d'une propriété rurale, un croquis visuel de l'immeuble dressé par un géomètre du service topographique (4)[a] ;

3° Nom et désignation de l'auteur de la demande en constitution d'enzel ;

4° Montant de la mise à prix évaluée en monnaie tunisienne et en une somme déterminée et non fractionnaire ;

5° Les titres des habous et en général tous les documents dont la production serait nécessaire pour passer l'acte constitutif d'enzel à la suite des enchères. Les titres seront traduits en langue française par un interprète désigné conformément à l'article 23 de la loi du 18 ramadane 1302 (1er juillet 1885) et du décret du 2 redjeb 1303 (6 avril 1886)[1] ;

6° Le cahier des charges, clauses et conditions de la constitution d'enzel (2) ;

7° Et, dans le cas où il s'agit d'un habous public, notre autorisation de le constituer en enzel.

Art. 3. — Le magistrat du Chaâra auquel la demande de constitution d'enzel aura été adressée désignera immédiatement un notaire de Tunis qui sera chargé de conserver les pièces déposées, de suivre les formalités préliminaires des enchères, celles des enchères elles-mêmes, et de passer les actes d'enzel.

Ce notaire délivrera, séance tenante, au déposant un reçu détaillé de toutes les pièces produites ; il sera personnellement responsable de leur conservation.

Art. 4. — Le magistrat du Chaâra auquel la demande de constitution d'enzel aura été adressée aura un délai d'un mois à dater du dépôt des pièces, pour statuer sur sa recevabilité.

Son examen portera uniquement sur l'accomplissement des dispositions des articles 1 et 2 ci-dessus. En ce qui concerne le cahier des clauses et conditions, ce magistrat s'assurera qu'il contient celles indiquées comme essentielles par l'article 6 ci-après, et qu'il n'en renferme aucune contraire aux lois et règlements, et notamment aux dispositions du présent décret.

Ledit magistrat ne répond pas de la validité des titres déposés ni de l'existence des droits qui font l'objet des enchères.

Il est personnellement responsable des lenteurs ou des impossibilités qui pourraient se produire au moment de la passation des actes d'enzel, faute du dépôt préalable de toutes les pièces nécessaires à cet effet.

Art. 5. — La décision motivée du magistrat du Chaâra sur la recevabilité de la demande en constitution d'enzel d'un immeuble habous sera notifiée au notaire dont il est parlé à l'article 3 ci-dessus.

Si elle est déclarée recevable, le notaire procédera sans désemparer aux formalités préliminaires des enchères ; dans le cas contraire, il le signifiera par écrit au demandeur, en spécifiant les vices de la demande dans les termes de la décision motivée du magistrat.

Le refus de celui-ci de donner suite à une demande de constitution d'enzel d'un immeuble habous ne pourra donner ouverture contre lui

---

(1) Conf. décret du 23 mai 1886 et 4e décret du 31 janvier 1898
(2) Conf cependant 3e décret du 31 janvier 1898, art. 30. § 2.
(3) Conf decret du 23 décembre 1884.
(4) Conf arrêté du 31 décembre 1899, art. 271 et seq. (v° SERVICE TOPOGRAPHIQUE)
(a) Le croquis joint au titre en fait partie intégrante et est opposable aussi bien à l'adjudicataire qu'à l'Administration. (Mixte, 14 mai 1895, J. T. 98, 158.)

(1) Abrogé par décrets des 16 mars 1892, art. 23 (v° TRIBUNAL MIXTE) et 16 mars 1892, art. 9 (v° PROPRIÉTÉ FONCIERE).
(2) Conf. decret du 7 mars 1900.

à aucun recours ou indemnité ; la demande pourra être complétée et présentée à un autre magistrat du Chaâra.

Du cahier des clauses et des conditions de la constitution d'enzel (1).

Art. 6. — Les clauses et conditions essentielles de la constitution d'enzel sont (1) :

1° L'indication, conformément au calendrier grégorien, de la date à laquelle le paiement de la rente annuelle sera exigible.

Cette rente devra être payable, soit annuellement, soit en deux termes semestriels. L'échéance annuelle ou les échéances semestrielles pourront être fixées à toute époque de l'année ou du semestre. Une échéance spéciale pourra être établie pour la première annuité qui suivra la constitution d'enzel. Les paiements de la rente ne pourront être exigibles qu'en monnaie tunisienne.

Le lieu du paiement devra être déterminé dans la Régence pour ne plus être changé que d'un commun accord ;

2° Le délai, calculé du jour des enchères, dans lequel les actes devront être passés. Il ne pourra en aucun cas dépasser deux mois ;

3° La date de la prise de possession ; celle-ci devant être effectuée dans la période d'une année qui suivra les enchères ;

4° Les jours et heures où l'immeuble pourra être visité par tout requérant ; le nom et l'adresse des personnes qui le font visiter.

Art. 7. — Il est loisible au demandeur en constitution d'y mettre toutes autres clauses ou conditions (1), pourvu qu'elles ne soient pas contraires aux lois et règlements, et notamment aux dispositions du présent décret.

Des formalités préliminaires d'encheres.

Art. 8. — Lorsque le notaire, désigné conformément à l'article 3 ci-dessus, aura reçu la notification de la recevabilité d'une demande en constitution d'enzel comme il est dit à l'article 5, il inscrira sur un registre, dans les termes où ils ont été fournis, les renseignements donnés en vertu des dispositions des 1°, 3° et 4° de l'article 2 ci-dessus (2). Il y ajoutera les dispositions suivantes :

1° Ses nom, prénoms et domicile ;

2° La date des enchères ;

3° Le lieu des enchères.

Art. 9. — Le registre dont il a été parlé à l'article précédent sera unique, coté et paraphé par première et dernière feuille par notre Premier Ministre ou son délégué, conservé au tribunal du Chaâra, et portera des numéros d'ordre sous lesquels seront inscrites sans interruption et au fur et à mesure de leur acceptation les demandes de constitution d'enzel.

(1) Conf. décret du 7 mars 1900 qui autorise l'addition d'une clause nouvelle

(2) Conf. 2e décret du 31 janvier 1898, art 1 et 2.

Art. 10. — Le notaire, s'il s'agit d'un habous particulier, transmettra immédiatement les pièces déposées au président de l'Administration des habous qui sera tenu de les lui retourner dans les dix jours.

Art. 11. — Le notaire adressera au directeur du *Journal officiel* une copie textuelle de la mention portée par ses soins sur le registre du Chaâra.

Le directeur en assurera la publication le même jour dans les deux éditions du *Journal officiel*, en français dans l'édition française, en arabe dans l'édition arabe.

Cette publication devra avoir lieu dans un délai de vingt jours calculés à partir de la date de la notification au notaire de la recevabilité de la demande, sous la responsabilité dudit notaire ou du directeur du *Journal officiel* selon le cas. Le troisième jeudi après cette première publication, le directeur du *Journal officiel* devra en faire une seconde identique à la première, en ayant soin de mentionner que cette publication est la seconde et dernière avant l'adjudication.

Le directeur du *Journal officiel* fera, de plus, imprimer sur papier blanc des extraits en forme d'affiche, de chacun des numéros du journal contenant les publications. Ces extraits seront placardés par les soins de l'Administration des habous aux endroits propices, pour donner à l'adjudication toute la publicité désirable. Ces affiches contiendront en outre le montant approximatif des sommes à déposer au moment de l'adjudication, comme il est dit à l'article 21.

Les frais de ces insertions et affiches calculés suivant le tarif annexé seront à la charge de l'adjudicataire ou, à son défaut, du demandeur en constitution d'enzel.

Art. 12. — Le directeur du *Journal officiel* fera remettre gratuitement au notaire deux affiches et un exemplaire de chaque numéro du *Journal officiel* où la publication aura été faite. Les exemplaires arabes et français du *Journal officiel* sont joints au dossier. Une affiche est placardée dans la salle des criées du tribunal du Chaâra, dans un cadre en bois spécialement destiné à cet effet, par les soins du notaire et sous sa responsabilité ; l'autre est déposée sur la table du bureau d'adjudication.

La salle des criées du Chaâra sera ouverte au public tous les jours de 8 heures à midi, excepté le vendredi et les jours de fêtes musulmanes.

Art. 13. — Le notaire est tenu de donner tous les jours, excepté les jeudis et vendredis, de 8 heures à midi, communication intégrale, sans déplacement, à toute personne qui le demande, de toutes les pièces composant le dossier d'une constitution d'enzel. Il devra même, s'il en est requis, et contre dépôt des frais de copie évalués suivant le tarif annexé, délivrer dans les six jours à dater de ce dépôt, copie *in extenso* des parties du titre du habous donnant les

limites de l'immeuble. Cette copie sera faite sur papier timbré.

Art. 14. — Le magistrat qui a statué sur la recevabilité de la demande doit veiller à l'accomplissement des formalités préliminaires des enchères ; il résoudra les difficultés qui pourraient s'élever à ce sujet, pendant la période prenant fin au moment du prononcé des enchères.

Des enchères (1).

Art. 15. — Chaque jeudi un magistrat du Chaâra sera préposé aux enchères des enzels. Il sera assisté d'un interprète du Gouvernement pour la langue française. Les notaires apporteront les dossiers des constitutions d'enzel dont ils ont le dépôt.

Le président a la police de l'audience (2), il tranche immédiatement et sans appel les contestations qui surgissent à l'occasion des enchères.

Art. 16. — Les enchères seront annoncées de la manière indiquée aux articles 11 et 12 ci-dessus. Elles auront lieu le cinquième jeudi qui suivra la date de la première publication dans l'*Officiel* de l'avis de la mise aux enchères.

Art. 17. — Les criées se font en arabe et en français ; le minimum des surenchères (1) est de une piastre pour les enzels dont la mise à prix ne s'élève pas à plus de cent piastres ; de dix piastres pour ceux mis à prix de 201 à 2,000 piastres ; et de cent piastres lorsque la mise à prix est de plus de 2,000 piastres. Les surenchères supérieures à ce minimum doivent en être un multiple.

Seront seules admises les enchères des personnes ayant la capacité de contracter.

Art. 18. — § 1er. A l'ouverture de la séance des enchères fixée à neuf heures du matin, le président fera crier la mise aux enchères de l'enzel de celui des immeubles qui aura sur le registre dont il est parlé à l'article 9, le numéro le plus bas parmi ceux dont l'adjudication doit être prononcée ce jour-là.

§ 2. (*Abrogé par le 4e décret du 31 janvier 1898, art. 2.*)

Art. 19. — (*Abrogé par le 4e décret du 31 janvier 1898, art. 2.*)

Art. 20. — Le résultat des enchères est consigné sur le registre du Chaâra, en regard de l'inscription relative à l'immeuble dont l'enzel est mis en adjudication. La mention ainsi portée est signée par l'adjudicataire qui déclare en même temps avoir pleine connaissance des obligations résultant pour lui tant des lois et règlements que du cahier des clauses et conditions de la constitution d'enzel.

S'il ne sait ou ne peut signer, mention en est faite par le président, ainsi que de la lecture à lui faite de la déclaration ci-dessus. S'il ne veut signer, mention en est faite ainsi que des motifs donnés à l'appui de son refus. Dans ces cas, deux témoins sont invités à contresigner sur le registre les mentions qui y sont portées.

Art. 21. — L'adjudicataire est ensuite invité à signer séance tenante une demande d'immatriculation et à déposer les frais de l'immatriculation évalués approximativement par le Conservateur de la propriété foncière, ainsi que toutes les sommes mises à sa charge par les décrets ou le cahier des charges de l'adjudication. Lorsque l'enchérisseur ne pourra ou ne saura signer, il en sera fait mention sur la réquisition et dans les formes indiquées à l'article précédent, et la réquisition sera signée pour lui par le président des enchères.

Dans le cas où la faculté de déclarer un command est réservée par le cahier des charges, l'acceptation du command élu emportera notamment ratification de la réquisition d'immatriculation et sera considérée comme satisfaisant au vœu de l'article 18 de la loi du 18 ramadane 1302 (1er juillet 1885).

A défaut par le requérant de donner suite à l'immatriculation, les formalités de la loi seront poursuivies à ses frais et en son nom par le président de l'Administration des habous.

L'immatriculation ne sera pas exigée pour les enzels se rapportant à des immeubles urbains consistant en boutiques, magasins ou maisons en ruines, si le montant de l'annuité de l'enzel adjugé n'est pas supérieur à deux cents piastres.

Art. 22. — Un certificat sera remis à l'adjudicataire constatant sa qualité et le montant de son offre, et indiquant le numéro de l'enzel auquel il se rapporte.

Ce certificat n'est pas susceptible d'être transféré.

Art. 23. — Dans le cas où l'adjudicataire de l'enzel d'un habous n'a pas satisfait aux conditions de l'adjudication, l'enzel est remis en adjudication à sa folle enchère.

Art. 24. — L'ayant droit au habous poursuivra la folle enchère et devra se faire remettre par le président de l'audience des criées un certificat constatant que le dernier enchérisseur n'a pas satisfait aux conditions de l'adjudication.

Art. 25. — Sur ce certificat, et sans autre procédure ni jugement, il sera apposé dans un délai de trois jours de nouveaux placards et inséré une nouvelle annonce dans le *Journal officiel* tunisien en français et en arabe, dans les formes prescrites.

Ces placards et annonces indiqueront en outre les noms et demeure du fol enchérisseur, le montant de l'adjudication, la nouvelle mise à prix désignée par le poursuivant et le jour auquel aura lieu sur l'ancien cahier des charges la nouvelle adjudication.

Le délai entre l'apposition et la publication des nouvelles affiches et annonces de l'adjudication sera de quinze jours au moins et de trente jours au plus.

(1) Conf décret du 7 mars 1900
(2) Conf décret du 4 novembre 1887

Art. 26. — Si le fol enchérisseur justifiait de l'acquit des conditions de l'adjudication et de la consignation d'une somme qui sera évaluée par le président de l'audience des criées et qui ne pourra être inférieure à cent piastres pour les frais de folle enchère, il ne serait pas procédé à la nouvelle adjudication.

Art. 27. — Le fol enchérisseur est tenu personnellement de la différence entre son prix et celui de la seconde adjudication, sans pouvoir réclamer l'excédent. Dans le cas où il y aura un excédent, il sera versé à l'ayant droit du habous.

Art. 28. — Notre Premier Ministre pourra, par arrêté notifié au tribunal du Chaâra, évincer à titre temporaire ou définitif des enchères des biens habous, tout individu qui aura donné lieu à une adjudication sur folle enchère.

Dispositions générales.

Art. 29. — Les contestations sur les droits du demandeur en constitution d'enzel ne pourront suspendre les enchères. Des protestations contre la mise aux enchères pourront être formées par écrit entre les mains du notaire qui en donnera reçu, s'il en est requis, et les joindra au dossier.

Les enchères seraient arrêtées, s'il était intervenu contre le demandeur un jugement passé en force de chose jugée infirmant ses droits.

Art. 30. — Les honoraires et les frais des notaires sont réglés conformément au tarif annexé.

Art. 31. — Les décrets des 7 kâda 1302 (18 août 1885) et 12 moharrem 1303 (21 octobre 1885) sont rapportés.

Toutes dispositions antérieures contraires au présent décret et notamment celles de cette nature des décrets des 28 avril 1876 (3 rebiâ ettani 1293) et 18 août 1885 (7 kâda 1302) sont et demeurent abrogées.

Art. 32. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

Dispositions transitoires.

Art. 33. — Les adjudications d'enzel dont l'avis aurait été publié au *Journal officiel* tunisien avant la promulgation du présent décret continueront à être régies par les anciennes dispositions.

---

698 Tarif annexé au décret du 22 juin 1888

(Officiel, 1888, 194)

1° Chacune des deux publications à faire dans les deux éditions arabe et française du *Journal officiel* (art. 11) la ligne pour les deux éditions . . . . . 8 caroubes.

2° Frais d'impression et d'apposition des affiches en langue française et en langue arabe (art. 11) pour cent affiches. . . . 16 piastres.

3° Copie des pièces (art. 13) le rôle de vingt-cinq lignes à cinquante lettres par ligne ..... une piastre 10 caroubes.

4° Honoraires du notaire et frais d'enchères (art. 30) calculés sur le montant des enchères : un pour cent (1 %) au crieur, avec un minimum de cinq piastres, deux pour cent (2 %) au notaire avec un minimum de vingt piastres, et un pour cent (1 %) pour la passation de l'acte constitutif d'enzel, avec un minimum de cinq piastres ; ensemble. . . . . 4 %.

L'intégralité de ces frais doit être payée avant la passation de l'acte.

5° Frais de croquis visuel (art. 2) et frais d'immatriculation (art. 21) : les tarifs de la loi sur la propriété foncière du 18 ramadane 1302 (1er juillet 1885) et des règlements annexés (1).

Le présent tarif ne déroge pas aux dispositions légales relatives aux droits de timbre et de mutation (2).

---

699 20 février 1889

(*19 djoumadi ettani 1306*)

Décision de S. A. le Bey, confiant l'administration des biens habous, affectés au service de Makabat-el-Acheraf, au Conseil d'administration des biens habous de la Régence (3).

(Officiel, 1889, 109)

---

700 23 avril 1889

(*22 châbane 1306*)

Décret confiant les services de lecture du Coran qui ne sont pas administrés par les descendants de l'auteur du habous constitué à cet effet, à l'Administration des habous, pour être gérés conformément aux prescriptions de leur auteur (4).

(Officiel, 1889, 145)

---

701 1er mai 1889

(*1er ramadane 1306*)

Décret autorisant l'Administration des habous à pourvoir chacun de ses oukils, de Tunis, d'un registre destiné aux notaires à son service pour l'inscription des opérations des biens habous, à l'exception des ventes faites par voie d'enzel qui sont inscrites sur un registre spécial (5).

(Officiel, 1889, 152)

---

(1) Conf. 1er décret du 16 mars 1892 (v° Propriété foncière) et arrêté du 4 novembre 1896, art. 1er, B (v° Service topographique).
(2) Conf. décrets des 20 juillet 1896 (v° Timbre) et 2 novembre 1892 (v° Enregistrement).
(3) Conf décrets des 23 avril 1889 et 21 décembre 1895.
(4) Conf. décision du 20 février 1889 et décret du 21 décembre 1895.
(5) Conf décret du 18 juin 1892.

702 18 juin 1892

(*22 kâda 1309*)

Décret étendant à tous les oukils de l'Administration des habous, établis dans les villes de la Régence, l'obligation de tenir un registre pour la transcription des actes intéressant les biens habous qu'ils administrent (1).

(Officiel, 1892, 190)

Vu notre décret du 19 septembre 1891 (14 safar 1309) [2], ordonnant que chaque oukil des habous établi dans les villes désignees par le même decret, doit être possesseur d'un registre de notaire tenu par les notaires attachés à son service, nous avons jugé utile d'etendre cette mesure à tous les oukils de l'Administration des habous établis dans les villes de la Régence ;

En conséquence, chacun de ces agents devra être possesseur d'un registre sur lequel les notaires devront, conformément au règlement sur les notaires (3), inscrire les actes intéressant les biens habous qu'ils administrent (1).

---

703 23 décembre 1894

(*24 djoumadi ettani 1312*)

PROMULGUÉ LE 23 DÉCEMBRE 1894

Décret adressé au Premier Ministre, relatif à la validité de la demande de constitution d'enzel des habous privés.

(Officiel, 1895, 1)

Aux termes de l'article 1er de notre décret du 12 chaoual 1305 (22 juin 1888), relatif au mode de constitution en enzel des immeubles habous, la demande de mise aux enchères d'un habous particulier doit être formée par écrit par le mokaddem de l'immeuble avec le consentement également écrit de tous les ayants droit. Or, nous avons été récemment informés qu'il existe des habous privés dont les ayants droit sont à tel point nombreux qu'il serait difficile de les réunir tous pour obtenir leur consentement à l'enzel. Nous avons donc décidé que toutes les fois qu'il s'agira, à l'avenir, de la constitution en enzel d'un habous privé, il suffira, pour la validité de la demande à former par le mokaddem, du consentement des principaux ayants droit à cette demande. Ce consentement, ainsi que la demande du mokaddem, seront soumis à l'approbation du cadi malékite. S'il les approuve, les pièces concernant la constitution en enzel de l'immeuble seront adressées à l'un des magistrats du tribunal du Chaâra, qui devra procéder conformément à l'article 3 du décret susvisé.

Vous êtes chargé de l'exécution du présent décret.

---

(1) Conf. décret du 1er mai 1889.
(2) *Officiel*, 1891, 247.
(3) Conf. décret du 8 janvier 1875 (v° NOTARIAT UNISIEN).

---

704 16 juin 1895

(*22 hidjâ 1312*)

PROMULGUÉ LE 16 JUIN 1895

Décret autorisant le morcellement des propriétés grevées de rente d'enzel au profit d'une fondation habous.

(Officiel, 1895, 271)

Considérant que certains enzélistes de propriétés habous publiques ou privees les morcellent en lots plus ou moins nombreux qu'ils donnent en sous-enzel, moyennant bénéfice, et imposent ainsi aux créditrentiers un fractionnement correspondant de leur rente, ce qui entraîne pour ceux-ci, sans compensation aucune, un surcroît de travail et de frais, le recouvrement de l'enzel, surtout si le debiteur se montre recalcitrant à l'acquitter et s'il faut recourir contre lui à des poursuites judiciaires, étant plus compliqué et plus dispendieux quand l'enzel est dû par plusieurs personnes que quand il est dû par une seule ;

Considérant qu'il importe de remédier à cet état de choses ;

Article 1er. — Les propriétés grevées de rente d'enzel au profit d'une fondation habous pourront être morcelées moyennant une augmentation de la rente de chaque lot détaché.

Art. 2. — En cas de morcellement, la répartition de la rente d'enzel sera faite proportionnellement à la valeur des lots et ne pourra être effectuée qu'après entente avec le bénéficiaire de l'enzel et ratification de cette entente par la Djemaïa, si le bénéficiaire est un descendant du fondateur du habous ; s'il y a désaccord, il sera procédé à une expertise légale aux frais de l'enzéliste.

Art. 3. — En cas de morcellement, la rente grevant chaque lot du terrain primitif ne pourra être inférieure à 5 fr., et sera désormais payable sans aucune déduction.

Art. 4. — L'augmentation de la rente de chacun des lots détachés sera calculée d'après les règles suivantes :

Propriétés rurales.

Si l'enzel de la parcelle détachée est de 100 fr. et au-dessous, l'augmentation sera de 10 °/₀ (la rente ainsi augmentée ne pouvant être inférieure à 5 fr.) ;

101 fr. à 1,000 fr. : l'augmentation sera de 10 fr. sur les premiers 100 fr., plus 5 °/₀ pour chaque 100 fr. ou fraction de 100 fr. en plus ;

1,001 fr. et au-dessus, l'augmentation sera de 55 fr. sur les premiers 1,000 fr., plus de 3 °/₀ pour chaque 100 fr. ou fraction de 100 fr. en plus.

Immeubles urbains et terrains à bâtir.

Si l'enzel du lot détaché est de :

100 fr. et au-dessous, l'augmentation sera de 10 °/₀ (la rente ainsi augmentée ne pouvant être inférieure à 5 fr.) ;

101 fr. à 500 fr., l'augmentation sera de 10 fr. sur les premiers 100 fr., plus 6 °/₀ pour chaque 100 fr. ou fraction de 100 fr. en plus ;

500 fr. à 1,000 fr., l'augmentation sera de

34 fr. sur les premiers 500 fr., plus 5 °/₀ pour chaque 100 fr. ou fraction de 100 fr. en plus ;

1,001 fr. et plus, l'augmentation sera de 60 fr. pour les premiers 1,000 fr., plus 3 °/₀ pour chaque 100 fr. ou fraction de 100 fr. en plus.

Art. 5. - Les présentes dispositions n'auront pas d'effet rétroactif.

Exemples :

Propriétés rurales.

Une parcelle grevée de	5f »	paiera	5f50	
—	50 »	—	55	»
—	100 »	—	110	»
—	200 »	—	215	»
—	500 »	—	530	»
—	1,000 »	—	1,055	»
—	2,000 »	—	2,075	»
—	3,000 »	—	3,095	»

Immeubles urbains et terrains à bâtir.

Un lot grevé de	5f »	paiera	5f50	
—	50 »	—	55	»
—	100 »	—	110	»
—	200 »	—	216	»
—	500 »	—	534	»
—	800 »	—	849	»
—	1,000 »	—	1,060	»
—	2,000 »	—	2,090	»
—	3,000 »	—	3,120	»

Art. 6. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

705 21 décembre 1895

(4 redjeb 1313)

Décret rattachant le service administratif des habous haramaïn à l'Administration générale des habous(1).

(Officiel, 1895, 392)

Le service administratif des habous haramaïn est rattaché à l'Administration générale des habous. Ses revenus continueront à être distincts sous la surveillance de son oukil qui sera considéré comme un des oukils de ladite Administration des habous, sans que celle-ci puisse en disposer pour son compte (1).

---

706 25 juillet 1897

(24 safar 1315)

PROMULGUÉ LE 25 JUILLET 1897

Décret décidant que la location des habous privés sera faite par la voie des enchères publiques(2).

(Officiel, 1897, 425)

Vu l'article 11 du décret du 19 mars 1874 (30 moharrem 1291), organisant l'Administration des habous, aux termes duquel les habous publics ne peuvent être donnés en location que par voie d'enchères publiques à la mahakma du cadi de la circonscription ou se trouve l'immeuble ;

Considérant qu'il y a utilité à étendre cette mesure à la location des habous privés, tels que les oukafs des zaouïas administrés par un cheik ou ceux gérés par des mokaddems ;

Article unique. — Tous ceux qui administrent un habous privé, cheiks de zaouïas ou mokaddems, ne pourront donner en location des immeubles habous privés que par voie d'enchères publiques qui auront lieu devant le cadi de la circonscription où se trouve l'immeuble (1).

La mise aux enchères de ces habous aura lieu à la même époque et dans les mêmes formes que celles des habous publics directement administrés par la Djemaïa.

(1) Conf. décision du 20 février 1889 et décret du 23 avril 1889.

(2) Conf. décret du 15 août 1897, 3e décret du 31 janvier 1898 et arrêté du 7 juin 1900.

---

707 15 août 1897

(16 rebiâ el aouel 1315)

PROMULGUÉ LE 15 AOÛT 1897

Décret reportant au 22 mai 1898 l'application du décret relatif à la location aux enchères publiques des habous privés.

(Officiel, 1897, 461)

Vu notre décret du 25 juillet dernier (24 safar 1315), étendant à la location des habous privés, administrés par des cheiks ou mokaddems, la mise aux enchères publiques ;

Attendu qu'il n'a pas été spécifié dans ce décret aux locations courantes de quelle date les dispositions nouvelles sont applicables ;

Considérant que la mise aux enchères des habous privés aura lieu à la même époque et dans la même forme que celle des habous publics ;

Considérant que pour l'année courante cette époque est proche ;

Article unique. — Les dispositions de notre décret précité ne sont applicables qu'aux locations à courir de l'année prochaine, 22 mai 1898 (1er moharrem 1316).

---

708 31 janvier 1898

(8 ramadane 1315)

PROMULGUÉ LE 31 JANVIER 1898

Décret autorisant l'échange en nature et en argent des immeubles habous publics et privés et réglementant les formalités et conditions(2).

(Officiel, 1898, 126)

Vu le décret du 19 mars 1874 (30 moharrem 1291) ;

(1) Conf décret du 15 août 1897, 3e décret du 31 janvier 1898 et arrêté du 7 juin 1900.

(2) ***Rapport présenté à l'appui des projets des décrets du 31 janvier 1898*** (Extrait) [*Officiel*, 1898, 125]

Depuis que l'Administration des habous publics de la Tunisie est dévolue à la Djemaïa, ce conseil, sous la haute direction du Gouvernement, s'est toujours préoccupé de gérer son patrimoine dans des conditions qui fussent conformes à l'intérêt général du pays en même temps qu'aux intérêts particuliers des fondations. C'est ainsi que les progrès de l'agriculture et le développement constant de la colonisation ont précédemment motivé diverses mesures législatives concernant soit les enzels, soit les échanges.

Les mesures nouvelles que les quatre décrets ci-joints consacrent touchant l'échange, la location et l'enzel des biens habous s'inspirent des mêmes considérations et visent au même but. Elles rentrent dans le cadre général du programme que le Gouvernement du Protectorat s'est tracé en vue de favoriser le développement agricole du pays. Elles tendent en effet à assurer une utilisation des biens habous plus favorable aux progrès économiques de la Tunisie ; elles facilitent du même coup la mise en valeur plus fructueuse du domaine confié à la Djemaïa.

L'échange des biens habous se fait encore suivant des formalités anciennes. L'immeuble demandé en échange est estimé par des amins. Le cadi, tuteur légal des habous, pour leur compte de la majoration qui serait atteinte si l'immeuble était mis aux enchères, double le prix d'estimation, et le demandeur paie le chiffre ainsi majoré. Ce procédé constitue une entrave pour les particuliers aussi bien qu'une gêne pour la Djemaïa et un danger pour la fondation. Les deux premiers décrets ci-dessous simplifient les formes et prévoient une expertise sincère et juste, tout en assurant à la transaction des garanties indispensables. Ils facilitent aux agriculteurs l'exploitation de terres nouvelles et tendent ainsi à augmenter les sources

Vu le décret du 22 mai 1874 (5 rebiâ ettani 1291);
Vu le decret du 25 novembre 1874 (15 chaoual 1291);
Vu le decret du 19 mars 1883 (10 djoumadi el aouel 1300);

Article 1er. — L'échange des immeubles habous publics et privés s'effectue soit en nature par la remise d'un immeuble de valeur équivalente, soit en argent à charge de remploi dans le plus bref délai possible par l'Administration des habous (1).

TITRE Ier

Formalités préliminaires.

Art. 2. — Toute personne qui désire acquérir par voie d'échange un bien habous, public ou privé, doit en faire la demande par écrit et sur timbre au président de la Djemaïa des habous.

Art. 3. — Cette demande doit contenir :

1° Les nom, prénoms, profession et domicile du demandeur ;

2° La désignation de l'immeuble demandé en échange ;

3° Au cas d'échange en nature, la désignation de l'immeuble offert en échange, avec le ou les titres de propriété y afférents ;

4° Au cas d'échange en argent, l'indication exacte du prix offert ;

5° L'engagement, si la demande est agréée, d'opérer le dépôt préalable prévu aux articles 8 et 21 ci-dessous et de se conformer aux clauses et conditions du cahier des charges de l'échange.

Art. 4. — L'acceptation de la demande est facultative pour l'Administration des habous, à qui il appartient d'examiner si l'échange est avantageux pour les oukafs. Le demandeur de l'échange sera, en cas d'acceptation comme en cas de refus, avisé par écrit de la suite donnée à sa demande. Le refus ne peut lui donner droit contre la Djemaïa à aucun recours ni action en dommages et intérêts ou en indemnité.

Art. 5. — S'il s'agit d'un habous privé, l'acceptation par la Djemaïa ne constitue pour cette administration qu'une déclaration de non-opposition, et réserve entièrement le droit des mokaddems ou ayants droit de refuser un échange qui ne leur paraîtrait pas avantageux pour la fondation. Il appartient au demandeur de s'assurer de leur consentement. Toutefois, la Djemaïa, si la demande lui en est faite, est autorisée à se substituer au requérant l'échange pour poursuivre auprès des mokaddems ou ayants droit les formalités légales. Mais ce mandat ne peut lui être donné qu'au début de l'instance, par procuration régulière jointe à la demande prévue aux articles 2 et 3 ci-dessus.

Art. 6. — L'acceptation ou le refus des ayants droit doit être établi par acte notarié et notifié par écrit soit à la Djemaïa soit au demandeur suivant le cas. Le refus ne peut donner ouverture contre les ayants droit ni contre la Djemaïa à aucun recours ni action en dommages et intérêts ou en indemnité.

Art. 7. — Une fois l'acceptation de la Djemaïa et, s'il s'agit d'un habous privé, celle des ayants droit acquise, il est procédé à des formalités différentes suivant que l'échange est demandé en nature ou en argent.

TITRE II

Échange en nature.

Art. 8. — Si la demande établie comme il est dit ci-dessus est agréée, le demandeur est invité à déposer entre les mains de la Djemaïa le montant approximatif des frais d'expertise, de passation d'acte, de timbre et d'enregistrement.

Art. 9. — Lorsque ce dépôt est effectué, la demande est transmise par la Djemaïa à l'un des magistrats du Chaâra. Ce magistrat devra,

---

de la richesse publique, tandis que, d'autre part, ils permettent à l'Administration des habous d'assurer un mouvement fecond à son domaine par des transformations incessantes.

Les terres nues du domaine habous ne se louaient jusqu'ici que pour des périodes de un à trois ans

La pratique de la location a court terme s'était imposée autrefois pour prevenir les spoliations et les abus à une époque où la propriété était souvent plus difficile a prouver qu'aujourd'hui Il n'eût pas été impossible à un locataire de mauvaise foi, apres avoir joui pendant longtemps d'un terrain, de s'en faire passer pour le plein propriétaire D'autre part on pouvait craindre des déplacements de limites et des empiétements de la part de tout locataire de biens habous qui aurait été en même temps propriétaire d'une parcelle contigué. Aujourd'hui, de semblables abus ne sont plus possibles La durée des périodes de location peut donc être étendue sans danger. Le décret ci-dessous la porte à dix ans. De plus, les locataires qui auront amélioré la propriété et fait ainsi une œuvre éminemment utile pourront, sous certaines conditions determinées, obtenir soit la prorogation de leur bail pour deux autres périodes consecutives de dix années, soit la transformation de leur location en enzel. Ils n'auront, à cet effet, qu'a faire constater l'importance des améliorations réalisées par eux.

La Djemaïa est tenue, de par son institution, d'affecter aux besoins des fondations, à ceux du culte, de l'enseignement et de la magistrature, les revenus de ses domaines Elle dépense ses recettes au jour le jour S'il etait juste que le locataire sortant fût indemnisé de la plus-value que ses constructions ou ses plantations pourraient apporter à l'immeuble, il etait impossible de lui donner à cet égard pleine faculté d'appréciation Sans quoi l'Administration des habous aurait pu être contrainte, suivant l'importance de ces dépenses, à un remboursement intégral qu'il n'eût pas été équitable de lui imposer et pour lequel elle eût été d'ailleurs dépourvue de ressources.

Entre ces deux intérêts également dignes de sollicitude, le décret a cherché à établir une juste moyenne. Il appartient au particulier qui désire fonder un établissement important et durable et se perpétuer sur le domaine, d'acquérir définitivement le sol par voie d'échange ou d'enzel. Quant au simple locataire, la législation nouvelle consacre en sa faveur une disposition plus favorable que le droit commun Elle lui assure, en effet, dans une mesure équitable, arbitrée au maximum du montant de cinq années de location, le remboursement, d'après le prix normal de dépense, des plantations utiles, bâtiments et installations de toute nature effectués par lui sur le domaine. Le preneur d'un bail à long terme est donc assuré en tout cas de pouvoir effectuer les installations nécessaires à l'exploitation normale du domaine sans être exposé a perdre la totalité de cette dépense, mais il est en même temps mis en garde contre les charges éventuelles qu'il assumerait s'il ne mesurait pas ses dépenses d'installation, tout en tenant compte de l'amortissement, au maximum de remboursement ci-dessus fixé.

Échanges et locations a long terme se feront par la voie d'adjudication aux enchères publiques, d'apres une procédure analogue à celle suivie pour l'enzel Toutefois, on a cru devoir renoncer au système des quinze minutes actuellement en vigueur D'apres ce système, les encheres restent ouvertes pendant un quart d'heure. Est déclaré adjudicataire celui qui, à l'expiration de la dernière seconde, a lancé l'enchère la plus élevée Il en est résulté parfois, au moment de l'expiration du quart d'heure, des encheres presque simultanées parmi lesquelles on n'a su comment distinguer la dernière. Le système des bougies, prévu par le reglement, empêche ces surprises de se produire. Il a même paru présenter assez d'avantages pour être appliqué aux adjudications d'enzels. C'est le but du quatrième décret

En raison de l'importance et de l'utilité des dispositions qui précèdent, on a pensé qu'il y aurait tout avantage à en étendre le bénéfice aux habous privés Par suite, l'échange de ces habous pourra s'effectuer désormais selon la même procédure et les mêmes formes que l'échange des habous publics De même, ces habous privés pourront être l'objet de locations à long terme dans les mêmes conditions que les habous publics, sauf en ce qui concerne l'obligation — ci dessus spécifiée — de remboursement des installations faites par le locataire La fondation n'aura, en aucun cas, à rembourser quoi que ce soit en fin de bail, la destination de ses revenus excluant pour elle toute possibilité de dépense de ce genre.

(1) Conf décret du 13 novembre 1898 (v° Colonisation).

tout d'abord, examiner avec soin le titre de propriété de l'immeuble offert en échange par le demandeur.

Si ce titre ne lui paraît pas suffisamment régulier et valable, il peut refuser de donner suite à la demande d'échange et renvoyer le dossier à l'Administration des habous en faisant connaître les motifs de sa décision. Cette décision ne pourra d'ailleurs donner ouverture contre lui à aucun recours.

Si le titre lui paraît être régulier et valable, il fera procéder à une expertise pour l'équitable et juste estimation tant de l'immeuble habous demandé en échange que de l'immeuble offert par le demandeur.

Art. 10. — L'expertise sera confiée à une commission composée de deux amins, d'un délégué de la Djemaïa et d'un géomètre du service topographique, assistés de deux notaires (1).

S'il s'agit de propriétés rurales, il sera fait application du titre sur les lieux ; le géomètre dressera un croquis visuel de l'immeuble (1) et les amins en détermineront les limites ainsi que le nombre des arbres dont elle est complantée et les droits et avantages appartenant aux divers ayants droit.

S'il s'agit de propriétés bâties, les amins indiqueront les parties en bon état et celles en ruine. Les notaires dresseront pour chacun des deux immeubles un procès-verbal séparé dans lequel seront consignées toutes les indications précitées, ainsi que la mention du prix d'estimation de l'immeuble habous et de l'immeuble offert par le demandeur. Ces procès-verbaux seront signés par les membres de la commission.

Art. 11. — En cas de partage entre les quatre experts, un nouvel amin sera adjoint aux premiers, sur la désignation du magistrat du Chaâra chargé de l'affaire ; il sera procédé à une seconde expertise, et l'opinion de la majorité prévaudra.

Art. 12. — Si la valeur de l'immeuble offert en échange de l'immeuble habous est inférieure au prix d'estimation de ce habous, le demandeur de l'échange devra, soit payer en numéraire la différence en moins entre la valeur de son immeuble et celle de l'immeuble habous, soit céder un second immeuble d'une valeur égale à cette différence. Dans ce dernier cas, il sera procédé pour l'estimation du second immeuble comme pour celle du premier.

En aucun cas, la soulte à payer en argent ne pourra dépasser le quart du prix de l'immeuble dont on demande l'échange.

Art. 13. — Si la valeur de l'immeuble offert dépasse la valeur de l'immeuble demandé, la demande sera annulée, et les frais partagés, à moins que le demandeur ne consente à céder son immeuble sans soulte.

(1) Conf. arrêté du 31 décembre 1869, art. 283 et seq. (v° SERVICE TOPOGRAPHIQUE)

Art. 14. — Dans tous les cas, le résultat de l'expertise ou des expertises successives sera communiqué par le magistrat du Chaâra à la Djemaïa, qui en avisera immédiatement le demandeur. L'une et l'autre parties auront la faculté de ne pas l'accepter et de renoncer à l'échange ; les frais seront à la charge de la partie qui se sera retirée.

Art. 15. — Une fois les résultats de l'expertise ou des expertises acceptés de part et d'autre, le président de la Djemaïa nous transmettra, pour examen, la demande d'échange, accompagnée des pièces ou renseignements ci-après :

1° Les nom, prénoms et domicile du requérant l'échange ;

2° Le titre constitutif du habous et tous autres documents y relatifs ;

3° Le titre de propriété de l'immeuble offert en échange et tous autres documents y relatifs ;

4° Les procès-verbaux d'expertise des deux immeubles à échanger ;

5° S'il y a lieu, la traduction en langue française, par un interprète assermenté, de tous les titres, documents et procès-verbaux précités, et, dans le cas où il s'agirait d'un terrain immatriculé dont le titre de propriété est en langue française, la traduction de ce titre en langue arabe par un interprète assermenté ;

6° S'il s'agit d'une propriété rurale, le croquis visuel ou le plan de l'immeuble ;

7° Le cahier des charges, clauses et conditions de l'échange.

Notre approbation ou notre refus sera signifié à la Djemaïa qui en donnera avis au requérant l'échange. Le refus ne pourra donner au requérant aucun recours, ni contre la Djemaïa, ni contre les ayants droit, ni contre l'État.

Art. 16. — Tous les frais de formalités nécessaires pour la conclusion de l'échange seront à la charge du demandeur de l'échange, sauf ce qui est dit à l'article 14, et sauf le cas de refus de notre approbation ; dans ce dernier cas, les frais seront supportés, soit par la Djemaïa, soit par les ayants droit, suivant que le habous sera public ou privé.

TITRE III

L'échange en argent.

Art. 17. — L'échange à prix d'argent des immeubles habous publics et privés s'effectue par voie d'enchères publiques (1).

Art. 18. — Lorsque la demande d'échange aura été acceptée dans les conditions prévues par les articles 4, 5 et 6 ci-dessus, la Djemaïa déterminera le chiffre de la mise à prix de l'immeuble, qui ne pourra, en aucun cas, être inférieure à l'offre du demandeur.

Si ce chiffre est accepté par le demandeur, il sera passé aux formalités subséquentes.

Si ce chiffre n'est pas accepté, la demande sera annulée.

(1) Conf. 2e décret du 31 janvier 1898.

Art. 19. — La mise à prix une fois déterminée, le dossier de l'affaire nous est transmis.

Art. 20. — Si nous approuvons la demande, notification de cette décision est faite au demandeur, qui devra verser alors, à titre de cautionnement, une somme d'argent égale au dixième de la mise à prix, augmenté des frais approximatifs d'enregistrement, de timbre, de publicité et d'échange.

Le refus d'autoriser l'échange ne peut donner ouverture à aucun recours contre l'État.

Art. 21. — La demande agréée est transmise à un magistrat du Chaâra, accompagnée des pièces et renseignements suivants :

1° Désignation de l'immeuble et du caïdat où il est situé, indication sommaire de ses tenants et aboutisssants. mention que l'immeuble est habous public ou habous privé ;

2° S'il s'agit d'une propriété rurale, un croquis visuel de l'immeuble dressé par un géomètre du service topographique (1) ;

3° Nom, prénoms et domicile du demandeur de l'échange ;

4° Montant de la mise à prix de l'immeuble évaluée en francs ;

5° La décision du magistrat du Chaâra, déclarant recevable la demande d'échange ;

6° Les titres des habous et, en général, tous les documents dont la production serait nécessaire pour passer l'acte d'échange à la suite des enchères. Ces titres devront être traduits en langue française par un interprète assermenté et en langue arabe s'il s'agit d'une propriété immatriculée ;

7° Le cahier des charges, clauses et conditions de l'échange ;

8° Le montant des sommes à déposer par toute personne qui veut prendre part à l'adjudication. Ce chiffre est égal au dixième de la mise à prix, augmenté des frais approximatifs d'enregistrement, de timbre, de publicité et d'échange ;

9° Notre autorisation de conclure l'échange.

Art. 22. — Le dépositaire qui n'a pas été déclaré adjudicataire peut obtenir aussitôt après l'adjudication la restitution de son dépôt.

Le dépôt de l'adjudicataire demeure entre les mains de la Djemaa. Il est affecté au paiement intégral de tous les frais. Le surplus s'impute sur le montant de l'adjudication.

En cas de non-exécution par l'adjudicataire des clauses et conditions de l'adjudication et du cahier des charges, le dépôt reste acquis à la Djemaïa à titre d'indemnité.

Art. 23. — Les clauses et conditions essentielles du cahier des charges de l'échange sont :

1° L'indication du délai de paiement du prix d'échange ; ce paiement doit être effectué avant toute prise de possession. Le retard que le demandeur apporterait à prendre possession ne saurait entraîner aucune modification à cette échéance ;

2° Le délai, calculé du jour de l'adjudication dans lequel l'acte d'échange devra être passé. Ce délai ne pourra, en aucun cas, dépasser soixante-dix jours ;

3° La fixation d'une date pour la prise de possession de l'immeuble, celle-ci devant être effectuée au plus tard dans la période d'une année à compter du jour de l'adjudication ;

4° L'indication des jours et heures où l'immeuble pourra être visité par tout requérant, ainsi que du nom et de l'adresse des personnes chargées de le faire visiter ;

5° La nomenclature des frais laissés à la charge de l'adjudicataire.

Il est loisible à la Djemaïa d'y mettre toutes autres clauses ou conditions, pourvu qu'elles ne soient pas contraires aux lois et règlements, et, notamment, aux dispositions du présent décret.

Art. 24. — Le magistrat du Chaâra auquel la demande d'échange aura été remise aura un délai de sept jours pour en examiner la régurité. Son examen portera principalement sur l'observation des formalités prévues par les articles 21 et 23 ci-dessus. Si quelqu'une avait été omise, il en provoquerait l'accomplissement. En ce qui concerne, notamment, le cahier des clauses et conditions, ce magistrat s'assurera qu'il contient celles indiquées commes essentielles par les articles du présent décret, et qu'il n'en renferme aucune contraire aux lois et règlements et, notamment, aux dispositions du présent décret. Ledit magistrat ne répond pas de la validité des titres déposés, ni de l'existence des droits qui font l'objet des enchères.

Art. 25. — La décision motivée du magistrat du Chaâra constatant la régularité de la demande d'échange, sera notifiée à l'Administration des habous qui fera procéder, sans désemparer, par un de ses notaires, aux formalités préliminaires de l'adjudication. Ces formalités et celles des enchères elles-mêmes font l'objet du règlement ci-annexé (1).

TITRE IV

Dispositions générales. — Remploi.

Art. 26. — Il est loisible au requérant l'échange de renoncer à sa demande, tant qu'il n'aura pas été procédé aux enchères, et de retirer le montant de son cautionnement, en remboursant à la Djemaïa le montant des frais engagés à ce jour. La Djemaïa, si elle le juge utile, pourra alors poursuivre elle-même la mise aux enchères.

Art. 27. — Il est loisible au requérant l'échange en nature de substituer, en cours d'instance, à sa demande primitive une demande

(1) Conf. arrêté du 31 décembre 1899, art. 285 (v° Service topographique)

(1) Conf. 2e décret du 31 janvier 1898.

d'échange en argent. Mais la faculté contraire n'est pas laissée au requérant l'échange en argent.

Art. 28. — L'administrateur des biens du collège Sadiki est substitué à la Djemaia pour l'échange des immeubles habous appartenant à cet établissement (1).

Art. 29. — L'immeuble habous donné en échange cesse d'être habous pour devenir melk.

Art. 30. — L'immeuble donné en échange d'un immeuble habous et l'immeuble acquis avec le prix d'un échange en argent deviennent habous au lieu et place de l'immeuble habous échangé.

Art. 31. — Sont expressément confirmées les dispositions de l'article 14 du décret du 30 moharrem 1291 (19 mars 1874) relatives au remploi des sommes d'argent provenant d'échanges. Ce remploi ne pourra être effectué qu'avec l'assentiment d'un magistrat du Chaâra.

---

709 31 janvier 1898

(8 ramadane 1315)

PROMULGUÉ LE 31 JANVIER 1898

Décret réglementant les formalités des adjudications d'échange des biens habous publics et privés (2).

(OFFICIEL, 1898, 127)

Vu notre décret de ce jour relatif à l'échange des biens habous, notamment en son article 25;

Sur la proposition de notre Premier Ministre;

Article 1er. — Le notaire de la Djemaïa, chargé de suivre les formalités des adjudications d'échange de biens habous, inscrit sur un registre (3) dans les termes où ils ont été fournis au Chaâra, les renseignements suivants :

1° Désignation de l'immeuble et du caïdat où il est situé; indication sommaire des tenants et aboutissants; mention que l'immeuble est habous public ou privé;

2° Nom, prénoms et domicile du demandeur de l'échange;

3° Montant de la mise à prix;

4° Montant des sommes à déposer pour pouvoir prendre part à l'adjudication;

5° Date et lieu de l'adjudication;

6° Nom de la personne chargée de faire visiter l'immeuble.

Art. 2. — Ce registre devra réunir les conditions mentionnées dans l'article 8 du décret du 12 chaoual 1305 (22 juin 1888) relatif à la constitution des enzels (3).

Art. 3. — Trois avis de l'adjudication seront publiés dans les éditions française et arabe du *Journal officiel :* le premier dans les huit jours de la notification à la Djemaïa de la recevabilité de la demande; les deux autres, de quinzaine en quinzaine. Des extraits, en forme d'affiches, de chacun des numéros du journal contenant les publications seront placardés, pour donner à l'adjudication toute la publicité désirable. Ces insertions et affiches seront à la charge de l'adjudicataire.

Art. 4. — Deux affiches en chaque langue seront, l'une, placardée dans la salle des criées du tribunal du Chaâra, l'autre, déposée sur la table du bureau d'adjudication.

La salle des criées du Chaâra sera ouverte au public tous les jours, de huit heures à midi, excepté le vendredi et les jours de fêtes musulmanes.

Art. 5. — L'Administration des habous est tenue de donner tous les jours, de huit heures à midi, excepté les lundis et vendredis et les jours de fêtes musulmanes, communication intégrale, sans déplacement, à toute personne qui l'en requerra, de toutes les pièces composant le dossier d'une demande d'échange. Elle devra même, si elle en est requise, et contre dépôt préalable des frais de copie évalués suivant le tarif annexé au décret du 12 chaoual 1305 (22 juin 1888), délivrer copie *in extenso* des parties du titre du habous donnant les limites de l'immeuble. Cette copie sera faite sur papier timbré.

Art. 6. — L'adjudication aura lieu le second lundi qui suivra la troisième publication de l'avis de la mise en adjudication.

Art. 7. — Chaque lundi, un magistrat du Chaâra sera préposé aux enchères. Il sera assisté d'un délégué français du Gouvernement pour la police de l'audience.

Art. 8. — Les criées se font en arabe et en français; le minimum des enchères est de 10 fr pour les immeubles à échanger dont la mise à prix est inférieure à 2,000 fr., et de 100 fr. pour ceux dont la mise à prix est de 2,000 fr. et au-dessus. Les surenchères supérieures à ce minimum doivent en être un multiple. Seront seules admises les enchères des personnes ayant la capacité de contracter.

Art. 9. — A l'ouverture de la séance, fixée à neuf heures du matin, le président fera crier la mise aux enchères du prix d'échange de celui des immeubles qui aura sur le registre du notaire le numéro le plus bas, parmi ceux dont l'adjudication doit être prononcée ce jour-là, et passera ainsi successivement, en suivant les numéros d'ordre du registre, à l'adjudication de tous les échanges.

Art. 10. — Aussitôt que les enchères seront ouvertes, il sera allumé successivement des bougies préparées de manière à ce que chacune ait une durée d'environ une minute.

L'enchérisseur cesse d'être obligé, si son enchère est couverte par une autre, lors même que cette dernière serait déclarée nulle.

L'adjudication ne pourra être faite qu'après l'extinction de trois bougies allumées successivement.

---

(1) Conf. décret du 2 janvier 1886, art. 17 et seq. (v° ENSEIGNEMENT PUBLIC).
(2) Conf. 1er décret du 31 janvier 1898, rapport en note
(3) Conf. décret du 11 avril 1898.

S'il ne survient pas d'enchères pendant la durée de ces bougies, le requérant l'échange sera déclaré adjudicataire pour la mise à prix.

Si, pendant la durée des trois premières bougies, il survient des enchères, l'adjudication ne pourra être faite qu'après l'extinction de deux bougies sans nouvelle enchère survenue pendant leur durée.

Art. 11. — Le président a la police de l'audience (1). Il tranche immédiatement et sans appel les contestations qui surgissent à l'occasion des enchères.

Art. 12. — Le résultat de l'adjudication est aussitôt consigné sur le registre en regard de l'inscription relative à l'immeuble. La mention ainsi portée est signée, séance tenante, par l'adjudicataire qui déclare avoir pleine connaissance des obligations résultant pour lui, tant des décrets et règlements que du cahier des clauses et conditions de l'échange.

S'il ne sait ou ne peut signer, mention en est faite par le président, ainsi que de la lecture à lui faite de la déclaration ci-dessus.

S'il ne veut signer, mention en sera faite, ainsi que des motifs donnés à l'appui de son refus. Dans ces cas, deux témoins sont invités à contresigner sur le registre les mentions qui y sont portées.

Art. 13. — Un certificat sera remis à l'adjudicataire constatant sa qualité et le montant de l'enchère et indiquant le numéro de l'échange auquel elle se rapporte. Ce certificat n'est pas susceptible d'être transféré.

Art. 14. — Dans les vingt-quatre heures de l'adjudication, l'adjudicataire a la faculté de déclarer un command. En ce cas, et à moins que l'adjudicataire ne soit porteur d'une procuration régulière de son command, ce dernier devra apposer sa signature au procès-verbal de l'adjudication.

Art. 15. — Si l'adjudicataire ou son command refuse de signer le procès-verbal de l'adjudication, celle-ci est annulée et le dépôt préalable, effectué entre les mains de la Djemaia, reste acquis aux habous.

Art. 16. — La Djemaia peut alors, sans autre procédure ni jugement, remettre l'échange en adjudication. Il est apposé, dans un délai de trois jours, de nouveaux placards et inséré une nouvelle annonce dans les éditions française et arabe du *Journal officiel tunisien*.

Ces placards et annonces indiquent le montant de l'adjudication, la nouvelle mise à prix désignée par le poursuivant et le jour auquel aura lieu, sur l'ancien cahier des charges, la nouvelle adjudication. Le délai entre l'apposition et la publication de nouvelles affiches et annonces de l'adjudication sera de quinze jours au moins et d'un mois au plus. La nouvelle adjudication se fera suivant les mêmes formalités que la première.

Art. 17. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent règlement.

(1) Conf. décret du 4 novembre 1887

---

710 — 31 janvier 1898

(*8 ramadane 1315*)

PROMULGUÉ LE 31 JANVIER 1898

Décret autorisant la mise en location à long terme des biens habous publics et privés, et réglementant les clauses et conditions de la location (1).

(OFFICIEL, 1898, 128)

Vu le décret du 19 mars 1874 (30 moharrem 1291) instituant la Djemaia des habous;

Sur la proposition de notre Premier Ministre;

TITRE Ier

Des formalités de la location à long terme.

Article 1er. — La Djemaia des habous est autorisée à donner en location, par voie d'enchères publiques et pour des périodes ne dépassant pas dix ans, les terres nues de son domaine et celles portant des arbres fruitiers dont le revenu n'est pas supérieur au tiers du revenu total (1).

Art. 2. — La liste des parcelles habous reconnues par le service topographique et susceptibles d'être données en location à long terme sera dressée au moins une fois chaque année par les naïbs de la Djemaia, deux mois avant l'époque fixée pour les adjudications (2). Un mois et demi avant cette époque, elle sera affichée dans les bureaux du naïb, dans ceux du caïd, à l'Administration centrale des habous et au Contrôle civil, en arabe et en français (2). Elle sera également publiée par extraits ou résumés au *Journal officiel*. Cette liste mentionnera le nom de l'immeuble, sa nature, sa situation, son caïdat, sa contenance approximative, la date de l'adjudication, le montant de la mise à prix et le nom de la personne chargée de faire visiter la propriété (3).

Art. 3. — Pour les parcelles habous dont la reconnaissance n'est pas encore effectuée, on aura recours aux mesures de publicité en usage à ce jour.

Art. 4. — Aucune formalité préalable n'est nécessaire pour demander la location à long terme d'une parcelle habous, lorsque cette parcelle figure dans la liste prévue à l'article 2 et qu'un plan en a déjà été dressé par un géomètre assermenté (4). Il suffit, en ce cas, au demandeur, de faire connaître son intention à la Djemaia, par lettre, un mois au moins avant la date fixée pour la mise aux enchères, afin que la Djemaia puisse faire parvenir en temps

(1) Conf 1er décret du 31 janvier 1898, rapport en note — Conf etiam décret du 11 août 1886.
(2) Conf décret du 25 juillet 1897 et arrêté du 7 juin 1900.
(3) Conf arrêté du 7 juin 1900
(4) Conf arrêté du 31 décembre 1899, art. 282 (v° SERVICE TOPOGRAPHIQUE).

utile au magistrat du Chaàra chargé de présider les enchères, le plan et la description de l'immeuble, ainsi que le cahier des charges. Toutefois, si, antérieurement à la réception par les habous de cette demande, l'immeuble est l'objet d'une demande de mise à enzel, il ne sera pas donné suite à la demande de location et le demandeur en sera avisé sans délai.

Art. 5. — S'il s'agit, au contraire, d'une parcelle habous non comprise dans la liste prévue à l'article 2, la demande devra être adressée au président de l'Administration des habous, au plus tard deux mois avant la période des adjudications, afin que la Djemaïa puisse examiner la suite à donner à la requête et, s'il y a lieu, faire procéder en temps utile à la reconnaissance de l'immeuble et au levé de son plan (1). L'Administration fera connaître par écrit au demandeur si sa demande est accueillie.

Art. 6. — Le cahier des charges de la location avec ses annexes sera tenu à la disposition du public, au bureau du naïb de la circonscription, pendant les quinze jours qui précéderont l'adjudication.

Art. 7. — Les adjudications auront lieu du 1er mai au 30 juin et du 1er août au 30 septembre de chaque année. Elles seront présidées par un magistrat du Chaâra de la circonscription, assisté d'un fonctionnaire français délégué par le Contrôleur pour concourir à la police de l'audience et d'un représentant de l'Administration des habous. Le président a la police des audiences (2). Il tranche immédiatement et sans appel les contestations qui peuvent surgir à l'occasion des enchères.

Art. 8. — Toute personne qui voudra prendre part à l'adjudication devra, avant l'ouverture des enchères, déposer entre les mains du représentant de la Djemaïa le montant de la mise à prix majorée de 2 °/₀ à titre de frais de publicité, timbre et enregistrement.

Art. 9. — Les enchères seront suivies sur le loyer annuel, conformément aux dispositions de l'article 10 de notre règlement de ce jour (3) sur l'adjudication des échanges de biens habous. Sera déclaré adjudicataire celui qui aura offert l'annuité la plus élevée.

Art. 10. — L'adjudicataire doit, séance tenante, signer le procès-verbal ou registre de l'adjudication, ainsi que le cahier des charges de la location.

Art. 11. — L'adjudicataire peut déclarer, à l'issue des enchères, avoir agi pour le compte d'une tierce personne. Il doit, dans ce cas, être muni d'une procuration régulière de ladite personne, à moins que celle-ci ne soit présente et ne signe avec l'adjudicataire le procès-verbal et le cahier des charges de la location. Faute de quoi l'adjudication sera déclarée définitive au nom de l'adjudicataire.

Art. 12. — Le contrat de location devra être dressé et signé par les parties dans les huit jours de l'adjudication. Il sera dressé en minute et en expédition, à chacune desquelles sera annexé un exemplaire du cahier des charges. L'expédition sera remise au locataire. La minute restera entre les mains de l'Administration des habous.

Art. 13. — Dans les quarante-huit heures de l'adjudication, l'adjudicataire devra compléter le dépôt préalable effectué en vertu de l'article 8, par le versement de la somme nécessaire pour parfaire le montant d'une annuité de location. Cette annuité servira de garantie de l'exécution des clauses et conditions du cahier des charges. Elle s'appliquera au paiement de la dernière année de location.

A défaut d'observation des dispositions de cet article et de l'article précédent, l'adjudication sera nulle et le terrain remis en adjudication à la folle enchère de l'adjudicataire.

TITRE II

Conditions des locations à long terme.

Art. 14. — L'adjudicataire prend possession de l'immeuble loué dans l'état où il se trouve, avec les limites indiquées au plan joint au cahier des charges. La Djemaïa ne garantit pas l'exactitude de la contenance portée sur le plan ; cette dernière mention n'a que la valeur d'une simple indication, à moins que l'immeuble ne soit immatriculé.

Art. 15. — Toutefois, si, dans les six mois qui suivent la prise de possession de l'immeuble, le preneur fait dûment constater à son préjudice une erreur de contenance supérieure au dixième du chiffre minimum de contenance porté au plan, il peut requérir l'annulation du bail, sans indemnité de part ni d'autre. Pareille faculté lui est laissée au cas d'immatriculation, si la contenance portée au titre d'immatriculation est inférieure de plus d'un dixième à la contenance minima du plan.

Cette disposition ne s'applique pas au cas d'immatriculation requise après mise à enzel de l'immeuble loué.

Art. 16. — Le locataire est tenu de jouir de la propriété en bon père de famille.

Art. 17. — Il est tenu de respecter les arbres fruitiers et autres et de les entretenir. Il doit également respecter et entretenir les constructions et les puits, s'il y en a.

Art. 18. — A moins de stipulations contraires et expresses insérées au cahier des charges, les carrières de toute nature exploitées ou non exploitées, découvertes ou qui viendraient à l'être, et en particulier les gisements de phosphates, sont exclus de la location. Si l'exploitation de ces carrières et gisements est entreprise ou concédée par les habous, le preneur

(1) Conf. arrêté du 31 décembre 1899, art. 282 (1° Service topographique).
(2) Conf. décret du 4 novembre 1887.
(3) Conf. 2e décret du 31 janvier 1898.

sera tenu de la souffrir moyennant une indemnité pour le préjudice réel qui en résultera pour lui.

Art. 19. — En vue d'assurer l'observation des conditions portées aux articles 13, 14, 15 et 16 ci-dessus, la Djemaïa pourra, si elle le juge utile, annexer au cahier des charges de la location un état des lieux dont chacun pourra prendre connaissance avant l'adjudication et qui devra être signé et reconnu exact par l'adjudicataire en même temps que le cahier des charges.

Art. 20. — Quant aux plantations utiles, aux bâtiments et aux installations de toute nature établis ou effectués à demeure par le locataire sur l'immeuble, le prix normal en sera remboursé à dire d'experts à l'expiration du bail par l'Administration des habous, sans que la somme à rembourser puisse, en aucun cas, dépasser le montant de cinq années de location.

Art. 21. — L'adjudicataire ne peut céder son bail qu'avec le consentement écrit de la Djemaïa. Toute cession non acceptée par la Djemaïa est nulle et non avenue et le cédant demeure responsable de l'exécution des clauses et conditions du bail envers l'Administration des habous.

Art. 22. — Lorsqu'une cession aura été effectuée avec le consentement de la Djemaïa, le cessionnaire prendra le lieu et place du cédant et sera tenu aux mêmes obligations que lui.

Art. 23. — Il est loisible à l'Administration des habous de requérir en cours de bail l'immatriculation en son nom de l'immeuble. Dans ce cas, le locataire est tenu de se prêter aux opérations de l'immatriculation ; un fois l'immatriculation prononcée, il doit veiller à la conservation des bornes. En cas de dégradation ou d'enlèvement des bornes, il doit en aviser sans délai le représentant des habous.

Art. 24. — Indépendamment des clauses énumérées aux articles 14 et 20 ci-dessus, le cahier des charges de chaque location devra contenir :

1° La date de l'entrée en possession et celle de l'expiration du bail ;

2° Les dates et le lieu des paiements du prix de location. Ce prix sera payé au moins annuellement, à terme échu, sans préjudice des dispositions de l'article 13 ci-dessus.

Il pourra contenir toutes les autres clauses que la Djemaïa jugerait utile d'y introduire, pourvu que ces clauses soient licites et conformes en particulier aux dispositions du présent décret.

Art. 25. — Dans le cas où un état des lieux aurait été annexé au cahier des charges, il serait, en fin de bail, procédé contradictoirement par le locataire et un représentant de la Djemaïa à son récolement. Toutes dégradations dûment constatées au procès-verbal de récolement sont à la charge du locataire.

De la location.

Art. 26. — Le preneur est tenu de quitter l'immeuble à l'expiration du bail sans aucun avis préalable.

Art. 27. — En cours de la dixième année du bail, l'immeuble sera réinscrit sur la liste prévue à l'article 2 et pourra être remis en location aux conditions générales du présent décret. Le locataire en cours sera tenu de subir la visite des personnes qui désirent prendre part à l'adjudication.

Art. 28. — Toutefois, le preneur aura le droit, au cours de la neuvième année de son bail, s'il fait constater par l'administration compétente qu'il a fait sur l'immeuble une dépense en bâtiments ou en plantations égale à cinq années de location, d'obtenir la prorogation du bail pour une nouvelle période de dix ans (à courir de l'expiration du premier bail) moyennant une majoration de un cinquième sur le loyer primitif. La même faculté lui appartiendra au cours de la dix-neuvième année, pour une nouvelle période de dix ans, en majorant d'un cinquième le loyer de la seconde période. A l'expiration de la troisième période, l'immeuble ne pourra plus être loué qu'aux conditions ordinaires du présent décret.

De la mise à enzel des immeubles loués à long terme.

Art. 29. — Sauf dans le cours de la dernière année de location, le locataire pourra seul obtenir la mise à enzel d'un immeuble loué à long terme.

Art. 30. — Le cahier des charges de la location pourra contenir une clause autorisant le locataire, au cours de la neuvième année de la première période de la location, à réclamer la transformation de sa location en enzel, à condition que la rente d'enzel à servir par lui à la Djemaïa soit fixée à dire d'experts, déduction faite de la valeur des constructions et plantations faites par le locataire.

Dans ce cas, la Djemaïa est autorisée, par dérogation aux dispositions de l'article 1er du décret du 22 juin 1888 (12 chaoual 1305), à constituer l'enzel de gré à gré.

Art. 31. — Dans le cas autre que celui prévu à l'article ci-dessus, la mise à enzel sera poursuivie conformément aux dispositions du décret du 22 juin 1888 (12 chaoual 1305).

Art. 32. — Le locataire en cours sera, à conditions égales, préféré à tout autre enchérisseur.

Art. 33. — La prise de possession de l'immeuble constitué à enzel aura lieu à l'expiration de l'année de location en cours, le bail étant résilié pour le surplus.

Dispositions générales.

Art. 34. — Les dispositions du présent décret s'appliquent aux biens habous du collège Sadiki. Pour la location de ces biens, l'Administrateur du collège est substitué au président de la Djemaia (1).

Art. 35. — Ces dispositions s'appliquent également aux habous privés administrés par des cheiks de zaouïas ou mokaddems, sous réserve du consentement des dévolutaires, et sauf en ce qui concerne l'obligation de rachat résultant de l'article 20.

Pour ces biens, les formalités sont suivies par les cheiks ou mokaddems, mais le cahier des charges doit être soumis à l'approbation préalable de la Djemaia.

Art. 36. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécutiou du présent décret.

---

711 31 janvier 1898

(8 ramadane 1315)

PROMULGUÉ LE 31 JANVIER 1898

Décret réglementant les formalités des adjudications des enzels des biens habous publics ou privés(2).

(OFFICIEL, 1898, 130)

Vu le décret du 22 juin 1888 (12 chaoual 1305), réglementant la mise à enzel des biens habous ;

Vu notre règlement de ce jour sur l'adjudication des echanges de biens habous ;

Sur la proposition de notre Premier Ministre ;

Article 1er. — Les enchères des enzels des biens habous seront suivies conformément aux dispositions de l'article 10 de notre règlement de ce jour sur l'adjudication des échanges de biens habous (3).

Art. 2. — Sont abrogés le paragraphe 2 de l'article 18 et l'article 19 du décret du 22 juin 1888 (12 chaoual 1305), réglementant la mise à enzel des biens habous.

Art. 3. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

712 11 avril 1898

(19 kâda 1315)

PROMULGUÉ LE 11 AVRIL 1898

Décret autorisant la Djemaïa à affecter un registre spécial aux actes se rapportant aux échanges des biens habous.

(OFFICIEL, 1898, 272)

Vu le décret du 31 janvier 1898 (8 ramadane 1315) portant règlement des échanges des biens habous ;

Vu l'obligation de désigner un registre spécial pour l'inscription des actes d'échange ;

Article unique. — La Djemaia est autorisée à affecter un registre-minute spécial aux actes se rapportant aux échanges des biens habous.

Les notaires chargés de la tenue de ce registre instrumenteront conformément aux dispositions de l'article 10 du règlement des notaires (1) et présenteront ce registre au visa mensuel.

(1) Conf. décret du 2 janvier 1886, art. 17 et seq. (v° ENSEIGNEMENT PUBLIC).
(2) Conf. 1er décret du 31 janvier 1898, rapport en note.
(3) Conf. 2e décret du 31 janvier 1898. — Conf. etiam décret du 7 mars 1900.

---

713 7 mars 1900

(5 kâda 1317)

PROMULGUÉ LE 7 MARS 1900

Décret autorisant l'addition d'une clause aux cahiers des charges des adjudications d'enzels de biens habous publics ou privés.

(OFFICIEL, 1900, 209)

Vu les décrets des 22 juin 1888 (12 chaoual 1305) et 31 janvier 1898 (8 ramadane 1315), sur les constitutions d'enzels des biens habous ;

Sur la proposition du Premier Ministre ;

Article 1er. — A partir de la promulgation du présent décret, les cahiers des charges des adjudications d'enzels de biens habous publics ou privés pourront contenir la clause suivante :

Si, à l'adjudication publique, le montant de la mise à prix se trouve dépassé de 50 %, la rente d'enzel sera arrêtée à ce chiffre et les encheres seront suivies au-dessus en capital.

Dans ce cas, le cahier des charges déterminera le montant minimum des surenchères.

Art. 2. — Les fonds provenant des enchères en capital seront considérés comme fonds d'échange et réemployés comme tels par la Djemaïa.

Art. 3. — Le Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

714 7 juin 1900

(3 safar 1318)

Arrêté du Premier Ministre relatif aux locations des habous privés (2).

(OFFICIEL, 1900, 535)

Article 1er. — La Djemaia des habous et les cheiks de zaouïas et autres mokaddems de habous privés devront, désormais, faire parvenir, chaque année, avant le 15 juillet, au magistrat du Chaâra chargé des locations, la liste des immeubles dont les locations, venant à expiration à la fin de l'année agricole courante, doivent être renouvelées.

Cette liste comprend le nom de l'immeuble, la fondation à laquelle il appartient, sa situation, sa contenance approximative et le chiffre de sa mise à prix.

Art. 2. — D'après les listes qui lui sont ainsi adressées, chaque cadi établit un relevé des locations qui doivent être adjugées à sa mahakma.

Ce relevé comprend toutes les indications

(1) Conf. décret du 8 janvier 1875 (v° NOTARIAT TUNISIEN).
(2) Conf. décrets des 11 août 1886 et 25 juillet 1897.

mentionnées ci-dessus et, en outre, les dates exactes de l'ouverture des enchères et de l'adjudication définitive.

L'intervalle entre l'ouverture des enchères et l'adjudication définitive doit être de six jours au moins et de vingt jours au plus.

Art. 3. — Le relevé ainsi établi par le cadi est affiché par lui à son prétoire et adressé au Contrôleur civil et au caïd de la circonscription pour être affiché par eux, en français et en arabe, dans leurs bureaux.

Un intervalle de quinze jours au moins doit s'écouler entre l'affichage et l'ouverture des enchères.

Art. 4. Des relevés supplémentaires peuvent être dressés pour les immeubles qui, par suite d'erreurs ou d'omissions, n'auraient pas été compris dans le premier relevé, à la condition expresse de l'observation des délais des articles 2 et 3.

Art. 5. — Les enchères provisoires sont faites à la criée, suivant les usages ordinaires.

Quant aux enchères définitives, si l'un des enchérisseurs le requiert, elles doivent être faites aux bougies, conformément aux dispositions du décret du 31 janvier 1898, sur les adjudications d'enzels (1).

HENNÉ

715 6 mai 1899

(25 hidjâ 1316)

PROMULGUÉ LE 6 MAI 1899

Décret supprimant les droits sur la vente du henné et les remplaçant par des droits perçus à l'entrée des localités (1).

(OFFICIEL, 1899, 303)

Vu le tarif général des Mahsoulats et le tarif spécial à Gabès ;

Considérant que la culture du henné paraît être en décroissance ;

En vue de favoriser le développement de cette branche de la production agricole ;

Article 1er. — Les droits auxquels est assujettie la vente du henné sont supprimés et remplacés par une taxe perçue à l'entrée des localités d'une population agglomérée de cinq cents habitants et au-dessus (1).

La quotité de cette taxe est fixée, par quintal métrique, à 4 fr. pour le henné en feuilles et à 5 fr. pour le henné en poudre.

Le droit sera exigible quelle que soit la provenance des produits.

Art. 2. — Le stationnement du henné sur les marchés donnera lieu au paiement d'une redevance de 0 fr. 50 c. par quintal métrique ou fraction de quintal, et par jour. Ce tarif sera réduit à 0 fr. 10 c. si le stationnement a lieu sur les marchés situés dans le périmètre des localités sujettes au droit d'entrée (2).

Art. 3. — L'introduction du henné dans les localités d'une population agglomérée d'au moins cinq cents habitants sera réglée par les dispositions de notre décret du 29 janvier 1895, relatif au régime des droits d'entrée à Tunis.

Art. 4. — Notre Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui entrera en vigueur le 1er octobre prochain.

(1) Conf. décret du 21 juillet 1896, tableau annexé (vo CHAUX ET BRIQUES).

(1) Conf. etiam décret du 25 juillet 1897.
(2) Conf. décret du 21 juillet 1896, tableau annexé (vo CHAUX ET BRIQUES).

HEURE LÉGALE

716 22 avril 1891

(13 ramadane 1308)

PROMULGUÉ LE 23 AVRIL 1891

Décret fixant l'heure légale dans la Régence.

(OFFICIEL, 1891, 101)

Vu l'adoption en France et en Algérie de l'heure temps moyen de Paris comme heure légale ;

En considération des relations de tout ordre qui unissent étroitement la Régence à la France et à l'Algérie, et voulant assurer à la Tunisie les avantages qui résulteront de l'emploi d'une heure commune pour les services publics et ce qui en dépend ;

Article unique. — A partir du vendredi 1er mai prochain, l'heure légale dans la Régence de Tunis est l'heure temps moyen de Paris.

HUILES (1)

717 1er avril 1897

(*28 chaoual 1314*)

PROMULGUÉ LE 1er AVRIL 1897

Décret remplaçant les taxes indirectes perçues sur la vente, le mesurage ou le stationnement de l'huile, par un droit à l'entrée de lieux sujets déterminés.

(OFFICIEL, 1897, 183)

Vu les décrets du 3 kâda 1255 (8 janvier 1840); 22 rebiâ el aouel 1264 (27 février 1848); 20 chaoual 1287 (13 janvier 1871); 28 hidjâ 1287 (21 mars 1871); 17 moharrem 1288 (8 avril 1871); 21 moharrem 1288 (12 avril 1871); 1er moharrem 1300 (12 novembre 1882); 8 châbane 1301 (3 juin 1884); 23 moharrem 1306 (29 septembre 1888);

Considérant que la quotité et l'assiette des taxes indirectes auxquelles sont assujetties les huiles varient actuellement suivant les régions;

En vue de mettre le régime fiscal de ce produit en harmonie avec la situation économique de la Régence;

Article 1er. — Les taxes indirectes actuellement perçues à l'occasion de la vente, du mesurage ou du stationnement de l'huile sont supprimées.

Art. 2. — Les huiles introduites dans les localités d'une population agglomérée de 500 habitants et au-dessus (2) sont soumises à un droit d'entrée de 3 fr. par 100 kilogr. (3).

Les olives introduites dans ces localités pour y être triturées supporteront un droit équivalent liquidé d'après un taux de conversion fixé par arrêtés (4).

Les droits seront perçus à l'entrée, avant tout déchargement, sur la déclaration de l'introducteur.

Art. 3. — Ne sont pas soumises au droit d'entrée :

1° Les huiles introduites dans une ville d'octroi pour la traverser seulement ou y séjourner moins de vingt-quatre heures;

2° Celles admises au bénéfice de l'entrepôt fictif (5);

3° Celles qui seront employées à la savonnerie.

Mais l'introducteur est tenu de consigner ou de faire cautionner le montant des droits d'entrée et de se munir d'un permis de passe-debout.

La somme consignée n'est restituée ou la caution libérée qu'après qu'il a été justifié de la sortie des marchandises ou de leur admission en entrepôt fictif ou de leur emploi pour la savonnerie.

Art. 4. — Dans les cinq jours de la mise à exécution du présent décret, tout détenteur, dans un lieu sujet, de plus de cinq quintaux d'huile ou d'une quantité d'olives équivalant à cinq quintaux d'huile, sera tenu d'en faire la déclaration et d'acquitter les droits exigibles si mieux il n'aime faire admettre son stock en entrepôt.

Art. 5. — Le stationnement des huiles sur les marchés est soumis à un droit de 0 fr. 25 c. par quintal si le marché est situé à l'intérieur d'une localité sujette au droit d'entrée, et de 1 fr. par quintal si le marché est à l'extérieur, le tout avec fractionnement par cinquièmes.

Moyennant l'acquittement de ces droits, le pesage des marchandises sera gratuit. Le mesurage donnera lieu à une taxe supplémentaire de 0 fr. 25 c. par hectolitre avec fractionnement par double décalitre.

L'interdiction de l'ouverture et de la tenue de marchés non reconnus par nous est maintenue.

Art. 6. — Les dispositions du décret du 8 juillet 1891 sur la fabrication du savon (article 2) et les dispositions du décret du 29 janvier 1895 concernant les obligations de l'introducteur et le droit de vérification de l'Administration (articles 2 et 4), les obligations des entrepreneurs de transport (article 5), les mesures d'exécution à établir par arrêtés, ainsi que la réglementation des marchés (article 6), enfin les pénalités (article 7), sont applicables aux introductions ou aux ventes d'huiles ou d'olives, ainsi qu'aux infractions aux dispositions des arrêtés qui interviendront.

Art. 7. — Les municipalités pourront, par délibération dûment motivée, prise à la majorité des membres composant le conseil municipal, demander l'addition à leur profit, au principal de l'impôt, de centimes additionnels jusqu'à concurrence de 2 fr. par quintal au maximum.

La délibération, approuvée par notre Premier Ministre, sera notifiée à notre Directeur des finances pour qu'il fasse opérer la perception en même temps et de la même manière que le principal. Le produit des centimes additionnels sera versé en fin d'exercice à la caisse municipale sous déduction d'une somme de 5 °/₀ pour frais de régie.

Art. 8. — Notre Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui entrera en vigueur le 1er mai prochain dans les territoires où les mahsoulats sont régis directement par l'Administration, et le 1er janvier

(1) Conf. tableau général (v° CAIDS).
(2) Conf. décret du 21 juillet 1896, tableau annexé (v° CHAUX ET BRIQUES).
(3) Conf. décret du 28 décembre 1897, art. 2, et arrêtés des 26 septembre et 31 octobre 1898.
(4) Conf. décret du 17 novembre 1897, art. 1er, dernier paragraphe. — Conf. etiam arrêté du 16 novembre 1899 (*Officiel*, 1899, 775) ainsi conçu : « Le taux de conversion qui doit servir de base à la liquidation du droit d'entrée sur les olives destinées à la trituration, est fixé, jusqu'à nouvel ordre, à 20 °/₀ du poids de ces dernières. »
(5) Conf. arrêté du 1er avril 1897.

1898(1) dans les territoires où ces droits sont encore affermés.

---

718 1er avril 1897

Arrêté du Directeur des finances réglementant les conditions de l'entrepôt fictif des huiles et olives.

(Officiel, 1897, 183)

Vu le décret de ce jour concernant le régime fiscal des huiles ;

Vu, notamment, l'article 3 qui exonère provisoirement des droits d'entrée les huiles admises au bénéfice de l'entrepôt fictif ;

Article 1er. — Tout introducteur qui voudra obtenir le bénéfice de l'entrepôt fictif soumettra au Directeur des contributions diverses son engagement de se conformer aux prescriptions de l'Administration et celui d'une caution solidaire et solvable.

Il fournira, à l'appui de sa demande, la description des lieux où il se propose d'entreposer des huiles ou des olives et indiquera la contenance des récipients (piles, silos, etc...) d'une capacité supérieure à cinq hectolitres.

Toute modification à l'état des lieux sera déclarée dans les quinze jours.

Art. 2. — Aucune introduction ne pourra avoir lieu dans les entrepôts qu'en vertu d'un passe-debout, soit que les marchandises proviennent de l'entrée directe dans les lieux sujets, soit qu'elles proviennent d'un entrepôt où elles auraient été précédemment admises.

Le passe-debout devra être apuré dans les vingt-quatre heures de sa délivrance par sa remise à l'Administration, revêtu de la prise en charge de l'entrepositaire et son inscription au compte ouvert de celui-ci.

Les entrepositaires tiendront également un registre de compte ouvert sur lequel seront inscrites les entrées et les sorties. Ce registre sera représenté et vérifié à toute réquisition de l'Administration.

Art. 3. — Tout enlèvement de marchandises pour une localité extérieure au lieu sujet, ou pour un entrepôt du lieu, devra être déclaré au bureau des contributions diverses, au moins trois heures avant la sortie des produits. Ceux-ci seront accompagnés d'un permis de passe-debout à apurer comme les permis d'introduction.

Art. 4. — Des inventaires, dressés contradictoirement, toutes les fois que l'Administration le requerra, établiront la situation des entrepôts.

Les entrepositaires fourniront, à cet effet, une déclaration certifiée des quantités restantes au moment de l'inventaire. Le droit d'entrée sera immédiatement exigible sur la différence entre les prises en charge d'une part et les sorties ajoutées aux restes en entrepôt d'autre part.

Le résultat des inventaires sera consigné sur le registre dont la tenue est prescrite par l'article 2.

Art. 5. — Les fabricants de savons établis dans les lieux sujets pourront être admis au bénéfice de l'entrepôt aux conditions que le Directeur des contributions diverses avisera.

(1) Conf. décret du 28 décembre 1897, art. 1er, qui ajourne son application au 1er octobre 1898.

---

719 17 novembre 1897

(21 djoumadi ettani 1315)

PROMULGUÉ LE 17 NOVEMBRE 1897

Décret prescrivant le paiement en argent de la dîme des huiles précédemment perçue en nature (1).

(Officiel, 1897, 637)

(1) ***Exposé des motifs de ce décret présenté par le Directeur des finances.*** (Extrait) [*R. D. F.*, 1897, 487.]

La question de la réforme de la dîme des huiles est depuis longtemps à l'étude. Les corps élus en ont maintes fois été saisis, mais jusqu'ici l'accord n'avait pu se faire sur aucune des propositions successivement examinées.

La Direction générale des finances, qui n'avait cessé d'étudier de nouvelles combinaisons en vue de tâcher de concilier les intérêts parfois contradictoires des producteurs d'olives, des fabricants d'huile et du Trésor et s'était finalement arrêtée à un régime mis à l'essai pendant les campagnes de 1895-1896 et de 1896-1897, a soumis à la Conférence consultative, dans sa douzième session (avril-mai 1897), un projet tendant à rendre cet essai définitif.

Ce projet a été, après amendement sur un point, adopté à l'unanimité par la Conférence (séance du 3 mai 1897, page 76 des procès-verbaux). Il a été définitivement sanctionné par le décret beylical du 17 novembre 1897 (21 djoumadi ettani 1315). Je vais en expliquer l'objet et la portée ; mais, auparavant, il n'est pas inutile de rappeler ici, comme je l'avais fait d'ailleurs devant la Conférence, l'état de la législation qu'il s'agissait de modifier, les inconvénients qu'on lui reprochait, les précédents projets de réforme et les objections qui avaient empêché d'y donner suite.

État actuel de la législation et inconvénients qu'on lui reproche. — A) *Droits du Trésor.* — L'olivier est assujetti dans la Régence à un impôt foncier qu'il acquitte dans les régions de l'Est, du Sud et du Centre, sous la forme d'une taxe fixe par pied d'arbre (*kanoun*), et, dans certains autres territoires (région de Bizerte, de Tebourba, de Tunis, de Zaghouan et de Soliman Djezira de l'Outane-Kebli et île de Djerba), dits *pays de dîme*, sous forme d'un prélèvement sur l'huile tirée de sa récolte en olives. Ce prélèvement est de 11/100es de l'huile produite, dont 10/100es représentent la dîme proprement dite et 1/100e le salaire ou remise du collecteur. Il est opéré à la fabrique d'huile, où les agents du fisc ont libre accès pour surveiller le pressurage et exercer les droits du Trésor.

Dans la circonscription de Tunis et dans celles de Tébourba et de Zaghouan, l'État s'attribue, outre les 11/100es de l'huile, la totalité des grignons qui, dans les autres régions, restent aux propriétaires d'olives.

B) *Droits de la Ghaba.* — Cette organisation est compliquée des droits spéciaux de l'Administration de la Ghaba, chargée, par deux décrets du 19 mai 1870 (17 safar 1287), de la surveillance et parfois de la gestion des olivettes dans les pays de dîme, autres que l'île de Djerba.

On sait que, dans ces pays, les olivettes appartiennent en majeure partie à des habous publics et surtout privés et à des indigènes restés dans l'indivision depuis des temps reculés, qui ne sauraient cultiver eux-mêmes et entre lesquels les olivettes sont morcelées à l'infini, au point que la plupart des intéressés sont hors d'état de reconnaître leurs droits sur le terrain. Pour ces propriétaires en tutelle, la Ghaba assure le labourage des terrains complantés en oliviers, la taille des arbres, la cueillette des olives, la fabrication et la distribution de l'huile après paiement de la dîme, pour tous, elle réprime les abus de pâturage et garde la récolte pendante.

La Ghaba perçoit pour ces divers offices :

a) 2 °/o du prix de vente ou de l'estimation de la récolte d'olives, pour son salaire de la garde des olivettes jusqu'à la cueillette des olives ;

b) 2 °/o du prix de vente des récoltes, pour le salaire de ses amins et de ses notaires qui effectuent les ventes ;

c) Des vacations de 6 fr. ou de 3 fr. pour le salaire journalier des notaires chargés, dans les usines de Tunis, de surveiller le pressurage et l'exercice du prélèvement de la dîme, ailleurs qu'à Tunis, les honoraires des notaires sont de 1 fr. 80 c. par jour.

C) *Critiques faites à cette organisation.* — On a fait à cette organisation les reproches suivants :

1° L'obligation pour les fabricants d'huiles de supporter la présence dans leurs usines des agents du Trésor et ceux de la Ghaba est intolérable, en ce sens qu'elle livre à des étrangers les secrets possibles de la fabrication et paralyse, par suite, l'initiative des usiniers. D'autre part, les agents du fisc, pour exercer le prélèvement de la dîme, troublent l'huile dans les caisses de décantation, et parfois leurs récipients lui communiquent une saveur désagréable, nuisible à la vente. Lorsque le fabricant fait plusieurs qualités d'huile, des difficultés et des conflits surgissent souvent quant aux qualités sur lesquelles le prélèvement de la dîme doit être opéré.

2° L'intervention de la Ghaba est, pour les propriétaires d'olivettes qui ne sont pas dans la catégorie des incapables que le législateur a

Vu les décrets des 30 septembre et 19 octobre 1857 (10 et 29 safar 1274) et de décembre 1857 (djoumadi el aouel 1274), fixant le tarif de la dime des huiles et réglementant les pressoirs à huile ;

---

voulu protéger, nuisible aux perfectionnements de la culture et constitue, en tous cas, une atteinte à la liberté individuelle

Ces critiques ne sont pas sans exagération.

Rappel des divers projets de réforme antérieurement examinés. — Pour supprimer ces inconvénients, on a successivement proposé :

Projet de remplacement de la dîme par le kanoun. — 1° Le remplacement de la dîme par le kanoun : mais les propriétaires indigènes, de beaucoup les plus nombreux, ont énergiquement repoussé la proposition et réclamé le maintien de la dîme. Leur sentiment s'est surtout manifesté au sein de la commission nommée par l'arrêté résidentiel du 22 octobre 1891 (*Officiel*, 91, 265). A leurs yeux, la dîme offre cet avantage qu'ils ne paient d'impôt que quand il y a de la récolte et au prorata de la récolte Cet avantage est considérable pour les propriétaires qui n'ont pas d'autre ressource que le produit de leurs olives, ressource inégale, puisque parfois, ils n'ont qu'une bonne recolte par cinq ou six années. L'impôt est prélevé sur le produit avant que ce produit leur soit livré : il s'incorpore en quelque sorte aux frais de fabrication également payés au moyen d'un prélèvement en nature. Ce mode de libération, quelque onéreux qu'il soit, ne leur cause au fond aucune gêne. Le kanoun, au contraire, leur serait réclamé par le percepteur à son heure, au moment où, n'ayant pas de ressources, ils ne pourraient le payer Il serait dû, qu'il y ait ou non de la récolte. Les arriérés s'accumuleraient au point de devenir une charge lourde qui les privrait de la majeure partie de la récolte des bonnes années. Leur resistance a paru insurmontable a la Conference consultative (session d'avril 1892, page 83 des procès-verbaux).

Remplacement de la dîme par l'imposition des olives sur l'arbre. — 2° La conversion de la dîme en un droit frappant les olives sur l'arbre.

Dans ce système, la vente aux enchères eût eté rendue obligatoire pour tous les proprietaires, et l'impôt, calculé sur le prix de vente, à la charge du vendeur, mais avec recours de l'État contre l'acheteur et privilege sur les olives vendues Telle était la conclusion de la commission instituée par l'arrêté résidentiel du 22 octobre 1891 Mais on a objecté, a l'encontre de ce projet, que l'obligation de vendre les olives sur l'arbre, aux encheres, eût constitue plutôt une aggravation du regime existant, qui n'exige la vente que des fruits des olivettes appartenant aux habous ou aux propriétaires empeches par l'indivision, l'indigence ou une cause quelconque d'incapacité d'exercer leurs droits. On ajoutait que l'obligation de la vente aux encheres des olives sur l'arbre serait une mesure anti-économique, attentatoire à la liberte des propriétaires, et enfin qu'elle causerait un sérieux préjudice aux producteurs à qui elle enlèverait le droit de ceder par anticipation leur récolte ou de traiter de gré à gré suivant leurs convenances personnelles. On a craint également que des coalitions se fissent entre acheteurs pour avilir les prix Au point de vue fiscal, la situation eût été difficile ; il aurait fallu faire un rôle de 30.000 cotes nominatives dans l'espace de quelques jours, avant que les olives aient été triturees et l'huile vendue. Ni l'Administration, ni la Conférence n'ont pu adhérer à un tel système.

Report de l'impôt sur le fabricant d'huile. — 3° La conversion de la dîme en argent et sa perception dans les usines à raison des quantites d'huile reellement produites

Ce système, presenté par la Direction générale des finances, a été approuvé d'abord par la Commission des finances de la Conference consultative et ensuite par la Conference elle-même, à l'unanimité moins deux voix, dans sa session d'avril 1892 ; mais, ultérieurement, le projet de décret établi d'apres les conclusions de la commission a ete repousse dans son principe même par la Chambre de commerce du Nord et la Chambre consultative d'agriculture qui venaient d'être créées, la premiere préconisant le rétablissement du kanoun (seance du 12 octobre 1892) et la seconde réclamant (séance du 12 novembre 1892) le maintien du *statu quo*, tout en recommandant au Gouvernement de hâter les études qui permettront de décreter l'impôt foncier

Système mixte d'établissement du kanoun et d'imposition des olives sur l'arbre. — 4° La faculté pour les propriétaires d'olivettes immatriculees de demander à être placés sous le regime du kanoun et, en ce qui concerne les olivettes non immatriculées, la conversion de la dîme en une taxe sur le prix de vente ou l'évaluation des olives sur l'arbre.

Ce projet est dû à la Chambre consultative d'agriculture qui, revenant sur ses conclusions du 12 novembre 1892, l'a proposé dans sa séance du 23 mars 1893 ; il a été repris devant la Conference consultative (session de mai 1893), ou il a été l'objet d'appreciations diverses

La Direction générale des finances n'a pas cru pouvoir s'y rallier

D'une part, en effet, il n'est pas possible d'admettre que, dans un même territoire, il existe, souvent contigues, des olivettes soumises a deux régimes différents. La surveillance est impossible, ainsi que le prouve l'expérience des quelques olivettes « tiach » enclavées en pays d'achour et qui paient le kanoun, et inversement de celles enclavées en pays de kanoun et qui paient l'achour. Le but à atteindre est de supprimer ces olivettes « tiach » plutôt que d'en constituer de nouvelles

D'autre part, comme l'a déja dit le Directeur des finances au sein de la commission instituée par l'arrêté résidentiel du 22 octobre 1891, l'obligation de pourvoir chaque année, à une époque proche de la récolte, à l'evaluation des olives sur pied non vendues aux encheres est une charge d'une réalisation difficile. Deux tiers de la récolte seulement sont vendus aux enchères ; l'évaluation du tiers restant constituera une grosse opération. Cette proportion peut, du reste, s'aggraver encore : l'usage d'acheter les olives avant la recolte, par courtiers payant comptant tout ou partie du prix, paraît en effet devoir prendre de l'extension. Dans ce cas, l'évaluation sera la regle et la vente sera l'exception

On a deja dit plus haut, d'ailleurs, que les ventes aux enchères ne sont pas exemptes de manœuvres ayant pour objet de dissimuler a la Ghaba le prix réel de l'adjudication Ces fraudes ne feront que s'accroître quand l'impôt sera basé sur le prix. Le recours contre l'évaluation des experts introduirait dans la legislation une source de réclamations dont les redevables seraient les premiers à se plaindre

L'allégation de pertes ou de diminution de la récolte par suite d'intempéries ou d'autres causes nécessiterait un continuel retour des experts sur le terrain et des difficultés sans nombre, onéreuses pour tous ; qui ne sait combien les olives sont sujettes à dépérissement par les vents, la grele, les insectes, les oiseaux, etc. ?

Au milieu de ces difficultés, il faudrait quand même etablir hâtivement de considérables rôles nominatifs avant que les olives ne soient triturées et l'huile vendue, sans quoi le Trésor perdrait, avec le gage, la possibilité de recouvrer l'impôt . opération impraticable et que le rapporteur de la Conference, dans la session d'avril 1892, a écartée sans hésitation.

Remplacement de la dîme par un impôt basé sur la surface des plantations — 5° Le remplacement de la dîme par un impôt basé sur la surface des plantations (Conférence consultative, session de novembre 1891, page 125 des procès-verbaux)

La Direction générale des finances admet toujours que cette transformation puisse être plus tard la solution cherchée, mais elle est pour le moment encore prematurée

Le kanoun serait, sans doute, une étape intermédiaire

Exposé de l'essai auquel l'Administration s'est livrée sur les récoltes de 1895-1896 et de 1896-1897. — Pour obvier aux difficultés qui avaient fait obstacle aux divers projets que l'on vient de rappeler, le Gouvernement a fait en 1895 1896, dans la circonscription de Tunis, un essai qui a consisté a reporter la perception de la dîme sur l'olive au moment de son apport à l'usine et à convertir l'impôt en argent

Tout usinier a été autorisé à se rédimer de la dîme en nature exigible sur l'huile produite par son moulin moyennant le paiement en argent, par hectolitre d'olives introduit au moulin, d'une somme fixée a forfait pour toute la durée de la campagne et représentant la valeur de la dîme d'huile et, le cas echéant, des grignons afferents a cet hectolitre d'olives

L'essai a été continué en 1896-1897, mais avec cette difference que la valeur de rachat a été arbitrée par quintal metrique et non plus par hectolitre d'olives

L'expérience, qui n'a pas soulevé d'objections de la part des propriétaires, a été également bien accueillie par les usiniers qu'elle a eu pour resultat immédiat d'affranchir de la surveillance et de l'exercice des agents du fisc dans l'intérieur des moulins, l'action de ces agents étant limitée à la surveillance des quantités d'olives introduites

Transformation de cet essai en régime définitif. — *Projet de l'Administration.* — En même temps qu'elle constatait la réussite de son essai l'Administration recueillait des informations qui lui permettaient d'affirmer la possibilité d'étendre la mesure à tous les pays de dîme (reserve provisoirement faite de Djerba), et en outre de transformer sans inconvénient en obligation la faculté d'opter pour le rachat en argent, cette obligation pouvant être imposée non seulement à l'usinier, mais au contribuable lui-même.

La mesure avait un precedent, celui de la conversion en argent de l'achour en nature qui, d'abord facultative, a été declarée obligatoire lorsque les contribuables ont paru suffisamment familiarisés avec l'idée et preparés a l'application de la reglementation nouvelle.

La Direction generale des finances a résolu, en consequence, de transformer son essai de 1895-1896 et de 1896-1897 en régime définitif, et elle a fait part de son intention à la Conférence consultative en lui soumettant dans les termes suivants l'economie de son projet

Le fermage sera supprime et remplacé par la regie. Cette régie sera confiée au service des contributions diverses, qui pourra l'assurer, sans aggravation sensible de ses charges, avec le personnel dont il dispose déjà pour les régies de mahsoulats de Tunis, de Bizerte et de Tébourba, et qu'il organisera ulterieurement pour la prise en regie des mahsoulats du Cap Bon et de Zaghouan

La quotité de l'impôt restera fixée aux 11/100es du produit de l'olive

L'impôt sera perçu en argent, a raison du rendement en huile et en grignons d'un quintal d'olives, rendement fixe chaque année a forfait, à un taux moyen, que determineront des décrets

Le transport des olives d'une circonscription dans une autre, et même des pays de kanoun dans les pays de dîme, sera permis, comme le transport des olives des pays de dîme dans les territoires de kanoun est deja autorise, moyennant les justifications nécessaires pour prévenir les fraudes. De même l'exportation des olives sera permise apres paiement de l'impôt

La dîme etant calculée sur le produit de l'olive, il n'y aura plus lieu pour l'État de retenir les grignons dans les pays ou cette surtaxe existe encore

Les quelques olivettes kanoun enclavées dans les pays de dîme seront soumises au droit commun. Il en sera de même des olivettes jouissant de privileges d'exemération en vertu d'anciens usages.

Par suite de la suppression du fermage, l'intervention des agents de la Ghaba dans les usines deviendra sans objet

Les redevances stipulées en faveur des notaires pour leur exercice dans les usines seront également supprimees

Le rôle de la Ghaba sera limité a la surveillance des cultures, de la taille, de la recolte, etc

L'Administration continuera a se reserver le droit d'autoriser l'ouverture d'usines nouvelles Mais les redevances fixees pour le pressurage des olives cesseront d'être obligatoires, les producteurs restant libres de traiter avec les usiniers au taux qu'ils aviseront La concurrence est partout assez grande pour que le producteur puisse debattre librement ses intérêts. Cette liberté amènera la fermeture des usines domaniales, dont l'outillage n'est plus en rapport avec les conditions actuelles de la fabrication

L'île de Djerba restera provisoirement en dehors de la réforme, le Gouvernement étant toujours dans l'intention d'y remplacer les impôts actuels par une taxe fonciere, des qu'il aura pu faire inscrire au budget les crédits nécessaires pour operer le cadastre (*Conf decret du 30 mars 1900* [v° Khoumsa])

Amendement de la Conférence consultative — La Conférence consultative a examiné le projet de l'Administration dans ses séances des 1er et 3 mai 1897. Elle n'y a fait qu'une objection relative au régime nouveau proposé pour les grignons.

On a vu plus haut qu'en l'etat actuel de la législation, l'État perçoit les grignons dans les circonscriptions de Tunis, de Tebourba et de Zaghouan, alors qu'il les abandonne aux propriétaires d'olives dans les autres régions L'Administration s'était proposé, dans son projet de réforme, de faire disparaître l'inégalité de traitement qu'engendre cette règle Il lui avait paru que la dîme doit frapper tous les pro-

Vu les deux decrets du 19 mai 1870 (17 safar 1287) sur l'organisation et la rémunération du personnel de la Ghaba ;

Vu le décret du 22 octobre 1886 (23 moharrem 1304) sur les transports d'olives dans les pays de dîme ;

---

duits de l'olive, aussi bien les grignons que l'huile. Si, à une époque lointaine, le Gouvernement a négligé les grignons dans toutes les circonscriptions de dîme, puis les a, plus tard, retenus dans quelques-unes d'entre elles en continuant à les abandonner dans d'autres, toujours sans aucune protestation des contribuables, c'est que l'industrie tunisienne n'avait pas les moyens d'en tirer parti et les considérait comme sans valeur. Mais aujourd'hui que, grâce aux procédés nouveaux, les grignons sont susceptibles d'une importante utilisation industrielle, il semble illogique de retenir les grignons dans certaines parties du territoire et de les abandonner ailleurs, et l'équité commanderait, d'une part, de ramener à 11/100es la proportion des grignons que l'Etat a jusqu'ici perçus en totalité dans les circonscriptions de Tunis, de Tébourba et de Zaghouan, d'autre part, de réclamer désormais les 11/100es de grignons dans les territoires où il n'est effectué présentement aucune perception de ce chef.

Les grignons de Tunis, de Tébourba et de Zaghouan valent en moyenne 42,780 francs, et ceux du Cap-Bon, de Bizerte et des autres régions où ils n'appartiennent pas à l'État (Djerba restant exceptée), 54,300 francs : le prélèvement de 11 °/₀ sur ces chiffres donne, pour la région de Tunis, 4,700 francs et, pour le reste des pays de dîme, 6,000 francs, soit en tout 10,700 fr. La péréquation de la dîme sur les grignons se traduirait donc, eu égard à ce que le Trésor perçoit présentement, par un dégrèvement de 32,000 francs.

Mais cette combinaison a été critiquée comme créant un impôt nouveau dans des régions jusque là exemptes de la dîme sur les grignons (procès-verbaux, page 46), et, sur l'observation de M. le Résident général (loc. cit., page 76) que la question des grignons pourrait être réservée, la Conférence consultative a adopté à l'unanimité les conclusions du rapporteur favorables au projet de l'Administration, mais en réservant le *statu quo* en ce qui concerne les grignons.

Commentaire du décret du 17 novembre 1897. — Le projet de l'Administration ainsi amendé par la Conférence est devenu le texte du décret du 17 novembre 1897.

Ce texte nécessite quelques commentaires.

Article 1er. — ***Conversion obligatoire de la dîme en argent.*** — L'article 1er du décret, après avoir rappelé que la dîme est de 11/100es du produit en huile de la récolte d'olives, et maintenu, suivant le vœu de la Conférence consultative, l'attribution des grignons à l'État dans les circonscriptions de Tunis, de Tébourba et de Zaghouan, dispose que la dîme et, s'il y a lieu, la valeur des grignons seront perçues en argent. La dîme doit être, d'après le même article, assise sur la valeur, à fixer chaque année par décret, du rendement présumé en huile des olives. La valeur des grignons sera fixée en la même forme.

Autres innovations de l'article 1er. — Outre ce principe nouveau du paiement obligatoire de l'impôt en argent, l'article 1er du décret contient d'autres importantes innovations :

1° Il soumet à l'impôt toutes les olives noires récoltées (on verra plus bas de quelles façons il les saisit) sans distinction entre celles qu'elles soient destinées à la fabrication de l'huile, livrées à la consommation en nature, transportées en pays de kanoun, ou exportées à l'étranger ;

2° Il taxe uniformément toutes les olives comme si elles devaient servir à la fabrication de l'huile et produire un rendement égal en huile ;

3° Il supprime les prohibitions qui s'opposent présentement à l'exportation à l'étranger des olives des pays de dîme et à l'introduction dans ces pays des olives provenant des territoires de kanoun ;

4° Il met fin aux exemptions d'impôt dont bénéficient actuellement certaines olivettes ;

5° Il permet aux propriétaires d'olivettes kanoun enclavées dans les pays de dîme de demander à passer sous le régime de la dîme.

Je vais examiner successivement ces divers points.

Unification du régime fiscal des olives en pays de dîme. — Actuellement, les olives des pays de dîme sont, au point de vue de l'impôt, assujetties à deux traitements différents, suivant qu'elles sont livrées à la consommation en nature ou qu'elles servent à la fabrication de l'huile. Dans le premier cas, elles supportent les droits établis par les tarifs sur les fruits et légumes des décrets des 11 mars et 12 décembre 1895. Dans le second cas, elles supportent la dîme sur l'huile, avec, ou non, abandon des grignons à l'État.

Il a paru équitable de mettre fin à un régime qui frappe les olives de droits différents dans leur assiette et dans leur quotité suivant la destination que leur donne le contribuable et d'assujettir au même traitement toute la récolte d'olives. Il eût été désirable de réaliser immédiatement cette réforme dans son entier ; mais des objections sérieuses ont été faites à ce projet en ce qui concerne les olives vertes. On a fait valoir que ces olives fournissent un mets de luxe recherché des populations : elles sont récoltées à partir de la fin de septembre, d'où leur nom d'octobri ; si elles étaient assimilées aux olives noires, le service de la Ghaba serait dans la nécessité d'en interdire la cueillette jusqu'à la promulgation du décret fixant le taux annuel de conversion de la dîme. Ce retard diminuerait leur valeur marchande et les rendrait, par suite d'un excès de maturité, peu propres à la consommation.

Le décret se borne donc à unifier le droit sur les olives noires qui paieront désormais la dîme quelle que soit leur destination, c'est-à-dire sans distinction entre celles réellement livrées au pressurage, et celles exportées ou consommées en nature. Cette unification se traduit le plus généralement par un dégrèvement. En effet, en admettant que la dîme soit, comme dans la campagne de 1896-1897, de 1 fr. 51 par 100 kilogr. d'olives, ou qu'elle doive être, aux cours actuels de l'huile, fixée à 1 fr. 76, elle reste encore inférieure au droit actuel de consommation qui est de 2 fr. 60 à Tunis et de 3 fr. 95 dans les autres localités des pays de dîme d'une population agglomérée de 500 habitants et au-dessus. La valeur des grignons, supposée de 0 fr. 64 par 100 kilogr., ne compense même pas la différence à Tunis, et elle ne l'excédera que dans une faible mesure à Tébourba et à Zaghouan.

Évaluation uniforme et à forfait des rendements en huile pour toutes les circonscriptions. — Pour l'assiette de l'impôt, l'article 1er du décret décide, comme on l'a vu plus haut, que la dîme de l'huile et, s'il y a lieu, la valeur des grignons seront basées sur les quantités d'huile et de grignons qu'un quintal métrique d'olives livré au pressurage est susceptible de produire. Ce rendement est évidemment variable de circonscription à circonscription et même d'olivette à olivette dans une même circonscription. Il n'était évidemment pas possible de tenir compte de ces différences de rendement ; la modération des taux de conversion atténuera d'ailleurs les inconvénients du régime. Mais il n'est pas possible de ne pas remarquer que le kanoun assis, pour chaque pied d'olivier, sur sa productivité réelle est un impôt plus équitable et que l'Administration doit tendre, comme elle l'a d'ailleurs déclaré à la Conférence consultative, à substituer, dès que l'occasion le permettra, le kanoun à la dîme.

Il peut être intéressant de rechercher quel sera, sur ces bases, le rapport de la dîme et des grignons à la valeur de la récolte.

En admettant que le quintal métrique d'olives sur pied ait une valeur de 10 fr. 80 et que son rendement soit de 20 litres d'huile valant 16 francs, la dîme supposée de 1 fr. 76 est à la valeur de l'olive dans le rapport de 16 fr. 50 p. 100.

Le rendement en grignons, qui est de 32 kilogr. d'une valeur de 0 fr. 64, est à celle de l'olive dans le rapport de 6 p. 100.

Le total de l'impôt dans les pays où les grignons appartiennent à l'État, s'élevant à 2 fr. 40, est, par rapport à la valeur de l'olive, dans la proportion de 22 fr. 50 p. 100.

[Tous les calculs de cet exposé de motifs sont basés sur les données suivantes :

Le poids d'un caffis d'olives varie de 420 à 460 kilogr. : ce qui permet d'attribuer à l'hectolitre un poids de 67 à 75 kilogr.

Le rendement de 100 kilogr. d'olives est, en huile, de 20 kilogr. et en grignons de 32 kilogr.

La valeur de l'huile est de 80 francs les 100 kilogr. ; celle des grignons, de 2 francs.

Le métal d'huile équivaut à 2 décalitres et pèse 18 kilogr.]

Liberté d'exporter les olives des pays de dîme ou de transporter en pays de dîme les olives originaires de territoires de kanoun. — Actuellement, les olives des pays de dîme ne peuvent pas être exportées (décret du 11 janvier 1887). Fallait-il maintenir cette interdiction ? Le Gouvernement ne l'a pas pensé. Il estime que, dans l'intérêt des producteurs d'olives et de la fabrication de l'huile, les entraves fiscales doivent être restreintes le plus possible. Il a en conséquence abrogé le texte qui a interdit jusqu'ici l'exportation des olives provenant des pays de dîme. Ces olives seront donc désormais traitées sur le même pied que les olives des pays de kanoun, elles paieront comme elles à l'exportation le droit de 3 fr. 97 par 100 kilogr.

En outre, de même que les olives de pays de dîme peuvent être expédiées en pays de kanoun à la condition d'avoir été, à l'olivette de provenance, l'objet d'une déclaration d'expédition et d'être accompagnées de la justification du paiement de la dîme, de même celles de kanoun pourront être introduites en pays de dîme à des conditions analogues, notamment sous la justification du paiement de l'impôt afférent aux olives introduites.

Suppression des exemptions d'impôts. — Il a paru qu'il n'y a aucune raison de maintenir les exemptions dont bénéficient présentement certaines olivettes : ce sont, par exemple, dans le canton de Tébourba, celles de la zaouia Béchena ; dans le canton de Zaghouan, celle de la zaouia d'Ali-Azzouz ; dans le canton de Bizerte, celles de Sidi-Larbi, à Ras-el-Djebel. Si des faveurs spéciales doivent être faites à des œuvres intéressantes, elles le seront par voie d'inscription au budget ; mais l'exemption d'impôts est une mesure qui doit être écartée absolument.

Situation des olivettes dites « Tiach » des pays de dîme. — Il existe, disséminées en pays de dîme, des olivettes qui échappent au régime de la dîme et paient le kanoun. Ce régime exceptionnel a eu pour origine, suivant le cas, la difficulté de surveiller ces olivettes pour la perception de la dîme ou la distance qui les séparait des moulins à huile les plus voisins.

L'Administration étant mieux armée aujourd'hui, il a paru opportun de donner aux propriétaires d'olivettes « Tiach » la faculté que certains d'entre eux ont d'ailleurs revendiquée, de demander à passer du kanoun sous le régime de la dîme. Tel est l'objet de l'avant-dernier alinéa de l'article 1er du décret. Les demandes des intéressés ne seront admises que si elles se produisent au début d'une campagne, c'est-à-dire avant tout enlèvement de la récolte en cours sur laquelle la dîme sera réclamée pour la première fois. Elles devront être appuyées de la justification du paiement des taxes échues du kanoun. Elles seront d'ailleurs irrévocables et entraîneront l'impossibilité, pour le propriétaire de ces olivettes, de les faire jamais replacer sous le régime du kanoun.

Superposition de la dîme et du droit de consommation sur l'huile. — L'article 1er du décret du 17 novembre prend soin de rappeler, dans son dernier alinéa, que la dîme, équivalent de l'impôt foncier, ne saurait être confondue avec le droit de consommation sur l'huile, impôt indirect récemment réglementé par le décret du 1er avril 1897. A vrai dire, la chose ne saurait faire doute ; mais il a paru bon néanmoins de la spécifier.

Toutefois, une difficulté pouvait surgir. Le décret du 1er avril 1897 assujettit en effet aux droits de consommation les olives destinées à être triturées, mais il n'y soumet pas les olives destinées à être consommées en nature. Lors donc que des olives auraient été introduites dans une ville, il eût fallu faire préciser par l'introducteur la destination qu'il entendait leur donner : au cas où il eût voulu les faire servir à la fabrication de l'huile, les agents des contributions diverses auraient exigé, outre la dîme et, le cas échéant, les grignons, le droit de consommation du décret du 1er avril 1897. Le droit de consommation n'aurait pas été dû au contraire dans l'hypothèse où les olives auraient été destinées à la consommation en nature. On serait ainsi retombé dans les distinctions compliquées que le décret du 17 novembre 1897 a eu précisément en vue d'éviter en assujettissant uniformément à la dîme les olives destinées à la consommation aussi bien que les olives à triturer pour la fabrication de l'huile. Pour prévenir ces complications, le décret du 17 novembre, modifiant les dispositions du décret du 1er avril, a étendu aux olives à consommer en nature l'application du droit de consommation d'abord limitée aux olives à triturer.

Art. 2. — ***Conséquences du nouveau régime au point de vue du fonctionnement de la Ghaba. Taxes dues à cette administration.*** — L'article 2 du projet définit les conséquences de la réforme projetée au point de vue du fonctionnement de la Ghaba.

La suppression de la dîme en nature aura pour conséquence de

Vu le décret du 24 octobre 1872 (21 châbane 1289) relatif à la surtaxe d'un dixième sur tous les impôts directs ;

Vu le décret du 11 janvier 1887 (15 rebiâ ettani 1304) relatif à l'exportation des olives ;

Vu le décret du 13 août 1887 (23 kâda 1304) sur les mahsoulats, dont l'article 11 a soumis à des restrictions le transport en pays de kanoun des olives cueillies en pays de dîme ;

---

rendre désormais inutile l'assistance des notaires de la Ghaba au pressurage des olives dans les moulins De ce chef, les contribuables se trouveront dégrevés du paiement des vacations journalières desdits notaires dont le montant est, comme il est dit plus haut, de 6 fr., 3 fr et 1 fr. 80

Mais la réforme projetée n'a pas pour résultat d'affranchir les olivettes de la surveillance et de l'exercice de l'Administration de la Ghaba qui continuera par suite à percevoir directement la taxe de 2 p. 100 pour frais de garde, sur la récolte d'olives et de figues d'Inde.

Toutefois l'Administration a pensé qu'il y a intérêt pour les contribuables comme pour le Trésor à ce que cette taxe soit perçue en même temps que la dîme, sauf répartition ultérieure, par les soins de l'Administration, entre le Trésor et le service de la Ghaba Il a été établi qu'à raison de 2 p. 100 de la valeur de la récolte sur pied, ladite taxe représente 1/8 de la dîme. Il suffisait donc de majorer la dîme de 1/8, soit de 0 fr. 125 p. 100, pour faire compte à la Ghaba et libérer le contribuable des frais de garde des olivettes. C'est ce que décide l'article 2 du décret.

Quant à la taxe, également de 2 p. 100, qui constitue la rémunération des amins et des notaires, comme elle est due uniquement sur le montant des olives vendues aux enchères, sans atteindre les olives vendues de gré à gré ou cueillies directement par les propriétaires, elle est, au fond, facultative pour les propriétaires d'olivettes maîtres de leurs droits et capables de les exercer, et n'est, en fait, acquittée que par les habous, les mineurs, les interdits, les femmes, etc. Les amins et notaires continueront donc à la prélever eux-mêmes directement sur les prix d'adjudication des ventes aux enchères où ils assisteront.

La Ghaba a droit en outre à une taxe de 25 p 100 sur le prix des caroubes récoltées dans les olivettes. L'intérêt qui s'attache à favoriser la culture des caroubiers ne permet pas de maintenir cette disposition dans toute sa rigueur ; d'autre part, sa suppression pourrait priver du produit de leurs fruits les habous et les incapables dont la Ghaba est l'unique oukil dans les olivettes et qui sont soumis au régime de la vente aux enchères obligatoires Il a paru qu'il serait donné une suffisante satisfaction aux intérêts en présence en maintenant le droit, mais en le ramenant au taux de 2 p 100 déjà applicable aux ventes d'olives

Art 3 — ***Mode de perception de la dîme.*** — L'article 3 du décret détermine à quel moment et dans quelles conditions les olives seront atteintes par l'impôt.

Il pose tout d'abord en principe que l'impôt devra être acquitté dans la circonscription même d'origine de l'olive. C'est là une conséquence de la différence de régime auquel sont soumises les olives, suivant qu'elles proviennent des circonscriptions de Tunis, de Tébourba et de Zaghouan où leurs résidus (ou grignons) appartiennent à l'État et des autres circonscriptions où les grignons restent aux propriétaires. Il n'est pas admissible, en effet, que des olives originaires d'une circonscription où elles doivent les grignons indépendamment de la dîme, puissent, sans avoir payé ces deux taxes réunies, sortir de cette circonscription et être présentées aux agents du Trésor d'une circonscription où elles ne devraient que la dîme sans les grignons. Les transports d'olives d'une circonscription à l'autre sont donc interdits tant qu'il n'est pas justifié de l'acquittement des droits ; ils ne peuvent d'ailleurs être effectués, même après ce paiement, qu'avec l'autorisation de l'Administration des contributions diverses à laquelle les transporteurs doivent demander préalablement un permis de circulation. C'est ce que prévoit l'alinéa final de l'article 3 du décret

Par identité de motifs, le décret assujettit à la même formalité du permis de circulation, les transports d'olives d'un pays de dîme dans un pays de kanoun

Les olives, après leur cueillette, peuvent recevoir diverses destinations ; elles sont le plus communément dirigées sur une agglomération urbaine, mais elles peuvent être aussi, soit apportées sur des marchés extérieurs ou dans des usines foraines, soit exportées à l'étranger ou en pays de kanoun ; il arrive parfois qu'elles soient provisoirement entreposées en dehors des villes, dans des habitations ou dans des lieux de dépôt, en attendant, lorsqu'elles n'y sont pas consommées sur place, de recevoir leur destination définitive. Le décret n'entrave en rien le droit pour les producteurs ou intermédiaires de donner à leurs olives la destination qu'il leur plaît, et il se plie pour la perception du droit à toutes les nécessités de la production ou de la fabrication. Ainsi, il atteint à l'entrée des villes les olives introduites dans les agglomérations urbaines de 500 habitants et au-dessus ; il frappe les olives apportées sur les marchés extérieurs, au moment où elles sortent de ces marchés, c'est-à-dire au moment où elles sont présumées être parvenues à leurs consommateurs définitifs ; quant aux autres olives, le législateur a dû, en raison de la diversité de leurs affectations possibles, subordonner ces affectations à la présentation préalable des olives à un bureau de perception désigné, pour chaque quartier des forêts d'oliviers, par le directeur des contributions diverses Ces bureaux, qui ne sont ouverts que du lever au coucher du soleil, doivent obligatoirement désigner dans la quittance des droits l'affectation déclarée de ces olives. Il va de soi d'ailleurs que cette affectation doit être réalisée dans le délai strictement nécessaire aux transports des olives sur leurs points de destination La quittance des droits qui constitue une sorte de laisser passer spécial pour ces affectations ne peut avoir cet effet que pour la durée de ce délai S'il devait être dépassé, les transporteurs auraient l'obligation d'en faire la déclaration aux contributions diverses afin d'obtenir la délivrance d'un permis de circulation régulier

C'est également d'un permis de circulation que les transporteurs d'olives doivent avoir soin de se munir, préalablement au transport, lorsque, ainsi qu'il a été dit plus haut, ils se proposent de les diriger sur un bureau d'exportation ou sur un pays de kanoun, ou bien lorsque ces olives sont extraites d'une ville, d'un moulin, d'une habitation ou d'un lieu de dépôt situés extra muros pour être dirigées sur un autre point de consommation ou d'utilisation industrielle.

Relativement aux olives destinées à l'exportation, il y a lieu de remarquer que si, en droit, leur exportation est subordonnée à la justification préalable de l'impôt, en fait, cette formalité sera le plus généralement inutile En effet, les exportations d'olives ne peuvent avoir lieu en pays de dîme que par les ports de Bizerte, de Porto-Farina, de La Goulette et de Tunis c'est-à-dire par des villes où, en raison du chiffre de la population, les olives n'auront pu pénétrer sans avoir payé les droits et où le seul fait de leur présence implique une présomption du paiement de l'impôt.

Ces explications prouvent que le régime nouveau de perception établi par l'article 3 du décret offre des avantages réels pour les contribuables. Il a surtout le mérite d'affranchir complètement les fabricants d'huile de l'exercice de l'Administration et de la surveillance des agents de la Ghaba. L'usinier pourra donc manipuler ses olives en dehors de toute ingérence étrangère ; la fabrication de l'huile deviendra ainsi une industrie entièrement libre sous la seule réserve que l'ouverture des usines devra être préalablement autorisée par l'Administration Cette formalité de l'autorisation préalable constitue en effet, avec les formalités (dénues à l'article 3) à remplir pour les transports d'olives en dehors de leur circonscription d'origine, et avec la répression des pressurages clandestins organisée par l'article 6, les garanties essentielles du Trésor dans l'application du nouveau système de perception.

Art. 4. — ***Importation en pays de dîme des olives des pays de kanoun*** — L'article 4 réglemente les conditions d'importation en pays de dîme des olives provenant de pays de kanoun Ses dispositions sont analogues à celles de l'article 11 du décret du 13 août 1887 (23 kâda 1304) relatives au transport, en territoire de kanoun, des olives provenant des pays de dîme

Art. 5 — ***Fonctionnement des moulins à huile*** — L'article 5 définit les conséquences du nouveau régime au point de vue du fonctionnement des moulins à huile.

Comme par le passé, il est indispensable qu'aucune usine nouvelle ne puisse être installée et exploitée sans l'autorisation de l'Administration. Mais les décrets de 1274 (1857) qui ont réglementé minutieusement le mode d'opérer le pressurage, le salaire de l'opération, la location des silos, la rétribution du personnel de surveillance, etc, ne répondent plus à l'état économique actuel de la Régence, et il y a d'autant moins d'inconvénient à abandonner cette réglementation que déjà elle est tombée en désuétude Dorénavant, les propriétaires demeureront libres de porter à leur choix leurs olives aux usines encore pourvues d'installations primitives, ou à celles installées suivant les derniers perfectionnements et pourront débattre librement les conditions du pressurage Il n'y a pas d'inquiétudes à concevoir touchant les conséquences de ce nouveau régime. Comme toutes les mesures de liberté et de concurrence, il exercera la plus salutaire influence sur l'industrie de la fabrication de l'huile dans les pays de dîme, à l'avantage commun des usiniers et des propriétaires fonciers dont il est à prévoir que, sous le nouveau régime, les préférences se porteront sur les moulins où le rendement sera le plus avantageux.

Une autre conséquence de la suppression de la dîme en nature, dont le décret ne parle pas, attendu que la mesure peut être réalisée par voie administrative, sera de permettre à l'État de fermer ses moulins à huile dont la principale, sinon l'unique raison d'être, était d'assurer ou tout au moins de faciliter la perception en nature. On ne voit pas, d'ailleurs, comment, avec la suppression du fermage de la dîme des huiles et l'administration en régie qu'implique le nouveau décret, l'État serait en mesure de faire fonctionner ces usines qu'il ne mettait en mouvement les années précédentes que par l'intermédiaire des fermiers.

Au surplus, l'État n'avait pas attendu la suppression de la dîme pour réduire le nombre de ses usines ou restreindre leurs opérations C'est dans cet esprit qu'il s'était montré toujours extrêmement libéral dans la délivrance des autorisations d'ouverture de moulins particuliers, et le nombre des établissements ainsi autorisés est aujourd'hui assez grand pour que l'État abandonne une exploitation qui a cessé de rentrer dans son rôle et qu'il convient de réserver à l'initiative privée. . . . .

Art. 8 — ***Maintien du régime actuel à Djerba. — Achour es-sâa des Metellits*** — L'article 8 maintient provisoirement en vigueur le régime actuel en ce qui concerne l'île de Djerba et l'achour es-sâa des Metellits. (*Conf. cependant : Decret du 30 mars 1900* [v° KHODORS])

A Djerba, où il n'existe pas d'Administration de la Ghaba, où les récoltes sont essentiellement variables et où le nombre des moulins est extraordinairement élevé (400), la perception du droit sur l'introduction des olives dans les moulins nécessiterait un personnel nombreux. En attendant l'établissement de l'impôt foncier que l'on a déjà signalé comme devant, à plus ou moins brève échéance, remplacer à Djerba les taxes en vigueur sur les produits du sol, il est indispensable de maintenir le régime existant (*Conf : Décret du 30 mars 1900* [v° KHODORS])

L'impôt dit « achour es-saâ » qui constitue une contribution spéciale à une catégorie d'oliviers de la région des Metellits, diffère essentiellement de l'impôt de la dîme des huiles. Il est perçu en vertu d'un rôle établi au commencement de chaque exercice et sanctionné par S A le Bey. Il est de la valeur en espèces, au cours du jour à Sfax, d'un demi-métal d'huile par chaque caffis d'olives recensées sur pieds Le principal s'accroît de diverses surtaxes (remise de 10 p 100 des collecteurs, droit de Kebada de 1 1/2 p 100, droit de rédaction 0 fr 12 et timbre de la quittance) Le parti que le propriétaire des olives peut tirer de sa récolte, soit qu'il la vende, soit qu'il la traite lui-même, est sans influence sur la quotité de la taxe qui n'est susceptible ni d'accroissement ni de réduction, quel que soit le rendement ultérieur de la récolte L'Administration étudie présentement un projet tendant à substituer le kanoun à l'achour es-sâa et, en prévision de l'adoption de ce projet, elle a fait recenser les oliviers présentement grevés de l'achour es-sâa

Substitution de la régie au fermage pour la perception de la dîme des huiles. — Le décret du 17 novembre prévoit implicitement que la dîme des huiles sera désormais perçue en régie par la Direction des contributions diverses dans les circonscriptions de Tunis, de Tébourba, de Zaghouan, de Bizerte et de Soliman. Elle sera encore, en 1897-1898, affermée à Djerba, par les soins de cette même direction, mais il est vraisemblable que la régie fonctionnera à partir de la campagne 1898-1899.

Vu les décrets des 29 janvier, 11 mars et 12 décembre 1895 (2 châbane et 14 ramadane 1312, et 24 djoumadi ettani 1313) modifiant le tarif des droits de mahsoulats à percevoir sur les fruits et légumes, et notamment sur les olives vertes et les olives noires ;

Vu le décret du 1er avril 1897 (28 chaoual 1314) sur la reforme du régime fiscal des huiles ;

Considérant que le mode de perception de la dime des huiles a cessé d'être en harmonie avec les nécessités de la fabrication ; qu'il a paru possible de le modifier en supprimant les entraves que la législation actuelle apporte à cette industrie ;

Article 1er. — A partir de la promulgation du présent décret, l'impôt de 11 °/₀, y compris les frais de perception, établi sous le nom de dîme des huiles, dans les pays de dîme, cessera d'être exigible en nature et sera obligatoirement payable en argent. Il sera assis sur la valeur du rendement en huile susceptible d'être obtenue par le pressurage des olives. Ce rendement et sa valeur par quintal métrique d'olives seront fixés à forfait chaque année, par décret, pour toute la durée de la campagne (1).

A partir de la même date, les grignons cesseront également d'être perçus en nature dans les circonscriptions de Tunis, de Tébourba et de Zaghouan où ils appartiennent à l'État. La valeur de ces grignons, à payer désormais en argent, sera fixée chaque année par le même décret de conversion (1).

La dîme sera due sur toutes les olives noires récoltées dans les pays de dîme, sans distinction entre celles réellement livrées au pressurage et celles exportées ou consommées en nature.

Sont, en conséquence, abrogées :

1° Les dispositions relatives aux olives noires des pays de dîme, des tarifs des droits d'entrée établis par les décrets des 11 mars et 12 décembre 1895 ;

Il n'est rien innové en ce qui concerne les olives vertes régies par ces derniers décrets ;

2° Les dispositions du décret du 11 janvier 1887 relatives à l'interdiction d'exporter les olives fraîches des pays de dîme.

Ces olives pourront être désormais librement exportées en payant le droit qui frappe les exportations d'olives fraîches de pays de kanoun et, en outre, sous réserve de justification, avant toute exportation, du paiement de la dîme et de ses accessoires.

Sont de même abrogées les exemptions, de quelque nature qu'elles soient, dont certaines olivettes ont jusqu'ici bénéficié en vertu, soit de décisions spéciales, soit de tolérances.

Les propriétaires d'olivettes kanoun enclavées dans les pays de dîme pourront, avant le commencement d'une campagne et à la condition de justifier du paiement des taxes échues du kanoun, demander à payer la dîme. Cette déclaration une fois accueillie sera irrévocable et les olivettes ne pourront plus être replacées sous le régime du kanoun.

La dîme ne se confond pas et par suite se percevra cumulativement avec le droit de consommation sur l'huile établi par notre décret du 1er avril 1897 et qui, en pays de dîme, frappera, par extension des dispositions du deuxième alinéa de l'article 2 de ce décret, toutes les olives noires, même destinées à la consommation en nature, introduites dans les localités d'une population agglomérée de 500 habitants et au-dessus (1).

Art. 2. — En sus de la dîme telle qu'elle est déterminée au premier alinéa de l'article précédent, il sera perçu douze centièmes et demi de son montant, pour le compte de l'Administration de la Ghaba, en remplacement de la redevance proportionnelle pour frais de garde des olivettes établie sur le prix ou la valeur des olives au profit de ladite Administration par les articles 18 et 19 du premier décret du 19 mai 1870 (17 safar 1287) et qui se trouve ainsi supprimée.

Sont également supprimées toutes autres taxes, prestations ou vacations actuellement perçues par l'Administration de la Ghaba ou ses agents, soit dans les forêts, soit dans les usines, à l'exception du droit établi par le second décret du 19 mai 1870 (17 safar 1287)[2] sur le produit des ventes aux enchères des olives, figues d'Inde et caroubes à récolter dans les olivettes soumises à la surveillance de la Ghaba (3). Ce droit, réduit au taux uniforme de 2 °/₀ du produit des ventes, continuera à être perçu au moment de la vente par les soins de ladite Administration, qui ne pourra toutefois l'exiger que sur les récoltes effectivement vendues par ses soins, en vertu soit des prescriptions de la loi, soit du consentement des propriétaires.

Art. 3. — La dîme, ses centièmes additionnels et, s'il y a lieu, la valeur des grignons, devront être acquittés dans la circonscription d'origine des olives. Ils seront perçus contre la délivrance d'une quittance à souche, savoir :

Sur les olives introduites dans les localités d'une population agglomérée de 500 habitants et au-dessus, à l'entrée de ces villes (1) ;

Sur les olives apportées aux marchés établis en dehors des périmètres des localités dont il vient d'être parlé, au moment de leur sortie des marchés ;

Sur les olives dirigées soit sur des moulins, habitations ou autres lieux de dépôt situés en

(1) Conf. décret du 19 novembre 1900 (*Officiel*, 1900, 835) qui dispose que : « Le taux de conversion de la dîme, pour la durée de la campagne 1900 1901, est fixé à 1 fr 50 c. par quintal métrique d'olives, à raison d'un rendement en huile de 20 °/₀.

« La valeur des grignons à percevoir en argent, dans les circonscriptions de Tunis, de Tébourba et de Zaghouan, est, pour la même campagne, fixée à 0 fr 58 c. par quintal métrique d'olives, sur le pied d'un rendement de 32 °/₀. »

(1) Conf. décret du 21 juillet 1896, tableau annexé (v° Chaux et briques).

(2) Ce décret est complètement abrogé par celui du 17 novembre 1897.

(3) Conf. circulaire du 28 novembre 1898 (v° Ghaba)

dehors des mêmes périmètres, soit sur d'autres circonscriptions des pays de dîme, soit sur des pays de kanoun, au bureau de perception désigné pour chaque quartier de la forêt par le Directeur des contributions diverses où elles devront être obligatoirement présentées avant d'être introduites dans les moulins, habitations ou autres lieux de dépôt ou sorties de leur circonscription. Les bureaux de perception ne seront ouverts que du lever au coucher du soleil. La quittance à délivrer par ces bureaux contiendra, en outre de sa date, du nom du contribuable et du montant du droit payé, l'indication du poids des olives et la désignation du moulin, du marché, de l'habitation ou des autres lieux de dépôt sur lesquels elles seront dirigées.

Les olives transportées soit d'une circonscription à l'autre en pays de dîme, soit des pays de dime en territoire de kanoun, devront être accompagnées d'un permis de circulation délivré par l'agent local des contributions diverses au vu de la quittance des droits. Il en sera de même des déplacements successifs dans la même circonscription des olives qui, ayant déjà acquitté les droits, seront extraites d'une localité sujette, d'un moulin, d'une habitation ou d'un autre lieu de dépôt, pour être dirigées sur un autre point de la circonscription. La durée de la validité des permis de circulation est spécifiée dans le permis lui-même ; elle est strictement du temps nécessaire aux transports par les voies les plus directes.

Art. 4. — L'introduction gratuite, en pays de dîme, d'olives récoltées en territoire de kanoun est permise, pourvu que ces olives soient accompagnées d'un certificat du caïd du lieu de provenance, visé par le Contrôleur civil, énonçant le poids des olives, leur provenance, ainsi que le lieu de leur destination et suivi de l'attestation que les annuités échues du kanoun ont été payées.

Art. 5. — Sont expressément maintenues les dispositions en vigueur en vertu desquelles aucune nouvelle usine à huile ne peut être installée et exploitée en pays de dîme qu'en vertu de l'autorisation préalable du Directeur des finances.

Les agents des finances et de la Ghaba continueront à avoir accès dans les usines pour vérifier si les olives auront payé la dîme. Aucune introduction d'olives ne pourra avoir lieu dans les usines que du lever au coucher du soleil.

Avis de la mise en train de l'usine doit être donné au Directeur des contributions diverses chaque année, quinze jours au moins avant toute introduction d'olives. Au cas où les travaux de pressurage viendraient à être momentanément interrompus, ils ne pourront être repris que huit jours après un nouvel avis.

Le producteur est libre de faire presser ses olives dans le moulin de son choix. L'usinier n'est pas obligé de recevoir les olives des producteurs. Les frais de fabrication sont réglés d'après entente entre le producteur et le fabricant.

Tous règlements antérieurs sur les pressoirs à huile, la location des silos, les tarifs, etc..., sont en conséquence abrogés.

Art. 6. — Le fait d'avoir, sans payer la dîme, introduit ou tenté d'introduire clandestinement dans une ville, un moulin, une habitation ou un autre lieu de dépôt, mis ou tenté de mettre à la consommation ou en vente, exporté ou tenté d'exporter en territoire de kanoun ou à l'étranger des olives récoltées en pays de dîme, sorti ou tenté de sortir des olives de leur circonscription d'origine, tout pressurage clandestin d'olives, et, en général, toute contravention aux dispositions du présent décret et des arrêtés pris pour son exécution, entraînera contre son auteur la peine d'une amende de 500 à 1,000 fr., sans préjudice du paiement des droits dont le Trésor aura été frustré, ainsi que de la saisie et de la confiscation de la marchandise et du matériel employé et, en cas de récidive, de la fermeture de l'usine à huile où la contravention aura été commise.

Ces contraventions seront constatées par tous agents commissionnés des régies financières et de la Ghaba et, en général, par tous agents ayant qualité pour verbaliser. Le recouvrement des confiscations et condamnations sera poursuivi, attribué et réparti, dans la forme et d'après les règles tracées par le décret du 3 octobre 1884 (12 hidjâ 1301).

Art. 7. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret.

Art. 8. — Il n'est rien innové en ce qui concerne :

1° La perception de la dîme des huiles dans l'île de Djerba (1) ;

2° La perception de l'impôt connu sous le nom de « achour es-saâ des Metellits ».

Art. 9. — Le Directeur des finances et le Directeur de l'agriculture et du commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

---

720 28 décembre 1897

(3 châbane 1315)

PROMULGUÉ LE 28 DÉCEMBRE 1897

Décret ajournant au 1er octobre 1898, en ce qui concerne le droit d'entrée, l'application du décret du 1er avril 1897, et autorisant facultativement la conversion du droit d'entrée sur les huiles en une taxe annuelle d'abonnement (2).

(OFFICIEL, 1897, 741)

Vu le décret du 1er avril 1897, qui modifie le régime des taxes intérieures sur les huiles ;

(1) Conf. décret du 30 mars 1900 (v° KHODOMS)
(2) Conf arrêtés des 26 septembre et 31 octobre 1898.

Considérant que l'impôt établi par ce décret atteint la matière imposable à son entrée dans les localités ;

Que la cueillette et la trituration des olives sont actuellement en cours, et qu'une partie de la récolte a déjà été introduite dans les lieux sujets, triturée et même livrée au commerce ou à la consommation ;

Considérant, d'autre part, qu'il convient, dans l'intérêt des populations, de leur faciliter, autant que possible, le paiement de l'impôt, par un mode de perception approprié aux conditions locales ;

Article 1er. — L'application du décret du 1er avril 1897, dans les localités où ce décret était exécutoire à partir du 1er janvier 1898, est ajournée au 1er octobre de la même année en ce qui concerne le droit d'entrée.

Art. 2. — Le droit établi par l'article 2 du décret susvisé pourra être converti en une taxe annuelle d'abonnement, à raison de 0 fr. 50 c. par habitant, qui sera perçue, soit au moyen de centimes additionnels à des impôts préexistants frappant la généralité des habitants, soit par voie de répartition directe(1).

Les demandes d'option seront formées et adressées à notre Directeur général des finances, par les représentants légaux des localités. Elles seront appuyées, soit d'une ampliation des délibérations prises à cet effet, soit de hodjas dressées sur les lieux mêmes, en présence du caïd ou du cheik de la localité et à la requête des habitants.

Si la demande est reconnue admissible, il sera statué par arrêtés de notre Directeur général des finances (1) fixant le montant annuel de la taxe de remplacement, d'après le taux ci-dessus, et le mode de perception de cette taxe.

L'abonnement prendra fin de la même manière qu'il aura été établi. Les demandes adressées à cet effet devront parvenir, au moins six mois à l'avance, à notre Directeur général des finances.

Art. 3. — Notre Directeur général des finances assurera l'exécution du présent décret par tous arrêtés réglementaires(1).

---

721 26 septembre 1898

Arrêté du Directeur des finances portant conversion, dans les caïdats du Sahel, du droit d'entrée sur les huiles en un abonnement annuel de 50 centimes par habitant(2).

(Officiel, 1898, 655)

Vu le décret du 1er avril 1897 soumettant les huiles à un droit de 3 fr. par quintal à leur entrée dans les agglomérations de 500 habitants et au-dessus ;

Vu l'article 2 du décret du 28 decembre 1897 qui permet la conversion de cet impôt en une taxe annuelle d'abonnement à percevoir, à raison de 50 centimes par habitant, au moyen de centimes additionnels à des impôts préexistants ;

Vu les demandes d'option formées par les représentants legaux des localités des caidats de Sousse, Monastir, Mahdia et Djemmal sujettes aux droits d'entrée sur les huiles ;

Attendu que le vœu le plus généralement exprimé tend à la conversion du droit d'entrée en une taxe équivalente à celle prévue par le decret du 28 décembre 1897 susvisé, mais perçue sur les quantités exportées au moment de l'exportation ;

Article 1er. — Le droit d'entrée sur les huiles, exigible à compter du 1er octobre prochain dans les localités des caidats de Sousse, Monastir,

---

(1) Conf. arrêtés des 26 septembre et 31 octobre 1898.

(2) *Rapport du Directeur des finances fait à la même date au Résident général.* (*Officiel*, 1898, 655)

Monsieur le Ministre,

Le régime fiscal intérieur qui frappait l'huile dans la Régence a été reformé et unifié par un décret du 1er avril 1897, après de laborieuses discussions, dont on retrouve trace dans les procès-verbaux de la Conférence consultative (6e session, séance du 15 novembre 1895, page 90 des procès-verbaux ; 10e session, séance du 17 juin 1896, page 161 des procès-verbaux ; 11e session, séance du 16 novembre 1896, page 99 des procès-verbaux)

Dans l'économie de ce décret, tous les droits de makoulats, de vente, de mesurage ou kolla, de stationnement, d'ouverture de moulins ou de boutiques, kettab, etc., ont été remplacés par des droits d'entrée (3 fr. par quintal) dans les agglomérations et par des droits de stationnement sur les marchés, conformément au vœu de la Conférence.

La perception du droit d'entree sur l'huile oblige l'Administration à contrôler l'entree des olives, qui se transforment en huile dans l'interieur des lieux sujets et, par suite, les usiniers de ces localités sont astreints à une sorte d'exercice que comporte l'entrepôt fictif.

Ce regime est assez simple dans les villes où il n'existe qu'un petit nombre de moulins et où l'entrée des olives n'est pas très abondante Il ne serait pas sans entraîner de réelles difficultes dans les centres oléicoles, où il existe beaucoup d'usines, notamment des moulins arabes, où l'on travaille a façon et où il n'est pas tenu d'écritures

En particulier, il occasionnerait une grande gêne dans les pays ou la population vit principalement de l'olivier, où, dans les années d'abondance, la cueillette dure plusieurs mois et les producteurs affluent aux portes des villes à toute heure du jour et même bien apres le coucher du soleil. Tel est le Sahel tunisien.

J'ai pu me rendre compte par moi-même que ces difficultés n'ont pas eté exagérées. Aussi, à la date du 28 décembre 1897, un décret a-t-il autorisé les localités où la perception du droit d'entrée devait être faite à partir du 1er octobre prochain, à convertir le droit d'entrée en une taxe annuelle d'abonnement, à raison de 50 centimes par habitant, à percevoir soit au moyen de centimes additionnels à des impôts préexistants, frappant la généralite des habitants de la région, soit par voie de répartition directe

Un considérant de ce décret porte qu'il convient, dans l'intérêt des populations, de leur faciliter, autant que possible, le paiement de l'impôt par un mode de perception approprié aux conditions locales.

Quel que soit, en effet, notre désir d'avoir une législation uniforme, applicable dans toute l'étendue de la Regence, afin de rendre l'impôt exactement égal pour tous, il faut reconnaître que cette uniformité ne se concilie pas toujours entièrement avec la diversité de milieux économiques très dissemblables.

L'unité de la législation ne ferait que rendre l'impôt plus inégal. Elle doit souffrir des exceptions

Les populations du Sahel ont été unanimes à réclamer l'application du principe de la conversion consacré par le décret précité du 28 decembre 1897 Mais cela n'a pas suffi à résoudre toute la difficulté, car les intéressés se sont partout abstenus d'indiquer sur quel impôt existant serait faite la répartition de la taxe à prélever.

A l'examen, on peut se rendre compte qu'aucun des impôts existants ne se prête aisément à une exacte répartition Ni les taxes d'abatage, ni les droits de makoulats, ni la caroube locative ne répondent bien à l'objet, la quotité en est déjà d'ailleurs élevée. Le kanoun des oliviers, payé parfois par des propriétaires étrangers aux localités, ne se plie pas non plus à servir de base à la répartition d'une taxe spéciale aux habitants du lieu Reste la répartition directe ; mais les frais en sont élevés

A la date du 10 septembre courant, le conseil municipal de Sousse prit la résolution de demander de faire payer à toutes les huiles exportées un droit au titre de consommation qui sera perçu par le service des Douanes en même temps que celui d'exportation

Dans la séance du 23 septembre, le conseil municipal a maintenu les conclusions de sa précedente deliberation. Les Caids de la région, tous présents à la séance, ont expressément adhéré à ses conclusions et la Chambre mixte du Centre y a, elle-même, acquiescé par une délibération du même jour

Ces indications, fournies par l'unanimité des représentants autorisés de la région, sont trop formelles et ont, en somme, une portée pratique trop décisive pour que le Gouvernement conserve de l'hésitation J'ai donc l'honneur de soumettre à votre agrément le projet d'arrêté ci-joint.

Cet arrêté consacre la conversion du droit d'entrée en une taxe annuelle d'abonnement considérée comme équivalente à une taxe de consommation et perçue sous la forme de centimes additionnels prenant pour base le droit d'exportation.

En fait, l'impôt à percevoir rappellera l'ancien droit de kolla ; il sera, d'autre part, perçu plus commodément pour le redevable, d'après les quantités exportées, toujours en rapport avec la production Il sera même plus équitable que s'il était assis sur les broyeurs, comme le Sahel le demandait précédemment, car il suivra les fluctuations, si variables, des recoltes. Enfin, il entrera en vigueur au moment même ou le droit d'exportation vient d'être reduit de plus de moitié (6 fr 37 c.)

En ce qui concerne la quotité, si l'on appliquait la taxe de 50 centimes par habitant à la moyenne des quantités exportees de 1892 à 1897, le droit serait de 1 fr. 22 c par quintal exporté. Mais il m'a paru équitable de tenir compte de l'economie que nous réaliserons par le mode de perception, si simple, de l'assiette à l'exportation et il est, dès lors, possible de ramener le tarif à 1 fr. par quintal. La quotité du droit se trouve ainsi reduite a 40 centimes par habitant.

Mahdia et Djemmal est converti en une taxe annuelle d'abonnement perçue à raison de 1 fr. par quintal d'huile d'olive provenant de ces caïdats et exportée par un port quelconque de la Régence ou par tout autre point frontière. La perception aura lieu au moment de l'exportation.

Art. 2. — Les Directeurs des contributions diverses et des douanes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Toute infraction sera considérée comme infraction au décret susvisé du 1er avril 1897 et punie comme telle.

---

722 31 octobre 1898

Arrêté du Directeur des finances portant conversion, dans les caïdats de Sfax, la Skira, l'Arad et les Ouerghemma, du droit d'entrée sur les huiles, en un abonnement annuel de 50 centimes par habitant.

(Officiel, 1898, 731)

Vu le décret du 1er avril 1897 soumettant les huiles à un droit de 3 fr. par quintal à leur entree dans les agglomérations de 500 habitants et au-dessus ;

Vu l'article 2 du décret du 28 décembre 1897 qui permet la conversion de cet impôt en une taxe annuelle d'abonnement à percevoir à raison de 50 centimes par habitant, au moyen de centimes additionnels à des impôts préexistants ;

Vu les demandes d'option formées par les représentants légaux des localités du littoral du sud de la Régence ;

Attendu que ces demandes tendent à la conversion du droit d'entrée en une taxe équivalente à celle prévue par le décret du 28 décembre 1897 susvise, mais perçue sur les quantités exportées au moment de l'exportation ;

Article 1er. — Sont étendues aux caïdats de Sfax, de la Skira, de l'Arad et des Ouerghemma, les dispositions de notre arrêté du 26 septembre 1898 portant, en exécution du décret du 28 décembre 1897, conversion dans les caïdats du Sahel du droit d'entrée en un abonnement annuel de 0 fr. 50 c. par habitant, réparti sur les quantités d'huiles d'olive exportées, à raison de 1 fr. par quintal métrique.

Art. 2. — Les Directeurs des contributions diverses et des douanes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

HYGIÈNE PUBLIQUE

723 20 février 1885

(5 djoumadi el aouel 1302)

PROMULGUÉ LE 21 FÉVRIER 1885

Décret réglementant la police sanitaire maritime.

(Officiel, 1885, 519)

L'Administration sanitaire de la Régence, dont l'utilité a été reconnue de tous pendant le cours de l'épidémie cholérique qui vient de sévir dans une partie de l'Europe, a fait l'objet de notre sollicitude. Le développement rapide du commerce et la fréquence des communications avec les contrees situées au nord de la Méditerranée nécessitent l'organisation d'un service parfaitement installé et dirige par un chef permanent responsable. D'autre part, il a paru utile de donner entrée au conseil appelé à assister notre Gouvernement dans les questions sanitaires à des représentants de tous les intérêts en cause ;

C'est pourquoi, après nous être assuré de l'assentiment du Gouvernement français ;

TITRE Ier

Des maladies qui sont l'objet principal de la police sanitaire maritime.

Article 1er. — Le choléra, la fièvre jaune et la peste sont les seules maladies pestilentielles exotiques qui, en Tunisie, déterminent l'application de mesures sanitaires permanentes contre les provenances par mer des pays où règnent ces maladies.

Art. 2. — D'autres maladies graves, transmissibles et importables, notamment le typhus, la variole, peuvent toutefois être l'objet de précautions exceptionnelles ; mais, dans ce cas, les mesures prises ne sont applicables qu'à la provenance contaminée.

Art. 3. — Des mesures de précautions peuvent toujours être prises contre un navire dont les conditions hygiéniques sont jugées dangereuses, quelle que soit la provenance de ce navire (a).

TITRE II

De la reconnaissance et de l'arraisonnement des navires.

Art. 4. — Tout navire qui arrive dans un port tunisien doit, avant toute communication, être reconnu par l'autorité sanitaire.

Art. 5. — Cette formalité obligatoire a pour objet de constater la provenance du navire et les conditions sanitaires dans lesquelles il se présente. Elle consiste en un interrogatoire et dans la présentation d'une patente de santé. (*Ainsi modifié par décret du 8 mars 1893*)

(a) Le Gouvernement tunisien a le droit de prendre sur son territoire toutes les mesures nécessaires pour garantir la santé publique, de repousser tout navire jugé dangereux, de prescrire telles quarantaines et d'établir tels lazarets qui peuvent lui sembler utiles. Et il ne dépasse pas le droit absolu qu'il possède à ces égard en prescrivant, par décision ministérielle, aux voyageurs d'une provenance déterminée (dans l'espece aux pèlerins de la Mecque), une quarantaine d'une durée limitée dans un lazaret désigné. En conséquence, il n'encourt aucune responsabilité en refusant à un navire le droit de débarquer ses passagers et en refusant à ceux-ci l'entrée du lazaret, alors surtout qu'en fait les nécessités du service sanitaire et l'encombrement du lazaret ne lui laissaient pas la possibilité d'y installer de nouveaux arrivants. Doit donc être rejetée l'action intentée par une Compagnie de navigation et fondée sur le retard subi par un de ses navires, dans son voyage, par suite de l'exécution de ces mesures. (Tunis, 19 janvier 1887, *J. T.* 94, 564.)

Réduite à une opération sommaire pour les navires notoirement exempts de suspicion, cette formalité constitue la reconnaissance proprement dite. Dans les cas qui exigent un examen plus approfondi, cette formalité prend le nom d'arraisonnement et comporte alors, quand l'autorité compétente le juge nécessaire, des investigations qui sont indiquées plus loin (titre VI).

L'arraisonnement peut motiver une inspection médicale.

Art. 6. — Le résultat de la reconnaissance et de l'arraisonnement sont relevés par écrit et consignés dans un registre spécial.

Art. 7. — Sont dispensés de la reconnaissance : les bateaux qui font la petite pêche sur les côtes de Tunisie, les bâtiments de la douane, les bateaux-pilotes, les navires garde-côtes et, en général, les bateaux qui s'écartent peu du rivage et qui peuvent être reconnus à la simple inspection.

TITRE III

De la patente de santé.

Art. 8. — La présentation d'une patente de santé, à l'arrivée dans un port de Tunisie, est obligatoire, en tout temps, pour tous les navires, quelle que soit leur provenance(1).

Art. 9. — Sont dispensés de se munir d'une patente de santé, à moins de prescription exceptionnelle, les navires faisant le cabotage de port tunisien à port tunisien.

Art. 10. — La dispense de la patente de santé n'exempte pas de la reconnaissance à l'arrivée, ni de l'arraisonnement quand celui-ci est jugé nécessaire.

Art. 11. — La patente de santé doit mentionner, dans une formule précise, l'état sanitaire du pays de provenance, et particulièrement de la présence ou de l'absence des maladies qui motivent des précautions sanitaires. Elle doit, en outre, donner le nom du navire, celui du capitaine, et des renseignements exacts relatifs au tonnage, à la nature de la cargaison, à l'effectif de l'équipage et au nombre des passagers, ainsi qu'à l'état hygiénique et sanitaire du bord au moment du départ.

Art. 12. — En Tunisie, la patente de santé, conforme au modèle annexé au présent règlement, est délivrée gratuitement par l'autorité sanitaire à tout capitaine qui en fait la demande. (*Ainsi modifié par décret du 8 mars 1893.*)

Art. 13. — A l'étranger, pour les navires tunisiens à destination de Tunisie, la patente de santé est délivrée par le consul français du port de départ, ou, à défaut de consul, par l'autorité locale.

Pour les navires étrangers à destination de Tunisie, la patente peut être délivrée par l'autorité locale ; mais, dans ce cas, elle doit être visée, dans sa teneur, par le consul français.

(1) Conf. décrets des 6 novembre 1887 et 31 décembre 1899, art 41 (v° PORTS)

Art. 14. — La patente de santé délivrée au port de départ doit être visée à chaque escale que fait le navire, et conservée jusqu'au port de destination définitive. Il est du devoir du capitaine de ne pas s'en dessaisir.

A cet effet, si le navire fait escale, le consul français du port de relâche et, dans les ports français et algériens, l'autorité locale doit seulement apposer sur la patente délivrée au point de départ un visa relatant l'état sanitaire de sa résidence ; mais ni le consul, ni l'autorité locale n'ont le droit de retenir cette patente, ni de la remplacer par une autre.

Art. 15. — Des dispenses, relativement à l'obligation du visa de la patente à chaque escale, peuvent être accordées pour les navires qui font un service régulier dans les mers d'Europe.

Art. 16. — Un navire ne doit avoir qu'une seule patente de santé.

Art. 17. — La patente de santé n'est valable que si elle a été délivrée dans les quarante-huit heures qui ont précédé le départ du navire.

Art. 18. — Le capitaine d'un navire dépourvu de patente de santé, alors qu'il devrait en être muni, ou ayant une patente irrégulière, tombe, à son arrivée dans un port tunisien, sous le coup de l'article 14 de la loi française du 3 mars 1822 (1), sans préjudice de la quarantaine à laquelle le navire peut être assujetti par le fait de sa provenance ni des poursuites qui pourraient être exercées en cas de fraude.

Art. 19. — La patente de santé est nette ou brute. Elle est nette quand elle constate l'absence de toute maladie pestilentielle dans le pays ou les pays d'où vient le navire ; elle est brute quand la présence d'une maladie de cette nature y est signalée.

Le caractère net ou brut de la patente est apprécié par l'autorité sanitaire du port d'arrivée.

TITRE IV

Des mesures sanitaires au point de départ.

Art. 20. — Lorsqu'une maladie pestilentielle (peste, fièvre jaune, choléra) vient à éclater dans un port ou ses environs, le devoir de l'autorité sanitaire de ce port est de constater la maladie, d'en faire immédiatement la déclaration officielle et de signaler le fait sur la patente de santé qu'elle délivre.

La cessation complète de la maladie doit de même être annoncée officiellement et mentionnée sur la patente de santé avec la date de la cessation.

Art. 21. — En temps d'épidémie, l'autorité sanitaire, avant de délivrer la patente de santé, vérifie l'état sanitaire et hygiénique des navires

(1) Conf. article 115.

tunisiens en partance, et signale à l'autorité compétente les infractions aux prescriptions hygiéniques des règlements maritimes. A cet effet, tout armateur consignataire, capitaine, s'apprêtant à charger son navire ou à le faire partir sur lest, est tenu d'en faire la déclaration à l'autorité sanitaire.

Le permis nécessaire pour commencer le chargement ne sera délivré par la douane que sur le vu d'un bulletin constatant que la formalité ci-dessus indiquée a été remplie.

L'autorité sanitaire a le devoir de s'opposer à l'embarquement d'une personne atteinte d'une des maladies visées par le présent règlement et de toute substance qui, par sa nature ou son état de corruption, serait nuisible à la santé du bord.

Quant aux navires étrangers en partance qui désirent être munis d'une patente de santé tunisienne, ils ne peuvent l'obtenir qu'après avoir été soumis à la vérification dont il s'agit, quand l'autorité sanitaire le juge nécessaire (1).

TITRE V

Des mesures sanitaires pendant la traversée.

Art. 22. — Les navires affectés au transport de nombreux voyageurs et qui font des trajets dont la durée, pour atteindre le point extrême de la ligne, dépasse, en moyenne, quarante-huit heures, sont tenus d'avoir à bord un médecin pourvu d'un diplôme donnant le droit d'exercer la médecine dans le pays où il a été délivré. (*Ainsi modifié par décret du 8 mars 1893.*)

Art. 23. — Le médecin embarqué, outre qu'il doit veiller à la santé des voyageurs et de l'équipage, a pour obligation de faire observer à bord les règles de l'hygiène, de protester au besoin contre l'embarquement de substances nuisibles, de tenir note exacte, sur un registre *ad hoc*, de tous les cas de maladies survenus pendant le voyage avec les détails essentiels que comporte la nature de chaque cas, et d'y consigner également les communications qui peuvent avoir lieu en mer.

Art. 24. — Pour les navires qui n'ont pas de médecin, les renseignements relatifs à l'état sanitaire et aux communications en mer sont recueillis par le capitaine et inscrits par lui sur son livre de bord.

Art. 25. — En cas de maladie pestilentielle ou suspecte à bord, les malades doivent, autant que possible, être isolés dans une partie bien aérée du navire ; tout ce qui aura servi à leur usage doit être détruit ou soumis à une désinfection rigoureuse. Des mesures convenables de désinfection doivent être appliquées à toutes les parties suspectes du navire, et surtout à celle qui sert ou qui a servi d'hôpital pour les malades.

(1) Conf. décret du 31 décembre 1909 (v° Ports).

TITRE VI

Des mesures sanitaires à l'arrivée.

Art. 26. — Tout capitaine arrivant dans un port tunisien est tenu :

1° D'empêcher toute communication, tout déchargement de son navire, avant que celui-ci ait été reconnu et admis à la libre pratique ;

2° De se conformer aux règles de la police sanitaire ainsi qu'aux ordres qui lui sont donnés par les autorités chargées de cette police ;

3° De produire auxdites autorités tous les papiers de bord ; de répondre, après avoir prêté serment de dire la vérité, à l'interrogatoire sanitaire, et de déclarer tous les faits, de donner tous les renseignements venus à sa connaissance pouvant intéresser la santé publique.

Art. 27. — Peuvent être soumis à de semblables interrogatoires et obligés, sous serment, à de semblables déclarations, les gens de l'équipage et les passagers, toutes les fois qu'il est jugé nécessaire.

Art. 28. — Le médecin embarqué est tenu de répondre à l'interrogatoire de l'autorité sanitaire et, lorsque celle-ci le demande, de présenter, par écrit, un compte rendu de toutes les circonstances du voyage ayant de l'intérêt pour la santé publique.

Art. 29. — Des règlements locaux déterminent les formalités particulières de la police sanitaire à l'arrivée des navires dans nos principaux ports (1).

Art. 30. — Les navires dispensés de produire une patente de santé sont admis à la libre pratique immédiatement après la reconnaissance sanitaire, à moins d'accidents ou de communications de nature suspecte survenus depuis le départ.

Art. 31. — La reconnaissance doit être opérée sans délai, de manière à occasionner le moins de retard possible aux navires.

Elle est pratiquée de nuit toutes les fois que les circonstances le permettent. Cependant, s'il y a suspicion sur la provenance ou sur les conditions sanitaires du navire, l'arraisonnement et l'inspection médicale ne peuvent avoir lieu que de jour.

Art. 32. — Les navires, munis d'une patente de santé nette, sont admis immédiatement à la libre pratique après la reconnaissance ou l'arraisonnement, sauf dans les cas mentionnés ci-après :

A. — Lorsqu'un navire porteur d'une patente nette a eu à bord, pendant la traversée, des accidents certains ou suspects de peste, de fièvre jaune ou de choléra, ou une maladie grave réputée importable ;

B. — Lorsque le navire a eu en mer des communications compromettantes ;

(1) Conf décrets des 16 juillet 1898, art. 4, §§ 4 et 9, du règlement, pour le port de Bizerte (v° Ports) ; 10 mars 1899, art 8 du règlement, pour le port de Tunis (v° Ports), 2 avril 1900, art. 8 du règlement, pour le port de Sousse (v° Ports), 10 avril 1900, art. 8 du règlement, pour le port de Sfax (v° Ports)

C. — Lorsqu'il présente à l'arrivée des conditions hygiéniques dangereuses ;

D. — Lorsque l'autorité sanitaire a des motifs sérieux de contester la sincérité de la teneur de la patente de santé ;

E. — Lorsque le navire provient d'un port qui entretient des relations libres avec une localité voisine où règne, soit la peste, soit la fièvre jaune, soit le choléra ;

F. — Lorsque le navire provenant d'un port où régnait auparavant l'une de ces trois maladies, a quitté ce port avant le délai suffisant pour que le pays soit déclaré net.

Dans ces différents cas, le navire, bien que muni d'une patente nette, peut être assujetti au régime de la patente brute.

TITRE VII

Des mesures de quarantaine.

Art. 33. — Tout navire arrivant avec patente brute, ou dans l'un des cas énumérés à l'article précédent, est passible de quarantaine.

Art. 34. — La mise en quarantaine est notifiée par écrit au capitaine, dans le plus bref délai possible ; toutefois, la teneur de la décision notifiée reste sujette à des modifications jusqu'à la fin de la quarantaine, selon les éventualités.

Les mesures de quarantaine sont variables selon les cas.

Elles peuvent différer pour les passagers, l'équipage, les marchandises, le navire.

Art. 35. — Les navires passibles de quarantaine pour l'un des motifs énumérés plus haut se présentent sous deux conditions :

Ou bien le navire arrive avec déclaration du capitaine ou du médecin qu'aucun accident de la maladie en question n'a eu lieu à bord depuis le départ, et, dans ce cas, si l'inspection médicale à l'arrivée confirme cette déclaration, il est considéré comme étant simplement suspect (1) ;

Ou bien des accidents certains ou probables de la maladie pestilentielle ont eu lieu à bord soit au port de départ, soit en cours de traversée, soit à l'arrivée, et alors le navire est considéré comme infecté (1).

Art. 36. — La quarantaine se distingue en quarantaine d'observation et en quarantaine de rigueur.

Art. 37. — La quarantaine d'observation, ou de simple suspicion, est applicable aux navires en patente brute ou jugés en état brut, qui n'ont eu à bord aucun accident pestilentiel ou de nature suspecte.

Elle consiste à tenir en observation, pendant un temps déterminé, le bâtiment, l'équipage et les passagers.

Elle comporte une inspection médicale.

Pour les passagers, elle peut être purgée à bord du navire, mais de préférence dans un lazaret.

Elle n'entraîne pas nécessairement le déchargement des marchandises au lazaret, ni les mesures de désinfection générale (sauf pour les provenances de peste), à moins de conditions jugées dangereuses par la nature de la cargaison, le nombre et la qualité des passagers, l'état hygiénique du bord.

L'autorité sanitaire est juge de la nécessité du déchargement sanitaire et de la désinfection dans tous les cas de quarantaine d'observation, excepté pour les provenances de peste.

Le déchargement du navire ne peut être opéré pendant la durée de l'observation, si les passagers restent à bord, à moins que le navire ne fasse qu'une escale et reparte avec ses passagers en état de quarantaine. Dans ce cas, le débarquement des marchandises est opéré avec les précautions voulues. Si la désinfection du navire et des marchandises est jugée nécessaire, on y procède comme dans la quarantaine de rigueur, après le débarquement des passagers.

La quarantaine d'observation simple, sans désinfection générale, date, pour le navire et pour les personnes restées sur le navire, du moment où la surveillance est installée à bord.

Art. 38. — La quarantaine de rigueur est applicable au cas où le navire a eu à bord, soit au port de provenance, soit en cours de traversée, soit depuis son arrivée, des accidents certains ou seulement suspects d'une des trois maladies pestilentielles.

La quarantaine de rigueur ne peut être purgée que dans un port à lazaret ; elle nécessite, avant toute opération de déchargement du navire, le débarquement au lazaret des passagers et de toutes les personnes inutiles à bord. Elle comporte ensuite le déchargement dit sanitaire, c'est-à-dire opéré, selon la nature de la cargaison, soit au lazaret, soit sur des allèges, avec les purifications convenables ; elle exige la désinfection des effets à usage et celle du navire.

La quarantaine de rigueur date, pour les passagers, de leur entrée au lazaret ; elle commence, pour les personnes restées à bord, quand la désinfection du navire est terminée.

Les navires passibles de la quarantaine de rigueur, qui ne font qu'une simple escale sans prendre pratique, peuvent débarquer leurs passagers au lazaret avec les précautions convenables.

Art. 39. — Tout navire en quarantaine doit être tenu à l'écart dans un mouillage déterminé et surveillé par un nombre suffisant de gardes de santé.

Art. 40. — Si, pendant la durée de l'observation simple, un cas de maladie suspecte se manifeste parmi les quarantenaires, l'observation se transforme en quarantaine de rigueur.

Si, dans le cours d'une quarantaine de rigueur, le même fait se produit, la quarantaine recommence pour le groupe des personnes restées en libre communication avec la personne atteinte.

(1) Conf. 1er arrêté du 12 mars 1893.

Art. 41. — Un navire mis en quarantaine peut reprendre la mer. Dans ce cas, la patente de santé lui est renduc avec un visa mentionnant les conditions dans lesquelles il part.

Art. 42. — Un navire ayant à bord la peste, la fièvre jaune ou le choléra, qui se présente dans un port n'ayant qu'un lazaret provisoire, est envoyé, de droit, au grand lazaret le plus voisin, après avoir reçu les secours dont il peut avoir besoin.

Art. 43. — Un paquebot étranger à destination étrangère qui se présente en état de patente brute dans un port à lazaret pour y faire quarantaine, peut, s'il doit en résulter un danger pour les autres quarantenaires, ne pas être admis à débarquer ses passagers au lazaret et être invité à continuer sa route pour sa plus prochaine destination, après avoir reçu les secours nécessaires.

S'il y a des cas de maladie pestilentielle à bord, les malades seront, autant que faire se pourra, débarqués à l'infirmerie du lazaret.

Art. 44. — Les navires chargés d'émigrants, de pèlerins (1), de corps de troupe, et, en général, tous les navires jugés dangereux par une agglomération d'hommes dans de mauvaises conditions, peuvent, en tout temps, être l'objet de précautions spéciales que détermine l'autorité sanitaire.

Art. 45. — Outre les quarantaines prévues et les mesures spécifiées précédemment, l'autorité sanitaire d'un port a le droit, en présence d'un danger imminent et en dehors de toute prévision, de prescrire provisoirement telles mesures qu'elle juge indispensables pour garantir la santé publique, sauf à en informer dans le plus bref délai le directeur de la santé ; celui-ci en saisira immédiatement le Premier Ministre qui statuera sur la conduite à tenir.

Art. 46. — Tout navire, tout individu qui tenterait, en infraction aux règlements ou aux ordres de l'autorité sanitaire, de pénétrer en libre pratique, de franchir un cordon sanitaire, ou de passer d'un lieu infecté ou interdit dans un lieu qui ne le serait pas, sera, après une sommation de se retirer, repoussé de vive force, et ce, sans préjudice des peines encourues.

TITRE VIII

Des mesures de désinfection.

Art. 47. — Les mesures de désinfection peuvent être appliqués aux hardes et effets à usage, à la cargaison et au navire lui-même.

Art. 48. — Les marchandises et objets de toute sorte arrivant par un navire en patente nette et en bon état hygiénique, qui n'a eu ni mort ni malade suspects, sont dispensés de tout traitement sanitaire et admis immédiatement à la libre pratique, comme le bâtiment lui-même, l'équipage et les passagers.

(1) Conf. arrêté et règlement du 17 mars 1895 (v° Pèlerins).

Art. 49. — Sont exceptés les drilles, les chiffons, les cuirs, les crins (1), et, en général, tous les débris d'animaux qui, même en patente nette, peuvent être l'objet de mesures de désinfection que déterminera l'autorité sanitaire.

Sont également exceptées les matières organiques en état de décomposition. Dans ce dernier cas, s'il y a impossibilité de désinfecter ces matières et danger de leur donner libre pratique, l'autorité sanitaire en ordonne la destruction, après avoir fait constater, par procès-verbal, la nécessité de la mesure et consigner sur ledit procès-verbal les observations du propriétaire ou de son représentant.

Art. 50. — Les marchandises et objets de toute sorte arrivant par un navire en patente brute ou dans des conditions hygiéniques dangereuses, ou, à plus forte raison, par un navire qui a eu, pendant la traversée, des accidents de maladie réputée importable, peuvent être soumis à des mesures de désinfection.

Ils pourront même être repoussés du territoire, si la désinfection ne peut avoir lieu sans exposer la santé publique.

Les dispositions du présent article s'appliqueront aux communications par terre toutes les fois qu'il aura été jugé nécessaire de les y soumettre.

Art. 51. — Sauf les cas de peste, de fièvre jaune, de choléra, de variole, de typhus, à bord, la nécessité de l'application de ces mesures est laissée au jugement de l'autorité sanitaire.

Art. 52. — Ces mesures elles-mêmes sont variables selon les cas et la nature des objets à désinfecter.

Art. 53. — Sous ce rapport, les marchandises et objets divers sont rangés en deux classes, en objets dits susceptibles et non susceptibles (2).

L'autorité sanitaire détermine la classification des diverses marchandises (2). Il est donné la plus grande publicité aux tableaux dressés à cet effet.

Art. 54. — En cas de patente brute ou d'infection à bord, les lettres, papiers et paquets sont soumis aux purifications d'usage. Toutefois, des papiers ou objets quelconques, provenant d'un pays sain et embarqués sur un navire en patente brute, pourront être admis immédiatement à la libre pratique, après purification extérieure, si le tout est contenu dans une enveloppe scellée officiellement.

Art. 55. — Le droit est réservé à l'Administration des postes de se faire représenter à la purification des lettres et dépêches qui lui sont confiées ; le même droit est réservé aux consuls et aux autres représentants des puissances étrangères, pour les lettres et dépêches officielles.

(1) Conf. decret du 7 septembre 1892, art. 4.
(2) Conf. 2e arrêté du 12 mars 1893

Art. 56. — Les animaux vivants peuvent être l'objet de mesures de désinfection.

Des certificats d'origine peuvent être exigés pour les animaux embarqués sur un navire provenant d'un port au voisinage duquel règne une épizootie.

Des certificats analogues peuvent être délivrés pour des animaux embarqués en Tunisie.

Lorsque des cuirs verts, des peaux ou débris frais d'animaux sont expédiés de Tunisie à l'étranger, ils peuvent, à la demande de l'expéditeur, être l'objet de certificats d'origine délivrés d'après la déclaration d'un vétérinaire assermenté.

Art. 57. — Les procédés de désinfection sont appropriés à la nature des objets auxquels on les applique, depuis l'objet de prix qu'il faut désinfecter sans l'altérer, jusqu'à la substance sans valeur qu'il peut être convenable de détruire.

Des instructions déterminent les procédés à mettre en pratique.

Art. 58. — En cas d'impossibilité de purifier, de conserver ou de transporter, sans danger, des animaux ou des objets matériels susceptibles de transmettre la contagion, ils pourront être, sans obligation d'en rembourser la valeur, les animaux, tués et enfouis, les objets matériels, détruits et brûlés.

La nécessité de ces mesures sera constatée par des procès-verbaux, lesquels feront foi jusqu'à inscription de faux.

TITRE IX

Des lazarets.

Art. 59. — La distribution intérieure des lazarets doit être telle que les personnes et les choses, appartenant à des quarantaines de dates différentes, puissent être séparées.

Un corps de bâtiment, isolé à distance convenable, y est affecté aux malades.

Art. 60. — Des parloirs doivent y être disposés de manière à recevoir, avec les précautions nécessaires pour éviter la contamination, les personnes du dehors qui viennent visiter les quarantenaires.

Art. 61. — Tout lazaret doit être pourvu d'eau saine, en quantité suffisante pour tous les besoins du service.

Art. 62. — Il peut être établi des établissements restreints, permanents ou temporaires, destinés, en cas d'urgence, à recevoir un petit nombre de malades atteints d'une des affections réputées importables.

Ils permettent ainsi à un navire infecté de débarquer des malades, avant de se rendre aux grands lazarets pour y purger la quarantaine de rigueur.

Ces mêmes lazarets peuvent aussi, par exception, être affectés à la quarantaine de rigueur, quand le nombre des personnes non malades à débarquer n'excède pas celui des places disponibles.

Art. 63. — Quand le nombre des places disponibles est insuffisant dans un lazaret quelconque, pour recevoir à la fois le nombre des personnes qui doivent accomplir la quarantaine de rigueur, le navire sur lequel sont les personnes en excédent est invité à se rendre au lazaret le plus proche, à moins qu'il ne préfère attendre que les occupants aient achevé leur quarantaine.

Art. 64. — Les endroits réservés à la quarantaine des navires, les lazarets destinés à celle des passagers et des marchandises, et les établissements quarantenaires en général, sont placés sous l'autorité immédiate des agents du service sanitaire.

Art. 65. — La police supérieure de chaque lazaret et de ses dépendances est exercée par un directeur ou agent responsable, assisté d'un nombre d'employés suffisant pour assurer la discipline sanitaire et de gardes de santé chargés d'exécuter ou de faire exécuter les mesures prescrites.

Art. 66. — En cas de désobéissance aux ordres donnés par le capitaine du lazaret, celui-ci aura le droit de prononcer envers le contrevenant un emprisonnement dont la durée ne pourra dépasser la durée de la quarantaine et qui sera subi dans un local affecté à cet effet. Le Directeur de la santé en sera informé, et il en avisera l'autorité compétente, afin que des poursuites soient entamées, s'il y a lieu, contre le délinquant par l'autorité compétente.

Il sera fait mention sur le registre désigné dans l'article 106 des faits qui auraient motivé cet emprisonnement et de sa durée.

Art. 67. — Un médecin est attaché à chaque lazaret pour visiter, soigner les quarantenaires, constater leur état de santé à l'expiration de la quarantaine et veiller à l'exacte exécution des mesures sanitaires.

Art. 68. — Les malades reçoivent dans les lazarets, sous le rapport médical, tous les soins qu'ils trouveraient dans un établissement hospitalier ordinaire. Les personnes venues du dehors pour les visiter ou leur donner des soins, sont, en cas de compromission, constituées en quarantaine.

Art. 69. — Chaque malade a la faculté de se faire traiter par un médecin de son choix, qui sera soumis à la condition spécifiée à l'article précédent.

Art. 70. — Les visites réglementaires du médecin du lazaret sont gratuites ; les quarantenaires ne payent que les soins étrangers au service sanitaire proprement dit.

Art. 71. — Les frais pour soins particuliers donnés aux quarantenaires (garde-malade, médicaments, nourriture) sont à la charge de ceux-ci.

Art. 72. — Pour les émigrants, les pèlerins,

qui voyagent en vertu d'un contrat, les frais de séjour au lazaret et autres sont à la charge de l'armement ; pour les militaires et les marins, ces frais incombent à l'autorité dont ils relèvent.

Art. 73. — Les indigents et, en général, les personnes exemptées du droit de séjour au lazaret (art. 80) sont traités et nourris gratuitement.

Art. 74. — Dans chaque lazaret, un tarif pour la nourriture des quarantenaires est établi par l'autorité compétente et revisé chaque année.

Art. 75. — Les meubles et objets de première nécessité à l'usage des quarantenaires leur sont fournis par l'Administration.

Art. 76. — Outre ces règles générales, des règlements locaux, établis par les autorités sanitaires locales et approuvés par le Premier Ministre, visent certaines particularités de la police de chaque lazaret.

Art. 77. — Les règlements locaux déterminent autour de chaque lazaret une zone réservée dans laquelle sont interdits le stationnement des navires en libre pratique, les habitations particulières et les rassemblements quelconques.

TITRE X

Des droits sanitaires (1).

Art. 78. — Les droits sanitaires comprennent les taxes suivantes :

A. — (*Abrogé par décret du 22 juillet 1855 (art. 3)* [1].)

B. — Droit de station payable par tous les navires soumis à une quarantaine, par tonneau, pour chaque jour de quarantaine . . 0 p. 05

C. — Droit de séjour au lazaret, par jour et par personne, sauf les exceptions indiquées plus loin :

1re classe	4 p. »
2e classe	2 p. »
3e classe	1 p. »

D. — Droits pour la désinfection des marchandises :

Marchandises emballées, par 100 kilogrammes	1 p. »
Cuirs, les 100 pièces	1 p. 50
Petites peaux non emballées, les 100 peaux.	1 p. »

Pour les chiffons et les drilles, les frais occasionnés par la désinfection et la manipulation sont au compte de la marchandise.

Les dépenses résultant de la désinfection des navires sont à la charge de l'armement.

Art. 79. — Les navires naviguant de port tunisien à port tunisien sont exemptés du droit de reconnaissance (2).

Art. 80. — Sont dispensés du droit de séjour au lazaret : les enfants au-dessous de sept ans ; les indigents embarqués aux frais du Gouvernement ou d'office par les consuls ; toute personne qui aura été transportée au lazaret par ordre de l'autorité sanitaire.

Art. 81. — Sont exemptés de tous les droits sanitaires (1) déterminés par les articles précédents :

1° Les bâtiments de guerre ;

2° Les bâtiments en relâche forcée, par cas de force majeure (mauvais temps, avaries, etc.), même lorsqu'ils sont admis à la libre pratique, pourvu qu'ils ne se livrent à aucune opération de commerce dans le port où ils abordent, et qu'ils ne fassent ni eau, ni provisions ;

3° Les bateaux de pêche, pourvu qu'ils ne fassent pas d'opérations de commerce dans le port de relâche ;

4° Les yachts de plaisance.

Art. 82. — Sont assujettis à payer la moitié (1) des droits sanitaires :

1° Les bâtiments en relâche forcée, par cas de force majeure (mauvais temps, avaries, etc...), même lorsqu'ils sont admis à la libre pratique, s'ils font de l'eau ou des provisions ;

2° Les bâtiments qui viennent mouiller dans un port tunisien sans faire d'opérations de commerce.

TITRE XI

Des autorités sanitaires.

Art. 83. — La police sanitaire du littoral est exercée par des agents relevant du pouvoir central dont les attributions respectives sont ci-après déterminées.

Art. 84. — Il y a un Directeur de la santé à Tunis (2).

Le littoral est divisé en circonscriptions sanitaires dont le nombre et l'étendue sont fixés par un arrêté du Premier Ministre (3).

Art. 85. — Dans chaque circonscription est placé un agent sanitaire. Ces divers agents relèvent tous du Directeur de la santé de qui ils reçoivent des instructions.

Art. 86. — Le Directeur de la santé et tous les agents placés sur le littoral sont chargés de veiller à l'exécution des règlements et instructions sanitaires.

Ils reconnaissent ou font reconnaître l'état sanitaire des provenances et leur donnent libre pratique, s'il y a lieu. Ils font exécuter les règlements ou décisions qui déterminent la mise en quarantaine et les précautions particulières auxquelles les provenances infectées ou suspectées doivent être soumises (4). Ils sont tenus de s'opposer, par tous les moyens en leur pouvoir, aux infractions sanitaires, et de constater les contraventions par procès-verbal. Dans les cas urgents et imprévus, ils pourvoient aux dispo-

(1) Conf. décrets des 22 juillet 1885 et 6 novembre 1887 (v° Ports).
(2) Conf. décret du 22 juillet 1885, art. 2 (v° Ports).

(1) Conf décret du 22 juillet 1885, art. 2 (v° Ports).
(2) Conf. decret du 26 mai 1897.
(3) Conf arrêté du 21 février 1885.
(4) Conf. arrêtés du 12 mars 1903.

sitions provisoires qu'exige la santé publique, en provoquant une décision de l'autorité supérieure.

Ils délivrent ou visent les patentes de santé.

Art. 87. — Le Directeur de la santé est pris dans le corps médical, il est le chef du service de la Régence. Tous les employés et agents sont sous ses ordres. Ceux-ci, dans les cas imprévus ou difficiles, doivent prendre ses instructions.

Art. 88. — Le Directeur de la santé demande et reçoit des ordres du Premier Ministre pour toutes les questions qui intéressent la santé publique. Il doit se tenir bien informé de l'état sanitaire du pays et des pays étrangers avec lesquels celui-ci est en relation.

Art. 89. — En cas de circonstance menaçante et imprévue, il peut prendre d'urgence telle mesure qu'il juge propre à garantir la santé publique, sauf à en référer immédiatement à notre Premier Ministre.

Art. 90. — Il a, ainsi que les agents sanitaires chefs de circonscription, le droit de requérir, mais seulement dans les cas d'urgence et pour un service momentané, la coopération des officiers et employés de la marine, des employés des douanes, des contributions diverses, des officiers des ports de commerce, des commissaires de police et agents de police, et, au besoin, de tous les citoyens. (*Ainsi modifié par décret du 8 mars 1893.*)

Ne pourront lesdites réquisitions d'urgence enlever à leurs fonctions habituelles des individus attachés à un service public, à moins d'un danger assez pressant pour exiger le sacrifice de tout autre intérêt.

Art. 91. — Les agents du service sanitaire reçoivent une indemnité sur les fonds de l'État.

Art. 92. — Le Directeur de la santé, les agents sanitaires, les capitaines de lazaret et les médecins sont nommés par nous. Si les candidats appartiennent à un service public, leur nomination a lieu sur la désignation de leur chef.

Art. 93. — Les autres employés à divers titres du service sanitaire sont nommés par le Premier Ministre.

Art. 94. — Il y a un conseil sanitaire pour toute la Régence de Tunis (1); il est composé des divers éléments administratifs, scientifiques et commerciaux qui peuvent le mieux concourir à émettre un jugement éclairé dans les questions maritimes concernant la santé publique.

Art. 95. — (*Abrogé par décret du 28 septembre 1892.*)

Art. 96. — § 1er. (*Abrogé par décret du 28 septembre 1892.*)

§ 2. Les choix ne peuvent porter que sur des personnes faisant partie du corps qui les nomme et ayant leur résidence dans le lieu où siège le conseil.

Art. 97 et 98. — (*Abrogés par décret du 28 septembre 1892.*)

Art. 99. — Le conseil sanitaire a des réunions périodiques dont le nombre est fixé par le Premier Ministre. Ces réunions ont lieu au moins quatre fois par an.

Le conseil sanitaire est, en outre, convoqué d'urgence toutes les fois qu'une circonstance de nature à intéresser la santé publique paraît l'exiger.

Art. 100. — Le procès-verbal de chaque séance est transmis, par les soins du président, au Premier Ministre.

Art. 101. — Le conseil sanitaire exerce une surveillance générale sur le service sanitaire de la Régence. Il a pour mission d'éclairer l'autorité supérieure sur les questions qui intéressent la santé publique, de lui donner des avis sur les mesures à prendre en cas d'invasion ou de menace d'une maladie pestilentielle, de veiller à l'exécution des règlements généraux et locaux relatifs à la police sanitaire et, au besoin, de signaler au Gouvernement les infractions ou omissions.

Art. 102. — Il est consulté, en cas de difficulté, sur les mesures qu'il convient de prendre, dans les limites tracées par les règlements, à l'égard d'un navire mis en quarantaine, sur les questions relatives au régime intérieur des lazarets, au choix des emplacements affectés aux navires en quarantaine, aux mesures extraordinaires à prendre, enfin sur les plans et projets de constructions à faire dans les lazarets ou autres établissements sanitaires.

Art. 103. — Il propose au Premier Ministre les changements ou additions à introduire dans les règlements locaux concernant le service sanitaire de la Régence.

Art. 104. — En cas de dissidence entre le Directeur de la santé et le conseil sanitaire, il en est immédiatement référé au Premier Ministre ; toutefois, s'il y a urgence, le directeur pourvoit aux dispositions provisoires qu'il juge nécessaires pour garantir la santé publique.

TITRE XII

Des attributions des autorités sanitaires en matière de police judiciaire et d'état civil.

Art. 105. — Les capitaines de lazaret seront tenus d'avoir un registre spécial sur lequel ils inscriront chaque jour les noms des passagers, leur nombre, le lieu de leur provenance, le nom du bateau qui les a amenés, la date de leur entrée, celle de leur sortie et les droits sanitaires qu'ils auront payés.

Art. 106. — En outre, un registre-journal sera coté et paraphé par le Directeur de la santé et remis à chaque capitaine de lazaret ; sur ce registre seront transcrits tous les faits qui intéressent la police et la santé de l'établissement,

(1) Conf. décret du 28 septembre 1892.

les décès et les naissances qui se seraient produits parmi les passagers et le personnel du lazaret (1).

Art. 107. — Les décès et les naissances seront déclarés par le capitaine. Celui-ci recevra les déclarations des témoins qui signeront avec lui sur le registre indiqué dans l'article précédent ; ces actes énonceront l'année, le jour et l'heure où ils seront reçus, les prénoms, âges, professions et domiciles de tous ceux qui y sont dénommés. Le capitaine du lazaret devra se conformer, autant que possible, aux formalités requises pour la rédaction des actes de l'état civil français (1). Un double de ces actes sera adressé immédiatement au Directeur de la santé qui le fera parvenir aux autorités compétentes en matière d'état civil. Ce double sera signé également par le capitaine et les parties qui ont figuré à l'acte.

Après l'inspection du cadavre, le médecin certifiera le décès sur le registre et indiquera la maladie à laquelle le défunt paraît avoir succombé et la date de son inhumation.

Art. 108. — Si la cause de la mort n'est pas bien caractérisée, ou s'il y a des soupçons de mort violente, le médecin pourra procéder à l'autopsie du cadavre ; avis en sera donné aussitôt au Directeur de la santé.

Toutefois, cette autopsie ne pourra être pratiquée que sur le cadavre de non-musulmans.

Art. 109. — Au cas prévu dans l'article précédent, le capitaine du lazaret recueillera toutes les dépositions et informations qui seraient susceptibles d'éclairer la justice. Ces informations seront inscrites sur le registre dont il est parlé à l'article 106, et communiquées aussitôt au Directeur de la santé.

TITRE XIII

Dispositions générales.

Art. 110. — Les Chambres de commerce, les capitaines et patrons de navires arrivant de l'étranger, et généralement toutes les personnes ayant des renseignements de nature à intéresser la santé publique, sont invités à les communiquer aux autorités sanitaires.

Art. 111. — Tous les dépositaires de l'autorité et de la force publique, qui seraient avertis d'infractions aux lois et règlements sanitaires, seront tenus d'employer les moyens en leur pouvoir pour y mettre fin, pour en arrêter les effets et pour en amener la répression.

Art. 112. — Sont abrogés tous les règlements généraux et spéciaux de police sanitaire maritime antérieurs au présent règlement.

Art. 113. — Les règlements locaux de police sanitaire seront revisés, s'il y a lieu, de manière à être mis en harmonie avec les besoins nouveaux du service local et avec les prescriptions du présent règlement général.

(1) Conf. décret du 29 juin 1886 (v° ÉTAT CIVIL).

Art. 114. — Les mesures de police sanitaire maritime applicables contre le choléra, la fièvre jaune et la peste restent déterminées par des règlements spéciaux (1) qui sont susceptibles d'être modifiés par le Gouvernement après l'examen du conseil sanitaire.

Art. 115. — Le titre deuxième de la loi française du 3 mars 1822 (2), relative à la police sanitaire, sera applicable en Tunisie, concurremment avec le présent décret.

Art. 116. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

724 21 février 1885

(6 djoumadi el aouel 1302)

Arrêté du Premier Ministre divisant le littoral de la Régence en treize circonscriptions sanitaires.

(OFFICIEL, 1885, 523)

Vu l'article 84 du décret du 20 février 1885 (5 djoumadi el aouel 1302) ;

Le littoral de la Régence est divisé en treize circonscriptions sanitaires ainsi qu'il suit :

1° Circonscription de Tabarka, s'étendant du cap Roux au Ras el Dukara et comprenant les îles de la Galite ;

2° Circonscription de Bizerte, s'étendant du Ras el Dukara au cap Zebib et comprenant l'île des Chiens ;

3° Circonscription de Porto-Farina, s'étendant du cap Zebib au cap Gammart et comprenant l'île Plane ;

4° Circonscription de La Goulette, s'étendant du cap Gammart au cap Bon et comprenant les îles Djamour ;

5° Circonscription de Kélibia, s'étendant du cap Bon au Ras Mahmour ;

6° Circonscription d'Hammamet, s'étendant du Ras Mahmour au Ras Hergla ;

7° Circonscription de Sousse, s'étendant du Ras Hergla à la pointe de Monastir ;

8° Circonscription de Monastir, s'étendant de la pointe de Monastir au Ras Dimas et comprenant les îles Egdemsi et Kuriat ;

9° Circonscription de Mahdia, s'étendant du Ras Dimas au Ras Kadidja ;

10° Circonscription de Sfax, s'étendant du Ras Kadidja à la pointe de Skirra et comprenant les îles Kerkenna ;

11° Circonscription de Gabès, s'étendant de la pointe de Skirra à la falaise d'Edjirf ;

12° Circonscription de Djerba, s'étendant sur la côte de la falaise d'Edjirf au Ras Marmor et comprenant tout le littoral de l'île de Djerba ;

13° Circonscription de Zarzis, s'étendant du Ras Marmor aux Bibans.

(1) Conf. arrêtés du 12 mars 1893.

(2) Ce titre est relatif aux peines, délits et contraventions en matière sanitaire.

725 3 janvier 1889

(*12 djoumadi el aouel 1306*)

PROMULGUÉ LE 4 JANVIER 1889

Décret instituant un Conseil central et des commissions régionales d'hygiène et de salubrité publiques.

(OFFICIEL, 1889, 11)

Considérant qu'il appartient au Gouvernement de prescrire les mesures nécessaires pour prévenir les épidémies et assurer l'assainissement des centres de population ;

Que, dans ce but, il y a lieu de constituer un conseil composé d'hommes compétents destinés à éclairer l'Administration de ses avis ;

Article 1er. — Il est établi à Tunis un Conseil central d'hygiène publique et de salubrité. Les membres de ce Conseil sont au nombre de neuf au moins et de douze au plus, non compris les membres de droit institués par l'article 3 (1) du présent décret. Ils sont nommés pour neuf ans par décret de S. A. le Bey et renouvelables par tiers tous les trois ans.

Art. 2. — Font partie de droit du Conseil central d'hygiène publique et de salubrité de Tunis (2) [*Ainsi modifié par décret du 12 décembre 1899*] :

Le Secrétaire général du Gouvernement tunisien ou son délégué ;

Le Directeur de l'agriculture et du commerce ou son délégué ;

Le Directeur de l'enseignement public ou son délégué ;

L'Ingénieur adjoint à la Direction générale des travaux publics ;

L'Ingénieur chef du service des mines ;

Le Directeur de la santé ;

Le Contrôleur civil de Tunis ;

Un des Vice-Présidents de la municipalité de Tunis ;

L'Ingénieur directeur des travaux de la ville de Tunis ;

Le Médecin directeur du service de santé militaire ;

Le Médecin en chef de l'hôpital du Belvédère ;

Un des médecins de l'hôpital civil français de Tunis désigné par le Gouvernement ;

Le pharmacien de l'armée le plus élevé en grade à Tunis ;

Le vétérinaire de l'armée le plus élevé en grade à Tunis. (*Ainsi modifié par décret du 12 décembre 1899.*)

Art. 3. — Des commissions locales d'hygiène publique et de salubrité pourront être créées par décrets spéciaux dans d'autres villes de Tunisie (3). [*Ainsi modifié par décret du 12 décembre 1899.*]

Les Commissions locales comportent :

1° Six membres de droit, savoir :

Le Contrôleur civil, Président ;

Le Vice-Président de la municipalité ;

Un médecin militaire désigné par l'autorité militaire ;

Le Caïd du territoire ;

Un représentant du service local des travaux publics ;

Le Médecin municipal ;

2° Deux membres nommés pour trois ans par arrêté du Premier Ministre. (*Ainsi modifié par décret du 12 décembre 1899.*)

Art. 4. — Divers fonctionnaires désignés par notre Premier Ministre peuvent être appelés à siéger dans les Conseil et commissions, avec voix consultative, ainsi que toute personne ayant une compétence spéciale pour des questions à l'étude.

Art. 5. — Le Conseil central d'hygiène publique et de salubrité de Tunis est présidé par le Ministre résident général de France ou son délégué (1).

Le Conseil central élit deux vice-présidents et un secrétaire choisis parmi ses membres et renouvelables tous les trois ans. En l'absence du président, le premier vice-président et, à son défaut, le deuxième vice-président occupe la présidence.

Art. 6. — Le Conseil central d'hygiène publique de Tunis se réunit au moins tous les mois. Les commissions régionales se réunissent au moins une fois tous les deux mois. D'autres réunions peuvent avoir lieu, sur la convocation du président, ou lorsqu'il en aura été fait la demande par les vice-présidents et le secrétaire.

Art. 7. — Tout membre du Conseil central ou des commissions régionales d'hygiene publique et de salubrité autre que les membres de droit qui, sans motif d'excuse approuvé par le conseil, a manqué de se rendre à trois convocations successives, est considéré comme démissionnaire et remplacé dans le mois qui suivra la notification de cette décision s'il était membre du Conseil central, dans les trois mois s'il était membre d'une commission.

Art. 8. — Le Conseil central et les commissions d'hygiène publique et de salubrité sont consultés sur les questions relatives au maintien et à la préservation de la santé publique dans leurs circonscriptions respectives, notamment en ce qui concerne :

1° L'assainissement des localités et des habitations ;

2° Les mesures à prendre pour prévenir et combattre les maladies endémiques, épidémiques et transmissibles ;

3° Les maladies communes aux hommes et aux animaux ;

4° La propagation de la vaccine ;

5° L'organisation des secours aux malades indigents ;

(1) Ils sont énumérés dans l'article 2 depuis sa modification par le décret du 12 décembre 1899.
(2) Conf. décret du 27 juin 1898.
(3) Conf. décrets des 25 février et 13 mai 1900.

(1) Conf. décret du 28 septembre 1892.

6° Les moyens d'améliorer les conditions sanitaires des populations industrielles et agricoles ;

7° La salubrité des écoles, hôpitaux, maisons d'aliénés, établissements de bienfaisance, prisons, dépôts de mendicité, etc. ;

8° La qualité des aliments, boissons, condiments et médicaments livrés à la consommation ;

9° L'amélioration des établissements d'eaux minérales appartenant à l'État, aux communes et aux particuliers ;

10° La salubrité tant intérieure qu'extérieure des fabriques, manufactures, chantiers, mines, ateliers, ainsi que les conditions d'hygiène des personnes qui y seront employées ;

11° La salubrité des cours d'eau, l'alimentation en eau potable des agglomérations ;

12° Les grands travaux d'utilité publique, construction d'édifices, écoles, prisons, théâtres, ports, canaux, réservoirs, fontaines, halles, établissement des marchés, abattoirs, égouts, cimetières, voirie, etc., sous le rapport de l'hygiène publique ;

13° La statistique démographique et la géographie médicale.

Art. 9. — Le Conseil central d'hygiène publique de Tunis est chargé de centraliser et de coordonner les travaux des commissions régionales d'hygiène publique et de salubrité. Il fera annuellement un rapport sur ces travaux et sur ceux qu'il aura lui-même effectués. Ce rapport sera adressé à M. le Ministre résident général.

Art. 10. — Les délibérations du Conseil central et des commissions régionales d'hygiène publique et de salubrité sont transmises par les soins de M. le Ministre résident général à l'administration compétente.

Art. 11. — Le droit d'initiative appartient au Conseil central et aux commissions régionales d'hygiène publique et de salubrité, dans toutes les questions rentrant dans les attributions énoncées à l'article 8.

Des avis pourront leur être demandés sur toutes ces questions et, en cas d'urgence, par convocation spéciale.

Art. 12. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

726 7 septembre 1892

(*14 safar 1310*)

PROMULGUÉ LE 7 SEPTEMBRE 1892

Décret prescrivant des mesures sanitaires contre le choléra.

(OFFICIEL, 1892, 254)

Vu le décret du 20 février 1885 (5 djoumadi el aouel 1302) ;

Vu l'avis du Conseil sanitaire de la Régence du 7 septembre 1892 ;

Sur la proposition de notre Premier Ministre ;

Article 1er. — A dater de la promulgation du présent décret, toute personne entrant par mer en Tunisie est tenue, avant son débarquement, de signer sur un registre spécial une déclaration constatant que, dans les huit jours qui ont précédé son arrivée, elle n'a ni séjourné ni passé dans une localité où l'existence du choléra aurait été officiellement constatée.

Art. 2. — Tout voyageur qui, dans les huit jours ayant précédé son arrivée par mer en Tunisie, aura séjourné ou passé dans une localité où l'existence du choléra aurait été officiellement constatée, sera soumis ainsi que ses bagages à des mesures de désinfection qui pourront être également appliquées aux autres passagers du même navire.

Il sera en outre tenu dans les vingt-quatre heures de faire connaître son adresse à la municipalité ou au contrôle civil de la localité qu'il aura choisie pour sa résidence et de subir chaque jour, jusqu'à l'expiration du délai de huit jours ci-dessus fixé, la visite d'un médecin spécialement délégué à cet effet.

Art. 3. — Tout médecin est obligé de déclarer dans les vingt-quatre heures à la municipalité de sa résidence ou au contrôle civil de sa circonscription les cas suspects d'être des cas de choléra pour lesquels il aurait été appelé (1).

La même obligation est imposée à tous chefs de famille ou personnes soignant ou logeant un malade suspect d'être atteint du choléra.

Art. 4. — Est interdite jusqu'à nouvel ordre l'importation en Tunisie (2) des os, drilles, chiffons, objets de literie, tels que matelas, couvertures, etc., et autres marchandises dites « susceptibles » (3) provenant des pays contaminés.

Art. 5. — Toute contravention au présent décret et notamment toute déclaration fausse ou inexacte faite à l'arrivée, tombe sous le coup de l'article 115 de la loi du 20 février 1885 (5 djoumadi el aouel 1302).

---

727 28 septembre 1892

(*6 rebiâ el aouel 1310*)

PROMULGUÉ LE 28 SEPTEMBRE 1892

Décret réorganisant le Conseil sanitaire de la Régence (1).

(OFFICIEL, 1892, 277)

Vu le décret du 20 février 1885 (5 djoumadi el aouel 1302) sur la santé maritime ;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer à nouveau l'organisation du Conseil sanitaire de la Régence ;

Sur la proposition de notre Premier Ministre ;

Article 1er. — Le Conseil sanitaire de la Régence (4) est composé de membres de droit et de membres élus ou nommés comme il sera dit ci-après.

---

(1) Conf. décret du 19 novembre 1899 (v° MÉDECINE).
(2) Conf. arrêtés des 5 et 26 novembre 1896, décret du 24 octobre 1900 (v° DOUANES).
(3) Conf. 2e arrêté du 12 mars 1893.
(4) Conf. décret du 9 janvier 1889.

Le Conseil sanitaire est présidé par le Ministre plénipotentiaire, Résident général de la République française, ou par son délégué.

Le Conseil désigne lui-même et parmi ses membres son secrétaire.

Art. 2. — Les membres de droit du Conseil sanitaire sont :

1° Le Directeur de la santé(1);

2° Le Président de la municipalité de Tunis;

3° Le Directeur du service de santé de la brigade(2) d'occupation;

4° Le Directeur des douanes ou son délégué;

5° L'Ingénieur en chef, adjoint à la Direction générale des travaux publics;

6° Le Major de la garnison;

7° Le Chef du service de la police des ports;

8° Deux chefs de section du Ministère tunisien.

Art. 3. — Les membres élus(3) du Conseil sanitaire comprennent :

1° Deux Consuls, nommés par le Corps consulaire;

2° Deux membres du Conseil municipal de Tunis, choisis parmi leurs collègues;

3° Deux membres de la Chambre de commerce de Tunis, désignés par la Chambre;

4° Deux membres du Conseil central d'hygiène, élus par le Conseil;

5° Deux médecins civils nommés par nous, sur la proposition de notre Premier Ministre.

Art. 4. — Les membres du Conseil sanitaire désignés à l'article 3 ci-dessus sont nommés pour quatre ans et renouvelés par moitié tous les deux ans. Il sera procédé au premier renouvellement partiel à la suite du tirage au sort des membres sortants, lesquels sont rééligibles.

Art. 5. — En cas de vacances par suite de décès, démission ou autrement, il y est pourvu sans retard, et le membre nouveau est nommé pour la période de temps pendant laquelle celui qu'il remplace devait rester en fonctions.

Art. 6. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret, contenues dans le décret du 20 février 1885 (5 djoumadi el aouel 1302), notamment dans les articles 95, 96, 97 et 98.

Art. 7. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

728 — 8 mars 1893

(19 châbane 1310)

PROMULGUÉ LE 8 MARS 1893

Décret modifiant le décret du 20 février 1885 sur la santé maritime.

(OFFICIEL, 1893, 82)

Vu les décrets du 20 février 1885 (5 djoumadi el aouel 1302) sur la santé maritime;

Sur la proposition de notre Premier Ministre;

Article 1er. — Les articles 5, 12, 22 et 90 du décret du 20 février 1885 (5 djoumadi el aouel 1302) sont modifiés ainsi qu'il suit : ..... (*Conf. ce décret.*)

Art. 2. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

729 — 12 mars 1893

(23 châbane 1310)

Arrêté du Premier Ministre approuvant les règlements qui déterminent les mesures sanitaires à appliquer aux provenances de choléra, de fièvre jaune et de peste dans les ports de la Méditerranée.

(OFFICIEL, 1893, 82)

Vu le décret du 20 février 1885 (5 djoumadi el aouel 1302);

Sur l'avis du Conseil sanitaire de la Régence;

Sont approuvés les règlements annexés au présent arrêté, déterminant les mesures sanitaires à appliquer aux provenances de choléra, de fièvre jaune et de peste, dans les ports de la Méditerranée.

---

730 — Annexe n° 1 à l'arrêté du 12 mars 1893

Mesures sanitaires applicables aux provenances du choléra.

(OFFICIEL, 1893, 82)

1° Navires suspects.

Les navires suspects (art. 35 du règlement général [1]) sont soumis à une quarantaine d'observation, qui, pour les personnes, peut varier de trois à sept jours pleins, à dater de l'inspection médicale.

Toutefois, si l'autorité sanitaire a la preuve suffisante qu'aucun accident de nature suspecte n'a eu lieu à bord pendant la traversée, et si d'ailleurs le navire est dans de bonnes conditions hygiéniques, l'observation peut être réduite à vingt-quatre heures pour les constatations et la désinfection des effets à usage.

En cas de simple suspicion, le déchargement sanitaire du navire et la désinfection générale ne sont point obligatoires, mais peuvent être prescrits par l'autorité sanitaire. Dans ce dernier cas, la quarantaine des personnes restées à bord commence quand ces opérations sont terminées, et elle peut varier dans les limites indiquées au premier paragraphe.

Dans les cas de cette catégorie, à défaut de lazaret, la quarantaine d'observation pour les

---

(1) Conf. décret du 26 mai 1897.
(2) Conf. décision du 19 décembre 1894 (v° ARMÉE FRANÇAISE)
(3) Conf. décret du 20 février 1885, art. 90, § 2.

(1) Conf. décret du 20 février 1885.

passagers peut être purgée à bord, tant qu'aucun accident de choléra ne s'est manifesté et si les conditions hygiéniques du navire le permettent; autrement, le navire devrait être envoyé dans un port à lazaret pour y purger la quarantaine de rigueur.

2° Navires infectés.

Tout navire infecté (art. 35 du règlement général)[1], c'est-à-dire à bord duquel des accidents certains ou seulement probables de choléra ont eu lieu pendant la traversée, quelle qu'en ait été la durée, ou bien sont constatés à l'arrivée, est soumis à la quarantaine de rigueur.

Cette quarantaine est de sept jours pleins pour les personnes, à dater de leur isolement au lazaret; dans certains cas exceptionnels, elle peut être portée à dix jours, sur l'avis du Conseil sanitaire.

Les effets à usage et objets susceptibles(2) sont désinfectés; le navire est ensuite envoyé dans un lazaret où il est soumis à une désinfection aussi complète que possible, après déchargement sanitaire des marchandises.

---

731 Annexe n° 2 à l'arrêté du 12 mars 1893

Mesures sanitaires applicables aux provenances de fièvre jaune.

(Officiel, 1893, 83)

1° Navires suspects.

Les navires suspects (art. 35 du règlement général)[1] : — Si la traversée a duré plus de quatorze jours, et si les conditions hygiéniques du bord sont satisfaisantes, la quarantaine d'observation des personnes peut varier de trois à cinq jours pleins; si la traversée a duré moins de quinze jours, l'observation peut être portée à sept jours pleins.

La quarantaine pour les passagers sera purgée dans un lazaret; mais, à défaut de lazaret, elle pourra être accomplie à bord selon les règles voulues.

Dans le cas de cette catégorie, une décision motivée de l'autorité sanitaire peut prescrire toutes les mesures de désinfection qu'elle jugera nécessaires.

Lorsque la désinfection générale est prescrite, les personnes restées à bord sont astreintes à une quarantaine de trois à cinq jours après l'opération terminée.

2° Navires infectés.

Tout navire infecté, c'est-à-dire ayant eu ou ayant encore la fièvre jaune à bord (art. 35 du règlement général)[1], est soumis à la quarantaine de rigueur.

S'il y a des malades à bord, ils sont immédiatement débarqués au lazaret.

La quarantaine des personnes non malades peut varier de sept à dix jours pleins, à dater de leur entrée au lazaret.

S'il est établi que la terminaison des derniers accidents de fièvre jaune à bord remonte à plus de quatorze jours, et que des mesures hygiéniques convenables ont été prises depuis, la quarantaine pour les personnes isolées au lazaret peut être réduite à cinq jours pleins.

Dans tous les cas de cette catégorie, le déchargement sanitaire, la désinfection des effets à usage, celle des objets susceptibles(1) et du navire sont obligatoires. Quant aux personnes restées à bord, elles sont soumises à une quarantaine de cinq à sept jours pleins, qui ne commence que quand la désinfection du navire est achevée.

(1) Conf. décret du 20 février 1885
(2) Conf. 2e arrêté du 12 mars 1893.

---

732 Annexe n° 3 à l'arrêté du 12 mars 1893

Mesures sanitaires applicables aux provenances de peste.

(Officiel, 1893, 83)

1° Navires suspects.

Les navires suspects (art. 35 du règlement général)[2], c'est-à-dire n'ayant eu aucun accident de peste constaté pendant la traversée, sont soumis à une quarantaine qui ne peut être purgée que dans un port à lazaret.

Pour les personnes, la quarantaine d'observation est de cinq à dix jours pleins soit au lazaret, soit à bord si le lazaret est insuffisant.

Le déchargement sanitaire, la désinfection des effets à usage, des objets susceptibles(1), et celle du navire sont obligatoires.

La quarantaine des personnes restées à bord pendant le déchargement est de cinq à dix jours pleins et ne commence que quand la désinfection du navire est terminée.

2° Navires infectés.

Pour les navires ayant eu ou ayant encore des accidents de peste à bord (art. 35 du règlement général)[2], s'il y a des malades, ils sont immédiatement débarqués au lazaret; les personnes non malades sont soumises à une quarantaine de dix à quinze jours pleins à dater de leur entrée au lazaret.

Le déchargement sanitaire, la désinfection aussi complète que possible des effets à usage, des objets susceptibles(1), et celle du navire sont de rigueur.

La quarantaine des personnes restées à bord est de dix à quinze jours pleins: elle ne commence que quand la désinfection du navire est achevée.

(1) Conf. 2e arrêté du 12 mars 1893.
(2) Conf. décret du 20 février 1885.

733 12 mars 1893

(23 châbane 1310)

Arrêté du Premier Ministre fixant la nomenclature des effets, objets et marchandises de genre susceptible et non susceptible de transmettre les germes du choléra, de la fièvre jaune ou de la peste.

(Officiel, 1893, 83)

Vu le décret du 20 février 1885 (5 djoumadi el aouel 1302);
Sur l'avis du Conseil sanitaire de la Régence;

Sont approuvés les tableaux annexés au présent arrêté et renfermant la nomenclature des effets, objets et marchandises de genre susceptible et non susceptible.

---

734 Tableaux annexés à l'arrêté du 12 mars 1893

(Officiel, 1893, 83)

N° 1. Renfermant la nomenclature des effets, objets et marchandises de genre susceptible de transmettre les germes.

1. Les hardes et les effets usuels; tout ce qui sert au coucher; les objets d'équipement et de harnachement; les chiffons et les lambeaux de toute espèce.
2. La laine et les poils d'animaux, lavés ou non, filés ou non.
3. Le coton en laine ou filé.
4. Le lin filé ou non.
5. Les cordages non goudronnés, et ceux non composés de sparte ou de jonc.
6. Toute espèce de soie, soit en bourre, soit en fil.
7. Les pelleteries et fourrures.
8. Les peaux et les maroquins, les cordouans, basanes, cuirs tannés, cuirs secs, les rognures, abattis et débris de peaux ou d'autres, substances animales.
9. Les chapeaux ou autres étoffes feutrées.
10. Les cheveux et le crin.
11. Le duvet et les plumes.
12. Les étoffes, draperies, toileries et généralement tous les tissus.
13. Le papier de toute espèce, le carton et les livres ou manuscrits.
14. La mercerie.
15. Les chandelles et bougies.
16. Les animaux vivants ou morts.
17. Tabac en balle.
18. Le fromage, les poissons de toute espèce et mollusques, laitage, beurre, fromages et fruits crus.

Les graines, céréales en grenier seront aérées au débarquement suivant les indications du Conseil sanitaire.

N° 2. Renfermant la nomenclature des effets, objets et marchandises de genre non susceptible

de transmettre les germes, à condition d'être débarrassés de toute enveloppe, et soumis au lavage avec des liquides désinfectants, ou à l'une de ces deux conditions.

1. Corail brut. 2. Dents d'éléphant, cornes. 3. Cuivre. 4. Verroterie en caisse. 5. Monnaies et médailles. 6. Bois. 7. Objets neufs en poterie et verrerie. 8. Briques et carreaux, faïence. 9. Minéraux, terre, houille. 10. Métaux. — Cuirs salés et mouillés.	Sans enveloppe et à laver.
11. Confitures, sucs de plantes et fruits secs. 12. Miel, café et sucre, graines et légumes en sacs. 13. Huiles, riz, blé et toutes graines en sac, amidon, gruaux, chairs salées, fumées, séchées. 14. Vins, liqueurs et en général les liquides. 15. Potasse, salpêtre. 16. Suif, chandelles. 17. Cire, bougie. 18. Cendre. 19. Charbon, fleurs artificielles, verroteries, corail, chapelet, quincaillerie. 20. Goudron. 21. Noir de fumée.	Désinfecter l'enveloppe par lavage à l'eau de mer ou avec une solution cuivrée, ferrugineuse chlorurée ou phéniquée.

Les substances antiseptiques, désinfectantes, les médicaments, sont admis en libre pratique.

---

735 26 mai 1897

(24 hidjà 1314)

PROMULGUÉ LE 26 MAI 1897

Décret substituant une Direction de la santé à la Direction de la santé maritime (1).

(Officiel, 1897, 275)

Article 1er. — La Direction de la santé maritime est supprimée.

Art. 2. — Il lui est substitué, près l'Administration générale du Gouvernement tunisien, une Direction de la santé, à laquelle ressortissent les questions relatives à la santé et à l'hygiène publiques.

Art. 3. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

(1) Conf. décret du 20 février 1885, art. 84 et seq.

736 27 juin 1898

(7 safar 1316)

PROMULGUÉ LE 27 JUIN 1898

Décret nommant le Directeur de l'Institut antirabique de Tunis membre de droit du Conseil central d'hygiène.

(OFFICIEL, 1898, 503)

---

737 12 décembre 1899

(8 châbane 1317)

PROMULGUÉ LE 12 DÉCEMBRE 1899

Décret modifiant le décret du 3 janvier 1889 qui institue un Conseil central et des commissions régionales d'hygiène et de salubrité publiques.

(OFFICIEL, 1899, 839)

Vu le décret du 3 janvier 1889 (1er djoumadi el aouel 1306) portant institution d'un Conseil central et de commissions régionales d'hygiene publique et de salubrité ;

Vu le decret du 11 juin 1898 (21 moharrem 1316) modifiant la composition du Conseil central d'hygiène publique ;

Sur la proposition du Premier Ministre ;

Article 1er. — Les articles 2 et 3 du décret du 3 janvier 1889 (1er djoumadi el aouel 1306), modifiés par le décret du 11 juin 1898 (21 moharrem 1316), sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes : . . . . . (*Conf. décret du 3 janvier 1889.*)

Art. 2. — Le Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

738 25 février 1900

(24 chaoual 1317)

PROMULGUÉ LE 25 FÉVRIER 1900

Décret créant des Commissions locales d'hygiène et de salubrité à Sousse, Sfax et Gabès.

(OFFICIEL, 1900, 184)

Vu les décrets du 3 janvier 1889 (1er djoumadi el aouel 1306) et du 12 décembre 1899 (8 châbane 1317) ;

Article 1er. — Des Commissions locales d'hygiène et de salubrité sont créées dans les villes de Sousse, Sfax et Gabès, conformément aux décrets ci-dessus visés des 3 janvier 1889 (1er djoumadi el aouel 1306) et 12 décembre 1899 (8 châbane 1317).

Art. 2. — Le Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

739 13 mai 1900

(13 moharrem 1318)

PROMULGUÉ LE 13 MAI 1900

Décret créant une Commission locale d'hygiène et de salubrité à Bizerte.

(OFFICIEL, 1900, 399)

Vu les décrets du 3 janvier 1889 (1er djoumadi el aouel 1306) et du 12 décembre 1899 (8 châbane 1317) ;

Article 1er. — Une Commission locale d'hygiène et de salubrité est créée dans la ville de Bizerte, conformément aux décrets susvisés des 3 janvier 1889 (1er djoumadi el aouel 1306) et du 12 décembre 1899 (8 châbane 1317).

Art. 2. — Le Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

INHUMATIONS

740 30 juillet 1884

(6 chaoual 1301)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DÉCEMBRE 1884

Décret relatif à la police des cimetières (1).

(OFFICIEL, 1884, 338)

Article 1er. — Il est interdit d'enterrer dans les cimetières publics et privés situés dans l'enceinte de la ville de Tunis, qui désormais seront clôturés de tous côtés.

Art. 2. — Aucune inhumation n'aura lieu dans les églises, mosquées ou temples et généralement dans aucun édifice clos et fermé servant de lieu de réunion pour la célébration d'un culte quelconque.

Aucun cimetière privé ne pourra être ouvert sans notre autorisation.

Aucune nouvelle concession perpétuelle ou temporaire ne pourra être accordée désormais dans un cimetière situé à l'intérieur de la ville (a).

Art. 3. — Toutefois, ceux en faveur de qui serait invoqué un des titres suivants pourront être inhumés dans les cimetières situés à l'intérieur de la ville, dans les temples, mosquées ou zaouias.

Ces titres sont :

1° *a*) Un titre notarié établissant que le défunt a été propriétaire du terrain où il prétend être enterré avant que ce terrain ne soit devenu un cimetière public ou privé ;

b) Un contrat constatant qu'un droit de concession perpétuelle a été consenti en sa faveur ;

---

(1) Ce décret est étendu à toutes les municipalités de la Régence (art. 24, § 3, du décret du 1er avril 1885) [v° MUNICIPALITÉS, I]

(a) Les concessions perpétuelles accordées aux particuliers dans les cimetières ne constituent pas une propriété pleine et entière, mais un droit d'une nature spéciale, qui ne peut être exercé que sous le contrôle et la surveillance de l'autorité administrative, et qui est soumis à de nombreuses restrictions imposées par des motifs de salubrité publique. Il n'y a donc pas lieu de procéder par voie d'expropriation publique contre les bénéficiaires de ces concessions, pour les en déposséder. (Tunis, 17 juillet 1893, J. T. 98, 318.)

c) Une clause formelle régulièrement insérée dans une constitution de habous ;

2° Les témoignages de trois notables, du chef du quartier et de l'Iman de la mosquée ou de la zaouïa, constatant que deux ancêtres au moins du défunt ont été enterrés à la place indiquée ; ces témoignages seront consignés dans un acte signé de deux notaires.

Dans le cas où des inscriptions énonçant les noms et qualités des ancêtres du défunt subsisteraient encore sur des tombes, la constatation de ce fait par l'Iman du cimetière, et le chef du quartier devant un notaire nommé par nous, sera considérée comme un titre suffisant.

Les titres ou les actes notariés ci-dessus désignés seront déposés sans délai entre les mains du Président de la municipalité ou de son délégué, qui statuera d'urgence sur leur validité.

La décision prononcée par lui sera exécutoire nonobstant opposition ou appel.

Les parties intéressées pourront appeler de la sentence prononcée par ce fonctionnaire dans un délai de trois jours. L'appel sera jugé par le tribunal compétent en matière immobilière.

Pendant l'instance, le corps sera inhumé dans un des cimetières situés hors de la ville. L'exhumation et le transport du corps dans un cimetière intérieur ne pourront être autorisés que par nous, même dans le cas où le droit des parties aurait été reconnu en appel.

Art. 4. — Les prescriptions suivantes devront en outre être remplies par les intéressés qui invoqueraient un des titres énumérés limitativement dans l'article précédent :

1° (*Abrogé par décret du 19 mai 1885*) ;

2° Recouvrir la fosse, sur toute la surface, d'un dallage et l'entourer de tous côtés d'une construction en pierres, ayant un mètre de profondeur et émergeant du sol de $0^{m},30$;

3° Dans le cas où un caveau serait affecté à la sépulture d'une famille, il devra être tenu dans un bon état d'entretien sous peine, dans le cas d'inobservation de cette condition, après un premier avertissement, de la déchéance des droits qui appartiendraient aux ayants cause du défunt. Cette déchéance sera prononcée après avis du Président de la municipalité.

Art. 5. — Ceux qui pourraient invoquer un des titres énumérés dans l'article 3 auront la faculté d'obtenir dès à présent et sans frais sur une simple requête adressée au Président de la municipalité un emplacement pour l'inhumation de leurs familles dans un cimetière situé hors de la ville, à la condition qu'ils renonceront expressément pour eux et leurs descendants à être inhumés dans un des cimetières intérieurs.

Art. 6. — Lorsque la salubrité l'exigera, la fermeture temporaire ou définitive des cimetières publics et privés situés à l'intérieur des villes pourra être prononcée par arrêté du Président de la municipalité approuvé de notre Premier Ministre(a), à la condition qu'un terrain de surface au moins égale en superficie soit fournie à l'extérieur par la municipalité.

Ce cimetière nouveau ne pourra être établi qu'à une distance de 100 mètres au moins de toute habitation. Aucun puits, aucun mur de fondation ne pourra être creusé ou élevé à moins de 100 mètres du nouveau cimetière.

Les constructions établies sur les tombes par ceux qui possèdent des concessions perpétuelles ou temporaires devront être rétablies dans le nouveau cimetière par les soins de la municipalité.

Art. 7. — Un règlement municipal, pris sur l'initiative de la commission d'hygiène et approuvé par notre Premier Ministre, réglera les déclarations de décès, leur constatation par des médecins ou par des personnes nommées à cet effet, les délais dans lesquels les inhumations devront être effectuées et généralement toutes les mesures d'ordre ayant trait au transport des cadavres, à la police et à la salubrité des cimetières.

Art. 8. — Ceux qui, sans l'autorisation préalable du Président de la municipalité, dans le cas où elle est prescrite, auront fait enterrer un individu décédé, seront punis de six jours à deux mois d'emprisonnement et d'une amende de 25 à 80 piastres ou de l'une de ces deux peines seulement. Sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an et de 25 à 300 piastres d'amende, quiconque se sera rendu coupable d'exhumation non autorisée par nous, sans préjudice des peines contre les crimes ou délits qui se seraient joints à celles-ci.

---

741 19 mai 1885

(*4 châbane 1302*)

PROMULGUÉ LE 19 MAI 1885

Décret relatif à la police des inhumations.

(OFFICIEL, 1885, 577)

Article 1er. — Les dispositions du 1° de l'article 4 du décret du 30 juillet 1884 (6 chaoual 1301), reproduites et étendues à toute la Régence par l'article 24 du décret du 1er avril 1885 (15 djoumadi ettani 1302) sont abrogées.

Art. 2. — Les fosses devant servir aux inhumations auront une profondeur de $1^{m},50$.

Art. 3. — Lorsque, pour une inhumation, il y aura lieu à approfondissement d'une fosse existante, ce travail sera fait, en cas d'indigence constatée, par les soins et aux frais de la municipalité.

(a) Une désaffectation prononcée dans ces conditions est légale. D'ailleurs, aux termes des articles 3 et 4 du décret du 27 novembre 1888, le Tribunal ne pourrait, sans excès de pouvoir, annuler l'arrêté dont s'agit. (Tunis, 17 juillet 1893, *J. T.* 98, 318.)

Art. 4. — Le transport des corps d'une localité à une autre ne pourra avoir lieu qu'avec l'autorisation du Premier Ministre.

Dans ce cas, des mesures d'hygiène pourront, s'il y a lieu, être prescrites par les agents du Gouvernement.

742 8 juin 1887

Instructions du Ministre de la marine et des colonies, relatives au transport en France des restes mortels des personnes décédées dans les colonies ou à bord des bâtiments de l'État.

(BULL. COL., 1887, 291)

INSTRUCTION CRIMINELLE

743 28 décembre 1897

Circulaire du Parquet de Tunis informant les Juges de paix de cet arrondissement que la loi française du 8 décembre 1897 sur l'instruction criminelle est applicable à la Tunisie.

---

744 25 mai 1898

Circulaire du Parquet de Tunis donnant des instructions aux Juges de paix de cet arrondissement sur l'application en Tunisie de la loi du 8 décembre 1897, sur l'instruction criminelle.

Monsieur le Juge de paix,

L'application de la loi du 8 décembre 1897, qui a profondément modifié les règles de l'instruction préalable en matière de crimes et de délits, se heurte, en Tunisie, à de sérieuses difficultés, toutes les fois qu'il y a lieu de maintenir provisoirement à la disposition d'un juge de paix d'un canton de l'intérieur, un inculpé faisant l'objet d'une instruction régulière.

Les mesures que prescrit cette loi, notamment la désignation d'un avocat à l'inculpé, l'assistance de l'avocat aux interrogatoires et aux confrontations, semblent exiger l'intervention du juge d'instruction en personne dès le début de la procédure, et, par voie de conséquence, la délivrance par ce magistrat d'un mandant d'amener et le transfèrement immédiat, devant lui, de l'inculpé détenu dans une geôle. Cependant, de telles conséquences ne se concilieraient pas avec les nécessités de l'instruction dans un pays comme la Régence, où les preuves des crimes et des délits ne peuvent être réunies promptement et sûrement que dans la région même qui en a été le théâtre. Elles ne se concilieraient pas davantage avec les intérêts du Trésor public, ni même avec ceux des inculpés dont la détention risquerait de se prolonger d'autant plus longtemps que les témoins seraient plus difficilement convoqués et entendus.

Les règles suivantes, que je vous prie d'observer à l'avenir, ont précisément pour but de sauvegarder également l'intérêt des prévenus, en les faisant bénéficier, dans la mesure du possible, des dispositions libérales de la loi nouvelle, et les exigences supérieures de la justice criminelle.

Il est à peine besoin de faire remarquer tout d'abord que les dispositions de la loi du 8 décembre 1897 ne visent que les juges d'instruction. En conséquence, toutes les fois que vous procéderez d'office, sur une plainte ou sur une dénonciation, ou, en cas de flagrant délit, comme officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur de la République (1), vous n'aurez qu'à vous conformer aux articles 29 et suivants du Code d'instruction criminelle, lesquels n'ont pas été modifiés par la loi précitée. Vous pourrez notamment, en pareil cas, procéder à l'interrogatoire de l'inculpé sans avoir à l'avertir qu'il est libre de ne pas répondre et sans lui demander s'il a fait choix d'un conseil.

Dans les cas où l'arrestation préventive de l'inculpé vous paraît indispensable, vous devez m'aviser de l'écrou par un télégramme circonstancié, suivi dans les vingt-quatre heures d'un rapport sommaire relatant l'interrogatoire de l'inculpé. Au vu de ce télégramme et de ce rapport, mon Parquet décide s'il y a lieu de mettre l'inculpé en liberté, ou bien d'ordonner son transfèrement, pour le traduire ensuite à l'audience correctionnelle des flagrants délits, ou bien enfin de saisir le juge d'instruction.

C'est seulement dans cette troisième hypothèse que vous pourrez être appelé à appliquer les dispositions de la loi du 8 décembre 1897. Il peut arriver, en effet, et il arrive souvent en fait, que le juge d'instruction saisi d'une affaire intéressant des individus domiciliés dans un canton éloigné du chef-lieu d'arrondissement, investit le juge de paix d'une partie de ses pouvoirs au moyen d'une délégation. Cette pratique, qui prend son fondement légal dans l'article 83 du Code d'instruction criminelle, est approuvée par la Chancellerie et consacrée par une jurisprudence constante. La délégation fait de vous le représentant véritable du juge d'instruction et vous devez, dès lors, observer toutes les règles auxquelles ce magistrat est lui-même astreint par la loi nouvelle.

Vous avez donc le devoir, dès la réception de la délégation d'interroger de nouveau l'inculpé, mais cette fois (art. 3) en vous bornant à constater son identité, à lui faire connaître les faits qui lui sont imputés, à recevoir ses

(1) Conf. décrets des 15 février 1898 et 4 mai 1900 (v° JUSTICE FRANÇAISE)

déclarations après l'avoir averti qu'il est libre de ne pas vous en faire, sans omettre de mentionner cet avertissement au procès-verbal. Le plus souvent, le juge d'instruction aura joint à sa délégation un mandat de dépôt que vous aurez à faire signifier à l'inculpé par un gendarme ou, à défaut, par un huissier aussitôt après son interrogatoire. Vous suivrez d'ailleurs sur ce point les prescriptions particulières que pourra contenir la délégation.

Vous n'omettrez pas, conformément au même article 3, de donner avis à l'inculpé, en terminant ce premier interrogatoire, qu'il lui est permis de choisir un conseil parmi les avocats inscrits au tableau ou admis au stage, ou parmi les défenseurs à Tunis, et, à défaut de choix de sa part, vous l'avertirez qu'un conseil peut lui être désigné d'office s'il le demande. Mention de cette formalité doit être faite au procès-verbal.

Dans le cas où un inculpé demandera un avocat d'office, vous vous empresserez d'en aviser par télégramme le juge d'instruction qui s'adressera au Président du tribunal pour obtenir la désignation demandée et vous fera ensuite connaître le défenseur désigné. Dès ce moment, vous ne devrez plus faire subir à l'inculpé aucun interrogatoire ni aucune confrontation hors la présence de l'avocat qu'il aura choisi ou qui lui aura été désigné, ou lui dûment appelé. Cette règle s'applique même au cas où l'inculpé n'aurait pas été mis sous mandat de dépôt et se trouverait libre (art. 9, § 2). Le même article porte (§ 4) que le conseil sera convoqué par lettre missive au moins vingt-quatre heures à l'avance; d'autre part, l'article 10 prescrit de mettre la procédure à la disposition du conseil, la veille de chacun des interrogatoires que l'inculpé doit subir. M. le Garde des sceaux recommande aux juges d'instruction d'informer le conseil, par lettre, que la procédure est mise à sa disposition et de lui adresser cette lettre par la poste et recommandée, au moins l'avant-veille du jour fixé pour l'interrogatoire et la confrontation.

Vous devez vous-même vous conformer strictement à ces règles, mais, à raison de l'éloignement du siège de votre justice de paix, vous fixerez toujours un plus long délai pour permettre au défenseur de se présenter s'il le juge utile.

Les frais de timbre, soit 0 fr. 35 c. pour chaque lettre, seront avancés par votre greffier et lui seront remboursés par le Greffier du tribunal, au vu d'un mémoire visé par vous.

L'envoi de la lettre recommandée au conseil de l'inculpé doit être constaté par un procès-verbal auquel vous joindrez le récépissé de la poste. Pour le surplus, je ne puis que vous renvoyer à l'étude attentive des dispositions de la loi du 8 décembre 1897.

L'article 7 indique les cas exceptionnels dans lesquels vous pourrez procéder à l'interrogatoire de l'inculpé ou à des confrontations sans avoir appelé son conseil (témoin en danger de mort, existences d'indices sur le point de disparaître); il sera indispensable de bien préciser le fait spécial qui occasionnera cette dérogation à la loi.

Vous devrez laisser l'inculpé détenu communiquer librement avec son conseil (art. 8). Le juge d'instruction peut vous déléguer le pouvoir de rendre des ordonnances; il ne vous appartiendra jamais de prescrire l'interdiction de communiquer (mise au secret) dont les conditions sont déterminées par l'article 8, § 2.

Mais vous pouvez toujours également ordonner les mesures nécessaires pour qu'il n'existe aucune communication entre deux ou plusieurs détenus co-inculpés. Vous pourrez également vous opposer à ce que les inculpés reçoivent la visite de telle ou telle personne. Je vous rappelle qu'au cours des interrogatoires ou confrontations, le conseil de l'inculpé ne peut prendre la parole qu'après y avoir été autorisé par le magistrat. En cas de refus, mention de l'incident est faite au procès-verbal (art 9, § 3).

Le dossier de la procédure doit être mis par vous à la disposition du conseil, la veille de l'interrogatoire (art. 10). Cette communication doit être faite soit en votre cabinet, soit à votre greffe, vous-même ou un de vos auxiliaires présents. Vous ne pourrez autoriser l'avocat à emporter le dossier pour l'étudier.

Le deuxième paragraphe de l'article 10 ne présente pas d'intérêt pour vous, puisque, en aucun cas, vous n'aurez à rendre d'ordonnance ayant un caractère juridictionnel. Toutefois, dans certains cas urgents, vous pourrez être chargé, par la délégation du juge d'instruction, d'ordonner une expertise et de désigner un ou plusieurs experts : la Chancellerie estime que le conseil de l'inculpé doit être avisé de cette désignation. Pour vous conformer à ces instructions sur ce point, toutes les fois qu'en vertu d'une délégation du juge d'instruction vous confierez un mandat quelconque à un ou plusieurs experts, vous en donnerez avis au conseil de l'inculpé par lettre recommandée et vous mentionnerez au bas du procès-verbal la prestation de serment des experts, l'expédition de la lettre en y annexant le récépissé de la poste.

L'importance des instructions qui précèdent ne saurait vous échapper si vous avez constamment présente à l'esprit la disposition rigoureuse de l'article 12 qui sanctionne par la nullité absolue de l'acte et de la procédure ultérieure l'omission d'une quelconque des formalités sur lesquelles je viens d'appeler votre attention.

---

745 27 juin 1898

Circulaire du Parquet de Tunis relative à l'assistance des prévenus par leur conseil, dans les interrogatoires au siège des Justices de paix de cet arrondissement.

Monsieur le Juge de paix,

..... Lorsque le prévenu interrogé par vous et sur délégation vous aura fait connaître qu'il a fait choix d'un conseil ou demandé qu'il lui en soit désigné un d'office, vous aurez soin de me transmettre sa décision télégraphiquement et sommairement. Le conseil choisi ou désigné d'office sera invité par moi à faire connaître s'il entend prêter son concours effectif au prévenu au siège même de votre justice de paix. J'aurai soin de vous faire connaître sa réponse que vous communiquerez au prévenu si elle est négative.

Dans ce cas, vous l'inviterez à vous faire connaître si, en raison des circonstances, il ne juge pas opportun de renoncer, tout au moins à titre provisoire, à l'assistance de son conseil spécialement en ce qui concerne tous interrogatoires et confrontations à pratiquer au siège même de la justice de paix. Vous ne manquerez pas d'attirer son attention sur les conséquences de sa détermination.

Si le prévenu fait la renonciation dont s'agit, vous opérerez comme par le passé. S'il refuse, vous me télégraphierez sommairement sa détermination, et, à moins d'ordre de transfèrement immédiat, vous appliquerez les dispositions de la loi nouvelle en vous conformant aux prescriptions de la circulaire précitée. Il est inutile que vous m'adressiez l'interrogatoire à fin de désignation d'un conseil au prévenu.

Je vous rappelle qu'en ce qui concerne les prévenus sous mandat de dépôt, vous devez attendre les instructions formelles de transfèrement.

JEUX DE HASARD

746 23 juillet 1884

(29 ramadane 1301)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DÉCEMBRE 1884

Décret interdisant les jeux de hasard (1) [a].

(OFFICIEL, 1884, 353)

Nous avons appris que, depuis quelque temps, des maisons de jeu s'étaient établies a Tunis et dans d'autres villes de la Régence ; certains individus de la moralité la plus perverse stationnent même dans les rues et places publiques, afin d'exciter les passants à engager avec eux des parties où la bonne foi est dupe de leur adresse. Le jeu est un vice condamné par toutes les religions, et Dieu dans ses lois l'a présenté comme une passion funeste ; un bon croyant doit non seulement s'abstenir du jeu mais s'écarter de ceux qui s'y livrent. En ne s'y laissant pas entrainer, il évitera les dangereuses conséquences de ce vice qui sont la paresse, les déreglements et la ruine ;

Nous avons voulu remédier à cet état de choses qui, s'il devait durer, constituerait un danger sérieux pour nos sujets ; c'est pourquoi nous avons édicté les dispositions suivantes auxquelles tous les habitants de la Regence devront se conformer à l'avenir ;

Article 1er. — Ceux qui auront tenu une maison de jeux (a) de hasard et y auront admis le public, soit librement, soit sur la présentation des intéressés ou affiliés ; les banquiers de cette maison ; ceux qui auront tenu ou établi des loteries non autorisées par nous (b) ; tous administrateurs, préposés ou agents de ces établissements, seront punis d'un emprisonnement qui pourra atteindre six mois et d'une amende de 150 à 10,000 piastres, ou de l'une ou de l'autre de ces deux peines (1).

Tous les fonds ou effets qui seront trouvés exposés au jeu ou mis en loterie, les meubles, instruments, ustensiles, appareils employés ou destinés au service des jeux ou des loteries, les meubles ou effets mobiliers dont les lieux seront garnis ou décorés, seront confisqués dans tous les cas.

Art. 2. — Ceux qui auront établi ou tenu dans les rues, chemins, places ou lieux publics des jeux de loterie ou d'autres jeux de hasard seront punis d'une amende de 5 à 16 piastres. En cas de récidive, l'amende pourra être élevée jusqu'à 300 piastres, et il pourra être prononcé un emprisonnement de un jour à un mois.

(1) Une circulaire du Parquet de Tunis du 1er août 1884 annonce aux Juges de paix, officiers de police judiciaire, etc ..., de cet arrondissement l'application dans la Régence des articles 410 et 475, § 5, du C. pén. français, punissant les délits reprimés par le décret du 23 juillet 1884. Jusqu'alors les faits incriminés par ces articles n'étaient pas considérés comme des délits par la loi tunisienne Toutes les mesures doivent ête prises pour que les constatations les plus rigoureuses soient faites au sujet des maisons de jeu, des loteries et des exploitations de jeux de hasard prévues par la loi française. Les confiscations édictées par les articles 410, 8°, et 475, 5°, du C pén doivent être mentionnées dans les proces-verbaux transmis au Parquet ou au Ministere public pres les tribunaux de simple police.

(a) Ce décret n'est applicable aux justiciables des tribunaux français qu'en ce qui concerne les prescriptions d'ordre administrauf qu'il édicte, les pénalités qu'il crée ne peuvent recevoir d'application qu'à l'égard des sujets tunisiens déférés aux tribunaux indigenes. En effet, les justiciables des tribunaux français, dans la Régence, ne sont soumis qu'aux seules pénalités édictées par le Code penal, pénalités qui ne peuvent etre modifiées par un decret beylical meme approuvé par arrêté résidentiel. Mais ce décret a eu pour effet, en ce qui concerne les justiciables des tribunaux français, de permettre à leur égard l'application de l'article 410 du C pén, inapplicable antérieurement dans la Régence sous le régime de la liberté absolue des loteries. (Alger, 23 octobre 1885, *J. T.* 89, 228.)

(1) Conf. note 1 de la colonne précédente

(a) Un cafetier indigene est coupable du délit de tenue de maison de jeux si les consommateurs présents dans son établissement se livrent à un jeu de hasard. Il n'echappe pas à la penalité qu'il a encourue par ce fait que les operations du jeu auraient eu lieu à son insu et en son absence. (Ouzara, 24 juillet 1899, *J. T.* 99, 471)

(b) Constitue une infraction à cette disposition le fait par une personne d'avoir ouvert et tenu a Tunis, sans autorisation, un bureau public muni d'un matériel *ad hoc* pour le placement des billets d'une loterie étrangère, elle est punissable aux termes de ce decret, sans qu'il soit utile de recourir à la loi française du 21 mai 1836 Peu importe, d'ailleurs, que la loterie soit autorisée à l'étranger, si elle ne l'a pas été en Tunisie (Alger, 30 juin 1898, *J. T.* 99. 222.)

JUSTICE FRANÇAISE

747 18 avril 1883

(*10 djoumadi ettani 1300*)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DÉCEMBRE 1884

Décret promulguant dans la Régence la loi française du 27 mars 1883, sur l'organisation de la juridiction française en Tunisie.

(OFFICIEL, 1883, 53)

La présente loi sera promulguée au *Journal officiel* et adressée aux autorités administratives et judiciaires pour qu'elles l'observent et la fassent observer :

LOI FRANÇAISE : le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er. — Un Tribunal français (1) et six Justices de paix sont institués dans la Régence de Tunis (2).

Le Tribunal de première instance siège à Tunis (1); les Justices de paix ont leur siège à Tunis (3), à La Goulette (4), à Bizerte, à Sousse, à Sfax et au Kef.

La circonscription du Tribunal s'étend sur toute la Régence (1). Le ressort de chaque Justice de paix sera déterminé par un décret rendu, le Conseil d'État entendu (5).

Au cas où les besoins du service judiciaire viendraient à l'exiger, d'autres Tribunaux de première instance et d'autres Justices de paix pourront être institués par des règlements d'administration publique, qui auront à en déterminer les ressorts (1) [2].

Art. 2. — Ces Tribunaux font partie du ressort de la Cour d'Alger. Ils connaissent de toutes les affaires civiles et commerciales entre Français et protégés français (1) [a].

---

(1) Conf. décret du 1er décembre 1887 qui crée un deuxième tribunal à Sousse

(2) ***Tableau des Justices de paix actuelles.***

(R.), Justices de paix régulières

(F.), Justices de paix dans lesquelles un Juge de paix se transporte en audience foraine.

(P.), Justices de paix provisoires gérées par les Contrôleurs civils (après l'avoir été par des officiers français)

Arrondissement de Tunis.

Tunis (Nord) [R.]	2	suppléants non rétribués.
La Goulette (F.)		
Tebourba (F.)		
Tunis (Sud) [R.]	3	—
Zaghouan (F.)		
Béja (R.)	1	—
Medjez el Bab (F.)		
Téboursouk (F.)		
Bizerte (R.)	2	—
Grombalia (R.)	1	—
Nabeul (F.)		
Le Kef (R.)	1	—
Maktar (P.)		
Souk el Arba (R.)		
Aïn Draham (F.)		
Tabarka (F.)		

Arrondissement de Sousse.

Sousse (R.)	2	—
Mahdia (F.)		
Monastir (F.)		
Djerba (P.)		
Gabès (R.)	2	—
Gafsa (P.)		
Kairouan (R.)	1	—
Sfax (R.)	2	—
Thala (P.)		
Tozeur (P.)		

(3) Conf. décret du 10 février 1891

(4) Le service de cette Justice de paix est assuré actuellement par le Juge de paix du canton nord de Tunis qui s'y transporte en audience foraine (Conf. décret du 19 février 1891.)

(5) Conf. décrets du Président de la République Française du 14 avril 1883 (*Officiel*, 1883, 61), du 24 janvier 1891 (*Officiel*, 1891, 101), du 10 février 1891, art. 2, 3 et 4. — Conf. etiam décret du 4 octobre 1884, tableau en note (v° CONTRÔLEURS CIVILS).

(1) Conf. décret du 31 juillet 1884.

(a) ***Sujets français.*** — L'inscription par le Consul de France, sur ses registres, d'un Musulman se prétendant sujet français, est un simple acte administratif qui n'est pas de nature à lui restituer ladite qualité de sujet français qu'il avait volontairement et régulièrement abdiquée (Tunis, 14 juin 1899, *J. T.* 900, 364.)

Les énonciations d'un extrait de casier judiciaire ne sont pas de nature à prouver la qualité de sujet français d'un Musulman, lorsqu'il a été délivré sur les déclarations du requérant et qu'il n'est accompagné d'aucun acte de naissance. Elles sont simplement indicatives des prétentions de la partie. (Tunis, 14 juin 1899, *J. T.* 900, 364.)

Un acte de notoriété dressé en Algérie n'a aucune valeur probante de la qualité de sujets français de ceux qui y sont dénommés, s'il est constant en fait que les témoins, contre toute vraisemblance, ont déposé de faits remontant à trente ans et affirment parfaitement connaître des individus qui ont quitté leur pays depuis cette époque. (Tunis, 14 juin 1899, *J. T.* 900, 364.)

L'israélite sujet français qui souscrit à Tunis un billet à ordre au profit d'un Tunisien est présumé avoir voulu contracter sous l'empire de la législation française. (Tunis, 29 juin 1891, *J. T.* 91, 109.)

Musulmans algériens. — Les Musulmans algériens sont sujets français aux termes du sénatus-consulte du 14 juillet 1865 ; ils sont donc, en Tunisie, justiciables de la juridiction française en toute matière. Il importe peu que le Musulman sujet français ait cessé de payer les droits nécessaires pour être inscrit sur les registres du Consulat de France : cette circonstance ne saurait avoir de conséquences qu'au point de vue administratif, spécialement en ce qui concerne le paiement de la medjba (Tunis, 14 novembre 1895, *J. T.* 95, 579. — Tunis, 17 juin 1895, *J. T.* 95, 465. — Alger, 1er juillet 1893, *J. T.* 93, 327.)

Établit suffisamment sa qualité d'Algérien sujet français, l'indigène musulman qui produit un certificat d'une commune mixte d'Algérie établissant qu'il est né dans cette commune de parents algériens, qu'il n'a jamais cessé d'y habiter et qu'il y est inscrit sur le registre-matrice de l'état civil des indigènes. (Tunis, 25 avril 1900, *J. T.* 900, 500.)

Ont perdu leur qualité de sujets français les Algériens qui se sont établis en Tunisie sans esprit de retour ou ont accepté des fonctions publiques tunisiennes sans l'autorisation du chef de l'État français, si ces circonstances se sont produites antérieurement à la loi du 26 juin 1889. (Tunis, 14 juin 1899, *J. T.* 900, 364.)

Les Algériens qui n'ont pas acquis la qualité de citoyens français sont soumis, quant à leur statut personnel, à la loi musulmane. (Tunis, 3 décembre 1894, *J. T.* 95, 58.)

La juridiction française est seule compétente pour statuer sur les questions d'état qui concernent les Algériens musulmans sujets français. (Tunis, 29 août 1895, *J. T.* 95, 494.)

Les tribunaux indigènes sont incompétents pour en connaître. (Alger, 1er juillet 1893, *J. T.* 93, 327.)

La demande en licitation constitue une action personnelle et mobilière qui est de la compétence de la juridiction française lorsqu'un Algérien est en cause (Sousse, 15 novembre 1894, *J. T.* 95, 26.)

Est nul l'acte de renonciation à succession passé par un Algérien devant les notaires tunisiens, non tant au greffe. (Tunis, 20 mars 1895, *J. T.* 95, 303.)

C'est la loi applicable en Algérie, qui régit la dévolution des immeubles situés en Tunisie, dépendant de la succession d'un Musulman algérien. (Tunis, 21 février 1889, *J. T.* 90, 100.)

Les tribunaux français sont les Cadis des Algériens — Les tribunaux français sont investis en Tunisie, en ce qui concerne les Musulmans algériens, des attributions qui appartiennent en Algérie aux Cadis. Ils connaissent dès lors de tous litiges concernant leur statut personnel et leurs successions (Tunis, 8 juin 1896, *J. T.* 96, 373. — Tunis, 21 mai 1894, *J. T.* 94, 349. — Tunis, 27 février 1888, *J. T.* 95, 502. — Tunis, 25 février 1885, *J. T.* 91, 113. — Tunis, 28 avril 1884, *R. A.* 85, II, 246.)

Ils remplissent ces mêmes fonctions à l'égard des indigènes musulmans sujets français (Tunis, 25 octobre 1897, *J. T.* 98, 457. — Tunis, 30 janvier 1890, *J. T.* 90, 74.)

Les Algériens musulmans habitant la Tunisie ne sont pas justiciables des Cadis tunisiens même en ce qui touche leur statut personnel (Tunis, 16 avril 1891, *J. T.* 95, 250.)

Protégés français. — Établit suffisamment sa qualité de protégé français celui qui produit à l'appui de sa prétention un certificat de nationalité dressé par la Résidence générale de France à Tunis. La délivrance de cette pièce rentre dans les pouvoirs discrétionnaires de l'autorité consulaire et il n'appartient pas au tribunal de l'annuler ou d'apprécier les motifs pour lesquels cette mesure a été prise. (Tunis, 22 janvier 1894, *J. T.* 94, 112.)

Les Maronites et Chrétiens d'Orient jouissent de la protection française depuis l'époque la plus reculée. Cette protection est une protection efficace qui s'est toujours exercée et qui doit entraîner, en Tunisie, les Maronites et Chrétiens d'Orient devant les tribunaux français (Tunis, 14 décembre 1887, *J. T.* 90, 239. — Tunis, 22 mars 1899, *J. T.* 900, 118.)

Doit être considéré comme protégé français l'agent de police de nationalité tunisienne qui a été nommé à ses fonctions par un arrêté du Président de la municipalité tunisienne, sur la présentation du Commissaire de police de la ville et qui a prêté serment devant le Juge de paix français de sa résidence, alors surtout qu'il exerce ses fonctions à l'égard des Français, Européens, protégés français et européens (Cass. 30 avril 1898, *J. T.* 98, 291).

Le Cadi tunisien qui emprisonne un protégé français malgré ses protestations et sans se renseigner près des autorités compétentes,

Ils connaissent également de toutes les poursuites intentées contre les Français et protégés français pour contraventions, délits ou crimes.

Leur compétence pourra être étendue à toutes autres personnes par des arrêtés ou des décrets de S. A. le Bey, rendus avec l'assentiment du Gouvernement français (1).

Art. 3. — Les Juges de paix exercent, en matière civile et pénale, la compétence étendue telle qu'elle est déterminée par le décret du 19 août 1854 (a).

---

commet un abus de pouvoirs qui donne ouverture contre lui à une action en dommages intérêts dont la juridiction française doit connaître. (Sousse, 31 janvier 1895, *J. T.* 95, 311.)

(1) Conf. décrets des 5 mai 1883, 31 juillet 1884, 2 septembre 1885, 13 janvier 1898, etc.

(a) ***Compétence étendue des juges de paix.*** — Les juges de paix des villes, chefs-lieux d'arrondissement judiciaire n'ont pas la compétence étendue en matière pénale (Cass. 29 décembre 1888, *J. T.* 89, 62.)

L'application aux justices de paix de Tunisie de l'article 2 de la loi du 11 avril 1838 sur les tribunaux de première instance et de l'article 639 du C. com. ne saurait être douteuse, la compétence étendue, spécialement attribuée à ces juridictions, étant un démembrement de la compétence des tribunaux civils de première instance et des tribunaux de commerce, et, d'autre part, le décret du 19 août 1854, qui institue les juges de paix à compétence étendue, ne contenant aucune disposition dérogeant aux principes posés par la loi du 11 avril 1838 pour les tribunaux de première instance. (Tunis, 24 janvier 1898. *J. T.* 98, 153.)

Les règles de procédure sont les mêmes pour les procès civils et commerciaux, soumis aux juges de paix à compétence étendue d'Algérie et de Tunisie. (Tunis, 17 avril 1893, *R. A.* 93, II, 414.)

Compétence en audience foraine. — Le juge de paix autorisé à tenir des audiences foraines se trouve pour ces audiences dans les mêmes conditions de compétence et de juridiction que lorsqu'il siège au chef-lieu de son canton. Et l'on ne saurait soutenir que sa compétence est, alors, limitée aux habitants des circonscriptions administratives dans lesquelles est autorisée la tenue desdites audiences supplémentaires. (Cass. 7 février 1900. *J. T.* 900, 140.)

Compétence personnelle et mobilière — Aux termes de l'article 3 de la loi du 27 mars 1883 et du décret du 19 août 1854, les juges de paix sont compétents pour connaître de toute action personnelle et mobilière ne dépassant pas 1,000 fr. Rentre dans cette catégorie la demande en dommages-intérêts introduite par un fermier de Mahsoulats contre un débitant qui se serait soustrait au paiement des droits à lui dus. (Tunis, 22 juillet 1895, *J. T.* 95, 471.)

Il importe peu que la solution du litige implique l'interprétation d'un décret tunisien concernant une question fiscale, aucune loi n'interdisant au juge de paix de faire cette interprétation et la compétence d'une juridiction étant déterminée par l'objet du litige et non point par la difficulté plus ou moins grande des questions soumises au juge (Tunis, 11 décembre 1893, *J. T.* 95, 141.)

Cette règle est générale et absolue et ne comporte aucune restriction permettant d'en excepter un litige portant sur la résiliation d'un contrat. (Tunis, 23 octobre 1893, *J. T.* 95, 115.)

Ils peuvent connaître de toutes demandes en résiliation de baux, à quel chiffre que s'élève la location annuelle, pourvu que les locations restant à courir en vertu du bail ne dépassent pas 1,000 fr. (Tunis, 31 octobre 1892, *J. T.* 94, 526.)

Aucune loi n'interdit, en Tunisie, aux juges de paix, de connaître des contestations portant sur la validité d'un bail, lorsque la valeur du litige ne dépasse pas le chiffre de leur compétence (Tunis, 2 avril 1894, *J. T.* 94, 247.)

Ils connaissent des demandes en paiement de loyers ne dépassant pas 1,000 fr., quel que soit le taux de la location annuelle; et de ces mêmes demandes, quel que soit leur taux, lorsque celui du loyer annuel ne dépasse pas 500 fr. (Tunis, 13 janvier 1896, *J. T.* 96, 133.)

Cette dernière disposition, tout exceptionnelle, doit être restreinte au seul cas qu'elle prévoit, c'est-à-dire aux locations ordinaires, il n'y a pas lieu d'en étendre l'application aux baux d'une nature spéciale et d'une certaine importance, tels que les baux à cheptel, à convenant ou à domaine congéable, à locatairie ou à culture perpétuelle, aux baux emphytéotiques et aussi au contrat d'enzel. (Tunis, 17 décembre 1894, *J. T.* 95, 88.)

Le juge de paix statue en dernier ressort, en Tunisie, sur les demandes en paiement de loyers qui ne dépassent pas 500 fr., quel que soit le taux de la location annuelle. En effet, le décret du 19 août 1854 a dérogé aux règles posées par la loi du 25 mai 1838 et cette dernière n'impose aucune restriction à la compétence donnée en toutes matières par l'article 1er du décret (Tunis, 26 décembre 1888, *J. T.* 94, 238.)

La demande en dommages-intérêts basée sur la privation de jouissance d'un locataire doit être portée devant le juge de paix dans les limites de sa compétence. (Tunis, 18 décembre 1893, *J. T.* 95, 255.)

Aux termes de l'article 3 de la loi du 27 mars 1883 et de l'article 2 du décret du 19 août 1854, les juges de paix de Tunisie connaissent en dernier ressort, en matière civile, de toutes les actions personnelles et mobilières jusqu'à la valeur de 500 fr. Cette règle est générale et absolue et déroge à toutes les dispositions contraires qui limitent en France à un chiffre moins élevé la compétence des juges de paix, notamment en matière de résiliation de baux et de paiement de loyers. (Tunis, 8 mai 1893, *J. T.* 95, 217 — Tunis, 27 décembre 1899, *R. A.* 900, II, 230.)

Est en dernier ressort et non susceptible d'appel, le jugement rendu par un juge de paix sur les demandes personnelles et mobilières respectivement inférieures à 500 fr. qui ont été formées devant lui par une assignation collective. Il importe peu que toutes ces demandes, dont le total dépasse le taux du dernier ressort, prennent leur base dans une convention unique lorsque cette convention

Toutefois, les Juges de paix siégeant dans une ville où il y a un Tribunal de première

---

n'implique aucune solidarité entre les demandeurs. (Tunis, 21 novembre 1895, *J. T.* 95, 195.)

Une demande en paiement d'arrérages d'enzel est une action personnelle et mobilière; les juges de paix sont compétents pour en connaître; ils ne doivent accueillir une exception d'incompétence fondée sur l'existence ou l'étendue du droit immobilier du créancier enzéliste qu'autant qu'il est démontré que l'exception soulevée a une base sérieuse et n'a pas un but vexatoire ou dilatoire (Tunis, 10 janvier 1898, *J. T.* 98, 459.)

Il doit rejeter l'exception d'incompétence tirée de ce que le défendeur entend contester la validité du contrat de constitution d'enzel, si cette contestation n'est elle-même appuyée d'aucun motif et ne présente aucun caractère sérieux. (Tunis, 26 novembre 1894, *J. T.* 95, 119. — Tunis, 15 mai 1893, *J. T.* 93, 246.)

Lorsque, à la demande en paiement d'arrérages d'enzel, pour un chiffre rentrant dans la compétence du juge de paix, le défendeur oppose un moyen tiré du défaut d'existence de droit à la rente, cette défense n'a pas pour résultat de rendre la demande indéterminée, en faisant porter la contestation sur la série indéfinie des enzels à venir et d'entraîner, par cela même, l'incompétence pour le tout du juge de paix saisi. Il ne se dégage de la contestation ainsi posée qu'une question préjudicielle, jusqu'après solution de laquelle le juge de paix doit surseoir à statuer sur la demande originaire, dont il retient la connaissance. (Tunis, 20 juillet 1894, *J. T.* 94, 473.)

Le juge de paix est incompétent pour statuer sur une demande en paiement d'arrérages d'enzel lorsque le droit à la rente est sérieusement contesté par le débirent, ce droit ayant le caractère d'un droit réel. (Tunis, 27 juin 1900, *J. T.* 900, 596. — Tunis, 15 mai 1895, *J. T.* 93, 256. — Tunis, 25 avril 1892, *J. T.* 94, 397.)

Le juge de paix est compétent pour connaître d'une demande en paiement d'arrérages d'enzel, quand elle rentre, par son chiffre, dans le taux de sa juridiction, mais il n'a aucun pouvoir pour apprécier l'exception opposée à la demande, et tirée de ce que le titre de constitution d'enzel ne serait pas régulier ou que le débit-enzéliste aurait été évincé par des tiers. En ce cas, se pose une question préjudicielle qui oblige le juge de paix à statuer sur celle qui est de sa compétence (Sousse, 20 janvier 1898, *J. T.* 98, 332.)

Compétence en premier ressort — Le jugement rendu par un juge de paix de Tunisie sur une demande en condamnation pour une somme de 1,000 fr. est en premier ressort, d'après le décret du 19 août 1854 et l'article 3 de la loi du 27 mars 1883; par conséquent, l'appel formé contre le jugement est recevable (Tunis, 26 juillet 1897, *J. T.* 97, 571.)

Est applicable aux justices de paix à compétence étendue la règle de l'article 14 de la loi du 25 mai 1838, qui veut que le juge de paix ne statue qu'à charge d'appel sur les exceptions d'incompétence posées devant lui. (Tunis, 24 février 1896, *J. T.* 96, 207. — Tunis, 7 mars 1898, *J. T.* 98, 327. — Tunis, 18 janvier 1892, *J. T.* 93, 286.)

Aux termes de l'article 9 de la loi du 25 mai 1838, le juge de paix ne peut statuer qu'à charge d'appel, si la demande reconventionnelle fondée sur le préjudice occasionné par la demande principale, jointe à cette dernière, dépasse le taux du dernier ressort. La règle contraire de l'article 2 de la loi du 11 avril 1838 ne concerne que les tribunaux de première instance. Aux termes de l'article 19 de la loi du 25 mai 1838, l'appel des jugements de justice de paix n'est pas recevable avant les trois jours qui suivent la prononciation de ces jugements, à moins qu'il n'y ait lieu à exécution provisoire (Tunis, 16 avril 1894, *J. T.* 94, 276.)

Le juge de paix ne doit pas disjoindre la demande reconventionnelle de la demande principale, pour statuer en dernier ressort sur cette dernière, inférieure à 500 fr. Il doit, aux termes de l'article 8 de la loi du 25 mai 1838, statuer sur le tout à charge d'appel (Tunis, 4 avril 1892, *J. T.* 94, 299.)

La compétence civile des juges de paix ne leur permet de juger qu'en premier ressort et à charge d'appel toute contestation portant sur une somme supérieure à 500 fr., spécialement une opposition à commandement aux fins de paiement de taxes municipales (malgré l'article 8 du décret du 8 novembre 1887) [Tunis, 21 mars 1888, *J. T.* 94, 318.]

Compétence en dernier ressort. — Est rendu en dernier ressort le jugement d'un juge de paix statuant sur une demande reconventionnelle fondée uniquement sur la demande principale, à quelque taux qu'elle s'élève (Tunis, 24 janvier 1898, *J. T.* 98, 153.)

L'article 2, § 3, de la loi du 11 avril 1838 sur les tribunaux de première instance est applicable aux justices de paix. En conséquence, est rendu en dernier ressort le jugement d'un juge de paix, lorsque la demande principale rentre dans les limites du dernier ressort, si la demande reconventionnelle excède ces limites, mais est fondée exclusivement sur la demande principale elle-même (Paix, Tunis, 13 octobre 1897, *J. T.* 98, 31.)

Est en dernier ressort le jugement rendu sur une demande en paiement de billet de 500 fr. en principal et en paiement des frais de protêt et d'intérêts, la seconde partie de cette demande étant l'accessoire de la première (Tunis, 13 juillet 1896, *J. T.* 96, 439 — Tunis, 11 janvier 1895, *J. T.* 95, 143.)

Est en dernier ressort le jugement rendu sur une demande pour dommages aux champs inférieure à 500 fr. Les limites de la compétence du juge de paix, en cette matière, résultent en effet du décret du 19 août 1854 et de la loi du 27 mars 1883, qui ont dérogé aux règles posées par l'article 5 de la loi du 25 mai 1838 (Tunis, 6 juin 1888, *J. T.* 94, 411.)

Compétence commerciale — Les juges de paix ont, en Tunisie, compétence pour statuer sur toutes les demandes commerciales qui ne dépassent pas 1,000 fr., dès lors le demandeur peut toujours faire valoir devant le magistrat saisi, dans les limites de sa compétence, les moyens sur lesquels il se fonde pour soutenir que la demande est de nature commerciale et pour invoquer les règles de fond spéciales édictées par le C. com. (Tunis, 8 mai 1899, *J. T.* 900, 43.)

Les jugements rendus par les juges de paix en matière commerciale sont soumis aux mêmes règles de procédure qu'en matière civile. En conséquence, ils ne sont pas soumis à la péremption de six mois (art. 156, C. pr. civ.) [Tunis, 2 février 1895, *J. T.* 95, 127 — *Contrà* Paix, Tunis, 27 août 1887, *J. T.* 94, 454.]

Si les juges de paix doivent suivre, au fond, pour le jugement de ces affaires, les principes du droit commercial, ils doivent aussi observer pour elles la procédure ordinaire, c'est-à-dire celle qui est

instance n'ont cette compétence étendue que pour les actions personnelles et mobilières, en matière civile et commerciale; pour le surplus, ils exercent la compétence ordinaire telle qu'elle est déterminée par les lois et décrets en vigueur en Tunisie.

Art. 4. — Le Tribunal de première instance connaît en dernier ressort des actions personnelles et mobilières (a) jusqu'à la valeur de 3,000 fr. (*) et des actions immobilières jusqu'à 120 fr. de revenu.

déterminée par la loi du 25 mai 1838. (Tunis, 16 juillet 1894, *J. T.* 94, 448.)

.... Spécialement pour l'exécution provisoire (Tunis, 26 novembre 1894, *J. T.* 95, 58.)

Les articles 643 C. com. et 158 C. pr. civ., qui permettent de recevoir l'opposition à un jugement de défaut rendu par un tribunal de commerce jusqu'à l'exécution, ne sont pas applicables aux jugements de défaut rendus en matière commerciale par les juges de paix à compétence étendue. (Paix, Tunis, 17 janvier 1895, *J. T.* 95, 183.)

Compétence relative aux actions possessoires. — Les juges de paix sont compétents pour connaître d'une action possessoire intentée par un sujet tunisien à l'encontre d'un Européen ou protégé d'une nation européenne. (Tunis, 31 janvier 1900, *J. T.* 900, 147.)

Ils sont compétents, en Tunisie, pour statuer sur l'action possessoire toutes les fois qu'un Européen est en cause. (Tunis, 14 mars 1892, *J. T.* 93, 30.)

Ils connaissent de l'action possessoire, relative à un immeuble situé en Tunisie intentée par un Tunisien contre un Européen. (Tunis, 15 décembre 1887, *J. T.* 93, 241.)

Ils sont compétents même si cette action porte sur un immeuble tunisien. (Tunis, 3 avril 1889, *J. T.* 93, 253.)

Ils ne connaissent jamais en dernier ressort des actions possessoires. (Tunis, 26 mai 1886, *J. T.* 94, 264.)

Les règles relatives à l'exercice de ces actions, notamment l'interdiction du cumul du pétitoire ou du possessoire, doivent recevoir leur application devant les juridictions françaises de la Régence. (Tunis, 14 janvier 1897, *J. T.* 91, 238.)

Compétence en référé. — Aux termes de l'article 7 de la loi du 27 ventôse an VIII, les tribunaux de première instance sont juges d'appel à l'égard de toutes les sentences rendues en premier ressort par les juges de paix. En attribuant aux juges de paix à compétence étendue d'Algérie et de Tunisie la connaissance des affaires de référé, le décret du 19 août 1854 et la loi du 27 mars 1883 n'ont apporté aucune dérogation à cette règle. (Tunis, 12 octobre 1891, *J. T.* 94, 487. — Tunis, 23 juin 1891, *J. T.* 91, 304. — Tunis, 10 décembre 1883, *J. T.* 94, 264.)

Les juges de paix de Tunis et de Sousse (sièges de tribunaux de première instance) ne peuvent statuer comme juges des référés, bien qu'ils aient en matière civile et commerciale la compétence étendue déterminée par le décret du 19 août 1854. (Paix, Tunis, 4 octobre 1894, *J. T.* 95, 229.)

Le juge de paix est, en Tunisie, compétent pour ordonner en référé la mise sous séquestre d'un immeuble litigieux. (Tunis, 1er juin 1891, *J. T.* 94, 486.)

Un juge de paix statuant en référé ne peut autoriser l'établissement d'une bascule appartenant à un particulier dans un marché public dont la police appartient à l'Administration des finances, et malgré la défense de celle-ci. (Tunis, 7 février 1900, *J. T.* 900, 472.)

Compétence administrative. — Les juges de paix sont compétents pour connaître (art. 1er du décret du 27 novembre 1888) de la demande de 1,000 fr. de dommages intérêts fondée sur la location consentie par le président d'une municipalité d'une partie d'une place publique (Paix, Tunis, 2 janvier 1896, *J. T.* 96, 142.)

Incompétence. — Le tribunal de paix est incompétent pour statuer sur une demande en dommages-intérêts fondée sur ce que le défendeur aurait refusé de se présenter devant une juridiction musulmane saisie d'un litige immobilier dont la loi ne donne pas la connaissance au juge de paix. (Tunis, 10 janvier 1900, *J. T.* 900, 122.)

Les juges de paix sont incompétents pour connaître de la demande en résiliation d'un contrat d'enzel, même si elle est basée sur le défaut de paiement des arrérages de la vente (Tunis, 21 décembre 1896, *J. T.* 97, 40.)

Le décret du 19 août 1854 ne saurait avoir pour effet d'attribuer aux juges de paix la connaissance des demandes de pension alimentaire en dehors de la limite de compétence déterminée par la loi de 1838 en cette matière, une pension alimentaire étant dans son essence indéterminée, et échappant de ce chef à la juridiction des juges de paix. (Tunis, 23 novembre 1896, *J. T.* 97, 38.)

Le droit à une rente d'enzel étant de nature réelle et immobilière, le juge de paix est incompétent pour connaître d'un litige relatif à son existence. (Paix, Tunis, 12 juin 1896, *J. T.* 96, 530.)

Le juge de paix est incompétent pour connaître d'une opposition à commandement tendant à obtenir paiement de taxes municipales lorsque les sommes réclamées sont supérieures à 1,000 fr. (Tunis, 6 mars 1893, *J. T.* 95, 293.)

(a) ***Compétence personnelle et mobilière des tribunaux civils.*** — La juridiction française est la juridiction de droit commun en matière personnelle et mobilière pour toute contestation qui s'agite entre ses justiciables et des sujets tunisiens. De même, la juridiction tunisienne est de droit commun pour tous les procès de même nature qui se produisent entre sujets tunisiens. (Tunis, 6 décembre 1893, *J. T.* 95, 335.)

Les tribunaux civils sont compétents pour connaître de la poursuite en paiement d'une créance représentée par une adala créant un gage immobilier, exercée contre des non-commerçants, même s'il existe des traites souscrites par ces derniers, se référant à la même créance, faisant double emploi avec l'obligation notariée et causées valeur en marchandises, alors surtout qu'il n'est pas prouvé que la cause en soit commerciale (Sousse, 27 janvier 1899, *J. T.* 99, 275.)

Ils sont compétents pour connaître de la validité d'une saisie-arrêt, lorsque le tiers saisi est Européen, bien que les deux autres parties soient tunisiennes. (Tunis, 31 octobre 1892, *J. T.* 94, 414.)

Ils sont seuls compétents pour apprécier une action personnelle et mobilière intentée par un Français contre un indigène tunisien. (Alger, 14 janvier 1892, *J. T.* 93, 115.)

Ils sont compétents pour statuer sur un procès pendant entre époux musulmans sujets français, lorsqu'il ne s'agit pas d'une question d'état, et notamment pour connaître d'une demande en réintégration au domicile conjugal formée par le mari. (Alger, 25 mars 1891, *J. T.* 91, 112.)

Ils sont compétents pour prononcer la faillite d'un Tunisien à la requête de créanciers européens. Ce principe doit recevoir son application même au cas où le Tribunal statue à la suite du dépôt de son bilan effectué au greffe par un sujet tunisien, lorsque la masse de ses créanciers comprend un ou plusieurs Européens. (Sousse, 28 décembre 1888, *J. T.* 89, 84; 1er mars 1889, *J. T.* 89, 86.)

Mais il faut que la masse comprenne des créanciers européens ou protégés d'une puissance européenne. (Sousse, 12 avril 1889, *J. T.* 89, 88. — *Contrà* Tunis, 19 février 1885, *J. T.* 89, 81.)

La juridiction française est compétente pour ordonner le dépôt de la personne du failli dans une maison d'arrêt. (Tunis, 10 mai 1889, *J. T.* 89, 100.)

Elle est compétente pour statuer sur la demande en paiement d'un billet à ordre dont le souscripteur et le bénéficiaire sont sujets tunisiens, si ce billet a été transmis par voie d'endossement à un Européen (Tunis, 9 décembre 1896, *J. T.* 95, 491.)

Compétence en matière d'actions possessoires. — Les Tribunaux français, qui ont hérité de toutes les prérogatives des Tribunaux consulaires, sont compétents pour juger les actions possessoires entre Européens et Tunisiens, que ces derniers soient ou non demandeurs (Tunis, 15 juin 1891, *J. T.* 91, 295.)

Ils sont compétents pour connaître d'une action possessoire intentée par un Tunisien contre d'autres Tunisiens, si, au nombre de ceux-ci se trouve un Algérien sujet français et que les faits de trouble allégués aient été commis conjointement et de concert avec tous les défendeurs. (Tunis, 8 mars 1899, *J. T.* 900, 361.)

Ils sont compétents pour connaître de l'action possessoire intéressant des parties dont une au moins a la qualité d'Algérien sujet français. (Tunis, 25 avril 1900, *J. T.* 900, 500.)

Ils sont compétents toutes les fois qu'un Européen s'y trouve intéresse (Tunis, 12 janvier 1888, *J. T.* 93, 222 : 13 juillet 1887, *J. T.* 94, 184.)

Les Tribunaux français sont incompétents pour statuer sur les actions possessoires lorsqu'un Tunisien est en cause. L'Européen n'est pas recevable à soulever pour la première fois en appel cette incompétence relative, à laquelle peut renoncer la partie, qui la présente comme lui étant personnelle. (Tunis, 29 décembre 1888, *R. A.* 90, II, 35.)

Compétence en matière de référés. — Le juge des référés est incompetent pour ordonner la mainlevée d'une saisie de céréales, pratiquée par l'Administration des contributions diverses pour infraction aux lois sur les mahsoulats. (Sousse, 16 décembre 1897, *J. T.* 900, 149.)

La juridiction française établie en Tunisie ne peut conserver, même en référé, la connaissance d'une contestation entre Tunisiens que si tous acceptent, expressément ou tacitement, de la lui soumettre, et le déclinatoire d'incompétence doit être accueilli dès qu'il est proposé. Il en est encore ainsi, s'agissant d'une action personnelle et mobilière, bien qu'il se trouve parmi les demandeurs un Européen ou assimilé, s'il est évident qu'il n'a aucune action à faire valoir et que sa présence dans la cause n'a d'autre but que de soustraire le défendeur tunisien à sa juridiction naturelle. (Tunis, 10 juillet 1894, *J. T.* 94, 447.)

Le juge des référés peut statuer en matière administrative dans la limite de ses pouvoirs. (Tunis, 4 juillet 1891, *J. T.* 92, 15.)

Il a le droit d'ordonner toute mesure conservatoire qui ne peut avoir pour effet de suspendre ou entraver l'exécution de travaux publics (Tunis, 28 août 1890, *J. T.* 91, 101.)

Le président du Tribunal civil est incompetent pour statuer en matière de référé entre deux parties domiciliées dans un canton dont le juge de paix est investi des attributions de juge des référés en vertu de la compétence étendue (Tunis, 3 juillet 1884, *J. T.* 95, 193.)

Compétence en matière de sociétés. — La juridiction française est compétente pour connaître du litige dans lequel est partie une société établie en Tunisie, dont les membres sont de nationalité européenne ou protégés européens. (Tunis, 2 juin 1899, *J. T.* 900, 120.)

Elle est compétente pour connaître d'un litige entre un indigène et une société ayant son siège en Tunisie, si cette société est composée d'Européens (Tunis, 11 janvier 1897, *J. T.* 97, 235.)

Elle est compétente pour connaître de tout litige entre une société née en Tunisie, composée en partie d'Européens et de Tunisiens. (Paix, Sousse, 16 juin 1896, *J. T.* 96, 501.)

Une société comprenant des Européens ou protégés peut à bon droit n'être pas considérée comme une société de nationalité tunisienne, alors surtout qu'un Européen ou protégé y joue un rôle prépondérant et paraît même y figurer en réalité comme associé en nom d'une société en commandite simple. La juridiction française est donc compétente dans un litige mobilier concernant une association de cette sorte. (Tunis, 13 février 1890, *J. T.* 90, 78.)

Une société qui a son siège à Paris peut être valablement assignée en Tunisie par un de ses employés, lorsque la demande se base sur un exercice abusif du droit de congédiement qui s'est produit en Tunisie, c'est-à-dire lorsqu'il s'agit de droits et actions nés dans ce pays. (Sousse, 9 février 1899, *J. T.* 99, 324.)

Est soumise à la loi française la société formée entre Français en Tunisie. Doit être considérée comme civile une société ayant pour but l'extraction et la vente d'un produit du sol, spécialement de phosphates. (Tunis, 24 mai 1897, *J. T.* 97, 339.)

La société formée entre Français, dans les formes instituées par la loi française et portant une raison sociale française, doit être considérée comme de nationalité française. La juridiction tunisienne est donc incompétente pour connaître de l'action personnelle et mobilière intentée par cette société contre un sujet tunisien. (Ouzara, 30 septembre 1896, *J. T.* 96, 582.)

(a) (Alger, 18 novembre 1895, *J. T.* 96, 276 : 20 janvier 1894, *J. T.* 94, 260; 16 novembre 1892, *J. T.* 92, 304; 18 octobre 1890, *R. A.* 90, II, 521.)

Cette compétence est double de celle des tribunaux de France et d'Algérie (Alger, 21 mars 1888, *R. A.* 88, II, 205.)

C'est aux dernières conclusions qu'il faut s'attacher pour apprécier

En premier ressort, sa compétence est illimitée (a).

En matière correctionnelle, il statue en premier ressort sur tous les délits et contraventions dont la connaissance n'est pas attribuée aux Juges de paix par l'article précédent (b).

En matière criminelle, il statue en dernier ressort sur tous les faits qualifiés crimes, avec l'adjonction de six assesseurs ayant voix délibérative, tirés au sort sur une liste dressée chaque année dans les conditions qui seront déterminées par un règlement d'administration publique (1).

Si l'accusé ou l'un des accusés est Français ou protégé français, les assesseurs devront être tous Français (1) [c].

Art. 5. — Le Tribunal statuant au criminel est saisi par un arrêt de renvoi rendu par la Chambre des mises en accusation de la Cour d'Alger, conformément aux dispositions du Code d'instruction criminelle; sa décision est rendue dans les mêmes formes que les jugements en matière correctionnelle (d).

Art. 6. — Le Tribunal, assisté d'assesseurs, comme il est dit à l'article 4, tient ses assises tous les trois mois, aux dates fixées d'avance par arrêté ministériel (1).

---

et déterminer le degré de juridiction. (Alger, 16 décembre 1893, *J. T.* 94, 294.)

(1) Conf. decret du 29 novembre 1893.

(a) ***Exécution des jugements prononcés par la juridiction française.*** — La juridiction française en Tunisie a seule qualité pour statuer sur les difficultés provenant de l'exécution d'un de ses jugements, même en matière immobilière, aucun texte dans la législation tunisienne n'ayant transféré cette connaissance aux Tribunaux indigènes. Il en est ainsi alors qu'il s'agit d'une demande en nullité d'une saisie immobilière pratiquée en vertu d'un jugement définitif rendu par un des Tribunaux français établis dans la Régence. (Alger, 12 janvier 1891, *J. T.* 91, 8.)

Le droit de faire exécuter les jugements est une des prérogatives accordées par la loi aux juridictions françaises de droit commun, et les décrets beyliceaux qui ont accepté l'installation de ces juridictions en Tunisie comme conséquence du protectorat de la France, ont entendu implicitement leur accorder ce droit. (Tunis, 30 mars 1889, *J. T.* 89, 50.)

Le juge français doit connaître de la demande en nullité d'une adjudication qui a été prononcée par un Tribunal français (Alger, 3 novembre 1892, *D. J. G.* 93, II, 212.)

Est opposable à l'acquéreur tunisien d'un immeuble la décision de la justice française rendue sur une question de mitoyenneté intéressant cet immeuble, contre l'Européen vendeur. La justice tunisienne, saisie à nouveau de la même contestation, doit rejeter une telle demande et prendre les dispositions voulues pour assurer l'exécution du jugement du Tribunal français (Ouzara, 26 mai 1897, *J. T.* 97, 367.)

Les Tribunaux français sont compétents, quelle que soit la nationalité des parties en cause, pour statuer sur les difficultés concernant l'exécution de leurs jugements, en matière immobilière comme en toute autre matière. Cette compétence découle implicitement des termes du décret du 2 septembre 1885. (Sousse, 10 octobre 1889, *J. T.* 90, 324.)

Ils sont compétents à ce point de vue, même entre sujets tunisiens (Tunis, 24 avril 1890, *J. T.* 90, 320.)

(b) Aux termes de l'ordonnance du 26 septembre 1842 sur l'organisation de la justice en Algérie (applicable en Tunisie en vertu de la loi du 27 mars 1883), la forme de procéder en matière correctionnelle est réglée par le C. d'inst. crim.; l'appel des jugements rendus en cette matière doit donc être jugé conformément à l'article 209 de ce Code, sur le rapport d'un des juges tenant audience, sans distinguer entre les jugements des Tribunaux correctionnels ordinaires et ceux des juges de paix à compétence étendue. Si, d'après les dispositions de l'article 3 du décret du 19 août 1854, l'appel des jugements rendus en matière correctionnelle par les juges de paix, au lieu d'être déféré à la Cour d'appel à Alger, est porté au Tribunal de la circonscription à laquelle appartient la justice de paix qui a statué, aucune disposition légale n'a modifié, en ce qui concerne ce tribunal, l'obligation imposée par l'ordonnance de 1842 au juge d'appel de se conformer aux dispositions du C. d'inst. crim., et, spécialement, à celles de l'article 209. (Cass., 31 mai 1900, *J. T.* 900, 393. 2 février 1893, *D. J. G.* 94, I, 30.)

L'appel doit être interjeté conformément aux articles 202 à 205 du C. d'inst. crim. Il en serait ainsi quand bien même tous les jugements répressifs rendus par un juge de paix devraient être considérés comme des jugements de simple police. (Tunis, 19 mars 1895, *J. T.* 95, 225.)

(c) Lorsque les accusés sont tous de nationalité étrangère ou indigène, il leur appartient de demander, par des conclusions formelles, à n'être jugés que par des assesseurs français. (Cass., 24 décembre 1886, *D. J. G.* 87, I, 284.)

(d) ***Procédure criminelle*** — C'est la chambre correctionnelle des Tribunaux de première instance de Tunisie qui est appelée à statuer au criminel avec l'adjonction de six assesseurs. Le Tribunal criminel doit donc être composé des membres de cette chambre et non pas du Président et des deux juges les plus anciens du Tribunal. (Cass., 19 mars 1887, *J. T.* 90, 38.)

Ce sont les formes prescrites pour les matières criminelles qui doivent être observées avant l'ouverture des débats (Tunis, 12 juillet 1897, *J. T.* 97, 401.)

Est valable l'instruction complémentaire à laquelle il a été procédé par le Président du Tribunal criminel en vertu de l'article 303 du C. d'inst. crim. (Cass., 26 avril 1890, *J. T.* 90, 159.)

L'accusé qui bénéficie du délai de 5 jours pour préparer sa défense, à dater de l'interrogatoire du Président du Tribunal criminel dans la maison de justice, ne peut trouver aucune garantie nouvelle dans la délivrance d'une citation à comparaître (Cass., 29 juin 1889, *J. T.* 89, 164.)

Cette citation et le délai de trois jours francs réservés aux prévenus, en matière correctionnelle, ne peuvent être réclamés par les avocats devant les Tribunaux criminels de Tunisie. (Cass., 29 juin 1889, *J. T.* 89, 164.)

L'ordre à suivre dans les débats correctionnels, tel qu'il est réglé par l'article 190 du C. d'inst. crim., est applicable aux Tribunaux criminels de Tunisie; mais cet ordre n'est pas prescrit à peine de nullité et l'accusé ne peut se plaindre de son intervension, notamment en ce qui concerne l'interrogatoire et l'audition des témoins, si cette intervension n'a en rien entravé l'exercice de son droit de défense (Cass., 29 juin 1889, *J. T.* 89, 164.)

La décision rendue par un Tribunal criminel de Tunisie est souveraine et il n'appartient pas à la Cour de cassation de critiquer les éléments sur lesquels s'est fondée sa conviction. (Cass., 29 mars 1895, *J. T.* 95, 398.)

Il est inutile de dresser procès-verbal des débats des affaires portées devant les Tribunaux criminels. (Cass., 14 juin 1890, *J. T.* 90, 206.)

Les jugements doivent être prononcés publiquement; la preuve de l'accomplissement de cette formalité doit ressortir du texte même du jugement. Un procès-verbal, signé par le Président et le greffier, constatant la publicité de l'instruction et du jugement, ne peut suppléer cette omission (Cass., 11 juin 1886, *J. T.* 89, 7.)

Les Tribunaux criminels de Tunisie doivent, à peine de nullité, énoncer et articuler les faits qui servent de base à leurs décisions (Cass., 1er août 1889, *J. T.* 89, 255.)

L'omission de la constatation des conclusions du ministère public sur un incident soulevé au cours de l'audience par le défenseur de l'accusé entraîne nullité du jugement qui a suivi (Cass., 29 juin 1889, *J. T.* 89, 198.)

Les articles 362 et 363 du C. d'inst. crim., qui prescrivent au Président de donner la parole au ministère public et au défenseur de l'accusé sur l'application de la peine, ne sont pas applicables devant les Tribunaux criminels (Cass., 19 mars 1887, *J. T.* 90, 38.)

Au cas où un Tribunal criminel est dans l'impossibilité de se constituer, parce que plusieurs des membres du Tribunal appelés à le composer ont participé à l'instruction de l'affaire, et par application de l'article 1er de la loi du 8 décembre 1897, il y a lieu à renvoi devant un autre Tribunal criminel; ce cas doit être assimilé à celui de suspicion légitime (Cass., 19 mars 1898, *J. T.* 98, 397.)

Après cassation du jugement, l'affaire ne peut être renvoyée devant une des cours d'assises de l'Algérie (Cass., 11 juin 1886, *J. T.* 89, 7.)

Les commis-greffiers ont capacité légale, comme le greffier en chef, pour siéger aux audiences du Tribunal criminel. (Cass., 28 mars 1895, *J. T.* 95, 396.)

Il n'y a pas lieu à annulation de la décision du Tribunal criminel rendue après des débats dans lesquels des témoins ont été entendus sans prestation de serment, sans que le Président eût, au préalable, averti les assesseurs de leur qualité de dénonciateurs. La prestation de serment des témoins et leur audition devant les Tribunaux criminels sont régies non par les articles 315 et suivants, mais par les articles 158, 155 et suivants du C. d'inst. crim. (Cass., 28 mars 1895, *J. T.* 95, 396; 22 mars 1888, *J. T.* 89, 90; 23 septembre 1886, *J. T.* 89, 29.)

Est nulle la décision d'un Tribunal criminel intervenue après des débats dans lesquels les témoins, au lieu de prêter le serment « de dire *toute la vérité*, rien que la vérité », ont prêté celui de dire « *la vérité*, rien que la vérité ». Il ne saurait, en effet, à peine de nullité, être rien retranché à la formule sacramentelle, ni rien y être ajouté. (Cass., 6 décembre 1894, *J. T.* 95, 133; 29 août 1890, *J. T.* 90, 284.)

Le Tribunal criminel doit refuser de recevoir le témoignage de la femme d'un des accusés (Cass., 14 juin 1890, *J. T.* 90, 205.)

La constatation des dépositions des témoins entendus à l'audience n'étant exigée en matière correctionnelle qu'en vue de l'appel, cette formalité est sans objet devant les Tribunaux criminels de Tunisie qui statuent en dernier ressort (Cass., 20 juin 1889, *J. T.* 89, 140.)

Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que les témoins soient interpellés sur le point de savoir s'ils sont parents, alliés ou au service des accusés. (Cass., 21 mars 1889, *J. T.* 89, 75.)

Les enfants de moins de quinze ans entendus devant les Tribunaux criminels en Tunisie, doivent l'être par forme de déclaration et sans prestation de serment. (Cass., 21 mars 1889, *J. T.* 89, 75.)

Les experts, nommés par un Tribunal criminel de Tunisie pour faire des constatations au cours des débats, ne peuvent prêter serment entre les mains du Président de ce Tribunal s'il n'a pas été commis à cet effet par le jugement. Il n'appartient pas à ces Tribunaux plus qu'il n'appartiendrait en France aux Tribunaux correctionnels, ni même aux Cours d'assises, d'ordonner qu'un expert sera entendu sans prestation de serment et à titre de simple renseignement. (Cass., 28 décembre 1899, *J. T.* 94, 35.)

Les Présidents des Tribunaux criminels en Tunisie ne jouissent pas du pouvoir discrétionnaire. Ils ont qualité, en dehors de ce pouvoir, pour annuler, au cours d'un débat, un serment qu'ils considèrent comme irrégulier, ainsi que la déposition qui en a été la suite. (Cass., 21 mars 1889, *J. T.* 89, 75.)

Art. 7. — Sauf les dérogations apportées par les articles précédents, les règles de procédure et d'instruction criminelle déterminées par les lois, décrets ou ordonnances en vigueur en Algérie, sont applicables aux juridictions instituées en Tunisie (1) [a].

(1) De cet article combiné avec l'article 69, § 9, du C de pr civ. (modifié par la loi du 8 mars 1882 et interprété par la circulaire ministerielle du 17 avril 1882), il résulte que les actes judiciaires dressés en France et concernant des personnes habitant la Tunisie ne doivent pas être notifiés au parquet du Procureur de la République. Il appartient aux parties intéressées de réclamer directement le concours des huissiers compétents. (Note d'avril-juin 1893. — *Bull. M. J.* 1893, 66.)

(a) ***Procédure civile.*** — Aux termes de l'article 11 de l'ordonnance algérienne du 16 avril 1843, applicable en Tunisie, toutes les affaires civiles sont réputées sommaires; en conséquence, sont inapplicables l'article 70 du décret du 30 mars 1808 et les articles 77 et 78 C pr. civ., relatifs au délai dans lequel les conclusions doivent être signifiées et au delai accordé pour y répondre (Sousse, 7 juillet 1898, *J. T.* 900, 63. — Tunis, 23 juin 1900, *J. T.* 900, 594.)

Le jugement rendu après jugement de défaut-profit joint et réassignation, n'est pas susceptible d'opposition. On voudrait vainement établir le droit à l'opposition sur ce que, le défendeur n'ayant pas fourni ses défenses dans un délai de quinzaine, le demandeur aurait dû poursuivre contre lui l'audience par un acte d'avoué. Cette règle n'est pas applicable en Tunisie où toutes les affaires sont reputées sommaires et sont fixées pour être plaidées à l'audience qui suit le délai de la citation (Tunis, 17 avril 1893, *J. T.* 96, 569.)

En admettant qu'une action puisse être utilement produite (art. 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843), devant un des deux tribunaux de Tunisie, comme née dans la Regence, le tribunal dans l'arrondissement duquel le défendeur n'est pas domicilié ne peut être compétent pour en connaître. (Sousse, 11 novembre 1898, *J. T.* 900, 123.)

Le fait d'avoir une propriété dans un arrondissement et d'être des lors inscrit sur la liste des électeurs d'une chambre mixte de commerce et d'agriculture est sans influence sur la question de domicile, cette inscription pouvant être accordée à tout propriétaire de fonds ruraux, même ne résidant pas en Tunisie. (Sousse, 19 octobre 1899, *J. T.* 900, 563.)

Aux termes de l'article 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843, applicable en Tunisie, lorsqu'il s'agit de droits ou actions nés en Algérie (ou en Tunisie) le demandeur a le choix d'assigner devant le tribunal du domicile en France du défendeur ou devant le tribunal d'Algerie (ou de Tunisie) dans le ressort duquel le droit ou l'action s'est formé. (Alger, 5 février 1894, *J. T.* 94, 235. — Tunis, 3 décembre 1884, *R. A.* 85, II, 202.)

Cependant, le tribunal de Tunis ne peut retenir une affaire dans laquelle l'action est née dans le ressort du tribunal de Sousse. (Tunis, 23 juin 1900, *J. T.* 900, 594.)

L'incompetence tirée par le defendeur de ce qu'il aurait son domicile en France et devrait être assigné devant le tribunal de ce domicile, serait purement relative et, comme telle, inadmissible en appel, après conclusions au fond en première instance. (Tunis, 12 novembre 1894, *J. T.* 94, 571.)

Cette règle ne donne pas ouverture à la competence d'un tribunal de Tunisie, lorsque le défendeur habite l'Algérie, que le marché base de l'action s'est conclu par correspondance et que la lettre missive d'acceptation par laquelle s'est effectué l'echange des consentements est partie de Tunisie pour arriver à son destinataire en Algerie. (Tunis, 9 janvier 1896, *J. T.* 96, 139.)

Le tribunal de Tunis peut donc être valablement saisi du litige relatif à l'execution du mandat donné par une partie domiciliee à Tunis à une partie habitant Marseille, laquelle a accepté par lettre missive parvenue au mandant à Tunis. (Tunis, 24 octobre 1895, *J. T.* 95, 546.)

Cette règle n'est pas applicable en matière de compte courant, pas plus que l'option de juridiction permise par l'article 420 C proc. civ., en raison de l'indivisibilité des éléments du compte, qui ne permet pas de dire où la créance définitive a pris naissance. En cette matière, il faut donc assigner devant le tribunal du domicile du défendeur (Tunis, 31 janvier 1895, *J. T.* 95, 143.)

La clause imprimée d'une facture, aux termes de laquelle le transport franco et le règlement en effets de commerce ne formeront pas dérogation à la règle de la délivrance et du paiement au domicile du vendeur, fait obstacle à l'exercice de l'option de juridiction permis par l'article 420 C proc. civ., mais cette dérogation au droit commun ne doit pas être étendue en ce sens qu'elle empêcherait l'option de juridiction autorisée par l'article 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843. (Tunis, 28 février 1895, *J. T.* 95, 191.)

En vertu de l'article 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843 et de l'article 420 C. proc civ., est irrecevable l'exception d'incompetence proposée à un tribunal de Tunisie et tirée de ce que le défendeur serait domicilié en Italie, alors que le marché a été passé en Tunisie, par un mandataire qui y était domicilié, alors aussi que la marchandise était livrable dans ce pays. (Sousse, 24 décembre 1897, *J. T.* 98, 193.)

La déclaration de transférement de domicile de Tunisie en France opérée par les soins du défendeur n'empêche pas que les tribunaux français de Tunisie soient régulièrement saisis lorsqu'il s'agit de droits et actions nés en Tunisie. (Tunis, 3 décembre 1884, *J. T.* 91, 53.)

L'ordonnance du 16 avril 1843 ne s'applique que si le défendeur est domicilié en France et non en Algérie ou en Tunisie. Le tribunal de Tunisie est donc incompetent pour apprecier une semblable action s'il est prouvé que le defendeur est domicilié dans un autre ressort judiciaire de la Regence. (Paix, Tunis, 18 mai 1895, *J. T.* 95, 472.)

Aux termes de l'article 111 C. civ., les parties peuvent, pour l'exécution d'une convention, attribuer competence au tribunal du domicile élu par elles: elles peuvent donc ainsi déroger aux règles ordinaires de compétence, notamment à celles qui résultent de l'ordonnance du 16 avril 1843, art. 2. (Tunis, 28 mars 1892, *J. T.* 95, 140.)

L'arrêté du 9 juin 1831, aux termes duquel les contrats passés en Algérie entre Européens et indigènes doivent être écrits dans chacune des langues des deux parties contractantes, n'a jamais été rendu applicable en Tunisie. Il ne saurait être considéré comme une des règles de procédure visées par l'article 7 de la loi du 27 mars 1883

Art. 8. — Les délais des ajournements et des

(Alger, 13 novembre 1899, *J. T.* 99, 617. — Sousse, 21 juillet 1899, *J. T.* 900, 518.)

Est valable en Tunisie le contrat passé entre un indigène et un Européen qui porte la mention que le contenu en a été traduit aux parties par un interprète judiciaire assermenté. (Tunis, 29 juin 1898, *J. T.* 98, 444.)

Il n'y a lieu d'annuler le billet souscrit par un indigène, bien qu'il ait été rédigé en langue française seulement, alors qu'il est constant en fait que le souscripteur a agi en pleine connaissance de cause et après avoir compris le contenu de l'effet qu'il a signé. (Tunis, 26 mars 1895, *J. T.* 95, 259.)

On doit annuler tout acte qui ne remplit pas ces conditions, à moins qu'il ne soit établi en fait que les parties contractantes ont eu pleine connaissance des clauses écrites. (Tunis, 19 mars 1888, *J. T.* 94, 565. — Paix, Tunis, 9 février 1895, *J. T.* 95, 112.)

Le principe que nul ne plaide par procureur suivi en France, doit l'être également en Tunisie devant les tribunaux français. (Tunis, 1er juin 1896, *J. T.* 96, 320.)

Pendant les vacances judiciaires, le reglement des qualités d'un jugement ou d'un arrêt ne peut être fait par un membre de la chambre des vacations qui n'y a pas participé que dans le cas où tous les magistrats ayant concouru à la décision sont absents ou empêchés. Et l'absence ou l'empêchement de ces magistrats doit être dûment constatée par l'ordonnance même du règlement des qualités; à défaut de cette constatation, le reglement et par voie de conséquence le jugement ou l'arrêt lui-même doivent etre déclarés nuls. Ces règles sont applicables en Tunisie comme en France. (Cass., 15 mai 1895, *D. J. G.* 95, I, 422.)

L'article 1166 C. civ., aux termes duquel un créancier peut exercer les actions de son débiteur, est applicable en Tunisie, en vertu de l'article 7 de la loi du 27 mars 1883; mais celui qui s'en prévaut pour poursuivre des Tunisiens en exerçant les actions de son propre débiteur également tunisien, est justiciable des tribunaux français, cette circonstance ne peut modifier la compétence et la juridiction française n'a pas qualité pour connaître du litige. Elle n'aurait pas non plus pour effet d'amener devant le tribunal français une question se rattachant au statut personnel des Tunisiens musulmans ou israélites. (Tunis, 19 décembre 1894, *J. T.* 96, 200.)

D'après l'article 2 de l'ordonnance du 26 décembre 1842, applicable en Tunisie, une succession est réputée vacante lorsqu'aucun héritier n'est présent au lieu où elle s'ouvre ou que l'existence d'un héritier présent ne s'est pas révélée. (Tunis, 11 avril 1894, *J. T.* 94, 307.)

Nullités facultatives en Tunisie. — Les tribunaux français en Tunisie peuvent user de la faculté donnée aux tribunaux d'Algérie, par l'article 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, d'écarter ou d'accueillir les nullités de procédure; en Tunisie, où un grand nombre de justices de paix sont encore établies à titre provisoire et où les fonctions d'huissier sont exercées par des agents peu experimentés, cette règle doit être admise dans une plus grande mesure qu'en Algerie, où elle tend à être restreinte de plus en plus (Tunis, 7 mars 1889, *R. A.* 89, II, 242.)

Il est necessaire, pour la validité d'une consignation, qu'en cas de non-comparution du créancier, le procès-verbal de dépôt lui soit signifié avec sommation d'avoir à retirer la chose déposée, et le creancier n'est censé remboursé qu'à dater de cette sommation. La nullite qui résulte de l'omission de cette formalite n'est pas facultative pour le juge. (Sousse, 12 mars 1895, *J. T.* 96, 322.)

L'appel devant contenir assignation à comparaître devant le tribunal d'appel et aucun acte ne pouvant suppléer au défaut de citation en justice, il y a nullité de l'appel qui, visant un jugement rendu au profit de plusieurs personnes, n'a été signifié qu'à l'une d'entre elles. Cette nullité n'est pas facultative. (Sousse, 27 février 1896, *J. T.* 96, 211.)

Celui qui veut s'inscrire en faux est tenu préalablement de sommer l'autre partie, par acte d'avoué à avoué, de déclarer si elle veut ou non se servir de la pièce. Le fait d'avoir fait cette sommation par acte extrajudiciaire ne constitue qu'une nullité facultative. (Tunis, 31 décembre 1895, *J. T.* 96, 102.)

S'il convient de faire en Tunisie une application particulièrement rigoureuse de l'article 608 C proc civ., il n'en est pas moins vrai que l'omission des énonciations prescrites par cet article ne peut produire qu'une de ces nullités d'exploit qu'il appartient aux tribunaux d'accueillir ou de rejeter (Tunis, 23 octobre 1895, *J. T.* 95, 596 — *Contrà* : Tunis, 7 mars 1889, *R. A.* 89, II, 242.)

La révocation d'un défenseur résulte suffisamment d'un acte qui signifie à la partie adverse qu'un de ses confrères a été constitué en son remplacement. En supposant que l'absence d'une déclaration expresse sur ce point puisse constituer une nullité, il s'agirait d'une de ces nullités que les tribunaux d'Algerie et de Tunisie ont la faculté d'admettre ou de repousser. (Tunis, 11 mars 1895, *J. T.* 95, 224.)

En vertu de l'article 3 de l'ordonnance du 16 avril 1843, applicable à la Tunisie, est nulle toute signification ou citation faite à la personne ou au domicile d'un mandataire, à moins qu'il ne soit porteur d'un pouvoir spécial et formel de défendre à la demande. Cette nullité devra être prononcée en tout état de cause sur la demande de la partie intéressée, et même d'office par le tribunal. (Tunis, 11 mars, 1895, *J. T.* 95, 224. — Tunis, 21 avril 1886, *J. T.* 94, 545.)

S'il y a nullité de l'exploit d'ajournement signifié à un prétendu représentant qui n'avait pas qualité pour le recevoir, cette nullité n'est que facultative, et il n'y a pas lieu de la prononcer, lorsqu'il est démontré que l'intéressé a possédé copie de l'exploit en temps utile. (Sousse, 11 novembre 1898, *J. T.* 900, 128.)

Est nul l'exploit portant pour toute indication qu'il a été remis par l'entremise du bureau de renseignements, sans mention de la personne, au visa du chef de service des renseignements qu'on pourrait, en territoire militaire, assimiler au maire ou à l'adjoint (art 68 C. proc civ.) [Sousse, 18 juin 1897, *J. T.* 97, 442.]

Les ajournements aux administrations publiques tunisiennes et établissements publics sont donnés valablement en leurs bureaux au siège de l'Administration : dans les autres lieux en la personne ou au bureau de leur preposé. En cas d'absence ou de refus de ce dernier, l'exploit doit être visé par le juge de paix ou par le Procureur de la République auquel copie est laissée. Au cas où un préposé a refusé copie et où l'huissier instrumentaire n'a pas fait viser l'original, la nullité qui en résulte est facultative. (Sousse, 7 février 1895, *J. T.* 95, 374.)

N'est pas facultative pour le juge la nullité qui résulte de ce que

appels sont réglés conformément à l'ordonnance royale du 16 avril 1843 (a).

Toutefois, si celui qui est assigné demeure hors de la Tunisie, le délai des ajournements sera :

Pour ceux qui demeurent dans les autres États, soit de l'Europe, soit du littoral de la Méditerranée et celui de la mer Noire, de deux mois ;

Pour ceux qui demeurent hors de ces limites, de cinq mois.

Art. 9. — Lorsqu'il y aura lieu à insertions légales, elles devront, à peine de nullité, être faites dans l'un des journaux désignés à cet effet par arrêté du Ministre résident de France à Tunis (1).

Art. 10. — Les dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 1841 sur la profession de défenseur (2) et les dispositions des décrets et arrêtés concernant l'exercice de la profession d'huissier (b) en Algérie sont applicables en Tunisie.

Cependant, les Français et les étrangers qui, à la promulgation de la présente loi, exerceront la profession d'avocat en Tunisie et auront, dans le délai d'un mois, à partir de cette promulgation, adressé au Ministre résident une demande à l'effet de représenter les parties devant le Tribunal de Tunis, pourront, après avis du Tribunal donné en la chambre du conseil, le Procureur de la République entendu, être admis par décret (3), à titre exceptionnel, à remplir les fonctions de défenseur près ce Tribunal (c).

Art. 11. — Le Tribunal de Tunis comprend (1) : 1 Président, 3 Juges titulaires, 2 Juges suppléants, 1 Procureur de la République, 1 Substitut et 1 Greffier.

L'un des Juges désignés par le Ministre de la Justice remplit les fonctions de Juge d'instruction (2).

Le nombre des Juges et Substituts pourra être augmenté et des commis-greffiers pourront être institués par décrets rendus en la forme des règlements d'administration publique (1).

Art. 12. — Les Tribunaux de paix se composent d'un Juge de paix, d'un ou plusieurs suppléants et d'un greffier.

Un officier de police judiciaire (2) remplit les fonctions de Ministère public.

Art. 13. — Des interprètes sont attachés aux Tribunaux et aux Justices de paix (3).

Art. 14. — Les décrets portant nomination et révocation des Magistrats, des officiers ministériels et des interprètes sont rendus sur la proposition du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

Art. 15. — Les Magistrats composant les Tribunaux établis en Tunisie, les greffiers, commis-greffiers (4) et interprètes (a) attachés à ces Tribunaux, sont soumis aux lois et règlements qui régissent les Juridictions algériennes.

Les conditions d'âge et de capacité pour leur nomination sont les mêmes que celles exigées

---

l'opposition au concordat n'a pas été faite dans le délai de huitaine (art 512, C com) [Tunis, 22 février 1895, *J T* 95, 221]

La nullité qui peut résulter de l'omission de certaines indications, notamment de celle de la date de la saisie, dans les insertions et les placards, est purement facultative pour le juge. (Tunis, 14 novembre 1894, *J T.* 95, 20.)

En matière commerciale, l'ajournement doit être donné à jour fixe : toutefois, le défaut d'indication précise de ce jour ne peut constituer qu'une nullité facultative. (Tunis, 8 novembre 1894, *J T.* 94, 571.)

La nullité qui résulte de ce que l'opposition à un jugement de défaut n'est pas motivée est facultative. (Tunis, 31 mai 1894, *J. T.* 94, 358)

Dans tous les cas où, en Tunisie, les exploits doivent être visés au Consulat de France, le visa ne peut être considéré comme irrégulier parce qu'il a été donné par un employé au lieu de l'être par le Consul, si, en fait, cet employé a été délégué régulièrement par ce dernier, pour agir sous sa responsabilité. Cette nullité, si elle existait, devrait être considérée comme facultative. (Tunis, 25 avril 1894, *J. T.* 94, 309)

(1) Conf. arrêté du 31 décembre 1895.

(2) Conf etiam décret du 1er octobre 1887, notes — Conf. décret du 9 mai 1897, art. 6 et 17 (v° JUSTICE TUNISIENNE).

(3) Conf décret du Président de la République française du 10 juillet 1883 (*Officiel*, 1883, 107) qui nommait 19 défenseurs, nombre qui est réduit à 7 actuellement. — Conf. etiam decret du 14 avril 1888 (pour Sousse).

(a) Le délai pour les ajournements à comparaître devant les Tribunaux de l'Algérie et la notification de tous actes doit être augmenté, à raison de la distance, de soixante jours, à l'égard des personnes domiciliées en Tunisie. Ne saisit donc pas valablement la Cour d'appel d'Alger la citation à comparaître devant elle, donnée à un prévenu domicilié à Tunis, s'il n'a pas été tenu compte du délai de distance ainsi déterminé à ajouter au délai de comparution de l'article 184 du C. d'inst. crim. (Alger, 17 novembre 1893, *J. T.* 96, 586 ; 21 février 1890, *R. A* 90, II, 289 ; 22 mai 1885, *R A.* 90, II, 377. 22 mai 1885, *J. T.* 90, 173.)

En Tunisie, l'augmentation du délai d'appel à raison de la distance existant entre le domicile de l'appelant et celui de l'intimé, est d'un jour par myriamètre, conformément à l'ordonnance du 16 avril 1843 spéciale à l'Algérie. Mais l'article 9 de cette ordonnance, qui donne un délai de 60 jours à la partie demeurant à Tunis citée à comparaître devant un Tribunal d'Algerie, n'est pas applicable aux procédures suivies en Tunisie. (Alger, 2 novembre 1898, *J T.* 91, 125)

(b) L'article 45 du décret du 14 juin 1813, aux termes duquel est passible de la suspension et de l'amende l'huissier qui ne remet pas lui-même à personne ou à domicile l'exploit qu'il a été chargé de signifier, est applicable en Tunisie. (Alger, 17 octobre 1891, *J. T.* 93, 257.)

(c) Les avocats-défenseurs en Tunisie doivent être de tous points assimilés aux avoués en ce qui touche les actes de leur ministere relatifs à la postulation et qui sont régis par les lois de procédure et les tarifs applicables en France ; mais cette assimilation ne saurait s'etendre aux autres actes et aux services qu'ils peuvent prêter à leurs clients en raison de leurs fonctions : dans cette dernière catégorie doivent être compris les honoraires des plaidoiries qui leur sont dus. Les dispositions de l'article 2273 du C civ. ne sauraient s'appliquer aux honoraires de plaidoiries dus aux avocats-defenseurs, ni aux honoraires des avocats auxquels la prescription trentenaire est seule opposable. (Tunis, 21 février 1898, *J. T* 98, 181.)

Les avocats-défenseurs près les Tribunaux de Tunisie ne peuvent exercer leur ministere hors des limites de l'arrondissement judiciaire pour lequel ils ont été nommés et ou ils sont tenus de résider, si ce n'est en vertu d'une autorisation spéciale délivrée par le Procureur de la République dans les autres sieges de la Tunisie. Ils ne peuvent, en aucun cas, être admis à plaider devant un Tribunal d'Algérie ou devant la Cour d'appel d'Alger. (Alger, 11 février 1897, *J. T.* 97, 114.)

Les actes accomplis en Tunisie par le défenseur, dans l'exercice de ses fonctions légales, mais sans pouvoir spécial, ne lient pas moins la partie que s'ils émanaient d'elle, tant qu'elle n'a pas eu recours à la voie du désaveu pour en écarter les conséquences. (Cass., 29 décembre 1886, *J. T.* 91, 123.)

(1) Le personnel de ce tribunal a été augmenté par décrets des 19 juillet 1886, 11 juillet 1896 et 30 juillet 1897.

(2) Conf. décrets des 15 février 1898 et 4 mai 1900.

(3) Conf décrets des 6 septembre 1884, 30 mars 1885, 12 juillet et 20 septembre 1897. Conf. etiam décret du 16 mars 1892 (v° TRIBUNAL MIXTE). — Une circulaire du Parquet de Tunis du 21 mars 1898 informe les Juges de paix de cet arrondissement que les Directeurs des diverses administrations de la Régence ont consenti à autoriser leurs agents, dans l'intérieur, a leur fournir leur concours, lorsque ces agents seront versés dans la connaissance d'une langue étrangere, en cas d'empêchement de l'interprète judiciaire ou lorsque la nécessité se présentera de recourir a une personne parlant une langue étrangère Le concours de ces agents est autorisé aux conditions suivantes : ils ne doivent pas etre requis pendant les heures reglementaires de séances : les employés du service sedentaire ne sont tenus, en aucun cas, de sortir de leur résidence, les agents du service actif, appelés à prêter leur concours hors de leur residence, n'auront à supporter aucun frais de déplacement (ils peuvent figurer sur les mémoires de transport du Juge de paix pour l'indemnité revenant aux interprètes en vertu du decret de 1811) ; ils ne pourront être distraits de leurs fonctions ordinaires qu'autant que leur absence ne préjudiciera pas à leur service habituel.

(4) Conf protocole du 25 janvier 1884, art. 11 (v° TRAITÉS)

(a) L'interprète judiciaire ne peut recevoir en Tunisie que les honoraires prévus par le décret du 29 novembre 1852, quelles que puissent être les difficultés particulières à la traduction des actes arabes tunisiens. Aucune rémunération spéciale n'a été prévue, et, par conséquent, ne peut être accordée pour les traductions résumées ou analytiques. (Tunis, 3 février 1887, *J. T.* 96, 24)

pour l'exercice, en Algérie, des mêmes fonctions (a).

Leurs traitements sont fixés conformément au tableau annexé à la présente loi.

Art. 16. — Les fonctions de notaire continueront à être exercées dans la Régence par les Agents consulaires français, jusqu'à ce que le notariat y ait été organisé par un règlement d'administration publique (b).

Art. 17. — Le tarif des frais de justice, en matière civile et criminelle, sera fixé par un règlement d'administration publique (1).

Jusqu'à la promulgation de ce règlement d'administration publique, les Tribunaux appliqueront les tarifs en vigueur en Algérie.

Art. 18. — Sont abrogées toutes les dispositions concernant la juridiction consulaire (2) et applicables dans la Régence de Tunis, en tant qu'elles sont contraires à celles qui précèdent (c).

Art. 19. — La présente loi sera exécutoire trois jours après son insertion dans le *Journal officiel* du Gouvernement tunisien.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

---

748 Annexe à la loi du 27 mars 1883

Tableau fixant le traitement (3) des magistrats et du personnel de la justice française en Tunisie.

Tribunal de Tunis.	
Président	12,000 fr.
Juge d'instruction (1)	8,800
Juge (2)	8,000
Juge suppléant (3)	2,400
Procureur de la République	12,000
Substitut	8,000
Greffier	4,000
Commis-greffier	3,000
Interprète	3,400
Justices de paix.	
Juge de paix (1)	5,000
Greffier	3,500
Interprète	3,000
Officier de police judiciaire	3,500

(1) Conf. décret du 5 décembre 1899.

(2) Conf décret du 5 mai 1883 et note.

(3) Conf. décrets des 1er décembre 1887 (annexe) pour Sousse et 19 juillet 1886, art. 2, pour les Vice-Présidents.

(a) Ces conditions ne s'appliquent pas aux fonctionnaires provisoires, tels que les Contrôleurs civils appelés par un reglement d'administration publique à prendre place dans les Tribunaux de première instance ou de justice de paix créés, afin de pourvoir aux besoins du service judiciaire en dehors des Tribunaux institués par la loi du 27 mars 1883. (Cass , 25 juillet 1889, *D. J. G.* 90, I, 333.)

L'obligation de prêter un serment professionnel ne s'applique pas, en dehors d'une disposition légale ou réglementaire spéciale, aux fonctionnaires provisoirement délégues pour remplir les fonctions de Juge de paix en Tunisie. (Cass., 25 juillet 1889, *D. J. G.* 90, I, 333.)

Aucun texte de loi ou de règlement n'assujettit les Contrôleurs civils à l'obligation du serment. (Cass., 25 juillet 1889, *D. J. G.* 90, I, 333.)

Un avocat ne peut être appelé a siéger à un Tribunal français de Tunisie, en remplacement d'un juge empêché ou absent, que s'il est citoyen français, le pouvoir judiciaire étant un demembrement du pouvoir souverain (Sousse, 13 novembre 1889, *J. T.* 89, 259.)

(b) Ce règlement n'ayant pas encore été fait, les fonctions notariales continuent a être exercées dans la Régence à l'égard des Européens par leurs consuls. Les actes dressés par ces derniers présentent tous les caracteres d'un acte public. (Tunis, 3 janvier 1898, *J. T.* 98, 340.)

(c) La suppression des juridictions consulaires en Tunisie et leur remplacement par la juridiction française n'ont pas eu pour effet de faire perdre leur autorité de chose jugée aux jugements des Tribunaux consulaires, devant la justice française. (Tunis, 9 décembre 1895, *J. T.* 96, 75)

Les décisions rendues par les juridictions consulaires, soit en première instance, soit en appel, ont conservé dans la Regence l'autorite de la chose jugée. La juridiction française, qui a hérité de toutes leurs attributions, doit assurer l'exécution de leurs décisions sans les soumettre à une revision au fond. (Tunis, 14 janvier 1895, *J. T.* 95, 124.)

Mais la substitution de juridiction n'a pu donner à ces jugements une force qu'ils ne possédaient pas antérieurement ; ils ne peuvent donc etre exécutés en France que suivant les formes exigées par la loi pour l'exécution des jugements etrangers. (Tunis, 6 mars 1890, *J. T.* 90, 82)

Les consuls des puissances en Tunisie n'ont plus leurs attributions contentieuses, notamment le droit de connaître des contestations qui s'élevent à l'occasion de l'execution d'une charte partie et le droit de nommer des experts pour proceder à des constatations nécessaires pour la solution du litige. (Tunis, 9 avril 1892, *J. T.* 95, 538.)

---

749 5 mai 1883

(*27 djoumadi ettani 1300*)

VISA RESIDENTIEL DU 15 DÉCEMBRE 1884

Decret relatif à l'extension de la juridiction française aux nationaux des puissances renonçant à leurs juridictions consulaires (5).

(OFFICIEL, 1883, 83)

Par notre décret du 18 avril 1883 (10 djoumadi ettani 1300), nous avons promulgué dans la Régence la loi française du 27 mars 1883, établissant des tribunaux français en Tunisie ;

Nous avons entendu que plusieurs des puissances amies, dont les consuls, en vertu des capitulations et des traités passés avec nos prédécesseurs, ont été investis de certains pouvoirs judiciaires, sont disposées à renoncer à ce privilège si leurs nationaux deviennent justiciables des tribunaux français récemment installes ;

L'article 2 de la loi du 27 mars 1883 nous permet d'étendre la competence de ces tribunaux avec l'assentiment du Gouvernement français ;

Nous etant assuré de cet assentiment ;

Article unique. — Les nationaux des puissances amies dont les Tribunaux consulaires seront supprimés (5) deviennent justiciables des Tribunaux français, dans les mêmes cas et les mêmes conditions que les Français eux-mêmes (*).

---

(1) Conf décret du 30 juillet 1897, art. 4.

(2) Un des Juges est en même temps président du Tribunal mixte. Il a de ce fait un traitement fixé par décret du 14 juin 1886, art. 2 (v° TRIBUNAL MIXTE).

(3) Ces magistrats sont en même temps Juges au Tribunal mixte. Ils ont de ce fait un traitement fixé par décret du 14 juin 1886, art. 2 (v° TRIBUNAL MIXTE).

(4) Juges de paix de 1re classe : 5,000 fr. ; de 2e classe : 3,500 fr. — Conf. etiam décrets des 7 avril 1888, 24 février 1890 (annexe), 1er juillet 1895 et 3 mai 1897, art. 3, § 2. — En ce qui concerne les Juges de paix de Tunis et de Sousse, conf. 1er décret du 25 février 1897, art 5 et 8, et arrêté du même jour, art. 1er (v° TRIBUNAL MIXTE).

(5) La suppression de la juridiction consulaire française date du 24 avril 1883, en exécution de la loi du 27 mars 1883, art. 18. Les autres tribunaux consulaires ont cessé de fonctionner successivement aux dates suivantes : .. juin 1884 (Portugal), en exécution d'une loi de même date ; 25 juillet 1883 (Suede et Norvège), en execution d'une décision royale de même date ; 26 septembre 1883 (Danemark), en exécution d'une décision royale de juillet 1883 ; 1er janvier 1884 (Grande-Bretagne), en exécution d'un ordre en conseil du 31 decembre 1883 ; 17 janvier 1884 (Espagne), en exécution d'une décision royale de mai 1883 ; 1er février 1884 (Belgique), en exécution d'une decision royale de même date ; 1er février 1884 (Allemagne), en execution d'une ordonnance du 21 janvier 1884 ; 24 mars 1884 (Grèce), en exécution d'une loi du 20 février 1884 . 1er juillet 1884 (Autriche-Hongrie), en exécution d'une ordonnance impériale du 30 mai 1884 . 1er août 1884 (Italie), en éxécution d'une loi du 7 juillet 1884 (conf. protocole du 25 janvier 1884 [v° TRAITÉS]) ; 5 août 1884 (Russie), en exécution d'une décision impériale de juillet 1884 ; 1er novembre 1884 (Pays-Bas), en exécution d'une loi du 7 octobre 1884. (Conf. *R A.* 1895, III, 50 et seq).

(a) ***Compétence par suite de la suppression des juridictions consulaires.*** — Les Tribunaux français institués en Tunisie sont compétents pour connaître de toutes les affaires civiles et commerciales entre Français et protégés français ou nationaux des puissances amies, qui ont consenti à la suppression de leurs juridictions consulaires à la suite de l'établissement du protectorat français. Spécialement, ils ont qualite pour connaître des actions intéressant

750 29 décembre 1883

Arrêté du Ministre de la justice fixant les dates d'ouverture des assises du Tribunal de Tunis, statuant au criminel.

(Officiel, 1884, 213)

Vu l'article 6 de la loi du 27 mars 1883, sur l'organisation de la juridiction française en Tunisie ;

Article 1er. — L'ouverture des assises du Tribunal de Tunis statuant au criminel est fixée, pour chaque année, aux dates exprimées ci-après :

Pour le 1er trimestre : le premier lundi du mois de février ;

Pour le 2e trimestre : le premier lundi du mois de mai ;

Pour le 3e trimestre : le premier lundi du mois de juillet ;

Pour le 4e trimestre ; le premier lundi du mois de novembre.

Art. 2. — Lorsque le premier des mois susindiqués se trouvera un jour de fête légale, l'ouverture des assises sera reportée au lendemain.

Art. 3. — Ampliation du présent arrêté sera transmise à M. le Premier Président et à M. le Procureur général près la Cour d'Alger, à M. le Président du Tribunal de Tunis et à M. le Procureur de la République près le même siège, qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

---

751 18 juin 1884

Décret du Président de la République française sur l'assistance judiciaire (1).

(Officiel, 1884, 391)

Sur le rapport du Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes ;

Vu la loi du 22 janvier 1851 sur l'assistance judiciaire ;

Vu le décret du 2 mars 1859 portant promulgation en Algérie de la loi du 22 janvier 1851 ;

Vu la loi du 27 mars 1883 portant organisation de la juridiction française en Tunisie ;

Considérant qu'il y a lieu d'étendre le bénéfice de l'assistance judiciaire aux justiciables des tribunaux français établis en Tunisie ;

Article 1er. — L'assistance judiciaire est accordée aux indigents en Tunisie dans les cas prévus par le présent décret.

TITRE PREMIER

De l'assistance judiciaire en matière civile.

Chapitre Ier. — Des formes dans lesquelles l'assistance judiciaire est accordée.

Art. 2. — L'admission à l'assistance judiciaire devant un Tribunal de première instance institué en Tunisie, et devant les Justices de paix comprises dans le ressort de ce Tribunal, est prononcée par un bureau spécial établi au siège du Tribunal et composé : 1° du Procureur de la République ou de son substitut ; 2° d'un membre délégué par le Résident général ; 3° d'un défenseur nommé par le Tribunal. (*Ainsi modifié par décret du 3 mai 1888.*)

Lorsque le demandeur sera étranger, le défenseur français sera remplacé par un conseil étranger et le tribunal dressera, chaque année, la liste de ces conseils, en indiquant les nationalités correspondant à chacun d'eux. (*Ainsi modifié par décret du 3 mai 1888.*)

Art. 3. — Le bureau d'assistance est présidé par le Procureur de la République ou par son substitut. Les fonctions de secrétaire sont

---

des nationaux anglais, et notamment des Maltais. (Alger, 5 mai 1896, *D. J. G.* 99, II, 409.)

Les nationaux italiens sont justiciables des Tribunaux français. (Alger, 30 mai 1892, *D. J. G.* 1892, II, 583.)

La justice française est compétente en Tunisie pour connaître des litiges qui surgissent entre sujets helléniques ; elle peut, valablement, placer sous séquestre une succession grecque litigieuse au lieu d'en ordonner la remise au consul de Grèce, à Tunis. (Tunis, 31 décembre 1891, *J. T.* 96, 232.)

Elle est compétente pour statuer, à l'égard des sujets anglais, dans les mêmes conditions que les juridictions anglaises supprimées. (Alger, 10 novembre 1890, *J. T.* 90, 306.)

Les sujets anglo-maltais, en Tunisie, sont devenus justiciables des Tribunaux français aux mêmes conditions que les sujets français ; l'incompétence du juge français ne saurait, d'ailleurs, être opposée par eux en appel lorsqu'ils ont comparu devant lui et accepté sa juridiction en première instance. (Alger, 30 mai 1888, *R. A.* 88, II, 394.)

Les Tribunaux français ne sont, en vertu de l'acte abrogatif de la juridiction consulaire anglaise à Tunis, que la continuation de cette juridiction et ils doivent respecter, comme ayant le caractère absolu de la chose jugée, toutes les décisions judiciaires émanant de la Cour consulaire anglaise de Tunis, non frappées d'opposition devant la juridiction anglaise compétente pour les reviser. (Tunis, 12 mars 1885, *J. T.* 94, 465.)

C'est à la juridiction française (Tribunal de première instance en chambre du conseil) qu'il appartient d'apprécier le mérite de la requête que présente la femme italienne domiciliée en Tunisie pour obtenir l'autorisation d'aliéner ses immeubles dotaux. (Tunis, 18 mars 1895, *J. T.* 95, 205.)

En Tunisie, par l'abrogation de la juridiction italienne, la renonciation à une succession doit avoir lieu au greffe de la justice de paix de l'ouverture et non au consulat d'Italie. (Paix, Tunis, 17 novembre 1894, *J. T.* 95, 251.)

Il faut appliquer la loi italienne aux rapports contractuels qui se sont formés sous l'empire de cette loi : le débiteur de nationalité italienne qui s'est obligé au paiement d'une somme d'argent par acte souscrit à Tunis, à l'époque où fonctionnaient les Tribunaux consulaires italiens, doit les intérêts légaux depuis l'échéance de la dette, encore qu'aucun pacte n'ait eu lieu relativement aux intérets (Tunis, 6 décembre 1888 ; *R. A.* 89, II, 75.)

La chambre du conseil du Tribunal français est compétente pour désigner à la mere veuve (italienne) qui exerce sur ses enfants mineurs la puissance paternelle, un curateur spécial dans toute affaire où il y a opposition d'interêts entre elle et les mineurs. (Tunis, 29 décembre 1886, *J. T.* 95, 212.)

Les délibérations du conseil de famille d'un mineur italien autorisant des actes d'aliénation ou un emprunt doivent être soumises à l'homologation du Tribunal français en chambre du conseil. (Tunis, 11 septembre 1885, *J. T.* 95, 139.)

En Tunisie, les pouvoirs de la Cour maltaise sont remplis, en ce qui touche la nomination du tuteur et celle des curateurs à donner aux mineurs, par le Tribunal de première instance en chambre du conseil. (Tunis, 26 décembre 1894, *J. T.* 96, 345.)

L'obligation de tenir des livres de commerce est, en pays français ou de protectorat français, d'ordre public et oblige les étrangers aussi bien que les nationaux (Alger, 5 février 1897, *J. T.* 97, 149.)

En l'absence de Consul du Brésil a Tunis, il échet de renvoyer devant le Consul du pays qui protège la Régence, c'est-a-dire le Consul de France, la liquidation des droits et reprises de deux époux brésiliens séparés de corps par la justice française. (Tunis, 7 janvier 1895, *J. T.* 95, 93.)

Exécution des jugements des juridictions consulaires — Il appartient exclusivement, depuis la suppression des juridictions consulaires étrangères, aux Tribunaux français qui les ont remplacées, de donner force exécutoire aux décisions rendues par ces juridictions au temps où elles fonctionnaient encore régulierement. Mais il n'appartient pas aux Tribunaux français de reviser au fond ces décisions qui ont pour elles l'autorité de la chose jugée vis à vis des sujets étrangers qui y étaient parties. La mission des Tribunaux français doit se borner a s'assurer du caractere régulier et authentique du jugement produit et de sa copie, et d'examiner si les termes de ce jugement ne violent pas les principes du droit public consacré en France. (Tunis, 9 juin 1884, *J. T.* 91, 39 : 17 mars 1887, *J. T.* 96, 130.)

Ces sentences doivent avoir devant les Tribunaux français l'autorité de la chose jugée. (Tunis, 11 mars 1885, *J. T.* 91, 42.)

Il en est ainsi des jugements rendus par les anciens Tribunaux consulaires italiens. (Alger, 18 février 1891, *R. A.* 91, II, 222, Tunis, 13 décembre 1888, *R. A.* 89, II, 73.)

(1) Conf arrêté du 31 decembre 1895, art 3, et instruction du 20 août 1898.

remplies par le greffier du Tribunal ou par le commis-greffier.

Art. 4. — Les défenseurs et avocats sont soumis au renouvellement, au commencement de chaque année judiciaire et dans le mois qui suit la rentrée. Les membres sortants peuvent être réélus.

Art. 5. — Toute personne qui réclame l'assistance adresse sa demande sur papier libre au parquet du Tribunal de son domicile. Le Procureur de la République la soumet au bureau. Si le Tribunal ou les juges de paix du ressort ne sont pas compétents pour statuer sur le litige, le bureau se borne à recueillir des renseignements, tant sur l'indigence que sur le fond de l'affaire. (*Ainsi modifié par décret du 3 mai 1888.*)

Il peut entendre les parties ou leur demander des renseignements écrits, si elles résident hors du chef-lieu du Tribunal ; il transmet, par l'intermédiaire du Procureur de la République, la demande, le résultat de ses informations et les pièces au bureau établi près la juridiction compétente. (*Ainsi modifié par décret du 3 mai 1888.*)

Art. 6. — Si la juridiction pour laquelle l'assistance a été admise se déclare incompétente, et que, par suite de cette décision, l'affaire soit portée devant une autre juridiction de même nature et de même ordre, le bénéfice de l'assistance subsiste devant cette dernière juridiction. Celui qui a été admis à l'assistance judiciaire devant une première juridiction continue à en jouir sur l'appel interjeté contre lui, dans le cas même où il se rendrait incidemment appelant. Lorsque c'est l'assisté qui émet un appel principal, il ne peut jouir de l'assistance sur cet appel qu'autant qu'il y est admis par une décision nouvelle.

Art. 7. — Quiconque demande à être admis à l'assistance judiciaire doit fournir une déclaration constatant qu'il est, en raison de son indigence, dans l'impossibilité d'exercer ses droits en justice, et contenant l'énumération détaillée de ses moyens d'existence, quels qu'ils soient. Le réclamant affirme la sincérité de sa déclaration devant le consul, vice-consul ou agent consulaire de la nationalité à laquelle il appartient, lequel lui donne acte de son affirmation au bas de sa déclaration.

Art. 8. — Le bureau prend toutes les informations nécessaires pour s'éclairer sur l'indigence du demandeur. Il donne avis à la partie adverse qu'elle peut se présenter devant lui ou lui fournir des renseignements, soit pour contester l'indigence, soit pour fournir des explications sur le fond ; si elle comparaît, le bureau emploie ses bons offices pour opérer un arrangement amiable.

Art. 9. — Les décisions du bureau ne contiennent que l'exposé sommaire des faits et des moyens, et la déclaration non motivée que l'assistance est accordée ou qu'elle est refusée.

Les décisions du bureau ne sont susceptibles d'aucun recours. Elles ne peuvent être communiquées qu'à la personne qui a demandé l'assistance et à ses conseils, le tout sans déplacement. Elles ne peuvent être produites ni discutées en justice, si ce n'est devant la police correctionnelle dans le cas prévu par l'article 22 du présent décret.

Chapitre II. — Des effets de l'assistance judiciaire.

Art. 10. — Dans les trois jours de l'admission à l'assistance judiciaire, le Procureur de la République envoie au Président du Tribunal ou au Juge de paix un extrait de la décision portant seulement que l'assistance est accordée. Il y joint les pièces de l'affaire.

Si la cause est portée devant le Tribunal de première instance, le Président désignera le défenseur ainsi que l'huissier qui prêteront leur ministère à l'assisté. (*Ainsi modifié par décret du 3 mai 1888.*)

Si la cause est portée devant un Juge de paix, ce magistrat désignera l'huissier chargé d'instrumenter.

Art. 11. — L'assisté est dispensé provisoirement du paiement des sommes dues aux greffiers, officiers ministériels ou avocats.

Les frais de transport des juges, des officiers ministériels et experts, les honoraires de ces derniers, les taxes des témoins dont l'audition a été autorisée par le tribunal ou le juge-commissaire, sont avancés par le Trésor, selon les tarifs et par les voies usitées pour le paiement des frais de justice criminelle. Les sommes ainsi avancées deviennent exigibles immédiatement après le jugement définitif.

Art. 12. — Le ministère public est entendu dans toutes les affaires où l'une des parties a été admise au bénéfice de l'assistance.

Art. 13. — Les notaires, greffiers, interprètes et tous dépositaires publics ne sont tenus à la délivrance gratuite des actes et expéditions réclamés par l'assisté que sur une ordonnance du Président ou du Juge de paix.

Art. 14. — En cas de condamnation aux dépens prononcée contre l'adversaire de l'assisté, la taxe comprend tous les frais de toute nature, honoraires et émoluments auxquels l'assisté aurait été tenu s'il n'y avait pas eu d'assistance judiciaire.

Art. 15. — Dans le cas prévu par l'article précédent, la condamnation est prononcée, et l'exécutoire est délivré au nom du trésorier-payeur qui en poursuit le recouvrement. Il est délivré un exécutoire séparé pour les droits qui, n'étant pas compris dans l'exécutoire délivré contre les parties adverses, restent dus au Trésor par l'assisté.

Le trésorier-payeur fera immédiatement aux divers ayants droit la distribution des sommes recouvrées.

Art. 16. — En cas de condamnation aux dépens prononcée contre l'assisté, il est procédé, conformément aux règles tracées par l'article précédent, au recouvrement des sommes dues au Trésor, en vertu du paragraphe 2 de l'article 11.

Art. 17. — Les greffiers sont tenus de transmettre, dans le mois, au trésorier-payeur l'extrait du jugement de condamnation ou l'exécutoire, sous peine de 10 fr. d'amende pour chaque extrait ou chaque exécutoire non transmis dans ledit délai.

Chapitre III. — Du retrait de l'assistance judiciaire.

Art. 18. — Le bénéfice de l'assistance judiciaire peut être retiré, en tout état de cause, soit avant, soit même après le jugement :

1° S'il survient à l'assisté des ressources reconnues suffisantes ;

2° S'il a surpris la décision du bureau par une déclaration frauduleuse.

Art. 19. — Le retrait de l'assistance peut être demandé, soit par le Ministère public, soit par la partie adverse. Il peut être aussi prononcé d'office par le bureau. Dans tous les cas, il est motivé. Il n'est prononcé qu'après que l'assisté a été entendu ou mis en demeure de s'expliquer verbalement ou par écrit.

Art. 20. — Le retrait de l'assistance judiciaire a pour effet de rendre immédiatement exigibles les honoraires, émoluments, frais et avances de toute nature dont l'assisté avait été dispensé.

Dans tous les cas où l'assistance judiciaire est retirée, le secrétaire du bureau est tenu d'en informer immédiatement le trésorier-payeur, qui procédera au recouvrement et à la répartition, suivant les règles tracées dans l'article 15 ci-dessus.

Art. 21. — L'action tendant au recouvrement de l'exécutoire délivré au trésorier-payeur, soit contre l'assisté, soit contre la partie adverse, se prescrit par dix ans. La prescription de l'action de l'adversaire de l'assisté contre celui-ci pour les dépens auxquels il a été condamné envers lui reste soumise au droit commun.

Art. 22. — Si le retrait de l'assistance a pour cause une déclaration frauduleuse de l'assisté relativement à son indigence, celui-ci peut, sur l'avis du bureau, être traduit devant la juridiction correctionnelle et condamné, indépendemment du paiement des frais de toute nature dont il avait été dispensé, à une amende égale au montant de ces frais, sans que cette amende puisse être au-dessous de 100 fr. et à un emprisonnement de huit jours au moins et de six mois au plus. L'article 463 du Code pénal est applicable.

TITRE II

De l'assistance judiciaire en matière correctionnelle et criminelle.

Art. 23. — Il est pourvu à la défense des accusés en matière criminelle conformément aux dispositions de l'article 294 du Code d'instruction criminelle.

Art. 24. — Le Président du Tribunal désigne un défenseur d'office aux prévenus, lorsqu'ils en font la demande et que leur indigence est constatée.

Art. 25. — Le Président du Tribunal peut, soit en matière criminelle, soit en matière correctionnelle, même avant le jour fixé pour l'audience, ordonner l'assignation des témoins qui lui sont indiqués par l'accusé ou le prévenu indigent, dans le cas ou la déclaration de ces témoins serait jugée utile pour la découverte de la vérité. Peuvent également être ordonnées d'office toutes productions ou vérifications de pièces.

Les mesures ainsi prescrites sont exécutées à la requête du ministère public.

Dispositions générales.

Art. 26. — L'admission à l'assistance judiciaire devant la Cour d'appel d'Alger aura lieu conformément au décret du 2 mars 1859.

Art. 27. — L'admission à l'assistance judiciaire devant la Cour de cassation aura lieu conformément à la loi du 22 janvier 1851.

Art. 28. — Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

---

752 31 juillet 1884

(7 chaoual 1301)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DECEMBRE 1884

Décret étendant la compétence des juridictions françaises en matière civile et commerciale.

(Officiel, 1884, 357)

Vu l'article 2 de la loi du 27 mars 1883, promulguée par décret du 18 avril 1883 (10 djoumadi-ettani 1300) ;

Vu le décret du 5 mai 1883 (27 djoumadi ettani 1300) ;

Vu l'assentiment du Gouvernement de la République française ;

Un grand nombre de puissances qui, en vertu de traités ou de capitulations, jouissaient du droit de rendre la justice en Tunisie dans certaines affaires concernant leurs nationaux, nous ayant fait connaître qu'elles renonçaient à ce droit en faveur des nouvelles juridictions établies par le Gouvernement de la République française, nous avons pensé que le moment était favorable, pour simplifier plus encore l'organisation judiciaire de la Regence ;

Cette reforme à la fois avantageuse pour nos sujets et ceux des puissances amies, puisqu'elle rendra la justice plus expeditive pour tous, consiste en la remise aux tribunaux français du jugement des affaires civiles et commerciales dans lesquelles les Européens seront en cause, sans qu'il y ait lieu de distinguer s'ils occupent la situation de demandeurs ou celle de defendeurs ;

En matiere pénale les Tunisiens resteront, bien entendu, en tout état de cause, nos justiciables, car c'est là un des attributs de notre souveraineté ;

Ayant l'intention d'etendre aussi la competence des tribunaux français, dans le cas ou des Européens sont

en cause, aux matières immobilières, mais reconnaissant l'impossibilité de le faire avant que la codification des lois qui les règlent ait été établie, nous n'avons pu que mettre ce sujet à l'étude et le confier à une commission d'hommes ecla rés et instruits tant dans les lois de notre sainte religion que dans celles des puissances amies;

Article 1er. — Les Tribunaux français connaîtront, à partir de la promulgation du présent décret (a), de toutes les affaires civiles et commerciales dans lesquelles des Européens seront en cause, dans les matières où ils sont compétents actuellement lorsque des Européens sont défendeurs (b).

Art. 2. — Néanmoins, est expressément réservé aux Tribunaux religieux (c) le règlement des contestations relatives au statut personnel ou aux successions (a) de sujets tunisiens, musulmans ou israélites.

Art. 3. — Les jugements et décisions qui ont été rendus ou qui seront rendus jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné par les Tribunaux indigènes, le Ministère, le Comité exécutif de la Commission financière (1), la Commission financière (1) [b], les diverses autorités et corps constitués, ou les commissions spéciales instituées par notre Gouvernement, dans les limites de leurs attributions ainsi qu'elles sont déterminées par les lois, usages ou pouvoirs consentis par les intéressés, continueront à être reconnus et exécutés quelle que soit la nationalité des parties en cause.

Art. 4. — Toute pièce signifiée à un Tunisien devra l'être, à peine de nullité, en langue arabe, jusqu'à ce qu'il ait constitué avoué (2) [c].

(a) Ce qui ne peut porter atteinte aux droits antérieurement acquis et n'a pas pour effet de dessaisir les juridictions indigènes des litiges qui leur ont été regulierement soumis. (Tunis, 9 fevrier 1888, *J. T.* 94, 466.)

(b) ***Compétence relative aux Européens.*** — La juridiction française qui a succédé en Tunisie aux Tribunaux consulaires et qui a hérité de toutes leurs attributions, a une compétence pleine et entière pour tous les procès entre Europeens (Tunis, 15 mai 1893, *R. J.* 93, 11, 305, Tunis, 2 novembre 1888, *J. T.* 89, 10 5 janvier 1887, *J. T.* 94, 66.)

Elle est competente en matiere mobiliere. (Tunis, 22 novembre 1892, *R. A.* 93, II, 103.)

Elle est competente quelle que soit la nature du litige et alors même qu'il s'agit de questions immobilieres (Tunis, 20 mars 1893, *R. A.* 93, II. 275; 6 mars 1893, *J. T.* 93, 148.)

Elle est compétente pour connaître d'une demande en nullité de saisie immobilière. (Tunis, 8 novembre 1888, *J. T.* 93, 251.)

Elle est competente pour connaître de toutes questions relatives aux rapports de famille et au mariage des Européens ou proteges de nations europeennes. Dans ces cas, les Tribunaux français doivent faire aux parties l'application de leur statut personnel (Tunis, 18 mai 1896. *J. T.* 96, 297; 10 décembre 1894, *J. T.* 97, 380.)

Elle doit connaître des affaires mobilieres et immobilieres, même de celles relatives à des immeubles tunisiens non immatriculés. (Sousse, 14 avril 1894, *J. T.* 94, 311.)

Elle est seule compétente pour connaître d'une action en nullité d'un bail portant sur un immeuble tunisien, et dirigee contre des Europeens ou protégés européens, même si cet immeuble est frappé de habous. (Tunis, 20 mars 1895, *J. T.* 95, 299.)

Le litige qui porte sur la cession du droit d'exploiter une carriere, sur le bail a fin d'exploitation des produits de la carriere, sur la validité du bail et sur une demande en expulsion de lieux, et qui s'élève entre des Européens, d'une part, et des Tunisiens, d'autre part, est de la competence exclusive de la juridiction française (Alger, 9 mai 1898, *J. T.* 98, 522.)

Les Tribunaux français doivent statuer sur l'inscription de faux formulée comme exception à une action mobilière intentée devant eux par un Européen (Tunis, 14 fevrier 1889, *J. T.* 96, 131.)

Ils sont compétents pour connaître de la demande en dommages intérets formee par un Europeen contre l'Administration des contributions diverses a l'occasion de la saisie de marchandises pratiquée par cette derniere sur un sujet tunisien, pour infraction aux lois sur les malsoulats. (Tunis, 18 janvier 1897, *J. T.* 97, 597.)

Un étranger qui a formé une instance devant un Tribunal français en Tunisie est obligé d'observer les regles de procédure édictees par la loi française. (Alger, 15 novembre 1889, *J. T.* 90, 250.)

La loi française régit en Tunisie les contrats passés entre des parties de nationalités diverses, lorsque aucune clause ne fait connaître leur intention au sujet de la loi sous laquelle elles ont entendu se placer (Tunis, 14 mars 1898, *J. T.* 98, 167.)

Les successions des Européens sont régies en Tunisie par leur loi nationale, même en ce qui concerne leurs biens immobiliers situes en Tunisie. Cette regle concerne non seulement la dévolution des successions, mais aussi la forme des testaments (Tunis, 26 novembre 1894, *J. T.* 97, 401.)

Les Tribunaux français sont incompétents pour déclarer vacante la succession d'un étranger et nommer un curateur a cette succession, alors même que la demande en justice serait introduite par un créancier intéressé de nationalité européenne. (Tunis, 3 fevrier 1887, *J. T.* 95, 362.)

L'exception *judicatum solvi* ne peut être opposée aux Européens devant les Tribunaux français de Tunisie (Sousse, 12 janvier 1899, *J. T.* 99, 323.)

Les Européens sont exemptés de fournir cette caution, quel que soit leur domicile. (Tunis, 13 décembre 1888, *J. T.* 96, 97, 12 decembre 1892, *J. T.* 96, 98; 12 décembre 1892, *R. A.* 93, II, 145.)

Cette caution ne peut être exigee du Suisse demandeur devant un Tribunal français (Tunis, 2 novembre 1888, *R. A.* 89, II, 138.)

(c) Cette réserve de compétence ne s'applique pas à ceux d'entre eux qui sont protégés par une puissance européenne et qui sont, par suite, justiciables de la juridiction française dans tous les cas. Il en est ainsi, spécialement, pour une demande en pension alimentaire qui s'agite entre israélites tunisiens protégés français. (Tunis, 10 juin 1895, *J. T.* 95, 439.)

Cette réserve de compétence ne fait pas obstacle à ce que la juridiction française connaisse d'une action purement personnelle et mobilière, telle qu'une demande en pension alimentaire, lorsqu'elle est fondée sur les obligations résultant d'un mariage dont la validite n'est pas contestée. (Tunis, 1er mars 1887, *J. T.* 95, 474.)

Cette exception d'incompétence est purement personnelle et ne présente aucun caractere d'ordre public: elle ne peut donc etre proposée qu'*in limine litis*, et ne saurait être receivable en appel. (Tunis, 18 octobre 1897, *J. T.* 98, 33. — *Contrà*. Sousse, 5 avril 1894, *J. T.* 94, 310.)

Est recevable le déclinatoire d'incompétence propose par le défendeur tunisien dans une instance qui n'intéresse que des Tunisiens, quoique le demandeur tunisien agisse comme cessionnaire d'un Europeen ou assimilé. (Sousse, 15 novembre 1894, *J. T.* 95, 27.)

La juridiction française est incompétente pour statuer sur une demande de reddition de comptes intentée par un Tunisien a l'encontre de l'administrateur d'un bien habous nommé à cette fonction par décision du Cadi tunisien. (Tunis, 4 avril 1900, *J. T.* 900. 295.)

Les Tribunaux français ne pourraient connaître d'une demande en reddition de comptes de tutelle, entre indigenes musulmans, que si le *de cujus* ou les mineurs etaient sujets ou protégés d'une nation europeenne. (Sousse, 9 mai 1889, *J. T.* 90, 12.)

La question de savoir si la puberte donne la capacité civile au Musulman soumis a la puissance paternelle et l'affranchit de la tutelle testamentaire quant à ses biens, ne rentre pas dans la compétence de la juridiction française si elle concerne un sujet tunisien. (Tunis, 27 décembre 1893, *J. T.* 94, 217.)

(1) Conf. décret du 2 octobre 1884 (v° FINANCES).

(2) Conf circulaire du 25 octobre 1897 (v° SAISIES MOB. ET IMMOB.).

(a) D'après les traités en vigueur en Tunisie, les successions font partie du statut personnel et sont régies par la loi nationale du defunt, même en ce qui concerne les biens immobiliers (Tunis, 29 juin 1896, *J. T.* 97, 343; 3 janvier 1898, *J. T.* 99, 339. 27 juillet 1896, *J. T.* 96, 468. 24 février 1889, *J. T.* 89, 12.)

Les contestations relatives aux successions des Tunisiens sont expressément réservées aux Tribunaux religieux. Cette regle est, pour la juridiction française, la source d'une incompétence *ratione materiæ* qui doit être reconnue d'office. Il y a donc lieu de surseoir à statuer sur la demande en annulation d'une adjudication sur saisie immobiliere, dans laquelle se pose une question préjudicielle de validité du partage d'une succession tunisienne, jusqu'après jugement de ce litige par l'autorité compétente. Mais il convient d'impartir à celui qui l'a fait naître un délai dans lequel il devra accomplir les diligences nécessaires. (Tunis, 26 décembre 1894, *J. T.* 97, 266.)

Les Tribunaux français n'ont pas qualité pour apprecier une contestation relative au reglement d'une succession tunisienne, soulevee par un protégé qui n'agit que comme cessionnaire des droits d'un sujet tunisien. (Tunis, 22 juin 1891, *J. T.* 91, 303. 15 décembre 1886, *J. T.* 95, 401.)

L'incompétence des Tribunaux français pour connaître des contestations relatives au statut personnel et aux successions des Musulmans tunisiens tient à l'ordre des juridictions, et est d'ordre public; elle doit etre relevée d'office (Tunis, 12 juin 1890, *J. T.* 95, 245.)

Les reddutions de comptes de tutelle et de succession des sujets musulmans sont de la compétence exclusive de la justice indigène, surtout lorsque le tuteur et l'administrateur poursuivis en reglement de comptes ont été nommés par cette autorité. (Tunis, 6 janvier 1896, *J. T.* 96, 103, 7 janvier 1891, *J. T.* 96, 132.)

(b) La juridiction française est incompétente pour reviser et modifier les décisions prononcées par la commission financiere. (Alger, 17 mai 1893, *J. T.* 96, 94.)

Elle ne peut pas réformer une décision de cette commission qui a rejeté une créance contre le Gouvernement tunisien. (Alger, 26 novembre 1892, *J. T.* 93, 41.)

Les décisions de la Commission financiere ne constituent pas seulement des mesures administratives, mais de veritables decisions judiciaires exécutoires. Les Tribunaux français ne peuvent retenir l'examen d'une de ces décisions que s'il était constaté que cette commission eût statué en dehors de ses attributions. (Tunis, 15 janvier 1890, *J. T.* 90, 54.)

(c) Une semblable nullité est purement facultative pour le juge qui peut, selon les circonstances, l'accueillir ou la rejeter; ainsi il peut refuser d'annuler un protet faute de paiement, signifié a un Tunisien, sans traduction en langue arabe. (Cass., 25 mai 1897, *D. J. G.* 97, I, 408.)

Cette disposition ne concerne que les actes de procédure et non les protets. (Sousse, 8 novembre 1894, *J. T.* 94, 574.)

Il importe peu que la signification soit faite en pays étranger, spécialement en Turquie: il y a lieu d'observer la règle toutes les fois qu'il s'agit de Tunisiens traduits devant la justice française en vertu des regles de competence contenues au même décret (Tunis, 25 octobre 1893, *J. T.* 93, 404.)

Art. 5. — Il est institué une Commission chargée de préparer la codification des lois relatives à la propriété foncière, en Tunisie, et de proposer les conditions dans lesquelles la compétence en matière immobilière sera remise aux tribunaux français.

Art. 6. — Cette Commission sera composée ainsi qu'il suit : . . . . . .

---

753 6 septembre 1884

Décret du Président de la République française créant au Tribunal de Tunis un emploi d'interprète-traducteur assermenté pour la langue italienne.

---

754 3 janvier 1885

(16 rebiâ el aouel 1302)

Décret plaçant les frais de loyer et de réparation du local des justices de paix et le traitement de leurs chaouchs dans les dépenses obligatoires des communes (1).

(Officiel, 1885, 481)

---

755 30 mars 1885

Décret du Président de la République française créant au Tribunal de Tunis un emploi d'interprète-traducteur assermenté pour la langue hébraïque.

(Officiel, 1885, 558)

---

756 2 septembre 1885

(22 kâda 1302)

PROMULGUE LE 3 SEPTEMBRE 1885

Décret étendant la compétence des Tribunaux français en matière pénale (2).

(Officiel, 1885, 665)

Vu la loi du 27 mars 1883 ;
Vu les décrets des 14 avril 1883, 9 juillet 1884 et 22 novembre 1884 sur les assesseurs en matiere criminelle ;

Article 1er. — Les Tribunaux français en Tunisie connaîtront désormais, dans les limites de leur compétence respective et en conformité de la loi française (2) [a] :

1° De tous crimes commis en Tunisie par les sujets tunisiens au préjudice des Français ou protégés français et des Européens ou protégés des diverses puissances européennes (3) ;

2° De tous crimes ou délits commis en Tunisie par des sujets tunisiens, lorsque des Français ou protégés français, et des Européens ou protégés des diverses puissances européennes (3) seront auteurs principaux, co-auteurs ou complices (a).

Art. 2. — Ils connaîtront également de tous crimes, délits ou contraventions commis en Tunisie par des sujets tunisiens, ou avec leur complicité :

1° A leurs audiences et dans les lieux où l'un ou plusieurs de leurs magistrats procèdent à un acte de leurs fonctions ;

2° Contre des magistrats, assesseurs ou officiers de la justice française dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions ;

3° Contre l'exécution des arrêts, jugements, sentences, ordonnances ou mandats de la justice française (b).

Art. 3. — Ils connaîtront également de tous crimes ou délits commis par les assesseurs tunisiens dans l'exercice de leurs fonctions d'assesseurs ou par suite d'un abus de ces fonctions.

Art. 4. — Les sujets tunisiens pourront être appelés en témoignage devant les diverses juridictions françaises en Tunisie, dans les formes prévues par la loi française et ils seront passibles des moyens de contrainte et des peines édictées par cette loi.

Art. 5. — Seront aussi déférés aux tribunaux français, les sujets tunisiens inculpés de crimes ou de délits de faux témoignage, de faux serment ou de subornation de témoins, devant les juridictions françaises, tant en matière civile qu'en matière criminelle, correctionnelle ou de police.

---

757 19 juillet 1886

Décret du Président de la République française portant augmentation du personnel du Tribunal de 1re instance de Tunis.

(Officiel, 1886, 159)

---

(1) Conf. décret du 1er avril 1885, art. 49 (v° Municipalités, I).
(2) Conf décret du 13 janvier 1898.
(3) Conf décrets des 1er septembre 1898, 29 avril et 7 décembre 1899 (v° Protections diplomatiques).

(a) La volonté du législateur a été, d'après ce décret, que les Français et assimilés fussent régis en Tunisie par les dispositions du C. pén. français. (Cass., 12 janvier 1894, *J. T.* 94, 114.)

(a) Les tribunaux français établis en Tunisie sont, en principe incompétents pour connaître des contraventions commises par des sujets tunisiens, ils n'ont exceptionnellement compétence que dans les hypothèses spéciales prévues par l'article 2 du décret du 2 septembre 1885. (Cass., 4 août 1894, *D. J. G.* 95, I, 22.)

Les sujets tunisiens, non naturalisés ni assimilés, accusés d'un crime, commis au préjudice d'un citoyen français, sont justiciables des tribunaux français et non des conseils de guerre (Cass., 2 juin 1892, *D. J. G.* 92, I, 629.)

La justice française est, à tous les degrés de juridiction, investie, par ce décret, du droit de juger les Tunisiens poursuivis pour crimes commis au préjudice d'Européens. Peu importe que la juridiction saisie soit non la Cour d'assises, mais le Tribunal correctionnel statuant en vertu de l'article 68 du C. pén. sur un crime commis par un mineur de 16 ans (Alger, 16 juillet 1891, *J. T.* 92, 76.)

Les tribunaux français en Tunisie sont incompétents pour statuer sur l'action publique dirigée contre un Consul étranger. (Tunis, 26 mai 1885, *J. T.* 89, 92.)

(b) Le délit d'outrage public à la pudeur commis, dans l'intérieur de la prison française et en présence de leurs codetenus, par des Tunisiens écroués en vertu de mandats réguliers du juge d'instruction, rentre dans cette catégorie. (Sousse, 24 octobre 1889, *J. T.* 89, 275.)

Le délit de coups et blessures commis par un Tunisien dans les mêmes conditions ne rentre pas dans cette catégorie (Alger, 1er juin 1889, *J. T.* 89, 113.)

La juridiction française a qualité pour juger des sujets tunisiens qui, se prétendant propriétaires d'un terrain vendu à la barre du tribunal à une tierce personne, en ont frauduleusement soustrait la récolte, alors surtout qu'ils avaient été en référé déboutés de leurs prétentions tendant à obtenir une mesure conservatoire sur ces récoltes (Sousse, 18 mai 1889, *J. T.* 90, 213.)

Le fait par un Tunisien de menacer de mort l'adjudicataire qui veut prendre possession d'immeubles vendus a la barre d'un tribunal français, s'il ne renonce pas à la possession desdits immeubles, constitue un délit commis à l'encontre d'un jugement émanant de la justice française. (Sousse, 15 mai 1889, *J. T.* 89, 152.)

Sur le rapport du Garde des sceaux, Ministre de la justice, et du Ministre des affaires étrangères;
Vu l'article 11, § 3, de la loi du 27 mars 1883, portant organisation de la juridiction française en Tunisie;
Le Conseil d'État entendu;

Article 1er. — Le nombre des Juges du Tribunal de Tunis est porté de trois à cinq, et celui des Juges suppléants de deux à trois(1).

Art. 2. — L'un des juges du Tribunal de Tunis aura le titre de Vice-Président et son traitement sera de 10,000 fr.(1).

Art. 3. — Un second commis-greffier est institué au Tribunal de Tunis(1).

Art. 4. — Le Garde des sceaux, Ministre de la justice, et le Ministre des affaires étrangères, son chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

---

758 15 février 1887

(21 djoumadi el aouel 1304)

Décret relatif à la compétence des juridictions françaises dans certaines affaires du statut personnel entre sujets français(2)

Ayant appris que des procès relatifs au mariage, à la hedana (garde de la personne de l'enfant) aux successions et à la tutelle, sont quelquefois portés devant le Tribunal du Chaâra par des musulmans sujets de la République française, et que ce Tribunal se declare compétent pour les juger, même quand le demandeur et le défendeur se trouvent l'un et l'autre placés sous la juridiction de la France;

Article unique. — Tous procès entre sujets français, relatifs aux questions ci-dessus indiquées et à toutes autres questions concernant le statut personnel, seront exclusivement portés devant les Tribunaux français compétents.

---

759 1er octobre 1887

Décret du Président de la République française réglementant l'exercice de la profession d'avocat près les tribunaux français en Tunisie(3).

(Officiel, 1887, 297)

Sur le rapport du Garde des sceaux, Ministre de la justice;
Vu la loi du 27 mars 1883 portant organisation de la justice française en Tunisie;

Article 1er. — La profession d'avocat(4) est soumise en Tunisie aux règles de discipline établies par l'ordonnance du 20 novembre 1822(a).

Toutefois, quels que soient le nombre et la nationalité des avocats admis au tableau, les fonctions de Conseil de discipline sont remplies par le Tribunal(b).

Article 2. — Le Garde des sceaux, Ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

---

760 29 octobre 1887

Décret du Président de la République française portant création de justices de paix provisoires(1).

(Officiel, 1887, 297)

Sur le rapport du Garde des sceaux, Ministre de la justice;
Vu la loi du 27 mars 1883;
Vu le decret du 3 août 1885;
Le Conseil d'État entendu;

---

(1) Conf. décrets des 11 juillet 1896 et 30 juillet 1897 qui créent d'autres postes.
(2) Conf. décret du 9 avril 1887 (v° Notariat tunisien).
(3) Conf. décret du 9 mai 1897, art. 6 et 17 (v° Justice tunisienne), et protocole du 25 janvier 1884, art. 10 (v° Traités).

(4) ***Rapport au Président de la République*** (*B. M. J.* 1887, 220.)

Monsieur le Président,

Aux termes de l'article 10 de la loi du 27 mars 1883, portant organisation de la justice française en Tunisie, l'exercice de la profession de défenseur est soumis aux règlements en vigueur en Algérie. Sauf les étrangers qui ont pu invoquer le bénéfice de l'exception contenue au deuxième paragraphe dudit article, les Français seuls ont donc le droit de faire partie du corps des défenseurs.

Mais, près des défenseurs, il existe à Tunis un collège d'avocats qui se recrute dans des conditions différentes. Si, en France, les Français seuls peuvent faire partie d'un barreau, en Tunisie, lors de la renonciation des diverses puissances aux droits qu'elles tenaient des capitulations, il a paru équitable d'ouvrir l'accès de la barre aux avocats de nationalité étrangère. De même mes prédécesseurs ont pensé que, principalement depuis le décret du 2 septembre 1885 qui a remis à nos tribunaux le soin de connaître, dans certains cas, des délits commis par les Tunisiens, il eût été d'une rigueur extrême d'interdire aux sujets de Son Altesse le Bey, pourvus des titres universitaires français, le droit de se présenter devant nos tribunaux.

Mais le barreau de Tunis s'étant ainsi constitué librement, et comptant parmi ses membres, en dehors des sujets français, des avocats de nationalités diverses, ne peut être assimilé à nos barreaux de France ou même d'Algerie.

J'estime, en conséquence, que s'il y a lieu de rendre applicables à Tunis les règles de discipline établies en l'ordonnance du 20 novembre 1822, il convient cependant de laisser au tribunal le soin de veiller à l'observation de ces regles, quels que soient d'ailleurs le nombre et la nationalité des avocats portés au tableau, et cela par dérogation aux dispositions de l'ordonnance du 27 août 1830, étendue à l'Algérie par l'arrêté du 16 avril 1848.

Dans un pays soumis à la juridiction française, les avocats étrangers, alors même qu'ils se trouveraient plus nombreux que les avocats français, ne devront pas former la majorité du Conseil de l'ordre. Confier au tribunal et sans distinction les mêmes pouvoirs de surveillance tant à l'égard des avocats étrangers qu'à l'egard des avocats français, est donc le seul moyen de prévenir les difficultés que peut faire naître une situation exceptionnelle.

C'est à ces fins que j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation le projet de décret ci-annexé. ..

(1) Conf. etiam décret du 18 novembre 1896 et tableau sous le décret du 18 avril 1883, art. 1er.

(a) Est applicable en Tunisie l'article 2 de l'arrêté du 17 juillet 1848, aux termes duquel le pouvoir de plaider devant les tribunaux de commerce d'Algérie est présumé en faveur de l'avocat porteur de l'original ou de la copie de la citation. (Alger, 26 juin 1895, *J. T.* 96, 275.)

On doit étendre aux avocats qui se présentent devant les justices de paix de Tunisie, cette presomption de mandat en faveur du défenseur ou de l'avocat. (Tunis, 4 mars 1891, *J. T.* 94, 212.)

En Algérie et en Tunisie, par suite de circonstances speciales au pays et par derogation, tant à la loi qu'aux regles de l'ordre des avocats, ces derniers sont admis à représenter devant les tribunaux de paix et de commerce les parties à titre de mandataires spéciaux, sans justifier de leurs pouvoirs autrement que par la présence en leurs mains des pièces du proces. (Paix, Tunis, 4 novembre 1898, *J. T.* 98, 594.)

Si, par un scrupule élevé, les barreaux interdisent généralement à leurs membres, sous peine de radiation, de s'adresser aux tribunaux pour obtenir paiement de leurs honoraires, il n'existe cependant aucune loi qui défende à l'avocat de poursuivre ce paiement en justice. Une semblable action est donc recevable en la forme. (Alger, 22 novembre 1897, *J. T.* 98, 442.)

Cette interdiction est une mesure d'ordre intérieur qui ne saurait être opposée en justice à l'avocat par son client comme formant un obstacle légal à son action. (Tunis, 24 mai 1899, *R. A.* 900, 11, 309.)

L'avocat, consulté par un indigene qui ignore les lois et la procédure françaises, a le devoir de le renseigner exactement et de l'arreter au début d'une lutte incertaine et coûteuse, qui doit entraîner nécessairement des frais hors de proportion avec l'importance du litige. Mais le conseil, quel qu'il soit, donné par l'avocat, ne saurait entraîner contre lui aucune responsabilité pécuniaire, hors les cas de mauvaise foi, de dol ou de fraude. (Tunis, 21 mai 1894, *J. T.* 94, 328.)

(*b*) Les conseils de discipline ont un pouvoir absolu pour apprécier si l'avocat qui requiert son inscription au tableau remplit les conditions nécessaires à cet effet. Leurs décisions ne sont susceptibles d'aucun recours lorsque l'admission a été prononcée: d'où il suit que l'appel formé soit par le bâtonnier, soit par un ou plusieurs des avocats inscrits au tableau, est irrecevable dans ce cas. Ces principes sont applicables même au cas où les fonctions de conseil de discipline sont exercées par le tribunal, comme en Tunisie. (Alger 4 novembre 1889, *J. T.* 90, 41.)

Article 1er. — Jusqu'à l'installation des Juges de paix dans les localités dénommées à l'article 5 ci-après, le Contrôleur civil et, à son défaut, le Contrôleur adjoint ou un officier de la garnison désigné à cet effet par le Général commandant le corps d'occupation (1), exerce les fonctions de Juge de paix, dans les termes de l'article 3 de la loi du 27 mars 1883.

Art. 2. — Les fonctions du Ministère public sont remplies par le commandant de la brigade ou le chef de poste de gendarmerie; celles de greffier et d'huissier par le secrétaire du Contrôleur civil et, à son défaut, par un sous-officier désigné par le Commandant militaire du territoire.

Art. 3. — Les règles de procédure et d'instruction criminelle, le tarif des frais de justice, en matière civile et criminelle, déterminés par les lois, décrets et ordonnances en vigueur en Algérie, sont applicables aux juridictions instituées par le présent décret.

Art. 4. — Dans l'étendue de leur ressort, les fonctionnaires exerçant les attributions de Juge de paix sont officiers de police judiciaire.

Art. 5. — Les sièges des justices de paix établies à titre provisoire sont fixés à Aïn-Draham (2), Béja (3), Nabeul (4), Gabès (5), Djerba (6), Gafsa (7), Souk-el-Arba (8), Macktar (9), Kairouan (10) et Tozeur (7).

Art. 6. — Les ressorts de ces juridictions seront déterminés par arrêté du Ministre résident général de France (11).

Art. 7. — Le décret du 3 août 1885 ci-dessus visé est abrogé.

Art. 8. — Le Garde des sceaux, Ministre de la justice, et le Ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

---

761 1er décembre 1887

Décret du Président de la République française instituant un Tribunal de 1re instance à Sousse.

(Officiel, 1888, 7)

Sur le rapport du Garde des sceaux, Ministre de la justice, et du Ministre des affaires etrangeres;
Vu la loi du 27 mars 1883, portant organisation de la juridiction française en Tunisie;
Le Conseil d'État entendu;

Article 1er. — Il est institué à Sousse (Tunisie) un Tribunal de première instance, dont le ressort comprend les ressorts des Justices de paix de Sousse, Sfax, Kairouan, Gafsa, Tozeur, Gabès et Djerba (1).

Art. 2. — La compétence du Tribunal de Sousse est celle attribuée au Tribunal de Tunis par les divers actes législatifs en vigueur.

Art. 3. — Le Tribunal de première instance de Sousse est composé: d'un Président, de deux Juges titulaires, d'un Juge suppléant (2), d'un Procureur de la Régublique, d'un Substitut, d'un Greffier et d'un Commis-Greffier. (*Ainsi modifié par décret du 21 janvier 1890.*)

Leurs traitements sont fixés conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 4. — Le Garde des sceaux, Ministre de la justice, et le Ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

---

762 Annexe au décret du 1er décembre 1887

Tableau fixant le traitement des magistrats et du personnel du Tribunal de 1re instance de Sousse.

(*Ainsi modifié par décret du 21 janvier 1890*)

Président	8,000 fr.
Juge d'instruction	6,000
Juge	5,000
Juge suppléant (1)	3,000
Procureur de la République	8,000
Substitut	5,000
Greffier	4,000
Commis-greffier	2,800
Interprète	3,000

---

763 30 décembre 1887

Arrêté du Ministre de la justice instituant à Monastir une audience foraine de la Justice de paix de Sousse.

Vu les articles 2 et 7 de la loi du 27 mars 1883;
Vu l'article 15 du décret du 10 août 1875;

Article 1er. — Une audience foraine mensuelle de la Justice de paix du canton de Sousse est installée à Monastir.

Art. 2. — Les droits et indemnités de transport occasionnés par cette audience seront réglés conformément aux dispositions du décret du 10 août 1875.

---

(1) Il n'existe plus actuellement de Justices de paix gérées par des officiers.

(2) Elle est maintenant gérée par le Juge de paix de Souk-el-Arba (audience foraine) — Conf 1er arrêté du 10 mai 1897.

(3) Elle est régulière depuis le décret du 3 mai 1897.

(4) Elle est gérée maintenant par le Juge de paix de Grombalia (audience foraine). — Conf. arrêté du 10 janvier 1893

(5) Elle est régulière depuis le 1er décret du 24 fevrier 1890.

(6) Cette île est le siège de l'annexe du Contrôle civil de Gabès.

(7) Le ressort de cette Justice de paix provisoire est fixé par arrêté du Résident général du 18 janvier 1888 (*Officiel*, 1888. 13)

(8) Elle est régulière depuis le 1er décret du 24 février 1890. — Conf. etiam décret du 3 mai 1897, art 4.

(9) Le ressort de cette Justice de paix provisoire est fixé par arrêté du Résident général du 20 novembre 1887, art. 2, § 3 (*Officiel*, 1887, 303).

(10) Elle est régulière depuis le décret du 1er juillet 1895.

(11) Conf. art. 5, notes.

(1) Conf. décret du 18 avril 1883, art. 1er (tableau en note) et annexe.

(2) Ce magistrat est en même temps Juge au Tribunal mixte (audience foraine). Il touche de ce fait l'allocation fixée par le 2e decret du 25 février 1897, art. 2 (v° Tribunal mixte).

764 30 décembre 1887

Arrêté du Ministre de la justice instituant à Mahdia une audience foraine de la Justice de paix de Sousse.

(Officiel, 1888, 31)

Vu les articles 2 et 7 de la loi du 27 mars 1883;
Vu l'article 15 du décret du 10 août 1875;

Article 1er. — Une audience foraine mensuelle de la Justice de paix de Sousse est installée à Mahdia.

Art. 2. — Les droits et indemnités occasionnés par cette audience seront réglés conformément aux dispositions du décret du 10 août 1875.

---

765 7 avril 1888

Décret du Président de la République française créant un emploi de suppléant rétribué et un emploi de commis-greffier près la Justice de paix de Tunis (1).

(Officiel, 1888, 123)

Sur le rapport du Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes;
Vu la loi du 27 mars 1883, portant organisation de la justice française en Tunisie;
Vu le décret du 20 avril 1880, qui crée des emplois de commis-greffiers salariés par l'État près les justices de paix de l'Algérie pourvues d'un suppléant rétribué;

Article 1er. — Un emploi de suppléant rétribué est créé près de la Justice de paix de Tunis (1).

Le traitement de ce magistrat est fixé à 4,000 fr.

Art. 2. — Il est créé, près la même Justice de paix, un emploi de commis-greffier avec un traitement de 500 fr.

Art. 3. — Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes, et le Ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

---

766 14 avril 1888

Décret du Président de la République française fixant le nombre des défenseurs (2) près le Tribunal de Sousse à quatre et le nombre des huissiers à trois.

(Officiel, 1888, 109)

---

767 3 mai 1888

Décret du Président de la République française modifiant le décret du 18 juin 1884 sur l'assistance judiciaire en Tunisie.

(Officiel, 1888, 165)

Sur le rapport du Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes;
Vu le décret du 18 juin 1884;

Considérant que certaines dispositions de ce décret visent nominativement le Tribunal de Tunis et qu'il y a lieu de les étendre au Tribunal de Sousse et généralement à tout tribunal nouveau qui serait créé en Tunisie;

Article 1er. — Les articles 2, 5 et 10, paragraphe 2, du décret du 18 juin 1884 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes: ..... (*Conf. ce décret.*)

Art. 2. — Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes, et le Ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

---

768 25 juin 1888

Arrêté du Ministre de la justice fixant les dates d'ouverture des assises du tribunal de Sousse, statuant au criminel.

Vu l'article 6 de la loi du 27 mars 1883, sur l'organisation de la juridiction française en Tunisie;
Vu le decret du 1er décembre 1887, instituant un Tribunal à Sousse (Tunisie);

Article 1er. — L'ouverture des assises du Tribunal de Sousse, statuant au criminel, est fixée, pour chaque année, aux dates exprimées ci-après:

Pour le premier trimestre: le troisième lundi du mois de février;

Pour le deuxième trimestre: le troisième lundi du mois de mai;

Pour le troisième trimestre: le troisième lundi du mois de juillet;

Pour le quatrième trimestre: le troisième lundi du mois de novembre.

Art. 2. — Lorsque le troisième lundi des mois susindiqués se trouvera un jour de fête légale, l'ouverture des assises sera reportée au lendemain.

Art. 3. — Ampliation du présent arrêté sera transmise à M. le Premier Président et à M. le Procureur général près la Cour d'Alger, à M. le Président du Tribunal de Sousse et à M. le Procureur de la République près le même siège qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

---

769 17 juillet 1888

Décret du Président de la République française relatif à la compétence des juridictions françaises en Tunisie, en matière immobilière (1).

(Officiel, 1888, 213)

Sur le rapport du Ministre des affaires étrangères

---

(1) Conf. décret du 19 février 1891 (division de Tunis en deux cantons).

(2) Conf. décret du 1er octobre 1887, notes.

(1) *Rapport adressé au Président de la République Française par le Ministre des affaires étrangères et le Ministre de la justice, au sujet de la détermination de cette compétence.* (*Officiel*, 1888, 213.)

Monsieur le Président,

Parmi les réformes que le Bey, par la convention du 8 juin 1883, conclue avec le Gouvernement de la République, s'est engagé à entreprendre dans la Régence de Tunis et qui sont aujourd'hui en voie d'exécution, celle qui a pour objet la constitution de la propriété foncière peut être considérée comme présentant une impor

et du Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes;
Vu la loi du 27 mars 1883;
Vu la loi du 9 avril 1884;

Article 1er. — Les droits réels sur les immeubles immatriculés sont régis par les lois tunisiennes spécialement édictées pour cette catégorie d'immeubles, et les litiges y relatifs ressortiront aux juridictions françaises dans la Régence.

Art. 2. — Le titre dressé en suite de la décision du Tribunal mixte prononçant l'immatriculation est définitif et inattaquable; il formera, devant les juridictions françaises, le point de départ unique de la propriété et des droits réels qui l'affectent à l'exclusion de tous autres droits non inscrits (1)[a].

Les inscriptions portées ultérieurement sur ces titres feront foi devant les mêmes juridictions, dans les limites fixées par les lois qui régissent en Tunisie les immeubles immatriculés.

Art. 3. — Le Ministre des affaires étrangères et le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

tance particulière, tant au point de vue de nos compatriotes et des étrangers établis en Tunisie, qu'en ce qui concerne les indigènes eux-mêmes.

Cette réforme, accomplie depuis deux ans, suivant les vues du Gouvernement de la République, donne aux propriétaires de toute nationalité la faculté de placer leurs immeubles sis en Tunisie sous le régime d'une loi spéciale et sous la juridiction des tribunaux français, à charge de les soumettre préalablement à l'immatriculation que prononce un tribunal mixte composé de quatre magistrats français et trois indigènes. (*Conf. 1er décret du 25 février 1897* [v° TRIBUNAL MIXTE].)

Cette procédure, qui a l'avantage de donner toute sécurité à nos colons et de ménager en même temps les droits acquis et les usages des indigènes, a soulevé, dans son application, une question qu'il importe de ne pas laisser en suspens. On s'est demandé si les juridictions françaises n'avaient pas le droit ou même le devoir de reviser et, au besoin, de modifier, quand ils leur seraient présentés, les titres de propriété dressés par le conservateur de la propriété foncière ensuite de la décision du tribunal mixte. Le droit de revision, en suspendant l'effet de l'immatriculation, aurait pour conséquence de laisser subsister l'incertitude dans laquelle se trouve actuellement la propriété dans la Régence et que la nouvelle loi immobilière avait précisément pour objet de faire cesser. Il entraînerait, par conséquent, aussi bien en ce qui concerne l'intérêt des propriétaires qu'au point de vue de l'ordre public, les plus graves inconvénients.

Afin de prévenir toute possibilité d'un malentendu à ce sujet, nous avons pensé qu'il y avait lieu de préciser le caractère irrévocable, à l'égard de nos juridictions, des décisions du tribunal mixte. C'est pourquoi nous vous proposons d'user des pouvoirs qui vous ont été donnés en matière de réforme judiciaire dans la Régence par l'article 1er de la convention du 8 juin 1883, sanctionnée par la loi du 9 avril 1884, pour déterminer d'une manière indiscutable la valeur des titres de propriété des immeubles immatriculés et les conditions dans lesquelles, d'un commun accord entre le Gouvernement de la République et celui du Bey, la compétence immobilière en Tunisie a été conférée aux tribunaux français.

Si vous voulez bien partager cette manière de voir, nous vous prions de revêtir de votre approbation le décret joint au présent rapport..... ....

(1) Conf. décret du 19 mars 1897 (v° PROPRIÉTÉ FONCIÈRE).

(*a*) Les juridictions françaises ne peuvent, ni annuler, ni modifier, ni reviser le titre délivré par le conservateur, et elles n'ont pas le droit de refuser ou d'accorder l'exequatur. (Cass., 2 février 1898, *J. T.* 98, 144.)

Le jugement du tribunal mixte qui ordonne l'immatriculation d'un immeuble en fixe la condition juridique d'une façon définitive au jour où il a été prononcé; c'est donc le conservateur de la propriété foncière et non le tribunal mixte qui doit examiner les modifications survenues postérieurement au jugement d'immatriculation et avant la délivrance du titre de propriété. Il importe peu, d'ailleurs, que dans son jugement d'immatriculation, le tribunal mixte ait prescrit une rectification de bornage à exécuter par le service topographique avant l'établissement du titre de propriété: en effet, cette prescription ne réserve aucune partie du débat et elle dessaisit complètement le tribunal mixte. (Mixte, 5 septembre 1896, *J. T.* 96, 447.)

Il ne peut donc être fait état d'une constitution de habous portant sur une propriété immatriculée et antérieure à l'immatriculation. (Tunis, 20 mars 1895, *J. T.* 95, 338.)

Ce texte fait obstacle à ce qu'une personne puisse obtenir du tribunal français la reconnaissance de son droit de copropriété sur un immeuble immatriculé au nom d'un tiers alors que le tribunal mixte, en ordonnant l'immatriculation dans ces conditions, a déjà débouté cette même personne de ses prétentions à la copropriété dont il s'agit. Une telle instance se heurte à l'obstacle de la chose jugée et à des règles de compétence qui sont d'ordre public, de telle sorte que la juridiction française doit se dessaisir d'office. (Tunis, 11 novembre 1892, *J. T.* 94, 566.)

Cette règle forme obstacle à ce que l'on puisse attribuer à un tiers la propriété qu'il prétend avoir immatriculée à son préjudice au nom d'une autre personne. (Tunis, 4 décembre 1895, *J. T.* 96, 53.)

Le principe posé par l'article 2 ne peut s'entendre que des titres de propriété établis et dressés en conformité de la loi foncière. (Sousse, 28 novembre 1895, *J. T.* 96, 107.)

---

770 27 novembre 1888

(*23 rebiâ el aouel 1306*)

PROMULGUÉ LE 28 NOVEMBRE 1888

Décret relatif à la compétence des tribunaux français en matière administrative.

(OFFICIEL, 1888, 349)

Vu le décret du 18 avril 1883 (10 djoumadi ettani 1300) portant promulgation dans la Régence, de la loi du 27 mars 1883, sur l'organisation de la juridiction française en Tunisie;
Vu les décrets du 5 mai 1883 (27 djoumadi ettani 1300) et du 31 juillet 1884 (7 chaoual 1301) etendant la juridiction française en Tunisie;
Sur le rapport de notre Premier Ministre;

Article 1er. — Sont soumises aux juridictions civiles instituées dans la Régence, dans la limite de la compétence attribuée à chacune d'elles (*a*), toutes les instances tendant à faire déclarer l'Administration débitrice, soit à raison de l'inexécution des marchés conclus par elle, soit à raison des travaux qu'elle a ordonnés, soit à raison de tout acte de sa part ayant, sans droit, porté préjudice à autrui (*b*).

(*a*) Ce texte doit être interprété en ce sens qu'il n'attribue pas la compétence administrative à titre exclusif aux tribunaux français et qu'en cette matière, comme en toute autre, l'affaire échappe à la juridiction française, dès qu'elle s'agite entre Tunisiens. Il n'est pas contestable, d'ailleurs, que les administrations du Gouvernement beylical sont de nationalité tunisienne (Sousse, 30 décembre 1897, *J. T.* 98, 194 — Tunis, 24 juin 1889, *J. T.* 89, 141.)

En Tunisie, où les tribunaux civils sont investis de la compétence administrative, le juge du fond est en même temps le juge du provisionnel. (Alger, 11 mai 1891, *J. T.* 91, 224.)

(*b*) L'arrêté de révocation légalement pris d'un fonctionnaire tunisien ne rentre pas dans cette catégorie. (Tunis, 28 mars 1900, *J. T.* 900, 591.)

Les juridictions civiles ne sauraient, sans commettre un excès de pouvoir, s'immiscer dans les actes de gestion de l'Administration entrepris en vue d'un intérêt général; elles ne peuvent, par exemple, ordonner la délimitation d'un terrain faisant partie du domaine public sur la demande d'un particulier. (Tunis, 18 mai 1899, *J. T.* 96, 360.)

Ce contentieux ne saurait comprendre les actions en revendication, contre l'État, de terrains dont il se serait indûment emparé, le caractère d'une pareille action étant purement immobilier et relevant dès lors de la juridiction civile. (Tunis, 12 avril 1899, *J. T.* 99, 654.)

Le décret du 7 novembre 1888 n'a pu attribuer aux tribunaux français en Tunisie que le contentieux administratif local, dans lequel le Gouvernement tunisien est directement intéressé; mais il n'a pu exercer aucune influence sur la compétence relative aux travaux publics exécutés en Tunisie pour le compte du Gouvernement français. En conséquence, et par suite de l'absence de juridiction administrative en Tunisie correspondant aux conseils de préfecture, c'est au Ministre de la guerre de France, juge ordinaire du contentieux administratif qu'il appartient de statuer, sauf recours au Conseil d'État. (Alger, 8 février 1899, *J. T.* 99, 224.)

On doit considérer comme rentrant dans ce contentieux l'action intentée contre le Gouvernement tunisien « en la personne du Premier Ministre du Bey ou du Directeur général des finances » pour le faire condamner au paiement d'une somme dont le demandeur se dit créancier à la suite d'opérations faites avec ce Gouvernement et consistant en escompte de bons du Trésor ou en achat de blés à livrer. (Cass., 14 janvier 1896, *D. J. G.* 96, I, 174.)

Les tribunaux français sont compétents pour connaître d'une demande en restitution de cautionnement exercée à l'encontre du Gouvernement tunisien par un de ses agents comptables. Mais ils doivent surseoir à statuer jusqu'à ce que l'opération de l'apurement des comptes et de la vérification de la gestion de l'agent ait été effectuée par l'autorité compétente. (Paix, Tunis, 13 janvier 1897, *J. T.* 97, 158.)

L'interprétation des tarifs des ports tunisiens rentre dans la compétence administrative attribuée aux tribunaux français en matière administrative par le décret du 27 novembre 1888. (Tunis, 13 décembre 1899, *J. T.* 900, 144.)

L'autorité judiciaire est incompétente pour accorder en matière administrative une autorisation refusée par une municipalité, dans l'espèce une autorisation de réparer des édifices frappés par un plan d'alignement régulièrement approuvé. Cette incompétence est d'ordre

Doivent être portées devant les mêmes juridictions les actions intentées par les autorités administratives contre les particuliers.

Art. 2. — Les affaires sont toujours réputées sommaires et instruites comme telles devant les tribunaux et la Cour d'appel (a). Toutefois, le ministère des défenseurs n'est pas obligatoire (b). Les parties intéressées peuvent présenter elles-mêmes leurs observations ou les adresser sous forme de mémoires signifiés à la partie adverse et déposés au greffe. Dans le cas où les parties seraient représentées par un mandataire, ce mandataire ne pourra être choisi que parmi les défenseurs ou les avocats (1). Toutefois, les administrations publiques seront valablement représentées par un de leurs fonctionnaires.

Art. 3. — Il est interdit aux juridictions civiles d'ordonner, soit accessoirement à l'une des demandes ci-dessus, soit principalement, toutes mesures dont l'effet serait d'entraver l'action de l'Administration, soit en portant obstacle à l'exécution des règlements légalement pris par elle, soit en enjoignant l'exécution ou la discontinuation de travaux publics, ou en modifiant l'étendue et le mode d'application (c).

Art. 4. — Il est également interdit aux juridictions civiles de connaître de toutes demandes tendant à faire annuler un acte de l'Administration, sauf le droit pour la partie intéressée de poursuivre par la voie gracieuse la réformation de l'acte qui lui fait grief.

Art. 5. — Les décisions rendues en matière administrative seront toujours susceptibles d'appel (a). L'appel est suspensif (b). La juridiction saisie de l'appel statue en dernier ressort.

Aucun recours en cassation ne peut avoir lieu, si ce n'est pour excès de pouvoir résultant de la violation des articles 3 et 4 ci-dessus. Dans ce cas, le recours peut être formé directement contre toute décision en premier ou dernier ressort, soit d'office, par le Ministère public, soit, à la requête du Résident général, par le Ministre de la justice (c). Ce recours est suspensif.

L'annulation prononcée par la Cour de cassation est opposable à toutes les parties en cause.

---

public et peut être soulevée en tout état de cause. (Sousse, 29 janvier 1891, *J. T.* 92, 77.)

L'action en dommages-intérêts pour arrestation arbitraire et illégale, intentée par des Tunisiens contre un Contrôleur civil et un Caïd tunisien, est recevable par la justice française, parce que le fait allégué ne constitue pas un acte administratif, mais une faute lourde et personnelle imputable seulement à ses auteurs. (Tunis, 14 juin 1899, *J. T.* 900, 364.)

Les litiges qui se rapportent à l'armée française ne font pas partie de la compétence administrative des juridictions françaises en Tunisie. (Tunis, 28 février 1900, *J. T.* 900, 498.)

Les tribunaux français de Tunisie sont incompétents pour connaître d'un litige relatif au génie militaire français, lequel est une branche du Ministère de la guerre de la République française et relève de ce chef de la juridiction administrative de la Métropole. (Tunis, 20 décembre 1899, *J. T.* 900, 146.)

Les particuliers qui concourent à l'adjudication des travaux exécutés par le Ministre de la guerre de France dans la Régence de Tunis, acceptent toutes les clauses du cahier des charges, notamment celle qui attribue compétence pour toutes les difficultés relatives au marché, à la juridiction administrative. Ils ne peuvent donc recourir à une autre juridiction sans violer leur contrat. L'entrepreneur qui veut former une demande contre l'État doit provoquer d'abord, à ce sujet, une décision du Ministre qui a conclu le marché, et si ce dernier refuse de lui donner satisfaction, soumettre directement le litige au Conseil d'État. (Tunis, 17 décembre 1894, *J. T.* 96, 430.)

Le préfet d'Alger ne peut proposer le déclinatoire et élever le conflit devant la Cour d'appel d'Alger que dans les affaires qui ont été soumises aux tribunaux dans la circonscription de son département : il ne le peut pas à l'occasion d'une affaire jugée en première instance par le tribunal de Sousse. (Conflits, 2 juillet 1896, *J. T.* 98, 393.)

Les tribunaux français ne peuvent recevoir une action qui, par sa nature, doit être renvoyée au Ministre de la guerre de France, en premier ressort et au Conseil d'État, sur recours ; c'est-à-dire une action ayant pour objet de faire déclarer l'État français débiteur, à raison d'engagements pris en Tunisie par un de ses agents. (Tunis, 31 juillet 1891, *J. T.* 95, 215.)

Malgré ce décret, c'est au Ministre de la guerre qu'il appartient de statuer, sauf recours au Conseil d'État, sur une contestation relative à des travaux exécutés dans un pays de protectorat pour le compte de son département. (Cons. d'État, 21 décembre 1888, *D. J. G.* 90, III, 13.)

(1) Conf. décrets des 18 avril 1888, art. 10 et 1er octobre 1887.

(a) Il n'y a pas possibilité de joindre une instance de nature administrative avec une instance purement civile, en raison des procédures différentes établies par la loi pour chacune de ces matières. (Tunis, 21 février 1898, *J. T.* 98, 186 *bis*.)

(b) Il n'y a pas lieu à distraction des dépens au profit de l'avocat-défenseur qui s'est présenté. (Tunis, 23 mai 1898, *J. T.* 98, 299 ; 6 avril 1895, *J. T.* 95, 341 ; 9 avril 1894, *R. A.* 94, II, 338 ; 16 janvier 1893, *J. T.* 97, 298.)

(c) Il en résulte que les juridictions civiles n'ont pas qualité pour examiner la valeur des propositions, faites par l'exproprié, et ayant pour objet de faire échec au décret d'expropriation. (Tunis, 28 mars 1900, *J. T.* 900, 372.)

Cette disposition est sans application à une demande d'indemnité pour emprise d'un terrain par l'État, alors que cette demande n'implique ni l'annulation, ni même la modification d'un acte quelconque de l'Administration. (Alger, 20 juin 1899, *J. T.* 99, 546.)

Cette règle ne fait pas obstacle à ce que les Tribunaux civils contrôlent et apprécient la régularité des actes administratifs qui leur sont produits. Ils peuvent notamment se refuser à en tenir compte en faveur des prétentions de la partie qui l'invoque, si toutes les conditions imposées par la loi pour sa validité n'ont pas été remplies. (Tunis, 25 juin 1892, *J. T.* 93, 50.)

Les travaux ayant pour but d'assurer le fonctionnement d'un service public et créés en vertu d'une décision de l'autorité administrative compétente ont le caractère de travaux publics. (Tunis, 24 avril 1893, *R. A.* 93, II, 412.)

L'action en dommages-intérêts formée contre l'Administration par un Tunisien pour le préjudice que lui cause l'établissement, auprès de son habitation, de machines destinées à produire l'éclairage électrique de l'Hôtel des Postes, est à bon droit portée devant les Tribunaux civils ; mais la demande tendant à la suppression ou à la modification desdites machines ne peut être régulièrement soumise à la juridiction de ces Tribunaux. (Alger, 17 février 1894, *D. J. G.* 95, II, 46.)

(a) Cette règle ne saurait recevoir une interprétation extensive. (Tunis, 8 février 1899, *J. T.* 900, 92.)

Est recevable l'appel d'un jugement de justice de paix rendu en matière administrative sur un litige même rentrant dans le taux ordinaire du dernier ressort. (Tunis, 23 mai 1898, *J. T.* 98, 299, 28 mars 1898, *J. T.* 98, 264 ; Sousse, 16 décembre 1897, *J. T.* 98, 270 ; Tunis, 6 avril 1895, *J. T.* 95, 341.)

(b) Tunis, 9 avril 1894, *R. A.* 94, II, 338.

(c) Est irrecevable le pourvoi formé par toute autre personne. (Cass., 26 mai 1894, *J. T.* 94, 458.)

Il ne saurait émaner d'un simple particulier. (Cass., 14 janvier 1896, *D. J. G.* 96, I, 174.)

Le pourvoi formé par l'Administration des travaux publics de la Régence de Tunis doit être déclaré non recevable comme fait par une personne sans qualité. (Cass., 20 juin 1894, *D. J. G.* 94, I, 440.)

(d) En Algérie, dans les localités où il n'existe pas de charges de Commissaires-priseurs, ces fonctions sont confiées aux Greffiers de paix titulaires du diplôme prévu par l'article 12 du décret du 3 septembre 1885, à l'exclusion de tous autres. Ce régime est applicable à la Tunisie en vertu de la loi du 27 mars 1883. Un particulier ne saurait en conséquence légalement s'immiscer dans les fonctions de

771 — 20 février 1889

Décret du Président de la République française créant deux charges de Commissaires-priseurs à Tunis.

(Bull. M. J. 1889, 10)

Sur le rapport du Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes ;
Vu la loi du 27 mars 1883 ;
Sur l'avis du Ministre des affaires étrangères ;

Article 1er. — Il est créé à Tunis deux charges de Commissaires-priseurs.

Ces officiers ministériels sont soumis aux règlements qui déterminent en Algérie l'exercice de la même profession, sans préjudice des droits que les règlements du Gouvernement tunisien assurent aux crieurs publics indigènes (d).

Art. 2. — Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes, et le Ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

---

772 20 octobre 1889

Décret du Président de la République française créant un office d'huissier à Gabès.

(Bull. M. J. 1889, 301)

---

773 11 décembre 1889

(*17 rebiâ ettani 1307*)

PROMULGUÉ LE 12 DÉCEMBRE 1889

Décret étendant la compétence des juridictions françaises aux infractions relatives à la falsification des substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses.

(Officiel, 1889, 352)

Sur le rapport de notre Premier Ministre ;

Article unique. — Les juridictions françaises établies dans la Régence sont compétentes pour connaître, quelle que soit la nationalité des inculpés, des infractions prévues et réprimées par le décret du 21 mai 1888 (1) [10 ramadane 1305] sur la fabrication ou l'altération des substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses destinées à être vendues.

---

774 17 janvier 1890

Décret du Président de la République française relatif à la franchise postale (2) des Procureurs de la République en Tunisie.

(Bull. M. J. 1890, 16)

Vu les articles 1 et 2 de l'ordonnance du 17 novembre 1844, sur les franchises postales;

Vu l'article 5 de la convention intervenue entre la France et la Regence de Tunisie, le 20 mars 1888;

Sur le rapport du Président du Conseil, Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies ;

Article 1er. — Les Procureurs de la République en Tunisie sont autorisés à recevoir en franchise, sans condition de contreseing, toutes les lettres ou dépêches qui leur sont adressées, à raison de leurs fonctions, des localités situées dans le ressort de leur Parquet.

Art. 2. — Le Président du Conseil, Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, est chargé de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

PERSONNES qui jouissent de la franchise et qui peuvent contresigner leurs correspondances de service.	DESTINATAIRES des correspondances expédiées en franchise.	ÉTENDUE de la franchise.
—	—	—
	1° *Franchise postale*	
Juges de paix.	Premier Président de la Cour d'appel	Ressort de la Cour.
	Président de Cour d'assises, Président du Tribunal. . . .	Tunisie.
	Procureurs généraux et Procureurs de la République . . . Juges d'instruction.	Toute la République.
	Contrôleur civil	Canton.
	Agents consulaires de France .	Canton.
	Président du Tribunal mixte. .	Tunisie.
	Président des municipalités . .	Canton.
	Administrateur des domaines .	Tunisie.
	Juges de paix	Ressort de la Cour.
	Conservateur de la propriété foncière	Tunisie.
	Payeur principal de la division d'occupation (Conf décret du 29 décembre 1897 [v° Trésor français])	Tunisie
	Préposés payeurs	Canton.
	Caïds, Khalifas, Cheiks	Canton.
	Commissaires près les Conseils de guerre maritimes permanents . . . . . Commissaires du Gouvernement près les Conseils de guerre et de revision	Toute la République.
	Directeur des forêts	Tunisie.
	Chef des circonscriptions forestières	Tunisie.
	Chef du service topographique.	Tunisie.
	Commandant des brigades de gendarmerie (Conf. arrêté du 2 septembre 1890)	Canton.
	Officiers de police judiciaire (Conf. décrets des 15 février 1898 et 4 mai 1900).	Arrondissement.
	Commissaires de police (Conf décret du 17 avril 1897 [v° Police])	Canton.
Juges de paix de cantons contigus à l'Algérie.	Administrateurs des communes algériennes limitrophes . . .	Ces communes.
	Et réciproquement....	
	2° *Franchise télégraphique.*	
Juges de paix.	Premier Président	Algérie.
	Président du Tribunal.	Tunisie.
	Procureurs de la République. .	Tunisie et Algérie.
	Contrôleurs civils et Agents consulaires ou Vice-Consuls de France.	Canton.
	Président du Tribunal mixte. .	Tunisie.
	Président des municipalités . .	Canton.
	Caïds, Khalifas, Cheiks	Canton.
	Directeur des forêts	Tunisie.
	Chef des circonscriptions forestières	Tunisie.
	Chef du service topographique.	Tunisie.
	Commissaire central de police (Conf. décret du 17 avril 1897 [v° Police]).	Tunisie.
	Commandant des brigades de gendarmerie (Conf. arrêté du 2 septembre 1890)	Canton.
Juges de paix de cantons contigus à l'Algérie.	Administrateurs des communes algériennes limitrophes . . .	Ces communes.
	Et réciproquement....	

Commissaire-priseur dans les localités où il existe un Greffier de Justice de paix titulaire de ce diplôme (Paix, Sfax, 18 décembre 1889, *J. T.* 90, 13.)

Il n'existe aucun monopole en Tunisie pour les Greffiers de paix qui y font fonction de Commissaires-priseurs relativement aux ventes de récoltes ou de fruits pendants, et les vendeurs, même européens, ont le droit de recourir au ministere des notaires tunisiens. (Sousse, 27 juillet 1899, *J. T.* 900, 559)

Le monopole des Commissaires-priseurs en Tunisie s'applique à la vente de tous les objets appartenant à des Européens ou protégés. La réserve au profit des crieurs publics indigènes ne peut s'entendre que pour les objets appartenant à des sujets tunisiens. (Sousse, 20 août 1890, *J. T* 90, 247)

(1) Conf. décret du 27 janvier 1897 (v° Denrées alimentaires) qui abroge le décret du 26 octobre 1892, lequel rapportait celui du 21 mai 1888.

(2) Conf. arrêté du 2 septembre 1890. — Une circulaire du Parquet de Tunis du 15 juin 1895 donne le tableau suivant des franchises dont les Juges de paix jouissent en Tunisie :

De plus, une circulaire du même Parquet, du 7 mai 1898, informe les Juges de paix de l'arrondissement de Tunis qu'ils jouissent de la franchise télégraphique entre eux pour se signaler la fuite d'un inculpé ou l'existence de pièces à conviction importantes.

775 21 janvier 1890

Décret du Président de la République française modifiant le décret du 1er décembre 1887, instituant un Tribunal à Sousse.

(Officiel, 1890, 33)

Sur le rapport du Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes;

Vu la loi du 27 mars 1883, portant organisation de la juridiction française en Tunisie;

Vu le décret du 1er décembre 1887, instituant à Sousse un Tribunal de 1re instance;

Le Conseil d'État entendu;

Article 1er. — Le paragraphe 1er de l'article 3 du décret du 1er décembre 1887 est remplacé par la disposition suivante : ..... (*Conf. ce décret.*)

Art. 2. — Le traitement du Substitut est fixé à 5,000 fr., celui du Commis-greffier à 2,800 fr.

En conséquence, le tableau annexé au décret précité est modifié et reste établi ainsi qu'il suit : . . . . . (*Conf. ce décret.*)

Art. 3. — Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes, et le Ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

---

776 24 janvier 1890

Décret du Président de la République française créant un office d'huissier à Mahdia.

(Bull. M. J. 1890, 23)

---

777 31 janvier 1890

Décret du Président de la République française créant à Sousse et à Sfax une charge de Commissaire-priseur.

(Officiel, 1890, 61)

Sur le rapport du Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes;

Vu la loi du 27 mars 1883 et le décret du 20 février 1889;

Article 1er. — Il est créé à Sousse et à Sfax une charge de Commissaire-priseur.

Ces officiers ministériels sont soumis aux règlements qui déterminent en Algérie l'exercice de la même profession, sans préjudice des droits que les règlements du Gouvernement tunisien assurent aux crieurs publics indigènes (1).

Art. 2. — Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes, et le Ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

(1) Conf. décret du 20 février 1889, art. 1er, note.

---

778 24 février 1890

Décret du Président de la République française créant des Justices de paix à Souk-el-Arba, Nabeul et Gabès.

(Officiel, 1890, 67)

Sur le rapport du Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes, et du Ministre des affaires étrangères;

Vu la loi du 27 mars 1883 portant organisation de la juridiction française en Tunisie;

Vu les décrets du 29 octobre 1887 et du 30 janvier 1890;

Le Conseil d'État entendu;

Article 1er. — Il est institué dans la Régence de Tunis trois Justices de paix qui auront leur siège à Souk-el-Arba, à Nabeul (1) et à Gabès,

Art. 2. — Ces juridictions se composent d'un Juge de paix, d'un ou plusieurs suppléants, d'un Greffier, de Commis-greffiers, s'il y a lieu; d'un Interprète judiciaire et d'un Officier de police judiciaire remplissant les fonctions de Ministère public.

Les traitements sont fixés conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 3. — § 1er. (*Abrogé par décret du 3 mai 1897, art. 4.*)

§ 2. Le ressort de la Justice de paix de Nabeul comprend..... le Caïdat de Nabeul (1).

§ 3. Le ressort de la Justice de paix de Gabès comprend le Gouvernement de l'Arad et le Caïdat de Nefta (2).

Art. 4. — Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes, et le Ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

---

779 Annexe au décret du 24 février 1890

Tableau fixant le traitement (3) des Magistrats et du personnel des Justices de paix de Souk-el-Arba (4), de Nabeul (1) et de Gabès.

Juge de paix	3,500 fr.
. . . . .	»
Greffier	2,000
Commis-greffier	500
Interprète	2,000
Officier de police judiciaire	2,000

---

780 24 février 1890

Décret du Président de la République française instituant des emplois près les Justices de paix de Souk-el-Arba, Nabeul et Béja.

(Bull. M. J. 1890, 52)

Sur le rapport du Garde des sceaux, Ministre de

(1) Cette Justice de paix n'est plus régulière Le Juge de paix de Grombalia s'y transporte en audience foraine. — Conf. décret du 9 janvier 1899 et arrêté du 10 janvier 1893.

(2) Conf etiam décret du Président de la République française du 26 septembre 1891 (*Bull. M. J.* 1891, 351).

(3) Ce tableau ne concerne plus que Gabès (voir notes 1 et 4).

(4) Conf. decret du 3 mai 1897, art. 5.

la justice et des cultes, et du Ministre des affaires étrangères;

Vu le décret en date de ce jour qui institue des Justices de paix à Souk-el-Arba, Nabeul et Gabès;

Vu le décret du 20 octobre 1889 qui a institué un office d'huissier à Gabès;

Article 1er. — Un emploi de suppléant rétribué et un emploi de commis-greffier rétribué sont institués près la Justice de paix de Souk-el-Arba (1).

Art. 2. — Il est créé un emploi d'huissier à Souk-el-Arba, à Béja et à Nabeul.

Art. 3. — Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes, et le Ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

---

781 4 avril 1890

Décret du Président de la République française créant un second office d'huissier à Sfax.

(Bull. M. J. 1890, 214)

---

782 2 septembre 1890

Arrêté du Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies de la République française relatif aux franchises télégraphiques des chefs de brigade de gendarmerie (2)

(J. T. 1891, 169)

Article 1er. — Les chefs de brigade de gendarmerie sont admis à correspondre en franchise par la voie télégraphique, dans les conditions indiquées ci-dessous :

1° Pour les correspondances judiciaires urgentes adressées aux Parquets (dans les seules localités où il y a une brigade de gendarmerie et pas de Justice de paix), franchise limitée à la correspondance avec le Procureur de la République de l'arrondissement judiciaire et avec l'officier de gendarmerie dont ils dépendent ;

2° Pour toutes les autres correspondances urgentes, franchise limitée à la correspondance avec les chefs directs dont ils dépendent et avec leurs collègues des circonscriptions limitrophes de la leur, même en dehors de la légion.

Art. 2. — Ces dispositions sont applicables en France, en Algérie et en Tunisie.

---

783 19 février 1891

Décret du Président de la République française instituant une seconde Justice de paix à Tunis.

(Officiel, 1891, 69)

Sur le rapport du Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes, et du Ministre des affaires étrangères;

Vu la loi du 27 mars 1883, portant organisation de la juridiction française en Tunisie;

Vu les décrets des 14 avril 1883, 7 avril 1888 et 24 février 1890;

Le Conseil d'État entendu;

Article 1er. — Il est institué une seconde Justice de paix à Tunis.

Les deux Justices de paix de Tunis prendront la dénomination de Justice de paix nord et de Justice de paix sud de Tunis.

Art. 2. — Le ressort de la Justice de paix nord comprend la partie du territoire détachée de l'ancienne Justice de paix unique de Tunis et située au nord d'une ligne figurée aux deux plans ci-annexés, partant du pont de bateaux, traversant Tunis, de la douane à Bab-Sidi-Abdallah, suivant d'abord la conduite d'eau de Zaghouan jusqu'à son intersection avec l'Oued-Milian, puis ce cours d'eau jusqu'au pont du Fahs.

Art. 3. — Le ressort de la Justice de paix sud comprend les parties des territoires de l'ancienne Justice de paix unique de Tunis et de la Justice de paix de La Goulette, situées au sud de la ligne déterminée à l'article 2.

Art. 4. — Le ressort de la Justice de paix de La Goulette comprend la partie du cercle de Tunis située entre la mer, le lac Bairah et une ligne allant de Gammart à l'Aouina, conformément aux plans ci-annexés.

Art. 5. — Le Tribunal de paix nord se compose d'un Juge de paix, d'un suppléant rétribué, d'un ou plusieurs suppléants, d'un greffier et d'un commis-greffier.

Le Tribunal de paix sud se compose d'un Juge de paix, d'un ou plusieurs suppléants, d'un greffier et, s'il y a lieu, d'un commis-greffier.

Art. 6. — Le personnel de la Justice de paix nord assure le service de la Justice de paix de La Goulette.

Le Juge de paix tient ses audiences, soit à Tunis, soit à La Goulette, suivant que les affaires sont du ressort de l'une ou de l'autre Justice de paix.

Art. 7. — Le service des greffes des tribunaux de simple police de Tunis et de La Goulette est assuré par le greffier de la Justice de paix nord de Tunis.

Un officier de police judiciaire est attaché à chacun de ces tribunaux pour y remplir les fonctions de Ministère public.

Art. 8. — Un seul interprète est attaché aux deux Justices de paix de Tunis et à celle de La Goulette.

Art. 9. — Les traitements des Juges de paix, du suppléant rétribué, des greffiers, des commis-greffiers, de l'interprète et des officiers de police judiciaire, sont fixés conformément aux tableaux annexés à la loi du 27 mars 1883 et au décret du 7 avril 1888.

---

1) Conf. décret du 3 mai 1897, art. 4 et 5
2) Conf. décret du 17 janvier 1890.

Art. 10. — Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes, et le Ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

---

784 11 juillet 1891

(*4 hdjà 1308*)

PROMULGUÉ LE 12 JUILLET 1891

Décret soumettant à la juridiction française toutes les contestations concernant l'Office des postes et des télégraphes de la Régence(1).

(Officiel, 1891, 186)

Vu le décret du 1er chaoual 1305 (11 juin 1888), portant création d'un Office tunisien des postes et des télégraphes et notamment le dernier paragraphe de l'article 1er ainsi conçu : ..... (*Conf. ce décret.*)

Vu les décrets du 30 redjeb 1306 (1er avril 1889), relatif à la contrefaçon des timbres étrangers, du 18 chaoual 1306 (17 juin 1889), relatif à la protection des câbles sous-marins, et du 8 kâda 1306 (6 juillet 1889), relatif à l'établissement des lignes télégraphiques qui portent que les infractions à leurs dispositions seront soumises à la juridiction des tribunaux français et jugees d'apres la loi française ;

Considérant que la création récente d'un réseau téléphonique a donné lieu à des questions nouvelles qu'il est de notre intention de soumettre à la juridiction française comme nous en avons décidé pour toutes les affaires en matière de poste et de télégraphe ;

Article 1er. — Toutes les contestations concernant l'Office des postes et des télégraphes de la Régence rentreront dans la compétence des juridictions françaises, que cette Administration soit demanderesse ou défenderesse et quelle que soit la nationalité de la partie adverse (1).

Art. 2. — Notre Premier Ministre et le Directeur de l'Office des postes et des télégraphes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

---

785 9 janvier 1893

Décret du Président de la République française transférant à Grombalia, le siège de la Justice de paix de Nabeul(2).

(Bull. M. J. 1893, 5)

Vu le décret du 9 janvier 1893, autorisant la translation à Grombalia du siège de la justice de paix, établi à Nabeul ;

Article 1er. — Une audience foraine bimensuelle de la Justice de paix de Grombalia est instituée à Nabeul, où elle se tiendra le vendredi.

Art. 2. — Les droits et indemnités occasionnés par les audiences seront réglés conformément aux dispositions du décret du 10 août 1875.

---

786 10 janvier 1893

Arrêté du Ministre de la justice instituant à Nabeul une audience foraine de la Justice de paix de Grombalia.

(Officiel, 1893, 69)

Vu la loi du 27 mars 1883, portant organisation de la juridiction française en Tunisie ;

Vu l'article 15 du décret du 10 août 1875 ;

Vu le décret du 24 février 1890 portant création de trois justices de paix en Tunisie ;

---

787 25 avril 1893

Décret du Président de la République française créant un office d huissier à Kairouan.

(Bull. M. J 1893, 54)

---

788 29 novembre 1893

Décret du Président de la République française relatif à la désignation des assesseurs aux Tribunaux de Tunis et de Sousse, statuant en matière criminelle(1) [a].

(Officiel, 1893, 385)

Sur le rapport du Garde des sceaux, Ministre de la justice ;

Vu l'article 4, paragraphes 3 et 4, de la loi du 27 mars 1883, portant organisation de la juridiction française en Tunisie ;

Vu les décrets des 14 avril 1883, 9 juillet 1884, 22 novembre 1884, 12 décembre 1885, 25 juin 1888, relatifs aux conditions dans lesquelles sont designés les assesseurs des Tribunaux de Tunis et de Sousse statuant en matiere criminelle ;

Le Conseil d'État entendu ;

Article 1er. — La liste générale des assesseurs est composée de deux cent trente noms, pour le Tribunal de Tunis, et de deux cent cinq noms pour le Tribunal de Sousse ; elle est divisée en trois catégories distinctes :

La première catégorie comprend les noms des assesseurs français ;

La deuxième catégorie, les noms des assesseurs étrangers ;

La troisième catégorie, les noms des assesseurs indigènes.

Pour la première catégorie, le nombre des assesseurs est de cent dans l'arrondissement de

---

(1) Conf. décret du 18 janvier 1893.

(2) Conf. arrêté du 10 janvier 1893. — Le ressort de la Justice de paix de Grombalia comprend les Caïdats de Nabeul et de Soliman.

(1) Conf protocole du 25 janvier 1884, art 8 (v° Traités).

(*a*) En admettant que les assesseurs à un Tribunal criminel soient tenus des obligations imposées aux jurés par l'article 353 C. instr crim , une communication au dehors ne saurait à elle seule emporter la peine de nullité , il faudrait encore qu'il apparût que la communication des assesseurs avec le public a été de nature à porter atteinte aux droits de la defense. (Cass , 23 février 1894, *J. T.* 94, 258)

N'est pas recevable le moyen de nullité invoqué contre le jugement d'un Tribunal criminel de Tunisie, tiré de ce que l'un des assesseurs aurait été creancier de l'accusé, alors que celui-ci a exercé librement son droit de recusation, que d'ailleurs il n'a pris devant le Tribunal aucune conclusion relative à ce grief et n'établit pas qu'il soit débiteur de l'assesseur en question. (Cass , 10 août 1893, *J T.* 94, 425)

Le serment des assesseurs des Tribunaux criminels de Tunisie, quoique n'ayant pas été réglementé par la loi, constitue une formalite substantielle. Dans le silence de la loi sur ce point spécial, on doit se référer à l'article 7 de la loi du 27 mars 1883 qui rend applicables en Tunisie les regles de procédure et d'instruction suivies en Algérie ; d'où il suit que le serment desdits assesseurs doit être prêté dans les termes de l'article 312 C. instr crim. comme celui des jurés des Cours d'assises d'Algérie (Cass , 20 juin 1889, *J T.* 89, 140 — Cass., 29 juin 1889, *J. T* 89, 164.)

Tunis et de soixante-quinze dans l'arrondissement de Sousse. Pour chacune des deux autres catégories, il est de soixante-cinq.

Art. 2. — Les listes des assesseurs siégeant aux Tribunaux de Tunis et de Sousse, dans les cas où ils statuent en matière criminelle, sont dressées par des commissions ainsi composées :

En ce qui concerne la désignation des assesseurs français : 1° le Président du Tribunal ; 2° le Procureur de la République ; 3° à Tunis, le Contrôleur civil faisant fonctions de vice-consul ou, à son défaut, un fonctionnaire désigné par le Ministre des affaires étrangères ; à Sousse, un vice-président français de la municipalité désigné par le Résident général ; 4° le Président de la Chambre de commerce française.

En ce qui concerne la désignation des assesseurs de nationalité étrangère : 1° le Président du Tribunal ; 2° le Procureur de la République ; 3° deux notables désignés par les représentants des puissances étrangères.

En ce qui concerne la désignation des assesseurs indigènes : 1° le Président du Tribunal ; 2° le Procureur de la République ; 3° deux fonctionnaires ou notables désignés par décret de S. A. le Bey.

Toutes ces commissions sont présidées, pour le Tribunal de Tunis, par le Résident général de France en Tunisie ou son représentant et, pour le Tribunal de Sousse, par le Contrôleur civil faisant fonctions de vice-consul à Sousse ou son représentant.

Art. 3. — Les listes sont dressées en double exemplaire ; un exemplaire est déposé au greffe du Tribunal, l'autre reste aux archives de la Résidence.

Les listes sont permanentes jusqu'à leur renouvellement.

Art. 4. — Les commissions instituées en l'article 2 sont convoquées chaque année, à Tunis, par le Résident général de France, et à Sousse par le Contrôleur civil faisant fonctions de vice-consul, dans le courant du mois de décembre, pour procéder au renouvellement des listes d'assesseurs qui sont appliquées du 1er janvier au 31 décembre de chaque année.

Art. 5. — Les assesseurs sont choisis parmi les personnes âgées de trente ans au moins et d'une honorabilité reconnue.

Leurs fonctions sont incompatibles avec celles de fonctionnaire français (a) ou étranger en Tunisie, de militaire et marin en activité de service, de fonctionnaire tunisien, civil ou militaire. Ne peuvent être assesseurs les domestiques ou serviteurs à gages.

Art. 6. — Un mois au moins avant l'ouverture de chaque session criminelle, le Président du Tribunal tire au sort, en chambre du conseil, sur les listes générales, les noms des assesseurs qui seront appelés, pendant ladite session, à compléter le Tribunal (a).

Ce tirage comprendra, en ce qui concerne la première catégorie, dix-huit noms pour le Tribunal de Tunis et seize noms pour le Tribunal de Sousse ; en ce qui concerne chacune des autres catégories, il comprendra quatorze noms.

Les noms des assesseurs qui auront rempli leurs fonctions durant une session ne seront pas compris dans les autres tirages de l'année courante.

Art. 7. — Si l'accusé ou l'un des accusés est Français ou protégé français, six assesseurs de la première catégorie siègent comme adjoints au Tribunal.

Si les accusés sont tous de nationalité étrangère, trois assesseurs français et trois assesseurs étrangers sont appelés à siéger.

Si les accusés sont tous indigènes, trois assesseurs français et trois assesseurs indigènes sont appelés à siéger.

Si les accusés sont les uns des étrangers et les autres des indigènes, trois assesseurs français, deux assesseurs étrangers et un assesseur indigène sont appelés à siéger.

Art. 8. — Au jour indiqué pour le jugement de chaque affaire, l'appel des assesseurs est fait avant l'ouverture de l'audience, en présence des accusés et du Ministère public (b).

Le Tribunal statue sur les cas d'excuse et il raye de la liste les assesseurs qui sont décédés ou se trouvent frappés d'incapacité légale. Les noms des assesseurs restant sont déposés dans une urne dont ils sont successivement extraits. Un tirage distinct a lieu pour chaque catégorie d'assesseurs. L'accusé premièrement ou son conseil et le Ministère public, avant l'ouverture des débats, peuvent exercer chacun deux récusations, quelle que soit la catégorie à laquelle appartiennent les assesseurs (c). Le tirage cesse pour chaque catégorie lorsqu'il est sorti de l'urne le nombre d'assesseurs non récusés tel qu'il est fixé par l'article 7.

Art. 9. — S'il y a plusieurs accusés, ils peuvent se concerter pour exercer leurs récusations. Ils peuvent aussi les exercer séparément. Dans l'un et l'autre cas, ils ne peuvent excéder le nombre de récusations déterminé par l'article 8. Si les accusés ne se concertent pas pour récuser, le sort règle entre eux le rang dans lequel ils feront leurs récusations.

Dans ce cas, les assesseurs récusés par un seul et dans cet ordre le seront pour tous, jusqu'à ce que le nombre des récusations soit

(a) Un suppléant, même non rétribué, d'une Justice de paix de Tunisie rentre dans cette catégorie (Cass., 28 juillet 1887, *J. T* 89, 47.)

(a) En l'absence du Président du Tribunal, ce tirage est fait valablement par le Vice Président. (Cass., 16 janvier 1891, *J. T* 91, 257.)

(b) C'est une condition absolue de la validité de cette opération. (Cass., 18 octobre 1895, *J. T* 96, 45.)

(c) La notification de la liste des assesseurs permet seule à l'accusé d'exercer son droit de récusation. Cette formalité est substantielle, quoique non prescrite par la loi en termes exprès, et son omission entraîne la nullité du jugement qui a suivi. (Cass., 24 juin 1887, *J. T.* 90, 25.)

épuisé. Les accusés peuvent se concerter pour exercer une partie des récusations, sauf à exercer le surplus suivant le rang fixé par le sort.

Art. 10. — Si, par suite des récusations ou pour toute autre cause, le nombre d'assesseurs non récusés, tel qu'il est fixé par l'article 7, n'est pas atteint dans une catégorie, le Président du Tribunal désigne, en chambre du conseil, en présence de l'accusé et du Ministère public, et par un tirage supplémentaire, les assesseurs qui devront compléter le Tribunal. Ils sont pris dans chaque catégorie parmi les personnes portées sur la liste générale et qui résident dans la ville où siège le Tribunal.

Art. 11. — Si les accusés sont tous de nationalité étrangère, les trois assesseurs étrangers doivent être tirés au sort sur la liste de la session parmi ceux de leur nationalité. S'il n'en existe pas ou si leur nombre est insuffisant, les accusés peuvent désigner les nationalités parmi lesquelles seront pris les assesseurs étrangers. A cet effet, les listes des assesseurs étrangers sont divisées en autant de sections distinctes qu'il existe entre eux de nationalités différentes.

Art. 12. — S'il y a plusieurs accusés étrangers, chacun peut demander un assesseur étranger de sa propre nationalité où, s'il n'en existe pas, de la nationalité de son choix. S'ils sont deux et que le choix doive s'exercer sur trois assesseurs, le sort indique celui des accusés qui peut en demander deux. Si le nombre des accusés dépasse celui des choix à faire, le sort désigne celui ou ceux qui peuvent choisir la nationalité des assesseurs, le tout sans préjudice de l'exercice du droit de récusation tel qu'il est réglé par les articles 8 et 9.

Art. 13. — Les accusés étrangers ou indigènes peuvent demander que le Tribunal se complète par l'adjonction d'assesseurs de la première catégorie. En cas de désaccord entre eux sur ce point, il sera procédé comme suit : s'ils sont deux, le sort indique celui des accusés dont l'option aura effet pour deux assesseurs ; s'ils sont trois, il est donné suite à l'option de chacun d'eux ; s'ils sont plus de trois, le sort indique le rang suivant lequel les options sont faites.

Art. 14. — Sont abrogés les décrets des 14 avril 1883, 9 juillet 1884, 22 novembre 1884, 12 décembre 1885, 25 juin 1888.

Art. 15. — Le Garde des sceaux, Ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

---

789 1er juillet 1895

Décret du Président de la République française créant une Justice de paix à Kairouan.

(Bull. M. J. 1895, 102)

Sur le rapport du Garde des sceaux, Ministre de la justice, et du Ministre des affaires étrangères ;

Vu la loi du 27 mars 1883, portant organisation de la juridiction française en Tunisie ;
Vu le décret du 29 octobre 1887 ;
Le Conseil d'État entendu ;

Article 1er. — Il est institué, dans la Régence de Tunis, une Justice de paix qui a son siège à Kairouan.

Art. 2. — Le ressort de cette Justice de paix comprend la circonscription du Contrôle civil de Kairouan.

Art. 3. — Cette juridiction se compose :

D'un Juge de paix ; d'un ou plusieurs suppléants non rétribués ; d'un Greffier et, s'il y a lieu, d'un Commis-greffier ; d'un Interprète judiciaire ; d'un Officier de police judiciaire remplissant les fonctions de Ministère public.

Art. 4. — Les traitements sont fixés ainsi qu'il suit :

Juge de paix	3,500 fr.
Greffier	2,000
Commis-greffier	500
Interprète	2,000
Officier de police judiciaire	2,000

Art. 5. — Le Garde des sceaux, Ministre de la justice, et le Ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

---

790 31 décembre 1895

Arrêté du Résident général désignant le « Journal officiel tunisien » pour les insertions judiciaires et légales dans toute la Régence et réglementant ces insertions (1).

(Officiel, 1895, 401)

Vu l'article 9 de la loi du 27 mars 1883, portant organisation de la justice française en Tunisie ;

---

(1) Une circulaire du Président du Tribunal de Tunis du 22 février 1900 précise dans les termes suivants les sommes admises en taxe en ce qui concerne les ventes immobilières de l'arrondissement (Extrait) :

Monsieur l'Avocat défenseur,

.....L'arrêté du Résident général du 31 décembre 1895 concernant les insertions n'est pas strictement observé.... ..

Affiches. — Les affiches peuvent se ramener aux trois types suivants.... : 1° 1/4 colombier ; 2° 1/2 colombier ; 3° colombier.

D'après les renseignements recueillis, le prix commercial de ces affiches ne peut dépasser : 1° pour les affiches format 1/4 colombier : 12 fr , 50 exemplaires 15 fr , 100 exemplaires , 2° pour les affiches format 1/2 colombier : 18 fr , 50 exemplaires ; 22 fr 50 c., 100 exemplaires : 3° pour les affiches format colombier : 25 fr , 50 exemplaires : 32 fr , 100 exemplaires.

Pour des ventes importantes, l'affiche peut atteindre le double du format colombier ; dans ce cas, qui doit être d'ailleurs assez rare, si l'affiche est bien rédigée, son prix serait de 64 fr. Ces chiffres ne pourront être en aucun cas dépassés .. .

Placards — Les placards sont généralement la reproduction des insertions parues dans les journaux. Aussi, je vous recommande de les faire imprimer à l'imprimerie du journal qui aura publié l'insertion Vous pourrez ainsi les obtenir à des prix très reduits, puisque l'imprimeur n'aura à fournir, la composition étant toute prête, que le papier et un travail matériel peu important pour le tirage des 50 ou 100 exemplaires qui peuvent vous être nécessaires D'ailleurs, en admettant même que les placards fussent imprimés dans une imprimerie autre que celle du journal qui a reçu l'insertion, il ne sera pas admis en taxe plus de 6 fr pour 100 exemplaires de placards ayant le format du timbre de 0 fr. 30 c., 9 fr. pour 100 exemplaires de placards ayant le format du timbre de 0 fr. 60 c. ; 14 fr. pour 100 exemplaires de placards ayant le format du timbre de 0 fr. 90 c. ; 17 fr pour 100 exemplaires de placards ayant le format du timbre de 1 fr 20 c.

Si, pour une vente tres importante, les placards devaient avoir un format plus grand, leurs prix devraient être établis en prenant comme base le format du timbre de 0 fr 30 c Ainsi le prix d'un placard ayant une dimension quatre fois plus grande qu'une feuille de timbre de 0 fr. 30 c serait de 24 fr..... .

Insertions. — Les insertions légales sont réunies par l'arrêté du Résident général du 31 decembre 1895 dans une même publication :

Considérant qu'il importe de réunir, dans une même publication périodique, les annonces judiciaires exigées par les lois pour la validité des procédures et des contrats, tout en assurant aux justiciables la faculté de faire, dans les journaux de leur choix, et sans nouveaux frais, une publicité supplémentaire;

Considérant en outre qu'il y a lieu de supprimer les frais d'annonces légales en matière d'assistance judiciaire, de faillite et de liquidation judiciaire;

Article 1er. — Les annonces judiciaires et légales, prescrites par le droit civil, les Codes de procédure et de commerce, et les lois spéciales, pour la publicité et la validité des actes, des procédures ou des contrats, seront nécessairement insérées, pour toute la Régence, dans le *Journal officiel tunisien*.

Le tarif du prix d'insertion de ces annonces est fixé à vingt-cinq centimes par ligne de trente-quatre lettres de corps huit, l'alphabet entier pris comme type de justification.

Ce tarif sera réduit de moitié, conformément à l'article 5 de la loi du 23 octobre 1884 (1), pour les annonces relatives aux ventes judiciaires d'immeubles dont la mise à prix totale, pour les différents lots compris dans une même adjudication, sera inférieure à 2,000 fr.

Art. 2. — Il ne sera perçu, par l'Administration du *Journal officiel*, que quinze centimes ou sept centimes et demi, suivant les distinctions ci-dessus indiquées, lorsque l'annonce en langue française sera faite en même temps, à la diligence de la partie intéressée, dans un autre journal de la Régence, régulièrement périodique, et qu'il en sera justifié par la production d'un exemplaire du journal ayant publié cette insertion (1).

La différence entre ce tarif réduit et le tarif de l'article 1er, étant motivée par l'insertion dans un autre organe de publicité, sera admise en taxe (1).

Art. 3. — Le *Journal officiel* insérera gratuitement : 1° les annonces nécessaires pour la validité des procédures suivies par application des décrets des 18 juin 1884 et 3 mai 1888, sur l'assistance judiciaire; 2° les publications auxquelles les articles 442 et suivants du Code de commerce, et la loi du 4 mars 1889 assujettissent les opérations en matière de faillite et de liquidation judiciaire.

Art. 4. — Le coût d'un exemplaire légalisé est réglé, non compris le droit d'enregistrement, à cinquante centimes, dont vingt-cinq centimes pour le coût de l'exemplaire et vingt-cinq centimes pour la vacation à la légalisation.

Art. 5. — Le présent arrêté ne s'applique pas aux annonces sommaires autorisées par le Président du Tribunal, en vertu de l'article 697 du Code de procédure civile.

Art. 6. — L'arrêté du 29 décembre 1894 est rapporté.

---

791 28 février 1896

Arrêté du Résident général relatif au tarif réduit des annonces, à percevoir par l'Administration du « Journal officiel ».

(Officiel, 1896, 93)

Vu l'arrêté résidentiel du 31 décembre 1895;

Le tarif réduit à percevoir par l'Administration du *Journal officiel*, dans le cas de l'article 2 de l'arrêté résidentiel du 31 décembre 1895, ne sera applicable à l'avenir qu'autant que la publication facultative aura été faite dans un journal du ressort de l'arrondissement judiciaire.

Il sera réduit d'un tiers, avec application des dispositions du paragraphe 2 dudit article, pour les annonces de l'arrondissement de Sousse.

---

(1) Conf. arrêtés des 28 février 1896 et 22 février 1899.

---

le *Journal officiel*, et ce texte laisse aux justiciables la faculté de faire dans un journal régulièrement périodique de leur choix et sans nouveaux frais une publicité supplémentaire. Il n'y a donc plus, comme avant 1895, un nombre limité de journaux désignés pour recevoir les insertions légales, mais le coût de ces insertions est fixé d'une manière très précise par l'arrêté résidentiel. Dans le cas où le *Journal officiel* publie seul l'insertion, le coût de la ligne de 34 lettres (corps de huit) est de 0 fr. 25 c. et de 0 fr. 12 c. 1/2 si la mise à prix de l'immeuble mis en vente est inférieure à 2,000 fr. Dans le cas où un autre journal publie l'insertion en même temps que le *Journal officiel*, celui-ci ne peut plus exiger que 0 fr. 15 c. par ligne ou 0 fr. 07 c. 1/2 si la mise à prix est inférieure à 2,000 fr., et l'autre journal n'a droit qu'à la différence entre ce tarif réduit et le tarif précédent. Ainsi, par exemple, si le *Journal officiel* a publié en même temps que la *Dépêche tunisienne* une insertion contenant 200 lignes : 1° si la mise à prix est supérieure à 2,000 fr., l'*Officiel* aura droit à 30 fr., l'autre journal ne pourra réclamer que 20 fr., 2° si la mise à prix est inférieure à 2,000 fr., l'*Officiel* aura droit à 15 fr., l'autre journal ne pourra réclamer que 10 fr..... Dans le cas prévu par l'article 697 C. pr. civ., lorsqu'il y a lieu, en raison de l'importance des immeubles dont la vente est poursuivie, de faire une publicité supplémentaire, j'ai toujours soin, dans l'ordonnance autorisant cette publicité, de déterminer le coût des insertions. Aussi est-il nécessaire de donner communication de mon ordonnance aux journaux intéressés, afin que dans leurs notes ils ne dépassent pas le prix fixé.

La ligne de 34 lettres, dont parle l'arrêté du Résident général, est l'espace occupé par une ligne qui contiendrait 34 lettres (corps de huit) juxtaposées les unes à la suite des autres, sans aucun blanc. Une ligne peut en réalité ne comprendre que 28, 30 ou 32 lettres, suivant les blancs nécessités par la séparation des mots; elle est due néanmoins à l'imprimeur comme si elle comprenait 34 lettres. Une ligne inachevée ne contenant qu'un mot ou deux est due comme une ligne entière. Les mots en capitales qui sont placées au début de l'insertion (*Vente d'une maison, vente d'un terrain*) comptent pour plusieurs lignes, suivant la place qu'ils occupent. Vous devez donc, pour réduire les frais d'insertion, rédiger avec le plus grand soin l'extrait à insérer, pour lequel le tarif vous alloue d'ailleurs une vacation de 6 fr. et faire en sorte que l'insertion occupe dans le journal le moins de place possible. Vous éviterez les mentions inutiles, vous ferez toutes les abréviations qu'il vous sera possible de faire, sans nuire à la clarté de l'insertion. .....

Cahiers des charges — Les cahiers des charges sont généralement d'une étendue qui n'est pas proportionnée à l'importance de la vente; ils contiennent des indications inutiles... . Je vous prie de veiller à ce qu'ils soient rédigés à l'avenir avec plus de soin et plus de souci des intérêts du justiciable... .

Debourses et emoluments. — ..... Les jugements préparatoires et interlocutoires, les jugements de défaut profit-joint, les jugements statuant sur une opposition ne sont pas soumis à l'enregistrement (Voir le décret du 26 juillet 1896 sur l'enregistrement, art. 5, § 2, et le tarif annexé.) Les jugements donnant acte de la lecture du cahier des charges, ceux ordonnant la remise d'une lecture ou le renvoi d'une vente, les jugements en reprise d'instance après radiation de vente, ceux fixant la date d'une vente sur requête présentée au Tribunal sont considérés comme jugements préparatoires à la vente et sont pour ce motif exempts d'enregistrement... .. Pour l'enrôlement d'une affaire..... il n'est dû au greffe. . qu'une somme de 0 fr. 80 c. qui se décompose de la façon suivante :

Enrôlement	0f 15
État	0 10
Timbre minute	0 40
Timbre répertoire	0 05
Droit de répertoire	0 10
Total.	0f 80

De sorte que le droit d'enregistrement étant de 5 fr. ou 3 fr. suivant que l'affaire est en premier ou en dernier ressort, il n'est dû au greffe pour chaque affaire que 5 fr. 80 c. ou 3 fr. 80 c., ou 0 fr. 80 c. seulement si le jugement n'est pas susceptible d'enregistrement... ..

(1) Conf. aussi décret du 25 juillet 1896 (v° Enregistrement).

792 11 juillet 1896

Décret du Président de la République française créant un nouveau poste de Substitut au Tribunal de Tunis (1)

(Bull. M. J. 1896, 36)

---

793 18 novembre 1896

Décret du Président de la République française transférant à Thala (2) le siège de la Justice de paix provisoire de Fériana.

Sur le rapport du Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes;
Vu la loi du 27 mars 1883;
Vu le décret du 29 octobre 1887;
Vu le décret du 15 janvier 1896 établissant à titre provisoire une Justice de paix à Fériana;
Le Conseil d'État entendu;

Article 1er. — Le siège de la Justice de paix établie, à titre provisoire, à Fériana (Tunisie) est transféré à Thala (2)

Art. 2. — Le décret du 15 janvier 1896 est abrogé.

Art. 3. — Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes, et le Ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

---

794 3 mai 1897

Décret du Président de la République française créant une Justice de paix à Béja.

Sur le rapport du Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes, et du Ministre des affaires étrangeres;
Vu la loi du 27 mars 1883, organisant la juridiction française en Tunisie, et le tableau annexé à ladite loi;
Vu le décret du 14 avril 1883, établissant les circonscriptions des Justices de paix de la Régence de Tunis;
Vu le décret du 29 octobre 1887, qui a institué une Justice de paix provisoire à Ain-Draham;
Vu le décret du 9 avril 1889, qui a détaché le territoire de Téboursouk du canton de Tunis et l'a rattaché à celui du Kef;
Vu le décret du 24 fevrier 1890, créant trois justices de paix en Tunisie;
Le Conseil d'État entendu;

Article 1er. — Il est institué, dans la Régence de Tunis, une Justice de paix qui a son siège à Béja.

Art. 2. — Cette juridiction se compose d'un Juge de paix, d'un ou plusieurs suppléants, d'un Greffier et, s'il y a lieu, de Commis-greffiers, d'un Interprète judiciaire et d'un Officier de police judiciaire remplissant les fonctions de Ministère public.

Art. 3. — Le ressort de la Justice de paix de Béja comprend les territoires du Contrôle de Béja et de l'annexe de Medjez-el-Bab, qui sont distraits de la Justice de paix de Souk-el-Arba, et le caïdat de Téboursouk qui est détaché de la Justice de paix du Kef.

Art. 4. — Le ressort de la Justice de paix de Souk-el-Arba comprend les territoires du contrôle de Souk-el-Arba et de l'annexe de Tabarka.

Art. 5. — Les traitements des magistrats et du personnel des Justices de paix de Béja et de Souk-el-Arba sont fixés conformément au tableau annexé à la loi du 27 mars 1883.

Le traitement du suppléant rétribué du Juge de paix de Souk-el-Arba est fixé à 3,000 fr.; les traitements des Commis-greffiers sont fixés à 500 fr.

Art. 6. — Les dispositions contraires des décrets des 14 avril 1883, 29 octobre 1887 et 24 février 1890 sont abrogées.

Art. 7. — Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes, et le Ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

---

795 10 mai 1897

Arrêté du Ministre de la justice instituant à Aïn-Draham et à Tabarka une audience foraine de la Justice de paix de Souk-el-Arba.

Vu la loi du 27 mars 1883, organisant la juridiction française en Tunisie;
Vu l'article 15 du décret du 10 août 1875;
Vu le décret du 3 mai 1897, relatif à la Justice de paix de Souk-el-Arba;

Article 1er. — Une audience foraine bimensuelle de la Justice de paix de Souk-el-Arba est instituée à Ain-Draham, où elle se tiendra le jeudi.

Une audience foraine bimensuelle de cette même Justice de paix est instituée à Tabarka, où elle se tiendra le vendredi.

Art. 2. — Les droits et indemnités occasionnés par ces audiences seront réglés conformément aux dispositions du décret du 10 août 1875.

Art. 3. — L'arrêté du 21 septembre 1895 est rapporté.

---

796 10 mai 1897

Arrêté du Ministre de la justice instituant à Tébourba une audience foraine de la Justice de paix du canton nord de Tunis.

Vu la loi du 27 mars 1883, organisant la juridiction française en Tunisie;
Vu le décret du 19 février 1891, créant une deuxième Justice de paix à Tunis;
Vu l'article 15 du décret du 10 août 1875;

Article 1er. — Une audience foraine mensuelle de la Justice de paix de Tunis, canton nord,

(1) Conf loi du 27 mars 1883, art. 11, § 3, et décret du 30 juillet 1897, art. 2

(2) Son ressort est déterminé par arrêté du Résident général du 15 décembre 1896 (*Officiel*, 1896, 675).

est instituée à Tébourba, où elle se tiendra le vendredi.

Art. 2. — Les droits et indemnités occasionnés par cette audience seront réglés conformément aux dispositions du décret du 10 août 1875.

---

797 10 mai 1897

Arrêté du Ministre de la justice instituant à Medjez-el-Bab et Tébourssouk une audience foraine de la Justice de paix de Béja.

Vu la loi du 27 mars 1883, organisant la juridiction française en Tunisie ;
Vu l'article 15 du décret du 10 août 1875 ;
Vu le décret du 3 mai 1897, créant une Justice de paix régulière à Béja ;

Article 1er. — Une audience foraine mensuelle de la Justice de paix de Béja est instituée à Medjez-el-Bab, où elle se tiendra le lundi.

Une audience foraine mensuelle de cette même Justice de paix est instituée à Tébourssouk, où elle se tiendra le jeudi.

Art. 2. — Les droits et indemnités occasionnés par ces audiences seront réglés conformément aux dispositions du décret du 10 août 1875.

Art. 3. — L'arrêté du 3 juillet 1890 est rapporté.

---

798 10 mai 1897

Arrêté du Ministre de la justice instituant à Zaghouan une audience foraine de la Justice de paix du canton sud de Tunis.

Vu la loi du 27 mars 1883, organisant la juridiction française en Tunisie ;
Vu le décret du 19 février 1891, créant une deuxième Justice de paix à Tunis ;
Vu l'article 15 du décret du 10 août 1875 ;

Article 1er. — Une audience foraine mensuelle de la Justice de paix de Tunis, canton sud, est instituée à Zaghouan, où elle se tiendra le vendredi.

Art. 2. — Les droits et indemnités occasionnés par cette audience seront réglés conformément aux dispositions du décret du 10 août 1875.

---

799 12 juillet 1897

Décret du Président de la République française créant au Tribunal de Tunis un emploi d'Interprète-traducteur assermenté pour la langue maltaise.

(Officiel, 1897, 425)

---

800 30 juillet 1897

Décret du Président de la République française créant une 3e chambre au Tribunal de Tunis.

(Bull. des Lois, 12e s., B. 1886, n° 3313g)

Sur le rapport du Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes, et du Ministre des affaires étrangères ;

Vu la loi du 27 mars 1883, portant organisation de la juridiction française en Tunisie, notamment l'article 11 ;

Vu les décrets du 19 juillet 1886 et du 11 juillet 1896, portant augmentation du nombre des membres du Tribunal de Tunis ;

Le Conseil d'État entendu ;

Article 1er. — Le Tribunal de Tunis est divisé en trois Chambres.

Art. 2. — Le nombre des Juges est porté de cinq à huit, celui des Juges suppléants de trois à cinq, et celui des Substituts de deux à trois.

Art. 3. — Le nombre des Juges qui auront le titre de Vice-Président est porté de un à deux.

Art. 4. — Un des Juges suppléants sera chargé de l'instruction (1), concurremment avec le Juge d'instruction titulaire.

Art. 5. — Un troisième Commis-greffier est institué au Tribunal de Tunis.

Art. 6. — Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes, et le Ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

---

801 20 septembre 1897

Décret du Président de la République française créant au Tribunal de Tunis un emploi d'Interprète-traducteur assermenté pour les langues anglaise et allemande.

(Officiel, 1897, 539)

---

802 5 novembre 1897

Décret du Président de la République française créant un office d'huissier à Aïn-Draham.

(Officiel, 1897, 663)

---

803 13 janvier 1898

(19 châbane 1315)

PROMULGUÉ LE 13 JANVIER 1898

Décret étendant la compétence des Tribunaux français à toutes les infractions commises en Tunisie par des justiciables de ces Tribunaux ou a leur préjudice.

(Officiel, 1898, 31)

Vu notre décret du 2 septembre 1885 (22 kâda 1302) ;
Sur la proposition de notre Premier Ministre ;

Article 1er. — Les Tribunaux français de la Tunisie connaîtront désormais, dans les limites de leur compétence respective et en conformité

(1) Moyennant une allocation annuelle de 800 fr (Lettres du Garde des sceaux des 30 août et 20 octobre 1898) — Il est de plus Juge au Tribunal mixte et touche le traitement fixé par le décret du 14 juin 1886, art. 2 (v° Tribunal mixte)

de la loi française, des infractions de toute nature, c'est-à-dire de tous crimes, délits et contraventions commis en Tunisie, soit par des Français ou des protégés français, ou des Européens, ou des protégés des diverses puissances européennes, soit à leur préjudice.

Art. 2. — La répression de ces mêmes infractions pénales appartiendra exclusivement à la justice tunisienne, lorsqu'il n'y aura en cause que des sujets tunisiens.

Art. 3. — Sont abrogées toutes dispositions contraires, sauf celles qui attribuent compétence aux Tribunaux français dans les cas spéciaux déterminés par les textes suivants :

Les articles 2 à 5 du décret du 2 septembre 1885 (22 kâda 1302) étendant la compétence les Tribunaux français en matière pénale; l'article 1, § 7, du décret du 11 juin 1888 (1er chaoual 1305) donnant compétence aux Tribunaux français pour toute contravention au privilège de l'Office postal tunisien; l'article 1er du décret du 17 juin 1889 (18 chaoual 1306) relatif à la répression des infractions à la convention internationale du 14 mars 1884 concernant la protection des câbles sous-marins; l'article 12 du décret du 6 juillet 1889 (8 kâda 1306) relatif aux lignes télégraphiques de la Régence; le décret du 11 juillet 1891 (4 hidjâ 1308) soumettant à la juridiction française toutes les contestations concernant l'Office des postes et télégraphes; l'article 48 du décret du 15 décembre 1896 (10 redjeb 1314) sur la police rurale; l'article 28 du décret du 26 décembre 1888 (22 rebiâ ettani 1306) donnant compétence aux Tribunaux français pour toutes contestations relatives à la propriété des brevets d'invention; l'article 11 du décret du 15 juin 1889 (16 chaoual 1306) sur la propriété littéraire et artistique; l'article 23 du décret du 3 juin 1889 (4 chaoual 1306) sur les marques de fabrique et de commerce; l'article 7 du décret du 26 novembre 1894 (27 djoumadi el aouel 1312) relatif à la falsification des certificats d'origine pour les produits tunisiens et l'article 109 du décret du 16 octobre 1897 (19 djoumadi el aouel 1315) sur la police des chemins de fer.

Art. 4. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

804 15 février 1898

Décret du Président de la République française attribuant aux sous-officiers ou commandants de brigade de gendarmerie en Tunisie les fonctions d'officiers de police judiciaire(1).

(Officiel, 1898, 149)

Sur le rapport du Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes, du Ministre des affaires étrangères et du Ministre de la guerre;

Vu la loi du 27 mars 1883, portant organisation de la justice française en Tunisie, et notamment l'article 12 de cette loi;

Le Conseil d'État entendu;

Article 1er. — Les sous-officiers ou commandants de brigade de gendarmerie sont, en Tunisie, officiers de police judiciaire, auxiliaires du Procureur de la République (1).

Art. 2. — Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes, le Ministre des affaires étrangères et le Ministre de la guerre sont, chacun en ce qui le concerne, chargés d'assurer l'exécution du présent décret.

(1) Conf. cham décret du 4 mai 1900.

---

805 20 août 1898

Instruction générale du Directeur des finances relative au recouvrement des frais d'assistance judiciaire, des frais en matière de faillite, des parts revenant à l'État sur les cautionnements de personnes à représenter à justice, des amendes civiles et de procédure(2). [Extrait.]

(R. D. F. 1898, 323)

1. — *Droits du Trésor tunisien sur les produits du fonctionnement de la justice française en Tunisie.* — Comme conséquence des lois françaises de finances des 30 décembre 1884 et 26 février 1887 qui ont mis les frais de personnel et, en général, tous les frais de la justice française en Tunisie à la charge du Trésor beylical, le budget tunisien a droit au produit du recouvrement de toutes les sommes dont l'exigibilité au profit du Trésor public résulte du fonctionnement de la juridiction française en Tunisie. C'est à ce titre que le décret du Président de la République du 24 janvier 1890 a attribué au budget tunisien le produit des amendes et condamnations pécuniaires prononcées en vertu des lois pénales ou à titre de répression par les tribunaux français établis dans la Régence (2).

Il y a lieu d'admettre que le Trésor tunisien a droit également au remboursement des frais en matière d'assistance judiciaire. Sans doute le décret du Président de la République du 18 juin 1884, qui a organisé l'assistance judiciaire en Tunisie, ne contient aucune disposition à cet égard. Mais ce silence s'explique si l'on remarque que ledit décret est antérieur à la loi du 30 décembre 1884 qui a mis les frais du personnel de la justice française en Tunisie à la charge du Trésor beylical. Il n'est pas douteux, d'autre part, que le Trésor tunisien, qui supporte, à titre de frais de justice

(1) Les villes de la Régence pourvues de brigades ou de postes de gendarmerie sont les suivantes :

Tunis,	Zaghouan,	Gabès,
Souk-el-Arba,	Grombalia,	Mahdia,
Le Kef,	Kelibia (poste),	Kairouan,
Béja,	Tabarka,	Gafsa,
Ain-Draham,	Tébourba (poste),	Houmt-Souk,
Bizerte,	Sousse,	Sfax,
Ghardimaou,	Enfidaville (poste),	Mateur (poste)

La Goulette et Schuiggui (postes provisoires).

(2) Conf. décret du 24 janvier 1890 et instructions des 31 décembre 1897 et 5 juillet 1899 (v° Amendes)

criminelle, les frais de transport des juges, des officiers ministériels et des experts, les honoraires de ces derniers, les taxes à témoins et, en général, tous les frais de la procédure en matière d'assistance judiciaire, doit bénéficier du produit de leur remboursement. Au surplus, le Trésor tunisien est fondé à revendiquer le produit des droits de timbre et d'enregistrement, qui n'existaient pas dans la Régence à la date du 18 juin 1884, mais qui ont été établis par les décrets beylicaux du 20 juillet 1896, sur les actes de la procédure faite à la requête des assistés, sur les jugements intervenus, et sur les actes et titres produits par eux pour la justification de leurs droits et de leurs qualités.

Par identité de motifs et à titre de compensation de ses charges, le Trésor tunisien a droit au remboursement de ses avances en matière de faillite et au produit de la confiscation des cautionnements de personnes à représenter à justice.

Enfin, il n'est pas douteux que le produit des amendes en matière civile et des amendes de consignation lui revienne au même titre que le produit des amendes pénales et de répression.

2. — *Mode actuel de recouvrement des produits dont il s'agit.* — Ainsi que je l'ai expliqué dans mon Instruction générale du 30 décembre 1897, le Ministre des finances et l'Administration du Protectorat ont admis que la suppression, à partir du 1er janvier 1898, de la Trésorerie aux armées, a pour résultat de replacer sous la main de la Direction générale des finances les services tunisiens dont la gestion avait été assurée jusqu'ici par les Payeurs de l'armée.

En exécution de cet accord, la Direction générale des finances a pris, dès le 1er janvier 1898, la suite du recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires (1).

En ce qui concerne les frais en matière d'assistance judiciaire et de faillite, les cautionnements confisqués de personnes à représenter à justice et les amendes civiles et de procédure, notamment les amendes de consignation, le recouvrement n'en a jamais été assuré jusqu'ici, et il importe de réglementer les conditions dans lesquelles il doit être opéré. Tel est l'objet de la présente instruction générale.

J'ai d'ailleurs arrêté, d'accord avec les Chefs de la justice française en Tunisie, que ces mesures n'auront pas d'effet rétroactif et qu'il n'y a pas lieu de revenir sur les condamnations antérieures au 1er septembre 1898, date à laquelle la présente instruction doit entrer en vigueur.

§ 1er. — Assistance judiciaire.

3. — *Organisation de l'assistance judiciaire en Tunisie.* — L'assistance judiciaire en Tunisie est réglementée par deux décrets du Président de la République française des 18 juin 1884 et 3 mai 1888 dont les dispositions sont analogues à celles de la loi organique française du 22 janvier 1851.....

10. — *Recouvrement des frais de l'assistance judiciaire devant la Cour d'appel d'Alger et la Cour de cassation.* — Le Trésor tunisien n'a aucun droit au produit du recouvrement des frais d'assistance judiciaire des procédures suivies devant la Cour d'appel d'Alger et la Cour de cassation par des justiciables assistés des Tribunaux français de la Régence. Mais si les débiteurs de ces frais habitent la Tunisie, les comptables tunisiens peuvent être chargés d'en suivre le recouvrement pour le compte du Service algérien ou français de l'Enregistrement. Cette mission leur est confiée dans chaque cas particulier par une décision expresse de ma Direction générale.....

§ 2. — Faillites.

11. — *Avance et recouvrement de frais en matière de faillite.* — En Tunisie, comme en France, lorsque les deniers appartenant à une faillite ne sont pas suffisants pour couvrir la dépense, le Trésor public fait l'avance des frais du jugement de déclaration de la faillite, d'affiche et d'insertion de ce jugement dans les journaux, d'apposition de scellés, d'arrestation et d'incarcération du failli. Ces frais sont payés comme frais de justice criminelle, par l'agent-comptable du Trésor français ou, pour son compte, par les comptables tunisiens, à charge de remboursement ultérieur par le Trésor beylical.....

§ 3. — Cautionnements de personnes à représenter à justice.

12. — *Réception du cautionnement.* — En France, le cautionnement des personnes à représenter à justice, lorsqu'il est fourni en espèces, doit être versé entre les mains du Receveur de l'enregistrement, à charge de reversement immédiat à la Caisse des dépôts et consignations (art. 122 et 124 du Code d'instruction criminelle). Les Comptables tunisiens n'ont pas à prendre part à la réception du cautionnement des personnes à représenter à justice lorsque ce cautionnement est fourni en espèces, attendu qu'ils ne sont pas investis en Tunisie des attributions de correspondants de la Caisse des dépôts et consignations. Les cautionnements de l'espèce doivent être en conséquence versés directement à ladite Caisse.

Lorsque le cautionnement consistera dans un engagement contracté par une tierce personne, la réalisation de ce cautionnement pourra être poursuivie, lorsqu'il y aura lieu, par les Receveurs des contributions diverses, sur la demande du Procureur de la République et en vertu de mon autorisation spéciale. Je tracerai

(1) Conf décret du 24 janvier 1890 et instructions des 31 décembre 1897 et 5 juillet 1899 (v° Annexes).

alors des instructions en vue du versement de la somme recouvrée à la Caisse des dépôts et consignations.

13. — *Affectation du cautionnement.* — Le cautionnement des personnes à représenter à justice se divise (art. 114 du Code d'instruction criminelle) en deux parties : la première affectée à la garantie de la représentation de l'inculpé, l'autre assurant le paiement des frais faits par la partie publique, de ceux avancés par la partie civile et des amendes.

La première partie est acquise à l'État du moment que l'inculpé est constitué en défaut de se présenter à quelque acte de la procédure ou pour l'exécution du jugement, à moins qu'il n'ait des motifs légitimes d'excuse ou qu'en cas de renvoi des poursuites ou d'acquittement, le jugement ait ordonné la restitution de cette partie du cautionnement.

La deuxième partie du cautionnement est, suivant les cas prévus par la loi (art. 114 et 122 du Code d'instruction criminelle), restituée ou employée au paiement des sommes prévues à l'article 114.....

§ 4. — Amendes civiles et de procédure; Amendes de consignation(1).

15. — *Amendes prononcées par le Code civil et le Code de commerce.* — Les amendes prononcées par application du Code civil sont celles édictées :

En matière d'état civil, par les articles 50, 68, 156, 157 et 192 applicables en Tunisie aux agents consulaires français, puisqu'ils sont investis des attributions d'officier de l'état civil par le décret beylical du 29 juin 1886;

Pour défaut de comparution à un conseil de famille, par l'article 413.

Ces amendes ne peuvent être recouvrées qu'en vertu d'une condamnation; à ce titre, elles feront, le cas échéant, l'objet d'extraits de jugement délivrés par les Greffiers à la Direction générale des finances qui en assurera le recouvrement conformément à mon instruction générale du 31 décembre 1897.

Les amendes édictées par le Code de commerce visent notamment :

1° Les infractions aux articles 67 et 68 commises par les Agents consulaires français qui omettent de déposer aux greffes des tribunaux et aux chambres des défenseurs l'extrait des contrats de mariage entre époux dont l'un est commerçant ;

2° Les infractions à la tenue du registre des protêts commises par les huissiers (art. 176).

Ces amendes, qui doivent être édictées par les tribunaux avant de pouvoir être recouvrées, feront également l'objet d'extraits de jugement dans la forme prévue par l'instruction générale du 31 décembre 1897. Ces extraits seront répartis par mes soins entre les bureaux de recouvrement suivant les prévisions de ladite instruction.

16. — *Amendes édictées par le Code de procédure civile.* — Les amendes prononcées par application du Code de procédure civile, lorsqu'elles ont un caractère correctionnel comme celles qui sont prononcées pour irrévérences envers un juge (art. 10, 12 et 91), étaient déjà recouvrées par la Trésorerie aux armées, et la Direction générale des finances a pris naturellement la suite de cette partie du service conformément à l'instruction générale du 31 décembre 1897.

Les amendes concernant la procédure civile, en tant qu'elles se réfèrent à l'inobservation des règles destinées à assurer le cours régulier des instances, notamment pour défaut de comparution en conciliation (art. 56), pour défaut de comparution à un ordre (art. 75) ou pour défaut de comparution en justice des témoins (art. 263, 264, 276 et 413), seront désormais recouvrées sur la remise de l'extrait du jugement ou de l'ordonnance portant condamnation, conformément à l'instruction générale du 31 décembre 1897.

17. — *Amendes de procédure civile* (suite) : *amendes de consignation.* — Je rappelle que les amendes de consignation sont celles dont le montant doit être consigné entre les mains du représentant du Trésor préalablement à tout appel, requête civile ou pourvoi en cassation.

Les comptables tunisiens devront s'abstenir de recevoir aussi bien l'amende de 10 fr., exigée par les articles 471 et 1025 du Code de procédure civile pour appel devant la Cour d'Alger d'un jugement des tribunaux de Tunis ou de Sousse, que l'amende de 75 fr. ou de 150 fr. exigible à l'appui de tout pourvoi en cassation d'un jugement par défaut ou contradictoire. Les parties devront être invitées à faire directement ces versements entre les mains soit du Receveur des actes judiciaires à Alger, soit du Receveur de l'Enregistrement établi à Paris près la Cour de cassation.

Les seules amendes de consignation que les agents tunisiens sont autorisés à recouvrer sont :

1° L'amende de 5 fr., pour appel d'un juge-

(1) Outre les condamnations civiles proprement dites prononcées au profit de l'État tunisien, les amendes, condamnations et frais de justice dont les comptables des finances tunisiennes sont appelés à suivre le recouvrement, se divisent en trois catégories.

1° Les amendes de condamnation, dites aussi amendes pénales ou de répression; elles s'appliquent aux contraventions de simple police, aux délits et aux crimes qu'elles ont pour objet de punir. Elles se subdivisent elles-mêmes en trois groupes : *a*) les amendes prononcées par les Tribunaux français en Tunisie; *b*) les amendes prononcées par les Tribunaux indigènes (Ouzara et Tribunaux régionaux de province).... *c*) les amendes disciplinaires infligées par l'autorité militaire française en vertu d'un décret beylical du 10 juin 1882 (23 redjeb 1299), ..

2° Les amendes de contravention, qualifiées aussi amendes fiscales ou de réparation. Elles se réfèrent particulièrement aux contraventions aux lois fiscales (monopoles, contributions diverses, douanes, timbre, enregistrement, postes) et rentrent dans les attributions des services à la requête desquels elles sont prononcées. Les amendes de timbre et d'enregistrement sont perçues au moment même où elles sont constatées, sans jugement, au simple vu des actes qui en révèlent l'existence. Les amendes concernant les postes sont recouvrées par l'Office postal et télégraphique; ....

3° Les amendes prononcées par le Code civil, le Code de commerce et le Code de procédure civile, y compris les amendes de consignation ..

ment de Juge de paix ; 2° l'amende de 112 fr. 50 c. ou de 225 fr. en matière de requête civile (art. 494, 495, 500 et 501 du Code de procédure). Ces amendes ne sont assujetties ni au double décime et demi établi dans la Métropole, ni au simple décime établi en Algérie. Les Receveurs des contributions diverses de Tunis et de Sousse sont désignés pour procéder à leur encaissement.....

---

806 22 février 1899 (1)

Arrêté du Résident général relatif aux annonces judiciaires et légales intéressant les contrôles civils de Sfax, Gabès, Gafsa et les territoires militaires.

(Officiel, 1899, 121)

Vu les arrêtés résidentiels des 31 décembre 1895 et 28 février 1896 ;

Considérant qu'il importe d'étendre et de rendre plus efficace la publicité des annonces judiciaires et legales dans certaines parties de la Régence ;

Article unique. — Le tarif réduit à percevoir par l'Administration du *Journal officiel*, dans le cas de l'article 2 de l'arrêté du 31 décembre 1895 et sur les bases fixées par l'arrêté du 28 février 1896, ne sera applicable, à l'avenir, en ce qui concerne les annonces judiciaires et légales intéressant des personnes domiciliées ou des biens situés dans les contrôles civils de Sfax, Gabès, Gafsa et les territoires soumis à la surveillance de l'autorité militaire, qu'autant que ces annonces auront été faites dans un journal régulièrement périodique, publié à Sfax.

Toutefois, dans le cas où tous les journaux de cette ville viendraient à cesser leur publication, l'insertion des annonces judiciaires et légales serait utilement faite dans un journal de Sousse.

---

807 5 décembre 1899

Décret du Président de la République française relatif à la désignation des experts-médecins devant les Tribunaux français en Tunisie et aux différents honoraires auxquels ils peuvent avoir droit (2).

(Off. fr., 14 décembre 1899)

Sur le rapport du Garde des sceaux, Ministre de la justice ;

Vu la loi du 27 mars 1883, portant organisation de la juridiction française en Tunisie, et notamment le premier alinea de l'article 17 ainsi conçu : ... (*Conf. cette loi.*)

Vu le décret du 18 juin 1811, contenant règlement pour l'administration de la justice en matière criminelle, de police correctionnelle et de simple police, et tarif général des frais ;

Vu l'avis du Ministre des affaires étrangeres ;

Vu l'avis du Ministre de la guerre ;

Le Conseil d'État entendu ;

(1) Date de publication à l'*Officiel*.

(2) Conf. décrets du 15 juin 1888 (v° Médecine) et arrêté du 25 octobre 1898 (v° Municipalités, I).

Chapitre Ier. — Des conditions dans lesquelles est conféré le titre d'expert-médecin devant les tribunaux.

Article 1er. — Au commencement de chaque année judiciaire et dans le mois qui suit la rentrée, la Cour d'appel d'Alger, en chambre du conseil, le Procureur général entendu, désigne sur les listes de propositions des Tribunaux français établis en Tunisie des médecins à qui elle confère le titre d'expert devant ces tribunaux.

La désignation de médecins militaires ne peut avoir lieu qu'après l'approbation de l'autorité militaire supérieure dont ils dépendent.

Art. 2. — Les propositions du Tribunal et les désignations de la Cour ne peuvent porter que sur les médecins demeurant dans l'arrondissement du Tribunal et autorisés à exercer la médecine en Tunisie conformément au décret beylical du 15 juin 1888, et dans le ressort de la Cour d'appel.

Art. 3. — En dehors des cas prévus aux articles 43 et 44 du Code d'instruction criminelle, les opérations d'expertise ne peuvent être confiées à un médecin qui n'aurait pas le titre d'expert. Toutefois, suivant les besoins particuliers de l'instruction de chaque affaire, les magistrats peuvent désigner un expert près un tribunal autre que celui auquel ils appartiennent.

En cas d'empêchement des médecins-experts résidant dans l'arrondissement, et s'il y a urgence, les magistrats peuvent, par ordonnance motivée, commettre un médecin de leur choix, pourvu qu'il soit autorisé à exercer son art en Tunisie.

Chapitre II. — Des honoraires, vacations, frais de transport et de séjour des experts-medecins.

Art. 4. — Chaque médecin requis par des Officiers de justice ou de police judiciaire (1), ou commis par ordonnance, dans les cas prévus par le Code d'instruction criminelle, reçoit à titre d'honoraires :

1° Pour une visite simple, 5 fr. ;

2° Pour une visite avec premier pansement, 8 fr. ;

3° Pour toute opération autre que l'autopsie, 10 fr. ;

4° Pour autopsie avant inhumation, 25 fr. ;

5° Pour autopsie après inhumation, 35 fr.

Au cas d'autopsie d'un nouveau-né, les honoraires sont de 15 et 25 fr., suivant que l'opération a eu lieu avant inhumation ou après inhumation.

Tout rapport écrit donne droit à une vacation de 5 fr.

Art. 5. — Le coût des fournitures reconnues nécessaires pour les opérations est remboursé sur la production des pièces justificatives de la dépense.

(1) Conf. décrets des 15 février 1898 et 4 mai 1900.

Art. 6. — Il n'est rien alloué pour soins et traitements administrés soit après le premier pansement, soit après les visites ordonnées d'office.

Art. 7. — En cas de transport à plus de 2 kilomètres de leur résidence, les médecins reçoivent, par kilomètre parcouru, en allant et en revenant :

1° 20 centimes si le transport a été effectué en chemin de fer ;

2° 40 centimes si le transport a eu lieu autrement.

Art. 8. — Dans le cas où les médecins sont retenus dans le cours de leur voyage par force majeure, ils reçoivent une indemnité de 10 fr. par chaque journée de séjour forcé en route, à la condition de produire, à l'appui de leur demande d'indemnité, un certificat, soit du Juge de paix, soit du Contrôleur civil, soit du Commandant de la brigade de gendarmerie, soit enfin du Commissaire de police, constatant la cause du séjour forcé.

Art. 9. — Il est alloué aux médecins-experts, outre les frais de transport, s'il y a lieu, une vacation spéciale de 5 fr. à l'occasion de leurs dépositions à titre d'expert, soit devant un tribunal, soit devant un magistrat instructeur.

Si les médecins sont obligés de prolonger leur séjour dans la ville où siège soit le Tribunal, soit le Juge d'instruction devant lequel ils sont appelés, il leur est alloué, sur leur demande, une indemnité de 10 fr. pour chaque journée de séjour forcé.

Art. 10. — Les opérations médico-légales consistant en analyses chimiques (1), examen d'état mental et autres de même nature, continueront d'être assimilées à des opérations d'expertise proprement dite et seront payées par vacation, comme toutes les opérations des experts, conformément à l'article 22 du décret du 18 juin 1811 (2).

Art. 11. — Le tarif prévu au chapitre II du présent décret ne sera applicable qu'aux opérations requises postérieurement à la promulgation dudit décret.

Art. 12. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

Art. 13. — Le Garde des sceaux, Ministre de la justice, le Ministre des affaires étrangères et le Ministre de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au ***Bulletin des lois***.

---

808 4 mai 1900

Décret du Président de la République française attribuant aux officiers des bureaux de renseignements (1) en Tunisie les fonctions d'officiers de police judiciaire(2).

(Officiel, 1900, 411)

Sur le rapport du Garde des sceaux, Ministre de la justice, du Ministre des affaires étrangères et du Ministre de la guerre ;

Vu la loi du 27 mars 1883, portant organisation de la justice française en Tunisie et notamment l'article 12 de cette loi ;

Le Conseil d'État entendu ;

Article 1er. — Les Officiers des bureaux de renseignements (1) sont, en Tunisie, officiers de police judiciaire, auxiliaires du Procureur de la République (2).

En cas de concurrence entre un Officier de police judiciaire de l'ordre civil et un Officier de police judiciaire appartenant à l'armée, l'instruction est faite par le premier.

Art. 2. — Le Garde des sceaux, Ministre de la justice, le Ministre des affaires étrangères, et le Ministre de la guerre sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent décret.

JUSTICE TUNISIENNE

809 14 novembre 1856

(18 rebiâ el aouel 1273)

Décret organisant le Chaâra de Tunis (3).

. . . . . L'endroit appelé Dar-es-Chaâra est désigné pour prononcer et faire exécuter les arrêts de la loi, comme pour régler les affaires religieuses. Il est interdit à tous les juges de prononcer de sentence en dehors de cette enceinte, afin d'éviter la confusion, les contradictions et les indiscrétions (4).

Les Juges devront se réunir en un conseil où sera présent le Cheik ul Islam, les Muftis, les Cadis, le Dey.

Ce Conseil se réunira le lundi de chaque semaine et les deux nuits du jeûne et de la rupture du jeûne, pour statuer sur le témoignage de ceux qui auront vu le croissant et en faire part, sur-le-champ, à S. A. le Bey. Des membres devront, s'il le faut, veiller toute la nuit dans l'attente d'un témoignage venant d'un point éloigné.

Ils s'assembleront également en cas d'événement grave.

---

(1) Conf décret du 28 novembre 1887, art 3 (v° Agriculture).
(2) Conf. v° Distances (note sous le tableau).
(3) Conf tableau général (v° Cairo).
(4) Conf. décret du 25 mai 1876, art. 1er.

(1) Conf instructions du 1er juillet 1882 (v° Armée française).
(2) Conf décret du 15 février 1899.

La partie Ouest de Dar-es-Chaâra est celle où siégeront les deux Cadis les autres jours de la semaine, excepté le jour de la fête, les deux jours suivants et les jours des dimanches réservés pour la réunion du Conseil au Bardo.

La partie Est est celle où siégeront les deux Muftis hanéfite et malékite, à tour de rôle entre tous les Muftis du tribunal, pour donner des fétouas quand ils en seront requis, assister les Cadis de leurs lumières, quand les parties le demanderont, et assurer la distribution de la justice en cas d'absence d'un des Cadis.

Il est bien entendu que les sentences émanées de ces juges, les mraslas qu'ils adresseront aux autres Cadis de la Régence, seront scellés du cachet de leur Président (1).

La durée minima des audiences, fixée à quatre heures par jour, prendra fin à une heure de l'après-midi. Elle ne sera réduite pour aucune raison (2).

..... Si les affaires viennent à diminuer, les Juges n'en demeureront pas moins occupés à des travaux relatifs à leur charge, à arrêter des mesures et signer des documents réservés pour le temps qu'ils auront de libre.

En rentrant chez lui, le Juge s'occupera librement de ses affaires privées, goûtera le repos d'esprit et de corps, et veillera à ce que les solliciteurs n'encombrent pas sa porte (3). Il ne fera introduire en sa présence ni plaignant, ni défendeur, et ne sera pas astreint à retourner à Dar-es-Chaâra dans la même journée. Le Juge le plus élevé dans la hiérarchie dirigera les débats et clôturera la séance pour éviter que chacun se retire isolément du conseil.

Dans la partie contigué à la pièce des Cadis siégeront six notaires, dont deux en permanence et les quatre autres appartenant à la masse des notaires à tour de rôle (4).

Le nombre des huissiers est limité à trente. Ils sont choisis par le Cheik ul Islam et confirmés par un brevet signé de lui.

Les oukils sont réduits à dix et nommés comme les huissiers (5). Aucun d'eux ne pourra cumuler les deux emplois. Leurs honoraires varieront en raison de l'importance de leur déplacement et ne devront jamais dépasser le chiffre fixé. . . . . .

Son Altesse autorise, en outre, tous les Juges à se remplacer mutuellement s'il survient à l'un d'eux un motif légitime d'absence (6), mais si l'un d'eux se trouvait tous les jours absent de son siège ou abusait de la faculté qui lui est accordée de se faire remplacer, il manquerait gravement à son devoir, et les excuses qu'il pourrait présenter ne seront point écoutées.

(1) Conf. décret du 15 décembre 1896, art. 4
(2) Conf. décret du 25 mai 1876, art 4
(3) Conf. décret du 25 mai 1876, art. 13.
(4) Conf. décret du 15 décembre 1896, art 3
(5) Conf. décret du 9 mai 1897.
(6) Conf. décret du 25 mai 1876, art. 11 et 12

810 3 septembre 1872

(*29 djoumadi ettani 1289*)

Décret déterminant la compétence judiciaire des Rabbins (1).

Nous avons appris que les Rabbins de Tunis, de Sousse et d'autres villes de la Régence connaissent d'affaires civiles et commerciales entre leurs coreligionnaires.

Cette manière de faire étant contraire aux règles de la compétence judiciaire; il est défendu auxdits Rabbins de connaître de ces affaires et de juger d'autres litiges que ceux relatifs au statut personnel des israélites (a).

811 6 avril 1874

(*18 safar 1291*)

Décret fixant les appointements des magistrats du Chaâra de Tunis, de certains fonctionnaires de la Grande Mosquée et des membres de la Djemaïa des habous (2).

Chacun des deux Cheiks ul Islam, hanéfite et malékite (3).	8,000 p. par an.	
Chaque Mufti et Cadi, hanéfite et malékite	6,000	—
Chacun des deux Cheiks ul Islam, en leur qualité d'inspecteurs des études à la Grande Mosquée . . .	1,200	—
Chacun des deux Cadis, pour les mêmes fonctions.	90 p. par mois.	
L'Imam de la Grande Mosquée . . .	90	—
Chaque Cheik, hanéfite ou malékite, professeur de 1re classe à la Grande Mosquée.	90	—
Chaque Cheik hanéfite ou malekite, professeur de 2e classe à la Grande Mosquée	30	—
Chaque bibliothécaire de la Grande Mosquée.	90	—

Attendu que nous avons jugé opportun de réunir en un seul groupe tous les habous de notre capitale, sauf, toutefois, ceux qui ont été exceptés par notre décret du 30 moharrem 1291 (19 mars 1874), et d'en charger une administration composée d'un président et de trois membres, dont l'un aurait le titre de vice-président, administration qui gérerait ces habous en conformité de notre décret précité;

Nous fixons, par la liste ci-dessus, les appointements à servir aux fonctionnaires qui y sont désignés. A cet effet, nous prescrivons que les sommes nécessaires à leur paiement soient prélevées sur l'excédent des revenus de la Djemaïa des habous. Cette allocation est destinée à remplacer, entre les mains des fonctionnaires pré-

(1) Conf. décrets du 28 novembre 1898
(2) Conf. décrets des 22 décembre 1874 et 13 avril 1887. — Conf. etiam décret du 27 septembre 1870 (v° ENSEIGNEMENT PUBLIC), tableau général (v° CADIS) et décret du 14 juin 1886, art. 2 (v° TRIBUNAL MIXTE).
(3) Conf. decret du 1er novembre 1842, § 2 (v° ENSEIGNEMENT PUBLIC).
(a) Si, en Tunisie, les Rabbins ont un certain pouvoir de juridiction extérieure sur leurs coreligionnaires tunisiens, cette juridiction ne s'applique qu'aux contestations entre israélites et aux difficultés touchant leur statut personnel et leurs successions. Ils n'ont pas de juridiction en matière pénale et ne peuvent pas infliger, pour quelque infraction que ce soit, d'ordre religieux ou civil, des châtiments corporels ou des peines d'emprisonnement (Sousse, 17 avril 1893, *J. T.* 93, 205.)

cités, tant les habous qu'ils détenaient que les émoluments qu'ils touchaient du Trésor public.

D'autre part, nous fixons comme il suit les appointements des membres de la Djemaia des habous, à prélever également sur les mêmes excédents.

Le President.	8,000	p. par an.
Le Vice-Président	6,000	—
Chaque membre.	6,000	—

---

812 22 décembre 1874

(13 kâda 1291)

Décret fixant les appointements des magistrats des Chaâras et des Cadis de l'intérieur.

Chaque Bach-Mufti de la Régence (1) . .	5	p. par jour.
Chaque Mufti de la Regence (1).	2	—
Les Cadis de Kairouan, Sousse, Monastir, Mahdia, Sfax, Gabès, Béja, le Kef, Tozeur, Nefta, Gafsa, Djerba et Bizerte (1) [2].	5	—
Les Cadis des villes de la Régence (1) à l'exclusion de ceux des tribus et des djebels (3).	2	—

Ayant jugé à propos d'établir en faveur des Muftis et Cadis de la Régence, en vue de faciliter l'accomplissement de leur mission, un traitement calculé comme ci-dessus à prélever sur les revenus de la Djemaia des habous;

Considerant, d'autre part, que le nombre des Muftis actuellement en fonctions dépasse les besoins;

Les émoluments ci-dessus fixés seront servis à tous les magistrats actuellement en fonctions.

Il ne sera pas pourvu aux vacances des Muftis qui viendraient à se produire et le tribunal de toute ville où il restera un Bach-Mufti, un Mufti et un Cadi, sera limité à ces trois magistrats (1).

---

813 8 février 1875

(2 moharrem 1292)

Décret relatif au choix du rite (malékite ou hanéfite) devant le Chaâra (1).

Les affaires dont nous ordonnons le renvoi pur et simple devant le Tribunal du Chaâra doivent suivre la procédure ordinaire en ce qui concerne le choix entre les juridictions hanéfite ou malékite.

Toutefois, quand la décision prononçant le renvoi désignera la juridiction devant laquelle l'affaire sera portée, cette juridiction deviendra seule compétente pour en connaître (4).

(1) Conf tableau général (v° Cadis)
(2) Cette liste ne comprend pas tous les Cadis qui existent dans la Régence. — Conf. tableau général (v° Cadis)
(3) Conf. décret du 13 avril 1887.
(4) Conf. décret du 15 décembre 1896, art 1er, § 1er.

---

814 25 mai 1876

(1er djoumadi el aouel 1293)

Décret réglementant le fonctionnement du Chaâra de Tunis et des Chaâras et Tribunaux de Cadis de l'intérieur (1) [a].

TITRE Ier.

Du Chaâra de Tunis.

Article 1er. — Aucun jugement ne sera rendu si ce n'est à Dar-es-Chaâra, siège officiel du Chaâra, et la procédure ne sera faite que là, sauf les exceptions mentionnées à l'article 13.

Art. 2. — Le Conseil du Chaâra se réunira pour juger au lieu habituel de ses séances, c'est-à-dire à Dar-es-Chaâra, le jeudi de chaque semaine (2).

Les autres jours, les deux Cadis et les deux Muftis siégeront, suivant le rôle, au lieu officiel de leur tribunal à Dar-es-Chaâra, sauf le vendredi et pendant les fêtes de la rupture du jeûne (Beïram), et des sacrifices (Courban Beïram) et les trois jours suivant ces deux fêtes; sauf aussi pendant les deux jours de Terouïa et d'El Arafa (8 et 9 hidjâ); sauf également le jour de la naissance du Prophète (12 rebiâ el aouel), le jour de l'Achoura (10 moharrem) et le jour précédent.

Art. 3. — L'ouverture de la séance et sa clôture, le jour de la réunion, seront ordonnées par le magistrat supérieur en titre; et il en sera de même pour les jours ordinaires.

Art. 4. — Le temps consacré à l'audience sera de trois heures au moins, de 9 heures à midi, les jeudis comme les autres jours (2).

(1) Conf tableau général (v° Cadis)
(2) Conf décret du 15 décembre 1896, art. 1er, § 2
(a) Les contestations relatives au paiement de la rançon due pour répudiation (kholâ) ne sont pas de la compétence des Tribunaux séculiers indigènes: elles doivent être renvoyées au Chaâra, qui a seul qualité pour les trancher, parce qu'elles rentrent dans le statut personnel musulman. (Ouzara, 13 décembre 1897, *J T* 98, 413)

Le Chaâra n'a point à nommer de curateur à une succession musulmane vacante: il n'intervient que pour nommer un tuteur a des heritiers mineurs; mais si tous les héritiers sont majeurs, c'est contre eux que les créanciers ont à faire valoir leurs droits (Tunis, 11 avril 1894, *J T* 94, 307.)

Le Chaâra est seul compétent pour statuer sur un litige immobilier soulevé entre sujets tunisiens et étrangers (Alger, 21 juillet 1890, *J T* 90, 316.)

Le Chaâra est compétent pour connaître d'une demande en restitution d'immeubles fondée sur leur caractère inaliénable ou habous, introduite par un Tunisien contre un Français ou assimilé. (Sousse, 26 octobre 1899, *J. T* 900, 585)

Les Tribunaux tunisiens séculiers, spécialement le Tribunal de l'Ouzara, ne sont pas compétents pour connaître de la contestation qui porte sur l'existence d'une constitution de habous. Ils doivent mettre l'immeuble sous sequestre et renvoyer le jugement du fond du litige au Chaâra. (Ouzara, 28 février 1897, *J T.* 97, 638)

Le Chaâra de Tunis n'a pas qualité pour annuler des décisions de la justice française, ni pour connaître des procédures d'exécution poursuivies devant elle. (Tunis, 23 janvier 1895, *J. T* 95, 451)

Le Chaâra de Tunis ne peut connaître d'une action qui a pour objet l'annulation d'une adjudication sur saisie immobilière prononcée par un tribunal français. Toutefois, lorsque cette action est introduite par un Tunisien devant la juridiction française et qu'elle donne a juger une question préjudicielle de propriété portant sur un immeuble non immatriculé, il y a lieu de renvoyer cette question à l'examen de l'autorité judiciaire indigène et de surseoir a statuer au fond, si le demandeur a formellement conclu en ce sens *in limine litis* (Tunis, 18 décembre 1895, *J. T* 96, 75)

La décision rendue par le Chaâra de Tunis contre un Français, en son absence, ne lui est pas opposable, d'après les principes du droit des gens (Paris, 29 janvier 1885, *J T* 94, 386)

Les jugements du Chaâra de Tunis peuvent être attaqués par la voie de la tierce opposition. (Alger, 10 mai 1893, *J T.* 93, 323.)

Bien que rendus en dernier ressort et sans recours possible à une autre autorité, les jugements du Chaâra peuvent être réformés par lui-même dans des conditions analogues à notre procédure de requête civile (Tunis, 6 juin 1890, *J T* 96, 231)

Au cas où il se produit un refus ou une opposition à l'exécution d'un jugement du Chaara, il appartient a l'Ouzara d'ordonner la contrainte du récalcitrant par l'emploi de la force publique. (Ouzara, 12 février 1886, *J. T* 99, 462)

Art. 5. — Les jugements seront rendus à l'unanimité ou à la pluralité des voix. Dans le premier cas, la rédaction énoncera l'unanimité; dans le second, elle indiquera les noms des juges qui ont prononcé le jugement (1).

Art. 6. — L'examen de certaines questions provoquant quelquefois des controverses au sujet de l'application de la loi, dans le cas où des divergences se produiraient entre les avis exprimés par les membres du Chaâra appartenant à l'un ou l'autre des deux rites, sans que la discussion puisse les ramener à une seule et unique opinion, le Bach-Mufti du tribunal où s'est produit le partage rédigera un rapport dans lequel il développera les arguments produits à l'appui de chaque opinion ; chaque juge signera l'opinion qu'il soutient et le rapport, ainsi rédigé et signé, sera adressé au Gouvernement (1).

Art. 7. — S'il ne siège au Conseil qu'un seul des Muftis et le Cadi ou le Mufti désigné pour être de service en l'absence du Cadi, et que la partie condamnée demande le renvoi de l'affaire devant les Cheiks réunis, le Cheik qui aura connu de l'affaire la renverra jusqu'à la réunion du Conseil, tant qu'il ne paraîtra pas que cette demande de renvoi est un moyen dilatoire, sinon le jugement sera exécuté. Mais si trois Cheiks sont présents au Conseil, le Cheik ayant connu de l'affaire fera exécuter le jugement, à moins que la partie condamnée ne prétende que le Bach-Mufti est d'un avis contraire à celui exprimé par les juges présents, et, dans ce cas, le Bach-Mufti devra s'expliquer sur l'opinion qu'on lui attribue, avant l'exécution du jugement.

Mais quand le Cheik qui a connu de l'affaire rend son jugement en présence du Bach-Mufti de son rite et d'accord avec lui, l'exécution de ce jugement ne sera soumise à aucune formalité.

Art. 8. — Le Cheik ul islam et le Cheik bach-mufti malékite ont le droit de juger au Chaâra, le jour où ils sont désignés par tour de rôle. Si l'une des parties demande que son affaire soit soumise au Conseil du Chaâra, le Cheik saisi de l'affaire déférera à cette demande ; il pourra même renvoyer d'office audit Conseil le jugement de l'affaire.

Art. 9. — Les affaires de Chaâra qui seront soumises à l'un des deux Cadis seront jugées par le rite que choisira le défendeur (2). Chacune des parties peut, quand l'instruction du procès a été faite par le Cadi seul, demander que l'affaire soit soumise au Conseil du Chaâra. Si le Cheik bach-mufti du rite se trouve ce jour-là présent au divan, le Cadi saisi de l'affaire la lui soumettra. S'il partage l'opinion du Cadi, celui-ci prononcera et fera exécuter son jugement, et la partie succombante n'aura plus rien à objecter.

En cas de partage, l'affaire sera soumise au Conseil.

Pour les affaires présentées un autre jour que celui où se trouve présent le Cheik bach-mufti du rite dont relève l'affaire, le Cadi qui en sera saisi enverra l'affaire au Cheik mufti présent au Chaâra ; si ce dernier est d'un avis contraire, l'affaire sera soumise au Conseil. Si, au contraire, le Mufti partage l'avis du Cadi saisi de l'affaire et que la partie persiste à demander qu'elle soit soumise au Conseil, le Juge saisi la déférera au Bach-Mufti. Si ce dernier partage l'avis exprimé, la sentence sera exécutée sans aucune autre objection ; s'il y est contraire, l'affaire sera soumise au Conseil (1).

Art. 10. — Chacun des deux Cadis aura le droit d'ajourner la sentence pour la soumettre au Conseil, quand même aucune des parties ne le demanderait (1).

Art. 11. — Si l'un des deux Cadis s'excuse comme ne pouvant se présenter, le Cheik mufti désigné par le rôle siégera pour juger et revêtira les jugements de son sceau ainsi que de celui du Chaâra. Si l'une des parties demande que le jugement prononcé par le Mufti soit soumis au Conseil, il sera déféré à sa demande.

Quant à l'instruction de l'affaire, le Cheik mufti désigné par le rôle pourra la faire sans l'intervention du tribunal.

Le Cheik cadi, le cas échéant, devra faire savoir au Cheik mufti désigné par le rôle, qu'il est empêché et qu'il le prie de le remplacer pour juger ; si le Cheik mufti avisé est empêché lui-même, il le fera à son tour savoir à celui qui est désigné après lui sur le rôle, et ainsi de suite.

Art. 12. — Si un Cheik est forcé, pour un motif quelconque, de s'absenter de Tunis, il devra s'y faire autoriser en représentant son cas d'excuse et en indiquant la durée du congé qu'il sollicite.

Art. 13. — Il est permis à chacun des deux Cadis de recevoir en dehors de la maison du Chaâra toute demande à n'importe quel moment, pourvu qu'elle n'ait pas le caractère d'une plaidoirie et qu'elle n'ait pour objet que des mesures conservatoires ou autres à prendre dans l'intérêt des parties, telles qu'enquêtes, arrestations en cas de nécessité, nominations de tuteurs, inventaires de successions.

Art. 14. — Aucun jugement écrit et rendu, soit par le Conseil, soit par les Cheiks saisis de l'affaire, ne sera exécuté s'il ne porte le sceau du Chaâra. Il n'est pas permis de faire sortir ce sceau de la maison du Chaâra.

Art. 15. — Le Cheik mufti devra donner son opinion au Cadi quand il en est requis et au particulier qui le consulte. Il exercera le rôle

(1) Conf. décret du 15 décembre 1896, art 1er, § 2.
(2) Conf. décret du 15 décembre 1896, art. 1er, § 1er.

(1) Conf. décret du 15 decembre 1896, art. 1er.

de juge suppléant quand le Cadi sera empêché par l'absence comme il est dit à l'article 11.

Le Cheik mufti aura le droit d'ordonner des mesures conformes à sa compétence, telles que réceptions de preuves d'actes de mariage, cheffa kemchla, pour la plus grande commodité du public, il fera aux parties les reproches qu'elles auront mérités, ordonnera les arrestations qu'il jugera nécessaires et écrira les mraslas (1) aux Cadis des districts, en les scellant de son sceau, sans que cela constitue, toutefois, un empêchement à l'exercice du pouvoir du Cadi dans les limites de sa juridiction. Tout cela a trait à ce qu'il peut faire en dehors du Conseil.

En ce qui regarde le Conseil, tous les Cheiks forment un corps uni, et les Cadis président les débats chacun dans leur rite (2).

Art. 16. — Un notaire sera désigné à l'effet d'inscrire les noms des plaideurs, chaque jour, avant d'établir l'ordre dans lequel ils seront admis à plaider devant le Chaâra (3). On y mentionnera les excuses invoquées en vue du renvoi des affaires. Il sera tenu un rôle spécial à chaque rite, et ce rôle sera présenté chaque jour aux Cheiks appelés à juger, pour qu'ils entendent d'abord ceux qui ont droit à la priorité et qu'ils reçoivent ensuite les plaideurs suivant l'ordre d'antériorité (4).

Art. 17. — Une condition obligatoire pour les Oukils qui plaideront les causes portées devant le Chaâra, est qu'ils soient soumis, quant à leur personne, à la juridiction de ce tribunal.

Toutes les fois qu'un Cheik croira devoir suspendre ou révoquer un Oukil pour un fait portant atteinte à sa réputation, il aura le droit de le faire en en donnant avis aux autres Cheiks, ses collègues (5).

Art. 18. — Un registre sera ouvert à l'effet d'inscrire la désignation de chaque habous auquel un administrateur sera nommé par décision du Chaâra. Cette inscription servira à l'administrateur pour se rendre un compte exact du bien habous qu'il est appelé à gérer, et l'empêchera d'élever des prétentions à la propriété du tout ou d'une partie du habous qu'il administre (6).

Art. 19. — Les jugements rendus par le Chaâra seront copiés, sur des feuilles portant des numéros successifs, par les notaires qui auront rédigé les jugements. A la fin de chaque mois, lesdits notaires présenteront ces copies aux deux Cheiks cadis qui les feront relier et en ordonneront la conservation au Chaâra.

Les mêmes jugements devront être inscrits par les notaires sur leurs répertoires respectifs.

Art. 20. — Les deux Cadis et les membres du Conseil du Chaâra ont le pouvoir de déférer le jugement des affaires qui leur sont soumises par des habitants des villes ou de l'intérieur de la Régence, aux Cadis de ces mêmes localités.

Art. 21. — Les communications officielles faites par le Gouvernement au Conseil du Chaâra, aux deux Cadis conjointement ou à l'un d'eux seulement, seront conservées aux archives à Dar-es-Chaâra, après que les destinataires en auront pris connaissance. Elles seront cataloguées de manière à permettre de les retrouver facilement, et il en sera de même pour ce que l'on pourra recueillir des communications antérieures au présent décret (1).

Art. 22. — Toutes les instructions et avis qui seront envoyés aux notaires par l'intermédiaire des deux Cadis, seront inscrits à leur date sur un registre déposé à Dar-es-Chaâra, de manière que tout notaire nouvellement nommé puisse en prendre connaissance (2).

Art. 23. — Les affaires que le Gouvernement enverra au Chaâra seront jugées suivant la règle que le défendeur a le droit de choisir le rite par lequel il désire être jugé, si ce n'est quand le Gouvernement aura indiqué par écrit que l'affaire doit être jugée par un rite déterminé (3).

Art. 24. — Les dispositions édictées dans les articles précédents ayant pour but de sauvegarder les droits des justiciables en évitant les lenteurs dans l'expédition des affaires et de mettre la justice à l'abri des attaques et des insinuations malveillantes des parties, ce double résultat ne peut être atteint si l'on ne s'inspire, dans l'application desdites dispositions, de l'esprit qui les a édictées (4).

D'autre part, l'objet de ces mêmes articles étant d'assurer, d'un côté, l'intégrité du tribunal du Chaâra et la réorganisation des huissiers et des oukils et d'indiquer, de l'autre, au Cheik ul Islam, au Bach-Mufti malékite et aux autres magistrats des deux rites, la voie qu'ils doivent suivre ; le soin du premier point est confié au chef de la magistrature malékite ; quant au second point, il sera assuré par le Cheik ul Islam et le Bach-Mufti malékite, chacun en ce qui concerne les magistrats de son rite. Ainsi, si le Cheik ul Islam remarquait une négligence ou une insouciance quelconque de la part d'un magistrat hanéfite, il aura soin de lui faire des observations secrètes. Si le magistrat ne se rend pas à ses conseils, il saisira le tribunal de l'affaire et si, malgré cela, ledit magistrat persistait dans sa manière d'agir, le Cheik ul Islam adressera au Gouvernement un rapport à ce sujet.

Le Bach-Mufti agira de même à l'égard des magistrats malékites, car, comme le Cheik ul Islam, il est tenu de faire respecter ce réglement par les Cheiks de son rite.

---

(1) Conf. decret du 15 décembre 1896, art. 4 et seq.
(2) Conf décret du 15 décembre 1896, art 1er, § 1er.
(3) Conf décret du 15 décembre 1896, art. 3.
(4) Conf décret du 15 décembre 1896, art. 1er, § 2.
(5) Conf décret du 9 mai 1897
(6) Conf. décret du 15 décembre 1896, art 5.

(1) Conf décret du 15 décembre 1896, art 5
(2) Conf. décret du 25 mars 1896, art. 2 (v° NOTARIAT TUNISIEN).
(3) Conf décret du 15 décembre 1896, art 1er, § 1er.
(4) Conf. décret du 15 décembre 1896, art 2

La responsabilité du Cheik ul Islam et du Bach-Mufti malékite, telle qu'elle ressort du présent article, est additionnelle aux devoirs qui incombent à chacun des membres du tribunal. En conséquence, chaque magistrat devra signaler à son chef les négligences ou les fautes de ses collègues, afin que celui-ci prenne les mesures indiquées ci-dessus.

Art. 25. — La compétence et les devoirs des membres du Conseil du Chaâra seront réglées par le présent décret.

TITRE II

Des Chaâras et Cadis de la Régence (1).

Art. 26. — Le jugement des affaires de la compétence du Chaâra étant un acte de la plus haute importance, les Juges auxquels cette tâche est confiée doivent l'accomplir avec un grand discernement et la crainte de Dieu, tant en ce qui concerne la sentence à rendre que les moyens à employer pour arriver à la découverte de la vérité et simplifier la procédure (2).

Art. 27. — Chaque Cadi bornera sa juridiction aux limites de son district ; mais si deux parties n'appartenant pas à ce district se présentent devant lui, il pourra juger leur différend.

Art. 28. — Il sera installé dans chaque ville possédant un Conseil de Chaâra, un local distinct affecté à la réunion de ce Conseil et où seront jugées les affaires portées devant lui. Le Cadi y aura un local réservé pour juger en dehors des jours fixés pour les audiences du Conseil.

Pour les villes et les localités où ce Conseil n'existe pas, il sera fait choix d'un local convenable où siégera le Cadi pour exercer ses fonctions de juge.

Art. 29. — Aucune sentence ne sera parfaite que si elle a été rendue au lieu officiel indiqué ci-devant ; mais le Cadi aura le droit d'accueillir, en dehors de cet endroit, toute plainte, pourvu qu'elle n'ait pas le caractère d'une affaire devant être examinée d'une manière contradictoire. Il pourra également ordonner, en tous temps et lieux, une arrestation exigée par la circonstance, prescrire une enquête, rédiger des mraslas (3) nommer des tuteurs et des administrateurs pour les successions, autoriser la constatation des décès et, en général, faire tout acte semblable.

Art. 30. — Le Cadi devra au moins siéger trois heures par jour, jusqu'à midi, et, si cela est nécessaire, il devra prolonger ses séances le matin ou le soir.

Art. 31. — Le Cadi devra recevoir les témoignages et les preuves lui-même, au lieu ordinaire de ses audiences, si ce n'est en cas qu'il sache pertinemment que le renvoi de l'audition des témoins jusqu'au moment de l'audience est impossible, par exemple s'il s'agit d'entendre sur l'heure des témoins que l'on ne retrouverait pas plus tard ; il recevra alors ces témoignages en tout autre endroit ; et il devra les examiner mûrement, de même qu'il doit peser tous ses actes. S'il se trouve dans la nécessité de confier à quelqu'un le soin de recevoir un ou plusieurs témoignages, il chargera de cette commission, sous sa propre responsabilité, une personne capable et honnête. Il est tenu aussi de mettre le plus grand soin dans l'examen des questions de tutelle, d'émancipation et de successions.

Art. 32. — Dans les districts où se trouvent des Chaâras, le Cadi peut, en cas d'empêchement, désigner un Mufti pour le remplacer.

Ce magistrat siégera alors en ses lieu et place et aura les mêmes pouvoirs. Le Bach-Mufti et le Mufti doivent accepter la délégation dans ce cas, à moins qu'ils n'aient eux-mêmes à faire valoir une cause d'empêchement, et, dans ce cas, on procède comme il est dit à l'article 11 du titre Ier.

Art. 33. — Quand les deux parties conviennent de se présenter devant le Chaâra de Tunis, le Cadi prendra acte de cet accord et les enverra devant ledit tribunal, de quelque affaire qu'il s'agisse, suivant la coutume suivie.

Art. 34. — Si l'une des parties demande à être envoyée devant le Conseil du Chaâra à Tunis, soit que la cause se trouve en instance devant le Cadi seul ou devant le Chaâra de la localité possédant un Conseil, le Cadi l'y enverra, fût-elle demanderesse ou défenderesse, à moins que l'affaire ne soit tellement claire, qu'il appert avec évidence que l'intention de celui qui demande cet envoi n'est que de gagner du temps et de faire perdre de l'argent à la partie adverse en lui occasionnant des fatigues inutiles ; dans ce cas, le Cadi retient l'affaire.

Si, malgré sa décision, l'affaire est portée devant le Chaâra de Tunis ou devant l'un des deux Cadis de cette ville, il sera procédé conformément à l'article 20 du titre Ier.

Art. 35. — Si un Mufti ou un Cadi du Chaâra de Tunis écrit au Cadi d'une circonscription judiciaire pour lui indiquer la décision à prendre dans une affaire civile, pénale ou religieuse, celui-ci est tenu de se conformer à l'ordre du magistrat supérieur, à moins qu'il ne soit d'un avis contraire, appuyé sur un texte de la loi. Dans ce cas, il sursoira au jugement et fera connaître audit magistrat le motif qui l'arrête (1).

De même, s'il reçoit plusieurs correspondances du Chaâra de Tunis, émanant de magistrats de différents rites ou de plusieurs magistrats d'un même rite, ou d'un seul magistrat, il devra, dans le cas où il lui serait difficile d'é-

(1) Conf. tableau général (v° Cadis).
(2) Les jugements rendus par le Chaâra sont en dernier ressort et ils ne peuvent en aucune façon être cassés par l'Ouzara. (Lettre du Directeur des Services judiciaires du 10 août 1896.)
(3) Conf. decret du 15 décembre 1896, art 4 et seq.

(1) Conf décret du 15 décembre 1806, art. 4 et seq

tablir une concordance entre elles, ou au cas où la partie qui les a obtenues aurait dénaturé les faits, adresser, à ce sujet, un rapport au Bach-Mufti hanéfite (cheik ul-Islam) ou au Bach-Mufti malékite, selon que les ordres qu'il a reçus émanent de source hanéfite ou de source malékite (1).

Si, dans une même affaire, des ordres lui sont envoyés par des magistrats des deux rites, il adressera son rapport au Bach-Mufti hanéfite (1).

Mais si ces ordres lui sont réitérés par un seul magistrat, il répondra à ce magistrat seulement.

Art. 36. — Si un Cadi de la province est embarrassé pour juger une affaire, il la soumettra au Conseil ou au Mufti, s'il n'existe dans la ville qu'un seul Mufti seulement.

Si tous les magistrats émettent la même opinion, il se rangera à leur avis ; s'ils sont d'opinion différente, il consultera le Cadi de Tunis, qui soumettra l'affaire au Chaâra de cette ville. Cette consultation devra également avoir lieu si le Cadi ne partage pas l'opinion du Mufti.

Art. 37. — Si un Cadi de province se trouve embarrassé pour faire exécuter un acte, conformément aux règlements du Chaâra, il en écrira à l'un des deux Cadis de Tunis qui le conseillera ou il en écrira au Gouvernement si cela est nécessaire. S'il a des doutes sur les limites de son ressort de juridiction, il s'adressera au Gouvernement par l'intermédiaire de l'un des Cadis de Tunis.

Art. 38. — Le Cheik cadi, ou le Mufti qui le suppléera d'après l'article 32, devra enregistrer les lettres qui seront adressées à lui ou au Chaâra de sa résidence, relativement à des affaires de sa compétence, soit qu'elles émanent du Gouvernement ou du Chaâra de Tunis, et garder des copies de ces lettres. Le Cadi devra d'abord enregistrer les lettres qu'il a actuellement, soit qu'elles aient été adressées à lui ou à ses prédécesseurs. Cet enregistrement sera fait sur un registre spécial portant en tête le nom de la circonscription, contenant cinq cents pages numérotées, et sur lequel se trouve inscrit le présent décret (2). Il enregistrera les lettres successivement et à leurs dates, sans blanc ni lacune, et indiquera en marge de chacune d'elles la page où elle est enregistrée, de même qu'il gardera sur ce registre copie des lettres et rapports dont il est parlé aux articles 35 et 36. Il signera jour par jour ce qu'il inscrira sur le registre, et il aura grand soin de le conserver intact. Une fois ce registre fini, il sera clos. La clôture énoncera l'année et le jour où elle sera faite et portera désignation du registre nouveau. Il sera fait mention en tête de celui-ci du numéro du registre précédent et des dates de ses première et dernière inscriptions.

Art. 39. — Les sentences prononcées par le Cadi ou le Mufti suppléant le Cadi, ainsi que les pièces préparatoires au jugement, seront enregistrées sur un registre *ad hoc*, portant la désignation du ressort du Cadi et contenant cinq cents pages. L'inscription aura lieu comme il a été dit à l'article précédent. L'on aura soin de noter sur les sentences et les pièces produites au cours du procès la page du registre où elles sont inscrites, de même qu'il sera nécessaire d'inscrire sur ce registre et journellement les sentences rendues verbalement. Une fois ce registre fini, il sera remplacé par un autre, comme il est dit à l'article ci-dessus.

Art. 40. — Les deux registres dont il est question dans les articles 38 et 39, de même que les lettres arrivées, appartiennent à l'État. Le Cadi sortant doit les remettre à son successeur et ainsi de suite. S'il perd quelque pièce de cette nature, le Cadi en exercice doit en informer de suite le Gouvernement.

Art. 41. — Tout Cadi de l'intérieur devra réunir autour de lui les notables de sa localité et observer si le croissant n'apparaît pas la veille du Ramadane. Il devra, quand il l'aura vu, dresser un procès-verbal et l'expédier d'urgence au Cadi de Tunis.

Art. 42. — Dans toute localité où il y a un Conseil de Chaâra ou un Mufti, une audience plénière aura lieu deux fois par semaine, le dimanche et le jeudi, de neuf heures à midi (1). Les Muftis y assisteront pour régler les questions difficiles que leur soumettrait le Cadi et statuer sur l'appel. Le Khalifa ou Gouverneur en fera également partie pour assurer l'exécution du jugement.

Art. 43. — Les Cadis des districts ne pourront pas connaître des questions d'enzel ou d'échanges de propriétés habous, qu'il existe dans la localité un Conseil de Chaâra ou qu'il n'en existe point. L'examen de ces questions est réservé à l'un des deux Cadis de Tunis.

Art. 44. — Les jours fériés sont : quatre jours pour chacune des deux grandes fêtes ; trois jours à l'occasion du Mouled (12 rebiâ el aouel), le jour d'El Arafa (9 hidjà), le neuvième et dixième jour du Moharrem.

Les Cadis et Muftis ne s'occuperont ces jours-là que des affaires urgentes.

Art. 45. — Le plus élevé en grade des membres du Conseil du Chaâra ouvrira et clôturera les séances sans pouvoir les suspendre, cependant, si ce n'est pour une raison valable.

Art. 46. — Dans la délibération, les membres du Chaâra devront observer, les uns vis-à-vis des autres, en développant leurs opinions, la courtoisie la plus complète, parler à tour de rôle et s'appuyer sur les textes de la loi. Le

(1) Conf. décret du 15 décembre 1896, art 4 et seq
(2) Cont. décret du 25 mars 1896, art. 2 (v° NOTARIAT TUNISIEN)

(1) Conf. décret du 15 decembre 1896, art. 1er, § 2.

Cadi prononcera le jugement à la suite de la délibération.

Art. 47. — Si le Conseil est unanime dans la sentence rendue et que la partie veuille en appeler à Tunis, elle ne sera pas écoutée, et le Cadi fera exécuter la sentence. Si, après cela, la partie demande une copie du jugement pour la produire devant le Chaâra de Tunis, elle lui sera donnée et le Conseil de Tunis pourra infirmer le jugement, s'il a été rendu contrairement à la loi.

Art. 48. — En cas de doute sur la sentence à prononcer, les Cheiks saisiront de l'affaire le Chaâra de Tunis, afin de décharger leur responsabilité.

Art. 49. — Quand une divergence d'opinion se produira chez les membres du Conseil dans une localité, ils écriront un rapport contenant et développant leurs avis et ils l'enverront au Chaâra de Tunis. La décision de ce dernier sera exécutée.

Art. 50. — Le Cheik mufti, dans l'intérieur de la Régence, devra donner son opinion au Cadi de sa résidence, quand celui-ci la lui demandera, de même qu'il pourra donner des consultations, soit verbales, soit écrites, pour les affaires qui ne sont pas en instance. Il a le droit de réprouver tous actes contraires à la loi et de donner aux notaires l'autorisation de dresser les actes de mariage.

Art. 51. — Le Bach-Mufti de Kairouan aura seul le droit, par exception, de juger les affaires du Chaâra en dehors des jours fixés pour la réunion du Conseil.

Art. 52. — Les Muftis et Cadis de la Régence devront, selon la coutume, respecter les décisions du Chaâra de Tunis, dont les jugements sont rendus en dernier ressort.

Art. 53. — Aucun Mufti, Cadi de ville ou de tribu, ne pourra exiger de sommes, quelles qu'elles soient, pour l'apposition du sceau.

Art. 54. — En matière criminelle, le Cadi ne pourra que préparer l'instruction ; le jugement de ces affaires aura lieu à Tunis. Il pourra seulement ordonner l'arrestation du prévenu aux mains du Caid ou de son Khalifa.

Art. 55. — Le défendeur ne sera empêché de choisir le rite qui lui convient que s'il a déjà répondu devant l'autre rite.

Art. 56. — Toutes les fois qu'un Mufti s'apercevra d'une erreur commise par le Cadi ou par son suppléant, ou par un autre Mufti, en ce qui a trait aux prescriptions de l'article 25, il devra en aviser le Cadi ou le Mufti par une lettre courtoise, en lui indiquant le point de l'erreur. S'il reconnaît la faute, l'incident sera clos ; dans le cas contraire, le Mufti fera part de son opinion au Conseil du chaâra de sa résidence, s'il en existe un. Si les Muftis partagent son avis et que le Cadi persiste toujours dans son opinion, le Bach-Mufti de l'endroit adressera un rapport sur l'affaire au Conseil malékite de Tunis.

Si dans la résidence il n'existe pas de Conseil, le Mufti ayant relevé l'erreur adressera un rapport sur l'affaire au Chaâra de Tunis et le Cadi ne pourra prononcer le jugement avant de connaître sa décision. De même, si le Cadi aperçoit quelque irrégularité dans la conduite du Mufti, il agira dans les mêmes formes.

Art. 57. — Les honoraires des huissiers employés par les Cadis varieront suivant la distance qu'ils auront à parcourir ; si l'affaire se produit entre gens de la même localité, ses honoraires seront d'une piastre ; si le différend a lieu entre gens habitant au dehors, si le déplacement excède une distance de dix kilomètres, ils seront de cinq piastres par jour. Si l'huissier a besoin d'une monture, le demandeur en paiera les frais (1).

Art. 58. — La compétence et les devoirs des Muftis et des Cadis dans les villes ainsi que dans les tribus de la Régence sont réglés par le présent décret.

Art. 59. — Le Gouverneur est tenu de prêter main-forte au Chaâra ou au Cadi de son district pour contraindre les personnes récalcitrantes à comparaître par-devant lui. Il l'assistera également dans l'exécution des jugements, toutes les fois qu'il en sera requis par écrit.

Il devra aussi transmettre au Cadi de Tunis les communications du Cadi de son district, relatives à la nouvelle lune et aux témoins qui en constatent l'apparition, conformément à l'article 41.

Art. 60. — Le Conseil du Chaâra se réunira à Tunis à la maison du Chaâra, en présence d'un délégué du Gouvernement et conformément à l'article 2 du présent décret.

---

815 ... novembre 1880

(.. *hidjâ 1297*)

Décret réglementant l'entretien du débiteur incarcéré quand son maintien en prison est demandé par un autre créancier (2).

Article 1er. — Tout prisonnier dont le maintien en prison sera demandé par un créancier survenant et pour une autre dette que la première, ne sera entretenu aux frais du survenant qu'après avoir désintéressé son premier créancier. Son alimentation, à partir de ce moment, sera à la charge de celui qui aura demandé son maintien.

Art. 2. — (*Abrogé par décret du 10 janvier 1885.*)

---

(1) Conf décret du 15 décembre 1896, art. 6, § 2
(2) Conf décret du 10 janvier 1885.

816 6 février 1884

(8 rebiâ ettani 1301)

Décret relatif aux mesures à prendre contre les individus coupables de crimes qui se réfugient dans les zaouïas.

Il nous a été représenté que des individus qui avaient commis des crimes tels que meurtres, blessures, brigandages sur les grandes routes, se réfugiaient dans les zaouias jouissant du droit d'asile et se mettaient ainsi à l'abri des poursuites des intéressés ;

En conséquence, pour la sauvegarde des droits de ceux-ci, nous avons jugé utile d'édicter les prescriptions suivantes :

Toutes les fois qu'un individu coupable de crime se réfugiera dans une zaouia, le Cheik ou l'oukil de cette zaouia sera tenu d'en informer le Caïd du territoire et de veiller sur le coupable, jusqu'à ce que le Caïd avisé ait pris les mesures nécessaires pour s'assurer de sa personne. A la réception de l'avis, le Caïd fera enchaîner le coupable dans la zaouia et rendra compte à l'Ouzara.

---

817 4 avril 1884

(7 djoumada ettani 1301)

Décret réglementant la compétence pénale de la Driba (1).

(Officiel, 1884, 297)

Afin de prévenir les détentions prolongées à la Driba sans jugement de S. A. le Bey et les condamnations à l'emprisonnement sans terme fixe prononcés par le tribunal de police ;

Article 1er. — Quiconque refusera d'accomplir un travail qu'il s'est engagé à faire, comme le khammès ou l'apprenti, sera emprisonné par la Driba jusqu'à ce qu'il consente à accomplir ses obligations.

Art. 2 et 3. — (*Abrogés par décret du 10 janvier 1885.*)

Art. 4. — Les emprisonnements prononcés par la Driba en matière correctionnelle ne pourront pas dépasser six mois. La durée de l'emprisonnement sera signifiée au condamné au moment du prononcé du jugement.

La peine de l'emprisonnement sera subie à la prison de la Driba pour les condamnations à neuf jours et au-dessous ; à la nouvelle prison pour celles de dix jours à six mois (2).

Art. 5. — Tous les crimes et délits de nature à troubler la tranquillité publique seront jugés à l'Ouzara (3).

Art. 6. — Quiconque se sera évadé devra subir l'intégralité de la condamnation à l'emprisonnement prononcée contre lui, sans déduction du temps qu'il aura passé en prison avant son évasion.

Art. 7. — Quiconque aura accompli l'intégralité de sa peine sera mis en liberté le jour du terme de l'emprisonnement prononcé contre lui.

(1) Conf. décret du 23 mai 1900, art. 11.
(2) Conf. décret du 3 janvier 1889, art. 6, 29 et 36 (1re Prisons).
(3) Conf. arrêtés des 28 janvier 1888 et 4 juillet 1896.

---

818 16 décembre 1884

(27 safar 1302)

Décret relatif à la délivrance par le greffe de l'Ouzara des copies des mahrouds en matière civile et pénale (1).

(Officiel, 1884, 473)

Plusieurs de nos sujets nous ayant exposé qu'ils étaient désireux d'obtenir la copie des jugements que nous rendons d'après les mahrouds qui nous sont présentés par nos Cheiks de l'Ouzara, il nous a paru que l'une des conditions essentielles de la justice était d'être ouvertement rendue, afin que tous pussent en apprécier les bienfaits ;

Nous avons reconnu ensuite quel puissant intérêt les parties avaient à conserver entre leurs mains les preuves qui constatent leurs droits réciproques ; c'est pourquoi nous avons résolu d'accueillir favorablement la requête de nos sujets en ce qui touche les affaires civiles ;

En ce qui concerne les affaires pénales, de grands inconvénients naîtraient de la remise aux parties de toutes les pièces de l'instruction. Ce serait en effet donner lieu à des discussions sur les déclarations faites par les témoins, exciter des ressentiments qui nuiraient à la concorde qui doit régner parmi nos sujets et dans certains cas compromettre la réputation de personnes qui, n'étant pas en cause, n'ont pu se justifier des accusations portées contre elles ; aussi avons-nous décidé que, dans ces affaires, il ne serait donné copie que des motifs du jugement et de la sentence ;

Des frais peu élevés seront perçus pour la copie des jugements ; ils seront avancés par celui qui la demandera, aux dépens de celui qui aura succombé. Toutefois, afin d'engager la partie condamnée à exécuter de plein gré la sentence, nous avons ordonné qu'un délai lui serait accordé pour lui permettre de s'exécuter ; dans ce cas, elle ne supportera pas les frais de copie ;

Si au contraire elle se montre obstinée, elle sera dès lors tenue de rembourser les dépenses acquittées par celui qui requiert l'exécution ;

Les jugements porteront plein effet dès que la formule exécutoire aura été ajoutée à l'expédition ;

En ce qui concerne les ventes d'immeubles, les délais d'enchères seront comptés à partir de la date de l'apposition de cette formule ;

Article 1er. — Il pourra être délivré aux parties ayant figuré dans un procès, à titre de demandeur ou défendeur, ou à leurs mandataires reconnus, une copie intégrale du mahroud et de la sentence, dans les affaires civiles jugées par le tribunal de l'Ouzara.

Art. 2. — Dans les affaires pénales jugées par ce tribunal, il ne sera donné copie que des motifs du jugement et de la sentence.

Art. 3. — La copie du jugement pourra toujours être demandée par l'une des parties, dès que cette partie aura déposé le montant des droits d'expédition évalués par le greffier d'après le tarif édicté à l'article 5.

Le caissier devra en donner un reçu indiquant la date du versement.

(1) Conf. décret du 19 juin 1886

Les copies devront être faites par le greffier dans l'ordre des demandes.

Art. 4. — Si les sommes déposées à l'avance sont plus élevées que ne le comporte le tarif après délivrance de la copie, l'excédent sera restitué au déposant ; dans le cas contraire, la copie ne lui sera pas délivrée avant qu'il n'ait entièrement acquitté les droits.

Art. 5. — Les mahrouds ayant moins de cinq rôles seront assujettis à un droit fixe de cinq piastres. Au-dessus de cinq rôles, il sera ajouté à la somme de cinq piastres une piastre par rôle.

Un rôle comprend 25 lignes ; chaque ligne doit contenir au moins cinquante lettres. Sera comptée pour un rôle, une feuille contenant au moins 13 lignes ; mais il ne peut être compté qu'un rôle imcomplet dans la copie d'un mahroud.

Art. 6. — La copie délivrée aux parties sera certifiée conforme à l'original par le chef de la section compétente. Le cachet de la section y sera apposé. Le greffier inscrira sur la copie le montant des frais de l'expédition.

Art. 7. — Le jugement indiquera un délai pendant lequel la sentence pourra être exécutée volontairement par la partie condamnée ; ce délai n'excédera pas dix jours.

Il indiquera à qui pourront être réclamés les frais de copie et, dans le cas où il y aurait plusieurs parties gagnantes, combien il sera délivré de copies.

Art. 8. — En cas d'exécution volontaire avant l'expiration du délai, la partie condamnée ne paiera que les droits de la copie qui lui aura été délivrée sur sa demande.

Dans le cas contraire, elle supportera les frais de l'expédition demandée par la partie qui a obtenu gain de cause.

Art. 9. — En matière civile, le jugement ne sera susceptible d'exécution forcée qu'après que l'amra contenant la formule exécutoire, adressée aux autorités compétentes, signée par nous, aura été ajoutée à la suite de l'expédition délivrée à la partie gagnante.

Si le débiteur possède un immeuble, le créancier, muni de l'amra d'exécution, pourra demander la vente aux enchères au Caïd du district où il est situé (1). Celui-ci, avant d'y procéder, devra se munir de notre autorisation (*Ainsi modifié par décret du 23 janvier 1885.*)

Art. 10. — En matière pénale, le jugement sera exécutoire de plein droit en ce qui concerne les condamnations corporelles. En ce qui concerne les condamnations pécuniaires, il ne sera exécutoire qu'après que l'expédition du jugement aura été délivrée suivant les termes de l'article 9.

Art. 11. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

(1) Conf. circulaire du 17 septembre 1894

819 10 janvier 1885

(*23 rebiâ el aouel 1302*)

Décret réglementant l'emprisonnement pour dettes (1).

(Officiel, 1885, 490)

Vu les décrets des 6 mai 1874 (19 rebiâ el aouel 1291), 13 août 1880 (7 ramadane 1297), novembre 1880 (hidjà 1297), 4 avril 1884 (7 djoumadi ettani 1301) et 31 mai 1884 (5 châbane 1301) ;

Article 1er. — Le contribuable redevable vis-à-vis de l'État ou d'une commune, ou d'un fermage de revenus publics, et le débiteur d'un particulier (1), pourra, à la requête du percepteur de l'impôt ou du créancier, être emprisonné par le Caïd, le Gouverneur ou le Férik de la Driba ; mais, si dans un délai de quinze jours, il n'a pas payé sa dette ou fourni une caution acceptée par son créancier, il sera déféré à l'Ouzara et envoyé à Tunis.

Art. 2. — Pendant la durée de l'emprisonnement chez le Caïd ou le Gouverneur, le contribuable redevable vis-à-vis de l'État pourvoira à sa subsistance, mais la commune, le fermier des revenus publics ou le créancier sera tenu de nourrir son débiteur ; faute de ce faire pendant un jour entier, il sera libéré.

Art. 3. — A Tunis, l'emprisonnement pour dettes prononcé par le Férik de la Driba (2) ou par l'Ouzara sera subi à la nouvelle prison.

L'État pourvoira à la subsistance de ses débiteurs. La commune, le fermier de revenus publics et le créancier devront, au moment de l'emprisonnement, verser entre les mains du Directeur de la nouvelle prison, qui en donnera reçu, une somme de cinq piastres. Si elle n'était pas fournie, le prisonnier ne serait pas accepté. Cette somme devra être renouvelée tous les dix jours. Elle sera acquise à la prison, alors même que le débiteur serait libéré avant l'expiration de la dernière dizaine.

Le débiteur pour la nourriture duquel la provision susindiquée n'aurait pas été versée par la commune, le fermier de revenus publics ou le créancier, trois jours après l'expiration de la dernière dizaine, sera mis en liberté par le Directeur de la prison, qui en avisera l'autorité qui a prononcé l'emprisonnement.

Art. 4. — Le montant des frais de nourriture versés entre les mains du Directeur de la nouvelle prison et constatés par ses reçus s'ajoutera au principal de la dette, sans que cependant il puisse être plus que doublé de ce chef.

Art. 5. — Tout débiteur dont les biens auront été intégralement vendus, lors même que le produit de la vente n'aura pas atteint la dette, ou qui aura justifié de son incapacité de payer, sera l'objet d'un ordre de libération délivré par l'Ouzara.

(1) Conf. circulaires des 1er février 1885 et 27 novembre 1897 (v° Cadis), et décret du 13 juillet 1899 (v° Finances). — Conf. etiam décret du 23 mai 1900, art 3 et 4.

(2) Conf. décrets des 4 avril 1884 et 23 mai 1900, art. 11.

Art. 6. — Tout débiteur qui aura été libéré pour une des causes spécifiées dans les articles 3 et 5 du présent décret ne sera plus emprisonné pour la même dette, mais le paiement pourra toujours en être poursuivi sur les biens qui viendraient à lui échoir.

Art. 7. — Tout individu qui aura encouru à la fois la peine de l'emprisonnement ou de la karaka et une condamnation civile sera, à l'expiration de la première, considéré comme prisonnier pour dettes et sa situation sera régie par les dispositions ci-dessus.

Art. 8. — Aucun individu ne sera reçu à la nouvelle prison, en prison préventive, sans un ordre écrit, signé du chef de la section des affaires civiles, du chef de la section des affaires pénales (1), ou du Férik de la Driba (2).

Aucun individu condamné à la prison ou au bagne ne sera reçu à la nouvelle prison ou à la karaka sans un extrait du jugement du Férik de la Driba ou de l'Ouzara.

Le Directeur conservera l'ordre d'emprisonnement ou l'extrait du jugement, donnera reçu du prisonnier et l'inscrira sur le registre d'écrou.

Art. 9. — Les décrets des 19 rebiâ el aouel 1291 (6 mai 1874), 7 ramadane 1297 (13 août 1880) et les dispositions contraires au présent décret, notamment les articles 2 du décret de hidjà 1297 (novembre 1880), 2 et 3 du décret du 7 djoumadi ettani 1301 (4 avril 1884) et 6 du décret du 2 juin 1884 (3) [7 châbane 1301] sont et demeurent rapportés.

---

820 23 janvier 1885

(6 rebiâ ettani 1302)

Décret modifiant le décret du 16 décembre 1884 relatif à la délivrance des copies de mahrouds de l'Ouzara.

(Officiel, 1885, 495)

Vu le décret du 16 décembre 1884 (27 safar 1302);

Article unique. — L'article 9 du décret précité est modifié ainsi qu'il suit : . . . . . *(Conf. ce décret.)*

---

(1) Conf. décret du 13 janvier 1896.

(2) Conf décret du 23 mai 1900, art. 11. — Conf. etiam décret du 3 janvier 1889, art. 6 (v° Prisons)

(3) Ce décret est abrogé entièrement par décret du 9 janvier 1889 (v° Prisons).

---

821 25 janvier 1885

(8 rebiâ ettani 1302)

Circulaire du Premier Ministre aux Caïds relative à la citation des parties devant l'Ouzara (1) et à l'exécution des jugements de ce tribunal (2).

(Officiel, 1885, 496)

J'appelle votre attention sur les instructions suivantes, qui doivent être exécutées par vous à l'avenir avec la plus grande exactitude. Elles ont trait à la citation des parties devant l'Ouzara et à l'exécution des jugements de ce tribunal.

Citation des parties. — Dans les affaires civiles, le Caid du défendeur recevra une lettre signée de nous, l'invitant à envoyer à l'Ouzara la partie citée dans un délai fixé (1), ou à l'engager à donner à un mandataire (3) le pouvoir de la représenter (4).

Dès que cette lettre vous sera parvenue, vous devrez la notifier à la partie citée, et mentionner sur votre registre : 1° la date de l'arrivée de la lettre; 2° la date de la notification à la partie; 3° la réponse de la partie et sa date; les mentions devront être faites dans l'ordre de leur date.

---

(1) *Délais de citation devant les Tribunaux tunisiens.* (Le délai court du jour où la lettre d'avis part du Tribunal, sans comprendre ce jour ni celui de la comparution.)

TRIBUNAL.	CAIDATS.	DÉLAIS de l'Ouzara et de la Driba.	DÉLAIS des Tribunaux de province.
—	—	—	—
Tunis	Banlieue	15 jours.	
	Tébourba	8 —	
	Nabeul	9 —	
	Zaghouan	8 —	
	Soliman	8 —	
	Béja	12 —	
	Medjez el Bab	10 —	
	Bizerte	8 —	
	Mateur	8 —	
Le Kef	Djendouba	12 —	9 jours.
	Oulad bou Salem	12 —	9 —
	Raghba	15 —	9 —
	Aïn Draham	15 —	9 —
	Le Kef	15 —	6 —
	Téboursouk	12 —	9 —
	Ouennifa Guebala	15 —	7 —
	Oulad Aoun	15 —	11 —
	Oulad Ayar	18 —	10 —
Kairouan	Kairouan (ville)	15 —	4 —
	Kairouan (caïdat)	15 —	6 —
	Zlass	20 —	10 —
	Madjeur	20 —	15 —
Gafsa	Gafsa (ville)	20 —	4 —
	Gafsa (caïdat)	22 —	8 —
	Tozeur	22 —	10 —
	Nefta	24 —	12 —
	Hammama	20 —	14 —
	Fraichiche	20 —	16 —
Sousse	Sousse (ville)	8 —	4 —
	Sousse (caïdat)	8 —	6 —
	Monastir	10 —	8 —
	Oulad Said	10 —	8 —
	Djemmal	10 —	8 —
	Mahdia	10 —	10 —
	Souassi	12 —	11 —
Sfax	Sfax (ville)	10 —	4 —
	Sfax (banlieue)	10 —	6 —
	Sfax (caïdat)	15 —	8 —
	Skira	15 —	10 —
Gabès	Gabès (Forêt de)	15 —	5 —
	Hamma de Gabès	15 —	8 —
	Djerba	18 —	12 —
	Ouerghemma	22 —	15 —
	Médenine	25 —	20 —
	Tataouine	25 —	16 —
	Zarzis	22 —	10 —
	Matmata	25 —	20 —
	Nefzaoua	25 —	20 —

(2) Conf. circulaire du 3 mai 1896 et etiam instruction du 5 juillet 1899 (v° Amendes).

(3) Conf. décret du 9 mai 1897.

(4) Lorsqu'il est prouvé que le demandeur a été cité dûment à comparaître devant le Tribunal civil de l'Ouzara (et cette preuve résulte suffisamment de la lettre du Caïd chargé de la convocation, qui dit que le demandeur s'est engagé à comparaître au jour fixé), il y a lieu de classer l'affaire sans suite si en réalité il ne se présente pas (Ouzara, 13 avril 1896, *J. T.* 96, 504.)

Dans le cas où vous n'observeriez pas ces prescriptions vous serez passible d'une amende égale aux frais d'envoi d'un mokhazni de Tunis dans votre district (1).'

Le délai de comparution une fois écoulé, si la partie citée n'a pas obtenu la remise de l'affaire et qu'elle ne se soit pas présentée, un mandat est décerné contre elle et exécuté par la force publique. Dès que ce mandat aura été délivré, la khedma (1) sera due par la partie citée à comparaître, alors même qu'elle se serait présentée à l'Ouzara avant l'exécution du mandat.

Exécution des jugements. — Pour obtenir l'exécution d'un jugement contre un de vos administrés, l'intéressé devra vous le présenter ou vous le faire parvenir, revêtu de la formule exécutoire, signée par S. A., et vous devez aussitôt inscrire sur votre registre une mention succincte indiquant le montant des condamnations qui doit être acquitté par celui contre qui l'exécution est requise. Vous y joindrez les sommes versées par le gagnant pour les droits de greffe, dont le montant est indiqué sur la copie du jugement avec la signature du greffier. Vous signifierez ensuite le jugement à la partie condamnée et lui donnerez l'ordre de s'y conformer. En cas de résistance vous prendrez sans délai toutes les mesures d'exécution nécessaires.

S'il s'agit notamment d'un débiteur solvable, vous l'emprisonnerez dans les limites du décret du 23 rebiâ el aouel 1302 (10 janvier 1885) inséré à l'*Officiel* du 5 rebiâ ettani 1302 (22 janvier 1885).

Il vous est interdit de forcer le débiteur à acquitter une somme supérieure à celle indiquée dans le jugement plus les droits de greffe, quelles que soient les conventions qui aient été faites entre les parties postérieurement au jugement. Vous ferez mention, sur la copie du jugement que vous restituerez au créancier, des sommes qui auront été versées par le débiteur.

En cas de difficultés qui ne pourraient être tranchées par les décrets ou les circulaires officielles, vous devez nous en référer aussitôt.

---

822 14 février 1885

(28 rebiâ ettani 1302)

Décret réglementant le fonctionnement de l'Ouzara (2).

Article 1er. — Les plaintes sont reçues par écrit adressé à notre Premier Ministre ou verbalement par un secrétaire de la section des affaires civiles, pour les affaires civiles, de contrebande, les réclamations en matière d'impôt et en général toutes les actions intentées contre l'État ; par un secrétaire de la section des affaires pénales, pour les affaires criminelles et correctionnelles (1) [a].

Art. 2. — Chacun de ces secrétaires prend note de l'affaire par écrit suivant les déclarations faites par les plaignants. Il doit mentionner, en tête de la plainte, les noms des parties en cause, les noms de leurs mandataires, leur domicile habituel et l'endroit où elles résident à Tunis, la date du jour où la plainte a été reçue. La plainte est remise au chef de section qui nomme un rapporteur chargé d'instruire l'affaire. Elle est ensuite remise au secrétaire-archiviste qui l'inscrit sur le registre d'arrivée sous le nom du rapporteur et l'enferme dans un dossier sur la couverture duquel sont reproduites les mentions sommaires inscrites en tête de la plainte et le nom du rapporteur.

Le dossier doit être établi et remis, dans la journée même du dépôt de la plainte ou le lendemain au plus tard, au secrétaire-rapporteur. Tous les mois, l'archiviste doit fournir au chef de section et au Secrétaire général une liste succincte des affaires à l'étude entre les mains de chaque secrétaire.

Art. 3. — Le rapporteur reçoit les déclarations des témoins, prépare les lettres qu'il peut y avoir lieu d'adresser aux parties ou aux autorités compétentes. Ces lettres sont ensuite soumises à l'approbation du chef de section.

Art. 4. — Dans les affaires civiles, les parties en cause doivent être citées par lettres adressées au Caïd de la tribu où elles résident (2) ; elles doivent indiquer un délai pendant lequel la partie doit se présenter en personne ou se faire représenter par un mandataire au tribunal de l'Ouzara (3). Le délai de comparution une fois écoulé, si la partie citée n'a pas obtenu la remise de l'affaire et n'a pas comparu, un mandat d'amener est décerné contre elle et un mokhazni lui est envoyé aussitôt (4). Dès que la mission confiée aura été mise aux enchères, la khedma sera due par la partie citée, alors même qu'elle se serait présentée avant le départ du mokhazni (5).

Art. 5. — Les citations faites verbalement au cours du procès aux parties ou à leurs mandataires, doivent être inscrites au verso du dossier, avec l'indication si elles ont été observées ou non.

Art. 6. — Si des délais ont été accordés aux parties après la première comparution, il doit en être fait mention par le rapporteur au verso du dossier avec la plus grande exactitude. Toutes les pièces doivent être inscrites par le rap-

(1) Conf. décret du 8 mars 1895 (v° Oudjaks)
(2) Conf. décret du 18 mars 1896, art. 34 et seq.

(1) Conf. arrêté du 4 juillet 1896.
(2) Conf. circulaire du 25 janvier 1885.
(3) Conf décret du 9 mai 1897.
(4) Conf. circulaire du 3 mai 1896.
(5) Conf décrets des 26 mai 1885 et 3 mars 1895, note (v° Oudjaks)
(a) L'Ouzara est un véritable tribunal, qui rend journellement des jugements en matière civile et pénale dans les affaires concernant les sujets tunisiens (Tunis, 26 juin 1893, *R. A.* 93, II, 490)
Le tribunal de l'Ouzara est incompétent pour connaître des contestations relatives à la propriété immobilière. (Ouzara, 3 mars 1896, *J. T.* 96, 166.)

porteur au verso du dossier dans l'ordre de leur réception.

Art. 7. — Tout dossier qui n'est pas à l'étude doit être remis, avec les pièces rangées par date, au secrétaire-archiviste ; celui-ci prend note sur le registre de sortie de la remise des dossiers aux secrétaires qui n'en sont déchargés que par une inscription qui en indique la rentrée ; il est responsable, avec le chef de section, du bon ordre des dossiers.

Art. 8. — Dès que l'affaire est instruite, il est procédé par le rapporteur à la rédaction du mahroud. Le mahroud doit contenir un résumé succinct de l'affaire. Les pièces importantes déposées au cours du procès doivent être visées dans le mahroud et y être annexées. Le mahroud est soumis à l'approbation du chef de section, qui convoque les parties à l'effet d'entendre la lecture de ce document ; les observations des parties portant sur des points essentiels du procès sont inscrites à la suite du mahroud ; si elles portent sur des points nouveaux et si elles n'ont pas été développées en présence des parties, il pourra y avoir lieu à convoquer de nouveau les parties ou leurs mandataires.

Si aucune observation nouvelle n'est produite, le mahroud est arrêté définitivement.

Art. 9. — Le chef de section propose la sentence qui est ensuite communiquée, avec les pièces du procès, à notre Ministre de la plume et à notre Premier Ministre.

Art. 10. — Quand la sentence a été prononcée par nous, le mahroud est remis au greffier avec le dossier ; celui-ci invite les parties à en prendre connaissance et leur fait savoir quel délai est accordé par le jugement pour l'exécution volontaire de la sentence.

Art. 11. — Les délais écoulés, si la partie gagnante a requis l'expédition du jugement suivant les termes de l'article 3 du décret du 27 safar 1302 (16 décembre 1884), l'amra d'exécution adressé aux autorités compétentes, préparé par la section saisie de l'affaire et signé par nous, est annexé à la suite de l'expédition.

Art. 12. — Dès que l'amra d'exécution a été signé, il est envoyé soit par la partie, soit par le bureau du départ du Ministère tunisien, si la partie le requiert, au Caid compétent (1).

Art. 13. — Dans les affaires pénales, les règles de la procédure devant la section des affaires civiles s'appliqueront sauf les modifications suivantes.

Art. 14. — Le chef de section jugera s'il est nécessaire d'envoyer de suite à l'inculpé un mandat d'amener confié à un mokhazni (2) sans passer par les formalités préliminaires de la citation.

Art. 15. — Les frais dus pour la khedma du mokhazni seront payés dans ce cas par l'inculpé ; s'il est condamné, il les supporte définitivement ; si la plainte n'a pas été reconnue justifiée, ils seront remboursés par le plaignant (1).

Dès que l'individu amené aura été présenté au chef de section, celui-ci sera tenu de le faire interroger dans les quarante-huit heures. Après l'interrogatoire, un mandat de dépôt sera adressé par lui, s'il y a lieu, au chef de la nouvelle prison (2).

Art. 16. — Au cas où un chef de section découvrirait, dans un procès en cours, une irrégularité dans les pièces notariées apportées par les parties, de même au cas où de faux témoignages seraient constatés, il devra immédiatement en faire l'objet d'une lettre adressée à notre Premier Ministre, qui y donnera la suite nécessaire.

(1) Conf circulaires des 25 janvier 1885 et 3 mai 1896.
(2) Conf. décrets des 26 mai 1885 et 3 mars 1895, note (v° OLD-JAKS).

---

823 — 19 juin 1886

(*17 ramadane 1303*)

Décret autorisant le greffe de l'Ouzara à délivrer, à un certain tarif, les copies des requêtes et autres actes déposés à la section des affaires civiles (3).

(OFFICIEL, 1886, 142)

Vu le décret du 16 décembre 1884 (27 safar 1302) organisant le greffe du tribunal de l'Ouzara ;

Article 1er. — Le greffe de l'Ouzara est autorisé à délivrer aux parties en cause, des copies des requêtes, actes et titres déposés à la section des affaires civiles pour l'instruction des procès.

Art. 2. — Les frais des copies sont fixés d'après le tarif édicté à l'article 5 du décret du 16 décembre 1884 (27 safar 1302) précité, à savoir : Les copies ayant moins de cinq rôles seront assujetties à un droit fixe de cinq piastres. Au-dessus de cinq rôles, il sera ajouté à la somme de cinq piastres, une piastre par rôle.

Un rôle comprend 25 lignes ; chaque ligne doit contenir au moins cinquante lettres. Sera comptée pour un rôle une feuille contenant au moins 13 lignes, mais il ne peut être compté qu'un rôle incomplet dans la copie d'une pièce.

(1) Conf. décrets des 26 mai 1885 et 3 mars 1895, note (v° OLD-JAKS).
(2) Conf. arrêté du 14 décembre 1896.
(3) Conf. décret du 18 avril 1896

---

824 — 13 avril 1887

(*19 redjeb 1304*)

Décret déterminant le traitement des Muftis suppléants des tribunaux, et des Cadis des tribus et des djebels (4).

Article unique. — Les Muftis suppléants nommés dans les tribunaux de la Régence et les Cadis nommés dans les tribus ou les djebels recevront, sur l'excédent des revenus de la djemaia des habous, un traitement de deux piastres par jour (4).

(4) Conf. décrets des 6 avril et 22 décembre 1874.

825 19 septembre 1887

(*1er moharrem 1305*)

Décret fixant les rétributions accordées aux tuteurs pour l'administration des biens des mineurs.

(Officiel, 1887, 273)

Considérant que les prélèvements exercés par les tuteurs sur les biens appartenant à des mineurs et dont l'administration leur est confiée, ne doivent grever ces biens que dans une proportion modérée;

Article 1er. — A partir de la date du présent décret, la rétribution allouée aux tuteurs pour l'administration des biens de mineurs ne pourra excéder 2 1/2 o/o des revenus de ces biens.

Art. 2. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret qui sera notifié aux membres du tribunal du Châara.

---

826 28 janvier 1888

(*14 djomadi el aouel 1305*)

Arrêté du Premier Ministre organisant le service d'instruction près le tribunal de l'Ouzara (1).

Considérant que la Section pénale est la seule juridiction chargée d'instruire les affaires rentrant dans ses attributions;

Que le grand nombre d'affaires qui se sont accumulées depuis quelque temps devant la Section pénale, nécessite une longue détention des prévenus, quelle que soit la nature de l'affaire dans laquelle ils sont impliqués;

Et pour remédier à cet état de choses, et faciliter la tâche de la Section pénale;

Article 1er. — Un cheik instructeur et des cheiks auxiliaires seront désignés à la Section pénale pour instruire les affaires et procéder aux opérations que nécessite l'information.

Art. 2. — Ce cheik et ses auxiliaires, dont les attributions consistent à instruire les affaires, sont chargés de rechercher tous crimes, délits ou contraventions, d'en recueillir les preuves, et d'accomplir les actes et formalités nécessaires pour mettre la cause en état d'être jugée; quant au jugement, il n'appartient qu'à la Section pénale de le prononcer (1).

Ils (les cheiks instructeurs) peuvent, au cours de leurs opérations, requérir la force publique et opérer toute saisie qu'ils jugeront utile. Ils sont néanmoins seuls responsables des mesures prises par eux pour la manifestation de la vérité (2).

Art. 3. — Le cheik instructeur est autorisé à signer pour le Premier Ministre les lettres relatives à l'instruction des affaires (seulement). Il est, en outre, chargé de : 1° distribuer les affaires à instruire à ses auxiliaires (2); 2° prendre connaissance des dossiers après la clôture des enquêtes faites par ses auxiliaires et ordonner, s'il y a lieu, un complément d'information pour éclaircir les points restés obscurs (2); 3° signer tout mandat de comparution et faire amener devant lui ou devant ses auxiliaires tout individu dont la présence est jugée utile (1);

Signer aussi les mandats de dépôts, les ordres de mise en liberté et ordonner, après clôture de l'enquête, le renvoi des affaires devant le tribunal (1).

Art. 4. — Si le cheik instructeur voit que les pièces qui lui sont soumises dans une affaire ne constituent ni délit, crimes ou contraventions, ou si l'enquête à laquelle il a été procédé ne relève pas de charges suffisantes pour établir la culpabilité de l'inculpé, il peut préparer un arrêté prescrivant de ne pas poursuivre l'affaire (ordonnance de non-lieu). Le dossier de l'information et cet arrêté devront, dans ce cas, être soumis au Premier Ministre (1).

(1) Conf. décret du 13 janvier 1896 et arrêté du 14 décembre 1896.
(2) Conf. arrêté du 14 décembre 1896.

---

827 31 août 1892

(*7 safar 1310*)

PROMULGUÉ LE 31 AOÛT 1892

Décret rendant obligatoire la désignation du franc comme unité monétaire dans les actes notariés et les jugements des tribunaux indigènes.

(Officiel, 1892, 253)

Vu le décret du 1er juillet 1891 (24 kàda 1308) sur la réforme monétaire dans la Régence, notamment l'article 1er qui constitue le franc comme unité monétaire;

Article 1er. — Les sommes d'argent entrant dans les transactions qui se font par l'intermédiaire des notaires devront être désignées en francs. Les honoraires des notaires y seront désignés également en francs, à raison de 0f,60 la piastre (2).

Art. 2. — Tous les tribunaux indigènes devront employer dans leurs jugements le franc à la place de la piastre, excepté dans les transactions anciennes; en ce cas, la désignation de la piastre pourra être maintenue.

Art. 3. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

828 17 septembre 1894

(*16 rebiâ el aouel 1312*)

Circulaire du Premier Ministre aux Caïds, relative à la mise aux enchères des propriétés immobilières.

(R. D. F., 1899, 269.)

Vous n'ignorez pas qu'une des plus importantes attributions des Caïds est la mise aux enchères des propriétés immobilières dont la vente est décidée par jugement, en vertu de mahrouds dont la grosse leur est adressée (3) [a].

(1) Conf. arrêté du 14 décembre 1896.
(2) Conf décret du 23 novembre 1888 (1° Notariat tunisien).
(3) Depuis le décret du 18 mars 1896, les grosses sont remplacées par des extraits lorsqu'il s'agit de recouvrements à faire pour le Trésor public.
(a) Au cas où plusieurs créanciers font valoir leurs titres contre

Vous savez aussi que la durée des enchères adoptée par les tribunaux tunisiens est de 70 jours. Parfois le débiteur se libère au cours de ce délai et, dans ce cas, les enchères sont supprimées, ou bien il consent de son gré à la vente au dernier prix offert. Rien à dire sur ces deux cas. Il s'agit seulement du cas où, après expropriation consacrée par le sceau de S. A., des plaintes sont formulées soit par le débiteur pour vente de sa propriété à un prix dolosif, soit par les amateurs pour ignorance du jour de l'adjudication, etc. Ce qui a favorisé ces diverses réclamations, c'est que quelques Caids ne désignent pas le jour de l'adjudication, ne déterminent pas les 70 jours avec précision et ne font pas de publications pour prévenir le public.

Pour couper court aux plaintes de l'espèce et opérer les ventes en question avec tout le soin désirable en vue de sauvegarder les intérêts tant du propriétaire que du poursuivant et des amateurs, je vous trace les règles suivantes :

Dès que vous recevrez une grosse de mahroul ordonnant la mise d'une propriété aux enchères, vous en prendrez charge, le même jour, sur le registre des affaires de votre caïdat.

Vous ferez ensuite insérer dans les journaux français et arabes des avis annonçant la date du commencement des enchères et expliquant que la propriété sera adjugée au jour qui correspond à l'expiration du délai de 70 jours. L'avis devra également contenir la désignation de l'immeuble, sa situation, sa contenance, le lieu, le jour et l'heure où l'adjudication aura lieu. Par ce moyen, tout malentendu sera prévenu.

Vous inviterez ensuite le crieur à annoncer la vente de l'immeuble. Deux notaires constateront que les enchères ont commencé à la date fixée : les frais justifiés que nécessitent ces formalités seront avancés par le poursuivant, qui les répétera contre le débiteur. Une copie de l'avis inséré dans les journaux sera affichée à la porte du bureau du lieu. Vous avertirez par écrit le propriétaire d'avoir à assister à l'adjudication et vous vous ferez délivrer par lui un accusé de réception de l'avertissement ; s'il est illettré, deux notaires constateront contre lui l'accomplissement de cette formalité.

Si le débiteur se libère, les enchères seront suspendues et vous en préviendrez l'Ouzara ; s'il ne s'acquitte pas, mais si, le jour de l'adjudication, il se présente, consent de lui-même à la vente, et que l'affaire se trouve ainsi réglée, vous en donnerez avis à l'Ouzara. S'il refuse ou s'il ne se présente pas, vous dresserez acte de l'offre faite par le dernier enchérisseur que vous préviendrez devant notaires qu'il est lié par son offre, mais que la vente ne sera réalisée à son profit que par l'apposition du sceau de S. A. sur l'acte.

Vous en rendrez immédiatement compte à l'Ouzara en lui adressant une hodja établie par les notaires qui auront prêté leur ministère dans la vente et constatant l'accomplissement de toutes les formalités précitées.

A la réception de la grosse de mahroud autorisant la conclusion de la vente au moyen du sceau de S. A., vous en prendrez charge, le même jour, au registre des affaires du caïdat, et vous annoncerez immédiatement dans les journaux arabes et français que l'adjudication définitive, dans les conditions susindiquées, aura lieu le jour qui tombe à l'expiration de 15 jours à compter de la date à laquelle vous aurez reçu l'ordre en question. Ledit jour vous réaliserez la vente au profit du dernier offrant ; vous mentionnerez dans l'acte de vente l'apposition du sceau de S. A. et vous adresserez, aux fins de sanction, l'acte dont il s'agit dans lequel seront relatées toutes les formalités prescrites.

un même débiteur, il y a lieu de réaliser ses biens mobiliers et d'en distribuer le prix ; au cas d'insuffisance pour le paiement de toutes les dettes, les immeubles du débiteur doivent être aussi vendus successivement jusqu'à ce que la somme nécessaire pour l'extinction des dettes ait été produite La distribution des deniers ainsi produits est faite entre les créanciers au prorata de leurs créances en principal et accessoires, après que les productions ont été provoquées par une publication faite au *Journal officiel* par le Caid. (Ouzara, 5 février 1891, *J. T.* 99, 290.)

---

829 13 janvier 1896

(27 redjeb 1313)

Décret réunissant les sections des affaires civiles et des affaires pénales de l'Ouzara en une Direction dite « Direction des services judiciaires du Gouvernement tunisien » et confiée à un magistrat français (1).

(Officiel, 1896, 17)

---

830 18 mars 1896

(3 chaoual 1313)

PROMULGUÉ LE 18 MARS 1896

Décret instituant à Sfax, à Gabès et à Gafsa des tribunaux de province à compétence civile et pénale, et réglementant la procédure devant ces tribunaux et devant l'Ouzara (2).

(Officiel, 1896, 149)

Article 1er. — Il est institué à Sfax, à Gabès et à Gafsa des tribunaux à compétence civile et pénale (2).

Ces tribunaux ressortissent au tribunal de l'Ouzara, siégeant à Tunis.

Leur circonscription sera déterminée par arrêté de notre Premier Ministre (3).

(1) Conf décret du 28 avril 1896 et arrêté du 4 juillet 1896

(2) Conf. circulaire du 8 mai 1896 et décret du 23 mai 1900, art 10 — Conf etiam circulaire du 27 novembre 1897 (v° Caïds) et instruction du 5 juillet 1899 (v° Assesseurs)

(3) La circonscription du tribunal de Sfax s'étend sur le territoire des caïdats de Sfax et de la Skira.

La circonscription du tribunal de Gabès s'étend sur le territoire des caïdats de l'Arad, de Médenine, des Maïmatas, des Oudarna et des Nefzaoua.

La circonscription du tribunal de Gafsa s'étend sur le territoire des caïdats de Gafsa, des Hamuama Dahara, des Hammama Gueubala, du Djebel de Tamerzos, des Oulad Sidi Abid el Hamedi, de

Il pourra être créé, dans d'autres villes de la Régence, des tribunaux de même nature, selon les nécessités des services judiciaires (1).

Art. 2. — Le tribunal de province est composé de : un président, deux juges, un juge suppléant, un greffier.

Art. 3. — Les présidents et juges sont recrutés parmi les étudiants de la Grande Mosquée ou toutes autres personnes justifiant d'études juridiques suffisantes, et parmi les secrétaires ou surnuméraires ayant accompli, au tribunal de l'Ouzara, un stage de trois années.

Les traitements et indemnités à attribuer aux magistrats et greffiers seront déterminés par arrêté de notre Premier Ministre (2).

Art. 4. — Les Caïds des territoires compris dans l'arrondissement judiciaire du tribunal de province — et, au cas où ils seraient empêchés, leurs khalifas — font, chacun dans son caïdat, les enquêtes pour la poursuite des infractions déférées audit tribunal par le présent décret (3).

Ils agissent à cet égard, soit d'office, dans l'étendue de leurs attributions actuelles de police judiciaire, soit sur la réquisition qui leur en est adressée par notre Premier Ministre (3).

Le tout, sans préjudice du droit qui appartient au tribunal de procéder lui-même, sur place, à des constatations ou à des enquêtes, ou encore à des confrontations ou à des auditions de témoins à ses audiences, s'il le juge indispensable à la manifestation de la vérité.

Art. 5. — Les parties peuvent plaider par elles-mêmes ou par procureur.

Sont seuls admis à représenter les parties : 1° les oukils nommés conformément aux dispositions du décret du 27 mai 1885 (4) [12 châbane 1302]; 2° les avocats et défenseurs qui auront obtenu un décret nominatif d'autorisation.

Art. 6. — Deux spahis, au moins, de l'oudjak du Contrôle civil du lieu où siège le tribunal sont détachés, suivant les besoins du service, pour assurer le bon ordre pendant les audiences et dans toutes les circonstances où le tribunal fait œuvre de juridiction.

Art. 7. — L'organisation du greffe et des archives du tribunal de province, la nature et la forme des registres qui doivent y être tenus et les règles à suivre pour l'administration intérieure de ladite juridiction seront fixées par arrêté de notre Premier Ministre.

Art. 8. — Les heures d'ouverture et de fermeture du greffe, les jours et heures des audiences, ainsi que leur durée et la répartition des affaires qui y seront traitées, feront l'objet d'un règlement intérieur qui sera dressé par le Président du tribunal, sous réserve de l'approbation de notre Premier Ministre.

Art. 9. — Les audiences sont publiques à peine de nullité.

Si la publicité est dangereuse pour l'ordre public ou les mœurs, le Président ordonne que les débats auront lieu à huis clos. Mention de cette mesure est faite au jugement qui, dans tous les cas, est rendu publiquement.

Art. 10. — Les tribunaux de province connaissent, dans les conditions ci-après indiquées, de toutes les affaires qui, par leur nature, sont de la compétence du tribunal de l'Ouzara.

Ils ne reçoivent aucune instance préalablement portée devant une autre juridiction régulière, à moins que cette juridiction n'en soit dessaisie ou ne s'en dessaisisse sans la trancher, et seulement après qu'avis de ce dessaisissement leur a été notifié par notre Premier Ministre.

Ils ne connaissent pas des procès dans lesquels un militaire, en activité de service, est en cause.

Les Caïds conservent les attributions judiciaires à eux conférées par les décrets antérieurs (1).

Art. 11. — En matière civile, les tribunaux de province reçoivent toutes actions purement personnelles (a) et mobilières en dernier ressort jusqu'à 200 fr. et, sauf appel, jusqu'à 1,200 fr. (b).

Toreur, de Nafta et d'El Oudiane. (*Arrêté du Premier Ministre du 29 avril 1896, non publié à l'Officiel*) — Conf. décrets des 25 février 1897 et 17 mai 1898, art. 1er, § 3, note, et etiam tableau général (v° CAÏDS).

(1) Conf. décrets des 25 février 1897 (Sousse et Kairouan) et 17 mai 1898 (Le Kef).

(2) Conf. arrêté du 4 mai 1896.

(3) Conf. circulaire du 3 mai 1896 et décret du 23 mai 1900, art. 10 — Conf. etiam circulaire du 27 novembre 1897 (v° CAÏDS) et instruction du 5 juillet 1899 (v° AMENDES)

(4) Conf décret du 9 mai 1897 qui l'abroge.

(1) Conf. circulaire du 3 mai 1896 et décret du 23 mai 1900.

(a) *Tunisiens — Présomption de cette nationalité* — Tout indigène musulman est présumé de nationalité tunisienne jusqu'à preuve contraire. (Tunis, 8 mars 1897, *J T* 97, 259)

Les musulmans domiciliés en Tunisie sont présumés Tunisiens jusqu'à preuve contraire (Tunis, 16 mars 1896, *J T.* 96, 210 — Tunis, 25 mars 1895, *J T* 95, 274. — Tunis, 30 octobre 1893, *J. T.* 93, 407. — Tunis, 26 juin 1893, *J. T* 93, 262 — Tunis, 16 juin 1893, *J T* 93, 332 — Tunis, 7 janvier 1891 *J T* 93, 284. — Tunis, 27 février 1888, *J. T* 93, 243)

Cette preuve ne peut résulter de la production d'une patente de protection française permée, laquelle n'est pas de nature à conférer la nationalité et n'est valable que pour un an. (Tunis, 30 mai 1900, *J. T.* 900, 553)

L'indigène musulman algérien fixé en Tunisie depuis 25 ans, c'est-à-dire bien antérieurement à l'établissement du protectorat de la France sur la Régence et à la loi du 26 juin 1889, doit être réputé sujet tunisien lorsqu'il a vendu ses propriétés d'Algérie pour se créer une famille et des intérêts en Tunisie et s'y fixer sans esprit de retour (Tunis, 2 décembre 1891, *J T.* 92, 110.)

Les sujets turcs ont toujours été et sont encore aujourd'hui assimilés, dans la Régence, aux Tunisiens, au point de vue juridictionnel. (Tunis, 11 janvier 1892, *J. T* 93, 286, 22 juin 1891, *J. T.* 91, 301.)

Doivent être présumés sujets tunisiens les musulmans domiciliés en Tunisie, quand bien même ils établiraient leur origine algérienne, s'ils ne prouvent pas que leur famille était encore domiciliée en Algérie lorsque ce pays a été conquis par la France. (Tunis, 14 juin 1899, *J T.* 900, 364.)

D'après le droit public tunisien, les musulmans qui ne jouissent pas de la nationalité ou de la protection d'une puissance européenne sont assimilés dans la Regence aux Tunisiens (Tunis, 14 juin 1899, *J. T.* 900, 364.)

L'israélite né en Tunisie est présumé Tunisien jusqu'a preuve contraire. (Tunis, 17 janvier 1898, *J T.* 98, 462)

Les israélites indigènes domiciliés en Tunisie sont présumés de nationalité tunisienne jusqu'à preuve contraire (Tunis, 1er juin 1896, *J. T* 96, 369 · 25 novembre 1895, *J T* 96, 27, 23 mai 1893, *J T* 93, 317)

L'employé européen d'une administration tunisienne, pris en cette qualité, doit être considéré comme Tunisien. (Paix Tunis, 14 octobre 1896, *J T.* 96, 574.)

Le Gouvernement tunisien conserve, malgré le protectorat français, son autonomie et ses droits souverains Il n'est, comme ses propres sujets, soumis qu'a la juridiction de ses tribunaux, sauf les cas spéciaux où les tribunaux français ont reçu de la loi compétence expresse (Alger, 20 mai 1890, *J. T.* 90, 150)

(*b*) Il en résulte que l'Ouzara doit se déclarer incompétent pour connaître d'une demande à fins civiles inférieure à 1,200 fr. introduite contre un indigene domicilié dans la circonscription d'un tribunal de province ; il importe peu que le titre de créance produit à l'appui de la demande dépasse 1,200 fr., si le demandeur reconnaît avoir reçu un acompte qui réduit la dette à moins de ce chiffre et

Art. 12. — La demande reconventionnelle ne s'ajoute pas à la demande principale pour le calcul du taux du ressort.

La demande en dommages-intérêts, fondée sur le préjudice causé par une demande principale dont le défendeur allègue le caractère abusif ou frauduleux, ne compte pas dans le calcul du taux du ressort.

La demande collectivement portée par ou contre plusieurs personnes ayant des intérêts distincts, tels que des héritiers, s'apprécie, quant au taux du ressort, non par son total, mais en raison de l'intérêt de chacun, envisagé séparément.

Art. 13. — Au cas où la demande porte sur un objet d'une valeur non indiquée, mais déterminable, cette valeur est appréciée, par le tribunal, d'après les documents et les circonstances de la cause, pour le calcul du taux du ressort.

Si la demande porte sur une valeur indéterminable, le tribunal de province ne peut en connaître et doit se déclarer incompétent.

Il est fait exception, toutefois, pour les actions possessoires, qui ressortissent toujours à sa juridiction, à charge d'appel.

Art. 14. — Le tribunal compétent pour connaître d'une des affaires dont il est parlé dans les articles 11 et 13 du présent décret est celui du domicile du défendeur ou celui de sa résidence actuelle; s'il y a plusieurs défendeurs solidaires, celui du domicile ou de la résidence actuelle de l'un d'eux, au choix du demandeur.

Il est fait exception à cette règle générale pour les actions possessoires, qui doivent être portées devant le tribunal du lieu de l'immeuble objet du litige (a).

Art. 15. — En matière pénale, les tribunaux de province connaissent, en dernier ressort, des infractions suivantes :

1° Chasse en temps prohibé, vente et colportage de gibier (amende de 30 à 120 fr. ; prison de six jours à deux mois) [1] ; infractions aux lois sur la pêche (décret du 11 janvier 1895) [2] ;

2° Ventes prohibées d'armes (décrets des 18 janvier 1883, 3 octobre 1884, 20 octobre 1885) ; port d'armes apparentes sans autorisation (décret du 14 avril 1894) ;

3° Délits en matière de douanes, de monopoles, de mahsoulats ;

4° Introduction de monnaies étrangères (amende de 500 fr. ; prison de trois jours à un mois) [décret du 15 décembre 1891] ;

5° Association sans autorisation et prêt d'une maison à une association non autorisée (décret du 15 septembre 1888) ;

6° Infractions aux lois sur la médecine et la pharmacie (décret du 15 juin 1888) ;

7° Tenue de jeux de hasard en récidive ;

8° Allumage de feu dans la zone prohibée autour des forêts et en temps prohibé (amende de 20 à 500 fr. ; prison de six jours à six mois) [décret du 20 août 1886] ;

9° Destruction de récoltes, d'animaux domestiques, bris de clôture, dommages aux champs, blessures par imprudence, incendie par imprudence, délit de pacage ;

10° Dégradation de monuments publics, de signaux topographiques et géodésiques, de bornes d'immatriculation, de balises ;

11° Contravention aux décrets sur l'entrée des légumes dans les villes (amende de 100 à 500 fr.) ;

12° Falsification de denrées ; plâtrage des vins ; abatage clandestin ; usage de faux poids et de fausses mesures ;

13° Calomnies ; injures ; menaces de voies de fait sous condition ; tentative de corruption de fonctionnaire non suivie d'effet ; outrages à un agent ou à un commandant de la force publique ; attroupement séditieux sans armes, refus d'obéissance à une réquisition légale ; négligence des préposés à la garde d'un prisonnier, en cas d'évasion ;

14° Usurpation ou empiétement du domaine public ;

15° Rixes sur la voie et dans les lieux publics ; outrage public à la pudeur.

Art. 16. — En même matière, les mêmes tribunaux connaissent, à charge d'appel, des infractions suivantes :

1° Délits contre l'État et la sûreté publique (peine applicable : prison six mois à deux ans) ;

2° Menaces de mort sous condition ; attentats à la pudeur sans violence ; faux témoignage ; escroquerie ; abus de confiance simple ; faux en écriture privée ; banqueroute simple (peine applicable : prison de deux mois à deux ans) ;

3° Coups et blessures volontaires ; vols simples ; violation de domicile ; excitation de mineurs à la débauche ; enlèvement (peine applicable : prison quinze jours à un an).

Art. 17. — Les mêmes tribunaux connaissent, en outre, en matière pénale (1) :

1° En dernier ressort, de toute infraction

---

ne conclut qu'au paiement du solde. (Ouzara, 31 mai 1897, *J. T.* 97, 368.)

Il y a lieu d'annuler le jugement civil rendu en premier ressort par un tribunal de province, lorsque l'intimé, dûment cité, ne s'est pas présenté pour soutenir la demande originaire en personne ou par mandataire. L'intimé doit être en outre condamné aux dépens de première instance et d'appel. Il en est ainsi toutefois lorsque les moyens d'appel sont sérieux et de nature à faire douter du bien-fondé de la décision de première instance. (Ouzara, 1er juillet 1897, *J. T.* 97, 365.)

(1) Conf. décret du 8 août 1900, art. 6 (v° CHASSE).

(2) Conf. décret du 28 août 1897 (v° PÊCHES).

(a) Le tribunal civil de l'Ouzara est compétent pour connaître de toutes les contestations relatives à la possession des immeubles tunisiens non immatriculés ; mais c'est le tribunal du Chaâra qui seul peut connaître du pétitoire, c'est-à-dire des contestations relatives à la propriété. — Cette incompétence de l'Ouzara en matière pétitoire tient à l'organisation des juridictions dans la Régence et doit être reconnue d'office. (Ouzara, 13 avril 1896, *J. T.* 96, 328.)

(1) Une instruction du Résident général du 15 mai 1897 (*R. T. P.* II) dispose que les différentes Directions (sauf l'Office postal) et les services qui en dépendent étant services tunisiens, doivent introduire devant l'Ouzara ou devant les tribunaux régionaux toutes les actions pénales qu'ils poursuivent à l'encontre de sujets tunisiens, et ce, quelle que soit la nationalité des agents en cause, excepté cependant le cas où l'agent a été personnellement l'objet de violences ou sévices lui permettant d'introduire contre la partie récalcitrante une action civile indépendante de l'action pénale, cas où les règles ordinaires de la compétence personnelle reçoivent leur suite naturelle.

non portée dans la nomenclature de l'article 15 du présent décret et punissable d'une amende d'un maximum de 100 fr. et d'un emprisonnement maximum de trois mois, ou de l'une de ces deux peines seulement ;

2° En premier ressort, de toute infraction punissable de l'amende, à quelque chiffre qu'elle puisse monter, et de la prison, jusqu'à un maximum de deux ans, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 18. — Le tribunal de province saisi d'une affaire pénale pourra statuer sur les demandes à fin de réparation civile introduites devant lui, dans cette instance, par la partie plaignante, si, par leur nature et par leur chiffre, elles rentrent dans sa propre compétence, telle qu'elle est déterminée par les articles 11 à 14 du présent décret.

Toutefois, la condamnation aux fins civiles qui viendrait à être prononcée ainsi contre un délinquant ne sera rendue en dernier ressort que si le taux de la demande le comporte et que, de plus, la condamnation pénale ne soit pas susceptible d'appel.

La condamnation aux fins civiles ne sera prononcée qu'en premier ressort, quand bien même l'affaire pénale ne serait pas sujette à appel, si la demande de réparation civile, formulée par le plaignant, dépasse le taux du dernier ressort.

Art. 19. — En matière pénale, et dans les limites indiquées aux articles 15 à 17 du présent décret, sont également compétents :

1° Le tribunal dans la circonscription duquel le délit a été commis ;

2° Le tribunal dans la circonscription duquel habite le prévenu ;

3° Le tribunal dans la circonscription duquel le prévenu a été trouvé.

Celui de ces trois tribunaux qui a été saisi le premier doit conserver l'affaire, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné, avant le jugement, par notre Premier Ministre.

Art. 20. — Les tribunaux de province suivront, pour l'instruction et le jugement des affaires qui leur sont dévolues par le présent décret, les règles de procédure en usage devant les sections civile et pénale de l'Ouzara (1) [a].

Art. 21. — Ils pourront s'adresser les uns aux autres, et par l'intermédiaire du Ministère des commissions rogatoires, pour les constatations à faire dans les instances pendantes devant eux et pour l'instruction desdites affaires.

Art. 22. — Les jugements rendus par les tribunaux de province sont, dans les vingt-quatre heures de leur prononcé, inscrits avec un numéro d'ordre, sans blanc, surcharge ni interligne, sur le registre à ce destiné. Ils doivent être signés par les trois magistrats composant le tribunal qui les a rendus. Les renvois et les mots rayés nuls sont dûment approuvés et paraphés par ces magistrats (1).

Art. 23. — Tout jugement doit contenir : 1° les noms, qualités et demeures des parties ; 2° le point de fait ; 3° les dires des parties ; 4° les motifs en fait et en droit ; 5° le dispositif ; 6° la date à laquelle il a été rendu et qui sera exprimée d'après le calendrier musulman en usage en Tunisie et d'après le calendrier grégorien ; 7° les noms des magistrats par lesquels il a été rendu ; 8° l'indication du premier ou du dernier ressort ; 9° la liquidation des dépens ou dommages-intérêts, s'il y échet.

Art. 24. — Toute personne qui a été partie dans une instance peut obtenir une copie du ou des jugements qui s'y rapportent. Cette copie ou expédition est la reproduction intégrale de la minute établie en vertu des articles 22 et 23 du présent décret. Elle est certifiée conforme par le greffier, visée par le président et revêtue du sceau du tribunal.

Cette expédition fait foi comme acte authentique de la puissance publique, mais n'a aucune valeur exécutoire.

Art. 25. — Toute partie au profit de laquelle un jugement a été rendu a le droit d'en obtenir une copie en forme exécutoire.

Elle ne peut en obtenir qu'une seule. Toutefois, la partie qui, avant d'avoir pu faire exécuter le jugement rendu à son profit, a perdu la copie en forme exécutoire qui lui a été délivrée, peut en obtenir une seconde, par jugement du même tribunal, tous intéressés dûment appelés, et à charge de fournir une caution solvable, à moins que le condamné ne reconnaisse que le jugement n'a pas été exécuté. La caution n'est déchargée que lorsque le jugement est périmé.

Art. 26. — Un jugement se périme par vingt années grégoriennes, à partir du jour où il a été rendu.

Art. 27. — La copie, en forme exécutoire, d'un jugement contient tous les éléments de simple expédition dont il est parlé en l'article 24 ; elle porte de plus, en tête, la mention suivante :

« Régence de Tunis.

« Au nom de S. A. le Bey, le tribunal de province siégeant à..... a rendu le jugement dont la teneur suit : »

Et, à la fin, la mention suivante :

« En conséquence, S. A. le Bey mande et or-

(1) Conf. décret du 14 février 1885.

(a) Dans la procédure suivie par les tribunaux tunisiens, l'opposition à un jugement par défaut n'existe pas et il y a lieu de prononcer une condamnation définitive contre le défendeur non comparant, s'il est justifié contre lui d'une citation régulière et s'il est produit à son encontre un titre de créance d'apparence régulière. (Ouzara, 13 décembre 1897, *J. T.* 98, 413)

(1) Une lettre du Directeur des services judiciaires du 10 octobre 1896 fait connaître aux présidents des tribunaux régionaux que si chacun des trois membres qui composent le tribunal a le droit d'exprimer librement son opinion dans la délibération, à charge de garder cette opinion, ainsi que la délibération elle-même, secrètes, lorsque la majorité s'est formée, le jugement doit être rédigé suivant l'avis de cette majorité et signé par les trois membres qui ont siégé dans l'affaire. Cette règle est essentielle et absolue, elle se fonde sur ce que ce ne sont pas les juges qui rendent le jugement, mais c'est cette institution impersonnelle, cette personne morale qui s'appelle le tribunal.

donne à tous fonctionnaires et agents de l'autorité publique de faire exécuter ou d'exécuter le présent jugement. »

Art. 28. — En marge de la minute de chaque jugement mention sera faite par le greffier, et visée par le Président, de la délivrance de toute expédition simple ou de toute copie en forme exécutoire dudit jugement, avec la date de la délivrance et le nom de la personne à laquelle elle a été faite, le tout à charge, par le greffier, d'une amende de 50 fr. par chaque contravention constatée, sans préjudice des dommages-intérêts qui pourraient être dus aux tiers qui auraient subi un préjudice.

Art. 29. — Les jugements rendus en dernier ressort, en matière pénale, sont immédiatement exécutoires.

Extrait du jugement est dressé par le greffier et envoyé, par le Président du tribunal, à notre Premier Ministre dans les trois jours de la prononciation.

Art. 30. — En matière civile, le jugement est signifié, sans frais, au débiteur, par le Caïd de son domicile ou de sa résidence (1).

Art. 31. — Chaque Caïd tient un registre, coté et paraphé par le Président du tribunal, sur lequel il indique la date à laquelle le jugement en forme exécutoire lui a été remis, le numéro et la date dudit jugement et l'indication du tribunal qui l'a prononcé (1).

Art. 32. — La signification doit être faite par le Caïd, dans les trois jours de la réception du jugement, plus un jour par myriamètre de distance entre sa résidence et celle de la personne à laquelle est faite la signification (1).

Art. 33. — L'exécution doit être assurée dans les dix jours de la signification pour les jugements en dernier ressort et, pour les jugements en premier ressort, dans les dix jours qui suivent le délai imparti ci-après pour faire appel (1).

Art. 34. — L'appel des jugements rendus en premier ressort sera porté devant le tribunal de l'Ouzara, sous forme de requête adressée à notre Premier Ministre, dans les dix jours, en matière pénale, et dans les vingt jours, en matière civile.

Le délai courra du jour du jugement, en matière pénale, et du jour de la signification, en matière civile.

Il sera franc, c'est-à-dire qu'on n'y comptera pas le jour du jugement ou le jour de la signification suivant le cas.

Art. 35. — La requête d'appel peut être déposée, soit entre les mains du greffier du tribunal qui a rendu le jugement, soit entre celles du Caïd de la résidence de l'appelant, soit entre celles du Contrôleur civil duquel relève le caïdat. Dans ces cas, elle doit y arriver dans le délai de dix ou de vingt jours ci-dessus fixé. Le greffier, le Caïd et le Contrôleur civil tiendront chacun un registre pour l'enregistrement, par ordre de date, des requêtes d'appel, et en remettront récépissé.

La requête d'appel pourra aussi être adressée directement à l'Ouzara, par lettre recommandée à la poste. Dans ce cas, sa date sera celle établie par le récépissé délivré par le bureau de poste à l'expéditeur.

Enfin, la requête d'appel pourra être déposée, soit verbalement, soit par écrit, dans les bureaux du Ministère et dans le délai ci-dessus imparti.

Art. 36. — L'appel d'un jugement qualifié en premier ressort est suspensif, tant en matière civile qu'en matière pénale.

Si la requête a été déposée entre les mains du Caïd de la résidence de la partie condamnée, il devra surseoir à l'exécution.

Il y surseoira également sur le vu du récépissé de la requête d'appel qui lui serait présenté par le débiteur.

Art. 37. — L'appel interjeté contre un jugement qualifié en dernier ressort n'est pas suspensif. Toutefois, le tribunal de l'Ouzara, s'il estime que l'appel est recevable, parce que le jugement entrepris est mal qualifié, peut ordonner au Caïd qui a procédé à la signification, de surseoir à l'exécution jusqu'après solution de l'instance d'appel.

Art. 38. — L'appelant qui succombe peut être condamné à une amende de 5 à 100 fr., au profit du Trésor public, sans préjudice des dommages-intérêts qui seraient dus à la partie civile, si l'appelant avait agi de mauvaise foi ou abusivement.

L'amende sera recouvrée par l'Administration des finances (1). Le Trésor public jouira, pour ce recouvrement, du privilège accordé par les lois à toutes ses créances (2).

Art. 39. — Notre Premier Ministre pourra toujours évoquer d'office, devant le tribunal de l'Ouzara, toute affaire en cours d'instance de la compétence des tribunaux de province.

Il pourra aussi déférer à l'Ouzara, pour incompétence, abus de pouvoir, fausse application ou violation de la loi, ou encore pour erreur manifeste, tout jugement des mêmes tribunaux, même s'il est passé en force de chose jugée ou a été exécuté (3).

(1) Conf. circulaire du 3 mai 1896

831 — 18 avril 1896

(5 kâda 1313)

PROMULGUE LE 18 AVRIL 1896

Décret fixant les droits à percevoir par les greffiers des tribunaux de province pour la délivrance des expéditions et des grosses.

(OFFICIEL, 1896, 207)

Vu les décrets des 16 décembre 1884 (27 safar

(1) Conf. décret du 20 mai 1899 (v° ENREGISTREMENT).
(2) Conf. décret du 3 octobre 1884, art. 129 (v° DOUANES).
(3) Conf. circulaire du 3 mai 1896.

1302), 23 janvier 1885 (6 rebiâ ettani 1302) et 19 juin 1886 (17 ramadane 1303), concernant la délivrance par le greffe de l'Ouzara des expéditions de pièces et jugements et des amras d'exécution;

Vu les décrets des 31 décembre 1865 (12 châbane 1282), 23 décembre 1878 (28 hidjâ 1295) et 1er novembre 1887 (14 safar 1305), portant tarif des droits de chancellerie;

Vu notre décret du 18 mars 1896 (3 chaoual 1313), instituant à Sfax, à Gabès et à Gafsa des tribunaux de province à compétence civile et pénale;

Article 1er. — La délivrance, par les greffiers des tribunaux de province, des copies ou expéditions des requêtes, actes et titres déposés pour l'instruction des affaires civiles et des jugements rendus par ces tribunaux, tant en matière civile qu'en matière pénale, donne lieu à la perception, outre les droits de timbre, des droits de chancellerie établis par le tarif ci-après :

Sur chaque copie ou expédition comportant cinq pages au plus . . . . . 3f »

Par page en plus de cinq . . . . . » 60

La page contient vingt-cinq lignes et la ligne cinquante lettres.

La dernière page sera comptée comme page entière si elle contient au moins treize lignes.

Art. 2. — La délivrance, par les mêmes greffiers, des copies en forme exécutoire donne lieu à la perception :

1° Du droit d'expédition spécifié à l'article 1er;

2° D'un droit proportionnel de chancellerie fixé à ... *3* °/₀ (1) du montant des condamnations prononcées. Si la condamnation porte sur des objets d'une valeur non indiquée, cette valeur est arbitrée par le jugement.

Le minimum du droit proportionnel est de ..... *trois francs* (1), sauf ce qui sera dit à l'article suivant.

Art. 3. — Le montant des droits établis par les articles 1 et 2 qui précèdent est réduit de moitié lorsque la condamnation n'excède pas 50 fr.

Art. 4. — Les copies ou expéditions, qu'elles soient ou non en forme exécutoire, mentionnent le montant des droits de chancellerie, la date et le numéro du reçu.

Les droits de chancellerie, liquidés par le greffier, sont perçus avant délivrance de l'expédition par le comptable public, désigné à cet effet par le Directeur général des finances.

Art. 5. — Faute d'exécution volontaire du jugement dans le délai imparti par le tribunal, et qui ne peut excéder dix jours, le coût de l'expédition demandée par la partie gagnante est supporté par la partie condamnée.

Art. 6. — Le recouvrement des amendes et des condamnations pécuniaires prononcées au profit de l'État est suivi par la Direction générale des finances, au vu d'un extrait que le greffier établit d'office et sans autres frais que la taxe de ..... *3* °/₀ (1) spécifiée aux articles 2 et 3, laquelle s'ajoute de plein droit au montant des condamnations (1).

Art. 7. — Le Premier Ministre et le Directeur général des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

(1) Ainsi modifié par décret du 7 août 1897

---

832 — 28 avril 1896

Décret du Président de la République française rattachant la fonction de Directeur des services judiciaires du Gouvernement tunisien à la magistrature française et l'assimilant à celle du Président du tribunal de Tunis (2).

(Officiel, 1896, 295)

---

833 — 3 mai 1896

(20 kâda 1313)

Circulaire du Premier Ministre aux Caïds relative à l'exécution des prescriptions du décret du 18 mars 1896 qui crée des tribunaux régionaux (3).

(J. T., 1896, 222)

Je vous informe que les trois tribunaux, créés par le décret de S. A. en date du 18 mars 1896 vont être installés et commenceront à fonctionner à partir du 10 mai 1896. Votre caïdat se trouvant compris dans la circonscription d'un de ces tribunaux, je crois utile de vous adresser les instructions propres à assurer, en ce qui vous concerne, le fonctionnement régulier des nouvelles juridictions.

Actuellement, vous êtes chargé de faire les enquêtes sur toutes les affaires qui se présentent; vous jugez certaines d'entre elles et vous me transmettez votre rapport sur toutes les autres; c'est, tout au moins, ce qui résulte de la circulaire du 7 septembre 1886 et de la circulaire du 10 avril de la même année.

En ce qui concerne votre droit de juger, le nouveau décret a soin de dire, dans son article 10, § 4, qu'il n'y apporte aucune modification. D'après la circulaire du 10 avril 1886, à laquelle il faut se reporter pour savoir exactement quelles sont ces règles anciennes que l'on maintient, vous jugez vous-même toutes les affaires rentrant dans la classe des contraventions et punissables seulement d'une peine variant de un à quinze jours de prison (3). Vous continuerez à en connaître et à statuer dans les mêmes conditions; il ne se présente de changement que pour les affaires dont vous ne pouviez point connaître.

Celles-là, vous les communiquiez toutes, avec les pièces, les hodjas et votre rapport, à l'Ouzara, de même que vous y faisiez conduire les prévenus qu'elles concernaient.

(1) Conf instructions du 5 juillet 1899 (v° Amendes) et du 20 décembre 1899, n° 52 (v° Caïds)

(2) Conf décret du 13 janvier 1896.

(3) Conf décret du 23 mai 1900. — Conf. etiam circulaire du 27 novembre 1897 (v° Caïds)

A partir de la date ci-dessus fixée pour l'inauguration des tribunaux de province, vous devrez au contraire les diviser en deux catégories ; les moins importantes devront être dirigées sur le tribunal dans le ressort duquel est situé votre caïdat ; les autres continueront à venir à l'Ouzara.

La première catégorie est désignée de la façon la plus précise par les articles 15 à 17 du décret du 18 mars 1896, que je signale à votre examen le plus attentif.

En ce qui touche la recherche des crimes et des délits, les constatations à faire pour leur répression, la réception des plaintes de toute nature, vous continuerez à vous conformer aux anciennes règles précitées, et aussi à l'article 4, §§ 1 et 2, du décret du 18 mars 1896(1).

Ceci établi, il me reste à vous parler des diverses formalités de procédure auxquelles donneront ouverture les nouvelles juridictions et de la part que vous aurez à y prendre.

Premièrement, vous ferez parvenir aux intéressés les citations qui vous seront adressées par le Président du tribunal. Ces pièces, dont le modèle a été préparé par le Ministère, sont divisées en deux parties qu'il est facile de détacher l'une de l'autre (2). La plus grande, qui est la citation elle-même, doit être laissée à l'intéressé ; la plus petite, qui est le reçu de la citation, doit être aussitôt retournée au Président du tribunal, revêtue de la signature de l'intéressé, ou de celle de son Cheik, si le premier est illettré.

Il peut arriver que la personne citée ne soit pas trouvée dans le caïdat ou qu'il lui soit impossible de se présenter par suite de circonstances de force majeure. Vous devrez, dans ce cas, retourner au Président du tribunal les deux parties de la citation à vous adressée, en faisant connaître à ce magistrat le motif pour lequel la remise n'a pu être faite utilement et pour lequel la citation ne sera pas suivie d'effet.

Deuxièmement, aux termes des articles 30 et suivants du décret, les Caïds devront exécuter les jugements des tribunaux de province. La réquisition d'exécution leur sera faite, soit par le Trésor public, soit par les particuliers. L'Administration des finances vous enverra des extraits de jugement qui lui parviendront par mes soins et qui formeront entre ses mains un titre suffisant de perception ; vous vous conformerez à ses instructions en cette matière.

Toutes autres personnes devront, pour obtenir une exécution, être munies d'une copie de jugement en forme exécutoire, comme il est dit aux articles 25 et 27 du décret ; une simple expédition (celle prévue en l'article 24) est insuffisante.

Lors donc qu'on vous apportera un jugement en forme exécutoire en vous requérant de contraindre le condamné à s'y conformer, vous inscrirez cette demande sur le registre indiqué en l'article 31 (registre qui vous sera fourni par le Ministère), vous délivrerez un reçu du jugement qui vous sera remis avec un acte de signification tout préparé. Dans les délais fixés en l'article 32 du décret, vous ferez tenir cet acte de signification à celui contre lequel l'exécution est requise. Cet acte est composé (comme les citations) de deux parties facilement séparables. La grande, qui est l'acte de signification, doit être remise à l'intéressé ; la petite, qui est un reçu, doit être retournée par vos soins au Président du tribunal, revêtue de la signature de l'intéressé, ou, s'il est illettré ou refuse de signer, de la signature de son Cheik.

L'exécution par la saisie (ou mise sous main de justice) des biens du débiteur doit être assurée dans les délais impartis par l'article 33 et par vos diligences ; puis vous procédez sans tarder à la vente des facultés mobilières. Quant à l'exécution sur les immeubles, elle continuera à se faire, jusqu'à nouvel ordre, dans les conditions prévues en notre circulaire en date du 17 septembre 1894.

La procédure d'exécution forcée d'un jugement peut être arrêtée par l'exécution volontaire, par la volonté du créancier, par l'appel, ou par mes ordres.

Dans le premier cas, vous remettez la copie en forme exécutoire au débiteur qui a désintéressé son créancier ; si le paiement n'est que partiel, sans abandon du surplus, vous inscrivez le paiement de l'acompte à la suite du jugement, ou vous y indiquez le délai accordé, puis vous remettez le titre au créancier qui vous rend votre reçu ; vous remettez également le jugement, contre votre reçu, au créancier qui renonce à la poursuite ; c'est le deuxième des cas que j'ai énumérés.

Le troisième est celui de l'appel. Il arrête l'exécution si le jugement n'est pas qualifié en dernier ressort, ce que vous avez à vérifier. Vous attendez alors la décision du tribunal de l'Ouzara.

Remarquez que vous pouvez connaître l'appel de deux manières : 1° parce que c'est à vous qu'il est remis ; 2° parce que vous en êtes informé :

1° Quand celui qui est condamné par un jugement en premier ressort vous déclare qu'il en appelle au tribunal de l'Ouzara, vous n'élevez aucun obstacle contre l'exercice de ce droit qui lui appartient ; au contraire, vous inscrivez sa déclaration sur le registre prévu en l'article 35 et vous lui en donnez reçu (les papiers nécessaires pour ces opérations vous seront fournis par le Ministère) ;

2° Vous pouvez être informé de l'existence de l'appel par le condamné lui-même, qui a été déposer sa requête, soit au contrôleur, soit au tribunal, soit même à l'Ouzara, et qui vous

(1) Conf. arrêté du 14 décembre 1896.
(2) Conf circulaire du 25 janvier 1895, tableau en note.

en apporte le reçu. Alors, suspendez l'exécution.

Enfin, c'est le Ministère lui-même qui vous dira de suspendre, soit parce qu'il y a appel, soit parce que j'userai des droits qui me sont conférés par l'article 39 du décret, soit parce que le tribunal de l'Ouzara estimera qu'il convient de suspendre, dans le cas prévu à l'article 37. Dans ces diverses éventualités, vous vous conformerez à nos ordres.

Pour terminer, j'ajoute que toutes les procédures dont il vient d'être parlé ne doivent être grevées par vous d'aucuns frais.

---

834 4 mai 1896

(21 kâda 1313)

Arrêté du Premier Ministre fixant les traitements des magistrats et greffiers des tribunaux de province.

Vu l'article 3, § 2, du décret du 18 mars 1896 (3 chaoual 1313);

Article 1er. — Les présidents recevront un traitement annuel de 4,200 fr. pour la 1re classe, de 3,600 fr. pour la 2e classe et de 3,000 fr. pour la 3e classe (1);

Les juges recevront un traitement annuel de 2,400 fr. pour la 1re classe et de 1,800 fr. pour la 2e classe.

Les greffiers seront également divisés en deux classes et assimilés aux juges pour le traitement.

Les juges suppléants recevront un traitement annuel de 1,200 fr.

Art. 2. — Les indemnités de déplacement seront réglées sur mémoires.

---

835 4 juillet 1896

Arrêté du Secrétaire général du Gouvernement tunisien réglementant l'organisation intérieure de la Direction des services judiciaires.

Vu le décret beylical du 13 janvier 1896 qui institue une Direction des services judiciaires au Gouvernement tunisien;

Article 1er. — La Direction des services judiciaires est divisée en quatre services spéciaux:

1° Le service du Cabinet, qui est chargé de rédiger la correspondance française, de dresser les états et statistiques, de former et de conserver les dossiers du personnel judiciaire, de faire les communications et délivrances de pièces au public et d'assurer le service d'ordre dans les locaux de la Direction;

2° Le service de l'Instruction, qui est chargé de la mise en état de toutes les affaires de la compétence du tribunal pénal de l'Ouzara (2);

3° Le bureau des Affaires pénales, qui est chargé de toute la correspondance arabe et de toutes les procédures concernant les affaires criminelles qui ressortissent à la Direction des affaires judiciaires, hormis ce qui est dans les attributions du service de l'Instruction;

4° Le bureau des Affaires civiles, qui est chargé de la mise en état des litiges de la compétence du tribunal civil de l'Ouzara et de toute la correspondance arabe concernant les affaires civiles de toute nature qui ressortissent à la Direction des services judiciaires.

Art. 2. — Le bureau d'ordre et le bureau de traduction du Secrétariat général sont chargés: le premier, de l'enregistrement et de l'expédition; le second, de la traduction de la correspondance de la Direction des services judiciaires.

---

836 25 août 1896

Instruction du Directeur des services judiciaires relative aux transports des magistrats des tribunaux indigènes sur les lieux litigieux. (Extrait.)

..... Il ne faut pas envoyer deux membres du Tribunal pour trancher sur place les différends, le Tribunal ne pouvant rendre de jugements valables qu'à trois membres et dans le local ordinaire de ses séances. Si le transport sur les lieux est nécessaire, il doit être ordonné par jugement préparatoire rendu publiquement en présence des parties et indiquant le lieu, le jour et l'heure du transport. Celui-ci peut être fait soit par un membre que le Tribunal délègue à cet effet par le jugement préparatoire, soit par trois membres. Le premier système est à préférer parce qu'il en résulte une économie de frais quand il s'agit d'affaires simples et de peu d'importance. Le deuxième système doit être adopté s'il y a à craindre quelques troubles sur les lieux, à cause de l'animation des parties contestantes ou si l'affaire est délicate et difficile. Dans le premier cas, le juge délégué fait rapport au Tribunal. Le Tribunal ou le magistrat qui se transporte dans les conditions qui viennent d'être dites, doit se faire accompagner par un au moins des spahis qui sont à la disposition du Tribunal de province, aux termes du décret organique du 18 mars 1896. Quant aux frais, ils doivent être avancés par la partie qui a requis le transport, si l'un des contestants y a conclu; par le demandeur, si le transport a été ordonné d'office. Le greffier donne reçu de la somme et paie la dépense. Lors du jugement, ces frais sont mis à la charge de la partie qui a succombé dans ses prétentions; au cas où les deux parties succombent respectivement sur certains points, ils peuvent être partagés, soit également, soit inégalement, ainsi que le commande l'équité.

Ces frais comprennent: 1° ceux de transport,

(1) Conf etiam 2e décret du 25 février 1897, art. 2, pour le Président de Sousse (1re TRIBUNAL MIXTE).
(2) Conf. arrêté du 28 janvier 1898.

c'est-à-dire de montures ou de voitures; 2° une indemnité de déplacement calculée ainsi : pour le Président, 4 fr. par tiers de journée et, pour les autres membres du Tribunal, 3 fr. par tiers de journée ; le premier tiers de journée va du lever du soleil au repas du milieu du jour ; le deuxième tiers commence après ce repas pour finir à la nuit ; le troisième tiers comprend la nuit entière.

Chaque magistrat paie ses dépenses personnelles autres que celles de transport au moyen de l'allocation ci-dessus et comme il l'entend. Il n'y a lieu à aucune consignation ni à aucun frais, lorsque le transport se fait dans l'intérieur de la ville où siège le Tribunal et il n'y a lieu qu'aux frais de transport, lorsqu'il est effectué dans un rayon de cinq kilomètres à partir du périmètre de la ville chef-lieu de circonscription.

Les transports doivent être limités, dans leur durée, au strict nécessaire et ils ne doivent être ordonnés que s'il y a nécessité absolue pour la solution de l'instance.....

---

837 10 décembre 1896

(5 redjeb 1314)

PROMULGUÉ LE 10 DÉCEMBRE 1896

Décret autorisant le Président des tribunaux régionaux à délivrer les autorisations nécessaires pour l'établissement des hodjas relatives aux affaires relevant de leur compétence.

(OFFICIEL, 1896, 666)

Vu notre décret du 28 moharrem 1308 (13 septembre 1890), relatif aux autorisations à donner soit par les Cadis, soit par les Caïds, de dresser des hodjas ;

Vu notre décret du 18 mars 1896 (3 chaoual 1313), portant création des tribunaux régionaux :

Considérant qu'il importe d'accorder également aux tribunaux de province la faculté de donner des autorisations d'établir des hodjas relatives aux affaires de leur competence ;

Article unique. — Le Président de nos Tribunaux régionaux peut délivrer les autorisations nécessaires pour l'établissement des hodjas relatives aux affaires relevant de leur compétence.

---

838 14 décembre 1896

(9 redjeb 1314)

Arrêté du Premier Ministre réglementant l'action publique entre les mains du Directeur des services judiciaires.

Considerant qu'il convient de mettre notre arrêté du 28 janvier 1888 qui a organisé le service de l'instruction à la section pénale du Ministere, en harmonie avec la situation qui résulte de la création de la Direction des services judiciaires et de celle des tribunaux de province ; considerant qu'il convient de compléter les mesures prises pour la prompte expédition des affaires pénales ;

Article 1er. — Le Directeur des services judiciaires est chargé de l'examen des plaintes adressées au Gouvernement tunisien, soit par les particuliers, soit par les Caïds, soit par tous les agents chargés de la police du territoire, pour la répression des crimes, délits et contraventions ; il donnera aux affaires dont il sera ainsi saisi, la suite qu'elles comporteront.

Il agira de même, d'office, à l'égard de toute infraction pénale qui arriverait à sa connaissance autrement que par une plainte de la victime ou par un rapport de l'autorité.

Art. 2. — Les affaires examinées seront classées en trois catégories :

1° Celles qui ne seront susceptibles d'aucune suite par la justice répressive ; nous ordonnerons qu'il n'y a lieu d'inquiéter le ou les prévenus, sur le rapport qui nous en sera fait, et le plaignant sera avisé de cette décision ;

2° Celles qui se présenteront assorties de documents et de preuves suffisantes pour qu'elles puissent être considérées comme étant en état d'être jugées de suite ; elles seront immédiatement dirigées sur le Tribunal compétent ;

3° Celles qui donneront ouverture à des opérations judiciaires compliquées et de nature à entraîner des délais plus ou moins longs pour leur développement et pour la mise en état du dossier ; elles seront dirigées sur le service d'instruction au moyen d'un réquisitoire d'information.

Art. 3. — Pour l'exécution de ces différents actes de poursuite, et en vue d'assurer tant une répression régulière, rapide et sûre des infractions pénales, que la protection de ceux qui viendraient à être l'objet de dénonciations calomnieuses, le Directeur des services judiciaires pourra délivrer tout ordre d'arrestation ou de comparution, ou de mise en liberté ; toute réquisition à la force publique ; pourra procéder à toute perquisition ou à toute saisie de pièces à conviction, pourra prendre, en un mot, toute mesure qui sera commandée par l'urgence ou par la nécessité.

Art. 4. — Le service d'instruction continuera à jouir, pour l'exécution des réquisitions d'information qui lui seront données par le Directeur des services judiciaires, des pouvoirs qui lui ont été conférés par notre arrêté du 28 janvier 1888 ; il terminera ses opérations soit par une ordonnance de non-lieu motivée qui sera soumise à notre approbation, soit par une ordonnance de renvoi devant la juridiction compétente.

Art. 5. — Le Directeur des services judiciaires pourra toujours requérir communication d'un dossier en cours d'instruction et, s'il y a lieu, telle ou telle mesure déterminée ; le réquisitoire, qui devra être fait par écrit, aura pour effet de décharger le service d'instruction de toute responsabilité, quant aux suites de la mesure requise.

Art. 6. — Au cas où, sur la plainte d'un

particulier, il y aura lieu de procéder à des mesures d'instruction pouvant entraîner des dépenses, le montant probable desdites sera évalué par le chef du service de l'instruction, qui le fera consigner par la partie civile, à moins d'en être dispensé par écrit par le Directeur des services judiciaires.

Les dépenses effectuées pour l'instruction d'une affaire seront taxées par le Directeur des services judiciaires ; le jugement devra dire par qui elles seront supportées et prononcer telles condamnations que de droit au profit, soit de la partie qui en aura avancé le montant, soit de l'État qui les aura payées. La partie civile ou, s'il n'y en a, l'État, supportera les dépenses effectuées pour l'instruction d'une affaire s'il y a ordonnance de non-lieu ou acquittement.

Art. 7. — Le Directeur des services judiciaires est chargé de la mise en vigueur et de l'exécution du présent arrêté.

---

839 15 décembre 1896

(10 redjeb 1314)

PROMULGUÉ LE 15 DÉCEMBRE 1896

Décret modifiant le fonctionnement des tribunaux du Chaâra (1).

(OFFICIEL, 1896, 709)

Vu le décret du 25 mai 1876 (1er djoumadi el aouel 1293) réglementant le fonctionnement des tribunaux du Chaâra ;

Et considérant qu'il importe, dans l'intérêt des justiciables, de modifier le décret susvisé dans certaines de ses dispositions ayant trait à la procédure à suivre par le tribunal du Chaâra de Tunis ;

Article 1er. — Toute affaire soumise à l'un des deux Cadis, hanéfite ou malékite, devra, une fois en état, être portée par lui au rôle de la chambre de son rite (2) [a].

La chambre se réunira pour examiner les affaires inscrites au rôle le mercredi de chaque semaine, à neuf heures du matin, à Dar-es-Chaâra, mais hors de la salle où le Medjlès tient ses audiences. Si tous les magistrats tombent d'accord sur la solution que comporte une affaire, le jugement sera rendu par le Medjlès du Chaâra dans une audience plénière du lendemain jeudi (3). En cas de divergence, un rapport sera rédigé dans la huitaine et transmis aussitôt au Ministère. Ainsi, les dossiers des affaires dans lesquelles des divergences de vue se seront produites entre les magistrats de l'une ou l'autre chambre, ne seront plus à l'avenir mis en circulation et ne sortiront plus, en tout ou en partie, de Dar-es-Chaâra.

Dans le cas où les affaires soumises au délibéré de la chambre n'auront pu être toutes examinées, celles de ces affaires qui ne l'auront pas été le mercredi seront l'objet d'une délibération le lendemain jeudi, dans la matinée, avant la réunion du Conseil du Chaâra.

Art. 2. — Le présent décret ayant pour but d'accélérer l'expédition des affaires et d'éviter aux plaideurs des pertes de temps et des frais inutiles, les notaires chargés de la rédaction des jugements et des actes de procédure ne devront garder par devers eux les pièces des procès que le temps strictement nécessaire pour l'établissement desdits actes. Les pièces et les titres originaux déposés par les plaideurs pourront ainsi leur être rendus, et les actes judiciaires concernant leur affaire leur être remis sans aucun retard préjudiciable à leurs intérêts. Quant aux actes de procédure ordinaire, ils devront être également établis dans le plus bref délai possible.

Art. 3. — Vu la nécessité pour les Cadis hanéfite et malékite d'avoir des notaires spécialement attachés à leur service, ces deux magistrats pourront choisir chacun un ou deux notaires de confiance qu'ils chargeront de tels travaux qu'ils jugeront à propos, dans la limite, bien entendu, des dispositions du règlement susvisé du Chaâra et de notre présent décret. Quant aux autres notaires de Tunis, ils devront se rendre au Chaâra à tour de rôle, suivant un mode de roulement déterminé, et ce tous les jours de la semaine, sauf les jours fériés désignés à l'article 2 du règlement organique du Chaâra, afin de rédiger les actes secondaires de procédure autres que ceux plus importants mentionnés ci-dessus, dont la rédaction incombe à des notaires en titre du Chaâra.

Art. 4. — Les plaideurs ont parfois recours à des artifices de procédure qui consistent le plus ordinairement à se faire délivrer une mrasla par des cheiks du Chaâra, alors qu'il en était déjà intervenue une première basée sur un exposé différent de la même affaire.

Il importe de couper court à cette pratique. Dans ce but, un registre spécial sera ouvert et confié à deux notaires d'une capacité reconnue, lesquels seront chargés d'y transcrire, à tour de rôle, toutes les mraslas, quelles qu'elles soient, émanant des magistrats du Chaâra, sans distinguer si elles sont inscrites sur des actes ou titres quelconques, ou écrites sur des feuilles à part.

Lorsqu'une mrasla sera remise pour transcription aux deux notaires en question, ils devront tout d'abord consulter leur registre ; si l'affaire à laquelle se rapporte cette mrasla a fait l'objet d'une autre mrasla contraire, ils seront tenus d'en aviser verbalement le magistrat auteur de la seconde mrasla. Ce magistrat ainsi averti ne pourra signer sa mrasla qu'après en avoir délibéré, en conseil du Chaâra, avec le magistrat qui aura délivré la première.

---

(1) Conf. tableau général (vo CAIDS).
(2) Conf décrets des 8 février 1875 et 25 mai 1876, art 9 et 23.
(3) Conf décret du 25 mai 1876, art 2 et seq
(a) Ne constitue pas un acte introductif d'instance une lettre d'un Cadi à un de ses collègues invitant ce dernier à lui envoyer les parties au procès au cas où elles ne s'arrangeraient pas. (Mixte, 21 novembre 1896, *J. T.* 98, 597.)

Si les notaires ne trouvent pas dans leur registre une première mrasla contraire à celle qu'ils sont requis de transcrire, ils écriront au verso de cette dernière mrasla la mention suivante : « N'a pas été précédée d'une autre mrasla contraire », puis ils la rendront, après l'avoir transcrite sur leur registre, à l'huissier qui la leur aura remise, pour qu'il la soumette à la signature du magistrat dont elle émane. Si un magistrat de l'un des deux rites délivre à un plaideur une mrasla conforme à la jurisprudence en vigueur dans son rite et que la partie adverse demande ensuite, par une mrasla émanée d'un magistrat de l'autre rite, le renvoi de l'affaire devant la juridiction de ce dernier rite, les notaires devront, dès que cette seconde mrasla leur sera présentée, aviser le magistrat dont elle émane de l'existence d'une première mrasla contraire, afin que le débat contradictoire dont il est parlé plus haut ait lieu, à ce sujet, en conseil du Chaâra, entre lui et le magistrat de l'autre rite auteur de la première mrasla. S'il ressort de ce débat que les conclusions de la seconde mrasla sont justifiées, l'affaire en litige sera invoquée par mrasla devant le conseil des deux rites.

Art. 5. — Les deux notaires susdits seront, en outre, chargés de la garde des archives du Chaâra et de la tenue des registres prescrits par les articles 18, 21 et 22 du décret organique du 25 mai 1876 (1er djoumadi el aouel 1293).

Ils seront nommés par nous sur la présentation du Chaâra et nous devront compte, à toute réquisition, de l'exacte exécution des obligations qui leur sont imposées.

Leurs émoluments seront fixés et leurs frais de bureau taxés par notre Premier Ministre ; le tout sera payé sur les revenus des habous de Dar-es-Chaâra.

Art. 6. — Le tarif des droits à prélever par les notaires sur les actes qu'ils sont appelés à dresser restera tel qu'il a été fixé par notre décret du 23 novembre 1886 (25 safar 1304).

Quant aux honoraires des huissiers, ils seront, comme par le passé, de 1 fr. 20 c. par acte signifié. Et, à ce propos, nous recommandons aux magistrats du Chaâra de veiller tout particulièrement à ce que les notaires et les huissiers du Chaâra s'acquittent de leurs fonctions avec toute la régularité désirable et se conforment strictement à cet égard aux dispositions du règlement organique du Chaâra. En cas de résistance aux ordres du Chaâra par des particuliers, notre Premier Ministre sera avisé et prendra les mesures nécessaires pour que ces ordres soient exécutés.

Art. 7. — Les dispositions du décret organique du 25 mai 1876 et celles du présent décret ayant surtout pour but d'éviter les lenteurs dans l'expédition des affaires et de protéger les justiciables contre les manœuvres dolosives dont ils pourraient être l'objet, les magistrats du Chaâra devront faire preuve, dans l'accomplissement de leurs fonctions, de toute l'assiduité et de tout le zèle désirables.

---

840 — 25 février 1897

(23 ramadane 1314)

PROMULGUÉ LE 25 FÉVRIER 1897

Décret instituant à Sousse et à Kairouan des tribunaux à compétence civile et pénale.

(OFFICIEL, 1897, 126)

Vu notre décret du 18 mars 1896 (3 chaoual 1313), créant des tribunaux régionaux à Sfax, à Gafsa et à Gabès ;

Attendu qu'il convient de développer et d'étendre cette institution, qui a produit d'excellents résultats et constitue pour nos sujets un précieux bienfait ;

Article 1er. — Il est institué à Sousse et à Kairouan des tribunaux à compétence civile et pénale.

Ces tribunaux ressortissent au tribunal de l'Ouzara, siégeant à Tunis.

Leur circonscription sera déterminée par un arrêté de notre Premier Ministre (1).

Art. 2. — Les articles 2 à 39 de notre décret du 18 mars 1896 (3 chaoual 1313) sont en tout applicables aux tribunaux créés par le présent décret et à ceux qui seront appelés à en faire partie.

---

841 — 9 mai 1897

(7 hidjâ 1314)

PROMULGUÉ LE 9 MAI 1897

Décret réglementant la profession d'oukil devant les juridictions tunisiennes.

(OFFICIEL, 1897, 247)

Article 1er. — Nul ne sera admis à représenter une partie devant les juridictions tunisiennes de tout ordre, s'il n'est muni d'un décret d'autorisation (2).

Art. 2. — Tout candidat aux fonctions d'oukil doit subir un examen devant une Commission composée du Ministre de la Plume, président, du Directeur des services judiciaires et de deux membres désignés chaque année par notre Premier Ministre.

La Commission tiendra trois sessions par an.

Art. 3. — Ne seront admis à subir les examens que les candidats d'une moralité reconnue, âgés de vingt-cinq ans au moins.

Art. 4. — L'examen se compose d'une épreuve écrite et d'une épreuve orale.

L'épreuve écrite est éliminatoire. Elle com-

---

(1) La circonscription du Tribunal de Sousse s'étend sur le territoire des Caïdats de Sousse, de Monastir, de Djemmal, de Mahdia, des Sousse et des Ouled-Said

La circonscription du Tribunal de Kairouan s'étend sur le territoire des Caïdats de Kairouan, des Zlass et des Madjeur.

Le Caïdat des Frachiche est annexé au territoire du Tribunal de Gafsa (*Arrêté du Premier Ministre du 25 février 1897* [*Officiel*, 1897, 126]. — Conf etiam tableau général [v° CAIDS])

(2) Conf. 1er décret du 28 novembre 1898, art 3, § 3.

porte : 1° la rédaction en langue arabe d'un acte de conclusions ou d'une plainte dont les éléments sont fournis par la Commission ;

2° Une dissertation sur une question de droit.

La durée de l'examen écrit sera de quatre heures ; les candidats ne pourront se servir de livres ni de notes écrites, ni communiquer avec le dehors.

L'épreuve orale se composera de quatre interrogations de cinq à dix minutes chacune, qui porteront sur les points suivants : 1° la grammaire arabe ; 2° le droit musulman ; 3° le droit administratif ; 4° l'organisation judiciaire et la procédure.

Art. 5. — A l'expiration des épreuves, la Commission dressera procès-verbal de ses opérations. Elle adressera son rapport à notre Premier Ministre.

Tout candidat rejeté sera avisé de son insuccès ; il ne pourra se représenter à l'examen avant l'expiration d'une année.

Art. 6. — Les avocats inscrits aux barreaux des tribunaux français de Tunisie et les défenseurs en exercice près desdits tribunaux pourront être nommés oukils sans être tenus de passer l'examen prévu aux articles 3 à 5 du présent décret (1).

Art. 7. — L'oukil muni d'un décret d'autorisation pourra représenter les parties et faire pour elles toutes productions, procédures et plaidoiries utiles devant toutes juridictions tunisiennes quelles qu'elles soient.

Art. 8. — Tout oukil porteur des pièces d'un plaideur sera présumé avoir reçu mandat de le représenter en justice pour l'affaire à laquelle lesdites pièces se rapportent, même s'il ne produit pas une procuration régulière (2). Toutefois, l'oukil ne pourra transiger, passer un aveu, accepter que le serment soit déféré ou le déférer lui-même à un tiers, faire appel d'une décision rendue en premier ressort, arguer de faux les pièces produites en justice ou accuser un tiers de faits pouvant entraîner contre lui l'application d'une peine, s'il ne justifie avoir reçu pour ce faire mandat exprès de celui qu'il représente.

Toutefois, il n'est rien innové sur ce point aux règles actuellement en vigueur devant le Tribunal du Chaâra et devant le Tribunal mixte (3).

Art. 9. — Sous le bénéfice des règles édictées en l'article qui précède, à partir du moment où un oukil s'est constitué pour un plaideur, toutes les pièces de la procédure, citations, significations, sommations, lui sont remises au lieu et place de son client et cette remise opère le même effet que si elle était faite au plaideur lui-même.

Art. 10. — Tout oukil est tenu de déférer aux instructions qui lui sont données par les magistrats pour la marche des affaires et les mesures d'ordre qu'ils prennent pour l'administration de leurs juridictions. Tout oukil doit se considérer comme un auxiliaire de la justice et refuser absolument son concours à toute action dolosive et à tout acte frauduleux.

Art. 11. — Les honoraires des oukils se règlent suivant l'accord intervenu entre eux et les parties qu'ils représentent. Toutefois, il leur est interdit de s'associer avec ces dernières pour le gain d'un procès, c'est-à-dire de stipuler qu'en cas de succès, il leur reviendra une quotité de la chose litigieuse.

Art. 12. — En cas de contestation entre un oukil et son client pour le règlement de ses honoraires (a), ceux-ci pourront être, sur la demande et l'accord des parties, arbitrés par notre Ministre de la Plume, qui prendra l'avis du chef de la juridiction devant laquelle l'oukil aura occupé.

Art. 13. — Il est interdit à tout oukil d'acquérir pour son propre compte des droits litigieux et d'en faire ensuite la base d'une action en justice, soit sous son propre nom, soit sous le nom d'un tiers.

Art. 14. — Tout oukil doit tenir deux registres, l'un dit « Répertoire », sur lequel il inscrit par ordre de réception toutes les affaires dont il est chargé ; l'autre à souche, sur lequel il porte toutes les sommes qu'il reçoit de ses clients ou pour leur compte et dont il doit obligatoirement donner reçu.

Ces registres seront cotés et paraphés à l'Administration générale et devront y être produits à toute réquisition.

Art. 15. — La profession d'oukil est incompatible avec tout emploi administratif ou judiciaire et avec la profession de notaire.

Art. 16. — Toute infraction aux règles ci-dessus posées par un oukil en exercice donnera lieu, suivant sa gravité, à l'application d'une des peines ci-après : 1° l'avertissement ; 2° la réprimande ; 3° la suspension ; 4° la révocation, le tout sans préjudice de la répression des faits qui constitueraient à sa charge des infractions de droit commun ainsi que des réparations pécuniaires qui pourraient être dues aux parties civiles.

Art. 17. — Dans le cas où un avocat ou un défenseur serait suspendu de ses fonctions par

---

(1) Conf décret du 1er octobre 1887 (v° JUSTICE FRANÇAISE)

(2) Dès qu'un avocat ou oukil est constitué dans une affaire soit verbalement, soit par requête, son nom est inscrit sur un registre spécial tenu au cabinet de la Direction des services judiciaires Cette inscription faite, ce service demande communication des dossiers de l'affaire s'y rapportant et le nom du défenseur y est mentionné en marge en langue française et arabe avec le timbre de la Direction. (*Note du Directeur des services judiciaires du 3 mai 1897.*)

(3) Conf. loi du 1er juillet 1885, art. 41, § 6 (v° PROPRIÉTÉ FONCIÈRE).

(a) Les tribunaux indigènes de province sont incompétents pour connaître de cette action. (Kef, trib. indig , 29 avril 1890, *J T* 99, 472)

La demande en paiement d'honoraires poursuivie par un Européen, spécialement par un avocat, pour les soins qu'il a donnés à un procès devant une juridiction indigène est de la compétence de la juridiction française ; il importe peu que l'avocat ait agi dans la cause comme oukil ou mandataire officiel *ad litem*. (Sousse, 20 juillet 1899, *J. T.* 900, 516)

la juridiction française, il serait privé du droit de représenter les parties devant les tribunaux tunisiens pour le temps de la suspension ainsi prononcée contre lui.

En cas de démission, de révocation ou de radiation par l'autorité judiciaire française, le décret portant autorisation de représenter les parties devant les juridictions tunisiennes serait purement et simplement rapporté.

Art. 18. — La liste des oukils sera dressée au début de chaque année et affichée en arabe et en français dans les locaux occupés par les juridictions de tout ordre sur le territoire de la Régence. N'y seront inscrits que les oukils nommés par décret, soit antérieurement au présent décret, soit par application de ses dispositions. Les inscriptions sur cette liste seront faites en cours d'année au fur et à mesure des nominations.

La première liste des oukils sera dressée à l'expiration de trois mois depuis la date du présent décret.

Art. 19. — Le décret du 27 mai 1885 (12 châbane 1302) est abrogé.

---

842 — 7 août 1897

(8 rebiâ el aouel 1315)

PROMULGUÉ LE 7 AOÛT 1897

Décret fixant à 3 °/₀ le droit proportionnel à percevoir sur la délivrance des grosses dans les tribunaux de province.

(OFFICIEL, 1897, 448)

Vu le décret du 10 janvier 1885 (23 rebiâ el aouel 1302) réglementant la contrainte par corps des débiteurs;

Vu les décrets des 16 décembre 1884 (27 safar 1302), 23 janvier 1885 (6 rebiâ ettani 1302) et 19 juin 1886 (17 ramadane 1303) concernant la délivrance par le greffe de l'Ouzara des expéditions des pièces et jugements et des amras d'exécution;

Vu les décrets des 31 décembre 1865 (12 châbane 1282), 23 décembre 1878 (28 hidjà 1295), 1er novembre 1887 (14 safar 1305) portant tarif des droits de chancellerie à l'Ouzara;

Vu les décrets du 18 mars 1896 (3 chaoual 1313), instituant à Gabès, à Sfax et à Gafsa des tribunaux à compétence civile et pénale, 25 février 1897 (23 ramadane 1314), instituant des tribunaux de même nature à Sousse et à Kairouan, 18 avril 1896 (5 kâda 1313) concernant les droits à percevoir sur la délivrance des expéditions et des grosses dans les tribunaux de province;

Article unique. — Le droit proportionnel institué par le nº 2 de l'article 2 du décret du 18 avril 1896 (5 kâda 1313) est fixé à 3 % et le minimum de ce droit porté à 3 fr., sauf ce qui est dit en l'article 3 du susdit décret.

---

843 — 10 avril 1898

(18 kâda 1315)

PROMULGUÉ LE 10 AVRIL 1898

Décret autorisant les Présidents des tribunaux de province à prendre toutes mesures conservatoires pour empêcher un débiteur de dissimuler ou de faire disparaître ses biens.

(OFFICIEL, 1898, 265)

Article 1er. — Les Présidents des tribunaux de province pourront ordonner, sans procédure et sans débats, sur la simple demande qui leur en sera faite par un créancier porteur d'un titre tel qu'acte notarié ou autre en tenant lieu, toutes mesures conservatoires ayant pour objet de mettre un débiteur dans l'impossibilité de dissimuler ou de faire disparaître ses biens et de rendre ainsi difficile ou impossible l'exécution de la sentence qui pourrait être rendue contre lui après des débats réguliers.

Art. 2. — Toutefois, les Présidents de tribunaux de province ne pourront faire usage du pouvoir qui leur est ainsi donné que dans les affaires dont leur juridiction est régulièrement saisie et à charge de faire trancher le litige par le Tribunal à la première audience utile.

Art. 3. — Au cas où le Tribunal jugerait la demande mal fondée, il annulerait toutes les mesures conservatoires autorisées provisoirement par le Président; dans le cas contraire, il les confirmerait par son jugement.

Art. 4. — Les ordonnances rendues par les Présidents, en vertu de l'article 1er du présent décret, seront exécutées sans délai par les Caïds sur la seule production qui leur en sera faite par la partie intéressée. Ces pièces ne sont soumises à aucune condition de forme, elles doivent néanmoins être revêtues de la signature du Président et du sceau du Tribunal.

Art. 5. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

844 — 17 mai 1898

(25 hidjà 1315)

PROMULGUÉ LE 17 MAI 1898

Décret instituant au Kef un Tribunal à compétence civile et pénale.

(OFFICIEL, 1898, 390)

Vu nos décrets des 18 mars 1896 (3 chaoual 1313) et 25 février 1897 (23 ramadane 1314) créant des tribunaux régionaux à Sfax, Gafsa, Gabès, Sousse et Kairouan;

Attendu qu'il convient de développer et d'étendre cette institution qui a produit d'excellents résultats et constitue pour nos sujets un précieux bienfait;

Article 1er. — Il est institué au Kef un Tribunal à compétence civile et pénale.

Ce Tribunal ressortit au Tribunal de l'Ouzara, siégeant à Tunis.

Sa circonscription sera déterminée par un arrêté de notre Premier Ministre (1).

Art. 2. — Les articles 2 à 39 de notre décret du 18 mars 1896 (3 chaoual 1313) sont en tout applicables au Tribunal créé par le présent décret et à ceux qui seront appelés à en faire partie.

---

845 12 septembre 1898

(15 rebiâ ettani 1316)

Arrêté du Premier Ministre fixant les honoraires des médecins requis ou commis par les autorités judiciaires tunisiennes (2).

(Officiel, 1898, 621)

Article 1er. — Chaque médecin requis par les autorités judiciaires tunisiennes ou commis par ordonnance de ces autorités, reçoit, à titre d'honoraires :

1° Pour une visite simple	5 fr.
2° Pour une visite d'après pansement	8
3° Pour toute operation autre que l'autopsie	10
4° Pour autopsie avant inhumation	25
5° Pour autopsie après exhumation	35
6° Pour autopsie d'un nouveau-né avant inhumation	15
7° Pour autopsie d'un nouveau-né après exhumation	25

Tout rapport écrit donne droit, au minimum, à une vacation de 5 fr.

Art. 2. — Le coût des fournitures reconnues nécessaires pour les opérations est remboursé sur la production des pièces justificatives de la dépense.

Art. 3. — Il n'est rien alloué pour soins et traitements administrés, soit après le premier pansement, soit après les visites ordonnées d'office.

Art. 4. — En cas de transport à plus de deux kilomètres de leur résidence, les médecins reçoivent, par kilomètre parcouru, en allant et en revenant :

1° 0 fr. 20 c. si le transport a été effectué en chemin de fer ;

2° 0 fr. 40 c. si le transport a eu lieu autrement.

Art. 5. — Dans le cas où les médecins sont retenus dans le cours de leur voyage par force majeure, ils reçoivent une indemnité de 10 fr. par chaque journée de séjour forcé en route, à la condition de produire à l'appui de leur demande d'indemnité un certificat du Contrôleur civil ou du Caïd du territoire, constatant la cause du séjour forcé.

Art. 6. — Il est alloué aux médecins, outre les frais de transport, s'il y a lieu, une vacation de 5 fr. à raison de leurs dépositions, soit devant le Tribunal, soit devant le magistrat instructeur.

Si les médecins sont obligés de prolonger leur séjour dans la ville où siège, soit le Tribunal, soit le juge d'instruction devant lequel ils sont appelés, il leur est alloué, sur leur demande, une indemnité de 10 fr. par chaque journée de séjour forcé.

Art. 7. — Les médecins devront joindre à leurs rapports un mémoire en double expédition, dont une sur papier timbré sur lequel ils porteront le détail des honoraires et indemnités qui leur seront dus en vertu du présent tarif, pour l'exécution de la réquisition ou de la commission qui leur aura été adressée et dont ils justifieront en même temps.

Faute par eux de fournir leur mémoire ainsi qu'il vient d'être dit, ils perdront tout droit au bénéfice du présent tarif.

Art. 8. — Le mémoire sera mandaté par le Secrétaire général du Gouvernement tunisien, sur le vu d'un certificat émané de l'autorité qui a requis ou commis le médecin constatant que le mémoire est sincère et véritable et indiquant l'affaire qui a donné lieu à l'expertise, à moins que la partie civile n'ait déposé une provision destinée au paiement des frais de procédure, auquel cas exécutoire sera décerné sur la caisse du receveur qui aura reçu le dépôt, soit par le Président du Tribunal régional tunisien saisi, soit par le Directeur des services judiciaires, suivant le cas.

---

846 28 novembre 1898

(14 redjeb 1316)

PROMULGUÉ LE 28 NOVEMBRE 1898

Décret réorganisant le Tribunal rabbinique de Tunis.

(Officiel, 1898, 783)

Vu le décret du 3 septembre 1872 (29 djoumadi ettani 1289) sur la compétence judiciaire des rabbins ;

Vu le décret du 18 avril 1883 (10 djoumadi ettani 1300), portant promulgation de la loi française du 27 mars 1883 sur l'organisation de la juridiction française en Tunisie ;

Vu les décrets des 5 mai 1883 (27 djoumadi ettani 1300), 31 juillet 1884 (7 chaoual 1301), 15 février 1887 (21 djoumadi el aouel 1304) sur la compétence civile des tribunaux français de Tunisie ;

Sur la proposition de notre Premier Ministre ;

Article 1er. — Le Tribunal rabbinique de Tunis se composera désormais :

Du grand-rabbin, président honoraire ;

D'un rabbin, vice-président ;

De deux rabbins, juges ;

De deux rabbins, juges suppléants ;

Et d'un greffier ;

tous nommés par nous, sur la proposition de notre Premier Ministre.

Art. 2. — Les traitements des membres du Tribunal rabbinique sont fixés ainsi qu'il suit :

Vice-président	4,000 fr.
Juge	3,600
Juge suppléant	2,000
Greffier	2,400

Ces magistrats ne peuvent exercer aucun commerce ni cumuler avec leur situation aucun

---

(1) La circonscription du Tribunal du Kef s'étend sur le territoire des Caïdats du Kef, Téboursouk, Ouennifa Guebala, Oulad Aoun, Oulad Ayar Guebala, Oulad Ayar Dahara, Djendouba, Oulad bou Salem et Chibia, Ain Draham et Raghba (*Arrêté du Premier Ministre du 23 mai 1898* [*Officiel*, 1898, 390] — Conf. etiam tableau général [v° Caïds].)

(2) Conf. etiam décret du 15 juin 1888 (v° Médecine) et arrêté du 25 octobre 1898 (v° Municipalités, I).

autre emploi rétribué, de quelque nature qu'il soit. Il leur est de même interdit de participer, moyennant rétribution, aux cérémonies du culte israélite.

Ils doivent être âgés de trente-cinq ans au moins et de soixante-dix ans au plus, présenter les garanties de capacité nécessaires et résider à Tunis.

Art. 3. — Les parties peuvent comparaître et plaider devant le Tribunal rabbinique elles-mêmes ou par procureur.

Nul n'est admis à représenter les parties devant le Tribunal rabbinique s'il n'y a été autorisé conformément aux dispositions du décret du 9 mai 1897 (7 hidjà 1314).

Pourront aussi les rabbins représenter les parties, pourvu qu'ils se conforment aux dispositions de notre décret sur les oukils ; les rabbins pourvus de diplôme seront dispensés de l'examen, mais ils seront soumis aux règles ordinaires de la discipline des oukils.

Art. 4. — Les audiences sont publiques, à peine de nullité. Elles ne peuvent être tenues qu'au siège même du Tribunal (dans le local à ce désigné par notre Premier Ministre), sous la présidence du vice-président, assisté de deux juges ou juges suppléants. A défaut du vice-président, la présidence appartient au doyen d'âge des juges.

Art. 5. — L'organisation du greffe et des archives du Tribunal, la nature et la forme des registres qui doivent y être tenus et les règles à suivre pour l'administration intérieure de ladite juridiction seront fixées par arrêté de notre Premier Ministre.

Art. 6. — Les heures d'ouverture et de fermeture du greffe, les jours et heures des audiences, ainsi que leur durée et la répartition des affaires qui y sont traitées, seront fixées en la même forme.

Art. 7. — Les parties pourront toujours se présenter volontairement devant le Tribunal, auquel cas il jugera leur différend sans autre forme. La déclaration des parties qui demanderont jugement sera signée par elles, ou mention sera faite si elles ne peuvent signer.

Art. 8. — Le Tribunal rabbinique ne reçoit aucune instance préalablement portée devant une autre juridiction régulière, à moins que cette autre juridiction ne s'en soit dessaisie sans la trancher et seulement après qu'avis de ce dessaisissement lui a été notifié par notre Premier Ministre.

Art. 9. — Tout juge peut être récusé pour les causes ci-après :

1° Quand il a un intérêt dans la contestation ;

2° S'il est parent ou allié de l'une des parties, ou si la femme du juge est parente ou alliée de l'une des parties jusqu'au degré de cousin issu de germain ;

3° Si l'un des avocats ou oukils occupant dans l'instance est parent ou allié de l'un des juges ou de sa femme jusqu'au degré de cousin issu de germain ;

4° S'ils sont créanciers ou débiteurs de l'une des parties ;

5° Si, dans les cinq ans qui ont précédé la récusation, il y a eu procès criminel ou autres causes d'inimitié capitale entre le juge ou l'une des parties, ou son conjoint, ou ses parents ou alliés en ligne directe ;

6° S'il y a procès civil existant entre eux et l'une des parties, ou son conjoint, ou ses parents ou alliés en ligne directe ;

7° Si le juge est tuteur, curateur, héritier présomptif ou donataire, maître ou commensal de l'une des parties, s'il est administrateur de quelque établissement, société ou direction, partie dans la cause ;

Tout juge qui saura cause de récusation en sa personne sera tenu de la déclarer au Tribunal, qui décidera s'il doit s'abstenir, le tout à peine de nullité du jugement ;

8° Si le juge a donné conseil, plaidé ou écrit sur le différend ; s'il en a précédemment connu comme juge ou comme arbitre ; s'il a sollicité, recommandé ou fourni aux frais du procès ; s'il a déposé comme témoin ; si, depuis le commencement du procès, il a bu ou mangé avec l'une ou l'autre des parties, ou reçu d'elle des présents.

Art. 10. — Si au jour indiqué par la citation l'une des parties ou son oukil ne comparaît pas, la cause sera jugée par défaut.

Art. 11. — La partie condamnée par défaut pourra faire opposition, dans les sept jours de la signification, et même après, jusqu'à l'exécution du jugement. La partie opposante qui se laisserait juger une seconde fois par défaut ne sera plus admise à former une nouvelle opposition.

Art. 12. — Toute instance sera éteinte par la discontinuation des poursuites pendant six mois : la péremption n'éteint pas l'action, elle emporte seulement extinction de la procédure, qui devra, dès lors, être renouvelée si l'instance est reprise.

Art. 13. — Les jugements du Tribunal rabbinique sont rendus en langue hébraïque. Ils sont, dans les vingt-quatre heures de leur prononcé, inscrits avec un numéro d'ordre, sans blanc, surcharge ni interligne, sur le registre à ce destiné. Ils doivent être signés par les trois magistrats qui les ont rendus. Les renvois et les mots rayés nuls sont dûment approuvés et paraphés par ces magistrats.

Art. 14. — Tout jugement doit contenir :

1° Les noms, qualités et demeures des parties ;

2° Le point de fait ;

3° Les dires des parties ;

4° Les motifs en fait, en droit ;

5° Le dispositif ;

6° La date à laquelle il a été rendu et qui sera exprimée d'après le calendrier israélite en

usage en Tunisie, le calendrier musulman et le calendrier grégorien ;

7° Les noms des magistrats par lesquels il a été rendu ;

8° La liquidation des dépens ou dommages-intérêts, s'il y échet.

Art. 15. — Toute personne qui a été partie dans une instance peut obtenir une copie du ou des jugements qui s'y rapportent. Cette copie ou expédition est la reproduction intégrale de la minute établie en vertu des articles 8 et 9 du présent décret. Elle est certifiée conforme par le greffier, visée par le vice-président et revêtue du sceau du Tribunal. Cette expédition fait foi comme acte authentique de la puissance publique, mais n'a aucune valeur exécutoire.

Art. 16. — Toute partie au profit de laquelle un jugement a été rendu a le droit d'en obtenir une copie en forme exécutoire.

Elle ne peut en obtenir qu'une seule. Toutefois, la partie qui, avant d'avoir pu faire exécuter le jugement rendu à son profit, a perdu la copie en forme exécutoire qui lui a été délivrée peut en obtenir une seconde par jugement du même Tribunal, tous intéressés dûment appelés, et à charge de fournir une caution solvable, ou autre sûreté suffisante, à moins que le condamné ne reconnaisse que le jugement n'a pas été exécuté. La caution n'est déchargée que lorsque le jugement est périmé.

Art. 17. — Un jugement cesse d'avoir force exécutoire après quinze années grégoriennes, à partir du jour où il a été rendu.

Art. 18. — La copie en forme exécutoire d'un jugement contient la traduction en langue arabe des éléments de la simple expédition dont il est parlé en l'article 14, sous les numéros 1, 5, 6, 7 et 8. Elle porte de plus, en tête, la mention suivante :

« Au nom de Son Altesse le Bey, le Tribunal rabbinique siégeant à Tunis a rendu le jugement dont la teneur suit : »

Et, à la fin, la mention suivante :

« En conséquence, Son Altesse le Bey mande et ordonne à tous fonctionnaires et agents de l'autorité publique de faire exécuter ou d'exécuter le présent jugement. »

La traduction est faite par le greffier du Tribunal et sous sa responsabilité.

Art. 19. — En marge de la minute de chaque jugement, mention sera faite par le greffier, et visée par le vice-président, de la délivrance de toute expédition simple ou de toute copie en forme exécutoire dudit jugement, avec la date de la délivrance et le nom de la personne à laquelle elle a été faite, le tout à charge par le greffier d'une amende de 50 fr. par chaque contravention constatée, sans préjudice des dommages-intérêts qui pourraient être dus aux tiers qui auraient subi un préjudice.

Art. 20. — Extrait de tout jugement rendu par le Tribunal rabbinique est dressé par le greffier et envoyé par le Président du Tribunal à notre Premier Ministre dans les trois jours de la prononciation.

Art. 21. — Le jugement est signifié, sans frais, à la partie condamnée, par le Caïd de son domicile ou de sa résidence.

Art. 22. — Chaque Caïd tient un registre sur lequel il indique la date à laquelle le jugement en forme exécutoire lui a été remis, le numéro et la date dudit jugement et la date à laquelle la signification a été faite.

Art. 23. — La signification doit être faite par le Caïd dans les trois jours de la réception du jugement, plus un jour par myriamètre de distance entre sa résidence et celle de la personne à laquelle est faite la signification.

L'exécution doit être assurée dans les dix jours de la signification.

Art. 24. — Les jugements du Tribunal rabbinique sont définitifs et sans recours.

Toutefois, ils peuvent être cassés par nous et renvoyés devant la juridiction compétente, soit d'office, soit à la requête de la partie succombante, pour incompétence, ou, s'ils ont été rendus sur un titre dont la fausseté a été ensuite reconnue ou sur une cause inexistante, ou s'ils se fondent uniquement sur une erreur matérielle portant sur l'objet de la contestation ou sur la personne de l'une des parties. Les simples erreurs matérielles de calcul et de nom ne seront pas cause de nullité, mais pourront donner lieu à une demande de rectification adressée au Tribunal rabbinique, et, par voie d'appel, à notre Premier Ministre, même si les décisions sont passées en force de chose jugée, même si elles sont exécutées.

Art. 25. — Les juges du Tribunal rabbinique sont civilement responsables envers les parties dans tous les cas où, d'après la loi pénale, il y a prise à partie contre eux.

Art. 26. — Nul justiciable du Tribunal rabbinique ne pourra être contraint sur sa personne ou sur ses biens qu'en vertu de la grosse d'un jugement régulièrement rendu et à lui régulièrement signifié.

Art. 27. — La délivrance par le greffier du Tribunal rabbinique des copies ou expéditions des requêtes, actes et titres déposés pour l'instruction des affaires et des jugements rendus par le Tribunal donne lieu à la perception, outre les droits de timbre (1), des droits de chancellerie (1) établis d'après le tarif ci-après :

Sur chaque copie ou expédition comportant cinq pages au plus	Fr. 3 »
Par page en plus des cinq.	» 60

(1) Une lettre du Directeur des Finances du 19 août 1899 (*R. D. F.* 1899, 351) réglemente le mode de perception des droits de chancellerie, détermine les droits exigibles sur les actes de procédure, les jugements et leurs expéditions et indique enfin dans quelles conditions doit s'effectuer le recouvrement des droits de greffe à percevoir sur les contrats de mariage (Extrait).

I. *Droits de chancellerie.* — ..... (*Conf. article 4 du décret du 18 avril 1896.*)

II *Droits exigibles sur les actes de la procédure, les jugements et leurs expéditions.* — Le décret du 28 novembre 1898 confirme dans son article 27 le principe de l'exigibilité des droits de timbre, mais

La page contient trente-cinq lignes et la ligne cinquante lettres.

La dernière page sera comptée comme entière si elle contient au moins dix-huit lignes.

Art. 28. — Les copies ou expéditions, qu'elles soient ou non en forme exécutoire, mentionnent le montant des droits de chancellerie liquidés par le greffier et qui sont perçus avant délivrance de l'expédition par le comptable public désigné à cet effet par le Directeur général des finances.

Art. 29. — Faute d'exécution volontaire du jugement dans le délai imparti par le Tribunal, et qui ne peut excéder dix jours, le coût de l'expédition demandée par la partie gagnante est supporté par la partie condamnée.

---

847 28 novembre 1898

(14 redjeb 1316)

PROMULGUÉ LE 28 NOVEMBRE 1898

Décret réglementant les appositions de scellés, inventaires, nominations d'administrateurs des successions israélites tunisiennes.

(OFFICIEL, 1898, 784)

Vu le décret du 3 septembre 1872 (29 djoumadi ettani 1289) sur la compétence judiciaire des rabbins ;

Vu le décret du 18 avril 1883 (10 djoumadi ettani 1300) portant promulgation de la loi française du 27 mars 1883 sur l'organisation de la juridiction française en Tunisie ;

Vu les décrets des 5 mai 1883 (27 djoumadi ettani 1300), 31 juillet 1884 (7 chaoual 1301), 15 février 1887 (21 djoumadi el aouel 1304) sur la compétence civile des tribunaux français de Tunisie ;

Vu notre décret de ce jour sur l'organisation du Tribunal rabbinique ;

Sur la proposition de notre Premier Ministre ;

Article 1er. — Toutes les fois que le décès d'un israélite tunisien sera porté à la connaissance du Tribunal rabbinique et qu'il n'apparaîtra pas que tous les héritiers sont présents et d'accord, le Vice-Président dudit Tribunal rendra d'office une ordonnance prescrivant l'apposition des scellés aux domicile, magasins, entrepôts et autres établissements du défunt.

Art. 2. — Il y aura toujours lieu à l'apposition des scellés lorsque l'Etat, ou une institution de bienfaisance, ou des mineurs ou autres incapables figureront parmi les ayants droit à la succession.

Art. 3. — En dehors des cas spécifiés ci-dessus, le Vice-Président du Tribunal pourra ordonner l'apposition des scellés lorsqu'il en aura été requis, soit par les héritiers présents et consentants, soit par la veuve créancière de son douaire, soit par un créancier du défunt.

Art. 4. — La requête en apposition des scellés doit être adressée par écrit et sur timbre au Vice-Président du Tribunal rabbinique, qui rendra son ordonnance au bas de ladite requête.

Mention de la requête et de l'ordonnance sera faite sur les registres du greffe du Tribunal.

Art. 5. — Les scellés seront apposés par le greffier du Tribunal rabbinique en présence du Vice-Président ou d'un magistrat du Tribunal délégué par lui à cet effet.

Art. 6. — Le greffier sera assisté par deux notaires qui dresseront procès-verbal des opérations d'apposition de scellés.

Ces notaires seront désignés à tour de rôle sur la liste des notaires israélites, telle qu'elle aura été communiquée au Tribunal par notre Premier Ministre (1).

Art. 7. — En cas de difficultés survenant dans le cours de l'apposition des scellés, il en sera référé au Vice-Président du Tribunal, qui prescrira, par voie d'ordonnance, toutes mesures utiles à la conservation des droits éventuels de toutes les parties.

Art. 8. — La levée des scellés et l'inventaire auront lieu au plus tard dans la huitaine de la clôture du procès-verbal de l'apposition des scellés. Le délai pourra être prolongé par ordonnance du Vice-Président en cas de nécessité.

Art. 9. — La levée des scellés sera effectuée par le greffier du Tribunal, en présence du

(1) Conf. tableau général (v° CADIS).

---

comme il n'en détermine ni la quotité ni les conditions d'application, il y a lieu de se référer, à cet égard, aux principes généraux édictés par le décret organique du 20 juillet 1896 et l'arrêté réglementaire du 25 du même mois.

Sont, par suite, assujettis au droit de timbre de dimension tous actes et écritures, publics ou privés extraits ou copies pouvant faire titre, qui sont produits à la barre du Tribunal rabbinique pour obligation, décharge, justification, demande ou défense et notamment tous les actes de procédure

Les jugements doivent être rédigés sur papier de la débite timbre au droit de 0 fr 60 c et le greffier se fera rembourser, par les parties, le droit de timbre à raison de 0 fr 05 c. par tiers de page affecté a la redaction des jugements. Chaque page de registre ne pourra contenir plus de 30 lignes à la page et de 20 syllabes à la ligne.

Toute expédition délivrée par le greffier du Tribunal rabbinique ne pourra être établie sur papier timbré d'un format inférieur a celui appelé moyen papier de 0 fr. 90 c. et il ne pourra être expédié deux actes a la suite l'un de l'autre sur la même feuille. Les expéditions ne pourront contenir plus de 20 lignes à la page et de 10 syllabes à la ligne.

Sont toutefois exemptes du timbre :

1° Les expéditions de jugements rendus sur des affaires dans lesquelles le taux de la demande serait de 200 fr et au-dessous ;

2° Celles délivrées à une Administration publique, lorsqu'il y est fait mention de cette destination ;

Les jugements du Tribunal rabbinique sont exempts d'enregistrement (argument : art. 27)

III. *Contrats de mariage. Versement des droits de greffe.* — La perception des droits de greffe s'effectuera dans les mêmes conditions que celle des droits de chancellerie sur les jugements, c'est-à-dire par les soins du Receveur général des finances, sur versements du greffier du Tribunal auquel il appartient de se faire verser par les parties les droits exigibles.

Le décret du 28 novembre n'ayant abrogé ni expressément ni tacitement celui du 20 juillet 1896 sur l'enregistrement, la taxe du greffe doit se cumuler avec le droit d'enregistrement égal au quart des honoraires des notaires et majoré, le cas echeant, des droits proportionnels exigibles sur les obligations de sommes, transmissions de meubles à titre onéreux et autres conventions énumerees au § 1er du tarif qui peuvent être constatées dans les contrats de mariage Les notaires restent tenus de percevoir ces droits et d'en faire compte au Trésor... ..

L'acte de dépôt du contrat est, en tant qu'acte de greffe, dispensé du droit d'enregistrement ; il doit, par contre, être dressé sur papier timbré au droit de 0 fr 60 c ; le greffier se conformera pour le remboursement du droit de timbre et la limitation du nombre de lignes et de syllabes aux indications précédemment données à propos des minutes des jugements.

Les extraits délivrés par le greffier seront passibles, comme expéditions, du droit de timbre minimum de 0 fr. 90 c. Exception sera faite toutefois pour les extraits destinés a l'affichage qui pourront être provisoirement établis sur papier libre.....

magistrat et des notaires qui ont assisté à l'apposition.

Art. 10. — L'inventaire sera dressé par les notaires. Cet inventaire comprendra toutes les forces de la succession, ainsi qu'un état des dettes passives.

La garde des objets inventoriés sera confiée, soit à l'un des cohéritiers, soit à l'administrateur dont il sera question plus bas, soit à toute autre personne à ce commise par ordonnance du Vice-Président du Tribunal. Le gardien est responsable des objets dont il a pris charge.

Art. 11. — Les procès-verbaux d'apposition et de levée de scellés et l'inventaire seront signés par le magistrat, le greffier et les notaires. L'inventaire sera en outre signé et reconnu exact par le gardien des objets inventoriés.

Art. 12. — En cas de bris de scellés ou de disparition de tout ou partie des objets inventoriés, avis en sera aussitôt donné par le Vice-Président du Tribunal aux autorités de police qui procéderont aux constatations légales. Le Vice-Président fera procéder de son côté au récolement de l'inventaire et, s'il y a lieu, à l'apposition de nouveaux scellés, et fera dresser procès-verbal du tout.

Art. 13. — Si le défunt ne laisse pas d'héritiers connus, si tout ou partie des héritiers connus sont absents, si la succession est litigieuse, ou si les héritiers sont renonçants, le Tribunal rabbinique nommera par jugement un administrateur de la succession (a). Cette nomination devra toujours intervenir avant la levée des scellés. L'administrateur devra assister à cette opération, ainsi qu'à l'inventaire et en signer les procès-verbaux.

Art. 14. — Les administrateurs seront désignés par le Tribunal. En cas de mauvaise gestion de l'administrateur, les membres du Tribunal qui l'auront désigné répondront devant nous, selon le cas de leur choix, s'il y a eu faute lourde, ou de leur défaut de surveillance.

Art. 15. — L'administrateur est tenu de prendre note, en forme de journal et par ordre de date, de toutes les opérations relatives à la liquidation, selon les règles de la comptabilité usitée dans le commerce.

Art. 16. — Il est tenu de mettre à la disposition des intéressés et à toute requête les renseignements nécessaires sur l'état, la marche et le mode d'exécution de la liquidation et de donner connaissance des comptes et documents relatifs à ces opérations.

Art. 17. — Le liquidateur est tenu d'opérer le recouvrement des créances, de terminer les affaires pendantes, de prendre toutes les mesures conservatoires requises par l'intérêt de la succession. Il la représente dans les actions qui sont introduites contre elle ou qu'il serait nécessaire d'engager dans son intérêt. Il est tenu de payer les dettes héréditaires liquides et exigibles, et de faire, s'il y a lieu, toute la publicité nécessaire afin d'inviter les créanciers de la succession à présenter leurs créances.

Art. 18. — L'administrateur ne peut faire aucun acte d'aliénation ou de disposition. Il ne peut, notamment, ni transiger, ni compromettre, ni abandonner des sûretés, si ce n'est contre paiements, ni engager des opérations nouvelles, ni assumer des obligations par voie d'échange ou autrement, ni constituer des nantissements, ni aliéner les biens, meubles ou immeubles, dépendant de la succession, s'il n'y est autorisé par le Tribunal, lequel prescrira, d'après les circonstances, les mesures nécessaires afin de garantir tous les intérêts en cause.

Art. 19. — L'administrateur adresse mensuellement au Tribunal rabbinique un état de ses opérations. Lorsque la liquidation sera terminée, ou à tout autre moment où ses fonctions prennent fin, il est tenu de présenter un compte général et détaillé de ses opérations, signé et daté par lui et se terminant par un bilan actif et passif qui le résume. Il doit joindre toutes les justifications que comporte la nature des dépenses ou des recettes qui y sont portées, ainsi que son livre-journal. Il remettra en même temps, au greffe du Tribunal ou autre lieu sûr qui lui sera désigné par celui-ci, les livres, papiers, documents, titres et valeurs de toute nature, appartenant à la succession, dont il pourrait être nanti. L'administrateur n'aura jamais, sous aucun prétexte, un droit de rétention sur ces objets.

Art. 20. — Le compte sera soumis à l'homologation du Tribunal. Celui-ci aura le droit de demander à l'administrateur tous éclaircissements et justifications supplémentaires que besoin sera. S'il estime que le compte est régulier, il accordera son homologation et déterminera en même temps le montant des émoluments dus à l'administrateur, d'après le travail fourni et l'importance de l'actif net de la succession. Il est loisible aux intéressé de faire opposition à cette taxe ; cette opposition pourra être portée en appel devant notre Premier Ministre.

Art. 21. — Au cas où il n'y a pas d'actif net, le Tribunal apprécie s'il y a lieu d'attribuer sur l'actif brut un émolument à l'administrateur et en détermine la quotité.

(a) Le règlement de la succession d'un Israélite tunisien appartient aux Tribunaux rabbiniques tunisiens, même si depuis l'ouverture de cette succession un des héritiers a acquis la qualité de protégé français. (Tunis, 3 juin 1884, *J. T.* 91, 35.)

Le Tribunal rabbinique est seul compétent pour pourvoir d'un administrateur la succession d'un Israélite tunisien. (Tunis, 20 décembre 1899, *J. T.* 900, 482.)

L'Ouzara est incompétent pour connaître de la demande en restitution d'un titre de propriété si elle donne à trancher une question de succession israélite. Il doit renvoyer les parties à se pourvoir devant le Tribunal rabbinique. (Ouzara, 2 avril 1888, *J. T.* 98, 405.)

848 28 novembre 1898

(*14 redjeb 1316*)

PROMULGUÉ LE 28 NOVEMBRE 1898

Décret relatif à la transcription des contrats de mariage entre israélites, au greffe du Tribunal rabbinique.

(OFFICIEL, 1898, 785)

Vu le décret du 3 septembre 1872 (29 djoumadi ettani 1289) sur la compétence judiciaire des rabbins;

Vu le décret du 18 avril 1883 (10 djoumadi ettani 1300) portant promulgation de la loi française du 27 mars 1883 sur l'organisation de la juridiction française en Tunisie;

Vu les décrets des 5 mai 1883 (27 djoumadi ettani 1300), 31 juillet 1884 (7 chaoual 1301), 15 février 1887 (21 djoumadi el aouel 1304), sur la compétence civile des tribunaux français de Tunisie;

Vu notre decret de ce jour sur l'organisation du Tribunal rabbinique;

Sur la proposition de notre Premier Ministre;

Article 1er. — Les notaires rédacteurs des contrats de mariage entre israélites (ketoubet), devront, sous peine d'une amende de 25 à 50 fr., faire transcrire lesdits contrats, dans les trois jours de leur rédaction, au greffe du Tribunal rabbinique, sur un registre spécialement destiné à cet effet et qui sera coté et paraphé par le Vice-Président du Tribunal. Mention de la transcription avec indication du folio du registre et du coût sera faite par le greffier sur l'expédition du contrat délivré par les notaires.

A défaut de transcription, ces contrats n'auront aucun effet à l'égard des tiers.

Art. 2. — Les contrats de mariage passés antérieurement au présent décret pourront être transcrits sur les registres du greffe à la demande des parties ou de l'une d'elles seulement.

Art. 3. — Les droits de greffe pour la transcription des contrats de mariage entre israélites sont fixés à 3 fr. par 1,000 fr. ou fraction de 1,000 fr. jusqu'à 10,000 fr. d'apports et à 5 fr. par 1,000 fr. ou fraction de 1,000 fr. au-dessus de 10,000 fr. (1).

Lorsque le contrat portera une augmentation de dot ou autre libéralité faite par le mari à l'occasion du mariage, cette augmentation sera soumise à un droit fixe de 50 c. par 1,000 fr. ou fraction de 1,000 fr., jusqu'à 10,000 fr., et de 1 fr. par 1,000 fr. ou fraction de 1,000 fr. au-dessus de 10,000 fr.

S'il n'est fait aucune distinction entre l'apport réel et la libéralité, les droits du premier paragraphe seront exigés.

Art. 4. — Lorsque l'un des conjoints est dans le commerce, un extrait du contrat de mariage devra être transmis, dans les trois jours, par les soins du greffier, au tribunal français et au tribunal tunisien du lieu pour être affiché dans la salle du tribunal. Toute personne pourra se faire délivrer par le greffier un extrait du contrat de mariage. Le greffier répond personnellement des omissions et des inexactitudes des extraits par lui délivrés.

Le conjoint qui entreprend l'exercice du commerce après son mariage est tenu de faire cette transmission dans le mois qui suivra le commencement de son exercice, à peine d'être déclaré banqueroutier en cas de faillite.

Art. 5. — Le Vice-Président du Tribunal rabbinique pourra, au cas où une demande en divorce aura été introduite devant le tribunal, ordonner telles mesures conservatoires qui lui paraîtront utiles pour la sauvegarde des intérêts pécuniaires de la femme et notamment l'apposition des scellés sur les effets, marchandises et valeurs appartenant au mari.

(1) Conf. 1er décret du 28 novembre 1898, art 27, note. Conf. etiam decret du 12 septembre 1887 (v° NOTARIAT TUNISIEN).

849 13 novembre 1899

Arrêté du Secrétaire général du Gouvernement tunisien relatif à l'exécution des jugements rendus par les juridictions de l'Ouzara (1).

Vu le rapport de M. le Directeur des services judiciaires;

Considérant qu'il est nécessaire d'assurer une prompte et régulière exécution des jugements rendus par les juridictions de l'Ouzara;

Article 1er. — La Direction des services judiciaires est chargée de l'exécution des jugements émanés des juridictions qui dépendent de ce service (2) [a].

(1) ***Rapport du 13 novembre 1899 au Secrétaire général du Gouvernement tunisien.***

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les questions relatives à l'exécution des jugements rendus par la justice tunisienne sont tantôt traitées par la Section d'État tantôt par la Direction des services judiciaires, quelquefois concurremment par les deux services.

Cet état de choses est nuisible à la bonne marche du service et provoque souvent des instructions contradictoires. En l'absence d'une marche régulière, vous estimerez sans doute qu'il y aurait lieu de prendre à ce sujet une décision de principe qui laisserait à la Direction des services judiciaires, qui a traite déjà les affaires, le soin de trancher toutes les difficultés et tous les incidents de procédure provoqués par l'exécution des sentences émanées des juridictions qui dépendent d'elles. Je vous serais reconnaissant de vouloir bien me faire connaître votre sentiment à ce sujet.

(2) Par lettre du 16 septembre 1899, le Directeur des services judiciaires informe les Présidents des Tribunaux régionaux que la procédure à suivre pour l'exécution en Tunisie d'un jugement rendu par le Cadi de Tripoli est la suivante :

La partie au profit de laquelle la sentence a été rendue et qui veut en poursuivre l'exécution sur le territoire de la Regence doit, au préalable, en demander l'homologation au Tribunal compétent (Tribunal régional) et, s'il s'agit d'une affaire rentrant dans sa compétence, au Tribunal de l'Ouzara. L'homologation est prononcée sans nouveaux debats sur la production du jugement dont l'exécution est demandée et qui doit porter la légalisation par le Consulat de France des signatures ou cachets qui s'y trouvent apposés.

(a) ***Exequatur et revision*** — Il est de principe que les jugements etrangers doivent, pour être exécutés en France, être soumis a la revision au fond par les tribunaux français, sauf au cas où les traités ont édicté une regle contraire. Il en est ainsi pour l'exécution des jugements des tribunaux tunisiens à l'encontre des Français ou Européens dans la Régence. La justice française en Tunisie est, en effet, absolument indépendante du pouvoir local et constitue une emanation directe de la France; elle doit, en conséquence, avant de les faire executer contre leurs justiciables, reviser au fond les jugements des tribunaux tunisiens (Tunis, 27 fevrier 1890, *J. T.* 91, 22.)

Les jugements rendus par une juridiction tunisienne ne peuvent en aucun cas avoir l'autorité de la chose jugée contre des Français qui n'y ont pas été partie. (Tunis, 24 mai 1897, *J. T.* 97, 319.)

Il n'y a pas lieu pour la justice française de revetir de l'exequatur la décision de la justice tunisienne rendue à l'encontre de sujets tunisiens, quelle que soit d'ailleurs la nationalité de celui qui l'a obtenue. Il appartient à ce dernier d'en obtenir l'exécution de l'autorité tunisienne. (Tunis, 25 mars 1895, *J. T.* 95, 274.)

Il y a lieu à revision au fond, alors même que l'exequatur n'est demandé qu'en vue d'une exécution sur le territoire de la Régence, celui-ci devant, en vertu de la fiction d'extraterritorialité, etre considéré comme portion intégrante du territoire français au regard de la juridiction française et de ses justiciables. L'incompétence du tribunal français en matière immobilière, ne saurait faire obstacle à

Art. 2. — Le Directeur des services judiciaires est chargé de l'exécution du présent arrêté.

---

850 — 23 mai 1900

(*23 moharrem 1318*)

PROMULGUÉ LE 23 MAI 1900

Décret donnant compétence aux Caïds dans certaines affaires civiles et pénales(1) et réglementant les attributions du délégué à la Driba.

(OFFICIEL, 1900, 499)

Article 1er. — Tous les Caïds du territoire, sauf ceux qui résident dans une ville où il y a un tribunal de province(1), sont autorisés à trancher, parmi les litiges de la compétence de ces juridictions et sans les leur soumettre :

1° Les affaires civiles personnelles et mobilières dont l'importance pécuniaire ne dépasse pas 30 fr. ;

2° Les affaires pénales qui, d'après les lois en vigueur, n'entraînent pas un emprisonnement supérieur à quinze jours ni une amende supérieure à 20 fr.

Art. 2. — Les affaires civiles dont il est parlé en l'article précédent seront inscrites par ordre de réception et de date sur un registre à ce destiné ; le défendeur sera appelé sans retard pour fournir ses explications et le Caïd rendra immédiatement sa décision, dont la date et le sens seront consignés sur le registre susdit, en regard de l'inscription de la demande.

Art. 3. — Si la sentence rendue par le Caid par application de l'article 2 ci-dessus n'est pas volontairement exécutée dans le délai qu'elle a fixé, le condamné pourra être contraint par corps pendant un temps proportionné au chiffre de la dette, temps qui ne pourra, en aucun cas, dépasser dix jours et qui sera fixé par la sentence (2).

Art. 4. — La même dette ne pourra donner lieu à plusieurs applications de la contrainte par corps ; le Caid devra, lorsqu'il prononcera la sentence qui l'ordonne, frapper, avec un timbre sec à ce spécialement destiné, les pièces établissant la créance et inscrire dans le cadre de ce timbre le numéro d'inscription de l'affaire sur son registre. Il ne pourra plus ensuite recevoir une nouvelle demande basée sur ces mêmes pièces.

Art. 5. — La décision rendue par le Caïd, en vertu de l'article 2 ci-dessus, pourra être aussi exécutée par la vente forcée des facultés mobilières du condamné, s'il ne s'est pas libéré volontairement dans le délai qui lui a été imparti, mais le Caid ne devra faire vendre que ce qui est strictement nécessaire pour l'extinction de la créance et de ses accessoires.

Art. 6. — Si la vente mobilière ne suffit pas à cet effet et que la contrainte par corps ait été appliquée sans résultats, il pourra être procédé à une exécution par voie immobilière, mais seulement après que la décision du Caïd aura été homologuée par le tribunal de province, et après notre autorisation (3).

Art. 7. — Le Caid tiendra un registre spécial pour l'inscription des affaires pénales dont la solution lui est confiée par le présent décret. Il y mentionnera le nom et la résidence de l'inculpé, l'indication et la date de la plainte ou du procès-verbal, la nature de la prévention, la date de la décision et la peine prononcée.

Art. 8. — Il fera subir sans délai les peines

---

(1) Conf. décret du 1er mai 1876 (v° CAIDS)

ce droit de revision au fond. (Tunis, 2 février 1887, *J. T.* 95, 213)

L'execution d'une sentence rendue au profit d'un Européen contre un Tunisien par le cadi malékite de Tunis peut être poursuivie par les soins de l'autorité tunisienne, sans qu'il soit besoin de l'intervention de la juridiction française. Mais cette intervention est au contraire nécessaire pour executer cette même sentence à l'égard des ayants cause européens du Tunisien contre lequel elle a été rendue (Tunis, 11 mars 1895, *J. T.* 95, 203)

La décision rendue par la justice indigène contre un Européen ou assimilé ne peut être exécutée contre lui qu'après avoir été revêtue de l'exequatur par la justice française, et cette formalité doit être précédée d'une revision, en la forme et au fond, de la sentence. (Tunis, 19 novembre 1894, *J. T.* 95, 116 ; 19 mars 1886, *J. T.* 90, 44)

Il en est de même du jugement rendu à l'encontre d'un Europeen ou protégé d'une puissance européenne, et qu'il s'agit d'exécuter contre lui ou contre son cessionnaire européen ou protégé. (Tunis, 25 novembre 1895, *J. T.* 95, 49)

Lorsqu'un defendeur ne comparaît pas devant le Chaâra, bien que régulierement cité, le jugement rendu contre lui a toute la force d'un jugement contradictoire, bien que par defaut Rien ne s'oppose en principe à ce que cette procédure soit reconnue comme réguliere par la juridiction française ; cependant, pour qu'un tel jugement soit opposable au defendeur, au point de vue de l'exequatur, et pour que cet exequatur puisse lui être accordé par le juge français, il faut que ce dernier vérifie en la forme si ce jugement a été compétemment rendu, s'il ne viole pas les principes du droit public consacrés par la législation française, si les droits de la défense des Français, Européens ou protégés, ont été respectés, et si cette décision a ete rendue sur des moyens connus du defendeur et a lui communiqués. (Sousse, 26 octobre 1899, *J. T.* 900, 565)

Les sentences rendues en matière immobilière par les juridictions indigenes contre les Européens ne peuvent être mises à exécution qu'apres avoir été revêtues de la formule exécutoire par le tribunal français ; aucun principe de droit ne s'oppose à ce que les indigenes, pour éviter ce circuit de juridictions, portent directement devant le tribunal français les litiges qu'ils peuvent avoir en matiere immobilière (Tunis, 15 décembre 1887, *J. T.* 93, 241.)

Une décision de la justice indigène, antérieure et contraire au jugement qui a prononcé l'immatriculation d'un immeuble, ne peut pas être revêtue de l'exequatur par la justice française (Tunis, 19 novembre 1894, *J. T.* 95, 116)

Le tribunal mixte de Tunisie ne pouvant être considéré en territoire tunisien comme une juridiction étrangere, il est manifeste que si un jugement de ce tribunal peut avoir besoin de l'exequatur pour recevoir force exécutoire en France ou en Algérie, il ne saurait en être de même pour son exécution en Tunisie. Au surplus, les décisions de ce tribunal n'etant susceptibles d'aucune voie de recours, on ne saurait les soumettre à un autre tribunal, sous prétexte d'exequatur ou de revision. D'ailleurs, ces décisions ne comportent pas d'exécution proprement dite et n'ont d'autre valeur que celle d'un titre. (Alger, 26 mars 1895, *J. T.* 95, 446.)

Le Chaâra de Tunis ne peut être considéré comme une juridiction étrangère en Tunisie et ses décisions n'ont pas besoin d'etre revêtues de l'exequatur pour être exécutees sur le sol tunisien. (Alger, 8 juin 1895, *J. T.* 95, 561)

La décision rendue par le Chaâra est invocable à l'égard du Musulman contre lequel elle a été rendue, et de tous ses ayants cause quelle que soit leur nationalité ; elle n'a pas besoin, pour être exécutée, d'être revêtue de l'exequatur du tribunal français. (Tunis, 20 février 1893, *R. A.* 93, II, 204)

Le Chaâra dont être considéré comme une juridiction étrangère à l'égard des tribunaux français de Tunisie et de leurs justiciables. Il y a donc lieu à exequatur des décisions rendues par le Chaâra à l'encontre de ces derniers, et l'exequatur ne peut être accordé qu'après qu'il a été vérifié si les droits de ceux contre lesquels il est poursuivi ont été respectés par le jugement produit. (Alger, 26 novembre 1891, *J. T.* 95, 498 ; 21 novembre 1891, *J. T.* 92, 175.)

La juridiction française a le droit, même s'il s'agit de matières immobilieres, de reviser au fond les sentences du Chaâra avant de leur donner force exécutoire (Tunis, 16 décembre 1890, *J. T.* 94, 349 ; 11 février 1885, *J. T.* 94, 297.)

La decision rendue par le Chaâra contre un justiciable des tribunaux français en matière immobilière ne peut être exécutée contre lui qu'apres que la juridiction française l'a revêtue de la formule exécutoire et l'a revisée au fond (Alger, 23 mars 1896, *J. T.* 96, 563 ; Tunis, 9 décembre 1895, *J. T.* 96, 71.)

La juridiction française doit revêtir de l'exequatur les jugements rendus par le Chaâra en matière immobilière, sans les reviser au fond, pourvu qu'ils aient été régulièrement rendus en la forme. (Sousse, 17 janvier 1895, *J. T.* 95, 146.)

L'exequatur de la justice française est indispensable pour le jugement rendu par le Chaâra contre un Algérien. (Tunis, 18 mars 1895, *J. T.* 95, 204.)

(1) Conf décret du 18 mars 1896, art. 1er.
(2) Conf décret du 10 janvier 1885.
(3) Conf. circulaire du 17 septembre 1894.

d'emprisonnement dans sa geôle. Quant aux peines d'amende, il n'aura pas à s'occuper de leur exécution avant d'avoir reçu, à cet effet, un titre exécutoire dressé par la Direction des services judiciaires et à lui transmis par la Direction générale des finances (1).

Art. 9. — Dans les trois premiers jours de chaque mois, le Caïd adressera au Ministère (Direction des services judiciaires) :

1° Un état indiquant combien il a reçu d'affaires civiles pendant le mois précédent, combien il en a tranché et quelle a été l'application de la contrainte par corps ;

2° La copie, certifiée conforme, de toutes les énonciations portées pendant le mois précédent sur le registre tenu en exécution de l'article 7.

Art. 10. — Les Présidents des tribunaux de province exerceront personnellement, dans des conditions identiques, la juridiction attribuée à certains Caïds par les articles 1 et 9 du présent décret, ce, dans l'étendue du caïdat où est située leur résidence (1).

Art. 11. — Le délégué à la Driba (2) se conformera à toutes les prescriptions des articles 1 et 9 du présent décret. Pour les affaires plus importantes, il devra se conformer en tout aux règlements des tribunaux de province.

Art. 12. — Les Caïds ne devront en aucun cas connaître, autrement que pour les instruire et pour les transmettre à l'autorité judiciaire compétente, des affaires civiles, personnelles et mobilières d'une importance supérieure à 30 fr., ni d'une affaire pénale pouvant entraîner, d'après les lois en vigueur, un emprisonnement supérieur à quinze jours ou une amende supérieure à 20 fr.

Il n'est rien innové en ce qui concerne les pouvoirs de discipline administrative des Caïds, le recouvrement des impôts et l'exécution des jugements des tribunaux de province, de la Cour des comptes et de l'Ouzara.

KANOUNS ET MRADJAS (2)

851 12 octobre 1860

(26 rebiâ el aouel 1277)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DECEMBRE 1884

Décret abolissant diverses impositions anciennes et leur substituant le kanoun des oliviers.

1° La dîme sur les huiles ;

2° Le kanoun connu sous le nom de saâ et de blebba ;

3° La contribution en faveur de Dar-el-pacha ;

4° L'impôt de dix piastres par méchia ;

5° Les droits d'hospitalité pour les Caïds, Khalifas et Cheiks ;

6° Les frais d'entretien des mokhaznis ;

7° Les amendes ou contributions forcées.

Ayant reconnu l'utilité que présentaient pour la tranquillité des habitants du Sahel et pour la prospérité de leur pays les dispositions des décrets de notre prédécesseur Ahmed-Bey, en date du 4 djoumadi el aouel 1256 (4 juillet 1840), qui abolissent les diverses impositions anciennes désignées dans les sept articles ci-dessus et établissent un seul impôt sur les oliviers de Sousse et de toute la province du Sahel, conformément au dénombrement des oliviers porté sur quatre registres, nous renouvelons, par notre présent décret, les dispositions qui précèdent et nous les confirmons dans toute leur teneur et dans tous leurs détails.

En vertu de ce qui précède, nous confirmons l'abolition des impôts relatés dans les sept articles ci-dessus et nous leur substituons le kanoun des oliviers (3). . . . . .

Les oliviers sont classés en trois catégories (4) : la catégorie supérieure, la moyenne et l'inférieure. La classification des oliviers dans ces trois catégories est établie dans le présent registre et dans les neuf autres qui lui font suite et consignée également, avec le dénombrement, sur un registre appartenant à notre Ministère des finances. Des copies de ces registres ont été faites en quatre expéditions, dont une est déposée entre les mains du gouverneur du Sahel (5).

Chaque olivier de la première catégorie paiera quatre caroubes et onze aspres ; celui de la deuxième catégorie paiera quatre coroubes et cinq aspres ; et celui de la troisième catégorie paiera douze aspres.

Ce paiement n'est exigible qu'autant que les oliviers produisent des fruits (4). Quant aux jeunes plants qui ne sont pas arrivés encore au point de donner des fruits, ils ne seront pas frappés de ce droit (6), mais ils seront consignés dans un registre et, aussitôt qu'ils commenceront à donner des fruits, ils seront assimilés aux oliviers de la troisième catégorie, pour passer ensuite à la deuxième et puis à la première, suivant leur importance.

---

(1) Conf. décret du 18 avril 1896, art. 6.

(2) Conf. exposé des motifs en note sous le décret du 17 novembre 1897 (v° Huiles).

(1) Conf. décret du 18 mars 1896.

(2) La circonscription du Tribunal de la Driba comprend, en outre de la ville de Tunis, les Caïdats de la banlieue, de Tébourba, de Zaghouan, de Béja, de Medjez el Bab, de Bizerte, de Mateur, de Nabeul et de Soliman. (*Arrêté du Premier Ministre du 25 mai 1900* [*Officiel*, 1900, 500]. — Conf. etiam décret du 4 avril 1884 et du 25 janvier 1885, tableau en note.)

(3) Conf. tableau général et Instruction du 20 décembre 1899, nos 5 et seq. (v° Cadis)

(4) Conf. etiam decret du 22 janvier 1894, art. 3, § 3.

(5) Le nombre de ces dépositaires a été porté à quatre, ils résident à Sousse Monastir, Djemmal et Mahdia

(6) Conf. decret du 22 janvier 1894, art. 10, § 1er.

Le propriétaire d'oliviers paiera, en outre, sur chaque cent piastres de perception sur les oliviers, une piastre et demie au receveur, à titre de compensation pour les risques d'erreurs dans la comptabilité. . . . . .

---

852 25 avril 1862

(*25 chaoual 1278*)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DÉCEMBRE 1884

Décret relatif au kanoun des oliviers et dattiers des provinces de Tozeur, Gafsa, Chebika, Tamerza et Midas.

Conformément aux dispositions de notre précédent décret du 16 chaoual 1277 (27 avril 1861), les registres annexés aux présents décrets ont été dressés pour constater le nombre et la qualité des dattiers et des oliviers des forêts de Tozeur, de Gafsa et de Chebika, Tamerza et Midas.

Par suite du même décret, la perception du kanoun de ces dattiers et oliviers sera faite dans les proportions suivantes :

DÉSIGNATION DES PROVINCES.	DATTIERS DEGLA.	AUTRES DATTIERS.	OLIVIERS.
	P. C. A.	P. C. A.	P. C. A.
Tozeur	2 4 4	1 2 »	» 8 5 1/2
Gafsa	2 4 4	1 2 »	»(1)
Chebika, Tamerza et Midas	1 8 »	» 12 »	» 8 8 1/2

Sur ces droits il reviendra au Gouvernement :

DÉSIGNATION DES PROVINCES.	DATTIERS DEGLA.	AUTRES DATTIERS.	OLIVIERS.
	P. C. A.	P. C. A.	P. C. A.
Tozeur	2 4 »	1 » 4 1/2	» 8 3
Gafsa	2 4 »	1 » 4 1/2	» 8 3
Chebika, Tamerza et Midas	1 4 »	» 8 »	» 8 6 1/2

Le surplus des droits sera réparti de la manière suivante :

1 1/2 % au Receveur général (1) du Gouvernement ; le solde aux Cheiks chargés de la perception des droits, ainsi que cela a été pratiqué par le passé (2).

---

853 6 novembre 1869

(*1er châbane 1286*)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DÉCEMBRE 1884

Décret exemptant du kanoun des oliviers et des dattiers et de la dîme les jeunes plants d'oliviers et de dattiers.

Article 1er. — Tout individu qui plantera des oliviers ou des dattiers dans des terrains où cette plantation n'existait pas précédemment, que ce soit dans des pays qui paient le kanoun ou dans ceux qui paient la dîme (2), sera exempté du paiement de l'un et de l'autre de ces deux impôts, tant que ses arbres n'auront pas produit de fruits et pendant une période de quinze années (3) à partir de la date de la plantation. A la fin de cette période, les amins constateront l'état de ces arbres et détermineront la catégorie (4) à laquelle ils appartiendront. Si tous ces arbres appartiennent à la catégorie des petits, ils seront inscrits dans cette catégorie; s'il y en a qui soient jugés appartenir à la catégorie moyenne, ils seront inscrits dans cette catégorie et seront redevables du montant de l'impôt dû d'après leur catégorie et le pays où ils sont situés.

Dans les pays de dîme (2), cet impôt ne sera réclamé qu'à l'expiration de la période précitée. Néanmoins, si les arbres, dans cette région, donnent des fruits avant l'expiration de cette période et que le propriétaire veuille profiter de leur produit, il aura à prévenir de son intention le Directeur de la Ghaba, qui déléguera deux amins pour évaluer la quantité des fruits. Le Directeur de la Ghaba lui délivrera un certificat contenant les constatations faites par ces amins.....

Art. 2. — Quiconque voudra entreprendre une plantation d'oliviers ou dattiers dans les conditions ci-dessus indiquées, devra se faire délivrer un certificat signé par le Cadi et le Caïd de la localité de sa plantation, fixant la date à laquelle la plantation a eu lieu (3).

Nous ordonnons à tous les Caïds et préposés de forêts d'oliviers et de dattiers de veiller à la conservation de ces forêts et de prendre des mesures pour empêcher leur destruction. Ils engageront les propriétaires à soigner leurs arbres et à faire dans leurs plantations les tra-

(1) 1 au Receveur et 1/2 au Caïd. Conf. arrêté du 5 juillet 1873, § 2.
(2) Conf. décret du 17 novembre 1897 (v° Huiles).
(3) Conf. décret du 22 janvier 1894, art. 10, qui prolonge cette période.
(4) Conf. décrets des 12 octobre 1869 et 22 janvier 1894, art. 3, § 3.

(1) Conf. décret du 7 novembre 1876.
(2) Conf. décret du 17 novembre 1897 (v° Huiles).
(3) Conf. décret du 22 janvier 1894, art. 10, § 2.

vaux nécessaires ; ils ne permettront pas qu'on leur nuise en en coupant des parties pour faire du bois.

---

854 6 novembre 1869

(*1er châbane 1286*)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DECEMBRE 1884

Décret relatif au kanoun des oliviers et dattiers du Nefzaoua.

Ayant constaté que le kanoun grevant actuellement les dattiers et les oliviers du Nefzaoua est trop lourd pour les habitants de cette région, dans notre sollicitude pour le bien-être de nos sujets et pour la prospérité de notre Régence :

Chaque dattier de la qualité Degla paiera une piastre et demie de kanoun ;

Chaque dattier de toutes les autres qualités paiera six caroubes seulement de kanoun, à cause de l'infériorité de ces qualités par rapport à celles identiques des autres localités du Djerid ;

Chaque olivier paiera une demi-piastre seulement de kanoun.

---

855 6 novembre 1869

(*1er châbane 1286*)

VISA RESIDENTIEL DU 15 DECEMBRE 1884

Décret relatif au kanoun des oliviers et des mradjas (1) de l'Outan-el-Kebli (2).

Nous avons constaté que le kanoun établi antérieurement et récemment sur les oliviers de l'Outan-el-Kebli, ainsi que le kanoun des mradjas de cette province, pèsent trop sur les habitants de cette partie de la Régence.

Ayant à cœur le bien-être de nos sujets et la prospérité de la Régence, nous décrétons que désormais le kanoun à payer sera de huit aspres par chaque pied d'olivier, sans distinction de catégorie, parce que les oliviers de cette province ne sont pas de nature à exiger un classement par catégorie (2).

Quant aux terrains de la même province, nous décrétons qu'ils seront dégrevés de la moitié du kanoun qui pesait sur eux antérieurement à notre présent décret. Ainsi, les terrains de première classe paieront deux piastres et quatre caroubes par mradja ; ceux de la deuxième classe paieront une piastre et deux caroubes et ceux de la troisième, dix caroubes.

---

856 24 mai 1871

(*4 rebiâ el aouel 1288*)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DECEMBRE 1884

Décret relatif au kanoun des oliviers dans divers districts.

Droit du kanoun sur chaque olivier des districts de Téboursouk, Bargou, Ez-Zeriba et des Oulad Ayar : quatre caroubes et cinq aspres.

Droit du kanoun sur chaque olivier des districts d'El-Ala, Mateur et Béja : douze aspres.

Droit du kanoun sur chaque olivier des districts de Kairouan, Bizerte, Porto Farina, Tébourba et des Oulad Aoun : huit aspres.

Vu la proposition du comité exécutif de la commission financière (1) tendant à ce qu'il soit fait un dénombrement des plantations d'oliviers qui se trouvent isolés dans les districts indiqués dans les trois articles ci-dessus ;

Vu l'avis du même comité proposant l'établissement, sur ces oliviers, sans distinction de catégorie, d'un droit fixé suivant les proportions et divisions ci-dessus ;

Nous avons approuvé ces propositions et nous ordonnons qu'elles soient mises à exécution.

---

857 6 juin 1871

(*17 rebiâ el aouel 1288*)

VISA RESIDENTIEL DU 15 DECEMBRE 1884

Décret relatif au kanoun des oliviers du Kef.

Nous ordonnons au Caïd du Kef de percevoir le kanoun sur les 22,813 pieds d'oliviers formant le total des oliviers de sa circonscription, inscrits sur le rôle annexé au présent décret à raison de dix-huit aspres par pied et par an.....

---

858 26 mars 1872

(*16 moharrem 1289*)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DECEMBRE 1884

Décret relatif au kanoun des oliviers de la Kesra.

Nous ordonnons au Caïd de la Kesra (2) de percevoir le kanoun sur les 19,854 pieds d'oliviers de sa circonscription, inscrits sur le rôle annexé au présent décret, à raison de quatre caroubes et onze aspres par pied d'olivier, par an, pour la première catégorie, quatre caroubes et cinq aspres pour la deuxième catégorie ; et onze aspres pour la troisième catégorie.

---

859 25 décembre 1872

(*24 chaoual 1289*)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DECEMBRE 1884

Arrêté du Premier Ministre prescrivant certaines mesures pour obvier aux retards dans la perception du kanoun.

La lettre du 17 du mois courant (18 décembre 1872), par laquelle le comité exécutif (1) se plaint des retards dont souffre la perception du

(1) Conf. tableau général et Instruction du 20 décembre 1899, n° 7 (v° CAIDS)
(2) Conf. décret du 15 décembre 1873.

(1) Conf. décret du 2 octobre 1884, art. 1er (v° FINANCES)
(2) Ce territoire forme actuellement un des cheikhas du caïdat des Oulad Ayar (contrôle de Makter).

kanoun des oliviers à Sfax, ayant été soumise au Bey ;

Son Altesse a prescrit que le contribuable qui serait en retard pour le paiement du kanoun ne pourrait pas toucher le prix de vente de sa récolte, lequel sera séquestré par le Gouvernement jusqu'à complet paiement.

---

860 27 février 1873

(29 hidjà 1289)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DECEMBRE 1884

Arrêté du Premier Ministre déterminant la personne débitrice du kanoun des oliviers remis en antichrèse.

Consulté sur le point de savoir contre qui le paiement du kanoun d'oliviers remis en antichrèse doit être poursuivi,

Le Bey a décidé que celui qui dispose des oliviers engagés doit en payer le kanoun.

Les accords qui interviendraient entre créancier et débiteur, moyennant lesquels le premier serait déclaré ne devoir pas payer le kanoun sur les oliviers à lui remis en antichrèse, ne pourront être opposés au Trésor qui conserve le droit de poursuivre le paiement du kanoun contre la personne qui jouit du produit des oliviers.

---

861 18 mars 1873

(18 moharrem 1290)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DÉCEMBRE 1884

Décret relatif au kanoun des oliviers et dattiers de l'Arad.

Nous ordonnons au Caïd de l'Arad de procéder au recouvrement du kanoun sur les 9,430 pieds d'oliviers et sur les 131,413 dattiers inscrits sur le rôle annexé au présent décret, à raison d'une demi-piastre par pied d'olivier et six caroubes par pied de dattier . . . . . .

---

862 8 juillet 1873

(12 djoumada el aouel 1290)

VISA RESIDENTIEL DU 15 DÉCEMBRE 1884

Arrêté du Premier Ministre relatif au kanoun des dattiers du Djerid.

Vu le résumé du recensement des dattiers du Djerid récemment établi en conformité de l'autorisation souveraine ;

Vu l'avis du comité exécutif du 9 rebiâ ettani 1290 (6 juin 1873) ;

S. A. le Bey a approuvé ce qui est relatif aux dattiers productifs de la qualité Degla et de la qualité commune, ainsi que le montant total de l'impôt kanoun sur ces deux catégories, afin que cela soit mis en recouvrement pour l'avenir.

Les Cheiks collecteurs des impôts ayant été compris pour une part dans la remise de 10 %, les centimes que ceux-ci touchaient autrefois sur le kanoun feront désormais retour au Trésor beylical. Il ne sera retenu sur ces centimes que la remise qui appartient au receveur (1). Néanmoins, en ce qui concerne le Nefzaoua, la remise continuera à être réglée comme par le passé.

Son Altesse a ordonné en outre que les dattiers du Djerid qui ne sont point arrosés, ceux qui sont improductifs et ceux qui sont morts ne seront pas passibles de l'impôt : c'est pour cette raison que Son Altesse a exclu de l'approbation les catégories dont il s'agit.

Les dattiers non productifs feront l'objet d'une revision ultérieure.

---

863 15 décembre 1873

(24 chaoual 1290)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DECEMBRE 1884

Décret substituant la dîme au kanoun sur les oliviers de l'intérieur de l'Outan el Kebli (2).

Prenant en considération la situation des habitants de la province de l'Outan el Kebli (2), nous avons jugé à propos d'abolir le kanoun qui frappe les oliviers de l'intérieur de cette province (appelé Djésira) en exceptant ceux des territoires de la côte maritime, et de le remplacer par la dîme habituelle (3), qui sera perçue sur les oliviers de l'intérieur.

---

864 10 novembre 1875

(11 chaoual 1292)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DÉCEMBRE 1884

Décret relatif au kanoun des oliviers des Metellits.

Nous ordonnons au Caïd des Metellits (4) de percevoir l'impôt kanoun sur les oliviers inscrits sur le rôle annexé au présent décret, à raison de vingt-quatre aspres par pied d'olivier de la première catégorie et de dix-huit aspres pour ceux de la deuxième catégorie.

---

865 6 novembre 1876

(18 chaoual 1293)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DÉCEMBRE 1884

Décret relatif au kanoun des oliviers de l'Arad.

Nous ordonnons au Caïd de l'Arad de percevoir les 14,270 p. 8 c. 2 a., montant du kanoun sur les 42,184 pieds d'oliviers inscrits au rôle annexé au present décret, à raison d'une demi-

---

(1) Conf Instruction du 20 décembre 1899, n° 5 (v° Cains).
(2) Conf. décret du 8 novembre 1869.
(3) Conf. décret du 17 novembre 1897 (v° Huiles).
(4) Ce territoire fait actuellement partie des caïdats de Sfax et de Mahdia

piastre par pied d'olivier productif de la première catégorie ; six caroubes pour la deuxième catégorie, et douze aspres pour la troisième catégorie.

---

866 7 novembre 1876

(*19 chaoual 1293*)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DÉCEMBRE 1884

Décret relatif au kanoun des oliviers de Gafsa.

Nous ordonnons au Caïd de Gafsa de procéder au recouvrement de la somme de 42,096 p. 8 c. 7 a. 1/2, montant du kanoun sur les 75,386 oliviers formant le total du recensement constaté dans le rôle annexé au présent décret. Cette perception se fera sur la base de douze caroubes pour chaque arbre de la première catégorie donnant des fruits ; de dix caroubes par chaque arbre productif de la deuxième catégorie ; et de douze aspres par chaque arbre productif de la troisième catégorie.

---

867 20 septembre 1877

(*12 ramadane 1294*)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DÉCEMBRE 1884

Décret relatif au kanoun des oliviers et des mradjas (1) de Sfax.

Nous ordonnons au Caïd de Sfax de percevoir sur chaque pied d'olivier productif de la forêt de Sfax, de la première catégorie douze caroubes ; sur chaque pied d'olivier productif de la deuxième catégorie dans la même forêt, dix caroubes, et sur chaque mradja (1) de terrain de la même région une demi-piastre.

Il percevra également sur chaque pied d'olivier de la première qualité, dans les forêts des autres points de la province de Sfax, une demi-piastre ; et sur chaque pied d'olivier de la seconde catégorie, dans les mêmes régions, six caroubes.

---

868 7 juin 1892

(*11 kâda 1309*)

Décret étendant les dispositions du décret du 2 septembre 1875 aux ventes d'oliviers, dattiers, mradjas et tous immeubles soumis au kanoun dans toute la Régence.

(OFFICIEL, 1892, 201)

Vu le décret du 2 septembre 1875 (1er châbane 1292) imposant aux notaires l'obligation de ne dresser aucun acte de vente d'oliviers, de dattiers ou d'autres biens soumis au kanoun, ni d'autoriser le vendeur à toucher le prix de vente qu'après s'être fait présenter les quittances dudit impôt afférentes à l'époque antérieure à la vente ;

Article 1er. — Les dispositions du décret du 2 septembre 1875 (1er châbane 1292) sont étendues aux ventes d'oliviers, dattiers, mradjas et tous immeubles soumis au kanoun dans toute la Régence.

Art. 2. — Les notaires dresseront l'acte de vente sur le vu de la quittance du kanoun afférente à la dernière année.

Toutefois, la production de cette quittance ne pourra être considérée comme une preuve de l'acquittement de l'impôt pour toute l'époque antérieure à la vente, et l'État conservera le droit de poursuivre le recouvrement du kanoun impayé (1) [a].

Art. 3. — Les notaires devront faire mention dans l'acte de vente de la production de la quittance du kanoun et de l'accomplissement des formalités nécessaires en vue d'assurer la mutation de cote.

Art. 4. — Les notaires ne pourront dresser des actes de donation, échange ou toute autre mutation, qu'après s'être fait présenter la quittance conformément aux dispositions de l'article 2 ci-dessus. Pour les autres formalités, ils se conformeront aux dispositions de l'article 3 du présent décret.

Art. 5. — Les notaires seront personnellement responsables de toute contravention aux dispositions qui précèdent.

Art. 6. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

869 2 avril 1893

(*15 ramadane 1310*)

PROMULGUÉ LE 2 AVRIL 1893

Décret exonérant du kanoun ou de la dîme (2) les oliviers sauvages soumis à l'opération de la greffe.

(OFFICIEL, 1893, 111)

Vu le decret du 1er châbane 1286 (6 novembre 1869) ;

Vu les rapports des Directeurs de l'agriculture et des finances ;

Attendu qu'il y a nécessité de développer dans la Régence la culture et le greffage des oliviers sauvages ;

Article 1er. — Tout olivier sauvage soumis à l'opération de la greffe, soit dans les pays qui payent le kanoun, soit dans les pays qui paient la dîme (2) sera exempt de l'un ou de l'autre de ces impôts pendant une période de dix ans, à dater du 1er janvier qui suivra la greffe.

Toutefois, ce privilège ne sera accordé qu'aux propriétaires, aux fermiers ou aux ayants droit qui auront, dans l'année même de la greffe, déclaré soit au Caïdat, soit au Contrôle civil de

(1) Conf tableau général et Instruction du 29 décembre 1899, n° 7 (v° CAÏDS)

(1) Conf Instruction du 20 décembre 1899, n°s 5 et 6 (v° CAÏDS)

(2) Conf décret du 17 novembre 1897 (v° RÔLES)

(a) L'action en paiement de cotes foncières annuelles sur le kanoun, intentée contre un contribuable en Tunisie, ne peut être écartée, en ce qui concerne les annuités dues depuis plus de cinq ans, par application de l'article 2277 C civ (Cass 26 juillet 1894, *D. J. G.* 95, I, 5 ; Cass., 12 decembre 1893, *J T* 94, 10)

leur région le nombre d'oliviers soumis à la greffe et le lieu où ils se trouvent.

Cette déclaration contiendra le nom du propriétaire du terrain, le nom de la propriété, l'endroit où se trouvent les oliviers, le nombre d'arbres nouvellement greffés. Elle sera datée et signée par le propriétaire ou par son représentant autorisé.

L'Administration fera procéder annuellement à la vérification des déclarations. Les propriétaires seront tenus de faciliter cette vérification en faisant désigner sur les lieux, à l'agent de l'Administration, les arbres compris dans la déclaration.

En cas de refus de concours à la vérification, ou en cas de fausse déclaration, les propriétaires seront déchus de tout droit au bénéfice de l'exonération.

Art. 2. — En pays de kanoun, en cas d'incendie, les propriétaires, fermiers, ou ayants droit pourront être détaxés pour les oliviers qui auront péri par le feu, à condition par eux de déclarer, dans le délai d'un mois, le nombre de pieds détruits.

Dans les pays de dîme, lorsque les oliviers sauvages nouvellement greffés commenceront à produire, l'exonération d'impôt sera accordée, sur la remise au percepteur d'un certificat d'évaluation, dressé par un amin délégué à cet effet par l'Administration à la requête des propriétaires intéressés.

Art. 3. — Le Directeur de l'agriculture et le Directeur des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Les détails d'exécution seront réglés, s'il y a lieu, par arrêtés du service compétent.

---

870 22 janvier 1894

(*15 redjeb 1311*)

PROMULGUÉ LE 22 JANVIER 1894

Décret ordonnant la réfection des rôles (1) de l'impôt kanoun sur les oliviers et les dattiers et réglementant la manière dont le recensement de ces arbres sera effectué.

(OFFICIEL, 1894, 35)

Vu les décrets constitutifs de l'impôt kanoun;

Considérant que les rôles de l'impôt kanoun sur les oliviers et sur les dattiers remontent à une époque éloignée et qu'ils ne répondent plus dans toutes les régions de ce royaume à l'état actuel des plantations;

Article 1er. — Il sera procédé, dans toutes les parties de la Régence où est établi l'impôt kanoun, au recensement des oliviers et des dattiers (1).

Les agents qui seront désignés pour effectuer cette opération sont, à cet effet, autorisés à pénétrer dans les propriétés où existent des oliviers et des dattiers.

Art. 2. — Des arrêtés du Directeur des finances, insérés au *Journal officiel,* fixeront, pour chaque caïdat, la date du commencement des opérations.

Art. 3. — Dans le délai d'un mois à compter de la publication de ces arrêtés, les propriétaires ou dévolutaires d'oliviers ou de dattiers seront tenus de déclarer au Caïd de la circonscription où se trouvent leurs propriétés, le nombre de leurs arbres.

Ces déclarations, établies sur des formules fournies par l'Administration, indiqueront : le nom et la situation de chaque propriété, le nom et la demeure du propriétaire ou dévolutaire, le nombre des arbres imposables, le nombre des arbres non encore imposables, enfin, le nombre des sauvageons. Les déclarations relatives aux dattiers comprendront, en outre, distinctement, les dattiers Degla et les autres dattiers.

Les arbres n'ayant pas encore atteint l'âge auquel ils doivent être imposés, seront répartis en quatre catégories, savoir : ceux âgés de 15 à 20 ans, ceux âgés de 10 à 15 ans, ceux âgés de 5 à 10 ans, ceux de moins de 5 ans.

Art. 4. — La commission du recensement sera composée, du Caïd, président, d'un expert, d'un notaire et d'un délégué du Directeur des finances.

Art. 5. — Le commencement de l'opération sera annoncée pour chaque région du caïdat par des publications en la forme d'usage et, en outre, par l'affichage au Contrôle civil.

Les intéressés seront tenus d'assister au recensement, afin de présenter leurs observations sur les lieux, mais leur absence ne pourra arrêter ou retarder l'opération en ce qui les concerne.

Art. 6. — La commission, munie des déclarations des propriétaires ou enzelistes, ainsi que des rôles actuels du kanoun, procédera à la vérification des déclarations et au comptage des arbres, en les classant suivant les indications de l'article 3 ci-dessus.

Les résultats du recensement seront relevés sur des bulletins établis séance tenante et signés des membres de la commission. Les rôles seront dressés par le Directeur des finances au vu de ces bulletins.

Art. 7. — Aussitôt après leur achèvement, les rôles seront déposés au bureau du Caïd, où les intéressés pourront en prendre connaissance.

Ce dépôt sera annoncé au public comme il est dit à l'article 5, § 1er.

Les réclamations devront, à peine de déchéance, être formulées dans le délai de trente jours à partir de la date de l'insertion de l'avis de dépôt du rôle publié par le *Journal officiel.* Elles seront reçues par le Caïd, inscrites sur un registre à ce destiné et, ultérieurement, ins-

(1) Conf tableau général et Instruction du 20 décembre 1899, nos 5 et 6 (vo CAIDS), et décret du 13 juillet 1899 (Instruction en note) [vo FINANCES]

truites par la commission de revision instituée par l'article 8 ci-après.

Art. 8. — Une commission, composée d'un délégué du Gouvernement, président, d'un expert ou amin, nommés par le Premier Ministre, et d'un représentant du Directeur des finances, sera chargée de reviser les opérations de recensement. La revision portera notamment sur toutes les propriétés pour lesquelles il aura été fait des réclamations. Les intéressés seront convoqués individuellement.

Les décisions de la commission de revision seront définitives. Le rôle sera modifié en conséquence, s'il y a lieu, et soumis à notre sanction.

Art. 9. — Toute opposition aux agents chargés du recensement sera punie d'une amende de cinquante à cinq cents francs.

Celui qui n'aura pas fait dans le délai la déclaration prescrite par l'article 3, ou dont la déclaration sera reconnue inexacte quant au nombre ou au classement des arbres, paiera, à titre d'amende, une somme égale à l'impôt d'une année, pour les arbres non déclarés ou inexactement classés.

Art. 10. — La durée de l'exonération d'impôt édictée par notre décret du 6 novembre 186. (1er châbane 1286), en ce qui concerne les oliviers et les dattiers nouvellement plantés dans les pays de kanoun est portée de quinze à vingt années.

Tout propriétaire ou dévolutaire d'immeubles qui effectuera une plantation nouvelle d'oliviers ou de dattiers devra, dans l'année même où cette plantation aura été faite, fournir une déclaration dans la forme tracée par l'article 3 ci-dessus, à peine d'être déchu du bénéfice de l'exonération temporaire.

Les arbres qui, à raison de leur âge, ne seraient pas imposables au moment du recensement, et ceux compris dans les déclarations de plantation, seront inscrits d'office sur les rôles à l'expiration du temps nécessaire pour qu'ils aient atteint l'âge de vingt ans.

Art. 11. — A toute époque, l'état de complantation d'une propriété renfermant des oliviers ou des dattiers pourra être vérifié soit à la demande du propriétaire ou dévolutaire, soit d'office sur l'initiative du Directeur des finances.

La demande de vérification devra être accompagnée de la quittance de la dernière cote échue.

Le montant des cotes versées au Trésor ne sera pas restituable.

La vérification prévue par le premier alinéa du présent article sera faite par le Caïd ou son délégué, assisté de deux experts choisis, l'un par l'Administration et l'autre par le propriétaire ou enzeliste intéressé. Dans le cas de vérification d'office, si le propriétaire ne désigne pas son expert dans le délai d'un mois à compter de l'avis qui lui en sera donné, cet expert sera choisi par le Contrôleur civil de la circonscription où aura lieu l'expertise.

Les résultats de la vérification seront constatés par un procès-verbal qui servira de base à l'établissement d'un rôle supplémentaire, s'il y a lieu.

Art. 12. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

KHODORS

871 — 30 mars 1900

(*28 kâda 1317*)

PROMULGUÉ LE 30 MARS 1900

Décret relatif à la perception des impôts du khodor (1), de l'achour des huiles et des céréales à Djerba.

(OFFICIEL, 1900, 307)

Vu le decret du 22 décembre 1845 (22 hidjà 1261) établissant l'impôt khodor à Djerba ;

Vu le décret du 21 février 1899 (10 chaoual 1316) prescrivant un recensement destiné à permettre une meilleure assiette des impôts de l'île ;

Vu le rôle prépare d'après les états dressés par les commissions qui ont operé en 1899 ce recensement ;

Article 1er. — Les droits exigibles, à Djerba, au titre des impôts du khodor (1), de l'achour des huiles et de celui des céréales seront assis et liquidés, en 1900, conformément aux indications du rôle ci-annexé.

Art. 2. — Indépendamment du principal porté à ce rôle, les contribuables acquitteront les accessoires actuels du khodor (1).

Art. 3. — A partir de la publication officielle de l'avis annonçant le dépôt du rôle dans les bureaux du khalifa de Djerba, un délai d'un mois est accordé à tout contribuable qui se prétendra mal imposé, pour réclamer contre son imposition.

Une commission composée d'un délégué du Gouvernement, président, d'un expert ou amin nommé par le Premier Ministre et d'un repré-

(1) Le décret du 22 décembre 1845 ratifiait la convention suivante intervenue entre les habitants de Djerba . « Ils paieront à tout fermier de mahsoulats la somme de 100,000 piastres, en plusieurs échéances.. , la répartition de ces 100,000 piastres entre les propriétaires de terres de Djerba, à faire selon l'importance des biens de chacun et l'évaluation des produits, étant confiée à eux mêmes En dehors des dattes, mallets, fruits et herbages, le fermier jouira, comme par le passé, de ses droits régles par le tarif sur tous les articles soumis a la taxe des mahsoulats .. » — Conf etiam exposé des motifs en note sous le décret du 17 novembre 1897 (v° HUILES)

(1) Conf Instruction du 20 décembre 1899, n° 8 (v° CAIDS) et decret du 18 juillet 1899 (Instruction en note) [v° FINANCES].

sentant du Directeur des finances examinera les réclamations et statuera en dernier ressort.

Art. 4. — Le Premier Ministre et le Directeur des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

LÉGALISATIONS

872 29 septembre 1891

Arrêté du Résident général déléguant les Vice-Présidents français des municipalités de la Régence pour la légalisation des signatures des imprimeurs et gérants de journaux (1).

(Officiel, 1891, 243)

Article unique. — Les Vice-Présidents français des municipalités (1) de la Régence sont délégués à l'effet de légaliser les signatures des imprimeurs et gérants de journaux publiés sur leur territoire communal, au bas des numéros contenant des annonces judiciaires.

---

873 19 juin 1899

(9 safar 1317)

PROMULGUÉ LE 19 JUIN 1899

Décret relatif à la légalisation des différentes signatures.

(Officiel, 1899, 465)

Article 1er. — La légalisation des signatures des particuliers qui résident dans les localités pourvues d'une municipalité ou d'une commission municipale est confiée au Président et au Vice-Président de la municipalité ou de la Commission municipale, et au Commissaire de police.

Pour les particuliers qui résident hors des localités visées au paragraphe précédent, la légalisation de leurs signatures sera effectuée par le Contrôleur civil ou Chef d'annexe de la circonscription ou, en cas d'empêchement, par son Adjoint ou son Secrétaire dûment autorisé.

Art. 2. — Les particuliers ne peuvent exiger la légalisation de leurs signatures par les officiers municipaux et fonctionnaires désignés à l'article précédent sur des écrits contraires à l'ordre public et aux bonnes mœurs, préjudiciables ou injurieux pour des tiers, ou manifestement dépourvus de toute valeur légale ou de tout caractère d'utilité.

Les signatures devront être apposées par les particuliers en présence de l'agent chargé d'en faire la légalisation et après justification, par les parties intéressées, de leur identité et de la qualité par elles prise dans l'acte.

L'apposition des signatures en présence du fonctionnaire compétent ne sera pas exigée pour les signatures en caractères français, lorsqu'elles seront soumises à la légalisation d'un Vice-Président français de municipalité, d'un Commissaire de police ou d'un Contrôleur civil à qui les signatures seraient connues ou qui posséderaient d'autres moyens de vérifier leur sincérité.

Si l'auteur d'une signature dont la légalisation est requise est décédé, absent ou hors d'état de l'apposer de nouveau en présence de l'officier municipal ou du fonctionnaire compétent, la véracité pourra néanmoins en être attestée par deux personnes majeures, d'une honorabilité notoire, et les signatures de ces dernières seront légalisées dans les formes et suivant les règles prescrites aux paragraphes précédents. L'accomplissement de ces formalités emportera légalisation de la signature de l'individu décédé ou non présent.

La formule de légalisation contiendra mention de la comparution des parties et de la reconnaissance de leur identité ou, suivant les cas, des circonstances qui auront rendu leur comparution inutile ou impossible. Cette formule contiendra également l'attestation de la capacité des témoins appelés à certifier la signature d'un absent et l'accomplissement des règles de la légalisation, en ce qui les concerne, dans les cas prévus au paragraphe précédent.

Art. 3. — La légalisation des signatures des Présidents, Vice-Présidents ou membres de municipalités et des Commissaires de police sera effectuée par le Secrétaire général du Gouvernement ou son délégué.

Art. 4. — Dans les cas prévus par le décret du 29 juin 1886 (27 ramadane 1303), les Juges de paix qui ne siègent pas au chef-lieu du ressort d'un Tribunal de première instance pourront, concurremment avec le Président du Tribunal (1), légaliser les signatures des officiers de l'état civil des localités qui dépendent de leur canton, soit en totalité, soit en partie.

Dans les justices de paix provisoires où les Contrôleurs civils exercent les fonctions de Juges de paix (2), les expéditions des actes de l'état civil reçus au Contrôle civil ne pourront être légalisées que par le Président du Tribunal de première instance.

Art. 5. — La légalisation des signatures par les Officiers municipaux, les Commissaires de police, les Contrôleurs civils et le Secrétaire général du Gouvernement est gratuite (1).

---

(1) Un arrêté du Résident général du 14 juin 1885 (*Officiel*, 1885, 669) est relatif aux mêmes légalisations a Tunis. — Conf. etiam arrêté du 31 décembre 1895, art. 4 (v° Justice française)

(1) Conf décret du 13 octobre 1886 (v° État civil).

(2) Conf décret du 18 avril 1883, art. 1er, tableau en note (v° Justice française).

LÉGUMES ET FRUITS

874 12 décembre 1895

(*24 djoumadi ettani 1313*)

PROMULGUÉ LE 12 DÉCEMBRE 1895

Décret remplaçant les droits qui frappent, partout ailleurs qu'à Tunis, les fruits et les légumes frais par des droits d'entrée ou de stationnement.

(OFFICIEL, 1895, 375)

Vu le decret du 13 août 1887 (23 kâda 1304) réglant l'assiette, la quotité et le mode de perception des droits qui régissent les fruits et les légumes frais dans la Régence;

Vu les décrets des 29 janvier et 11 mars 1895 (2 châbane et 14 ramadane 1312) portant revision à Tunis des droits de cette catégorie;

Considérant que, pour arriver à une juste répartition des charges, il convient de modifier dans toute la Régence la législation fiscale de ces denrées;

Article 1er. — Les droits qui, en vertu de la législation actuelle, frappent, partout ailleurs qu'à Tunis (1), les fruits et les légumes frais, sont supprimés et remplacés :

1° Dans les villes énumérées à l'article 2 du décret du 13 décembre 1894 (14 djoumadi ettani 1312) et dans toutes autres localités qui seront désignées par arrêté du Directeur des finances (2) par des droits perçus à l'entrée et, en outre, lorsque les produits seront exposés en vente sur les marches, par des droits de stationnement ou de criée (3);

2° Sur tous les autres marchés, par un droit de stationnement augmenté, s'il y a lieu, d'un droit de criée sur les produits vendus aux enchères.

Art. 2. — Le tarif d'entrée applicable aux villes et localités assujetties (2) sera celui de Tunis diminué d'un quart.

Le droit de stationnement est fixé par mètre superficiel occupé, à 0 fr. 20 c. sur les marchés situés à l'intérieur des lieux sujets et à 0 fr. 40 c. sur les marchés extérieurs.

Le droit de criée est uniformément fixé à 2 °/₀ du montant du prix de l'adjudication.

Art. 3. — Les terrains maraîchers exploités à l'intérieur des villes assujetties, seront soumis à une taxe annuelle dans les conditions applicables à Tunis et d'après le tarif qui y est établi, réduit d'un quart (4).

Art. 4. — Seront interdits le stationnement et la vente des fruits et des légumes frais dans un rayon de 1 kilomètre autour des marchés des localités non assujetties aux droits d'entrée.

La vente de ces produits, dans les boutiques et magasins établis dans les lieux compris dans ce périmètre, ne sera autorisée que moyennant le paiement, par chaque jour de marché, de la taxe de stationnement fixée par les articles 1 et 2 ci-dessus, sans que cette taxe puisse excéder 1 fr. par semaine.

L'interdiction de l'ouverture et de la tenue de marchés non reconnue par nous est maintenue (a).

Art. 5. — Toutes les contraventions aux prescriptions du présent décret pourront être constatées tant à l'intérieur qu'au dehors des marchés par les agents des régies financières et seront punies des peines prévues à l'article 7 du décret du 29 janvier 1895 (2 châbane 1312). Les dispositions des articles 2, 4 et 5 de ce décret, relatives à la réglementation des déclarations d'introduction et aux facilités de transit seront applicables aux villes et localités assujetties.

Art. 6. — Notre Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui entrera en vigueur le 1er janvier 1896.

(1) Conf. décrets des 29 janvier et 11 mars 1895 (v° FONDOUK EL GHALLA) qui concernent le régime applicable à Tunis.

(2) Conf arrêté du 17 juillet 1897. — Conf. etiam decret du 30 décembre 1897 (v° FONDOUK EL GHALLA).

(3) Conf decret du 5 septembre 1898 (v° CRIÉE ET STATIONNEMENT)

(4) Conf. décret du 9 mai 1900 (v° FONDOUK EL GHALLA).

(a) L'ouverture sans autorisation, sur un terrain privé, d'un marché de marchandises soumises aux taxes fiscales, en l'espèce des fleurs d'oranger, constitue le délit prévu par les articles 4 et 5 du présent décret et par les décrets des 29 janvier et 11 mars 1895 (Alger, 30 octobre 1896, *J. T.* 96, 586.)

875 17 juillet 1897

Arrêté du Directeur des finances déterminant le régime des droits sur les peaux, laines, fruits et légumes frais perçus à l'entrée de la ville de Béja.

(OFFICIEL, 1897, 443)

Vu l'article 2 du décret du 13 décembre 1894 (14 djoumadi ettani 1312) et le 1° de l'article 1er du décret du 12 décembre 1895 (24 djoumadi ettani 1313);

Article unique. — A partir du 1er septembre prochain les droits sur les peaux, les laines, les fruits et les légumes frais seront perçus, à l'entrée de la ville de Béja, d'après le tarif prévu à l'article 2 du décret du 13 décembre 1894 (14 djoumadi ettani 1312) et à l'article 2 du décret du 12 décembre 1895 (24 djoumadi ettani 1313).

Toutes les dispositions fiscales applicables à l'introduction des produits dans les villes d'octroi recevront leur effet, à Béja, à partir de la même date.

LOGEURS

876 21 novembre 1897

(*25 djoumadi ettani 1315*)

PROMULGUÉ LE 21 NOVEMBRE 1897

Décret relatif à l'exercice de la profession de logeur, aubergiste, maître d'hôtel garni, logeur en garni, tenancier de cafés ou fondouks.

(OFFICIEL, 1897, 649)

Article 1er. — Toute personne qui veut exercer la profession de logeur, à quelque titre que ce soit, aubergiste, maître d'hôtel garni, logeur en garni, tenancier de café ou de fondouk, est tenue d'en faire préalablement la déclaration à l'autorité de police du lieu où elle a l'intention de s'établir.

Art. 2. — Sont considérées comme logeurs de profession, et à ce titre sont soumises aux dispositions du présent décret, toutes personnes qui louent en garni tout ou partie de leur maison, dans les termes et délais en usage pour les locations en général ou qui logent en chambrée, à la nuit, à la semaine ou au mois, soit en garni, soit dans des cafés ou dans des fondouks.

Art. 3. — La déclaration prévue à l'article 1er du présent décret doit comprendre les nom, prénoms, profession et domicile du déclarant, le nombre des chambres destinées à être louées en garni, l'indication de l'étage, le nom du propriétaire de la maison. Cette déclaration, dont il sera donné récépissé, sur formules à souches timbrées au timbre de dimension, devra être renouvelée à chaque changement de domicile.

Art. 4. — Les logeurs en garni devront placer extérieurement, au-dessus de la porte d'entrée de leur maison, une enseigne ou un tableau très apparent indiquant en gros caractères, soit le nom de l'aubergiste ou de l'hôtel, soit que tout ou partie de la maison est loué en garni.

Art. 5. — Toute personne logeant dans un hôtel garni, logis, café ou fondouk, est tenue, dès son arrivée, de remplir ou de dicter un bulletin individuel comportant ses nom, prénoms, profession, lieu et date de naissance, son domicile habituel, le lieu d'où elle vient, celui ou elle va et la date de son entrée.

Art. 6. — Tout logeur en garni, qu'il loge au mois ou à la nuit, est tenu, dès l'arrivée des personnes qui prendront domicile chez lui, d'exiger de ces personnes la rédaction du bulletin prévu à l'article précédent. Il transcrit immédiatement sur un registre, coté et paraphé à chaque feuille par l'autorité de police du lieu, toutes les indications portées sur ledit bulletin et les complète par la mention de la date de sortie. Il doit représenter ce registre à toute réquisition des agents de l'autorité, le soumettre le 1er de chaque mois au visa de l'autorité de police du lieu, et déposer au bureau de cette autorité les registres remplis.

Art. 7. — Les bulletins individuels des voyageurs seront remis chaque jour par les logeurs au bureau de police du lieu.

Art. 8. — Lorsqu'un logeur en garni cessera sa profession, il devra faire immédiatement, au bureau de l'autorité de police du lieu, le dépôt de son registre et du récépissé de sa déclaration à lui donné.

Art. 9. — Un délai de huit jours est accordé aux logeurs de profession pour satisfaire aux prescriptions de l'article 1er du présent décret ; ce délai courra du jour de l'insertion du décret au *Journal officiel*.

Art. 10. — Les contrevenants aux dispositions qui précèdent seront passibles d'une amende de 6 à 10 fr. inclusivement.

En cas de récidive, ils encourront en outre un emprisonnement de un à cinq jours.

Art. 11. — Le logeur de profession convaincu d'avoir logé plus de vingt-quatre heures quelqu'un qui, pendant ce séjour, aurait commis un crime ou un délit sera, s'il a négligé d'exiger du coupable la rédaction du bulletin prévu par l'article 5, civilement responsable des restitutions, des indemnités et des frais adjugés à ceux à qui le crime ou le délit aurait causé quelque dommage.

Art. 12. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

MAGHZENS (1)

877 15 octobre 1884

(*24 hidjà 1301*)

Décret approuvant le règlement de la tribu maghzen des Touazine (2).

La tribu des Touazine (Ouerghemma), habitant à Ksar Medenine, prie le Gouvernement de vouloir bien l'exempter des impôts en échange de la peine qu'elle se donne pour garder son pays.

Elle s'engage, en conséquence, à accepter les conditions mentionnées ci-après :

Article 1er. — Elle s'engage à emmagasiner tout son bien à Ksar Medenine.

Art. 2. — Elle s'engage à maintenir la paix et la sécurité sur tout le territoire compris entre le Mokta, Ksar Medenine et les environs, dont les limites sont, à partir des Ouderna, jusqu'à la mer : El Bir Lhamar, El Mezar, El Megaita, Kerchaou, Chemila et El Morra.

Art. 3. — La tribu maghzen ne saurait dispenser les tribus de se garder, de garder leurs troupeaux et de défendre leurs territoires. Pour éviter tout malentendu, le gouverneur de l'Arad les préviendra qu'il doit en être ainsi et les préviendra également que, si elles pressentaient une attaque, elles doivent en prévenir sur-le-champ l'un des chefs des tribus maghzen qui, séance tenante, devra se mettre en mesure de les défendre ou, s'il n'en était plus temps, de reprendre la capture faite par l'ennemi.

Au cas où les tribus auraient eu à subir des pertes en troupeaux ou en hommes, elles porteraient plainte devant un Tribunal composé du Commandant français, du Gouverneur de l'Arad et d'un chef indigène choisi en dehors des tribus en cause et accepté des deux parties.

Les tribus maghzen ne peuvent être responsables, en aucun cas, des vols commis par des coupeurs de route ou autres malfaiteurs.

Art. 4. — Les hommes capturés sur le territoire devront être livrés à l'autorité lorsque celle-ci les réclamera ; dans le cas contraire, ils seront traités suivant les usages établis entre les tribus.

Art. 5. — Elle s'engage à ne pas dépasser la frontière pour commettre des actes de pillage contre les tribus tripolitaines : elle ne le fera qu'après avoir demandé l'avis du chef.

Art. 6. — Elle s'engage également à fournir, toutes les fois qu'elle en sera requise, un contingent pour marcher avec les colonnes françaises pour aller dans son pays et dans ses environs.

Art. 7. — Tous les blessés qui en feront la demande pourront être traités gratuitement dans les hôpitaux militaires ou soignés chez eux lorsqu'ils seront transportés à proximité d'un camp français.

Écrit par ordre des soussignés, par Aoun ben Aoun El Medenini, Cadi de Ksar Medenine, à la date du 8 ramadane 1301 (2 juillet 1884).

Ont signé : . . . . . .

(1) Conf tableau général (chap. II. — Territoire militaire) [v° Caids] et décret du 23 mars 1899 (v° Recrutement tunisien).

(2) Conf. décret du 30 mai 1885. — Les conventions qu'approuvent les trois décrets du 15 octobre 1884 ont été revêtues de la signature du gouverneur de l'Arad et de l'officier français qui commandait la subdivision de Gabès à ce moment

---

878 15 octobre 1884

(*24 hadja 1301*)

Décret approuvant le règlement de la tribu maghzen de diverses fractions des Ouderna (1).

Les fractions des Amarna, Abalsa, Aouadid, El Krachoua, Ez Zouarin, Oulad Méhira, Oulad Si Ali ben Aoun, de la confédération des Ouderna (Ouerghemma), prient le Gouvernement de vouloir bien les exempter des impôts en échange de la peine qu'elles se donnent pour garder leur pays.

Elles s'engagent, en conséquence, à accepter les conditions mentionnées ci-après :

Article 1er. — Elles s'engagent à emmagasiner tous leurs biens dans les ksars de leur pays.

Art. 2. — Elles s'engagent à maintenir la paix et la sécurité sur tout le territoire compris entre El Bir Lahmar et Kerchaou. Elles font remarquer que les terres d'El Bir Lahmar et autres points continueront à être à elles et aux Djelidat, malgré que les Touazine soient chargés de la sécurité sur ces territoires.

Art. 3. — Les fractions maghzen ne sauraient dispenser les tribus de se garder, de garder leurs troupeaux et de défendre leurs territoires. Pour éviter tout malentendu, le Gouverneur de l'Arad les préviendra qu'il doit en être ainsi, et les préviendra également que, si elles pressentaient une attaque, elles doivent en prévenir sur-le-champ l'un des chefs des tribus maghzen qui, séance tenante, devra se mettre en mesure de les défendre ou, s'il n'en était plus temps, de reprendre la capture faite par l'ennemi.

Au cas où les tribus auraient eu à subir des pertes en troupeaux ou en hommes, elles porteraient plainte devant un Tribunal composé du Commandant français, du Gouverneur de

(1) Conf. 1er décret du 15 octobre 1884 et décret du 16 septembre 1885.

l'Arad et d'un chef indigène choisi en dehors des tribus en cause et accepté des deux parties.

Les tribus maghzen ne peuvent être responsables, en aucun cas, des vols commis par des coupeurs de route ou autres malfaiteurs.

Art. 4. — Les hommes capturés sur le territoire devront être livrés à l'autorité lorsque celle-ci les réclamera ; dans le cas contraire, ils seront traités suivant les usages établis entre les tribus.

Art. 5. — Elles s'engagent à ne pas dépasser la frontière pour commettre des actes de pillage contre les tribus tripolitaines ; elles ne le feront qu'après avoir demandé l'avis du chef.

Art. 6. — Elles s'engagent également à fournir, toutes les fois qu'elles en seront requises, un contingent pour marcher avec les colonnes françaises pour aller dans leur pays et dans ses environs. Elles demandent toutefois à ne pas être contraintes à marcher au delà de Ksar Medenine, vers le nord.

Art. 7. — Tous les blessés qui en feront la demande pourront être traités gratuitement dans les hôpitaux militaires, ou soignés chez eux, lorsqu'ils seront transportés à proximité d'un camp français.

Fait le 6 chaoual 1301 (30 juillet 1884).

Ont signé : . . . . . .

---

879 15 octobre 1884

(24 hidjà 1301)

Décret approuvant le règlement le la tribu maghzen de trois fractions des Ouderna (1).

Les fractions des Oulad Debbab, Derarera, Oulad Chehida, de la confédération des Ouderna (Ouerghemma), prient le Gouvernement de vouloir bien les exempter des impôts en échange de la peine qu'elles se donnent pour garder leur pays.

Elles s'engagent, en conséquence, à accepter les conditions ci-après :

Article 1er. — Elles s'engagent à emmagasiner tous leurs biens dans les ksars de leur pays.

Art. 2. — Elles s'engagent à maintenir la paix et la sécurité sur tout le territoire compris entre Kerchaou et Ed Dhahar.

Art. 3. — Les fractions maghzen ne sauraient dispenser les tribus de se garder, de garder leurs troupeaux et de défendre leurs territoires. Pour éviter tout malentendu, le Gouverneur de l'Arad les préviendra qu'il doit en être ainsi, et les préviendra également que, si elles pressentaient une attaque, elles doivent en prévenir sur-le-champ l'un des chefs des tribus maghzen qui, séance tenante, devra se mettre en mesure de les défendre ou, s'il n'en était plus temps, de reprendre la capture faite par l'ennemi.

Au cas où les tribus auraient eu à subir des pertes en troupeaux ou en hommes, elles porteraient plainte devant un Tribunal composé du Commandant français, du Gouverneur de l'Arad et d'un chef indigène choisi en dehors des tribus en cause et accepté des deux parties.

Les tribus maghzen ne peuvent être responsables, en aucun cas, des vols commis par des coupeurs de route ou autres malfaiteurs.

Art. 4. — Les hommes capturés sur le territoire devront être livrés à l'autorité lorsque celle-ci les réclamera ; dans le cas contraire, ils seront traités suivant les usages établis entre les tribus.

Art 5. — Elles s'engagent à ne pas dépasser la frontière pour commettre des actes de pillage contre les tribus tripolitaines ; elles ne le feront qu'après avoir demandé l'avis du chef.

Art. 6. — Elles s'engagent également à fournir, toutes les fois qu'elles en seront requises, un contingent pour marcher avec les colonnes françaises pour aller dans leurs pays et dans ses environs. Elles demandent, toutefois, à ne pas être contraintes à marcher au delà de Ksar Medenine, vers le nord.

Art. 7. — Tous les blessés qui en feront la demande pourront être traités gratuitement dans les hôpitaux militaires ou soignés chez eux lorsqu'ils seront transportés à proximité d'un camp français.

Fait en kàda 1301 (fin d'août 1884).

Ont signé : . . . . . .

---

880 30 mai 1885

(15 châbane 1302)

Décret portant règlement du maghzen des Touazine.

TITRE Ier

Constitution et personnel.

Les droits et les devoirs du maghzen des Touazine sont définis par le décret constitutif du 24 hidjà 1301 (15 octobre 1884).

Les dispositions de l'acte du 8 ramadane 1301 (2 juillet 1884) sont applicables aux deux tribus des Oulad Aoun Allah et des Oulad Bou Zid et aux fractions qui marchent et campent avec ces mêmes tribus.

Dans chacune de ces tribus, le commandement du maghzen est réglé comme il suit :

1° *Chez les Rezour.* — Le Khalifa Dho ben Dho est chef du maghzen.

Le Cheik Fadel Kerim lui est adjoint pour ce commandement avec le titre de bach-chaouch.

Le Khalifa et le bach-chaouch Fadel Kerim ont sous leurs ordres le Cheik maghzen, cheik

(1) Conf. 1er décret du 15 octobre 1884 et décret du 16 septembre 1885.

Odheim, qui s'occupe du goum entier de la tribu et commande directement le goum de la fraction des Ouled Hamed (Ouled Abdel Kebir).

Dans chacune des autres fractions, le goum est commandé par le Chaouch maghzen sous les ordres du Cheik maghzen.

Ainsi, Mohammed ben Sif bou Dhebia, chaouch maghzen, commande le goum des Ouled Hassein.

El Fradjani ben Ali Losoued, chaouch maghzen, commande celui des Amaza.

Mabrouk Souïd, chaouch maghzen, commande celui des Mestoura et des Rebaïa.

Le Bach-Chaouch, le Cheik maghzen et les Chaouchs maghzen recevront de l'autorité supérieure une lettre de commandement.

2° *Chez les Ouled bou Zid.* — Le Khalifa Hassen ben Nadji est chef du maghzen.

Lui est adjoint pour ce commandement, Khalifa ben Nadji, qui prend le titre de bach-chaouch.

Le Cheik maghzen Amor ben Nadji, dit Tonir el Guetaf, commande le goum de la tribu et sera le chef direct du goum des Ouled Khalifa et des Ouled Hamed qui n'ont pas de chaouch maghzen.

Le Cheik maghzen ben Nadji a sous ses ordres, pour commander le goum des fractions :

Chez les Zelliten et Djelatta, le chaouch maghzen Mohammed Azouz ;

Chez les Krainia et Mehada, le chaouch maghzen Amara el Arid ;

Chez les Nebahna, le chaouch maghzen Mohamed ben Amara Hobeha ;

Chez les Mclahla, le chaouch maghzen Bou Diaf Frifrita.

Le Cheik Mohammed ben Hassein est le cheik el orf du maghzen, pour les Ouled Aoun Allah comme pour les Ouled Bou Zid.

Chez les Ouled Aoun Allah comme chez les Ouled Bou Zid, le maghzen comprend non seulement tous les cavaliers, mais encore tous les hommes à pied en état de porter les armes.

TITRE II

Devoirs et attributions de chacun.

1° *Khalifa.* — Le Khalifa, représentant de l'autorité dans la tribu, a la direction du maghzen. Il veille au bon ordre, entretient la bonne harmonie entre les différentes fractions et entre leurs chefs partiels.

Il doit être attentif à ce que le nombre des cavaliers et des piétons armés ne diminue pas ; il emploie tous ses efforts pour que le nombre des cavaliers atteigne :

Chez les Rezour, le chiffre de 100 ;

Chez les Ouled Bou Zid celui de 200.

Il rend compte de tous les événements concernant la paix et la sécurité du pays, de tous les faits dans lesquels le maghzen se trouve intéressé, et prévient lorsque sa tribu change ses campements. Il donne les ordres pour la garde du territoire. Il est tout spécialement responsable de l'exécution de l'article 5 de l'acte constitutif interdisant de passer la frontière. Il rend les chefs sous ses ordres responsables, chacun pour la fraction à la tête de laquelle il est placé et si, malgré cela, il arrive qu'il ne soit pas obéi, il rend compte, fait arrêter les coupables et les envoie au commandement. Il tient le registre de tous les cavaliers du goum.

2° *Bach-chaouch.* — Pour le seconder dans cette tâche, il a auprès de lui le Bach-chaouch du goum.

Celui-ci remplace le Khalifa toutes les fois qu'il est absent ou empêché, monte à cheval et conduit le goum lorsque le Khalifa ne peut le faire ; il le seconde dans tous les détails du service de surveillance et de sécurité du pays.

Il tient une liste de tous les cavaliers du goum ainsi que des fantassins.

3° *Cheik maghzen.* — Le Cheik maghzen, sous les ordres des deux précédents, s'occupe de tous les détails du goum à cheval et à pied, fait exécuter les ordres qu'il reçoit et commande aux Chaouchs maghzen. Il tient également une liste de tous les cavaliers du goum ainsi que des fantassins.

4° *Chaouchs maghzen.* — Sont sous les ordres du précédent et lui rendent compte de tout ce qui intéresse le goum de leur fraction. Ils veillent à ce qu'aucun cavalier ne vende son cheval, si ce n'est pour en acheter un meilleur, sans l'autorisation du Bach-chaouch ; à ce que nul piéton ne se défasse de ses armes ; ils rendent compte lorsque des chevaux ne peuvent plus fournir aucun service. En cas de prise d'armes, ils comptent leurs cavaliers et donnent aux Cheiks maghzen les noms de ceux qui ont manqué. Ils tiennent une liste de tous les cavaliers et des fantassins armés de leurs fractions respectives.

5° *Cheik el orf.* — Le Cheik el orf, pour les deux goums, éclaire de ses avis et de ses conseils les chefs isolément ou l'assemblée des chefs. En cas de contestation, il est arbitre ; il est appelé pour le partage des prises.

TITRE III

Alertes et prises d'armes.

1° Chaque Chaouch maghzen a un tabbal (tambour) qui sert à donner l'alarme suivant l'usage du pays.

Lorsque l'ennemi est signalé, le Chaouch maghzen qui a reçu le premier avis de sa présence fait battre le tambour.

Ce signal est répété de proche en proche par tous les tambours des fractions voisines. Chacun alors monte à cheval et les fantassins prennent les armes et restent au douar ; ils ne le quittent que lorsqu'ils en reçoivent l'ordre.

Comme le plus souvent la reprise du bétail que l'ennemi a enlevé dépend de la promptitude

de la poursuite, dès que les cavaliers de la première fraction sont tous à cheval, ils s'avancent promptement dans la direction indiquée, de manière à reconnaître l'ennemi ; ils l'attaquent s'ils sont en nombre égal ou supérieur ; s'ils ne sont pas en force, ils le suivent sans le perdre de vue, jusqu'à ce qu'ils aient été renforcés et puissent attaquer avec avantage.

Il est important que, dans le premier moment de l'alerte, les cavaliers de chaque fraction se groupent pour partir ensemble et ne partent pas isolément pour assaillir l'ennemi l'un après l'autre, ce qui cause des pertes plus grandes.

Quand plusieurs chaouchs maghzen arrivent vers l'ennemi, suivis par le contingent de leur fraction, celui qui est arrivé le premier en ligne a le commandement jusqu'au moment où le Cheik maghzen ou le Bach-chaouch arrive sur le lieu du combat.

Après chaque prise d'armes, alors même qu'il y aurait eu fausse alerte, les Chaouchs rendent compte des hommes qui ont manqué et des motifs de leur absence au Cheik maghzen du goum.

2° Toutes les fois qu'il y a une attaque contre les tribus, il est établi par le Khalifa un rapport détaillé précisant le jour, le lieu, la tribu à laquelle appartiennent les agresseurs ; et à l'appui de ce rapport, il est dressé par les notaires un acte constatant, soit la mort des individus qui auraient été tués, soit les préjudices causés par l'ennemi. Le rapport et l'acte notarié sont adressés sans retard au commandement.

3° Quand une fraction du maghzen sera requise pour marcher avec une colonne, les cavaliers devront arriver munis de vivres et d'orge pour quatre jours. A partir du cinquième, ils toucheront, à la colonne, une ration d'orge et une de biscuit.

TITRE IV

Des punitions.

1° Pour les manquements dans le service du maghzen, ou les désobéissances, il peut être infligé, par l'autorité militaire locale ou par le Gouvernement tunisien, sur la demande ou sur la plainte des chefs ou des gradés du maghzen, l'amende ou la prison. Cette dernière peine sera, suivant la gravité des faits, subie soit au camp de Ksar Metameur, soit à Gabès Ras el Oued.

2° Les commandants du maghzen ne peuvent infliger directement aucune punition.

3° S'il arrivait qu'un homme se refusât expressément au service du maghzen, il serait renvoyé de la tribu avec sa tente et placé dans une tribu payant la medjba, et inscrit immédiatement sur les registres de cette contribution.

TITRE V

Des prises.

1° Lorsque le maghzen opère seul, la prise est franche, c'est-à-dire qu'elle appartient au maghzen.

2° Le partage peut avoir lieu immédiatement, s'il s'agit des chevaux, armes et dépouilles d'un ou plusieurs ennemis tombés au pouvoir du maghzen.

3° S'il s'agit, au contraire, de troupeaux enlevés, de chameaux ou de tentes, le partage n'a lieu que sur l'ordre de l'autorité supérieure qui décide si la capture est de bonne prise.

4° Dans tous les cas, les partages sont faits suivant les règles tracées par le kanoun des Ouerghemma.

A cet effet, il est constitué, dans chacune des deux tribus des Ouled Aoun Allah et des Ouled bou Zid, une commission des prises composée du Khalifa, du Bach-chaouch, du Cheik maghzen et de tous les Chaouchs maghzen.

Cette commission est assistée du Cheik el orf et de un, deux ou trois notables par fraction, suivant leur importance. Elle juge en dernier ressort : ses décisions sont sans appel.

5° Sur toute prise de bétail, il est mis en dehors :

Pour le Khalifa, deux parts ;

Pour le Bach-chaouch et le Cheik maghzen, une part et demie ;

Pour les Chaouchs maghzen, une part un quart.

6° Toutes les associations dites gasferi, belferrag, bel habous, permises par le kanoun, sont reconnues licites.

7° S'il arrive que le maghzen reprenne des mains de l'ennemi des troupeaux enlevés à d'autres tribus, les légitimes propriétaires reprendront leur bien, conformément aux usages, et en payant la redevance fixée par le kanoun des Ouerghemma. Cette redevance sera partagée entre les capteurs d'après les règles qui précèdent.

8° Lorsque le maghzen opère avec une troupe française, le commandant de la troupe française fixe la part de prise revenant au maghzen.

Cette part est alors répartie entre les ayants droit suivant les règles ci-dessus (1).

---

881 16 septembre 1885

(6 hidjà 1302)

Décret portant règlement du maghzen des Ouderna.

TITRE Ier

Constitution et personnel.

Les droits et les devoirs du maghzen des Ouderna sont définis par le décret constitutif du 24 hidjà 1301 (15 octobre 1884).

Les dispositions des actes du 6 chaoual 1301 (30 juillet 1884) et kàda 1301 (fin d'août 1884),

(1) Conf. décret du 4 juin 1882 (v° Armée française).

sont applicables aux sept groupes des Ouderna et aux fractions qui campent avec cette tribu.

Dans chacun de ces deux groupes, le commandement du maghzen est réglé comme il suit :

1° *Chez les Zourgane.* — Le khalifa Amor ben Abdallah est chef du maghzen.

Les cheiks maghzen Amor ben Ali el Derarera et Ali ben Saïd lui sont adjoints pour ce commandement, avec le titre de bach-chaouch.

Le Khalifa et les deux Cheiks maghzen ont sous leurs ordres le goum; ils s'occupent du goum entier de la tribu.

2° *Chez les Amarna.* — Le khalifa Dho ben Salem est chef du maghzen.

Lui est adjoint pour ce commandement Abd es Sened el Itim, qui prendra le titre de bach-chaouch.

3° *Goum Ahmed el Ardaoui.* — Le khalifa Ahmed el Ardaoui est chef du maghzen.

4° *Chez les Krachoua.* — Le khalifa Belgassem el Abiod est chef du maghzen.

Lui sont adjoints pour ce commandement Ali ben Aoun et Mansour ben Zaïd, qui prendront le titre de bach-chaouch.

5° *Chez les Ouled Chehida.* — Le khalifa Salem bou Adjila est chef du maghzen.

Lui sont adjoints pour ce commandement, Ali ben Amor et Khalifa ben Naceur, qui prendront le titre de bach-chaouch.

6° *Chez les Ouled Debbab.* — Le khalifa Mohamed ben Ahmed ben Abd el Létif est chef du maghzen.

Lui sont adjoints pour ce commandement, Said ben Mohammed et Mohammed ben Salem, qui prendront le titre de Bach-chaouch.

7° *Chez les Derarera.* — Le khalifa Amor ben Mohammed el Arbi est chef du maghzen.

Les groupes secondaires qui ne marchent jamais avec les fractions auxquelles ils appartiennent ont des chefs subalternes responsables et qui prennent le titre de Chaouch maghzen.

Les Aouadid (Amarna) ont pour chaouch Saïd ben Rekrouk.

Les Adjerda (Ouled Chehida) ont pour chaouch Ahmed ben Dho.

Les Meguebla (Ouled Debbab) ont pour chaouch Cheik Naceur ben Amor.

Les Ouled Abdallah (Derarera) ont pour chaouch Ali ben Mabrouk.

Le cheik Mohammed ben Said el Orf el Amrani est le Cheik el orf du maghzen pour les sept groupes des Ouderna.

Chez les Ouderna, le maghzen comprend non seulement tous les cavaliers, mais encore tous les hommes à pied en état de porter les armes.

TITRE II

Devoirs et attributions de chacun.

1° *Khalifa.* — Le Khalifa, représentant de l'autorité dans la tribu, a la direction du maghzen. Il veille au bon ordre, entretient la bonne harmonie entre les différentes fractions et entre leurs chefs partiels.

Il doit être attentif à ce que le nombre des cavaliers et des piétons armés ne diminue pas ; il emploie tous ses efforts pour que le nombre des cavaliers atteigne :

Chez les Zourgane le chiffre de	. . . . .	100
— Amarna	. . . . .	100
— Goum Ahmed el Ardaoui	. . . . .	20
— Krachoua.	. . . . .	80
— Ouled Chehida	. . . . .	150
— Ouled Debbab	. . . . .	100
— Derarera	. . . . .	50

Il rend compte de tous les événements concernant la paix et la sécurité du pays, de tous les faits dans lesquels le maghzen se trouve intéressé et prévient lorsque sa tribu change ses campements.

Il tient le registre de tous les cavaliers du goum. Il donne les ordres pour la garde du territoire. Il est tout spécialement responsable de l'exécution de l'article 5 de l'acte constitutif interdisant de passer la frontière. Il rend les chefs sous ses ordres responsables chacun pour la fraction à la tête de laquelle il est placé, et si, malgré cela, il arrive qu'il ne soit pas obéi, il rend compte, fait arrêter les coupables et les envoie au commandement.

2° *Bach-chaouch.* — Pour le seconder dans cette tâche, il a auprès de lui le Bach-chaouch du goum.

Celui-ci remplacera le Khalifa toutes les fois qu'il est absent ou empêché, monte à cheval et conduit le goum lorsque le Khalifa ne peut le faire. Il le seconde dans tous les détails du service de surveillance et de sécurité du pays.

Il tient une liste de tous les cavaliers du goum ainsi que des fantassins, s'occupe de tous les détails du goum à cheval et à pied, et fait exécuter les ordres qu'il reçoit.

Il veille à ce qu'aucun cavalier ne vende son cheval, si ce n'est pour en acheter un meilleur, sans autorisation, et à ce que nul piéton ne se défasse de ses armes. Il rend compte lorsque les chevaux ne peuvent plus fournir aucun service. En cas de prises d'armes, il compte ses cavaliers et prend note de ceux qui ont manqué.

3° *Chaouchs.* — Les chaouchs des groupes marchant isolément sont soumis envers leurs subordonnés aux mêmes obligations de surveillance et de contrôle que le Bach-chaouch. Ils dépendent essentiellement, à ce point de vue, du Bach-chaouch de leur fraction.

4° *Cheik el orf.* — Le Cheik el orf éclaire de ses avis et de ses conseils les chefs isolément ou l'assemblée des chefs. En cas de contestation, il est arbitre. Il est appelé pour le partage des prises.

TITRE III

Alertes et prises d'armes.

1° Chaque Cheik maghzen a un tabbal (tambour), qui sert à donner l'alarme suivant l'usage du pays.

Lorsque l'ennemi est signalé, le Bach-chaouch qui a reçu le premier avis de sa présence fait battre le tambour.

Ce signal est répété de proche en proche par tous les tambours des fractions voisines. Chacun alors monte à cheval et les fantassins prennent les armes et restent au douar; ils ne le quittent que lorsqu'ils en reçoivent l'ordre.

Comme le plus souvent la reprise du bétail que l'ennemi a enlevé dépend de la promptitude de la poursuite, dès que les cavaliers de la première fraction sont tous à cheval, ils s'avancent promptement dans la direction indiquée, de manière à reconnaître l'ennemi ; ils l'attaquent s'ils sont en nombre égal ou supérieur ; s'ils ne sont pas en force, ils le suivent sans le perdre de vue jusqu'a ce qu'ils aient été renforcés et puissent attaquer avec avantage.

Il est important que, dans le premier moment de l'alerte, les cavaliers de chaque fraction se groupent pour partir ensemble et ne partent pas isolément pour assaillir l'ennemi l'un après l'autre, ce qui cause des pertes plus grandes.

Quand plusieurs Cheiks maghzen arrivent vers l'ennemi suivis par le contingent de leur fraction, celui qui est arrivé le premier en ligne a le commandement.

Après chaque prise d'armes, alors même qu'il y aurait eu fausse alerte, le Cheik maghzen rend compte des hommes qui ont manqué et des motifs de leur absence.

2° Toutes les fois qu'il y a eu attaque contre les tribus, il est établi par le Khalifa un rapport détaillé précisant le jour, le lieu, la tribu à laquelle appartiennent les agresseurs ; et, à l'appui de ce rapport, il est dressé, par les notaires, un acte constatant soit la mort des indigènes qui auraient été tués, soit les préjudices causés par l'ennemi. Le rapport et l'acte notarié sont adressés sans retard au commandement.

3° Quand une fraction du maghzen sera requise pour marcher avec une colonne, les cavaliers devront arriver munis de vivres et d'orge pour quatre jours. A partir du cinquième, ils toucheront, à la colonne, une ration d'orge et une de biscuit.

TITRE IV

Des punitions.

1° Pour les manquements dans le service du maghzen ou les désobéissances, il peut être infligé, par l'autorité militaire locale ou par le Gouvernement tunisien, soit directement, soit sur les plaintes des chefs de maghzen, l'amende ou la prison. Cette dernière peine sera, suivant la gravité des fautes, subie soit au camp de Ksar Metameur, soit à Gabès Ras el Oued.

2° Les commandants du maghzen ne peuvent infliger directement aucune punition.

3° S'il arrivait qu'un homme se refusât expressément au service du maghzen, il serait renvoyé de la tribu avec sa tente et placé dans une tribu payant la medjba, et inscrit immédiatement sur les registres de cette contribution.

TITRE V

Des prises.

1° Lorsque le maghzen opère seul, la prise est franche, c'est-à-dire qu'elle appartient au maghzen.

2° Le partage peut avoir lieu immédiatement, s'il s'agit des chevaux, armes et dépouilles d'un ou plusieurs ennemis tombés au pouvoir du maghzen.

3° S'il s'agit, au contraire, de troupeaux enlevés, de chameaux ou de tentes, le partage n'a lieu que sur l'ordre de l'autorité supérieure, qui décide si la capture est de bonne prise.

4° Dans tous les cas, les partages sont faits d'après les règles tracées par le kanoun des Ouerghemma. A cet effet, il est constitué, dans chacun des groupes des Ouderna, une commission des prises composée du Khalifa et des chefs du maghzen ; cette commission est assistée du Cheik el orf. Elle juge en dernier ressort ; ses décisions sont sans appel.

5° Sur toute prise de bétail, il est mis en dehors : pour le Khalifa, deux parts ; pour chacun des Cheiks maghzen, une part et demie.

6° Toutes les associations dites gasferi, bel ferrag, bel habous, permises par le kanoun, sont reconnues licites.

7° S'il arrive que le maghzen reprenne des mains de l'ennemi des troupeaux enlevés à d'autres tribus, les légitimes propriétaires reprendront leur bien, conformément aux usages et en payant la redevance fixée par le kanoun des Ouerghemma. Cette redevance sera partagée entre les capteurs d'après les règles qui précèdent.

8° Lorsque le maghzen opère avec une troupe française, le commandant de la troupe française fixe la part de prise revenant au maghzen. Cette part est alors répartie entre les ayants droit suivant les règles ci-dessus (1).

---

882 — 7 juin 1896

(*25 hidjà 1313*)

PROMULGUE LE 7 JUIN 1896

Décret affectant à la caisse de secours et aux silos de réserve des maghzens du Sud certains terrains domaniaux.

(OFFICIEL, 1896, 571)

(1) Conf décret du 4 juin 1882 (1re ARMÉE FRANÇAISE).

MAHSOULATS

883 Tableau des droits de Mahsoulats (1) [a]

Applicable dans toute la Régence, sauf dans les villes de Tunis, Sousse, Sfax, Bizerte, La Goulette, Kairouan, Mahdia, Monastir, Le Kef et Béja qui, pour divers articles de la présente nomenclature, sont soumises à un régime spécial.

CHAPITRE Ier. — DROITS DE VENTE.

§ 1er. — *Articles visés au Tarif général ou imposés en vertu de décrets d'une application générale.*

DÉSIGNATION DES ARTICLES.	TARIF par unité.	TARIF par q.m.	TARIF par hectolitre.	TARIF ad valorem %.	DÉCRETS en vertu desquels les droits sont applicables.	CIRCONSCRIPTIONS dans lesquelles le tarif n'est pas applicable.	OBSERVATIONS.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.			
Alizari	»	»	»	6 25	Tarif général (1).	Gabès.	
Amandes sans coques					13 août 1887		(Vo MAHSOULATS.)
— seches					(art. 10).		
Argent	»	»	»	6 25	Tarif général.		
Balais indigènes :							
grand format (centaine)	0 15	»	»	»	—		
petit format —	0 06	»	»	»	—		
Bâts	»	»	»	6 25	—		
Bois de laurier servant pour les tourneurs, etc.	»	»	»	6 25	—		
Bois d'olivier :							
(charge de chameau)	0 072	»	»	»	—		
(charge de cheval ou d'âne)	0 036	»	»	»	—		
Bois à charrettes pour battre les epis	»	»	»	6 25	—		
Bruyère (balbane) :							
(charge de cheval)	0 036	»	»	»	—		
(charge d'âne)	0 018	»	»	»	—		
Bûches pour la fabrication du savon et le grillage des pois chiches :							
(charge de chameau)	0 108	»	»	»	—		
(charge de cheval)	0 072	»	»	»	—		
(charge d'âne)	0 036	»	»	»	—		
Canards	0 024	»	»	»	—		
Caroubes					13 août 1887		(Vo MAHSOULATS.)
					(art. 10).		
Carthame (osfor) ou safran bâtard	»	12 »	»	»	Tarif général.		

(1) En réalité, le tarif des mahsoulats n'a jamais fait l'objet d'un reglement général, les droits étaient exigibles en vertu de décrets et de tarifs particuliers à chaque circonscription, les parties communes à toute la Régence ont été extraites de ces nombreux décrets, les dispositions abrogées par des décrets récents ont été supprimées. C'est ainsi qu'a été dressé le tableau général ci-dessus à propos duquel nous faisons les observations suivantes :

1° Les mots « Tarif général » signifient que l'article était prévu anciennement au tarif de toutes ou de presque toutes les circonscriptions de la Régence, comme nous venons de l'expliquer :

2° Les mots « Tarif spécial » signifient que l'article n'était prévu qu'au tarif d'une ou de quelques circonscriptions ;

3° Les mots « Tarif supplémentaire » signifient que l'article n'était prévu qu'au Djerid, à Gabes et à Gafsa ;

4° C'est ainsi que nous avons pu nous dispenser de reproduire les divers décrets et arrêtés visés aux chapitres Ier, § 2, et XI de notre tableau ; sont seules énumérées les marchandises qui sont encore actuellement sujettes aux droits ;

5° Tous les décrets et arrêtés antérieurs au 15 décembre 1884, et dont nous ne donnons que la date, ont fait l'objet du visa résidentiel en vertu de l'arrêté du 15 décembre 1884 (Vo PROMULGATION) qui les mentionne tous ;

6° Pour éviter des répétitions, nous ne présentons que pour mémoire, dans ce tableau, les droits qui ont fait l'objet de remaniements récents et qui sont reproduits in extenso à leurs rubriques respectives, en annexe des décrets qui les établissent. Voir, dans ce sens, Vis ALCOOL, ANIMAUX, CHAUX ET BRIQUES, HUILES, POTERIES, etc., etc ; qui sont tous énumérés dans la colonne des observations ;

7° L'État perçoit aujourd'hui directement la plus grande partie des droits dont la rentrée était confiée à des fermiers. Ces fermiers sont actuellement fort peu nombreux (fil d'argent, par exemple)

(a) Le fermage des impôts constitue un contrat par lequel un Gouvernement n'ayant pas une organisation administrative suffisante pour assurer la rentrée régulière des ressources de l'État, charge de ce soin un particulier moyennant un forfait. Ce contrat doit, comme toute autre convention, être exécuté conformément à l'intention qu'avaient les parties au moment où se sont formés leurs accords. Il appartient au fermier des mahsoulats, en Tunisie, de poursuivre le recouvrement des taxes qui lui ont été concédées, contre les redevables, à ses risques et périls. Le Gouvernement beylical ne saurait encourir aucune responsabilité du fait que le fermier est dans l'impossibilité de les recouvrer, alors surtout qu'il n'a pris aucune mesure pour entraver l'exercice de ses droits. (Tunis, 15 janvier 1894, *J. T.* 04, 126)

Un fermier de mahsoulats qui poursuit en justice le recouvrement des taxes qui lui sont dues ne peut exercer cette action qu'en son nom personnel et non en celui de l'Administration des finances, qu'il n'a pas qualité pour représenter. (Tunis, 29 octobre 1895, *J. T.* 95, 577)

En Tunisie, l'usage avait autrefois force de loi, notamment en matière fiscale. Il en était ainsi, notamment, en matière de taxe de mahsoulats, dont l'assiette et les tarifs variaient suivant les localités. (Tunis, 29 juin 1896, *J. T.* 96, 459)

Les adjudicataires des taxes de mahsoulats doivent, pour le recouvrement de cet impôt, se conformer aux usages en vigueur dans les localités auxquelles s'appliquent leur fermage. Ils ne peuvent, notamment, percevoir aucune taxe dans les circonscriptions qui ne sont pas comprises dans celle dont la taxe leur a été adjugée. C'est avec raison que l'Administration intervient pour s'opposer à ces perceptions irrégulières ; elle ne saurait donc être poursuivie en paiement de dommages-intérêts de ce chef, par le fermier de l'impôt. (Tunis, 9 mai 1898, *J. T.* 99, 395)

Les immunités édictées en matière d'impôts, et, notamment, de mahsoulats en faveur du Gouvernement, lui sont spéciales et ne sauraient être étendues à un adjudicataire de fournitures, alors surtout que le cahier des charges de l'adjudication est muet sur ce point. (Paix, La Goulette, 19 mars 1890, *J. T.* 90, 311.)

Les taxes de mahsoulats perçues sur les marchés publics constituent un impôt complexe représentant à la fois des droits de mutation et des droits de stationnement au profit de l'État. En conséquence, l'autorisation donnée par l'État à une commission municipale de percevoir des commerçants une taxe de stationnement sur la voie publique est, en l'absence de toute disposition contraire expresse, limitée à la perception de taxes sur des marchandises dispensées du droit de mahsoulats. (Tunis, 30 décembre 1895, *J. T.* 96, 285)

Les Européens sont soumis comme les indigènes au paiement des taxes de mahsoulats (Tunis, 22 juillet 1895, *J. T.* 95. 471.)

Les fermiers de mahsoulats ne sauraient être assimilés à des autorités administratives : ils sont justiciables des tribunaux de droit commun. (Tunis, 8 février 1899, *J. T.* 900, 92)

En l'absence de procès-verbal, la contravention aux décrets et règlements concernant les mahsoulats peut être établie par toutes sortes de preuves, mais, si le fermier veut l'établir par témoins, il doit se soumettre, en cette matière, à toutes les exigences de la loi musulmane. — Spécialement, ne peut être considérée comme suffisante la déposition d'un seul témoin et, encore, est-il récusable si c'est un des employés du fermier demandeur. (Ouzara, 23 mars 1896, *J. T.* 96, 578.)

DÉSIGNATION DES ARTICLES.	TARIF				DÉCRETS en vertu desquels les droits sont applicables.	CIRCONSCRIPTIONS dans lesquelles le tarif n'est pas applicable.	OBSERVATIONS.
	par unité.	par q./m.	par hectolitre.	*ad valorem* o/o			
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.			
Cendres de soude pour la fabrication du savon liquide	»	»	»	6 25	Tarif général.		
Charbon	»	»	»	6 25	—		
Chardons de bonnetiers (paquet)	0 072	»	»	»	—		
Ciseaux pour tondre les moutons	»	»	»	6 25	—		
Côtes d'anis vertes (couffe)	0 036	»	»	»	—		
Couffes (malef) de Tunis (en crin)	0 024	»	»	»	—		
Cuir	»	»	»	6 25	—		
Cuivre	»	»	»	6 25	—		
Dattes					13 août 1887 (art. 5, §§ 2 et seq.) [Vo MAHSOULATS.]		Les ventes en khedara (fruits sur arbres) sont exonérées de l'impôt. (Décret du 8 octobre 1900) [Vo MAHSOULATS.]
Dindes	0 072	»	»	»	Tarif général.		
Écorces de grenades, noix de galle et arjaknou	»	»	»	6 25	—		
Écorces de noyer (souek)	»	3 60	»	»	—		
Écuelles en bois (kasa) et cuillers en bois	»	»	»	6 25	—		
Faulx	»	»	»	6 25	—		
Figues sèches					13 août 1887 (art. 10).		(Vo MAHSOULATS.)
Fleurs d'oranger	»	2 40	»	»	Tarif général.		
Fourrage	»	»	»	6 25	—		
Foutas de Ghadames	0 30	»	»	»	—		
Fromage de Testour	»	2 40	»	»	—		
Gibier	»	»	»	6 25	—		
Guémam (fleurs de myrte)	»	1 50	»	»	—		
Indigo	»	»	»	12 50	—		
Kefta (confiture arabe)					13 août 1887 (art. 10).		(Vo MAHSOULATS.)
Laines					13 déc. 1894 (art. 1er, § 2).		(Vo PEAUX ET LAINES.)
Lait aigre	»	»	»	6 25	Tarif général.		
Lin	»	2 40	»	»	—		
Marjolaine (mardkous)	»	2 40	»	»	—		
Mélokia en feuilles	»	»	0 09	»	—		
— en poudre (grande jarre)	0 072	»	»	»	—		
— — (petite jarre)	0 036	»	»	»	—		
Menthe poivrée	»	»	0 09	»	—		
Miel	»	»	»	6 25	—		
Moulin à bras	»	»	»	6 25	—		
Myrte (charge de chameau)	0 096	»	»	»	—		
— (charge de cheval)	0 072	»	»	»	—		
— (charge d'âne)	0 048	»	»	»	—		
Nounkha	»	»	0 06	»	—		
Objets de bric à brac	»	»	»	6 25	—		
Œufs (centaine)	0 15	»	»	»	—		
Oies	0 024	»	»	»	—		
Or	»	»	»	6 25	—		
Outre à goudron	0 30	»	»	»	—		
Paille	»	»	»	6 25	—		
Petaches (centaine)	4 50	»	»	»	—		
Peaux					13 déc. 1894 (art. 1er, § 2).		(Vo PEAUX ET LAINES.)
Pigeons	0 012	»	»	»	Tarif général.		
Pioches, houes, fers à cheval, socs	»	»	»	6 25	—		
Pistaches					13 août 1887 (art. 10).		(Vo MAHSOULATS.)
Pois chiches cuits	»	»	»	6 25	Tarif général.		
Poteaux (sardoui, du Kef et Bounasri)	»	»	»	6 25	—		
Poteries					29 août 1891 (art. 1er).		(Vo POTERIES.)
Poulets	0 012	»	»	»	Tarif général.		
Quenouilles	»	»	»	6 25	—		
Racines de chêne (djedari)	»	0 30	»	»	—	Toutes les circonscriptions énumérées au Tarif spécial.	(Conf § 2.)
Raisins secs					13 août 1887 (art. 10).		(Vo MAHSOULATS.)
Rameaux et menus bois (charge de cheval)	0 036	»	»	»	Tarif général		
(charge d'âne)	0 018	»	»	»	—		
Réchauds en terre cuite (centaine)	0 60	»	»	»	—		
Romarin (charge de cheval)	0 036	»	»	»	—		
— (charge d'âne)	0 018	»	»	»	—		
Roseaux	»	»	»	6 25	—		
Roses	»	2 40	»	»	—		
Safran	»	»	»	6 25	—		
Tan (debbagh)	»	0 372	»	»	—	Toutes les circonscriptions énumérées au Tarif spécial.	(Conf. § 2.)
Thym (zaktar)	»	»	0 09	»	—		
Tissus en crin (felidj)	»	»	»	6 25	—		
— en laine de toutes sortes	»	»	»	6 25	—		

§ 2. — *Taxes établies par les décrets spéciaux dans certaines circonscriptions.*

DÉSIGNATION DES ARTICLES.	TARIF par unité.	TARIF par q./m.	TARIF par hectolitre.	TARIF *ad valorem* %	DÉCRETS ou ARRÊTÉS en vertu desquels les droits sont applicables.	CIRCONSCRIPTIONS dans lesquelles les droits sont légalement applicables.	CIRCONSCRIPTIONS auxquelles l'application des droits a été étendue par l'usage	TAUX du DROIT dans ces circonscriptions.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.				
Cire brute ou préparée	»	12 »	»	»	Décret de ... janv. 1840 et Arrêté du 8 avril 1871	Kairouan. Sousse.	Souk el Arba. Sousse banlieue. Marches et localités extérieurs des circonscriptions de Monastir, Mahdia et Béja. Gabès, Djerba, Thala, Gamouda.	6.25 °/₀
Crin (ouvrages en).	»	»	»	6 25	Tarif supplémentaire Décrets des ... janv. 1840 24 déc. 1882 20 sept. 1887 (1)	Djerid, Gabès, Gafsa. Béja, Hammamet. Sakiet Sidi Youssef. Meknas.	Souk el Arba. Marches et localités extérieurs des circonscriptions de Monastir, Le Kef, Kairouan, Mahdia et Bizerte. Nefzaoua. Djerba, Téboursouk, Testour, Medjez el Bab, Tébourba.	6.25 °/₀
Graisse	»	»	»	12 50 6 25	Arrêtés des 26 sept. 1884 —	El-Hamma. Oudiane, Nefta.	Marchés et localités extérieurs des circonscriptions de Kairouan et Mahdia. Tozeur, Nefzaoua, Gabès, Djerba, Gamouda.	6.25 °/₀
Lagmi (par arbre)					Décret du 13 aout 1887 (art. 7)	Pays de kanoun.	(V° MAHSOULATS.)	
Lait frais	»	»	»	6 25	Decrets des 3 déc. 1882 ... janv. 1840 24 déc. 1882 Tarif spécial 20 sept. 1887 (1)	Khroumirie. Béja. Sakiet Sidi Youssef. Djerid, Gabès, Gafsa. Meknas.	Souk el Arba. Marchés et localités extérieurs de Kairouan et Bizerte.	6.25 °/₀
Racines de chêne (djedari).	»	»	»	25 °/₀	Tarif spécial	Djerid, Gabès, Gafsa.	Sousse banlieue . . . Marchés et localités extérieurs des circonscriptions de Kairouan et Mahdia . . . . . . Djerba . . . . . . Marchés et localités extérieurs des circonscriptions de Béja, Téboursouk, Medjez el Bab, Testour, Tébourba, Meknas . . . . . Gamouda.	2f 40 le q./m. 6.25 °/₀ — 0f 40 le q./m. 6.25 °/₀
Ruches	»	»	»	6 25	Décrets des ... janv. 1840 3 dec. 1882 24 déc. 1882 20 sept. 1887 (1) Arrêté du 26 sept. 1884	Béja. Khroumirie. Sakiet Sidi Youssef. Meknas. Tozeur.	Souk el Arba, Tunis banlieue. Marchés et localités extérieurs des circonscriptions de Kairouan, Mahdia et Bizerte. Gabes. Sousse banlieue. Marchés et localités extérieurs des circonscriptions de Kairouan et Mahdia. Djerba, Gamouda.	6.25 °/₀ 6.25 °/₀
Tan (debbagh). . .	»	»	»	25 °/₀	Tarif spécial.	Djerid, Gabès, Gafsa.	Souk el Arba . . . . . Sousse banlieue. . . . Marches et localités extérieurs des circonscriptions de Monastir, Mahdia et Béja. . . . Djerba . . . . . . Gamouda.	6.25 °/₀ 2f 40 le q./m. 0f 40 le q./m. 6.25 °/₀ —

(1) *Officiel*, 1887, 2 8.

CHAPITRE II. — DROITS D'ENTRÉE APPLICABLES SEULEMENT AUX LOCALITÉS D'UNE POPULATION AGGLOMÉRÉE DE 500 HABITANTS ET AU-DESSUS.

DÉSIGNATION DES ARTICLES.	DÉCRETS en vertu desquels les droits sont applicables.	OBSERVATIONS.
Chaux et ciments	21 juillet 1896 (art. 2).	(Vo CHAUX ET BRIQUES.)
Briques et produits similaires		
Sables et pierres à bâtir	12 décembre 1895 (art. 2).	(Vo MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION.)
Henne	6 mai 1899 (art. 1er, § 2).	(Vo HENNE.)
Huiles	1er avril 1897 (art. 2, § 1er).	Une exception est prévue aux Arrêtés des 26 septembre et 31 octobre 1898 (vo HUILES).
Poissons	31 mai 1899 (art. 1er).	A raison du bon marché exceptionnel des loups à Djerba, cette variété de poisson est imposée dans l'île à raison de 2 fr. les 100 kilogr. (vo POISSON).
Sparte (alfa) ou diss, brut ou travaillé, objets de sparterie ou articles similaires	11 octobre 1900 (art. 2).	Sont soumis aux droits ci-contre les objets en sparterie de toutes sortes, tels que les zembil, hadari, chouari, etc., ordinairement fabriqués en alfa, mais qui peuvent être également faits en jonc, en osier ou autres fibres tressés, à l'exception des objets en crin, lesquels restent assujettis aux droits prévus par le tarif général ou les décrets spéciaux. (Vo ALFA ET DISS.)
CHAPITRE III. — DROIT DE FABRICATION.		
Savon	18 mai 1899 (art. 1er, § 1er).	(Vo SAVON.)

CHAPITRE IV. — DROITS DE PATENTE.

PROFESSIONS SOUMISES AU DROIT DE PATENTE.	BASE sur laquelle est calculé le droit.	DROIT.	DÉCRETS en vertu desquels le droit est applicable.	CIRCONSCRIPTIONS dans lesquelles le droit n'est pas applicable.
		fr. c.		
Débits de friture (sefindjès et ftayars)	Mois.	1 20	Tarif général.	Marsa, Kram, Hammam el Lif, Radès et l'Ariana, où les droits de patente sont perçus d'après le tarif de Tunis.
— de saucisses (mergaze)	—	1 20	—	
— de ragoûts (cheminka)	—	1 20	—	
— de fèves (foul)	—	1 20	—	
— de charbon	—	1 20	—	
— de viandes rôties en brochette (kebab)	—	1 80	—	
— — de boucherie	—	3 »	—	
— de produits alimentaires (souki)	—	1 20	—	
Emplacement occupé pour la vente des fleurs	Jour.	0 075	—	
Fabricants de plâtre			2 mai 1895 (art. 3) et Arrêté du 12 décembre 1895.	(Vo PLATRE.)
Chaufourniers			21 juillet 1896 (art. 3).	(Vo CHAUX ET BRIQUES.)
Briquetiers				
Licence temporaire pour la fabrication des chaux et briques			21 juillet 1896 (art. 4).	(Vo CHAUX ET BRIQUES.)

CHAPITRE V. — DROITS DE STATIONNEMENT (1).

DÉSIGNATION DES ARTICLES.	DÉCRETS en vertu desquels les droits sont applicables.	OBSERVATIONS.
Alfa, diss bruts ou ouvragés, sparterie et produits similaires	11 octobre 1900 (art. 3).	(Vo ALFA ET DISS.)
Bestiaux	29 mai 1899 (tableau A, § 3).	(Vo ANIMAUX.)

(1) Des droits pour installation de tentes et étalages sont en outre perçus sur la plupart des marchés extérieurs La quotité en varie suivant les localités.

DÉSIGNATION DES ARTICLES.	DÉCRETS en vertu desquels les droits sont applicables.	OBSERVATIONS.
Ceréales et légumes secs.	31 mai 1898 (art. 1er, § 2).	(Vo Céréales.)
Fruits et légumes frais.	12 decembre 1895 (art. 2, § 2).	(Vo Légumes et fruits.)
Henné.	6 mai 1899 (art. 2).	(Vo Henné.)
Huiles.	1er avril 1897 (art. 5, § 1er).	(Vo Huiles.)
Poissons.	17 juillet 1897 (art. 1er, § 2).	(Vo Poisson.)
Chapitre VI. — Droits de criée au marché.		
Fruits et légumes frais	12 décembre 1895 (art. 2, § 3).	(Vo Légumes et fruits.)
Poissons.	16 juillet 1900.	(Vo Fondouk el Ghalla.)
Poulpes	17 juillet 1897 (art. 2, § 3).	(Vo Poisson.)
Éponges.	16 juillet 1900.	(Vo Fondouk el Ghalla.)
	16 juin 1892 (art. 12).	(Vo Éponges et poulpes.)
Chapitre VII. — Droits de mesurage sur les marchés.		
Huiles.	1er avril 1897 (art. 5, § 2).	(Vo Huiles.)
Céréales et légumes secs.	31 mai 1898 (art. 4).	Sans fractionnement. (Vo Céréales.)
Chapitre VIII. — Droits de pesage sur les marchés.		
Alfa, diss, brut ou préparé, sparterie et produits similaires	11 octobre 1900 (art. 3, § 3).	(Vo Alfa et diss.)
Huiles.	. . . . .	(Conf. Chap. V.)
Céréales et légumes secs.	31 mai 1898 (art. 4).	Sans fractionnement. (Vo Céréales.)
Chapitre IX. — Droits de circulation.		
Blé, sorgho, lin, fèves et pois.	31 mai 1898 (art. 2, § 2).	(Vo Céréales.)
Orge et céréales autres que l'avoine		
Légumes secs autres que les graines énumérées au tarif annexé au décret du 29 janvier 1895. .		
Chapitre X. — Droits de consommation.		
Sucres	2 mai 1898 (tableau annexé).	(Vo Alcool.)
Alcool.	2 mai 1898 (tableau annexé).	(Vo Alcool.)
Viande de boucherie.	29 mai 1899 (tableau A, § 1er). Arrêté du 23 juillet 1899.	(Vo Animaux.)
Beurre frais, fondu ou salé	11 octobre 1900 (art. 1er).	Exigible sur les beurres de toute origine. (Vo Beurre.)

CHAPITRE XI. — DROITS SUR LA MUSIQUE INDIGÈNE (TEBBALA).

MUSICIENS SOUMIS A L'ACQUITTEMENT DES DROITS.	QUOTITÉ DES DROITS	DÉCRETS en vertu desquels les droits sont applicables	OBSERVATIONS.
Joueurs de guitares (aoud) et de violon (rebad).	1/3 de leur gain.	11 juin 1871 (1).	
— de tambour ou grosse caisse (tebbala) [a]. de tambour de basque et de cornemuse (bnader et *mezoued*).	1/2 de leur gain.	—	

CHAPITRE XII. — TARIF DES CONSIGNATIONS APPLICABLES A LA VIANDE DU BÉTAIL SUR PIED INTRODUIT EN TRANSIT DANS LES LOCALITÉS SUJETTES.

DÉSIGNATION DES ANIMAUX.	DÉCRET en vertu duquel le tarif est applicable.	OBSERVATIONS.
. . . . .	29 mai 1899 (tableau A, § 2). (V° ANIMAUX.)	(On doit faire consigner également le montant des droits sur la laine et la peau des animaux introduits là où ces produits sont imposés à l'entrée. — Après accord avec les municipalités intéressées, on peut faire consigner aussi le montant des droits d'abatage.)

884 13 janvier 1885

(26 rebiâ el aouel 1302)

PROMULGUÉ LE 14 JANVIER 1885

Décret établissant divers droits de patente sur certaines industries indigènes et des droits d'entrée sur les dattes (2) [b].

(OFFICIEL, 1885, 493)

Vu les décrets des 11 juin 1871 (22 rebiâ el aouel 1288), 5 mars, 15 et 16 avril 1874 (16 moharrem, 27 et 28 safar 1291), 17 novembre 1883 (16 moharrem 1301), 28 fevrier et 3 octobre 1884 (1er djoumadi el aouel et 12 hidjà 1301) qui régissent les perceptions de Dar el Geld;

Considérant que certaines dispositions de ces décrets, notamment celles relatives aux boutiques de débitants de Kefta, Kebab, Marka, Mosli, Tebikh, Kebda, Herghma, Foul, Lebaou, Torchi, Haloua, etc., qui limitent le nombre des débits de chaque espèce par quartiers et qui accordent aux adjudicataires de ces débits un droit de vente exclusif, constituent une entrave à la liberté du commerce et qu'elles causent en outre un préjudice notable à ces industries en raison du peu de durée des locations des débits et du chiffre élevé du prix de location, encore accru par des taxes mensuelles; que ces dispositions sont également contraires aux intérêts des populations;

Attendu qu'il est possible, en sacrifiant une partie des taxes actuellement perçues par le Trésor, de remedier à cet état de choses par la faculté laissée à chacun d'ouvrir des boutiques dans quelque quartier de la ville, que ce soit pour la vente des mets et objets prémentionnés et par l'imposition sur chaque debitant d'un droit annuel de patente proportionnel à la richesse et à la fréquentation du quartier dans lequel est ouvert le débit;

Considérant que, d'après les dispositions du décret du 11 juin 1871 (22 rebiâ el aouel 1288), il est perçu actuellement à Tunis, au profit de Dar el Geld, trois droits distincts sur la vente des dattes et que l'autorisation de mettre en vente ce produit n'est accordée, chaque année, qu'aux debitants qui en ont obtenu l'adjudication de l'administration de Dar el Geld à la suite d'enchères;

Attendu que ces divers droits successivement supportés par la même marchandise donnent lieu à des nombreux inconvénients; qu'il y a avantage pour tous a les réunir en un seul, perçu à l'entrée en ville;

Considérant que l'usage suivi jusqu'à ce jour d'après lequel les bouchers indigènes doivent livrer à prix réduits le foie et les pieds de bœufs au profit des débitants de Kebda et de Herghma ne saurait être continué;

Considérant que les boutiques de Soukis sont assujetties au paiement d'une taxe de quatre caroubes et demie par semaine, soit quatorze piastres et dix caroubes par an qui, bien que perçue conformément à l'usage, n'est pas inscrite dans le tarif officiel, et qu'il convient dès lors de réparer cette omission;

Considerant, toutefois, que toutes ces mesures ne peuvent être prises qu'à l'expiration des fermages en cours;

Article 1er. — A partir du jour de l'expiration des fermages actuellement en cours, c'est-à-dire :

1° Du 26 ramadane 1302 (9 juillet 1885) pour les boutiques de Kefta, Marka, Mosli, Tebikh et Foul;

2° Du 11 chaoual de la même année (24 juillet 1885) pour les boutiques de Herghma et de Haloua;

3° Du 7 kâda de la même année (18 août 1885) pour les boutiques de Kebda, de Torchi

(1) C'est aussi en vertu de ce décret que le droit d'ouvrir des boutiques de vente de Zlabia, pendant le mois de ramadane et les jours de la fête du Mouled, est mis aux encheres publiques, et que toute boutique de vente de salaisons (moualehs), pendant le mois de ramadane, paie 25 piastres pour ce seul mois.

(2) Conf. décret du 29 février 1888, art 19.

(a) Y sont compris les joueurs de tambour, grosse caisse et autres instruments de percussion. Les autres instrumentistes indigenes ne paient rien. (Paix, Sousse, 27 janvier 1891, *J. T.* 91, 244.)

(b) Ce décret ne vise que des mets purement arabes et ne saurait s'appliquer à un restaurateur européen. (Paix, La Goulette, 2 novembre 1885, *R. A.* 86, II, 124.)

et Tebikh des israélites, de Mlebbès et de Halaouyats ;

4° Du 1er octobre 1885 pour les boutiques de marchands de dattes et de Lebann, il est permis à tout marchand, après déclaration préalable, d'ouvrir dans le quartier de la ville qui lui conviendra, des boutiques pour la vente des objets et aliments précédemment désignés, sous la condition de payer par douzièmes et d'avance, pour chaque boutique, un droit annuel de patente.

La déclaration sera reçue sur un registre spécial tenu par l'Administration de Dar el Geld (1). Elle sera signée tant par le déclarant que par l'administrateur, ou bien elle contiendra la mention que le déclarant ne sait ou ne peut signer.

1° Les boutiques qui vendront les mets et aliments connus sous les noms de Kefta, Kebab, Marka (vulgairement appelée chemenka), Mosli, Tebikh (a), Herghma et Kebda sont divisées pour le payement des droits de patente en cinq catégories :

La première comprendra toutes les boutiques situées entre Bab Souika et Djamaâ Abi Mohamed, d'une part, et toutes celles qui se trouvent comprises de la rue Sidi el Kassas, en passant par Bab Souika, et la rue El Kebda jusqu'à Djamaâ Sobhan Allah, d'autre part.

Le droit de la patente pour les boutiques de cette catégorie sera de sept cent cinquante piastres par an, si l'on n'y débite qu'un seul des mets ou aliments prémentionnés ; il sera de quinze cents piastres pour celles qui débiteront plusieurs ou la totalité de ces mêmes mets ou aliments.

La deuxième catégorie s'appliquera à toutes les boutiques situées dans le quartier El Kalléline jusqu'à et y compris le quartier de Bab Cartagenna, à celles situées dans la rue de ce nom, la rue Zeraria, Bab el Behar, la rue Bab Dzira jusques et y compris le quartier de ce nom et tous les quartiers situés entre ces divers points et le lac El Bahira, y compris les nouveaux quartiers de la marine ; à celles situées dans le quartier de Bab Djedid, El Tammarine jusques et y compris Bab Menara, ainsi qu'à celles des Kebabgias, Dribet el Doulatly, Souk el Falka, El Kachéchine, Souk el Nehass, El Morestan, El Serraria, El Zenaïdia, Sidi Morgiani, El Sebbaghine, Fekhakhria, Bab Souika intérieur et de tous les autres quartiers de la cité (El Medina).

Le droit de la patente pour les boutiques de cette catégorie sera de cinq cents piastres, si l'on n'y débite qu'un seul des aliments ou mets prémentionnés ; il sera de mille piastres pour celles qui débiteront plusieurs ou la totalité de ces mêmes mets ou aliments.

La troisième catégorie s'appliquera à toutes les boutiques situées dans la région comprise entre Bab Benat, Sidi el Gebali, Bab Homet el Hallouche, El Haddadine, El Tabbanine jusqu'à Bab Saadoun en passant de ce point par les zaouïas d'El Bahi et El Bekria, à celles situées dans le quartier de Halfaouine jusqu'à Bab Sidi Abdel Salam, ainsi qu'à celles situées dans les quartiers de Rahbet Riah, Souk el Aasser, Bab Alaoua, les rues Sidi Mançour et Souika jusqu'à Bab el Falla.

Le droit de la patente pour les boutiques de cette catégorie sera de trois cent cinquante piastres, si l'on n'y débite qu'un seul des mets ou aliments prémentionnés ; il sera de sept cents piastres pour celles qui débiteront plusieurs ou la totalité de ces mêmes mets ou aliments.

La quatrième catégorie s'appliquera à toutes les boutiques situées dans la région comprise entre la rue de Tronja, celle de Bab-el-Khadra jusqu'à la porte de ce nom et depuis cette porte jusqu'à la rue El Kebda par Hammam el Remimi et Houmet el Andalous d'une part, et jusqu'à Halfaouine en passant par le souki de Belkhir, d'autre part.

Le droit de la patente pour les boutiques de cette catégorie sera de trois cents piastres, si l'on n'y débite qu'un seul des mets ou aliments prémentionnés ; il sera de six cents piastres pour celles qui débiteront plusieurs ou la totalité de ces mêmes mets ou aliments.

Le droit de la patente pour les boutiques de la cinquième catégorie situées dans le quartier de Rahbet-el-Ghenam sera de cent cinquante piastres si l'on n'y débite qu'un seul des mets ou aliments prémentionnés ; il sera de quatre cents piastres pour celles qui débiteront plusieurs ou la totalité de ces mêmes mets ou aliments.

2° Chaque boutique de débitant de Torchi et Tebikh des israélites paiera un droit de patente annuel de trois cents piastres, quel que soit le quartier où elle se trouvera située.

3° Chaque boutique de vente de la Haloua (a) paiera cent vingt piastres, dans les mêmes conditions. —

4° Chaque boutique de vente de Mlebbès et de Halaouyats paiera cent vingt piastres, dans les mêmes conditions.

5° Chaque boutique de vente de Foul paiera trente-six piastres, dans les mêmes conditions.

6° Chaque boutique débitant du Lebann seulement ou du Lebann et des dattes (1) paiera

(1) La perception des droits revenant au Dar el Geld a cesse d'être mise en fermage

(a) Le Tebikh consiste dans tout mets cuit à la mode indigène, sous la forme de ragoût ou avec une sauce. Ne peut être astreint à cette taxe le restaurateur européen qui ne fabrique que de la cuisine européenne, même s'il lui arrive d'en vendre des portions à des indigènes. (Tunis, 30 juillet 1890, *J. T.* 91, 180. — Paix, La Goulette, 2 novembre 1885, *J T.* 91, 182.)

(1) Ce droit sur les dattes n'est plus perçu actuellement en tant que droit de patente établi sur un boutiquier — Conf. décret du 8 octobre 1900.

(a) On ne peut obliger au paiement de cette patente les négociants qui vendent des articles de confiserie importés par eux d'Europe, quand bien même ils présenteraient des analogies plus ou moins complètes avec les articles de confiserie de fabrication indigène (Tunis, 2 janvier 1894, *J T* 97, 475 — Tunis, 5 août 1893, *J T* 97, 123).

vingt-quatre piastres dans les mêmes conditions. Le droit de patente pour ces dernières boutiques sera payé exceptionnellement en quatre quotités mensuelles égales (de six piastres, l'une), à partir du 1er janvier grégorien de chaque année.

Celui qui voudra débiter dans une même boutique tout ou partie des objets et aliments désignés sous les nos 1, 2, 3, 4, 5 et 6, aura la faculté de le faire, pourvu qu'il le mentionne dans sa déclaration ; mais, dans ce cas, il aura à payer les droits de patente établis distinctement pour chacun des numéros prémentionnés.

Art. 2. — A la suite de la déclaration passée ainsi qu'il a été dit à l'article 1er, l'Administration de Dar el Geld préparera au nom du déclarant, sauf dans le cas d'exception prévu par l'article 3 ci-après, une patente qui sera soumise à l'approbation du Directeur des contributions diverses.

Cette patente indiquera notamment la catégorie dans laquelle aura été classée la boutique dont l'ouverture est demandée. Les diverses espèces de mets, aliments et objets que le déclarant est autorisé à débiter, le montant du droit annuel de patente, ou, s'il y a lieu, des droits de patente, dans le cas spécifié au dernier paragraphe de l'article 1er, l'époque à laquelle la patente prendra fin. Elle constatera, en outre, le versement préalable par le patenté d'un douzième du droit annuel à titre de cautionnement ou l'engagement pris par une caution reconnue solvable de payer le montant des termes exigibles à défaut par le patenté de le faire.

En cas de contestation entre le déclarant et l'Administration sur la catégorie dans laquelle devra être classée la boutique, la difficulté sera portée devant le Directeur des contributions diverses, qui statuera définitivement et sans appel, après avoir entendu l'Amin des vivres.

Art. 3. — Le droit d'ouvrir une boutique pourra être refusé à tout débitant qui n'aurait pas acquitté intégralement le montant des droits d'une patente antérieure.

Art. 4. — A défaut de paiement des droits dans les délais prescrits ou dans le cas d'ouverture d'une boutique sans déclaration préalable, l'Administrateur de Dar el Geld pourra demander à l'autorité compétente qu'il soit fait application des articles 102 et 103 du décret du 3 octobre 1884 (12 hidjà 1301) [a].

Art. 5. — Tout individu ayant obtenu une patente, après s'être conformé aux prescriptions du présent décret, qui sans en avoir préalablement fait la déclaration et sans avoir été assujetti au paiement des droits supplémentaires, ainsi qu'il a été dit à l'article 1er ci-dessus, mettra en vente dans sa boutique des objets ou aliments non compris dans sa patente sera, pour ces objets et aliments, considéré comme ayant ouvert une boutique sans autorisation et puni des peines édictées par l'article 102 du décret du 3 octobre 1884 (12 hidjà 1301), sauf en ce qui concerne l'amende, qui sera le double des droits supplémentaires de patente que le contrevenant aurait eu à verser.

Art. 6. — A partir du 1er octobre 1885, il sera perçu sur les dattes, au moment de leur entrée en ville, savoir :

Lorsque l'introduction aura lieu par la voie de terre :

Par charge de chameau :

1° Quinze piastres sur les dattes Dégla ;

2° Sept piastres et demie sur les dattes Horra, Ghars, Aligh, Kenta, dattes de Gabès, de Hamma, de Djerba, etc. ;

3° Cinq piastres sur les dattes Bserr.

Lorsque l'introduction aura lieu par mer :

Par quintal tunisien (1) :

1° Cinq piastres sur les dattes Dégla ;

2° Deux piastres et demie sur les dattes des autres qualités ;

3° Une piastre et demie sur les dattes Bserr.

. . . . . .

Moyennant le paiement de ce droit, le commerce de la vente des dattes sera libre et il ne sera plus perçu aucun droit de vente (2), ni aucune taxe mensuelle.

Art. 7. — L'usage d'après lequel les bouchers musulmans doivent livrer à prix réduit le foie et les pieds des bœufs qu'ils abattent, cessera d'exister à l'expiration des fermages actuellement en cours (3).

La taxe annuelle moyennant laquelle les bouchers israélites ont été dispensés de semblable obligation est abolie.

Art. 8. — La taxe appelée Kfassa cessera d'être perçue à partir du 26 ramadane 1302 (9 juillet 1885), sauf en ce qui concerne les boutiques de Soukis et de Ftayars sur lesquelles elle est maintenue (4).

Art. 9. — Toutes les boutiques que le présent décret soumet à un droit de patente cesseront, à partir du 7 kàda 1302 (18 août 1885), d'être assujetties à la taxe de la Chacheria établie par le décret du 22 rebià el aouel 1288 (11 juin 1871).

Art. 10. — (*Abrogé par décret du 29 janvier 1895.*)

Art. 11. — Les dispositions du présent décret seront applicables aux localités suivantes de la banlieue de Tunis : La Goulette, la Marsa et Hammam el Lif, sous réserve des modifications ci-après, savoir :

A la Goulette, le droit de patente sur les boutiques de débitants de Kefta sera de six cents

(a) Ces règles sont applicables a tous les habitants de la Régence sans distinction de nationalité. (Tunis, 2 janvier 1894, *J. T* 97, 475.)

(1) Conf décret du 12 janvier 1895 (v° Système métrique).
(2) Conf. décret du 6 octobre 1900
(3) Conf instruction du 22 juin 1899, art. 3, § 2 (v° Animaux)
(4) Actuellement elle n'est plus perçue même sur ces dernières.

piastres par an ; il sera de trois cents piastres sur les boutiques des débitants des autres aliments compris sous le nº 1 de l'article 1er et sur celles dont il est question au nº 2 du même article ; enfin il sera de cent vingt piastres sur les boutiques de Mlebbès et Halaouyats (nº 4).

A la Marsa et Hammam el Lif, il sera perçu cent vingt piastres par boutique débitant des mets et aliments compris sous chacun des nos 1, 2 et 4 de l'article 1er.

Les droits seront les mêmes qu'à l'article 1er, nos 5 et 6, pour les boutiques de Foul et de Lebann à la Goulette, à la Marsa et à Hammam el Lif.

Ces dispositions ne deviendront exécutoires à la Goulette, à la Marsa et à Hammam el Lif qu'à partir du 1er mai 1885.

Art. 12. — Les droits de patente pour les boutiques de la Marsa et de Hammam el Lif devront être intégralement payés le 15 du mois de septembre (1) de chaque année, quelle que soit l'époque à partir de laquelle la patente aura été accordée, à moins que le débitant n'ait fourni une caution solvable, agréée par l'Administration, qui prendra l'engagement de solder, au besoin, l'intégralité du droit de patente, pour toute sa durée.

L'exception prévue sous le nº 6 de l'article 1er en ce qui concerne le délai dans lequel doit être payé le droit de patente pour les boutiques de Lebann s'appliquera également aux boutiques de même espèce à la Goulette, à la Marsa et à Hammam el Lif.

Art. 13. — Il n'est rien innové en ce qui concerne les deux localités de l'Ariana et du Bardo qui continueront à être soumises aux taxes établies par le tarif des Mahsoulats applicable à chacune d'elles (2).

Art. 14. — Toutes les dispositions des décrets antérieurs sur Dar el Geld (3), qui ne sont pas contraires aux articles qui précèdent, continueront à être appliquées.

Art. 15. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

(1) Elles sont actuellement payées, comme les autres, par douzièmes et d'avance

(2) C'est-à-dire le tarif général, sauf pour les patentes.

(3) La perception des droits revenant au Dar el Geld a cessé d'être mise en formage.

---

885 13 août 1887

(*23 kâda 1304*)

PROMULGUÉ LE 14 AOUT 1887

Décret relatif aux droits établis sur les dattes, et aux taxes perçues sur le lagmi et certains fruits secs d'arbres.

(OFFICIEL, 1887, 206)

. . . . . .

Art. 1er et art. 2. (Six premiers paragraphes.) — [*Abrogés par décrets des 29 janvier et 11 mars 1895.*]

§ 7. (*Abrogé par décret du 30 mars 1900.*)

Art. 3. — (*Abrogé par décret du 17 novembre 1897.*)

Art. 4. — (*Abrogé par décret du 12 décembre 1895.*)

Art. 5. — Les dispositions du décret du 26 rebiâ el aouel 1302 (13 janvier 1885) fixant les taxes à payer sur les dattes au moment de leur introduction à Tunis, continueront à recevoir leur exécution, avec cette différence que, toutes les fois que la taxe à payer devra, d'après les tarifs, être calculée sur le poids, le quintal métrique sera substitué au quintal tunisien (attari). Ainsi, un quintal métrique sera considéré comme représentant exactement deux quintaux tunisiens (1).

Le droit de vente sur les dattes, dans toute la Régence, à l'exception de Tunis, reste également fixé à 6.25 o/o de la valeur (2), que les ventes aient lieu sur les marchés, dans les boutiques ou fruit sur l'arbre (3).

La taxe exigible sera perçue, en cas d'échange de dattes contre des céréales ou autres denrées, sur la valeur de l'une des parties de l'échange, au gré du percepteur, et non plus sur la partie donnée en échange et sur celle reçue en contre-échange, ainsi que cela se pratique actuellement au Djérid (3).

Par exception, les dattes ne seront pas mises en adjudication. La valeur sera fixée par les amins, d'après le cours de la marchandise au jour de la vente (3).

Art. 6. — (*Abrogé par décret du 12 janvier 1895.*)

Art. 7. — A partir du 13 octobre 1887, dans toutes les parties de la Régence où les dattiers sont soumis à l'impôt du kanoun, nul ne pourra se livrer à l'extraction du lagmi (liqueur alcoolique extraite du palmier) sans en avoir, au préalable, demandé et obtenu l'autorisation du percepteur des mahsoulats de la région. Cette autorisation sera accordée après le paiement d'une taxe qui est fixée à dix piastres par arbre. L'autorisation sera justifiée aux diverses autorités par la production de la quittance détachée d'un registre à souches.

Art. 8 et 9. — (*Abrogés par décrets des 29 janvier, 11 mars et 12 décembre 1895.*)

Art. 10. — A partir des époques mentionnées à l'article 1er (4), les fruits secs d'arbres ci-après dénommés paieront dans toute la Régence (5), une taxe unique, fixée par quintal métrique, savoir :

Pour les pistaches, à seize piastres ;

(1) Conf. décrets des 12 janvier 1895 (vº SYSTÈME MÉTRIQUE) et 26 janvier 1899, art 5 (vº ENTREPÔTS).

(2) Conf décret du 25 octobre 1887 (*Officiel*, 1887, 273) qui spécifie que ce droit est exigible partout ailleurs qu'à Tunis.

(3) Conf etiam décret du 8 octobre 1900.

(4) Le 1er janvier 1888 à Tunis et dans les localités de la banlieue où les mahsoulats formaient une dépendance du Fondouk el Ghalla, et partout ailleurs le 13 octobre 1887

(5) Conf. décrets des 29 janvier 1895, tarifs annexés (vº FONDOUK EL GHALLA) et 12 décembre 1895 (vº LÉGUMES ET FRUITS).

Pour les amandes sans coque, à douze piastres ;

Pour les amandes en coque (tendres ou dures), à quatre piastres ;

Pour les raisins secs, sans distinction de qualité, à quatre piastres ;

Pour la pâte de raisins secs (kefta), à huit piastres ;

Pour les figues sèches, à trois piastres ;

Pour les caroubes, à une piastre.

A compter des mêmes dates, le droit mensuel de patente sur les boutiques de détaillants de fruits secs, établi par décret du 17 hidjà 1277 (26 juin 1861) et par les décrets des mahsoulats sera supprimé.

Art. 11. — (*Abrogé par décret du 17 novembre 1897* [1].)

Art. 12. — Toute contravention à l'article 7 pourra entraîner, contre le propriétaire du palmier d'où le lagmi aura été extrait, une amende de vingt-cinq à cinquante piastres, non compris les dépens et, en outre, en cas de récidive, un emprisonnement de trois à huit jours.

Art. 13. — (*Abrogé par décret du 12 décembre 1895.*)

Art. 14. — Les contraventions aux dispositions du présent décret seront constatées dans la forme et d'après les règles tracées par le décret du 12 hidjà 1301 (3 octobre 1884) sur les douanes et monopoles, dont les dispositions régleront également l'attribution et la répartition du produit des saisies, amendes et condamnations pécuniaires.

Art. 15. — (*Abrogé par décrets des 29 janvier, 11 mars et 12 décembre 1895.*)

Art. 16. — Notre Premier Ministre et le Directeur des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

---

886 29 février 1888

(*16 djoumadi ettani 1305*)

PROMULGUÉ LE 1er MARS 1888

Décret supprimant le monopole de la tannerie des peaux de bœufs, et réglementant divers droits de patente sur certaines industries indigènes.

(OFFICIEL, 1888, 55)

Vu les décrets des 26 juin 1861 (17 hidjà 1277), 11 juin 1871 (22 rebià el aouel 1288), 14 avril 1873 (15 safar 1290), 5 mars, 15 et 16 avril 1874 (16 moharrem, 27 et 28 safar 1291), 17 novembre 1883 (16 moharrem 1301), 28 février et 3 octobre 1884 (1er djoumadi el aouel et 12 hidjà 1301), 13 janvier 1885 (26 rebiâ el aouel 1302);

Considérant que le monopole de la tannerie des peaux de bœufs, attribué jusqu'ici à l'État, est de nature à empêcher l'établissement de l'industrie de la tannerie dans la Régence ;

Considérant que l'expiration prochaine du fermage de Dar el Geld permet d'apporter aux dispositions législatives en vigueur concernant cette branche des revenus publics de nouvelles modifications qui les mettent plus en rapport avec les conditions politiques et économiques actuelles du pays ;

Considérant que l'unification des taxes diverses qui frappent un même objet simplifie le travail de perception, tout en permettant aux contribuables de se rendre un compte exact des droits qui leur sont réclamés ;

Article 1er. — Le monopole de la tannerie des peaux de bœufs, attribué à l'État par la législation existante, sera supprimé à partir du 13 mars 1888.

Sera également aboli, à partir de la même date, le droit de 25 °/₀ exigible sur les peaux de bœufs tannées à Kairouan.

En conséquence, toute personne sera libre d'ouvrir ou d'exploiter sur un point quelconque de la Régence une tannerie de peaux de bœufs ou de tous autres animaux, à la condition de se conformer aux règlements établis ou qui seront établis pour l'industrie de la tannerie (1).

Art. 2. — § 1er. (*Abrogé par décret du 13 décembre 1894.*)

§ 2. (*Abrogé par décret du 8 avril 1891* [2].)

Art. 3. — (*Abrogé par décret du 13 décembre 1894.*)

Art. 4. — Les droits de deux et une piastre par quintal tunisien perçus au profit de Dar el Geld (3) en vertu du décret du 11 juin 1871 (22 rebià el aouel 1288 [4]) sur la laine lavée et non lavée embarquée dans les ports de la Régence cesseront d'être perçus à Tunis et à la Goulette à partir du 13 mars 1888 (5).

Art. 5. — § 1er. La vente des animaux de selle, de trait, de bât, de labour et de boucherie, ne peut avoir lieu que sur les marchés actuellement établis (6) ou qui seront désignés par nous à cet effet, ou chez leur propriétaire (7), ainsi qu'il est dit aux paragraphes 1 et 2 de l'article 3 et à l'article 4 du décret du 19 kàda 1304 (9 août 1887 [8]).

§ 2. (*Abrogé par décret du 29 mai 1899.*)

Art. 6 à 15. — (*Abrogés par décret du 29 mai 1899.*)

Art. 16. — Seront supprimés dans Tunis et dans sa banlieue, à partir du 13 mars 1888 (9) :

1° L'adjudication du droit d'ouverture des boutiques pour la vente des œufs au Fondouk el Ghalla et pour celle du lait simple, du lait de beurre et du fromage ;

2° L'adjudication du droit d'égorger et de vendre des chevreaux ;

---

(1) Conf. exposé des motifs en note sous ce décret (v° HUILES).

(1) Conf. décrets des 16 mai 1897, tableau annexé (v° ÉTABLISSEMENTS INSALUBRES) et 13 décembre 1894 (v° PEAUX ET LAINES).

(2) *Officiel*, 1891, 102

(3) La perception des droits revenant au Dar el Geld a du reste cessé d'être mise en fermage.

(4) Ce décret est abrogé presque entièrement par les décrets des 13 janvier 1885 et 29 février 1888 et aussi par les décrets des 29 mai 1899 (v° ANIMAUX), 13 décembre 1894 (v° PEAUX ET LAINES) Les seules dispositions encore en vigueur sont reproduites au tableau des droits de mahsoulats (chap. XI) et à l'article 17, note, du présent décret

(5) Conf. décret du 11 octobre 1900 (v° DOUANES).

(6) Conf. tableau général (v° MARCHÉS).

(7) Conf. décret du 20 mai 1899, art. 3, § 3, et instruction du 22 juin 1899, art. 4 et 11 (v° ANIMAUX), qui ne maintiennent pas complètement ce système.

(8) Abrogé par décret du 31 mai 1898, art. 1er, §§ 1er et 5, et instruction du 5 juin 1898, § 3 (v° CÉRÉALES)

(9) Conf. décret du 29 janvier 1895 (v° FONDOUK EL GHALLA)

3° La taxe de vingt-cinq centièmes de piastre par mois exigible au profit de Dar el Geld (1) sur les emplacements de vente des œufs au Fondouk el Ghalla ;

4° La taxe de vingt-cinq centièmes de piastre exigible au profit de Dar el Geld (1) lors de la vérification des poids Kheddari et Souki.

Art. 17. — Le droit d'ouverture (2) d'une boutique de soukis, de pois chiches grillés ou de ftayars est à la charge du propriétaire de l'immeuble ; mais le recouvrement peut en être suivi solidairement contre le débitant, sauf le recours de celui-ci, s'il y a lieu, contre le propriétaire.

Art. 18. — Les diverses taxes actuellement acquittées à Tunis et dans sa banlieue par les Soukis, par les boutiques de ftayars et par celles de pois chiches grillés en vertu des décrets des 26 juin 1861 (17 hidjà 1277), 11 juin 1871 (22 rebià el aouel 1288), 17 novembre 1883 (16 moharrem 1301) et 13 janvier 1885 (26 rebiâ el aouel 1302) seront remplacées, à partir du 13 mars 1888, par une taxe unique, exigible par trimestre et d'avance et fixée, savoir :

Pour les Soukis et pour les boutiques de ftayars à vingt-quatre piastres par an ;

Pour les boutiques de pois chiches grillés à quarante-huit piastres par an.

La taxe sur les moulins à traction d'animaux, édictée par le décret du 11 juin 1871 (22 rebià el aouel 1288), sera fixée, à partir de la même date, à douze piastres par an sur les moulins à une meule et six piastres par an sur chaque meule supplémentaire.

Les contribuables assujettis au paiement des taxes ci-dessus seront astreints à la déclaration prescrite par l'article 1er du décret du 26 rebià el aouel 1302 (13 janvier 1885).

A défaut de paiement des droits dans les délais prescrits ou dans le cas d'ouverture d'une boutique ou d'un moulin sans déclaration préalable, il sera fait application des articles 102 et 103 du décret du 3 octobre 1884 (12 hidjà 1301); la fermeture de la boutique aura lieu, le cas échéant, sans formalité judiciaire, administrativement, par les soins du service de la police requis à cet effet, conformément aux dispositions desdits articles.

Art. 19. — Les taxes énumérées à l'article qui précède sont exigibles de tous boutiquiers et autres, quelle que soit leur nationalité, de même, du reste, que les droits de patente établis par le décret du 13 janvier 1885 (26 rebià el aouel 1302), sur tous ceux qui vendent aux indigènes tunisiens des mets ou articles de consommation indigènes(a), et que tous autres droits pour lesquels il n'existera pas de dispositions spéciales contraires à ce principe.

Art. 20. — Les marchands, boutiquiers, etc., actuellement assujettis à la déclaration prévue par l'article 1er du décret du 13 janvier 1885 (26 rebià el aouel 1302), devront, sous les peines édictées à l'article 4 du même décret, faire ou renouveler cette déclaration entre les mains de l'Administration, dans le délai d'un mois à compter du 13 mars 1888.

Art. 21. — A partir du 13 mars 1888, à Tunis et dans sa banlieue, tout individu, quelle que soit sa nationalité, qui vend ou colporte sur la voie publique des comestibles et denrées quelconques, sera tenu de se munir d'une autorisation de l'Administration.

Cette autorisation lui sera délivrée avec l'assentiment, s'il y a lieu, de la municipalité, sous la condition de verser au Trésor, par trimestre et d'avance, une taxe de trente-deux piastres par an, réduite à huit piastres par an pour ceux d'entre eux qui ne débitent que les produits ci-après : semences de courges et de melons grillés, fèves et pois chiches bouillis, marrons cuits.

A défaut de paiement à l'échéance, l'autorisation lui sera retirée, conformément à l'article 103 du décret du 3 octobre 1884 (12 hidjà 1301), par les soins du service de la police, avisé à cet effet par l'Administration.

L'autorisation devra être exhibée à toute réquisition d'un agent de la police ou de l'Administration.

Quiconque se livrera à la vente ou au colportage sur la voie publique sans autorisation ; quiconque fera usage d'une autorisation délivrée à autrui ; quiconque aura prêté son autorisation, sera passible des peines édictées par l'article 102 du décret du 12 hidjà 1301 (3 octobre 1884).

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables à ceux qui vendent ou colportent sur la voie publique des fruits frais, légumes frais, des dattes, des ftayars et du pain, à l'exclusion de tous autres comestibles ou denrées.

Art. 22. — Le droit de patente établi par l'article qui précède remplace, notamment pour les colporteurs et marchands ambulants, les taxes suivantes qui cesseront d'être réclamées :

1° Les taxes sur le droit de vendre des semences de courges et de melons grillées, des galettes (kaak) et des gâteaux appelés makroub et gheraïba ; la taxe sur la vente ambulante du foul des israélites ;

2° La taxe de la chacheria due par les marchands de marrons cuits et de fruits secs importés ;

3° Le droit de kantria des noisettes et des châtaignes sèches.

Art. 23. — Lorsqu'une personne assujettie à la patente voudra cesser son commerce ou son

---

(1) La perception des droits revenant au Dar el Geld a du reste cessé d'être mise en fermage.

(2) Chaque boutique de Souki nouvellement installée paie, à cette occasion, un droit de 100 piastres pour cette autorisation. Chaque boutique de pois chiches grillés ou de ftayars nouvellement installée paie 50 piastres pour cette autorisation, en vertu de l'ancien décret du 11 juin 1871. (Conf art 4, note 4)

(a) Ils sont donc payables par les Européens et par les protégés des puissances européennes (Tunis, 5 août 1898, *J. T.* 97, 97)

industrie, elle devra en faire la déclaration à l'Administration et lui remettre sa patente. L'impôt cessera d'être exigible à l'expiration du trimestre en cours, pendant lequel la déclaration aura été reçue et après constatation par l'Administration de la cessation du commerce. Les droits afférents à l'intégralité du trimestre en cours seront dus ; s'ils ont déjà été acquittés, ils ne seront pas restitués.

Art. 24. — Les contraventions aux dispositions du présent décret et de la législation antérieure concernant Dar el Geld (1), qui restent maintenues, seront constatées, et la répression en sera poursuivie dans les formes prévues par le décret du 12 hidjà 1301 (3 octobre 1884).

Art. 25. — Les dispositions des décrets et règlements, et tous usages qui seraient contraires aux articles qui précèdent, sont abrogés.

Art. 26. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

---

887 8 octobre 1900

(13 djoumadi ettani 1318)

PROMULGUÉ LE 8 OCTOBRE 1900

Décret supprimant les droits sur la vente des dattes sur l'arbre.

(OFFICIEL, 1900, 748)

Vu les décrets des 13 août 1887 (23 kâda 1304), art. 5, et 25 octobre 1887 (7 safar 1305), qui soumettent au droit de mahsoulat notamment les ventes de dattes « fruits sur l'arbre » ;

Considérant que les dattiers et leurs produits, malgré la suppression, opérée en 1898, des droits d'exportation sur les dattes, supportent encore des charges fiscales nombreuses ;

Que, nonobstant l'établissement des nouveaux rôles du kanoun qui, sanctionnés pour avoir effet à compter du 1er janvier 1901, constitueront un dégrèvement important, les droits de mahsoulats sur les dattes sont encore assez onéreux pour affecter la production ;

Qu'il y a intérêt à réduire ces droits dans la mesure compatible avec les nécessités budgétaires ;

Article 1er. — L'impôt de 6.25 % qui frappe la vente des dattes sur l'arbre (khedara) est supprimé.

Art. 2. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui aura son effet à compter du 1er octobre courant.

MARCHÉS ET FOIRES

888 Tableau

des marchés et foires de la Régence (a).

Contrôle civil de Gabès.

Djarra, dimanche, lundi, mardi et samedi.
El Hamma, lundi et jeudi.
Ghomrassem, vendredi.
Houyaya, vendredi.
Kasseur Mouïnsa (Zarzis), Kasseur Ouled bou Ali (Zarzis), Médenine, } quotidien.
Menzel, mercredi, jeudi et vendredi.
Tataouine, jeudi et lundi.

Annexe de Djerba.

Cedouïkech, mardi.
El Adjim, quotidien.
Guellala (Haddada), dimanche.
Hara Kebira, vendredi.
Hara Seghira, vendredi.
Houmt Souk, lundi et jeudi.
Midoun, vendredi.

Contrôle civil de Sfax.

Kerkenna (Kelebine), jeudi et lundi.
Oglet Triaga, mercredi.
Sfax, quotidien.
Skhirra, quotidien.

Contrôle civil de Sousse.

Akouda, samedi.
Bembla, Beni Hassem, Beni Kaltoum, Beni Rabia, Bermen, Bir Taïeb, Bkalta, Bou Adjar, Bou Dar, Bou Mardès, Bou Othmane, } quotidien.
Djemmal, vendredi et samedi.
El Djem, lundi.
Enfidaville, lundi.
Fraïet, Gerada, Hammam Sousse, Hergla, } quotidien.
Kalaâ Kebira, vendredi.
Kalaâ Sghira, Knaïs, Knis, Ksar el Lal, Ksiba, Ksibet el Medouïne, } quotidien.
Ksour Essaf, vendredi.
Lamta, Mahdia, } quotidien.
Mahdia, jeudi pour les bestiaux.
Mazdour, Menzel Harb, Menzel Hir, Menzel Kemel, Mesdjed Aïssa, Messadine, Metameur, Mnara, } quotidien.
Moknine, mercredi.
Monastir, Moureddine, M'saken, Regich, Sahline, Saïeda, Sidi Allouene, Sidi Amer, Sidi bou Ali } quotidien.
Skannès (du 1er mai au 31 août seulement), quotidien.
Souassi (smala des Souassi), dimanche.
Sousse, Takrouna, Teboulba, Touza, Zaouiet Koumtek, Zeriba, Zermedine, } quotidien.

Contrôle civil de Grombalia.

Grombalia, lundi.
Hammamet, jeudi.

---

(1) Conf. art. 4, note 3.
(2) Le siège du marché est entre parenthèses, quand il y a lieu.

Kelibia, vendredi.
Khorba, dimanche.
Menzel bou Zelfa, jeudi.
Menzel Temime, lundi.
Nabeul, lundi et vendredi.
Soliman, vendredi.
Somaâ, jeudi.

Contrôle civil de Tunis.

Aïn el Asker, lundi.
Ariana, quotidien.
Bardo, quotidien.
Bou R'bia, mardi.
Hammam el Lif, marché aux bestiaux, vendredi.
La Goulette, tous les jours, sauf mercredi et samedi.
Pont du Fahs, samedi.
Rhedir Soltane, samedi.
Tébourba, vendredi (1).
Tunis, quotidien.
Tunis, marché aux bestiaux, quotidien pour l'abatage.
Tunis, marché aux bestiaux, lundi pour l'exportation et l'élevage.
Zaghouan, vendredi.

Contrôle civil de Béja.

Béja-ville (La Rabah), mardi.
Khanguet el Abiod (Nefzas), mercredi.

Annexe de Medjez el Bab.

Bou Arada (enchir Neyville), dimanche.
Medjez el Bab, lundi.
Oued Zargua (enchir Géry), mardi.
Testour, vendredi.

Contrôle civil de Bizerte.

Aoudja, samedi.
Bizerte, jeudi et mardi
Beughabrine, vendredi.
El Alia, lundi.
Mateur, vendredi, samedi et dimanche.
Ras el Djebel, vendredi.

Contrôle civil de Souk el Arba.

Ben Bachir, vendredi.
El Aïtha des Djendouba.
Ghardimaou, mardi.
Oued Meliz, lundi.
Souk el Arba, mercredi.
Souk el Djemaâ (halle aux grains), vendredi.
Souk el Khemis, quotidien.
Souk el Khemis, jeudi pour les bestiaux.
Souk es Sebt, samedi.
Souk et Tlata (Aïn Ouled Sebah des Meknas), mardi.

Annexe de Tabarka.

Aïn Draham, lundi.
Fernana, dimanche.
Souk et Tlata (Aïn Ouled Sebah des Meknas), mardi.
Tabarka, vendredi.

Contrôle civil du Kef.

Ksour, mardi.
Le Kef, jeudi.
Sakiet Sidi Youssef, dimanche.
Sers (fondouk), mercredi.
Souk es Sebt (dachera des Zouarine), samedi.
Souk et Tenine (dachera Arar Gaâfour), lundi.
Tadjerouine, lundi.

Annexe de Teboursouk.

Bordj Messaoudi, lundi.
Teboursouk, jeudi.

Contrôle civil de Maktar.

Souk el Arba (Ouled Yahya), mercredi.
Souk el Djemaâ, vendredi.
Souk el Kessra, lundi.
Souk el Khemis (Ksar el Hadid), jeudi.
Souk es Sebt (Maktar), samedi.

Contrôle civil de Thala.

Kasserine, mardi.
Thala, dimanche.

Contrôle civil de Kairouan.

El Alla, jeudi.
Hadjeb el Aioun (souk), mardi.
Kairouan (fondouk El Meks), quotidien.
Kaoubs el Gonazine (enchir Ousselat), samedi.
Kroussia, mercredi.
Sbeïtla (fondouk), mercredi.
Sbiba (fondouk), vendredi.
Sbikha (Srarif de Sidi Farhat), dimanche.
Sidi Ali Nacer Allah, dimanche.
Sidi el Hani, vendredi.

Contrôle civil de Gafsa.

Fernana, dimanche.
Gafsa, quotidien.

Annexe de Tozeur.

El Oudiane el Hamma (Degach), quotidien.
Hamma, Nefta, Tozeur, } quotidien.

Commandement militaire de Gabès.

Ouled Madhouane :
Guemouda (Koubba de Sidi bou Zid), dimanche.
Ouled Nefzaoua :
El Biaz (Raïs Aïn Kebili, près de Ksar Tebol), lundi et jeudi.

(1) Par arrêté du 6 juin 1900, une foire annuelle, se tenant le 24 juin, a été instituée à Tébourba. (*Officiel*, 1900, 536.)

MARQUES DE FABRIQUE (2)

889 — 3 juin 1889

(*4 chaoual 1306*)

PROMULGUÉE LE 5 JUIN 1889

Loi sur les marques de fabrique et de commerce.

(OFFICIEL, 1889, 167)

TITRE Ier

Du droit de propriété des marques.

Article 1er. — La marque de fabrique ou de commerce est facultative. Toutefois, des décrets peuvent, exceptionnellement, la déclarer obligatoire pour les produits qu'ils déterminent. Sont considérés comme marques de fabrique et de commerce, les noms sous une forme distinctive, les dénominations, emblèmes, empreintes, timbres, cachets, vignettes, reliefs, lettres, chiffres, enveloppes et tous autres signes servant à distinguer les produits d'une fabrique ou les objets d'un commerce.

Art. 2. — Nul ne peut revendiquer la propriété exclusive d'une marque, s'il n'a déposé au greffe du tribunal de son domicile :

1° Trois exemplaires du modèle de cette marque ;

2° Un cliché typographique de cette marque. (*Ainsi modifié par décret du 22 octobre 1892.*)

(2) Le service de la protection de la propriété industrielle est rattaché à la Direction de l'agriculture et du commerce. (Conf. décret du 1er janvier 1897 [v° AGRICULTURE].) — Conf. les conventions internationales (v° PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE).

TITRE II

Du dépôt.

Art. 3. — Le dépôt que les fabricants, commerçants ou agriculteurs peuvent faire de leur marque au greffe du Tribunal de Tunis pour jouir des droits résultant de la présente loi est soumis aux dispositions suivantes. (*Ainsi modifié par décret du 22 octobre 1892.*)

Art. 4. — Ce dépôt doit être fait par la partie intéressée ou par son fondé de pouvoir spécial. La procuration peut être sous seing privé, mais dûment légalisée. (*Ainsi modifié par décret du 22 octobre 1892.*)

Le modèle à fournir consiste en trois exemplaires sur papier libre, d'un dessin, d'une gravure ou d'une empreinte représentant la marque adoptée. Le papier forme un carré de dix-huit centimètres de côté dont le modèle occupe le milieu. Si la marque est en creux ou en relief sur les produits, si elle a dû être réduite pour ne pas excéder les dimensions du papier, ou si elle présente quelque autre particularité, le déposant l'indique sur les trois exemplaires, soit par une ou plusieurs figures de détail, soit au moyen d'une légende explicative. Ces indications doivent occuper la gauche du papier où est figurée la marque. La droite est réservée aux mentions prescrites par l'article 6. (*Ainsi modifié par décret du 22 octobre 1892.*)

Art. 5. — Un des trois exemplaires de la marque est collé par le greffier sur une des feuilles d'un registre tenu à cet effet et dans l'ordre des présentations. Le second est transmis dans les cinq jours, au plus tard, au bureau de la Propriété industrielle du Gouvernement tunisien(1) pour être déposé aux archives. Le troisième est remis au déposant revêtu du visa du greffier portant l'indication du jour et de l'heure du dépôt. (*Ainsi modifié par décret du 22 octobre 1892.*)

Le registre est en papier libre(2), de format de 24 centimètres de largeur sur 40 de hauteur, coté et paraphé par le Président du Tribunal ou par un juge délégué. (*Ainsi modifié par décret du 22 octobre 1892.*)

Art. 6. — Le greffier dresse le procès-verbal du dépôt dans l'ordre des présentations sur un registre coté et paraphé comme il est dit à l'article précédent. Il indique dans ce procès-verbal :

1° Le jour et l'heure du dépôt ;

2° Le nom du propriétaire de la marque et celui de son fondé de pouvoir ;

3° La profession du propriétaire, son domicile, et le genre d'industrie pour lequel il a l'intention de se servir de la marque. Chaque procès-verbal porte un numéro d'ordre. Ce numéro est également inscrit sur les trois modèles, ainsi que le nom, le domicile ou la profession du propriétaire de la marque, la date du dépôt, et le genre d'industrie auquel la marque est destinée. (*Ainsi modifié par décret du 22 octobre 1892.*)

Lorsque, à l'expiration de la période pendant laquelle le dépôt produit ses effets, le propriétaire d'une marque en fait un nouveau dépôt, cette circonstance doit être mentionnée sur les modèles et dans le procès-verbal du dépôt. Le procès-verbal et les modèles sont signés par le greffier et par le déposant ou son fondé de pouvoir. Une expédition du procès-verbal de dépôt est délivrée au déposant. (*Ainsi modifié par décret du 22 octobre 1892.*)

Art. 7. — Il est perçu un droit fixe de 1 fr. 25 c. (1) pour la rédaction du procès-verbal de dépôt et pour le coût de l'expédition. En cas de dépôt de plusieurs marques appartenant à une même personne, il n'est dressé qu'un procès-verbal, mais il doit être déposé autant de modèles en triple exemplaire et autant de clichés qu'il y a de marques distinctes. (*Ainsi modifié par décret du 22 octobre 1892.*)

Art. 8. — Au commencement de chaque année, le greffier dresse une table ou répertoire des marques dont il a reçu le dépôt pendant le cours de l'année précédente. Ce répertoire est publié par les soins du bureau de la Propriété industrielle du Gouvernement tunisien(2) au *Journal officiel* de la Régence. (*Ainsi modifié par décret du 22 octobre 1892.*)

Art. 9. — Les registres, procès-verbaux et répertoires déposés au greffe, ainsi que les modèles réunis au Dépôt central des archives sont communiqués sans frais. (*Ainsi modifié par décret du 22 octobre 1892.*)

Art. 10. — Le dépôt n'a d'effet que pour quinze années. La propriété de la marque peut toujours être conservée pour un nouveau terme de quinze années au moyen d'un nouveau dépôt. (*Ainsi modifié par décret du 22 octobre 1892.*)

Art. 11. — Les dimensions des clichés ne devront pas dépasser 12 centimètres de côté. (*Ainsi modifié par décret du 22 octobre 1892.*)

Les clichés seront rendus aux intéressés après la publication officielle des marques par le bureau de la Propriété industrielle. (*Ainsi modifié par décret du 22 octobre 1892.*)

TITRE III

Dispositions relatives aux étrangers.

Art. 12. — Les étrangers qui possèdent dans la Régence des établissements d'industrie ou de commerce, ou des exploitations agricoles, jouissent, pour les produits de leurs établissements, du bénéfice de la présente loi, en remplissant les formalités qu'elle prescrit.

---

(1) Ce bureau est rattaché à la Direction de l'agriculture. (Conf. décret du 1er janvier 1897 [v° AGRICULTURE].)

(2) Depuis le décret du 20 juillet 1896 (v° TIMBRE), ces registres sont établis sur papier timbré.

(1) Plus un droit fixe de 0 fr. 45 c., prix du papier timbré employé pour le procès-verbal et un droit de 0 fr. 90 c par feuille de papier timbré employé pour l'expédition. (Décret du 20 juillet 1896 [v° TIMBRE].)

(2) Conf article 5, note 1.

Art. 13. — Les étrangers et les Tunisiens dont les établissements sont situés hors de la Régence jouissent également du bénéfice de la présente loi, pour les produits de ces établissements, si, dans les pays où ils sont situés, la législation ou les traités internationaux assurent aux industriels fixés en Tunisie les mêmes garanties.

Art. 14. — Le greffier chargé dans le cas prévu par l'article 4 de recevoir le dépôt des marques des étrangers et des Tunisiens dont les établissements sont situés hors de la Régence, doit en former un registre spécial et mentionner dans le procès-verbal de dépôt le pays où est situé l'établissement industriel, commercial ou agricole du propriétaire de la marque, ainsi que la législation ou les traités internationaux par lesquels la réciprocité a été établie.

TITRE IV

Pénalités.

Art. 15. — Sont punis d'une amende de 50 piastres à 3,000 piastres et d'un emprisonnement de 3 mois à 3 ans ou de l'une de ces peines seulement :

1° Ceux qui ont contrefait une marque ou fait usage d'une marque contrefaite ;

2° Ceux qui ont frauduleusement apposé sur leurs produits ou les objets de leur commerce une marque appartenant à autrui ;

3° Ceux qui ont sciemment vendu ou mis en vente un ou plusieurs produits revêtus d'une marque contrefaite ou frauduleuse.

Art. 16. — Sont punis d'une amende de 50 piastres à 2,000 piastres et d'un emprisonnement d'un mois à un an ou de l'une de ces peines seulement :

1° Ceux qui, sans contrefaire une marque, en ont fait une imitation frauduleuse de nature à tromper l'acheteur, ou ont fait usage d'une marque frauduleusement imitée (*) ;

2° Ceux qui ont fait usage d'une marque portant des indications propres à tromper l'acheteur sur la nature du produit ;

3° Ceux qui ont sciemment vendu ou mis en vente un ou plusieurs produits revêtus d'une marque frauduleusement imitée ou portant des indications propres à tromper l'acheteur sur la nature du produit.

Art. 17. — Sont punis d'une amende de 50 piastres à 1,000 piastres, et d'un emprisonnement de 15 jours à 6 mois ou de l'une de ces peines seulement :

1° Ceux qui n'ont pas apposé sur leurs produits une marque déclarée obligatoire ;

2° Ceux qui ont vendu ou mis en vente un ou plusieurs produits ne portant pas la marque déclarée obligatoire pour cette espèce de produit ;

3° Ceux qui ont contrevenu aux dispositions des décrets rendus en exécution de l'article 1er de la présente loi.

Art. 18. — Quiconque aura, soit apposé, soit fait apparaître par addition, retranchement, ou par une altération quelconque sur des objets fabriqués, le nom d'un fabricant autre que celui qui en est l'auteur, ou la raison commerciale d'une fabrique autre que celle où lesdits objets auront été fabriqués, ou enfin le nom d'un lieu autre que celui de la fabrication, sera puni, sans préjudice des dommages-intérêts s'il y a lieu, de l'emprisonnement pendant 3 mois au moins et un an au plus, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et dommages-intérêts ni être au-dessous de 50 piastres.

Les objets du délit, ou leur valeur s'ils appartiennent encore au vendeur, seront confisqués. Le Tribunal pourra ordonner l'affichage du jugement dans les lieux qu'il désignera et son insertion intégrale ou par extrait dans tous les journaux qu'il désignera, le tout aux frais du condamné. Tout marchand, commissionnaire ou débitant quelconque sera passible des effets de la poursuite, lorsqu'il aura sciemment exposé en vente ou mis en circulation les objets marqués de noms supposés ou altérés.

Art. 19. — Les peines établies par la présente loi ne peuvent être cumulées. La peine la plus forte est seule prononcée pour tous les faits antérieurs au premier acte de poursuite.

Art. 20. — Les peines portées aux articles 15, 16, 17, peuvent être élevées au double en cas de récidive, lorsqu'il a été prononcé contre le prévenu, dans les 5 années antérieures, une condamnation pour un des délits prévus par la présente loi.

Art. 21. — Si les circonstances paraissent atténuantes, le Tribunal est autorisé, même en cas de récidive, à réduire l'emprisonnement même au-dessous de 6 mois, et l'amende même au-dessous de 50 piastres. Il pourra aussi prononcer séparément l'une ou l'autre de ces peines, et même substituer l'amende à l'emprisonnement, sans qu'en aucun cas elle puisse être inférieure à 16 piastres.

Art. 22. — Les délinquants peuvent, en outre, être privés du droit de participer aux élections des chambres de commerce pendant un temps qui n'excédera pas 10 ans(1). Le Tribunal peut ordonner l'affichage du jugement dans les lieux qu'il détermine, et son insertion intégrale ou par extrait dans les journaux qu'il désigne, le tout aux frais du condamné.

(*) Le fait, par un fabricant, d'imiter l'apparence extérieure des produits d'une autre fabrique dans le but de créer des confusions de nature à tromper les acheteurs et à faire profiter ses propres produits de la notoriété acquise par un concurrent, est un acte de concurrence déloyale qui donne ouverture à une réparation proportionnelle au préjudice causé. Il doit être fait de ce principe de droit une application particulièrement rigoureuse en Tunisie, où les acheteurs sont en majorité cosmopolites, peu éclairés, illettrés et où la fraude est plus facilement praticable. (Tunis, 13 décembre 1894, *J. T.* 95, 87.)

(1) Conf. arrêtés des 19 mars 1892 et 20 novembre 1895 (1re CHAMBRE DE COMMERCE) et 19 novembre 1895 (1re CHAMBRE D'AGRICULTURE).

Art. 23. — La confiscation des produits dont la marque serait reconnue contraire aux dispositions des articles 15 et 16, peut, même en cas d'acquittement, être prononcée par le Tribunal, ainsi que celle des instruments et ustensiles, ayant spécialement servi à commettre le délit. Le Tribunal peut ordonner que les produits confisqués soient remis au propriétaire de la marque contrefaite ou frauduleusement apposée ou imitée, indépendamment de plus amples dommages-intérêts s'il y a lieu. Il prescrit, dans tous les cas, la destruction des marques reconnues contraires aux dispositions des articles 15 et 16.

Art. 24. — Dans le cas prévu par les deux premiers paragraphes de l'article 17, le Tribunal prescrit toujours que les marques déclarées obligatoires soient apposées sur les produits qui y sont assujettis. Le Tribunal peut prononcer la confiscation des produits si le prévenu a encouru, dans les 5 années antérieures, une condamnation pour un des délits prévus par les deux premiers paragraphes de l'article 17.

TITRE V

Juridictions.

Art. 25. — Les Tribunaux français seront seuls compétents pour connaître de toutes demandes ou contestations relatives à l'application de la présente loi. Les actions civiles relatives aux marques sont portées devant les Tribunaux civils de première instance et jugées comme matières sommaires. En cas d'action intentée par la voie correctionnelle, si le prévenu soulève pour sa défense des questions relatives à la proprieté de la marque, le Tribunal de police correctionnelle statue sur l'exception (1).

Art. 26. — Le propriétaire d'une marque peut faire procéder par tous huissiers à la description détaillée, avec ou sans saisie, des produits qu'il prétend marqués à son préjudice, en contravention aux dispositions de la présente loi, en vertu d'une ordonnance du Président du Tribunal civil de première instance ou du juge de paix, à défaut du Tribunal, dans le lieu où se trouvent les produits à décrire ou à saisir. L'ordonnance est rendue sur simple requête et sur la présentation d'un procès-verbal constatant le dépôt de la marque. Elle contient, s'il y a lieu, la nomination d'un expert, pour aider l'huissier dans sa description. Lorsque la saisie est requise, le juge peut exiger du requérant un cautionnement qu'il est tenu de consigner avant de faire procéder à la saisie. Il est laissé copie aux détenteurs des objets décrits ou saisis, de l'ordonnance et de l'acte constatant le dépôt du cautionnement le cas échéant, le tout à peine de nullité et de dommages-intérêts contre l'huissier.

(1) Conf. décret du 19 janvier 1898 (v° JUSTICE FRANÇAISE).

Art. 27. — A défaut par le requérant de s'être pourvu, soit par la voie civile, soit par la voie correctionnelle, dans le délai de quinzaine outre un jour par cinq myriamètres de distance entre le lieu où se trouvent les objets décrits ou saisis et le domicile de la partie contre laquelle l'action doit être dirigée, la description ou saisie est nulle de plein droit, sans préjudice des dommages-intérêts qui peuvent être réclamés s'il y a lieu.

TITRE VI

Dispositions générales ou transitoires.

Art. 28. — Tous produits étrangers portant soit la marque, soit le nom du fabricant résidant en Tunisie, soit l'indication d'un nom ou d'un lieu de fabrique tunisienne sont prohibés à l'entrée et exclus du transit et de l'entrepôt et peuvent être saisis en quelque lieu que ce soit, soit à la diligence de l'administration des Douanes, soit à la requête du ministère public ou de la partie lésée. Dans le cas où la saisie est faite à la diligence de l'Administration des Douanes, le procès-verbal de saisie est immédiatement adressé au Ministère public. Le délai dans lequel l'action prévue par l'article 26 devra être intentée, sous peine de nullité de la saisie, soit par la partie lésée, soit par le Ministère public, est porté à deux mois.

Les dispositions de l'article 22 sont applicables aux produits saisis en vertu du présent article.

Art. 29. — Toutes les dispositions de la présente loi sont applicables aux vins, eaux-de-vie et autres boissons, aux bestiaux, grains, farines et généralement à tous les produits de l'agriculture.

Art. 30. § 1er. — La présente loi ne sera exécutoire que 6 mois après sa promulgation.

§ 2. (*Abrogé par décret du 22 octobre 1892.*)

---

890 22 octobre 1892

(*30 rebiâ el aouel 1310*)

PROMULGUÉ LE 22 OCTOBRE 1892

Décret modifiant la loi sur les marques de fabrique et de commerce.

(OFFICIEL, 1892, 303)

Article 1er. — L'article 2 de la loi du 3 juin 1889 (4 chaoual 1306) sur les marques de fabrique et de commerce est modifié comme suit : . . . . . (*Conf. cette loi.*)

Art. 2. — Le titre II (articles 3 à 11) de la loi du 4 chaoual 1306 (3 juin 1889) est modifié comme suit : . . . . . (*Conf. cette loi.*)

Art. 3. — Est abrogée la disposition de l'article 30 de la loi du 3 juin 1889 (4 chaoual 1306), aux termes de laquelle un arrêté de notre Premier Ministre devait intervenir en vue de déterminer les mesures nécessaires pour l'exécution de ladite loi.

891 25 octobre 1892

(3 rebiâ ettani 1310)

PROMULGUÉ LE 25 OCTOBRE 1892

Décret organisant en Tunisie l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce.

(OFFICIEL, 1892, 331)

Vu la loi du 22 octobre 1892 (30 rebiâ el aouel 1310) sur les marques de fabrique et de commerce;

Vu l'arrangement concernant l'enregistrement international des marques de fabrique et de commerce conclu à Madrid le 14 avril 1891, et ratifié par nous, le 25 octobre suivant;

Vu le règlement international du 14 avril 1891, pour l'exécution dudit arrangement;

Considérant qu'il y a lieu de déterminer les mesures générales pour l'application en Tunisie de ce règlement;

Article 1er. — Quiconque voudra obtenir l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce dans les pays qui ont adhéré ou ou adhéreront par la suite à l'arrangement international conclu à Madrid le 14 avril 1891 et ratifié par nous le 25 octobre suivant, devra en faire la demande à notre bureau de la Propriété industrielle.

Art. 2. — Cette demande énoncera :

1° Le nom du propriétaire de la marque ;

2° L'adresse ;

3° Les produits ou marchandises auxquels la marque est appliquée ;

4° La date et le numéro de l'enregistrement de la marque au greffe d'un Tribunal civil de Tunisie.

Art. 3. — A cette demande seront joints :

1° Un des exemplaires de la marque revêtu du visa du greffier du Tribunal qui l'a enregistré ou toute autre pièce constatant le dépôt préalable en Tunisie ;

2° Une somme de 100 fr. destinée au bureau international de Berne;

3° Une surtaxe de 1 fr. perçue au profit du Trésor tunisien ;

Un récépissé de ces sommes sera délivré au déposant par le chef du bureau de la Propriété industrielle (1) ;

4° Deux exemplaires d'une reproductiou typographique de la marque ou, à leur défaut, une description de cette dernière en langue française ;

5° Un cliché de la marque pour la reproduction typographique qui en sera faite à Berne, ce cliché doit reproduire exactement la marque, de manière que tous les détails en ressortent visiblement ; il ne doit pas avoir moins de 15 millimètres ni plus de 10 centimètres, soit en longueur, soit en largeur. L'épaisseur exacte du cliché doit être de 24 millimètres, correspondant à la hauteur des caractères d'imprimerie. Ce cliché sera conservé au bureau international. Si un des éléments distinctifs de la marque consiste dans sa couleur, il pourra être joint au dépôt 30 exemplaires sur papier d'une reproduction en couleur de la marque. Si la reproduction typographique a été remplacée par une simple description, le dépôt du cliché ne sera pas nécessaire.

(1) Ces fonctions de comptable sont actuellement remplies par le service de la comptabilité de la Direction de l'agriculture. (Conf. décret du 1er janvier 1897, art. 2 [v° AGRICULTURE].)

MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

892 12 décembre 1895

(24 djoumadi ettani 1313)

PROMULGUE LE 12 DÉCEMBRE 1895

Décret remplaçant les droits de mahsoulats de 6 fr. 25 c. °/o sur les pierres à bâtir et autres matériaux de construction, par des droits perçus à l'entrée des localités(1).

(OFFICIEL, 1895, 374)

Vu le tarif général des mahsoulats, en ce qui concerne les pierres à bâtir;

Article 1er. — A compter du 1er janvier 1896, le droit de mahsoulat de 6 fr. 25 c. °/o sur les pierres à bâtir sera remplacé par un droit perçu à l'entrée des villes d'une population agglomérée de 500 habitants et au-dessus (1)[a].

Nul ne pourra introduire dans ces villes des marbres, granits, pierres de taille, dalles et carreaux de pierre, moellons, pavés, meulières, sables, graviers ou cailloux, sans déclarer ces matériaux à l'entrée et sans acquitter les droits déterminés par l'article suivant.

Art. 2. — Les droits exigibles sur les matériaux ci-dessus énumérés sont fixés ainsi qu'il suit pour la ville de Tunis :

Marbres, granits, par mètre cube, six francs.

Pierres de taille, dalles et carreaux de pierre de toute espèce, le mètre cube, quatre francs.

Moellons, pavés, meulières et autres pierres à bâtir, le mètre cube, vingt centimes.

Sable de rivière ou sable de mer, graviers, cailloux, le mètre cube, vingt centimes.

Sable de carrière, le mètre cube, quinze centimes.

Pour les autres villes, le tarif est fixé à la moitié des droits ci-dessus.

Pour l'application de ce tarif, il ne sera fait aucune distinction entre les matériaux travaillés et ceux non travaillés, entre les matériaux nou-

(1) Conf décret du 21 juillet 1896, tableau annexé (v° CHAUX ET BRIQUES)

(a) Doit le droit de mahsoulats imposé sur la pierre à bâtir celle qui est employée à la construction d'un mur de soutènement pour une voie ferrée (Tunis, 6 janvier 1896, *J. T* 96, 105.)

vellement extraits et ceux qui auraient été déjà employés.

Art. 3. — Les matériaux introduits dans une ville où ils sont passibles de droits, seront conduits au bureau de perception par le chemin le plus direct. Toute tentative tendant à contourner ou à éviter le bureau sera considérée comme une introduction en contrebande.

Le droit sera liquidé d'après la déclaration du volume faite par le propriétaire ou en son nom ; les agents de perception vérifieront, toutes les fois qu'ils le jugeront utile, le volume déclaré.

Art. 4. — Les matériaux introduits dans une ville où ils sont passibles de droits, pour la traverser seulement ou y séjourner moins de vingt-quatre heures, ne sont pas soumis au droit, mais le conducteur est tenu d'en faire cautionner le montant à l'entrée et de se munir d'un passe-debout. La somme consignée n'est restituée, ou la caution libérée, qu'à la sortie des marchandises et après qu'il en a été justifié.

Art. 5. — Toute fausse déclaration, toute introduction ou tentative d'introduction en contrebande sera punie d'une amende de 50 fr.

Les propriétaires des marchandises seront responsables du fait de leurs facteurs, agents ou domestiques, en ce qui concerne le droit, l'amende et les dépens.

Les infractions seront constatées et la répression en sera poursuivie dans les formes prescrites par le décret du 3 octobre 1884 (12 hidjà 1301).

Art. 6. — Dans les communes de plein exercice et dans les villes où fonctionne une commission municipale ou une commission de voirie, la perception se fera au profit de la localité. Elle appartiendra, partout ailleurs, à l'État ou à ses concessionnaires.

Art. 7. — Des arrêtés concertés entre notre Premier Ministre et notre Directeur des finances, détermineront les détails d'exécution du présent décret.

MÉDECINE (1)

893 15 juin 1888

(5 chaoual 1305)

PROMULGUÉ LE 16 JUIN 1888

Décret réglementant l'exercice de la médecine (2), de la chirurgie et de l'art des accouchements (a).

(OFFICIEL, 1888, 173)

Article 1er. — A dater du 15 juillet de l'année 1888, nul ne pourra se livrer dans toute l'étendue du territoire de la Régence, à la pratique de la médecine, de la chirurgie ou de l'art des accouchements s'il n'est possesseur d'un titre lui donnant droit à cette pratique dans le pays où il lui a été concédé.

Art. 2. — Les médecins, chirurgiens et sages-femmes qui voudront exercer leur profession sur le territoire de la Régence seront tenus, dans le délai d'un mois à partir du jour où ils ont fixé leur domicile, d'en faire la déclaration par écrit au Contrôleur civil de leur circonscription et de déposer entre ses mains, contre récépissé, le titre dont ils sont porteurs.

Ce titre sera ensuite vérifié par le Secrétariat général du Gouvernement tunisien(a). S'il a été reconnu valable, il sera enregistré et retourné au titulaire, avec une déclaration constatant le droit à l'exercice. L'omission de ces formalités constitue une contravention passible d'une amende de 16 à 200 fr.

Dans les circonscriptions où il n'existe pas de Contrôleur civil, les déclarations seront envoyées directement au Secrétariat général du Gouvernement tunisien.

Art. 3. — Les personnes auxquelles aura été délivrée la déclaration constatant le droit à l'exercice pourront se livrer à la pratique de leur art dans toute l'étendue du territoire de la Régence. Dans le cas où elles viendraient à changer de résidence, elles seront tenues, dans le délai d'un mois, de faire enregistrer leur titre par le Contrôleur civil de leur nouvelle circonscription.

L'omission de cette formalité constitue également une contravention passible d'une amende de 5 à 15 fr.

Art. 4. — Les noms des médecins, chirurgiens et sages-femmes pourvus d'un titre conférant le droit à l'exercice seront portés, au commencement de chaque année, à la connaissance

---

(1) Conf. décret du 18 mars 1896, art 15, 6° (v° JUSTICE TUNISIENNE).

(2) Conf arrêté du 25 octobre 1898 (v° MUNICIPALITÉS, I) et décret du 5 décembre 1899 (v° JUSTICE FRANÇAISE).

(a) S'il est douteux que les lois françaises sur l'exercice de la médecine et de la pharmacie soient applicables en Tunisie, notamment en ce qui concerne la vente des remèdes secrets, il n'en est pas moins vrai que toute stipulation relative à une marchandise de cette nature doit être considérée comme nulle et impuissante à donner ouverture à une action en justice dans la Régence, comme contraire tant à l'esprit des lois tunisiennes sur la matière qu'à l'ordre public absolu supérieur à toutes les législations (Tunis, 18 octobre 1895, *J. T.* 95, 517.)

L'article 2272 C. civ. et la loi française du 30 novembre 1892 sont applicables à la prescription des honoraires d'un médecin en Tunisie. Pour des soins continus, la prescription part de la dernière visite ; le délai se compte par jours et non par heures ; le jour où il commence doit rester en dehors de la supputation. Pour des soins non continus, la prescription part de chaque période à la suite de laquelle les soins ont été interrompus. (Tunis, 23 mai 1893, *J. T.* 96, 261.)

(a) Ne sont soumis à cette prescription que les médecins qui veulent s'établir en Tunisie pour y exercer ; ne commet pas le délit d'exercice illégal de la médecine le docteur français qui ne s'est livré à son art en Tunisie que d'une façon accidentelle. (Tunis, 24 mai 1898, *J. T.* 98, 358.)

du public par la voie du *Journal officiel tunisien*.

Art. 5. — Les personnes munies d'un titre valable ne pourront se livrer à l'exercice de leur profession que dans les limites établies par le diplôme qu'elles possèdent. Les sages-femmes ne pourront exercer que l'art des accouchements, sans qu'il leur soit permis, sauf le cas de force majeure, de pratiquer aucune opération ou d'ordonner des médicaments sans l'assistance d'un médecin ou chirurgien pourvu d'un titre lui donnant le droit d'exercer.

Toute infraction aux prescriptions du présent article sera considérée comme un acte d'exercice illégal.

Art. 6. — L'exercice simultané de la profession de médecin et de la profession de pharmacien est interdit, même dans le cas de possession des deux diplômes conférant le droit d'exercer ces professions.

Tout médecin diplômé pourra cependant vendre des médicaments s'il réside dans une localité où il n'existe aucun pharmacien autorisé.

Les contrevenants seront passibles d'une amende de 50 à 200 fr.

Art. 7. — Est réputée se livrer à l'exercice illégale de la médecine toute personne qui, sans être munie d'un titre valable, a l'habitude ou fait profession, moyennant salaire ou gratuitement, de conseiller un mode de traitement, l'usage d'un médicament ou d'une substance quelconque qu'elle représente comme capable de guérir, se livre à des manœuvres ou opérations ayant le même but, ou pratique l'art des accouchements.

Art. 8. — Toute personne qui se livrera à l'exercice illégal de la médecine sera traduite devant les tribunaux compétents et passible d'une amende variant de 50 à 500 fr. Si le délit d'exercice illégal est accompagné d'usurpation de titre, l'amende sera de 100 à 1,000 fr. L'amende sera double en cas de récidive, et les délinquants pourront en outre être condamnés à un emprisonnement qui n'excédera pas trois mois. Les poursuites auront lieu, soit d'office, soit à la requête des personnes pourvues d'un titre leur donnant le droit à l'exercice, ou d'une association médicale, lesquelles auront le droit, même si la poursuite a lieu d'office, de se porter parties civiles et de réclamer des dommages-intérêts pour le préjudice qui leur aura été causé.

Art. 9. — Le fait de s'être servi, pour obtenir le permis d'exercer, d'un titre faux ou falsifié, ou d'avoir fait usage d'un titre appartenant à une autre personne, sera assimilé à un faux et poursuivi par les tribunaux conformément aux lois.

Dispositions transitoires.

Art. 10. — Par dérogation aux dispositions qui précèdent, la tolérance de l'exercice pourra être accordée :

1° Aux personnes qui, exerçant la médecine depuis cinq ans au moins, à la date du présent décret, dans la Régence de Tunis, seront en mesure de prouver qu'elles ont fait des études médicales pendant au moins trois ans dans une école, faculté, université ou hôpital-école. Chaque année d'études en plus tiendra lieu d'une année d'exercice en Tunisie;

2° Aux indigènes âgés de soixante ans au moins et pratiquant la médecine depuis une période de vingt ans, ainsi qu'à ceux qui sont actuellement pourvus d'un amra beylical;

3° Aux indigènes qui exercent dans les localités, villes, villages ou tribus où il n'existe pas de médecin possédant un titre qui donne droit à l'exercice.

Art. 11. — Les personnes mentionnées ci-dessus, à l'exception de celles qui sont désignées au paragraphe 3, adresseront dans le délai de deux mois à partir de la promulgation du présent décret, une demande avec pièces à l'appui au Contrôleur civil de leur circonscription, qui la fera parvenir au Secrétariat général chargé d'en assurer la vérification. Le résultat de cette vérification sera communiqué aux intéressés.

Art. 12. — Les personnes ci-dessus mentionnées ne pourront pratiquer aucune opération, si ce n'est celle de la petite chirurgie, sous peine de poursuites devant la juridiction compétente pour exercice illégal. Elles ne pourront pas être appelées comme experts devant les tribunaux; les certificats délivrés par elles seront considérés comme nuls et de nul effet devant les autorités judiciaires et administratives. Il leur est interdit, sous peine d'une amende de 50 à 500 fr., de prendre le titre de docteur ou un titre de nature à faire croire à la possession d'un diplôme donnant droit à l'exercice.

Art. 13. — La tolérance dont jouissent les personnes mentionnées ci-dessus pourra leur être retirée pour cause grave, et sera de droit révoquée si elles ont encouru une condamnation pour exercice illégal.

Art. 14. — La pratique de l'art des accouchements pourra être tolérée de la part des femmes qui s'y livrent actuellement.

Les femmes qui voudront obtenir cette tolérance seront tenues d'en faire la demande par écrit dans le délai de deux mois, à l'autorité administrative du lieu de leur résidence.

Passé ce délai, aucune tolérance du même genre ne pourra plus être accordée qu'aux femmes indigènes.

Les femmes auxquelles cette tolérance sera accordée ne pourront, en aucun cas, pratiquer des manœuvres ou prescrire des médicaments.

Toutes les fois qu'elles auront à pratiquer un accouchement difficile ou qui se prolongera au delà de douze heures, elles seront tenues de faire appeler, soit un médecin, soit une sage-femme diplômée. Toute infraction à ces prescriptions sera considérée comme un acte d'exer-

cice illégal de la médecine et poursuivie conformément à la loi.

---

894 15 juin 1888

(5 chaoual 1305)

PROMULGUÉ LE 16 JUIN 1888

Décret réglementant l'exercice de la pharmacie.

(OFFICIEL, 1888, 190)

Article 1er. — A dater du 16 juillet de l'année 1888, nul ne pourra exercer la profession de pharmacien, dans toute l'étendue du territoire de la Régence, s'il n'est possesseur d'un titre lui donnant ce droit dans le pays où il lui a été concédé.

Art. 2. — Tout pharmacien, avant de prendre une officine déjà établie ou d'en établir une nouvelle, doit, dans le délai d'un mois à partir du jour où il a fixé son domicile, en faire la déclaration par écrit au Contrôleur civil de sa circonscription et déposer entre ses mains, contre récépissé, le titre dont il est porteur. Ce titre sera ensuite vérifié par le Secrétariat général du Gouvernement tunisien (a). S'il a été reconnu valable, il sera enregistré et retourné au titulaire avec une déclaration constatant le droit à l'exercice. L'omission de ces formalités constitue une contravention passible d'une amende de 16 à 200 fr.

Dans les circonscriptions où il n'existe pas de Contrôleur civil, les déclarations seront envoyées directement au Secrétariat général du Gouvernement tunisien.

Art. 3. — Les personnes auxquelles aura été délivrée la déclaration constatant le droit à l'exercice, pourront se livrer à la pratique de leur art dans toute l'étendue du territoire de la Régence. Dans tous les cas où elles viendraient à changer de résidence, elles seront tenues de faire enregistrer leur titre par le Contrôleur civil de leur nouvelle circonscription.

L'omission de cette formalité constitue une contravention passible d'une amende de 5 à 15 fr.

Art. 4. — Les noms des pharmaciens pourvus d'un titre conférant le droit à l'exercice seront portés, au commencement de chaque année, à la connaissance du public par voie du *Journal officiel tunisien*.

Art. 5. — Quand une localité se trouve sans pharmacien ni médecin, une autorisation temporaire de vendre des médicaments peut être donnée à une ou plusieurs personnes domiciliées dans cette localité, sur la demande qui en sera adressée au Contrôleur civil et transmise au Secrétariat général du Gouvernement tunisien qui statuera.

Art. 6. — Les personnes étrangères à l'art, ainsi autorisées, ne peuvent vendre que les médicaments d'un usage courant ; elles ne pourront, en aucun cas, vendre ou détenir que les médicaments figurant sur la liste qui sera publiée ultérieurement pour être annexée au présent décret.

Toute contravention sera passible d'une amende de 30 à 500 fr., sans préjudice du retrait d'autorisation.

Art. 7. — Aucun pharmacien ne peut tenir plus d'une officine ; il doit la tenir personnellement. Il ne peut faire, dans le local affecté à son officine, aucun autre commerce que celui des drogues, médicaments ou tous objets se rattachant à l'art de guérir ou à l'hygiène.

Toute contravention sera passible d'une amende de 16 à 200 fr.

Art. 8. — Après le décès d'un pharmacien, sa veuve ou ses héritiers pourront, pendant un an, faire gérer son officine par un pharmacien ou un élève pharmacien ayant au moins cinq ans de stage et reconnu capable par une commission spéciale composée de médecins et de pharmaciens.

Art. 9. — L'exercice simultané de la pharmacie et de la médecine est interdit aux personnes pourvues du double diplôme, sauf dans les localités où il n'y a pas de médecin diplômé.

Tout contrevenant sera passible d'une amende de 50 à 200 fr.

Art. 10. — Toute entente ou association entre un pharmacien et un médecin dans le but d'exploiter une officine, est prohibée (a).

Les contrevenants seront passibles d'une amende de 50 à 200 fr.

Art. 11. — Le pharmacien peut délivrer librement, sur la demande de l'acheteur, les substances simples ou les spécialités passées dans l'usage général et non dangereuses, même à dose élevée.

Pour les médicaments dangereux (b), il doit, sous peine d'une amende de 50 à 200 fr., exiger une prescription écrite par une personne que la loi sur l'exercice de la médecine autorise à signer une ordonnance.

Il transcrira toutes les ordonnances sur un registre *ad hoc*, sous peine d'une amende de 1 à 15 fr.

Pour les substances toxiques employées dans les arts et l'industrie, le pharmacien doit, sous peine d'une amende de 50 à 200 fr., exiger un permis de l'autorité locale.

Il doit, en outre, sous peine d'une amende de

(a) Ce qui exclut par cela même la possibilité d'établir ou de prendre une officine par un individu qui n'aurait pas un diplôme de pharmacien. (Tunis, 28 novembre 1893, *J. T.* 97, 194.)

Celui qui tient une pharmacie sans diplôme commet une contravention, bien qu'il ait passé un traité avec un pharmacien diplômé, si, en vertu du contrat, ce dernier n'a et ne peut avoir la haute main sur la direction de l'entreprise. (Sousse, 22 décembre 1897, *J. T.* 900, 192.)

(a) Celle formée avant le 15 juin 1888 a pu avoir avant cette date une existence légale et régulière et donner lieu à une action en justice et à une liquidation. (Tunis, 20 juin 1891, *J. T.* 98, 278.)

(b) La détention des substances vénéneuses n'est punie par aucun article du décret ; le négociant détenteur a le droit, jusqu'au moment de la vente, de se munir de l'autorisation préalable de l'Administration (Paix. Gabès, *J. T.* 89, 104.)

1 à 15 fr., tenir un registre spécial, sur lequel il inscrira la date du permis, le nom et la demeure de l'acheteur, et la nature de la substance avec sa quantité.

Ce registre doit être coté et paraphé par l'autorité administrative ; il doit toujours être tenu à jour et présenté à toute réquisition de l'autorité.

Art. 12. — Les droguistes doivent se conformer aux prescriptions imposées par l'article 11 aux pharmaciens pour la vente des produits toxiques employés dans les arts, sous peine d'encourir les amendes prévues audit article. Ils ne peuvent, dans aucun cas, vendre ces substances au poids médicinal, à peine d'être poursuivis pour exercice illégal de la médecine.

Art. 13. — Toute personne non munie d'un titre valable qui vend des médicaments, à l'exception des plantes médicinales d'un usage courant et sans danger, se livre à l'exercice illégal de la pharmacie et devient passible d'une amende de 50 à 500 fr. Si le délit d'exercice illégal est accompagné d'usurpation de titre, l'amende sera de 100 à 1,000 fr. L'amende sera double en cas de récidive, et les délinquants pourront, en outre, être condamnés à un emprisonnement qui n'excédera pas trois mois.

Art. 14. — Les établissements hospitaliers peuvent avoir une pharmacie particulière, sous la condition de la faire gérer par un pharmacien qui, par exception à l'article 7, pourra être un pharmacien exerçant dans la localité.

Art. 15. — Les associations industrielles, les communautés et les entrepreneurs de travaux importants peuvent avoir une réserve de médicaments pour l'usage exclusif de leurs membres ou de leur personnel.

Art. 16. — Une commission spéciale composée de deux médecins et de deux pharmaciens, assistée d'un officier de police, est chargée de visiter, au moins une fois par an, les établissements susceptibles de vendre des drogues ou des médicaments.

Cette commission signalera à l'autorité les contraventions aux dispositions du présent décret.

Dispositions transitoires.

Art. 17. — Par dérogation aux dispositions qui précèdent, la tolérance de l'exercice pourra être accordée :

1° Aux personnes qui possèdent une officine depuis cinq ans au moins. Chaque année d'étude ou de stage régulier tiendra lieu d'une année d'exercice ;

2° Aux indigènes actuellement pourvus d'un amra beylical ;

3° Aux indigènes exerçant dans les localités ou tribus où il n'y a pas de pharmacien possédant un titre qui donne droit à l'exercice.

Art. 18. — Les personnes mentionnées ci-dessus adresseront, dans un délai de deux mois à partir de la promulgation du décret, une demande avec pièces à l'appui, au Contrôleur civil de leur circonscription, qui les fera parvenir au Secrétariat général, chargé d'en assurer la vérification.

Art. 19. — Les succursales actuellement existantes seront tolérées à la condition qu'elles soient gérées par un élève ayant au moins cinq ans de stage. Ces gérants seront responsables solidairement avec les propriétaires de la bonne tenue des succursales.

Art. 20. — Il est interdit aux personnes autorisées par l'article 19 de prendre un titre pouvant faire croire à la possession d'un diplôme donnant droit à l'exercice.

Toute contravention est passible d'une amende de 50 à 500 fr., sans préjudice du retrait de la tolérance.

Art. 21. — Les personnes ci-dessus mentionnées ne pourront pas être appelées comme experts devant les tribunaux ; les rapports délivrés par elles seront considérés comme nuls et de nul effet devant les autorités judiciaires et administratives.

---

895 1er mars 1899

(18 chaoual 1316)

PROMULGUÉ LE 1er MARS 1899

Décret réglementant l'exercice de la profession de dentiste.

(OFFICIEL, 1899, 177)

TITRE Ier

Article 1er. — A dater du (un mois après la promulgation), nul ne pourra exercer la profession de dentiste en Tunisie, s'il n'est muni d'un diplôme lui donnant droit à l'exercice de cette profession dans le pays où il lui a été délivré, ou s'il n'est autorisé à exercer la médecine, en vertu des articles 1 et 2 du décret du 15 juin 1888 (5 chaoual 1305).

Art. 2. — Les dentistes qui voudront exercer leur profession en Tunisie seront tenus, dans le délai d'un mois, à partir du jour où ils y auront fixé leur domicile, d'en faire la déclaration par écrit au Contrôleur civil de la localité et de déposer entre ses mains, contre récépissé, le titre dont ils sont porteurs. Ce titre sera ensuite vérifié par le Secrétaire général du Gouvernement. S'il a été reconnu valable, il sera enregistré et retourné au titulaire avec une déclaration constatant le droit à l'exercice. Dans les localités où il n'existe pas de Contrôleur civil, les déclations seront adressées directement au Secrétariat général du Gouvernement.

L'omission de ces formalités constitue une contravention passible d'une amende de 16 à 200 fr.

Art. 3. — Les personnes auxquelles aura été délivrée la déclaration constatant le droit à

l'exercice pourront se livrer à la pratique de leur art dans toute l'étendue du territoire de la Régence. Dans le cas où elles viendraient à changer de résidence, elles seront tenues, dans le délai d'un mois, de faire enregistrer leur titre par le Contrôleur civil de leur nouvelle résidence.

L'omission de cette formalité constitue également une contravention passible d'une amende de 5 à 15 fr.

Art. 4. — La liste des dentistes pourvus d'un diplôme conférant le droit à l'exercice, ou autorisés à exercer dans les conditions de l'article 9 ci-après, sera publiée chaque année au *Journal officiel tunisien*.

Art. 5. — Les personnes munies d'un diplôme de dentiste reconnu valable ne pourront effectuer que les opérations ordinaires de l'art dentaire, y compris l'anesthésie locale, sans qu'il leur soit permis de pratiquer aucune autre opération, notamment l'anesthésie générale, ou d'ordonner d'autres médicaments que ceux ordinairement mis en œuvre par l'art dentaire sans l'assistance d'un médecin diplômé dûment autorisé.

Toute infraction aux prescriptions du présent article sera considérée comme un acte d'exercice illégal et punie comme telle.

Art. 6. — L'exercice simultané de la profession de dentiste et de la profession de pharmacien est interdite, même dans le cas de possession de deux diplômes conférant le droit d'exercer ces professions, et même encore lorsqu'il s'agit de la vente ou de la préparation des médicaments ordinairement en usage dans l'art dentaire. Tout commerce ou industrie autre que la préparation et la vente des pièces ou appareils dentaires est interdit également aux dentistes. Les contrevenants seront passibles d'une amende de 50 à 200 fr.

Art. 7. — Exerce illégalement la profession de dentiste, toute personne qui, sans être munie d'un titre valable, moyennant salaire ou gratuitement, se livre habituellement, ou par une direction suivie, à la pratique de l'art dentaire, sauf le cas d'urgence avérée. Cette disposition ne s'applique pas aux personnes qui, sans prendre le titre de dentiste, opèrent accidentellement l'extraction des dents.

Art. 8. — Toute personne qui se livre à l'exercice illégal de l'art dentaire, sera traduite devant les tribunaux compétents et passible d'une amende variant de 50 à 500 fr. Si le délit d'exercice illégal est accompagné d'usurpation de titre, l'amende sera de 100 à 1,000 fr. L'amende sera double en cas de récidive, et les délinquants pourront, en outre, être condamnés à un emprisonnement qui n'excédera pas trois mois. Les poursuites auront lieu, soit d'office, soit à la requête des personnes pourvues d'un titre leur donnant droit à l'exercice, lesquelles auront le droit, même si la poursuite a lieu d'office, de se porter partie civile et de réclamer des dommages-intérêts pour le préjudice qui leur aura été causé.

TITRE II

Dispositions transitoires.

Art. 9. — Le droit d'exercer l'art dentaire est maintenu à tout dentiste justifiant qu'il exerçait cette profession en Tunisie à la date de la promulgation du présent décret.

Les dentistes se trouvant dans les conditions indiquées au paragraphe précédent, n'auront le droit de pratiquer l'anesthésie qu'avec l'assistance d'un médecin régulièrement autorisé à exercer en Tunisie.

Les dentistes qui contreviendront aux dispositions du paragraphe précédent tomberont sous le coup des peines portées à l'article 8.

Art. 10. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

896 28 mai 1899

(*17 moharrem 1317*)

PROMULGUÉ LE 28 MAI 1899

Décret réglementant l'exercice de la médecine vétérinaire.

(OFFICIEL, 1899, 355)

Vu l'avis de notre Directeur de l'agriculture et du commerce;

Sur la proposition de notre Premier Ministre;

Article 1er. — Pourront seules se livrer à l'exercice de la médecine vétérinaire, dans toute l'étendue du territoire de la Régence, en ce qui concerne les maladies contagieuses, les personnes pourvues d'un diplôme leur donnant droit à cette pratique dans le pays où il a été concédé.

Art. 2. — Sont considérées comme maladies contagieuses les affections parasitaires microbiennes et non microbiennes, qui se transmettent des malades aux individus sains.

Sont considérées comme transmissibles :

1° Les maladies déterminées par des animaux ou par des végétaux de l'ordre des champignons;

2° Les maladies dites infectieuses et virulentes.

Art. 3. — Toute personne désirant exercer la médecine vétérinaire, en ce qui concerne les maladies contagieuses, sera tenue d'en faire préalablement la déclaration par écrit, soit au Secrétariat général du Gouvernement tunisien, soit au Contrôle civil de sa circonscription, et de déposer à l'appui le titre dont elle excipe.

Si ce titre est reconnu valable, il sera enregistré et retourné au titulaire avec une déclaration du Secrétaire général du Gouvernement tunisien constatant le droit à l'exercice.

L'omission de ces formalités constitue une

contravention passible d'une amande de 16 à 200 fr.

Art. 4. — Les noms des personnes se trouvant dans les conditions prévues au deuxième paragraphe de l'article précédent seront portés, au commencement de chaque année, à la connaissance du public par la voie du *Journal officiel tunisien*.

Le titre de vétérinaire est réservé à ces seules personnes.

Art. 5. — Toute personne qui usurpera le titre de vétérinaire sera passible d'une amende de 100 à 1,000 fr.

L'amende sera double en cas de récidive et les délinquants pourront en outre être condamnés à un emprisonnement qui n'excédera pas trois mois.

Les poursuites seront faites par le Ministère public, soit d'office, soit à la requête des parties lésées.

Art. 6. — Toute personne qui se livrera à l'exercice illégal de la médecine vétérinaire en matière de maladies contagieuses sera passible d'une amende de 16 à 500 fr.

Art. 7. — Est réputée se livrer à l'exercice illégal de la médecine vétérinaire, en ce qui concerne les maladies contagieuses, toute personne qui, sans être munie d'un diplôme prévu à l'article 1er, a l'habitude ou fait profession, moyennant salaire ou gratuitement, de conseiller pour les animaux atteints ou soupçonnés d'être atteints de maladies contagieuses un mode de traitement, l'usage d'un médicament ou d'une substance quelconque (vaccin, virus atténué et autres produits), qu'elle représente comme capables de guérir, de déceler ou de prévenir les affections.

Art. 8. — Un délai d'un mois à partir de la promulgation du présent décret est accordé aux vétérinaires déjà établis en Tunisie pour faire régulariser leur situation.

Art. 9. — Le Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

897 19 novembre 1899

(*15 redjeb 1317*)

PROMULGUÉ LE 19 NOVEMBRE 1899

Décret astreignant les médecins et sages-femmes exerçant en Tunisie, à déclarer les cas de maladies épidémiques tombés sous leur observation (1).

(OFFICIEL, 1899, 775)

Sur la proposition du Premier Ministre ;

Article 1er. — Tout médecin ou sage-femme exerçant en Tunisie est tenu, sous peine d'une amende de 50 à 200 fr., de faire, à l'autorité publique, son diagnostic établi, la déclaration des cas de maladies épidémiques tombés sous son observation.

Cette déclaration doit être faite par écrit, signée, datée, et renfermer les nom et adresse du malade. Elle est remise, dans les villes pourvues d'une organisation communale, au Président du Conseil municipal, de la Commission municipale ou de la Commission de voirie, et, en dehors de ces villes, au Contrôle civil.

La liste des maladies épidémiques, dont la divulgation n'engage pas le secret professionnel, sera dressée par arrêté du Premier Ministre, après avis du Conseil central d'hygiène (2).

Art. 2. — Le Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

(1) Conf. décret du 7 septembre 1892, art 3 (v° HYGIÈNE PUBLIQUE).
(2) Ce sont la fièvre jaune, le choléra et la peste. (Arrêté du Premier Ministre du 21 décembre 1899, *Officiel*, 1899, 874.)

MEDJBA

898 4 octobre 1869

(*27 djoumadi ettani 1286*)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DÉCEMBRE 1884 (ART. 7 A 10)

Décret réglementant la medjba (1) **et la dîme des céréales.**

Article 1er. — Nous avons décidé, dans l'intérêt général qui est l'objet de toutes nos sollicitudes, de réduire le montant de l'impôt personnel (medjba) qui se payait jusqu'à ce jour et qui était lourd à supporter par les contribuables.

Par conséquent, nous fixons cet impôt à quarante piastres par an (2), payables par chaque contribuable, sans en excepter que les invalides qui ne peuvent pas travailler pour subvenir aux besoins de leur vie.

Cet impôt en lui-même n'est point lourd ; néanmoins, prenant en considération les cas de force majeure survenus, ainsi que la situation difficile dans laquelle se trouvent les contribuables, par suite des charges onéreuses qu'ils ont dû supporter par le passé, nous avons décidé de leur faciliter le paiement de cet impôt par une nouvelle réduction qui irait en diminuant progressivement pendant quatre années pour atteindre, à la quatrième année, le chiffre fixé.

Ainsi, à la première année, il ne sera exigé de chaque contribuable que vingt-cinq piastres ; à la deuxième, trente piastres ; à la troisième,

(1) Conf. instruction du 20 décembre 1899, nos 1 et seq. (v° CAIDS), et décret du 12 avril 1897 (art. 4, §§ 2 et 3, note) [v° PRESTATIONS].
(2) Conf. décret du 14 décembre 1892 qui le réduit à 20 fr. — Conf. etiam tableau général (v° CAIDS).

trente-cinq piastres et à la quatrième, quarante piastres (1), qui sont la limite extrême à laquelle doit s'arrêter le montant de cet impôt.

Nous ordonnons à nos gouverneurs de surseoir pour le moment à la perception des arrérages dus sur cet impôt jusqu'à ce que notre Gouvernement ait pu connaître la situation des contribuables et statuer sur cette question.

Art. 2. — En dehors de la perception du montant exact de l'impôt dû, il est absolument défendu à nos agents d'exiger du contribuable aucune des indemnités connues sous le nom de diffa qui se percevaient autrefois en faveur des Caïds, Cheiks ou autres, ou amende, ou toute autre contribution de quelque nature que ce soit, qui était imposée collectivement et répartie ensuite entre les contribuables. Le contribuable n'est tenu de payer que les impôts frappant des objets déterminés tels que les dîmes des céréales et des huiles, le kanoun des oliviers et des dattiers, etc., et dont la perception est réglementée par nos différents décrets.

Aucune excuse n'est dès aujourd'hui admise en faveur de quiconque transgressera les dispositions du présent article, et les portes de notre tribunal sont ouvertes pour accueillir les plaintes de ce genre . . . . . .

Art. 4. — Si un contribuable tarde à verser le montant de l'impôt dû par lui au point de nécessiter une contrainte à exercer contre lui (2), il sera tenu de payer aussi l'indemnité due aux agents chargés de cette contrainte, parce que c'est lui-même qui se serait, dans ce cas, attiré cette mesure (3) . . . . . .

Art. 5. — Tout collecteur d'impôt est tenu de remettre au contribuable payant, une quittance indiquant la somme perçue par lui, quelle qu'en soit d'ailleurs l'importance, sans pouvoir s'en dispenser sous aucun prétexte.

Art. 6. — La dia (prix du sang) reste en vigueur comme par le passé et n'est pas comprise dans les exclusions prévues par l'article 2 ci-dessus.

Art. 7. — Vu que l'agriculture est un des éléments les plus efficaces de la prospérité d'un pays, que son encouragement contribue à l'étendre sur tous les points ; vu, d'autre part, que la dîme payable en nature, exigible sur les terrains cultivés, soit cinq ouibas de blé et cinq d'orge (4) par méchia de terrain cultivé, n'est pas une charge très lourde pour les agriculteurs, qu'au contraire l'expérience des années passées a démontré que cet impôt a encouragé l'extension de l'agriculture d'une manière sensible, nous avons décidé de la maintenir. Néanmoins, les populations ayant été éprouvées dans ces dernières années par suite de la sécheresse et d'autres maux, nous avons cru à propos de les soulager par une diminution au commencement, décroissant progressivement pendant quatre années, pour atteindre à la quatrième le montant normal. En conséquence, nous décrétons qu'en 1287 (3 avril 1870 à 22 mars 1871), la dîme sera de trois ouibas et demi de blé et de trois ouibas et demi d'orge par méchia ; elle sera de quatre de blé et de quatre d'orge, l'année suivante (23 mars 1871 à 10 mars 1872) ; de quatre et demi de blé et quatre et demi d'orge, la troisième (11 mars 1872 à 28 février 1873) ; et enfin de cinq de blé et cinq d'orge (1) à la quatrième (1er mars 1873). Aucune autre quantité ne sera perçue en plus. La mesure sera la ouiba marchande employée à la Rabta (2).

Art. 8. — Chaque méchia de terrain cultivé, dont la dîme est exigible en argent, paiera, en 1287 (3 avril 1870 à 22 mars 1871), 35 piastres ; l'année suivante (23 mars 1871 à 10 mars 1872), 40 piastres ; la troisième (11 mars 1872 à 28 février 1873), 45 piastres ; et la quatrième (1er mars 1873), 50 piastres. On ne pourra exiger aucune somme supérieure, à partir de cette quatrième année (3).

Art. 9. — Le règlement de la dîme se fera en conformité de la quantité de céréales ensemencée par méchia et qui varie suivant les localités (4). Par conséquent, tout individu qui aura semé une méchia entière avec la quantité de blé et d'orge qui est en usage dans sa localité, sera redevable de la dîme d'une méchia entière ; celui qui n'aura semé qu'une moitié ne paiera que la moitié de la dîme et ainsi de suite.

Les récoltes perdues par suite d'un cas de force majeure ou d'incendie ne paieront pas la dîme (5). Néanmoins, celui dont la récolte aura été détruite par un incendie et qui se serait fait indemniser par l'auteur du crime, devra la dîme sur ses récoltes.

Art. 10. — § 1er. (*Abrogé par décret du 2 juillet 1894, art. 2.*)

§ 2. Quant aux terrains dont les dîmes sont exigibles en argent, l'agriculteur aura à payer, en plus du montant de la dîme, deux piastres par méchia (6) au Cheik, en compensation des risques qu'il doit supporter pour les recouvrements.

Les frais des reçus qui devront être remis au contribuable payant, soit la medjba, soit la dîme en argent, sont de deux caroubes par chaque reçu et seront à la charge du même (7).

Art. 11. — (*Abrogé par décret du 2 octobre 1884, art. 1er.*)

---

(1) Conf décret du 14 décembre 1892 qui le réduit à 20 fr — Conf etiam tableau général et instruction du 20 décembre 1899 (nos 1 et seq) [v° Cains]
(2) Conf. decret du 13 juillet 1899 (v° Finances).
(3) Conf. décrets des 26 mai 1885, 3 mars 1895 (note) [v° Oudjaks]
(4) Conf décret du 9 juillet 1895 (v° Achour).
(1) Conf decret du 3 juillet 1895 (v° Achour)
(2) Conf. decret du 2 juillet 1894, art. 2 (v° Achour).
(3) Conf décret du 2 juillet 1894, art 1er (v° Achour)
(4) Conf. décret du 4 novembre 1868, § 1er (v° Achour).
(5) Conf décret du 25 juin 1871 (v° Achour)
(6) Ces deux piastres sont remises aux commissions d'évaluation depuis l'arrêté du 25 février 1875 (v° Achour)
(7) Conf. instruction du 20 décembre 1899, nos 1 et seq (v° Cains).

899 13 octobre 1870

(17 redjeb 1287)

Instructions aux Caïds sur l'établissement des rôles de la medjba (1).

En vertu d'un ordre souverain émané à cet égard, nous vous invitons à prescrire à vos Khalifas et aux Cheiks des localités dépendant de votre circonscription, de se réunir pour procéder au recensement des populations appartenant au pays dont vous êtes le Caïd.

Ces autorités dresseront la liste de tous les individus appartenant à ce pays, en indiquant leurs nom, prénoms, et le nom de leur père. Ils auront soin d'y joindre l'inscription des individus qui auront pu se soustraire l'année précédente au recensement, ainsi que ceux qui auront atteint l'âge voulu pour le paiement, cette année, de l'impôt de la medjba. Ils apporteront dans ces inscriptions toute l'exactitude possible.

L'inscription se fera sur deux registres, par les soins des notaires; ces deux expéditions seront signées et porteront le sceau des diverses personnes qui auront pris part à leur confection; elles seront également signées et scellées par vous et par les Cadis de la localité. Après quoi vous les enverrez au Ministère.

Vous recommanderez aux autorités qui procéderont au recensement d'avoir bien soin de ne rien cacher en fait d'individus qui doivent être enregistrés, et d'éviter toute omission par négligence. La responsabilité retombera sur ces autorités, lesquelles doivent comprendre que leurs opérations seront contrôlées et vérifiées.

Cette opération terminée, vous procéderez à un autre recensement, comprenant les individus résidant dans votre circonscription qui sont étrangers à votre juridiction et relèvent, par conséquent, d'autres Caïds. Ces inscriptions se feront sur un registre *ad hoc*, d'après les formalités prescrites, et que vous enverrez également au Ministère.

---

900 25 mai 1871

(5 rebiâ el aouel 1288)

Décret exemptant de la medjba certaines catégories d'individus.

Est exempt de la medjba :

1° Tout individu originaire des villes suivantes : Tunis (a), Kairouan, Sousse, Monastir et Sfax, soit qu'il réside dans sa ville ou dans l'une des autres villes ci-dessus; mais, s'il est établi auprès d'une tribu ou dans une autre ville ou bourg dont les habitants sont soumis au paiement de la medjba, il sera considéré comme les habitants de l'endroit où il est établi, et il ne pourra être exempt de cet impôt qu'autant que sa présence y est justifiée pour des raisons de commerce;

2° Tout individu qui pourra justifier d'être né, élevé et constamment établi dans l'une des villes ci-dessus indiquées;

3° Les étudiants de Tunis munis d'un décret d'exemption comme étant entièrement consacrés à l'étude des livres religieux, s'il est prouvé qu'ils se sont constamment livrés à cette étude.

Ne sont point compris dans cette exemption les étudiants qui ne paraissent qu'au moment de l'inscription, ainsi que ceux qui ne suivent point les études d'une manière continue; ces étudiants seront traités de la même manière que les gens de leur pays;

4° Les officiers (supérieurs et inférieurs) et les soldats inscrits sur les rôles de leurs régiments respectifs, les officiers, depuis le grade de sous-lieutenant et au-dessus, hors de service pour cause d'infirmité ou d'invalidité, les invalides touchant une pension, et enfin les officiers et soldats.... de la police et de la gendarmerie;

5° Tout infirme sans moyens et ne pouvant point travailler.

Les précédents décrets accordant des exemptions à des individus non compris dans les cinq catégories ci-dessus, ne sont valables que pour les époques antérieures au présent décret.

Par contre, si un Caïd porte sur ses rôles un individu appartenant à l'une de ces catégories, il faut qu'il justifie le motif pour lequel il l'y a porté.

---

901 13 août 1871

(26 djoumadi el aouel 1288)

Arrêté du Premier Ministre relatif au paiement de la medjba par les Djerbiens.

La lettre du Président de la Commission financière (1) du 5 du mois courant (23 juillet 1871), au sujet des gens de Djerba, qui, se fondant sur les dispositions du décret du 5 rebiâ el aouel de l'année présente (25 mai 1871), refusent de payer la medjba, vu qu'ils sont solidaires les uns des autres pour la plupart de leurs impôts (2), et qu'un grand nombre d'entre eux résident hors de leurs localités, sont tenus de payer la medjba à leur Caïd, et celui-ci doit la réclamer même à ceux qui seraient nés ou résideraient dans une autre localité.

En vertu de ce qui précède, tous les susdits contribuables devront payer la medjba, et ils ne bénéficieront pas des dispositions du décret précité du 5 rebiâ el aouel 1288 (25 mai 1871) qu'ils invoquaient en leur faveur.

---

(1) Conf. instruction du 20 décembre 1899, nos 1 et seq. (v° Caïds)

(a) C'est à la condition qu'il réside dans cette ville ou dans l'une de celles placées, à cet égard, dans la même situation que Tunis. Doit être condamné à payer la medjba le musulman habitant Souk el Arba, né à Tunis, qui se prétend Algérien, mais ne produit pas de certificat de nationalité, bien que les délais lui aient été accordés pour le faire. (Ouzara, 27 février 1896, *J. T.* 96, 164.)

(1) Conf. décret du 2 octobre 1884, art. 1er (v° Finances).

(2) Conf. décret du 30 mars 1900, note (v° Khodors).

902 30 août 1871

(13 djoumadi ettani 1288)

Décret exemptant de la medjba les Khalifas(1) et Cheiks en fonctions.

---

903 20 septembre 1871

(5 redjeb 1288)

Décret réglementant le mode de perception de la medjba (2).

Article 1er. — Il y aura des registres imprimés, contenant plusieurs feuilles, et chaque feuille portant un certain nombre de bulletins. Chaque bulletin portera le timbre spécial du district pour lequel il est destiné. Ces bulletins seront adhérents à des souches, qui restent fixées dans le registre.

Art. 2. — Le comité exécutif de la Commission financière (3) remettra à chaque Caid un certain nombre de ces registres, calculé d'après l'importance de la population de son district. Ces registres seront portés au compte du Caïd, qui les rapportera pour servir de base pour le règlement de son compte quand il devra le faire.

Art. 3. — Le Caïd inscrira, sur le bulletin et sur la souche, le nom des contribuables, conformément aux rôles sur lesquels nous aurons apposé notre sceau, ainsi que le numéro d'ordre de chaque nom, d'après l'ordre dans lequel sont inscrits les noms dans ces mêmes rôles.

Art. 4. — Le Caïd détachera pour chaque Cheik le nombre de bulletins qui lui revient, en conservant entre ses mains les souches. A chaque contribuable qui aura versé son impôt, le Cheik remettra le bulletin portant son nom, en l'acquittant. Il n'est pas nécessaire que l'acquit soit écrit par des notaires.

Art. 5. — Tout contribuable qui ne paiera qu'un acompte sur ce qu'il doit, aura droit à ce que cet acompte soit inscrit au dos du bulletin; mais celui-ci restera entre les mains du Cheik jusqu'au versement complet de l'impôt, pour lui être alors remis (4).

Art. 6. — Il sera perçu pour chaque bulletin ainsi délivré, une demi-piastre (5), en remplacement du droit de timbre qui aurait dû être payé. Le Caïd tiendra compte de cette perception au Comité exécutif (3) pour être versée par ses soins au Conseil d'administration.

Art. 7. — Les Caïds devront réunir les Cheiks et la population de leur district, et les avertir que quiconque aura payé la medjba exigible de lui, doit se faire délivrer le bulletin portant quittance écrite en son nom, et que quiconque aura versé un acompte doit exiger l'inscription de cet acompte au dos de son bulletin. Les Cheiks et les collecteurs des impôts ne pourront point s'empêcher de remplir cette formalité; ils devront, au contraire, engager les contribuables qui ont payé, à exiger leurs quittances, et ceux qui contreviendront à ces dispositions seront punis par nous.

Art. 8. — Après cet avertissement général, dans lequel nous avons eu en vue l'intérêt réciproque du contribuable et de ceux qui sont chargés de la perception, tout individu qui prétendra avoir payé son impôt, sans justifier du paiement, soit complet par la production de la quittance, soit partiel par la production de l'inscription sur le dos du bulletin, verra son recours rejeté et il sera tenu du versement de ce qu'il doit.

Art. 9. — Quand les Cheiks feront le versement du produit de leurs perceptions entre les mains des Caïds, ceux-ci leur feront le décompte des bulletins non réalisés qui seraient restés entre leurs mains, dans le double but de savoir quels seraient les contribuables qui ne se seraient pas encore acquittés, et de ne point laisser aux Cheiks des sommes appartenant à l'État par eux recouvrées.

Art. 10. — Quand le Caïd produira des comptes, s'il prétend avoir laissé des arriérés non encore perçus, il devra justifier sa prétention par la production des bulletins non payés, et faire connaître le motif du non-paiement par rapport à chaque contribuable, pour qu'on puisse savoir quelle a été la conduite du Caïd en pareille circonstance.

---

904 14 octobre 1871

(29 redjeb 1288)

Décret exemptant de la medjba les imans-prédicateurs des villes et les amins des vivres.

---

905 11 juillet 1872

(5 djoumadi el aouel 1289)

Arrêté du Premier Ministre exemptant de la medjba les janissaires des consulats.

---

906 23 décembre 1872

(22 chaoual 1289)

Arrêté du Premier Ministre exemptant de la medjba les indigènes de la ville de Tunis qui habitent Sidi-bou-Said.

---

907 19 juin 1873

(22 rebiâ ettani 1290)

Arrêté du Premier Ministre exemptant de la medjba les Chérifs du Maroc, les Marocains natifs de Fez et ceux de passage se rendant à La Mecque.

---

(1) Conf. décret du 3 décembre 1877.
(2) Conf. instruction du 20 décembre 1899, nos 54 et seq (vo CAIDS).
(3) Conf. décret du 2 octobre 1884, art. 1er (vo FINANCES).
(4) Conf. décret du 13 juillet 1899, art 2 (vo FINANCES)
(5) Conf. décret du 14 décembre 1892, art 1er, § 2.

908 13 mai 1874

(26 rebiâ el aouel 1291)

Arrêté du Premier Ministre exemptant de la medjba les contribuables absents de la Régence.

---

909 29 février 1876

(3 safar 1293)

Décret relatif au paiement de la medjba par les contribuables résidant hors du territoire de leur tribu.

A l'expiration du sixième mois de chaque exercice (1), les Caïds réclameront la medjba à tous les contribuables étrangers à leur commandement, résidant sur leur territoire. Ceux qui présenteront des quittances provenant de leur Caïd ne seront pas astreints à un nouveau paiement; ceux, au contraire, qui ne pourront pas justifier, par ce moyen, de l'acquittement de leur medjba, seront tenus de la payer au Caïd du territoire, qui s'empressera de faire connaître leurs noms au Ministère.

---

910 3 décembre 1877

(27 kâda 1294)

Décret exemptant de la medjba les Caïds et Khalifas (2) hors fonctions, mais munis d'un décret de nomination.

---

911 26 octobre 1881

(2 hidjâ 1298)

Décret soumettant à la medjba les tribus des Kroumirs et des Meknas.

---

912 19 avril 1883

(11 djoumadi ettani 1300)

Décret exemptant de la medjba les soldats de l'armée tunisienne.

(Officiel, 1883, 62)

Ceux de nos sujets qui font partie de notre armée étant dispensés de payer la medjba, il en résulte que chaque année, au cours de l'exercice, il devient nécessaire de remanier les rôles de cet impôt tant pour y ajouter les soldats libérés que pour en rayer les hommes qui viennent d'entrer au service;

Afin de remédier à cet inconvénient;

Article unique. — Les situations donnant droit à l'exemption de la medjba devront être acquises le 13 octobre de chaque année (1), mais elles seront réputées subsister pendant tout le cours de l'exercice.

En conséquence, les hommes appelés sous les drapeaux après cette date devront la medjba de l'exercice dans le courant duquel ils sont entrés au service, tandis que les soldats libérés en cours d'exercice, ne seront inscrits que sur les rôles de l'exercice suivant.

(1) Conf. décret du 4 août 1892. Conf. etiam instruction du 20 décembre 1899, nos 1 et seq. (vo Caïds).
(2) Conf. décret du 30 août 1871

---

913 26 janvier 1888

(12 djoumadi el aouel 1305)

Décret exemptant de la medjba les rabbins israélites nommés par décret.

(Officiel, 1888, 31)

---

914 4 août 1892

(10 moharrem 1310)

PROMULGUÉ LE 4 AOUT 1892

Décret adaptant les rôles de l'impôt medjba à l'exercice budgétaire du 1er janvier au 31 décembre de chaque année (1).

(Officiel, 1892, 224)

Vu notre décret du 16 décembre 1890 (4 djoumadi el aouel 1308);

Vu les décrets du 4 octobre 1869 (27 djoumadi ettani 1286), 12 mars 1883 (3 djoumadi el aouel 1300), 2 juillet 1873 (6 djoumadi el aouel 1290), 29 février 1876 (3 safar 1293) et 22 septembre 1884 (1er hidjâ 1301);

Considérant qu'il importe de mettre l'établissement des rôles et le recouvrement de l'impôt de la medjba en harmonie avec l'organisation budgétaire et administrative actuelle;

Article 1er. — Les rôles de l'impôt medjba, établis précédemment pour la période courant du 13 octobre au 12 octobre de l'année suivante, s'adapteront désormais à l'exercice budgétaire, c'est-à-dire qu'ils seront établis pour la période commençant le 1er janvier et finissant le 31 décembre de l'année grégorienne qui donne son millésime à l'exercice. Ces rôles seront mis en recouvrement dès le commencement de l'exercice.

Art. 2. —. . . . . .

Art. 3. — Au moment du recensement annuel, tous les contribuables soumis à l'impôt de la medjba, quelle que soit leur origine, seront recensés par les soins du Caïd du territoire sur lequel ils résident (2).

Art. 4. — En cas d'inscription par double emploi sur les rôles et de paiement à un Caïd détenteur de l'un de ces rôles, la quittance impayée sera admise en non-valeur à la diligence du Caïd qui la détiendra et moyennant justification de la libération (3).

Art. 5. — Les décrets antérieurs sont abrogés en ce qu'ils ont de contraire aux dispositions du présent décret.

Notre Premier Ministre et le Directeur des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

(1) Conf. instruction du 20 décembre 1890, n° 2 (vo Caïds)
(2) Conf. décret du 18 juin 1895, art. 4, § 2 (vo Forêts).
(3) Conf. décret du 13 juillet 1899 (vo Finances), art. 1 et 2, et instruction en note.

915 24 août 1892

(30 moharrem 1310)

Décret modifiant la date à laquelle les Inspecteurs de la Grande Mosquée de Tunis doivent dresser annuellement la liste des étudiants ayant droit à l'exemption de la medjba.

(Officiel, 1892, 283)

Vu le décret du 25 hidjà 1292 (22 janvier 1876), instituant un service d'inspection à la Grande Mosquée de Tunis;

Attendu qu'aux termes de l'article 10 de ce décret, les Inspecteurs sont tenus de dresser au mois d'août de chaque année la liste des étudiants de la Grande Mosquée à exonérer de la medjba;

Considérant que le maintien de cette date présente certains inconvenients tant pour les étudiants qui pourraient être poursuivis pour le paiement de l'impôt avant la reception de leur décret d'exemption, que pour les services de la comptabilité;

Article 1er. — Les Inspecteurs établiront au mois de mai de chaque année la liste des étudiants ayant droit à l'exemption annuelle. Cette liste indiquera le numéro du carnet de l'étudiant et le nom de son caïdat. Elle sera adressée à l'Ouzara à la fin dudit mois.

Art. 2. — Cette liste dûment approuvée par nous sera envoyée le 1er juin de l'année grégorienne à la Direction des finances, qui dispensera de la medjba les étudiants y inscrits, sans qu'il soit nécessaire de leur délivrer à cet effet de décrets individuels.

Art. 3. — Sont abrogées les dispositions de l'article 10 du décret susvisé.

Art. 4. — Le Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

916 14 décembre 1892

(24 djoumadi el aouel 1310)

Décret réduisant la cote annuelle de la medjba (1) ainsi que le droit de timbre de la quittance et supprimant le droit de rédaction.

(Officiel, 1892, 362)

Vu les décrets des 4 octobre 1869 (27 djoumadi ettani 1286), 20 juin 1884 (25 châbane 1301) et 4 août 1892 (10 moharrem 1310);

Considérant que la situation favorable de nos finances a déjà permis de réduire ou de supprimer un certain nombre d'impôts et de donner ainsi un encouragement au développement du commerce et de l'agriculture;

Desireux, d'accord en cela avec le Gouvernement de la République française, de profiter de cette situation pour réduire l'impôt de la medjba;

Article 1er. — La cote annuelle de la medjba est réduite de 24 fr. à 20 fr. (1).

Le droit de timbre de la quittance est également réduit de trente centimes à vingt centimes (2).

Le droit de rédaction de sept centimes et demi est supprimé.

Art. 2. — Ces réductions et suppression n'auront leur effet qu'à compter du rôle de l'année 1894. Toutefois, à titre de transition, la cote de l'année 1893 est réduite de 24 fr. à 22 fr.

Art. 3. — Les réductions et suppression ci-dessus ne seront pas applicables aux cotes des années 1892 et antérieures restant à recouvrer.

Art. 4. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

(1) Conf. tableau général et instruction du 20 décembre 1890, n° 1 (v° Cafds). — Conf. décret du 12 avril 1897, art. 4, §§ 2 et 3 (centimes additionnels à cette cote) [v° Prestations].
(2) Conf. décret du 20 juillet 1896, art. 6, 2° et 7, 2° (v° Timbre)
(3) *Officiel*, 1889, 39.
(4) Conf. décrets des 16 décembre 1894 et 5 mars 1899.

MINES

917 6 mai 1876

(11 rebiâ ettani 1293)

Décret concédant la mine de plomb de Djebba à la Société des Batignolles, en même temps que la construction d'une ligne de chemin de fer de Tunis à la Dakhla Djendouba (Souk el Arba) [1].

918 26 mars 1879

(2 rebiâ ettani 1296)

Décret transférant à la Société minérale et métallurgique italienne la concession d'une mine de plomb et de zinc au Djebel Reças, déjà accordée le 24 avril 1877 à M. de Castelnuovo (2).

(1) Conf décret du 27 janvier 1878 (v° Chemins de fer). — La Compagnie Bône-Guelma s'est substituée à la Société des Batignolles par décret du 14 août 1877. — Conf. etiam décret du 27 janvier 1900.
(2) Conf. décrets des 27 juillet 1899 et 27 janvier 1900.

919 6 février 1889

(5 djoumadi ettani 1306)

PROMULGUÉ LE 7 FEVRIER 1889

Décret approuvant la convention passée le 22 décembre 1888 (3) entre le Directeur des travaux publics et M. J. Faure, relative à la concession de la mine de plomb, de zinc et autres métaux connexes du Khanguet et Tout (territoire des Andoulis) [4].

(Officiel, 1889, 39)

920 27 août 1892

(3 safar 1310)

PROMULGUÉ LE 27 AOUT 1892

Décret approuvant la Convention passé le 6 août 1892 entre les Directeurs des travaux publics et de la Cie Royale Asturienne des mines, relative à la concession de la mine de Djebel Sidi Ahmed.

(Officiel, 1892, 248)

921 10 mai 1893

(23 chaoual 1310)

PROMULGUÉ LE 10 MAI 1893

Décret déterminant le caractère légal des mines et réglementant les travaux de recherches(1) ainsi que l'occupation temporaire à laquelle ces travaux peuvent donner lieu.

(OFFICIEL, 1893, 146)

Considérant qu'il y a lieu, dans l'intérêt du développement de la richesse minérale en Tunisie, de réglementer les travaux de recherches de mines ;

Sur le rapport et la proposition de notre Directeur général des travaux publics ;

Article 1er. — Les mines étant propriété domaniale, nul ne pourra faire des recherches de mines sans une autorisation spéciale du Gouvernement tunisien donnée par arrêté de notre Directeur général des travaux publics(a).

Cette interdiction ne porte aucune atteinte au droit de tout propriétaire de pratiquer des fouilles ou sondages sur son propre terrain. Mais ces travaux ne pourront être considérés comme ayant pour objet des recherches de mines qu'autant que celui qui les effectue sera muni de l'autorisation administrative.

Art. 2. — Sont considérés comme mines :

§ I. — Les gîtes de :

1° Houilles, lignites et tous autres combustibles fossiles (la tourbe exceptée), graphite, bitume, pétrole et autres huiles minérales ;

2° Les substances métallifères, telles que : minerais d'or, argent, platine, mercure, plomb, fer, cuivre, étain, zinc, bismuth, cobalt, nickel, manganèse, titane, antimoine, molybdène, tungstène, chrome ;

3° Soufre et arsenic, soit seuls, soit combinés avec les métaux, aluns et sels solubles à base des métaux indiqués au 2° ;

4° Sels gemmes et autres sels associés dans le même gisement ;

§ II. — Les sources salées.

Art. 3. — Sont considérés comme carrières appartenant aux propriétaires du sol, les gîtes non classés comme mines tels que : ardoises, grès, marbres, granits, basaltes, laves, les pierres à bâtir de toute nature, les pierres à chaux(2)[b], à plâtre, les pouzzolanes, sables, argiles, pierres à fusil, kaolin, terre à foulon et à poteries, les substances terreuses et cailloux de toute nature, les amendements ou engrais.

Art. 4. — En cas de contestation sur la classification légale d'un gîte de substance minérale ou fossile, il est statué par un décret de S. A. le Bey.

Art. 5. — Toute demande de permis de recherches doit être adressée en triple expédition au Directeur général des travaux publics qui en donne récépissé.

Elle est inscrite sous son numéro d'ordre aux dates et heure de son dépôt sur un registre spécial tenu à la disposition du public.

A la demande doivent être annexés :

1° Un plan des lieux à l'échelle de $\frac{1}{10,000}$ donnant, avec un aperçu général de la configuration du terrain, l'emplacement des affleurements, le tracé exact du périmètre demandé.

Ce périmètre devra se rapporter à des points fixes, tels que : points géodésiques, sources, marabouts, etc.

Le périmètre demandé ne devra pas excéder 300 hectares et deux de ses points ne pourront être distants de plus de 3,000 mètres ;

2° Des échantillons de minerais numérotés ; les numéros se rapportant aux affleurements indiqués sur le plan.

Art. 6. — Dans la quinzaine du dépôt de la demande en permis de recherches, le pétitionnaire devra, sous peine de perdre son droit de priorité, justifier qu'il a fait élection de domicile en Tunisie.

Art. 7. — Le Directeur général des travaux publics délivre, suivant l'ordre de priorité, le permis de recherches pour les terrains reconnus libres dans le périmètre demandé.

Ce permis de recherches ne peut être cédé à un tiers sans autorisation donnée par arrêté du Directeur général des travaux publics(a).

Il donne droit exclusif à son titulaire de rechercher sur les terrains pour lesquels il a été délivré les mines dont la nature a été déterminée par le permis de recherches(a).

Il est accordé pour deux années.

Il peut être prorogé sur la demande de l'explorateur.

Si dans un périmètre déjà accordé par l'Administration, pour une mine déterminée, il vient à se produire une demande en permis de recherches pour une mine de nature toute différente, l'Administration arrêtera dans le nouveau permis de recherches toutes les dispositions qu'elle croira utiles pour éviter, autant que possible, que les deux permissionnaires se gênent mutuellement dans leurs recherches(b).

---

(1) Conf. décret du 1er novembre 1897 (v° CARRIÈRES).

(2) Conf. décret du 1er décembre 1898 (v° PHOSPHATES).

(a) Antérieurement à ce décret, les mines et les carrieres en Tunisie étaient régies par les principes généraux du droit musulman sur la propriété immobilière, pour être fondé à poursuivre l'exercice d'un droit sur une mine ou une carrière, il fallait justifier de l'acquisition de ce droit conformément aux regles du statut immobilier tunisien. Le décret du 10 mai 1893 n'a rien modifié sur ce point en ce qui concerne les carrières Le permis de recherches délivré par l'Administration ne saurait servir à faire reconnaître à son titulaire un droit direct et immédiat sur l'immeuble objet des recherches (Mixte, 26 mars 1898, *J T* 98, 273.)

(b) Les gisements de phosphates de chaux rentrent dans la categorie des carrières La concession du droit de les exploiter constitue une vente mobilière (Alger, 10 mai 1899, *J T.* 99, 420. — Mixte, 26 mars 1898, *J. T* 98, 273.)

Il est certain que le propriétaire melk peut disposer des phosphates de son terrain comme il lui convient ; mais cette règle est d'une application beaucoup plus difficile lorsque les phosphates sont contenus dans un immeuble habous. (Tunis, 24 mai 1897, *J. T.* 97, 319.)

(a) Il en résulte, ainsi que de l'article 11, que le contrat passé entre le titulaire d'un permis de recherches de mines et des capitalistes, pour l'exécution des travaux de recherches, n'est soumis à d'autres conditions spéciales, pour sa validité, qu'à l'approbation du Directeur général des travaux publics. Un contrat de cette nature ne peut être attaqué par les tiers auxquels des parts d'intérêt ont été promises par le titulaire ; ils n'ont qu'une action personnelle contre ce dernier, au cas où il a violé les accords particuliers qu'il a pris avec eux (Tunis, 15 janvier 1894, *J. T.* 98, 341.)

(b) L'Administration n'encourt aucune responsabilité pour avoir

Art. 8. — Si dans la première année l'explorateur n'a pas commencé des travaux réguliers de recherches, s'il a suspendu ses travaux sans aucune cause reconnue légitime, ou s'il a contrevenu aux dispositions imposées par le présent décret ou par l'arrêté d'autorisation de recherches, il pourra être déchu de son droit de recherches. Dans ce cas, il ne pourra lui être accordé, pour les mêmes terrains et pour les mêmes gisements, un nouveau permis de recherches dans les trois années qui suivront la date de l'arrêté de déchéance.

Art. 9. — Les travaux de recherches sont soumis à la surveillance de l'Administration, qui peut, dans tous les cas, ordonner ou supprimer tels travaux dans un but de sécurité pour les personnes ou de conservation pour la mine, les voies publiques, les sources, canaux, villages, etc.

Art. 10. — Tout permis de recherches est annulé de plein droit si les terrains pour lesquels il a été délivré viennent à être englobés dans le périmètre d'une concession de mine de même nature.

Art. 11. — L'explorateur ne pourra disposer des produits de ses recherches qu'après une autorisation spéciale du Directeur général des travaux publics.

Art. 12. — Les frais d'enquête et de visite de mine et les frais d'analyses seront à la charge du pétitionnaire. Un arrêté du Directeur général des travaux publics fixera le mode de règlement de ces frais(1).

Art. 13. — Lorsque les travaux de recherches ou d'exploitation nécessiteront l'occupation temporaire d'un terrain(2), cette occupation sera autorisée, à défaut d'entente avec le propriétaire superficiaire, par un arrêté du Directeur général des travaux publics.

L'arrêté indiquera les limites des terrains à occuper, leur contenance, le nom et le domicile du ou des propriétaires ou présumés tels.

Ne pourront être occupés temporairement, les cours, vergers et jardins attenants aux habitations et entourés de clôtures fixes.

Art. 14. — Le Directeur général des travaux publics envoie ampliation de son arrêté à l'Ingénieur des mines de la Régence et au Caïd du territoire ou au Président de la municipalité.

L'Ingénieur des mines en remet une copie certifiée à l'explorateur ou au concessionnaire.

Le Caïd ou le Président de la municipalité, suivant le cas, notifie l'arrêté au propriétaire ou à son représentant.

Art. 15. — En cas d'arrangements à l'amiable entre le propriétaire et l'explorateur ou le concessionnaire, ce dernier est tenu de presenter à l'Ingénieur des mines, toutes les fois qu'il en est requis, le consentement écrit du propriétaire ou le traité qu'il a passé avec lui.

Art. 16. — A défaut de convention amiable, l'Ingénieur des mines, préalablement à toute occupation du terrain désigné, fait connaître par écrit au Caïd du territoire ou au Président de la municipalité, suivant le cas, le jour auquel l'explorateur ou le concessionnaire se rendra sur les lieux ou s'y fera représenter.

Dans les trois jours qui suivent la réception de cet avis, le Caïd ou le Président de la municipalité en accuse réception à l'Administration des mines et notifie cette convocation au propriétaire ou, s'il n'habite pas sur le territoire ou dans la commune, à son fermier, locataire ou gérant.

Il l'invite en même temps à désigner un expert pour procéder, contradictoirement avec celui qui aura été choisi par l'explorateur ou le concessionnaire, à la constatation de l'état des lieux.

Aux deux experts ci-dessus indiqués est adjoint l'Ingénieur des mines ou son délégué.

Entre la notification faite de la convocation et la visite des lieux, il doit y avoir, dans tous les cas, un délai de dix jours au moins.

Art. 17. — Au jour fixé, les trois experts procèdent à leurs opérations. Ils évaluent pour la première année le produit net probable des terrains à occuper. Ils font mention de cette évaluation sur le procès-verbal de constat des lieux. L'indemnité préalable est fixée au double de cette somme. Elle est réglée annuellement.

Art. 18. — Les explorateurs ou concessionnaires ne pourront commencer leurs travaux qu'après avoir justifié du paiement aux propriétaires du sol de l'indemnité préalable.

Si les propriétaires refusent de recevoir cette somme, les explorateurs ou concessionnaires les assigneront en référé pour voir ordonner la consignation de ladite somme. Dans ce cas, l'occupation ne pourra être autorisée qu'après la consignation.

Les explorateurs seront tenus en outre de fournir caution au propriétaire du sol, si ce dernier l'exige, en vue de la réparation de tous autres dommages pouvant résulter de l'exécution des travaux de recherches. Cette caution sera fixée par le Tribunal civil.

Art. 19. — Lorsque l'occupation temporaire ainsi faite privera le propriétaire de la jouissance du sol pendant plus de trois ans, ou lorsque après l'exécution des travaux, les terrains occupés ne seront plus propres à la culture, les propriétaires pourront exiger l'acquisition du sol.

Le terrain à acquérir ainsi sera toujours estimé au double de la valeur qu'il avait avant l'occupation.

---

(1) Conf arrêté du 20 juillet 1893.
(2) Conf. décret du 20 août 1888 (1° TRAVAUX PUBLICS).

refusé un permis de recherches de mines, lorsqu'il résulte des enquêtes auxquelles elle a procédé que le permis qu'elle a accordé ultérieurement à une autre personne concerne un terrain différent et que le permis demandé par le plaignant s'appliquait à un terrain compris dans le périmetre d'une mine déjà concédée. (Tunis, 2 décembre 1895, *J. T.* 96, 29)

Les contestations qui pourraient s'élever entre les intéressés tant pour la surface à acquérir que pour le prix d'acquisition seront soumises aux tribunaux civils.

Art. 20. — Les contraventions au présent décret pour recherches ou exploitations illicites, entraves aux travaux régulièrement autorisés, seront constatées et dénoncées par les agents de l'Administration des mines.

Leurs procès-verbaux seront affirmés dans le délai de trois jours devant le Juge de paix ou le Contrôleur civil le plus proche.

Les tribunaux prononceront contre les délinquants une amende de 50 fr. au moins et de 500 fr. au plus.

En cas de récidive dans les douze mois de la condamnation, les amendes seront doublées et une détention pourra être prononcée contre les délinquants, sans que la durée de cette peine puisse être inférieure à huit jours ni supérieure à trois mois.

Dans tous les cas, les tribunaux pourront prononcer la fermeture des travaux ou exploitations illicites.

Art. 21. — Notre Directeur général des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

---

922 20 juillet 1893

Arrêté du Directeur des travaux publics réglant les frais d'enquête, de visite des mines et les frais d'analyse.

(Officiel., 1893, 937)

Vu le décret en date du 10 mai 1893 (23 chaoual 1310), notamment l'article 12 ainsi conçu :... (*Conf. ce décret*).

Vu la lettre de M. le Directeur des finances en date du 9 juillet 1893 ;

Article 1er. — Les frais d'enquête et de visite de mines et les frais d'analyse qui, en vertu de l'article 12 du décret du 10 mai 1893 (23 chaoual 1310), sont à la charge du pétitionnaire, seront réglés de la façon suivante :

Les frais de transport seront remboursés sur mémoire. Les frais de déplacement seront réglés à raison de 18 fr. par journée complète, y compris le repas et le découcher, soit 6 fr. pour chacun des deux repas et 6 fr. pour le découcher. Les frais d'analyse seront fixés à 25 fr. pour une demande en permis de recherches et à 75 fr. pour une demande en concession.

Art. 2. — Les demandes adressées par le pétitionnaire au Directeur général des travaux publics seront transmises à l'Ingénieur des mines, qui les inscrira sur un registre spécial à double souche.

Le talon de ce registre spécifie :

1° Le nom et l'adresse du pétitionnaire ;

2° La date de la pétition ;

3° La nature de la demande ;

4° Le montant approximatif des frais de visite, d'enquête et d'analyse.

Les deux souches comprennent :

La première, une réquisition de versement signée par l'Ingénieur des mines ;

La seconde, un certificat de versement à remplir par le Receveur général des finances.

Art. 3. — Aucune enquête, visite de mine ou analyse ne pourra être faite par le Service des mines avant que le certificat de versement ne lui ait été transmis.

Art. 4. — La somme à déposer entre les mains de M. le Receveur général des finances sera déterminée conformément au tableau joint au présent arrêté.

Pour les demandes en permis de recherches ou en renouvellement de permis, la somme à déposer sera double de celle correspondant à l'instruction de la demande, de façon à permettre la visite de mines prévue à l'article 8 du décret du 23 chaoual 1310 (10 mai 1893).

Art. 5. — Les sommes déposées, qui ne seront pas productives d'intérêts, seront prises en recette par M. le Receveur général des finances à l'actif d'un compte spécial ouvert au Service des mines et administré par le Directeur général des travaux publics.

M. le Receveur général ne pourra viser de dépenses payables sur ce compte courant que dans les limites de son solde créditeur.

Art. 6. — Lorsque les enquêtes, visites de mines et analyses seront terminées, l'Ingénieur des mines adressera au Directeur général des travaux publics un état d'emploi des sommes déposées.

Cet état comprendra :

1° Les frais et dépenses réelles à rembourser à l'Ingénieur des mines ou à son délégué ;

2° Les frais d'analyse revenant au Trésor ;

3° Les reliquats à rembourser au déposant.

Le Directeur général des travaux publics, après avoir, s'il y a lieu, approuvé cet état, délivrera au nom de chaque ayant droit un ordre de paiement sur la caisse du Receveur général des finances qui le visera, payable dans les conditions prévues à l'article 5. L'ordre de paiement des frais d'analyse sera émis au nom de M. le Receveur général des finances chargé de l'encaisser et d'en faire compte au Trésor.

Art. 7. — Tous les trois mois, le Directeur général des travaux publics adressera à M. le Directeur des finances un relevé des réquisitions de versements à la Recette générale délivrées en exécution de l'article 2, un relevé des frais d'analyse définitivement acquis au Trésor dont le paiement aura été ordonné au nom de M. le Receveur général.

Art. 8. — Lorsqu'un titulaire de permis de recherches voudra abandonner ses travaux, le Directeur général des travaux publics, en lui accusant réception de sa déclaration, délivrera à son profit un ordre de remboursement, sou-

mis au visa préalable de M. le Receveur général, des sommes qu'il pourra avoir encore en dépôt à la Recette générale des finances.

---

923 Annexe à l'arrêté du 20 juillet 1893

Tableau des consignations à verser entre les mains du Receveur général des finances pour le remboursement des frais d'enquête, de visite de mines et d'analyse.

(OFFICIEL, 1893, 238)

TRANSPORTS.		REPAS et découchers	ANALYSES.
Chemins de fer	Une 1re classe	18f par journée entière.	25f pour une demande en permis de recherches.
Bateaux à vapeur	Une 3e classe, plus 50 o/o du total pour bagages.	6f pour chacun des deux repas; 6f pour le découcher.	75f pour une demande en concession.
Voitures particulières.	25f par jour.		
Chevaux de selle et de bât . . .	20f par jour.		

---

924 14 mai 1894

(*9 kâda 1311*)

PROMULGUÉ LE 14 MAI 1894

Décret approuvant la Convention passée le 8 mai 1894 entre le Directeur des travaux publics et M. Faure, relative à la concession de la mine de zinc et de plomb du Fedj el Andoum.

(OFFICIEL, 1894, 223)

---

925 13 décembre 1894

(*14 djoumadi ettani 1312*)

PROMULGUÉ LE 13 DÉCEMBRE 1894

Décret approuvant la Convention passée le 19 novembre 1894 (1) entre le Directeur des travaux publics et la Société des mines de Zaghouan, relative à la concession de la mine de zinc, plomb et métaux connexes, du Djebel Zaghouan.

(OFFICIEL, 1894, 404)

---

926 16 décembre 1894

(*17 djoumadi ettani 1312*)

PROMULGUÉ LE 16 DECEMBRE 1894

Décret approuvant la Convention passée le 7 décembre 1894 (2) entre le Directeur des travaux publics et M. J. Faure, relative à l'extension du périmètre de la concession de la mine de plomb, de zinc et métaux connexes du Khanguet et Touf (3).

(OFFICIEL, 1894, 405)

(1) *Officiel*, 1894, 413.
(2) *Officiel*, 1894, 414.
(3) Conf. décrets des 6 février 1869 e 5 mars 1899.

927 25 juin 1896

(*14 moharrem 1314*)

PROMULGUÉ LE 25 JUIN 1896

Décret approuvant la Convention passée le 3 juin 1896 (1) entre le Directeur des travaux publics et M. de Montgolfier, relative à la concession de la mine de plomb, zinc et métaux connexes d'El Akhouat.

(OFFICIEL, 1896, 313)

---

928 13 avril 1897

(*11 kâda 1314*)

PROMULGUE LE 13 AVRIL 1897

Décret approuvant la Convention passée le 1er avril 1897 (2) entre le Directeur des travaux publics et M. Charpin, relative à la concession de la mine de plomb, zinc et autres métaux connexes du Djebel bou Jaber (3).

(OFFICIEL, 1897, 209)

---

929 1er septembre 1898

(*14 rebia ettani 1316*)

PROMULGUÉ LE 1er SEPTEMBRE 1898

Décret approuvant la Convention passée le 29 août 1898 (4) entre le Directeur des travaux publics et la Société anonyme « La Nouvelle-Montagne », relative à la concession de la mine de zinc, plomb et métaux connexes à Djebel Hamera (contrôle civil de Thala).

(OFFICIEL, 1898, 606)

---

930 30 octobre 1898

(*14 djoumadi ettani 1316*)

PROMULGUE LE 30 OCTOBRE 1898

Décret approuvant la Convention passée le 19 octobre 1898 (5) entre le Directeur des travaux publics et la Société anonyme des mines de fer de Nefzas, relative à la concession des mines de fer de Tamera, Bourchiba et Oued bou Zenna (contrôle civil de Béja) [6].

(OFFICIEL, 1898, 721)

(1) *Officiel*, 1896, 313.
(2) *Officiel*, 1897, 209
(3) Conf. decret du 15 octobre 1899.
(4) *Officiel*, 1898, 621
(5) *Officiel*, 1898, 731 — Conf. etiam décret du 7 mai 1898 (*Officiel*, 1898, 339)
(6) Cette convention remplace, faute de mise à exécution, deux conventions passées le 1er mars 1884 avec la Société du Mokta el Hadid, et le 26 mars 1884 avec le Comité d'études de Tabarka qui avaient pour but, la première, la concession :
1° Des mines de fer de Ras er Radjel, Bou Lanagne, Djebel Bollif et Ganara
2° D'un chemin de fer des Nefzas à Tabarka ;
3° D'un port à Tabarka.
La seconde, la concession :
1° Des mines de fer de Tamera, Bourchiba et Oued bou Zenna ;
2° D'un chemin de fer de Sidi Haouat el Ouad à la baie du cap Serrat ;
3° D'un port à établir dans cette baie.

931 27 novembre 1898

(13 redjeb 1316)

PROMULGUE LE 27 NOVEMBRE 1898

Décret approuvant la Convention passée le 22 novembre 1898(1) entre le Directeur des travaux publics et la Société civile Dargent et Pascal, relative à la concession de la mine de zinc, plomb et métaux connexes, située à Sakkiet Sidi Youssef (contrôle civil du Kef)[2].

(OFFICIEL, 1898, 772)

---

932 5 mars 1899

(22 chaoual 1316)

PROMULGUÉ LE 5 MARS 1899

Décret acceptant la substitution de la Société anonyme du Khanguet à M. J. Faure, concessionnaire de la mine du Khanguet et Tout(3).

(OFFICIEL, 1899, 149)

---

933 5 mars 1899

(22 chaoual 1316)

PROMULGUÉ LE 5 MARS 1899

Décret acceptant la substitution de la Compagnie minière tunisienne, à la Société civile Dargent et Pascal, concessionnaire des mines de Sidi Youssef(1).

(OFFICIEL, 1899, 149)

---

934 25 juin 1899

(15 safar 1317)

PROMULGUÉ LE 25 JUIN 1899

Décret approuvant la Convention passée le 10 juin 1899(5) entre le Directeur des travaux publics et M. d'Angicourt, relative à la concession des gisements de zinc, plomb et métaux connexes de Fedj Assène (contrôle civil du Kef)[6].

(OFFICIEL, 1899, 465)

---

935 27 juillet 1899

(18 rebiâ el aouel 1317)

PROMULGUÉ LE 27 JUILLET 1899

Décret acceptant la substitution de M. Chemin à la Société minérale et métallurgique italienne de Tunisie, concessionnaire de la mine du djebel Reças (7).

(OFFICIEL, 1899, 552)

---

936 15 octobre 1899

(9 djoumadi ettani 1317)

PROMULGUÉ LE 15 OCTOBRE 1899

Décret acceptant la substitution de la Société du Bou Jaber à M. Charpin, concessionnaire de la mine de ce nom (8).

(OFFICIEL, 1899, 696)

---

(1) *Officiel*, 1898, 772.
(2) Conf. décret du 5 mars 1899
(3) Conf. décrets des 6 février 1889 et 16 décembre 1894.
(4) Conf. décret du 27 novembre 1898.
(5) *Officiel*, 1899, 466.
(6) Conf décret du 28 octobre 1900
(7) Conf. décrets des 26 mars 1879 et 27 janvier 1900.
(8) Conf. décret du 13 avril 1897.

937 27 janvier 1900

(25 ramadane 1317)

PROMULGUÉ LE 27 JANVIER 1900

Décret approuvant la Convention passée le 12 décembre 1899(1) entre le Directeur des travaux publics et M. Chemin, relative à la concession des gisements de zinc, plomb et métaux connexes du djebel Reças (2).

(OFFICIEL, 1900, 117)

---

938 27 janvier 1900

(25 ramadane 1317)

PROMULGUÉ LE 27 JANVIER 1900

Décret approuvant la Convention passée le 15 janvier 1900(3) entre le Directeur des travaux publics et M. Eleonide Nani, agissant au nom de la Société civile du djebel Ben Amar, relative à la concession des mines de zinc, plomb et métaux connexes du djebel Ben Amar (contrôle civil de Béja).

(OFFICIEL, 1900, 118)

---

939 27 janvier 1900

(25 ramadane 1317)

PROMULGUE LE 27 JANVIER 1900

Décret approuvant : 1° la substitution de la Société anonyme des mines et fonderies de zinc de la Vieille-Montagne à la Compagnie Bône-Guelma pour l'exploitation de la mine de Djebba; 2° la Convention passée le 19 décembre 1899 (4) entre le Directeur des travaux publics et M. Saint-Paul de Sinçay, au nom de la Société anonyme des mines et fonderies de zinc de la Vieille-Montagne, relative à la concession des mines de zinc, plomb et métaux connexes de Djebba (contrôle civil du Kef).

(OFFICIEL, 1900, 119)

---

940 28 octobre 1900

(4 redjeb 1318)

PROMULGUÉ LE 28 OCTOBRE 1900

Décret approuvant le transfert de la concession des mines du djebel Reças à la Société anonyme des mines de ce nom(5).

(OFFICIEL, 1900, 791)

---

941 28 octobre 1900

(4 redjeb 1318)

PROMULGUÉ LE 28 OCTOBRE 1900

Décret approuvant le transfert de la concession des mines de Fedj Assène à la Société minière de ce nom(6).

(OFFICIEL, 1900, 791)

---

(1) *Officiel*, 1900, 117
(2) Conf. décrets des 26 mars 1879, 27 juillet 1899 et 28 octobre 1900.
(3) *Officiel*, 1900, 118.
(4) *Officiel*, 1900, 119. — Conf. etiam décret du 6 mai 1876.
(5) Conf. décret du 26 mars 1879.
(6) Conf. décret du 25 juin 1899.

MONNAIES

942 26 juillet 1888

(*17 kâda 1305*)

PROMULGUÉ LE 26 JUILLET 1888

Décret autorisant les Caisses publiques tunisiennes à recevoir et à donner en paiement les monnaies d'or de l'Union latine, et établissant le rapport de la piastre avec le franc(1).

(OFFICIEL, 1888, 214)

Article 1er. — Les monnaies de l'Union latine, à l'exception des monnaies d'argent divisionnaires de la pièce de cinq francs ou de la pièce équivalente à la pièce de cinq francs et à l'exception des monnaies de billon, seront, à l'avenir, reçues dans toutes les caisses publiques de la Régence à raison de soixante centimes de franc pour une piastre tunisienne(2). Les mêmes monnaies seront employées par ces mêmes caisses, au même taux, dans tous les paiements que lesdites caisses auront à effectuer à des tiers, et cela, concurremment avec les piastres tunisiennes et indistinctement.

Art. 2. — Notre Premier Ministre et le Directeur des finances sont chargés de l'exécution du présent décret.

943 1er juillet 1891

(*24 kâda 1308*)

PROMULGUÉ LE 1er JUILLET 1891

Décret fixant l'unité monétaire de la Régence, les types de fabrication et la valeur des monnaies tunisiennes à mettre en circulation ainsi que leur valeur libératoire(3).

(OFFICIEL, 1891, 174)

Article 1er. — L'unité monétaire de la Régence est le franc. Le franc se divise en cent centimes.

---

(1) Conf. rapport du Directeur des finances du 1er mai 1893, § 12, en note sous le decret du 1er juillet 1891.

(2) Conf. décret du 3 novembre 1888 (v° POSTES ET TÉLÉGRAPHES).

(3) ***Rapport du 1er mai 1893 du Directeur des finances sur la reforme monétaire de 1891-1892*** : (R. D. F. 1893, 71) [*Extrait*]

Un décret beylical du 1er juillet 1891 (24 kâda 1308) a prescrit la réforme du systeme des monnaies de la Tunisie.

1. *Organisation monétaire de la Régence avant la réforme* — Avant ce décret, l'unité monétaire de la Régence était la piastre, et l'etalon de la monnaie, la pièce de cent piastres en or

Le poids de cette piece, fixé a 100 nouayas (19gr,68453125) par un décret du 23 octobre 1855 (11 safar 1272), était théoriquement superieur au poids total de trois pièces d'or de 20 fr de l'Union latine ($3 \times 6^{gr},45161 = 19^{gr},35483$). Elle devait donc avoir une plus grande valeur que ces trois pieces réunies et représenter exactement 61 fr 02 c. Mais, en fait, comme les frappes de monnaies tunisiennes s'effectuaient le plus généralement, non avec du métal neuf, mais simplement par la refonte de monnaies de l'Union latine, la piece de 100 piastres en or résultait dans la pratique de la transformation de trois pieces de 20 fr. et ne valait donc que 60 fr.

Les autres pièces d'or s'obtenaient en observant la même proportion, et c'est ainsi que la piece d'or de 25 piastres qui, aux termes du décret précité du 23 octobre 1855, devait peser 25 nouayas ou 4gr,921, n'a jamais eu qu'un poids moyen correspondant plus ou moins exactement, suivant la perfection de la fabrication, aux trois quarts du poids de la piece de 20 fr $\left(\frac{3 \times 6^{gr},45161}{4} = 4^{gr},83871\right)$.

De ce mode de fabrication et de ce rapport entre les monnaies tunisiennes et les monnaies de l'Union latine, est resultee la valeur de la piastre qui s'est trouvée ainsi fixée à soixante centiemes de franc (0 fr. 60 c.), sauf, bien entendu, les variations du change

Au moment où la réforme monétaire a été decrétée, les monnaies légalement en circulation dans la Régence étaient celles frappées sous l'empire des décrets du 23 octobre 1855 (11 safar 1272) pour l'or, du 21 avril 1872 (12 safar 1289) pour l'argent, et du 22 mai 1872 (14 rebiâ el aouel 1289) pour le bronze. Le tableau détaillé en a été donné par le décret du 27 août 1891 (21 moharrem 1909) dont il est question ci-après. Il faut ressortir cette particularité qu'aucune coupure ne représentait l'unité monétaire, c'est-à-dire qu'il n'existait pas de pièces d'une piastre, et que les types de pièces d'argent n'etaient pas d'un nombre entier de piastres (3 p. 25, 2 p. 4375, 1 p. 625, 0 p. 8125). Même parmi les pièces d'or, deux coupures, celles de 10 piastres et de 5 piastres, n'avaient qu'une valeur nominale inferieure a leur dénomination officielle et n'étaient données et reçues respectivement en paiement que pour 9 p. 75 et 4 p. 8125. [Il n'en avait pas toujours été ainsi, et les pieces à valeurs fractionnaires avaient eu exactement autrefois les valeurs respectives de 10, 9, 4, 3, 2 et 1 piastres. . . . . Les motifs de leur changement de valeur etaient consacrés par un décret du 30 mai 1878 (28 djoumadi el aouel 1295), decret d'expedient et dont toutes les dispositions dérogeaient aux principes fondamentaux de l'organisation monetaire de la Régence alors en vigueur.] On comprend sans peine les complications et les difficultes qui résultaient dans les transactions journalieres de ces dénominations fractionnaires.

2. *Objet de la reforme.* — La réforme ordonnée par le décret du 1er juillet 1891 a eu pour objet la substitution du franc à la piastre comme unité monétaire de la Régence (art. 1er du décret)

Mais elle n'a rien changé à la base essentielle du système, et, depuis comme avant la réforme, la Tunisie est un pays de monometallisme a étalon d'or.

En conséquence (art. 5 du décret), sa monnaie d'or a seule été investie d'un pouvoir libératoire indefini.

Ses autres monnaies n'ont qu'un pouvoir libératoire limité, savoir : les monnaies d'argent, sorte de billon supérieur, à 50 fr., et les monnaies de bronze, reduites au rôle d'appoint, a 5 fr pour un seul paiement

3. *Determination des nouveaux types de monnaies tunisiennes.* — Sauf sur ce point qui la différencie d'ailleurs profondement du régime en vigueur dans les etats signataires de la convention du 6 novembre 1885 dite de l'Union latine et ou existe le double etalon d'or et d'argent, l'organisation monetaire tunisienne a été calquée sur l'organisation française.

A l'exception de la pièce d'argent de 5 fr au titre de 900 millièmes et à pouvoir libératoire indéfini dont l'existence ne se comprend que dans le systeme du bimétallisme, le decret du 1er juillet 1891 a adopté purement et simplement, comme valeur nominale, diamètre, taille, titre, poids et tolérances en fort et en faible, les types de monnaies en circulation en France. Toutefois, on a jugé inutile de frapper en Tunisie des pièces d'or de 100, de 50 et de 5 fr. (ces dernières sont d'ailleurs peu à peu retirees de la circulation en France) et des pieces d'argent de 20 centimes.

Les types de monnaies en vigueur en Tunisie sont donc : les pieces d'or de 20 et de 10 fr., les pieces d'argent de 2 fr., 1 fr. et 50 centimes ; les pieces de bronze de 10, 5, 2 et 1 centimes.

L'article 2 du décret du 1er juillet 1891 détermine dans un tableau les conditions de fabrication de ces divers types de monnaies. Il spécifie que les pièces auront cours tant que le poids n'en aura pas été réduit par le frai au-dessous des tolerances indiquees au tableau ou que les empreintes n'en auront pas disparu

Les monnaies tunisiennes portent (art. 4), d'un côté, en caracteres arabes, le monogramme de S. A. le Bey, l'indication de la valeur en francs et le millésime de l'année arabe de la fabrication ; sur l'autre face, en caractères français, le mot « Tunisie », l'indication de la valeur en francs et le millésime de l'année grégorienne de la fabrication.

4. *Lieu de fabrication et mesures prises pour vérification de la bonne fabrication des nouvelles monnaies* — Pour donner aux monnaies tunisiennes toutes garanties de bonne fabrication, le décret du 1er juillet 1891 a ordonné (art. 8) qu'elles seraient désormais frappées a l'Hôtel des monnaies de Paris [l'Hôtel des monnaies du Bardo a été en consequence fermé et son outillage vendu] et que des vérifications annuelles en seraient faites, comme pour les monnaies françaises, par les soins de la Commission de contrôle de la circulation monetaire instituée par la loi française du 31 juillet 1879.

5. *Mesures prises a l'égard des anciennes monnaies en circulation* — Le décret du 1er juillet 1891 a posé en principe (art. 3) que toutes les anciennes pièces tunisiennes d'or, d'argent et de cuivre avant encore cours légal au moment de sa promulgation seraient retirées de la circulation.

Un décret du 27 août 1891 (21 moharrem 1309), pris en exécution de cette disposition, a donné le tableau des diverses monnaies anciennes visées par elle

a) *Exception provisoirement faite en faveur des pièces d'or de 25 piastres = 15 francs.* — Par exception, le decret du 27 août 1891 a provisoirement maintenu le cours legal aux pieces d'or de 25 piastres portant l'indication de leur valeur en francs (15 fr.) La raison de cette mesure est que les pieces dont il s'agit sont, proportionnellement à leur valeur, conformes comme poids, titre et tolerances, aux pieces d'or de 20 fr. de l'Union latine. Il en a été fabriqué pour une valeur totale de 2,422,605 fr., d'apres les indications du tableau suivant :

MILLÉSIME de fabrication.	LIEUX de fabrication	NOMBRE de pièces fabriquées.	VALEUR de ces pieces en francs à raison de 15 fr l'une.
—	—	—	—
1880 . . .	Hôtel des monnaies de Tunis	4,000	60,000
1890 . . .		37,507	562,605
1891 . . .	Hôtel des monnaies de Paris	120,000	1,800,000
	Total. . . .	161,507	2,422,605

Mais cette quantité n'existe plus intégralement dans la circula-

Art. 2. — Il sera fabriqué de la monnaie d'or, d'argent et de bronze, dans les types :

Or : des pièces de 20 et 10 francs ;

Argent : des pièces de 2 francs, 1 franc et 50 centimes ;

---

tion : les pièces de 25 piastres = 15 francs en ont été peu à peu retirées au cours de la réforme monétaire et, d'accord avec le Gouvernement français, refondues avec les autres pièces de 25 piastres. Il n'a pas toujours été facile de les isoler de ces dernières et de chiffrer exactement par suite l'importance de celles qui ont ainsi disparu ; mais les quantités qui ont pu être isolées et reconnues représentant une valeur de 1,756,740 fr

b) *Conditions dans lesquelles s'est opéré le retrait des anciennes monnaies.* . . . . . (*Conf. decret du 27 août 1891*)

c) *Facilités données pour les échanges des anciennes monnaies.* — Toutes facilités ont été données aux détenteurs d'anciennes monnaies pour leur permettre de s'en défaire (ouverture de nombreux guichets d'échange, large publicité au dehors et au dedans de la Regence) . . . . . .

6 *Résultats des échanges.* — Ce concours d'efforts n'a pas été stérile les renseignements recueillis établissent qu'il n'existe pour ainsi dire plus de détenteurs d'anciennes monnaies.

Les anciennes monnaies retirées de la circulation représentent au total une valeur nominale de 43 442,086 p 48 c , soit 26,065,251 fr. 88 c. dont 22,253,916 fr 41 c. pour l'or, 3,387,729 fr. 94 c. pour l'argent et 423,605 fr. 53 pour le cuivre . . . . . .

Il eût été intéressant de connaître exactement l'importance des quantités de monnaies tunisiennes d'or, d'argent et de cuivre fabriquées sous l'ancien régime monétaire et de les comparer aux quantités en circulation au moment de la réforme Mais les recherches faites à cet égard n'offrent pas de garanties suffisantes Tout au plus est-on parvenu à calculer que depuis l'année 1856 (1272) il aurait été frappé pour 65 millions environ de piastres en or Près de la moitié du numéraire d'or de la Tunisie en serait donc sortie dans une période de 37 ans.

Cette constatation qui explique la rareté et l'insuffisance des monnaies d'or au moment de la reforme n'a au fond rien de surprenant si l'on réfléchit a ce qu'était la situation economique de la Régence avant le Protectorat français. Sans autres ressources que l'agriculture alors fort peu développée, fléchissant sous le poids d'une dette usuraire et d'impôts généralement gaspillés au dehors et, par suite, improductifs pour elle, la Tunisie se trouvait presque constamment tributaire de l'étranger.

Il n'a pas été possible de recueillir d'indications même approximatives sur les frappes d'anciennes monnaies d'argent

En l'absence de renseignements précis, le Gouvernement avait été amené à penser que la quantité de monnaies anciennes d'argent en circulation était de 7 millions de francs, et il avait en conséquence fixé à la moitié de cette somme, soit 3 millions et demi, l'importance de l'approvisionnement initial de monnaies nouvelles d'argent à constituer pour les besoins de la première période des échanges Or, il s'est trouvé que les quantités en circulation n'ont pas même atteint ce chiffre de 3 millions et demi

Quant aux monnaies de billon, il semble établi que les quantités retirées de la circulation représentent à peu près intégralement le produit des frappes.

7. *Importance des frappes de monnaies nouvelles* — Il a été jusqu'à ce jour (1er mai 1893) frappé pour 36,130,223 fr 56 c. de monnaies nouvelles, soit une valeur supérieure de 10,064,971 fr 68 c à celle (26,065,251 fr. 88 c) des anciennes monnaies retirées de la circulation.

Le tableau suivant indique la répartition de cette valeur en monnaies d'or, d'argent et de billon, et la comparaison de ces éléments avec ceux correspondants des anciennes monnaies.

	QUANTITÉS de monnaies nouvelles frappées au 1er mai 1893.	QUANTITÉS de monnaies anciennes retirées de la circulation.	DIFFÉRENCE en plus aux monnaies nouvelles.
	—	—	—
Or	29,439,100 »	22,253,916 41	7,185,113 59
Argent	5,941,122 »	3,387,729 94	2,553,392 06
Billon.	750,001 56	423,605 53	326,396 03
Totaux . .	36,130,223 56	26,065,251 88	10,064,971 68

La différence en plus aux monnaies nouvelles est surtout appréciable pour les monnaies d'or. La frappe de ces monnaies n'est d'ailleurs pas limitée, et des crédits annuels sont inscrits au budget pour faire face aux frais des nouvelles fabrications reconnues nécessaires [Cette mesure a eu principalement pour but de parer aux difficultés à résulter de la disparition partielle et progressive de l'or tunisien]

La quantité des monnaies nouvelles d'argent est supérieure de plus des deux tiers à celle des anciennes monnaies de même métal. Elle est plus que suffisante pour les besoins actuels et même, suivant toute vraisemblance, pour les besoins d'un avenir encore éloigné

Il en est de même des monnaies nouvelles de billon dont il a été frappé une quantité supérieure des trois quarts à celle des anciennes monnaies

A l'exemple de la Convention monétaire du 6 novembre 1885, le décret du 1er juillet 1891 a limité a 6 fr. par habitant le pouvoir d'émission du Gouvernement en ce qui concerne les monnaies d'argent, et, supposant a la Tunisie une population actuelle de 2 millions d'habitants, il a fixé à 12 millions de francs le maximum de la frappe de ces monnaies.

De même, le pouvoir d'émission du Gouvernement a été limité à 2 fr par habitant pour les monnaies de billon, et le maximum de la frappe de ces monnaies fixé à 4 millions de francs

Il ne saurait être évidemment question d'épuiser la très large marge que ces chiffres de 12 et de 4 millions de francs réservent au Gouvernement. La prudence s'impose d'autant plus au cas particulier que le chiffre de population attribué a la Tunisie par le décret paraît exagéré, et que l'émission de monnaies qui, aussi bien celles d'argent que celles de billon, n'ont qu'une valeur de convention hors de proportion avec leur valeur intrinsèque, doit être surtout limitée aux facultés d'absorption du pays

8 *Ressources a l'aide desquelles il a été procédé a la frappe des monnaies nouvelles* — La frappe des monnaies nouvelles a été effectuée

1° Avec du métal acheté par le Gouvernement, soit sur les disponibilités de son encaisse en monnaies ou valeurs de l'Union latine, soit au moyen de chèques et effets sur France qu'il s'est procurés contre de l'or tunisien sur la place de Tunis en 1890 et 1891 ;

2° Avec du metal d'or emprunté a la Banque de France ;

3° Avec le métal provenant de la refonte des anciennes monnaies.

Si, comme on l'avait espéré grâce à la large publicité faite autour des opérations de la réforme monétaire, les échanges s'étaient effectués avec quelque activité dès les premiers jours des délais et continués régulièrement, le Gouvernement n'aurait eu besoin que d'une quantité initiale peu importante de nouvelles monnaies, et il aurait pu assez vite affecter à l'achèvement de la fabrication de ces nouvelles monnaies le métal provenu de la refonte des anciennes.

Mais l'attachement de la population indigène pour les monnaies en piastres, notamment pour les pièces d'argent a déjoué ces prévisions, et ce n'est que dans les dernières semaines des délais que les échanges ont présenté une activité réelle [La résistance de la population a apporter à l'échange les anciennes monnaies d'argent a causé de graves mécomptes au Gouvernement Au moment où la réforme monétaire commençait, non seulement la baisse de l'argent était accidentellement arrêtée, mais même il existait sur cette valeur un mouvement de reprise. Prévoyant l'instabilité de cette hausse, le Gouvernement, d'accord avec le Ministère des finances, avait conclu avec une maison de Paris un traité par lequel il s'engageait a lui rendre en monnaies anciennes, trois mois après le commencement des échanges, l'équivalent de 7,000 kilogrammes de lingots d'argent fin qu'elle devait lui fournir pour la frappe initiale de ses monnaies nouvelles. Les trois mois s'étant écoulés sans que les échanges aient été suffisants pour permettre au Gouvernement de tenir ses engagements, les lingots neufs lui sont restés pour compte aux cours d'achats, les plus élevés de la période de la reforme monétaire, et il a perdu l'occasion de se débarrasser à ces cours de 7,000 kilogrammes de ses anciennes monnaies qu'il n'a pu revendre plus tard qu'à des cours plus bas. En effet, la hausse de l'argent ne s'est pas maintenue : la baisse s'est au contraire précipitée, laissant un écart de près de 30 fr entre les cours (164 fr) auquel l'État a acheté ses premiers lingots au commerce et ceux (138 fr.) auxquels il a dû revendre le stock de métal vieux inutilisable à la fin des opérations. L'argent dont la baisse est constante se négocie en ce moment aux environs de 125 fr. le kilogramme de fin.]

Pour ne pas être débordé et hors d'état de satisfaire aux demandes considérables d'échanges du dernier moment, il a fallu donner à la frappe en métal neuf un développement exceptionnel, et les quantités de métal vieux à la fin des opérations se sont trouvées accrues d'autant . . . . . .

Le vieux metal d'or qui n'a pas été rétrocédé à la Banque de France a été intégralement frappé en monnaies nouvelles : le vieux metal d'argent non employé à la fabrication de monnaies nouvelles a été vendu au commerce ou au Gouvernement de l'Indo-Chine par l'intermédiaire du Ministère des finances ; les anciennes monnaies de bronze, que l'énormité des frais de transports de Tunis a Paris rendait inutilisables pour la frappe des monnaies nouvelles, ont été vendues comme metal de bronze apres avoir été cisaillées.

9. *Résultats des comptes d'emploi des métaux.* — (Achat et emploi du métal d'or, d'argent et de bronze et balance des deux opérations par métal). . . . . .

10 *Frais divers de la réforme monétaire.* — . . . . (a constitué plutôt une charge pour les finances du Gouvernement tun sien).

11. *Résultats économiques de la réforme monetaire* — Mais cette charge est compensée par les avantages économiques de la réforme. La monnaie ancienne en piastres constituait un réel obstacle au développement des relations commerciales avec l'Europe Le change qui s'établissait nécessairement entre elle et les monnaies de l'Union latine, était, par ses fluctuations profondes et imprévues, une cause de difficultés incessantes qui paralysaient toutes les affaires à terme tant au dehors que dans l'intérieur de la Regence

Aujourd'hui cet agio a disparu et la Tunisie ne subit pas d'autre change que celui qui résulte de la loi des échanges internationaux et auquel nul pays ne peut se soustraire.

On a reproché, il est vrai, a la réforme monétaire d'avoir, en substituant le franc à la piastre comme unité monetaire de la Régence, élevé la mesure des échanges et occasionné par suite le renchérissement des produits.

Mais le fait n'est pas exact en ce qui concerne le commerce d'exportation qui a toujours eu pour base le franc ; et quant aux échanges intérieurs, si le renchérissement produit n'est pas niable, il trouvera, s'il ne les a déjà trouvés, sa contre partie et son correctif dans l'élévation correspondante des salaires

12. *Situation legale des monnaies de l'Union latine depuis la reforme monétaire* — La réforme monétaire a eu cet autre avantage de permettre de continuer les dispositions du décret du 26 juillet 1888 (17 kâda 1305) d'après lequel les caisses publiques beylicales ont été autorisées à recevoir et a donner en paiement les monnaies d'or de l'Union latine qui jusqu'alors n'avaient eu en Tunisie qu'une circulation de fait

A titre de tolérance provisoire et d'accord avec le Gouvernement français, les caisses publiques beylicales admettent également les pièces d'argent de 5 fr de l'Union latine qui s'ajoutent aux monnaies d'or comme élément de remise sur l'Europe, et, dans les transactions intérieures, constituent un intermédiaire utile entre la plus petite coupure d'or tunisienne (10 fr) et les monnaies divisionnaires.

Les monnaies divisionnaires d'argent de l'Union latine ne sont pas admises a la circulation en Tunisie Les caisses publiques beylicales les reçoivent cependant, mais pour les remettre aux caisses du Trésor français en Tunisie qui les expédient en France

Quant aux monnaies de billon de l'Union elles tombent sous l'application du décret du 15 décembre 1891 (13 djoumadi el aouel 1309), complément nécessaire du décret organique du 1er juillet 1891, qui a prohibé l'introduction en Tunisie et maintenu l'exclusion des caisses publiques beylicales des monnaies de cuivre et de billon de fabrication étrangère. [Cette disposition vise même les monnaies de billon tunisiennes qui seraient frappées clandestinement à l'étranger, sans préjudice, bien entendu, des peines contre les contrefacteurs] . . . . . .

Bronze : des pièces de 10, 5, 2 et 1 centimes; déterminées, quant au titre, à la taille, au poids, aux tolérances, au diamètre et à la valeur, ainsi qu'il suit :

MÉTAL.	DÉNOMINATION des pièces.	DIAMÈTRE des pièces.	TAILLE au kilogr.	TITRE.		POIDS.		TOLÉRANCE accordée pour le frai au-dessous de la tolérance de fabrication.
				DROIT.	TOLÉRANCE au-dessus et au-dessous.	DROIT.	TOLÉRANCE au-dessus et au-dessous.	
		Millimètres		Millièmes.	Millièmes.	Grammes.	Millièmes.	Millièmes.
Or.	20 francs	21	155	900	1	6,451.6	2	5
	10 —	19	310	900		3,225.8		
Argent	2 —	27	100	835	3	10,000	5	50
	1 franc	23	200	835		5,000		
	0 fr. 50 c.	18	400	835		2,500	7	
Bronze	10 cent.	30	100	Cuivre . 950	10	10,000	10	»
	5 —	25	200	Etain. . 40	5	5,000		»
	2 —	20	500	Zinc . . 10	5	2,000	15	»
	1 —	15	1,000			1,000		»

Ces pièces auront cours tant que le poids n'en aura pas été réduit par le frai au-dessous des tolérances spécifiées au tableau qui précède ou que les empreintes n'auront pas disparu.

Art. 3. — Les anciennes pièces d'or de 100, 50, 25, 10 et 5 piastres, toutes les monnaies d'argent, toutes les monnaies de cuivre, ayant actuellement cours légal, seront retirées de la circulation. La date et les conditions de l'opération seront fixées dès que notre Gouvernement aura été mis en possession d'une quantité suffisante de monnaies nouvelles (1).

Art. 4. — Les pièces d'or, d'argent et de bronze dont la fabrication est ordonnée par le présent décret porteront, d'un côté, en caractères arabes, notre monogramme, l'indication de la valeur en francs et le millésime de l'année arabe de la fabrication ; sur l'autre face, en caractères français, le mot « Tunisie », l'indication de la valeur en francs et le millésime de l'année grégorienne de la fabrication.

Art. 5. — Les monnaies d'or frappées dans les conditions indiquées à l'article 2 auront pouvoir libératoire illimité ; les monnaies d'argent frappées dans les mêmes conditions auront un pouvoir libératoire limité à 50 fr. entre particuliers ; les monnaies de bronze auront un pouvoir libératoire limité à 5 francs pour un seul paiement.

Les monnaies d'or de l'Union latine de 10 et de 20 francs auront pouvoir libératoire illimité dans les paiements à faire aux caisses publiques beylicales.

Art. 6. — Il ne pourra être émis de monnaies d'argent que pour une valeur correspondant à 6 fr. par habitant. Le montant de cette émission est fixé, pour le moment, à 12 millions de francs.

Art. 7 — L'émission des monnaies de bronze sera limitée à 2 francs par habitant. L'émission est fixée pour le moment à 4 millions de francs.

Art. 8. — Nos monnaies seront désormais frappées à l'Hôtel des Monnaies de Paris, et, pour assurer les garanties de leur bonne fabrication, des vérifications annuelles en seront faites, comme pour les monnaies françaises, par les soins de la commission de contrôle de la circulation monétaire instituée par la loi française du 31 juillet 1879.

Art. 9. — Pour l'exécution des contrats passés, soit avec l'État, soit entre particuliers, la piastre sera comptée à 60 centimes (a).

Art. 10. — Toutes les dispositions antérieures relatives au système monétaire de la Régence, contraires aux dispositions du présent décret, sont abrogées.

Art. 11. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

(1) Conf. décret du 27 août 1891

(a) Il doit en être fait application, alors qu'on n'établit pas qu'un autre taux ait été indiqué dans la convention, ou qu'au moment de l'exigibilité de la dette, la piastre atteignait un cours plus élevé. (Tunis, 6 mars 1893, *J. T.* 93, 161.)

---

944 27 août 1891

(*21 moharrem 1309*)

PROMULGUÉ LE 27 AOUT 1891

Décret fixant les époques auxquelles les pièces tunisiennes d'or, d'argent et de cuivre légalement en circulation dans la Régence, ont cessé d'avoir cours ainsi que les modes et proportions d'échange de ces pièces contre des pièces nouvelles.

(OFFICIEL, 1891, 213)

Vu notre décret organique du 1er juillet 1891 (24 kâda 1308) sur la réforme du système monétaire en Tunisie, dont l'article 3 est ainsi conçu : . . . . (*Conf. ce décret*) ;

Vu notre décret du 17 kâda 1305 (26 juillet 1888) établissant le rapport de la valeur de la piastre tunisienne avec le franc dans les diverses opérations de recettes et de dépenses entre le Trésor et les particuliers, et réciproquement ;

Article 1er. — Les pièces tunisiennes d'or, d'argent et de cuivre légalement en circulation dans la Régence cesseront d'avoir cours, savoir : les pièces d'or et d'argent le 15 mars

1892 (1), les pièces de cuivre le 15 septembre 1892.

Art. 2. — Jusqu'aux époques ci-dessus fixées, ces monnaies seront reçues en paiement de droits et contributions publiques, ou bien échangées, dans les caisses publiques de la Régence qui seront désignées par le Directeur des finances, contre des monnaies nouvelles conformes aux types prévus par l'article 2 de notre décret du 24 kâda 1308 (1er juillet 1891) susvisé.

Art. 3. — L'échange commencera à partir du 15 septembre 1891 ; il sera fait au pair, sur la base de soixante centimes de franc par piastre, et suivant le mode et les proportions fixés par le tableau annexé au présent décret.

L'échange aura lieu contre des monnaies nouvelles de même métal, avec faculté pour le Trésor, dans les cas et aux conditions déterminés par le tableau précité, lorsque l'opération d'échange ne pourra être faite sans appoints, de parfaire la différence en monnaies nouvelles d'argent ou de cuivre.

Art. 4. — Provisoirement et jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, les dispositions du présent décret ne seront pas applicables aux pièces d'or de 25 piastres portant l'indication de leur valeur en francs (15 fr.), qui continueront à être admises dans les paiements et avoir pouvoir libératoire pour 15 fr.

Art. 5. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

(1) Prorogé au 30 avril 1892 par décret du 17 mars 1892 (*Officiel*, 1892, 71) et au 14 septembre 1892 (au soir) par décret du 15 août 1892 (*Officiel*, 1892, 239).

(2) Conf décret du 3 octobre 1884, art. 81 à 91 (v° Douanes).

945 Annexe au décret du 27 août 1891

Tableau indiquant les mode et proportions suivant lesquels les pièces tunisiennes d'or, d'argent et de cuivre démonétisées par le décret du 1er juillet 1891 ont été admises à l'échange contre des pièces nouvelles conformes aux types prévus par l'article 2 du même décret.

(Officiel, 1891, 214)

946 15 décembre 1891

(13 djoumadi el aouel 1309)

PROMULGUÉ LE 16 DÉCEMBRE 1891

Décret interdisant l'introduction en Tunisie des monnaies de cuivre et de billon de fabrication étrangère (1).

(Officiel, 1891, 314)

Vu notre décret du 24 kâda 1308 (1er juillet 1891) sur la réforme du système des monnaies en Tunisie ;

Article 1er. — L'introduction en Tunisie des monnaies de cuivre et de billon de fabrication étrangère est interdite sous les peines portées par les lois concernant les marchandises prohibées à l'entrée du territoire de la Régence (2).

Art. 2. — Ces monnaies continueront à n'être pas admises dans les caisses publiques.

Art. 3. — Notre Premier Ministre et le Directeur des finances sont chargés de l'exécution du présent décret.

(1) Conf Rapport du Directeur des finances du 1er mai 1893, § 12, dernier alinéa (sous le décret du 1er juillet 1891) — Conf. etiam décret du 18 mars 1896, art. 15, 4° (v° Justice tunisienne).

(2) Conf. décret du 3 octobre 1884, art. 7 et seq. (v° Douanes).

MONOPOLES

947 23 décembre 1882

(12 safar 1300)

VISA RÉSIDENTIEL DU 15 DÉCEMBRE 1884

Décret donnant aux employés du monopole du sel le libre accès dans les moulins et pressoirs à huile.

(Officiel, 1883, 9)

. . . . . .

Art. 1, 2 et 3 (§§ 1 et 2). — (*Abrogés par décret du 3 octobre 1884* [*art. 83*].)

§ 3. Pour l'exécution du présent décret et des conditions du règlement à intervenir(2), les employés du monopole du sel conserveront le droit de libre accès dans les moulins et pressoirs à huile, publics ou privés, en se conformant aux usages et lois en vigueur.

Art. 4. — (*Abrogé par décret du 3 octobre 1884* [*art. 82*].)

Art. 5. — (*Abrogé par l'article 83 du même decret.*)

(2) Conf décret du 3 octobre 1884, art. 81 à 91 (v° Douanes).

948 20 octobre 1885

(11 moharrem 1303)

PROMULGUÉ LE 22 OCTOBRE 1885

Décret réglementant la vente des poudres et des armes de fabrication européenne (3).

(Officiel, 1885, 693)

Vu les articles 92 à 99 du décret du 3 octobre 1884 (12 hidjà 1301) relatifs au monopole de la poudre ;

Article 1er. — Le prix de vente des poudres à feu est fixé ainsi qu'il suit (4) :

PAR 500 GRAMMES	AUX DÉBITANTS.	AUX CONSOMMATEURS.
Poudre de chasse extra-fine. .	(5)	6 p. 00
— superfine. .		5 p. 00
— fine.		3 p. 1/4
Poudre de mine.		2 p. 00

. . . . . (5).

(3) Conf arrêtés des 14 août 1897 et 10 novembre 1898, et décret du 3 février 1899.

(4) Conf décret du 18 juin 1894 et etiam décrets des 18 janvier 1883 et 14 avril 1894 (v° Armes), 18 mars 1896, art. 15, 2° (v° Justice tunisienne) et 3 octobre 1884, art. 133, dernier paragraphe, (v° Douanes)

(5) La remise aux débitants est celle fixée par le 3e décret du 16 décembre 1890, art 1er, § 1er.

Art. 2. — Les débitants ne pourront s'approvisionner de quantités inférieures à 10 kilogrammes. Le montant de chaque approvisionnement sera payé au comptant.

Ils établiront leurs demandes sur des formules imprimées qui leur seront délivrées par l'Administration des ..... *monopoles* (1). Ces demandes, revêtues de leur signature, indiqueront l'espèce, la qualité, le poids et le prix des poudres. Elles seront remises, à Tunis, à l'entreposeur, et, dans les autres localités, aux agents des douanes et des ..... *monopoles* (1).

L'entreposeur ou les agents des douanes, après les avoir vérifiées et complétées par l'indication de la date de la livraison, les transmettront, contre un accusé de réception, à l'officier de police judiciaire (2) de leur résidence, pour lui permettre d'exercer sur les débits la surveillance destinée à garantir la sécurité publique.

Art. 3. — Chaque livraison sera, en outre, constatée, avec les mêmes indications, sur un carnet qui restera entre les mains du débitant, pour être présenté à toute réquisition de l'autorité. Ce carnet sera coté et paraphé par le directeur des ..... *monopoles* (1). Les livraisons y seront inscrites, datées et certifiées par l'entreposeur ou l'agent qui en remplira les fonctions.

Art. 4. — Les autorisations d'acheter de la poudre de chasse délivrées par le Ministre Résident général ou son délégué, conformément à l'article 97 du décret du 12 hidjà 1301 (3 octobre 1884), ne pourront être supérieures à 2 kilogrammes.

Elles seront détachées d'un registre à souche et rédigées sur une formule comportant les indications suivantes :

1° Nom et prénoms de l'acheteur ;

2° Qualité ou profession ;

3° Domicile ;

4° Autorité qui a donné l'autorisation ;

5° Quantité et qualité des poudres pour lesquelles cette autorisation est valable ;

6° Date des ventes ;

7° Quantité et qualité des poudres vendues.

L'indication de la date et de l'objet des ventes sera faite par les agents de la débite.

Art. 5. — La poudre de mine ne pourra également être vendue sans une autorisation conforme au modèle dont il vient d'être parlé. Le Ministre Résident général ou son délégué fixera la quantité à délivrer à chaque acheteur.

Art. 6. — Le carnet établi par l'article 3 et les autorisations nominatives mentionnées dans les articles 4 et 5 du présent décret, devront être communiqués, à toute réquisition, aux fonctionnaires désignés à l'article 95 du décret du 12 hidjâ 1301 (3 octobre 1884) ainsi qu'aux autorités françaises chargées de la surveillance du territoire, à peine d'une amende de 50 piastres au moins, outre les dépens.

Dans les dix jours qui suivront l'expiration de chaque trimestre, l'entreposeur, ou l'agent (1) des contributions qui en remplira les fonctions, devra établir la situation des débits de sa circonscription. Il s'assurera que les quantités débitées correspondent exactement aux quantités inscrites sur les autorisations nominatives.

La situation de chaque débit sera constatée, à sa date, sur le carnet du débitant, par un arrêté, en toutes lettres, qui portera la signature de l'agent de l'Administration. Dans le cas où la débite ne serait pas entièrement justifiée par des autorisations régulières, le Ministre Résident général ou son délégué en serait immédiatement avisé par l'entreposeur ou l'agent qui en remplira les fonctions.

Art. 7. — L'entrepôt ou le lieu de débit seront désignés par un tableau indicatif portant en gros caractères (en français et en arabe) : « Entrepôt ou débit de poudres de la Régie ».

Les poudres de toute catégorie ne pourront être vendues qu'en boîtes, rouleaux ou barils, revêtus des vignettes ou plombs de la Régie.

Les vignettes feront connaître notamment la provenance, l'espèce, la qualité, le poids et le prix de la poudre contenue dans chaque récipient.

Art. 8. — Les entreposeurs et débitants ne pourront être installés et commencer leur débite qu'après avoir prêté serment dans les conditions prévues par le décret du 6 août 1884 (13 chaoual 1301).

Art. 9. — Tout entreposeur ou débitant qui vendrait de la poudre à des acheteurs non pourvus d'une autorisation nominative émanant du Ministre Résident général ou de son délégué serait passible, indépendamment de la révocation, d'une amende de 800 piastres.

Art. 10. — Les entreposeurs et les agents des douanes chargés d'approvisionner les débitants seront tenus de livrer directement aux consommateurs les poudres de mine qui pourront leur être demandées en vertu d'autorisations régulières.

Art. 11. — Les capitaines de navire (2), de quelque lieu qu'ils viennent, sont obligés, dans les vingt-quatre heures de leur entrée dans le port, de faire au bureau des douanes déclaration des poudres qu'ils ont à bord et de les représenter au départ, à peine d'une amende de 800 piastres. La retenue préventive du bâtiment pour sûreté de cette amende pourra être ordonnée.

Art. 12. — Aucune poudre ne peut circuler en quantité supérieure à 2 kilogrammes que sous les plombs ou vignettes de la Régie et en vertu d'un laisser-passer visé par le Maire, le

(1) Conf. 1er décret du 16 décembre 1890
(2) Conf. décrets des 15 février 1898 et 4 mai 1900 (v° JUSTICE FRANÇAISE).

(1) Conf. arrêté du 16 décembre 1890, art. 1er note
(2) Conf. décret du 10 février 1906, art 65 et seq (v° PORTS).

Commissaire de police, l'officier français remplissant les fonctions de commandant de place ou le représentant de l'Autorité consulaire française.

La poudre circulant sans laisser-passer sera saisie, confisquée et recevra la destination prévue par l'article 133, § 9, du décret du 3 octobre 1884 (12 hidjà 1301).

Le contrevenant sera, en outre, passible des peines édictées par l'article 93 (1) du même décret.

Art. 13. — La vente et la détention des armes de guerre est soumise aux dispositions de l'article 1er du décret du 9 rebiâ el aouel 1300 (18 janvier 1883).

Art. 14. — La vente, par des particuliers non autorisés, à des indigènes, d'armes de fabrication européenne, autres que les armes de guerre, est formellement interdite.

Les négociants autorisés à vendre ces armes ne pourront le faire à des indigènes qui ne se seront pas conformés aux dispositions de l'article 4 du décret du 9 rebiâ el aouel 1300 (18 janvier 1883).

Art. 15. — En cas de liquidation soit à l'amiable, soit après faillite, d'un fonds de commerce d'armes autorisé ou d'un débit de poudres, la vente ne pourra être effectuée qu'à des acquéreurs individuellement pourvus de l'autorisation prévue par les articles 4 du décret du 9 rebiâ el aouel 1300 (18 janvier 1883), 97 du décret du 12 hidjâ 1301 (3 octobre 1884) et 3 du présent décret.

Art. 16. — Les contraventions aux articles 1er, 2, 3 et 4 du décret du 9 rebiâ el aouel 1300 (18 janvier 1883), 13 du présent décret, seront punies des peines édictées par l'article 93 du décret du 12 hidjâ 1301 (3 octobre 1884).

La contravention à l'article 97 du décret du 12 hidjâ 1301 (3 octobre 1884) sera punie d'une amende de 50 à 800 piastres, et pourra motiver la condamnation à l'emprisonnement prévue par l'article 93 du même décret.

Les contraventions aux articles 5 et 6 du décret du 9 rebiâ el aouel 1300 (18 janvier 1883), 14 et 15 du présent décret, seront punies des peines édictées au § 2 de l'article 96 du décret du 12 hidjâ 1301 (3 octobre 1884).

---

949 2 mars 1886

(26 djoumadi el aouel 1303)

PROMULGUÉ LE 3 MARS 1886

Décret relatif à la vente du sel fin de table.

(OFFICIEL, 1886, 37)

Vu les articles 81 et suivants du décret du 3 octobre 1884, sur le monopole du sel.....;

Article 1er. — Le prix de vente du sel fin de table (sel artificiel) est fixé à..... (2).

(1) Modifié par décret du 6 juin 1895.
(2) Conf. décret du 11 novembre 1891.

Toutes les boîtes mises en vente devront porter les marques et vignettes de la Régie avec indication du prix de vente.

Art. 2. — Tout commerçant préalablement autorisé par l'Administration des ..... *monopoles* (1), pourra mettre en vente, dans son magasin, du sel fin de table, à la condition de s'approvisionner exclusivement aux bureaux du monopole et, pour tout ce qui a rapport à cette vente, de se conformer à toutes les mesures dont l'exécution lui sera ordonnée par le Directeur des ..... *monopoles* (1) et de se soumettre à toutes les visites et vérifications que l'Administration ou son représentant jugera à propos de faire.

En cas de contravention, l'autorisation qui lui aura été donnée pourra lui être retirée, et il sera soumis aux peines prévues contre les débitants non autorisés.

Il lui sera accordé, à partir du 2 mai 1886, une remise de 10 % (2).

Les débitants commissionnés jouiront de la même remise à partir de la même époque.

Art. 3. — Sont applicables au sel artificiel toutes les dispositions du décret du 12 hidjâ 1301 (3 octobre 1884) qui ne sont pas contraires à l'article 1er ci-dessus.

Art. 4. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

---

950 16 décembre 1890

(4 djoumadi el aouel 1308)

PROMULGUÉ LE 16 DÉCEMBRE 1890

Décret plaçant la Régie des tabacs, des poudres et du sel dans les attributions d'une nouvelle Direction qui sera appelée « Direction des monopoles ».

(OFFICIEL, 1890, 371)

Vu notre décret du 2 octobre 1884 (11 hidjâ 1301) et l'arrêté du Directeur des finances du même jour pris en exécution de ce décret;

En vue d'assurer la régie directe par l'État des monopoles et privilèges;

Article 1er. — A partir du 1er janvier 1891, la régie, au nom du Directeur des finances, des monopoles du tabac, du sel et de la poudre (3), qui était confiée à la Direction des contributions diverses, rentrera dans les attributions d'une nouvelle direction qui sera appelée « Direction des monopoles ».

Art. 2. — Le Directeur des monopoles et l'Ingénieur de cette direction seront nommés par nous.

Les agents et débitants seront nommés par le Directeur des finances ou par le Directeur des monopoles d'après les règles tracées par notre décret précité du 2 octobre 1884 (4) et par

(1) Conf. 1er décret du 16 décembre 1890
(2) Conf. 3e décret du 16 décembre 1890, art. 1er, § 1er.
(3) Conf. décrets du 12 juillet 1898. (Allumettes et cartes à jouer.)
(4) Modifié par décret du 14 août 1898 (v° FINANCES).

notre décret du 3 octobre de la même année réglementant les monopoles.

Ils prêteront le serment prescrit par le décret du 6 août 1884 (13 chaoual 1301).

Art. 3. — Toutes les dispositions et règlements actuellement en vigueur, tant au point de vue des attributions du personnel que des constatations de la fraude, des poursuites et réquisitions, du droit de transaction, du droit d'ester en justice, etc., qui concernent directement ou indirectement les monopoles de l'État, seront, à partir du 1er janvier 1891, appliqués par la nouvelle direction ou en son nom.

Art. 4. — Il n'est rien innové en ce qui concerne l'exécution de l'article 6 du décret du 2 octobre 1884 (11 hidjà 1301)[1], qui autorise le Directeur des finances à déterminer par arrêté les attributions des Directions des douanes, des contributions diverses et des monopoles.

Art. 5. — Les produits de la vente des tabacs, des sels et des poudres seront reçus par les percepteurs des Régies financières de la Régence, selon qu'il aura été ordonné.

Le Directeur des finances prendra, de concert avec le Directeur de l'office postal, les mesures nécessaires pour assurer, lorsqu'il y aura lieu, le versement des produits de même nature dans les caisses des comptables de ce dernier service.

Art. 6. — Seront applicables aux comptables en matières de la Direction des monopoles, autres que les Receveurs des douanes faisant fonctions d'entreposeurs et sous la réserve des modifications ci-après indiquées, les dispositions du décret du 6 rebiâ ettani 1304 (2 janvier 1887), rclatif aux cautionnements des comptables en deniers des Administrations financières.

La quotité du cautionnement à déposer par les comptables en matières de la Direction des monopoles aura pour base la valeur, calculée d'après le prix de vente aux consommateurs, de la quantité annuelle des marchandises dont ils auront la charge.

Elle est fixée ainsi qu'il suit :

Jusqu'à 100,000 p.	850 p.	500 fr.
De 100,000 à 200,000 p.	1,675	1,000
De 200,000 à 500,000 p.	2,500	1,500
De 500,000 p. et au-dessus. . . .	3,350	2,000

Art. 7. — Le Directeur des finances et le Directeur de l'office postal de la Régence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

---

951 16 décembre 1890

(4 djoumadi el aouel 1308)

PROMULGUÉ LE 17 DÉCEMBRE 1890

Décret réglementant les débits de tabac et de poudre[2].

(OFFICIEL, 1890, 372)

Article 1er. — A partir du 1er janvier 1891, toute personne qui désirera obtenir un débit de tabacs ou de poudres devra en faire la demande par écrit au Directeur des monopoles, qui instruira cette demande.

Les débitants précédemment en exercice en vertu de commissions nominatives régulières qui voudront continuer la gestion des débits à eux concédés auront à adresser également au Directeur des monopoles une demande semblable en vue d'obtenir une commission nouvelle si l'Administration croit devoir l'accorder.

Tous les débitants, sans exception, seront soumis aux mêmes obligations.

Art. 2. — La commission de débitant continuera à être personnelle.

Le débitant est tenu de gérer son débit lui-même.

Par exception, il pourra se faire aider par une personne à gages, mais à la condition que, dans ce cas, le débit se trouve installé dans la maison habitée par le débitant.

La personne à gages ne pourra pas être admise à représenter le débitant auprès de l'Administration.

Art. 3. — La commission ne confère aucun droit relatif à l'étendue du périmètre réservé à l'exploitation du débitant.

Art. 4. — Le débitant devra s'approvisionner exclusivement aux bureaux du monopole de sa circonscription.

Il paiera comptant les tabacs qui lui seront délivrés.

Il devra être constamment pourvu, en quantités suffisantes pour les besoins de la débite, de toutes les espèces de tabacs et de poudres qu'il sera autorisé à vendre.

En cas de négligence dans la gestion de son débit, la commission pourra être retirée au débitant, si l'Administration juge la mesure nécessaire.

Art. 5. — Tout débitant de tabacs ou de poudres devra, si l'Administration le juge à propos, gérer en même temps un débit de papiers timbrés aux conditions admises par l'Administration.

Art. 6. — Les débitants seront tenus, sous peine d'encourir le retrait immédiat de leur commission, de se conformer à toutes les mesures dont l'exécution leur sera ordonnée par l'Administration concernant la gestion de leur débit (1).

Ils devront, sous la même peine, se soumettre aussi bien à leur domicile que dans leur débit, à toutes les visites et vérifications que l'Administration jugera à propos de faire à n'importe quel moment soit par les agents des monopoles, soit par tous autres agents autorisés à cet effet.

Art. 7. — Toute saisie, dans le débit ou au

---

(1) Modifié par décret du 14 août 1898 (v° FINANCES).
(2) Conf. décret du 3 octobre 1884, art. 74 et seq., 86 et seq. (v° DOUANES).

(1) Conf. arrêté du 14 octobre 1891.

domicile du débitant, soit de matières prohibées, soit de produits dont l'Administration reconnaîtrait l'adultération ou l'origine frauduleuse, entraînera contre le débitant, outre le retrait de la commission, l'application des pénalités qui sont ou pourront être édictées par la législation sur la matière.

Art. 8. — A titre transitoire et jusqu'à avis de la Direction des monopoles, les débitants actuellement pourvus d'une commission régulière, sont autorisés à continuer la gestion de leur débit.

Des procès-verbaux contradictoirement établis entre l'Administration des monopoles et les débitants constateront, s'il y a lieu, les espèces et quantités de produits existant dans les débits au jour de la cessation de la gestion des débitants.

Art. 9. — Sont expressément maintenues toutes dispositions des lois et règlements en vigueur qui ne sont pas contraires au présent décret, dont le Directeur des finances est chargé d'assurer l'exécution.

---

952 16 décembre 1890

Arrêté du Directeur des finances réglementant le fonctionnement de l'entrepôt central de Tunis et des entrepôts particuliers des monopoles dans la Régence.

(Officiel, 1890, 372)

Vu l'article 6 du décret du 11 hidjà 1301 (2 octobre 1884);
Vu l'arrêté pris à la même date en exécution dudit article;
Vu le décret en date de ce jour, instituant une Direction des monopoles;

Article 1er. — La Direction des monopoles aura à Tunis un entrepôt central et un entrepôt particulier.

Le garde-magasin général de l'entrepôt central sera en même temps entreposeur particulier à Tunis.

Des entrepôts particuliers sont créés à..... (1).

Il sera nommé des entreposeurs particuliers à..... (1).

Dans les autres localités, les entrepôts seront gérés par les Receveurs des douanes installés dans ces localités (1).

Art. 2. — Tous les entreposeurs ou faisant fonctions d'entreposeurs tiennent une comptabilité-matières, pour laquelle ils sont directement subordonnés au Garde-magasin général des monopoles qui centralisera les opérations et qui sera directement responsable envers le Trésor et justiciable de la Cour des comptes.

La forme des bordereaux mensuels et des comptes annuels sera réglée par des instructions spéciales.

Art. 3. — Le Directeur des monopoles est ordonnateur secondaire des dépenses de son service, dans les limites des crédits qui lui sont répartis et sous-délégués par le Directeur des finances.

(1) La nomenclature des entrepôts est actuellement la suivante :
1° Entreposeurs sédentaires : Gromballia, Kairouan, La Goulette, Sfax, Sousse.
2° Entreposeurs surveillants : Béja, Bizerte, Gafsa, Le Kef, Mahdia, Souk el Arba, Tozeur
3° Entreposeurs des monopoles faisant fonctions de receveurs des contributions diverses : Gamouda, Maktar, Médenine, Medjez el Bab, Tébourba, Thala, Zaghouan, Feriana.
4° Receveurs des douanes faisant fonctions d'entreposeurs des monopoles : Djerba, Gabès, Porto-Farina, Tabarka, Zarzis.
5° Receveur des contributions diverses faisant fonctions d'entreposeur des monopoles : Kobilli.

---

953 16 décembre 1890

(4 djoumadi el aouel 1308)

PROMULGUÉ LE 17 DÉCEMBRE 1890

Décret fixant les remises proportionnelles allouées aux débitants des produits des monopoles et les prix de vente aux consommateurs.

(Officiel, 1890, 372)

Vu les décrets des ..... 12 octobre 1885 (3 moharrem 1303), 20 octobre 1885 (11 moharrem 1303), 2 mars 1886 (26 djoumadi el aouel 1303);
Vu les articles 74 et suivants du décret du 12 hidjà 1301 (3 octobre 1884), relatifs aux débits de tabacs, de sel et de poudre;
Considérant qu'il paraît nécessaire, au moment ou l'Administration de l'État va prendre la régie directe des monopoles des tabacs et du sel, d'apporter certaines modifications aux règles actuellement en vigueur en ce qui concerne, notamment, la gestion des débits et les conditions d'approvisionnement des consommateurs;

Article 1er. — La quotité de la remise allouée aux débitants de tabacs, de poudres et de sel fin est fixée à 1/10 du prix de la vente aux consommateurs (1).

En ce qui concerne certains débits de tabacs et de poudres ou de l'un ou de l'autre, isolément, l'Administration aura le droit de réserver, sur cette remise, une part qu'elle fixera et qui sera affectée à la dotation d'une caisse de secours pour les anciens serviteurs de l'État dans l'impossibilité de continuer leurs fonctions ou pour les veuves et les enfants d'anciens serviteurs décédés en activité de service (1).

Art. 2. — Par exception et dans le cas où, par suite de l'éloignement et des difficultés de communication, la remise de 10 °/₀ ne pourrait pas suffire à couvrir les dépenses du débitant et à le rémunérer, l'Administration est autorisée à payer, en outre de cette remise, l'indemnité nécessaire, suivant les circonstances, pour assurer la débite (2).

Art. 3. — Pour le sel gros, destiné aux usages domestiques, la remise des débitants, à Tunis et dans les localités où il existera des entrepôts, est fixée à 5 °/₀.

Dans les autres localités, l'Administration pourra, momentanément, en tenant compte des difficultés d'approvisionnement de toute nature, allouer aux débitants des remises variables sans

(1) Conf. arrêté du 14 octobre 1891.
(2) Conf. décret du 13 mars 1898, art. 4.

que, toutefois, ces remises puissent, en aucun cas, dépasser 25 °/₀ (1).

Art. 4. — Les prix de vente de tabacs aux consommateurs sont fixés conformément à la nomenclature annexée au présent décret (2).

Art. 5. — Les consommateurs qui voudront profiter de la faculté accordée par l'article 61, § 2, du décret du 3 octobre 1884 (12 hidjà 1301), de faire venir les cigares de l'étranger devront s'adresser, au moment de l'introduction, à l'Administration des monopoles, qui donne l'autorisation nécessaire moyennant le paiement d'un droit de 20 fr. par kilogramme.

Art. 6. — Toutes les dispositions qui précèdent seront applicables à compter du 1er janvier 1891.

Sont abrogées toutes les dispositions contraires.

Le Directeur des finances est chargé d'assurer l'exécution du présent décret.

---

954 Annexe au décret du 16 décembre 1890

Nomenclature et prix des tabacs de diverses espèces mis en vente(2).

(Officiel, 1890, 372)

Tabac à priser, 1re qualité	le kilogr.	10f »
— 2e —	—	5 »
Tabac souffi pulvérulent destiné au Djerid et au Nefzaoua (3)	—	12 50
Tabac souffi pulvérulent destiné aux autres provinces	—	17 50
Tabac à fumer, 1re qualité	—	7 50
— 2e —	—	5 »
Takrouri en fleurs	—	17 50
— en paquets (avec tiges)	—	12 50
Tombac	—	7 50
Cigares maltais	le cent	5 »
Cigarettes, 1re qualité	—	1 60
— 2e —	—	1 20
— 3e —	—	1 »

(*Cette première partie de la nomenclature a été ainsi modifiée par arrêté du 18 septembre 1891* [4].)

Tabac caporal, le paquet de 50 grammes		0f15
— arbi, — —		0 20
— civette, — —		0 30
Scaferlati, 1re qual. — —		0 40
— ordinaire (Régie de France), 50 gr.		0 50
— supérr et maryland (Régie de France), 40 grammes		0 50
Tabac anglais, le 1/8 de livre		1 25
Cigarettes, 4e qualité,	le paquet de 20.	0 15
— de fabrication étrangere,	—	0 20
— —	—	0 25
— —	—	0 30
— —	—	0 40
— —	—	0 50
— —	—	0 60
— —	—	0 75
— —	—	1 »
— —	le paquet de 25.	0 30
— —	—	0 40
— —	—	0 50
— —	—	0 60
Cigarettes, de fabrication étrang.	le paquet de 25.	0f75
— —	—	1 »
— —	en boîte de 100.	2 »
— —	—	2 50
Tabac à priser étranger et supérieur (Régie de France), en paquet de 1 hectogr.		1 25
Tabac à priser ordinaire (Régie de France), en paquet de 1 hectogr.		1 »
Rôle menu filé (Régie de France), en paq. de 1 hg.		1 25
Rôle ordinaire (Régie de France), le kilogr.		10 »
Cigares Vevey courts,	le cent.	2 50
— longs,	—	5 »
— Virginie paille,	—	5 »
— Manilla,	—	5 »
— bouts tournés,	—	5 »
— —	—	7 50
— —	—	10 »
— —	—	15 »
— —	—	20 »
— —	—	25 »
— —	—	30 »
— —	—	40 »
— —	—	50 »
— —	—	60 »
— —	—	75 »
— —	—	100 »

(1) Conf décret du 13 mars 1898, art. 4.
(2) Conf. etiam arrêtés des 9 avril et 12 décembre 1892, 20 mars et 28 mai 1895, 13 mars et 28 mai 1898, 13 juillet 1899, 12 février et 29 mars 1900, qui mettent en vente de nouvelles variétés.
(3) Conf. etiam décret et arrêté du 13 mars 1898.
(4) Conf. décret du 4 juin 1891.

---

955 4 juin 1891

(26 chaoual 1308)

PROMULGUÉ LE 5 JUIN 1891

Décret relatif aux modifications qui pourront être apportées à la nomenclature qui fixe l'espèce et le prix des tabacs mis en vente par la Régie(1).

(Officiel, 1891, 141)

Vu l'article 76 du décret du 3 octobre 1884 (12 hidjà 1301), qui interdit aux débitants toute vente de tabacs à des prix plus élevés que ceux du tarif;

Vu l'article 4 du décret du 16 décembre 1890 (4 djoumadi el aouel 1308) et la nomenclature y annexée, qui fixent l'espèce et le prix des tabacs mis en vente par la Régie;

Considérant que l'expérience, la réforme monétaire, ou d'autres mesures quelconques, pourront nécessiter de fréquentes modifications à cette nomenclature, et qu'il importe de déterminer le mode suivant lequel ces modifications seront successivement portées à la connaissance du public;

Article 1er. — La nomenclature annexée au décret du 4 djoumadi el aouel 1308 (16 décembre 1890), qui fixe l'espèce et le prix des tabacs mis en vente par la Régie pourra être modifiée par arrêtés du Directeur des monopoles, dûment visés et approuvés par le Directeur des finances et publiés au *Journal officiel* (2).

Chacune des modifications apportées à cette nomenclature sera immédiatement indiquée sur les tarifs affichés dans les débits de tabacs.

Art. 2. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

---

956 18 septembre 1891

Arrêté du Directeur des monopoles modifiant les prix de vente de diverses qualités de tabacs.

(Officiel, 1891, 243)

Vu la nomenclature annexée au décret du 4 djoumadi el aouel 1308 (16 décembre 1890) qui fixe l'es-

(1) Conf. décret du 3 février 1893.
(2) Conf. 3e décret du 16 décembre 1890, art. 4.

pèce et le prix des tabacs mis en vente par la Régie des monopoles;

Vu le décret du 26 chaoual 1308 (4 juin 1891), aux termes duquel cette nomenclature pourra être modifiée par arrêtés du Directeur des monopoles dûment visés et approuvés par le Directeur des finances et publiés au *Journal officiel;*

Vu le décret du 24 kâda 1308 (1er juillet 1891), qui détermine la nouvelle unité monétaire de la Régence;

Article 1er. — Les prix de vente aux consommateurs des tabacs ci-après seront, à compter du 13 octobre 1891, modifiés comme il suit :

. . . . . .

(*Conf. la 1re partie de la nomenclature annexée au 3e décret du 16 décembre 1890.*)

Art. 2. — Les modifications ci-dessus seront indiquées, à compter du 13 octobre 1891, sur les tarifs affichés dans les débits de tabacs.

---

957 14 octobre 1891

Arrêté du Directeur des finances fixant la retenue à opérer sur la remise allouée aux débitants de tabac, de poudre et de sel fin.

(Officiel, 1891, 253)

Vu l'article 1er, § 2, du décret du 16 décembre 1890 (4 djoumadi el aouel 1308), relatif aux remises allouées aux débitants;

Vu l'article 6 du décret du même jour réglementant les débits de tabac et de poudre;

Article 1er. — A partir du 1er janvier 1892, la retenue à opérer sur la remise de 10 °/o allouée aux débitants de tabacs, de poudre et de sel fin sera fixée, pour tous les débitants, proportionnellement au montant des achats annuels, d'après le tarif ci-après :

Sur les premiers 10,000 fr. .	Néant;
De 10,001 à 20,000 fr. . . .	2 °/o, soit 2/10 de la remise;
De 20,001 fr. et au-dessus. .	4 °/o, soit 4/10 —

La retenue portera sur la totalité des achats faits par le même débitant et sera, comme la remise, liquidée sur les prix de vente aux consommateurs.

Art. 2. — Les débitants seront pourvus d'un carnet, coté et paraphé par le Directeur des monopoles, sur lequel les entreposeurs inscriront indistinctement, au fur et à mesure des livraisons, les quantités et valeurs des produits qu'ils délivreront, ainsi que le montant de la remise nette allouée (1).

Art. 3. — L'Administration pourra imposer aux débitants de tabacs et de poudre l'obligation de vendre tous autres produits et objets qu'elle désignera, dans les conditions qui seront déterminées (2).

Les débitants ne pourront, sans une autorisation expresse, mettre en vente des denrées ou objets autres que ceux fournis par l'Administration.

(1) Conf arrêté du 20 avril 1892.
(2) Conf. arrêté du 5 février 1893 et décrets du 12 juillet 1898, art. 4, § 2.

---

958 11 novembre 1891

(8 rebiâ ettani 1309)

PROMULGUÉ LE 12 NOVEMBRE 1891

Décret fixant les prix de vente du sel aux consommateurs(1).

(Officiel, 1891, 278)

Vu le décret du 1er juillet 1891 (24 kâda 1308) qui fixe le franc comme unité monétaire de la Régence;

Pour mettre le tarif de la vente du sel en harmonie avec la monnaie nouvelle, et en vue de l'adoption progressive, dans la Régence, du système métrique des poids et mesures;

Article 1er. — A partir du 1er janvier 1892, les prix de vente du sel (1) aux consommateurs seront fixés comme il suit :

Sel ordinaire, par quintal métrique.	10f »
Sel destiné à la salure des sardines et des olives, par quintal métrique	4 50
Sel fin de table, en boîtes ou paquets de 200 gr. .	0 10

Les propriétaires d'olives et les saleurs de sardines qui voudront bénéficier du prix de faveur ci-dessus, devront se soumettre à toutes les prescriptions, formalités et surveillance que l'Administration des monopoles jugera utile de prendre pour prévenir les abus et la fraude.

Art. 2. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

---

959 9 avril 1892

Arrêté du Directeur des monopoles annonçant la mise en vente de nouvelles variétés de tabac à fumer.

(Officiel, 1892, 102)

Vu le décret du 4 juin 1891 (26 chaoual 1308) disposant que la nomenclature des tabacs mis en vente par la Régie pourra être modifiée par arrêtés du Directeur des monopoles, dûment visés et approuvés par le Directeur des finances et publiés au *Journal officiel;*

Vu la nomenclature annexée au décret du 16 décembre 1890 (4 djoumadi el aouel 1308);

Vu l'arrêté du 18 septembre 1891;

Article unique. — A partir du 15 avril 1892, il sera mis en vente, par la Régie, deux variétés de tabac à fumer *scaferlati extra* au prix de cinquante centimes le paquet de cinquante grammes.

---

960 20 avril 1892

Arrêté du Directeur des finances relatif à l'approvisionnement à domicile des débitants de tabac établis dans l'intérieur de la ville de Tunis.

(Officiel, 1892, 108)

Vu les décrets du 16 décembre 1890 et l'arrêté du 14 octobre 1891;

En vue de faciliter l'approvisionnement des débits de tabacs de la ville de Tunis;

Article 1er. — A compter du 1er juillet 1892 les débitants de tabacs établis dans l'intérieur

(1) Conf. décret du 3 février 1893.

de la ville de Tunis pourront, sur leur demande, être approvisionnés à domicile des produits qu'ils sont autorisés à vendre, moyennant le paiement, par chaque commande, outre d'une redevance fixe de 10 c., d'une taxe proportionnelle de 5 c. par 50 fr. ou fraction de 50 fr.

Art. 2. — Les commandes seront déposées au bureau de ville de la Direction des monopoles, tous les jours, excepté le dimanche et les jours fériés, de 7 heures à 11 heures du matin.

Elles seront accompagnées du versement du prix des marchandises demandées ainsi que de la redevance ci-dessus établie.

Art. 3. — Les marchandises seront livrées à domicile par les soins de l'Administration.

Les sacs, boîtes, caisses et autres emballages nécessaires au transport des marchandises seront fournis par les débitants et agréés par l'Administration.

Art. 4. — La faculté de s'approvisionner sans frais à la manufacture est expressément maintenue.

---

961 12 décembre 1892

Arrêté du Directeur des monopoles annonçant la mise en vente de nouvelles variétés de cigares, de tabac à priser et de jus de tabac.

(Officiel, 1892, 362)

Vu le décret du 4 juin 1891 (26 chaoual 1308) disposant que la nomenclature des tabacs mis en vente par la Régie pourra être modifiée par arrêtés du Directeur des monopoles dûment visés et approuvés par le Directeur des finances et publiés au *Journal officiel;*

Vu la nomenclature annexée au décret du 16 décembre 1890 (4 djoumadi el aouel 1308);

Vu les arrêtés des 18 septembre 1891 et 9 avril 1892 publiés au *Journal officiel* des 1er octobre 1891 et 14 avril 1892;

Article unique. — Il sera mis en vente :

1° A compter de ce jour, des cigares à bout tourné, aux prix de 35 fr., 45 fr. et 90 fr. le cent ;

2° A compter du 1er janvier 1893, une nouvelle variété de tabac à priser dite « neffa extra » au prix de 35 c. la boîte de 25 grammes ;

3° A compter du 1er février 1893, du jus de tabac dénaturé marquant 15° à l'aréomètre Baumé, au prix de 1 fr. le litre à verre perdu, ou de 3 fr. 25 c. le bidon de deux litres à vase perdu.

Le jus de tabac sera débité en litres et en bidons dans tous les entrepôts des monopoles. Il sera vendu en litres par les débitants qu'il paraîtrait utile de désigner ultérieurement.

---

962 3 février 1893

(*16 redjeb 1310*)

PROMULGUÉ LE 3 FÉVRIER 1893

Décret étendant les dispositions du décret du 4 juin 1891 aux indications à intervenir dans les espèces et les prix des sels et des poudres à feu(1).

(Officiel, 1893, 48)

Vu les articles 87 et 89 du décret du 3 octobre 1884 (12 hidjâ 1301) qui interdisent aux débitants toute vente de sel ou de poudre à des prix plus élevés que ceux du tarif;

Vu les décrets du 20 octobre 1885 (11 moharrem 1303) et du 11 novembre 1891 (8 rebiâ ettani 1309) qui fixent les prix de vente de la poudre à feu et du sel aux consommateurs ;

Vu le décret du 4 juin 1891 (26 chaoual 1308) disposant que la nomenclature des tabacs mis en vente par la Régie pourra être modifiée par arrêtés du Directeur des monopoles dûment visés et approuvés par le Directeur des finances et publiés au *Journal officiel ;*

Dans l'éventualité de la mise en vente, notamment, de poudres à feu spéciales;

Article 1er. — Les dispositions du décret du 4 juin 1891 (26 chaoual 1308), relatives à la modification de la nomenclature fixant l'espèce et le prix des tabacs mis en vente par la Régie, sont étendues aux indications à intervenir dans les espèces et le prix des sels et des poudres à feu (1).

Art. 2. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

---

963 18 juin 1894

(*14 hidjâ 1311*)

PROMULGUÉ LE 18 JUIN 1894

Décret relatif à la fabrication et à la détention des engins meurtriers, explosifs et autres.

(Officiel, 1894, 217)

Vu le décret du 3 octobre 1884 (12 hidjâ 1301) réglementant les douanes et les monopoles de l'État ;

Vu le décret du 20 octobre 1885 (11 moharrem 1303) sur la vente des poudres;

Article unique. — Tout individu, fabricant ou détenteur, sans autorisation et sans motifs légitimes, de machines ou engins meurtriers ou incendiaires agissant par explosion ou autrement, ou d'un explosif quelconque, quelle que soit sa composition ;

Tout individu, fabricant ou détenteur sans motifs légitimes, de toute autre substance destinée à entrer dans la composition d'un explosif, sera puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de 50 à 3,000 fr.

---

(1) Conf. arrêtés des 14 août 1897, 13 mars, 2 et 10 novembre 1898.

964 20 mars 1895

Arrêté du Directeur des monopoles annonçant la mise en vente de nouvelles variétés de tabacs.

(Officiel, 1895, 111)

Vu le décret du 4 juin 1891 (26 chaoual 1308) disposant que la nomenclature des tabacs mis en vente par la Régie pourra être modifiée par arrêtés du Directeur des monopoles dûment visés et approuvés par le Directeur des finances et publiés au *Journal officiel;*

Vu la nomenclature annexée au décret du 16 décembre 1890 (4 djoumadi el aouel 1308);

Vu les arrêtés des 18 septembre 1891, 9 avril 1892 et 12 décembre 1892;

Article unique. — A partir du 1er avril 1895, il sera mis en vente, par la Direction des monopoles, les nouvelles variétés de tabacs suivantes :

Cigarettes, en boîtes de	10,	au prix de	. .	0f50	la boîte.
—	—	10,	—	. . 0 55	—
—	—	10,	—	. . 0 60	—
—	—	25,	—	. . 2 »	—
—	—	25,	—	. . 3 »	—
Scaferlati,	—	25 gr.,	—	. . 1 50	—
—	—	25 gr.,	—	. . 2 25	—

Neffa extra, en bouteille de 500 grammes, au prix de 7 fr. la bouteille.

---

965 28 mai 1895

Arrêté du Directeur des monopoles annonçant la mise en vente de nouvelles variétés de cigarettes.

(Officiel, 1895, 180)

Vu le décret du 4 juin 1891 (26 chaoual 1308) disposant que la nomenclature des tabacs mis en vente pourra être modifiée par arrêtés du Directeur des monopoles, visés et approuvés par le Directeur des finances, et publiés au *Journal officiel;*

Vu la nomenclature annexée au décret du 16 décembre 1890 (4 djoumadi el aouel 1308);

Article unique. — A partir du 1er juin 1895, la Direction des monopoles mettra en vente les nouvelles variétés de cigarettes suivantes :

Cigarettes, en boîtes de	10,	au prix de	. .	0f90	la boîte.
—	—	—	. .	1 30	—

---

966 6 juin 1895

(12 hidjà 1312)

PROMULGUÉ LE 6 JUIN 1895

Décret modifiant le décret du 3 octobre 1884 sur les douanes et les monopoles de l'État, en ce qui concerne les tabacs et la poudre.

(Officiel, 1895, 179)

Vu les articles 8, 62, 70, 77 et 93 du décret du 3 octobre 1884 (12 hidjà 1301), réglementant les douanes et les monopoles de l'État;

Considérant qu'il y a lieu notamment de préciser, en les complétant, la portée des articles 8, 70 et 93, dont l'application a donné lieu à des difficultés d'interprétation, et de faire disparaître les divergences existant entre les textes arabe et français des articles 8 et 77;

Article 1er. — Les articles ci-après du décret du 3 octobre 1884 (12 hidjà 1301) susvisés sont modifiés ainsi qu'il suit :

1° A l'énumération des marchandises prohibées contenue dans le premier paragraphe de l'article 8 (texte français) sont ajoutés le tabac et le takrouri;

2° Le deuxième paragraphe de l'article 62 est ainsi modifié : . . . . . (*Abrogé par décret du 25 août 1898.*)

3° La disposition suivante est intercalée entre le cinquième et le sixième paragraphe de l'article 62 : . . . . . (*Abrogé par décret du 25 août 1898.*)

4° L'article 70 est ainsi complété : . . . . (*Conf. décret du 3 octobre 1884.*)

5° L'article 77 (texte français) est modifié, en ce qui concerne la durée de l'emprisonnement, par la substitution aux mots « 3 jours à un an » des mots « 3 jours à un mois ».

6° Le premier paragraphe de l'article 93 est modifié comme suit : . . . . . (*Conf. décret du 3 octobre 1884.*)

Art. 2. — Notre Premier Ministre et le Directeur des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

---

967 14 août 1897

Arrêté du Directeur des monopoles annonçant la mise en vente de poudre de chasse pyroxylée.

(Officiel, 1897, 467)

Vu le décret du 20 octobre 1885 (11 moharrem 1303) qui fixe la nomenclature et le prix de vente des poudres à feu;

Vu le décret du 3 février 1893 (16 redjeb 1310), aux termes duquel cette nomenclature peut être modifiée par arrêtés du Directeur des monopoles, dûment visés et approuvés par le Directeur des finances et publiés au *Journal officiel;*

Article unique. — Il sera mis en vente, à compter du 15 septembre prochain, de la poudre de chasse pyroxylée, type J, au prix de 16 fr. le kilogramme.

---

968 5 février 1898

Arrêté du Directeur des finances imposant aux débitants de tabac la participation à la vente des timbres-poste(1).

(R. D. F., 1898, 107)

Vu les propositions de M. le Directeur de l'Office des postes et des télégraphes en date du 16 décembre 1897;

Dans le but de faciliter au public les moyens de s'approvisionner de timbres-poste;

Article 1er. — Les débitants de tabacs sont tenus de participer, moyennant une remise de 1 °/₀, à la vente des timbres-poste de toute catégorie.

---

(1) Conf. arrêté du 14 octobre 1891, art. 3.

Ils s'approvisionneront au bureau de poste situé au siège de l'entrepôt dont ils relèvent (1).

Art. 2. — Le minimum d'approvisionnement est fixé à 5 fr. pour les localités dont la population est de 1,000 habitants ou au-dessous et à 10 fr. pour celles qui comptent une population supérieure à ce chiffre.

Art. 3. — Les timbres-poste devront être vendus au prix fixé par le tarif et dans l'ordre où ils auront été achetés.

Art. 4. — Les débitants de tabacs sont soumis aux vérifications des agents des postes en ce qui touche l'approvisionnement et la vente des timbres-poste.

Ils devront se conformer à cet égard à toutes les mesures dont l'exécution leur sera ordonnée par l'Office postal.

Art. 5. — Toute infraction aux dispositions du présent règlement pourra entraîner, pour le titulaire du bureau, le retrait de sa commission de débitant de tabac ou de poudre conformément à l'article 6 du décret du 16 décembre 1890.

Ce retrait sera prononcé par le Directeur général des finances au vu de procès-verbaux administratifs dressés par les agents de l'Office postal.

---

969 13 mars 1898

(19 chaoual 1315)

PROMULGUÉ LE 13 MARS 1898

Décret autorisant la Direction des monopoles à mettre en vente, en territoire militaire, du tabac et du sel à prix réduit.

(OFFICIEL, 1898, 218)

Vu le décret du 3 octobre 1884 sur les douanes et les monopoles;

Vu le décret du 16 décembre 1890 et la nomenclature y annexée des tabacs mis en vente par la Régie;

Vu le décret du 11 novembre 1891 fixant le prix de vente des sels;

Vu les décrets du 4 juin 1891 et du 3 février 1893 concernant la modification du prix de vente des tabacs et des sels;

Sur le rapport du Directeur des finances et la présentation de notre Premier Ministre;

Article 1er. — La Direction des monopoles est autorisée à mettre en vente, dans les caïdats de Nefzaoua, Ouerghemma et Matmata, du tabac et du sel à prix réduit. Le tabac sera vendu sous enveloppe et vignette portant des marques spéciales.

Les prix de vente de ces produits seront fixés, en conformité du décret du 4 juin 1891 susvisé, par arrêtés du Directeur des monopoles, approuvés par le Directeur des finances et publiés au *Journal officiel* (2).

Art. 2. — Les tabacs et sels à prix réduits sont exclusivement destinés à la consommation dans les territoires de commandement militaire.

Le Directeur des monopoles limitera, s'il y a lieu, en raison de la population de chaque localité, les quantités de ces produits qui seront livrées aux débitants, ainsi que les quantités que les débitants pourront, sous peine de destitution en cas d'infraction, vendre en une seule fois à un consommateur.

Art. 3. — Les tabacs à prix réduits seront saisis, comme étant de fraude, lorsqu'ils seront trouvés en dehors des lieux où la vente en est autorisée. Les contrevenants seront passibles des pénalités prévues par les articles 70 et 77 du décret du 3 octobre 1884, modifiés et complétés par le décret du 6 juin 1895.

Art. 4. — La remise allouée aux débitants situés en territoire de zone est fixée à 5 fr. par tonne pour le sel gros destiné aux usages domestiques. Toutefois, dans les localités où il n'existera pas d'entrepôt des Monopoles, l'Administration pourra allouer aux débitants, à titre d'indemnité pour frais de transport, une remise supplémentaire de 0 fr. 30 c. par tonne kilométrique, sans que cette remise puisse en aucun cas excéder 45 fr.

Il n'est rien innové aux dispositions contenues sous les articles 81 à 91 du décret du 3 octobre 1884.

Art. 5. — Notre Premier Ministre et notre Directeur des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui entrera en vigueur le 1er avril 1898.

---

970 13 mars 1898

Arrêté du Directeur des monopoles fixant les prix de la vente du tabac et du sel autorisée par décret du même jour.

(OFFICIEL, 1898, 218)

Vu le décret du 4 juin 1891, disposant que la nomenclature des tabacs mis en vente par la Régie pourra être modifiée par arrêtés du Directeur des monopoles, dûment visés et approuvés par le Directeur des finances et publiés au *Journal officiel;*

Vu la nomenclature annexée au décret du 16 décembre 1890;

Vu le décret du 3 février 1893 étendant les dispositions du décret du 4 juin 1891 aux modifications susceptibles d'être apportées à la nomenclature qui fixe l'espèce et le prix des tabacs mis en vente par la Régie;

Vu le décret du 13 mars 1898, par lequel le Directeur des monopoles est autorisé à mettre en vente, dans les caïdats de Nefzaoua, Ouerghemma et Matmata, du tabac et du sel à prix réduit;

Article 1er. — A partir du 1er avril 1898, les prix de vente aux consommateurs des espèces de tabac ci-après énumérées sont fixés ainsi que suit dans les caïdats de Nefzaoua, Ouerghemma et Matmata :

Tabac arbi,	le paquet de	50	grammes. . .	0f 15
— civette,	—	50	— . . .	0 25
Scaferlati, 1re qualité,	—	50	— . . .	0 30
Souffi pulvérulent,	—	40	— . . .	0 50

(1) Ils le peuvent aussi au bureau de poste de leur circonscription postale et dans les mêmes conditions (arrêté du 10 août 1900, *Officiel*, 1900, 843).

(2) Conf. arrêté du 13 mars 1898.

Cigarettes tunisiennes :					
2e qualité, le paquet de	10	grammes	. . . . .		0f10
—	—	20	—	. . . . .	0 20
—	—	24	—	. . . . .	0 25
3e —	—	25	—	. . . . .	0 20
Nefla extra soufli, la boîte de	25	grammes.	. . . .		0 25

Art. 2. — Pour être distingués de ceux vendus dans le surplus de la Régence, les tabacs à prix réduit seront revêtus d'enveloppes et vignettes portant des indications spéciales et notamment les lettres T M.

Art. 3. — A partir de la même date, le prix de vente aux consommateurs de sel ordinaire est uniformément fixé à 50 fr. la tonne dans les territoires de commandement.

Art. 4. — Les centres d'approvisionnement des trois débits situés en territoire militaire sont fixés à Médenine et à Kebilli(1).

---

971 28 mai 1898

Arrêté du Directeur des monopoles annonçant la mise en vente d'une nouvelle variété de tabac.

(OFFICEL, 1898, 418)

Vu le décret du 4 juin 1891 (26 chaoual 1308) disposant que la nomenclature des tabacs mis en vente par la Régie pourra être modifiée par arrêtés du Directeur des monopoles, dûment visés et approuvés par le Directeur des finances et publiés au *Journal officiel;*

Vu la nomenclature annexée au décret du 16 décembre 1890 (4 djoumadi el aouel 1308);

Vu les arrêtés des 18 septembre 1891, 9 avril 1892, 12 décembre 1892, 20 mars 1895 et 28 mai 1895;

Article unique. — A partir du 5 juin prochain, il sera mis en vente par la Direction des monopoles la nouvelle variété de tabac suivant :

Cigarettes sans papier, en portefeuille de 20, au prix de 1 fr. le portefeuille.

---

972 12 juillet 1898

(22 safar 1316)

PROMULGUÉ LE 12 JUILLET 1898

Décret instituant le monopole des cartes à jouer.

(OFFICIEL, 1898, 519)

Vu le décret du 3 octobre 1884 (12 hidjà 1301);

Considérant que l'état économique de la Régence permet d'étendre la législation qui régit les monopoles de l'État;

En vue de permettre la réduction des droits de mahsoulats sur les céréales et d'assurer ainsi une meilleure répartition des charges publiques;

Article 1er. — La fabrication, l'importation et la vente des cartes à jouer sont exclusivement réservées aux monopoles dans toute l'étendue de la Régence.

Art. 2. — Toute personne se livrant actuellement à la fabrication ou au commerce des cartes à jouer devra cesser son industrie ou son commerce à partir de la promulgation du présent décret.

Elle devra, en outre, dans les dix jours de ladite promulgation, déposer à l'entrepôt des monopoles de sa circonscription toutes les cartes à jouer en sa possession. Ce dépôt sera accompagné d'une déclaration certifiée et signée présentant le détail des espèces et quantités. Un double de cette déclaration, revêtu du récépissé de l'entreposeur, sera remis au déclarant.

Les quantités de cartes à jouer remises à la Régie seront payées au déposant d'après le prix de fabrication ou d'acquisition dûment justifié.

Les cartes à jouer non déposées dans le délai ci-dessus imparti seront considérées comme fabriquées ou détenues en contrebande.

Art. 3. — Les cartes à jouer ne pourront circuler ou être mises en vente qu'en paquets fermés et revêtus de la vignette de la Régie.

Un exemplaire de cette vignette sera déposé aux greffes des tribunaux de première instance et de justice de paix. Le dépôt sera constaté par un procès-verbal dressé sans frais.

Les types et prix de vente des cartes à jouer livrées à la consommation seront fixés par arrêtés du Directeur des monopoles, approuvés par le Directeur des finances et publiés au *Journal officiel* (1).

Art. 4. — Aucune personne ne pourra vendre des cartes à jouer du monopole qu'en vertu d'une autorisation de l'Administration. Cette autorisation pourra toujours être retirée.

La vente des cartes à jouer est obligatoire pour le débitant de tabac (2).

La quotité de la remise allouée aux débitants de cartes à jouer est la même que celle allouée aux débitants de tabac (3).

Art. 5. — Pour tout ce qui excède la consommation courante, les cartes à jouer devront, dans chaque habitation, être conservées en paquets fermés et revêtus de la vignette de la Régie.

La quantité tolérée comme nécessaire à la consommation courante est fixée à :

1° Six douzaines de jeux pour les débits de boissons, cafés, auberges, hôtels et autres établissements où le public est admis et qui mettent gratuitement des jeux de cartes à la disposition de celui-ci;

2° A une douzaine de jeux dans tous les autres cas.

Au delà de ces quantités, les cartes à jouer en vrac seront considérées comme détenues en contrebande.

Art. 6. — I. Toute contravention à l'article 4 ci-dessus et à tous arrêtés réglementaires destinés à assurer l'exécution du présent décret sera passible d'une amende de 50 fr. et, s'il y

---

(1) Conf. arrêté du 16 décembre 1890, art. 1er, note.

(1) Conf arrêté du 2 juin 1900.
(2) Conf. arrêté du 14 octobre 1891, art. 3.
(3) Conf. 3e decret du 16 decembre 1890, art 1er, § 1er, et arrêté du 14 octobre 1891.

a lieu, de la confiscation des cartes à jouer trouvées en la possession du contrevenant.

II. Tout débitant autorisé qui vendra des cartes à jouer à des prix plus élevés que ceux du tarif sera considéré comme concussionnaire.

III. Seront punis d'une amende de 200 à 500 fr. et, s'il y a lieu, d'un emprisonnement de trois jours à un mois :

1° La fabrication, l'importation, la détention, le colportage et la vente ou tentative de vente de cartes à jouer de contrebande ;

2° La détention d'ustensiles, instruments ou mécaniques affectés à la fabrication des cartes à jouer, ainsi que de matières préparées en vue de cette fabrication ; le tout indépendamment de la confiscation des cartes et du matériel de fabrication, de vente ou de transport.

En cas de récidive dans le délai de cinq ans, les peines seront doublées et celle de l'emprisonnement obligatoirement prononcée.

IV. Si l'auteur du délit de contrebande est un débitant autorisé, les amendes et peines corporelles édictées au paragraphe 3 ci-dessus seront également portées au double.

V. Chacun des coauteurs ou complices d'un fait de contrebande de cartes à jouer sera personnellement passible des mêmes amendes et peines corporelles que l'auteur principal.

Art. 7. — Sont applicables en matière de cartes à jouer les dispositions du décret du 3 octobre 1884 (12 hidjâ 1301) non contraires aux prescriptions du présent décret.

Art. 8. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

---

973 12 juillet 1898

(22 safar 1316)

PROMULGUÉ LE 12 JUILLET 1898

Décret instituant le monopole des allumettes chimiques.

(OFFICIEL, 1898, 519)

Vu le décret du 3 octobre 1884 (12 hidjâ 1301) ;

Considérant que l'état économique de la Régence permet d'etendre la législation qui régit les monopoles de l'Etat ;

En vue de permettre la réduction des droits de mahsoulats sur les céréales et d'assurer ainsi une meilleure répartition des charges publiques ;

Article 1er. — La fabrication, l'importation et la vente des allumettes chimiques sont exclusivement réservées aux monopoles, dans toute l'étendue de la Régence.

Sont considérés comme allumettes chimiques tous les objets quelconques amorcés ou préparés de manière à pouvoir s'enflammer ou produire du feu par le frottement ou par tout moyen autre que le contact direct avec une matière en combustion.

Art. 2. — Toute personne se livrant actuellement à la fabrication ou au commerce des allumettes chimiques devra cesser son industrie ou son commerce à partir de la promulgation du présent décret.

Elle devra, en outre, dans les dix jours de ladite promulgation, déposer à l'entrepôt des monopoles de sa circonscription toutes les allumettes en sa possession. Ce dépôt sera accompagné d'une déclaration certifiée et signée présentant le détail des espèces et quantités. Un double de cette déclaration, revêtu du récépissé de l'entreposeur, sera remis au déclarant.

Les quantités d'allumettes remises à la Régie seront payées aux déposants d'après le prix de fabrication ou d'acquisition dûment justifié.

Les allumettes non déposées dans le délai ci-dessus imparti seront considérées comme fabriquées ou détenues en contrebande.

Art. 3. — Les allumettes chimiques ne pourront circuler ou être mises en vente qu'en boîtes fermées et revêtues de la vignette de la Régie.

Un exemplaire de cette vignette sera déposé aux greffes des tribunaux de première instance et de justice de paix. Le dépôt sera constaté par un procès-verbal dressé sans frais.

Les types et prix de vente des allumettes livrées à la consommation seront fixés par arrêtés du Directeur des monopoles, approuvés par le Directeur des finances et publiés au *Journal officiel*.

Art. 4. — Aucune personne ne pourra vendre des allumettes du monopole qu'en vertu d'une autorisation de l'Administration. Cette autorisation pourra toujours être retirée.

La vente des allumettes est obligatoire pour les débitants de tabac (1).

La quotité de la remise allouée aux débitants d'allumettes est la même que celle allouée aux débitants de tabac (2).

Art. 5. — Pour tout ce qui excède la consommation courante, les allumettes devront, dans chaque habitation, être conservées en boîtes fermées et revêtues de la vignette de la Régie.

La quantité tolérée comme nécessaire a la consommation courante est fixée : à 2 kilogr., pour les débits de boissons, cafés, auberges, hôtels et autres établissements qui fournissent gratuitement des allumettes chimiques à leurs clients, pourvu toutefois que ces allumettes soient tenues ostensiblement à la disposition des consommateurs ; à 200 grammes dans tous les autres cas.

Au delà de ces quantités, les allumettes en vrac seront considérées comme détenues en contrebande.

Art. 6. — 1. Toute contravention à l'article 4 ci-dessus et à tous arrêtés réglementaires destinés à assurer l'exécution du présent décret sera passible d'une amende de 50 fr. et, s'il y a

---

(1) Conf. arrêté du 14 octobre 1891, art. 3.

(2) Conf. 3e décret du 16 décembre 1890, art. 1er, § 1er, et arrêté du 14 octobre 1891.

lieu, de la confiscation des allumettes trouvées en la possession du contrevenant.

II. Tout débitant autorisé qui vendra des allumettes à des prix plus élevés que ceux du tarif sera considéré comme concussionnaire.

III. Seront punis d'une amende de 200 à 500 fr. et, s'il y a lieu, d'un emprisonnement de trois jours à un mois :

1° La fabrication, l'importation, la détention, le colportage et la vente ou tentative de vente d'allumettes de contrebande;

2° La détention d'ustensiles, instruments ou mécaniques affectés à la fabrication des allumettes chimiques, ainsi que de matières préparées en vue de cette fabrication; le tout indépendamment de la confiscation des allumettes et du matériel de fabrication, de vente ou de transport.

En cas de récidive dans le délai de cinq ans, les peines seront doublées et celle de l'emprisonnement obligatoirement prononcée.

IV. Si l'auteur du délit de contrebande est un débitant autorisé, les amendes et peines corporelles édictées au paragraphe III ci-dessus seront également portées au double.

V. Chacun des coauteurs ou complices d'un fait de contrebande d'allumettes sera personnellement passible des mêmes amendes et peines corporelles que l'auteur principal.

Art. 7. — Sont applicables, en matière d'allumettes chimiques, les dispositions du décret du 3 octobre 1884 (12 hidjâ 1301) non contraires aux prescriptions du présent décret.

Art. 8. — Le Directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

---

974 — 2 novembre 1898

Arrêté du Directeur des monopoles annonçant la mise en vente de sel comprimé pour l'alimentation des bestiaux.

(Officiel, 1898, 739)

Vu le décret du 11 novembre 1891 fixant le prix de vente du sel aux consommateurs;

Vu le décret du 3 février 1893 concernant les modifications à la nomenclature des sels mis en vente;

Article unique. — A partir du 15 novembre 1898, le Service des monopoles mettra en vente du sel comprimé, pour l'alimentation des bestiaux, au prix de 10 cent. le cylindre d'un kilogramme.

---

975 — 10 novembre 1898

Arrêté du Directeur des monopoles annonçant la mise en vente de poudre de chasse pyroxylée.

(Officiel, 1898, 751)

Vu le décret du 30 octobre 1885 (11 moharrem 1303) qui fixe la nomenclature et le prix de vente des poudres à feu;

Vu le décret du 3 février 1893 (16 redjeb 1310), aux termes duquel cette nomenclature peut être modifiée par arrêtés du Directeur des monopoles, dûment visés et approuvés par le Directeur des finances et publiés au *Journal officiel*;

Article unique. — Il sera mis en vente, à compter du 1er décembre prochain, de la poudre de chasse pyroxylée, type M, au prix de 16 fr. le kilogramme.

---

976 — 13 juillet 1899

Arrêté du Directeur des monopoles annonçant la mise en vente d'une variété de tabac à priser.

(Officiel, 1899, 546)

Vu le décret du 4 juin 1891 (26 chaoual 1308) disposant que la nomenclature des tabacs mis en vente par la Régie pourra être modifiée par arrêtés du Directeur des monopoles, dûment visés et approuvés par le Directeur général des finances et publiés au *Journal officiel tunisien*;

Vu la nomenclature annexée au décret du 16 décembre 1890 (1er djoumadi el aouel 1308);

Vu l'arrêté du 18 septembre 1891;

Article unique. — Il sera mis en vente par la Direction des monopoles du tabac à priser dit « neffa ordinaire », en capsules métalliques contenant de 9 à 10 grammes, au prix de 10 centimes la capsule.

---

977 — 12 février 1900

Arrêté du Directeur des monopoles modifiant la nomenclature des cigares mis en vente par la Régie.

(Officiel, 1900, 170)

Vu le décret du 4 juin 1891 (26 chaoual 1308), disposant que la nomenclature des produits mis en vente par la Régie pourra être modifiée par arrêtés du Directeur des monopoles dûment visés et approuvés par le Directeur général des finances et publiés au *Journal officiel*;

Considérant qu'il y a avantage à donner plus de fixité à la nomenclature;

Vu la nomenclature annexée au décret du 16 décembre 1890 (4 djoumadi el aouel 1308);

Vu les arrêtés des 18 septembre 1891 et 12 décembre 1892;

Article 1er. — Au fur et à mesure de l'écoulement des variétés de cigares actuellement en vente, la Régie livrera à la consommation les cigares dont les prix et les dénominations sont fixés comme il suit :

Veveys, à	0f025
Maltais longs, — Maltais forme Manille, — cigares avec paille, — Beylik, — Camélias, à	0 05
Inséparables, à	0 075
Aromaticos, — Graciosos, — Favoritas, à	0 10
Trabucos, — Londrecitos, à	0 15
Operas, — Milarès, à	0 20
Entractos, — Reinas, à	0 25
Cajadorès, à	0 30
Regalias, à	0 35
Rothschild, à	0 40
Conchas, à	0 50
Flor de Cuba, à	0 60
Esceptionalès, à	0 75
Bouquet, à	1 »

Art. 2. — Les cigares de chaque variété pourront être vendus à l'unité, sauf les « Insé-

parables », qui ne seront livrés que par paires, et les « Veveys », qui ne seront vendus que par paquets de vingt.

---

978 29 mars 1900

Arrêté du Directeur des monopoles annonçant la mise en vente de nouvelles variétés de cigarettes.

(Officiel, 1900, 488)

Vu le décret du 4 juin 1891 (26 chaoual 1308), disposant que la nomenclature des tabacs mis en vente par la Régie pourra être modifiée par arrêtés du Directeur des monopoles, dûment visés et approuvés par le Directeur général des finances et publiés au *Journal officiel;*

Vu la nomenclature annexée au décret du 16 décembre 1890 (4 djoumadi el aouel 1308);

Vu les arrêtés des 18 septembre 1891, 9 avril 1892, 12 décembre 1892, 20 mars 1895, 28 mai 1895, 28 mai 1898, 13 juillet 1899 et 12 février 1900;

Article unique. — A partir du 9 avril prochain, il sera mis en vente, par le Service des monopoles, les nouvelles variétés de tabacs suivantes :

Cigarettes égyptiennes Figaro, en boîtes de 25, au prix de 2 fr. 50 c. la boîte;

Cigarettes égyptiennes Cléopâtre, en boîtes de 10, au prix de 1 fr. 30 c. la boîte;

Cigarettes égyptiennes Khédive, en boîtes de 20, au prix de 1 fr. la boîte.

979 2 juin 1900

Arrêté du Directeur des monopoles fixant la nomenclature et les prix des cartes à jouer livrées à la consommation.

(Officiel, 1900, 542)

Vu le décret du 12 juillet 1898, établissant le monopole des cartes à jouer et stipulant (art. 3) que les types et prix de vente des cartes à jouer livrés à la consommation seront fixés par arrêtés du Directeur des monopoles, approuvés par le Directeur des finances et publiés au *Journal officiel;*

Article unique. — La nomenclature des types de cartes à jouer livrés à la consommation et les prix de vente aux consommateurs sont fixés ainsi qu'il suit :

1° Jeux de quadrilato (40 cartes), au portrait français :

Cartes ordinaires, à coins carrés, à		0f25	le jeu.
— fines, — — à		0 40	—
— extra-fines, — dorés, à		0 90	—

2° Jeux de quadrilato, au portrait espagnol, à 0f35 le jeu.

3° Jeux de piquet (32 cartes), au portrait français :

Cartes ordinaires, à coins carrés, à		0f35	le jeu.
— fines, — — à		0 60	—
— extra-fines, — dorés (poker ou non poker), à		0 85	—

4° Jeux de whist (52 cartes), au portrait français :

Cartes extra-fines, à coins dorés (poker ou non poker), à		1f20	le jeu.

MONTS-DE-PIÉTÉ

980 13 août 1879

(24 châbane 1296)

Décret portant concession d'un Mont-de-piété à Tunis et dans les villes de la Tunisie, sauf à Kairouan (a).

Notre présent décret est délivré à M. Alexandre Daninos, Français, qui a présenté à Notre Altesse une demande relative à la création d'une banque du genre connu sous le nom de mont-de-piété, et destinée à venir en aide aux gens nécessiteux, par la mise en gage de leurs biens mobiliers, conformément aux conditions ci-après :

Article 1er. — M. Daninos fondera une banque destinée à aider les gens que la nécessité force à engager leurs biens mobiliers, sous les conditions stipulées ci-après et sans qu'il puisse recevoir en gage des biens immobiliers.

Art. 2. — La durée de ladite banque s'étendra à cinquante années, à partir de la date des présentes, et ledit banquier a la faculté d'établir dans les villes du royaume, sauf à Kairouan, des succursales de son établissement.

Art. 3. — Ledit banquier pourra former une société pour réunir l'argent nécessaire à l'administration de cet établissement, et à cet effet, il pourra céder ses droits à ladite société.

Art. 4. — L'intérêt de l'argent prêté ne dépassera pas 11 °/o par an.

Art. 5. — Il appartient à notre Gouvernement de désigner une personne de son côté, pour inspecter le service de ladite banque, la marche de son directeur dans ses rapports avec les propriétaires de gages, sans que notre Gouvernement assume aucun engagement pour les choses relatives à ladite banque ni vis-à-vis du dépositaire du gage ou du prêteur, ni vis-à-vis du gage lui-même, ou pour tout autre chef, ni pour quelque raison que ce soit.

Art. 6. — Le directeur de ladite banque devra avoir des registres où seront consignés : le nom de l'emprunteur, la chose engagée, le montant de la somme payée, et l'on délivrera à l'emprunteur une pièce rédigée en langue arabe, portant le timbre voulu pour la somme y inscrite et spécifiant l'essence du gage, le montant de la somme prêtée et l'époque de son échéance.

(a) Cette société a un objet commercial licite et déterminé. Il n'importe que le monopole ou privilège concédé à cette société par un décret postérieur au traité du 12 mai 1881 ait fait l'objet de réserves de la part de la Résidence générale et de contestations encore pendantes de la part des tiers, alors que ledit monopole ou privilège n'est pas une condition essentielle de la constitution de la société. (Paris, 13 novembre 1896, *R. A.* 97, II, 352. — *Contrà :* Tunis, 22 juillet 1895, *J. T.* 95, 508.)

Art. 7. — Une condition pour l'emprunteur est qu'il ne sera pas incapable (de contracter d'après la loi).

Art. 8. — La valeur payée contre le nantissement ne pourra l'être qu'en argent monnayé.

Art. 9. — Le débiteur aura le droit d'engager son bien pour le temps qu'il voudra, mais l'extrême limite sera d'un an pour le retrait ou le renouvellement du gage; si l'année expire sans que le débiteur se présente, la banque aura le droit de faire vendre son gage, par l'entremise du crieur public, dans les endroits affectés à la vente des objets de la nature de ceux engagés, après en avoir obtenu la permission de l'autorité compétente. Si le propriétaire de l'objet en demande la vente avant l'expiration de l'année, elle lui sera accordée et il devra payer l'intérêt du temps pendant lequel l'objet est resté engagé pour son compte (a).

Art. 10. — Après que ladite banque aura prélevé sur le produit de la vente le montant de l'argent prêté, les intérêts et les frais de la vente, le propriétaire de l'objet recevra l'excédent s'il en reste un.

Art. 11. — Ladite banque aura un conseil d'administration chargé de surveiller les opérations.

Art. 12. — Cette banque se conformera aux lois du pays, relativement aux droits de succession et autres, et nous ne donnerons à aucune autre personne d'amra l'autorisant à établir une institution du même genre que celle-ci pendant la durée de temps spécifiée dans notredit amra. Toutes les lois et coutumes appliquées aux transactions de cette nature resteront en vigueur. (*Ainsi modifié par décret du 15 juin 1881.*)

---

981 15 juin 1881

(*17 redjeb 1298*)

Décret modifiant le décret de concession du Mont-de-piété.

Nous avons compris la demande que vous nous avez soumise au sujet de l'interprétation à donner à l'article 12 de l'amra que nous avons rendu en votre faveur pour vous autoriser à établir une banque connue sous le nom de mont-de-piété et devant servir à des prêts faits à des nécessiteux sur dépôt en gages d'effets mobiliers, cet amra étant daté du 24 châbane 1296 (13 août 1879). Nous vous informons que ledit article 12 est modifié ainsi : (*Conf. ce décret.*)

(a) Aucune disposition de la loi française ou tunisienne n'a apporté une dérogation au droit commun pour la vente des objets remis en gage à la Société des Monts-de-piété de Tunisie Cette société est donc obligée de suivre la loi française de droit commun pour la réalisation du gage en matière civile et notamment se conformer à l'article 2078 du C. civ. et se faire autoriser par justice à vendre les objets qu'elle avait reçus en nantissement (Tunis, 29 juin 1898, *J. T.* 98, 402)

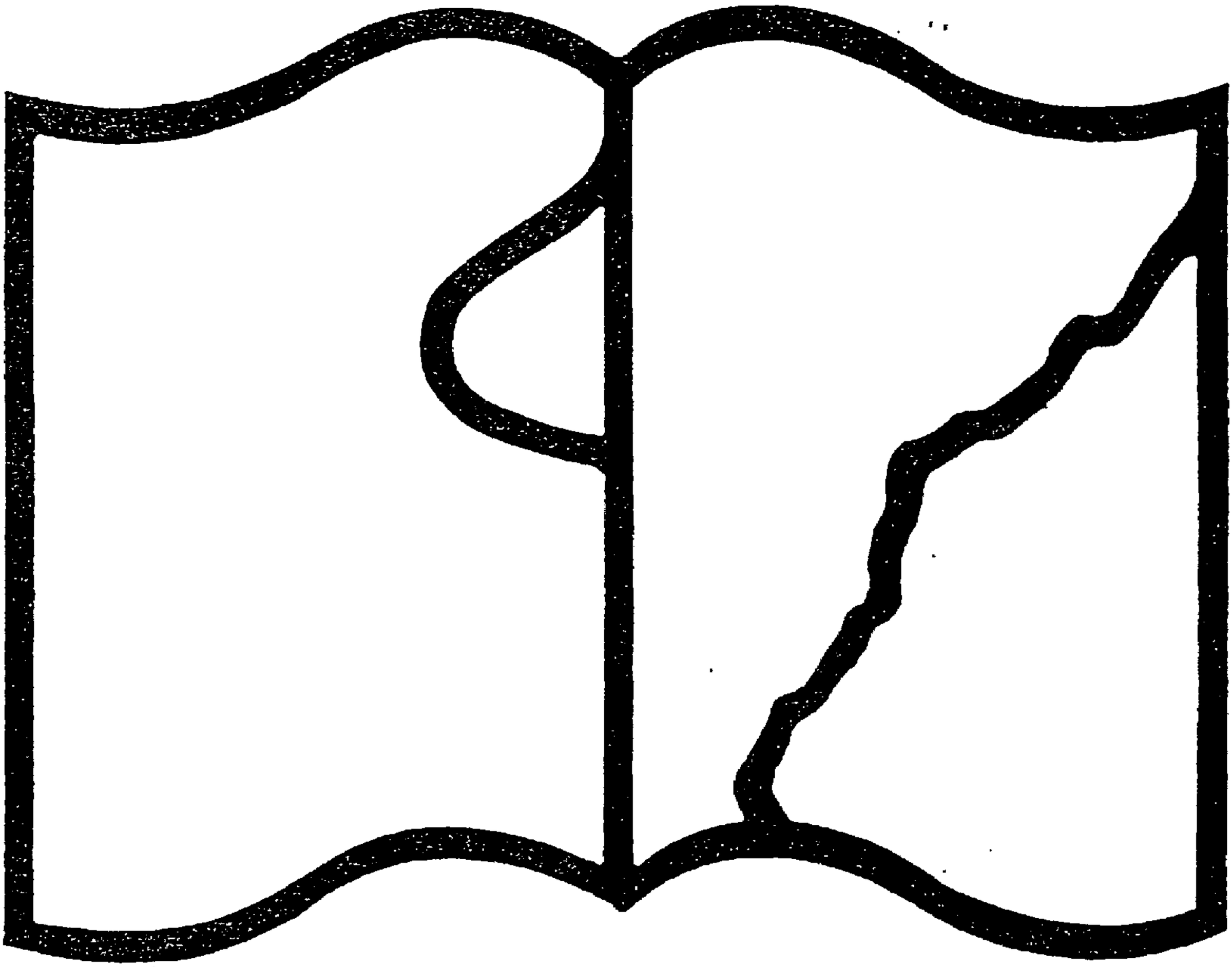
BIBLIOTHÈQUE NATIONALE IMPRIMÉS

Nancy, imprimerie Berger-Levrault et Cie.

NANCY, IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT ET C^ie^

DESACIDIFIÉ
A SABLE : 2001





Texte détérioré — reliure défectueuse

NF Z 43-120-11